

ENCYCLOPÉDIE

ANARCHISTE

TOME

I

ENCYCLOPÉDIE

ANARCHISTE

TOME

II

ENCYCLOPÉDIE

ANARCHISTE

TOME

III

ENCYCLOPÉDIE

ANARCHISTE

TOME

IV

ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE



“Œuvre Internationale des Éditions Anarchistes”

Aux Éditions de

“LA LIBRAIRIE INTERNATIONALE”

72, Rue des Prairies, 72

PARIS (XX^e)

A l'Imprimerie “*La Fraternelle*”

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

55, Rue Pixérécourt, 55

PARIS (XX^e)

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

est placée sous la direction de

SÉBASTIEN FAURE.

La Rédaction en est assurée par :

des théoriciens, militants et écrivains *anarchistes* ;
des théoriciens, militants et écrivains *syndicalistes* ;
des théoriciens, militants et écrivains *révolutionnaires* ;
des spécialistes et techniciens *sans parti*.



Bien-être pour tous !

Liberté pour tous !

Rien par la contrainte : Tout par l'entente libre !

Tel est *l'Idéal des Anarchistes*.

Il n'en existe pas de plus **précis**, de plus **humain**, de plus **élevé**.



L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

n'est pas une entreprise commerciale, c'est une œuvre d'éducation libertaire.

Ceux qui la rédigent et ceux qui la publient n'ont en vue que la satisfaction — qu'ils placent au dessus de tout — de propager partout les sentiments et les convictions qui les animent et auxquels ils ont consacré leur vie.

A tous ceux qui, bravant les privations, les calomnies et les persécutions, militent, où que ce soit, pour assurer et hâter l'avènement d'une société anarchiste, cet ouvrage est fraternellement dédié.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE est destinée aux millions de parias de toutes nationalités qui souffrent de la détestable organisation sociale dont, matériellement et moralement, ils sont les victimes.

Ils y trouveront les lumières et ils y puiseront l'énergie qui leur seront nécessaires lorsque, animés de l'Esprit de Révolte, ils seront résolus à se libérer.

« Ni Dieux, ni Maîtres »

Vous tous, qui êtes courbés
sous le joug de l'État,
du Capital et des Églises,
sachez que

*le Salut est en vous,
tout en vous,
rien qu'en vous!*

PRÉFACE

Aux Anarchistes Révolutionnaires de toutes tendances et de tous pays

Chers Compagnons,

Depuis longtemps je songe et je travaille à un projet dont l'exécution sera, pour la diffusion des Idées Anarchistes à travers le Monde, d'une exceptionnelle utilité.

Ce projet, d'accord avec les camarades de tous les pays, et grâce à l'appui qui m'est apporté par « l'Œuvre Internationale des Editions Anarchistes », je le réalise en publiant « *L'Encyclopédie Anarchiste* ».

IMMENSE UTILITÉ DE CET OUVRAGE. — LES SERVICES QU'IL RENDRA

Il s'agit d'un ouvrage destiné à embrasser, dans la mesure du possible, toutes les conceptions et toute la documentation se rapportant au mouvement anarchiste et, par extension, au mouvement social tout entier.

Le puissant intérêt de cet ouvrage consistera :

- 1° à grouper toutes les connaissances que peut et doit posséder un militant révolutionnaire ;
- 2° à les présenter dans un ordre méthodique, en conformité d'un plan général bien conçu et bien exécuté ;
- 3° à les exposer sous une forme simple, claire, précise, vivante, à la portée de tous ;
- 4° à les traduire en diverses langues, afin de les répandre à peu près partout.

..

Des considérations multiples et d'ordres divers m'ont insensiblement amené à l'idée de cet ouvrage et graduellement convaincu de son immense utilité.

Je veux indiquer brièvement les services essentiels que cette *Encyclopédie anarchiste* rendra à nos camarades du monde entier et à la Cause magnifique qu'ils ont embrassée :

a) Sur presque toutes choses — et c'est logique — les Anarchistes ont une façon de concevoir, de sentir, d'apprécier, de vouloir et d'agir qui n'appartient qu'à eux, et les sépare de tous les autres. Cela étant, il est naturel qu'ils possèdent une multitude d'Idées et, cent fois pour une, j'ai eu l'occasion et la joie de constater cette extraordinaire richesse de conceptions personnelles.

Mais que de fois aussi j'ai eu le regret d'observer que, chez la plupart, ces conceptions sont en vrac, c'est-à-dire : pêle-mêle, sans classement, sans ordre, sans méthode !

Telle que je la conçois, cette *Encyclopédie anarchiste* aura l'énorme avantage d'ajouter aux idées et aux connaissances que possède chaque anarchiste, celles qui lui font défaut et d'introduire, dans cet ensemble plus ou moins disparate, broussailleux et touffu, le classement et l'ordonnance qui, mettant chaque idée à la place qu'elle doit rationnellement occuper, confère à celle-ci toute la force et toute la clarté désirables.

b) La littérature anarchiste est déjà fort copieuse. Rares, très rares sont les compagnons, les curieux, les chercheurs et les studieux qui ont les moyens de se procurer et le temps de « potasser » les livres, brochures, journaux, revues et écrits innombrables où se reflète, sous une forme extrêmement variée et intéressante, la Pensée anarchiste.

PRÉFACE

Il serait pourtant de la plus vive utilité, que tous ceux — anarchistes ou non — qui désirent se renseigner exactement sur l'Anarchisme, pussent le faire sans être dans la nécessité de compulsier une foule d'écrits, dont chacun ne traite que d'un aspect spécial ou d'un problème fragmentaire de l'Anarchisme.

Sorte de synthèse claire et condensée de l'Anarchisme, cette *Encyclopédie* sera une œuvre relativement complète, conçue et présentée dans un ordre déterminé et qui, intelligemment et facilement consultée, renseignera chacun — à son gré et selon ses besoins de documentation — sur l'ensemble et sur le détail des conceptions anarchistes.

c) De toutes les doctrines sociales, aucune n'est ignorée, méconnue, déformée, travestie, ridiculisée autant que l'Anarchisme ; l'intérêt de tous ceux qui détiennent actuellement le Pouvoir se confond, ici, avec l'intérêt de tous ceux qui ambitionnent de le conquérir.

Eh bien ! sans être un catéchisme ni un évangile, cet ouvrage sera un recueil unique et complet, aussi bien qu'un guide impartial et sûr, en même temps qu'un répertoire précieux que, en toutes circonstances, pourront consulter avec fruit ceux qui désireront s'instruire et se documenter exactement, loyalement.

d) Un camarade voudra-t-il traiter publiquement — par l'écrit ou la parole — un sujet ressortissant à la propagande anarchiste ? Il lui suffira, après avoir rassemblé, par la méditation, les idées que lui suggère le sujet à traiter, d'ouvrir cette « *Encyclopédie anarchiste* » à la page voulue et il y trouvera des considérations, des thèses et une documentation adéquates au sujet à développer. Il n'aura plus qu'à ajouter à ses propres idées et à celles qui lui seront fournies par cette recherche, les illustrations qu'il empruntera aux événements les plus récents.

Que de propagande en perspective !

e) Par essence et par définition, l'Anarchisme est international. Il est donc indispensable que tout anarchiste non seulement possède une notion claire des courants d'idée et des méthodes de lutte qui existent dans le pays qu'il habite, mais encore qu'il se mette et se tienne à la page de tout ce qui a trait au mouvement anarchiste mondial.

La vie internationale tient, en effet, elle est appelée à prendre de plus en plus, une si large place, qu'un homme de notre temps ne peut plus se contenter d'une information locale, régionale ou nationale. Toutes les parties du monde ont, par des traits multiples et importants, par le jeu des répercussions et des contre-coups, une existence commune et, pour ainsi dire, solidaire. Accords ou discordances politiques, ententes ou conflits économiques, manifestations scientifiques et artistiques, mouvements sociaux : tout, à l'heure actuelle, revêt un caractère mondial. Le militant trouvera, dans cette *Encyclopédie anarchiste*, nombre de renseignements et de précisions qui l'aideront à se guider dans l'étude extrêmement complexe de la vie sociale universelle.

Par ce qui précède — et sans que j'insiste davantage — on doit être pénétré du haut intérêt et de l'utilité considérable de cette *Encyclopédie anarchiste*.

On en sera plus profondément encore convaincu, quand on en connaîtra le plan général.

PLAN GÉNÉRAL DE L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Destinée à réunir et à exposer, aussi complètement que possible, les principes, les tendances, le but et les méthodes de l'Anarchisme, cette *Encyclopédie* comprendra cinq parties.

PREMIERE PARTIE. — *Dictionnaire anarchiste. Aspect philosophique et doctrinal de l'Anarchisme.*

Exposé des principes, théories, conceptions, tendances et méthodes de la Pensée et de l'Action véritablement révolutionnaires, c'est-à-dire anarchistes.

Les mots qui figurent dans cette partie « Dictionnaire » ont été rationnellement choisis. La plupart de ces mots possèdent, du point de vue anarchiste, une signification spéciale et une portée particulière. Les autres se rapportent au vocabulaire indispensable à tous ceux qui, désireux de se documenter exactement ou de propager l'Idéal anarchiste, ont le devoir de connaître le sens exact des mots dont ils sont appelés à se servir et la somme d'idées et de connaissances que chacun de ces mots représente, afin de n'en faire usage qu'à bon escient et d'en extraire toutes les considérations qui en découlent.

Sachez, chers compagnons, que cette première partie de « *L'Encyclopédie anarchiste* », résumera tout l'ensemble des connaissances dont vous avez soif et dont l'acquisition fera de vous des militants sérieux et des propagandistes compétents.

Il vous suffira de consulter ce dictionnaire anarchiste pour vous documenter sur l'ensemble et sur les détails de notre Doctrine.

PRÉFACE

La forme « dictionnaire » — et c'est pour cela qu'elle a été adoptée — facilitera, simplifiera et activera vos recherches.

DEUXIEME PARTIE. — *Histoire de la Pensée et de l'Action anarchistes, pays par pays.*

C'est un drame d'une intense émotion et d'un enseignement précieux que l'historique substantiel et précis du mouvement anarchiste international.

Rédigé par des compagnons puissamment documentés, cet historique vous fera connaître les magnifiques efforts tentés par les camarades du monde entier. Vous pourrez suivre ainsi les progrès qu'ils ont réalisés, connaître les atroces persécutions qu'ils ont subies et les prodiges d'activité qu'ils ont accomplis ; et le récit de cette Epopée superbe de l'Esprit de Révolte se soulevant, sous les formes les plus diverses et les plus héroïques, contre l'Autorité et ses crimes, stimulera votre propre énergie et décuplera votre courage, par le fait même que vous puiserez dans cet exposé fidèle, véridique et bourré de précisions, de faits et de statistiques, la certitude que, en dépit des persécutions et des embûches, l'Anarchisme se développe, à travers le monde, et apporte à l'Humanité la seule Doctrine qui, tôt ou tard, la rendra maîtresse de ses destinées et la libérera totalement, définitivement.

Cette étude historique aura pour résultat de mettre en lumière ce fait unique et d'un enseignement capital : que la fermeté des principes, voire leur rigidité, peut s'allier à une extraordinaire diversité d'applications, à une prodigieuse variété de moyens de lutte.

Elle établira, en outre, que, tout en tenant compte, ainsi qu'il sied, des circonstances de temps et de lieu, la doctrine anarchiste s'affirme beaucoup plus constante, et l'action libertaire bien plus continue, dans le temps et l'espace, que tous les autres mouvements internationaux : syndicalisme, socialisme, communisme, qui se flattent de transformer le monde à grand renfort de décisions, de mots d'ordre et de réglementations s'appuyant sur une discipline de fer et de rigoureuses sanctions.

TROISIEME PARTIE. — *Vie et Œuvre des principaux militants ayant appartenu ou appartenant au mouvement anarchiste : philosophes, théoriciens, écrivains, orateurs, artistes, agitateurs, hommes d'action. (Ordre alphabétique).*

A l'exception de quelques théoriciens puissants dont les œuvres traduites dans presque toutes les langues sont universellement répandues et dont le nom, qui brille d'un exceptionnel éclat, est étroitement lié au mouvement anarchiste, un grand nombre de compagnons ayant, par leurs écrits, leurs discours ou leur Action, contribué au développement de l'Anarchisme, sont ignorés du grand public et insuffisamment connus des libertaires eux-mêmes.

Les uns ont eu à subir — et pour cause — la conspiration du silence, les autres ont été jetés en prison ou envoyés au bagne ; ceux-ci sont tombés dans l'oubli, et ceux-là ont été accablés d'injures ou victimes des plus odieuses calomnies.

L'Encyclopédie Anarchiste ne tressera pas de couronnes à ces inconnus, méconnus, persécutés ou diffamés ; elle ne les élèvera pas au rang des demi-Dieux ; elle n'en fera ni des héros, ni des martyrs. Les anarchistes dédaignent, ils méprisent ces procédés dont ils laissent le monopole aux Partis politiques qui, pour capter la confiance aveugle des foules et hisser leurs chefs au Pouvoir, ont besoin d'entourer ceux-ci d'un culte idolâtre.

Mais cet ouvrage — que nous voulons être un monument élevé à la pensée et à l'action anarchistes — projettera la lumière nécessaire sur la personne, sur l'effort, sur l'action de nos chers militants, disparus ou vivants ; il rendra justice à leur activité et à leur désintéressement.

Et les plus indifférents seront obligés de reconnaître que, de tous les mouvements sociaux qui, depuis un siècle, agitent l'humanité et tendent à la faire sortir de l'ornière et à la jeter sur des pistes nouvelles, il n'en est pas un qui ait suscité plus d'ardente sincérité et de réel dévouement ; pas un qui puisse s'enorgueillir d'aussi magnifiques caractères, d'exemples aussi frappants de dignité ; pas un qui soit à même de mettre en ligne une pléiade aussi nombreuse et aussi brillante de lutteurs et de propagandistes sans ambition ni arrivisme ; pas un qui compte des apôtres à la vie plus belle, à l'esprit plus élevé, à la volonté plus ferme, au cœur plus généreux.

QUATRIEME PARTIE. — *Vie et Œuvre des hommes qui, sans être à proprement parler des anarchistes, ont, néanmoins, dans le domaine de la Philosophie, de la Science, des Lettres, des Arts et de l'Action, contribué à l'émancipation humaine par leur lutte contre la routine mortifère, contre les traditions paralysantes, contre les méthodes et forces stérilisantes de leur temps. (Ordre alphabétique).*

Les anarchistes n'ont pas sans cesse sur les lèvres le mot « Justice ». Mais leur conscience est pénétrée du sentiment profond de cette vertu aussi rare qu'admirable, et ils s'efforcent à la pratiquer dans toute la mesure du possible, et en toutes circonstances.

PRÉFACE

Aussi, sont-ils persuadés qu'ils manqueraient aux plus élémentaires devoirs d'équité, s'ils n'attribuaient pas la place qui leur revient à ceux qui : philosophes, savants, écrivains, artistes, éducateurs, hommes de révolte, ont contribué — si peu que ce soit, sans être spécifiquement anarchistes et, parfois même, à leur insu — au déblaiement de la route, au renversement des obstacles, à la ruine des préjugés, à la transformation des méthodes, au perfectionnement des formes, en un mot au labeur séculaire d'une humanité s'acheminant, douloureusement et lentement, vers des sommets toujours plus élevés, des horizons toujours plus vastes et une beauté de plus en plus rayonnante.

Les anarchistes savent que, si leur Idéal n'est plus considéré, de nos jours, comme une hallucination de cerveaux en délire et un enfantement d'imaginations malades ayant soif d'absolu, ce résultat n'est pas le salaire de leurs seuls efforts. Ils ont conscience qu'ils sont les bénéficiaires du travail opiniâtre et le plus souvent ingrat, des grands précurseurs. Ils conçoivent que, si l'heure de la révolte est relativement proche, il est juste d'en faire remonter le mérite — en partie du moins — aux illustres et héroïques semeurs qui ont jeté, avant eux, le bon grain.

Ils se rendent compte que, pour être féconde et positivement libératrice, il est indispensable que la Révolution, quand elle éclatera, soit l'aboutissant et comme le point *terminus* d'une longue évolution prédisposant les esprits à accueillir avec faveur, la naissance du Monde nouveau et à en favoriser le développement et la stabilité, en s'adaptant aux nouvelles formes de vie.

Pour ces motifs, *L'Encyclopédie Anarchiste* consacrera sa quatrième partie à l'exposé de la Vie et de l'Œuvre de cette légion d'hommes grands par le cœur, l'esprit et la volonté, qui ont collaboré, sans qu'ils se réclament de l'Anarchisme, à l'élaboration d'une mentalité nouvelle, à l'édification d'une philosophie et d'une morale plus humaines, à la gestation d'Idées, de sentiments et de modes de vie supérieurs, à la formation de générations traversées par le grand souffle émancipateur.

CINQUIÈME PARTIE. — *Catalogue des livres, brochures, journaux, revues et publications de toutes sortes, de propagande anarchiste ou anarchisante. (Ordre par pays et par langues.)*

Dans les quatre premières parties de cette *Encyclopédie*, il sera fréquemment fait mention des ouvrages dans lesquels se trouvent exposées les théories anarchistes. Ce catalogue présentera ceux-ci, langue par langue, en conformité d'un classement rationnel. Le lecteur pourra, ainsi, se reporter facilement aux ouvrages cités, les consulter dans leur entier et y puiser la documentation dont il aura besoin.

On sera étonné de l'incroyable richesse de la littérature anarchiste et anarchisante et de l'abondance des œuvres de premier ordre qu'y peuvent rencontrer les personnes studieuses, désireuses de se renseigner sur toutes les doctrines sociales.

PRÉCIEUSES INDICATIONS

Tel est le plan général de cette « *Encyclopédie Anarchiste* ».

On peut estimer qu'il est vaste ; en réalité, il sera plus vaste encore que, à première vue, on serait disposé à le croire.

Je m'explique :

1° D'un part, toutes les tendances, toutes les thèses qui, dans leur ensemble, constituent l'Anarchisme, y seront impartialement exposées. Éliminer, de propos délibéré, une seule de ces thèses, c'eût été faire œuvre de partisans et non d'éducateurs consciencieux ; c'eût été enlever à ce mouvement, une partie de son ampleur, de sa majesté ; c'eût été mutiler volontairement l'Anarchisme, en le privant d'un de ses traits distinctifs.

Sous peine d'être incomplète et de trahir son but, cette *Encyclopédie* doit être le reflet de toutes les conceptions s'inspirant de l'Anarchisme ; elle doit abandonner à chacun de ses lecteurs, le soin de choisir entre les diverses tendances et de se rallier librement à celle qui, à ses yeux, se rapproche le plus de l'exactitude, et cadre le mieux avec son tempérament.

Ennemi de toute contrainte, l'Anarchiste n'impose jamais : il expose, il propose, il attire l'attention, il provoque la réflexion, il suscite la méditation. Quand il convie à se prononcer, ceux qui l'écoutent ou le lisent, il ne se croit autorisé à le faire, qu'après avoir placé ses lecteurs ou ses auditeurs en face des aspects multiples et parfois opposés de la thèse soumise à l'examen et à la controverse. Il s'inscrirait en faux contre l'essence même de l'Anarchisme si, pour faire triompher son propre point de vue, il passait son silence les autres ou, de sa propre autorité, en étouffait l'expression.

PRÉFACE

2° D'autre part, un anarchiste et, à plus forte raison, un militant est dans l'obligation de connaître le mouvement social dans toutes ses manifestations et non pas uniquement dans ses rapports avec l'Anarchisme qui n'est, en réalité, qu'une des variétés de ce mouvement. S'il veut examiner un problème non seulement sur le plan idéal et idéologique, mais encore sur celui des réalités, il est nécessaire qu'il soit éclairé, renseigné, *documenté* sur tous les faits, chiffres et précisions qui touchent à ce problème.

Pour répondre à cette nécessité, *l'Encyclopédie Anarchiste* doit être une mine dans laquelle le lecteur puisera à pleines mains les indications de toute nature qui lui sont indispensables.

C'est pourquoi, je me suis adressé à des collaborateurs qui, en se spécialisant, ont acquis : en philosophie, en histoire, en science, en art, en sociologie, des connaissances sûres, substantielles et étendues.

J'ai demandé : au philosophe de nous dévoiler la profondeur, la subtilité et la justesse de ses cogitations; au sociologue de nous concéder le fruit de ses études; à l'homme de science de nous faire bénéficier de ses recherches et constatations; à l'écrivain de nous renseigner sur les trésors d'imagination et de savoir que renferment les bibliothèques; à l'artiste de nous faire connaître et aimer les merveilles où s'avère le sens pur de la beauté; au médecin de nous enseigner l'art de lutter contre les maladies qui déciment l'espèce et, par l'hygiène, de doter les humains de la robustesse et de l'endurance désirables; à l'éducateur de nous initier au problème délicat de la formation des intelligences qui s'éveillent, des jugements qui se forment et des cœurs qui s'épanouissent.

J'ai demandé au « Sans-Dieu » de nous indiquer les motifs profonds de son athéisme, au « Sans-Patrie » de nous exposer les causes de son antipatriotisme; au « Sans-Etat » de nous faire connaître les raisons de son antiétatisme; au « Sans-Propriété » de nous dire le pourquoi de son anticapitalisme, au « Sans-Maître » de nous ouvrir son cœur pour que nous y découvriions les ressorts puissants de ses farouches révoltes.

Oui : à tous ceux qui ont qualité pour énoncer quelque chose de véritablement intéressant et nouveau sur la multitude des questions qui tourmentent actuellement la conscience humaine, j'ai demandé de s'exprimer loyalement, franchement, librement dans cette *Encyclopédie* que je voudrais être une page nouvelle et lumineuse dans l'évolution sociale.

Et tout cet ouvrage témoignera que mon appel a été entendu et que ma requête a été exaucée.

**

Ceci est singulier, mais exact : l'Anarchisme envahit tous les domaines qu'embrasse l'activité humaine : politique, économie sociale, religion, morale, patrie, famille, arts, sciences, etc...

Il a son mot à dire, son point de vue à exprimer, ses conclusions à formuler sur toutes les questions que posent le cours des événements, la marche des idées, la vie sentimentale, le développement complexe de la Société.

C'est pourquoi le lecteur aura la très agréable surprise et la très vive satisfaction de trouver dans cet ouvrage — bien qu'il porte un titre en apparence limitatif — des études extrêmement variées concernant nombre de sujets, principes, théories et faits que les esprits étroits ont le tort de considérer comme étant en dehors de l'Anarchisme.

Les intelligences obtuses assignent à l'Anarchisme les limites d'une doctrine sociale, enfermée dans quelques formules lapidaires et ayant pour fin l'assouvissement des appétits les plus grossiers et des instincts les plus bas, par le « chambardement » des Institutions actuelles.

Il suffira à ces ignorants de consulter cette *Encyclopédie*, pour apprendre — enfin — que l'Anarchisme a son point de départ dans les poussées les plus nobles, que les convictions anarchistes ne se développent et ne s'affermissent que dans les cerveaux les plus clairs, les jugements les plus sûrs, les cœurs les plus affectueux, les volontés les plus fortes et les consciences les plus droites, et que le but de l'Anarchisme est d'élever tous les Individus, sans distinction de sexe ni de race, par le Bien-Etre et la Liberté, jusqu'aux purs sommets de la sensibilité et de la raison.

Chers Compagnons,

Tous les partisans de l'Autorité et de sa fille : la Contrainte, tous les défenseurs de ce qu'on appelle bien à tort « l'Ordre Social », basé sur l'Etat et la Propriété, sur la Patrie et la Religion, sur le Code et la Morale officielle, sont les détracteurs systématiques de l'Anarchisme.

Ils dénaturent à plaisir les fondements de notre doctrine; ils ridiculisent à l'envi nos principes et nos méthodes d'action; ils nous prêtent, sans compter, les desseins les plus vils ou les intentions les plus folles; ils entravent avec acharnement notre propagande, par l'étouffement et la répression.

Pour tous, l'Anarchisme est l'ennemi et nous sommes, en effet, les ennemis déterminés de

PRÉFACE

toutes les Autorités qui s'exercent et, au surplus, ne peuvent s'exercer que par la contrainte, la violence et la persécution.

Depuis des temps immémoriaux, deux principes se disputent l'empire des êtres et des choses : le principe d'Autorité et le principe de Liberté.

Pour conserver les multiples profits qu'ils tirent du Principe d'Autorité dont ils se réclament, et plutôt que de se les voir ravir tout à fait, les tenants de l'Autorité ont été obligés de faire des concessions, d'admettre des tempéraments et de donner leur acquiescement à un régime social paraissant concilier ces deux principes contradictoires, en accordant à chacun d'eux, la juste part qui lui est due.

« Dans ces conditions, disent-ils, l'Etat, expression souveraine de l'Autorité légitime, est le plus ferme soutien et le garant le plus sûr de la liberté de chacun. »

Dans cette alliance de l'Autorité et de la Liberté, il n'y a qu'une mystification, un trompe-l'œil venant s'ajouter aux innombrables duperies dont les pauvres et les asservis ont été, dans le passé, les victimes.

Les Anarchistes ont assumé la charge de démasquer et de combattre ce mensonge.

Peu nombreux ils sont et en ce qui concerne effectifs, ressources, moyens de combat, ils sont inexprimablement inférieurs à leurs ennemis.

Ceux-ci possèdent un outillage de guerre perfectionné ; ils ont pour eux l'Etat avec tout son cortège de Magistrats, de Policiers et de Soldats, sans compter l'appui de l'Ecole, de la Caserne et de la Sacristie. Ils ont la formidable puissance de la Richesse et de la Presse qui lui obéit.

C'est contre cette ligue innombrable et solidement organisée, que, minorité infime et à peu près dépourvue de l'outillage dont leurs adversaires sont si abondamment approvisionnés, les Anarchistes mènent le combat.

Ils savent que la lutte sera longue et pénible ; ils n'ignorent pas que beaucoup d'entre eux, et les meilleurs, succomberont ; mais ils savent aussi que cette guerre implacable se terminera par leur victoire, parce qu'ils ont pour eux et avec eux, ces armes invincibles : la Vérité et la Justice, soutenues par des convictions inébranlables.

Puisse cette *Encyclopédie*, à laquelle les Antiautoritaires du monde entier ont donné, de plein cœur, leur précieuse collaboration, contribuer largement à la fécondité de cette victoire, en amenant à la petite armée des champions de la Liberté de nombreuses et vaillantes recrues et en plaçant dans leurs mains l'armement qui leur est nécessaire.

Pour la Rédaction de

« *L'Encyclopédie Anarchiste* »

SÉBASTIEN FAURE.

PREMIÈRE PARTIE

DICTIONNAIRE ANARCHISTE

A

ABDICATION n. f. L'abdication est l'acte de quelqu'un qui renonce, volontairement ou de force, à quelque chose et, en général, à de hautes fonctions ; on emploie aussi le mot abdication pour désigner l'acte de quelqu'un qui cédant à des considérations d'intérêt, abandonne ses opinions ou fait litière de ses qualités morales. Exemple : abdication de toute dignité. Les politiciens sont les professionnels de ce genre d'abdication (voir *apostasie*). Voici la liste des principales abdications historiques : abdications de Cincinnatus, qui retourna deux fois à sa charrue (458 et 438 av. J. C.) ; de Sylla (10 av. J. C.), qui se retira à Pouzzoles ; de Dioclétien (305 de notre ère) qui se retira à Salone ; du pape Benoît IX (1045 et 1048), du pape Félix V (1449), de Charles Quint (1555) qui alla finir ses jours au couvent de Yuste ; de Christine de Suède (1654) qui se retira à Rome, de Casimir V, roi de Pologne (1667), de Stanislas II, roi de Pologne (1795) ; du roi d'Espagne Charles IV (1808) ; celles de Napoléon, la première à Fontainebleau, la seconde à Paris (1814 et 1815) ; de Bolivar, libérateur de l'Amérique espagnole (1825) ; de Charles X (1830) qui mourut à Goritz, en Italie ; de Pedro IV, roi de Portugal (1831) ; de Louis-Philippe (1848) qui alla finir ses jours en Angleterre ; de Guillaume I^{er}, roi de Hollande (1840) ; de Charles-Albert, roi de Sardaigne (1849) ; d'Othon, roi de Grèce (1862) ; d'Isabelle II, reine d'Espagne (1870) ; d'Amédée I^{er}, roi d'Espagne (1873) ; du prince Alexandre de Bulgarie (1886) ; de Milan I^{er}, de Serbie (1889) ; de Nicolas II, tsar de Russie (1917) ; de Constantin, roi de Grèce (1917) ; de Guillaume II, empereur d'Allemagne (1918) ; de Ferdinand, tsar de Bulgarie (1918). Comme on peut le voir en lisant cette liste, bien rares sont les pantins royaux qui ont abdicqué sans y être contraints et forcés. Les tyrans sont de ces gens qui disent cérémonieusement qu'ils s'en vont quand on les met à la porte.

ABNEGATION, n. f. Renoncement, sacrifice. Exemple : Pour l'avènement d'une humanité meilleure, les anarchistes sont prêts à toutes les abnégations. En

effet, la vie du militant révolutionnaire est faite de sacrifices continuels et de cruelles renonciations. Le militant est en butte, lui et les siens, à la misère. Des persécutions de toute sorte s'acharnent sur ses épaules. Sa liberté est toujours compromise et sa vie elle-même est souvent menacée. Mais sa volonté d'abnégation triomphe des obstacles qu'on élève sur sa route. Le découragement lui est inconnu. Pour faire connaître et aimer les idées qui lui sont chères, il ne recule devant rien. Sa vie, sa liberté, son labeur, son intelligence ne lui appartiennent plus ; il les a consacrées à jamais au service de la cause qui lui paraît la plus belle et la plus noble de toutes. Il a fait l'absolue abnégation de soi. Pendant ce temps, au contraire, les politiciens, sous le couvert d'idées fausses, ne recherchent que l'assouvissement de leurs ambitions personnelles. Arrivistes aux besoins multiples, le bien d'autrui leur est indifférent. Ils ont fait alliance avec les hommes de proie qui préfèrent la mort d'une foule à la perte d'une parcelle de leurs richesses. Hélas ! le peuple se laisse trop souvent bernier par ces bateleurs sans scrupules, dont la bouche menteuse promet monts et merveilles. Chaque fois, cependant, le réveil est cruel, mais il suffit d'un nouvel intrigant pour que le peuple, trop confiant, se laisse une fois de plus manœuvrer. — Les anarchistes, inlassablement, s'attachent à dénoncer le commerce éhonté des politiciens et de leurs acolytes. Espérons que le peuple finira par choisir entre l'abnégation des uns et l'arrivisme criminel des autres.

ABSOLUTISME n. f. Théorie ou pratique d'une autorité absolue. Système de gouvernement où l'autorité du monarque est absolue. Exemple : monarchie absolue. Sous une monarchie absolue, c'est le règne du bon plaisir, de l'arbitraire et les citoyens sont livrés sans défense à l'autorité tyrannique d'une caste. Toutefois, de nos jours, il n'est presque plus de gouvernements pratiquant le pouvoir absolu d'un seul. Les derniers rois n'ont pas plus de puissance qu'un président de république. Mais il ne faut pas se fier aux apparences.

L'autorité, quoique moins ouvertement absolue, n'en existe pas moins, hypocrite et insidieuse, sous le masque des démocraties. Un absolutisme avoué inciterait le peuple à s'insurger. Les gouvernants l'ont compris et ont substitué à cet absolutisme un parlementarisme sous le couvert duquel ils peuvent agir à leur aise. (Voir *Parlement*.)

Nous assistons, depuis quelques années, à une sorte de résurrection de l'Asolutisme sous des formes nouvelles, nées des circonstances. Le Pouvoir absolu, entre les mains d'un Mussolini, en Italie, s'appelle le *Fascisme* ; en Espagne, dans la personne d'un Primo de Rivera, il s'appelle le *Directoire* ; en Russie, exercé par un parti politique, où, plus exactement, les quelques hommes qui composent le comité directeur du Parti communiste, le pouvoir absolu est pratiqué sous le nom de *Dictature du Proletariat*. (Voir *Fascisme*, *Directoire*, *Dictature*, *Parti Communiste*, *Bolchévisme*.)

ABSTENTIONNISME n. m. « Doctrine qui préconise l'abstention en matière électorale », dit le Larousse. Fanfani le définit plus précisément : « Ne pas vouloir exercer les droits politiques ni participer aux affaires publiques ». Ces définitions toutefois ne disent rien par elles-mêmes sur la raison, la signification et la portée de l'abstention. Une note du même Larousse va nous permettre de les établir contradictoirement. Elle est ainsi conçue : « L'abstention politique qui a pour cause la négligence ou l'indifférence prouve un oubli égoïste et blâmable des devoirs du citoyen. Quelquefois, elle est pratiquée systématiquement comme un mode de protestation, soit contre le gouvernement établi, soit contre un mode de suffrage qui n'offre pas de garanties suffisantes. »

Eh bien ! ce n'est pas par négligence ou indifférence, ni par protestation contre tel ou tel gouvernement ou un mode particulier de suffrage que nous sommes abstentionnistes, mais bien par une question de principe.

Nous n'admettons pas un soi-disant droit de majorité. Remarquons en passant qu'il est mathématiquement prouvé qu'aucun parlement ou gouvernement n'a jamais représenté jusqu'à présent la majorité réelle d'un peuple, mais cela dut-il se produire, que nous contesterions toujours à ce parlement ou gouvernement le droit de soumettre à sa loi la minorité. Sans aller jusqu'à prétendre que les majorités ont toujours tort, il nous suffit d'établir que les minorités ont souvent raison ou même simplement qu'elles peuvent aussi avoir raison, pour rejeter tout droit de majorité.

A moins du cas particulier de ne pouvoir choisir qu'entre deux décisions et d'impossibilité matérielle d'appliquer librement les deux à la fois, la minorité garde pour nous une égale liberté d'action que la majorité. Le droit de la minorité ne sera naturellement inférieur à celui de la majorité que dans la mesure où ses forces de réalisation le seraient aussi.

Ajoutons que nous revendiquons non seulement un droit du groupe minoritaire identique à celui du groupe majoritaire, mais aussi un droit individuel limité uniquement par le peu de moyens qu'un individu représente à lui seul.

Il y a à cela une raison fondamentale. Toute invention, découverte ou vérité nouvelle, dans tous les domaines de la vie, n'est jamais due qu'à des individus isolés ou à la coopération étroite de petits groupements, bien que ces individus et groupements aient profité en somme, entre temps, de l'ensemble des connaissances humaines, sans lesquelles le nouveau pas en avant deviendrait inconcevable. Or, rien n'est évidemment plus nuisible à un progrès, rien ne saurait le retarder davantage que d'en faire dépendre l'application de la conquête préalable de la majorité. La plus large liberté d'expérimentation, l'autonomie nullement entravée pour

les plus différents essais, tentatives ou applications, voilà les conditions indispensables à toute nouvelle réalisation audacieuse et féconde, conditions en opposition formelle avec tout soi-disant droit de majorité. D'ailleurs, si les novateurs se trouvent être dans l'erreur, rien ne saurait mieux le prouver que l'expérience, après laquelle ils pourront soit abandonner leur tentative, soit la modifier.

L'adage que les absents ont toujours tort ne saurait s'appliquer à l'abstentionnisme anarchiste ; disons plus, c'est aux électeurs qu'il doit s'appliquer et non aux élus. Nous formulons ainsi non un paradoxe, mais au contraire une vérité assez facile à démontrer. En effet, l'absence la plus à regretter est-ce celle des quelques minutes nécessaires pour voter, ou celle de tous les jours de l'année ? Car le fait de voter implique en somme le renoncement à s'occuper directement de la chose publique pour une période déterminée, au cours de laquelle l'élu reste chargé de s'en occuper au lieu et place des électeurs, ceux-ci devenant ainsi les absents toujours dans leur tort. Et les faits ne démontrent que trop qu'ils le sont réellement.

Evidemment, l'abstentionniste qui ne l'est que par négligence ou indifférence, se trouve dans le même cas ; mais il en est tout autrement de l'anarchiste. Il refuse, lui, de s'absenter partout où son sort se discute et se trouve en jeu, il veut s'y trouver présent pour peser de toutes ses forces sur la décision à intervenir.

L'abstentionnisme n'est donc logiquement anarchique que s'il signifie, d'une part, négation de toute autorité légiférante ; d'autre part, revendication — et application dans la mesure où cela est déjà possible — du principe de faire ses affaires soi-même.

Les « devoirs du citoyen » — si devoirs il y a — ne sauraient être ramenés à l'obligation de déposer un bulletin dans l'urne ; ils ne peuvent que trouver leur application à tout instant où le besoin s'en fait sentir, tandis que le vote ne signifie en somme que déléguer autrui pour faire son devoir propre, ce qui est évidemment un non-sens.

Que l'on envisage la participation à la chose publique comme un droit ou un devoir, elle ne saurait donner lieu à une délégation, à moins de nier pratiquement ce qui vient d'être affirmé théoriquement.

Voyons. Un homme peut-il s'instruire, s'améliorer, se fortifier par délégation ? Non, et cela présuppose avant tout une activité personnelle de chacun, qui peut être, nous l'admettons, plus ou moins favorisée par d'autres, mais toujours dans le sens de l'adage : « aide-toi, le ciel t'aidera. » La superstition — a dit fort bien Gabriel Séailles — consiste à demander à une puissance étrangère ou à attendre d'elle ce qu'on ne se sent pas le courage ou la force de faire soi-même. » N'est-ce pas précisément cela que continuent à faire les foules électorales à la suite des malins de la politique ?

Peut-on imaginer une plus mauvaise éducation que celle consistant à se décharger sur quelques rares individus du soin de traiter précisément les questions où l'intérêt de tous est en jeu, et dont la solution pourra avoir les conséquences les plus considérables pour l'humanité ?

Nous nous abstenons ici d'insister sur les turpitudes de la politique et des politiciens, sur l'écœurant spectacle toujours offert par le parlementarisme. Il n'y aurait, par impossible, parmi les élus que des hommes probes, que nous n'en cesserions pas moins d'être les adversaires d'un système qui maintient dans un état de tutelle, de minorité, d'infériorité, la plus grande partie des citoyens.

Se refuser à être électeur ne signifie ainsi dans notre pensée, répétons-le, que revendiquer son droit à exercer

dans toutes les affaires publiques une intervention directe, constante et décisive. Nous ne saurions abandonner cela à quelques individus.

Notre abstentionnisme n'est donc pas un oreiller de paresse, mais présuppose toute une action de résistance, de défense, de révolte et de réalisation au jour le jour.

Les socialistes parlementaires n'en ont pas moins prétendu que nous faisons ainsi le jeu de la bourgeoisie. Examinons les faits de près.

Tout le monde se trouve d'accord pour voir dans le parlementarisme une institution bien bourgeoise. Participer à cette institution c'est donc contribuer à son fonctionnement, à son jeu. Est-il possible de changer ce jeu de bourgeois en socialiste ? Les faits sans exception répondent pour nous : Non !

La raison en est bien simple.

Où la majorité restera bourgeoise et il est incontestable qu'elle imposera son jeu bourgeois à la minorité socialiste. Dans ce cas, toutes les parties sont perdues d'avance, et s'obstiner quand même à jouer avec les bourgeois est incompréhensible, à moins d'admettre que les joueurs socialistes, en perdant tout pour le peuple, peuvent néanmoins gagner quelque chose pour eux-mêmes.

Où la majorité deviendra socialiste. En ce cas, il est évident que le jeu parlementaire, dont l'origine, le développement et le but sont strictement bourgeois, devra être remplacé par des institutions nouvelles, grâce auxquelles la masse travailleuse ne soit plus jouée.

Pratiquement, l'histoire de toutes les votations et élections, en Suisse surtout, où le système est le plus développé et perfectionné, nous apprend que la bourgeoisie arrive toujours à ses fins, en dépit de toutes les « consultations populaires ». D'ailleurs, les moyens ne lui manquent point pour faire illégalement ce qui ne lui est pas accordé légalement. La façon dont la journée légale de huit heures est appliquée devrait pourtant avoir appris quelque chose à nos votards. Et il en est ainsi, d'ailleurs, de toutes les soi-disant lois de protection ouvrière.

Et c'est précisément parce que le suffrage universel est le jeu bourgeois par excellence, même en dehors de toutes les tricheries auxquelles il se prête si bien, que nous sommes abstentionnistes.

Aux jours d'élections ou votations, le croupier bourgeois crie : Faites vos jeux ! Les naïfs qui vont voter verront ramasser leurs bulletins de vote, après quoi ils s'entendront dire : Rien de va plus ! Et ce jeu du pouvoir, où le croupier gagne toujours comme à tous les jeux, peut durer éternellement. Les joueurs peuvent bien s'illusionner en réalisant quelques petits gains de temps à autre, mais ils se les verront reprendre avec usure.

S'il y a un point sur lequel nous sommes absolument sûrs d'être dans le vrai, c'est en conseillant au monde ouvrier de s'abstenir de faire le jeu électoral bourgeois.

Ce principe s'applique pour nous non seulement aux élections des Chambres législatives, mais aussi des Conseils de canton, province ou département et des Conseils communaux, de même qu'aux élections des pouvoirs exécutif et judiciaire, là où elles ont lieu comme en Suisse. Nous l'appliquons en outre à toutes les votations découlant des droits de referendum et d'initiative et de l'introduction de la législation dite directe. (Voir ces mots).

Dans l'impossibilité de contester le bien-fondé de nos objections, les partisans du vote finissent par s'écrier :

— Votre critique stérile ne rime à rien. Dites-nous donc une bonne fois ce qu'il faut faire.

Remarquons d'abord ce fait. Que nous puissions ou non dire ce qu'il faut faire, cela ne change rien à notre constatation qu'avec le bulletin de vote le résultat est

nul. Or, si telle est la vérité incontestable, ce n'est pas à nous seulement que doit se poser la question : Que faire ? — mais chacun doit se la poser individuellement.

L'abstentionnisme anarchiste n'obtiendrait que ce résultat de poser impérieusement et universellement cette question : Que faire ? — que sa valeur apparaitrait déjà très grande.

Avec le système électoral, la grande masse des électeurs s'en rapporte uniquement pour cela à quelques élus. Il en résulte que *celui qui vote le fait surtout avec l'idée plus ou moins consciente de s'abstenir ensuite de s'occuper de la chose publique*. Il s'en décharge sur son élu. Le vote plus qu'une participation à la vie publique, ne représente qu'un renoncement à s'y mêler. Chaque électeur pense qu'il vaut mieux qu'un autre le fasse pour lui.

Mais la chose publique est si immense, complexe et ardue qu'il n'est pas de trop de la participation directe de toutes les intelligences, capacités et forces pour bien la servir. Or, ou cela se fait en dehors du Parlement et l'utilité de ce dernier apparaît douteuse, ou le Parlement n'intervient que pour ordonner ce que lui Parlement ne sait pas faire à ceux qui le savent, et nous avons le règne systématique de l'incompétence.

Chacun ne pouvant répondre que dans le domaine propre à son activité à la demande : Que faire ? — le Parlement apparaît une absurdité, car il doit par définition répondre à tous les besoins de toute la vie sociale.

Les phrases vagues des programmes électoraux n'ont jamais répondu à la redoutable question : Que faire ? C'est une réponse qu'aucune majorité électorale ne saura jamais donner ; mais chaque individu peut et doit la donner pour tout ce qu'il connaît pratiquement des formes innombrables du travail humain.

Et c'est précisément parce que le vote n'est que l'escamotage pour le grand nombre de cette question : Que faire ? — que nous n'en voulons pas.

L. BERTONI.

ABSTRACTION n. f. L'abstraction est une opération de l'esprit par laquelle on considère les qualités indépendamment des substances dans lesquelles elles résident. Ex. : quand on considère la bonté, en général, sans l'appliquer à un individu, on opère une abstraction.

En philosophie, l'abstraction consiste à séparer une chose d'une autre dont elle faisait partie : les idées abstraites sont donc des idées partielles séparées de leur tout et l'abstraction est la faculté qu'a l'esprit de produire ces idées. L'abstraction est *spontanée* lorsqu'elle vient des sens, de l'attention involontaire, etc... ; *réfléchie* lorsqu'on fixe à dessein son attention sur une certaine propriété en négligeant les autres. Tant que les idées représentent une qualité particulière d'un objet, elles sont abstraites ; elles deviennent générales lorsque, par un nouveau point de vue, elles représentent une qualité commune à plusieurs objets. L'abstraction est la condition de la science, parce qu'elle permet d'isoler chacune des qualités dont la somme forme un objet, l'on peut dire que chaque science est un système d'abstractions : l'arithmétique abstrait le nombre ; la géométrie l'étendue ; la mécanique le mouvement, etc.

On fait un usage courant des expressions *faire abstraction de* ou *abstraction faite de*, laisser de côté, en ne tenant pas compte de. Ex. : l'anarchiste doit s'efforcer de juger sainement, en faisant abstraction de la haine et de l'amour. Au pluriel le mot abstraction sert souvent à désigner des idées vagues et confuses, des préoccupations chimériques. Ex. : au moment de l'action, les anarchistes doivent se garder de se perdre dans les abstractions.

ABUS n. m. (du latin, préfixe *ab* et *usus*, usage). Usage mauvais, excessif ou injuste. Exemple : tout gouvernement est contraint, de par sa fonction même, à commettre de criminels abus. Dans tous les pays et dans tous les temps l'autorité a toujours été une source d'abus. Les classes dirigeantes se sont servies — et se servent encore, d'ailleurs — de leur force pour spolier les faibles et violer les droits de l'individu. D'autre part, les charlatans religieux ont abusé de la crédulité de la foule et se sont efforcés d'étouffer l'esprit critique et le besoin de lumière des hommes. Pendant que les uns asservissaient le corps, les autres asservissaient le cerveau. C'est contre ces abus innommables que les anarchistes ne cessent de s'élever. Et ils ne cesseront de lutter tant que les peuples seront quotidiennement les victimes de l'arbitraire des puissants ou de l'affairisme des abrutisseries.

ACCAPAREMENT n. m. L'accaparement est un fait social et plus particulièrement économique. Il s'applique à un ensemble, à un système. Il résulte, surtout de nos jours, de la constitution des grosses firmes financières, industrielles et commerciales et des coalitions formées par certaines de ces firmes pour faire disparaître la concurrence.

L'accaparement a non seulement pour but de monopoliser le trafic de certains produits ou denrées pour les vendre le plus cher possible, mais encore de faire disparaître, en vendant parfois à bas prix, le commerce ou l'industrie d'importance moyenne. Il est le facteur le plus important de l'augmentation du coût de la vie. Le mécanisme de l'accaparement est extrêmement compliqué. Il peut revêtir les formes les plus contradictoires suivant les buts que se proposent d'atteindre les accapareurs.

Ainsi, autrefois, l'accapareur ne visait qu'à provoquer la rarefaction pour vendre le plus cher possible et édifier rapidement une grosse fortune. Il était très rare que plusieurs accapareurs se réunissent entre eux pour faire de l'accaparement sur plusieurs produits se rattachant à une même production.

Depuis, les trusts, les consortiums, les cartels, les Konzerns sont venus ; les financiers et industriels, les financiers et commerçants se sont associés dans de vastes groupements, pour s'assurer la maîtrise des marchés du globe et dans chaque pays, ces organismes colossaux possèdent leurs ramifications qui fixent les cours des matières premières, des produits manufacturés ou agricoles.

Les accapareurs n'agissent plus, aujourd'hui, en ordre dispersé. Ils opèrent en bandes organisées et travaillent chacun dans une spécialité déterminée. Leur système est parfaitement conçu : chacun a sa place dans l'ensemble international et chaque branche financière, industrielle ou commerciale a sa place dans l'organisme national, régional ou local. L'accaparement s'exerce chaque jour et partout. Les Bourses de Commerce en sont les organes régulateurs et les Bourses aux Valeurs les organes ordonnateurs.

L'objet ou le produit n'a plus une valeur qui est fonction du temps de travail qu'il représente, des frais qu'il a nécessités ; la rareté et l'abondance ne jouent à peu près aucun rôle. C'est la seule volonté des accapareurs, des spéculateurs qui en fixe le cours et l'impose à la masse des consommateurs.

Le stockage est généralement le prélude de l'accaparement aussi bien dans le domaine industriel que dans le domaine agricole. En ce qui concerne le commerce en denrées alimentaires, les mandataires des Halles pratiquent ce qu'ils appellent « la resserre ».

Le stockage des matières premières ou des objets manufacturés a pour but de rassembler entre les mains d'un puissant groupement financier et industriel

ou financier et commercial, une quantité considérable de matière première ou de produit manufacturé de même nature qui provoque une rarefaction factice et momentanée de ces produits ou matières premières.

La plupart du temps les groupements intéressés achètent, à long ou à court terme, tous les produits d'une région ou d'un pays à un cours fixe ou variable suivant le cas. Ils créent ainsi un monopole de fait. Tous les commerçants et industriels moyens devront, pour renouveler leur stock particulier, passer sous les fourches caudines des accapareurs et payer le prix fixé par ceux-ci. Bien entendu, en définitive, c'est toujours le consommateur qui fait les frais de ces opérations.

Lorsque la houille, le fer, les tissus, le blé, le vin, etc. ne sont pas assez chers, au gré des accapareurs, ils font la rafle de ces produits ou matières. Ils stockent et ne recommencent la vente qu'après avoir soigneusement monté l'opération qui leur procurera de gros bénéfices ou anéantira une concurrence qui n'a pas prévu le coup de Bourse ou la manœuvre d'achat de grande envergure.

Les accapareurs n'hésitent pas à priver tout un pays du nécessaire pour réussir une belle et profitable opération.

L'accaparement peut, pour réussir, nécessiter soit une production intense, soit un chômage partiel ou total dont la durée est subordonnée à l'importance du résultat à atteindre par les accapareurs.

Une puissante firme ou un groupe de firmes peut, par exemple, acquérir une très grande quantité de matières premières à bas prix pour forcer une firme ou un groupe de concurrents à acheter beaucoup plus cher.

La transformation rapide de ces matières en produits manufacturés peut impliquer l'emploi d'une main-d'œuvre plus nombreuse, mieux payée, si les accapareurs tiennent à conquérir un marché ou à en être les arbitres. Par contre, il peut se faire que cette opération faite et réussie, les accapareurs n'aient aucun intérêt à reprendre une production normale et que, pour préparer de nouveaux coups de bourse, ils cessent momentanément ou ralentissent leur production. C'est alors le chômage qui intervient et la baisse des salaires qui en découle.

Comme on le voit, le mécanisme de l'accaparement est très compliqué. Il peut même se produire — et cela arrive souvent — que certains accapareurs jouent à la baisse exagérée pendant que des compères font la hausse pour désorienter les producteurs et acheteurs qui ignorent tout de la combinaison dont ils doivent être les victimes.

Le trafic des Halles, dans toutes les grandes capitales, donne lieu à des manœuvres constantes d'accaparement. Lorsque les mandataires — qui sont les seuls maîtres des cours des denrées — veulent faire monter ou descendre ces cours, rien ne leur est plus facile. D'un coup de téléphone, ils invitent leurs intermédiaires qui achètent dans l'ensemble du pays à forcer les arrivages ou à réduire les achats. Si les arrivages sont trop grands aujourd'hui, on les arrête demain et le tour est joué. Si les marchandises sont trop abondantes, on les resserre, pour les servir et les vendre le lendemain. Si l'intérêt du mandataire l'exige, la marchandise sera sacrifiée au lieu d'être vendue à un prix plus bas. On l'enfouira, on la jettera au ruisseau, à la poubelle, plutôt que d'en réduire le prix. Ce sont manœuvres et pratiques courantes des accapareurs de denrées. Le gouvernement, les pouvoirs publics ne l'ignorent pas, mais ne font rien pour l'empêcher.

Les mandataires des Halles, de même que les sucriers, les maîtres des Forges, les grands minotiers,

les pétroliers ont toute licence pour exercer leur industrie à l'abri même de la loi.

L'accaparement fait partie du système social actuel. Il ne disparaîtra qu'avec lui. Autrefois, on pendait les accapareurs; aujourd'hui, on les décore. C'est un signe des temps.

La cupidité des accapareurs, leurs rivalités, sont à la source de tous les conflits armés entre les puissances qui soutiennent les intérêts de leurs ressortissants et encouragent leurs exploits.

L'accaparement est une des manifestations les plus malfaisantes du capitalisme. Il n'est toutefois qu'un effet, c'est la cause qu'il faut détruire.

Pierre BESNARD.

ACCAPAREMENT n. m. Action d'accaparer, de prendre tout pour soi. L'accaparement, en matière de commerce et d'industrie, a toujours été chose très courante et n'est qu'une des tristes conséquences de la société que nous subissons. L'accaparement consiste, pour un commerçant ou un consortium, à retirer de la circulation une forte quantité de denrées ou marchandises de même espèce, afin d'en avoir le monopole et de pouvoir, en écartant toute concurrence, les revendre au taux le plus élevé. Les mesures contre l'accaparement, assez sévères sous l'ancienne monarchie, abolies par l'Assemblée Constituante, reparurent sous la Convention qui déclara l'accaparement crime capital. Aujourd'hui, en principe, la loi punit de l'amende et de la prison l'accaparement des marchandises proprement dites et aussi de tout ce qui est objet de commerce ou de concurrence, par exemple, l'accaparement des moyens de transport. La peine devrait être plus grave si la spéculation a porté sur les grains, farines, pains et boissons. En réalité, les loups ne se mangent pas entre eux et les accapareurs n'ont pas à craindre beaucoup ces lois sévères. A toutes les époques des commerçants ont essayé d'affamer le pays pour augmenter leurs bénéfices; chaque fois qu'ils furent dénoncés, ils ne s'en portèrent pas plus mal et continuèrent à jouir en paix du fruit de leurs crimes. Au mal de l'accaparement il n'y a qu'un seul remède, celui que préconisent les anarchistes : la mise en commun, organisée des denrées et marchandises. Toutes les autres mesures ne sont que duperies destinées à couvrir un trafic éhonté sous une vaine apparence de « justice ».

ACCLIMATATION n. f. Action d'acclimater artificiellement. L'homme s'acclimata assez facilement dans les pays froids ou les régions de hautes altitudes, mais il lui est très difficile de s'habituer aux pays chauds. C'est vers l'âge de 35 ans que l'acclimation est le plus facile et c'est vers l'âge de 12 ans qu'elle est le plus pénible. Les Européens établis dans les pays tropicaux doivent envoyer leurs enfants dans leurs pays d'origine de 2 à 20 ans. L'acclimation des animaux se prépare en les faisant passer graduellement de leur pays d'origine dans le pays où on veut les acclimater, et lorsqu'on a obtenu leur multiplication. L'acclimation se réalise au bout de plusieurs générations. Les Grecs ont acclimaté en Europe le paon et le faisan; les Romains la pintade; au XVI^e siècle, les Espagnols acclimatèrent le dindon et le cobaye. Les plus remarquables acquisitions de notre époque ont été faites en matière de pisciculture. De même, certaines espèces végétales : le platane, le lilas, la tulipe, le tabac, la pomme de terre, sont les produits d'une acclimation relativement récente. En 1854, Geoffroy-Saint-Hilaire fonda la Société nationale d'acclimation en vue de multiplier les espèces utiles. — Le mot acclimation est aussi employé au sens figuré. Exemple : l'acclima-

tion d'un individu dans une classe sociale autre que la sienne.

ACCOUTUMANCE n. f. Habitude ; action de se familiariser avec une chose, suivie souvent de l'acceptation passive de cette chose. Il faut prendre garde à l'accoutumance, c'est une redoutable auxiliaire de l'esclavage. De même que le manque d'initiative renforce la routine, de même l'accoutumance brise les vellétés de révolte et de libération. L'homme qui, peu à peu, s'est habitué à supporter sans mot dire l'exploitation d'une caste, cet homme-là acquerra peu à peu une mentalité d'esclave. Au lieu de soutenir les travailleurs révoltés, il deviendra le chien de garde de son patron. L'accoutumance est donc une chose dangereuse. Elle tue le besoin de liberté chez l'individu ; elle fait paraître naturelles les conditions de vie les plus artificielles. Ne nous laissons pas endormir par l'habitude.

L'accoutumance, c'est la pente savonnée sur laquelle on se laisse glisser, glisser, glisser si aisément à la longue, qu'on cesse d'avoir conscience de sa chute, si bien que, lorsqu'on est amené, par une circonstance grave, à le constater, on n'a plus la force (l'habitude est une seconde nature) de réagir.

L'accoutumance a des effets qui peuvent être comparés à ceux de la paralysie plus ou moins lente qui, graduellement, s'étend à l'individu tout entier et le prive de la faculté totale de se mouvoir.

ACCUMULATION (des richesses) n. f. (lat. *accumulare*). C'est l'action qui consiste à accumuler et qui a pour résultat d'amasser, d'entasser, d'amonceler les richesses. Il y a là un phénomène économique que détermine automatiquement le régime capitaliste. La situation agricole, industrielle, commerciale et financière qui caractérise ce régime a pour conséquence de dépouiller la fraction la plus nombreuse de la population au profit d'une infime minorité. C'est entre les mains de cette poignée d'individus de plus en plus scandaleusement enrichie que se produit cette accumulation des richesses. « La richesse et la misère », écrit l'économiste J.-B. Say, s'avancent sur deux lignes parallèles ». C'est ce phénomène que Karl Marx a remarquablement constaté et que l'auteur du *Capital* appelle la concentration capitaliste (voir *Concentration*). Des fortunes fantastiques s'édifient sur le détournement systématique de la masse qui produit et qui consomme. Plus le régime capitaliste se développe, plus il engendre, par le système des profits additionnés, cette accumulation des richesses.

Déjà spoliée par l'employeur d'une partie importante du fruit de son travail, la classe ouvrière l'est encore par la clique commerciale et si, après avoir subi le prélèvement du rapace dont il est le salarié et du mercanti qui lui vend au plus haut prix ce dont il a besoin pour s'alimenter, se vêtir, se loger et se récréer quelque peu, il reste, par hasard, quelques sous au travailleur, ces faibles disponibilités sont happées par la finance ou dévorées par l'Etat. En sorte que toutes les richesses créées par le Travail ne restent jamais à la disposition et entre les mains des Producteurs, mais passent inmanquablement dans les coffres-forts des improductifs.

C'est ainsi que d'immenses trésors, de prodigieuses ressources, d'incalculables réserves, dûs à l'effort archiséculaire de la multitude qui peine et vit misérablement, se trouvent aujourd'hui en la possession d'une minorité de flibustiers, d'aigrefins et de profiteurs — la propriété, c'est le vol (Proudhon) — qui, de génération en génération, se transmettent constamment accrues, les richesses ainsi accumulées.

Ce fait d'absorption progressive de toutes les richesses peut être comparé au mouvement d'une pompe

aspirante et foulante, qui serait actionnée par quelques privilégiés et fonctionnerait au profit exclusif de ceux-ci. Ce que le mouvement de cette pompe aspire, c'est la totalité des richesses enfantées par les prolétaires des deux sexes, de tous âges et de toutes nationalités ; ce que le mouvement de cette pompe refoule, c'est la masse de ces prolétaires qu'il rejette systématiquement dans l'enfer d'un travail de brutes et d'une existence de forçats.

Les conséquences de cette odieuse accumulation des richesses sont particulièrement saisissantes dans les grands centres qu'on a appelés les cités tentaculaires. (Voir le livre de Emile Vandervelde sur ce sujet.) L'opulence y côtoie le dénuement ; l'oisiveté y avoisine le travail forcé ; les rires et les chants s'y mêlent aux larmes et aux cris de détresse ; l'orgie tue les uns et les privations assassinent lentement les autres. « Il y a, rien qu'en France, écrivait le Dr Bertillon, il y a 25 ans, plus de cent mille personnes de quinze à soixante ans qui, chaque année, meurent de la misère et de ses suites. »

Si on tient compte de la quantité d'enfants qui succombent au manque d'hygiène, à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité des aliments qu'ils absorbent, qui s'étiolent lentement dans d'infests taudis sans air, qui, malades, sont privés des soins qui leur seraient nécessaires (voir la brochure de Kropotkine : « Aux Jeunes Gens » et, consulter les tables de mortalité enfantine) ; si on ajoute à ce tableau funèbre la quantité de vieillards qui s'acheminent vers la tombe plus tôt qu'ils ne le feraient s'ils possédaient l'aisance et la sécurité auxquelles toute une vie de labeur et de privations leur donne un droit incontestable ; si on additionne toutes ces victimes d'une criminelle organisation sociale, on peut hardiment tripler, quadrupler, quintupler ce chiffre de cent mille affirmé par un technicien de la mortalité qui n'est pas des nôtres.

Et pourtant, il existe assez de maisons pour que tout le monde soit convenablement abrité, assez de chaussures et de vêtements pour que personne n'aille pieds nus et en guenilles, assez de denrées alimentaires pour qu'il n'y ait aucun estomac vide et affamé.

Mais toutes ces richesses sont aux mains et à la merci de quelques-uns qui les ont accumulées. Ceux-ci peuvent crever d'indigestion, tandis que d'autres meurent d'inanition ; ils peuvent se demander dans quelles orgies extravagantes et insensées ils dépenseront leur superflu, tandis que d'autres s'allongent chaque soir sur leur misérable grabat en se demandant comment ils vivront le lendemain.

Tout, tout, tout aux premiers ; rien, rien, rien aux derniers.

C'est épouvantable, mais il en est ainsi.

Il était fatal que, grâce aux progrès merveilleux de la science appliquée à l'agriculture et à l'industrie, que, grâce aux découvertes de plus en plus admirables des techniciens et des inventeurs, la somme des richesses mises, par le Travail, à la disposition de l'humanité progressât sans cesse et il est normal que cette somme ait atteint aujourd'hui un niveau extrêmement élevé. Mais, ce qui est stupéfiant et inadmissible, c'est que les résultats féconds de ce développement de la richesse aient été confisqués par quelques accapareurs, au détriment de la collectivité humaine ; ce qui est révoltant, c'est que la structure économique et politique de la société bourgeoise fatalise un état de choses aussi profondément criminel ; ce qui est intolérable, c'est que cette confiscation de la richesse publique continue à s'opérer méthodiquement, systématiquement, avec la complicité des Pouvoirs publics théoriquement chargés d'entraver et d'interdire cette confiscation ; ce qui est intolérable, c'est que cette

accumulation des richesses soit favorisée et garantie par la loi qui couvre ce crime au lieu de le rendre impossible. Il est vrai qu'il serait insensé de demander au Législateur et à la Force publique de réprimer l'accumulation des richesses, puisque cette accumulation est inhérente au régime social que le Législateur consolide et justifie et que la Force publique a pour mandat de soutenir.

Il est vain de s'indigner contre le fait économique en question sans s'indigner, du même coup et avec plus de véhémence encore, contre le régime social qui le fatalise : on ne peut efficacement combattre l'effet sans s'attaquer à la cause et c'est folie que de vouloir détruire l'effet sans en détruire la cause.

C'est, néanmoins, ce que font, absurdement, tous ces gens qui violemment s'élèvent contre l'accumulation des richesses dont pâtit la masse et qui, nonobstant, se font les défenseurs du milieu économique qui la produit nécessairement.

L'Anarchisme ne se borne pas à enregistrer le paupérisme d'en bas auquel aboutit l'accumulation des richesses en haut ; il en recherche la cause, il la dénonce, il la combat et il travaille à l'abolir. Il enseigne à tous les déshérités qu'ils ont le devoir d'arracher les richesses à ceux qui, par la ruse, l'exploitation et la violence s'en sont emparés et que celles-ci doivent devenir et constituer l'héritage inaliénable et indivisible de tous les êtres humains.

Sébastien FAURE.

ACHEMINEMENT n. m. L'acheminement est une marche en avant, par degrés, vers un but. C'est une avance, par étapes, vers le progrès. Exemple : le lent acheminement de l'humanité vers l'idéal anarchiste. La société, malgré les conservateurs, subit un continu acheminement vers un idéal de bonté et de fraternité. Cette marche est parfois imperceptible, mais elle est sûre. Certes, bien du chemin reste à parcourir, bien des étapes à franchir avant d'arriver au but rêvé. Mais il suffit de jeter nos regards en arrière, de considérer le déroulement des siècles qui nous ont précédés, pour constater l'indéniable progrès, moral aussi bien que matériel, de l'humanité. Cette marche en avant, rien ne pourra l'entraver ni la retarder. Les forces de réaction s'uniront en vain pour empêcher l'avènement d'une société meilleure. Leurs efforts seront impuissants. Un jour viendra, prochain peut-être, où une société nouvelle s'épanouira librement, une société d'amour, de travail sain, de paix universelle.

Appliquée à l'histoire, l'expression « acheminement » caractérise le mécanisme du processus des sociétés humaines vers l'ensemble des améliorations et perfectionnements vers lequel se dirige leur constant effort.

Le plus souvent, cet acheminement s'opère avec lenteur et de façon latente ; il échappe à l'observation et les plus clairvoyants le soupçonnent plus qu'ils ne le distinguent véritablement. Il arrive, parfois, que la marche en avant devient précipitée et traverse en un espace de temps très court d'immenses espaces.

Dans le premier cas, c'est l'évolution ; dans le second, c'est la Révolution.

ACTION n. f. « Au commencement était l'action » dit Goethe. Ce qui distingue les vivants des morts. Ne pas agir, c'est ne pas vivre, c'est se suicider. Agir, c'est penser, c'est créer, c'est traduire en réalité positive les besoins, les aspirations, les désirs, les volontés qui nous agitent. L'Action est à l'écrit et à la parole ce que le fruit est à l'arbre. Le verbe et l'écrit seraient vains s'ils ne faisaient pas naître le Geste. L'Action provoque un rententissement, constitue un exemple, possède une puissance d'entraînement incomparables. L'action réelle est profonde et dédaigne l'artificiel. Elle n'est pas une

simple apparence, elle est un fait sensible, réel, concret. Elle peut être silencieuse et se développer dans l'ombre et le mystère ; elle ne s'aperçoit pas toujours et nécessairement ; mais toujours elle crée et c'est dans la mesure où elle enfante qu'elle s'affirme : noble, forte et belle. Les actions les plus humbles sont souvent les plus admirables ; elles ne s'inquiètent ni du bruit, ni de l'éclat ; elles opèrent dans l'obscurité souvent plus et mieux qu'en pleine lumière. Elles ne requièrent point l'apparat théâtral qui diminue fréquemment la sincérité et le désintéressement de ses auteurs. On dit : « *c'est un homme d'Action* » pour désigner un homme énergique, aimant la vérité, attaché à la justice et décidé à lutter âprement pour elles et à les faire triompher. Les hommes d'action sont rares, bien plus rares que les bavards et les déclamateurs. Beaucoup passent pour des « hommes d'action » qui ne sont même pas des hommes, mais des bornes inertes sur le chemin de la vie. L'Action, c'est la Vie ; l'Inaction, c'est la Mort.

— GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

ACTION D'ART. Action désintéressée et vivante, se traduisant non seulement par la création d'œuvres d'art proprement dites, mais par la manifestation de la beauté dans tous les actes de la vie pour l'indépendance de l'individu au sein de tous les milieux ; action de protestation, de révolte — *utile*, non utilitaire, *humaine* non humanitaire. Toute action sincère est une action d'art. (Cont. : action politique, action guerrière, action religieuse, etc. : formes d'inaction).

ACTION DIRECTE. 1° Selon le « Larousse ». — Recours à la force, préconisé par les syndicalistes révolutionnaires préférentiellement à l'action constitutionnelle aidée par l'État.

2° Selon nous. — Action individuelle ou collective exercée contre l'adversaire social par les seuls moyens de l'individu ou du groupement. L'action directe est, en général, employée par les travailleurs organisés ou les individualités évoluées par opposition à l'action parlementaire, aidée ou non par l'État. L'action parlementaire ou indirecte se déroule exclusivement sur le terrain légal par l'intermédiaire des groupes politiques et de leurs élus. L'action directe peut être légale ou illégale. Ceux qui l'emploient n'ont pas à s'en préoccuper. C'est avant tout, et sur tous les terrains, le moyen d'opposer la force ouvrière à la force patronale. La légalité n'a rien à voir dans la solution des conflits sociaux. C'est la force seule qui les résout.

L'action directe n'est pas cependant nécessairement violente, mais elle n'exclut pas la violence. Elle n'est pas, non plus, forcément offensive. Elle peut parfaitement être défensive ou préventive d'une attaque patronale déclenchée ou sur le point de l'être ; d'un lock-out partiel ou total, par exemple, déclaré ou susceptible de l'être à brève échéance.

Quelques exemples sont nécessaires pour bien fixer les esprits.

1° L'ouvrier qui discute ses intérêts avec son patron, soit pour conserver des avantages acquis, soit pour faire triompher des revendications nouvelles, fait un acte d'action directe. Il se place, en effet, seul, face à son employeur, sans recourir à des concours étrangers au conflit social.

Qu'il obtienne ou non satisfaction, que le patron reconnaisse de bonne foi le bien-fondé des desiderata qui lui sont soumis et accorde satisfaction ou les rejette, il y a toujours action directe. Que le patron cède par impuissance momentanée ou par calcul — ce qui est fréquent — ou bien qu'il résiste parce qu'il se croit assez fort pour braver la force collective qu'il sent derrière l'ouvrier qui réclame et discute, il y a de

la part de l'individu qui mène la lutte sur ce terrain, action directe.

Que la discussion reste courtoise, qu'elle dégénère en dispute ou en rixe, l'acte de l'ouvrier reste, en tous les cas, une manifestation d'action directe. C'est la *discussion de classe*.

Ce que l'ouvrier ne doit pas perdre de vue dans cette discussion, c'est son *devoir de classe*. Il ne doit jamais céder de terrain à l'adversaire. Il ne doit conquérir des avantages qu'en conservant sa dignité d'homme. Il ne doit, à aucun prix *vendre sa conscience* ni ses connaissances professionnelles, même s'il est miséreux, en acceptant de recevoir en échange des avantages personnels : un poste de commandement ou de maîtrise, un salaire occulte supérieur à celui de ses camarades, etc., etc...

Composer avec le patron, recevoir de lui des satisfactions personnelles refusées aux autres, c'est commettre un *acte de trahison* vis-à-vis de ses frères de misère et de travail. Si on ne se sent pas capable de résister aux propositions mielleuses du patron, il vaut mieux se taire que de se faire l'instrument, même inconscient, de l'asservissement des camarades.

L'ouvrier qui se charge de revendiquer ses droits et ceux de ses camarades doit avoir un profond sentiment de ses devoirs de classe. *S'il les ignore, il doit les apprendre avant d'agir.*

2° Le syndicat peut, bien entendu, employer collectivement le même moyen de lutte. Il doit se conduire de la même façon que l'ouvrier qui agit seul. Lui, non plus, ne doit ni promettre ni donner à l'adversaire des concours moraux ou techniques qui renforceraient la puissance patronale au détriment des ouvriers. Un syndicat qui accepterait que ses membres, contrôlés ou non par lui, pénétrant dans les organismes de direction et de gestion capitalistes ne pourrait plus, en aucun cas, pratiquer l'action directe puisque les intérêts des patrons et des ouvriers, même inégaux, se confondraient.

La *discussion collective de classe* ne peut donner lieu ni à compromis ni à abandon. Elle peut revêtir tous les caractères de la discussion individuelle. Cependant, elle diffère de celle-ci sur un point important. Tandis que l'acte individuel, qui s'exerce souvent dans un milieu réfractaire à l'esprit de classe, ne comporte généralement que le renvoi ou le départ volontaire de l'ouvrier lésé mais impuissant, la discussion collective de classe aboutit presque toujours, en cas d'insuccès, à la grève, si les forces ouvrières sont alertées, cohérentes et organisées pour la lutte prévue et en vue des batailles à livrer.

Dans tous les cas, la grève est un acte grave. Il convient de n'utiliser cette arme qu'à bon escient, avec circonspection, en toute connaissance de cause, après un examen très attentif de la situation et de la position du conflit. Il convient aussi de se rendre compte aussi exactement que possible des résultats à atteindre, des conditions de la lutte à engager, des répercussions en cas de succès ou d'insuccès.

Par exemple, lorsque la décision de grève est prise, il faut mettre tout en œuvre pour rendre effective la cessation du travail, agir avec vigueur, courage et méthode. Une grève victorieuse est un facteur de développement, de rayonnement et d'attraction pour l'organisation syndicale. Par contre, une défaite diminue, généralement, la confiance et la combativité des individus. Elle provoque souvent la désertion des syndiqués. Elle érousse toujours leur ardeur et leur esprit de solidarité.

3° L'ouvrier qui, au cours d'un conflit social, décide selon sa conscience d'accomplir un acte de destruction ou de mise hors d'usage du matériel ou des outils de travail, qui exerce une action violente sur un représen-

tant de la classe adverse ou sur un de ses camarades inconscient de son devoir de classe, fait aussi une action directe.

Toutefois, un tel acte ne doit avoir lieu que s'il est réellement un facteur de succès, de réussite de l'action engagée. Dans le cas contraire, si l'acte est inconsidéré, une simple manifestation de colère, il risque de desservir — et souvent considérablement — le mouvement en cours.

Avant d'employer ce moyen d'action — qui peut s'imposer — l'individu doit se rendre compte, par avance, de la portée de son acte et de ses conséquences probables. Il ne doit l'accomplir que s'il l'estime réellement utile au succès de la cause qu'il défend. Se laisser aller à l'accomplissement irraisonné d'un acte de violence ou de sabotage c'est faire preuve de faiblesse, d'inéducation, d'incompréhension. C'est prêter le flanc à l'adversaire et souvent justifier la violence adverse, même si on est provoqué, ce qui arrive d'une façon courante.

4° Un syndicat peut, lui aussi, décider d'employer la violence ou le sabotage. Toutefois, il ne saurait en imposer l'exécution à ceux de ses membres qui n'accepteraient pas ces moyens de lutte ou ne désireraient pas les utiliser eux-mêmes.

Dans ce cas, seule la conscience de chacun décide pour l'accomplissement des actes *reconnus nécessaires*. Il est bon que les participants ou exécutants soient seuls au courant des projets, des tentatives à exécuter et arrêtent seuls leurs moyens d'action. Le secret est de rigueur. Seuls, ceux qui ont décidé d'agir ainsi dans le bien commun, sont juges de leurs actes. Les autres, par contre, sont juges du résultat. Ils ne doivent pas hésiter à en condamner l'emploi nouveau où le résultat est défavorable à la cause commune. Pas plus qu'une collectivité n'a le droit de s'opposer aux actes nécessaires, des individualités ne doivent accomplir des actions qui vont à l'encontre du résultat cherché. C'est affaire de conscience et de circonstances. Ce qui était mauvais hier peut être bon demain et *vice-versa*.

5° L'homme qui abat un tyran, un oppresseur redoutable, par quelque moyen que ce soit, accomplit aussi un acte d'action directe, bien qu'il ne s'attaque pas au régime lui-même et qu'il ne mette que rarement celui-ci en péril. Il agit directement contre un adversaire social qui se révèle particulièrement malfaisant.

6° Un groupement peut être appelé à agir dans les mêmes conditions. Dans ce cas, il est nécessaire que les participants acceptent cette façon de mener la lutte, comme ils le feraient s'il s'agissait d'un acte de sabotage, de destruction ou de violence collective. Les mêmes précautions sont à prendre et l'action ne peut être engagée ou continuée que dans les conditions exposées au § 4. Un tel acte ou une telle série d'actes peut parfois s'imposer et devenir un facteur important et même décisif du succès en période révolutionnaire.

Comme on le voit, l'action directe peut se présenter sous des aspects très différents, suivant les circonstances et les buts poursuivis.

Si on tient compte des exemples qui précèdent, on peut dire qu'elle revêt les caractères suivants : *discussion individuelle ou collective de classe, grève avec ses multiples aspects, sabotage et sévices contre le patronat ou les ouvriers inconscients, attentats contre un oppresseur ou un groupe de représentants du pouvoir*.

De même qu'il peut y avoir discussion de classe sans grève, il peut y avoir grève sans sabotage, sévices ou chasse aux renards. Une seule de ces manifestations caractérise l'action directe. Il suffit qu'elle s'exerce individuellement ou collectivement, de classe à classe, sans recourir à des forces étrangères au conflit lui-même.

En période révolutionnaire, l'action directe prend immédiatement le caractère de *grève générale insurrec-*

tionnelle. Elle a pour but de permettre à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et d'échange qui assurent, en tout temps, la continuité de la vie sociale. Elle supprime le concours partiel ou total du prolétariat encaserné. L'action directe devient, en cette occasion, nécessairement violente, puisqu'elle s'exerce contre un adversaire qui se défend par la force.

Elle est le premier acte révolutionnaire d'un prolétariat qui vise à remplacer le pouvoir politique par l'organisation sociale, après avoir détruit la propriété individuelle et instauré la propriété collective.

Elle s'oppose à l'*insurrection*, arme des partis politiques qui tous, sans exception, n'ont qu'un désir : *prendre le pouvoir et le garder*.

L'action directe est la seule et véritable arme sociale du prolétariat. Nulle autre ne peut, quelque emploi qu'on en fasse, lui permettre de se libérer de tous les jougs, de tous les pouvoirs, de toutes les dictatures — y compris la plus absurde d'entre elles : celle du prolétariat.

On retrouvera la définition des termes : *discussion de classe, grève, lock-out, sabotage, attentat ou sévices, chasse aux renards*, à leur ordre alphabétique.

En somme, il y a une très notable différence entre la définition bourgeoise de l'action directe et la signification réelle que nous lui donnons.

Alors que nos adversaires — et cela se conçoit — ont surtout voulu montrer l'action directe comme un acte ou une série d'actes désordonnés, brutaux, violents, sans raisons ni motifs, destructeurs pour le plaisir ou la satisfaction de ceux qui les accomplissent, nous affirmons que l'action directe est ordonnée, méthodique, réfléchie, violente quand il le faut seulement, dirigée vers des buts concrets, nobles et largement humains.

Pierre BESNARD.

ACTION DIRECTE. — Il n'y a pas que l'action par laquelle le Syndicalisme et certaines écoles révolutionnaires pensent faire aboutir leurs revendications qu'on puisse qualifier d'action directe. Il y a encore — et parallèlement à cette forme collective de l'Action directe — la forme individuelle de celle-ci. Celle-ci a pour terrain l'homme lui-même. Elle consiste dans l'évolution intérieure de l'individu, dans la violence qu'il exerce sur lui-même, dans son effort pour se surmonter, s'embellir et devenir meilleur, dans la guerre qu'il livre à ses passions, dans la victoire qu'il remporte chaque jour sur la laideur. Les résultats de cette Action directe sont positifs. L'art, la pensée, les livres aident l'individu à se découvrir ; ils le révèlent à lui-même. Ils agissent *directement* sur sa conscience, pour la réformer, l'augmenter, la fortifier.

GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

ADAPTATION n. f. Action d'appliquer, d'approprier une chose à une autre. — En biologie, on entend par adaptation la modification qui rend un organe plus apte à sa fonction. Un organe particulier est adapté lorsque, parmi les diverses manières d'être possibles, il réalise le maximum d'effets ; un être est adapté quand ses organes le sont. L'adaptation domine toutes les théories évolutionnistes.

Darwin a bien montré que, parmi les variations, seules, celles qui peuvent s'adapter sont conservées. Dans les classifications naturelles, il faut éliminer toutes les ressemblances adaptatives. Ainsi, chez les vertébrés qui volent, et, par suite, se ressemblent par adaptation à cette fonction, les uns seront rangés parmi les mammifères, d'autres parmi les reptiles, le plus grand nombre parmi les oiseaux.

Le mot adaptation est également employé au sens figuré. Exemple : un individu peut s'adapter à un milieu autre que le sien. Les nationalistes prétendent

que l'homme ne peut s'adapter dans une nation autre que la sienne ou que tout au moins cette adaptation sera toujours artificielle et peu profonde. Leur raisonnement est trop intéressé pour qu'on puisse l'accepter ainsi qu'ils le voudraient. Si, jusqu'à ce jour, les hommes éprouvent de grandes difficultés à s'adapter dans un pays qui leur est étranger, si les hommes fraternisent encore difficilement par dessus les frontières, la faute en est justement aux nationalistes qui se plaisent à allumer entre les peuples de fictives querelles et qui aiment à dresser entre eux des frontières de haine ou d'incompréhension. Pourtant, les nationalistes conquérants n'hésitent pas, à l'occasion, à faire annexer à leur pays des contrées de langue et de mœurs différentes. Et cela prouve le peu de cas qu'il font eux-mêmes de leurs arguments sur l'impossible fusion des races et des peuples. Lorsque les travailleurs se décideront à n'être plus les victimes des diplomates, ils s'apercevront que rien ne s'oppose véritablement à une fraternité large entre les nations. Et ils pourront mutuellement s'adapter aux mœurs et à la mentalité du voisin. Le seul obstacle à une compréhension complète : la langue, disparaîtra vite par l'emploi d'une langue internationale.

ADMINISTRATION n. f. Action de diriger, de conduire, de coordonner dans l'ensemble les affaires publiques ou particulières. Dans le privé, chacun administre ses affaires comme il lui plaît, quitte à encourir les sanctions que comporte toute dérogation aux lois et règlements. Du point de vue national et international, l'Administration publique est, dans son acception la plus large, l'ensemble des pouvoirs et fonctions qui gèrent la commune, le département, la nation et qui fixent les rapports d'un pays avec les autres pays. C'est cet ensemble de dispositions, de manières d'être, d'attitudes, de relations qui déterminent ce qu'on appelle couramment la politique intérieure et extérieure d'un Etat. En principe, chaque administration a pour objet de diriger, en vue de l'intérêt de tous, les grands services publics : état civil, finances, police, justice, armée, enseignements, travaux publics, commerce, postes, transports, agriculture, etc., etc. En réalité, l'Administration — qui se confond avec la bureaucratie (voir ce mot), laquelle en est l'expression pratique, fait peser sur tous le poids écrasant des impôts, des tracasseries, des inquisitions, de la surveillance et des condamnations. Toutes les administrations sont hiérarchisées à l'excès, en descendant d'un ministère et d'une direction générale jusqu'aux agents subalternes. L'administration est la forme anonyme que prend le Pouvoir central pour réduire, sous couleur de protection, à la plus minutieuse servitude tous les habitants d'un pays. Voici ce qu'en dit, sous la signature d'André Girard, le dictionnaire La Châtre : « Quand le pouvoir autocratique déclina, la puissance de l'administration s'accrut. Elle est la réalisation de cette puissance despotique qui s'appelle l'Etat. Elle n'est que la marque hypocrite de la tyrannie ; car elle se revendique, en démocratie, de la volonté nationale, tandis qu'elle n'est que l'ensemble des rouages qui broient et annihilent cette volonté. On ne peut faire un pas dans la vie sans être tributaire de cette administration : la naissance, le mariage, la paternité, la mort sont, pour celle-ci, l'occasion d'autant d'actes signés, paraphés, légalisés, authentifiés, enregistrés, que l'on prétend réclamer par l'intérêt de la Société. A quelque rang de l'échelle sociale qu'on se trouve placé, quelque profession, commerce ou industrie que l'on exerce : agriculteur, manufacturier, commerçant, elle se trouve constamment devant nous, derrière nous ou à côté de nous, nous enserrant dans les milles rets

« dans lesquels elle immobilise les énergies et paralyse les initiatives. Le préjugé qui fait d'un état civil rigoureux le critérium de la civilisation est une des pires aberrations qui aient jamais frappé l'esprit humain. L'Etat Civil n'a d'autre effet que d'enchaîner l'individu, plus étroitement qu'il ne l'a jamais été, d'en faire un numéro, un rouage à la merci du pouvoir, lequel n'est, lui-même, que le serviteur de la ploutocratie. Avec leur enregistrement méticuleux, leur état civil, leur administration indiscrette et tracassière, les sociétés modernes étouffent l'individu au profit d'une classe d'opresseurs. Il y a lieu de s'étonner que tant de personnes croient indispensable au bon fonctionnement de la société cette lourde machine qui écrase les forces vives d'un peuple. Cependant, l'administration et les fonctionnaires et agents qui la composent n'accomplissent rien de surnaturel ou de particulièrement spécial. Tout ce qu'ils font ne pourrait-il être fait, en chaque ordre de choses, directement par les intéressés eux-mêmes ? La suppression de l'Etat — qui n'est qu'une répartition sur une foule de têtes du pouvoir royal d'autrefois, ce qui en augmente considérablement le poids — aurait l'immense avantage, tout en nous débarrassant d'une foule d'oisifs et d'inutiles, de remettre entre les mains de chacun la gestion de ses propres intérêts. Or, ne sommes-nous pas, chacun en ce qui le concerne, plus aptes que qui que ce soit, à discerner ce qui nous est le plus profitable ? En nous débarrassant de ce joug écrasant, nous réaliserions d'immenses économies et nous verrions nos affaires opérées désormais dans le sens de nos véritables intérêts. »

On confond assez souvent, à tort, les mots : Administration, Gouvernement, Régime. Le Gouvernement dirige la chose publique : il ordonne. Le Régime est la règle, la ligne de conduite définie, fixée par le Gouvernement, le mode politique sous lequel on vit : par exemple, le régime républicain, monarchique, constitutionnel, libéral, dictatorial, socialiste. L'administration est la manière de mettre pratiquement à exécution ce qui est ordonné par le Gouvernement et édicté par le Régime.

ADMIRATION n. f. (préf. ad. vers et lat. *mirari*, regarder). Attirance quasi-instinctive vers tout ce qui est beau et sympathie profonde pour tout ce qui est utile et vivant. Il sied d'admirer les beaux gestes, les pensées grandes et élevées. Admirons le courage, la sincérité et la véritable indépendance. Admirons, en un mot, tout ce qui est digne d'être admiré et ne marchandons pas, alors, notre admiration : accordons-la largement et sans restrictions. Laissons les si et les mais, les *distinguos*, les arguties et toutes les considérations de pacotille aux constipés, aux pédants, aux pygmées. Ne privons pas de notre admiration ceux qui la méritent. Mais ne la galvaudons pas, ne la gaspillons pas sur ce qui est inexistant ; ne la prodiguons pas sans motifs suffisants. Refusons-la aux pleutres, aux renégats, aux gouvernants. Faisons un choix dans nos sentiments admiratifs. Gardons-nous d'imiter, dans cet ordre d'idées, la foule ignorante, la multitude trompée par les apparences. Pas d'admiration pour les galons conquis dans le sang des champs de bataille ; pas d'admiration pour les « prélats enchasublés » qui ne doivent la vénération qui les entoure qu'à la somme d'impostures qu'ils incarnent ; pas d'admiration pour les millionnaires dont l'opulence se mesure aux privations et aux humiliations qu'ils ont féroceement imposées à leurs exploités ; pas d'admiration pour les hommes d'Etat dont chaque pas vers le Pouvoir qu'ils ambitionnent marque une palinodie, un revirement ou une trahison ; pas d'admiration pour les faux savants et les faux artistes ; pas d'admiration pour les « Grands Hommes »

fabriqués à coups de grosse caisse et de réclame tapageuse. Admirons tous les vrais artistes, tous les poètes prestigieux, tous les esprits supérieurs, tous les savants sans charlatanisme et toute la pléiade des flambeaux qui percent et dissipent les ténèbres de l'ignorance, de la servitude et de la misère. Admirer, c'est participer à l'œuvre admirée, c'est presque créer soi-même l'œuvre qu'on admire ; c'est presque s'élever à la hauteur de celui qu'on admire. Celui qui admire l'œuvre du génie s'égale à son auteur et quand nous applaudissons un beau geste, c'est — moralement — comme si nous l'accomplissions nous-mêmes.

ADULTÈRE « Violation de la foi conjugale ». Telle est la définition donnée communément à ce mot par les dictionnaires. Mais c'est là, en vérité, une définition impropre. En effet, qu'est-ce que la « foi conjugale » ? Si ce n'est le serment par lequel deux époux s'engagent mutuellement, pour la durée de leur union, sinon pour la vie, à n'avoir de rapports sexuels qu'entre eux, à l'exclusion de tout contact amoureux, comme de toute liaison passionnelle, en dehors du ménage.

Or, un tel serment — qui peut être fait, et même respecté, par des amants non légalement unis — n'est pas forcément exigé par la loi lors de la célébration des épousailles. Tel est le cas pour la France, où le maire se borne à lire, aux nouveaux conjoints, l'article du code civil qui leur fait une obligation de se demeurer « fidèles », sans souci de savoir s'ils s'en sont fait l'un à l'autre la promesse.

L'adultère n'est donc point, en son essence, une des formes du parjure. C'est surtout un délit : celui qui consiste, pour une personne mariée, à enfreindre la loi en vigueur en ayant, en dehors du mariage, des relations d'amour, quelles que soient les dispositions morales qui aient chez elle présidé à l'acceptation de l'hymen, conclu souvent par ignorance ou par nécessité.

Tous les peuples n'ont point considéré comme une faute grave les fantaisies sexuelles des époux lorsque, pour le noble jeu d'amour, ils éprouvent le besoin de changer de partenaire. A Tahiti, l'importance n'en dépasserait point celle d'une innocente et bien naturelle distraction. Au Darfour, cette incartade mérite tout au plus une gronderie. Les Lapons, dit-on, poussent l'hospitalité jusqu'à offrir à leurs hôtes leurs femmes et leurs filles — je me complais à croire que c'est avec l'assentiment de ces dernières !

Cependant la plupart des peuples n'ont point fait preuve d'une aussi louable douceur dans les mœurs. Ils ont, au contraire, féroce ment châtié, comme les pires criminels, les époux se donnant licence de rechercher, avec qui leur plaisait, des voluptés dont ils n'avaient point eu l'avantage, ou qu'ils ne goûtaient plus, au foyer conjugal.

Dans l'antiquité, l'adultère était presque partout punie de mort. L'épouse coupable est brûlée vive, ou fouettée jusqu'à épuisement, ou bien encore massacrée à coups de pierres par la populace. Il est des régions où l'on se contente de lui couper le nez. Ailleurs, elle est exposée sans voile dans la rue et livrée à tous les passants.

Son complice peut être, lui aussi, puni de mort, ou fustigé cruellement, s'il n'est mutilé dans ses organes sexuels.

Pourtant, en dépit des supplices et des menaces, l'amour, qui n'a jamais connu d'autre loi que son caprice, persiste à enivrer les esprits et attiser les sens, avec un tel irrespect des conventions admises, que la peur de terribles suites semble parfois pour lui un excitant de choix. Et l'adultère ne disparaît point des mœurs. Il rencontre seulement plus d'obstacles. Mais les jaloux n'y gagnent rien, si ce n'est la satisfaction

de mesquines vengeances, car il n'est pas d'exemple que la contrainte ait fait naître l'amour où il n'existait point, ou l'ait ressuscité de ses cendres là où il n'existait plus.

Il a fallu un déplorable nombre de siècles pour que disparussent en partie d'aussi sauvages répressions. N'oublions pas que l'abolition de la torture, tout au moins dans ses procédés les plus inhumains, et pour les pays d'Europe seulement, est à peu près contemporaine de la Révolution Française, c'est-à-dire historiquement récente !

Dans le cours du Moyen-Age, si la peine capitale devint exceptionnelle, les époux adultères n'en furent pas moins soumis à des châtiments corporels, et à des épreuves vexatoires, comme d'être promenés nus à travers la ville, en plein midi, sous la risée et parfois les coups des badauds accourus.

Plus tard ces exhibitions furent supprimées, plus par pudibonderie probablement, que par charité chrétienne. Mais le fouet et l'amende demeurèrent longtemps encore en usage, du moins pour les gens du peuple. Car, pour ce qui est des nobles, ils faisaient à peu près ce qu'ils voulaient, et se bornaient d'ordinaire à faire entrer leurs femmes ou leurs filles dans des couvents.

De nos jours, dans les pays les mieux civilisés, quand la constatation de l'adultère n'est pas seulement prétexte à divorce ou à répudiation, avec perte de certains avantages matrimoniaux, elle n'entraîne que l'amende et l'emprisonnement. Encore ceci tend-il à tomber en désuétude.

Le monde ne s'en porte pas plus mal, bien au contraire, et le cocuage n'en est peut-être pas rendu beaucoup plus fréquent. L'erreur du genre humain est de s'imaginer que l'on ne peut rien obtenir de satisfaction là où ne s'exerce un despotisme barbare, et de croire que nous roulerions dans des abîmes sans fond si nous ne prenions la précaution de nous ligoter les uns les autres dans quantité de règles absurdes, parce qu'abusives et généralement inefficaces.

Pourquoi l'adultère a-t-il été puni si sévèrement dans le passé et expose-t-il encore, dans nombre de pays éclairés, à des pénalités diverses, au lieu de n'exposer partout qu'à la séparation pure et simple ? On invoque comme prétexte la nécessité de préserver la morale. Belle morale, en vérité, que celle qui fait de la femme l'esclave de l'homme, l'assimile à un objet mobilier dont il peut, après la famille, disposer à son gré, et couvre de chaînes les amants ! Mais cela même n'est qu'un prétexte hypocrite. Si la morale — celle qui nous vient de la mythologie judéo-chrétienne — était vraiment en jeu, il n'y aurait aucun motif pour que l'homme et la femme ne fussent également châtiés lorsqu'ils accomplissent, sans respect du commandement divin, l'œuvre de chair.

Or, il n'en est pas ainsi. La loi et les mœurs ont établi et consacrent encore, quoique moins brutalement, une scandaleuse différence dans la culpabilité, selon que ce qu'il est convenu de nommer « la faute » est commis par un représentant de l'un ou de l'autre sexe.

Au sein des familles où le père ne s'est privé de rien, où les jeunes hommes — avec l'assentiment, on pourrait dire la complicité de leurs proches — s'affichent en compagnie de maîtresses toujours nouvelles, la moindre amourette de la sœur aînée serait jugée par tous une faute abominable, digne des sanctions les plus sévères.

Lorsque l'homme se marie, c'est le plus souvent après avoir usé largement des plaisirs de l'existence. C'est au moment où, fatigué, il aspire au repos, qu'il contracte union avec une jeune fille qui, elle, n'en a connu aucun et serait, par conséquent, avide autant qu'il le fut jadis, de découvrir le monde. Cependant sa révolte — fût-ce devant le plus fade, le plus attristant des hyménées — sera taxée de dévergondage.

Que, déçue, privée des plus légitimes caresses, elle recherche auprès d'un autre que son conjoint les satisfactions passionnelles qu'elle en attendait, et il se trouve excusable, de par la loi française, de l'abattre à coups de revolver, alors même que sa conduite ne se trouverait point exempte de galantes aventures. L'épouse, elle, ne bénéficie de la même mansuétude que lorsque l'acte a eu lieu dans son logis.

Le Code pénal français condamne la femme adultère à la prison et à l'amende, sans considération des circonstances dans lesquelles le délit a été commis. Par contre, le mari adultère n'est répréhensible aux yeux du législateur que lorsqu'il a entretenu un concubine au domicile conjugal. Encore ce forfait ne lui vaut-il qu'une simple amende, sans emprisonnement. Dans tous les autres cas, il se tire d'affaire blanc comme neige, sans avoir risqué autre chose qu'une instance en divorce.

Ces dispositions inéquitables ne sont que les vestiges d'un long passé d'injustice, pendant lequel la femme fut jugée, en matière de concubinage, comme la principale, sinon comme la seule responsable du méfait dans tous les cas, l'homme, même marié, n'étant appelé à partager son sort que lorsqu'il est convaincu d'avoir séduit pour son agrément l'épouse d'un voisin.

Cette différence de traitement proviendrait-elle de l'inégalité des désirs, de ce que chez la femme les rapports sexuels seraient chose superflue, dont il est loisible de se priver sans grand effort, alors qu'ils représenteraient pour l'homme une impérieuse nécessité ?

Une telle prétention est sans fondement sérieux. La femme n'est pas moins portée à l'amour que l'homme. Sa timidité naturelle et les contraintes de son éducation la rendent seulement plus réservée dans l'expression de ses vœux les plus chers. Et la crainte de conséquences graves, dont l'homme n'a guère à pâtir, la fait plus que lui hésiter en présence d'un peu de bonheur offert.

Ce n'est ni dans un raisonnement désintéressé, ni dans de vertueux scrupules qu'il faut rechercher l'origine des dispositions légales ou des coutumes barbares prises contre les épouses adultères et leurs complices, mais dans des considérations beaucoup plus mesquines.

L'homme a pour lui la force physique ; la femme a contre elle les charges de la maternité qui, faisant d'elle une infirme pendant une partie de l'existence, l'obligent à rechercher près de son compagnon aide et protection, avec, en plus, des moyens de subsistance qu'il lui serait difficile de se procurer par son seul effort.

L'homme a spéculé sur cet état de choses pour faire payer d'une dépendance presque absolue ses services. Il a fait de la femme une esclave plus ou moins choyée, ou maltraitée, qui lui doit obéissance en échange de l'entretien. Il s'est réservé, notamment, le privilège de procéder à la confection des lois, et il les a rédigées pour son plus grand avantage.

Père de famille, il est plein d'indulgence pour les escapades de ses fils, car les enfants que ceux-ci pourraient avoir au dehors ne risquent pas, d'ordinaire, en raison de la difficulté d'établir la paternité, de devenir une charge pour le budget familial. S'il est rigoureux pour les filles et les surveille étroitement, c'est que les enfants qui pourraient être, par elles, mis au monde, ne pouvant être désavoués, risqueraient d'en causer une très lourde, et c'est ce que l'on ne pardonne guère.

Epoux, il considère comme un achat en bonne et due forme l'acceptation par lui de garantir le nécessaire à sa compagne. Aussi, la veut-il toute à lui, c'est-à-dire vierge, et, pour éviter les tourments de la jalousie, entend-il se réserver l'exclusivité de ses caresses. S'il consent au sacrifice d'élever une progéniture qui

portera son nom et profitera de ses biens, encore ne le veut-il qu'à la condition expresse qu'elle soit tout entière de ses œuvres.

De là à poursuivre de sa vengeance exaspérée, comme les plus criminels des larrons, la femme qui, nourrie de son pain, a osé disposer de ses charmes en faveur d'un autre, et l'homme qui, introduit dans le logis conjugal, a porté la main sur une propriété qui n'était pas la sienne, il n'est qu'un faible espace à parcourir.

Ces considérations de commerçant avisé sont à l'origine des moralités conventionnelles en matière d'union des sexes. Pour les rendre dignes de vénération, on les a élevées à la hauteur d'ordonnances divines. Elles ont fourni le prétexte à un nombre incalculable de drames, à la fois pitoyables et grotesques.

Le remède n'est pas seulement dans une éducation meilleure, avec un respect plus grand de la personne humaine, et de son légitime droit, sans distinction de sexe, de disposer d'elle-même sous sa responsabilité propre. Il est encore et surtout dans l'abolition des héritages, la socialisation des richesses naturelles, permettant une assistance sociale fraternelle, garantie par tous à chacun, dans les périodes d'existence où, par suite de l'âge, de la maternité, ou de la maladie, il devient impossible à l'être humain de fournir une somme de travail correspondant aux multiples besoins d'une honnête aisance.

Devant son bien-être et sa sécurité à la société tout entière, et non pas seulement à quelques-uns de ses représentants : le mari, les ascendants, la femme ne sera plus dans la nécessité de se subordonner à leurs volontés sous peine d'abandon.

Ce ne sera point la disparition de la famille basée sur le pur amour et les libres affinités, la seule qui soit respectable, mais la désagrégation définitive de celle qui, aux temps des combats meurtriers pour la possession des richesses et de la pâture, fut établie sur la violence et l'intérêt.

Jean MARESTAN.

ADULTERE adj. et n. m. (du latin préfixe *ad* et *alter*, un autre). Une personne est dite adultère lorsqu'elle viole la foi conjugale. Employé comme substantif, l'adultère désigne la violation de la foi conjugale. Voyons tout d'abord l'opinion du droit bourgeois sur l'adultère : l'adultère peut servir de base à une demande en divorce, en séparation de corps, en désaveu de paternité. Le mari seul peut porter plainte contre sa femme et réciproquement. Cette faculté est retirée au mari s'il est convaincu d'avoir entretenu un concubine dans la maison conjugale. La loi excuse le meurtre de la femme adultère et de son « complice » par le mari, s'il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale ! La femme adultère poursuivie peut être condamnée à un emprisonnement de trois mois à deux ans, si le mari ne consent à la reprendre ; le « complice » est passible de la même peine et d'une amende de 100 à 200 francs. Le conjoint divorcé pour adultère peut épouser son « complice ». On voit, par ce qui précède, que la loi bourgeoise d'aujourd'hui n'est guère moins barbare que celle du moyen-âge, ou encore que celle de la Russie d'avant la Révolution de 1917, où la femme adultère, entièrement nue, était chassée du village, par le mari, à coup de fouet. C'est une honte, à notre époque, de voir l'adultère considéré comme un crime. La loi en est encore à considérer la femme comme la propriété personnelle du mari. C'est là une de ces situations intolérables contre lesquelles les anarchistes ne cesseront de s'élever. Chacun doit avoir le droit de disposer de son corps à sa guise et n'a de compte à rendre à personne. C'est pour cela que les anarchistes repoussent le mariage légal comme ils re-

poussent le mariage religieux et qu'ils préconisent l'union libre. (Voir *amour libre, union libre*).

AEROSTATION n. f. L'aérostation est l'art de construire et de diriger des aérostats. Les aérostats ont été imaginés par les frères Montgolfier, d'Annonay, qui tentèrent leur première expérience le 5 juin 1783. Voici dans quelles conditions : une enveloppe faite d'une toile d'emballage doublée de papier, de forme à peu près sphérique, ayant à peu près 860 mètres cubes de capacité, ouverte par en bas et portant, suspendu à sa partie inférieure, un réchaud, fut lancée solennellement sur la place publique d'Annonay. Le physicien Charles reprit l'expérience en substituant l'hydrogène à l'air chaud. Le premier ballon qu'eût vu Paris fut ainsi lancé du Champ de Mars. Montgolfier renouvela son expérience à Versailles, devant la cour, et le ballon, cette fois, emportait un mouton, un canard et un coq, qui atterrirent sains et saufs. Une première ascension en ballon captif de Montgolfier et de son collaborateur Pilâtre de Rozier encouragea celui-ci à une ascension libre qu'il tenta, avec le marquis d'Arlande, le 20 novembre 1783. En 1785, Blanchard et Jefferies accomplissent la traversée de la Manche, de Douvres à Calais. Le 15 juin de la même année, l'aventureux Pilâtre de Rozier trouve la mort en tentant pareille expérience. Cependant, s'ouvre l'ère des ascensions exécutées dans un but d'utilité ou dans un but scientifique ou dans un but... criminel puisque, déjà, en 1794, l'aérostas est accaparé par l'armée, notamment à la bataille de Fleurus. Mais Gay-Lussac et Biot, utilisent l'aérostas à l'étude de l'atmosphère et de la météorologie. L'étude des hautes régions de l'atmosphère, dangereuse pour les aéronautes (ascensions de Crocé-Spinelli et Sivel, Gaston Tissandier, Benson), fut tentée par des ballons-sondes portant des appareils enregistreurs des phénomènes météorologiques ; alors que les aéronautes avaient, au risque de leur vie, atteint 10.000 mètres, les ballons-sondes ont pu s'élever jusqu'à 28 kilomètres. Entre temps, l'armée ne perd pas ses droits et se sert des aérostats dans la guerre de 1870-1871. On sait que c'est en ballon que Gambetta quitta Paris investi. Toutefois, les recherches continuaient. L'invention des aérostats avait fourni un véhicule à la navigation aérienne : encore fallait-il trouver le moyen de le diriger. De nombreux savants s'attelèrent à cette besogne ardue : les Giffard, Dupuy-de-Lôme, Tissandier, Krebs, Renard, puis, de la Vaulx, Santos-Dumont, Deutsch de la Meurthe, Lebaudy. C'est grâce aux moteurs de forte puissance et de poids léger que le problème a pu être résolu. En 1899, les frères Lebaudy, avec l'ingénieur Julliot, entreprirent des essais d'où sortait, en 1902, un nouveau type d'aérostas dirigeable qui, abandonnant la forme sphérique pour la forme fuselée, allait marquer une date mémorable dans l'histoire de l'aérostation. A l'étranger, les Anglais, les Américains, les Italiens construisaient aussi des dirigeables. Les Allemands, après les types Gross et Parceval, ne différant pas beaucoup des types déjà existants, ont construit les Zeppelin, immenses navires aériens rigides (130 mètres de long). Lorsqu'a éclaté la guerre mondiale de 1914-18, tous les Etats s'empressèrent de mettre l'aérostation au service de l'armée. On utilisa, notamment, une grande quantité de petits ballons captifs d'observation d'un modèle nouveau, de forme allongée, et surnommée « saucisses », en raison de leur aspect. Toutefois, on fit un usage beaucoup plus meurtrier de l'avion qui s'avéra un arme redoutable. (Nous nous étendrons donc plus particulièrement sur la portée sociale de la navigation aérienne dans le chapitre consacré à l'aviation.) L'aérostation, qui a mis en pratique le principe du « plus léger que l'air », se développa moins que l'aviation, qui a résolu

le problème du « plus lourd que l'air » en matière de navigation aérienne. Cependant, elle fait d'indéniables progrès, et l'on peut espérer que dans un certain temps l'aérostation pourra rendre de nombreux services dans la vie économique des peuples. (Voir le mot : *Aviation* où se trouvent consignées des remarques s'appliquant au rôle de l'aérostation aussi bien qu'au rôle de l'aviation.)

AFFAIRISME. *Faire des affaires* est l'unique idéal des agités modernes. C'est la préoccupation constante, perpétuelle, des financiers, des hommes d'Etat, des philanthropes, etc. En dehors de ce but poursuivi inlassablement : amasser et thésauriser, rien n'existe pour certains individus. Tout se réduit à une question de gros sous. Ils sacrifient à leurs appétits la liberté... des autres. Ils font peser lourdement sur de moins « favorisés » leur domination d'intrigants. Il suffirait cependant d'un peu d'énergie pour les supprimer. Mais la foule-esclave préfère les subir, du moment que l'argent lui permet — comme ses maîtres — de satisfaire ses préférences in-intellectuelles (bistro, cinéma, caf' conc' et le reste). Affairisme en haut, — affairisme en bas, telle est la société actuelle, qui est loin d'être une « œuvre d'art ». — L'affairisme est responsable de cette vie d'enfer, de trépidation, de trépignement sur place qu'admirent les snobs, confondant machinisme et dynamisme. On ne rencontre que des gens pressés, débattant des intérêts, essayant de se « rouler », s'entretenant de louches combinaisons et vivant d'expédients. Ces gens-là sont unis par des mœurs de cannibales, désirant que la société reste médiocre, semant l'équivoque dans tous les domaines. Ils s'en veulent à mort, et pourtant se soutiennent. Au fond, ils ont les mêmes intérêts. — L'industrialisme exagéré, existence à rebours, mutilation, incompréhension de la nature, enlaidit chaque jour un peu plus la vie, et peuple le monde de forçats ; les commerçants ont des âmes vénales, incapables de sortir de leur « spécialité » et de mettre le nez hors de leurs « écritures ». Il importe avant toute autre considération d'avoir le gousset bien garni. Le mot : « Caisse » s'étale ostensiblement dans toutes les administrations. Le vol est l'âme de la cité moderne (rien de celle de Jean Izoulet).

Soyez pauvre, avec du génie, nul ne s'intéressera à vous. Mais ayez de l'argent, beaucoup d'argent, et, si vous n'êtes qu'un imbécile, on vous tendra la main. On trouve des capitaux pour toutes sortes d'entreprises : on n'en trouve point pour des œuvres utiles au progrès des hommes. La pensée se débat toute seule, dans l'indifférence générale, aux prises avec les difficultés de l'existence, avec cette absurde « lutte pour la vie » qui, dans notre société égoïste, est une lutte pour la mort.

Reprises des affaires. — Cette reprise a été l'occasion, pour nos modernes jouisseurs, de s'emplier les poches, ou de « s'embusquer » quelque part. Les bénéfices de guerre ont été le plus clair de cette reprise des affaires tant prônée sur tous les tons par ceux qui y avaient intérêt. Prétexte qui a permis aux industriels d'augmenter leurs revenus, aux commerçants de spéculer sur la hausse des denrées, aux « nouveaux riches » d'étaler leur luxe imbécile, à toute une clique de parasites de faire « durer » la guerre.

Les affaires sont les affaires. — Expression immortalisée par Octave Mirbeau dans un chef-d'œuvre. Elle signifie que, dans le monde de l'intérêt, le sentiment est chose négligeable. L'homme d'affaires admet le sentiment... pour les autres, que leurs scrupules ou leur inexpérience empêchent de lui appliquer sa propre méthode ce qui fait qu'ils deviennent sa proie. L'homme d'affaires n'a pas de patrie, lui qui rappelle constamment aux autres qu'ils doivent tout quitter pour leur patrie

(il ne se souvient qu'il en a une que pour l'exploiter). Il y a un patriotisme spécial aux gens de finance qui ne leur interdit pas de se tendre la main au-dessus des frontières : ils parlent tous en même langue — celle de l'intérêt — et pratiquent l'internationalisme à leur façon. L'homme qui ne poursuit qu'un but : gagner de l'argent, est incapable d'éprouver autre émotion que celle de ruiner son prochain. S'il perd un être aimé (?) aussitôt il sèche ses larmes et se remet bien vite à calculer. Isidore Lechat incarne le type de l'homme enchaîné à la matière sous sa forme la plus basse. La religion du veau d'or exige des cœurs secs, incapables du moindre mouvement de générosité. *Les affaires sont les affaires*, c'est-à-dire que rien ne compte en dehors de cette passion malade qui consiste à chercher nuit et jour des combinaisons pour gagner davantage, que tout le reste n'est rien, que les « affaires » passent avant la justice, avant la vérité, avant la beauté. Cette monomanie atteint les grands et les petits. *Les affaires sont les affaires* : devant cette affirmation catégorique tout s'évanouit et s'efface... Il ne reste qu'une brute qui entasse des lingots dans un coffre. Les affaires sont les affaires pour les métallurgistes, les fabricants de canons, d'obus, et de conserves, les fournisseurs de l'armée et autres chevaliers d'industrie (dans le monde de la pensée, ceux-ci foisonnent comme dans le monde des tripes) qui s'engraissent aux dépens de leurs victimes. — Le mot « affaires » possède un autre sens, en harmonie avec tout le reste. On dit : *les affaires en cours*, pour désigner les scandales suscités par la calomnie, dans un but intéressé. Il y a des « affaires » qui résultent de ce que certains ont voulu trop gagner ; dans ce cas, qu'ils se débrouillent avec leur justice. Nous avons actuellement une cinquantaine d'affaires en cours (il y en a bien autant sous roche) qui passionnent ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion. — *Affairiste* : qui fait des affaires, au lieu de faire de l'art (tout le monde, il est vrai, ne peut pas faire de l'art, si tout le monde, pour employer la délicate expression des brutes, peut *faire du lard* ! — et encore, cela n'est pas prouvé). Coulistiers à la conscience plus ou moins tranquille, banquiers aux krachs retentissants, joueurs des « villes d'eaux », possesseurs d'« écuries de courses », actionnaires de grandes et de petites compagnies, et autres « pieds humides ». — On peut dire aussi dans un sens plus restreint : épargniste, bas-de-lainiste. — En somme, l'affairiste, c'est l'homme aux idées mesquines, à l'intelligence médiocre, ou à l'intelligence mal employée (il possède « l'intelligence des affaires ! ») Bourgeois borné, aux prétentions esthétiques, cultivant l'amateurisme avec entêtement, éblouissant ses voisins de son luxe criard. Parvenu aux conceptions étroites, entravant tout progrès, et se disant un homme de progrès, substituant à l'originalité la bizarrerie et l'extravagance. — On dit : un brasseur d'affaires, pour désigner un personnage véreux, louche, menteur, faussaire, escroc. L'affairisme a ses bons côtés : il peut conduire au bague. Dans ce monde-là, la fin justifie les moyens. L'affairisme est fertile en scandales, calomnies, chantages, mouchardages, palinodies. — *Affairé* : l'imbécile qui fait l'important, cherche à se rendre utile afin d'obtenir un avantage (rétributions sous formes pécuniaires ou honorifiques), — le raté des « Arts » et des « Lettres » qui promet sans cesse une œuvre qui ne vient jamais. — Il y a une politique d'affaires, un journalisme d'affaires, etc... (Voir les mots *capitalisme*, *matérialisme*, *mercantilisme*, *ploutocrate*, *utilitarisme*.) — GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

AFFINITE n. f. La signification de ce terme est plutôt large. Le mot affinité trouve son application dans divers ordres d'idées et de faits. Affinité veut

dire : analogie, conformité, point de contact, ressemblance, rapport, liaison. Exemples : « *Le chacal a de l'affinité avec le chien. Ces deux mots ont de l'affinité. La Physique et la Géométrie ont beaucoup d'affinité. « La musique a beaucoup d'affinité avec la poésie. »* (Descartes). L'affinité se signale dans l'ethnologie et la linguistique : « *L'affinité du Gaulois, du Provençal, du Français, du Portugais, de l'Espagnol et de l'Italien est évidente.* » On entend par *affinité chimique*, la force qui tend à combiner et qui tient réunies les molécules de nature différente. On dit que tel corps a une affinité pour tel autre, lorsque ces deux corps se combinent ensemble avec facilité. Les travaux de l'illustre chimiste Berthollet ont démontré que l'affinité est, sinon causée, du moins modifiée par une foule de circonstances, telles que la cohésion, la pesanteur spécifique, la pression, l'électricité, le calorique, la quantité relative des corps entre lesquels la combinaison peut s'opérer. En botanique et zoologie, le mot « affinité » s'applique aux rapports organiques qui existent entre les êtres vivants et dont l'intimité ou le nombre détermine les groupes dans lesquels on doit les réunir. « *Chaque élément, dit Chaptal, a ses affinités particulières.* » En musique, on observe ce qu'on appelle *l'affinité des tons*. Il faut entendre par là le rapport le plus rapproché qu'a tel ou tel ton avec le ton principal : ainsi la quinte, se trouvant avec le ton principal dans le rapport de 2 à 3, a plus d'affinité que la quarte dont le rapport au ton principal est de 3 à 4. On voit par ce qui précède l'usage copieux qui peut-être fait du mot « *affinité* ».

Dans les milieux anarchistes, où l'emploi en est fréquent, il possède un sens quelque peu spécial, bien qu'en parfaite concordance avec son sens général et usuel. Il exprime la tendance qui porte les hommes à se rapprocher les uns des autres, à se grouper par similitude de goûts, par conformité de tempéraments et d'idées. Et, dans la pensée et l'action libertaires, les anarchistes opposent la spontanéité et l'indépendance avec lesquelles ces rapprochements se produisent et ces groupes se constituent à la cohésion obligatoire et à l'association forcée déterminée par le milieu social actuel.

Les exemples de ces groupements volontaires, d'une part, et de ces associations imposées, d'autre part, ces exemples abondent. Je n'en veux citer qu'un seul, mais saisissant :

Millionnaires et sans le sou, gouvernants et gouvernés, patrons et ouvriers, violents et pacifiques, n'ont entre eux aucune affinité, mais l'idée de nationalité intervient, la pression patriotique et l'organisation militaires s'en mêlent et voici que, à la longue, la liaison se forme entre les uns et les autres, les précipitant, en cas de guerre, dans la même mêlée, les exposant indistinctement aux mêmes dangers de mutilation et de mort : cohésion obligatoire, association forcée. Ici, il n'est pas besoin que joue la force de l'affinité, puisqu'il n'est tenu aucun compte de la conformité des goûts, du rapprochement des caractères, de la similitude des situations, de la conformité des intérêts, de la liaison des idées. Ce qu'on appelle affinité ne tient aucune place dans ce rassemblement d'individus que, seule, détermine une volonté étrangère, voire opposée à la leur.

Mais voici, au contraire, des hommes qui appartiennent à la même classe, qui sont nécessairement rapprochés par la communauté des intérêts, chez lesquels les mêmes humiliations, les mêmes privations, les mêmes besoins, les mêmes aspirations forment petit à petit, à peu de chose près, le même tempérament et la même mentalité, dont l'existence journalière est faite de la même servitude et de la même exploitation, dont les rêves, chaque jour plus précis, aboutissent au même

idéal, qui ont à lutter contre les mêmes ennemis, qui sont suppliciés par les mêmes bourreaux, qui se voient tous courbés sous la loi des mêmes Maîtres et tous victimes de la rapacité des mêmes profiteurs. Ces hommes sont amenés graduellement à penser, à sentir, à vouloir, à agir en concordance et en solidarité, à accomplir les mêmes tâches, à assumer les mêmes responsabilités, à mener la même bataille et à unir à ce point leurs destinées que, dans la défaite comme dans la victoire, le sort des uns demeure intimement lié à celui des autres : cohésion volontaire, association voulue, groupement consenti. Ici s'affirment toutes les énergies d'affinité procédant de l'analogie des tempéraments, de la parenté des goûts, de la conformité des idées.

Des anarchistes, il est dit qu'ils se groupent *par affinité*. C'est exact ; et il n'est pas douteux que ce mode de groupement est à la fois le plus normal, le plus solide et le plus conforme à l'esprit anarchiste. Il est le plus normal, parce qu'il est le plus en accord avec la nature et la raison ; il est le plus solide, parce qu'il est le plus capable de résister aux tiraillements, aux querelles et à la dislocation, qui sont le lot fatal des *organisations*, des *partis* et des *ligues* qui groupent des individus aux goûts opposés, aux tempéraments contradictoires, aux idées sans cohérence ; il est le plus, disons mieux : le seul qui soit conforme à l'esprit anarchiste, puisqu'il ne porte atteinte aux aspirations, au caractère, à la liberté de personne.

Nous concevons, dans la société anarchiste que nous voulons fonder, une extraordinaire floraison des groupes d'affinité. Ils se formeront ou se dissoudront avec les événements au cours toujours capricieux et par la seule volonté, toujours indépendante, des intéressés. Ils constitueront un réseau souple et serré de foyers et de centres où se donneront rendez-vous, pour travailler ou se divertir, pour faire ensemble œuvre utile ou agréable : jeunes et vieux, hommes et femmes, studieux et imaginatifs, silencieux et bruyants, méditatifs et exubérants, froids et passionnés, hardis et timides. Les uns et les autres, âges et sexes confondus, ne seront liés que par le contrat qu'il leur aura plu de passer entr'eux et qu'ils seront libres de rompre quand ils le désireront. C'est dans cette extrême diversité des groupements d'affinité que pourront se rencontrer ceux et celles de qui la joie sera de faire de la musique ou des sports, de cultiver les arts ou les sciences, de faire du théâtre, de danser, de lire ou de discuter.

Les Groupes de production eux-mêmes se transformeront, par une pente fatale, en groupes d'affinités. Sous régime capitaliste, il n'est pas nécessaire que les producteurs travaillant côte à côte dans la même usine, dans la même fabrique, dans la même exploitation rurale, dans le même magasin, dans la même administration, s'y trouvent rassemblés par les mêmes aptitudes et rapprochés par de mutuelles sympathies au attractions. Le hasard, l'absence d'éducation professionnelle (le machinisme a fait de l'ouvrier un manœuvre) la volonté souveraine des parents président presque toujours au choix involontaire d'un métier et à l'exercice de ce métier ici ou là. Dans une société anarchiste, c'est sur les forces, les aptitudes, les dispositions naturelles et la libre volonté des travailleurs, que sera fondée la production et que se constituera le personnel d'une usine, d'une fabrique, d'un chantier ou d'une exploitation agricole. De nos jours, quand un jeune homme a fait un apprentissage, quand il a embrassé une profession, quand il l'a exercée plus ou moins longtemps, il ne faut pas qu'il songe — sauf exception — à se lancer dans un autre métier. Et, quelle que soit la répugnance qu'il éprouve à rester dans la voie où les

circonstances de la vie, et non son libre choix, l'ont engagé, il se voit condamné à n'en pas sortir. En Anarchie, ces conditions seront totalement transformées : d'une part, ce sont les goûts, les aptitudes et la volonté libre de l'adolescent devenu apte à prendre sa part de l'effort commun, qui détermineront le genre de production auquel il s'adonnera ; d'autre part, il lui sera toujours loisible d'en changer, sans qu'il en résulte, ni pour lui ni pour le milieu social, un inconvénient appréciable. Libre de choisir son genre de travail et de changer de profession, libre de produire dans un atelier de son choix et avec les compagnons vers lesquels il se sentira le plus fortement attiré, le travailleur, dans l'avenir, ira où le porteront ses *affinités*. Il n'est pas douteux que, accomplie dans ses conditions, la production y trouvera son compte et que l'individu y trouvera le sien.

Sébastien FAURE.

AGITATEUR n. m. L'agitateur est celui qui, par la parole et par l'écrit, réveille les masses populaires, leur dénonce les iniquités dont elles sont victimes et leur enseigne la révolte consciente. Pour être un véritable agitateur, il faut souvent avoir un tempérament d'apôtre. Il faut ne craindre ni la misère ni les persécutions. Il faut être prêt à subir toutes les vexations et toutes les brimades. Il faut ne pas craindre de risquer sa liberté et sa vie au service des opprimés. C'est là, on le voit, un âpre apostolat. L'agitateur doit savoir répandre la bonne parole dans les villes et dans les campagnes, à l'atelier et aux champs, partout où peine la classe laborieuse. Mêlé à la masse anonyme des travailleurs, il doit éveiller chez les uns le désir de liberté et, chez les autres, ranimer l'esprit de lutte. Il doit dépenser son énergie à faire naître et se développer des consciences neuves. Il doit soutenir l'indignation justifiée des humbles et défendre sans répit les droits du travailleur. L'action d'un véritable agitateur peut être, en certaines circonstances, d'une portée considérable, car son rôle ne se borne pas à dénoncer publiquement les iniquités du Gouvernement, de la Magistrature, de l'Eglise qui, ouvertement ou hypocritement, sont toujours les complices des Puissances d'argent et les serviteurs des Maîtres politiques. Quand l'effervescence à laquelle, par la flamme de ses exhortations, il a contribué, prend une tournure grave, quand elle éclate sous la forme de grève, de manifestation sur la voie publique, d'émeute ou d'insurrection, il a pour devoir de payer de sa personne, de donner l'exemple, de stimuler les énergies défaillantes, d'entraîner à la bataille les hésitants, de relever les courages qui faiblissent, d'être parmi les plus vaillants et de se porter au cœur même de la mêlée.

L'agitateur qui, l'heure venue de mettre en pratique les conseils donnés par lui à ses camarades ou à ses frères de misère, se déroberait aux responsabilités, éviterait les risques et fuirait le danger, se disqualifierait et se déshonorerait à jamais.

Telle est la tâche que doivent s'assigner les agitateurs révolutionnaires. Celui qui ne se sent pas la force d'aller jusque-là doit renoncer à devenir un agitateur.

Grand est le nombre des anarchistes qui ont été de puissants agitateurs ; plusieurs ont exercé sur la foule une influence énorme ; le courage allié au sang-froid, la promptitude dans les décisions à prendre et le coup d'œil qui se rend compte rapidement de l'action que réclament les événements d'une part, et l'état d'esprit des masses en proie à l'agitation sont les qualités essentielles de l'agitateur en période d'action révolutionnaire.

La classe ouvrière n'a pas de meilleurs amis ni de plus ardents défenseurs que les agitateurs anarchistes.

Georges VIDAL.

AGRAIRE (La question). — Etymologie : La question qui traite du régime social, politique ou juridique auquel est soumise la terre, des droits sur la production agricole. Du latin *agrarius*, du grec *agros*, champ.

Les richesses végétales ou animales créées directement par la terre ou résultats de l'effort humain correspondent aux besoins primordiaux des hommes. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, du jour où la population d'un pays étant devenue assez dense pour qu'il y ait compétitions, et du moment où l'homme a commencé à s'occuper d'agriculture, la question agraire s'est posée. A qui appartiendraient le sol et ses produits ? Quelles seraient les clauses du contrat, tacite d'abord, écrit ensuite, réglé par la législation ; enfin qui départagerait les hommes sur cette question ? On a peu de détails sur la répartition de la terre, dans les âges reculés, sinon qu'elle correspondait étroitement aux formes de l'association humaine. Les primitifs, vivant en tribus, ne connaissaient pas la propriété individuelle de la terre et nul doute qu'un être qui, ne se contentant pas de sa consommation, eût tenté d'accaparer les produits utiles à tous, n'eût été traité en ennemi de tous.

Dans les sociétés basées sur l'autorité absolue d'un chef, les monarchies et féodalités d'il y a vingt à quarante siècles, l'homme étant la propriété de l'homme, naturellement la possession du sol n'était pas contestée ; il appartenait au maître et celui qui le mettait en exploitation n'était guère qu'un esclave gérant. On trouve à l'époque de Moïse les premières tentatives de régler cette question. Moïse, dit-on, partagea également les terres, et les familles ne pouvaient l'aliéner pour une période supérieure à cinquante ans. Lycurgue (neuf siècles avant l'ère chrétienne) procéda de même et établit des lois pour maintenir l'équilibre des propriétés. Naturellement, les esclaves, ceux qui travaillaient la terre, n'avaient aucun droit. Rome connut aussi des lois agraires que firent adopter les plébéiens constamment dépouillés par les patriciens. Ces lois agraires furent le sujet de troubles sanglants. Finalement, les patriciens parvinrent, dans les diverses parties de l'empire, à asservir les citoyens libres et à en faire des colons. Dans toutes les conquêtes et guerres qui eurent lieu par la suite, le partage ou le vol des terres était le but recherché.

Les monarques récompensaient leurs fidèles par l'octroi de domaines. Le clergé lui-même, une fois réconcilié avec les autorités et devenu autorité à son tour, se mit à accaparer les terres, captant les héritages sous la menace de l'enfer (le procédé est toujours en usage). Divers rois, notamment celui d'Angleterre, en 1729, par son « Statut de main-morte » tentèrent d'arrêter cet accaparement. Mais tenant les esprits, le clergé continuait à jeter ses filets sur la propriété terrienne, celle qui assure l'autorité sociale à sa base même. La révolution de 1789, en France, trouva à peu près toute la terre entre les mains des nobles et des prêtres. Cependant, l'usage des biens communaux, de la propriété franche et indivise, dont pouvaient user les pauvres, s'était maintenu sur une assez grande échelle. C'était une sorte de concession des nobles aux besoins du peuple. Une certaine communauté de propriétés pouvait subsister avec le régime à demi féodal ainsi que les « mirs » de Russie en font foi. La Révolution de 1789, triomphe de la bourgeoisie, a consacré définitivement aussi le triomphe de la propriété personnelle. Les biens seigneuriaux et souvent communaux furent vendus... on sait dans quelles conditions. Combien de riches familles campagnardes, nobles contemporaines, ont cette spoliation comme origine de leur fortune. La Convention vota, le 18 mars 1793, une loi punissant de mort quiconque s'occuperait de la question agraire dans un sens contraire à la propriété. C'était le digne pendant de la loi interdisant les coalitions ouvrières, sous même peine.

Le régime de la propriété capitaliste est devenu, depuis, à peu près universel. Rapidement, la propriété individuelle a mis la main sur presque tout le sol de la planète. Le colonialisme lui a permis de s'étendre sur de vastes étendues, de constituer d'immenses domaines dans les pays conquis par les armes sur des indigènes incapables de se défendre. Si les pays capitalistes continuent encore un certain temps, les derniers restes de la propriété commune auront disparu. Les longs, pénibles et parfois violents conflits entre les ouvriers de l'industrie et leurs exploiters ont relégué un peu dans l'oubli, dans les pays industriels, cette brûlante question agraire. Elle ne s'en pose pas moins avec une grande acuité. D'abord, parce que, tant que le sol appartiendra à la bourgeoisie terrienne, sœur de l'autre, toutes les améliorations obtenues, toutes les tentatives d'émancipation, même les coopératives de production et de consommation, sont vouées à un échec plus ou moins lointain.

Les industriels l'ont senti ; ils font tous des efforts pour accaparer la terre, les maisons, la propriété foncière qui leur assure un asservissement plus complet de leurs exploités. Dans beaucoup de villages où un patron s'est installé, il tend automatiquement à devenir le seigneur moderne ; la possession de la terre lui assurant la possession des hommes. L'économie politique bourgeoise s'est beaucoup attachée à démontrer la dispersion de la propriété terrienne, espérant par là donner un vernis de démocratisation à la propriété individuelle. En réalité, dans tous les pays, ceux qui sont possesseurs du sol qu'ils cultivent par eux-mêmes sont une minorité. Les pays de petite propriété, comme la France, comptent à peu près le douzième de leur superficie cultivable — 4 millions d'hectares environ — qui sont dans ce cas. Le reste appartient au domaine de la moyenne ou grande propriété. Le propriétaire cultive parfois lui-même, mais avec le concours de plusieurs salariés, mal payés, exploités honteusement, ou bien, s'il se décharge du travail sur son premier domestique, se contentant de mener la bonne vie en surveillant les travaux, sans y mettre les mains. Les grandes propriétés sont plutôt rares en certains pays, mais en d'autres elles sont la règle, surtout dans les pays neufs. Si le propriétaire a l'esprit entreprenant, il fait pratiquer la culture sur une grande échelle, avec tous les moyens mécaniques que lui permet sa richesse. Autrement, il répartit son domaine en diverses fermes ou métairies, se contentant d'en toucher les revenus, et laissant le travail à d'autres.

Le régime de la propriété individuelle a eu son utilité sociale, poussant au travail du sol, disent certains. Opinion très contestable, quand on voit qu'à travers les âges, bien rarement, le propriétaire cultivait lui-même. La justice du régime de la propriété se soutient difficilement de bonne foi. Outre qu'en toute logique le sol n'étant le produit du travail de personne n'aurait jamais dû être approprié, et que l'ancienneté de cette spoliation ne change rien à son iniquité, le droit de propriété est très discutable au point de vue social.

Les partisans de la propriété prétendent que c'est un droit naturel à l'homme et en même temps un stimulant pour le travail : que, pour cultiver la terre avec amour, le travailleur doit s'en sentir le propriétaire. Si la propriété est un droit naturel, on se demande pourquoi seule une minorité en jouit. Les autres ne sont-ils pas des hommes ? Si elle est un stimulant pour le travail, alors pourquoi la grosse majorité de ceux qui cultivent sont-ils des salariés ou des métayers ? La logique même de cette conception devrait condamner le régime actuel.

Si, quittant le point de vue théorique, nous abordons le point de vue pratique, nous constatons que le régime de la propriété est une entrave au développement de la production agricole. Citons pour mémoire les domaines,

parfois vastes (comme en Angleterre) utilisés seulement en lieu de distraction par de gros richards, alors qu'à côté les malheureux sont dans la misère, n'ayant pas de terre à cultiver. Le progrès technique, si rapide dans l'industrie, a mis beaucoup plus longtemps à pénétrer dans l'agriculture, précisément à cause du morcellement et de la dispersion de la culture. L'agriculture, la vie au village sont restés dans un état anachronique, uniquement dû au régime de la propriété. Toutes les tentatives de révolution technique se heurtaient à l'esprit «particulariste des paysans. Seules, les grandes entreprises agricoles se sont lancées dans la voie du progrès. Les coopératives agricoles sont néanmoins venues secouer un peu cet état d'esprit. Là où le particularisme mettait une barrière à l'évolution normale, la pratique de l'association a apporté de grands changements : utilisation des machines ; achat des engrais ; organisation de la vente supprimant les intermédiaires onéreux qui ravageaient les campagnes. De moins en moins, le paysan va vendre lui-même, au marché voisin, sa production, passant un temps interminable au marchandage. Les coopératives agricoles d'une part ; de grosses maisons de commerce : laiteries, fromageries, sucreries, etc., d'autre part, sont venues régulariser les échanges. La prospérité actuelle des agriculteurs propriétaires provient davantage des nouvelles méthodes de vente et d'achat qui les font maîtres du marché, que d'un rendement meilleur de la production. Si le petit et moyen patronat de la culture a su pallier par l'association aux mauvais effets de son système de production, il n'en reste pas moins que c'est à son bénéfice seul, et qu'une immense classe de prolétaires campagnards reste dans la misère. Il n'en reste pas moins non plus que, produisant dans le seul but du profit personnel, les propriétaires agricoles se soucient peu des grandes questions intéressant la vie économique du pays. Faisant de la politique dans leur organisation, ils préfèrent obtenir des gouvernements des mesures protectionnistes, — cette prime à la routine et à la paresse — plutôt que d'examiner et résoudre les problèmes du ravitaillement général des populations. Par exemple, les colonies ou les pays neufs, considérés comme greniers pour les nations industrielles tendent à s'émanciper de la tutelle industrielle et commerciale des dites nations, et à manufacturer eux-mêmes leurs produits. La répercussion sera l'obligation pour les nations industrielles de retourner au travail agricole, de compter davantage sur leur propre sol. Le régime actuel s'y oppose. Un grand mouvement économique s'opère, tendant à ce que les régions se décentralisent, vivent de leurs propres moyens dans la mesure du possible. Les derniers perfectionnements de la technique agricole, supprimant ou réduisant les désavantages du sol ou du climat, permettant aux régions de se suffire à elles-mêmes dans une large mesure. Beaucoup d'industries vivant sur les produits agricoles industriels auraient intérêt à s'installer, à se lier étroitement, à ne former même qu'une seule exploitation avec la culture.

L'agriculture, en effet, rentre dans le grand courant général de l'évolution économique actuelle. Intimement reliée à l'industrie et aux transports, appelée à se conformer aux nécessités de la consommation et des échanges ; elle ne peut plus rester en dehors presque comme elle le fut trop longtemps de la vie générale. La question agraire n'est plus qu'une fraction de la question sociale, et se résoudra avec elle. Le système de la propriété est depuis longtemps condamné par les esprits clairvoyants. Il ne se justifie plus que par le maintien des privilèges. Il est un obstacle à la justice sociale aussi bien qu'au progrès technique et moral. Il doit disparaître. Le collectivisme ou communisme autoritaire a proposé la solution de la nationalisation du

sol qui permettrait la culture en grand, avec application du machinisme et de tous les perfectionnements techniques. Mais ce système est jugé. L'expérience bolcheviste l'a condamné. Si le travail fonctionnarisé peut encore plus ou moins mal fonctionner dans la grande industrie, il est absolument inapte à la production dans l'agriculture, où chaque travailleur doit montrer de l'initiative, où le contrôle des chefs est pratiquement impossible. Après des tentatives de nationalisation du sol, les bolchevistes ont dû avouer leur défaite, et laisser libre champ à la propriété capitaliste pratiquement supérieure au système de la centralisation, ce qui n'est pas peu dire. Il fallait d'ailleurs une singulière méconnaissance de l'agriculture pour préconiser la production agricole étatiste, alors que les « mammoth farms » des Etats-Unis et du Canada, immenses domaines, se décentralisent et en viennent à la culture plus intensive, après expérience d'un siècle. Le régime centraliste, déjà néfaste dans l'industrie, serait un complet désastre dans l'agriculture qui a besoin d'une organisation plus souple, laissant davantage de place à l'initiative.

La question agraire a été jusqu'ici un peu négligée par les anarchistes. Il existe néanmoins de bons travaux de Kropotkine. Si l'on tient compte de sa tendance très marquée à l'optimisme, les études qu'il a faites et les conclusions qu'il a fournies peuvent servir de solide base doctrinale à la question agraire envisagée du point de vue anarchiste. Décentralisation, régionalisme, fusion dans le sein de la Commune anarchiste (circonscription territoriale d'une certaine étude) des éléments de la production agricole et industrielle ; mise sur un pied d'égalité au sein de la Commune libre des associations de travailleurs agricoles et industriels, qui peuvent être alternativement l'un ou l'autre (deux ou plusieurs professions étant un bien pour l'individu). Au lieu du travail parcellaire, production assurée par la Commune avec tous les moyens dont elle dispose et toute la main-d'œuvre nécessaire, permettant de faire du travail agricole, débarrassé de ses pénibles conditions, l'occupation la plus agréable et la plus hygiénique et, probablement, la plus recherchée. Ce coup d'œil sur l'avenir n'est qu'une continuation de l'évolution actuelle.

L'agriculture tend à s'intégrer dans la vie générale. Les syndicats et les coopératives agricoles préparent le terrain à l'association libre de demain. Face à ces syndicats d'exploiteurs, des organisations de prolétaires ou de petits propriétaires se formeront, se forment même. Les organismes commerciaux qui régularisent l'échange des produits agricoles : laiteries, fromageries, boulangeries ou meuneries coopératives, etc., indiquent la voie à suivre et à perfectionner. D'autre part, la tendance à monter certaines industries dans les campagnes, la décentralisation provoquée par les applications de l'électricité, par l'usage de l'automobile, etc., tend à redonner aux campagnes une vitalité que le capitalisme leur avait ravie. Voici suffisamment de matériaux pour construire la Commune anarchiste agricole et industrielle à la fois. Les nombreux prolétaires des campagnes, joints aux prolétaires des petits centres ou des villes, de provenance paysanne, sont des éléments suffisants pour ne pas craindre un boycottage de la production agricole par la minorité d'exploiteurs de la campagne. La révolution libertaire n'apparaîtra pas dans les villages sous la forme d'un policier ou d'un réquisiteur, mais sous les apparences de solides compagnons, armés d'outils de travail, de machines, et venant tendre la main aux exploités des champs pour organiser ensemble la société nouvelle. — Georges BASTIEN.

AGRICOLE (Le travail). L'histoire des travailleurs agricoles est, certes, à travers les âges, la plus doulou-

reuse. Dans cette période, comprenant de nombreux siècles, période non encore résolue malheureusement, la violence et l'intrigue, la brutalité ou la duplicité, ont asservi les corporations pacifiques qui œuvraient pour permettre à l'humanité de vivre. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le travail en général, et le travail agricole en particulier, est méprisé par ceux qui vivent en parasites sur le corps social. La ruse du prêtre, du législateur ou de l'homme politique, la violence du guerrier ont tenu en asservissement les producteurs.

Le travail agricole surtout a été le lot des déshérités à travers les âges. L'Égypte avait ses hordes d'esclaves qui labouraient le sol avec un instrument des plus primitifs, marchant et manœuvrant en cadence sous les ordres d'un chef, le fouet à la main. La Grèce n'a eu figure de nation civilisée que grâce aux esclaves qui cultivaient la terre pendant que les citoyens se livraient aux arts, à l'étude, à la guerre ou aux plaisirs. Rome a eu ses légions d'esclaves, vil troupeau cultivant pour que les patriciens puissent étaler leur luxe. Travailler la terre était le lot des captifs de guerre réduits en esclavage. On oublie trop, en parlant de cette période, que cette civilisation était supportée par la besogne obscure, exténuante, de millions de malheureux, que les philosophes eux-mêmes, tant pris comme modèles, n'ont pas daigné considérer comme des hommes. L'immense poussée révolutionnaire, dont le christianisme n'a été qu'un des côtés mystiques, arriva à faire reconnaître aux esclaves certains droits. Les esclaves devinrent des serfs. Des citoyens de l'empire, plébéiens, ruinés, se firent « colons » des riches, situation sociale guère différente de celle de serfs. Les Germains ou barbares avaient des « lites », sortes de colons, et des esclaves. Le tout se fondit peu à peu dans la pratique féodale du servage. L'homme qui cultivait la terre travaillait pour son maître, lequel, avec quelques formalités rarement respectées, avait tout droit sur sa liberté et même sa vie. Le recul de la féodalité devant la royauté ; la naissance d'une bourgeoisie qui, partie des villes, prit pied dans les campagnes ; joints à quelques sanglants épisodes révolutionnaires, comme la Jacquerie, atténuèrent un peu la situation des serfs agricoles, mais il faut arriver à la révolution de 1789, point de départ d'une grande évolution, pour que le prolétariat se substitue peu à peu, en Europe, au servage.

Ce qui n'empêcha pas, jusqu'à une période toute récente, bien avant dans le XIX^e siècle, les gros propriétaires de domaines coloniaux, en Amérique surtout, de pratiquer l'esclavage des noirs. Ce lourd passé de servitudes et de misères pèse encore sur le prolétariat agricole qui a beaucoup plus de peine que le prolétariat urbain à entrer dans la voie des améliorations matérielles, morales et intellectuelles. Le régime foncier des nations étant la base même de l'économie sociale en général ; détenir les sources de la production terrienne étant la fondation de l'édifice autoritaire de la société, aucun effort des partis et classes de conservation sociale n'a été négligé pour tenir les prolétaires agricoles dans une situation d'infériorité. Le catéchisme surtout est une des raisons premières de la passivité des habitants pauvres des campagnes. D'autre part, la division extrême des entreprises agricoles, l'étroitesse d'esprit des patrons servis par les autorités civiles ou religieuses, la difficulté matérielle des prolétaires en villages à s'organiser, ont entravé l'esprit de revendications des travailleurs des champs, dont beaucoup ont préféré l'existence d'ouvriers de l'industrie.

Ce qui a dépeuplé les campagnes, c'est surtout la condition misérable dans laquelle on a tenté (et relativement réussi) de maintenir ses habitants pauvres. Le travail des champs est plus sain, plus

hygiénique, moins abrutissant que le travail de l'usine. Si l'on n'imposait pas à ces prolétaires des salaires de famine et d'interminables journées de travail, ils n'auraient pas déserté la campagne pour la ville. Si le travail y eût été aussi bien rétribué et que des loisirs eussent été accordés, l'instruction, les distractions, les commodités de la vie moderne eussent aussi bien pénétré au village qu'à la ville. Mais dans notre société basée sur le profit, les œuvres de récréation et de relèvement fuient les endroits où la rémunération ne viendrait pas récompenser les efforts et dépenses. Une grosse erreur a généralement couru : c'est que le paysan est en général propriétaire. Or, la réalité, basée sur des statistiques officielles, c'est que plus des trois quarts des habitants des campagnes n'ont aucun propriété ou ne sont possesseurs que d'une ridicule et insuffisante portion de terrain, juste de quoi bâtir une maison et récolter quelques légumes. Par leurs propres moyens, les possesseurs du sol seraient à peine en état d'en cultiver 20 à 25 %. Le reste, c'est un misérable prolétariat qui le met en exploitation. Le prolétariat agricole peut se classer en trois grandes catégories. La première, c'est celle des ouvriers attachés en permanence à l'exploitation, celle des domestiques de ferme. A toute heure, ils sont à la disposition du patron ; levés tôt, couchés tard, mal nourris, encore plus mal couchés.

Cette position ne peut guère convenir qu'aux célibataires des deux sexes et aux personnes dénuées de tout esprit d'indépendance. A notre époque, où la vieille ferme familiale a disparu, le patron est devenu un bourgeois, et l'ouvrier, le domestique, vit et mange à l'écart. Le premier domestique remplace souvent techniquement le patron qui ne s'occupe de son entreprise qu'au point de vue rapport. La deuxième catégorie, c'est celle dite des journaliers agricoles. Ceux-là vivent dans des masures et vont s'embaucher chez les propriétaires pour une ou quelques journées, quelques semaines rarement. Ceux-là connaissent de durs chômages, dans la saison où la culture a moins besoin de bras. Ils vivent de charité, se débrouillent comme ils le peuvent, connaissant toujours la misère. Même quand ils travaillent, on les paye très mal. Heureux s'ils ont su garder un petit lopin de terre à eux leur permettant de manger des pommes de terre et quelques légumes ! Dans les contrées les plus riches en culture, le paradoxe d'un prolétariat misérable est ce qu'il y a de plus choquant. Enfin, la troisième catégorie est celle des travailleurs intermittents : de ceux qui viennent pour les « coups de feu » de la culture : la moisson, la vendange, l'arrachage des betteraves ou des pommes de terre, etc. Dans les pays à culture extensive sur les vastes propriétés, ce prolétariat domine. On l'embauche à l'époque des grands travaux ; une fois ceux-ci terminés, on les renvoie et ils vont ailleurs à l'aventure. Le développement extrême du machinisme tend d'ailleurs à réduire chaque année cet élément, sans que toutefois on puisse l'éliminer tout à fait.

En résumé, l'existence de tous les prolétaires agricoles est dénuée de charme, de confort, de liberté, de bien-être et de sécurité. Ils ont fui vers la ville. En même temps, voulant profiter d'une main-d'œuvre au rabais, des industriels ont établi des usines en pleine campagne, attirant encore certains travailleurs agricoles. Également sont partis ou en train de partir les artisans villageois : le forgeron, le charron, le maréchal et autres spécialistes. Leur outillage n'est plus suffisant pour le machinisme actuel. C'est la maison établie au chef-lieu ou à la ville qui fait les réparations. Les transports s'étant beaucoup améliorés et disséminés ont rendu plus faciles les relations entre villes et campagnes, ce qui permet aisément de traiter à la ville ce qu'on faisait jadis à la commune. En beau-

coup de pays, on fait venir les prolétaires étrangers pour remplacer la main-d'œuvre indigène fuyante, mais c'est retarder la question et non la résoudre ; l'étranger ne se fixant que pour un temps, et, aussitôt acclimaté et adapté, courant ailleurs chercher mieux. Cette question du recrutement de la main-d'œuvre agricole est un grave problème pour les pays industriels. Ne voulant pas donner les améliorations nécessaires à rétablir l'équilibre, les exploiters ne trouvent que des solutions aléatoires et provisoires. Et puis, il est bien difficile à notre époque de relations faciles et d'instruction générale, où l'habitude du déplacement gagne chaque jour du terrain, de maintenir la cloison entre la ville et la campagne et de baser un état social sur l'infériorité d'une nombreuse classe de malheureux. C'est encore une frontière que l'évolution fait disparaître et que les mesures de conservation sociale ne maintiendront plus longtemps. Grâce aux développements du machinisme, le travail agricole tend à se rapprocher du travail industriel. Dans une ferme relativement bien outillée, le rendement d'un producteur est de 300 à 400 % de ce qu'il était avec le travail manuel (ces chiffres sont plutôt au-dessous de la vérité). Aucune raison n'existe donc plus pour ne pas faire bénéficier les campagnards pauvres de cette transformation. A condition de durée et de fatigue égales, le travail agricole, en plein air, est préférable au labeur dans les usines.

Les facilités de transport peuvent permettre ou de donner au villageois la possibilité d'aller à la ville chercher ce qui lui manque ou même au citadin d'aller aux champs travailler. Les régimes autoritaires ont toujours tenté d'établir des barrières entre les hommes pour les empêcher de s'associer. La conception anarchiste, qui place la commune à la base de son organisation économique, abolira ces frontières. Elle élèvera le travail agricole au même rang que les autres. Alors que les collectivistes (ou bolchevistes) ont rêvé d'armées industrielles allant cultiver les champs sur l'ordre de chefs ; la libre association libertaire, la Commune anarchiste amalgamera harmonieusement la production agricole et l'industrielle qui, d'ailleurs, sont inextricablement liées. Elle appellera le prolétaire agricole à prendre place dans la grande famille communale. Le rêve de certains penseurs réalistes verra probablement le jour : les travailleurs des usines, pour échapper un moment à l'atmosphère de la fabrique, pour se retremper au sein de la nature, arrêtant pour quelque temps leur travail pour aller donner le coup de main aux frères des champs. Quelle immense réforme pour la santé morale et physique des citadins ! Cette transformation du travail agricole rendu agréable et peu fatigant par l'emploi des forces mécaniques, chimiques, etc., cette liaison étroite entre la ville et la campagne s'opère aujourd'hui, mais bien lentement, car le régime social y voit un danger pour son existence. La propriété accumule les obstacles sur la route de l'évolution qui libérera le travail agricole en même temps que les autres prolétaires. La Commune anarchiste balayera ces obstacles et en quelques années établira un régime totalement nouveau, ayant fusionné tous les travailleurs libres dans une étroite solidarité. — Georges BASTIEN.

AGRICULTURE n. f. C'est l'art de produire dans cette usine qu'on appelle la terre, le sol, non seulement tout ce qui est nécessaire à l'alimentation de l'être humain et, au surplus, du règne animal, depuis le plus colossal éléphant jusqu'au plus petit des insectes, mais encore de fournir aux industries les matières premières pour la fabrication du vêtement, de la chaussure, des outillages et machines diverses de toutes sortes, employées tant dans l'agriculture elle-même que

dans les diverses industries, le sous-sol nous fournissant tous les métaux, le charbon, le pétrole, etc. L'agriculture est un art, disons-nous, et qui, par ce fait même, nécessite un outillage pour l'exécution des travaux qui constituent les façons culturales qu'il faut préalablement donner au sol avant de lui confier semences ou plantations, si on ne veut pas avoir un insuccès complet. Cet art nécessite en outre des connaissances techniques et scientifiques étendues, variées et solides, que doivent posséder à un très haut degré nos professeurs d'agriculture et nos ingénieurs agronomes. L'agriculture est donc et surtout la mère nourricière de l'espèce humaine ; elle nous fournit le blé dont nous faisons le pain, et tous les autres céréales que nous employons à la nourriture de nos divers animaux domestiques ; elle nous fournit les produits de la vigne, avec les raisins de laquelle nous faisons de si bons desserts, des vins exquis, des eaux-de-vie délicieuses, cognacs et armagnacs, et des alcools avec lesquels nous fabriquons de si excellentes liqueurs ; elle nous donne des légumes de toutes les espèces, des viandes de toute sorte, des fruits des goûts les plus divers ; elle nous permet de fabriquer des conserves alimentaires de tout genre avec ces fruits, viandes ou légumes ; elle nous donne encore les sucres, thés, cafés, chocolats, les parfums les plus exquis, comme la vanille, et les remèdes les plus précieux qu'emploie la médecine humaine et vétérinaire pour la guérison des maladies ; en un mot, grâce aux produits si variés que nous fournit l'agriculture, les tables des gourmets les plus exigeants et les plus délicats sont toujours chargées de mets ou de desserts qui leur donnent pleine et entière satisfaction. Mais pour que les diverses plantes, herbes, arbres ou arbustes, dont nous recouvrons la surface de la terre en vue d'en récolter les divers produits dont nous venons de parler puissent croître normalement et atteindre leur développement intégral, il est absolument indispensable que leurs racines trouvent dans le sol une abondante nourriture pour fournir aux besoins de leur luxuriante végétation, tout comme les hommes et les animaux ont besoin d'être nourris pour vivre. On appelle engrais ces matières qui, mélangées au sol par les travaux des façons culturales, fournissent aux végétaux, par l'intermédiaire de leurs racines, qui sont leurs bouches absorbantes, la nourriture abondante qui permet leur développement normal. La nature qui fournit ces engrais, ce sont tous les débris et déchets du règne végétal et du règne animal qui, atteints par la mort et tombant en décomposition, sont mélangés au sol dans le sein duquel, sous l'influence des acides qu'il contient, s'en réalise la nitrification qui les rend propres à être assimilés par les végétaux. Ces engrais ce sont les engrais *humifères*, ils sont indispensables au développement des végétaux.

Il existe encore des engrais minéraux, dont nous aurons l'occasion de parler à la fin de cette étude. Ces explications sur les principes fondamentaux qui servent de base à l'agriculture, n'ont pour but que de donner au néophyte étranger à ces questions et aux habitants des villes, une idée, aussi simple que possible, de ce qu'est la production agricole et de son immense importance dans la vie de l'humanité, et non de faire un cours d'agronomie. Cette étude a pour but : 1° de montrer clairement ce qu'ont été et ce que sont encore présentement et l'agriculture et l'ouvrier agricole, la terre appartenant à quelques-uns constitués en classe ; et 2° ce que seront demain l'agriculture et le travailleur agricole, la terre appartenant à tous, à la collectivité, les classes ayant disparu. Sous l'époque romaine, les propriétaires faisaient travailler leurs terres par leurs esclaves ; pendant le moyen-âge, les nobles seigneurs et l'église, qui possédaient toute la terre, la faisaient travailler par leurs serfs, qui, comme un vil bétail, étaient

vendus et achetés avec la terre elle-même. L'outillage agricole était tout à fait rudimentaire, il n'y avait aucune espèce de machines, tous les travaux étaient manuels et nécessitaient beaucoup de temps et énormément de peine pour leur exécution. On ne disposait que de très peu d'engrais et, par ce fait même, les récoltes étaient très réduites et ne pouvaient suffire à nourrir tout le monde ; la disette régnait en permanence, et la famine arrivait tous les trois ou quatre ans, quelquefois plus souvent. Rien ne saurait nous donner une idée plus exacte de la condition de vie misérable du travailleur agricole, du paysan, en ces temps maudits, que le portrait fidèle que nous en a laissé La Bruyère : « Il est, dans nos campagnes, des animaux mâles et femelles ; ils sont noirs, livides, courbés vers la terre qu'ils fouillent continuellement ; quand ils se dressent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine et, en effet, ils sont des hommes ; ils se retirent la nuit dans des tanières. Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer et de récolter pour vivre, ils ne devraient donc pas manquer de ce pain noir qu'ils ont semé. Et ils en manquent le plus souvent ». Lors de la grande révolution de 1789, la terre changea de maîtres. La bourgeoisie d'alors s'empara de tous les biens de la noblesse et du clergé, qui étaient immenses et se les approprièrent, ne laissant au peuple, auquel on avait promis bien-être et liberté, que celle de crever de faim comme devant et d'aller travailler chez ses nouveaux maîtres avec un salaire de 4 sous par jour, et, pour nourriture, du pain de maïs, souvent moisi, avec des oignons et des gousses d'ail, et pour toute boisson, de la mauvaise piquette ou de l'eau ; et, avec cela, des journées de 16 à 18 heures en été, d'un travail épuisant, parce qu'exécuté sans machines et absolument manuel.

Le machinisme agricole n'existait pas encore et les propriétaires faisaient labourer leurs terres avec des araires de bois trainées par un attelage de bœufs dans le Sud-Ouest, et de chevaux dans le Nord et le Centre de la France. La petite et la moyenne propriété s'instaurèrent, dans certaines contrées de la France, après la Révolution. Cette accession à la petite et la moyenne propriété a dû être favorisée par les gouvernements qui se sont succédé depuis, pour des raisons d'ordre gouvernemental, en vue de faciliter l'exploitation du peuple et de mettre tous les grands propriétaires terriens à l'abri de tout semblant de révolte capable de succès de la part des exploités ; car la mentalité du petit et du moyen propriétaire, grâce à l'ignorance cruelle dans laquelle on les a soigneusement maintenus, lui a fait croire qu'il est seigneur et roi dans son petit domaine ; pauvre roi brimé, taillable à miséricorde et à merci, livré sans défense par son isolement à toutes les exploitations, de l'Etat d'abord, des mercantis de toute sorte, et de tous ces écumeurs qui parcoururent les campagnes ; marchands d'engrais sans valeur et de toutes sortes d'autres produits de même acabit, qui font de très bonnes affaires à son détriment. En outre de cela, le principe de la propriété individuelle a engendré dans son cerveau et dans son cœur toutes les tares, tous les vices qui sont la résultante néfaste de ce nocif principe : cupidité, égoïsme, annihilation de tout sentiment de solidarité et d'union. Une telle mentalité rend à peu près impossible toute tentative d'émancipation. La petite et la moyenne propriété, en donnant à leurs tenanciers une mentalité de bourgeois rivent solidement leurs chaînes et les condamnent à être les victimes de toutes les exploitations, tout en consolidant dans la plus large mesure tous les privilèges de la société capitaliste en fournissant à celle-ci l'appui inconscient de ces millions de propriétaires prolétaires. La petite et la moyenne propriété sont encore un grand obstacle au progrès

agricole, en ce sens qu'elles rendent à peu près impossible l'emploi du machinisme par la double raison que l'emploi des machines est impossible dans les parcelles de petite contenance dont elles disposent, notamment pour les labours mécaniques, et en outre que l'amortissement du capital outillage mécanique grèverait le prix de revient du produit dans de trop grandes proportions. Dans les pays à grande exploitation, l'outillage mécanique fut employé à peu près aussitôt son apparition et cela par nécessité, en vue de réduire le prix de revient. Mais cet emploi de la machine, dans les mains du capitalisme, n'améliora pas le sort du travailleur agricole, mal payé, mal nourri, très mal nourri et travaillant beaucoup et longtemps, sous la pluie et le soleil. Tel fut et tel est encore son destin ; l'emploi du machinisme augmenta les bénéfices du propriétaire, mais n'améliora nullement le sort de l'ouvrier agricole. Dans les pays de petite et moyenne culture, les propriétaires se souciaient très peu même de l'emploi des machines qui auraient pu servir dans leurs exploitations : la main-d'œuvre était abondante et à très bon marché, l'ouvrier travaillait, surtout en été, de 16 à 18 heures par jour, et était très mal nourri ; les propriétaires faisaient de bonnes affaires, et cela dura jusqu'en 1914. Cette date fait époque dans la vie de l'humanité et clôture la vieille période de l'organisation de la production agricole par le travail manuel, c'est-à-dire sans machinisme. La grande guerre envoya dans les tranchées tous les travailleurs agricoles, d'où bien peu revinrent, sinon mutilés ou portant les germes de maladies, tuberculose ou autres, qui les ont décimés rapidement. D'un autre côté, l'exode intense des travailleurs agricoles dans les villes, où ils trouvent des conditions de travail meilleures et une existence moins pénible, ont encore aggravé cette situation, de sorte qu'à l'heure actuelle, la pénurie de main-d'œuvre agricole est des plus intenses. Dans les pays à grandes exploitations, cela se passera comme par le passé : un petit personnel, armé de toutes les machines perfectionnées que nous possédons déjà, fera énormément de bonne besogne en très peu de temps ; mais dans toutes les contrées où existent en masse la petite et la moyenne propriété, c'est la décadence absolue qui attend l'agriculture. Le petit propriétaire qui cultive lui-même sa terre vivote tant bien que mal en travaillant beaucoup, mais le moyen propriétaire, obligé d'employer de la main-d'œuvre étrangère, ne la trouvera pas, ou ne pourra plus la payer, faute de pouvoir la faire travailler à la machine, et il en sera réduit à abandonner la culture du blé et autres céréales, des légumes, des vergers, d'arbres fruitiers, voire même de la vigne, qui exige pas mal de personnel ; il faudra qu'il fasse des prairies et qu'il s'adonne exclusivement à l'élevage du gros bétail ou des moutons, suivant les cas. Cela ne fera qu'aggraver les conditions d'existence que la vie chère crée aux malheureux travailleurs de la ville et des champs, car les salaires, malgré tout, sont très rarement en rapport avec le coût de la vie ; car, si la viande devient un peu plus abondante et un peu meilleur marché, par contre les légumes et le pain deviennent plus rares et, partant, plus chers.

Le remède à cette situation serait, pour ces contrées, dans l'établissement de vastes propriétés collectives avec abolition du salariat ; la rémunération du travail assurée, déduction faite de tous les frais de culture, par le partage du bénéfice global net entre toutes les journées de travail fournies par les divers individus qui auraient collaboré à sa production. Mais la mentalité arriérée de nos petits et moyens propriétaires, imbus de tous les principes de la société capitaliste, ne leur permettra jamais d'employer cette dernière planche de salut, tant pis pour eux ! Nous venons

de voir ce qu'a été et ce que sont encore présentement l'agriculture et le travailleur agricole, la terre étant la propriété de quelques-uns, constitués en classe. Nous allons examiner maintenant ce que seront demain l'agriculture et le travailleur agricole, la terre appartenant également à tous, à la collectivité, les classes ayant disparu. Le peuple des travailleurs, tant agricoles qu'industriels, enfin parvenu à l'usage de la raison et las de n'être qu'un troupeau de misérables esclaves, guidé par son simple bon sens, a eu la sagesse et le courage de chasser ses exploiters ; le prolétariat a pris possession de tous les moyens de production et de transport, du sol et du sous-sol qui désormais appartiennent à la collectivité. Immédiatement, les cultivateurs se sont mis à organiser leur vie dans le sens du mieux-être, de la justice, de la solidarité et de la fraternité. La révolution économique est maintenant un fait accompli, et notre agriculture va voir naître l'ère de la plus grande prospérité que non seulement elle ait jamais connue, mais qu'il soit possible de concevoir, et cela pour le plus grand bien de l'humanité tout entière. Désormais, plus de privilèges, ni de parasites, qui consomment sans rien produire, plus de riches ni de pauvres, plus d'argent ni d'or, pour la possession desquels se sont perpétrés tant de crimes, mais seulement des producteurs qui seront consommateurs, tous les valides à la production, dans la mesure de leurs forces et à la consommation selon leurs besoins. Les invalides, les vieillards et les enfants vivent sur le travail de la collectivité. Le travail est collectif, c'est-à-dire exécuté en commun et la consommation est familiale, en particulier, chacun chez soi. Chaque commune comprend un ou plusieurs groupes agricoles, ou soviets, peu importe le nom, suivant son étendue territoriale. Chaque groupe agricole comprend un nombre suffisant d'habitants pour que soit toujours assurée en temps opportun l'exécution de tous les divers travaux agricoles et en même temps tous les travaux d'intérieur de ferme : soins à donner aux divers animaux domestiques, etc., etc., et les travaux de ménage dans chaque famille du groupe, de manière que tous les travailleurs dont il se compose aient constamment à leur disposition : bonne table, bon gîte et travail rationnel, c'est-à-dire ne nécessitant que peu d'efforts et d'une durée relativement courte, permettant tout le repos nécessaire et les récréations dont tout le monde a besoin, le travailleur agricole n'étant pas un illettré comme le furent ses malheureux ancêtres, mais un homme instruit, vivant sa vie intellectuelle, sa vie du cerveau. Chaque groupe agricole s'adonnera à la culture de ce qui vient le mieux sur son sol et y donne les meilleurs résultats.

Nous avons dit tout à l'heure que la révolution économique réalisée (et il ne peut y en avoir une autre qui mérite réellement ce qualificatif, toutes celles que nous avons vues se glorifier effrontément de ce nom n'ont été qu'un ôte-toi de là que je m'y mette, telles celle de 1789 et la malheureuse révolution de Russie, en 1917) il n'y aurait plus ni parasites ni privilèges, nous devons dire aussi qu'il n'y aurait plus de gouvernants, les mains armées d'une autorité coercitive néfaste ; le principe d'autorité est expulsé de la société nouvelle au même titre que l'or et l'argent et la propriété individuelle. Dans cette société de demain, le nocif principe d'autorité sera remplacé par le bienfaisant devoir d'enseigner à ses semblables tout ce que l'on sait pouvoir leur être utile pour accroître leur bien-être matériel et moral, leur bonheur.

La première préoccupation de la population de chaque groupe agricole sera de pourvoir à tous les besoins matériels de la vie et de mettre leur produc-

tion agricole en mesure de faire face à tous ces besoins.

Pour cela, aidés des conseils des professeurs d'agriculture et des ingénieurs agronomes, secondés par l'expérience des meilleurs techniciens et praticiens que compte leur population, sans négliger le concours des amis des autres groupes voisins, ils organiseront leur production selon les données scientifiques acquises et profiteront de toutes les découvertes de la science pour augmenter les rendements, tout en diminuant l'effort personnel, et cela indéfiniment. S'ils sont dans des pays où existait précédemment la petite ou la moyenne culture, ils s'arrangeront à disposer leur sol en parcelles assez vastes pour l'emploi de tous les outils et machines que comprend actuellement notre matériel mécanique agricole, déjà bien perfectionné, mais qui le deviendra toujours de plus en plus, grâce aux découvertes de jour en jour plus merveilleuses de la science en vue d'augmenter le rendement tout en diminuant l'effort personnel, ce qui se traduit par ce résultat : augmentation du bien-être pour l'humanité. Chaque groupe agricole sera muni de tout le matériel mécanique nécessaire et spécialement propre à satisfaire à tous les besoins du genre de culture auquel il se livre et tous les travaux seront faits en commun sous la direction des ingénieurs agronomes comme nous l'avons dit ci-dessus. Par ce moyen, il se fera une énorme quantité de travail en très peu de temps, l'exécution de ce travail ne nécessitera que très peu d'effort personnel, les heures de labeur pourront être réduites dans une énorme proportion : 4 à 5 heures par journée suffiront à faire toute la besogne.

Dans les temps de fortes chaleurs, au dos du siège de chaque machine sera adapté un parasol qui servira à protéger le conducteur contre les rayons trop brûlants du soleil. A l'heure où nous écrivons, la plupart de nos machines agricoles sont entraînées par des attelages de bœufs ou de chevaux ; dans un temps donné relativement court, elles auront comme force motrice des moteurs à essence, et un pas de plus, toutes ces machines seront actionnées par la force électrique. Oui, avant bien longtemps, grâce au secours de la science, la force motrice électrique remplacera toutes les autres, et l'électricité servira encore à nous éclairer, à chauffer nos maisons et à cuire nos aliments. Nous avons dit tout à l'heure que notre outillage mécanique se perfectionnerait toujours de plus en plus, grâce au secours de la science ; cela est incontestable et notre vieille charrue brabant elle-même sera abandonnée et remplacée par des outils qui feront un meilleur travail et nécessiteront beaucoup moins de force de traction. Les rotatives qui n'existent pas encore ne tarderont pas à voir le jour. Les labours en brabants et autres charrues plus légères nécessitent pour l'ameublissement du sol une aération de plusieurs semaines, quelquefois de plusieurs mois, ce qui est un grave inconvénient parce qu'elles découpent et soulèvent la terre en tranches trop épaisses, et c'est pour obvier à cet inconvénient qu'on ne tardera pas à construire les charrues rotatives : défonceuse, laboureuse et bineuse.

Imaginez-vous un appareil muni d'un rouleau, d'un cylindre en fer ou en bois, tournant avec rapidité et armé de petites piochettes, plus ou moins puissantes selon la profondeur du labour, qui découpent la terre en tranches de 4 à 5 centimètres d'épaisseur et la rejettent derrière l'appareil. La défonceuse attaque le sol à 40 centimètres de profondeur, la laboureuse de 10 à 20 centimètres, suivant les cas et la bineuse rotative ne faisant qu'égratigner la surface du sol à 4 ou 5 centimètres de profondeur, tout en le débarrassant de toutes les mauvaises herbes qui le couvrent. La défonceuse et la laboureuse rotatives auront le grand avantage de permettre l'ensemencement ou la plantation sur le sol,

immédiatement après le passage de l'instrument, qui le laissera dans un état d'ameublissement complet, tout en enfouissant dans son sein tous les engrais dont on l'aura recouvert à l'avance. Et c'est ainsi qu'avec l'outillage mécanique, on ne saurait trop le répéter, nous pouvons faire énormément de besogne dans très peu de temps et avec peu d'effort personnel. Mais tous les travaux ne peuvent pas se faire à la machine, notamment la cueillette du raisin et de la plupart des fruits, la taille de la vigne et des arbres fruitiers; mais, comme tous ces travaux sont légers, peu pénibles, tout le monde accepte de les faire avec plaisir, il faut seulement plus de personnel.

Et maintenant, nous allons nous occuper des engrais minéraux, dits engrais chimiques. Nous avons parlé au début de cette étude des engrais provenant de tous les déchets du règne végétal et animal qui, une fois décomposés, constituent les engrais dits humifères, indispensables au développement des végétaux; mais l'analyse nous démontre que dans la structure des végétaux il entre une certaine dose d'acide phosphorique, de potasse, d'azote et de chaux. La science a trouvé le moyen de nous fournir en aussi grandes quantités qu'il est nécessaire ces matières qui entrent dans la composition des plantes, et c'est le sous-sol qui va nous en donner trois : l'acide phosphorique, la potasse et la chaux.

Nous trouvons en France des gisements importants de phosphates qui, moulus et traités par l'acide sulfurique, nous donnent les superphosphates, fournissant l'acide phosphorique aux plantes; les gisements des phosphates d'Algérie sont immenses. Les gisements des potasses d'Alsace sont aussi infiniment importants; quant à la chaux, on la trouve partout; les roches calcaires abondent. Il reste l'azote; il ne se trouve guère que dans les déchets du règne animal et végétal, mais la science est déjà arrivée à puiser cet élément, pour faire l'engrais azoté, à sa source la plus abondante : dans l'atmosphère même dont est entouré notre globe, l'azote de l'air.

Ainsi, grâce à la science, nous sommes pourvus en abondance de tous les éléments de fertilisation de nos sols, sans lesquels, malgré toutes les façons culturales les mieux appropriées, nous n'obtiendrions que très maigres récoltes. Pour l'élément azoté, nous aurions encore une autre ressource : la culture de certaines légumineuses. On sait que les légumineuses puisent leur azote dans l'air, et l'enfouissement en vert de ces légumineuses enrichit le sol de tout l'azote qu'elles contiennent : c'est ce qu'on appelle les engrais verts. En dehors de tous ces engrais, il y a encore ce qu'on appelle les stimulants de la végétation dont l'étude n'est encore qu'ébauchée : la magnésie, le soufre, dans certaines conditions, activent la végétation et la rendent plus luxuriante. Bientôt, les expériences scientifiques allongeront cette liste des stimulants, tout en faisant connaître les moyens pratiques de les employer. D'autres essais ou expériences ont été tentés, en soumettant la végétation à l'influence des courants électriques; dans certaines circonstances, on a obtenu des résultats merveilleux, une végétation abondante. Des carottes sont devenues comme de grosses betteraves; dans d'autres circonstances, le résultat a été une dépression de la végétation. Dans un avenir prochain, l'expérience scientifique éclairera toutes ces questions. Maintenant, tous nos groupes agricoles sont organisés et ont entre les mains tous les éléments nécessaires machines et engrais, pour produire abondamment tout ce qui est nécessaire à l'alimentation de la population et des animaux domestiques.

C'est le moment de dire que dans chaque groupe on a organisé la préparation de conserves alimentaires de toute sorte; viandes, légumes et fruits divers, mar-

melades et confitures de tous genres, en sorte que pendant la saison hivernale, les légumes verts : pois, haricots, fèves, lentilles, etc., ne manqueront jamais à la bonne cuisine, et alors les travailleurs agricoles, de même que leurs frères de l'industrie, jouiront d'un bien-être matériel allant toujours s'élargissant et que n'auraient jamais pu soupçonner leurs ancêtres, les vieux parias de l'ancienne société capitaliste. A la Révolution, les prolétaires ayant pris possession de tous les moyens de transport, les échanges de produits d'un groupe à l'autre, d'une contrée à l'autre, et jusqu'au bout du monde, sont faciles et rapides, de telle sorte que chacun dans l'ensemble a toujours à sa disposition tout ce qui est nécessaire à assurer son bien-être et son bonheur. Liberté et bien-être seront désormais le partage de l'humanité jusqu'à la consommation des siècles. — P. MAUGÉ, *ainé* (Petit Agriculteur).

AGRICULTURE. Le mot agriculture désigne, d'une façon générale, tout ce qui a trait à la technique du travail du sol, dans toutes les branches de la culture et de l'élevage des animaux domestiques. Il est employé pour la partie pratique de cette immense fraction du travail humain, le mot agronomie étant plutôt réservé pour désigner la science théorique et expérimentale s'occupant des questions agricoles. L'agriculture se subdivise en spécialités et catégories différentes, de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que les connaissances exigées pour amener les différentes sortes de culture et d'élevage à un rendement toujours plus intensif, avec des moyens toujours plus perfectionnés, nécessitent une spécialisation du travail. L'agriculture proprement dite ou la grande culture s'occupe principalement des céréales, plantes alimentaires ou industrielles cultivées sur une grande échelle et de l'élevage. La sylviculture est la partie relative aux forêts, à la reproduction et à l'entretien des arbres et arbustes. L'arboriculture a principalement trait aux arbres fruitiers. L'horticulture est le terme indiquant la culture intensive ou maraîchère. L'élevage est une autre importante fraction de l'agriculture avec ses sous-produits : lait, beurre, fromages, etc. Il y a encore des parties spécialisées se rattachant de près à l'agriculture : la pisciculture, élevage des poissons; l'apiculture, élevage des abeilles, etc. C'est une erreur trop généralement ancrée dans les cerveaux superficiels que l'agriculture ne nécessite pas, pour être pratiquée, de grandes connaissances techniques, et que le « paysan » est intellectuellement un homme inférieur à ce point de vue. Cette branche du travail humain, la plus importante et la plus nécessaire, celle qui sert de base à presque toutes les autres en leur fournissant des matières premières; celle de qui dépend la vie physiologique de l'humanité par l'alimentation, doit être considérée comme une industrie et la plus indispensables des industries. L'agriculture fabrique des plantes alimentaires ou industrielles et des animaux, comme la métallurgie fabrique des objets métalliques ou l'industrie du bâtiment construit des maisons. Le développement de certaines industries textiles, fabrication du sucre, etc., a poussé à la culture de certains produits de la terre. D'autre part, les besoins de la civilisation et une population augmentant sans cesse ont contraint l'agriculture à intensifier le rendement, à faire produire un sol beaucoup plus en quantité qu'en qualité et en variété qu'il ne le ferait naturellement.

De nos jours, l'agriculture est devenue une technique qui ne le cède en rien aux autres industries. L'agriculteur doit être doublé d'un agronome. Des connaissances sur la physique, la chimie, la météorologie, la biologie, la physiologie végétale et animale sont indispensables à la bonne administration d'une entreprise agricole. De nombreuses écoles, des établissements

d'expérimentation et de démonstration, des journaux et revues ont été créés sous la pression des besoins. Toutes proportions gardées, l'on trouverait autant, sinon plus, de techniciens qualifiés dans l'agriculture que dans les diverses industries. L'obscurantisme qui a longtemps régné sur les campagnes est en voie d'élimination lente. Certes, le curé est encore tout puissant dans beaucoup de nations. Mais, de moins en moins, l'homme des champs croit aux intercessions divines. Les processions et prières pour éloigner la grêle, la sécheresse, etc., sont des anachronismes devenus excessivement rares. Le cultivateur a appris à compter sur le travail et sur la science, et les connaissances ainsi acquises ont lancé l'agriculture et les populations agricoles dans la grande et rapide évolution de la civilisation. L'agriculture est, sinon la plus ancienne, tout au moins une des plus vieilles industries humaine. L'époque où les hommes se mirent à cultiver la terre se perd dans la nuit de la période préhistorique. On a des preuves d'un certain développement de la culture du blé, en Chine, 28 siècles avant l'ère chrétienne. L'Égypte, dans le temps de sa splendeur, avait reposé sa puissance sur une agriculture très perfectionnée, allant même à la culture intensive. Rome aussi s'intéressa à l'agriculture. On y cultivait les champs une année sur deux. Une des causes profondes de sa décadence est certainement l'abandon de l'agriculture par les Romains pour la guerre ; à tel point que le trésor public devait acheter des grains pour nourrir les Romains. L'insécurité des temps, puis ensuite l'obscurantisme religieux qui arrêta tout progrès technique pendant plus de dix siècles, ne permirent à l'agriculture que des progrès très lents. On en resta longtemps au travail purement musculaire avec un outillage rudimentaire. La traction des charrues par les animaux avait déjà été utilisée par les Grecs. De même la pratique de laisser le sol se reposer resta l'usage. L'utilisation des engrais naturels — que la Chine a tant perfectionnée — restait peu développée. On ignorait totalement l'irrigation que des peuples antiques — Égyptiens, Chaldéens, Chinois — pratiquaient assez systématiquement. La culture maraîchère, presque inconnue dans l'Europe chrétienne, était assez répandue chez certains peuples orientaux. Il a fallu les secousses révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle, qui ont eu, entre autres résultats, celui de permettre au cultivateur une certaine garantie sur la propriété de ses produits et surtout le développement du machinisme au XIX^e siècle, pour ébranler les vieilles pratiques et méthodes routinières de l'agriculture européenne et des colonies européennes en Amérique, Australie et divers autres pays. Ce fut d'abord l'introduction de la mécanique : charrues à vapeur et autres instruments qui permirent de développer la culture extensive, de conquérir de vastes régions, de défricher des domaines immenses. Et puis, la chimie est venue apporter sa quote-part de progrès à la technique agricole, surtout par l'emploi rationnel des engrais entretenant la fertilité du sol, le nourrissant, ce qui a permis d'abandonner peu à peu la vieille pratique de l'assolement par le repos de la terre. Les prairies artificielles ont été développées. L'étude de la technique se poursuivant, la physique a été mise à contribution : la culture sous châssis ou en serres s'est développée ; l'horticulture est arrivée de nos temps à des résultats merveilleux, bravant à la fois et la nature du sol et le climat. La physiologie et la biologie elles-mêmes appliquées à l'agriculture, ont développé la méthode de sélection des graines et des meilleures conditions d'élevage et de reproduction des espèces domestiques. La culture intensive, aidée par les derniers perfectionnements de la technique agricole, tend à prendre le pas sur la culture extensive. Partout, on cherche à faire rendre au

sol le maximum de rendement, dans le minimum d'espace et avec le moindre travail possible. La glèbe se transforme, et le travail agricole tend à se mettre au niveau du travail industriel.

La vieille ferme, c'était la charrue trainée par des chevaux de labour ou des bœufs, la herse, le rouleau, le tonneau à purin, quelques outils : la faux, le fléau pour battre le blé, etc... Dans la cour de la ferme, purin et fumier s'accumulent, c'est là tout l'engrais. Vieilles méthodes ne pouvant aboutir à un certain rendement que par le travail acharné du prolétaire paysan, peinant de l'aurore au crépuscule, vivant misérablement, éloigné de toute civilisation.

L'agriculture maintenant utilise la charrue polycroc à double effet, mue par une force mécanique dans la grande culture ; la faucheuse-lieuse qui fait le travail de dix hommes, la défonceuse, la trieuse, la semeuse, le concasseur, la batteuse, etc. Il n'est pas jusqu'aux tondeuses mécaniques pour les moutons, et la couveuse artificielle pour la volaille qui n'aient fait un peu partout leur apparition. Les engrais chimiques sont largement utilisés. Méfiant au début par routine et aussi parce que le commerce malhonnête les trompait, les cultivateurs, surtout depuis qu'ils sont entrés dans la voie des syndicats et coopératives agricoles permettant l'achat en commun et en gros, et avec garantie, pratiquent aujourd'hui de plus en plus une politique de fertilisation intensive et méthodique du sol. Marchant parallèlement, toutes les catégories techniques de l'agriculture vont vers le progrès, l'industrialisation des méthodes de travail. L'électricité surtout, pénétrant dans les campagnes, change les conditions de la vie au village.

Il est à noter que la densité de la population, son développement intellectuel, la division des propriétés en pays de grands, moyens ou petits établissements a une répercussion sensible sur la marche du progrès. Les pays à population dense, à moyenne ou même petite propriété (quoiqu'en pensent les marxistes) ont développé beaucoup la culture intensive et sont parvenus à tirer de leur sol de quoi nourrir aussi bien leur population que les pays à population éparse, et à gigantesques établissements (exception faite de l'Angleterre où les terres sont laissées en friche pour l'amusement des riches, mais où néanmoins ce qui reste de sol utilisé est bien cultivé). Les statistiques officielles pour le rendement à l'hectare de la production du froment donnent pour 1924 : Danemark, 26,6 hectolitres ; Belgique, 25 ; Pays-Bas, 24,4 ; Grande-Bretagne, 22,3 ; Allemagne, 16,3 ; Suède, 15,2 ; France, 13,9 ; Russie (pour 1922), 7,3 ; Hongrie, 9,7 ; Roumanie, 6,4 ; États-Unis, 10,8 ; Argentine, 9,7 ; Australie, 10,2. On voit que ces derniers pays, considérés comme les greniers de blé de la planète, ont en réalité un rendement beaucoup moindre que les pays surpeuplés, nommés les premiers.

Il est certain que si tous les progrès techniques étaient appliqués partout à l'agriculture, le rendement du sol serait multiplié dans des proportions encore insoupçonnées. La crainte du manque de vivres pour l'humanité est chimérique et tendancieuse. Ceux qui veulent priver la grande majorité des hommes du bien-être, sous prétexte que les produits feraient défaut s'il fallait satisfaire tout le monde, sont des imposteurs, voulant masquer, derrière un mensonge que la réalité condamne, leurs désirs de conserver leurs privilèges.

La terre, mère et nourricière de l'humanité, est loin d'être épuisée. Par le travail rendu facile grâce au machinisme, par la science pratique humaine, le sol peut donner le confort le plus suffisant à tous. Mais la routine d'une part, et de l'autre l'imbécillité du régime de la propriété individuelle, de la recherche du profit comme seul but au travail plutôt que la satisfaction des besoins, constituent des entraves à l'agricul-

ture aussi bien et même beaucoup plus qu'à l'industrie.

Quand l'association aura remplacé la concurrence étroite, donnant les bienfaits du travail en commun, sans tomber dans les inconvénients du centralisme et de l'autorité; quand l'agriculture sera considérée au même niveau que les autres branches de l'activité productive; quand la solidarité la plus étroite unira la production agricole à la production industrielle, ce qui a marqué jusqu'à présent l'infériorité, sociale mais non naturelle, de l'agriculture aura disparu.

Une erreur a fait considérer trop longtemps la culture comme vouée à la routine, et ses travailleurs destinés à rester à l'arrière-plan de la civilisation. Un renouveau d'idées, très significatif, tend à lui redonner la place que son importance de tout premier ordre lui destine dans les préoccupations sociales. Née des premières nécessités humaines, l'agriculture est et restera l'industrie de base, la fondation de toute société.

Georges BASTIEN.

ALCOOLISME. De prime abord, il peut paraître surprenant que l'anarchiste ait son mot particulier à dire à propos de l'alcoolisme. L'opinion, semble-t-il, est éclairée et l'unanimité bien établie sur les méfaits de l'alcoolisation humaine, ses conséquences néfastes dans l'ordre individuel, familial et social, ainsi que sur la façon de lutter contre le terrible fléau. Et cependant, malgré les apparences, sur aucun sujet les deux conceptions, anarchiste et gouvernementale, ne s'affrontent et ne s'opposent avec plus de force et de netteté. Définitions, méthodes d'étude, inductions, déductions, conclusions doctrinales et pratiques diffèrent du tout au tout, se contrarient point par point.

« L'alcoolisme est une maladie chronique engendrée par l'abus des boissons alcooliques », telle est la définition académique, gouvernementale, officielle. En d'autres termes, le mal atteint les individus assez peu raisonnables pour absorber avec excès des liquides à base d'alcool. Ce postulat, généralement admis sans discussion, implique deux corollaires dotés de l'évidence des axiomes : d'abord les gens sensés, buveurs modérés, échappent aux conséquences pathologiques de l'ingestion exagérée ; — ensuite les boissons alcooliques ne sont pas nocives par elles-mêmes mais par l'abus qu'on en peut faire ; la maladie n'est pas fonction de la qualité mais de la quantité.

Bien plus et bien mieux : le consentement universel, succédané de la sagesse des nations, admet que l'alcool, pris sous forme diluée et à dose normale, constitue un breuvage tonique, stimulant, d'une bonne valeur nutritive. Le Parlement français n'a pas manqué d'adopter une thèse aussi remarquable et de dégrever d'une partie des impôts le vin, le cidre, la bière, de très inoffensive nature. Dans la crainte d'une consommation insuffisante, le législateur élève à la hauteur d'une panacée ces liquides multicolores, les déclare boissons hygiéniques, favorables à la santé. Il n'ose pas encore en décréter l'usage obligatoire et légal.

Poussant plus loin l'analyse logique et bienveillante, le gouvernement de la République choisit dans la masse des alcools de bouche un certain nombre de types qu'il définit, protège et ennoblit sous l'étiquette de « naturels », alors qu'il stigmatise les autres de l'appellation d'« artificiel ». Ainsi les produits de la distillation du vin, cidre, poiré et en général des jus fermentés de fruits, entrent dans la première catégorie ; ceux de la distillation des sucres fermentés de la betterave, de la pomme de terre, des céréales ressortissent à la seconde. Ceux-là sont sauvegardés, loués, recommandés sous les espèces de l'eau-de-vie, cognac, marc et liqueurs ; ceux-ci frappés d'impôts et de mépris sous le vocable d'alcools industriels.

Parmi ces boissons hygiéniques et naturelles, le vin

occupe la place d'honneur dans la hiérarchie des liquides instituée par la doctrine orthodoxe. Il constitue, ni plus ni moins, le meilleur antidote de l'alcool ! L'énormité de cette affirmation impose la citation des textes. Voici comment s'exprime M. J. Baudrillart, Inspecteur de l'Enseignement primaire de la Seine, dans un petit opuscule publié par la librairie Ch. Delagrave, intitulé « Livret d'enseignement antialcoolique », et fourni gratuitement dans ses écoles par la Ville de Paris : « Le vin n'a pas de plus grand ennemi que l'alcool. Partout où l'on consomme celui-ci, on boit moins du premier... Aussi a-t-on pu dire que l'alcool chasse le vin (page 10). » De cette constatation il était permis de conclure, et on a conclu que, inversement, l'alcool n'a pas de plus grand ennemi que le vin et que le vin chasse l'alcool. Ainsi l'écrivait, dans le « Temps » du 16 mars 1915, M. Cunisset-Carnot, premier Président de la Cour de Dijon, cité par le Dr Legrain dans son substantiel ouvrage sur les « Causes psychologiques de l'alcoolisme » : « Cette vieille Bourgogne, où se cultivent nos vignes généreuses et se récoltent nos crus glorieux, n'est pas encore réduite à l'esclavage de l'alcoolisme ; le vrai vin nous défend contre le poison (page 13). »

En France, les vins et spiritueux, regardés comme des bienfaits de la nature, figurent parmi les plus importants produits de l'activité agricole. La vigne couvre une superficie de 1.443.217 hectares, donne annuellement 67.479.852 hectolitres de vin d'une valeur de plus de 100.000.000 de francs. L'industrie et le commerce des boissons alcooliques occupent trois millions de personnes et représentent un budget supérieur à 17 milliards. C'est donc là une véritable production nationale, une source de richesse d'une énorme importance dans la vie publique et privée. A travers la suite des temps, la fabrication et la consommation des vins et spiritueux se sont à ce point incorporés à l'existence même du peuple français qu'elles lui ont imprimé une manière d'être, une mentalité spécifiquement originelles. Au bon vin de France sont dus la souplesse, la force, l'habileté, le courage, la ténacité, l'impétuosité, la bonté, la générosité, la finesse, l'intelligence, le génie de la vieille race gauloise, supérieure à toute autre. Telle est du moins la thèse officielle, rappelée en termes fort congrus, dans son livre sur la « Question de l'alcool », par M. Yves Guyot, économiste patenté du gouvernement : « Mettez de l'eau à la place du vin dans les verres de Montesquieu et Montaigne, et vous enlevez des chefs-d'œuvre à la littérature française. Enlever à la France le vin et l'eau-de-vie, ce serait supprimer une partie des qualités qui en font le charme et en constituent le rayonnement et l'influence (page 271). » (Cité par le Dr Legrain dans l'ouvrage mentionné plus haut.)

Pour prouver la vérité de cet axiome, les pro-alcoolistes citent en exemple la grande boucherie humaine de 1914-1918, où la victoire couronna l'armée française gorgée d'eau-de-vie et de vin, autrement dit de « gnolle et de pinard », par la sollicitude attendrie des dirigeants de la République. C'est donc l'alcool qui a gagné la guerre. Dans un article intitulé : « le Grand Facteur », l'« Echo des Tranchées » le reconnaît explicitement : « Le vin est l'un des plus grands facteurs de la victoire ! » A la tribune de la Chambre des députés, M. Cadenat s'écrie : « Dans la zone des armées on donne de l'alcool aux soldats, et vous pouvez vous féliciter qu'ils en boivent parce qu'ainsi ils ont le courage de monter à l'assaut ! » (Dr Legrain, loco citato, pages 127-143).

De cette richesse nationale, l'Etat tire un coquet revenu. En 1924, les 2.200.000 hectolitres d'alcool pur produits en France ont payé chacun 1.000 francs d'impôt, soit en bloc 2.200.000.000 de francs ; les 67.459.852

hectolitres de vin, taxés de 14 francs de droits de circulation par hectolitre, abandonnèrent un tribut de 944.717.928 francs. Dès lors nul ne sera surpris du culte voué aux vins et spiritueux, de la véritable « alcoolâtrie » dont témoignèrent, témoignent et témoigneront les gouvernements passés, présents et futurs de toute étiquette. En serveurs bien stylés, les politiciens n'ont pas coutume de mordre la main qui les nourrit.

Les méthodes de lutte contre l'alcoolisme employées ou préconisées par le monde officiel se ressentent de cet amour intéressé des produits bachiques. La première idée qui vint aux profiteurs de l'impôt fut d'augmenter progressivement les taux appliqués aux boissons alcooliques ; la réalisation suivit sans tarder, et le bénéfice atteignit le chiffre indiqué ci-dessus. Le résultat en paraît évident : la France paie bien pour boire. C'est là une opération financièrement bonne.

La limitation du nombre des débits dérive du même genre de conceptions. Il ne sera plus délivré de nouvelle licence pour la vente des vins et spiritueux. Les tenanciers actuels ne se fâcheront pas de cette consolidation de leur privilège ; le fisc exercera sa surveillance avec plus de facilité et partant d'efficacité ! Mêmes avantages à laisser diminuer le nombre des débits par extinction automatique en ne renouvelant pas les licences périmées par l'abandon ou la mort de leur titulaire et en élevant le prix des licences par une juste compensation de la plus-value de leur rendement.

La suppression du privilège des bouilleurs de cru est la tarte à la crème de tous les gouvernements. Elle a une allure séduisante, constituerait une mesure égalitaire, satisferait le sens démocratique des citoyens et remplirait la caisse par récupération de sommes jusque-là bénévolement abandonnées aux distillateurs campagnards. Mais ces bouilleurs de cru sont 2.000.000, au minimum. Cette imposante cohorte d'électeurs incite à la réflexion le législateur, qui s'abstient avec prudence. L'agriculteur continue à brûler sans frais, sinon sans risque, les fruits de sa récolte.

Des hygiénistes de parlement émirent l'idée de combattre l'alcoolisme en instituant au profit de l'Etat le monopole de l'alcool ; soit le monopole intégral, fabrication et vente ; soit le monopole partiel, fabrication ou vente ; soit le monopole combiné, exploitation en régie ou affermage. Ainsi, dans ses estaminets aux couleurs nationales, l'Etat vendrait de l'alcool de bonne qualité, toxique au minimum, et le vendrait cher pour empêcher les achats excessifs. Dans cet ingénieux système, les bénéfices apparaissent évidents pour les gouvernements mais beaucoup plus aléatoires pour la santé publique.

Il existe, en dernière analyse, une arme suprême entre les mains des dirigeants du monde entier : la prohibition. L'interdiction de la fabrication et de la vente de l'alcool couperait, semble-t-il, le mal dans sa racine. La Russie tsariste l'expérimenta naguère et les Etats-Unis la pratiquent aujourd'hui ou s'efforcent de la pratiquer. Sans discuter pour l'instant l'efficacité d'une telle mesure, il suffit de noter que cette méthode autoritaire, et partant arbitraire, s'oppose aux tendances de l'esprit humain et de la pensée anarchiste.

En résumé, la doctrine officielle considère l'alcoolisme moins comme une maladie que comme une faute individuelle, un péché dont la loi punit les manifestations publiques (législation française contre l'ivresse) et contre lequel il est possible de lutter par une amende anticipée sous forme d'élévation du taux de l'impôt, par la diminution du nombre des lieux de débauche, par la concession à l'Etat du privilège de l'industrie et du commerce de l'alcool, enfin, dans certains cas particuliers et exceptionnels, par la défense imposée aux individus de fabriquer ainsi que de boire des breuvages alcoolisés.

Par contre, l'anarchiste, amant fidèle de la vérité, énonce et justifie une tout autre définition : « L'alcoolisme est une intoxication chronique engendrée par l'usage habituel, à quelque dose que ce soit, de boissons alcooliques quelles qu'elles soient. » C'est l'affirmation énergique que l'alcool constitue un poison dont l'ingestion quotidienne à petite dose crée le petit alcoolisme, à haute dose le grand alcoolisme ; comme il existe un petit, un moyen et un grand morphinisme. L'intoxication s'avère fonction à la fois et de la qualité et de la quantité.

Il ne suffit pas d'affirmer, il faut prouver. Car on exige pour l'alcool beaucoup plus de précisions qu'on n'en demande pour les autres toxiques sociaux. Le fait seul de l'existence de quelques cocaïnomanes et morphinomanes a déchaîné la vertueuse indignation du législateur et provoqué une réglementation draconienne, tâtilonne, vexatoire ; tandis que les millions de victimes qui souffrent ou meurent par l'alcool n'entraînent pas la conviction et ne déclenchent pas la colère agissante des gouvernants de tout acabit.

Le « Dictionnaire de l'Académie française », édition de 1879, appelle poison « toute substance qui, prise intérieurement ou appliquée de quelque manière que ce soit sur un corps vivant, est capable d'altérer ou de détruire les fonctions vitales ». Que l'alcool soit capable de détruire les fonctions vitales, de tuer, cela fut il y a longtemps et scientifiquement démontré. Des expériences méthodiques conduites sur des animaux ont déterminé l'équivalent toxique vrai, « la quantité de substance toxique nécessaire et suffisante pour amener par elle-même, lorsqu'elle est dans le sang, la mort de un kilogramme d'animal, dans un court délai. » (Joffroy et Lerveaux : « Archives de Médecine expérimentale », 1^{er} mars 1896, p. 197.) Pour l'alcool éthylique pur du commerce ou alcool de vin, cet équivalent se monte à 6 gr. 20 ; autrement dit, il suffit de la quantité d'alcool contenue dans trois litres et demi de vin à 10° pour tuer un homme de 60 kilos (Joffroy et Lerveaux, cités à la page 686 de l'ouvrage « L'Alcool » par Louis Jacquet, ingénieur des Arts et Manufactures). Un homme de 65 kilos serait tué par l'ingestion massive d'un litre de cognac authentique de 1893, de kirsch vrai, d'eau-de-vie de cidre, de marc, d'eau-de-vie de prunes, d'alcool mauvais goût (Triboulet, Mathieu, Mignot, « Traité de l'Alcoolisme », p. 74).

L'expérience tristement humaine apporte sa confirmation à ces données de laboratoire. « Le 23 novembre 1909, à Kandergrund, dans le canton de Berne, un jeune ouvrier italien faisait avec un camarade le pari d'avaloir d'un trait un litre d'eau-de-vie. La gageure fut acceptée et la bouteille bue ; mais presque aussitôt le malheureux garçon s'affaissait, foudroyé. — Le 26 mars 1911, à Chalon, chez un restaurateur, un employé de commerce, âgé de vingt-cinq ans, avait fait le pari de boire coup sur coup huit verres d'absinthe : à peine avait-il fini le dernier qu'il tombait mort. Le tribunal de Chalon a reconnu la responsabilité du restaurateur qui fut condamné, peine dérisoire, à trente francs d'amende avec sursis (Jacquet, loco citato, p. 690). »

Les boissons alcooliques, même et surtout celles dites hygiéniques, absorbées en proportion modérée et habituelle, causent des désastres, d'une manière, il est vrai, anonyme mais que connaissent bien les médecins dignes de ce nom. Un individu d'apparence solide, sans nul antécédent personnel, contracte une inflammation aiguë du poumon et en meurt. Le bulletin de décès de l'Etat-civil porte comme diagnostic : pneumonie. Sans l'avoir communiqué à la famille par une réserve peut-être déplorable ni à l'entourage par discrétion professionnelle, le docteur traitant sait que la responsabilité de cette fin prématurée incombe à l'alcool ingéré avec

régularité d'une façon communément jugée inoffensive. « Il ne se dérange jamais », affirmait l'épouse éplorée du malade. « Je bois mon ordinaire ; rien entre les repas », halète le pneumonique sur son lit de souffrance. Cet ordinaire comporte : un demi-litre de vin et un verre de cognac dans le café à chaque repas ; de-ci de-là, en des occasions fréquemment renouvelées mais toujours oubliées, un apéritif ou des liqueurs, au hasard des rencontres amicales ou des rendez-vous d'affaires ; le dimanche, un petit extra pour marquer le jour du Seigneur ; de temps à autre, une petite ou grande noce, baptême, communion, mariage, anniversaires, enterrements, assemblées, fêtes votives, réunions privées ou publiques et contradictoires. Ce citoyen, qui ne se dérange jamais et boit son « ordinaire », se trouve rarement ivre, mais constamment sous l'influence de doses modestes et répétées d'alcool. Une accoutumance approximative s'établit, jusqu'au jour de la rupture brusque de cet équilibre physiologique artificiel par une maladie intercurrente ou un accident inopiné ; à ce moment, l'organisme, miné dans ses profondeurs par le toxique, ne peut plus faire face à une attaque morbide, assurer le fonctionnement intensif nécessaire et succombe à la tâche. Mécanisme identique dans la mort par néphrite aiguë consécutive, croit-on, à un refroidissement ou une fatigue exagérée. L'abaissement de température ou le surmenage n'interviennent que comme motif occasionnel, provoquent le déclenchement d'une crise fatale, dès longtemps préparée par la déchéance progressive et latente de reins irrités par l'élimination permanente de l'alcool bu goutte à goutte. Déterminisme homologue dans les congestions par la chaleur ou par le froid. Chez ce gaillard puissant, foudroyé soudain par un coup de sang, c'est le poison maudit qui, cellule à cellule, a rongé, a minci les artères du cerveau ; un effort insignifiant acheva la rupture génératrice d'hémorragie. Oui, apportons-en ici l'honnête et vigoureuse assertion médicale, l'alcool à doses moyennes nuit toujours et tue souvent.

L'alcool est aussi une substance capable d'altérer les fonctions vitales. Ici encore la science administre une preuve irréfutable : « M. J. Gaule, de Zurich, a remarqué que l'alcool empêche les mouvements amiboïdes, entrave l'action nutritive des champignons, arrête les effets lumineux et la phosphorescence de certaines colonies microbiennes. M. Richardson a vu une goutte d'alcool pur diluée dans 240 grammes d'eau tuer la méduse ; une goutte mise dans un litre d'eau tue les daphnies. M. Ridge a repris toutes ces expériences et a vu l'alcool, à 1 p. 3.000, arrêter l'éclosion des œufs de mouche et de grenouille ; à 1 p. 100 l'alcool mis dans l'eau tue la graine de cresson et empêche sa germination ; une goutte d'alcool mise dans l'eau arrête le développement de la chlorophylle. Le géranium irrigué avec de l'alcool à 1 p. 100 se flétrit, et si on l'arrose avec un mélange d'une goutte d'alcool dans 60 grammes d'eau, la couleur de la plante se modifie. En un mot, l'alcool, partout où il se trouve et partout où on le met, arrête la vie, en raison de sa toxicité. » (Dr Rénon, « Les Maladies Populaires », l'alcoolisme, p. 240.)

L'observation de la vie des hommes corrobore les résultats enregistrés par l'étude des animaux de structure élémentaire ou hautement différenciée. Sur les individus non habitués, l'ingestion à petite dose d'une boisson alcoolique, un demi-verre de vin par exemple, produit de véritables effets toxiques : une chaleur anormale avec rougeur de la face ; des battements artériels forts et précipités ; de la sécheresse des muqueuses de la bouche et du pharynx ; un léger enrouement ; des mouvements saccadés, brusques et maladroits ; une démarche raide et mal assurée ; des troubles de l'idéation caractérisés par une parole rapide et bredouillante et une conversation décousue. L'enfant, la femme et

l'homme abstinents, entraînés par les circonstances à consommer vin ou liqueur, sortent nettement de leur état normal ; leur entourage ne les reconnaît plus et s'amuse de la déviation manifeste de leur personnalité. A un degré de plus d'ébriété, après une absorption plus abondante, un réel état pathologique s'installe, avec perte partielle ou totale de l'équilibre par paralysie fragmentaire ou complète des jambes et du cerveau moteur ; avec disparition intégrale des facultés de jugement ; disparition qui laisse cours à des propos incohérents et le champ libre à des actes extravagants. Quelle personne de bonne foi oserait prétendre qu'un produit, qui, pris en quantité minime par un être jusque-là vierge de son contact, entraîne des modifications organiques aussi importantes, ne mérite pas le qualificatif de poison, de substance capable d'altérer les fonctions vitales de l'appareil moteur et du cerveau ? Est-ce que, du fait qu'un centigramme de morphine absorbé en potion ou par piqure ne tue pas et au contraire calme le patient, on cesse de la considérer comme un poison, d'en éviter l'ingestion inutile et d'en limiter strictement l'usage à l'ordonnance médicale ? Pour l'homme, les animaux et les végétaux, l'alcool à toute dose constitue un incontestable poison.

La forme sous laquelle se présente le toxique n'influence en rien sa nocivité. Et d'abord, hormis quelques dipsomanes invétérés, personne ne boit de « l'alcool » ; tout le monde se détourne avec horreur de ce produit de la chimie organique. Le consommateur conscient et éclairé avale, exclusivement et sans sourcilier, des boissons variées qui ne sont pas de l'alcool, oh ! non, mais contiennent toutes de l'alcool en proportion plus ou moins forte. Selon les lois de la logique commune, celui qui absorbe une solution de sublimé au dix-millième prend du sublimé ; en vertu de la logique spéciale des pro-alcoolistes, celui qui lampe une solution d'alcool au dixième, le vin, ou à parties égales, le cognac, ne prend jamais d'alcool ! Les sectateurs de l'intoxication publique et privée veulent oublier que les spiritueux : cognacs, eaux-de-vie, marcs, sont des alcools de distillation, et les vins, bières, cidres, poirés, des alcools de fermentation. Il y a entre ces breuvages une différence de provenance, de degré et non de nature. Les alcools industriels titrent en alcool pur 95° p. 100 ; les spiritueux et liqueurs, 40° à 70° ; les vins de 10° à 24° (de 100 grammes à 240 grammes d'alcool pur par litre!) ; les bières de 2° à 6°. Pour faire régner entre ces diverses préparations une équivalence démocratique, l'amateur hygiéniste entonne plus de vins que de spiritueux. Il nourrit la conviction ferme que le vin, issu cependant de la putréfaction du jus de raisin, mérite le nom de produit naturel, tout comme les eaux-de-vie et cognacs obtenus par la distillation de ce vin ; tandis que l'alcool d'industrie, engendré par la distillation des jus fermentés des graines et betteraves, se voit abaisser au rang des substances artificielles. Voilà encore, de la part des parlementaires de gouvernement, une manifestation originale de science botanique, particulière, qui leur fait considérer les pommes de terre et céréales comme des plantes hors nature !

Les boissons hygiéniques ne manquèrent pas de jouer leur rôle et d'assurer le triomphe de l'alcoolisme de vin. Le Dr Georges Clemenceau, homme politique de réputation mondiale, l'a nettement affirmé dans sa préface de l'ouvrage « L'Alcool » de Louis Jacquet : « ... les boissons alcooliques qualifiées d'hygiéniques qui, tout en changeant la procédure de l'alcoolisme, aboutissent surtout à en favoriser le développement sous des formes nouvelles. C'est ainsi que, dans ces dernières années, les médecins de nos asiles d'aliénés ont constaté que l'alcoolisme de vin l'emportait sur l'alcoolisme de liqueurs prépondérant autrefois. » Cela n'empêcha pas le même Clemenceau, alors président du Conseil et

ministre de la Guerre, de prononcer la phrase suivante dans la péroraison d'un discours prononcé à Strasbourg le 4 novembre 1919 : « Laisser à notre vin de France sa place de boisson vivifiante. » (Brochure éditée par l'imprimerie Lang, 7, rue Rochechouart, Paris, p. 30.) Déjà en 1907, une statistique officielle attribuait 2.419 cas d'aliénation mentale à la consommation des boissons hygiéniques, vin, bière, cidre, contre 1.537 cas à l'usage de l'absinthe. (« *Traité International de Psychologie Pathologique* », tome II, p. 924.)

Etant un poison, l'alcool n'est pas, ne peut pas être un aliment, c'est-à-dire « une nourriture, ce qui se mange, se digère, entretient la vie. » (Dictionnaire de l'Académie Française.) En effet, l'alcool se boit, se digère, donne des calories, mais n'entretient pas la vie; au contraire il l'entrave puis la suspend définitivement, comme cela vient d'être démontré. Les zéloteurs de l'alcool-aliment appuient leur panégyrique sur les expériences de MM. Atwater et Bénédic, très bien résumées par M. Jacques Bertillon : « Lorsqu'un homme sain et ordinairement abstinent boit pendant quatre jours, dans un litre d'infusion de café, une faible quantité d'alcool, celle qui se trouve dans trois quarts de litre de vin de Bordeaux, cet alcool produit autant de calories que l'aurait fait une quantité équivalente de sucre et de fécule. » (Cité par D^r Rénon, loc. cit. p. 248.) Il produit des calories, mais en même temps il irrite l'estomac et l'intestin, altère les cellules du foie, sclérose le rein, désagrége les parois des artères, ramollit le cerveau. Les feuilles et baies de belladone aussi donnent des calories, constituent un aliment dont se nourrissent volontiers certains animaux (Richaud, « *Précis de thérapeutique et de pharmacologie* », p. 811). Il ne viendra cependant à la pensée d'aucune personne sensée d'ingurgiter une substance toxique ou pouvant l'être, alors que tant de choses saines sont à la portée de sa main. D'ailleurs un autre expérimentateur, M. Chauveau, dans sa note du 21 janvier 1901 à l'Académie des Sciences, conclut ainsi : « La substitution partielle de l'alcool au sucre, isodname, dans la ration alimentaire d'un sujet qui travaille, ration administrée peu de temps avant le travail, entraîne pour le sujet les conséquences suivantes : 1^o diminution de la valeur absolue du travail musculaire ; 2^o stagnation ou amoindrissement de l'entretien ; 3^o élévation de la dépense énergétique par rapport à la valeur du travail accompli. En somme les résultats de la substitution se montrent à tous points de vue très franchement défavorables. »

Au surplus la logique des faits plaide contre la thèse de l'alcool-aliment. Si la valeur alimentaire d'un corps réside uniquement en son pouvoir calorifique, l'alcool amylique, ou de pommes de terre, qui dégage 9 calories au gramme, l'emporte sur l'alcool éthylique, ou de vin, qui ne fournit que 7 calories : la puissance nutritive de l'alcool naturel, cher aux savants de parlement, inférieure à celle de l'alcool d'industrie, ce pelé, ce galeux, d'où sortirait tout le mal alcoolique ! Or, l'alcool amylique présente la dose toxique limite la plus élevée, soit 12 gr. 50, celle de l'alcool éthylique étant 7 gr. 75. Il faudrait donc conclure que l'alcool le plus toxique est le meilleur aliment, et ce serait le triomphe de l'absurdité ! (D'après les tableaux donnés par le « *Traité de l'alcoolisme* », par Triboulet, Mathieu et Mignot, p. 56 et 148.)

De toute cette discussion, une évidence se dégage : aliment chimique théorique, l'alcool s'avère, à la pratique, un aliment toxique, un véritable et dangereux poison. Du point de vue du simple bon sens, peut-il exister une dose hygiénique de poison ?

Pas plus qu'une nourriture pour le corps, l'alcool-poison n'est un aliment pour l'esprit. En prétendant trouver dans les vins et spiritueux du terroir les sources du génie français, les thuriféraires patentés et tarifés de l'intoxication nationale commirent la plus

audacieuse facétie sortie de la tête d'un disciple de Bacchus. De toute certitude, l'alcool constitue le poison spécifique de l'intelligence. La moindre dose suffit à provoquer, dès le premier contact, un dérangement mental aisément perçu par l'entourage du sujet. Le D^r Legrain, médecin-chef de l'Asile de Villejuif, le dit fort bien : « L'alcool est avant tout un poison du système nerveux et spécialement du cerveau. Cela domine sa physio-pathologie tout entière ; car c'est en partant de sa propriété primitive et essentielle de parésier l'activité nerveuse que la plupart de ses effets morbides trouvent leur explication facile. C'est beaucoup moins une excitation des centres supérieurs qu'on observe, dès que l'alcool les atteint, qu'une stupéfaction des centres d'arrêt grâce auxquels le sujet, conscient et équilibré, reste le maître de ses sentiments et de ses impulsions, tout aussi bien que des processus ordinaires de sa pensée. » (Article « *Alcoolisme* », dans le vol. « *Intoxications* », tome XXII du « *Traité de Pathologie médicale* » de Sergent, Ribadeau-Dumas, Babonneix ; p. 259.)

Chacun sait que l'alcoomane sombre dans un état mental inférieur à l'animalité. Par quelle singulière contradiction une substance génératrice d'une telle déchéance serait-elle capable de donner, à certaines doses, la moindre parcelle de saine compréhension ? Dans l'œuvre scientifique véritable, élaborée par le fonctionnement harmonique d'une imagination hardie, d'une attention soutenue et d'un jugement lucide, la plus petite goutte de toxique apporte trouble et impuissance. Et l'on ne peut citer, dans la science universelle, un seul maître dont soit discutable l'exemplaire sobriété.

Quant à l'œuvre d'imagination pure et à quelques-uns de ses ivrognes ouvriers : Verlaine, Musset, Poë, leur exacte signification est déterminée dans ces lignes de Legrain : « Des poètes assez misérables malgré leur génie ont paru trouver leur inspiration dans l'alcool ; ils ont fait illusion à leurs admirateurs comme ils se sont fait illusion à eux-mêmes. C'était de leur part une infirmité naturelle que d'avoir besoin d'un réactif toxique pour mettre en vedette des dispositions naturelles normalement torpides. » (Loc. cit. p. 241.) Le don poétique synthétise une sensibilité vive, la faculté de penser en images et les moyens de les formuler ; les sensations complexes fournies par des organes intacts doivent être élaborées par le cerveau en perceptions précises et intégrales, parmi lesquelles la pensée choisira les éléments les plus caractéristiques et les plus généraux pour en former des images frappantes et évocatrices, qu'une langue savante traduira en termes expressifs et harmonieux. Qu'apportera à cette fonction créatrice, sinon une dégradation d'énergie, cet alcool-poison, ce composé de carbone, d'oxygène et d'hydrogène dont l'action primaire s'affirme déprimante, stupéfiante, anesthésique ? Ne l'oublions pas, avant l'ère du chloroforme, les chirurgiens insensibilisaient leurs malades en leur faisant absorber vins et spiritueux et fumer des cigarettes. Si ses douleurs s'apaisent et s'endorment au souffle des vapeurs ébriées, si ses joies chancelent et tombent au souffle empesté des liqueurs bachiques, où le poète puisera-t-il ses nobles inspirations ? Au vrai poète il faut des sens délicats et robustes, une raison lucide et forte, un vocabulaire précis. Le virus sécrété dans la profondeur des cuves et alambics, détruit tout équilibre et annihile toute possibilité. C'est pourquoi les lecteurs avertis goûtent surtout dans Verlaine les vers écrits aux époques de sevrage, à l'hôpital ou en prison.

A l'expérience séculaire, la guerre récente vint apporter l'appui de ses tristes divagations. Abruti par le jus de ses treilles, le peuple français toléra de ses dirigeants les plus grossiers et les plus éhontés mensonges, le plus stupide et le plus infâme « bourrage de crânes », que le

dernier des bétotiens ou des hottentots microcéphales n'aurait pas pu supporter. Aucun gouvernement d'Europe n'osa aller si loin dans l'absurdité et le crime ; les chefs de la Troisième République connaissaient le degré d'abêtissement où était tombée, grâce aux boissons hygiéniques, la nation autrefois réputée la plus spirituelle du monde. Par les larges distributions de vin et d'eau-de-vie aux martyrs des tranchées de guerre, la déchéance s'accrut dans une proportion formidable et pèse à l'heure actuelle sur les enfants conçus dans cette période de collective folie toxique. Les maîtres des écoles primaires s'accordent unanimement à reconnaître un abaissement considérable du niveau intellectuel de leurs élèves, dont les facultés de compréhension et d'assimilation sont bien moindres qu'avant-guerre. Il se trouve même des sujets complètement rebelles à l'enseignement. Les pauvres fils de la victoire pâtissent en leur cerveau de l'empoisonnement à fond de leurs glorieux géniteurs. La même remarque vaut aussi pour les nourrissons des écoles secondaires, mais à une plus petite échelle. Car, chacun le sait, la bourgeoisie fréquenta davantage l'arrière que le front des armées, et d'ailleurs, en partie, savait et pratiquait les bienfaits de l'abstinence totale.

À la lueur de ces précisions, fournies à la fois par l'empirisme, la science et la raison, l'attitude des pouvoirs publics envers l'alcoolisme, effroyable fléau, apparaît singulièrement négative. Sans être des phénix, les hommes de parlement et surtout de gouvernement savent que l'alcool sous toutes ses formes est non un aliment mais un abominable poison ; que vouloir déterminer la dose bienfaisante d'un toxique constitue un extraordinaire non-sens ou une cynique tromperie ; qu'il n'y a pas de boissons alcooliques hygiéniques ; que le vin, alcool de fermentation, présente le même danger que l'alcool de distillation ; que tous les alcools méritent la double appellation et de « naturels », puisque provenant de plantes diverses sauvages ou cultivées, et d'« artificiels », puisque extraits de ces plantes par l'industrie humaine ; enfin que les vins et spiritueux exercent leurs premiers et plus meurtriers ravages sur les fonctions intellectuelles.

Ils savent, et cependant ne proposent contre le mal grandissant que des mesures complètement illusoires. L'élévation des droits sur les boissons augmente le rendement des impôts sans diminuer la consommation ; bien au contraire, la taxe sur l'alcool atteint en ce moment mille francs, et l'alcoolisme progresse chaque jour. La limitation du nombre des débits créerait un privilège exorbitant en faveur des tenanciers tolérés qui verraient leur clientèle s'accroître, comme le fait s'est produit en Belgique. La suppression du privilège des bouilleurs de cru et l'institution du monopole obligerait à entrer directement dans les caisses de l'Etat les sommes qui, à l'heure actuelle, passent par les poches des empoisonneurs privés ; mais si le bénéficiaire change, l'empoisonnement reste le même. La prohibition légale, les grandes nations européennes la repoussent avec horreur.

Car si les peuples meurent de l'alcool, les gouvernements en vivent. Ceux-ci, malgré les apparences, n'escomptent pas surtout les avantages financiers des impôts directs ou indirects sur les boissons. Ils ne l'ignorent pas, les milliards gagnés ainsi se dépensent en pure perte, en frais de perception, de surveillance et de répression des fraudes, en frais d'hospitalisation et de secours des malades. En réalité, les classes dirigeantes favorisent l'intoxication parce qu'elles tirent de son industrie et de son commerce de fabuleuses richesses et y trouvent l'appui principal de leur domination. L'alcool est un prodigieux moyen de gouvernement, dont le succès n'a pas cessé de s'affirmer depuis la plus haute antiquité jusqu'à nos jours. Monarchies,

oligarchies, démocraties ne peuvent imposer leur pouvoir parasitaire, stérile et malfaisant qu'à des populations abruties par les vins et spiritueux et incapables de discerner leurs véritables intérêts. La guerre européenne de 1914-18 vient encore ici apporter son témoignage irrécusable. Imposée par l'imposture officielle à des masses à l'intellect embrumé d'alcool, elle ne dura que grâce aux larges et quotidiennes distributions d'horribles mixtures empoisonnées. C'est là un fait de notoriété publique et d'ailleurs avoué à la tribune par un député dont l'insolite franchise prit peut-être sa source à la buvette de la Chambre et laissa échapper les mémorables paroles citées plus haut. Impuissants à défendre leur vie sacrifiée dans une épouvantable boucherie, comment les hommes avinés revendiqueraient-ils leur bonheur et leur liberté ? Horde balbutiante et titubante, ils se montrent eux-mêmes les premiers artisans de leur asservissement.

L'attitude des gouvernants commande celle des anarchistes. Ceux-ci rencontrent dans l'alcool le plus dangereux ennemi ; leurs efforts de libération individuelle et totale se heurtent à la veulerie collective d'une humanité dont l'intelligence et la volonté sombrèrent dans les liquides empoisonnés. En dehors des périodes d'ivresse et de délire, le buveur se révèle pusillanime et craintif, inapte aux moindres réactions ; au fond de lui-même, il éprouve le sentiment de sa faiblesse physique et mentale, et se courbe devant les servitudes millénaires : longues et exténuantes journées de travail, salaires dérisoires, logements insalubres, service militaire et jusqu'à la guerre meurtrière. L'esclavage antique n'a pas connu un tel anéantissement d'une classe innombrable mais ignorante et décervelée devant une caste restreinte mais assez éclairée. L'individu ne pourra se sauver que par le renoncement définitif à l'alcool sous tous ses aspects, par la pratique de l'abstinence intégrale. La modération, prêchée avec astuce par les pseudo-hygiénistes officiels, cache une forme redoutable, parce qu'insidieuse, de l'intoxication. Celui qui, buvant chaque jour, ne s'enivre jamais, glisse peu à peu à l'évanouissement inéluctable de sa personnalité, l'esprit obscurci par les vapeurs délétères, il cesse de développer son instruction, ne réfléchit pas, ne pense pas par lui-même, agit sous des suggestions étrangères, obéit au commandement, craint et respecte l'autorité brutale. Pour échapper au servage infamant, il existe un seul moyen de salut : la prohibition décrétée à soi-même.

Les plébiscites, règlements, ordonnances portent en eux un élément d'impuissance originelle : leur caducité. L'autocrate, la majorité de demain détruirait l'œuvre d'aujourd'hui. L'histoire nous enseigne combien monarques et citoyens électeurs subissent d'influences successives et contradictoires et quelle instabilité bouleverse les législations en apparence les mieux assises. L'homme libre se dicte sa propre loi, inspirée par sa raison intacte, s'interdit le moindre poison. Il agit sur ses semblables par une puissance indestructible : l'exemple.

En antialcoolisme, et partout et toujours, l'anarchiste fait siennes les belles paroles du Dr Legrain : « Depuis que l'homme est à la recherche du mieux-être moral, il ne trouva jamais rien de bon tant qu'il ne prit point l'Idéal ou l'Absolu comme guide et maître. »

Docteur F. ELOSU.

OUVRAGES A CONSULTER :

- Dr Legrain. — *Les causes psychologiques de l'alcoolisme*, in-8°, 276 p. Editions « Je sers », Clamart, 1925.
Dr Legrain. — Article « Alcoolisme » dans « Intoxications », tome XXII du *Traité de Pathologie médicale et Thérapeutique appliquée*, in-8°, 553 p. A. Maloine, 1922, Paris.

- D^r Legrain. — Article « Médecine sociale des Poisons », dans « Médecine sociale », tome XXXIII du *Traité de Pathologie Médicale et Thérapeutique appliquée*, in-8°, 773 p. A. Maloine, Paris, 1925.
- D^r Legrain. — *Les grands narcotiques sociaux*, in-8°, 460 p. A. Maloine, Paris 1925.
- Louis Jacquet. — *L'Alcool*, in-8°, 944 p. Masson et C^{ie}, Paris, 1912.
- Triboulet, Mathieu et Mignot. — *Traité de l'alcoolisme*, in-8°, 479 p. Masson et C^{ie}, Paris, 1905.
- D^r Louis Rénon. — *Les maladies populaires*, in-8°, 477 p. Masson et C^{ie}, Paris, 1905.
- A. Richaud. — *Précis de Thérapeutique et de Pharmacologie*, in-8°, 984 p. Masson, Paris, 1911.
- D^r A. Marie, directeur. — *Traité international de Psychologie Pathologique*. Tome II, in-8°, 999 p. Félix Alcan, Paris, 1911.
- Jean Finot. — *L'Union sacrée contre l'alcoolisme*, in-18° 227 p. Edition de l'« Alarme » (parue pendant la guerre).

ALLOCATIONS FAMILIALES. On donne le nom d'allocations familiales aux diverses allocations attribuées par l'employeur (patron ou Etat), en plus du salaire, aux ouvriers et ouvrières qu'il emploie. De ce nombre sont : l'allocation aux familles nombreuses, l'allocation en cas de naissance ou de décès, l'allocation d'allaitement, etc. L'ensemble de ces allocations constitue ce qu'on appelle : le sursalaire familial.

En fait, l'attribution de ces allocations, de ce sursalaire familial, ressemble étrangement à une sorte de « charité », de « philanthropie » dont les bénéficiaires sont maintenus dans la servitude et presque contraints d'y demeurer, en raison de leurs charges de familles trop lourdes.

À la vérité, les allocations familiales qui font partie intégrante de l'assistance sociale devraient être incorporées dans celle-ci et déterminées sans autre souci que celui de permettre à l'ouvrier de vivre dignement, lui et sa famille.

Les allocations familiales telles qu'elles sont conçues, telles qu'elles fonctionnent, constituent un véritable danger pour l'émancipation des travailleurs.

Le patronat joue habilement de cette allocation pour avilir les salaires en général. Que lui importe de donner à quelques pères de familles nombreuses des allocations spéciales, s'il peut, par là même, récupérer cent fois le montant de ces allocations en baissant le salaire ou en l'empêchant de se maintenir en rapport avec le coût de la vie? N'est-ce pas pour lui tout bénéfice?

De cette façon, non seulement il s'assure le concours de quelques esclaves dociles, mais encore il dresse invariablement les uns contre les autres ceux qui bénéficient et ceux qui ne bénéficient pas du sursalaire familial. L'ouvrier a conscience que cette rétribution d'un travail équivalent à des taux différents est injuste. C'est d'autres mains que celles du patronat que devrait venir le sursalaire, c'est d'un organisme d'assistance sociale que l'ouvrier devrait recevoir, s'il a des charges de famille anormales, les subsides nécessaires.

Telles qu'elles existent actuellement, les allocations familiales sont des moyens de réaction, de domination, à la disposition du patronat.

Elles deviennent plus dangereuses encore lorsque le patron les complète par des Economats où l'ouvrier, bon gré mal gré, soit s'approvisionner.

Ainsi comprises, elles permettent au patronat de s'ingérer dans les affaires intimes du ménage ouvrier, dont tout le gain — toujours insuffisant d'ailleurs — rentre à nouveau à la caisse patronale.

Aux allocations familiales, véritable instrument d'exploitation et de réaction entre les mains du patronat, il faut, même dans le régime actuel, surtout dans ce

régime, opposer et tenter de réaliser la véritable assistance sociale.

C'est d'abord par la fixation d'un minimum de salaire suffisant, en rapport constant et direct avec le coût de la vie, qu'on résoudra l'essentiel de ce problème social.

Il faudra compléter cette mesure par l'organisation nationale de l'assurance sociale générale. C'est celle-ci qui devra venir en aide, en toutes circonstances, aux familles nombreuses sous telle forme que l'exigera la situation particulière de l'assuré.

Il est normal que cette assistance soit financée par ceux qui en ont profité ou en profiteront, en exploitant la main-d'œuvre que représentent ou les vieillards ou les enfants.

C'est par une contribution prélevée sur les caisses patronales, mais distribuée par un organisme indépendant, que devra être alimentée la caisse d'assurance.

En tout cas, ces allocations doivent être totalement indépendantes du salaire. Elles constituent un véritable droit social. En outre, il est indispensable qu'elles jouent en tout temps et surtout lorsque l'ouvrier est malade ou en chômage, ce qui n'est pas le cas avec le système actuel, puisque l'ouvrier est privé de ces allocations au moment même où il en a le plus grand besoin.

Ce serait l'honneur d'une démocratie — si ce nom avait un sens — de réaliser cela. Il n'y faut donc guère compter. L'assurance sociale, la vraie assurance collective ne pourra être l'œuvre, dans un monde nouveau, que des producteurs associés, solidarisés dans l'effort comme dans les charges sociales.

ALTRUISME (lat. *alter, autre*). — On a tort de faire de ce vocable l'antonyme d'égoïsme : ce sont deux têtes sous le même bonnet. L'altruisme est le nom que prend l'égoïsme pour ne pas être reconnu, c'est le vêtement qu'il adopte quand il craint d'être découvert. Toutes les variétés d'altruisme ou soi-disant amour du prochain se ramènent à l'égoïsme. C'est le courtisan La Rochefoucauld qui a raison contre les pédants, les idéalistes à l'eau-de-rose, les énergumènes, les donneurs de conseils et autres professeurs d'énergie, animés d'excellentes intentions et pourris d'optimisme. Ils veulent faire le bonheur des autres malgré eux. Il est de bon ton, dans certains milieux, de « réfuter », avec quels arguments ! l'auteur des *Maximes*. De vieux examinateurs grincheux refusent systématiquement au « baccalauréat » les petits jeunes gens qui osent partager l'avis de La Rochefoucauld. Il est interdit d'avoir une opinion personnelle là-dessus, comme sur beaucoup d'autres choses. Il est entendu que l'altruisme est la plus haute des vertus et distingue l'homme de l'animal. — L'altruisme, tel qu'on le pratique, est profondément immoral ; c'est un mensonge. L'altruisme des faibles, des esclaves, des infirmes (intellectuellement et physiquement) est la source d'une infinité de maux : altruisme de soumission, d'obéissance et de passivité. C'est lui qui engendre les conflits internationaux qu'il fait semblant de déplorer. Sous le couvert de l'altruisme se perpétuent le crime et l'ignorance, la résignation, la servitude et l'aplatissement. Ce que les altruistes accordent le plus facilement, ce sont des promesses. La règle : donner et retenir ne vaut, devrait avoir la même valeur en morale qu'en droit. Or, l'altruisme ne donne rien en échange de l'abdication de la personnalité qu'il exige des bénéficiaires. L'aumône est une diminution. L'altruisme profite surtout à ceux qui le pratiquent. Il est prétexte à banquets, décorations, divertissements de mauvais goût. La chimère de l'altruisme est une réalité par les ravages qu'elle exerce. Mutualisme, solidarisme, pacifisme, etc., ne quittent pas le domaine de l'abstraction, s'expri-

ment en phrases creuses que les badauds prennent pour des réalités. A l'altruisme s'oppose l'amour, qui est la sincérité. — GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

ALTRUISME n. m. Tous ceux qui ont examiné avec persévérance et impartialement cet être qu'est l'homme, être éminemment complexe et capricieux, ont acquis la conviction inébranlable que le mobile unique de toutes ses actions, des moindres comme des plus importantes, c'est : la recherche du plaisir ou la fuite de la souffrance ; c'est : entre deux plaisirs, la recherche du plus grand, entre deux souffrances, la fuite de la plus vive.

Il ne me paraît pas raisonnable d'admettre que, lorsqu'il est appelé à agir, l'individu puisse négliger tout à fait le souci de son « moi » et lui préférer le souci des autres au point de faire le sacrifice de ses intérêts propres en faveur de ceux d'autrui.

Cette constatation serait on ne peut plus facile à noter, s'il n'existait forcément, dans la manière d'être de l'individu *social*, une série d'actions qui, à première vue, semblent contredire ce fait : services rendus, actes de générosité, de dévouement, de sacrifice, allant parfois jusqu'au sacrifice le plus grand — le plus sublime ou le plus idiot — et le seul définitif : le sacrifice de la vie.

De là, la querelle — querelle de mots le plus souvent — entre « Égoïstes » et « Altruistes ».

Dans cette catégorie de gestes, qui relèvent, sans examen approfondi, de l'Altruisme, le sentiment du « Moi », l'égoïsme, au sens vulgaire et étymologique du mot, est, peut-être, un peu difficile à déchiffrer ; mais, en fin de compte, on y parvient, pour peu qu'on veuille ne pas oublier que l'*ego* a des besoins intellectuels et moraux aussi et parfois plus puissants que ses besoins physiques.

Je néglige une foule d'actions de minime importance : prévenances, démarches, petits services que nécessite la vie en Société et qui, bien loin de la rendre désagréable, contribuent à l'embellir et, par leur caractère de réciprocité, forment un des côtés les plus séduisants de l'existence. Qui n'a goûté le charme de ces mille riens, que l'habitude rend quasi spontanés, riens insignifiants s'ils sont pris isolément et qui, additionnés les uns avec les autres, forment comme le tissu de la vie sociale et, sur le fond trop souvent sombre de cette vie, projettent la note claire et gaie ?

Cette multitude de gentilles, de gracieusetés, d'amabilités, de politesses, de menus services entrent dans la balance que je tente d'établir entre les actes qui procèdent de la tendance égoïste et ceux que détermine la poussée altruiste.

Mais, parallèlement à ces « petites choses », se déroulent des faits plus notables et dans lesquels il semble difficile de surprendre la préoccupation du « Moi ». Ici, le problème se complique. Je vais pourtant essayer de montrer que si, dans cette série d'actions, le sentiment personnel s'efface en apparence, il s'affirme en réalité.

Les lauriers de ceux (Barrès, Bourget et consorts) que la critique bourgeoise a mis au rang des psychologues les plus pénétrants et les mieux avisés ne m'empêchent pas de dormir. Aussi, ne *psychologuerai-je* pas à perte de vue. Il me suffira de faire remarquer :

Qu'en pareille matière, nous réussissons bien rarement à discerner le « pourquoi » véritable de nos propres actions et, plus rarement encore, à glisser un œil sûr dans le sanctuaire voisin, ce qui explique la difficulté de résoudre le problème dont il s'agit. Que ce qui vient ajouter à cette première difficulté, c'est que, en vertu d'une petite vanité — après tout bien humaine — nous avons peine à ne pas nous donner le change, à nos propres yeux, sur les véritables mobi-

les d'un acte de ce genre ; que, néanmoins, le philosophe ne saurait rationnellement admettre que l'individu, surtout quand il s'agit d'une action destinée à marquer dans son existence, puisse s'oublier ou s'immoler complètement. Que, à l'individu vivant au sein de l'agglomération humaine et en contact permanent avec ses semblables, il est absolument impossible, et cela chaque jour davantage, d'échapper à l'emprise des idées et des sentiments que lui inspire ce contact incessant. Que l'être humain est un composé de besoins, d'appétits, de tendances extraordinairement divers et parfois même opposés, en sorte qu'il est emporté dans tel sens ou dans tel autre, suivant qu'il est, dans l'instant même où il agit, dominé par les uns ou par les autres. Que les besoins affectifs qui forment tout le courant sentimental proprement dit, depuis l'originelle tendance à la sociabilité, qui en est la source, jusqu'à l'altruisme le plus élevé qui en est l'embouchure, sont, chez certaines natures plus nerveuses, plus délicates, plus sensibles, plus affectueuses, plus affinées, beaucoup plus impérieux que les autres besoins et que, conséquemment, celui qui en ressent fortement l'aiguillon a autant de joie à les satisfaire, même au péril de ses jours et au détriment de ses intérêts matériels, que de peine il aurait à les méconnaître et à les étouffer.

Ce n'est pas tout ; je fais encore observer : que l'humanité ou le « Moi général » n'est, au demeurant, qu'une sorte de prolongement et de totalisation de chaque « Moi individuel » et que, si chacun peut, en ce qui le concerne, se considérer à juste titre comme le centre de l'univers, ce « moi individuel » ne peut pas plus s'abstraire, en réalité, du « moi collectif » que le centre de la circonférence. Que, par conséquent, quiconque sert autrui se sert soi-même, quiconque rend service, est utile à autrui, se rend service et est utile à lui-même.

J'ajoute encore qu'il se passe dans le monde moral un fait analogue à celui que les biologistes signalent dans le monde physique : à savoir que les corps organisés ne cessent de prendre et de restituer au monde ambiant : c'est l'*assimilation* et la *désassimilation*. L'intelligence et le cœur — entendons par là les facultés intellectuelles et affectives — ne procèdent pas différemment ; c'est un échange continu et nécessaire entre l'individu et l'ambiance sociale dans laquelle il vit et se développe. Quand il prend, c'est de l'égoïsme et quand il restitue, c'est de l'altruisme.

Faut-il rappeler que, lors de sa venue au monde, le paquet de chair et d'os qui vagit dans ses langes est la suite d'une longue série d'ancêtres qui, en lui transmettant leurs qualités et leurs tares, leurs forces et leurs faiblesses, font de lui un petit être incroyablement plastique, représentant, synthétisant l'incalculable lignée de ses prédécesseurs, beaucoup plus qu'une personnalité distincte et indépendante ? Dois-je encore faire état de l'impuissance, du dénuement, de la misère physiologique du nouveau-né, qui le place dans la nécessité, pour vivre et se fortifier, de recevoir les soins de toute nature qui, seuls, le protégeront contre la disparition ? Faut-il, enfin, que je mentionne cette considération que le tout petit, jeté dans la Société par le hasard de la naissance, est appelé à bénéficier, peu ou prou, de tout l'héritage d'efforts accomplis, de travaux effectués, de recherches exécutées par les générations précédentes, qu'il se trouve, ainsi, lié par les services rendus et qu'il serait d'une inexcusable ingratitude qu'il n'en tint aucun compte ?

De ce qui précède, il faut bien se garder de conclure que le « moi particulier » se doit tout entier au « moi collectif ». Mais il convient d'en inférer que, dès le berceau, il s'établit entre chaque être et tous les êtres,

des liens si forts et si nombreux, que le problème consiste non à briser ces liens en opposant l'individu à la collectivité, mais à les rendre tels que les intérêts de chacun s'harmonisent avec ceux de ses semblables.

Nul ne peut méconnaître que dans le grand tout économique, intellectuel et moral au sein duquel il est appelé à vivre, son apport est limité à son effort personnel et que tout le reste constitue l'effort des générations passées et des générations présentes, et il doit en tirer cet enseignement moral : que, s'il a le droit de se développer et de vivre pleinement et pour le mieux, en puisant dans ce grand Tout, la somme de satisfaction qu'exige son « Moi », (Egoïsme) il a aussi le devoir d'alimenter ce Grand Tout dans la mesure de ses moyens (Altruisme).

Ici, se trouve la rencontre, le point de jonction de l'Egoïsme et de l'Altruisme : théorie merveilleusement équitable et féconde qui concilie sans efforts tous les intérêts : ceux de l'ensemble et ceux des individus qui le constituent. Ici s'affirme le sens admirable, pratique et exact de cette formule rigoureusement anarchiste : « de chacun selon ses forces à chacun suivant ses besoins ».

Il saute aux yeux que l'application de cette magnifique formule de vie individuelle et sociale ne peut avoir sa raison d'être que dans un milieu social anarchiste et que, dans un tel milieu seulement, pourront s'unir et vivre en bonne intelligence l'Egoïsme avec ses nécessités et l'Altruisme avec ses conséquences.

Les fourbes qui détiennent le Pouvoir et la Fortune abusent criminellement de l'Altruisme dont ils font la plus haute des vertus, qu'ils enseignent du haut de toutes les chaires qu'ils occupent et qu'ils imposent par la force quand leurs exhortations sont insuffisantes. Et toutes les critiques auxquelles cet abus donne lieu sont justifiées. Ce n'est point une raison pour que nous condamnions en soi et toujours l'Altruisme. Ces mêmes détenteurs de la Richesse et de la Puissance spéculent sur la Justice, la Vérité, la Liberté. Ce n'est point une raison pour que nous réprouvions la Liberté, la Vérité et la Justice.

Notre rôle est de démasquer la duplicité de ces imposteurs et, cela fait, d'opposer à leurs mensonges, la véritable Justice, l'exacte Vérité et la Liberté positive. Faisons le même travail en faveur de l'Altruisme et réhabilitons celui-ci. Ne l'opposons pas à l'Egoïsme. Comprendons et enseignons que l'Altruisme n'est qu'une forme supérieure et affinée de l'Egoïsme.

La Vie, la vraie Vie comporte une certaine part de fécondité, pour être réellement heureuse. Cette fécondité n'est autre chose qu'un besoin intérieur, une exubérance nous poussant irrésistiblement à nous répandre, à nous dépenser, à nous donner même, en totalité ou en partie, à quelqu'un ou à quelque chose. C'est le trop plein qui déborde et qu'il faut déverser quelque part : c'est la sève généreuse et abondante qui monte en nous, en certaines circonstances particulièrement favorables, pour fleurir en sentiments élevés et mûrir en sublimes actions.

Voilà ce « je ne sais quoi » encore mal défini, autour duquel ont longtemps tourné sans le découvrir — parce que les moyens d'investigations leur manquaient — tous les grands esprits qui, depuis les civilisations fort anciennes jusqu'aux siècles récents, ont recherché cette pierre philosophale des moralistes : l'union de l'Egoïsme et de l'Altruisme. Ils n'ont pas compris, ils ne pouvaient pas comprendre que les sentiments égoïstes et altruistes se combinent harmoniquement dans la même individualité parvenue à un certain degré d'évolution ; que, dès lors, il n'y a pas lieu de les opposer les uns aux autres et qu'ils constituent

simplement deux séries de phénomènes se rattachant à des besoins différents.

C'est un point que n'a pas manqué d'élucider, dans une œuvre justement remarquée : *Esquisse d'une Morale sans sanction ni obligation* (page 246), un jeune philosophe de large envergure, que la mort a prématurément fauché, Marc Guyau : « Il faut que la vie « individuelle se répande pour autrui, en autrui, et au « besoin se donne. Eh bien ! cette expansion n'est « pas contre sa nature ; bien plus, elle est la condition même de la vraie Vie ! »

Bien que dans l'état actuel de la Société, il semble impossible, sans en être victime, de concilier l'intérêt privé avec l'intérêt public, je ne suis pas du tout éloigné de penser, avec Bernardin de Saint-Pierre, qu'« on ne fait son bonheur qu'en s'occupant de celui « des autres » et, avec H. Spencer, qu'« un jour « viendra où l'instinct altruiste sera si puissant, que « les hommes se disputeront les occasions de l'exercer, « les occasions de sacrifice et de mort ».

Ceux qui placent le bonheur dans les seules satisfactions égoïstes, aussi bien que ceux qui le placent dans les seuls contentements altruistes, se trompent ou sont incomplets, parce qu'ils n'aperçoivent dans l'individu qu'une partie de lui-même : soit que, croyant mieux l'étudier, ils commettent la faute de le séparer du milieu social et de l'isoler, soit qu'ils n'envisagent qu'une partie de la machine humaine : celle qui boit, mange, dort, travaille et procréé, négligeant celle qui pense et qui aime.

Celle-ci a ses besoins comme celle-là ; d'une façon générale, les premiers ne sont ni plus ni moins impérieux que les seconds ; plus forts chez les uns, ils sont plus faibles chez les autres. Seul, l'individu qui les ressent en connaît l'étendue, en mesure la vigueur, sait à quel moment et dans quel ordre ils se présentent et, seul, il peut ainsi calculer la somme de félicité à laquelle correspond leur satisfaction.

Sebastien FAURE.

AMBITION. n. f. Presque tous les dictionnaires et encyclopédies définissent ce mot dans les termes suivants : « désir immodéré de gloire, de fortune, d'honneur et de puissance ». Ils ajoutent, par voie de commentaires, que ce désir tenace et violent s'appuie, dans la pratique, sur une volonté forte, soutenue par une disposition, naturelle ou acquise, à tout imaginer, à tout oser, à tout entreprendre, à ne reculer devant rien pour arriver au résultat qu'on veut atteindre.

Conquérir la gloire, la fortune, les honneurs et la puissance, tel est donc le but que se propose l'ambitieux.

L'ambition procède ou de besoins excessifs et pressants ou d'une vanité démesurée.

Dans le premier cas, elle vise plutôt la fortune ; dans le second cas, les honneurs et la puissance.

Certains hommes sont rongés par le désir immodéré de devenir riches, non pour briller dans le monde où il est de bon ton de jeter l'argent par les fenêtres ; non pour attirer l'attention sur leur personne par l'éclat de leur luxe ou leur fastueux train de vie ; non pour faire parler d'eux ; non pour provoquer le respect et l'admiration de leurs semblables ; mais pour satisfaire, sans compter, leurs appétits démesurés de goinfrerie ou de luxure, de spectacles ou de voyages, de jeu ou de dépravation. D'autres n'ambitionnent que la gloire, la notoriété, les honneurs, la puissance. S'ils ont de la fortune, ils n'hésitent pas à la faire servir à leur soif de renom, de popularité et de pouvoir. S'ils n'en possèdent pas, ils ne la convoitent que pour paraître et pour pousser leur réputation d'hommes remarquables. D'autres, enfin, mènent de front — et ce sont les plus nombreux — la volonté de devenir riches et puissants, parce

que, d'une part, ils sont dévorés par l'amour de la richesse et du pouvoir et parce que, d'autre part, ils constatent que, dans le milieu social actuel, la richesse aide puissamment à la conquête du Pouvoir et que l'exercice du Pouvoir seconde puissamment l'acquisition de la fortune.

Des premiers, on peut dire que ce sont des ambitieux partiels et des derniers que ce sont des ambitieux complets.

Le plus couramment, on entend par « ambitieux » l'homme qui aspire à jouer un rôle dans la vie publique, à tenir sur la scène politique un emploi de grand style ; à jouer, dans la tragi-comédie sociale, les personnages de premier plan. L'individu que le langage populaire qualifie péjorativement de « politicien » personifie très exactement l'espèce d'ambitieux la plus nocive et la plus méprisable, tant en raison du mal que fait ledit politicien, qu'en raison de la perversité, de l'ignominie, de la bassesse des moyens qu'il emploie.

Le « politicien » est bien l'homme sans scrupule ni conviction stable qui, pour réaliser le rêve de gloire et de puissance qu'il assigne à son ambition, est, comme l'indique la définition ci-dessus, prêt à tout imaginer, résolu à tout oser, décidé à tout entreprendre, dût-il faire usage, pour atteindre son but, des pires moyens s'il estime que ceux-ci sont les plus sûrs et les plus rapides.

Lorsque l'ambitieux fait de la politique sa carrière, il est infailliblement appelé à se ravalier au rang des personnages les plus ignobles. Il se peut qu'il éprouve, au début, alors que sa conscience possède encore quelque probité, une certaine répugnance à barboter dans le purin des combinaisons équivoques, des tractations louches, des compromissions déshonorantes, des trahisons dégradantes ; mais il ne tarde pas à s'y trouver fort à l'aise et, graduellement, à s'y complaire. Un jour vient où, pour lui, le comble de l'art consiste à rouler hypocritement ses adversaires et à trahir insidieusement ses amis et partisans.

Tôt ou tard — et quel que soit le parti auquel il adhère, quelle que soit la doctrine dont il se réclame — l'ambitieux, tout à la volonté de se hisser toujours plus haut, est appelé à devenir un renégat. Parfois, il le devient brutalement, sans transition, d'une seule enjambée. Dans ce cas là, il joue le tout pour le tout ; c'est sur un seul coup de carte qu'il risque son avenir. Il s'expose à se casser les reins ; mais il court la chance, si les circonstances lui sont propices, de réaliser, du jour au lendemain, sa volonté de puissance. Toutefois, c'est là un jeu extrêmement dangereux, et le véritable « politicien » sait mettre un frein à l'impatience qui le ronge. Le plus souvent, il avance à pas mesurés ; il ne se détache que petit à petit du programme qu'il a adopté et, à l'origine, soutenu pour faire son entrée au Parlement ; il ne s'éloigne de ce programme, que par étapes successives et lentes ; il attend, pour s'en séparer tout à fait, qu'il ait tout à perdre en lui restant fidèle et tout à gagner en l'abandonnant. Alors, il est mûr pour le reniement et, dès que l'occasion se présente — si elle se fait trop attendre, il la cherche et la provoque — il devient un de ces renégats avérés dont notre époque, dans tous les pays du monde, nous offre d'innombrables et célèbres exemples.

On serait en droit de penser que ces types répugnants de versatilité et de fourberie sont universellement méprisés ; il n'en est rien. Ils conservent des admirateurs et des partisans même parmi ceux dont ils trahi la confiance. Il se forme autour de leur abjection, un groupe de courtisans toujours prêts à s'aplatir devant le Pouvoir, quelque sales que soient les mains qui le détiennent. On voit les plus hauts personnages faire antichambre pour mendier une parole bienveillante,

un sourire, un appui et la protection de ces immondes renégats devenus chefs d'Etat ou ministres, gouverneurs ou plénipotentiaires.

Le pire, c'est que les professeurs de morale officielle, qui se lamentent sur la dépravation de notre siècle, qui versent des larmes de crocodiles sur l'abaissement des caractères, qui s'indignent de la perversité, de la débauche, de la prostitution qui sont, geignent-ils, la marque de ce temps ; le pire, c'est que ces moralistes austères et pudibonds se taisent ; il en est même qui se joignent à la tourbe des courtisans et qui balancent l'encensoir sous les narines de ces politiciens infâmes.

Est-ce lâcheté, hypocrisie ou ignorance de la part de ces thuriféraires ? Ce ne peut-être ignorance : les faits sont de notoriété publique et le *curriculum vitae* de ces grands ambitieux est connu de tous. Donc, ce ne peut être qu'hypocrisie et lâcheté. Laissons ces faux moralistes à leur sordide immoralité.

Et pourtant, il y a ce qu'on appelle de nobles ambitions. L'homme qui recherche avec apreté la justice et la vérité non seulement pour la satisfaction louable de les connaître, mais encore pour la joie de les faire respecter et chérir ; celui qui s'applique avec ardeur et persévérance à l'amélioration graduelle de lui-même, au développement de ses facultés, au perfectionnement de ses œuvres ; celui qui s'attache fortement à un idéal de liberté et d'abondance physique, intellectuelle et morale ; celui qui consacre ses efforts tenaces à la réalisation d'une vie intense par la sensibilité, la compréhension et la volonté tous ceux-là ont en réalité, de l'ambition. Mais celle-ci est de bon aloi : d'abord, parce qu'elle ne nuit à personne, ne diminue, n'appauvrit, n'humilie, ne fait souffrir personne : ensuite, parce que ceux qui sont en proie à ce genre d'ambition ne recourent, pour atteindre le but qu'ils se proposent, ni à la dissimulation, ni à la déloyauté, ni à la trahison.

Rares sont ces modèles d'ambition saine, élevée et vertueuse ; si rares, qu'on hésite à les qualifier d'ambitieux, dans l'appréhension de les confondre avec les ambitieux de la richesse et de la puissance.

Acquérir la fortune, conquérir le pouvoir ; tout est là, dans une société capitaliste et autoritaire. Pour les uns, c'est la chasse aux millions ; pour les autres, c'est la course aux plus hautes fonctions, aux situations les plus en vue ; pour la plupart, c'est la poursuite *per fas et nefas*, fébrile, obstinée, imperturbable et du pouvoir et de l'opulence.

Il est absurde — et c'est le cas de ces moralistes auxquels il est fait plus haut allusion — de blâmer l'ambition et les ambitieux et de louer une organisation sociale qui enfante fatalement l'une et élève les autres sur le pavois. Toute société hiérarchique engendre nécessairement l'ambition. Elle fait naître la cupidité qui pousse à la conquête acharnée de la richesse ; elle porte au maximum la vanité qui aspire avec frénésie, aux honneurs (qu'il ne faut pas confondre avec l'honneur) aux dignités (qu'il ne faut pas confondre avec la dignité) au Pouvoir qui n'est ni la consécration du mérite, ni la récompense du dévouement à la chose publique.

Il n'existe qu'un moyen de combattre, mieux : d'anéantir toutes les ambitions haïssables. Ce moyen, c'est celui que, seuls, les anarchistes préconisent. Il consiste à abattre l'Etat protecteur et soutien du Capital. Dans une société anarchiste, tous les individus étant libres et égaux, l'Autorité et la Propriété ayant été abolies, personne ne songera à s'enrichir, puisque tout étant à tous et nul n'étant économiquement sous la dépendance d'un autre, tenter de s'enrichir serait tenter l'impossible et l'inutile ; personne ne songera à commander en maître, à s'ériger en chef, à exercer le

Pouvoir ; puisque, le mécanisme autoritaire ayant été définitivement brisé, nul ne sera tenu d'obéir.

C'est ainsi et seulement ainsi que, *faute d'aliment*, l'ambition, c'est-à-dire la soif immodérée de la gloire, de la fortune, des honneurs, de la puissance, disparaîtra pour faire place à l'ambition respectable et salutaire : celle qui porte l'homme à devenir toujours plus fort, plus éclairé, plus juste, plus fraternel, en un mot meilleur.

Sébastien FAURE.

AME n. f. (du lat. *anima*, souffle, vie). C'est un terme vague, imprécis, indéterminé dont la définition varie selon les doctrines philosophiques qui, toutes, s'y sont plus ou moins intéressées. Le mot *Ame* exprime le principe inconnu auquel on attribue les effets connus et observés que nous sentons en nous. Dans le sens propre et littéral de la langue latine et de celles qui en sont dérivées, l'âme signifie *ce qui anime*. C'est pourquoi l'on dit « l'âme des hommes, des animaux, quelquefois des plantes » pour signifier leur principe de vie, de végétation, de développement. L'âme est, alors, prise en général pour l'origine et la cause de la vie, pour la vie elle-même.

Dans un sens plus restreint on dit que l'âme est l'ensemble des facultés qui représentent la vie intellectuelle et morale, et le siège, le foyer et la source de la sensibilité, de l'intelligence et de la volonté. Cette définition admise, il s'agit de préciser la nature, la substance de l'âme. Est-elle inhérente au corps et inséparable de ce dernier ? Naît-elle, se développe-t-elle, meurt-elle avec le corps ? Ou bien possède-t-elle une existence propre, autonome, indépendante du corps qui, dans ce cas, ne serait que son enveloppe mortelle ? Si l'on suppose que l'âme vit avant le corps dans lequel elle se loge et survit à ce corps, on se demande où elle se trouvait avant, où elle se trouvera après ; de quelle façon, à quel moment et dans quelles conditions elle pénètre dans le corps et, enfin, de quelle façon, à quel moment et dans quelles conditions elle en sort. On se demande encore si l'âme possède une existence limitée ou sans limites ; si elle commence : où, quand, comment et, si elle prend fin : où, quand, comment ?

De plus, si elle ne se confond pas avec la matière qui compose le corps vivant, il y a lieu d'étudier les rapports de toute nature qui existent entre le corps et l'âme, de mesurer l'influence que l'un exerce sur l'autre et inversement ; s'il y a entente étroite et constante entre eux ou, au contraire, conflit incessant, il convient de préciser les conditions de cette association ou de ce dualisme et d'en spécifier les origines et les conséquences.

Ce mot « Ame » et la signification qu'on lui donne ont provoqué — il est aisé de le concevoir et le contraire serait surprenant — les controverses les plus ardentes, les polémiques les plus âpres, les discussions les plus passionnées. Ces discussions ont donné lieu à des systèmes philosophiques variés et contradictoires d'où sont sorties, abstraction faite de certaines écoles dont l'enseignement reste imprécis, deux grandes écoles : l'Ecole Spiritualiste et l'Ecole Matérialiste.

Aux mots : *Matérialisme* et *Spiritualisme*, nous nous réservons d'approfondir, autant que faire se peut, dans l'état actuel des connaissances humaines, la doctrine générale de ces deux écoles philosophiques qui se flattent d'interpréter et d'expliquer pour ainsi dire scientifiquement les origines et les manifestations de l'Univers et de toutes les parties qui le composent, l'homme compris.

Dans ces lignes consacrées au mot *Ame*, nous nous bornerons à citer un passage intéressant du Dictionnaire Encyclopédique de Voltaire, et un extrait du Dictionnaire La Châtre.

Voici le passage du dictionnaire philosophique de Voltaire : « Nous devons mettre en question si l'âme intelligente est esprit ou matière ; si elle est créée avant nous ; si elle sort du néant dans notre naissance ; si, après nous avoir animés un jour sur la terre, elle vit après nous dans l'éternité. Ces questions paraissent sublimes. Que sont-elles ? Des questions d'aveugles qui disent à d'autres aveugles : « Qu'est-ce que la lumière ? »

« Quand nous voulons connaître grossièrement un morceau de métal, nous le mettons au feu dans un creuset. Mais avons-nous un creuset pour y mettre l'âme ? Elle est *esprit*, dit l'un. Mais qu'est-ce qu'*Esprit* ? Personne assurément n'en sait rien. C'est un mot si vide de sens, qu'on est obligé de dire ce que l'esprit n'est pas, ne pouvant dire ce qu'il est. L'âme est *matière*, dit l'autre. Mais, qu'est-ce que *matière* ? Nous n'en connaissons que quelques apparences et quelques propriétés ; et nulle de ces propriétés, nulle de ces apparences ne paraît avoir le moindre rapport avec la pensée.

« C'est quelque chose de distinct de la matière, dites-vous ? Mais quelle preuve en avez-vous ? Est-ce parce que la matière est divisible et figurable et que la pensée ne l'est pas ? Mais qui vous dit que les premiers principes de la matière sont divisibles et figurables ? Il est très vraisemblable qu'ils ne le sont point ; des sectes entières de philosophes prétendent que les éléments de la matière n'ont ni figure ni étendue. Vous criez d'un air triomphant : « la pensée n'est ni du bois, ni de la pierre, ni du sable, ni du métal ; donc, la pensée n'appartient pas à la matière. » Faibles et hardis raisonneurs ! La gravitation n'est ni bois, ni sable, ni métal, ni pierre ; le mouvement, la végétation, la vie ne sont rien, non plus, de tout cela ; et cependant la vie, la végétation, le mouvement, la gravitation sont données à la matière. Qu'importe tout ce qu'on a dit et tout ce qu'on dira sur l'Ame ; qu'importe qu'on l'ait appelée entéléchie, quintessence, flamme, éther ; qu'on l'ait crue universelle, incréée, transmutante ?... Comment donc sommes-nous assez hardis pour affirmer ce que c'est que l'âme. Nous savons certainement que nous existons, que nous pensons. Voulons-nous faire un pas au delà ? Nous tombons dans un abîme de ténèbres et, dans cet abîme, nous avons encore la folle témérité de disputer si cette âme, dont nous n'avons pas la moindre idée, est faite avant nous ou avec nous, si elle est périssable ou immortelle ! »

Un peu plus loin, toujours dans son dictionnaire philosophique, au mot « Ame », Voltaire ajoute : « il faut que je l'avoue : lorsque j'ai examiné l'infailible Aristote, le docteur évangélique, le divin Platon, j'ai pris toutes ces épithètes pour des sobriquets. Je n'ai vu, dans tous les philosophes qui ont parlé de l'âme humaine, que des aveugles pleins de témérité et de habil, qui s'efforcent de persuader qu'ils ont une vue d'aigle, et d'autres, curieux et fous, qui les croient sur parole et s'imaginent enfin de voir quelque chose.

« Je ne craindrai point de mettre au rang de ces maîtres d'erreurs Descartes et Malebranche. Le premier nous assure que l'âme de l'homme est une substance dont l'essence est de penser, qui pense toujours et qui s'occupe, dans le ventre de la mère, de belles idées métaphysiques et de beaux axiomes généraux qu'elle oublie ensuite.

« Pour le père Malebranche, il est bien persuadé que nous voyons tout en Dieu ; il a trouvé des partisans, parce que les fables les plus hardies sont celles qui sont le mieux reçues de la faible imagination des hommes. Plusieurs philosophes ont donc fait le roman de l'âme ; enfin, c'est un sage qui en a écrit modestement l'histoire. Je vais faire l'abrégé de cette histoire,

selon que je l'ai conçue. Je sais fort bien que tout le monde ne conviendra pas des idées de Locke ; il se pourrait fort bien que Locke eût raison contre Descartes et Malebranche et qu'il eût tort contre la Sorbonne, je parle selon les lumières de la philosophie, non selon les révélations de la Foi.

« Il ne m'appartient que de penser *humainement* ; les théologiens décident *divinement* ; c'est tout autre chose ; la raison et la foi sont de nature contraire. En un mot, voici un petit précis de Locke que je censurerais si j'étais théologien et que j'adopte, pour un moment, comme hypothèse, comme conjecture de simple philosophie. Humainement parlant, il s'agit de savoir ce que c'est que l'âme.

« 1° Le mot d'*âme* est de ces mots que chacun prononce sans les entendre ; nous n'entendons que les choses dont nous avons une idée ; nous n'avons point d'idée d'*âme*, d'*esprit* ; donc, nous ne l'entendons point.

« 2° Il nous a donc plu d'appeler « *âme* » la faculté de sentir et de penser, comme nous appelons « *vie* » la faculté de vivre et « *volonté* » la faculté de vouloir.

« Des raisonneurs sont venus ensuite et ont dit : « L'homme est composé de matière et d'esprit ; la matière est étendue et divisible ; l'esprit n'est ni étendu ni divisible ; donc il est, disent-ils, d'une autre nature. Nous voyons peu le corps, nous ne voyons point l'âme ; elle n'a point de parties, donc elle est éternelle ; elle a des idées pures et spirituelles, donc elle ne les reçoit point de la matière ; elle ne les reçoit point non plus d'elle-même, donc Dieu les lui donne. Donc, elle apporte en naissant les idées de Dieu, de l'infini et toutes les idées générales. »

« Toujours humainement parlant, je réponds à ces Messieurs qu'ils sont bien savants. Ils nous disent d'abord qu'il y a une âme et puis ce que ça doit être. Ils prononcent le mot de *matière* et décident ensuite nettement ce qu'elle est. Et même, je leur dis : « Vous ne connaissez ni l'esprit ni la matière. Par esprit, vous ne pouvez imaginer que la faculté de penser ; par la matière, vous ne pouvez entendre qu'un certain assemblage de qualités, de couleurs, d'étendue, de solidité ; et il nous a plu d'appeler cela *matière* et vous avez assigné les limites de la matière et de l'âme, avant d'être sûrs seulement de l'existence de l'une et de l'autre.

« Quant à la matière, vous affirmez gravement qu'il n'y a en elle que l'étendue et la solidité ; et moi, je vous dis modestement qu'il y a en elle mille propriétés que vous et moi ne connaissons pas. Vous dites que l'âme est indivisible et éternelle ; et vous supposez ce qui est en question. Vous êtes à peu près comme un régent de collège qui, n'ayant vu d'horloge de sa vie, aurait tout d'un coup entre ses mains une montre d'Angleterre à répétition. Cet homme, bon péripatéticien, est frappé de la justesse avec laquelle les aiguilles divisent et marquent les temps, et encore plus étonné qu'un bouton, poussé par le doigt, sonne précisément l'heure que l'aiguille marque. Mon philosophe ne manque pas de prouver qu'il y a dans cette machine une âme qui la gouverne et qui en mène les ressorts. Il démontre savamment son opinion par la comparaison des Anges qui font marcher les sphères célestes et il fait soutenir dans la classe de belles thèses sur l'âme des montres. Un de ses écoliers ouvre la montre ; on n'y voit que des ressorts et, cependant, on soutient toujours le système de l'âme des montres, qui passe pour démontré. Je suis cet écolier ouvrant la montre qu'on appelle *homme* et qui, au lieu de définir hardiment ce que nous n'entendons point, tâche d'examiner par degré ce que nous voulons connaître.

« Prenons un enfant à l'instant de sa naissance et suivons pas à pas les progrès de son entendement. Vous

me faites l'honneur de m'apprendre que Dieu a pris la peine de créer une âme pour aller loger dans ce corps lorsqu'il a environ six semaines ; que cette âme, à son arrivée, est pourvue des idées métaphysiques, donc connaissant l'esprit, les idées abstraites, l'infini fort clairement ; étant, en un mot, une très savante personne. Mais, malheureusement, elle sort de l'utérus avec une ignorance crasse ; elle a passé dix-huit mois à ne connaître que le téton de sa nourrice ; et lorsque, à l'âge de vingt ans, on veut faire ressouvenir cette âme de toutes les idées scientifiques qu'elle possédait quand elle s'est unie à son corps, elle est souvent si bouchée, qu'elle n'en peut concevoir aucune. En vérité, à quoi pensait l'âme de Descartes et de Malebranche quand elle imagina de telles rêveries ? Suivons donc l'idée du petit enfant sans nous arrêter aux imaginations des philosophes.

« Le jour que sa mère est accouchée de lui, il est né, dans la maison, un chien, un chat et un serin. Au bout de dix-huit mois, je fais du chien un excellent chasseur ; à un an, le serin siffle un air ; le chat, au bout de six semaines, fait déjà tous ses tours ; et l'enfant, au bout de quatre ans, ne sait rien. Moi, homme grossier, témoin de cette prodigieuse différence et qui n'ai jamais eu d'enfant, je crois d'abord que le chat, le chien et le serin sont des créatures très intelligentes et que le petit enfant est un automate. Cependant, petit à petit, je m'aperçois que cet enfant a des idées, de la mémoire, qu'il a les mêmes passions que ces animaux et, alors, j'avoue qu'il est, comme eux, une créature raisonnable. Il me communique différentes idées par quelques paroles qu'il a apprises et retenues, de même que mon chien, par des cris diversifiés, me fait exactement connaître ses divers besoins. J'aperçois que, à l'âge de six ans ou sept ans, l'enfant combine dans son petit cerveau presque autant d'idées que mon chien de chasse dans le sien ; enfin, il atteint, avec l'âge, un nombre infini de connaissances. Alors, que dois-je penser de lui ? Irai-je croire qu'il est d'une nature tout à fait différente ? Non, sans doute ; car vous voyez d'un côté un imbécile et de l'autre un *Newton* ; vous prétendez qu'ils sont pourtant d'une même nature et qu'il n'y a de la différence que du plus au moins. Pour mieux m'assurer de la vraisemblance de mon opinion probable, j'examine mon chien et mon enfant pendant leur veille et leur sommeil. Je les fais saigner l'un et l'autre outre mesure ; alors, leurs idées semblent s'écouler avec le sang. Dans cet état, je les appelle ; ils ne me répondent plus ; et, si je leur tire encore quelques palettes, mes deux machines, qui avaient auparavant des idées en très grand nombre et des passions de toutes espèces, n'ont plus aucun sentiment. J'examine ensuite mes deux animaux pendant qu'ils dorment. Je m'aperçois que le chien, après avoir trop mangé, a des rêves : il chasse, il crie après la proie. Mon jeune homme, étant dans le même état, parle à sa maîtresse et fait l'amour en songe. Si l'un et l'autre ont mangé modérément, ni l'un ni l'autre ne rêvent ; enfin je constate que leur faculté de sentir, d'apercevoir, d'exprimer leurs idées s'est développée en eux petit à petit et s'affaiblit enfin par degrés. J'aperçois en eux plus de rapports cent fois que je n'en trouve entre tel sot et tel homme d'esprit. Quelle est donc l'opinion que j'aurai de leur nature ? Celle que tous les peuples ont imaginée d'abord, avant que la politique Egyptienne imaginât la spiritualité, l'immortalité de l'âme. Je soupçonnerai même, avec bien de l'apparence, qu'Archimède et une taupe sont de la même espèce, quoique d'un genre différent, de même qu'un chêne et un grain de moutarde sont formés par les mêmes principes, quoique l'un soit un grand arbre et l'autre une petite plante. Je croirai que

la matière a des sensations à proportion de la finesse et du nombre de ses sens, que ce sont eux qui les proportionnent à la mesure de nos idées ; je croirai que l'huile à l'écaïlle a moins de sensations et de sens, parce que, ayant l'âme attachée à son écaïlle, cinq sens lui seraient inutiles.

« Il me paraît que voilà la manière la plus naturelle d'en raisonner, c'est-à-dire de deviner et de soupçonner. Certainement, il s'est écoulé bien du temps avant que les hommes aient été assez ingénieux pour imaginer un être inconnu qui est en nous, qui fait tout en nous, qui n'est pas tout à fait nous, qui vit après nous. Aussi n'est-on venu que par degrés à concevoir une opinion si hardie. D'abord, ce mot « âme » a signifié la vie et a été commun pour nous et pour les autres animaux ; ensuite, notre orgueil nous a fait une âme à part et nous a fait imaginer une forme substantielle pour les autres créatures. Cet orgueil humain demande ce que c'est donc que ce pouvoir d'apercevoir et de sentir qu'il appelle *âme* dans l'homme et *instinct* dans la brute. Je satisferai à cette question quand les physiiciens m'auront appris ce que c'est que le son, la lumière, l'espace, le corps, le temps. Je dirai, dans l'esprit du sage Locke : « La philosophie consiste à s'arrêter quand le flambeau de la physique nous manque. J'observe les effets de la nature ; mais je vous avoue que je n'en conçois pas plus que vous les premiers principes. Tout ce que je sais, c'est que je ne dois pas attribuer à plusieurs causes, surtout à des causes inconnues, ce que je puis attribuer à une cause connue ; or, je puis attribuer à mon corps la faculté de penser et de sentir ; donc, je ne dois pas chercher cette faculté de penser et de sentir dans une autre substance appelée *âme* ou *esprit*, dont je ne puis avoir la moindre idée. » Ainsi s'exprime Voltaire.

Dans le dictionnaire La Châtre, sous la plume d'André Girard, nous trouvons toute une série d'indications et de renseignements qui relèvent moins de la discussion que de la documentation historique. C'est pour cette raison que nous jugeons utile de reproduire ici cette étude.

« La définition de l'âme varie selon les doctrines philosophiques. Ces doctrines peuvent se classer en quatre catégories, ce qui porte au même nombre les définitions de l'âme.

« D'après les doctrines *spiritualistes*, l'âme serait une substance immatérielle distincte du corps et le siège de la sensibilité, de la volonté et de l'intelligence. Suivant une doctrine dite *vitaliste*, l'âme serait le principe de la vie chez tout être organisé et vivant. Pour les *panthéistes*, l'âme est une émanation de la Divinité, une part du grand Tout, distincte ou non du corps. Enfin, la doctrine *matérialiste* considère l'âme comme une formule, un terme général exprimant l'ensemble des faits de la pensée et du sentiment.

« On a prétendu que la notion de l'âme était universelle et que, de tous temps, tous les hommes ont cru à l'existence de leur âme. Rien n'est moins certain. Quelques peuplades sauvages, encore actuellement existantes, n'ont aucune notion non seulement de la Divinité, mais même de l'âme. Il est très vraisemblable que cette notion fut le résultat d'une série de réflexions que provoqua, chez les hommes primitifs, le désir de connaître les causes des phénomènes dont ils étaient témoins. En raison de leur absence de connaissances scientifiques, un grand nombre de phénomènes leur parurent inexplicables. Force leur fut de suppléer par l'imagination à l'insuffisance de leur science. En ce qui concerne l'âme, ils avaient observé que, au moment de la mort, la respiration s'interrompt ; que, en même temps que le dernier souffle s'exhale, disparaissent à jamais toutes les manifestations de la vie ; ils éta-

blirent entre le souffle et la vie une corrélation étroite, puis ils admirent que le souffle était la cause, le principe même de la vie.

La théorie animiste est la première théorie qui ait été formulée sur l'âme. Elle procède d'une erreur de causalité consistant à prendre l'effet pour la cause. Le souffle s'arrête parce que la vie s'éteint ; son arrêt est une conséquence de celui de la vie ; il n'en est pas la cause. Issue de ce faux principe, la théorie animiste se développa, se modifia peu à peu, cherchant à préciser de plus en plus la nature de l'âme admise.

« C'est là que les doctrines se séparèrent, cherchant chacune leur voie, aboutissant à des conclusions contradictoires, bien que parties d'un même point. De plus en plus, la notion de l'âme tendit vers l'abstraction. On imagina d'abord que le souffle, représentant l'âme, était un air subtil, d'une matière plus affinée que celle du corps. Telle fut la doctrine des premiers Grecs.

« Puis, sa préexistence et sa survivance au corps fut enseignée. La philosophie orientale, la doctrine pythagoricienne admirent la métempsychose, c'est-à-dire la migration des âmes et leur passage successif dans divers corps d'êtres différents. D'autres, comme Héraclite, virent dans l'âme une étincelle du feu divin. Anaxagore en fait un esprit. Platon admet, lui aussi, l'existence d'une âme distincte du corps. Pour Aristote, elle n'est que la forme du corps, la force qui donne à l'organisme sa vie organique, sensible et intellectuelle ; elle n'a d'existence qu'en lui.

Avec la propagation du Christianisme, on assiste à une renaissance de la doctrine spiritualiste : l'âme immatérielle, distincte du corps et lui survivant. Durant le moyen-âge, chose étrange, ce fut la doctrine aristotélique qui prévalut, bien que le christianisme semble plutôt être issu de la doctrine platonicienne. On ne discute plus d'après des faits, des observations, mais avec des arguments puisés dans l'imagination et disciplinés seulement suivant une formule logique convenue. Les hypothèses les plus fantaisistes furent admises pour expliquer l'âme, son existence, ses propriétés, pour concilier les contradictions découvertes peu à peu par la science grandissante entre les hypothèses reçues et les faits observés. Pourvu qu'elles fussent présentées en un syllogisme en bonne et due forme, leur invraisemblance, leur absurdité même n'étaient d'aucun poids dans leur admission ou leur rejet. L'ingéniosité seule importait, prévalant sur la raison et les faits.

« Mais si la notion de l'âme naquit de l'ignorance des faits scientifiques et de leurs causes, si cette ignorance entraîne comme conséquence l'hypothèse d'un principe, d'une substance destinée à les expliquer, par contre, au fur et à mesure des progrès de la science, expliquant un nombre de plus en plus grand de phénomènes jusqu'alors incompréhensibles, la nécessité de cette hypothèse parut de moins en moins évidente. On peut dire qu'aujourd'hui la physiologie est arrivée à une somme de connaissances suffisantes pour que cette hypothèse soit écartée.

« De même que Laplace déclarait pouvoir se passer de l'hypothèse Dieu pour expliquer sa conception de l'Univers, de même, aujourd'hui, l'hypothèse âme n'est plus indispensable pour expliquer les phénomènes d'ordre psychique. Déjà, au IV^e siècle avant J.-C., Démocrite, le plus grand, le plus puissant génie de l'antiquité, eût l'intuition de la théorie matérialiste moderne. Il en formula les principes fondamentaux, admettant un nombre infini d'atomes se combinant diversément au gré des mouvements multiples qui les animent et de la combinaison desquels résulte l'innombrable diversité des êtres. Les phénomènes psychiques

sont les résultats de combinaisons spéciales des atomes les plus déliés, les plus subtils.

« La conception matérialiste de l'âme était assez répandue dans les derniers temps du paganisme. Le christianisme survint, qui apporta les idées spiritualistes des religions hindoues. Puis, l'invasion des Barbares, en faisant subir à la civilisation romaine un recul de plusieurs siècles, ramena la philosophie à l'époque de ses plus grossières conceptions. La longue période de brigandages, de guerres continuelles qui suivit arrêta tout essai de la pensée et tout ce qui concernait l'art ou les sciences se réfugia dans les couvents. Là tout l'effort de la pensée se perdit en luttes stériles, sur des questions de dogme, querelles byzantines qui ne firent faire aucun progrès à la philosophie.

« Cependant, quelques esprits indépendants, bravant le despotisme et l'intolérance religieuse, posèrent les problèmes généraux de la philosophie. Malgré les persécutions, les supplices de toutes sortes, grâce aux progrès de la science, la pensée philosophique commença à se dégager des doctrines de pure imagination où elle avait sa place. Le philosophe anglais Hobbes ose, en plein XVII^e siècle, formuler la théorie matérialiste ; mais les conséquences qu'il en tire au point de vue social portent l'empreinte de la barbarie de l'époque.

« Les doctrines spiritualiste et panthéiste sont formulées par Descartes et Spinoza. Locke, en Angleterre, fait dériver les idées des sensations et pose les bases du « Sensualisme » que Condillac et la plupart des philosophes du XVIII^e siècle développèrent avec tant d'autorité. L'avènement de la doctrine sensualiste concorde avec l'essor que Vésale, Ambroise Paré, Harwez, etc., venaient de donner à la science physiologique.

« On le voit : à mesure que la science positive augmente le nombre de ses données, l'hypothèse spiritualiste perd du terrain et la doctrine matérialiste assied plus solidement ses bases. Les grands philosophes du XVIII^e siècle : Voltaire, Helvétius, d'Alembert, quoique n'étant pas rigoureusement matérialistes, contribuent, par leur esprit positif, leur méthode scientifique, aux progrès du matérialisme que développent d'Holbach, Diderot, La Mettrie. En Allemagne, Kant porte à la dialectique un coup fatal et pose, lui aussi, la sensation comme origine des idées, tout en admettant l'existence et l'immortalité de l'âme.

« Ce n'est qu'au XIX^e siècle, en même temps que les sciences physiologique, biologique et anthropologique acquièrent un développement inouï jusqu'alors, que la doctrine matérialiste, niant l'âme, s'assied sur des bases positives. Auguste Comte, Cabanis, Broussais, Büchner, fondent définitivement le matérialisme, pendant que la doctrine spiritualiste décline avec les philosophes de second ordre : Victor Cousin, Royer Collard, Jouffroy, etc.

« Se basant sur la théorie transformiste formulée par Lamarck et développée par Darwin, le matérialisme moderne explique les phénomènes physiques les plus embarrassants jadis, tels que les idées innées, la mémoire, les aptitudes natives, etc., sans avoir recours à l'hypothèse d'une âme spirituelle. Dès lors, que devient la valeur de cette hypothèse, si sa nécessité est nulle pour expliquer les phénomènes de tout ordre ? La notion de l'âme spirituelle ira fatalement rejoindre au néant les « entités logiques du moyen-âge. »

Longues sont ces citations empruntées au dictionnaire philosophique de Voltaire et au dictionnaire La Châtre. Mais l'une et l'autre sont d'un grand intérêt, non seulement par elles-mêmes, mais encore et surtout par rapport aux deux doctrines importantes que nous aurons à étudier aux mots « Matérialisme et Spiritualisme ».

Il se peut que certains esprits ne saisissent pas ou ne conçoivent que confusément les conséquences qui découlent, sur le plan social, de l'adoption de l'une ou de l'autre de ces deux thèses qui se prononcent en sens contraire sur les problèmes les plus considérables de la science et de la philosophie.

C'est pourquoi, nous prions le lecteur de se reporter aux mots « *Matérialisme et Spiritualisme* ». Ils y trouveront une étude complète qui ne manquera pas de les éclairer et de leur faire toucher du doigt la puissance des liens qui, scientifiquement et socialement, unissent l'Anarchisme à la thèse matérialiste.

Sébastien FAURE.

AME n. f. (du latin *anima*, souffle, vie. Le mot âme a toujours eu de nombreuses acceptions. Il sert en général à désigner l'ensemble des facultés morales et intellectuelles, la sensibilité, la conscience, la pensée intime, le sentiment et en somme tout ce qui, chez l'être humain, ne se rattache pas directement à l'enveloppe charnelle. Nous sentons, nous pensons, nous voulons. On désigne sous le nom d'*âme* ce qui en nous sent, pense et veut. Diversement dénommée, niée par certaines écoles philosophiques, l'activité spirituelle reste irréductible jusqu'ici à toute explication mécanique ou physiologique. L'école spiritualiste voit en tout de la pensée, de l'âme ; pour l'école matérialiste, la pensée est un produit du cerveau. Les religions sont venues compliquer à leur tour ce problème déjà bien assez complexe par lui-même. La croyance en l'immortalité de l'âme est un des dogmes fondamentaux du christianisme. Malgré tous les efforts des philosophes la question semble devoir rester longtemps encore insoluble. (Voir *Matérialisme, Spiritualisme, etc...*)

AMELIORATION n. f. Léger progrès apporté dans l'état de quelque chose. Lorsque la classe dirigeante s'aperçoit que son oppressement intransigeant va faire éclater une révolution, elle se décide à apporter quelques améliorations dans l'état de choses afin de calmer les esprits. Pour la bourgeoisie les améliorations constituent une sorte de part du feu destinée à faire croire aux cerveaux échauffés que les patrons sont humains et désirent le bien-être des travailleurs. Mais pour accorder ces améliorations, les possédants attendent toujours que l'heure soit grave. Tant que le peuple ne montre pas les dents, ils continuent à l'exploiter sans vergogne. Certains se contentent largement de ces aumônes que sont les améliorations. Ce sont les réformistes. Ils repoussent l'idée d'une révolution et préfèrent mendier aux oppresseurs de la classe ouvrière la centième partie de leurs droits. C'est là une méthode que les anarchistes ne sauraient accepter. On ne mendie pas ce qui doit nous revenir de droit. On ne réclame pas comme une aumône les biens dont on nous a frustrés. Des améliorations et des réformes ne sauraient nous satisfaire. Seule, la Révolution Sociale pourra remettre les choses à leur place et compenser les injustices.

AMELIORATION. Ce mot ne nous intéresse qu'à la condition d'y ajouter le qualificatif : « social ». Autrement, il serait pour nous, sans signification véritable... Il n'aurait, par conséquent, pas sa place ici...

Nous lui donnerons donc la signification suivante : *Meilleur aménagement de la vie sociale*, en précisant que sa valeur, dans les faits, est extrêmement relative. Bien entendu, dans notre esprit, *l'amélioration sociale* n'est obtenue que pacifiquement, *par l'entente des classes*. Nous en excepterons les conquêtes d'ordre moral qui mettent toujours en péril l'édifice capitaliste et que l'adversaire ne concède que par la force. — La loi de 8 heures en est la preuve.

L'amélioration sociale ne vise donc pas à transformer

la structure de la société capitaliste. Elle modifie seulement, dans le détail, les rapports de classe à classe. Elle concède généralement à la classe la plus défavorisée un peu plus de bien-être. Elle n'est que relative, plus apparente que réelle. C'est toujours un palliatif et souvent une tromperie. L'adversaire social qui concède une amélioration a soin de reprendre de la main gauche ce qu'il donne de la main droite. L'amélioration ne tarde jamais à être annihilée par une mesure correspondante prise par le patronat.

L'augmentation des salaires est l'amélioration-type. Plus qu'aucune autre, elle en montre l'inanité, l'inutilité même au point de vue social. Elle n'augmente que rarement le pouvoir d'achat de l'ouvrier et, dans tous les cas, la capacité d'achat n'est que fort peu, et pour un temps très court, supérieure à ce qu'elle était auparavant.

L'augmentation des salaires ne se produit que lorsque la loi d'airain est faussée, lorsque l'ouvrier qui a des charges moyennes ne reçoit plus dans un milieu donné, un salaire moyen correspondant à ces charges. La rupture de l'équilibre au détriment de l'ouvrier oblige celui-ci à réclamer une augmentation de salaire qu'il obtient le plus souvent. Cet équilibre ne sera toutefois rétabli que pour une courte durée. D'autres ouvriers, d'autres corporations se trouveront, à tour de rôle, dans le même cas. Les augmentations générales du coût de la vie répondront aux augmentations partielles des salaires et l'équilibre sera toujours rompu pour l'ensemble. C'est le cercle vicieux.

Donc, rien à attendre en fait de l'augmentation des salaires, de l'amélioration-type. Il en est de même pour toutes les autres.

Les autres améliorations concernant l'hygiène de l'atelier, du chantier, du bureau, de l'habitation, celles qui sont relatives au perfectionnement de l'outillage à une meilleure utilisation de la main-d'œuvre, à l'emploi plus intensif des forces mécaniques et électriques, à l'utilisation raisonnée de ces forces sont le fait de l'évolution des sociétés qui doivent suivre le rythme de la vie, la transformation des mœurs et tenir compte des progrès scientifiques et techniques appliqués dans les industries rivales ou les pays voisins.

L'amélioration sociale peut, dans les autres cas, être un palliatif qui permet au patronat de conserver ou d'asseoir ses privilèges. Elle est la plupart du temps une tromperie qui fait prendre le mirage pour la réalité et laisse, en vérité, les choses en état. Elle modifie à peine quelques aspects, quelques contours, elle ne vise à aucun renversement des valeurs. Elle peut, dans certaines circonstances graves, constituer une lourde hypothèque sur l'avenir et faire reculer très loin des transformations possibles.

C'est aussi un leurre qui permet au patronat d'endormir la conscience ouvrière, d'émollier son énergie et, parfois, de circonvenir personnellement les défenseurs des ouvriers s'ils n'y prennent garde ou s'ils ne sont pas assez bien trempés pour résister aux tentations dorées des maîtres habiles à les présenter.

Ravaler l'action de classe à la conquête des améliorations sociales, c'est la conduire sur le chemin des abdications qui mène tout droit à la pratique du réformisme social, de la colloration des classes. C'est tourner le dos aux buts poursuivis par le prolétariat pour son affranchissement.

Si la poursuite de l'amélioration de classe est, malheureusement, une nécessité inévitable, on ne peut en recommander la pratique érigée en système. Elle doit d'ailleurs, pour être durable, être fortement étayée par une action utile et continue de la classe ouvrière. Ceci suffit à en déterminer le caractère exact, la valeur restreinte et l'usage qu'il convient de faire de cette arme émousée.

Elle n'a point sa place dans l'arsenal d'attaque du prolétariat. Bien qu'elle soit d'une pratique quotidienne, elle n'intervient qu'à titre secondaire, subsidiaire dans la véritable lutte sociale. (Voir *Réformisme économique et social*.) Pierre BESNARD.

AMITIÉ n. f. On appelle amitié l'affection pure, désintéressée, mêlée d'estime, qui unit deux personnes. L'amitié est un des plus nobles sentiments humains. Mais elle est rare. On se sert souvent du mot amitié pour cacher des intérêts de toutes sortes et des liaisons aussi peu sincères que solides. D'innombrables écrivains ont écrit sur l'amitié des pages trop connues pour que nous nous y attardions ici. De nombreux exemples historiques de sacrifices à l'amitié sont devenus célèbres et ont inspiré de touchantes œuvres aux poètes et aux romanciers. De même que la camaraderie — sentiment moins individuel — l'amitié servira à lier de plus en plus les hommes entre eux et aidera à l'avènement d'une fraternité universelle.

AMNISTIE n. f. (du grec : *a* privatif et *mnestia* mémoire). C'est l'acte du souverain ou du pouvoir législatif qui efface jusqu'à la trace et le souvenir même d'une condamnation prononcée et annule tout commencement de poursuite judiciaire motivée par un acte tombant sous le coup de la loi. L'amnistie a pour objet de rendre en quelque sorte inexistante l'infraction elle-même, et, par suite, d'éteindre l'action publique aussi bien que les condamnations prononcées et les conséquences de toute nature qu'entraînent celles-ci. L'individu amnistié est censé n'avoir pas été condamné. C'est pourquoi l'Amnistie, en France tout au moins, ne peut résulter que d'une loi, tandis que le Président de la République a le droit de faire grâce, parce que la grâce laisse subsister les incapacités légales attachées à la condamnation. La pratique de l'amnistie est déjà fort ancienne. Le premier exemple qu'en enregistre l'Histoire remonte à Thrasybule, général athénien qui, à la tête de l'armée de Samos et avec l'aide des Thébains, chassa, en 404, les trente Tyrans et restaura, à Athènes, le régime démocratique. Rentré dans Athènes, Thrasybule ne voulut souiller sa victoire par aucune vengeance et promulgua une loi dite, pour la première fois, d'amnistie. Cette loi portait qu'aucun citoyen ne pourrait être recherché ni puni à l'occasion de la conduite qu'il avait pu tenir dans les troubles causés par le despotisme gouvernemental des trente Tyrans.

L'histoire de l'ancienne Grèce nous montre presque toujours les partis vainqueurs amnistiant leurs adversaires vaincus. Il n'est pas injuste de dire que, presque toujours aussi, la victoire d'un parti sur les partis opposés comporte des actes d'une telle sauvagerie et, à l'origine, entraîne une répression si féroce, que, l'apaisement se faisant, au bout de quelque temps, par la force même des choses, les vainqueurs ont tout intérêt à passer l'éponge sur les atrocités commises, afin d'en hâter l'oubli ou, pour le moins, d'en atténuer l'amertume. Il convient donc de ne pas considérer l'amnistie comme un geste de magnanimité tout à l'honneur des gouvernants et des législateurs, mais comme une habile manœuvre qu'ils estiment devoir être profitable à leur politique. L'histoire moderne nous présente de nombreux exemples d'amnistie. Voici les principaux : amnistie accordée aux huguenots, en 1570, sous Charles IX. Celle-ci ne fut, en réalité, qu'un abominable guet-apens ; car, deux ans après, en 1572, eurent lieu les horribles massacres connus sous le nom de la Saint-Barthélemy, le roi ordonnant lui-même l'assassinat d'une partie de ses sujets qu'il avait tenté, par l'amnistie, de désarmer et de ramener à sa cause. A l'occasion de la restauration d'Angleterre, Charles II

publia une amnistie générale dont seuls furent exclus les régicides. En 1814, la charte française accorda une amnistie générale pour tout ce qui, pendant la Révolution et l'Empire, avait été tramé, ourdi ou accompli contre la monarchie des Bourbons. A son retour de l'île d'Elbe (mars 1815), Napoléon I^{er} publia un acte d'amnistie dont il n'excepta que treize personnes, des plus compromises, tels que Talleyrand, Bourrienne, le duc de d'Albert, etc. A la seconde restauration, l'amnistie ne fut publiée que le 12 janvier 1816. Le bénéfice en fut refusé à un petit nombre : Ney, Labédoyère, Lavalette, Bertrand, Rovigo. Le roi se réservait en outre la faculté de bannir Soult, Bassano, Vandamme, Carnot et quelques autres. Lorsque le duc d'Orléans, fils de Louis-Philippe, se maria, Louis-Philippe, en 1837, amnistia en bloc tous les condamnés politiques. La République de 1848 étendit la loi d'amnistie à tous les condamnés politiques, à l'exception des princes appartenant aux deux branches des Bourbons. Le second Empire (Napoléon III) accorda quatre amnisties : en 1859, en 1860, en 1864 et en 1869. On peut estimer, d'une façon générale, que tous les Gouvernements, Empire, Royauté, République sentent si fortement le besoin de faire oublier leurs propres crimes, que c'est devenu la règle, de nos jours et dans tous les pays du monde, de faire suivre tous les grands événements qui font époque dans l'histoire et qui succèdent à une période grave et troublée, à l'intérieur ou à l'extérieur, d'une amnistie plus ou moins générale, destinée à calmer les colères, à apaiser les ressentiments ou à dissiper les haines contre le pouvoir du moment.

La loi d'amnistie qui souleva, il y a quelque cinquante ans, les oppositions les plus violentes et les débats parlementaires les plus passionnés, fut celle qui visait les condamnés de la Commune. Le mouvement communaliste — mars à mai 1871 — avait inspiré aux classes dirigeantes de l'époque une terreur si profonde et une haine si farouche, que, par la voix de leurs représentants au Parlement, elles opposèrent aux efforts des républicains avancés une résistance aussi longue qu'acharnée. Ce fut Alfred Naquet qui, le premier, au cours de la séance du 20 décembre 1875, réclama éloquemment l'amnistie en faveur de tous les crimes et délits se rattachant à la Commune. Après les élections sénatoriales de janvier et février 1876, Victor Hugo au Sénat et Raspail à la Chambre firent la même proposition. La voix de ces deux grands citoyens ne fut pas entendue. Pour faire triompher la cause de l'Amnistie, il était indispensable que le peuple se prononçât vigoureusement. L'opinion publique, secouée dans tout le pays par les agitateurs les plus en renom, demanda d'abord, réclama ensuite, exigea enfin l'amnistie en faveur des *Communards*. Le 20 février 1879, nouveau débat à la Chambre sur ce sujet qui, peu à peu, passionnait les masses populaires. Le Garde des Sceaux, Le Royer, se déclarait, au nom du Gouvernement, favorable à une amnistie partielle. « Amnistie pleine et entière » répliquèrent Naquet, Louis Blanc, Lockroy et Clémenceau : L'amnistie totale fut repoussée et l'amnistie partielle accordée. C'était un premier résultat laissant pressentir la victoire complète. Les manifestations en faveur de l'amnistie se firent plus nombreuses que jamais ; elles s'affirmèrent de plus en plus ardentes et résolues. L'amnistie eut alors ses candidats et plusieurs élections se firent avec ce programme unique : amnistie totale. A Bordeaux, c'est Blanqui, le 20 avril 1879 ; à Paris, c'est Alphonse Humbert, le 12 octobre 1879 et Trinquet, le 20 juin 1880, qui l'emportent comme candidats de l'amnistie. La pression de l'opinion publique brise les dernières résistances du Gouvernement et la loi d'amnistie est votée à une imposante majorité et promulguée le 11 juillet 1880.

Depuis, diverses lois d'amnistie ont été votées, notamment en 1881 et 1895. Durant la guerre maudite de 1914-1918, une foule de condamnations furent prononcées pour d'insignifiants délits susceptibles d'être retenus par les Conseils de guerre et les Tribunaux civils ; un nombre relativement élevé, beaucoup plus élevé qu'on ne le croit généralement, d'hommes valides appelés par la mobilisation générale à satisfaire aux exigences de la grande Tuerie en lui assurant le matériel humain que « la Patrie » déclarait nécessaire à son salut, refusèrent énergiquement de rejoindre le corps qui leur était assigné et, plutôt que de défendre une Cause qu'ils estimaient ne pas être la leur, ces hommes s'exilèrent ou se cachèrent. Ce furent les insoumis. D'autres, un nombre important d'autres, qui s'étaient tout d'abord laissé incorporer, quittèrent l'arme à laquelle ils étaient affectés et désertèrent. D'autres enfin, las de traîner depuis des mois et des mois leur lamentable existence dans la boue et le sang des tranchées, indignés du traitement qu'ils subissaient de la part de leurs chefs, commirent un de ces actes quelconques : gestes, paroles, simple attitude d'indiscipline que le Code militaire, en temps de guerre, punit des peines les plus sévères, et, pour s'être laissé aller à un de ces actes, furent odieusement, injustement frappés. Il semblait indiqué que, au lendemain d'un carnage de cinquante et un mois, tous ces insoumis, déserteurs et indisciplinés fussent appelés à bénéficier de l'amnistie la plus large. Il n'en fut rien. Des Gouvernements qui se succédèrent au Pouvoir, les uns refusèrent toute amnistie et les autres en proposèrent une si étroite, si restreinte qu'elle mécontentait les partisans de l'Amnistie large et humaine plus encore que les adversaires de toute amnistie, même limitée. De nouveau, l'opinion publique intervint. La presse dite « d'extrême-gauche » protesta contre cette caricature d'amnistie, d'autant plus scandaleuse et révoltante que les bandits qui avaient, du commencement de la guerre à la fin, cyniquement spéculé sur la détresse de la nation, qui avaient tiré parti du gâchis administratif, qui avaient ramassé des fortunes dans le sang des champs de bataille et le ravalement de la population civile, tous ceux-là se voyaient mis à l'abri de toute sanction par la dite loi d'amnistie. Ce fut un spectacle réconfortant que celui de l'agitation qui se traduisit par des campagnes dans les journaux d'avant-garde, des meetings nombreux et imposants, des manifestations dans la rue, des tentatives de grève, des mouvements populaires de toute nature. Mais toutes ces démonstrations se heurtaient au mauvais vouloir du bloc national qui détenait le pouvoir gouvernemental. Quand vinrent les élections législatives générales du 11 mai 1924, les partis dits « de gauche » ne manquèrent pas d'inscrire sur leur programme le vote d'une loi d'amnistie pleine et entière. Ce fut un des moyens qu'employèrent radicaux, radicaux-socialistes, républicains-socialistes, socialistes et communistes pour piper les suffrages des électeurs — hélas ! — toujours confiants. Le bloc des gauches remplaça au Gouvernement le bloc national. Mais les nouveaux élus s'empressèrent d'oublier leurs promesses et de trahir les engagements qu'ils avaient pris.

On patienta longtemps ; jusqu'au dernier moment, on espéra que les nouveaux gouvernants respecteraient la parole donnée. Espérance déçue ! Le projet d'amnistie proposé et voté ne fut guère plus large que les précédents. Seuls furent appelés à en bénéficier quelques catégories — peu nombreuses — de mutins, d'insoumis, de déserteurs et de condamnés politiques. Quant aux victimes les plus intéressantes, parce que les plus fières et les plus courageuses, elles restent frappées par les condamnations qu'elles continuent à subir.

ou sous le coup des poursuites auxquelles elles n'échappent qu'en se cachant ou s'expatriant. Nous devons à la vérité de dire que, dans presque tous les pays qui ont pris part à l'épouvantable guerre de 1914-1918 l'amnistie totale a été promulguée.

Sur l'Amnistie prise dans son sens général, les Anarchistes ont une conception à part. Leur théorie sur ce point s'éloigne de toutes les théories autoritaires. De la première à la dernière, toutes celles-ci affirment la nécessité d'une législation (l'Autorité ne se conçoit pas sans la Loi qui édicte ce qui est permis et ce qui est défendu) et d'une échelle de sanctions qu'il appartient aux tribunaux d'appliquer aux délinquants (la Législation ne se conçoit pas sans une Magistrature qui en réprime la violation). Les théories autoritaires, en conséquence, tiennent pour justes et nécessaires les condamnations prononcées et les poursuites engagées contre ceux qui ont enfreint la Loi. Il en résulte que, lorsqu'un parti politique propose, réclame l'Amnistie, ce n'est pas, ce ne peut pas être au nom de la Justice et dans un sentiment d'équité, mais au nom de l'Indulgence, de la Pitié, de l'Humanité et, il faut y insister, dans un but politique. Il n'est pas un parti politique — de Gouvernement ou d'Opposition — qui ne sache qu'un jour ou l'autre il sera en posture de vaincu et qu'il aura, alors, besoin de solliciter son pardon. Il n'est pas une forme de l'Autorité, si forte qu'elle se croie, dont les partisans ne soient exposés tôt ou tard à perdre le pouvoir et à connaître à leur tour l'amertume de la persécution. A la longue, dans le cours de l'histoire, l'équilibre s'établit entre les vainqueurs d'hier, d'aujourd'hui et de demain ; en sorte que les uns et les autres sentent instinctivement que l'heure sonnera pour tous de faire appel à la grande loi de pardon, d'effacement, d'oubli, d'amnistie. Après s'être ainsi amnistiés les uns les autres, il se trouve qu'ils ne se doivent rien, que la balance s'établit, qu'ils sont quittes. Seuls, les Anarchistes, voulant briser le Pouvoir et non le conquérir, savent qu'ils ne seront jamais conduits à forger des lois et à instituer des tribunaux. Seuls, ayant en égale exécution l'Autorité qu'on exerce et l'Autorité qu'on subit, ils ont la certitude de ne jamais devenir des oppresseurs, des persécuteurs. C'est pourquoi l'Amnistie ne saurait être à leurs yeux la pratique d'un système de bascule ou de compensation. Niant aux autres le droit de forger des lois et d'en appliquer les sanctions à qui les enfreint, ils ne mendent pas la pitié des Gouvernants, ils ne s'adressent pas à leur clémence, ils ne font pas appel à leurs sentiments d'humanité. C'est au nom de la Justice, de la pure et sainte Equité qu'ils réclament, qu'ils exigent l'Amnistie et qu'ils mettent les Gouvernements en demeure de rendre à la liberté ceux qu'ils n'avaient pas le droit d'en priver. Les libertaires pensent que les coupables ne sont pas ceux qui sont frappés par la Loi, mais bien ceux qui la font et l'appliquent. Ils ont conscience que les coupables ne sont pas ceux qui sont poursuivis ou jetés en prison, mais, au contraire, ceux qui les poursuivent et les emprisonnent.

Une société anarchiste est incompatible avec la survivance des geôles et des bagnes ; une des premières tâches de l'Anarchisme, en période de Révolution, sera de mettre le feu aux prisons et d'abolir les Palais de Justice. Ils n'auront donc jamais d'Amnistie à accorder, puisque jamais ils n'auront condamné ni enfermé personne. Et, cependant, toutes les fois que s'ouvre une campagne en faveur de l'Amnistie, les Anarchistes sont de ceux qui s'y engagent avec le moins d'hésitation et le plus d'ardeur. Ils font entendre leurs voix dans les meetings publics ; ils multiplient les articles, les manifestes, les affiches qui convient le peuple à exiger l'Amnistie ; ils provoquent des démonstrations sur la voie publique afin de saisir de leur volonté

d'amnistie la foule indifférente et d'intéresser l'opinion publique à la libération des victimes de l'Autorité. Et souvent on a vu des anarchistes qui s'étaient proposés d'ouvrir les prisons, par l'Amnistie, à quelques-uns de leurs frères, y entrer eux-mêmes et aller, ainsi, rejoindre en captivité ceux qu'ils voulaient libérer. Si les Anarchistes se donnent de plein cœur à toute agitation en vue de l'Amnistie, alors qu'ils savent la vanité d'une telle mesure, puisque les portes ouvertes aux amnistiés d'aujourd'hui se fermeront demain sur de nouvelles victimes, c'est qu'ils entendent se mêler à toute action ayant pour objet de soustraire quelques victimes à la vindicte publique, et leur fournissant l'occasion de flétrir le régime qu'ils combattent, de stigmatiser l'iniquité sociale sous une de ses formes les plus odieuses, de communiquer à la masse des pauvres qui sont quotidiennement exposés aux rigueurs de la Loi le mépris et la colère qu'ils ressentent contre tous ceux qui s'arrogent le droit de condamner, de faire lever dans la multitude le levain de la Révolte libératrice.

Si, chaque fois que les circonstances sont favorables à un mouvement populaire luttant pour l'Amnistie, les Anarchistes sont au premier rang, c'est qu'il leur est doux de tenter quelque chose pour diminuer, si peu que ce soit, les souffrances de ceux qui aspirent à sortir du bagne, de la prison ou de l'exil pour reprendre parmi leurs amis, dans leur foyer, à l'usine ou aux champs, au milieu de ceux qu'ils chérissent et qui les aiment, la place d'où la méchanceté et l'injustice des hommes les ont momentanément chassés. L'Amnistie est comme une libération partielle, en attendant la grande Amnistie : la Révolution qui enfoncera la porte de toutes les prisons et sera, Elle, la libération totale et définitive. — Sébastien FAURE.

AMOUR. Ce mot est souvent un nom de genre et s'accompagne d'un adjectif qui désigne l'espèce : amour paternel, amour filial, amour sexuel, etc.

Lorsque nulle épithète ne s'y joint, il est pas univoque. Pour la plupart des philosophes, il reste nom de genre, désigne tout sentiment affectueux et s'oppose à *haine*. Au langage mystique, au langage commun aussi, il exprime parfois des sentiments de fraternité humaine (voir aux mots *Charité* et *Fraternité*) ou même certaines émotions devant la beauté réelle ou imaginée du Cosmos (voir ce mot).

Au langage le plus courant, amour désigne l'affection pour un être dont on désire, rêve ou connaît le baiser. Littré dit : « Sentiment d'affection d'un sexe pour l'autre. » Définition trop étroite et qui résout, d'un dogmatisme sournois, une grave question. Que le fait plaise ou déplaise, il y a eu, il y a des amours entre personnes du même sexe.

Plusieurs législations condamnent l'amour homosexuel et il rencontre une opinion publique railleuse ou sévère. Est-ce parce que cette forme d'amour évite trop sûrement les pièges du génie de l'espèce ? Est-il condamné pour les mêmes raisons que le malthusianisme ? (Tout législateur est un grand repopulateur par procuration.) Est-ce parce que les religions modernes condamnent le plaisir et ne lui accordent quelque tolérance que s'il contribue aux prétendues fins de Dieu ou de la Nature ?...

L'anarchiste obéit, en ce domaine, à ses goûts personnels, et il ne blâme jamais les goûts innocents différents des siens. Or, il appelle innocent ce qui ne fait de mal à aucune personne réelle. Quant aux fameuses « personnes morales » (voir ce mot), il les considère, selon les cas, avec la plus froide indifférence ou la plus légitime hostilité.

Selon ne punissait le non-conformisme que chez l'esclave qui le pratiquait avec une personne de con-

dition libre. Sa loi était moins repopulatrice que protectrice de l'inégalité. En France, du xv^e au xviii^e siècle, plusieurs non-conformistes furent brûlés en vertu des *Etablissements de Saint Louis*, mal compris, à ce qu'il semble. Le « bougre » que saint Louis faisait brûler, après jugement de l'évêque, était un hérétique. Malheureusement pour les homosexuels des siècles suivants, le mot avait changé de sens et ni les juges ecclésiastiques ni le bras séculier ne s'en étaient aperçus. Plusieurs montèrent sur le bûcher par la faute de l'Eglise et de la sémantique.

On ne brûle plus aujourd'hui. Parfois on tue encore surnoisement. Nul n'ignore quel crime commirent contre Oscar Wilde le Code et les juges. La loi allemande punit aussi le non-conformisme. Abstraitement, la loi française est ici moins scélérate. Mais les magistrats y suppléent par de nobles subtilités et Adelsward-Fersen ne fut guère mieux traité à Paris qu'Oscar Wilde à Londres.

Je n'ai pas le culte des définitions (*voir ce mot*). Sauf en mathématiques, elles sont toujours débordées d'un côté par le défini, débordantes de l'autre. Sans se fier à elles, on tâche pourtant de les faire le moins inexacts qu'on peut. Pour ne pas exclure arbitrairement le platonisme, j'ai accordé le nom d'amour au rêve, même vague, du baiser.

L'amour platonique n'est pas exactement l'amitié entre homme et femme. Une sexualité atténuée (platonisée, diraient précisément les psychanalistes) entre dans ce composé instable. Ici comme partout, il n'y a que des cas individuels et nos généralités disent des à peu près. L'amour de Pétrarque et de Laure s'accompagne de désir éludé par jeu ou par nécessité et si l'on ose dire, de quelque pelotage. Il est différent du sentiment de Dante pour Béatrice. Le sentiment de Dante lui-même a revêtu des nuances successives sans perdre le droit de s'appeler amour platonique : ardent et douloureux dans *La Vie Nouvelle* ; apaisé et comme glorieux dans *Le Paradis* ; presque complètement abstrait dans *Le Banquet* où Béatrice pâlit, se dépersonnalise, se perd presque aux brumes du symbole.

Pour Voltaire (*Dictionnaire philosophique, amour socratique*, note) l'amour platonique ne fut jamais que faux semblant, ou, comme il dit, « art de cacher l'adultère sous le voile ». Il explique, malicieux : « Les hommes avouaient hautement un amour qu'il était convenu que les femmes ne partageraient point... Il nous reste assez de monuments de ce temps pour nous montrer quelles étaient les mœurs que couvrait cette espèce d'hypocrisie. »

Voltaire a raison pour beaucoup de cas. Mais le monde intérieur est plus varié qu'il ne croit. Nos classifications, bien qu'elles ne soient jamais trop riches, restent toujours insuffisantes et l'expression ne saisit qu'une partie des nuances et des formes des sentiments réels. Le platonisme fut souvent une préface hypocrite ou inquiète, une descente habile ou un glissement involontaire ; il fut parfois autre chose : le parfum, par exemple, qui reste après la liqueur bue, l'amitié charmée qui, chez les êtres tendres et sans jalousie, peut succéder aux sensualités.

L'amour platonique nous semble un peu ridicule aujourd'hui, s'il est l'amour unique. Mais, pour le pluraliste, il peut, à côté d'émotions plus sensuelles, avoir ses heures de charme souriant. Même dans l'amour unique, si une maladie ou quelque autre obstacle s'oppose aux réalisations physiques, le platonisme apporte grâce et consolation. L'amour d'Héloïse pour Abélard diminué n'est pas simple amitié. Ce n'est pas non plus le deuil d'une veuve. Ce mélange de souvenirs, de rêves blessés, de regrets incertains, d'imaginations tendres

est certes inanalysable et instable — comme tout ce qui est vivant.

L'amour existe-t-il chez les animaux ? Chez certains, pas même la possession, ni, semble-t-il, la jouissance. La femelle du poisson écailleux abandonne ses œufs ; le mâle les féconde ensuite sans savoir qui les a pondus. Y a-t-il quoi que ce soit qui ressemble à l'amour chez les insectes communistes, abeilles et fourmis, où le mâle est tué dès qu'il a rempli son rôle fécondateur et où une seule rencontre féconde la femelle pour toute sa vie ? La mante religieuse, certaines araignées, certaines sauterelles dévorent le mâle pendant la période ou aussitôt après. Puisqu'il accepte ce sort inévitable ou consent à ce gros risque, il faut supposer chez lui un vif attrait vers la femelle. Mais la femelle éprouve sans doute peu de plaisir, qui garde son sang-froid de chasserresse.

Les oiseaux donnent une idée plus voisine de notre amour. Le moineau, le coq sont des mâles remarquablement doués et ardents. Le coq pose, si l'on ose dire, des lapins ; il attire parfois la femelle en poussant le même appel que s'il venait de découvrir un ver de terre. Plusieurs mammifères, le cheval, le taureau ont des allures, des fiertés, des mouvements, des regards, des cris qui disent éloquentement le désir.

L'amour humain a pourtant ses caractéristiques et ses privilèges. Seul, l'homme n'obéit pas aux saisons et à un rythme étroit, mais aime à toute époque de l'année. Seul, il connaît les délicieuses langueurs qui suivent le baiser. Seul, il connaît les embrassements et leurs douces variantes. Son corps est sensible par toute sa surface. L'animal connaît le baiser, non la caresse. Et, sur l'étoffe de la nature, quelles brillantes ou délicates broderies dessine notre imagination...

Mais nous savons empoisonner nos joies. La jalousie n'est pas chose exclusivement humaine ; elle prend chez l'homme une profondeur plus douloureuse. Et les pauvretés tyranniques et cruelles du sadisme, les pauvretés serviles du masochisme sont notre création.

C'est pourquoi plusieurs condamnent l'amour ou répètent après Buffon que seul le côté physique en est bon. Supprimer les sentiments qui donnent de si grandes joies mutuelles pour mieux écarter ceux qui amènent des douleurs et des méchancetés est méthode trop appauvrissante. Il est d'autres moyens de tuer en soi la jalousie, l'autoritarisme, l'exclusivisme, le propriététarisme ; il est d'autres moyens de purifier l'amour de toute hostilité. Les épicuriens le savaient. Epicure et Métrodore restaient les plus parfaits des amis en aimant la même Léontium. Lucrèce fait un tableau très sombre et très âpre des amours ordinaires où « parce que le plaisir n'est point pur, des aiguillons secrets poussent à blesser l'objet même de notre frénésie. » Mais il connaît le remède aux folies, aux aigreurs et aux brutalités de l'amour unique. Il enseigne à « jeter dans les corps qu'on rencontre l'humeur amassée », à « troubler par des blessures nouvelles la blessure ancienne » et à « cueillir des volupés exemptes de peine ».

Notre pluralisme (*voir ce mot*), admet peut-être d'autres délicatesses que le sien, des nuances plus riches, des souvenirs plus attendris, et, à l'heure voluptueuse, un sens plus fin de ce que le baiser actuel a de saveur unique et originale.

L'amour plural de Lucrèce est tourné uniquement vers le sexe. Nos choix multiples aiment des individus, les grâces personnelles de leurs caresses, de leurs paroles, de leurs pensées, de leurs sentiments. Nous aimons des *uniques*. Prêt à tous les accueils, l'anarchiste pluraliste distingue chaque accueilli. Il aime ce qu'il a de nouveau, de singulier, de spontané ; il ne le considère pas seulement comme une occasion de

volupté banale ou même de volupté renouvelée et originale.

Lucrèce élimine l'amour proprement dit pour ne conserver que la volupté. A toutes nos volupés, sachons plutôt donner une âme et un accompagnement d'amour.
— HAN RYNER.

AMOUR. Attachement sentimental à une personne ou goût prononcé pour une chose. Telle est la définition qui, sans prétendre à être parfaite, paraît la mieux appropriée à un mot dont on se sert couramment pour exprimer des sentiments à ce point divers, comme origine et comme nature, qu'ils n'ont presque plus aucun rapport entre eux.

Le Français, sans violer les usages de son milieu ni les coutumes de sa langue, n'est-il pas fondé à dire : J'aime la musique et la peinture ? J'aime mon pays natal et l'humanité ? J'aime ma maîtresse et ma mère et quelques vieux amis ? J'aime aussi les volailles grasses et le gibier de haut goût ?

Pourtant quelles différences profondes ne constatons-nous pas, entre le sentiment d'affectueuse gratitude éprouvé pour une mère, et le sentiment voluptueux que nous inspire notre amante ; entre l'attrait qu'exerce sur notre intellect une forme d'art, ou un genre d'étude, et le besoin que nous avons de renouveler la satisfaction gustative que nous occasionna une table bien servie !

Plus élégante et plus précise en ceci, la langue anglaise nous offre deux termes, et non un seul, pour exprimer, sans confusion possible, tantôt les élans les plus généreux du cœur humain, et tantôt des préférences gastronomiques ou similaires.

Il n'est pas question de jeter, à l'instar de la religion catholique, l'anathème sur les plaisirs sensuels, si légitimes et si nécessaires, ni de déclarer seuls dignes d'estime les joies platoniques et les enivres intellectuels, mais bien de déplorer, au nom de la poésie et de la clarté, l'insuffisance fréquente des mots qui s'y rapportent.

Notre définition ne serait point complète, en effet, si nous ne distinguions entre l'amour qui a pour objet les choses, et l'amour qui a pour objet des êtres animés, principalement les personnes humaines. Et, d'analyser ce dernier nous conduit à distinguer encore entre l'amour que l'on éprouve pour soi-même, et celui que l'on ressent pour autrui, entre l'amour idéaliste, ou familial, ou passionné, et l'amour sexuel, car les caractères n'en sont point identiques.

L'amour de soi est représenté par l'instinct de conservation personnelle, avec le désir d'atteindre au bonheur et d'assurer son bien-être.

Ce que l'on nomme l'amour-propre, c'est l'amour de soi conçu du point de vue moral, c'est-à-dire le respect de soi-même, en tant que mesure de préservation pour ce qu'il y a de meilleur en nous, plus le souci de notre dignité, par égard pour l'appréciation que peuvent avoir de notre conduite ceux auxquels nous avons accordé estime et affection. L'amour-propre et l'amour de soi ne sont point des défauts, mais de fort grandes qualités qui, rendant l'individu actif et de fréquentation agréable, tant en vue de son intérêt particulier qu'indirectement au profit de son entourage, méritent d'être classées parmi les vertus d'utilité sociale.

Ni l'amour-propre ni l'amour de soi ne sont à confondre, d'ailleurs, avec l'égoïsme, qui, au point de vue de l'utilité sociale, n'est pas une vertu mais un vice, si tant est que l'on veuille bien conserver au mot égoïsme la signification consacrée par l'usage, non sans raison d'ailleurs. En effet, le mot égoïsme ne signifie pas seulement en conformité avec l'étymologie : amour de soi, mais encore et surtout : recherche des satisfactions personnelles sans considération des conséquences pour autrui. Défini ainsi, l'égoïsme apparaît nécessairement

comme un remarquable facteur de tyrannie, et comme un des plus grands obstacles à l'harmonie sociale.

L'amour, on pourrait dire le goût particulier ou le penchant, que nous avons pour certaines choses, en opposition avec l'indifférence ou l'aversion que nous éprouvons pour d'autres choses, semble provenir exclusivement des habitudes et des aptitudes transmises par notre hérédité, puis des suggestions de notre éducation première, modifiées par notre expérience propre et l'influence du milieu.

Cet amour pour ce qui apparaît comme un prolongement de notre moi, ou bien, physiologiquement ou intellectuellement, comme une nourriture en rapport avec nos besoins, est caractérisé par un désir de possession, qui n'est point un mal, tant qu'il ne prend pas des proportions extrêmes, avec la volonté d'appropriation exclusive ou d'accaparement.

Nous pouvons aimer les spectacles de la nature et la science, les œuvres d'art, la bonne chère et les pierres précieuses, sans en réserver pour nous seuls la jouissance à l'instar de trop nombreux maniaques qui en arrivent à ignorer le plaisir qu'il peut y avoir à faire plaisir, et oublier que, lorsqu'on a réglé toutes ses factures, on n'est jamais entièrement quitte pour cela envers l'humanité.

L'amour que nous éprouvons pour des êtres vivants semblables à nous ou proches de nous, auxquels nous lient des sympathies, révèle à l'examen quelque chose de plus que le désir de la jouissance par la possession, surtout lorsque ne sont en jeu ni la passion érotique ni l'ardeur sexuelle.

Ne voit-on pas fréquemment, à l'occasion de collectes publiques, de petits ménages bien modestes se priver pour porter secours, sans aucune certitude de réciprocité, à des populations lointaines dont ils n'auront, selon toute vraisemblance, jamais l'occasion de visiter le pays ? Ne vit-on point des mères, parfois des amantes, se résigner à de cruelles séparations pour assurer le bonheur d'un être cher ? Beaucoup de gens ne prennent-ils point sur leurs loisirs ou leurs économies, non seulement pour soulager des détresses cachées, mais encore pour éviter aux animaux de mauvais traitements, aux arbres des forêts la destruction, alors qu'ils ne bénéficieront point de l'ombre de ceux-ci, et que le martyre de ceux-là se produit loin de leurs regards ?

C'est que les habitudes millénaires de l'entraide, plus forte que les rivalités de tous genres, ont établi entre des êtres, même appartenant à des races ou des espèces différentes, une solidarité qui souvent se manifeste par des actes spontanés, exempts de calcul.

C'est que les personnes que nous aimons, en lesquelles nous nous retrouvons, ne sont pas seulement un prolongement de nous-mêmes, mais un peu de nous-mêmes, d'où une participation indirecte, parfois très vive, à leurs souffrances et à leurs joies.

Et ceci nous amène à considérer l'amour dans sa forme la plus idéaliste : la recherche du bonheur personnel par la conscience du bonheur d'autrui ; même lorsque celui-ci se paye du sacrifice de notre plaisir ou de notre sécurité.

L'instinct maternel, l'amitié, le mysticisme social en offrent de fréquents exemples.

On ne peut en dire autant de l'amour lorsqu'il est dicté par l'attraction sexuelle. Rien ne dispose mieux, en effet, à une véritable frénésie d'appropriation, à une soif plus marquée d'égoïstes extases, en dépit des apparences.

Lorsque la violence exquise et brutale de ces appétits se tempère, ce n'est, principalement chez l'homme, que dans la mesure où interviennent des sentiments plus durables et plus doux : la tendresse partagée, l'estime mutuelle, la communauté des habitudes et des

aspirations. Ainsi, selon les tempéraments, les circonstances et le degré d'éducation, l'amour sexuel est-il susceptible de prendre des formes variées.

Lorsque l'on dit que des animaux ou des gens sont en amour, c'est pour exprimer en termes atténués qu'ils sont en rut. Et le rut, c'est la forme la plus rudimentaire de l'attirance sexuelle, ce n'est que le besoin impérieux d'apaiser par le coït les ardeurs dont, à intervalles réguliers, sont le siège les organes génitaux masculins et féminins. La caractéristique du rut c'est de ne s'embarasser guère d'idéalisme et de sentimentalité. Pour le plaisir de l'accouplement, le mâle cherche une femelle, la femelle aguche un mâle. L'essentiel est qu'ils ne soient pas trop déplaisants. Et l'on se quitte sans regrets excessifs, lorsque la fringale est passée.

Mais voici où la cérébralité intervient : les sens sont assoupis, la sexualité sans exigences. Et, tout à coup, à l'instant où, perdu dans la foule, on ne pensait guère à une idylle, un regard entre mille autres vous remplit d'un trouble étrange, un visage, une démarche entre-aperçus, fixent irrésistiblement votre attention, sans que l'on puisse démêler la cause exacte d'un attrait si puissant et si soudain. On ne se connaît point ; on n'a pas eu le loisir de s'étudier, d'apprécier ses qualités et ses défauts, ni ce que sera le contact des épidermes. Et pourtant l'on se sent pris par quelque chose de mystérieux, qui n'est point de l'amitié, et ne peut être de l'estime, qui est plus captivant et plus fort que de la sympathie et, précédant le désir, ne peut être confondu avec lui. Question d'esthétique en conformité d'ensemble avec les silhouettes de nos rêves ? Affinités charnelles obscurément révélées par d'imperceptibles détails ? On ne sait pas toujours. On ne saura peut-être jamais. Toujours est-il que c'est de cette manière que débutent très souvent les liaisons qui comptent le plus dans une existence, et représentent le mieux des liaisons d'amour, sinon par la durée, du moins par l'intensité des souvenirs qu'elles nous laissent.

Beaucoup plus explicable et plus banal est l'amour qui s'ébauche par une camaraderie toute platonique, laquelle évolue jusqu'à l'amitié et, au premier rayon de soleil du printemps, fait se retrouver les gens dans le même lit.

Ces tièdes associations sont fréquemment heureuses et durables, parce qu'elles dégénèrent souvent en habitudes, et sont rarement bouleversées par des tempêtes passionnelles.

Dans un cas comme dans l'autre, il est à remarquer que ce qui a fixé le désir sexuel exclusivement sur une personne, ou tout ou moins concentré sur elle pour un temps nos préférences, c'est quelque chose d'intellectuel ou de sentimental, qui n'a que des rapports éloignés avec le besoin physiologique d'accomplir un acte reproducteur que rien n'empêcherait d'accomplir avec beaucoup d'autres personnes.

Il y a eu admiration pour la beauté des formes, attrait pour ce que révèlent des pensées intimes l'attitude et l'expression du visage. Il peut y avoir eu simple rapprochement affectueux dû à la ressemblance des caractères, quelquefois même à la compassion pour une faiblesse ou une déchéance. Lorsque, inévitablement, surgit le feu du désir, au lieu de s'étendre au hasard, il suit la voie déjà tracée par le culte de la beauté, ou de la vérité, ou de la bonté. Ce qui ne signifie pas qu'il ne s'éteigne point si la satisfaction des sens ne se trouve en complément des autres attraits. L'attirance sexuelle n'est pas seulement le rut ; elle est déterminée par des éléments très complexes. Mais elle ne dure point et fait place à une simple estime ou à une familiale affection là où le rut ne découvre point sa part.

L'homme — et la femme est comprise dans cette expression — n'est ni un ange ni une bête. C'est un

ange monté sur une bête qui réclame du foin, et se cabre et hennit de révolte lorsque la brise apporte à ses naseaux la senteur aphrodisiaque des forêts.

Mais idéalisé, ennobli d'intelligence et de savoir, ou purement sensuel, l'amour doit être libre.

Il se suffit à lui-même dès l'instant que, sans nuire à personne, il embellit notre existence et contribue à notre bonheur.

Il n'a pas besoin de l'excuse de la procréation, qui en est seulement la conséquence normale, ni d'une sanction légale ou religieuse, qui ne sont que règlement d'intérêts ou simples formalités conventionnelles. En lui-même, il contient sa poésie et sa justification.

La fumée de l'encens et la lecture monotone du code civil sont incapables de faire naître l'amour où il n'existe point, de lui conférer de la moralité où il n'est que vil marchandage. L'arbitraire du législateur est impuissant à rétablir en fait l'union des âmes, et l'appétit des sens, au sein des foyers où n'existe plus qu'animosité et que haine.

Quelle que soit la forme des unions, ce qui en fait la beauté morale c'est la saine jeunesse et l'attachement des conjoints, l'affectueuse harmonie de leur vie intime, la constante amitié qu'ils se portent dans les épreuves de l'existence.

Et c'est seulement en raison de ces vertus, et non de leur caractère légitime ou illégitime que nous devrions apprécier les couples humains.

Tout le reste n'est que décor, souci des apparences, ou sacrifice à certaines nécessités.

Admettre le principe de la liberté de l'amour, ce n'est pas nécessairement faire de la promiscuité la règle ; ce n'est ni condamner les liaisons durables, ni fournir des excuses à ceux qui, sans considération des tristes réalités de la vie sociale présente, sèment autour d'eux le désespoir, pour la satisfaction des caprices sans lendemain.

Mais c'est reconnaître l'égalité parfaite de l'homme et de la femme devant une morale unique ; c'est revendiquer hautement pour tous, comme pour nous-même, le droit d'aimer qui nous plaît, suivant le mode qui nous convient, de nous accorder sans cesse, de nous appartenir, sans autre condition que la réciprocité du désir, sans autre obligation que de prendre sous notre responsabilité le dommage que notre conduite aurait pu apporter dans l'existence d'autrui.

Ce principe devrait être à la base des accords conjugaux dans une organisation sociale rationnelle, dont le but serait la collaboration des efforts de tous pour assurer à chacun le maximum de bien-être et de liberté avec le minimum de contrainte et de concessions, et non l'assujettissement permanent de l'individu à des dogmes surannés, ou pour des fins étrangères aux siennes. — Jean MARESTAN.

AMOUR, AMOUR EN LIBERTÉ. CAMARADERIE AMOUREUSE. Sous l'appellation d'amour, on peut comprendre force définitions. La mienne, dans cet article, sera la suivante. Par amour, j'entends tantôt l'attirance ou la passion sexuelle, tantôt le désir et la satisfaction de l'appétit sexuel, satisfaction manifestée ou par le coït ou réalisée par le besoin de toucher, caresser, embrasser quelqu'un du sexe opposé, voire de jouir de sa présence, s'entretenir avec lui. (Nystrom : *La vie sexuelle et ses lois* ; Forel : *La question sexuelle* ; Robert Michels : *Sexual Ethics*.)

Individualiste anarchiste, je ne pose nullement comme un dogme que l'attraction, l'appétit, le désir sexuels — l'Amour donc — ait seulement pour origine les appas ou attraits extérieurs de l'être aimé, le fait qu'elle ou il vous « porte à la peau ». Bien au contraire, surtout lorsqu'il s'agit d'unités humaines sélectionnées comme le sont les anarchistes, l'amour peut tout aussi bien

avoir pour cause la sensibilité de l'être aimé, son caractère, son intellect, sa nature affective, les aventures dont est remplie son existence, l'activité-raison d'être de sa personnalité, ses manifestations de tendresse à votre égard, même sa persistance dans le désir. Il n'est pour moi aucun motif d'attraction ou de sympathie qui soit supérieur ou inférieur à un autre.

Par *liberté de l'amour, amour libre, amour en liberté, liberté sexuelle*, j'entends l'entière possibilité pour une ou un camarade, d'en aimer un, une, plusieurs autres simultanément (synchroniquement), selon que l'y pousse ou l'y incite son déterminisme particulier.

En ce qui me concerne, individualiste anarchiste, je conçois cette possibilité, cette liberté sans égard aucun aux lois édictées par les gouvernants en matière de mœurs, aux habitudes reçues ou acceptées en fait de moralité par les sociétés humaines actuelles. Pour moi, la liberté de l'amour se conçoit « par delà le bien et le mal » conventionnels.

Dans un milieu individualiste anarchiste, la liberté de l'amour se comprend, logiquement, en dehors de l'état civil, de la situation sociale, de l'apparence extérieure, de l'opinion publique, de la consanguinité ; elle n'a pas égard aux préjugés courants sur la pudeur, la virginité, le vice, la vertu, la considération, l'estime, la réputation, la fidélité sexuelle, etc. Elle ne tient pas compte du fait que l'être désiré ou aimé cohabite ou entretient déjà des relations amoureuses.

Dans un milieu anarchiste individualiste, on considère comme éminemment ridicule qu'il soit réservé à un seul sexe de proposer l'expérience amoureuse, comme s'il n'appartenait pas tout autant à la compagne qu'au compagnon de faire connaître son désir de relations amoureuses. Dans un tel milieu, où l'on considère l'amour comme une question de puissance non de quantité, où on aime tous ceux et autant qu'on peut aimer sans limite autre que la capacité individuelle, il est logique qu'on considère tout et toute camarade comme un amant ou un compagnon, comme une amante ou une compagne possible, en perspective. Nulle, nul, ne saurait trouver à redire à s'y voir sollicité en vue d'une expérience amoureuse, quels que soient la, le, les camarades qui en fassent la proposition. Et cela dans n'importe quelles circonstances ou conditions. Nul « tiers » ne saurait opposer un obstacle à la proposition de l'expérience amoureuse, à plus forte raison à sa réalisation. Dans la mesure de ses possibilités, au contraire, chacun facilitera la pratique de la liberté de l'amour considérant son geste comme un acte de camaraderie.

En effet, l'expérience amoureuse à mon sens n'est pas seulement une manifestation d'égoïsme pur, une recherche de jouissance, de plaisir physique ou sentimental, dans le but d'augmenter la somme de bonheur individuel, je la considère comme une expérience de la vie individualiste, comme un aspect de la camaraderie qui réunit les uns aux autres les individualistes anarchistes. Voilà pourquoi les manifestations amoureuses rentrent dans le cadre de la camaraderie intersexuelle et toute, tout individualiste peut considérer comme incomplète une camaraderie qui n'incluerait pas l'expérience amoureuse.

Par suite, dans un milieu individualiste anarchiste, où l'on a fait table rase des préjugés traditionnels, de la morale religieuse et laïque, le sentiment — autre nom pour désigner l'attraction et la sympathie sexuelle — ne se conçoit pas sur un plan métaphysique ou extraphysiologique. L'impression sentimentale n'est ni mystique ni inexplicable ; elle peut parfaitement être élucidée, raisonnée, analysée.

Comme tous les autres produits de la sensibilité individuelle, le sentiment est susceptible d'éducation, d'entretien, de culture intensive et extensible. On peut vou-

loir être plus sentimental qu'on se trouve actuellement et y parvenir, comme on peut arriver, par des soins appropriés, à faire rendre à un arbre ou à une terre de plus gros fruits ou des épis plus volumineux. On peut s'éduquer en vue d'être aimant, tendre, affectueux, caressant, etc.

C'est en prenant en considération toutes ces remarques que par *amour libre* j'entends des rapports sexuels aussi libres, aussi variables et aussi multiples, au sein des milieux individualistes anarchistes, que le sont ou devraient l'être entre camarades de sexe opposé les rapports intellectuels ou moraux. On ne saurait comprendre, en effet, pourquoi les manifestations amoureuses devraient être mises de côté dans les relations qu'entretiennent des camarades.

La question de la camaraderie passant au premier plan, — toutes réserves étant faites quant aux tempéraments « solitaires » ou « amoureux uniques » exceptionnels, ou encore quant à certaines répugnances personnelles décidément invincibles — aucune, aucun camarade sain, normal, ne se refusera à tenter l'expérience de camaraderie amoureuse dès lors qu'elle est proposée par une ou un camarade avec qui on sympathise, avec lequel on se sent suffisamment d'affinités affectives, sentimentales, voire intellectuelles — qui en retirerait une si grande joie, le plaisir n'étant pas moindre chez celle ou celui qui accepte la proposition.

A vrai dire, dans un milieu individualiste anarchiste dont les constituants ont été sélectionnés sur la base des affinités personnelles, le refus ne peut être qu'exceptionnel, étant bien entendu que toute conception de la liberté de l'amour implique liberté entière de se donner à qui vous plaît, liberté entière de se refuser à qui vous déplaît. Mais pas plus que le refus de participer à la production dans un milieu de camarades producteurs ou de s'associer à un effort quelconque en vue de rendre plus intense la joie de l'association à laquelle on appartient — le refus de camaraderie amoureuse ne saurait être l'effet du caprice, de la coquetterie, du désir de faire souffrir ou de troubler l'harmonie du groupe auquel on appartient. Je pose en thèse que dans le domaine de l'amour, des manifestations amoureuses, les individualistes anarchistes ne peuvent vouloir se faire souffrir davantage que dans les autres expériences de la vie en camaraderie.

Du x^e au xvr^e siècle, il a existé des groupements mystico-anarchistes où le *toutes à tous, tous à toutes* a été pratiqué avec ce résultat que ceux qui en faisaient partie ignoraient la misère, ne réglaient pas leurs différends au moyen de juges ou par l'emploi de la violence physique, ignoraient maîtres et serviteurs. Les enfants surtout apparaissent comme merveilleusement choyés. Les documents qui demeurent des persécutions qui leur furent infligées, quand ces milieux devenaient trop importants, stigmatisent en termes véhéments et leur promiscuité et l'ignorance de paternité en laquelle leurs enfants étaient tenus. C'est l'abomination de la désolation pour ces juges, pour la plupart ecclésiastiques, puisqu'il s'agissait de sectes hérétiques. Ce n'est pas une des conséquences les moins curieuses de ces tribunaux composés d'hommes voués au célibat volontaire de se mettre à ratiociner sur des faits échappant à leur compétence.

En régime de promiscuité sexuelle, ou de *communisme sexuel*, l'enfant est infiniment plus choyé qu'en régime familial. Les éléments masculins ignorent quels sont leurs enfants, aussi ceux d'entre eux qui ont des sentiments paternels les manifestent-ils généralement à l'égard de tous les enfants du groupe auxquels ils appartiennent et, par suite du sentiment acquis, à tous les enfants des milieux où ils passent.

Je considère que le *toutes à tous, tous à toutes* est l'aboutissement normal et inévitable de l'application

sincère et logique des théories de l'amour libre et de la liberté sexuelle. Parmi les individualistes anarchistes, naturellement, cette formule ne se conçoit appliquée que dans des milieux volontairement, librement choisis par celles et ceux qui les constituent.

Même en laissant de côté toute conception doctrinale, il est clair que dans tout milieu sélectionné, petit ou grand, où les occasions de jouissance amoureuse, physique ou sentimentale, seraient en abondance, les ruptures amoureuses perdraient leur caractère brusque, tranché, blessant. D'ailleurs, comme les mots « toujours » et « jamais » ont une apparence et une signification trop dogmatiques pour les admettre autrement que relativement dans le vocabulaire individualiste anarchiste, si c'est « en, camarades » qu'on se lie amoureusement, c'est « en camarades » qu'on se délie : sans aigreur, sans âpreté, avec douceur, en amis disposés à recommencer l'expérience amoureuse le lendemain même de sa fin, le cas échéant. A la vérité, de bons camarades ne s'imposent pas la cessation de leurs relations amoureuses ; quand ils y mettent un terme, c'est qu'ils sont d'accord l'un et l'autre.

La liberté de l'amour implique que ceux qui la pratiquent possèdent une éducation sexuelle étendue et pratique. Tout essai de vie amoureuse sous-entend, parmi les individualistes anarchistes, que ceux qui la tentent sont au courant de l'hygiène sexuelle, des moyens à employer pour se préserver de toute contamination vénérienne, éviter les suites de tout rapport sexuel suspect ou douteux.

On s'est demandé pourquoi des idées semblables à celles que je viens d'exposer rencontrent, particulièrement parmi l'élément féminin des milieux anarchistes — individualistes comme communistes, d'ailleurs — une mécompréhension qui est souvent de l'hostilité. Sans nier les autres causes dont l'examen approfondi allongerait démesurément cet article, on peut attribuer cette opposition à la persistance de l'éducation religieuse chez les compagnes anarchistes. Dans les pays protestants, l'idée qui présida à la Réforme, la réaction du fond contre la forme, de l'esprit contre la matière, de la foi sur les œuvres aboutit, en matière de mœurs, officiellement bien entendu, aux mêmes déviations, à la même mutilation, au même mépris de l'œuvre de chair que dans les pays catholiques. Sous le déguisement de préceptes moraux, on y retrouve les commandements de l'Eglise romaine : « Impudique point ne seras de corps ni de consentement. — Désirs impurs rejetteras pour garder ton corps chastement. — Œuvre de chair ne consommeras qu'en mariage seulement. » Ces préjugés sont parmi les plus tenaces à déraciner et c'est pourquoi pour maint esprit averti, l'émancipation sexuelle de la femme, l'éducatrice naturelle de l'enfant, semble devoir passer avant toutes les autres émancipations. Quand on serre la question d'un peu près, il n'est pas difficile de s'apercevoir que l'émancipation réelle de la femme dépend de son émancipation religieuse absolue et de son émancipation sexuelle. C'est seulement quand elle s'est débarrassée de la notion Dieu et de la notion moralité qu'elle est délivrée de la superstition et de l'ascétisme, de l'autel et du trône, du prêtre et du mari. La femme qui « a de la religion » et la femme qui « a des mœurs » sont les deux piliers de l'esclavage féminin individuel et du conservatisme social féminin. Elles le sont par surcroît de l'ignorance et de l'exploitation où croupissent la généralité des hommes. — E. ARMAND.

AMOUR — Le vocable le plus incompris, ayant subi le plus d'humiliations, de déformations, de falsifications. On lui fait exprimer le contraire de ce qu'il signifie. Le vocable — victime par excellence, souillé, sali par les moralistes, les bourgeois et les cuistres. Exploité par les

tenanciers de l'adultère au théâtre, les pornographes du roman naturaliste et psychologique ; se traduisant dans la vie par le fait-divers banal, le « crime passionnel » que la justice absout. Accaparé par les eunuques. Souverain dépossédé auquel il sied de rendre son royaume. Ce qui existe, ce n'est pas l'amour, c'est la caricature de l'amour. L'amour est le privilège d'une élite. L'amour est l'âme de l'art, de la poésie, de la vie, de toute passion noble et généreuse ; la source des œuvres vraiment spontanées, des libres créations originales et personnelles, des beaux gestes, des belles pensées. Foyer perpétuel d'enthousiasme, de sincérité et d'héroïsme. La condition de toute survie. Quand on voit les imbéciles semer la haine, on est tenté de leur crier : « Misérables ! vous ne voyez donc pas que vous tuez la pensée, l'art, le génie, tout ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. Vous accomplissez là la plus stérile des besognes ! » Ils ne comprendraient pas. — N. B. Ne pas confondre l'amour avec la philanthropie, l'indulgence, la résignation, la pitié, la bonté, l'aumône, la charité « officielle » ou mondaine, le sentimentalisme, l'altruisme, le socialisme. Ce sont là des formes d'égoïsme, et l'amour est l'adversaire de l'égoïsme. Il est l'action et le sentiment régénérés, embellis, magnifiés. Ce qui manque le plus à l'humanité actuelle, ce dont elle aurait tant besoin, ce qui pourrait la sauver, et ce dont elle ne veut pas entendre parler, sous aucun prétexte. — *Aimez-vous les uns les autres.* Précepte de l'Evangile, méconnu en tous temps, et en particulier dans le nôtre, que les disciples du Christ traduisent par ces mots : *Haïssez-vous les uns les autres.* C'est la plus colossale mystification qui ait jamais eu lieu dans l'humanité, c'est l'exemple le plus frappant de la déformation que la médiocrité fait subir aux idées, afin d'en tirer parti dans un but diamétralement opposé à celui que poursuivent initiateurs et précurseurs. — G. DE LACAZE-DUTHIERS.

ANABAPTISTES (du grec *ana*, de nouveau, et *baptizein*, plonger dans l'eau). On appelle anabaptistes les membres d'une secte religieuse et politique du seizième siècle. Les anabaptistes, issus du protestantisme, rejetaient le baptême des enfants comme inefficace, et soumettaient à un second baptême ceux qui embrassaient leurs doctrines. Thomas Münzer fut leur principal chef. La secte des anabaptistes recruta parmi les paysans le plus grand nombre de ses adhérents, que la noblesse protestante d'Allemagne, conduite par Luther, vainquit à Frankenhäusen (1525). Chassés de toutes parts, les anabaptistes se dispersèrent, répandant leurs doctrines le long du Rhin et des Pays-Bas. En 1534, Munster devint leur centre d'action, avec le prophète Jean de Leyde, qui périt à son tour, ainsi que ses principaux partisans, lorsque l'évêque de Munster eut repris possession de la ville. Leurs sectateurs, appelés *baptistes*, se trouvent encore en Angleterre et en Amérique. C'est en somme un charlatanisme qui n'a pas réussi et qui a fait couler beaucoup de sang, surtout chez des malheureux paysans ignares que des aventuriers bernaient à leur guise.

ANACHRONISME n. m. (du grec *ana*, en arrière, et *khronos*, temps). Faute contre la chronologie ; erreur dans la date des événements. Les anachronismes sont fréquents en littérature. Par exemple, Shakespeare faisant tirer le canon dans son *Jules César*, ou Victor Hugo, dans *Aymerillot*, faisant dire à Charlemagne : « Tu rêves, dit le roi, comme un « clerc en Sorbonne. », et oubliant que la Sorbonne date seulement de Saint-Louis. Dans les beaux-arts également on rencontre maints anachronismes qui consistent alors soit à grouper dans une même composition des personnages ayant vécu à des époques différentes, soit à modifier l'ordonnance d'une scène historique, soit enfin à ne tenir

aucun compte de la couleur locale. Ainsi *Véronèse* représente les *Noces de Cana* ou le *Repas chez le pharisien* dans des édifices de son époque et avec des personnages vêtus comme l'étaient ses contemporains. — On emploie aussi le mot *anachronisme* pour désigner une chose non conforme aux mœurs d'une époque. Exemple : la royauté commence à paraître un *anachronisme*.

ANALOGIE n. f. (du grec *analogia*, rapport). Une analogie est une ressemblance, une similitude partielle d'une chose avec une autre. Exemple : les discours des politiciens présentent tous une analogie, c'est que, tous, ils font des promesses que leurs auteurs sont bien décidés à ne pas tenir. La vie fourmille d'analogies et de ressemblances, mais il faut que l'esprit soit assez clairvoyant pour ne pas se laisser aller à des confusions qui pourraient être souvent regrettables dans le domaine des idées.

ANALYSE n. f. (du grec *nalusis*, décomposition). En philosophie, l'analyse est la méthode qui va du composé au simple. Analyser un raisonnement c'est en étudier séparément chaque argument pour mieux en connaître la valeur. Il est utile, sinon indispensable, d'avoir recours à l'analyse pour éprouver la véracité et le bien-fondé d'un jugement ou d'une opinion. C'est pour cela que les propagandistes anarchistes, aussi bien pour critiquer la thèse de leurs adversaires que pour bâtir solidement leur thèse propre, doivent employer la méthode analytique. Leurs raisonnements en seront plus puissants et plus persuasifs. — Le mot analyse est également très employé en chimie : l'analyse chimique a pour objet de déterminer la nature des éléments qui forment un corps composé (analyse qualitative) et aussi les proportions en poids et en volume, suivant lesquelles chacun d'eux entre dans la composition (analyse quantitative). Dans une analyse chimique, tantôt on opère sous l'influence de la chaleur et avec des réactifs à l'état sec, tantôt on se sert de réactifs liquides : dans le premier cas, l'analyse est dite par voie sèche ; dans le second, par voie humide. On utilise aussi pour certaines analyses le spectre (analyse spectrale), le microscope (analyse microscopique). — L'analyse est aussi usitée dans les mathématiques ; analyse mathématique : algèbre pure ou toute autre partie de la science : géométrie, mécanique, etc... soumise aux calculs algébriques ; analyse transcendante, analyse infinitésimale : le calcul différentiel et intégral. — En grammaire, on distingue l'analyse logique (analyse qui consiste à décomposer la phrase en propositions et chaque proposition en sujet, verbe et attribut) et l'analyse grammaticale (analyse qui prend les mots un à un pour en indiquer l'espèce, le genre, le nombre, la fonction, etc...). — Le contraire de l'analyse est la *synthèse*.

ANARCHIE n. f. (du grec : *a* privatif et *archè*, commandement, pouvoir, autorité).

Observation préalable. Cette *Encyclopédie* anarchiste ayant pour objet de faire connaître l'ensemble des conceptions : politiques, économiques, philosophiques, morales, etc., qui partent de l'idée anarchiste ou y conduisent, c'est au cours de cet ouvrage et à la place même que doit logiquement occuper chacune d'elles, que seront exposées les thèses multiples qu'embrasse l'étude exacte et complète de ce sujet. Ce n'est donc qu'en rapprochant, en soudant, avec méthode et continuité, les diverses parties de cette *Encyclopédie* qu'il sera possible au lecteur de parvenir à la compréhension totale de l'Anarchie, de l'Anarchisme et des Anarchistes.

En conséquence, je n'exposerai ici que dans ses grandes lignes, d'une façon resserrée et synthétique, ce qui

constitue l'essence même de l'Anarchie et de l'Anarchisme. Pour les détails — et il sied d'observer que d'aucuns ont une grande importance — le lecteur voudra bien consulter les mots divers auxquels ce texte les priera de se reporter.

Étymologiquement, le mot « Anarchie » (qui devrait s'orthographier *An-Archie*) signifie : état d'un peuple et, plus exactement encore, d'un milieu social sans gouvernement.

Comme idéal social et comme réalisation effective, l'Anarchie répond à un *modus vivendi* dans lequel, débarrassé de toute contrainte légale et collective ayant à son service la force publique, l'Individu n'aura d'obligations que celles que lui imposera sa propre conscience. Il possèdera la faculté de se livrer aux inspirations réfléchies de son initiative personnelle ; il jouira du droit de tenter toutes les expériences que lui apparaîtront désirables ou fécondes ; il s'engagera librement dans les contrats de tous genres qui, toujours temporaires et révocables ou révisibles, le lieront à ses semblables et, ne voulant faire subir à personne son autorité, il se refusera à subir l'autorité de qui que ce soit. Ainsi, souverain maître de lui-même, de la direction qu'il lui plaira de donner à sa vie, de l'utilisation qu'il fera de ses facultés, de ses connaissances, de son activité productrice, de ses relations de sympathie, d'amitié et d'amour, l'Individu organisera son existence comme bon lui semblera : rayonnant en tous sens, s'épanouissant à sa guise, jouissant, en toutes choses, de sa pleine et entière liberté, sans autre limite que celles qui lui seront assignées par la liberté — pleine et entière aussi — des autres Individus.

Ce *modus vivendi* implique un régime social d'où sera bannie, en droit et en fait, toute idée de salariat et de salarié, de capitaliste et de prolétaire, de maître et de serviteur, de gouvernant et de gouverné.

On conçoit que, ainsi défini, le mot « Anarchie » ait été insidieusement et à la longue détourné de sa signification exacte, qu'il ait été pris, peu à peu, dans le sens de « désordre » et que, dans la plupart des dictionnaires et encyclopédies, il ne soit fait mention que de cette acception : chaos, bouleversement, confusion, gâchis, désarroi, désordre.

Hormis les Anarchistes, tous les philosophes, tous les moralistes, tous les sociologues — y compris les théoriciens démocrates et les doctrinaires socialistes — affirment que, en l'absence d'un Gouvernement, d'une législation et d'une répression qui assure le respect de la loi et sévit contre toute infraction à celle-ci, il n'y a et ne peut y avoir que désordre et criminalité.

Et pourtant !... Moralistes et philosophes, hommes d'Etat et sociologues n'aperçoivent-ils pas l'effroyable désordre qui, en dépit de l'Autorité qui gouverne, et de la Loi qui réprime, règne dans tous les domaines ? Sont-ils à ce point dénués de sens critique et d'esprit d'observation, qu'ils méconnaissent que : *plus augmente la réglementation, plus se resserre le réseau de la législation, plus s'étend le champ de la répression, et plus se multiplient l'immoralité, l'abjection, les délits et les crimes ?*

Il est impossible que ces théoriciens de « l'Ordre » et ces professeurs de « Morale » songent, sérieusement et honnêtement, à confondre avec ce qu'ils appellent « l'Ordre » les atrocités, les horreurs, les monstruosité dont l'observation place sous nos yeux le révoltant spectacle.

Et — s'il y a des degrés dans l'impossibilité — il est plus impossible encore que, pour atténuer et *a fortiori* faire disparaître ces infamies, ces savants docteurs escomptent la vertu de l'Autorité et la force de la Loi.

Cette prétention serait pure démente.

La loi n'a qu'un seul but : justifier d'abord et sanctionner ensuite toutes les usurpations et iniquités sur lesquelles repose ce que les profiteurs de ces iniquités et usurpations appellent « l'Ordre social ». Les détenteurs de la richesse ont cristallisé dans la Loi la légitimité originelle de leur fortune ; les détenteurs du Pouvoir ont élevé à la hauteur d'un principe immuable et sacré le respect dû par les foules aux privilèges, à la puissance et à la majesté dont ils s'auroient. On peut fouiller, jusqu'au fond et au tréfonds, l'ensemble de ces monuments d'hypocrisie et de violence que sont les Codes, *tous les Codes* ; on n'y trouvera pas une disposition qui ne soit en faveur de ces deux faits d'ordre historique et circonstanciel qu'on tente de convertir en faits d'ordre naturel et fatal : la Propriété et l'Autorité. J'abandonne aux tartufes officiels et aux professionnels du charlatanisme bourgeois tout ce qui, dans la Législation, a trait à la « Morale », celle-ci n'étant et ne pouvant être, dans un état social fondé sur l'Autorité et la Propriété, que l'humble servante et l'éhontée complice de celle-ci et de celle-là.

On trouvera au mot « Loi » (voir ce mot) une étude approfondie du mécanisme législatif et judiciaire. Ici, il est séant et suffisant, à propos du mot « Anarchie » pris dans le sens de « désordre » de citer ces magnifiques paroles de Pierre Kropotkine :

« De quel ordre s'agit-il ? Est-ce de l'harmonie que nous rêvons, nous, les anarchistes ? De l'harmonie qui s'établira librement dans les relations humaines, lorsque l'humanité cessera d'être divisée en deux classes, dont l'une est sacrifiée au profit de l'autre ? De l'harmonie qui surgira spontanément de la solidarité des intérêts, lorsque tous les hommes formeront une seule et même famille, lorsque chacun travaillera pour le bien-être de tous et tous pour le bien-être de chacun ? Evidemment, non ! Ceux qui reprochent à l'Anarchie d'être la négation de l'Ordre, ne parlent pas de cette harmonie de l'avenir ; ils parlent de l'ordre tel qu'on le conçoit dans notre société actuelle. Voyons donc ce qu'est cet « Ordre » que l'Anarchie veut détruire.

« L'Ordre, aujourd'hui, — ce qu'ils entendent par « l'Ordre », c'est les neuf dixièmes de l'humanité travaillant pour procurer le luxe, les jouissances, la satisfaction des passions les plus exécrables à une poignée de fainéants. L'Ordre, c'est la privation, pour ces neuf dixièmes, de tout ce qui est la condition nécessaire d'une vie hygiénique, d'un développement rationnel des qualités intellectuelles. Réduire les neuf dixièmes de l'humanité à l'état de bêtes de somme vivant au jour le jour, sans jamais oser penser aux jouissances procurées à l'homme par l'étude des sciences, par la création artistique, voilà « l'Ordre ! ».

« « L'Ordre » c'est la misère, la famine devenue l'état normal de la société. C'est le paysan irlandais mourant de faim ; c'est le peuple d'Italie réduit à abandonner sa campagne luxuriante, pour rôder à travers l'Europe en cherchant un tunnel quelconque à creuser, où il risquera de se faire écraser, après avoir subsisté quelques mois de plus. C'est la terre enlevée au paysan pour l'élève du bétail ou du gibier qui servira à nourrir les riches : c'est la terre laissée en friche plutôt que d'être restituée à celui qui ne demande pas mieux que de la cultiver.

« L'Ordre, c'est la femme qui se vend pour nourrir ses enfants ; c'est l'enfant réduit à être enfermé dans une fabrique ou à mourir d'inanition. C'est le fantôme de l'ouvrier insurgé aux portes du riche, le fantôme du peuple insurgé aux portes des gouvernants.

« L'Ordre, c'est une minorité infime élevée dans les chaires gouvernementales, qui s'impose pour cette raison à la majorité et qui dresse ses enfants pour occuper plus tard les mêmes fonctions, afin de maintenir les mêmes privilèges par la ruse, la corruption, la force, le massacre.

« L'Ordre, c'est la Guerre continuelle d'homme à homme, de métier à métier, de classe à classe, de nation à nation. C'est le canon qui ne cesse de gronder, c'est la dévastation des campagnes, le sacrifice des générations entières sur les champs de bataille, la destruction en une année des richesses accumulées par des siècles de dur labeur.

« L'Ordre, c'est la servitude, l'enchaînement de la Pensée, l'avilissement de la race humaine, maintenue par le fer et par le fouet. C'est la mort soudaine par le grisou, la mort lente par l'enfouissement de milliers de mineurs déchirés ou enterrés chaque année par la cupidité des patrons et pourchassés à la baïonnette, dès qu'ils osent se plaindre. Voilà l'Ordre ! »

Et Kropotkine, pour donner plus de force à sa pensée, continue dans ces termes : « Et le désordre, ce qu'ils appellent le désordre : C'est le soulèvement du peuple contre cet ordre ignoble, brisant ses fers, détruisant ses entraves et marchant vers un avenir meilleur. C'est ce que l'humanité a de plus glorieux dans son histoire : c'est la révolte de la pensée à la veille des révolutions ; c'est le renversement des hypothèses sanctionnées par l'immobilité des siècles précédents ; c'est l'éclosion de tout un flot d'idées nouvelles, d'inventions audacieuses, c'est la solution des problèmes de la science.

« Le désordre, c'est l'abolition de l'esclavage antique, c'est l'insurrection des communes, l'abolition du servage féodal, les tentatives d'abolition du servage économique.

« Le désordre, c'est l'insurrection des paysans soulevés contre les prêtres et les seigneurs, brûlant les châteaux pour faire place aux chaumières, sortant de leurs tanières pour prendre leur place au soleil.

« Le désordre — ce qu'ils nomment le désordre — ce sont les époques pendant lesquelles des générations entières supportent une lutte incessante et se sacrifient pour préparer à l'humanité une meilleure existence, en la débarrassant des servitudes du passé. Ce sont les époques pendant lesquelles le génie populaire prend son libre essor et fait, en quelques années, des pas gigantesques, sans lesquels l'homme serait resté à l'état d'esclave antique, d'être rampant, de brute avilie dans la misère.

« Le désordre, c'est l'éclosion des plus belles passions et des plus grands dévouements, c'est l'épopée du suprême amour de l'humanité ! »

..

Jean-Guillaume Colins, le fondateur du socialisme rationnel, expose, dans ses multiples ouvrages, que l'Ordre est incontestablement nécessaire à la vie des hommes groupés en société. Or, dit-il, — je résume ici l'essentiel de sa doctrine — l'Ordre ne peut reposer que sur la Force ou la Raison. S'il repose sur la force, il ne se peut maintenir que par la violence systématiquement et gouvernementalement organisée. S'il repose sur la raison, il trouve son point d'appui dans l'acquiescement volontaire et réfléchi de tous. Dans le premier cas, l'Ordre, synonyme d'injustice et d'inégalité, est instable, fragile, éphémère ; il est constamment exposé à être troublé par le mécontentement et l'insurrection de la foule à laquelle il prétend s'imposer ; et, alors, l'Ordre ne se conçoit que sous la forme du gendarme et du bourreau. Mais, s'il est basé sur le granit

de la Raison, mère de la Justice et de l'Égalité, l'Ordre devient d'une étonnante stabilité : les changements, les transformations apportés au régime social ne font que fortifier sa puissance, puisque ces progrès et améliorations sont le résultat d'un effort nouveau vers un rayonnement plus fécond de la Raison elle-même.

Les Anarchistes tiennent un langage à peu près identique. Ils disent que l'Ordre social ne peut reposer que sur la contrainte ou l'entente. S'il repose sur la contrainte, il est évident qu'il découle — quel qu'il soit dans le détail — du principe d'Autorité et qu'il s'incarne dans l'institution gouvernementale proclamée nécessaire. Si, au contraire, il repose sur l'Entente, il va de soi qu'il procède — quel qu'il soit dans le détail — du principe de Liberté et que l'organisation de l'Ordre social ainsi conçu et réalisé repousse impitoyablement tout organisme central : Pouvoir, Gouvernement, Etat, qui engendre et implique fatalement la contrainte.

En science, lorsque, après avoir parcouru avec persévérance le cycle des expériences tentées sur l'application d'un même principe, il est démontré et reconnu que ces expériences n'ont pas amené les résultats qu'on en attendait ; lorsque, par l'accumulation de ces échecs réitérés, il est établi que principe, méthode et résultats cherchés s'excluent ; en science, dis-je, il est d'usage et de règle de condamner, dans ces conditions, la méthode appliquée et le principe dont celle-ci n'est que la mise en pratique. Or, voilà des siècles et des siècles que, pour organiser et assurer l'harmonie sociale, les penseurs, théoriciens et doctrinaires attachés au principe d'Autorité appliquent, dans le domaine social, toutes les méthodes de gouvernement possibles et imaginables. Il est permis d'avancer qu'ils n'en ont négligé aucune. Aristocratie, démocratie, oligarchie, ploutocratie, pouvoir absolu, pouvoir constitutionnel, monarchie, république, dictature, césarisme, l'Histoire atteste que toutes les formes gouvernementales ont été expérimentées. Le résultat constant de ces expériences a été le gâchis, le désordre, les antagonismes, les guerres, les crimes de toute nature, en tous temps et en tous lieux.

Eh bien ! Loin de condamner le principe d'Autorité et de renoncer aux méthodes d'application qui en découlent, nos Maîtres — il n'est que trop aisé de comprendre pourquoi — s'obstinent à affirmer que nécessaire est ce principe, et que excellentes sont ces méthodes.

C'est tout simplement de l'aberration. Seuls, les Anarchistes s'élèvent contre cette incurable folie. Seuls ils affirment que le Gouvernement, l'Etat, l'Autorité, n'ayant engendré, depuis qu'ils existent, dans tous les pays du monde, en dépit des changements de formes et d'étiquettes, du remaniement des constitutions et des régimes, que confusion, souffrance, misère, guerres et désordres, la plus élémentaire sagesse exige qu'on renonce à espérer de l'Autorité, de l'Etat, du Gouvernement ce qu'ils ne peuvent produire et qu'on tente loyalement l'essai d'une organisation sociale, sans Gouvernement, sans Etat, sans Autorité, c'est-à-dire d'une société anarchiste.

On le voit : le concept anarchiste n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Il n'est pas né, subitement et comme par miracle, d'une hypothèse surgissant, sans que rien ne l'ait suscitée, d'une inspiration soudaine : enfantine ou géniale. Ce concept plonge ses racines dans le sol profond de l'histoire, de l'expérience

et de la raison. Ces racines sont désormais indestructibles : il est encore possible aux Maîtres de les couper au fur et à mesure qu'elles déchirent la croûte des préjugés qui les recouvrent et les empêchent d'apparaître aux yeux de tous ; mais elles n'en persistent pas moins à se développer, en robustesse et en étendue, dans les entrailles du vieux monde d'oppression, d'ignorance, de misère, de haine et de laideur.

L'Anarchie n'est pas une religion ; elle n'a pour point de départ aucune « révélation » ; elle ne connaît pas l'affirmation dogmatique ; elle répudie l'*apriorisme* ; elle n'admet pas l'Idée sans preuve.

C'est à la fois une Doctrine et une Vie : doctrine qui s'inspire de l'évolution constante des arrangements individuels et collectifs qui constituent la Vie elle-même des personnes et des collectivités ; Vie qui tient compte de ce transformisme incessant et se reflète dans la Doctrine.

C'est une Doctrine, parce que l'Histoire, l'Expérience et la Raison nous ont enseigné certaines vérités dont l'exactitude, toujours confirmée par l'observation et l'examen scrupuleusement impartial des faits, n'est plus contestable. Ces vérités elles-mêmes sont concordantes ; non seulement elles ne se combattent pas, mais encore elles s'unissent, elles s'épaulent mutuellement, elles s'enchaînent. Déjà forte et résistante par elle-même, chacune de ces vérités emprunte aux autres — voisines ou éloignées — une recrudescence de force et de résistance. C'est cet ensemble de certitudes qui forme et cimente la Doctrine, sur le fonds même de laquelle toutes les tendances anarchistes — encore qu'elles soient nombreuses — sont unanimes et inséparables.

De cette doctrine se dégagent un certain nombre de principes directeurs qui, appliqués à la Vie, déterminent le milieu social que veulent instaurer les Anarchistes.

Ainsi : d'une part, c'est l'étude, l'observation de la Vie individuelle et sociale qui nous apporte les vérités et certitudes sur lesquelles s'édifie notre doctrine anarchiste et, d'autre part, ce sont les principes directeurs qui, procédant de cette doctrine, doivent présider à l'organisation de la Vie individuelle et sociale que nous appelons « l'Anarchie ».

La Doctrine part de l'Individu vivant en Société : c'est l'aspect théorique de l'Anarchie. Ensuite, comme règle de vie, l'Anarchie part de la Doctrine et détermine le milieu social et ses innombrables arrangements : c'est l'aspect pratique de l'Anarchie.

Du point de vue social, l'Anarchie se résume en deux mots : *Entente libre*. Si cette formule semble trop brève, si on la désire plus explicite, je dirai, afin qu'elle gagne en clarté et en précision : « Liberté par l'Entente » ou mieux encore : « Liberté de chacun, par l'Entente entre tous. » Liberté, c'est l'*alpha* et l'*oméga*, c'est-à-dire le point initial et le point terminus de la théorie ; *Entente libre*, c'est le commencement et la fin de la pratique. Ou encore : « Liberté, c'est la Doctrine ; Entente, c'est la Vie. »

Mais cela demande à être quelque peu développé. Voici donc la démonstration qui s'impose :

Tous les philosophes et sociologues qui ont sérieusement et impartialement étudié la nature humaine ont constaté que toutes les aspirations, tous les désirs, tous les mouvements, toutes les activités de l'individu ont pour but la satisfaction d'un ou plusieurs besoins. Il n'est, du reste, pas nécessaire de s'être livré à de profondes études philosophiques, biologiques ou sociologiques, pour arriver à cette constatation. Chacun de nous y parvient.

A cette première constatation il faut ajouter la suivante : c'est que la satisfaction d'un besoin procure à celui qui le ressent une sensation de plaisir, tandis que la non-satisfaction dudit besoin lui cause une sensation de peine.

Cette seconde constatation est encore de celles que chacun de nous peut faire et qui ne font aucun doute.

De cette double constatation — dont la seconde n'est que la suite logique de la première — nous concluons que l'individu, en recherchant la satisfaction de ses besoins, a en vue le plaisir qu'il y trouve et nous affirmons en conséquence que l'homme recherche le bonheur.

La recherche du bonheur, devient, ainsi, le but précis auquel tend l'être vivant.

Nous voilà parvenus à un point important et que nous considérons comme fondamental de l'Anarchie.

Mais l'être humain ne vit pas dans l'isolement, il se groupe avec les êtres de son espèce, il vit en société.

Nous sommes donc conduits à passer de l'individuel au social.

Si l'individu se groupe, c'est d'abord parce que c'est dans sa nature et qu'il en éprouve le besoin ; c'est ensuite, parce qu'il recherche instinctivement à accroître son bonheur par l'appui et la protection qu'il espère trouver dans ses semblables.

D'où, cette conclusion : le groupement en société a pour but d'accroître le bonheur de ceux qui le constituent. En d'autres termes, le social doit contribuer à rapprocher l'individu de son but : le bonheur. Donc, la raison d'être de ce qu'on appelle la société, c'est d'assurer le bonheur de ses membres.

Nous voilà, maintenant, en possession d'un second point important, fondamental, de l'Anarchie.

Jetons un rapide coup d'œil en arrière, tant pour voir le chemin parcouru par notre raisonnement que pour souder ensemble fortement les deux constatations que nous avons faites.

Première constatation : l'individu recherche le bonheur par la satisfaction de ses besoins ; seconde constatation : la société a pour but d'assurer et d'accroître le bonheur de tous ses membres. Donc, le bonheur de l'individu, tel est le but de la vie individuelle ; le bonheur de tous les individus vivant en société, tel est le but de la vie sociale.

J'en arrive maintenant à la troisième des constatations qui, reliées entre elles, aboutissent à la première des certitudes sur lesquelles repose la Doctrine anarchiste.

De toutes les formes de société, la pire est nécessairement celle qui s'éloigne le plus du but à atteindre : le bonheur des individus qui la composent ; de toutes les formes de société, la meilleure est nécessairement celle qui se rapproche le plus de ce but. La société la plus criminelle est celle dans laquelle la proportion des malheureux est la plus élevée et la société idéale est celle dans laquelle seront heureux tous ceux qui la composent. Le Progrès social, le Progrès véritable, positif, indiscutable n'est pas, ne peut pas être autre chose que l'ascension graduelle vers cette société idéale.

Telle est notre troisième constatation.

Comme il y a un instant, revenons sur nos pas, ou plutôt arrêtons-nous et formons un faisceau des trois constatations acquises :

- 1° L'individu recherche le bonheur ;
- 2° La société a pour but de le lui procurer ;
- 3° La meilleure forme de société est celle qui se rapproche le plus de ce but.

Nous tenons, à présent, la première de nos certitudes. Cherchons la seconde.

Posons-nous cette question : jusqu'à ce jour, les formes multiples de société qui se sont succédées ont-elles répondu au but que doit s'assigner le groupement social : le bonheur de tous ses membres ?

Ici l'Histoire entre en scène : l'Histoire qui nous apporte les enseignements du passé.

Il nous faut donc consulter l'Histoire.

Celle-ci nous fournit, en l'appuyant sur la documentation la plus abondante et la plus authentique, la preuve que l'immense majorité des individus a été, est malheureuse.

Je pense que, sur ce point, je n'ai pas à insister.

Alors, je poursuis, et je pose deux *pourquoi* qui s'enchaînent :

a) Pourquoi les individus étaient-ils malheureux ?

— Parce que l'immense majorité de ces hommes étaient privés de la faculté de satisfaire leurs besoins.

b) Pourquoi étaient-ils privés de cette faculté ?

— Parce que, depuis des siècles et des siècles, un certain nombre d'hommes s'étaient emparés de toutes les richesses et de toutes les sources de celles-ci, au détriment des autres hommes.

— Parce que ces possédants avaient édicté des Lois tendant à légitimer, à consolider leurs spoliations.

— Parce qu'ils avaient organisé un Pouvoir et des forces dont le rôle était de soumettre les spoliés, de les empêcher de se révolter et, en cas de révolte, de les châtier.

— Parce que ces possédants et ces maîtres avaient imaginé des Religions dont le but était d'imposer aux dépossédés et aux asservis la soumission aux lois, le respect des Maîtres et la résignation à leur propre infortune.

— Parce que cet accaparement de la Richesse, cette Législation, ce Pouvoir et cette Religion s'étaient ligués puissamment contre la multitude des exploités et des opprimés ainsi privés de la faculté de manger à leur faim, de parler, d'écrire, de se grouper à leur gré, de penser et d'agir librement.

— Parce que la Propriété, c'était l'Autorité d'une classe sur les choses ; l'Etat, l'Autorité sur les corps ; la Loi, l'Autorité sur les consciences et la Religion l'Autorité sur les esprits et les cœurs.

— Parce que tous ceux qui n'appartenaient pas à la classe dominante, entre les mains de laquelle étaient réunis le Capital, l'Etat, la Loi et la Religion, formaient une classe innombrable de pauvres, de sujets, de justiciables et de résignés.

— Parce que, physiquement, intellectuellement et moralement, cette multitude était réduite à l'esclavage.

— Parce que, pour tout dire en un seul mot, *elle n'était pas libre*.

Cette classe ne possédait pas hier, elle ne possède pas aujourd'hui la liberté de satisfaire les besoins de son corps, de son esprit et de son cœur ; c'est pourquoi elle était et elle est malheureuse.

Voilà ce que, consultées loyalement, attentivement, impartialement, répondent et l'Histoire et l'Expérience.

Elles constatent que, au sein des sociétés passées et présentes, la classe de beaucoup la plus nombreuse, était malheureuse *parce qu'elle n'était pas libre* et qu'il en est de même de nos jours.

La cause de tout le mal était donc, elle est toujours, l'Autorité sous toutes les formes que j'ai tout à l'heure énumérées.

Le remède consiste donc à briser tous les ressorts de cette Autorité : Capital, Etat, Loi, Religion, et à fonder une société entièrement nouvelle basée sur la Liberté.

Voilà notre seconde certitude.

Je la lie à la première et nous allons avoir toute la Doctrine.

Première certitude : L'homme recherche le bonheur ; la Société a pour but de le lui assurer ; la meilleure forme de société est celle qui se rapproche le plus de ce but.

Seconde certitude : L'homme est heureux dans la mesure où il est libre de satisfaire ses besoins ; la pire des sociétés est donc celle où il est le moins libre ; la meilleure est en conséquence, celle où il est le plus libre. L'idéale sera celle où il le sera complètement.

Conclusion : la Doctrine anarchiste, se résume en un seul mot : Liberté.

..

Mais j'ai dit que l'Anarchie est : 1° une Doctrine ; 2° une Vie. Nous allons, à présent, passer de la première à la seconde, de la théorie à la pratique, du principe à sa réalisation, de la Doctrine qui inspire et impulse, à la Vie qui réalise.

Il coule de source que la naissance de l'Anarchie (état social sans Gouvernement, sans Etat, sans Autorité, sans contrainte), ne peut être que consécutive à la mort de l'état social actuel.

Ici commence la seconde partie de ma démonstration.

L'Histoire, l'Expérience et le Raisonnement, ces trois abondantes sources auxquelles l'homme puise toutes les vérités utiles, nous ont d'abord conduits à la condamnation sans appel de toutes les Sociétés pratiquant le régime de l'Autorité et à la nécessité d'instituer sur la Liberté le milieu social.

J'imagine donc la Révolution accomplie : l'Autorité est réduite en poussière ; il s'agit maintenant de *vivre en liberté*. Nous avons détruit ; il nous faut reconstruire. Qu'allons-nous faire ?

Des demi-fous (je ne puis, s'ils sont sincères, les qualifier autrement) songent encore à un accouplement bizarre des deux principes contradictoires de Liberté et d'Autorité. Ils rêvent encore d'asseoir la liberté de tous sur l'Autorité de quelques-uns, comme s'il était possible que l'Autorité donnât naissance à la Liberté et favorisât le développement de celle-ci ! Avec une logique implacable et une farouche énergie, les Anarchistes combattent cette absurdité. Ils se dressent contre toute tentative de restauration autoritaire ; ils s'opposent à tout essai de résurrection du Pouvoir, sous quelque forme que ce soit. Ils finissent par l'emporter sur leurs adversaires et brisent leurs dernières résistances. C'est la période, plus ou moins longue, durant laquelle le devoir le plus pressant et la nécessité la plus impérieuse sont de défendre la Révolution libertaire victorieuse contre les retours offensifs des tenants de l'Autorité, y compris celle qui leur apparaît comme la plus intolérable, la plus absurde et la plus dangereuse : la Dictature du Proletariat.

Les défenseurs de la Révolution conçoivent — enfin — que deux choses contradictoires ne peuvent pas mutuellement s'engendrer puisqu'elles s'excluent ; que, conséquemment, l'Autorité sociale ne peut pas plus aboutir à la liberté individuelle que de la liberté individuelle ne peut sortir l'Autorité sociale.

La faillite et l'abolition du principe d'Autorité se trouvent bien et définitivement établies. Il ne s'agit plus que de donner au principe de Liberté une réalité vivante et féconde.

Serrons de près le problème à résoudre et ne perdons pas de vue que nous supposons l'Autorité Gouvernementale brisée par la Révolution triomphante : voilà l'Individu débarrassé de ses chaînes ; il est devenu un être libre, c'est-à-dire en possession de la faculté de satisfaire ses besoins et, par conséquent, d'être heureux.

Mais, être sociable, vivant au milieu de ses semblables, participant à la vie commune, il s'agit de pré-

ciser ce qu'il aura à donner à ses pairs et ce qu'il aura à en recevoir, dans quelles conditions et dans quelle mesure, il collaborera à la satisfaction des besoins ressentis par tous et participera, en échange, à la satisfaction de ses propres besoins.

Le problème se pose impérieux et urgent.

Comment le résoudre ? Il ne faut pas songer à recourir à la force, à la violence, à la contrainte, formes diverses de l'Autorité, mais à la douceur, à la persuasion, à la Raison, formes multiples de la Liberté.

On s'arrête donc à la Raison.

Mais encore faut-il que la Raison s'impose d'elle-même, en vertu de sa propre force, par l'unique ascendant de son prestige et non par des menaces ou des sanctions.

Alors, on cherche, on expérimente, on compulse, on interroge les résultats des diverses méthodes d'application. L'Entente apparaît, se présente, se recommande par ses résultats et emporte les suffrages.

L'exemple de la nature est là : éloquent et démonstratif. Tout y est entente par accord libre et spontané, par affinités et caractères communs entre individus ou unités de la même espèce : les infiniment petits, sorte de poussière, se recherchent, s'attirent, s'agglomèrent et forment des noyaux ; ces noyaux, à leur tour, se recherchent, s'attirent, s'agglomèrent et forment des organismes ; ces organismes se recherchent, s'attirent, s'agglomèrent et forment des organismes de plus en plus vastes.

On fait l'essai de cette méthode empruntée à l'ordre naturel, un essai loyal et loyalement conditionné. Cet essai est répété ; les résultats appliqués à l'ordre social sont satisfaisants ; l'essai est étendu, appliqué à des masses croissantes ; il sort vainqueur de cette épreuve, il triomphe, et il est finalement adopté.

C'est la méthode de l'Entente libre et spontanée. La plus petite unité : l'individu recherche, attire les autres, s'agglomère avec celles-ci à un premier noyau et forment la Commune. Les Communes, à leur tour, se cherchent, s'attirent, s'agglomèrent et forment un organisme plus étendu : la Région. Les Régions, à leur tour, se cherchent, s'attirent, s'agglomèrent et forment une organisation plus vaste encore et plus complexe : la Nation.

Entente entre les individus et les familles qui constituent le noyau Communal, entente entre les Communes qui constituent l'organisme régional ; entente entre les Régions qui constituent l'organisation nationale ; entente de bas en haut, à tous les degrés ; entente partout.

Les peuples qui vivent en Communisme libertaire se recherchent, ils s'attirent, s'agglomèrent et forment une organisation plus vaste encore que la Nation.

Le jour où toutes les Nations vivront en Communisme-libertaire, elles se rechercheront nécessairement, fatalement s'attireront, s'agglutineront et formeront un immense organisme international les réunissant toutes.

Ce sera la réalisation mondiale de la Liberté de chacun, par l'Entente entre tous !

Car, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que ce n'est plus, comme autrefois, l'organisme le plus vaste : l'organisation centrale qui, par voie d'absorption ou d'annexion, de contrainte ou de guerre, amène la compression des organismes intermédiaires et des noyaux pour aboutir à l'écrasement des molécules individuelles. C'est, tout à l'opposé, la molécule individuelle qui, par voie d'entente, et d'extension ou de développement, se joint aux molécules les plus proches, et forme noyau avec celles-ci, puis, passant par des organismes de plus en plus vastes, le cercle de l'Entente s'élargit.

sant toujours, réunit, en une vie de plus en plus intense, féconde et heureuse, la totalité des molécules individuelles.

Voilà l'image de la vie communiste-libertaire, de l'Anarchie, de la *Liberté de chacun par l'Entente de tous*.

(Voir Autorité, Centralisme, Entente, Fédéralisme, Liberté, Révolution.)

..

L'Anarchie est à base individualiste. Les Gouvernements, les Religions, les Patries, les Morales, ont ce trait commun que, au nom et dans l'intérêt — « dit » supérieur — de ces institutions, les intérêts véritables de l'Individu ont toujours été et demeurent méconnus, violemment, immolés. Les Gouvernements compriment, oppriment et pressurent l'individu ; les Religions le privent de la faculté de penser librement et de raisonner judicieusement ; les Patries le précipitent, de gré ou de force, dans les carnages guerriers ; les Morales font peser sur lui les obligations les plus ineptes et les devoirs les plus opposés à son expansion naturelle et à la vie normale. Par l'ignorance et la lâcheté, par la contrainte et la répression, toutes ces Institutions autoritaires créent dans la foule les mentalités d'esclaves et les habitudes grégaires dont les classes dominantes ont besoin pour perpétuer le régime dont elles sont les exclusifs et insolents bénéficiaires. L'Anarchie entend soustraire tous les êtres humains à cette multitude de contraintes physiques, intellectuelles et morales dont ils sont victimes. Elle dénie à la Société le droit de disposer souverainement de ceux qui la composent. Elle déclare que ce terme vague « la Société » ne répond à rien en dehors des Individus qui, seuls, lui donnent une réalité vivante et concrète. Elle certifie que sans cette unité tangible, palpable : l'Individu, la Société serait un total inexistant et une expression dénuée de toute signification positive. Ce sont là des assertions d'une exactitude si manifeste, qu'on éprouve quelque honte à les formuler, dans l'appréhension d'être accusé d'enfoncer des portes ouvertes.

Mais il faut se bien garder de croire que, si l'Anarchie est à base individualiste, il s'en suit qu'elle condamne l'Individu à l'isolement et brise les liens de toutes sortes qui l'unissent à ses semblables. (Voir *Solidarité*.)

C'est exactement le contraire, et il n'est pas possible de concevoir un milieu social dans lequel seraient plus nombreux et plus solides qu'en Anarchie les rapports reliant entre eux tous les représentants de l'espèce. Seulement — et cette opposition est fondamentale — tandis que, emprisonné dans le réseau des obligations et contraintes qui, au nom de l'Etat, de la Propriété, de la Religion, de la Morale, de la Famille, de la Patrie et autres... balançoires, font de lui un esclave, l'Individu se voit contraint aujourd'hui à des promiscuités, des associations, des complicités et des contrats sur lesquels, n'ayant pas été consulté, il ne lui a pas été loisible de se prononcer, ce même Individu, devenu libre, aura, dans une société anarchiste, la latitude de disposer de lui-même en tout et pour tout, sans autre obligation que celle qu'il aura délibérément et consciencieusement contractée. Sous régime autoritaire, les liens qui enchaînent les hommes entre eux sont rigides, artificiels et obligatoires ; en Anarchie, seuls seront valables les contrats librement contractés qui les uniront, et ces contrats seront toujours souples, naturels, librement acceptés et librement rompus.

..

Dans la *Douleur Universelle*, je précise en ces termes le but auquel tend l'Anarchie : « instaurer un

« milieu social qui assure à chaque individu toute la « somme de bonheur adéquate, à toute époque, au « développement progressif de l'humanité. »

A plus de trente ans de distance, je ne vois aucun changement à apporter à cette proposition. Mais celle-ci appelle quelques développements et j'en reprends un à un les termes : a) INSTAURER. Je ne dis pas « créer » ; je dis « instaurer ». Voici pourquoi : Tout, dans la nature, évolue sans cesse (voir *Evolution-Transformisme*). Rien n'est fixe, rien n'est immobile. L'individu, comme le reste, se transforme continuellement ; il ne demeure jamais identique à lui-même ; son *aujourd'hui* est fait nécessairement de tous ses *hier* et contient, à l'état potentiel, tous ses *demain*. L'agrégat humain n'est donc qu'une forme passagère de la matière, et cet agrégat lui-même subit incessamment les modifications les plus diverses.

Or, dit Spencer (*L'Individu contre l'Etat*) : « la nature « des agrégats est nécessairement fixée par la nature « des unités composantes. »

D'où il résulte que, pour être moins visibles, les perpétuels changements de l'agrégat collectif ou social n'en sont pas moins tout aussi réels que les modifications de l'agrégat individuel. Composé d'unités en état constant de modifications, le corps social se transforme sans aucun repos. Son *présent* est fait de tous les matériaux de son *passé* et contient en germes tous les matériaux de son *avenir*.

Auguste Comte (*Introduction à la métaphysique*) écrit : « chaque individu, chaque peuple, chaque science « et l'humanité même, passent par toutes les phases. « Les idées qui caractérisent une période naissent des « idées de périodes précédentes, se développent et gran- « dissent au dépens de ces idées et puis, à leur tour, « décroissent insensiblement, après avoir donné nais- « sance aux idées de la période suivante. »

« La vie sociale, dit Guillaume de Greef (*Introduc- « tion à la Sociologie, Tome I*) c'est-à-dire la corres- « pondance toujours complète et parfaite de ses « organes et de ses fonctions à des conditions de plus « en plus nombreuses et particulières, est un éternel « devenir ; en cela, elle ne fait que se conformer aux « lois universelles de la matière et de la force. »

Et encore : « La société est un organisme dont l'équi- « libre, toujours instable, comporte des organes et des « fonctions qui la rattachent au passé et d'autres qui « la relient à l'avenir. »

Etrangeté remarquable de l'optique humaine ! Deux phénomènes qui, rapprochés, font naître tout d'abord dans l'intellect une sorte de contradiction par leur allure antithétique, voilent à nos yeux l'indissoluble enchaînement des faits qui relie toutes les pages de l'histoire humaine : c'est l'immensité du chemin parcouru, comparée à la lenteur de l'évolution sociale.

Si brève est la vie de chacun de nous et si faible est notre vue, que nous n'apercevons pas les éléments innombrables qui se meuvent autour de nous, tuant ceci et donnant naissance à cela. Nous croyons avoir sous les yeux le spectacle de l'immobilité. C'est cette sensation inconsiderée de la stagnation sociale ou tout au moins de la lenteur évolutionnelle qui, par un effet en quelque sorte réflexe, contribue à cette lenteur même.

« Cela ne changera jamais ; en tout cas, si ça change, nous ne le verrons pas. » Voilà ce que disent une foule de gens. Et les déshérités se résignent, prennent leur mal en patience, acceptent ce qu'ils regardent comme un sorte de fatalité : « il n'y a rien à faire ! » et les privilégiés se rassurent, s'aveuglent et se cuirassent d'indifférence : « après nous le déluge ! »

Et pourtant, quelle incalculable série de transforma-

tions, depuis les ébauches grossières des premières agglomérations humaines jusqu'à l'organisation si complexe, si méthodiquement agencée des sociétés modernes !

L'esprit reste stupéfait et les yeux éblouis devant le spectacle grandiose d'un développement aussi extraordinaire.

Un des hommes qui, à notre époque, ont le plus contribué à la vulgarisation de l'idée matérialiste, L. Büchner, s'exprime ainsi :

« Il viendra un temps où la distance entre le point « de départ et le point d'arrivée s'élargira tellement « que les savants de l'avenir eux-mêmes se refuseraient « à admettre la possibilité d'un lien entre eux, si les « écrits et les vestiges du passé ne leur fournissaient « les matériaux nécessaires pour les guider dans leur « jugement. » (*Lumière et Vie*, p. 326).

Il m'a paru nécessaire d'insister sur les considérations qui m'ont amené à me servir de l'expression « *instaurer* » de préférence à celle de *créer* par exemple, et ce, non seulement parce que le terme est infiniment plus exact, mais encore et surtout parce que nous nous proposons d'indiquer, au cours de cet ouvrage, les phénomènes qui poussent triomphalement les présentes générations vers cette instauration et les moyens qu'il convient d'employer pour hâter celle-ci. On verra par là, aussi, toute la distance qui sépare l'*Anarchie* des « utopies » construites le plus souvent par des hommes de bonne foi et qui *pressentaient* remarquablement l'avenir, mais ne tenaient aucun compte, dans leurs conceptions respectables, des matériaux que l'époque mettait à leur disposition.

b) UN MILIEU SOCIAL. Ces mots demandent à peine une explication, tellement ils sont clairs par eux-mêmes.

Le milieu social est comme la synthèse des innombrables rapports des individus, des sexes, des groupes entre eux. Il est la résultante de toutes les organisations, institutions et coutumes. C'est une sorte d'être impersonnel — comme la société elle-même — constitué par les relations de toute nature : physiques, intellectuelles, morales, qu'engendre la pratique de la sociabilité.

S'il est une théorie aujourd'hui hors de conteste et splendidement mise en lumière par les naturalistes, c'est assurément celle de « *l'adaptation de l'être au milieu* ».

Il est constant que dans le monde physique, le milieu exerce sur tout et sur tous une influence décisive ; qui oserait prétendre que dans le monde psychique, il n'en est pas de même ?

D'aucuns affirment que si le milieu social agit sur l'individu, celui-ci est capable de réagir. Cette opinion est juste dans une certaine mesure. Soutenir le contraire, ce serait reconnaître à la fois, d'une façon implicite, que le milieu social est en quelque sorte indépendant des personnalités qui le composent, ce qui serait une absurdité, et que, l'individu ne pouvant rien sur le milieu, tout effort étant vain, il n'a qu'à se croiser les bras.

Nulle doctrine ne serait plus dangereuse, et il convient de la combattre avec la dernière énergie, non point tant parce qu'elle est dangereuse que parce qu'elle est contraire à la vérité, à l'observation.

Mais, il n'en est pas moins vrai que, tout comme la faune et la flore empruntent à l'ambiance cosmique les éléments de leur vie, et qu'un observateur attentif et clairvoyant pourrait, en examinant un animal ou une plante, en déterminer les conditions d'époque, de climat, d'atmosphère et de topographie, de même l'individu emprunte à la structure sociale ses idées, ses sentiments, ses aspirations, ses coutumes.

On comprend par là de quelle importance est ce milieu social dont il est question d'amener l'établissement, puisqu'il devra pour ainsi dire poser sa griffe sur toutes les manifestations de la vie sociale et privée ; puisque tant vaut le milieu, tant vaut l'homme ; puisque l'un est l'arbre et l'autre le fruit ; puisqu'enfin il serait aussi illogique de songer à transformer l'individu sans toucher au milieu qu'il est rationnel de prévoir avec certitude, sans qu'il soit besoin d'être prophète, que, modifié le milieu, modifiés aussi seront les hommes qui le composeront.

c) QUI ASSURE A CHAQUE INDIVIDU. — Les formes sociales qui se sont succédées jusqu'à ce jour, ont eu pour invariable conséquence, en hiérarchisant les fonctions et les êtres, d'assurer tous les avantages à un nombre plus ou moins restreint de ceux-ci, au détriment de tous les autres.

Or, convient-il de chercher à renverser l'ordre des facteurs dans le but de favoriser le *plus grand nombre* ? La question sociale s'applique-t-elle à quelques-uns, à la majorité ou à l'*universalité* des êtres humains ?

Il suffit de poser la question : chacun peut répondre.

J'aurais pu, à la place de ces trois mots : « *à chaque individu* » écrire ceux-ci : « *au peuple* » ; ou encore ceux-là : « *à l'humanité* » ; ou encore ceux-là : « *au prolétariat* » ; ou même ces derniers : « *à tous* ». Mais je me méfie de ces expressions par trop générales. L'expérience m'a enseigné qu'elles cachent presque toujours un piège, qu'elles en sont tout au moins capables.

Pauvre « *peuple* », pauvre « *humanité* », pauvre « *tout le monde* », a-t-on assez usé et abusé de vous, pour mieux dissimuler les honteuses combinaisons des gouvernements et des classes !

Il existe d'ores et déjà une foule de fictions qui, par un jeu de glaces savamment disposées, donnent l'illusion de la réalité : telle, par exemple, l'égalité de tous devant la loi. Il suffit de passer derrière les glaces pour découvrir le « *truc* ».

L'expression « *chaque individu* » a l'avantage de couper court à toute interprétation ambiguë et de bien établir que le problème social n'a pas seulement pour but cette formule tant soit peu vague : « *le bonheur commun* », mais celle-ci bien autrement significative et exacte : « *le bonheur de chaque individu*. »

Oui, que pas un enfant, pas un adulte, pas un vieillard, pas un homme, pas une femme, pas un être humain, pas un seul ne puisse être frustré de la plus minime part de jouissance que comporte le droit à l'existence dans son intégralité. Tel est le problème que scrute et doit résoudre le penseur tourmenté par la question sociale.

Pas un, dis-je, parce qu'il suffirait que le droit d'un seul fût méconnu, pour que le droit de tous les autres fût menacé ; parce que, en dépit des apparences, pour que soient réalisés et maintenus dans le corps social l'équilibre et la bonne santé, il est nécessaire qu'entre toutes les parties de celui-ci il existe une telle solidarité que, si un organe, un seul, ne reçoit pas sa part de vie, le mal gagne de proche en proche et l'organisme tout entier lentement s'en ressent, s'affaisse et dépérit.

Résolu pour tous, excepté pour un seul, le problème social se réfugierait en ce dernier, lequel, protestation vivante, se dresserait contre tous les autres et sa voix, ne tardant pas à être entendue, s'élèverait, discordante, au sein de l'harmonieux concert que doit former une société composée d'êtres heureux, libres et fraternels.

d) TOUTE LA SOMME DE BONHEUR. — C'est toujours le spectacle des infortunes plus ou moins imméritées, des

misères plus ou moins injustifiées qui a incité les philosophes, les penseurs et les moralistes à rechercher les causes de ces souffrances pour en combattre les effets.

Abaissier le taux des douleurs humaines, atténuer les inégalités choquantes, améliorer les conditions de la vie, en d'autres termes rechercher le bonheur universel, tel a été, de tout temps, le but de tous les plans, de tous les systèmes de rénovation sociale.

Sur ce point, tous ceux qui se sont occupés de la question se montrent unanimes. Je pourrais en citer des centaines, je me bornerai à quelques-uns.

Je laisse de côté tous les auteurs anciens, pour faire aux modernes une place plus grande dans ces citations que je ne veux pas multiplier afin de ne pas fatiguer le lecteur :

« Le but de la Société est le bien de ses membres » (GROTIUS). — « La Société est tenue de rendre la vie commode à tous » (BOSSUET). — « Le vrai but de la Société est le bonheur durable de tous ses membres » (MABLY). — « Quel est l'objet de la Science de la morale ? Ce ne peut-être que le bonheur général. Si l'on exige des vertus dans les particuliers, c'est que les vertus des membres font la félicité du Tout » (Helvétius. De l'Homme. Son Education). — « Rechercher le bonheur en faisant le bien, en s'exerçant à la connaissance du vrai, en ayant toujours devant les yeux qu'il n'y a qu'une seule vertu : la Justice, un seul devoir : se rendre heureux » (DIDEROT). — « Le but de la Société est le bonheur commun » (Déclaration des Droits de l'Homme, article 1^{er}). — « Le but de la Révolution est de détruire l'inégalité et d'établir le bonheur commun » (Conspiration Babouviste. Base de la République des Égaux. Article 10). — « Que la variété infinie de désirs, de sentiments et d'inclinations se réunisse en une seule volonté ; qu'elle ne meuve les hommes que vers un unique but : le bonheur commun ! » (MORELLY. LA BASILIADÉ). — « Le plaisir sans égal serait de fonder la félicité publique. Je ne sais si je me trompe dans mes vœux ; mais je pense qu'on pourra un jour extraire de tous les corps un principe nutritif et, alors, il sera aussi facile à l'homme de se nourrir que de se désaltérer à l'eau d'un fleuve. Que deviendront, alors, les combats de l'orgueil, de l'ambition, de l'avarice, toutes les cruelles institutions des grands Empires ? Un aliment facile, abondant, à la disposition de l'homme, sera le gage de sa tranquillité et de sa vertu » (MERCIER. Le tableau de Paris). — « Si la première voix de la nature, c'est de désirer notre propre bonheur, les voix réunies de la prudence et de la bienveillance se font entendre et nous disent : cherchez votre bonheur dans le bonheur d'autrui. Si chaque homme, agissant avec connaissance de cause dans son intérêt individuel, obtenait la plus grande somme de bonheur possible, alors l'humanité arriverait à la suprême félicité et le but de toute morale, le bonheur universel serait atteint » (BENTHAM). — « Le principe général auquel toutes les règles de la pratique devraient être conformes, n'est autre que le bonheur du genre humain et de tous les êtres sensibles » (J.-S. MILL). — « La Société doit être organisée de telle sorte (et ce n'est pas souvent le cas d'aujourd'hui, malheureusement) que le bonheur des uns ne prenne pas sa source dans la ruine des autres, mais que chaque individu trouve son bien dans celui de la collectivité, le bien de la collectivité résultant uniquement, vice versa, de l'individu » (L. BUCHNER. Force et Matière, p. 514). — « Le problème du bonheur universel, par l'effet de la solidarité toujours plus grande, est dominé plus que jamais aujourd'hui par le problème

« du bonheur social. Ce ne sont plus seulement nos douleurs présentes et personnelles, mais celles de l'humanité à venir qui deviennent pour nous un sujet de troubles » (MARC GUYAU. L'irrégulation de l'Avenir, p. 411). — « Le pur idéal, ce serait que la totalité universelle des êtres devint une Société consciente, unie, heureuse » (Alfred FOULLÉE. Critique des Systèmes de morale contemporaine). — « Le plus grand bonheur du plus grand nombre, par la science, la justice, la bonté, le perfectionnement moral : on ne saurait trouver plus vaste et plus humain motif éthique » (Benoît MALON. Socialisme intégral. Tome I^{er}, page 245).

Assez de citations. J'y pourrais ajouter l'avis autorisé de tous les sociologues contemporains, même bourgeois ; mais à quoi bon ? La cause est entendue : tous, absolument tous, proclament, conformément à la Déclaration des Droits de l'Homme, que « le but » de la « Société est le bonheur commun ». C'est, peut-être, le seul point sur lequel existe l'unanimité ; mais on reconnaît qu'il est d'importance et je veux en tirer immédiatement deux conclusions sur lesquelles j'attire particulièrement l'attention. La première, c'est la condamnation implicite de l'organisation sociale qui nous régit : puisque cette organisation accumule entre les mains d'une minorité privilégiée pouvoir, richesses, savoir, jouissances, et condamne l'immense majorité à la servitude, aux privations, à l'ignorance et à la douleur, il est évident que cette Société tourne le dos au but vers lequel est tenue de tendre toute Société équitable et rationnelle et qu'elle doit succomber. La seconde, c'est que, de toutes les doctrines sociales qui se disputent la succession de celle qui doit disparaître, la seule qui se dirige résolument et sans détour vers ce but, c'est celle que préconisent les théories anarchistes, puisque, faisant, seule, cesser les inégalités, les guerres et les contraintes et assurant, seule, à chaque individu toute la somme de liberté et de bien-être que comporte le développement progressif de l'humanité, elle est la seule qui réalise le vœu nettement et unanimement exprimé : le bonheur commun.

e) ADÉQUATE, A TOUTE ÉPOQUE, AU DÉVELOPPEMENT PROGRESSIF DE L'HUMANITÉ — Une seule barrière est là, limitant la somme des satisfactions que les individus sont en mesure de goûter. Cette barrière, c'est celle des possibilités, c'est-à-dire celle qui sépare les biens acquis de ceux qui sont encore à acquérir, les jouissances vivables par les générations actuelles de celles auxquelles nos descendants aspirent et qu'ils ne manqueront pas, tôt ou tard, de réaliser. Mais cette barrière n'est pas pour contenir ou réfréner les appétits ; elle est, au contraire, pour les exciter. Sous le puissant coup d'aile du désir insatiable qui nous élève toujours plus haut et nous pousse toujours plus loin, elle s'éloigne et s'abaisse insensiblement, nous découvrant des perspectives de plus en plus éblouissantes.

Cette limite, c'est celle qui marque le point auquel, à une époque déterminée, en sont arrivées les phalanges humaines en marche vers les régions toujours plus fertiles et plus vastes de la félicité.

Tel est le sens précis de ces mots : « adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité. »

Il est dans la nature des individus et des Sociétés, sortis, depuis des milliers d'années, des organismes les plus rudimentaires, de s'acheminer vers des formes de plus en plus perfectionnées. Longtemps, bien longtemps enténébrés, hommes et sociétés se dessinent sur un fond dont les teintes passent petit à petit du sombre au clair, de l'obscur au lumineux. L'obscurité c'est le passé : l'ignorance, la haine, la misère ; la lumière,

c'est l'avenir : le savoir, la fraternité, l'abondance. On ne retourne pas au passé ; on marche, irrésistible, vers l'avenir. Fou serait celui qui prétendrait assigner une borne à cet avenir aux espaces incommensurables. L'âge d'or n'est pas derrière nous ; il est devant : radieux et accessible.

L'Anarchie, c'est l'homme brisant les portes du cachot où l'Autorité le tient enfermé ; c'est la voie libre ; c'est la marche vers la joie de vivre, tout obstacle écarté, toutes chaînes rompues ; c'est l'enfer fermé et le paradis ouvert ; c'est l'espèce humaine cessant de s'entre-déchirer et s'entraïdant dans la bataille millénaire qu'elle livre à la nature et à l'ignorance, pour se libérer des dangers et des maux qui l'accablent encore.

..

On a longtemps, sinon confondu du moins rapproché les tendances et les aspirations du socialisme collectiviste ou communiste et celles de l'Anarchie. Ce rapprochement a eu diverses causes. En voici quelques-unes :

1° Socialisme et Anarchie se dressaient contre la Société bourgeoise. Ici et là, le mot d'ordre était qu'il fallait, avant tout, se débarrasser de celle-ci ; on verrait ensuite. Et, durant des années, socialistes et anarchistes attaquèrent avec une égale ardeur et une virulence égale les institutions : gouvernement, propriété, patrie, religion, morale bourgeoise dont les uns et les autres poursuivaient âprement la ruine ;

2° Les privilégiés ayant intérêt à susciter et à entretenir cette confusion entre le Socialisme et l'Anarchie, ne manquaient pas de dénaturer sans scrupule les théories, de calomnier sans retenue les théoriciens et de persécuter indistinctement les agitateurs socialistes et anarchistes. Se tournaient-ils vers les privilégiés ? Ils accusaient les socialistes de vouloir substituer à l'ordre établi une société dans laquelle, n'étant retenus ni par un frein moral ni par une autorité matérielle, les appétits déchainés se donneraient libre cours dans le vol, le gaspillage, le viol et l'assassinat. S'adressaient-ils aux déshérités ? Ils affirmaient que les anarchistes et socialistes, ceux-là ouvertement et ceux-ci par des voies détournées, ne travaillaient à la Révolution sociale que pour déposséder les Gouvernants et Riches, s'emparer du Pouvoir et de l'Argent et en jouir à leur tour.

3° Les Socialistes eux-mêmes, tout en se défendant d'être assimilés aux anarchistes, laissaient entendre volontiers — surtout en période électorale et quand ils mendiaient les suffrages ouvriers — que, somme toute, entre le Socialisme et l'Anarchie, il n'y avait pas opposition irréductible, mais, au contraire, des points de contact nombreux et de sérieuses affinités ; que les divergences résidaient « surtout » (certains disaient même « uniquement ») dans les problèmes de la tactique à employer ; mais que, malgré tout et bien que les voies et moyens fussent différents, le but était le même : la suppression des classes antagoniques, l'Etat politique remplacé par un organisme d'enregistrement plutôt que de répression, destiné à assumer l'administration des choses, le bien-être assuré à chacun, la liberté garantie à tous. Incalculable fut la masse des travailleurs qui, ainsi endoctrinés, tombèrent dans le panneau et se laissèrent embrigader comme électeurs et comme affiliés aux partis collectiviste et communiste !

4° Pour tout dire et me conformer à la règle d'impartialité que nous nous imposons ici, il sied d'ajouter que bon nombre de socialistes, en s'exprimant de la sorte, parlaient avec sincérité. Ils étaient, alors et longtemps ils furent peu nombreux. Les faveurs du suffrage « dit » universel allaient aux partis — monar-

chistes ou républicains — de conservatisme social et les militants socialistes, à l'exception de quelques chefs plus clairvoyants et plus ambitieux, n'envisageaient la lutte électorale et l'action parlementaire que comme des moyens de propagande et d'agitation. Depuis, oh ! depuis !... (Voir *Parlementarisme, Elections, Suffrage universel, Collectivisme, Communisme autoritaire*.)

Ces diverses circonstances expliquent assez clairement la confusion que je signale. Peu à peu, les faits eux-mêmes se sont chargés de dissiper celle-ci et, aujourd'hui, la rupture s'est produite, éclatante et profonde, entre l'Anarchie ou Communisme libertaire et le Socialisme autoritaire (S. F. I. O. ou S. F. I. C.).

Ces doctrines sont sorties, les unes et les autres, de la période de tâtonnement que traversent fatalement toutes les Idées sociales auxquelles les conditions historiques donnent successivement naissance. Actuellement, Socialisme et Anarchie forment deux mouvements tout à fait distincts et même opposés comme base, méthode, action et but.

Ils sont séparés par un abîme : les socialistes et communistes voulant conquérir l'Etat et le faire servir à leurs fins, les anarchistes voulant anéantir l'Etat. (Voir *Antiétatisme, Etat*.)

Entrons dans quelques détails : le Socialisme s'appuie sur le principe d'Autorité et, dans la pratique, aboutit logiquement au renforcement de ce principe, puisque l'Etat, au pouvoir des Socialistes, a pour mandat de centraliser et de monopoliser le Pouvoir politique et économique.

Les partis socialistes et communistes de tous les pays affirment d'abord qu'une société ne peut vivre sans le principe d'Autorité qu'ils déclarent indispensable à l'organisation et à l'entente. La liberté de chacun, disent-ils, doit s'arrêter où commence la liberté des autres. Mais en l'absence de lois, de règles qui fixent cette limite entre la liberté de chacun et celle des autres, chacun sera naturellement porté à étendre sa propre liberté aux dépens des autres. Ces empiètements seront autant d'abus, d'injustices, d'inégalités qui provoqueront des conflits incessants et, à défaut d'une autorité ayant qualité pour résoudre ces conflits, c'est la force seule, c'est la violence qui les résoudra.

Les plus forts abuseront de leur force contre les plus faibles et les plus rusés, les plus coquins abuseront de leur astuce contre les plus sincères et les plus loyaux.

Cela posé, les socialistes autoritaires ajoutent qu'il est insensé de concevoir une organisation sociale sans lois, sans règlements.

Ils s'appuient surtout sur les nécessités de la vie économique. Si chacun est libre de choisir son genre de travail et de travailler ou de ne rien faire, les uns travailleront beaucoup, les autres moins et d'autres pas du tout ; les paresseux seront donc avantagés au détriment des laborieux. Si chacun est libre de consommer à son gré, sans contrôle, sans vérification, il y en a qui s'installeront dans les beaux appartements, prendront les plus jolis meubles, les plus beaux habits et les meilleurs morceaux, et les autres seront obligés de se contenter de ce que les premiers leur laisseront. Ça n'ira pas, ça ne peut pas aller comme ça. Il faut des lois, des règlements qui fixent la production que chacun doit faire, en tous cas le nombre d'heures qu'il doit accomplir et la part de produits qui lui revient. Sinon, ce sera le gâchis, la discorde et la disette.

Les socialistes autoritaires ajoutent : « Si chacun est libre de faire ce qui lui plaît, tout ce qu'il veut et rien que ce qui lui convient, ce sera le débordement des passions sans frein, le triomphe de tous les vices et l'impunité de tous les crimes ». Et ils concluent que l'Autorité est nécessaire, qu'un Gouvernement est indispensable,

qu'il faut, de toute rigueur, des lois et des règlements et, par voie de conséquence, une force publique (soldats et policiers) pour réprimer l'émeute et arrêter les coupables, des tribunaux pour les juger et des châtiments pour les punir.

Toutefois, Socialistes et Communistes, même les plus férus de la notion de l'Etat, déclarent qu'un jour viendra certainement où, s'étant graduellement transformés, les hommes deviendront conscients, auront le sens éclairé de la responsabilité, se feront raisonnables et fraternels et que, à ce moment-là, l'Autorité disparaîtra pour faire place à l'Anarchie qui est, ils le confessent, l'Idéal le plus élevé et le plus juste et qu'ils considèrent comme le terme de l'évolution sociale.

Pour conclure, ils disent : « Commençons par culbuter le régime capitaliste. Exproprions d'abord la bourgeoisie possédante et socialisons les moyens de production, de transport et d'échange. Organisons le Travail sur des données nouvelles. Nous verrons ensuite. »

Les Anarchistes répliquent : « La société capitaliste repose sur la Propriété individuelle et l'Etat. La propriété serait sans force et sans valeur si l'Etat n'était pas là pour la défendre. C'est une grave erreur que de croire que le Capital est le seul agent de discord entre les hommes vivant en société ; le Pouvoir les divise tout autant. Le Capital les sépare en deux classes : les possédants et les non possédants. L'Etat les sépare aussi en deux classes : les gouvernants et les gouvernés. Les détenteurs du Capital abusent de leur richesse pour exploiter les prolétaires : les détenteurs du Pouvoir abusent de leur autorité pour asservir le peuple.

« Supprimer le régime capitaliste et maintenir l'Etat c'est faire la Révolution à moitié et c'est même ne pas la faire du tout. Car le Communisme autoritaire nécessitera une armée formidable de fonctionnaires dans l'ordre législatif, judiciaire et exécutif. L'organisation que préconise le Communisme autoritaire entraînera des dépenses incalculables. Elle n'abolira ni les classes ni les privilèges.

« La Révolution Française a cru supprimer les privilèges de la noblesse ; elle n'a fait que les transmettre à la Bourgeoisie. C'est ce que ferait le Communisme autoritaire : il arracherait aux bourgeois leurs privilèges et les transmettrait aux dirigeants du nouveau régime. Ceux-ci formeraient une nouvelle classe de privilégiés. Chargée de faire les lois, d'élaborer les règlements, d'en punir la violation, la foule des fonctionnaires dont ce serait l'occupation, formerait une caste à part ; elle ne produirait rien et vivrait aux crochets de ceux qui assureraient la production. Ce serait une ruée d'insatiables appétits et de convoitises se disputant le Pouvoir, les meilleures places et les plus grasses sinécures. Ce serait la curée.

« Quelques années après la Révolution, ce seraient les mêmes discordes, les mêmes inégalités, les mêmes compétitions et finalement, sous prétexte d'ordre, le même désordre et le même gâchis. Il n'y aurait rien de fait et tout serait à recommencer, avec cette différence que le Régime capitaliste est disqualifié, pourri et à la veille de la banqueroute, ce qui fait qu'on peut le renverser sans trop de peine, tandis que le communisme autoritaire qui le remplacerait aurait pour lui la jeunesse et devant lui l'avenir.

« Toute l'Histoire est là pour prononcer la condamnation du principe d'Autorité. Sous des formes, des appellations et des étiquettes différentes, l'Autorité a toujours été synonyme de tyrannie et de persécution. Non seulement, elle n'a jamais protégé ni garanti la Liberté, mais elle l'a toujours violée, méconnue et outragée.

« Confier à l'Autorité la charge d'assurer la liberté

de chacun et de la contenir dans les limites de la Justice, c'est une pure folie.

Et, pour en terminer, les Anarchistes disent aux Socialistes et Communistes :

« Vous voulez tout imposer par la Force, nous voulons tout asseoir sur la Raison. Vous ne croyez qu'à la violence, nous n'avons confiance qu'en la persuasion. Vous concevez l'Ordre par en haut, nous le concevons par en bas. Vous entendez que tout soit centralisé : nous entendons que tout soit fédéralisé. Vous allez du composé au simple, du général au particulier, du nombre à l'unité, c'est-à-dire de la Société à l'Individu. Nous allons, nous, du simple au composé, du particulier au général, de l'unité au nombre, c'est-à-dire de l'Individu, seule réalité tangible, vivante, palpable, à la Société, total des Individus. Vous fondez la liberté commune sur l'asservissement de chacun ; nous fondons la liberté de tous sur l'indépendance de chacun.

« Quand nous serons en mesure de renverser la Société bourgeoise, nous détruirons du même coup le Capital et l'Etat. Ce ne sera pas besoin plus difficile que de culbuter l'un et pas l'autre, puisqu'ils se tiennent et ne forment présentement qu'un seul et même tout.

« Et puisque vous reconnaissez que la Liberté est désirable, que le Communisme libertaire est l'Idéal le plus noble et le plus équitable, le meilleur et le plus sûr moyen de réaliser cet Idéal, c'est de combattre et non d'affermir le principe d'Autorité qui en est la négation.

« *L'Etat, c'est cet ensemble d'institutions politiques, législatives, judiciaires, militaires, financières, etc., par lesquelles on soustrait au peuple la gestion de ses propres affaires, la direction de sa propre conduite, le soin de sa propre sécurité, pour les confier à quelques-uns qui, usurpation ou délégation, se trouvent investis du droit de faire des lois sur tout et pour tous, de contraindre le peuple à s'y conformer et se servent à cet effet de la force de tous.* (Malatesta. *L'Anarchie*, page 8, édition du *Libertaire*.) Voir *Etat*.

« Et c'est cette machine lourde, cet appareil compresseur, cette meule massive destinée à broyer toutes les résistances et à réduire en poussière toutes les disciplines : l'Etat, que vous avez la prétention de transformer en instrument d'affranchissement et en appareil de libération ?

« Vous avez la naïveté de croire qu'il suffira de changer le mécanicien et de modifier quelques rouages pour qu'elle fonctionne autrement que par le passé ?... Socialistes et Communistes, réfléchissez. N'écoutez plus vos chefs qui ont intérêt à vous mentir et apprenez que si vous voulez préparer une Révolution qui ne soit ni un avortement ni une mystification, il faut mettre tout en œuvre, et sans plus attendre, pour que cette Révolution ne tue pas seulement le régime capitaliste mais aussi l'Etat. »

..

Plus violemment et plus perfidement que toute autre conception sociale, l'Anarchie a été discutée et combattue. Elle a subi l'assaut concerté des socialistes et des bourgeois. Tous les essais de réfutation qu'ont tentés ses adversaires peuvent être — si on néglige les détails — ramenés à deux objections que leurs auteurs qualifient prétentieusement de fondamentales. Il est d'autant plus utile d'examiner ces deux objections que de récents événements, notamment la guerre de 1914-1918, la Révolution Russe, l'installation de la Dictature en Italie et en Espagne, paraissent leur avoir conféré une force plus grande.

Etudions donc rapidement ces deux objections.

Première objection. — « L'Anarchie est, de toute évidence, un Idéal superbe ; mais il est et toujours demeure un Idéal chimérique, parce que sa réalisation présuppose et nécessite un être humain sain, cultivé, actif, digne, fraternel, en un mot *inexistant* » et parce que, biologiquement, la structure physique, intellectuelle et morale de l'homme ne saurait s'adapter à un milieu social libertaire. » — Je réponds tout d'abord qu'il n'est pas permis d'avancer que l'Anarchie exige un être *inexistant*. Qu'il y ait, à notre époque, très peu d'individus en état de s'adapter aux conditions de vie qu'implique la réalisation de l'Idéal anarchiste, je le concède volontiers à nos adversaires. Mais il suffit qu'il y en ait un seul pour que s'écroule leur assertion. Or, il n'est pas douteux que, si tous les Anarchistes, qui, disséminés un peu partout, se chiffrent présentement par plusieurs centaines de milliers, n'en sont point encore arrivés à ce niveau de culture et de perfectionnement physique, intellectuel et moral que comporte la Vie inhérente à un milieu social libertaire, on peut, néanmoins, affirmer que bon nombre d'entre eux y sont pourtant parvenus. Pour ma part, j'en connais, et beaucoup, qui, bravant les obstacles, les difficultés, les périls, les persécutions dont leur route est semée, vivent d'ores et déjà d'une existence aussi conforme que possible à leur Idéal anarchiste et n'aspirent, ne travaillent qu'à l'instauration d'un milieu social qui leur permettra de s'y conformer tout à fait. Il est vrai que les Anarchistes ne constituent, à l'heure actuelle, qu'une infime minorité. Pour donner plus de force à mon raisonnement, j'admets que, au sein de cette minorité infime, rares sont ceux qui, dès à présent, vivent, *autant que faire se peut*, en anarchistes. Mais il n'en reste pas moins que ce petit nombre suffit à démontrer que l'espèce dont il s'agit n'est pas *inexistante*. Il suffit qu'elle soit pour que, par voie de reproduction et de sélection, elle parvienne à se maintenir et à se développer. Les nombres les plus élevés ont commencé par « un », et ce n'est qu'en s'additionnant que les unités forment des totaux considérables. Donc, il est faux de dire que l'Anarchie présuppose et exige un être *inexistant*.

Il est non moins erroné de soutenir que la structure physique, intellectuelle et morale de l'être humain ne saurait s'adapter à un milieu social libertaire. Au mot *biologie* (voir ce mot), nous établirons indiscutablement les bases biologiques sur lesquelles repose l'Anarchie et le lecteur sera frappé de la solidité des rapports qui unissent la conception d'un milieu social anarchiste à la structure non pas truquée, artificielle et de commande de l'homme, mais à sa structure normale, réelle et spontanée.

Pour ne pas dépasser le cadre que je veux assigner à cette réponse aux détracteurs mal renseignés de l'Anarchie, je me bornerai à dire, ici, que de tous les milieux sociaux qu'on puisse concevoir, le milieu social anarchiste est certainement celui auquel s'adaptent le mieux et le plus heureusement les besoins et les aspirations de l'homme vivant en société.

Dans la pratique, toute la solidité de l'édifice anarchiste est conditionnée par ces quatre besoins indissolublement liés à la nature humaine et qu'on retrouve à toute époque et en tout lieu : liberté, sociabilité, activité, adaptation au milieu. Le bon fonctionnement d'un milieu anarchiste, tel qu'il a été défini au commencement de cette étude, qu'exige-t-il ? — Il exige un individu libre, sociable, actif et capable de s'adapter plus ou moins rapidement à ce milieu.

a) LIBRE. — L'Individu est impulsé par un instinct aussi profond que tenace vers la liberté. Il est extraordinaire — et cela est cependant — que cet instinct

ait résisté à des siècles d'asservissement et la persistance de cette poussée vers la liberté est la preuve la plus éclatante de son irrésistible puissance. Esclaves dans l'antiquité, serfs au moyen-âge, salariés de nos jours, des milliards d'hommes et de femmes ont subi, du berceau à la tombe, la servitude que faisaient inexorablement peser sur eux la pauvreté et l'abaissement dans lesquels, par les lois, par les religions, par la fortune et par la force, les Maîtres de l'heure les maintenaient. Si le besoin de liberté avait pu être tué, il serait mort depuis longtemps. Et, pourtant, non seulement il a survécu, mais il est plus vivace et plus impérieux que jamais.

Il existe chez tous, à des degrés variables et sous des formes et manifestations très diverses ; mais il n'est pas un être, pas un seul qui ne le possède et dans tous il est prêt à s'affirmer dès qu'il leur sera possible de le faire, c'est-à-dire aussitôt que la Révolution Sociale ayant mis fin à leur asservissement séculaire, ils seront appelés à vivre en êtres libres. (Au mot *Révolution*, nous indiquerons les raisons théoriques et pratiques qui font de la Révolution une nécessité douloureuse mais inévitable.)

b) SOCIABLE. — L'homme est un animal sociable. Il fuit, d'instinct, l'isolement ; il souffre de la solitude ; il recherche ses semblables. Il fait partie de ces espèces, de beaucoup les plus nombreuses, qui vivent groupées et solidaires. L'homme insociable est une exception rarissime ; il est, à sa manière, une sorte d'infirme, à qui manquerait un sens. Cette tendance à la sociabilité qui conduit l'homme au groupement, à l'association et s'épanouit en solidarité (voir ce mot) est contrariée et jusqu'à un certain point paralysée dans un milieu social comme le nôtre qui, sans consulter l'Individu, sans tenir compte de son tempérament, de ses goûts, de ses sympathies, de ses aspirations, l'astreint à des contacts, des groupements et assemblages qui, le plus souvent, répugnent à ses affinités (voir ce mot). Mais il suffira de placer l'Individu dans un milieu social libertaire pour que, guidé par son instinct de sociabilité dûment renforcé par la satisfaction de ses multiples besoins, il s'associe librement avec ses semblables pour la production et la consommation, pour le plaisir et le sport, pour la culture des arts et des sciences, pour les jouissances sexuelles et les joies affectives.

c) ACTIF. — La meute capitaliste porte le plus gros de son effort sur le problème économique et sur l'organisation du travail « en anarchie ». Tous les valets de plume qui vivent aux crochets du patronat agricole et industriel, s'évertuent à démontrer que si, dans la vie politique de l'humanité, il serait, à la rigueur, possible de faire confiance au principe de Liberté, il est radicalement impossible de faire confiance à ce principe dès qu'il est question des nécessités économiques auxquelles commandent les exigences de la consommation. Voici, résumé aussi fidèlement que possible, leur argument : « La production nécessite un effort pénible auquel le travailleur ne s'astreint que dans la mesure où il y est forcé. L'homme est *naturellement* paresseux et, s'il ne se trouve pas, par l'agencement du milieu social dans lequel il vit, dans l'obligation de travailler, il se laisse, par une prédisposition instinctive, aller à l'oisiveté ou à l'effort récréatif mais improductif. Qu'il s'agisse de la production agricole ou industrielle, il ne travaille qu'autant qu'il lui est interdit, sous peine de crever d' inanition, de ne rien faire. En conséquence, un milieu social dans lequel les individus seront libres de travailler ou de fainéanter, de choisir leur genre de travail ou d'en changer à volonté, aboutira à la

« famine, à la disette générale et aux abominations qu'entraîne l'indigence générale. »

Voici ma réponse :

« L'homme est un être actif, naturellement, instinctivement, essentiellement actif. Il fait partie de l'univers ; il y vit ; son existence participe de la vie universelle et la vie universelle conditionne l'existence humaine. Tout dans la nature se meut, s'agite, fonctionne, est mouvementé. Quel que soit l'état de la matière, qu'il soit solide, liquide ou gazeux, la matière est constamment en mouvement ; on ne l'a jamais observée à l'état de repos ; l'inertie n'a jamais été constatée ; l'immobilité n'existe pas. Plus on se rapproche du règne animal, plus la vie apparaît active et mouvementée ; le végétal s'agite plus que le minéral ; l'animal est plus actif que le végétal.

« Tous les animaux — et un grand nombre d'espèces avec une surprenante rapidité — naissent, se développent et meurent. Dans chacune de ces phases, ils déploient une activité plus ou moins vive ; mais à aucun moment, dans aucune de ces trois phases, ils ne se reposent. Les animaux que nous sommes ne font pas exception à cette règle constante et universelle. Je n'insiste pas.

« Penser que le minéral, le végétal et l'animal se meuvent, s'agitent, fonctionnent sans but et par pur hasard, serait une grossière erreur. Tous leurs mouvements ont pour but d'entretenir, de développer, de fortifier, d'enrichir la vie. Tous les naturalistes ont constaté ce fait et ils l'ont prouvé, avec un luxe de détails étonnant, en s'appuyant sur des milliers et des milliers d'observations.

« Dire que l'espèce humaine se meut, s'agite, se déplace, fait effort en un mot est *active* sans que cette activité ait une fin, dire que cette activité se dépense d'une façon désordonnée, incohérente et qu'elle est le fait de la pure fortune, serait une stupidité. Ce qui est exact, c'est que l'activité de l'espèce humaine, comme celle de tous les organismes vivants, a un but et que ce but, c'est la vie.

« Or, vivre c'est consommer ; consommer c'est produire ; produire, c'est travailler. En conséquence, il est dans la nature de l'homme de travailler.

« Les philosophes qui ont avancé le contraire n'ont aperçu que les apparences et ils se sont mépris ; et les ignorants qui les ont écoutés ont été induits en erreur.

« En soi, le travail n'est pas une peine ; comme tous les mouvements, tous les exercices auxquels l'homme se livre en vue de dépenser les énergies dont son corps est un accumulateur, le travail est plutôt un plaisir, ou, plus exactement, un besoin.

« Mais si l'homme ressent le besoin de travailler et s'il éprouve du plaisir à satisfaire ce besoin, il lui devient pénible d'excéder les limites du besoin ressenti.

« Si l'un de nous était privé de nourriture, il en éprouverait une grande souffrance ; mais si, ayant mangé à sa faim, il était mis dans l'obligation de manger encore il ressentirait à trop manger autant de déplaisir qu'à ne pas manger assez. Il en est de même du besoin de travailler ; lorsque, ayant dépassé sa réserve de forces, l'homme est condamné à prolonger son effort, il en souffre. Travailler quelques heures par jour n'est pas un châtement : mais c'en est un que de travailler dix, douze et quatorze heures. Les courtes journées de travail sont agréables ; les longues journées sont douloureuses. Il y a aussi les conditions mêmes dans lesquelles le travail s'accomplit et il convient d'en tenir compte.

« Dans les pays où sévit le régime capitaliste, le travail est une véritable condamnation, parce que le sort du travailleur est lamentable. Quand le travail est

imposé, sale, dangereux, excessif, humiliant et mal rétribué, il est rebutant et il ne faut pas être surpris qu'on y trouve si peu de goût. Mais quand le travail est libre, quand il est honoré, respecté, considéré, quand il n'est pas excessif, quand il assure à l'ouvrier une vie large et confortable, il cesse d'être une peine et il devient une joie.

« Que les ateliers soient vastes, aérés, lumineux et sains, que la journée de travail corresponde aux forces que l'ouvrier peut, sans fatigue, dépenser chaque jour, que chacun travaille du métier qu'il connaît, et qu'il choisisse librement, que le travailleur ait l'assurance que sa famille et lui ne manqueront de rien, qu'il se sente libre à l'usine et non sous la férule d'un patron ou d'un contre-maitre, qu'il soit appelé à fixer lui-même, avec ses camarades, le règlement d'atelier et les conditions générales du travail et il est certain que personne ne rechignera à la besogne. Je vais plus loin. Je dis que, si dans une société anarchiste, je pouvais concevoir un châtement, le pire de tous consisterait à condamner un homme bien portant, vigoureux, apte à produire, de le condamner, dis-je, à se tourner les pouces au milieu de l'activité universelle.

« Cette vérité n'est pas encore comprise par ces pseudo-révolutionnaires, dictateurs de demain, qui, tout en dénonçant dans le régime capitaliste qu'ils combattent, l'opulence oisive des uns et la productivité misérable des autres, repoussent l'idée de faire appel au travail non imposé et basent tout leur système économique sur le travail obligatoire et réglementé. Sont-ils seulement gens à courte vue ? Sont-ils plutôt vulgaires arrivistes désireux de gouverner à leur tour ? Peu importe. Fussent-ils animés des meilleures intentions, il y a lieu de considérer les conséquences et répercussions du régime économique dont ils sont les champions. J'imagine donc que nous commettons la faute de décréter que le travail est obligatoire pour tous. C'est fait. Et après ?

« La première chose à faire, ce sera de dresser la liste des dérogations que comportera fatalement l'application de ce décret. Il faudra fixer l'âge auquel les adolescents seront dans l'obligation de travailler et l'âge auquel les personnes âgées cesseront d'être astreintes au travail.

« Cette question d'âge soulève mille problèmes délicats touchant le sexe des personnes, le métier à exercer, l'apprentissage à faire, le stage à subir, que sais-je encore ?

« Il va de soi que les malades et les infirmes échapperont au travail obligatoire. Mais encore faudra-t-il soumettre à un examen médical les infirmités et les maladies en question.

« Nous serons vraisemblablement entraînés à dresser la liste des travaux — les travaux d'art et d'inspiration par exemple, — dont il est impossible de fixer la durée quotidienne.

« Je vois d'ici, un règlement d'administration très précis, très minutieux, procédant d'une sorte de législation pointilleuse et subtile, source de discussions intarissables, de chicanes et de contestations sans fin.

« Mais il ne suffira pas de rédiger le Code du travail ; il faudra veiller à ce que personne ne puisse se soustraire aux prescriptions de ce Code. Il faudra que les délinquants soient frappés ; il faudra donc, d'une part, préciser les sanctions dont ces délinquants seront passibles et, d'autre part, assurer l'application des peines prononcées.

« Et nous voilà ramenés au rétablissement indispensable de tout ce fatras de législation, de tribunaux, de police et de répression que nous voulons abolir !

« C'est le phénix qui renaîtra de ses cendres et quel phénix !

« Il faudra entourer d'une surveillance étroite ces *malfaiteurs*, ces *insoumis*, ces *déserteurs* d'un nouveau genre : les paresseux ; il faudra veiller à ce qu'ils ne s'introduisent pas dans les domiciles à l'heure où les ateliers étant pleins, ceux-ci seront vides ; il faudra pourvoir tout le monde d'un carnet de travail, tenir une comptabilité régulière des heures réellement faites, ouvrir dans chaque atelier un registre de présence, proportionner la part de chacun dans la répartition des produits à l'exacte mesure du travail qu'il aura réellement effectué ; il faudra faire la chasse aux réfractaires, instruire et juger leur cas ; il faudra... mais, que ne faudra-t-il pas ?

« Il saute aux yeux que, pour remplir ces multiples fonctions de législateurs, de vérificateurs, d'enregistreurs, etc., il sera nécessaire de prélever une partie de la population appelée, par l'âge et la validité, à contribuer au travail productif. Affectée à ces fonctions spéciales, cette partie de la population sera dérobée à la production utile. Et le plus clair résultat de toutes ces mesures destinées à traquer les fainéants, ce sera d'ajouter à ceux-ci un nombre appréciable de fonctionnaires improductifs. Ce sera le triomphe du *Gribouillisme*.

d) CAPABLE DE S'ADAPTER. — L'adaptation domine toutes les théories évolutionnistes. Quand on songe à l'incalculable influence que le milieu exerce sur les êtres vivants qui lui sont soumis ; quand on observe la prodigieuse facilité avec laquelle ceux-ci s'adaptent aux conditions mêmes de ce milieu ; quand on constate que le milieu est comme un bain dans lequel trempe l'individu et par lequel il est peu à peu pénétré ; quand on sait, enfin, que la pression exercée par le milieu social sur l'individu équivaut à une saturation constante et quasi irrésistible (car ceux qui résistent à cette saturation sont des êtres exceptionnellement doués) on n'hésite pas à admettre que l'homme de demain, transporté dans un milieu libertaire, s'y adaptera aussi bien et même mieux, aussi vite et même plus promptement que l'homme d'aujourd'hui s'adapte au milieu actuel. Aussi bien, l'adaptation au milieu possède actuellement la valeur d'une thèse scientifique dont personne ne s'avise de nier l'exactitude.

Je résume cette longue réponse à la première objection : l'*Anarchie* ne présuppose pas, n'exige point un être inexistant ; cet être existe. Le milieu social que les Anarchistes veulent instaurer n'est pas opposé à la structure physique, intellectuelle et morale de l'homme ; il lui est, au contraire, strictement conforme puisqu'il répond scrupuleusement à ces quatre besoins qui caractérisent l'espèce humaine : la liberté, la sociabilité, l'activité, l'adaptation au milieu.

..

Seconde objection. — Celle-ci est empruntée à la marche des événements. Elle s'inspire du renforcement du principe d'Autorité dans divers pays et de la vague de Dictature qui, dans ces dernières années, a submergé, notamment en Italie, en Espagne et en Russie, les récentes conquêtes du principe de Liberté. Les tenants de l'Autorité, adversaires déterminés de l'Anarchie, tirent argument de ces faits contemporains pour ériger en certitude historique le développement progressif des forces autoritaires et l'affaiblissement graduel des aspirations libertaires. Ils disent : « Dans les plans et systèmes de transformation sociale, il n'y a de consistant que ce qui est conforme au développement historique des civilisations. Tous les grands bouleversements enregistrés par l'histoire ont

« été annoncés par des signes précurseurs d'un caractère si précis que l'observateur consciencieux, clairvoyant et impartial pouvait en prévoir l'avènement. « Si le principe d'Autorité, qui jusqu'à notre époque a présidé à l'organisation des sociétés humaines, en était arrivé à l'heure où il doit être culbuté par le principe de Liberté et lui faire place, cet écroulement du monde autoritaire serait annoncé par des signes avant-coureurs certains. Le cours des événements ferait apparaître l'affaiblissement des Institutions Autoritaires au bénéfice des institutions s'inspirant de la Liberté. Or, il n'en est rien. Notablement affaibli par les mouvements révolutionnaires qui ont marqué la marche ascendante des Régimes parlements à base démocratique, l'Autorité a récemment reconquis le terrain qu'elle avait perdu au cours des XVIII^e et XIX^e siècles ; elle a retrouvé toute sa force ; dans de grands pays comme l'Espagne, l'Italie et la Russie, pour ne citer que ceux-là, elle est plus forte qu'elle ne le fut jamais et il est prévu que, déjà profondément travaillés par l'exemple de ces grandes nations et à la faveur du malaise et du déséquilibre consécutifs à la grande guerre, d'autres pays, et non des moindres, vont consolider leur appareil d'Autorité, fortifier l'armature de résistance de celle-ci et élever des digues de plus en plus hautes et résistantes destinées à contenir le flot de libertarisme qui les menace. Donc, l'évolution ne se produit pas dans un sens favorable mais contraire à l'avènement d'un monde libertaire. »

Cette objection ne peut pas être prise au sérieux ; elle repose sur des observations superficielles et prend pour une évolution historique régulière et à longue portée ce qui n'est qu'accidents et circonstances éphémères. La guerre maudite qui, durant plus de quatre années, a ensanglanté le globe, a produit un ébranlement fantastique ; elle a accumulé des ruines prodigieuses ; elle a tué des millions d'hommes en pleine force ; elle a détruit le labeur de plusieurs générations ; elle a formidablement et pour longtemps encore hypothéqué l'avenir ; elle a disloqué de vastes empires et remanié la carte du monde ; elle a amené l'écroulement de plusieurs monarchies et la naissance de plusieurs républiques ; elle a démesurément favorisé et enrichi certaines industries et elle en a ébranlé et appauvri d'autres ; elle a détraqué toutes les valeurs monétaires sur lesquelles reposent toutes les transactions ; elle a conduit au triomphe du régime bancaire, dont toutes les puissances de production, de transport et d'échange sont devenues outrageusement tributaires ; elle a placé les Etats eux-mêmes sous la dépendance étroite de la finance internationale ; elle a, pour tout dire, renversé la table des valeurs. Cette catastrophe sans précédent date d'hier ; l'humanité tout entière en est encore bouleversée et on prétendrait assimiler cinq ou dix ans d'un effondrement aussi indescriptible à une évolution reflétant fidèlement tout un processus historique ? Ce serait prendre l'inondation pour le cours régulier d'un cours d'eau, l'ouragan pour le souffle accoutumé des vents, la tempête pour le régime ordinaire des océans. Emprisonner l'évolution dans quelques années et, pour dégager le sens évolutif de cette minute historique, choisir les années les plus exceptionnellement troubles et l'époque des secousses les plus violentes, voilà à quels procédés inqualifiables nos adversaires ont recours pour formuler contre l'anarchie une objection qu'ils imaginent décisive !..

Tous ces régimes de dictature qu'on nous jette à la face comme des soufflets sont essentiellement transitoires. Les Dictateurs eux-mêmes le proclament :

« La Dictature ne saurait être considérée comme un

« régime de longue durée. Elle a été instaurée par « suite de circonstances exceptionnelles et dans un but « précis et limité. Elle s'est imposée par la nécessité « de mettre fin au désordre et au déséquilibre créés « par la guerre ; dès que l'ordre et l'équilibre seront « rétablis, aussitôt que la situation sera redevenue normale, la Dictature cessera. » Tel est le langage de Mussolini, de Primo de Rivera, de Lénine et de ses successeurs. Tous confessent que la Dictature est un régime indésirable, qu'elle ne peut avoir, à notre époque, un caractère stable, qu'elle n'est, en réalité, qu'un pis-aller. En conséquence, l'objection qui se fonde sur l'instauration de ces quelques dictatures ne tient pas et cet événement ne peut être interprété dans le sens d'un mouvement évolutif propice au principe d'autorité.

Mais je veux faire abstraction des considérations qui précèdent et supposer — hypothèse gratuite — que ces régimes de Dictature dont on invoque l'existence dans l'intention de justifier l'objection que je réfute, aient été non pas l'accident dû à des circonstances extraordinaires et imprévisibles mais l'aboutissant d'une évolution véritable. Serait-il judicieux d'en conclure que l'Humanité renonce à briser ses chaînes et s'apprête à les faire plus resserrées et plus lourdes ? Serait-il même raisonnable de soutenir que la Dictature, prise dans le sens d'un accroissement de l'Autorité, est appelée à se stabiliser et à devenir le Régime vers lequel tendent les générations présentes et futures ? Evidemment non et, durât-elle encore un demi-siècle — j'exagère à dessein — dans les pays où elle existe, cela, au point de vue qui nous occupe dans ce débat, ne signifierait rien.

Jamais, en France, la Monarchie ne parut plus fortement, plus solidement assise qu'au temps où Louis XIV, ayant centralisé tous les pouvoirs, grâce à l'œuvre de Richelieu et de Mazarin, pouvait dire : « L'Etat c'est moi ! » Cependant, un siècle après — et que sont cent ans dans l'histoire ? — l'héritier et le successeur du Roi-Soleil portait sa tête sur l'échafaud. Il y a dix ans à peine, l'Empereur d'Allemagne, Guillaume II et le Tzar de Russie, Nicolas II jouissaient d'un prestige et disposaient d'une puissance qu'on pouvait croire invulnérable ou, pour le moins, à l'abri pour longtemps des attaques dirigées contre elle. Quelques années après, ces deux formidables Empires s'écroulaient.

La vérité est que le monde capitaliste est effrayé du développement que prennent chaque jour les idées d'affranchissement par la Révolution et de la sympathie et de l'enthousiasme avec lesquels ces idées sont accueillies par les victimes de l'ordre social. Ces progrès indéniables des Idées que, tenant compte du visage qu'elles ont ou qu'elles se donnent, j'appellerai « d'avant-garde » angoissent à tel point la classe bourgeoise que celle-ci, pour être protégée, défendue et même simplement rassurée, est prête à se jeter dans les bras de n'importe quel aventurier qui se posera en sauveur, en défenseur de l'Autorité chancelante, en restaurateur de l'Ordre ébranlé. Il se peut que les partisans d'un Gouvernement absolu et d'un Régime de fer l'emportent momentanément, et par surprise : ce sera un triomphe sans lendemain. Car le régime capitaliste a atteint son apogée. Comme ceux qui l'ont précédé et dont il n'est que la continuation, il a traversé les deux premières des trois phases que traverse toute période historique : naissance, développement, disparition. Il a atteint le point culminant de son développement. Il en est au déclin qui précède et annonce la disparition.

Qui prête une oreille attentive aux craquements sinistres de l'édifice social peut hardiment en prédire le prochain écroulement. La crise que subit le monde

actuel, crise aussi étendue que profonde, est d'une gravité qui ne trompe les gens avisés d'aucun parti, d'aucune classe, d'aucun continent. A l'Orient et à l'Occident, au Nord et au Midi, le malaise s'accroît, le mécontentement augmente, l'anxiété grandit. Les vieilles puissances européennes qui, par leur agencement économique et militaire, ont conquis dans les autres parties du monde un empire colonial immense, assistent, angoissées, au soulèvement des populations qu'elles croyaient avoir à jamais colonisées, c'est-à-dire asservies. L'heure approche où ces populations résolues à prendre en mains la direction de leurs propres destinées, arracheront aux conquérants les territoires qu'elles occupent et proclameront leur indépendance.

Les vieilles croyances, répandues par les imposteurs de toutes les religions voient leur prestige constamment diminuer et, longtemps prisonnière de l'ignorance, de la superstition et de la peur, la conscience humaine se soustrait graduellement à la captivité dont elle a eu tant à souffrir. L'impuissance des partis politiques s'avère jusqu'à l'évidence ; la pourriture des Etats crève les yeux ; le monde du Travail prend conscience de l'iniquité intolérable d'une organisation sociale dans laquelle, bien que produisant tout, il ne possède rien. De la chaumière des paysans et du taudis des ouvriers écrasés par des charges fiscales sans cesse accrues, s'élève une protestation timide aujourd'hui mais demain furieuse. Partout, partout, l'Esprit de Révolte se substitue à l'Esprit de Soumission : le souffle vivifiant et pur de la Liberté s'est levé ; il est en marche ; rien ne l'arrêtera ; l'heure approche où, violent, impétueux, terrible, il soufflera en ouragan et emportera, comme fétus de paille, toutes les Institutions Autoritaires.

C'est dans ce sens que se fait l'Evolution. C'est vers l'Anarchie qu'elle guide l'Humanité. — Sébastien FAURE.

ANARCHIE, ANARCHISME, INDIVIDUALISME ANARCHISTE. On appelle *anarchie*, on le sait, une conception de la vie individuelle ou collective où ne trouve point place l'existence de l'Etat, du gouvernement, de l'autorité, en un mot. Les individualistes anarchistes sont des anarchistes qui considèrent au point de vue *individuel* la conception anarchiste de la vie, c'est-à-dire basent toute réalisation de l'anarchisme sur « le fait individuel », l'unité humaine anarchiste étant considérée comme la cellule, le point de départ, le noyau de tout groupement, milieu, association anarchiste.

Il y a différentes conceptions de l'individualisme anarchiste, mais il n'en est aucune qui s'oppose, comme on se l'imagine parfois faussement, à la notion d'*associationnisme*, comme nous le verrons plus loin. Toutes sont d'accord, non pour dresser l'individu contre l'association — ce qui serait un non-sens, puisque ce serait limiter la puissance et les facultés de l'individu — mais pour nier et rejeter l'autorité, lutter contre l'exercice de l'autorité, résister à toute espèce d'autorité.

Il est nécessaire de définir clairement ce qu'il faut entendre par *exercice de l'autorité*, qui est la forme concrète de l'autorité, l'aspect sous lequel l'autorité se manifeste à chacun de nous, pris isolément ou comme associés.

Il y a « exercice de l'autorité », emploi de l'autorité, lorsqu'une individualité, un groupe d'humains, un Etat, un gouvernement, une administration quelconque (ou leurs représentants) se servent de la puissance qu'ils détiennent pour *contraindre* une unité ou une collectivité humaine à accomplir certains actes ou gestes qui lui déplaisent ou sont contraires à ses opinions, ou encore qu'elle accomplirait autrement si elle possédait la faculté de se comporter à sa guise.

Il y a exercice, emploi de l'autorité lorsqu'une individualité, un groupe d'humains, un Etat, un gouvernement, une administration quelconque (ou leurs représentants) utilisent la puissance qu'ils détiennent pour *interdire* à une unité ou à une collectivité humaine de se comporter à sa guise, lui inflige certaines restrictions, lui oppose certaines entraves, lors même que cette unité ou cette collectivité agit à ses risques et périls, sans imposer ses vues à qui que ce soit — individu ou association — évoluant ou fonctionnant en dehors d'elle.

Une fois leur situation à l'égard de l'autorité bien définie, les individualistes anarchistes entendent résoudre toutes les questions pratiques que suscite la vie en ce sens que quelle que soit la solution adoptée, l'unité humaine ne se trouve jamais *obligatoirement* et *à son insu* dépossédée et sacrifiée au profit de l'ensemble social. L'individualisme anarchiste n'est en aucune façon synonyme d'*isolement*, les individualistes anarchistes ne veulent pas plus de l'isolement que de l'association obligatoire, tout simplement.

Les individualistes anarchistes ne se sentiraient à l'aise pour évoluer que dans un milieu ou une humanité qui considérerait l'autonomie, l'intégrité, l'inviolabilité de la personne humaine — de l'unité sociale, de l'individu, homme ou femme — comme la base, la raison d'être et la fin des rapports entre les terriens, où qu'ils habitent et quelle que soit leur race.

Les individualistes revendiquent pour l'individu — homme ou femme — dès qu'il est en âge de se déterminer soi-même et cela sans restriction ou entrave aucune: pleine et entière faculté de se conduire pour et par soi-même — c'est-à-dire d'exister, de se développer, d'expérimenter à sa guise — selon que l'y poussent ou l'y amènent son tempérament, ses réflexions, ses aspirations, sa volonté, son déterminisme personnel ; sans être comptable qu'à soi-même de ses faits et gestes ; de même pleine et entière faculté d'expression, de profession, de diffusion, de publication de la pensée et de l'opinion — par l'écrit ou par la parole — en public ou en privé. Pleine et entière faculté d'essai, de réalisation, d'application, dans tous les domaines, des méthodes, systèmes, modes de vie individuelle ou collective, etc., etc., auxquels peut donner lieu la matérialisation de la pensée, la concrétion de l'opinion.

Tout cela bien entendu à charge de *réciprocité* à l'égard d'autrui, isolé et associé. C'est ce que les individualistes anarchistes désignent par l'expression *d'égale liberté*.

Donc, si les individualistes anarchistes revendiquent la pleine et entière faculté pour toute unité humaine de vivre en isolé, en marge, à l'écart de tout groupement, association, milieu — ils revendiquent non moins énergiquement la faculté d'association *volontaire* dans tous les domaines où peut s'exercer ou rayonner l'activité humaine, quelles que soient les expériences à poursuivre, les fins à atteindre ; la pleine et entière faculté de fédération pour les individualités isolées, les ententes à effectif restreint ou les associations, quelles que soient leur importance.

Les individualistes anarchistes revendiquent pleine et entière faculté d'épouser toute solidarité, de passer tout contrat dans n'importe quelle branche de l'activité humaine, dans n'importe quel but et pour n'importe quelle durée.

On aperçoit immédiatement l'abîme qui sépare la société anarchiste — gouvernementale, étatiste, autoritaire — de la société, de l'association anarchiste, anti-autoritaire. La société archiste vous englobe de force en son sein, vous oblige à subir des lois, des coutumes, des habitudes, des traditions qu'elle ne vous permet pas de discuter ou de rejeter. Le contrat, les statuts, les directives de l'association individualiste anarchiste sont

volontaires ; on reste libre de s'y joindre ou de ne point en faire partie ; il est évident qu'en restant isolé, on ne participe pas aux produits ou aux bénéfices de l'association ; mais dans tous les temps et dans tous les lieux, aucune autorité, aucun gouvernement, aucun Etat anarchiste n'existe qui contraigne qui que ce soit à être membre d'une association quelconque.

Les individualistes anarchistes passent pour ne pas être *révolutionnaires*. Il faut s'entendre : pour que l'individualisme anarchiste se réalise, il est indispensable que la mentalité générale ou les mœurs soient à un niveau tel qu'elles impliquent ou garantissent l'impuissance ou l'impossibilité pour toute individualité, milieu, administration, gouvernement, Etat quelconque — et cela sans réserves ni artifice — de s'immiscer, s'ingérer, intervenir dans, empiéter sur : la vie ou les rapports des unités humaines entre elles — le but, l'existence, l'évolution ou le fonctionnement des groupements, associations d'individualités, fédérations de groupements, d'associations. La réalisation des revendications anarchistes est donc fonction de la transformation, de l'évolution du milieu humain en général, dans un sens anarchiste. C'est pourquoi la propagande individualiste anarchiste est plutôt *éducative*, qu'elle en appelle surtout à l'*exemple*, qu'elle vise d'abord à faire de ceux qu'elle atteint et retient des *révolutionnés*, des *réalistes* isolés et associés des thèses individualistes anarchistes. Ils sont d'avis que c'est par l'unité anarchiste qu'il faut commencer pour aboutir à déterminer le milieu. C'est l'unité anarchiste qui est appelée à jouer, selon eux, le rôle de ferment, de déterminant du milieu.

Les individualistes anarchistes préconisent en général une forme d'*agitation* qui cadre avec tout ce que nous venons d'exposer et qui fait davantage appel à la *réflexion individuelle* qu'à l'entraînement irraisonné, à la *conviction profonde* plutôt qu'à la brutalité. Sont essentiellement individualistes anarchistes les actes de révolte suivants : grève des fonctions attribuées par la loi aux citoyens ; refus de participation à tout service public ; non-paiement de l'impôt ; refus de porter les armes ou de service militaire ; abstention des actes d'état-civil ; non-envoi d'enfants aux écoles dépendantes de l'Etat ou de l'Eglise ; abstention de tout travail relatif à la fabrication d'engins de guerre ou d'objets des cultes officiels, à la construction de banques, d'églises, de casernes, de prisons, etc., etc.. « On peut se représenter toute l'importante qu'on pour la propagande quelques-uns de ces faits, surtout si en même temps, en dehors des murs de la prison (sort qui ne peut manquer d'être celui de ces résistants) il y a une armée d'agitateurs bien organisés. » (Tucker.) C'est ce qu'on appelle la *résistance passive*. Mais les individualistes anarchistes sont partisans de la *légitime défense* et ils ne font pas de la résistance passive un dogme intangible. On ne saurait, pour eux, prescrire l'usage de la violence sans discernement, comme panacée ou comme remède, sans une absolue nécessité. Les plus pacifistes des individualistes anarchistes ont reconnu d'ailleurs que « si l'effusion de sang pouvait seule garantir la liberté d'agitation il fallait l'employer. » (Tucker.)

En résumé, pour les individualistes anarchistes, l'emploi de la violence révolutionnaire est affaire de tactique et non de doctrine. Ils sont d'avis que ce sont l'*éducation* et l'*exemple* qui mèneront plus efficacement l'humanité vers la *libération* que la violence révolutionnaire.

Il est courant d'attribuer aux individualistes anarchistes un soi-disant respect de la *propriété individuelle*. A la vérité, les individualistes anarchistes revendiquent la liberté de disposition du produit, obtenu par le travail personnel du producteur, produit qui peut être un morceau de fer comme un morceau de

terrain — produit qui n'est en aucun cas le résultat de l'exploitation d'autrui, le résultat du parasitisme ou du monopole. La pleine et entière disposition du produit ou du travail (c'est-à-dire la pleine et entière faculté de troquer ledit produit, de l'échanger, de l'aliéner à titre gratuit et onéreux, de le léguer même) ne va pas sans la pleine et entière faculté de possession du moyen de production qu'on fait valoir personnellement ou en association. Il est compréhensible qu'il existe certaines productions qui ne se peuvent obtenir sans une association fortement organisée. L'essentiel est que grâce à sa possession personnelle de l'outil ou engin ou procédé de production, l'unité productrice, en cas de résiliation du contrat d'association, ne se trouve jamais démunie, livrée à l'arbitraire ou obligée de subir les conditions d'un milieu social quelconque, dont il lui répugnerait de faire partie par exemple.

Les moyens ou les méthodes de réalisation de ces revendications diffèrent selon les écoles ou les tendances. Certains individualistes défendent l'idée de la monnaie libre, c'est-à-dire d'une valeur d'échange émise par le producteur ou l'association de producteurs, ayant cours parmi ceux-là seulement qui l'adoptent comme moyen de transactions. D'autres individualistes ne veulent à aucun prix entendre parler d'une valeur d'échange. On peut être individualiste anarchiste et se rallier, dans l'association dont on fait partie, au communisme libertaire. Dès lors qu'une association se recrute volontairement et fonctionne sans avoir aucune intention d'imposer son fonctionnement ou son organisation aux autres associations ou aux individualités isolées, elle peut être considérée comme un aspect de l'individualisme anarchiste. N'est pas individualiste anarchiste toute unité ou association qui veut imposer à un individu ou à une collectivité humaine une conception unilatérale de la vie, économique, intellectuelle, éthique ou autre ; voilà la pierre de touche de l'individualisme anarchiste.

En résumé l'individualisme anarchiste présente :

a) Un idéal humain : l'anarchiste, l'unité humaine niant l'autorité et son corollaire économique : l'exploitation ; l'être dont la vie consiste actuellement en une réaction continuelle contre un milieu qui ne peut, qui ne veut ni le comprendre ni l'approuver, puisque les constituants de ce milieu sont les esclaves de l'ignorance, de l'apathie, des tares ancestrales, du respect des choses établies ;

b) Un idéal moral : l'individu conscient, en voie d'émancipation, tendant vers la réalisation d'un type nouveau : l'homme sans dieux ni maîtres, sans foi ni loi, qui ne ressent aucun besoin de réglementation ou contrainte extérieure parce qu'il possède assez de puissance de volition pour déterminer ses besoins personnels, user de ses passions pour se développer plus amplement, multiplier les expériences de sa vie et garder son équilibre individuel.

c) Un idéal social : le milieu anarchiste, une société où les hommes — isolés ou associés — détermineraient leur vie individuelle, sous ses aspects intellectuel, éthique, économique, par une entente librement consentie et appliquée, basée sur « la réciprocité », tenant compte de la liberté de tous sans entraver la liberté d'aucun.

C'est ce que par le libre jeu de la camaraderie, sans attendre « l'humanité nouvelle », les individualistes, dès aujourd'hui, veulent réaliser parmi eux.

E. ARMAND.

Bibliographie. — On trouvera à se documenter sur les divers aspects de l'individualisme anarchiste dans les ouvrages suivants : E. ARMAND : *Qu'est-ce qu'un anarchiste ?*, *L'Initiation individualiste anarchiste* ; BASCH (Victor) : *L'Individualisme anarchiste* ; MACKAY

Stirner ; DEVALDÈS (Manuel) : *Réflexions sur l'individualisme* ; ELZBACHER (Paul) : *L'Anarchisme* (spécialement les parties consacrées à Proudhon, Stirner, Tucker) ; HAN RYNER : *Petit manuel individualiste* ; LORULOT (André) : *Les théories anarchistes* ; LIBERTAD (André) : articles parus dans le journal *l'anarchie* ; MACKAY (John-Henry) : *Anarchistes* ; DER FREIHEITSUCHER (*Le chercheur de liberté*, non traduit en français, des extraits ont paru dans *l'en dehors*) ; PROUDHON : Œuvres, entre autres : *Qu'est-ce que la propriété ? Du principe fédératif*, etc. ; SPENCER (Herbert) : *L'individu contre l'Etat, le droit d'ignorer l'Etat* ; STIRNER (Max) : *L'unique et sa propriété* ; TUCKER (Benjamin R.) : *Instead of a book, by a man too busy to write one* ; *State Socialism and Anarchism* (Au lieu d'un livre, par un homme trop affairé pour en écrire un ; des extraits ont paru dans *l'Ere Nouvelle*, éditée par E. Armand, qui a publié aussi une brochure de Tucker : *Ce que sont les anarchistes individualistes. Socialisme d'Etat et anarchisme comparés*, qui a paru dans *l'Ere Nouvelle*, sera édité prochainement en brochure.)

ANARCHISME CHRETIEN, CHRISTIANISME LIBERTAIRE.

Le grand romancier russe Tolstoï, dans la seconde partie de son activité intellectuelle, a essayé de concilier le christianisme ou plus exactement les enseignements donnés par Jésus de Nazareth (ou à lui attribués) avec l'anarchisme ou absence d'autorité gouvernementale, considérée sous sa forme la plus évidente et la plus brutale : la violence.

Il n'est pas difficile de trouver dans les livres sacrés des chrétiens, particulièrement dans ceux appelés Evangiles, des paroles qui semblent faire de Jésus une sorte de révolutionnaire mystique, de révolté religieux mis au ban de la société de son temps. Il prêche parmi les déshérités, les en marge du milieu social d'alors, il se plaît en la compagnie des péagers et des gens de mauvaise vie, il s'entoure de personnes appartenant à la classe la plus basse, voire de prostituées, etc., il soulève tout ce monde contre la façon d'enseigner et de se comporter du clergé juif, hypocrite, machiavélique, avide de pouvoir spirituel et temporel comme le sont tous les clergés dans tous les temps. On peut voir en Jésus une sorte d'anarchiste qui finit par succomber au cours d'une lutte trop inégale, mais sans un geste de soumission ou de rétractation, ni devant le grand prêtre Caïphe, symbole du pouvoir ecclésiastique, le dogme — ni devant le roi Hérode, symbole du pouvoir civil, la loi — ni devant Pilate, symbole du pouvoir militaire, le sabre.

Tolstoï considérait comme base de la doctrine chrétienne : la non résistance au mal par la violence. Jésus n'a pas seulement commandé à ceux qui le suivaient d'aimer leur prochain comme eux-mêmes (Ev. selon Matthieu, XXII, 39), il leur a prescrit de ne point résister au méchant ou au mal (id., V, 43), en opposition à l'antique précepte judaïque *œil pour œil, dent pour dent*. C'est sur cette « non résistance au mal par la violence » que s'étaye tout le tolstoïsme. Les conséquences qui en découlent sont incalculables, car, pratiquement, la non résistance se traduit par la résistance passive, c'est-à-dire le refus d'obéissance aux ordres de l'Etat impliquant emploi de la force ou de la violence, la non coopération aux services publics dans lesquels il entre sous une forme ou sous une autre de la coaction ou de l'obligation. La grève générale pacifique rentre dans le cadre de l'activité tolstoïenne, etc.

Bien que publiquement et en privé (il me l'écrivit personnellement) Tolstoï se déclarât « anarchiste chrétien » il se montrait volontiers opposé à la création d'un mouvement tolstoïen organisé. Le tolstoïsme était surtout pratique individuelle. C'est individuellement que les tolstoïens refusaient le service militaire, de prêter serment devant les tribunaux, d'envoyer leurs enfants aux

écoles de l'Etat, de payer l'impôt, etc. Les noms suivants nous viennent sous la plume : le refuseur de service militaire tchèque Skarvan ; l'ex-juge anglo-indien Ernest Grosby ; Vladimir Tchertkoff le confident de Tolstoï, et Paul Birukoff, son traducteur, Boulgakoff, son secrétaire ; les Anglais Aylmer Maulde, Arthur St-John, John C. Kennworthy ; les Américains Clarence S. Darrow et Bolton Hall ; l'ex-pape Ivan Trégouboff, combien d'autres Russes, dont Pierre Vériguine, le « conducteur des Doukhobors, tous se sont efforcés, par la plume, la parole ou le geste, de répandre et de propager le tolstoïsme.

Il convient ici de faire remarquer que les « Doukhobors » russes et les « Nazaréens yougo-slaves » sont antérieurs à Tolstoï. Les Doukhobors ont eu une influence sur Tolstoï, Tolstoï les a influencés, mais le « doukhoborisme » est en marge du tolstoïsme.

C'est en Hollande qu'on s'est préoccupé de donner à l'anarchisme chrétien un programme condensant les idées tolstoïennes, éparses ça et là. Vers 1900, Félix Ortt et le groupe rassemblé autour de lui publièrent un journal hebdomadaire *Vrede* (La Paix) et des brochures comme *Christelijk Anarchisme* (Anarchisme chrétien), *Denkbeelden van een Christenanarchist* (Pensées d'un anarchiste chrétien), *De weg te geluk* (la voie du bonheur), *Liefde en Huwelijk* (Amour et mariage). Dans le même temps, de mon côté, je publiais l'*Ere Nouvelle*, paraissant moins régulièrement mais où je me tenais en contact avec les différents représentants de l'activité tolstoïenne, les colonies anarcho-chrétiennes, les Doukhobors, etc.

Le n° 1 de la septième année de *Vrede* (1903) contient sous la signature de Félix Ortt un manifeste anarchiste chrétien, que voici :

« Anarchiste chrétien veut dire : 1° disciple du Christ ; 2° négateur de toute autorité (extérieure).

« Est disciple du Christ quiconque cherche en toute droiture à vivre selon l'esprit du Christ, n'importe la secte à laquelle il appartient ou le dogme auquel il se rattache. Vivre selon l'esprit du Christ, c'est :

« Aimer Dieu de toute son âme, autrement dit : rechercher l'amour parfait et la sainteté parfaite, y tendre.

« Aimer son prochain comme soi-même, et la mise en pratique de cette règle de vie est incompatible avec toute convoitise, toute domination ou, si l'on veut, tout égoïsme. Dans la réalité, « chrétien » et « anarchiste » sont synonymes.

« Pierre, les apôtres, étant chrétiens, étaient anarchistes, c'est ce qu'indique leur réponse aux injonctions des autorités : « il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ». Et, de même, l'anarchie, la délivrance de toute autorité, ne sera possible que lorsque l'amour régnera dans la conscience humaine, c'est-à-dire lorsque les hommes vivront selon l'esprit du Christ.

« Il va sans dire qu'une foi basée sur la Bible n'est pas nécessaire pour atteindre ce but. Un disciple de Bouddha ou de Lao-Tsé (Confucius), un hindou, un israélite, un musulman, un athée qui recherche la perfection pour lui-même et l'amour pour le prochain, celui-là vit dans l'esprit du Christ.

« Les paroles de Bouddha : « Subjuguiez la méchanceté par la bienveillance, le mal par le bien », procèdent du même esprit que celles de Jésus : « Mais je vous dis, moi, de ne pas résister au méchant ».

« Lao-Tsé disant : « Celui qui vainc les autres est fort, mais celui qui se vainc lui-même est tout-puissant », fait montre d'une recherche de la sainteté semblable à celle que Jésus indiquait par les mots : « Soyez parfaits comme votre Père est parfait ». Les deux esprits sont les mêmes.

« Deux disciples de cet esprit-là ont exprimé en deux phrases les aspirations de ceux qui ne se satisfont pas de la théorie ni des bavardages, mais qui veulent met-

tre leurs théories à l'épreuve et traduire les paroles en actes, les voici :

« L'amour n'est l'amour que lorsqu'il se donne lui-même en sacrifice ». (Tolstoï).

« N'aimons pas par nos paroles et avec notre langue, aimons par nos actes et en vérité ». (Saint Jean).

« Dans le langage courant, cela veut dire : « Ne pactisons pas plus longtemps avec l'oppression capitaliste ou de la propriété, — le meurtre de nos semblables ou le militarisme — les jugements iniques ou les tribunaux — l'alcoolisme ou la dégradation physique — la prostitution ou l'amour vénal — le meurtre des animaux (carnivorisme, chasse, vivisection, etc.). En un mot, rompons avec tout ce qui fait souffrir n'importe quelle créature dans le simple but de nous assurer à nous-même une jouissance passagère quelconque. »

Ces déclarations résument (à quelques nuances près) le christianisme libertaire ou anarchisme chrétien, tel qu'on l'entend ordinairement.

Dans un numéro ultérieur de *Vrede* (9 janvier 1904), F. Ortt est revenu sur certaines questions controversées parmi les tolstoïens. Ainsi, il déclare monstrueuse l'idée de devoir demeurer toute sa vie avec une femme à cause de rapports sexuels accidentels. L'union durable ne peut résulter que de l'amour vrai, autrement dit l'aspiration à l'unité. Vivre avec un être à l'égard duquel on ne ressentirait aucune affection véritable, ce serait attenter à la signification de cette phrase qui résumait pour Jésus toutes les relations sociales : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. » — Ne résistez pas au malin, admis comme un dogme, présenterait un caractère très dangereux. D'ailleurs, on voit dans l'épître de Jacques (IV, 7) les premiers chrétiens conseiller de « résister au Malin (l'esprit du mal) », condition pour s'en débarrasser. Peu importe qu'on interprète par Malin l'homme méchant ou le mal lui-même, ce que ces paroles et d'autres nous enseignent, c'est de résister, mais sans haine au cœur, sans rendre le mal pour le mal, c'est-à-dire ne jamais agir par vengeance, ne jamais oublier que quiconque fait du mal est sous l'empire de l'ignorance et le traiter comme tel.

Il existe encore actuellement aux Pays-Bas une *Union anarcho-communiste religieuse*, basée sur des directives analogues, qui possède un organe à elle et dont l'activité est spécialement orientée vers le refus de service militaire. — E. ARMAND.

ANARCHISME n. m. Il faut entendre par « Anarchisme », le mouvement social qui se propose de poursuivre la réalisation de l'idéal anarchiste. Ce mouvement embrasse toute l'action libertaire. Vivante, cette action s'inspire des événements et circonstances de temps et de milieu ; souple, elle met à profit toutes les possibilités qui se dégagent au jour le jour de la vie sociale ; vigilante, elle surveille et utilise, avec adresse et méthode, les courants multiples qui traversent et pénètrent l'opinion, l'impulsent ou la dirigent. Elle a pour but d'acheminer les individus et la Société vers l'Anarchie par les voies les plus sûres et les moins lentes, grâce à des moyens de combat et des formes de lutte toujours en accord avec les principes et l'objectif libertaires.

« L'Anarchie » c'est ce que nous entrevoyons ; l'Anarchisme, c'est ce que nous vivons et réalisons pied à pied ; c'est la lutte incessante des militants libertaires contre toutes les institutions qu'ils veulent abattre ; c'est, sous les formes les plus variées, la bataille sans trêve ni repos que les compagnons et les milieux anarchistes mènent contre les préjugés, la routine, la tradition, les enseignements, les erreurs et le fait autoritaire qu'ils ambitionnent de supprimer ; c'est, pour tout dire, l'ensemble des efforts qui ont pour but de préparer et hâter l'éclosion de la période révolution-

naire proprement dite et d'assurer au mouvement anarchiste, dès la Révolution, la plus puissante vitalité et les meilleures conditions de développement.

Si nous admettons — et pas un libertaire ne songerait à le contester — que, pendant la Révolution, l'action anarchiste sera, d'abord, de détruire de fond en comble toutes les Institutions à base et à structure autoritaires et, ensuite, de jeter immédiatement les fondements de la structure sociale libertaire, il saute aux yeux que les tâches immédiates de l'Anarchisme sont de deux sortes : les unes négatives ou démolitives, les autres positives ou reconstructives.

Les premières ont pour objet de saper profondément le principe d'Autorité dans toutes ses manifestations, de démasquer et de combattre par avance toutes les manœuvres par lesquelles, disqualifié ou abattu, il tente de se réhabiliter ou de se survivre sous une autre forme.

Les secondes ont pour but de créer et de développer, d'ores et déjà le plus qu'il se peut, tous les modes de vie, individuelle et sociale, d'esprit anarchiste et de forme libertaire, propres à favoriser les impulsions, à faciliter les courants, à provoquer les mesures, à faire naître les arrangements de caractère anarchiste et à en assurer — aussitôt la besogne destructive accomplie — le développement spontané, libre, rapide et naturel.

Cet immense labeur doit s'effectuer — et, en réalité, il s'effectue — dans l'ordre suivant : éducation, organisation, action.

a) EDUCATION. Je considère que la tâche d'éducation qui s'impose aux anarchistes est à la fois la première à effectuer et la plus indispensable.

Cette tâche éducative exige un double travail : *intérieur* et *extérieur*.

J'entends par travail *intérieur*, celui que chaque compagnon a le devoir de réaliser en lui-même et par travail *extérieur*, celui qu'il doit accomplir en autrui, c'est-à-dire, hors de lui.

Vigueur physique, culture intellectuelle, beauté morale, l'Anarchiste se doit d'acquérir et de pousser au maximum, dans sa propre personne, ces trois valeurs : une bonne santé, une instruction vaste et profonde, des sentiments et des habitudes franchement libertaires.

Voilà ce que j'appelle dans le domaine de l'éducation, le travail « intérieur ». C'est grâce à cet effort constant sur lui-même qu'un compagnon devient un vivant exemple et exerce sur tous ceux qui l'approchent une force indéniable de rayonnement et d'attraction.

Mais un militant ne peut pas plus qu'il ne veut limiter son effort éducatif à son exclusive culture. Ce serait une fleur sans parfum, un fruit sans saveur. Ce serait un être propre au milieu d'êtres sales, un homme marchant dans la clarté au milieu d'individus tâtonnant dans la nuit.

Il est donc naturel et, en quelque sorte, fatal qu'il propage, autour de lui et aussi loin que possible, les sentiments qui l'animent, les pratiques morales qui le distinguent, les connaissances qu'il a acquises et jusqu'à la vigueur physique qui fait de lui un individu normal, équilibré et résistant.

Dans cette œuvre d'éducation que j'appelle « extérieure » et qui a pour champ « les autres », il se sert de tout ce qu'il est à même d'utiliser : la conversation, la discussion, la causerie, la conférence, le journal, la brochure, l'exemple personnel. Il tire parti de toutes les occasions que les circonstances mettent à sa disposition. A l'atelier, dans son entourage, dans les groupements qu'il fréquente, dans les milieux où il vit, en un mot, partout où il se trouve, il explique, argumente, critique, riposte ; tour à tour attaquant et se défendant, il ne se lasse pas d'exposer ses raisons,

d'affirmer ses convictions, de combattre les Maîtres, de dénoncer les intrigants, de flétrir les exploiters, de dire toujours carrément ce qu'il pense.

Certains camarades estiment que, à se prodiguer ainsi, l'anarchiste perd de lui-même et, à la longue, se vide, s'épuise ; en sorte que l'éducation « extérieure » s'exercerait au détriment de l'éducation « intérieure ». Je pense tout à fait le contraire. J'ai la certitude que, loin de s'anémier en se consacrant à la propagande d'éducation *extérieure*, l'anarchiste se fortifie. Car, pour éclairer et convaincre ceux à qui il s'adresse, il faut qu'il élargisse sans cesse son champ de lumière et donne à ses propres convictions des assises toujours plus dures et plus profondes.

Il cultive les autres dans la mesure où il se cultive lui-même ; l'œuvre d'éducation « extérieure » et celle d'éducation « intérieure » marchent de pair ; elles s'épaulent mutuellement et, dès lors, comment le propagandiste s'exposerait-il à s'affaiblir en pratiquant régulièrement un exercice qui le pousse à un entraînement suivi et à des efforts incessants ?

Le labeur éducatif auquel s'adonne l'anarchisme a ceci de particulier, qu'il ne s'accommode pas de la ruse, du détour, de la supercherie, de la dissimulation, procédés en usage dans les partis politiques qui, tous, s'ingénient à piper les adhésions et à forcer le recrutement, parce qu'ils ne visent que le nombre.

Les anarchistes, eux, n'ont rien à dissimuler et leur propagande doit être franche, loyale, sans détour. Ils n'ont que faire de ruser, de surprendre, de manœuvrer.

Tout le monde reste libre d'être *avec* ou *contre* eux. Mais ils entendent que, si on se dit ou si on est avec eux, ce soit en connaissance de cause, en toute conscience et en pleine volonté ; car, en matière de recrutement, les anarchistes s'attachent beaucoup plus à la qualité qu'à la quantité des adeptes qu'ils font. (Voir *Education*.)

b) ORGANISATION. J'ai dit un peu plus haut que la tâche immédiate d'Education doit précéder et dominer toutes les autres.

C'est l'évidence même : la vitalité de l'organisation et la fécondité de l'action correspondront en effet, au degré d'éducation et d'entraînement que les éléments appelés à se grouper et à agir auront atteint au moment de se réunir et auquel ils s'élèveront par la suite.

En France, les Anarchistes organisés se réunissent en groupes locaux ; ceux-ci, reliés entre eux par région, forment les Fédérations régionales, et ces dernières constituent l'Union nationale.

Le groupe local a pour somme la valeur additionnée des unités qui le composent ; la fédération régionale a pour somme la valeur totalisée des groupes locaux qui la constituent et l'Union Nationale a pour somme la valeur cumulée des fédérations qui la forment.

La valeur efficiente de ce qu'on appelle « l'Organisation » repose donc toute entière sur celle des individus organisés.

Plus ces derniers seront conscients, virils et solidaires, et plus l'Organisation qui les réunit sera vivante, plus sa marche sera sûre, plus son orientation sera précise, plus son action sera continue et énergique.

Pour aboutir à une organisation souple et forte, en même temps que conforme à l'esprit libertaire, il faut donc, de toute nécessité, aller de la base au sommet, de l'unité au nombre, du particulier au collectif, c'est-à-dire de l'individu au groupe local, du groupe à la fédération régionale et de la fédération à l'union nationale.

C'est le fédéralisme : permettant à chaque organisé de rester lui-même, de se soustraire à tout écrasement

elles se perfectionnent. L'essentiel, c'est qu'elles laissent à « l'Organisation », toute la somme d'indépendance compatible avec la raison d'être et les nécessités de l'organisation elle-même et qu'elles se concilient avec le besoin de stimuler l'initiative individuelle au sein des groupes locaux, celle des groupes locaux au sein de la fédération régionale et celle des fédérations régionales au sein des Unions nationales.

Ce sont ces accords libres, circonstanciels et harmonieux qui impulseront constamment l'activité de l'ensemble et en porteront l'intensité jusqu'au maximum de leur effet utile.

En résumé, le propre d'une telle organisation est de se différencier aussi totalement que possible de toutes

Elles consistent à tout faire pour éloigner et contrer l'action armée :

- grouper les forces anti-guerrillères, dénoncer les manœuvres gouvernementales, combattre les ex-tations chauvines de la presse, organiser des manifes-tations populaires de grand style, préparer les travail-

leurs à la résistance et prendre toutes mesures propres à rendre la guerre impossible.

Voilà ce que j'entends par l'action *circonstancielle*, parce qu'elle est imposée, dictée par les événements et les nécessités de l'heure.

Mais il faut veiller à ce que cette action circonstancielle reste *proprement anarchiste*, bien que passagèrement associée à l'action générale que peuvent entreprendre les organisations plus ou moins imprégnées de pacifisme. Le terrain sur lequel se placent ces organisations n'est pas le nôtre ; le principe qui les guide et le but qu'elles poursuivent ne sont pas les nôtres ; il est de notre devoir de ne pas laisser confondre notre action avec celle de ces organisations différentes ou hostiles. Et c'est en cela que notre action continue est appelée à pénétrer et à dominer notre action circonstancielle.

Deuxième exemple. — Une offensive patronale brutale, maladroite et brusquée soulève un conflit économique de grande envergure. Une grève éclate, englobant tous les travailleurs d'une région ou, dans le pays, tous ceux d'une puissante industrie.

Les esprits sont effervescents ; de proche en proche, les autres industries entrent dans le conflit ; la grève s'étend et, devenant générale, elle dresse tout le prolétariat contre la classe capitaliste.

Quelles sont, en ces circonstances, les tâches immédiates de l'action anarchiste ?

Evidemment, elles consistent à prendre une part active au mouvement de grève, à le soutenir, à l'étendre, à le fortifier, à démasquer les jaunes, à combattre les prêcheurs de calme et les semeurs de découragement, à écarter les éléments politiques, à paralyser l'influence des partis, à imprimer à la grève un caractère violent et insurrectionnel, à propager l'esprit d'autodirection des ouvriers, à exalter les masses soulevées et à préconiser la grève à outrance jusqu'à la victoire, c'est-à-dire jusqu'au triomphe des revendications que formulent les grévistes.

Cette action, c'est l'action circonstancielle.

Mais, somme toute, elle s'impose à tout gréviste sérieux, à tout syndicaliste sincère ; tandis que l'action anarchiste ne doit pas, elle, s'enfermer dans ces étroites limites ; elle doit aller plus loin, beaucoup plus loin ; elle doit, si possible, transformer le mouvement de grève en mouvement révolutionnaire et, si c'est impossible, profiter des événements pour affirmer le point de vue anarchiste, pour répandre nos conceptions, pour exposer et faire prévaloir nos méthodes de combat, pour propager l'esprit de révolte, pour renforcer nos groupements, afin que le mouvement de grève, qu'il soit vainqueur ou vaincu, marque, pour nos idées, un pas en avant, un renforcement, une augmentation de rayonnement et de pénétration.

Troisième exemple. — Le Fascisme est à nos portes ; il s'organise et s'apprête à nous terrasser. Cette menace est au premier plan de l'actualité ; elle préoccupe tous ceux qui s'intéressent au mouvement social. Il ne s'agit pas d'un danger vague et lointain, mais d'un péril précis et immédiat.

Quelles sont, dans ces conjonctures, les tâches immédiates de l'Anarchisme ?

Elles consistent, c'est indubitable, à organiser la résistance contre le fascisme, à en briser les cadres naissants, à repousser le fléau, à tout mettre en œuvre pour le frapper d'impuissance.

C'est une action *circonstancielle* à laquelle aucun anarchiste ne songerait à se soustraire.

Or, dans cette action contre le Fascisme, les anarchistes ne sont pas seuls : démocrates et communistes marchent aussi contre ce redoutable ennemi. Mais il est manifeste que leur action n'est pas la même que

la nôtre ; dans ce combat, leurs desseins et leur but sont bien différents des nôtres.

Communistes et démocrates sont contre un certain fascisme : celui qui n'est pas le leur ; mais ils sont pour le fascisme rouge ou tricolore qui est le leur et, s'ils parvenaient à mettre en déroute le fascisme qu'ils combattent, ils feraient tout au monde pour imposer le leur.

Les anarchistes sont dans l'obligation de se jeter sans hésitation dans la mêlée, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Seulement, ils ont le devoir de dire, hautement et en termes explicites, qu'ils luttent contre *tous les fascismes* et que leur objectif est non seulement de n'en subir aucun mais encore de n'en imposer eux-mêmes aucun.

Ainsi, leur action ne pourra être confondue ni avec celle des démocrates ni avec celle des communistes. Leur action circonstancielle sera conforme à leur action continue et celle-ci inspirera, pénétrera et dominera de haut celle-là.

Il est donc bien entendu que lorsque la rue s'agite, lorsque de graves événements surgissent, lorsqu'il se produit un de ces courants vastes et profonds qui traversent par instants les couches populaires, les anarchistes doivent prendre part — et des premiers et des plus agissants — à ces mouvements et y apporter toute la ferveur et la passion dont ils débordent par conviction et par tempérament.

Mais il est également entendu que, au cœur même de ces événements, les anarchistes doivent rester eux-mêmes, être des guides, des entraîneurs, des exemples et non des chefs et prendre une attitude tellement nette et précise, que celle-ci ne puisse, en aucun cas, être confondue avec celle des partis politiques ou des groupements, si révolutionnaires qu'ils se prétendent, qui ne sont pas anarchistes.

Si je me suis attardé aux développements qui précèdent, c'est parce que je considère comme étant de la plus haute importance la place que l'Action est appelée à occuper dans les tâches immédiates de l'Anarchisme.

N'oublions pas, n'oublions jamais que, dans le domaine des réalisations pratiques, l'action est tout, puisque c'est à la vigueur, à la netteté et à l'ampleur de l'action que tendent et que doivent aboutir l'Éducation et l'Organisation. Celles-ci préparent, elles enfantent l'Action. Elles sont à l'Action ce que l'Arbre, le bourgeois et la fleur sont au fruit.

..

Parvenu à ce point de mon étude sur l'Anarchisme s'appuyant, dans chaque pas en avant, sur une éducation méthodique, une organisation solide et une action puissante, je dois poser et résoudre le problème suivant : « Est-il raisonnable d'espérer que limitée aux possibilités des seuls libertaires, l'Action anarchiste soit capable d'accomplir dans son entier l'œuvre révolutionnaire indispensable ? » En d'autres termes : « Abandonnés à leur seules forces, les Anarchistes seront-ils à même, quand s'ouvrira la phase révolutionnaire : et d'anéantir les institutions actuelles basées sur le principe d'Autorité, et de jeter les fondements d'une structure sociale reposant sur le principe de Liberté ? » (Car, il nous faut avoir présent à l'esprit que, pendant la période révolutionnaire, les compagnons auront à exécuter ce double travail : démolition d'abord et, aussitôt après, reconstruction.)

Il me paraît loyal et sensé de répondre à cette question par un « Non ! » bref et formel.

Enorme sera la masse à soulever, à propulser, à entraîner, à conseiller, à guider. Il faudra, au sein

même de cette masse, lutter contre l'inertie, l'indécision, l'ignorance et la lâcheté qui, aux heures dange-reuses, s'emparent des multitudes ; il faudra tenir tête aux endormeurs qui craignent toujours qu'on aille trop loin ; il faudra contrecarrer les manœuvres des pêcheurs en eau trouble toujours disposés à tirer avantage, pour leur parti ou pour eux-mêmes, du déchaînement chaotique des passions populaires ; il faudra paralyser toute tentative de dictature dont le triomphe serait mortel à la Révolution, puisque toute dictature aurait pour résultat de forger contre le prolétariat des chaînes nouvelles plus dures à briser que les précédentes.

Je me contente d'énoncer, ici, quelques-unes des tâches que les Anarchistes auront à accomplir en période révolutionnaire. Au mot « Révolution » (voir ce mot) nous reprendrons l'étude — développée — de chacune de ces tâches. Je ne les énumère, présentement, que pour signaler l'immensité de l'effort que, en plein mouvement révolutionnaire, les Anarchistes devront réaliser d'autant plus intrépidement qu'ils seront à peu près seuls à en avoir une conception précise.

Et je reviens à la question : « Les Anarchistes pourront-ils, *tout seuls*, chambarder le vieux monde et en bâtir un nouveau ? » Et je réponds : « Non ! »

Il leur faut donc chercher et trouver, hors des milieux spécifiquement et exclusivement anarchistes, les points d'appui, les concours indispensables.

Où les trouveront-ils ?

Que les partis politiques dont le but est de conquérir le Pouvoir cherchent et trouvent leurs points d'appui en haut et en bas, c'est tout naturel : leur système social s'arrête à un milieu qui sera composé, sous des étiquettes inédites, de gouvernants et de gouvernés : il leur faut des effectifs et des cadres qui les contiennent. Ils prennent leurs effectifs dans le prolétariat et forment leurs cadres avec des éléments bourgeois, toujours prêts à adhérer à n'importe quel régime social, pourvu qu'ils espèrent y trouver une situation avantageuse.

Mais l'Anarchisme ne s'accommode pas d'une organisation sociale qui présuppose des dirigeants et des dirigés. Sa conception sociale est celle d'un humanité libre, égalitaire et fraternelle. Ce qui est autoritaire et bourgeois est, par esprit de classe, presque universellement réfractaire à un tel idéal social. Les Anarchistes se trouvent donc dans la nécessité de chercher dans les masses, rien que dans les masses déshéritées, les éléments, les appoints, les concours dont il leur est impossible de se passer.

C'est parmi les victimes de l'oppression gouvernementale et de l'exploitation capitaliste qu'ils doivent chercher et qu'ils trouveront — là ou nulle part — le point d'appui dont ils ont besoin.

Il y a plus de trente ans que cette nécessité m'a frappé et c'est pourquoi, depuis cette époque, j'ai constamment suivi, avec un intérêt passionné, la marche des deux grandes organisations qui, tant par les milieux où elles recrutent leurs adhérents que par le but — s'il n'est pas méconnu — qu'elles se proposent, peuvent et doivent être deux forces révolutionnaires de premier ordre : les Syndicats, dans le domaine de la production et les coopératives dans celui de la consommation. (Voir : *Coopération, Coopératisme, Coopérative, Syndicats, Syndicalisme*, etc.).

Il n'y a, dans la vie des collectivités humaines, comme dans celles des individus qui composent celles-ci, que deux actes essentiels, fondamentaux, indispensables : produire et consommer.

Aussi, lorsque la période de gestation étant parvenue à son terme, l'Anarchisme sortira des douloureux

ses mais fécondes entrailles de la Révolution, la condition primordiale de son développement sera d'assurer l'organisation rapide, rationnelle, équitable et méthodique de la production et de la consommation et, transformés, adaptés à leur nouvelle fonction sociale, les Syndicats, groupes de producteurs, et les Coopératives, groupes de consommateurs, seront les formations de base de cette organisation.

C'est pourquoi j'estime fort utile, voire indispensable que, le plus tôt possible, s'établisse un accord tacite, une entente morale entre les groupes anarchistes, les Syndicats et les Coopératives.

Toutefois, je tiens à m'expliquer clairement : cet accord ne doit pas plus subordonner l'action syndicale et coopérative au mouvement anarchiste que celui-ci à celle-là. Il ne s'agit pas de fusionner ces trois mouvements : le lien à établir ne doit pas être organique.

Anarchisme, Syndicalisme et Coopératisme doivent conserver leur physionomie respective et leur complète indépendance ; c'est la condition *sine qua non* de leur vigueur et de leur activité.

Mais j'estime, d'une part, que pour réaliser leurs fins, qui sont de se soustraire à la domination de l'Etat, de supprimer le patronat qui vit aux crochets des producteurs et le parasitisme commercial qui gruge les consommateurs, le Syndicalisme et le Coopératisme révolutionnaires doivent emprunter à l'Idéal anarchiste ses aspirations idéologiques ; et je pense, d'autre part, que, pour être victorieux quand se produira le formidable choc révolutionnaire, les Anarchistes ont besoin des masses ouvrières acquises au Syndicalisme et au Coopératisme *anticapitalistes* et *anti-tatistes*.

Quand je dis que Syndicats et Coopératives doivent s'inspirer de l'Idéal anarchiste, il faut comprendre que : libres de toute emprise politique, ne demandant qu'aux masses exploitées et asservies qui les composent les ressources et les énergies indispensables à la réalisation de leurs objectifs, possédant leur structure, leur stratégie et leurs méthodes de combat, se développant dans l'atmosphère qui leur est particulière, fortifiant graduellement leurs positions sur le terrain économique et social et s'assignant le même but que les Anarchistes : « *Bien-Etre et Liberté* », les Syndicalistes et les Coopérateurs révolutionnaires doivent sentir leur cœur battre à l'unisson du cœur des Libertaires.

Et quand je dis que, lorsque l'heure viendra de livrer au Capitalisme et à l'Etat la bataille décisive, l'Anarchisme aura besoin, pour vaincre, des masses ouvrières acquises à ce Syndicalisme et à ce Coopératisme-là, il faut comprendre que, à ce moment précis, les Anarchistes, les Syndicalistes et les Coopérateurs qui poursuivent le même but d'affranchissement immédiat, intégral et définitif, seront appelés à conjuguer leurs efforts, pour que, enfin débarrassés de tous les gouvernements et de tous les possédants et devenus maîtres de leurs destinées, les travailleurs s'organisent comme ils l'entendront et trouvent dans les incalculables ressources de leur puissance créatrice les nouvelles formes de vie qui assureront à tous et à chacun le maximum de bien-être et de liberté.

Pour que cette action conjugée des anarchistes et des masses ouvrières forme faisceau au moment opportun, point n'est besoin que ces masses aient adhéré par avance à l'organisation anarchiste ; mais il faut qu'elles aient été, au préalable, suffisamment travaillées par la propagande anarchiste, imprégnées d'esprit libertaire et entraînées à l'action révolutionnaire, pour qu'elles aient perdu toute confiance dans l'action des partis politiques et soient résolues à poursuivre énergiquement leur auto-libération. L'Action

anarchiste doit, en conséquence, s'attacher d'ores et déjà : à détacher la classe ouvrière des partis politiques qui la tiennent actuellement en tutelle ; à inspirer aux prolétaires la haine réfléchie de tous les maîtres ; à convaincre les travailleurs que, pour organiser un monde nouveau, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes ; à leur démontrer que la pire des fautes serait de s'abandonner à la direction de quelque chef que ce soit et que, quelle que puisse être la gravité des erreurs qui pourraient se glisser dans l'organisation, par la masse elle-même, de la production, de la consommation et des arrangements sociaux de toute nature, jamais la somme de ces erreurs n'atteindra celle des fautes irrémédiables et des exécrables crimes dont une Dictature, *quelle qu'elle soit*, serait infailliblement la source. Telles sont, à mon sens, les tâches immédiates de l'Action anarchiste.

..

Je prévois deux reproches que certains camarades peuvent adresser au point de vue que je viens d'exposer :

1° Celui de tenir trop à l'écart les éléments non ouvriers et, parmi les travailleurs, ceux qui ne sont pas syndiqués.

Ce premier reproche serait immérité. S'il est exact que je préconise la conjugaison, en période révolutionnaire, des militants anarchistes et des militants syndicalistes révolutionnaires, cela n'implique en aucune façon que j'élimine de cet accord les éléments non ouvriers et non syndiqués. Je suis persuadé qu'il se trouve dès à présent et qu'il y aura de plus en plus d'excellents militants qui ne sont et ne seront ni des travailleurs manuels ni des syndiqués, et il va de soi que nos bras restent fraternellement ouverts à ces militants. Mais on voudra bien reconnaître que ceux-ci ne sont et ne seront que des exceptions et que l'immense majorité des combattants sur lesquels nous pouvons et pourrions compter sont et seront des prolétaires et des prolétaires militants, soit dans des groupements anarchistes, soit dans des organisations syndicales ou coopératives.

2° Celui de faire trop confiance aux masses et de professer une opinion par trop avantageuse de leur énergie et de leurs forces créatrices.

Ce reproche serait aussi injustifié que le précédent. Les masses ne sont intrinsèquement ni courageuses ni lâches, ni serviles ni indépendantes, ni fidèles ni versatiles ; elles sont ce que les font ceux qui les régissent. Elles sont comme une cire molle qu'on peut pétrir, façonner, modeler au gré des circonstances. Jusqu'à ce jour, ignorantes, crédules, superstitieuses, dociles, elles ont été le jouet et l'instrument de toutes les forces d'Autorité qui, au cours de l'Histoire, se sont disputé le Gouvernement et la Richesse.

C'est la mission essentielle des Anarchistes de soustraire ces masses à l'influence dominatrice des partis et des chefs dont elles n'ont cessé de servir, sans s'en rendre compte, les intérêts et les ambitions. Le grand art, dans les partis et chez les chefs, a été, en tous temps, de spéculer sur l'ignorance et la docilité des foules. Il leur a été relativement facile de les abuser. C'est à nous, anarchistes, à nous qui avons la haine des chefs et le mépris des partis, qu'il appartient d'arracher les masses au joug qu'elles subissent et de leur inculquer le mépris et la haine de tous les partis et de tous les chefs. Naïves, passives et crédules, ces masses ont cru à la nécessité de l'Autorité et, malgré tout, à la capacité protectrice de celle-ci. Il nous appartient de leur ouvrir les yeux sur les méfaits de l'Autorité, afin que, maudissant celle qu'elles subissent, elles ne cèdent plus à la tentation de faire l'expérience d'une autre.

Si nous nous consacrons avec ardeur, méthode et persévérance à cette tâche, nous préparerons une génération de révoltés qui, éclairés, guidés, électrisés par nous, constitueront une masse qui, appuyée sur ces trois assises : Groupes anarchistes, Syndicats et Coopératives, sera de taille à culbuter le Capitalisme et l'Etat et à repousser toute tentative de restauration autoritaire.

Quant à la puissance créatrice des masses, elle ne peut être niée. Si, jusqu'à ce jour, elle ne s'est pas affirmée comme elle aurait pu le faire, c'est qu'elle n'en a jamais eu l'occasion. Constamment empêchée, bridée, étouffée par les états-majors qui, à juste titre, en appréhendent l'élan et les résultats, la puissance créatrice des masses n'a jamais été en situation de donner sa mesure. Mais il suffira que les masses soient libres de leurs mouvements, qu'elles ne sentent plus peser sur elles le joug des chefs, qu'elles aient la certitude de travailler pour elles-mêmes et non pour des profiteurs, il suffira qu'elles comprennent que, libres de leur action, elles sont responsables de leur destin, pour que se manifeste pratiquement la puissance merveilleuse de leurs facultés créatrices.

Et puis, les masses, quoi qu'on en dise, valent infiniment mieux que ceux qui les gouvernent ; et, enfin, ceux-ci ne peuvent être abattus — et il faut qu'ils le soient — que par les masses tôt ou tard emportées par l'impétueux courant de révolte dont le souffle furieux balayera et jettera aux ordures ce monde de misère et d'esclavage, d'ignorance et de haine, que les Anarchistes ont l'indéfectible volonté d'anéantir.

..

Tout ce que je viens d'exposer sur l'Anarchisme agissant dans le cadre « national », s'applique rigoureusement à l'Anarchisme agissant dans le cadre « international ».

a) EDUCATION. Les Anarchistes ont le devoir de s'initier, de s'intéresser à tout ce qui a trait au mouvement social universel.

Nous vivons à une époque où la Vie Internationale prend une si large place, qu'on ne peut plus se borner à une information locale, régionale ou nationale. Par des traits multiples et importants, par le jeu des répercussions et des contre-coups, toutes les parties du globe terrestre ont une existence commune et, pour ainsi dire, solidaire. Accords ou désaccords politiques, ententes ou conflits économiques, manifestations scientifiques et artistiques, mouvements sociaux, tout revêt, à l'heure actuelle, un caractère mondial.

Plus que tout autre, le militant anarchiste doit se mettre et se tenir au courant de ce qui se passe près et loin de lui.

Malgré les frontières géographiques et administratives qui séparent les nations, les Gouvernements, sans distinction de régime constitutionnel, sont internationalement coalisés contre le flot ascendant des revendications révolutionnaires. Il est indispensable que les opprimés de partout soient, eux aussi, internationalement groupés. Et ce resserrement mondial des victimes de l'Autorité ne peut s'établir que dans la mesure où, comprenant qu'elles subissent partout le même sort, que, en tous pays, elles sont courbées sous les mêmes servitudes, livrées aux mêmes exploitations et vouées aux mêmes souffrances, toutes ces victimes de l'Autorité mondiale forment, en dépit des haines que les Gouvernements entretiennent dans le cœur des foules séparées par l'idée de Patrie, une seule et même classe : celle des déshérités.

L'éducation anarchiste serait incomplète si elle ne s'étendait pas jusque-là. Elle doit embrasser les pro-

blèmes internationaux. Elle doit mettre les compagnons en possession des renseignements et précisions, des données et de la documentation qui les aideront à se guider dans l'étude extrêmement complexe de la vie sociale universelle. Ils doivent notamment connaître : les forces et ressources dont dispose, en tous pays, le mouvement anarchiste, les moyens de propagande qu'il possède, les méthodes de combat dont il use, l'action qu'il mène, les préparatifs qu'il fait et les chances de succès qu'il a en cas de Révolution. (*Voir la deuxième partie de cette Encyclopédie.*)

Ce n'est encore pas suffisant et, au risque de paraître chimérique, je complète ma pensée : l'éducation anarchiste ne doit pas se limiter à cette connaissance du mouvement international. Elle comporte, en outre, un entraînement méthodique, dont le résultat doit être de soustraire graduellement les compagnons aux attaches naturelles et plus ou moins instinctives qui les lient, plus ou moins, à leur pays d'origine et de faire véritablement de chacun d'eux un individu chez qui le « national » disparaisse insensiblement, pour faire place au « mondial ».

L'anarchiste « idéal » serait celui qui, encore que matériellement rivié à un coin déterminé de l'espace par les circonstances de la naissance, de la langue, de l'éducation et du milieu national qui lui sont propres, étendrait les préoccupations de son esprit et les vibrations affectueuses de son cœur à l'Univers entier, au point qu'il se sentirait aussi près de ses frères les plus éloignés que de ses frères les plus rapprochés.

Je me garde bien d'affirmer qu'il est aisé d'en arriver là ; mais chacun comprendra qu'il serait désirable qu'il en fût ainsi ; et cela suffit pour que nous y tendions.

b) ORGANISATION. Quoi qu'il en soit et si loin que nous soyons encore de cet anarchisme « idéal », les camarades éprouvent le besoin de se mettre en relations, de se connaître, de s'entendre, de se grouper, en un mot de s'organiser internationalement, comme ils conçoivent la nécessité, pour être forts, de se grouper, au sein de chaque pays, localement, régionalement et nationalement.

Il va de soi qu'il s'agit d'une organisation internationale ayant la même plasticité, la même souplesse que l'organisation nationale elle-même et respectant, comme cette dernière, l'indépendance de chaque groupement.

Il ne saurait être question d'imposer aux anarchistes de toutes les nationalités et de toutes les races une règle uniforme, une même tactique, des formations de combat identiques. Encore moins peut-il s'agir de demander aux compagnons de faire le sacrifice de leurs conceptions personnelles, afin d'obtenir que toutes celles-ci soient coulées dans le même moule.

Une organisation de ce genre serait contraire à l'esprit anarchiste et lui serait, par conséquent, mortelle.

Elle donnerait naissance à un pseudo-anarchiste tiré à x... exemplaires et priverait le mouvement de ce qui fait son originalité et sa raison d'être, sa grandeur et sa fécondité.

Chaque race, chaque pays forme un être collectif qui, comme chaque individu, a son ascendance, son tempérament, ses traditions, son histoire, ses conditions de vie et d'évolution, ses aptitudes, sa mentalité, son atmosphère.

L'organisation internationale ne peut méconnaître ces réalités ; *a fortiori*, ne doit-elle point leur faire violence.

Son rôle consistera à favoriser des rencontres, à multiplier des échanges de vues, à généraliser toutes informations utiles, à provoquer des rapprochements,

à susciter et à réaliser des ententes entre les camarades de toutes nationalités.

De ces rencontres, échanges de vues, informations, rapprochements et ententes sortiront, tout naturellement, comme le cours d'eau jaillit de la source, divers courants qui, faibles et restreints à l'origine, deviendront de plus en plus puissants et vastes ; si bien que, lorsque, dans un pays quelconque, se produira une initiative ou une action anarchiste de quelque importance, celle-ci sera non seulement portée à la connaissance des anarchistes de partout, mais encore dans la mesure du possible, imitée ou, pour le moins, secondée, soutenue, fortifiée par l'action solidaire des anarchistes du monde entier.

Ce point de contact permanent est devenu nécessaire ; cette liaison morale et matérielle de tous les éléments anarchistes est devenue indispensable à l'époque où nous sommes, alors que, par le progrès incessant des sciences appliquées, par l'interpénétration des peuples, par la presse mondialement informée, les distances sont en quelque sorte supprimées, les moyens de communication et de transport de plus en plus rapides et les barrières nationales virtuellement inexistantes.

Il est temps de créer un organisme international que les anarchistes sont presque seuls à ne point posséder. Quand on songe que les Gouvernements, les Partis politiques, les organisations syndicales et coopératives, les académies et les églises, les sociétés sportives et musicales, les groupes industriels commerciaux et financiers, etc., etc... ont reconnu depuis longtemps déjà la nécessité de se grouper internationalement, on rougit et on déplore d'avoir à constater que « l'Internationale anarchiste » reste encore à créer, car on ne peut prendre au sérieux les tentatives qui, jusqu'à ce jour, ont été faites dans ce sens.

Je pense qu'il est urgent d'organiser « *L'Internationale anarchiste* ».

Pour commencer, il suffira de créer un bureau international dont le siège sera, selon les commodités et les circonstances, déplacé plus ou moins fréquemment et dont le mandat se bornera à être comme un agent de liaison entre les organismes nationaux et, aussi entre tous les compagnons des deux hémisphères.

Lorsque, par les soins de ce bureau international — qui pourrait se composer de trois ou quatre camarades et se réunir régulièrement — des relations suivies auront été assurées entre tous les éléments anarchistes désireux de se grouper internationalement et si ces éléments eux-mêmes en reconnaissent la nécessité, on resserrera et fortifiera progressivement les liens existants.

Le changement de siège de ce Bureau international aura pour effet non seulement de ne créer en faveur d'une nation quelconque aucune situation privilégiée, mais encore de soustraire le mouvement anarchiste mondial à des influences personnelles qui, à la longue et quelles qu'elles soient, seraient préjudiciables à ce mouvement.

Ce sont les événements qui, le plus souvent, dictent le choix de la Capitale ou du Centre, voire du Continent où siégera le Bureau international : tantôt au point où l'action anarchiste sera menée le plus vigoureusement, tantôt au point où celle-ci, étant le plus menacée, aura besoin d'être le plus âprement défendue.

Un des rôles essentiels de ce « Bureau international » sera la convocation, l'organisation et la tenue des Congrès anarchistes internationaux.

Il est à prévoir que l'annonce de ces Congrès provoquera de la part des Gouvernements, surtout si les circonstances sont graves, des mesures propres à les

empêcher : interdiction du Congrès lui-même, arrestation ou expulsion des délégués, etc...

Pour obvier à ces difficultés et, le cas échéant, rendre inopérantes ces mesures, il suffira : d'une part, que le choix des délégués ne soit pas rendu public et que, d'autre part, la date et le lieu des Congrès internationaux soient tenus secrets.

Rien ne sera plus facile :

1° Chaque Union nationale n'aura qu'à désigner ses délégués sans les faire connaître publiquement ;

2° Le nom et l'adresse de ces délégués seront transmis au Bureau International ;

3° Le Bureau International convoquera ces délégués en temps et lieu ;

4° Le Congrès se réunira clandestinement ;

5° Le Congrès terminé, les délégués en rendront compte à l'organisme national respectif ;

6° Celui-ci en rendra compte aux organismes locaux.

c) ACTION. L'Action internationale — est-il besoin de le dire ? — sera faible ou puissante dans la mesure exacte de la faiblesse ou de la puissance de l'éducation, de l'organisation et de l'action des milieux anarchistes de chaque pays.

Tout ce que j'ai dit de l'action anarchiste — permanente et circonstancielle — dans le domaine national trouve son application rigoureuse à l'action anarchiste — permanente et circonstancielle — dans le domaine international. Je n'ai rien à y ajouter, rien à en retrancher.

Il en va de même des rapports moraux et des relations amicales à établir entre l'action anarchiste internationale et le mouvement syndical et coopératif mondial.

L'essentiel est de ne jamais perdre de vue que, par essence et par définition, l'Anarchisme : négation de l'Autorité est international tout comme l'Autorité elle-même : négation de l'Anarchisme ; et que, dans le domaine de toutes les Idées et de tous les Faits, l'Autorité se dressant contre l'Anarchisme sans distinction de peuples, ni de races, l'Anarchisme, lui aussi, doit s'insurger contre l'Autorité d'où qu'elle vienne, où qu'elle sévisse et quelle qu'elle soit.

On a déjà tenté de créer une Internationale anarchiste.

Cet essai, reconnaissons-le, n'a pas donné de résultats appréciables. En conclure que cet organisme n'a pas de raison d'être, qu'il ne répond à nulle nécessité et que, conséquemment, il est un rouage inutile, serait une erreur.

La vérité est qu'on a commis la faute de créer cet organisme sans attendre que les rouages destinés à son fonctionnement aient atteint le développement voulu. Il était fatal que, dans ces conditions, « l'Internationale Anarchiste » ne fût pas viable.

Cette faute ne doit pas être renouvelée.

Il serait mal avisé, l'ingénieur, fût-il génial, qui concevrait le projet de creuser artificiellement le lit d'un fleuve, en l'absence des sources, des torrents, des ruisseaux, des rivières et des déclivités du sol propres à alimenter ce fleuve. Par contre, il suffit que les eaux provenant des sources, des torrents, des ruisseaux, des rivières, des accidents de terrain dont abonde une région se frayent leur chemin à travers la nature et parviennent à se rejoindre, pour que toutes ces eaux, graduellement rassemblées, forment un fleuve de plus en plus large et profond.

Eh bien ! Si désirable, si urgente, si nécessaire que soit la fondation d'un organisme anarchiste international, il est évident que celui-ci ne peut être, dans la pratique, véritablement utile et robuste, que s'il est

réellement comme le prolongement, la réunion et le couronnement naturel de toutes les forces anarchistes déjà unies et organisées localement et nationalement.

..

Pour bien préciser le but pratique auquel tend l'Anarchisme et, sur ce point, fixer les idées, il est indispensable d'indiquer la formule qui condense tout le mouvement libertaire. Cette formule — sorte de devise brève et synthétique, claire, simple et concrète — est celle-ci : « Bien-être et Liberté ! »

Bien-être, non pas seulement pour la majorité ou pour la presque totalité des Individus, mais pour la totalité de ceux-ci, sans distinction ni exception d'aucune sorte. Ce « Bien-Etre », appelle, il exige l'abolition de l'appropriation privée — et, par conséquent, la mise en commun — du sol, du sous-sol, des matières premières, des produits de toute nature, des moyens de production, de transport et de communication, en un mot, du capital sous toutes ses formes : *c'est le Communisme*.

Liberté, non pas seulement platonique et de droit, mais réelle et de fait, non pas seulement pour l'immense majorité, mais pour la totalité des Individus, sans distinction ni exception d'aucune sorte. Cette « Liberté » comporte, elle nécessite la disparition de l'Etat, qu'il soit monarchique, républicain ou prolétarien : *C'est le Communisme libertaire*.

..

L'Anarchisme reconnaît l'existence des classes ; il constate l'antagonisme des intérêts politiques, économiques et moraux qui opposent irréductiblement une classe à l'autre. Il admet le dualisme historique qui, depuis qu'elles existent, a dressé fatalement l'une contre l'autre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Il reconnaît que, par l'enchaînement irréfragable des événements qui tissent le canevas sur lequel se développe l'évolution de ces deux classes ennemies, la lutte en est arrivée, au cadran de l'histoire, à l'heure où le grand, l'immense, l'inévitable conflit est imminent. Il proclame que, tôt ou tard, ce conflit se terminera par la défaite de la classe bourgeoise succombant sous le faix de plus en plus écrasant de ses erreurs, de ses fautes et de ses crimes.

Dans ce duel tragique qui dresse face à face les deux classes adverses, l'Anarchisme prend fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie. Mais il se sépare nettement des Partis socialistes : collectiviste et communiste qui, de plus en plus, sont amenés à faire l'aveu que le but qu'ils poursuivent est de prendre la place des bourgeois dirigeants, qui présentent gouvernement au nom et au profit de la classe capitaliste, afin de gouverner, à leur tour, au nom et au profit — ils le prétendent du moins — de la classe ouvrière.

Le Parti socialiste (S. F. I. O.) et le Parti communiste (S.F.I.C.) assignent à la révoltante organisation actuelle une seule cause : le Régime capitaliste ayant à sa base la Propriété privée. Au fond, et dépouillée de tout artifice, leur doctrine consiste à exproprier les capitalistes et à confisquer leurs biens au profit de l'Etat dont ils deviendront les Maîtres, eux : socialistes ou communistes. Ils enseignent que le jour où la possession de l'Etat, après avoir été arrachée aux « fondés de pouvoirs » de la Haute Banque, de la grande Industrie, du grand Commerce et de la vaste propriété terrienne, passera aux mains des mandataires directs du Prolétariat, la face du monde aura changé et que, résolu sera tout le problème social. Ils sont dans une erreur profonde. A l'aide de l'Histoire et de l'expérience, l'Anarchisme dénonce et démontre cette erreur. Il établit que si la Propriété fut,

de tout temps et partout, la source d'une partie des maux dont pâtiennent les humains, l'Autorité, elle aussi, en tous lieux et toujours, fut génitrice de servitude et de misère. (Voir le mot *Autorité*.)

C'est pourquoi la lutte de classes telle que la conçoit et la pratique l'Anarchisme diffère sensiblement de la conception et de la pratique socialiste ou communiste.

Le Socialisme autoritaire (collectivisme et communisme) dit : « Il y a deux classes ; il y a la classe qui « possède tout et celle qui ne possède rien ; la richesse « de la première est faite de l'exploitation systématique et légale de la seconde. Détruire le régime capitaliste d'où procède cette exploitation et qui la fatalise, toute la question sociale est là. Il suffit que « l'Etat, aujourd'hui au pouvoir des représentants de « la classe exploitante soit conquis par les mandataires de la classe exploitée, pour que soit abolie la « législation qui consacre et sanctionne cette odieuse « exploitation. Une législation nouvelle, affirmant les « droits imprescriptibles du Travail équitablenent « organisé mettra fin à la lutte des classes, par la « disparition de la classe capitaliste ayant perdu toute « raison d'être. »

L'Anarchisme réplique : « Il y a, en effet, deux « classes dont les intérêts sont inconciliables ; et il « est exact que, sur le terrain économique, cette division en classes capitaliste et ouvrière fatalise la criminelle exploitation de celle-ci par celle-là ; mais, « sur le terrain politique, il y a également deux classes dont les intérêts s'opposent catégoriquement : « la classe des gouvernants, et celle des gouvernés ; « et cette division en classe gouvernante et en classe « gouvernée fatalise l'abominable oppression de la « seconde par la première. En conséquence, l'existence « des classes antagoniques ne peut prendre fin que par « la suppression du capitalisme générateur de l'exploitation, donc de la misère, et de l'Etat générateur « de la domination, donc de la servitude. » (Voir *classes* (lutte des), *Autorité*, *Etat Socialisme*.)

..

Les adeptes de toutes les organisations, partis politiques, ligues et autres formations autoritaires font grief à l'Anarchisme de l'indépendance qu'il laisse à ses adhérents. Ils estiment que la force, l'influence et même l'autorité morale d'un mouvement d'ensemble se mesurent à la rigidité de la discipline qui y règne. Ils ne parviennent pas à comprendre que si, dans une formation à base autoritaire, qui possède des chefs attirés, des porte-parole et des porte-drapeau reconnus, des règlements comportant obligations et sanctions, la discipline est chose nécessaire, puisque les uns dirigent, commandent et agissent en maîtres, tandis que les autres suivent, obéissent et se conduisent en serviteurs, il doit en être tout autrement dans un milieu libertaire. Encore moins peuvent-ils concevoir que cet esprit d'obéissance, ce respect et cette observation d'une discipline de fer seraient mortels à ce mouvement social, entièrement distinct de tous les autres : l'Anarchisme. Les admirateurs béats de la discipline croient à la nécessité, pour des individus animés du même esprit, et se dirigeant vers le même but, de suivre la même route, de s'y presser en rangs compacts, d'y marcher du même pas, de ralentir ou d'accélérer la marche au même commandement, de faire halte au même moment, de fredonner, pour s'entraîner, les mêmes refrains, de tout faire sur ordre, en application des mêmes règlements, sans tolérer le moindre écart, la plus légère infraction à la sacrosainte discipline.

Qu'ils apprennent, ces « agenouillés », que ce qui fait la force véritable et l'étonnante fécondité de

l'Anarchisme, c'est la faculté octroyée à chaque compagnon de penser, de vouloir et d'agir à son heure, et selon sa conscience. Sur le fond même de la doctrine communiste libertaire, il n'y a pas, il n'y a plus de discussion. Principes, méthodes, ligne de conduite, but à réaliser, moyens à employer, on peut dire que sur tous ces points essentiels l'accord est fait, l'entente est établie.

Mais la vie est constamment mouvementée ; elle est essentiellement variable et changeante ; elle s'oriente vers le même but, mais elle poursuit sa course par des voies nombreuses ; elle est comparable à un cours d'eau large et profond, charriant un volume d'eau colossal se dirigeant vers l'Océan.

Tantôt il ne forme qu'un seul courant, toutes eaux réunies, tantôt il se divise en une infinité de bras se conformant aux dispositions du sol sur lequel ces bras roulent ; ici le courant est lent ; là, il est rapide ; ici il traverse la plaine et ailleurs la vallée.

Tel est l'Anarchisme considéré comme Vie ; il s'adapte aux nécessités du moment ; il s'accommode du contraste des tempéraments et de la diversité des esprits ; il ne repousse *a priori* rien de ce qui n'est pas déraisonnable ; il permet, que dis-je, il encourage toutes les initiatives ; il stimule toutes les innovations ; il favorise et, quand il y a lieu, seconde tous les exemples ; sa curiosité toujours en éveil recherche incessamment des améliorations, des perfectionnements ; constamment en quête de nouveaux arrangements, de modes de vie plus facile, de formes plus élevées et plus souples de l'Entente, l'Anarchisme c'est la Vie évoluant sans cesse.

On ne saurait trop le répéter : il répudie le dogme intangible, indiscutable, immobile ; il est la pensée toujours vérifiable et modifiable, la pensée constamment en marche, la pensée sans cesse soumise au débat et au contrôle. J'ai dit que c'est à l'absence de toute discipline imposée qu'il convient d'attribuer, en grande partie, à l'Anarchisme sa force de rayonnement, sa puissance de développement et sa remarquable fécondité. Ne faut-il pas, en effet, qu'il puise dans ces vertus mêmes d'indépendance la vigueur qui lui a permis de résister à la plus féroce persécution et de se fortifier en dépit de l'extrême pauvreté des moyens dont il dispose ? Qu'on y réfléchisse : Si les anarchistes avaient lutté hier, s'ils pouvaient lutter aujourd'hui à armes égales contre leurs adversaires, s'il savaient eu et s'ils avaient comme et autant que ceux-ci, la liberté de parler, d'écrire, de se réunir, de se grouper, de propager librement leurs doctrines ; s'ils avaient, comme les Autoritaires, disposé et s'ils disposaient de la presse, de l'école, de la caserne, de la sacristie, de l'atelier, du magasin, de la rue, des ressources financières, des influences multiples dont disposent les bourgeois, leur victoire serait, à l'heure actuelle, un fait accompli. Mais ils ont toujours été, ils sont, ils seront toujours une poignée ; ils n'ont jamais eu, ils n'auront jamais ni places, ni faveurs, ni argent, ni influences, ni relations, ni aucun de ces moyens d'action dont leurs ennemis sont abondamment pourvus ; ils n'ont rien à offrir à leurs adeptes et sur ceux-ci ont plu, pleuvent et pleuvront toujours, à pleins torrents, injures, calomnies et persécutions. Dans ces conditions, l'Anarchisme aurait dû être écrasé cent fois ; pour qu'il ne succombe pas, pour que, envers et contre tout et tous, il ne disparaisse pas, pour que ses militants résistent et survivent, il a fallu : et la justesse de leurs conceptions et la sublimité de leur Idéal, et la souplesse de leur tactique, et l'intrépidité de leur attitude, et l'inébranlable fermeté de leurs convictions.

Sébastien FAURE.

ANARCHISTE. N. m. « Partisan de l'Anarchie ».

Avant d'exposer ce que sont véritablement les Anarchistes, il n'est pas inutile de faire remarquer que presque tous les dictionnaires qui circulent et que consultent le plus grand nombre représentent les adeptes de l'Anarchisme militant comme des fauteurs de troubles et de désordre, comme des individus de sac et de corde, comme des êtres prêts à tout faire à l'exception de ce qui est bien, comme des monstres à face humaine. Interrogez cent personnes dans la rue et demandez-leur ce qu'elles savent des Anarchistes. Beaucoup répondront par un écartement des bras et un haussement des épaules qui exprimeront leur ignorance. D'autres, ne voulant pas avouer qu'elles n'en savent rien et s'estimant suffisamment renseignées par le journal dont elles recueillent dévotement les informations, répondront :

« Les anarchistes sont de vulgaires bandits. Sans scrupule comme sans pitié, ne respectant rien de ce qui, pour les honnêtes gens, est sacré : « la propriété, la loi, la patrie, la religion, la morale, la famille, ils sont capables des pires actions. Le vol, le pillage et l'assassinat sont érigés par eux en actes méritoires.

« Ils prétendent servir un magnifique Idéal ; ils mentent. En réalité, ils ne servent que leurs bas instincts et leurs passions abjectes.

« Il se peut que dans leurs rangs se fourvoient quelques sincères. Ceux-là sont des impulsifs, des illuminés, fanatisés par les meneurs qui les précipitent au danger, tandis qu'eux, les lâches, se tiennent jalousement à l'écart des responsabilités.

« Au fond, leur unique désir est de vivre sans rien faire, après s'être emparés des biens que le travailleur économe a péniblement épargnés. Ces gens-là ne sont que des bandits et les bandits les plus dangereux et les plus méprisables, parce que, pour dissimuler le but véritable que se proposent leurs odieux forfaits, ils ont l'impudence d'évoquer les glorieux et immortels principes sur lesquels il est nécessaire et désirable que repose toute société : égalité, justice, fraternité, liberté.

« Aussi, la société, dont les Anarchistes attaquent avec violence les fondements, manquerait-elle à tous ses devoirs, si elle ne réprimait pas avec la dernière énergie la propagande détestable et les entreprises criminelles de ces malfaiteurs publics. »

Si les privilégiés qui tremblent sans cesse de se voir ravir les prérogatives dont ils bénéficiaient étaient les seuls à proférer de tels propos, cela s'expliquerait, encore que ce langage serait l'attestation de leur ignorance et de leur mauvaise foi.

Le malheur est que pense et parle de la sorte une foule, de moins en moins considérable il est vrai, mais tout de même fort nombreuse encore, de pauvres diables qui n'auraient rien à perdre et qui, au contraire, auraient tout à gagner, si l'organisation sociale actuelle disparaissait.

Et pourtant, la littérature anarchiste est déjà copieuse et riche en enseignements clairs, en thèses précises, en démonstrations lumineuses.

Depuis un demi-siècle, il s'est levé toute une pléiade de penseurs, d'écrivains et de propagandistes libertaires qui, par la parole, par la plume et par l'action, ont répandu, en toutes langues et en tous pays, la doctrine anarchiste, ses principes et ses méthodes ; en sorte que chacun devrait être à même de mépriser ou d'estimer, d'aimer ou de haïr les anarchistes, mais que personne ne devrait ignorer, aujourd'hui, ce qu'ils sont. Toutefois, il ne faut pas s'étonner des calomnies atroces dont ils sont l'objet, car c'est le sort de tous les porteurs de flambeau d'être abominablement calom-

niés et persécutés ; c'est le sort de toutes les doctrines sociales qui s'attaquent aux mensonges officiels et aux institutions en cours, d'être dénaturées, ridiculisées et combattues à l'aide des armes les plus odieuses.

Vers la fin du dix-huitième siècle, ce fut le cas des principaux ouvriers de la Révolution française et des principes sur lesquels ils prétendaient jeter les bases d'un monde nouveau ; pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, qui assista à l'écrasement de la République « une et indivisible » par l'Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet, ce fut le cas des Républicains ; pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, qui vit éclore et se développer le triomphe de la démocratie républicaine, ce fut le cas des Socialistes et de la doctrine qu'ils entendaient substituer au démocratism bourgeois ; à l'aurore du vingtième siècle qui enregistre l'accession des socialistes au pouvoir, il est fatal que les Anarchistes soient calomniés et persécutés et que leurs conceptions, qui s'attaquent aux mensonges et aux institutions en cours, soient dénaturées, ridiculisées et combattues par les moyens les plus perfides.

Mais c'est le devoir des Annonceurs de la vérité nouvelle de confondre la calomnie et d'opposer aux coups incessants du Mensonge la constante riposte de la Vérité. Et, puisque les Imposteurs et les ignorants — ceux-ci sous l'influence de ceux-là — s'obstinent à vilipender nos sentiments et à travestir nos conceptions, je crois nécessaire d'exposer, en un raccourci aussi net que possible ce que sont ces êtres rares, encore à l'état d'exceptions, qui se donnent de tout cœur au magnifique dessein de jeter les bases d'une humanité libre, heureuse et réconciliée.

On se fait des anarchistes, comme individus, l'idée la plus fausse.

Les uns nous considèrent comme d'inoffensifs utopistes, de doux rêveurs ; ils nous traitent d'esprits chimériques, d'imagination biscornues, autant dire de demi-fous. Ceux-là daignent voir en nous des malades que les circonstances peuvent rendre dangereux, mais non des malfaiteurs systématiques et conscients.

Les autres portent sur nous un jugement très différent : ils pensent que les anarchistes sont des brutes ignares, des haineux, des violents et des forcenés, contre lesquels on ne saurait trop se prémunir, ni exercer une répression trop implacable.

Les uns et les autres sont dans l'erreur.

Si nous sommes des utopistes, nous le sommes à la façon de tous ceux de nos devanciers qui ont osé projeter sur l'écran de l'avenir des images en contradiction avec celles de leur temps. Nous sommes, en effet, les descendants et les continuateurs de ces Individus qui, doués d'une perception et d'une sensibilité plus vives que leurs contemporains, ont pressenti l'aube, bien que plongés dans la nuit. Nous sommes les héritiers de ces hommes qui, vivant une époque d'ignorance, de misère, d'oppression, de laideur, d'hypocrisie, d'iniquité et de haine, ont entrevu une Cité de savoir, de bien-être, de liberté, de beauté, de franchise, de justice et de fraternité et qui, de toutes leurs forces, ont travaillé à l'édification de cette Cité merveilleuse.

Que les privilégiés, les satisfaits et toute la séquelle des mercenaires et des esclaves intéressés au maintien et préposés à la défense du Régime dont ils sont ou croient être les profiteurs, laissent dédaigneusement tomber l'épithète péjorative d'utopistes, de rêveurs, d'esprits biscornus, sur les courageux artisans et les clairvoyants constructeurs d'un avenir meilleur, c'est leur affaire. Ils sont dans la logique des choses.

Il n'en reste pas moins que, sans ces rêveurs dont nous faisons fructifier l'héritage, sans ces construc-

teurs chimériques et ces imaginations malades — c'est ainsi qu'en tout temps ont été qualifiés les novateurs et leurs disciples — nous en serions aux âges depuis longtemps disparus, dont nous avons peine à croire qu'ils aient existé, tant l'homme y était ignorant, sauvage et méprisable !

Utopistes, parce que nous voulons que l'évolution, suivant son cours, nous éloigne de plus en plus de l'esclavage moderne : le salariat et fasse du producteur de toutes les richesses un être libre, digne, heureux et fraternel ?

Rêveurs, parce que nous prévoyons et annonçons la disparition de l'Etat, dont la fonction est d'exploiter le travail, d'asservir la pensée, d'étouffer l'esprit de révolte, de paralyser le progrès, de briser les initiatives, d'endiguer les élans vers le mieux, de persécuter les sincères, d'engraisser les intrigants, de voler les contribuables, d'entretenir les parasites, de favoriser le mensonge et l'intrigue, de stimuler les meurtrières rivalités, et, quand il sent son pouvoir menacé, de jeter sur les champs de carnage tout ce que le peuple compte de plus sain, de plus vigoureux et de plus beau ?

Esprits chimériques, imaginations biscornues, demi-fous, parce que, constatant les transformations lentes, trop lentes à notre gré, mais indéniables, qui poussent les sociétés humaines vers de nouvelles structures édifiées sur des bases renouées, nous consacrons nos énergies à ébranler, pour finalement la détruire de fond en comble, la structure de la société capitaliste et autoritaire ?

Nous mettons au défi les esprits informés et attentifs d'aujourd'hui d'accuser sérieusement de déséquilibre les hommes qui projettent et qui préparent de telles transformations sociales.

Insensés, au contraire, non pas à demi mais totalement, ceux qui s'imaginent pouvoir barrer la route aux générations contemporaines qui roulent vers la Révolution sociale, comme le fleuve se dirige vers l'Océan : il se peut qu'à l'aide de digues puissantes et d'habiles dérivations, ces déments ralentissent plus ou moins la course du fleuve, mais il est fatal que celui-ci tôt ou tard se précipite dans la mer. —

Non ! Les Anarchistes ne sont ni des utopistes, ni des rêveurs, ni des fous et la preuve, c'est que partout les Gouvernements les traquent et les jettent en prison, afin d'empêcher la parole de Vérité qu'ils propagent d'aller librement aux oreilles des déshérités, alors que, si l'enseignement libéral relevait de la chimère ou de la démence, il leur serait si facile d'en faire éclater le déraisonnable et l'absurdité.

Certains prétendent que les anarchistes sont des brutes ignares.

Il est vrai que tous les libertaires ne possèdent pas la haute culture et l'intelligence supérieure des Proudhon, des Bakounine, des Elisée Reclus et des Kropotkine. Il est exact que beaucoup d'anarchistes, frappés du péché originel des temps modernes : la pauvreté, ont dû, dès l'âge de douze ans, quitter l'école et travailler pour vivre ; mais le fait seul de s'être élevés jusqu'à la conception anarchiste dénote une compréhension vive et atteste un effort intellectuel dont serait incapable une brute.

L'anarchiste lit, étudie, médite, s'instruit chaque jour. Il éprouve le besoin d'élargir sans cesse le cercle de ses connaissances, d'enrichir constamment sa documentation. Il s'intéresse aux choses sérieuses ; il se passionne pour la beauté qui l'attire, pour la science qui le séduit, pour la philosophie dont il est altéré. Son effort vers une culture plus profonde et plus étendue ne s'arrête pas. Il n'estime jamais en savoir assez. Plus il apprend, plus il se plaît à s'éduquer.

D'instinct, il sent que s'il veut éclairer les autres, il faut que, tout d'abord, il fasse provision de lumière.

Tout anarchiste est un propagandiste ; il souffrirait à taire les convictions qui l'animent et sa plus grande joie consiste à exercer autour de lui, en toutes circonstances, l'apostolat de ses idées. Il estime qu'il a perdu sa journée s'il n'a rien appris ni enseigné et il porte si haut le culte de son Idéal, qu'il observe, compare, réfléchit, étudie toujours, tant pour se rapprocher de cet Idéal et s'en rendre digne, que pour être plus en mesure de l'exposer et de le faire aimer.

Et cet homme serait un brute épaisse ? Et c'est un tel individu qui serait d'une ignorance crasse ?

Mensonge ! Calomnie !

L'opinion la plus répandue, c'est que les Anarchistes sont des haineux, des violents.

Oui et non.

Les anarchistes ont des haines ; elles sont vivaces et multiples ; mais leurs haines ne sont que la conséquence logique, nécessaire, fatale de leurs amours. Ils ont la haine de la servitude, parce qu'ils ont l'amour de l'indépendance ; ils détestent le travail exploité, parce qu'ils aiment le travail libre ; ils combattent violemment le mensonge, parce qu'ils défendent ardemment la vérité ; ils exècrent l'iniquité, parce qu'ils ont le culte du Juste ; ils haïssent la guerre, parce qu'ils bataillent passionnément pour la paix.

Nous pourrions prolonger cette énumération et montrer que toutes les haines qui gonflent le cœur des Anarchistes ont pour cause leur inébranlable attachement à leurs convictions, que ces haines sont légitimes et fécondes, qu'elles sont vertueuses et sacrées.

Nous ne sommes pas *naturellement* haineux ; nous sommes, au contraire, de cœur affectueux et sensible, de tempérament accessible à l'amitié, à l'amour, à la solidarité, à tout ce qui est de nature à rapprocher les individus.

Il ne saurait en être autrement, puisque le plus cher de nos rêves et notre but, c'est de supprimer tout ce qui dresse les hommes en une attitude de combat les uns contre les autres : Propriété, Gouvernement, Eglise, Militarisme, Police, Magistrature.

Notre cœur saigne et notre conscience se révolte au contraste du dénuement et de l'opulence. Nos nerfs vibrent et notre cerveau s'insurge à la seule évocation des tortures que subissent ceux et celles qui, dans tous les pays et par millions, agonisent dans les prisons et les bagnes. Notre sensibilité frémit et tout notre être est pris d'indignation et de pitié, à la pensée des massacres, des sauvageries, des atrocités qui, par le sang des combattants, abreuvant les champs de bataille.

Les haineux, ce sont les riches qui ferment les yeux au tableau de l'indigence qui les entoure et dont ils sont la cause ; ce sont les Gouvernants qui, l'œil sec, ordonnent le carnage ; ce sont les exécrables profiteurs qui ramassent des fortunes dans le sang et la boue ; ce sont les chiens de police qui enfoncent leurs crocs dans la chair des pauvres diables ; ce sont les magistrats qui, sans sourciller, condamnent au nom de la Loi et de la Société, les infortunés qu'ils savent être les victimes de cette Loi et de cette Société.

Quant à l'accusation de violence dont on prétend nous accabler il suffit, pour en faire justice, d'ouvrir les yeux et de constater que, dans le monde actuel comme dans les siècles écoulés, la violence gouverne, domine, broie et assassine. Elle est la règle, elle est hypocritement organisée et systématisée. Elle s'affirme tous les jours sous les espèces et apparences du percepteur, du propriétaire, du patron, du gendarme, du gardien de prison, du bourreau, de l'officier, tous

professionnels, sous des formes multiples, de la Force, de la Violence, de la Brutalité.

Les Anarchistes veulent organiser l'entente libre, l'aide fraternelle, l'accord harmonieux. Mais ils savent — par la raison, par l'histoire, par l'expérience — qu'ils ne pourront édifier leur volonté de Bien-Etre et de Liberté pour tous que sur les ruines des institutions établies. Ils ont conscience que, seule, une Révolution violente aura raison des résistances des maîtres et de leurs mercenaires.

La violence devient ainsi, pour eux, une fatalité ; ils la subissent, mais ils ne la considèrent que comme une réaction rendue nécessaire par l'état permanent de légitime défense dans lequel se trouvent, à toute heure, situés les déshérités.

Cela dit, et pour définir clairement ce qu'est un anarchiste, j'ajoute, dussé-je me répéter — mais il est des vérités sur lesquelles il est bon d'insister — que l'Anarchisme n'est pas une de ces doctrines qui emmurent la pensée et excommunient brutalement quiconque ne s'y soumet pas en tout et pour tout.

L'anarchiste est, par tempérament et par définition, réfractaire à tout embrigadement qui trace à l'esprit des limites et encercle la vie.

Il n'y a, il ne peut y avoir ni *Credo*, ni *Catéchisme* libertaires.

Ce qui existe et ce qui constitue ce qu'on peut appeler la doctrine anarchiste, c'est un ensemble de principes généraux, de conceptions fondamentales et d'applications pratiques sur lesquels l'accord s'est établi entre individus qui pensent en ennemis de l'Autorité et luttent, isolément ou collectivement, contre toutes les disciplines et contraintes politiques, économiques, intellectuelles et morales qui découlent de celle-ci.

Il peut donc y avoir et, en fait, il y a plusieurs variétés d'anarchistes mais toutes ont un trait commun qui les sépare de toutes les autres variétés humaines. Ce point commun, c'est la *négation du principe d'Autorité dans l'organisation sociale et la haine de toutes les contraintes qui procèdent des institutions basées sur ce principe.*

Ainsi, quiconque nie l'Autorité et la combat est anarchiste.

..

Ici, quelques précisions sont de rigueur. L'Anarchiste considère que dans la société actuelle, l'Autorité revêt trois formes principales engendrant trois groupes de contraintes : 1° la forme politique : l'*Etat* ; 2° la forme économique : le *Capital* ; 3° la forme morale : la *Religion*. (Il est entendu que le sens que j'attribue, ici, au mot « religion » dépasse, et largement, celui qui s'attache couramment à ce terme. Ici, « Religion » comprend tout ce qui, en principe et en fait, ligote, enchaîne ou paralyse la raison, les sens ou la volonté.) (Voir le mot *Religion*.)

La première : l'*Etat*, dispose souverainement des personnes ; la deuxième : le *Capital*, règne despotiquement sur les objets ; la troisième : la *Religion*, pèse sur les consciences et tyrannise les volontés.

L'*ETAT* prend l'homme au berceau, l'immatricule sur les registres de l'état civil, l'emprisonne dans la famille s'il en a une, le livre à l'Assistance publique s'il est abandonné des siens, l'enserme dans le réseau de ses lois, règlements, défenses et obligations, en fait un sujet, un contribuable, un soldat, parfois un détenu ou un forçat ; enfin, en cas de guerre, un assassiné ou un assassin.

Le *CAPITAL* règne, sur les objets : sol, sous-sol, moyens de production, de transport et d'échange, toutes ces valeurs d'origine et de destination communes sont peu à peu devenues, par la rapine, la conquête, le

brigandage, le dol, la ruse ou l'exploitation, la chose d'une minorité. C'est l'Autorité sur les choses, consacrée par la législation et sanctionnée par la force. C'est, pour le propriétaire, le droit d'user et d'abuser (*jus utendi et abutendi*), et, pour le non-possédant l'obligation, s'il veut vivre, de travailler pour le compte et au profit de ceux qui ont tout volé. Etablie par les spoliateurs et appuyée sur un mécanisme de violence extrêmement puissant, la Loi consacre et maintient la richesse des uns et l'indigence des autres. L'autorité sur les objets est à ce point criminelle et intangible que, dans les sociétés où elle est poussée jusqu'aux extrêmes limites de son développement, les riches peuvent tout à leur aise et impunément crever d'indigestion, tandis que, faute de travail, les pauvres meurent de faim. (« La richesse des uns, dit l'économiste libéral J.-B. Say, est faite de la misère des autres. »)

La RELIGION — ce terme étant pris dans son sens le plus étendu et s'appliquant à tout ce qui est Dogme — est la troisième forme de l'Autorité. Elle s'appesantit sur l'esprit et la volonté ; elle enténébre la pensée, elle déconcerte le jugement, elle ruine la raison, elle asservit la conscience. C'est toute la personnalité intellectuelle et morale de l'être humain qui en est l'esclave et la victime.

Le Dogme religieux ou laïc — tranche de haut, décrète brutalement, approuve ou blâme, prescrit ou défend sans appel : « Dieu le veut ou ne le veut pas. — La Patrie « l'exige ou l'interdit. — Le Droit l'ordonne ou le condamne. — La Morale et la Justice le commandent ou le prohibent. »

Se prolongeant fatalement dans le domaine de la vie sociale, la Religion crée, entretient et développe un état de conscience et une moralité en parfait accord avec la morale codifiée, gardienne et protectrice de la Propriété capitaliste et de l'*Etat*, dont elle se fait la complice et dont elle devient, ainsi, ce que, dans certains milieux férus de superstition, de chauvinisme, de légalité et d'Authoritarisme, on appelle volontiers « la gendarmerie préventive et supplémentaire ».

(Je ne prétends point épuiser ici l'énumération de toutes les formes de l'Autorité et de la Contrainte. J'en signale les essentielles et, pour qu'on s'y retrouve plus aisément, je les classifie. C'est tout.)

Négateurs et adversaires implacables du principe d'Autorité qui, sur le plan social, revêt une poignée de privilégiés de la toute-puissance et met au service de cette poignée la Loi et la Force, les Anarchistes livrent un combat acharné à toutes les Institutions qui procèdent de ce principe et ils appellent à cette bataille nécessaire la masse prodigieusement nombreuse de ceux qu'écrasent, affament, avilissent et tuent ces Institutions.

Nous voulons anéantir l'*Etat*, supprimer la Propriété capitaliste et éliminer de la vie l'Imposture religieuse, afin que, débarrassés des chaînes dont la pesanteur écrasante paralyse leur marche, tous les hommes puissent enfin — sans Dieu ni Maître et dans l'indépendance de leurs mouvements — se diriger, d'un pas accéléré et sûr, vers les destinées de Bien-Etre et de Liberté qui convertiront l'enfer terrestre en un séjour de félicité.

Nous avons l'inébranlable certitude que, lorsque l'*Etat*, auquel s'alimentent toutes les ambitions et rivalités, lorsque le *Capital* qui foment la cupidité et la haine, lorsque la Religion qui entretient l'ignorance et suscite l'hypocrisie auront été frappés de mort, les vices que ces trois Autorités conjuguées jettent au cœur des hommes disparaîtront à leur tour. « Morte la bête, mort le venin ! »

Alors, personne ne cherchera à commander, puisque, d'une part, personne ne consentira à obéir, et

que, d'autre part, toute arme d'oppression aura été brisée ; nul ne pourra s'enrichir aux dépens d'autrui, puisque la fortune particulière aura été abolie ; prêtres menteurs et moralistes tartufes perdront tout ascendant, puisque la nature et la vérité auront repris leurs droits.

**

Cette thèse anarchiste entraîne, dans la pratique, quelques conséquences qu'il est indispensable de signaler.

Le rapide exposé de ces corollaires suffira à situer les Anarchistes face à tous les autres groupements et à toutes les autres thèses et à préciser les traits par lesquels nous nous différencions de toutes les autres Ecoles philosophico-sociales.

Première conséquence. — Celui qui nie et combat l'Autorité morale : la Religion, sans nier et combattre les deux autres, n'est pas un véritable anarchiste et, si j'ose dire, un anarchiste *intégral*, puisque, bien qu'ennemi de l'Autorité morale et des contraintes qu'elle implique, il reste partisan de l'Autorité économique et politique.

Il en est de même et pour le même motif, de celui qui nie et combat la Propriété capitaliste, mais admet et soutient la légitimité et la bienfaisance de l'Etat et de la Religion.

Il en est encore ainsi de celui qui nie et combat l'Etat, mais admet et soutient la Religion et le Capital.

L'Anarchiste intégral condamne avec la même conviction et attaque avec une égale ardeur toutes les formes et manifestations de l'Autorité et il s'élève avec une vigueur égale contre toutes les contraintes que comportent celles-ci où celles-là.

Donc, en fait comme en théorie, l'Anarchiste est antireligieux, anticapitaliste (le capitalisme est la phase présentement historique de la Propriété) et antiétatiste. Il mène de front le triple combat contre l'Autorité. Il n'épargne ses coups ni à l'Etat, ni à la Propriété, ni à la Religion. *Il veut les supprimer tous les trois.*

Deuxième conséquence. — Les Anarchistes n'accordent aucune efficacité à un simple changement dans le personnel qui exerce l'Autorité. Ils considèrent que les Gouvernants et les possédants, les prêtres et les moralistes sont des hommes comme les autres, qu'ils ne sont, par nature, ni pires ni meilleurs que le commun des mortels et que, s'ils emprisonnent, s'ils tuent, s'ils vivent du travail d'autrui, s'ils mentent, s'ils enseignent une morale fautive et de convention, c'est parce qu'ils sont *fonctionnellement* dans la nécessité d'opprimer, d'exploiter et de mentir.

Dans la tragédie qui se joue, c'est le rôle du Gouvernement, *quel qu'il soit*, d'opprimer, de faire la guerre, de faire rentrer l'impôt, de frapper ceux qui enfreignent la loi et de massacrer ceux qui s'insurgent ; c'est le rôle du capitaliste, *quel qu'il soit*, d'exploiter le travail et de vivre en parasite ; c'est le rôle du prêtre et du professeur de morale, *quels qu'ils soient*, d'étouffer la pensée, d'obscurcir la conscience et d'enchaîner la volonté. (Qui ne veut ni opprimer, ni exploiter, ni mentir, n'a qu'à refuser d'être gouvernant, patron, magistrat, policier, officier, prêtre, etc.)

C'est pourquoi nous guerroyons contre les bateleurs, *quels qu'ils soient*, des partis politiques, *quels qu'ils soient*, leur unique effort tendant à persuader aux masses dont ils mendient les suffrages, que tout va mal parce qu'ils ne gouvernent pas et que tout irait bien s'ils gouvernaient.

Troisième conséquence. — Il résulte de ce qui précède que, toujours logiques, nous sommes les adver-

saires de l'Autorité à exercer au même titre et au même degré que de l'Autorité à subir.

Ne pas vouloir obéir, mais vouloir commander, ce n'est pas être anarchiste. Refuser de laisser exploiter son travail, mais consentir à exploiter le travail des autres, ce n'est pas être anarchiste. Le libertaire se refuse à donner des ordres autant qu'il se refuse à en recevoir. Il ressent pour la condition de chef autant de répugnance que pour celle de subalterne. Il ne consent pas plus à contraindre ou à exploiter les autres qu'à être lui-même exploité ou contraint. Il est à égale distance du maître et de l'esclave. Je puis même déclarer que, tous comptes faits, nous accordons à ceux qui se résignent à la soumission les circonstances atténuantes que nous refusons formellement à ceux qui consentent à commander ; car les premiers se trouvent parfois dans la nécessité — c'est pour eux, en certains cas, une question de vie ou de mort — de renoncer à la révolte, tandis que personne n'est dans l'obligation d'ordonner, de faire fonction de chef ou de maître.

Ici éclatent l'opposition profonde, et la distance infranchissable qui séparent les groupements anarchistes de tous les partis politiques qui se disent révolutionnaires ou passent pour tels. Car, du premier au dernier, du plus blanc au plus rouge, tous les partis politiques ne cherchent à chasser du Pouvoir le parti qui l'exerce que pour s'emparer du Pouvoir et en devenir les maîtres à leur tour. Tous sont partisans de l'Autorité... à la condition qu'ils la détiennent eux-mêmes.

Quatrième conséquence. — Nous ne voulons pas seulement abolir toutes les formes de l'Autorité, nous voulons encore les détruire toutes *simultanément* et nous proclamons que cette destruction totale et simultanée est indispensable.

Pourquoi ?

Parce que toutes les formes de l'Autorité se tiennent ; elles sont indissolublement liées les unes aux autres. Elles sont complices et solidaires. En laisser subsister une seule, c'est favoriser la résurrection de toutes. Malheur aux générations qui n'auront pas le courage d'aller jusqu'à la totale extirpation du germe morbide, du foyer d'infection ! Elles verront promptement repaître la pourriture. Inoffensif au début, parce qu'impalpable, imperceptible et comme sans force, le germe se développera, se fortifiera et lorsque le mal, ayant perfidement et dans l'ombre grandi, éclatera en pleine lumière, il faudra recommencer la lutte pour le terrasser définitivement.

Cette vérité est de celles que Elisée Reclus, incomparable géographe et anarchiste convaincu, a merveilleusement condensées en écrivant : « Aussi longtemps que la Société sera basée sur l'Autorité, les Anarchistes resteront en état perpétuel d'insurrection. »

Il faut anéantir l'Autorité. Tel est le « *delenda Carthago* » des Anarchistes. (Voir *Capital, Etat, Propriété, Morale, Religion*). — Sébastien FAURE.

ANASTASIE. Sobriquet donné à la censure (voir ce mot), que les caricaturistes représentent ordinairement sous les traits d'une horrible mégère, le long nez chevauché par une paire de lunettes, dans la main d'énormes ciseaux, et qui coupe sans pitié tout ce qui dépasse la longueur prévue par le règlement. Symbole de ridicule et de décrépitude.

ANATHEME. n. m. (du grec *anathêma*, chose mise à part, séparée, le plus ordinairement offrande réservée à quelque divinité). Chez les Païens comme chez les premiers Chrétiens, le mot « anathème » a été pris dans un sens favorable et dans un sens odieux.

Dans un sens favorable, chez les Païens : victimes, offrandes consacrées aux dieux du ciel, de la terre et de la mer. *Les anathèmes étaient ou des animaux, ou des fleurs, parfois même des productions artistiques.* Chez les premiers Chrétiens, toutes sortes d'offrandes, principalement celles qu'on suspendait, dans les églises, en souvenir de quelque grâce reçue du ciel. Dans un sens odieux : chez les Païens, victimes consacrées aux divinités infernales ; chez les Chrétiens primitifs, toute personne ou objet destiné à la destruction.

En droit ecclésiastique, l'anathème est une sentence prononcée par un haut dignitaire de l'Eglise ou par un Concile, qui rejette hors du sein de la Société religieuse ceux qui en sont atteints et les voue aux flammes de l'enfer. On dit : « prononcer, fulminer, lancer l'anathème ; frapper d'anathème ; dire anathème à quelqu'un, lever l'anathème, s'exposer aux anathèmes. Par extension, anathème signifie réprobation, blâme solennel : « tout le monde jette l'anathème à l'assassin. » L'anathème et l'excommunication ne doivent pas être confondus. Ce sont deux mesures bien distinctes : l'excommunication interdit au Chrétien l'accès de l'Eglise et la communion ; l'anathème fait plus : il le retranche de la Société des fidèles. L'excommunication ne peut toucher les hérétiques, puisqu'ils sortent volontairement de la communion ; c'est l'anathème qui leur est réservé, ainsi, du reste, qu'aux grands criminels dans l'ordre politique et moral. Ces mots : *anathème, excommunication* qui, de nos jours, laissent indifférents les uns et font sourire de pitié les autres n'ont plus qu'une valeur historique ; mais, durant des siècles et aux époques de l'hégémonie catholique, ils possédaient un immense et terrible retentissement. Nul Chrétien n'osait les prononcer, ni même y songer, sans éprouver un indicible frissonnement. Au moyen âge, celui qui avait encouru l'anathème (voir *moyen-âge, excommunication*) était, de son vivant, en proie aux tourments de l'enfer. Pour lui, plus de repos, plus de tranquillité, plus de sommeil ; ses amis, ses proches le fuyaient comme un maudit, un lépreux ou un pestiféré. S'il ne se repentait pas publiquement, s'il ne faisait pas amende honorable, s'il n'était pas admis à récipiscence, il ne trouvait de calme que dans la mort. Souvent, l'anathème frappait des hérétiques de haute intelligence, de vaste culture et de puissante énergie ; ceux-ci, forts de leurs croyances, bravaient superbement la sentence d'anathème qui faisait trembler les autres et ils subissaient héroïquement le martyre plutôt que de se soumettre. Armand de Brescia, Jean Huss, Jérôme de Prague, nombre d'autres encore furent ainsi torturés, brûlés, après avoir été anathématisés. Si ces procédés monstrueux ne sont plus usités à notre époque, ce n'est pas que l'Eglise catholique les ait réprouvés et y ait renoncé d'elle-même ; c'est, uniquement, parce que l'Eglise, ayant perdu en partie sa prestigieuse puissance, ne pourrait se permettre de tels crimes sans soulever contre elle la réprobation et la révolte. — S. F.

ANATOMIE n. f. (du grec *ana*, à travers et *tomé*, section). C'est l'étude de la structure des êtres organisés, à l'aide de la dissection. Dans un sens plus général et plus étendu, c'est l'étude des corps organisés, soit végétaux, soit animaux, pour nous faire connaître les organes et les parties élémentaires qui entrent dans la composition de ces êtres, non seulement au point de vue de leurs formes, de leur structure, de leurs connexions et de leurs propriétés physiques, mais encore sous celui de leur structure intime, de leurs propriétés chimiques, de leur développement et de leurs altérations. Cette science est la base de toutes celles qui ont pour objet les organismes vivants, telles que les sciences zoologique, physiologique et médicale qui lui sont rede-

vables de tous leurs progrès. Considérée ainsi, l'anatomie embrasse un champ immense, dont les divisions et subdivisions forment tout autant de sciences qui portent des noms spéciaux composés du nom du sujet dont cette science s'occupe et du mot *tomie*, qui signifie section, ou bien encore, elles gardent le nom générique d'anatomie modifié par un terme spécial. L'anatomie est dite *descriptive* quand elle étudie et décrit les organes les uns après les autres et indique leur poids, leur forme, etc. ; elle est dite *générale*, quand elle étudie les tissus et non les organes ; elle est *pathologique* quand elle étudie les lésions dues aux maladies ; *topographique*, quand elle se limite à une région déterminée. On la dénomme *comparée*, quand elle concerne l'étude d'un organe dans la série des êtres. Enfin, l'anatomie *végétale* s'occupe des tissus végétaux.

L'anatomie a été étudiée par les anciens. Parmi les causes qui ont retardé ses progrès, on doit surtout citer les préjugés religieux fort répandus dans l'antiquité et dont le christianisme hérita (comme de tant d'autres choses). Il faut venir jusqu'à Aristote pour trouver un véritable anatomiste ; encore n'est-on pas certain qu'il ait disséqué des cadavres humains. Il est, toutefois, le véritable créateur de la zoologie comparée et, en quelque sorte, le fondateur de l'anatomie générale dont il jeta les fondements. Après Aristote, c'est l'école d'Alexandrie qui, sous les Ptolémées, enseigne l'anatomie. C'est là que Protagoras va l'étudier et donner le nom d'artères aux vaisseaux qui partent de l'aorte. Hérophile distingue les nerfs des ligaments et découvre qu'ils président aux sensations et aux mouvements. Deux siècles plus tard, les travaux de Galien de Pergame témoignent d'immenses recherches et d'une remarquable sagacité. Mais Galien n'opère que sur des singes ; de là, des erreurs qui entravent la science aussi longtemps que persiste la foi dans le Maître : quatorze siècles environ. Enfin, Vésale vint qui affranchit l'anatomie, en ruinant la réputation de Galien. Depuis, elle a marché d'un pas rapide. Au XVI^e siècle, la Faculté de Médecine de Paris obtint le droit de prendre le cadavre des suppliciés. Servet découvre la petite circulation. En 1619, l'anglais Harvey découvre et démontre la circulation du sang ; l'italien Aselli et le suédois Rudbeck font connaître les vaisseaux lymphatiques et chylifères. En 1637, le hollandais Swammerdam écrit la *Bible de la Nature*. En 1638, le hollandais Leuwen-Loeck découvre le monde microscopique. Au commencement du XIX^e siècle, l'illustre Bichat publie l'*Anatomie générale appliquée à la physiologie et à la médecine*, ouvrage conçu et exécuté avec tant de maîtrise que, malgré quelques erreurs de détails, c'est encore le meilleur qu'on connaisse. Puis, Cuvier étonna le monde savant en démontrant que le globe avait été peuplé par des races d'animaux éteintes et en reconstituant le squelette de ces animaux à l'aide de débris dispersés. (Voir le mot « *Paléontologie* ».) L'anatomie doit encore beaucoup et d'immenses progrès aux travaux des Geoffroy-Saint-Hilaire, Lamarck, Tenon, Beclard, Milne Edwards, Auzouk, Carl Vogt, Owen, Malgaigne, etc.

ANCETRES. n. m. (du bas latin (*ancestor*, corruption du latin *antecessor*, celui qui précède, qui marche devant ; formé de *ante* auparavant et *cedere* marcher). Au pluriel et pris dans son sens le plus large, le mot « Ancêtres » représente l'incalculable lignée de tous ceux qui ont vécu avant nous, qui nous ont précédés dans la marche ininterrompue du temps écoulé et de qui nous pouvons tenir quelque chose, de quelque nationalité qu'ils soient. Dans les familles nobles, dans les maisons illustres, on limite le cercle des Ancêtres aux ascendants qui ont porté le même nom ou appartené à la même maison : « *Faire honneur à ses ancêtres.*

Descendre de ses ancêtres. » Etendu à une nation, à un peuple, à une race, le mot *Ancêtres* s'applique à ceux qui, dans l'histoire de cette race, de cette nation ou de ce peuple, ont marqué leur empreinte par des actions d'éclat, d'éminentes qualités, des traits spéciaux, des vertus particulières ou des services exceptionnels. Au Moyen-Age, au temps de la féodalité et, de nos jours encore, dans les pays où les distinctions de castes et de classes sont nettement et brutalement tranchées, on attache une grande importance aux questions d'ascendance et d'origine, l'héritage moral et physique se confondant, en l'espèce, avec celui des biens matériels : terres, châteaux, bijoux, objets d'art, souvenirs de famille, traditions, us et coutumes, toutes ces choses étant étrangement enchevêtrées et formant comme une sorte de patrimoine familial.

Toutefois, notre époque tend de plus en plus à la disparition de ces pauvres vanités, en dépit du sot orgueil des familles emmilionnées par la spéculation et la rapine, qui ambitionnent de faire de leurs titres de rente des titres de noblesse. Le mérite personnel tend à se substituer à celui que, naguère encore, les dégénérés et crétins, porteurs d'un nom illustre et respecté, empruntaient à leurs ancêtres. « Tant qu'on peut se parer de son propre mérite, on n'emprunte point celui de ses ancêtres. » (Saint-Evremond). Vices et vertus, défauts et qualités, lâcheté et vaillance, laideur et beauté, ignorance et savoir, rentrent peu à peu dans le domaine strictement individuel, et le jour n'est plus très loin où il sera admis, partout et par tous, que ces expressions : « noble extraction » et « basse origine » sont sans réelle portée, et découlent d'un fait circonstanciel dont l'individu n'aura ni à rougir ni à s'enorgueillir. Il est reconnu déjà et accepté par tous les esprits équitables, que les responsabilités, en quelque matière que ce soit, sont d'ordre personnel. Pourquoi ne serait-il pas proclamé demain que les mérites le sont aussi ?

..

INFLUENCE DES ANCÊTRES. — Il est cependant impossible de méconnaître l'influence considérable que les Ancêtres exercent sur nous, individuellement et socialement. Par voie d'hérédité, chacun de nous reproduit assez fidèlement ses ascendants ; il en recueille les forces et les faiblesses ; il hérite de leurs tares ; il bénéficie de leurs qualités ; il reflète, dans une mesure appréciable, leurs prédispositions et leurs aptitudes ; il porte en soi sensiblement les tendances, les aspirations, les instincts par lesquels se sont signalés ses prédécesseurs dans l'arbre généalogique sur lequel il est ramifié. Cette influence ne va pas, reconnaissons-le, jusqu'à le dominer entièrement, jusqu'à lui enlever toute volonté personnelle, tout développement à lui, bien à lui et, encore moins, toute possibilité de réagir et de se soustraire à cette influence. Mais il n'en est pas moins vrai que cette conquête de soi-même, en lutte contre la pression multiforme qu'exerce sur lui, physiquement, intellectuellement et moralement, la famille à laquelle, de naissance, il appartient, exige, le plus fréquemment, des efforts persévérants et énergiques. (Voir : *alcoolisme, atavisme, culture, éducation, enfant, hérédité, rachitisme, tuberculose.*)

Considéré comme être *social*, l'individu subit plus fortement encore l'influence des Ancêtres. Formidable est le poids qui, d'âge en âge, de civilisation en civilisation, accable l'homme du vingtième siècle. Celui-ci est le présent anneau — dernier en date — de l'imbriable chaîne qui relie le contemporain au primitif. L'enfant dont la vie commence aujourd'hui est le continuateur de toutes les générations qui, depuis des temps immémoriaux, ont vécu sur notre globe. Il est comme la synthèse de tous les siècles révolus. Grandeur et

décadence, servitude et révolte, courage et lâcheté, imbécillité et génie, puissance et débilité, cruauté et bonté, violence et mansuétude, audace et timidité, amour et haine, il est le résumé et l'aboutissant de ces poussées, de ces luttes, de ces progrès et de ces reculs, de ces incessantes et tragiques batailles, de ces ruptures et de ces rapprochements, de ces ruées de haine et de ces élans de fraternité qui tour à tour ont agité, soulevé, emporté frénétiquement les tribus, les races et les peuples. De toutes les étapes parcourues par les hommes depuis qu'ils sont sortis de la bestialité originelle jusqu'à nos jours, chacun a déposé sa marque — plus ou moins affaiblie par la distance, mais certaine — dans l'homme d'aujourd'hui. Celui-ci est comme un tableau noir sur lequel chaque époque aurait tracé une inscription, en sorte que, pour y inscrire ce qui vient de lui-même, il faut que, tout d'abord, il efface tout. Notre génération vit sous cette écrasante pyramide de morts qui, de leur vivant, ont confectionné les lois qui nous régissent, élaboré les idées qui nous gouvernent, forgé la tradition qui nous enchaîne, établi les institutions qui nous emprisonnent, façonné les sentiments qui nous impulsent. Est-ce à dire que ces sentiments, ces institutions, cette tradition, ces idées et ces lois nous enserrant si étroitement qu'il nous soit impossible d'en briser le réseau de fer ? Est-ce à dire que telle est la pression subie par nous, que la présente génération est condamnée à lui rester soumise et qu'elle soit dans l'incapacité de s'y dérober ? Evidemment non. Mais la pesée des disparus est si massive et si lourde que, rien que pour y échapper, il est indispensable que les vivants y consacrent le meilleur et le plus décisif de leur vigueur et de leurs efforts persistants.

« *Nous vivons avec les morts* ». Cette assertion n'est que trop exacte et certaines écoles — entr'autres l'Ecole Positiviste d'Auguste Comte — ont poussé si loin cette constatation et en ont extrait de telles conséquences, qu'elles ont abouti à couler l'individu dans le creuset des collectivités successives et qu'elles en sont arrivées à sacrifier totalement l'unité vivante à la somme fabuleuse des morts et à celle qui, sous l'appellation générique et vague de « Humanité », englobe, dévore et escamote les réalités vivantes et concrètes et les jette, pêle-mêle, dans le gouffre sans fond des générations passées, présentes et futures.

Eh bien ! Les Anarchistes n'acceptent pas de vivre avec les morts et ils se révoltent contre la domination que les puissances du jour, au nom du passé qu'elles se targuent de représenter, prétendent leur infliger. Ils ne sont ni assez ignorants ni assez ingrats pour nier ce qu'ils doivent à leurs devanciers ; ils apprécient, autant qu'il est juste, les efforts accomplis et qui sont profitables aux générations présentes ; ils se sentent les successeurs de tous ceux qui, depuis les temps les plus reculés jusqu'à notre époque, ont lutté pour briser les entraves, écarter les obstacles et élargir la route ; ils rendent hommage aux grands Ancêtres qui ont, à leur époque, bataillé contre les douleurs de l'esclavage, au labeur opiniâtre et fécond des chercheurs et des savants qui, dans la lenteur des siècles, ont arraché à la Nature les secrets qu'elle gardait jalousement enfermés dans son sein ; ils exaltent la ferveur et l'héroïsme avec lesquels les hommes de toutes conditions, animés de l'esprit de Révolte, se sont dressés contre le despotisme des Gouvernants et la rapacité des Riches. Pour tout dire en quelques mots, ils sont pénétrés de ce qu'ils doivent à ceux de leurs Ancêtres qui ont creusé le sillon et y ont jeté la semence des récoltes fertiles ; mais ils proclament que c'est l'Humanité tout entière, et non pas une fraction de celle-ci, qui doit moissonner et que le travail des Ancêtres doit être profitable à tous et non pas à quelques-uns seulement.

Influence des Ancêtres? Oui ! les anarchistes la constatent. Ils ont les yeux trop grandement ouverts sur les réalités pour la nier. Mais ils ne consentent pas à en être les victimes résignées, tandis que d'autres en sont les arrogants profiteurs. Ils entendent : d'abord, étendre à tous, sans exception aucune, le bénéfice ou la charge de tout ce qui, dans le passé, a été utile ou nuisible à l'espèce humaine ; ensuite, — ce patrimoine de honte et de gloire, de succès et de revers, ayant été, par la Révolution sociale, mis fraternellement en commun, sans exception d'aucune sorte, de façon que personne n'en soit et n'en puisse être frustré, — ils veulent instaurer un milieu social (voir *Anarchie*) qui assure à chaque Individu le droit et les moyens de briser l'influence des Ancêtres, quand, par la force souvent néfaste du passé, elle s'oppose à la marche en avant vers la lumière, vers les modes nouveaux d'existence, vers des arrangements sociaux égalitaires et fraternels, vers le rayonnement de la pensée, vers l'épanouissement de la vie. — Sébastien FAURE.

ANIMISME n. m. (du latin *anima*, âme). Système philosophique, créé par Stahl, dans lequel l'âme est la cause première des faits vitaux aussi bien que des faits intellectuels et moraux. Les vitalistes, au contraire, admettent, à côté de l'âme, un principe vital. C'est Stahl qui a réuni en un corps de doctrine, les idées éparses sur l'animisme et dont les principales remontent à Aristote. La vie, d'après lui, ne peut être ramenée ni aux lois générales du mouvement, ni à un système de combinaisons chimiques : le principe vital est proprement l'âme pensante.

ANONYMAT (an, priv., et gr. *onuma*, nom, qui n'a pas de nom, sans nom). — Des faits de plus en plus nombreux ont attiré l'attention sur ce vocable, qui jouit désormais d'une triste célébrité. La chose qu'il désigne est proprement *sans nom* ! — L'anonymat est par excellence l'arme des lâches, des résignés, des timorés, des faibles, des impuissants méchants ou bêtes. Des gens seront toute leur vie des *anonymes* : anonymes dans leurs actes, dans leurs sentiments, dans leurs pensées. Ils manquent de personnalité. Mais pour nuire ils retrouvent toute leur énergie. Comme ces larves sans yeux qui désagrègent les bois les plus durs, ils s'attaquent aux âmes nobles et élevées, et tentent d'abattre la pensée hautaine et solitaire qui dédaigne la populace. Combien de crimes dont nous ignorerons à jamais les auteurs ! Souvent, les anonymes nuisent plus par leur silence que par leurs paroles : ils ont juré de perdre le génie et tous les moyens leur sont bons. Il faut qu'ils suppriment ceux qui ne pensent pas comme eux (ce qui équivaut à ne pas penser du tout). — Ces lâches anonymes, qui n'ont pas le courage de leurs opinions (!), sont pour nous des *barbares*, des ennemis, des étrangers (bien qu'ils prêchent l'union sacrée) avec lesquels nous n'avons rien de commun. Ils ont de la vie — et de l'art — une conception différente de la nôtre. Par ces temps d'hypocrisie et de mensonge, il fallait s'attendre à voir l'*anonymat* devenir comme une sorte de symbole de la décadence sociale. Il résume nos mœurs politiciennes. Il a le privilège de représenter un état d'esprit, il est à la hauteur des événements. Nul autre temps ne lui fut sans doute aussi favorable. C'est l'ère de l'anonymat qui commence, une ère de délations et de persécutions comme aux époques les plus sinistres de l'Histoire. Chaque époque a ses anonymes, et la nôtre a les anonymes qu'elle mérite. — Il y a les *anonymes* qu'on connaît et les anonymes qu'on ne connaît pas. Les uns et les autres sont aussi dangereux. Les premiers, malgré leur dissimulation, sont vite repérés. Les seconds, c'est n'importe qui, des gens qu'on rencontre qu'on ne reverra sans doute jamais, mais qu'il

suffira d'avoir vus une fois pour les juger ; des parasites, des sous-ordres qui s'inclinent devant un « patron », suivent les conseils d'un directeur d'inconscience, s'auto-suggestionnent ou se laissent dominer par le premier et le dernier venu, prêts à offrir à qui leur demandera leurs témoignages avariés et leurs paroles d'honneur suspectes. Qu'importe leurs noms ! Ils ne comptent pas (ils comptent cependant par leurs méfaits). — On est à la merci d'*X* mystérieux, qui ne se fatiguent pas de répéter quotidiennement les mêmes sales gestes. La méchanceté comme la bêtise est insaisissable. — L'administration, la presse et la littérature (pseudo-) sont remplies d'anonymes dont l'unique fonction est de nuire à ceux qui leur déplaisent (pour leur déplaire, il suffit d'être indépendant). Anonymes de la diplomatie et de la politique tiennent entre leurs mains la destinée des individus : leur pouvoir occulte exerce ses ravages sans limites et sans contrôle, ils sont *irresponsables*. Il y a des *sociétés anonymes* de mercantis qui volent *légalement* les esprits simples qui leur confient leurs intérêts. Policiers-anonymes se chargent de faire respecter l'autorité au moyen de rapports rédigés en dépit du bon sens. La puissance térébrante des anonymes est telle que bien peu d'individus résistent à son action souterraine et méthodique (seules les âmes fortement trempées en viennent à bout). Ce qui guide l'anonyme dans ses pérégrinations, inquisitions, perquisitions, dénonciations, c'est l'amour du mensonge ; c'est le besoin de satisfaire de vieilles rancunes et d'assouvir de petites vengeances. C'est l'intérêt. L'anonyme est souvent un raté et un mécontent qui rend les autres responsables de sa non-réussite (!). Il faut qu'il s'en prenne à quelqu'un de son néant. Les anonymes sont plats comme des punaises (c'est faire injure à ces animalcules que de leur comparer ces tristes sbires !) Cette lâcheté sans nom (elle n'a de nom dans aucune langue, comme la pourriture dont parle Bossuet) qui consiste à jeter la suspicion sur celui-ci ou celui-là, pour le perdre irrévocablement dans l'esprit de mauvais juges et de méchantes gens, est tolérée, encouragée et récompensée par une société qui a horreur de la vérité. La société entretient dans son sein l'anonymat, il est nécessaire à son existence. Elle a horreur de ceux qui ont une personnalité, qui s'élèvent au-dessus de la moyenne. — Qui n'a pas été victime — au moins une fois dans sa vie — des agissements de quelque anonyme qu'on ne soupçonne pas, et qui souvent n'est pas loin, jaloux de votre « place » qu'il cherche à prendre, — ami, confrère ou collègue, — et qu'une idée fixe domine : vous faire du tort ? Parfois on se demande ce qu'on a bien pu faire à tel ou tel personnage pour qu'il vous regarde de travers. Ne cherchez pas. C'est quelque anonyme, tapi dans un coin, qui observe chaque jour vos gestes, et qui les lui rapporte, sans que vous vous en doutiez. C'est toujours *infidèlement* que l'anonyme rapporte vos paroles, c'est en les déformant, c'est en les dénaturant. Il falsifie vos idées, il vous prête des sentiments que vous n'avez pas. Ce mouchard amateur, inconscient et borné, sait pourtant bien ce qu'il fait : il sait qu'en falsifiant tel document, qu'en interprétant telle pensée, il vous enverra au bagne ou... à la mort (et s'évitera ainsi d'y aller lui-même, car tout bon anonyme a quelque chose sur la conscience, qu'il cherche à se faire pardonner). — Quiconque pense est tôt ou tard victime du mouchardage et de la délation. On laisse de côté l'imbécile : mais celui qui pense, et qui a le tort de dire ce qu'il pense, malheur à lui, son compte est bon ! C'est alors que l'anonyme accomplit une fonction vraiment sociale : contribuer à supprimer ce qui dépasse le niveau commun, faire rentrer chacun dans le rang. — Les *plaintes anonymes* pleuvent

pendant la guerre. Elle favorise l'éclosion d'un certain héroïsme. Des gens, qui ne savent comment se rendre utiles, se révèlent soudain moralistes et hommes de devoir. — On rencontre, — ceci n'est pas un paradoxe — des anonymes *sincères* : il y a des gens qui croient vraiment accomplir une besogne salubre en dénonçant leurs voisins. Ils font ce qu'ils peuvent. Ce sont des mystiques de la dénonciation, extrêmement dangereux, souvent plus bêtes que méchants. — Surveillez vos propos : ils peuvent tomber dans les oreilles d'un anonyme qui vous écoute. — L'administration accueille à bras ouverts l'anonymat qui lui fournit l'occasion de se débarrasser d'un « fonctionnaire » gênant. Le pire c'est que ce dernier ne connaît jamais les termes *exacts* de l'accusation. Il ne peut se défendre. Il ne sait pas ce que contient son *dossier* ! — La vermine anonyme qui grouille dans les bas-fonds d'une certaine presse, composée de ratés et de laissés-pour-compte de tous les milieux (anarchistes et bourgeois bons à mettre dans le même sac, rien ne les différenciant qu'une étiquette) contribue à doter notre époque d'une beauté spéciale. Sous le *voile de l'anonymat*, les journalistes-policiers abritent leurs petites saletés, lâchetés et insanités. Leurs insinuations perfides sont autant de flèches empoisonnées qu'ils décochent des officines qui leur servent d'abri. Ils perpètrent sans danger (pas toujours) les pires forfaits. — Les *hommes-de-lettres anonymes* foisonnent. Ils sont légion et sont la plaie de notre époque. Les belles-lettres sont devenues les laides-lettres. Ils ne signent pas leurs « ordures » et se croient tout permis. Il versent le poison et se sauvent aussitôt. Ils vous tirent lâchement dans le dos. Ils ont de l'influence, naturellement, et des titres. Ce sont des êtres malfaisants, dépourvus d'héroïsme, mais non d'égoïsme, qui se servent de la calomnie pour « arriver ». Nuire est leur but de guerre. Ils trahissent leurs amis et ménagent leurs ennemis. Ce sont de tristes individus. — Le cambrioleur qui opère dans les grands quartiers, sous un nom qui inspire confiance, met des gants pour dépouiller ses victimes ; l'anonyme des salles de rédaction ne met point de gants, lui, pour tuer ses amis. Il opère, non à ses risques et périls, comme l'apache, mais sous le regard bienveillant de ses chefs, qui l'encouragent, se dispensant de faire eux-mêmes la besogne, et lui paient ses... échos (l'anonyme n'oublie jamais de passer à la caisse, plutôt deux fois qu'une, c'est un des traits de son caractère !), le récompensant de ses services par quelques pièces de cent sous. L'anonyme se *vend* (dans les prix doux, — il ne vaut pas cher. Quelquefois, il faut y mettre un prix raisonnable, par exemple s'il est académicien !). Untel a de l'avancement (bien mérité), et une sinécure. On y ajoute un ruban. Incapable de faire autre chose que de « moucharder », l'anonyme trouve toujours à s'employer. Il s'embusque quelque part. Il ne meurt jamais de faim (il y a cependant des exceptions !) Empêcher certains individus de « calomnier », ce serait leur ôter le pain de la bouche. Ils font ce qu'ils peuvent pour vivre, et leur sort n'est pas enviable ! L'anonyme touche des pots-de-vin, est à la solde des gouvernants. Le pouvoir s'en sert pour les besognes les plus louches. L'autorité lui confie des « missions ». C'est un répugnant personnage, qui mange à tous les râteliers, se plie à toutes les circonstances, s'adapte à tous les milieux. Sa fonction essentielle est de ramper. Il donne au verbe « servir » sa véritable signification. — Il est des calomnieurs qui signent leurs articles. Ils les signent soit pour se faire de la réclame, comptant que leurs révélations « sensationnelles » feront du bruit, soit dans n'importe quel but, mais enfin, *ils les signent*. On sait que tel énergumène a mis son nom au bas d'une saleté,

On peut lui répondre. Sans doute ont-ils intérêt à se faire connaître, et c'est pourquoi il ne faut pas trop exagérer leur mérite. Ils espèrent ainsi qu'on les croira sur parole. Et ils n'en sont pas moins pour cela au-dessous de tout. Il n'ont pas l'excuse de s'être dévoilés. C'est plutôt une circonstance aggravante. On sait néanmoins d'où viennent les coups. On ne s'étonne plus, le « monsieur » étant avantageusement connu. On a devant soi un être en chair et en os. Mais que dire de ceux qui insinuent, avec des apparences de vérité et une habileté consommée, par la voie de la presse, ou par toute autre voie, leurs petites perfidies, sans dire : « C'est moi. Je revendique hautement la responsabilité de mes actes. Je signe, donc j'existe ». Mais ces gens-là n'ont jamais eu et n'auront jamais le courage de leurs lâchetés. Ils resteront malhonnêtes jusqu'au bout. On est tenté de s'écrier : « Montrez-vous qu'on vous voie ! Etes-vous petits ou grands ? bien bâtis, ou mal fichus ? Qu'on connaisse vos défauts, et aussi vos qualités (?). Qu'on sache où vous trouver. Soyez des hommes, pensez basement, si cela vous plaît, mais au moins faites-vous connaître ! » — L'anonyme a beau se cacher sous différents pseudonymes, on le reconnaît toujours. Il change de couleur, mais sent toujours mauvais : l'odeur ne trompe pas. On le sent, on le voit venir. Un simple serrement de main est une révélation. Un regard suffit à vous renseigner. On voudrait ignorer l'anonyme : c'est impossible : il est omniprésent et s'attache à vos pas. Il est un et plusieurs, agit seul ou de concert ; c'est une masse, et c'est un individu. L'anonyme finit toujours pas être découvert : on le découvre où il se terre, et tout le monde le montre au doigt. C'est le secret de polichinelle. On sait quel métier il fait et son nom court les rues. On sait à quoi s'en tenir sur son compte. On sait ce que valent ses « compliments » et ses « avances ». On s'éloigne de lui comme de la peste. On lui tourne le dos et on fait sur son nom la conspiration du silence (pour une fois, cette fameuse conspiration a un sens). Là est le châtiment de l'anonyme (que tout le monde connaît) qui n'a pas le courage de ses opinions (?), car croyez bien que ce n'est pas par modestie qu'il néglige de mettre son paraphe au bas de ses articles. C'est par haine de la beauté qu'il calomnie, une de ces haines instinctives comme en ont les médiocres qui seraient incapables de dire ce qu'elle est, mais la découvrent où elle est. — C'est donner beaucoup d'importance aux faits et gestes de l'anonyme (que tout le monde connaît) que de leur accorder la moindre attention. Ils ne présentent aucun intérêt. Si on refusait de le prendre au sérieux, son influence serait nulle et il en serait réduit à se tourner les pouces : mais la bêtise l'applaudit, et il trouve un écho chez les imbéciles (dont le nombre est infini !). L'anonymat acquiert des forces en courant, comme la renommée, soutenu par les encouragements de ses « pairs ». Il exerce sa coupable « industrie » avec l'assentiment de la majorité. Ses gestes sans intérêt offrent cependant un certain intérêt : ils sont un symptôme de décomposition sociale et nous ouvrent des « horizons ». — Les maux qui enlaidissent notre époque, parmi lesquels le culte de l'incompétence qui est à la fois national et international, la peur des responsabilités, le manque d'initiative qui caractérise administrateurs et administrés de toutes races ont leur source dans ce pouvoir anonyme des médiocres, pouvoir insaisissable, car si l'on trouve des juges et des bourreaux pour vous pendre, on ne trouve plus personne dès qu'il s'agit d'obtenir justice : chacun se dérobe au moment de rendre des comptes : les responsables lèguent à leur voisin une succession embarrassante, et s'en tirent à peu de frais. Les coupables sont impunis. Essayez de déchiffrer les « signatures » de tous ces

serviteurs de l'Etat : elles sont *illisibles*. Et pour cause ! L'anonymat est un moyen de gouvernement. — Les anonymes ont construit les cathédrales. Ceux d'aujourd'hui ne sont pas de la même famille : ils détruisent pour... détruire. Ils n'édifient rien. Ils sèment ruines, deuils et massacres. Dans le mystère, ils perpètrent la fin de l'humanité. Les anonymes d'aujourd'hui ne créent pas de la vie ; ils sèment la mort. — Il entre une sorte de sadisme dans le fait de faire du mal *anonymement*. Quelle sensation plus ou moins rare éprouverait-on à nuire en se dévoilant (il est vrai qu'il existe des « consciences pourries » qui préfèrent se révéler, et, piétinant un ennemi vaincu, lui cracher au visage : « c'est moi qui t'ai conduit au bagne ») ? On exulte à la pensée que nul ne vous soupçonne, et on est fier de son œuvre. On assiste dans un coin aux effets de la « dénonciation ». On contemple avec orgueil le « beau travail » dont on est l'auteur. On dort en paix, la conscience satisfaite (?). On a fait tout son devoir. Il importe de prolonger le supplice, et d'éviter toutes les « réparations ». On se gardera bien de publier les « réponses », « rectifications », etc... dans les feuilles où l'on a pu calomnier impunément, et, quand on s'y décide, c'est afin de répandre de nouveaux bruits « tendancieux », de propager de nouveaux mensonges, l'occasion étant offerte de tronquer les phrases, de falsifier les documents, de dénaturer les idées. On trouve toujours des prétextes quand on veut nuire à quelqu'un. La mauvaise foi a plus d'un tour dans sa besace. Il ne faut pas s'attendre à de la justice de la part de ces gens-là. Ils ne vivent que pour nuire. — L'anonyme saura toujours vous répondre : « Ce n'est pas moi, c'est lui ». Il n'avoue jamais. Il ment par patriotisme et n'en est pas à un *faux près*. — L'anonyme est souvent votre meilleur ami. — Dans un seul cas, l'anonymat est supportable : quand un « généreux anonyme » fait un don destiné à soulager une misère... et sa conscience, ce qui compense dans une certaine mesure la vanité des philanthropes dont les journaux publient les noms en première page. — Peu de gens font le bien en gardant l'anonymat : ils préfèrent livrer à la publicité leurs noms de bienfaiteurs ! Par contre, ceux qui font le mal négligent de se faire connaître. Ils ne se font connaître que dans certaines occasions : quand ils ne peuvent pas faire autrement. Tel *individu* sort de l'ombre, qu'on ne soupçonnait pas d'être policier-amateur, et son nom est dans toutes les gazettes ! — Je connais pas mal de petits jeunes gens dont les noms figurent au sommaire des revues d'avant-garde et qui font passer des échos dans les grands quotidiens contre leurs « camarades », jettent la suspicion sur tel ou tel projet littéraire, etc... C'est évidemment un procédé indélicat ! — L'anonymat, comme la laideur dont il est une des formes, revêt les mêmes déguisements, opère dans les mêmes milieux, et produit les mêmes effets. Le régime de l'anonymat est un régime odieux. Il est en honneur dans les autocraties qui assassinent par « raison d'Etat » ceux qui les gênent, et dans les démocraties qui ne veulent pas qu'un homme signe une œuvre, jalouses du nom qu'il porte, et qui aiment l'impuissance. Les démocraties ont hérité de l'anonymat des monarchies, elles continuent leurs erreurs qu'elles prétendent avoir abolies, et elles se montrent pareillement hostiles à la justice. — Les anonymes pratiquent cette solidarité qui fait leur force et ils ne se querellent que pour la forme. Ils se soutiennent ; ils ont les armes qu'il faut pour attaquer. Pourquoi se gêneraient-ils ? L'anonyme est au-dessus (et au-dessous) de tout, et se permet toutes les audaces. Il sait qu'il est soutenu (et on sait ce dont sont capables certains individus quand ils se sentent soutenus !). Cette race anonyme de monomanes de la délation, de fonctionnaires du chan-

tage et du mouchardage, de professionnels de l'assassinat moral (et physique) est une race reptilienne. Mais comment la supprimer ? Il faudrait supprimer la société elle-même, qui les couve dans son sein. — De faux jugements sur toutes choses, des phrases toutes faites circulent parmi les masses, des lieux communs stupides s'implantent dans les méninges affaiblies, entretenant l'« esprit de réaction » dans toute son horreur. L'absence de critique triomphe insolemment. On vit au sein de préjugés transmis de générations en générations, qui constituent ce que nous appelons progrès, civilisation, morale. Il y a tout ce qu'il faut dans ce monde pourri pour façonner une âme de « bon citoyen » et une conscience « droite » prête à tout supporter. Ce serait faire preuve d'une mauvaise foi évidente que de ne pas se soumettre corps et âme à une société qui procure à ses membres des avantages vraiment appréciables. Des maîtres sans nom (leur nom n'est qu'une marque de fabrique) composent les recettes sans lesquelles on ne peut pas vivre « honnêtement ». De combien de manuels édifiants, d'éditions expurgées, de traités de morale et de pédagogie ne sommes-nous pas redevables à des jésuites bien intentionnés *qui tiennent à garder l'anonymat*, par humilité ! — Quand un homme politique a compromis son pays par des maladroitures, il disparaît de la scène et rentre dans l'oubli. Personne ne lui demande de comptes. Le peuple n'a pas le temps — ni le courage — de fourrer le nez dans ses « affaires ». — Nous sommes esclaves des anonymes dans tous les domaines. Nous les rencontrons dans tous les milieux. Une partie de la vie se passe à se défendre contre leurs machinations. Anonymes manuels et intellectuels, toutes les classes sont confondues dès qu'il s'agit de nuire. Le penseur libre trouve sur son chemin les plus redoutables de tous peut-être, — les anonymes de la littérature, de l'art et même de la philosophie. Il semble que leur petitesse d'esprit soit en raison de leur universalité, car ces anonymes-là sont des gens très connus, et estimés dans le monde entier. — Jamais les anonymes n'ont été plus utiles aux fabricants d'opinion qu'aux époques de veulerie. Tout leur appartient : ils sont les « maîtres de l'heure ». Ils usent et abusent d'une situation que le mensonge a créée. Ce sont des *profiteurs*. Nous voyons en ce moment les anonymes de la mort, redoublant d'ardeur dans leur besogne, tenter de salir quiconque pense, déverser leurs ordures par pelletées sur la tête des passants, poursuivre de leurs rires narquois l'indépendance et donner au bon sens les pires entorses. Ces anonymes pourris dont chaque milieu fournit son contingent nous prouvent à quel point est nuisible le faux individualisme, celui des êtres inférieurs qui n'ont qu'un idéal : *nuire*, et qui font le mal pour le mal, et... pour vivre (comme si leur existence avait un sens). Ce sont des ratés prêts aux plus sales besognes, pour se donner l'importance qu'ils n'ont pas. Et ce sont de précieux « indicateurs » pour ceux dont la fonction est de juger et de condamner... sans preuves, les esprits libres. — *Remède contre l'anonymat*. — Il n'y en a point. On arrive, au moyen de certains insecticides, à se débarrasser d'hôtes encombrants. Pour l'anonymat, il n'y a rien à faire. Le remède contre l'anonymat, ce serait de s'isoler, de se retirer dans sa tanière et de n'en plus sortir. Est-ce possible ? Quiconque *vit* est en butte aux coups sournois de l'anonyme. Etre bon, humain et juste, c'est s'exposer à ses coups. Plus l'individu possède de nobles sentiments, plus on cherche à l'atteindre (les anonymes ne se mangeant pas entre eux, — il y a cependant des exceptions à cette règle, on les a vus souvent se dévorer). Et comme il répugne à l'être supérieur de s'abaisser au niveau de ses adversaires en discutant avec eux (on

a toujours tort et on ne parvient jamais à se faire comprendre) ou en leur appliquant leurs méthodes, l'anonyme continue. L'anonyme a la mentalité de l'homme d'affaires. Il est sans scrupules et n'a aucun sentiment. — Pouvons-nous cependant combattre l'anonymat ? Par beaucoup de vigilance et une attention de chaque instant. Il convient de se tenir sur la défensive. Si on ne parvient pas à supprimer l'anonymat, on peut du moins en atténuer les effets. Dans certains cas, on devra répondre ; dans d'autres, le silence sera de rigueur. Il n'est pas possible d'adopter une ligne de conduite uniforme dans toutes les circonstances ; bien qu'il s'agisse ici d'une attitude caractéristique, et que les procédés de la mauvaise foi soient toujours les mêmes, il y a des méthodes qui réussissent mieux avec certains « pleutres » qu'avec d'autres (quand on connaît l'individu, on sait par quel bout le prendre, mais quand on ignore le nom du « vil délateur », du « lâche calomniateur », il convient d'agir avec précaution). On peut traiter l'anonyme par le mépris ou l'indifférence (non qu'il en éprouve du dépit, car l'anonyme ne ressent rien et n'a pas d'amour-propre, mais il s'imagine que les coups, ne vous ayant pas atteint, il est inutile pour lui d'insister), — ou par une bonne correction, dans les cas désespérés : c'est souvent la meilleure solution. Elle agit plus efficacement que les ménagements et la patience. L'argument du bâton a du bon. On ne recommence pas. Quoiqu'au fond on laisse l'anonyme pour ce qu'il vaut, on n'en est pas moins souvent « gêné » et contrarié par ses procédés. On peut dire de l'anonymat ce que l'on dit de la calomnie : il en reste toujours quelque chose. L'anonyme sait bien que ses efforts auront toujours un résultat, mince ou important, mais enfin un résultat ! — *Lettre anonyme.* — Moyen à la portée des imbéciles pour se venger de ceux qui leur ont rendu service ou dont la tête leur déplaît. Les auteurs de ces missives ridicules procèdent comme de vulgaires journalistes en ne signant pas ou en signant d'un nom d'emprunt (Dupont ou Durand) leurs élucubrations. La *lettre anonyme* « fleurit » beaucoup en temps de guerre : elle est d'un usage courant chez les embuscomanes, espionomanes, jusqu'aboutistes et sur-stratèges, professeurs de haine et de bêtise qui ne savent à quoi employer leurs loisirs. L'administration ajoute foi aux rancunes d'anciens larbins congédiés et aux petites vengeances de littérateurs sans talent. Elle se fait complice de commérages abjects. L'homme intelligent jette au panier la lettre anonyme et fait justice de « racontars » plus ou moins intéressés (voir aussi *calomnie, dénonciation, laideur, mensonge*, etc.).

Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

ANTAGONISME n. m. (de *anti* et du grec *agônistes*, combattant). Rivalité ; opposition ; résistance que s'opposent deux forces contraires, deux puissances inconciliables, deux principes contradictoires. Lutte, compétition : Antagonisme des idées, des esprits, des doctrines, des Partis, des intérêts. On pourrait presque dire que tout est antagonisme dans les sociétés capitalistes contemporaines ; car, que l'observation vise l'ensemble ou le détail, elle constate partout la rivalité, la concurrence, la lutte.

S'agit-il de l'Etat ? Tous les partis politiques aspirent à s'en emparer et, pour atteindre ce résultat, les uns et les autres ne se laissent rebuter par aucun scrupule, par aucune considération, par aucune manœuvre. La raison d'être d'un parti politique, c'est de mettre la main sur le Gouvernement et d'installer les siens au Pouvoir. Les batailles électorales, les débats parlementaires, les campagnes de presse, les agitations fomentées par les partis politiques n'ont pas d'autre but. Sous la forme courtoise ou violente des grandes discus-

sions au sein des Assemblées nationales, départementales ou communales, un combat acharné met aux prises des groupements et des hommes que propulsent les rivalités d'intérêt et d'ambition qu'on se garde bien d'avouer, mais sur lesquelles ne se méprend aucun de ceux qui prennent part aux débats. Les grands mots d'intérêt général, de bien public, d'ordre, de justice, de bienfaisance, de droit, de solidarité ne sont prodigués que pour masquer les vanités et les intérêts antagoniques.

La finance, l'industrie et le commerce sont le champ clos de tous les antagonismes. Sous les espèces et apparences de la concurrence (que volontiers on dit être « l'âme du Commerce » et dont on ferait tout aussi bien de dire qu'elle est l'âme de l'Industrie et de la Banque), le monde des affaires se livre à des luttes homériques et sans arrêt. Bourse des valeurs et bourse des marchandises sont, chaque jour, le théâtre, des rivalités qui s'affrontent et des intérêts qui se heurtent. Ce qui enrichit les uns appauvrit les autres et toute opération aboutit à une balance dont les plateaux oscillent sans cesse, mais dont les fluctuations ont pour résultat de favoriser ceux-ci au détriment de ceux-là.

Cette concurrence n'épargne pas le monde des salariés ; elle y revêt, toutefois, un autre caractère. Entre travailleurs, les antagonismes éclatent à l'usine, au magasin, à la manufacture, à la mine, au chantier, au bureau. Là, c'est la lutte pour les postes les plus avantageux, l'avancement le plus rapide, les places les mieux rétribuées et le travail le moins pénible.

Ce sont ces mêmes antagonismes (opposition d'intérêt, rivalités de préséance, compétitions diplomatiques, militaires, coloniales ou métropolitaines) qui déterminent les conflits armés. Les guerres qui précipitent, à l'heure présente, les uns contre les autres, les peuples qui semblaient parfois les mieux prédisposés et faits pour vivre en paix, ont pour cause profonde, les antagonismes (rivalités, concurrences et oppositions d'intérêts) fatalisés par l'agencement politique et économique des sociétés capitalistes, agencement qui de chaque nation fait une nation de proie dont l'insatiable cupidité s'abrite sous le pavillon du Patriotisme et de l'Honneur National. Le Droit, la Civilisation, le Progrès, la Justice, la Liberté ! Autant de mensonges préférés officiellement et bien haut, pour dissimuler l'odieuse réalité, toute de rapacité et de conquête.

On peut regarder partout : au cœur de chaque pays et au-dessus de toutes les frontières, on ne trouvera pas un coin, pas un seul, où ne sévissent les antagonismes qui, de façon constante ou périodique, opposent les uns aux autres, les individus et les peuples.

Mais c'est surtout de classe à classe et de catégorie à catégorie que s'affirment les oppositions d'intérêts. Le salariant a intérêt à payer la main-d'œuvre le moins cher possible et le salarié a intérêt à vendre son travail le plus cher qu'il peut ; le commerçant cherche à écouler sa marchandise au plus haut prix et le consommateur cherche à payer celle-ci au plus bas prix ; le propriétaire veut augmenter sans cesse le loyer de ses locataires et ceux-ci résistent, autant qu'ils le peuvent, à cette augmentation. Les employeurs se groupent, les commerçants se liguent, les propriétaires se syndiquent ; de leur côté, les salariés se syndiquent, les consommateurs se liguent et les locataires se groupent. Ces coalitions, cimentées, ici et là, par des intérêts communs, n'ont pour objet et pour résultat que de modifier l'aspect des antagonismes qui s'opposent ; mais ces antagonismes persistent. Au lieu de provoquer des conflits individuels, ils suscitent des conflits collectifs ; les oppositions n'en sont que plus graves et la lutte n'en est que plus âpre.

L'antagonisme des classes s'accroît ; le dualisme des intérêts s'accroît toujours plus violent et plus irréductible. Les défenseurs du régime capitaliste sont plus féroces et mieux organisés que jamais ; mais les travailleurs sont plus éduqués et plus conscients qu'autrefois. Déjà les adversaires s'affrontent de temps à autre dans d'immenses mouvements de grève ou de vastes insurrections. Un jour ou l'autre la lutte ouverte éclatera, formidable et définitive, et la classe ouvrière, poussée à bout, finira par se débarrasser des parasites insolents qui la grugent et des gouvernements qui l'oppriment. Seule, la Révolution, amenant la disparition des classes, la solidarisation des intérêts et la réconciliation des peuples, dans le Bien-Etre et la Liberté, mettra un terme aux antagonismes dont nous dénonçons les déplorables conséquences et qui sont inhérents au milieu social actuel. — S. F.

ANTHROPOLOGIE n. f. (du grec *anthrôpos*, homme et *logos*, discours). Traité de l'homme ; étude de l'homme envisagé dans la série animale ; histoire naturelle de l'homme. Dans son acception la plus étendue, l'Anthropologie désigne la science qui a pour but d'étudier l'homme. L'anthropologie a donc pour objet de réunir et de classer tous les documents, anciens ou modernes, susceptibles d'éclairer l'étude de l'homme considéré dans le rang qu'il occupe dans la série animale. Décrire les races humaines, préciser leurs analogies et leurs différences, déterminer leurs rapports de filiation, leur degré de parenté par les caractères anatomiques, par le langage, par les aptitudes et les mœurs ; examiner le groupe humain dans son ensemble, marquer sa place dans la série des êtres, ses relations avec les autres groupes de la nature et la distance qui l'en sépare, établir ses caractères communs, soit dans l'ordre anatomique et physiologique, soit dans l'ordre intellectuel et moral ; étudier les lois qui président au maintien ou à l'altération de ces caractères, apprécier l'action des conditions extérieures, des changements de milieu, les phénomènes de la transmission héréditaire, les influences de la consanguinité et des croisements ethniques, rechercher les premiers témoignages de l'apparition de l'homme sur la terre ; suivre en quelque sorte, à la trace les premiers progrès de l'humanité, sa marche lente et pénible vers les âges historiques ; tel est le champ immense de l'*anthropologie*.

L'*anthropologie* se divise en plusieurs branches : l'*anthropologie préhistorique* a pour objet l'étude des origines de l'homme par les traces qu'il a laissées. Cette partie de la science anthropologique est de date plutôt récente. Elle date de l'époque à laquelle on soupçonna l'existence d'espèces animales aujourd'hui disparues. Les découvertes qu'elle a réalisées établissent de fortes et multiples présomptions en faveur de la parenté qui relie l'homme à certaines variétés de singes. La découverte faite, en 1896, à Java, par le Dr Dubois, des restes d'un animal intermédiaire entre l'homme et le singe connu jusqu'alors comme le plus voisin de l'homme semble à quelques savants décisive. Le *pithecanthropus erectus* de Java avait, comme l'homme, une station verticale ; la forme de son crâne est celle qui se rapproche le plus de celle des hommes primitifs ; cependant le *pithecanthropus erectus* ne possède pas tous les caractères qui permettraient de le classer définitivement dans le genre humain.

L'*anthropologie ethnologique* étudie les groupements humains qui se sont formés au cours de l'histoire. Les renseignements que nous apportent les deux branches principales de l'*anthropologie*, dont l'une étudie l'homme isolé en tant qu'individu et l'autre l'homme groupé, sont des plus intéressants et de nature, en

bousculant fortement les notions officielles sur l'individu et sur les collectivités, à conférer à nos conceptions libertaires une incalculable valeur de certitude.

Certains anthropologistes ont cherché quelle relation pouvait exister entre la criminalité et la conformation physique de l'individu. Ces recherches ont donné naissance à l'*anthropologie criminelle*. Le plus célèbre des criminalistes, le Dr Lombroso proclame l'existence du criminel-né, c'est-à-dire d'un genre d'homme qui, par voie héréditaire ou congénitale serait fatalement poussé à devenir criminel. Cette doctrine qui prétend revêtir d'un caractère scientifique et certain une thèse que l'expérience contredit fréquemment a été passionnément débattue et brillamment combattue, notamment par Manouvrier, professeur à l'école d'Anthropologie fondée en 1876, à Paris. Manouvrier a lumineusement démontré que l'influence du milieu exerce une action prépondérante sur la formation du caractère de l'individu et la direction de ses actes.

ANTHROPOMETRIE n. f. (du grec *anthrôpos*, homme, et *metron*, mesure). C'est la science des proportions du corps humain, la connaissance des dimensions de ses diverses parties. On entend par *anthropométrie judiciaire* la méthode, usitée dans la plupart des pays, dans les établissements rattachés au régime pénitentiaire, par laquelle on relève, à l'aide d'un ensemble de mensurations particulières, le signalement des personnes condamnées et même simplement arrêtées. Ce procédé qui, en réalité, consiste à traiter l'homme comme un bétail, est une violation révoltante de la dignité humaine. Il est digne de l'appareil judiciaire, policier et pénitentiaire, dont l'existence est un défi permanent à la liberté individuelle.

ANTHROPOMORPHISME n. m. (du grec *anthrôpos*, homme, et *morphê*, forme). Le sens de ce mot diffère selon qu'on le considère du point de vue religieux ou du point de vue philosophique.

Dans le premier cas, qui est le plus particulier, il exprime ce fait historique que l'une des premières manifestations de l'instinct religieux chez l'homme, après l'animisme et le naturisme, fut de créer des dieux à son image, en d'autres termes, d'anthropomorphiser la divinité.

Sorti de la période barbare où il faisait grossièrement ses dieux, avec toutes les choses vivantes ou non vivantes qui l'entouraient, ou qu'il voyait au firmament, il accomplissait un grand progrès, en les tirant de sa propre personne. Ce progrès produisit de véritables miracles en Grèce, car, par lui, par le polythéisme qu'il inspira, naquit et se développa l'art hellénique, c'est-à-dire l'expression la plus parfaite de la Beauté plastique. Au point de vue philosophique, on peut dire que toute la civilisation grecque fut, dans sa courte mais inégalable évolution, le fruit de l'anthropomorphisme.

Les Grecs lui durent non seulement les chefs-d'œuvre de Phidias et de Praxitèle, mais aussi l'*Illiadé*, l'*Odyssee*, et les plus grands de leurs tragiques... Que serait l'œuvre d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide, et même d'Aristophane sans les dieux créés par l'homme qui à la fois dominant, dirigent et partagent sa destinée, et qu'il n'a différencié de lui-même qu'en leur accordant généreusement l'immortalité.

Malheureusement pour l'évolution et l'émancipation de l'esprit humain, les religions, qui se disent les plus épurées, malgré tout le spiritualisme et l'idéalisme affichés par elles, sont restées à l'état anthropomorphe. Témoin la religion catholique qui, fermée à tout progrès scientifique, en est encore à un dieu fait homme dont les fidèles anthropophages mangent le corps et

boivent le sang. Aucune hypostase, en effet, ne peut effacer le réalisme de l'Eucharistie, et de la religion catholique tout entière.

« Dieu a fait l'homme à son image », proclame-t-elle. Il est vrai que Voltaire ajoute : « L'Homme le lui a bien rendu ».

Mais s'il est vrai que l'homme est l'image de Dieu, en le mangeant il dévore son semblable.

Du reste, tous les philosophes ont constaté depuis bien longtemps cette tendance de l'homme à anthropomorphiser même les concepts les plus abstraits : celui de « temps » par exemple. Pour la masse, c'est un vieillard à longue barbe armé d'une faux. Et nous-mêmes, ne disons-nous pas communément, quand il pleut, quand il neige ou quand il vente : « Ce cochon de Temps ! » comme Guy de Maupassant disait : « Ce cochon de Morin ! » — P. VIGNÉ-D'OCTON.

ANTHROPOPHAGIE n. f. (du grec *anthrôpos*, homme, et *phagein*, manger). L'anthropophagie, dont le synonyme est *cannibalisme*, constitue pour l'homme, l'action de se nourrir avec la chair de son semblable. Il faut distinguer de l'anthropophagie-coutume l'anthropophagie accidentelle, pendant les états de siège, au cours des famines, sur les navires longtemps en détresse, ou morbide comme chez certains aliénés, voire chez des personnes saines d'esprit au temps de décadence morale de civilisations corrompues. Tels, sous l'empereur Commode, les Romains, qui, d'après certains historiens, mangeaient par raffinement de la chair humaine.

L'anthropophagie-coutume chez les peuplades sauvages contemporaines et chez nos ancêtres des temps quaternaires est aujourd'hui un fait historique.

On s'accorde à en rechercher l'origine dans la *Guerre* et la *Religion*.

— « Par toute la terre, dit Letourneau, dans son livre remarquable : *Science et Matérialisme*, les prisonniers de guerre ont servi ou servent encore de pâture aux vainqueurs. A Viti, à la Nouvelle Zélande, on dépeçait les cadavres ; les divers morceaux séparés aux articulations étaient enveloppés de feuilles de bananier et cuits au four océanien.

« Manger les prisonniers était une coutume répandue en Amérique, du Nord au Sud. Le cordelier Thevel qui visita le Brésil vers le milieu du XVI^e siècle, entendit un chef qui, se comparant au jaguar, se vantait d'avoir mangé, pour sa part, plus de cinq mille personnes. — « J'ai tant mangé, disait-il, j'ai tant occis de leurs femmes et de leurs enfants, que je puis, par mes faits héroïques, prendre le titre du plus grand Mohican qui fut oncques entre nous. »

Et Letourneau ajoute ici : « Oui, bien certainement, il y a tant de façons de comprendre la gloire ! » Si, chez certaines peuplades, on mangeait son semblable vaincu pour satisfaire simplement sa vengeance ou sa gourmandise, ou pour s'approprier certaines de ses qualités comme son courage, en mangeant son cœur ; dans d'autres, la loi ou la coutume condamnait le coupable à être mangé par les gens de la tribu. Si, chez certains peuples, l'anthropophagie fut un moyen hygiénique de sépulture, on peut affirmer aujourd'hui que chez les Mexicains elle fut élevée à la hauteur d'une véritable institution religieuse.

A la boucherie mondiale qui a pour toujours déshonoré le XX^e siècle il était réservé de donner un certain regain à cette horrible coutume partout en voie de disparition.

On a signalé, en effet, chez nos troupes marocaines des cas assez nombreux de cannibalisme. Mais il a été reconnu que ceux-ci n'avaient fait qu'imiter les tirail-

leurs noirs recrutés en Afrique occidentale et ayant fait la guerre du Maroc.

Quelques années de vie commune entre les deux contingents avaient suffi pour que les Marocains prétendument assimilés aient emprunté à ces barbares leurs pratiques abominables.

On a signalé dans certains hôpitaux où étaient centralisés les blessés et les convalescents indigènes des tirailleurs marocains qui, ayant coupé, sur les champs de bataille, des oreilles de soldats allemands et les ayant fait boucaner comme du gibier, les mangeaient en supplément de leur ration.

Voir à ce sujet les *Pages Rouges*, le deuxième volume de la *Nouvelle Gloire du Sabre*, par Vigné-d'Octon.

P. VIGNÉ-D'OCTON.

ANTICLERICALISME n. m., se dit du mouvement d'opinion qui s'oppose à la suprématie du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel. Dans un sens plus restreint, l'anticléricalisme est un courant, plutôt politique et laïque, destiné à combattre l'influence politique du clergé et l'immixtion officielle des Eglises dans les rouages de l'Etat. Voir les mots : *Cléricalisme*, *Catholicisme*, *Eglise*, *Enseignement religieux*, *Ecoles confessionnelles*, *Pouvoir temporel*, *Concordat*, *Clergé*, *Libre Pensée*, etc...

ANTIÉTATISME. Contre-étatisme. Le contraire de l'*Etatisme*. (Voir ce mot). La négation de l'Etat. (Voir ce mot.)

La signification générale du mot « antiétatisme » est donc : *point de vue reniant l'Etat*. Mais cette définition, trop générale et vague, ne suffit pas. Elle ne spécifie point pour quelle raison, dans quel sens ni dans quelle mesure l'Etat est renié. Or, l'antiétatisme présente des aspects variés. On peut renier l'Etat de façon différente. Dès lors, une analyse plus approfondie, plus précise s'impose.

D'abord, personne ne peut nier l'Etat comme fait, comme une forme historiquement donnée de la communauté humaine. Donc, les antiétatistes de même que les étatistes de toute nature constatent la présence de l'Etat : les uns et les autres doivent partir, dans leur raisonnement, de la reconnaissance de l'Etat comme d'une forme de coexistence des humains ayant eu ses origines ainsi que son évolution historique, ayant su se maintenir jusqu'à nos jours. Ce n'est pas sur l'affirmation ou la négation de l'existence de l'Etat que les conceptions sociologiques et sociales diffèrent, et que l'on est « étatiste » ou « antiétatiste » : c'est sur l'appréciation de l'Etat, sur la question de savoir comment il faut envisager ce fait, quelle est l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Etat.

Le différend commence lorsque surgissent les questions : a) Sur les origines de l'Etat : quelle fut la suite des causes qui amenèrent à cette forme d'organisation sociale ? b) Sur son rôle historique : ce rôle, fut-il positif, en général ou sous quelque rapport que ce soit ? fut-il, au contraire, purement et simplement négatif ? L'avènement de l'Etat, fut-ce une nécessité, un progrès, au point de vue évolution humaine générale, ou simplement une déviation, une régression ? Au même point de vue, l'Etat, avait-il, a-t-il, au moins une certaine utilité ? c) L'Etat, est-ce une forme constante de la société humaine, — forme qui ne disparaîtra jamais, — ou, au contraire, une forme passagère, destinée à disparaître ? D'autres formes d'organisation sociale, sont-elles possibles ? d) L'Etat, est-ce une institution « au-dessus des classes » ou, au contraire, un instrument de domination de classe ? Dans ce dernier cas, quelle est l'essence même de cette domination ? e) L'Etat, peut-il, oui ou non, servir d'instrument de libération des classes

exploitées et opprimées ? f) Si l'Etat est appelé à disparaître, disparaîtra-t-il d'une façon *naturelle* et *graduelle*, par la voie d'une *évolution* lente et suivie, ou bien faudra-t-il l'*abolir* d'une façon brusque et *violente*, par la voie de la *Révolution* ? g) Faut-il lutter contre l'Etat ? Si oui, *contre quel Etat* ? Est-ce contre l'Etat en général ou contre l'Etat actuel seulement ? La lutte doit-elle être menée en vue de la *démolition complète* de l'Etat en même temps que du capitalisme ou bien dans le but de *remplacer* l'Etat bourgeois actuel par un Etat prolétarien ? Un « *Etat prolétarien* », est-il réalisable ? Dans la Révolution sociale, dans la transformation sociale imminente et dans la lutte émancipatrice, l'Etat, est-il une forme utilisable ou reniable ? Quels sont les moyens de lutte contre l'Etat ?

A toutes ces questions, et à d'autres encore ayant trait au même sujet, les réponses sont différentes. Ceci d'autant plus que les *sciences sociales*, notamment : l'histoire, la science de l'Etat, l'économie politique et la sociologie, fournissent peu de matières appréciables à la solution du problème. Toutes les réponses sont plutôt des hypothèses plus ou moins appuyées que des solutions scientifiques.

Un examen plus détaillé de ces réponses sera fait au mot *Etat*. Ici, nous ne donnons qu'un *aperçu sommaire* de divers points de vue, juste afin de démontrer les différents aspects modernes de l'antiétatisme.

..

Nous avons, tout d'abord, différentes théories de l'Etat comme *forme normale de la Société*, de l'organisation sociale. D'après ces théories, les origines de l'Etat furent d'ordre absolument naturel : l'Etat devint une nécessité dès que les masses amorphes des premières agglomérations humaines se différencièrent, que les intérêts opposés des individus et des couches diverses de la population se firent sentir, que les luttes, les guerres incessantes s'ensuivirent. A la lumière de ces théories, l'Etat représente une organisation, une institution positive, placée au-dessus des individus et des classes sociales, appelée justement à niveler, à réconcilier les antagonismes surgissant constamment et fatalement au sein de la Société, à en amortir les chocs, à en diminuer l'effet. L'Etat est donc, non seulement utile, mais nécessaire au maintien de l'ordre social. Il devient de plus en plus indispensable au fur et à mesure du développement ultérieur de la société humaine et de la différenciation sociale croissante qui en est la conséquence. Plus la Société progresse, plus elle devient compliquée, — plus elle a besoin d'un Etat organisateur, régulateur, protecteur, réconciliateur... L'Etat est donc une institution constante : l'unique forme possible de la société humaine civilisée, organisée, ordonnée. Les conceptions et les formes de l'Etat peuvent varier ; l'Etat comme tel n'en reste pas moins invariable, précis dans son sens, dans son essence et dans son action.

Tel est, en gros traits, la thèse étatiste, l'*étatisme absolu*. Il se présente toutefois sous trois aspects principaux différents : 1° la théorie de l'Etat absolutiste développée et précisée surtout par Thomas Hobbes (1588-1679) ; 2° celle de l'Etat constitutionnel dont les bases furent établies par Charles Montesquieu (1689-1755) ; et 3° celle de l'Etat démocratique, esquissée pour la première fois par Jean-Jacques Rousseau (1712-1778). (Pour plus de détails, se rapporter au mot : *Etatisme*).

Toutes ces conceptions *bourgeoises* de l'Etat, en tant que théories, ont aujourd'hui vieilli. Elles ne correspondent plus aux données historiques ni scientifiques nouvellement acquises. Elles ont joué leur rôle surtout comme précurseurs de l'épanouissement prodigieux de l'Etat au XVIII^e-XIX^e siècle. Elles ne sont défendues de nos jours que par les classes et les groupes égoïstiques-

ment intéressés. C'est ainsi que l'étatisme absolu devint finalement et définitivement la conception bourgeoise et conservatrice par excellence.

Il est à remarquer, cependant, qu'il existe actuellement certains éléments *bourgeois* qui répudient l'Etat, le critiquent, l'attaquent. Le fait, tout en paraissant bizarre à première vue, se conçoit aisément. Pour faire face à toutes les nécessités, l'Etat contemporain a besoin d'énormes sommes d'argent. Le budget de l'Etat moderne est formidable. Les impôts ordinaires, les taxes et charges infligées aux vastes masses obscures de la population ne lui suffisent plus. Il est de plus en plus acculé à « taper sur le bourgeois », à lui demander à son tour des « sacrifices » en échange des services que l'Etat lui rend. Mais ces exhortations laissent froid le bourgeois qui n'aime pas les sacrifices. Il ne veut pas se démunir du moindre pour cent sur ses bénéfices qu'il considère comme son « affaire privée ». Il devient mécontent. Il « rouspète ». Il se dérobe. D'autre part, afin de pouvoir feindre son souci de l'équilibre, de l'équité, de la justice sociale, afin de pouvoir soutenir sa renommée d'institution « au-dessus des classes », afin de ne pas succomber à brève échéance, l'Etat bourgeois est obligé de céder quelque peu, ne fût-ce qu'en apparence, à la force toujours croissante des classes laborieuses. Sous leur pression, il est contraint à mettre certain frein à la liberté de l'exploitation capitaliste. Il établit des lois restrictives qui privent le bourgeois d'une partie — oh ! bien insignifiante — de ses bénéfices. Cette tutelle, ce contrôle, si minime qu'il soit, gênent et agacent le bourgeois qui les considère encore comme une ingérence dans ses « affaires privées », ingérence arbitraire et préjudiciable aussi, dit-il, aux intérêts communs, car, d'après lui, elle entrave sa libre initiative, enraie son activité et nuit ainsi au développement de la vie économique du pays. Dégoûté, le bourgeois devient parfois le critique, l'ennemi de l'Etat, l'« antiétatiste » *sui generis*. Il prêche la « liberté individuelle » pour pouvoir exploiter et profiter tout à son aise. C'est de l'antiétatisme bourgeois, égoïstique, stupide.

Il existe aussi une espèce d'« antiétatisme » par mécontentement de telles ou autres mesures de l'Etat, ou de ses abus, ou encore des défauts de ses services.

Il va de soi que tous ces genres d'antiétatisme ne sont ni sérieux ni intéressants au point de vue idée, lute d'émancipation, problème social. Ils n'ont rien de commun avec l'antiétatisme de principe, celui de certaines conceptions sociologiques et sociales.

..

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, des théories se précisèrent qui, tout en affirmant le naturel des origines de l'Etat, tout en proclamant sa nécessité historique, tout en lui attribuant, au moins durant une longue période historique, une certaine utilité, un certain rôle positif, organisateur, le considéraient néanmoins comme une expression de la violence, comme un instrument de domination.

Ce furent surtout F. Engels (1820-1895) et K. Marx (1818-1883), qui établirent cette théorie. Leurs partisans et continuateurs — les marxistes — formèrent, dans tous les pays, le parti social-démocrate.

La théorie marxiste — et socialiste en général — considère l'Etat comme un *instrument de domination et de dictature de classe*. L'Etat bourgeois moderne est l'instrument de la domination et de la dictature de la *classe capitaliste* sur la classe laborieuse. Pour l'affranchissement total de la classe ouvrière, celle-ci devra s'emparer de l'Etat et le transformer en « Etat prolétarien ». Ce nouvel Etat sera juste l'inverse : l'instrument de domination et de dictature du *prolétariat* sur la bourgeoisie, jusqu'à ce que la résistance de cette der-

nière soit définitivement brisée et tous les vestiges de la longue période capitaliste complètement disparus. Alors, les classes disparaîtront aussi et, avec elles, l'Etat. C'est donc à l'aide de l'« Etat prolétarien » que les prolétaires pourront achever l'œuvre de leur émancipation. L'Etat ne pourra disparaître que lorsque cette œuvre sera chose accomplie. Entre l'Etat bourgeois moderne et la Société nouvelle, il y aura un Etat prolétarien qui existera durant un laps de temps indéterminé, garantira la victoire complète de la classe ouvrière et ne disparaîtra qu'au bout d'une longue évolution, lorsque la transformation de la Société actuelle sera terminée. L'Etat est, par conséquent, une forme utilisable par la classe prolétarienne. Il sera l'instrument de la transformation définitive de la Société actuelle en une Société nouvelle.

Comme on le voit, cette théorie est *étaliste* en ce sens qu'elle préconise la lutte non pas contre l'Etat en général (comme tel, comme principe), mais seulement contre l'Etat tel qu'il est aujourd'hui, et qu'elle veut remplacer par un autre ; en ce sens encore qu'elle compte sur l'Etat (« prolétarien ») comme moyen de transformation sociale ; en ce sens, enfin, qu'elle établit une longue période étaliste après la révolution définitive, période pendant laquelle l'Etat, d'abord excessivement puissant, devra ensuite s'effacer petit à petit de soi-même, par la voie d'une évolution lente et progressive.

La théorie peut être estimée *antiétaliste* en ce sens seulement qu'elle entrevoit la disparition finale de l'Etat, disparition toutefois très lointaine, qui aura lieu non pas au même moment que celle du régime capitaliste, mais beaucoup plus tard, et qui s'effectuera on ne sait pas comment.

Tel est l'antiétalisme marxiste et socialiste en général : platonique et vague.

Ajoutons que quant à la question des *moyens de lutte* contre l'Etat actuel, cette théorie se divise en deux courants ennemis irréconciliables : l'un estimant que la lutte doit être menée de façon évolutionniste, graduelle, légale, qu'elle doit se poursuivre dans les cadres de l'Etat lui-même en vue de sa conquête progressive parlementaire, administrative, etc. ; l'autre préconisant l'action violente, la révolution comme moyen de la conquête du pouvoir dans l'Etat actuel en vue de sa transformation ultérieure. Ce sont précisément les adeptes de cette dernière conception qui réussirent à s'emparer du pouvoir pendant la grande révolution russe de 1917 et qui prétendent exercer actuellement la « dictature du prolétariat » dans l'Etat russe « prolétarien », en vue de préparer le triomphe définitif de la révolution sociale dans le monde entier.

**

Tout autre est l'antiétalisme intégral et actif de la conception anarchiste dont il est l'un des éléments organiques, fondamentaux, concrets. (Voir : *Anarchie, Anarchisme, Anarchiste*.)

D'abord, la question des *origines* de l'Etat. La grande majorité des anarchistes sont d'avis que tout en étant, bien entendu, la conséquence de certaines causes historiques, l'avènement de l'Etat fut, dès le début, un mal, une *dévi*ation funeste, et que l'évolution de la collectivité humaine aurait pu, en d'autres conditions, s'engager sur une autre voie, droite et normale. (Malheureusement, tout ce problème reste encore scientifiquement trop obscur et ne peut être résolu d'une façon définitive par aucune conception). Donc, la plupart des anarchistes considèrent l'Etat comme une institution *absolument négative*, n'ayant joué ni ne pouvant en aucun cas jouer un rôle progressif quelconque. Le « rôle historique » de l'Etat ne consiste, d'après les anarchistes, qu'à avoir défiguré le développement nor-

mal de la Société humaine et amené l'humanité à cet état lamentable où elle se trouve aujourd'hui et d'où elle a tant de peine à sortir.

L'Etat n'est pas une forme d'organisation sociale utilisable par les travailleurs. Donc il doit être abattu du même coup que le capitalisme dont il est le soutien et l'expression sociale par excellence.

Ainsi, tout en considérant l'Etat, d'accord avec tous les socialistes en général, comme un instrument de domination, d'oppression de classe, les anarchistes interprètent ce fait d'une façon distincte et en tirent une toute autre conclusion.

Leur point de vue est développé et précisé surtout dans les œuvres de : Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), Michel Bakounine (1814-1876), Pierre Kropotkine (1842-1921), Max Stirner (1806-1856), Léon Tolstoï (1828-1910). La littérature anarchiste courante continue de s'occuper de ce problème.

Particulièrement intéressante, édifiante est la discussion qui a eu lieu en Russie en 1917-1919 (depuis lors toute discussion y est impossible) et qui a lieu actuellement dans tous les pays entre les « communistes » et les anarchistes au sujet de l'Etat. Le livre de Lénine : « L'Etat et la Révolution » est en partie un écho de cette discussion.

A la thèse habituelle des anarchistes : « L'Etat est toujours l'instrument d'oppression des uns par les autres et ne peut jamais être autre chose », les communistes répliquent : « Bien entendu, l'Etat, c'est l'oppression, la domination. Mais l'oppression de qui ? La domination sur qui ? C'est là toute la question. Dans l'Etat bourgeois, c'est la bourgeoisie qui domine et qui opprime le prolétariat ; au contraire, dans l'Etat prolétarien, c'est le prolétariat qui domine et qui opprime la bourgeoisie, et c'est pourquoi cet état de choses est justement appelé : « dictature du prolétariat ». Elle est nécessaire, cette dictature, pour toute la période indéterminée où la bourgeoisie, internationale surtout, n'étant pas encore complètement écrasée, représente une force contre-révolutionnaire redoutable. Ne saisissant pas le sens effectif de cette oppression et prenant parti contre elle, les anarchistes, eux aussi, deviennent objectivement des contre-révolutionnaires ».

Il n'est pas difficile de démontrer l'erreur capitale de la thèse bolcheviste.

Les hommes tombent, hélas ! à chaque instant victimes des mots vides de tout sens réel. On a pris l'habitude néfaste, non seulement de parler, mais même de penser avec des paroles, au lieu de raisonner avec des notions, avec des faits. Or, la vie est bâtie non pas avec des mots, mais avec justement des faits réels. Et, quant aux mots, ils n'ont de valeur qu'en tant qu'ils expriment des faits, des notions précises. La parole n'est qu'un symbole : un moyen humain de désigner les faits, les notions. Ce n'est donc qu'en opérant avec des faits réels, avec des notions précises, exprimées par des mots rigoureusement exacts, que nous pouvons raisonner de façon juste, sûre, utile.

D'autre part, les hommes ont pris aussi la mauvaise habitude d'opérer avec des notions abstraites là où il s'agit de problèmes concrets et où, par conséquent, un raisonnement abstrait ne pourrait que nous induire en erreur.

Dans les questions concrètes, il faut substituer à de simples paroles ou à des notions abstraites, des notions concrètes et précises correspondantes aux faits réels. Ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons arriver à une solution exacte.

Qu'est-ce que l'oppression, la domination ? Il est facile de voir, à la première réflexion sérieuse, que ce ne sont là que des termes vides de sens concret ou, dans le meil-

leur cas, des notions abstraites. Il n'existe pas, dans la vie, d'*oppression*, de *domination* abstraite (comme telle) — de même qu'il n'existe pas par exemple, dans la nature, de *plante* comme telle. Il y a différents objets réels : le chêne, la rose, la pomme de terre, la ciguë, etc., que nous, les hommes, unissons en une notion générale et abstraite, et désignons sous un nom également abstrait et général : *plante* (car tous ces objets possèdent certaines propriétés communes nous permettant de les rapprocher entre eux et de les séparer de certains autres objets).

La pomme de terre est mangeable ; elle nous sert de nourriture. Mais si, pour la seule raison que le chêne, la rose, la pomme de terre et la ciguë sont des « plantes », nous jugeons mangeable cette dernière, par exemple, nous éprouverons une déception mortelle.

De même avec le terme, la notion : « oppression ». Il existe différents phénomènes réels que nous unissons, à cause de quelques propriétés qui leur sont communes, en une notion abstraite et générale : *oppression*. Mais si, pour la seule raison que l'Etat est une *forme d'oppression*, nous le jugeons bon à opprimer la bourgeoisie, nous risquons d'éprouver une grosse déception. Il ne suffit pas de dire : l'Etat, c'est l'oppression tournée aujourd'hui contre le prolétariat, elle sera, demain, retournée contre la bourgeoisie. Car il ne suffit pas d'être une « oppression » pour être bonne à dominer, à mater la bourgeoisie (de même qu'il ne suffit pas d'être une « plante » pour être mangeable).

Il faut, à un moment donné, savoir mater, dominer la bourgeoisie, organiser la révolution, la défendre, etc ? D'accord. Mais quelle forme de domination, d'organisation faut-il adopter dans ce cas ? Quelle est la forme réelle de l'oppression utilisable dans le but posé ? Est-ce l'Etat ou une autre forme concrète ? C'est là toute la question. Pour y répondre, il faut, d'abord, voir de près les qualités réelles, intimes de l'Etat.

Eh bien, qu'est-ce que l'Etat, comme forme ou instrument d'oppression, de domination ? La réponse nous est donnée par toute l'histoire humaine, par tout ce que nous savons de l'Etat depuis des siècles :

L'Etat n'est pas un instrument de domination quelconque, vague et abstrait, pouvant être appliqué de n'importe quelle façon, dans n'importe quel sens voulu. L'Etat est un genre de domination concret, précis, déterminé : l'exploitation. L'Etat est un « instrument d'oppression » en ce sens net et unique qu'il est une machine d'exploitation des masses travailleuses, au profit de tels ou autres groupes, castes ou individus. Les formes de cette exploitation peuvent quelque peu varier ; mais l'exploitation même n'en reste pas moins le fond constant et unique de l'Etat. Voilà pourquoi, une fois installé, l'Etat ne peut que soutenir et faire naître ou renaître l'exploitation, le capitalisme, la bourgeoisie, sous telle ou telle forme. Donc, l'Etat ne peut être que la dictature du capital, de la bourgeoisie (privée ou d'Etat). Il ne peut jamais devenir une « dictature du prolétariat ». Il ne peut pas changer sa nature, devenir un autre genre de domination — de même que la ciguë, ce genre de plante, ne peut pas devenir une pomme de terre, cet autre genre de plante. C'est là précisément l'erreur fondamentale des « communistes » : ils veulent transformer la ciguë en pomme de terre. Naturellement, l'expérience concrète n'aboutit à rien.

Les anarchistes affirment que l'instrument classique de l'exploitation : l'Etat, est impraticable dans un but opposé : l'abolition de l'exploitation, la suppression de la bourgeoisie, la liquidation du capitalisme. Ils estiment qu'une fois installé, l'Etat, quel que puisse être, théoriquement, son but, créera en réalité, fera naître ou renaître, fatalement, inévitablement, l'exploitation, la bourgeoisie, le capitalisme. Les péripéties de la

révolution russe leur donnent entièrement raison. Elles sont pour leur conception une illustration éclatante que les plus aveugles devront bientôt comprendre.

Il est bien typique que Lénine, dans son ouvrage précité, parle de l'Etat d'une façon équivoque : tantôt comme d'un instrument d'« exploitation » (quand il attaque la bourgeoisie), ce qui est précis et juste, tantôt comme d'une forme de « domination » abstraite (quand il défend la théorie étatiste), ce qui est vague et erroné. Ainsi son livre devient illogique, confus, faux. Il perd totalement l'intérêt et l'importance qu'il aurait pu avoir. Il est une des œuvres les plus faibles qui existent sur le problème de l'Etat, car le raisonnement de l'auteur n'est ni logique, ni clair, ni nouveau.

**

Il nous reste à ajouter qu'en dehors de la raison exposée, il en est d'autres encore pour lesquelles, les anarchistes repoussent l'Etat comme instrument de la révolution. L'une des principales, c'est l'*impuissance créatrice et rénovatrice absolue de l'Etat*. La révolution sociale surtout, exige, pour amener à un résultat définitif, des initiatives, des énergies, des capacités créatrices formidables. Or, les anarchistes ne reconnaissent pas à l'Etat cette énergie, cette capacité indispensable. Là encore, la révolution russe souligne irrécusablement leur point de vue. — Ensuite, l'antétatisme anarchiste est étroitement lié à d'autres thèses de la doctrine libertaire : à l'*antimilitarisme*, à la *négation de l'autorité, du gouvernement, de la justice codifiée*, etc. Considérant le militarisme, l'autorité, le gouvernement, la justice codifiée comme des éléments négatifs ne pouvant que défigurer et faire égarer la lutte sociale émancipatrice, les anarchistes estiment en même temps que tout Etat, quel que soit, théoriquement, son but, engendre infailliblement tous ces maux et, avec eux, les privilèges, l'inégalité, l'injustice, l'exploitation. Donc, logiquement, ils nient l'Etat. — Enfin, c'est aussi au nom de l'*individualité humaine libre et créatrice* (et des associations libres des individus) que l'anarchisme rejette l'Etat, cet appareil d'assujettissement, d'avilissement, du nivellement par excellence. La formule fondamentale de l'anarchisme, qui découle de sa conception du progrès, est : non pas l'homme pour la société, mais la société pour l'homme. Or, l'Etat est précisément la forme de la société qui écrase totalement l'homme, l'individu.

Donc, d'après les anarchistes, la tâche de la suppression du capitalisme, de la bourgeoisie, de l'exploitation, des classes, de toute la société moderne, exige d'autres formes de domination et d'organisation que l'Etat.

L'antétatisme anarchiste, indique-t-il ces autres formes ? Les cherche-t-il au moins ? Ou bien, n'est-il que purement négatif, sans savoir, tout en rejetant l'Etat, comment faire pour s'en passer et parer à sa disparition ?

Certes, les anarchistes s'efforcent de prévoir, de tracer, autant que possible, à l'avance les formes organisatrices appelées à remplacer l'Etat disparaissant sous les coups de la révolution sociale. Ils ont des idées intéressantes là-dessus. (Voir à ce sujet : *Révolution, Communisme, Syndicalisme*, etc.). Mais ils ne considèrent pas ces idées comme définitives. Ils ne tiennent pas ces formes pour « trouvées ». De plus, ils ne croient même pas possible de les préciser théoriquement, à l'avance. Plus encore : ils ne sont pas tout à fait d'accord, en ce qui concerne ces formes. Cependant, l'absence d'une solution générale toute prête n'est nullement une faiblesse, un défaut de l'anarchisme : c'est un phénomène normal, inhérent à sa conception même. Car tous les anarchistes sont parfaitement d'accord sur un point capital : ces formes nouvelles, — disent-ils, — seront trouvées, non pas à l'avance, par des théoriciens, des

savants, des groupes et partis politiques ou autres, mais pratiquement, par les vastes masses travailleuses en pleine action révolutionnaire. C'est la vraie révolution sociale elle-même qui engendrera et créera ces formes. Ce seront les nécessités immédiates et concrètes qui les feront trouver. Ce ne sont pas les *anarchistes*, mais les *millions d'individus, les masses organisées* qui, au cours de la révolution définitive, trouveront la véritable solution du problème. Les anarchistes, eux, devront alors, tout en cherchant ensemble avec les masses, non pas leur dicter des solutions trouvées par eux, mais seulement les *aider* dans leurs recherches et leur action. — On ne pourrait, à l'avance, qu'établir quelques principes généraux de l'organisation nouvelle. C'est ce que les anarchistes sont en train de faire. Et là encore, ils sont tous d'accord sur un point fondamental : les formes de cette organisation, dans toutes les ramifications (problèmes économiques de la production, de la répartition et ainsi de suite, *défense de la révolution*, vie culturelle, etc., etc.), auront une base, non pas politique, étatiste et autoritaire, mais directement *économique, technique et sociale*, base *fédérative*, base *saine et naturelle de travail*, de *création indépendante*, de *libre entente*, d'*action et de coordination directes et spontanées de tous les éléments travailleurs des villes et des campagnes en état de révolution*.

La différence entre les socialistes-étatistes et les socialistes-antiétatistes (anarchistes), se résume donc comme suit :

1° Les premiers, expliquant à leur façon les origines de l'Etat, considèrent ce dernier comme ayant joué dans l'Histoire un certain rôle positif, progressif, organisateur. Les seconds, commentant autrement les origines mêmes de l'Etat, le considèrent comme *un mal dès le début*, un phénomène négatif, régressif, désorganisateur.

2° Les premiers, considérant l'Etat comme pouvant être, actuellement encore, une force progressive, cherchent à s'en emparer — de façon lente (les « social-démocrates ») ou brusque et violente (les « communistes ») — pour le transformer, ensuite, en un « Etat prolétarien » (d'où la « dictature du prolétariat ») et l'utiliser « au profit de la classe ouvrière » ; ils ne se demandent même pas si le moyen correspond au but, s'il ne convient pas de rejeter cette forme comme inadéquate et d'en chercher une autre. Les seconds, considérant l'Etat comme un instrument d'exploitation ne pouvant jamais être autre chose, le rejettent résolument et entièrement comme un obstacle constant au progrès, comme une forme impraticable dans la lutte émancipatrice ; ils estiment utopique et absurde l'idée d'un « Etat prolétarien », et, partant, celle d'une « dictature du prolétariat » sous forme d'un Etat ; ils cherchent une autre forme d'organisation praticable par la classe ouvrière en révolution.

3° Les premiers prétendent qu'il ne faudra pas démolir l'Etat qui s'éclipsera plus tard de lui-même, de façon naturelle, après avoir rempli son rôle historique. Les seconds affirment la nécessité de combattre activement l'Etat comme institution, en même temps que le capitalisme, de le démolir complètement, de l'abattre du même coup que ce dernier, au moment même de la révolution sociale dont l'une des tâches *immédiates* sera justement celle de remplacer l'Etat par une autre forme de communauté humaine.

..

Quant à la question des *moyens de lutte* contre l'Etat (et le capitalisme), l'antiétatisme anarchiste se divise en deux courants principaux : l'un, celui de Bakounine, de Kropotkine et de la grande majorité des anarchistes, préconise la démolition active et violente : la révolution proprement dite ; l'autre, renonçant à la violence,

prêche la « résistance passive » : refus de payer les impôts, de faire le service militaire et ainsi de suite. Ce deuxième point de vue est développé surtout par Léon Tolstoï d'où son nom : Tolstoïsme. — C'est le problème de la *violence* comme moyen de lutte sociale, qui git au fond de la controverse. (Voir : *Anarchie, Etat*, et surtout *Violence*). Et c'est l'antiétatisme violent, révolutionnaire, qui est caractéristique pour l'anarchisme militant, actif.

De tout ce qui précède il résulte que l'antiétatisme anarchiste, tout en étant solidement établi et nettement formulé, comme principe, dans les œuvres des théoriciens libertaires, laisse encore à désirer comme précision et, surtout, comme conception concrète. Il gagnera rapidement en vigueur persuasive et, partant, en adeptes, s'il est approfondi et précisé davantage ; c'est un travail qui se poursuit.

Pour cela, il faut, entre autres choses, que les anarchistes sachent mettre à profit les *faits qui les soutiennent*.

Un événement historique récent, d'une importance immense, devient actuellement et deviendra de plus en plus un facteur décisif dans le choix entre l'idée révolutionnaire étatiste et antiétatiste. Nous parlons de la grande révolution russe de 1917 où, pour la première fois dans l'Histoire, le socialisme révolutionnaire de tendance étatiste remporta la victoire complète et arriva au pouvoir dans un Etat entier. Cette victoire de l'idée communiste-étatiste et ses conséquences, d'une part ; d'autre part, le succès relatif dont jouit encore, parmi les masses travailleuses de tous les pays, cette malheureuse conception (profondément anti-révolutionnaire car elle condamne la révolution à la stérilité et la conduit à un fiasco complet), obligent les anarchistes à redoubler d'activité dans le développement et la propagande de l'idée *antiétatiste*.

Certes, la tâche n'est pas facile. L'humanité est à un tel point habituée à se mouvoir dans l'Etat comme forme « normale » et unique de l'organisation sociale qu'elle ne se représente guère d'autres possibilités. Cependant, cette inertie *devra* être brisée. Car la révolution sociale qui est appelée à rénover toute la vie humaine, devra commencer par rénover justement le mode de l'existence sociale, sans quoi elle n'aboutira à rien. La stérilité organique de la révolution russe étatiste, pourtant victorieuse, finira pas éclairer les masses travailleuses du monde entier et leur servira bientôt d'illustration, de preuve éclatante de la fausseté de l'idée étatiste. Alors, le fait que les « communistes » ne peuvent pas, eux non plus, se détacher de la forme sociale périmée, intimement bourgeoise, forte uniquement par la tradition, l'habitude et l'inertie, deviendra la dernière preuve de leur conservatisme, de leur esprit profondément bourgeois et anti-révolutionnaire. Cette formidable expérience historique confirmera demain, et tous les jours davantage, la saisissante exactitude de la conception antiétatiste, anarchiste.

La victoire du bolchevisme n'est, dans la perspective des événements, qu'une étape historique franchie dont le sens n'est autre que l'écroulement « matériel », palpable et évident pour les masses, de l'idée étatiste.

L'avenir déjà proche est indubitablement à l'idée antiétatiste. Le moment approche où les masses *seront* prêtes à concevoir, à saisir cette idée, à comprendre qu'elle est la seule qui leur permettra de remporter la *véritable succès* dans la révolution sociale.

C'est pour ce motif que les anarchistes, pionniers de cette idée, doivent dès maintenant faire face à la situation qui vient. Leur devoir historique du moment est de faire tout ce qui est dans leur pouvoir pour aider les masses travailleuses à se pénétrer de l'idée antiétatiste *le plus facilement, le plus rapidement possible*, en tout

cas en temps opportun. C'est donc avec une énergie nouvelle, décuplée, et avec un espoir ou, plutôt, avec une assurance ferme, que les anarchistes doivent intensifier dès à présent le développement et la propagande de la conception antiétatiste. Nous considérons ceci comme l'une des tâches principales et immédiates de l'anarchisme militant. — VOLINE.

ANTIMILITARISME n. m. Comme le mot l'indique, l'Antimilitarisme a pour objet de disqualifier le militarisme, d'en dénoncer les redoutables et douloureuses conséquences, de combattre l'esprit belliciste et de caserne, de flétrir et de déshonorer la guerre, d'abolir le régime des Armées. (Voir les mots : *Militarisme, Armée, Caserne, Guerre, Drapeau, Patrie, Défense nationale, Insoumission, Biribi, Désertion, etc...*)

ANTINOMIE (Ety. : gr. *anti*, et *nomos*, lois). — Impossibilité d'accorder le pour et le contre, le oui et le non. Opposition de deux sentiments, de deux phénomènes inconciliables. Ainsi, l'individu ne fera pas bon ménage avec l'autorité, le génie ne supportera pas la médiocrité (et la médiocrité supportera encore moins le génie), la beauté et la laideur ne s'accorderont jamais. Il est impossible d'aimer à la fois le néant et la vie. Il faut être pour ou contre. Pas d'attitude équivoque, pas de compromis. La rupture est inévitable entre le passé et l'avenir, et il n'y a aucun rapprochement possible entre les intelligents et les brutes. Par contre, l'harmonie peut et doit exister entre la pensée et l'action, le sentiment et la logique. L'art réunit et concilie ce que la médiocrité sépare. D'autre part, dans le domaine peu sûr de la politique, telles choses qui semblent inconciliables, semblent se concilier. Les renégats (voyez ce mot) tendent la main à leurs pires adversaires, quand ils escomptent en tirer quelque chose. Où l'on croyait qu'il y avait opposition, il y avait entente tacite : l'opposition n'existait que pour la forme, que pour donner le change ! C'est un exemple d'*antinomie factice*. Autre exemple d'antinomie : l'union sacrée. On peut aussi appeler antinomie, l'impuissance de l'administration à résoudre certains problèmes, de la loi à contenter tout le monde, l'incohérence de l'autorité et la lutte que se livrent entre elles les autorités. Antinomie, ces jugements baroques, ahurissants, de nos juges civils et militaires ; antinomie, cette morale immorale, ces prescriptions violées par ceux qui les édictent... Antinomie, cette charité qui prétend atténuer les maux qu'elle aurait dû commencer par chercher à faire disparaître, acceptant et déplorant la guerre tout ensemble ; antinomies, ces articles de pseudo-journalistes affirmant à la fin ce qu'ils nient au début, ou niant à la fin ce qu'ils affirment dès les premiers mots, etc... La société tout entière est une vaste antinomie, un tissu de contradictions et d'incohérences (comme la nature humaine). Certains prétendent résoudre cette antinomie, ménager les uns et les autres, être de l'avis de tout le monde, servir à la fois le mensonge et la vérité, et vivre sur une équivoque !

ANTIPARLEMENTARISME n. m. Etablir l'impuissance et la pourriture morale des Assemblées parlementaires ; montrer l'incohérence et l'absurdité du système représentatif ; prouver par des faits courants la malfaisance d'un régime qui, en conférant au Parlement un pouvoir en quelque sorte sans limite pour une durée beaucoup trop longue et qui gère tous les intérêts d'une nation, enlève à la population tous ses droits et la gestion de ses propres affaires ; tel est le but que poursuit l'Antiparlementarisme. (Voir les mots : *Absentéisme. Parlement. Parlementarisme. Gouvernement. Electoralisme. Politique. Démocratie. Chambre des Députés. Sénat. Constitution. Ministère, etc...*)

ANTIPATHIE (préf. *anti* et gr. *pathos*, passion). — Dégoût qu'on éprouve à l'approche de certains êtres. Quelque chose qui vous dit : « Eloigne-toi ». — Certaines poignées de mains, certains regards sont antipathiques au premier chef. Nous éprouvons une répulsion justifiée pour les journalistes plus ou moins transigeants, les confrères crasseux et envieux, les camarades égoïstes et arrivistes, les jeunes vieillards. Sont antipathiques les « *muftes* » (voyez ce mot), les bourgeois (id.), les pédants, les cuistres, les faux-artistes, les renégats, les pontifes, sans oublier les censeurs et les policiers, — tout ce qui représente une régression, une rétrogradation, une réaction, — tout ce qui contrarie « nos » rêves, « notre » idéal, « nos » aspirations, — tous ceux qui ne sont pas « nôtres ».

ANTIPATRIOTISME Parviendrai-je à éviter ici toutes les considérations qui seront mieux en place aux articles Patrie et Patriotisme (voir ces deux mots) ?...

L'antipatriotisme fut la réaction de la raison et du sentiment dès que sévit le patriotisme. Il prit des formes diverses selon qu'il s'appuyait plus ou moins consciemment sur l'individualisme, sur l'amour pour tous les hommes, sur l'amour pour un homme (comme chez Camille, la sœur des Horaces), ou même sur une préférence raisonnée ou sentimentale pour les lois et les mœurs d'un pays étranger.

Le Bouddha fut nécessairement hostile à tout exclusivisme patriotique, lui qui n'admet pas même ce qu'on pourrait nommer le chauvinisme humain, mais étend sur tous les vivants son amoureuse miséricorde. En Grèce, les sophistes sont antipatriotes. Socrate, le plus grand d'entre eux, proclame : « Je ne suis pas athénien, je suis citoyen du monde. » Il condamne la patrie au nom des « lois non écrites », c'est-à-dire au nom de la conscience. D'autres sophistes la rejettent au nom d'un individualisme plus intéressé. Cependant, leur contemporain Aristophane méprise sa démocratique patrie parce qu'il admire l'organisation aristocratique de Lacédémone. (Ainsi M. Paul Bourget et M. Léon Daudet, éblouis par la puissance précise de l'Etat-Major allemand, eurent leurs années de naïf antipatriotisme français : gigolettes qui se donnent presque inévitablement à la plus redoutable « terreur »). Platon et Xénophon, mauvais disciples de Socrate et qui le faussent et l'utilisent à peu près comme M. Charles Maurras fausse et utilise Auguste Comte éprouvent des sentiments voisins de ceux d'Aristophane. Xénophon finit par combattre sa patrie dans les rangs des Lacédémoniens.

Les philosophes cyrénaïques sont antipatriotes. L'un d'eux, Théodore l'athée répète le mot de beaucoup de sages : « Le monde est ma patrie. » Il ajoute : « Se sacrifier à la Patrie, c'est renoncer à la sagesse pour sauver les fous. » En quoi il se trompe : c'est aider les fous à se perdre.

Les cyniques professent hardiment l'antipatriotisme. Antisthène se moque de ceux qui sont fiers d'être autochtones, gloire qu'ils partagent, fait-il remarquer, avec un certain nombre d'admirables limaces et de merveilleuses sauterelles. Diogène, pour railler l'activité émue des patriotes, roule son tonneau à travers une ville assiégée. Son disciple, le thébain Cratès déclare : « Je suis citoyen, non de Thèbes, mais de Diogène. »

Plutarque reproche aux épicuriens et aux stoïciens le dédaigneux antipatriotisme pratique qui les écarte de tous les emplois publics. L'épicurien n'admet que les sentiments d'élection et réserve son cœur à quelques amis qui peuvent être de n'importe quel pays. Le stoïcien étend son amour à tous les hommes. Il obéit à « la nature qui fait l'homme ami de l'homme, non par intérêt, mais de cœur. » Quatre siècles avant le christianisme, il invente la charité (voir ce mot) qui unit

en une seule famille tous les participants à la raison, hommes et dieux.

Les premiers Chrétiens sont aussi antipatriotes que les stoïciens, les épicuriens et tous les autres sages. Ceux de Judée ne s'émeuvent point de la ruine de Jérusalem. Ceux de Rome prédisent obstinément la chute de Rome. Ils n'aiment que la patrie céleste et Tertullien dit encore en leur nom : « La chose qui nous est la plus étrangère, c'est la chose publique. » Ils sont fidèles à l'esprit de l'Evangile où certaine parabole du Bon Samaritain serait traduite par un Français vraiment chrétien en Parabole du Bon Prussien ; mais un Allemand évangélique en ferait la Parabole du Bon Français. Et « bon » n'aurait pas le même sens que chez Hindenburg ou chez l'académique Joffre.

Catholicité signifie Universalité. Le catholicisme est une internationale et, par conséquent, s'il est conscient et sincère, un antipatriotisme. Une internationale plus récente prétend remplacer la guerre par la révolution et les hostilités entre nations par la lutte de classes ; les principes du catholicisme ne permettent de distinguer qu'entre fidèles et infidèles. Les catholiques modernes vantent leur patriotisme sans s'apercevoir que c'est nier leur catholicité. Ainsi les membres de la S. F. I. O. ou C. qui consentirent à la « défense nationale » cessèrent, sans le savoir ou le sachant, de se dire sans mensonge socialistes. Le sens catholique vit encore chez quelques hommes : chez Gustave Dupin, auteur de *La Guerre Infernale* ; chez Grillot de Givry, auteur de *Le Christ et la Patrie* ; chez le docteur Henri Mariavé, auteur du *Philosophe Suprême*. Aussi sont-ils en abomination à leurs prétendus frères.

La vérité antipatriotique n'a été exprimée par personne avec plus de force équilibrée et de conscience nette que par Tolstoï. Sa brochure *Le Patriotisme et le Gouvernement* montre combien « le patriotisme est une idée arriérée, inopportune et nuisible... Le patriotisme comme sentiment est un sentiment mauvais et nuisible ; comme doctrine est une doctrine insensée, puisqu'il est clair que, si chaque peuple et chaque Etat se tiennent pour le meilleur des peuples et des Etats, ils se trouveront tous dans une erreur grossière et nuisible. » Puis il explique comment « cette idée vieillie, quoiqu'elle soit en contradiction flagrante avec tout l'ordre de choses qui a changé sous d'autres rapports, continue à influencer les hommes et à diriger leurs actes. » Seuls, les Gouvernants, utilisant la sottise facilement hypnotisable des peuples, trouvent « avantageux d'entretenir cette idée qui n'a plus aucun sens et aucune utilité. Ils y réussissent parce qu'ils possèdent presse vendue, université servile, armée brutale, budget corrompue, « les moyens les plus puissants pour influencer les hommes ».

Sauf quand il s'agit des revendications indigènes aux colonies, ou des sentiments séparatistes de quelques Irlandais, de quelques Bretons ou de quelques Occitans, le mot patriotisme est presque toujours aujourd'hui employé menteusement. Les sacrifices qu'on nous demande « pour la patrie », on nous les fait offrir en réalité à une autre divinité, à la Nation qui a détruit et volé notre patrie, quelle qu'elle soit. Personne n'a plus de patrie dans les grandes et hétérogènes nations modernes. Mais ces considérations seront mieux à leur place à l'article Nationalisme (voir ce mot).

L'amour du pays natal est sot, absurde, ennemi de mon progrès, s'il reste exclusif. Qu'il devienne un moyen d'intelligence et je le louerai comme celui qui se repose à l'ombre de l'arbre loue la graine. De mon amour pour la terre de mon enfance et pour le langage qui premier sourit, si j'ose dire, à nos oreilles, doit sortir l'amour pour les beautés de toute la nature et pour la musique pensive de tous les langages humains. Que la

fiercé de ma montagne m'apprenne à admirer les autres sommets ; que la douceur de ma rivière m'enseigne à communier au rêve de toutes les eaux ; le charme de ma forêt ; que je sache le retrouver à la grâce balancée de tous les bois ; que l'amour d'une pensée connue ne me détourne jamais d'une pensée nouvelle et d'un enrichissement venu de loin. Comme l'homme dépasse la taille de l'enfant, les premières beautés rencontrées servent à comprendre, à goûter, à conquérir idéalement toutes les beautés. Quelle misère d'entendre, en ses naïfs souvenirs, une langue pauvre et émouvante qui empêche d'écouter les autres langues ! Aimons, dans nos remembrances puériles, l'alphabet qui permet de lire tous les textes offerts par les richesses successives ou simultanées de notre vie. — HAN RYNER.

ANTI-RELIGIEUX adj. Il ne faut pas confondre ce mot avec le mot anticlérical, car bon nombre d'anticléricals se défendent, à juste titre, d'être antireligieux. L'antireligieux ne se contente pas de combattre la collusion néfaste du spirituel et du temporel, il ne se borne pas à manger du curé, du pasteur, du rabbin, du pope ou du marabout ; il dénonce et démontre l'influence néfaste de toutes les religions ; il établit le bilan historique de toutes les sectes religieuses ; il ne combat pas seulement les imposteurs qui se flattent de représenter Dieu sur la terre ; il combat et il nie toutes les Divinités, toutes les Providences. Il vide le ciel, il éloigne des consciences la peur idiote des châtements posthumes et le fallacieux espoir des paradis éternels. Il délivre les esprits de l'absurdité des dogmes, des préjugés ineptes, des remords idiots, des respects ridicules. Il ne s'arrête pas à mi-chemin, comme le fait trop souvent le timide et lâche anticlérical ; il va jusqu'au bout de ses négations fondamentales. Il prolonge ses démonstrations dans le domaine social et prouve que de la mort de tous les Dieux — célestes et terrestres — sortira la vie de tous les hommes. La maxime des antireligieux sincères et complets est : « Ni Dieu, ni Maîtres ! » (Voir *Athéisme, Matérialisme, Enfer, Paradis, Providence, Religion, Dogmes, Dieu, etc.*)

ANTISEMITISME n. m. Ce terme composé de deux mots : préfixe *anti*, du grec *anti* (contre), et *sémitisme* (voir le mot), désigne une tendance, une idéologie, une doctrine ou un mouvement dirigés particulièrement contre l'un des peuples de la race sémitique : les Juifs.

Le fait matériel qui a permis à ces sentiments d'animosité de se manifester depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, dans presque tous les pays du monde, est fourni par le sort, unique dans l'histoire humaine, du peuple juif. Tandis que les autres peuples d'origine sémitique (les Phéniciens, les Assyriens, les Chaldéens, les Arabes, etc.), ont disparu, ou bien sont restés dans une région déterminée, ou, enfin, se sont complètement assimilés à telle ou telle nation, la destinée du peuple juif fut tout autre : malgré les malheurs, les calamités, les fléaux de toute sorte subis par lui au cours de son ancienne histoire, le peuple juif, définitivement vaincu et chassé de son pays d'origine, ne disparut pas, ni ne s'effaça devant d'autres nations. Il conserva toute sa vitalité. Il se dispersa à travers le monde, peupla différents pays, s'installa à peu près partout, mais ne s'assimila nulle part complètement : dans sa grande majorité, il garda partout ses mœurs et coutumes, ses liens de solidarité, sa religion, sa langue, les traits les plus caractéristiques de sa race.

La mentalité populaire des temps anciens où l'on regardait tout homme n'appartenant pas au même clan, à la même tribu, à la même religion, à la même communauté nationale ou civique comme un « étranger » méprisable et traitable en paria, servit de base à toute

sorte de tracasseries, de restrictions et de persécutions déclenchées contre les Juifs.

La mentalité surannée, — malsaine, perverse, stupide, mais répandue encore de nos jours sous forme de nationalisme et de chauvinisme (voir ces mots), d'une part, héritée des temps anciens, d'autre part soutenue à dessein par les classes possédantes et dirigeantes, pousse, *aujourd'hui encore*, à des actes d'hostilité envers les Juifs dans tel ou tel pays « civilisé ».

« Le fait d'être séparés par des signes distinctifs des autres citoyens ou sujets d'un pays signale les Israélites aux haines de la foule. En effet, quoique ne possédant point de territoire en commun et ne parlant point le même langage, les Juifs constituent, à certains égards, une nation, puisqu'ils ont conscience d'un passé collectif de joies et de souffrances, le dépôt de traditions identiques ainsi que la croyance plus ou moins illusoire à une même parenté. Unis par le nom, ils se reconnaissent comme formant un seul corps, sinon national du moins religieux, au milieu des autres hommes ». (Elisée Reclus, *L'Homme et la Terre*, t. VI, p. 373).

C'est avec un certain sentiment de fierté, de supériorité même, — sentiment parfois trop souligné, — que, généralement, les Juifs gardent et portent, à travers le temps et l'espace, leurs qualités... et leurs défauts (car toutes les nations en possèdent les unes comme les autres). Et c'est ce qui fait augmenter les colères et les haines des gens qui n'admettent que pour eux le droit d'être fiers ou qui se croient dépourvus de défauts et bourrés de qualités.

L'animosité et les actes d'hostilité envers les Juifs prirent, cependant, un caractère et un aspect assez variés à travers les siècles et les pays divers.

Soumise, depuis assez longtemps déjà, à l'autorité de l'Empire Romain, la Judée fut définitivement vaincue et dévastée par les empereurs Vespasien et Titus (1^{er} siècle après J.-C.). Le sort des Juifs fut épouvantable. Voici dans quels termes il est peint par Elisée Reclus (œuvre citée, t. II, p. 515) : « Les Juifs, qui, mille ans auparavant, défiaient les forces de la nature, comme tous les peuples des alentours, et, comme eux aussi, adoraient spécialement une divinité nationale, personnification de leur race, avaient fini par donner à leur religion un caractère absolument exclusif : les malheurs successifs dont ils furent frappés : défaites, bannissements en masse, exodes et oppressions, les avaient, pour ainsi dire, déracinés du sol ; ils s'étaient désintéressés des choses de la terre qui leur échappaient et, groupés autour de leurs prêtres, ils s'exaltaient de plus en plus dans leurs espérances de l'au delà, dans leur confiance aux promesses de Yahveh, le seul Dieu, le Vivant qui tient en sa main droite les choses éternelles. Comme d'autres, ils eussent pu s'accommoder de l'immense paix romaine et cheminer de leur mieux sur le pénible sentier de la vie ; mais, élevés par la foi au-dessus de l'existence banale, extasiés dans leur idée fixe, ils croyaient plus au miracle qu'à la réalité. Plutôt mourir que de partager leur adoration entre le vrai dieu et les aigles romaines, que de dresser à côté de l'autel des statues à Rome et à César. L'histoire de leur résistance suprême les montre vraiment incomparables dans l'énergie de la résistance, tant la folie collective les arrachait aux conditions ordinaires de la vie. Le drame final fut horrible. Les rangées de crucifiés que les assiégeants dressaient au-devant des remparts, les poussées de faméliques, ivres de chants et de prières, se ruant contre les glaives des Romains, le temple qui débordait de sang, tels sont les tableaux que nous représentent les annales de la guerre. Puis, on nous montre les milliers d'êtres lamentables qui se traînent sur les routes poudreuses et que Titus, les « Délices du Genre

humain », fait égorger, aux applaudissements de la foule, dans le vaste amphithéâtre du Colisée, construit par son père. Le siège de Jérusalem aurait coûté la vie, disent les historiens, à onze cent mille êtres humains, et le nombre des prisonniers juifs, hommes valides dont on pouvait faire des esclaves ou des gladiateurs, atteignit neuf cent mille hommes. Titus les avait distribués dans toutes les parties de l'Empire, partout où l'on avait besoin de victimes pour les fêtes, de bras pour les travaux publics. Une véritable chasse aux Juifs s'organisa, non seulement dans la Palestine, mais encore en Syrie, dans l'Asie Mineure, en Egypte, à Cyrène, jusqu'en Lybie. Il n'en restait plus un seul dans la Judée : c'est loin de la patrie que se trouvaient désormais leurs principales communautés. Ce qui restait de la nation eût été bien près de la mort, si des colonies n'avaient existé dans toutes les grandes villes riveraines de la Méditerranée orientale, ainsi qu'à Rome même et en d'autres cités de l'Occident ».

Tel fut le premier acte de la grande tragédie du peuple juif, tragédie qui se déroule, depuis lors, à travers toute l'histoire de l'humanité, jusqu'à nos jours. Reclus avait bien raison de dire que l'écrasement définitif des Juifs comme ensemble politique et l'expatriation complète de la nation furent l'un des faits les plus tragiques dans l'histoire des grands drames de l'humanité. C'est là que prend naissance l'image connue du « Juif errant », fuyant éternellement à travers le monde, persécuté partout, frappé de malheurs, haï, ne pouvant trouver nulle part ni paix, ni repos physique ou moral. Car, le drame s'éternisa. Le drame continue toujours à la honte de l'humanité moderne...

Mais, revenons à ses phases consécutives.

Après une accalmie relative, durant laquelle les Juifs, tout en jouissant officiellement des mêmes droits civiques que tous les autres citoyens de l'Empire, avaient une situation sociale extrêmement pénible, attachés aux travaux les plus lourds et subissant des privations et des humiliations de toute sorte, — après cette accalmie momentanée, les répressions aiguës contre les Juifs recommencèrent, dans les différentes parties de l'Empire romain, avec l'établissement du christianisme comme religion officielle, sous le règne de Constantin 1^{er}, dit le Grand (commencement du IV^e siècle de notre ère). Cette fois, les persécutions prirent un caractère nettement religieux, doublé de mesures d'ordre politique. D'une part, la foule se ruait contre les Juifs comme anti-chrétiens, ennemis du Christ, « impurs », etc..., en les calomniant, en les accusant de toute sorte de monstruosités, meurtres rituels et ainsi de suite. C'est à cette époque que surgit la fameuse légende sur l'emploi par les Juifs du sang d'enfants chrétiens à la préparation du pain de la Pâque. « Il est curieux, — dit Reclus, — que cette accusation soit précisément une vieille arme employée jadis par les païens contre les chrétiens eux-mêmes. Les calomnies féroces sont de tous les temps et servent à tous les partis. Qu'il y ait eu, de part et d'autre, des scélératesses commises, infanticides et autres, on ne saurait en douter ; mais il est non moins certain qu'elles furent surtout le fait des Chrétiens, puisque ceux-ci ont presque toujours disposé de la force et furent les persécuteurs ». (Œuvre citée, t. III, p. 265). Il est curieux aussi qu'à cette époque les Juifs devenus Chrétiens se soient nettement séparés des Juifs restés fidèles à la religion de leurs ancêtres : désormais « la haine la plus sombre s'est allumée entre la mère et la fille ». (Ernest Renan, *Les Evangiles et la seconde génération chrétienne*, p. 111). Les Juifs-chrétiens se rangèrent du côté des persécuteurs des Juifs. D'autre part, les empereurs chrétiens, cédant à l'opinion publique, créèrent pour les Juifs une législation restrictive exceptionnelle, donnant ainsi à l'oppres-

sion des Juifs, pour la première fois dans l'histoire, un aspect nettement politique et social. Le motif religieux continuait, certes, de jouer son rôle dans les persécutions. Il le jouera même, en certains pays, presque jusqu'à nos jours (Russie). Mais ce seront, désormais, les raisons d'ordre politique, économique et social qui prévaudront de plus en plus.

Dans les royaumes barbares qui s'étaient formés sur les ruines de l'Empire Romain, les Juifs n'étaient pas trop inquiétés. Toutefois, leur situation générale restait celle de serfs et de parias de la société. En outre, les périodes des persécutions aiguës se renouvelaient sporadiquement, surtout à l'approche du moyen âge, avec l'Inquisition et l'intolérance religieuse qui caractérisent cette époque. Ainsi, en France, des expulsions de Juifs en masses, des confiscations de leurs biens-fonds, ainsi que des mouvements divers de la foule contre les Juifs ont eu lieu au cours du IX^e et du X^e siècles. (Exemples : l'expulsion des Juifs de Sens, en 883 ; confiscation de leurs biens à Narbonne, en 899 ; quelques lapidations aux dimanches de Rameaux ou de Pâques, etc...). Mêmes faits se produisaient de temps à autre en Italie, en Espagne et ailleurs. Les motifs fondamentaux de ces persécutions étaient toujours d'ordre religieux et, en partie, social. Mais, souvent, une explosion plus ou moins accidentelle des colères aveugles d'une foule hostile, gonflées par une sorte de psychose collective, suffisait pour amener les masses à de pires excès. Cet élément de psychose, contagion collective, peu étudié encore par la science sociologique, joue dans les actes de fureur publique contre les Juifs, comme du reste dans toutes les actions des masses, un rôle considérable.

Au moyen âge (jusqu'au XVI^e siècle environ), les persécutions religieuses et les mesures politiques contre les « impurs » continuèrent de plus belle. C'est à cette époque, notamment, que les persécutions prirent peu à peu, dans les pays occidentaux (France, Italie, Espagne), un caractère mêlé, plus compliqué. Les motifs sociaux commencèrent à y jouer un grand rôle. Et puis, le sentiment national, une récidive aiguë de la haine de race, s'y mêla. — Le mode d'existence des Juifs, les lois restrictives, les besoins de la vie les obligeaient à s'occuper surtout des affaires d'ordre strictement privé, personnel : du commerce, des finances. A part, bien entendu, tous ceux d'entr'eux — et ils étaient nombreux — qui exerçaient des petits métiers peu rémunérateurs ou devenaient les travailleurs les plus pauvres, les plus exploités et les plus malheureux de l'époque, ils formaient une couche, assez nombreuse aussi, d'intermédiaires d'affaires, de créanciers, de banquiers, de commerçants, de financiers, d'usuriers. Certains d'entre eux accumulèrent déjà des richesses considérables, ce qui les signala à l'attention spéciale et intéressée des gouvernants et de l'Eglise. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que l'Eglise et les grands Etats naissants, assoiffés d'argent, ayant grand besoin des Juifs et de leurs capitaux, « pompant » leurs richesses tant qu'ils le pouvaient, apprenaient déjà, en même temps, à faire canaliser contre les mêmes Juifs « voleurs » et « accapareurs » le mécontentement social, les colères des masses se produisant par-ci par-là. « Quand l'Eglise n'empruntait pas, — dit Reclus, — elle faisait emprunter par le Juif ; elle en était quitte pour le maudire et le dépouiller comme voleur et comme impie après l'avoir utilisé comme prêteur d'argent. — A cette époque de transition, alors que la richesse se mobilisait rapidement par la monnaie, par le crédit et par la banque, les Juifs furent de précieux auxiliaires pour les gouvernements. De tout temps, les pouvoirs royaux, que leur politique, même inconsciente, porte à diviser pour

régnier, eurent intérêt à disposer d'une classe de sujets sur lesquels ils puissent, dans les circonstances difficiles, détourner la colère et les violences du peuple. C'est ainsi que les Juifs furent pour les Etats de la chrétienté médiévale les « précieux déicides » qu'il était légitime de frapper quand d'autres étaient coupables : ils n'eussent pas existé que l'Eglise les aurait fait naître sous le nom d'hérésiarques ou de schismatiques. Pendant les grandes expéditions des Croisades, dans les villes conquises, les chefs donnaient aux bandes armées des Juifs à massacrer ; lorsque les guerres civiles étaient à craindre, on avait soin, comme de nos jours en Russie — ce fut écrit avant la Révolution de 1917 — de guider, de canaliser la fureur populaire en poussant les faméliques loin des riches abbayes et des somptueux châteaux vers les comptoirs des Juifs maudits ; mais à moins qu'on eût des vengeances personnelles à exercer, on se gardait bien de désigner à la foule les riches usuriers ou collecteurs de taxes, qui plaçaient à gros deniers l'argent des nobles et des prêtres. Comme étranger de race et de religion, le Juif était haï, mais comme agent d'affaires il était indispensable : telle fut l'origine de la théorie juridique d'après laquelle le Juif fut considéré comme « serf » du roi et des seigneurs. Sur une grande étendue du monde féodal, chaque seigneur avait son Juif, comme il avait son tisserand, son forgeron. Le Juif était une véritable propriété qui s'inféodait, que l'on vendait, et qui lui-même ne pouvait avoir aucun bien en propre, son maître disposant de tout ce qui lui appartenait. Telle était la doctrine que professait l'illustre Thomas d'Aquin et que la plupart des puissants d'Europe mettaient en pratique. Les souverains anglais surtout procédèrent avec méthode, organisant, systématisant l'usure au moyen de leurs instruments, de leurs « meubles », les Juifs, que William de Newbury appelle les « usuriers royaux ». Toutefois, ces agents spéciaux du roi, très méthodiques dans leurs procédés, réussissaient à garder pour eux une forte part des richesses qu'ils étaient chargés d'extraire de la nation. En 1187, déjà, on évaluait approximativement leur fortune mobilière en pays anglais à 240.000 livres sterling, tandis que tous les autres habitants du royaume, incomparablement plus nombreux, n'avaient ensemble que 700.000 livres. — Naturellement, les Juifs durent porter la peine de leur fortune, et que de fois le peuple s'ameuta contre eux ; que de fois les souverains, se retournant contre leurs usuriers, qui s'enrichissaient en proportion même de l'appauvrissement du royaume, leur firent rendre l'or dont ils s'étaient gorgés ; enfin, que de fois aussi, les foules fanatisées et les prêtres, prirent-ils prétexte de l'usure exercée par les Juifs pour satisfaire leur haine religieuse en torturant, en brûlant les Juifs à petit feu !

La folie s'en mêlait parfois. C'est ainsi qu'en 1321, une rumeur insensée parcourut la France, incitant le peuple aux plus cruelles abominations. Le bruit s'était répandu que les Juifs avaient imaginé un poison assez virulent pour détruire toute la chrétienté, à condition qu'il fût administré par les « méseaux » ou lépreux. L'horrible histoire ne trouva pas d'incrédules et de toutes parts on se précipita sur les maladreries pour y « bouter le feu : en Aquitaine et en une grande partie de la Franche-Comté tout le méseux furent ars ». La peur instinctive de la contagion contribuait sans doute à jeter le peuple dans cette atroce frénésie, mais le roi lui-même, qui eut « si grant volonté de tenir ses sujets en bone paiz et en bone amour », lança trois ordonnances successives pour livrer les « lépreux fétides », hommes, femmes et enfants au-dessus de quatorze ans, aux rigueurs de la « justice », de la

torture et du bûcher : à Chinon, 160 lépreux et lépreuses furent brûlés le même jour.

A un point de vue tout à fait général, on peut dire que les Israélites auraient certainement fini par s'accommoder graduellement au milieu chrétien, parmi les nations de l'Europe au Moyen-Age, s'ils avaient continué à être indispensables et si l'âpre concurrence des banques chrétiennes ne les avait écartés. Les grandes persécutions se produisent à l'époque où l'on commence à n'avoir plus besoin d'eux. Les moines Templiers, les « Lombards », les changeurs florentins, ayant appris à manier l'or, l'argent et les pierres précieuses avec autant d'habileté que les Juifs, découvrirent également tous les secrets du crédit et, par leurs agents et correspondants, établis dans toutes les villes de l'Orient, sur la route des Indes et de la Chine, ils s'enhardirent bientôt à soutenir la lutte contre les Juifs. Ceux-ci, devenus inutiles, furent fatalement écartés ; ils succombèrent, et leurs rivaux triomphants purent se laver les mains des supplices en les attribuant à l'exaspération populaire. Il en fut de même quand on fit rendre le sang dont s'étaient gorgées d'autres sangsues : « pour remplacer les Templiers brûlés, il ne manqua pas de Lombards ni de Flamands ! » (Œuvre citée, t. IV, p. 117-120.)

C'est à cette époque précisément (XVI^e siècle), que les fameux ghettos — quartiers où les Juifs d'une ville étaient tenus à résider — furent établis en Italie, dans le but de séparer la population juive totalement des autres habitants, de l'isoler, de pouvoir mieux la soumettre ainsi aux lois restrictives et spéciales. — En Espagne, cent soixante mille Juifs furent tout simplement expulsés vers la fin du XV^e siècle. D'autres milliers fuirent devant la menace des persécutions atroces et la ruine absolue. Quatre-vingt mille Juifs cherchent un passage vers la mer, à travers le Portugal, et le roi João leur vend le transit au prix de huit écus d'or par tête. Deux à trois cent mille proscrits se dispersent en Afrique et en Orient. — En Allemagne, les conditions civiles et sociales de la population juive étaient aussi lamentables.

L'époque de la *Réforme* et de la *Renaissance* (XV^e et XVI^e siècles) ne changea en rien le terrible sort des Juifs. Vexations et tortures de toutes sortes, légales ou arbitraires, continuaient de s'exercer contre eux, avec quelques intermittences, dans presque tous les pays d'Europe. Non seulement en Espagne, mais aussi en Portugal et en Angleterre, on procédait à leur expulsion totale.

Ce ne fut qu'au cours du XVIII^e siècle, (en Angleterre un peu plus tôt, à l'époque de la révolution et de Cromwell, fin du XVII^e siècle), qu'un mouvement de réforme contre la situation abominable des Juifs se fit jour en Europe et aboutit à l'abolition, à peu près partout, des lois restrictives, du moins les plus horribles. — En France, ce fut par la loi du 27 septembre 1791, que la Constituante déclara abolies toutes les lois d'exception concernant les Juifs. L'égalité civile des Juifs fut ainsi établie et confirmée par les gouvernements postérieurs. — En Allemagne, le mouvement se dessina également vers la fin du XVIII^e siècle et aboutit aux mêmes résultats. — De même en Italie et ailleurs.

On peut dire qu'au seuil du XX^e siècle, les Juifs jouissaient, dans tous les grands Etats d'Europe, à l'exception de la Russie (dont nous parlerons plus bas), des mêmes droits civiques, politiques et économiques que tous les autres citoyens. (Toutefois, en Roumanie, en Turquie, au Maroc, en Algérie, leur capacité civile restait restreinte).

Notons que dans quelques grands pays du monde, l'antisémitisme n'a jamais existé d'une façon tant soit

peu prononcée. Telle, par exemple, la Chine où la grande majorité des Juifs (immigrés très vraisemblablement après la prise de Jérusalem et la perte définitive de leur indépendance), vu le manque de relations avec les coreligionnaires du monde occidental et l'ignorance grandissante du passé religieux et historique, finirent, après avoir maintenu leurs communautés isolées pendant le Moyen-Age, par s'accommoder complètement à l'ambiance du monde chinois. Tel le Japon où l'on gardait toujours une tolérance envers les Juifs, peu nombreux du reste. Tels aussi les Etats-Unis d'Amérique, pays jeune, qui s'était formé et développé après et en dehors des haines et des luttes religieuses de l'Europe.

Mais, hélas, malgré l'amélioration considérable survenue dans la situation misérable des Juifs avec l'abolition des lois d'exception, *l'antisémitisme ne mourut nullement dans les pays d'Europe*. Au contraire, une nouvelle vague d'hostilité contre les Juifs monte en plein XIX^e siècle et se maintient, s'accroît même, jusqu'à nos jours. Ce terme lui-même — *antisémitisme* — surgit à cette époque précisément. Cependant, le mouvement porte aujourd'hui un tout autre caractère. Il a changé d'aspect. Le sentiment religieux n'y joue plus qu'un rôle secondaire et auxiliaire, ou même ne joue plus aucun rôle du tout. Les véritables ressorts du mouvement antisémite moderne gisent dans un tout autre domaine.

L'antisémitisme de nos jours a deux bases. D'une part, il est l'expression d'une nouvelle vague de *nationalisme*, du *chauvinisme* le plus écœurant, dont la poussée fut favorisée par les événements de la fin du siècle passé (guerre franco-allemande), ceux du commencement du XX^e siècle (guerre russo-japonaise, rivalités et luttes coloniales et économiques entre plusieurs grands pays capitalistes, nouvel élan du mouvement internationaliste et révolutionnaire stimulant les tendances opposées) et, surtout, par la guerre et les mouvements divers de 1914-1918. D'autre part, il est le résultat d'un calcul et d'une action politiques de certains gouvernements qui cherchent ainsi, comme ce fut déjà le cas aux temps lointains, à faire dévier le mécontentement, les colères populaires. La situation se complique de l'aggravation de toutes sortes de maux et de malheurs sociaux et économiques, poussant, d'un côté, à une croissance des tendances révolutionnaires, de l'autre, à la réaction et la contre-révolution nationaliste et fasciste. Les masses populaires elles-mêmes ne sont pas si chauvines et antisémites que ça. Mais les gouvernants, l'Eglise, l'école et la presse bourgeoise savent bien profiter des maux actuels pour exciter, pour réchauffer ces sentiments et obtenir ainsi le résultat recherché : transformation de la haine juste et saine contre les bases mêmes de la société actuelle en une haine stupide de race.

Ce fut, d'abord et surtout, la Russie tsariste qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, reprit la vieille recette et s'engagea dans la voie de l'action antisémite, aussitôt que le trône des tzars commença à chanceler. Vers la fin du siècle, la Russie devint le pays classique de l'antisémitisme. Par ses agents et avec tous les moyens à sa disposition, le gouvernement du tsar inspirait, organisait, commandait, dirigeait les massacres des Juifs — les « pogromes » — dont les plus terribles sont connus à travers le monde (celui de Biélostok, en 1905, ceux — plusieurs — de Kichinev, et autres). En outre, toute une législation restrictive fut créée contre les Juifs. Vexations, humiliations, tracasseries de toute sorte formaient leur vie normale de tous les jours. Une zone spéciale — genre de « ghetto » italien médiéval — fut établie dans le sud-ouest du pays et assignée à la résidence des Juifs, avec mise

à l'index du reste du territoire. La presse réactionnaire déchaînée, la propagande des prêtres, l'enseignement dans les écoles — tout cela servait à exciter les esprits contre « le sale youpin ». Toutes les souffrances sociales de la population travaillante et pauvre étaient expliquées par l'action juive et, chaque fois que l'occasion se présentait, la fureur populaire était invariablement lancée contre les quartiers israélites où le sang coulait alors à flots. La méthode était enracinée à un tel point que l'un des premiers actes des généraux réactionnaires qui s'emparaient de telle ou telle autre ville durant la guerre civile de 1918-1920 était, presque toujours, l'ordre d'un massacre des Juifs en règle. C'est ainsi que le commandant réactionnaire, Grigorieff (exécuté plus tard par l'Etat-Major de l'armée révolutionnaire insurrectionnelle makhnoviste), s'étant emparé de la ville d'Elisabethgrad, y ordonna un « pogrome » de trois jours dont l'auteur de ces lignes fut témoin, et où trouvèrent la mort plus de 2.500 êtres humains *parce que Juifs* (juillet 1919). La route de l'armée « victorieuse » du général Dénikine (1919) était toute semée de massacres juifs effroyables, comme celui de Kiev, qui dura trois jours, ou celui, encore plus terrible, de Fastov, ville du Gouvernement de Kiev, où le « pogrome » dura huit jours et coûta la vie à 3.000 Juifs, sans parler de ceux qui, frappés ou blessés, eurent toutefois la vie sauve, et dont le chiffre total atteignit 10.000 hommes et femmes. En outre, presque toutes les femmes et jeunes filles juives au-dessus de 10 ans y furent violées.

Ce n'est qu'après la victoire de la révolution de 1917 que changea la situation des Juifs en Russie. Actuellement, toutes les lois restrictives y sont abolies, le « ghetto » n'existe plus, les massacres ou toute autre action antisémite sont impossibles. Mais, malheureusement, une réserve sérieuse doit être faite. La révolution n'ayant pas réussi dans le sens voulu par les classes travailleuses, les conditions générales de la vie étant restées extrêmement pénibles pour les vastes masses populaires, une nouvelle couche de privilégiés, de bureaucrates, d'exploiteurs, de nouveaux-riches s'étant formée, et un grand nombre de Juifs appartenant justement à cette couche ainsi qu'au parti gouvernant, y compris plusieurs chefs suprêmes (Zinoviev, Trotzki et autres), — le mécontentement des masses, leur haine contre les nouveaux maîtres, leur humeur générale sont orientés, en partie, *contre les Juifs*. La tendance antisémite sommeille et se répand sourdement, clandestinement. C'est un fait incontestable que « les Juifs » sont haïs en Russie, par les masses ignorantes qui ne savent pas mieux et, peut-être, plus mal encore, distinguer les choses qu'avant la révolution. La chute du gouvernement bolcheviste (événement fort possible) et même le premier mouvement sérieux contre l'état actuel des choses, pourraient faire revivre les horreurs des temps passés et amener des massacres en masse des Juifs. Ce sont les bolcheviks eux-mêmes, ces faussaires de la véritable révolution sociale, qui en seraient les premiers responsables. Car, ce sont les conséquences désastreuses d'une révolution faussée, qui y amèneraient. En tout cas, on ne peut pas encore affirmer que l'antisémitisme soit définitivement mort en Russie.

Ce ne fut pas, cependant, la Russie toute seule qui retourna à la pratique antisémite au cours du XX^e siècle. L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, les Pays Balkaniques, la France virent renaître les mêmes tendances, les mêmes haines, quoique, bien entendu, dans des formes plus douces, plus « civilisées ». Le cri : « A bas les Juifs ! » retentit de nouveau, tous les jours davantage, d'un bout du monde à l'autre. La propagande antijuive, la littérature antisémite pren-

nent des forces à vue d'œil. Cette fois, il ne s'agit pas d'égarements, de fanatisme quelconque, d'instincts religieux ou autres. Il ne s'agit que d'un calcul froid et conscient, d'une propagande au service de la réaction politique et sociale. Il faut trouver, devant les masses malheureuses et mécontentes, le bouc émissaire responsable de leurs malheurs. Il faut détourner leur attention des vrais coupables. Il faut chercher à égarer la conscience qui s'éveille. « C'est la puissance juive qui est la cause de tous les maux. Il faut l'abattre, et ce ne sont que les véritables nationalistes qui sont capables de le faire. Alors, tout ira pour le mieux. Rangez-vous donc autour du nationalisme intégral, contre le radicalisme et la révolution qui se sont vendus aux Juifs ! » Tel est l'appel du jour dans plus d'un pays du XX^e siècle. La Pologne, à peine renée, se distingua déjà récemment, par des répressions contre les Juifs.

Il est curieux que même les pays qui, auparavant, n'avaient jamais péché par la tare de l'antisémitisme, y prennent goût aujourd'hui. Aux Etats-Unis, par exemple, certains cercles bourgeois, ayant constaté pendant la guerre qu'un nombre considérable d'anti-militaristes et de révolutionnaires se recrutaient parmi les Juifs, mettent en branle la propagande antisémite, et le fameux Ford devient le père spirituel de la campagne antijuive entamée en Amérique aujourd'hui.

Dans certains pays, des « théoriciens » et des « savants » surgissent qui font de l'« antisémitisme scientifique » (biologique et sociologique). Ils s'apprêtent à prouver, à ce qu'il paraît, que la race juive est, non seulement une race inférieure, mais qu'elle peut à peine compter comme race humaine, se trouvant plus près des intermédiaires entre le singe et l'homme que de l'homme, proprement dit ! L'antisémitisme trouve ainsi sa justification historique, scientifique et sociale !... Il devient une doctrine.

Bien entendu, l'Eglise détient une place honorable parmi les propagandistes de la haine du Juif. « Quelques théologiens orthodoxes, — raconte Reclus, — se dressant en pleine société moderne comme les « témoins » laissés par les terrassiers dans une plaine nivelée, maintiennent pourtant avec féroce la doctrine constante de l'Eglise, relativement à la punition des hérétiques : c'est ainsi que l'Histoire contemporaine peut établir de très utiles comparaisons entre le présent et le passé. Le jésuite de Luca, professeur à l'Université vaticane de Rome, dans son livre de jurisprudence ecclésiastique, publié en 1901, s'exprime dans les termes suivants : « L'autorité civile doit appliquer à l'hérétique la peine de mort, sur l'ordre et pour le compte de l'Eglise ; dès que l'Eglise le lui a livré, l'hérétique ne peut plus être délivré de cette peine. En sont passibles non seulement ceux qui ont renié leur foi, mais aussi ceux qui ont sucé l'hérésie avec le lait maternel et y persistent avec opiniâtreté, ainsi que les récidivistes, même s'ils veulent de nouveau se convertir ». Et n'a-t-on pas vu, encore, en 1898, le 17 juillet, le catholicisme officiel représenté par les plus hauts dignitaires de l'Eglise, célébrer en pompe solennelle, les souvenirs d'un autodafé de cinq Juifs, brûlés après tortures, sur une des places de Bruxelles ? Sous prétexte de congrès eucharistique et d'une fête architecturale, l'Eglise, après un laps de cinq siècles, s'est déclarée solidaire d'un abominable crime, produit de la plus ridicule ignorance, car ces Juifs étaient accusés d'avoir poignardé des hosties desquelles ruissela le sang de l'Homme-Dieu. En nos siècles de lumière, malgré la prétendue séparation des pouvoirs, les tribunaux et les administrateurs se mettent encore très volontiers au service de l'Eglise

pour condamner ses ennemis. » (Œuvre citée, t. VI, p. 412).

Comme aux temps anciens, l'ignorance et l'illogisme enfantin de millions de gens, ou bien une hypocrisie presque inconsciente, fournissent aujourd'hui encore, un terrain excellent à la propagande antisémite. « Le Juif est aussi un de ces étrangers que l'on hait, non point à cause de ses défauts, dont le prétendu Aryen d'Europe ou d'Amérique serait indemne, mais précisément en vertu du vice que l'on partage avec lui. On l'accuse d'aimer trop l'argent et de se le procurer basement. Or, n'est-ce pas là ce qu'on pourrait reprocher aussi à tous ceux, de quelque race ou quelque religion qu'ils soient, qui vendent à faux poids des marchandises avariées, à tous ceux qui acceptent de celui qui les salarie des outrages ou du moins des paroles, des gestes de mépris, à tous ceux qui ramassent l'argent dans le sang et dans la boue ? Ils sont légion. Même l'éducation que l'on donne presque universellement à la jeunesse consiste à lui enseigner de réussir quand même. Et si, dans la concurrence, le Juif est plus heureux que le soi-disant chrétien, celui-ci ne déteste-t-il pas son rival parce qu'il obéit à une jalousie d'esclave ? On lui en veut à la fois de ses vilénies personnelles et de celles que l'on commet en essayant de le distancer dans la course vers la fortune ». (Œuvre citée, t. VI, p. 372).

En effet, la chose est simple et claire. Mais combien ne la saisissent pas !... « Le petit nombre de métiers et de professions exercés par les Juifs, et surtout l'importance majeure donnée dans leur existence au commerce de l'argent, a certainement contribué pour une très forte part à leur créer un type particulier qui permet souvent de les distinguer parmi les autres éléments ethniques et sociaux. La morale professionnelle, qui se maintient durant un grand nombre de générations et qui se fortifie du père au fils et de l'aïeul au petit-fils sans être neutralisée ou combattue par une autre morale professionnelle, finit par acquérir une puissance irrépessible ; l'amour du gain sans scrupules finit par se lire dans chaque regard, dans chaque geste, dans chaque expression des traits et mouvements du corps. Des millions de caricatures représentent le Juif aux mains crochues, à l'échine souple, au sourire captieux, au nez d'oiseau de proie ; mais ce n'est point là un type de race : il faut y voir une déformation temporaire, destinée à disparaître avec les causes qui l'ont fait naître, c'est-à-dire avec les conditions de la propriété et la concurrence commerciale. « C'est le ghetto, a-t-on souvent répété, c'est le ghetto qui a fait le Juif ! » En ouvrant les grilles du lieu maudit, on l'a plus qu'à demi judaïsé ». (Œuvre citée, t. VI, p. 378). En effet, le même Juif, ne fut-il pas, au temps anciens, le type incarné d'un fanatique, d'un philosophe, d'un enthousiaste, d'un rêveur, désintéressé de toutes les choses de la terre ? Le type humain en général, ne dépend-il pas de l'ambiance ? Combien encore ne le comprennent pas !... Même tous ceux qui veulent « combattre le judaïsme », auraient dû comprendre que le meilleur moyen pour cela serait justement une parfaite tolérance. Et puis, combien de gens ne pensent même pas à des millions de travailleurs juifs qui conservent jusqu'à nos jours les meilleures qualités de la race ! On pourrait à peine trouver dans un autre milieu les mêmes traits de dévouement, de solidarité, de fraternité, de l'idéalisme plus pur que l'on constate parmi les exploités de la population juive. Il est évident que, — comme du reste dans toutes les nations et chez tous les peuples, — il y a aussi dans le peuple juif des bourgeois, des accapareurs, des malhonnêtes, des exploités criminels, et, en même temps, des millions de travailleurs honnêtes, de gens

excellents, de braves... Combien, pourtant, ne le voient pas et considèrent « le Juif » comme l'incarnation de tous les vices et défauts de l'humanité !... « Le feu, excellent moyen de désinfection, était employé, non à détruire les cadavres et les objets contaminés de toute espèce, mais à brûler les malheureux, surtout les Juifs, que l'on accusait de répandre les maladies infectieuses : ainsi, pendant la grande épidémie du XIV^e siècle, on brûla deux mille Israélites à Hambourg et douze cents à Mayence. Et jusqu'en ces derniers temps, l'ignorance populaire a toujours cherché à se venger sur l'ennemi du mal qui lui venait de sa propre incurie ». (Œuvre citée, t. VI, p. 470).

**

Une question surgit : l'antisémitisme, disparaîtra-t-il un jour, et de quelle façon ? Comment faut-il lutter contre cette honte de l'humanité contemporaine ?

Hélas, cette « honte » est loin d'être l'unique ou la principale. Elle tient à tout un système général, à toute une organisation sociale dont elle n'est qu'un des rouages naturels. Elle ne pourra donc disparaître qu'avec ce système, avec cette organisation : avec toute la société moderne.

Il y a, aujourd'hui, pas mal de gens qui auraient rougi à la seule pensée de pouvoir avoir quelque chose de commun avec une telle barbarie, une telle stupidité que l'antisémitisme, des gens qui le combattent, qui s'indignent de ses succès, mais qui, en même temps, sont tout à fait d'accord, comme sur une chose absolument normale, sur les massacres des Marocains, des Géorgiens, des Indous, des Nègres ou, tout simplement, des ouvriers de leur propre pays ; des gens qui, n'étant — pour rien au monde ! — des antisémites, sont pourtant, le plus naturellement et le plus illogiquement du monde, des « antiboches » ou des « antifrançais » ou des « antianglais », etc... C'est de l'inconscience inconcevable ou de l'hypocrisie la plus exécrable. En tout cas, c'est de l'illogisme criant.

L'antisémitisme n'est aujourd'hui, qu'une des faces les plus hideuses du nationalisme le plus bas ; une des manœuvres, un des instruments de la réaction la plus farouche. Il est une des plaies saignantes de notre société en pleine putréfaction. Il est une des manifestations de la contre-révolution en marche qui, profitant de l'ignorance, de l'inconscience des uns, de l'impuissance momentanée des autres, joue sur les plus mauvais instincts pour arriver à ses buts.

La plus grande « honte » de l'humanité contemporaine est toute cette société abominable, en son entier : société où les guerres, les haines nationales, la comédie politique, la tromperie systématique, l'exploitation effroyable, les massacres de toute espèce sont de règle, sont des faits-divers de tous les jours, constituent l'essence même de l'existence.

L'antisémitisme est un élément inhérent à cette société ; il n'est donc ni plus ni moins honteux qu'elle-même. Il en est inséparable ; il ne pourra donc disparaître qu'avec elle.

Lutter contre l'antisémitisme, c'est lutter contre toute cette société affreuse, en son ensemble.

C'est la destruction complète de la société actuelle et sa réorganisation sur de tout autres bases sociales qui amèneront à la disparition définitive de la peste nationaliste et, avec elle, de l'antisémitisme. Il disparaîtra quand les vastes masses humaines, à bout de leurs souffrances et malheurs et au prix des expériences atroces, comprendront, enfin, que l'humanité devra sous peine de mort, organiser sa vie sur les bases naturelles et saines d'une coopération matérielle et morale fraternelle et juste, c'est-à-dire véritablement humaine.

Alors, viendra le jour où les hommes, vivant dans cette société nouvelle, parleront de tous les beaux exploits nationalistes de notre époque, — antisémites ou autres, — comme d'une des pages les plus sombres de l'histoire humaine. Ils parleront de même que nous, hommes du XX^e siècle, nous parlons des exploits, pas moins beaux, des empereurs farouches des temps de la décadence de Rome. — VOLINE.

ANTITHÈSE n. f. (du grec *antithésis*, opposition). On entend par antithèse, une figure de rhétorique par laquelle, dans une même période, on oppose des pensées, des mots, etc... Ex. : L'Autorité est d'autant plus *arrogante* qu'elle s'exerce sur les plus *humbles*. On entend aussi par antithèse une proposition qui forme le second terme d'une antinomie dont le premier est la *thèse*. Lorsque nous nous trouvons par exemple en face des thèses bourgeoises et que nous leur opposons point par point notre doctrine anarchiste, nous construisons une antithèse. Enfin, le mot antithèse sert à désigner toute espèce d'opposition frappante : Ex. : L'esprit anarchiste est l'antithèse de l'esprit autoritaire. Dans l'écrit et dans le discours, l'antithèse est une force dont on ne saurait trop signaler l'importance. Plus que tout autre moyen de dialectique, elle s'impose par une extraordinaire puissance d'évocation et de démonstration. Lorsque l'on veut frapper l'esprit d'auditeurs ou de lecteurs, rien ne vaut l'antithèse. Dire, par exemple : « Dans notre Société, les uns ont tout, les autres rien ; Les uns crèvent d'indigestion, les autres meurent de faim, etc... », n'est-ce pas s'exprimer plus vigoureusement que par un long discours ? Ces contrastes, que l'antithèse souligne, sont les points de départ d'une commotion qui, par la suite, par le jeu naturel de la réflexion, engendre chez le méditatif, une mentalité nouvelle. Nous ne saurions donc trop recommander aux propagandistes et, plus spécialement, aux agitateurs anarchistes, l'emploi fréquent de l'antithèse. — Une pensée ou une expression qui tient de l'antithèse est dite *antithétique*.

Georges VIDAL.

APOLOGIE n. f. (du grec : *apologia*.) L'apologie est un discours, un article, etc... dont le but est de justifier ou de défendre quelqu'un ou quelque chose. Ex. : Un agitateur fait l'apologie de la révolution. Lorsqu'un militant anarchiste, poursuivi pour sa propagande par la justice bourgeoise, expose ses idées et les revendique devant les tribunaux, il fait l'apologie de l'anarchisme. Lorsqu'un militant anarchiste, par la plume ou par la parole, prend la défense d'un camarade emprisonné et vante les actions de ce camarade, il fait une apologie. C'est ainsi que, chaque année, de nombreux militants sont condamnés pour avoir pris publiquement la défense de camarades victimes de la répression bourgeoise. Celui qui fait une apologie est un *apologiste*.

APOLOGUE n. m. (du grec : *apo*, sur et *logos*, discours). L'apologue est une fable, c'est-à-dire un récit allégorique, dont la fiction sert à voiler une moralité. Les fables de La Fontaine, que tout le monde connaît, sont des apologues. Il existe des apologues qui sont un véritable enseignement pour l'enfant et pour l'homme, mais il en existe peu. Car l'apologue, qui est une excellente arme de persuasion insidieuse, a été beaucoup trop employé par les castes dirigeantes, au mieux de leurs intérêts. Les éducateurs savent, en effet, la puissance de ces récits fictifs sur les cerveaux impressionnables des enfants. Par un usage savant de l'apologue, on peut facilement susciter chez l'enfant une admiration tenace pour certains gestes et certaines idées en même temps qu'une hostilité ou un

dégoût non moins tenace pour les gestes et les idées que l'on veut discréditer. Les morales bourgeoises ont toujours fait grand cas de l'apologue et ont toujours su s'en servir méthodiquement. Les origines de l'apologue remontent aux temps les plus éloignés. La tradition attribue la paternité des fables dites indiennes à des auteurs légendaires tels que Pilpay et Lokman ; elles remontent à un original sanscrit : Le *Panchatantra* (les cinq livres), œuvre de Vichnou Sarma. Chez les Grecs, on peut considérer Hésiode (VIII^e siècle avant J.-C.) comme un des premiers fabulistes — peut-être même le premier (Hésiode est l'auteur de la fable : *L'Epervier et le Rossignol*). Viennent ensuite les célèbres fables d'Esope, esclave phrygien du VI^e siècle avant J.-C., qui, rédigées en prose, furent traduites en vers iambiques par Babrios (III^e ou II^e siècle avant J.-C.). Chez les Latins, le fabuliste le plus connu est Phèdre, qui se borne à reprendre et à remanier les fables d'Esope. Ce dernier devient très populaire, grâce aux diverses traductions et adaptations latines : au Moyen-Age on appelle *Ysopets* les recueils de fables. Après les fables de Marie de France (XII^e siècle), nous arrivons à la Renaissance, où Clément Marot et Mathurin Régnier furent les véritables précurseurs de La Fontaine. Sur ce dernier, qui est considéré comme le maître du genre, nous n'insisterons pas. Citons après lui : Perrault, Senecé, Florian, etc... A ce moment la fable tend à devenir une forme de l'épigramme (notamment celles d'Arnault, Lachambeaudie, etc...). A l'étranger, citons les principaux fabulistes : Angleterre : Gay, Johnson, Moore ; Allemagne : Lessing, Gellert, Hagedorn, Pfeffel ; Hollande : Jacob, Katz ; Espagne : Ruyz de Hita, Yriarte, Samaniego ; Italie : Pignotti ; Russie : Krilov. (Voir le mot « Fable »).

APOSTASIE n. f. (du grec *apostasía*, abandon). Anciennement le mot apostasie ne s'employait guère que pour désigner l'abandon d'une religion en faveur d'une autre : Ex. : L'apostasie de l'empereur Julien. Mais le mot n'a pas tardé à avoir une acception plus large et à désigner également l'abandon d'un parti ou d'une doctrine sociale. Ex. : L'apostasie du politicien Alexandre Millerand, en France ; L'apostasie du politicien Mussolini, en Italie ; L'apostasie du politicien Vandervelde, en Belgique ; du politicien Branting, en Suède, du crapuleux, de l'infect Gustave Hervé, en France, etc... L'apostasie, en matière de politique, peut avoir parfois pour cause des mobiles d'ordre intellectuel ou sentimental. Mais c'est là un cas très rare. Partisans de l'absolue liberté de pensée et d'action pour chacun, nous ne pouvons que déplorer le peu d'esprit de suite et de persévérance des compagnons qui se retirent de la lutte après avoir milité ouvertement. Mais nous ne pouvons les condamner, s'ils ont la pudeur de disparaître de la scène sociale et de ne pas aggraver leur désertion d'une trahison. D'ailleurs, il se peut que la lutte ait épuisé l'énergie ou les forces intellectuelles d'un homme : dans ce cas, sa retraite nous inspire des regrets, mais sollicite toute notre indulgence. Toutefois, comme nous l'avons dit, le cas d'une apostasie *propre* est très rare. Généralement l'apostat est un politicien qui estime qu'en passant dans un autre camp, il aura plus de profits qu'en restant dans le camp où il se trouve. A la base d'une apostasie, on retrouve presque régulièrement ces deux mobiles : l'argent et les honneurs. C'est pour cela que lorsqu'un parti ou un groupement social est pauvre, on peut compter ses militants. Mais dès que le parti devient riche, il se présente de toutes parts des politiciens désireux d'offrir leurs services. Les partis les plus riches en argent sont toujours les plus riches en

politiciens, politiciens venus d'autres partis ou d'autres sectes dont la caisse sonnait le vide. D'autre part, les partis politiques naissants sont généralement pauvres en argent, mais ils sont riches en espoir de développement. Aussi recrutent-ils facilement des ambitieux qui calculent qu'en ayant un peu de patience, il pourront se faire la place convoitée. Ces ambitieux-là savent, en effet, que dans les partis déjà vieux, les cadres sont pleins et qu'ils auraient à surmonter d'innombrables difficultés pour se tailler une part suffisante du gâteau. Et c'est à cause de toutes ces considérations, que les anarchistes peuvent avoir pleine confiance dans leurs militants. Les politiciens ne s'aventurent pas chez eux puisqu'ils n'y pourraient récolter que la misère et les persécutions. Inutile, naturellement, de multiplier les exemples d'apostasie : la chose est devenue tellement courante en politique, qu'il n'y a qu'à regarder autour de soi pour considérer des renégats de toute espèce.

APOTRE n. m. (du grec *apostolos* ; de *apo*, loin et *stellen*, envoyer). Le mot apôtre a servi tout d'abord à désigner chacun des douze disciples que Jésus-Christ chargea, d'après la légende, d'aller prêcher l'évangile. Mais le sens du mot s'est élargi par la suite. Le mot apôtre sert aujourd'hui à désigner celui qui se voue à la propagation et à la défense d'une doctrine. Ex. : Kropotkine et Bakounine sont des apôtres de l'anarchisme. Mais ici comme en beaucoup de choses, il convient de faire attention aux faux apôtres, aux individus qui cherchent à se faire passer pour les martyrs d'une cause, à seule fin de pouvoir plus facilement duper la foule. Le trait distinctif de tout véritable apôtre est le *désintéressement*, le vrai celui qui fait fi de tout : argent et popularité. Peu important à l'apôtre sincère, l'argent et la gloire. Il saura propager les idées qu'il a reconnues justes même — et surtout — si sa propagande est ardue et ne lui attire que persécutions. Son attachement aux doctrines qu'il sert est si vivace qu'il est prêt à tout sacrifier — au besoin sa liberté, ses amitiés, sa vie même — au triomphe de ses convictions. Rien ne l'arrêtera. Il a fait don de sa personne à son idéal et son dévouement est absolu. Le faux apôtre, au contraire, sous une apparence de dévouement, ne cherche qu'à satisfaire ses appétits et ses intérêts propres. C'est un comédien qui sait, à l'occasion, jouer au persécuté. Tous les politiciens des partis dits populaires se font plus ou moins passer pour de bons apôtres soucieux jusqu'à l'abnégation du bien de la masse des travailleurs. Ce sont des fourbes sans scrupules, qu'il faut démasquer sans répit. D'ailleurs, qu'il arrive le moindre danger pour eux et ces apôtres de pacotille savent disparaître ou évoluer savamment. C'est aux anarchistes qu'il appartient de dénoncer au peuple, les parasites qui se font une renommée tapageuse à ses dépens. Et c'est également aux anarchistes qu'il appartient de savoir entourer d'une affection et d'une camaraderie indéfectibles, les véritables apôtres.

Georges VIDAL.

APPARENCE n. f. (du latin *apparere*, apparaître). L'apparence est ce qui frappe la vue ou l'esprit. C'est l'aspect extérieur des choses et des êtres, aspect auquel nous sommes trop souvent tentés de nous fier. Un proverbe judicieux nous dit : « Les apparences sont souvent trompeuses ». Et ce n'est que très vrai. Tout le monde se laisse prendre aux apparences. Les bourgeois ne manquent pas de se duper entre eux en dissimulant leurs sentiments ou leurs affaires sous un voile doré. Mais naturellement le plus berné de tous est le peuple qui s'engoue aux boniments doucereux et prometteurs des politiciens de tout acabit et des

arrivistes de toute espèce. Régulièrement le peuple se laisse prendre au bagoût des bateleurs qui, sous l'apparence d'honnêtes tribuns, le grugent et le dépouillent. Plus les apparences sont enjôleuses, plus il faut être prudent. Il faut gratter le vernis superficiel et voir ce qu'il y a dessous. Il se peut que le fond corresponde à l'apparence. Mais il faut commencer par s'en assurer, si l'on veut éviter d'être la dupe sempiternelle.

APPEL (Cour d') n. f. Tribunal dont la fonction est d'examiner en deuxième instance tous les procès correctionnels ou civils dont l'issue a été contestée soit par le condamné, soit par le plaignant ou le procureur de la République.

Cette institution est une des plus grandes hypocrisies des régimes étatiques.

Si l'on veut uniquement s'en tenir à la lettre, on peut croire que c'est un maximum de garantie de liberté qui fut accordé au citoyen en dotant le système judiciaire d'une Cour d'Appel au siège de chaque ressort juridique.

En effet, que dit le Code d'Instruction Civile et Criminelle ?

Ceci : « Chaque fois qu'un citoyen aura comparu devant un tribunal de première instance et qu'il croira avoir été condamné à tort, il pourra faire appel de ce jugement auprès du procureur de la République, lequel sera tenu de communiquer le dossier à une chambre d'appel qui, en une audience contradictoire, aura à statuer sur le bien fondé de l'appel.

« L'appelant aura toute faculté pour apporter au cours de cette audience, les arguments en faveur de sa non-culpabilité. La chambre d'appel se prononcera donc en toute indépendance et ayant en mains tous les éléments de la cause.

« Elle pourra annuler, diminuer, maintenir ou aggraver, s'il y a lieu, le premier jugement. »

Or, du commencement à la fin, il y a dans l'application de ce texte, la plus noire hypocrisie.

D'abord, l'avocat-général, au nom de l'Etat, demandera toujours le maintien ou l'aggravation de la peine.

Ensuite, la composition même de la Cour d'Appel est un défi au bon sens.

Car tous les conseillers à la Cour sont d'anciens présidents de correctionnelle ou juges d'instruction. Et l'on sait que la solidarité professionnelle — qui est en grand honneur dans la magistrature — oblige les conseillers à maintenir les jugements de leurs confrères.

Chaque conseiller se souvient alors, qu'il fut, avant d'occuper cette charge, un juge plus modeste — il se rappelle que, s'il avança en grade, c'est parce que les conseillers à la Cour n'annulèrent jamais ses sanctions — car chaque fois qu'un jugement est annulé, c'est un retard dans l'avancement pour le juge désavoué. Et alors, il fait pour ses successeurs de correctionnelle ce qu'il fut heureux qu'on fasse pour lui-même.

Et puis, pour un procès d'opinion, quelle infecte comédie !

Le militant est poursuivi par le Gouvernement, condamné en correctionnelle par ordre du Gouvernement — il est donc obligé d'être maintenu en prison par les conseillers dont l'avancement dépend du Gouvernement.

Aussi ne voit-on jamais de militant acquitté par la Cour d'Appel. Chaque fois, la sentence est confirmée — ou aggravée.

L'institution même de la Cour d'Appel est un nonsens qui nous donne raison, à nous, anarchistes, quant à notre critique de toutes les magistratures.

Nous disons, en effet, que nul ne peut juger son semblable, parce que son jugement peut être entaché d'erreur, car nul être ne peut se prétendre infailliblement équitable.

Or, la magistrature de l'aveu même du système judiciaire, n'est pas apte à juger puisqu'elle est reconnue faillible, sujette à erreurs — puisqu'on dit au justiciable :

« Nous allons vous donner des juges, mais ceux-ci peuvent se tromper — et pour réparer leurs erreurs (au cas où ils en commettraient), nous vous donnons la faculté de vous pourvoir devant d'autres juges moins sujets à erreur que les premiers : les conseillers à la Cour. »

Et qui sont ces conseillers, plus sûrs que les simples juges ? D'anciens juges eux-mêmes. Quelle est donc la qualité qui fait d'eux des juges plus sûrs maintenant qu'il y a seulement six mois, alors qu'il n'étaient que de simples présidents de correctionnelle ? L'avancement, dû aux intrigues, au favoritisme et à l'âge.

On voit que la sûreté de jugement tient à bien peu de chose.

Et encore, on ne dit pas que ces conseillers sont infaillibles — on les reconnaît, eux aussi, capables d'erreurs, puisqu'on a mis au-dessus d'eux la Cour de Cassation.

En vérité, la farce judiciaire est toujours jouée aux dépens du malheureux qui a maille à partir avec les chats-fourrés. Innocent ou coupable, le pauvre diable qui est condamné en correctionnelle ne peut espérer qu'une issue en interjetant appel : de nouveaux frais de justice, l'augmentation de l'amende et l'aggravation de sa condamnation.

On dit que les loups ne se mangent pas entre eux. Les chats-fourrés non plus.

Tous ceux qui furent assez naïfs pour espérer en la Cour d'Appel ont pu le constater amèrement.

Louis LORÉAL.

ARBITRAGE n. m. L'arbitrage est le jugement amiable d'un différend par un tiers appelé arbitre. Le mot arbitrage sert également à désigner la sentence rendue par le ou les arbitres. Notons en quelques mots la façon dont le droit bourgeois envisage l'arbitrage : L'arbitrage ne peut s'exercer que sur les droits dont on a libre disposition. L'acte par lequel on consent à recourir à un arbitrage s'appelle *compromis*. On ne peut compromettre sur les dons et legs d'aliments, logements, vêtements, ni sur les séparations, divorces et autres questions d'état civil. Les arbitres, désignés sous le nom d'*amiables compositeurs*, jugent en équité et il ne peut être appelé de la sentence. En cas de partage ou de désaccord, le président du tribunal nomme un tiers arbitre ou un surarbitre. Les ouvriers, employés ou patrons peuvent soumettre les questions qui les divisent à un *comité de conciliation*, et, à défaut d'entente dans ce comité, à un *conseil d'arbitrage*. Ils s'adressent au juge de paix, chargé des détails de la procédure, mais étranger à la décision sur le fond, prise par les arbitres. Des commissions d'arbitrage ont été instituées, après la guerre de 1914-18, pour régler les différends entre locataires et propriétaires.

Il existe également un arbitrage international, c'est-à-dire une procédure dite « pacifique » employée pour le règlement des litiges internationaux et qui consiste dans la désignation, par deux Etats en conflit, d'une puissance tierce, d'un corps constitué ou même d'un simple particulier chargé de les départager. Une Cour permanente d'arbitrage siège à La Haye depuis 1898. Le conflit mondial de 1914-1918 nous a montré ce qu'on pouvait attendre de cette institution diplomatique.

Tant que les peuples n'auront pas pris en mains leurs affaires, ce ne sont ni la Cour de La Haye ni la Société des Nations qui pourront éviter les tueries internationales. Pas plus que la comédie permanente des Commissions d'arbitrage ne pourront donner une solution satisfaisante aux différends entre simples particuliers. Notons, en passant, combien est mensonger le titre de « Société des Nations », les peuples n'étant pas admis à désigner leurs représentants et ceux-ci étant au contraire choisis par leurs gouvernements respectifs. Ceci déjà montre le peu de confiance que l'on peut avoir en cette Assemblée de diplomates. D'ailleurs, aurait-elle les meilleures intentions du monde et serait-elle composée de gens sincères, la Société des Nations n'en serait pas moins impuissante. Ses décisions, respectées par les gouvernements parce qu'ils les ont dictées eux-mêmes, seraient considérées comme nulles du jour où elles viendraient à contrecarrer leur politique. (Voir *Nations* (Société des)).

Tout bien considérée, la pratique de l'arbitrage, que ce soit dans les différends qui séparent les particuliers ou ceux qui divisent (en cas de grève, par exemple), patrons et ouvriers ; qu'il s'agisse de fixer les droits respectifs des propriétaires et des locataires, ou d'évaluer le sursalaire attribué aux travailleurs de tous ordres, à titre d'indemnité de vie chère, la pratique de l'Arbitrage est née de la multiplicité croissante des désaccords, du déséquilibre toujours plus marqué des rapports, et de la difficulté toujours plus grande de concilier ou de trancher par des dispositions législatives les intérêts en lutte. Au fond, le recours à l'arbitrage n'est qu'un pis aller et quand il donne lieu au prononcé d'un arrêt, il arrive que, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, la sentence rendue ne satisfait aucune des parties.

Au surplus, les arbitres n'ont pas les mains libres ; ils sont liés, comme de vulgaires magistrats, par des textes de lois, des arrêts déjà rendus, une jurisprudence plus ou moins prédominante, des habitudes acquises, etc. ; en sorte que, tout ce fatras semi-judiciaire, routinier et le plus souvent inique, n'assure pas le respect et la reconnaissance des droits véritables et ne conduit pas à l'exacte et souveraine équité.

Lorsque, au lieu d'être courbés sous l'arbitraire des conventions et contrats imposés par les pouvoirs établis ; lorsque, au lieu de vivre dans un milieu social où tout est concurrence et rivalité, les individus ne reconnaîtront comme valides que les contrats qu'ils auront librement passés avec leurs semblables et vivront dans une société où l'Autorité et la Propriété — ayant été abolies — ne susciteront plus les antagonismes que nous avons eu l'occasion de signaler (voyez *Antagonismes*) les cours et commissions d'arbitrage n'auront plus aucune raison d'être et disparaîtront d'elles-mêmes. Mais... ce sera l'*Anarchie*.

ARBITRAIRE adj. (du latin : *arbitrarius*). Qui dépend de la seule volonté en dehors de toute considération de raison, de justice, de conscience, et qui, par conséquent, est despotique. Ex. : Le pouvoir d'un Gouvernement est arbitraire. Le mot arbitraire est également employé comme substantif (masculin) et sert à désigner une autorité sans autre règle que le bon plaisir, un despotisme sans frein. Ex. : Le peuple a toujours subi des arbitraires de toutes sortes. Aussi loin que l'on remonte, on s'aperçoit que tous les Gouvernements — qui ne sont que la consécration du droit du plus fort — ont toujours donné naissance aux pires arbitraires. Qui mieux est encore, c'est que les détenteurs du pouvoir, pour fortifier leur tyrannie, n'ont

pas hésité à codifier cet arbitraire et à en faire des lois qui, sous une pompeuse appellation, ne sont que les statuts de l'arbitraire légal. Tout homme qui, par un moyen ou par un autre, impose sa volonté à son voisin commet un arbitraire. La bourgeoisie — comme l'aristocratie d'antan — est coutumière du fait et ne maintient son autorité qu'en faisant usage de l'arbitraire le plus infâme de tous : la répression.

Sous les anciens régimes : la monarchie absolue, l'empire, l'arbitraire ne connaissait pas de limites. Une caste restreinte dominait le pays avec un despotisme brutal. Le paysan et l'ouvrier n'avaient pas plus de droits que les esclaves de l'antiquité. Ils en avaient moins peut-être, car le maître tout au moins ne laissait pas mourir de faim ses esclaves. Mais ce cynisme dans l'arbitraire finit par engendrer la révolte. Des révolutions éclatèrent. Le Pouvoir absolu et personnel se changea peu à peu en un Pouvoir impersonnel et tempéré par une Constitution. Mais ces changements parvinrent tout au plus à atténuer les formes les plus révoltantes de l'arbitraire. Les classes moyenne et prolétarienne qui avaient fait ces révolutions continuèrent à subir des vexations et des brimades de toutes sortes. L'arbitraire fut tout simplement un peu plus hypocrite et prit soin de recouvrir ses forfaits d'un voile légal. La raison en est claire : c'est que l'arbitraire est la conséquence même de l'Autorité. Il ne suffit point de changer ou de modifier cette dernière. Il ne suffit point de l'habiller de mots nouveaux et de la dissimuler sous des formules ronflantes. Si l'on veut supprimer définitivement l'arbitraire, il faut abattre irrémédiablement l'Autorité, seule cause du mal. Et, seuls, les anarchistes se sont fixé cette tâche. — Georges VIDAL.

ARBITRE. (Voir *Libre arbitre*.)

ARCHIES. (du grec *arché*). Cette terminaison désigne les différents pouvoirs qui exercent dans la société l'autorité et le commandement, pouvoirs néfastes à tous les points de vue, incapables d'assurer l'ordre véritable, qu'il s'agisse de la monarchie (*monos*, un seul), pouvoir laissé à l'arbitraire d'un individu, ou de l'oligarchie (*oligos*, peu nombreux), pouvoir d'une clique (une oligarchie d'hommes d'affaires, de politiciens, de guerriers, etc.), asservissant le monde à ses caprices, — cent tyrans au lieu d'un), ou de toutes les *archies* passées, présentes et futures. Qu'elle soit l'expression de la volonté d'un seul ou de plusieurs, l'*archie* suppose la division de l'humanité en maîtres et esclaves, tous incapables de se diriger eux-mêmes. *Hiérarchie* (gr. *hieros*, sacré). La société ne peut pas se passer d'une hiérarchie. Celle-ci découle de l'autorité même ; les individus sont subordonnés les uns aux autres, les uns commandent, les autres obéissent, les uns occupent le faite de l'édifice, les autres les plus bas degrés, les riches et les puissants ne pouvant pas plus se passer des pauvres et des petits que ceux-ci ne peuvent se passer d'eux. Partout des classes, des castes, des barrières, des divisions, des distinctions... Les individus ne diffèrent pas entre eux par l'originalité (ils sont tous pareils, également tarés), mais par le titre, le costume, la fonction, le galon... Le principe de toute hiérarchie consiste dans la subordination des inférieurs aux supérieurs (ce qui est arbitraire, rien ne prouvant la supériorité de ceux qui, chargés de diriger les esclaves, sont également esclaves, de ceux qui, maîtres de la société, ne le sont pas d'eux-mêmes). Il faut, dit-on, une hiérarchie pour assurer le bon fonctionnement de l'Etat. Que deviendrait une société dans laquelle chacun ferait ce qu'il voudrait ? Ce serait l'arbitraire. Or, que voyons-nous dans une société hiérarchisée, sinon le triomphe du

désordre ? Nul n'est à sa place, nul ne remplit son rôle, chacun croit faire ce qu'il veut et ne fait que se rendre insupportable au voisin : c'est le bon plaisir des dirigeants qui domine, offrant le spectacle d'une incohérence inimaginable, servie et soutenue par la veulerie des dirigés. La hiérarchie n'est qu'une subordination des intelligents aux imbéciles. C'est une hiérarchie à rebours, une mystification. — *Synarchie* (gr. *sun*, avec). Union, solidarité des archies. Synthèse de gouvernement, loi d'organisation sociale. D'après de St-Yves d'Alveydre, Barlet, Lelay et Papus, il existe une analogie entre la loi qui dirige l'homme et la loi qui dirige la société. Les divisions de l'organisme humain (ventre, poitrine, tête) se retrouvent dans la société (économie, pouvoir, autorité). La synarchie établit une fois pour toutes (?) la loi des dirigeants et des dirigés. Théorie contestable. — *Ant-archie*. Le préfixe *ant* désigne la lutte contre l'*archie*. Il est employé ici comme dans anti-cléricalisme, anti-alcoolisme, anti-social, anti-esclavagiste, anti-révolutionnaire, anti-militarisme, anti-patriotisme, etc... tandis que le vocable anarchie signifie l'absence même de toutearchie, la suppression de toute autorité, désigne une attitude audessus et en dehors comme a-légal, a-patriote, a-social, a-religieux, a-clérical, a-moral, a-politique, a-nomie (absence de loi imposée du dehors à l'individu, sa propre loi), etc... L'ant-archiste n'a pas le désintéressement et la noblesse de l'an-archiste (l'anti désignant une attitude politicienne, utilitaire, in-esthétique). Cependant, an-archie n'implique pas une indifférence absolue à l'égard du monde social : se placer au-dessus de l'autorité, c'est entrer en conflit avec elle. Néanmoins, on peut échapper à l'idée fixe de la combattre, idée qui finit par engendrer l'esclavage, en nous subordonnant à ce que nous combattons, et nous fait employer les mêmes armes que l'adversaire. L'an-archie est préférable sous tous les rapports à l'ant-archie. — *Aut-archie* (ne pas confondre avec le vocable précédent) gouvernement de soi-même (*autos*), self-government des Anglais, système d'autonomie morale préconisé par La Réveillère-Lepault. Anarchie à l'usage des gens du monde et des vieux militaires. Convient aux fonctionnaires retraités, aux correspondants de sociétés savantes, aux professeurs d'énergie... L'autarchiste admet l'Etat, l'autorité, la propriété, la loi, la hiérarchie. Il a de l'honneur une conception traditionnelle. Il est, il est vrai, ennemi de certains préjugés et de la routine administrative. Il ne fait pas de politique (?). C'est un réformiste. L'autarchiste suit les offices religieux ou se contente de croire en l'Etre suprême : M. Homais est autarchiste. L'autarchie, qui prétend avoir son fondement dans l'autonomie individuelle et la liberté de penser, comme l'an-archie, poursuit un but différent. Tandis que l'an-archie fait *table rase* du social (dans la mesure du possible), l'aut-archie tient compte du social. Tandis que l'an-archiste s'efforce de rompre tout lien avec le monde dit civilisé, de profondes attaches retiennent l'autarchiste au passé. Il n'est pas libéré. Il est altruiste, ne repousse pas l'association (La Réveillère admet même une autarchie communale), accepte l'organisation sociale avec des remaniements, des modifications, reste dans la légalité. L'autarchie est un compromis.

Autres mots forgés avec *archie* : *idiarchie* (gouvernement par l'idée) ; *logo-archie* (théorie préconisant le lien entre les socialistes rationnels, logo-archistes (*logos*, lien) ; *poly-archie* (*polus*, plusieurs) : le régime républicain est une poly-archie ; *pan-archie* (*pan*, tout) : on peut dire que la Société tout entière est une vaste pan-archie : l'autorité y exerce sa tyrannie sous toutes les formes, y déploie son incohérence sans limites. Ce système ramène le monde entier à l'autorité. *Archiste* : partisan de l'archie. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

ARCHITECTURE (du grec *architektonêo*, je bâtis). Art de construire des édifices dans des proportions et selon des règles déterminées.

L'architecture égyptienne est toute de solidité et de régularité toute nue. L'Égypte fut le foyer et la genèse de l'architecture et toutes les architectures, même celle gothique, a dit Boss, sont sorties de l'Égypte. E. Pelletan prétend que c'est une émanation directe de l'Égypte. L'art débute par l'architecture et Balzac écrit que l'architecture est l'expression de la civilisation d'un peuple.

L'architecture comporte des règles. Elle n'est donc pas un art libéral.

Lamennais prétend qu'elle est une poésie, la poésie du monde des corps et des formes inanimés.

Renan dit que les Juifs n'ayant pas d'architecture propre n'ont jamais tenu à donner à leurs édifices un style original.

Montégut déclare qu'elle n'inspire à l'esprit que des idées de grandeur, de noblesse, d'austérité majestueuse.

Sur un terrain restreint, Balzac dit que le miracle de cette fée parisienne appelée l'architecture est de rendre tout grand.

Par extension, l'architecture est le mode de construire, le genre, le caractère distinctif des ornements d'un édifice qui comporte cinq ordres principaux.

Se dit aussi d'un monument, d'un édifice ou d'une de ses parties. Th. Gautier écrit qu'il faut avouer que plus une architecture, une joaillerie, une arme, datent d'une époque reculée, plus le goût en est parfait et le travail exquis.

Par comparaison : structure.

Bossuet écrit : les os sont, dans l'architecture du corps humain, ce que sont les pièces de bois dans un bâtiment de charpente.

C'est un arrangement harmonieux des parties de l'univers :

*Je regarde en gros toute la nature
J'en observe l'ordre et l'architecture.*

(Régnier Desmarests).

En franc-maçonnerie, un morceau d'architecture est le nom donné aux discours prononcés dans les loges maçonniques.

L'architecture à laquelle on donne parfois le nom d'art monumental se divise en quatre branches principales : L'architecture religieuse, civile, militaire, hydraulique.

L'architecture religieuse a pour objet la construction de tous les édifices destinés au culte : temples, basiliques, églises, chapelles, oratoires, cryptes. A cette classe se rattache l'architecture monastique s'occupant de la construction des établissements destinés à l'habitation des communautés religieuses et les monuments funéraires.

L'architecture civile comprend les édifices appropriés aux besoins de la vie politique et privée : palais, châteaux, résidences officielles, tribunaux, théâtres, cirques, prisons, hôpitaux, halles, bains, fondations publiques et monuments purement décoratifs comme les arcs de triomphe. L'architecture civile prend le nom d'architecture domestique lorsqu'elle s'occupe des habitations ordinaires de l'homme et celui d'architecture rurale lorsqu'elle a pour objet la construction de bâtiments destinés aux exploitations agricoles : fermes, granges, etc...

L'architecture militaire embrasse les différentes constructions nécessaires à la défense ou à l'attaque d'un territoire : forteresses, remparts, bastions, redoutes, arsenaux, hangars pour avions et dirigeables, etc...

L'architecture hydraulique est l'art de conduire et de retenir les eaux et d'élever des constructions dans leur

sein : digues, jetées, ports, canaux, aqueducs, ponts, etc...

L'architecture hydraulique et militaire tendent à disparaître, le génie militaire et les ingénieurs s'étant substitués aux architectes dans la direction des travaux de fortification.

Les constructions navales sont complètement distinctes de l'architecture proprement dite et le terme d'« architecture navale » est tout à fait désuet.

L'architecture a pour but, comme tous les beaux arts, d'exprimer matériellement l'idée du beau. Elle crée elle-même les formes par lesquelles elle traduit cette idée. Elle les combine et les développe suivant les proportions et les règles que le goût seul détermine. Par la conséquence, elle demande plus d'imagination que les autres arts pour imprimer à ses productions un caractère dont elle ne trouve d'autre exemple dans la nature que l'ordre, l'intelligence et l'harmonie qui y règnent, tandis que la peinture et la sculpture y puisent les modèles qu'elles représentent et l'expression des sentiments dont elles animent leurs sujets.

L'architecture est un art de création. Si elle était appelée à devenir un art d'imitation, sa destruction serait fatale.

L'architecture grecque à laquelle on donne comme type primordial la cabane de bois est sans contredit l'architecture la plus complète, la mieux raisonnée et la mieux réglée. Elle est devenue classique et ses productions sont devenues des chefs-d'œuvre de goût.

Il n'y a de monument parfait que celui qui possède à la fois la beauté, la commodité et la solidité.

Pour réaliser la beauté, la composition architectonique doit avoir égard à l'ornementation, à la symétrie, à l'harmonie ou eurhythmie et à la convenance.

L'ornementation donne aux matériaux employés à la construction les formes les plus agréables. Les éléments de l'ornementation sont les ordres (colonnes et entablements), les pilastres, les arcades, les frontons, les sculptures et les peintures décoratives.

La symétrie résulte de l'exacte proportion des parties entre elles et des parties avec le tout.

L'Harmonie ou eurhythmie est constituée par l'accord des parties correspondantes. Elle exige que l'unité la plus complète règne dans la construction, que tous les détails et ornements se rapportent à l'ensemble, ce qui ne doit pas exclure la variété à laquelle l'architecture emprunte la plus grande partie de ses agréments en prenant garde que cette variété ne dégénère en confusion.

La convenance consiste à donner à l'édifice l'ornementation et les proportions les plus convenables à sa destination, car il importe qu'un monument éveille tout d'abord par son aspect des idées analogues à son emploi, comme il est nécessaire sous le rapport de la commodité qu'il y ait convenance entre la construction d'un édifice et sa destination. Ne pas construire un temple comme un théâtre, une cathédrale comme une église de village, une gare comme une salle de bal.

Le tact seul peut donc guider l'architecte, car il est à peu près impossible de tracer des règles générales pour tous les détails de l'aménagement intérieur.

Sans la solidité, la beauté et la commodité seraient sans valeur et il est indispensable que l'architecte ait une profonde connaissance des forces ; il lui faut savoir calculer la pression des masses dont les unes agissent verticalement, d'autres perpendiculairement et obliquement.

En ce qui concerne ces dernières, il est à constater que les travaux auxquels se livrent les architectes de la République soviétique, dans la construction des monuments en cours d'édification, palais de la paix et autres, la structure et la superstructure sont d'une ori-

ginalité qui déconcerterait beaucoup nos architectes français actuels. Les plans et les dimensions, les inclinaisons et les carcasses que nous avons pu apprécier à l'Exposition des Arts Décoratifs dépassent en imagination ce que les écoles les plus différentes auraient pu imaginer. Il est impossible de savoir ce que l'avenir déterminera sur les monuments dont il s'agit, mais il ne faut pas oublier que c'est pour avoir observé les règles dont il est causé dans toute cette étude que l'Architecture grecque s'est élevée à un très haut degré de perfection. Ces règles sont cependant subordonnées au génie et au goût particulier de chaque artiste.

Le génie seul peut créer des combinaisons originales, agréables, que le goût épure et qu'il coordonne avec les principes sévères de l'art.

L'architecture est née avec l'homme, car l'homme eut toujours besoin d'abri contre l'inclémence des saisons et les attaques des animaux et l'art est complètement étranger aux constructions primitives.

Les premiers hommes trouvèrent leur gîte dans les cavernes des montagnes ; les pasteurs toujours mobiles créèrent la tente et la cabane. La grotte a été le modèle des constructions souterraines ; c'est elle qui a donné l'idée des constructions cyclopéennes et celtiques et lorsqu'on examine les vestiges des villages mégalythiques qui existent encore dans les montagnes de la chaîne des Monts Dore, en Auvergne, on est frappé de la similitude qui existe entre ces constructions cyclopéennes, ces blocs énormes superposés et la grotte primitive.

La tente a engendré l'architecture des Chinois et des Japonais si remarquable par son extrême légèreté, ses formes capricieuses et ses toits recourbés et terminés en pointe.

La cabane offrait les éléments de l'architecture grecque et romaine.

Chaque peuple a laissé dans ses monuments l'empreinte de son caractère, de ses usages, de ses croyances, de sa civilisation tout en se conformant aux lois de la convenance que lui imposait le climat.

Il y a donc eu autant d'arts de bâtir que de peuples et de civilisations.

Les monuments les plus anciens qui nous sont connus sont les menhirs et les dolmens dont on ignore l'âge, puis les constructions plastiques ou cyclopéennes dont les blocs irréguliers sont cependant appareillés.

Puis l'architecture hébraïque est apparue sans être très connue, attendu qu'elle n'a laissé aucun art, car à l'époque où elle existait, les temples somptueux dont il est parlé dans la Bible, le palais de David, le temple de Salomon étaient exécutés par des artistes étrangers, généralement phéniciens.

Les Hébreux rapportèrent d'Egypte les connaissances architectoniques qu'ils déployèrent dans leurs temples.

Ce fut au temps de Périclès que l'architecture grecque fournit ses plus beaux chefs-d'œuvre.

C'est aux Etrusques et aux Toscans dont le style architectural était dérivé de l'ordre dorique qu'on attribue les principaux monuments construits à Rome.

Puis l'architecture religieuse reste fidèle au type de l'art romain dégénéré qui fut l'art roman dont la France possède de si purs joyaux.

Puis les architectes du nord de la France firent subir à l'architecture chrétienne une transformation radicale en faisant disparaître l'aspect massif des murailles. Ce style caractérisé par l'emploi systématique de l'ogive a été improprement désigné sous le nom de gothique, bien que les Goths soient complètement étrangers à sa création.

Puis, au moment où l'architecture ogivale était dans son plein épanouissement, une révolution profonde s'accomplissait en Italie et la passion de l'antiquité

surexcitée au plus haut point gagna les artistes qui, à leur tour, se mirent à étudier les monuments anciens et varièrent à l'infini les détails de l'ornementation. L'Europe presque entière adopta le style de la Renaissance italienne.

Peu à peu les pures traditions de l'antique furent mises dans l'oubli et se produisaient les plus étranges aberrations du goût. « A un style créé à une époque de corruption effrénée succéda le style rigide, austère, des néo-classiques que fit éclore la Révolution française. Il enfanta l'architecture contemporaine qui, non contente de copier tous les styles, les continue, les amalgame sans discernement et sans goût.

Victor Hugo écrit ainsi dans « Notre-Dame de Paris » sur la merveille gothique qu'est la cathédrale parisienne :

« Sur la face de notre vieille reine de nos cathédrales, « à côté d'une ride, on trouve toujours une cicatrice. « *Tempus edax, homo edacior* : le temps est aveugle, « l'homme est stupide.

« On peut distinguer dans toutes les sortes d'architecture, des ruines, des plaies, des amputations, des « lésions qui sont déterminées par trois caractères : le « temps, les révolutions politiques et religieuses, les « quelles, aveugles et colères de leur nature se sont « ruées en tumulte sur lui, ont déchiré son riche habillement de sculptures, de ciselures, crevé ses rosaces, « brisé ses colliers d'arabesques et de figurines, arraché « ses statues, tantôt par leur mitre, tantôt par leur « couronne. Enfin, les modes de plus en plus grotesques et sottes qui, depuis les anarchiques et splendides déviations de la Renaissance se sont succédé « dans la décadence nécessaire de l'architecture. Ces « modes ont fait plus de mal que les Révolutions. Elles « ont tranché dans le vif, elles ont attaqué la charpente « osseuse de l'art, elles ont coupé, taillé, désorganisé, « tué l'édifice dans la forme comme dans le symbole, « dans sa logique comme dans sa beauté. Et puis, elles « ont refait, prétention que n'avaient eu, du moins, ni « le temps, ni les révolutions. Elles ont effrontément « ajusté, de par le « bon goût » sur les blessures de « l'architecture gothique leurs misérables colifichets « d'un jour, leurs rubans de marbre, leurs pompons « de métal, véritables lèpres d'oves, de volutes, d'entournements, de draperies, de guirlandes, de franges, « de flammes de pierre, de nuages de bronzes, d'amours « replets, de chérubins, bouffis qui commencent à dévorer « la face de l'art sous l'oratoire de Catherine de Médicis et le fait expirer deux siècles après, tourmenté et « grimaçant, dans le boudoir de la Dubarry.

« Ainsi pour résumer ce que nous venons d'indiquer, « trois sortes de ravages défigurent aujourd'hui l'architecture gothique. Rides et verrues à l'épiderme, « c'est l'œuvre du temps. Voies de fait, brutalités, contusions, fractures, c'est l'œuvre des révolutions depuis « Luther jusqu'à Mirabeau. Mutilations, amputations, « dislocations de la membrure, restaurations ; c'est le « travail grec, romain et barbare des professeurs selon « Vitruve et Vignole. Cet art magnifique que les Vandales avaient produit, les académies l'ont tué.

« Les plus grands produits de l'architecture sont « moins des œuvres individuelles que des œuvres « sociales ; plutôt l'enfantement des peuples en travail « que le jet des hommes de génie, le dépôt que laisse « une nation, les entassements que font les siècles, le « résidu des évaporations successives de la société « humaine ; en un mot, des espèces de formations. « Chaque flot du temps superpose son alluvion, chaque « race dépose sa couche sur le monument, chaque « individu apporte sa pierre, ainsi font les castors, « ainsi font les abeilles, ainsi font les hommes. Les « grands édifices, comme les grandes montagnes sont

« l'ouvrage des siècles. Le temps est l'architecte, l'homme le maçon. »

Nous venons d'assister à Paris à une manifestation intéressante. L'Exposition des Arts Décoratifs a révélé dans l'architecture, non pas un nouveau style, mais un effort considérable dans la façon de construire, de décorer et d'ornementer. Tout en s'inspirant de la ligne quelque peu germanique où le style roman très dégénéré offre au regard la lourdeur de ses lignes, les seules qui soient possibles à une époque où le fer et le ciment arment les édifices, les architectes sont arrivés à une unité de conception que les terribles difficultés financières leur ont imposée. Matériaux, main-d'œuvre, construction et décoration extrêmement difficiles, des édifices ont surgi en quelques mois et par un ensemble parfait ont donné une note accueillante et proportionnée à l'effort. Rien de nouveau n'est sorti du goût actuel, seul un esprit pratique a présidé à l'édification de monuments provisoires, mais il faudra aux écoles une profonde révolution de mœurs et d'idées pour rénover un art qui depuis plus de deux cents ans est tombé en décadence.

Doit-on concevoir que dans la société future l'architecture reprendra une situation plus en rapport avec les circonstances et les besoins ? Certes oui, l'espérance en est possible et les temps meilleurs amèneront des perturbations profondes dont surgiront de meilleurs architectures.

..

L'histoire de l'architecture est aussi ancienne que l'histoire de l'humanité avec laquelle assez exactement elle se confond.

Aucun des monuments édifiés par les civilisations modernes ne dépasse et n'égale les architectures antiques tant par la forme que par la grâce et la beauté. Examinons les monuments impérissables de l'antiquité et comparons-les aux monuments construits depuis vingt siècles et nous constaterons la dégénérescence de nos architectures, nous nous inclinons devant la pauvreté, sinon des lignes, du moins de l'ensemble des édifices. Commençons par l'architecture hindoue :

Dans les villes des bords du Gange, de l'Inde Centrale où s'épanouit une civilisation si brillante, les rois rivalisaient à qui élèverait les temples les plus somptueux en l'honneur des grandes divinités.

Pendant des années et parfois même des siècles, des milliers d'ouvriers creusent sur plusieurs centaines de mètres d'étendue, les parois d'une montagne, y découpent des salles immenses et décorent la pierre de statues, de fleurs, d'animaux pressés en groupe, ou bien, d'un bloc monolithe ayant les proportions d'une colline, ils tirent un temple aux formes massives, aussi fouillé de sculptures qu'un ivoire japonais, tel le rocher sculpté et temple de Mahavellipore, aux environs de Madras.

Le temple hindou est une synthèse de l'univers. Le lieu où il s'élève, son orientation, sa forme générale et le moindre de ses détails ont une signification réelle et symbolique. Hollebecq nous apprend que la pensée des diverses époques, les mœurs, les croyances et cette tonalité particulière de l'imagination hindoue sont inscrites sur chaque fragment de la pierre ; et là où nous ne possédons aucun renseignement sur les idées générales et la vie journalière, nous les reconstituons à l'aide de ces grands poèmes architecturaux où chaque pilier, chaque bas-relief nous raconte l'effort du peuple hindou pour exprimer son idéal.

« Le temple est orienté vers l'Est, afin que la divinité immobile, qui médite sur l'autel du sanctuaire, puisse faire face au soleil levant dont elle est, presque toujours, une incarnation. Souterrain formé de salles

immenses soutenues par des allées de colonnes que surmontent des milliers de sculptures, le temple a l'aspect de la forêt himalayenne, touffue, impénétrable et sombre. Mais ses nefs, ses statues taillées dans la muraille prennent une direction unique : à travers les ténèbres opaques, elle mènent vers le dieu qui concentre en lui tous les attributs — (la Trimurti ou le Bouddha selon le culte en honneur) — image de l'ordre et de l'harmonie universels, et que l'homme atteint après d'innombrables recherches. Edifié sur le sol, le temple prend le plus souvent la forme d'une pyramide, haut dressé vers le ciel, comme les cimes des montagnes, ou échelonnée par degrés comme la hiérarchie des êtres vivants qui va de l'insecte au dieu suprême, en parcourant toute la série des formes que l'âme éprouve au cours des transmigrations.

Mieux encore que la structure architecturale, la décoration du temple en marque la signification essentielle. Frontons, narthex, culs-de-lampe, chapiteaux, colonnes, balustrades, voûtes, murailles et ces portes aux lignes pures... rien n'est dédié au vide ou au repos. Fouillée, ciselée, ornée en ses moindres parties, la pierre ne constitue pas, comme dans le temple grec, par sa nudité et l'apparence de ses lignes, un élément nécessaire à l'impression d'ensemble. Tout est mouvement, confusion, excès, comme si l'artiste voulait imposer aux fidèles, à l'aide de sensations multiples, la croyance aux transformations incessantes des choses, à l'infinité des phénomènes se transmutant sans relâche les uns dans les autres. La vie et la mort, la sensation et la pensée, la luxure et l'ascétisme ne sont que des formes apparentes par où s'exprime le principe éternel de l'Univers, le grand Tout, qui domine sur l'autel ou au faite de l'édifice. Débauche d'ornementation où les pensées, les styles, les symboles en se mélangeant convergent secrètement vers l'unité.

Force, abondance, recherche des propositions excessives et de la multitude des détails auxquels on sacrifie les lignes et la composition générale ; union de l'architecture, de la sculpture et de la peinture qui, appelées à concourir ensemble au même but, ne se conçoivent pas comme des moyens d'expression artistique indépendants, tels sont les caractères essentiels de l'art hindou, religieux par excellence, mais représentatif d'idées coordonnées et de symboles d'une grande diversité.

Les plus anciens monuments de l'Inde ne remontent pas au-delà du IV^e siècle avant notre ère, à une époque où l'architecture a atteint sa perfection dans la plupart des civilisations antiques et où, pour certaines, elle entre en décadence.

Les premiers sont dédiés au culte bouddhique, creusés dans des parois de montagnes, ils donnent l'impression d'un travail formidable, poursuivi durant des centaines d'années par des milliers d'ouvriers.

Le plus souvent, le temple est précédé d'une véranda en pierre, — sorte de narthex — soutenue par des piliers taillés dans le roc ; de chaque côté se dressent des sculptures colossales ; armées d'éléphants comme à Karli, lions et divinités triples comme à Eléphanta.

La façade du temple est couverte de bas-reliefs et de statues et s'ouvre, sur l'intérieur, par trois portes surmontées d'un arc en forme de fer-à-cheval, qui se répète sur l'immense ouverture creusée au-dessus des portes et par où pénètre la lumière.

Les salles souterraines, dont le nombre varie de 2 à 30, sont plongées dans une ombre épaisse. Des colonnes de 6 à 8 mètres de haut les soutiennent, formant allées ; leurs fûts montés par des cavaliers (Karli). Au fond, une statue colossale de Bouddha, de plusieurs mètres de haut, assise ou debout sur un immense dagoba (autel), brille dans l'ombre (Ellora) entourée de personnages (Ajanta). Les piliers et les plafonds

sont recouverts d'arabesques et de sculptures, et les murs s'ornent parfois de fresques (Ajanta), qui représentent des scènes de la vie de Çakya-Mouni ou composent un décor floral et animal plein de grâce.

Le monastère ou « vihara » formé de cellules disposées autour d'une salle, fait suite à l'édifice sacré.

Les principaux temples souterrains ont été retrouvés à Bhaja, au Bikar, à Karli (entre Bombay et Puna), à Ajanta, à Ellora. Ce dernier comme le temple d'Éléphanta est consacré à divers cultes. On connaît d'autres monuments bouddhiques :

Les colonnes monolithes ou lûts, dont le chapiteau supporte un ou plusieurs animaux sculptés où sont inscrits les édités des rois. A Allahabad et à Delhi, ces piliers ont environ 13 mètres de haut ; ils comptent parmi les plus anciens monuments de l'Inde.

Le stûpa est une sorte de dôme hémisphérique, posé sur un soubassement cylindrique. Il indique que, les hindous n'ont pas connu la voûte proprement dite à joints convergents. Ils n'ont construit que des voûtes à assises horizontales, d'une extrême solidité. Ce monument procède sans doute de l'ancien tumulus dont il reproduit la forme et l'usage. C'est un monument funéraire important et haut. Une balustrade en pierre entoure cet édifice et quatre portes monumentales s'ouvrent dans la direction des points cardinaux. Couvertes de sculpture et de bas-reliefs sur toutes les faces, ces portes ont environ 10 mètres de haut sur 6 mètres de large. Les plus importants parmi ces monuments se rencontrent à Barhut, à Annavati, à Sarnath.

Le temple ou chaitya, où s'assemblent les fidèles, quand il n'est pas souterrain, se compose d'une sorte de pyramide à plusieurs étages reposant sur un cube d'environ 8 mètres de haut sur 15 mètres de côté, comme celui de Buddha Gaya, qui, bâti au I^{er} siècle avant notre ère, contenait une statue de Bouddha en or et était entouré d'une balustrade sculptée rappelant les temples du Sud de l'Inde.

Le culte jaïna a donné naissance à un art très développé et d'une grande richesse. Les statues entièrement nues des jaïns, des saints vêtus de l'air, ornent les autels, les piliers et les tours des grands temples, dans la dentelle des pierres.

Plus tard, le brahmanisme exprimant son triomphe sur le bouddhisme, fait bâtir une multitude de temples somptueux qui couvrent l'Inde du Nord au Sud.

Si les proportions et chaque partie de ces monuments sont réglées d'après des conventions inviolables, la décoration témoigne d'une fantaisie et d'une liberté d'inspiration qu'aucun peuple n'a dépassée. Le temple domine le paysage sans jamais être écrasé par lui. On élève des constructions grandioses destinées, par la prédominance des lignes verticales sur les lignes horizontales, à produire par leur hauteur une impression d'élan vers l'espace céleste. Un mur d'enceinte percé de plusieurs portes ornées entoure l'édifice. Bâti en pierres assemblées et taillées de façon si parfaite que le ciment n'a jamais été nécessaire, le temple comporte des murs d'une épaisseur énorme qui concourent à lui donner l'aspect de la puissance. Une forme bien définie : une base cubique supporte une tour pyramidale tronquée en son sommet et couronnée d'une sorte de petit dôme côtelé. Un porche surmonté lui-même d'une tour de même style mène aux salles intérieures. Toute la façade est couverte de sculptures et d'une ornementation si riche qu'en nul endroit la pierre nue n'apparaît. Il semblerait que la Renaissance française ait pris ses formes et sa décoration dans les portes et les pilastres de ces temples.

Les principaux monuments de l'époque néo-brahmanique sont : le temple de Bhavanesvar, qui par suite

d'adjonctions successives possède plusieurs tours semblables de 50 mètres de haut. Il date du VI^e siècle ; le temple de Rajanari, du X^e siècle ; de Ranarak, dans la province d'Orissa ; une série d'une quarantaine de temples à Khajurao (du V^e au XI^e siècles). Ils sont ornés chacun de milliers de statues et de motifs décoratifs extrêmement riches et variés ; de Mahoba, de Kalingar, de Rewak, de Teli-Mandir, de Shas-Bhao, de Chittor, de Nagda, etc...

Les Hindous brâhmanisants émigrèrent dès les premiers siècles avant notre ère au Cambodge, au Siam, à Java. Ils fondèrent de grands royaumes aux villes riches et prospères dont les ruines imposantes nous frappent d'étonnement et de magnificence. Le temple d'Angkor-Vat, au Cambodge, est le type le plus grandiose et complet qu'ait laissé cette civilisation. A Java, les monuments de Boro-Boudor présentent un saisissant aspect hindou, mais ne portent pas d'inscriptions permettant de les dater.

A la société aryenne de mœurs primitives a donc succédé cette société complexe et civilisée qui a bâti dans l'Inde ancienne d'immenses cités empreintes de goût, de bien-être et du luxe le plus exquis. Animées et fastueuses, ces villes sont ornées de palais et de temples si beaux, rapporte un texte, qu'on les eût dites « bâties par des génies ».

L'architecture chinoise ne donne pas l'impression de puissance et de durée que nous éprouvons dans les édifices d'Egypte et d'Inde. Le chinois emploie le bois et la brique plus volontiers que la pierre. Son architecture est bien spéciale. Elle se distingue de toutes les autres par ses superpositions de toitures et son caractère pyramidal. Elle est svelte, gracieuse, hardie. Inspirée par le souvenir lointain de la tente nomade, les toitures gardent la convexité des étoffes ou des peaux qui recouvraient la tente mongole et dont le poids courbait les cordes tendues. Les pointes recourbées aux angles du faite sont l'image des crochets qui renaient les mobiles couvertures de l'antique abri.

Vers le II^e siècle avant notre ère, lorsque la Chine parvint à ce qu'elle considérait comme le maximum du bien-être et de la civilisation, elle eut le désir de repos, d'isolement et d'immobilité. Elle éleva sa grande muraille.

L'architecture chinoise est à peu près immuable, des réglementations étroites paralysent l'architecte. Ce dernier, dans les constructions n'a pas le droit de dépasser telles dimensions adéquates au rang social qu'occupe celui dont il est chargé d'édifier la demeure. En revanche, toute liberté en ce qui touche la décoration. Aussi fleurissent le caprice et la richesse dans la fantaisie du meuble d'un art et d'un luxe inouïs.

Parmi les constructions, le Temple de la lune à double toiture mérite d'être mentionné.

Pendant qu'en Egypte se fondait une civilisation appelée à subsister pendant de longs siècles, les peuplades asiatiques élevaient un empire qui devait laisser des traces gigantesques dans l'histoire du monde et de l'architecture : l'empire d'Assyrie et de Chaldée qui élevèrent deux villes gigantesques : Ninive et Babylone qui ont disparu complètement et dont les traces seules ont été retrouvées au XIX^e siècle, enfouies dans les sables. On y découvrit de véritables merveilles, les architectes avaient construit des palais gigantesques à Khorsabad, près de Mossoul.

Ninive sortit de l'oubli sur l'emplacement de Koyoundjik, et on y retrouva un palais immense orné de statues qui sont au musée du Louvre et qui passent pour les plus anciens spécimens de la statuaire.

Le peuple assyrien, très religieux, éleva des temples et des statues à ses dieux. Des palais à ses rois.

Si les Egyptiens avaient des carrières de marbre et des montagnes de granit pour leurs constructions, les assyriens n'avaient que la terre dont ils faisaient des briques. Aussi la plupart de leurs monuments découverts sous les sables sont réduits en poussière, la pierre n'étant employée que pour les fondations, les dallages, les statues et les bas-reliefs. Leurs monuments construits en hâte par des milliers de captifs et d'esclaves étaient somptueusement revêtus d'incrustations d'or, d'argent et de bronze.

Chaque roi, à son avènement, faisait bâtir son palais et les palais se ressemblaient d'ailleurs. Toujours une forteresse située à l'intérieur d'une ville, enveloppée elle-même par une enceinte formidable.

Écoutons Degouy-Wurmsv, agrégé d'histoire, qui trace ainsi le détail de l'architecture assyrienne :

« Le palais s'élevait sur une haute esplanade, reliée à la ville par des terrasses. Il avait la forme d'un immense rectangle, protégé contre toute attaque extérieure par un mur très haut, très épais, flanqué de tours et percé de portes monumentales. Ces portes étaient gardées par des taureaux et des génies ailés.

« Le palais était tout en étendue, parfois 10 hectares, sans étages, mais divisé en plusieurs corps de bâtiments, qui avaient accès sur des cours intérieures. Pas de fenêtres ; les appartements s'éclairaient par des portes.

« Les groupes de bâtiments étaient généralement au nombre de trois ; l'un, le sérail où sélamlík était l'habitation du roi et contenait ses appartements de réception ; un autre, le harem, était la demeure des femmes, des enfants, des eunuques, des servantes ; un troisième, le khan, était destiné aux officiers, aux gardes, aux gens de service.

« Il faut remarquer avec quelle ingéniosité les Assyriens ont su varier l'emploi de la brique. Avec elle, ils construisaient le corps du monument ; avec elle, ils le décoraient. Ce sont eux qui inventèrent la brique émaillée, si gaie, si charmante à laquelle on revient aujourd'hui. Tantôt ils le revêtaient d'une couleur vive et lumineuse, tantôt ils l'ornaient de dessins. Souvent c'était une grande scène destinée à recouvrir tout un panneau ; chaque brique recevait un fragment du dessin ; puis on les reliait ensemble, une fois cuites.

« On n'a pu retrouver, sur la plate-forme où était construit le palais, de vestiges de cours plantées d'arbres, ou de fleurs. On croit pourtant pouvoir affirmer, d'après les pavillons légers entourés de verdure, où les rois se retiraient parfois pendant des semaines, dans une vallée fraîche ou une forêt, qu'ils aimaient à s'entourer d'ombrages. Les restes des fameux jardins suspendus de Babylone semblent aussi l'indiquer. Ces ruines, qui ont aujourd'hui près de 30 mètres de haut laissent voir des terrasses superposées les unes aux autres, où poussaient les plantes et les fleurs les plus rares. On les arrosait au moyen de machines élévatoires qui amenaient l'eau dans le mur auxquelles elles étaient adossées.

« Une tour à étages le « zigurat » indiquant un temple réservé au culte, se trouvait dans chaque palais. Elle était construite sur un soubassement dallé qui s'élevait presque au niveau du toit des maisons environnantes ; on y abordait par des marches ; une balustrade l'entourait. C'est là qu'évoluaient les processions les jours de fêtes.

« Les temples chaldéens sont des tours carrées, en briques, de sept étages, en retrait les uns sur les autres, formant autant de terrasses, réunies par des rampes. Chacun de ces étages était consacré à un des grands astres, et peint d'une couleur différente : blanc, noir, rouge, pourpre, bleu, rouge vermillon, argent et or. Sous le soleil éblouissant de l'Assyrie, cette gamme

de couleurs devait produire un effet éclatant. Des petites chapelles, des statues étaient creusées dans les flancs des terrasses inférieures. La dernière portait un sanctuaire, richement décoré, qui servait d'observatoire aux astrologues. Tout lambrissé de bois rares, avec des panneaux incrustés de pierres précieuses, des boiserie lamées d'or, il renfermait la statue du dieu qui, de là, veillait sur son peuple. L'édifice atteignait jusqu'à 100 mètres de haut ; celui de Babylone, qui est encore debout en partie, mesure 71 mètres.

« Si l'architecture chaldéenne n'a laissé que des ruines, la statuaire a laissé de nombreux monuments. »

On a dit de l'architecture persique contemporaine de la grecque, qu'elle est le « dernier des arts orientaux qu'elle résume dans une synthèse éclectique et grandiose ». En effet, la méthode qu'elle employa arrive à un style, sinon original, du moins d'une grande élégance, parfois, et, souvent, d'une grande pureté de formes.

Les Perses employèrent pour abréger leurs travaux, les briques cuites ou crues qu'ils émaillèrent, comme à Suse, pour en décorer les rampes d'escalier, les portiques, les salles hypostyles.

Ce peuple qui adora la divinité dans la nature, ne lui éleva pas de temples : quelques autels du feu, ronds ou carrés, sans aucun style, étaient seuls destinés au culte.

Pas d'architecture funéraire ; les morts exposés sur des tours de silence, sont jetés dans des puits maçonnés au milieu de ces tours. Les rois seuls se faisaient construire des tombeaux. On enterrait leurs corps après les avoir enduits de cire, pour les isoler de la terre.

Les palais, constructions colossales s'étendaient sur des lieues, comme les palais assyriens. Pasargade, Persépolis, Suse offrent des ruines imposantes. A Persépolis, sur une immense plate-forme, s'élevaient, en terrasses superposées, des palais de diverses époques. Ces terrasses, adossées à la montagne, étaient entourées de murs énormes, formés de blocs immenses de marbre, réunis sans chaux ni mortier. Leur ensemble était compris dans un parallélogramme sur une largeur de près de 500 mètres et 286 mètres de profondeurs, à 13 mètres au-dessus de la vallée. Les dépressions de la colline, remblayées, étaient recouvertes de dallages. Une corniche crénelée formait une sorte de parapet, et on accédait à la façade du côté occidental par un double escalier, à rampes divergentes et parallèles. La pente de cet escalier était si douce qu'on la descendait à cheval ; les marches si larges, que dix chevaux pouvaient y passer de front. Il était précédé d'un perron. L'escalier gravi, on se trouvait en présence des palais de Darius et de Xerxès.

A Suse, à Echatane, des fouilles récentes de M. et Mme Dieulafoy ont mis à jour plusieurs palais construits par Darius, Xerxès et Artaxerxès. A Suse, une sorte de salle hypostyle, nommée « apadana » ou salle du trône, qui servait aux audiences solennelles couvrait 7.300 mètres carrés. Cet apadana était entouré de trois côtés, d'une double rangée de colonnes légères de près de 20 mètres de haut. A l'entrée étaient de gigantesques taureaux à tête d'homme. Les murs extérieurs étaient richement décorés de briques émaillées ; c'est du palais de Suse que viennent la fameuse frise des Lions et celle des Archers que chacun peut actuellement admirer au Louvre.

La sculpture perse fait corps avec le monument et le complète. Elle est plutôt un élément de l'architecture qu'un art distinct, car elle n'a ni statue ni ronde-bosse. Elle s'est confinée dans le haut-relief et le bas-relief, s'en tenant toujours aux mêmes images, aux semblables dispositions, aux mêmes attitudes. Aucun effort pour

peindre la figure humaine, pour rendre la vie, le mouvement.

L'histoire d'un petit peuple qui vivait dans le bassin du Jourdain, sur la terre de Chanaan, plus tard la Judée, plus tard la Palestine, qui nous a laissé des livres sacrés remplis de mythes aussi intéressants que la Tour de Babel, j'ai nommé les Hébreux, n'a guère laissé de traces de son architecture.

« Les constructeurs sont flétris, raillés... », ainsi apprécie Michelet sur l'antiquité juive. Il est exact que peu de monuments nous sont laissés par les Hébreux. Seul, un roi fastueux, Salomon, fit construire le temple de Jérusalem, qui s'élève à l'Est de cette ville, sur une colline aplanie et remblayée. De nombreux architectes phéniciens, médiocres architectes d'ailleurs, ayant sous leurs ordres plus de 30.000 ouvriers, y travaillèrent pendant de longues années.

Le sanctuaire qui a près de 15 mètres de hauteur, est entouré de constructions à trois étages où se trouvent les logements des prêtres. Un majestueux portique y donne accès. Il est divisé en deux parties que sépare une immense tapisserie « le voile du Temple ». La salle la plus grande, c'est le « lieu saint » où s'élève l'autel de cèdre et d'or sur lequel brûlent des parfums, la « Table des pains de proposition » et dix candélabres d'or à sept branches. La plus petite salle, plus obscure, est le « Saint des Saints » où le Grand-Prêtre ne pénètre qu'une fois l'an. C'est là qu'est déposée l'Arche d'Alliance entourée de colossales statues de chérubins aux ailes déployées.

Devant le portique du sanctuaire, se dressent deux colonnes monumentales de bronze. Près de là se trouve l'autel des holocaustes — sur lequel sont apportés la fleur de farine, l'huile, le vin, les parfums et les bêtes égorgées en l'honneur de l'Eternel — et une coupe colossale supportée par douze taureaux groupés trois par trois. C'est « la mer d'airain » qui sert à contenir l'eau nécessaire pour laver le sang répandu par les animaux sacrifiés.

Plusieurs cours ou parvis s'étendent autour du sanctuaire, depuis la cour des Gentils, où tout le monde peut pénétrer, jusqu'à celle qui, plus proche du temple, est réservée aux prêtres.

Les Phéniciens qui vivaient sur le littoral de l'actuelle Syrie, en tribus sémites, créèrent « l'architecture navale ». Peuple de navigateurs et de commerçants, ils précédèrent les Vénitiens, les Génois, les Pisans, les Hollandais et les Portugais. Ils construisirent les premiers bateaux qui circulèrent dans la Méditerranée.

Dans leurs constructions, ils s'inspirèrent des formes égyptiennes et assyriennes et il ne subsiste presque rien de leurs monuments. Ils étaient célèbres par la richesse des matériaux employés plus que dans l'art de construire : une coupole d'or recouvrait un temple de Carthage, des colonnes d'or et de verre aux multiples couleurs se retrouvaient dans presque tous les temples phéniciens, mais généralement dans l'architecture phénicienne le bois plaqué de métaux paraît avoir été employé de préférence à la pierre. Leurs nécropoles sont taillées simplement dans le roc.

La Grèce ancienne dont l'histoire est un drame à la fois grandiose et douloureux avait à la fois des hommes d'Etat, des artistes, des penseurs et des architectes. La conformation de son territoire, ses côtes sculptées par la mer, ses îles nombreuses en firent comme les Phéniciens, un peuple de navigateurs et les Grecs bâtirent des sanctuaires aux dieux qui protégeaient leurs navires.

Dans l'île de Cythère, les colombes d'Astarté, la Vénus phénicienne avaient leurs temples. Pour M. Seignobos, le Minotaure de Crète « rappelle l'idole d'airain

du dieu Melkart, à la tête de taureau dans laquelle on faisait brûler des enfants ».

Une légende grecque veut que le roi Cadmus soit venu de Phénicie jusqu'en Grèce et y ait fondé en Boétie, la ville de Thèbes.

Les vestiges de la première civilisation grecque n'ont apparu à la lumière que dans la dernière partie du XIX^e siècle. Vers 1870, l'Allemand Schliemann fit fouiller les alentours du point présumé où s'élevait l'antique Troie, il y trouva les ruines d'une forteresse et une foule d'objets d'usage et de luxe. (Troie fût brûlée par les Grecs, après un siège de dix ans). Au Péloponèse, Schliemann fouilla l'emplacement de Mycène, qui avait frappé l'attention des archéologues, par une ceinture de murailles formée d'énormes blocs de pierre asymétriques. Leur entassement formidable et d'aspect chaotique leur ont fait donner par les Grecs, le nom de murs cyclopéens. On retrouve d'ailleurs ces murs préhistoriques autour de maintes villes anciennes d'Asie Mineure et d'Italie. « Ils ne sont pas sans affinité avec les dolmens de l'Europe Occidentale et témoignent d'un état social analogue, où des milliers d'hommes devaient obéir aux ordres d'un petit nombre de chefs et travailler dans leur intérêt ou pour leur gloire », écrit Salomon Reinach.

A Mycène, l'enceinte des cyclopes s'ouvre sur le chemin d'accès à la vieille citadelle, par une porte mégalithique célèbre : la Porte des Lions. Au-dessus d'un portique semblable à un dolmen, deux lions se dressent sur leurs pattes de derrière ; de leurs pattes de devant, ils s'appuient symétriquement sur le piédestal d'une colonne qui les sépare ; leurs têtes étaient de bronze doré : aussi elles ont disparu. Non loin de là se dresse le Trésor d'Atrée, vaste rotonde en pierres superposées sans ciment ; elles étaient jadis rehaussées d'ornements de bronze.

En 1884, Schliemann porte ses recherches à Tirynthe fondée par le héros Persée. L'enceinte fortifiée de la ville et les fondations de l'antique palais furent découvertes.

Cette civilisation irait de l'an 2000 à 1100 av. J.-C.

En 1900, l'archéologue Evans exhuma à Cnossos, dans l'île de Crète, le palais qu'aurait habité le légendaire roi Minos. C'était le Labyrinthe. A l'image des palais assyriens, son architecture admettait un labyrinthe extraordinairement enchevêtré de corridors et de couloirs. Les murs revêtus de mille bas-reliefs de gypse et de peinture à fresques fort singulières.

Les Grecs adorèrent une pléiade de Dieux. La mer est animée par un dieu, un dieu fait briller le feu, un dieu mène les vents, une déesse fait pousser les fruits, il y a une déesse dans une source, il y en a des milliers dans une forêt, la guerre est le royaume d'un dieu farouche, c'est l'anthropomorphisme :

*Regrettez-vous le temps où le ciel sur la terre
Marchait et respirait dans un peuple de Dieux ?
Où Vénus Astarté, fille de l'onde amère,
Secouait, vierge encore, les larmes de sa mère
Et fécondait le monde en tordant ses cheveux.*

ainsi s'exprimait Alfred de Musset, à une époque où les femmes n'avaient pas encore pensé à se faire couper une des plus belles parures qui ornent leur corps.

En Grèce, la plus belle offrande qu'on pouvait faire à un dieu était de lui construire un temple. L'oracle le plus célèbre de la Grèce était celui de Delphes juché dans les anfractuosités sauvages d'une montagne de Phocide.

Les Allemands qui ont fouillé en 1875, les ruines du temple d'Olympie y ont retrouvé 40 monuments annexes, 130 sculptures de marbre, 13.000 objets de bronze. Le temple haut de 20 mètres et long de 65 mètres

portait à ses deux frontons, des sculptures monumentales représentant des scènes antiques d'une vie rude et intense ; la statue de Zeus, œuvre de Phidias, tout en ivoire et en or, avait 13 mètres de haut.

L'architecture grecque atteignit son éclat suprême sous Périclès, qui prit pour intendant des travaux, le sculpteur Phidias.

Les temples d'Egine et d'Olympie assouplirent leurs attitudes par des travaux aux formes vivantes dus aux ciseaux des sculpteurs de l'école de Délos.

Le plus somptueux des travaux entrepris fut la construction du Parthénon ou temple d'Athéna Parthenos, c'est-à-dire la Vierge. Les Perses avaient détruit le vieux temple de l'Acropole. Périclès en réédifia un autre. Des légions d'ouvriers y travaillèrent, taillant, disposant et sculptant les marbres du Pentélique. Le temple est le modèle achevé du temple grec à colonnes. Ces colonnes se groupaient sous trois styles différents : 1° l'ordre dorique ou dorien, la colonne est trapue, creusée de cannelures et supporte un chapiteau sans ornement, en forme de tablette ; 2° d'Ionie fut importé l'ordre ionique qu'on appliqua dans l'Acropole au temple de la Victoire sans ailes (Niké aptère), sur la colonne svelte repose un chapiteau dont les lignes en relief s'arrondissent de part et d'autre en spirales symétriques. L'architecte romain Vitruve les comparait à des cheveux de femme gracieusement ondulés ; 3° plus tard, à l'époque romaine, l'ordre corinthien s'exprima : les lignes classiques du chapiteau ont disparu, remplacées par une sorte de bouquet de feuille d'acanthé entremêlées d'arabesques.

Le premier style donne aux édifices un aspect massif, solide, rectiligne et sobre et Taine écrit dans la *Philosophie de l'Art*, que les Grecs ont merveilleusement évité ce qui, avec de telles données architecturales, pouvait sembler à l'œil trop rigide et trop sec : « Ils ont modifié de parti pris la rectitude grossière des formes mathématiques, ils les ont appropriées aux exigences secrètes de l'œil ; ils ont renflé la colonne par une courbe savante aux deux tiers de sa hauteur ; ils ont bombé toutes les lignes horizontales ; ils se sont dégagés des entraves de la symétrie mécanique ; ils ont entrecroisé, varié, infléchi leurs plans et leurs angles, de manière à communiquer à la géométrie architecturale, la grâce, la diversité, l'imprévu, la souplesse fuyante de la vie ». Salomon Reinach dit que : « Les proportions de l'ensemble captivent le regard par leur justesse et que la perfection technique de la construction n'est pas moins étonnante ; les grands blocs de marbre, les tambours des colonnes sont réunis et ajustés à l'aide de goujons et de tenons en métal, mais sans ciment, avec des joints aussi exacts que ceux de la plus délicate pièce d'orfèvrerie ».

Phidias eût dans ses doigts un art inimitable pour associer l'ivoire et l'or dans tous les tons et pour tous les effets. Vers 435, il fit la statue du Parthénon. Il disposait de plus de 1.000 kilos d'or affiné. Pausanias en fait la description suivante : « La statue est debout, vêtue d'un chiton (tunique) tombant jusqu'aux pieds et, sur la poitrine, elle porte la tête de Méduse en ivoire. La Victoire (qu'elle tient dans sa main droite) a environ 1 m. 80 de haut. D'une main, la déesse tient la lance ; à ses pieds est son bouclier et près de la lance, le serpent que l'on dit représenter Erectée ». Les parties nues étaient d'ivoire, les yeux en pierres précieuses, les vêtements en or, le bouclier portait des reliefs d'ivoire d'un travail infini sur un fond d'or ; le casque et le serpent étaient en bronze doré. Par le plafond ouvert de la cella, le soleil versait sa lumière sur la statue et l'animait de mille reflets chatoyants qui concouraient à l'éblouissement des regards et à la stupeur de l'âme devant ce prodige. On ignore dans quelles circonstances cette statue a disparu, vers 375 après J.-C.

D'autres temples surgirent près de l'Acropole, celui d'Erectée, avec son portique de cariatides sveltes et graves, celui d'Athéna, ouvrière, et celui de la Victoire, sans oublier le Temple de Thésée, commencé par Cimon.

Tous ont défié le temps. Plus ou moins mutilés par la barbarie, la convoitise et la stupidité des hommes, leurs ruines rient encore au soleil. Plutarque disait : « Qu'il y a en eux un esprit toujours rajeunissant et une âme non jamais vieillissante qui les entretient en telle vigueur ».

Le théâtre de Dionysos, à Athènes, a créé la tragédie grecque. Il pouvait contenir 30.000 spectateurs. Nos moyens scéniques actuels ne sont guère plus perfectionnés que ceux qui existaient à cette époque.

Berceau de la civilisation comme l'Égypte, la Grèce révéla au monde l'art de construire et la postérité ne l'oubliera jamais. Quand Renan vit Athènes après l'avoir longtemps étudiée, son âme fut puissamment secouée et il laissa ces mots :

« C'était l'idéal cristallisé en marbre pentélique qui se montrait à moi. »

Les Égyptiens occupent une très grande place dans l'histoire de l'Architecture. Ils furent de grands bâtisseurs. Ils ont couvert de monuments toute la vallée du Nil. Beaucoup d'entre eux existent encore intacts ou en ruines et surprennent le voyageur par leur aspect grandiose.

Madame Degouy-Wurmser écrit que ce sont des œuvres gigantesques qui semblent « construites pour l'éternité » tant elles donnent par leurs masses énormes et trapues, le sentiment de stabilité et de durée. Bien d'autres ont été édifiées après elles et ont disparu, pendant que les pyramides, les temples et les statues colossales des Égyptiens bravent l'action des siècles, non seulement grâce au sable qui en a conservé beaucoup comme dans un écrin, mais aussi grâce à leur structure et aux matériaux employés.

Généralement bas, les monuments se développent en longueur beaucoup plus qu'en hauteur et sont, dans leur lourde simplicité, en harmonie parfaite avec le paysage qui n'a point de sites imprévus, mais se déroule, avec la même ligne d'élévations, tout le long de la vallée. Le temple semble n'être qu'un prolongement de la montagne. « Il paraît, dit un voyageur, avoir été extrait en entier d'une montagne, et placé tel quel au milieu de la plaine ». Quelques-uns d'ailleurs, comme celui d'Ipsamboul, ont été taillés dans le roc même.

La forme affectionnée par les Égyptiens est pyramidale. Elle consiste à donner une largeur immense à la base et fait incliner les murs en talus.

Ils songent surtout à donner une impression d'éternité et de force. Ils n'ont pas comme les Grecs, l'instinct des proportions, le goût de la beauté harmonieuse, noble et élégante. Ils ne cherchent qu'à frapper, non à émouvoir ; « architectures de géants, ces constructions immenses semblaient élevées par des hommes de plus de 100 pieds ».

Ces monuments sont en granit noir, bleu ou rose, en pierre ou en grès, et généralement recouverts d'inscriptions et de peintures. Tout un peuple d'esclaves y travaillait. Sans doute, il y avait des architectes, des sculpteurs, des artistes experts pour la direction des travaux, mais la foule de manœuvres arrachés au métier des armes, aux travaux des champs, à la garde des troupeaux, selon la volonté du maître absolu « qui d'un geste, vidait une province entière » pour peupler de milliers d'hommes, chantiers et carrières, n'avait ni habileté ni goût, d'où les imperfections et les inégalités de certains détails. Monuments religieux, temples élevés aux dieux, tombeaux dédiés aux morts. Les

palais et les maisons, quoique construits avec confort et élégance, le sont avec des matériaux légers, bois, briques, que le temps n'a pas épargnés. Bâtiments où l'on ne fait que passer... les tombes sont des maisons éternelles. Le séjour sur terre est pour les Egyptiens un court voyage, la vraie vie est dans l'autre monde, le séjour des morts seul doit être construit pour l'éternité. C'est toute l'expression religieuse qui guidait ce peuple dans ses manifestations architecturales bien que le réalisme le plus saisissant s'exprime et se dégage de l'art qui entoure les monuments.

Memphis fut pendant 19 siècles une ville puissante, célèbre par sa civilisation et ses monuments. Au centre, le temple de Phtah, autour du temple, des écoles. Partout des villas, des palais, des chapelles se développaient sur plusieurs lieues.

Il n'est rien resté de tant de merveilles. Memphis fut la carrière qui devait construire Le Caire. Blocs par blocs ses monuments furent détruits. Seule, la ville des morts a survécu. Cette nécropole sur la rive gauche du Nil ne s'étend pas sur moins de 73 kilomètres ; elle donne une idée de ce que dût être l'importance et la durée de Memphis. C'est sur la lisière du désert un immense cimetière. Ce champ des morts est dominé par les trois grandes pyramides de Gizeh : Chéops, Képhren et Mykérinos au Sud-Ouest, et par le Sphinx au Nord-Ouest.

A l'Est, des pyramides plus petites, destinées aux filles et aux fils des rois. Vers le sud, à Saggarah, la plus vieille de toutes les pyramides, non loin de laquelle Mariette a retrouvé le Sérapéum, ou tombeau des bœufs Hapi. Au pied des tombeaux royaux, et plus nombreuses, les tombes des particuliers, riches bourgeois ou grands seigneurs : les mastabas.

Les trois grandes pyramides sont celles de rois de la quatrième dynastie égyptienne. Chéops éleva la plus haute : 147 mètres. Képhren a 138 mètres. Mykérinos est la plus petite, malgré qu'elle n'ait que 66 mètres ; avec les pierres qui le forment, on pourrait construire un mur qui ferait le tour du département de la Seine ! Le Pharaon faisait commencer sa pyramide l'année même de son avènement au trône, on y travaillait jusqu'à sa mort. Elle était construite par assises successives en retrait les unes sur les autres. La pyramide montait chaque année et prenait des proportions en rapport avec la durée du règne. Dès que le roi mourait, on remplissait les degrés, on la revêtait de stuc en ménageant, sur la face nord, une entrée qui devait être soigneusement dissimulée, et une pointe dorée la surmontait. Que de vies humaines furent sacrifiées pour élever ces gigantesques entassements de pierre ! Aussi les vingt et un rois dont les tombeaux sont les plus hauts furent-ils les plus exécrés pour les corvées terribles qu'ils imposèrent à leurs sujets.

La pyramide ne contient que le puits et le caveau ; elle n'a pas, comme les tombeaux ordinaires, une chambre funéraire. Toutes les pyramides furent violées, déjà du temps des Pharaons eux-mêmes. Nous continuons à voir à notre époque la profanation des sépultures égyptiennes. Le pillage des tombeaux est une industrie courante et chaque nation envoie des gens enlever les trésors ensevelis avec les morts. C'est, du reste, à cette violation que l'histoire doit les plus précieux renseignements sur la vie, les mœurs et l'architecture égyptienne. Les Anglais, qui étaient parvenus à se procurer la momie de Mykérinos, l'ont laissée maladroitement tomber à la mer en l'emportant.

Les mastabas nombreux sont des espèces de bancs de pierre, des tertres de 4 à 10 mètres de haut qui, de loin, paraissent une pyramide tronquée ; au sommet, une plateforme unie, où se trouvent en quantité des vases pointus destinés à désaltérer le mort.

A Saggarah, près de Memphis, Mariette, en 1851, découvrit le Sérapéum, vaste temple souterrain servant de sépulture au bœuf Hapi. Le sable enlevé, on découvrit une grande avenue bordée de sphinx, puis, au bout d'un an de travail, on se trouva dans une grande galerie à espace libre et dans ces vastes souterrains creusés dans le roc, passer en revue toutes les chambres où étaient déposés les sarcophages gigantesques des Hapi.

Au pied des pyramides se trouve la statue la plus ancienne de l'Egypte : le sphinx de Gizeh. Il est taillé en plein roc, au bord extrême de la montagne ; « on dirait qu'il hausse la tête, pour être le premier à découvrir, par dessus la vallée, le soleil, son père ». Il a vingt mètres de haut, son oreille a deux mètres ; sa bouche, deux mètres trente-deux. Il était enterré jusqu'au cou dans le sable quand Mariette le découvrit. Ce fut M. Maspéro qui acheva de le débayer.

Le Musée du Louvre possède de fort belles et anciennes statues provenant des ruines de l'ancienne Memphis dont celle de Sépa, prêtre du taureau blanc, de sa femme, Nésa, celles de Rahotep et de sa femme, Nefert la Belle. Le Scribe accroupi révèle chez l'artiste égyptien un procédé qui donne à la statue une intensité de vie attirante. Il a incrusté dans un morceau de quartz opaque une prune de cristal de roche, piquée en son milieu d'un bouton métallique. L'œil tout entier est ensuite enchassé dans une feuille de bronze, sans paupières, ni cils.

Thèbes, qui succéda à Memphis, fut la plus merveilleuse cité de l'antiquité. Encore aujourd'hui, prodigieuse dans ses ruines, sur l'emplacement des villages modernes de Louqsor et de Karnak restent encore les ruines de deux temples, reliés entre eux par une allée dallée de granit. Sur la rive gauche du Nil, à Abydos, la nécropole de Thèbes, le Ravin des Rois. Un édifice important, le Ramesseum, s'élevait à la gloire de Ramsès II. Près de cet édifice, était le groupe du temple et du palais de Médinet-Abou ; le temple à degrés de Deir-el-Bahari, le temple de Gournah ou maison de Sêti, et, sur la limite du désert, les fameuses statues d'Aménophis-III, surnommées colosses de Memnon.

Le temple de Karnak était dédié à Ammon.

Ce temple égyptien n'est pas un monument bien délimité, construit sur un plan rigide comme les monuments grecs ou romains. On bâtissait d'abord un sanctuaire au dieu, puis on y ajoutait d'autres constructions ; de nouvelles annexes venaient s'y juxtaposer sous les dynasties suivantes. Il pouvait donc s'étendre sans fin sans être jamais achevé. Le temple de Karnak couvrait une lieue et comprenait onze temples différents. Ses ruines sont les plus vastes qui soient au monde.

Il était entouré d'une quadruple ceinture de murailles qui le défendait contre les voleurs et les impurs ; dans l'enceinte de ces murailles étaient les habitations des prêtres, des magasins de vêtement, des magasins de grains, de fruits, des boulangers, etc..., et enfin les cabanes des serviteurs du culte.

A l'entrée de la première enceinte était une porte immense, rectangulaire, flanquée à droite et à gauche de deux énormes tours en forme de pyramide tronquée, couverte d'inscriptions. Ces tours qui encadraient la porte et la formaient avec elles le « pylône » était large de 113 mètres, épaisses de 15 mètres, hautes de 15 mètres ; elles étaient creuses et contenaient des chambres. Devant le pylône étaient des obélisques, longues aiguilles de granit de 20 à 30 mètres, toutes couvertes d'inscriptions (tel celui de la place de la Concorde, à Paris, qui a été amené de Louqsor). Entre le pylône et l'obélisque, et adossées à la porte, il y avait

des statues de 7 à 13 mètres de haut représentant le roi Ramsès II qui avait construit le temple.

Il est assis dans une attitude rigide, la tête coiffée du pschent, le corps revêtu du costume sacré, les mains sur les genoux.

Le pylône franchi, puis les trois premières enceintes, réunies entre elles par des allées de sphinx, on se trouvait sur les bords d'un lac qui servait aux purifications et aussi à porter la barque où l'on promenait à certains jours l'image du dieu. Là se déroulaient les processions.

Après un second pylône, on arrivait par une porte de bois précieux, armée de lances d'or, dans le véritable temple où les rois seuls et les prêtres avaient accès.

C'était la fameuse salle hypostyle de 100 mètres de long sur 50 de large et 25 de haut, dont le plafond était soutenu par douze coulonnes de la grosseur de la colonne Vendôme, à Paris, et 122 autres, moins grosses, sur les bas-côtés, mais encore de proportion colossale, rangées sur neuf files. On a calculé que Notre-Dame-de-Paris y tiendrait à l'aise. Cette salle ne recevait de jour que par la porte, et comme elle allait en diminuant de hauteur, le fond en était obscur et plein de mystère.

Plus tard, sur le même modèle, les architectes égyptiens construisirent des temples souterrains dans les rochers ; tels les temples d'Ipsamboul, ceux de Nubie.

Puis ils creusent des tombes dans les flancs du rocher ; ce sont les spéos ou hypogées ; les plus remarquables sont ceux de Beni-Hassan, découverts par Champollion où furent enterrés les rois de la douzième dynastie.

L'architecture souterraine offre à cette époque de remarquables œuvres : les tombes, surtout les syringes que l'on trouve dans le sauvage ravin de Bab-el-Molouk, près de Thèbes, plus compliquées, plus luxueuses encore que les hypogées, montrent un art qui a atteint la suprême élégance.

En ce qui concerne l'art décoratif, l'Égypte s'est montrée remarquable. Il y a au Caire et dans tous les musées d'Europe des objets qui ont une distinction, une élégance qui ont servi de modèle à l'art moderne.

Les groupes Italiques subirent profondément l'influence de la civilisation grecque. Il est probable que les premiers latins, et les documents archéologiques semblent le prouver, sont venus du Nord, des plaines du Danube ; ils se sont confondus avec les Sabins et les Etrusques. Leur premier établissement fut sur le mont Palatin, berceau de la Cité. Au temps de Tacite, on montrait l'emplacement de la ville primitive, marqué par une ceinture de pierres. C'était le Roma Quadrata, ainsi construite parce que les rites religieux et les prescriptions des augures voulaient qu'elle eût cet aspect. Au pied du Palatin et du Capitole s'étendait une dépression légèrement ondulée, herbeuse et humide, qui servait de marché : le Forum. C'était le début de la ville éternelle.

Les premiers rois romains s'occupèrent surtout de guerroyer, et il faut attendre quelques siècles pour que l'un d'eux, Ancus Martius, fit exécuter des travaux qui étendirent le territoire de Rome jusqu'à la mer.

L'avènement de Tarquin l'Ancien (616-578), assura à Rome une série d'embellissements et de grands travaux. Il assécha le Forum en construisant un égout monumental (*cloaca maxima*) qui déversait les eaux dans le Tibre ; œuvre gigantesque qui fit l'admiration des Romains eux-mêmes et qui, après vingt siècles, subsiste encore et fonctionne comme autrefois. Il jeta les fondations du plus célèbre des temples de Rome, celui de Jupiter Capitolin qui renfermait en outre les

sanctuaires de Junon et de Minerve, les deux grandes divinités romaines. Le temple brûla en 83 av. J.-C., et fut reconstruit par Sylla ; incendié à nouveau en 70 ap. J.-C., il fut rebâti par Vespasien ; détruit une troisième fois, il fut rebâti par Domitien et les restes en subsistent encore dans les jardins du palais Caffarelli.

Servius Tullius (578-534), après avoir enfermé dans l'enceinte de Rome le mont Viminal et l'Esquilin, pour affermir la puissance de Rome, bâtit sur l'Avertin un temple de Diane.

Les progrès de Rome furent interrompus par une catastrophe qui, au V^e siècle, faillit tout emporter. Les Celtes, chassés de leur territoire de Gaule par les invasions germaniques, avaient franchi les Alpes et s'étaient fixés dans la plaine du Pô. Ils avaient renversé la domination étrusque et y avaient fondé Médiolanum (Milan), Brescia, Verone, Bologne, etc...

Après avoir conquis toute l'Italie, Rome s'agrandit et s'embellit. Après l'incendie des Gaulois, de grands travaux s'accomplirent. En 312, le censeur Appius Claudius fit construire un premier aqueduc de 16 kilomètres 500 ; en 272, Manius Curius Dentatus en entreprend un autre de 70 kilomètres. De grandes routes furent tracées qui rayonneront dans toute l'Italie. L'influence grecque pénètre les mœurs romaines. Arrivent des artistes, des artisans grecs qui feront connaître aux paysans leur civilisation raffinée et l'on voit poindre le lever d'un art, d'ailleurs servilement plagiaire encore des modèles de la Grèce.

Le Grand Autel de Zeus, à Pergame est construit. En Sicile, à Taormina, un théâtre gigantesque s'édifie, puis le temple de Juno Lacinia à Agrigente.

Lorsque les Romains entreprirent leurs conquêtes et qu'ils entrèrent en Grèce, ils contemplèrent l'éclat fastueux de l'architecture, les trésors de sculptures, les temples, les milliers de statues de marbre et de bronze, les vases précieux et ils ne se contentèrent pas de piller, ils ramenèrent avec eux toute une armée d'artistes prisonniers qui répandirent peu à peu dans la société cultivée le goût et l'intelligence des choses d'art, préparant la voie à un art national qui trouva son développement pendant la période impériale.

Après la Grèce, c'est l'Asie qui envahit Rome et qui y introduisit toute l'orgiastique orientale. L'Art romain ne se constitua donc définitivement que sous l'Empire. L'architecture diffère de celle de la Grèce par l'emploi de la voûte, qui est d'origine étrusque et les monuments romains substituent souvent la forme ronde à la forme rectangulaire à colonnes qui caractérise les monuments grecs. Le plus caractéristique des monuments de ce genre est le Panthéon d'Agrippa, qui subsiste encore aujourd'hui et a servi de modèle à tous les édifices à coupole. En outre, un grand nombre de monuments furent élevés qui imitaient simplement les formes grecques en combinant les différents ordres, dorique, ionique et corinthien. Les monuments caractéristiques de Rome étaient les temples, dont Auguste fit réparer quatre-vingt-six anciens et construire seize nouveaux ; les théâtres, avec une large estrade et des gradins disposés sur voûtes ; les aqueducs, qui apportaient à Rome l'eau fraîche et pure des Apennins, dont quelques-uns fonctionnent encore ; les bains publics ; les basiliques, qui étaient à la fois des tribunaux et des salles de réunion ; les cirques et les amphithéâtres destinés aux jeux. Un grand nombre de ces monuments se pressaient sur le Forum ; ils étaient ornés de statues, grecques pour la plupart mais dont certaines avaient un caractère plus spécialement romain. Les parvis de ces édifices s'ornaient de peintures à fresques, représentant des motifs décoratifs, des scènes mythologiques ou des sujets de guerre, tandis que le sol était couvert de mosaïques ornementales et pittoresques.

Ainsi se vérifiait le mot d'Auguste qui se vantait, ayant trouvé une ville de briques, de laisser une ville de marbre.

Les Romains continuèrent à guerroyer et à conquérir et conquise par César au milieu du premier siècle av. J.-C., la Gaule resta romaine jusqu'aux grandes invasions du V^e siècle pendant la domination romaine.

L'art Gallo-Romain fut très fécond, mais sans originalité et Jules Bouniol écrit que les villes s'embellirent de superbes monuments exécutés par des artistes grecs ou italiens. Les Arvernes commandèrent au grec Zénodore une statue colossale de Mercure qui exigea dix ans de travail et coûta quarante millions de sesterces (un million de francs). Les œuvres d'architecture célèbres trouvées en Gaule : les Vénus de Vienne, d'Arles, de Fréjus, le Faune d'Arles, l'Athlète de Vaison, le Guerrier d'Autun, la mosaïque de Lillebonne sont des copies d'œuvres grecques. Les monuments qui faisaient l'orgueil des villes gallo-romaines n'avaient, eux non plus, rien de Gaulois. La Maison Carrée de Nîmes, de Vienne, le mausolée de Saint-Rémy offraient l'harmonieuse élégance de l'art grec. Partout où régnait Rome triomphait l'art gréco-romain et de grandes constructions utiles furent édifiées, aqueducs comme le Pont du Gard, amphithéâtres comme les arènes de Nîmes, d'Arles, théâtre comme celui d'Orange, arcs de triomphe, portes de villes, imposantes par la masse et par la solidité régulière des assises de pierre de taille, par la majesté vraiment romaine de leurs proportions.

Les Romains transformèrent matériellement et intellectuellement la Gaule et les Gaulois, s'inspirant de l'architecture romaine, abandonnant les pauvres « oppida » juchés sur les hauteurs et à l'étroit dans leurs enceintes construisirent dans les plaines de véritables villes. Gergovie par exemple, dont il ne reste plus trace sur le plateau basaltique auvergnat, fut remplacé par Augustonemetum (Clermont) et Bibracte, par Augustodunum (Autun).

Lorsqu'en 1878 on fit des fouilles pour établir au sommet du Puy-de-Dôme un observatoire météorologique, on découvrit, enseveli dans les terres et dans l'oubli, les ruines d'un temple dédié à Mercure. Les dimensions et les proportions de cet édifice donnent une idée de ce que furent les constructions romaines et le voyageur reste pensif en réfléchissant à la quantité d'esclaves qui durent travailler pour édifier à 1.465 m. d'altitude un monument de cette importance. Le Musée de Clermont est riche des découvertes et des trouvailles qui s'y firent et il faut conseiller au voyageur de ne pas quitter l'Auvergne sans aller faire une visite à ces ruines. Ce pèlerinage, qui en vaut bien d'autres, se suffit en soi.

La civilisation romaine se perdit par des excès de tout ordre et de toute nature ; le christianisme faisait son apparition dans la Gaule, le monde romain tombait en décrépitude et le Moyen Age commençait.

De la disparition de l'Empire Romain jusqu'à la Renaissance, l'Architecture passe dans une période de transition entre l'antiquité et les temps modernes. Cette longue période de onze siècles qui débuta par une invasion des peuples que Rome appelait indistinctement des « Barbares » les Germains seuls devaient avoir une influence durable sur la civilisation occidentale en général et sur l'architecture en particulier. Quelques siècles d'une sombre ignorance s'écoulèrent et l'empire d'Orient commença à éclairer un art nouveau qui s'élevait.

A Byzance les artistes s'inspirèrent de l'antiquité grecque qui leur apprit à ordonner avec grandeur et harmonie. Ils empruntèrent à l'Orient asiatique et à la Perse les richesses décoratives et au temps de Jus-

tinien, l'art byzantin prit sa physionomie caractéristique. La basilique de Sainte Sophie, qu'il fit reconstruire plus vaste et plus belle que le temple de Salomon, sous les ordres de deux architectes asiatiques, Anthemios de Tralles et Isidore de Milet, se termina en 537. Justinien pensait que sa Basilique serait pour le monde chrétien ce que le temple de Jérusalem avait été pour les Juifs. Sainte Sophie est un édifice à coupole. C'est aux temps lointains de la puissance assyrienne qu'il faut aller chercher l'origine de ce type de construction. Jamais on avait osé construire une aussi vaste salle et une coupole aussi hardie. Cette coupole, haute de 56 mètres, large de 32, est supportée par quatre grands arcs, de même diamètre qu'elle, reposant à leur tour sur quatre gros piliers. Entre les arcs et la circonférence intérieure de la coupole sont projetés d'énormes pendentifs, c'est-à-dire des triangles concaves. Deux des arcs embrassent des murs que soutiennent des colonnes. Sur les deux autres s'appuient deux demi-coupoles. Celle qui est du côté de l'Orient conduit à une triple abside. L'espace recouvert par ces voûtes géantes est au total de 7.000 mètres carrés. La décoration était éblouissante.

L'Empire d'Orient faillit être submergé et le monde chrétien tout entier bouleversé par l'invasion des Arabes, venus d'Orient, exaltés par une religion nouvelle qui venait de naître, « l'islamisme », œuvre de Mahomet. Si les arabes n'ont pas eu de peintres ni de sculpteurs, parce que le Coran défend de représenter des figures humaines, en revanche, leurs architectes, en s'inspirant des monuments byzantins et persans, créèrent un style original. Du septième au dixième siècle leurs monuments furent des mosquées, mais du dixième au quinzième siècle, ils déployèrent toute une fantaisie inventive. Leurs plus fameux monuments sont la mosquée d'Omar, à Jérusalem ; celle de Cordoue, puis celles de Tolède, de Hassan et de Kait-Bey, au Caire, et des palais tels que l'Alcazar de Séville, l'Alhambra de Grenade.

Si les édifices arabes ne sont pas très impressionnants, vus de l'extérieur, c'est parce que les architectes ont appliqué leur génie à la décoration intérieure. Ils ont varié à l'infini les formes d'arc, ajoutant au plein cintre romain l'arc aigu ou brisé, l'arc en fer à cheval, l'arc en accolade ; ils ont inventé la voûte à stalactites, c'est-à-dire hérissée d'ornements en plâtre formés de prismes agglomérés. Le trait le plus caractéristique de leur art, c'est la décoration des murs par des arabesques. On dirait qu'ils sont tapissés de fines dentelles.

Malheureusement, les Arabes ne surent pas transformer et renouveler leurs idées et leur bel élan de curiosité s'arrêta au moment même où, en Occident, se produisait la Renaissance. Comme les Chinois, ils s'endormirent dans l'immobilité.

Pendant que s'édifiait et grandissait l'Empire d'Orient, l'évêque de Rome, humble à l'origine devant cette puissance, profita du déclin et de la décadence de l'empire byzantin pour acquérir une supériorité absolue qu'il détient encore aujourd'hui, c'est l'origine de la papauté. Une légende fut utile. On croyait que Saint Pierre était venu à Rome et y avait été martyrisé. Jésus-Christ aurait dit, selon une tradition aussi suspecte : « Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon église, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle ». De là l'origine de la construction de ce qui fut appelé par la suite le Vatican.

Sous l'empire de Charlemagne, l'art carolingien ne fut ni intéressant, ni original. Constructions de beaucoup d'églises et de monastères en bois. Très peu ont subsisté. Les principaux architectes étaient des lettrés : Eginhard, Angilbert, Théodulfe, évêque d'Orléans. Ils

prenaient pour modèle les édifices byzantins. La chapelle d'Aix est une mauvaise copie de Saint-Vital de Ravenne. Charlemagne fit construire des palais à Aix-la-Chapelle, à Ingelheim. Avec de très mauvais ouvriers, pour décorer et exécuter la chapelle d'Aix, on emprunta de grosses pierres aux murailles de Verdun. Pour décorer le palais et la chapelle, on démolit en partie le palais de Théodoric à Ravenne, on pillait en Italie des colonnes et des chapiteaux.

De la décomposition de l'Empire de Charlemagne naquit la féodalité. Les seigneurs se firent construire des châteaux d'où ils pillaient et rançonnaient les paysans ; ils partirent faire les croisades et l'art et l'architecture connurent un grand temps d'arrêt. Luchaire écrit que ce fut « une époque d'isolement et de guerre, l'âge féodal se symbolise exactement dans le château », c'est le début de l'architecture militaire. Les châteaux étaient des maisons fortes (des fertés) ou des plessis (palissades). Un fossé et une palissade, garnie de quelques tours en bois au milieu duquel se dressait un tertre naturel ou artificiel appelé motte, une haute tour, le donjon (dominium, demeure du maître). Les arènes de Nîmes et d'Arles devinrent des villes fortifiées.

Au onzième siècle on commença à construire des murs de pierre et d'énormes tours comme les donjons rectangulaires de Langeais, Loches ou le château de Falaise ou de Tournouël, repaire d'aigle juché au sommet d'une montagne sur un piédestal de roches granitiques.

Au XII^e et XIII^e siècle, on bâtit des forteresses massives et colossales, dont on voit encore çà et là, en France et en Allemagne, se dresser sur les rocs les ruines imposantes et dont Château Gaillard, près des Andelys, et Coucy paraissent les plus puissantes.

Ces villes étaient des forteresses. A Paris, dans la petite île boueuse de la Cité, une enceinte continue renforcée de tours, garnie de créneaux, et à partir du XIV^e siècle, de mâchicoulis, entourait la ville proprement dite, laissant sans défense les faubourgs. Quelques vieilles cités ont conservé leurs murailles : Aigues-Mortes, Carcassonne, Avignon. L'enceinte de la cité de Carcassonne était double. Chacune des portes était une massive forteresse, formée de deux tours dominant le fossé et entre lesquelles était placé le pont-levis.

Si la société du moyen âge était guerrière et féodale, elle était aussi chrétienne, et la foi religieuse fut enlaidie par des superstitions grossières et souillée de fanatisme persécuteur.

Ce fut la foi chrétienne qui inspira les artistes, comme elle provoqua les croisades. Si les castels féodaux du XIII^e siècle sont des œuvres d'art, ils sont loin d'avoir la beauté et la variété des églises. Tandis que le temple antique était la demeure d'un dieu, le temple chrétien devait être un lieu de réunion : les monastères étaient des asiles de paix et de travail intellectuel en pleine barbarie guerrière.

Ce furent des abbayes clunisiennes que sortit une première forme de l'art chrétien du moyen âge : celle qu'on appelle l'art roman dont les exemplaires les plus fameux sont la Madeleine de Vézelay, Saint-Trophime à Arles, Saint-Sernin à Toulouse, Saint-Savin près Poitiers, Notre-Dame-du-Port à Clermont-Ferrand et le bijou d'Orcival, en plein massif des Monts Dore. Les moines sentaient l'utilité d'élever ces édifices, non pour eux-mêmes, mais pour les pèlerins qui venaient en foule adorer les reliques et dont les aumônes faisaient la fortune des monastères.

A l'art roman, avant tout monastique, succéda l'art gothique, qui fut séculier et communal. Si l'art gothique était séculier, il n'était pas laïque. « Maîtres de l'Œuvre » et « Gens de l'Œuvre » travaillaient pour le

compte des évêques. Les églises étaient des « actes de foi », des « prières de pierre », selon l'expression de Michelet. L'église était un « livre ouvert pour la foule » selon Viollet-le-Duc, « le livre de l'ignorant », « une encyclopédie à l'usage de ceux qui ne savent pas lire » écrit S. Reinach.

Jules Bouniol, le très distingué professeur d'histoire, s'exprime ainsi sur l'architecture romane et son expression ne revêt pas la sécheresse d'une description faite par un architecte :

« Quand le christianisme eût triomphé des anciens dieux, les Chrétiens se réunirent pour célébrer leur culte, non dans les temples romains trop petits, mais dans des basiliques. C'étaient de grandes salles qui servaient à la fois de palais de justice, de marchés couverts et de lieux de réunion. La basilique était de forme rectangulaire, divisée en trois parties par deux rangées de colonnes, qui supportaient avec l'aide des murs la charpente et la toiture. Au fond de la salle, derrière le siège du magistrat, le mur était arrondi de manière à envelopper un espace demi-circulaire qu'on appelait abside. Durant les premiers siècles du moyen âge, jusqu'au X^e siècle, on construisit des églises sur le plan de ces basiliques. Dans les grands troubles qui suivirent la mort de Charlemagne, beaucoup furent brûlées. Dès le début du XI^e siècle, l'ordre s'étant un peu rétabli, on voulut les reconstruire, mais au lieu de les refaire telles qu'elles étaient autrefois, « on les changea en mieux » (in meliora permutavere), dit le moine Raoul Glaber. On remplace les charpentes par des voûtes en pierre. Ces églises qui avaient échappé à l'incendie furent, elles aussi, remplacées. « On eût dit que le monde entier secouait et rejetait ses vieux haillons pour revêtir une blanche robe d'églises. » (Raoul Glaber). Ainsi naquit ce style architectural nouveau, et pourtant imité des modèles antiques, qu'un érudit moderne a appelé l'art roman, de même qu'on a appelé langue romane la langue intermédiaire entre le latin et le français.

« Le plan de l'église romane diffère peu du plan des basiliques anciennes : l'entrée est précédée d'un porche ou *narthex*, la salle rectangulaire est traversée par un autre rectangle le *transept*, ce qui donne au plan de l'église la forme d'une croix. Entre le porche et le transept s'étend la *nef*, flanquée de deux galeries plus basses, les *bas-côtés*, qui sont surmontés de tribunes. Au-delà du transept, le *chœur*, où se dresse l'autel et où prennent place les prêtres. Sous le chœur, généralement surélevé, une chapelle souterraine ou *crypte* renferme les tombeaux des saints. Autour de l'abside, derrière le chœur, une demi-couronne de chapelles « *rayonnantes* ». Une tour ou *clocher* se dresse au-dessus de la *croisée* (du croisement) de la nef et du transept, deux autres au-dessus du porche.

« De tous les traits du signallement des églises romanes, le plus apparent est la forme arrondie en *plein cintre* des portes, des fenêtres, de la plupart des voûtes. Mais c'est la *mode de construction des voûtes* qui caractérise surtout l'art roman.

« On ne voulait plus de couverture en charpente. Or il était très difficile pour des architectes inexpérimentés comme ceux du XI^e siècle, de construire une voûte recouvrant un vaste édifice. Leurs premiers essais ne furent pas heureux, beaucoup d'églises s'écroulèrent. Ils devinrent plus habiles. Les édifices romans présentent trois types de voûte : la *voûte d'arête*, empruntée aux Romains, formée de quatre triangles concaves ; la voûte en *coupole*, empruntée aux Byzantins, formée d'une calotte demi-sphérique que des triangles concaves relient à de solides piliers, et la *voûte en berceau*, plus originale, car les Romains ne l'avaient employée que

pour des galeries étroites, des corridors d'arènes, des arcs-de-triomphe, tandis que dans les églises romanes elle s'étend d'un bout à l'autre de la nef. C'est un demi-cylindre concave, un berceau renversé, dont les bords reposent sur les murs. Contre la voûte sont placés de distance en distance des bourrelets de pierre formant cintres, les *arcs-doubleaux*. Craignant toujours que les murs ne s'écartent sous la poussée oblique de cette masse, les architectes construisent des murs épais, percés de rares fenêtres, des piliers d'une rotondité massive, des *contreforts* extérieurs qui épaulent solidement les murailles.

« L'édifice roman ne s'élance pas vers le ciel. Il se cramponne au sol de sa masse lourde et puissante. Il donne une impression de solidité massive et de triste obscurité, mais aussi de majesté simple. Les architectes apprirent d'ailleurs à vaincre leur timidité et ils construisirent au XII^e siècle, des édifices beaucoup moins pesants et plus lumineux. Les clochers surtout donnèrent de l'élan à la masse accroupie de l'église romane.

« Il est difficile de savoir comment est né l'art roman, sous quelles influences romaines ou orientales il s'est formé. Mais ce qui est certain, c'est qu'il brilla surtout en France, particulièrement dans la France de langue d'oc, où s'était mieux conservée la culture antique ».

Les nombreuses œuvres qu'il produisit, tout en ayant un air de famille très apparent, présentent de province à province de notables différences. Les églises d'Auvergne : Saint-Nectaire, Issoire, Notre-Dame du Port, à Clermont, sont les exemplaires les plus simples, les plus nets, les plus complets de l'art roman. Celles de Bourgogne aux tours octogonales et leurs voûtes de berceau brisé sont plus audacieuses. Le chef-d'œuvre est celle de Cluny, construit de 1089 à 1115. En Provence, les églises sont plus sombres, à cause de la hauteur des bas-côtés. Dans le Périgord et l'Angoumois, églises à coupoles : Saint-Front de Brigneux, Saint-Pierre d'Angoulême, auxquelles il faut joindre Notre-Dame du Puy rappellent Sainte-Sophie et Saint-Marc de Venise. Les églises normandes : l'Abbaye-aux-Hommes, l'Abbaye-aux-Dames, de Caen, trop hautes, ne purent être voûtées et furent couvertes de charpentes, que plus tard remplacèrent des voûtes ogivales.

En Italie, l'art roman est surtout représenté par le dôme de Pise ; dans la vallée rhénane, les cathédrales de Bamberg, de Spire, de Worms, de Mayence. En Angleterre, le style roman prit le nom de style normand.

En ce qui concerne l'architecture gothique, Jules Bouniol s'exprime ainsi, et il est impossible de mieux dire :

« Au moment même où l'art roman s'épanouissait et produisait ses plus belles œuvres, naissait un style nouveau qui devait le supplanter. Les Italiens du XVI^e siècle, Raphaël le premier, dit-on, l'appelèrent *gothique*, c'est-à-dire barbare, et l'historien de l'art italien, Vasari, a popularisé cette expression dédaigneuse. En réalité, l'art gothique est français, on l'appelait au Moyen-Age « *le style de France* » (*opus francigenum*). Il n'est nullement établi que ses éléments essentiels aient été inventés dans le pays de France, au sens ancien du mot, c'est-à-dire dans la région parisienne, ni même dans le royaume de France. Mais c'est entre la Somme et la Loire qu'il a donné ses premiers chefs-d'œuvre ; c'est de là qu'il a rayonné dans le monde chrétien ; ce sont les « maîtres de l'œuvre » et même des ouvriers de France qui sont allés former et diriger les artistes des autres pays.

« Les sombres édifices romans convenaient aux pays du Midi, où la lumière abonde. Pour les églises du Nord, il fallait percer les murs de fenêtres plus larges

et plus hautes. Comment assurer leur solidité et soutenir le poids de la voûte ? Le problème fut résolu par l'invention de la *croisée d'ogives* et de l'*arc-boutant*.

« La voûte gothique n'est pas un berceau, un demi-cylindre continu. Elle est divisée en compartiments ou travées, que limitent les arcs-doubleaux. Chacune de ces travées est une voûte d'arête, formée de quatre triangles concaves. Le long des arêtes qui se croisent en diagonale sont construits des bourrelets de pierre, des arcs ou nervures, qui s'appuient sur les piliers placés aux quatre angles de la voûte et qui en augmentent la solidité. On les appelle *arcs augifs* (du latin *augere*, augmenter), *ogives* et, à cause de leurs croisements, *croisée d'ogives*. Ils dirigent, ils canalisent la poussée de la voûte vers les piliers.

« Il faut consolider ces piliers, tout en laissant de la place pour les bas-côtés et les chapelles. Au lieu d'appliquer les contreforts à la muraille, de les confondre avec elle, on les détache, on les éloigne et l'on jette du pilier intérieur au contrefort, par-dessus les bas-côtés, un étai de pierre, un « arc-boutant », qui, venant obliquement contre-buter la poussée oblique de la voûte, lui fait équilibre aisément.

« En même temps, on adopte pour le dessin des portes, des fenêtres et pour le profil des voûtes, au lieu de la rondeur un peu lourde du plein-cintre, l'élan de l'arc brisé ou arc-aigu, formé de deux courbes qui se coupent au sommet. C'est cette forme aiguë qui est le trait le plus apparent du style gothique, comme le plein cintre du style roman. Mais il n'est pas le trait essentiel, tant s'en faut. Bien des églises romanes de Provence ou de Bourgogne, comme la fameuse basilique de Cluny, avaient des voûtes brisées et des arcades aiguës. D'autre part on a commis une étrange erreur en donnant à l'arc-brisé le nom d'ogive, qui doit être réservé aux nervures entre-croisées de la voûte d'arête.

« L'emploi de la croisée d'ogives, de l'arc-boutant et des arcs aigus permettait de donner à l'édifice gothique une prodigieuse légèreté intérieure. La voûte était supportée par l'armature des piliers et des contreforts, les murs devenaient inutiles à la solidité du monument ; on peut les remplacer par de hautes et larges verrières. Les piliers formés de faisceaux de colonnettes s'élançant du sol et s'épanouissant sous la voûte en bouquets de nervures. La nef paraît s'élever vers le ciel comme une ardente prière. La voûte portée à une hauteur vertigineuse : 37 mètres à Notre-Dame de Paris, 47 m. 50 à Beauvais, paraît reposer sur des vitraux et flotter en pleine lumière. C'est « l'architecture du miracle » a dit Michelet. C'est l'architecture de la foi. Le sentiment religieux qui animait les artistes et la foule enthousiaste des ouvriers s'est magnifiquement exprimé dans l'envolée mystique de ces nefs lumineuses.

« A l'extérieur, la matière et la pesanteur reprennent leurs droits. Arcs-boutants et contre-forts entourent l'édifice d'un échafaudage compliqué de béquilles de pierre. Mais à distance, on voit s'élever au-dessus de cet échafaudage la masse imposante des grands toits au profil aigu et au-dessus des combles, s'élançant les clochers et les flèches qui semblent porter au ciel la prière de tout un peuple. »

Pendant la première moitié du XII^e siècle, l'art passa peu à peu des formes romanes aux formes gothiques. Les premières voûtes à croisée d'ogives furent construites en France et en Angleterre. Les plus anciennes semblent être celles de Morienval, en France (1115), et de Durham, en Angleterre. Les plus beaux exemples de transition sont Notre-Dame de Senlis et l'église abbatiale de Saint-Denis, que fit construire l'abbé Suger. Notre-Dame de Paris fut commencée en 1163, Bourges en 1192, Chartres en 1194,

Reims en 1211, Amiens en 1220. Puis le zèle des donateurs et des ouvriers se ralentit et s'arrêta.

On distingue plusieurs variétés de style gothique, suivant les époques, les provinces, les goûts. Au style de transition mal dégagé des lourdeurs romanes, succéda le *gothique lancéolé*, au temps de Philippe-Auguste et de Saint-Louis. Au temps de Philippe le Bel apparaît le *gothique rayonnant* d'une légèreté presque excessive et les architectes couvrent les monuments de *dentelles de pierre*. Plus tard, le *gothique flamboyant*, plus audacieux et plus fleuri encore. En Normandie, à Coutances et à Bayeux, on conserve au-dessus de la croisée du transept et de la nef, une tour lanterne et on donne aux édifices une allure fière, robuste et simple.

Notre-Dame de Paris, malgré la lenteur de sa construction (1163-1315), présente une unité absolue. Elle donne une forte impression d'harmonie et d'équilibre avec le magistral développement de sa nef, longue de 130 mètres.

Notre-Dame de Chartres (1190-1260) est moins longue que sa sœur parisienne, mais elle est aussi haute et beaucoup plus large.

Notre-Dame d'Amiens, achevée en 1269 a une lourde façade et des tours trop courtes, mais sa nef est d'une largeur et d'une légèreté merveilleuse.

Nous ne parlerons que pour mémoire de Notre-Dame de Reims, plus légère, plus élancée et plus ornée que ses semblables, la guerre stupide l'a mutilée et a brisé les 530 statues qui la décoraient.

Plusieurs églises gothiques s'écartent du type régulier. La Sainte Chapelle comprend deux salles superposées, celle de Beauvais ne comprend que le chœur, celle d'Albi a l'aspect d'une forteresse.

La fameuse abbaye du Mont St-Michel est un chef-d'œuvre d'architecture gothique.

En Angleterre, en 1174, un architecte français construit Cantorbéry. Il faut citer Salisbury (1220-1258), Westminster (1245-1269), Burgos en Espagne, Milan en Italie, Strasbourg en Alsace, Cologne en Allemagne, Upsal en Suède. L'art français pénétra en Bohême, en Hongrie, en Chypre, en Syrie.

Le chef-d'œuvre de l'architecture militaire au Moyen-Age, est le Château de Pierrefonds, près de Compiègne. Il fut construit par Louis d'Orléans, reconstruit par Viollet-le-Duc, pour Napoléon III.

Le seizième siècle est la période de l'histoire où l'influence de l'Italie et de l'antiquité classique, rayonnant sur l'Europe tout entière, a produit la plus prodigieuse floraison de chefs-d'œuvre. En Italie même, pendant cette période de Renaissance, l'art va s'étioler et disparaître, mais sous l'influence de Léonard de Vinci, de Raphaël et de Michel Ange, l'Italie restera la source de beauté.

Ce fut Raphaël qui, après la mort de Bramante, dirigea comme architecte, les travaux du Vatican et de Saint-Pierre-de-Rome.

Michel Ange fut architecte un peu malgré lui. Il avait construit à Florence, la façade de San-Lorenzo et la chapelle des médicis. A Rome, il éleva la Porta Pia, l'église Ste-Marie-des-Anges, taillée dans les thermes de Dioclétien, les édifices qui encadrent la place du Capitole. En 1546, à l'âge de 72 ans, Paul III le nomma architecte des travaux de Saint-Pierre. Il reprit les plans de Bramante en leur donnant plus de grandeur et il lança dans les airs, une prodigieuse coupole, haute de 131 mètres.

Les premiers monuments de la Renaissance furent surtout des monuments civils : la délicieuse Farnésine, œuvre de Peruzzi et de Raphaël, le palais Farnèse, élevé par San Gallo. Jules Romain construisit, à Mantoue, le célèbre palais du T. A Venise, Sansovino, dans

le palais Corner, la Zecca, la Bibliothèque. Puis l'influence de l'antiquité se fait tyrannique. L'architecte Vignole, le « Vitruve moderne » donne dans l'église du Gesù, à Rome, le modèle du style jésuite, pompeux et froid. Son traité des cinq ordres devint le bréviaire des architectes, et eût la plus fâcheuse célébrité. On superposa les ordres, on multiplia les colonnades et on prétendit tirer de l'antiquité mal comprise les recettes d'un art applicable à tous les pays. Fontana élève à Rome, les palais solennels et froids du Quirinal et du Latran, et Vasari les majestueux Uffizi de Florence. Palladio, de Vicence a exercé plus d'influence par son traité d'architecture que par ses constructions.

Les seigneurs français qui suivaient au-delà des Alpes, leurs rois aventureux, prenaient en Italie, le goût d'une vie de luxe embellie par l'art.

Charles VIII amena les architectes Fra Giocondo et Dominique de Cortone. Louis XII ne put attirer Léonard de Vinci, mais il installa en France une colonie de sculpteurs italiens, les Justes. François I^{er} fit venir le Vinci, André del Sarto, puis l'architecte Serlio.

Il n'y eût pas en France une action subite de l'art italien ni un parti pris d'imitation, mais une transformation fort lente, car l'art français n'abdiqua pas et sut, même en subissant l'influence nouvelle, garder son originalité.

Laissons la parole à Nouvel, professeur à l'Ecole Alsacienne, sur cette époque :

« Nos architectes restent fidèles aux procédés de construction du Moyen-Age. Ils continuent à employer l'arc-brisé et la voûte en ogives, à construire des escaliers en saillie, des tours garnies de créneaux, des toits élevés surmontés de hautes cheminées. L'influence de l'Italie ne se montre que discrètement, ça et là, par un arc en plein cintre, des chapiteaux corinthiens, des arabesques. Dans l'architecture religieuse, le gothique persiste résolument. La « Tour de Beurre » de la cathédrale de Rouen, le portail sud de la cathédrale de Beauvais, la Tour St-Jacques, à Paris, le clocher neuf de la cathédrale de Chartres sont des édifices gothiques. L'architecture civile elle-même conserva le style français et n'admit guère d'éléments classiques et italiens que dans la décoration. Cette période de transition, qui dure jusque vers 1520 et qu'on peut appeler la période Louis XII a produit des œuvres exquises, comme le corps d'entrée du château de Blois, la partie la plus ancienne du château de Chenonceaux, l'hôtel Cluny, à Paris, le Palais de Justice et l'hôtel de Bourghéroutte, à Rouen. Dans tous ces édifices à toits élevés, à tourelles saillantes et à la silhouette si française, c'est à peine si quelques arabesques, quelques niches à statues trahissent une mode nouvelle.

« Avec François I^{er}, qui fut un grand bâtisseur, apparaît le style nouveau. Il est fort difficile de le définir, car ce qui caractérise l'art de cette époque, c'est son extrême variété qui est un de ses charmes. On employa d'abord la voûte en berceau, les motifs de décoration antiques, on tendit à faire les façades plus régulières, mais, somme toute, on ne peut attribuer grande influence aux quelques Italiens qu'employa François I^{er}. On garde les toits à pente rapide avec les cheminées monumentales, mais on substitue aux étroites fenêtres gothiques, de larges ouvertures que l'on coupe d'une croix de pierre pour qu'elles ne paraissent pas éventrer l'édifice. L'aile nord du château de Blois témoigne déjà d'une certaine recherche de la simplicité et de la pureté des lignes. L'escalier si richement décoré, dont la cage fait saillie dans la cour intérieure, est une des merveilles de la Renaissance. Mais le bijou, la grande merveille, c'est Chambord, le château de rêve que François I^{er} fit élever à partir de 1519, on ne sait par quel caprice, au milieu des solitudes de la Sologne,

royale fantaisie, très coûteuse, inutile si le beau pouvait l'être, parce que le château est inhabitable. Les architectes Sourdeau, Pierre Neveu, Cocqueau, Grosier sont des français, et le plan est bien français, aussi. C'est le vieux château féodal, avec son donjon, ses deux cours, ses tours rondes aux angles, même ses machicoulis, avec la forêt de pointes, de lucarnes de pierre, de cheminées, de clochetons dont le sommet se hérissé, comme pour protester contre la sobriété, des toits plats et droits des palais italiens. C'est dans les chapiteaux et les médaillons qu'il faut chercher l'influence d'outre-mont. Les travaux durèrent plus de 30 ans. François I^{er}, qui n'en vit pas la fin, avait fait construire, dans l'intervalle, beaucoup d'autres châteaux. Sans parler du vieux Louvre dont il ordonna la transformation, il fit commencer en 1528, par Pierre Gadyer, le château de Madrid, démoli depuis, au bois de Boulogne, en 1532, par Jacques et Guillaume le Breton, celui de Villers-Cotterêts, en 1539, par Pierre Cambiches, celui de Saint-Germain ; partout, les noms comme les plans, sont français. Saint-Germain est, de tous ces châteaux, le seul qui ait pour toits des terrasses à l'italienne. Dès 1528 aussi il avait fait travailler à Fontainebleau. Au donjon et à la chapelle qu'on conserva du vieux château de Louis VII, il ajouta successivement, sans plan, de nombreuses bâtisses ; l'ensemble est bizarre, un peu incohérent, mais la décoration intérieure, que François I^{er} confia à des artistes italiens, le Rosso, le Primatice, est somptueuse jusqu'à la surcharge. Que de châteaux a vu s'élever cette époque : Azay le Rideau, Chenonceaux, œuvre de Bohier et de Phil. Delorme, Chateaudun, Nantouillet, etc., les grands seigneurs, les ministres, s'efforçant d'imiter la magnificence royale ! Il faut citer encore parmi les édifices civils, l'Hôtel de Ville de Paris, qui fût élevé par un architecte italien, Dominique de Cortone. Dans l'architecture religieuse, l'influence de la mode nouvelle se fait sentir à l'abside de St-Pierre de Caen, par des arabesques ; à St-Eustache, par les pilastres et les chapiteaux ioniques ou corinthiens placés sur des piliers carrés, même à Saint-Gervais et à Saint-Etienne-du-Mont, où l'altération du style gothique produit les plus heureux effets.

« Sous Henri II, l'influence italienne et classique va dominer. Les ouvrages d'Androuet du Cerceau, qui avait longuement séjourné en Italie, vont enseigner aux contemporains toutes les recettes de l'art romain, et la colonne, les pilastres, les frontons, les voûtes à caissons vont faire leur apparition. On construit, dès lors, d'après les principes, en calculant rigoureusement les proportions, et on conçoit à l'avance des plans d'ensemble majestueux. Les grands architectes du temps, Jean Bullant et Philibert Delorme, ont exposé aussi, en s'inspirant des anciens, la théorie et les principes de leur art. La France continua à se couvrir d'innombrables châteaux, dont la forme générale rappela toujours celle du Moyen-Age et où les éléments classiques ne se montrent guère que dans la décoration.

« Pierre Lescot, un ecclésiastique passionné d'art, qui avait déjà élevé l'hôtel Carnavalet et travaillé avec Jean Goujon au jubé de St-Germain-l'Auxerrois et à la Fontaine des Innocents, avait été chargé par François I^{er}, de transformer le vieux et sombre Louvre féodal en palais. Il y travailla jusqu'à sa mort et Baptiste Androuet du Cerceau continua après lui. Le nouveau Louvre est classique surtout par l'harmonie de sa décoration sculpturale avec les lignes architecturales, ainsi que par les colonnes corinthiennes, les arcades en plein cintre, les frontons triangulaires ou arrondis qui en ornent les façades. C'est un des chefs-d'œuvre de la Renaissance.

« Philibert Delorme, né en 1515, à Lyon est aussi un

ecclésiastique épris d'art antique. Après avoir étudié et dessiné en Italie, il éleva le château de Saint-Maur pour le cardinal du Bellay, puis très apprécié par Henri II, fut chargé par Diane de Poitiers, de construire son château d'Anet. Ce fut son chef-d'œuvre ; il n'en reste malheureusement que l'entrée monumentale, une aile et la chapelle qu'orna Jean Goujon. La façade, conservée dans la cour de l'Ecole des Beaux-Arts, nous montre la combinaison des trois ordres grecs superposés, qui resta longtemps classique. Henri II lui avait confié la construction du tombeau de François I^{er}. Il édifia une sorte d'arc-de-triomphe romain, à triple arcade, de style antique et d'harmonieuses proportions. Enfin il commença pour Catherine de Médicis, les Tuileries, dont elle voulait faire un palais à l'italienne, mais les travaux, continués après sa mort, par son collaborateur, Bullant, furent interrompues, en 1572.

« Jean Bullant, l'architecte du connétable de Montmorency, était lui aussi, un grand admirateur de l'antique. Il a orné de portiques romains trois des façades du château d'Ecouen et inauguré, par l'emploi d'énormes colonnes allant du sol jusqu'au toit, l'ordre colonal si souvent employé depuis. Mais, chez lui encore, l'influence antique n'est que superficielle et ses constructions sont parfaitement adaptées aux besoins du temps. »

En Allemagne, la Renaissance marque un chef-d'œuvre : le château de Heidelberg, qui, italien par sa décoration, reste encore gothique par son inspiration.

Aux Pays-Bas, l'hôtel de ville d'Anvers situe l'avènement de l'architecture de la Renaissance.

En Espagne, Berruguete, à la fois peintre, sculpteur et architecte, éleva pour Charles-Quint, le palais de Grenade et l'Alcazar de Tolède.

Une longue période suit où la France et l'Europe entière sont en perpétuels états de guerres et de révolutions. Seule l'architecture militaire construit des forteresses et laisse dans le sommeil de l'oubli, les expressions de beauté. Puis en Italie, sous l'influence artistique de Le Tasse, les architectes sacrifièrent le naturel et la simplicité à la recherche de l'effet. Ils adoptèrent le style baroque et le style jésuite. Le style baroque consiste dans l'emploi systématique des lignes courbes au lieu de lignes droites : les colonnes se tordent, les corniches se changent en festons, les façades se boursoufflent de saillies inutiles. Le style jésuite est surtout remarquable par la disposition des façades, qui sont chargées de colonnes, pilastres, corniches, statues, et surmontées d'un large fronton que supportent deux consoles retournées. Les voûtes et les murailles intérieures sont richement ornées de sculptures, peintes ou dorées. La grande nef de Saint-Pierre, à Rome, est le chef-d'œuvre de ce style décoratif. On l'appelle style jésuite parce que la compagnie de Jésus, si elle ne l'a pas créé, l'a répandu dans tous les pays catholiques. L'architecte Vignole, avait construit pour les Jésuites, le *Jésu*, à Rome. Ce fut le style de ce monument que la compagnie de Jésus adopta et agrandit dans toutes les contrées où elle fit bâtir des églises.

L'Angleterre avait tardivement adopté le style de la Renaissance, et les Anglais ont qualifié l'époque de transition le « style perpendiculaire ». Elle eut cependant deux grands architectes : Inigo Jones et Christophe Wren, qui construisirent, dans leurs pays, palais et églises.

En France, au temps de Henri IV et de Louis XIII, l'architecture avait encore une certaine indépendance. Lemer cier continua la construction du Louvre. On éleva des maisons comme celle de la place Royale (aujourd'hui place des Vosges), des hôtels comme l'hôtel Tubœuf ou Mazarin (Bibliothèque Nationale),

des châteaux comme le premier château de Versailles. En même temps, l'art italien envahissait notre pays. Salomon de Brosse construisit pour Marie de Médicis, le palais du Luxembourg. Il plaqua devant l'église St-Gervais, une façade de style jésuite et édifia l'église des Jésuites : Saint-Paul. Lemercier éleva l'église de la Sorbonne, dont le dôme et le péristyle à colonnes corinthiennes étaient tout italiens. Semblablement, le Val-de-Grâce, construit par Lemercier et François Mansart pour Anne d'Autriche. Le style italo-antique était en pleine faveur quand Louis XIV commença son règne. Puis Colbert et Louvois imposèrent aux architectes une rigoureuse discipline dictée par le grand roi. Colbert voulut finir le Louvre et l'architecte Le Vau était sur le point de construire la façade côté Saint-Germain-l'Auxerrois, conformément au projet de Lescot, mais Colbert l'en dissuada et adopta le plan de Claude Perrault, médecin, devenu architecte par occasion. Ce nous valut l'affreuse colonnade que tous les parisiens connaissent. Libéral Bruant construisit les Invalides, de 1671 à 1674, qui devait être à la fois une caserne et un hospice, Jules Hardouin-Mansart éleva le Dôme à 105 mètres de hauteur. C'est le chef-d'œuvre du genre. Ce fut encore Mansart qui dressa les plans de la place Louis-le-Grand (Vendôme) de la place des Victoires et du château de Dampierre. Son œuvre principale fut le château de Versailles. La façade sur les jardins est l'expression la plus complète du style Louis XIV. Longue de 480 mètres, elle se compose d'un bâtiment central et de deux longues ailes. Un rez-de-chaussée simple et nu supporte le « bel étage » dont les fenêtres en plein cintre, très hautes et très larges, sont séparées par des pilastres. De place en place, un groupe de colonnes supportant un entablement et forment une légère saillie. Le « petit étage » très bas, est couronné d'une balustrade, orné de statues et de trophées. Les toits sont plats. Saint Simon critique : « On croit voir un palais qui a été brûlé et où le dernier étage manque encore ».

A cette époque, l'architecture manque d'originalité et de goût en Espagne. Le palais de Philippe II, l'Escorial, avait, par la masse même de ses pierres de granit et la nudité sévère de ses murailles, une sorte de grandeur triste. Les architectes espagnols adoptèrent ensuite le style jésuite et le style baroque. Ils en exagérèrent même la décoration, la lourdeur fastueuse, la fantaisie déclamatoire.

Puis un siècle de misère morale, d'humiliation et de débauche fit sombrer l'art en France. Moins de grandeur et plus d'agrément, sont les mots donnés à l'architecture, sous Louis XV, on multiplia les boudoirs discrets, les salons joliment ornés. Les architectes inventent ce qu'on appelle le style « rocaille ». Germain Boffrand décore l'hôtel de Soubise, devenu le palais des Archives nationales. Meissonnier publie des traités ou recueils d'architecture où il établit les principes du style « rocaille ». Il les applique lui-même et multiplie les inflexions les plus capricieuses. On transforme à Versailles, la galerie Mignard, en cabinets et en boudoirs. J'ai dit que l'architecture vient sombrer dans le boudoir de La Pompadour.

Un seul architecte, Gabriel, mérite la réputation d'artiste. Son talent réalisait cet équilibre parfait de la pureté classique et de la grâce légère : la décoration de la place de la Concorde, la colonnade du Ministère actuel de la Marine lui doivent leur harmonie et leur simplicité.

Si le XIX^e siècle fut fertile en des découvertes scientifiques extrêmement intéressantes, s'il fut le siècle où la littérature prit un essor extraordinaire, où les inventions bouleversèrent plus que les révolutions les bases même de la société, si les ingénieurs construisirent des machines et des mécaniques multiples pour le grand

bonheur des humains, l'architecture reste stagnante parmi tous ces progrès. Si le siècle dernier a donné à la France de bons sculpteurs dont les œuvres ornent ou encomrent les voies et places publiques, par contre, il paraîtrait que les architectes ont délaissé leur art si complet, si utile et si séduisant. De bien mauvaises copies seules ont été édifiées et que ce soit le Trocadéro ou le Grand-Palais, vestiges de banales expositions, comme nous sommes loin des merveilles dont il a été parlé au début de cet article !

Nous sommes à un tournant de l'histoire et de la civilisation. De quoi demain sera-t-il fait ? Nul ne peut le prédire et puis, qu'importe... Après une léthargie, le réveil est souvent régénérateur, l'effort demeure en suspension, pour accomplir par la suite, des œuvres que présentement, les intéressés même ne soupçonnent pas. Nous sommes à la veille de temps nouveaux ; du déséquilibre présent, viendra la stabilité future, la révolution latente que nous commençons à subir, s'accomplira fatalement et les idées nouvelles édifieront, j'en suis persuadé, des monuments impérissables dédiés ni aux rois, ni aux dieux, mais bien à la sagesse et à l'admirable conception d'une société organisée pour son bien-être et pour ses radieux lendemains.

Pierre COMONT.

ARGENT n. m. (du latin *argentum*). Métal blanc, brillant et très ductile, sonore, tenace, d'une pesanteur spécifique de 10.44, fusible à la température du rouge blanc (1.000 degrés), malléable, inaltérable à l'air pur. La nature contient une assez grande quantité de ce métal ; quelquefois il se rencontre en masses d'un volume assez considérable, ou dissimulé en particules imperceptibles dans des argiles ou dans des dépôts ferrugineux. L'argent natif contient souvent des traces d'antimoine, d'arsenic, de fer, de cuivre ; les gangues pierreuses de l'argent sont ordinairement le calcaire, le quartz et la barytine. L'argent forme avec l'or et le cuivre des alliages qui constituent les objets d'orfèvrerie et les monnaies. L'alliage d'argent a plus de dureté que le métal pur et conserve mieux que lui les empreintes et les formes qu'on lui a données. On appelle *titre de l'argent* la quantité d'alliage que la loi permet d'y faire entrer. Le *nitrate d'argent* est l'argent pur dissous dans l'acide nitrique ou azotique. Le nitrate d'argent est un poison très énergique dont l'antidote est le sel de cuisine délayé dans l'eau.

On trouve des minerais d'argent dans le nord de l'Europe : en Suède, en Norvège, en Russie ; mais les plus riches du monde sont ceux du Mexique et du Pérou. Le bromure et azotate d'argent ont une importance capitale en photographie. Ces notions élémentaires sur l'argent considéré comme faisant partie, en chimie, du groupe des métaux suffisent à nos lecteurs. Elles expliquent en partie pourquoi ce métal a pris place parmi ceux qui sont utilisés comme monnaie d'échange et comme signe représentatif de la valeur des marchandises et de tous objets destinés à la vente et à l'achat.

Dans son sens le plus général, le mot « Argent » est synonyme de numéraire, de valeurs quelconques : or, actions, obligations, billets de banque, etc. « *L'argent du Trésor, de la Banque, avoir de l'argent chez soi, de l'argent en caisse, de l'argent placé. Recevoir, toucher de l'argent. Avancer, prêter de l'argent. Attendre après son argent. Dépenser de l'argent. Perdre ou gagner de l'argent dans une affaire. Ne rien faire que pour de l'argent. Payer argent comptant. Faire argent de tout. Etre à court d'argent. Courir après son argent. N'avoir pas besoin d'argent. Dépenser un argent fou. Etre un bourreau d'argent. Y aller bon jeu, bon argent. Semer l'argent. Plaindre son argent.* On voit que le mot argent entre dans une foule de locutions courantes. Il entre

aussi dans nombre de proverbes, dictons et sentences : *point d'argent, point de Suisse. L'argent n'a point d'odeur. L'argent ne fait pas le bonheur. L'argent est le Maître du Monde. Notre siècle est le siècle d'argent. Tout s'incline devant Sa Majesté l'Argent. L'argent est le nerf de la guerre.*

L'usage extrêmement fréquent qui est fait de ce terme : « Argent » proclame hautement la place énorme qu'il occupe dans les relations de toutes sortes et dans toutes les circonstances de la vie. Dans une Société dont la structure économique repose sur le profit, l'argent — nous le prenons ici dans son acception la plus large qui est en même temps la plus courante — confère à ceux qui le détiennent, en réalité ou en apparence, toutes les prérogatives, tous les avantages, toutes les vertus, toutes les supériorités. Il donne de l'intelligence aux niais, de la jeunesse aux vieux, de la beauté aux laids, de la délicatesse aux brutes, de la vertu aux pervers. Il plaide avec succès les causes les moins défendables et les fait triompher. Il se glisse dans toutes les relations humaines et y introduit la bassesse, le calcul, l'intrigue, la convoitise et la haine. Dans les rapports sexuels, il oppose la vente au don, la prostitution à l'amour. Dès que la question d'argent surgit entre amis, l'amitié se dissout. Dans les pourparlers qui aboutissent, par le mariage, à la fondation d'un foyer, à la constitution d'un ménage, à la formation d'une famille, les considérations d'argent prévalent sur toutes les autres et, dans la comédie qui se joue entre conjoints, le notaire qui dresse le contrat est souvent un personnage plus important que les époux eux-mêmes. Qui dira le nombre des familles qui ont été désunies, disloquées par de misérables questions d'argent ? Qui calculera la foule d'enfants et de petits-enfants, de neveux et de cousins qui ont ardemment désiré, fébrilement attendu, ou hypocritement hâté la mort du père, de la mère, de l'oncle ou du cousin dont ils guettaient impatiemment l'héritage ? Qui dressera l'inventaire des jugements rendus sous l'influence ou la pression de l'argent ? Qui établira la statistique des consciences que l'argent a achetées ? Qui supputera l'ignominie des trafics auxquels l'argent a présidé et des contrats conclus par l'unique apport de l'argent ? Qui écrira comme il conviendrait le drame lugubre des mensonges, des fraudes, des trahisons, des infamies et des crimes dont le torrent a eu pour source l'argent ?

C'est par l'argent que, presque toujours, les sentiments les plus nobles sont avilis, les contacts les plus purs souillés, les actions les plus hautes abaissées ! C'est par l'argent, que, presque toujours, les volontés les plus fermes sont amollies et les intelligences les plus lumineuses obscurcies !

« L'argent, l'argent, dit-on, sans lui tout est stérile ;
« La vertu sans argent est un meuble inutile ;
« L'argent seul au Palais peut faire un magistrat ;
« L'argent en honnête homme érige un scélérat.

« BOILEAU. »

« A Paris ! dans nul pays l'axiome de Vespasien (*L'argent n'a pas d'odeur*) n'est mieux compris ; là, les écus tachés de sang ou de boue ne trahissent rien et représentent tout. Pourvu que la société sache le chiffre de votre fortune, personne ne demande à voir vos parchemins. » — BALZAC.

« La voracité du porc est insatiable comme la cupidité de l'avare. Il ne craint pas de se vautrer dans la fange ; il s'engraisse des plus immondes substances ; tout fait ventre pour lui. » — TOUSSENEL.

Il appartenait au régime capitaliste, parvenu de nos jours au point culminant de son développement, d'élever la puissance de l'Argent à un niveau qui n'avait pas encore été atteint et qui ne peut être dépassé. Aucune

époque n'a mérité autant que la nôtre d'être appelée le siècle de l'Argent. A aucun moment de l'histoire, la souveraineté de l'Argent n'a été aussi indiscutable. Plus vile dans ses origines et plus affameuse et oppressive dans les moyens dont-elle dispose et les méthodes qu'elle emploie que toutes les autres féodalités, celle de l'Argent domine présentement le monde. La fortune de certains milliardaires : rois du rail, du blé, du pétrole, du fer, de l'acier, est un aimant d'une incalculable surface, dont la puissance d'attraction absorbe tout le travail humain. Les ressources que possède la Finance internationale mettent celle-ci en mesure d'accaparer toute la production mondiale et d'en monopoliser tous les profits. Tous les Etats sont à la merci de ces formidables puissances d'Argent dont, par ricochet, tous les particuliers sont les tributaires et les esclaves. (Voir : *Accaparement, Accumulation des richesses, Capitalisme, Bourses du Commerce et des Valeurs*). Les quelques milliers d'individus richissimes, qui ont un pied dans toutes les grandes entreprises, tiennent sous leur dépendance absolue les chefs d'Etat, les Parlements, les Ministres, les Diplomates, les chefs militaires, les représentants de la grande Presse et, par le truchement de ceux-ci, ils mènent, dirigent et gouvernent les peuples. Calme ou tempête, abondance ou disette, travail ou chômage, paix ou guerre, la vie des collectivités humaines dépend de la volonté de ces manieurs d'argent, de leur entente ou de leur rivalité.

L'Argent est le symbole de la société bourgeoise. « *Enrichissez-vous !* » a conseillé l'historien et ministre Guizot ; et ce conseil est plus suivi que tout autre à notre époque d'agio et de spéculation où tout est à vendre et où presque tout le monde ne vit et ne travaille que pour gagner de l'argent, beaucoup d'argent.

L'argent crée un privilège extraordinaire : celui qui possède de l'argent en certaine quantité n'est pas dans l'obligation, pour suffire à ses besoins, de produire quoi que ce soit. Il lui suffit de placer son argent avec adresse et prudence, pour que, fécondé par le travail des autres, celui-ci fructifie. L'enfant qui trouve dans son berceau « cent mille francs de rente » a la faculté, sans jamais rien produire, sans se livrer à un travail quelconque, de dépenser chaque année, en objets de consommation et produits de toutes sortes, jusqu'à concurrence de cette somme de cent mille francs. Il est évident que, ne produisant rien lui-même, il vit de la production des autres. C'est, à proprement parler, un vol caractérisé et il est scandaleux que la Loi consacre et que la force publique protège cette spoliation.

Il en est pourtant ainsi. Il y a pis : après avoir vécu dans le bien-être et l'oisiveté, cet homme, en possession d'un revenu de cent mille francs meurt. Gardez-vous de croire que son argent revient à ceux dont le travail a assuré son bien-être. Devenu père, il transmet à ses enfants son argent, et ceux-ci bénéficient à leur tour du même régime que leur père. Il y a pis encore : si ces parasites, père et enfants, dépensent moins de cent mille francs l'an, ils ont soin de « placer » la différence ; celle-ci vient s'ajouter à l'argent mis antérieurement en réserve ; ce nouveau tas d'argent vient augmenter le revenu familial ; il fait — comme dit le populaire — des petits et, après quelques générations, il se produit ce fait qui serait incroyable si de multiples exemples n'en attestaient pas l'exactitude : de père en fils, cette famille double, triple, décuple sa fortune, sans jamais rien faire, par la puissance de fructification de l'argent qu'elle détient. Il est, cependant, hors de doute que, abandonné à lui-même, cet argent serait frappé de stérilité organique et qu'il ne fructifie que dans la mesure où il est fécondé par le travail d'autrui. Cette simple observation fait comprendre mieux que les démonstrations les plus savantes, l'immoralité de la rente, du

revenu, de l'intérêt de l'Argent et, partant, celle de l'Argent lui-même et du Régime Social qui lui assure pleins pouvoirs.

Abusant de l'ignorance des pauvres en matière de placement (les « sans-argent » n'ont rien à placer et ne perçoivent pas le mécanisme de la rente, de l'intérêt et du revenu), les juristes et économistes bourgeois ne manquent pas de prétendre que « les cent mille francs de rente », que l'enfant dont il est parlé plus haut a trouvés dans son berceau, sont le fruit et la récompense du travail accompli et des économies réalisées par ses ascendants.

Nous répliquons : « C'est un mensonge. Il n'y a jamais eu, il n'y a pas de producteur qui, sur son travail personnel, sur son salaire, ait eu, ait la possibilité de vivre, d'élever sa famille et d'épargner une telle fortune. Il n'a pu amasser cet argent que par le vol ou l'exploitation. Celui qui travaille aux champs ou à l'usine et qui vit de sa production a déjà grand mal à équilibrer le maigre budget de sa famille ; voudrait-il épargner et s'y appliquait-il opiniâtrément, il ne pourrait économiser que fort peu d'argent et encore faudrait-il qu'il ne fût jamais malade ou sans travail et qu'il s'imposât, au dérimement de sa santé et de celle des siens, les plus dures privations. Au surplus, dans l'hypothèse que l'argent mis de côté par lui ait été réellement le fruit de son travail personnel et le résultat de ses économies, il n'en reste pas moins que du jour où ses héritiers mis en possession de cet argent ont grassement vécu dans la fainéantise, ils n'ont pu le faire qu'en prélevant sur le travail productif des autres de quoi faire face à leurs dépenses. Et ce prélèvement est proprement un vol. »

En réalité et au fond, toutes les personnes avisées et réfléchies se rendent compte des méfaits et des forfaits dont l'Argent porte la responsabilité. La plupart approuvent le réquisitoire que les révolutionnaires prononcent contre l'Argent et les conséquences scélérates qu'entraîne sa souveraineté. Plus âpre est notre critique, plus violentes et amères sont nos diatribes et plus elles sont approuvées. Mais infime encore est la minorité qui nous suit jusque dans nos conclusions. Celles-ci sont toujours les mêmes : l'Argent, en tant que valeur représentative et d'échange, doit être aboli. Il est absurde de faire le procès des lâchetés, des bassesses, des vilenies, de la corruption et des crimes dont il est la cause et de reculer devant la nécessité de supprimer cette cause.

Il tombe sous le sens que, en Anarchie, l'argent ainsi que l'or, les billets de banque, les titres et valeurs de toute nature, n'auront plus de raison d'être. Le Communisme libertaire n'aurait, sur le terrain des réalités, aucun sens positif, si, l'opposition entre le *tien* et le *mien* ayant disparu, il demeurerait possible, à l'aide d'un papier, d'un titre ou d'une monnaie quelconque, d'acheter, de trafiquer, de thésauriser.

En Anarchie, l'Argent, qui signifie aujourd'hui : *Fortune, Richesse, Avoir, Capital, Propriété*, sera aboli. (Voir ces mots.) — SÉBASTIEN FAURE.

ARGUMENT n. m. (du latin *Argumentum*). L'argument est un raisonnement par lequel on tire une conséquence. Ex. : la force est l'argument des tyrans. Le mot argument, par dérivation, a pris également le sens de : preuve. Ex. : tirer argument d'un fait. Dans un raisonnement, le droit est pour celui qui apporte des arguments véritables et irréfragables. Mais les arguments doivent être examinés attentivement avant d'être acceptés. Les juristes bourgeois, pour les besoins de leur cause, ont su forger nombre d'arguments artificiels qui, l'habitude prise, peuvent être confondus à première vue avec de véritables arguments. Il faut avoir soin, pour établir ou pour réfuter un argument, de donner aux

mots leur sens inaltéré et ne pas se laisser prendre au factice de la dialectique dont les jésuites ont su se servir avec tant de succès jusqu'à ce jour. Il faut dépouiller le raisonnement de tout ce qui n'est pas essentiel, poser des prémisses exactes et recueillir la conclusion qui en découle. Aux arguments artificiels et superficiels de la bourgeoisie, les anarchistes opposent des arguments robustes appuyés sur la seule logique et l'examen rationnel des êtres et des choses. La force principale de l'argument réside dans l'entraînement rigoureux des diverses propositions ou parties dont il est composé. (Voir : *Dilemme, Paradoxe, Pétition de principe, Syllogisme*). D'un argument qui a toutes les apparences de l'exactitude mais est, en réalité, erroné, on dit qu'il est captieux ou sophistique. Il convient, comme nous le disions plus haut, de s'en méfier et de ne l'accepter jamais. Tous ont le défaut de la cuirasse. A l'Anarchiste de découvrir ce défaut et de s'en servir pour ruiner l'argument lui-même.

ARLEQUIN n. m. Arlequin est un personnage comique dont on fait remonter les origines au *sannio*, bouffon des farces latines, et qui, de la scène italienne, a passé depuis le XVII^e siècle sur presque tous les théâtres de l'Europe. Il porte un habit composé de petits morceaux de drap triangulaires, de diverses couleurs, un masque noir, et, à la ceinture, un sabre de bois nommé latte ou batte. Le mot arlequin n'a pas tardé à passer dans la langue pour désigner un homme qui change sans cesse d'opinions. Ex. : les politiciens sont des arlequins.

ARMEE (mé). n. f. (de arme). Une des plus nobles institutions qui régissent une nation, affirment péremptoirement les patriotes. *Ensemble des troupes régulières d'un Etat*, se contente de dire le Larousse.

Nous ne saurions, on le suppose, nous contenter d'une définition aussi laconique. Trop courte et aussi trop objective, elle ne peut satisfaire notre légitime curiosité.

Penchons-nous donc sur cette vaste organisation et, sans prétendre, hélas ! tout dire — il faudrait écrire plusieurs volumes pour être complet ! — donnons l'essentiel.

Suivons l'armée à travers les siècles et voyons ce qu'elle représente au point de vue social ; alors seulement, pourrions-nous la définir en ces termes : *Armée, ensemble des troupes régulières qu'un Etat entretient pour sa défense intérieure et extérieure, autrement dit pour la sauvegarde des privilèges de ses riches et de ses gouvernants.*

Quelles sont les origines de l'armée ?

Sans crainte de se tromper, on peut dire, on peut écrire que l'armée date du jour où les premiers hommes firent, sur terre, leur apparition.

Il est bien entendu qu'à cette époque qui se perd dans la nuit des temps, nous entendons par *armée*, non la vaste et puissante organisation d'aujourd'hui, mais l'existence de *tribus* qui se faisaient la guerre pour manger, se vêtir et... se loger.

Divisés en *tribus*, nos ancêtres, quasi sauvages, se livraient des luttes perpétuelles dont l'enjeu représentait la nourriture, le vêtement et l'habitat.

Pauvres premiers hommes !

« Leurs armes étaient à l'origine des pierres brutes « qu'ils apprirent peu à peu à tailler et à aiguiser en « forme de couteaux ou qu'ils emmanchaient dans des « bâtons pour avoir des casse-tête. Aussi appelle-t-on « parfois le début de l'âge préhistorique l'âge de la « pierre. Ils se servaient aussi de flèches et de lances « armées d'os pointus ou de grosses arêtes de poissons. « Le feu et les métaux étaient alors inconnus.

« Pour vêtements, ils avaient les peaux des animaux qu'ils abattaient ; pour habitations, des cavernes qu'ils disputaient aux bêtes féroces. Pour nourriture, « la chair des animaux qu'ils prenaient à la chasse ou à la pêche. » (Gustave HERVÉ, *Histoire de France pour les Grands.*)

Les luttes de tribu à tribu durent être féroces et proportionnées aux difficultés qu'avaient ces « barbares » de se procurer le strict nécessaire à leur existence.

On peut même penser qu'au sein de chaque tribu victorieuse, c'était la guerre. Il n'est pas douteux qu'une fois en possession de la chair des animaux qu'ils avaient tués, disputés à d'autres tribus, le partage ne s'effectuait pas dans une atmosphère de paix. Les plus forts, les plus musclés, tombaient à bras raccourcis sur les plus faibles et se réservaient la part du lion.

Les plus forts devinrent donc des *chefs* et, par surcroît des... *propriétaires* !

Ainsi naquit la propriété, réservée aux plus rusés, aux plus astucieux, à tous ceux dont les poings velus se levaient pour écraser les autres, les débilés, ceux qui, s'estimant lésés, manifestaient un peu trop bruyamment leur mécontentement.

Peu à peu, la propriété se développa, et, pour la consolider, ses bénéficiaires organisèrent, fortifièrent les tribus dont ils étaient les chefs incontestés — la force primant le droit.

Dans l'*Antiquité*, en Orient, s'il n'y avait pas d'armées permanentes, l'armée régulière se recrutait dans la classe privilégiée des guerriers. Mais, plus tard, on recourut à des mercenaires lybiens et asiatiques.

En Grèce, au VII^e siècle, avant J.-C., le service militaire est *obligatoire* : c'est quand les classes se développent que la défense est confiée à la classe la plus élevée. Les plus riches des citoyens forment la cavalerie, l'infanterie des *hoplites* se recrute parmi la classe moyenne. Quant aux pauvres, ils constituent les troupes légères. Les *Polémarques*, les *stratèges*, les *lochages*, sont les chefs de l'armée. Ce n'est qu'au IV^e siècle qu'on voit surgir les armées de métier.

Sous la Rome républicaine, les prolétaires sont exempts du service militaire. Ne possédant rien, ils n'ont rien à défendre. Peut-être a-t-on peur de mettre des armes entre leurs mains. L'armée se compose uniquement de citoyens qui doivent servir jusqu'à soixante ans !

L'unité militaire s'appelle la *légion*, divisée en *centuries* ou *maniples*.

Marius, général romain, institue les *cohortes* et ouvre l'armée aux non-citoyens.

Dans la Rome impériale, Auguste, empereur romain, constitue des armées permanentes, d'abord cantonnées sur les frontières. Les esclaves sont armés, mais des révoltes éclatent. L'antimilitarisme n'est pas jeune, comme on voit.

Sous les *Francs*, la noblesse est guerrière : en cas de guerre, on recrute et on arme par la force les paysans galloromains.

(On remarquera que, de nos jours, les procédés n'ont guère changé : les « mauvais » citoyens qui ne veulent à aucun prix aller à la caserne ou défendre la « mère-patrie » lorsque celle-ci est en difficultés avec une « voisine », sont immédiatement arrêtés, traduits en Conseil de guerre et — naturellement — condamnés.)

A l'époque gauloise et franque, l'armée est formée par les contingents de chaque petit Etat et le roi, chef suprême de la Guerre, convoque ses *leudes*. Cet appel se nomme le *ban*.

(Au XX^e siècle, ce n'est plus le roi qui convoque ses *leudes*, et la convocation des troupes ne s'appelle plus le *BAN*. On est bien plus civilisé. D'abord, les mots ont changé ; le *BAN* s'appelle la MOBILISATION. Et puis, au

nom de la « patrie en danger », tous ceux qui sont reconnus aptes à se faire tuer, quittent leurs vêtements civils et endossent la « glorieuse » tenue bleu-horizon.

Ce que c'est, tout de même, que d'être civilisés !

L'époque féodale, on le sait, est fertile en batailles. Les seigneurs rivaux se font une guerre acharnée. Aussi, les vassaux sont-ils mis à contribution, chaque fois qu'il plaît au seigneur de guerroyer. Le vassal doit à son seigneur le service d'ost ou service militaire.

(On ne peut s'empêcher de remarquer que pour le serf, du moyen âge, la PATRIE, c'était son seigneur ! Elle s'identifiait avec lui. A l'appel de ce dernier, le paysan délaisait la terre et se transformait en soldat, prêt à mourir pour celui dont il était l'esclave maltraité.)

Aujourd'hui, comme l'a si bien dit Anatole France, on meurt... POUR DES INDUSTRIELS ! Les prolétaires — serfs du vingtième siècle — sont appelés à rendre le dernier soupir sur les champs de bataille, pour M. Schneider, du Creusot ou M. de Wendel, du Comité des Forges.

Les prolétaires d'aujourd'hui ne peuvent être jaloux des serfs du XII^e siècle. Mourir pour de puissants usiniers ou pour de gros propriétaires terriens, n'est-ce pas la même chose ?

Cependant, la royauté souffre de l'hégémonie des seigneurs.

Et pour mieux les combattre, les villes constituent des milices bourgeoises, pour le plus grand profit des rois.

Mais voici les Temps Modernes. L'organisation réglementaire remonte à Charles IX, mais ce n'est que de Louvois que date réellement l'armée moderne.

Tous les corps sont dotés d'armes et d'uniformes. Vauban fait bâtir des casernes qui serviront à loger les soldats. De plus, ceux-ci touchent une solde régulière. L'avancement étant ouvert à tous, les incapables, grâce à l'argent, peuvent monter en grade et exercer des commandements.

La Révolution procède par engagement et réquisition. Elle se sert de l'armée pour réprimer les émeutes.

En 1798, sous le Directoire, la conscription est adoptée, mais Napoléon lui-même n'ose l'appliquer intégralement ; elle est supprimée par Louis XVIII et jusqu'en 1870, règne l'armée de métier.

De 1815 à 1848, l'institution militaire tombe à un minimum. L'armée est incapable de faire la guerre. Mais la conquête interminable de l'Algérie l'aide à passer le temps. Le régime est pacifique et la politique extérieure timorée. Ce sont les républicains et les libéraux qui constituent l'élément patriote et militariste et qui veulent courir à tout instant en Grèce, en Hongrie ou en Pologne.

De 1848 à 1870, changement de doctrine. Mais, pour ne pas augmenter les charges du peuple, l'Empire laisse l'armée dans sa décrépitude, d'où la défaite.

Stratégie. — Et maintenant, jetons un coup d'œil rapide sur les conceptions stratégiques en honneur chez les Anciens, conceptions qu'ont reprises les Modernes. Sur la stratégie, on ne connaît rien avant les Grecs. Epaminondas, célèbre général thébain, né entre 420 et 410 av. J.-C., un des chefs de la démocratie de Thèbes et Miltiade, appliquent les premières règles. Le grand général de l'Antiquité est Annibal dont Napoléon a perfectionné les méthodes. A signaler que la victoire de Tannenberg, remportée en 1915, par Hindenburg, sur les Russes, lors de la dernière guerre mondiale, est l'exacte copie de la victoire de Cannes (216 av. J.-C.), remportée par Annibal sur les Romains. Jules César est surtout un organisateur. Il n'y a jamais eu d'armée aussi parfaite que l'armée romaine. Son artillerie est formidable. La baliste projetait à 1.000 mètres, un bloc de 800 kilos. La fortification romaine n'a jamais été dépassée. Elle a servi de base aux travaux de Vauban, ingénieur de génie qui a pour maîtres Léonard de Vinci et Michel-Ange.

Alexandre est inférieur à Annibal, sauf dans l'ampleur des projets. L'art militaire tombe en décadence jusqu'au XVIII^e siècle, où il est relevé par Frédéric II qui reprend les méthodes grecques et carthagoises. L'élan se poursuit pendant la Révolution et culmine avec Napoléon dans les années 1805 et 1806, après quoi commence la décadence. De 1815 à 1870, l'armée tombe dans le marasme. De cette époque, datent les exercices mécaniques destinés à masquer l'oisiveté de l'armée.

En 1870, l'armée française applique les procédés des guerres africaines et le formalisme qui l'empoisonnait est loin d'avoir disparu aujourd'hui.

On a vu, par cet exposé rapide mais exact, que l'armée, au cours des siècles, n'a cessé de se développer et de se fortifier.

Quelle fût au service des rois ou des empereurs, elle n'a jamais failli à sa mission qui est de maintenir et de renforcer la domination des privilégiés d'ici-bas.

Mais, depuis un demi-siècle, son rôle a pris plus d'importance, au fur et à mesure que s'est accrue la puissance capitaliste.

Sans cesse au service du patronat, elle est la véritable sauvegarde de ce régime qui accorde tout aux uns (les riches) et refuse tout aux autres (les prolétaires) ; elle est le bouclier nécessaire, la cuirasse indispensable, qui protègent le coffre-fort des repus contre les assauts redoutés des affamés. Qu'on veuille bien, pour se convaincre de cette vérité, fouiller le passé. On verra que depuis cinquante ans, bon nombre de conflits qui ont mis aux prises ouvriers et patrons se sont terminés dans le sang.

Et, naturellement, ceux qui tombaient, se trouvaient toujours du même côté de la barricade : c'étaient tous des ouvriers qui, d'un même élan, d'un même cœur, s'étaient dressés pour revendiquer leurs droits.

L'armée dans les grèves ! Joli tableau ! Des femmes, des hommes, qui depuis de longs jours, mènent une lutte ardente contre leurs exploiters, des êtres humains qui subissent des privations, endurent mille souffrances pour arriver à triompher d'un capitalisme rapace et peu accessible aux arguments sentimentaux, descendent un beau jour dans la rue, pour clamer leur misère et manifester leur volonté de « vivre en travaillant ». Ils sont exaspérés, c'est assez naturel. La souffrance aigrit les caractères et exacerbe les colères. La troupe s'en mêle, Beaucoup d'énervement chez les grévistes et pas mal de mécontentement chez les soldats qui préféreraient être ailleurs.

Il suffit d'un léger incident causé bien souvent par un agent provocateur pour que le sang coule et qu'on ait à enregistrer des morts et des blessés.

C'est ce qui s'est passé dans diverses grèves à la *Ricamarie*, quelques années avant la guerre de 1870.

Le 1^{er} mai 1891, il y eut *Fourmies* — de sinistre mémoire. — Il y eut des morts, des blessés, mais le commandant Chapuis prononça ces paroles historiques : « Les Lebel ont fait merveille ». C'était tout au début de l'armement de l'armée française par le fusil Lebel !

Nous avons eu *Raon-l'Etape*, *Châlon-sur-Saône*, *Limoges*, *La Martinique*, *Narbonne*, *Draveil-Vigneux*, *Ville-neuve-St-Georges*.

Cependant, il arrive que des régiments, tel le 17^e, refusent de tirer sur les grévistes. C'est alors que l'armée, dans des cas semblables, n'est plus à la hauteur de son rôle et donne quelque inquiétude aux gouvernants.

Aussi, ces derniers, pour ne pas voir se renouveler de telles pratiques, usent-ils d'un autre procédé, plus pacifique, sans doute, mais qui n'en sert pas moins les intérêts capitalistes.

Le gouvernement utilise la troupe comme... main-d'œuvre dans les usines où l'on chôme et dans les services publics, s'il y a grève des services publics.

Une première tentative de ce genre fut faite en 1905. Il s'agissait de remplacer les électriciens en grève. Vite, les électriciens et mécaniciens appartenant au 24^e bataillon du 5^e génie furent invités à remplacer les ouvriers défaillants dans les centrales et sous-stations électriques. Pendant la grève des postiers, en 1909, on fit instruire un détachement de télégraphistes du 24^e bataillon du 5^e génie, caserné au Mont-Valérien, pour l'emploi de l'appareil Baudot et on envoya ces télégraphistes au Central-Télégraphique, rue de Grenelle.

En 1910, M. Briand qui était président du Conseil, fit mieux. Il mobilisa les cheminots... en grève !!!

Le colonel Picot, député, a si bien compris l'inconvénient qu'il y a dans les grèves d'opposer l'armée à la classe ouvrière, qu'il a dit tout récemment, à la Chambre : « Il faut qu'on augmente le nombre des gendarmes pour que, en aucun cas, nous n'ayons à mettre la troupe en contact avec le peuple. »

Qu'on sache bien que si l'armée n'était pas plus prête à faire la guerre en 1914 qu'en 1870, elle est toujours prête à combattre la révolution.

En fait, combattre l'ennemi du dedans — en l'occurrence la classe ouvrière — est beaucoup plus facile que combattre l'ennemi du dehors.

Pour mener à bien la lutte contre des ouvriers, les officiers n'ont pas à faire preuve de connaissances stratégiques extraordinaires. Les vieux colonels qui remportent de faciles victoires dans des grèves, en commandant leurs régiments, n'ont pas à mettre leurs méninges à contribution pour la réalisation de tels succès.

Le vice initial de l'armée est le suivant : Les fins militaires de défense nationale sont subordonnées aux fins politiques de défense gouvernementale.

C'est pourquoi le Gouvernement réclame 60.000 gendarmes au lieu de 30.000 !

Le service à long terme, les exercices ridicules de caserne prouvent donc, sans qu'il soit nécessaire d'insister, que les dirigeants tiennent à avoir sous la main, une armée prête à réprimer les émeutes et à mater les révoltes toujours possibles d'un prolétariat dont les conditions d'existence n'ont fait que s'aggraver depuis l'armistice.

La dernière guerre qui devait tuer la guerre (!!!) n'a rien tué du tout.

On peut s'en rendre compte par les effectifs qu'entretiennent — et à quel prix ! — les armées des grandes puissances du monde.

Jetons, par curiosité, un regard sur lesdites armées et constatons, non sans effroi, l'énormité des budgets consacrés à leur entretien.

Les chiffres que nous donnons ci-dessous sont authentiques et ne souffrent aucune contestation.

Les militants désireux de lutter avec efficacité contre le militarisme pourront utiliser ces chiffres. Mieux que n'importe quel discours, ils montrent à quel degré d'aberration sont parvenues les nations dites civilisées — huit ans après la fin du grand carnage.

Angleterre. — En 1914, le budget était de 86.028.000 livres. En 1925, il est de 122.000.000 livres. L'armée actuelle comprend 14 divisions territoriales composées de volontaires. La durée du service est de 30 ans. Il y a 6 divisions régulières. Les corps d'armée ne sont représentés que par des cadres. Il n'y a pas de mitrailleuses à l'intérieur des bataillons.

Le 1/3 de l'armée est aux Indes.

L'Angleterre a supprimé le service obligatoire, très impopulaire. Les dépenses proviennent surtout de l'augmentation du matériel. (Pendant la dernière guerre, l'Angleterre n'a eu sur le front que 100.000 hommes provenant de la Grande-Bretagne, 200.000 fournis par le reste de l'Empire et 12.000 indigènes. 39 % des troupes étaient non combattants. Il y avait dans les services de

l'arrière 550.000 hommes dont 350.000 travailleurs. Pour les lignes de communications, il y avait 267.000 hommes dont 151.000 employés aux transports. Au total : 2.076.000 hommes dont :

1.646.000 fournis par la Grande-Bretagne.

270.000 — — le reste de l'Empire.

152.000 — — les indigènes.

En août 1914, l'Angleterre disposait de 486 canons, à l'armistice de 6.437.

10 millions 1/2 d'hommes ont pris part à la guerre.

Etats-Unis. — Les dépenses en 1914 étaient de 257.354.067 dollars. En 1925, elles sont de 617.761.921 dollars.

Japon. — En 1914, le budget de la guerre est de 94.440.346 yens et autant pour la marine. En 1925, 206.991.410 yens et un peu plus pour la marine, soit une augmentation de 89 % en valeur-or.

Italie. — En 1914, 609.100.000 lire pour la guerre ; 309.086.000 lire pour la marine ; 9.799.000 lire pour l'armée coloniale. En 1925, dépense totale : 3.789.251.000 lire. Il y aurait lieu d'y ajouter les dépenses pour les carabiniers, 47 millions et les dépenses de la milice nationale.

L'Italie réorganise sérieusement sa puissance militaire qui est d'un quart plus forte qu'en 1914. La politique joue dans l'armée un rôle moins grand qu'autrefois. Le ministre responsable a, à côté de lui, un haut chef militaire qui est fixe.

Par rapport à 1914, les effectifs de l'infanterie ont été maintenus, la cavalerie très diminuée, l'artillerie augmentée, le génie très augmenté. Le recrutement touche tous les hommes valides instruits : on a adopté le service à très court terme pour des raisons budgétaires.

L'armée du pied de paix comprend 15 corps d'armée ou 30 divisions. En cas de guerre, il y aurait 24 corps d'armée, 63 divisions, armées de 2.400 pièces de campagne et 2.000 pièces lourdes.

Les officiers sont au nombre de 19.000 au lieu de 16.000 avant la guerre. Leur situation a été améliorée.

L'Italie est l'une des rares puissances qui n'envoient pas d'officiers à l'instruction en France.

Belgique. — En 1913, le budget était de 87.891.000 francs. En 1925, le budget est de 593.075.000 francs. Soit une augmentation de 43 %, la dévalorisation du franc étant de 74 %.

La Belgique marche sur la voie du désarmement en raison de l'impopularité du service militaire. Celui-ci est ramené à 10 mois.

Pays-Bas. — En 1914, le budget était de 50.335.000 florins. En 1925, le budget est de 101.996.000 florins.

Espagne. — En 1914, pour la Guerre, le budget était de 211.900.000 pesetas ; pour la Marine, 69.920.000 pesetas ; pour le Maroc, 108.620.000 pesetas.

En 1925, pour la Guerre, le budget est de 357.734.000 pesetas ; pour la Marine, 163.237.000 pesetas ; pour le Maroc, 254.189.000 pesetas.

Suisse. — En 1914, le budget de la Guerre était de 53.474.000 francs. En 1925, le budget de la Guerre est de 81.100.000 francs. Soit une diminution de 18 %, y compris les dépenses des cantons et municipalités.

La durée du service militaire est de six mois, mais il y a les périodes (!!!). Aussi, les citoyens suisses sont-ils astreints, chaque année, de goûter, six semaines durant, aux délices de la vie de caserne !

Pologne. — L'armée a été organisée par des officiers français sur le type français. Sa composition est mauvaise. Son instruction laisse à désirer, sauf dans les territoires enlevés à l'Allemagne. Elle est travaillée par les dissensions politiques. Les Juifs sont exemptés du service militaire.

Heureux Juifs !

La victoire de 1920 sur la Russie n'est qu'un bluff grotesque.

Tchéco-Slovaquie. — Armée organisée par le général Mittelhauser qui empêcha l'invasion des troupes de Bela-Kun. L'organisation progresse ; mais les habitants d'origine allemande acceptent mal l'obligation de service. Nombreuses désertions et suicides.

Au pays des Soviets. — Le service à long terme ne concerne qu'une partie de la population. Le service militaire est populaire en raison de la situation matérielle du soldat. Dans la belle saison, l'armée met son matériel au service de la culture. L'armée est une école d'instruction générale et politique.

L'Etat-Major travaille activement, mais les résultats sont encore loin d'être au point où les chefs les veulent pousser. C'est surtout le matériel qui fait défaut. Beaucoup d'officiers de l'ancien régime servent dans l'armée actuelle. Ils ne se trouvent probablement pas dépayés. Les cadres bolcheviks sont peu instruits. L'aviation a fait de grands progrès.

Allemagne. — 352.088.406 marks-or pour l'armée ; 104.263.060 marks-or pour la marine ; 197.162.416 marks-or pour la police ; 11.362.300 marks-or pour l'aéronautique. Soit les 3/4 de la France.

L'Allemagne entretient 100.000 soldats de carrière, faisant 12 ans de service et une police militarisée d'un effectif double. Les dépenses portent surtout sur le matériel (produits chimiques et aviation). Imitant la Prusse, après 1806, l'Allemagne organise ses forces militaires de manière à pouvoir mobiliser la nation tout entière en cas de guerre. Bien que le service de l'armée allemande ne soit pas pénible, on y relève un nombre considérable de suicides, qui ont ému le Parlement.

On n'est pas d'accord sur les causes véritables de cette épidémie, on fait toutefois remarquer qu'elles se rattachent au dégoût de l'existence qui se manifeste dans les classes laborieuses, excédées de privations.

..

Les chiffres et renseignements ci-dessus sur l'état des armées des principaux pays du monde sont d'une éloquence singulière. Ces chiffres parlent, on ne peut les contester. Les militants qui voudront s'en inspirer pour mener leur propagande ne devront cependant pas faire grand cas de la durée du service dans les divers pays. Celle-ci n'a qu'une importance relative, parce que les différentes armées ne sont pas bâties sur le même type.

L'Armée Française actuelle. — Nous nous en voudrions de terminer cette étude, sans consacrer une page importante au militarisme du pays où le hasard nous a fait naître. Si nous commettions une telle faute, nous manquerions à un devoir essentiel. Ne devons-nous pas combattre l'institution militaire là où nous en subissons les rigueurs, là où nous sommes astreints, sous peine de condamnations sévères, de lui consacrer une partie de notre existence, quand ce n'est pas notre vie même qu'elle nous réclame, au nom de la « patrie en danger ? ».

Le budget de la Guerre se montait en 1914 à 1.720 millions, il est de 4.544 millions en 1925. En valeur nominale, l'augmentation est de 164 %.

L'armée du service de dix-huit mois supposait les effectifs suivants :

Contingent : 370.000 hommes ; militaires de carrière : 100.000 ; employés civils : 30.000 ; militaires indigènes : 200.000. — Au total : 700.000 hommes.

Les effectifs actuels sont : contingent : 330.000 hommes ; militaires de carrière : 75.000 ; employés civils : 17.000 ; militaires indigènes : 180.000.

Soit 602.000 hommes.

Les 32 divisions existantes doivent être regroupées en 24, 20 ou même 16.

Sur un effectif de 1.776, un régiment de Paris compte 698 disponibles.

Dans un autre régiment de 1.214 hommes, il y a 528 disponibles.

Dans un régiment renforcé de 2.095 hommes, il y a 1.218 disponibles.

Dans un régiment d'artillerie de 706 hommes, il y a 246 disponibles.

Dans un régiment renforcé de 1.171 hommes, on compte 427 disponibles.

Dans un régiment de chasseurs à cheval de 764 hommes, on découvre 355 disponibles.

L'effectif budgétaire pour 1926 est de 31.622 officiers, 652.417 hommes, 159.174 chevaux.

La cavalerie, dont les effectifs en 1914 étaient de 3.400 officiers, 98.000 chevaux, 71.000 hommes, ne possède plus, en 1925, que 50.000 chevaux, 33.000 hommes, 1.330 officiers.

Il y a pléthore d'officiers dans la cavalerie et l'infanterie, mais déficit dans l'artillerie et le génie.

(Extrait de *Armée et Démocratie* du 15 janvier 1926.)

D'autre part, le *Quotidien*, dans son numéro du 23 janvier, sous le titre : *L'Armée Française actuelle. Que vaut-elle ?* a publié un article dont nous extrayons les passages suivants :

« Les frais généraux et une administration sacro-sainte réinstallée dans ses errements anciens intangibles, dévorent les effectifs et le budget.

« Sur ses 18 mois de service, chaque citoyen appelé fait théoriquement six mois d'instruction de recrue (en réalité, 100 jours par homme au maximum) et 12 mois de corvée sous l'uniforme de la République, dans la multitude d'emplois non militaires créés par une organisation irrationnelle pour qui la notion de prix de revient n'a aucune signification.

« Des régiments d'infanterie, dits de couverture, n'alignent pas 1.300 hommes à la manœuvre ; les autres, à peine 500 ou 600. Les groupes d'artillerie réunissent à peine une batterie.

Les événements du Maroc ont amené le retrait de tous les régiments indigènes qu'on avait stationnés en France au mépris de toute raison. Les fameuses 32 divisions et, en particulier, les divisions de couverture se sont encore effondrées et ont perdu du même coup les seules troupes à peu près en état de faire figure.

« Le mal est grave.

« Il menace notre sécurité tout en faisant peser sur ce pays, qui a un impérieux besoin de main-d'œuvre, des charges hors de proportion avec l'efficacité réelle de l'armée qu'on peut dire en déliquescence.

« La réduction du temps de présence sous les drapeaux représente la récupération de quelque 30 millions de journées ouvrables par années.

« Nous sommes donc là non pas simplement en présence d'une promesse électorale qu'il conviendrait de tenir, mais d'une nécessité économique.

« Cette réduction du temps de présence sous les drapeaux n'est pas, naturellement, un but de l'organisation militaire. Mais elle doit être et peut être une conséquence de l'organisation rationnelle exploitant les moyens modernes et les enseignements de la guerre.

« Seulement, l'organisation rationnelle de l'armée nouvelle est avant tout affaire de volonté agissante.

« Veut-on vraiment cette organisation ? »

Deux projets de réorganisation de l'armée. — Depuis l'armistice, la réorganisation de l'armée est à l'ordre du jour. Elle a été l'objet de nombreux projets qui n'ont pas encore abouti.

Seule, a été votée une loi de recrutement, question à laquelle le pays s'intéresse directement.

Nous avons cru utile de demander à une personnalité appartenant à la littérature militaire, très au courant des questions techniques et historiques, de nous définir

les caractéristiques des principaux projets de réorganisation militaire, présentant quelque importance.

Très aimablement, mais sans nous cacher qu'il n'était pas... anarchiste, cet écrivain a bien voulu nous remettre l'article qu'on va lire, lequel article, écrit à notre intention, sera très goûté du lecteur qui saura en apprécier, nous en sommes certains, la finesse et l'ironie.

Voici cet article :

Le Militarisme des Blocs Rivaux. — D'après une idée très répandue, la guerre ne fut faite que pour tuer le militarisme. La disparition du militarisme allemand, le plus fort de l'espèce, supprimait la nécessité des autres militarismes. Le militarisme allemand est mort, mais ses congénères ont survécu. Le militarisme français a pris la place du rival abattu.

Il est peut-être nécessaire que les nations s'arment jusqu'aux dents, devant l'impuissance allemande, car l'histoire démontre que les peuples privés d'armées sont les plus redoutables. L'Allemagne a déjà offert un exemple de cette vérité. Si, malgré son infériorité actuelle, l'Allemagne est dangereuse, c'est qu'elle a découvert un système nouveau, c'est que son désarmement lui a procuré l'occasion d'appliquer une méthode inédite, capable de vaincre les peuples attardés dans les voies de la routine. Le Bloc des Gauches y a pris garde : son prédécesseur a usé de moyens simples et brutaux. Le service de dix-huit mois symbolise une doctrine ancienne, monarchique, un système qui réserve à une partie seulement de la nation la gloire de défendre les frontières, l'autre partie se contentant de regarder et d'applaudir un système qui est en évidente contradiction avec toutes les lois du progrès militaire et social.

Le système du Bloc National a été présenté et soutenu par le lieutenant-colonel Fabry, spécialiste au front étroit et aux cheveux épais et que le maréchal Franchet d'Espérey a défini d'un terme particulièrement court et rabelaisien. Fabry a imposé sa conception à Maginot qui, dans l'intimité et après boire, avoue qu'il n'a rien compris aux explications de son complice. Avec le service de 18 mois, 200.000 indigènes et 100.000 rengagés, Fabry crée une armée tellement forte qu'il est inutile, ou à peu près, de recourir à la mobilisation.

En 1922, le parti communiste, respectueux d'une vieille tradition, avait repris la lutte contre la guerre et se proposait de paralyser la mobilisation.

Il y aurait d'autant mieux réussi que Fabry avait déjà aboli la mobilisation. Le parti communiste serait certainement sorti vainqueur de sa guerre contre un cadavre, et Fabry, qui s'amuse rarement, riait à pleine gorge des efforts du parti communiste pour anéantir le néant.

Avec son armée, Fabry faisait une guerre courte, rapide, décisive : le pays apprenait à la fois le commencement et la fin des hostilités ; on sonnait encore le tocsin que Fabry dictait déjà la paix à Berlin. Cette géniale conception fut ratifiée par la Chambre avant les élections de 1924.

Mais à peine au pouvoir, le Bloc des Gauches, furieux qu'on fût revenu à l'armée de métier, à la guerre d'invasion, à la défense nationale tronquée, se hâta de mettre au rancart les projets de son ennemi vaincu. Le général Nollet fut chargé d'étudier un nouveau type d'armée. Il était bien entendu que les armées des deux blocs devaient différer autant que les blocs eux-mêmes.

Ce fut un grand succès. Avec Nollet, l'armée permanente disparaît ; il existe encore des cours d'instruction et des centres qui préparent la mobilisation, mais il n'y a plus d'armée, en tant que troupe organisée. La guerre est faite avec le peuple tout entier et d'une seule masse. L'armée se forme de toutes pièces, en un immense organisme, au premier jour du conflit. Désormais, l'effectif de paix est sans importance, et c'est

pourquoi l'on peut adopter immédiatement le service d'un an, en attendant une nouvelle réduction. Projet grandiose, dont Fabry n'a pas encore saisi toute la portée. Il est malheureusement accompagné de conditions qui en ternissent l'éclat. Tout d'abord, le gouvernement est désarmé en temps de paix contre les troubles intérieurs, puisque l'armée s'est évanouie. D'où l'obligation d'augmenter les forces de gendarmerie et toute une division de cette arme était prévue pour la capitale. Et puis... voici les ombres du tableau. Avec Fabry-Maginot, on est soldat une fois dans sa vie, pendant 18 mois, on absorbe le militarisme d'un seul coup, sans reprendre haleine, et l'on ne craint aucun revenez-y. Avec Nollét, on savoure les joies de l'initiation militaire à partir de 15 ans. Ce sont des joies gratuites et obligatoires. Et jusqu'à un âge avancé, on retourne, de temps à autre, à la caserne, passer quelques semaines dans le milieu militaire, en attendant le grand jour ; ainsi, on est réellement soldat pendant toute sa vie, et toutes précautions sont prises pour qu'on ne l'oublie pas.

Cette méthode aurait réjoui Jean Jaurès. Il a écrit, en effet, dans un livre que M. Renaudel pourrait réciter sans hésitations :

« Il y a une telle disproportion entre l'effort de caserne demandé à la nation et l'effort qui lui est demandé pour les réserves, qu'elle s'habitue à considérer celles-ci comme des accessoires, comme une superfétation. Le citoyen croit, quand il a donné ses deux années de vie de garnison, qu'il est quitte vraiment envers le pays ; le reste lui apparaît comme une cérémonie vaine et une stérile importunité. M. Bersot disait : *En France, on fait sa première communion pour en finir avec la religion, on prend son baccalauréat pour en finir avec les études, et on se marie pour en finir avec l'amour.* Il aurait pu ajouter : *ET ON FAIT SON SERVICE MILITAIRE POUR EN FINIR AVEC LE DEVOIR MILITAIRE.* »

Le citoyen n'entretiendra plus ces coupables illusions. Jusqu'à Painlevé, le Bloc des Gauches donnait satisfaction aux désirs socialistes. Plus de disproportion ni d'accessoires, ni de superfétation ; plus de comparaison possible avec la religion et l'amour ; plus de cérémonie vaine et de stérile importunité. Le citoyen français partage son activité entre le foyer et la caserne : courant sans cesse de l'un à l'autre, il ne sera plus tenté de croire qu'il est quitte envers le pays après son année de service actif. Le programme socialiste se trouve donc réalisé dans sa partie militaire et c'est sans doute une des conquêtes les plus brillantes du Cartel.

C'est d'autant plus éblouissant que, à l'avenir, le soldat ne sera plus distrait une seule minute de son métier, qui consiste à préparer la guerre. Quelles souffrances morales ne doit pas éprouver le citoyen socialiste qu'on arrache à l'instruction au bout de quelques mois pour le transformer en secrétaire ou cuisinier !

Avec l'ordre Nollét, on introduit dans l'armée 100.000 civils des deux sexes qui vont tenir les écritures, préparer la nourriture, broser les uniformes, cirer les chaussures et le parquet, de manière que, à aucun moment, le citoyen-soldat ne soit obligé d'échanger l'arme de guerre contre le balai ou le porte-plume. Ainsi, le soldat se consacrera tout entier à sa noble tâche. Quel triomphe posthume du grand Jaurès ! L'extension de la doctrine conduit à des résultats surprenants. Chaque année, 10.000 individus s'exonéraient du service militaire sous des prétextes variés : bosse dans le dos, œil en moins, jambe trop courte. On doit les enrôler ; ils feront le ménage des citoyens-soldats, accaparés par leur service. Ordre nouveau, conquête du socialisme ! Le service militaire se transforme en service national, et son extension logique conduira à la conscription des femmes qui travailleront à la cuisine, au bureau, à l'infirmerie, au magasin, à l'atelier.

L'électeur entrera à l'école Fabry ou à l'école Nollét selon qu'il sera pour le bloc national ou pour le bloc des gauches. Si, par hasard, il n'appartient à aucun bloc, il lui serait assez difficile de se prononcer, car dans ce cas, des points de vue très différents pourraient influencer sur sa décision.

Le patriote devrait se rallier à la doctrine qui procurera la victoire avec le plus de certitude. Mais la guerre elle-même n'apporterait pas la preuve que le système non appliqué n'aurait pas été meilleur ou pire que l'autre. Les partisans du progrès éternel voteront pour le général Nollét, parce que la méthode Fabry ramène à l'époque où une partie seulement de la population avait le droit d'expirer sur les champs de bataille pour la défense du drapeau. L'égoïsme individuel pourrait se satisfaire du système Fabry, sans s'arrêter à la politique de réaction qu'il exprime.

Cependant, le système Nollét apporte, dès le temps de paix, un adoucissement au militarisme. Il est vrai que l'avantage est presque annulé par les nombreuses obligations que le citoyen traîne après lui jusqu'à sa vieillesse. De plus, le système empêche de rechercher l'emploi où tant de patriotes aiment à se réfugier pendant leur séjour à la caserne.

Il n'est pas commode de choisir et peut-être n'est-ce pas nécessaire, car les deux écoles sont également condamnées depuis l'avènement d'un ministère qui a réconcilié les blocs ennemis. On s'est mis à la recherche d'un métier qui participerait des deux organismes projetés.

Ce métier, c'est le projet Painlevé, projet qui est moins un compromis entre les deux systèmes précédents, qu'un rappel mal déguisé de la conception Maginot.

Et la nation française qui s'est demandée pendant des mois si elle verserait son sang selon Nollét ou selon Maginot, dans la guerre prochaine que la perfide Allemagne imposera à la France pacifique, attend le vote de nos législateurs qui, probablement, lui demanderont de mourir, le cas échéant, selon la nouvelle méthode Painlevé. — JAMBLIQUE.

En ce qui nous concerne, nous ne saurions opter ni pour la méthode Fabry-Maginot, ni pour la méthode Nollét, ni pour la méthode Painlevé.

Des hommes libres ne peuvent éprouver aucun enthousiasme pour les fantaisies dangereuses de ces messieurs. Ils ne seront que trop à plaindre d'être forcés de les subir !

Les projets de l'état-major. — D'abord, l'état-major de l'armée fixe à 186.000 le nombre d'hommes nécessaires pour la sécurité du territoire en temps de paix. Il réclame 100.000 militaires de carrière et 30.000 employés civils, un corps mobile de 45.000 hommes formé de blancs et d'indigènes et destiné aux expéditions coloniales, enfin un doublement de forces de gendarmerie portées à 60.000 hommes. Le territoire sera divisé en régions, recevant chacune une division. Ce nombre actuellement, de 20, sera réduit à 16. Il y aura en outre une armée d'Afrique et une armée coloniale, en tout : 650.000 hommes. Ce nombre est considéré comme intangible. L'adoption du service d'un an créerait un déficit de 100.000 hommes qui serait comblé par de nouveaux militaires de carrière et employés civils. Ce contingent serait incorporé en trois étapes, les recrues étant, dans chaque régiment, alternativement affectées à un seul bataillon. En cas de mobilisation, le bataillon le plus jeune reste au dépôt et est remplacé par des disponibles. Chaque régiment donne naissance à deux autres. Il en résulte qu'en temps de guerre, la France pourrait mobiliser 60 divisions en premier échelon et 30 en deuxième échelon.

Ce système sera difficilement accepté par la Chambre. Il tend à la guerre courte et rapide avec l'armée

active et quelques classes de disponibles. Ce recrutement des militaires de carrière et des employés civils se heurtera à des difficultés insurmontables.

L'armée se trouve dans un état lamentable qui résulte de l'absence de statut, de l'insuffisance des soldes, de la fatigue de la guerre, des ambitions, des rancœurs. La propagande fasciste a réalisé des progrès dans le corps d'officiers, la propagande communiste parmi les soldats. Les contingents coloniaux sont de mauvaise qualité et de loyalisme douteux. Au Maroc, les soldats font une sorte de grève devant l'ennemi. Les cadres marquent une répugnance pour les expéditions extérieures. Ce déchaînement des appétits donne lieu à des scandales qui ont été signalés avec violence par la revue *Armée et Démocratie*, organe des officiers et sous-officiers radicaux et socialistes.

Le Haut Commandement est en proie à de profondes divisions. L'échec retentissant du maréchal Pétain au Maroc est l'objet de commentaires malveillants. Le Haut Commandement continue à imposer ses volontés au pouvoir civil.

Le moral des chefs. — Les 3/4 des officiers de l'armée française sont réactionnaires et cléricaux. Bon nombre d'entre eux assistent régulièrement aux offices et vont à confesse.

Il n'est pas douteux qu'un mouvement fasciste recevrait leur approbation. Bien mieux. Il est probable que ces messieurs n'attendent que le moment favorable pour mettre à exécution leurs desseins : le renversement de la République et l'instauration du fascisme, comme en Italie.

Les gouvernants républicains (???) se font les complices de ces factieux en les maintenant à leurs postes et au besoin, en leur accordant toutes sortes de faveurs dont l'avancement constitue la récompense habituelle.

La mobilisation industrielle. — C'est le dernier point qui nous reste à examiner. Des notes que nous avons sous les yeux, nous relevons celle-ci concernant ce problème : Celui-ci se rattache, naturellement, au problème de la guerre. Elle est étudiée par le secrétariat particulier du Conseil supérieur de la Défense Nationale. Elle consiste à déterminer le matériel que les usines fabriqueraient en cas de guerre et à leur affecter dès le temps de paix, le nombre d'ouvriers nécessaires.

En temps de paix, les usines de l'Etat fabriquent le matériel de guerre (Tulle, Châtellerauld, Saint-Etienne, Bourges) ainsi que des entreprises civiles qui reçoivent des commandes (Le Creusot, Saint-Chamond, Renault, Berliet, Bréguet). En temps de guerre, la plupart des usines sont réquisitionnées par l'Etat.

La grosse question est celle du charbon, qui exige la liberté des mers. Le déficit annuel est de 30 millions de tonnes.

Une grande usine doit pouvoir fabriquer 10.000 obus par jour.

Ces établissements de l'Etat servent d'instructeurs aux entreprises privées.

La mise en train est longue : on prévoit cinq mois pour les fabrications faciles, 10 mois pour les autres.

En 1914, le désarroi fut complet, on prévoyait une guerre courte et une faible consommation. Il fallut rechercher les ouvriers et les rappeler aux usines, surtout les ajusteurs et les tourneurs.

En 1915, janvier, il y avait déjà 100.000 hommes dans les usines. Ce chiffre monta bientôt à 400.000. Les industriels avaient le droit de faire revenir leurs ouvriers.

Les inspecteurs du travail furent rappelés et transformés en contrôleurs de la main-d'œuvre avec le grade d'officiers. 66 contrôleurs et 400 aide-contrôleurs.

Fin 1917, il y avait 460.000 ouvriers civils et 430.000 femmes, plus des manœuvres, (sénégalais, indo-chinois, suédois, espagnols, suisses), les chinois donnèrent des

mécomptes. Les prisonniers de guerre furent affectés aux travaux pénibles et délicats (chutes d'eau, thermomètres médicaux).

En général on prépare sous le nom d'organisation du pays en temps de guerre, une colossale mobilisation de toutes les ressources : industrie, agriculture, commerce et même professions libérales.

Conclusion. — Le lecteur nous rendra cette justice que nous n'avons ménagé ni nos efforts ni notre temps, pour lui donner une étude aussi substantielle que possible de l'Armée.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout dit.

Nous avons fait ce que nous avons pu, mais ce que nous avons fait, nous l'avons fait consciencieusement, avec le désir d'être utile aux militants qui auront à mener le dur combat contre la société capitaliste et son meilleur rempart : l'Armée.

L'Armée, certes, est une institution que doivent détester les travailleurs et tous les esprits vraiment libres, car l'Armée, auxiliaire active, constante, permanente, de la classe privilégiée, ne peut servir que les intérêts particuliers de cette classe au détriment de leurs intérêts vitaux. Mais si notre devoir est de haïr l'Armée, et de la combattre sans jamais nous lasser, réservons surtout nos coups à l'Institution plus néfaste que les hommes qui ne sont que des instruments.

Si nous devons lutter contre l'Armée, c'est aussi parce que l'Armée, c'est la Guerre, la Guerre toujours possible !

Au lendemain du plus terrible des fléaux que le monde ait jamais connu, il est juste que des hommes au cœur généreux et bon fassent le serment de lutter sans répit comme sans défaillance contre la Guerre qui, malgré Locarno et toutes les promesses de paix, peut surgir brusquement et exercer les ravages que l'on sait.

La prochaine serait terrible : on assisterait à une débauche inouïe de gaz et jamais l'aviation n'aurait été à même de remplir aussi rapidement sa mission meurtrière.

Non, n'est-ce pas ? Assez de deuils ! assez de veuves ! assez d'enfants sans père ! assez de ruines ! assez de misères physiques et morales ! Le sang, pendant plus de quatre ans, n'a que trop coulé ! Il est temps que la raison ne soit plus seulement l'apanage de quelques milliers d'individus clairvoyants mais... impuissants, parce que trop faibles numériquement et insuffisamment organisés.

Par notre propagande inlassable, nous pouvons faire beaucoup contre la Guerre !

Soyons persuadés que nous ne serons jamais trop nombreux pour terrasser cette hydre et la mettre à jamais hors d'état de nuire. Le monstre a la vie dure et il ne veut pas mourir.

Et puisque nous ne voulons pas mourir à sa place, vaincus par lui, n'hésitons pas, par nos efforts tenaces et notre ardeur désintéressée à rallier à la noble et saine cause antimilitariste tous ceux dont nous pourrions éveiller la conscience et toucher le cœur.

LUCIEN LÉAUTÉ.

(Voir *Caserne, Conseil de Guerre, Discipline, Guerre, Militarisme*.)

REVUE A CONSULTER : *Armée et Démocratie* (revue technique, corporative et politique, directeur : Colonel Charras, rédaction et administration, 62, rue de Monfrouge, Gentilly, n'est pas évidemment, une revue... antimilitariste).

Cependant, je ne saurais trop en recommander la lecture aux militants sérieux qui désirent se documenter et veulent savoir ce qui se passe dans le monde militaire. *Armée et Démocratie* dénonce bien des abus, combat bien des jésuites et soulève bien des voiles.

L. L.

ARMÉE (Le rôle véritable de l'). — Le régime social présent repose sur le Vol, l'Imposture et la Violence.

Toutes les institutions fonctionnent au profit de ces trois malfaiteurs-types (chacun d'eux représentant une espèce plus ou moins nombreuse, mais également redoutable et malfaisante) : le voleur, l'imposteur, l'assassin.

Celui qui vole incarne la Propriété.

Celui qui ment incarne l'Autorité.

Celui qui tue incarne la Force.

Ces trois bandits s'entendent merveilleusement pour dépouiller et asservir les travailleurs, et pour les massacrer s'ils tentent de mettre fin à la spoliation et à l'esclavage qui les accablent.

Proudhon qui, comme tous les précurseurs, fut un des hommes les plus incompris et les plus vilipendés de son temps, a résumé ses études sur la Propriété en cette formule lapidaire devenue classique : *la propriété, c'est le vol !*

Il a établi la preuve de cette affirmation avec une telle vigueur de démonstration et un tel luxe de détails que cette partie de son œuvre considérable reste comme un monument impérissable à l'épreuve de toutes les attaques.

Que le Capitaliste — le Capitalisme est la forme actuelle de la Propriété — soit un détrousseur de l'Épargne publique et un spoliateur du Travail — par conséquent : un voleur — c'est une vérité qui ne fait doute pour aucun de ceux qui, socialistes, syndicalistes, communistes ou libertaires, travaillent inlassablement à la transformation sociale, large, profonde, définitive, d'où sortira le salut de l'Humanité.

Il serait superflu d'insister.

Celui qui ment incarne l'Autorité. Quand il personifie l'Autorité morale, c'est l'imposteur des religions ; quand il personnifie l'Autorité sociale, c'est le flagorneur de la politique.

Pendant que le détrousseur (le premier des malfaiteurs-types) fouille dans nos poches, le prêtre, le pasteur, le rabbin nous exhortent à lever les yeux au ciel — ce qui facilite singulièrement l'indélicate besogne du voleur son compère — et nous invitent à chercher dans la foi la résignation et l'espérance.

« Bienheureux, disent ces bons apôtres, ceux qui, sur terre, ne possèdent rien ! Ils jouiront, plus tard, des biens éternels. Bienheureux, ceux qui souffrent ici-bas, ceux qui pleurent, qui ont faim, qui ont froid ! Plus ils souffriront dans ce monde, plus magnifique sera leur récompense dans l'autre. »

Le flagorneur de la politique tient un autre langage, mais en vue du même résultat :

« Confiez-moi, propose-t-il, le soin de faire votre bonheur. Vous vous plaignez et vous avez raison ; vos droits sont méconnus, vos libertés violées, vos charges écrasantes. Vous voulez améliorer, réformer, transformer l'état des choses ? C'est parfait. Je le veux avec vous, autant que vous, plus que vous. Donnez-moi le mandat de penser, de vouloir, de parler, d'agir en votre nom et vous verrez avec quelle abnégation je me consacrerai au triomphe de vos légitimes revendications ! »

Le croyant escompte la possession des béatitudes célestes ; le citoyen, l'électeur, attend avec résignation la réalisation des réformes toujours promises, jamais accomplies. Les lustres s'écoulent, les législatures se succèdent et, tandis que les imposteurs de la Religion et de l'État ne se privent de rien et vivent leur Paradis, les pauvres diables continuent à se priver de tout et à subir leur Enfer.

Toutefois, il est de ces infortunés qui, las d'attendre, exaspérés par le besoin, se révoltent.

Ici intervient le troisième bandit : l'homme de violence et de brutalité qui incarne l'ensemble des institutions groupées sous le nom de « Force publique ».

Quand la révolte est individuelle, police et gendarmerie suffisent à la répression. Mais il advient, de temps à autre, que la misère et l'oppression, la souffrance et l'injustice suscitent la révolte collective et la jettent, en multitude menaçante, sur les routes de la campagne et le pavé des grandes villes : c'est la grève, l'émeute, l'insurrection, la révolution.

Alors, les forces de police et de gendarmerie apparaissent insuffisantes. Riches et Maîtres tremblent pour leurs biens et leurs personnes ; d'instinct, ils sentent la menace des haines que leurs rapines et leur tyrannie ont accumulées dans le cœur des déshérités. Ils ont peur que ne soit trop faible le rempart derrière lequel ils ont coutume d'abriter leur pouvoir et leurs richesses.

Aussitôt, capitalistes et gouvernants font appel à l'Armée pour rétablir l'Ordre, c'est-à-dire défendre leurs coffres-forts et leur domination.

Sur l'ordre des chefs militaires, complices et serviteurs du Capital, de la Religion et de l'État, les casernes vomissent les bataillons de paysans et d'ouvriers, momentanément transformés en soldats, qui opposeront au flot impétueux la digue conservatrice.

Le rôle véritable de l'Armée, le voilà.

Les manuels officiels de l'Enseignement, la presse domestiquée et la tourbe des hypocrites qui, par les mille moyens dont les uns et les autres disposent, façonnent l'Opinion publique, se gardent bien de laisser entendre que le soldat n'est, en fait, que le chien de garde de la Propriété des Riches et de l'Autorité des Maîtres.

Ceux qui ont la naïveté d'ajouter foi aux dires de ces fourbes, aux assertions des journaux et au dogmatisme scolaire croient que l'Armée a pour mission d'assurer la sécurité des frontières, l'indépendance de la nation et le rayonnement du pays à travers le monde.

Eh ! sans doute, il faut bien un organisme de force qui appuie le brigandage colonial et, à l'occasion, impose ou défende les combinaisons financières des brasseurs d'affaires de chaque pays.

De ce point de vue comme du précédent, il est manifeste que le rôle de l'Armée est de défendre, dans chaque nation, les coquins qui vivent du Capital et de l'État contre les entreprises de l'ennemi extérieur et intérieur.

La Guerre maudite qui, durant près de cinq années, a couvert le globe de cadavres et de ruines devait être la dernière des guerres ; elle devait tuer le Militarisme et mettre fin, par le désarmement, au régime honteux des Armées permanentes et au système épuisant de la Paix armée.

C'est à la réalisation de ce rêve, aussi irréalisable que prestigieux — on ne tue pas le militarisme et la guerre par le militarisme et la guerre — que les mutilés ont sacrifié leurs membres, les réformés leur santé, les veuves leurs maris et les orphelins leurs pères.

La Guerre n'a pas tenu ses promesses ; elle ne pouvait pas les tenir. Toute guerre aboutit à des vainqueurs et à des vaincus : ceux-ci ayant au cœur la volonté de prendre leur revanche et ceux-là le désir d'exploiter leur victoire ; les uns et les autres se préparant à de nouveaux chocs ; ni les uns ni les autres ne consentant à désarmer.

Les Alliés vainqueurs n'ont pas voulu désarmer les Empires Centraux vaincus. Désarmer l'Allemagne, c'eût été, pour les pays de l'Entente, s'obliger à désarmer eux-mêmes.

Or, le voleur et l'imposteur ne peuvent pas se passer de l'assassin. Le vol et l'imposture ne peuvent asseoir leur domination que sur la violence et ils ont besoin de la Force pour sauvegarder leurs criminelles usurpations.

Qui n'a pas discerné ces vérités premières ne comprend rien au mécanisme social. Qui conçoit le mécanisme social parvient aisément à assigner à l'Armée la place qui est sienne et la fonction qu'elle exerce.

S'il est bourgeois, il exige le maintien et le renforcement du Militarisme. S'il est révolutionnaire, il poursuit avec ferveur la suppression de l'Armée, parce qu'il a la certitude que la suppression des Armées aura pour conséquences fatales la Paix définitive et la Révolution sociale. — Sébastien FAURE.

ARRIÈRE-PENSÉE. On entend par arrière-pensée l'intention cachée qui guide un individu. Par exemple, l'arrière-pensée du candidat aux élections législatives est qu'il se moque absolument de ses électeurs et qu'il désire être envoyé au Parlement pour satisfaire son ambition ou se faire une situation privilégiée. Chez lui il y a la façade : les belles promesses, les professions de foi, etc..., puis l'arrière-pensée : les honneurs, l'argent, etc... Chez le prêtre il y a également la façade : l'homme, qui représente Dieu, qui bénit, qui confesse, qui absout, qui excommunie, etc..., puis l'arrière-pensée : il sait très bien que son métier est de raconter des sornettes, mais il sait très bien aussi que c'est en prêchant ces sornettes avec le plus grand sérieux qu'il pourra conserver son pouvoir et son autorité. Et l'on pourrait choisir cent autres exemples... Les anarchistes veulent justement s'élever contre cette fourberie multiple dont le peuple est l'éternelle victime. C'est l'immoralité sournoise de la bourgeoisie qui encourage ainsi le mensonge et qui en fait une arme aux mains de ses valets.

ART. « Application des connaissances à la réalisation d'une conception. » (*Larousse*.) Allégoriquement, je comparerai l'Art à un arbre éternel enfonçant ses racines jusqu'au cœur de la terre, élevant ses cimes dans l'infini, tandis que ses branches magnifiquement chargées des fruits les plus divers et les plus précieux, s'étendent comme pour étreindre, en un embrassement fécond d'harmonie et de beauté, le genre humain.

Au figuré, on peut dire que l'Art, né du même accouchement que la nature, est souvent considéré comme une fidèle reproduction de celle-ci, et parfois on juge cette reproduction plus belle et plus parfaite.

Pour nous, anarchistes, que l'on juge la Nature comme une prodigieuse créatrice dépouillée de toute conscience et de toute volonté propres, ignare de sa puissance même ainsi que de tout ce qu'elle peut donner aux hommes ; pour nous, l'Art est quelque chose de plus complet et de plus animé, de plus varié et de plus conscient, plus actuel et plus de l'avenir ; en peu de mots : plus plastique et plus harmonisable selon les besoins, les sensations et les aspirations humaines.

Tandis qu'aux yeux de milliers et de milliers de générations, la Nature demeure statique et immuable, même à travers les innombrables secrets que les *Œdipes* de la Science ont su arracher à son visage de sphinx, l'Art, au contraire, a suivi toutes les transformations et toutes les ascensions humaines, quand ce ne fut pas lui-même qui les précéda, les provoqua, les encouragea, les poussa.

La seule chose qui nous apprenne comment les hommes des âges préhistoriques, c'est-à-dire des époques qui n'ont pas d'histoire, étaient intellectuellement supérieurs aux fauves contre lesquels ils étaient obligés de lutter, c'est l'Art. L'archéologie nous a révélé plusieurs manifestations d'art primitif remontant beaucoup plus loin dans le passé que les écritures les plus anciennes parvenues à notre connaissance. Pour si rudimentaires qu'elles fussent les armes d'attaque et de défense dont nos ancêtres les plus reculés se servirent pour lutter

contre les fauves et l'inclémence de la température, étaient toujours dûes à des notions d'art, instinctives, obscures, bien antérieures à la parole écrite ou articulée.

Donc, si nos ancêtres, les primitifs ont pu faire prévaloir, contre tout ennemi de leur espèce, et de notre conservation, leur volonté et leur droit à l'existence et à leur développement, c'est à ces premières et grossières notions d'art qu'on le doit. Et c'est encore à ces notions d'art imparfaites que nous sommes redevables de pouvoir marcher — lentement mais sûrement — vers un devenir dans lequel la libre volonté individuelle (le libre arbitre) aura raison de cette fausse ou, pour le moins, exagérée puissance qu'on attribue à la Nature (le déterminisme), conception selon laquelle les hommes, divisés par races, seraient fatalement condamnés dans les siècles des siècles à s'entretuer, à se dévorer, à s'exterminer.

Mais, hélas ! nées en liberté et pour la Liberté, toutes les manifestations de l'Art qui se développèrent parallèlement au développement et perfectionnement des êtres humains, furent, depuis, monopolisées et altérées par les puissants de tout temps qui leur imposèrent une tâche absolument opposée à celle par et pour laquelle elles avaient été créées ; en sorte que, de levier d'émancipation et de civilisation qu'il était à l'origine, l'Art se transforma en instrument d'oppression et d'obscurantisme.

C'est ainsi que, s'imposant en maîtres absolus sur l'esprit et sur la volonté comme sur les sentiments des peuples, toutes les écoles théologiques, ainsi que tous les systèmes de domination sociale, purent largement, parfois même exclusivement, exploiter toutes les sources du domaine de l'Art. Et la peinture, la sculpture, l'architecture, la poésie, l'éloquence, la musique, la chorégraphie, en un mot toutes les expressions principales de l'Art qui pouvaient le plus profondément frapper, conquérir et influencer d'une façon quasi identique la fantaisie des peuples de tout pays et de tout temps, furent, savamment et avec un succès digne d'une meilleure cause, employés à glorifier, exalter et éterniser toutes les fables, légendes, traditions et mensonges, lesquels, une fois revêtus de grandeur et de beauté, de mysticité et d'idolâtrie, de puissance et d'immortalité, s'emparèrent souverainement de la pensée et de l'âme des hommes, jusqu'à les convaincre de voir, et de défendre en ces fables et mensonges, la plus éclatante des vérités.

Toutefois, bien que les artistes, de toute époque et appartenant à n'importe quel rameau du milieu artistique, qui voulurent se révéler et s'imposer à l'attention des contemporains et à l'admiration de la postérité, aient été dans la triste obligation de se prostituer au faux « mécénatisme » des souverains, des pontifes et des « nouveaux riches » de tout temps (prototypes : les Estensi, les Leone X., les Augustin Chigi) ; toutefois, dis-je, ils ne firent jamais totalement défaut, les artistes de conscience et d'esprit libres qui, en revendiquant les buts naturels et les droits primordiaux de l'Art, s'en firent une arme puissante pour flétrir et vouer à l'exécution du monde les tyrans et les préjugés sur lesquels le despotisme fait reposer les assises de sa propre souveraineté.

Naturellement et de la même façon que les pionniers du progrès et du vrai dans la Science et dans la Pensée, cette libre armée d'artistes, qui, avec la pioche d'une ténace volonté et le flambeau de l'avenir dans leur poing génial, tentèrent d'entamer, de fendre et de pénétrer la masse des époques enfoncées dans un passé inconnu, en dévoilèrent les profonds secrets, en ressuscitèrent la léthargique grandeur, et en l'arrachant à l'immuable silence en firent jaillir l'immense voix, l'hymne évoca-

teur, comme celui d'un chœur de siècles, chantant, célébrant, exaltant la mission et les droits des Arts ; naturellement, cette libre armée d'artistes fut, elle aussi, persécutée par les puissants, excommuniée par l'Eglise, incomprise et méconnue par les incompetents, raillée par la populace, ignorée par la précaire gloire contemporaine. Il était fatal qu'il en fût ainsi.

Donc, né en liberté et pour la Liberté, pour pouvoir remonter jusqu'à ses origines et accomplir sur la terre sa naturelle tâche primordiale d'élévation et de libération humaines, l'Art, comme tout autre idéal d'harmonie et de beauté, a besoin d'un régime dans lequel le privilège de quelques individus n'ait plus la possibilité de s'affirmer, et d'où la corruption et le favoritisme déguisés en « mécénatisme » spéculateur mis au service de la « Raison d'Etat » et de l'« Infaillibilité Divine », soient bannis à jamais !

Ce régime de pleine liberté de pensée et d'application de n'importe quelle noble connaissance tendant à la réalisation de toute conception, soit matérielle soit intellectuelle, ce Régime, c'est l'*Anarchie*.

Et nous, anarchistes épris d'Art et de Beauté, de Vérité et de Lumière, nous qui luttons pour que tout ce qui constitue le patrimoine social soit restitué à la communauté de ceux qui ont contribué, contribuent et contribueront à son édification, nous ne nous contenterons pas de conquérir et d'établir définitivement l'égalité et la liberté dans le domaine du travail manuel et dans le cadre de la vie économique ; avec la même ardeur, nous travaillerons à assurer l'exercice de la même égalité et de la même liberté dans le domaine du travail intellectuel et de la vie spirituelle. Car, en dépit des diversités qui les distinguent, tous les efforts ainsi que tous les progrès sont solidaires : la libération du travail manuel n'aurait aucune chance de survivre sans la clairvoyante et fraternelle contribution du travail intellectuel, de même que celui-ci ne pourra conquérir et conserver sa pleine liberté d'expression que dans un régime de complète autonomie ouvrière.

Ce qui, en définitive, veut dire : liberté totale, absolue dans toutes les manifestations humaines, exprimées par n'importe quelle catégorie d'individus ou de groupements, étant donné que la société anarchiste placera tous les individus et tous les groupements au même niveau de droits et de devoirs, laissant à chacun le choix de ses aptitudes, requérant de chacun selon ses capacités, assurant à chacun la satisfaction de ses besoins naturels et l'honorant selon ses mérites.

Virgilio Gezzoli.

ART. Quelques camarades ont des préventions contre l'art et les artistes. Peut-être confondent-ils l'art avec son contraire. Peut-être prennent-ils les singes pour des hommes et, au lieu du noble visage, ils injurient les pauvres grimaces commerciales ou officielles. Si tu crois que les écrivains se trouvent à l'Académie et les beaux livres chez les éditeurs à réclame, tu as raison de mépriser ce que tu as tort d'appeler livres et écrivains. Si tu crois que les peintres, les sculpteurs, les musiciens se rencontrent à l'Institut, tu as raison de mépriser ces prostitués, mais tu as tort de les appeler des artistes.

L'art véritable obéit à des disciplines intérieures, souples et inexprimables comme la grâce changeante de la vie. Pour leur obéir et parce qu'il leur obéit, il s'affranchit et m'affranchit des chaînes extérieures.

L'art est, comme la vie, équilibre et mouvement, unité et richesse, proportion des parties, vérité et harmonie du détail.

La beauté semble uniquement donner du plaisir. Elle est plus généreuse. Je me sens charmé seulement et bercé ; je suis pénétré de vérité, de justice et de justesse, d'humanité douce et fière.

Ne me donne pas à choisir entre le bel ouvrage qui semble affirmer le mensonge réactionnaire et l'ouvrage manqué qui balbutie la vérité révolutionnaire. Mon choix te scandaliserait et le tien, peut-être, me désolerait.

La beauté est la grande révolutionnaire.

Bossuet veut me soumettre aux disciplines de l'Eglise. Le noble mouvement de ses rythmes me libère ; la vérité profonde et multiple du détail m'empêche d'entendre le mensonge de la surface et du parti-pris. Bossuet, malgré son dessein, me délivre de l'Eglise plus subtilement que Voltaire.

Les gauches négociations de M. Homais me sont douloureuses et asservisseuses presque autant que les asinaires affirmations de l'abbé Bournisien. Dans la vie, je les fuis également. Mais qu'un rayon d'art les touche ; Flaubert me rend risibles et libérateurs les deux imbéciles qui se font si joliment pendant.

Mais Bossuet n'est pas l'artiste complet, puisqu'il veut autre chose que la beauté et la vérité et puisqu'il réussit le contraire de ce qu'il veut. Quand l'harmonie se fait entre les profondeurs et la surface, entre le rythme et la pensée, entre le geste et la parole, quand l'artiste sait ce qu'il est et consent à ce qu'il est : il devient la plus efficace, la plus admirable — et la plus persécutée — des forces de libération.

Aimons deux fois ceux qu'on entoure de huées ou de haine silencieuse pour les punir de chanter la vérité d'une voix juste.

Je distingue parfois deux sortes d'art. L'art intrinsèque est la beauté qui ne cherche point à se manifester ou qui se manifeste sans le secours d'une technique. On l'appelle plus souvent sagesse ou éthique (*voir ces deux mots*). Il a pour ennemies et pour parodies les morales (*voir ce mot*).

L'esthétique étudie les arts intrinsèques, ceux qui créent une œuvre en dehors de son créateur, les beautés qui se manifestent par des moyens techniques. On distingue l'architecture, la sculpture, la peinture, la musique, la poésie. Quelques-uns ajoutent le cinéma. Au vrai, tout art est poésie. L'œuvre n'est que l'extériorisation du poème intérieur ; les pierres, les formes, les couleurs, les notes, les mots, les rythmes : autant de moyens de le rendre communicable.

Le poème est amour ; son expression est beauté.

Le faux artiste croit son éthique et son esthétique indépendantes l'une de l'autre. Sa vie et ce qu'il appelle son œuvre ne se connaissent pas, à moins que son travail cherche uniquement à entretenir sa vie et à enrichir ses propriétés. Chez le véritable artiste, éthique et esthétique sont les branches jumelles parties d'un même tronc. Ma vie et mon œuvre sont deux expressions de ma façon de sentir, ou elles sont échos, mensonges, néants.

Il y a nécessairement un sage dans un véritable artiste. Mais le sage peut n'être pas artiste au dehors, n'avoir pas les moyens de faire chanter pour d'autres oreilles son harmonie intense.

Les façons de sentir sont diverses, divers les moyens d'expression. Rien de plus différent que les artistes, puisque on est artiste dans la mesure où on parvient à s'exprimer *soi-même*. Pourtant tous les créateurs ont un goût et un besoin communs : la solitude. Non pas perpétuelle ni farouche, mais subordonnée à leur vouloir. Une solitude qui alterne avec les rencontres fraternelles comme alternent le sommeil et la veille. Quand il a observé, l'artiste emporte sa proie, son observation dans son désert. Là, seulement, il peut lui donner une forme bien sienne et adéquate, mariage d'une matière et d'un tempérament. Tableau, statue ou livre, il nous apporte son présent.

Tout empreint du parfum des chastes solitudes.

Alfred DE VIGNY.

Certains grands se font, au besoin, une solitude dans la foule, à force d'indifférence. Descartes se sent également seul et libre d'esprit parmi l'agitation d'une vie de marchands ou « dans son poêle ». Mais celui qui travaille vraiment dans la foule, avec les pensées et les habitudes de la foule, ne peut que répéter du déjà dit et, comme on parle dans les lettres avec une modestie inconsciente, donner de la *copie*. L'artiste sort de la solitude dès qu'il manque de matière à œuvrer ou de l'air pour œuvrer ; dès qu'il sent, à certain grincement de son travail, qu'il fonctionne à vide. La lecture est une des façons les plus efficaces de sortir de la solitude.

La comédie humaine ne présente guère des dénouements de justice. Le génie n'a pas plus que la sagesse la naïveté d'espérer les récompenses extérieures. Il s'étonnerait plutôt qu'on lui permette presque d'exister, qu'au lieu de le tuer d'un coup on se contente indulgemment d'essayer de l'affamer. Il se débrouille à côté, en souriant, et ne cherche point à se vendre. Et il admire de n'être pas tout à fait écrasé par la haine et la jalousie du milieu. Quel que soit le milieu où il vit.

De grands artistes ont obtenu le succès immédiat : ils avaient des parties basses et banales. Ce qui leur donna le succès nuit à leur gloire. Le succès immédiat résulte nécessairement d'un accord entre un talent et son milieu. Le talent est médiocre qui se trouve naturellement adapté à la médiocrité de n'importe quel milieu.

« Le génie est une longue patience », dit Buffon. Il dit plus et mieux qu'il ne croit. Il sait combien cette patience est joyeusement active ; il ignore combien elle est réfractaire aux réactions hostiles du milieu. Un secret du grand artiste c'est de ne jamais se soucier de l'opinion contemporaine.

Nos désappointements viennent d'une mauvaise équation entre nos désirs et les renoncements voisins dont il faut payer leur satisfaction. Le véritable artiste a épousé le temps contre son temps. Il préfère les siècles à son siècle, toujours à maintenant, l'univers à sa patrie, la beauté à la vente et aux honneurs. Dans la réalisation même de l'œuvre, il sait les renoncements nécessaires : il écoute bien des détails ingénieux et brillants ; il efface parfois à demi et atténue ; le secondaire qu'il ne supprime point, il le subordonne et le fait servir à l'unité. Mais l'unité qu'il cherche a toutes les souplesses de la vie, non la rigidité géométrique ou cadavérique.

Il est des sacrifices à quoi ne consent point l'artiste, ce grand sacrificateur. L'harmonie est trop imparfaite si l'on sacrifie l'idée à la forme ou la forme à l'idée. Idée et forme, deux fantômes, dès qu'on les sépare, et que disperse un jour de soleil ou de vent. Unis d'une étroite épousaille, voici qu'ils prennent la densité de l'éternel. — HAN RYNER.

ART. L'art est une des plus nobles manifestations de l'esprit humain. L'art sincère et désintéressé, bien entendu.

Certains diront que seules les choses utiles ont droit à une place sous le soleil et ils énonceront l'inutilité de l'art. Ils ont tort, à mon avis. Mais auraient-ils raison qu'il faudrait se souvenir que le superflu est parfois beaucoup plus indispensable au bonheur de l'homme que le nécessaire.

Aussi loin que l'on remonte on peut constater l'existence de l'art. Il suffit d'examiner les vestiges des civilisations mortes pour constater l'importance grande qui lui fut toujours accordée. Chez les peuplades les plus sauvages on retrouve un art rudimentaire sans doute, mais un art tout de même, qui s'applique à de grossières décorations.

L'homme, d'où qu'il vienne, a plus ou moins besoin d'enjoliver ce qui lui paraît fruste et de recourir à l'artifice des évocations. Quel que soit son degré de sensibilité, il a besoin de bercer sa peine ou son ennui. Et il fait appel à l'art, sous une quelconque de ses formes.

Le but de l'art devrait donc être éminemment humain.

Il ne l'est pas toujours.

Certains artistes se sont éloignés des horizons larges qui leur étaient ouverts pour se calfeutrer en des formules parfois ingénieuses mais souvent mesquines. Ne leur jetons pas la pierre trop facilement. Leur attitude a presque toujours été la conséquence de l'incompréhension du « public ». Ce dernier, absorbé par une quotidienne lutte, animé par les contraintes, aveuglé par les dictatures, écrasé par son joug, ce dernier, dis-je — le peuple — était trop las pour se passionner aux choses de l'art. Sa curiosité était éteinte.

Il ne pouvait répondre aux efforts des artistes que par l'indifférence ou la goguenardise. Il ne comprenait plus et ne voulait pas essayer de comprendre. Lorsqu'il avait besoin d'art — quand même — il trouvait toujours des affairistes pour lui donner brouet à son goût — son piteux goût. L'inévitable réaction s'est produite : de vrais artistes, désintéressés autant que sincères, ont clos leur art dans des chapelles.

Tout le monde y a perdu.

Mais le peuple ni l'art n'ont dit leur dernier mot.

Un jour viendra bien où l'idole Autorité s'écroulera. Car il n'est pas œuvre d'idole que la volonté tenace et lente des siècles n'ait abattue. Toutes y passent à leur tour. Les Dieux ont parfois la vie longue, mais ils meurent quand même, comme les hommes, un beau matin.

Lorsque les jours ne seront plus, pour le peuple, des boulets à traîner ; lorsque les plus humbles pourront initier leur corps et leur esprit à la douceur des haltes, naîtra alors un art nouveau. Un art aussi large que le ciel des campagnes, aussi profond que le désir humain. Un art vibrant et souple comme une chair féminine. Un art clair et frais comme une eau de fontaine. Et auquel des privilégiés ne seront pas seuls à pouvoir goûter.

La beauté n'est pas dans des formules, mais dans la vie.

Pour connaître la beauté, il faut vivre, pleinement, intensément. C'est parce que le peuple ne vit pas qu'il demeure étranger à l'art. Et c'est parce que les artistes ne vivent pas que leurs œuvres sont pâles et pauvres. Du sang dans les artères, de l'air dans les poumons, du soleil dans les yeux, et tout le reste vous sera donné par surcroît...

Quelles seront les règles de l'art de demain ? Je ne sais et peu me chaut. Une belle femme peut s'habiller de mille façons, elle restera toujours belle — si réelle est sa beauté.

Attendons. Ou, plutôt, apprenons à vivre. Tout est là.

Georges VIDAL.

ART (vient du latin, *artem*, suivant le Dictionnaire Hatzfeld, Darmesteter et Thomas, ou *ars*, *artis*, suivant le Dictionnaire Larousse. La racine *ar* serait, soit une contraction du grec *areté* (vertu, mérite, force), soit un produit du radical sanscrit *kar* (faire) qui aurait laissé *ar* par la disparition, observée aussi dans d'autres mots, de la gutturale *k*. La deuxième explication rend mieux compte de la signification que le mot *ars* avait originellement et qui était celle d'*industrie*, d'*habileté manuelle*.)

Pour les Latins, l'art c'était d'abord le *faire*, c'est-à-dire, suivant sa définition la plus générale donnée aujourd'hui : « le moyen par lequel on réussit à faire quelque chose » (Hatzfeld). On a dit, ensuite, en commençant à limiter le domaine de l'art, qu'il est « la

manière de faire une chose selon certaines méthodes, selon certaines règles » (Littré), ou « la manière de faire quelque chose selon des règles » (Hatzfeld). Le même a ajouté par extension : « Chacun des genres dans lesquels l'homme ou l'animal produit des œuvres selon certaines règles. » Larousse présente une définition plus limitative en disant : « Application des connaissances acquises par l'homme et des moyens dont il dispose à la réalisation d'une conception quelconque. » Il semble ne pas admettre les connaissances et les moyens de l'art chez les animaux.

Dans un sens encore plus particulier, on dit de l'art qu'il est : « l'ensemble des moyens, des procédés dont l'homme se sert pour exciter dans le cœur de ses semblables diverses impressions et émotions, et notamment le sentiment du beau » (Larousse), « l'expression, par les œuvres de l'homme, de l'idée qu'il se fait du beau » (Hatzfeld). Ces définitions, la deuxième principalement, tendraient à renfermer l'art dans les rapports qu'il a avec l'esthétique, science du beau, dont il serait l'objet.

L'art, considéré comme « manière de faire quelque chose », est, avant tout, utilitaire en ce qu'il indique aux êtres les moyens de se procurer ce qui leur est nécessaire.

« Les arts sont les enfants de la nécessité » (La Fontaine).

« Le premier usage d'un art est pour les besoins de la vie » (Paul-Louis Courier).

Cette conception est à la base de la formation des *arts mécaniques*, ceux qui, selon Brouillet, « ont pour but d'exploiter la nature, ou de la transformer », ce qui est très souvent en opposition avec l'art, objet de l'esthétique, qui a pour but, au contraire, de faire valoir et de conserver les beautés de la nature. Les *arts mécaniques* sont synonymes d'*industrie*. On dit : « l'art des fourmis, des castors », en parlant des demeures que ces animaux construisent, comme on dit : « l'art du maçon, du menuisier ».

L'application des connaissances et des règles » s'entend pour tous les arts. Elle les élève au-dessus du simple *faire*. Mais si elle ne vise que l'utile, elle perd son caractère d'art proprement dit. C'est la préoccupation esthétique qui donne à l'activité le caractère de l'art, en opposition à la *pratique spontanée* ou *routi- nière*, qui fait de cette activité un *métier*, quel que soit le titre qu'elle se donne. Ainsi, la préoccupation esthétique fera d'un ouvrier un excellent artiste dans son métier. Sans cette préoccupation, un artiste ne fait qu'un mauvais ouvrier dans son art. Les *arts mécaniques* doivent donc comporter une part d'esthétique pour n'être pas de simples métiers.

Dans les *arts libéraux*, la part de l'esthétique est plus grande. Ce titre, inventé par l'école d'Alexandrie, désigna longtemps les objets de l'enseignement classique. Les anciens reconnaissaient sept arts libéraux, appelés communément les *Sept Arts* : la grammaire, la rhétorique, la philosophie, l'arithmétique, la géométrie, l'astronomie et la musique. Les Encyclopédistes du XVIII^e siècle classèrent dans la même division les *arts libéraux* et les *beaux arts*. Aujourd'hui, on les sépare et on appelle *arts libéraux* « ceux qui sont du ressort de l'intelligence et de l'esprit » (Littré), « ceux où l'esprit a plus de part que la main » (Larousse). Ces définitions trop vagues correspondent à peu près à celle que les Encyclopédistes donnaient de ce qu'ils appelaient les *arts scientifiques* : « Arts qui répondent aux besoins de l'esprit. » Mais les *arts scientifiques* ne sont pas autre chose que les sciences appliquées qui font partie des *arts mécaniques*. A défaut d'autres précisions, nous dirons que les *arts libéraux* sont l'exercice théorique des sciences, celles classées déjà sous ce titre par les anciens et celles découvertes depuis.

Citons, comme curiosité, ces appréciations caractéristiques de leur époque du *Dictionnaire de Trévoux*, rédigé au XVIII^e siècle par les jésuites : « Les *arts libéraux* sont ceux qui sont nobles et honnêtes... Les *arts mécaniques* sont ceux où l'on travaille plus de la main et du corps que de l'esprit. »

Sous le titre des *beaux-arts*, ou arts proprement dits, on comprend l'architecture, la sculpture, la peinture, la poésie, l'éloquence, la musique et la danse. Avec eux, la préoccupation esthétique réduit de plus en plus celle d'utilité, au point de la faire disparaître complètement dans l'*art pour l'art*, qui signifie « un travail dégagé de toute préoccupation autre que celle du beau en lui-même » (Théophile Gautier).

On dit généralement des *beaux-arts* qu'ils sont « ceux qui ont pour but de charmer les sens par la culture du beau » (Larousse), ou « l'expression, par les œuvres de l'homme, de l'idée qu'il se fait du beau » (Hatzfeld). Ces deux définitions des *beaux-arts*, considérés surtout comme art proprement dit et dans son sens absolu, sont insuffisantes. Elles se rapprochent de la formule de l'*art pour l'art*, à moins qu'on envisage une conception extrêmement large du *beau* en l'étendant à tout ce qui est dans la vie objet d'excellence, de grandeur, de perfectionnement et qu'on les complète par celle des Encyclopédistes disant que les *beaux-arts* sont « destinés à satisfaire les besoins du sentiment, les épanchements de l'âme. » Nous reviendrons, plus loin, sur ce sujet.

Bescherelle, dans son *Dictionnaire National* (Paris, 1856), a protesté contre les définitions « incomplètes et fausses » de l'art données par les dictionnaires qui ont précédé le sien. Il a fait sur l'art des « réflexions philosophes » dont il nous paraît intéressant de reproduire les passages suivants : « L'art s'adresse à la fois à l'intelligence et aux sens, à l'intelligence par la pensée cachée dans l'œuvre de l'artiste, aux sens par la forme matérielle dont cette pensée est revêtue ; d'où il résulte qu'on ne fait pas de l'*art pour l'art*, parce que si les premiers artistes ont formulé une symbolique et des procédés techniques, il n'en est pas moins constant que l'art existait avant les règles, puisque celles-ci ont été le fruit et non le principe des œuvres artistiques... L'art est susceptible de progrès et de diverses révolutions, liés à ceux de l'esprit humain lui-même ; car si l'esprit se perfectionne, la forme subit le même perfectionnement, mais si l'esprit s'en va, la symbolique est bientôt mise en oubli, et la forme, manquant de soutien, s'abâtardit et se meurt. »

En raison sans doute de sa signification générale, *faire*, le mot *art* est encore employé pour désigner des formes très diverses et souvent les plus opposées de l'activité humaine. Cet emploi est d'autant plus arbitraire par rapport au sens de l'art proprement dit que ces formes excluent davantage l'idée de beauté et de perfectionnement. C'est ainsi qu'on dit : « l'art de la guerre » comme « les arts de la paix », « l'art de haïr » ou « de mentir », comme « l'art d'aimer » ou « d'être vrai », etc...

De même, *art* est synonyme d'*adresse*, d'*habileté*, de *talent*, de *moyen*, ces mots étant pris indifféremment en bonne ou mauvaise part :

« L'art de persuader consiste autant en celui d'agréer qu'en celui de convaincre » (Pascal).

« Il instruira ses fils dans l'art de commander » (Racine).

« Je sais l'art de punir un rival téméraire » (Racine).

« Il s'est fait un art du boire, du manger, du repos et de l'exercice » (La Bruyère).

Art est aussi synonyme d'*apprêt*, d'*affectation*, d'*artifice*, de *ruse*.

On dit communément : « Il y a trop d'art dans ce qu'il dit. »

« L'art le plus innocent tient de la perfidie » (Voltaire).

« Je sais l'art de traire les hommes » (Molière).

« Le grand art de l'homme fin est de ne le point paraître ; où est l'apparence de la finesse, l'effet n'y est plus. » Cette phrase de Montaigne explique cette expression proverbiale : « L'art est de cacher l'art. »

Voici encore quelques emplois plus ou moins justifiés du mot art :

Les arts d'agrément sont les beaux-arts considérés comme des amusements et des moyens de plaire et d'être agréable. Ils ne sont, le plus souvent, que de la niaiserie et la parodie de l'art.

« Chez un peuple frivole, les bonnes études ne mènent à rien ; avec les arts d'agrément, on arrive à tout » (Diderot).

L'art sacerdotal ou art sacré, était la science magique des Egyptiens, appelée depuis philosophie hermétique.

Grand art : pratiques des alchimistes.

Art notoire : moyen par lequel certains prétendent acquérir toutes les sciences par le jeûne et l'observation de certaines règles. Salomon aurait été son inventeur.

Art angélique ou art des esprits, qui permettait, disait-on au moyen-âge, de se mettre en rapport avec un ange ou un démon pour apprendre ce qu'on voulait connaître.

Art de Saint-Anselme : guérison des plaies en touchant, au cours de certaines cérémonies, les linges qui devaient les envelopper.

..

L'histoire de l'art est celle de la civilisation. L'art est étroitement lié à la vie de l'humanité. Il est une de ses formes et, avec les autres, il avance, il s'arrête ou il recule.

Le premier art de l'individu, homme ou animal, a été d'assurer son existence, de se nourrir, de se préserver contre les intempéries et de se défendre contre les dangers. Pour cela, il regarda autour de lui, s'efforçant de discerner ce qui pouvait lui être utile ou nuisible. Ainsi, « l'art est né de l'observation de la nature » (Cicéron). Lorsqu'il eut trouvé l'utile et qu'il eut des loisirs, l'individu pensa à l'agréable, que la même observation lui montra dans son environnement.

Aux temps primitifs, l'homme et l'animal étaient tout près l'un de l'autre. Ils avaient des rapports de solidarité plus étroits, avec plus d'égalité, qu'aujourd'hui. C'était « le temps que les bêtes parlaient », et les hommes les comprenaient. Ce temps est certainement l'origine des fables et des contes d'animaux qui sont la forme la plus ancienne, et ont été longtemps la plus populaire, de la littérature. Orphée, « le bon berger », eut une telle place dans cette popularité que le christianisme en a adopté la légende.

L'exemple de l'animal servit souvent à l'homme pour découvrir toutes les variétés de nourritures : racines, fruits, animaux de la terre et des eaux, pour s'en emparer et pour les emmagasiner en prévision des temps de disette. L'animal apprit aussi à l'homme à s'abriter dans des cavernes, puis dans des constructions plus confortables. Les villages de certains insectes lui donnèrent l'idée d'une architecture bien supérieure à celle qu'il avait su trouver. En plusieurs régions, l'agriculture lui fut enseignée par les fourmis. L'oiseau construisant son nid, l'araignée faisant sa toile, lui révélèrent le tissage. En suivant les pistes des animaux, il prit le goût des explorations et découvrit de l'eau dans le désert. Le vol des oiseaux lui indiqua les cols pour le passage des montagnes et, sur la mer, le détroit le moins large ou l'île qu'il ne voyait pas du rivage. En même temps que l'utile, l'animal enseignait l'agréable à l'homme par l'exemple des jeux. Il lui communiquait « le sens de la beauté et, plus encore,

celui de la création poétique... Aurait-il pu oublier l'alouette qui s'élance droit dans le ciel en poussant des appels de joie, ou bien le rossignol qui, pendant les nuits d'amour, emplît le bois sonore de ses modulations ardentes ou mélancoliques? » (Elisée Reclus). Le gorille frappant sur unealebasse lui apprit le rythme. Imitant l'animal, l'homme se livrait aux premières manifestations de l'art proprement dit, apprenant les danses ou pantomimes, les attitudes rythmées, les accompagnant de la cadence des instruments et du son de sa voix.

L'architecture, qui est avant tout l'art de construire des demeures, fut aussi une des premières manifestations de l'art proprement dit. Plus utilitaire qu'esthétique, elle eut, du moins, dans ses débuts, cette beauté qui manque si souvent aux monuments d'aujourd'hui : l'harmonie avec le milieu. Les grottes des troglodytes avaient des commodités souvent bien supérieures à celles des taudis où sont entassées, de nos jours, les populations citadines.

Le dessin et les arts qui en dépendent, naquirent du désir de reproduire des formes, des mouvements qui avaient frappé l'homme. Avec un silex, il dessina, puis grava sur la pierre ou sculpta sur son arme, les sujets dont il avait gardé la mémoire. Ayant découvert des couleurs, l'ocre rouge ou jaune, le jus épais de certains fruits, il s'en servit pour peindre les mêmes sujets sur les parois unies des rochers. Dessin et peinture furent les premiers modes de l'écriture. Ils servirent pour les communications qui ne pouvaient être faites verbalement à d'autres hommes éloignés, et pour transmettre à la postérité le souvenir des faits du temps. La découverte de ces inscriptions dessinées et peintes, et des écritures laissées par les différents peuples, a permis d'établir la véritable histoire de l'humanité en face des théories empiriques qui prévalurent si longtemps.

L'usage du dessin et de la couleur inspira l'idée de la décoration au moyen des lignes, droites ou courbes, simples ou entrecroisées, et de figures peintes. La construction s'orna de traits et de couleurs qui lui donnèrent, comme à certaines huttes de primitifs océaniens, une grâce qu'on rencontre trop rarement dans les décorations d'aujourd'hui.

C'est par la sensibilité musicale que les hommes et les animaux se sont toujours le plus rapprochés psychologiquement. Ne pouvant imiter avec sa voix toutes les merveilles du chant des oiseaux, l'homme chercha des instruments rendant l'imitation aussi variée que possible. Il ne trouva d'abord que le sifflet, seul instrument découvert dans les grottes primitives. Depuis, il ne cessa de rechercher d'autres instruments pour multiplier l'expression de la musique que Platon appelait « l'éducatrice de l'âme » et qui tint tant de place dans la vie antique. Longtemps, le chant accompagna le travail. Aujourd'hui, le bruit des machines l'a fait taire et le taylorisme en a supprimé le loisir et le goût. On chantait aussi pour apaiser la souffrance des patients soumis à des opérations, ou la douleur de ceux qui avaient perdu un être cher. On chantait pour dire sa joie comme sa peine et souvent la musique fit cesser les querelles, calma les haines, car elle fut, de tout temps, le moyen le plus souverain d'exprimer les sentiments et d'évoquer l'idéal humain.

L'art de la parure, qui répond plus particulièrement au besoin de briller et de plaire, s'est aussi manifesté de bonne heure chez l'homme. Là encore, l'exemple lui fut donné par l'animal, « oiseau, reptile ou quadrupède, qui se fait beau par des plumes ou des couleurs brillantes pendant la période de l'amour » (E. Reclus). Avant de briller et de plaire par le vêtement, l'homme rechercha ces effets en se peignant le corps, en se tatouant, en plaçant dans ses cheveux ou en suspendant à son cou, à ses oreilles, voire à son nez, des orne-

ments divers. Lorsque, pour préserver certaines parties de son corps, pour se garantir des intempéries ou pour obéir à des raisons appelées « morales », il couvrit partiellement ou totalement sa nudité, il n'adopta les vêtements que comme des formes nouvelles de la parure. Il s'ingénia à les rendre brillants par leur coupe, leurs couleurs, leur richesse et ne se soumit à la nécessité ou à la morale conventionnellement établie que dans la mesure où elles lui laissèrent la possibilité de briller et de plaire. De tout temps, les modes et ce qu'on a appelé les *arts féminins* n'ont pas eu d'autre objectif.

L'art de la pensée n'eut que des moyens très limités de s'exprimer tant qu'il n'exista pas de langage suffisamment formé, avec des règles le rendant commun à un grand nombre d'hommes. Les idiomes locaux réduisaient le champ des rapports intellectuels aux petites populations qui les parlaient. Les relations entre régions de plus en plus étendues, unissant et unifiant les individus, leur firent adopter des langues uniques sur de vastes territoires. Leurs formes se fixèrent en même temps que leur domaine s'étendit. Par la suite, « l'écriture, qui avait été d'abord le dessin primitif, l'image choisie pour répondre à des idées simples, devait permettre de fixer par des signes où les traits répondent aux sons une pensée de plus en plus variée et complète » (E. Reclus).

Les lieux et les époques de l'art furent ceux de la vraie civilisation, c'est-à-dire du progrès et du travail. Il est difficile, sinon impossible, de dire ce que fut le progrès, d'en décrire la lente et longue évolution avant la formation des grands peuples dont l'histoire nous est plus ou moins connue. De très nombreux siècles s'étaient écoulés depuis que l'homme, en « découvrant la roue et les métaux, avait marqué la véritable aurore du monde moderne » (E. Reclus).

Il semble que l'Iranie ait été le premier « foyer majeur » de civilisation. Rayonnant autour de lui sur les différents peuples, ce foyer réalisa « comme une sorte d'œcumène antérieure de quelques milliers d'années à celui que forma, il y a deux mille ans, le monde romano-grec » (E. Reclus). C'est d'Iranie que partirent les peuples qui répandirent en Europe, d'une part, en Asie Orientale, d'autre part, le type « Aryen » en même temps que leur langue et leur civilisation. « Les documents laissés par l'histoire primitive sont insuffisants pour énumérer toutes les parties de l'immense héritage légué à l'humanité par le monde iranien : découvertes et métiers, conceptions philosophiques, poèmes, mythes et récits. Mais il est très probable que la part de ces aïeux dans notre savoir actuel dépasse de beaucoup la connaissance que nous en avons » (E. Reclus). On leur devrait, entre autres, le système de numération qui est à l'origine des mathématiques et du développement scientifique universel. Le mythe de Prométhée naquit chez eux du culte primitif du feu, avant que ce culte eût pris des formes sacerdotales. Les monuments qu'ils élevèrent, et dont il reste encore des ruines importantes, furent très nombreux, surtout en Perse. Leur architecture fut plus remarquable par ses proportions grandioses que par l'originalité de ses divers éléments plus ou moins imités de l'art des autres peuples.

L'usage de la brique cuite dans l'art de construire s'établit en Babylonie. « De la brique naquit la ville », dit E. Reclus, et toutes les conséquences des agglomérations humaines dans les cités.

Les Chaldéens firent les premières observations astronomiques ; elles leur permirent de mesurer le temps. C'est à eux qu'est dû le système décimal. On leur doit aussi les premières notions du droit commercial et l'usage des métaux, comme moyen d'échange. Ils furent les véritables inventeurs de l'écriture et commencèrent à écrire l'histoire en peignant ou gravant

leurs annales et leurs codes sur le bois ou sur l'argile. Leurs grammairiens fixèrent les règles des langues, des traducteurs permirent leur compréhension mutuelle et des bibliothèques réunirent les ouvrages des écrivains, soixante-dix siècles avant nous.

Les Phéniciens créèrent les échanges entre les peuples de la Méditerranée. Ils possédèrent le monopole de la navigation dans cette mer où ils établirent les bases du droit maritime international. Ils répandirent sur les côtes méditerranéennes toutes les formes de civilisation qu'ils avaient reçues eux-mêmes de l'Asie, allant jusqu'en Espagne, d'où ils tiraient l'étain, objet le plus important de leur commerce. Ils firent connaître, s'ils ne les inventèrent pas, les arts de la teinturerie, de la verrerie, de la poterie, de la métallurgie. On leur doit surtout la simplification de l'écriture et l'invention de l'alphabet.

A la civilisation des Egyptiens, parallèle à celle des Chaldéens, on dut, bien avant Franklin, la découverte du paratonnerre. Ils furent des premiers qui se servirent du fer, donnant une grande extension aux arts industriels et cherchant à faire des œuvres durables comme les « pierres éternelles » de leurs monuments. Ils ont connu, probablement avant les Chinois, la fabrication de la porcelaine. Les silex taillés, objets en ivoire, en os, en cuivre, en or, statuettes et vases d'argile noire avec empreintes, découverts dans les tombeaux égyptiens datant de plus de 6.000 ans, sont d'une exécution artistique bien supérieure à celle des objets semblables de la même époque trouvés dans les autres régions. Les monuments les plus anciens, comme les pyramides, qui remontent à environ 7.000 ans, indiquent une influence babylonienne par leurs proportions gigantesques et l'emploi de la brique dans leur construction, alors qu'on aurait pu utiliser la pierre des rochers voisins comme on l'a fait ensuite pour la construction des temples. Ceux-ci se distinguent par leurs vastes dimensions, leur simplicité de style, leur accord harmonieux avec la contrée. Ils furent élevés suivant une initiation très précise aux lois astronomiques. Malgré l'œuvre de destruction accomplie par la « civilisation » moderne, il reste en Egypte des ensembles de monuments. Ce sont peut-être les plus anciens des civilisations du passé et, au moins à ce titre, mériteraient-ils d'être conservés comme Thèbes, qui présente encore ses allées de sphynx, sa salle hypostyle, ses porches triomphaux et ses tombeaux. Une destruction imbécile a abattu, par exemple, les temples d'Eléphantis pour en retirer des matériaux. En 1822, on démolit l'arc de triomphe d'Antinoë pour se procurer la pierre à chaux qui servit à construire une sucrerie. Les siècles de gloire militaire de l'Egypte marquèrent la décadence de l'art dans cette contrée. Sésostris fit vainement gratter les monuments anciens pour les couvrir d'inscriptions nouvelles destinées à faire croire qu'ils furent élevés sous son règne et à sa gloire. La pureté de l'art s'accorde mal avec la gloire impure des conquérants.

La Grèce vit converger vers elle tous les éléments de progrès des autres pays. De l'élaboration qui s'en fit avec le génie de son propre sol et de son propre peuple, sortit la plus belle période de l'humanité. A 2.000 ans de distance, le monde en est demeuré tout illuminé ; il en est encore réduit à se retourner vers elle lorsqu'il veut rechercher ses modèles dans tous les domaines de la pensée et de l'art. Certes, la Grèce antique connut les crimes de la tyrannie, de la superstition, et les horreurs de l'esclavage humain. Elle les fit oublier par le rayonnement d'une civilisation incomparablement supérieure à celle de tous les autres peuples de son époque et même d'aujourd'hui. Car notre temps connaît des crimes et des horreurs équivalents sans pouvoir leur opposer autant de grandeur morale et de splendeur artistique. Si la Grèce eut Dracon, elle eut aussi

Solon. Si elle sut défendre énergiquement son indépendance, elle sut être accueillante aux étrangers et, quand ils furent Solon, Périclès, Miltiade, Thucydide, Platon, elle en retira une gloire éternelle. Ce qu'on appelle « la grande époque de la Grèce » a été l'époque la plus rayonnante de l'humanité. Ne faisant alors la guerre que pour défendre sa liberté, la Grèce avait assuré à Marathon et à Salamine la sécurité de ses citoyens et la possibilité de s'épanouir dans une paix heureuse. C'est alors qu'elle se couvrit de temples, de théâtres, de statues. « Alors, Phidias et tant d'autres illustres sculpteurs ciselèrent dans le beau marbre de l'Attique et des îles ces admirables formes humaines et animales qui sont restées pour nous les types mêmes de la beauté... Les artistes de la Grèce eurent un sens merveilleux de la mesure et de la forme... Ils représentèrent vraiment un idéal de l'homme, dans le parfait équilibre de sa force et de sa grâce, de sa noblesse et de sa beauté » (E. Reclus). La même perfection se retrouve dans les figurines de Tanagra, les aiguïères, les amphores, les vases découverts dans les temples et les tombeaux. L'architecture dorique primitive représente la Grèce tout entière, son ciel, ses paysages, et semble avoir jailli spontanément de son sol. Elle est restée la plus simple et la plus pure de toutes par l'harmonie profonde qui se dégage de tout ce qui la compose.

La pensée avait pour s'exprimer la plus belle des langues et l'œuvre des poètes, des dramaturges, des historiens, fut tout aussi admirable. « La cause première du développement de la pensée qui caractérise la Grèce doit être cherchée dans la faible influence de l'élément religieux » (E. Reclus). La mythologie grecque se renouvelait incessamment au gré de l'imagination, sans que des prêtres eussent à l'enseigner et à l'interpréter. Les prêtres ne devinrent réellement puissants que lorsque la Grèce eut perdu son indépendance, mais aucun livre sacré n'imposa des lois divines pour retarder l'évolution intellectuelle et morale. La religion grecque plongeait ses racines dans l'animisme primitif qui peuple de génies l'univers entier. Elle était la nature en qui les dieux et les hommes se confondaient et qu'interprétaient les poètes. Elle avait pour principe « l'autonomie de tous les êtres et reconnaissait implicitement que toute chose est vivante, affirmant déjà ce que la science moderne a reconnu : l'indissolubilité de la vie sous tous ses aspects, matière et pensée » (E. Reclus). La philosophie grecque prit, avec cette liberté de penser, un essor incomparable, s'affranchissant de tous les despotismes et abolissant toutes les distinctions sociales. Certains, parmi les plus grands philosophes, furent des esclaves qui s'imposèrent au respect de tous par la dignité de leur vie. Un Diogène, retiré dans son tonneau, se proclamait « citoyen de la Terre » et raillait le grand Alexandre dans toute sa gloire militaire. « Jamais le principe de la grande fraternité humaine ne fut proclamé avec plus de netteté, d'énergie et d'éloquence que par des penseurs grecs ; après avoir donné les plus beaux exemples de l'étroite solidarité civique, les Hellènes affirmèrent le plus hautement le principe de ce qui, deux mille ans après eux, s'appela « l'Internationale » (E. Reclus).

La civilisation grecque se répandit dans tous les pays environnants et, lorsque les Romains firent la conquête de la Grèce, elle avait étendu ses lumières et sa beauté dans tout le monde connu. En Egypte, Alexandrie était devenue une nouvelle Athènes et c'est en hommage à la Grèce que des missionnaires de Bouddha y apportaient, de l'Inde, des paroles de paix et de salut.

Si les Romains conquièrent la Grèce par les armes, les Grecs conquièrent Rome par les arts. Déjà, avant la fondation de cette nouvelle ville, la Grèce avait forte-

ment influencé l'Etrurie. D'après la légende, les fondateurs de Rome ont été les descendants des compagnons d'Enée dans la guerre de Troie. D'autres, qui occupaient l'endroit où devait s'élever le Capitole, se disaient issus d'Hercule. Les Grecs, réduits en esclavage, apportèrent à Rome leurs mœurs, leurs sciences et leurs arts. Ils provoquèrent l'éveil de la littérature latine et la firent échapper à l'étroite discipline militaire et religieuse. Lucrèce fut, par son œuvre si humaine, plus grec que romain.

Rome, en étendant sa conquête sur tout le monde connu des anciens et en élargissant les limites de ce monde, élargit aussi le domaine de la pensée et de l'art grecs. Elle créa une véritable unification de la civilisation chez tous les peuples en leur apportant ses institutions politiques et l'œuvre de ses savants et de ses artistes.

Si les civilisations dont nous venons de nous occuper sont celles qui nous intéressent le plus directement comme ancêtres de celle d'Europe, il ne faut pas oublier que d'autres se développèrent dans le même temps sur d'autres parties du globe. Il en fut de très avancées en Chine et dans l'Inde. Lorsque Christophe Colomb et ses successeurs furent en Amérique, ils trouvèrent chez les Indiens une civilisation remarquable et un art très développé qui leur méritaient un autre sort que l'extermination barbare poursuivie contre eux.

L'avènement du Christianisme entraîna pour une très longue période la décadence de l'art dans tous les pays où il se répandit. « La barbarie dans l'art précéda les barbares » (G. Boissier). « Cette religion des prolétaires révoltés qui débuta, au cri de l'apôtre Paul, resta longtemps fidèle à ses origines par sa haine de la science, toujours qualifiée de « fausse » et de « prétendue », et par son impuissance à se manifester sous une forme artistique autre que la véhémence oratoire » (E. Reclus). On dit d'abord de Jésus, puis de sa mère, qu'ils avaient été laids, condamnant ainsi en leurs personnes le culte de la beauté. Jusqu'en plein moyen-âge, des conciles réprouvèrent l'art et les artistes. Les pères de l'Eglise lancèrent contre le théâtre des condamnations qui pèsent encore sur lui. « L'art dit chrétien fut, en réalité, purement païen jusqu'à l'époque où l'hérésie força les portes de l'Eglise » (E. Reclus). Avec le concours des empereurs du bas-empire romain et celui des barbares, le Christianisme apporta la dévastation dans l'œuvre artistique de l'antiquité. Constantin ordonna de détruire les temples et les statues. « Dans toute l'étendue de l'empire, le marteau, le pic retentissent. Des légions sont envoyées contre des pierres » (E. Quinet). On ne respecta que les édifices et les statues pouvant servir à la nouvelle religion, celle-ci s'adaptant aux formes païennes, particulièrement aux fêtes, pour s'attacher plus facilement les populations. Un siècle après, le Christianisme s'étant définitivement implanté, Théodose II commanda la destruction de tous les temples et sanctuaires païens « s'il en restait encore ». Le visigoth Alaric, devenu chrétien, après avoir reculé devant le Parthénon, mit le feu au temple d'Eleusis et détruisa Rome en 410, faisant dire à Saint Jérôme : « Le flambeau du monde s'est éteint et, dans une seule ville qui tombe, c'est le genre humain tout entier qui périt. » Au siècle suivant, le pape Grégoire « le Grand » fit brûler la bibliothèque du Palatin, détruire les derniers monuments de Rome et chasser les derniers savants. « Le paganisme ayant disparu, l'Eglise nouvelle resta assise sur des ruines » (E. Quinet). « Lorsque les Chrétiens arrivèrent au pouvoir, ils ne conservèrent, outre ce que le hasard épargna, que les livres nécessaires à l'enseignement scolaire... Toute la poésie latine, d'Ennius à Sidoine Apollinaire, tint en deux volumes in-folio, mais presque tout le second tome est donné aux poètes chrétiens. Les Grecs n'ont

pas été moins maltraités. Antoine avait fait cadeau à Cléopâtre de la bibliothèque de Pergame qui se composait de deux cent mille ouvrages grecs à un seul exemplaire : la littérature grecque, dans l'édition Didot, tient en soixante volumes ; on y ajoutera, sans beaucoup grossir le nombre des feuillets, tel traité d'Aristote, Hérondas, Bacchylide » (R. de Gourmont). La bibliothèque de Cléopâtre fut détruite avec celle d'Alexandrie dont elle faisait partie, lorsque cette ville fut saccagée par les moines qui se livrèrent en Egypte aux mêmes destructions que dans les autres parties de l'empire romain.

On a prétendu que, durant le moyen-âge, c'étaient les moines, les bénédictins en particulier, qui s'étaient appliqués à l'étude, à la transcription et à la conservation des manuscrits de la littérature antique. On a fait bénéficier ainsi les religieux ignorants et fanatiques du moyen-âge, qui, souvent, ne savaient pas lire, de la réputation d'érudition de ceux des ^{xvi^e} et ^{xviii^e} siècles. La plus riche bibliothèque religieuse de l'époque, celle de Clairvaux, ne comptait, en 1472, que 1.714 volumes. Il n'y avait que 97 ouvrages en 1297, à Notre-Dame de Paris. Cent ans avant, la bibliothèque des Fatimites, au Caire, possédait deux millions et demi de volumes. Lorsque Boccace visita la bibliothèque du mont Cassin, au ^{xiv^e} siècle, il n'y trouva guère que des livres mutilés. Les moines en faisaient des psautiers pour les femmes et les enfants, après les avoir râclés et coupés. Les ouvrages grecs étaient particulièrement poursuivis par l'Eglise. Au ^{xvi^e} siècle, elle faisait encore brûler les livres grecs de Rabelais et envoyait Etienne Dolet au bûcher pour avoir eu l'audace d'imprimer la traduction de deux dialogues attribués à Platon. Enfin « le recul immense de la pensée qui se produisit avec le triomphe du catholicisme barbare sur la civilisation gréco-latine se manifesta surtout par l'étrange distorsion de tout ce qui est histoire et géographie : les temps, les lieux, tout ne se voit plus qu'à travers un brouillard d'illusions et de confusion, même de mensonge et de perversité. Tous les travaux des astronomes et mathématiciens grecs sont oubliés, niés ou bafoués. Les moines n'ont d'autre souci que de cuisiner la « géographie chrétienne », c'est-à-dire les restes de la science des anciens grossièrement accommodés à la religion révélée » (E. Reclus).

Un foyer très réduit de l'ancienne civilisation avait persisté, malgré tout, en Grèce. Elle le transmit, avec sa langue et l'industrie de ses artisans, à Constantinople, qui devint, sous le nom de Byzance, la nouvelle Rome et la capitale de l'empire d'Orient. Il s'y forma l'art byzantin qui se répandit en Italie, puis en France, où il contribua à la naissance de l'art ogival. Mais la pensée fut persécutée par les empereurs d'Orient et Justinien fit fermer l'école d'Athènes en 509. Ce qui restait des œuvres grecques fut sauvé par la fuite des philosophes qui se réfugièrent en Perse. « C'est dans les traductions persanes d'Aristote et des autres écrivains que les Arabes retrouvèrent la science hellénique » (E. Reclus).

« La civilisation arabe fut pour beaucoup de peuples conquis une véritable libération et coïncida pour nous avec l'apport des manuscrits grecs, avec le renouveau de la science hellénique dans la nuit du moyen-âge » (E. Reclus). Cette science fut enseignée par les Arabes dans leurs écoles. Ils l'apportèrent jusqu'en Espagne, suscitant en Occident la première Renaissance. Pour l'Espagne, ce fut l'époque où elle fut le plus libre. Elle connut alors une civilisation qu'elle n'a plus retrouvée. Les Arabes y fondèrent de magnifiques bibliothèques. Soixante-dix étaient publiques. Celle de Cordoue comptait six cent mille volumes superbement reliés. Ils multiplièrent les travaux d'irrigation, firent faire de grands progrès aux mathématiques, à l'astronomie, aux sciences

physiques, à la navigation. Leurs monuments, mosquées et palais, sont ceux de la plus belle architecture que le pays ait connue.

La formation de l'empire éphémère de Charlemagne, qui représenta « un reflux du monde latinisé des Gaules contre la barbarie germanique » (E. Reclus), amena une médiocre renaissance latine. La belle langue s'était corrompue ; les derniers auteurs, Sidoine Apollinaire et Grégoire de Tours, écrivirent dans un latin barbare. Une nouvelle littérature, appelée « chevaleresque », se produisit. Ses héros principaux furent Roland, pour le cycle de Charlemagne, et Arthur, pour le cycle gallois ou breton. Ces poèmes guerriers, écrits dans des dialectes informes, célébraient les grands coups d'épée, l'orgueil des races conquérantes, les aspirations de celles qui avaient été vaincues.

La pensée et l'art ne retrouvèrent la vie que très lentement, avec la liberté que les communes conquièrent peu à peu. La vie municipale réussit à échapper au joug féodal, les écoles et les universités à se dégager de la tutelle ecclésiastique. Des centres universitaires se créèrent dans toute l'Europe occidentale et manifestèrent un esprit nouveau. Les professeurs allèrent de plus en plus vers la philosophie « l'influence d'Aristote finit par l'emporter sur celle de saint Augustin » (E. Reclus). Cet esprit de liberté influença même la littérature chevaleresque des poèmes épiques et de la poésie lyrique. Il fut encore plus vif dans la littérature populaire des fabliaux et des contes, dans les satires des laïques, les prédications des hérésiarques et enfin dans l'art des cathédrales.

C'est cet esprit, et non l'élan de la foi, qui dégagea les cathédrales des lourdes voûtes mérovingiennes pour lancer si hardiment leurs flèches vers le ciel, car, « quoiqu'on en dise, l'art implique par sa naissance même un état social dans lequel ont surgi des préoccupations nouvelles bien différentes de la naïve croyance... Les merveilleux édifices de la période romane et des siècles de l'ogive nous racontent, non la puissance de la religion, mais, au contraire, la lutte victorieuse que l'art, cette force essentiellement humaine, a soutenue contre elle... C'est une redite absurde qui attribue l'art ogival à la foi... Les cathédrales sont belles parce que les architectes, ouvriers et peintres avaient fui l'abominable dogme dans la joie de la beauté » (E. Reclus). Les bâtisseurs de cathédrales ont multiplié dans leurs sculptures les manifestations de l'indépendance d'esprit de leur temps, de même que les conteurs dans leurs fabliaux. Les gens d'église étaient souvent représentés dans les figures grimaçantes et en postures indécentes qui ornaient les monuments ; ils étaient encore moins ménagés que les barons. La nature tenait une large place dans cette ornementation par les représentations de fleurs et d'animaux. Le naturisme voisinait avec la foi naïve. Il faisait dire à saint Bernard : « Si nombreuse et si étonnante paraît partout la diversité des formes, que le moine est tenté d'étudier bien plus les marbres que les livres, et de méditer ces figures bien plus que la loi de Dieu. » Saint Bernard était loin de ces mystiques qui ont voulu voir dans chaque pierre des cathédrales un verset de la Bible.

« Les documents anciens constatent que l'église était l'édifice de tous, le lieu d'assemblée populaire aussi bien pour les fêtes et les cérémonies civiles que pour les rites religieux » (E. Reclus). C'est ainsi qu'en France le théâtre naquit dans l'église. Si le clergé parvint à faire réserver ces monuments aux services religieux, ils n'en furent pas moins les premières maisons du peuple, les lieux où il était chez lui et exprimait sa vie collective. Les cathédrales réunirent la maison communale, le marché public, l'hôtel des corporations, le grenier et le magasin à laines, qui avaient chacun sa

place dans les différentes chapelles. Aussi furent-elles l'orgueil en même temps que l'œuvre des Communes. « Pas un communier qui ne retrouvait, dans le bel ensemble de l'édifice, la partie où son propre idéal de beauté avait pris sa forme matérielle. » (E. Reclus). Elles s'agrandirent et s'embellirent tant que les Communes furent prospères. Leur art finit avec la liberté des Communes, lorsqu'elles succombèrent sous les coups du pouvoir royal.

En même temps que les cathédrales s'élevaient, la langue se formait au XIII^e siècle, la France avait deux langues, celles d'oïl et celle d'oc, également aptes à l'expression de la plus belle littérature. Dans celle d'oïl, ou du Nord, qui est devenue le français, écrivirent alors Rutebeuf, G. de Lorris, Jean de Meung, Villahardouin, Joinville, puis Charles d'Orléans et Villon. Après avoir été la langue incomparable de Rabelais et de Montaigne, elle fut châtée, au nom du « bon goût », de ce qu'elle avait de plus vivant et de plus populaire pour former le langage académique du XVII^e siècle. Sa littérature, disparue en grande partie, fut méprisée des pédants qui dirent avec Boileau : « Enfin Malherbe vint... » On aurait dû dire plutôt : « Hélas ! Malherbe vint ! » Mais l'hypocrisie grandissante des mœurs avait de plus en plus besoin de beau langage comme de beaux habits pour parer le mensonge des sentiments comme pour cacher la crasse des corps qu'on ne lavait plus. La langue d'oc, ou du Midi, était celle de la brillante poésie provençale. Elle était si parfaite que Dante hésita entre elle et celle de son pays pour écrire la *Divine Comédie*. Usitée par un peuple « hérétique », elle vit son essor littéraire arrêté par la croisade des Albigeois.

Le XIII^e siècle fut le premier siècle littéraire de la France et, malgré l'avis de Boileau, le plus beau en raison du caractère populaire et de la variété de ses productions. Cette littérature plongea ses racines dans le peuple. Comme les cathédrales, elle fut le produit d'une vaste pensée anonyme, d'un immense travail collectif qui s'adressait à tous. « On sent dans toute cette période la fraîcheur et la vie débordante d'un début de printemps ; il y a des chants dans l'air et les bourgeois éclatent de tous côtés. » (J. Mortensen). La population communale, qui se réunissait dans les cathédrales à certaines heures pour discuter de ses intérêts, se retrouvait aussi sur leur parvis pour les représentations des *mystères*. Ces spectacles, qui avaient de très nombreux personnages et dont les acteurs étaient pris dans la population, duraient parfois plusieurs jours suspendant toutes les autres formes de l'activité générale. Quoique composés sur des sujets religieux, les *mystères*, comme les sculptures des cathédrales, s'inspiraient d'un naturalisme sans réserves. Avec le réalisme le plus ingénu, Adam et Eve se montraient dans leur nudité d'avant le péché et on représentait l'accouchement de Marie, mère de Jésus. Les acteurs mêlaient aussi au texte les digressions les plus imprévues sur des sujets intéressants la vie communale. La chute des communes devait marquer le déclin, puis la fin, de ce théâtre populaire comme de toute la littérature qui avait la même inspiration, et de l'art des cathédrales. L'art « savant », qui serait de plus en plus étranger au peuple commençait avec la montée du pouvoir royal absolu.

Ce qu'on appelle *Renaissance*, en appliquant ce terme au mouvement de la pensée et des arts qui eut son plein épanouissement au XV^e et XVI^e siècles, ne fut pas une production spontanée. Ce mouvement vint des savants et non du peuple ; il fut artistique et non social, bien que ses fins fussent l'émancipation de l'individu. Il avait été longuement préparé par tous les éléments qui avaient résisté à la destruction de l'antiquité et manifesté déjà leur activité dans toutes les occasions favorables. Le temps de Charlemagne, les invasions arabes et l'effort de liberté des Communes furent les

principales de ces occasions et les périodes de pré-Renaissance. Dès le XIV^e siècle, la Renaissance commença en Italie, pour « ramener la pensée moderne dans les voies ouvertes par les grecs aux libres recherches de l'esprit ». (A. Castelnau). « A deux mille ans d'intervalle, on voit également l'homme chercher à réaliser son idéal en force, en élégance, en charme personnel, ainsi qu'à se développer en valeur intellectuelle et en savoir ». (E. Reclus). Si la période des Communes fut remarquable par son œuvre collective, celle de la Renaissance le fut par la valeur des individualités qu'elle fit surgir. Elles exercèrent leur activité dans tous les genres ; elles s'appliquèrent en particulier à reconstituer autant qu'il fut possible les œuvres de la pensée grecque et latine par l'étude et la critique des manuscrits. Florence fut le centre principal de la Renaissance italienne. L'élan artistique y était tel que des artistes y travaillaient malgré toutes les vicissitudes apportées par la guerre étrangère et civile à laquelle ils participaient souvent. Au milieu de toutes les tyrannies politiques, Florence et les autres villes italiennes connurent par la pensée et par l'art un génie qui dépassa leurs limites et se répandit dans toute l'Europe. Ce génie s'étendit jusqu'à la liberté de l'éducation des enfants de toutes les classes sociales, en pleine nature et autant par le jeu que par l'étude. On se rapprocha de la vérité scientifique en s'éloignant de la foi. L'instinct avait guidé les bâtisseurs de cathédrales vers l'humain ; la science dirigea les artistes de la Renaissance dans la même voie. Léonard de Vinci fut aussi grand savant que grand peintre. L'humain triompha même dans les œuvres de caractère religieux. Michel-Ange, qui a sculpté et peint les chefs-d'œuvre du palais des papes, était « le plus païen des artistes... A vivre dans le monde antique, il se fit une âme antique : il fut un sculpteur grec ». (R. Rolland). Les *Noces de Cana*, de Véronèse, sont plutôt la représentation fastueuse d'un banquet de l'académie platonicienne de Fiesole que du récit évangélique. « Les figures sont nobles, pleines de sérénité ; le Christ, humanisé par la Renaissance, rayonne de dignité sympathique (A. Castelnau). Le plus chrétien des peintres, Fra Angelico, qui n'aurait jamais peint le corps humain dans sa nudité, n'oubliait pas pour cela la beauté de ce corps et la montrait dans les lignes des vêtements. L'art, comme les autres formes de la vie, protestait contre un idéal moral « fondé sur l'immolation de la chair et qui est en opposition radicale avec la civilisation ». (A. Castelnau). La Renaissance émancipa la chair du dogme du péché originel et la femme, « être de perdition », put reprendre part à la vie sociale. C'est bien en vain qu'un Savonarole, disciple attardé de saint Paul, fit brûler des tableaux, des instruments de musique et les *Contes* de Boccace ; il fut lui-même envoyé au bûcher par le pape Alexandre VI « pour crime de trop grande ardeur dans son élan vers Dieu. » (E. Reclus). L'humain se rencontrait avec l'admiration de la nature qui n'avait jamais été abandonnée, surtout en Italie. Au XII^e siècle, Joachim de Flore interrompait la messe commencée par un temps de pluie et sortait de l'église avec ses fidèles pour saluer la réapparition du soleil et « contempler la campagne souriante. » (A. Barine). Au temps de la Renaissance, Alberti, un de ses plus grands savants, « dont la douceur magnétique charmait les animaux sauvages, fondait en larmes à la vue d'un bel arbre ou de riches moissons. » (E. Reclus). Comme dit encore E. Reclus : « toute beauté était révélation. » Le sentiment du beau se manifestait dans toutes les formes de la vie et harmonisait les œuvres des hommes, simples artisans ou grands artistes, avec la nature. Enfin, tant de beauté réalisée ne suffisait encore pas dans ce débordement de vie et de savoir, les « utopistes » proposèrent leurs rêves, Thomas Morus, son *Utopia*, Campanella, sa *Cité*

du Soleil, Rabelais, sa *Thélème* où il disait à l'homme : « Fais ce que veux ! » L'ivresse de l'art était telle qu'elle couvrait tout de somptuosité, même les crimes et les atrocités des princes royaux et d'église.

Le même mouvement vers l'épanouissement humain se manifesta en Allemagne où Nuremberg fut la Florence du Nord. Ulrich von Hutten s'écriait alors : « O siècle, ô belles lettres ! Il plaît de vivre, quoi qu'il ne plaise pas encore de se reposer ! » Schmoller a dit, il n'y a pas cent ans : « Sous le rapport de l'art, nous sommes réduits à considérer l'époque du quinzième siècle, si brillante en Allemagne, comme un paradis perdu. » Le besoin d'apprendre s'emparait des populations, des hommes et femmes de tous les âges et de toutes les conditions, attirant les paysans dans les villes. Neuf des universités allemandes actuelles furent fondées dans la deuxième moitié du xv^e siècle. La découverte de l'imprimerie vint faciliter extraordinairement l'œuvre de l'instruction populaire, en permettant la reproduction du livre à l'infini et la conservation des œuvres qui se perdaient trop souvent.

Ce ne fut qu'au xvi^e siècle que la Renaissance se manifesta en France, principalement dans l'architecture et dans la musique. La musique française eut alors une originalité qu'elle perdit au siècle suivant. Les écrivains ne purent s'exprimer qu'au milieu des plus grands dangers et tous ceux qui se tournèrent vers les idées nouvelles furent menacés du bûcher. Les « docteurs en Sorbonne » y envoyaient les gens comme les livres. On n'en a pas moins donné à François I^{er}, par flatterie, le titre de « Protecteur des sciences et des arts. » En 1534, il voulut supprimer l'imprimerie et, en 1546, il laissa brûler vif Etienne Dolet. Dans le domaine de la pensée se produisirent Rabelais, Montaigne et La Boétie.

En Angleterre, la Renaissance se manifesta surtout au théâtre avec Shakespeare, le plus grand écrivain dramatique de tous les temps.

L'Eglise n'avait pu empêcher le grand mouvement d'idées qui fit la Renaissance et amena contre elle la Réforme, particulièrement en Allemagne. Elle l'empêcha en partie en Italie et en France. En Espagne, elle réussit si bien à l'étouffer qu'elle détermina une décadence dont ce pays ne s'est jamais relevé. Les écrivains et les artistes, Cervantès, Lope de Vega, Calderon, Velasquez, Murillo, qui furent les plus grands de l'Espagne, n'échappèrent aux persécutions qu'en aliénant leur liberté et en devenant des « familiers » de l'Inquisition. Camoens mena la vie la plus misérable pour s'être refusé à cette capitulation. L'Inquisition régna sans partage en Espagne après que les Maures en furent partis. Ses premiers gestes furent de brûler les bibliothèques en même temps que les juifs et tous ceux qui ne voulaient pas la servir, de fermer les écoles et les bains. Les monuments de l'art arabe furent détruits ou défigurés par d'affreux maquillages que « l'art jésuite » devait répandre par la suite dans tous les pays.

La Renaissance se prolongea dans les Flandres avec Rubens et son école, suivis de peintres hollandais du xvii^e siècle. L'œuvre de Rubens fut l'apothéose du grand élan de la Renaissance vers la vie, la couleur et surtout l'exaltation de la chair délivrée de toutes les macérations mystiques. L'esprit de la Renaissance avait tellement dégagé Rubens des préjugés orthodoxes qu'il a fait figurer un nègre parmi les élus de son *Jugement dernier* qui est au musée de Munich.

Malgré toutes ses réalisations qui en font la plus grande époque d'art des temps modernes, la Renaissance fut un avortement. Elle avait fait naître de grands espoirs dans la libération de l'esprit humain et l'émancipation de l'individu avec celle subséquente de l'art ; elle ne les réalisa qu'en partie, ayant écarté de ce rêve d'humanité un nombre d'hommes toujours

plus grand. Les penseurs et les artistes, qui n'étaient plus des anonymes, dont la valeur individuelle était mise en évidence, constituèrent une aristocratie de plus en plus renfermée dans un esprit de caste et dédaigneuse du peuple. La pensée et l'art abandonnèrent peu à peu les sources populaires et la nature pour suivre des règles d'écoles bornées et arbitraires. Ils allaient devenir de plus en plus l'expression d'une classe, l'attribut d'un pouvoir absolu et de ses satellites.

Une autre cause d'avortement de la Renaissance fut la Réforme, née pourtant de ses efforts pour trouver la vérité dont l'esprit humain avait soif. Mais la Réforme n'ayant recherché la vérité que dans les préjugés religieux, limita et dévoja cette recherche. Pour Luther comme pour l'Eglise catholique, la Raison était « la prostituée du diable ». Le peuple, déjà abandonné par les penseurs et les artistes, fut livré à un fanatisme que surexcitèrent les rivalités de l'ancienne religion et de la nouvelle. La même fureur les jeta l'une contre l'autre et le catholicisme de combat opposa les Jésuites aux Réformés. Les guerres qu'ils provoquèrent eurent les plus funestes conséquences. En Allemagne, particulièrement, où la Réforme ramena le servage, les dissensions religieuses aboutirent à la Guerre de Trente ans qui épuisa le pays. Ce fut une réaction contre l'esprit de liberté, la domestication des individus et l'arrêt de tous les progrès. La Renaissance de l'art allemand, si brillante avec Dürer et les Holbein, fut terminée au milieu du xvi^e siècle. « La Réforme la tua comme elle avait tué la renaissance littéraire » (V. Duruy). L'art allemand allait devenir religieux et sans vie ; « c'était peut-être une prière, ce n'était plus un art. » (V. Duruy). « La Réforme, c'est-à-dire le retour strict vers la foi, fut la destruction de l'art. » (E. Reclus). Protestants et catholiques furent, par des voies différentes, ennemis de l'art. Il fut banni des temples où rien ne devait distraire de la pensée de Dieu. Par contre les Jésuites voulurent le rendre plus séduisant pour attirer les foules dans les églises. Ils l'enlaidirent et le pervertirent pour aboutir progressivement à « l'art religieux » d'aujourd'hui, celui des boutiques de St-Sulpice et de l'architecture de la basilique de Lourdes « qui relève d'une esthétique de marchand de bouchons. » (J. K. Huysmans).

La réaction sociale, d'où sortit le pouvoir absolu de la royauté, arriva à donner comme but à l'art la divinisation du Roi-Soleil. C'est à ce fétichisme que s'est appliqué ce qu'on a appelé « le Siècle de Louis XIV ». Certes, ce fut une époque où l'on vit en France de grands artistes, surtout de grands écrivains, mais qui s'employèrent à un art de plus en plus conventionnel, emprisonné au théâtre par la règle des trois unités, préoccupé des convenances du « bon ton », réduit enfin à un roi qui renchérissait sur ses prédécesseurs dans la persécution de la pensée. Jamais l'art ne fut complètement séparé de la nature et de l'humanité que pendant cette période, appelée *classique*, où il ne s'adressa plus qu'à quelques centaines d'individus composant la cour. Pour ces individus, les nobles qui allaient à la guerre en habit de cour avec leurs maîtresses, leurs cuisiniers et leurs coiffeurs, Eschyle, Sophocle et Euripide furent taillés comme les arbres des jardins de Le Nôtre et coiffés de perruques. Les nobles, « bien nés » et au cœur « sensible », n'auraient pu supporter les brutales horreurs de la tragédie antique, mais ils restaient indifférents aux cruautés de la guerre du Palatinat et des dragonnades comme à la vie misérable du peuple, réduit à l'état de ces galériens dont Puget a traduit la souffrance dans la pierre, ou de ces animaux que La Bruyère a dépeints errants dans les campagnes. Le même caractère conventionnel s'imposa aussi dans les beaux-arts. Si les cathédrales avaient été au moyen-âge l'œuvre de l'élan populaire,

Versailles fut construit au milieu des malédictions soulevées par l'orgueilleux despotisme dont il était le monument. Le plus grand des sculpteurs français, Pierre Puget, n'était pas à son aise dans ce Versailles. Il préférerait se voir parmi le peuple et les forçats de Marseille et de Toulon. A cette époque, Lebrun fonda l'*académisme* qui pèse encore si lourdement sur l'art français, malgré l'indiscipline des plus grands artistes du XIX^e siècle. Vauban inaugura la laideur de l'architecture militaire en lui enlevant l'esthétique des anciens châteaux-forts.

Dès la fin du règne de Louis XIV, le classicisme fut à son déclin avec la *querelle des anciens et des modernes*. Les modernes protestaient contre des règles répondant trop à des besoins artificiels. On avait besoin de retourner à la nature. Le développement des idées philosophiques, durant le XVIII^e siècle donna un grand essor à la pensée, mais la littérature et les beaux-arts ne rompirent pas avec le classicisme. Voltaire, qui eut tant d'audace dans ses œuvres philosophiques et ses romans, en resta prisonnier dans ses médiocres tragédies. Il condamna Shakespeare au nom du « bon goût ». Marivaux et Beaumarchais apportèrent quelque nouveauté au théâtre. Dans la peinture, Watteau se dégagea le premier de l'académisme, mais, ainsi que les autres peintres du siècle, il resta prisonnier des formes élégantes et puériles à la mode de Trianon. Rameau chercha à soustraire la musique à l'influence italienne souveraine alors dans toute l'Europe, même en Allemagne où de grands musiciens s'étaient manifestés depuis plus de cent ans.

Le XVIII^e siècle fut grand par le mouvement des idées et la conquête de la liberté de pensée et de parole qui aboutirent à la Révolution. Ce n'est pas la faute de Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot et de tous les Encyclopédistes si cette révolution est à recommencer, le peuple n'ayant pas encore compris, malgré l'exemple fourni par la fortune des maîtres qu'il a eus depuis 1789, que la liberté se conquiert et ne se donne pas. Il semblait pourtant que la raison humaine, fortifiée et enrichie depuis l'antiquité par deux mille ans d'expérience et de connaissances nouvelles, était devenue si solide sur ses bases que rien ne pourrait plus lui faire échec. Il y eut d'abord la guillotine pour démentir la fraternité nationale, puis il y eut Bonaparte pour enterrer si bien la liberté, la justice et la fraternité universelles que, cent ans après lui, elles sont plus que jamais en question. Et l'art, dont le sort ne peut être séparé de celui du peuple, a subi les mêmes vicissitudes que lui.

La bourgeoisie triomphante transféra à son profit, sous de nouvelles formes, les abus du passé. Elle comprit mieux que l'ancienne noblesse la nécessité du savoir pour maintenir ses privilèges. Les découvertes scientifiques étendaient à l'infini le champ des connaissances humaines ; elle l'ouvrit largement en s'efforçant de s'annexer pour la servir ceux qui acquerraient ces connaissances. Elle fonda de grandes écoles où elle organisa l'enseignement dans son intérêt de classe. Elle forma des légions de fonctionnaires dûment brevetés et estampillés pour représenter hiérarchiquement la science officielle. Par la centralisation étatiste elle créa la centralisation artistique. Elle fit ainsi un art à son image et à son service. Adoptant pour son enseignement toutes les traditions qui ne pouvaient troubler l'ordre établi et la somnolence de ses fonctionnaires, elle imposa le *pompierisme* dont un président de la République, M. Jules Grévy, a donné cette formule définitive : « Pas de chefs-d'œuvre, mais une bonne moyenne, c'est ce qui convient à notre démocratie. » Jamais l'art officiel ne fut aussi dépourvu d'art. Si le XIX^e siècle fut riche en valeurs intellectuelles et artistiques, ce fut malgré la classe dirigeante et en dehors d'elle,

sinon contre elle. Toutes eurent à lutter contre la malveillance officielle et l'incompréhension des prétendues « élites ». Non seulement le véritable esprit de liberté fut persécuté avec Michelet, Quinet, avec les victimes de 1848, de 1851, et de 1871, mais il n'est pas de novateurs, dans tous les domaines de la pensée et de l'art, qui n'aient été poursuivis par la sénilité académique et ses complices de l'opinion. Aujourd'hui encore, après que la peinture a été renouée par les Delacroix, Courbet, Corot, Daumier, Manet, Renoir, Cézanne, qui sont plus prophètes à l'étranger que dans leur pays, l'Académie ne trouve à imposer pour ses concours que des sujets comme celui-ci : « Saint Antoine étant mort au désert, deux lions creusèrent sa tombe et deux anges vinrent le dévêtir et l'ensevelir. » (Prix de Rome en 1921.)

L'art arriva quand même à faire marcher malgré elle, mais bien derrière lui, cette vieille machine étatiste. D'abord, le despotisme de Bonaparte qui ne tolérerait que ce qui célébrait sa gloire, maintint au début du XIX^e siècle les formes et l'esprit du classicisme. Le peintre David et son école en furent les représentants. Mais dès que Bonaparte fut disparu, une vie nouvelle se manifesta dans l'art malgré les résistances académiques. Ce fut la période *romantique*. Par réaction contre le classicisme, le romantisme ressuscita le moyen-âge sans pour cela l'étudier et le comprendre véritablement. Il découvrit Shakespeare et aussi l'Allemagne, celle des vieux châteaux-forts et des burgraves, et celle plus humaine et autrement admirable de Goethe, de Schiller et de Beethoven. Il apporta la liberté dans tous les genres, renversant toutes les règles du classicisme. Il se dessécha, parce qu'à l'image de la bourgeoisie il manqua de naturel, perdit l'enthousiasme, la générosité, et fut souvent plus cabotin qu'artiste. Il s'enferma dans « l'art pour l'art » où le continuèrent les *Parnassiens*, moins exubérants mais aussi bourgeois. Les *symbolistes* suivirent, d'où sortirent les anarchistes intellectuels que les menaces des « lois scélérates » dispersèrent dans des sinécures plus ou moins académiques.

Avec la révolution de 1848, le socialisme, c'est-à-dire « la lutte pour l'établissement de la justice entre les hommes » (E. Reclus), entra dans l'histoire. Il engendra le *naturalisme*, qui voulut réagir contre la littérature et l'art bourgeois, et produisit l'*impressionisme*. Le naturalisme eut une belle période, mais il ne fut plus qu'une forme nouvelle de l'esprit bourgeois, lorsque ses représentants s'assagirent suivant l'évolution des politiciens qui ont fait du socialisme un parti de gouvernement de plus en plus indifférent à « la justice entre les hommes ». On essaya de faire un *art social* au moment de l'affaire Dreyfus, lorsque le peuple fut sollicité « pour la justice » ; mais le peuple et ceux qui voulaient bien « l'éduquer » ne parlaient pas la même langue et, lorsque l'heure de « la justice » fut arrivée, on se sépara comme on s'était rencontré. Les travailleurs étaient d'ailleurs détournés de l'art par les conditions matérielles de leur existence et par le conflit, de plus en plus aigu, entre le Capital et le Travail.

D'autres écoles, depuis le *naturalisme* jusqu'au *futurisme*, ont eu des existences plus ou moins éphémères. La plupart sont mort-nées. Aujourd'hui, on en est au *dadaïsme*, à l'*unanimisme* et au *surréalisme*.

Tous les genres de l'art ont été influencés par les différents courants du XIX^e siècle et ont produit des œuvres plus ou moins remarquables, sauf l'architecture. Cet art a plus besoin que tout autre d'inspiration collective pour se manifester dignement, aussi n'a-t-il rien présenté de vraiment nouveau depuis la Renaissance. En France, l'individualisme qui sévit de plus en plus dans la vie sociale a aggravé encore sa stérilité.

Le grand souffle d'une vie nouvelle et les réalisations largement humaines que la Révolution avait annoncés ont donc manqué au XIX^e siècle ; ils manquent encore

depuis. Le monde a été occupé par la lutte entre les éléments du passé, renouvelés et devenus plus puissants, et ceux de l'avenir, toujours hésitants, cherchant leur voie et divisés. Dans l'Europe entière, les mêmes causes ont produit les mêmes effets. Les impérialismes qui ont réussi à dominer les peuples et à déchaîner la guerre de 1914, ont remis en cause toute l'œuvre de la civilisation. L'humanité ne travaille plus que pour l'insatiable Finance devenue le Moloch de ce temps. L'art n'est plus que l'apothéose du Riche dans la glorification de ses turpitudes. Dernière convulsion d'une société esthétiquement épuisée, il relève le plus souvent de la pathologie. Il est devenu la forme la plus excentrique et la plus cynique de ce « business » par lequel on « se débrouille ». Rien n'est honteux comme le pufisme de certains qui s'intitulent « artistes ».

Depuis longtemps, pour satisfaire leur besoin d'art, les travailleurs réduits à faire le « business » des autres, n'ont plus que l'abrutissement du cabaret, appelé pompeusement « le salon du pauvre » par les démagogues, l'ordure des cafés-concerts, la niaiserie sans littérature des romans-feuilletons. On a ajouté le cinéma, rendu aussi stupide que possible, puis les combats de boxe et les courses de taureaux. Le peuple, appelé « Souverain », du xx^e siècle retrouve, dans les taudis empoisonnés où les maladies sociales dévorent ceux que la guerre a épargnés, et dans les cirques, l'existence et les joies qui étaient celles de la plèbe romaine : *Panem et circenses* !...

Quand on pense aux grandes époques de civilisation et d'art du passé et qu'on voit combien la nôtre leur est inférieure, comparée surtout à ce qu'elle pourrait être par les moyens scientifiques dont elle dispose, on se dit que le monde est aujourd'hui bien malade. Plus que de richesses, car il en a trop et trop mal employées, il a besoin d'équilibre, de santé physique, intellectuelle et morale. L'art en a autant besoin pour prendre enfin sa vraie place dans la vie et réaliser avec le travail une véritable humanité.

On a donné de l'art proprement dit, c'est-à-dire de l'art considéré dans ses rapports avec le beau, des définitions très nombreuses et très diverses suivant les conceptions particulières à ceux qui les formulaient. Le plus grand nombre de ces définitions sont philosophiques ou religieuses, basées sur une notion métaphysique du beau qui ne laisse parfois aucune place à la nature. D'autres, au contraire, ne voient l'art et la beauté que dans la nature apparente, visible, et leur refusent toute expression spirituelle au point de leur interdire le domaine des sentiments. Presque toutes ces définitions sont des formules d'écoles, de systèmes, et sont d'autant plus arbitraires qu'elles s'écartent davantage de l'observation exacte et complète de la nature. Non seulement l'art est né de cette observation, comme l'a dit Cicéron, mais c'est par elle qu'il s'est développé en même temps que toutes les connaissances humaines, et c'est en elle seulement que pouvait se faire ce développement.

Il est indispensable, pour se rendre compte du caractère exact de l'art, de se dégager complètement de toutes les théories et d'interroger la nature dans son admirable vérité. Actuellement, nous ne savons encore rien, ou très peu de chose, d'une existence intellectuelle et morale des plantes, encore moins des minéraux. Mais nous connaissons beaucoup de choses concernant les animaux plus proches de nous par leur mobilité, leur langage, leurs mœurs, et qui nous ressemblent autant par leur psychologie que par leur physiologie. Nous savons qu'ils ont, eux aussi, une intelligence et une âme, des sentiments et des passions, une industrie, une science et un art dans lesquels ils nous égalent parfois, et enfin une moralité toujours supérieure depuis que, voulant faire l'ange, suivant le mot de Pascal, l'homme a

fait la plus laide des bêtes. (*Supériorité des animaux sur l'homme*. (Dr Ph. Maréchal.) Nous avons vu, dans la partie précédente de notre étude, la part considérable que l'exemple des animaux a fournie à l'éducation artistique des premiers hommes. Il faut donc, tout d'abord, rejeter cette anthropomorphisme qui empêche de « concevoir pour un être raisonnable d'autre forme convenable que celle de l'homme » (Kant), et veut que l'homme soit l' élu d'une divinité qui a fait la nature pour le servir. Il faut rejeter aussi cette idée, si fatale parce qu'elle fait naître et entretient la haine, que notre race, notre pays, notre famille, des individus que nous avons choisis ou qui se sont imposés à nous, ont été particulièrement désignés par une puissance supérieure pour dominer le monde. Arrivant à l'art, nous nous rendons alors compte que seul un monstrueux abus a pu en faire l'apanage d'une prétendue aristocratie de l'esprit et en a privé la majorité des hommes. Nous devons savoir qu'il n'y a de supériorité que dans les œuvres. Celle d'un simple laboureur, par exemple, est plus utile, plus belle, meilleure que celle de tous les Césars de la terre, et Flaubert a bien marqué la place de la véritable supériorité lorsqu'il a écrit : « J'aimerais mieux avoir peint la Chapelle Sixtine que d'avoir gagné la bataille de Marengo ». L'art est une préoccupation des animaux, peut-être aussi des plantes et des minéraux, tout autant que de l'homme. Il n'a pas été la création de certains hommes supérieurs ou d'une époque plus ou moins avancée dans la civilisation. Il est dans la nature un besoin des êtres, comme la nourriture, l'habitat, la chaleur. Il est aussi arbitraire d'en priver certains hommes que de leur refuser le pain, le logement et la jouissance du soleil. Il n'est pas un être, si déchu soit-il, qui, dans son taudis ou dans sa prison, ne tressaille de joie ou d'espoir en entendant une chanson ou en voyant briller un rayon de lumière.

La définition de l'art, « expression du beau », est insuffisante si on voit seulement dans le beau des aspects extérieurs, des formes, des couleurs, des sons, des mouvements, si on ne considère pas aussi le beau intérieur, celui des sentiments, de la joie, de l'amour, de la justice, qui ne se sépare pas du bien, et le beau intégral qui est tout ce qui tend, dans l'activité générale, à un perfectionnement constant des êtres et de la vie. « Le beau n'est qu'un des octaves de l'immense clavier de l'art », a dit Milsand. Le clavier, c'est la vie tout entière. C'est ainsi que nous arrivons à dire avec E. Reclus, d'après le sculpteur Jean Baffier : « L'ART, C'EST LA VIE ». Cette définition est la plus simple, elle est aussi la plus complète et la plus exacte. L'art, c'est la vie, parce que c'est l'effort des êtres vers une vie toujours meilleure, plus belle, plus heureuse et que toute la vie tend vers ce perfectionnement. C'est pourquoi il n'y a pas d'art dans les œuvres de mort, dans ce qui attente à la liberté des individus et s'oppose à leur mieux-être et à leur bonheur. Il n'y en a pas davantage dans ce qui porte atteinte à la beauté de la nature, dans l'utile qui ne conserve pas des rapports harmonieux avec elle tout en lui demandant ce dont il a besoin. L'utile, et tout le faire en général, ne sont de l'art que s'ils s'emploient pour le beau et pour le bien inséparables dans l'harmonie universelle. Ce qui meurtrit, souille, avilit la vie, quelle que soit sa forme, n'est pas de l'art. J.-J. Rousseau a reproché à la science et à l'art d'avoir corrompu les mœurs. Autant vaudrait reprocher au soleil d'exister parce qu'il éclaire la corruption. Ce ne sont pas la science et l'art qui ont corrompu les mœurs, ce sont les mœurs qui ont fait un mauvais usage de la science et qui ont corrompu l'art. Comme le soleil, ils demeureront plus beaux et plus éclatants quand la corruption aura disparu avec les mœurs qui l'entretiennent.

L'art n'embellit pas seulement la vie de l'homme ; il lui permet d'atteindre à la seule immortalité qui peut-être soit réelle, par les œuvres qu'il laisse et qui parlent encore de lui aux autres hommes des milliers d'années après qu'il a vécu.

« L'impression de la beauté précède le sens du classement et de l'ordre. L'art vient avant la science. » (E. Reclus). C'est pourquoi tant d'êtres non cultivés sentent l'art si profondément, parfois avec une spontanéité, une lucidité que ne possèdent plus ceux dont le jugement a été faussé par des conventions. Une technique est nécessaire pour pratiquer un art, mais il ne faut pas qu'elle soit emprisonnée dans des règles trop conventionnelles qui détournent l'art de ses véritables fins. Or, toutes les écoles ont plus ou moins appliqué des lois arbitraires. « La première règle de l'art, comme de toute vertu, est d'être sincère, spontané, personnel. » (Ruskin). Pour cela, il faut qu'il soit libre. « La liberté est l'atmosphère de l'art. » (Baudrillard). Ce n'est que dans la liberté qu'il peut s'épanouir pleinement, dans la liberté de ceux qui le produisent comme de ceux qui le goûtent, loin de toute contrainte dirigeante. Comme les hommes libres, l'art n'a pas de patrie. « La littérature nationale, cela n'a plus aujourd'hui grand sens ; le temps de la littérature universelle est venu, et chacun doit aujourd'hui travailler à hâter ce temps », disait Goethe. L'art n'a pas davantage de religion. « Beethoven répondait à un ami qui invoquait Dieu : *O homme, aide-toi toi-même !* » (R. Rolland). Les véritables artistes sont des forces de la nature. Comme les Grecs, ils ne voient de divinité que dans la vie qui les entoure, à laquelle ils participent intensément, et dans les moyens qu'elle leur donne de perfectionner leur œuvre. Homère, Rabelais, Michel Ange, Shakespeare, Beethoven, ne sont pas d'une époque, d'un temps, d'une religion, d'une école. Ils les dominent tous, ils appartiennent à l'univers et à tous les temps. L'art ne peut pas être isolé dans la vie, ne vivre que par lui-même et pour lui-même. Pour qu'il prenne son entier développement et atteigne sa suprême expression, il faut qu'il collabore avec toutes les formes de la vie et qu'il soit dans toutes les préoccupations humaines.

L'art doit être *social* dans le sens le plus complet du terme. « Le principe de cet art doit être que la vie est bonne et que ses manifestations sont belles. Les laideurs sont le produit de l'état social. Pour rendre à la vie sa beauté, il faut donc que l'art à son tour aide à transformer la société et c'est ainsi que tout art social devient un art révolutionnaire. » (B. Lazare). Il ne pourra participer à cette œuvre et atteindre tout son développement, toute son expression, que « lorsque les savants, les artistes, les professionnels instruits engagés dans les multiples entreprises auront cessé d'être, comme ils le sont presque tous de nos jours, les serviteurs à gages des princes et des capitalistes et que, reprenant leur liberté, ils pourront se retourner vers le peuple des humbles et des travailleurs pour les aider à bâtir la cité future, c'est-à-dire à constituer une société qui ne comporte ni laideur, ni maladie, ni misère. » (E. Reclus). Alors, se dressera pour tous les hommes la véritable « Maison du Peuple ». Elle sera « autrement belle que ne le fut un palais du roi à Persepolis, Fontainebleau, Versailles ou Sans-Souci, car elle devra satisfaire à tous les intérêts, à toutes les joies, à toutes les pensées de ceux qui jadis étaient la foule, la cohue, la multitude, et que la conscience de leur liberté a transformés en assemblée de compagnons. D'abord le palais sera de très vastes proportions, puisqu'un peuple se promènera dans ses cours, se pressera dans ses galeries et dans les allées de ses jardins ; d'immenses dépôts y recevront les provisions de toute espèce nécessaires aux milliers de

citoyens qui s'y trouveront réunis les jours de travail et de fête ; le « pain de l'âme » sous forme de livres, de tableaux, de collections diverses ne sera pas moins abondant que le pain du corps dans les salles de la maison commune, et toutes prévisions pour bals, concerts, représentations théâtrales devront être amplement réalisées. La variété infinie des formes architecturales répondra aux mille exigences de la vie ; mais cette diversité ne devra point nuire à la majesté et au bel ensemble des édifices. C'est ici le lieu sacré où le peuple entier, se sentant exalté au-dessus de lui-même, tentera de diviniser son idéal collectif par toutes les magnificences de l'art et de l'art complet qui suscitera tout le groupe des Muses, aussi bien les plus graves, précédant à l'harmonie des astres, que les plus légères et les plus aimables, enguirlandant la vie de danses et de fleurs. » (E. Reclus.) — Edouard ROTHEN.

ARTISAN n. m. (de l'italien *artigiano*, artisan). — L'artisanat, qui fut prospère jadis, a presque totalement disparu, étouffé par le machinisme moderne. L'artisanat était la méthode de l'artisan laborieux, ouvrier probe et adroit, qui travaillait son œuvre avec amour. L'artisan travaillait lentement peut-être mais son ouvrage était solide et fin et achevé. Pourrait-on en dire autant de tous les objets manufacturés d'us d'aujourd'hui ? Le machinisme de plus en plus perfectionné des usines et des ateliers est certainement une preuve de progrès, mais ce progrès est mal compris lorsqu'on se hâte de produire toujours plus vite et qu'on dédaigne les modestes initiatives du travailleur. Il faut perfectionner l'outillage, c'est entendu, mais il ne faut pas en profiter pour considérer l'ouvrier comme un outil secondaire. Il faut que tout en tenant compte du progrès on en revienne à l'esprit de l'artisanat : faire de l'ouvrier un artiste qui aime son travail et qui n'ignore rien de son métier.

ARTISANAT. — Etat de l'homme qui exerce un métier manuel, nous dit le dictionnaire officiel. Est-ce bien cela ? Pas précisément.

L'artisanat est plutôt la forme prise par la production à certaines époques jusqu'à l'apparition de l'industrie ou de l'exploitation d'une entreprise quelconque selon les formes modernes. Il y a des artisans depuis les temps les plus reculés. Il y en a encore dans nombre de pays et dans certaines branches de la production.

Les découvertes archéologiques faites presque chaque jour en Egypte, en Palestine, dans tous les pays de civilisation ancienne, prouvent que l'artisan a, autant dire, toujours existé.

Maintenant, on donne plus communément le nom d'artisan au producteur qui travaille seul et n'exploite par conséquent personne. C'est ce qui caractérise de nos jours l'artisanat. On peut donc trouver l'artisan dans toutes les branches de l'activité humaine : culture, industrie, art, science, littérature, etc.

Toutefois, pour serrer de plus près la réalité, il convient de ne voir réellement un artisan, dans le sens usuel et général du mot, que dans l'homme qui exerce une profession réellement industrielle à peu près partout et qui, cependant, continue à exercer une activité qui lui permet de vivre par ses propres moyens en travaillant seul.

C'est le cas de quelques tisserands installés à la campagne qui se servent encore des vieux métiers à bras ; c'est également le cas des dentellières du Nord de la France, de la Belgique, etc., des tapissiers d'Aubusson, des horlogers du Jura Français ou Suisse, des fabricants de jouets rustiques de la Suisse, de l'Italie et de la Russie.

L'artisanat a correspondu à une période de civilisation. Il a, peu à peu, disparu. Il n'en reste que quelques vestiges qui peuvent d'ailleurs résister longtemps en raison des conditions de vie de ceux qui n'exercent l'artisanat que d'une façon saisonnière, comme dans les Alpes, par exemple, ou vivent dans les coins reculés où les moyens de locomotion modernes ne pénètrent pas encore.

On peut dire, néanmoins, que la civilisation industrielle qui se développe en ce moment condamne en fait l'artisanat.

La nécessité de produire de grosses quantités de produits, de travailler vite et en série ne permet plus à l'artisanat d'exister réellement.

Il est aujourd'hui remplacé par l'usine, le comptoir. Le métier a fait place à l'industrie, l'artisan s'est fondu dans la ruche qu'est l'usine moderne.

Il peut y avoir et il y aura toujours, sans doute, des artisans, ils ne subsisteront que pour rappeler une forme de production périmée ou qui n'a pas encore bénéficié de l'apparition des découvertes de la science et des progrès de la technique.

Il convient de faire, en ce qui concerne l'artisan, une remarque importante. Jusqu'à maintenant, on lui a systématiquement refusé l'entrée des syndicats, sous le prétexte qu'ils sont patrons. C'est là une erreur à détruire. L'artisan a sa place toute marquée au syndicat, puisqu'il n'exploite personne.

Faire entrer l'artisan au syndicat est une nécessité. Par voie d'assimilation logique, les artisans de la campagne, ceux qui cultivent eux-mêmes leur lopin de terre ont, eux aussi, leur place au syndicat. Ce n'est que de cette façon que nous pourrions avoir, un jour, un syndicalisme agraire.

En effet, si l'artisan qui travaille la matière première pour la transformer en produits de toute nature est relativement peu nombreux, par contre, l'artisan de la terre existe en nombre considérable.

C'est une force avec laquelle et sur laquelle on doit compter. Ne l'éloignons pas. L'artisan est un prolétaire, accueillons-le, aidons-le à se libérer, à marcher vers le progrès. Tendons-lui une main fraternelle.

Pierre BESNARD.

ARTISTE n. m. ou f. On désigne sous le nom d'artiste une personne qui cultive les beaux-arts, soit en professionnel, soit en amateur, ou qui joue sur un théâtre. L'artiste peut souvent acquérir une grande influence sur le public et sur la foule. Son rôle peut être noble et généreux, s'il défend une conception généreuse de l'art ou s'il sait faire aimer l'humanité sous une fiction artistique. L'artiste doit savoir exalter les bons sentiments de l'homme et, surtout, ne doit pas mettre son talent au service du pouvoir ni de l'argent. Hélas ! par l'effet même de la société actuelle, les vrais artistes deviennent de plus en plus rares. De nos jours, en effet, l'artiste, s'il ne veut pas mourir de faim, est obligé — peu ou prou — de prostituer son talent. Car les conditions de vie sont telles, que l'artiste se trouve en face de ce dilemme désespérant : ou bien renoncer à son art, ou bien œuvrer suivant des directives imposées, ce qui tend à renoncer à toute personnalité et à toute indépendance. Cela se comprend aisément : une classe privilégiée possède l'arme la plus redoutable de notre siècle : l'argent ; cette classe consentira bien à venir en aide aux artistes miséreux, mais à la condition que ces artistes deviennent ses instruments et qu'ils renoncent à toute velléité généreuse, à toute initiative propre. Lorsqu'un artiste se sent assez d'énergie et de ténacité pour passer outre, lorsqu'il veut faire son œuvre sans se préoccuper des menaces ou des corruptions, il est certain de se heurter ensuite à une *conspiration du silence* sévère : on ignorera son œuvre, ou plutôt on paraîtra l'ignorer. On conçoit dès lors

qu'il y ait peu d'artistes véritables : les uns se vendent, les autres abandonnent. On peut compter ceux qui affrontent la lutte. Et les courageux qui restent ne pourront jamais donner tout ce qu'ils étaient capables de donner. Boycottés, tourmentés par le problème du pain quotidien, enchaînés par les préoccupations matérielles, ils ne peuvent consacrer à leur art ni le temps ni l'attention nécessaires. Pendant ce temps, ceux qui se sont vendus peuvent travailler en paix et servir insidieusement la cause de leurs protecteurs intéressés. Sous d'habiles fictions, ils peuvent emplir de préjugés criminels le cerveau du peuple, comme on fait avaler à un chien une appétissante boulette empoisonnée. Et tant que règnera une caste possédante la situation demeurera inchangée. Il y aura toujours des vendeurs tant qu'il y aura des acheteurs. Mais, en attendant que naisse un état social meilleur, il faut que le peuple sache reconnaître les artistes, qu'il sache les encourager et les soutenir... et qu'il sache démasquer les trafiquants de l'art. — Georges VIDAL.

ARTISTOCRATIE (de *artisto*, artiste, et *kratos*, force, pouvoir). — Mot qu'on ne trouve dans aucun dictionnaire. Il peut sembler barbare au premier abord. Il a cependant sa raison d'être, et quiconque réfléchit tant soit peu en saisit immédiatement la signification. On comprend qu'il ne s'agit point d'aristocratie : le « t » est comme une barrière s'opposant à toutes les préoccupations des aristocraties passées, présentes et futures. On a reproché à ce vocable sa terminaison. Pourtant, le mot *a-crate*, qui signifie l'absence de tout pouvoir (ne pas confondre avec le vin *acrate*), contient la même terminaison. L'artistocratie n'est pas une « cratie » comme les autres, qui sont autant de variétés de la médiocratie (voy. ce mot) : aristocratie, démocratie, bistrocratie, voyoucratie, ventrocratie, pédantocratie, gérontocratie, éphébocratie, emporocratie, muflocratie, etc., etc. C'est la seule cratie supportable (sauf pour la canaille).

J'ai donné ce nom à l'anarchie envisagée au point de vue esthétique et à l'esthétique envisagée au point de vue an-archiste. J'ai essayé de fondre le point de vue an-archiste et le point de vue esthétique dans le point de vue artistocrate. On ne peut pas être an-archiste si on n'est pas artiste, pas plus qu'on ne peut être artiste si on n'est pas an-archiste. Entre l'art et l'anarchie existent des rapports étroits : l'artistocratie est le trait d'union de l'art et l'anarchie, ou mieux leur point de jonction. L'un et l'autre sont sincérité, vérité, beauté. La fusion de l'art et de l'anarchie constitue l'artistocratie ou vie vivante dans laquelle s'harmonisent le sentiment et la raison, la pensée et l'action.

Lorsque j'ai employé pour la première fois ce néologisme, dans l'*Idéal humain de l'Art, Essai d'esthétique libertaire*, écrit en 1896 et publié en 1906, je concevais l'anarchie comme le triomphe de l'idéal esthétique — harmonie et beauté — dans la vie individuelle et dans la vie sociale. L'artistocratie était une théorie an-archiste de l'art, expression suprême de la liberté, impliquant la révolte constante de l'artiste contre toutes les formes de laideur. L'anarchie réalisée par l'art et l'art réalisé par l'anarchie, telle était l'artistocratie. Malgré les déformations que de pseudos-artistocrates ont fait subir depuis à ce néologisme, il conserve le même sens et il a même plus de raison d'être aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

On s'est souvent mépris sur la signification de ce mot. Les uns y voient un legs du romantisme (antithèse de l'artiste et du bourgeois), ou bien le font synonyme de gouvernement par les meilleurs, au sens où l'entendaient Platon, Renan, etc. Faguet croyait qu'il s'agissait, pour l'élite des penseurs, de diriger politiquement les masses. Or, l'artistocratie n'exerce

et n'exercera jamais qu'un pouvoir spirituel, pouvoir non imposé, non légal. Elle refuse de s'incliner devant le pouvoir politique, à plus forte raison d'y participer d'une façon quelconque. Des journalistes mal informés, pressés d'écrire un article pour gagner leur cent sous, n'y ont absolument rien compris. Quelques boulevardiers ont trouvé là matière à faire de l'esprit, du mauvais esprit. Enfin, les typos ne ratent jamais, même après la correction des épreuves, d'imprimer aristocratie. On a rapproché l'artistocratie de l'aristocratie de Mazel et de Péladan. Plusieurs ont employé l'expression aristocratie intellectuelle, qui ne veut rien dire. Cette expression est bien moins caractéristique que le mot artistocratie, car elle laisse subsister ce terme d'aristocratie, équivoque malgré le mot qu'on y a adjoint pour signifier qu'il ne s'agit point d'une aristocratie politique. Artistocratie prend sa place pour désigner l'état d'esprit de l'homme qui vit esthétiquement, ayant fait de sa vie une œuvre d'art dans laquelle s'harmonisent le sentiment et la pensée, comme dans toute œuvre d'art proprement dite plastique ou non. La terminaison « cratie » subsiste pour affirmer qu'en face des pouvoirs inférieurs de la force et de la ruse il y a le pouvoir supérieur de l'esprit, le seul pouvoir que reconnaisse l'artistocrate. Sa conscience est son seul juge, son seul guide. Il ne reconnaît à aucune autorité le soin de se substituer à la seule autorité qu'il respecte : sa pensée. L'homme dont la pensée est libérée agit librement. Il agit esthétiquement, sa vie ayant la spontanéité et l'harmonie d'une œuvre d'art. Son existence est une création incessante, qu'il augmente et enrichit sans cesse de ses observations, de ses expériences. L'individualiste artistocrate a rompu avec les liens qui enchaînent l'homme social, dont la vie est une œuvre sans art et sans harmonie.

Il ne s'agit pas de mettre les artistes à la tête de la République, ou de n'importe quel gouvernement. Un véritable artiste ne consentira jamais à accepter le mandat de député, à voter des lois, à affirmer l'autorité. « Le meilleur gouvernement qui convient à l'artiste, disait Oscar Wilde, c'est pas de gouvernement du tout ». Le seul pouvoir exercé par l'artiste est un pouvoir spirituel, qui émane de ses actes et de ses œuvres, pouvoir non imposé par la force. L'artistocrate se gouverne lui-même, avant de songer à gouverner les autres. Qui veut la liberté pour tous commence par se libérer lui-même d'abord. L'artistocratie est une technique individuelle, une discipline intérieure qui sert à l'individu à se protéger contre les passions grégaires et substitue, au gouvernement par les autres, le gouvernement de soi-même. L'artistocratie se désintéresse du pouvoir. Elle le combat à sa manière, sans employer les armes dont il se sert contre elle.

Non seulement l'artistocratie désigne l'état d'esprit de l'individu libéré, — l'artistocratie intérieure de celui qui pense et agit par lui-même, — mais ce nom s'applique à l'ensemble des individus qui ont une conception de la vie différente de la conception traditionnelle. L'artistocratie n'est pas propre à une seule époque, mais à toutes les époques où des individus n'ont pas craint de se révolter contre toutes les formes d'autorité. L'artistocratie, qui n'a pas de frontières, qui parle la même langue, est formée de tous les libres esprits qui se rejoignent dans le temps et dans l'espace. L'artistocratie n'est pas une élite, au sens habituel qu'on donne à ce mot. Une élite n'est le plus souvent que l'image de la masse amorphe et veule. Elle est son produit et son œuvre. Si l'artistocratie est une élite, c'est une élite libre. La médiocratie extérieure (autorité, politique, morale, religion, etc...) et l'artistocratie intérieure (enthousiasme, amour de la beauté, sincérité) sont aux prises depuis que le monde existe. Le conflit qui les divise est aujourd'hui à l'état aigu. Il y a,

d'un côté, la race des suiveurs, des dominateurs, des mercantis, des cuistres ; de l'autre, celle des esprits généreux, virils, hommes d'action et hommes de pensée qui représentent le mouvement et la vie. L'artistocratie fait avancer l'humanité. La médiocratie la retarde.

Il est certain qu'un mot manquait pour désigner l'attitude de certains intellectuels, artistes et écrivains, qui ont vécu uniquement pour leur art, en dehors de toute politique, par exemple Beethoven, Flaubert, Remy de Gourmont, etc...). Il manquait également pour désigner la force spirituelle opposée à la force tout court, la conception de la vie libre, vivante, an-archiste, à la vie des esclaves, des brutes. Il a pu désigner, à un moment donné, et il désigne encore, les aspirations de la jeunesse qui ne suit pas docilement ses maîtres, et les aspirations d'une humanité qui ne se contente pas de manger et de digérer.

REMARQUE. — Le radical d'artistocratie donne naissance à *artistocrate*, substantif qui désigne la personne qui professe et applique dans sa vie l'idéal de l'artistocratie. On dit : « C'est un artistocrate » pour désigner un esprit libre, un artiste sincère qui ne s'est jamais contredit ni compromis et dont la conduite est en harmonie avec les idées. Le même mot, adjectif, qualifie un état d'âme, une attitude. On dit en ce sens : un esprit, un penseur, un artiste artistocrates. — *Artistocratique*. Qui appartient à l'artistocratie, qui a des idées, des tendances, une forme artistocrates. On dit en ce sens : esprit artistocratique, idéal artistocratique, littérature, roman, pensée, poème, critique, art, peinture, sculpture, architecture, musique artistocratiques, etc... (On peut aussi bien dire artistocrates). — *Artistocratiser*. Rendre artistocrate ou artistocratique une chose ou une personne (quoique ce soit bien difficile — et souvent impossible, en présence de certains sujets, — de rendre beau ce qui est laid, sincère ce qui est insincère, courageux ce qui est lâche, libre ce qui est esclave). — *Artistocratisé*. Rendu artistocrate, ou artistocratique, participe passé du verbe artistocratiser. — *Artistocratisant*. Participe présent du même verbe, employé comme an-archisant. — *Artistocratisation*. Action d'artistocratiser, de rendre artistocrate ou artistocratique. — *Artistocratisme*. Sympathie, penchant pour les idées artistocrates ou artistocratiques. Cependant, le penchant ne suffit pas. On est ou on n'est pas artistocrate. Il faut opter. Il faut être pour ou contre l'artistocratie. — *Artistocratiquement*. Adverbe de manière. Agir de façon artistocratique, c'est-à-dire « proprement ». Il y a la manière que n'ont ni les mufles ni les imbéciles. Ex. : il a agi artistocratiquement (ou en artistocrate) dans telle circonstance, c'est-à-dire en homme libre. — N. B. Nous ne conseillons pas d'employer ces dérivés. Artistocratie, artistocrate doivent suffire. — Les mots artistocratie, artistocrate ont été fréquemment employés depuis 1897, dans des ouvrages, journaux et périodiques français et étrangers. Plusieurs groupements se sont fondés pour propager l'artistocratie et la mettre en pratique, parmi lesquels je citerai : *La Foire aux Chimères* (1908), *L'Action d'art* (1913) et *La Forge* (1916).

ARTISTOCRATE. — Philosophe, artiste, écrivain, ou simple vivant qui met en pratique la philosophie de l'artistocratie. An-archiste d'action d'art. Tout individu, quel que soit le métier qu'il exerce (il y a cependant des fonctions et métiers incompatibles avec l'artistocratie : ceux de policiers, juges, bourreaux, prêtres, soldats, ministres, présidents de Républiques, dictateurs, etc... et en général tous les grades et emplois supérieurs, autoritaires, impliquant toutes les laideurs, toutes les exploitations de l'homme par l'homme), tout individu qui réalise ou tend à réaliser l'idéal esthé-

tique dans sa vie entière, à faire de son existence une œuvre d'art, c'est-à-dire une œuvre de sincérité, d'équilibre et d'harmonie : l'artistocrate met sa conduite en harmonie avec ses idées. Les gestes qu'il accomplit sont des actions d'art, c'est-à-dire des gestes libres, vivants, généreux et désintéressés, en désaccord avec la veulerie universelle. L'artistocrate est l'homme qui a renoncé à penser comme tout le monde. Ni politique ni morale, telle est la devise de l'artistocrate. L'anarchiste est artistocrate par sa soif d'harmonie et d'indépendance. L'artistocrate est l'an-archiste artiste, passionné de beauté sous toutes ses formes, ne se contentant pas de vivre une vie terre-à-terre, mais la complétant et la dépassant par le rêve. L'artiste est anarchiste par son amour de l'indépendance : dans son œuvre il met sa vie entière. L'art réalise la liberté. C'est l'expression suprême de l'an-archie. L'artiste sincère est artistocrate. L'artiste bourgeois est insincère et politicien. Il y a peu d'artistocrates, s'il y a beaucoup d'artistes, dans la société. Il y a peu d'hommes vraiment libres, capables de se diriger sans le secours des autres, agissant et pensant par eux-mêmes, négligeant d'offrir à leurs contemporains le spectacle de ces « sincérités successives », si fréquentes chez les renégats de la politique. Sont artistocrates tous les hommes d'action, tous les écrivains, tous les artistes, tous les penseurs qui ont rompu avec les habitudes et les mœurs du milieu rétrograde et servile, qui n'ont pas craint de se séparer du troupeau, de combattre ses idées, sa conception absurde de la vie, sa politique, sa morale, sa religion, ses institutions, ses préjugés. Artistocrates aussi les hommes les plus humbles, qui renoncent à suivre, à obéir, à imiter, qui ont au fond d'eux-mêmes le pressentiment d'une vie meilleure, d'une vie supérieure, au sein de la vie médiocre et stupide que la pseudo-civilisation leur a imposée. Quiconque fait effort pour briser les liens qui l'enchaînent à la laideur sociale, le diminuent en en faisant un esclave, est artistocrate. En lui, l'énergie intérieure se développe. Il aime et comprend la vie. Il veut la vivre intégralement, sans entraves, physiquement et spirituellement. L'artistocratie constitue pour chacun de nous cet individualisme supérieur qui s'évade de toutes les contraintes, s'élève au-dessus de la mêlée, des appétits et des intérêts, fait de nous des êtres épris de vérité et de beauté, capables de communiquer à autrui leurs sentiments et de les faire triompher dans la vie. L'artistocrate est un exemple pour tous : il est conséquent avec lui-même. Il déteste la violence. Il a horreur de tous les fanatismes. Ses moyens d'action sont l'abstentionnisme, la non-participation, l'art et la pensée. Il se donne à tous, sans compter. Son altruisme n'est pas l'altruisme habituel. Par le fait même qu'il cherche à développer son « moi », à le réformer, à le rendre plus harmonieux, plus vivant, plus libre, il augmente la beauté d'autrui. Il n'impose ses idées à personne, il se contente de les exposer. L'artistocrate est l'homme qui a rompu toute attache avec le social, qui poursuit son idée sans se préoccuper des conséquences fâcheuses qui peuvent en résulter, qui ne ménage ni son temps ni sa peine, et qui est au premier rang des révoltés. Il n'est guidé ni par la haine ni par l'envie, mais seulement par l'amour du beau qu'il voudrait voir triompher dans la vie. Sa révolte est pure et désintéressée.

L'artistocrate est l'individu qui fait de sa vie une œuvre d'art en se faisant le critique de lui-même. Il se corrige, il s'amende, il se perfectionne. Comme l'artiste s'efforce d'écrire un beau poème, de sculpter une belle statue ou de peindre un beau tableau, ainsi l'artistocrate s'efforce d'harmoniser dans son être le sentiment et la pensée, l'action et l'idéal. L'individualisme artistocrate n'a rien de commun avec le pseudo-

Individualisme des maîtres et des esclaves. Ce qui intéresse l'artistocrate, c'est le triomphe de la vie sous sa forme esthétique. Il ne partage aucune des inspirations des foules et de l'élite. Il est au-dessus de tous les partis. Il est du seul parti vraiment utile à l'humanité : celui de l'esprit. Il ne se croit pas un être privilégié, un surhomme devant lequel le monde entier doit s'agenouiller, mais il sait ce qu'il vaut, il connaît sa force, et il se juge tout de même différent de cette valetaille qui maintient l'humanité dans les bas-fonds par son inertie et sa lâcheté. Il la méprise et la plaint.

L'artistocrate ne peut pas avoir sur l'amour, la justice, la guerre, l'autorité, la vérité et l'idéal, les mêmes idées que tout le monde ; sa conception de la vie ne peut pas être la conception inférieure de la masse. L'artistocrate ne renonce pas à l'action, mais il dirige son action dans un certain sens. Il agit intérieurement afin d'agir extérieurement. S'il ne participe à aucune agitation, n'est d'aucune association, s'il agit seul, en un mot, selon ses moyens et selon ses forces, il ne refuse pas, de parti-pris, de se mêler à tout mouvement d'avant-garde, de collaborer à toute œuvre collective qui a pour fin la libération de l'individu. On le verra partout où il s'agit de combattre l'iniquité, de réagir contre la laideur. Il sera au milieu des « révolutionnaires » qui se seront réformés, et sauront ce qu'ils veulent, et non parmi les braillards qui aspirent à remplacer leurs maîtres, en leur ressemblant comme des frères. Il sera avec les manuels et les intellectuels associés pour la même œuvre d'émancipation et de fraternité. Partout il agira, mais il agira « en beauté », je veux dire sincèrement, sans être guidé par l'égoïsme, l'envie ou la haine.

L'individu qui manque de courage en certaines circonstances, qui trahit ses amis, cherche à se mettre en évidence par tous les moyens, vend sa personne et ses écrits, cet individu n'est pas un artistocrate, mais un mufle (voy. ce mot). — *Art et littérature artistocrates.* Œuvres qui, par leur forme et les idées qu'elles contiennent, rentrent dans le cadre de l'esthétique artistocrate. Œuvres sincères dont les auteurs ont rompu avec la mode, le goût du public, les préoccupations de la littérature mercantile. — L'art artistocrate n'est ni l'art pour l'art, ni l'art social, ces deux formes du faux art : c'est l'art a-social, a-moral et a-politique, comme son auteur. — L'an-archiste artistocrate, qui est loin d'être un dilettante et un esthète préoccupé uniquement de jouissances esthétiques, immobilisé dans la contemplation de son nombril, ne cherche pas dans l'art un rétrécissement de son moi, mais un élargissement de son moi. L'art sincère et vivant est le levier qui émancipe l'individu, le fait vivre d'une vie nouvelle, le révèle à lui-même. Tandis que la morale et la politique diminuent l'individu, l'art véritable le libère et lui révèle le sens de la vie. L'homme qui n'a d'autre morale que la morale esthétique est un anarchiste. Soit qu'il crée des œuvres d'art tout en faisant de sa vie une œuvre d'art, soit qu'il se contente de contempler l'œuvre d'art et s'efforce d'être lui-même une œuvre d'art, cet homme ne peut concevoir la vie comme les gens qui la fondent sur l'autorité. L'autorité expire où l'art commence, elle expire au seuil de l'esthétique, qui est le triomphe de la pensée et de l'action libres. — Il y a l'artiste artistocrate dont l'art est l'action, et dont l'action est art. Il ne vit que pour l'idéal qu'il croit juste et lui sacrifie tous les avantages, honneurs, titres, etc... que la médiocratie dispense à tous ceux qui rentrent dans le rang et observent ses préceptes. Il crée, sans se soucier de plaire ou de déplaire, une œuvre qui satisfait sa conscience, et non le goût de la moyenne. Il trouve dans son art un refuge contre la laideur universelle. Il dit ce qu'il pense. L'artiste

tout court, qui poursuit les honneurs et les richesses (car il ne possède point la richesse intérieure de l'aristocrate), flatte la morale et la politique des dirigeants et des dirigés, sert un parti, occupe une situation, est chamarré de titres et de décorations. Il ne crée point une œuvre d'art pour lui faire exprimer l'harmonie qui est en lui, mais afin de reproduire l'inharmonie extérieure et de tirer profit de cette reproduction. C'est un suiveur, qui a la prétention de précéder. C'est un commerçant, un politicien, un réactionnaire dans toute la force du terme. On reconnaîtra facilement, parmi les penseurs, écrivains et artistes contemporains, ceux qui appartiennent à l'artistocratie et ceux qui font partie de la médiocratie.

Quelques noms symbolisent une mentalité, une attitude, un état d'âme, toute une classe d'esprits. L'individualisme des hommes libres neutralise le non-individualisme des esclaves. La vie vaut encore la peine d'être vécue puisqu'elle engendre une minorité dont le courage compense la veulerie de la majorité. — L'artiste est l'homme semblable à tout le monde, aux passions étroites et aux désirs ornés, avec ou sans talent, tandis que l'artiste doublé d'un aristocrate est un caractère et une conscience. Son art reflète la noblesse et l'héroïsme de sa vie. Il n'accomplit point de petits gestes, il n'est point mesquin avec les autres hommes, tout ce qu'il fait est l'expression de sa noblesse intérieure. — La différence entre l'artiste et l'aristocrate est celle qui existe entre l'arriviste et l'homme indépendant, le suiveur et le créateur, celui qui agit pour se réaliser, qui met ses actes en harmonie avec ses idées, et le renégat, qui offre à tous l'exemple des pires palinodies, et n'a point de personnalité. L'artiste est un mercanti, l'aristocrate ne poursuit ni dans ses œuvres ni dans sa vie de but intéressé. L'artiste se met à la remorque d'un parti, l'aristocrate ne fait point de politique, n'agit pas en traître avec ses amis, reste lui-même partout où il passe. Rien ne le détourne de l'idéal qu'il poursuit.

On peut ne pas être artiste, c'est-à-dire créateur d'art, mais aimer l'art et le beau, et par là même on s'égale à l'artiste. Cette beauté, que l'on admire dans l'œuvre d'art, la vie vivante qui émane d'elle, vie de liberté et d'harmonie, on peut la vouloir dans les relations des hommes entre eux, dans leur caractère, leurs passions. Ce désir, ce vouloir, cette aspiration créent en nous l'artistocratie. L'artistocratie, c'est l'élite des individus, hommes ou femmes, qui agissent par eux-mêmes et sentent par eux-mêmes, n'obéissant qu'à leur conscience. Il y a une artistocratie intérieure, — vouloir de liberté, de beauté, d'harmonie — qui s'oppose à la médiocratie extérieure, — ou vouloir de la majorité autoritaire et grégaire. Les hommes qui, en cultivant leur « moi », en le réformant, en l'embellissant, réalisent l'artistocratie, forment par leur ensemble une « artistocratie » internationale sans patrie, sans frontières, sans gouvernement. Le gouvernement de l'aristocrate, c'est sa conscience. Il ne reconnaît à aucune autorité extérieure le soin de le diriger. Sa morale n'est pas la morale traditionnelle. L'aristocrate, c'est l'homme libre.

Nous ne cherchons pas à élever l'artiste sur un piédestal. Il ne s'agit pas de « la part du lion pour l'homme-artiste », il ne s'agit pas de sacrifier des masses entières pour la production du grand homme. Le grand homme est avec la masse quand la masse est dans le vrai, il est contre elle quand elle fait fausse route. L'aristocrate, qui est un individualiste libéré, un individualiste sincère, découvre les aspirations confuses d'une masse peu éclairée, découvre ses aspirations, la révèle à elle-même. Et par là, il tient à l'humanité entière. Il est solidaire de tous ceux qui souffrent. Aux exploités, il fait sentir leur œuvre

illogique et vaine. Aux exploités, il montre la voie de l'affranchissement. Il ne prêche point la haine, pas davantage la résignation. Sa voix se fait entendre à son heure, il sait quitter au bon moment sa tour d'ivoire pour y rentrer une fois qu'il a fait un geste libérateur, son œuvre et sa vie n'étant au fond qu'un même acte. Point de thèse lourde et prétentieuse : c'est par son art libéré de toutes les contraintes qu'il agit au sein de l'humanité, art qui se retrouve dans toutes les paroles qu'il prononce, dans tous les gestes qu'il accomplit. A la volonté de puissance du surhomme nietzschéen, à la volonté de résignation du disciple de Tolstoï, l'individualiste aristocrate oppose sa volonté de beauté, harmonisation du sentiment et de la pensée, synthèse de l'idée et de l'action. — *Critique aristocrate.* La critique aristocrate se préoccupe de rechercher, dans une œuvre d'art, l'individualisme de son auteur, de retrouver l'homme dans l'œuvre et l'œuvre dans l'homme. Elle ne se borne pas à porter un jugement sur les œuvres de la littérature et de l'art. La critique des mœurs est un aspect de la critique aristocrate, recherchant chez les individus les motifs qui les guident et les jugeant sur leurs actes. — N. B. Il y a de faux aristocrates, comme il y a de faux anarchistes, individualistes ou communistes. Encore un mot dont on a abusé, un vocable qu'on a déformé. Sachons déjouer les manœuvres de ceux qui, se prétendant aristocrates, agissent dans toutes les circonstances de leur vie en médiocrates.

Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

ASSISES (Cour d'). On appelle Cour d'Assises la juridiction chargée de juger, définitivement et sans appel, les infractions à la loi pénale qualifiées « crimes » et punies de peines « afflictives et infamantes », depuis la réclusion jusqu'à la peine de mort. L'appréciation du fait, c'est-à-dire la culpabilité ou la non-culpabilité de l'accusé appartient au jury, l'application de la loi et de la peine à la Cour. La Cour d'Assises forme un tribunal composé à la fois de magistrats et de simples citoyens, siégeant non d'une manière permanente, mais par assises, à des époques périodiques appelées *sessions* (en général tous les trois mois, à Paris tous les quinze jours). Ses décisions, sans appel, ne peuvent être attaquées que par le pourvoi en cassation. Il y a une Cour d'Assises par département, et la session se tient d'ordinaire au chef-lieu. Par exception elle siège à Aix (Bouches-du-Rhône), Bastia (Corse), Carpentras (Vaucluse), Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), Coutances (Manche), Douai (Nord), Montbrison (Loire), Reims (Marne), Riom (Puy-de-Dôme), Saintes (Charente-Inférieure), Saint-Flour (Cantal), Saint-Mihiel (Meuse), Saint-Omer (Pas-de-Calais).

Dans tous les départements, les assises sont tenues par un conseiller de la Cour d'Appel, délégué à cet effet pour les présider, et par deux juges faisant fonction d'assesseurs. Pour être juré, il faut avoir trente ans accomplis, « jouir » des droits politiques, civils, et de famille, et ne pas se trouver dans un des cas d'« incapacité » ou d'« incompatibilité » établis par la loi. La liste annuelle du jury comprend : pour le département de la Seine, trois mille jurés ; pour les autres départements, un juré par cinq cents habitants, sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à quatre cents et supérieur à six cents. Cette liste est complétée par une liste de jurés suppléants : trois cents pour Paris, cinquante pour les autres départements. Dix jours au moins avant l'ouverture des assises, on tire au sort, en audience publique, au tribunal du chef-lieu d'assises, sur la liste annuelle, les noms des trente-six jurés qui forment la liste de la session. On tire, en outre, quatre

jurés suppléants sur la liste spéciale. Le jour de l'audience, le jury se constitue tout d'abord en chambre du Conseil, en présence de l'accusé, de son conseil et du procureur général. Le juré qui, sans « excuses valables », ne se présente pas sur la citation qui lui a été notifiée, est condamné par la Cour à une amende de 200 à 500 fr. pour la première fois, de 1.000 fr. pour la seconde, de 1.500 fr. pour la troisième ; après quoi il est déclaré « incapable d'exercer dans l'avenir les fonctions de juré » ; l'arrêt est imprimé et affiché à ses frais. Les mêmes peines sont applicables au juré qui se retire avant l'expiration de ses fonctions.

L'accusé ou son conseil, puis le procureur général, peuvent récuser, sans donner leurs motifs, tels jurés qu'ils jugent à propos, tant qu'il en reste encore douze. Le jury est formé dès qu'il est sorti de l'urne douze noms de jurés non recusés.

Lorsque les questions sont posées et remises aux jurés, ceux-ci se rendent dans leur chambre pour y délibérer. Ils ne peuvent sortir de la chambre de leurs délibérations, qu'après avoir formulé leur déclaration. Leur décision se prend à la majorité. Si l'accusé est déclaré *coupable*, soit du fait principal, soit d'une ou plusieurs circonstances aggravantes, par une majorité de sept voix au moins, le jury répond sur chaque question : *oui*, à la majorité. Si une majorité de sept voix ou plus admet l'existence des *circonstances atténuantes*, le jury l'énonce ainsi : « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. » L'égalité des voix emporte une déclaration de *non-culpabilité*. Le condamné et le ministère public ont trois jours francs pour se pourvoir en cassation et ce pourvoi suspend l'effet de la condamnation.

Nous avons tenu à exposer en détail le mécanisme de la Cour d'Assises, cette juridiction criminelle qui, chaque année, envoie des centaines de malheureux au bagne, à l'échafaud ou dans les cellules des prisons centrales. Ce simple exposé aura déjà suffi, nous en sommes certains, à montrer toute l'ignominieuse comédie de cette parodie de justice. Ainsi, un jury de douze citoyens — dont on a soin d'exclure, en les recusant, tous ceux que l'on soupçonne de professer des idées généreuses — peut briser la vie d'un homme ou l'envoyer à la mort ! Qui oserait prétendre que ces douze citoyens, affligés, comme n'importe qui, de toutes les petites misères de la nature humaine, sauront pendant quelques heures, se dépouiller de toutes leurs faiblesses ? De quel droit ces douze esprits influençables prétendent-ils condamner un de leurs semblables et mesurer l'esprit d'autrui à leur mesure ? Quelle valeur aura un pareil jugement ? On voit souvent deux Cours d'Assises juger simultanément deux meurtres identiques : l'une acquitte, l'autre envoie l'accusé au bagne. Où est la justice, même si l'on se place au point de vue bourgeois ? Quelle est cette étrange logique qui fait que la condamnation varie, non pas avec le caractère du délit, mais avec le tempérament du juge ? Une telle comédie porterait à rire si les effets n'en étaient aussi tragiques. L'homme n'a pas le droit de juger son semblable. Les anarchistes sont les premiers à réprover certains actes, tels le meurtre, le viol, etc., mais ils ne sont souvent que des conséquences de l'état social défectueux que nous subissons. L'homme qui tue pour voler accomplirait-il cet acte abominable, si la société ne l'y poussait pas en lui marchandant le pain quotidien ? Quant aux autres criminels, qui tuent sans raison, ne sont-ils pas plutôt des malades que des criminels ? Et l'asile — un asile réformé — ne leur serait-il pas plus profitable que la prison ? D'ailleurs, le système pénal a montré ce qu'il valait ; ni l'échafaud, ni le bagne, ni la prison n'ont fait diminuer le moins du monde le nombre des « crimes ». La répression la plus féroce ne sert à rien. Les causes du mal

sont trop profondes et sont trop intimement liées à la société actuelle. Les hommes n'en viendront à bout que le jour où règnera un nouvel état des choses — basé sur des principes sains et normaux. Les crimes et les juridictions criminelles disparaîtront avec les sociétés criminelles. — Georges VIDAL.

ASSISTANCE. n. f. Aide, secours de toute nature. Dans toute société où la pauvreté est de rigueur pour le plus grand nombre, parce que la richesse est l'apanage d'une faible partie de la population, l'Assistance est appelée à tenir une place considérable et à jouer un rôle de première importance. Qu'on y réfléchisse un instant : ils sont là, surtout dans les fortes agglomérations urbaines, des milliers et des milliers vivant de privations, angoissés par l'incertitude du lendemain, dénués de tous moyens d'existence. Habitation, vêtement, nourriture, rien ne leur est assuré. Ils vivent, péniblement, au jour le jour, incessamment menacés de manquer du strict nécessaire. Ils errent dans la rue, coudoyant le luxe insolent des privilégiés, ce qui leur rend plus douloureux encore et plus intolérable leur dénuement injustifié. Telle est leur détresse matérielle et morale, qu'ils sont enclins — ô ironie ! — à bénir, avec reconnaissance et humilité, toute main secourable qui se tend vers eux, cette main appartenant à celui qui constamment les dépouille et n'est riche que dans la mesure où ces miséreux sont indigents.

Du jour où il y eut des distinctions de situation et de fortune, du jour surtout où ces distinctions amenèrent la graduelle formation des classes opposées, l'Assistance s'imposa comme une institution réclamée par les possédants eux-mêmes, parce que, seule, elle était de nature à garantir leur tranquillité et à protéger leurs biens et leurs personnes. Menacés par le perpétuel danger que la misère fait courir à leurs richesses et à la sécurité de leur existence, les possesseurs de la fortune ont toujours considéré la pratique de l'Assistance comme le moyen le plus élégant, le plus sûr et le moins onéreux de mettre leur peau et leurs trésors à l'abri des entreprises dont le dénuement peut être l'instigateur.

Privée ou publique, individuelle ou collective, l'Assistance leur apparut comme le calcul le plus adroit. Ils discernèrent, dans l'organisation méthodique de l'Assistance, une soupape de dédagement, destinée à éviter l'explosion de la machine.

Naïfs, et d'une impardonnable naïveté, seraient ceux qui attribueraient à une idée d'équité, à un sentiment de solidarité ou d'humanité, les secours et l'aide accordés à ceux qui sont frappés de pauvreté, ou victimes de la maladie, de la vieillesse ou de l'infirmité.

Il se peut que, dans la classe riche, il y ait quelques natures généreuses dont le cœur demeure sensible aux souffrances des pauvres. Mais c'est l'exception : l'exception qui confirme la règle.

La règle, c'est que : la fortune étant la récompense du travail et le fruit de l'épargne, ceux qui en sont privés ne le doivent qu'à leur paresse et à leur prodigalité. Je connais, par centaines, des gens qui se disent convaincus — et peut-être le sont-ils ! — que le paupérisme a pour origines la débauche, l'ivrognerie, la paresse, toutes choses que, d'un mot synthétique, ils appellent « le vice ».

J'ai tenté maintes fois de détruire cette conviction ; mes arguments, les innombrables exemples dont j'illustrais ma démonstration, se heurtaient à un mur de préjugés et d'incompréhension. La famille, l'éducation, l'opinion publique portent les privilégiés à se croire de race supérieure au *vulgum pecus*. Les délicatesses et raffinements au sein desquels ils naissent et vivent suscitent et développent graduellement chez eux le

dégoût instinctif, le mépris irraisonné et une inconsciente répulsion qui va, parfois, jusqu'à la haine, de la pauvreté en haillons, du taudis qui pue et de la main sale qui sollicite un secours.

Le temps n'est plus — a-t-il véritablement existé ? — où l'opulente châtelaine, payant de sa personne, apportait au chevet du malade la grâce de son sourire, passait ses doigts fuselés dans les cheveux embroussaillés de la marmaille, s'inclinait avec respect devant le fauteuil où le vieillard indigent reposait ses membres rendus infirmes par un demi-siècle de travail opiniâtre et ne quittait pas l'humble chaumière ou le modeste logis, sans y oublier discrètement sa bourse. Le temps n'est plus où ces générosités matérielles s'accompagnaient d'un geste affectueux, d'une parole sortie du cœur, d'un regard compatissant et tendre qui faisaient aux secourus autant de bien que l'aide elle-même.

De nos jours, l'Assistance a revêtu d'autres formes ; le cœur des enrichis s'est lentement pétrifié : il y a trop de distance entre ceux qui ont tout pris et ceux qui se sont laissé tout prendre, pour qu'un contact s'établisse entre les uns et les autres.

L'Assistance est devenue un service public ; son fonctionnement exige des rouages de plus en plus nombreux et compliqués. Enfants abandonnés, vieillards sans ressources, malades sans soins, femmes en couche, justiciables sans défense, que sais-je encore ? Dans tous ces cas, c'est l'Administration qui intervient. Rigide, sévère, officielle, réglementée, parcimonieuse, méfiante, hautaine, sournoise, paperassière, hiérarchique, chicanière, exigeante, rapace, inquisitoriale, tatillonne, encombrante, l'Assistance a tous les défauts de la bureaucratie (voir ce mot).

..

Suit une étude technique et d'ensemble sur l'Assistance. Les mots *enfants assistés, femmes en couches, hôpitaux, hospices, orphelinats, soins médicaux gratuits, vieillards assistés à domicile* (voir ces mots), nous fourniront l'occasion d'initier le lecteur au fonctionnement pratique de ces divers services qui, tous, relèvent de l'Assistance. (Voir aussi les mots « *Bienfaisance* », « *Charité* », « *Philanthropie* ».)

Pour mettre fin à ces quelques considérations qui servent d'introduction aux exposés documentaires qui, chacun à sa place, se suivront, je crois utile d'insister sur le caractère véritable de l'Assistance : un observateur superficiel pourrait croire que l'organisation de l'Assistance part d'un généreux esprit de solidarité, d'un sentiment élevé de bonté et d'une conception exacte de la morale. Il n'en est rien, et celui qui se laisserait prendre à ce point aux apparences, serait la victime d'un bluff grossier. L'organisation sociale de l'Assistance est tout simplement le fait d'un milieu social inhumain, dont elle a pour but de réparer, dans une faible et insuffisante mesure, les cruelles et injustes inégalités. L'idée même de faire assister — et combien mal et si froidement ! — les déshérités par les privilégiés, ne peut être que la conséquence d'une société comme la société capitaliste où les uns regorgent de superflu, tandis que d'autres sont privés de l'indispensable. Bien plus : l'Assistance est un moyen incomparable de tenir en servitude et en résignation, les infortunés qui, s'ils étaient inexorablement abandonnés à leur sort lamentable, ne tarderaient pas à se réfugier dans la révolte. Grâce à des secours illusoires et dérisoires, secours qui ne transforment pas leur situation et ne font que la perpétuer, les malheureux supportent passivement l'injustice de leur condition. L'Assistance est une aumône que la Société abandonne à ses victimes pour éviter la restitution qui leur est due.

C'est l'os qu'elle jette aux loups affamés dont les crocs pourraient se montrer par trop menaçants. — Sébastien FAURE.

ASSISTANCE PUBLIQUE. L'Assistance publique n'est que la forme légale étatiste de la charité et de la bienfaisance privée. L'Etat, en la circonstance, n'a fait que codifier celle-ci.

Dans les temps antiques où, seul l'homme libre comptait, l'assistance n'existait pas. La classe la plus nombreuse, le peuple, était condamnée à vivre et mourir dans l'esclavage, elle n'avait même pas le droit de vivre, puisque le maître disposait à son gré de son esclave.

C'est avec le christianisme des premiers chrétiens qu'est née l'assistance, sous forme de charité.

Elle se manifesta à cette époque, par la création des diaconies, puisque les diacres avaient pour mission, sous la direction des évêques, de visiter les pauvres, les malades, et de recueillir l'argent destiné à les secourir et de distribuer des secours à domicile. Au début, ils furent aidés dans leurs fonctions par des veuves et plus tard par des vierges, qui, sous le titre de diaconesses, se chargeaient de visiter les femmes pauvres et malades. Cette assistance était limitée aux seuls chrétiens. C'est ainsi que les diaconies furent les premiers établissements de bienfaisance, fondés par les chrétiens, ceux-là d'abord peu nombreux augmentèrent, lorsque le christianisme devint, sous Constantin, une religion d'Etat. Cela explique pourquoi, présentement encore, la plupart des établissements hospitaliers, qui portent administrativement le nom générique d'établissements charitables ont un personnel congréganiste et sont en quelque sorte sous la férule des religieux.

Avec le Moyen-Age, époque de foi ardente, où le clergé était tout puissant et où l'on vit peu à peu se transformer la société des premiers chrétiens et renaître l'esclavage sous forme de servage, elle disparut. Tout en se disant chrétien, c'est-à-dire, disciple d'une religion qui exalte les petits, qui fait du pauvre et du déshérité de la vie un frère, on trouvait très juste et très naturel l'asservissement du pauvre par la domination absolue du riche. Cela amena en quelque sorte la disparition de l'assistance. Elle n'avait plus sa raison d'être du fait que ceux qui avaient besoin d'être assistés appartenaient à un maître. Il appartenait à celui-ci d'en prendre soin au nom de ses propres intérêts.

C'est ainsi que l'on trouve dans un capitulaire de Charlemagne, édité en 809 : « Les comtes prendront soin de leurs pauvres ; chacun doit nourrir son pauvre ; c'est une obligation ; c'est une obligation attachée à la jouissance du bénéfice et du domaine ».

Cependant, les auteurs signalent qu'à cette époque, la plupart des monastères distribuaient souvent des secours, ce qui pourrait faire croire à une sorte d'assistance. Tout porte à croire que ces secours se réduisaient à l'hébergement des voyageurs et des pèlerins ou encore à la distribution des aumônes aux serfs infirmes ou trop vieux pour travailler, et qui résidaient sur les terres dépendant des monastères.

Avec les croisades, se manifesta un profond changement de cet état de choses. Les seigneurs emmenèrent leurs serfs pour combattre sous leurs ordres. Ces derniers ne tardèrent pas, par la force des choses, à devenir libres. D'autre part, les croisades furent pour beaucoup de seigneurs une entreprise financière ruineuse. Beaucoup de serfs purent conquérir leur liberté en donnant à leur maître le pécule qu'ils avaient péniblement amassé.

Les rois trouvèrent dans cet état de chose une excellente occasion pour fortifier leur autorité aux dépens de celle des grands vassaux, ils favorisèrent la liberté des

communes : l'institution du servage fut ébranlée et amointrie, la nécessité de l'assistance aux indigents redevenait nécessaire.

C'est à cette époque que, tant en France qu'en Europe, on vit se fonder, de nombreux établissements hospitaliers, sous le titre de maladreries ou léproseries.

En effet, les croisés avaient rapporté d'Orient la terrible maladie qu'est la lèpre et l'avaient propagée, comme plus tard Christophe Colomb rapporta d'Amérique, la syphilis, laquelle, sous François I^{er}, grâce à la campagne d'Italie, se propagea terriblement en France.

C'est en 1544 que fut créé, par François I^{er}, le bureau général des pauvres, point de départ de l'Assistance publique actuelle. Celui-ci fut chargé de lever sur les seigneurs, les ecclésiastiques, les communautés et tous les propriétaires, une *taxe d'aumône* pour l'entretien des établissements où l'on recevrait des malades indigents.

Quelques années plus tard, en 1561, par une ordonnance royale rendue à Moulins, est instituée l'Assistance communale. Elle prescrit entr'autres choses :

« Les pauvres de chaque ville, bourg ou village, seront « nourris et entretenus par ceux de la ville, bourg, ou « village, dont ils sont natifs et habitants ;

« Il leur est défendu de vaguer, ni de demander « l'aumône ailleurs du lieu duquel ils sont, et à ces fins, « seront les habitants tenus à contribuer à la nourriture « desdits pauvres selon leurs facultés, à la diligence des « maires, échevins, conseuls et marguilliers des paroisses. »

Plus tard, Louis XIV voulut que toutes les branches de l'administration publique fussent soumises à une impulsion unique : la sienne. Il organisa l'hôpital général qui centralisait la direction de cinq hôpitaux de Paris : La Pitié, Le Refuge, Scipion, Bicêtre, et la Savonnerie. En 1662, cette organisation fut généralisée à tout le pays, et en 1698, la gestion des hôpitaux, jusqu'alors confiée au clergé ou à des religieux, fut définitivement confiée à des administrateurs presque tous laïques. Chaque hôpital fut administré par un bureau composé du premier officier de justice du lieu, du Procureur du Roi, du seigneur, d'un échevin ou d'un consul, du curé et d'un certain nombre des principaux bourgeois élus par les notables de la commune.

Sous Louis XVI, il existait en France, 2.185 hôpitaux et hospices qui recevaient environ 105.000 malades ou infirmes. On comptait, en outre, 33 dépôts de mendicité, renfermant une population d'environ 6.650 personnes de tout âge et de tout sexe.

Avec la Révolution de 1789, l'assistance entre dans une nouvelle phase. Les assemblées révolutionnaires nommèrent un comité pour l'administration des secours publics et pour l'extinction de la mendicité. La Rochefoucault-Liancourt fut chargé de faire un rapport. Après de longues et minutieuses recherches, il dut constater l'insuffisance des secours donnés dans les hôpitaux et l'inutilité absolue des dépôts de mendicité, au sortir desquels, écrit-il, rejeté dans la société, sans aucune ressource et peut-être moins bon qu'il n'y était entré, l'assisté retombait toujours dans le crime ou l'affreuse misère.

Lorsque la Convention eut aboli la royauté et proclamé la République et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, dont l'article 23 proclame le principe : « Que les secours publics sont une dette sacrée et que c'est à la loi d'en déterminer l'étendue et l'application », un décret fut rendu très peu de temps après. Il portait que la Nation se chargeait de l'éducation physique et morale des enfants abandonnés, qui devaient, dorénavant, être désignés sous le nom d'orphelins ; il prescrivait dans chaque district la création d'une maison destinée à recevoir les filles enceintes et

leur accordait des secours pour élever leurs enfants. Les vieillards indigents devaient être secourus aussitôt que l'âge ne leur permettait plus de trouver par le travail des ressources suffisantes contre le besoin. Les secours étaient de deux espèces : secours à domicile, secours dans les hospices, ils ne pouvaient être obtenus cumulativement.

Le 9 thermidor marqua le point de départ d'une réaction violente en matière d'assistance, et l'on put entendre du haut de la tribune, le représentant Delecloy déclarer : « Il est temps de sortir de l'ornière profonde où une philanthropie exagérée nous arrête. Le pauvre n'a droit qu'à la commisération générale. Posons en principe que le Gouvernement ne doit intervenir dans la bienfaisance publique, que comme exemple et comme principal moteur, c'est-à-dire en mettant le pauvre sous la sauvegarde de la commisération générale et de la tutelle des gens de bien ».

Dès lors, l'esprit qui présida à l'assistance sociale ne fut plus le même. Il n'eut plus rien de commun avec celui des grandes assemblées révolutionnaires. Les Gouvernements qui se succédèrent en France : Directoire, Empire, Restauration, Gouvernement de Juillet, etc..., ne virent plus guère dans les mesures à prendre que l'intérêt de l'ordre public, de la sécurité pour les personnes et les propriétés.

C'est encore présentement l'esprit qui préside, bien que l'assistance ait pris des formes multiples.

L'Assistance est de deux natures : hospitalière et domiciliaire. Nous étudierons la première au mot « hôpital », la seconde est caractérisée par le bureau de bienfaisance, qui, sauf à Paris, forme toujours un organisme distinct et indépendant de l'hôpital.

Le Bureau de Bienfaisance fut créé par la loi du 7 frimaire an V, qui lui attribua le droit de perception d'un décime par franc en sus du prix du billet d'entrée dans les bals, concerts et autres lieux d'amusement public.

L'objet des bureaux de bienfaisance (appelés bureaux de charité de 1814 à 1831) est de distribuer, à domicile et autant que possible en nature, des secours aux indigents et de faire soigner dans le sein de leur famille les indigents malades ou infirmes.

Au cours des vingt-cinq dernières années, les organismes d'assistance ont pris de l'ampleur et sont devenus des organismes extrêmement complexes. On peut les diviser en trois parties : 1^o assistance aux mineurs ; 2^o assistance aux adultes ; 3^o assistance aux vieillards et aux incurables.

Nous nous contenterons de signaler les principales branches de ces parties.

Assistance aux mineurs : on entend par assistance aux mineurs les essais de protection prénatale (loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, du 27 novembre 1909 garantissant le travail aux femmes en couches, 15 mars 1910 congé de deux mois payé aux institutrices, repos des femmes en couches, lois du 17 juin 1913, 2 décembre 1917).

Toutes ces lois sont insuffisantes et n'accordent que des secours qui ne répondent pas au but à atteindre. L'Etat bourgeois compte surtout sur des œuvres privées pour compléter la sienne.

La protection de l'enfant du premier âge (on entend par là de la naissance à l'éruption de la vingtième dent) : même situation, fatras de lois, de règlements prévoyant des secours, des primes d'allaitement, la protection de l'enfant séparé de sa mère, etc..., avec des moyens insuffisants.

Cette branche comprend, en outre, l'aide aux familles nombreuses, les enfants assistés, l'enfance moralement abandonnée, les enfants infirmes et anormaux.

Dans cette branche de l'assistance, les pouvoirs

publics se sont contentés des lois ; le gros effort est fait par des œuvres charitables privées, ayant toutes un caractère confessionnel et quelquefois politique plus ou moins avoué.

L'assistance aux adultes est de deux sortes : a) assistance médicale avec hospitalisation ; b) assistance médicale gratuite à domicile.

L'assistance médicale avec hospitalisation (voir Hôpital) bien que mal organisée, est celle qui soulage le plus l'individu dans la détresse.

L'assistance médicale gratuite, tout comme la précédente, est à la charge des communes en ce qui concerne les indigents.

Toutefois, les hôpitaux ne sont pas administrés par la commune ou l'Etat, ceux-ci n'en ont que le contrôle.

L'assistance médicale gratuite est un organisme indépendant de l'hôpital et du bureau de bienfaisance. Son but est d'assurer les soins à domicile aux malades privés de ressources. Elle n'est pas applicable aux étrangers, à moins qu'il n'existe un traité d'assistance réciproque. Ces traités existent actuellement avec l'Italie, la Pologne, la Belgique et le Luxembourg.

Il résulte des dispositions des traités ci-dessus que, pour l'assistance médicale gratuite, les frais de traitement sont mis à la charge de la France, pendant toute la durée de la maladie, quand il s'agit :

a) D'un malade qui a cinq ans de résidence dans le pays ;

b) D'un travailleur qui, pendant cinq ans, a séjourné cinq mois consécutifs chaque année ;

c) D'un malade atteint de maladie aiguë, déclarée telle par le médecin traitant, sans se préoccuper s'il y a ou non les résidences prévues aux paragraphes a et b.

Dans l'application des lois d'assistance, il est un point important, c'est celui du domicile de secours. En cas d'assistance qui supportera la charge des frais qu'elle occasionne ? L'Etat n'intervient presque jamais ; il ne secourt les indigents que contraint et forcé.

Le domicile de secours s'acquiert :

1° Par une résidence habituelle d'un an dans la commune postérieurement à la majorité ou à l'émancipation ;

2° Par la filiation : l'enfant a le domicile de secours de son père. Si la mère a survécu au père, ou si l'enfant est un enfant naturel reconnu par la mère seulement, il a le domicile de sa mère. En cas de séparation de corps ou de divorce des époux, l'enfant légitime partage le domicile de l'époux à qui a été confié le soin de son éducation ;

3° Par le mariage. La femme, le jour de son mariage, acquiert le domicile de secours de son mari. Les veuves, les femmes divorcées ou séparées de corps conservent le domicile de secours antérieur à la dissolution du mariage, ou au jugement de séparation.

Pour les cas non prévus, le domicile de secours est le lieu de la naissance, jusqu'à la majorité ou à l'émancipation. Ainsi les étrangers dont le pays n'a pas passé de traité de réciprocité, n'ayant pas de domicile de secours et légalement ne pouvant en acquérir un, n'ont d'autre ressource que de s'adresser à leur consul ou à des sociétés de bienfaisance privée.

Quand un français ou un étranger dont le pays a passé un traité de réciprocité n'a pas de domicile de secours communal, les frais de l'assistance médicale incombent au département dans lequel il aura acquis son domicile de secours.

Quand le malade n'a de domicile de secours ni communal ni départemental, la charge incombe à l'Etat.

L'assistance par le travail est constituée par des œuvres privées, qui ne sont, en réalité, que l'exploitation de la misère humaine sous le couvert de philanthropie. La grande majorité des œuvres de cette nature ont un

caractère confessionnel. Ce mode de secours est un vestige des formes d'assistance d'avant la Révolution.

L'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (loi du 14 juillet 1905), comme toutes les lois d'assistance, est insuffisante et partant n'a pas résolu le problème de l'aide et de la protection de la vieillesse des travailleurs.

L'Assistance publique, telle qu'elle fonctionne dans notre pays, est entièrement à réformer, elle doit disparaître pour faire place à une organisation basée sur la Prévoyance et la Solidarité sociale et non pas sur l'aumône, la bienfaisance et la charité, car en réalité, notre Assistance publique n'est que la codification des règles et principes de ces trois choses. — F. MERMA.

ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS (*Administration générale de l'*). — L'administration générale de l'Assistance Publique à Paris, qu'il ne faut pas confondre avec les services d'assistance publique, est un organisme propre à Paris. Régie par la loi du 10 janvier 1849, elle constitue une administration autonome, ayant son budget propre, la personnalité civile, c'est-à-dire le droit d'ester en justice, et à la tête de laquelle est placé un directeur responsable, nommé par le Ministre de l'Hygiène, sur proposition du Préfet de la Seine.

L'origine de l'administration générale de l'assistance publique à Paris remonte à la création de l'Hôtel-Dieu de Paris.

La fondation de cet établissement est à tort attribuée à Saint-Landry. Le premier titre qui constate d'une manière irréfutable l'existence d'un hôpital situé près de la Chapelle Saint-Christophe remonte à 829. A cette époque, disent les chroniques, l'évêque de Paris, Inchad, donna la dime des terres qu'il possédait pour la construction d'un hôpital.

Cet établissement ne s'élevait pas précisément sur l'emplacement de l'hôpital actuel, il était situé dans l'enceinte fortifiée, près du tombeau et de la chapelle Saint-Christophe, c'est-à-dire, sur la place du Parvis, face au portail de Notre-Dame.

Nous ne décrivons pas ici les vicissitudes de cet établissement (voyez *Hôtel-Dieu*). Peu à peu, grâce à des dons et legs, il devint important.

Sous Louis XIV, l'Hôtel-Dieu, devint le bureau général des pauvres, auquel furent rattachés les divers établissements existant à cette époque.

La Révolution fit disparaître l'autonomie du bureau général des pauvres qui devint un organisme départemental (loi du 16 vendémiaire an V).

Par arrêté des consuls du 27 nivose an IX (17 janvier 1801), l'administration des hospices civils de la commune de Paris fut confiée à un conseil général assisté d'une commission administrative. Par arrêté des consuls du 29 germinal an IX (19 avril 1801), l'administration des secours à domicile, alors distincte, fut réunie aux attributions du Conseil général des Hospices.

L'organisation créée en 1801 a fonctionné pendant un demi-siècle. Elle fut maintenue par la Restauration et le Gouvernement de juillet. La Révolution de 1848 la fit disparaître. Le Gouvernement provisoire, désigna le citoyen Thierry, membre du Conseil municipal pour organiser le service des hôpitaux et hospices. Le Conseil général des Hospices fut dissous, mais la Commission administrative fut maintenue. Cette gestion dura jusqu'au 8 février 1849, date à laquelle fut installé un directeur responsable, en vertu de la loi du 10 janvier 1849.

Les principes de cette loi sont qu'elle consacre la réunion des hôpitaux et hospices et des bureaux de bienfaisance effectuée par l'arrêté de l'an IX ; mais à l'autorité collective du Conseil général des hospices, elle substitua le pouvoir unique d'un directeur, assisté d'un conseil de surveillance n'émettant que des avis.

Le Gouvernement de la Défense Nationale abrogea la loi du 10 janvier 1849 par un décret (29 septembre 1870). Les hôpitaux et hospices constituaient une administration distincte, placée sous l'autorité d'un Conseil général des hospices du département de la Seine. Un agent général des hospices était chargé de l'exécution des arrêtés du Conseil général dont la composition fut déterminée par le décret du 18 février 1871. Cette organisation fut de courte durée. Par arrêté du 10 juin 1871, dont les jurisconsultes mettent la légalité en doute, Thiers, chef du pouvoir exécutif remit en vigueur la loi du 10 janvier 1849, en rapportant les décrets de 1870 et 1871.

Le service des enfants assistés du département de la Seine a été dirigé jusqu'en 1849 par le Conseil général des hospices ; depuis cette époque, par le directeur de l'administration générale de l'assistance publique à Paris.

Le service des aliénés qui était autrefois dirigé par le directeur de l'administration générale de l'A. P. à Paris, a été rattaché à la Préfecture de la Seine en 1893 et a fait l'objet d'un décret spécial : 16 août 1894.

L'administration générale de l'Assistance Publique à Paris, bien qu'ayant de gros revenus, ne pourrait équilibrer son budget sans une subvention de la Ville de Paris. En 1926, celle-ci s'est élevée à la somme de 141.150.250 francs, dont 2.952.250 francs pour les bureaux de bienfaisance. Le budget pour l'exercice 1926 s'élève à 312.741.832 francs.

Cette administration comprend :

17 Hôpitaux généraux (c'est-à-dire admettant les malades de médecine et de chirurgie) ;

3 Hôpitaux spéciaux (Saint-Louis, Cochin, Brocca), peau et vénéréologie ;

10 Hôpitaux d'enfants tant à Paris qu'en province ;

3 Maisons d'accouchement (Maternité, Baudelocque, Tarnier) ;

22 Maisons de retraite ou fondations admettant des vieillards ;

soit 55 établissements hospitaliers auxquels il faut ajouter les établissements généraux tels que : la boulangerie centrale, qui est en même temps meunerie. Il s'y fait 104 fournées de pain par jour, soit environ 4.880.000 kilos par an ;

La cave centrale des hôpitaux située à la Halle aux Vins où s'approvisionnent les divers hôpitaux, lesquels consomment environ 2.577.000 litres de vin par an ;

Le magasin central des hôpitaux où sont centralisées les réserves de matériel, de linges, de légumes secs, pâtes nécessaires aux divers établissements ;

La pharmacie centrale où sont centralisées les réserves de médicaments et où une grande partie sont fabriqués.

Le service de l'approvisionnement des Halles.

La consommation de lait des hôpitaux est d'environ 7.000.000 de litres par an. Il est consommé environ 2.600.000 kilos de viande de boucherie.

L'administration générale de l'Assistance Publique à Paris est de beaucoup la plus importante de toutes les administrations hospitalières de France et certainement d'Europe.

Le nombre de lits, tant d'hôpitaux que d'hospices, s'élève à 32.378. Les consultations données dans les divers hôpitaux s'élèvent à environ 1.500.000 par an.

En 1920, 260.000 malades, enfants et vieillards ont été admis dans les hôpitaux et hospices ; 34.324 femmes ont accouché tant dans les maternités que chez les sages-femmes agréées par l'administration et 113.823 malades indigents furent soignés à domicile.

Le personnel hospitalier gradé ou non (infirmiers, infirmières, surveillants et surveillantes) est au nombre de 12.250. Les ouvriers à la journée (buandiers,

mécaniciens, etc...), sont au nombre de 2.056 agents. Le personnel administratif comprend 1.024 agents, enfin le personnel médical (médecins, pharmaciens, internes, sages-femmes), est au nombre d'environ 1.800.

Ce court exposé montre ce qu'est cette grosse administration que l'on peut considérer comme un Etat dans l'Etat. Elle est loin d'être parfaite et, sans nier les services qu'elle rend, on peut dire qu'elle a besoin d'être entièrement réorganisée.

Les hospices sont insuffisants : 10.000 vieillards attendent leur hospitalisation. Les hôpitaux sont, eux aussi, insuffisants du fait que, par suite d'entente avec les communes suburbaines du département de la Seine, les indigents de celles-ci sont soignés dans les hôpitaux parisiens. Il manque environ 30.000 lits pour répondre aux nécessités de l'heure présente. D'autre part, la presque totalité de nos hôpitaux parisiens sont vieux ; quelques-uns, comme Saint-Louis, ont été construits dans les dernières années du règne d'Henri IV, ou Beaujon qui date de Louis XVI. De ce fait il est difficile de les équiper selon les exigences de la science médico-chirurgicale moderne.

Les règlements en vigueur ne répondent pas eux non plus aux exigences modernes. Il y a trop de paperasseries et de routine. — F. MERMA.

ASSOCIATION. L'association est un groupement d'individus qui ont des intérêts matériels ou moraux communs. Ce groupement peut être composé d'individus poursuivant un même but social ou voulant réaliser une même œuvre, exécuter une tâche qui nécessite la mise en commun des efforts, des compétences, des facultés des associés et que chacun d'eux, isolément, ne pourrait mener à bien. — Il y a encore les groupements d'affinité dans tous les domaines de la pensée, des arts, de la science. Il y a, enfin, les ordres religieux masculins et féminins, qui sont de véritables associations. L'armée elle-même est une association, d'un ordre différent.

En principe, suivant son sens précis, exact, l'association est volontaire. Elle peut cependant être imposée par la force, la discipline, des règles sévères, même si ces dernières sont acceptées au début par des associés qui voudraient se libérer par la suite. — Toutefois, nous le répétons, l'association est originellement libre.

L'esprit d'association est aussi vieux que le monde. Il a connu tous les aspects et évolué constamment, dans la forme, selon les nécessités de la vie.

L'homme des cavernes, obligé de lutter contre les grands fauves, de défendre sa vie, de chercher sa nourriture, de construire son habitation fut appelé à s'associer avec ses semblables. Il constitua *instinctivement* des groupements de défense et de travail.

L'esprit d'association se manifeste chez tous les animaux de même espèce, pour l'organisation de leur vie particulière, pour sa défense, pour la perpétuation de la race. Le mariage, légitime ou non, n'est autre chose qu'une association de deux êtres de sexes différents, pour la continuation de l'espèce. — La famille est une association dont le but est également d'assurer la vie à la progéniture.

Les abeilles, les fourmis, les castors, etc... ont le sens inné de l'association dans le travail, dans la recherche des moyens d'existence et de sécurité.

La vie sauvage, en troupeau, des animaux de toutes tailles, est, elle aussi, une manifestation certaine de l'esprit d'association que possèdent, *instinctivement*, tous les animaux.

Le mot « association » a une signification tellement vaste, il évoque un si grand nombre de choses précises, qu'il faudrait, pour lui donner tout son sens, lui consacrer plusieurs gros volumes.

On le retrouvera souvent employé dans cette encyclopédie, sous une forme ou sous une autre, lorsque

nous examinerons tous les caractères des groupements sociaux qui résultent de l'application du principe d'association.

Bien entendu, l'association n'est pas particulière à une classe sociale. Les patrons comme les ouvriers utilisent également l'association. — On peut même déclarer que l'association des patrons d'une part, prise en bloc, et l'organisation des ouvriers d'autre part, prise également comme ensemble, déterminent en fait les deux classes adverses irréductiblement dressées l'une en face de l'autre.

De même qu'il y a des syndicats ouvriers, des coopératives de production et de consommation ouvrières, il y a des syndicats et des coopératives patronaux. Les Trusts, les Cartels, les Consortiums sont des associations patronales formées sur le principe naturel.

Dans tous les domaines de leur activité, de leurs besoins, de leurs intérêts, les hommes s'associent. Toutes les manifestations de la vie sociale peuvent donner lieu à l'association.

Le heurt de ces associations rivales, sur le plan social, la discordance des intérêts des groupements opposés entraînent des conflits qui, à chaque instant, opposent tout ou partie des deux classes dans un milieu étendu ou restreint.

L'association est l'expression même de la vie et de ses nécessités inéluctables. C'est un acte auquel il est presque impossible de se soustraire, quelque idée qu'on puisse avoir sur le rôle de l'individu pris comme unité sociale.

Il y a aussi l'association ethnique. — C'est elle qui a formé, de gré au début, de force souvent par la suite, les hameaux, les villages, les villes, les provinces, les nations. La plus grande association sera réalisée, de plein gré, lorsque tous les humains n'auront qu'une patrie : le monde, qu'un seul sentiment : l'amour du prochain.

Ce sera, alors, l'association idéale, celle qui englobera toutes les autres en les faisant disparaître dans l'harmonie générale réalisée. Hélas ! nous n'en sommes pas là.

Pour en revenir à l'association ethnique, libre ou non, n'est-ce pas elle qui a engendré toutes les guerres du passé, pour de prétendus intérêts communs ? N'est-elle pas à l'origine du mot « patrie » ?

Qu'est-ce donc, en effet, que la patrie, sinon une association d'hommes qui sont censés avoir les mêmes intérêts, les mêmes besoins, les mêmes mœurs, parce qu'ils parlent la même langue et habitent le même lieu ?

N'est-ce pas au nom de cette association monstrueuse, formée de gens dont les intérêts réels sont totalement dissemblables, que l'on constitue, dans chaque pays, des armées qui se heurtent en des chocs gigantesques, semant la mort et la misère ?

Dans un autre ordre d'idées, on peut constituer aussi des associations d'éducation, de sport, de divertissement, d'art, etc...

Les ouvriers et les patrons ont les leurs. Les prêtres des différents cultes ne négligent, pas davantage que les laïcs, la pratique de l'association dans les domaines du sport et de l'éducation.

L'association, enfin, a donné naissance à une tendance de l'anarchisme : les *associationnistes*. Ces camarades conçoivent, non sans raison, que l'association peut être limitée à l'accomplissement d'une tâche précise, n'être que momentanée, qu'elle peut être dissoute pour quelque cause que ce soit, par consentement mutuel, libre aux associés de la pratiquer à nouveau ou non.

Les *associationnistes*, contrairement à l'*individualiste intégral*, pensent que, dans certains cas, l'anarchiste peut volontairement s'associer à d'autres individus, même non anarchistes, pour la combinaison et la concordance des efforts de plusieurs individus, dont les intérêts sont momentanément communs. Le contrat qui

lie les associés les uns aux autres est *purement moral*. Il n'en est pas moins précis dans la durée et l'application. Il cesse de jouer lorsque l'œuvre commune ou particulière à chacun, par l'usage, est terminée.

Les associés peuvent se réunir à nouveau s'ils le désirent, se joindre à d'autres individus ou à quelques-uns seulement de leurs compagnons du début ou à d'autres. Ils sont entièrement libres de pratiquer ou non tel ou tel genre d'association.

D'une manière générale, on peut donc dire que l'association est la plus certaine des manifestations vitales des individus dans toutes les circonstances, pour tous les buts, par tous les moyens.

L'évolution humaine exige d'ailleurs qu'on développe sans cesse l'esprit d'association en sériant, en classant les manifestations auxquelles il donnera lieu, suivant que l'association sera pratiquée par l'une ou l'autre classe.

L'association des producteurs est leur meilleure arme de défense et d'attaque. C'est leur outil de libération le plus puissant. Groupés en associations, les ouvriers peuvent espérer vaincre leur adversaire de classe. Isolés, ils seront sûrement vaincus par lui.

L'association est donc une nécessité dominante. Son principe est d'ailleurs admis à peu près par tous les individus qui serrent de près les réalités et qui connaissent, pour les avoir éprouvées, les difficultés de l'existence. — Pierre BESNARD.

(Voir *syndicats ouvriers et patronaux, coopératives, groupements d'affinité, cartel, trust, consortium, congrégation, etc...*)

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS. Nom d'une union internationale de tous les ouvriers ayant pour but l'appui mutuel dans la lutte pour l'amélioration des conditions de la vie et pour la conquête de la société socialiste.

Hist. En 1864, à l'occasion d'une exposition internationale à Londres, des ouvriers français et anglais se réunirent dans la salle Saint-Martin, afin de réaliser l'idée d'une union étroite des ouvriers de tous les pays. Un Comité fut formé, qui eut la mission de rédiger un programme et les statuts pour l'Union internationale. Comme membre de ce Comité, fut élu, entr'autres, Karl Marx, qui prenait part aux travaux de l'Union. Le premier Congrès international régulier eut lieu du 3 au 8 septembre 1866, à Genève (Suisse). Une organisation internationale y fut définitivement constituée. Elle adopta le nom de : « Association Internationale des Travailleurs » (A.I.T.). A la tête de l'A.I.T. se trouvait le Conseil Général qui devait assurer le lien entre les sections séparées de l'organisation. Comme but de l'A.I.T., le programme spécifiait l'émancipation économique de la classe ouvrière. Les statuts laissèrent à chaque section la pleine indépendance, ainsi que la liberté d'entrer directement en relations avec le Conseil général. Le deuxième Congrès eut lieu à Lausanne, du 2 au 7 septembre 1867. C'est au troisième Congrès, à Bruxelles, du 6 au 13 septembre 1868, que la grève générale fut désignée comme l'unique moyen d'empêcher la guerre et d'assurer la paix. Le quatrième Congrès eut lieu à Bâle, du 5 au 12 septembre 1869. C'est à ce Congrès que commencèrent les grandes discussions entre Marx et Bakounine. Le premier préconisait le centralisme, le parlementarisme et l'action politique comme moyen de lutte. Le second prêchait l'antiétatisme et le fédéralisme. C'est à ce Congrès qu'on vit, pour la première fois, le grand succès de l'idée fédéraliste et l'importance des unions ouvrières. C'est là que fut affirmée l'idée de l'annulation de l'Etat et de son remplacement par des unions de producteurs.

Les débuts, pleins de succès, de Bakounine à l'Internationale, ainsi que son influence croissante, amenèrent

rent le renforcement de l'aile antiautoritaire, fédéraliste. C'était dangereux pour Marx et ses partisans. Alors, un jeu d'intrigues contre les fédéralistes commença et aboutit à la dissolution de la section alliée de Genève. Le siège du Conseil général se trouvait à Londres et était sous l'influence de Karl Marx. En 1870, il n'y eut pas de Congrès, à cause de la guerre. En 1871, le Conseil général convoqua, à Londres, une *conférence fermée* où furent invités et parurent surtout les délégués partisans de Marx et du Conseil général. Les Belges, les Espagnols et les Italiens penchaient, avec Bakounine, au fédéralisme. Les Jurassiens n'étaient pas présents à la Conférence. L'invitation fut faite de telle sorte que les partisans du Conseil général se trouvèrent en majorité. La conférence fut utilisée par Marx à rendre obligatoire, pour les membres de l'Internationale, l'action parlementaire rejetée par l'aile latine. Cela est arrivé par la mise aux voix et l'adoption de la résolution suivante :

« Vu que le prolétariat comme classe, ne pourrait se dresser contre la violence collective des classes possédantes autrement qu'en se constituant en un parti politique particulier, en lutte contre tous les vieux partis des classes possédantes ; que cette constitution du prolétariat en un parti politique est indispensables pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final : l'abolition des classes ; que l'union des forces des travailleurs, qui fut déjà atteinte à l'aide des luttes économiques, devra servir aussi comme levier pour les masses de cette classe dans leur lutte contre le pouvoir politique de leurs exploités, — la Conférence rappelle aux membres de l'Internationale, qu'étant donné l'état de guerre où se trouve la classe ouvrière, son action économique et politique sont liées d'une façon inséparable. »

Conformément à cela, la puissance du Conseil général augmenta : il s'appropriait un pouvoir autoritaire vis-à-vis des sections, dans le but de veiller sur la doctrine. L'aile latine, qui se dressait contre le centralisme et le parlementarisme, devait être muselée. De cette façon, un coin fut enfoncé dans « l'Internationale », qui, finalement, amena une scission directement provoquée par Karl Marx, au cinquième Congrès de La Haye, du 2 au 7 septembre 1872. Les partisans de Marx y disposaient de 40 voix, les fédéralistes, de 25 seulement. Cette proportion inégale de voix fut le résultat d'une machination de Marx. Il prit toutes dispositions pour que les délégués de l'Allemagne, où se trouvaient ses partisans, vinssent en nombre au Congrès. Ainsi, une majorité marxiste fut créée. Le Congrès de La Haye approuva les décisions de la Conférence de Londres ; la puissance du Conseil général augmenta encore ; l'article sur la nécessité de l'action politique fut introduit dans les statuts de « l'Internationale ». Le point de vue des fédéralistes, les jurassiens en tête, fut exposé par James Guillaume. Il précisa la différence entre les marxistes et les fédéralistes, en déclarant que les premiers cherchaient à conquérir le pouvoir politique, au moyen de la participation aux élections parlementaires, tandis que les seconds cherchaient à le détruire. Marx profita également de ce Congrès pour lancer des calomnies contre Bakounine, qui n'était pas présent. Une commission fut formée dont la majorité se composait des partisans de Marx, et qui prononça l'exclusion de « l'Internationale » de Bakounine, de Guillaume, de Schwitzguébel et d'autres encore. L'exclusion des deux premiers fut décidée, malgré la déclaration du président de la Commission, le délégué allemand Cuno, qu'il n'y avait pas de preuves matérielles contre les accusés. La minorité déposa, en la personne de Victor Dave, une déclaration disant qu'elle avait l'intention de défendre dans « l'Internationale », l'autonomie fédérale. Ainsi, les prétentions

injustes et autoritaires des marxistes amenèrent la scission dans « l'Internationale ».

Les fédéralistes organisèrent alors, à leur tour, un Congrès à Saint-Imier, le 15 septembre 1872, auquel participèrent tous les éléments antiautoritaires et fédéralistes de l'Internationale. Toute l'aile latine de cette dernière y était représentée, notamment les sections : jurassienne, italienne, espagnole, française et, de plus, deux sections américaines. C'est à ce Congrès que furent formulés les principes fondamentaux du mouvement ouvrier libertaire, qui peuvent servir au prolétariat révolutionnaire, aujourd'hui encore, comme indicateurs de route. Les résolutions sur l'action politique ainsi que sur les unions professionnelles et leurs tâches s'expriment de la manière suivante :

« Considérant :

« Que vouloir imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme, comme la voie unique qui puisse le conduire à son émancipation sociale, est une prétention aussi absurde que réactionnaire ;

« Que nul n'a le droit de priver les fédérations et sections autonomes du droit incontestable de déterminer elles-mêmes et de suivre la ligne de conduite politique qu'elle croiront la meilleure et que toute tentative semblable nous conduirait fatalement au plus révoltant dogmatisme ;

« Que les aspirations du Prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économiques absolument libres, fondées sur le travail et l'égalité de tous et absolument indépendantes de tout gouvernement politique et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du Prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes.

« Considérant :

« Que toute organisation politique ne peut rien être que l'organisation de la domination au profit d'une classe et au détriment des masses, et que le Prolétariat s'il voulait s'emparer du Pouvoir, deviendrait lui-même une classe dominante et exploitante ;

« Le Congrès, réuni à St-Imier, déclare :

« 1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du Prolétariat ;

« 2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le Prolétariat que tous les Gouvernements existant aujourd'hui ;

« 3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

Autre résolution :

« La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier.

« Cependant, le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social ; il ne peut s'organiser si l'ouvrier, s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout Etat, c'est-à-dire tout Gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur

le travail et sur la justice, puisque, par la nature même de son organisme, il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

« Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur, il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs fondée sur la solidarité et l'égalité. »

Après les deux Congrès de 1872, celui de La Haye et celui de Saint-Imier, les Congrès ultérieurs des deux tendances ne se tenaient que séparément. Le Conseil général de la majorité marxiste fut transféré à New-York. Ce fut son enterrement. Au contraire, toutes les sections de « l'Internationale », à l'exception de la section allemande, se rangèrent au point de vue des Jursiens. Les trade-unions anglaises même étaient contre le Conseil général dirigé par Marx. Lorsque, un an plus tard, les deux tendances, la marxiste et la fédéraliste, convoquèrent leurs Congrès à Genève, ces Congrès siégèrent séparément.

Le deuxième Congrès des antiautoritaires siégea du 1^{er} au 6 septembre 1873, celui des marxistes du 8 au 13 septembre. Il était devenu clair, maintenant, que les marxistes se trouvaient en pleine déroute. Ce fut leur dernier Congrès. Le Congrès des fédéralistes fut très fréquenté. Il élaborait de nouveaux statuts pour « l'Internationale ». Le Conseil général fut supprimé. La question de la grève générale fut discutée. Elle ne fut pas, toutefois, définitivement réglée, vu le nombre encore très restreint d'organisations ouvrières à cette époque. Le Congrès des marxistes fut un fiasco complet. A part les délégués allemands et autrichiens, il n'y en eut presque pas d'autres, de sorte qu'on se vit obligé de renoncer à la convocation de Congrès ultérieurs. Quant à l'aile antiautoritaire, fédéraliste, elle resta debout. Mais elle aussi a beaucoup souffert, d'une part, à cause de la scission provoquée par Marx, d'autre part, par suite de la réaction générale instaurée dans toute l'Europe après la chute de la Commune. Trois Congrès eurent encore lieu : le 3^e, à Bruxelles, du 7 au 13 septembre 1874 ; le 4^e, à Berne, du 26 au 29 octobre 1876 ; et le 5^e, à Verviers, du 6 au 8 septembre 1877. En 1877, eut lieu également un Congrès général socialiste à Genève, d'où prit son essor l'Internationale social-démocrate. On finit par s'entendre de façon qu'un bureau commun pour les deux Internationales fut créé. Ce fut la fin des Congrès et de « l'Internationale », qui reçut plus tard le nom de « Première Internationale ». (Voir Internationale.)

A partir de ce moment, commença une autre période qui aboutit à la formation et l'organisation de « l'Internationale » connue, aujourd'hui encore, sous le nom de « 2^e Internationale ». Cette dernière sera traitée au mot : Internationale. Le seul fait qui nous intéresse ici est celui qu'en 1892, au Congrès de Londres, les anarchistes et les antiparlementaires furent exclus de l'Internationale. Jusque-là, les deux tendances coexistaient, l'une auprès de l'autre, au sein de la même organisation.

L'époque qui suivit fut une décadence du mouvement ouvrier international. L'hégémonie de l'Allemagne sur tout le continent européen, après la guerre de 1870-71, amena aussi une prépondérance du mouvement ouvrier allemand sur celui des autres pays, surtout des pays latins. Avec cela, les méthodes allemandes du parlementarisme prirent le dessus, tandis que les traditions de l'aile fédéraliste de la 1^{re} Internationale déclinaient.

..

L'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) d'aujourd'hui.

Quelques dizaines d'années passèrent avant que les éléments libertaires, dans le mouvement ouvrier,

fussent redevenus assez forts pour se réunir sur une échelle internationale. C'est avec le développement du Syndicalisme révolutionnaire antiétatiste que le temps vint revivifier le mouvement ouvrier international dans le sens de la tendance antiautoritaire de la 1^{re} Internationale. L'aile antiautoritaire de la 1^{re} Internationale ayant déjà considéré les organisations professionnelles révolutionnaires (au point de vue économie) comme les organes appelés à guider la lutte du prolétariat conscient de son devoir de classe, et à mener vers le succès la révolution sociale, le syndicalisme révolutionnaire reprit et continua cette tendance. Aussi, l'A. I. T. d'aujourd'hui peut compter pour la seule héritière véritable des meilleures traditions de l'aile antiautoritaire de la 1^{re} Internationale.

En 1913 déjà, se réunirent, à Londres, les délégués des organisations syndicalistes-révolutionnaires de presque tous les pays européens et autres, afin de poser la première pierre d'une nouvelle Internationale ouvrière devant suivre le chemin tracé par la 1^{re} Internationale. La résolution principale adoptée à Londres portait :

« Le premier congrès international syndicaliste reconnaît que la classe ouvrière de tous les pays souffre de la même répression par l'Etat et le système capitaliste. Par là il se déclare pour la lutte de classe et la solidarité internationale, pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière sur la base d'union fédérative.

« Il tend à l'élévation immédiate matérielle et morale de la classe ouvrière jusqu'à la destruction finale du capitalisme et de l'Etat.

« Il déclare, ensuite, que la lutte de classes est une conséquence nécessaire de la possession privée des moyens de production et de distribution, et par là il tend à la socialisation de cette possession.

« A ceci appartiennent l'élaboration et le développement des organisations syndicalistes, dans ce sens qu'elles sont en état de faire avancer la fabrication et la distribution de produits dans l'intérêt de la société entière.

« Constatant que les syndicats internationaux ne peuvent faire la lutte de classe avec succès que lorsque les ouvriers cesseront de se diviser sur des différences politiques et religieuses, le congrès déclare que la lutte comme telle, ne pourra être que d'un caractère économique, exprimant par cela que les organisations ne tâchent pas d'atteindre leur but par des collaborations de gouvernement et leurs assistants, et qu'elles s'appuient seulement, par excellence, sur le pouvoir des organisations et leur action directe.

« En conséquence de cette déclaration, le congrès fait appel aux travailleurs de tous les pays pour s'unir en organisations industrielles fédératives indépendantes sur la base de la solidarité internationale avec le but de délivrance complète de la répression par l'Etat et le capitalisme. »

Malheureusement, l'œuvre de la réunion internationale des organisations industrielles révolutionnaires libertaires fut interrompue par la guerre éclatée en 1914. Tous les pays se fermèrent hermétiquement. Toute liaison internationale des travailleurs devint impossible. La réaction dura jusqu'à la fin de la guerre. La révolution en Russie et en Europe centrale créa une situation nouvelle. Les forces dispersées du prolétariat révolutionnaire recommencèrent à s'unir. La tentative de continuer l'œuvre commencée à Londres en 1913 ne réussit, cependant, qu'en 1920. Cette année-là, une conférence syndicaliste préliminaire eut lieu à Berlin, du 16 au 21 décembre. Les organisations suivantes y étaient représentées : les I. W. W. de l'Amérique, la F. O. R. A. de l'Argentine, le Comité syndicaliste-révolutionnaire (France), la F. A. U. D. (Allema-

gne), le Schop-Steward and Workers Committee Movement (Angleterre), l'organisation centrale des ouvriers suédois (Suède) et le National Arbeids Secretariat de la Hollande. En outre, l'Union syndicaliste italienne, la Confederacion Nacional del Trabajo (Espagne), la Fédération Syndicaliste de la Norvège et l'opposition des unions professionnelles danoises, se déclarèrent d'accord pour la création d'une « Internationale Syndicaliste », tout en exprimant leur regret de ne pas avoir pu prendre part à la Conférence. Les unions professionnelles russes étaient représentées par Bélenky qui était là à titre de visiteur.

On adopta à cette conférence la résolution suivante :

« 1° L'Internationale Révolutionnaire du Travail se place, sans aucune réserve, sur le point de vue de la lutte de classe révolutionnaire et du pouvoir de la classe ouvrière.

« 2° L'Internationale Révolutionnaire du Travail tend à la destruction et à l'anéantissement du régime économique, politique et moral du système capitaliste et de l'Etat. Elle tend à la fondation d'une société communiste libre.

« 3° La conférence constate que la classe ouvrière est seule en état de détruire l'esclavage économique, politique et moral du capitalisme par l'application la plus sévère de ses moyens de pouvoir économique qui trouvent leur expression dans l'action directe révolutionnaire de la classe ouvrière pour atteindre ce but.

« 4° L'Internationale Révolutionnaire du Travail se place ensuite sur le point de vue que la construction et que l'organisation de la production et de la distribution sont la tâche de l'organisation économique dans chaque pays.

« 5° L'Internationale Révolutionnaire du Travail est entièrement indépendante de tout parti politique. Dans le cas où l'Internationale Révolutionnaire du Travail déciderait une action et que les partis politiques ou toute autre organisation se déclareraient d'accord avec cette action ou *vice-versa*, alors l'exécution de cette action peut se faire en commun avec ses partis et organisations.

« 6° La conférence adresse un appel urgent à toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires et industrielles et les invite à prendre part au Congrès convoqué le 1^{er} mai 1921 à Moscou par le Conseil provisoire de l'Internationale Rouge du Travail (I. S. R.) afin de fonder une Internationale Révolutionnaire du Travail unifiée de tous les travailleurs du monde. »

Lorsque, en été 1921, eut lieu, à Moscou, le Congrès constitutif de l'Internationale S. Rouge (I. S. R.), les syndicalistes révolutionnaires y étaient représentés, il est vrai, en grand nombre. Il y avait, cependant, aussi des organisations syndicalistes révolutionnaires qui, à ce moment déjà, se rangèrent au point de vue de ne pas vouloir vivre aux frais du gouvernement de la Russie. Ce point de vue était, en première ligne, celui des syndicalistes allemands qui avaient fait, préalablement, au sujet d'une délégation à Moscou, un *referendum* dans leurs rangs, qui donna un résultat négatif. On supposait, d'autre part, que les communistes russes n'iraient jamais jusqu'à tolérer une Internationale syndicaliste révolutionnaire véritablement indépendante, c'est-à-dire, antiautoritaire, car ils défendaient la théorie d'après laquelle une dictature du Parti devait être exercée sur les unions professionnelles.

Cette supposition fut justifiée. Ayant formé une majorité à leur dévotion, les Russes ont su étouffer l'opinion des syndicalistes révolutionnaires. Mais, à Moscou déjà, la minorité se serra et tomba d'accord sur un manifeste contre le Congrès. Au Congrès des anarcho-syndicalistes, à Dusseldorf, en automne 1921, eut lieu, complémentirement, une petite conférence internatio-

nale à laquelle prirent part : un délégué des I.W.W., un autre des syndicalistes suédois, une délégation des syndicalistes hollandais et les syndicalistes allemands. A cette conférence, la décision fut prise de convoquer à Berlin, l'année suivante, une conférence internationale des organisations qui n'étaient pas d'accord avec les décisions du Congrès de Moscou.

Cette *Conférence préliminaire* des syndicalistes eut lieu à Berlin, du 16 au 18 juin 1922. Y étaient représentés : la Freie Arbeiter Union Deutschlands (Allemagne), la Unione Sindacale Italiana (Italie), la Confédération Générale du Travail Unitaire (France), la Confederacion Nacional del Trabajo (Espagne), la Sveriges Arbetares Centralorganisation (Suède), la Norsk Syndikalistisk Federation (Norvège), la minorité syndicaliste des unions professionnelles russes, la Federación Obrera Regional (Argentine). Il y avait aussi un représentant des unions professionnelles russes, qui fut admis à titre auditif.

La dernière grande discussion avec les unions professionnelles russes eut lieu à cette conférence. Au moment où devait être élaborée une résolution de protestation contre les persécutions des ouvriers révolutionnaires, les représentants de la minorité syndicaliste de Russie essayèrent aussi la mise en liberté des révolutionnaires emprisonnés en Russie soviétique. Le représentant des unions professionnelles russes, Andréieff, défendit les mesures politiques du gouvernement russe. Une âpre discussion éclata. Finalement, une Commission fut nommée, qui posa nettement au représentant des unions professionnelles russes les deux questions suivantes :

« 1° Le Comité Central des unions professionnelles russes pense-t-il intervenir, de façon formelle, en vue de la mise en liberté de tous les syndicalistes et anarchistes emprisonnés pour leurs idées ? »

« 2° Le même Comité a-t-il l'intention d'exiger que les camarades puissent développer librement leur activité révolutionnaire dans les unions professionnelles, à la condition qu'ils ne luttent pas contre le gouvernement russe les armés à la main ? »

La réponse à ces questions fut donnée par trois fois, mais toujours équivoque. Il devint absolument clair que le gouvernement russe était défendu par les unions professionnelles russes. La Conférence se prononça alors pour les révolutionnaires emprisonnés en Russie soviétique. Lorsque le représentant des unions professionnelles russes comprit qu'il ne pourrait rien obtenir, il quitta la Conférence. Dès ce moment, la séparation des deux organisations : des unions professionnelles autoritaires de la Russie soviétique et des organisations syndicalistes révolutionnaires antiautoritaires fut un fait accompli.

La Conférence élaborait, en dix thèses, une déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire, qui fut adoptée unanimement. Cette déclaration fut adoptée presque en entier, par le Congrès constitutif ultérieur de l'Association Internationale des Travailleurs, et nous la citons plus bas. Ensuite, la Conférence adopta une résolution contre l'Internationale Rouge ; car, affirmait-elle, elle n'y voyait pas la véritable base sur laquelle pourrait s'unir le prolétariat révolutionnaire du monde entier. Un bureau provisoire fut formé, qui devait convoquer un congrès international des syndicalistes révolutionnaires. A ce congrès furent également invitées les organisations qui adhéraient à l'Internationale Rouge. Le siège du Bureau fut fixé à Berlin.

Enfin, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923, eut lieu, à Berlin, le Congrès constitutif des syndicalistes révolutionnaires. A ce Congrès étaient représentées les organisations syndicales révolutionnaires de l'Argentine, du Chili, du Danemark, de l'Allemagne, de la

France (Comité de défense syndicaliste), de la Hollande, de l'Italie, du Mexique, de la Norvège, du Portugal, de la Russie (la minorité), de la Suède, de l'Espagne, de la Tchécoslovaquie (la minorité). La déclaration de principes y fut adoptée, les statuts élaborés, et le nom de l'Union fédérale établi : l'*Association Internationale des Travailleurs*.

Ainsi ressuscita l'A. I. T., ceci non seulement de nom, mais aussi comme essence. La déclaration de principes et les statuts de l'A. I. T. portent :

1. Introduction

« La lutte séculaire entre exploités et exploiters a pris une amplitude menaçante. Le Capital tout puissant, chancelant pour un moment après la guerre mondiale et dévastatrice, surtout après la grande révolution russe et les révolutions — bien que moins imposantes — de la Hongrie et de l'Allemagne, relève sa tête hideuse. Malgré les luttes intestines qui déchirent la bourgeoisie et le capitalisme cosmopolite, ces derniers sont en bonne route pour s'entendre afin de se jeter avec plus d'union et plus de force sur la classe ouvrière et l'attacher au chariot triomphant du Capital.

« Le Capitalisme s'organise, et de la défensive dans laquelle il s'est trouvé il repasse à l'offensive sur tous les fronts contre la classe ouvrière épuisée par les guerres sanglantes et les révolutions manquées. Cette offensive a son origine profonde dans deux causes bien déterminées : d'abord la confusion des idées et des principes, qui existe dans les rangs du mouvement ouvrier, le manque de clarté et de cohésion sur les buts actuels et futurs de la classe ouvrière ; la division en camps innombrables, souvent ennemis, — en un mot la faiblesse et la désorganisation du mouvement ouvrier. Ensuite et surtout la déroute subséquente de la Révolution Russe qui, au moment de son éclosion, en raison même des grands principes énoncés par elle en Novembre 1917, avait soulevé les plus grands espoirs chez tous les prolétaires du monde, et qui est retombée au rang d'une révolution politique ayant servi à maintenir la conquête du pouvoir étatiste aux mains du parti communiste, dont le seul but est de monopoliser dans ses mains toute la vie économique, politique et sociale du pays. Cette déviation d'une révolution sociale en une révolution politique a eu pour résultat une hypertrophie du socialisme étatiste dont la conséquence a été le développement d'un système capitaliste aussi exploiteur et aussi dominateur que tout autre système d'origine bourgeoise. La nécessité de rétablir le capitalisme en Russie a été l'enjeu du capitalisme mondial. Le socialisme étatiste, dénommé « communisme », a sauvé le capitalisme bourgeois en faisant appel à son aide pour... sauver la révolution !

« C'est ainsi que, grâce à ces deux éléments désorganisateurs — la confusion dans les rangs du prolétariat et le bolchévisme capitaliste — le gros capital industriel et foncier sent ses forces s'accroître et ses chances de renaissance augmenter.

« Contre cette attaque serrée et internationale des exploiters de tout aloi, il ne reste qu'un seul moyen : c'est l'organisation immédiate de l'armée prolétarienne dans un organisme de lutte embrassant tous les ouvriers révolutionnaires de tous les pays en un seul bloc granitique, contre lequel viendraient se briser toutes les entreprises capitalistes et qui finirait par les écraser sous son poids immense.

« Plusieurs tentatives ont déjà été faites dans ce sens. Deux de ces tentatives espèrent encore y réussir : ce sont les deux Internationales dites d'Amsterdam et de Moscou ; mais les deux portent en elles le germe empoisonnant et autodestructeur. L'Internationale d'Amsterdam, perdue dans le réformisme, considère

que la seule solution du problème social réside dans la collaboration des classes, dans la cohabitation du Travail et du Capital et dans la révolution pacifique patiemment attendue et réalisée, sans violence ni lutte, avec le consentement et l'approbation de la bourgeoisie. L'Internationale de Moscou, de son côté, considère que le Parti Communiste est l'arbitre suprême de toute révolution, et que ce n'est que sous la férule de ce parti que les révolutions à venir devront être déclenchées et consommées. Il est à regretter que dans les rangs du prolétariat révolutionnaire conscient et organisé il existe encore des tendances supportant ce qui, en théorie comme en pratique, ne pouvait plus tenir debout : l'organisation de l'Etat, c'est-à-dire l'organisation de l'esclavage, du salariat, de la police, de l'armée, du joug politique, — en un mot de la soi-disant dictature du prolétariat qui ne peut être autre chose qu'un frein à la force expropriatrice directe et qu'une suppression de la souveraineté réelle de la classe ouvrière et qui devient, par là, la dictature de fer d'une clique politique sur le prolétariat. C'est l'hégémonie du communisme autoritaire, c'est-à-dire la pire forme de l'autoritarisme, du césarisme en politique, de la complète destruction de l'individu.

« Contre l'offensive du Capital d'un côté, contre les politiciens de toute envergure de l'autre, les ouvriers révolutionnaires du monde doivent donc dresser une vraie association internationale des travailleurs dont chaque membre saura que l'émancipation finale des travailleurs ne sera possible que lorsque les travailleurs eux-mêmes, *en tant que travailleurs*, dans leurs organisations économiques, seront préparés non seulement à prendre possession de la terre et des usines, mais aussi à les gérer en commun et faire de telle sorte qu'ils soient en état de continuer la production.

« Avec cette perspective devant lui, le Congrès International des Syndicalistes Révolutionnaires, réuni à Berlin en décembre 1922, déclare sienne la déclaration de principes suivante, élaborée par la Conférence Préable des Syndicalistes Révolutionnaires (Juin, 1922) :

2. Principes du Syndicalisme Révolutionnaire

« 1. Le syndicalisme révolutionnaire, se basant sur la lutte de classe, tend à l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans des organisations économiques de combat luttant pour leur affranchissement du joug du salariat et de l'oppression de l'Etat. Son but consiste en la réorganisation de la vie sociale sur la base du communisme libre, au moyen de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière elle-même. Il considère que seules les organisations économiques du prolétariat sont capables de réaliser ce but, et s'adresse, par conséquent, aux ouvriers, en leur qualité de producteurs et de créateurs des richesses sociales, en opposition aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent jamais être considérés du point de vue de la réorganisation économique.

« 2. Le syndicalisme révolutionnaire est ennemi vaincu de tout monopole économique et social, et tend vers leur abolition au moyen de communes économiques et d'organes administratifs des ouvriers des champs et des usines sur la base d'un système libre de Conseils affranchis de toute subordination à tout pouvoir ou parti politique. Il érige contre la politique de l'Etat et des partis l'organisation économique du travail ; contre le gouvernement des hommes, la gestion des choses. Il n'a pas, par conséquent, pour but la conquête des pouvoirs politiques, mais l'abolition de toute fonction étatiste dans la vie sociale. Il considère qu'avec le monopole de la propriété doit aussi disparaître le monopole de la domination, et que toute forme d'Etat, la forme de la « Dictature du Prolétariat » y comprise, ne peut jamais être un instrument

d'affranchissement, mais sera toujours créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.

« 3. La double tâche du syndicalisme révolutionnaire est la suivante : d'un côté il poursuit la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration économique, sociale et intellectuelle de la classe ouvrière dans les cadres de la société actuelle. De l'autre côté, son but final est d'élever les masses à la gestion indépendante de la production et de la distribution, ainsi qu'à la prise de possession de toutes les ramifications de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un système économique reposant, de la base au faite, sur le producteur ne peut jamais être réglée par des décrets gouvernementaux, mais seulement par l'action commune de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque branche d'industrie, par la gestion des fabriques par les producteurs eux-mêmes sous une forme telle que chaque groupement, usine ou branche d'industrie soit un membre autonome de l'organisme économique général et développe systématiquement sur un plan déterminé et sur la base d'accords mutuels, la production et la distribution dans l'intérêt de toute la communauté.

« 4. Le syndicalisme révolutionnaire est opposé à toute tendance et organisation centralistes qui ne sont qu'empruntées à l'Etat et à l'Eglise et qui étouffent méthodiquement tout esprit d'initiative et toute pensée indépendante. Le centralisme est l'organisation artificielle de haut en bas qui remet en bloc, aux mains d'une poignée, la réglementation des affaires de toute la communauté. L'individu ne devient alors qu'un automate dirigé et mis en mouvement d'en haut. Les intérêts de la communauté font place aux privilèges de quelques-uns ; la diversité est remplacée par l'uniformité ; la responsabilité personnelle fait place à la discipline inanimée ; le dressage remplace l'éducation. C'est pour cette raison que le syndicalisme révolutionnaire se place sur le point de vue de l'organisation fédéraliste, c'est-à-dire de l'organisation de bas en haut, de l'union libre de toutes les forces sur la base des idées et intérêts communs.

« 5. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs. Le suffrage le plus libre ne peut faire disparaître les contradictions flagrantes existant au sein de la société actuelle ; le système parlementaire n'a qu'un seul but, celui de prêter un simulacre de droit légal au règne du mensonge et de l'injustice sociale ; amener les esclaves à apposer le sceau de la Loi à leur propre esclavage.

« 6. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement fixées et ne voit dans le nationalisme que la religion de l'Etat moderne, derrière laquelle se cachent les intérêts matériels des classes possédantes. Il ne reconnaît que des différences d'ordre régional et exige pour tout groupement le droit de sa propre détermination en accord solidaire avec toutes les autres associations d'ordre économique, régional ou national.

« 7. C'est pour les mêmes raisons que le syndicalisme révolutionnaire combat le militarisme sous toutes ses formes et considère la propagande anti-militariste comme une de ses tâches les plus importantes dans la lutte contre le système actuel. En première ligne, il faut considérer le refus individuel et, surtout, le boycottage organisé contre la fabrication du matériel de guerre.

« 8. Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe et soutient toutes les luttes qui ne sont pas en contradiction avec ses buts : l'abolition du monopole économique et de la domination de l'Etat. Les moyens de lutte sont : la grève, le boycottage, le sabotage, etc. — L'action directe trouve son

expression la plus profonde dans la grève générale qui, en même temps, doit être, du point de vue du syndicalisme révolutionnaire, le prélude de la révolution sociale.

« 9. Ennemis de toute violence organisée entre les mains d'un gouvernement quelconque, les syndicalistes n'oublient pas que les luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se passeront pas sans collisions sérieuses. Ils reconnaissent, par conséquent, la violence comme moyen de défense contre les méthodes de violence des classes régnantes dans la lutte pour l'expropriation des moyens de production et de la terre par le peuple révolutionnaire. Tout comme cette expropriation ne peut être commencée et menée à bonne fin que par les organisations économiques révolutionnaires des travailleurs, la défense de la révolution doit aussi se trouver dans les mains de ces organismes économiques et non dans celles d'une organisation militaire ou autre œuvrant en dehors de ces organes économiques.

« 10. Ce n'est pas dans les organisations économiques révolutionnaires de la classe ouvrière que se trouve la force capable de réaliser son affranchissement et l'énergie créatrice nécessaire pour la réorganisation de la société sur la base du communisme libre. »

Dès lors, l'A. I. T. se développa toujours progressivement. Elle réunit aujourd'hui en son sein toutes les organisations professionnelles et syndicales révolutionnaires antiautoritaires.

L'A. I. T. eut son 2^e Congrès en Hollande, au printemps 1925. L'organisation y fut fortifiée. Elle prit nettement position vis-à-vis des autres tendances dans le mouvement ouvrier. La résolution suivante y fut adoptée :

Résolution du Congrès d'Amsterdam

Le deuxième congrès de l'A. I. T. réitère sa conviction fixée dans les statuts de l'A. I. T., à savoir :

« Que, bien que toutes les organisations économiques du prolétariat soient capables de lutter pour les revendications économiques au sein de la société actuelle et de les réaliser, seules les organisations ouvrières révolutionnaires anti-autoritaires représentent la seule forme naturelle, véridique, susceptible d'entreprendre la réorganisation de la vie économique et sociale sur les bases du communisme libertaire ;

« Que les partis politiques, quel que soit le nom dont ils s'affublent, ne peuvent jamais être considérés comme force motrice de la réorganisation économique, car leur activité se déploie exclusivement sur le terrain de la conquête du pouvoir étatiste ;

« Qu'un des buts primordiaux du mouvement ouvrier doit être non pas la conquête du pouvoir, mais la suppression de tout organisme dominateur et centraliste dans la vie sociale, étant donné que l'indépendance du mouvement ouvrier est la condition principale sur la route pour la réalisation de son but final ;

« Plaçant ces principes à la base de son activité, le Congrès a considéré que la moindre tentative de subordination des syndicats à des partis politiques quelconques détourne inévitablement la classe ouvrière de ses propres buts et aspirations et que, par conséquent, toute coalition entre les organismes économiques de la classe ouvrière et les partis politiques est dangereuse et néfaste.

« Le Congrès rejette néanmoins la définition trompeuse qui place au même niveau les partis aspirant au pouvoir politique et les groupements idéologiques qui agissent dans la direction de la transformation sociale, en dehors de tout principe d'autorité et d'étatisme.

« Devant cette situation, pleine de dangers pour la

« classe ouvrière mondiale, le II^e Congrès de l'A. I. T. « considère qu'il est du devoir des syndicalistes révolutionnaires de continuer, plus énergiquement que jamais, l'œuvre de regroupement de la famille syndicaliste sur les bases des principes du syndicalisme révolutionnaire tels qu'ils sont énoncés par les statuts de l'A. I. T. ; de ne participer à aucune conférence d'unité syndicale entreprise par ceux qui « désirent étouffer le mouvement ouvrier en le faisant « la proie des partis politiques quels qu'ils soient ; de « grouper autour de l'A. I. T. toutes les forces révolutionnaires anti-étatistes du monde entier. »

Le Congrès a également protesté contre la réaction dans tous les pays, réclamé le droit d'expression par la pensée et par la presse, et fait appel à la classe ouvrière mondiale pour lutter contre le fascisme et la dictature.

Le Congrès adopta en outre des résolutions fixant l'attitude de l'A. I. T. en face des luttes quotidiennes pratiques, de l'application du plan Dawes à l'Allemagne, du rôle mondial des jeunesses syndicalistes, ainsi que des résolutions fixant l'action internationale de l'A. I. T. et les relations de celle-ci avec les Fédérations internationales d'industrie.

Le Congrès prit fin en organisant une Commission internationale d'Etudes.

Les hommes qui dirigent les affaires de l'A. I. T., sont : Rudolf Rocker, A. Schapiro, Augustin Souchy, Bernhard Lansink, A. Borghi, A. Jensen, D.-A. Santillan. — A. SOUCHY.

ASSURANCES SOCIALES. Origines. — Une réactionnaire n'est pas forcément adversaire de toute réforme sociale. Disons même que la réaction, la vraie, la dangereuse, se révèle maintenant sous des formes qu'on n'aurait pu prévoir il y a quelques dizaines d'années. Certes, de tout temps, réaction a toujours voulu dire opposition à tout progrès, effort de retour au passé ; mais, en fait, la réaction c'était le bonapartisme, ou le royalisme, ou le militarisme, ou le catholicisme. Aujourd'hui, l'on peut être réactionnaire et s'accommoder volontiers de la république, à forme politique même soviétique, et du mépris universel de tous les dieux.

C'est que l'évolution économique — par le perfectionnement des moyens de travail qui a donné naissance à l'automatisme de la fonction professionnelle, par l'augmentation de la production et l'accroissement de la rapidité des échanges qui ont augmenté les facultés de consommation et la somme de confort humain — a développé dans les âmes le matérialisme. C'est que la concentration industrielle, commerciale et financière, engendrée par les découvertes scientifiques de ce dernier siècle, a fait surgir de formidables associations, une véritable féodalité nouvelle, plus restreinte que l'ancienne, mais aussi à la fois plus puissante parce que plus matérielle et plus brutale, parce que plus anonyme et sans tradition. Féodalité qui impose sa volonté à tous les parlements et à tous les gouvernements, dans la mesure où le prolétariat est inorganisé et impuissant, et où l'esprit de liberté est insuffisant dans l'ensemble de la population.

La poignée d'hommes qui compose cette force de domination a compris qu'elle ne pouvait raisonnablement et efficacement s'opposer à une évolution que le développement des moyens de communication et de l'instruction populaire contribue encore à précipiter. Elle ne se dresse plus aussi vigoureusement que dans le passé, à une époque où elle-même n'était encore qu'à l'état de formation, contre toute réforme sociale ; elle sait d'ailleurs qu'un meilleur aménagement des moyens de production permettra d'en supporter facilement les charges. Son objectif permanent, son

ambition c'est de faire renaître, à son profit et dans tout son absoiu, le principe d'autorité.

N'est-il pas remarquable que, depuis la fin de la guerre, le patronat ait dépensé des sommes énormes pour l'édification de logements ouvriers ? Qu'il consacre des millions chaque année à l'alimentation des services d'allocations familiales ? Personne ne l'y a obligé ; aucune loi ne le lui a imposé ; il pouvait utiliser ses bénéfices à autre chose, par exemple à subventionner certaines œuvres et institutions ; quant à l'obliger à les mettre, sous forme d'impôts, à la disposition de la collectivité, sans doute la situation actuelle constitue-t-elle, à cet égard, une indication suffisante... Ces messieurs savent à quoi s'en tenir sur l'audace d'esprit et le courage des « grands hommes » de notre époque.

A-t-on suffisamment observé que le patronat, qui prit de lui-même ces initiatives coûteuses, aurait combattu vigoureusement tout effort de l'Etat tendant au même but ? Oh ! loin de moi l'idée de prétendre que l'Etat actuel, centralisé et froidement administratif, nous donne assez de garanties de souplesse et de compétence. Mais il est évident que le patronat ne dénonce son incompetence que pour y substituer sa propre autorité.

Celle-ci s'exerce déjà sur l'ouvrier au cours de son travail ; elle doit s'exercer jusque dans sa vie familiale. L'ouvrier subit déjà la servitude ; il doit être plongé dans une atmosphère d'humiliante philanthropie. L'ouvrier peut encore s'élever au-dessus de ses intérêts matériels et se livrer à l'évocation d'un noble idéal ; il faut que son horizon soit limité aux quatre murs de son atelier.

Tel est l'un des aspects principaux de la nouvelle réaction.

Dès lors l'on comprend qu'il n'ait pas été nécessaire que les organisations ouvrières mènent campagne pour que la question des Assurances sociales fut posée. Et que le dépôt d'un projet de loi tendant à l'institution de cette réforme ait été le produit de l'activité personnelle d'un homme pour lequel nous avons quelques raisons de n'avoir aucune sympathie, et de l'initiative d'un gouvernement.

Après la guerre, M. Millerand fut nommé commissaire de la République en Alsace-Lorraine. La population était indécise, tiraillée par les germanophiles d'un côté, par les francophiles de l'autre. Les pangermanistes préconisaient habilement la constitution des deux provinces en Etat neutre, soi-disant destiné à amortir les chocs entre la France et l'Allemagne. Il fallait acquiescer le maximum de sympathie, faire des promesses, prendre des engagements, préparer enfin l'unification des législations, alsacienne et lorraine d'une part, française de l'autre. Le représentant du gouvernement français n'hésita pas à promettre formellement que les assurances sociales, appliquées depuis une quarantaine d'années en vertu de la législation allemande en Alsace-Lorraine, seraient étendues par une loi à l'ensemble de la population ouvrière française.

Mais, répétons-le, le geste du futur Président de la République française et celui, consécutif, du gouvernement, n'étaient pas en opposition formelle avec l'esprit des grandes organisations économiques. Celles-ci n'avaient-elles pas, d'ailleurs, pour les guider, l'exemple de Bismark faisant voter, dès 1884, d'importantes réformes sociales pour assurer la tranquillité grâce à laquelle la nation allemande pourrait se développer économiquement ?

C'est bien, en effet, dans cet esprit que le grand artisan de l'unité impériale s'engagea dans cette voie. C'est dans le même esprit que politiciens et patronat français l'ont imité.

Est-ce à dire que les assurances sociales et toutes réformes sociales sont à condamner ? C'est discutable. Pour moi, ne serait condamnable que l'oubli que toute réforme n'est que l'atteinte d'un nouveau degré de développement de la personnalité ; et que, ce degré atteint, il est du devoir de tous de partir à de nouvelles conquêtes, sur le monde et sur nous-mêmes.

Quelques principes. — L'assurance est le geste par lequel une personne se prémunit contre les conséquences matérielles des risques dont elle peut être victime.

L'assurance d'un risque suppose la détermination de trois éléments essentiels : la valeur matérielle du risque, son degré de probabilité de réalisation et, compte tenu de ces deux éléments, l'importance des ressources nécessaires pour n'en subir les conséquences que dans une mesure donnée.

L'assurance a donc, à la fois, une qualité morale, par la sécurité qu'elle engendre, et sociale, par la garantie de continuité de la fonction qu'elle permet.

Mais l'assurance comporte toujours à son origine l'effort individuel de l'intéressé. L'on s'assure soi-même. Et même quand on verse son argent pour cela à une Compagnie ; même quand, sous forme de réduction de la somme à verser, l'on bénéficie de l'effort collectif, c'est le versement opéré par soi-même qui caractérise l'assurance. Les formes du fonctionnement, par exemple de celui des Sociétés, ne sont que des moyens de rendre des capitaux productifs d'une part, et, d'autre part, de limiter les charges individuelles par la solidarité. Que ces louables opérations profitent à quelques aigrefins, c'est sans doute déplorable ; mais cela doit simplement nous indiquer une fois de plus que notre devoir est de lutter pour transformer un état de choses en vertu duquel certains s'enrichissent des actions les plus utiles et les plus généreuses.

Même dans la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, cette caractéristique de l'assurance est révélée.

Avant qu'elle existe, l'ouvrier n'avait que le droit de poursuivre son employeur aux fins de dommages-intérêts, lorsqu'il pouvait prouver que l'accident dont il était victime était dû à une faute de celui-ci. Il n'y avait lieu qu'à l'application des principes fondamentaux de notre Code Civil qui repose essentiellement sur la notion de responsabilité personnelle, produit de la liberté individuelle à laquelle la Révolution de 1789 fut consacrée. Hors de là, l'ouvrier pouvait toujours s'assurer personnellement contre les accidents. Quand cette loi fut discutée au Parlement, cette notion de responsabilité ne fut pas oubliée. Le développement du machinisme et l'organisation de plus en plus accentuée du travail collectif augmentèrent les responsabilités de l'employeur en matière de sécurité et de l'idée de protection. De là le caractère forfaitaire de cette loi qui n'attribue à l'accidenté qu'une indemnité ou une rente sensiblement inférieure à son salaire. Un parlementaire de cette époque était allé jusqu'à établir une évaluation — évidemment fantaisiste — mais qui ne fut pas sans effet, des responsabilités patronale et ouvrière et des causes inconnues qui sont à l'origine des accidents du travail.

Lorsqu'on parle d'assurance, il ne s'agit donc pas simplement de protection par autrui, de philanthropie, de bienfaisance, d'assistance, de distribution de secours, d'aumones par des personnes charitables, des œuvres privées ou des institutions publiques. Pour moi, d'où que viennent les secours, c'est la même chose ; il y a, pour le travailleur, producteur de la richesse publique, autant d'inconscience, de renoncement et d'humiliation dans le geste qui consiste à implorer protection contre la misère qu'il y en a pour le misérable invalide et déchu à tendre la main sur la voie publique.

Mais nous n'avons parlé qu'à d'assurance proprement dite, sans lui donner un qualificatif, sans lui attribuer un caractère particulier ; nous ne l'avons envisagée que sous son aspect principal d'acte individuel de prévoyance.

Dans l'assurance dite sociale, à la notion de responsabilité s'ajoute l'idée de solidarité, et si, comme nous le verrons, dans le projet de loi en discussion, l'idée de protection est incluse, les organisations ouvrières ne l'ont pas désirée.

L'assurance sociale est donc, en premier lieu, conditionnée par l'accomplissement du geste individuel de prévoyance du risque à assurer et de préservation des conséquences de la réalisation éventuelle de ce risque. C'est la contribution de l'assuré aux ressources de l'assurance.

Elle est, en second lieu, caractérisée par une organisation qui permet le maximum de solidarité entre les assurés à leur profit exclusif. A-t-on remarqué que les compagnies privées d'assurances font l'assurance contre la foudre, la grêle, l'incendie, l'accident, l'assurance décès, etc., mais ne font jamais l'assurance maladie ? C'est que l'importance de ce risque et sa variabilité engendrent des aléas tels que les calculs et les prévisions actuariels les plus précis sont insuffisants à fournir à une Société privée toutes garanties, qu'elle fera toujours face à ses obligations.

Et la solidarité, à la fois dans le temps et dans l'espace, permet une certitude que ne permettent pas les prévisions financières les mieux établies.

Enfin, pour être vraiment sociale une assurance doit être non seulement une opération d'équilibre entre des prévisions de recettes et des prévisions de dépenses, elle doit surtout permettre la constitution de puissants moyens de préservation contre l'invalidité et de lutte contre celle-ci quand elle n'a pu être évitée.

On raconte qu'en Amérique une société d'assurance s'attaqua résolument à la lutte contre la tuberculose. Au bout de quelques années, la morbidité et la mortalité par tuberculose avaient diminué dans de telles proportions que cette société réalisa d'importants bénéfices. Quels qu'aient été ceux-ci, il est évident que la partie sociale de son activité était ainsi considérablement accrue.

Résumons-nous donc. L'assurance est essentiellement un acte individuel de prévoyance. Elle est sociale dans la mesure où elle est basée sur la solidarité (elle est parfois conditionnée par elle) et où elle permet une sérieuse organisation de la prévention et des soins.

Organisation de l'assurance. — Ces principes établis, toute la conception de l'organisation de l'assurance sociale en découle.

Acte individuel de prévoyance ? Par conséquent, ressources de l'assurance fournies par les intéressés eux-mêmes. On peut discuter des avantages et des inconvénients du fait appliqué actuellement ; sur le principe il n'est pas une discussion possible : n'est révolutionnaire que ce qui aboutit au développement de la personnalité, à l'affranchissement de l'individu de tous préjugés, de toutes contraintes morales. L'institution des allocations familiales, qui a diminué les soucis familiaux des ouvriers n'a pas été une œuvre révolutionnaire. Le fait que les ouvriers qualifiés des Etats-Unis ont des conditions de vie matérielle meilleures que les nôtres, ne prouve pas que ceux-ci ont atteint un degré d'affranchissement plus élevé que le nôtre. Il m'apparaît que le gouvernement russe a, du point de vue révolutionnaire, commis une grosse erreur en essayant d'instituer une vaste assistance d'Etat. Bien imprudents, sinon coupables, seraient ceux qui, dans les conditions de vie humaine, négligeraient l'élément moral. Et à quelle contradiction se livreraient, ce faisant, ceux qui n'ont que mépris pour la matérialité

de la vie, et qui, leurs besoins corporels simplement et modestement satisfaits, n'ont de plaisir qu'aux satisfactions de l'esprit à l'évocation de la pure idéologie ! Si, pour moi, la personnalité morale et intellectuelle de l'homme passe par dessus tout, je repousse toute forme d'organisation de vie matérielle, aussi avantageuse soit-elle, qui est conditionnée par l'humiliation.

En fait, la meilleure façon de répondre à toutes les objections que soulève la contribution des assurés à la constitution des ressources de l'assurance est encore de poser cette autre question : « La réalisation de cette réforme est-elle désirable, même en régime capitaliste ? »

Si oui, convenons simplement que les ressources nécessaires ne peuvent être tirées que du produit du travail.

Nous n'avons jamais été naïfs, je présume, au point de supposer qu'il était possible de diminuer les bénéfices patronaux. Si l'autorité ouvrière ne s'accroît qu'en raison de l'autorité patronale, par contre la vie ouvrière s'améliore en raison non pas de l'appauvrissement patronal, mais de l'augmentation de la somme des produits livrés à la consommation générale. Et nous savons bien, quand nous luttons syndicalement pour conquérir des avantages nouveaux en faveur de la classe ouvrière, que ceux-ci ne sont pas conditionnés par une infériorisation des conditions de vie du patronat, mais qu'ils détermineront un effort nouveau de destruction de la routine dans l'organisation de la production.

Donc, prétendre que les ressources de l'assurance doivent être recherchées dans un prélèvement sur les bénéfices exagérés du patronat est un grossier non-sens.

Le même raisonnement peut être tenu, sous une forme différente, en ce qui concerne l'alimentation des institutions d'assurance par les produits d'un meilleur aménagement de l'impôt sur le revenu. Il est remarquable que ceux qui formulent cette proposition sont ceux-là mêmes qui reprochaient à la C. G. T., il y a trois ans, de défendre le principe de l'impôt direct. Nous avions pourtant une raison de préférer l'impôt direct à l'impôt indirect. Et, cette raison, nos adversaires ne l'ont pas. C'était, non pas que le premier pèserait plus lourd sur le capitaliste et moins lourd sur l'ouvrier, mais que, le contribuable devant le payer lui-même, personnellement, il en sentirait beaucoup plus le poids que celui de l'impôt indirect qu'il paie sans s'en apercevoir... autrement que par l'augmentation du coût de la vie qui résulte de son propre accroissement ; qu'ainsi sa vigilance serait mieux tenue en éveil, son désir de contrôle en serait augmenté. En temps normal, c'est là que réside la vertu essentielle de l'impôt direct, et non dans une diminution des charges de l'un et une aggravation des charges de l'autre.

Donc, prétendre qu'un meilleur aménagement de l'impôt sur le revenu, pour l'objet qui nous préoccupe, éviterait que la classe ouvrière supporte les frais de l'assurance est une absurdité.

Supprimer les dépenses inutiles de l'Etat ? Par exemple, les budgets de la guerre et de la marine ? Alors, si nous en croyons la « vérité révolutionnaire », il faut supprimer le régime capitaliste. Et nous sortons des cadres que nous nous sommes tracés, puisque nous avons admis l'hypothèse de la réalisation des assurances sociales, même au sein de l'organisation sociale actuelle.

Faut-il donc se résigner, demandera-t-on, à subir cette alternative : ou bien retarder l'application de cette réforme, se condamner à vivre dans l'incertitude du lendemain jusqu'après la Révolution sociale qui

supprimera le patronat et le salariat ? Ou bien subir une aggravation des conditions des travailleurs ?

D'abord accepter le premier terme de cette alternative serait se condamner à combattre toute réforme sociale : il n'en est pas qui ne soit coûteuse, soit directement, soit par incidence.

Quant au deuxième, examinons-le plus attentivement. Est-il bien sûr qu'il se présente ? Jusqu'à maintenant, le moyen le plus équitable que l'on ait trouvé de constituer les ressources de l'assurance a été de les demander à la fois au patronat, à l'Etat et aux assurés. Si les données du problème, telles qu'elles sont présentées dans les projets ou dans les lois, étaient confirmées par la réalité, les charges familiales de l'ouvrier seraient sensiblement diminuées, puisqu'actuellement, quand il est invalide, il reste sans ressources, tandis que dans ce cas il aurait droit à des secours importants. Mais le patronat ne prélèvera pas sa part de contribution sur les bénéfices ; les frais généraux des entreprises étant augmentés, les prix de vente des produits le seront dans la même proportion. De même, les dépenses de l'Etat ne peuvent s'accroître que dans la mesure de l'accroissement de ces recettes ; le contribuable paiera.

Alors l'ouvrier devrait subir, soit comme salarié, soit comme consommateur, 10 % de diminution de ses conditions actuelles d'existence. L'exagération même de ce chiffre suffirait à nous indiquer que cette conclusion est fautive.

Il en sera de cette réforme comme de toutes les autres ; il y aura rétablissement d'un rapport entre le salaire et les charges correspondant aux besoins.

La journée de huit heures, là où elle fut appliquée, même avant qu'une loi oblige les employeurs à réajuster immédiatement les salaires, n'a jamais aggravé la gêne des ménages ouvriers.

Une erreur que nous devrions dénoncer sans cesse est celle qui fait croire que les conditions d'existence ne sont fonction que des conditions de rémunération.

Une vérité qu'il faudrait répandre avec persévérance, c'est que les conditions de rémunération sont fonction des besoins des individus.

La grande valeur de la journée de huit heures, et de la diminution de longueur de la journée de travail en général, réside non pas dans la diminution de la fatigue physique du bénéficiaire qui en résulte, mais surtout dans l'augmentation des loisirs et des besoins, dans l'amélioration des conditions générales de vie et le développement du sentiment de dignité qui en est l'heureuse conséquence.

Mais si, ni le patronat, ni l'Etat, ni la classe ouvrière ne sont appelés à supporter les charges financières de l'assurance, qui les supportera ? Je le répète : il en sera de cela comme de toute autre réforme : c'est dans les produits du travail, avant toute répartition entre patrons, Etat et ouvriers que seront trouvées les ressources nécessaires. Et dans de nouveaux aménagements de la production, aboutissant à une nouvelle augmentation de celle-ci, que seront puisés les moyens de faire face aux besoins nouveaux des individus.

C'est parce qu'elle était convaincue de cela que la C. G. T. exprima un jour l'opinion que les ressources devaient être tirées, non pas de versements particuliers effectués par les uns et les autres, mais d'un prélèvement sur la production.

..

L'individu qui reçoit un secours n'a aucun droit, il devient l'obligé d'autrui. Sur le fonctionnement des services qui lui viennent en aide, l'assisté n'a aucune autre faculté de contrôle que celle qui lui est reconnue en qualité de citoyen.

Par contre de l'effort personnel découle une notion

de droit. Celui qui verse de l'argent éprouve le désir de savoir ce qu'il en advient. De là la nécessité, en matière d'assurance, de prévoir une organisation qui remette l'administration générale et la gestion des fonds entre les mains des intéressés.

En France — j'écarte de mon examen les imperfections des institutions existantes — la Caisse des Retraites des ouvriers mineurs, par exemple, est administrée par un Conseil dans lequel entrent des représentants des Compagnies de mines et des représentants des ouvriers. Les innombrables sociétés de secours mutuels (on dit qu'elles sont une vingtaine de mille) sont dirigées par les représentants élus des cotisants. L'assurance sociale ne pourra exister qu'à condition de reposer sur les institutions spéciales administrées par les représentants des participants.

Le fait d'imposer une contribution patronale et une contribution ouvrière implique donc qu'en principe patrons et ouvriers doivent être appelés à participer à l'administration des institutions d'assurance. La participation ouvrière à la gestion n'est pas sans valeur ; elle constitue un élément important de supériorité de l'assurance sur l'assistance. Mais le prélèvement sur la production aurait permis de justifier que l'administration et la gestion de l'assurance soient remises entre les mains des seuls artisans directs de la production.

..

Dans l'assurance simple, l'assuré n'a d'avantages qu'en raison de l'effort qu'il a personnellement accompli, et les charges qu'il subit sont d'autant plus lourdes que les risques qu'il encourt sont plus importants.

Dans l'assurance sociale, l'organisation et les conditions de fonctionnement doivent être telles que celui qui est favorisé par le sort ou les circonstances intervienne en faveur de celui qui est défavorisé.

Il est des professions et des régions où l'on risque beaucoup plus la maladie que dans d'autres, parce qu'elles sont particulièrement malsaines. L'assurance étant plus coûteuse, la prime à verser, c'est-à-dire la cotisation devrait être plus élevée ; dans l'assurance sociale, la même cotisation est demandée à tout le monde ; les prévisions de dépenses sont alors établies, non pas pour telle ou telle catégorie de population, mais pour la totalité.

De là une tendance générale, chez tous ceux que ne guide que le souci de réaliser une œuvre largement sociale, à préférer le cadre local ou régional au cadre professionnel pour l'organisation de l'assurance.

L'organisation la plus rationnelle sera donc celle qui, imposant à tous les mêmes obligations, réunira en de mêmes groupements les assurés de toutes professions.

Mais ces groupements, avons-nous dit, doivent être gérés par les représentants des intéressés. D'autre part, et surtout en matière d'assurance-maladie, un contrôle doit être exercé pour limiter autant que possible les abus ; la solidarité ne doit pas permettre à des égoïstes de profiter sans réel besoin de l'effort d'autrui. Tout cela ne peut être qu'à condition que le champ d'action de l'institution d'assurance soit raisonnablement limité.

Si, par exemple, l'on doit constituer des Caisses d'assurance, le champ de recrutement et d'action de celles-ci devrait comporter une circonscription correspondant à un nombre relativement restreint d'assurés, de telle façon que ceux-ci puissent connaître suffisamment les conditions de fonctionnement de la Caisse de laquelle ils font partie.

..

Mais nous avons dit que la troisième condition — pour que l'assurance soit véritablement sociale — était

qu'elle réalise une sérieuse organisation de la prévention et des soins.

Cela suppose une organisation créant une autorité morale suffisante pour influencer sur la nature et l'importance des mesures d'hygiène ; une concentration de moyens financiers telle que l'on puisse multiplier les hôpitaux et les divers établissements de soins, les perfectionner, leur permettre de fonctionner dans des conditions vraiment acceptables.

A cet égard, il est remarquable que la France soit actuellement l'un des pays où la mortalité est la plus considérable. Il est évident — malgré qu'aucune statistique n'existe — que le degré de morbidité est excessif. Et pourtant il est non moins indiscutable que nous jouissons, dans l'ensemble, d'un climat particulièrement favorable. Le rapporteur du projet de loi d'assurances sociales devant la Chambre, dans la législature 1919-1924, estimait que, si le taux de mortalité en France était ramené à ce qu'il est dans la plupart des pays étrangers ayant atteint un stade équivalent de civilisation, nous économiserions 213.000 vies humaines tous les ans. L'on peut calculer les bénéfices qui en résulteraient pour l'économie nationale. Je m'en tiens à une appréciation simplement humanitaire, sentimentale : que de peines, que de douleurs seraient ajournées et souvent évitées !

Combien d'enfants, combien d'adultes seraient sauvés, si l'on envoyait périodiquement les premiers à la campagne, à la mer, à la montagne, si toute personne, dès les premiers symptômes d'une affection, avait la possibilité de se reposer, de se soigner vigoureusement et ainsi d'éviter que la maladie redoutée exerce ses ravages !

Tous les spécialistes de l'assurance sociale du monde entier se sont prononcés pour une centralisation, aussi prononcée que possible, de l'organisation de celle-ci. En Tchéco-Slovaquie, notamment, l'on créa à l'origine une multitude de caisses d'assurances ; un an après, une grande partie avait disparu par fusion au sein d'organismes plus importants.

De l'exemple des diverses nations qui ont précédé la nôtre dans cette voie, une indication très nette semble découler : dans une assurance couvrant à la fois les risques maladie, invalidité et vieillesse, l'organisation la plus rationnelle serait celle qui comporterait à sa base, pour l'assurance-maladie, des caisses locales, et pour les assurances invalidité et vieillesse, des caisses départementales, le tout réuni dans un organisme unique.

C'est-à-dire, dans chaque localité englobant un minimum de x... habitants, faculté de constitution d'une caisse d'assurance-maladie ; les délégués, dans le département, de toutes les caisses maladie, constituant l'Union départementale des caisses d'assurances chargées de l'assurance invalidité et vieillesse, et possédant pour cela la personnalité juridique nécessaire.

L'assurance vieillesse comporte en effet une concentration formidable de capitaux, la constitution de disponibilités financières suffisantes pour développer les institutions hospitalières, créer les préventoriums, sanatoriums, etc., en un mot, donner à la science médicale les moyens de lutter efficacement pour diminuer l'immense douleur humaine.

..

Enfin, si nous admettons que l'assurance sociale est conditionnée par la solidarité, que la régularité de son fonctionnement financier est conditionnée elle-même par une certaine stabilité du taux général de morbidité et de mortalité, il en résulte la nécessité de prendre toutes mesures susceptibles de maintenir une composition des effectifs d'assurés sensiblement identique à

celle qui, à l'origine, a servi de base à l'établissement des prévisions financières.

Que, du fait de la faculté qui serait laissée à chacun d'accepter ou de refuser l'assujettissement à la loi, la proportion des assurés à faible santé soit plus élevée que la proportion des individus à faible santé dans l'ensemble de la population, et le coût de l'assurance sera d'autant plus considérable et, à ressources égales, les avantages d'autant moins importants pour les intéressés.

L'obligation d'assujettissement est apparue comme le meilleur moyen d'empêcher l'action néfaste des égoïsmes imprévoyants et d'assurer la stabilité désirable.

Enfin, comment rendre cette obligation effective, unanime et certaine ? En prévoyant des sanctions contre les assurés qui ne voudraient s'y plier ? Outre que ces sanctions seraient rendues impuissantes par l'excessive multiplicité des contraventions volontaires, une telle méthode se heurterait aux innombrables négligences. Et puis, quelles sanctions appliquer aux contrevenants insolubles ?

Le moyen considéré comme le plus pratique consiste à obliger l'employeur à prélever sur les salaires de ses ouvriers et employés les sommes correspondantes au montant de la contribution à laquelle ils sont légalement astreints et à les envoyer, avec le montant de ses propres contributions, à l'organisme d'assurance. Ceci sous sa responsabilité. C'est ce que l'on appelle le précompte.

**

En résumé, la conception rationnelle de l'organisation de l'assurance sociale serait, dans ses grandes lignes, la suivante, compte tenu des nécessités auxquelles nous sommes soumis dans une organisation générale, imparfaite de la société :

Prélèvement, par l'employeur, sur le salaire de ses ouvriers et employés, des sommes correspondantes au montant des contributions dues par eux.

Transmission, par l'employeur, du montant de ces sommes et de ses propres contributions à un organisme départemental ou régional.

Cet organisme, chargé de la répartition entre les diverses branches et caisses d'assurances et de la gestion des fonds, serait l'émanation directe d'institutions locales. Il serait administré par les délégués élus de ces institutions.

Ces dernières auraient pour tâche d'assurer le fonctionnement de l'assurance-maladie (rapports avec les médecins, les établissements hospitaliers, contrôle, etc.) et de distribuer aux ayants-droit les diverses prestations.

L'Union départementale ou régionale, outre le recouvrement, la gestion et la répartition des fonds, serait chargée d'assurer le fonctionnement de l'assurance-invalidité et de l'assurance-vieillesse.

Chacun de ces organismes aurait enfin la personnalité juridique et serait par conséquent totalement responsable de ses opérations.

**

L'assurance sociale, en France, est en voie de réalisation.

Observons qu'un projet de loi, établi par le gouvernement en 1920, est encore, en 1926, pendant devant le Sénat !

La C. G. T. s'en est activement occupée. Elle a mené une campagne ardente dans le pays. Elle fut d'ailleurs à peu près seule à le faire. Elle a défendu longuement et vigoureusement la conception dont les lignes générales sont ci-dessus résumées. Cette action ne fut pas inutile ni totalement inefficace. On lui a parfois reproché de sortir de son rôle, de dévier dans le sens du mutualisme. Erreur profonde !

Créer un vaste service social et en faire assurer la gestion par l'ensemble de la collectivité est une action inspirée d'un esprit heureusement bien différent de l'esprit mutualiste traditionnel.

Les mineurs ne sont pas mutualistes parce qu'ils s'intéressent à leurs Caisses de secours et à leurs services de retraites.

Et nous ne pouvons croire que faire bénéficier les travailleurs français des conditions de quiétude et de sécurité dont bénéficient les travailleurs de la plupart des autres pays aura pour effet d'entraver leur développement moral et intellectuel.

Bien au contraire. — A. REY.

ASSURANCES SOCIALES. — L'assurance sociale, réclamée par les deux C. G. T., dans des formes à peu près analogues, a pris une importance considérable dans les préoccupations ouvrières de ces dernières années. Il ne faut d'ailleurs pas se dissimuler que l'assurance sociale s'imposera sous tous les régimes. Il y aura toujours des enfants qu'il faudra élever, des vieillards dont il faudra prendre soin, des invalides, des blessés à aider, des mères qui auront besoin de traitements ou de soins spéciaux.

L'assurance pourra, selon les épreuves, prendre tel ou tel nom, revêtir tel ou tel caractère. Elle n'en restera pas moins, toujours, un devoir social qui participera de la solidarité entre tous les membres d'une même collectivité.

Est-ce à dire que les projets divers qui furent ou restent soumis au Parlement nous donnent satisfaction ? Pas du tout, mais nous ne pouvons pas, à mon avis, refuser d'examiner ce problème qui se pose chaque jour dans notre civilisation dévorante, avec une acuité sans cesse plus grande.

Nous n'avons pas le droit de déclarer que cette question nous est étrangère. La vie des enfants, des malades, des invalides doit nous être suffisamment chère pour nous obliger à étudier le meilleur moyen de l'assurer dignement. Cela ne veut nullement dire que ce soit facile en ce moment, pas plus qu'il serait bien de faire n'importe quel projet à ce sujet.

La question est d'ailleurs extrêmement complexe et difficile à résoudre réellement en régime capitaliste. Il convient toutefois de tirer de ce régime le maximum de bien-être pour le travailleur, pour sa famille. Tout ce qui est arraché au capitalisme est, en fait, une conquête dont on ne doit pas faire fi. Tout le monde accepte, ou presque, de s'assurer sur la vie, contre l'incendie, contre les accidents, etc., parce que, réellement, c'est à la fois une nécessité et une sécurité. Personne ne peut, logiquement, s'élever contre l'assurance sociale. Bien entendu, il ne s'agit pas de confondre l'assurance sociale avec les misérables retraites ouvrières instituées par la loi de 1910.

De celles-ci, nous n'en voulons pas. Nous restons dressés contre elles aussi irréductiblement qu'au moment où Millerand et Briand voulaient nous les imposer.

Ce ne sont pas, en effet, des os que nous réclamons, c'est notre place au banquet de la vie. L'enfant, le vieillard, l'invalidé, le malade, le chômeur, doivent avoir la certitude que le pain, le gîte, le secours, toutes choses qui leur sont dues en raison de leur rôle social, de leur état, ne leur manqueront pas.

Le syndicalisme ne peut écarter l'assurance sociale de ses préoccupations. Le communisme, l'anarchisme ne peuvent davantage ignorer cette question. La pratique quotidienne de la solidarité par leurs adeptes leur fait un devoir de considérer ce problème et pour le présent et pour l'avenir.

Il n'y a donc aucune espèce de doute à conserver,

aucune objection à formuler quant au *principe de l'assurance sociale*.

En ce moment, la logique voudrait que les assurances sociales soient un service national dont la caisse serait alimentée par ceux qui tirent profit de l'activité de la machine humaine.

Les ressources nécessaires aux assurances sociales devraient donc, *avant toute chose*, être prélevées sur les bénéfices des exploitations patronales.

N'est-il pas normal, en effet, que le patron, qui ne paye à l'ouvrier qu'une partie du fruit de son travail, sous forme de salaire (1/3 environ), qui, en outre, bénéficie entièrement du prix de cet effort, assure l'ouvrier contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité, etc.? C'est l'évidence même.

Mais est-il possible d'obtenir cela? Malheureusement, il apparaît qu'on ne l'obtiendra pas. Quelque logique que soit l'institution des assurances sociales sur de telles bases, il faut convenir que nous n'avons, présentement, aucune chance de la voir se réaliser.

Aussi, semble-t-il qu'on doive tenter, néanmoins, sans s'en déclarer satisfait, d'obtenir à ce sujet le maximum.

La première chose la plus importante à mes yeux, est, tout d'abord, de faire instituer les assurances sociales, de les faire entrer dans les mœurs, pour les développer le plus rapidement possible.

C'est ce à quoi travaillent toutes les organisations ouvrières. Le *principe de l'application* constituée, pour elles, le premier pas à franchir.

Que seront-elles? Nul ne le sait exactement. Elles existeront, c'est l'essentiel.

Cela ne doit d'ailleurs nullement nous empêcher de tenter de rendre la première application la plus favorable qu'il sera possible.

En ce moment, et le contraire nous surprendrait, le Parlement ne vise qu'à assurer dans des conditions limitées le fonctionnement de l'institution envisagée.

En outre, la gestion de la caisse de ces assurances donne des craintes certaines. En confiant cette gestion à un Conseil tripartite, composé de patrons, d'ouvriers et de représentants de l'Etat — où les ouvriers sont assurés d'être toujours en minorité — le gouvernement nous montre son désir de rester, en fait, maître du fonctionnement de l'appareil et de ses ressources.

Nous pouvons craindre que les énormes capitaux qui seront, suivant ce projet, constitués par les versements patronaux et ouvriers, ne servent à satisfaire des besoins autres que ceux auxquels ils sont destinés, ne deviennent entre les mains de l'Etat et du patronat une machine de guerre, un instrument de lutte contre la classe ouvrière ou serve à alimenter, sans qu'on le sache, quelque aventure coloniale.

Nous formulons donc les réserves les plus expresses sur une telle conception du fonctionnement et de la gestion de la caisse des assurances sociales.

Si nous ne pouvons espérer que cette caisse soit financée par les prélèvements opérés sur les bénéfices patronaux seuls, si nous sommes obligés, *actuellement*, d'accepter, malgré nous, la nécessité de la contribution ouvrière, nous demandons, par contre, l'autonomie absolue de cette caisse des assurances sociales. Il n'est nullement besoin que l'Etat mette son nez dans une affaire où il n'apporte rien.

Puisque seuls les ouvriers et les patrons vont verser dans cette caisse, il leur appartient de l'administrer.

Et là je vais soutenir un raisonnement qui va, sans doute, à première vue, scandaliser mes camarades.

Je demande que le versement de l'ouvrier soit très légèrement supérieur à celui du patron, de 1 %, par exemple.

Pourquoi? Mais, c'est injuste! va-t-on me dire.

Evidemment, c'est injuste, comme il est injuste que

l'ouvrier verse, alors que c'est le patron qui profite de son effort et qu'il ne paye pas cet effort à sa valeur.

Qu'on me suive un moment et on comprendra pourquoi je suis partisan d'un versement supérieur de l'ouvrier!

J'ai dit plus haut que je craignais, avec raison j'estime, que les fonds de la caisse des assurances sociales ne servent à d'autres fins qu'à celles auxquelles elles sont destinées.

Le danger ne disparaîtra pas du fait que l'Etat sera éliminé, que seuls les patrons et les ouvriers resteront en présence, même en nombre égal.

Il suffirait, en effet, aux patrons de « convaincre » un représentant ouvrier à leur point de vue pour avoir partie gagnée.

C'est ce que je veux éviter en instituant le versement ouvrier supérieur au versement patronal. De cette façon, il sera possible d'avoir un nombre de délégués ouvriers relativement supérieur à celui des délégués patronaux. En fait, ce sont les ouvriers qui administreront la caisse.

Au lieu d'utiliser les ressources de cette caisse pour les besoins de l'Etat, pour faire la guerre peut-être, à la seule condition de payer les assurances prévues, on ne permettra pas aux patrons et à l'Etat — ce qui est tout un — de disposer des énormes capitaux de la caisse des assurances.

Il sera alors possible d'augmenter, j'en suis certain, le taux de l'assurance. S'il y a de l'excédent, si on veut réaliser une partie du capital, il sera loisible de le faire en construisant des maisons ouvrières, des asiles confortables pour les vieillards, des cliniques et des stations climatiques pour les malades, des colonies de vacances pour les enfants, des lieux de repos pour les travailleurs fatigués.

Ce serait le seul moyen de tirer des assurances sociales le maximum, *en ce moment*.

J'espère qu'on comprendra la nécessité du contrôle d'une telle œuvre dont la portée dépasse le cadre qui lui est actuellement assigné et qu'on se rendra compte des raisons qui obligent le mouvement ouvrier à ne pas se désintéresser de cette question.

P. BESNARD.

ASTROLOGIE. n. f. du grec : *astron*, astre, et *logos*, discours). — L'astronomie est l'art de prédire les événements d'après l'inspection des astres et la connaissance de leur influence. On sait que les Chaldéens furent les premiers à étudier les astres et à observer leur mouvement. Mais ils ne se bornèrent pas à cette étude. Ils y ajoutèrent des notions conjecturales relatives à l'influence de ces astres sur le monde terrestre et les êtres vivants. Tout un système fut bâti peu à peu sur ces notions, système d'après lequel pour savoir le passé et l'avenir d'un homme, il faut établir le *thème* de sa nativité, c'est-à-dire reconstituer l'état du ciel à l'instant de sa naissance. Après avoir été étudiée en Chaldée, l'astrologie fut successivement étudiée en Egypte, en Grèce, en Italie, puis dans tout l'Occident de l'Europe. Elle est persécutée au Moyen Age et les astrologues sont pourchassés comme des sorciers. C'est à cette époque cependant qu'elle jouit de son plus grand prestige. Elle atteint son apogée au xvi^e siècle. Il fut un moment où chaque prince avait un astrologue à sa cour. Puis l'influence de l'astrologie s'éteignit peu à peu. Toutefois des savants, comme Cardan, Tycho-Brahé, Kepler continuèrent à s'y intéresser. Mais au xvii^e siècle ce fut une rapide décadence. Malgré les efforts de quelques groupes qui s'en occupent encore de nos jours, l'astrologie peut être mise, avec l'alchimie, au rang des sciences mortes. — On emploie parfois comme synonyme d'astrologie le mot *astromancie*, n. f. (du grec *astron*, astre, et *manteia*, divination).)

ASTRONOMIE. Le plus malfaisant des livres, la Bible précise et résume le mieux la conception géocentrique et anthropocentrique qui a fait, pour le malheur de l'humanité, de notre planète le centre de l'univers et de l'homme le roi de la Terre.

D'après la conception géocentrique, la Terre est plate et le Soleil, la Lune, ainsi que tous les astres tournent autour d'elle.

Cette cosmologie est encore à la base du Judaïsme, du Christianisme et de l'Islam, dont le Dieu féroce et sanguinaire créa, au commencement, les cieux et la terre, ensuite la lumière, puis il fit deux grands luminaires : le plus grand luminaire pour dominer sur le jour, et le moindre pour dominer sur la nuit ; il fit aussi les étoiles et les mit dans l'étendue des cieux, pour luire sur la terre. Après cela, Dieu créa les poissons, les oiseaux et les autres animaux et finalement l'homme à son image et la femme à celle de l'homme pour bien marquer son infériorité. Il les chassa ensuite du paradis, où il les avait placés, pour avoir mangé les fruits de l'arbre de la vie et s'être livrés aux joies des sens.

Savoir et aimer, c'est là le fameux péché originel pour lequel Adam et Eve furent condamnés avec toute leur descendance, les hommes à travailler à la sueur de leur front, les femmes à enfanter dans la douleur.

Mais l'homme, dont l'ignorance et l'épouvante des phénomènes qu'il ne savait pas s'expliquer et encore moins combattre avaient créé les dieux, parvint aussi à les maîtriser par un antidote puissant, la science. Heureusement il était moins féroce que les monstres qu'avait enfantés son cerveau apeuré et le besoin de repos, de rêve, de méditation et de réflexion fraya la voie à la plus belle des sciences, l'astronomie.

C'est sous le ciel étoilé des rives de la Méditerranée que naquit la science des astres qui enseigna à l'homme le rythme des saisons, l'harmonie des mouvements célestes et la grande solidarité de la nature en éternel devenir, promesse et gage de fraternité universelle.

C'est en Chaldée qu'on a trouvé les plus anciens parchemins de la noblesse de l'astronomie et qu'on a pu reconstituer la plus vieille date historique que nous possédons. L'éclipse choisie par ce peuple comme point initial d'un des cycles lunaires nous ramène à 13.442 années avant l'an 1900 et on admet que cette date correspond à une coïncidence entre une éclipse solaire et le lever de l'étoile Sirius.

Les Chaldéens imaginèrent les premiers la division du cercle en 360 degrés, du degré en 60 minutes, de la minute en 60 secondes et de la seconde en tierces. Ils créèrent la science astronomique et ce sont eux qui, dans leurs calendriers, divisèrent l'année en 365 1/4 jours, en 12 mois, la semaine en 7 jours consacrés aux sept planètes connues alors ; le jour en 24 heures, l'heure en 60 minutes et la minute en 60 secondes. Les Chaldéens furent aussi des navigateurs émérites et la preuve qu'ils ont été dans les régions équatoriales résulte du fait qu'ils racontent avoir vu l'étoile polaire à l'horizon.

Il y a environ 4200 ans, des émigrants occidentaux, les Bak-Sing, avaient fait leur entrée en Chine par les frontières du Nord-Ouest. Ces émigrants ont dû passer par les voies qui devinrent plus tard et dès l'antiquité les deux grandes routes qui liaient l'Occident à l'extrême-Orient. Ces routes sont celles du Jade, qui passait par le midi (lat. 40 à 45) et celle de la Soie, qui passe par Terek-Davan.

Ces Bak-Sing, représentants du peuple des Bak, vivaient autrefois en Chaldée, sur le bas fleuve de l'Euphrate et ont, dans leurs diverses étapes, laissé leur nom à beaucoup de villes et de lieux, tels que Bac-Tres, Bactriane et Bagdad.

Ce sont ces Bak qui ont importé en Chine les arts, les métiers et l'écriture ; c'est d'eux également que les

anciens Chinois apprirent à préciser la longueur de l'année solaire et à la diviser en 12 mois et 4 saisons. L'ère chinoise remonte à 2637 ans avant Jésus-Christ ; le siècle chinois vaut 60 ans, les mois chinois sont lunaires et subdivisés en périodes de 7 et 5 jours et la journée est partagée, irrationnellement comme chez nous, en deux fois 12 heures. (Depuis la République, la Chine a pris le calendrier grégorien.) C'est en se croisant avec les aborigènes que les Baks, peuple chaldéen, formèrent l'admirable nation chinoise.

Plusieurs éclipses observées par les Chinois dès les temps les plus reculés et leur connaissance depuis mille ans avant Jésus-Christ du Gnomon, c'est-à-dire de l'instrument qui sert à mesurer la hauteur du Soleil et à marquer les heures, en indiquant la longueur et la direction de l'ombre projetée, les tables astronomiques, qui remontaient à une haute antiquité trouvées chez les Indiens, des monuments couverts de signes astronomiques et l'orientation parfaite, astronomie également, des pyramides chez les Egyptiens, font remonter l'astronomie aux premiers temps de l'histoire.

Mais c'est aux Grecs surtout, à ce peuple merveilleux de l'antiquité, qu'il faut attribuer les premières notions véritablement scientifiques de l'astronomie. Pythagore admettait la sphéricité de la Terre tout en la considérant encore comme immobile au centre du monde et Hipparque, le plus célèbre des astronomes de l'école d'Alexandrie dont les travaux furent coordonnés par Ptolémée dans l'Almageste, découvrit le premier, vers 150 avant J.-C., la précession des équinoxes, partagea les cieux en quarante constellations, donna des noms aux astres, découvrit la parallaxe des planètes, déterminait la latitude d'un grand nombre de lieux et fixa le premier degré de latitude aux Canaries.

L'astronomie véritablement scientifique était fondée et Cordou et Samarkand, c'est-à-dire la civilisation arabe et la plus fameuse école, vers 1420, sous Ulug-bey, de mathématique et d'astronomie préparèrent et hâtèrent la Renaissance, la découverte de l'imprimerie, de l'Amérique, de la circumnavigation, par Magellan, de la Terre en 1521 et la conquête scientifique des premiers éléments de la position exacte de notre planète dans l'Univers par Copernic, les lois de gravitation par Kepler et Newton et de la cosmogonie réelle par Laplace.

L'astronomie moderne est désormais la science des sciences, car en traitant des corps célestes, des étoiles et des astres, elle embrasse l'univers entier.

Contrairement aux religions, balbutiements infantiles, qui conçoivent le monde sous un angle dualiste avec un Dieu, monarque des monarques, régnant sur des hiérarchies grouillantes qui se superposent, se combattent et s'éliminent, l'Univers, pour la science moderne, est, selon la belle expression de Goethe « *weder Kern noch Schale, alles mit einemale* », c'est-à-dire cause et effet, centre et périphérie en même temps.

L'Univers est la République dans le temps et dans l'espace, la République sans Dieu ni maîtres qui n'obéit qu'aux lois naturelles qui lui sont inhérentes et dont l'analyse spectrale a prouvé, il y a une soixantaine d'années, l'unité constitutive.

La base constitutive de l'Univers : l'éther, matière translucide et extrêmement ténue qui remplit les espaces intersidéraux, est éternel et considéré comme inviolable ; ses manifestations de vie, palpables pour nous, sont essentiellement transitoires, fugitives et toutes, depuis les voies lactées et les soleils géants jusqu'aux infiniment petits — il y aurait trente quintillions d'atomes dans un millimètre cube — soumis à la loi de la naissance, de la croissance, de l'apogée, du déclin et de la dissolution que nous appelons la mort.

Tous les astres sont égaux et dissemblables comme les feuilles d'un arbre.

Le temps éternel et l'espace infini, deux phénomènes

procédant du même monos, n'existent pour nous que relativement à notre vie, qui ne dépasse guère un siècle, et à notre corps, dont le poids moyen, à l'âge adulte, varie de 50 à 80 kilos.

Tout concorde pour rendre plausible l'hypothèse qui voit dans la condensation de l'éther la genèse du monde stellaire.

Les grands corps célestes, les systèmes binaires et ternaires ainsi que notre Soleil, passent tous par cinq périodes caractéristiques d'évolution ascendante. La sixième période marque le commencement de leur déclin, précédant leur dissolution dans le substratum incréé de l'Univers, d'où, phénix éternels, ils ressuscitent de la poussière cosmique à des formes analogues mais rajeunies pour parcourir un nouveau cycle de vie stellaire depuis la nébuleuse gazeuse jusqu'à la comète, débris de mondes.

De ces six phases ou périodes d'évolution, les cinq premières, qui constituent la vie stellaire ascendante, peuvent être subdivisées en :

1° *Période de l'état gazeux incandescent.* Cet état est caractérisé par une nébulosité diffuse ne présentant aucun indice de condensation et brillant d'une lueur uniforme bleuâtre qui va en s'éclaircissant légèrement vers les bords. Ces nébuleuses, qui donnent un spectre formé de raies brillantes ne pouvant pas être résolues en étoiles furent désignées par Herschel du nom de *brouillard planétaire* et constituent le substratum de l'Univers, qui sert de matière première à la formation des mondes.

2° *Période de la nébuleuse stellaire,* c'est-à-dire période de la formation d'un noyau lumineux au milieu de la nébuleuse de plus en plus incandescente et de forme à peu près sphérique.

Après une évolution de millions de siècles et pendant laquelle la nébuleuse stellaire, devenue étoile, a brillé, tels Sirius, Rigel ou Vega, d'un vif éclat blanc-bleuâtre à une température de 12.000 degrés environ, cette jeunesse stellaire entre dans la période suivante.

3° *Période qui est celle de la formation des « taches »,* c'est-à-dire d'un premier commencement de refroidissement de la surface de l'astre.

C'est l'âge de la maturité des étoiles. A cette catégorie d'étoiles, généralement jaunâtres, appartiennent notre Soleil, Capella, Arcturus, Procion. Ces étoiles, comme notre Soleil, ont une température moins élevée — 6.000 degrés pour l'astre du jour — et se font remarquer par l'altération que subit l'intensité de leur lumière.

4° *La quatrième période est celle des éruptions* et correspond à l'état d'un astre couvert d'une écorce obscure et refroidie, mais encore trop ténue pour opposer un obstacle absolu aux éruptions que détermine la partie centrale du globe demeurée à l'état de fusion. Ces éruptions sont souvent d'une telle violence que le soleil, déjà prêt à s'éteindre, se transforme de temps en temps en brasier ardent.

Les représentants de cette quatrième période se rencontrent parmi les étoiles rouges foncées à température de 3 à 4.000 degrés et surtout parmi les étoiles dites nouvelles.

Depuis l'ère vulgaire, on a enregistré près d'une trentaine d'apparitions de ce genre. Nous citons parmi les plus remarquables : L'étoile nouvelle qui se fit voir dans la constellation de l'Aigle en 1380, et qui, après avoir brillé d'un éclat égal à Vénus, disparut à jamais après trois semaines de visibilité. En 1572, on aperçut une étoile nouvelle dans la constellation de Cassiopée que Tycho de Brahé a longuement décrite. Cette étoile, surnommée la Pelerine, était si brillante, qu'elle était visible en plein jour. En 1604, une étoile nouvelle se fit aussi voir dans le Cygne, elle s'éteignit en 1606. Le

31 janvier 1875 dans la constellation de l'Orion, en 1901 dans celle de Persée et le 8 juin 1918 à 22 h. 45 minutes de l'heure de Greenwich dans la constellation de l'Aigle pour ne signaler que celles-là.

5° *La cinquième période marque enfin le refroidissement complet de l'écorce extérieure de l'astre, la transformation d'une étoile en planète.*

Au début de cette cinquième période, au milieu de laquelle se trouve aujourd'hui notre Terre, la mer la recouvrait probablement tout entière, et ce n'est que peu à peu que l'Himalaya, les Andes et les Alpes ont dû émerger des flots de l'Océan primordial.

Notre Terre incontestablement et toutes les planètes habitées, ses sœurs, appartiennent à la cinquième phase de leur évolution, phase qui est à l'apogée d'une vie stellaire.

La lumière, dont la vitesse nous sert de mesure pour les distances intersidérales, est la cause de la visibilité et de la coloration des corps. Elle est composée de particules matérielles extrêmement petites, qui se meuvent à raison de 300.000 kilomètres par seconde et 9 trillions 467 milliards de kilomètres par an. C'est l'astronome danois, Olaf Roemer, qui découvrit, en 1675, le premier, la vitesse de la lumière en constatant que les éclipses des lunes de Jupiter retardaient ou avançaient d'environ 16 1/2 minutes selon que la grande planète se trouvait en conjonction ou en opposition avec le Soleil, c'est-à-dire que ces éclipses sont vues par nous plus tôt ou plus tard selon que la Terre est du même côté du Soleil que Jupiter ou du côté opposé, par conséquent plus près ou plus loin de cette planète.

Notre étoile, le Soleil, avec toutes ses planètes, se meut à raison de 20 kilomètres par seconde dans l'espace et est profondément plongée dans la Voie Lactée, qui n'est, elle-même, qu'un des *x-nonillions d'archipels de soleils* dont se compose l'Univers illimité.

On évalue le nombre de soleils qui brillent dans la Voie Lactée approximativement à celui des êtres humains qui peuplent notre monde sublunaire.

La lumière, qui va en une seconde un quart de la Lune à la Terre, en 8 minutes 13 secondes du Soleil à la Terre, en 4 ans de la Terre à l'étoile la plus proche, Alpha du Centaure, met environ 5.000 années pour traverser la profondeur, et au moins 25.000 années pour franchir la longueur de la Voie Lactée.

Des amas très serrés d'étoiles, tels la Née de Magellan, celui d'Hercule et autres sont comme les faubourgs de la Voie Lactée et semblent s'étendre à 100.000 années de lumière au moins de nous.

C'est dans le Grand Nuage de Magellan que se trouve l'étoile variable supergéante, S. Dorade, dont le diamètre dépasse 300 millions de kilomètres (celui du Soleil n'est que de 1.391.000 kilomètres) et la luminosité de 600.000 fois celle de l'astre du jour. (La luminosité du Soleil dépasse de 600.000 fois celle de la Lune). S. Dorade est à 100.000 années de lumière de nous.

A ce sujet, Flammarion écrit : « Le rayon lumineux qui part aujourd'hui de S. Dorade n'atteindra la Terre que dans cent mille ans. D'ici là, les théories astronomiques et toutes les idées actuelles des habitants de la Terre se seront quelque peu modifiées. Les générations de ce lointain futur formeront un autre monde sur notre monde.

Au delà, l'espace paraît privé d'étoiles sur des distances énormes par rapport aux dimensions de la Voie Lactée.

Plus loin, bien plus loin encore, et à la limite de nos calculs actuels, nous trouvons, à des millions et des millions d'années de lumière, les nébuleuses spirales dont on a repéré plusieurs centaines de mille. Posées

comme des escargots d'argent dans le jardin des étoiles, ces nébuleuses spirales sont des systèmes en tout analogues à notre Voie Lactée et de dimensions comparables aux siennes.

Toutes ces voies lactées, la notre y comprise, se meuvent dans l'espace à raison de 600 à 1.000 kilomètres par seconde, tandis que les étoiles ne dépassent guère, en moyenne, 20 à 60 kilomètres par seconde.

On évalue la partie de l'Univers, actuellement accessible à nos calculs, à une sphère d'un diamètre de 300 millions et d'une circonférence de près d'un milliard d'années de lumière. C'est par 106 chiffres que s'exprime le nombre des atomes de tout cet ensemble.

Que sont petites et mesquines nos distances interplanétaires en comparaison de ces chiffres !...

En effet, Mercure, dont le diamètre, celui de la Terre étant un, n'étant que de 0,37, reçoit la lumière de l'astre du jour en 3 minutes environ, Vénus, sensiblement de proportions égales à notre planète, en 6 minutes ; Mars, au diamètre 0,54 du nôtre, en 12 minutes ; Jupiter, le géant de notre système, au diamètre 11,14, en 40 minutes ; Saturne, au diamètre 9,4, en 1 h. 15 minutes ; Uranus, au diamètre 4, en 2 h. 30 minutes, et Neptune, au diamètre 4,3, en 4 heures. L'étoile double Alpha du Centaure, de dimensions à peu près égales à notre Soleil et qui est l'étoile la plus rapprochée de nous, notre proxima, gravite à plus de quatre années de lumière de notre habitat céleste, qui est à 9 années de lumière de l'étrincelant Sirius, soleil double dont l'astre principal a un volume 14 fois et la composante un volume 7 fois plus grand que celui de notre Soleil. Cette dimension est insignifiante en comparaison de celles des soleils géants, tels Canopus qui gravite à plus de 400 années de lumière de nous et dont le volume vaut 2.420.000 fois celui du Soleil, Betelgeuse 27 millions et Antaris du Scorpion 113 millions de fois celui de l'astre du jour.

Notre Soleil qui est, en moyenne, à 149.500.000 kilomètres de nous, a un diamètre 109 fois, une superficie 12.000 et un volume 1.300.000 fois plus grand que celui de la Terre.

La planète que nous habitons a un diamètre de 12.742 kilomètres, une périphérie de 40.000 kilomètres, une surface de 510 millions de kilomètres carrés et un volume de 1 trillion 83 milliards km. cubes, et son poids est de 6 septillions de kilos. La Terre tourne sur elle-même en 23 h. 56 m. 4 s., et autour du Soleil en 365 1/4 jours et marche à raison de 29 1/2 kilomètres par seconde. La hauteur de notre atmosphère est de 100 kilomètres et l'épaisseur de l'écorce terrestre de 50 kilomètres. La température moyenne à sa surface est de 15 degrés centigrade, la température maxima de +56° et la minima de -63.

La Lune, notre satellite, a un diamètre presque 4 fois, une surface 14 1/2 fois et un volume 50 fois plus petit que la Terre. Elle nous montre toujours la même face est à 385.000 kilomètres de nous, et fait 1 k. 17 mètres par seconde.

..

L'homme se considérant souvent comme le chaînon intermédiaire entre l'infiniment grand et l'infiniment petit, toutes les questions qui se rattachent directement ou indirectement à la conservation, la prolongation et « in spe » à l'éternité de son moi l'ont toujours passionné à l'extrême.

De ces questions nous voulons en retenir deux : l'âge de la Terre et celle autrement importante de la loi du progrès à travers les âges et si elle peut s'appliquer au grand-tout, à l'ensemble de l'Univers.

Quel est l'âge de la Terre en tant qu'astre indépendant, combien de siècles a-t-elle derrière, combien devant elle ? Sortie des entrailles ignées du Soleil et des milliards d'années avant son autonomie acquise, avec

lui, de la primitive nébuleuse stellaire, retombera-t-elle dans le Soleil, flambrera-t-elle un jour à la suite d'une rencontre, peu probable, de l'astre du jour avec un autre soleil, ou se désagrègera-t-elle, vieillie et usée dans l'espace éternel ?

Nous ne possédons à l'heure qu'il est aucune donnée scientifique positive pour évaluer le temps qui a dû ou pu s'écouler depuis le commencement de la condensation de cette partie de l'éther intersidéral d'où provient la nébuleuse qui a donné naissance à notre système solaire.

Il est probable qu'il n'y a, astronomiquement parlant, pas un abîme de temps entre la naissance des astres qui constituent notre République planétaire.

La Lune est une terre morte, tandis que Mars, tout l'indique, doit encore être habité au déclin de sa vie organique. Quoi qu'il en soit, toutes les planètes de tous les soleils sont destinées, en vertu des lois qui régissent l'Univers, à moins d'accidents, à être habitées, à l'avoir été ou à le devenir.

L'âge de l'humanité remonte au maximum à 500.000 ans, à 100.000 au plus si on la date du langage articulé ; celui de la vie organique de la planète à 100 millions et l'âge de la Terre en tant que planète ne dépasse certainement pas quelques milliards d'années. On évalue généralement l'âge de notre Soleil à quelques centaines de milliards d'années.

Mais les hypothèses sur le refroidissement continu et rapide du Soleil ne semblent pas plus démontrées que celles qui prétendent que la Terre deviendrait inhabitable dans dix millions d'années.

Un boulet de fer de 3 centimètres de diamètre chauffé à 100° est refroidi à la température ambiante en 10 minutes. La Terre, dont le diamètre égale 400 millions de fois celui du boulet considéré aurait dû ne mettre que 8.000 ans pour se refroidir. Nous savons qu'il n'en n'est pas ainsi et nous concluons que d'autres causes sont ici en action.

Nous manquons, par conséquent, encore de donnée positive pour évaluer le nombre des milliards de siècles qui se sont écoulés depuis la naissance du Soleil et le nombre de millions d'années que mettront les mondes de notre République planétaire pour se dissoudre dans le néant, c'est-à-dire pour retourner à l'éther intersidéral, leur point de départ.

L'éther, substratum de l'Univers est, dit la science, seul éternel et ne serait pas soumis à l'action du temps, parce qu'il réunit en lui les attributs du temps et de l'espace.

Et cependant il semblerait qu'il y a corrélation entre la durée du temps qu'ont mis pour se former les mondes et la distance qui sépare les astres et qu'il serait probable qu'une vie planétaire est à la vie d'une grande nébuleuse en formation, ce qu'est la distance des planètes d'un même système comparé à celle qui sépare entre eux les étoiles et les systèmes stellaires.

J'avoue sur ce point me séparer de la science officielle et approuver Einstein dans sa tentative d'écarter la conception dualiste qui existe chez la plupart des athées et des matérialistes relativement au temps et à l'espace comme elle persiste chez les spiritualistes lorsqu'il s'agit du corps et de l'âme.

Einstein (laissons pour un moment de côté ses théories sur l'univers fini mais illimité et sur la loi d'isotropie ou d'égale propagation de la lumière dans toutes les directions) a prouvé l'interdépendance du temps et de l'espace, d'où il résulte qu'ils constituent, qu'ils font partie, comme la matière et la force ou le corps et l'âme, du même *monos*, de la même unité.

Cette conquête scientifique est, peut-être, aussi importante que celles de Newton, Kepler, Galilée et Copernic et elle est appelée à révolutionner nos idées sur l'éther intersidéral.

Einstein écrit que *le temps que met un train à passer d'une station à une autre est plus COURT pour les voyageurs du train que pour celui qui, de la station, le regarde passer.*

En supposant donc qu'un homme puisse s'éloigner de la Terre pendant un siècle à raison de 30 kilomètres par seconde, ce voyageur hypothétique aurait, après un siècle, 16 secondes de moins que les autres habitants de notre Terre, quittée par lui. Si pendant cent ans, au lieu de faire 30 kilomètres par seconde, il avait pu faire 300.000 kilomètres, comme la lumière, il y aurait, après un siècle, entre lui et les habitants de notre globe une différence d'âge de 1 jour 20 heures 26' 40" et notre voyageur serait de 1 jour 20 heures 26' 40" plus jeune que ses co-terriens d'autrefois. C'est ce fait qu'Einstein a appelé *l'intervalle* des événements. Cet intervalle des choses, dans l'espace-temps à quatre dimensions, constitue, d'après lui, une sorte de conglomerat de l'espace et du temps, un amalgame des deux, qui nous fournirait une représentation impersonnelle de l'Univers.

En admettant maintenant, très irrévérencieusement pour Einstein, des vitesses dépassant celle de la lumière, on peut très bien envisager un tel enchevêtrement du temps et de l'espace, qu'à une certaine allure le temps et l'espace seraient en voie d'identification, de stabilisation dans une sorte d'immortalité.

Certainement l'idée de l'immortalité personnelle défie le bon sens parce que les atomes qui nous constituent, même s'ils devaient après mort se reformer et se joindre pour produire de nouveaux êtres conscients, s'amalgameraient avec des atomes étrangers et ces êtres ne sauraient pas avoir conscience d'avoir partiellement vécu en nous sous d'autres conditions et d'autres lieux ! Toute la nature souffle sur les feux follets d'immortalité personnelle qu'allume en nous l'effet réflexe de notre instinct de conservation, créateur de nos rêves étoilés de résurrection et de vie éternelle !

Mais l'homme évolue et progresse, l'humanité évolue, les astres évoluent, pourquoi les lieux, la succession des étoiles et l'éther, leur commune origine, n'évolueraient et ne progresseraient-ils pas, la matière étant une et indivisible partout ?

Ecartons la légende du Diable et de Dieu, du mal illimité et de la perfection absolue, qui obstrue millénairement notre entendement.

Avouons notre ignorance qui nous fait perdre pied en raisonnant sur tout ce qui est antérieur et postérieur au jet de lumière terne qu'est encore notre existence que semblent encadrer deux nuits éternelles.

Notre théorie des atomes, divisibles à l'infini mais probablement liés par la continuité, échappe également à notre compréhension contemporaine.

Néanmoins, le chaos et le mal mondial diminuent avec l'évolution... et la conscience et l'harmonie s'étendent. Nous constatons que, dans l'Univers, qui se gouverne lui-même sans maîtres, par des forces inhérentes à la matière éternellement en gestation, il y a déjà une harmonie merveilleuse dans le mouvement de tous ces astres dont les lumières se rencontrent sans s'absorber et dont les orbites s'entrecroisent souvent sans qu'il y ait, pour ainsi dire, jamais d'accident. C'est là le gage précieux de réalisation du grand rêve de Liberté, d'Égalité, de Fraternité, du bonheur d'une immortalité de plus en plus consciente et harmonieuse du Grand-Tout.

Frédéric STACKELBERG.

ATAVISME. n. m. Il ne faut pas confondre atavisme avec hérédité et employer indifféremment un mot pour l'autre comme on le fait souvent. L'atavisme n'est, en effet, qu'une forme ou plutôt une variété de l'hérédité.

Elle est si peu l'hérédité toute entière, dans le sens complet du mot, que la force représentée par le mot

« atavisme » se trouve en lutte continuelle avec l'hérédité directe.

Prenons l'homme pour exemple : alors que l'hérédité lutte pour transmettre directement au descendant les qualités acquises ou innées du père et de la mère, l'atavisme tend à lui donner celles du grand-père, de la grand-mère, des collatéraux et cela en remontant plusieurs générations. Il n'est pas rare, en effet, de voir un enfant ressembler à son arrière grand-père ou même à son trisaïeul. L'atavisme agit beaucoup moins dans le sens collatéral d'oncle à neveu. Mais cette force peut faire sentir son action jusqu'à des origines bien plus lointaines et cela pour la race comme pour l'individu. C'est ainsi, par exemple, qu'on trouve parfois, parmi les hommes blancs d'aujourd'hui, des types dont le crâne reproduit franchement celui de l'homme moustérien qui vivait il y a environ cent mille ans. Il n'est pas rare de voir, aux colonies, et même en Europe, des familles où, d'un père et d'une mère blancs, naît un enfant au teint de mulâtre ou même complètement noir, sans qu'on puisse mettre en cause le facteur adultérin. En remontant un nombre plus ou moins grand de générations, on trouve toujours, dans ce cas, un ancêtre de couleur.

L'atavisme peut également agir dans le domaine de la pathologie en transmettant par exemple au petit-fils ou à l'arrière petit-fils la maladie ou la tare morbide de son aïeul ou de son bisaïeul, maladie et tare dont se trouve exempt l'ascendant direct : le cancer, l'obésité, la goutte, le diabète, et par dessus tout la folie et autres affections nerveuses sont dans ce cas.

D'après certaine doctrine biologique, pourtant contestée, les qualités, aptitudes intellectuelles et morales seraient aussi soumises à l'action de l'atavisme.

On peut donc définir l'atavisme une force qui tend à faire réapparaître chez les êtres vivants des caractères absolument étrangers aux parents immédiats.

Cette force dont le rôle est considérable dans la formation des espèces, s'exerce non seulement chez l'homme mais dans tout le règne animal et dans le règne végétal. Elle est ainsi une des nombreuses preuves de l'unité absolue du phénomène vital.

Certains biologistes prétendent que les phénomènes d'atavisme sont plus fréquents chez les animaux que chez les végétaux.

Quoi qu'il en soit, tous s'accordent aujourd'hui pour reconnaître que l'hybridation produit, en matière d'atavisme, les mêmes résultats en botanique qu'en zoologie ; l'atavisme ramène toujours, au bout d'un temps plus ou moins long, le produit de l'hybride — quand celui-ci est fécond, et il ne l'est pas toujours — au type primitif.

En zoologie, les cas d'atavisme, c'est-à-dire de retour au type primitif, les plus connus sont ceux des produits de la brebis et du bouc. *L'ovicapre*, né de cette hybridation, peut se reproduire pendant plusieurs générations, mais si on l'accouple avec une brebis ou un bouc, le produit est nettement brebis ou bouc.

Il en va de même pour le serin et le chardonneret, autre exemple commun et frappant.

Considération philosophique. — On ne fait pas en criminologie une place suffisante à l'atavisme. Dans la recherche et le dosage de la responsabilité, on ne tient compte que de l'hérédité directe ; les médecins spécialistes ne déterminent et ne mesurent cette responsabilité que d'après l'examen immédiat de l'inculpé ; rares sont ceux qui font entrer en ligne de compte l'hérédité indirecte, il n'en est pas un seul qui songe à scruter les générations passées, ce qui serait pourtant possible quelques fois, et conforme à la justice, hélas ! bien relative des hommes. — P. VIGNÉ D'OCTON.

ATELIER. n. m. L'atelier est un des lieux où s'exécute le travail. Il y a de très nombreuses formes d'ateliers, selon que le travail s'effectue en commun ou isolément. Les autres lieux de travail sont le chantier, le bureau, le magasin, le comptoir, la gare, le port, etc., etc.

De nos jours, le mot atelier a pris une signification plus sociale qu'autrefois. C'est généralement dans l'atelier que la matière est transformée ou employée à l'infini dans tous les domaines de la production.

L'atelier comme tout ce qui nous entoure a évolué, s'est modifié. Aujourd'hui, l'atelier évoque une ruche bourdonnante, assourdissante où s'exerce l'effort industriel des hommes.

Sans doute, il subsiste bien dans presque toutes les professions des ateliers où le producteur-artisan, aidé parfois des siens, exerce son métier, mais il n'empêche que l'atelier est bien, avec son caractère actuel, un centre industriel, ayant un fonctionnement compliqué, dont l'activité est liée étroitement, pour la fabrication, avec d'autres ateliers. L'ensemble des ateliers dans une même branche d'industrie forme l'usine, centre complet de fabrication dans une spécialité déterminée.

L'atelier est donc, en fait, le lieu où s'effectue un certain travail sérié dans une industrie spécialisée. Chaque atelier joue un rôle particulier, possède un outillage différent de l'atelier voisin.

La matière passe par toute une série de transformations qui sont l'œuvre d'ateliers différents avant d'être livrée, finie, en produit au consommateur.

L'interdépendance des ateliers, leurs spécialisations, ont eu pour résultat de créer, sur le lieu même du travail, un esprit de collaboration entre les ouvriers, en même temps que de donner naissance à toute une série de « sans-métier » qui, réunis, forment la profession. Il n'y a presque plus, aujourd'hui, d'ouvriers complets, ce sont des « spécialistes » qui prennent souvent le nom de « manœuvres spécialisés » qui, généralement, n'ont pas fait, au préalable, un « apprentissage » de leur métier. Les ouvriers complets sont, par rapport aux « manœuvres spécialisés », appelés « ouvriers qualifiés » comme aux Etats-Unis, en Angleterre, par exemple. Ces ouvriers qualifiés dirigent le travail des manœuvres spécialisés. Ce sont les chefs de brigade, les chefs et sous-chefs d'équipe qui sont responsables vis-à-vis du contremaître et celui-ci vis-à-vis du chef d'atelier ou de fabrication.

Il y a donc dans l'atelier toute une hiérarchie capitaliste du travail qui obéit à un maître occulte, anonyme, le *Bureau*, qui commande tout, dirige tout. Chaque atelier possède son bureau particulier, mais celui-ci dépend en toutes circonstances d'un *Bureau central* qui reçoit, lui, les ordres directs du patron ou du *Conseil d'Administration*, cette autre force anonyme, que l'ouvrier ne voit jamais, qui commande de loin, en accord avec tous les autres Conseils d'administration des firmes similaires, lesquels régissent en fait toute l'industrie d'un même pays et, souvent, de tous les pays, par leurs Trusts ou Cartels.

Une telle transformation de la cellule de base de la production qu'est l'atelier a fait de ce dernier un centre d'activité tant au point de vue industriel qu'au point de vue social.

Dans ce dernier domaine, les ouvriers ont compris — très incomplètement encore — qu'ils devaient modifier profondément le caractère de leurs organismes de défense ou de pénétration de classe.

C'est ainsi qu'est née l'idée des Conseils d'Ateliers, appelés à leur origine, en Allemagne, en 1891, « Conseils d'entreprises ».

On retrouvera à ce sujet une documentation précise en se référant à l'ouvrage écrit par M. Marcel Ber-

thelot en février 1924 (*Série D, n° 13, des Etudes et Documents du Bureau International du Travail*). Diverses expériences furent faites aussi en France, pendant la guerre ; en Italie, en 1921 ; en Hongrie et aussi en Russie où ces organismes sont censés constituer la cellule de base de la vie industrielle.

Une étude précise et complète autant que possible sera d'ailleurs faite à ce sujet. Elle prendra place à son rang dans cette encyclopédie.

La transformation subie par l'atelier industriel moderne, son caractère, son rôle, son fonctionnement, exigent impérieusement que le monde ouvrier modifie profondément ses organes d'attaque et de défense. C'est, pour lui, une question de vie ou de mort. Tout retard est utilisé au maximum par l'adversaire qui, lui, ne perd pas un instant.

Aujourd'hui, il s'agit non seulement de saisir le fonctionnement de l'atelier, d'en pénétrer la gestion dans tous les rouages, mais encore d'opposer, au sein même de l'atelier, la force ouvrière à la force patronale. Les Conseils d'ateliers, sous le contrôle syndical, doivent devenir les citadelles prolétariennes pour l'attaque ou la défense.

C'est par la pénétration constante, méthodique, tenace, de la force syndicale dans l'atelier, c'est par l'institution des Conseils d'ateliers, des délégués d'ateliers qu'on fera naître et se développer, sur le lieu même du travail, la solidarité et la cohésion plus grandes des ouvriers.

C'est par le fonctionnement rationnel des Conseils d'ateliers et l'action de leurs délégués que s'exercera réellement, sans compromission aucune avec le patronat, le contrôle syndical de la production, la revendication la plus complète de la classe ouvrière puisqu'elle va du droit de regard à la prise de possession de l'usine en passant par l'apprentissage de la gestion.

A titre documentaire, nous signalons qu'il y eu, en 1848, après la Révolution, des Ateliers nationaux qui furent constitués dans le but de fournir du travail aux chômeurs, dont le nombre était énorme pour l'époque. Mal dirigés, ils donnèrent de mauvais résultats. Ils furent supprimés après quelques jours d'existence par la loi Falloux.

Il y a encore des ateliers d'un genre particulier qui sont des lieux d'abominables souffrances, où l'on enferme de pauvres soldats pour des peccadilles, ce sont les Ateliers des Travaux Publics.

Avec les Compagnies de discipline, les Bataillons d'Afrique, les Ateliers des Travaux publics, situés en Algérie et Tunisie, forment l'ensemble de cet appareil de répression militaire connu sous le nom général de *Biribi*. La suppression vient d'en être décidée, en Afrique, par le gouvernement. Puisse-t-on, bientôt, passer des paroles aux actes ! Et les supprimer en France. Voir : *Conseil d'Atelier, délégué d'atelier, contrôle syndical de la production, usine, Conseil d'usine, chantier, délégué de chantier, magasin, délégué de magasin, Bureau, délégué de Bureau.* — P. BESNARD.

ATELIER. n. m. L'atelier est le lieu où travaillent des ouvriers, des artistes, etc. De nos jours où l'artisanat a presque totalement disparu, ce sont des ateliers immenses qui alimentent généralement l'industrie. Ces ateliers où les ouvriers restent parqués pendant de longues journées sont presque toujours malsains et inconfortables. Le patron, ne se souciant pas de la santé de ses employés, économise la place autant qu'il lui est possible. Aussi n'hésite-t-il pas à faire travailler son personnel dans des locaux pitoyables. Il existe bien des mesures législatives réglementant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les ateliers, mais on oublie toujours d'appliquer ces sages mesures : les loups ne se mangent pas entre eux, les

loux de la politique se gardent bien d'inquiéter les loux de l'industrie. Pourtant, l'atelier étant un lieu où des hommes fournissent un labeur utile et cela pendant de longues heures, il est intolérable que celui qui y travaille n'y puisse trouver toutes les commodités et la salubrité désirables. Les ateliers devraient être vastes, hauts de plafond, toujours tenus très propres, bien aérés, bien éclairés. Dans les cas où il se dégage des gaz asphyxiants ou toxiques (phosphore, oxyde de carbone) il faudrait, soit au moyen de cheminées d'appel, soit au moyen d'appareils clos et étanches, empêcher la diffusion de ces gaz. Il faudrait, en outre, éliminer les poussières dégagées par certaines industries et prévenir leur pénétration dans les voies respiratoires. Il faudrait aussi prendre beaucoup d'autres mesures. Mais cela ne sera possible que le jour où les ateliers n'appartiendront plus à des industriels rapaces qui préfèrent sacrifier la vie et la santé de leurs ouvriers à l'accroissement de leurs dividendes. C'est cette tâche — entre mille autres — que les anarchistes auront à cœur de mener à bien au lendemain de la Révolution sociale.

ATHEISME. Le mot athéisme est formé de deux mots grecs : α (a), particule négative et du substantif θεος (theos) dieu. L'athéisme est la théorie de ceux qui ne reconnaissent pas l'existence d'un dieu quelconque, d'un être supérieur à la nature humaine, d'une intelligence réglant les mouvements de l'univers et intervenant dans les affaires des hommes.

Le contraire d'athéisme est théisme, dont une des formes est le déisme.

Un anarchiste, qui ne veut pas de maître tout puissant sur la terre, pas de gouvernement autoritaire, doit nécessairement repousser l'idée d'un maître omnipotent auquel tout doit être soumis ; il doit, s'il est conscient, se déclarer athée, dans le sens ordinaire, mais cela ne suffit pas pour se rendre compte des difficultés que ce mot a de tout temps soulevées et pour comprendre l'idée qu'on semble avoir adoptée.

L'athéisme a excité la haine, le mépris de ceux qui n'en ont compris ni la philosophie, ni la morale, ni l'histoire. Nous allons, pour commencer, citer quelques appréciations d'auteurs connus.

« L'athéisme est une opinion dénaturée et monstrueuse, difficile à établir dans l'esprit humain, quelque déréglé qu'il puisse être » (Montaigne.)

« Il n'y a d'athéisme que dans la froideur, l'égoïsme, la bassesse » (Mme de Staël.)

« Si l'athéisme ne fait pas verser le sang des hommes, c'est moins pour l'amour de la paix que par indifférence pour le bien » (J.-J. Rousseau.)

« Une preuve que l'athéisme n'est pas enraciné dans les cœurs, c'est la démanigaison de le répandre ; quand on ne se méfie pas de ses opinions, on n'a pas besoin de leur chercher des appuis et des défenseurs ; on veut convaincre les autres afin de se persuader soi-même » (A. Bacon.)

Toutes ces phrases de philosophes sont bien creuses ; on peut, en quelques mots, en détruire l'effet. Nous espérons démontrer, dans cet article, que toutes les objurgations jetées à la face des athées sont absolument sans fondement. Voyez plutôt la phrase du célèbre philosophe anglais, auteur du *Novum Organum*. Quel parti ne cherche pas à faire des prosélytes ? N'ont-ils pas tous des journaux, des livres pour défendre leurs idées ? Les chrétiens ne sont-ils pas les premiers à prêcher dans leurs églises, à envoyer des missionnaires ? Faudrait-il donc croire que tous doutent des dogmes qu'ils enseignent ? Pourtant, nous savons qu'il y a des chrétiens, ou simplement des théistes, bien convaincus des dogmes qu'ils cherchent à répandre.

« L'athéisme, a dit Bossuet, appauvrit l'humanité et

lui ôte les plus grands biens : Dieu, l'âme, l'immortalité. »

A cela nous pouvons répondre que l'existence d'aucun de ces biens n'a été prouvée scientifiquement et que tout esprit libre peut légitimement douter de cette existence ou même la nier. Toutes les sectes religieuses prétendent que l'athéisme conduit au mal, que les athées sont nécessairement des hommes vicieux qui ont adopté les idées athées comme défi à la divinité justement offensée par leur vie scandaleuse.

Nous ne voulons pas nous arrêter ici pour demander la définition des mots vertu, vice, dont les acceptions varient avec chaque individu, chaque pays, chaque époque, chaque profession.

Les croyants affirment que parmi les causes directes de l'athéisme on trouve le défaut d'éducation, les sociétés perverses, une vie licencieuse. Or, toute personne qui s'est donné la peine d'étudier sans parti pris reconnaît que les athées sont peut-être les gens les plus vertueux, les plus honorables, les plus dévoués à l'humanité. Qui pourrait être comparé aux frères Reclus, ces modèles de tout ce qu'il y a de bon, quoique nettement anarchistes et athées ! Quelles nobles figures que celles de Kropotkine, de Bakounine, de Tchernychevsky, de Myskhine, de Shelley, de Carlyle, de Holcroft, d'Owen, de William Morris qui tous ont lutté pour l'athéisme et la liberté ! Et en France n'a-t-on pas vu des hommes comme Sylvain Maréchal, Lalande, Laplace, Helvétius, Berthelot, tous des modèles de vertu et de science ? Nous verrons dans la suite de cette étude que depuis les plus anciens temps, depuis Confucius, Lao-Tsé, depuis Gautama Cakya-mouni, dit le Bouddha, depuis les anciens philosophes grecs jusqu'à nos jours, les athées, les agnostiques qui, pour moi, sont des athées puisqu'ils n'affirment pas l'existence d'un dieu quelconque loin d'être des dévergondés ou de malhonnêtes gens ont été des modèles de tout ce qu'il y a de louable.

Les statistiques des prisons, des pénitenciers des Etats-Unis prouvent que ces établissements sont remplis d'hommes pieux, élevés dans des milieux religieux, ayant conservé toute leur vie leurs idées théistes, tandis que les athées, quoique nombreux dans la population, sont pour ainsi dire inconnus parmi les pensionnaires de l'Etat. S'il s'y trouve des personnes athées, ce sont des hommes qui ont été condamnés comme politiciens, avocats d'idées anarchistes, ou pour des discours nettement blasphématoires, chose qu'interdisent les lois de plusieurs Etats américains et même la législation anglaise. Il suffit encore à présent de nier Dieu dans des discours publics pour que les juges théistes condamnent un orateur à plusieurs mois de détention, ce qui est arrivé, il n'y a pas longtemps, au propagandiste Gott qui a été condamné à plusieurs mois de prison pour avoir distribué des brochures athées, bien que son nom signifiait Dieu ; ce pauvre homme est mort en prison.

Bradlaugh, le grand orateur anglais, qui avait excité tant de haines et s'était exposé à tant de poursuites par ses discours athées fut expulsé de la Chambre des Communes parce qu'il avait déclaré, lors des élections, que le nom de Dieu n'avait aucune signification pour lui. Etant l'idole de la population ouvrière de Northampton, il fut réélu après chaque annulation et il réussit à faire abolir le serment obligatoire en Angleterre.

Bradlaugh a écrit que l'athéisme conscient donne plus de possibilités pour le bonheur humain que tout système basé sur le théisme et que la vie des vrais athées est plus vertueuse parce que plus humaine que celle des croyants à une divinité ; l'humanité des dévots étant souvent neutralisée par la foi avec laquelle cette humanité est nécessairement constamment en conflit.

« L'athéisme bien compris n'est pas une simple incrédulité, une froide et aride négation ; c'est au contraire une fertile affirmation de toute vérité prouvée, il comprend l'assertion positive de l'action de l'humanité la plus élevée » (A Plea for Atheism.)

L'athée ne dit pas : « Il n'y a pas de dieu, car il est impossible de prouver une négation. Il dit : Je ne sais pas ce que vous voulez dire par Dieu, je n'ai aucune idée de Dieu ; le mot Dieu, pour moi, est un son qui ne me fournit aucune affirmation claire ou distincte. Je ne nie pas Dieu parce que je ne puis nier ce dont je n'ai aucune conception et dont la conception chez ceux qui croient en Dieu est si imparfaite, qu'ils sont incapables de me la définir. Si pourtant on veut définir Dieu comme une existence autre que l'existence dont je fais partie, j'affirme qu'un tel Dieu est impossible. »

La difficulté initiale dans toute polémique religieuse, c'est en effet de définir le mot Dieu. Il est également impossible d'affirmer ou de nier toute proposition à moins qu'il y ait chez l'affirmateur ou le négateur un accord sur la signification de chaque mot de la proposition. Je trouve, dit Bradlaugh, ce mot fréquemment employé par des personnes instruites qui se sont fait une réputation dans diverses branches des sciences, plutôt pour déguiser leur ignorance que pour expliquer ce qu'elles savent. Diverses sectes de théistes attribuent à ce mot des significations, mais souvent ces significations se contredisent elles-mêmes. Chez les Juifs mono-théistes, chez les chrétiens trinitaires, chez les soniciens ou unitaires, chez les anciens polythéistes, chez les calvinistes, le mot Dieu, dans chaque cas, exprime une idée absolument irréconciliable avec les idées des autres sectes.

Lorsque les croyants cherchent à s'entendre sur une signification, ils n'arrivent à rien. Lorsque le théiste affirme que Dieu est un être différent, séparé de l'univers matériel, quand il orne cet être hypothétique de nombreux attributs : omniscience, omnipotence, omniprésence, immuabilité, immortalité, parfaite bonté, l'athée peut répondre : « Je nie l'existence d'un tel être parce que cette définition théiste est contradictoire en elle-même et contraire à l'expérience journalière. »

L'un des plus remarquables poètes et critiques du XIX^e siècle en Angleterre, Matthew Arnold, fils du grand éducateur et pasteur qui a rendu fameuse l'école de Rugby, écrit dans son célèbre ouvrage *Littérature et Dogmatisme* :

« Examinons le terme suprême dont est remplie la religion, le terme Dieu. L'ambiguïté dans l'usage de ce mot est à la racine de toutes nos difficultés religieuses. On s'en sert comme si c'était une idée parfaitement définie et certaine dont nous pourrions extraire des propositions et tirer des conclusions. Par exemple, j'ouvre un livre et je lis : Nos sentiments de la morale nous disent telle et telle chose et notre sentiment de Dieu d'un autre côté nous dit telle chose. Or, la morale représente pour tout le monde une idée définie et certaine, l'idée de conduite humaine réglée d'une certaine manière. Ici le mot Dieu est employé avec le mot morale comme si le premier représentait une idée aussi définie que le second. Mais le mot Dieu est le plus souvent employé dans un sens pas du tout scientifique ni précis : mais comme un terme de poésie, un terme jeté à un objet pas du tout clair pour l'orateur — un terme littéraire — et l'humanité le prend dans des sens différents selon que diffère la conscience psychologique. »

« Dieu est le nom que depuis le commencement des temps jusqu'à nos jours les hommes ont donné à leur ignorance (Max Nordau, *Morale et Evolution de l'Homme*). » Si l'on parle à l'athée d'un Dieu créateur, il répond que la conception d'une création est impossible. Il nous est impossible de nous représenter en

pensée que rien puisse devenir quelque chose ou que quelque chose puisse devenir rien. Les mots création et destruction dénotent un changement de phénomène, ils ne dénotent ni origine ni cessation de la substance.

Le théiste qui parle de Dieu créant l'univers doit supposer ou bien que ce Dieu l'a tiré de soi-même ou bien qu'il l'a produit de rien. Mais le théiste ne peut regarder l'univers comme une évolution de la déité, parce que cela identifierait l'univers et la déité, cela serait du panthéisme (du grec *pan* παν toute chose et *theos* théos dieu). Il n'y aurait pas de distinction de substance, pas de création. Le théiste ne peut non plus regarder l'univers comme créé de rien, puisque selon lui la déité est nécessairement éternelle et infinie. L'existence de dieu éternelle et infinie exclut la possibilité de la conception du vide qui doit être rempli par l'univers créé. Nul ne peut penser à un point de l'étendue ou de la durée et dire : Voici le point de séparation entre le créateur et la créature. Il est aussi impossible de concevoir un commencement absolu ou une fin absolue de l'existence.

L'athée affirme qu'il connaît les effets, que ceux-ci sont à la fois causes et effets, causes des effets qu'ils précèdent et effets des causes qui les précèdent. Donc pas de création, pas de créateur.

Aucun des croyants n'a une idée autre que celle d'un Dieu anthropomorphe (c'est-à-dire à forme humaine) ; chacun se représente un Dieu sous la forme d'un vieillard, assis sur un trône ou planant sur les nuages. Raphaël et les peintres de la Renaissance l'ont peint sous la forme d'un vieillard à longue barbe, volant par les airs et vêtu d'une vaste robe. Dans les tableaux d'église, même par des peintres de génie, comme Michel-Ange, on voit cette déité peinte en chair et en os, tantôt la tête ceinte d'une auréole, survivance du culte du soleil, tantôt formant le centre d'un triangle.

Dans mes voyages en Russie, j'ai souvent vu des paysans qui, avant de se découvrir en entrant dans une chambre, cherchaient l'image que les orthodoxes ont généralement dans un angle de leurs chambres et quand ils ne voyaient pas l'icône, demander « Gdié Bogh ? » (Où est Dieu ?) Pour eux, ce morceau de bois peint, placé dans un cadre doré, était bien Dieu, un portrait de Dieu.

L'évêque américain Brown, qui a été deux fois condamné par ses pairs pour hérésie, a écrit dans son livre *Christianism and Communism* : « Mon Dieu est une trinité dont la matière est le Père, la Force est le Fils, et la Loi le Saint Esprit » ; dans un autre endroit il dit : « Dieu est la nature et les travailleurs. »

L. K. Washburn écrit : « Nous nous servons du mot Dieu et il n'y a pas deux personnes qui aient la même idée de ce que le mot Dieu signifie. » Dans le *Truth-Seeker* le même auteur dit : « Il règne une notion assez nuageuse de la divinité, notion qu'il serait bien difficile d'exprimer en paroles. »

La bible nous parle de dieux (Elohim, pluriel de El, dieu sémite) créant la lumière avant le soleil, formant de ses mains d'abord un être hermaphrodite, homme et femme, puis, dans un second récit de la création, Yaveh (Dieu d'une tribu du Sinaï) formant un être isolé et, pendant son sommeil, lui arrachant une côte pour en fabriquer une femme. Il plante des arbres exprès pour faire succomber ses créatures. De son ciel il ne voit pas ce qui se passe dans le jardin d'Eden et descend pour s'y promener et surveiller la conduite des deux époux, il leur coud des vêtements. Dieu se fait voir à Moïse face à face, une autre fois il ne se montre que de dos. Dieu, de son doigt, grave les commandements sur la pierre, ailleurs, il lutte toute une nuit avec Jacob sur les rives du Jabbok, il est vaincu par l'homme : Dieu est donc un être matériel.

Tous les livres sacrés de l'Orient qui parlent des

dieux en font des êtres humains supérieurs. Le Nouveau Testament dit que Dieu est esprit, ce qui ne veut rien dire, car pour la plupart des hommes, la lumière, la chaleur sont des esprits, tandis que ce ne sont que des manifestations des mouvements de la matière. Ce qu'en psychologie, on appelle esprit n'est qu'une des fonctions du cerveau, donc une manifestation de la matière, Dieu serait donc matériel, chose aussi absurde que possible.

Voyons à présent ce que pensent de Dieu quelques écrivains remarquables : Le grand inventeur Th. A. Edison a dit : « Dieu ? Un être suprême, assis sur un trône accordant aux individus humains une paix éternelle ou les condamnant à des châtements sans fin pour ce qu'ils ont pu faire ou manqué de faire sur la terre ? Cette pensée ne paraît aussi fallacieuse que répugnante... Aucun des dieux des différentes théologies n'a jamais été prouvé... Je n'ai jamais vu la plus légère preuve scientifique des théories religieuses sur le ciel et l'enfer, sur la vie future pour les individus, ou de l'existence de Dieu. » (*Columbian Magazine*, janvier 1911.)

Le Jehovah du Pentateuque était un meurtrier, un bandit, il aimait les offrandes de chair humaine. Les dieux d'Homère étaient lascifs et dépravés. Les dieux des sauvages sont simplement des chefs sauvages. Dieu est donc une image de l'esprit (Winwood Reade, *Martyrom of Man* (Le Martyre de l'Homme)). Le grand physiologiste américain L. Burbank a dit : « Le ciel et l'enfer des croyants n'existent pas. Ils ne pourraient exister s'il y avait un maître tout-puissant et juste. Aucun criminel ne pourrait être aussi cruel qu'un Dieu qui plongerait les êtres humains dans l'enfer. »

« Cherchez les annales du monde entier, découvrez l'histoire de toute tribu barbare, et vous ne trouverez aucun crime qui soit descendu à une plus grande profondeur d'infamie que ceux que Dieu a commandés ou approuvés. Pour ce Dieu, je ne trouve pas de mots pour exprimer mon horreur et mon mépris, et tous les mots de toutes les langues seraient à peine suffisants. (Ingersoll.)

L'un des plus grands poètes, Shelley, a écrit : « Tout esprit réfléchi doit reconnaître qu'il n'y a pas de preuve de l'existence d'une déité. Dieu est une hypothèse, et comme telle a besoin de preuve. *L'onus probandi* est à la charge des théistes (c'est-à-dire ce sont les théistes qui doivent prouver cette existence).

Cette idée (l'existence de Dieu) a empêché les progrès de la raison. (D'Holbach.)

S'il y a un Dieu, nous lui devons notre intelligence, mais notre intelligence nous dit clairement qu'il n'y a pas de Dieu. Donc Dieu nous dit qu'il n'y a pas de dieu (Rabindranath Tagore, grand poète hindou).

L'Homme est le dieu d'aujourd'hui, et la crainte de l'homme a remplacé la vieille crainte de Dieu. (Max Stirner).

Les théistes, tout en ne s'entendant pas sur la signification de leur Dieu, s'accordent fort bien pour attaquer l'athéisme. La Bible a déjà dit : L'insensé a dit dans son cœur : « Il n'y a pas de Dieu. » Le philosophe Cousin, l'un des protagonistes de la philosophie officielle sous l'Empire, a dit que l'athéisme était impossible. D'autres voudraient faire croire que l'athéisme conduirait nécessairement au malheur et au crime. Cependant, Voltaire, déiste et adversaire de l'athéisme a dit : « Le chancelier de L'Hôpital, athée, n'a fait que de sages lois, il n'a consulté que la modération et la concorde ; les fanatiques (c'est-à-dire les croyants, pour Voltaire), ont commis la Saint-Barthélemy ; Hobbes, athée, mène une vie tranquille et innocente ; les fanatiques de son temps inondèrent de sang l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande ; Spinoza était, non seulement athée, mais il enseigna l'athéisme et ce ne fut

pas lui assurément qui prit part à l'assassinat de Barneveldt..., ce ne fut pas lui qui déchira les deux frères de Witt en morceaux et qui les mangea sur le grill. Peuplez une ville d'Epicures, de Protagoras, de Desbarreaux, de Spinozas, peuplez une autre ville de jansénistes et de molinistes, dans laquelle, croyez-vous qu'il y aura plus de troubles et de querelles ? » Voltaire a dit aussi : « Il est beaucoup plus agréable de passer sa vie auprès des athées qu'avec les superstitieux. L'athée, dans son erreur, conserve sa raison, qui lui coupe les griffes, mais le fanatique est atteint d'une folie perpétuelle qui aiguise les siennes. »

Un apologiste du christianisme, le pasteur James Buchanan, dans son livre *Faith in God and Modern atheism compared* (La foi en Dieu et l'athéisme moderne comparés) divise les diverses variétés d'athéisme en quatre classes.

1° L'hypothèse aristotélique, qui affirme que l'ordre actuel de la nature ou le monde tel qu'il est constitué à présent existe de toute éternité et qu'il n'aura jamais de fin.

2° L'hypothèse épicurienne qui reconnaît l'éternelle existence de la matière et du mouvement et qui attribue l'origine du monde, soit avec Epicure à un concours fortuit d'atomes, soit avec des savants modernes à une loi de développement progressif à l'évolution.

3° Le système stoïque qui affirme la coexistence et la coéternité de Dieu et du monde, représentant Dieu comme l'âme du monde, ni antérieur au monde, ni indépendant de lui et soumis, comme la matière, aux lois du destin.

4° L'hypothèse panthéiste qui nie la distinction entre Dieu et le monde. Selon ce principe, l'univers est Dieu et Dieu est l'univers.

Nous avons déjà parlé du panthéisme, il nous suffira de dire que le panthéisme, quoique apparemment plus logique que le théisme ou le déisme, n'est qu'une hypothèse aussi peu démontrable que le théisme pur. La difficulté d'expliquer l'origine de la matière est aussi grande, soit qu'on appelle celle-ci Dieu, soit qu'on en fasse une émanation de la déité ; ce n'est qu'une logomachie, malgré le génie de philosophes comme Spinoza qui ont soutenu le panthéisme.

La théorie stoïque n'est, après tout, qu'une forme du panthéisme, avec, peut-être, moins de base solide que celui-ci.

Il ne reste guère que les théories d'Aristote et d'Epicure, qui forment vraiment la base des sciences physiques modernes, toutes fondées sur l'atomisme bien que les savants actuels aient poussé plus loin que les anciens l'étude des atomes, dont chacun peut se diviser en des millions de parcelles, tout en restant de la matière en mouvement. Ces atomes, ces ions, sont absolument indépendants d'une volonté supérieure dans un ciel inexistant.

« L'athéisme moderne se présente, dit le Grand Larousse, avec une originalité, une profondeur, une puissance logique, un génie que les âges antérieurs n'ont pas connus. Ce n'est plus une sorte d'anomalie dans le développement historique, mais le terme d'une lente évolution de l'humanité, évolution théologique, évolution scientifique. Il se pose hardiment comme l'affranchissement suprême de l'esprit, l'expression la plus haute de la dignité et par là même, de la conscience humaine. Il nous montre la science écartant les hypothèses qui ne sont pas susceptibles de vérification, substituant les lois aux causes, les propriétés aux forces ; la logique renversant la méthode qui déduisait le monde physique et le monde moral d'un Dieu antérieurement défini, n'acceptant d'autre critère que l'accord de la raison et de l'expérience, la morale dorénavant instituée, indépendante de toute institution divine, relevant des lois inhérentes à la nature

humaine, non de la volonté, du bon plaisir d'un roi du ciel. »

Dans la Grande Encyclopédie, M. Marion, qui, pourtant, n'est pas tendre pour le mot athée, écrit :

« On comprend que le vulgaire, qui a sa conception très arrêtée et très étroite de la divinité et qui n'en admet pas d'autre, qualifie d'athéisme toute doctrine tant soit peu différente de l'ordinaire anthropomorphisme, de la croyance courante à un Dieu personnel, intervenant sans cesse dans les choses humaines. Il est surtout ridicule de reprocher aux savants d'être athées — la science comme telle est athée par nature, en ce qu'elle a pour objet unique d'étudier le comment des choses, leur mécanisme, la liaison nécessaire des causes et des effets, sans s'embarrasser des questions d'origine première et de fin. Si Laplace a répondu à quelqu'un qui s'étonnait de ne pas trouver le nom de Dieu dans sa mécanique céleste : « Je n'ai pas besoin de cette hypothèse » ce n'est là que l'expression toute simple d'un état d'esprit naturel aux savants en tant que savants, c'est-à-dire en tant qu'observateurs des faits, chercheurs des lois et calculateurs des conséquences. Les philosophes eux-mêmes, depuis Descartes et surtout depuis Kant, ont été de plus en plus unanimes à admettre que rien dans le monde ne se fait que selon des lois immuables résultant de la nature des choses ; de sorte que c'est presque tout philosophe digne de ce nom qui devra être qualifié d'athée, à prendre pour juge l'opinion vulgaire qui entend par Dieu une puissance indépendante de toute loi, capable d'intervenir à tout instant dans la marche de l'univers. Pas un métaphysicien, si respectueux soit-il de la croyance populaire, qui n'en cherche une interprétation plus profonde, inconciliable avec la science. »

Le philosophe français qui signe du pseudonyme « Vallée du Mont-Ari » (*Lettres sur la Vie vue avec le simple bon sens*) dit :

« A mes yeux, la croyance en Dieu-Idee a une telle influence sur l'état social que je ne puis me dispenser de revenir sur ce Rien, cette Nullité, ce Non-être, ce Néant, cet Impossible, ce Dieu de toutes les religions qui, sous les noms de Brahmah, Javeh, Jehovah, Elohim, etc., de par les résultats qu'il a déterminés depuis que les hommes ignorants ou astucieux l'ont créé, est l'immoralité même. Comment ne pas voir que c'est cette erreur qui, par le fanatisme, maintient les états d'êtres inférieurs actuels ? C'est vraiment comode, un Dieu pour certains individus dont la conscience et la réflexion ont été annihilées par cette croyance... Toute leur existence se passe à commettre les pires méfaits, les malhonnêtetés les plus criantes... et quand ils sentent que la tombe va s'ouvrir, ils adressent un acte de contrition » à cette Hideur qui avait permis leurs crimes et elle leur ouvre toutes grandes les portes de son « Paradis » où ils jouiront éternellement du plus grand bien-être, après avoir joui pendant toute leur vie terrestre au détriment d'autrui. Tandis que certain pauvre diable qui aura vécu chichement, péniblement, souffreteusement, douloureusement et honnêtement pendant toute sa vie en servant humblement les riches exploiters, ira en enfer si, contraint par la misère, il est surpris volant quelque denrée alimentaire ou quelques sous chez un de ses exploiters qui le tuera simplement avant qu'il ait eu le temps de manifester son repentir à Dieu... O stupidité ! »

« C'est cette insanité repoussante qui fait dire à ses représentants autocrates et omniscients que la guerre est nécessaire et qu'elle donne la victoire aux armées qui la servent... C'est la croyance en cette Fiction qui est cause de tout le mal que nous pouvons constater

par l'obscurité intellectuelle et la stagnation mentale dans lesquelles sa crainte maintient l'humanité... »

Cette page virulente n'est qu'un exposé de l'objection que les philosophes opposent au dogme de l'existence d'un Dieu tout puissant et tout sage : l'existence du mal physique et moral. On ne comprend vraiment pas comment des êtres raisonnables peuvent avaler les bopiments des prêtres de toutes les religions ; et pourtant l'immense majorité des hommes se soumettent benoîtement à ce que les représentants de la superstition religieuse leur commandent.

Vallée du Mont-Ari dit encore : « Il existe des êtres ayant des prétentions d'être à l'avant-garde des idées et considérant comme inutile le temps passé à combattre l'idée de Dieu. On peut se demander comment un homme sensé peut douter de la nécessité et de l'efficacité du combat de l'homme conscient contre la croyance en l'existence de Dieu. Il faut vraiment qu'il n'ait jamais pris la peine de réfléchir sur l'importance de cette question, ou qu'il ne puisse pas en voir toute l'importance... le sort de l'humanité y est intimement lié.

« L'athée... croit à la possibilité d'une justice sans Dieu ; justice dont les plateaux de la balance n'auront plus à subir les influences actuelles ignobles de cette monstruosité. »

..

Voyons à présent les prétendues preuves de l'existence de Dieu.

Le premier argument que tout chrétien lance dans une discussion avec un athée, c'est celui de Fénelon et de Bossuet qu'on a redit à satiété : Il faut un horloger pour faire une montre, un peintre pour faire un tableau, il faut donc un auteur à toute chose, cet auteur, je l'appelle Dieu, donc Dieu existe. Cet argument n'a pas plus de valeur qu'une bulle de savon ; s'il a fallu un créateur pour créer le monde, qui a créé ce créateur et le créateur de ce créateur ? et ainsi de suite à l'infini. La preuve théiste n'est qu'une pétition de principe, car c'est l'affirmation de la création, parce que ce créateur existe ; or, ce créateur premier ne peut être, puisqu'on peut toujours le reculer et, de plus, la création n'a pas été prouvée et ne le sera probablement jamais, car la science se passe très bien de l'idée de création.

Fénelon croit avoir tout dit en opposant l'idée de Dieu au hasard. Or, le hasard ne serait encore qu'un Dieu, tandis que la science telle qu'elle existe aujourd'hui, reconnaît des lois, pas un hasard ; ces lois sont éternelles autant qu'on peut le déduire de toutes les observations. Donc pas de Dieu. Les arguments de Fénelon sont parfois de purs enfantillages, ainsi : « Si l'eau était plus ou moins dense qu'elle n'est, elle ne pourrait supporter des vaisseaux », ce qui revient à dire que les eaux ont été créées pour porter des navires et non que les bateaux ont été inventés pour naviguer sur les eaux.

« Si la terre était plus ou moins dure qu'elle n'est, elle ne pourrait pas être cultivée ou bien elle ne pourrait pas supporter l'homme. » Toujours le fameux principe : C'est Dieu qui a créé tout cela pour l'homme, pour le bien de cet homme, le favori de Dieu. Les serpents venimeux, les bêtes sauvages, les scorpions, les punaises, les poux, les bactéries pathogènes, la fièvre typhoïde, la lèpre, la tuberculose, les mouches cancéreuses, etc., ont donc été créés pour le bien de ce bien-aimé de la divinité ?...

Tout le livre de Fénelon, qu'on employait de mon temps dans les classes de philosophie, est plein d'arguments de la force de celui de la densité des eaux, la beauté de la nature, l'instinct des animaux. Fénelon écrit des choses aussi étonnantes que celle-ci : « Toutes les qualités des personnes et des choses viennent de

Dieu, l'intelligence est une qualité, donc Dieu nous donne l'intelligence, donc Dieu existe. De même pour nos idées claires ou de sens commun. De même pour nos pensées supérieures. Un moment de réflexion suffirait à un enfant pour découvrir la faiblesse d'une telle argumentation. C'est toujours la pétition de principe. L'évêque de Cambrai commence par admettre le dessein d'un être supérieur, au lieu de nous prouver que cette intelligence suprême existe.

Un autre argument tout aussi ridicule, c'est celui de la beauté du corps humain : « Si la tête était moins grosse elle n'aurait aucune proportion avec le reste de la machine. Si elle était plus grosse, outre qu'elle serait disproportionnée et difforme, elle accablerait le cou et courrait risque de faire tomber l'homme du côté où elle pencherait un peu trop. » L'auteur ne connaissait pas tous les animaux monstrueux : le plésiosaure, le ptérodactyle, etc., à qui on a donné le nom absurde d'antédiluviens et qui ont probablement existé pendant des milliers d'années, tant que les situations climatiques leur ont permis de se nourrir quoique leurs corps, selon nos idées modernes, soient disproportionnés et mal conditionnés. Après avoir lu Fénelon, aucun lecteur intelligent ne manquera de reconnaître qu'il n'y a trouvé nulle preuve valable de l'existence de Dieu.

Les preuves dites métaphysiques ne valent pas mieux. L'apologiste catholique J.-J.-Auguste Nicolas, dans ses *Etudes philosophiques sur le Christianisme* (4 volumes in-8°, 1842-45) souvent réimprimées, croit avoir découvert une nouvelle preuve de l'existence de Dieu. Pour lui la meilleure démonstration de cette existence c'est que l'homme a conçu l'idée même de la divinité. Toute autre idée se rapporte à la matière, qualités et défauts, beauté, laideur sont toujours le résultat d'une comparaison tacite, or Dieu ne peut-être comparé à rien. Cet argument est fallacieux car pour l'immense majorité des êtres qui ont cru ou qui croient encore à Dieu, cette déité est bien un être ou, comme le dit la Bible, un Dieu vivant, — il n'y a que les êtres matériels qui soient doués de la vie. Ce n'est qu'assez tard que l'esprit humain s'est élevé, si l'on peut parler ainsi, à l'idée d'un esprit qui, même alors était doué de toutes les fonctions de l'être humain. Ecoutez deux chrétiens discuter, ils vous parleront de l'œil de Dieu, du doigt de Dieu, de la main de Dieu, de l'esprit de Dieu, de la volonté de Dieu, de la colère de Dieu, etc.

Les apologistes chrétiens donnent comme preuve de l'existence de Dieu l'idée d'infini qu'a l'homme. Or, l'homme, en général, ne raisonne pas sur l'infini, seuls les mathématiciens se rendent compte, et encore assez imparfaitement, de l'infini. Pour le théiste, Dieu est fini puisqu'il est limité par l'univers, ou, pour le croyant par la terre et le ciel, c'est-à-dire par les nuages et l'atmosphère. Comme il est impossible que deux corps puissent occuper le même espace, Dieu ne peut exister s'il est infini, puisque la matière est limitée et que l'esprit infini devrait être limité par l'espace occupé par la matière.

Un argument très souvent employé, c'est l'affirmation de la reconnaissance universelle par les êtres humains de l'existence de Dieu. Or, les voyageurs modernes ont découvert de nombreuses tribus qui n'ont aucune idée d'un être supérieur gouvernant la terre et les cieux. Le grand ouvrage du savant Frazer (*Le Rameau d'Or*), donne bien des exemples de cette absence complète de connaissance d'un dieu. Les Bouddhistes véritables, qui sont athées, se comptent par millions ; les disciples de Confucius ne connaissent pas non plus de dieu. Parmi les savants modernes, il est rare de trouver un théiste. Tous les vrais savants comme Berthelot, Lalande, Laplace, Tyndall, Huxley, Haeckel, Ostwald, etc., sont, ou nettement athées, ou

positivistes ou agnostiques, les deux derniers déclarent que puisque l'esprit humain ne saurait arriver à découvrir les causes premières, ils s'abstiennent de s'en occuper. Or, comme ils n'admettent pas un Dieu selon l'idée ordinaire, et la définition générale, ils sont en réalité athées pour les théistes.

Descartes, dans son Discours sur la Méthode, après avoir fait table rase de toutes les théories philosophiques enseignées avant lui, recule devant les conséquences de sa négation, finit par admettre l'existence d'un Dieu, sans pouvoir toutefois le définir, il se base sur l'existence des causes et effets, démonstration qui revient à celle de Fénelon, il dit : « Nous sommes assurés que Dieu existe parce que nous prêtons attention aux raisons qui nous prouvent son existence. Mais après cela il suffit que nous nous ressouvenions d'avoir conçu une chose pour être assurés qu'elle est vraie, ce qui ne suffirait pas si nous ne savions pas que Dieu existe et qu'il ne peut être trompeur. » De nouveau pure assertion, mais aucune preuve.

J.-J. Rousseau, déiste comme Voltaire, donne deux preuves de l'existence de Dieu :

1° L'idée du premier moteur ou l'origine du mouvement, et 2° l'autre, celle des causes finales. Nous savons à présent que tout dans l'univers est en mouvement, que toutes les molécules des corps sont retenues ensemble par le mouvement de ces molécules et que pas n'est besoin d'un être supérieur pour entretenir ce mouvement et le diriger ; c'est une loi immuable de la nature. Les découvertes (Becquerel, Curie, Le Bon, Rutherford, Carnot, Meyer, Herz, Helmholtz, Roentgen, Fresnel, etc.), l'ont surabondamment démontré. La preuve dite des causes finales revient à dire que Dieu créa l'univers pour servir à l'homme, c'est ce que prêchent les théologiens. Quelques philosophes ont osé déclarer qu'ils ignoraient complètement le but de Dieu. Les athées répondent : L'univers n'a aucune destination et ne peut en avoir.

Preuves qu'on trouve dans les traités de théodicée employés dans les lycées :

1° La loi morale qui dicte ses arrêts dans le sanctuaire de la conscience suppose un législateur. Nous ne sommes pas les auteurs de cette loi, le plus souvent en désaccord avec nos penchants. Ce législateur c'est Dieu ; donc Dieu, etc.

2° La sanction de la loi morale, insuffisante ici-bas, suppose une sanction ultérieure, qui, elle-même ne saurait avoir lieu sans un juge suprême, rémunérateur et vengeur. Ce juge, c'est Dieu donc.

3° Nous avons l'idée de perfection ; or, cette idée implique l'existence, car une perfection à laquelle il manquerait l'existence serait une perfection imparfaite, ce qui est absurde, cette perfection, c'est Dieu, donc, etc.

4° Tout ce qui est rigoureusement renfermé dans l'idée d'une chose doit en être affirmé ; or, l'existence actuelle est renfermée dans l'idée d'être nécessaire, donc il existe un être nécessaire : Dieu.

5° Tout attribut suppose une substance qui ne peut être moindre que l'attribut lui-même ; or, l'éternité et l'immensité sont des attributs infinis ; donc ils supposent une substance infinie (Newton, Clarke).

Le Dr Carret (*Démonstrations de l'Inexistence de Dieu*), analyse les preuves données par Saint Anselme, Saint Thomas d'Aquin, Gastrell, La Luzerne, Newton, Clarke Hancock, Woodward, etc., mais il fait comprendre tout le vide de ces prétendues preuves.

Retournons aux arguments contre l'existence de Dieu ; on ne peut les appeler preuves puisque l'on ne peut prouver une négation, comme nous l'avons déjà dit, mais on peut prouver que l'idée d'un Dieu tout puissant et tout bon est absurde.

Le raisonnement d'Epicure, célèbre philosophe grec, est resté invincible. Le voici tel que nous le connaissons d'après la réfutation de Lactance, père de l'Eglise :

Le mal existe ; or de deux choses l'une :

1° Dieu sait que le mal existe, peut le supprimer et ne le veut pas... un tel Dieu serait cruel et pervers, donc inadmissible.

2° Dieu sait que le mal existe, veut l'empêcher et ne le peut pas... un tel Dieu serait impuissant, donc inadmissible.

3° Dieu ne sait pas que le mal existe... un tel Dieu serait donc aveugle et ignorant, donc inadmissible.

On ne voit pas d'autre hypothèse possible. Donc Dieu n'existe pas.

Les croyants se sont acharnés contre le dilemme d'Epicure. Ils veulent faire croire que le mal existe parce que le premier homme a désobéi en Eden et que ce mal sert à améliorer l'homme lui-même. Ce châtiment infligé à la descendance tout entière des coupables serait assez épouvantable pour faire douter de l'existence d'un Dieu si atroce. Mais tout souffre dans la nature ; tous les animaux, depuis les plus grands aux microscopiques souffrent de leur naissance à leur mort, les plantes elles-mêmes souffrent et périssent, la nature brute elle-même n'échappe pas aux transformations et à ce que nous appelons la mort.

Les molécules, les métaux mêmes se transforment peu à peu, il y a donc souffrance partout. Un Dieu immuable et bon ne saurait exister. Il est vrai que des philosophes, comme le baron de Colins et ses disciples croient, à la suite de Descartes, que les animaux sont insensibles, que ce sont des machines. Cette théorie ne supporte pas l'observation exacte des animaux, et puis la machine elle-même ne se détraque-t-elle pas, de plus ne peut-on pas considérer le travail comme une peine ? Il est vrai qu'elle n'a pas de nerfs et de cerveau qui font que les êtres animés se rendent compte de la douleur, mais la matière se transformant, se gâtant est une preuve que le mal existe partout et pourtant les animaux n'ont pas mangé la pomme avec Eve.

Les scientifiques chrétiens, qui ont tant d'adeptes en Amérique et aussi en Europe, prétendent que la souffrance n'est pas réelle, qu'elle est une conséquence de notre imagination. Ceux qui osent dire cela n'ont jamais visité les hôpitaux ni les asiles d'aliénés ; ils n'ont pas entendu les cris de douleur que poussent les malades, les blessés. Ces scientifiques chrétiens n'ont jamais guéri de vraies douleurs, pas plus que les prières ou les visites aux lieux de pèlerinage ne le font. Quand l'auto-suggestion est terminée, les maux recommencent.

Le mal existe donc et un Dieu qui l'aurait créé, le sachant et le voulant est incompréhensible, impossible.

Si Dieu ne sait pas que le mal existe, la chose est encore plus absurde, cela ressemblerait au Dieu de la Bible qui ne sait pas ce qui se passe dans le paradis terrestre et est obligé de s'y promener pour voir ce qu'y faisaient les nouveaux époux. Ce serait comme Jupiter qui descend sur la terre pour juger des abominations qui s'y commettent et punit du déluge de Deucalion et Pyrrha les humains pour le crime du roi Lycaon.

Un Dieu comme celui de la Bible ou des Métamorphoses ne peut être admis que par des esprits bornés.

S'il y a un Dieu pourquoi y a-t-il tant de religions ? Les prêtres prétendent tous que leur Dieu est le seul vrai Dieu. Or, il y a une infinité de religions et de sectes qui ne croient pas au Dieu des autres religions. S'il y avait un Dieu n'aurait-il pas fait en sorte que tous les humains le reconnaissent ?

Le Dr Carret résume ainsi cette objection :

De trois choses l'une

1° Il y a un Dieu, ce Dieu a voulu se manifester aux humains et le nombre des religions prouve qu'il n'a pas réussi. Dans ce cas, Dieu est impuissant, donc inadmissible ; tous les cultes sont absurdes et tous leurs dieux sont faux.

2° Il y a un Dieu : ce Dieu n'a pas voulu être connu de nous et ne se soucie aucunement de nos adorations. En ce cas, tous les cultes sont absurdes et tous leurs dieux sont faux, car aucun ne ressemble au Dieu réel.

3° Il n'y a pas de Dieu. En ce cas tous les cultes sont absurdes.

Aucune autre supposition n'est possible.

Les athées se servent encore d'autres arguments pour combattre la croyance : l'impossibilité du libre arbitre ; l'inexistence d'une âme mortelle ; la différence entre la volonté et le libre arbitre, etc. Tout cela devra faire le sujet d'autres articles dans l'Encyclopédie.

Les Spiritistes qui se démènent tant à présent et dont beaucoup ne croient pas en Dieu, croient à la survivance de l'âme après la mort. L'*Institut métapsychique* de Paris et *The Society for psychical research* de Londres, cherchent à prouver cette survivance, mais toutes leurs expériences ne prouvent rien jusqu'ici et toutes les manifestations dont parlent les métapsychiques n'ont encore rien produit de convaincant. Nous pouvons admettre que l'âme n'est qu'une fonction du cerveau et qu'aussitôt que la mort survient, il n'y a plus d'âme et que les molécules du cerveau se désagrègent, il ne peut y avoir d'immortalité.

Donc pas plus d'âme que de Dieu et le raisonnement d'Epicure reste inébranlable.

On a donné le nom d'épicuriens aux amis de la bonne chère. Sans être des ascètes, on peut aimer le bien, se dévouer à l'humanité, c'est ce que voulait Epicure. Il mettait le bonheur dans la satisfaction des besoins intellectuels et moraux.

Son disciple Lucrèce, dans son grand poème *De Natura Rerum* le fait bien comprendre.

Dans tous les temps, l'histoire a dû reconnaître la parfaite honnêteté des athées. L'antiquité a cité comme des modèles de vertu des athées comme Diagoras, de Milo, qui se rattachait à l'école de Leucippe ; Théodore et Evhémère, sortis de l'école de Syène ; Straton de Lampsaque, Métrodoros, Plysemon, Hermachos, Polystatos, Basilides, Protarchos.

On peut aussi inclure parmi les athées toutes les écoles philosophiques grecques depuis Thalès (Anaximène, Anaxagore, Achellaos), jusqu'à Socrate qui fut condamné à mort sur une accusation d'athéisme. Parmi les athées il faut comprendre Héroclite, Empédocle, Démocrite, Pyrrhon et toute l'école sceptique (Timon, A. Aenesidème, etc.) ; l'école stoïque (Zénon, Aristo de Chios, Cleantes, etc.).

L'athéisme a toujours été admis par les esprits éclairés de l'antiquité, mais l'établissement d'une religion officielle dans la plupart des Etats a empêché partout l'enseignement de cette doctrine. Les gouvernements se sont toujours servi de leur autorité, et des persécutions pour écraser la terrible négation qui, du coup, ébranlait toute religion et tout respect pour l'Etat.

Les athées étaient obligés, sous peine de mort ou de ruine, de mettre un frein à leur franchise. Montaigne, La Boétie, Charron, Giordano Bruno, Vanini étaient athées, mais ils n'osaient pas le proclamer et les deux derniers ont payé de leur vie les doutes qu'ils faisaient entrevoir sur l'existence de Dieu.

Au XVIII^e siècle, Helvétius, d'Holbach, d'Alembert, Diderot, étaient des athées, Voltaire et Rousseau, qu'on a souvent accusés d'athéisme étaient déistes, de même que Robespierre. Par contre, Marat, Babeuf,

Buonarotti étaient athées, aussi ont-ils été salis par tous les écrivains réactionnaires.

Les socialistes du commencement du XIX^e siècle n'avaient pas encore secoué l'esprit théiste quoique pour eux le mot Dieu n'eût pas grande signification.

En Allemagne, Kant, Schopenhauer, Nietzsche, et leurs disciples, ne reconnaissaient aucun Dieu.

Karl Marx, Engels, Lassalle, Kautski, étaient athées, ainsi que les Hegéliens et les socialistes démocrates, mais pour ne pas choquer les masses, ils s'abstenaient d'attaquer l'idée théiste.

Il y a de très nombreux prêtres catholiques et pasteurs protestants qui ne croient pas en Dieu, mais par lâcheté, par peur de perdre leur gagne-pain ou leur position sociale, ils se gardent de faire voir ce qu'ils pensent. Je l'ai remarqué bien des fois et quelques-uns de ces fourbes me l'ont avoué, ils continuent à prêcher ce qu'ils considèrent comme des mensonges. On ne peut que plaindre ces hommes malhonnêtes envers eux-mêmes.

Quelle différence avec Lalande, le grand savant, continuateur du dictionnaire des athées de Sylvain Maréchal. Quoique mal vu de Napoléon à cause de ses opinions, il a écrit :

« Je me félicite plus de mes progrès en athéisme que de ceux que je puis avoir faits en astronomie. Le spectacle du ciel paraît à tout le monde une preuve de l'existence de Dieu. Je le croyais à 19 ans, aujourd'hui, je n'y vois que de la matière et du mouvement. »

G. BROCHER.

Ouvrages le plus souvent consultés par moi :

Mauthner. Der Atheismus und seine Geschichte im Abendland. (L'athéisme et son histoire en Occident), 4 volumes, très grand 8°.

(Le titre de cet ouvrage n'est pas exact, c'est plutôt une histoire de la libre pensée en Europe.)

Robertson. A short History of Freethought (Brève histoire de la libre pensée).

The Faiths of the World (Les croyances du monde), 8 volumes 8°.

Bradlaugh. A Plea for Atheism (Défense de l'Athéisme).

Franck. Dictionnaire des Sciences philosophiques.

Fénelon. Existence de Dieu.

Bossuet. Connaissance de Dieu et de soi-même.

Caro. L'Idée de Dieu.

Proudhon. De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise.

Colins. De la Justice hors de la Révolution et hors de l'Eglise, 3 v. 8°. La Science, 3 v. 8°. La Science Sociale, 5 v. 8°.

Hugentobler. Extinction du Paupérisme. (Exposé de la philosophie athée de Colins.)

Kropotkine. La morale (dans la traduction espagnole).

Lewes Istorya Philosophyi (traduction russe de Spasovitch et Névédomsky).

Brucker. Historia critica philosophial.

Bartholomess. Doctrines religieuses de la philosophie moderne.

Damiron. Histoire de la philosophie au XVIII^e siècle.

Cousin. Histoire générale de la philosophie.

Taine. Les Philosophes français au XIX^e siècle.

Feuerbach. Geschichte der neueren Philosophie (Histoire de la philosophie moderne).

Bauer (Kuno). Istorya philosophyi (traduction russe).

Laforest. Philosophie Ancienne, 2 v. 8°. (Au point de vue catholique.)

Nietzsche. Ainsi parlait Zarathoustra.

Schopenhauer. Die Welt als Wille (Le Monde comme volonté).

Naquet. Religion, propriété, famille.

Saisset (A.). Essai de Philosophie religieuse.

Saisset (A.). Dieu et son Homonyme.

Vallée du Mont-Ari. Lettres sur la vie vue avec le simple bon sens.

Trazer. The Golden Bough. 12 volumes (Le Rameau d'Or). (Les trois premiers seuls ont été traduits en français).

Darwin. L'Origine des espèces.

Darwin. Origine de l'homme.

Vogt (Carl). De l'homme.

Büchner. Force et Matière.

Carret (Dr). Démonstration de l'Inexistence de Dieu.

ATMOSPHERE n. f. (du grec *atmos*, vapeur et *sphaira*, sphère). On désigne, sous le nom d'atmosphère, la masse d'air qui environne la terre. L'atmosphère doit affecter la forme d'un sphéroïde beaucoup plus aplati que ne l'est la terre. On n'est pas complètement fixé sur son épaisseur, qui ne paraît cependant pas dépasser une centaine de kilomètres ; au delà on ne trouve que des molécules très raréfiées d'hélium et d'hydrogène. L'atmosphère exerce sur tous les corps à la surface de la terre une pression dite *pression atmosphérique*, qui est variable et que l'on étudie à l'aide du baromètre ; cette pression moyenne est de 1.033 gr. par centimètre carré, de sorte que la pression sur un homme de grandeur ordinaire est d'environ 17.000 kilogrammes. Si nous ne sommes pas écrasés par cet énorme poids, c'est qu'il est sans cesse contrebalancé par la réaction des fluides dont notre corps est rempli. Les couches d'air qui constituent l'atmosphère se refroidissent, à mesure qu'on s'élève, d'environ 1° par 215 mètres environ. Les observations astronomiques démontrent que les planètes sont également entourées d'une atmosphère. En physique, on désigne sous le nom d'*atmosphère* l'unité de pression dans l'étude des gaz : c'est le poids d'une colonne de mercure ayant pour hauteur 76 centimètres et pour base 1 centimètre carré (1.033 grammes environ). — On se sert au figuré du mot atmosphère pour désigner, dans le domaine intellectuel, moral, éducatif, etc..., une ambiance spéciale. On dira, par exemple, que les peuples vivent dans une *atmosphère de paix* lorsque les politiciens laissent ces peuples vaquer à leurs occupations respectives et travailler en fraternelle collaboration. On dira au contraire que les peuples vivent dans une *atmosphère de guerre* lorsque de criminelles manœuvres des dirigeants échauffent les esprits nationaux les uns contre les autres et lorsqu'une sournoise diplomatie allume des querelles entre différents gouvernements.

Dans une ville comme Paris, on désignera par *atmosphère bourgeoise* le luxe, la propreté, l'hygiène, la commodité, des quartiers riches, tels le quartier de l'Etoile, alors qu'on désignera par *atmosphère ouvrière* la pauvreté, le délabrement, l'insalubrité, la vétusté des quartiers populaires, tels les quartiers de Belleville ou de Ménilmontant. Chez les parasites qui vivent de la finance ou de la politique, règne une atmosphère étroite comme la mentalité même de ces parasites, tandis que chez les révolutionnaires et les hommes libres règne une atmosphère généreuse comme l'idéal même de ces hommes libres. Et nous arrêtons là des exemples que nous pourrions multiplier indéfiniment.

ATOME. On peut mesurer, à la notion actuelle de l'atome, les progrès accomplis, depuis à peine un quart de siècle, non seulement par la physique et la chimie, mais aussi par la philosophie scientifique, en ce qui concerne notre conception de la matière.

Vieille de 2.000 ans, la théorie de l'atome insécable, indestructible, représentant la plus petite quantité d'un élément qui puisse entrer en combinaison, elle a

été formulée par le grand poète romain Lucrèce, en ces vers immortels que l'on ne peut lire aujourd'hui, sans un étonnement admiratif :

— « Les corps ne sont pas anéantis en disparaissant à nos yeux, la nature forme de nouveaux êtres avec leurs débris, et ce n'est que par la mort des uns qu'elle accorde la vie aux autres. Les éléments sont inaltérables et indestructibles. Les principes de la matière, les éléments du Grand Tout sont solides et éternels, nulle action étrangère ne peut les altérer. L'atome est le plus petit corps de la nature. Il représente le dernier passé de la division. Il existe donc dans la nature des corpuscules d'essence immuable... leurs différentes combinaisons changent l'essence des corps. »

Une trentaine d'années ont suffi pour voir disparaître cette conception de l'atome née dans le cerveau de Démocrite et restée presque intacte jusque dans celui de Berthelot.

C'est surtout à la découverte du radium et de la radio-activité qu'est dû ce résultat quasi-miraculeux. On voit par conséquent tout le mérite qui revient à M. et à Mme Curie, d'avoir les premiers étudié et signalé les merveilles qui s'accomplissent par les atomes de cet élément, ainsi que par ceux du potassium, du thorium et autres métaux spontanément radio-actifs.

Mais il ne faut pas oublier, et on le fait, hélas ! trop facilement, que le véritable inventeur de la radio-activité, dans le sens le plus général, c'est le Dr Gustave Le Bon. C'est à lui autant, peut-être plus, qu'à J.-J. Thomson, Becquerel et autres, que nous devons la notion actuelle de l'atome, telle qu'ont permis de l'établir la radio-activité universelle de la matière (par lui découverte), et celle des corps spontanément radio-actifs, comme le radium, l'uranium, etc., etc.

On considère aujourd'hui l'atome comme un petit grain de matière formé d'autres petits grains nommés *électrons*, qui ne seraient plus de la matière, mais des tourbillons d'éther comparables à des gyrostats. Ces électrons étant des particules électriques, l'atome étant composé d'électrons, ne serait autre chose que de l'électricité ; de son côté, la matière étant composée d'atomes, ne serait pas autre chose que de l'électricité.

« La théorie électrique de la matière, a dit le physicien anglais Lodge, restera comme la plus grande découverte du *xx^e* siècle. »

Comment sont disposés dans l'atome, les électrons, ses éléments constitutifs ? Et comment expliquer la formation des atomes ?

C'est encore au Dr Gustave Le Bon que nous devons les plus claires réponses à ces deux questions.

D'après lui, complète serait l'analogie entre la formation d'un atome et celle de notre système solaire : l'atome, en effet, étant un système solaire en miniature, composé d'électrons négatifs, tournant avec une vitesse prodigieuse autour d'un centre ou noyau, formé d'ions ou électrons positifs.

Dans le système du monde de Laplace, le soleil et les plantes auraient d'abord été une nébuleuse au centre de laquelle, s'est formé un noyau animé d'un mouvement de rotation et duquel se détachèrent successivement des anneaux qui formèrent, plus tard, la terre et les autres planètes. D'abord gazeuses, ces masses se sont progressivement refroidies, et l'espace que remplissait primitivement la nébuleuse n'a plus été occupé que par un petit nombre de globes, tournant sur eux-mêmes et autour du soleil.

Il est probable que les choses se sont passées ainsi lors de la formation des atomes ; et ce qui le prouverait, je le répète, c'est l'analogie aujourd'hui bien établie, entre la construction d'un système planétaire et celle de l'atome.

La matière se composerait donc de ces petits systèmes solaires en miniature.

Conception à la fois grandiose et mathématique d'une portée philosophique considérable, et devant laquelle s'évertue vainement le scepticisme des penseurs (?) retardataires et réactionnaires.

P. VIGNÉ D'OCTON.

ATTENTAT n. m. (du latin *attentare* : essayer contre). « Attaque violente dirigée contre l'ordre politique ou social, le souverain, sa famille, les personnes et les propriétés. » Telle est la définition que donnent du mot « Attentat » presque tous les dictionnaires et, notamment « le grand Larousse ».

Avant la Révolution de 1789, il n'y eut pas de peine jugée trop sévère, de supplice trop horrible pour punir ces attentats, que la législation qualifiait de crimes de *lèse-Majesté*, parce qu'ils rentraient, au premier chef, dans la classe de ceux qui offensent la Majesté souveraine.

Pour comprendre la gravité des attentats dirigés, alors, contre la personne des Rois, Dictateurs, Empereurs, Souverains, et chefs d'Etat de tous rangs, il convient de se rappeler que la personne de ceux-ci était sacrée, que leur Puissance empruntait à Dieu lui-même — dont ils étaient sur terre les représentants et fondés de pouvoirs — un caractère auguste et que, désobéir au Monarque, se révolter contre lui et, à plus forte raison, attenter à ses jours, c'était s'attaquer à Dieu lui-même et commettre un acte sacrilège. En France, les ordonnances ne précisèrent pas les peines à infliger aux personnes convaincues d'attentats de ce genre ; les juges devaient spécifier avec détail le supplice du coupable, supplice toujours atroce, dans lequel, pour rendre le châtiment plus terrible et plus exemplaire, on accumulait les tortures les plus horribles. Toute considération d'humanité devait céder devant la raison d'Etat ; on sait quelle fut la mort de Châtel, de Ravailiac et de Damiens. La Révolution fit justice de cette législation barbare, et le Code pénal de 1791, précurseur de celui de 1810, édicta la peine de mort, sans aggravation de tortures spéciales. La loi du 28 avril 1832 créa une théorie nouvelle. Elle décida que l'*attentat*, pour lequel la peine de mort était maintenue, serait constitué seulement par l'exécution ou la tentative d'exécution et plaça le *complot* dans une catégorie distincte punie de peines moins sévères. L'*attentat* — ou le *complot* — dont le but est de détruire ou de changer la forme du Gouvernement, ou d'exciter les citoyens à s'armer les uns contre les autres, est puni de la déportation dans une enceinte fortifiée.

On voit que toutes ces mesures législatives ne visent, en matière d'attentat, que les personnes s'insurgeant ou tentant de s'insurger, à main armée, contre l'ordre de choses établi, contre le régime social ou contre les personnes représentant celui-ci. Toute la législation tendant à châtier les attentats n'est, donc, que pour protéger les Gouvernements contre les attaques violentes auxquelles sont exposés leurs personnes et leurs privilèges. Cette constatation vient à l'appui de ce que nous ne cessons d'affirmer ici : à savoir que la Loi, faite par les dirigeants et pour eux, n'a rien de commun avec la Justice et que, loin d'être l'expression codifiée de ce qui est équitable, elle en est la négation la plus impudente qu'on puisse imaginer.

Donnant donc, maintenant, au mot « Attentat » sa signification exacte, large, humaine, je le définis : « toute atteinte portée à la liberté, au bien-être, à la vie, au bonheur désirable et possible d'un ou plusieurs individus. » Cette définition est incontestablement supérieure à la définition pour ainsi dire « classique » du Larousse. Elle possède sur celle-ci l'immense

avantage d'embrasser tous les actes qui constituent un attentat, quel qu'en soit l'auteur et quelle qu'en soit la victime. Elle ne limite pas l'attentat aux seuls actes commis par les non-possédants contre les possédants, par les gouvernés contre les gouvernants : elle étend l'attentat — ainsi qu'il est équitable — aux actes commis par les riches contre les pauvres et par les gouvernants contre les gouvernés.

Pour ceux qui s'inclinent systématiquement devant l'enrichissement graduel de quelques familles opulentes; sans s'émouvoir de l'appauvrissement correspondant des masses populaires et qui, considérant la propriété comme un principe intangible et fatal, en acceptent toutes les conséquences d'un cœur léger et d'une conscience sereine (périssent des millions d'hommes, plutôt qu'un principe !) il est évident que « l'attentat » ne peut être que l'attaque violente dirigée par les sans-le-sou contre les détenteurs de la fortune. Pour les personnes qui élèvent l'Autorité à la hauteur d'un principe sacro-saint et d'une institution inattaquable et qui estiment que, quels que soient les abus et les crimes perpétrés par ceux qui exercent le pouvoir, les victimes de ces abus et de ces crimes ne doivent demander protection, justice et réparation que dans les formes et conditions prescrites par la Loi et la Constitution, il est certain que « l'attentat » ne peut être que l'attaque violente dirigée par les opprimés contre les oppresseurs. Et nous comprenons fort bien que la Loi — la Loi faite *par* et *pour* les riches et gouvernants contre les gouvernés, et les pauvres — ne prévoit, au chapitre des complots et attentats, que les projets et actes ayant pour auteurs les victimes du Capital et de l'Etat et visant les profiteurs de l'Etat et du Capital.

Mais les choses ne nous apparaissent pas sous cet aspect unilatéral, à nous qui ne tenons pour intangibles et sacrés ni la Loi ni les prophètes et qui, tout au contraire, avons conscience que la richesse scandaleuse et scandaleusement acquise d'une infime minorité est une atteinte intolérable au bien-être du plus grand nombre et que le Pouvoir — d'où qu'il vienne — dont une poignée d'usurpateurs détient tous les avantages, est une atteinte insupportable à la liberté de l'immense multitude.

C'est pourquoi, faisant application de la définition que nous avons donnée du mot « Attentat » : « toute atteinte portée à la liberté, au bien-être, à la vie, au bonheur désirable et possible, d'un ou plusieurs individus », nous disons que l'histoire des civilisations et des régimes basés sur la Propriété, le Gouvernement, la Loi écrite et la Morale officielle n'a été qu'un *attentat permanent* dirigé par les Gouvernants et les Riches, étroitement et indissolublement complices, contre la liberté, le bien-être, la vie et le bonheur désirable et possible des classes déshéritées.

Enumérer tous les crimes qui rentrent dans cette catégorie et que désigne cette définition, ce serait dresser le tableau de toutes les grandes iniquités qui constituent l'Histoire, depuis les âges les plus reculés. Ce serait établir la table funèbre des opprobres dont le récit et l'enchaînement sont comme le canevas sur lequel se sont inscrits, au cours des siècles, tous les faits et gestes de l'Humanité.

Ce serait surtout indiquer toutes les atteintes portées par les tyrans, monarques, polyarques et classes dirigeantes contre les principes éternels et les droits imprescriptibles : la liberté, l'égalité et la fraternité humaines.

J'ennumère, sans développer : *Attentat contre la Pensée*, la multitude des légendes enfantines, des croyances absurdes, des *Credos* ineptes que, par tous les moyens en leur pouvoir, les Religions et les Cler-

gés à leur dévotion imposent à la crédulité, à l'ignorance et à la peur instinctive des foules maintenues systématiquement dans l'erreur !

Attentat contre le Bien-Etre désirable et possible, le paupérisme étendant son chancre rongeur sur l'immense majorité des humains, afin que puisse vivre, dans la fainéantise, dans le luxe et dans l'orgie, une minorité d'enrichis !

Attentat contre la Liberté, l'Autorité gouvernementale confisquant à son profit toutes les sources de vie : initiatives, découvertes, progrès scientifiques, développements artistiques, organisation du travail, énergie créatrice des masses asservies.

Attentat contre le Droit humain et la véritable Justice, la Loi écrite tendant à légitimer et à revêtir d'un caractère respectable les scandales, les concussion, les forfaitures, les vols et les abus de toutes sortes dont possédants et gouvernants sont les auteurs et les bénéficiaires.

Attentat contre la Vie humaine les massacres en masse exécutés, au nom de « l'Ordre », par la police, la gendarmerie et l'armée, en cas de grève et d'insurrection et les horribles boucheries qui, au nom de la Patrie, précipitent les uns contre les autres des millions d'hommes qui ne se connaissent point, qui n'ont aucune raison plausible de se haïr et qui, jamais, ne savent pour quels motifs et dans quel but ils s'entre-tuent sauvagement, sur le commandement qui leur en est fait.

Effarante et monstrueuse serait la statistique qu'on établirait — et que, au cours de cet ouvrage nous établirons cent fois — des attentats abominables dont la responsabilité incombe, sans contestation possible, à la Religion, à la Propriété, à l'Etat, à la Guerre. C'est par centaines et centaines de millions que se chiffrent les victimes de ces odieux attentats. C'est un océan qui submergerait la Terre, que formeraient, s'ils étaient réunis, le sang et les larmes qu'ils ont fait couler.

Quand on est pénétré de l'inébranlable conviction que, sous ses formes multiples, l'exercice de l'Autorité politique, économique, intellectuelle et morale constitue un « *attentat permanent contre la liberté, le bien-être, la vie, le bonheur désirable et possible des individus et des peuples* », on comprend l'affirmation d'Elisée Reclus proclamant que : « aussi longtemps que la Société sera basée sur l'Autorité, les Anarchistes resteront en état perpétuel d'insurrection ». Et on conçoit, du même coup, que, en matière d'attentat, le point de vue libertaire, qui n'est autre, en l'espèce, que le point de vue humain, se trouve nécessairement aux antipodes du point de vue autoritaire, c'est-à-dire légal et traditionnel.

Ici, nous entrons en plein dans une de ces constatations dont l'organisation sociale nous fournit le fréquent spectacle et qui appaîtrait à la raison ce qu'elle est en réalité : stupéfiante et inconcevable, si des siècles d'ignorance, de duplicité et de mensonge n'avaient pas altéré le sens exact des faits sociaux. N'est-il pas, en effet, inconcevable et stupéfiant que ce soient ceux qui, méthodiquement, froidement et à toute heure, volent et assassinent, qui forgent des lois et sévissent implacablement contre ceux qui, exaspérés d'être assassinés et volés, se décident à se révolter contre le brigandage et le despotisme dont ils pâtissent ? « L'attentat contre la liberté, le bien-être, le bonheur désirable et possible de l'immense multitude », cet attentat vient *d'en haut* ; il n'est ni prévu ni puni par la Société ; et lorsque, *d'en bas*, cédant à une exaspération aisément compréhensible et à une poussée de révolte on ne peut plus naturelle et justifiée, se lève un individu ou un groupe d'individus résolu, au prix de leur liberté et de leur vie, à réagir

contre l'attentat dont ils sont les perpétuelles victimes, c'est celui-ci — groupe ou individu — qui est en butte aux sévérités de la Loi et impitoyablement châtié ! On avouera que cela est inconcevable et stupéfiant. Et c'est, pourtant, ce qui se produit.

**

Mais, si cruel qu'ait été, dans le passé, et que soit encore le châtiment infligé aux révoltés, l'attentat d'en bas — individuel ou collectif — a toujours riposté à celui d'en haut. Les révolutions qui ont abattu les tyrans ou tenté de les abattre, les insurrections qui ont visé l'iniquité monstrueuse des grosses fortunes privées édifiées sur la misère des classes laborieuses, les mouvements de cessation concertée de travail ayant pour but d'arracher aux possédants des moyens de production des conditions d'existence moins humiliantes, moins précaires et moins dures, enfin les gestes isolés que le vocabulaire académique et officiel qualifie d'attentats, tous ces faits attestent que, dans les profondeurs de la conscience humaine gisent des sources de révolte que les rigueurs de la Loi et la perspective des supplices les plus raffinés ne sont jamais parvenus à tarir complètement.

Celui que la misère étreint et que la servitude exaspère en arrive parfois à ne plus pouvoir maîtriser son indignation et quand la souffrance — la sienne propre et celle de ses frères d'indigence et d'esclavage — atteint un certain degré, son bras frappe à la façon d'un ressort trop tendu qui brise l'obstacle.

Il me paraît plausible d'invoquer le droit de légitime défense, en faveur des individus et des foules qui, toujours molestés, grugés, bernés, brutalisés, éprouvent, en certaines circonstances, le besoin de rejeter le fardeau d'avidissement et de lâcheté qu'une Société inique fait peser sur leurs épaules et je m'explique que, en un geste de froide résolution ou d'emportement vengeur, ces foules et ces individus s'en prennent à ceux qui symbolisent et personnifient la cause des maux qui les torturent.

On dit des attentats individuels qu'ils ne conduisent à rien d'efficace et qu'ils sont pour le moins inutiles. Il est vrai que, quand le personnage contre lequel l'attentat est dirigé est frappé mortellement et succombe, il ne tarde pas à être remplacé et que la « fonction » continue. Mais il n'en reste pas moins que celui qui a semé sur ses pas la terreur et la mort a payé de sa vie la dette de ses forfaits, que son exécution est un avertissement adressé à ceux qui seraient tentés de l'égaler dans l'infamie, qu'elle apporte un soulagement aux innombrables victimes qui, par lui, ont souffert et qu'elle débarrasse l'humanité d'un monstre.

Il est curieux et symptomatique que tout attentat, même manqué, dirigé contre un chef d'Etat, un ministre, un Grand de ce monde, provoque de la part de tous les Puissants de l'heure un sentiment, sincère ou feint, de réprobation indignée. Cette constatation souligne l'étroite solidarité qui relie, d'un bout de la terre à l'autre bout, tous les Maîtres. Mais elle témoigne plus fortement encore de la peur qui s'empare de tous les grands responsables, aussitôt que la vie d'un seul d'entre eux est mise en péril par le geste d'un justicier.

Dans ces circonstances, toutes les feuilles publiques, à l'exception de la presse anarchiste, emploient l'expression de « lâche attentat ». Il est permis de tenir pour criminel, voire odieux, un acte de cette nature ; mais s'il est un qualificatif qui ne puisse raisonnablement lui être accolé, c'est incontestablement celui de « lâche ». Je prends un exemple entre mille : acclamé par la multitude toujours prête à former la haie et à pousser des « vivats » sur le passage des cortèges offi-

ciels, entouré de cette escorte de courtisans qui sont toujours à plat ventre devant les Chefs d'Etat, protégé par la nuée de soldats et de policiers qui ont la charge de veiller à sa sécurité, un monarque, un dictateur, un président de République passe. Et voici que, se frayant un chemin à travers la foule des thuriféraires et des défenseurs qui l'en séparent, un homme se précipite sur le triomphateur et lui plante un poignard dans le cœur. Cet homme est seul contre tous ; il n'a aucune chance d'échapper au châtiment ; il sait pertinemment qu'il sera lynché ou bien arrêté, jeté en prison, condamné à mort, exécuté. Il a pris ses mesures, il a choisi le moment et l'endroit ; il est résolu à tuer, mais il sait qu'il sera tué, lui aussi, sur place ou quelques semaines après. Et son acte serait un « lâche attentat ? » — Dites de cet homme et de son geste ce qu'il vous plaira ; dites que son attentat est l'acte d'un fou, d'un criminel, d'un bandit, mais ne dites pas que c'est celui d'un lâche ; ou, si vous le dites, c'est que vous ne savez pas plus ce qu'est le courage que la lâcheté.

Je conçois qu'un révolutionnaire n'approuve pas les attentats individuels : il peut estimer que ces attentats n'atteignent pas le but qu'ils se proposent, qu'ils fournissent au Pouvoir, qui ne manque pas d'en profiter, l'occasion de perquisitionner, de traquer, d'emprisonner en masse et de forger des lois de répression plus sévères contre la propagande des idées et l'activité des militants ; il peut penser que, incompris de la foule qui n'en saisit encore ni la signification, ni le caractère, ni la valeur morale, ces attentats indisposent l'opinion publique et l'éloignent de la doctrine dont se réclament les « propagandistes pour le fait ». Il y a, je le reconnais, une part de vérité dans ces observations et c'est pour cette raison que j'admets qu'un révolutionnaire puisse ne pas approuver l'attentat individuel. Mais je ne parviens pas à comprendre qu'il le réprouve et je me demande au nom de quels principes et en vertu de quel raisonnement il le condamne.

Au demeurant, l'attentat individuel procède des mêmes causes et poursuit le même but que la Révolution sociale elle-même. Celle-ci ne sera que la somme des attentats individuels s'accomplissant dans des circonstances données, au même moment, sous la poussée des mêmes révoltes tendant à des fins identiques. L'attentat individuel n'est qu'une tentative isolée de révolution personnelle.

Allons au fond des choses et raisonnons lucidement : tout révolutionnaire conscient sait que la Révolution sociale implique avant tout : l'expropriation économique de la classe capitaliste et la suppression de toutes les Institutions dont l'ensemble constitue l'Etat. Il a la conviction que, personnellement et par l'emploi de tous les moyens de défense qui sont en leur pouvoir, gouvernants et possédants s'opposent à la confiscation de leurs biens et à l'abolition de l'Etat dont ils sont les maîtres. Il a la certitude que c'est la Force qui, seule, décidera de la victoire des uns et de la défaite des autres. Il ne doute pas qu'une abominable répression fera suite à toute Révolution vaincue et que, durant des années, la défense de ce que les dirigeants appellent hypocritement « l'Ordre » entraînera de terribles représailles et un régime de terreur qui paralyseront l'effort des militants ayant survécu à l'écrasement de la Révolution ou échappé à la persécution. Je répète que tout révolutionnaire avisé, clairvoyant, conscient sait cela. Lui viendra-t-il, cependant, à la pensée de désapprouver une Révolution avortée ? Jugera-t-il à propos de jeter le blâme aux militants qui l'auront préparée et qui, dussent-ils en mourir, auront tout tenté et accompli pour la faire aboutir ? Je ne le pense pas.

Or, l'attentat individuel est exactement en petit ce

que la Révolution sociale est en grand. Tout ce qui se passe dans l'âme des foules avant qu'elles ne se résolvent à s'insurger, toutes les phases que traverse la Révolution avant d'en arriver à l'heure de l'action décisive, tous les préparatifs, toutes les mesures, toutes les dispositions, tous les projets et tous les plans destinés à provoquer le soulèvement des masses et à en assurer le triomphe, reflètent fidèlement les diverses étapes par lesquelles, avant de se produire, passent les attentats individuels. Il serait donc profondément illogique d'exalter tout ce qui se trame et s'organise en faveur de la Révolution sociale et de condamner les projets que forme, les mesures que prend, les dispositions qu'adopte et le geste de brutalité et de violence qu'accomplit l'auteur d'un attentat.

Si la propriété est intangible, elle l'est en toutes circonstances et pour cent mille individus autant que pour un seul ; si la vie humaine est une chose sacrée, elle l'est en tout temps, et cent mille justiciers ou vengeurs n'ont pas plus qu'un seul le droit d'y attenter ; si la violence est toujours inexcusable, qu'elle soit le fait d'un grand nombre ou d'un seul, elle est condamnable dans l'un et l'autre cas. Toutes ces considérations me permettent d'affirmer que la saine et justicière raison s'oppose à ce qu'un partisan convaincu de la Révolution sociale soit un adversaire conscient de l'attentat par lequel un individu affirme qu'il lui est devenu impossible de se résigner et de traîner plus longtemps une existence que l'injustice, la misère et l'esclavage lui rendent intolérable.

Et j'ajoute : De deux choses l'une : ou bien nous nous gargarisons hypocritement du mot : « Révolution sociale » sans croire à la réalisation de celle-ci ; ou bien nous avons foi en la Révolution et nous vivons dans la certitude de l'avènement plus ou moins éloigné d'un milieu social de Bien-Être et de Liberté dont elle sera le point de départ. Dans le premier cas, nous sommes des imposteurs et nous ne valons pas sensiblement mieux que les abjects politiciens qui vantent, sans y croire, les bienfaits de la Monarchie, de la République, de la Démocratie, du Fascisme, de la Dictature, du Socialisme ou du Communisme.

Dans le second cas, il faudra bien — nous devons en être certains — pour que la Révolution se fasse, que toutes les victimes se lèvent, quelque jour, contre tous les bourreaux ; il faudra bien que le Capitalisme et l'Etat s'écroulent ; il faudra bien que s'accomplisse cet « Attentat collectif et décisif », attentat ayant pour objectif, et devant avoir pour résultat d'abattre non pas un fragment de l'édifice social, mais le monument tout entier ; de mettre fin non pas à une injustice partielle et de détail, mais à la grande, à la fondamentale Iniquité ; non pas de changer la forme du Gouvernement, mais d'anéantir tout Gouvernement et d'en ruiner les bases ; de procéder non pas à une expropriation partielle qui frapperait les uns et épargnerait les autres, mais à une restitution totale et à la mise en commun de toutes les richesses. Car la Révolution sociale ne sera pas autre chose que cet Attentat collectif et suprême.

Et, tandis que, par toutes les ressources d'intelligence et d'énergie qui sont en nous, nous travaillons avec une ardeur inlassable à préparer cet « Attentat » décisif que nous appelons « Révolution sociale », nous désapprouverions l'attentat individuel qui n'en est, théoriquement, qu'une reproduction en miniature et qui n'est, en fait, qu'une petite, toute petite escarmouche précédant la grande bataille ? Il ne peut en être ainsi. Un acte individuel, qui n'est, somme toute, que l'expression isolée de notre propre volonté de révolte, ne peut être frappé de réprobation par ceux qui, comme les anarchistes, proclament la nécessité

de la Révolution et s'affirment prêts et déterminés à y participer activement, passionnément.

Est-ce à dire qu'un libertaire doit conseiller, encourager, favoriser un attentat à l'accomplissement duquel il reste étranger et user de son influence pour y pousser ses compagnons de lutte ? Je ne dis pas cela et je ne le pense point. Je considère que, lorsqu'il s'agit d'une action qui engage, en quelque mesure que ce soit, la responsabilité d'un autre et, à plus forte raison, quand cet acte équivaut, pour celui qui l'exécute, à un véritable suicide, un libertaire doit s'interdire toute excitation ; car, s'il estime nécessaire ou simplement utile l'accomplissement d'un geste de cette gravité, il se doit d'en assumer lui-même la responsabilité, d'en courir les risques et d'en subir les conséquences. On a toujours le droit de disposer de sa liberté et de sa vie ; on n'a jamais le droit de disposer de celles d'un camarade, d'un compagnon de lutte.

Tant de racontars absurdes, tant de légendes saugrenues ont couru sur les attentats et, plus particulièrement, depuis un demi-siècle, sur les attentats anarchistes, qu'il m'a paru indispensable d'exposer tout ce qui précède. (Voir *Complot, Propagande par le fait*) L'énumération rapide et le tableau incomplet de ces attentats individuels ou collectifs apporteront à ceux qui seraient tentés de le croire en décadence la preuve que « l'Esprit de Révolte » est toujours bien vivant, en dépit de tout ce que les dirigeants ont mis en œuvre pour le tuer.

On ne sera pas surpris que, dans cette Encyclopédie, nous négligions quelque peu les multiples attentats qui, de tous temps, ont eu pour cause les haines et les vengeances engendrées par la cupidité et l'ambition. L'exécration soif de l'or (*auri sacra fames*) et l'amour frénétique de la domination ont suscité entre les grands et les puissants de toutes les époques des convoitises féroces, des appétits sanguinaires et des rivalités sauvages qui, des milliers de fois, se sont exprimés par le meurtre. L'histoire fourmille de conspirations, d'attentats, de complots et d'assassinats dont les auteurs n'avaient point d'autre but que de s'emparer des richesses ou du pouvoir pour en jouir à leur tour.

Il est fatal que, pour dominer et s'enrichir, les ambitieux et les cupides ne reculent devant aucun crime. Les attentats de cette espèce ne sont pas ceux qui nous intéressent. Ceux qui nous intéressent, ce sont ceux qu'ont inspiré le sentiment exalté de la Justice, l'amour profond des damnés de l'enfer social et l'âpre passion de la Liberté.

On trouvera plus loin, sous la signature de L. Guérineau, la liste des principaux attentats — individuels ou collectifs — qui nous intéressent tout particulièrement, parce que presque tous se rattachent directement au mouvement révolutionnaire de ces cinquante dernières années, parce que la plupart ont été accomplis par des anarchistes, parce que l'immense majorité de ces attentats procède de cet « Esprit de Révolte, de Justice et de Liberté » qui est à la base et comme le fondement psychologique de l'action révolutionnaire luttant sans trêve ni défaillance contre les Puissances néfastes de « l'Esprit d'Autorité et de Domination ». Nous présentons ces innombrables attentats sous la forme d'une énumération rapide, dépouillée de tous commentaires. Nous estimons que ce sont des faits qui parlent, d'eux-mêmes, assez clairement pour que nous n'ayons pas à indiquer ici plus ou moins longuement et en détail la signification et la portée de chacun d'eux. Mais dans la deuxième et la troisième partie de cet ouvrage, nous y reviendrons et les attentats les plus marquants seront signalés à nouveau et, alors, expliqués et commentés, soit à propos de l'historique,

pays par pays, du mouvement anarchiste, soit en traçant la biographie de leurs auteurs. Si les historiens de l'avenir jugent à propos d'écrire l'histoire de l'Anarchisme et d'appuyer celle-ci sur des faits précis, ils trouveront ainsi, dans les diverses parties de cette Encyclopédie, une documentation abondante et véridique.

Enfin, si les générations actuelles, dont le jugement est faussé par les mensonges intéressés de la littérature officielle et de la presse conservatrice, ne voient le plus souvent que des bandits, des assassins et des brigands dans les révolutionnaires dont l'Injustice sociale arme le bras vengeur, les générations futures, qui, tôt ou tard, recueilleront le fruit des efforts accomplis par les initiateurs et propagandistes révolutionnaires, ne laisseront pas que d'être surprises, en constatant que l'Anarchisme possède une imposante et glorieuse lignée de martyrs ayant eu l'héroïsme de féconder de leur sang généreux le sillon tracé plus nettement chaque jour et chaque jour plus profondément creusé par les théoriciens et les militants : apôtres de l'idée libertaire. — Sébastien FAURE.

ATTENTAT. — C'est une manière un peu brusque d'affirmer une opinion, à tout prix — et il est évident, que l'attentat n'a pas une valeur en soi-même, pas plus qu'un autre genre d'affirmation et de réalisation imposée — une *preuve* seule a une valeur. L'attentat a donc pour base ou raison les causes les plus variées — et il est presque toujours lié à des causes, courants, tendances très diverses. Naturellement, la marque caractéristique est que l'homme s'élève au-dessus de la routine, brûle ses vaisseaux, pratique l'action directe, ce que tous les autres ne risquent pas. Il peut donc faire un acte très-utile, en enlevant un obstacle *brevis manu*, auquel personne autre n'osait toucher ; mais ce fait même qu'il faut un homme exceptionnellement trempé, prouve que l'attentat ne peut pas se généraliser ; il peut donner la dernière impulsion à une révolte déjà prête, mais il n'inspirera pas au commun des mortels le besoin de sortir de sa routine. — Son importance est donc restreinte ; c'est un moyen, mais ce n'est pas le moyen. Ce n'est un moyen que quand tous les autres moyens sont employés déjà et en même temps. C'est l'allumette qui peut allumer le plus grand incendie mais qui, également, peut brûler et s'éteindre par elle-même sans suite aucune.

Il y a de multiples catégories d'attentats et il y a les causes liées aux actes ; en somme il y a de tout, de l'acte le plus simple à l'acte à fond, à double-fond, à enchevêtrements compliqués. Il y a entr'autres :

1° L'attentat social de grande envergure — *Simson* dans la Bible ; Bakounine disait que « mourir comme Simson, c'est ce qu'il aurait voulu » ;

2° Le tyrannicide classique : *Harmodius et Aristogiton* ;

3° L'attentat sortant d'une conspiration : la mort de *Jules César* ;

4° L'attentat dicté par l'Eglise : (*Clément, Ravallac*) ou par la conscience d'un fanatique religieux : *Felton* qui tue le duc de Buckingham ;

5° L'attentat nationaliste qui est de nuance très-diverse, d'un patriotisme exalté, je veux dire de bon aloi, du mieux de ce qu'il y a dans ce genre (*Guillaume Tell, C.-L. Sand, Orsini*) au nationalisme de basse allure qui tue pour tuer un étranger ; mentalité de pogrom et de fascisme : tels *Oberdank* 1882, les assassins de Sarajevo le 28 juin 1914, et l'assassin de Jaurès, 31 juillet 1914.

6° L'attentat par sentiment généreux : telle *Charlotte Corday* qui tue Marat comme persécuteur ;

7. L'attentat par un vague sentiment social, les pre-

miers actes de ce genre : le pauvre *Damiens*, 1757 ; *Louvel*, 1820 ;

8° Les attentats de républicains et socialistes conscients : *Alibaud, Darmès, Onévisset, Agesilao Milano, Karakasoff* ;

9° Les attentats dans un but de terrorisme direct : les attentats de Russie, contre *Trepoff (Vera Zassoulitch)*, *Mesentseff (Stepniak)*, Alexandre II et III, etc.

10° Il y eut aussi, de tous temps, l'attentat individuel par vengeance privée : ainsi l'empereur *Albrecht* fut tué par son neveu *Johannes* qu'on appela depuis *Paricide*. — Il y a là des gradations qui conduisent aux déséquilibres, plus ou moins, tels *Guiteau* qui tua le président *Garfield* ou les derniers attentats de peu d'importance contre *Louis Philippe* (*Pierre Lecomte*, 16 avril 1846 ; *Joseph Henry*, 29 juillet 1846) ;

11° Il y a aussi des attentats qu'on dirait par contagion, qui n'auraient peut-être pas eu lieu sans un attentat précédent. Ainsi, quand, en mai 1878, *Hoedel* tire sur l'empereur *Guillaume I* et le manque, le 11 juin le docteur *Nobiling* tire de nouveau et le blesse. Quelques mois plus tard, *Passanante* attaque au couteau le roi d'Italie (*Umberto*) et ces mois-là *Ostero* et *Moncasi* attaquent l'*Alfonso* d'alors en Espagne. C'est ce qu'on appelle la série...

Pour les temps les plus reculés, il est un peu difficile de séparer nettement attentats et coups de main, assassinats. Ainsi, de tous les empereurs romains, aucun n'est mort, je crois, par suite d'un attentat direct, mais tous ont été guettés, continuellement par la mort et une grande partie en est morte d'une manière violente, de même que les tsars, le mari de Catherine II, plus tard son fils (l'empereur Paul), le roi de Suède, conjuration aristocratique, etc.

C'est là comme pour la « haute trahison », qui n'en est pas une, quand elle réussit. Le meurtre réussi qui profite à un parti, est appelé autre chose qu'un attentat et il se fit continuellement durant tous les siècles. « Attentat », ce fut ce qui ne réussit pas (le plus souvent) et le pauvre martyr fut écartelé jusqu'à lui arracher les membres, comme *Damiens* en 1757 en plein Paris — tandis que ce qui a fait mourir au XVII^e et XVIII^e siècles tous les dauphins et d'autres des Bourbons, ce furent des manigances intimes qu'on n'appelle pas « attentat ». — Malin serait celui qui démèlerait attentats et assassinats dans l'Italie de la Renaissance où il y eut encore cette sous-variété aimable : l'attentat par *procuracion*, par le *bravo* soudoyé qui fut récompensé, mais qui risqua aussi sa peau. Et encore les attentats commandés ou inspirés d'en haut — le comte *Wallenstein* (*Waldstein*) tué par ses officiers sous l'inspiration de la cour de l'empereur *Ferdinand* à Vienne, — le duc d'Enghien, — *Stanbouloff* haché en morceaux par des *bravi* aux ordres de la Russie, etc.

Sur toute cette grande base si variée a pu germer ce qu'on appelle l'attentat anarchiste. — Il est, dans son évolution directe, la conséquence du manque d'autres moyens ; je pense au rétrécissement graduel de la vraie révolution et à la veulerie du peuple qui ne bouge plus. Il y a eu la Commune écrasée et les tentatives révolutionnaires en Espagne et en Italie aussi (1873-74) ; — alors on essaya la propagande par le fait collectif, la révolte qui déchaînera la révolte — Bénévent, en 1877 — mais sans résultat. Alors on essaye encore, on espère dans les révoltes sociales : *Montcau-les-Mines*, *Decazeville* (26 janvier 1886), il n'en sort rien — parlementarisme, soumission et persécutions — alors, à la fin, il se développe l'illégalisme (*Ravachol* en province, etc.), et l'action ouverte, crâne de beaucoup de camarades d'alors — le 1^{er} mai 1891

(Clichy) — les brutalités — le peuple laisse faire — alors enfin Ravachol agit et d'autres agissent...

Ce ne fut fait ni par principe, ni dans l'espoir de vaincre, mais parce que ce fut *inévitabile* ; il y a bien toujours un courageux qui perd patience et se sacrifie sur un ou plusieurs millions d'individus qui dorment en paix.

A l'époque présente l'attentat semble noyé dans la brutalité générale — il a été universalisé, officialisé, légalisé : tout le fascisme et le bolchevisme régnant ne sont que des usurpations maintenues par l'attentat continu, de tous les jours, passant dans les mœurs, sous le bâton du fasciste et le revolver du tchékiste.

Par contre, l'attentat généreux, libérateur ne s'est pas généralisé — il végète encore, mais il est rare. Les grands criminels meurent dans leur lit. — Ça et là le communisme, le nationalisme, le désespoir des victimes des traités de 1919 arment un bras, mais c'est rare aussi. — Dans des pays lointains comme en Argentine, il y a quelque fois un justicier pour un motif libertaire, généreux. — En Europe, on tire à tort et à travers.

C'est donc un retour aux siècles noirs du passé, quand l'attentat se confondait avec la violence et brutalité générales.

« Si les anarchistes n'arrivent pas à se créer un « moyen propre d'influence, s'ils ne soutirent pas une « partie du prolétariat à la funeste orientation des « diverses tendances marxistes, si le fascisme et le « bolchevisme se polarisent et forment le bloc de la « réaction, sans avoir à compter avec notre résistance « décidée, quelles perspectives pouvons-nous offrir aux « travailleurs tyrannisés et assouplis sous le poids des « nouvelles castes dictatoriales ? » — page 108 du livre « El anarquismo en el movimiento obrero, par E. Lépez « Corango et D. A. de Santillan (Barcelona, 1925. » *C'est bien cela* : pour réagir contre ces forces immenses : bolchevisme et fascisme, cette union du socialisme-traitre et du capitalisme, il faut créer un milieu anarchiste attractif par la science, la beauté, la générosité, l'intelligence, l'étude — et alors nous pèserons sérieusement dans la balance des événements. Il faut renouveler les idées. L'attentat paraît bien minime à côté de ces besoins immenses. Ou bien il sera élevé à une hauteur sérieuse nouvelle (et il n'y a pas trace d'une telle évolution) — ou bien il s'éteindra, comme tout s'éteint, comme le monde rentre au nationalisme triomphateur présenté à la sauce fasciste ou bolcheviste.

Les attentats ne sont pas un remède, il me paraît. Ils ouvrent des portes ouvertes, s'ils concordent avec le sentiment général ; ou ils sont un effort perdu, ou presque, s'ils ne rencontrent pas ce sentiment général.

C'est une *satisfaction*, une *ultima ratio* qui, en théorie, permet au plus pauvre et au plus opprimé de prendre au plus riche et plus puissant la seule chose que l'or ne peut pas remplacer, que le pouvoir ne peut pas restituer : *la vie*. — Mais, objectivement, c'est l'échange de la vie de l'homme le plus courageux, généreux, avancé dans un moment donné, contre la vie de l'individu le plus méprisé, détesté — et de ce point de vue c'est un échange déplorable : un brave contre une canaille.

Il n'y aurait que cette raison importante pour justifier cet échange : c'est que l'autre, l'attaqué, soit non seulement exécrable, un misérable, mais aussi d'une puissance intellectuelle rare, de sorte que, par sa perte, l'ennemi perd réellement un de ses chefs et qu'il est désorienté par sa mort. Il y a des hommes, grands et petits, tout à fait nuisibles ; *quelquefois* un attentat les élimine ; mais trop souvent le sacrifice est fait pour

un individu qui se rend assez détesté par sa propre vie et qui ne mérite pas qu'un autre se sacrifie pour l'exterminer.

Ainsi, l'attentat est de qualité infiniment différente ; il est impossible de régler ses fonctions. Je conclus : c'est une force auxiliaire, un accessoire, une improvisation subite et aucun parti ne peut compter sur lui ; ou bien ce parti devient l'attentat incarné, le meurtre décentralisé, dilué, incorporé dans chaque individu, comme pour le *fascisme* où tout membre est un assassin en herbe ; pour le *bolchevisme* où on est soldat de la doctrine, prêt à tuer père et mère pour lèse-léninisme ; et le *nationalisme*, où on acquiert la qualité de pogromiste, de celui qui est prêt à piller et torturer l'homme d'une autre nation.

Nous, les anarchistes, nous sommes à l'autre bout de ce monde, mais nous devons vraiment tâcher que *notre pôle* devienne plus attractif, plus habitable. La force seule est si bête que la plupart du monde l'embrasse puisqu'elle est dans ses mœurs. Le *fascisme* est en somme la partie *méchante* qui repose dans chaque homme. Comme celui qui ne savait pas qu'il « parlait en prose », la brute vulgaire ne savait pas qu'elle était une fine fleur du fascisme, du nationalisme ; elle se sentait simplement brute ; et voilà que c'est du fascisme ! Quelle découverte ! Alors tout le monde en est.

Faisons donc autre chose. Etudions et soyons avant tout *intelligents*. On ne remue pas le monde — et ce monde détraqué de nos jours encore — avec de la force irréfléchie, des impulsions soi-disant spontanées et certainement non coordonnées, des idées formées au hasard ou répétant de bien anciennes choses *pensées* par d'autres en *d'autres temps*. — MAX NETTLAU.

ATTENTAT. — Au point de vue social, contre l'oppression et l'injustice d'une société basée sur le droit des plus forts, sur le vol, sur l'exploitation et la domination du peuple par les détenteurs de la richesse produite par tout le monde et par la nature elle-même, sur la censure des idées nouvelles qui ne peuvent être soumises à ce qu'elles croient néfaste, inhumain, mensonger, l'Attentat (on peut le dire) est un devoir. L'Attentat contre la propriété et contre ceux qui la font respecter par la force, est un fait de légitime défense, de revendication, de représailles et de propagande, justifié par l'esprit d'équité et d'exemple offert à la plèbe soumise à la dictature des financiers et des législateurs qui sont au pouvoir.

Suivant l'esprit qui les dicte, les Attentats ont des caractères différents : ceux dirigés contre la propriété peuvent avoir des buts distincts ; ils sont sociaux et altruistes quand le résultat doit profiter au peuple miséreux ou à une organisation sociale qui a besoin d'argent pour se propager. Les attentats qui ont la propriété pour un profit strictement *personnel*, sont d'essence bourgeoise, capitaliste et égoïste, parce que, dans ce cas, les expropriateurs remplacent les expropriés dans leurs rôles d'usuriers.

Les attentats contre les tzars, rois, empereurs, gouverneurs, présidents, ministres, généraux, policiers, représentants et défenseurs des régimes d'abus, d'oppression et d'esclavage des peuples, sont, pour la plupart, exécutés par des individus de grand cœur qui souffrent de sentir souffrir leurs semblables. Ils sont quelquefois dictés par une société secrète, comme cela s'est vu surtout en Russie, où le comité exécutif chargeait un ou plusieurs de ses membres de l'exécution d'un tyran. En Occident, ils sont les fruits mûrs de sentiments personnels ; en général leur action contre des oppresseurs se manifeste individuellement ; ces actes sont sociaux et altruistes, parce que l'exécuteur

n'en tire aucun profit particulier ; au contraire il risque le baignoire ou la peine de mort. Sa seule récompense est la satisfaction d'avoir accompli un acte de justice et d'humanité.

Souvent dans la vie des exploités, des luttes et des grèves se produisent soit pour obtenir un salaire qui permette de vivre, soit pour une diminution des trop longues heures de travail. A bout de patience, les grévistes attendent à la vie des patrons, des directeurs ou des contremaîtres ; ces attentats ont un caractère social.

Il est utile de signaler que certains attentats sont protégés et même accomplis de sang-froid, par les agents des Gouvernements : tels, ceux qui ont lieu dans une grève, dans une manifestation, dans une réunion pacifique, où les gendarmes et les policiers envahissent les salles, les usines, les rues et sabrent les grévistes et les manifestants. La force étant au service des exploités, ce sont inévitablement toujours les malheureux qui sont fusillés et victimes. Dans ce genre d'Attentat les agresseurs, les policiers qui se montrent les plus féroces sont décorés. — L. GUÉRINEAU.

QUELQUES DÉCISIONS INTÉRESSANTES — *Bulletin de la Fédération Jurassienne*, 1876 : « La fédération italienne « croit que le fait insurrectionnel, destiné à affirmer « par des actes les principes socialistes, est le moyen « de propagande le plus efficace et le seul qui, sans « tromper et corrompre les masses, puisse pénétrer « jusque dans les couches sociales les plus profondes « et attirer les forces vives de l'humanité dans la lutte « que soutient l'Internationale... »

Cette déclaration est signée par les délégués fédéraux au Congrès de Berne : Errico MALATESTA et Carlo CAFIERO.

Bulletin de la Fédération Jurassienne 1877. — « Le « premier mode de propagande de l'idée est... la causerie. Ce moyen de propagande, quoique excellent, « ne suffit pas... il n'y a pas assez de propagandistes « pour parler d'homme à homme, pour causer... on « est amené à remplacer la causerie par la conférence « ou le meeting... Mais si la voix humaine peut parler « à mille personnes, il est une voix qui parle à dix « mille, à cent mille auditeurs, c'est celle de la presse. « Ainsi s'établit un troisième mode de propagande « théorique, le plus puissant de tous : la propagande « par la brochure et surtout celle par le journal... A « côté de la propagande théorique, la propagande par « le fait. »

« *L'Avant Garde* », organe de la Fédération française de l'Internationale 1878. — « L'idée marche en s'appuyant sur deux forces qui se complètent : le rayonnement de l'acte, la puissance de la théorie. Et si « l'une de ces forces fait plus que l'autre, c'est l'acte « et non pas la théorie. »

Congrès de la Fédération Jurassienne, à Fribourg, 1878. — « Quant aux principes : 1° Pour l'appropriation collective de la richesse sociale ;

2° Pour l'abolition de l'Etat sous toutes ses formes, « y compris la prétendue agence centrale des services publics ;

« Quant aux moyens : 1° Pour la propagande théorique ;

« 2° Pour l'action insurrectionnelle et révolutionnaire ;

3° Quant au vote : il ne saurait être considéré comme « un principe de droit capable de réaliser la souveraineté du peuple ; et, comme instrument, son emploi est toujours dangereux. »

Congrès international socialiste révolutionnaire, tenu à Londres du 14 au 20 juillet 1881. Il eut pour but la reconstitution de l'Association Internationale des

Travailleurs et déclara nécessaire de joindre à la propagande verbale et écrite, la propagande par le fait.

Attentats ayant un caractère social et, pour la plupart, altruiste. — 1858, 15 janvier : Orsini, aidé de deux camarades, lance des bombes sur Napoléon III. — 1866 : Karakosoff, tire un coup de pistolet sur le tzar, il le manque. — 1875, 29 juin : A Lipetzki, un Congrès révolutionnaire décide la mort d'Alexandre II. — 1876, 10 juillet : Le mouchard Prune est exécuté dans un cimetière à Saint-Petersbourg. — 1877, 5 avril : Un groupe de révolutionnaires dans lequel est Malatesta, s'empare de l'hôtel de ville de Bénévent (Italie), et en brûle les archives.

« C'est à San-Lupo, le 5 avril, que la bande s'est montrée pour la première fois ; mais, surprise prématurément et peut-être à l'improviste par les carabiniers, elle les a reçus par une décharge de coups de feu, qui en a blessé deux ; puis elle s'est retirée du côté des montagnes du Malese... « La bande (dit un journal de Naples) ne comptait pas plus de trente hommes et était dirigée par Cafiero, Malatesta et Ceccarelli. S'étant rendus à la maison commune de Letino, ils se firent remettre par le secrétaire tous les papiers qui s'y trouvaient. Ces papiers, ainsi que le portrait du roi, furent brûlés sur la place publique. Puis, la bande se mit en route pour la petite bourgade de San Gallo... » Dans cette bourgade, les archives furent aussi brûlées, et l'argent qu'on trouva au bureau du receveur des impôts fut distribué au peuple... La bande, surprise dans une ferme de Letino, fut cernée, et ceux qui la composaient furent arrêtés le soir du 11 avril, après avoir tenu la campagne pendant six jours... »

1878, 5 février. — Une femme : Vera Zassoulitch, pénètre dans le bureau de Trépoff, chef de la police à Pétersbourg, et lui tire à bout portant deux coups de pistolet, il est mortellement blessé. — 11 mai : Hœdel tire plusieurs coups de revolver sur Guillaume I^{er}, qui faisait une promenade en voiture sur l'avenue des Tilleuls, à Berlin. Extrait du jugement d'Hœdel, ouvrier ferblantier :

Le Président : « Vous aimiez à vous dire anarchiste ; savez-vous ce que c'est qu'un anarchiste ? L'Accusé : « Je n'ai pas besoin de vous expliquer cela ici. Je ne vous convertirais pas à mes opinions, pas plus que vous ne me convertiriez aux vôtres. » Condamné à mort, « Hœdel a écouté sa sentence la tête haute, avec le sourire sur les lèvres, comme s'il s'agissait de quelque autre. Comme on lui ordonne de quitter la salle, il campe fièrement son chapeau sur l'oreille et pousse le cri de : « Vive la Commune ! » 5 juin : Nobiling, tente de tuer Guillaume I^{er}, roi de Prusse. « ...Vers trois heures de l'après-midi, au moment où l'empereur passait en voiture découverte dans cette même allée des Tilleuls, Nobiling paraît à une des deux fenêtres de son appartement, une carabine en mains. Il vise l'empereur, il tire ; on envahit l'appartement de Nobiling pour l'arrêter. Quand la porte de sa chambre a été ouverte, on a vu Nobiling appuyé sur son poêle, le revolver à la main. Le maître d'hôtel s'avance ; il reçoit une balle au cou. Le second visiteur est tiré et manqué. Nobiling se tire un troisième coup à la tempe droite, et enfin un quatrième. Alors, un officier du 82^e régiment trouve utile et courageux d'asséner un coup de sabre sur la tête du malheureux mourant. Charles Nobiling a 30 ans, né à Kollno, étudiant très instruit et distingué, il a été reçu docteur en philosophie à Leipzig en 1876. » — 16 août : Metzentsoff, général et chef de la section de la haute police est poignardé au moment où il sortait d'une confiserie de la place Saint-Michel à Pétersbourg (brochure de l'imprimerie clandestine de Pétersbourg) : « Nous

avons institué notre propre tribunal pour juger les auteurs des crimes commis contre nous... Metzentsoff avait mérité la mort pour ses crimes contre les socialistes, et l'arrêt de ce jugement a été exécuté à Pétersbourg. — 1878, 25 octobre : *Oliva Moncasi* fait feu sur le roi d'Espagne, Alphonse XII. Le roi, passait au trot de son cheval, rue Mayor, à Madrid, un jeune homme de 23 ans passe son bras entre les soldats, abaisse vers lui un pistolet de poche et fait feu. Il manque, il est venu exprès de Tarragone pour accomplir son acte. — 1878, 17 novembre : *Passanante* tente de tuer le roi d'Italie. Le cortège royal sortait lentement de la gare de Naples... Tout à coup, un homme se précipite sur le marchepied. C'est Passanante... Il tire vivement son couteau de l'étoffe rouge qui l'enveloppe, pousse à l'oreille du roi le cri de « Vive Orsini ! » et, lui porte un premier coup au bas ventre. Le roi se baisse, étend le bras gauche, pare ; le coup porte à peine ; la pointe entre un peu au-dessus de l'épaule. Alors une lutte s'engage. C'est Passanante qui devient l'assailli, Cairolì le prend aux cheveux ; le roi dégaîne et frappe sur la tête de son agresseur. Passanante ne perd pas courage. Il porte un second coup, c'est Cairolì qui le reçoit. Un capitaine de cuirassiers, d'un coup de sabre à la nuque, étend Passanante sur le pavé. Extrait de son interrogatoire : « Giovanni Passanante, 29 ans, cuisinier. J'ai résolu de tuer le roi parce que je déteste tous les monarques de la terre et tous les gouvernements. Ils me sont odieux parce qu'ils engendrent la misère... » — 1879, 21 février : Le prince Dmitri Krapotkine, gouverneur de la province de Karkoff, reçoit une balle dans l'épaule en revenant du bal en voiture. Il est mort le lendemain. L'imprimerie clandestine de Pétersbourg a affiché une proclamation dont voici quelques extraits : « Un des plus dangereux ennemis du « parti socialiste-révolutionnaire russe, un des geôliers « les plus féroces envers les représentants arrêtés ou « condamnés de ce parti, n'existe plus... C'est le parti « socialiste-révolutionnaire russe qui s'est chargé d'accomplir cette exécution, comme toutes celles qui ont « eu lieu dans le cours de l'année 1878. » — 1879, 22 mars : Le chef de la police secrète à Odessa, le colonel de gendarmerie Knopp, vient d'être trouvé étranglé dans son lit. Un billet laissé sur la table, disait que l'exécution a été faite par le comité révolutionnaire. — 1879, 14 avril : *Solovieff* tire trois coups de revolver sur le tzar, qui ne fut pas atteint. — 1879, 19 novembre : Tentative d'exécution d'Alexandre II, par *Hartmann*. Ce dernier réussit à se réfugier en France. — 1879, 1^{er} décembre : Le tzar devait arriver de Crimée à Moscou, une mine placée sous le chemin de fer à l'entrée de la ville fit explosion au moment où passait le train impérial ; le tzar avait pris le train précédent. — 1879, 30 décembre : *Otero Gonzalès*, pâtissier, âgé de 20 ans, décharge deux coups de pistolet sur le roi Alphonse, au moment où, avec sa nouvelle femme, ils rentraient de promenade dans Madrid. — 1880, 17 janvier : Vers 7 heures du soir, une terrible explosion retentit dans le palais d'Hiver, tuant et blessant une soixantaine de soldats... La mine devait faire sauter le tzar la première fois qu'il y aurait au palais un dîner officiel... Mais, par une circonstance quelconque, le dîner fut retardé, ce jour-là, d'une demi-heure et la mine éclata avant que le tzar et ses invités fussent entrés dans la salle à manger... Les auteurs de l'attentat ont disparu. — 1880, 1^{er} mars : Un jeune homme, *Mlodetsky*, tire sur le dictateur Loris-Mélékoff au moment où il descendait de voiture. La balle a atteint le général, mais elle n'a que déchiré ses habits. Mlodetsky a été pendu. — 1881, 13 mars : La mort d'Alexandre II. — Vers deux heures, sortant du palais de la duchesse Catherine, le tzar monta dans sa voiture blindée pour se rendre dans son palais. La route ordinaire aurait été le long

de la perspective de la Néva ; mais, évitant la foule, il ordonna au cocher de suivre le quai étroit, généralement désert à ces heures, qui longe le canal de Catherine... Lorsque la voiture s'engagea sur le quai du canal, une bombe explosible fut jetée sous la voiture par un jeune homme (*Ryssakoff*)... Le tzar se mit à marcher à pied. Alors, un jeune homme accourut et lui jeta sous les pieds une seconde bombe, qui éclata immédiatement, en enlevant au tzar une partie de chaque jambe et du bas ventre... Le jeune homme qui jeta la seconde bombe a été blessé par l'explosion, le lendemain, il est mort à l'hôpital, sans avouer son nom ni son adresse. (*Jelaboff*).

1881, 24 novembre : *Sankowsky*, armé d'un revolver, a déchargé celui-ci sur le général Tchérévine, chef de la police secrète de Russie. Celui-ci portait une cuirasse et n'a pas été blessé. — 1882, août : A Montceaux-Mines, des groupes armés ont parcouru la ville en criant : « Vive la Révolution Sociale ! » Ils ont pillé un armurier, sommé les riches, revolver au poing, d'avoir à donner des fonds, menacé de mort les directeurs des Compagnies minières ; puis ils se sont répandus dans les campagnes en brûlant une église et en faisant disparaître tous les emblèmes religieux. L'irrévérencieux italien *Oberdank* complote la mort de l'empereur François-Joseph. — Octobre : Une explosion formidable se produit à Lyon, à l'Assommoir ; lieu de rendez-vous de la haute société lyonnaise. Le même jour, une seconde explosion a lieu au bureau de recrutement du fort de la Vitriolerie. — 30 octobre : Explosion de dynamite dans le bâtiment de police à Francfort-sur-le-Mein. — 1883, 9 mars, Paris : Manifestation des sans-travail à l'Esplanade des Invalides, plusieurs boulangeries sont pillées et le pain distribué aux sans-travail. — 30 septembre : Attentat manqué de *Reinsdorf* contre l'Empereur d'Allemagne, Guillaume I^{er}. — Décembre, Autriche : *Kammerer* tue un policier. — 1884, janvier, Autriche : Assassinat d'un policier par *Stallmacher*. — 1885, 13 janvier : A Francfort, *Rumpf*, conseiller de police a été poignardé devant sa maison. — 25 décembre : Les nihilistes exécutent le colonel Soudekine. — 1886, 26 janvier. — Watrin, directeur impitoyable des usines de Decazeville est exécuté par les mineurs en grève... « Une délégation avait été nommée pour présenter à la Compagnie les réclamations des grévistes... Watrin la reçoit et refuse net d'accepter les réclamations. Alors la foule composée surtout de femmes et d'enfants, l'emmène avec les délégués à la mairie ; et pendant que les pourparlers continuent, la foule toujours grossissant, réclame à grands cris la démission de Watrin. Il refuse et quitte la mairie. Dans la rue, il est accueilli par une foule menaçante qui lui lance une grêle de pierres. Sous ces projectiles, Watrin se réfugie dans son bureau et se barricade dans une chambre du deuxième étage. Alors commence le siège du bureau. Des hommes escaladent la maison, d'autres enfoncent la porte et assomment Watrin à coups de bâton. Puis, son corps est jeté par la fenêtre. Dans la nuit, il expire ». — Avril : « En Belgique, un meeting, à Liège, fut l'étincelle qui donna l'élan au peuple ; quelques magasins furent pillés, quelques cafés dévastés... Le lendemain, les charbonnages voisins se mettent en grève... La troupe arriva, chargea le peuple qui, furieux, s'en prit à la propriété de ses affameurs et, sous les balles des soldats, se mit à la dévaster... Le 26, le bassin de Charleroi se mettait en mouvement. Les grévistes sans perdre de temps, ravagèrent en deux jours toute la campagne voisine... Usines, couvents, villas flambaient. » — 1^{er} mai : Une foule de 7 à 10 mille personnes attaque l'usine Mac Cormick, à Chicago ; une lutte terrible s'engage. Le 4 mai la lutte se renouvelle ; le lendemain 15.000 travailleurs armés répondirent à l'appel. Une bombe,

jetée par la police, éclate au milieu des travailleurs. Avec des fusils à répétition, la police profite de la circonstance pour mitrailler la foule. A la suite de ces événements, sept militants anarchistes sont arrêtés et, bien qu'innocents, pendus. Ce sont ceux que l'on appelle les Martyrs de Chicago. Notons, en passant, que la date du 1^{er} mai, journée de manifestation internationale, a été choisie en souvenir de ces événements. — Juin : Gallo tente de tuer un banquier à la Bourse de Paris. — Octobre : Le serrurier *Clément Duval*, pille puis incendie l'hôtel Lemaire à Paris. Quand un policier voulut l'arrêter, il lui enfonça une lime dans le corps.

1887, 7 août : Dans la Bukovine, en Autriche, les paysans pillent les châteaux. — Novembre : *Méreaux* se défend à coups de revolver contre les policiers qui voulaient l'arrêter à la sortie d'une réunion boulevard Ménilmontant. — 1888, janvier : Dans une réunion publique, au Havre, Lucas, un malheureux fanatisé par la presse cléricale, tire à bout portant deux coups de revolver sur *Louise Michel* ; Louise Michel plaide en sa faveur et le fait acquitter. — 4 mars : Emeute des maçons à Rome, ils pillent les boutiques et luttent contre la troupe. — 4 août : La police a sabré les terrassiers en grève à Paris. — Attentat de Otero Gonzalez contre Alphonse XII.

1889 juin : Un portugais tire sur l'empereur du Brésil, sans l'atteindre. — Septembre : A Naples, *Caporali* lance une pierre sur Crispi, il l'atteint à la figure. — 1890, 9 janvier : Une employée du télégraphe à Moscou, *Olga Gontscharenko*, âgée de 19 ans, tue d'un coup de revolver Solotouchine, chef de la police secrète de Moscou. — 24 février : En Serbie, Tauchanovitch, ministre de l'Intérieur, en sortant du ministère, est blessé à la tête par une pierre. — 24 avril : à Lille, les bureaux du journal réactionnaire *La Dépêche*, sont envahis par des anarchistes qui venaient demander une rectification qui fut refusée. Deux rédacteurs furent corrigés et dans les bureaux tout fut brisé. — 25 juin : A Tavera (province de Girgenti) en Italie. Trois mille ouvriers d'une solfatare, en grève, incendient le club civil où se réunissaient les directeurs. — 22 juillet : A Valparaiso, 500 grévistes pillent et brûlent de nombreuses boutiques. — 2 septembre : A Nijni-Novgorod, *Vladimirof*, un jeune homme, tire un coup de revolver sur le gouverneur de la province. — 6 septembre : A Roubaix, les policiers viennent pour arrêter *Girier-Lorion* dans sa chambre. Un revolver à chaque main, celui-ci tire sur les agents. — 5 septembre : A Madrid. Au départ du train dans lequel était Canovas, président du Conseil, des jeunes gens lancent une grêle de pierres. — 18 septembre : En protestation contre l'élévation des impôts, près de Chieti (province des Abruzzes), six cents paysans armés attaquent et pillent l'hôtel de ville et déchirent les actes, documents et registres. — 17 octobre : A la Nouvelle-Orléans. Hennesy, chef de la police est assailli dans la rue par un coup de feu mortel. — 13 novembre : *Padlewsky*, à l'hôtel de Bade, à Paris, exécute à bout portant, au revolver, le général policier russe Seliverstoff. — 10 décembre : Dans un bois près de Shornoff (province de Kiew). On trouve un homme tué, attaché à un arbre, avec cette inscription : Punition d'un espion. — Les libérateurs de la Russie. — 12 décembre : Mme de Kartzeff, parente du Consul général de Russie à Paris, est trouvée tuée dans son hôtel particulier à Moscou. — 13 décembre : La police faisant irruption dans une imprimerie nihiliste à Odessa, est reçue à coups de revolvers. — 15 décembre : A Rome, *Bonesana* lance une pierre sur l'ambassadeur d'Autriche auprès du Vatican, la glace de sa voiture est brisée et il est atteint à la figure.

1891, 6 février : A Barcelone. Un pétard éclate sous

une fenêtre du bureau des douanes. — 21 février : A Saint-Denis (France). Dans une manifestation antimilitariste, le jour du tirage au sort. Le commissaire de police Rouquier, voulant arrêter le compagnon *Décamp*, celui-ci sortit son revolver et fit feu sur le commissaire. Les manifestants applaudirent en criant : « Vive l'Anarchie ! » — 21 mars : A Trélazé (France). Les ardoisiers sont en grève. Gendarmes et cuirassiers viennent pour protéger les exploiters. Ils sont reçus par une pluie de pierres. Les grévistes furent chargés. — 28 mars : A Sofia (Bulgarie). Stambouloff, ministre de l'Intérieur et Beltichef, ministre des Finances, sont attaqués au revolver. Stambouloff mourut instantanément, Beltichef reçut trois balles dans le corps. — 31 mars : A Moron (République Argentine). Pendant la période électorale. Deux cents hommes attaquent la police ; le combat dura deux heures. Il y eut vingt tués. — 6 avril : A Vienne. Un attentat sur le prince de Bulgarie est manqué. — 20 avril : A Cerda, en Sicile, les paysans refusent de payer l'impôt, brûlent les livres des taxes et ouvrent les prisons. — 1^{er} mai : La troupe gardait la mairie de Fourmies, où, quelques manifestants étaient enfermés. Des pierres furent lancées sur les soldats, un officier fut bousculé. Alors, subitement, et sans sommation, cinquante coups de fusil tuèrent quatorze personnes et en blessèrent une vingtaine. — 1^{er} mai : Avenue des Champs-Élysées, à Paris. Explosion de dynamite à l'hôtel du marquis de Trévise. — 1^{er} mai : A Clichy, près Paris. Pour empêcher la manifestation d'avoir lieu, la police voulut arrêter les anarchistes, ceux-ci la reçurent à coups de revolver. (Affaire *Décamps Dardare* et *Léveillé*.) — 5 mai : A Hornu (Borinage). La maison d'un jaune saute à la dynamite. — 8 mai : Le commissariat du Nord de Saint-Denis est assailli par une grêle de pierres, toutes les vitres sont brisées. — 10 mai : A Remoncheval, près Charleroi. Une cartouche de dynamite détruit la maison d'un porion. — 10 mai : Près de Madrid, à Ataun. Explosion à la dynamite devant la maison d'un conseiller général. — 11 mai : Dans un voyage au Japon, à Otsu. Le Tzarewitch a été blessé à la tête d'un coup de sabre. — 12 mai : A Grenoble. *Brulé* accomplissait une période de 28 jours. Mal noté parce qu'anarchiste et à cause de ses punitions, il fut retenu au régiment. Pendant l'exercice il lança son fusil sur le capitaine, dont le cheval fut atteint au poitrail ; puis il jeta son ceinturon sur la joue du capitaine. — 13 mai : A Haïti. Le président Hippolyte, au cours d'une promenade, fut attaqué par quatre hommes qui l'attendaient sous un pont ; deux de ses compagnons furent tués. — 16 mai : A Paturages. Attentat à la dynamite contre un porion. — 11 juin : A Levallois-Perret. Tentative à la dynamite pour faire sauter le commissariat de police de la rue Rivay ; des placards affichés disaient : « les anarchistes sauront venger les victimes du guet-apens du 1^{er} mai ! ». — 16 juin : A Prizrend (Turquie). Le Consul autrichien a été trouvé la poitrine trouée d'une balle. — 8 juillet : Charleroi. Pendant la grève, un attentat à la dynamite a été exécuté contre la maison du directeur général à Farcienne. Les dégâts sont importants. — 26 juillet : Constans, ministre de l'Intérieur (France), reçoit, par la poste, un petit paquet qui devait exploser en l'ouvrant. Il parut suspect à Mme Constans, qui l'envoya au Laboratoire. — 30 juillet : Toulouse. Grève des tramways, la population prend la cause des grévistes ; des tramways sont renversés et le feu est mis à tous les kiosques. — 4 août : Barcelone. Attaque de la caserne du Buen-Succeso. Elle fut repoussée par la garnison. — 9 août : Le roi Christian de Danemark est attaqué dans sa promenade autour du château de Bernstorf. Très bon cavalier, il s'en est échappé. — 27 août : A Corrientes (République Argentine). La population atta-

que et détruit le Cercle de l'Union Civique. — 1^{er} septembre : Zerloff, chef de la police de Brelaia, a été assassiné. — 2 septembre : Tentative manquée sur Stambouloff, ministre bulgare. — 18 septembre : Le général Bogron, ex-président de la République de Honduras, est tué dans son bureau. — 1^{er} octobre : Près de Reichenberg, en Bohême. Tentative à la dynamite, sous le viaduc de Rosenthal, pour faire sauter le train impérial dans lequel était l'empereur François-Joseph. (Le train impérial avait devancé l'heure.) — 17 octobre : Le directeur des usines de Sclessin, près Liège, reçoit deux balles de revolver d'un ouvrier congédié. — 21 octobre : Nouvelle attaque manquée, au revolver, sur Stambouloff. — 20 décembre : A Paris. Quatre bombes sont déposées sur le seuil de la porte de Berthelot, juge d'instruction. En aboyant, son chien donna l'éveil. — 25 décembre : A l'église San André à Valencia. Pendant la messe, quatre pétards font sauter la chapelle de la vierge et le maître-autel.

1892, janvier — Les anarchistes à Xérès attaquent la prison pour délivrer les prisonniers, ils sont repoussés et eurent 3 morts. — 17 janvier : Un étudiant tire trois coups de revolver sur le gouverneur de Kazan (Russie). — 12 février : Par protestation contre les condamnations de Xérès (Espagne). Une bombe explose devant la maison habitée par le Consul d'Espagne à Lisbonne. — 14 février : 35 kilogs de dynamite sont dérobés à Soisy-sous-Etiolle. — 17 février : A Potenza. Trouvant les impôts trop lourds, la population a brûlé les archives communales. Un gendarme fut tué. — 25 février : Voulkovich, représentant de la Bulgarie à Constantinople, est frappé d'un coup de yatagan. — 27 février : A Berlin. Dans une manifestation contre les brutalités policières, trois magasins sont dévalisés dans la Köpniker-Strasse. — 1^{er} mars : A l'hôtel Sagan, rue Saint-Dominique (Paris). Explosion d'une bombe de dynamite. 300 carreaux sont brisés, vases et pendules sont réduits en pièces. — 15 mars : Place Lobau, Paris, à la caserne de la garde, explosion de dynamite, 12 fenêtres sont brisées. — Mars : Attentat à l'hôtel du conseiller à la cour, Benoist, 136, boulevard Saint-Germain (Paris). Ce magistrat avait présidé, avec une partialité révoltante, les débats de l'affaire Decamp. — Mars : Un pétard de dynamite éclate rue Montmartre, un deuxième rue de Provence, un troisième, rue Alibert (Paris). — 27 mars : A 8 heures du matin, au 39, de la rue de Clichy, à l'angle de la rue de Berlin (Paris), éclate une formidable détonation de dynamite qui ébranle tout le quartier, la panique est générale, l'escalier est complètement détruit. Au premier étage habitait Guillaume, avocat à la Cour d'appel, au quatrième étage habitait le substitut Bulot qui s'était montré impitoyable dans les procès des anarchistes. — 17 avril : A Liège (Belgique). Explosion dans la maison de l'avocat général Beljens, lequel avait requis contre les anarchistes. — 25 avril : Boulevard Magenta, à Paris. Une formidable explosion fait sauter le restaurant Véry, dans lequel, par une dénonciation du garçon, avait récemment été arrêté Ravachol, il y eut des dégâts considérables et six victimes dont Véry. — 28 avril : Attentat à la dynamite dans l'église de Monterotondo, près Rome. — 1^{er} mai : A Liège, trois explosions : contre le président du Sénat ; dans une église ; chez un noble. — 12 mai : Lens (France). Une cartouche de dynamite démolit la maison de Cappeier, sous-chef des ateliers des mines. — 10 juin : Barcelone. Des grévistes attaquent la maison d'un avocat et celles des patrons. — 15 juillet : Explosion dans le chœur de l'église Saint-Martin à Liège, des vitraux sont brisés. Autre explosion à Liège dans la maison de M. Minette, dégâts considérables. — 20 juillet : A San Andrés Palomar. Les ouvriers en grève font exploser la dynamite chez un directeur de fabrique. —

23 juillet : A Pontevédra. Les femmes se sont révoltées contre les tarifs d'octroi. Au nombre d'un millier environ, elles ont chassé les préposés et ont jeté les guérites dans la rivière, puis, mirent à sac le bureau central de l'octroi. — 24 juillet : Grèves à Pittsburg. Frick, directeur des usines Carnegie est seul dans son cabinet, *Alexandre Berkman* y pénètre et lui tire trois coups de revolver à bout portant. — 19 août : Knoxville U.-S. : Les troupes tirent au canon sur les grévistes de Coal-Creek. Nombreuses victimes. — 11 septembre : En Russie, dans les villages miniers de Bachmont et de Yousoufjka, les grévistes incendient 180 maisons et auberges et la synagogue. — 13 septembre : Sofia. Des poutres sont mises en travers des voies pour faire dérailler le train qui ramène le prince Ferdinand de Philipopoli à Sofia. — 26 septembre : Trois bombes font explosion dans la maison d'un banquier à Bologne. — 27 septembre : A St-Eloi (France). Une cartouche de dynamite est placée sous la grille de la demeure des ingénieurs des mines, la grille et le portique sont détruits. — 8 novembre : Une bombe à renversement est déposée devant le bureau de la Société des mines de Carmaux, avenue de l'Opéra. Les agents la transportent au commissariat de police de la rue des Bons-Enfants. En l'examinant elle éclata et six policiers furent tués. — 20 novembre : A Lisbonne. Le comte de Folgosa était chargé de préparer une brillante réception au roi. Une bombe éclate sous ses fenêtres et fait d'énormes dégâts. — 21 novembre : A Saint-Eloi. Nouvelle explosion contre la maison d'un ingénieur aux mines. — 11 décembre : A Tashkend. Le général Drozowsky, président d'un Conseil de guerre, qui avait condamné des nihilistes, est trouvé tué dans sa chambre. — 18 décembre : A Commeny (France). Une forte cartouche de dynamite détruit une partie des bâtiments de la Société Fourchambault. — 24 décembre : A Dublin. Une explosion contre les bureaux de police de sûreté de l'Exchange-Court, cause des dégâts considérables. — 28 décembre : Paris. Une bombe éclate à la caserne de la préfecture de police de la Cité. Dégâts matériels, fenêtres brisées, portes démolies. — 31 décembre : A Gelsenkirchen. Explosion devant la caserne de la gendarmerie.

1893, 10 janvier : A Gelsenkirchen. Les ouvriers mineurs en grève font partir deux cartouches de dynamite devant les hôtels des directeurs. — 22 janvier : A Rome. Un pétard éclate sous une fenêtre de l'hôtel d'Angleterre, un des plus riches de la ville. — 11 février : A Rome. Pour commémorer l'anniversaire de Xérès. Une bombe explose devant la porte du commissaire de police. Une autre partit devant le poste de gendarmerie. — 14 février : Jemeppe. Attentat au château du directeur d'un établissement industriel. — 21 février : Rome : Attentat au fulmi-coton contre la maison de Ferri. — 10 mars : Rome. Une bombe éclate chez Cavalieri, directeur du journal *Crédit et Commerce*. — 12 mars : En Espagne, à Pola de Lena. Une cartouche de dynamite éclate devant la maison d'un juge. — 21 mars : Rome. Un pétard explose sous la porte du palais du marquis Sacchetti, camérier du pape. — 22 mars : Moscou. *Andrianoff* pénètre dans le cabinet de l'ancien maire de Moscou, Alexejeff, et lui tire trois coups de revolver ; il est mortellement atteint. *Andrianoff* se venge d'une condamnation injuste prononcée par ce maire. — 20 mai : Gladstone se rend à Chester. Une pierre est lancée sur son wagon et en brise les vitres (Angleterre). — 28 mai : Potsdam. Une cartouche de dynamite fait sauter le dépôt des munitions militaires. — 17 juin : Goron et ses agents voulant arrêter *Mauduit*, soupçonné de faux-monnayage, ce dernier prit son revolver et visa le chef de la sûreté, les agents détournèrent l'arme. — 21 juin : *Alvarez*, rédacteur du journal *Anarquía*, dépose un engin pour

faire sauter la maison de Canovas, président du Conseil d'Espagne ; l'engin éclate et il est lui-même tué. — 27 juillet : A Ensival. Attentat à la dynamite chez le directeur d'une fabrique. — Août : A Lemberg (Galicie). Un étudiant Ruthène tue le Gouverneur de la Galicie, le comte Potocki. — 8 septembre : Angleterre. Dans les grèves des mineurs de Leeds, à Chiswell, les mineurs lancent des pierres sur les agents de police. A Heckmondwike des pierres sont jetées sur le directeur des houillères et sur les agents. Près de Nottingham, les grévistes attaquent les policiers et brisent tout ce qui se trouve sur leur passage. — A Poutresopp, de hautes piles de bois sont incendiées, la foule pille les boutiques et les récoltes. — 24 septembre : A Barcelone. Après une revue, une bombe chargée de dynamite et de mitraille est jetée sous le cheval du maréchal Martinez Campos, par *Paulino Pallas*. Le maréchal est blessé ainsi que les généraux Molins et Costelvi et plusieurs gendarmes. — 28 octobre : Le maire de Chicago, Carter Harisson, qui avait précédemment chargé les anarchistes, a reçu une décharge de revolver, il est tombé mort. — 8 novembre : Le théâtre du Liceo à Barcelone, réunissait l'élite de la haute société catalane ; trois bombes Orsini furent lancées sur le 3^e rang des fauteuils d'orchestre, il y eut 22 morts et 50 blessés. — 13 novembre : A Paris. Georgevitch, ministre plénipotentiaire de Serbie est frappé mortellement par *Léautier*, de deux coups de tranchet, dans un bouillon Duval, de la rue des Petits-Champs. — 16 novembre : Marseille. Attentat pour faire sauter la résidence du général Voulgrenant. — 27 novembre : Berlin. Une machine infernale qui devait anéantir le chancelier de Caprevi, a été découverte par le major Ebmayr et n'a pas éclaté. — 9 décembre : *Vaillant*, des tribunes publiques de la Chambre des députés, lance une bombe en pleine séance dans le Palais Bourbon. La frousse de tous les députés est générale, quoique le président Dupuy, par cranerie, dise, vingt minutes après et tout danger ayant disparu : « la séance continue ». — 23 décembre : A Loivre (Haute-Marne). Explosion de dynamite chez le maire, industriel en tissus.

1894, 8 janvier : Rome. Des gardes barrent la route du pont Garibaldi, sur laquelle devaient passer des manifestants ; ces derniers tirèrent des coups de revolver pour se frayer le passage. — 9 janvier : Berlin. Les ouvriers qui demandent du travail ou du pain ont brisé des portes et des vitres au Métropolitain. — 25 janvier : Barcelone. Coups de pistolet par un ouvrier maçon sur le Gouverneur civil. — 9 février : Neuilly (France), rue Laffitte. Explosion de dynamite à l'hôtel du comte Salverte. — 12 février : Paris, gare Saint-Lazare *Emile Henry*, dans le café de l'Hôtel Terminus, lance une bombe au milieu des consommateurs. La panique est générale. — 14 février : Londres. *Martial Bourdin* en voulant essayer des bombes se fait sauter à Greenwich. — 20 février : Paris. Explosion de dynamite dans un hôtel, 69, rue Saint-Jacques. — 20 février : Paris. Une bombe est déposée derrière la porte d'une chambre d'hôtel, 47, faubourg Saint-Martin, elle était destinée au commissaire de police. Tentative manquée. — 9 mars : Rome. Une bombe éclate devant la Chambre des députés. 8 personnes blessées. — 10 mars : Puenterrobollo. Une cartouche de dynamite blesse l'alcade et un sacristain. — 15 mars : Paris. Un engin chargé explose contre le tambour de la porte d'entrée à la Madeleine. *Pauwels* croyant que la porte s'ouvrait intérieurement la poussa et l'engin fit explosion dans ses mains ; il fut tué net. — 18 mars : Voiron. Une bombe explose rue du Colombier. — 4 avril : Paris. Une bombe éclate sous une fenêtre du restaurant Foyot, rue de Tournon, où mangent quelques sénateurs. Elle fait deux victimes, dont Laurent Tailade, qui s'écrie : « Qu'importe l'acte, si le geste est

beau ! » — 11 avril : Argenteuil. Une bombe est déposée chez le juge de paix qui instruisit contre Dardare, elle fut découverte à temps. — 12 avril : Vienne. Une explosion est produite dans la cour du palais de justice. — 29 avril : Liège. Explosion de dynamite dans l'église Saint-Jacques. — 3 mai : Lourches (Nord). Explosion contre l'habitation de Deverne, ingénieur en chef de la Compagnie de Douchy. — 9 mai : Rome. Attentat manqué, par une bombe contre le prince Odellcalchy. — 11 mai : Paris. Devant l'hôtel Massing, avenue Kléber. Une explosion cause des dégâts considérables. — 22 mai : Paris. Bombe avenue Niel contre la demeure de l'abbé Garnier. — 16 juin : Rome. *Pietro Lega* tire un coup de pistolet sur Crispi, la balle n'a fait que traverser la paroi de son coupé. — 24 juin : Lyon. Le président Carnot est frappé au cœur d'un coup de poignard par le boulanger *Santo Caserio*, qui était venu exprès de Cette. — 7 juillet : Chicago. Les grévistes incendient six grands bâtiments de l'Exposition, le Marshall fut jeté dans un lac. — A Stokane, dans l'Etat de Washington, les grévistes détruisent la ligne du Northern Railway. — 9 juillet : Chicago. Les grévistes attaquent la milice qui protégeait un train, le lieutenant fut tué d'un coup de barre de fer. — 11 juillet : Sur la ligne Atchinson-Santa-Fé, les grévistes détruisent à la dynamite une locomotive et des wagons qui furent projetés en miettes hors des rails. — 18 juillet : Hernalle (Belgique). Une cartouche de dynamite éclate devant la maison du bourgmestre. — 18 août : Le contre-amiral Rozvowog, capitaine du port de Cronstadt est tué par un employé de bureau. — 7 septembre : Sofia. Troisième attaque manquée contre Stambouloff. — 19 septembre : Lugano. *Pietro Gori*, avocat anarchiste est assailli par des individus qui le guettaient et qui tirèrent sur lui plusieurs coups de revolver ; blessé, il riposta à ses agresseurs qui s'enfuirent. — 21 décembre : Rome. Deux explosions à la dynamite : contre la maison du Consul hongrois et rue Saint-Marc devant l'Ambassade d'Autriche au Vatican.

1895, 14 janvier : Paris, rue de Monceau. Une bombe éclate devant la maison d'un ancien officier, dégâts matériels. — 19 janvier : Milan. Explosion au palais de la police centrale dans une chambre voisine du cabinet du chef de police. — 22 janvier : Milan. Explosion contre le mur de la prison. — 3 juin : Madrid. Un ancien capitaine tire deux coups de revolver sur le général Primo Rivera, une des balles l'a traversé de part en part, il n'est pas mort. — 4 juin : Rimini. Ferrari, ex-sous-secrétaire d'Etat, reçoit un coup de feu qui le blesse mortellement. — 16 juillet : Sofia. Trois hommes arrêtent la voiture de Stambouloff. L'ex-dictateur sauta de la voiture pour fuir, un premier coup de couteau lui détacha la main droite, poursuivi il en reçut un coup dans la tête, puis une balle de revolver dans le dos, il tomba et mourut le lendemain. — 2 août : Tatar-Bazardjik. Matakief ami de Stambouloff, est mortellement blessé. — 4 août : Auberchicourt (Nord). *Decoux*, ouvrier mineur congédié, a été mis en lambeaux par une bombe qu'il portait et qu'il destinait à Vuillemin, le directeur des mines d'Aniche. — 16 août : Ancône. Pour venger Caserio, une bombe éclate devant le Consulat de France, portes et vitres sont brisés. — 24 août : Paris. Par une lettre chargée de fulminate de mercure et adressée au banquier Rothschild, une explosion se produit en l'ouvrant et blesse le contentieux chargé d'ouvrir la correspondance. — 5 septembre : Paris, rue Lafitte. Un tube de fer rempli d'explosifs est déposé dans la maison de la banque de Rothschild, il ne fit que fuser. — 15 octobre : Charmaux. Des coups de revolver sont déchargés sur l'ingénieur Rességuier, les balles n'ont que déchiré les vêtements.

1896, 29 janvier : Lisbonne. Le roi Carlos rentrant au palais en voiture, des pierres lui furent lancées par un

ouvrier, son aide-de-camp fut blessé. — 18 février : New-York. Dans une course de taureaux, plusieurs hommes armés de revolvers, se précipitent dans la loge du président Crespo, pour le tuer. Le complot avait été dénoncé, le président n'y est pas venu. — 20 février : Madrid. Cinq pétards ont fait explosion dans les jardins du Palais-Royal. Les dégâts sont considérables. — 21 avril : Lisbonne. Le riche industriel Domingar se rendait en voiture à la gare. Une bombe de dynamite et de clous lui est lancée. Domingar et son cocher sont mis en lambeaux. — 27 avril : Paterno. La population veut l'abolition des octrois. Elle essaie de mettre le feu à l'hôtel de ville et prend d'assaut plusieurs maisons bourgeoises. — 27 avril : Palerme. Une boîte de poudre et de morceaux de fer explose devant le Consulat de France. — 30 avril : Sannois (France). Explosion de dynamite chez Froidure, le maître des fours à chaux. — 2 mai : Téhéran. *Mollaz-Reza* tire plusieurs coups de revolver sur le Shah de Perse, qui tombe mort. — 31 mai : Thorn (Allemagne). Explosion de fulmi-coton sur la place d'armes. Trois officiers sont blessés. — 7 juin : Barcelone. Une bombe est jetée sur la procession de la Fête-Dieu, dans la rue Nuevos-Cambios Cinq tués. — 16 juin : Le marquis de Morès est tué dans une mission en Tripolitaine. — 27 juin : Téhéran. Attentat manqué sur le nouveau Shah de Perse. — 1^{er} août : Marseille. Explosion d'une bombe rue Montaux, dans la maison de Julien, vice-président du tribunal de première instance. Dans la même maison habitait Artaud, brigadier de la police de sûreté. Grands dégâts matériels. — 1^{er} août : Sofia. Une bombe fait sauter le monument du tombeau élevé au dictateur Stambouloff. — 13 septembre : Le tzar doit faire un voyage de gala ; un complot contre lui est découvert. Il était organisé à Glasgow, à Rotterdam, à Anvers et à Boulogne. — 14 septembre : Charleroi. Une explosion de dynamite au presbytère a causé de grands dégâts. — 29 septembre. — La Grande-Combe (France). Explosion par la dynamite contre la maison de l'ingénieur de la Compagnie Bayle. Les cloisons et la toiture sont démolies. — 19 octobre : Berlin. Meyer-Lévy, conseiller de justice et président de l'Association des Avocats, est mortellement atteint dans sa chambre par deux coups de poignard. — 20 octobre : Constantinople. L'avocat Colodian-Avidis est condamné à mort par le tribunal secret des révolutionnaires. Le complot ayant été dévoilé, deux policiers furent chargés de garder sa demeure ; tous les deux furent tués à coups de couteau. — 13 décembre : New-York. Feigel, Consul d'Allemagne, est attaqué au revolver par *Ludwig Schutt* ; le coup est manqué.

1897, 3 janvier : Caracas Pendant le troisième acte d'une représentation de *Carmen*, un individu se présente à la porte de la loge du président du Vénézuéla, le général Crespo. Il sort un couteau et se précipite sur le Président ; il en fut empêché par un garde. — 21 janvier : Anina (Hongrie). Les mineurs mécontents de leur situation, saccagent les bureaux de la Société d'Exploitation. — 29 janvier : Alger. *Susini* fait feu sur la voiture de Gambon, gouverneur général de l'Algérie. Il manque son coup. — 31 janvier : Le Consul de la République Argentine à Newcastle, est blessé à la gorge par un coup de rasoir de *Lopez*. — 6 mars : Amiens. *G. Bastien*, soldat au 51^e de ligne est puni parce qu'étant permissionnaire il organisa une réunion anarchiste ; mis en prison, il réussit à s'évader. Rencontrant son capitaine, il voulut l'étrangler. Bastien fut réintégré dans sa cellule. — 11 mars : Uskub. Des Turcs, armés de couteaux, ont attaqué Ristitch, Consul de Serbie. — 5 avril : Alameda (province de Malaga). Surexcités par la question des octrois, les habitants envahissent les bureaux. Les meubles et les documents sont brûlés. — 22 avril : Montevideo. Un coup de revolver est tiré sur le Président qui n'est pas atteint. — 23 avril : Rome.

Armé d'un poignard, *Acciarito* approcha de la voiture du roi Humbert qui allait au Champ de Courses de Campanelle. La voiture allant vite, le roi ne fut pas touché. — 9 juin : Nadudvar (Hongrie). La foule des miséreux lapide les gendarmes et essaye de pénétrer dans la gendarmerie. — 17 juin : Paris. Explosion au pied de la statue de Strasbourg, place de la Concorde. — 4 juillet : Albacète (Espagne). Un groupe de femmes incendie les postes d'octroi, les gendarmes sont reçus à coups de pierres. — 27 juillet : Arénas (province de Santander). Une cartouche de dynamite explose dans la maison de l'Alcade. Dégâts matériels. — 9 août : Saint-Sébastien. Aux bains de San-Agueda, le tortionnaire Canovas, est tué par trois coups de revolver tirés par le napolitain *Miguel Angiolillo*, qui voulait venger ainsi les torturés de Montjuich. — 18 août : Paris. Le train officiel arrive à la gare du Nord avec un peu de retard, ramenant les ministres Méline, Barthou, ainsi que les généraux Saussier et Billot ; ils sortaient de la gare, quand une bombe éclate au coin du boulevard Magenta et de la rue Lafayette. — 4 septembre : Barcelone. *Ramon Sampau-Baril*, tire deux coups de feu sur Portas, le chef de la police, qui est grièvement blessé à la poitrine. — 20 septembre : Budapest. Des coups de revolver sont tirés sur la voiture de François-Joseph. — 21 septembre : Orense (Espagne). Le palais du marquis de Leis est détruit par une explosion de dynamite. — 30 octobre : Orésahowo (Russie). Les ouvriers d'une grande cotonnerie se révoltent, mettent le feu à la maison du directeur et brûlent cinquante mille roubles de papier-monnaie. Pour échapper à la mort, le directeur s'est enfui. — 6 novembre : Rio-de-Janeiro. La garnison tire des coups de feu sur le Président Moraès, à l'instant qu'il débarque. Seul le frère du président est grièvement blessé. — 14 novembre : Forli. Les femmes et les enfants affamés pillent les boulangeries. — 9 décembre : Athènes. Deux soldats de la garde impériale attentent à la vie du Sultan.

1898, 19 janvier : Paris. *Etiévant* tire plusieurs coups de revolver sur deux agents de service au poste de police de la rue Berzélius. — 5 février : Finalo (Emilie). La population sans travail assaille les boulangeries et en distribue le pain. — 9 février : Le président de Guatemala est tué par *Solinger*. — 26 février : Athènes. Un homme dissimulé tire sept coups de revolver sur le landau du roi de Grèce. Le piqueur fut blessé. — 21 mars : Koursk. Une explosion est produite sous le tabernacle de la vierge, au couvent de l'Apparition. Les ustensiles du culte sont brisés. — 7 mai : Milan. Les ouvriers empêchent le départ des soldats de la classe. Les tramways sont renversés, le palais Saporiti est mis à sac, des barricades sont élevées. — A Turin. Pour le même motif, il y eut des morts et des blessés dans les collisions avec la police. — 9 mai : Linarès (Espagne). Dans une manifestation contre la guerre, l'hôtel de ville est envahi, les meubles sont jetés par les fenêtres. Dans la bataille avec la gendarmerie, il y eut 12 morts et 60 blessés. — 10 mai : Côme. Les grévistes tentent d'envahir la caserne des carabinieri et d'ouvrir les prisons. Il y eut des morts et des blessés. — 11 mai : Logrono. La population demande du pain, elle envahit les dépôts de farine et de blé et les distribue au peuple. — 11 août : Bruxelles. Le commissaire Monmaerts en voulant arrêter l'anarchiste *Willems* à son domicile, fut reçu par plusieurs coups de feu. *Willems* réussit à s'enfuir ; poursuivi par les policiers et par la foule, il déchargea vingt-deux fois ses armes sur eux. — 10 septembre : Genève. L'impératrice Elisabeth d'Autriche est poignardée sur le quai de l'hôtel Beaurivage par *Luigi Luccheni*. — 15 octobre : Alexandrie. Un garçon de café s'est engagé sur le bateau que doit prendre Guillaume II. Son colis de bombes est découvert. — 10 novembre : Lyon. Les agents Maurin

et Saujou demandent à *Pilleyre* ses papiers. Pour toute réponse celui-ci décharge sur eux son revolver.

1899, 8 avril : Saint-Petersbourg. Le général Manzey reçoit plusieurs coups de couteau à la gorge par *Languinov*. — 4 juin : Au Champ de Courses d'Auteuil, Christiani, petit-fils d'un général du premier Empire, voulut, sans réussir, donner un coup de canne au président Loubet, qui était dans sa loge. — 6 juillet : Belgrade. Quatre coups de revolver sont tirés par *Knésitch* sur le roi Milan, qui n'est qu'effleuré. — 6 juillet : Caboul. Un afghan essaie de tuer l'émir. — 21 juillet : Betenzos (Corogne). Les postes d'octroi sont incendiés ainsi que la maison du maire et celle d'un conseiller municipal. — 27 juillet : Cap Haïtien. Le général Heuraux, président de la République Dominicaine est tué de deux coups de revolver au cœur par *Cacérés*. — 14 août : Rennes. Labori, défenseur de Dreyfus, reçoit un coup de revolver dans le dos, par le nationaliste Paulin Guillaume. — 25 septembre : Paris. Puybaraud, directeur des services à la préfecture de police, est assailli au revolver, sans être atteint. — 8 octobre : Constantinople. Djavid-bey, fils du grand vizir est tué à coups de revolver. — 22 novembre : Kaborowska (Russie). Somov, maître de police est tué d'un coup de carabine.

1900, 28 février : Caracas. Pendant la fête du Carnaval, un individu tente de tuer le général Castro. — 7 mars : Paris. Explosion chez Picart, commissaire général de l'Exposition Dégâts matériels. — 4 avril : Bruxelles. A la gare du Nord, le jeune *Sipido* tire deux coups de revolver sur le prince de Galles, par indignation de la conduite des anglais envers les Boers. Le Prince de Galles ne fut pas atteint. — 16 avril : L'église d'Aubervilliers est incendiée. — 2 mai : Barcelone. Des groupes d'ouvriers en grève lapident plusieurs tramways ainsi qu'une fabrique dans le quartier de Sans. — 4 mai : Roustchouk (Bulgarie). Les paysans se sont révoltés pour ne pas payer la dime. — Trestnich (Bulgarie). Le sous-préfet est attaqué, deux officiers sont tués ainsi que des soldats. — 11 mai : Séville. Le cercle militaire est attaqué, les becs de gaz et les vitres sont démolis. Des gendarmes, des policiers et des gardes sont blessés. — 10 juin : Saint-Louis. Dans les grèves du service des transports, trois bombes sont lancées et détruisent deux voitures et un tramway. — 29 juillet : Rome. *Gaetano Bresci* (né à Prato en Toscane), tire trois coups de revolver sur le roi Humbert. Atteint au cœur, Humbert succombe. — 2 août : Place de la Concorde, Paris. François Salson renverse un agent et se précipite sur le Shah de Perse, sur lequel il veut tirer avec un revolver, il est désarmé aussitôt. — 6 août : Vienne. Le prince Odelcaschi est grièvement blessé dans sa propriété de Santa Marinella. — 11 octobre : Paris. Le commissaire de police de la gare de l'Est, ne voulant pas reconnaître un fils dit « naturel », celui-ci fit feu à cinq reprises sur son père qui fut blessé. — 16 novembre : Breslau. Une femme, *Schnepka* jette une hachette sur l'équipage de l'empereur Guillaume ; elle est tombée derrière la voiture. — 31 décembre : Béziers. *Geyssse* tire cinq coups de revolver sur les juges du tribunal correctionnel.

1901, 26 janvier : Arlon. Un employé, *Schneider*, décharge son revolver sur Orban de Xivry, gouverneur provincial, trois balles l'atteignent mortellement. — 15 février : A Chalons-sur-Saône (France), les ouvriers métallurgistes en grève envahissent les usines. — 13 avril : Madrid. Dans les manifestations anti-cléricales, les manifestants lancent des pierres sur la police, des pots de fleurs sont jetés sur les gendarmes, les becs de gaz sont brisés. — 7 mars : Brême. *Veiland* lance un morceau de fer sur la voiture de l'empereur d'Allemagne, qui est légèrement blessé à la joue. — 23 mars : Saint-Petersbourg. Attentat au pistolet contre le procureur général du Saint Synode. — 6 août : Canegrati (Lombardie). Deux cents paysans envahissent le château

du duc de Visconti, menacent de mort l'Intendant et font des dégâts considérables. — 11 août : Troyes. Une bombe explose dans l'église Saint-Nizier, près l'autel de la Vierge, produisant d'énormes dommages. — 16 août : Tunis. Mattai, chef de la sûreté, ayant perquisitionné chez un maure, on tente de le tuer. — 6 septembre : Buffalo. A l'Exposition, le Président Mac-Kinley, reçoit deux coups de feu mortels de l'anarchiste *Czolgolz*. — 22 septembre : Vienne. A la chasse, près de Nohaes en Hongrie, l'Archiduc reçoit un coup de feu qui lui traverse la manche. — 24 octobre : Téhéran. Un complot contre le Shah de Perse est découvert. — 4 novembre : Pékin. En vain, un fonctionnaire armé d'une pique a voulu se jeter sur l'Impératrice de Chine. — 21 novembre : Athènes. Un coup de feu est tiré sur Théotakis, président du Conseil. — 6 décembre : Autriche. Dans une partie de chasse, *Némiezick*, tente de tuer l'empereur François-Joseph, mais il est arrêté avant.

1902, 1^{er} janvier : Tokio. Tandis que *Thorson* s'élance vers la voiture du Mikado et ajuste l'empereur avec son revolver, le cocher fouette vivement ses chevaux, c'est ce qui fit rater le coup. — 21 janvier : Alger. Deux officiers français sont trouvés tués dans le massif des montagnes du Djebel-Oulad-Abdallah. — 24 janvier : Athènes. Attentat manqué sur le roi de Grèce. — 19 février : Dans les grèves de Barcelone, un patron est blessé d'un coup de poignard, un autre a eu ses magasins pillés. — 3 mars : Naples. Une balle de fusil tirée sur le train impérial, traversa la robe de la princesse Frédéric Charles de Prusse. — 1^{er} avril : Moscou. *Mlle Allart*, institutrice, tente de tuer au revolver le général Trépov ; elle est désarmée. — 6 avril : Moscou. *Mikalewsky*, armé d'un couteau, se jette sur Zarembo, le chef de la police. — 8 avril : Bruxelles. Attentat à la dynamite pour faire sauter la Banque Nationale, les dégâts sont considérables. — 15 avril : St-Petersbourg. Spigiaguine, ministre de l'Intérieur de Russie, est tué de quatre balles de revolver par l'étudiant *Malyschell*. — 18 mai : Madrid. Un vaste complot contre le roi Alphonse est découvert, des explosifs et neuf cartouches de dynamite sont saisis. — 19 mai : Vilna. Le gouverneur Wahl sortant du Cirque, reçoit deux décharges de revolver de *Hirsch Zekert*. Blessé aux mains et aux pieds. — 20 mai : Vienne. Une bombe est placée au terminus du chemin de fer de l'Etat, dans le but de faire sauter François Joseph qui va arriver (découverte à temps). — 3 juin : Nice. *Alexandre Owen*, tire à bout portant un coup de revolver sur le Consul général de Russie qui a un doigt coupé. — 26 juin : Puteaux. Dhomme, commissaire de police, accompagné d'un huissier, veut expulser un locataire. Le locataire fait feu et atteint au genou le commissaire qui roule à terre. — 12 août : Karkhof. Pendant l'entr'acte, au théâtre, dans le jardin de Tivoli, quatre coups de feu sont tirés sur le prince Obolenski. Il est blessé ainsi que le policier Bessonof. — 24 octobre : Au moment où le Sultan traverse le Cours Yeldiz-Kiosk, un homme se précipite sur lui un revolver et un poignard aux mains. Il est arrêté par les gardes. — 5 novembre : New-York. Cinq bombes explosent dans la foule qui attend à Madison Square le résultat des élections (12 morts, 50 blessés). — 15 novembre : Bruxelles. En sortant de Sainte-Gudule, deux coups de revolver sont tirés par *Rubino* sur Léopold II (manqué). — 23 décembre : Genève. Un engin fait explosion contre la porte de la cathédrale, les fenêtres et les maisons de la place sont endommagées, la porte de la cathédrale est démolie. — 30 décembre : Téhéran. Plusieurs coups de feu sont tirés sur le Shah de Perse qui ne fut pas atteint.

1903, 10 janvier : Madrid. Un coup de feu est tiré par *Feito* sur le cortège royal qui est raté. — 22 février : Mitrovitza. Le Consulat russe, en Vieille Serbie, est attaqué et pris d'assaut par les Albanais. Le Consul

blessé mortellement a succombé. — 18 mars : Coïmbre (Portugal). Malgré la garde, les grévistes prennent l'Hôtel de Ville d'assaut, mettent tout à sac et détruisent les actes officiels (3 morts, nombreux blessés). — 30 avril : Salonique. La banque Ottomane est détruite par une bombe de dynamite, des explosions se produisent en cinquante endroits ; un bureau de poste et d'autres bâtiments sont attaqués. — 5 mai : Bonneville. Une pierre de 2 kilos est jetée sur le Substitut Hauvy, qui est légèrement blessé. — 19 mai : Oufa (Russie). Le gouverneur est tué par plusieurs coups de feu. — 30 mai : Figuig. Jonnart, gouverneur de l'Algérie, est assailli par une fusillade qui blesse un certain nombre d'hommes de son escorte. — 11 juin : Belgrade. Le roi Alexandre et la reine Draga sont tués à coups de fusils par un complot de soldats et d'officiers. — 14 octobre : Paris. *Baumann*, ouvrier ébéniste, vieux et sans travail, tire un coup de revolver sur un prêtre. — 8 novembre : Paris. Une petite bombe explose dans l'église de Belleville. — Novembre : Vilna (Russie). Des soldats exécutent leur colonel parce qu'ils ont à s'en plaindre. — Décembre : Cournozols (Aude). Le duc de La Rochefoucault retire aux habitants le droit de faire paître leurs troupeaux dans ses bois ; des poursuites sont engagées. Un huissier venant notifier un jugement les condamnant, fut reçu à coups de fusils par quatre-vingts gaillards. Un garde-forestier trop zélé eut sa maison brûlée.

1904, 8 avril : Espagne. Une bombe éclate quelques minutes avant l'entrée du roi dans l'Exposition. — 12 avril : Madrid. Maura, président du Conseil, est poignardé par le jeune *Miguel Artal*. — 8 juillet : Paris. *Pivoteau*, ouvrier mécanicien, tue son contremaître de deux coups de couteau. — Russie : *Saznoff* abat le ministre Plève.

1905, 25 avril : Limoges. Les grévistes pillent les armuriers et tentent d'ouvrir les portes de la prison ; ils sont décimés par une fusillade des Lebel. — 15 juin : Paris. L'équipage présidentiel dans lequel était le roi d'Espagne entrait par la rue de Rivoli dans le pavillon de Rohan ; au même instant une bombe éclate et tue un cheval du cortège. — Russie : Assassinat par *Kalaïeff* du Grand Duc Serge.

1906, janvier : Russie. Attentat contre Nicolas II ; coup de canon tiré, de la forteresse Pierre et Paul, contre le pavillon du Tzar, érigé en face de la forteresse, lors de la bénédiction des eaux de la Néva. — 8 mai : Vaziers (Nord). Des cartouches sont distribuées aux soldats pour aller dans les grèves. Le fantassin *Légrand* ayant été malmené par le sous-officier *Barbieux*, il l'exécute d'abord d'un coup de fusil. — 5 septembre : Toulon. Le maire de Toulon, *Escartefigue*, en auto avec un officier de police, sont assaillis sur la route par une grêle de pierres ; les vitres sont brisées et le policier est blessé. — Russie : Fusilleur des paysans insurgés, *Loujenovsky* est exécuté par *Marie Spiridonova*.

1907, 12 juin : Paris. Le journal *Le Matin* ayant inséré des mensonges calomnieux sur les anarchistes, une dizaine de camarades se sont présentés au secrétaire pour lui demander de force une rectification. Elle fut insérée le lendemain.

1909, 21 juin : Auteuil (France). Les lads empêchent les chevaux de venir au champ de courses. Ils veulent un salaire de 70 francs par mois au lieu de 60. Le public s'impatiente et met le feu aux tribunes. — 20 octobre : Grenoble. Les soldats du 14^e bataillon de chasseurs, mécontents de leur lieutenant, lui flanquent une correction et le jettent dans un fossé.

1910, 25 avril : Saint-Denis. Dans les grèves des poseurs de rails du chemin de fer du Nord. Les cuirassiers chargèrent les grévistes ; il y eut un mort et huit blessés. — 2 mai : Dunkerque. Grève des ouvriers du

bâtiment, ils sont chargés par les dragons, plusieurs sont blessés. — Mai : Prévost-Paradol (province d'Oran). Deux détenus militaires, occupés au terrassement, voulant fuir, sont fusillés par le factionnaire. — 15 octobre : Hédouville (S.-et-O.). Des paysans en grève saccagent la ferme et enfoncent les portes de l'habitation du directeur *Berthelot*. Les gendarmes sont refoulés. — Le chef de police de Buenos-Aires, colonel *Ramón Falcón*, qui avait fait assassiner de sang-froid les ouvriers argentins pendant la manifestation du 1^{er} mai, fut tué, en compagnie de son secrétaire, par l'anarchiste *Simon Radowsky*, aujourd'hui enfermé dans la terrible prison polaire d'Usuahia (République Argentine). — Novembre : Bourges. Pendant les grèves des cheminots, le soldat *Lecoin* refuse de marcher contre les grévistes.

1911, mars : Damery-Ay (France). Les vignerons champenois veulent du mieux-être, ils font grève. Les maîtres des grands crus font la sourde oreille. Les vignerons envahissent les caves, entr'autres celles de *Casimir Périer*, ils éventrent les futailles et font couler le vin dans les ruisseaux. — 26 mai : Aimargues, Aigues-Mortes (France). Les vignerons de la région font grève, les soldats refusent de marcher contre eux. Les gendarmes chargent et font des prisonniers qui sont délivrés par la foule. — 12 avril : Epernay. Dix mille vignerons révoltés sont entrés dans la ville en chantant la Carmagnole. Le même soir une bombe éclate à Ay. — 3 juillet : Beauvais. Un réserviste fatigué ne peut plus marcher, l'officier insiste brutalement. Un soldat indigné lui envoie une balle sans l'atteindre. — 2 août : Le Chambon-Fougerolles. Dans la grève des boulonniers plusieurs maisons sont dynamitées. — 25 août : Chômage intense dans les départements du Nord. Les marchands haussent leurs prix, le lait augmente ; un commerçant est déshabillé et rossé. A Saint-Amand, les femmes s'emparent de ce dont elles ont besoin. A Carvin, le marché est saboté. Les gendarmes chargent les habitants. A Saint-Quentin, tous les étalages sont saccagés. A Billy-Montigny, un boulanger voyant sa boutique menacée tire sur la foule, le sang coule. Les magasins sont envahis. — 26 août : Avesnes. Les manifestants envahissent et pillent le marché. — Valenciennes : Les boutiques et le marché sont mis à sac.

1912 : Russie. Assassinat du ministre Stolypine par *Bogroff*.

1913, octobre Libéré du pénitencier d'Alberville où il souffrit toutes les tortures, *Duval* vint à Paris acheter un revolver, puis retourna à Alberville. Rencontrant le commandant du Pénitencier il tira sur lui et sur les sous-officiers qui l'accompagnaient.

1918 : Assassinat du comte Tisza, à Budapest. — Paris : Exaspéré de savoir que les morts de la guerre se comptaient par millions, et qu'assis dans leur fauteuil les gouvernants voulaient que continue encore la boucherie humaine, épris d'humanité, le jeune *Emile Cottin* va attendre Clémenceau, un des responsables. Il lui décharge son revolver et ne le blesse que légèrement. — Russie. Assassinat de *Ouristki*, chef de la Tcheka de Petrograd. — Russie. Assassinat, par *Donskoï*, du général allemand *Eichborn*. — Russie. Assassinat de *Mirbach*.

1919. Attentat contre plusieurs membres éminents du Parti communiste siégeant en assemblée. — Attentat de *Kaphan* contre Lénine.

1921, 23 mars : Milan (Italie). Au théâtre Diana, attentat important, le dernier d'une série d'attentats accomplis pendant la période révolutionnaire qui va de la date de l'armistice à la lutte armée contre le Fascisme.

1923. Le 25 janvier, l'anarchiste allemand *Kurt G. Wilckens*, arrivé à Buenos-Aires (République

Argentine), le 23 septembre 1920, en qualité d'immigrant, ouvrier mineur, tua avec une bombe de dynamite le lieutenant-colonel Hector B. Vazela, qui avait ordonné le massacre des ouvriers de Santa Cruz (Patagonie-Argentine), révoltés contre leurs oppresseurs. — Novembre. La Ligue de l'Action Française, dans son journal, lance chaque jour des calomnies abominables sur les anarchistes. Une impulsive jeune fille de 20 ans Germaine Berton, veut mettre fin à ces insultes en tuant l'inspirateur des gens du roi : Léon Daudet. Dans les bureaux, elle ne trouve que Plateau, le metteur en scène de tous les mauvais coups. Elle lui décharge son browning, il tombe mortellement atteint.

1925. Egypte. Assassinat d'un chef militaire anglais. — Sofia (Bulgarie). La cathédrale est le théâtre d'une formidable explosion. Cet attentat est, sans doute, celui (de ce genre) qui fit le plus grand nombre de victimes. La répression qui s'en suivit dépasse en horreur tout ce que l'Histoire a enregistré de plus sauvage et tout ce que l'imagination peut concevoir.

**

A cette liste, qu'il convient de compléter par l'attentat de Law, de Taulèle, de Bouvet, de Castagna, de Bonomini, pour la France et de quantité d'autres attentats — individuels ou collectifs — ayant eu lieu un peu partout, il faut ajouter la foule de complots, d'attentats, de gestes de révolte et de soulèvements populaires que cette énumération, rapide et forcément incomplète, ne mentionne pas. Aux mots *Bolchevisme*, *Dictature*, *Fascisme*, on trouvera une liste édifiante des innombrables attentats provoqués, d'un côté et de l'autre, par ces odieux et néfastes régimes.

De 1914 à 1918, au cours des horreurs sanglantes qui ont converti une partie de la planète en une scène gigantesque sur laquelle se sont déroulées les plus épouvantables péripéties d'un Drame sans précédent, innombrables ont été les mutineries de soldats las d'être brimés et sacrifiés par l'incapacité, l'imprévoyance et la froide férocité du Haut-Commandement, ainsi que les gestes de désobéissance par lesquels les combattants se sont refusés aux ordres qui leur étaient donnés. Lorsque ces faits seront divulgués et, avec le recul suffisant, appréciés et compris, on constatera que si l'obéissance aveugle fut la règle générale en ces années de massacre frénétique, vaillantes cependant et beaucoup moins rares qu'on est tenté de le croire, furent l'indiscipline chez les soldats et l'indignation active chez les civils.

Nous avons déjà dit et nous répétons que cette étude concernant les attentats n'est pas close. Nous y reviendrons. (Voir *Complot*, *Conspiration*, *Émeute*, *Grève*, *Insurrection*, etc. Consulter surtout la deuxième et la troisième partie de cette Encyclopédie. Le lecteur y trouvera nombre de précisions et de faits dont nous renvoyons l'exposé à ces deux parties, afin de ne pas surcharger cet article déjà copieux.) — L. GUÉRINEAU.

ATTRACTION n. f. (du latin *attractio*, de *ad*, et *trahere*, supin, *attrahere*, tirer). Action d'attirer, aussi bien au sens propre qu'au sens figuré. — En **PHYSIQUE**: loi de l'attraction universelle ou loi de Newton, loi par laquelle tous les corps de la nature s'attirent mutuellement, en raison directe de leurs masses et en raison inverse du carré de leurs distances (cette loi permet d'expliquer les mouvements des astres); *Attraction moléculaire* ou *force de cohésion*: attraction qui s'exerce entre les parties d'un même corps par le contact immédiat; *Attraction magnétique*: attraction par laquelle les aimants attirent le fer. (Voir **MAGNÉTISME**); *Attraction électrique*, attraction par laquelle les corps électrisés attirent les corps légers ou s'attirent entre eux (voir **ELECTRICITÉ**). — Au figuré, on dit que

quelque chose exerce une attraction sur quelqu'un lorsque ce quelqu'un est particulièrement attiré et intéressé par ce quelque chose. On dira par exemple : Le mirage politique exerce une souveraine attraction sur les ambitieux ; ou bien : les cérémonies religieuses et les fables cléricales exercent une redoutable attraction sur les âmes faibles ; et aussi : l'anarchisme exerce une invincible attraction sur l'esprit des hommes libres. Les sujets de l'attraction changent naturellement avec le caractère et la mentalité des humains. Le propagandiste anarchiste doit être assez psychologue pour savoir en tenir compte et faire vibrer la corde sensible particulière à chaque individu. Il doit combattre et ruiner par tous les moyens, dans les esprits simples et influençables, les attractions néfastes, telles celles de la religion ou de la gloire militaire. Sa tâche est de faire naître — ou de cultiver lorsqu'elles existent déjà — les attractions régénératrices que tout homme sincère et évolué doit éprouver pour une société future d'où seront balayés l'autorité, le mensonge et l'inégalité.

AUTODIDACTE adj. et n. (du préf. *auto* et du grec : *didaskkein*, enseigner). On dit d'une personne qu'elle est autodidacte quand elle s'est instruite elle-même, sans professeur. Dans la société actuelle, c'est un des plus beaux éloges que l'on puisse faire d'un homme de dire que c'est un autodidacte. Car il faut une volonté bien trempée et une intelligence de premier ordre pour triompher des difficultés sans nombre que rencontre celui qui, né de famille humble, veut enrichir son esprit de quelques connaissances humaines. On sait, en effet, la déplorable pauvreté des connaissances que l'Ecole primaire met à la disposition des enfants pauvres. On y enseigne à l'écolier juste assez pour que, devenu homme, il fasse un ouvrier point complètement illettré mais ignorant toutefois des plus passionnantes activités de l'esprit. Celui qui ne veut pas se résigner à rester tout sa vie un outil passif aux mains des classes possédantes, doit donc continuer — ou plutôt commencer — à s'instruire au sortir de l'école. Mais il lui faut lutter contre les obstacles d'ordre matériel et contre les obstacles d'ordre moral. Il lui faut disputer les heures d'études aux heures du travail pour le pain de chaque jour, et il lui faut défendre sa personnalité naissante contre le dédain haineux des privilégiés de l'instruction. Mais aussi, quelle différence avec les mécaniques étudiants, lorsque l'autodidacte a pu arracher quelques-unes des précieuses connaissances ! Désormais, l'autodidacte sera armé pour la lutte des idées et pourra prendre avec succès la défense de ses frères de misère. Il faut que le peuple apprenne à s'instruire par lui-même. Là seulement est son salut. Beaucoup, hélas ! reculent devant l'effort qu'il faut fournir. Mais ils auraient tort de se décourager. L'épreuve est ardue, mais elle n'est pas impossible. Et chaque pays fournit des exemples qui en disent plus long que toutes les exhortations. N'a-t-on pas vu, en France, le jeune J.-H. Fabre, commencer ses études en vendant des oranges sur le marché de Beaucaire ? Armé de son seul courage, il a pu cependant conquérir diplômes et connaissances plus vite que tous les privilégiés des collèges ; et il a pu, par la suite, devenir un de nos plus remarquables savants. En littérature, n'a-t-on pas vu Pierre Hamp, ancien gâte-sauce, devenir un de nos meilleurs écrivains ? A l'étranger, faut-il citer le cas de Jack London, tour à tour débardeur, chercheur d'or, docker, et, finalement, un des plus célèbres romanciers du globe ? Faut-il rappeler la vie mouvementée et misérable de Maxime Gorki, en Russie, et de Panait Istrati, dans les Balkans ? Les exemples ne manquent pas, comme on le voit, d'hommes qui, par leur énergie, sont arrivés non seulement à une profonde culture mais encore sont parvenus à bâtir une

œuvre personnelle. Ceux que la destinée a fait naître pauvres ne doivent donc pas désespérer. Avec du courage ils vaincront l'adversité, ils deviendront des hommes dignes de ce nom. Par un labeur régulier et fécond, ils acquerront — parce que trempés par la vie — plus de richesses intellectuelles que n'en pourront jamais acquérir toutes les marionnettes de Facultés.

Georges VIDAL.

AUTOMATE n. m. (du préfixe *auto* et du grec *maomai*, je me meus). Machine organisée qui, par le moyen de ressorts, imite le mouvement d'un corps animé. Par extension, on désigne sous le nom d'automate une personne qui ne sait ni penser ni agir par elle-même. Exemple : Beaucoup de citoyens sont de simples automates qui obéissent aux suggestions et aux ordres venus d'en haut, qui votent, qui travaillent et qui applaudissent ceux qui les grugent. Le rêve des gouvernants est de régner sur un peuple d'automates. C'est pour cela que les gouvernants font impitoyablement poursuivre ceux qui essaient d'ouvrir les yeux de la masse, qui essaient de transformer ces automates en individus conscients. C'est pourtant là qu'est la tâche des anarchistes. La société future sera une société d'hommes et non une société d'automates.

AUTOMOBILISME. L'Automobilisme est né avec le moteur à combustion interne. On connaissait bien, il est vrai, avant l'apparition dudit moteur, les machines à vapeur ; et les trains à chemins de fer roulaient depuis longtemps déjà quand il est apparu.

On avait même essayé de réaliser avec la vapeur, des véhicules automobiles à l'usage des particuliers, mais les inconvénients de ce système, notamment la mise sous pression, les manipulations malpropres, en rendaient l'emploi tellement long et désagréable, que les appareils de ce genre ne trouvèrent que peu d'amateurs.

Au contraire, dès que le moteur à explosion fut au point, l'automobilisme se développa avec une rapidité inouïe. Si l'on songe que les premières voitures sans chevaux apparurent vers 1895, on voit le peu de temps nécessité pour expérimenter, perfectionner, et implanter dans les mœurs, ce mode de locomotion, qui est actuellement répandu par toute la terre, même dans les régions les plus reculées. C'est par millions que se chiffrent les automobiles en circulation, et il n'est pas d'exemple dans l'industrie d'aussi fabuleux développements.

C'est pourquoi il est permis d'attribuer à cette branche de l'activité humaine une grande importance au point de vue social, car elle doit, selon nous, déterminer à brève échéance des modifications profondes aux conditions de la vie.

Sans entrer dans des détails techniques complets, il nous a semblé utile de rappeler en quoi consiste l'automobile et ce qu'il est nécessaire de savoir concernant cet instrument de travail et d'agrément, si moderne.

L'automobile (et sous ce vocable, nous entendons désigner tout véhicule automoteur, qu'il soit à 2, 3 ou 4 roues), est caractérisée essentiellement par : le moteur, l'appareil de changement de vitesse et les pneumatiques. Sans la réalisation de ces trois éléments, il n'est pas d'automobilisme possible. En ce qui concerne le moteur, inutile d'insister ; c'est le cheval de la voiture. Sans le changement de vitesse, il n'est pas de démarrage, ni de côte possible. Sans les pneus, pas de vitesse, pas de douceur et par contre détérioration rapide des machines. On a pu changer, depuis l'origine, les principes des carrosseries, des procédés de transmission, le moyen de la suspension ; on n'a pu rien changer, sauf certains détails de construction, tant au moteur qu'au changement de vitesse et à la suspension pneumatique.

Le moteur. — Chacun sait que les corps, d'une façon presque générale, ont la propriété de se dilater à la chaleur ; les gaz n'échappent pas à cette loi naturelle. Si l'on fait brûler un gaz en vase clos, on comprend que l'élévation de température augmentant le volume de ce gaz déterminera une pression sur les parois du vase, d'autant plus grande que la température sera plus élevée. C'est cette propriété qui est utilisée dans les moteurs actuels. Un moteur est une sorte de pompe qui aspire d'abord des gaz d'essence mélangés à de l'air (gaz carburé) puis les comprime au retour du piston ; à ce moment, une étincelle électrique détermine l'inflammation des gaz qui se détendent en chassant devant eux le piston. Comme ce piston est relié au moyen d'une bielle et d'un maneton à un volant, le mouvement rectiligne du piston se trouve transformé en mouvement de rotation et régularisé par le volant.

Il existe des moteurs à 2 et 4 temps.

Leur principe ne varie guère, sauf que dans le 2 temps on fait travailler les deux faces du piston pour accomplir les fonctions nécessaires au cycle moteur qui sont nécessairement : aspiration, compression, explosion et échappement.

Le changement de vitesse est un appareil constitué par des trains d'engrenages de différents diamètres s'engrenant entre eux et que le conducteur commande au moyen d'un levier, suivant les exigences du profil de la route. On saisit ce fonctionnement en pensant à un cric qui permet à un homme, par la démultiplication de l'effort, de soulever des poids énormes ; ou bien à un vélo dont le rapport du pignon du pédalier à celui de la roue détermine plus ou moins de force ou plus ou moins de vitesse.

Quant aux *pneumatiques* que chacun connaît, ce bourrelet d'air qui entoure les roues, c'est bien une des plus belles inventions qui soient. La légèreté et la souplesse du pneu en font un élément sans lequel l'automobilisme n'existerait pas et qui, malgré de légers inconvénients bien connus, n'est pas près d'être remplacé par mieux.

Si pendant longtemps on a pu, à bon droit, considérer l'automobile comme un instrument de luxe à l'usage exclusif des classes riches, à présent il n'en va plus ainsi et peu à peu cet outil merveilleux se simplifie, se perfectionne, de telle sorte que son emploi se généralise partout de plus en plus ; c'est au point que, dans certains pays des Etats-Unis, on compte jusqu'à une auto par quatre habitants. Le vieux continent certes, est loin d'avoir atteint ce chiffre, mais tout laisse espérer qu'on y viendra. Les constructions en grandes séries qui permettent de diminuer les prix de revient, les améliorations incessantes apportées à la conception même des véhicules, autorisent à penser que dans très peu d'années chacun pourra posséder son auto grande ou petite, et ce pour le plus grand bien de tous. L'affranchissement relatif des distances permettra aux hommes de se rapprocher de la nature. Ils n'auront plus besoin de s'empiler pour vivre dans des villes énormes et malsaines, et le paysan, muni de cet instrument, ne songera plus dès lors à désertir pour toujours une terre près de laquelle il aura cessé d'être captif. — CHARLES MOCHET.

AUTONOMIE (du préf. *auto*, et du grec *nomos*, loi). Droit de s'administrer ou de se gouverner librement, dit le dictionnaire. Socialement, ce mot a une signification moins étendue. Cette signification a d'ailleurs besoin de précisions sérieuses, si on veut arriver à s'entendre sur la valeur exacte de ce terme social particulièrement usité et discuté en ce moment.

Depuis que les partis politiques et particulièrement le parti communiste ont tenté leur dernière et puis-

sante offensive contre le mouvement syndical de tous les pays, offensive qui a d'ailleurs presque partout atteint son but, le mot « autonomie » a donné lieu à d'interminables controverses. — Selon qu'il est employé par les syndicalistes ou par les communistes, il a une signification ou une autre signification.

Fidèles à leur doctrine, interprétant dans son sens le plus complet et le plus large la charte constitutive de leur mouvement, les syndicalistes déclaraient et continuent à affirmer plus fortement que jamais, que le « Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance et, demain, groupement de production, base de réorganisation sociale » doit être *autonome et indépendant*.

Si les syndicalistes ont constamment accouplé ces deux termes, c'est, indiscutablement, parce que, dans leur esprit, ils n'ont pas la même signification, parce que l'un a certainement une portée plus considérable que l'autre. Et c'est vrai.

En effet, « autonomie » signifie, pour les syndicalistes : droit, pour le syndicat, de *s'administrer à son gré*, tandis qu'indépendance veut dire : *droit d'agir librement en toutes circonstances*.

Ceci revient à dire qu'un groupement peut être *autonome*, tout en étant *dépendant d'un autre*. Il en est d'ailleurs de même d'un pays. Les franco-espagnols veulent bien, par exemple, reconnaître l'*autonomie* du Riff, mais se refusent à lui accorder l'*indépendance*.

Le Riff, autonome, continue à faire partie de l'empire marocain, tandis qu'indépendant, il devient un Etat qui ne doit plus au Sultan ni obéissance spirituelle, ni obéissance temporelle.

Il en est de même pour le syndicat et la C. G. T. Autonomes : les syndicats, la C. G. T., s'administrent librement, mais leurs actes n'en sont pas moins inspirés par le parti politique dont ils dépendent, dont ils doivent appliquer les décisions.

De tout temps, les partis politiques ont été disposés, pour sauver la face, à reconnaître l'autonomie des syndicats, mais ils firent toujours l'impossible pour rendre vaine leur indépendance.

De 1873 à 1906, les partis politiques, en France, n'eurent pour unique préoccupation, que de placer sous leur tutelle les syndicats, tandis que ceux-ci, surtout sous l'influence de Pelloutier, de Merrheim, de Griffuelhes, mirent tout en œuvre pour affirmer leur indépendance et la conserver.

On pouvait croire que cette question était tranchée depuis le Congrès d'Amiens, en 1906, où les guesdistes, marxistes de l'époque, furent écrasés par les partisans de l'indépendance du syndicalisme. Il n'en fut rien. Il convient d'ailleurs de dire que le mouvement syndicaliste international, sauf l'*Union syndicale italienne*, la *Confédération Nationale d'Espagne* et l'*Union des Travailleurs libres d'Allemagne*, était par tout lié étroitement avec le Parti Social-démocrate dont il dépendait réellement.

L'affaiblissement du mouvement syndical, la naissance d'un fort mouvement politique marxiste remirent tout en question, en 1919. — Les premières tentatives prirent un caractère sérieux, offensif, au Premier Congrès de l'Internationale syndicale rouge, à Moscou, en 1921. La majorité, acquise aux vues de Lénine, Boukharine, Trotsky, Zinoviev et Lozovsky, vota une résolution dite : Tom Mann-Rosmer, qui indiquait que les syndicats, dans chaque pays et l'Internationale, sur son plan, étaient placés sous la direction politique du parti communiste ou de l'Internationale communiste.

Il n'était pas même question de l'autonomie du mouvement syndical, qui devenait ainsi un appendice du parti communiste.

Devant les protestations soulevées par cette décision, les partisans de la subordination totale des syndicats

durent biaiser. C'est à ce moment qu'ils joignirent leurs protestations aux nôtres et réclamèrent l'autonomie, pendant que nous insistions pour que l'*autonomie et l'indépendance* fussent reconnues au mouvement syndical.

Les militants, en général, ne faisaient pas, entre ces deux mots, la distinction nécessaire. La plupart demandaient l'autonomie, tout en croyant réclamer l'indépendance. Les communistes exploitèrent habilement cette erreur. C'est ce qui leur permit de triompher au Congrès constitutif de la C. G. T. U., en juillet 1922 à Saint-Etienne. — C'est ce qui leur permit aussi de violer leur mandat au Deuxième Congrès de l'Internationale syndicale rouge, la même année, à Moscou et de voter — ce qu'ils nièrent d'ailleurs — la fameuse résolution Dogadow, copie exacte de la résolution Tom Mann-Rosmer, laquelle consacrait la subordination des syndicats au Parti politique communiste, nationale et internationalement.

Si les militants syndicalistes, et aussi libertaires, avaient su distinguer entre « *autonomie et indépendance* », le mouvement ouvrier ne serait peut-être pas asservi, aujourd'hui.

Personnellement, j'ai toujours affirmé cette différence. La résolution minoritaire de St-Etienne en porte la trace évidente. Celles qui furent présentées ou votées par la suite, par nombre de Congrès régionaux, fédéraux et confédéraux, en apportent la confirmation certaine.

C'est sur la valeur de ces deux termes, trop longtemps considérés comme synonymes, qu'il faut éclairer les camarades, si on veut recréer d'abord le véritable esprit syndicaliste, éviter d'aussi funestes erreurs, plus tard.

L'*autonomie* d'un groupement, d'un mouvement, c'est une chose précise. L'*indépendance* de ce groupement, de ce mouvement en est une autre, non moins précise, mais très différente.

Et tous les militants, tous les ouvriers doivent savoir distinguer l'une de l'autre.

Ce sont des questions importantes qui se poseront demain avec une acuité beaucoup plus considérable. Il importe de les bien connaître afin de ne pas retomber dans cette erreur considérable, puisqu'elle a eu pour résultat la dissociation et la domestication du mouvement syndical dans tous les pays. — Pierre BESNARD.

AUTORITE. n. f. Malgré l'usage constant et aisé de ce terme, ou plutôt grâce à cet usage précisément, on l'applique avec une légèreté déconcertante, comme d'ailleurs tant d'autres (domination, dictature, violence, etc...), à des notions et des phénomènes de nature très différente, ce qui mène à de multiples confusions, malentendus, contradictions et erreurs.

Nous lisons dans un grand dictionnaire : « *Autorité*. Droit ou pouvoir de commander, de se faire obéir ». Cette définition est suivie de plusieurs autres qui correspondent à différents emplois de ce terme. Dans d'autres dictionnaires, les définitions varient sensiblement.

Dans le langage commun, écrit ou oral, on évoque couramment l'Autorité de Dieu, de la Loi, du Père, du Chef, etc... On discerne : l'*autorité suprême*, l'*autorité civile*, l'*autorité militaire*, et ainsi de suite. — On dit : *représentant de l'Autorité*. — On dit encore : *autorité publique* ; *autorité maritale* ; *autorité naturelle*. — On parle souvent de l'*autorité de la chose jugée*, de l'*autorité des mots*, etc. — On parle aussi de l'*autorité morale*. — On dit fréquemment d'un homme : *c'est une grande autorité* dans telle ou telle branche de la Science ou de l'Art... Bref, on marie le terme *Autorité* avec une quantité de mots et de notions, comme si ce terme était absolument précis et communiquait la même précision

à d'autres termes et expressions. Or, ce n'est nullement le cas. Au contraire, à force d'être employé à tort et à travers, le mot *Autorité* a perdu tout sens défini, s'il en a jamais eu un.

Il est donc impossible, aujourd'hui, de répondre d'une façon générale à la question : *Qu'est-ce que l'Autorité* ? Pour obtenir une idée plus ou moins nette de cette notion, pour définir clairement notre attitude vis-à-vis de ce phénomène, il faut procéder à une analyse séparée des différentes applications du mot.

1. *L'autorité de Dieu*. — A notre époque, il n'est plus possible de parler de l'autorité de Dieu, qui se manifesterait de façon directe. Les bons vieux temps où Jéhovah aurait dicté sa volonté de vive voix à Moïse, les temps plus rapprochés où, par exemple, quelques saints soufflaient les désirs du bon Dieu national à Jeanne d'Arc, sont irrévocablement passés. Dieu ne parle plus aux hommes. Ce n'est plus lui, c'est l'Eglise qui, actuellement, s'occupe sur la terre des affaires des cieux. C'est donc de l'autorité de l'Eglise que nous pouvons parler de façon concrète.

Qu'est-ce que cette autorité, et quelle peut être notre attitude envers elle ?

2. *L'autorité de l'Eglise* (indirectement, celle de Dieu). — Elle peut s'exercer de deux façons : 1° concrètement, c'est-à-dire, usant de moyens réels, « physiques », pour se faire obéir, punissant corporellement ceux qui lui désobéissent ; 2° platoniquement, c'est-à-dire n'usant que de moyens spirituels, « moraux », d'influence, de contrainte ou de répression.

Quant à la première manière, elle a fait suffisamment ses preuves depuis le XIII^e jusqu'au XIX^e siècle. Il serait superflu, aujourd'hui, d'insister sur les horreurs de cette autorité, la plus cruelle, la plus exécrable de toutes. La fameuse *Inquisition* fut son expression vivante. Comme autorité réelle, l'Eglise s'est déshonorée à jamais, ceci non seulement dans les pays classiques de l'*Inquisition*, mais, de façon différente, dans tous les pays du monde. Actuellement, elle n'exerce nulle part aucune autorité « matérielle ». Non seulement les libres-penseurs et les athées de tout genre lui échappent, mais l'humanité tout entière n'en veut plus.

Quant à l'autorité « morale » de l'Eglise, qui existe encore pour pas mal de gens, elle serait, certes, une chose relativement inoffensive, si toutefois elle n'était pas étroitement liée à la pire réaction générale, aux forfaits les plus abominables des autorités de tous temps et de toute espèce, aux systèmes d'esclavage de toutes les époques, à la plus néfaste dépression intellectuelle et, précisément, morale des humains.

L'Eglise, avec son autorité spirituelle, a été de tous temps, et reste encore de nos jours, le soutien le plus précieux de tous ceux qui dominent, qui oppriment, qui étouffent, qui exploitent. Elle se rangeait toujours du côté des « forts », ce qui permettait à ses princes de jouir des biens de ce monde, en réservant aux « faibles » la jouissance de ceux du monde futur. Elle sanctionnait, elle bénissait, elle appuyait invariablement de son « autorité morale » les régimes politiques les plus abjects, les crimes « légaux » les plus horribles : guerres, massacres, assassinats... L'Histoire humaine abonde de faits de ce genre.

Les époques les plus sombres de l'Histoire furent précisément celles où tout pliait sous la lourde autorité de l'Eglise. Au contraire, les périodes où l'humanité faisait quelques grands pas en avant au point de vue culture, progrès général, justice, innovation, mœurs, science, art, etc., coïncidaient avec les moments d'une lutte morale active contre l'Eglise, contre son autorité mortifère.

Le pire de tout est que cette autorité est entièrement basée sur le mensonge, sur l'hypocrisie, sur l'imposture la plus écœurante qui puisse exister. Ce ne sont que

l'ignorance profonde des masses et les restes des superstitions des temps passés, qui permettent encore aux millions de gens de ne pas s'en rendre compte. Se cramponnant justement à cette ignorance et à ses restes, l'Eglise les soutient, les favorise, les éternise.

La conclusion est tout indiquée : l'autorité spirituelle de l'Eglise est une des plus néfastes pour le progrès humain. Elle est un des obstacles les plus sérieux au développement moral de l'humanité, à l'affranchissement des millions d'êtres-esclaves qui souffrent et périssent sous le joug des jouisseurs de toute espèce, appuyés considérablement par cette autorité. Son existence au XX^e siècle est une honte. Non seulement les anarchistes, mais tout homme d'esprit plus ou moins sain, juste et franc a le devoir de *lutter activement* contre ce genre d'autorité. On ne peut pas, comme certains le pensent, rester *neutres* vis-à-vis de cette plaie. Car il faut arracher, le plus rapidement possible, les millions d'êtres trompés et abrutis par cette autorité malfaisante, une des causes principales de leur asservissement. (Voir : *Eglise, Religion*.)

3. *L'autorité de la Loi*. — Plus exactement, l'autorité de ceux qui établissent les lois, les font appliquer, qui surveillent leur application et punissent les infractions. (Quant à la *Loi* comme telle, on s'adressera au mot correspondant.) — Les *porteurs formels* de cette autorité sont les personnes et institutions chargées de son exercice. Ses *porteurs réels* sont ceux qui ont le « droit », la faculté, la possibilité et la puissance matérielle de créer les lois, de les imposer, de les faire appliquer, de faire surveiller leur exécution, de faire punir leur inexécution. — Quand on dit : *autorité suprême, autorité publique, civile, militaire*, etc., on y suppose, en premier lieu, les personnes et institutions qui sont les porteurs formels de l'autorité, et en second lieu, ceux qui, de « droit » ou de force, détient la faculté réelle de créer les lois, de les faire appliquer, et ainsi de suite. *C'est de leur autorité qu'il s'agit en réalité*. — *L'autorité du Chef* qui, en cette qualité, est supposé comme agissant conformément aux lois, à la même base générale. — Nous pouvons, par conséquent, réunir toutes ces notions séparées en une seule plus vaste : *autorité publique ou administrative*. En généralisant et en précisant encore, nous pouvons désigner ce genre d'autorité comme *autorité sociale* (et *laïque*, par opposition à l'*autorité religieuse* que nous venons de traiter).

Le grand problème de l'*Autorité sociale* est celui qui, ici, nous intéresse le plus. Il est le point capital, le noyau même de la pensée, de la conception *anarchiste* (ce qui veut dire justement *antiautoritaire*). Ce sont les deux solutions opposées de ce problème capital, qui, précisément, divisent l'idée émancipatrice en deux courants fondamentaux, et les masses travailleuses en deux camps ennemis.

Le problème se confondant intimement avec celui de l'*Etat*, du *Pouvoir*, du *Gouvernement*, de l'*Administration*, de la *Bureaucratie*, de la *Société*, des *Classes*, il faut voir tous ces mots. C'est surtout au mot *Etat* qu'il est traité à fond. (Voir aussi : *Anarchie, Anarchisme, Marxisme, Bolchevisme*, etc.)

C'est au mot *Etat* également qu'on traite la question des *origines* et des *raisons du développement ultérieur* de l'autorité sociale.

Ici, nous la prenons comme *chose donnée*, et nous nous bornons à exposer l'*essentiel du problème tel qu'il se pose dans notre actualité*.

Le premier trait caractéristique de l'*Autorité sociale*, telle que nous la connaissons depuis des siècles, est la *contrainte* : 1° d'accomplir ; 2° de ne pas accomplir ; et 3° d'accomplir de la façon prescrite tels ou tels autres actes ou gestes.

Son second trait typique est que le prétendu « droit »

d'exercer cette contrainte « légale » se trouve constamment, infailliblement *entre les mains d'une minorité privilégiée, possédante*, qui, à l'aide justement de cette autorité, de cette contrainte, assujettit et exploite l'énorme majorité laborieuse et dépossédée.

Il est tout à fait naturel que les classes possédantes, que ceux qui s'installent en maîtres, qui subjuguent, dominent, gouvernent et exploitent le peuple, que tous ils préconisent la nécessité de l'Autorité « pour la société humaine », pour le maintien de l'« ordre », etc. Ils en ont, certes, besoin, de cette Autorité. Sans elle, sans la contrainte légale et organisée, comment auraient-ils pu maintenir leurs privilèges, leur domination ?

Ce qui est moins compréhensible, c'est que les *socialistes*, qui prétendent lutter pour l'affranchissement total des classes exploitées, ne voient pas, eux non plus, la possibilité de se passer de l'Autorité.

Ce qui est tout à fait incompréhensible, c'est que même les *socialistes révolutionnaires de l'aile gauche* : les « communistes » (bolcheviks), les socialistes-révolutionnaires de gauche, les « maximalistes », etc., reconnaissent la nécessité de l'Autorité, dans telle ou telle autre mesure, sous telle ou telle autre forme, du moins pour la « période transitoire » entre la chute du capitalisme et l'instauration du véritable communisme.

Si l'on dressait un tableau exposant l'attitude de tous les courants d'idées par rapport au principe de l'Autorité, l'aspect en serait curieux : sauf l'Anarchisme, tous ces courants, comme admettant plus ou moins le principe d'Autorité, se verraient placés ensemble, d'un côté du tableau ; l'Anarchisme, comme rejetant résolument et entièrement ce principe, se trouverait tout seul de l'autre côté.

Le problème essentiel et plein d'actualité se pose donc ainsi :

Dans la vie sociale, vu surtout la transformation imminente de la société, faut-il s'apprêter à conserver, à utiliser au moins un minimum d'Autorité politique, ou faut-il penser dès à présent à éliminer entièrement le principe autoritaire, en lui substituant d'autres moyens de maintenir l'ordre, de sauvegarder la liberté, de satisfaire les besoins vitaux de la population, d'assurer la justice, l'égalité, l'entente ?

Tous les socialistes répondent : « Il est indispensable, au moins pour quelque temps encore, de conserver le principe autoritaire. Les hommes y étant trop habitués, les masses n'étant encore ni suffisamment cultivées ni, par conséquent, capables de s'orienter, de s'administrer elles-mêmes, on ne saurait se passer de l'Autorité d'un seul coup ». — « Il faudra, longtemps encore, avoir recours à l'Autorité comme à un mal inévitable, affirment certains. Car l'Autorité, hélas ! n'a pas d'équivalent. »

Et quant aux socialistes de gauche, de tendance bolcheviste surtout, ils ajoutent encore : « Même après une révolution victorieuse, la lutte contre la bourgeoisie vaincue devra continuer. La bourgeoisie ne se résignera pas facilement ni sans résistance au nouvel état des choses. Elle tentera de rétablir l'ancien ordre. Elle complotera, elle préparera la revanche. Il faudra être vigilant, organiser la défense de la révolution, combattre, écraser les tentatives contre-révolutionnaires. Comment le faire sans Autorité ? »

Seuls les anarchistes affirment : « Il faut éliminer le principe autoritaire dès à présent et totalement. »

Pourquoi, précisément ? Et surtout : Comment serait-ce possible ?

Telles sont les questions qu'on nous pose aussitôt.

..

La littérature anarchiste est, naturellement, très riche par rapport à la négation de l'Autorité qui est la pierre fondamentale de notre doctrine. Il suffit de parcourir

nos œuvres classiques pour y trouver une argumentation copieuse à ce sujet.

Dans les colonnes mêmes de ce dictionnaire, on trouvera, surtout aux mots *Anarchie* et *Anarchisme*, des idées et des précisions intéressantes concernant l'Autorité. Le problème est, d'autre part, étroitement lié à quelques questions autonomes, par exemple : 1° à celle des capacités, du rôle et de l'action des masses ; 2° à celle de la défense de la révolution victorieuse. Ces questions sont traitées aux mots : *Masse*, *Révolution*, *Dictature*.

Je voudrais, pour ma part, souligner ici un argument qui me paraît être un des plus concluants.

Le principe autoritaire est en contradiction flagrante et entière avec l'idée socialiste en général.

Pas un socialiste ne niera que la construction de la société nouvelle devra être un acte créateur, une œuvre de création sociale immense. Autrement dit, l'œuvre formidable de la reconstruction sociale exigera une vaste action créatrice des millions d'hommes ayant, enfin ! la possibilité de s'entendre, de s'organiser, de coopérer librement, de chercher, d'essayer, d'appliquer leurs initiatives et leurs énergies, d'agir en toute liberté, de construire, de rectifier les erreurs, de faire, de défaire et de refaire, en un mot : de créer. C'est la condition *sine qua non* du succès. Ceci veut dire que si une telle action n'est pas possible, le socialisme lui-même s'avère, du même coup, impossible. Autrement dit : toute voie qui ne serait pas celle d'une vaste et libre action créatrice des masses humaines, n'aboutirait à rien.

Or, l'Autorité (au sens social du mot), — comme le terme lui-même l'indique, — demande, exige même, non pas la création ni l'action libre, mais, au contraire et précisément, la soumission, l'obéissance aux ordres donnés, l'exécution des instructions et des commandes dictées.

Donc, l'action créatrice et l'Autorité sont deux principes diamétralement opposés qui s'excluent l'un l'autre. Voilà pourquoi, à notre avis, le principe autoritaire doit être absolument éliminé.

Ajoutons quelques détails qui ont leur importance :

1° L'Autorité est exercée par des hommes. Disons plus : elle n'est exercée, au fond, que par quelques hommes, car même parmi ceux qui l'exercent, l'immense majorité ne sont que de simples exécuteurs. Il est évident que si même ces quelques hommes déployaient une certaine activité créatrice, cette activité ne saurait remplacer le millionième de l'énergie créatrice exigible.

2° L'homme n'étant jamais content de ce qu'il possède, l'Autorité qui est exercée par des hommes est, psychologiquement, un phénomène qui se dilate, se gonfle, cherche à s'immiscer partout, à assujettir le plus d'hommes possible, à accaparer, autant que possible, la vie entière de la société et des individus. C'est une poulpe à mille tentacules.

3° Incapables, bien entendu, de remplir le millionième de l'activité sociale exigible, les hommes exerçant l'Autorité ne sont, cependant, pas du tout de cet avis. Leur situation leur fait croire que ce sont justement eux qui sont appelés à créer, à organiser, à construire. Ils se sentent, faussement, chargés d'immenses obligations, revêtus de toutes les responsabilités. De là, en partie, leur conservatisme, leur timidité, leur incapacité fabuleuse.

Cette petite analyse démontre, entre autres, l'erreur fondamentale de beaucoup de socialistes qui supposent que l'Autorité, ce « mal provisoire et inévitable », pourra dépérir, s'éteindre, mourir graduellement d'elle-même, au fur et à mesure que les hommes deviendront capables de s'en passer. Mille fois non ! L'Autorité ne prend jamais un chemin descendant : elle suit toujours la ligne ascendante. L'Autorité n'est pas une boule de sable qui se réduirait en un grain de poussière et fini-

rait par disparaître : c'est une boule de neige qui grandit à l'infini, en vertu de son propre mouvement. Nous, les « utopistes », sommes obligés d'apprendre cette vérité aux « réalistes » autoritaires !

Les anarchistes condamnent l'Autorité intégralement, sans aucune concession, car la moindre autorité, avide de s'affermir et de s'étendre, est aussi dangereuse que la plus développée ; car toute autorité acceptée comme un « mal inévitable » devient rapidement un mal inéluçable.

On dit, cependant, que les masses travailleuses ne sont pas encore aptes à se passer de l'Autorité, à organiser elles-mêmes la vie nouvelle.

Après ce qui précède, la réponse peut être brève : cette méfiance provient de l'incapacité de se représenter *clairement, concrètement* l'immense mouvement créateur, libre et vif, des masses humaines, dès qu'elles auront, enfin ! la possibilité de le réaliser, et qu'elles auront compris, enfin ! à force d'expériences historiques ratées, quelle est la véritable voie de leur action émancipatrice. La base de cette méfiance, c'est l'incapacité de « palper » à l'avance ce processus gigantesque, toute cette ambiance nouvelle, pleine de mouvement enthousiaste, d'énergie créatrice, d'activité fiévreuse, vive, indépendante des millions d'êtres humains en action. Personnellement, j'ai eu le bonheur unique, inoubliable, de voir, lors de la révolution russe, bien que pendant une courte période et en miniature, un mouvement de ce genre (en Ukraine, en 1919). Ce que j'ai vu et vécu alors, a confirmé expérimentalement et à jamais mes convictions là-dessus.

Combien de parents ou de mauvais éducateurs se trouvent surpris des exploits de leurs enfants, tenus pour incapables de les accomplir, dès que ces enfants obtiennent la possibilité entière, la joie et la fierté d'agir en liberté !

On dit encore que, sans Autorité, les masses seraient incapables de défendre avec succès la révolution.

La réplique sera ici la même que celle qui vient d'être faite. *Il faut savoir se représenter l'action réellement libre, vivante, créatrice des masses travailleuses en révolution*, pour comprendre que cette action, que toute cette ambiance permet au peuple d'organiser, de poursuivre la défense de son œuvre, la résistance à la contre-révolution, avec un succès beaucoup plus grand que celui d'une organisation et d'une action autoritaires. C'est cette action créatrice même qui s'en porte garante. Plusieurs événements de la révolution russe (en Ukraine, en Sibérie et ailleurs) en témoignent. Le fait historique, qui sera établi plus tard incontestablement, est que ce fut l'action libre des masses travailleuses, et non pas l'armée rouge, qui brisa la contre-révolution et sauva la cause révolutionnaire en Russie.

C'est donc cette action formidable, vive, libre et créatrice des masses laborieuses, qui devra être substituée à l'Autorité, brisée par les premiers coups de la Révolution, et qui ne doit être reconstituée *sous aucun prétexte, sous aucune forme*.

Il est absolument incompréhensible que tant de gens aient foi en l'Autorité sociale. Si encore cette Autorité avait pu compter des bienfaits, de beaux résultats à son actif historique ! Mais c'est juste le contraire que nous constatons, en étudiant l'histoire passée ou contemporaine. Incapacité, impuissance, violences, iniquité, ruse, mensonge, guerres, misère, gâchis économique, dépression intellectuelle, décadence morale, tel est le bilan effrayant de l'Autorité au bout de milliers d'années d'existence. L'époque actuelle qui démontre clairement, et d'un seul trait, la faillite absolue de toutes les formes de l'Autorité (démocratie, dictature, fascisme, bolchevisme, etc., etc.), devrait enfin amener la condamnation définitive et entière du principe autoritaire lui-même.

**

On dit, pourtant que, même dans une société libre, on ne pourrait se passer d'une certaine Autorité ; qu'infailliblement, les hommes n'étant pas égaux de par leur nature, les plus forts, les mieux doués, les plus intelligents exerceraient toujours une autorité, une influence décisive sur les faibles, les incapables, les peu intelligents et ainsi de suite.

Cette réflexion appartient au domaine de l'Autorité morale qu'il nous reste à étudier brièvement.

4° *L'Autorité morale*. — L'Autorité « morale » peut être *individuelle* ou celle de certains groupements, organisations, institutions, de telles ou telles autres collectivités humaines (comme, par exemple, celle de l'Eglise, étudiée plus haut). Ce n'est pas, cependant, cet élément purement formel qui nous intéresse ici. Ce qui nous importe, c'est le fond du problème.

L'Autorité dite « morale » peut s'exercer de trois façons très différentes : 1° elle peut, tout en étant d'ordre moral, s'appuyer sur une certaine contrainte ou sur une loi (ou coutume) stupide ; 2° elle peut avoir pour base l'ignorance, la faiblesse, la crédulité, la peur, des circonstances malheureuses, etc. ; 3° elle peut s'exercer librement, en pleine connaissance de cause, étant basée sur une véritable force et hauteur morale, étant acceptée de plein gré, produisant ainsi un effet positif, louable, heureux.

Il est de toute évidence que non seulement un anarchiste, mais aussi tout homme sain et raisonnable doit condamner et rejeter l'autorité morale des deux premiers genres. Il est tout aussi clair que tout homme, anarchiste ou non, peut accepter, peut admettre l'autorité du troisième genre. Cette dernière est la seule admise par les anarchistes. Il est à regretter que cette sorte d'influence soit exprimée par le même terme — « autorité » — que les phénomènes abjects dont nous venons de parler, et qui, au fond, n'ont rien de commun avec la véritable, la positive influence morale.

Prenons quelques exemples afin de préciser.

L'autorité du père ou, généralement, des parents (autorité dite « paternelle » ou « naturelle »), peut se baser sur la contrainte, sur la force physique, sur la peur. Une telle sorte d'autorité est une lourde faute. Elle est simplement écœurante. Elle ne donne pas de résultats véritables, durables. Elle n'agit que superficiellement, momentanément. Au fond, ce n'est pas une autorité morale, mais physique et amoral. Elle doit être sévèrement condamnée. Au contraire, une véritable autorité morale exercée par des parents intelligents, conscients et conscients de leur tâche éducative, est non seulement acceptable, mais indispensable.

La même chose peut être dite de l'autorité morale exercée sur les enfants, sur les élèves, par les éducateurs et les professeurs dans les écoles et ailleurs. En matière d'éducation, la seule autorité admise et même indispensable, est celle, purement et véritablement morale, d'un éducateur conscient de sa tâche délicate et sachant appliquer dûment l'arme de l'autorité. La libre influence, la persuasion, le bon exemple, le raisonnement sérieux, une réprimande raisonnable et affectueuse, tels sont les moyens acceptables de cette autorité.

L'autorité dite « maritale », est une loi (ou une coutume) stupide, d'après laquelle le « mari » est appelé à exercer une autorité (?) sur sa « femme ». Loi ou coutume vieillie, mais qui, hélas ! trouve encore pas mal d'adeptes dans la vie quotidienne. Un mari qui frappe sa femme en exerçant ainsi sur elle son autorité « morale », est loin d'être une rareté dans les pays les plus civilisés. C'est une honte qui doit être condamnée. La seule « autorité » qui puisse être admise entre homme et femme vivant ensemble, comme du reste entre tous

les humains en général, est une influence morale qui peut être exercée réciproquement et également par l'un et l'autre. D'ailleurs, la stupidité de l'« autorité maritale » tient à l'absurdité générale du « mariage ».

Arrêtons-nous succinctement à quelques autres genres d'autorité morale, énumérés au début de la présente étude.

L'autorité de la chose jugée, de même que toutes sortes d'influences ayant pour base l'ignorance, la faiblesse de la volonté, le non-désir de réfléchir indépendamment, librement, sont des phénomènes négatifs et condamnables. Un homme sain d'esprit ne doit rien accepter à la légère, sans vérification personnelle, sans raisonnement. Il n'y a rien de plus écœurant que de voir un homme accepter et affirmer une chose parce qu'« on le dit », parce que « tout le monde le fait », parce qu'un tel l'affirme, etc... Ce n'est que la propre conscience, un raisonnement personnel, indépendant, approfondi, une conviction acquise dans son for intérieur, indépendamment des jugements et des paroles des autres, qui doivent être « autorité » pour l'homme.

Sous l'autorité des mots on comprend l'influence qu'exercent sur nous de simples paroles, sans que nous réfléchissions à leur véritable sens. La mauvaise habitude de parler, de raisonner, même de penser avec des mots, souvent vides de tout sens, est très répandue à notre époque. Il faut tâcher de s'en défaire, d'analyser les mots et les notions qu'ils expriment, de ne se servir que de paroles sensées, précises, de ne jamais tomber sous l'influence des mots.

Quant aux soi-disant *autorités dans le domaine de la Science, de l'Art, de la Pensée, etc.*, on peut les accepter dans une certaine mesure, avec une certaine réserve. Il ne faut jamais ni se dépêcher de reconnaître les « autorités » facilement fabriquées par la foule ou sciemment lancées par les milieux bourgeois, ni imiter en esclave ou accepter sans critique celles reconnues en toute justice. Il faut toujours scruter, vérifier, analyser, réfléchir soi-même ; il faut savoir garder l'indépendance entière de son propre jugement ; il faut créer personnellement, librement ; bref, il ne faut se soumettre, se plier à aucune autorité, quelle qu'elle soit. Ce n'est qu'une certaine influence d'un savant, penseur ou artiste réellement puissant et valeureux, influence libre, sciemment acceptée dans une mesure raisonnable, qui peut être précieuse, utile et profitable.

Pour conclure, disons quelques mots sur la réflexion citée plus haut : notamment, que dans aucune société, même la plus libre, on ne pourrait se passer d'une certaine autorité exercée par les plus forts, les mieux doués, les plus intelligents, etc. Dans les usines, dans les ateliers, dans les administrations les plus librement organisées, — dit-on, — il y aura toujours des chefs, des individus qui, sachant faire mieux, exerceront une certaine *contrainte*, une *autorité*. Il y aura toujours des gens qui dirigeront, qui guideront, qui organiseront, qui commanderont, qui diront : il faut faire ceci, il faut faire cela, tu feras ainsi, etc. L'élément de la contrainte ne pourra donc jamais disparaître totalement.

Un tel raisonnement démontre une fois de plus l'incapacité de voir à l'avance *l'ambiance entière d'un travail libre, d'une action vive, indépendante, fraternelle*. Il va de soi que dans toutes les branches de l'activité humaine, il y aura des hommes plus capables, plus intelligents, en un mot plus forts que les autres. Mais dans un travail, dans une activité en camarades, dans une société normale, cette supériorité naturelle sera acceptée par tous comme une chose donnée, entendue, légitime. L'autorité des uns sur les autres sera une autorité purement morale, autorité du métier et de la compétence, autorité momentanée, qui ne s'exercera qu'à l'instant même de l'action, du labeur en marche.

Cette autorité sera librement acceptée, comme saine et utile, en pleine connaissance de cause, par tous ceux qui, dans cette branche, ne possèdent pas les mêmes aptitudes. Ce sera l'autorité d'un camarade plus expérimenté, plus habile, plus intelligent dans ce domaine. Jamais, dans une telle société, le plus fort n'aura la moindre idée de gouverner, de devenir un chef, de subjuguer, etc. Jamais non plus, les plus faibles ne se considéreront comme des sujets, des esclaves, des gouvernés. Cette autorité s'exercera d'un commun accord, à force de reconnaître son utilité, sa nécessité. Cette autorité, exercée dans un milieu sain, au moment et à l'occasion d'un travail vif, agréable, conscient, fraternel, libre, ne pourra jamais blesser personne. Elle n'a rien à voir avec l'autorité malfaisante de nos chefs et contremaîtres. C'est d'une façon naturelle, pendant le travail commun, que certains hommes se montreront plus capables et prendront de ce fait, et de façon également naturelle, les fonctions d'organiseurs du travail, etc. Et puis, les hommes qui seront peu capables dans un métier quelconque, auront eux-mêmes des aptitudes au-dessus des moyennes dans une autre branche d'activité. Celui qui ne réussit pas, qui doit être guidé aujourd'hui (de son plein gré), réussira demain ; celui qui ne fait pas grand-chose ici, accomplira des merveilles là. En tout cas, il s'agira alors non pas d'une *contrainte*, mais d'une *libre entente* ; non pas d'une *autorité brutale*, mais d'une *influence normale*, variée et réciproque, des uns sur les autres.

On nous dira, peut-être, que, au commencement, en tous cas, certains restes de l'Autorité seront inévitables. Nous ne disons pas le contraire. Ce que nous affirmons, c'est qu'il faut, dès l'origine, *lutter activement contre ces restes, au lieu de les accepter* ; qu'il faut *commencer à marcher tout de suite dans la direction voulue et désirable*. La nouvelle ambiance sociale ne fera que favoriser considérablement cette lutte et cette marche, dès le début.

Une influence naturelle, librement acceptée, une autorité purement morale, dans le véritable sens du mot, exercée d'un commun accord, dans un but concret, dans une ambiance de camaraderie générale, autorité basée sur une supériorité ou une expérience reconnues par tous, autorité utile, indispensable pour le succès de la tâche et pratiquée dans l'intérêt de tous, de façon désintéressée, amicale, fraternelle, — telle est la seule Autorité acceptable, non seulement pour un anarchiste, mais pour tout homme libre et digne. Cette autorité-là, nous la désirons même en toute tranquillité, en toute nous l'admettons, nous la prévoyons, nous l'attendons, connaissance de cause. — VOLINE.

AVATAR n. m. (sanscrit : *avatāra*). Avatar est le nom donné, dans l'Inde, aux incarnations d'un dieu, surtout à celles de Vishnou. Par analogie, le mot avatar en est venu à désigner une transformation, une métamorphose. Ex : Les avatars d'un homme politique. Comme l'apostasie, l'avatar est une chose très courante en politique : quel politicien n'a pas eu ses avatars ? Il suffit, en général, pour les provoquer, d'un manque d'argent, d'une chute de ministère ou d'un poste rémunérateur à obtenir. Ce sont là, en effet, des contingences qui ne sauraient laisser indifférent un politicien, et qui ajoutent régulièrement un avatar de plus à son actif. Les anarchistes n'admettent pas les avatars en matière de politique, et savent les châtier à l'occasion. (Se reporter à *apostasie*.)

AVIATION n. f. (du latin *avis*, oiseau). Système de navigation aérienne, au moyen d'appareils plus lourds que l'air et imitant le vol des oiseaux.

Les hommes ont cherché depuis les temps les plus reculés, à voler comme le font les oiseaux, et les histo-

riens grecs et latins nous rapportent les fabuleuses légendes de Dédale et d'Icare. Mais ces rêves n'ont pu être réalisés qu'au cours des deux ou trois dernières décades. Les premiers qui voulurent en faire l'expérience furent considérés comme des fous, des illusionnés, et la foule les tourna en dérision.

On peut diviser l'histoire de l'aviation en trois périodes principales : 1° La période s'étendant du début de la civilisation à 1890 ; 2° De 1890 à 1905 ; 3° De 1905 à nos jours.

Première période. — Jusqu'au XIX^e siècle, on ne cite que des projets d'appareils dus à l'imagination de poètes ou de rêveurs.

On attribue à Léonard de Vinci, l'idée de l'hélicoptère et du parachute. Quelques audacieux eurent, par la suite, le courage de se lancer dans le vide, mais se tuèrent ou furent victimes de graves blessures.

Nous devons mentionner les essais laborieux de Henson (1843), Wenham (1866), Tatin (1879). Malheureusement, les moyens mécaniques faisaient défaut. En 1846, on assiste à une première tentative d'essais expérimentaux sur le vol à voile. Ces essais dus au marin breton, Le Bris, ne furent pas poursuivis, faute de moyens, mais ils devaient être repris 50 ans plus tard, par l'allemand Lilienthal, qui en tira des enseignements qui furent à la base de l'aviation actuelle.

En 1871, Alphonse Penaud construisit un petit aéroplane de stabilité remarquable, et qui fut le premier appareil ayant pu s'envoler. Ses études furent primées par l'Académie des Sciences, en 1873. La mort prématurée de cet inventeur, survenue en 1876, arrêta les travaux en cours.

On était à cette époque, en possession :

1° D'une théorie exacte de l'aéroplane, due à Alphonse Penaud ;

2° D'une méthode expérimentale, due à Le Bris, dont Lilienthal s'inspirera et qui assurera le succès quand les moteurs auront réalisé un poids minimum pour une puissance donnée.

Deuxième période (1890-1905). — L'aviation s'oriente dans sa voie définitive.

Rappelons les essais de l'ingénieur Clément Ader, qui réussit, en 1891, un vol de 300 mètres, au plateau de Satory, sur son avion l'« Eole », actionné par un moteur à vapeur. C'est le premier qui se soit élevé de terre par ses propres moyens, sans appareil de lancement. En 1896, le professeur Langley, de Washington, qui avait publié un mémoire important d'aérodynamique, indiqua qu'il y avait à faire un apprentissage spécial du vol pour que l'homme puisse s'élever et se maintenir dans l'air. Partant de ce principe et des procédés employés par Le Bris, Lilienthal imagina une nouvelle méthode. Il construisit un planeur, qui, y compris son poids, ne dépassait pas 100 kilos et mesurait 15 mètres de surface, réalisant ainsi les mêmes proportions que chez l'oiseau.

Il utilisait de petites collines pour prendre son vol et guidait et modifiait l'inclinaison de son appareil par ses jambes restées libres.

Il réussit à voler sur un parcours de 300 mètres. Malheureusement, il se brisa les reins, en 1896.

Un peu plus tard, les frères Wright découvrirent le secret du vol mécanique, après de nombreux essais de vol sans moteur. En 1903, ils réussirent, avec un appareil de 50 mètres carrés et un moteur de 22 HP, à voler près d'une minute. Les essais se continuèrent en progressant, jusqu'en 1908.

Troisième période. — Pendant que les frères Wright travaillaient en secret, le capitaine Ferber, en France, cherchait à réaliser un appareil stable. Il réussit, en 1908, à survoler le champ d'Issy-les-Moulineaux. Ferber périt au cours d'une expérience.

Nous devons mentionner également les essais de Santos-Dumont, célèbre par ses tentatives de dirigéabilité des ballons. Il réussit, en 1906, à Bagatelle, un vol de 220 mètres. Citons aussi Archdeacon, Farman, Esnault-Pelterie, puis Blériot, qui réussit, en 1909, sur un monoplane de son invention, la traversée de la Manche.

1908 fut l'année pendant laquelle fut faite la démonstration mondiale du vol mécanique.

1909, avec le concours de Reims, allait être l'apothéose et le couronnement des efforts des inventeurs.

Par la suite, les performances se multiplient. Citons le parcours de Paris-Madrid, par Védérines ; Paris-Rome, par Beaumont (1911) ; Paris-Pétrograd-Stockholm-Paris, par Brindejonc des Moulinais (1913).

Ces performances qui soulevaient l'enthousiasme des gens épris de progrès nous paraissent bien faibles à côté des résultats obtenus aujourd'hui.

Certes, l'aviation en est encore à la période de l'enfance, et il s'écoulera sans doute bien des années avant qu'elle devienne un moyen de locomotion courante ; il faut reconnaître cependant qu'elle a marché durant ces dix dernières années à pas de géants. La puissance des moteurs, s'est accrue considérablement. On est arrivé aujourd'hui, à des vitesses fantastiques, plus de 300 km. à l'heure. Un aviateur a réussi à s'élever à plus de 12.000 mètres d'altitude. On est parvenu à faire le circuit de Paris-Constantinople-Moscou-Copenhague-Paris, en trois jours. L'aviateur espagnol Franco a atteint le Brésil en survolant l'Atlantique.

On expérimente depuis quelque temps des appareils légers, actionnés par des moteurs de faible puissance (25 C.V. environ), et auxquels on a donné le nom d'avionnettes.

Le but de ces recherches est de réduire la consommation en essence et en huile et de ne pas dépasser sensiblement le prix de revient kilométrique de l'automobile, tout en conservant des vitesses très supérieures. C'est sans doute la solution pratique de l'aviation pour l'avenir.

Les lignes aériennes s'étendent chaque jour dans le monde entier. Grâce aux aérobus, Paris est à 2 h. 1/2 de Londres et de Strasbourg, à 6 heures de Prague, à 9 heures de Varsovie. Le nombre des voyageurs et des correspondances transportés augmente sans cesse. L'aviation est entrée, enfin, dans la voie des réalisations pratiques. Pourquoi, faut-il que cette œuvre admirable soit mise au service de la guerre et destinée à massacrer des milliers d'innocents ?

Pendant la dernière tuerie, des centaines d'appareils survolaient les champs de bataille et les villes ouvertes pour y déverser des tonnes de mitraille. Ce merveilleux instrument de progrès qui, en supprimant les distances, devait servir à rapprocher les peuples fut consacré à les détruire avec plus de certitude et de précision. Dans les guerres coloniales, on en fait un usage quotidien et les aviateurs galonnés — missionnaires d'un nouveau genre — vont semer la terreur et la mort parmi des populations sans défense.

On peut dire que l'intérêt porté par l'Etat aux progrès de l'aviation est exclusivement un intérêt d'ordre militaire. On ne veut voir dans un nouvel appareil, que l'usage qui pourra en être fait par l'armée et les avantages que celle-ci pourra en tirer en cas de nouveaux conflits. C'est pourquoi elle appelle l'aviation la cinquième arme, et en escompte les meilleurs résultats.

Alors que nous considérons l'aviation comme un agent idéal d'internationalisme et de suppression des frontières, nos gouvernants ne voient en elle qu'un moyen plus sûr et plus rapide de vaincre l'ennemi en cas de nouvelle conflagration.

Espérons que ce monde corrompu disparaîtra avec toutes les forces d'oppression qui le dominent et que

les progrès de la science ne seront plus destinés — comme aujourd'hui — à semer la ruine et la misère sur le globe, mais au contraire contribueront à embellir la vie de bien-être et d'harmonie vers laquelle tendent tous nos efforts.

AVORTEMENT. La plupart des nations dites civilisées considèrent et punissent comme un crime, l'avortement non spontané, et la médecine légale le définit : « L'expulsion prématurée et violemment provoquée du produit de la conception, indépendamment de toutes les circonstances d'âge, de viabilité et même de formation régulière du fœtus (Tardieu) ». Une législation spéciale s'efforce de le réprimer.

En France, la loi du 31 juillet 1920 châtie la simple provocation « au » crime d'avortement d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent à trois mille francs. L'article I spécifie les divers modes de provocation : « discours proférés dans les lieux ou réunions publics ; vente, mise en vente ou offre même non publique, exposition, affichage, distribution sur la voie ou dans les lieux publics, distribution à domicile, remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée à la poste ou à tout autre agent de distribution, de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins et emblèmes ; publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux. »

Contre la provocation « de » l'avortement, l'ancien article 317 du Code Pénal n'a pas paru assez efficace. Il déferait les accusés à la Cour d'Assises. Les jurés, cependant triés sur le volet par une commission de conseillers généraux et de juges de paix dirigée par le président du Tribunal Civil, ces jurés délégués par la bourgeoisie acquittaient parfois et accordaient souvent les circonstances atténuantes. Ce scandale d'indulgence, de faiblesse devint intolérable. Aussi les pouvoirs publics cessèrent-ils de soumettre cet ordre de délits à une juridiction entachée d'éventuelle humanité pour en confier l'inexorable répression aux juges correctionnels, professionnels inaccessibles à la pitié. La loi du 29 mars 1923 en décide ainsi et fixe les pénalités : « Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violence ou par tout autre moyen, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cent francs à deux mille francs, la femme qui se sera procurée l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi ».

Pour justifier ces rigueurs, le législateur affirme que, tout d'abord et surtout, l'avortement provoqué constitue un assassinat ou « attentat, de dessein formé, à la vie de quelqu'un » ; un meurtre ou « homicide commis avec violence » (« Dictionnaire de l'Académie Française », 1879). Cette thèse reconnaît dans un fœtus, quel que soit son âge, une personne, homme ou femme, douée d'une vie propre et absolument distincte, indépendante de celle de la mère. En tant que personne particulière, être à la fois matériel et spirituel, le fœtus possède un droit naturel, imprescriptible à l'existence. Il jouit même de la personnalité civile, du droit légal de propriété, puisqu'il transmet à l'enfant posthume, le pouvoir d'hériter des biens de son père. C'est pourquoi, devant la nature comme devant la société, la suppression violente, pendant la vie intra-utérine, du produit de la conception, présente le même caractère criminel que l'infanticide, le meurtre du nouveau-né.

La doctrine ne se montra pas toujours aussi intran-

sigeante ni aussi extensive. Dans la Grèce ancienne, l'avortement n'était considéré comme criminel que durant la deuxième période de la gestation. La théologie catholique établissait aussi une distinction analogue entre le fœtus non animé et le fœtus animé ; dans le premier cas, la suppression de part entraînait une simple amende, dans le second cas, la peine de mort. Mais la difficulté résidait dans la détermination exacte de l'époque où l'embryon entraînait en possession de son âme. Quelques pères de l'Eglise opinèrent pour le quarantième jour, d'autres pour le soixantième, d'autres pour le quatre-vingt-dixième. La question resta en suspens, faute sans doute, de moyens de contrôle de l'entrée en scène de ce principe immatériel.

Pour les successions, testaments, donations, la jurisprudence fixe la viabilité légale au cent-quatre-vingtième jour après le dernier rapport sexuel. Mais ce terme ne coïncide pas avec la viabilité physiologique, médicale, ou « aptitude à vivre de la vie extra-utérine ». En réalité, le produit de la conception prend vie seulement à l'instant où, venant à quitter les flancs de la mère, il peut accomplir, par ses propres forces, les diverses fonctions nécessaires à l'entretien de son être : respiration, digestion, nutrition. Et ce moment se trouve à la fin du septième mois de la grossesse. Mais combien précaire le sort des prématurés, nés avant terme ! La plupart succombent immédiatement à la faiblesse congénitale causée par l'insuffisance de leur développement organique. Les autres ne survivent qu'au prix de minutieuses précautions : mise en couveuse, pour pallier au défaut de calorification naturelle ; gavage à la sonde, pour remédier à l'impossibilité de la succion et de la déglutition spontanées. Qu'il y a loin de cette débile fausse couche à la moins brillante des naissances à terme !

En fait, après les plus subtiles et les plus amples discussions byzantines, scolastiques, académiques, parlementaires sur la monstruosité du crime d'avortement, le législateur ne put aller contre l'évidence et assimiler, dans la répression, l'interruption volontaire de la grossesse et l'infanticide. Il adopta l'opinion ainsi exprimée par d'Aguesseau : « L'infanticide fait mourir un homme déjà formé, l'avortement l'empêche de se former ; le premier est un véritable homicide, le second un infanticide anticipé. La destruction de l'existence obscure de l'être encore inconnu que la femme porte dans son sein n'implique pas au même degré que l'infanticide, la perversion des sentiments naturels ; et du reste, il n'est pas certain que même sans l'avortement, le produit de la conception serait arrivé à terme (cité dans l'article « Avortement », « Grande Encyclopédie ») ». Aussi la loi punit-elle l'avortement de trois à cinq ans de prison et l'infanticide des travaux forcés à perpétuité. Cette énorme disproportion de châtiment entre deux délits affirmés *a priori* identiques, prouve bien la fragilité, aux yeux mêmes de ses promoteurs, de la thèse de l'avortement-assassinat.

En second lieu, et au fond, beaucoup plus que l'attentat à une hypothétique personne, la loi spéciale entend frapper l'atteinte portée à la société par la diminution de la natalité. On connaît l'antienne chère aux gouvernements de toutes formes : il faut des enfants, beaucoup d'enfants pour défendre la patrie contre les attaques des ennemis héréditaires ; pour assurer la suprématie de son incomparable génie ; pour imposer aux tribus de primitifs les bienfaits d'une civilisation supérieure. Plus les cadavres joncheront en foule les champs de bataille, plus la nation victorieuse grandira en gloire et en beauté ! Durant la guerre récente, la société bourgeoise imita allègrement l'exemple d'Ugolin le Pratique, et immola sans compter le meilleur de ses peuples afin d'assurer sa

propre conservation. Pour rétablir ses effectifs décimés, elle veut, par la force, imposer la gestation interrompue aux flancs fécondés à leur ou contre leur gré et d'où sortiront au terme fatidique chair à canon, chair à travail, chair à plaisir.

Mais alors, devant l'urgente nécessité de la repopulation, elle devrait aller aux conséquences extrêmes de ses conceptions, exiger que nulle semence ne se perde. Car si chaque ovule féminin véhiculé par la menstruation ne rencontre pas, à point nommé et après un rapprochement intégral, le spermatozoïde issu de l'organisme masculin, il se produit une soustraction coupable à la fonction reproductrice, une véritable fausse couche avant la lettre. La lutte contre les avortements de toute nature ne saurait être efficace que le jour où l'on aura décrété : le coït forcé dès la puberté ; le mariage obligatoire, sans exception pour aucune catégorie de citoyens ; la légalisation de la polygamie, entrée si avant dans les mœurs ; le contrôle officiel et direct des copulations pour la répression des fraudes conjugales. A ce moment seulement la classe dirigeante pourra prétendre sa dictature oppressive dictée par un souci sincère du bien public et non par le désir de manifester sa vaine autorité.

Il est compréhensible que les anarchistes, eux, n'aient cure de remplir les casernes, les usines ou les lupanars ; et on sait qu'au contraire ils souhaitent de toute leur âme et activent de tout leur pouvoir la disparition d'une société fondée sur l'iniquité, nourrie dans la haine, asservie par la force des armes et l'astuce des mensonges, pour faire triompher sur ses ruines la justice, la bonté et l'amour.

Une expérience ardente, puis une conviction réfléchie leur démontrent que nul bonheur ne l'emporte sur celui de procréer avec la femme aimée une belle et vigoureuse postérité. Les meilleurs brûlent de se survivre et de transmettre leur flamme libertaire à une génération renouvelée par le savoir et la sagesse. Mais, à l'instar des éleveurs intelligents, ils entendent procéder par judicieuse et rigoureuse sélection ; éviter la fécondation si l'un ou l'autre des géniteurs ne se trouve pas en bonne forme physique ou intellectuelle ; la remettre au moment propice après une cure adéquate ; choisir l'époque de la conception en vue de la naissance en saison favorable ; s'abstenir d'augmenter la famille dans les temps de difficultés pécuniaires ; ne pas imposer à la compagne une maternité non désirée ; en résumé n'avoir d'enfant qu'après entente préalable et décision mûrement réfléchie. L'anarchiste ne se conçoit qu'hygiéniste : il pratique la prophylaxie et non le traitement, la prévention et non la répression ; il ne provoque pas d'avortement parce qu'il n'inflige pas de grossesse inopportune.

Dépourvue de toute signification morale, l'interruption forcée de la gestation présente pour la femme des risques graves : la maladie souvent, la mort quelquefois. Ces dangers démontrent, à l'encontre de la théorie officielle, combien la mère et le fœtus vivent dans une étroite dépendance réciproque, constituent une unité si intimement scellée que la séparation intempestive et brusque se trouve souvent nuisible à l'une, toujours fatale à l'autre. La fusion des deux organismes cède à la seule violence exercée dans la matrice.

En effet, contrairement à une opinion assez répandue, il n'existe pas de moyens de provoquer l'avortement sans intervention directe sur l'utérus ; il n'y a pas de substances qui, ingérées à quelque dose que ce soit, puissent reproduire le mécanisme de l'évacuation spontanée en déterminant des contractions utérines capables de décoller et d'expulser progressivement l'œuf. La rue, la sabine, le seigle ergoté,

l'armoise, de réputation mondiale mais usurpée, n'ont jamais causé la moindre interruption de grossesse. L'affirmation contraire provient d'une erreur d'interprétation. Une femme voit ses règles s'arrêter, ingurgite une quantité plus ou moins abondante de l'un des ingrédients énumérés ci-dessus, obtient ainsi le retour des menstrues. Elle croit et affirme avoir fait une fausse couche. Était-elle bien enceinte ? Dans un autre cas, une personne possède, sans le savoir, un utérus inapte par sa nature particulière à mener à terme le produit de la conception. Dès le début d'une grossesse réelle, elle prend de la tisane de rue, expulse un embryon bien formé. De bonne foi, elle attribue le résultat au remède absorbé, sans se douter qu'une infusion de tilleul en eût fait autant dans un organisme en imminence d'avortement spontané. S'il suffisait d'avaler une drogue quelconque, toujours facile à se procurer, on n'aurait jamais besoin de pratiquer des manœuvres dans la matrice elle-même. Et le nombre des interventions dites criminelles atteste la faillite de la pharmacopée spéciale. Les déclarations, faites parfois à la justice par quelques inculpées, semblent infirmer cette thèse ; en réalité ces pseudo-aveux sont destinés à obtenir, pour la buveuse de tisanes, une indulgence refusée à la manipulatrice d'une sonde ou d'un crochet.

L'utérus gravide ne se laisse donc vider de son contenu que sous l'effort direct soit d'une violence exercée à l'instigation ou par la main d'un amant anxieux de réparer les conséquences de son égoïsme imprévoyant, soit d'une violence exercée par le médecin dans un but thérapeutique. Par les conditions même de sa réalisation, la première est le plus souvent aveugle, septique, dangereuse. L'amateur ou l'empirique se trouvent en général dépourvus de toute notion anatomique précise ; ignorent la situation exacte de la matrice à forcer ; utilisent des instruments de fortune, trop gros ou trop minces, trop pointus ou trop mous ; les introduisent sans précaution suffisante ; les poussent dans une mauvaise direction ; déchirent les lèvres du col utérin ; provoquent une péritonite par perforation. D'autres fois, si la pénétration se fait par hasard correctement, l'instrument n'a pas subi la minutieuse stérilisation nécessaire ; manié avec une propreté relative dans un vagin mal désinfecté, il déclenche une infection puerpérale très grave, dont les conséquences ne peuvent être palliées que par un traitement chirurgical précoce et complet. Enfin, même l'opérateur heureux, après une pénétration correcte et facile, peut provoquer une hémorragie par évacuation incomplète de l'utérus, que des fragments de placenta maintiennent béant, saignant, ouvert à toutes les infections secondaires.

On pourrait objecter les aléas entraînés aussi par l'accouchement à terme, durant lequel peuvent se produire perforations, hémorragies, infections. Oui, c'est vrai ; mais les accidents arrivent alors dans une bien moindre proportion. Ainsi une statistique relevée à la Clinique Baudelocque à Paris enregistre une mortalité de 6 p. 100 après l'avortement et de 3 p. 100 pendant et après l'accouchement. Et il faut noter que cette statistique comprend seulement les femmes ayant succombé à des complications post-abortives et non celles qui sont mortes pendant l'expulsion, le plus souvent en leur domicile.

Même pratiquée dans une clinique par un chirurgien avec les garanties de compétence professionnelle, de matériel approprié, d'asepsie rigoureuse, l'interruption de grossesse ne va pas sans danger pour la mère. Témoignage, l'affaire Boisleux-Lajarrie, qui défraya il y a quelques années, la chronique judiciaire parisienne : une jeune femme décéda des suites d'un avortement provoqué dans une maison de santé par deux médecins

expérimentés. Toute intervention sur les organes génitaux féminins comporte des risques d'hémorragie, d'infection, d'embolie consécutive, que nul ne cherchera à encourir inutilement.

Dès lors, devant le problème de l'avortement, la position de l'anarchiste apparaît très nette : ne jamais se mettre dans le cas d'avoir besoin d'y recourir, s'abstenir d'occasionner une grossesse dont l'arrêt violent recèle de gros dangers. Par définition, l'anarchiste est un homme soucieux du bonheur d'autrui comme du sien : sinon, en quoi se distinguerait-il d'un vulgaire bourgeois prêt à sacrifier la santé et même la vie des autres pour la satisfaction de ses intérêts et de ses plaisirs ? Sous le prétexte de ne diminuer sa jouissance érotique ni d'une minute ni d'un spasme, il n'a pas le droit d'exposer l'être aimé à une fécondation inopportune, non désirée, aux suites si graves ; au contraire, il a le devoir de faire le nécessaire pour garantir à sa compagne, une absolue sécurité sexuelle.

La République Soviétique de Russie a reconnu le droit à l'avortement, en a codifié la pratique et l'a confiée aux médecins des hôpitaux et cliniques qui, dans chaque cas particulier, déterminent la légitimité de l'intervention, réclamée soit pour des motifs pathologiques, tuberculose latente révélée et activée par la grossesse, syphilis avérée d'un ou des deux parents, vomissements incoercibles, albuminurie grave ; soit pour des motifs moraux, fécondation après viol, abandon par le séducteur, veuvage et misère. Une telle législation présente le gros avantage de soustraire une catégorie de malheureuses victimes de l'homme à la maladresse des empiriques, des opérateurs improvisés, et de leur assurer une assistance professionnelle compétente. Elle n'offre aucune utilité pour les libertaires qui, s'ils se trompent parfois, ne violent, ne séduisent, ni n'abandonnent personne.

Reconnaissant le droit à l'avortement comme à l'auto-amputation ou au suicide, mais sachant les dangers d'une intervention même médicale, l'anarchiste n'y expose jamais sciemment sa compagne. — Dr ELOSU.

BIBLIOGRAPHIE. — Dr Klotz-Forest : De l'avortement. Est-ce un crime ?

Dr Darricarrère : Le droit à l'avortement (roman).

Dr J. Vidal : Le droit à l'avortement.

Dr^s Ribemont, Dessaigne et Lepage : Précis d'obstétrique.

Brouardel : L'avortement.

Médecine sociale (Tome XXXIII du « Traité de Pathologie médicale et de Thérapeutique appliquée ». Edit. Maloine). Article « Obstétricie sociale », Dr Couvelaire.

AXIOME n. m. On appelle axiome l'énoncé d'une vérité élémentaire que son évidence dispense d'une démonstration d'ailleurs impossible. Il ne faut pas confondre l'*axiome* et l'*aphorisme*. L'aphorisme est une formule sentencieuse qui condense un résultat de l'expérience ou une conclusion de la sagesse.

Lorsque le physicien analyse ou décompose la matière, il arrive ou croit arriver à cet élément primordial qui ne peut plus être divisé ni scindé et qu'il appelle pour cette raison, l'atome.

L'axiome c'est l'atome, avec cette différence qu'il n'est pas le terme ultime de la déduction ; il en est au contraire le principe ; toute science part de lui ; il est le germe d'où sort l'arbre, quelque multiples qu'en soient les branches, quelque abondants qu'en soient les fruits.

On le prétend indiscutable. Il est indiscuté.

AXIOME PHILOSOPHIQUE. — Lorsque Descartes voulut édifier la certitude, il prit pour base de son échafaudage cette affirmation : « Je pense donc je suis. » De tout le reste, il avait fait « table rase ».

« Je pense donc je suis » n'est pas un axiome, puisque c'est déjà la résultante d'une déduction. La noblesse, la beauté littéraire de cette déclaration des droits de l'homme ont fait la célébrité classique de la formule, mais on a contesté au philosophe la justesse de ses prémisses. On a fait observer qu'il serait aussi vrai de dire : « Je mange, je marche, donc je suis ».

Cette critique serait exacte en même temps que malicieuse, si Descartes, dans cette équation, avait donné à « je pense » une amplitude qu'il n'a pas. La pensée dont il s'agit, n'est pas la pensée « organisée » et logique. Si diminuée, si faible ou si pauvre que soit son intelligence, un être perçoit une sensation ; il la rapporte à lui. Nous disons qu'il en a conscience. La jouissance n'étant, à son état rudimentaire, que l'absence ou la cessation de la souffrance, la première parole que pourrait prononcer l'homme sur lui-même, c'est « Je souffre donc je suis » ; la seconde : « Je jouis donc je suis. »

Dans le raisonnement de Descartes : « Je pense donc je suis » où donc est l'axiome ? C'est « je », c'est l'affirmation du moi.

L'homme proclame qu'il est un être, distinct de ce qu'il appelle le monde extérieur, distinct des autres hommes, distinct des choses, distinct de ce qui peut être retranché de lui sans que lui périsse. Il dit « mon bras, ma jambe », parce que, sans bras et sans jambes, il serait encore un être, un « moi », et il lui semble que si on lui arrachait le cœur, il garderait encore, dans ses derniers retranchements, sans pouvoir dire dans quels arcanes ignorés, une personnalité qui constituerait son individualité.

Nous verrons par la suite, quelles conséquences il faut tirer pour l'infailibilité des axiomes, de ces données primitives. Quand on fait « table rase » il reste encore la table qu'on ne songe pas à démolir : l'exemple de Descartes est bien fait pour nous le prouver.

AXIOME ARITHMÉTIQUE. — La sagesse des nations la plus vulgaire et la plus courante traite de fou, par avance, l'homme qui entreprendrait de démontrer que deux et deux font quatre, ou, ce qui revient au même, que un et un font deux.

« Un et un font deux » a d'abord la valeur d'un enseignement grammatical ou de vocabulaire. En français, je dis « un » pour désigner la chose isolée, et je dis « deux » pour désigner la « paire » c'est-à-dire la réunion de deux choses identiques.

Une pomme et une pomme font deux pommes, même si la seconde est plus petite que la première ou d'une espèce différente. Je les juge l'une et l'autre identiques en ne considérant que leur nature de pomme.

Une pomme et une figue ne font ni deux pommes ni deux figues, mais font deux fruits ; je fais abstraction de leur forme, de leur saveur, de leurs qualités et de leurs propriétés différentes, et je les considère comme identiques, à titre de produits alimentaires naturels, fournis par l'évolution spontanée de la fleur.

L'axiome arithmétique combine avec l'axiome primordial « je » un corollaire, c'est : « tu ». Parce que je proclame que je suis moi, parce que je me déclare distinct de ce qui m'entoure, j'en conclus que ce qui m'entoure n'est pas moi. J'ai la perception d'un autre être, et j'ai, par mes sens, la notion que cet être est lui-même distinct du monde extérieur, moi compris. Il est « tu ». Il est identique à moi en ce sens qu'il est distinct, individuel par rapport à ce qui m'entoure et l'entoure.

Je suis « je » ; il est « tu ». Nous sommes deux. Nous pouvons nous réunir sans fusionner. Je puis dire « tu » à la plante, à la rivière, au rocher que leur cohésion propre et leur individualisme apparent me font considérer comme des êtres.

L'axiome arithmétique « un et un font deux » n'est que l'axiome philosophique transposé et complété : il proclame le « moi », il reconnaît le « toi ».

AXIOME GÉOMÉTRIQUE § 1. *La ligne droite.* — L'axiome géométrique est la notion de la ligne droite.

« La ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre. »

Cette antique définition a vécu.

Elle était enfantine et inexacte ; elle oubliait de déterminer ce qu'il faut entendre par le plus court chemin. La ligne droite de Paris aux antipodes passe par le centre de la terre, mais ce n'est pas un chemin.

Le plus court chemin par terre et par mer est singulièrement sinueux. Il est courbe car il couvre la demi-circonférence du globe à vol d'oiseau ; il est courbe car il est extérieur à une circonférence qu'il rencontre en deux points, au départ et à l'arrivée. Il serait une ligne brisée si l'envol était oblique et rectiligne, le vol plan, et si l'aviateur, pour atterrir, piquait vers le sol.

Les travaux d'Einstein ont vulgarisé la notion de la ligne géodésique et ont montré que la ligne courbe peut être le plus court chemin utile pour les astres en mouvement.

La géométrie s'est perfectionnée ; la ligne droite est maintenant « une ligne entièrement définie par la connaissance de deux de ses points ».

Que pense la logique de cette amélioration ?

La logique, si l'on ose parler en son nom, pense que le brouillard a changé de place et de couleur. Une ligne droite ne peut être définie entièrement par la connaissance de deux points que pour celui qui a déjà la notion de la ligne droite. Cette définition de la ligne droite forme un cercle, un cercle vicieux.

L'ancienne formule définissait l'espace par la marche progressive, en utilisant le mot « chemin ».

Ce n'est pas une querelle de dialectique que nous cherchons à la géométrie, mais une querelle d'axiome : nous recherchons si la notion de ligne droite peut être décomposée.

D'où nous vient la notion de la ligne droite ? D'où nous vient cette croyance superstitieuse qu'elle est la norme régulière dont la nature, qui passait jadis pour avoir horreur du vide, ne s'écarte qu'avec ennui ?

La question a son importance, car cette ligne droite que nous prolongeons indéfiniment, nous mène à la conception de l'indéfini. Si nous posons l'index sur la tête d'une épingle, si nous considérons qu'un nombre infini de lignes peuvent passer par notre index en ce point, horizontales, obliques ou verticales, et que ces lignes peuvent se prolonger indéfiniment, nous arrivons à la notion de l'infini.

Nous écartons, bien entendu, la théorie philosophique d'après laquelle l'idée de l'infini serait une idée innée. Il n'y a pas plus d'idées innées, selon nous, qu'il n'y a jamais eu de génération spontanée.

L'idée de ligne droite ne nous est pas fournie par les exemples de la nature. Le ciel a l'apparence d'une voûte, l'horizon est circulaire, le nuage forme des volutes, l'oiseau qui vole dans les airs est circonflexe ; l'homme et l'animal n'érigent au dessus de la terre que des masses rondes étagées. Nous savons maintenant que la lumière est pesante : déviée par l'attraction — si l'attraction existe, et si cette déviation n'est pas une orientation naturelle, — elle ne nous arrive pas en ligne droite et la pierre qui tombe doit à la résistance de l'air combinée avec la translation et la rotation terrestres de ne pas suivre une ligne droite rigoureuse.

Les rares spécimens que nous pourrions trouver d'objets ou de mouvements rectilignes dans les champs de la nature, n'expliqueraient pas que nous ayons dégagé la ligne droite de l'ensemble, qu'elle soit la plus satisfaisante pour notre esprit, qu'il s'agisse de

logique ou d'esthétique. Nous aimons les courbes régulières, celles qu'elle engendre : la circonférence, produite par le rayon tournant autour d'un point fixe, l'ellipse, produite par deux droites partant de deux foyers, la sphère et le cylindre, produits par la révolution d'un cercle sur son axe ou d'un rectangle sur son arête ; nos arabesques artistiques sont composées de courbes régulières associées en fragments successifs. On trouve, dans l'église de Brou, la plus délicate dentelle de pierre ; elle court le long des entablements ajourés ou se détache des arceaux en pendentifs. Cette floraison n'a rien de capricieux, elle se ramène à des courbes régulières qui se raccordent ou qui se coupent.

L'abstraction est une faculté qui nous permet d'éliminer dans la considération des objets, ce qui est négligeable.

Nous arrivons, par l'abstraction, à cette fiction qui s'appelle la ligne, car si nous raisonnons sur des barres, comme Pascal enfant, mais sur des barres matérielles, nous nous apercevons bientôt que leur épaisseur est sans importance pour la détermination de leurs rapports géométriques, et qu'il est avantageux de la considérer comme nulle.

L'algèbre, pour le même avantage, raisonne sur des signes, car la chair lui importe peu, le squelette lui suffit ; la règle est générale quelle que soit l'espèce ; la loi, vraie pour tous les nombres, s'établit sans considération d'aucun nombre précisé.

Des joueurs de football, chargés de trouver, dans la campagne, un emplacement favorable pour un match, reviennent et déclarent qu'ils ont découvert un terrain idéalement plan. Ils savent bien que ce champ clos a, pour le moins, les aspérités de la route terrestre et suit, si peu que ce soit, la courbe du méridien ; mais cette inégalité insignifiante, et cette incurvation insensible peuvent être considérées comme inexistantes. L'abstraction les retranche.

Trop souvent, nous opérons ainsi lorsque, intellectuellement, nous construisons le monde ; l'erreur infinitésimale, inappréciable à l'origine, devient infinie à l'infini ; les premiers hommes qui regardaient la terre comme plate ont été abusés par une superstition : la ligne droite prolongée.

Faut-il donc croire que nous arrivons à la notion de la ligne droite par abstraction, en corrigeant la courbe ? Pourquoi serions-nous tentés de faire cette correction ?

Lorsque notre vision s'exerce, nous reportons devant nous l'image des choses qui se forme, renversée sur notre rétine. Dans cette opération géométrique, qui constitue le mécanisme de la vue, nous prenons sans doute la notion de la ligne médiane qui est l'axe de cette construction symétrique.

Pure hypothèse ; car nous n'avons qu'un mince droit de regard sur notre monde intérieur. Les philosophes, pour expliquer que nous ayons la conscience de notre être, ont inventé un sixième sens : le sens intime. Ce sens postiche usurpe sa place dans la série. Ce n'est qu'une fausse fenêtre sur l'inconnu. Ce n'est pas le dieu qui sort de la machine, c'est le dieu dans la machine, et sa voix sourde nous avertit mal de ce qui s'y trouve.

Quelle que soit la provenance de l'axiome géométrique, cet axiome, comme tous les autres, constate et traduit une sensation.

§ 2. *La Perpendiculaire.* — La géométrie, impuissante à définir la ligne droite, n'est pas moins gênée pour donner une définition de la perpendiculaire.

On lit, dans les anciens manuels, que la perpendiculaire est la direction du fil à plomb à la surface des eaux tranquilles. Que le plomb soit mal suspendu, le fil mal fixé, ou que l'expérimentateur se trompe sur le

calme suffisant des eaux, la démonstration fait le plongeon, et l'empirique perpendiculaire peut, sans dommage, être abandonnée au musée des poissons.

Les traités plus récents nous montrent deux angles adjacents égaux et, en déduisent que leur côté commun est une perpendiculaire. C'est définir la perpendiculaire par sa propriété la plus apparente comme si l'on disait : le feu c'est ce qui brûle.

La notion de la perpendiculaire peut s'expliquer autrement.

La ligne médiane, qui est l'axe de notre vision, est perpendiculaire à la ligne idéale sur laquelle nous replions, pour les reporter en avant de nous, les images que les objets forment au fond de notre œil.

Cette explication rentre dans l'hypothèse que nous avons énoncée au paragraphe précédent.

**

Quelle est la valeur des axiomes ?

Pour comparer une fois de plus l'entendement à une montre, ils sont ses roues intérieures, ils font marcher les aiguilles de la vie pratique.

Leur valeur absolue est fort contestable.

L'homme promène dans l'univers sa ligne droite. Elle traverse les cycles des astres, elle trouve les dômes des espaces ; qui nous dit qu'elle ne soit pas factice comme ce que nous appelons le *rayon* lumineux ? La matière est discontinue.

L'homme dit : je suis un, je suis moi. Qui sait si, traversé par des effluves électriques, baigné dans des courants magnétiques non étudiés, non explorés, non connus, il ne se comporte pas comme un appareil de T. S. F. qui croirait vibrer librement et qui serait asservi à une énergie, à une pensée, à une force lointaines ?

Mais il y a plus.

Les axiomes, fondement de la science, sont en contradiction avec la science plus avancée.

L'axiome philosophique, l'axiome « je », la notion du « moi » suppose la comparaison de deux états successifs. J'affirme que j'existe parce que la sensation, une fois perçue et remplacée par une autre qui lui succède, je constate ma permanence. Une sensation passe et je reste.

L'axiome « je » comprend donc l'axiome « temps ».

L'axiome mathématique, l'axiome de la ligne droite suppose l'espace.

Or, le temps et l'espace ne semblent plus, à la science actuelle, que des fantômes. Le temps et l'espace n'auraient pas de réalité propre. Comme l'a fait observer un grand vulgarisateur scientifique, un des parrains français d'Einstein, le temps et l'espace sont des clous qui tombent avec les vieilles cloisons que la science démolit.

Il y aurait donc incompatibilité entre l'axiome et la réalité.

L'axiome ne serait qu'une tranche de pain dans le bissac de l'homme qui chemine à l'aventure en s'agitant beaucoup ; mais l'univers ne vit pas de ce pain-là.

Les savants sont des anarchistes inconscients.

AXIOMES MORAUX. - AXIOMES SOCIAUX. — L'homme ne prend pas toujours le mot vérité dans le même sens. De ses premières ébauches intellectuelles, il dégage des principes qui correspondent aux conditions de son entendement, et des premiers essais par lesquels son activité s'exerce, d'autres principes qui lui semblent indispensables, pour le meilleur rendement de son action. Il dit uniformément de ces principes si dissemblables qu'ils sont *vrais*. Il est *vrai* que la ligne droite est mon plus court chemin pour me rendre d'un point à un autre, et il est *vrai* que, sur terre, pour me rendre d'un point à un autre, j'ai

besoin de n'être ni arrêté ni tué par le voisin qui m'interdirait ou me disputerait le chemin.

Ces deux propositions sont également *nécessaires*, comme disent les mathématiciens ; elles s'imposent, l'une et l'autre, à la raison, qui adopte aussitôt l'une, et cède immédiatement à l'autre ; mais leur nécessité n'est pas du même ordre.

L'axiome se proclame et le dogme se promulgue ; l'axiome crée le mètre et le dogme le gendarme ; les axiomes demeurent, les dogmes finissent ; la nécessité des uns et des autres est inégalement relative ; expliquons-nous tout d'abord sur ce point.

L'axiome de la ligne droite, suppose, nous l'avons dit, l'espace, et n'a de valeur que par rapport à l'espace. L'axiome deux et deux font quatre, suppose le nombre et, par suite, le discernement de l'unité. Ces axiomes serviront, tant qu'il y aura des hommes, pour l'exigence de leur vie pratique, mais il est possible que l'esprit s'élève jusqu'à la conception d'un monde qui ne serait plus conditionné par les données de nos sens. Nous connaissons la lumière par l'excitation heureuse et vive qu'elle détermine dans l'appareil récepteur de notre œil, mais nous comprenons que la lumière ne peut être définie en elle-même par l'effet tout contingent que produit sa rencontre avec notre rétine. Les premiers humains ont appelé ciel le dôme fictif auquel semblent suspendus les astres visibles, mais le télescope a révélé ou le calcul a décelé des astres que notre regard n'atteignait pas ; l'idée rudimentaire du ciel s'est fondue au fur et à mesure que la voûte a grandi, et que le plafond s'est dissous. Cependant, pour nos besoins courants, et dans la limite du monde ambiant, l'idée de ciel est demeurée commode. Nous disons qu'une tour s'élève vers le ciel, que l'étoile filante a traversé le ciel de Paris. La nécessité des axiomes se prolongera aussi longtemps que nos mains manieront des outils, ou que nos outils s'attaqueront à la matière. Pour les dogmes, il en est autrement. Leur valeur se modifie avec leur utilité. Ce sont des arbres de haute futaie, mais l'humanité défriche. Prenons un exemple entre tous ceux que pourrait suggérer l'analogie.

Le code civil, carrosse admirablement travaillé, mais démodé, et qui se transforme, nous porte encore. Les hommes qui l'ont construit, en utilisant le bois solide fourni par les coutumes, ont considéré que la fortune consistait principalement en immeubles et accessoirement en meubles. On les aurait fort étonnés en contestant ce principe proportionnel. Ils ignoraient les valeurs de Bourse ; ils connaissaient à peine les effets de commerce, et les traites de place en place leur semblaient le plus audacieux expédient de l'échange. L'économie financière a renversé les « idées admises ». Les idées admises ne sont, pour la plupart, que des postulats, indûment consacrés, et plus témérairement encore érigés en axiomes, quand leur simplicité et leur généralité le permet.

Sondons ces assises granitiques sur lesquels l'homme a édifié la société. Nous examinerons les articles majeurs du Credo social, car il y a un Credo social : il n'y a pas de Credo scientifique.

La philosophie a des écoles et ne connaît pas de chapelles ; nous procéderons à notre exploration avec le scrupule de la loyauté la plus entière et dans l'indépendance complète qui est assurée à notre pensée.

**

Dieu. — Les sociétés antiques, comme les sociétés modernes, montrent à la dissection un squelette symétriquement distribué, dont les ramifications sont insérées sur une arête centrale : l'ordre public. L'animal amphibie auquel appartient ce système intérieur a deux têtes : l'une qui s'est exagérément développée

est tournée vers le temporel, et l'autre, qui s'est atrophiée, est dirigée vers le spirituel.

Dieu a gouverné et le prince a régné, puis Dieu a continué de régner tout en cessant de gouverner. Comment s'est formée la notion de Dieu ?

On appelle hasard la coïncidence ou l'identité de deux effets dont les causes n'ont pas été calculées pour produire cette coïncidence ou cette identité. Cette définition un peu géométrique va être éclaircie, aérée et vivifiée par quelques exemples.

Je passe devant un magasin : une enseigne tombe et me fracasse le bras. Voilà un hasard.

Ma présence à cet endroit n'a rien de miraculeux. C'est un fait qui est le résultat de plusieurs facteurs : la détermination que j'ai prise de sortir, l'allure à laquelle j'ai marché, le chemin que j'ai suivi.

La chute de l'enseigne n'a rien qui tienne du prodige. Elle est la conséquence rationnelle des causes qui l'ont amenée : l'humidité de l'air, les secousses successives du vent, le poids du panneau, la détérioration de sa planche, la rupture des clous corrodés.

Mais je n'ai point calculé l'heure de ma sortie ni la rapidité de mon pas, ni le dessin de mon itinéraire pour arriver en ce lieu à l'instant où l'événement imprévu allait s'y produire.

La densité du bois, la résistance des clous, l'action des intempéries n'ont pas été calculées pour réaliser la chute de l'enseigne au moment où ma présence me ferait recevoir le choc de l'objet effondré.

Mon accident est dû au hasard, au hasard par coïncidence.

J'installe par temps calme, devant une cible, à courte distance, un chevalet de tir dont l'étau maintient une carabine à répétition. La première balle fait mouche, la seconde également. Ce doublé n'a rien que de naturel et de prévu. L'appareil a été réglé pour le produire.

Je mets l'arme entre les mains d'un tireur. La première balle atteint la cible en un point quelconque. Je bande les yeux à mon sujet, je le fais aller, venir, tourner sur lui-même. Puis il épaule, et la seconde balle tirée double encore la première, en frappant la cible au même point.

Cette concordance des résultats, indépendante de tout calcul qui la réalise est due au hasard, au hasard par identité.

Il semble qu'inversement il y ait hasard, lorsque les causes ayant été calculées pour produire une coïncidence ou une identité de résultats, cette coïncidence et cette identité ne se produisent pas, un événement imprévu, né d'une autre cause, ayant traversé le projet et dérangé le calcul.

Il semble encore, dans le même ordre d'idées, qu'il y ait hasard, lorsque les causes ayant été calculées pour qu'une coïncidence ou une identité de résultats ne se produisent pas, cette coïncidence et cette identité se produisent pour la même raison.

J'ai calculé la marche de deux trains pour qu'ils se croisent à la même seconde dans une gare, mais une des locomotives a une avarie, les arrivées ne coïncident pas.

J'ai réglé deux horloges pour qu'elles sonnent ensemble le premier coup de midi, mais le balancier de l'une s'est allongé par suite d'un fléchissement de son support, l'égalité de mouvement qui doit réaliser la coïncidence des sonneries n'est pas obtenue.

Ne nous laissons pas tromper par une apparence : le hasard réside dans la coïncidence du résultat produit par l'accident survenu à la locomotive ou à l'horloge, avec le résultat produit par leur marche. Les deux résultats sont positifs et ont une conséquence négative : la non-réalisation de mon projet.

Enfin, examinons un dernier cas. Je me rends à quatre heures du soir, un jour ordinaire, rue Royale. Je suis certain d'y rencontrer des piétons et des voitures. Que j'y rencontre un passant déterminé ou la limousine d'un ami revenant de Versailles, c'est un hasard, s'il n'y a pas eu d'entente préalable entre ce passant ou cet ami et moi. Mais que je rencontre, dans cette voie si fréquentée, des inconnus, rien de plus naturel, et le hasard incroyable serait que la rue fût vide au moment où j'y arrive. Pourtant, tous les gens qui s'y trouvent auraient pu n'y pas venir, et la coïncidence de leur présence avec la mienne ne pas se produire. Cette coïncidence constitue donc bien un hasard. Mais la ligne qui joint la cause : ma sortie avec son résultat : ma présence rue Royale, va à la rencontre d'une infinité d'autres lignes, issues de causes innombrables et destinées à produire des résultats identiques, de telle sorte que mon résultat doit nécessairement coïncider avec un ou plusieurs de ces résultats.

Le hasard qui réside dans cette coïncidence produite par l'intersection de ma ligne avec une ligne quelconque est faible, infime ou voisin de zéro. Sa qualité, c'est-à-dire son utilité pour moi varie dans la même proportion.

Il y a, en effet, et on le voit par cet exemple, une qualité du hasard. Quand le résultat produit par la coïncidence ou l'identité constitue un événement favorable, heureux, inespéré, il prend le nom de chance.

Quand il constitue un événement défavorable, malheureux, qui défie toute prévision et survient en dehors de toute attente, on le désigne encore sous le nom de chance, mais dans la série des quantités négatives : chance adverse ou chance contraire.

Et si ce bonheur ou ce malheur, leur éclosion ou leur épanouissement sont remarquables, ils donnent naissance à la plus étrange des superstitions.

Le bénéficiaire ou la victime du hasard, sachant bien qu'il n'a pas calculé les causes et ne les a pas dosées en vue de leurs résultats d'où l'événement découle, s'imagine qu'une autre intelligence et une autre volonté les ont calculées, parce que le produit définitif de l'opération dont il profite ou dont il souffre lui semble « intelligent ».

C'est ainsi que les peuples polythéistes sont arrivés à la notion du « fatum » de « l'ananchè », puissance nébuleuse qui dominait les dieux eux-mêmes sans pouvoir troubler leur félicité éternelle, et sans les gêner sur la terre, quand il leur convenait d'y tenir un lit de justice ou d'y passer d'heureux moments.

La force des choses c'est l'ensemble des causes ignorées de nous mais non surnaturelles, et des effets qu'elles produisent.

Le fatum ou destin personnifie la force des choses. Il recèle en lui les causes inconnues de nous. Il passe pour leur avoir donné naissance ; il se voit attribuer leurs effets. Là est l'erreur ; les causes sont naturelles, leurs effets sont normaux. Appelons ligne virtuelle la ligne qui relie la cause à l'effet. Le fatum préside à l'intersection des lignes virtuelles qui échappent à notre connaissance avec celles que nous avons établies et calculées. Au point de rencontre, l'événement jaillit. Cet événement, suivant les cas, amplifie, diminue, ou empêche, en coupant le rameau, le résultat pour lequel nous avions étudié la cause et que nous appelons de nos vœux.

Les Romains étaient trop sensés et trop robustes, les Grecs trop agiles et trop déliés pour être fatalistes, au sens où les Orientaux l'entendent. Leurs dieux même étaient des ministres magnifiques et influents qui s'étaient distribué les portefeuilles de la nature. Jupiter, le président du Conseil, avait seul, grâce à la foudre, une autorité moins nominale.

Les peuples monothéistes ont incorporé le destin à l'être suprême. Ils ont imaginé le Dieu-Providence, et ont été conduits à une contradiction redoutable. Car, comment concilier la liberté de l'homme qui peut agir ou ne pas agir, qui peut créer ou non créer, avec la prévision de l'avenir qui suppose le problème par avance résolu ? La difficulté n'a pas été tranchée ; le paradoxe sacré a été promulgué comme un dogme ; quand la foi et la raison se combattent, elles se trouvent acculées au dilemme célèbre : se soumettre ou se démettre ; la raison se démet, la foi se soumet.

La théorie de la Providence est essentiellement hébraïque. Au début du monde, Dieu conversait avec Adam, il avertissait Noë, il marchait dans une nuée devant son peuple et divisait la Mer Rouge, il dictait à Moïse les sept commandements. Puis, retiré dans son sublime domaine, il se fit plus lointain, sans cesser d'étendre sa droite pour mettre un frein à la fureur des flots et pour arrêter les complots des méchants.

Le poète latin, dans des vers bien frappés, se demandait avec inquiétude si les Immortels se mêlaient de nos affaires.

*Scepe mihi dubiam traxit sententia mentem
Curarent superi terras aut nullus inesset
Rector et incerto fluerent mortalia casu.*

Ce qui peut se traduire ainsi :

*Mon esprit fut souvent tourmenté par un doute :
Les Dieux surveillent-ils la terre et ses destins,
Ou bien l'humanité, sans guide pour sa route,
Erre-t-elle, au hasard, en lacets incertains ?*

L'âme juive n'a jamais révoqué en doute l'intervention de l'Eternel :

« Impitoyable Dieu, toi seul as tout conduit. »

Mais peu à peu, le Dieu-Providence est descendu au rôle que lui assignent les théodicées modernes : Dieu statisticien et sismologue, qui prévoit le crime sans arrêter le poignard, la catastrophe sans consolider le terrain croulant, Dieu inspecteur qui nous regarde émettre notre pain de seigle, souffler dans nos doigts et chausser nos souliers.

♦♦

La nécessité d'un Régent suprême n'aurait pas déterminé l'homme à découvrir ou à inventer Dieu, suivant le mot de Voltaire, si l'homme n'avait été contraint, pour s'expliquer sa propre existence et celle des créatures, de procéder à la recherche de la paternité.

Cicéron, dans un de ses plus beaux élans oratoires, tire d'une caverne un homme qu'il y suppose enfermé de naissance. Quand cet homme, dit-il, verra le soleil et la puissance qu'il a de faire le jour, quand, la nuit venue, il contempera les astres, il ploiera le genou, et il proclamera qu'il y a des dieux.

La splendeur de cette éloquence et l'orthodoxie pieuse de ce pluriel déguisent assez mal la pauvreté de la preuve. L'homme de la caverne, s'il avait été tiré de son ermitage natal, aurait probablement souffert pour acclimater son visage dans l'air libre et pour accommoder ses yeux à la lumière. Il ne se serait pas demandé qui avait créé la clarté plus qu'il ne s'était déjà demandé qui avait fabriqué les ténèbres.

Ce qui frappe le plus l'homme, dans l'universalité des choses, c'est l'être organisé, l'individu ; et pourtant l'être, l'individu sont un accident dans la nature. Ils sont le nœud à la ficelle. Notre besoin de symétrie engendre cette harmonie que nous voulons voir régner dans l'ensemble qui contient le spécial et le particulier. La matière qui est compacte n'est pas continue comme nous convie à le croire la faiblesse de notre courte vue. La voie lactée est un essaim de mondes

séparés par de prodigieux espaces. La pierre comme la chair, la matière insensible comme la matière vivante, sont composées de systèmes cosmiques : les électrons tournant autour d'un centre. Quand nous brisons une barre d'acier, pourquoi les deux parties, à moins d'être refondues, restent-elles étrangères l'une à l'autre, quelque puisse être leur rapprochement ? Quel abîme s'est creusé entre les systèmes qui étaient dans la dépendance les uns des autres ?

Le système total lutte, pour parler au figuré, contre sa dissociation. Mais de tout corps, incessamment, s'éliminent des parcelles d'énergie qui, à la vitesse de la lumière, 200.000 kilomètres par seconde, fuient nous ne savons où. Tout corps inerte, tout corps vivant tendent à se dissocier, tendent à mourir. Les travaux d'un génie trop peu célèbre, M. Gustave Le Bon, nous ont initiés à la déperdition de la matière.

Tout dans le monde n'est que mouvement : le soleil qu'on enseignait jadis immobile, fuit à une vitesse vertigineuse, vers un point ignoré, il entraîne avec lui ses planètes. Un corps matériel n'est que l'agglomérat provisoire de particules organisées que leur cohésion retient dans l'esclavage, mais qui tendent à reprendre leur essor. Quelle loi respectent-elles en s'associant ? A quelle loi obéissent-elles en s'échappant ?

Einstein a ébranlé la statue de Newton. Ce sera sa gloire. Une pomme nous avait fait perdre le paradis terrestre, une pomme nous avait révélé le paradis céleste. Mais la loi de l'attraction a trouvé des sceptiques. Quelle serait cette force qui, constamment émise, immédiatement transmise, pourrait agir à une pareille distance, d'un astre sur un autre et retenir le plus faible dans la sujétion du plus fort ? Il est bien probable que si la terre dégageait une force capable d'enchaîner la lune, nous aurions les pieds rivés à la surface de notre globe. L'avion ne pourrait s'élever.

Demandons-nous pourquoi autour d'un noyau tourne l'électron, comme l'a dit avec tant de justesse Madame Curie. C'est le secret de l'horloge. Nous recherchons ensuite si, comme le veut un vers classique, l'horloge est l'œuvre d'un horloger.

Les problèmes de la philosophie s'agitent devant l'insouciance et l'indifférence des foules. Un seul fait exception. Le déiste et l'athée s'affrontent, les yeux chargés d'éclairs. Le premier inquiète la sécurité du second qui craint une liquidation pénible à la Bourse des châtimens et des récompenses. Le second scandalise le premier auquel il semble reprocher d'abjurer la raison ; il alarme le candidat aux palmes éternelles.

Dieu existe-t-il ? Ce qu'on peut dire de mieux c'est que l'homme ne doit pas être le terme de l'intelligence qui doit se continuer au delà de lui par des échelons et jusqu'à des cimes qu'il est impossible à notre mentalité d'imaginer.

Les philosophes connaissent l'*homunculus* mis en scène par un des leurs. C'est un lilliputien imaginaire, que son inventeur suppose dénué d'épaisseur mais doué d'intelligence. Supposons que ce microbe pensant vive et réside dans le sang d'un mammifère. Il pourra étudier et connaître le grand courant circulatoire qui sera son gulf-stream ; les parois des veines lui apparaîtront comme des voûtes célestes matérielles ; il se figurera qu'au delà de leur substance se continue un monde physiologique. Pourra-t-il jamais soupçonner qu'il est inclus dans un animal et qu'au delà de sa prison animée, il y a les champs, les villes et les constellations ?

Nous raisonnons trop, quand nous construisons l'univers, par amour et par dévotion pour la continuité. Si, comme Henri Poincaré en formulait un jour l'hypothèse, nous sommes, nous et les constellations que nous pouvons connaître, emprisonnés dans une

bulle d'éther qui voyage, qu'en saurons-nous jamais ?

Nous ne connaissons même pas le mouvement absolu, nous ne connaissons que des mouvements relatifs, celui, par exemple, d'un train par rapport à un pilier supposé immobile, alors que ce pilier est entraîné par la translation terrestre. Nous connaissons le mouvement de la terre par rapport au soleil, mais le mouvement absolu de la terre, si le soleil se meut lui-même, malgré toutes les expériences et toutes les tentatives, rien n'a pu, rien ne peut le déceler.

Sans Dieu, plus de morale, disent les théoriciens de la vertu. Nous leur dirons au contraire que la morale s'abaisse, là où Dieu règne, et là surtout où un régime politique le fait gouverner. Si ce Dieu est réputé cruel, ses fanatiques s'empressent d'exercer des sévices en son nom. Ils se font les exécuteurs de son prétendu courroux. Si ce Dieu est supposé bénin, ses familiers le regardent avec complaisance. « Nous avons fait le mal, lui disent-ils, mais votre indulgence nous est acquise ; ne sommes-nous pas de vos amis ? »

On doit refuser, faute d'évidence, la qualité d'axiome à l'hypothèse « Dieu », et on peut, très honnêtement, n'attacher aucune importance au problème « Dieu ».

..

LA PROPRIÉTÉ, LA FAMILLE. — Les développements que comportent ces deux institutions trouveront leur place dans cet ouvrage sous les deux mots FAMILLE et PROPRIÉTÉ. Nous ne retenons ici l'un et l'autre de ces principes sociaux qu'à raison de leur prétendue nécessité. La propriété consacre le droit du plus fort : le conquérant ; il a pris, il garde. La famille consacre le droit du plus faible : l'enfant ; il est né, il doit vivre. La société est intéressée à la prospérité de ceux qui la composent, la développent et la défendent ; elle reconnaît et protège la propriété. La société est intéressée à la propagation de l'espèce ; trop égoïste pour élever l'enfant, elle le met en nourrice dans la famille ; elle le reprendra plus tard à son service.

La cité antique a sacrifié sans pitié l'intérêt particulier à l'intérêt général. La république romaine fut la plus intraitable conservatrice de la chose publique. Appuyée sur ses deux extrêmes : l'esclavage et l'aristocratie, elle unifiait sa puissance par la force qu'elle donnait à la cité et qu'elle prélevait sur le citoyen, par l'obéissance servile de l'homme libre à la loi. La loi, sans mansuétude mais sans caprice, se faisait couronner par les sénateurs et marchait entourée de licteurs. Le père avait sur ses enfants droit de vie et de mort ; l'épouse romaine n'avait pas d'obligation plus stricte que la fidélité, d'espoir plus grand ni plus consolant que la maternité. A l'époux procréateur insuffisant et convaincu d'insuffisance, se substituait légitimement un de ses proches. L'enfant, sous sa robe prétexte, appartenait au père, et, sous la toge virile, se devait à la république. Telle était la famille, dont le droit privé était dominé par le droit public dans l'intérêt du bien public.

Quant à la propriété, « *Cuique Suum* » : à chacun ce qui lui revient. Le créancier, dans les premiers âges de la loi, avait le droit de couper une livre de chair sur son débiteur insolvable ou récalcitrant. C'était la contrainte par corps la plus rudimentaire et la prestation en nature la plus vindicative à défaut de paiement.

L'équité, le droit individuel, le sacrifice au droit commun, c'est Rome tout entière, à son omnipotence attachée. L'antiquité est imaginative et non sentimentale. Le Christ a opéré une révolution en prêchant dans le monde l'amour du prochain.

Les civilisations qui se sont inspiré de la tradition hébraïque ont conçu la famille et la propriété comme

étant de droit divin. La famille tire son origine en tant que principe social de la croyance au premier couple. C'est Dieu qui a fondé la famille. Dieu a créé l'homme et la femme et, les ayant délaissés à découvrir l'amour, leur a dit cependant : « Croissez et multipliez. » Dieu, de même, ayant formé Adam, lui a donné un corps, et n'a pas omis d'ajouter au principal l'accessoire. Les animaux ont été soumis au premier homme, et le premier homme s'est trouvé avoir le droit de jouissance, à une exception près, sur les arbres, les fruits, et, dans la mesure où il pouvait les atteindre, sur tous les biens de la création. L'homme fonde la notion de la propriété sur la certitude qu'il a un corps et que ce corps lui appartient. Il a étendu très loin les conséquences de cet axiome possessif, auquel les Sociétés ont apporté un tempérament par les besognes auxquelles elles nous condamnent, et les corvées auxquelles elles nous astreignent. Mais la propriété d'Adam sur le monde est devenue un héritage ; les descendants du lointain ancêtre ont tous droit à sa succession, et nul précepte divin, nul principe humain ne sauraient autoriser ou sanctionner le partage inéquitable que nous voyons réalisé sous nos yeux.

La femme s'imagine qu'elle est la victime des institutions et des législations construites par la main de l'homme. La victime, c'est l'enfant ; il naît spolié. On ne peut réfuter Rousseau ni l'idée maîtresse de son « Contrat social ». Confiné dans la hutte de la famille, pour reproduire un mot récent, prononcé à la tribune de la Chambre, l'enfant commence la vie, sans l'avoir voulu, et ne reçoit même pas le secours social qui compenserait, par un bon gratuit de subsistance et d'instruction, la part en nature qui ne lui a pas été réservée dans les richesses collectives du genre humain.

Quant à la famille, doit-on la considérer comme nécessaire ? Cette nécessité est-elle un axiome moral ou un axiome social ?

La Genèse ne s'est point demandé ce que le genre humain serait devenu si Adam et Eve, s'étant déplu, s'étaient tourné le dos, s'ils avaient pris des chemins divergents. Elle a tout au moins, compté sur cet instinct de sociabilité qui, dans les Edens récents comme dans les îles désertes, rapproche deux étrangers ou deux ennemis et les concilie contre le péril auquel les expose l'indifférence ou l'inimitié de la nature. La Bible aurait été plus logique si elle avait fait surgir d'abord dans le monde la femme pour l'éclusage de la vie. L'ancien testament n'aurait pas été en peine d'expliquer la naissance de Caïn et d'Abel comme le nouveau testament celle de Jésus-Christ. Mais si l'homme avait été le succédané de la femme ou seulement son cadet, quelle atteinte au prestige du maître et à son autorité préétablie !

Coexistant et cohabitant, Adam et Eve furent un couple suffisant et nécessaire. Combien de couples pourraient en dire autant ? Le Code a réglé la procédure, ses publications et ses affiches comme si, dans une bourgade, eût existé un procès unique, qui eût occupé entièrement ses plaideurs, à la vue des tiers. Le Code a organisé le mariage pour des époux voués l'un à l'autre, occupés l'un par l'autre, et repoussant l'intervention des tiers ; qu'est devenue cette conception idéale ? L'agitation de la vie, les progrès du luxe et même ceux du chauffage ont fait disparaître le foyer. Deux conjoints n'ont, de nos jours, dans les grandes villes, plus de maison. Ils dépensent en travaillant, chacun de son côté, des efforts indépendants qui ne sont pas toujours parallèles ; une trinité sainte : le père, la mère et l'enfant, est remplacée par une trilogie profane : le mari, la femme et l'amant. La famille n'a plus l'évidence d'un axiome, elle se réduit au mensonge d'une fiction. La ruche doit modifier sa cellule qui s'effrite, et, qu'il s'agisse de la propriété ou de la

famille, nous n'avons pas, comme le disaient les hommes de la « Constituante » « un monde à refaire », nous avons le monde à refaire.

**

LE VRAI, LE BIEN, LE BEAU. — Il y a, dans la mythologie, trois Grâces. Il y a, dans la philosophie, trois états de grâce : le vrai, le bien et le beau. La définition épinglée avec honneur dans les anthologies : « le beau est la splendeur du vrai » n'explique pas de quelle source lumineuse vient cette splendeur, et, — la remarque en a été faite, — on pourrait dire, avec non moins d'exactitude, que le beau est la splendeur du bien. Le bien, par lui-même, a déjà son éclat. Le vrai aussi, mais, comme la glace, un éclat sans chaleur.

Nous disons qu'une chose est vraie, quand nous croyons la connaître absolument, indépendamment de ses apparences.

Nous disons qu'une chose est vraie, quand nous la jugeons conforme à ses apparences.

Enfin, nous disons qu'une chose est vraie quand nous l'estimons conforme à une autre chose que nous réputons vraie. Voilà pourquoi nous disons qu'une nouvelle est vraie, qu'une peinture est vraie, qu'une parole est vraie.

Nous accordons la priorité à la vérité mathématique, car les objets qu'elle se propose n'ont ni forme, ni couleur, ni matière, et sont par suite dénués de ces apparences qu'il faut percer pour connaître l'objet en soi.

Un ouvrier dit à son camarade : « Tu ne viens donc pas déjeuner ? » Le camarade regarde à l'horloge de l'usine et dit : « C'est vrai, il est midi. »

Il se borne à vérifier l'affirmation de l'ami par l'indication de la montre. Les deux sont conformes, et l'expérimentateur considère que le cadran consulté lui donne vraiment l'heure.

Supposons que cette horloge avance : peu importe au travailleur, puisqu'elle règle, pour les ouvriers de l'usine, les heures du travail.

Et, quand même l'horloge serait exacte, il n'est pas vrai qu'il soit absolument midi, puisque l'heure de midi, acceptée par l'usage, est déterminée d'après le temps moyen, et se trouve en discordance avec l'heure astronomique. Et quand même l'heure du temps moyen et l'heure du temps astronomique concorderaient, il serait midi pour les êtres liés à notre système planétaire, non pour les autres, dont l'existence est probable, mais qui vivent sous un autre régime que notre régime solaire.

C'est en ce sens, nous l'avons dit, que la vérité est relative. Nous n'avons besoin d'elle que dans la mesure où elle répond à un problème posé, et nous ne pouvons la pénétrer que dans la mesure où nos moyens nous permettent de la dégager des apparences qui répondent à la perception de l'objet par nos sens.

La vérité est comme une perle que pèle un praticien pour le compte d'un joaillier. Car on peut peler les perles, les dépouiller de leurs tuniques superposées. On le tente notamment lorsque un léger point noir déprécie le précieux fruit, lorsqu'on peut espérer que la tache est superficielle et que la perle gagnera en

valeur, par son pur orient, ce qu'elle perdra en volume.

Nous nous arrêtons de peler quand le point noir a disparu et quand la certitude acquise nous suffit pour la solution cherchée. Si nous pelons plus avant, la perle s'évanouira sans que son âme nous apparaisse.

Toute vérité est donc contingente et nous ne pouvons nous flatter d'atteindre la vérité absolue, si elle existe indépendamment de tout. Que serait le mouvement en dehors du chemin parcouru, des points morts ou des points mobiles dépassés ?

Il est *vrai* que le soleil se couche dans la mer. C'est-à-dire que tous les témoins qui, sur la côte, assistent à son déclin auront cette impression.

Il n'est pas *vrai* que le soleil se couche dans la mer. C'est-à-dire que nous traduisons mal une apparence réelle, en nous fiant à nos seuls yeux.

**

L'idée de bien implique une idée de sacrifice. Le bien consiste dans le sacrifice d'un intérêt personnel pour respecter le droit d'autrui ou pour le rétablir.

Donner vingt francs à un aveugle nécessiteux est bien. Car son infirmité attribuée à ce pauvre hère le droit d'être secouru.

Donner vingt francs à un ivrogne qui veut boire n'est pas bien. Car cet homme qui cultive son vice n'a pas le droit de dilapider ce que le bienfaiteur retranche de sa dépense.

Il ne faut pas confondre l'idée de bien avec l'idée de correction ou de rectitude à moins que ces qualités ne supposent l'effort accompli, le défaut dominé, le prélèvement sur la ressource, le sacrifice du repos, du bien-être ou de l'inertie.

**

L'idée de beau implique l'idée de retranchement ou de sacrifice. Lorsque, pour composer un tout, les parties intégrantes sont sacrifiées ou se sacrifient, sont modérées ou se modèrent, dans une juste subordination des unes aux autres, pour donner à l'ensemble toute sa valeur utile, avec la plus grande rapidité d'achèvement et la plus grande simplicité de moyens, l'œuvre est belle.

Le Panthéon est beau parce que ses assises et ses étages sont proportionnés au poids à supporter, parce que sa colonnade supprime, pour la rapidité avec laquelle le monument s'élance, des soutiens intermédiaires, et parce que les tranches superposées de l'édifice, au lieu de se développer pour elles-mêmes, dans toute l'ampleur qu'elles pourraient isolément recevoir se rapportent à l'œuvre qu'il s'agit de réaliser, s'astreignent et se restreignent à son service.

Le « Qu'il mourut », de Corneille, est beau, parce que, supprimant toute timidité de recherche, toute hésitation de courage, tout échelonnement de discussion, il va droit à la solution sublime qui contient l'héroïsme cumulé du père et du fils.

L'homme admet le vrai, approuve le bien, admire le beau.

Le vrai, le beau, le bien, trois relativités, trois contingences, les trois galons de l'idéal. — Paul MOREL.

B

BABEL (tour de). La tour de Babel est une immense tour que, d'après la Bible, les fils de Noé voulurent élever pour atteindre le ciel. Dieu aurait alors anéanti par la confusion des langues, cette entreprise insensée. Le mot *Babel* ou *Tour de Babel* est entré dans la langue pour désigner soit une construction gigantesque, soit un amas d'objets confus, soit une conception ou une entreprise téméraire, soit un lieu où l'on parle beaucoup de langues, etc... — On a cherché à identifier la tour de Babel avec différentes ruines, comme celle de Babil, au nord de Babylone, ou celle de Borsippa, au sud de Hillah, mais rien n'est venu confirmer ces conjectures. — Telle qu'elle nous est parvenue, la légende de la Tour de Babel peut nous être un enseignement. Elle nous montre qu'il est nécessaire, avant toute chose, que les peuples se comprennent fraternellement. Et c'est moins leurs langues différentes qui font obstacle à cela, que les diplomaties sournoises de leurs dirigeants. Il faut que les peuples apprennent à communier en un idéal commun, qu'ils s'efforcent de se comprendre et qu'ils éloignent ou châtient tous ceux qui voudraient allumer des discordes nationales. C'est pour cela qu'une langue internationale serait utile et servirait à supprimer beaucoup de malentendus entre les peuples. (Voir *Espéranto*, *Ido*, *Langue internationale*.)

BACCHANALES n. f. pl. Les bacchanales, fêtes païennes en l'honneur de Bacchus, analogues aux dionysies de Grèce, étaient pratiquées surtout en Etrurie et à Rome. Elle devinrent rapidement prétexte à débauches et à crimes. A la suite d'un procès monstrueux, dans lequel plus de sept mille personnes furent impliquées et un grand nombre furent condamnées à mort ou à la prison (an 186 av. J.-C.), les bacchanales furent interdites par un sénatus-consulte dont on a conservé le texte. — Au singulier et en langage familier, on désigne sous le nom de bacchanales, une débauche bruyante.

BADERNE n. f. Se dit, par mépris, d'une personne que sa vieillesse, sa santé ou son inintelligence mettent hors d'état de rendre des services. On trouve de vieilles badernes partout, dans l'armée, dans les administrations, dans les arts, etc... Non seulement les badernes ne peuvent rendre aucun service, mais encore elles sont malfaisantes de par leur prétentieuse nullité, leur continuelle incompréhension, leur amour de la routine, etc... Partout où il y a des badernes, il ne faut pas compter voir s'installer le progrès, et partout où il y a des badernes, il ne faut pas espérer voir triompher les idées humanitaires. C'est justement à cause de cela que les badernes sont utiles aux dirigeants : ce sont de bons outils sans conscience ni personnalité qui obéissent au doigt et à l'œil aux ordres les plus arbitraires.

BAGNE n. m (de l'italien *bagno* : bain). Lieu où étaient enfermés les forçats, dans un port. Lieu où, aujourd'hui, des condamnés subissent encore la peine des travaux forcés : Guyane, Nouvelle-Calédonie. —

Notons ici quelques détails principaux sur l'histoire des bagnes. Au XVII^e siècle et pendant la première partie du XVIII^e, une des peines criminelles était celle des galères, qui consistait à ramer sur les galères de l'Etat. Mais les progrès de la marine à voile firent abandonner les bâtiments à rames, et les galériens furent internés dans certains ports. Il y avait des bagnes à Toulon, Brest, Rochefort et Lorient, celui-ci réservé aux soldats et marins. Le forçat était marqué au fer rouge sur l'épaule, et vêtu d'une livrée spéciale : casaque rouge, pantalon jaune foncé, bonnet rouge ou vert, suivant qu'il était condamné à temps ou à perpétuité. De plus, on lui mettait au pied une manille ou anneau de fer, munie d'une chaîne. Ces bagnes furent supprimés de 1830 (Lorient) à 1873 (Toulon). Et on transporta les forçats dans les colonies. Tous les esprits généreux se sont maintes fois élevés contre l'infamie des bagnes. Les anciens ont été décrits et dénoncés par Victor Hugo en des pages qui resteront. Les nouveaux ont indigné tous ceux qui ont pu être témoins des atrocités qui s'y déroulaient. Il n'est, en effet, pas de supplices que les garde-chiourme n'aient inventés pour exercer leur cruauté sadique sur les malheureux qu'on abandonnait à leur bestialité. L'arbitraire le plus ignominieux s'est donné libre cours dans les bagnes coloniaux.

Deux journalistes, dans des campagnes de presse retentissantes : Jacques Dhur, avant la tuerie mondiale 1914-18, Albert Londres ensuite, se sont efforcés d'émouvoir l'opinion publique. Devant cette attitude, le gouvernement a dû céder, et il a supprimé les bagnes coloniaux. Désormais, les forçats purgeront leur peine en France, dans les maisons centrales. Certes, ils ne seront plus, de cette façon, livrés à l'arbitraire odieux des garde-chiourme, et c'est déjà un résultat. Mais c'est loin d'être suffisant, et les anarchistes n'auront de répit, que lorsque les portes des prisons — de toutes les prisons — s'ouvriront toutes grandes.

BAGUETTE (magique). Baguette vient de l'italien *bacchetta*, qui est un diminutif de *baculus* (bâton). Ce mot veut donc dire « petit bâton ».

La baguette a, de tout temps, été employée comme insigne, comme marque extérieure d'une dignité. Dans les mythes, dans les légendes, la baguette désigne souvent les héros. Les puissants, civils ou religieux, ont ensuite employé ce commode signe de supériorité ; c'est avec une baguette que Moïse faisait jaillir l'eau des rochers ! De nos jours encore, dans certains pays, les magistrats portent un bâton quand ils sont en fonction, et les officiers de service se munissent d'une baguette. De là, sans doute, vient l'expression : « Mener à la baguette », c'est-à-dire rudement, militairement. « Les baguettes » se dit d'une punition militaire. Le soldat, les épaules nues, est obligé de passer entre deux haies de « frères d'armes » qui le frappent tour à tour d'une baguette flexible. Dans son « *Candide* », Voltaire décrit magistralement ce supplice.

Il est compréhensible que la baguette ait acquis un certain sens d'autorité que les charlatans ne pouvaient

manquer d'exploiter. C'est avec une baguette (magique) que les sorciers prétendaient accomplir des choses surnaturelles. Dans le langage du théâtre, un « rôle à la baguette » signifie un rôle de fée ou de magicien. Au Moyen-Âge, apparaît la « baguette divinatoire », brindille d'arbre à laquelle nos crédules paysans attribuaient toutes sortes de propriétés (découverte de sources, de trésors, de bandits fugitifs, etc...) Cette croyance, dans certaines contrées, subsiste encore de nos jours.

Que des croyances aussi ridicules persistent pendant des millénaires, cela doit nous porter à réfléchir. Leur cause ne nous sera pas bien difficile à découvrir. C'est à l'ignorance, et surtout à la paresse intellectuelle, qu'il faut imputer la fortune de la baguette magique. Etudier, observer, comprendre, demandent trop de volonté et de labeur. Le paresseux préfère avoir recours au surnaturel, à la foi ; il se contente de faire des vœux pour que son choix soit le bon — cela coûte si peu ! — La foi, en des dieux ou en des humains, n'est qu'une sorte de baguette magique ; religion, parti, dogme, sont des murs derrière lesquels l'ignorance, fermant les yeux, se bouchant les oreilles, s'efforce de s'endormir.

On manque trop souvent du courage de chercher ses propres vérités ; on s'en remet trop souvent à un autre — prêtre, orateur, écrivain — du soin de résoudre le problème de notre existence. D'aucuns semblent même attendre, que, au hasard d'un suffrage ou d'un bouleversement social, une société parfaite surgisse des ruines du capitalisme. Tout ceci est aussi peu rationnel que d'aller, guidé par un rameau de pommier, à la découverte de quelque trésor enfoui dans la terre.

WASTIAUX.

BAILLON. n. m. Tampon ou objet quelconque que l'on met dans ou sur la bouche de quelqu'un, pour l'empêcher de crier. Le mot bâillon est également employé au figuré, pour désigner les raisons qui ont imposé silence à quelqu'un. Exemple : Les politiciens menacent les puissants du jour avec l'espoir qu'on leur mettra un bâillon d'or sur la bouche. Il existe autant de bâillons moraux que de bâillons matériels. La crainte de se trouver sans travail est, pour l'ouvrier prêt à la révolte, un bâillon : pour ne pas plonger sa famille dans la misère, l'homme se tait. Et il est beaucoup de ces bâillons dont les patrons et les gouvernants usent et abusent : notamment la prison, qui se charge d'étouffer les cris du révolté, si sa menace n'a pas suffi à lui imposer silence. Les anarchistes ont eu le courage de mépriser tous les bâillons et n'ont pas craint de payer de leur liberté ou de leur vie, une franchise indéfectible. Sur eux, le bâillon d'or n'a pas plus de prise que le bâillon de fer. C'est pour cela que les gouvernements, quels qu'ils soient, depuis les gouvernements monarchistes jusqu'aux gouvernements bolchevistes, ont essayé, par tous les moyens, de se débarrasser de ces adversaires tenaces que sont les anarchistes.

BALLOTTAGE. n. m. Résultat négatif obtenu dans une élection où aucun des candidats n'a réuni la majorité absolue : scrutin de ballottage. — Les élections législatives donnent lieu à ballottage, si le nombre des votants est inférieur à la moitié des inscrits ou si aucune liste n'obtient le quotient électoral. Le scrutin de ballottage a lieu quinze jours après le premier tour de scrutin ; si aucune liste n'atteint le quotient, les sièges sont attribués aux candidats ayant obtenu le plus de suffrages. — Dans les élections départementales et municipales, il y a ballottage lorsqu'au premier tour de scrutin, aucun des candidats n'a réuni la majorité absolue des suffrages exprimés

et un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Le scrutin de ballottage a lieu le dimanche qui suit celui du premier tour de scrutin. Au second tour, l'élection a lieu à la majorité relative et, en cas d'égalité du nombre de suffrages entre plusieurs candidats, elle est acquise au plus âgé.

Les anarchistes ne prennent pas part à cette lutte stérile des urnes, si ce n'est pour donner les raisons de leur abstention et inviter les électeurs à ne pas voter. (Voir *Abstentionnisme*.)

BAN. n. m. Anciennement, on désignait sous l'appellation de *ban*, un ordre notifié ou proclamé publiquement ou bien l'ensemble des vassaux immédiats du roi ou bien la convocation de ces vassaux. Aujourd'hui, le mot *ban* a encore plusieurs sens : 1° proclamations, publications. Exemple : *ban de mariage*, promesse de mariage faite à l'église pendant trois dimanches consécutifs et qu'il ne faut pas confondre avec les *publications* imposées par la loi civile ; 2° jugement qui interdit ou assigne certaines résidences à un condamné après sa libération. Exemple : *rompre son ban* ; 3° roulement de tambour et sonnerie de clairon ou de trompette précédant ou suivant une proclamation aux troupes. Exemple : *ouvrir, fermer le ban* ; 4° applaudissements rythmés d'une façon particulière. Exemple : On a fait un ban pour l'orateur. L'usage des applaudissements sous forme de ban est très fréquent.

BANALITE. n. f. Le mot a eu un sens ancien qui diffère beaucoup du sens figuré moderne. — Voyons d'abord le sens ancien. Au temps de la féodalité, on entendait par *banalité*, le droit, pour le suzerain, d'obliger le vassal à se servir exclusivement, moyennant redevance, d'une chose (four, moulin, etc...) dont il était propriétaire. Les banalités, dont l'origine remonte au XI^e siècle et qui furent d'abord une prérogative des seigneurs justiciers, furent considérées plus tard par les feudistes, comme un droit exorbitant ne découlant pas du droit de justice. Au XVI^e siècle, l'on n'admit plus, comme obligatoires, que les banalités fondées sur les titres, et non sur la possession « de long temps ». Ces iniquités furent définitivement supprimées par la Convention (Décret-loi du 17 juillet 1793). — Aujourd'hui, le mot banalité sert à définir le caractère de ce qui est commun, vulgaire, trivial ou sans originalité. On dit, par exemple, qu'un écrivain publie des banalités, quand il se contente de répéter ce que tout le monde sait sans se distinguer ni par le fond, ni par la forme. On dit qu'un politicien dit des banalités lorsque, comme tous les politiciens qui l'ont précédé, il promet la lune à des électeurs trop confiants ou trop naïfs. Il faut combattre les banalités qui sont toujours inutiles et souvent néfastes. La banalité est une sœur de la routine. Il faut s'ingénier à faire jaillir de la pensée humaine, des concepts nouveaux et ne pas se complaire en une impuissance surannée. Le progrès se nourrit d'originalité et de nouveauté ; les banalités l'étouffent et le paralysent. Il appartient aux anarchistes de montrer l'inanité des discours, des écrits banaux et de faire aimer par le peuple les pensées neuves et les entreprises hardies.

BANDIT. n. m. (de l'italien *bandito*). Selon la définition bourgeoise du mot, un bandit est un individu en révolte ouverte contre les lois et qui vit d'attaques à main armée. La bourgeoisie ne manque d'ailleurs pas de cataloguer sous l'épithète de bandit tous les réfractaires, tous ceux qui ne veulent pas plier leur échine sous son joug. Cela pour attirer sur ces réfractaires la réprobation publique et les discréditer aux yeux d'une masse inconsciente. Parmi les individus que l'on désigne sous le nom de bandits, il faut faire une dis-

thèques. Elles avancent généralement jusqu'au 1/3 ou la 1/2 de la valeur du gage.

Ces avances peuvent être remboursées par le prêt avec un intérêt minime en principe. Leurs réserves sont constituées soit par des immeubles ou des terrains provenant de leurs opérations.

Banques agricoles. — Ces Etablissements, dont le nombre est assez restreint, font des prêts ou avances aux agriculteurs suivant intérêt et sur garantie pour l'achat de matériel ou d'engrais, etc. Leur rôle est peu important.

Banques de spéculation et d'affaires. — La principale opération de ces banques consiste à acheter ou à vendre des actions et obligations soit dans l'intérieur du pays, soit à l'extérieur. Elles sont de plus en plus nombreuses et puissantes. Elles s'intéressent surtout au lancement des grandes affaires, finançant les grandes entreprises industrielles. Elles portent aussi le nom de banques d'affaires. On rencontre leurs membres du Conseil dans une foule d'affaires dont ces banques possèdent une partie ou la majorité des actions. Cela s'appelle exercer, à une ou plusieurs banques, le contrôle, c'est-à-dire, diriger, être maître d'une affaire.

Les banques d'affaires sont les vrais maîtres des entreprises métallurgiques, des mines de charbon, des exploitations pétrolifères. Elles exercent leur hégémonie sur le monde, font battre les peuples pour assurer le triomphe de leurs intérêts. Elles constituent, associées, la féodalité de l'argent.

Banques populaires ou d'avances. — Banques fondées par les Sociétés coopératives en vue d'ouvrir des crédits à découvert aux membres de cette société. Les banques coopératives font les mêmes opérations que les autres banques en ce qui concerne les coopératives qui les ont constituées et dont elles sont l'agent de transaction avec les autres banques ou les particuliers.

OPÉRATIONS. — Les opérations des banques sont extrêmement complexes. Parmi les plus connues, relevons : l'ouverture de crédit, le crédit en blanc, le crédit documentaire, la lettre de crédit ou de change ; l'émission, l'achat, la vente et l'échange des actions et obligations ; les prêts sur titres : obligations, actions, hypothèques, l'achat de devises pour le commerce extérieur, le change, le service des marchandises, lesancements d'emprunts, les virements et dépôts.

Crédit. — Le crédit préside aux transactions commerciales ou industrielles. Les instruments de crédit sont le billet à ordre, la lettre de change ou le billet de banque. Le dépôt en banque de ces divers titres par un particulier lui donne la faculté de retirer de l'argent par chèque ou virement jusqu'à concurrence du montant de son dépôt. Si on a confiance en lui, si son affaire est solide, on peut lui consentir un crédit supérieur à sa garantie. C'est d'ailleurs très rare. On ouvre aussi un *crédit en blanc* à quelqu'un qui n'a ni titre, ni dépôt, mais dont les affaires en cours s'annoncent prospères ou sont susceptibles de le devenir. On ouvre encore, surtout depuis la guerre, une autre sorte de crédit : le *crédit documentaire* qui consiste à avancer à un commerçant ou un industriel tout ou partie de la valeur d'une marchandise expédiée, contre remise du *récépissé d'expédition* ou du *connaissance*. Dans ce cas, c'est la Banque qui se charge directement ou par l'intermédiaire de ses correspondants, d'encaisser, auprès du destinataire, le montant de la valeur des marchandises. Elle ne remet récépissé de destination que contre paiement de cette valeur. Elle prend naturellement commission et intérêt.

Lettre de crédit et de change. — La lettre de crédit est délivrée à commerçant ou industriel qui se rend généralement à l'étranger et qui possède un dépôt ou une garantie dans la Banque qui l'émet. Cette lettre

permet à celui qui la reçoit de retirer une somme d'argent, dont le montant est fixé, dans les Etablissements étrangers, auprès desquels la Banque qui délivre la lettre lui ouvre un crédit. — La *lettre de change* n'est autre chose qu'une traite payable à vue, à la personne qui la possède, soit par banque, soit directement.

Emission, achat, vente, échange de titres : actions ou obligations. — Les banques d'émission et de spéculation se chargent de ces diverses opérations, soit pour leur propre compte, soit pour le compte de leurs clients. Elles perçoivent pour cela des commissions. Ces opérations se font en Bourse par l'intermédiaire des agents de change, coulissiers et remisiers.

C'est dans ces opérations que les banques réalisent les plus gros bénéfices. Elles donnent lieu à de nombreuses combinaisons plus ou moins honnêtes. Il n'est pas rare de vendre des titres qu'on ne possède pas et de les revendre aussitôt avec bénéfices.

Ces opérations ne sont pas pour le profane. Il ne doit pas chercher à s'y aventurer ou, s'il le fait, il risque de s'y ruiner.

Achat, vente de devises. — Les banques se chargent aussi des devises, effets, chèques ou monnaies, etc., sur les transactions avec l'étranger, soit pour l'importation, soit après exportation et réalisation de la valeur en monnaie du pays d'origine ou de destination.

Là encore, la spéculation sur les changes et sur les cours de bourse est une opération fructueuse.

Service marchandises. — Depuis la guerre et pendant la guerre, certaines banques, les plus fortes, ont installé des services marchandises. Elles se chargent de garantir aux expéditeurs le paiement de leur marchandise par le destinataire auprès duquel la Banque encaisse la valeur de cette marchandise.

Les banques consentent aux expéditeurs des crédits partiels ou totaux sur cette valeur avant l'encaissement et contre remise des titres d'expédition.

Ce service prend, dans les banques, une extension de plus en plus grande. Bientôt, toutes les transactions internationales s'opéreront de cette façon.

Lancements d'emprunts. — De la même façon que les Banques lancent des actions ou obligations pour le compte des sociétés privées, elles lancent aussi des emprunts pour les gouvernements.

Pour ce faire, elles touchent une commission. Elles se chargent de la publicité, recueillent la souscription publique et délivrent les titres aux acheteurs.

Ce sont, pour elles, des opérations fructueuses, quel que soit le succès de l'emprunt.

Portefeuille. — On donne le nom de Portefeuille à l'ensemble des effets publics ou de commerce que possède un Etablissement bancaire. Le Portefeuille occupe une place particulière dans le bilan.

Dépôt, Virement. — Voir banques de dépôt ou de virement.

Chèque. — Le chèque n'est autre chose qu'un mandat délivré par quelqu'un qui possède un dépôt dans une Banque. Il permet d'effectuer un paiement sans manipulation de fonds. Il suffit à la personne à qui le chèque est délivré de se présenter à cette Banque pour obtenir le paiement de la valeur qui est inscrite sur le chèque, après vérification du compte de l'émetteur.

Il y a plusieurs catégories de chèques : le *chèque à vue*, le *chèque barré*, le *chèque postal*, le *chèque-contribution*.

Le chèque à vue est payable sur simple présentation, après vérification de compte.

Le chèque barré n'est encaissable que par quelqu'un qui possède un compte en banque. Il peut être présenté à n'importe quelle banque à condition que le preneur ait un compte dans cette banque. C'est cette

inction. Il en est qui s'attaquent à la propriété bourgeoise dans le seul but de s'approprier cette propriété sans effort et qui sont animés des mêmes vices et des mêmes égoïsmes que la classe possédante. Ces bandits-là ne sauraient pas nous intéresser énormément. Seuls les moyens employés pour jouir des richesses changent, mais la mentalité reste la même. Mais il est une autre catégorie de « bandits » dont nous sommes prêts à prendre la défense envers et contre tous : ce sont les malheureux qui, pour manger à leur faim ou pour se soustraire à une tyrannie intolérable, entrent en guerre contre la société. Ceux-là sont des victimes de l'état actuel des choses et on ne saurait les blâmer à la légère d'avoir recours à des solutions extrêmes.

Pour les anarchistes ce ne sont plus des « bandits », mais des infortunés qui défendent leur droit à la vie, leur part de soleil et de lumière. Ce sont des victimes qui se révoltent et ne veulent plus accepter leur fardeau de misère. Ils sont à plaindre, à aider, et non à condamner comme des bêtes féroces. — Est-ce à dire qu'il n'existe, somme toute, pas de « bandits » sur notre planète, de véritables bandits ? Non, loin de là. La société est malheureusement infestée de vautours sans scrupules qui sèment la misère et le deuil : ce sont les exploiters de tout acabit, bandits légaux qui détournent leurs contemporains sous l'œil complice des gendarmes. Bandit : le directeur d'usine qui s'enrichit sur le dos d'ouvriers qui trimeront pendant toute leur existence et qu'on laissera crever comme des chiens le jour où, vieillis et usés, ils ne pourront plus résister à la fatigue de l'atelier. Bandit : le banquier qui berne de pauvres diables, leur arrache des économies durement acquises et les ruine dans des spéculations de bourse. Bandit : l'homme d'état qui déclenche une guerre où seront massacrés de naïfs travailleurs. Voilà les véritables bandits, ceux qu'il ne faut pas cesser de démasquer.

BANNISSEMENT. n. m. Le bannissement est une peine qui consiste à interdire à un national le séjour de son pays. Le bannissement ne peut durer moins de cinq ans et plus de dix ans. Il emporte la « dégradation civique ». Les lois bourgeoises frappent du bannissement : les « crimes » contre la patrie ; les attentats des ministres contre la liberté individuelle ; les coalitions de fonctionnaires pour résister à l'exécution des lois ; les « crimes » commis par ceux qui, condamnés à une peine « afflictive et infamante », ont commis un second « crime » emportant comme peine principale la dégradation civique. Le bannissement emporte défense de rentrer sur le territoire (la contravention à cette défense s'appelle infraction ou rupture de ban), puis interdiction de résider dans les lieux désignés par le gouvernement pendant un temps égal à la durée de la peine subie, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement par l'arrêt ou le jugement de condamnation. La loi du 22 juin 1886 bannit les chefs des familles ayant régné en France, ainsi que leurs héritiers directs dans l'ordre de primogéniture, autorise le gouvernement à expulser, par décret en conseil des ministres, les autres membres des mêmes familles et leur interdit l'exercice tant des emplois civils et militaires que des mandats électifs.

BANQUE. Etablissement public ou privé où s'effectuent les opérations d'argent nécessitées par les transactions commerciales. Il y a diverses sortes de banques : banques de dépôt et de virement, banques d'escompte, banque de circulation, banques d'émission, banques territoriales ou hypothécaires, banques agricoles, banques populaires ou d'avances et banques coopératives, banques de spéculation ou d'affaires.

Il y a enfin, dans chaque pays, une banque Nationale placée sous le contrôle de l'Etat, dont la direction est

nommée par lui. C'est l'Institut d'émission des billets et monnaies dont le chiffre de circulation est fixé par la loi.

Les banques ne sont apparues que vers la fin du XVIII^e siècle. Elles ne prirent vraiment pied qu'au commencement du XIX^e siècle. Elles découlent de la conception que Saint Simon avait du crédit des changes. Les premières firent faillite et ce n'est qu'après un temps qu'elles s'imposèrent définitivement et conquièrent la faveur des commerçants et industriels.

De nos jours, chaque ville, si petite soit-elle, possède une et parfois plusieurs banques. Peu à peu, les banques ont augmenté leur sphère d'action et d'influence. Aujourd'hui, réunies en Cartels nationaux ou internationaux, elles dominent le monde. Ce sont les plus formidables puissances que nous ayons connues jusqu'à ce jour.

Leurs opérations sont multiples, le chiffre en est énorme.

Les banques sont administrées par un Régent ou gouverneur s'il s'agit d'une banque d'Etat, et par un Conseil d'administration s'il s'agit d'une banque privée.

Elles occupent un personnel nombreux : Directeur, sous-Directeurs, Fondés de pouvoir, Chefs de service, Employés de toutes sortes, encaisseurs, garçons, etc..., qui dirigent ou effectuent les opérations spéciales qui découlent de leurs attributions particulières.

Banque de dépôt et de virement. — Une banque de cette nature borne son rôle à accepter des dépôts des particuliers, à exécuter sous forme de virement de compte, les ordres donnés par ses clients. Cette opération évite aux clients d'une même banque de se verser des fonds.

Banques d'escompte. — Les banques d'escompte font des prêts aux particuliers : commerçants et industriels lorsque ceux-ci peuvent garantir le prêt par le dépôt d'un titre ou d'un effet représentant une opération de commerce : traite, billets à ordre, etc... La banque déduit du montant total d'une traite qui lui est présentée en dépôt l'escompte ou intérêt du capital jusqu'à échéance. Elle perçoit en outre un droit de commission et, s'il y a lieu, un droit de change si le titre est payable sur une autre place ou à l'étranger.

En général, on n'admet à l'escompte que les titres et effets dont les tirés sont connus solvables. Les banques d'escompte exigent en outre deux signatures, dont une de garantie.

La Banque de France, qui escompte aux autres banques et aussi aux particuliers, exige trois signatures, dont deux garanties. Si l'effet revient impayé, le tireur est tenu d'en rembourser le montant, ou, à son défaut, son ou ses garants. Les garants s'appellent en général : cautions.

Banques de circulation. — Les banques de circulation sont des Etablissements dont les effets sont payables à vue et remis, moyennant un intérêt, aux commerçants contre les effets de commerce garantis par la solvabilité ou une caution.

Banques d'émission. — Les banques d'émission sont des Etablissements qui, en vertu d'un privilège légal ou d'un droit commun reconnu, émettent des billets de banque. Elles font en général l'escompte et le dépôt.

En outre, on donne le nom de banques d'émission aux banques qui émettent des titres : actions ou obligations pour le compte de Sociétés ou Entreprises privées, après inscription à la cote de la Bourse aux valeurs. Ces banques sont, aussi, appelées, banques de lancement. Elles touchent une commission ou prime pour placer ces actions ou obligations dans le public.

Banques territoriales ou hypothécaires. — Ces banques font des avances sur biens-fonds ou sur hypo-

dernière qui se charge de l'encaissement et le porte au compte de son client après encaissement.

Le chèque postal. — Toute personne peut faire ouvrir à son nom un compte à la Poste. Celle-ci se charge alors des paiements ou encaissements pour le titulaire de ce compte, à condition, toutefois, que le dépôt garantisse les opérations. Il y a le *chèque nominatif* qui permet de prélever de l'argent pour soi-même. Le *chèque d'assignation* qui permet les paiements aux tiers. Le *chèque de virement* qui est utilisé quand le débiteur et le créancier ont chacun un compte postal. Le dépôt de garantie est de 5 francs.

Le chèque-contribution. — Est utilisé pour le paiement des impôts et par avance. Il permet aux contribuables qui utilisent ce mode de paiement de bénéficier d'une certaine exonération dans certaines conditions.

Chèque sans provision. — Il y a, enfin, le chèque sans provision. Il est de plus en plus utilisé par les débiteurs pressés par les créanciers ; les fils de famille, dont le disponible est englouti, n'hésitent pas non plus à utiliser le chèque sans provision. L'émission du chèque sans provision est sanctionnée par la loi bourgeoise. Comme toujours, le fils de famille s'en tire à bon compte, et le pauvre diable est fortement condamné.

..

Les banques se classent en trois catégories : les grandes, les petites, les moyennes.

Toutes sont unies entre elles nationalement, les petites et les moyennes sont généralement des banques régionales qui, réunies en Cartels, accaparent toutes les opérations dans des régions déterminées, tout en laissant aux grandes banques leur rôle particulier.

Les grandes banques, elles, en raison même du caractère de leurs transactions, de l'étendue et de la diversité de leurs intérêts, sont unies entre elles nationalement et internationalement. Elles ont des succursales ou des correspondants dans tous les pays de la terre.

Si les banques étaient restées dans leur rôle essentiel, c'est-à-dire des *instruments d'échange, de transaction*, elles eussent été un système qui a sa place marquée dans le cadre de la société, pour laquelle elles étaient devenues une nécessité, un organisme nécessaire.

Elles ne se sont pas enfermées, et il s'en faut, dans ce rôle. La puissance acquise rapidement par elles les poussa sur le chemin des affaires de spéculations.

Bientôt, elles devinrent, dans chaque pays et dans l'univers entier, les vrais maîtres du Pouvoir. Tenant en main tout l'appareil commercial et industriel, les mines de toutes sortes, ayant domestiqué les grands capitaux du négoce et de l'industrie, elles sont devenues de formidables puissances. Les Parlementaires, ministres, rois, empereurs, présidents de République, ne sont que les exécuteurs de leur volonté. Elles décident de la paix ou de la guerre, suivant leurs intérêts.

Les rois du pétrole, du charbon, du fer, de l'acier, de la conserve ou de l'or sont, en réalité, les banquiers. Ce sont ceux-ci qui commandent aux Consortiums, aux Trusts, aux Cartels, aux Konzern, dans tous les pays.

Les concessions pétrolifères du globe sont arrachées à prix d'or par les groupes rivaux. Et lorsqu'il y a un conflit aigu entre ces groupes, les banquiers font déclarer la guerre à leurs gouvernants pour assurer la prédominance de leurs intérêts. Les banques sont les facteurs qui dirigent l'impérialisme et exacerbent les nationalismes dont elles tirent profit.

Elles tiennent les gouvernements prisonniers. Elles dominent les Etats. N'a-t-on pas vu, à Londres, lorsque fut établi le fameux plan Dawes, les banquiers anglais et américains imposer toutes leurs volontés aux gou-

vernants et ceux-ci se courber sous le joug ? Elles commandent la presse et font l'opinion.

Aux colonies, elles jouent un rôle prépondérant. Il n'est pas un conflit colonial qui ne soit l'œuvre d'un groupe bancaire ou le résultat de l'antagonisme de groupes rivaux qui ont en vue d'accaparer les richesses des pays visés, d'y bénéficier de monopoles, d'exploiter gens et choses, d'y conquérir un droit exclusif d'émission.

Le conflit actuel du Maroc met en lumière le rôle joué par les groupes français, américains et espagnols qui se disputent, avec la suprématie territoriale, la possession des richesses immenses que renferment les montagnes du Riff.

Partout, en toute occasion, on trouve à l'origine des conflits entre peuples des banques. On les trouve aussi dans chaque pays, à l'origine de tous les conflits sociaux. Elles soudoient et paient sans compter pour empêcher la réalisation des améliorations que les Pouvoirs publics sont contraints de faire sous la poussée des ouvriers, parce que l'évolution les y oblige.

Il n'est pas, non plus, un scandale où ne se trouvent une ou plusieurs banques. Entre elles, elles se font aussi une guerre sourde. Pour se débarrasser d'un groupe rival, il n'est pas de sacrifices devant lesquels reculera le groupe adverse.

Elles dominent les Bourses des Valeurs et de Commerce. Elles spéculent sur l'argent comme sur le pain. Tout pour elles est matière à profits, à combinaisons.

La finance domine le monde. Elle le domestique, l'asservit à sa loi. Ce règne marque d'ailleurs le dernier stade de l'évolution capitaliste. C'est de l'excès des Banques, des guerres qu'elles provoqueront, des misères qu'elles engendreront, que sortira la révolution sociale. — Pierre BESNARD.

BANQUEROUTE. n. f. (de l'italien *banca*, banc, et *rotta*, rompu ; allusion au vieil usage de rompre le banc ou comptoir du banqueroutier).

La banqueroute est la faillite d'un commerçant, occasionnée par sa faute et punie (de temps en temps) par la loi bourgeoise. C'est une des conséquences les plus fréquentes du fléau de la banque en particulier. Des gens qui ont profité de la naïveté ou de la confiance d'autrui pour extorquer des fonds et souvent de maigres économies, dilapident ces fonds, et laissent leurs victimes dans la misère. Pour les autres genres de commerce, il y a aussi banqueroute le jour où le commerçant ne peut plus payer ses créanciers. La loi bourgeoise reconnaît deux sortes de banqueroutes : la *banqueroute simple* et la *banqueroute frauduleuse*. Il y a banqueroute simple : 1° si le failli s'est livré à des dépenses excessives pour sa position ; 2° s'il a perdu de fortes sommes dans des opérations fictives ou fondées sur le pur hasard ; 3° si, pour continuer plus longtemps son commerce, il a fait des emprunts ruineux ou acheté des marchandises pour les revendre au-dessous du cours ; 4° si, après avoir suspendu ses paiements, il a voulu favoriser un de ses créanciers au préjudice de tous les autres, etc... La banqueroute simple constitue un *délit* puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans ; en cas de circonstances atténuantes, cet emprisonnement peut être réduit même au-dessous de six jours. Elle ne fait obstacle ni au concordat ni à la « réhabilitation ». Il y a banqueroute frauduleuse lorsque le failli a soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de l'actif, ou s'est reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas. Le Code pénal prononce contre ce *crime* la peine des travaux forcés, depuis cinq jusqu'à vingt ans, ou, s'il y a des circonstances atténuantes, la réclusion ou l'emprisonnement de deux à cinq ans. La tentative de banqueroute frauduleuse est punie comme l'acte même. Le failli condamné pour

banqueroute frauduleuse, ne peut obtenir un concordat et celui qu'il aurait obtenu avant sa condamnation est annulé. La « réhabilitation » ne lui est jamais ouverte. (Voir aussi *Concordat*, *Faillite*.) Mais la loi bourgeoise si elle sait bien condamner un petit boutiquier en faillite et si elle sait faire semblant de poursuivre un gros industriel banqueroutier, la loi semble oublier de se servir de ses foudres pour condamner au maximum de la peine, soit vingt ans de travaux forcés, tous les ministres des finances qui dilapident l'argent volé aux contribuables et falsifient les budgets ? Ne serait-ce pas logique, pourtant ? Mais les loups ne se mangent pas entre eux, hélas ! Magistrature et politiques s'entendent comme larrons en foire pour gruger ce qu'ils appellent pompeusement : la nation...

BAPTEME. n. m. (grec *baptismos*, de *baptizein*, laver). Le baptême est le premier des sept sacrements catholiques, qui s'administre aujourd'hui en répandant un peu d'eau sur le front de celui qu'on baptise et par l'invocation expresse des trois personnes de la Trinité. Le baptême a pour effet d'effacer le péché origine! et de rendre chrétien. Inutile, n'est-ce pas, de souligner l'ineptie et le grotesque de ce sacrement qu'on administre à des nouveaux-nés pour les laver d'un « péché » commis par Adam et Eve ! Comme si les pauvres petits pouvaient être tenus pour responsables d'un tel « péché » et comme s'ils pouvaient en être absous alors qu'ils ne sont pas encore animés par une conscience ! Dans l'origine, on baptisait en plongeant dans l'eau. Autrefois, le baptême n'était conféré que dans un âge avancé — ce qui était tout au moins plus logique — et après de longues épreuves imposées aux néophytes, appelés aussi catéchumènes. Suivant la doctrine catholique, le baptême ne peut être réitéré ; il est nécessaire au salut. Nul ne peut conférer le baptême, s'il n'est au moins diacre, sauf les cas d'absolue « nécessité » où toute personne, même hérétique ou incrédule, peut conférer le baptême, pourvu qu'elle ait l'intention de faire ce que fait l'Eglise. En cas de danger, ou avec permission de l'évêque, et provisoirement, le baptême solennel peut être suppléé par l'ondoiement. Les calvinistes rejettent le baptême des enfants ; les luthériens l'ont conservé.

BARBARIE. n. f. Manque de civilisation, dit-on généralement, et, par extension, cruauté, férocité, inhumanité. Cette définition bourgeoise est incomplète. Il est vrai que très souvent les peuples sauvages sont *barbares*, leur sensibilité étant encore très grossière. Mais la « civilisation » peut très bien, au lieu de supprimer la barbarie, la perfectionner et l'adapter à tous les progrès. C'est ainsi qu'on a vu, durant la tuerie mondiale de 1914-1918, les peuples « civilisés » user d'une effroyable barbarie les uns contre les autres. Au service de cette barbarie ont été mis tous les moyens et méthodes modernes, toutes les acquisitions de la science : avions, sous-marins, balles explosives, gaz asphyxiants, etc., etc., toutes les conquêtes de la « civilisation » ont participé au massacre. Oserait-on dire après cela que les peuplades sauvages du centre de l'Afrique nous sont supérieures en barbarie ? On sait, d'autre part, comment les puissances européennes entendent « civiliser » les colonies. (Voir *Colonisation*.) La barbarie n'est le propre, ni d'une race ni d'une nation. Chaque homme a en lui un peu des instincts de la bête. La véritable civilisation consisterait donc, pour l'individu, à réprimer ces instincts mauvais et à cultiver les sentiments de générosité, fraternité, bonté. Malheureusement, les gouvernements — dont le pouvoir s'appuie justement sur la faiblesse humaine — font leur possible pour développer les mauvais instincts des citoyens en créant des sentiments artificiels qui les

couvrent (exemple : l'honneur militaire), et en nourrissant une mentalité déplorable. On ne peut donc compter sur une véritable civilisation que lorsque la Révolution sociale aura balayé les gouvernements et fait place nette. Lorsque les classes dirigeantes d'aujourd'hui auront été mises hors d'état de nuire, lorsque la paix mondiale sera assurée et que le Progrès se refusera à collaborer au meurtre et à l'esclavage des populations du globe, alors nous pourrions dire aux peuples encore arriérés : « Voyez les avantages de la civilisation ; faites comme nous : libérez-vous des routines et des préjugés. » Il ne sera pas besoin, alors, de porter la guerre chez eux. L'exemple de notre vie facile et heureuse suffira aisément.

BARRICADE. n. f. (rad. *barrique*). Espèce de retranchement, composé de toutes les matières pouvant opposer une résistance : barriques, paniers, sacs remplis de terre, arbres, meubles, etc... Les barricades sont des fortifications improvisées, dont on se sert dans les combats de rue. La possibilité de rencontres entre soldats et émeutiers a amené les militaires à étudier et enseigner toute une science des barricades. Les manuels à l'usage des gradés, des chefs de section, etc..., que l'on se procure facilement dans le commerce sont particulièrement instructifs. La guerre de 1914-18 a permis de mettre au point l'art de disposer des petits sacs remplis de terre, de façon à établir un rempart mettant le combattant à peu près à l'abri des balles. Des matelas protègent aussi parfaitement. Mais ces ouvrages traitent surtout de la stratégie des barricades ; de la façon dont on doit disposer les armes à tir rapide : fusils mitrailleurs et mitrailleuses, afin d'avoir devant soi le champ de tir le plus étendu et de se garantir mutuellement, par des feux croisés, contre l'attaque de l'adversaire.

Destinés à l'armée, ces livres sont étudiés et commentés par les Révolutionnaires sérieux.

Les barricades furent, à l'origine, de simples chaînes qu'on tendait le soir à l'extrémité des rues, à l'heure du couvre-feu ; elles devaient préserver les citadins des voleurs. En 1358, Etienne Marcel, prévôt des marchands, transforma les chaînes des rues en ensemble de fortifications, destinées non seulement à préserver les bourgeois des voleurs, mais aussi à sauvegarder leurs franchises. Elles leur furent enlevées en 1383 par les ducs d'Anjou, de Bourgogne et de Berri, oncles du roi Charles VI qui les fit déposer au château de Vincennes, d'où les retira Jean Sans Peur pour les restituer aux Parisiens et capter leur confiance. Ils s'en servirent d'ailleurs en 1436 contre la garnison anglaise qui occupait Paris, et la chassèrent. Nous retrouvons, désormais, dans l'histoire, le sens et le caractère actuels des barricades, à chaque mouvement. De moyen défensif au service de la police, elles deviennent un instrument nécessaire de la révolte contre le pouvoir.

En 1588, le 12 mai, Paris se couvre de barricades et chasse Henri III.

Le 26 août 1648, Anne d'Autriche ayant fait arrêter les conseillers Blancmesnil, Charton et Broussel, le peuple de Paris dressa des barricades dont quelques-unes étaient si hautes — disent les historiens — qu'il fallait des échelles pour les franchir, et obtint la libération des conseillers qui avaient eu le seul tort de dire ses vérités à la Régence. Ce mouvement porte dans l'histoire le nom de Première Fronde. Elle fut d'ailleurs suivie peu après de la Deuxième Fronde, qui mit le trône à deux doigts de sa perte.

La Fronde fut un mouvement intéressant en ce sens, que le peuple de Paris dressa les barricades pour des revendications politiques encore mal définies, mais qui annonçaient déjà 1789.

La Grande Révolution, elle, s'accomplit sans barricades, et ce n'est que le 13 Vendémiaire, sous le Directoire, qu'on les vit se dresser dans le quartier Saint-Honoré et de l'Eglise Saint-Roch. C'étaient les royalistes insurgés sous le commandement du général Darrican et qui furent foudroyés par l'artillerie républicaine que dirigeait le jeune Bonaparte.

Les 27, 28 et 29 juillet 1830, des barricades se dressent dans tout Paris ; les insurgés, après avoir battu les Suisses, pénètrent au Louvre et aux Tuileries. Le peuple y était déjà entré le 10 août 1792, il devait y entrer en février 1848 et en septembre 1870 ; chacune de ces visites fut la chute d'une monarchie. Les journées des 27, 28, 29 juillet 1830 portent dans l'histoire le nom des « Trois glorieuses ».

Sous Louis-Philippe, les barricades s'élèvent à maintes reprises pour protester contre la royauté, et le 24 février 1848, le roi abdiquait. La République fut proclamée. Les idées socialistes avaient éclos, le peuple réclamait d'autres droits que ceux fictifs de la Déclaration de 1789. La République eut aussi ses barricades et le Gouvernement Républicain fit mitrailler les ouvriers. « La République est morte », disait Lamennais au lendemain des journées de juin. — « Je suis navrée. » écrivait Georges Sand. Je ne crois plus à l'existence d'une République qui commence par tuer ses prolétaires. »

Des femmes s'étaient battues sur les barricades de juin 1848. Des femmes se battent encore en mai 1871 : 10.000, nous dit Louise Michel, qui en était. Elles avaient leur barricade, et elles moururent fièrement, sous les coups de Gallifet, de Thiers premier président de la 3^e République Française.

Dernières en date, les barricades de la Commune furent les plus sanglantes : 35.000 Parisiens massacrés, et les plus belles par l'héroïsme des Communards et la valeur de leurs revendications. — A. LAPEYRE.

BASE. n. f. (du grec *basis*). Au sens propre du mot une base est la surface sur laquelle un corps est posé. Exemple : la base d'un édifice. Par extension, le mot base désigne également la partie inférieure d'un corps. Exemple : la base d'une montagne. Enfin, le mot base est fort employé au figuré dans le sens de principe. (Exemple : poser les bases d'une association) ou de soutien. (Exemple : le capitalisme est la base de la société actuelle.) De même que dans un édifice, dans le raisonnement la base est l'élément principal : si la base est faible, la maison croule ; si la base est faible, l'argument sera ruiné par le premier souffle contradictoire. Qu'il s'agisse donc de propagande par la parole ou par l'écrit, les militants doivent se soucier tout d'abord d'établir une base solide sur laquelle ils pourront ensuite faire reposer un raisonnement inattaquable. De même, pour attaquer l'argumentation de leurs adversaires, ils devront minutieusement dénoncer les cyniques mais fragiles mensonges sur lesquels ces adversaires appuient leurs thèses. Une fois la base ébranlée par une critique méthodique, tout le reste s'effondrera automatiquement, mais aussi que les compagnons prennent garde : leurs adversaires, pour les combattre, auront recours aux mêmes méthodes. Qu'ils méditent donc autant qu'il leur sera nécessaire et que la base de leurs raisonnements soit laborieusement étudiée et éprouvée, pour que nul n'y puisse découvrir une fissure.

BASILIQUE. n. f. du latin *basilica* qui, pris dans le sens de tribunal, a donné aussi naissance au mot *basoche*.

On a prétendu que le latin *basilica* avait eu lui-même son origine dans deux mots grecs désignant la *maison du roi*, spécialement la partie de cette maison où se

tenaient les assemblées publiques et où se rendait la justice. De là, on a conclu qu'il n'y avait eu aucune différence dans ce genre de monuments chez les Grecs et chez les Romains. Mais on n'a jamais connu de basilique grecque. On a seulement cru pouvoir établir un rapport entre la basilique romaine et le portique grec, comme celui de *Pæstum* qui subsiste encore et qu'on a appelé improprement *basilique de Pæstum*, ne sachant quel nom donner à une colonnade qui n'était pas celle d'un temple.

Le portique grec a été à l'origine l'édifice attenant à l'agora d'Athènes sous lequel l'archonte-roi rendait la justice. On l'appelait *portique du roi*. A l'époque romaine, des écrivains traduisirent le latin *basilica* par les mots grecs signifiant *maison du roi*. Il est probable qu'il a existé en Grèce des constructions servant, comme les basiliques romaines, les *loggie* des républiques italiennes et les *bourses* d'aujourd'hui, d'abris aux gens d'affaires qui se réunissaient sur les places principales des villes. Il n'est pas resté de traces de ces constructions.

La basilique est donc essentiellement romaine. L'édifice est plus ancien que le mot. Sa forme primitive fut, dans les premiers temps de Rome, celle du lieu couvert où le Sénat se réunissait. Il y avait, au fond, une estrade sur laquelle, assis dans leurs chaises curules, les consuls rendaient la justice. Cette construction, qui était dans le voisinage du forum, en devint peu à peu le complément ; les gens d'affaires ou les promeneurs y trouvaient, contre le mauvais temps, un abri couvert, mais ouvert et sans murs, comme le portique grec. Elle s'agrandit suivant les besoins, s'élargissant par l'addition de portiques latéraux. C'est sans doute à la suite de ces agrandissements que le nom de *basilique* lui fut donné. Elle comporta alors, en général, une nef principale entourée de rangs de colonnes formant des allées. Les portiques de côté abritaient des boutiquiers et les gens de banque ou de commerce discutant de leurs affaires. Des places spéciales étaient réservées aux extrémités au tribunal. Au-dessus des bas-côtés, des galeries supérieures servaient de lieu de promenade pour les oisifs. Les basiliques devinrent des édifices de plus en plus somptueux par la beauté de leur architecture, leurs dimensions et leur richesse. Elles furent décorées de statues, de trophées, d'œuvres d'art diverses en bronze et en matières précieuses.

A propos de la basilique Ulpienne, Pausanias écrivait au II^e siècle : « A Rome, le lieu où l'on rend la justice surprend par sa grandeur et sa magnificence ; ce qu'on y admire le plus, c'est un plafond de bronze qui règne d'un bout à l'autre. » Le plus ancien de ces monuments était la basilique Porcia construite au Nord du forum en l'an de Rome 570 (184 ans avant J.-C.). Il reste un grand nombre de basiliques romaines en Italie et en Afrique. Celle de Pompéi est la seule qui subsiste encore sans altérations.

Quand le Christianisme fut sorti des catacombes et que Constantin en eut fait la religion officielle de l'empire romain, il concéda aux évêques plusieurs basiliques, entr'autres celle que le sénateur Lateranus avait fait construire au temps de Néron. Transformée en église, elle devint la première basilique de Saint-Jean-de-Latran. C'est à partir de cette époque que le nom de *basilique* fut donné à certaines églises, anciennes basiliques romaines transformées ou constructions nouvelles établies sur le modèle romain. Dans la basilique chrétienne, la forme antique demeura, mais l'église proprement dite fut fermée par des murs. Les galeries latérales furent arrêtées avant la nef et séparées d'elle par une ouverture transversale formant avec cette nef une croix ; une arcade en voûte placée sur des colonnes fut substituée à l'architrave. Cette substitution n'avait pas eu d'exemple dans l'antiquité et servit

de type aux architectures qui suivirent : byzantine, romane, gothique.

Les chrétiens adoptèrent volontiers les basiliques romaines pour en faire leurs principales églises en raison de leurs vastes dimensions permettant de réunir de grandes assemblées de fidèles. De plus, l'usage qu'on avait fait avant eux de ces monuments ne leur était pas odieux, comme celui des temples qui avaient servi au paganisme et qu'ils s'employaient à détruire avec celui-ci. Les premières basiliques chrétiennes et les plus célèbres furent celles de Saint-Laurent, Sainte-Agnès, Saint-Paul, hors des murs de Rome. Elles furent imitées ensuite par celles plus somptueuses de Sainte-Marie Majeure et de Saint-Jean de Latran. La basilique chrétienne continua ainsi celle des Romains. A Rome, les églises dénommées basiliques restent toujours ouvertes, alors que les autres églises sont fermées à certaines heures.

Au moyen âge, on appela aussi *basiliques* des chapelles consacrées aux martyrs, des oratoires privés et des édifices élevés sur les tombeaux des grands.

On continue aujourd'hui à donner le nom de *basiliques* à de très grandes églises, et aussi, par une substitution pompeuse des termes, à des églises qui ne sont très grandes ni par leurs dimensions ni par leur beauté.

Palladio appela *basiliques* des constructions de la Renaissance ayant une destination semblable à celle des basiliques romaines. Le terme fut ensuite réservé de plus en plus à des édifices du culte et on donna les noms de *palais de justice*, *hôtels de ville*, *bourses*, etc..., aux monuments où se rendait la justice, où se traitaient les affaires publiques et celles de la banque et du commerce. — Edouard ROTHEN.

Bibliographie : *Dictionnaire National ou dictionnaire universel de la langue française*, par Bescherelle aîné (Paris, 1856). — *Dictionnaire de l'Académie des Beaux-Arts* (Paris, 1868). — *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, par Daremberg et Saglio (Paris 1877).

BASOCHÉ. n. f. (du latin *basilica*, tribunal). On désignait jadis, sous le nom de basoche, le corps et la juridiction des clercs de procureur. Lorsque les rois de France habitaient le Palais de Justice, qu'on nommait souvent le Palais Royal, tous les clercs du parlement formaient une association, un corps connu sous le nom de *basoche* ; ceux qui en faisaient partie s'appelaient *clercs de la basoche*. Ils élisaient un roi, qui avait une cour, des armoiries et rendait la justice, deux fois par semaine, au Pré-aux-Clercs. La basoche présidait aux divertissements publics. Elle donnait des représentations théâtrales où l'on jouait des pièces appelées *farces*, *soties*, *moralités*. Tous les ans, le roi de la basoche passait la revue de ses sujets. Henri III supprima le titre de « roi de la basoche ». Aujourd'hui, en langage familier, on désigne sous le nom de basoche l'ensemble des petits et gros parasites légaux : avoués, notaires, huissiers, etc...

BASSESE. n. f. Au sens propre, le mot bassesse sert à désigner le manque d'élévation dans le rang, dans la position. C'est ainsi que les aristocrates reprochent aux individualités issues du peuple la *bassesse* de leur naissance. Mais le mot est beaucoup plus employé dans son sens figuré où il sert à désigner la petitesse d'esprit, le manque de dignité. Exemple : la bassesse de caractère des politiciens. Il faut mépriser les gens dont on devine la bassesse morale. Car ce sont ceux-là qui entravent toute action désintéressée, toute réalisation généreuse. Malheureusement, il existe beaucoup de ces individus méprisables qui ne savent que courber l'échine ou faire des platitudes, qui subordonnent tout à leur ambition, à leur soif d'argent ou

encore à leur désir de tranquillité. La lâcheté de ces individus est responsable de presque toutes les calamités car elle renforce la puissance des oppresseurs. Il n'est pas de pires ennemis pour les classes laborieuses que ces esclaves qui se font les chiens de garde des exploités ou qui ne savent qu'approuver la conduite du maître. Les anarchistes doivent combattre sans répit la bassesse morale qui fait de constants ravages dans les rangs des opprimés. Pour que soit prochaine la libération de l'humanité, il faut inoculer au peuple tout entier le serum de la générosité et de la dignité humaine.

BASTILLE. n. f. Autrefois une bastille était un ouvrage détaché de fortification. Puis le mot a servi à désigner un château fort et est enfin devenu célèbre en tant que nom de l'ancienne prison d'Etat de Paris. La Bastille, construite à Paris, à la porte Saint-Antoine, fut commencée sous Charles V par le prévôt Hugues Aubriot en 1370, et terminée en 1382. Elle devint bientôt une prison d'Etat qui reçut, entr'autres détenus illustres : Jacques d'Armagnac, Bassompierre, Fouquet, L'Homme au Masque de Fer, la marquise de Brinvilliers, le duc d'Orléans, Voltaire, Lally-Tollendal, Latude, etc... Cette forteresse ne tarda pas à devenir le symbole de l'absolutisme royal et du régime du bon plaisir. Aussi fut-elle prise d'assaut et détruite, le 14 juillet 1789, par le peuple de Paris en révolution. Le 14 juillet 1789 est certainement une des plus belles journées révolutionnaires du monde entier. Plus tard, en 1880, le gouvernement français, pour mieux berner le peuple dit « souverain », choisit comme fête nationale le 14 juillet, jour anniversaire de la prise de la Bastille. Ainsi a-t-il fallu que le souvenir de cette journée glorieuse soit sali chaque année par une mascarade politique. Par extension, le mot *bastille* sert aujourd'hui à désigner une prison quelconque, un moyen d'asservissement.

BASTONNAGE. n. f. (du vieux français *baston* pour *bâton*). Volée de coups de bâton. La bastonnade qui ne se pratique guère aujourd'hui était fort courante jadis. Un seigneur faisait bâtonner ses sujets jusqu'à ce que mort s'ensuive si tel était son bon plaisir. Les écrivains eux-mêmes n'étaient pas à l'abri des coups. On se souvient que Voltaire ayant raillé un Grand dans une satire, cet important personnage fit cruellement bâtonner le malheureux poète par ses gens. Il est encore beaucoup d'individus qui estiment, aujourd'hui encore, que « la raison du bâton est toujours la meilleure », mais le peuple, moins passif que jadis, ne saurait plus supporter ces infâmes procédés de brutes.

BATARD. adj. et n. (de *bât*, engendré sur le *bât*, dans une auberge). Se dit de celui qui est né de parents non mariés ensemble. Jusqu'à nos jours — et même à l'heure actuelle — le bâtard a dû subir d'innombrables vexations. Il fut toujours mis en état d'infériorité et dépouillé de ses droits en faveur de l'enfant légitime. La société, cette marâtre, qui hait les indépendants, se vengeait sur des innocents du « crime » commis par ceux qui avaient trouvé bon de s'aimer et d'enfanter sans le concours des chinoïseries religieuses ou légales. Ce sont les grands révolutionnaires de 1789 qui mirent les bâtards sur le même pied que les enfants légitimes. Mais, de nouveau, le Code civil favorise les enfants légitimes pour « sauvegarder les institutions familiales ». La III^e république a quelque peu amélioré la situation en réagissant contre les tendances du Code civil. Toutefois, il n'en reste pas moins que, de nos jours encore, le bâtard est victime d'une sorte de discrédit moral — et parfois matériel. Il importe de réagir contre cet absurde discrédit, conséquence des préjugés ancestraux.

BATELEUR. n. m. Au sens propre, on désigne sous le nom de bateleur la personne qui amuse le public, en plein vent, par des bouffonneries, des tours de force et d'adresse. Au sens figuré, le mot est employé pour désigner les politiciens et charlatans parlementaires qui s'efforcent de surprendre la bonne foi un peu naïve du peuple en lui promettant la lune ou en essayant de l'embrigader dans un parti. Ces bateleurs-là sont dangereux. Ce sont de vils commerçants dont le seul but est de duper leurs clients, en l'occurrence les électeurs. Leur échine souple leur permet toutes les volte-face. Leur manque de scrupules leur permet tous les reniements. Seule leur importe la satisfaction de leur ambition. La foule n'est pour eux qu'un tréteau qu'ils renverseront du pied quand ils se jugeront assez haut arrivés. Ils n'estiment dans le peuple qu'un instrument docile qu'ils arrivent, avec un peu de doigté, à manier au mieux de leurs intérêts. Certains, moins crédules que les autres, sourient en voyant les bateleurs développer leurs boniments. Il ne faut pas sourire, car l'arrivisme néfaste de ces intrigants est trop souvent la cause des pires catastrophes. Il faut les chasser du forum comme des malfaiteurs sociaux.

BATTAGE. n. m. Charlatanisme intéressé. Le battage est passé dans nos mœurs et s'emploie aujourd'hui en tout. Les commerçants s'en servent, dans leur publicité, pour vanter les qualités inexistantes de leurs produits et pour mieux voler les acheteurs. C'est à qui trouvera une méthode plus bruyante pour attirer l'attention du public. Mais ce n'est pas dans le commerce seulement que le battage règne en maître. C'est en politique qu'il atteint son plus parfait perfectionnement. Alors que dans le domaine commercial le battage permet d'écouler une marchandise inférieure, en politique il permet de placer une marchandise illusoire. A leurs victimes, les commerçants sans scrupules donnent toujours quelque chose, si peu que ce soit ; à leurs victimes, les politiciens ne donnent rien du tout... si ce n'est un peu de prison quand par hasard s'élèvent des protestations. Mais si, le marché conclu, les politiciens ne donnent rien, il faut reconnaître que tout d'abord ils n'ont pas été chiches de promesses. C'est là qu'intervient le battage. Pour séduire et bernier leurs électeurs, ils ont recours à tous les moyens : discours pompeux faisant vibrer la corde sentimentale, diatribes enflammées contre les iniquités du jour, serments solennels, invocations des morts, promesses de paix, de sécurité, d'abondance, de liberté, de justice, etc., etc... tout y passe. C'est le battage électoral. Les candidats s'injurient publiquement et se serrent la main dans les coulisses. Populo s'enthousiasme. On voit la chose dangereuse qu'est le battage, une méthode d'arrivisme et d'imposture. Tous les exploiters s'en servent : mercantis, politiciens, hommes d'église. Il ne faut pas en être dupe ; c'est pour cela que les anarchistes ne doivent jamais manquer, chaque fois qu'ils le peuvent, d'aller démasquer les habileurs malfaisants qui vivent de la crédulité populaire. — Georges VIDAL.

BEAUTE. Substantif féminin exprimant la qualité de ce qui est beau. On dit souvent : *le beau pour la beauté*. L'adjectif *beau*, qui viendrait du latin *bellus*, se disait d'abord *bel*. Cette première forme est encore employée dans certains cas. Son féminin, *belle*, est resté celui de *beau*. *Bel* a fait au moyen âge *bellé* qui est devenu *beauté*.

La beauté est « la manifestation sensible de la perfection physique ou morale qui éveille le sentiment de l'admiration ». Cette formule lapidaire du Dictionnaire Hatzfeld, Darmesteter et Thomas, est, dans sa sécheresse, la plus exacte de celles que nous offre ce genre d'ouvrages. Nous verrons de quelle façon elle doit être comprise et étendue.

Dans les applications usuelles du mot *beauté*, on entend plus souvent ce qui plaît par un caractère brillant et ce qui est agréable aux sens que ce qui présente une véritable perfection, surtout morale. De là des conceptions inexactes de la beauté et des emplois, si peu justifiés de son terme, qu'ils prennent parfois un air d'ironie par exemple lorsqu'on dit : *le beau monde, la belle société, le bel air*. La notion de la beauté est d'autant plus fautive qu'elle comporte moins de perfection morale ; elle est d'autant plus conventionnelle et peu durable qu'on prétend la placer davantage en dehors ou au-dessus de la nature.

Dans les usages courants on entend :

La beauté des êtres animés et des choses dans leurs aspects extérieurs : *une belle femme, un beau cheval, une belle campagne, une belle saison*.

Celle des choses qui sont en bon état, bien faites : *une belle santé, un beau meuble*.

Celle de l'homme qui fait bien une chose et de l'instrument dont il se sert, identifié avec lui : *un beau sculpteur ou un beau ciseau*, pour dire un bon sculpteur.

Celle des productions de l'esprit : *les beaux-arts, les belles-lettres*.

Celle des qualités morales des individus, de la grandeur, de la noblesse, de la générosité qui sont en eux : *un beau caractère, une belle âme, de beaux sentiments*.

Dans des conditions qui ne comportent que très relativement l'idée de beauté, on appelle *beau* ce qui est simplement bienséant, convenable, honnête, heureux, avantageux, favorable. On dit : « il est *beau* d'être propre, ou poli, ou scrupuleux », « c'est un *beau succès* », « il a une *belle situation* », « voilà une *belle occasion* ».

Au propre ou au figuré, on donne la qualité de *beau* à ce qui est gros, considérable, précieux, important, réussi, en bien ou en mal indifféremment : *un beau melon, un bel héritage, un beau collier, une belle armée, une belle maladie, un bel incendie, un beau crime, un beau coup*.

Ironiquement, on applique le mot *beau* à ce qui est trompeur, laid, ridicule ou malfaisant : Voilà de *belles promesses* !... Quel *beau nez* !... C'est un *beau général* !... Quel *beau scélérat* !...

Les mots *beauté* et *beau* ont quantité d'autres usages, très souvent injustifiés, mais qui montrent combien le sentiment de l'admiration est un besoin important de l'individu et combien il l'exprime naturellement et spontanément devant les formes les plus diverses de la vie, et souvent les moins admirables, quitte à le corriger ensuite à la réflexion.

On admet généralement que *beau* vient du latin *bellus*. Le Larousse remarque, avec juste raison, que cette étymologie est insuffisante pour un mot d'une si grande importance et d'un usage si fréquent. *Bellus* était un diminutif de *bonus* et s'appliquait, en parlant des personnes et des choses, à ce qui était bon, en bon état, joli, charmant, élégant, délicat. *Bonus* désignait ce qui était bon et beau en général. Les termes latins qui correspondent le plus exactement aux définitions données aujourd'hui de la *beauté* et du *beau* sont : *pulchritudo* (beauté) et *pulcher* (beau), avec les dérivés *pulchra* et *pulchrum*. Mais *bonus* et *bellus* expriment plus exactement l'idée que les anciens se faisaient du beau. Les Grecs confondaient le *beau* avec le *bien* et en avaient fait un seul mot. Ils ne séparaient la morale ni de l'esthétique, ni de la politique. Socrate préférait la perfection de l'âme à celle du corps ; les vrais artistes étaient, à ses yeux, ceux qui représentaient la beauté morale. Platon développa et répandit les principes de Socrate. Pour lui, tout ce qui était bon était beau, et la source de la beauté était par excellence dans le bien dont elle était la splen-

deur. Il voulait faire servir le beau à l'éducation des hommes d'Etat, de l'élite, du peuple. « La beauté dans les choses est par essence le rayonnement de l'idéal à travers le sensible ; il était naturel que Platon la célébrât avec un enthousiasme que devaient partager un pays et un temps où le culte de l'art était comme une religion nationale ». (Henri Marion, *Grande Encyclopédie*.) Aristote établit la distinction entre le *bon*, qui réside dans les actes et peut changer, et le *beau* qui est dans ce qui ne supporte pas de changement. Les deux conditions de la beauté étaient pour lui la grandeur et l'ordre. Les stoïciens identifièrent plus complètement le *bien* et le *beau*. Dans la même voie, les philosophes d'Alexandrie assignèrent à la beauté des fins de plus en plus spiritualistes ; Plotin faisait servir les sentiments qu'elle inspirait à l'élévation de l'âme. L'idée de la beauté aboutit ainsi, sous des formes mystiques, à saint Augustin, qui ébaucha une théorie du beau dans ses deux traités : *De la vraie Religion* et *De la Musique*. On ne la retrouve plus ensuite que vaguement rappelée chez les philosophes du Moyen-Age et de la Renaissance.

C'est au XVIII^e siècle, alors que la société moderne perdait de plus en plus le sentiment de la beauté, qu'on créa la science du beau. Baumgarten lui donna le nom d'esthétique qu'elle a gardé. La mystique et la métaphysique, qui n'avaient, au Moyen-Age et pendant la Renaissance, que vaguement enveloppé et obscurci l'idée de la beauté épanouie alors dans le libre essor de la vie et de l'art, allaient se compliquer de philosophie, de psychologie, de physiologie et de technique. Ainsi que l'art, la beauté allait devenir, dans le sentiment des hommes, de moins en moins naturelle, spontanée, émue. Grâce à la chimie des « abstrakteurs de quintessence » penchés sur elle « à grand renfort de bécicles », on allait la soumettre à des classifications, des formules, des règles qui la rendaient de plus en plus conventionnelle, savante, bégueule et incompréhensible à la spontanéité de ceux qui, simplement, la sentent sans souci de l'expliquer. On allait l'engager dans la voie inverse à celle que Méphistophélès fait prendre à Faust en lui disant :

*Partons donc pour connaître la vie,
Et laisse le fatras de la philosophie.*

Ce n'est pas que l'idée de beauté n'eût été déjà compliquée dans l'antiquité. Elle avait été claire pour Aristote. Lorsqu'on lui demandait : « Qu'est-ce que la beauté ? », il répondait : « Laissez faire cette question à des aveugles », exprimant par là que la beauté est visible et sensible pour tous ceux qui ont des yeux et des sentiments. Mais il y avait déjà des gens qui l'obscurcissaient, soit parce qu'ils étaient incapables de voir et de sentir, soit par système et de mauvaise foi. Aristote lui-même, avec la plupart des philosophes, affectait la difficulté, « pour amuser la curiosité de notre esprit », dit Montaigne. Le même Montaigne a aussi remarqué que la difficulté était recherchée par les savants pour cacher le vide de leurs idées et donner la change à « l'humaine bêtise ». Lucrèce critiquait l'obscurité du langage d'Héraclite qui valait à ce « ténébreux » l'admiration des hommes superficiels. Le poète grec Lycophron écrivait de façon énigmatique. Il déclarait qu'il se pendrait si quelqu'un pouvait entendre son poème de la *Prophétie de Cassandre*. Il est probable qu'il ne l'entendait pas davantage lui-même. Vingt siècles plus tard, Hegel, à qui M. Maurice Barrès devait emprunter de nos jours ce genre de mystification, allait déclarer qu'un philosophe devait être obscur, et Destouches pouvait répéter dans une de ses comédies le mot qu'on disait déjà au temps de Quintilien : « Cela doit être beau, car je n'y comprends rien ». Depuis, le nombre n'a

pas diminué de ceux qui trouvent beau ce qu'ils ne comprennent pas. Au contraire, grâce au snobisme, on voit consacrer de plus en plus sous cette forme la souveraineté de « l'humaine bêtise ». Voltaire, qui ne s'embarrassait pas de nuées et fut un des esprits les plus clairs et les plus lucides de tous les temps, jugeait que les opinions des philosophes sur la beauté étaient du « galimatias » et refusait d'écrire un traité du beau.

C'est précisément par un *Traité du Beau*, du philosophe suisse de Crousaz, paru en 1712, que commencent les études modernes de la beauté. Hutcheson continua, en Angleterre, par ses *Recherches sur l'origine de nos idées de beauté et de vertu*, publiées en 1725 sous l'anonymat. Il fut suivi, en France, par le Père André (*Essai sur le Beau*, 1741), et par Batteux (*Les Beaux-Arts réduits à un même Principe*, 1746) ; en Allemagne, par Baumgarten (*les Aesthetica*, 1750-1758). Vinrent ensuite les travaux de Burke (*Recherches philosophiques sur nos Idées du Beau et du Sublime*, 1757), Diderot (article *Beau*, de l'*Encyclopédie*, 1751. *Histoire de la Peinture en creux*, 1755 ; *Salons*, 1759-81) ; Rameau et J.-J. Rousseau sur la *Théorie de la Musique* ; Reid (*Recherches sur l'Entendement humain*, 1764) ; Kant (*Critique du Jugement*, 1790) ; Schiller (*Lettres esthétiques*, 1795) ; Schelling (*Ecrits philosophiques*, 1809) ; J. Droz : (*Le beau dans les arts*, 1815) ; Schopenhauer : (*Le Monde considéré comme représentation et volonté*, 3^e livre, 1819) ; et un grand nombre d'autres auteurs, surtout allemands. Après la mort d'Hegel, en 1831, on publia ses *Leçons sur l'Esthétique*. En Angleterre, parurent au XIX^e siècle, les œuvres de Bain, Spencer, James Sully, Grant Allen et particulièrement Ruskin. En France, l'étude du beau et de l'art occupa Stendhal : (*Histoire de la Peinture, en Italie*, 1817, et d'autres écrits de critique) ; V. Cousin : (*Le Vrai, le Beau, le Bien*, 1837) ; Jouffroy : (*Cours d'Esthétique*, 1826-1843) ; Lamennais : (*Esquisse d'une Philosophie*, 1840) ; Emeric David : (*Vie des Artistes*, 1853) ; Chaignet : (*Principes de la Science du Beau*, 1860) ; Ch. Lévêque : (*La Science du Beau*, 1861) ; Proudhon : (*Du Principe de l'Art et de sa Destination sociale*, 1865) ; Fromentin : (*Les Maîtres d'autrefois*, 1876).

Taine appliqua à l'étude du beau, ses méthodes rigoureusement scientifiques en recherchant plus particulièrement, dans ses ouvrages sur ce sujet, la formation de l'art et des artistes. Des méthodes également scientifiques furent celles de Helmholtz et Blaserna dans leurs travaux sur la musique, de Brücke : (*Physiologie des Couleurs*, 1860. — *Principe des Beaux-Arts*, 1877) ; de Rood : (*Théorie scientifique des Couleurs*, 1881) ; de Sully-Prudhomme : (*L'Expression dans les Beaux-Arts*, 1883) ; de G. Séailles : (*Essai sur le Génie dans l'Art*, 1884) ; de Lechalas : (*Modes d'action de la musique ; Comparaisons entre la peinture et la musique*, 1884-85) ; de Guyau : (*Problèmes d'Esthétique*, 1884 ; *l'Art au point de vue Sociologique*, 1889) ; de Souriau : (*Esthétique du Mouvement*, 1889) ; de Gribeau : (*Les Eléments du Beau*, 1892), etc...

Bien que Jouffroy ait constaté qu'il y a sur la question du beau beaucoup moins de travaux que sur celle de l'être ou celle du bien et du mal, on n'en finirait pas d'énumérer les auteurs qui l'ont traitée. Il serait de plus, bien difficile de tirer de leurs ouvrages un accord de principes définitifs. Comme l'a encore dit Jouffroy, il n'y a presque pas de guides à suivre, car il est impossible de prononcer d'une façon absolue sur cette question. Elle est aussi compliquée que celle de l'art lorsqu'on veut établir sur elle des théories, et leur multiplicité ne peut que l'obscurcir au lieu de l'éclaircir. Ce qu'il y a à faire devant le beau, comme devant toutes les manifestations de la vie, au lieu de cons-

truire des systèmes plus ou moins séduisants, c'est d'observer, de voir aussi clair que possible, et c'est surtout d'éviter toute interprétation qui pourrait fausser ou diminuer les satisfactions que ce beau peut nous procurer. Gardons-nous des fabricateurs qui voudraient interposer les nuages de leurs systèmes entre nos yeux et le soleil de la beauté.

La première observation à faire est que le sentiment de la beauté, comme celui de l'art, se trouve répandu dans toute la nature. Tous les êtres normalement constitués, animaux ou humains, y sont sensibles et recherchent le beau sous toutes ses formes, soit naturelles, soit artificielles, soit élémentaires, soit supérieures. La beauté n'est donc, pas plus que l'art, l'apanage de la seule humanité et, parmi elle, d'hommes supérieurs qui composent des élites. C'est cette sensibilité devant la beauté qui a créé le besoin de l'art pour la mettre en évidence, pour la rendre plus brillante, d'abord dans le but primitif et commun à tous les êtres de plaire, ensuite pour des fins de plus en plus élevées. Les animaux cherchent à donner plus d'éclat à leur beauté naturelle par les soins qu'ils prennent de leur pelage, de leur plumage, et par la séduction qu'ils s'efforcent de mettre dans leurs attitudes et dans leur langage. Il n'en est pas autrement chez les humains. N'ayant ni pelage, ni plumage, ils empruntent ceux des animaux, ils usent d'artifices pour faire valoir leur beauté ou pour faire croire à celle qu'ils ne possèdent pas. C'est ainsi que dans bien des cas, le geai se pare des plumes du paon.

La deuxième observation à faire est que l'idée de beauté est d'autant plus conventionnelle qu'elle est plus fondée sur des aspects extérieurs et, en même temps, qu'elle s'écarte davantage de la nature. Ses formes varient alors à l'infini avec les espèces et les races, suivant les latitudes, le temps, la mode et les préférences personnelles. Les grâces barrissantes de l'éléphant, que nous raillons et qui épouvantent les autres animaux, le rendent irrésistible auprès de sa femelle. La beauté humaine, celle de la femme en particulier, n'a pas le même type dans toutes les contrées. Chaque race en a choisi un suivant ses propres caractéristiques. Pour les Européens, ce type est celui de la statuaire grecque antique ; il diffère sensiblement de celui des Arabes et encore plus de celui de certains nègres qui voient la beauté sous des aspects qui sont à nos yeux repoussants. Les moyens de séduction qui complètent ceux de la beauté dans les rapports amoureux, sont tout aussi différents. Le baiser, dans toutes ses variétés même les plus chastes, est un objet de dégoût pour certains peuples, et les odeurs d'une espèce ou d'une race sont insupportables aux autres.

Avec la mode, l'idée de beauté est encore plus conventionnelle et subit les déformations et les contradictions les plus invraisemblables. La nudité, qui est la forme la plus universellement reconnue de la beauté humaine, étant la plus naturelle et la plus pure lorsqu'elle n'est pas déshonorée par des malpropres physiques et morales, prend tous les aspects de la laideté et de l'indécence grâce à la mode. Non seulement la mode rend ridicules la plupart de ceux qui la suivent, mais elle avilit la femme, qui se livre à elle et lui remet le soin de sa pudeur, n'hésitant pas, dans bien des cas et dans l'espoir de paraître plus belle, à prendre les allures de ces luronnes qui faisaient dire à Jean de Meung, dans le *Roman de la Rose* :

*« Toutes êtes, serez ou fûtes,
De fait ou de volonté putes,
Et qui bien vous étudierait
Toutes putes vous trouverait. »*

Des milliers d'individus se croient beaux parce qu'ils

ressemblent aux gravures des catalogues de grands magasins et portent tous, dans le même temps, le même vêtement sans souci de son rapport avec leur anatomie particulière. L'engouement pour la mode va jusqu'au mépris de la santé. Suivant que l'époque est plus ou moins neurasthénique, qu'elle est « dame aux camélias » ou qu'elle marche « à l'ombre des épées », on se fait grossir ou maigrir, on se donne un teint pâle ou coloré, on se fait pousser du poil ou on s'épile au moyen de drogues qui procurent toutes sortes de malaises, mais enrichissent les malfaiteurs patentés qui les vendent. On se soumet à la torture du corset, des chaussures étroites ou à talons hauts, et la femme qui croit s'être rendue ainsi plus belle, se montre avec un visage peinturluré, congestionné et grimaçant de douleur. On ne sait pas que la première des beautés, pour l'homme et pour la femme, est dans une bonne santé qui s'entretient par l'harmonie du corps, librement épanoui dans tous ses mouvements, et qui répand la sérénité sur le visage. Combien de fois les beaux vêtements recouvrent des corps qu'on ne lave jamais ! On voit jouer dans les rues des fillettes dont les jambes nues sont recouvertes d'une épaisse crasse, mais elles ont des cheveux soigneusement taillés à la Ninon. Qui prendra l'initiative de mettre à la mode la propreté et la santé ? Personne parmi les dirigeants de l'état social actuel, car réalisées au physique, elles feraient naître infailliblement un besoin d'émancipation intellectuelle et morale qui ne s'accommoderait plus de l'esclavage et de l'avilissement où les travailleurs sont tenus par leurs maîtres. Jean Rictus a dit fort justement :

*« Ouvrier mon frère, Ouvrier ;
Crois que ma parole est profonde.
Avant de dominer le monde
Commence par te laver les pieds. »*

La beauté de la mode, c'est celle des sépulchres blanchis dont parle l'Evangile.

En art, la mode n'est pas moins capricieuse et dépourvue de toute préoccupation véritablement esthétique. Son choix, parmi les objets plus ou moins dignes d'admiration, va généralement aux plus mauvais, aux spectacles violents, aux couleurs criardes, aux musiques où le sentiment coule comme de la mélasse, à tout ce qui excite brutalement ou niaisement les sens de la foule au lieu d'exercer son goût. Si elle jette son dévolu sur du beau véritable, c'est pour le travestir, le souiller en en faisant un objet de négoce et en le mêlant aux passions qui agitent l'opinion. Elle débite le beau en série. Elle multiplie, par exemple, les femmes nues de Henner, les salles à manger hollandaises, les statuettes de Tanagra, fabriquées à des milliers d'exemplaires, jusque dans les prisons disent certains. Elle groupe les caravanes Cook, qui se répandent comme des nuées de sauterelles, des fiords de la Norvège aux pampas de l'Argentine, transportant la bête stupidité de leurs clients cossus des représentations d'Oberammergau aux courses de taureaux de Madrid ou aux fumeries d'opium de Chine. Elle fait se retrouver dans les palais du monde entier, la même humanité interchangeable, les mêmes hommes en smoking, les mêmes femmes oxygénées, qui mangent les mêmes nouilles financières, lisent le même roman de M. Bourget, dansent le même fox-trott et écoutent par la télégraphie-sans-fil, le même discours d'un farceur politicien ou la même *Prière d'une Vierge*.

Enfin, la mode trouve son ultime expression dans le snobisme qui lui donne, à l'usage de ce qu'on appelle « l'élite », des formes pas plus intelligentes, mais plus maniérées, moins « démocratiques ». C'est le snobisme qui fait admirer sans comprendre et manifester la satisfaction la plus vive, par des gens qui s'ennuient mortellement. Par lui, ceux qui sifflaient

furieusement Wagner, il y a trente ans, sont devenus ensuite ses plus bruyants admirateurs pour se remettre à le siffler durant la « Grande Guerre ». Dans les premiers jours de cette guerre, les journaux faisaient une publicité admirative à ce mot d'un ministre des Beaux-Arts, qui montrait ainsi, qu'un ministre n'est parfois qu'un sot plus décoratif : « Enfin, je vais pouvoir dire que Wagner m'ennuie !... » L'académicien Frédéric Masson, qui a passé sa vie à chercher la beauté dans les pots de chambre napoléoniens, écrivait : « Si les wagnériens sont inconscients, qu'on les enferme ; s'ils sont sincères, qu'on les fusille. » Dans les casinos de Vichy, de Nice et autres lieux, entre une partie de roulette et un tango, Wagner était sifflé par les patriotes grassement installés dans les tripotages et dans la vadrouille de guerre. Pendant ce temps, de véritables artistes qui se battaient et qui furent tués pour défendre tout ce beau monde, se jouaient dans les tranchées la musique du même Wagner, se consolant de « l'humaine bêtise » en communiant avec la beauté universelle et éternelle si au-dessus du snobisme des patriotes de proie et de sang... Depuis, Wagner est redevenu à la mode, étant le seul capable, par l'action de son génie sur le véritable public, de procurer à l'Opéra des recettes qui le sauvent de la faillite. Et le snobisme s'affirme ainsi dans son intégrale insanité ; il insulte le génie, mais il s'incline toujours devant la recette. Ce snobisme est la confusion de Babel pour les pauvres cervelles qui n'ont pas la force de se diriger elles-mêmes, d'échapper à la tyrannie exercée au nom de « l'esprit » par les mercantis qui en vivent. Ils imposent tour à tour le conservatisme académique des bonzes pétrifiés qui défendent à l'art de se renouveler, ou les élucubrations les plus extravagantes de véritables aliénés. Ils consacrent la rovaute des éditeurs et des marchands qui ont misé sur des « poulains » dont ils trustent la production, et celle des directeurs d'entreprises dites « artistiques », parfois aussi illettrés que les catins érigées par eux au rang d'artistes, qui confondent l'art avec la pornographie. Leur champ d'action s'étend de « Gaga » à « Dada », et ils font du domaine du beau, une immense foire et un vaste lupanar.

Non moins conventionnelle, et encore plus particulière à chaque individu, est la beauté vue à travers l'amour. Ce n'est pas pour la beauté qu'elle possède, qu'un homme aime une femme, et réciproquement ; c'est pour celle qu'il ou qu'elle lui voit. « Le jour où l'on prouvera que celui qui aime ne trouve pas son amante la plus belle des femmes, je croirai qu'il y a une théorie de la beauté », a dit Paul d'Ambly. Cette beauté n'est le plus souvent, qu'une illusion, et ne dure qu'un temps, celui de la passion, si elle n'est qu'extérieure. Ses attraits sont emportés par la flétrissure de la maladie ou de l'âge, quand l'illusion n'a pas été déjà détruite par la satiété du plaisir sexuel que les êtres recherchent avant toute autre chose. C'est ainsi que parfois « une belle passion à vingt ans désenchantée tout le reste de la vie » (P. Limayrac). La beauté humaine, comme toute beauté, ne peut inspirer une admiration et un attachement durables que lorsqu'elle est rendue elle-même durable par des qualités morales qui ne s'effacent pas. Elle n'est plus alors l'illusion d'un être qui s'attache à des apparences, elle est une réalité sensible pour tous. Suivant le mot de Bour-sault : « Un homme est assez beau quand il a l'âme belle ».

Voltaire a dit : « Le beau qui ne frappe que les sens, l'imagination, et ce qu'on appelle *l'esprit*, est souvent incertain. Le beau qui parle au cœur ne l'est pas ». Le beau qui ne frappe que les sens et l'imagination (ou sens intérieur), est variable suivant les sensations que chacun en éprouve ; il apporte vite la satiété.

Celui qui s'adresse à l'esprit, c'est-à-dire à l'intelligence, varie pour chacun suivant son mode de jugement, son goût personnel formé de son tempérament, de son éducation, du degré de ses connaissances ou de ses tendances esthétiques. De là, la multiplicité des définitions du beau comme de celles de l'art. « Le beau consiste dans l'ordre et la grandeur », a dit Aristote. Comme lui, Lacordaire ne voyait pas de beauté sans l'ordre et, pour Lamennais, « il y a beauté partout où il y a ordre ». Boileau n'était pas ennemi d'un « beau désordre » qui est « un effet de l'art ». Platon disait : « La mesure et la proportion constituent la beauté », et Bossuet : « Juger de la beauté, c'est juger de l'ordre, de la proportion et de la justesse ». J.-B. Rousseau, Béranger, Lamennais, Vinet, Gérando, Alletz, Renan voyaient le beau dans le vrai. De même Boileau disant : « Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable », à quoi A. de Musset ripostait : « Rien n'est vrai que le beau, rien n'est vrai sans beauté ». D'après le sculpteur Rodin, « Il n'y a qu'une beauté, celle de la vérité qui se révèle ». Pour Brizeux : « Le beau est vers le bien un sentier radieux ». Enfin, tandis que pour Kant « Le beau est ce qui plaît universellement sans concept », pour Hegel : « C'est l'identité de l'idée et de la forme ».

Toutes ces définitions et d'autres, plus ou moins alambiquées, qu'il serait trop long de citer, n'ont une valeur exacte que dans la mesure où elle font la part du cœur, c'est-à-dire de notre sensibilité morale, dans les impressions que fait naître la beauté. Il n'y a pas de beauté vraie et durable, même dans la perfection physique, si elle n'est pas accompagnée de perfection morale. « La beauté morale est le fond de toute vraie beauté » (V. Cousin). « La beauté morale peut durer toujours » (Mme Romieu). Le nombre est infini de ceux pour qui la morale est étrangère à la beauté ou qui lui donnent un autre sens que celui qu'elle doit avoir. Aussi, ne croyons-nous pas inutile de préciser comment nous l'entendons quand nous en parlons à propos du *beau moral*. Nous la voyons dans la pureté des intentions et dans la pureté des sentiments. Nous refusons de la diminuer en la confondant avec les *morales* conventionnelles. Le beau moral est au-dessus et en-dehors d'elles, il est dans la nature où rien n'est immoral. L'immoralité, c'est la saleté des intentions, c'est l'hypocrisie des moralistes et des marchands de vertu qui ont inventé le vice et qui en vivent ; c'est la fausse pudeur des Florentins et de cet Arétin — combien qualifié pour parler au nom de la morale ! — qui étaient choqués de la nudité du *David* de Michel Ange et de l'indécence de son *Jugement dernier* ; c'est le geste de Tartufe, tendant son mouchoir à Dorine en lui disant : « Couvrez ce sein que je ne saurais voir ».

Le beau moral ne se sépare pas du bien, du bon, du juste, du vrai et de l'utile, considérés comme valeurs morales. Ils ne sont pas à eux seuls la beauté ; ils lui donnent sa complète expression. Par eux, « le beau réside dans ce qui ne supporte pas de changement » (Aristote), « le beau est dans la forme finale » (A. Karr), « le beau est la splendeur du bien » (Platon), « la beauté est la créature de l'amour » (Lacordaire), « le goût du beau ne connaît pas l'intolérance » (Renan), « le beau ne plaît qu'un jour si le beau n'est utile » (Saint-Lambert). Mais tout d'abord, « le beau est toujours intelligible, ou du moins doit l'être » (Goethe). « Le beau abstrait est la chimère des artistes paresseux qui négligent le beau visible » (Emeric David).

Dans son article, très substantiel, de la *Grande Encyclopédie*, sur la *beauté*, M. Henri Marion, professeur à la Sorbonne, a écrit entre-autres choses intéressantes : « Le beau s'adresse à l'homme tout entier, à la raison comme au cœur, à la pensée comme aux sens

et à l'imagination. Il émeut toutes nos puissances à la fois, de là, la plénitude du sentiment qu'il excite... Précisément parce qu'il diffère de la sensation égoïste, le sentiment du beau est par essence désintéressé, généreux. Il tend à se communiquer ; il favorise l'épanouissement des affections sympathiques et de la sociabilité ». Parlant de la place que l'enseignement de la beauté devrait occuper dans une éducation démocratique, M. Marion dit encore : « Plus l'enfant du peuple risque d'être asservi aux dures nécessités et esclave du besoin, plus on lui doit, si on veut faire de lui un homme libre, de le faire participer autant que possible, à la culture qui élève, délivre et console. Le munir des connaissances nécessaires est peu ; il a droit à sa part de ce qui orne et rehausse la vie. Et en la lui donnant, on travaille à son éducation morale d'une façon qui, pour être indirecte, n'en est peut-être que plus efficace ». M. Marion se rencontre ici avec Edgar Quinet, exprimant ses magnifiques espoirs démocratiques : « Les démocraties modernes, ou seront condamnées à une honteuse infériorité à l'égard des pouvoirs qui les ont précédées, ou se mettront à la tête des éternelles et splendides doctrines du genre humain : justice, amour, beauté, immortalité, héroïsme, conscience, plaisirs de l'âme, tradition de toutes les intelligences qui ont éclairé et orné les temps passés ». Mais, par une sorte de contradiction, en même temps qu'il démontre ainsi l'utilité de la beauté pour l'individu tout entier, dans sa vie particulière et dans la vie sociale, M. Marion établit entre le *beau* et l'*utile* une distinction qui les sépare nettement et constitue une véritable théorie du « beau pour le beau », rappelant celle de « l'art pour l'art ». Il dit entre autres : « Qu'est-ce que l'utile, sinon ce qui sert à quelque chose ? Or, à quoi sert une *Sainte Famille* de Raphaël, la *Vénus de Milo*, une symphonie ? Le beau est sa fin à lui-même ; il se suffit. Il ne sert à rien, qu'à enchanter ceux qui le goûtent. C'est un luxe, un surcroît, un heureux superflu... L'objet beau, comme tel, se suffit à lui-même, se justifie par sa beauté même et n'est pas moyen pour autre chose. A quoi sert un bel enfant ? a fort bien demandé un humoriste ». Sauf le respect que nous devons à un professeur de Sorbonne, il nous semble que nous voici plongés en plein « galimatias », comme aurait dit Voltaire. La boutade de l'humoriste ne prouve qu'une chose : la bêtise de l'humoriste. De la même façon, on pourrait demander : « A quoi sert un humoriste ? » et poser la question pour tout ce qui existe et pour la vie elle-même. « A quoi sert la vie ? » Nous défions bien M. Marion, et tous les humoristes du monde, de faire une réponse à cette question, s'ils ne peuvent dire à quoi sert un bel enfant. Ce qui nous intéresse, nous tous, simples hommes qui ne sommes pas des métaphysiciens et qui vivons dans cette réalité quotidienne qui désolait Jules Laforgue, ce n'est pas « la nature du beau » ; c'est « le moyen pour autre chose » qui se trouve en lui comme dans tout ce qui existe même le plus spirituellement, comme en Dieu lui-même qui est, dit-on, la suprême beauté, mais qui est utile aux hommes, puisqu'ils ont éprouvé le besoin de l'inventer. C'est ce « moyen pour autre chose » que M. Marion a lui-même constaté en parlant de son rôle social. Que le beau soit, par sa nature, une « finalité », soit, nous ne le contestons pas puisque nous voyons en lui la perfection. Mais qu'il soit « une finalité sans fin », c'est-à-dire une finalité qui n'est pas « un moyen pour autre chose », nous ne le reconnaissons pas, même si M. Marion appelle Kant à la rescousse. Car l'utilité de la beauté est éclatante autour de nous et en nous ; elle s'impose à tous les êtres. N'est-elle pas utile à l'animal qui s'efforce de paraître plus beau que ses rivaux pour l'emporter auprès de la femelle ? La même utilité de la beauté n'est-elle pas,

pour la même raison, à la base des rapports entre les sexes humains ? Et, à mesure qu'on s'élève vers des formes de vie supérieures, l'effort de l'homme n'est-il pas de plus en plus stimulé par la recherche de la beauté qui « émeut toutes ses puissances à la fois » et excite « la plénitude du sentiment » ? M. Marion lui-même nous l'a démontré.

La beauté est comme l'art dont elle est l'inspiratrice ; elle est la vie dans sa perfection, c'est-à-dire dans le bien-être, dans la joie, dans le bonheur, dans l'épanouissement complet de la nature et de l'individu. La beauté est le pain de l'âme ; elle est aussi indispensable à l'homme que le pain du corps. Il a un tel besoin de ce pain spirituel, que les réalités merveilleuses répandues dans son environnement et dans son propre fond ne lui suffisent pas : il demande à l'art de les faire encore plus belles et il va chercher de la beauté dans les cieux, auprès de divinités qu'il imagine plus parfaites que ce qui est autour de lui et en lui. Mais alors, voulant faire l'ange, il fait la bête. Voulant dépasser l'art, il fait la bondieuserie et toutes les formes de la laideur ; voulant atteindre une morale plus haute que la morale naturelle, il tombe dans tous les pièges de l'immoralité.

La beauté, c'est la vie, non dans des paradis fallacieux que promettent des charlatans pour le temps où nous serons morts, mais dans le présent, autour de nous et en nous. Elle est née avec la première palpitation de la nature, comme la Vénus antique est née de l'écume de la mer. Dès que l'enfant ouvre les yeux à la vie, elle s'offre à lui dans les yeux de cette mère qui épie sur son visage son premier sourire. Elle le sollicite dès ses premiers jeux. Devenu homme, elle lui apporte la joie du travail, la douceur des affections, la consolation de ses peines. Elle pétrit, elle forme, elle possède l'homme durant toute son existence, dans tout ce que, même inconsciemment, il accomplit dans les voies de la vraie morale. Et lorsqu'arrive l'heure, chantée par Tristan, du « retour à l'éternel oubli originel », si, repassant sa vie dans sa mémoire, il peut se dire : « J'ai vécu en faisant mon devoir envers moi-même et envers les autres », c'est encore elle qui, chassant les vaines terreurs de son cœur apaisé, met sur ses lèvres le dernier sourire, comme elle y mit le premier.

Evidemment, une multitude d'hommes, presque tous les hommes, vivent dans l'ignorance de la vraie beauté. L'organisation sociale est telle que seuls quelques-uns, privilégiés, peuvent jouir de ses bienfaits. Mais parce que les hommes ne connaissent pas les joies du travail libre et de l'art véritable, des affections sincères et des plaisirs moraux, est-ce dire que ces joies ne leur soient pas utiles, nécessaires, et qu'elles soient pour eux « un luxe, un surcroît, un heureux superflu » ? Ce serait dire, alors, que les animaux n'ont pas besoin de la liberté des champs, puisque certains sont enfermés dans des étables, que l'enfant n'a pas besoin de soins maternels puisqu'il en est qui sont sans mère et que l'Assistance Publique livre à des trafiquants de chair humaine, que l'être humain n'a pas besoin de soleil, de lumière, d'air, de bonne nourriture et de gaieté, puisqu'il est des hommes qui travaillent sous la terre, qui habitent dans des taudis, qui ne mangent jamais à leur faim et qui sont plongés dans un perpétuel désespoir. Ce serait livrer définitivement l'humanité à l'esclavage et à la haine, à l'imposture et au crime, à la laideur et à l'immoralité.

M. Marion a conclu son article en disant : « La beauté éclate partout dans l'univers. Elle est l'ordre, l'harmonie, la proportion, c'est-à-dire tout ce qui enchante l'intelligence et d'autre part, vie, liberté, grâce, bonté, tout ce qui remplit d'amour le cœur ». Oui, la beauté est tout cela. C'est pourquoi elle est utile à l'homme.

Elle est pour lui la souveraine utilité, parce qu'elle lui apporte, dans ce « consensus d'éléments divers » qui fait les disputes des théoriciens, les seules certitudes de bonheur en quoi il peut avoir foi. Ce bonheur, il le possèdera lorsqu'il mettra à bas la prison du mensonge et de la laideur dans laquelle il est enfermé. — Edouard ROTHEN.

BEAUX-ARTS. Il semble qu'on devrait entendre sous cette dénomination, tous les arts qui s'inspirent de préoccupations esthétiques et ont pour but la manifestation du beau. Mais ce serait trop simple dans un monde basé sur des complications hiérarchiques, et qui a créé les classifications les plus imprévues pour les choses comme pour les personnes. De même que les hommes se divisaient en « gentilshommes » et en « vilains », il leur fallait l'art « noble » et l'art « roturier », celui des « honnêtes gens » et celui de la « canaille ». Or, comme ces divisions n'ont d'autre base qu'une fantaisie arbitraire, elles sont pleines de contradictions ainsi que nous l'avons constaté pour l'art, et que nous allons le voir à propos des beaux-arts.

On classe sous ce titre, d'une façon générale : l'architecture, la sculpture, la peinture, la poésie, l'éloquence, la musique et la danse ; elles sont, paraît-il, parmi les arts, les plus nobles et les plus dignes de la véritable beauté. Mais on fait une première distinction en appelant plus particulièrement *beaux-arts*, ceux qui ont à leur base le dessin et sont dits : *arts plastiques*, à savoir l'architecture, la sculpture et la peinture. Les arts plastiques sont-ils des beaux-arts dans toutes leurs manifestations ? Non. Là encore on fait une distinction lorsqu'il s'agit de leurs dérivés, les *arts décoratifs*, dont nous parlerons plus loin. Les beaux-arts proprement dits étant limités à l'architecture, la sculpture et la peinture, on donne à la poésie et à l'éloquence, le titre de *belles lettres*. Sous cette rubrique, elles se rencontrent avec la grammaire, la rhétorique, la philosophie et toutes les formes de la littérature qui ne sont pas des beaux-arts et sont seulement des *arts libéraux*. Mais elles deviennent beaux-arts en devenant belles-lettres ; Pour la musique et la danse, elles sont dans les beaux-arts sans classification spéciale et comme deux sœurs d'âges différents. La cadette, la danse, ne va guère sans son aînée la musique ; elle en est tributaire, particulièrement au théâtre. Le théâtre, avec la multiplicité de ses spectacles, soit en plein air, soit dans des salles fermées, appartient lui aussi aux beaux-arts sans leur appartenir. N'a-t-il pas eu toujours la plus détestable réputation auprès des gens « bien pensants » qui jugent de ce qui est « noble » et « honnête » ? Mais comme il réunit ensemble tous les beaux-arts, il est bien difficile qu'il n'en soit pas. C'est lui qui les groupe pour des manifestations collectives et leur permet de se réaliser le plus totalement en donnant l'idée complète de leurs rapports entre eux. A la construction du monument appelé théâtre, participent, ou doivent participer, dans un harmonieux ensemble, non seulement l'architecture, la sculpture et la peinture, mais encore tous leurs dérivés ornementaux qui sont des arts décoratifs. Pour les spectacles qui sont donnés dans le théâtre, il est non moins besoin d'une collaboration harmonieuse de la poésie, l'éloquence, la musique, la danse et des effets combinés dans la mise en scène des décors, accessoires, machinerie, jeux de lumière, costumes, etc... qui sont une autre catégorie des arts décoratifs. De même que les arts plastiques, la poésie, l'éloquence, la musique et la danse ont des dérivés qui ne prennent toute leur signification que dans des manifestations collectives et particulièrement au théâtre. La poésie et l'éloquence y forment la *littérature dramatique* qui a plusieurs genres de la plus grande variété. La musique prend des formes non moins variées suivant qu'elle est d'église,

de concert ou de théâtre. Enfin, la danse présente tous les aspects de la *chorégraphie*.

Les divers avatars par lesquels sont passées l'organisation de l'*Académie des Beaux-Arts* actuelle et sa représentation dans l'*Institut* qui est la réunion des cinq Académies, montrent bien ce qu'il y a d'artificiel dans la distinction entre les beaux-arts.

L'*Académie des Beaux-Arts* fut fondée en 1795, en même temps que l'*Institut*, pour remplacer l'*Académie royale de peinture et de sculpture* et l'*Académie royale d'architecture*. Elle ne fut d'abord représentée à l'*Institut*, que par les sections de la peinture, la sculpture, la musique et la déclamation. Puis la déclamation fut remplacée par la gravure. Aujourd'hui, et jusqu'à nouvel ordre, la peinture, la sculpture, l'architecture, la gravure et la musique sont les beaux-arts reconnus par l'*Académie* qui compte 14 peintres, 8 sculpteurs, 8 architectes, 4 graveurs, 6 compositeurs de musique. Mais si l'académisme réduit ainsi le nombre des beaux-arts officiels, l'Etat l'augmente singulièrement en étendant les tentacules de son administration sur tous les autres. L'Etat se donne ainsi des airs de libéralisme en face de l'*Académie* ; nous verrons qu'ils sont aussi malfaisants l'un que l'autre. (Voir *Administration des Beaux-Arts*.)

Nous dirons, pour préciser autant que possible ce qu'on entend par les *beaux-arts* : ils sont limités à l'architecture, la sculpture, la peinture, lorsqu'on les considère séparément ; ils comprennent en outre, lorsqu'ils participent à des manifestations collectives, la poésie, l'éloquence, la musique, la danse et tous les dérivés des deux groupes : arts décoratifs, littérature dramatique, musique d'église, de concert ou de théâtre, chorégraphie. Nous nous en tiendrons ici aux beaux-arts proprement dits : architecture, sculpture, peinture, dans leurs rapports avec les arts décoratifs.

Tout d'abord, que sont les *arts décoratifs* que l'académisme prétendait repousser et traiter en parents pauvres, mais qu'il est de plus en plus obligé d'adopter ? Ce sont ceux de l'ornementation dans les constructions de l'architecture, dans la fabrication des objets mobiliers, des vêtements, des parures et, généralement, toutes les applications artistiques de l'industrie. Ils sont les animateurs de l'architecture qui est, sans eux, une chose morte chaque fois qu'elle ne s'intègre pas à la vie du milieu où elle est placée. Ils créent l'atmosphère dans la maison en y apportant leur rayonnement, c'est-à-dire la lumière, la grâce, l'harmonie des couleurs et des lignes. Ils excitent les sentiments des foules réunies pour des manifestations collectives, les invitant au recueillement ou à la joie. La distinction tendant arbitrairement à les exclure des beaux-arts, s'appuie sur ce qu'ils sont, pratiquement, des *arts mécaniques* ou *industriels*. Mais, dans leur utilisation, les beaux-arts proprement dits, ne sont-ils pas pareillement industrialisés, lorsqu'on reproduit, — et parfois avec quelle absence de scrupules ! — un monument, une statue, un tableau, un poème, une partition ? Qu'est-ce qui n'est pas industrialisé aujourd'hui, même parmi les choses qui paraissent les plus vénérables et qui sont les plus respectées ? Toutes les formes de la vie et de la mort trouvent leurs mercantis. Aucun art n'échappe à ce sort. La plupart des artistes sont devenus des boutiquiers et, suivant un mot ministériel, on trouve « étrange » l'obstination que mettent à ne pas faire parler d'eux, ceux qui font leur œuvre dans la retraite et le silence. Pour un peu, on verrait une tare dans cette obstination et on traiterait de malfaiteurs ceux qui s'y renferment. L'art véritable, le seul qui devrait compter aux yeux de ses puristes, est uniquement dans la création de celui qui le produit. Or, en quoi la création de l'artisan : peintre-décorateur, ébéniste, céramiste, graveur, ciseleur, verrier, émailleur, tapissier, relieur,

etc... est-elle moins de l'art et moins belle que celle de l'architecte, du sculpteur, du peintre ? Phidias, sculptant les frises du Parthénon fut-il moins artiste que lorsqu'il exécuta la statue de Minerve ? Le Michel-Ange qui décora de ses fresques la Chapelle Sixtine, fut-il inférieur à celui qui sculpta la *Pietà* ? Et l'art d'un Benvenuto Cellini, d'un Bernard Palissy, d'un Boulle, ne serait pas du bel art, alors que l'architecture du Trocadéro, les hideux monuments aux morts qui souillent leur souvenir, les kilomètres de toiles barbouillées qui vont s'échouer chez les Dufayel de la peinture, en seraient !... On dit : « Il n'y a pas d'art, ou il n'y a qu'un art très inférieur dans les reproductions indéfinies des arts industriels » ; y en a-t-il davantage dans celles non moins indéfinies des beaux-arts ? La *salière d'or*, de Benvenuto Cellini, qui est une des merveilles du musée de Vienne, ne serait pas du bel art parce que ses reproductions pourraient être sur toutes les tables, et l'*Angelus*, de Millet, en serait malgré ses reproductions à des milliers d'exemplaires en d'affreux chromos, sur des tapis de table et jusque sur des descentes de lit, ce qui permettrait à des pieds sales, de marcher sur « l'art » ! Ce seul exemple suffit à démontrer la stupidité de la distinction faite entre les beaux-arts et les arts industriels, basée sur leur utilisation. Le sculpteur Rodin disait du travail de l'artisan-artiste qu'il était : « Le sourire de l'âme humaine sur la maison et sur le mobilier ». Or, il n'y a rien de plus beau, dans tout le domaine de la beauté, que le sourire de l'âme humaine.

Pendant longtemps il n'y avait pas eu de distinction entre les beaux-arts et les arts décoratifs. Confondus ensemble, ils avaient eu une histoire commune. On les aurait séparés d'autant plus difficilement qu'ils étaient plus mêlés à la vie et avaient tous cette destination pratique qui est précisément celle des arts décoratifs : montrer la beauté de la vie.

La distinction devint plus facile, quand on sépara l'art de la vie, pour en faire une sorte de royaume spirituel réservé à des élus, et elle trouva ses prétextes dans le développement de l'industrie, réduisant de plus en plus la valeur esthétique des arts soumis à son exploitation. L'antiquité ne connut pas cette exploitation dans les objets fabriqués en série par le moyen des machines. L'objet était produit par l'artisan, et il pouvait toujours en varier la forme ou la couleur, au gré de sa fantaisie. La grande époque des arts décoratifs fut alors celle de l'Égypte. Elle brilla surtout par la polychromie. Tous les jours, dans les monuments enfouis, et qui sont, hélas ! si stupidement saccagés, on découvre des aspects nouveaux de cette décoration extrêmement variée, et qui s'appliquait à la perfection tant sur les objets les plus simples et des usages les plus intimes, que dans les monuments les plus grands. Chez les Grecs, l'œuvre décorative fut admirable surtout par l'ornementation sculpturale des monuments, leurs statues et figures de marbre ou de bronze. Chez les Romains, la décoration fut de caractère grec. On l'a retrouvée intacte dans Pompei. Byzance surpassa de beaucoup Rome, par sa magnificence dans la décoration de ses monuments, par ses richesses dans le mobilier et par ses chefs-d'œuvre de mosaïque et d'orfèvrerie, ses miniatures et ses émaux. L'art arabe brilla d'autant plus dans l'ornementation, que la religion de Mahomet interdit les reproductions de la figure humaine. Aucun autre ne l'a dépassé dans les dispositions et les couleurs de ses tapis, ses tissus, ses ouvrages en cuir, ses faïences en majolique, ses verreries qu'avec une longue patience les artisans exécutaient sans autres indications que les traditions orales transmises d'une génération à l'autre. Une patience encore plus grande est à la base du travail des artisans d'Extrême-Orient. Aussi, leurs laques, leurs émaux avec incrustations de cuivre, leurs porcelaines,

grès, aciers damasquinés, bronzes fondus à cire perdue, broderies, etc... présentent une perfection d'achèvement incomparable. Mais les arts arabe et extrême-orientaux ne se sont pas renouvelés.

Au Moyen-Age, le véritable art français naquit et se développa en puisant aux sources populaires. Orfèvres, brodeurs, tapissiers, armuriers, gens de métiers, étaient tous artistes pour l'embellissement des objets nécessaires à la vie ; ils formèrent ces traditions de l'art véritable que l'on recherche aujourd'hui. La Renaissance, surtout en Italie, donna un éclat sans pareil aux travaux de l'artisan, en appliquant l'art à toutes les formes de la vie.

La distinction entre les arts est née avec la situation privilégiée des artistes, lorsqu'ils furent soi-disant « élevés » au-dessus des artisans, par les rois et les nobles riches qui les attachèrent à leurs maisons, dans des emplois où ils se confondirent plus ou moins avec la valetaille. Perdant peu à peu auprès de leurs maîtres, tout contact vivifiant avec la nature et le peuple, ils enfermèrent l'art dans des formes de plus en plus étroites et conventionnelles. Mais il fallait maintenir leur prétendue supériorité artistique. On fonda pour cela, les Académies et on y installa la cuistrerie pontifiante qui devait se dresser contre la vraie beauté. Rome et Florence virent les premières de ces Académies, à la fin de la Renaissance. En France, on fonda d'abord, en 1635, l'*Académie Française*, pour les gens de lettres, puis, en 1648, sur l'initiative de Lebrun, l'*Académie royale de Peinture et de Sculpture*. Colbert créa, en 1663, l'*Académie des Inscriptions et Belles-lettres*, et, en 1671, il installa l'*Académie royale d'Architecture*. Ces fondations placèrent les beaux-arts sous le patronage de l'Etat, et inaugurèrent cet art officiel qui exerce toujours sa souveraine malversation.

Jusqu'à la Renaissance qui amena peu à peu cette transformation, les artistes n'avaient été que des ouvriers habiles qui apportaient dans l'exercice de leur métier, les formes nouvelles de leurs créations personnelles. Le travail était commun ; l'artiste produisait le modèle que l'ouvrier l'aidait à réaliser. Au Moyen-Age, les architectes s'appelaient simplement *maçons* ou *maîtres des œuvres de maçonnerie*, les sculpteurs : *imagiers* ou *tombiers*, les peintres : *enlumineurs*.

Tous se confondaient avec la foule qui travaillait du compas, de la truelle, du ciseau, du pinceau, et les cathédrales, tant dans leur plan que dans leur construction et dans leur ornementation, ne proposent à notre admiration, que le magnifique anonymat des travailleurs, créateurs de génie ou simples manœuvres, qui les érigèrent. La vanité humaine qui, depuis, a voulu faire de l'artiste un surhomme, n'a fait que déshonorer l'artiste en le déchaînant contre l'art. Aujourd'hui, suivant le mode de démocratisation à rebours institué par les démagogues, tout le monde a du génie et veut être artiste en quelque chose, depuis ces ministres interchangeables qui transfèrent d'un ministère quelconque à celui des beaux-arts leur incompétence souriante, jusqu'aux cordonniers qui se qualifient *chausseurs* et aux empailleurs d'oiseaux qui s'intitulent *naturalistes*. Toutes les professions sont devenues des beaux-arts, et Thomas de Quincey ne faisait qu'anticiper sur notre époque en y mettant l'assassinat ; grâce à « l'art de gouverner » et à « l'art de la guerre », il se perfectionne tous les jours.

La distinction entre les artistes et les artisans amena la distinction entre les arts. En France, les beaux-arts séparés des métiers, allèrent de plus en plus vers des formes pompeuses mais dépourvues d'originalité foncière. De même qu'on adaptait à la langue une antiquité qui la défigurait en prétendant la rendre plus noble, on imitait l'antique dans les arts, sans tenir compte qu'il ne répondait ni au caractère du pays, ni

à son climat, ni à l'époque, et qu'il faisait perdre à l'art français, tout ce qui avait constitué sa nature propre. On créait une langue et un art « nobles » à côté de la langue et de l'art « roturiers » laissés au peuple de plus en plus méprisé. L'art roturier, c'était l'art décoratif, qu'on séparait de l'art proprement dit en le classant dans l'industrie, de même qu'on séparait l'artiste de l'artisan. Mais les traditions du travail d'art restaient chez ce dernier, et c'est chez lui que Lebrun lui-même dut aller les chercher lorsque, ayant constaté la lamentable déchéance des arts décoratifs, depuis le triomphe de l'académisme, il voulut les faire revivre. Il provoqua ainsi l'éclosion de l'art français le plus caractéristique et le plus original, celui du XVIII^e siècle, qui réunit les traditions des siècles passés dans la grâce, la légèreté, la coquetterie de l'architecture, de la décoration et de l'ameublement. Après cette époque unique dans l'art français et qui rayonna sur toute l'Europe, on retourna à une antiquité aggravée d'académisme napoléonien. Pendant tout le XIX^e siècle, les arts décoratifs ne trouvant plus aucune inspiration dans la vie populaire, végétaient misérablement. Ils allèrent de l'antique au Louis XV, et de la Renaissance à l'Empire, cherchant à les combiner ensemble, mais ne produisant que des monstres et aboutissant, finalement, à l'horreur de ce qu'on a appelé le « style Fallières », qui caractérise la fin du XIX^e siècle et le commencement du XX^e.

Des efforts sont faits depuis quelque temps, pour relever les arts décoratifs de la situation où ils sont tombés, et pour les remettre à leur vraie place parmi les beaux-arts. Paris a vu, en 1925, une *Exposition des Arts Décoratifs*. Si elle a montré certaines initiatives intéressantes dans les voies de ce qu'il y a à réaliser, elle a surtout révélé le mal qui pèse sur les arts décoratifs comme sur tous les arts en général : la bêtise académique conjuguée avec la tyrannie capitaliste. Que pourront faire les initiatives de quelques hommes dévoués à la beauté, contre la double puissance des officiels empanachés et des mercantis industriels, pour qui l'art n'est qu'un moyen d'exploiter les travailleurs et d'amasser de l'argent ?

Sait-on combien l'Etat, qui entretient somptueusement tant de majestueux parasites, paie les artisans-artistes de sa manufacture de Beauvais ? Voici leurs salaires : artistes tapissiers, chef, sous-chefs, 5.800 à 14.000 fr. Elèves appointés, 5.000 à 5.800 francs. Elèves à l'essai pendant deux ans, 1.500 fr. Dans quel ministère des chefs, sous-chefs ou simples expéditionnaires se contenteraient de pareils salaires ? Pendant que l'*Exposition des Arts Décoratifs* montrait par-dessus tout le puffisme capitaliste, l'*Œuvre de l'hospitalité de nuit*, publiant sa dernière statistique, faisait connaître que dans l'année écoulée, elle avait abrité dans ses asiles, près de cinquante mille indigents et que, sur 650 individus n'appartenant pas à des professions ordinaires, il y avait eu 376 ouvriers d'art !

L'œuvre de rénovation de l'art ne pourra aboutir que lorsqu'on ira chercher dans les sources d'inspiration générale et populaire, une sève et une vie nouvelles. Pour cela, il faut que l'art devienne révolutionnaire. Quand les artistes et les artisans, se donnant la main pour un effort commun comme celui des temps où ils se confondaient, se lèveront pour abattre l'académisme qui étouffe leur initiative et le capitalisme qui les exploite, les affame et les tue, ils pourront alors réaliser l'œuvre de renaissance de l'art, et l'offrir aux hommes comme la parure de cette vie libre qui doit être le bien de tous. — Edouard ROTHEN.

BEAUX-ARTS (Administration des). Nous lisons, dans la *Grande Encyclopédie* : « L'Administration des Beaux-Arts a pour attributions essentielles, d'une part, la conservation et l'accroissement de nos richesses artis-

tiques, d'autre part, l'enseignement de tous les arts ou plutôt une sorte de direction élevée et impartiale laissant à l'art, la liberté sans laquelle il ne saurait s'épanouir ».

Voilà, dira-t-on, une administration vraiment utile. Elle le serait si tout cela n'était pas qu'une façade ; mais en fait, l'Administration des Beaux-Arts n'est que ce que sont toutes les administrations de l'Etat, et celle-ci est d'autant plus malfaisante qu'elle s'occupe des choses de l'esprit. En fait, comme l'écrivait Octave Mirbeau : « L'Etat possède un ministère spécial où il cuisine et triture l'art comme en d'autres ministères on triture et cuisine la justice, les finances, l'armée, les élections, car si les plats diffèrent, la cuisine est partout la même ». Par ce ministère, l'Etat exerce son pouvoir sur tout ce qui est de l'art et se rattache à l'art : travaux d'art et musées, enseignement et manufactures nationales, monuments historiques, théâtres, palais nationaux, etc... Il a pour cela un Conseil supérieur des Beaux-Arts, avec une foule de conseils spéciaux, de commissions, de sous-commissions, de comités, de sous-comités, d'administrateurs, de directeurs, de conservateurs, de bibliothécaires, de professeurs, d'archivistes, d'inspecteurs, de contrôleurs, de surveillants, etc... Et au-dessus de toute cette hiérarchie plane l'Institut.

« L'Institut, a écrit encore Octave Mirbeau, voilà la grande plaie dont souffrent, s'étiolent et meurent les Beaux-Arts. On ne le dira, on ne le criera jamais assez haut. L'Etat ne peut s'habituer à considérer l'Institut pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire un étroit groupement de personnalités intrigantes, vaniteuses et médiocres, un syndicat solidement organisé d'après commerce et de peu avouables intérêts de caste, qui s'est donné la mission malfaisante et productive de maintenir l'art au plus bas niveau — à son niveau — afin d'en rester, sans contester, le seul bénéficiaire. L'Etat, qui ne croit plus en Dieu, croit encore à l'Institut ; il croit du moins — ignorance ou snobisme, marchandage peut-être — que l'Institut est une force éducatrice, moralisatrice, le refuge du goût, une élégance décorative dans l'Etat. Lui qui a chassé le moine de ses écoles, le crucifix de ses prétoires, qui tente de briser l'omnipotence corruptrice de l'Eglise, tout au moins de la réduire à son minimum de danger social, il n'a que des respects, un vrai culte pour l'Institut, et il ne se montre à lui que dans la posture humiliée du plus servile agenouillement, car il espère bien en être, un jour ou l'autre, dans la personne de ses représentants, frotter sa rotule aux blasons percés des ducs, et coudre les palmes vertes aux manches de l'habit de ses ministres. Et non seulement il le respecte, le flatte, le courtise, mais il lui assure une ingérence officielle, une véritable prépondérance administrative, dans l'Etat. Dès que le plus médiocre des mortels, par intrigue ou corruption, parce qu'il est riche, dévôt ou bellâtre, aimé des femmes et de l'Eglise, parce qu'il possède un beau nom, un château historique, des collections historiques, tout cela généralement faux, comme l'histoire, et pour des raisons encore plus basses et quelques-unes très sinistres, dès que ce mortel est élu membre de l'Institut, on le présente avec pompe au Président de la République, qui le confirme académicien et le consacre immortel, au nom de l'Etat. Afin de lui valoir sur tous ses contemporains, dans les choses de l'esprit, une supériorité protocolaire indiscutable, que son manque de mérites, son absence totale de talents n'avaient pu lui conférer jusqu'ici, on l'affuble comme dans les pompes funèbres et les opérettes parodistes, mais avec infiniment moins de pittoresque, d'un costume assez ridicule et qui en impose toujours aux barbares. Il a des broderies de soie verte au collet de son habit, des plumes frisées à son chapeau ; à son côté bat une simili-épée à poignée de nacre. De même qu'un homme de peine sous un fardeau, il plie, sue

et halète sous le poids des décorations, brochettes, écharpes, crachats, cravates, carcans, rouges, jaunes, bleus ou verts, qui lui étranglent le cou, lui étouffent la poitrine, lui courbent le dos, empêchent sa marche, car il a des croix qui lui descendent jusqu'au bas des reins, jusqu'entre les jambes. C'est vraiment le dernier personnage de la dernière opérette. De ce fait, il a le pas sur tous les autres ; sa place est marquée au premier rang, dans toutes les cérémonies publiques et dans tous les dîners en ville. Il défile en tête de tous les cortèges officiels. M. Camille Doucet avant Molière, M. Albert Vandal avant Michelet, M. Coppée avant Baudelaire, M. Bourget avant Flaubert et Balzac. »

C'est sous la tutelle de cet Institut, que l'Administration des Beaux-Arts se manifeste par son armée de ronds de cuir sans compétences, aussi malfaisants sinon aussi ridicules, dont la suffisance interchangeable s'accommode de tous les emplois, comme celle de ses ministres, et qui, rendant inutiles les efforts des rares artistes égarés parmi eux, s'appliquent à étouffer toute manifestation d'art qui n'a pas reçu l'approbation de l'Institut. On la voit exercer sa dictature néfaste sur les musées, sur les bibliothèques, sur les théâtres, sur les écoles, partout où l'art, s'appuyant sur les richesses du passé, pourrait se vivifier, s'enrichir encore, se renouveler et trouver cette « liberté sans laquelle il ne saurait s'épanouir ».

Elle manifeste une hostilité hargneuse à tout artiste nouveau, supérieur, qui n'a pas été couvé par l'Institut et apporte une œuvre originale. Les plus grands artistes contemporains ont été poursuivis par elle et, lorsqu'on veut connaître leur œuvre, c'est à l'étranger qu'il faut aller la chercher. L'Administration des Beaux-Arts n'a d'autre objectif que de réaliser cette formule de M. Leygues, quand il était son chef, comme ministre : « L'Etat ne peut autoriser qu'un certain degré d'art », et elle s'acharne dans cette bêtise incurable et inamovible. Ce sera la tâche de l'art révolutionnaire de la déboulonner de son rond de cuir.

Edouard ROTHEN.

BENEFICE. n. m. (du latin *beneficium* ; de *bene* bien et *facere*, faire). Gain, profit matériel ou moral. Exemple : les politiciens retirent de leurs apostasies, des bénéfices matériels de toutes sortes ; les anarchistes ne retirent de leur propagande qu'un bénéfice moral.

Trop nombreux, hélas, sont les hommes qui se préoccupent des bénéfices matériels avant de se préoccuper des bénéfices moraux.

Le commerçant qui accapare des marchandises de première nécessité pour provoquer une hausse, l'arri-viste qui flatte les puissants, le politicien qui fait mille promesses qu'il a l'intention de ne pas tenir, tous ces gens-là n'ont qu'un seul désir : accumuler bénéfices sur bénéfices. Au contraire, le savant, l'apôtre, l'artiste sincère, peu soucieux des bénéfices pécuniaires, sont prêts à endurer toutes les privations pour mener à bien l'œuvre entreprise. Leur seule récompense sera le bénéfice moral qu'ils retireront de l'estime des honnêtes gens, et cette récompense leur suffit. Ce sera une des tâches de la Révolution sociale, de balayer les agioteurs et parasites de tout acabit, qui amassent des fortunes aux dépens des hommes laborieux.

BERGER (mauvais). On appelle mauvais berger, celui qui profite de l'influence ou du pouvoir qu'il a acquis sur les masses, pour tromper et dépouiller celles-ci. Exemple : Les politiciens sont les mauvais bergers du peuple. Innombrables sont les mauvais bergers, dans la société actuelle. Les politiciens mis à part, il y a encore les philosophes, les penseurs, les artistes qui, profitant de l'auréole que leur confère leur talent, mettent leur intelligence et leur nom au service

des dirigeants. Il faut démasquer tous ces mauvais bergers, qui exploitent cyniquement l'inconscience du troupeau — jusqu'à ce que le troupeau lui-même, prenant conscience de sa veulerie, châtie à son tour les criminels qui l'ont dupé.

BERNER. v. a. Le verbe *berner*, au sens propre, signifie faire sauter quelqu'un en l'air dans une couverture, mais il est beaucoup plus employé au sens figuré : tromper en se moquant, ridiculiser, bafouer. Exemple : Le candidat à la députation berne ses électeurs. La classe ouvrière a toujours été bernée par ceux qui font mine de s'occuper d'elle.

BESOIN. n. m. Privation ou sentiment de privation, qui porte à désirer. Il faut distinguer les besoins de première nécessité et les besoins de luxe. Pour satisfaire leurs besoins de luxe, toujours croissant, les possédants n'hésitent pas à rogner sur les besoins de première nécessité des travailleurs. Pourtant, à peu de chose près, les besoins de tous les hommes sont identiques. Le travailleur, aussi bien que le parasite enrichi, sent lui-aussi, le besoin d'un peu de bien-être ou de superflu, pour rendre sa vie plus agréable. Mais la société actuelle ne lui reconnaît qu'un besoin : le besoin de pain, pour qu'il puisse continuer à subsister et à travailler pour le plus grand profit de la caste dirigeante. Il en est de même pour les besoins intellectuels. L'ouvrier aimerait souvent à s'instruire comme les fils fortunés de la bourgeoisie. Mais la société, voulant qu'il demeure dans son ignorance, lui en refuse les moyens. Elle estime que seules les classes privilégiées ont besoin d'une nourriture intellectuelle. Quant aux travailleurs, c'est à peine si, dans ce domaine, on leur reconnaît un peu plus de besoins que les animaux. Seule la Révolution sociale pourra rétablir l'équilibre des besoins humains et supprimer ces odieux privilèges de classe.

BESOIN. C'est du besoin que sont nés les arts, les industries et les philosophies. Le besoin a créé l'homme. Il en a fait un être sentant et pensant. C'est par le besoin que l'homme est sorti de l'animalité. Aux prises avec la nature, les premiers hommes ont été obligés de lutter pour vivre. Même en mettant à leur disposition ses immenses ressources, cette nature ne les a point dispensés de l'effort. Comme tous les animaux, l'homme a éprouvé le besoin de se réaliser, tantôt en s'adaptant aux circonstances, tantôt en les combattant. L'homme-singe qui vivait il y a 500.000 ans a dû s'ingénier pour découvrir les moyens capables d'assurer son existence. Cet homme était surtout préoccupé de pourvoir à sa nourriture, mais dans cette recherche constante son cerveau a réfléchi, et lentement, l'homme tertiaire a pris conscience de lui-même et de l'univers. C'est le besoin qui a créé les différentes races d'animaux qui se sont succédé sur le globe depuis l'apparition de la vie. Supprimer le besoin, vous supprimez la création. Les besoins, c'est la vie entière. L'esprit a ses besoins, comme le corps. L'homme a besoin de pain idéal autant que de pain matériel : la beauté, sous toutes ses formes, lui est nécessaire. L'histoire des besoins, c'est l'histoire de la civilisation humaine. « Les vrais besoins de l'homme ne sont autre chose que les nécessités de la nature », disait Rousseau. L'homme cherche ce dont il est privé : il lutte pour le conquérir. Ceci est vrai pour la vie morale comme pour la vie physique. L'homme a autant besoin de liberté (sous toutes ses formes) que de nourriture. Manger et penser, c'est être libre. Ce qui caractérise avant tout le besoin, c'est une privation, un manque, l'absence de quelque chose. « Tout désir est un besoin, une douleur commencée », d'après Voltaire. Celui qui désire quelque chose souffre. Cependant, sans désirs, que serait l'homme ? L'être supérieur souffre du man-

que d'idéal : il espère toujours que de la douleur humaine naîtra une humanité meilleure. Seule, l'impuissance n'espère rien, ce qu'elle espère, ce sont des choses insignifiantes. Le besoin crée l'Anarchie (ne pas confondre avec la pseudo-anarchie des dirigeants), c'est-à-dire le Progrès, le rêve du meilleur. — Envisagée du point de vue individualiste, la question du besoin s'éclaire. Si les mêmes besoins conviennent à tous les hommes, il faut tenir compte des différences de tempérament. La santé pourra rentrer en ligne de compte. L'un peut résister à une grande fatigue : un autre offre moins de résistance, d'endurance. Chez le même individu, à différentes époques de sa vie, les besoins ne sont pas les mêmes. Certains jours, on se sent un besoin d'action, de lutte, d'union, de sympathie, certains autres de solitude, de recueillement, d'isolement. On est las, on éprouve un immense soulagement à se sentir seul, loin de toute agitation, on se réfugie dans la tour d'ivoire (les grands créateurs, les hommes de pensée et d'action, les esprits qui ont souffert ont besoin, à de certaines heures, de calme, de repos, de se retrouver face à face avec eux-mêmes). Tel besoin convient à la jeunesse qui n'a plus sa raison d'être pendant l'âge mûr. Les besoins du vieillard ne sont pas les mêmes que ceux de l'enfant. La femme n'a pas les mêmes besoins que son compagnon : il lui faut des chiffons, des parfums, des fards... Tel homme éprouve le besoin de penser, de rêver, d'aimer, d'agir, de travailler, de s'instruire. Tel autre, celui de discuter, discourir à perte de vue, de mentir, de trahir ses amis, de politicianner. Il y a des gens qui cherchent à se rendre intéressants par tous les moyens, sauf par des moyens intelligents. Les besoins du politicien ne sont pas les mêmes que ceux de l'artiste. L'artiste ne sent le besoin de créer. Ce besoin chez lui est irrésistible. Il créera, dùt-il y laisser sa peau. Tel besoin, tel homme, peut-on dire. Dis-moi quels sont tes besoins, je te dirai qui tu es. Le besoin de vérité, d'idéal, d'harmonie, sera toujours le besoin dont souffriront certaines âmes, plus nobles que les autres. Ce besoin, les hommes d'affaires n'en ont cure : d'autres préoccupations les hantent. L'humanité est composée de deux races d'hommes : ceux qui ont des besoins inférieurs et ceux qui ont des besoins supérieurs. Chacun trouve son bonheur où il mérite de le trouver. Un besoin d'harmonie possède l'écrivain, épris de belles formes et de belles pensées, harmonie qu'il souhaite de voir triompher dans la vie entière. Un besoin de lutte caractérise l'homme d'action (qui n'est au fond, qu'un homme de pensée, car j'exclus des hommes d'action les politiciens et les guerriers, qui sont des hommes d'agitation). Il faut que cet homme crie sa soif de vérité et de justice, dùt-il sacrifier à ce besoin, son repos, son bonheur. Il n'a de cesse qu'il n'ait vaincu quelque iniquité, fait triompher quelque beauté. L'homme sincère a besoin d'amour, de sympathie, d'affection. Il les trouve rarement. Pour créer, l'artiste a besoin d'être compris, secondé. Quiconque travaille a besoin d'être soutenu, défendu. L'indépendance et la liberté lui sont aussi nécessaires que le pain : si on les lui refuse, il les prend. Le créateur s'isole du troupeau, et crée malgré l'hostilité qui l'entoure. Que d'efforts ne fait-il pas, qui pourraient lui être épargnés, s'il ne rencontrait des embûches partout où il passe ! Le besoin d'idéal qui est en lui réagit et vient à bout de tout.

CLASSIFICATION DES BESOINS. — On peut adopter différentes classifications des besoins, qui se ramènent à celle-ci : les besoins de l'intelligence, les besoins du cœur, les besoins du corps, en étroite corrélation avec les premiers. La faim, la soif, l'instinct génital sont des besoins. Les inclinations, penchants, aspirations, sont aussi des besoins. Il y a des besoins physiologiques, et des besoins psychologiques. Ces derniers sont liés aux premiers. Essayez de penser, de rêver, de vous donner

à quelque noble tâche si vous souffrez cruellement, si vous tombez d'inanition, si votre existence est empoisonnée par la misère et la douleur (et par les chagrins, les tortures morales, ajoutons-nous). Ce n'est que par un miracle que l'être malheureux pourra vivre d'une vie intellectuelle, différente de celle de la brute. Il y a des besoins matériels et des besoins moraux. Ils sont aussi nécessaires à la vie de l'individu. L'homme n'est pas un pur esprit, il n'est pas que matière. Il est à la fois l'un et l'autre. Il importe que tous les besoins soient satisfaits. A chacune des fonctions de l'organisme correspond un besoin : besoins de nutrition, de respiration, de reproduction, de locomotion, d'exercice, de repos, de sommeil, de grand air, de lumière, etc...

La faim, la soif, sont à la base de tous les besoins. Si l'homme ne se nourrit pas, il est incapable d'accomplir quoi que ce soit, c'est la mort. Les besoins moraux sont des besoins esthétiques, scientifiques : besoin de créer de la beauté, de se donner, de se dévouer. L'homme veut s'instruire, il veut connaître le but de la vie (nous parlons de l'homme intelligent). Il veut prendre conscience de lui-même et du monde qui l'entoure. Il veut savoir, afin de pouvoir. Proudhon distinguait entre les besoins de première nécessité et les besoins de luxe. Cette distinction est fondée. Les besoins de l'intelligence, — insistons là-dessus — ne sont pas des besoins de luxe. Ils sont aussi nécessaires que le besoin de manger et de boire. La pensée et l'art sont utiles, mais d'une utilité idéale et désintéressée, peut-on dire, différente de l'utilité pratique. Besoins physiologiques et besoins psychologiques sont aussi légitimes. Avantager les uns au détriment des autres, ce serait une erreur. La vie n'est faite que de besoins : ôtez-les, la vie s'écroule. C'est le néant. La loi, en légalisant les besoins, les fausse et les détruit. Elle ne les permet qu'en de certaines conditions, et selon certains rites. La loi tyrannise, châtie, annihile. L'homme doit satisfaire librement tous ces besoins, sans en demander l'autorisation à qui que ce soit. Il doit vivre intégralement. Il doit penser, aimer, jouir. S'il satisfait un seul de ses besoins, au détriment des autres, il est incomplet. Il n'est ni sain ni équilibré. C'est le désordre, le chaos qui règnent en lui. L'harmonie déserte son existence. Il est prisonnier de son esprit ou de son corps. Il est l'esclave de ses sens ou de son cerveau. Les nerfs le dominent. La régularité des besoins, leur exercice normal engendrent la santé morale et physique. Il y a différentes maladies morales qui proviennent de la satisfaction exagérée d'un besoin, d'une hypertrophie du « moi », résultant d'un déséquilibre chez le sujet : scepticisme, dilettantisme, snobisme, etc... Le mal pénètre chez lui sous différentes formes. Il se crée une vie imaginaire, à rebours, où dominent l'inquiétude, l'hésitation, le marasme. On peut supprimer ces maux par la volonté. La volonté régularise les besoins, les fait vivre en bonne intelligence. Elle aplanit leurs conflits. L'absence de volonté (aboulie) laisse s'imposer les besoins, en fait autant de tyrans. Au contraire, l'homme qui satisfait normalement tous ses besoins est un être libre et vivant. Il est bien portant moralement et physiquement. Il sait ce qu'il veut : il connaît ses moyens. Il se possède et se maîtrise.

Il faut équilibrer les besoins. Le conflit entre les besoins du cœur et ceux de la raison, entre l'action et la pensée engendre une inquiétude perpétuelle, une anxiété, une lassitude, une hésitation. La prudence, la réflexion, la sagesse doivent y mettre un terme. *Le mens sana in corpore sano* (un esprit sain dans un corps sain) des anciens est réalisé dans sa personne. Ainsi libéré, l'homme sain est fort, il ne s'arrête à aucun préjugé, brise les obstacles qui s'opposent à sa marche en avant. Ce n'est pas lui qui s'adaptera, par calcul, à une fonction dégradante : ni morale ni politique sera sa devise. Il renoncera à vivre la vie stagnante que

vivent la majorité des individus. Ce sera un être courageux et sincère. Son héroïsme n'aura rien à voir avec l'héroïsme de pacotille des héros d'opérette. Ces besoins légitimes qui font de l'homme non plus une machine, mais une personnalité, la société les réprime, les comprime ou les supprime par les religions, les morales, les politiques. Elle met un frein, non aux appétits, comme elle l'insinue, mais aux aspirations les plus nobles. Quant aux instincts comme celui du meurtre, elle les légalise et les justifie par le mensonge. Les besoins essentiels, détournés, atrophiés, falsifiés, cèdent la place à des besoins factices, qui sont la mort de l'individu, résultat cherché, voulu, obtenu systématiquement, automatiquement par la société. Tout à l'opposé de ces besoins normaux, les besoins anormaux, cultivés, développés par l'esprit grégaire, font leur œuvre d'abrutissement. Des besoins d'esclaves remplacent les vrais besoins, créant les différents dominismes et servilismes.

BESOINS ARTIFICIELS. — En face des besoins naturels, à la fois physiologiques et psychologiques, — l'homme étant un être complet chez lequel le ventre, le cœur et l'esprit étroitement associés, réalisent l'harmonie dont parlait Platon, — il existe des besoins artificiels, qui sont sociaux, acquis, héréditaires. Il faut établir une distinction entre l'usage et l'abus des besoins. C'est l'abus qui fait tout le mal, qui crée l'incohérence, le déséquilibre. Trop boire, trop manger nuit autant que de ne pas assez boire, de ne pas assez manger. User, non abuser, est en fait de besoins, une bonne méthode. L'abus se traduit par une diminution de la vie chez l'individu : il se traduit par la misère, par la folie, par toutes sortes de tares physiques et morales, de tics, de manies, d'idées fixes et phobies. Il y a des gens qui ne peuvent pas se passer de prendre l'apéritif. C'est plus fort qu'eux. Le tabac joue un rôle aussi important que l'alcool : il y a des gens qui fument des paquets de cigarettes ou bourrent sans cesse une pipe ! Les besoins naturels deviennent artificiels par l'emploi d'aphrodisiaques, soporifiques, etc... La morphine est très recherchée. Certaines personnes ne peuvent s'en passer. La coco fait des victimes (nous pensons cependant que si des gens veulent se cocaïniser, c'est leur droit, et que la police n'a pas à fourrer le nez dans leurs affaires). Opiomanes (mangeurs, buveurs et fumeurs d'opium), éthéromanes (amateurs d'éther) toxicomanes (fervents de toxiques), érotomanes (cherchant des sensations rares ou des raffinements de volupté — la volupté n'est-elle pas un art ? — kleptomanes (nom donné aux voleurs du grand monde, alors qu'on se contente de dire du pauvre bougre : c'est un voleur), dipsomanes ou bistromanes (catégorie de citoyens qui enrichissent les marchands de vins), etc..., etc..., tous ces gens-là, c'est entendu, ont le droit de faire ce qu'il leur plaît, et ce n'est pas au nom d'une ligue quelconque que nous demanderons leur « arrestation ». Ils ne font de mal qu'à eux-mêmes. Qu'on les laisse s'amuser et se distraire à leur façon. Ça les regarde. Ils se sont créés des besoins, et ce n'est pas à la société, qui en est responsable, à exiger des sanctions. Les besoins artificiels, développés par la pseudo-civilisation, sont innombrables. Ils sont d'ordre physiologique et d'ordre psychologique, affectant à la fois l'intelligence et la sensibilité. Tous appartiennent à la pathologie et peuvent être traités par la psychothérapie. Il y a une tératologie morale comme il y a une tératologie physique, qui préoccupe les psychiatres, gens trop entichés d'idées bourgeoises pour trouver une solution, un remède. — Le groupisme engendre des besoins appartenant au genre mégalomane (folie des grandeurs). On ne sait pas tout ce que le besoin de galon peut faire d'un individu : il le réduit à l'état de loque, de chiffon. L'homme rampe jusqu'à ce qu'il ait

obtenu le grade qu'il convoite. Or, le grade dégrade. Il avilit celui qui s'en prévaut pour commander aux autres. Le galonné n'a aucune valeur personnelle. Il tire sa puissance et son autorité d'un symbole. Cela lui donne tous les droits. Le besoin de se montrer, de parader, de commander, rend idiots certains hommes. Leur mégalomanie n'a pas de bornes. Elle est, comme la bêtise, infinie. Qu'avons-nous besoin de galons pour être heureux, de titres, de décorations ! Il y a des gens qui se donnent beaucoup de mal pour obtenir la moindre distinction honorifique. S'ils n'obtiennent rien, ils sont bien malheureux, leur existence est empoisonnée. Ils sont à plaindre. On voit chaque année, aux époques de distribution de bouts de ruban (palmes, rosettes, etc...), de pauvres êtres qui parcourent anxieux la liste des élus et qui n'arrivent pas à se consoler si leur nom n'y figure pas, malgré force recommandations. Ils ne mangent plus, ne dorment plus, leur front s'assombrit. Leur pâleur s'accroît chaque matin. Ils dépérissent à vue d'œil. Sûrement ils ne feront pas de vieux os. Ils sont victimes de la manie des décorations qu'on se met à la boutonnière comme des sauvages se passent des anneaux dans le nez. Qu'auraient-ils eu de plus s'ils avaient obtenu un ruban rouge, violet, vert ou jaune ? Rien. Un peu plus de suffisance, c'est tout ! On voit des mercenaires travailler toute leur vie pour le compte d'une administration ou d'un riche patron, endurer toutes les privations, toutes les tortures, dans l'unique but d'orner leur veston ou leur paletot d'un signe d'esclavage. Que de mal se donnent de pauvres diables afin de décrocher, à deux pas de la tombe, la « médaille des vieux serviteurs » ! Que ne se décorent-ils eux-mêmes, avec une fleur ou un bout d'étoffe ! « C'est notre vanité qui étend nos besoins », écrivait, au dix-septième siècle, Mme de Maintenon, bien placée pour s'en rendre compte. Le besoin de se distinguer par quelque anomalie (ne confondons pas originalité et excentricité), de se faire remarquer, d'attirer sur soi l'attention, coûte que coûte, par tous les moyens, obsède certains êtres. Incapables de se distinguer par le talent, ils ont le talent de se distinguer. Ils se livrent à toutes sortes d'exhibitions, et ne réussissent qu'à se rendre ridicules. Les applications de la science ont créé des besoins nouveaux pour l'homme moderne : l'automanie (ou manie de l'auto), la télémanie (ou manie d'avoir chez soi un appareil de T.S.F.), la phonomanie (ou manie du phonographe), la cinémanie (ou manie du cinéma), etc..., etc... Le besoin d'aller vite est un des plus pressants, c'est le cas de le dire : on se précipite, on court, on se lance... C'est une folie ! Chacun veut aller plus vite que le voisin : on bouscule, on piétine, on renverse, qu'importe ! Il s'agit d'être le premier au bureau ou à l'atelier. On se casse une jambe en route, ou l'on crève l'œil d'un passant. C'est le progrès qui veut ça ! Les moyens de locomotion exaspèrent ce besoin : on trouve qu'ils ne vont jamais assez vite : métro, autobus, sont pris d'assaut (la métromanie est entrée dans nos mœurs, l'humanité ne peut plus s'en passer). Les chauffeurs pêchent par excès de vitesse. Tout cela développe l'agitation. La manie des sports (ou sportomanie) s'ajoute à bien d'autres, si nombreuses, qu'il est impossible de les énumérer toutes. Signalons, cependant, parmi les derniers besoins d'une humanité à l'envers, la dancinomanie, ou manie du dancing. Les femmes se paient un danseur (ça coûte cher !). Des gens mettent leur point d'honneur à danser cent heures de suite. C'est un record. Nouvelle folie à ajouter aux anciennes. « De mon temps, disent les vieilles gens, on ne connaissait pas tout cela. On s'en passait, et on vivait. Mais aujourd'hui ! » Les vieilles gens n'ont pas tort (elles cessent de radoter sur ce point). L'avenir n'est guère rassurant. L'humanité qui

s'annonce avec de tels besoins est une humanité où le dernier mot appartiendra à la sauvagerie. Je n'ai rien dit de la manie des guerres ou polémomanie, de toutes les manies issues du patriotisme, du chauvinisme.

La force physique seule est admirée. Quant à la force intellectuelle et morale, elle ne compte pas. On n'admire que les brutes. Les gens se passionnent pour des combats de boxe, des prouesses d'aviateurs, et même des parties de tennis. Ils s'extasient devant le muscle. Il n'y a rien dans les cerveaux, incapables de penser à autre chose qu'à un coup de poing, une prouesse sportive, un défilé de gymnastes. Les conversations des gens sont idiotes. Ce qu'ils lisent est à la hauteur de leur mentalité. Certaines personnes éprouvent le besoin de lire d'un bout à l'autre une feuille journalistique sans intérêt. Ça leur suffit. Avec cela, leur journée est bien remplie. Leur conscience est satisfaite. Bavarder des heures, et ne rien dire de sensé, telle est la principale occupation de bien des gens. Il en est qui ont des besoins de curiosité alimentés par la calomnie, l'envie, la jalousie. Ils épiant leurs voisins, écoutent aux portes, propagent des racontars, etc... Leur unique occupation, dans l'existence, c'est de dire du mal des autres. C'est un besoin chez eux de papoter, de bavasser et de baver sur ceux dont la tête, pour une raison quelconque, ne leur revient pas. Ils brouillent les meilleurs amis. — Chez certaines femmes, le besoin de toilettes prime tout le reste. Elles se vendent, pour être bien habillées. Elles jalourent une rivale mariée à un homme riche, ayant des bijoux, des robes, des manteaux. La coquetterie, chez les femmes, est un besoin lancinant, obsédant, qui leur fait perdre toute raison, toute pudeur. Un chapeau, un ruban, un jupon, une combinaison les rend folles. Une boîte de poudre-de-riz leur tourne la tête. Un parfum les grise. La parure est leur seule raison de vivre. Quant aux idées, elles n'en ont point. Ces femmes éternisent l'ignorance, le fanatisme, la guerre au sein de l'humanité. Que la femme se pare, s'embellisse, rien de mieux, mais qu'elle embellisse du même coup son cerveau, et surtout qu'elle cesse d'accorder aux colifichets l'importance qu'ils n'ont pas. La vie ne se réduit pas à un chiffon de soie.

On voit des écrivains, des artistes, et même des savants, qui ont des *besoins d'argent*, gâcher les plus beaux dons, se vendre au plus offrant, bâcler des œuvres médiocres, diminuer leur personnalité en acceptant toutes les compromissions, s'abaisser au rôle de vulgaires mercantis. Beau spectacle à donner aux jeunes intellectuels qui cherchent leur voie ! Le monde intellectuel possède ses renégats et ses vendus, comme celui de la politique. Pour de l'argent, artistes et écrivains se prostituent. C'est du propre ! Ne pouvant se résoudre à limiter leurs besoins, imitant les gens riches qui veulent toujours posséder davantage pour jouir davantage, leur œuvre en souffre. Ils produisent à la va vite, n'importe quoi, pour un éditeur, un journal, une exposition, un marchand de tableaux. Une fois qu'ils sont sur la pente, ils continuent : c'est si facile de gagner beaucoup d'argent avec peu de talent ! Quand ils étaient sincères, travaillant selon leur conscience et mettant leurs actes en harmonie avec leurs pensées, ils étaient pauvres. Maintenant qu'ils sont dans le mouvement, ils sont riches. Ils ne peuvent guère renoncer aux avantages qu'ils tirent d'un travail bâclé, d'une prostitution quotidienne. L'écrivain, l'artiste qui ont des besoins d'argent, s'abaissent au niveau de la foule. Ils cessent de faire partie de l'élite créatrice. Le besoin d'argent fait faire aux gens qui ont trop de besoins les pires platitudes. Ils sont répugnants. — Ce que l'argent fait commettre de bêtises, aux individus, est inimaginable. On voit des commerçants se

priver du moindre plaisir, ne pas quitter un seul jour leur boutique, pour mettre de côté tant de billets à la fin de l'année (il est vrai qu'ils vendent assez vite leur fonds et vont vivre à la campagne, dans un château qu'ils se sont payé). Des ouvriers, des employés font des heures de service supplémentaires, au lieu de respirer, afin d'avoir un peu plus d'argent dans leur poche. Ils n'en tirent aucun profit. L'avare entasse des sous et meurt sur un grabat. Plutôt que de dépenser un liard, des gens aisés restent chez eux, ignorent les champs, les bois, la mer. Triste humanité que cette humanité de lucre ! Le bistro crève alcoolisé sans avoir jamais quitté le comptoir puant la vinasse qui résume pour lui l'univers. Combien de gens font comme lui, par esprit de lucre, avarice, inertie. Ils ne sont pas intéressants. Il en est qui travaillent toute leur vie et se privent de tout, pour acheter, sur leurs vieux jours, un lopin de terre. Aussitôt installés dans leur bicoque, ils meurent de vieillesse, ou d'accident. D'autres veulent avoir un fonds de commerce, diriger une industrie, etc... L'humanité présente est tiraillée par toutes sortes de besoins, dont le plus tyrannique est celui de gagner beaucoup d'argent en peu de temps. L'ouvrier cherche à devenir patron pour embêter les autres à son tour. Il ne se souvient d'avoir été ouvrier qu'afin de mieux faire sentir la distance qui le sépare, lui, patron, de ses ouvriers ! Il fait ce que son ancien patron faisait avec lui. Quand un ouvrier devient contremaître, il n'a plus de camarades. Ceci se passe comme à la caserne : le camarade qui devient caporal ou sergent ne veut plus qu'on le tutoie. Il se croirait déshonoré s'il sortait en votre compagnie.

Améliorer son sort est légitime. On n'est pas un « type épataant » parce qu'on se laisse exploiter. Nulle part, ne nous laissons exploiter. Revendiquons (intelligemment) nos droits. Cependant, il existe des individus qui cherchent à améliorer leur sort sur le dos des autres. Ils veulent arriver, coûte que coûte, par tous les moyens. Des gens n'ont aucune sincérité. Quand ils changent de situation, ils changent d'opinion. Combien en avons-nous vus se renier, par intérêt ! Ce sont les besoins qui sont cause, pour une grande part, du fléau connu sous le nom de *vie chère*. Les commerçants, volés par l'Etat, volent les consommateurs, qui se volent entre eux. C'est à qui se volera le plus. Le mal empire chaque jour. Il n'y a plus de frein à la hausse des denrées. — A mesure que la pseudo-civilisation prend possession de l'humanité, elle multiplie les pseudo-besoins, au détriment des vrais. A la place d'une instruction rationnelle, vivante, elle installe le pédantisme. A ceux qui ont faim, elle offre des réjouissances, qui coûtent fort cher. Pendant que le peuple s'amuse, il oublie sa misère. La pseudo-civilisation, en multipliant les faux besoins et en se gardant bien de satisfaire les vrais, a fait de la terre entière un enfer. La situation se complique de jour en jour. On se demande si de cette pourriture, naîtra une humanité régénérée, ou si l'humanité ne s'anéantira pas, ne se détruira pas, par sa faute. On ne sait où on va. Le luxe imbécile des classes dirigeantes entretient la haine et l'envie parmi les classes dirigées, qui ne poursuivent désormais qu'un but : les remplacer pour les imiter. Jouir basement est le dernier mot du progrès. Une soif effrénée de plaisir, le besoin de s'enrichir, d'avoir beaucoup d'argent pour éclabousser, humilier le voisin, s'empare de tous. Une humanité pourrie est en train de naître, auprès de laquelle la vieille humanité, pourtant si laide, apparaît presque vierge. Décadence est le mot qui caractérise le spectacle que présente la société actuelle. L'envie, la jalousie précipitent les uns contre les autres les peuples et les individus. La lutte pour la vie n'est

qu'une lutte pour la mort. La morale et la religion ont fait un épouvantail du besoin de reproduction, de l'acte sexuel, qui est un péché, s'il ne s'accomplit selon la tradition, dans une certaine forme, avec l'estampille de l'Eglise et de l'Etat. Ce besoin légalisé, contrôlé par l'autorité, est une monstruosité, qui se traduit par toutes sortes de vices (le mot vices a ici un sens), d'anomalies, d'incohérences. La syphilis et la prostitution sont les conséquences de l'amour sexuel détourné de son libre cours par les préjugés et les habitudes. La chasteté — et quelle chasteté ! — produit des situations baroques. La même société qui recherche, paraît-il, le bien de tous ses membres, au lieu de donner du pain à ceux qui n'en ont pas, leur donne de l'alcool (en ayant l'air de le supprimer), et tolère la mendicité (en paraissant l'interdire). Quant aux besoins intellectuels, elle leur substitue une pseudo-science, un pseudo-art, une pseudo-pensée qui n'ont de nom dans aucune langue. Un enseignement faux, des idées toutes faites, des lieux communs, des banalités, des pauvretés constituent l'éducation et l'instruction des « masses ». Le pédantisme tient lieu de savoir aux imbéciles. Ainsi, les individus, ne pouvant satisfaire leurs besoins normaux, en sont réduits à satisfaire des besoins anormaux. La société les y contraint (bien peu résistent). Des besoins artificiels se substituent aux besoins naturels. Et voilà toute une humanité de détraqués qui apparaît ! Entre le besoin et les besoins, (entre les besoins réels et les autres), il y a des différences. Ces derniers sont un luxe dont l'individu pourrait fort bien se passer. Ces besoins obligent l'homme à se vendre, créent chez lui une conscience équivoque, élastique, prête à tous les reniements, à toutes les concessions et diminutions. Entre les actes et les idées n'existe plus aucune harmonie. L'homme qui a des besoins se contredit sans cesse. Sa vie est un mensonge perpétuel. L'homme veut posséder et jouir. Plus il possède, plus il veut posséder. Il n'arrive jamais à satisfaire ses passions. Plus grands sont ses efforts, plus le but recule. Il n'est jamais content. Il semble que, enfin riche, sa richesse doive lui suffire. Nullement, il faut qu'il entasse de nouvelles richesses, et se livre à de nouvelles excentricités. Il devient avare, soupçonneux, méchant, dur pour les autres, timoré. Il a peur de tout. Cet homme devient politicien, mercanti, assassin. L'être qui a joui veut jouir encore et toujours. Encore si ses jouissances étaient saines ! Mais non, ce sont des demi-jouissances, des jouissances à côté. Certains riches emploient bien mal leur or ! Qui a bu boira. Cette soif insatiable d'or et de plaisirs n'a pas de limites. Elle ne s'arrêtera qu'avec la mort. Certains êtres inspirent la pitié. Plus ils ont de besoins, plus ils en veulent de nouveaux. Les besoins en appellent d'autres. C'est une ronde infernale où sans cesse participent de nouveaux arrivants. Il leur faut davantage d'or, de plaisirs, ils ne sont jamais rassasiés (c'est d'ailleurs leur châtement). C'est parce que l'individu obéit à des besoins factices, engendrés par le social, que la civilisation n'existe pas. Elle est un rêve lointain. Qu'il obéisse plutôt à ses véritables besoins, aux besoins essentiels de la vie, et laisse de côté ses besoins artificiels, la société n'en sera que meilleure. Les individus seront pacifiques, moins égoïstes, moins exposés à toutes sortes de pièges, d'embûches, de maux. Mais la plupart des êtres, jouissant d'un bonheur factice, de fausses joies, d'un bien-être apparent, d'une quiétude trompeuse, ne peuvent se résoudre à abandonner leurs vieilles habitudes. La routine les paralyse. Ils n'ont plus de ressort. On ne peut leur demander aucun effort, aucune générosité, aucune beauté. Ils préfèrent jouir bêtement que jouir intelligemment. Ils meurent victimes de leur désir insatiable de jouissances, n'ayant jamais vécu.

Limitation des besoins. Limiter ses besoins, tout est là. La morale prétend limiter les besoins en appauvrissant la vie chez l'individu. Par là elle est immorale. Elle prêche le renoncement, la mortification, la résignation, le sacrifice. Et sous son masque hypocrite d'honnêteté et de vertu la crapule fait ses affaires, jouit basement, donne l'exemple de tous les vices. On pourrait se passer de choses qui ne riment à rien. Il est certain qu'on pourrait être heureux sans music-halls, beuglants, cafés, dancings, etc... On n'a pas besoin, pour être heureux d'avoir une auto et d'être décoré. Les gens ont contracté de telles habitudes qu'il est bien difficile de leur demander d'y renoncer. Exiger d'un ivrogne qu'il ne boive plus, d'un fumeur qu'il ne s'intoxique plus, d'un petit rentier qui a l'habitude de faire chaque soir sa partie de cartes qu'il s'en dispense serait peine perdue. Le lecteur d'un roman-feuilleton inepte, se ferait tuer plutôt que d'en abandonner la lecture. Le cinéma est devenu un besoin pour les employés et ouvriers qui, prisonniers toute la journée, s'enferment dès qu'ils sont libres pour assister à des spectacles dont rien n'égale la stupidité. La démocratie, pas plus que l'aristocratie ne renoncera à ses plaisirs factices, à son ignorance, à sa veulerie. Un besoin d'ardeur est dans toutes les classes de la société, dans tous les milieux. Il faudrait supprimer la société pour supprimer préjugés, institutions, coutumes sans aucune raison d'être que l'inertie et l'aveulement des individus. On peut vivre sans politique et sans politiciens ; on peut vivre sans morale, sans lois et sans autorité, du moins les êtres intelligents. Quant aux esclaves, ils ont besoin d'une chaîne et d'un carcan. Obéir, est le plus grand de leurs besoins. Les voyez-vous sans prisons, sans gendarmes, sans casernes, sans maîtres, sans dirigeants ? Ces gens là ne sauraient à quels saints se vouer. La liberté leur serait odieuse ils sont heureux de travailler, de crever de misère, de ne pas vivre. Leurs besoins ne sauraient être ceux d'une élite qui, par sa pensée, créera une société où il n'y aura plus ni esclaves ni maîtres. Le besoin ne se fait nullement sentir de se donner des maîtres, de porter un bulletin dans une urne, d'exécuter les caprices de l'administration. On peut vivre sans paperasserie, sans passer son existence à accomplir une besogne fastidieuse, un travail abrutissant, un métier grotesque. Tout cela n'est pas nécessaire au bonheur de l'individu. Il faut renoncer à vivre cette vie qui ressemble au néant, à s'émietter et se disperser. C'est un suicide. S'abstenir de prendre part aux gestes collectifs, grégaires, qui sont des gestes sans héroïsme, c'est la véritable sagesse. Le besoin de s'alcooliser, de s'empoisonner, par l'apéritif, le tabac, les drogues, dont la vente rapporte gros à l'Etat, ce besoin là diminue la conscience, l'énergie, l'intelligence, il abrutit l'homme. Entre le besoin et les besoins, il y a une différence : il est bien difficile de limiter le premier ; quant aux seconds, il suffit de vouloir, pour les supprimer. Leur suppression ne nuira qu'à ceux qui en profitent. Des gens ne savent pas limiter leurs besoins, il leur en faut toujours de nouveaux. Ils sont insatiables. Ils se rendent malheureux et ils rendent les autres malheureux. Celui qui possède veut posséder davantage ; il n'a jamais assez d'or dans ses coffres-forts. Le jouisseur n'est jamais rassasié. *Encore*, est le mot que tous ces malheureux ont sur les lèvres. Combien de camarades animés d'excellentes intentions, sont perdus pour « la cause », pour « l'idée », parce qu'ils se laissent dominer par un besoin, parce qu'ils boivent, par exemple. On ne peut rien leur demander, ce sont des poids morts. Rien n'y fait. Ils sont victimes d'eux-mêmes, semblables à de vulgaires bourgeois pourris d'égoïsme.

L'individu peut vivre sans tous ces besoins que la société a semés sur son chemin. Ils ne lui sont d'au-

cune utilité. Ils lui sont à tous les points de vue, nuisibles. Tandis qu'un tas d'inutiles, de rastas, de mondains, de parvenus, d'anciens et de nouveaux riches, sous le masque de gens honnêtes et bien pensants représentant la bonne société, se livrent cyniquement — ou sournement — à leurs exercices favoris, dépensant sans compter, étalant leur luxe insolent, sans noblesse, sans art, on rencontre de pauvres êtres dénués de tout, sans ressources, mourant de faim... Le pauvre est sans abri, l'artiste méconnu agonise devant un chef-d'œuvre... La pseudo-civilisation favorise par tous les moyens les petits besoins et néglige d'en faire autant pour les grands besoins. C'est un non-sens. A chacun de nous, rompant avec la tradition, la convention, le préjugé, de vivre notre vie normalement, de pratiquer la sagesse, de modérer nos desirs, sans nous mortifier et nous priver pour cela du nécessaire. Les eunuques sont du côté des jouisseurs. Le : il faut vivre, n'a de sens que si on vit en beauté. Jouissons de la vie sous toutes ses formes, et les plus élevées, au lieu de la châtrer, de la mutiler, car, pour nous, la vie n'est pas ce que la morale désigne sous ce nom. Plus nous enlèverons aux besoins factices, plus nous ajouterons aux besoins réels, plus nous jouirons des joies véritables que la vie met à notre portée, plus nous serons dignes de la vivre. Vivons intensément, par l'esprit, par le cœur, les sens. C'est la seule façon de vivre vraiment. Abstenons-nous de certains plaisirs, de certains luxes. La non-participation à certaines pseudo-jouissances s'impose. Rompons avec les goûts de la majorité applaudisseuse de cabotins. Faisons des efforts sur nous-mêmes, surmontons-nous, réformons-nous, non pour diminuer en nous la vie, mais pour l'augmenter, l'intensifier, en tirer le maximum de bonheur! — La limitation des besoins est, comme la non-participation, l'abstention, un de nos moyens de lutte. Favorisons nos besoins supérieurs au détriment des besoins inférieurs, absolument inutiles. Nos parents nous ont donné des besoins dont il nous est bien difficile de nous débarrasser. Ce sont de lourdes chaînes qui nous retiennent au passé, et dont nous ne parviendrons à nous libérer qu'à force de patience et d'énergie. Nous délivrer de tous ces besoins factices que nous tenons d'une pseudo-civilisation exige des efforts surhumains. — N'inculquons pas à l'enfance nos besoins qui font de nous des malheureux. Que l'éducation donnée à la jeunesse la libère des liens qui nous emprisonnent. Libérons la, au moins, des maux dont nous souffrons. C'est par l'éducation qu'une humanité naîtra, affranchie des besoins factices. — La question sociale, comme la question morale, réside en partie dans l'application de cette formule : limiter ses besoins, non certes pour restreindre l'individu, le diminuer, l'anémier par le renoncement et le sacrifice, les mortifications de toute nature, mais pour l'augmenter, l'embellir, agrandir son champ d'action, en un mot pour le régénérer, pour qu'il vive vraiment. Il ne s'agit pas de se priver pour un paradis problématique. Il s'agit de vivre vraiment, normalement. Quand l'individu se sera rendu maître de lui-même, de ses sentiments, il sera libre, il cessera d'être l'esclave de ses passions.

Renonçons aux honneurs, aux « situations », à tout ce qui ne dépend pas de nous, à ce que le sage Epicure, et le sage Epictète considéraient comme une diminution de la personnalité. Réformons-nous. Soyons moins ambitieux, moins orgueilleux. Repoussons toute limitation, toute barrière. Pour ce qui est d'une habitude néfaste au corps, autant qu'à l'âme, procédons par diminution, comme on ne peut, d'un seul coup, cesser de s'adonner à la morphine, à un poison quelconque. On se sentira régénéré, et finalement délivré d'un grand poids. On aura vaincu un besoin factice. Ce sera autant de gagné pour les besoins naturels, nor-

maux. — De l'individu régénéré naîtra une société meilleure. C'est ce besoin d'une société meilleure, moins imparfaite que la nôtre, qui fait que des penseurs, des savants, des artistes, des hommes d'action se sacrifient à un idéal, poursuivent une noble tâche, envers et contre tous. Ce sont des utopistes, des rêveurs! Le troupeau les tourne en ridicule... Ils n'en continuent pas moins à se dévouer. Le besoin de se donner est chez eux plus fort que tout. Supprimez ce besoin, il n'y a plus de progrès, il n'y a plus rien. L'humanité n'est plus qu'un troupeau de brutes. A côté des besoins inutiles de la majorité des individus, le besoin d'harmonie apparaît comme le plus utile, car il porte l'humanité en avant, malgré elle, l'aidant à se réaliser un peu plus chaque jour. — « On a souvent besoin d'un plus petit que soi ». Vers du bon La Fontaine, qui exprime une vérité dont la plupart des gens ne paraissent guère se douter. Il signifie qu'il existe entre tous les êtres une solidarité profonde, et qu'ils ne peuvent se passer les uns des autres. Que feraient les riches s'il n'y avait, pour les servir, la foule des travailleurs? Qui tisserait leurs vêtements, construirait leurs maisons, assurerait leurs besoins? Ils seraient incapables de se servir eux-mêmes, n'étant bons à rien. Sans la valetaille à leurs ordres, cette domesticité bien peu intéressante, dont il ne peuvent se passer, ils se laisseraient mourir de faim! Des gens ont besoin d'être servis : abandonnés à leur propre sort, mondains et mondaines ne seraient même pas capables de s'habiller! Il résulte de cette vérité que nous ne devons être arrogants avec personne, surtout avec les humbles, les faibles, qui ont autant besoin de nous que nous avons besoin d'eux. Car si nous luttons pour leur émancipation, les services qu'ils nous rendent sont sans nombre. L'homme de génie ne fait que rendre à l'humanité ce qu'il lui a emprunté au centuple il est vrai, il est l'héritier des peuples qui l'ont précédé, il sait ce qu'il doit aux anonymes. Tout dans l'humanité joue un rôle. Même les êtres inutiles servent à quelque chose. — *A chacun selon ses besoins*. Rien de plus exact que cette formule. Mais elle peut être mal interprétée. L'homme riche peut s'en prévaloir pour soutenir qu'il lui faut manger davantage, jouir davantage, que l'homme pauvre, qui a moins de besoins. Elle signifie que nul ne doit mourir de faim, que la société doit pourvoir aux besoins des individus qu'elle a mis au monde, sans leur demander, et pour cause, leur avis. Une société équitable aurait à cœur de faire le bonheur de chacun de ses membres, de leur assurer une vie à peu près sortable. *A chacun selon ses besoins*, formule qui, complétée par celle-ci : *à chacun selon ses forces*, et appliquée intelligemment, réaliserait la justice idéale et l'égalité parfaite. Remarquez qu'il ne s'agit pas, pour ceux qui n'ont rien, d'envier l'égoïsme des riches, leurs plaisirs, leurs jeux, leur existence vide. Jalouser le bourgeois dont on convoite la place, faire la révolution dans le but de leur ressembler, d'agir et de penser comme eux, d'avoir les mêmes besoins, le même luxe, la même pseudo-civilisation, quel but mesquin si c'est là le but de la démocratie! Aspirer à remplacer les maîtres pour dominer avec les mêmes passions, les mêmes intérêts, combien cet idéal est piètre! Notre démocratie est pleine de futurs bourgeois qui envient les riches, les hommes de proie et d'argent. Plutôt le régime bourgeois qu'une révolution qui ne ferait que changer les noms, les mots, sans modifier les choses et les caractères! — Que des individus aient des besoins différents c'est certain. L'égalité absolue est un mythe. Mais il y a une égalité qui exige que chacun vive selon son rythme, se réalise selon sa norme. On ne peut être l'égal d'un riche imbécile, ce serait par trop humiliant. Mais quiconque accomplit une tâche utile, une tâche créatrice, dans quelque ordre que ce soit, mérite de vivre, l'ouvrier

comme le savant, le manuel comme l'intellectuel. Ne sont-ils pas tous des ouvriers ceux qui travaillent ? Pourquoi creuser un fossé entre créateurs ? Que les différents travailleurs s'orientent vers la réalisation de l'harmonie et il seront tous égaux, chacun développant ses goûts, vivant selon son tempérament. Ils n'auront tous que des besoins de justice et d'amour, créateurs de beauté.

ETRE DANS LE BESOIN. — Manquer de tout, être dans le dénuement le plus complet. Crever de misère. En face des êtres inutiles, qui ont des *besoins*, mais n'ont besoin de rien, il y a ceux qui sont dans le besoin, c'est-à-dire qui ont juste de quoi vivre, qui se traînent lamentablement dans notre société pourrie d'égoïsme, — ceux qui ont besoin de tout. Les premiers leur viennent en aide, *au besoin*, quand l'occasion s'en présente, sous la forme mondaine, légale, de la charité, de la philanthropie et autres trompe-l'œil destinés à donner le change, à masquer leur égoïsme. Le besoin des pauvres s'accroît à mesure que les besoins des riches grandissent. S'il n'y avait point de parasites, de profiteurs dans la société, s'il y avait moins de gabegie, de pots-de-vins, de gaspillages de toute sorte, (gaspillage d'argent, dont la suppression, d'ailleurs s'impose, gaspillage de marchandises, de vivres, de tout ce qui est nécessaire à la vie, etc...), tout le monde pourrait être à l'abri du besoin. Tout le monde aurait de quoi vivre. La société ne l'entend pas ainsi ; une égale répartition des biens serait sa ruine. Elle a intérêt à ce que la lutte s'éternise entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien. Elle refuse d'accorder à chaque individu sa part d'existence. Elle avantage les uns aux dépens des autres. Il faut que les individus lui arrachent, par un moyen quelconque, ce qu'elle refuse de leur donner. C'est le besoin qui pousse les individus à mendier, à voler, à tuer même. La société a-t-elle le droit de les punir ? Elle a inventé une assistance dite publique qui n'assiste rien du tout. L'enfant, le vieillard, l'infirme, sont bien mal protégés par leurs hauts protecteurs. Tout cela, c'est du bluff. Que d'êtres sont sans abri, sans asile ! Certes, ils sont parfois aussi responsables que la société de la pénurie dans laquelle ils se trouvent. Ils ne veulent rien faire. La tâche que font ceux qui travaillent est si peu intéressante ! La société ne répare aucun des maux qu'elle a causés. C'est à l'individu à faire les gestes qu'elle se dispense de faire. Certes, l'aumône, la charité sont des gestes bourgeois. Ils cachent toujours quelque piège. Nous ne les recommandons pas. On peut soulager une infortune ; il suffit de savoir s'y prendre. Le « soyons durs » de Nietzsche n'est pas toujours de circonstance. Un peu de bonté, s'il vous plaît. Mais ne pratiquons pas l'altruisme des nouveaux riches ! Soyons bons à notre manière. Si les individus connaissaient la valeur de l'union, ils seraient très forts. On pourrait suppléer à la gêne par la solidarité bien comprise. Mais existe-t-elle ? On ne peut compter sur les camarades. Mis au pied du mur ils se dérobent. C'est humain. Tant que des camarades (*voyez ce mot*) ont besoin de vos services, il savent où vous trouver. Si, à votre tour, vous avez besoin de leur appui, ils se dérobent. Il faut savoir soutenir moralement et matériellement ses amis dans le besoin, ou ne parlons pas d'amitié. — Au lieu de s'entraider, la plupart des individus passent leur temps à se nuire. Chacun cherche à exploiter les autres, à commander, à faire acte d'autorité, à dénoncer celui-ci ou celui-là, à faire respecter la morale, la loi, etc... On consent à se laisser embêter par un directeur, administrateur, etc... pourvu qu'on puisse de son côté, donner des ordres, distribuer des tâches, punir, etc. Démocratie et bourgeoisie offrent les mêmes tâches : on y trouve mêmes préjugés, mêmes superstitions. La moitié du monde impose à l'autre moitié sa tyrannie, et

cette autre moitié, ne vaut souvent guère mieux que la première. Maîtres et esclaves sont à mettre dans le même sac. Ils ont tous des besoins, sauf celui d'indépendance ! — Comme elle est bien d'actualité cette pensée d'Anselot : « Il est des gens qui veulent à tout prix grossir leur opulence des sueurs du peuple et de l'impôt levé sur ses besoins ». N'est-ce pas là tout l'effort de nos politiciens, de nos dirigeants, de nos gouvernants ? Et dire que nous sommes démocratie ! La société actuelle, continuatrice de la société d'hier, ne satisfait aucun des besoins nécessaires et supérieurs. Elle restreint les besoins de l'individu à tous les points de vue. Il n'y en a que pour la crapule !

Qu'on s'étonne après cela, que des êtres poussés par le besoin volent un pain ou un bifteck, ou même assassinent ! Qui est responsable ? La Société, qui n'a pas su mettre l'individu à l'abri du besoin. — La faim, dit un dicton, fait sortir le loup du bois. Quand le peuple a faim il se révolte. Les révolutions n'ont guère changé, jusqu'ici, grand-chose. Après, le peuple retourne à son asservissement. Il obéit à de nouveaux maîtres. La misère continue. Espérons que, plus conscient, plus instruit, profitant des leçons du passé, le peuple saura se débarrasser des tyrans qui l'oppriment, dont la plupart sont en lui. — Méditons ces paroles de Balzac :

« Il y a des gens sans instruction, qui, pressés par le besoin, prennent une somme quelconque par violence à autrui. On les nomme criminels et ils sont forcés de compter avec la justice. Mais si vous captez habilement une fortune, vous ne comptez qu'avec votre conscience et votre conscience ne vous mène pas en cour d'Assises... »

HIÉRARCHIE DES BESOINS. — Il semble paradoxal d'établir une hiérarchie des besoins, tous les besoins étant légitimes, et concordant à assurer par leur union la vie de l'individu. Il nous paraît cependant que tous les besoins convergent vers un besoin supérieur qui les contient en les dépassant, nous voulons dire le besoin de beauté, d'harmonie, d'idéal. La vie de l'homme, qui a ses racines dans les fonctions matérielles, s'épanouit dans la pensée. L'être qui en est réduit aux fonctions végétatives est un être anormal, un semblant d'être. Tous les besoins normaux de l'homme viennent se fondre, s'harmoniser et s'enrichir dans ce besoin de beauté où s'équilibrent le sentiment et la raison, l'action et la pensée jouant un rôle égal. Ce besoin constitue l'expression même de l'individualisme, de la volonté d'harmonie, opposé à celui de la volonté de puissance, dans lequel les besoins de domination l'emportent sur les autres. Une vie éclairée par une idée, magnifiée par l'amour, est une belle vie qu'on peut proposer en exemple aux foules. Chacun de nous doit aspirer à vivre une vie chaque jour plus libre, plus vivante, plus parfaite. Une existence dans laquelle ne domineraient que des besoins purement égoïstes serait monstrueuse. Il y a autre chose sur la terre que le fait de boire et de manger. Il faut bien aimer quelque chose dans la vie : la nature, les humbles, l'art, les voyages... Sans quoi, elle serait absurde. Elle n'aurait pas de sens. L'homme a besoin de solidarité, de fraternité, de bonheur. Il ne peut pas toujours souffrir ! Il est bon que des joies saines, logiques, atténuent les misères de la vie, la rendent supportable. Le besoin d'idéal, inconscient chez les masses, donnera naissance à un être meilleur que l'homme, qui vivra la vie anarchiste, la seule vie qui vaille la peine d'être vécue. Alors commencera pour l'humanité régénérée une ère nouvelle, dans laquelle tous les besoins seront satisfaits, n'ayant plus à subir le joug de la loi, de la morale et de l'autorité qui les supprime ou les dénature, produisant par là même une humanité inférieure sans harmonie et sans beauté.

GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

BETISE. n. f. « L'éternelle, universelle, indestructible et omnipotente bêtise » (Maupassant), est la reine du monde. Elle règne sur les individus en maîtresse absolue. Elle les dirige, elle en fait ce qu'elle veut. Le troupeau amorphe et veule guidé par la bêtise offre un spectacle lamentable. Ces gens là font leur malheur eux mêmes et rien ne peut les décider à vaincre leur torpeur, à réfléchir, à s'instruire. Le moindre effort leur coûte. Encroûtés dans leurs routines, ils piétinent sur place. Ils sont bêtes, bêtes à pleurer. Qu'ont-ils dans le cerveau ? Rien. Dans le cœur ? Pas grand-chose. Tout chez eux se passe dans le ventre et le bas-ventre. Et encore ! ils ne savent même pas jouir. Dans l'humanité, les hommes intelligents sont rares. Ils sont aux prises avec la bêtise qui les traque, les poursuit sournoisement. La bêtise est le fruit de la lâcheté. Ceux qui n'ont aucun courage, ont celui de nuire et comme ils sont bêtes immensément, il faut s'attendre à tout de leur part.

Il y a la bêtise isolée et la bêtise associée. Elle se valent. Elles sont aussi nuisibles. Il y a la bêtise du politicien, de l'homme d'affaires, du mercanti, du juge, de l'avocat, du guerrier, du prêtre, du médecin, du pédagogue, de tant d'autres ; bêtise madrée, doublée de roubardise, de combinaisons, car la bêtise calcule, elle a son espèce d'intelligence obscure, d'instinct, qui la pousse à agir au moment voulu, à frapper au bon endroit, à profiter des circonstances. C'est la bêtise pratique, la plus dangereuse de toutes les bêtises, organisées et inorganisées. — La bêtise béate qui plastronne, s'extasie sur elle-même, se mire et s'admire, se félicite de ses succès, se complaît dans ses tribulations, la bêtise satisfaite de ses petits gestes, de son incohérence, de sa suffisance, la bêtise puante des pédants, des cuistres, des vaniteux et des sots, cette bêtise est intolérable. Elle a cependant son côté comique : ceci compense cela. — Il y a la bêtise parée d'un vernis de science, la bêtise doctorale qui essaie d'en imposer par ses titres et ses chamarrures, la bêtise en uniforme, gradée, galonnée, décorée. Vous la voyez s'étaler, se prélasser au premier rang, parader, s'exhiber, discourir, rabâcher des âneries, protester, la main sur le cœur, et avec des trémolos dans la voix, de son patriotisme et de l'amour du peuple, distribuer des récompenses et des punitions, se bourrer le crâne, en bourrant celui des autres, — imbéciles qu'il applaudissent d'autres imbéciles. La bêtise qui administre, qui détient une parcelle d'autorité, un bout de ruban, la bêtise pontifiante, est propre aux aristocraties comme aux démocraties.

A des individus, pris isolément, on peut, avec beaucoup de mal, faire entendre raison ; dès qu'ils font partie d'une foule, leur bêtise est centuplée. Il n'y a rien à faire. La bêtise en nombre diffère de la bêtise individuelle. Agrégées, amalgamées, soudées, les petites bêtises individuelles composent une masse inerte contre laquelle l'intelligence, la raison et le bon sens viennent se briser. — La bêtise du troupeau qui subit le fouet, le knout, le bain et le reste, courbe l'échine devant la force, se résigne, encaisse les coups, reçoit les horions sans broncher, se laisse conduire à la boucherie, voler et dépouiller, malmenier, mystifier, cette bêtise qui se bat... pour les autres, paye l'impôt en remerciant, obéit aveuglément à la loi et à l'autorité, s'agenouille devant le veau d'or, subit toutes les humiliations, toutes les vexations, boit, mange, digère, se vautre, vote, prend un fusil, va où on la mène, applaudit ce qui brille, ce qui miroite, tous les reniements, tous les cabotinismes, insulte l'homme qu'elle encensait la veille, encense celui qu'elle insultait, se lève contre celui qui est propre, viril, humain, cette bêtise est le pire des maux dont souffre l'humanité.

Chaque classe, chaque fonction, chaque métier cons-

titue un réservoir d'où s'écoule la bêtise multiforme. Nous la trouvons partout où des hommes sont réunis, dans tous les milieux, dans tous les groupes. Elle plane sur les assemblées, parlementaires ou non. Elle s'adapte à toutes les tailles, à toutes les situations. On ne sait jusqu'où la bêtise peut mener un peuple ou un individu. La bêtise s'entête dans ses erreurs. Aujourd'hui, la bêtise est à son comble. Quand on ouvre un journal, on le referme avec dégoût. Ce qu'on y lit donne la nausée.

On accouple parfois les mots *bon* et *bête*. Attention ! Il s'agit ici d'une autre bêtise. Il ne s'agit point de la bêtise légale, traditionnelle. C'est plutôt une bêtise illégale, non tolérée, à l'index. La bêtise de l'homme bon, désintéressé, qui se donne sans arrière pensée, que ses amis exploitent, que ses ennemis calomnient, cette bêtise ne court pas les rues ; elle n'est point comparable à la bêtise méchante dont l'unique idéal est de nuire. Certes, il est bête en un certain sens, l'homme victime de sa générosité, de sa noblesse de cœur et d'esprit. On ne lui sait aucun gré de son dévouement. Comme il n'exploite personne, on le prend en pitié. Quel imbécile ! pensent les arrivistes. L'homme bon est incorrigible. Il sera bon jusqu'à sa mort. Il ne profite guère de son expérience. Dans ce cas, bêtise est synonyme de faiblesse. Trop d'indulgence confine à la bêtise, avouons-le. On ne peut pardonner à ceux qui, sciemment, passent leur temps à vous salir. Comment tendre la main à l'homme qui n'a qu'une pensée : vous assassiner ? Comment ne pas considérer sans méfiance, celui qui commet toujours les mêmes sottises, ment sans cesse, promet ceci, cela, et ne s'exécute jamais ? On finit par se lasser. C'est faire preuve de bêtise que de continuer à fréquenter l'individu qui ne vous a fait que des *crasses*. Il importe de l'éloigner. Trop de bonté sert les desseins de la méchanceté. Soyons bons sans être bêtes. Ne rendons pas service au premier venu. Cessons d'être poires avec ceux qui nous trahissent. Défendons-nous. Cependant, il est préférable d'être bête à force d'être bon que bête à force d'être méchant. — La bêtise faite de bonté est rare. C'est une exception. La bêtise méchante est la règle. L'homme méchant est toujours bête, si l'homme bête n'est pas toujours méchant. La façon d'agir de certains individus prouve qu'ils sont des sots. S'ils étaient intelligents, ils n'agiraient pas de la sorte ; ils ne cherchent qu'à se rendre insupportables à tout le monde, qu'à se faire détester. Quand l'homme bête ne se contente pas d'être bête, quand il est méchant par surcroît, c'est un monstre, capable de tout. Voyez tous ceux qui représentent l'autorité : flics, juges, ministres, etc... ils ne font que des bêtises. En les additionnant, on aurait une pyramide plus haute que l'Himalaya ! Si la bonté s'allie parfois à la bêtise, l'atténuation en quelque sorte, la méchanceté ne la quitte pas. Elle se greffe sur elle et l'accroît. Sans doute, il est des gens intelligents, ou qui passent pour l'être, dont la méchanceté ne fait aucun doute. Mais en général, *bête* et *méchant* sont deux vocables jumeaux. La méchanceté unie à la bêtise engendre l'iniquité. Les gens méchants exagèrent, ils ont perdu tout sens commun, toute mesure. Ils ne savent ce qu'ils font. Ils manquent de tact. Ils sont bêtes, parce qu'ils créent de la douleur inutilement, parce qu'ils font leur malheur en même temps que celui des autres. Il y a des chances pour que les criminels de toute nature recrutent parmi les imbéciles. Le soudard galonné — depuis le général jusqu'au vulgaire sous-off, — est le prototype de l'imbécile méchant. La bêtise qui commande et la bêtise qui obéit, aussi méchantes l'une que l'autre, sont faites de la même insincérité, de la même impuissance, du même néant.

On dit souvent d'un personnage plus ou moins

nuisible « Il est plus bête que méchant ». Il est évident que de pauvres types font beaucoup de mal par leur bêtise. Au sein de la masse amorphe il y a beaucoup de simples d'esprit (en latin : *imbecilis*) qui, par leur façon de déraisonner, entravent tout progrès. Ils ont dans la bouche des sophismes de ce genre : « On ne peut pas vivre sans autorité... Il y aura toujours des guerres... Il faut bien qu'on se défende, puisqu'on a été attaqué... Qu'est-ce qui ferait les routes, si on refusait de payer les impôts?... Sans police, les malfaiteurs feraient la loi... Etc..., etc... » La bêtise d'en haut correspond à celle d'en bas : « Il faut des riches pour faire vivre les pauvres... On ne peut se passer d'argent... La patrie est sacrée... On doit obéir aux lois de son pays... suivre la tradition de ses pères... La morale et la religion sont les bases de la société », et autres lieux communs aussi sensés. Décidément, la bêtise seule peut donner le sentiment de l'infini, comme disait Renan.

Les imbéciles répètent machinalement ce qu'on leur a dit. Dépourvus d'esprit critique, ils sont incapables de discerner le vrai du faux. Leurs conversations, toujours les mêmes, sont idiotes. Ils parlent de la pluie et du beau temps, emploient les mêmes mots, les mêmes formules. Leurs gestes monotones sont aussi plats que leur paroles. Ils sont stupides. Que voulez-vous faire avec une majorité de crétins ? Impossible de réformer la société, avec des individus incapables de se réformer eux-mêmes, de joindre ensemble deux idées, de réfléchir tant soit peu. On leur fait croire que des vessies sont des lanternes. La masse moutonnaire fréquente les temples et les mairies, se plie aux caprices de l'administration et se plaint timidement, pour la forme. Ces esclaves ont les maîtres qu'ils méritent. Bêtise collective et individuelle, bêtise des dirigeants et des dirigés, des savants et des ignorants, des riches et des pauvres, du peuple et des bourgeois, il y a tant de bêtise dans l'humanité qu'on en reste confondu. De voir tant de gens qui ne savent ce qu'ils disent, qui ont perdu tout sentiment du juste et de l'injuste, toute loyauté, tout courage, tout héroïsme, aveuglés par leurs passions, leurs préjugés, leur fanatisme et leur sectarisme, on est atterré. C'est quelque chose d'épouvantable. On ne peut surmonter son dégoût. Cette bêtise, que des siècles d'esclavage ont forgée, est aussi solide que le granit, et, comme l'univers, elle est sans bornes.

Que pouvons-nous contre elle ? Espérons cependant — contre toute espérance — qu'un jour viendra où elle disparaîtra de l'humanité. Ce sera long, très long, et ce ne sont pas les petits-fils de nos petits-fils qui verront la bêtise vaincue, terrassée par l'intelligence et l'amour. — *Gérard de Lacaze-Duthiers.*

BIAISER. v. n. Le verbe biaiser qui signifie au sens propre : aller de biais, être de biais, est surtout employé au sens figuré : user de moyens indirects, détournés. Exemple : les Gouvernements sont habiles dans l'art de biaiser, lorsqu'ils veulent imposer des impôts nouveaux à la nation ; ils savent user de tous les moyens de persuasion, faire appel aux considérations les plus imprévues et, sous couvert de patriotisme et d'intérêt général, vider le porte-monnaie de leurs contribuables.

BIBLE (La). *Formation du canon biblique. Antiquité de la Bible. Emprunts aux livres sacrés des peuples voisins des Israélites. Le Nouveau Testament. Les influences païennes et le christianisme.*

On désigne sous le nom de *Bible* (du grec : *Biblos*, *Biblion*, livre) la collection des livres sacrés dont se servent les juifs et les chrétiens des différentes dénominations. Cette collection se compose de l'*Ancien Tes-*

tament, qui est le livre sacré des israélites et du *Nouveau Testament*, que les chrétiens considèrent comme le complément de l'Ancien. Ces termes, Ancien Testament et Nouveau Testament sont les traductions de source latine d'expressions employées par le grand propagandiste et vrai fondateur du christianisme, Saul de Tarse, connu sous le nom de Saint Paul, dans le 2^e épître aux Corinthiens *é palaiā diathēke* (l'ancienne alliance), *ékainē diathēke* (la nouvelle alliance) et qui lui servirent à distinguer la doctrine de celui qui, d'après Saint Paul, accomplissait les prophéties juives, de celle enseignée par les livres mosaïques.

Selon qu'il est catholique ou protestant, le canon (du grec *kanōn* règle) de l'Ancien Testament, comprend plus ou moins de livres. L'Ancien Testament se compose de livres écrits en hébreu (proto-canoniques) et de livres rédigés en grec (deutéro-canoniques). Les israélites et les protestants rejettent ces derniers qu'ils appellent apocryphes. (Ce sont les livres de Tobie, Judith, la Sagesse de Salomon, l'Ecclésiaste, Baruch, une épître de Jérémie, deux livres de Machabées, le cantique des trois jeunes Hébreux, l'histoire de Suzanne, l'histoire de Bel et du Dragon, et le livre d'Esther, à partir du chapitre 10). Les exégètes catholiques affirment que, bien que ces livres aient été rejetés du canon israélite, la tradition des juifs les faisait admettre comme sacrés et que pour l'usage public elle les plaçait à côté des livres canoniques.

L'Ancien Testament ou Bible hébraïque comprend trois parties : 1^o la *Thora* (c'est-à-dire la loi) qu'on appelle aussi le Pentateuque (d'un mot grec qui signifie le volume des cinq livres), c'est la seule partie qu'admettaient comme canonique les Samaritains ; 2^o les Prophètes (*Nabim*) : Josué, les Juges, Samuel I et II, les Rois I et II, Esaïe, Jérémie, Ezechiel, Osée, Joël, Amos, Abdias, Jonas, Michée, Nahum, Habakuk, Sophonie, Aggée, Zacharie, Malachie ; 3^o Les *Hagiographes* (écrivains sacrés, *Ketoubim*) : les Psaumes, les Proverbes, Job, le Cantique des Cantiques, Ruth, les Lamentations de Jérémie, l'Ecclésiaste, Esther, Daniel, Esdras, Néhémie, Chronique I et II.

Le point de vue orthodoxe difficilement soutenable après les travaux de la critique moderne, c'est que la Bible est une merveilleuse manifestation d'unité religieuse, sinon dictée par Dieu lui-même, tout au moins inspirée par son esprit. Dans le livre de l'Exode (le second de la *Thora*) il est dit, que sur la montagne du Sinaï, le Seigneur remit à Moïse « les deux tables du témoignage écrites du doigt de Dieu » (Exode XXXI, 18).

Les fouilles entreprises en Syrie depuis que l'accès en ce pays est devenu plus facile, et avec les moyens d'investigation scientifiques dont on dispose actuellement, ont permis de se rendre compte que les mythes bibliques décelaient une parenté étroite avec ceux qui avaient cours chez les Assyriens, particulièrement les Babyloniens (et autres habitants de l'Asie antérieure), parmi lesquels la partie la plus notable et la plus intellectuelle des Israélites subit un long exil.

La cosmogonie de l'Ancien Testament, la création telle que la Genèse l'expose ont leurs correspondants dans les récits assyriens. Le parallélisme se poursuit même parfois jusque dans les moindres détails. Le récit biblique remarque à plusieurs reprises que « Dieu vit que sa création était bonne ». Or, dans le texte cunéiforme, le créateur affirme qu'il a « bien fait » les stations des grands dieux (les étoiles). Dans un autre document assyrien, le sabbat est appelé « le jour du repos du cœur » ; il est interdit de travailler ce jour-là, en particulier d'allumer le feu pour cuire la viande, et de prendre des remèdes en cas de maladie. Un juif, un pharisien, rigide observateur de la loi, n'aurait point parlé autrement.

Les prescriptions légales, dites mosaïques, présentent des analogies frappantes avec le code d'Hammourabi, roi babylonien du ^{xxi}^e siècle avant l'ère chrétienne.

Dans les écrits antérieurs au livre de Daniel, c'est-à-dire rédigés avant le ⁱⁱ^e siècle qui a précédé l'ère chrétienne, il n'existe aucune idée d'immortalité de l'âme, aucune idée autre que la croyance au *Schéol*, à « la fosse creusée dans les profondeurs de la terre, séjour des ténèbres, du froid, du silence, de l'oubli, du sommeil, de l'ignorance, de l'inactivité physique, intellectuelle et morale, où languissent dans une durée indéterminée les ombres des corps, dont les âmes sont retournées à l'Eternel, qui les avait données, et qui les a reprises, car elles ne sont que son souffle ». En fait, le *Schéol* n'est point une représentation de la vie à venir : c'est plutôt l'expression mûrement pesée de la mort qui anéantit tout et qui ne laisse après elle aucune espérance. L'inscription du phénicien Echnunazar datant du ⁱⁱⁱ^e siècle avant l'ère chrétienne, découverte dans l'antique nécropole de Sidon (on la trouve au Louvre), confirme cette opinion, puisque le prince au nom duquel elle est rédigée, se représente le monde à venir comme une chambre de repos, une couche où les ombres végètent et s'endorment de l'éternel sommeil. Quant aux inscriptions assyriennes, qui nous offrent les mêmes idées, elles s'accordent avec l'Ancien Testament pour déclarer que le « *Schéol* » est le séjour d'où l'on ne revient pas. (Psaumes CXV, 17 ; LXXXVIII, 11. Isaïe XXXVIII, 18).

Toutes les légendes de la Bible font partie, sous une forme ou une autre, du folklore primitif. Elles ont pour objet de rappeler à l'homme qu'il est sous la dépendance de Dieu, des dieux ou du surnaturel, et que s'il désobéit c'est malheur à lui. Partout on retrouve la légende du déluge avec ce thème initial : destruction d'un groupement d'hommes par les eaux à l'exception d'une seule famille destinée à la reconstitution du genre humain. Il y a des variantes ; parfois même comme dans la légende de la ville d'Ys, il ne s'agit plus que d'une cité et non de l'humanité ou d'une région. Les mythes d'Adam, d'Eve, de Satan, de Noé, d'Abraham, de Moïse, de Salomon, ont des parallèles dans l'Amérique du Nord, chez les fino-ougriens, les turco-mongols, bien ailleurs. Ces découvertes et un examen serré des textes ont permis aux critiques de situer la composition des livres bibliques au retour de la « Captivité », à l'époque d'Esdras (nom d'un homme ou d'un groupe qui entreprit de ressusciter le judaïsme dans ce qu'il y avait de plus nationaliste en lui : la religion).

La rédaction de la *Thora* ne remonterait donc pas au-delà du ^{iv}^e siècle pour les livres légendaires et historiques ; de la fin du ^{iv}^e et pendant le cours du ⁱⁱⁱ^e pour la plupart des livres prophétiques ; du ⁱⁱ^e et du ⁱ^e siècle pour les Psaumes, le livre de Daniel, et les Hagiographes en général.

On est parvenu à distinguer jusqu'à quatre influences ou apports dans la rédaction du Pentateuque, qui détruisent absolument l'idée de l'unité de conception de la *Thora* : l'influence élohiste, l'influence jahviste, le deutéronome, le code sacerdotal. Qu'on lise le récit de la création tel que le raconte le début de la Genèse jusqu'au 2^e chapitre et le nouveau récit qui commence au 4^e verset de ce même chapitre, on se rendra facilement compte qu'on se trouve en présence de deux compilations qui ont peu de ressemblance. A l'une de ces compilations on donne le nom d'élohiste, parce que la divinité y est appelée *Elohim*, à l'autre, le nom de jéhoviste ou jahviste parce qu'on y dénomme l'entité divine Jéhovah ou plus littéralement *Jahveh*. Une autre preuve de la rédaction relativement moderne des livres

de la Bible c'est que ceux qui les ont écrits semblent n'avoir jamais entendu parler du rôle joué par certains peuples à l'époque où se déroulaient les événements qu'ils décrivent. C'est ainsi qu'ils ignorent l'empire des hétéens (situé au nord de la Palestine) qui existait au temps des invasions égyptiennes ou assyriennes ; ou bien ils attribuent à un seul homme l'œuvre de plusieurs générations, telle la migration dirigée par Abraham. Il semble donc que les Noé, les Abraham (xx^e siècle avant J.-C. selon la tradition) les Jacob, les Moïse (xvi^e siècle idem) les Josué, sont des héros aussi mythiques que les Samson, l'hercule juif, ou les Samuels. Les sultans David, Salomon et leur histoire semblent avoir été annexés au judaïsme bon gré, mal gré ; avant eux, c'est la nuit noire ou à peu près. Non seulement les récits bibliques pour ce qui concerne le prétendu séjour en Egypte des Israélites, et leur sortie de ce pays, fourmillent d'invéraisemblances et d'impossibilités matérielles, géographiques, historiques, mais encore parmi les monuments égyptiens aucun ne mentionne l'épisode israélite. Qu'une horde de pillards et de nomades pasteurs soit apparue quinze ou dix-huit cents ans avant l'ère chrétienne sur les plateaux de la Syrie méridionale, traînant à leur suite leurs troupeaux et leurs femmes ; que, les armes à la main, après avoir parcouru le désert à la recherche d'un puits, d'une fontaine, d'un silo, ils aient fini par s'établir, féroces et exterminant les tribus déjà installées, impuissantes à les repousser, — cela se peut ; qu'aient persisté des souvenirs se rattachant à une délivrance de l'autorité égyptienne, à un certain Moïse, et à d'autres noms, on peut l'admettre ; mais tout le reste est imagination, création intellectuelle de la classe sacerdotale pour façonner la mentalité judaïque selon ses intérêts et son patriotisme.

Sous le règne de Ptolémée, roi grec d'Egypte, le nombre des Juifs habitant son royaume et principalement Alexandrie était considérable. Or, ils ne parlaient plus l'hébreu. Ce fut pour eux que vers la moitié du ⁱⁱⁱ^e siècle, on commença à traduire en grec les livres du canon d'Esdras, en commençant par la *Thora*. C'est cette version grecque qu'on appelle la version des *Septante* (parce que selon la tradition, 72 traducteurs s'en seraient occupés) ou d'*Alexandrie*, composée par des savants juifs établis en Egypte et très probablement achevée en l'an 150 avant l'ère chrétienne.

C'est de cette version que les chrétiens des premiers siècles se servirent lorsqu'ils traduisirent la Bible en latin ; la meilleure de ces traductions latines est connue sous le nom de la *Vetus Italica*, mais elle était remplie d'imperfections. Un des Pères de l'Eglise les plus remarquables, Jérôme, s'étant adonné à l'étude du chaldéen et de l'hébreu, qu'il apprit à Jérusalem même par les soins d'un rabbin nommé Barhanina, qui l'enseignait la nuit par crainte de ses compatriotes — il prit la résolution de traduire la Bible directement sur les textes originaux : ce travail lui demanda vingt ans, de 385 à 405. Mains catholiques, dont Saint Augustin, en voulurent à Jérôme d'avoir osé traduire autrement que l'avaient fait les Septante. Finalement, sous le nom de Vulgate, la version de Jérôme a fini par s'implanter comme texte officiel de l'Eglise catholique romaine. Pour être complet, il convient d'ajouter que c'est sur la Vulgate qu'ont été faites les premières traductions en langue vulgaire de la Bible : les versions françaises protestantes de Lefèvre d'Étaples et de Pierre Robert Olivetan, un picard parent de Calvin, la version allemande de Martin Luther, les versions anglaises de John Wyclif et de Tyndal. La version catholique française de Lemaistre de Sacy est de même origine.

Il existe un certain nombre de livres apocryphes qui ne figurent pas dans le canon de l'Ancien Testament,

qui sont d'auteurs inconnus et que l'église romaine a rejetés, tels sont la prière de Manassé, le 4^e livre d'Esdras, le psaume 151 (on les trouve dans la version des Septante) — un discours de la femme de Job, les psaumes d'Adam et d'Eve, l'Evangile d'Eve, l'ascension et l'assomption de Moïse, la petite Genèse, le Testament des Douze Patriarches. D'autres livres ont été perdus, comme le livre d'Hénoch, les 3.000 Paraboles, les 1.005 cantiques et l'Histoire Naturelle du roi Salomon.

Dans l'église orthodoxe grecque, c'est la version des Septante qui constitue le texte officiel.

Pour le *Nouveau Testament*, le canon définitif ne fut fixé qu'après de longues discussions et chicanes, au Concile d'Hippone, en 393, et encore fût-ce grâce aux efforts de Saint Augustin. Il se divise également en livres proto-canoniques, ce sont ceux acceptés sans difficultés : les quatre Evangiles, les Actes des Apôtres, les 13 épîtres attribuées à Saint Paul. Les autres, c'est-à-dire les deutero-canoniques, ne furent admis qu'après de longues hésitations : les épîtres de Jude, de Pierre, de Jean, l'Apocalypse et l'épître aux Hébreux. Les chrétiens occidentaux tenaient pour l'Apocalypse, les orientaux n'en voulaient pas ; les orientaux tenaient pour l'épître aux Hébreux, les occidentaux ne voulaient pas en entendre parler. Toutes ces contestations montrent que loin d'avoir été déterminé à l'unanimité des membres du Concile « sous l'inspiration directe du Saint-Esprit » comme l'affirment les prêtres, pasteurs et popes orthodoxes des églises catholiques, protestantes et grecques, le canon du Nouveau Testament, le fondement de leur religion, a été le résultat d'un jugement humain hésitant et hasardeux.

Le choix fut tellement arbitraire qu'on a peine à comprendre le rejet de livres vénérés par les chrétiens primitifs, comme le Pasteur d'Hermas, l'Evangile des Hébreux, l'épître de Barnabé, l'épître de Clément Romain qui avaient longtemps figuré dans la collection des livres dont les premiers siècles chrétiens faisaient leur lecture.

Depuis quelques années, on se demande si c'est réellement dans la Bible hébraïque qu'il faut chercher l'origine des doctrines dont le livre sacré des chrétiens se fait l'interprète. Au lieu de considérer le Nouveau Testament comme l'héritier de la foi et l'accomplissement des espérances du peuple juif, on tend de plus en plus à le regarder comme un trait d'union entre les idées religieuses du monde païen et le sombre et étroit monothéisme sémitique. Il est évident que l'évangile attribué à Saint Jean est fortement empreint d'hellénisme, de notions platoniciennes. Mais les épîtres de Paul de Tarse montrent de singuliers rappels des pratiques, des mystères orphiques ou égyptiens. Ainsi, le baptême pour les morts dont il est question dans la première épître aux Corinthiens (XV, 29) fait souvenir de cette prescription orphique, que pour éviter à ses proches décédés le péril des naissances successives, on pouvait faire accomplir à leur intention le rite de libération. Le même Saint Paul considère le christianisme comme une association fermée, une fraternité close, un « mystère » avec ses degrés et à certains moments la similitude avec les mystères païens est presque absolue.

De même qu'on pouvait appeler le fidèle de l'Attis phrygien un « Attis », le myste égyptien un « Osiris », dans l'épître aux Galates (II, 20), Paul déclare : « Ce n'est plus moi qui vis, c'est Christ qui vit en moi », dans la 2^e épître aux Corinthiens, au chapitre V, l'apôtre parle de « la vie de Jésus manifestée en nous, en notre chair mortelle ». Au chapitre V (17), il ne craint point de proclamer que « si quelqu'un est en Christ, il est une nouvelle créature. Toujours dans cette même épître, il reconnaît avoir entendu des paroles inef-

fables, qu'il n'est pas permis à un homme de répéter » (XII, 4).

Un professeur de littérature grecque à l'Université de Varsovie, Thadée Zielinski, qu'on considère comme l'un des meilleurs hellénistes de notre époque, est d'opinion que c'est la religion antique, la religion des habitants des pays qu'engloba l'empire romain, qui est le véritable Ancien Testament, l'ancêtre du christianisme et surtout du catholicisme.

Le culte des héros — Corinthos à Corinthe, Cécrops à cesseur celui que les grecs rendaient à Alcmène, l'épouse d'Amphytrion, que Zeus visita pour lui donner Héraclès (Hercule) — le Sauveur grec. Toutes les déesses-mères, toutes les déesses-vierges de l'Olympe préparèrent le monde romain à recevoir l'idée de la naissance miraculeuse du Christ telle qu'elle est décrite par les Evangiles et à accepter plus tard la Mariolatrie.

Le culte des héros : Corinthos à Corinthe, Cécrops à Athènes, Romulus à Rome — a préparé le culte des saints locaux : Saint-Denis pour Paris, Saint-Léopold pour Vienne, Saint-Stanislas pour Cracovie, Saint-Janvier pour Naples, etc. Or, le judaïsme ne connaissait pas de culte d'Abraham, de Moïse, de David.

Il est juste de faire remarquer que le culte des saints et les dogmes concernant Marie — ainsi que plusieurs autres — ne se rencontrent pas dans le Nouveau Testament.

Les sentiments des athéniens à l'égard de l'Athena-Polias de l'Acropole ne différaient en rien de ceux des catholiques éclairés à l'égard de la vierge de Lourdes ; par exemple : ils n'identifiaient nullement l'idole vénérable avec Minerve elle-même, qu'ils croyaient, du haut de l'Olympe, veiller sur le sort de sa cité bien-aimée. Il y avait des fétichistes avérés chez les grecs et les romains, comme il y en a au fond des Calabres ou de l'Andalousie, des campagnards qui mettent en pièces leur Ecce Homo quand leurs prières demeurent sans réponse.

Enfin, il y avait des Apocalypses païennes. L'antiquité a connu les terreurs de l'attente de la fin du monde, elle a attendu avec angoisse un Messie (ou Oint, Christos en grec, Mashiah en hébreu). Cassandre, l'infortunée fille du roi Priam avait prédit la catastrophe suprême et l'avait située à mille ans après la prise de Troie. Des calculs avaient fixé cette date d'abord à l'an 184, puis à 84 avant l'ère chrétienne. Rome connut des heures de panique et jusqu'à ce qu'Auguste se fut donné pour le Sauveur annoncé (en l'an 17), la république, puis l'empire, subirent de violentes commotions. Le monde païen était préparé pour l'annonce de la venue d'un Sauveur. — E. ARMAND.

BIBLIOGRAPHIE. — Eichhorn : *Einleitung ins alt Testament*. Garretson : *The Talmudic Jesus*. Halévy (Joseph) : *Recherches Bibliques*. Harnack : *Précis de l'histoire des Dogmes*. Havet : *Le Christianisme et ses Origines*. Kroll (Ludwig) : *Primitive Christianity*. Ledrain : *La Bible*. Loisy : *Etudes Bibliques*. Quinn (John W.) : *The Bible Unveiled*. Renan : *Histoire d'Israël*. Reuss : *L'Histoire Sainte et la Loi*. Smith : *Assyrian Discoveries*. Smith and Muller : *Dictionary of the Bible*. Vernes (Maurice) : *Résultats des Exégèses Bibliques*, etc. Van Gennep : *Formation des Légendes*. Zielinski : *La Sibylle*.

BIBLE (*La valeur historique de la*). Un écrivain a dit : « La Bible est le livre dont on parle le plus et qu'on lit le moins. » Cet aphorisme n'est pas toujours exact, car chez beaucoup de sectaires ce livre est le seul qu'ils lisent ; dans les pays anglo-saxons la Bible est presque le seul ouvrage qu'on permette aux jeunes gens de lire le dimanche et les jeunes

Anglais lisent souvent un chapitre comme soporifique avant de s'endormir. Les vieux huguenots croyaient qu'il était indispensable de lire chaque jour un ou deux chapitres des Saintes Ecritures ; pourtant on n'exécutait pas toujours bien régulièrement cette obligation. Cela me rappelle une anecdote caractéristique :

Dans une visite pastorale un nouveau ministre demande à une vieille si elle lisait bien régulièrement les Saintes Ecritures. « Tous les jours M. le pasteur. » « Mais je ne vois pas la Bible chez vous ». La bonne femme dit alors à son petit-fils d'aller chercher le gros livre dans la garde-robe. Le petit garçon revient triomphalement, apportant la grande Bible de famille. Quand la femme eut ouvert le volume qu'elle prétendait lire tous les jours, elle s'écria involontairement, en découvrant ses lunettes entre les pages du volume : « Ah ! que je suis contente, voilà les lunettes que je croyais perdues depuis trois mois ! »

Les historiographes russes racontent un fait de ce genre qui se serait passé en Ukraine : le tzar Alexandre I^{er}, dans un de ses voyages, entra dans la maison d'un pope qui était en train de cultiver son jardin. Pendant qu'on allait chercher l'ecclésiastique, l'Empereur feuilleta une belle Bible qui se trouvait dans la chambre, il glissa entre les feuilles un billet de cent roubles et referma le volume. En prenant congé du prêtre, il lui conseilla de lire chaque jour le livre de Dieu, le meilleur livre qu'il y ait au monde. L'année suivante, le tzar, repassant par le même village, entra de nouveau chez le prêtre et lui demanda s'il lisait régulièrement la Bible. « Tous les jours ». Le tzar ouvrit la Bible et y retrouva son billet de cent roubles qu'il mit dans sa poche, en disant : « Tu vois bien, menteur, que tu ne lis pas la parole de Dieu tous les jours. »

Je suppose que même parmi ceux qui ont été élevés dans la religion protestante la plus étroite et qui dans leur jeunesse ont suivi les cours de religion et ont dû lire la Bible, au moins en grande partie, il en est bien peu qui se rappellent leurs lectures. Les extraits connus sous le nom d'Histoire Sainte se sont, par contre, mieux imprimés dans les cerveaux des enfants, ce que font aussi les contes de fées, comme ceux qui ont été recueillis par Perrault, Grimm, Andersen, etc., contes qui, selon moi, corrompent les esprits des enfants, qu'ils accoutument à croire à toutes les invraisemblances, toutes les sornettes des religions, comme les miracles de Jésus et des innombrables saints catholiques romains, orthodoxes, musulmans, hindous, etc...

Ces sortes d'histoires abracadabrantes foisonnent dans la Bible et c'est peut-être à elles qu'il faut attribuer une grande partie de l'influence qu'exerce encore ce livre.

On raconte que la reine Victoria, femme d'une intelligence très bornée, mais réverée pourtant pendant son règne comme un fétiche, aurait dit, en présentant une Bible à quelques grands diplomates : « C'est à la Bible que l'Angleterre doit sa grandeur ». — Moi, j'ose dire que ce fétiche des protestants, base de la religion chrétienne, a été au contraire funeste à l'Angleterre, car c'est à la religion qu'on doit la dégradation des classes inférieures à qui l'on prêche la soumission, le respect des puissances établies, la patience dans la misère, grâce à l'espoir d'obtenir le royaume des cieux.

Mais ce livre fameux, on se contente d'en extraire les passages qui conviennent à nos seigneurs et maîtres, le reste est laissé dans l'ombre ; car on trouve de tout dans la Bible, depuis des paroles de sagesse jusqu'à l'invitation au meurtre, au vol, au vice le plus dégoûtant, au mensonge, à la paresse, à la haine, etc.

On ne lit guère la Bible comme on le devrait, en étu-

diant, en comparant une page avec une autre, un récit avec un autre, etc. On lit des yeux, et, le chapitre fini, on l'oublie. Qui donc parmi nous se souvient des histoires des rois d'Israël, des prophètes ? Mais on se rappelle les versets pornographiques du Cantique des Cantiques. Presque tout le monde connaît l'histoire de la création du monde, de la pomme d'Eve, du serpent parlant, du paradis terrestre, du passage par la Mer Rouge, de David et Goliath, du massacre des innocents, de la fuite en Egypte, etc., contes aussi véridiques que ceux des Mille et une Nuits. Malgré ces insanités, les chrétiens sont prêts à jurer que la Bible est véridique, qu'il n'y a pas un iota de faux d'un bout à l'autre. On voit, par exemple, un certain pasteur américain, Voliva, chef d'une secte fondée par Dowie et qui est maître absolu de la ville de Sion aux Etats-Unis, affirmer que la terre est plate et que le soleil tourne autour de la terre, puisque la Bible l'a dit. Un pasteur de Berlin avait dit la même chose quelques années avant la guerre.

Pour un vrai chrétien, c'est presque un crime de douter de la théopneustie, c'est-à-dire de l'inspiration plénière des Saintes Ecritures, crime qui a conduit bien des penseurs au bûcher. Je citerai ce qui m'est arrivé à moi-même, alors que j'étais étudiant en théologie à Paris. Elevé dans les idées les plus fanatiques des sectaires protestants, je ne pouvais supposer qu'un homme intelligent pût jamais douter de cette inspiration et j'aurais fui comme la peste toute personne qui m'aurait exprimé un doute à cet égard. Un jour j'accompagnai des amis dans une grande salle où le pasteur libéral Athanase Coquerel fit un discours magnifique. Ce grand orateur dit : « J'entrai un jour dans une église anglicane ; le pasteur, de sa voix sonore, lisait un passage de l'Ancien Testament. Le roi Saül venait de massacrer toute une population de vieillards, de femmes et d'enfants. Il les avait fait scier entre deux planches et avait fait passer la herse sur leurs cadavres. Samuel, le prophète des Dieux, se présente devant le roi et lui fait des reproches amers.

Etait-ce d'avoir massacré tant de victimes innocentes ? Non ! c'était d'avoir épargné un seul homme, le Roi. Et vous me direz que ces pages sont inspirées ? Non, non, c'est impossible. Ces pages ne sont pas inspirées. »

Je fus tellement choqué de ces paroles que je me levai immédiatement, quittant mes amis pour protester contre cette profanation.

Je n'étais pas probablement le seul à avoir cette idée biscornue.

J'ai déjà dit que les protestants font un fétiche de leur Bible.

Voici, jusqu'où peut aller un sentiment d'adoration pour un livre.

Un mien cousin, très connu à Lausanne, il y a bien des années, estropié et zélé distributeur de traités religieux, ne quittait jamais son appartement le matin sans ouvrir la Bible comme moyen divinatoire et les premiers mots qu'il rencontrait au hasard, à droite ou à gauche, lui indiquaient ce qui lui arriverait pendant la journée. Ayant dit à ce même cousin la distance qui sépare la terre de la lune et du soleil, je fus frappé de l'entendre dire que les astronomes étaient imbéciles car, si le ciel était si loin, Etienne, au moment où il fut lapidé, n'aurait pas pu voir le Seigneur assis à la droite de Dieu ?

Ainsi, au commencement du xx^e siècle, un homme assez instruit mettait une légende biblique absurde au-dessus de l'astronomie, une des sciences les plus incontestables.

L'histoire, la peinture, la sculpture, etc., puisent constamment des sujets dans la Bible : il est vrai qu'on

en puise aussi dans les mythologies : grecque, latine, germanique, indienne. Mais, alors on avoue que ce ne sont que des mythologies, c'est-à-dire des inventions poétiques mais mensongères. Je ne m'oppose nullement à ce qu'on enseigne les miracles de la Bible, pourvu qu'on les présente comme de simples contes de fées, comme ils le sont en effet. Mais c'est tout autre chose quand on enseigne aux jeunes générations ces mensonges comme des vérités, quand les prétentions historiques de la Bible gouvernent le monde, quand la haine semée dans les cœurs par la prétendue histoire sacrée excite aux massacres des Juifs et des Musulmans par les Chrétiens, des Irlandais protestants par des Irlandais catholiques.

Je pourrais démontrer que la Bible est un livre funeste ; mais ce sujet est trop vaste. Je me bornerai donc à démontrer que la Bible n'est pas un livre d'histoire et que sa valeur historique est nulle.

M. R. Naville, célèbre égyptologue genevois, élevé dans les idées chrétiennes les plus étroites, a pourtant été conduit par de profondes études d'égyptologie à reconnaître que la Bible, telle que nous la possédons, n'est pas l'œuvre divine que prétendent les Chrétiens. Voici quelques extraits de son fameux ouvrage : *Archéologie de l'Ancien Testament*, qu'il a écrit d'abord en anglais, puis traduit en français :

« L'Hébreu écrit en lettres carrées ne remonte guère plus haut que l'ère catholique, il doit avoir à cette époque remplacé l'ancien chananéen. Avant Moïse et après lui, le babylonien et l'assyrien, étaient employés en Palestine, c'était la forme populaire du babylonien et de l'assyrien, ainsi que nous l'enseignent les tablettes bilingues et d'autres documents, tels que la version araméenne de l'inscription de Béhistoun. Les Juifs établis en Egypte écrivaient et parlaient l'araméen, l'écriture propre à la langue judaïque était l'alphabet araméen. »

Et plus loin :

« En examinant cette question à la lumière des trouvailles des 30 dernières années, nous arrivons à la conclusion qui paraît s'imposer que, les plus anciens documents de la littérature hébraïque n'ont pas été écrits dans la langue hébraïque, mais dans l'idiome et avec les caractères de Tel Al-Amarna, c'est-à-dire en babylonien cunéiforme. »

Plus loin, le distingué professeur cherche à excuser les contradictions et les répétitions si fréquentes dans les premiers livres de la Bible par le fait que ces œuvres ont été inscrites sur des tablettes d'argile séchées au soleil, comme on en voit tant au Louvre à Paris. L'écrivain ou les écrivains de l'Ancien Testament ne connaissaient pas toujours les premières tablettes ou bien faisaient des répétitions pour rappeler ce qui avait été dit dans ces premières tablettes : on y remarque une complète absence de proportion dans la façon dont chaque sujet est traité.

« Esdras », dit encore Naville, « en coordonnant les tablettes ne pouvait commencer autrement que par celles qui ont rapport à la création ». Le professeur cherche alors à indiquer le contenu des différentes tablettes telles qu'elles ont dû être écrites. »

Nous voici donc bien loin de l'histoire de la littérature hébraïque écrite sur des peaux et portée dans l'arche sainte. Ici, nous voyons des collections de plaques de terre où l'on écrivait en enfonçant le médus de la main droite et qui auraient été recueillies au hasard après le retour de la transportation en Babylonie. Ces plaques écrites en caractères cunéiformes auraient servi de base à la compilation d'Esdras en admettant qu'Esdras ait recueilli toute la Bible, ce qui est impossible, puisque quelques livres canoniques ne datent que d'un siècle avant notre ère. Au

surplus, où sont ces fameuses tablettes ? Pourquoi ont-elles disparu ? Comment admettre qu'elles aient existé, sans avoir laissé de trace ? On a bien retrouvé les tablettes des lois d'Hamaurabi, bien plus anciennes que l'épopée attribuée au mythique Moïse. Ne peut-on pas plutôt supposer que les compilateurs ont recueilli les traditions orales de la bouche des vieillards comme Hilferding, Kiréyewski, l'ont fait pour les épopées populaires de la Russie « Les Bylines », comme aussi Drajomenow l'a fait pour les chants historiques de l'Ukraine et comme on l'a probablement fait pour les poèmes homériques ?

Voici quelques paragraphes extraits de Maurice Vernes, l'une des plus grandes autorités en matière de critique religieuse :

« Depuis cent ans, un travail considérable a été consacré en Allemagne et en Hollande, puis en France à l'élucidation des questions qui touchent à l'origine et à la composition des livres saints. Quand on recherche les motifs qui ont dicté à la tradition ses différentes solutions, on constate ceci : pour toute la série du pentateuque et des livres historiques, la tradition s'est bornée à attribuer l'œuvre à l'homme qui en est le principal personnage ou, à son défaut, à une haute individualité aussi rapprochée des événements que possible. Les cinq « Lieri de Moïse » sont devenus « Libri Moysi » ; le livre de Josué est consacré aux exploits de ce héros, on lui en attribue aussitôt la paternité. Le livre des « Juges » ne pouvait être attribué à aucun des personnages qui y figurent ; on a choisi Samuel, le successeur immédiat du dernier des héros dont ce livre rapporte les aventures. Le livre de Samuel consacré à ce personnage, puis à David, seront les œuvres de Samuel pour les événements contemporains du prophète, puis de ses collègues et successeurs Gad et Nathan, dont les noms y paraissent plusieurs fois. Jérémie le grand plaignant qui assiste à la ruine de Jérusalem, aura rédigé les livres des Rois... La théologie traditionnelle juive ou chrétienne affirme d'une manière générale leur authenticité sans attacher du reste à ce mot un sens bien précis et rassurée sur ce point, elle ne se met guère en peine des invraisemblances et des difficultés proprement littéraires qu'on peut lui signaler dans ces affirmations. Ainsi a procédé une fois la Synagogue, ainsi a fait à son tour l'Eglise chrétienne qui a accepté, les yeux fermés, l'ensemble des désignations qu'on lui offrait, sans les soumettre à une vérification sévère, satisfaite d'avoir constaté que ces désignations lui laissaient toute latitude en théologie pour édifier le dogme et nourrir la piété. »

Voici encore ce que dit le professeur Vernes :

« En résumant les résultats qui ont généralement cours dans les ouvrages de la critique moderne, on peut dresser à côté et en contraste de la liste des données traditionnelles, le tableau suivant :

« *Pentateuque*. Loin d'être l'œuvre d'un seul homme et d'une seule époque, c'est une compilation où sont entrés des écrits de dates diverses et de plusieurs auteurs. Selon les critiques, ces écrits s'échelonnent assez inégalement du douzième jusqu'au cinquième siècle avant notre ère : l'œuvre n'aurait reçu sa forme définitive qu'à cette date dernière, peut-être par le soin d'Esdras. Les auteurs des différents documents, comme des recensions, sont inconnus, le livre pris en gros est anonyme. Le Pentateuque, les Juges, les Samuel sont tellement mêlés de folklore (espèces de contes de fées) que ce ne sont guère que des romans. « Les Livres des Rois » sont un peu plus définis ; probablement parce que les Rois ont, pour la première fois, fait faire des annales de leurs règnes, où l'on pouvait trouver des renseignements ; mais les rabbins,

chargés de l'historiographie, ne se sont pas gênés pour broder. Ils ont inventé de toutes pièces des romans comme *Ruth*, *Esther* et *Daniel*.

« On sait combien les chroniques, même relativement récentes, sont, comme celle de Froissard, peu dignes de foi ; que dire de celles de la Bible ? Elles contiennent de longues généalogies absolument contradictoires. On sait combien il est difficile, même de nos jours, d'avoir des généalogies absolument incontestables des familles actuelles ; comment pourrait-on admettre celles que donnent des livres qu'on prétend écrits à des époques où l'écriture n'existait pas encore ? Comment pourrait-on ajouter foi à de longues listes de noms qui se contredisent fréquemment ? La paléontologie, la physiologie, l'anatomie ont démontré que les êtres préhistoriques ne pouvaient guère avoir une existence plus longue que la nôtre. Pouvons-nous croire qu'Adam ait vécu 930 ans et qu'il ait eu son premier fils à l'âge de 230 ans, selon la version des septante ou de 130 ans selon le texte hébraïque ? Seth, 912 ans, Enos 705, Cainan 910, Maléel 895, Jared 962, Enoch 365 (la Bible dit : Enoch marchait selon Dieu et ne mourut pas, mais disparut, Dieu l'avait enlevé, prototype de l'ascension et de l'assomption), Mathusalem 969 ans, Lemeth 777, Noé 950, Sem 600, Arfaxad 438, Abraham 175 ? Il faut avoir la foi bien ancrée dans la cervelle pour ne pas être frappé de la folie de ces chiffres.

« Autre preuve de la véracité des livres de la Bible : dans I Samuel XIII, on lit : Saül avait un an quand il commença à régner et il régna 2 ans sur Israël. Dans Salomon, il est dit qu'il avait régné 40 ans, période indéterminée en hébreu.

« C'est à l'époque qui s'écoula entre la chute de Samarie, 722 avant la naissance de J.-C. et la destruction de Jérusalem par Nébuchadrezar (Nabuchodonozor ou Nébuchadrézar), qu'on découvrit dans le temple le livre sacré (Deutéronome) sous le règne de Josias qui voulut imposer les réformes religieuses fondées sur cette découverte, mais il fut tué dans la bataille de Mèggido par l'armée du Pharaon Nécho.

« Voici, d'après les savants théologiens les plus autorisés, qu'elles seraient les plus anciennes parties de la Bible recueillies par tradition. Comme la poésie chez tous les peuples a été la plus ancienne forme de la littérature, le plus ancien fragment de la Bible serait le chant de Déborah et de Barak (Juges V.). Vient ensuite le chant de l'épée (Genèse IV.), la bénédiction de Jacob (Genèse 49), le chant de triomphe de la Mer Rouge (Exode V.), le chant de Moïse (Deutéronome 32), la bénédiction de Moïse (Deutéronome 30), tous répétés de mémoire et recueillis par Esdras.

« *Le Livre de Josué* consiste en diverses traditions et fragments qui ont été ajoutés jusqu'à l'époque grecque. Ce livre attribué à un homme, à une génération des événements qui se sont passés en plus d'un siècle. On y trouve force contradictions.

« *Les Juges*. C'est une collection de légendes sur les champions nationaux, arrangées dans le but d'exposer les enseignements de Glosée et de Jérémie.

« *Samuel*. Les deux livres de Samuel ont été tellement interpolés et arrangés, qu'il est difficile d'en suivre l'histoire. Samuel était un sorcier dans le genre des sorciers des sauvages : il n'avait guère qu'une réputation locale, il était inconnu de Saül, avant que son domestique lui en ait parlé (I Samuel IX 5-10). Les histoires de son enfance et le chant sur les Amalécites sont des additions plus récentes. Il faut remarquer la contradiction : I Samuel XII dit que c'est le peuple qui a réclamé un roi et aux chapitres 9 et 10 verset 6, c'est Dieu qui choisit un roi de son propre mouvement.

« *Les Rois*. Ce livre contient beaucoup de folklore,

de légendes de héros, surtout sur Salomon. La légende d'Elie est évidemment tirée d'un ancien mythe solaire. Le livre a été recueilli après le retour de l'exil, car il descend jusqu'à l'époque d'Évil-Mérodak.

« *Jérémie* a été composé à l'époque de la chute du royaume de Judas, mais on y a ajouté toutes espèces de discours pour augmenter les paroles du prophète. Jérémie, dans ses moments de lucidité, prêchait les réformes de Josias et s'était, comme tous les réformateurs, mis à dos une partie de la population. Les prophètes étaient des espèces de déments semblables aux derviches orientaux.

« *Ezechiel*. Pour encourager ses concitoyens en exil, le prophète leur parlait de l'avenir des Juifs et excitait à la haine de l'étranger. Ses créatures ailées étaient empruntées aux sculptures babyloniennes, mais je ne sais où il avait emprunté l'idée de manger des excréments.

« *Les Chroniques d'Esdras et Néhémie* furent compilées environ 300 ans avant l'ère chrétienne, par des prêtres qui portèrent leur récit jusqu'à la reconstruction du temple et introduisirent le code ecclésiastique ou *Lévitique*, etc... Les compilateurs ont recueilli les traditions d'Esdras et de Néhémie. Ces ecclésiastiques écrivaient l'histoire à la façon du père Lorrinet, de Capefigue, de Thiers ou de Marco de St. Hilaire ; ces derniers historiens, adorateurs de Bonaparte, supprimant tout ce qui ne leur plaisait pas, exagérant les faits et gestes de leurs héros. Ces compilateurs avaient surtout pour but d'exalter la grandeur de David et de Salomon, deux atroces bandits quand on étudie sans prévention les récits des *Rois* et des *Chroniques*. Les compilateurs citent les livres non canoniques, comme le livre des Rois d'Isra et de Judas (2 Chroniques XVIII, 13), l'Histoire de Jéhu (2 Chroniques XX 34°), Commentaires ou Misraïm d'Iddo (2 Chroniques VI V 27°), Shemaïak et Iddo (2 Chroniques XII 15), Esdras et Néhémie sont des livres d'édification plutôt que des livres d'histoire. Des parties d'Esdras comme IV, 8-26, V-I ; VI 18 ; VII 12-26, sont écrits en araméique, la langue officielle de la cour de Perse.

« *Daniel* a été compilé à l'époque grecque, vers 150 ans avant J.-C. L'araméique est employé au ch. II 4 et à la fin du ch. VII. Daniel est un roman historique à la façon d'Alexandre Dumas, c'est-à-dire que les prêtres, ses auteurs, ont falsifié l'histoire, probablement pour stimuler la rébellion des Macchabées. Au ch. I verset 16 I, l'ouvrage contredit le deuxième livre des Rois XXII-XXIV. Tout le livre montre l'ignorance de la vraie histoire de la chute de Babylone et de la succession des rois de Perse. Daniel contient beaucoup de mots inconnus à l'époque où on prétend que ce livre a été écrit.

« *Esther* a probablement été écrit au troisième siècle avant notre ère. C'est un roman sans aucune base historique emprunté aux mythes babyloniens.

« *Ruth*, autre roman, probablement inventé pour faire croire que David descendait de Ruth, une Moabite.

« *Les Proverbes*, attribués à Salomon, sont une collection d'aphorismes des sages de l'Orient, surtout de la Perse. La forme actuelle en est grecque.

« *Job*, le plus beau poème de la littérature hébraïque. On y voit une époque déjà avancée où l'homme osait juger les actions de Dieu. On y trouve bien des interpolations, comme le chapitre XXVIII et les discours d'Elihu (XXXII-XXXVI).

« *L'Ecclésiaste* date de la dernière époque avant notre ère. C'est une œuvre philosophique attribuée à Salomon où sont enseignées des idées différentes de celles des Juifs.

« *Les Psaumes* appartiennent aux plus anciens livres de la Bible, mais quelques-uns datent de l'époque

grecque. Ils appartiennent à un grand nombre d'auteurs. Ce sont des chansons populaires, comme les vieux lieds allemands ou les antiques romances françaises. Les Babyloniens ayant beaucoup de chants religieux ont dû influencer les auteurs des psaumes.

« *Les Lamentations*, cinq poèmes dûs à différentes personnes, écrits probablement peu après la chute de Jérusalem qu'ils décrivent.

« *Le Cantique des Cantiques*, admirable poème érotique, l'un des plus beaux de l'Orient. Pour nos idées, ce livre est plutôt pornographique, mais il contient une splendide suite d'images poétiques. C'était probablement une sorte d'épithalame chanté aux noces. Il ne faut point y voir l'amour du Christ pour l'église ou vice-versa, c'est essentiellement une peinture de l'amour physique. On trouve dans la langue des traces d'araméen.

« *Les 12 Petits Prophètes*. Hosée, Amos, Abdias, Habakuk, etc., ont été écrits entre le retour de l'exil et le dernier siècle avant l'ère chrétienne. La rédaction d'Esdras, de Néhémie, doit être rapportée à un écrivain inconnu, ne vivant guère que deux siècles avant notre ère ; toutefois, il est conservé dans les deux premiers livres d'importants fragments authentiques relatifs aux personnages dont il porte le nom.

« *Daniel* n'est pas de l'époque de la captivité, mais en réalité de 4 siècles plus tard, de l'époque des Macchabées, comme on peut le voir à sa connaissance des luttes entre les Ptolémées et les Séleucides et à sa description de la persécution religieuse dirigée contre les Juifs par Epiphane.

« *Joel, Jonas*, sont des écrits de basse date. *Zacharie* est attribué à trois plumes différentes. *L'Ecclésiastique* serait de fort basse date, contemporain des successeurs d'Alexandre.

« Les savants refusent de reconnaître aucune authenticité au livre de *Ruth*, d'*Esther*, et aux *Lamentations*. » (Vernes.)

L'histoire du texte de la Bible se ramène donc à ces deux traits essentiels : une première édition du texte a été constituée, il y a environ 20 siècles, dans des conditions qui exposaient les livres à toutes sortes d'accidents !

Après 10 siècles, les savants arrêtent et fixent la version la plus autorisée de leur temps, laquelle formera un véritable *textus receptus* pour l'Europe moderne. Or, les auteurs de cette révision ou recension avouent eux-mêmes, en distinguant entre ce qui est écrit et ce qu'il convient de lire, que le texte ancien ne leur est point parvenu sans altérations. Ils notent aussi maintes difficultés de détails et signalent les lettres douteuses. Selon l'usage des langues sémitiques, ces textes ont été écrits avec des consonnes seulement, c'est-à-dire sans voyelles, accents ou signes de ponctuation. On suppose même que les mots étaient écrits sans séparations, ce qui, joint à l'absence de voyelles, déterminant la prononciation, est de nature à donner naissance à bien des erreurs.

Tous les sténographes écrivant sans voyelles savent qu'il est facile de se tromper, en lisant sa propre écriture quelques mois après avoir écrit. Si c'est la sténographie d'une autre personne, c'est encore bien pire ! Les erreurs les plus ridicules sont inévitables. Or, les œuvres bibliques ayant été écrites en caractères cunéiformes, puis traduites en caractères hébreux sans voyelles, on voit qu'il est impossible de croire à l'exactitude des manuscrits qui sont, d'ailleurs, de date toute récente. — L. BROCHER.

BIBLE. — Ce mot d'origine grecque (*biblion*) signifie simplement le livre. Parce que, aux yeux de ses admirateurs, c'est le livre par excellence, le livre suprême

Le mot *biblion* vient lui-même du mot *biblos*, nom de l'écorce de papyrus.

Et pourtant, la Bible n'est pas un livre ; c'est une bibliothèque, un recueil de livres écrits par des auteurs très divers et dont les Israélites, les Chrétiens de toutes confessions et les Musulmans ont fait la base de leurs croyances.

Les Israélites ne reconnaissent comme canoniques, c'est-à-dire servant de règle, que les trente-neuf livres de ce qu'il est convenu de nommer l'Ancien Testament. Le mot testament est ici pris dans le sens latin : témoignage.

Les catholiques tiennent pour inspirés, non seulement les livres admis par les Juifs, mais aussi les livres *apocryphes* (du grec : *caché ou secret*). Mais les exégètes prêtent à ce mot le sens de douteux.

Il est vrai que les livres apocryphes n'ont ni la grandeur ni la simplicité des autres livres qu'ils contredisent même par endroits.

Outre l'Ancien Testament, tous les chrétiens, sans distinction, incorporent à la Bible les livres du Nouveau Testament, qui sont au nombre de vingt-sept.

Les Musulmans aussi considèrent les livres du Nouveau Testament comme partie des livres saints, oracles de Dieu, mais ils déclarent tous ces oracles périmés, la quintessence de la pensée divine se trouvant dans le Coran. (Voir ce mot.)

Jésus avait dit : *Le Père nous donnera un autre consolateur... Si je ne m'en vais, le consolateur ne viendra pas...* (Jean XIV. 16, XV. 26 et XVI. 7.)

Pour les Chrétiens, ce consolateur devait être le Saint-Esprit, pour les Musulmans ce devait être Mohaméd. A cause de cela, l'Apocalypse ferme, pour les chrétiens, la série des livres inspirés, tandis que pour les Musulmans, le Coran les parachève, les résume et les remplace.

Les livres de la Bible ont été écrits à diverses époques d'une vingtaine de siècles. Les plus vieux manuscrits qu'on en possède sont en hébreu, en chaldéen, en araméen et en grec.

Le plus ancien livre est celui de Job. Fût-il écrit par Moïse pendant sa retraite au désert d'Arabie ? Est-il antérieur encore à cette époque ? Dans ce dernier cas, qui est le plus probable, Moïse l'aurait recueilli. C'est un merveilleux conte arabe, écrit en vers hébreux avec prologue et épilogue en prose, le tout très artistique. La langue hébraïque de ce conte contient une foule d'arabismes qui en marquent l'origine.

Ce n'est pas par ce vieux livre que commence la Bible parce que les traducteurs n'ont pas fait leur classement dans l'ordre chronologique (c'eût été à peu près impossible) mais par genres.

Les livres de l'Ancien Testament forment quatre groupes :

- 1° Le Pentateuque ou les cinq livres unanimement attribués à Moïse ;
- 2° Les Livres historiques ;
- 3° Les Livres poétiques ;
- 4° Les Livres prophétiques.

Mais, comme il sied à toute littérature orientale, les livres des quatre groupes ont une allure très poétique.

Dans la Genèse, il est manifeste que Moïse était documenté par deux manuscrits ou deux traditions dont les conceptions de la divinité n'étaient pas identiques. Nous nous limiterons à en donner comme exemple le nom même de la divinité qui est, tour à tour, I. H. V. H. (Jéhovah, au singulier) et L. H. M. (Elohim, au pluriel).

Les Hébreux ne sont donc pas, à l'origine, très purs monothéistes et, jusqu'aux derniers de leurs prophètes, nous trouvons des preuves d'actes de retour au paganisme et aux dieux divers.

En se livrant à une exégèse serrée, on aboutit à cette

solution que le dieu de la Bible est plutôt une famille divine dont l'œuvre est harmonieuse. Les membres principaux de cette famille sont la Sagesse, le Verbe, le Saint-Esprit.

Les cinq livres de Moïse sont historiques, philosophiques, juridiques.

Le deuxième groupe comprend douze ouvrages d'auteurs divers, dont voici la liste dans l'ordre que leur assigne la Bible. Nous y joignons la date supposée de leur scription : JOSUÉ (1427 avant notre ère.) LES JUGES (1406). RUTH (1312). PREMIER LIVRE DE SAMUEL (1055.) DEUXIÈME LIVRE DE SAMUEL (1018.) PREMIER LIVRE DES ROIS (les onze premiers chapitres en 1004, les autres en 897.) DEUXIÈME LIVRE DES ROIS (590.) PREMIER LIVRE DES CHRONIQUES (1015). DEUXIÈME LIVRE DES CHRONIQUES (les neuf premiers chapitres en 1004, les autres en 623). ESDRAS (457). NÉHÉMIE (434). ESTHER (509).

Viennent ensuite les cinq livres poétiques : JOB, dont nous avons dit l'antiquité et qu'à titre de doyen nous avons décrit avant tous les autres, le livre des PSAUMES, à qui il est impossible d'assigner une date, tant les chants qui le composent ont des âges différents. On a eu le tort de les imputer uniquement à David qui en écrivit seulement une grande partie. Il est, d'autre part, certain que la Bible ne contient pas tous les poèmes de ce barde. Les autres auteurs les plus évidents des psaumes qui composent ce livre sont Moïse, Salomon, Héman, Ezrahite, Ethan, Asaph.

Certains psaumes portent comme titre un mot qui peut être considéré comme le nom de leur auteur ou du personnage à qui il était dédié ou du chanteur qui le chantait aux offices. Enfin, quelques-uns de ces supposés noms sont de simples indications musicales.

Quoi qu'il en soit, la plupart de ces poèmes ont un charme qui vaut la lecture.

Avec un peu d'arbitraire encore, les PROVERBES DE SALOMON sont intégralement attribués à cet auteur qui semble bien en avoir écrit beaucoup, mais sûrement pas tous. La compilation tient en ce livre la plus grande place.

On a toutes bonnes raisons de croire que Salomon est aussi l'auteur du livre suivant qui porte ce titre : L'ECCLESIASTE. (Assembleur ou Chef de l'Assemblée.)

Salomon fut sûrement un esprit encyclopédique : tout semble l'avoir intéressé. Incontestablement, il fut un grand poète en dépit de ses inégalités. Inégalités que nous nous exagérons, même si nous avons assez de lettres pour lire ses œuvres dans sa langue. Nous sommes des hommes d'une autre race, d'une autre époque, d'un autre cadre.

Le groupe des livres poétiques qui commence si tristement par le livre de JOB, se ferme heureusement sur le CANTIQUE DES CANTIQUES. L'opinion la plus générale le prête à Salomon, se fondant sur le titre : *Cantique des Cantiques de Salomon*. Il est, en effet, très probable que ce grand érotique fut l'auteur de ce joli poème, mais peu importe. Il faut l'avoir lu.

Il est étonnant que les chrétiens, ordinairement portés à une interprétation exagérément littérale des textes bibliques, se soient révoltés à l'idée de recevoir dans son simple sens ce joli chant d'amour. Ils se sont torturé l'imagination pour y voir une allégorie, un récit poétique de l'union du Messie et de l'Eglise !

Il est pourtant difficile d'équivoquer sur des vers comme ceux-ci :

Elle. — *Que mon bien-aimé entre dans son jardin
Et qu'il mange de ses fruits excellents.*

Lui. — *J'entre dans mon jardin, ma sœur, ma fiancée.
Je cueille ma myrrhe avec ses aromates,
Je bois mon vin avec mon lait.*

— *Mangez, amis, buvez, enivrez-vous d'amour !*

Cantique IV. 16 et V. 1.

C'est à regret qu'on s'arrache à la douce beauté de ces transports d'amour pour passer à la lecture des dix-sept livres prophétiques.

Les prophètes ne sont généralement pas des auteurs gais. Il leur arrive même de n'être pas polis, tel Esaïe (XXVI. 18) qui, pour donner une idée de la vanité des efforts humains dénués du secours divin, s'écrie : *Nous avons conçu, nous avons éprouvé les douleurs de l'enfantement, et quand nous accouchons, ce n'est qu'un pet.*

Les passages de ce genre sont généralement atténués par les traducteurs. Cette pudeur montre combien nous sommes peu capables de juger sainement les hommes d'autres époques. Nous oublions que les grecs, très cultivés, très affinis, prenaient plaisir au théâtre d'Aristophane.

Mais revenons aux prophètes juifs : Il faut les avoir lus pour se faire une idée de ce que fut l'antique Israël. La Bible nous donne en outre l'explication de certaines expressions proverbiales comme, par exemple, les jérémiades. L'argot lui-même y a appris à nommer le client de la marchande de volupté : Michée est le nom du prophète qui avait épousé une prostituée.

A ce propos : notons en passant qu'au temps de Michée (750 ans avant notre ère) les Juifs étaient le seul peuple qui méprisât le commerce de la volupté. Les autres peuples honoraient la marchande de sensualités, et le rut rituel étant pratiqué par les peuples voisins d'Israël, les prophètes avaient grand-peine à empêcher les juifs de goûter au culte des païens.

Disons, pour en finir avec les livres prophétiques, que la plupart ont une réelle valeur littéraire.

Nous avons vu tous les livres tenus pour saints par les israélites. Nous nous sommes conformés, pour leur division, à l'usage protestant qui nous a semblé le plus rationnel ; mais voici, avec leurs noms, les groupes pratiqués par les israélites : Le Pentateuque est généralement nommé THORA (La Loi) qui comprend : GENÈSE, EXODE, LÉVITIQUE, NOMBRES, DEUTÉRONOME. Le groupe NEBIIM (les prophètes) comprend JOSUÉ, JUGES, les deux livres de SAMUEL, les deux livres des ROIS, ESAÏE, JÉRÉMIE, EZÉCHIEL, OSÉE, JOËL, AMOS, ABDIAS, JONAS, MICHÉE, NAHUM, HABACUC, SOPHONIE, AGGÉE, ZACHARIE et MALACHIE. Le troisième et dernier groupe KETOUBIM (les écrivains) comprend les PSAUMES, les PROVERBES, JOB, le CANTIQUE, RUTH, les LAMENTATIONS, L'ECCLESIASTE, ESTHER, DANIEL, ESDRAS, NÉHÉMIE et les deux livres des CHRONIQUES.

Cependant quand un juif dit : *Thora ou Nebiim* (La Loi et les Prophètes) il enveloppe dans cette formule tous les livres de l'Ancien Testament.

Bien que tous les livres dont nous avons parlé jusqu'ici soient pour les israélites les seuls livres révélés, ils ont, petit à petit, accordé au TALMUD, (voir ce mot) ensemble de commentaires rabbiniques, une telle autorité que la religion israélite s'en est trouvée transformée à ce point que le pratiquant judaïque de notre époque est aussi différent d'un juif antique qu'un catholique est différent d'un chrétien du premier siècle.

..

Nous aborderons naturellement le Nouveau Testament par les quatre Evangiles qui sont loin d'être les seuls récits de la vie de Jésus tenus pour authentiques par la primitive Eglise. Ce ne sont que les quatre survivants de livres disparus.

Le mot *évangile* signifie bonne nouvelle. La bonne nouvelle de la venue du Messie séculièrement attendu.

C'est une aubaine pour le chercheur que les quatre Evangiles survivants aient été écrits par des hommes si différents de tempérament et d'éducation : Lévy-Matthieu, fils d'Alphée, est un juif employé d'octroi, profession justement méprisée puisque le juif péager

pressurait ses frères vaincus au profit du César vainqueur.

Dans l'Evangile de Matthieu, les chapitres V, VI et VII, sont un passage admirable devenu célèbre sous le titre de *Sermon sur la Montagne*.

Les commentateurs estiment que Matthieu écrivit son livre en Judée en l'an 38.

Marc, que ce soit le compagnon de Jésus ou un disciple de ses disciples, était un juif instruit et devint un actif propagandiste en pays étrangers. Il fut un des collaborateurs de Paul et dut écrire son Evangile à Rome en 65.

Luc (abréviation de Lucaïn et de Lucifer : Lumineux) est très différent des deux précédents auteurs. On le suppose de race grecque, né à Antioche en Syrie. Il est certain qu'il était médecin ; des pères de l'Eglise affirment qu'il était aussi artiste peintre. Peintre, il l'est sûrement par son style pur, élégant, savant et simple.

La tradition prétend qu'il fut un des premiers disciples, mais qu'il se détourna de Jésus le jour où il employa cette image brutale : « *Celui qui ne mange pas ma chair et ne boit pas mon sang n'est pas digne de moi* » et qu'il fut ramené à la foi par Paul. C'est d'autant plus admissible que l'image de Jésus devait blesser cet esprit délicat.

Luc écrivit son Evangile en Grèce en 63. Il écrivit aussi le livre des Actes des Apôtres l'année suivante et fut, comme Marc, un compagnon d'apostolat de Paul. On peut imaginer que l'artiste dut souvent souffrir des violences du tribun.

Jean, auteur du quatrième Evangile, était un illettré, pêcheur sur le lac de Génésareth. Tempérament impétueux, passionné, tour à tour violent et doux, en un mot : impulsif.

Il avait plus d'un point de ressemblance avec son compagnon Pierre. Sachons, pour apprécier ces hommes rudes, qu'en outre de la lutte contre la tempête, ils faisaient, par leur travail, directement face à tous leurs besoins : leurs filets et leurs bateaux étaient parmi leurs œuvres.

Jean fut le disciple préféré de Jésus et, si son Evangile n'est pas très littéraire, pas très savant et, peut-être, pas tout à fait impartial, c'est, au moins, le témoignage d'un acteur qui fut constamment mêlé au drame.

Il nous déplairait de nous associer aux critiques qui reprochent aux quatre Evangiles leurs contradictions. Il est tout naturel que quatre hommes aussi différents de culture et de caractère aient modifié la nature ou l'aspect des faits qu'ils rapportent. Nous voyons dans ces différences même un indice de sincérité, tandis que, au contraire, l'accord parfait nous serait suspect.

Jean a vraisemblablement écrit son Evangile en Asie Mineure en 97.

Le livre des ACTES DES APÔTRES, écrit par Luc en Grèce en 64, nous l'avons dit en parlant de son Evangile, est d'autant plus précieux qu'il nous montre, en une série de tableaux vivants, l'activité des chrétiens pendant les années qui suivirent la disparition de Jésus.

Après ce livre vient tout un dossier de correspondances : les Epîtres, non moins intéressantes que les Actes, à qui veut étudier le christianisme du premier siècle.

Le dernier livre du Nouveau Testament est l'APOCALYPSE (révélation) écrit par Jean en 97 dans l'île de Pathmos. C'est une prophétie sur la fin du monde actuel.

Puisque nous parlons pour la dernière fois de prophétie, notons ce détail : le prophète, bien qu'il parle d'événements futurs, parle généralement au passé parce que, ce qu'il raconte, il l'a vu dans un rêve ou dans une extase où les faits se sont déroulés comme en un film.

La Bible est, parmi tous les livres prétendus divins, un ouvrage spécialement remarquable parce que profondément humain. Les deux plus grands héros de la Bible, Moïse et Jésus, ont pour nous cet attrait : ils sont des hommes de notre humanité.

Cette œuvre monumentale n'a pas seulement inspiré des philosophes comme Lamennais et Renan, elle fut aussi la muse de grands poètes, comme Vigny et Hugo. Elle fut l'initiatrice de grands révoltés, comme Elisée et Elie Reclus. Enfin, beaucoup plus près de nous, deux de nos camarades ont puisé dans la Bible leurs premières idées libertaires. — Raoul ODIN.

BIBLIOGRAPHIE n. f. (du grec : *biblion* livre et *graphein* : écrire). Science du bibliographe, c'est-à-dire de celui qui est versé dans la science des livres, des éditions ou encore l'ensemble des livres écrits sur une question. Ex. : la bibliographie de l'anarchisme.

BIBLIOTHEQUE n. f. (du grec : *biblion* livre et *théké* armoire). Collection de livres manuscrits, etc... classés. Parmi les grandes bibliothèques citons : à Paris, les bibliothèques Nationale, de l'Arsenal, de la Chambre des Députés, Mazarine et Sainte-Geneviève ; en Allemagne, celles de Leipzig, de Dresde et de Munich ; en Angleterre, celles du British Museum et la Bodléienne d'Oxford ; en Espagne, celle de l'Escorial ; en Italie, celle du Vatican, l'Ambrosienne de Milan, la Laurentienne de Florence.

BIEN (Le) s. m. (latin : *Bene*, bien ; de *Bonum*, bon). Ce qui est bon, utile, avantageux, ce qui est juste, honnête. Se dit au sens physique et au sens moral. Il se prend aussi au sens absolu et est précédé de l'article Le Bien. Le Bien, est : la conformité des actions à la règle, tant individuelle que sociale. Le Bien, au sens propre, sous-entend : universalité et immuabilité de la Règle, de la Loi. Afin de savoir si Le Bien est autre chose qu'un mot et quelle valeur on doit lui accorder, il est nécessaire d'examiner si une Règle des actions, une Loi existe, qui soit la même partout et dans tous les temps.

Si Dieu : Etre essentiellement immuable, existe, Sa Volonté, nécessairement immuable et éternelle, comme Dieu même, est la seule Loi. Le Bien, sera, en dernière analyse : Etre. Car il est évident que Dieu, Tout-Puissant, a ce qu'il veut ; que l'homme, fait ce qu'il veut et ne peut pas ne pas le faire ; que Dieu existant, il n'y a en réalité ni Bien, ni Mal, mais Dieu.

Les Religions, qui ne s'embarrassent guère de logique, énoncent : Une règle des actions révélée par Dieu. — Dans toute humanité dans l'enfance cette Révélation sert de Loi, et le Bien est l'obéissance à cette Loi. Or, il y a autant de Religions, donc, de Révélations, que de peuplades ; d'où il s'en suit que Le Bien n'est pas le même partout, qu'il n'est pas Universel, ni immuable, qu'il n'est pas Le Bien. Sous la poussée du libre-examen et des progrès de la science, dans chaque Religion, la Règle est soumise à la critique, et l'Ordre qu'elle crée dans la société est mis en danger. Dès lors, ce sont les plus forts qui édictent une règle et qui l'imposent aux faibles, par des sophismes, une fausse éducation, une police et une armée. Le Bien est en cette époque : Etre fort. Or, la force, est par essence, changement, mouvement ; le fort d'aujourd'hui est le faible de demain et Le Bien n'est pas constant, immuable, il n'est pas Le Bien.

Mais si Le Bien, au sens propre, n'existe pas, il est cependant des règles de conduite — des lois — qui ont un caractère de nécessité, pour l'homme. Il ne peut désobéir à ces lois, sans en être puni. Il ne peut pas échapper à ces conséquences qui sont parfois mortelles. Ce sont les lois immuables de la Matière. L'Homme doit : manger ou mourir, ne pas se jeter au feu, se tirer

un coup de fusil, etc... sans mourir. Il ne peut se jeter par la fenêtre sans tomber ; marcher sur la mer sans se noyer, etc...

Toutes les notions morales et sociales, au contraire, ne revêtent pas ce caractère de nécessité. Tuer un homme, voler, frapper, désertier, actes considérés comme mal, ne reçoivent pas nécessairement leur châtement.

Au sens étymologique de Bien, est bien, ce qui est : agréable, bon, utile à l'individu. L'individu seul, peut s'appliquer une Règle des actions, une morale, qui ne soit pas une contrainte, un mensonge, qui soit le produit d'un raisonnement incontestable. — A. LAPEYRE.

BIEN (Lk). Il est fort difficile — sinon impossible — de définir le sens de ce mot qui, de même que le mot « mal », a été employé de tous temps par les moralistes religieux ou bourgeois pour influencer sur l'esprit public. Ces moralistes, valets de pouvoir ou esclaves d'une mentalité étroite, qualifient de *bien* tous les actes nécessaires au maintien de ce pouvoir ou de cette mentalité étroite. Ainsi, les moralistes officiels diront : il est *bien* de défendre la patrie, de payer ses impôts, de travailler 15 heures par jour lorsque le pays est pauvre, de faire beaucoup d'enfants, etc... Les moralistes religieux diront : il est *bien* de craindre Dieu et d'obéir à ses représentants sur la terre : les gens d'église, etc... Nous voyons donc que la notion de *bien* varie avec les intérêts et ne possède aucune base réelle. D'autre part, la notion de *bien* varie avec le temps et avec les lieux ; ce qui était *bien* au moyen-âge ne l'est plus maintenant, ce qui est *bien* en Orient ne l'est pas en Occident, etc... Quelle valeur peut-on, alors, donner à une notion aussi fantaisiste ? Aucune. Le *Bien* n'existe pas plus que le *Mal* et n'a de raison d'être que pour ceux qui l'exploitent. Est-ce à dire qu'il ne peut exister aucune notion du *Bien* ? Non. On peut admettre une notion du bien très générale ; on peut dire avec raison : il est bien de rendre service à son voisin, il est bien de défendre sa liberté contre tout et contre tous, il est bien de pratiquer la solidarité et la fraternité, il est bien de s'instruire, etc... Au contraire, un grand nombre des actes qualifiés *bons* par la morale bourgeoise sont des actes néfastes ou criminels qu'on pourrait avec juste raison cataloguer parmi les actes *mauvais*. Mais enfin il convient surtout de n'accepter jamais ces entités : Bien, Mal, Justice, etc..., qu'on orne de majuscules pour les rendre plus imposantes et respectables à la foule. C'est à l'individu conscient et humain de voir par lui-même ce qui est véritablement bien, c'est-à-dire conforme aux sentiments généreux de l'humanité, et ce qui ne l'est pas.

LE BIEN. Comment le définir ? Les dictionnaires à l'usage des bons citoyens et des bons sujets des pays et des Etats civilisés définissent le mot Bien par « ce qui est juste, louable, digne d'approbation », ce qui constitue, porté à sa suprême expression, « la perfection morale ». Tout cela, sans expliquer ce qu'il faut entendre par ces différentes qualifications ou périphrases. Les philosophes anciens et modernes ont donné des définitions moins vagues de ce même mot Bien, définitions qu'on peut *grosso modo* classer de la façon suivante : Le bien se trouve dans le plaisir (Aristippe, Epicure) — dans la ressemblance avec Dieu (Platon) — dans l'exercice de la raison (Aristote) — dans la conformité avec la nature (Stoïciens) — dans l'ordre (Malebranche) — dans le plus haut degré d'être et d'intelligibilité (Leibniz) — dans la sublimation du sentiment (Jacobi, Adam Smith) — dans l'intérêt bien entendu (Hume, Bentham, Stuart Mill) — dans l'adaptation à l'évolution universelle (Spencer) — il est l'objet d'une

volonté universelle (Kant). Une définition pragmatique englobe toutes ces doctrines, toutes ces opinions : le bien, c'est ce qui doit être.

Acceptons cette définition et demandons-nous en toute simplicité ce qui doit être pour nous rendre heureux, car c'est à nous rendre heureux que tend ce qui est juste, louable, digne d'approbation. Une conception du bien qui tendrait à nous rendre malheureux est illogique, incompréhensible, cruelle, inhumaine — va à l'encontre de son but. En nous interrogeant, nous trouvons facilement que pour être heureux il nous faudrait être en situation de faire tout ce qui nous plaît, et ne pas être forcés de faire ce qui nous déplaît.

L'examen des circonstances qui conditionnent notre vie quotidienne nous montre que des puissances d'ordre matériel et moral nous empêchent fréquemment de faire tout ce qui nous plaît et nous contraignent souvent à faire ce qui nous déplaît. Nous nous trouvons, à notre entrée dans la vie, en présence d'un état de choses qui nous place sous la dépendance d'organisations politiques, intellectuelles, morales : Etat, Ecole, Eglise, — lois, conventions, commandements, — auxquelles nous devons obéir ou nous conformer sous peine de sanctions matérielles ou de mise à l'écart parfois aussi pénibles que les punitions pénales ou les châtements disciplinaires.

A en juger par les résultats de la méthode de domination de l'homme sur l'homme et d'exploitation de l'homme par l'homme, — misère économique et morale générale, guerres, oppression politique, — il ne semble pas que le système en usage jusqu'ici — autorité, violence organisée et systématisée — ait amené le bonheur parmi les hommes, ait instauré « le bien ». On est donc fondé à proclamer la faillite des méthodes de coercition gouvernementale ou ecclésiastique, qu'il s'agisse d'économie sociale ou politique, aussi bien que d'éducation laïque ou religieuse.

La restriction, la contrainte, s'étant montrées impuissantes à faire régner « le bien » parmi les hommes, à leur assurer le bonheur, il vient de suite à l'esprit que la méthode contraire, celle de la liberté absolue, pour l'individu, de faire à sa guise, pourrait amener des résultats opposés. Or, jusqu'ici nulle part on n'a essayé de pratiquer le bien sous cette forme : créer une mentalité qui rende usuel, ordinaire, commun, courant, pour l'unité humaine isolée ou associée, la possibilité de faire tout ce qui lui plaît, sans qu'il lui vienne à l'esprit d'empiéter sur la possibilité d'autrui d'en faire autant. On enseigne bien aux enfants dans les écoles laïques et religieuses, qu'en compensation des droits qu'on leur accorde sur leur prochain, ils ont des devoirs à remplir à son égard, mais ces droits et ces devoirs sont inclus dans des réglementations d'ordre légal ou moral qui les canalisent et les amputent de telle sorte que jamais personne ne peut se conduire ou évoluer comme il le ferait, s'il n'était pas forcé d'agir ou de faire comme les conducteurs politiques ou religieux de l'humanité exigent qu'on agisse ou fasse pour qu'ils se maintiennent en possession du pouvoir temporel ou spirituel.

Le « bien », au point de vue individualiste anarchiste, c'est de pouvoir faire individuellement tout ce qu'on veut, à ses risques et périls, sans aucune limite ou barrière d'ordre étatique ou gouvernemental, sans aucune autre réserve que l'abstention d'empêcher autrui d'agir de même. « Le bien » c'est, isolément ou en s'associant, déterminer la ligne de conduite ou de poursuivre le but qui peut personnellement procurer le plus de jouissances d'un ordre ou d'un autre, sans empiéter sur la ligne de conduite d'autrui, isolé ou associé, sans porter de jugement sur la façon de se comporter de quiconque évolue en dehors ou à côté de

soi, dès lors que cette façon de se comporter n'implique point domination ou exploitation.

Je prétends que cette conception anarchiste de la vie est « le bien » parce qu'elle inclut le bonheur, c'est-à-dire la disparition de la servitude : esclavage de la crainte de tenter seul ou de s'associer pour des expériences ou des fins que réprouveront toujours les gouvernants et les dirigeants de toutes les sociétés à base autoritaire, l'esclavage de l'emprise des préjugés sociaux et moraux. Etre libéré de la servitude, c'est le bien, c'est le bonheur suprême. Etre libéré au point de se permettre toutes choses, sauf user de violence, sauf empiéter sur la liberté d'autrui et l'obliger à faire ce qui ne lui convient pas, est-il réalisation plus juste, plus louable, plus digne d'approbation ? Est-il perfection morale plus évidente ? — E. ARMAND.

BIEN-ETRE (Le) n. m. « Liberté, Egalité, Fraternité ! » Cette devise résume les aspirations fondamentales de la République démocratique et sociale. Une longue et douloureuse expérience n'a que trop clairement établi l'hypocrite application qui est faite, en régime autoritaire, des trois termes de cette flamboyante trilogie. Plus personne ne se laisse prendre au mirage de ces trois mots qui, étroitement associés, devaient, par leur mise en pratique conjuguée, transformer le monde. Lorsque sur les murs des Eglises, des Hôpitaux, des Asiles de nuit, des Casernes, des postes de Police, des Gendarmeries, des Palais de Justice, des Caisses d'Epargne, des Banques d'Etat, des Ministères, des Préfectures, des Hôtels de Ville, des Prisons, et autres mauvais lieux où s'élaborent et s'accomplissent tous les mauvais coups, on voit s'étaler le mensonge impudent de cette devise, on est pris de révolte ou d'écœurement.

Mais les hommes — qui ne sont encore que de grands enfants — aiment à marcher derrière des emblèmes et des drapeaux et ils éprouvent le besoin de se grouper, pour se connaître et lutter ensemble, autour d'une formule, d'une devise où s'affirment en termes brefs et précis les sentiments qu'ils éprouvent, les attachements qu'ils ressentent, les aspirations qui les meuvent, le but qu'ils poursuivent et la volonté qui les anime. Cédant à cette faiblesse, somme toute excusable, et tenant compte de l'influence que possède la magie des formules sur l'imagination et la sensibilité des masses populaires, les Anarchistes ont cru bon d'opposer à la devise discréditée de la Démocratie triomphante, une devise qui, résumant fidèlement le but vers lequel s'oriente l'effort positif de l'Anarchisme militant, fût susceptible de guider et de passionner la foule des victimes du capital et de l'Etat.

a) Les victimes du capital souffrent des privations que leur infligent les prélèvements automatiques des détenteurs de la richesse. Créées par le labeur millénaire des travailleurs intellectuels et manuels, les Richesses, toutes les Richesses, confisquées, volées et accumulées progressivement par une minorité de possédants, doivent faire retour à la totalité des humains. Une fois cette restitution accomplie, tous les moyens de production, de transport et d'échange seront mis en commun ; et ils constitueront un patrimoine indivis et inaliénable, dont la mise en valeur assurera à tous et à chacun le maximum immédiatement réalisable et toujours croissant du *Bien-Etre*.

b) Les victimes de l'Etat souffrent de l'oppression que celui-ci fait peser sur elles. L'Etat a donné et donne de plus en plus la mesure de son activité dominatrice et absorbante. Il n'est plus permis de mettre en doute son rôle malfaisant. Il est de plus en plus prouvé que, quel qu'il soit, il est fatal qu'il représente la violence et la contrainte mises au service d'une classe, d'une caste

ou d'un parti courbant sous son joug toute la masse de la population qui se trouve en dehors de ce parti, de cette caste ou de cette classe. L'expérience russe constitue une démonstration éclatante de cette vérité affirmée depuis toujours par les Anarchistes. Le régime de la Liberté est incompatible avec le maintien de l'Etat. Toute Révolution qui laissera subsister l'Etat aboutira à un étranglement plus ou moins différé mais tout à fait certain, des conquêtes révolutionnaires voulues et réalisées par les masses insurgées et victorieuses. Toute rénovation sociale qui n'aura pas pour point de départ la suppression de l'Etat et la disparition effective de toutes les institutions qui en découlent sera d'abord rendue inopérante et, ensuite, retournera, comme le chien des Ecritures, à ses vomissements, c'est-à-dire aux odieuses méthodes d'étouffement et de répression qui sont la négation même de la Liberté. Par contre, l'Etat étant aboli, définitivement aboli, la Liberté naîtra spontanément et, cessant d'être un rêve magnifique mais inconsistent, deviendra une réalité positive et féconde.

Voilà pourquoi l'Anarchisme a ajouté le mot « Liberté » au mot « Bien-Etre », en résumant ainsi les deux fins qui synthétisent son idéal :

« *Bien-Etre et Liberté !* »

Il serait injuste de dire que, seuls, les Communistes libertaires ont adopté cette devise : elle est aussi celle des syndicalistes révolutionnaires.

..

Donc, le mot « Bien-Etre » est l'un des deux termes qui condensent l'idéal anarchiste. Il importe, maintenant, qu'on sache bien ce que nous entendons, par ce mot lui-même. Il s'applique le plus souvent à une situation agréable et douce, à une existence commode et confortable, à un état de fortune atteignant et même dépassant l'aisance. Cette acception courante et limitée du Bien-Etre s'arrête aux conditions matérielles qui résultent, pour chacun, de la situation économique qui est la sienne. Voltaire dit : « le Bien-Etre est la grande loi à laquelle tendent tous les êtres sensibles ; mais « combien peu y arrivent au milieu des luttes que cette « recherche entraîne !... » — « Nous portons tous en « nous le désir du Bien-Etre. » (J.-J.-Rousseau). Le Bien-Etre implique, à n'en pas douter, cet état général de satisfaction et de prospérité qui correspond dans le présent à un état de fortune suffisant et autorise, pour l'avenir, le ferme espoir d'une situation meilleure. Les besoins physiques étant ceux qui revêtent le caractère le plus pressant et, si j'ose dire, le seul constant et universel — car tous les individus sont dans la nécessité, pour vivre, de s'alimenter, de se loger, de se vêtir. — Il est naturel que le Bien-Etre s'applique tout d'abord à cette catégorie primordiale de besoins : les besoins du corps. Mais le Bien-Etre, tel que nous le concevons, ne s'arrête pas là ; il franchit les limites étroites que lui assignent les définitions qu'on trouve dans la presque totalité des dictionnaires et des ouvrages spéciaux consacrés à cet objet.

Manger à sa faim, boire à sa soif, se reposer quand on est fatigué, dormir quand on a sommeil, être convenablement logé et proprement vêtu, consacrer au travail une durée et un effort qui n'excèdent pas la dépense normale des forces que nous portons en nous, c'est, incontestablement, un ensemble de conditions que comporte le Bien-Etre et en dehors desquelles le Bien-Etre n'existe pas.

Mais si c'est une partie nécessaire et une indispensable condition du Bien-Etre, ce n'est pas *tout* le Bien-Etre et, bornée à ces satisfactions d'ordre exclusivement économique, la notion du Bien-Etre reste incomplète.

Pour jouir des multiples avantages que comprend le Bien-Etre, du point de vue anarchiste, il est indispen-

sable que l'esprit et le cœur connaissent les satisfactions et goûtent les joies qui leur sont propres. Car l'individu n'est pas seulement un estomac qui digère ; c'est encore un cerveau qui pense et un cœur qui aime. La puissance de ses besoins intellectuels et affectifs ne le cède en rien à la force de ses besoins plus particulièrement physiques (que je ne distingue, au surplus, des premiers que pour parler un langage conforme à la classification usitée et pour être plus aisément compris).

Lorsque la faim, la soif, le besoin de dormir, la nécessité de s'abriter et de se vêtir talonnent un individu, il est certain qu'il songe tout d'abord au Bien-Etre que lui procureraient, en l'occurrence, un repas appétissant, un lit moelleux, un abri confortable, un vêtement propre. Mais aussitôt que ces divers besoins sont satisfaits, il ressent, à moins qu'il ne soit une brute épaisse, le besoin de penser et d'aimer. Il arrive, alors, que moins il est absorbé par la nécessité de manger, de dormir, de se loger, de se vêtir, et plus il ressent celle de penser et d'aimer. L'aiguillon des besoins intellectuels et affectifs pénètre en lui d'autant plus profondément qu'il parvient mieux à se débarrasser, par une satisfaction régulière et abondante, de l'obligation lancinante des besoins spécifiquement matériels.

Ces considérations, dont personne, j'imagine, ne contestera l'exactitude, nous amènent, par une pente naturelle, à étendre le sens du mot « Bien-Etre » aux satisfactions de tous ordres que comporte la multiplicité des besoins engendrés par la complexité des fonctions et des organes.

Certaines Ecoles, dites socialistes ou communistes, en fermant tout le problème social dans la question économique, prétendent transformer l'organisation sociale, de la base au sommet, en changeant tout simplement le mode de production et de répartition des produits par la substitution d'un socialisme d'Etat (collectiviste ou communiste) au régime capitaliste actuel. Il va de soi que ces Ecoles n'envisagent qu'une partie de la machine humaine : celle qui mange, boit, dort, produit et négligent celle qui aime et qui pense. Or, celle-ci a ses besoins comme celle-là ; d'une façon générale, les premiers ne sont ni plus ni moins impérieux que les derniers : plus forts chez les uns, ils sont plus faibles chez les autres. Ce qui est certain, c'est que chez les uns comme chez les autres ce sont les besoins insatisfaits qui réclament avec le plus de violence.

Un Bien-Etre qui n'aurait pour but que de mettre les individus à l'abri de la misère et de ses désastreuses conséquences, constituerait, évidemment, un progrès appréciable. Mais c'est un résultat auquel il ne serait pas impossible d'atteindre, même sous régime capitaliste, par un ensemble de mesures appropriées et concordantes. Alors, point ne serait besoin d'une Révolution bouleversant l'ordre établi, qu'il serait suffisant de modifier graduellement. Mais, limitée à la seule satisfaction des besoins matériels, cette transformation sociale ne tarderait pas à provoquer de la part des besoins intellectuels et moraux, qui resteraient insatisfaits et deviendraient, je le répète, d'autant plus pressants que les autres seraient plus et mieux satisfaits, des réclamations, des mécontentements et des révoltes qui ébranleraient de jour en jour le nouvel ordre social et tôt ou tard le renverseraient.

L'Anarchisme donne au mot « Bien-Etre » son sens le plus étendu, sa signification complète. Tel que le conçoivent et veulent l'assurer à tous sans distinction les libertaires, le Bien-Etre est un état de satisfaction et de sécurité, une situation agréable du corps, de l'esprit et du cœur qui, en favorisant l'épanouissement intégral de tous les individus, donnera naissance à une humanité de plus en plus heureuse, parce que ses

besoins augmentant sans cesse trouveront leur satisfaction libre dans un Bien-Etre constamment accru.

Nous verrons au mot « Liberté » comment il faut entendre ce terme qui, avec le mot « Bien-Etre » résume l'idéal anarchiste. — SÉBASTIEN FAURE.

BIENFAISANCE n. f. (du latin *bene*, bien et *facere*, faire). Inclination à faire le bien. Action de faire du bien à quelqu'un. La pratique du bien. L'habitude de faire le bien. Vertu qui nous porte à venir en aide à notre prochain. L'homme bienfaisant est celui qui, par ses conseils, ses encouragements, son soutien qu'il son argent, se porte au secours de ses semblables. Le mot *bienfaisance* se confond généralement avec les mots *Charité* et *Philanthropie*. Les œuvres dites de bienfaisance ont, en effet, la même origine, les mêmes caractères et le même but que les œuvres dites de charité et de philanthropie. Ce que j'ai dit de l'Assistance (voir ce mot) pourrait être répété ici ; car, tout comme l'Assistance, la Charité et la Philanthropie, la Bienfaisance, dans notre milieu social où la misère abonde, n'est, le plus souvent, qu'un cynique calcul ou une abominable hypocrisie : calcul, de la part de ceux qui, riches à millions, donnent ostensiblement quelques centaines de mille francs pour garder leurs richesses et apaiser les justes colères que peut faire gronder chez les pauvres l'insolent étalage de leur luxe ; calcul, de la part de ceux qui, propriétaires endurcis, patrons sans entrailles, financiers et commerçants sans scrupules, achètent à bon marché, pour quelques aumônes bruyamment distribuées, une réputation imméritée de générosité et s'entourent de l'aurole de la bonté ; calcul, chez ceux qui, au cours des rigoureux hivers, sortent de leurs appartements bien chauds, s'emmitoufflent de fourrures et, dans des autos confortablement capitonnées et douillettement chauffées, gagnent un lieu de plaisir où ils s'amuse, jouent, flirtent, dansent et souper jusqu'au matin, donnant à leur amour du jeu, du jazz-band, de la galanterie et de la bonne chère, une apparence de commisération pour les infortunés qui ne savent où reposer leur tête et à qui ils se garderaient bien d'offrir un refuge ; calcul encore, chez ceux qui, croyants ou incroyants, réactionnaires ou démocrates, font de la bienfaisance un des instruments les meilleurs et un des plus fermes soutiens de leur influence politique et morale ; calcul, enfin, chez ceux qui, sous le couvert d'une foule d'œuvres de bienfaisance et de secours, recueillent des êtres sans asile, sans travail, sans pitance, leur fournissent du pain et un gîte en échange d'un travail souvent excessif et, sous le masque d'une honorable philanthropie, réalisent ainsi des bénéfices sur le dos, déjà voûté par le malheur, des meurtris de l'existence.

La véritable bienfaisance fuit ces hypocrisies et ces calculs. Elle n'use pas de ces pratiques ; elle a mille moyens de s'exercer utilement, de façon discrète et désintéressée. Sans qu'il lui soit nécessaire de les chercher, l'être bienfaisant trouve mille et mille occasions de secourir, de seconder ses semblables. Une bonne parole, un geste affectueux, un sage conseil, un encouragement opportun, sont parfois plus secourables et plus efficaces qu'une aumône ; et lorsque cet encouragement, ce conseil, ce geste, cette parole accompagnent le secours en argent, ils donnent à celui-ci un prix inestimable. C'est sous ces formes multiples, que le cœur suggère et multiplie, que se manifestera, dans une société libertaire, la propension à faire le bien, c'est-à-dire à se porter au secours des faibles, des malades, des éprouvés, afin de leur prodiguer l'appui, les soins et les consolations dont ils auront besoin.

Il est vrai que bienfaisance, charité, aumône, philanthropie seront, alors, des expressions ayant une

toute autre signification et que tous les sentiments et gestes qu'inspirent aujourd'hui le dénuement matériel et la détresse morale de nos semblables ne trouveront à s'appliquer qu'aux vicissitudes et adversités inhérentes à la nature. Les formes actuelles de la bienfaisance auront disparu ; elles seront remplacées par celles, autrement nobles, de la solidarité. — SÉBASTIEN FAURE.

BIGOTISME n. m. Caractère de ce qui est bigot, c'est-à-dire d'une dévotion outrée, étroite, ridicule. Le bigotisme sévit surtout chez la gent féminine, et en particulier dans les campagnes. Esprits faibles et mesquins, les bigots ont subi l'ascendant dominateur des hommes noirs et, justifiant le proverbe : « Mieux vaut avoir affaire à Dieu qu'à ses saints », sont devenus plus intransigeants que les vautours d'église. Pour l'espèce sinistre des bigots tout ce qui est lumière, liberté, joie ou vie ample est un crime. Leur intelligence bornée ne voit pas plus loin que la sacristie ou le confessionnal. Le soleil et l'amour, le rire et la gaieté, les initiatives hardies et la générosité, tout les choque. Ils vouent à l'enfer tous ceux qui ne partagent pas leur vie monotone et terne. Ils s'indignent contre les mœurs du siècle avec une pruderie comique. Cela ne les empêche pas d'ailleurs d'être bien souvent des amateurs de débauche ; mais, hypocrites, ils savent dissimuler leurs vices sous leurs sempiternelles prières. Ce ne sont pas les plaisirs qu'ils haïssent, mais la franchise dans les plaisirs. Ils sont les ennemis jurés de tout progrès, de toute idée noble. Par contre, il n'est pas de routine ou de pensée étroite dont ils ne se fassent les défenseurs acharnés. Ce sont les auxiliaires de toute réaction. C'est pour cela que les anarchistes ne cessent de combattre ce fléau qu'est le bigotisme et sa cause première : la religion. — Georges VIDAL.

BILAN n. m. (du latin *bilanz*, balance). Acte contenant l'énumération et l'évaluation des valeurs composant l'actif d'un commerçant, ainsi que l'état exact de ses dettes. Par extension établir le bilan d'une entreprise, d'un parti, c'est comparer ses réalisations à ses promesses. Aucun parti gouvernemental ne peut supporter cette épreuve qui serait concluante pour ceux que n'aveuglerait pas la passion politique. En effet, chaque fois qu'un parti arrive au pouvoir, les mêmes faits se reproduisent. Au lieu d'essayer de tenir ses promesses il se préoccupe de jouir autant qu'il est possible de l'assiette au beurre. De temps en temps il promet formellement de tenir ses promesses antérieures et le public, éternellement dupé mais éternellement résigné, encaisse ses nouvelles désillusions sans mot dire. Il s'aperçoit que les partis politiques, quelles que soient leurs couleurs, sont aussi menteurs les uns que les autres. C'est alors que les anarchistes doivent dresser un bilan exact du parti au pouvoir et montrer au peuple jusqu'à quel point on l'a berné. C'est le meilleur moyen de propagande anti-parlementaire et anti-gouvernementale.

BIOLOGIE n. f. (du grec : *bios* vie, et *logos* discours). Comme toutes les autres sciences, et encore davantage qu'elles, la biologie n'a commencé à faire de réels progrès que depuis le moment où, devenue anarchiste, elle ne reconnut plus ni Dieu, ni maître, ni prêtres, ni philosophes.

L'explication théologique de la vie, présentée comme une émanation immatérielle de la puissance divine, suffit longtemps aux esprits paresseux asservis aux disciplines ecclésiastiques et fut imposée aux penseurs libres par la force coercitive de l'Eglise, appuyée sur les deux institutions types d'autorité : l'Inquisition et l'Etat. Elle satisfaisait les premiers en les dispensant de recherches difficiles et dangereuses ; elle baïllonnait

les seconds en les réduisant à des cogitations secrètes et à un enseignement ésotérique. Chaque tentative d'un exposé rationnel des choses se heurta à une répression, de cruauté décroissante avec les âges, mais toujours immuable dans ses desseins de refoulement mental : la cigüe de Socrate, le bûcher de Giordano Bruno, l'abjuration solennelle de Galilée, la rétractation de Buffon. Et c'est pourquoi, pendant des milliers d'années, la vérité échappa à la majorité des hommes, malgré le nombre et la vivacité d'intelligences au moins égales à celles des temps contemporains. Elle se révéla et triompha lorsque, sous l'action de la vie elle-même se développant d'une façon tacite et imperceptible le long des siècles, elle s'épanouit enfin brusquement et, en une splendide révolution intellectuelle, renversa les idoles et ruina les temples.

Prêtres laïques, les philosophes voulurent voir dans la vie autre chose qu'elle-même. Ils insufflèrent des abstractions dans lesquelles ils cachèrent du vide. Pour les vitalistes, les êtres et le monde en général étaient soumis à l'action d'une ou de plusieurs « forces vitales », indépendantes de l'âme, principe distinct immatériel, et des phénomènes mécaniques, chimiques, physiques de la matière. Cette force vitale, on ne la saisissait pas, ne la mesurait pas, ne l'expérimentait pas, ne cherchait pas à la modifier, on l'affirmait et y ajoutait foi. — Les animistes identifiaient cette force vitale avec l'âme, manifestation purement spirituelle, jouant dans les organismes terrestres et le cosmos, mais sans s'y confondre, un rôle d'impulsion, de développement, de direction vers un but défini selon un plan harmonieux et préétabli. Tout cela n'était que répétition, piétinement. Chassé par la grande porte, Dieu tentait de rentrer dans le temple par les vitraux percés.

Les hommes de science s'y opposèrent. La doctrine scolastique et autoritaire veut justifier la vie par un créateur, hypothèse gratuite et stérile, ou par des idéologies verbales et sans contenu réel ; elle prétend ainsi expliquer le connu par l'inconnu. Rompant avec cette méthode surannée, cessant de méditer et de rêver, le savant moderne ouvre les yeux, contemple les manifestations présentes de la vie ; observe, expérimente, suppose, vérifie, conclut s'il le peut, doute toujours, forge des hypothèses qu'il retrempe constamment par les épreuves de l'expérimentation. Il tente d'aller du connu à l'inconnu, d'arriver à celui-ci par des approximations successives de plus en plus précises ; il tend à la vérité sans jamais se vanter de l'atteindre. De ces études, de ces expériences, de ces conjectures, de ces vérifications sortit la conviction que la vie est un ensemble d'actions et de réactions physico-chimiques d'une extrême complexité, d'origine primordiale inconnue et peut-être inconnaissable, de devenir ultime incertain, mais d'un déterminisme actuel rigoureux.

En effet la chimie, dont l'essor date de la fin de ce prestigieux XVIII^e siècle, appliqua sa méthode d'analyse à toutes les substances, tant minérales qu'organiques, rencontrées dans la nature et y découvrit une composition élémentaire absolument identique ; les êtres vivants, animaux et végétaux, comme les corps bruts renferment toujours du carbone et de l'hydrogène, très souvent de l'oxygène et de l'azote, en combinaisons diverses ; puis du phosphore, soufre, manganèse, fer, calcium, potassium, sodium, chlore, iode, arsenic, etc. Le fait devint indéniable, corroboré par des réactions connues, indéfiniment renouvelables par tous les chercheurs se plaçant dans les mêmes conditions de manipulation. Bien plus, l'étude comparée du spectre solaire et du spectre des divers métaux a prouvé d'une manière péremptoire l'existence, dans le soleil et dans les planètes, de ces mêmes corps simples isolés dans les

substances terrestres. Magnifique témoignage de l'unité et de la continuité de la vie dans l'immense univers dont notre globe n'est qu'une parcelle infime !

L'homme ne se contenta pas de cette dislocation de la matière organique ou de ses composants simples. Il reprit les produits de cette analyse et par des artifices divers en réussit la synthèse, parvint à créer de toutes pièces les substances bien définies normalement élaborées par les actions vitales. Ainsi furent successivement réalisées la synthèse de l'urée par Wobler, celle de l'acétylène par Berthelot. Cette dernière engendra de nombreuses et très importantes conséquences théoriques et pratiques. En partant de l'acétylène, on arriva à former de la benzine ; des alcools, des éthers, des aldéhydes ; des corps ternaires (hydrogène, oxygène, carbone) ; des corps quaternaires (hydrogène, oxygène, carbone, azote) très voisins de l'albumine dont est principalement composée la matière vivante.

La physico-chimie découvrit que les corps en apparence homogènes, se décomposent en particules très petites, spécifiquement différenciées pour chacun d'eux, ayant leurs caractères propres, pouvant entrer en combinaison plus ou moins stable avec les autres espèces chimiques, mais reprenant leur état originel lors de la séparation des constituants du complexe. Ces particules portent le nom de molécules, visibles au microscope mais invisibles à l'œil nu. Leur existence se présume aussi par les phénomènes de dissolution du sucre dans de l'eau, par exemple : le liquide formé est une substance nouvelle où l'on ne distingue plus nettement ni le sucre ni l'eau, mais où les deux éléments se trouvent mêlés, juxtaposés mais présents et identiques à eux-mêmes puisque l'évaporation permet de les isoler et de les restituer en leur nature antérieure : ce qui persiste immuable dans la solution sucrée et dans le sucre recristallisé, ce sont, sous des structures dissemblables, des molécules de sucre et d'eau, dont seul le mode d'aggrégation diffère pour donner tantôt un solide, tantôt un liquide.

Un mouvement incessant agite ces molécules, comme le prouve la diffusion spontanée et réciproque d'un liquide plus léger dans un liquide plus dense, par exemple celle de l'alcool surnageant d'abord l'eau d'un vase, puis se mélangeant peu à peu à elle jusqu'à dissolution parfaite sous l'influence évidente d'un actif déplacement moléculaire. Il n'y a donc pas pour les particules élémentaires d'état d'équilibre stable. D'ailleurs, « comme l'homogénéité, l'équilibre n'est qu'une apparence qui disparaît si l'on change le grossissement sous lequel on observe la matière. Plus exactement cet équilibre correspond à un certain régime permanent d'agitation désordonnée. A l'échelle ordinaire de nos observations, nous ne devinons pas l'agitation intérieure des fluides, parce que chaque petit élément de volume gagne à chaque instant autant de molécules qu'il en perd, et conserve le même état moyen de mouvement désordonné. (J. Perrin, « les Atomes », page 8.)

Ces molécules mobiles ne constituent pas le dernier terme de l'analyse physico-chimique. On y a décelé un ou plusieurs éléments appartenant chacun à une sorte déterminée, de fonction irréductible, appelés « atomes », doués d'un mouvement de gravitation extrêmement rapide. Ces atomes présentent une masse centrale, véritable « électron positif » autour duquel tourbillonnent un certain nombre d'« électrons négatifs ». « Ces électrons ne sont pas matériels, au sens ordinaire du mot : la matière n'est que l'apparence que prend pour nos sens l'énergie qu'ils représentent, énergie colossale dont la valeur a pu être calculée : elle se chiffre, pour un seul gramme, par des millions de kilogrammètres. Les vitesses de rotation des électrons négatifs sont,

elles aussi, prodigieuses et, fait singulier, elles sont de même grandeur que les fréquences vibratoires de la lumière, soit des centaines de trillions par seconde. (J. Anglas, « Depuis Darwin »). » Ce qui revient à dire que les corps électrisés, électrons positifs et négatifs, constituent des centres réciproques d'attraction ou de répulsion, susceptibles de déterminer du mouvement par l'action du mouvement dont ils sont eux-mêmes animés. (Edmond Perrier.)

Sous des influences diverses, les atomes subissent des changements dans leur architecture, dont la dislocation engendre des groupements particuliers d'électrons tous de même charge électrique, positive ou négative ; cette métamorphose dans l'état électronique des atomes s'appelle « ionisation » ; et un « ion » se définit comme une partie d'atome isolée de son groupement originel, ou comme une réunion de parties d'atome séparées de leur centre primitif. A l'inverse des atomes composés à la fois d'électrons de charge positive et négative, les ions ne renferment que des électrons de même signe négatif ou positif ; ils sont mutuellement et temporairement indépendants et prêts à de nouvelles combinaisons atomiques. La libération des ions et leur regroupement constituent les phénomènes primordiaux de la chimie organique et biologique.

Les substances naturelles se présentent sous deux états distincts : cristalloïde et colloïde. Les cristalloïdes, comme le sel, se dissolvent dans l'eau par une sorte d'explosion de leurs molécules qui se séparent violemment en exerçant une forte pression sur les parois membraneuses, qu'elles traversent facilement (phénomène de l'osmose). — Les colloïdes, tels que la gélatine, absorbent de l'eau, fondent mais sans dispersion de leurs molécules qui, au contraire, restent agglomérées et ne pénètrent pas les membranes. Ils se composent de particules microscopiques mouvantes appelées « micelles ». Plus volumineuses que les molécules des cristalloïdes, les micelles ont une organisation plus complexe, semblable à celle des atomes mais à une échelle plus grande : masse centrale électronique, autour de laquelle gravitent des ions libres de signe électrique contraire et en état permanent d'équilibre instable. La micelle perd des ions, en acquiert d'autres en incessante agitation. Quand, sous une influence quelconque, elle perd sa charge électrique, elle se coagule (phénomène de la floculation). L'état colloïdal s'obtient expérimentalement par divers procédés chimiques ou physiques. « Ainsi un arc électrique puissant, qui jaillit dans l'eau entre deux électrodes de platine, produit une pulvérisation tellement ténue du métal, que celui-ci prend l'état colloïdal, véritable suspension micellaire. Par ce moyen et par d'autres, beaucoup de corps simples, métaux ou métalloïdes, ont été obtenus sous forme colloïdale : or, argent, soufre, mercure, etc. (J. Anglas, loco citato, p. 78.) ». Ces métaux colloïdaux possèdent le pouvoir de « catalyse », c'est-à-dire de déterminer par leur présence des combinaisons chimiques, de véritables synthèses organiques.

L'étude de la matière vivante a montré en elle un véritable colloïde très instable, à micelles électroniques de charge variable, en état successif mais constant soit de dispersion soit de floculation. Quelques micelles très ténues, appelées « diastases », jouent le rôle des métaux catalyseurs et provoquent des synthèses, obtenues d'ailleurs indifféremment par l'action des diastases ou des catalyseurs : soufre, phosphore, manganèse, zinc, calcium, contenus dans les albuminoïdes. Les produits de ces synthèses constituent les « sécrétions » que la cellule, ou colloïde organique, déverse dans les glandes, dans la circulation générale ou à l'extérieur. Qu'elle appartienne à un colloïde organique ou à la matière vivante, une micelle subit

des modifications incessantes ; « par ses échanges continuels d'ions et de charges électriques avec le milieu, elle n'est identique à aucune autre, ni à elle-même à deux moments différents ; cependant on peut dire qu'elle continue à exister malgré ces modifications. Mais cette expérience ne se maintient que dans une certaine zone d'équilibre qui ne doit pas être dépassée sous peine de dislocation totale et de mort. Le passage d'un état d'équilibre à un autre correspond à ce que l'on nomme, pour l'ensemble d'un être vivant, l'adaptation, la variation ou la mutation. On a même constaté chez les micelles une véritable *accoutumance* ; elles peuvent supporter peu à peu des doses croissantes d'un électrolyte qui, de prime abord, les auraient démolies brutalement. (J. Anglas). »

A ce moment de la science biologique, et malgré que celle-ci en soit seulement à ses premières acquisitions définitives, il demeure établi que la vie est un ensemble d'actions et de réactions physico-chimiques dont le mouvement constitue le processus initial. Dans les minéraux, les végétaux, les animaux, l'analyse découvre les mêmes corps simples, de structure moléculaire et atomique identique, mus par de semblables manifestations électroniques, subissant d'analogues excitations catalytiques et diastatiques pour se transformer ou produire des substances nouvelles. Mais combien innombrables, variées, complexes, les formes des choses et des êtres issus des modes multiples d'agrégation de ces molécules primitives ! Et l'ingéniosité des hommes parvint à recréer de toutes pièces quelques-unes de ces formes, à dissocier puis à regrouper les éléments primordiaux en de remarquables synthèses.

Nul, objecte-t-on, ne réussit à fabriquer dans son laboratoire la moindre parcelle végétale ou animale vivante capable d'assimilation et de reproduction. Il est vrai, pas encore. Mais qui oserait en décréter l'impossibilité, alors que le génie humain, jusqu'ici stupéfié par les dogmes religieux, commence à peine ses libres investigations ? Il y a quelques années, le phénomène de l'assimilation chlorophyllienne apparaissait mystérieux, quasi-miraculeux. Sous les radiations solaires, la plante aspirait dans le sol de l'eau chargée de sels minéraux, captait par ses feuilles l'acide carbonique de l'air, exhalait de l'oxygène, et, au niveau de ces mêmes feuilles, réalisait le prodige de la création de matières organiques, d'hydrates de carbone, fabriquait du sucre et de l'amidon. Elle absorbait de l'énergie cosmique, c'est-à-dire du mouvement, prenait des ions, en libérait d'autres, transformait les charges électroniques et engendrait un nouvel équilibre moléculaire. La plante créait ainsi une forme supérieure ou plus développée de vie minérale, la vie végétale, dont va s'emparer et se nourrir un autre assemblage moléculaire encore plus élevé et plus complexe : l'animal ; l'homme, élabore à son tour et à son choix les deux autres états, brut et organique, de la matière. Pourquoi ce primate intelligent n'arriverait-il pas à reproduire le troisième, qui est le sien propre ?

Ainsi donc, de nos jours, sous nos yeux, nous voyons se former, se développer, se transformer, puis disparaître des groupements moléculaires minéraux, végétaux et animaux, les uns très simples, infiniment petits, composés d'un seul cristal ou d'une seule cellule, les autres immenses et merveilleusement compliqués. Nous assistons au passage successif du même atome de l'état cristalloïde dans la terre à l'état colloïdal dans les plantes et les bêtes. Lès lors la logique scientifique impose de confronter aujourd'hui avec autrefois ; d'aller du connu à l'inconnu ; de rechercher l'origine de la vie ailleurs que dans une thaumaturgie puérile ou une introspection illusoire, stérile, et de l'étudier dans ses manifestations actuelles pleines d'enseignement.

Il y a des millions d'années, comme aujourd'hui, les substances minérales en solution aqueuse à la surface de la terre subirent l'action des forces électrogènes et électrolytiques de l'ambiance et se transformèrent en matière organique par un mécanisme analogue à celui qui réalise la synthèse du sucre et de l'amidon dans la plante, la synthèse de l'acide azotique et du chlorure de calcium dans les laboratoires et les usines. Les colloïdes ainsi constitués continuent à recevoir l'appoint des particules métalliques (attraction, absorption), qui par leur action de présence (catalyse) renforcent les réactions internes ; celles-ci atteignent alors une intensité telle qu'elle exige une décharge partielle (répulsion, sécrétion) et la libération d'un fragment élémentaire (reproduction) devenant un centre nouveau d'agitation moléculaire. Les colloïdes sont devenus des cellules, ne cessent pas d'éprouver des impulsions indéfinies de la part des catalyseurs et des diastases, s'agrègent en des organismes de plus en plus complexes, dont le mouvement, processus interne et général, devient une fonction différenciée et extrinsèque. La vie intégrale et riche se manifeste, issue du minéral pour se parfaire en l'homme.

Mais vit-on jamais sortir du cabinet du plus grand savant le moindre petit homme, ni même la plus infime cellule ? Non, sans doute, « mais on se rend compte que les conditions naturelles où la vie s'est élaborée sont probablement impossibles à réaliser au laboratoire ; car le laboratoire de la nature fut la planète elle-même avec toutes ses circonstances de temps, de masse, d'actions multiples dont nous ne sommes pas les maîtres. En tous cas si l'on arrivait à fabriquer un protoplasma indéniablement vivant, il différerait forcément de tous ceux qui existent : il ne serait ni celui d'une algue, ni d'une bactérie, ni d'un protozoaire déjà connu. Donnerait-il, en évoluant, naissance à des êtres vivants plus complexes, ceux-ci constitueraient à coup sûr un nouveau groupe, un nouveau sous-règne bien distinct des végétaux ou des animaux de notre globe, qui ont leur histoire ancestrale particulière. (J. Anglas, loc. citato, p. 69). »

Ces forces, créatrices de la vie, d'où viennent-elles, que représentent-elles ? Elles ne viennent pas, elles sont, et ne représentent qu'elles-mêmes. Dans tout l'univers accessible à l'investigation, on les retrouve identiques et immuables. Ainsi, la fréquence de rotation des électrons atomiques est du même ordre de grandeur que celle des vibrations de l'éther. D'autre part, « les phénomènes qui se produisent dans les tubes de Crookes d'où s'échappent les rayons X, démontrent jusqu'à l'évidence que les atomes matériels ne sont pas quelque chose de simple. Parmi les hypothèses qui ont été présentées sur leur constitution, on peut accepter qu'ils sont formés de petites masses matérielles infimes, chargées d'électricité positive, autour desquelles tournent, comme des satellites autour d'une planète, un très grand nombre de corpuscules énormément plus petits, dont les masses sont de mille à deux mille fois plus faibles que celle de l'atome d'hydrogène, qui est la plus petite quantité de matière connue (Edmond Perrier). » Enfin l'éther, dans lequel baignent les planètes, est formé de ces mêmes particules infinitésimales constitutives de l'atome matériel. Et en dernière analyse et première synthèse, la vie s'avère une manifestation hautement différenciée du mouvement qui anime le cosmos.

Des esprits, plus systématiques que vraiment curieux, demandent : qui ou qu'est-ce qui déclancha le mouvement initial promoteur de la gravitation universelle ? Quand on leur répond : nous ne savons, ils déclarent insatisfait le principe de causalité, pas d'effet sans cause, se disent affamés de logique pure et affirment Dieu ! Dès lors, puisque rien n'est à soi-même sa propre

cause, qui ou qu'est-ce qui créa Dieu ? Ignorant le commencement, connaissons-nous la fin ? Où va ce monde incommensurable, constellé d'astres lumineux, parcouru par un soleil flamboyant contre lequel se blottit une terre frileuse et frémissante ? Mais va-t-il quelque part ? Ne lui suffit-il pas d'exister beau, puissant, formidable, énigmatique ? Causalité et finalité ne sont-ils pas les reliquats de l'infirmité mentale où l'ignorance condamnait les ancêtres ?

La science n'explique pas ; elle travaille, observe, enregistre, expérimente, réfléchit, modifie et augmente. Elle étudie et provoque des actions, prévoit et influence des réactions, suit des enchaînements, établit le déterminisme des choses, en renouvelle souvent la formation dans des conditions et en un temps donnés. La science, manifestation de mouvement, est de la vie.

Après avoir agi, chacun peut rêver devant l'infini, le peupler des créations de son imagination, y voir des fantasmagories célestes ou infernales. — En anarchie, comme dans la vie, tout songe est mensonge. — D^r ELOSU.

BIBLIOGRAPHIE. — J. ANGLAS. — *Les grandes questions biologiques depuis Darwin jusqu'à nos jours*, in-16, 128 p. Stock. (1924).

Edmond PERRIER. — *La terre avant l'histoire*, in-8°, 414 p. Collection *L'Évolution de l'Humanité, La Renaissance du Livre*, 1920.

BERTHELOT. — Article *Vie*, de *La Grande Encyclopédie*.

Rémy PERIER. — *Cours élémentaire de Zoologie*, in-8°, 900 p. Masson et C^{ie}, 1925.

Jean PERRIN. — *Les Atomes*, in-18, 296 p. Alcan, 1913.

G. MATISSE. — *Les Sciences Naturelles*, in-16, 160 p. Payot, 1921.

Félix LE DANTEC. — *Éléments de Philosophie Biologique*, in-18, 297 p. F. Alcan, 1908.

Félix LE DANTEC. — *Traité de Biologie*, in-8°, 553 p. F. Alcan, 1906.

H.-G. WELLS. — *Esquisse de l'Histoire Universelle*, traduction française de Ed. Guyot, in-8°, 580 p. Payot, 1925.

BIOLOGIE. — Je voudrais faire ressortir l'énorme importance que la *biologie*, cette science relativement jeune, mais ouvrant des perspectives splendides, devra certainement acquérir pour les sciences et les problèmes théoriques et pratiques d'ordre social et sociologique.

La *Biologie* (*bios* signifiait *vie* chez les anciens grecs), est la science de la vie. Elle scrute les plus grandes profondeurs, les origines mêmes de ce grand mystère : la vie ! Elle cherche à le dévoiler jusque dans ses derniers éléments, à saisir son essence, à comprendre son mécanisme compliqué. Elle analyse les phénomènes et les processus de la vie, dans leurs détails et dans leur ensemble.

Or, l'homme lui-même, sa vie individuelle, son existence sociale, ne sont que des parcelles de la vie générale : multiples manifestations des mêmes grands phénomènes et processus. Il est donc évident que les faits généraux, fondamentaux, inhérents à la vie comme telle, s'appliquent aussi à l'homme, à sa vie individuelle, à son existence sociale.

Une fois établis, ces faits pourront, enfin ! projeter une lumière claire, précise, sur plusieurs problèmes sociaux essentiels, mais restant toujours encore obscurs et vagues.

Le côté faible de la sociologie, comme science, ainsi que de toutes les conceptions et théories sociales, y compris le marxisme et l'anarchisme, est justement ce fait qu'elles ne peuvent pas encore s'appuyer solidement sur une base biologique générale, définitivement acquise, scientifiquement établie.

Le marxisme a substitué à une telle base la conception

économique de l'évolution et de l'histoire humaines. (Au temps de Marx, la biologie, comme science, n'existait, pour ainsi dire, pas encore). Mais cette prétendue « base économique », est loin d'être la véritable base profonde, fondamentale, de l'existence et de l'évolution humaines. Elle n'est, elle-même, qu'un élément dérivé, secondaire, dont les sources profondes gisent dans les faits d'ordre biologique.

L'homme étant, tout d'abord, un phénomène biologique, sa vie et son évolution ayant pour base fondamentale des faits et des « lois » d'ordre biologique, c'est dans la biologie générale et dans la biologie de l'homme qu'il faut chercher les premiers éléments, la véritable solution des problèmes d'ordre social.

Telle est la vérité importante, aujourd'hui indubitable, que nous devons constater avec la plus grande netteté et fermeté.

Quelques illustrations, à titre de précision.

Depuis longtemps, les sociologues sont conscients de l'importance capitale de l'hérédité et de ses lois pour la vie et pour les problèmes sociaux. Jusqu'à ces derniers temps, les multiples auteurs sociaux qui s'occupèrent de la question, la traitèrent presque exclusivement au point de vue sociologique. C'était d'ailleurs fort excusable, car les biologistes eux-mêmes n'y voyaient pas clair. Mais actuellement, à la lumière des expériences et des découvertes commencées dans les années soixante du siècle passé, par G. Mendel (Autriche), reprises et continuées par Correns (Allemagne) et les autres, il est évident que le problème de l'hérédité est avant tout un problème biologique, et que toute œuvre qui n'en tiendrait pas compte, ne serait que balbutiement enfantin.

Le grand problème d'éducation sociale, ne pourrait être traité de nos jours quelque peu sérieusement, sans tenir rigoureusement compte de certains faits biologiques acquis.

En général, il est aujourd'hui absolument clair, pour quiconque est au courant des faits, que toute conception ou construction sociale n'ayant pas ses racines et ses sources vives dans la biologie, serait édifiée sur du sable.

Les sciences sociologiques (Voir : *Sociologie*) en général et, partant, les conceptions sociales, se trouvant encore dans un état assez primitif, — les deux principales d'entre ces conceptions : le marxisme et l'anarchisme, ne pourraient être considérées à l'heure actuelle autrement que comme hypothèses, c'est-à-dire des thèses qui ne sont pas encore scientifiquement et définitivement établies.

Le marxisme, se basant sur l'économie et se prétendant, de ce fait, scientifiquement satisfait (il s'appelle même : socialisme « scientifique »), ne prête pas suffisamment attention aux faits ni aux sciences biologiques. C'est son grand tort. C'est sa plus grande faiblesse.

L'anarchisme, lui, est-il conscient de l'importance fondamentale des phénomènes biologiques pour le grand problème social ? En tient-il compte ? *Peut-être, pas suffisamment encore.* Mais ce qui importe et ce qui est certain, c'est que l'anarchisme perçoit bien la voie de recherches juste, l'indique, l'ouvre, l'a même en partie atteinte.

L'un des plus grands services que Kropotkine ait rendus à la science et au mouvement social, est peut-être précisément d'avoir maintes fois constaté et souligné l'importance, la nécessité même, de la méthode des sciences naturelles pour les sciences sociales (contrairement à la méthode dialectique du marxisme), d'avoir désigné la biologie comme base naturelle et féconde des recherches et des conceptions sociales, d'avoir même conçu et exposé une étude très intéressante destinée à faire reposer la conception anarchiste sur une certaine base biologique (dans son œuvre : « L'entraide comme

facteur de l'évolution »). Il n'a pas eu le temps ou, peut-être, le désir de continuer et d'approfondir ses études dans ce domaine. Mais il a indiqué la route exacte.

D'autres théoriciens et écrivains anarchistes ont également manifesté un vif intérêt pour les faits biologiques, ont tenu compte de l'importance de la biologie pour les études sociales.

Plus cette tendance s'accroît, plus l'anarchisme s'engagera dans cette voie et y continuera ses principales recherches, — plus il deviendra une conception vraiment scientifique, plus il approchera de la vraie solution du problème social. Etablissant ses bases dans le domaine de la biologie, il les établira d'une façon incomparablement plus profonde et plus solide que le marxisme avec son économisme et sa dialectique.

Mais aujourd'hui déjà, l'anarchisme ayant adopté l'idée de la prépondérance des méthodes et des faits biologiques et son hypothèse cherchant de plus en plus à s'y appuyer, cette hypothèse est beaucoup plus scientifique et, par conséquent, plus près de la vérité que le marxisme. C'est donc, devant l'anarchisme que la grande voie des recherches et des efforts effectivement féconds, la voie de la vérité est ouverte. C'est l'anarchisme qui cherche juste.

..

Peut-on espérer qu'une hypothèse vraisemblable : l'anarchisme devienne à bref échéance une vérité éclatante ?

Peut-être pas de sitôt.

Quel est, en effet, le problème biologique essentiel dont la solution pourrait confirmer scientifiquement et définitivement l'anarchisme ? C'est le problème même de l'évolution, et de la vie comme de l'une de ses manifestations principales : de leurs facteurs primordiaux, de leurs forces mouvantes, de leur essence. La biologie, est-elle actuellement — ou sera-t-elle bientôt — en mesure de résoudre ce problème ? Elle ne l'est pas encore et il est fort douteux qu'elle le soit d'ici au lendemain. Comme science, la biologie est encore très jeune. C'est un domaine tout à explorer. Il faut, donc, certainement pas mal de temps pour que nous y arrivions à des résultats de cette importance.

Le problème de l'origine, de l'essence et des forces mouvantes de la vie et de l'évolution, reste encore grand ouvert. Il attend toujours sa solution.

Or, je suis d'avis qu'avant que ce mystère de la nature — celui de l'évolution générale — ne soit dévoilé, toutes nos théories de l'évolution sociale et de ses facteurs, toutes nos conceptions sociales, y compris l'anarchisme, resteront des hypothèses.

L'anarchisme reste encore une hypothèse, car la biologie, et quelques autres sciences aussi, ne sont pas encore suffisamment avancées. Mais cette hypothèse a de l'avenir devant soi. Elle a des chances considérables de devenir vérité, car elle est vivante, sensible, imbue d'esprit chercheur et créateur surtout, et, qu'elle a heureusement la tendance de puiser de plus en plus dans la biologie, grande source véritablement scientifique et féconde des recherches modernes, seule en mesure de nous amener à la solution vraiment scientifique du problème social. — VOLINE.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE. — Il est vraiment à regretter qu'il n'existe, jusqu'à présent, qu'une seule œuvre, en langue allemande, celle-ci, traitant historiquement le développement des sciences et des théories biologiques à travers les siècles passés, jusqu'à nos jours. Nous indiquons ici, pour les lecteurs pouvant lire en allemand, cette œuvre classique, permettant de se faire une idée très précise sur l'évolution consécutive de la biologie, comme science :

Dr Em. Radl, Geschichte der biologischen Theorien in der Neuzeit. Deux volumes parus chez Wilhelm Engelmann, Leipzig. — V.

BIRIBI. — Mot d'argot servant à désigner l'ensemble des formations disciplinaires et pénitentiaires de l'armée française. Ces formations sont : 1° Les Compagnies de Discipline ou Sections Spéciales de Correction ; 2° Les Ateliers de Travaux Publics ; 3° Les Pénitenciers Militaires.

Les Compagnies de Discipline ont été créées par ordonnance royale de 1818, pour recevoir les soldats qui, sans avoir commis de délits justiciables des Conseils de Guerre, persévèrent néanmoins, par leur insubordination ou leur « déplorable » conduite, à porter le trouble et le mauvais exemple dans les corps dont ils font partie. Les motifs qui déterminent ordinairement l'envoi à la Discipline, sont : l'insolence à l'égard des supérieurs hiérarchiques, l'ivresse, l'absence illégale, les mutilations ou simulations d'infirmités dans le but de se soustraire au service ; enfin, la dépravation sexuelle. Mais on peut y être envoyé pour propagande politique sous les drapeaux, lorsqu'il s'agit de doctrines révolutionnaires, ou jugées contraires à l'ordre social établi.

Lorsque pour l'un quelconque des méfaits ci-dessus, ou par la surabondance des punitions encourues par lui, un soldat s'est signalé à l'attention du cadre, le colonel du régiment a faculté de convoquer un Conseil de Discipline, composé de sept officiers, qui auront à se prononcer sur l'utilité qu'il pourrait y avoir à diriger l'intéressé sur une Compagnie Disciplinaire, les moyens dont disposent les corps réguliers étant insuffisants pour le contraindre à l'obéissance passive, à laquelle sont tenus les citoyens sous l'uniforme.

Le soldat visé est interrogé par le Conseil, mais il n'est assisté d'aucun défenseur, et il n'a pas le droit de faire appel à un avocat. Le Conseil siège à huis-clos. Les délibérations ont lieu hors de la présence de l'intéressé, auquel la décision prise par ses supérieurs n'est signifiée que lorsque tout est terminé, et qui ne possède contre elle aucun recours.

Les disciplinaires sont considérés comme des punis, et non comme des condamnés en cours de peine. Le temps passé par eux à la Discipline compte donc comme temps de service.

Dans l'argot des régiments, les disciplinaires ont été surnommés les *Camisards*. Leur uniforme se compose d'une capote et d'un pantalon gris sans ornements, avec un képi gris à bande bleue, muni d'une grande visière de cuir.

La Marine, les Bataillons d'Afrique, la Légion Etrangère et les Tirailleurs indigènes ont des sections particulières de discipline. Les punis en provenance de la Marine ont été surnommés : *Peaux de Lapins*.

La 1^{re} Compagnie de Discipline est située à Gafsa, en Tunisie ; les autres sont en Algérie : la 2^e à Biskra ; la 3^e à Méchéria ; la 9^e à Aumale. Il existe de plus en Algérie un corps de discipline renforcée : c'est celui des *Pionniers* ou *Incorrigibles*, établi à Guelma.

Il est enfin des Compagnies Disciplinaires d'où l'on revient rarement, et qui représentent le troisième degré dans la rigueur. Ce sont celles qui ont été reléguées dans des colonies lointaines et insalubres, telles que le Sénégal et Madagascar, et dont le Dépôt est à l'île d'Oléron. Les malheureux qui pâtissent dans ces chiourmes ont été surnommés les *Cocos*.

Les disciplinaires sont de perpétuels consignés. Ils ont le crâne tondu et la face entièrement rasée comme les bagnards. En outre des exercices en armes ils sont astreints à de durs travaux. Ils sont envoyés d'ordinaire aux Sections pour une durée de six mois au moins, à la suite desquels ils sont réintégrés dans des

régiments réguliers si leurs notes sont satisfaisantes. Mais, en raison de la brutalité coutumière de nombre de petits gradés, il est très difficile, même avec la meilleure volonté du monde, d'échapper à de nouvelles punitions, surtout lorsque l'on a le malheur d'avoir une tête ou des principes qui ne leur conviennent pas. Et, lorsque l'on obtient enfin la réintégration, on se heurte fréquemment à de nouveaux obstacles : l'hostilité systématique de chefs qui ont en horreur les anciens camisards, qui ne peuvent supporter de les voir sur les rangs avec les autres hommes, et les « cherchent » jusqu'à ce qu'ils les aient renvoyés dans l'enfer dont ils avaient, à force de patience, réussi à s'évader.

En 1910, après de violentes campagnes de presse suscitées par l'assassinat du bataillonnaire Aernoult, au poste de Djenan-ed-Dar, dans le Sud Oranais, une satisfaction partielle fut donnée à l'opinion publique. On annonça officiellement la suppression des Compagnies de Discipline et leur remplacement par des Sections Spéciales de Correction casernées en France, sous le contrôle sévère de la métropole. Ceci produisit une impression d'autant plus grande que la plupart des gens étaient portés à croire que Biribi ne s'étaient que les Compagnies de Discipline, et que cette institution allait pour toujours disparaître avec elles.

Afin de vérifier quels changements réels avaient pu être apportés dans les bagnes militaires par la circulaire en question, je fus délégué à cette époque par le journal *La Guerre Sociale*, pour une enquête qui dura un mois et demi, et porta mes pérégrinations jusque sur les Territoires Militaires de l'Extrême-Sud Algérien.

Le résultat de cette enquête fut à peu près tel que je l'avais, avant de partir, supposé : Pénitenciers et Ateliers de Travaux Publics n'avaient subi aucune modification. Quant aux Compagnies de Discipline, devenues Sections Spéciales de Correction, elles continuaient à recevoir les « fortes têtes » des régiments d'Algérie et de Tunisie. Il n'y avait changement que pour les hommes des troupes ayant en France leur Dépôt. Au lieu d'être comme autrefois dirigés sur l'Algérie ou la Tunisie, ils avaient l'avantage — plus apparent peut-être que réel — de subir dans la métropole leur temps de punition. Mes observations donnèrent lieu à seize articles parus dans *La Guerre Sociale*. Mais l'attention du grand public s'était portée déjà vers d'autres objets...

Les Ateliers de Travaux Publics ne sont autres que les anciens Ateliers du Boulet, créés par décret du 18 juin 1809, et modifiés en 1856. A cette époque le boulet que tout détenu traînait au pied fut supprimé, et le personnel de la surveillance remplacé par un cadre militaire.

Pendant longtemps les *Trav'* furent reconnaissables à leur crâne rasé et à leur barbe inculte, d'où le surnom de *Têtes de Veaux*. Actuellement ils ont, comme les autres condamnés, le crâne tondu de près et le visage imberbe.

Sont envoyés aux Ateliers de Travaux Publics, pour deux ans au minimum, les condamnés militaires coupables de délits graves intéressant la discipline, tels que : outrages envers un supérieur, désertion, laceration d'effets appartenant à l'armée, etc...

Les Pénitenciers Militaires sont d'origine plus récente. Ils ont été formés par décret du 3 décembre 1832. Aux Pénitenciers Militaires d'Algérie sont envoyés les hommes ayant encouru, durant leur service, une peine de plus d'un an et un jour de prison pour délit de droit commun tel que vol, escroquerie, attentat à la pudeur, etc... D'où leur surnom de *Pégriots*, ou plus simplement *Pègres*.

Le commandement, l'administration et le régime des détenus y sont identiques à ceux des Ateliers de Travaux Publics. Quant à l'uniforme des uns et des au-

tres, il varie peu : un képi, un pantalon, une vareuse et une capote de drap marron foncé pour les *Trav'*, de drap gris à col jonquille pour les *Pégriots*.

La main-d'œuvre des condamnés est exploitée par des entrepreneurs ou des colons moyennant une indemnité journalière par homme versée à l'Etat. Alors, pour des travaux de culture ou de terrassement, à exécuter souvent fort loin dans la brousse, hors de tout contrôle civil ou militaire sérieux, partent de la portion centrale des détachements qui, pendant des semaines, ou même des mois, vont se trouver sous la garde de Tirailleurs indigènes armés, et le pouvoir absolu de sous-officiers à l'intelligence fruste d'ordinaire, et dont la bestialité naturelle est portée jusqu'au sadisme par l'oisiveté, l'alcool et l'ardeur du climat.

C'est l'occasion des pires sévices : exploitation sur les fournitures de la cantine ; exploitation sur l'ordinaire des hommes réduit à des portions de famine. Imposition aux détenus d'heures de travail supplémentaires non rétribuées, dont le bénéfice est en secret partagé entre le cadre et les entrepreneurs. Obligation fréquente pour les jeunes de se prêter aux caprices immondes du chef. Provocation de détenus à des actes répréhensibles, pour avoir l'avantage de les accompagner ensuite comme témoin jusque dans la ville où siège le Conseil de Guerre, ce qui constitue un voyage d'agrément gratuit, ce que l'on nomme « aller acheter une pipe » !

Les moindres fautes sont punies féroceement, au mépris des règlements militaires, lesquels n'autorisent en aucune façon pareils excès.

Les moyens de répression usités sont : les fers avec pedottes et menottes atrocement serrées ; l'exposition au soleil ou sous la pluie, le détenu étant étroitement ligotté ; la privation prolongée d'eau et de nourriture ; le passage à tabac, l'homme étant dépouillé de tous ses vêtements et maintenu immobile sous la menace des baïonnettes ; les silos, qui sont des trous profonds creusés en terre en forme de jarre par les Arabes pour enfouir le grain, et font office de cachots ; le tombeau, petite tente individuelle étroite et basse sous laquelle le détenu est contraint, quelle que soit la température, de rester sans bouger, la face contre terre ; enfin la crapaudine, qui consiste à abandonner sur le sol, pendant un temps plus ou moins long, le patient reposant sur le ventre, cependant que les jambes, violemment raménées en arrière sont maintenues dans leur position par les poignets joints, auxquels on a, par une entrave, fixé les chevilles.

Ajoutons que fréquemment des hommes ont été tués illégalement à coups de fusil ou de revolver, sous ce prétexte, toujours reconnu valable, qu'ils avaient manqué leur supérieur ou tenté de s'enfuir.

Les révélations sur les atrocités de Biribi ne sont pas chose récente. Déjà, en 1848, M. Villain de Saint-Hilaire, publiait sous ce titre : « Appel à la Justice du Peuple », une brochure contenant le récit de tortures et de mauvais traitements dont il avait été le témoin indigné. En 1890, Georges Darien fit paraître son fameux volume sur : « Biribi — Armée d'Afrique — ». En 1899, Gaston Dubois-Desaulle, qui avait passé, lui aussi, par les Compagnies de Discipline, publiait ses souvenirs en un livre intitulé : « Sous la Casaque », suivi, en 1901, du meilleur ouvrage de documentation paru sur la question et qui est : « Camisards, Peaux de Lapins et Cocos — Corps disciplinaires de l'armée française — ». Le dernier volume paru sur Biribi est, en 1925, un impressionnant reportage d'Albert Londres : « Dante n'avait rien vu », lequel confirme tout ce qui avait été précédemment écrit sur la matière.

De 1890 à 1914, divers journaux ont fait campagne contre les bagnes militaires. Citons entre autres : *l'Intransigeant*, le *Journal*, la *Petite République*, la *Ré-*

volte, le Père Peinard, l'Aurore, les Temps Nouveaux, la Revue Blanche, le Libéraire, la Guerre Sociale, avec les signatures de Gaston Dubois-Desaulle, Charles Vallier, l'ex-sergent Gauthey, Jacques Dhur, pour ne citer que les principaux.

A la suite des dénonciations récentes d'Albert Londres, Biribi aurait été, dit-on, supprimé par décret. Disciplinaires et condamnés militaires devraient purger leur temps dans des prisons et forteresses de France, les détenus au régime de l'isolement individuel. Mais l'ex-officier André Marty, condamné à la suite de la révolte des marins de la Mer Noire, en 1919, a relaté dans l'*Humanité*, sur le régime qu'il a vu appliquer dans les Maisons Centrales, des faits qui rappellent étrangement les mœurs du bled algérien, avec cette différence qu'aux mauvais traitements s'ajoute la privation d'air pur, de soleil et de ciel bleu.

On peut sans aucun doute amender le Code Militaire, et rendre moins barbare le séjour des Biribis de France ou d'ailleurs. On ne les supprimera vraiment que le jour où seront licenciées les Armées dont ils sont l'indispensable soutien. — Jean MARESTAN.

BISTROCRATIE. (De *bistro*, et *kratos*, force.) — De toutes les *craties*, celle-ci est la plus nuisible. Sur elle s'appuient les autres *craties*, qui lui prêtent main-forte, en échange des services qu'elle leur rend. Le règne de l'alcool marche de pair avec celui de la finance : bistrocratie, ploutocratie sont deux sœurs siamoises qui mourraient si on les séparait. Ce sont les deux piliers de la médiocratie.

La Bistrocratie est le résultat le plus clair du régime pseudo-démocratique que nous subissons. Le règne de la 3^e République, c'est le règne du Poivrot, c'est le règne des banquets soulographiques où sont exaltés en des discours fumeux, au milieu des hoquets et des vomissements, la vérité, la justice, la paix, le droit, etc... C'est le règne de gens qui se grisent de belles paroles, ont soif de domination et que l'ivresse du pouvoir trouble au point qu'ils en perdent tout équilibre, titubent et roulent dans le ruisseau... Quand un homme politique prononce un discours, il me semble entendre un malheureux alcoolique répétant machinalement des mots qu'il ne comprend pas, et des phrases sans queue ni tête où il est toujours question des mêmes inepties et des mêmes lieux communs.

L'expression *pot-de-vin* a un sens. La bistrocratie a pour conséquence immédiate et fatale le pot-de-vin qui est, comme vous le savez, l'art de faire des affaires en faisant de la politique.

Aucun opium n'est plus capable d'endormir les énergies, d'émasculer les volontés et d'abrutir les individus que l'alcool, l'alcool versé méthodiquement, systématiquement, avec une sorte de sadisme, aux foules, par des gens qui s'y connaissent et savent tout le parti qu'on en peut tirer. Sa puissance est redoutable et son utilisation pour l'asservissement des peuples ne date pas d'aujourd'hui. Mais aujourd'hui il triomphe, et c'est lui qui apparaît finalement comme le vrai, l'unique vainqueur de la grande guerre. Il remporte chaque jour des victoires « héroïques » sur l'intelligence, la volonté et l'amour. Il ne crée rien : il propage la mort, c'est tout. Qu'on ne me dise pas qu'il donne du génie : mettez devant un verre d'alcool un imbécile : vous verrez s'il accouchera d'un chef-d'œuvre ! Le penseur, l'artiste, le poète, n'ont pas besoin de cet excitant. L'alcool produit l'imbécillité et la folie : le génie ne lui doit rien. L'alcoolique dépose dans une urne un bulletin de vote sans savoir ce qu'il fait, mais ceux qui versent l'alcool savent ce qu'ils font.

Le fameux « pinard » est le père de tous les vices.

Il engendre tous les maux. Quiconque se livre à la boisson est perdu. Pour un verre de pinard, que ne feraient pas certains individus ? J'ai vu des militaires, et même des civils, trahir leurs camarades pour quelques gouttes de vinasse ! L'ouvrier se *pinardise* jusqu'au cou pour oublier ses misères, mais en même temps il perd l'énergie qui lui permettrait d'améliorer son sort.

Enivrez-vous d'idées, camarades, et non de gnieu, cela vaudra mieux.

La suprême habileté des dirigeants consiste à combattre l'alcool en souhaitant, au fond, que leurs projets n'aboutissent pas. Ils savent que l'avenir de la race est sérieusement compromis par l'alcool, ce qui les « embête », car il faut des « hommes » pour peupler les casernes, mais d'autre part il est nécessaire que les méninges des électeurs soient atrophiés afin que l'esprit critique n'y pénètre pas. C'est pourquoi ils sont à la fois pour et contre l'alcool. Comment résoudre cette antinomie ?

L'alcool, c'est comme les Jésuites : on le chasse, il revient. Il revient. Il change de nom et porte une autre étiquette, mais c'est le même poison qui reparaît sous des espèces aussi nocives.

Repopulateurs, voilà votre ennemi ! Mais vous ne le combattez qu'avec des mots, vous faites semblant de le combattre avec d'autres arguments et pour d'autres motifs. On peut le combattre pour d'autres raisons que les raisons exclusivement patriotiques qui, chez vous, priment toute raison.

Qu'en pensez-vous, illustre professeur Pinard ?

On se demande à quoi peuvent bien servir les sociétés et les ligues antialcooliques, presque aussi nombreuses que les beuglants et les estaminets ? Le mal augmente chaque jour, le niveau intellectuel baisse de plus en plus. Ce qui est perdu pour l'intelligence n'est pas perdu pour le bistro. Pendant qu'on boit, on ne pense pas. Le régime bistrocratique est en harmonie avec la littérature avariée qui convient aux esprits faibles, avec la morale « immorale » des bourgeois et l'incohérence de leur politiciaille. Tout cela, c'est la même civilisation à l'envers.

Le cabaret a un complice : le cinéma. Ils ont les mêmes clients : cinématomanie et bistromanie, c'est la même manie se traduisant par la même aboulie (ou mort intellectuelle).

Ils ont un agent de liaison en la personne de maint romancier-feuilletonniste qui se charge de fabriquer, à l'usage de ses lecteurs peu exigeants, le stock d'aventures et de péripéties qu'ils verront ensuite, bouche bée, défiler sur l'écran. On quitte le bistro pour le ciné, et réciproquement. Ce ne sont pas des concurrents, mais des voisins qui vivent en bonne intelligence et se font mutuellement de la réclame.

La démocratie a ses rois, aussi tyranniques que ceux de l'ancien régime. Les rois de la démocratie, autant de roitelets formant de petits Etats dans l'Etat, ce sont Messieurs les bistros, possédant chacun son fief, qui débutent sans un sou et finissent millionnaires, achètent pour commencer une boutique modeste qu'ils revendent pour s'agrandir plus loin, étendant chaque jour les limites de leur royaume jusqu'à ce qu'ils crèvent d'apoplexie après une existence parfaitement inutile.

Depuis quelque temps un bistro s'est installé sous mes fenêtres. Il a empoisonné tout le quartier. Ce petit coin paisible est devenu inhabitable. Un phonographe ne me fait grâce d'aucun air à la mode, d'aucune ritournelle, d'aucune roucoulade. Tout le répertoire

des cafés-concerts y passe. Inlassablement, ce bizarre instrument déverse des flots d'harmonie par la voix du même ténor, et la même chanteuse y va de sa petite crise d'hystérie et le même sinistre comique ressasse sur le même ton ses mêmes couplets obscènes et ses refrains patriotards. J'entends dans un dernier beuglement, mettant le point final à un récit interminable, le mot de Liberté-é-é ! Grâce au phono, n'importe quelle vedette peut satisfaire sa soif d'exhibitionnisme en rabâchant pendant des heures, n'importe quand et n'importe où, devant n'importe qui, n'importe quel morceau de mauvaise musique. Le nom de Mlle X... de l'Opéra-Comique, est lancé comme un défi à la tête des buveurs hébétés. J'ai les oreilles fatiguées d'ouïr cent fois par jour le *Tic-tac du Moulin* et la *Voix des Chênes* ! Pour comble de malheur, un piano-mécanique vient à la rescousse, accélérant la cacophonie et m'initiant bien malgré moi aux frasques de la *Veuve Joyeuse* et aux vertus du *Cidre de Normandie*.

Ajoutez à cette audition, qui n'a rien d'esthétique, les querelles d'ivrognes se prolongeant fort avant dans la nuit devant la porte du bistro, l'alcool achevant de couronner son œuvre. Les « pochards » empêchent les honnêtes gens de fermer l'œil en entonnant avec les becs de gaz des colloques sans fin.

Il n'y a rien à faire contre le genre d'individualisme du bistro tout-puissant qui préside à nos destinées. L'impérialisme bistrocratique a toutes les audaces. Il sait qu'il a derrière lui de nombreux protecteurs qui ont besoin de ses services et il en profite. De temps en temps une contravention rappelle au respect de la loi le bistro récalcitrant qui s'en tire à peu de frais et continue d'empoisonner sa clientèle.

Le bistro est un fonctionnaire : il touche des appointements, il émarge aux fonds secrets.

On se demande quels peuvent être les moyens d'existence de certains individus dont la vie se passe chez le bistro. Ils se feraient tuer plutôt que d'abandonner leur partie de manille ou de renoncer à vider des petits verres. Le « bistro » est le lieu où s'assemble ce qu'il y a de plus idiot dans l'humanité.

Chaque maison possède son bistro qui en est le plus bel ornement. Les gens s'y précipitent, sous un prétexte quelconque. C'est plus fort qu'eux : il faut qu'ils y entrent. Des familles entières pénètrent chez le bistro, la marmaille ouvrant la marche. Tout le monde trépigne de joie à la pensée qu'il va s'emplir l'estomac de liquide.

Pendant les chaleurs, les cafés ne désemplassent pas. La bistrocratie triomphe. Petits et grands bistros font leurs affaires.

A l'heure de l'apéro, les « terrasses » sont occupées par les jeunes bourgeois qui font l'apprentissage de la vie en empilant soucoupes sur soucoupes, ce dont ils sont aussi fiers que de leurs parchemins. Ce spectacle vaut la peine d'être vu et comporte plus d'un enseignement.

..

L'ère des bistrocrates est loin d'être close. La passion du pinard — oh combien national — n'a pas fini de faire des victimes. Son empire s'exercera de plus en plus au détriment de l'intelligence et de la pensée.

L'alcool est un moyen de gouvernement : il conduit tout droit au militarisme, à moins que ce ne soit le militarisme qui conduise tout droit à l'alcoolisme.

Supposez le monde débarrassé de ce fléau. Imaginez ce que serait une humanité privée de ses mastroquets. Si les boutiques de « chands de vins », qui déshonorent Paris, disparaissaient comme par enchantement, celui-ci deviendrait habitable. La canaille y serait moins à l'aise. On y rencontrerait moins de brutes ne demandant qu'à piétiner, frapper, bousculer et tuer. On n'assisterait pas à tant de spectacles écœurants et la poli-

tique y ferait moins de ravages. La question sociale serait peut-être résolue. La paix régnerait enfin sur la terre. Mais hélas ! ce n'est qu'un rêve, et j'entends dans la rue un ivrogne qui braille !

Les hommes ont bu, boivent et boiront sans doute éternellement. On peut souhaiter seulement qu'ils boivent un peu moins, et pensent davantage. — Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

BLASPHEME n. m. (du grec *blasphémia*). Un blasphème, au sens propre, est une parole qui outrage la Divinité, la religion. Par extension, le mot blasphème sert à désigner une parole outrageante pour quelque chose, en général. Ainsi, lorsqu'un antimilitariste traite le drapeau de son pays de loque malfaisante, les patriotes ne manquent pas de crier au blasphème. C'est tout juste également si les capitalistes ne traitent pas de blasphémateur celui qui ose proclamer, par exemple, que la propriété c'est le vol. Les anarchistes, qui n'ont de respect pour aucune entité, disent ce qu'ils pensent de toute chose et se rient d'être appelés blasphémateurs. La crainte du blasphème, en effet, a été imaginée par les puissants pour faire respecter par la masse toutes les idoles néfastes : Dieux, Patrie, Etat, Propriété, etc...

BLOC n. m. (german. *block*). Masse, amas et, par extension, ensemble. Exemple : le Bloc National, c'est-à-dire l'ensemble de tous les partis nationalistes ; le Bloc des Gauches, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les forces parlementaires de gauche, etc... Pour défendre leurs intérêts, les capitalistes savent former des blocs puissants — internationaux souvent — qui tirent les ficelles de ces polichinelles que sont les politiciens. C'est la mise en application du proverbe bien connu : l'Union fait la Force. Associant leurs appétits divers, les exploités s'entendent à merveille pour gruger le peuple laborieux. Seuls et agissant séparément, ils se heurteraient peut-être à des obstacles infranchissables, tandis qu'en nombre ils peuvent, par leurs forces associées, venir à bout de leurs adversaires divisés. Ils peuvent imposer leur volonté au pays, dépouiller légalement leurs victimes, organiser leurs trafics sur une haute échelle et satisfaire leurs passions. Une fois le pouvoir atteint, l'assiette au beurre est assez large pour que chacun d'eux puisse s'y tailler une part avantageuse. Naturellement, ils savent bien que le jour où le peuple suivrait leur exemple et rassemblerait ses forces dispersées, sonnerait l'heure de leur agonie. Aussi, mettent-ils tout en œuvre pour empêcher une union solide des travailleurs. Ils s'ingénient à provoquer, dans le camp adverse, mille querelles stupides, qu'ils entretiennent ensuite avec soin. Et le résultat est que leur pouvoir, toujours plus implacable et plus rigide, pèse toujours plus lourdement sur la classe ouvrière. Cependant, cette situation ne peut plus durer bien longtemps. A force de multiplier leurs infamies et d'exagérer leur arbitraire, les dirigeants finissent par exaspérer leurs victimes. Bientôt les producteurs, laissant de côté les questions de boutique, dresseront contre le bloc capitaliste le bloc ouvrier, contre le bloc des parasites le bloc des travailleurs. Usant des mêmes méthodes que leurs oppresseurs, ils deviendront une puissance inbattable contre laquelle se briseront les armes de l'ennemi. Mais pour cela il faut que tous les opprimés s'unissent fraternellement et ne se prêtent plus au jeu des dirigeants en se déchirant mutuellement. Plus nombreux que les oppresseurs, les opprimés seront victorieux quand ils le voudront. Les anarchistes doivent aider, sans une seule défaillance, à cette union des travailleurs qui, seule, fera la Révolution sociale.

BLOCUS n. m. Faire le blocus d'un pays, d'une ville, d'un port, c'est couper toute communication entre le lieu bloqué et l'extérieur. Au cours des guerres qui ensanglantèrent le globe, maintes contrées ou villes eurent à subir le blocus et furent ainsi condamnées à mourir de faim ou à courber l'échine sous la loi du vainqueur. Un blocus resté célèbre est le fameux « blocus continental » qu'organisa Napoléon I^{er} pour fermer au commerce de l'Angleterre tous les ports du continent et ruiner sa marine. Les principales de ces mesures furent décrétées à Berlin le 21 novembre 1806. Elles portèrent le plus grand tort à l'Angleterre ; mais elles contribuèrent à liguier, par la suite, l'Europe contre Napoléon. Pendant la grande boucherie 1914-18, on alla jusqu'à fonder un « ministère du blocus » pour assurer le blocus commercial de l'Allemagne. Le blocus est une manœuvre criminelle qui fait des victimes de la rivalité de deux gouvernements, non seulement les hommes, mais encore les femmes et les enfants.

BOGOMILISME. — Un siècle après la conversion des Bulgares (864) le Christianisme dégénéra complètement. Dans le clergé débauché et les gouvernants dépravés, le peuple vit l'incarnation de Satan. Exploitée, opprimée, dépeuplée, la population chercha quelque soulagement dans les doctrines du gnosticisme, du manichéisme, etc. C'est le curé bulgare Bogomil (950) qui fit un extrait de ces doctrines et les cristallisa dans un nouveau credo : le *bogomilisme*.

Les ennemis des bogomiles eux-mêmes reconnaissent que les adeptes de cette secte religieuse étaient doux, qu'ils vivaient simplement, en communauté. Frugaux, ils se contentaient d'une nourriture végétarienne pour ne pas tuer les animaux, leurs frères inférieurs. Ils refusaient aussi de faire la guerre. Les bogomiles ne reconnaissaient ni la propriété privée, ni l'Etat, ni l'Eglise. Ils furent les premiers anarchistes bulgares.

L'Etat et les cléricaux les persécutèrent, mais pas très sévèrement, parce que, même parmi les gouvernants, il y eut des sympathisants (entre autres le frère du roi Pierre). Dans l'Empire Byzantin, au contraire, on ne les toléra pas. L'ardent Vasilii et ses sept élèves (tous bulgares) furent arrêtés à Byzance. Devant le bûcher on les invita à abjurer leur foi. En réponse, ils sautèrent dans les flammes en chantant qu'il est heureux de mourir pour la vérité.

Ces cruautés, au lieu d'étouffer la secte, attisèrent le feu du dévouement. La doctrine dépassa les limites de l'Empire byzantin et se répandit vers l'occident, en Pannonie, Moravie, Italie du Nord et Rhénanie. En même temps s'étendirent les persécutions. Après le martyre des adeptes en Rhénanie, le mouvement entra en France et en Angleterre. Les cléricaux français multiplièrent les persécutions contre ces sectaires, connus en France sous le nom de cathares, albigeois, etc., jusqu'à ce qu'ils furent cruellement exterminés au XIII^e siècle. En Bulgarie ils sapèrent l'Etat jusqu'en 1393, date à laquelle la Bulgarie tomba sous la domination turque. C'est pourquoi, d'ailleurs, les historiens tiennent les bogomiles pour responsables de l'affaiblissement de l'Etat bulgare et par conséquent de l'occupation musulmane. — ATHANASSOFF.

BOIS. — *Préhistorique et dans l'ancienne Egypte.* — La chose commune végétale que l'on dénomme le bois est la structure qui compose surtout l'arbre, il en est la partie dure et fibreuse. Nous ne traiterons pas ici ce sujet dans ses nombreux détails scientifiques, végétation, flore, etc.

Ce qui nous intéresse, c'est le travail du bois dans l'évolution de notre espèce animale et comment les humains des premières époques l'employèrent.

De très fortes civilisations précédèrent celles de

l'Egypte, mais pour l'énumération technique des choses en bois nous sommes obligés, faute de documents, de ne point parler de l'Inde et de la Chine, où de puissantes civilisations existèrent. De ce qui se fit en bois dans ces pays rien ne nous reste, c'est le vague des siècles trop reculés ; tandis que des documents en pierre, que le temps n'a pas détruits, ornent les musées et attestent de grandes sociétés de travailleurs et d'importantes agglomérations d'individus.

Par le peu de vestiges qui nous restent, il est difficile de préciser les premiers objets en bois, dont nos ancêtres firent usage. Le primitif de l'Asie logeait dans les cavernes et dans le tronc des gros arbres il était en luttas continuelles contre les animaux et les intempéries de la nature. Il chercha d'abord à s'abriter et à se garantir. Nomade, il n'avait pas besoin de meubles ; fatigué, il s'asseyait à terre ; s'il voulait un lit moelleux, il le faisait avec des herbes séchées et des peaux d'animaux qui furent aussi ses premiers vêtements. Sa nourriture consistait surtout en végétaux, herbes, racines, fruits, plus tard en poissons et gibiers. Les premiers abris étaient des arbustes que ces primitifs réunissaient en faisceaux qu'ils recouvraient de branchages et de peaux de bêtes.

Si on possède des documents en granit, en pierre et en marbre sur les premiers âges de l'homme constructeur, il n'en est pas de même des choses faites en bois. Le bois pourrit à l'humidité, se ronge et tombe en poussière sous l'action de l'air, de la pluie et du soleil.

Avant de parler des premiers travaux en bois, il est nécessaire, d'examiner avec quels instruments ils furent exécutés. Procédons par quelques utiles descriptions : le premier âge de la pierre est l'époque que l'on nomme paléolithique, parce que les documents que nous possédons de ce temps ont été trouvés et découverts dans les alluvions des rivières.

L'homme vivait alors avec des animaux dont les espèces sont éteintes comme le mammoth, et peut-être aussi avec le tigre des cavernes également disparu. Il se nourrissait de végétaux, de pêche et de chasse, son instinct le poussa à se munir d'outils en pierre, en os et en corne. Les outils très bruts de cette époque étaient des éclats de silex cassés, dont on se servait à la pointe et au tranchant pour tailler des os ou du bois, pour faire des flèches, des harpons et pour couper les peaux d'animaux. Dans l'époque qui suit, qui est l'âge néolithique, c'est-à-dire la période récente de l'âge de la pierre, les outils sont, suivant les nécessités, des éclats ou des silex entiers, qui sont pointés, aplanis, ou percés d'un trou de part en part, pour y mettre un manche et pour servir de hache. Les silex sont façonnés en outils par l'usage, autrement dit par un poinçage ; c'est la pierre dite polie.

A la fin de cette période, l'homme devient constructeur ; certaines cités lacustres, entre autres celle de Robenthausen dans le canton de Zurich, datent de l'époque néolithique. C'est pour se préserver des animaux féroces que l'homme enfonce des pieux en bois dans un lac. Sur ces pilotis il mettait un plancher rudimentaire avec des petits arbres qu'il couchait et attachait avec des branches, se trouvant de cette manière préservé des animaux terrestres. Ce fut l'origine de la pirogue qui était un gros arbre creusé. Quand notre lointain aïeul prit en main une pierre pour creuser le roc et s'y abriter, dès ce moment il sortait de l'animalité instinctive et commença à penser. Avec ses seules ressources physiques, il satisfait d'abord aux nécessités matérielles et instinctives de son animalité ; avec l'outil, il prit le goût moral et intellectuel.

On constate que l'homme vraiment animal est très antérieur à la période paléolithique de l'âge de la pierre, car de ce temps, nous le répétons, nous avons des

outils qui furent trouvés un peu partout, et partout relativement identiques. Ce qui prouve que les peuplades migraient d'un endroit à un autre. On en découvrit dans les grottes de Kent près Torquay, dans celles de Creswell Crags et à Torbryan en Angleterre ; on en découvrit en Espagne, en France à Saint-Archeul près d'Amiens, dans les grottes du lit de la Vézère dans la Dordogne, dans les cavernes de Bruniquel dans l'Aveyron ; en Belgique, en Syrie, en Palestine, en Egypte, etc. Les outils primitifs servirent à travailler la pierre, le bois, la corne et l'ivoire. Ils s'obtenaient en cassant dans le sens de la longueur de gros galets de silex ; suivant la façon de les briser on obtenait des outils ou longs, ou plats, ou de toutes autres formes, offrant toujours des angles très aigus. Encore très bruts à l'époque paléolithique, ces outils se tenaient dans la main pour taillader un arbre en creux, pour faire une barque, pour aplanir des branches qui servaient de rames ; on s'en servait également pour creuser un rocher ou un gros arbre pour s'y abriter. Dans la seconde époque de l'âge de la pierre, dans celle dite néolithique, les mêmes outils sont moins rugueux, mieux façonnés et polis, ils s'adaptent mieux dans la main. Outre ceux de silex, il y en eut en cristal de roche, en corne et en ivoire. Il est intéressant de passer en revue cet outillage primitif, bien antérieur aux anciennes dynasties égyptiennes qui sont de l'âge de bronze ; il nous faut les décrire avant d'en arriver aux travaux en bois des égyptiens.

Les outils de l'âge de la pierre peuvent se diviser ainsi :

1° Pierres dans la main, dans le poignet. 2° Pierres emmanchées dans des cornes (bois de cerf). 3° Pierres attachées et liées à des branches coupées. 4° Pierres percées emmanchées de bois. Les premières ont une forme qui s'ajustait dans la pomme de la main et qui se terminait par une partie coupante et plate, quelquefois pointue, suivant les travaux auxquels on les affectait. Elles mesuraient de 10 à 15 centimètres de longueur, sur 6 ou 7 de largeur et environ 3 d'épaisseur ; elles tranchaient ou coupaient, c'étaient les ciseaux primitifs. De ces périodes, nous voyons le harpon qui était arrangé aussi en scie. Il était composé d'un éclat de silex de 10 à 18 centimètres de longueur, mince d'un demi centimètre ; l'angle aigu est denté par des cassures successives très régulières. Un autre morceau de silex comme le précédent non denté était le couteau. Le canif plus fin était fait de morceaux cassés quelquefois à un ou deux millimètres d'épaisseur et plus court que le couteau. La hache était de silex ou de granit, plus longue que les autres outils, plus large au tranchant, elle se tenait à poignée et non dans la paume de la main. Le burin était une brisure de silex très effilée devant servir de pointe pour piquer les peaux, comme l'alène du cordonnier ; il servait aussi à tracer et à graver. Les pierres emmanchées dans des cornes, c'est-à-dire dans les bois du renne ou du cerf, jouèrent un grand rôle dans l'outillage néolithique, ce fut l'innovation des manches adaptés à l'outil en pierre. Des bois de cerfs très curieux furent découverts dans la vase des lacs suisses, de Neufchatel, de Bienne, de Constance, etc. Dans la partie la plus grosse du bois, celle qui est la plus proche de la tête, on enfonçait le morceau de silex qui servait de hache ; quand il s'employait comme hache, le bois était percé d'un trou cylindrique pour recevoir un manche fait d'une branche d'arbre. Avec la hache on équarissait ou creusait le bois, la pierre, etc. La grosse partie du bois de cerf était employée pour les haches. Les pics à roc et les marteaux avaient à peu près la même monture composée des trois pièces : le manche, le bois de cerf et le silex. Les ciseaux sont emmanchés dans des sections du bois animal, longues

de 5 à 7 centimètres. Plus tard, ces mêmes sections sont percées d'un trou comme pour la hache, emmanchées perpendiculairement d'une branche. On en a trouvé de toutes les formes, avec des silex pointus, à biseaux, etc. Dans des bois, le silex est attaché avec des lisières ou des lanières de peaux, des cordes et des herbes, certains y sont scellés avec un mortier spécial. On possède quelques objets de bois de cerf ; pris aux extrémités, dans la partie pleine, ils sont percés d'un trou et traversés d'un manche. Ici, remarquons que le bois ou corne généralement effilé sert lui-même d'outil ; on suppose que c'était pour travailler des matières plus tendres que le bois végétal et la pierre, peut-être pour creuser la terre. Les bois de cerf, étant très durs, ont pu être usagés pour des bois mous.

De ces époques on a des os d'animaux, effilés et biseautés qui servirent de burins, de ciseaux, de gouges creuses, de pointes à tracer, etc. Il en existe dans la collection du British-Museum, à Londres, qui ont la finesse des aiguilles à laine ; percées d'un trou ce sont les plus anciens documents qui servirent à coudre et à tisser. De petits morceaux de bois du cerf, montés avec de petits silex, étaient faits pour se tenir dans la main ; quelques uns ont déjà l'aspect des manches des sculpteurs actuels.

Il y eut encore une autre manière de fixer le silex comme petite hache et comme marteau : une branche d'arbre dont le bois est flexible était fendue en deux, les deux extrémités d'une de ces parties étaient ramenées ensemble à joindre à plat, on mettait le morceau de silex dans la partie ployée que l'on serrait très fortement avec des cordes et très près de la pierre. Un autre mode se pratiquait avec des branches coupées et seulement un peu fendues dans un bout, où on intercalait le silex il était encore serré avec des cordes ou des lisières de peaux. Notons aussi quelques curieux silex plats attachés par le même procédé, mais dans la section d'une autre branche et presque toujours à 90 degrés. Cet outil qui servait à planir, ressemble à l'herminette des charpentiers actuels. Enfin, il y eut la pierre percée pour recevoir un manche de bois. En granit ou en silex, elle a toutes les formes des outils pour façonner le bois, la pierre et plus tard le bronze. En plus gros elle ressemble au marteau moderne, à la masse du sculpteur, du forgeron ; certaines ont une partie tranchante ou pointue ou en fermail, etc. C'est l'âge de la pierre polie perfectionnée.

En bois, rien ne nous reste nous montrant ce que l'on pouvait faire avec les outils en pierre de la période paléolithique ; tout au plus de la période néolithique a-t-on découvert des troncs d'arbres et des morceaux de bois pétrifiés qui attestent qu'ils furent taillés à la hache ; les coups portés le prouvent de toute évidence. De cette période, dans les gisements ossifères de la Madeleine dans la Dordogne, on découvrit de l'ivoire, des os et des cornes ou bois de bêtes, sculptés et gravés primitivement ; un de ces morceaux d'ivoire, très bien conservé mesure 20 centimètres de long sur 10 de large et 3 d'épaisseur ; il est gravé d'un dessin représentant un mammoth, ce dessin qui n'accuse que la ligne du contour est régulier et sans rature ; par la rectitude de la ligne je crois pouvoir affirmer qu'il fut exécuté en poussant le tranchant du silex plutôt qu'en grattant.

Dans le même lieu, on mit à jour des cornes sculptées de torsades et des os gravés représentant des chevaux ; ailleurs, on découvrit des pierres sphériques, de la grosseur d'une noisette, percées d'un trou ; elles durent servir de colliers, certainement les outils qui percèrent ces pierres percèrent aussi le bois, mais le bois est pourri et la pierre nous reste. A Bruniquel, dans l'Aveyron, on trouva encore des pierres et des os gravés de dessins représentant des cerfs et des vaches ; on en trouva aussi dans les Pyrénées à Aurensan ; de même,

certaines pierres des dolmens du Morbihan étaient gravées ; des manches trouvés au Dahomey sont sculptés en relief de figures fantaisistes. On peut dire en pleine sûreté qu'avec les outils en pierre on fit déjà des peignes en os ; des os sont taillés pour servir de flèches ; de petits silex sont effilés pour les pointes des lances, pour des harpons de pêcheurs en os et en pierre, quelques-uns sont finement exécutés. De même, avec les outils en pierre, on effila et perça des os qui servirent d'aiguilles. Des poteries de ces époques ont aussi été découvertes ; par leurs saillies, elles laissent penser que leurs moules furent sculptés et gravés. Les outils de pierre servirent à creuser les premiers moules dans lesquels on coula ceux en bronze que nous verrons ensuite.

Les outils en bronze nous font entrer dans le néo-développement de l'art et au commencement de celui de l'humanité dans le domaine de la science. Dans la période du bronze, ce métal ne donnant pas toujours la résistance nécessaire, on continua à se servir simultanément des outils en pierre et en bronze. Au début le cuivre fut employé pur, plus tard on lui allia l'étain pour obtenir plus de rigidité. Des objets et des outils en bronze furent découverts à Jubbelpore et dans la vallée de l'Indus, dans les tumulus de Nilgiri (Sud des Indes), à Gungéria (Indes centrales), en Egypte, en Chine, en Perse, en Grèce, au Cambodge, à Java, un peu dans toute l'Europe, surtout dans les lacs de la Suisse.

On se servit donc usuellement des premiers outils en bronze comme de ceux en pierre. Ce fut d'abord le simple morceau de cuivre biseauté d'un bout qui se tient dans la main, ils furent de tous les modèles, à plat comme le ciseau, épais comme le bédane, étroits comme le burin, etc. Les formes plates étaient les plus communes, elles s'utilisaient à la fois en se tenant dans la main, comme hache, ciseau ou herminette ; elles mesuraient en moyenne 10 centimètres de long, 5 de large et 6 à 10 millimètres d'épaisseur. Puis, il y en eut dont la tige avait de 40 à 50 centimètres de longueur et qui se tenaient à deux mains ; c'est la figure primitive de la biseauque aiguisée d'un seul bout. Plus tard, au lieu de tenir le métal dans la main, on l'attachait et on l'entailla à l'extrémité d'un morceau de bois ; il servit ainsi aux mêmes usages, mais avec plus de facilité ; avec le bronze on retrouve des manches semblables à ceux de la pierre. Vinrent ensuite les manches en bois ; le couteau entraînait dans un manche, le même couteau denté servait de scie, le manche avait une petite courbure pour en faciliter l'usage. Le ciseau en bronze était pareillement emmanché dans du bois, mais aucune buttée n'existait à la tige pour l'empêcher de s'enfoncer dans le manche. Une forme nouvelle fut appliquée aux gouges, le bois du manche entraînait dans l'outil et s'y trouvait virolé comme les gros ciseaux actuels.

Beaucoup d'outils en bronze étaient percés d'un trou dans lequel s'enfonçait le manche comme à nos marteaux. En Grèce, on découvrit des haches et des serpes percés d'un trou ; une scie en bronze trouvée dans l'île de Chypre est entrée dans le bois et rivée comme nos égoïnes ; en Espagne, on découvrit, presque pulvérisée, une lame de scie en bronze ; en Sibérie et en Chine on mit à jour des couteaux faits d'une seule pièce de bronze. De tous les outils fondus dans des moules en pierre, le plus curieux c'est la hache à ailerons qui fut fondue dans des moules à coquilles. L'une d'elles a été trouvée dans le lac de Bienne, d'autres ont été découvertes dans divers endroits, dans les lacs de Bienne, de Neufchatel et du Bourget, dans la vallée de la Meuse, en Belgique, au Danemark, etc. Dans le type moyen de la hache à ailerons, une extrémité est à biseau tranchant, l'autre ronde en goutte de suif ;

au milieu sont deux ailettes assez minces pour se reposer sur le manche que l'on consolidait avec des fils de bronze ; un petit anneau sous la tête de la hache permettait de l'attacher au manche en faisant un triangle qui solidifiait l'outil ; c'est le spécimen le plus intéressant des outils préhistoriques en bronze. D'autres haches, avec le bout tranchant, avaient une buttée qui s'entaillait dans le manche et étaient retenues avec des fils en bronze, c'est la hache celtique que l'on trouva dans l'Isère, en Suisse, aux Pays-Bas, en Irlande, etc.

..

Avec la période du bronze, nous entrons dans cette Egypte qui fut le berceau de l'art et des premières connaissances scientifiques dont nous constatons l'existence. Nous précédons encore de 4.000 ans l'ère chrétienne. Déjà, les outils en bronze prennent toutes les formes, les ciseaux et les gouges sont des tiges fondues avec, au tranchant, le pas désiré : creux, rond, plat, en héron, en burin, etc. Afin de supporter le choc du maillet quelques tiges sont renflées à la tête. D'après les collections, on voit la plupart des outils emmanchés dans un bois arrondi ressemblant aux manches modernes. Des ciseaux, il en est de larges, d'étroits et en bédanes ; il en est de même du poinçon effilé qui était la pointe à tracer ; la vrille affûtée en grain d'orge grattait pour percer. On trouva en Egypte une vrille en bronze dite « queue de cochon » ; elle est sans doute le type original des mèches du même nom que nous avons aujourd'hui en acier ; il est probable que cette dernière vrille ne fut pas très utilisée, le bronze ne conservant pas sa rigidité. Ce qui porte à conclure que la vrille à grain d'orge fut couramment employée pour percer le bois. On ne constate pas encore l'emploi de l'archet, ni d'un autre vilebrequin ; c'est ainsi que la vrille avait un manche en bois. Deux sortes de haches furent en usage dans l'ancienne Egypte : la hache commune et l'herminette, qui étaient des morceaux de bronze plats assujettis dans des branches et attachés avec des lianes ; la scie ressemble en tous points à celle déjà décrite. Le British-Museum possède aussi deux maillets en bois qui datent de 3.700 à 3.600 avant J.-C. ; l'un servit aux tailleurs et aux sculpteurs de pierres, l'autre à notre aïeul le charpentier. Le maillet et le manche ne sont qu'un seul morceau pris dans la masse, la forme est circulaire et l'usure produite autour par les chocs donnés sur l'outil prouve que l'ouvrier frappait plus sur le bronze que sur le manche en bois. On présume que c'est le type original du maillet en bois avec masse et manche.

Pour les outils arrêtons-nous là et continuons par la description des objets et des meubles des dynasties égyptiennes, commençant par l'ancien empire qui eut son centre sur les bords du Nil vers Memphis, où furent construites les premières pyramides dans lesquelles on retrouve beaucoup d'objets de cette époque.

La civilisation s'accroissant, les égyptiens remonterent le fleuve, et le moyen empire eut son centre vers Thèbes. On y découvrit l'obélisque qui est sur la place de la Concorde à Paris et celui qui est sur le quai à Londres. (Travail d'ensemble, beau à sa source et dans son climat ; que la civilisation meurtrière des européens emporte de force pour le mettre par morceau isolé, comme un chien dans un jeu de quilles, sur une place moderne d'un tout autre style). A Thèbes on mit à jour des palais et des tombeaux des rois du genre artistique égyptien qui aujourd'hui étonne notre imagination, on découvrit des trônes et des sièges en bois incrustés de bronze et d'ivoire.

Enfin, le nouvel empire qui fut celui de la décadence de ce grand pays fut centralisé dans le delta formé par l'embouchure du Nil.

On comparera combien notre pauvre société est rela-

tivement en retard, en voyant où en étaient arrivés les égyptiens adorateurs du Soleil, ce qui n'était pas inférieur à l'adoration d'un dieu suprême, et puisse cette description faire sentir à chacun l'amour que nous ressentirons pour le grand et le beau, quand nous ne voudrions plus être des esclaves.

Dans l'antiquité, les métiers se classaient suivant les matériaux : il y eut ceux du bois, les restes que nous possédons le prouvent ; ceux de la pierre, du granit, du marbre, des métaux, de la terre ; enfin les pasteurs, les chasseurs et les guerriers. Les plus vieux documents en bois que nous possédions ont été retrouvés dans de grands sarcophages en marbre et en granit dans lesquels on ensevelissait les rois et les grands ; au-dessus, s'élevaient de gigantesques monuments, sous lesquels nos modernes archéologues ont découvert, assez bien conservés, beaucoup d'objets qui témoignent, un développement artistique très marqué. Quand un haut personnage mourait, on l'embaumait, puis on l'enroulait fortement avec des bandes de toile qui atteignaient pour une seule momie jusqu'à 350 mètres de longueur sur 12 centimètres de largeur ; ainsi bandé, on l'enduisait de bitume, de gomme et de carbonate de soude ; cet ensemble formait une cristallisation qui empêchait la perméabilité. Cette opération terminée, la momie était couchée sur le dos, et l'ouvrier du bois apparaissait pour exécuter la bière, coffre ou cercueil. Il commençait par découper les calibres des contours afin que la momie entrât dans le coffre comme dans une gaine. L'extrémité du coffre, avec les galbes atténués, avait à peu près le contours de l'intérieur. Ce premier coffre était placé dans un autre plus grand, plus rectiligne et mieux décoré ; ensuite il était mis dans un sarcophage en granit comme on en voit au Louvre et dans différents musées.

Enfin le tout était transporté dans un caveau définitif sur lequel les égyptiens élevèrent des monuments comme les pyramides, qui aujourd'hui défient encore le temps. Un des plus antiques coffres de ce genre est à Londres, au British-Muséum. Il fut découvert en 1837 sous la troisième pyramide à Gizeh ; il contenait les restes de Mem-Kau-Râ ou Mycérinus, roi d'Egypte, il date de la IV^e dynastie (3633 avant J.-C.). Pour comble de malheur le navire anglais qui transportait ces précieux restes, essuya une tempête et perdit plusieurs morceaux ; le sarcophage en granit et des parties de la momie furent perdus en mer. Mais par les portions du tour et du dessus on peut aisément reconstituer et décrire le coffre. Les courbes des côtés et les galbes du couvercle accusent le chantournement de la momie décrite ci-dessus. Le bois, qui paraît être du sapin, a une moyenne de 3 à 5 centimètres d'épaisseur. La partie de la tête du coffre est assemblée par des queues d'aronde, qui après le montage furent chevillées en biais. La partie des pieds est en feuillure dans les côtés et tenue par des chevilles en sens contrariés. Le couvercle est mis sur la boîte, guidé par des clés ou faux-tenons carrés ajustés dans les mortaises ; le scellement est fait par des chevilles qui traversent en biais du dessus aux côtés. La partie supérieure du couvercle donne les saillies de la tête, des seins et des pieds. Les saillies sont des morceaux rapportés comme nos collages mais, au lieu de colle, ils sont tenus avec des chevilles en sens opposés. L'endroit rond presque uni, des seins aux pieds, est gravé d'écritures régulières franchement coupées, des savants en donnent la traduction : « Osiris, roi du Nord au Sud, Mem-Kau-Râ vivant pour toujours, etc. ».

Le bois de tout le coffre fut réglé à la gouge et au ciseau en bronze et aussi avec les outils en pierre. Il est d'une régularité qui dénote d'habiles ouvriers, qui connaissaient comme on vient de le voir les assemblages à queues, à clés et à chevilles. Il faut constater

que l'évidement des mortaises est très net. De même que, pour percer les trous à chevilles de 10 à 15 centimètres de profondeur sur 7 à 8 millimètres de diamètre, ils utilisaient de bonnes mèches. Un magnifique coffre rectangulaire qui fut construit entre 3500 et 2500 ans avant l'ère chrétienne, va de suite donner une idée sur le travail du bois à ces époques. Il fut rapporté de Thèbes, il est long de deux mètres, large de 65 centimètres, haut de 80, l'épaisseur est de 9 centimètres en bois de sapin. Les quatre côtés sont faits chacun de deux morceaux assemblés à plats-joints, tenus par des clés en mortaises, chevillées au travers. Sur champ, les angles sont coupés à l'onglet jusqu'à environ trois centimètres du dessus afin de laisser un flottage qui est arrasé sur les parties des bouts ; le flottage est percé d'un trou qui traverse jusqu'à la queue, dans lequel est enfoncée une cheville verticale qui maintient les onglets. Sur la hauteur à 45° c'est-à-dire perpendiculairement à l'onglet, cinq trous à chevilles traversent de part en part pour consolider ; les chevilles ont 15 millimètres de diamètre. Le fond mis dans une feuillure intérieure est tenu par des chevilles qui traversent perpendiculairement les côtés. Le dessus fait en deux morceaux, parfaitement plan et d'épaisseur, est consolidé par deux tasseaux intérieurs, chevillés en biais contrariés ; ils forment arrêts en longueur et en largeur quand le dessus est sur le coffre. Pour clore le tout, d'autres chevilles traversent les extrémités du coffre et pénètrent dans les tasseaux. Avant d'être monté, l'intérieur fut complètement gravé d'une magnifique écriture. L'extérieur est couvert par des caractères hiéroglyphiques ; deux yeux de double grandeur que nature sont incrustés sur le dessus ; par sa conservation, le blanc de l'œil paraît être en ivoire ; au centre la pupille est en bois noir ou en corne. C'est peut-être dans le bois, les premières incrustations et une manifestation de marquetterie ; enfin c'est le plus antique document incrusté.

A part les écritures, jusqu'ici les formes des objets en bois n'ont pas encore la tournure du style égyptien, ce n'est que dans un millier d'années que l'on verra des sarcophages, des sièges, des trônes, etc., ayant un caractère original, quand il s'affirme comme art et que, comme école, il impose pour les mêmes objets de semblables dispositions de goût. Après, l'art est flegmatique, parce qu'il s'est trop reposé sur quelque chose qui fut bien, mais qui n'est pas l'idéale perfection (vers laquelle on doit toujours se diriger sans jamais l'atteindre ; néanmoins c'est la seule route de la Vérité et du Bonheur).

Le châtaignier fut beaucoup employé dans les coffres égyptiens. Il existe, au British-Muséum, une statue en bois de chêne ou de châtaignier de demi grandeur naturelle ; elle fut trouvée dans le caveau d'une tombe de la IV^e dynastie (3700 ans av. J.-C.). D'après les écrits, elle représente le maire de Sakkara, ville au Sud de Memphis. Le physique de la figure n'a rien du type égyptien. Son modelé indique que l'ouvrier du bois qui la tailla était un artiste savant. A part sa vétusté cette statue passerait facilement pour avoir été faite de nos jours. Si nous pensons aux outils de pierre et de bronze d'alors, on conçoit qu'il fallut beaucoup de temps pour mettre au point et finir un aussi fort bloc de bois.

De l'ancien empire, c'est-à-dire jusqu'à 2466 ans avant J.-C., les coffres ou cercueils se ressemblaient en dessin et en assemblage, seules les épaisseurs des bois variaient suivant le rang des personnages à y placer. Ainsi, récemment, le président Carnot, Léon le treizième, et d'autres furent vidés de leurs tripes et embaumés, puis mis dans des cercueils en plomb et dans un autre en chêne décoré pompeusement. Voilà bien une preuve que nous n'avons guère progressé depuis

4.500 ans. Les égyptiens adoraient le Soleil et un grand nombre d'européens adorent un bonhomme tout nu, sculpté, et fixé sur deux bouts de bois.

Dans les dynasties qui suivirent, on employa le platane, le châtaignier, le chêne, le marronnier, le sapin, le sycomore, bois à la fois solides et imperméables. Deux curieux coffres qui datent de 2.600 et 2.500 ans avant J.-C. sont construits de deux uniques pièces de bois ; une partie est le dessous, l'autre est le dessus. Un plat-joint est au milieu, les deux parties sont assemblées avec des clés ou faux-tenons de chaque côté. L'un de ces cercueils a reçu les restes du roi An-Antef. La partie inférieure est creusée intérieurement d'après les contours de la momie, arrangée et bandée comme il a déjà été dit. L'extérieur aux courbes plus allongées conserve le découpé de l'intérieur. Le dessus qui forme couvercle affleure le dessous, creusé aussi en dedans de toutes les saillies de la face du corps momifié. La partie supérieure du dessus est régulièrement sculptée et réglée. La tête rend, en bois, la première conception du type adopté pour les sphynx : large front, grands yeux qui sont ici des incrustations d'ivoire, de bois noir ou de pierres pour les prunelles ; lèvres à arrêtes marquées, grandes oreilles, coiffure carrée au-dessus avec revers qui descendent sur les épaules et sur la poitrine ; la partie du corps moins détaillée, a le contour d'un demi cylindre qui va diminuant jusqu'aux pieds qui accusent une très forte saillie. La gravure représentant des oiseaux et d'autres signes a jusqu'à cinq millimètres de profondeur ; le tout est recouvert par une claire couche de goudron, ensuite des peintures très vives en rouge, bleu, blanc, jaune et du doré finissent la décoration intérieure et extérieure. Les couleurs sont pures, unies, l'on n'y voit pas d'ombres ; les dessins sont réguliers et ont tous une signification. La dorure qui recouvre et qui tient encore en beaucoup de places non désagrégées, a un ton beau et éclatant. Ne voulant pas sortir de notre sujet, on ne traversera pas l'isthme pour mentionner de nombreuses petites statuettes en bronze de Babylone en Chaldée, représentant des rois et des hauts dignitaires ; notons les en passant car elles datent de 3.200 à 3.300 avant J.-C., et intéressent les fondeurs, ciseleurs et monteurs en bronze qui verront que leur métier existait à ces époques. Le bronze, l'ivoire, le bois, les pierres servaient à l'ornementation et furent travaillées par les mêmes artisans qui n'étaient pas spécialisés et se confondaient. Les égyptiens façonnèrent de belles gaines funéraires pour divers animaux. Dès les premières dynasties, à Memphis, le bœuf Apis était la divinité animale sacrée ; il était noir et avait au front une tache blanche triangulaire ; quand il vieillissait on le noyait et il était embaumé comme les rois et les hauts personnages. Le chat, le crocodile et divers animaux furent aussi sacrés pour les égyptiens et avaient des funérailles spéciales. Le plus grand nombre des gaines de nos musées ont renfermé des chats ; leur aspect est curieux et joli.

L'intérieur a la forme de l'animal assis sur son séant, droit sur les deux pattes de devant et la tête haute. La gaine se sépare au milieu verticalement en deux parties semblables et chacune creusée dans le bois massif. L'extérieur est sculpté d'un chat proportionnellement plus gros de l'épaisseur laissée au bois et qui varie de trois à quatre centimètres. Les yeux sont souvent des incrustations d'ivoire et de pierres ou diamants transparents. Le tout est laqué en couleurs et en dorure. Ce travail de l'ouvrier du bois exigeait des gouges coudées pour le creusement intérieur. De même que pour les cercueils, la jointure est à clés chevillées au travers de chaque partie.

Au moyen empire, on trouve dans les cercueils des blocs en bois qui servirent d'oreillers pour les têtes des

momies, ils sont gravés des noms des personnages qui y reposent. Il en est de toutes sortes, les plus anciens sont de petits blocs massifs un peu creusés à la partie supérieure pour y adapter la tête. Plus tard on les construisit en trois pièces : le haut, la tige, le socle, ressemblant un peu aux porte-chapeaux. L'assemblage consiste en un petit tenon à chaque bout de la tige, lequel est chevillé. Quelques autres supports sont d'un seul morceau, le contour est octogonal, rond ou galbé. A la fin du moyen empire vers 1.400 avant J.-C., ils prirent le style égyptien en découpage et en sculpture ; puis on en fondit en bronze, ornements et ciselés. Nous voici aux instruments qui servaient de palettes, porte-pinceaux et godets aux artistes qui peignaient les écrits hiéroglyphiques et les histoires de l'Egypte. La plus ancienne palette connue est du milieu du moyen empire, 1.700 ans avant J.-C., elle est faite d'un seul morceau de bois plat, de 25 centimètres de long, 35 millimètres de large et un centimètre d'épaisseur. Une rainure en sifflet de un centimètre sur un demi de profondeur est pratiquée au milieu pour les pinceaux qui y sont retenus par une barrette qui traverse la rainure au dessus et au milieu de la longueur. En général les palettes sont en bois fin non spongieux, je les suppose en pommier ou en poirier il en est en ivoire et en marbre. De chaque côté de la rainure aux pinceaux, sont creusées des petites cavités ou godets dont le nombre varie de deux à quatorze, suivant le genre de travail du peintre ; quelques palettes sont gravées du nom de l'artiste. J'en ai noté deux qui sont de 1.500 avant J.-C., l'une d'un nommé Ra-Méri, l'autre d'un Pa-aha. Une autre palette en ivoire, gravée, date de 1.300 avant J.-C. La remarque que font les modernes ouvriers du bois, est que ces palettes sont correctement exécutées et qu'aucun éclat n'existe dans le bois. Ce qui veut dire que ceux qui les exécutèrent avaient une grande pratique dans les petits travaux en bois et en ivoire. Les pinceaux sont des fines tiges du papyrus, lequel croît en roseaux sur les bords du Nil. Le papier qui en porte le nom était l'écorce déroulée et préparée. L'extrémité de la tige qui servait de pinceau était brindillée pour sponger la couleur. Les encres et les couleurs étaient surtout des produits végétaux. Des palettes sans godets ne contenaient que les pinceaux, d'autres n'avaient que des godets. Tous ces genres se sont maintenus jusqu'à la fin du dernier empire.

La plupart de ces notes furent prises à Londres, à Bruxelles et à Paris. Quoique incomplète, cette énumération facilitera les camarades avides de savoir, qui visiteront les musées.

Par la suite, le Bois se confondra dans l'historique des métiers de Charpentiers, Huchiers, Menuisiers, Ebénistes, Charrons, etc., et sera continué dans leurs descriptions. — L. GUÉRINEAU.

P.S. — On trouve en Egypte : de 2.600 avant J.-C. une statue en bronze ; de 2.000 à 1.370 des figures et divers objets en bois ; de 1.333 une statue en bois de Ramsès II ; de 1.200 à Thèbes, une porte de tombe en bois ; de 2.000 à 1.200 des objets de toilette, des poupées et des petites cabines de bateaux, des tablettes sépulcrales gravées à la fin du dernier empire, des poulies, des sièges, un trône. — L. G.

BOLCHEVISME n. m. C'est depuis la révolution russe de 1917 que ce phénomène — le bolchevisme — acquit sa haute célébrité internationale. Avant cette époque, le nom de bolchevisme était à peine connu en dehors des milieux révolutionnaires « professionnels » russes, où il était considéré comme la fraction gauche du mouvement social-démocrate du pays.

Cependant, cette fraction représentait, avant la révolution déjà, un parti politique vigoureux, attaché avec des fils solides au mouvement ouvrier révolutionnaire,

aspirant à le dominer, tout en se ralliant aux mots d'ordre de révolution et de démocratie bourgeoises.

La profondeur, l'élan prodigieux de la révolution russe de 1917, ont fourni à toute une pleiade de partis politiques un excellent terrain pour tenter la fortune, pour courir la chance, dans l'ambiance favorable d'un cataclysme social sans précédent dans l'histoire humaine. Le parti bolchevique fut un des partis formant cette pléiade. Lui aussi, il prit part à la course au bonheur.

L'effondrement complet du régime agraire et industriel de l'ancienne Russie — effondrement que laissait de plus en plus prévoir la marche ascendante de la révolution — obligea ce parti à changer brusquement sa tactique social-démocrate et le poussa à une hardiesse politique à laquelle il n'avait jamais osé songer avant : la prise du pouvoir politique, en s'appuyant sur un bouleversement social.

Le succès de la révolution lui permit de s'installer solidement au pouvoir et de s'adjuger une situation de maître de toute la révolution russe. Ce fait suggéra l'idée que le bolchevisme était l'aile gauche la plus révolutionnaire du mouvement ouvrier russe, laquelle a remporté la victoire sur le capitalisme.

Très répandue dans les milieux bourgeois et aussi dans certains milieux révolutionnaires peu au courant de la véritable situation des choses, soutenue, de plus, par une démagogie bien appropriée des bolcheviques eux-mêmes, cette idée est, pourtant, fondamentalement erronée.

Le bolchevisme est l'héritier direct et le porte-parole puissant, non pas des aspirations révolutionnaires de classe des ouvriers et des paysans, mais de la lutte politique qui fut menée, tout un siècle, par la couche des intellectuels démocrates russes (l'« intelligenzia » démocratique) contre le système politique du tsarisme, en vue de conquérir pour elle certains droits politiques.

Pour pouvoir établir la généalogie ainsi que la nature sociale et de classe du bolchevisme, il est indispensable de nous occuper, ne fut-ce que succinctement, du mouvement russe émancipateur en général.

Le mouvement révolutionnaire en Russie avança, durant des siècles, en deux courants séparés : l'un, plus jeune, sortit immédiatement du sein du labour assujéti ; l'autre eut sa source dans les milieux intellectuels démocrates de la société russe, milieux qui s'étaient formés plus tard, qui jouissaient comparativement aux ouvriers et paysans, de privilèges sociaux et économiques considérables, mais étaient hostiles au régime politique du tsarisme, à cause de son absolutisme.

Le premier courant populaire du mouvement portait toujours un caractère social ; il était une révolte du monde de travail contre son asservissement social et tendait au renversement des bases mêmes de cet asservissement. Telle fut la fameuse révolte de Rasine au XVII^e siècle, révolte qui faillit soulever des millions de paysans des régions de la Volga, du Don et autres contrées pour l'extermination des seigneurs agrariens et des nobles, au nom d'un royaume paysan libre ». Une révolte analogue fut celle du XVIII^e siècle, guidée par Pougatchoff. Le même caractère portaient les innombrables émeutes et insurrections paysannes de moindre envergure, à l'époque du servage. De même nature étaient enfin, par leur sens et leurs tendances, les vastes mouvements de grève accomplis par le prolétariat des villes se formant rapidement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, — mouvements qui prirent en 1900-1903 des dimensions panrusses.

L'autre courant du mouvement révolutionnaire russe, issu des milieux intellectuels démocrates, avait un caractère nettement politique. Son but fondamental et

constant, était celui d'une transformation du système absolutiste du tsarisme en un système constitutionnel ou républicain démocrate.

On peut considérer comme début de ce mouvement, l'insurrection des « décabristes », le 14 décembre 1825, date à laquelle un groupe d'officiers, à la tête de quelques régiments qui leur étaient subordonnés, tentèrent de faire un coup d'Etat en faveur de la Constitution. L'insurrection fut noyée dans le sang par le tsar Nicolas I^{er}. Mais, une fois déclenché, le mouvement ne put pas être étouffé. Au contraire, les générations qui suivirent le continuèrent et l'approfondirent. Les étapes les plus remarquables de ce mouvement furent : le « Narodnitchestvo » et le « Narodovoltchestvo ».

Le *Narodnitchestvo* (1860-1870) fut un mouvement dont le trait essentiel était une sorte de pèlerinage dans les couches profondes de la masse paysanne. Des milliers de jeunes gens appartenant aux classes privilégiées, abandonnaient leurs familles et leur carrière, rompaient avec leur classe, s'habillaient en paysans, ouvriers, etc, et s'en allaient vers la campagne paysanne afin d'y vivre et travailler en simples paysans, s'occupant en même temps de la propagande : ils cherchaient à éveiller dans les masses paysannes l'intérêt pour les mots d'ordre politiques, pour une révolution politique des intellectuels-démocrates.

Le *Narodovoltchestvo* fut l'apogée du mouvement révolutionnaire de l'« intelligenzia ». A cette époque, le mouvement était devenu nettement socialiste par son caractère et ses mots d'ordre. Il produisit une magnifique série de natures héroïques qui, par leur idéalisme et le sacrifice de soi-même dans la lutte contre le tsarisme, s'élevèrent au-dessus des intérêts de caste de l'« intelligenzia » et se rapprochèrent des aspirations plus vastes du labour. Tels furent : Sophie Pérovskaja et autres. L'organisation clandestine « Narodnaïa Volia » (La Volonté du Peuple) créée à cette époque (1879), livra un combat acharné contre le tsarisme. Ce combat, terminé par l'assassinat du tsar Alexandre II (le 1^{er} mars 1881), amena la destruction de la « Narodnaïa Volia » et l'avènement d'un régime de réaction politique épouvantable sous le règne du tsar Alexandre III. Ce résultat était à prévoir, car le parti de la « Narodnaïa Volia » n'était qu'une petite organisation clandestine et conspiratrice qui, tout en exhortant les paysans à l'insurrection, n'avait pas pratiquement derrière elle des masses organisées et puissantes et était, par conséquent, obligée de se limiter à ses propres moyens, à sa seule action.

Les échecs de ces petites organisations d'un type conspirateur, et aussi la pénétration en Russie des idées du marxisme, finirent par créer dans les milieux intellectuels russes un nouveau courant qui voulut s'orienter, dans sa lutte contre le tsarisme, non pas sur les masses paysannes pulvérisées, comme c'était le cas jusqu'alors, mais exclusivement sur le prolétariat des villes. — « La Révolution en Russie, réussira seulement comme un mouvement de la classe ouvrière ; sinon elle ne se produira jamais ». C'est ainsi que le nouveau courant formula, par la bouche de Plékhanoff, son point de départ dans la lutte contre le tsarisme. Le jeune prolétariat des villes, qui venait de naître alors en Russie, offrit à ce mouvement un terrain propice. Le premier groupe social-démocrate (« groupe Libération du Travail ») fut fondé en 1880. Quinze à dix-huit ans après, presque tous les centres industriels de Russie possédaient déjà des organisations social-démocrates dirigées par des politiciens professionnels recrutés dans l'« intelligenzia ».

Le premier Congrès de toutes ces organisations, qui aboutit à la création du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe, eut lieu en 1898.

Quelques années après, une scission sérieuse s'était

dessinée au sein du Parti. Au deuxième Congrès de Londres, en 1903, le Parti s'était fendu en deux courants opposés : la majorité gauche, et la minorité droite. La cause immédiate de la scission fut le fameux projet d'organisation proposé par Lénine. La majorité (en russe : *bolchinstvo*) des membres du Parti suivirent Lénine, d'où leur dénomination : bolcheviques, et le dérivé : « bolchevisme ». Ainsi, le terme ne fut qu'un hasard (« bolchevisme » du « bolchinstvo » = majorité). Cependant, un contenu tout-à-fait déterminé se cachait derrière ce terme de hasard.

L'idée fondamentale du bolchevisme, développée par Lénine, fut la suivante :

« La masse travailleuse n'est que la porteuse d'instincts de révolte d'une énergie révolutionnaire. De par sa nature même, elle est incapable d'un rôle organisateur, créateur. Elle n'est pas capable de tracer les voies de la révolution ni de créer les formes de la société future. Cette dernière tâche incombe au groupe de révolutionnaires éclairés, s'étant consacrés à l'idée de la révolution. Par conséquent, le premier devoir du Parti des révolutionnaires éclairés, est celui d'établir son hégémonie entière sur les masses. Cette hégémonie n'est possible qu'à la condition que le Parti lui-même soit construit sur le principe de la centralisation la plus sévère. Le Parti devra être un organisme au centre duquel fonctionnera un mécanisme très fin prenant toutes les dispositions vis-à-vis le Parti, ne tolérant aucun frottement, aucun grain de poussière. Ce mécanisme sera le Comité Central du Parti. Sa volonté et ses dispositions feront loi pour tout le Parti ».

Telle fut la thèse qui servit de base à la construction du Parti Bolchevique.

Recrutant ses membres surtout parmi l'« intelligenzia » révolutionnaire, les éduquant dans l'ambiance du « sous-sol » et des mesures conspiratrices extrêmes (une autre ambiance n'a jamais existé en Russie), leur greffant la psychologie spécifique de révolutionnaires professionnels, le bolchevisme préparait ainsi des cadres de gens prenant l'habitude de se considérer comme guides infaillibles du prolétariat, grâce à l'esprit éclairé et l'expérience révolutionnaire desquels seulement peut sortir l'émancipation des masses. C'était le chemin ouvert, droit, inévitable vers l'inauguration de la dictature, sur le Parti d'abord, sur les masses ensuite. En effet, le projet de Lénine qui brisa la social-démocratie russe en deux fractions, introduisait déjà le principe de la dictature dans les rangs du Parti.

Faisant l'analyse du livre de Lénine : « Un pas en avant, deux pas en arrière », où étaient établies les bases de la tactique bolcheviste, Rosa Luxembourg écrivait : «il (le bolchevisme) est un système de centralisme ne s'arrêtant devant rien, dont les principes vitaux sont : d'une part, celui de délimiter, de séparer l'avant-garde organisée de révolutionnaires professionnels actifs, du milieu inorganisé, mais révolutionnairement actif les entourant ; d'autre part, celui d'une discipline sévère et d'une ingérence directe, catégorique, décisive du Comité Central du Parti dans tous les gestes et actes de ce dernier. Il suffit, par exemple, de rappeler que, conformément à cette conception, (le bolchevisme), le Comité Central du Parti a le droit d'organiser tous ses comités locaux, par conséquent, de déterminer la composition personnelle de toute organisation de Genève et Liège jusqu'à Tomsk et Irkoutsk, d'imposer à chaque organisation les statuts élaborés au centre, de dissoudre ou de recréer ces organisations et, par conséquent d'influencer finalement et directement la composition même de l'instance suprême du parti : le Congrès. De cette façon, le Comité Central devient le noyau tout-puissant du Parti, tandis que toutes les autres organisations ne sont

« que ses organes exécutifs ». (Art. de Rosa Luxembourg : « Neue Zeit », juillet 1904).

Dès son origine, le Parti bolchevique établit, à son intérieur, la dictature du Comité Central. Peu après, cette dictature commença à se répandre aussi par-dessus les masses ouvrières.

Ainsi, sur le champ du mouvement révolutionnaire de l'« intelligenzia » russe, apparut et se développa un parti politique puissant, basé sur le centralisme et la discipline les plus rigoureux, plein d'une foi inébranlable en son infaillibilité et aspirant de toute sa volonté à devenir le maître de tout le mouvement révolutionnaire russe. Ce parti succéda directement à ceux des étapes antérieurs du mouvement révolutionnaire de l'« intelligenzia » russe. Il était étroitement, immédiatement lié à tous ces mouvements. Tout le long de son existence, jusqu'à la révolution de 1917, il agissait sous les mots d'ordre qui étaient toujours typiques pour le mouvement de cette « intelligenzia » : la Constituante (Assemblée Nationale), République démocratique, Parlement, etc. Cette circonstance a une grande importance pour celui qui voudra apprécier le véritable rôle et les vraies intentions du bolchevisme dans la révolution russe.

Cependant, le courant populaire du mouvement révolutionnaire allait son chemin, se manifestant de temps à autre en des actes typiques d'un sens social. Dans la révolution de 1905-1906 déjà, les ouvriers et, surtout, les paysans, manifestèrent un intérêt très limité aux exigences politiques de la démocratie. Ils se signalèrent, d'autre part, par des actes d'un caractère social : les paysans, par la prise, de force, des domaines seigneuriaux ; les ouvriers, par la fondation, par endroits, des Soviets (Conseils) des députés ouvriers. L'une et l'autre action étaient l'expression de profondes tendances sociales et révolutionnaires inhérentes aux masses laborieuses et se distinguant nettement, par leur caractère, des tendances démocratiques. Les dix ans d'une réaction tsariste et agrarienne, qui suivirent la débâcle de la révolution de 1904-1917, ne firent que développer et fortifier ces tendances dans les masses.

Dans la révolution de 1917, après que le premier obstacle — l'absolutisme tsariste — eut été détruit, ces tendances se firent jour, avec toute l'énergie accumulée depuis des siècles, et formèrent un mouvement déterminé, inévitable des masses, dirigé, au fond, vers le renversement du régime agraire et industriel de la Russie.

Malgré tous les efforts de nombreux partis démocratiques, y compris le parti social-démocrate et le parti socialiste-révolutionnaire, d'introduire les événements révolutionnaires de Russie dans les cadres d'une république démocratique bourgeoise, les paysans et les ouvriers se ralliaient au mot d'ordre puissant : « La terre aux paysans ! Les usines aux ouvriers ! » Oui, Dès les premiers jours du bouleversement politique (mars 1917), le sort du régime agraire et industriel du pays était décidé. Toute la Russie ouvrière et paysanne se trouvait déjà en pleine activité reconstructive. Avec la force et la rapidité propres à l'action spontanée des masses, les Soviets des ouvriers et soldats députés furent créés, ceci en pleine connaissance de cause, dans toutes les villes. Dans toutes les usines, fabriques, entreprises de l'industrie manufacturière et extractive, des comités révolutionnaires furent créés, comme organes guidant et aidant les masses ouvrières dans leur action. Tout ceci se faisait indépendamment et en dehors des organisations politiques. Les paysans reprenaient de force, en acte révolutionnaire, les domaines des agrariens, et la « question agraire », discutée durant des dizaines d'années dans les programmes de différents partis politiques, trouva sa solution pratique dans les actes révo-

lutionnaires des masses paysannes en mai, juin, juillet et août 1917. Les Soviets paysans se créaient dans les villages.

L'attitude des bolcheviques était, à ce moment, extrêmement hésitante. Leur groupe central guidant le parti, Lénine en tête, venait d'arriver de l'étranger où tous ses membres avaient séjourné durant la dernière huitaine d'années en qualité d'émigrés. Lénine voyait parfaitement bien que les événements ne s'arrêteraient pas au renversement du système politique du tzarisme, que les choses iraient plus loin. Mais, jusqu'où iraient-elles? Ni Lénine ni ses camarades ne pouvaient le prévoir. C'est pourquoi, pendant les premiers mois qui suivirent le coup d'Etat de mars 1917, l'attitude des bolcheviques fut équivoque : d'une part, ils faisaient à moitié chorus avec les masses, se ralliant à leurs mots d'ordre sociaux ; d'autre part, ils ne rompaient pas complètement avec les mots d'ordres politiques de la bourgeoisie démocratique. (A ce moment, leur parti se nommait encore parti social-démocrate bolchevique). De là, leur attitude flottante, pas entière ; de là, leur mot d'ordre : « contrôle sur la production », substitué à celui des masses : « les usines aux ouvriers » ; de là aussi, leur mot d'ordre de l'Assemblée nationale constituante, en contradiction avec celui des masses : « la révolution sociale ».

Ce ne fut que plusieurs mois après — période critique et décisive, et lorsqu'il devenait de plus en plus évident que le bouleversement social était infaillible — ce ne fut qu'alors que les bolcheviques se décidèrent en faveur de ce bouleversement ; mais, comme nous le verrons tout de suite, dans l'unique but d'arriver au pouvoir, en mettant à profit ce bouleversement. Ce fut alors que Lénine changea le nom de son parti ; le baptisant « parti communiste » (au lieu de « parti social-démocrate »), cherchant ainsi à se séparer, en face des masses, de ses collègues de la droite — les social-démocrates mencheviques (minoritaires) et les socialistes-révolutionnaires — qui défendaient toujours le principe de la république démocratique bourgeoise et se compromettaient, tous les jours davantage, aux yeux des masses révolutionnaires. Ce fut alors que Lénine se mit à donner raison aux anarchistes, à parler de sa profonde parenté spirituelle avec eux, dans la négation du parlementarisme, de la démocratie, de l'étatisme (sous certaines réserves quant à ce dernier), de même que dans une série d'autres problèmes capitaux de la révolution sociale. Or, comme les événements ultérieurs vont le démontrer, son unique but était de trouver des alliés parmi les anarchistes et de s'assurer les sympathies des masses.

Les mouvements des masses : ceux d'avant octobre et aussi celui d'octobre, tendant au renversement du système capitaliste en Russie, avaient besoin d'éléments qui pourraient les guider d'une façon déterminée, au point de vue idée et organisation, éléments qui aideraient ces mouvements à aboutir, et à atteindre le but des aspirations des masses : la construction d'un régime libre et égalitaire ouvrier et paysan. Cette tâche, de guider les mouvements des masses, appartenait, au fond, uniquement à l'anarchisme, vrai porteur des idées de la révolution sociale. Mais, grâce à leur manque habituel d'organisation, qui affaiblit le mouvement libertaire dans tous les pays, les anarchistes russes se montrèrent mal préparés et impuissants à remplir leur mission ; et l'action dirigeante, l'influence prépondérante sur les événements, dans l'espace du pays entier, avait, entre temps, passé aux bolcheviques. S'étant définitivement rangés du côté du bouleversement social, ces derniers déclenchèrent des attaques décisives contre le système capitaliste. Ils dirigèrent toutes leurs forces disponibles dans les profondeurs de la classe ouvrière et aussi dans l'armée. De là, ils menèrent une lutte

acharnée contre la bourgeoisie et leur gouvernement (qui se nommait « provisoire révolutionnaire »). Ils avaient bien apprécié l'importance colossale et la puissance des Soviets des députés ouvriers, créés par les masses directement et devenus tout de suite forteresses du labeur dans sa lutte contre le capital. Ils déployèrent toute leur énergie pour les conquérir. Mais, à ce moment déjà, ils substituèrent, à l'idée de la révolution sociale, celle du « pouvoir soviétique », ayant lancé le mot d'ordre : « Tous pouvoirs aux Soviets ! »

Au moment où la majorité des membres des soviets centraux étaient partisans du bolchevisme, les bolcheviques frappèrent le coup décisif : ils renversèrent le gouvernement de coalition socialiste-bourgeoise, s'appuyant sur les soviets comme organes dirigeants de la révolution. Le rôle capital du système des Soviets des ouvriers et soldats députés trouva plus tard son appréciation dans les paroles de Lénine qui dit que si les masses n'avaient pas créé les Soviets, jamais les bolcheviques ne seraient venus au pouvoir.

En conséquence de la révolution, le pouvoir se trouva naturellement entre les mains des bolcheviques devenus ses guides principaux. L'action révolutionnaire des Bolcheviques prit fin à ce moment-là et fut remplacée, consécutivement, par une activité nettement contre-révolutionnaire.

S'étant emparé du pouvoir, les bolcheviques s'employèrent méthodiquement à adapter le régime politique et social de tout le pays au régime de leur parti. Erigé sur les principes d'un centralisme absolu et d'une discipline militaire, ce parti devint le modèle, le tracé d'après lequel les bolcheviques commencèrent à construire le nouveau système économique et social de la Russie. Une gigantesque machine étatiste et bureaucratique se forma ainsi, qui se mit à guider, à diriger toute l'activité économique, politique et sociale de tout le peuple, à s'occuper de tous ses besoins, à contrôler toute sa vie, sa façon de penser, etc., etc.

C'est ainsi que le projet d'organisation proposé par Lénine en 1913, selon lequel la direction dictatoriale de toute la vie et de toute l'activité du Parti se concentrait entre les mains du Comité Central, était appliquée maintenant sur l'échelle de toute la Russie révolutionnaire.

..

L'activité créatrice économique et sociale des bolcheviques se divise en deux périodes : celle du « communisme » d'Etat, et celle de la N. E. P.

Le trait essentiel du communisme étatiste des bolcheviques, est la nationalisation de l'industrie et du commerce. (En ce qui concerne la terre, les bolcheviques, impuissants, tout d'abord, à soumettre les paysans à l'aide des moyens « physiques », ont signé le décret sur la socialisation des terres. Par cet acte, ils cherchaient, en même temps, à s'assurer le concours actif des masses paysannes dans la lutte contre le « gouvernement provisoire » de Kerensky. « Qu'ils (c'est-à-dire le gouvernement provisoire révolutionnaire) essayent maintenant de nous prendre ! » dit Lénine, en signant, après le coup d'Etat d'octobre, le décret sur la socialisation des terres. Plus tard, au fur et à mesure que l'autorité des bolcheviques se renforçait, ce décret fut annulé par celui du fermage des terres et par d'autres décrets du Conseil des Commissaires du Peuple).

La nationalisation de l'industrie et du commerce signifiait que l'Etat devenait dorénavant propriétaire et organisateur de toute l'industrie et de tout le commerce du pays. C'est l'Etat qui dirigera et réglementera, à l'avenir, tous les moindres détails du processus économique et commercial. L'élaboration des tarifs, l'échelle des salaires, l'embauchage et le congédiement des ouvriers, l'arrangement à l'intérieur des entre-

prises, — toutes ces mesures seront des droits inaliénables de l'Etat. Le but sera atteint à l'aide d'une étatisation des organisations ouvrières professionnelles qui deviendront ainsi organes de contrôle policier sur les ouvriers.

Nul changement, cependant, dans le caractère, dans l'essence même de l'industrie. Les principes : du travail salarié, d'une échelle de salaires, ainsi que de la plus-value laissée par l'ouvrier entre les mains de l'embaucheur restent. L'industrie garde ses formes et son essence capitalistes antérieures.

Quant au commerce, là également, la nationalisation bolcheviste conserva entièrement le principe d'« achat-vente », s'étant bornée, dans ce domaine, à l'établissement d'un monopole d'Etat.

Et quant au domaine des relations agraires, les bolcheviques s'y bornaient, à l'époque du communisme d'Etat, à enlever aux paysans « l'excédent du blé », ce qui signifiait qu'on leur prenait de force tout l'approvisionnement présent, moins le minimum le plus strict dont ils avaient besoin pour ne pas mourir de faim.

Le communisme d'Etat des bolcheviques ne fut ainsi qu'un capitalisme d'Etat qui n'améliora nullement la situation du monde travailleur, ni économiquement, ni au point de vue « droits sociaux ». Plus encore : à l'époque de la décadence et de la crise aiguë de 1920, ce capitalisme essaya de réaliser l'idée de la militarisation du travail et du travail obligatoire qui devait réduire la classe ouvrière tout entière à l'état « d'enfermée en caserne ».

Il est tout naturel que la dictature de parti et l'activité capitaliste des bolcheviques aient soulevé des protestations et provoqué une résistance énergique de la part des milieux révolutionnaires prolétariens et paysans, cherchant, en conformité avec les aspirations de la révolution sociale, à commencer la véritable création socialiste : la socialisation de l'industrie et de la terre sur les bases de leur auto-direction.

Ce fut par la terreur que le pouvoir communiste répondit à ces protestations et à ces actes de résistance. Il ouvrit ainsi la guerre civile à gauche, au cours de laquelle, les partisans de l'anarchisme communiste, du syndicalisme révolutionnaire et du maximalisme socialiste furent, en partie anéantis, en partie jetés en prison ou obligés de se cacher et d'agir clandestinement. Toute la presse ouvrière révolutionnaire de tendance non « communiste », fut étouffée. Les organisations furent anéanties.

Les masses paysannes révolutionnaires, qui ne voulaient plus reconnaître aucune autorité, furent traitées par le gouvernement communiste avec encore plus de férocité. Il y agissait, tout simplement, à l'aide des divisions militaires, subjuguant les régions indépendantes et rebelles à coups de canons.

Ayant étouffé toute tentative de création socialiste, d'auto-direction socialiste des ouvriers et paysans, les bolcheviques ont, par là même, désorganisé et frappé de mort le développement économique du pays, ils le plongèrent dans un état de putréfaction et de décomposition.

La désorganisation économique a atteint son point culminant en 1920, au moment même de la militarisation du travail et de l'introduction du travail obligatoire. Ce fut aussi le point culminant de la terreur gouvernementale appelée à défendre les positions du pouvoir. Les voix protestataires des masses révolutionnaires se faisaient entendre tous les jours davantage. Dans le Midi de la Russie tombaient, depuis bientôt trois ans, les canons des insurgés révolutionnaires, paysans et ouvriers, en lutte contre la dictature du parti et pour la libre création socialiste. En mars 1921, des dizaines de milliers d'ouvriers et de matelots révolutionnaires, fils de Cronstadt, citadelle de la révolu-

tion, se levèrent, les armes à la main, pour protester définitivement contre la mutilation de la Révolution par les bolcheviques, contre sa transformation en une simple base pour le capitalisme. Ils exigeaient catégoriquement : le rétablissement de la liberté des élections dans les Soviets ; le rétablissement des libertés et droits révolutionnaires ; le droit d'organisation et de presse pour les anarchistes et les courants socialistes de gauche et, en général, le retour aux mots d'ordre et aux conquêtes des ouvriers et paysans dans la révolution d'octobre.

La voix de Cronstadt sonna le tocsin dans toute la Russie révolutionnaire.

Le moment de la catastrophe du bolchevisme paraissait proche. Il fallait trouver à tout prix une issue. Alors, le pouvoir « communiste » mobilise à la hâte ses forces militaires et les lance de Pétrograd (Léninegrad) à l'écrasement définitif de Cronstadt. Une lutte acharnée s'ensuit où périssent des milliers de « ceux de Cronstadt » — pionniers et héros de la révolution d'octobre. En même temps, les dernières forces du mouvement révolutionnaire-insurrectionnel sont écrasées dans le Midi.

Le bolchevisme est vainqueur. Immédiatement après, il déclare la nouvelle politique économique : la « N. E. P. ».

C'est à partir de ce moment que commence la deuxième période de l'activité économique constructive des bolcheviques en Russie.

Le sens de la « N. E. P. » est celui-ci : tout en maintenant entre les mains de l'Etat la grande industrie et l'énorme réserve de terres, de même que le monopole du commerce extérieur, les bolcheviques ont réservé au capital privé la deuxième moitié de l'industrie : le droit de commerce (intérieur), celui d'exploiter la force vive (force ouvrière), celui de fermage de la terre en vue du profit personnel.

Un concubinage des capitaux : privés et d'Etat fut établi de cette façon. Ce qui mena à la création de nouvelles classes d'exploiteurs : celle de la bourgeoisie des villes et des campagnes, des « nepmen » et des « koulaks » (paysans riches exploitant les autres).

Conformément aux données officielles du Commissariat des Finances, la bourgeoisie rurale constituait, en 1925 déjà, 13 % de toutes les fermes paysannes, concentrant entre ses mains plus de 50 % de toute la production agricole. La même bourgeoisie fait 85,4 % dans les coopératives agricoles ; (les « koulaks », paysans cossus, 30,1 % ; les « sséredniaks », paysans moyens, 55,3 %), de sorte que les paysans pauvres y figurent pour 14,6 % seulement. Bien entendu, c'est elle aussi, la bourgeoisie rurale, qui détient les places dirigeantes dans les organes du pouvoir des Soviets à la campagne.

Les « nepmen » sont, à leur tour, une force économique et politique considérable dans les villes. Là, cependant, la force capitaliste dominante est le parti bolcheviste lui-même. Cette puissance capitaliste tient entre ses mains toute la grande industrie et des espaces de terre immenses.

L'inauguration de la « N. E. P. » fut la conséquence naturelle et inévitable de la contradiction qui s'était produite entre la politique de dictature des bolcheviques d'une part, et les aspirations des masses révolutionnaires à leur autodirection socialiste, d'autre part. Ayant éliminé ces masses de toutes les fonctions créatrices de l'édification socialiste, les bolcheviques se créèrent ainsi la situation d'un groupe isolé, tenant entre ses mains, par la force du Pouvoir, l'économie nationale, mais impuissant à la mettre en marche par ses propres moyens. Il fallait choisir : ou bien rendre aux masses le droit de l'initiative et de la création socialiste (en la personne de leurs organisations de pro-

duction) en prenant, eux-mêmes, place dans les rangs des travailleurs, au même titre que tous les autres, ou alors, maintenir le monopole du Pouvoir et de la Dictature, en s'appuyant sur d'autres classes sociales. Les bolcheviques ont choisi la seconde voie. Ils établirent, par la « N. E. P. », la base sociale qui leur faisait défaut, ayant ainsi créé des classes privilégiées économiquement, partant, intéressées à la conservation du pouvoir communiste. Quant aux ouvriers et aux paysans, ils restèrent dans leur situation habituelle : des « classes travailleuses ».

Dans le domaine de la politique internationale, le bolchevisme manifeste les mêmes tendances et méthodes d'organisation, qui caractérisent son activité politique en Russie : il aspire à soumettre à son centre le mouvement ouvrier international et, par son intermédiaire, toutes les classes de la société contemporaine.

La victoire aisée qu'il avait remportée sur le capital agraire et industriel en Russie, ainsi que la situation générale révolutionnaire en Europe, lui inspirèrent, au début, la foi en l'effondrement très proche du système capitaliste en toute l'Europe et l'Amérique, et le remplir d'espérance en son hégémonie mondiale.

Le « Comintern » et le « Profintern » furent créés en qualité d'organes appelés à réaliser les directives du Comité Central dans le mouvement révolutionnaire international. Le devoir direct de ces deux institutions devait être : l'établissement de l'hégémonie du bolchevisme sur le mouvement révolutionnaire de l'Europe, de l'Amérique et d'autres pays.

La tactique des « poutchs », adoptée pendant plusieurs années en Allemagne, en Esthonie, en Bulgarie ; celles des scissions produites dans les partis socialistes et dans le mouvement ouvrier professionnel ; celle, plus récente, du « contact » et du « front unique », toutes ces manœuvres ne furent que des manifestations de la stratégie politique générale du Comité Central du parti bolchevique.

Mais au fur et à mesure que les bolcheviques stimulaient le développement du capitalisme en Russie et renforçaient ce dernier au fur et à mesure que des contradictions survenaient et se précisaient ainsi entre leur système social et les intérêts réels des masses laborieuses, se transformant en de véritables antagonismes sociaux, — la politique internationale des bolcheviques subissait des modifications profondes.

Le centre de cette politique se déplaçait petit à petit du milieu prolétarien vers celui de la bourgeoisie internationale. Depuis 1925, les bolcheviques mènent avec cette dernière des pourparlers sérieux tendant à leur incorporation dans le réseau général des Etats capitalistes. La base des pourparlers n'est autre que le renoncement complet aux « péchés d'octobre » dans la politique intérieure et internationale du pouvoir des Soviets.

Dans la politique intérieure, ce renoncement a commencé, il y a longtemps. Le 14^e Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. en décembre 1925, rompit les derniers liens qui attachaient encore les bolcheviques à la révolution d'octobre, en écrasant l'opposition représentée par Zinoviev, Kamenew et Kroupskaïa, et en prenant, sans plus de façon, la route de la restauration du capitalisme en Russie.

A l'heure actuelle, le bolchevisme s'appuie en Russie, à part la bourgeoisie des villes et des campagnes, sur des forces d'ordre mécanique :

Un énorme parti qui représente une organisation puissante basée sur des principes ultra-militaires, jouissant des privilèges sociaux et des monopoles, déployant un maximum d'énergie et d'activité ;

Une armée rouge magnifiquement organisée (dans le sens étatiste), armée et disciplinée, dépassant par ses qualités militaires toutes les armées du monde ;

Et une police politique (la G. P. U.), qui déploya un système d'espionnage sans précédent dans l'histoire des Etats, espionnage pénétrant dans tous les pores de l'existence des masses laborieuses de l'U. R. S. S.

Telles sont la face et la route historique du bolchevisme.

Ce mouvement provint des aspirations politiques et étatistes de l'« *Intelligenza* » démocratique. Cherchant à se rendre maître de la puissance révolutionnaire des masses travailleuses, ce fut à contre-cœur qu'il paya le tribut à leurs aspirations socialistes et à leurs mots d'ordre révolutionnaires. Ayant réussi, dans la révolution, à se faire cette situation de maître, il revint à son point de départ, et restaura l'édifice de la domination de classe, sur la base d'un asservissement forcé et d'une exploitation imposée des masses travailleuses. — P. ARCHINOFF.

BOMBE. n. f. (italien *bomba* ; du latin *bombus*, fracas).

Le mot bombe signifiait simplement tout d'abord un projectile creux en forme de boule, plein de poudre et muni d'une mèche qui le fait éclater en communiquant le feu à la charge. Par extension, le mot bombe sert aussi à désigner, aujourd'hui, un appareil explosible, de forme et de composition variables, qui se lance ou se place à la main. Les bombes datent du XVI^e siècle, mais ne sont plus employées dans l'artillerie moderne où elles ont été remplacées par les obus. On appelle encore bombes les engins explosifs que lancent les avions, les dirigeables et qui peuvent atteindre un volume et un poids considérables. — Il fut une époque où la bombe était l'armée préférée des terroristes et des anarchistes propagandistes par le fait (voir *Attentat. Propagande par le fait*). Lorsqu'un gouvernement tyrannique interdit, en effet, toute manifestation libre par l'écrit ou par la parole, la violence est le seul moyen de protestation qui soit laissé aux révolutionnaires. Et ils sont obligés d'y recourir, — malgré qu'ils répugnent à son emploi, — puisque c'est par une violence pire qu'on les bâillonne. D'où le terrorisme et l'emploi de la bombe, par exemple, chez les nihilistes russes d'avant la révolution de 1917. Parmi les attentats célèbres où les terroristes russes firent emploi de la bombe, citons : le 1^{er} mars 1881, l'engin de Grinevitzky, qui frappa mortellement le tsar Alexandre II. (Voir *Attentat. Explosifs*.)

BONHEUR. n. m. En tout temps et en tous lieux, les humains ont recherché le bonheur avec autant d'ardeur que de persévérance. Cette poursuite du bonheur a ce double caractère : la constance et l'universalité ; la constance, car jamais on n'a eu l'occasion de rencontrer un individu ou une collectivité faisant fi du bonheur ; l'universalité, car, de l'orient à l'occident et du nord au midi, tous les humains, sans distinction ni exception d'aucune sorte, ont cherché et cherchent à être heureux. Cette constatation, qui me paraît hors de doute, me conduit à estimer que « le bonheur est le but vers lequel tendent tous les efforts, toutes les aspirations et tous les espoirs des vivants. »

On pourrait objecter que l'existence de certaines personnes donne un démenti à cette règle générale et en démontre l'inexactitude. Je réponds que cette objection procède d'une observation superficielle et rudimentaire, s'arrêtant aux apparences qui, en l'espèce, font illusion et masquent la réalité. Exemple : je suppose une jeune fille bien portante, belle et riche. Santé, beauté, fortune, elle a le privilège de posséder ces trois avantages qui, aux yeux de l'immense majorité, sont les éléments constitutifs d'une vie heureuse. J'ajoute qu'elle est chérie de ses parents dont elle est l'idole et qu'elle a inspiré un amour passionné à un jeune homme, possesseur,

comme elle, d'une belle santé, d'un physique séduisant et d'une grande fortune. L'avenir semble, dans ces conditions, promettre à cette jeune fille toutes les joies désirables. Et voici que, appartenant à une famille très pieuse, élevée au couvent, douée d'un tempérament mystique et cédant aux entraînements d'une foi exaltée, elle renonce brusquement à cette attrayante perspective de félicité, pour s'enfermer dans un cloître et faire vœu de pauvreté, de chasteté et d'obéissance. Elle dit volontairement et définitivement adieu au monde dans lequel elle aurait brillé, à la famille qui lui prodigue l'affection la plus tendre, à la fortune qui la comble et à l'amour qui lui sourit. Et tout le monde de croire qu'elle fait fi du bonheur qui l'attend et, délibérément, se voue au sacrifice d'elle-même, en préférant la pauvreté à la richesse, la chasteté à l'amour, l'obéissance passive à la liberté, l'obscurité monastique à l'éclat mondain. Je n'invente rien ; je ne crée pas, pour les besoins de ma démonstration, un être imaginaire : j'ai connu plusieurs jeunes filles dont l'existence a été et, peut-être, est encore celle que je viens d'exposer.

Eh bien ! Ils se tromperaient lourdement ceux qui penseraient que la conduite de cette jeune fille s'inscrit en faux contre cette « Loi » à laquelle je prétends que nul n'échappe : la recherche du bonheur.

Le bonheur ? Cette jeune fille où le place-t-elle ? Pour elle, en quoi consiste-t-il ? Et pour mériter et conquérir le bonheur auquel elle aspire, que doit-elle faire ? — Réfléchissons.

Prédisposée par l'atmosphère qu'elle a respirée dès la plus tendre enfance, par l'éducation qu'elle a reçue, par les exemples qu'elle a eus sous les yeux, par les conversations qu'elle a entendues, par les lectures qu'elle a faites, par les conseils qui lui ont été donnés, par les rêveries mystiques auxquelles elle s'est abandonnée, par les appels mystérieux et entraînants d'une « vocation » à laquelle elle se croit irrésistiblement appelée, par cet ensemble de faits quotidiens et d'aspirations incessantes dans lesquels, jusqu'à l'âge de vingt ans, toute sa vie s'est développée, cette jeune fille s'est insensiblement éloignée des « biens de ce monde » et elle s'est attachée aux « biens célestes et éternels », dans la mesure même où, peu à peu, elle se détachait de la fortune, de l'amour, des succès mondains, des vanités terrestres. Dépréciées, méprisées même, pis encore : considérées par elle comme une sorte de tentation diabolique, les félicités de la vie passagère ne lui sont d'aucun prix, comparées aux béatitudes éternelles que doit lui assurer l'entrée en religion. Dès lors, n'est-il pas naturel et n'est-il pas devenu en quelque sorte *fatal* qu'elle préfère les joies qu'elle prise à celles qu'elle méprise ? Et, lorsqu'elle renonce à celles-ci en faveur de celles-là, où est le sacrifice ?... C'est encore, toujours et quand même, en dépit des apparences, le bonheur qu'elle recherche. Ce bonheur n'est pas le vôtre ? — Soit. Il n'est pas le mien ? — Soit encore. Mais c'est le sien ; et, bien loin que cet exemple contredise l'affirmation que j'ai formulée au seuil de cette étude, il la confirme expressément.

Veut-on un autre exemple ? Le voici. Je vous présente un homme en possession de tout ce qui est propre à lui assurer une heureuse existence : il est jeune, sympathique, robuste, actif, intelligent, instruit ; il gagne largement sa vie et devant lui s'ouvre une brillante carrière. Pour être heureux — au sens banal et accoutumé de cette expression — il n'a qu'à se laisser vivre. Mais il est doué d'une vive sensibilité et d'un sens profond d'équité. Le spectacle de la misère l'émeut, celui de l'injustice l'indigne ; il est de prime abord attristé et par la suite tourmenté, torturé, révolté, par le drame social dans lequel, qu'il le veuille ou non, il tient son emploi. Puisque de toutes façons il est mêlé à ce drame, il pourrait continuer à jouer son rôle de privi-

légié et se dire que, somme toute, puisque des circonstances favorables lui ont épargné les situations douloureuses, il aurait bien tort de n'en pas profiter. Il lui suffirait de fermer les yeux et de garder le silence. Certes, il sent bien que ce serait une lâcheté ; mais il pourrait porter cette lâcheté au compte de l'impuissance et trouver dans cette impuissance une excuse valable. Que peut-il, en effet, seul ou avec quelques camarades, contre l'immense multitude qui trime, souffre et se résigne ? Et, pourtant, si faible, si isolé qu'il soit, il sent qu'il ne peut se condamner à l'indifférence. Sa nature et sa conscience le lui interdisent ; sa raison aussi. Il se rapproche insensiblement de ceux qui sont constamment humiliés, frappés, meurtris, éprouvés, méconnus, sacrifiés ; il en arrive à pleurer avec ceux qui pleurent, à souffrir avec ceux qui souffrent, à rougir de son aisance et de sa tranquillité. Il n'y peut plus tenir : il déserte le milieu dans lequel jusqu'alors il a vécu ; il brise des amitiés qui lui sont précieuses, il renonce aux affections qui lui sont chères, il abandonne la situation qu'il occupe et il se donne tout entier à la Cause vers laquelle le pousse la force devenue irrésistible de ses sentiments et de ses convictions. Il sait qu'il sera en butte à toutes les malveillances, calomnies et persécutions. N'importe ! Il va, la tête haute, le cœur ardent, la volonté tendue, vers l'Idéal pour lequel il brûle d'un feu dévorant.

Les gens qui ne jugent que sur les apparences, les piètres observateurs qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez, traiteront cet homme d'insensé et seront portés à croire qu'il tourne sottement le dos au bonheur. Ces myopes de la psychologie tomberont dans l'erreur que j'ai signalée précédemment, parce qu'ils ne comprennent pas que l'homme dont je viens de parler aurait été profondément malheureux s'il était resté prisonnier de sa situation, de son milieu, de son éducation et ils ne se rendent pas compte qu'en s'évadant de cette prison, c'est vers le bonheur qu'il s'est élancé. Ce bonheur n'est pas le vôtre ? — Soit. Mais c'est le sien et, encore une fois, bien loin que cet exemple contredise mon affirmation, il la corrobore.

Par ce qui précède, on voit que j'énonce une vérité indéniable quand je dis que « le bonheur est le but vers lequel tendent, constamment et universellement, tous les efforts, toutes les aspirations et tous les espoirs des vivants ». Mais s'il est vrai que tous les hommes recherchent obstinément et àprement le bonheur, il faut reconnaître que celui-ci est, selon les époques et selon les individus, extrêmement divers.

Qu'est-ce que le bonheur ? En quoi consiste-t-il ? Quelles sont les voies qui y conduisent ? Toujours et partout, les hommes se sont posé ces questions. Ils ont demandé aux religions et aux philosophies la solution de ce troublant problème et les réponses philosophiques et religieuses ont été et sont encore si confuses et si contradictoires, qu'elles ont obscurci et compliqué le problème au lieu de l'éclaircir et de le simplifier et on peut dire que, posées depuis des siècles, ces questions sont encore au même point. L'être humain aspire toujours vers cet état de satisfaction intérieure et de bien-être extérieur qui sont comme les assises naturelles du bonheur ; il y aspire avec la même ferveur et la même ténacité ; mais il ignore encore quelle en est la nature véritable et quel est le chemin qui, le plus sûrement et le plus vite, y conduit.

Ce n'est pas que les religions et les philosophies aient été avares de définitions. Elles en ont été prodigues et, si nous estimions utile, sans les énumérer toutes (ce serait fastidieux et démesurément long) de citer les plus importantes, on serait surpris de leur diversité et de leur imprécision. En voici, toutefois, quelques-unes : *il n'est point de route plus sûre, pour aller au bonheur,*

que celle de la vertu. (J.-J. ROUSSEAU). — On ne fait son bonheur qu'en s'occupant de celui des autres. (Bernardin de SAINT-PIERRE). Le bonheur dépend uniquement de l'heureux accord de notre caractère avec l'état et les circonstances dans lesquels la fortune nous place. (HELVÉTIUS). — Le bonheur n'est qu'un sentiment du Bien. (VOLNEY). — Le bonheur est, en général, le résultat des commodités. (RAYNAL). — Le bonheur tient plus aux affections qu'aux événements (Mme ROLAND). — Le bonheur est le résultat des sensations agréables. (SÉNAUCOURT). — Le bonheur consiste à avoir beaucoup de passions et beaucoup de moyens de les satisfaire. (FOURIER). — Le véritable bonheur est nécessairement le partage exclusif de la véritable vertu. (CABANIS). — Religion à part, le bonheur est de s'ignorer et d'arriver à la mort sans avoir senti la vie. (CHATEAUBRIAND). — Tout bonheur est fait de courage et de travail. (BALZAC)...

Les religions sont encore moins explicites que les philosophies. Elles placent le bonheur dans l'amour de Dieu et dans l'obéissance à ses commandements. Elles affirment que seul est heureux celui qui confie aveuglément à la Providence le soin de sa destinée. Elles disent encore que le bonheur réside dans la pratique constante de la vertu, en sous-entendant — cela va de soi — que la vertu elle-même réside dans l'observation scrupuleuse de la Loi de Dieu. S'avisant enfin que cette conception abstraite du bonheur est sans cesse infirmée par l'expérience et l'observation, les Religions proclament sententieusement que « le bonheur n'est pas de ce monde ». Il est aisé de concevoir pour quels motifs et dans quel but les clergés de tous les Cultes enseignent que, sur notre infortunée planète, nul ne peut être heureux : savoir que l'homme a soif de bonheur et lui dire qu'il le cherchera vainement ici-bas, c'est lui dire du même coup qu'il ne le trouvera que dans la Patrie céleste dont les représentants de Dieu possèdent les clefs ; c'est aussi, jeter dans le cœur humain ces germes de résignation qui couvrent la terre de têtes inclinées, de volontés soumises et de genoux ployés ; c'est avilir l'existence éphémère que limitent le berceau et la tombe ; c'est donner corps au fantôme d'une vie impérissable dans laquelle le bonheur serait, pour les élus, le fait constant et universel. Il me paraît superflu d'insister.

Ainsi : d'une part, les philosophies, encroûtées dans la glorification béate de ce qu'elles appellent la vertu, s'avèrent impuissantes à définir clairement le bonheur, à en préciser la nature et à en indiquer le chemin ; et, d'autre part, les religions en font comme un mirage lointain qui ne peut devenir une réalité positive que dans les Paradis problématiques qui appartiennent à l'empire de l'au-delà.

Eh bien ! Puisque les religions et les philosophies se refusent à nous renseigner, cherchons ailleurs. Descendons en nous-mêmes et, simplement, modestement, cherchons à découvrir ce qui nous rend heureux et ce qui nous rend malheureux. Car, le mot « bonheur » est, en soi, vide de sens précis. Bonheur et malheur, joie et tristesse, rires et larmes sont des mots qui, intrinsèquement, ne signifient rien ; ils ne représentent rien de positif en dehors des êtres qui sont heureux ou malheureux, joyeux ou affligés, riant ou pleurant. De même que « bien et mal », « vice et vertu » sont des expressions qui ne veulent dire quelque chose que si elles se rapportent à une action donnée, qu'on qualifie de bonne ou mauvaise, de juste ou injuste, de vicieuse ou vertueuse, les termes « bonheur ou malheur » n'ont un sens réel et concret que s'ils se rapportent à un être sensible à la souffrance ou au plaisir ; heureux ou malheureux. C'est donc à l'individu qu'il faut en venir pour définir le bonheur, puisqu'il s'agit de préciser ce qu'est un homme heureux ; c'est à l'individu qu'il faut laisser le soin de chercher et de trouver son propre

bonheur. La base et la mesure du bonheur se trouvent en lui, tout en lui et tout autre *substratum* serait erroné et toute autre mesure serait arbitraire.

Et, maintenant, je propose la définition suivante, dont j'ai pesé un à un tous les termes : « Le bonheur consiste dans la possibilité, pour chaque individu, de satisfaire librement tous ses besoins : physiques, intellectuels et moraux ». Plus cette possibilité s'étendra, plus diminueront le nombre et la puissance des obstacles naturels et artificiels qui diminuent ou paralysent cette « possibilité » et plus la somme de bonheur réalisée sera accrue. Je dis : « la possibilité » et, par conséquent, non pas seulement « le droit » — ce qui pourrait être tout platonique et, au surplus, existe déjà — mais « la possibilité », ce par quoi j'entends les moyens pratiques, mis à la portée de tous, permettant à chacun de satisfaire ses besoins, tous ses besoins : physiques, intellectuels et moraux, au fur et à mesure qu'ils se présentent et selon le degré d'intensité qu'ils possèdent. J'ajoute que, telle que je la comprends, l'exacte notion de ce qui est le bonheur, non seulement comporte, pour l'individu, cette possibilité, mais encore implique la certitude que cette possibilité ne lui sera jamais ravie par une contrainte d'ordre social. Car si c'est une souffrance pour lui que d'éprouver un besoin et de ne point avoir la possibilité de le satisfaire, c'en est une aussi que de prévoir qu'en un jour plus ou moins rapproché, une force extérieure pourra le priver de cette possibilité. La sécurité du lendemain donne à l'esprit cette tranquille sérénité qui, à elle seule, constitue déjà un bonheur très appréciable.

Il importe de tourner carrément le dos à ceux qui nous présentent un plan social qui confierait à quelques-uns, fussent-ils les meilleurs — et qui donc les garantirait tels ? — la mission d'assurer le bonheur de tous. Ce bonheur prévu, uniforme, réglementé, mesuré, dosé, distribué à jours et heures fixes, à Pierre comme à Jeanne et à Paul comme à Lucie, ce serait tout de suite la contrainte pour tous et promptement l'ennui pour le plus grand nombre. « Chacun prend son plaisir où il le trouve », dit un vieux dicton populaire. Ce proverbe est parfaitement exact et comme les goûts, les aspirations, les aptitudes, les sentiments, bref, les besoins, forment un tout d'une variété quasi infinie, non seulement en ce qui concerne la multitude des êtres, mais encore en ce qui touche le même individu doué d'une extrême sensibilité ; comme la nature est essentiellement spontanée, capricieuse et ondoyante, le seul moyen qui soit de garantir à chacun toute la somme de bonheur réalisable, c'est de ne tolérer aucune institution sociale susceptible de mutiler chez qui que ce soit cette adorable fantaisie des aspirations et cette merveilleuse diversité des goûts. N'obligez personne à se désaltérer à la même coupe que vous : vos lèvres y puisent un nectar délicieux ; les lèvres d'un autre pourraient y trouver du fiel !

Il est curieux de constater que dans l'étude des problèmes les plus ardues et où règnent la confusion et l'équivoque, il suffit de fuir les solutions inspirées de l'esprit et des méthodes autoritaires pour que les termes de ce problème se précisent et que la lumière se fasse. Cette constatation, que le lecteur a déjà eu et aura maintes fois encore l'occasion de faire, prouve l'excellence et la supériorité des méthodes et de l'esprit libertaires. — Sébastien FAURE.

BONHOMME (JACQUES). Jacques Bonhomme est le nom sous lequel on désigne souvent le paysan français, quand on veut faire ressortir la condition misérable qu'il dut jadis supporter. Taillable et corvéable à merci, Jacques Bonhomme fut un véritable esclave sur qui le Seigneur possédait tous les droits. Crevant

souvent de faim, ne pouvant même pas disposer de sa personne, Jacques Bonhomme était moins considéré qu'une bête de labour. Et le degré d'avilissement du malheureux était devenu tel, qu'il supporta, pendant des siècles, son épouvantable situation.

Il advint pourtant que, au cours du xiv^e siècle (1358-1359), la misère et la souffrance du peuple des campagnes devinrent absolument intolérables. La famine sévissait avec une rigueur épouvantable et étendait un peu partout ses ravages ; les Anglais s'avançaient en vainqueurs à travers la France ; les paysans étaient réduits, pour ne pas mourir de faim, à se nourrir des herbes des champs. Le roi d'abord, les gentilshommes ensuite, rançonnaient impitoyablement les populations rurales. Aux murmures, aux plaintes, aux récriminations des malheureux pressurés à l'extrême, les seigneurs répondaient brutalement et en se moquant : « *Bonhomme crie, bonhomme paiera.* » Mais, exaspérés et révoltés par tant de froide cruauté, les paysans se groupèrent et se ruèrent en masse contre leurs bourreaux. Ce fut, alors, une effroyable boucherie de nobles, un carnage immense. Bientôt après, la lutte changea de face. Que pouvaient, en effet, des paysans épuisés par la fatigue et les misères, mourant de faim et sans autres armes que des socs de charrue, des fourches, des pelles et des pioches ? Que pouvaient-ils, malgré leur courage et la justice de leur cause, contre un ennemi entraîné aux chosés de la guerre, bardé de fer, armé de pied en cap, en possession de forteresses crénelées, pouvant se réfugier dans ces sortes de nids d'aigle qu'étaient leurs manoirs, presque toujours haut perchés et dominant les alentours ? Aussi, à peine les nobles, s'étant à leur tour ligués, se prêtèrent-ils un appui mutuel, que l'extermination des insurgés commença, pour ne s'arrêter que lorsque Jacques Bonhomme, meurtri, blessé, tué, torturé, pendu, fut complètement vaincu, écrasé. Le soulèvement des Jacques fut appelé du nom de ceux-ci, « *Jacquerie* ». Après la défaite des Jacques, les paysans qui avaient survécu reprirent leur travaux et leur collier de servitude et de misère. Ils continuèrent à être, et de plus en plus, courbés sous le faix écrasant des tailles, aides, gabelles, dîmes et impôts de tous genres, jusqu'à ce que, ne se résignant plus à être plus maltraités, plus méprisés et plus pressurés que jamais, ils se révoltèrent à nouveau, firent la chasse à leurs maîtres, pillèrent leurs granges, incendièrent leurs châteaux et démolirent quelques-unes de leurs forteresses. Ce soulèvement de Jacques Bonhomme, à la veille de la prise de la Bastille, est magnifiquement décrit par Pierre Kropotkine, dans son livre remarquable « *La Grande Révolution* ». En 1789-1793, Jacques Bonhomme prit sa revanche : Suppression de la noblesse, renversement de la monarchie, triomphe du Tiers-Etat. Traqués à leur tour, obligés d'abandonner leurs terres et ne se sentant plus en sécurité dans leurs castels crénelés et fortifiés, détestés par leurs anciens vassaux, pourchassés par la Convention, les nobles émigrèrent en masse et, confisqués, leurs biens furent vendus au profit de la nation. Malheureusement, cette fois encore, Jacques Bonhomme fut odieusement berné. La bourgeoisie triomphante prit la place que la noblesse laissait vacante. Elle a, peu à peu, substitué la féodalité financière à la vieille féodalité. Pour celui qui cultive la terre sans la posséder, la situation ne s'est pas sensiblement améliorée. Il a, il est vrai, l'honneur discuté et l'avantage plus discuté encore d'être appelé, grâce au suffrage universel, à désigner, à choisir ceux qui le tondent et l'assujettissent, mais, en fin de compte, le sort du travailleur de la terre (voir : *Agriculture, Travail agricole*) est resté misérable. Quant Jacques Bonhomme prendra-t-il sa décisive, son ultime revanche ?

BONTÉ. Substantif féminin qui exprime la qualité de ce qui est bon. *Bon*, au féminin *bonne*, vient du latin « *bonus* » il se dit « tant au sens physique qu'au sens moral, de ce qui a les qualités convenables à sa nature, à sa destination, à l'emploi qu'on en doit faire, au résultat qu'on veut en obtenir, etc... » (Dictionnaire de l'Académie Française). Ex. : un bon cheval, une bonne soupe, un bon ouvrier, un bon esprit, un bon cœur. « Un bon livre est un bon ami » (B. de Saint-Pierre). « Il vaut mieux être bon qu'habile » (Aubert).

Bonté, du latin *bonitas*, se dit « de cette qualité morale qui porte à faire du bien, à être doux, facile, indulgent ». (Dictionnaire de l'Académie Française). « La bonté est la première des vertus » (Mme Necker). « Une belle femme sans bonté est une fleur sans parfum » (L.-J. Larcher). « L'adversité peut tout chasser d'une âme excepté la bonté » (V. Hugo).

Les Romains appelaient « *bona dea* », la bonne déesse certaines divinités, entre autres Vénus, favorables aux femmes et à leur fécondité.

Bon s'emploie généralement comme adjectif : un homme bon, une bonne terre. Substantivement, on dit le bon pour la bonté, comme on dit le beau pour la beauté. « Le bon n'est que le beau mis en action » (J.-J. Rousseau). « Que le bon soit toujours camarade du beau, dès demain je chercherai femme » (La Fontaine).

Nous renvoyons aux différents dictionnaires pour les emplois nombreux et divers des mots bon et bonté. Le « Larousse », en particulier, en donne une énumération très complète.

Il est à remarquer que la plupart des ouvrages encyclopédiques ne renferment aucune étude de la bonté ou ne s'occupent que des usages de ce mot. Dans la Grande Encyclopédie, c'est à l'article bien qu'il en est parlé. Nous estimons qu'il y a lieu d'insister davantage, d'autant plus que le bien ne serait qu'une entité sans la bonté qui le produit. En latin, « *bonum* », le bien moral, signifie « ce qui est bon ». « Ils sont assez beaux s'ils sont bons, car beau est qui bien fait » (Goldsmith). « Si un homme bon est doué de talent, il travaillera toujours pour le bien du monde » (Gœthe). « Celui-là est bon qui fait le bien aux autres ; s'il souffre pour le bien qu'il fait, il est très bon » (La Bruyère).

La bonté est la première et la plus belle des qualités de la vie et des êtres, parce qu'elle met le bien en action. Victor Hugo a dit qu'elle est « la seule chose devant laquelle on doive s'agenouiller ». Elle est à la base de la vie naturelle comme de la vie en société. Sans sa prédominance sur toutes les formes contradictoires et perpétuellement en lutte de l'existence des êtres, le monde n'existerait plus, ainsi que l'ont démontré Kropotkine, dans l'« *Entraide* », et Elisée Reclus, dans ce monument de foi humaine intitulé l'« *Homme et la Terre* ». Reprenant les théories de Darwin, ils ont fait voir qu'elles avaient été mal interprétées pour justifier la férocité du « *struggle for life* », comme ont été déformées les idées de Nietzsche pour servir aux abus de prétendus « surhommes » mégalo-manes assoiffés de puissance. Ce qui domine dans toute la nature, et que la continuité de la vie affirme irréfutablement, ce n'est pas « la lutte pour l'existence », c'est « l'accord pour l'existence », c'est l'entraide qui s'inspire de la solidarité, forme collective de la bonté. C'est cette bonté qui fait l'optimisme de tous ceux qui gardent, malgré les plus lamentables expériences et les plus décevantes constatations, leur espoir dans la vie et ne cessent de lutter pour elle et pour l'avenir, pour eux et pour les autres. C'est la bonté qui rend vaillants tous ceux qui ont la volonté d'une humanité meilleure, et les pousse dans l'action jusqu'au sacrifice de leurs intérêts les plus chers et parfois même de leur vie. Sans cette volonté optimiste, cette

foi dans la bonté de la vie, pourquoi vivre, lutter, souffrir? Ne serait-il pas mieux de s'abîmer immédiatement dans le néant, si on ne porte aucun espoir extraterrestre? Ne le serait-il pas encore plus d'écourter le voyage, si on croit que la terre n'est « qu'une vallée de larmes » qu'on traverse pour aller au ciel? Ceux qui sont certains qu'une divinité tutélaire les accueillera un jour à sa droite sont illogiques en restant attachés à la vie. Ils prétendent remplir un « devoir » par cet attachement. Ce devoir, qui n'a jamais été démontré bien sérieusement, ne fait que donner le change à cet espoir instinctif, naturel, qui persiste au fond d'eux-mêmes, d'une vie terrestre moins difficile pour eux ou pour ceux à qui ils se sont « dévoués ». Le « *Pater* » que les chrétiens font monter vers Dieu, ne dit pas : « Enlevez-nous de la terre pour aller vers vous » ; il dit : « Donnez-nous chaque jour notre pain quotidien », le pain qui nous fait vivre en corps et en esprit et nous permet de ne pas mourir. « Plutôt souffrir que mourir est la devise des hommes », a dit La Fontaine, parce que les hommes trouvent la vie bonne malgré leurs souffrances et leurs espoirs célestes.

Le dictionnaire Bescherelle donne cette définition morale de la bonté : « Attribut des êtres animés ou inanimés, elle indique l'utilité dont ils peuvent être pour les autres objets ou êtres de la création. » Nous ajoutons : La bonté est dans toute la nature, créée ou non, dans tout ce qui contribue à entretenir la vie, à la rendre meilleure. Pour tous les êtres « animés ou inanimés », elle n'est que dans la nature, malgré les théories des imposteurs qui mènent le monde et se servent d'elle pour mal le mener.

Bescherelle distingue d'abord la bonté essentielle, celle des êtres et des choses en eux-mêmes, dans « les attributs qui les constituent tels qu'ils sont ». C'est ainsi qu'un être ou une chose, même malfaisants pour les autres, sont « bons » en ce qu'ils possèdent tout ce qui est convenable à leur nature. On dit : « Cet arsenic est bon ou mauvais », selon qu'il est propre ou impropre à produire les effets de sa nature, et Bescherelle ajoute : « Dieu, après avoir créé les tigres et les serpents, dut voir, comme après avoir fait la lumière, qu'ils étaient bons ». Créés ou non par Dieu, les tigres et les serpents possèdent incontestablement cette bonté essentielle propre à chaque être, qui est tout à fait indépendante des rapports des êtres entre eux et de ce qui peut être bon ou mauvais à chacun dans ces rapports. L'arsenic sera bon ou mauvais à l'homme suivant l'usage qu'il en fera. Si l'homme rencontre un tigre ou un serpent, l'aventure sera mauvaise pour l'homme s'il se trouve sans défense ; elle sera mauvaise pour le tigre ou le serpent si l'homme, portant un fusil et étant bon tireur, tue le tigre ou le serpent. Bescherelle appelle fort exactement bonté relative celle qui découle de la bonté essentielle, tout en étant exclusive d'elle, et « qui consiste dans l'ordre, l'arrangement, les rapports, la symétrie que les choses et les êtres ont les uns avec les autres. » Mais il est moins exact lorsqu'il distingue ensuite la bonté animale qu'il définit ainsi : « Une économie dans les passions que toute créature sensible et bien constituée reçoit de la nature. » Il la voit dans « l'heureuse conformation de l'individu, la belle proportion de ses membres, aussi bien que dans certaines qualités instinctives », et il cite comme exemples : « Un bon chien de chasse », « un bon cheval de selle », « un bon soldat ». Nous voyons mal, en rapprochant la définition et les exemples, ce que l'auteur appelle la bonté animale et ce qui la distingue des précédentes. Par la définition, cette bonté rentre dans le cadre de la bonté essentielle ; par les exemples qui établissent des rapports avec d'autres êtres, elle se trouve dans l'ordre de la bonté relative.

La distinction de la bonté animale ne nous paraît donc pas justifiée. Elle l'est d'autant moins qu'à notre avis, toute distinction entre une bonté animale et une bonté humaine ne peut être que fausse et conventionnelle. Aussi, nous séparons-nous complètement de Bescherelle lorsqu'il traite de la bonté proprement dite, c'est-à-dire de cette « qualité morale qui porte à faire du bien, à être doux, facile, indulgent » dans les rapports des êtres entre eux. Il appelle bonté raisonnée « la qualité propre à l'homme qui consiste dans les rapports de mœurs avec l'ordre essentiel, éternel, immuable, règle et modèle de toutes les acceptions réfléchies. » Cette bonté, dit-il, se confond avec la vertu. En même temps, il constate, toujours chez l'homme seulement, « une autre bonté qui tient moins de l'intelligence, qui part du cœur, et qui le porte à secourir son semblable, à le défendre, à lui pardonner. » Il définit ensuite les différentes nuances de cette bonté humaine qui vient soit de la raison, soit du cœur et qu'on appelle suivant les cas : humanité, philanthropie, charité, générosité, clémence, magnanimité, bonhomie, faiblesse. Enfin, il termine ainsi : « Plutarque a dit de la bonté qu'elle a plus d'étendue que la justice et que, ainsi que la reconnaissance, elle s'étend souvent jusque sur les animaux. Et nous pouvons dire que, quel que soit le caractère de cette vertu, elle est celle qui rapproche le plus l'homme de son créateur, et qu'en même temps qu'elle contribue au bonheur de tout ce qui nous entoure, elle trouve sa récompense en elle-même. »

Bescherelle, qui croit que Dieu a créé les tigres, les serpents et l'homme, voit dans la bonté ce qui rapproche le plus l'homme de ce créateur. Mais pourquoi réserve-t-il ce rapprochement à l'homme et pourquoi les tigres et les serpents, qui sont, au yeux de Dieu, aussi « bons » que l'homme, n'en auraient-ils pas aussi la faculté? C'est que Bescherelle, lorsqu'il est arrivé aux rapports des êtres entre eux, ne s'est pas placé au point de vue de l'observation de la nature ; il a adopté la façon de voir de l'homme, de certains hommes, et avec elle la thèse conventionnelle des faiseurs de systèmes et particulièrement des sophistes religieux. Or, ne pas constater que les animaux sont bons non seulement en eux-mêmes, mais qu'ils possèdent la bonté raisonnée et la bonté du cœur au moins autant que l'homme, c'est partager l'aveuglement ou la mauvaise foi d'un Malebranche qui, niant la sensibilité animale, donnait un coup de pied dans le ventre de sa chienne et disait à Fontenelle, malgré les cris poussés par sa victime : « Ne savez-vous pas bien que cela ne sent pas? »

Notre temps, malgré toutes ses prétentions rationalistes et ses affirmations de sincérité scientifique, subit toujours l'envoûtement du dogmatisme religieux établi dans le dessein de rabaisser la vie-naturelle et d'exalter chez l'homme ses prétendus rapports avec la divinité. On n'a que trop bien réussi à faire mépriser par la bêtise humaine tout ce qui n'était pas l'homme et à lui faire exercer, en vertu d'une souveraineté fallacieuse qu'il aurait reçue de Dieu et sous le nom de bonté, la plus sauvage dictature et la plus épouvantable terreur sur toute la nature. Aussi, n'est-il pas de pire imposture que la bonté qui « rapproche l'homme de son créateur », et pas d'hypocrisie plus monstrueuse que cette hiérarchie vertueuse qui établit des degrés dans la bonté et se couronne de ce qu'on appelle la charité chrétienne.

Lorsqu'il entendait des hommes parlant de l'âme des bêtes avec cette suffisance bouffonne qui les fait pontifier à propos de ce qu'ils ignorent, Voltaire disait : « Ecoutez d'autres bêtes raisonnant sur les bêtes ». Les bêtes raisonnant sur les bêtes avaient commencé par refuser une âme à la femme que les théologiens mépri-

saient en l'appelant « vas informus ». Quand elles voulurent bien lui en donner une, sans quoi elles auraient dû en priver la « Vierge Marie » elle-même et toutes les « saintes » de leur calendrier, elles continuèrent à la refuser aux animaux. La philosophie cartésienne, qui domine toujours notre prétendue liberté d'esprit et de conscience, ne voulut voir en eux que de pures machines sans aucune sensibilité, et aujourd'hui encore, l'opinion de nombreux savants encoûtés dans des théories qui favorisent leur égoïsme et mettent leur sénilité en quiétude, comme la croyance moutonnière et générale du « vulgum pecus », est que les animaux ne sont, par rapport aux hommes, que des « frères inférieurs ». Or, la véritable science a démontré que les animaux sont pour le moins aussi sociables que les hommes et que, dans tous les domaines : physiologie et psychologie, intelligence et expérience, morale et sentiment, « l'homme est resté et restera sans doute la bête la moins bien partagée du globe terrestre » parce que « sa perfectibilité est, en réalité, très faible ». (Dr Ph. Maréchal. Supériorité des animaux sur l'homme). Dieu doit être médiocrement flatté de la prétention qu'ont les hommes d'être faits à son image.

Dans le domaine de la morale officielle, non seulement on ne reconnaît pas la bonté chez les animaux, mais on a établi toute une hiérarchie de la bonté humaine. Les hommes « vertueux » des gouvernements et des académies, soucieux de ne jamais mêler les torchons et les serviettes, comme on dit vulgairement, lui ont donné toutes ces formes d'hypocrisie qui font comprendre ce mot de Machiavel : « Tout le mal de ce monde vient de ce qu'on n'est pas assez bon ou pas assez pervers », la bonté et la perversité ne se distinguant plus l'une de l'autre. La bonté d'un chef d'Etat s'appelle clémence ou magnanimité, même lorsqu'il ne pardonne aux autres que ses propres crimes. Celle du commun des hommes est seulement de la générosité et celle du naïf, considérée en riant, n'est que de la bonhomie. On appellera bienveillance celle du patron qui voudra bien ne pas laisser sans aucune ressource le vieux serviteur qu'il aura congédié, et si celui-ci n'a pas cette bonté passive qui se nomme résignation et qui est l'adhésion aux pires déchéances, s'il ne se déclare pas satisfait de l'os qu'on lui donnera à ronger et réclame tout un pot-au-feu, on le taxera d'ingratitude. Celui qui, après avoir rafflé des millions en spéculant sur la misère publique, donne cent mille francs pour les pauvres, est un philanthrope, un bienfaiteur, tel ce M. de Montyon qui, depuis sa mort, récompense académiquement la vertu après l'avoir, de son vivant, exploitée sans vergogne comme propriétaire. L'humanité consistera en particulier dans le perfectionnement des engins de mort. On a ainsi la guillotine et la guerre humanitaires parce qu'elles tuent le plus grand nombre de gens dans le moins de temps possible. La guerre de 1914, qui a tué plus d'hommes que toutes les guerres du XIX^e siècle réunies, est appelée la « Guerre du Droit et de la civilisation supérieure ». Mais le sommet de cette hiérarchie, ce qui en est la plus grande gloire, c'est la charité qui mêle le divin à l'humain et par laquelle le ciel et la terre se passent la rhubarbe et le sené. C'est grâce à cette forme « supérieure » de la bonté et plus particulièrement à la charité chrétienne, que, depuis bientôt deux mille ans, les « moralistes », les « gens vertueux », sauvent les âmes en tuant les corps. C'est au nom de la charité chrétienne qu'on a détruit les monuments et tué les hommes du paganisme : Saint Augustin faisait appel aux Vandales pour fonder la Cité de Dieu. Bien qu'il devait déplorer la dévastation de Rome par Alaric, Saint Jérôme disait : « La véritable pitié, c'est d'être inviolable ! » C'est au nom de la même charité que Charlemagne s'est livré à ces massacres qui en ont fait un si grand empe-

reur, qu'on a vu les croisades, l'extermination des indigènes d'Amérique, les bûchers de l'Inquisition qui faisaient brûler les gens « pour les punir aussi charitablement que possible et sans effusion de sang » (E. Reclus), les dragonnades et toutes les expéditions coloniales où le prêtre a montré la route au soldat. « Tuez ! tuez ! Dieu reconnaîtra les siens ! » disait le saint homme qui dirigeait la Croisade des Albigeois. Cette reconnaissance devait sans doute permettre la réalisation de cette promesse de Thomas d'Aquin : « Bienheureux seront les saints puisqu'ils auront la joie de voir les souffrances des damnés. » C'est ainsi que les théologiens comprenaient le sacrifice du Fils de Dieu qui était mort pour le salut de tous les hommes. C'est par la torture et la mort lentement donnée qu'on suivait son commandement : « Aimez-vous les uns les autres », car si la « bonté » des « humanitaires » laïques, qui ne comprennent rien aux choses du ciel, veut la mort rapide, celle des charitables chrétiens la veut très tourmentée pour que l'âme gagne mieux le ciel. C'est encore au nom de la charité chrétienne que, de nos jours, on continue à prêcher librement, dans l'Etat laïque, le « massacre des hérétiques », comme le faisait le père Janvier à Notre-Dame, le 25 mars 1912, et qu'à la suite de la dernière guerre gréco-turque, en 1921, un nommé Vassilios, évêque de Nicée, déclarait : « L'armée grecque a été beaucoup trop douce dans la répression. Moi qui ne suis pas un militaire, mais un ecclésiastique, j'aurais voulu qu'on exterminât tous les Turcs sans en laisser un seul. » Quelle bonne âme, et combien digne de parler au nom de Dieu !... Mais ces gens charitables, qui se disent chrétiens, et qui ont perfectionné la barbarie, ne s'exercent pas seulement dans l'assassinat ; ils pratiquent aussi le pillage et l'accaparement des richesses, toujours « *ad maiorem dei gloriam* ». Dès qu'ils sont entrés en lutte contre le paganisme, les gens d'église ont commencé à piller. Par une longue continuité d'efforts, ils n'ont pas cessé, à travers les siècles, pour arriver à leur exploit contemporain le plus éclatant, les pillages de la guerre de Chine, en 1900, sous la haute direction de l'évêque Favier. Steinlen a composé sur ce sujet, et sur la bonté de ce qu'on appelle « la civilisation » en général, le plus beau des numéros de « *L'Assiette au Beurre* » (numéro 47, 26 février 1902. « *La Vision de Hugo* ». La charité chrétienne supprima l'esclavage antique, disent triomphalement ses thuriféraires. Oui, mais elle le laissa remplacer par le servage non moins odieux qui livra à l'Eglise les hommes et les biens comme mainmortables. Le communisme primitif n'avait pas duré longtemps dans l'Eglise, car, dès le commencement du IV^e siècle, elle possédait des biens-fonds considérables sur lesquels une première confiscation était opérée par Dioclétien et Maximien. Saint Jérôme écrivait en ce temps-là à Eustochie : « Quand vous les voyez (les gens d'église) aborder d'un air doux et sanctifié les riches veuves qu'ils rencontrent, vous croiriez que leur main ne s'étend que pour leur donner des bénédictions ; mais c'est, au contraire, pour recevoir le prix de leur hypocrisie. » Au moyen-âge, la cupidité des gens d'église fut flétrie par les prédicateurs populaires, les Maillard, les Menot, et un abbé Trithème dénonça leurs mœurs dans une harangue en latin que Voltaire a traduite ainsi :

*Ils se moquent du ciel et de la Providence ;
Ils aiment mieux Bacchus et la mère d'amour ;
Ce sont leurs deux grands saints pour la nuit et le jour.
Des pauvres, à prix d'or, ils vendent la substance.
Ils s'abreuvent dans l'or ; l'or est sur leurs lambris ;
L'or est sur leurs catins qu'on paie au plus haut prix ;
Et, passant mollement de leur lit à la table,
Ils ne craignent ni lois, ni rois, ni dieu, ni diable.*

Malgré d'autres confiscations, les biens d'Eglise n'en atteignirent pas moins une valeur de plus de quatre milliards, en France, en 1789. (Voir dans la « Grande Encyclopédie », l'article important de L. Pasquier sur les biens du clergé et nationaux). Si on compare à ces richesses de l'Eglise l'état où étaient tenus ses serfs, bêtes humaines qui n'avaient à manger que de l'herbe et dont la misère stupéfiait les étrangers, on voit ce que valait sa charité. Fénelon, lui-même, en disait ceci : « Tout se réduit à fermer les yeux et à ouvrir la main, pour prendre toujours. » Aujourd'hui, si on considère le sort de ceux qui sont encore réduits à vivre de la charité de l'Eglise, on voit qu'elle est toujours aussi qualifiée pour enseigner le désintéressement que pour prêcher la bonté. On pourrait, par exemple, demander aux Chinois ce qu'ils pensent de cette charité. Après avoir montré les ruines accumulées chez eux par les guerriers internationaux au service d'un Favier et de ses compères, ils pourraient conduire leurs visiteurs dans ces filatures de Shang-Haï où les Européens charitables font travailler des enfants de cinq ans, jour et nuit, pendant douze heures consécutives. (*L'Œuvre*, 18 juin 1925). Plus que jamais, les pharisiens ferment les yeux et ouvrent la main pour prendre toujours.

Voilà par quelles sottises, par quelles aberrations et par quels crimes se manifeste la « bonté » conventionnelle, officielle, d'une humanité qui prétend être supérieure à l'animalité et qui a divinisé ses turpitudes.

La vraie bonté est dans la nature et elle est propre à tous les êtres qui ne s'inspirent que de la nature. « La nature n'est pas belle dans toutes ses manifestations ; ses intentions sont toujours bonnes » (Goethe). Lorsqu'elle agit, lorsqu'elle se manifeste socialement, la bonté n'a qu'un nom où elle est tout entière ; elle s'appelle la solidarité. La solidarité est le grand acte de foi de tous les êtres dans la vie. Elle les rend moralement égaux. Elle ignore l'hypocrisie de la hiérarchie vertueuse et de la charité. Elle ne traite pas avec Dieu, ou avec tout autre puissance, à la façon des usuriers et elle ne dit pas, avec la joie d'avoir donné un œuf pour recevoir un bœuf : « Qui donne aux hommes prête à Dieu. » Elle respecte la dignité de chacun. Elle a d'autant plus d'égards pour celui qui a besoin d'elle qu'il est plus malheureux. Avec elle, l'obligé est celui qui donne, car elle lui fournit l'occasion d'exercer la bonté de son cœur autrement que par des bavardages. Cette solidarité s'exerce d'autant plus noblement qu'elle vient d'individus qui n'en font aucun tapage et la pratiquent tout naturellement. C'est celle des animaux et des hommes primitifs. Quand l'homme est devenu « civilisé », il s'est mis à étaler d'autant plus bruyamment ses vertus qu'il les perdait davantage. Les animaux n'ont jamais eu besoin de l'enseignement des prêtres pour pratiquer cette bonté raisonnée et du cœur dont ils donnent de si multiples exemples, et pour fournir les modèles d'une haute sociabilité qui ne ménage pas son assistance aux éclopés, aux infirmes, et qui va jusqu'au pardon des offenses. Les Européens ont constaté chez tous les peuples primitifs qu'ils ont plus ou moins exterminés ces qualités que Kolben a observées chez les Hottentots : « Leur parole est sacrée. Ils ne connaissent rien de la corruption et des artifices trompeurs de l'Europe. Ils vivent dans une grande tranquillité et ne sont que rarement en guerre avec leurs voisins. Ils sont toute bonté et bonne volonté les uns envers les autres. » Chez tous les primitifs, le premier principe de la vie sociale est le « chacun pour tous ». Les Esquimaux vivent en communisme. Dall a rapporté que chez eux, « quand un homme est devenu riche, il convoque tous les gens de son clan à une grande fête, et, après que tous ont bien mangé, il leur distribue toute sa fortune. » Le missionnaire russe Veniaminoff, qui a vécu longtemps chez les Aléoutes,

a vanté l'élévation de leur moralité. Durant un siècle entier, un seul meurtre y avait été commis dans une population de 60.000 habitants, et, parmi 18.000 Aléoutes, aucune violation de droit commun n'avait été relatée depuis quarante ans. Bock a dit des Dayaks : « Le brigandage et le vol sont tout à fait inconnus parmi eux. Je les ai trouvés généralement honnêtes, bons et réservés... et même beaucoup plus qu'aucune autre nation que je connaisse. » Les témoignages de ce genre abondent sur les peuples primitifs, malgré la constatation du Dr Rinck, que « l'homme blanc, qu'il soit missionnaire ou commerçant, a l'opinion dogmatique bien arrêtée que le plus vulgaire Européen est supérieur à l'indigène le plus distingué. » Cette opinion de l'homme blanc généralise devant certaines mœurs indigènes, comme l'infanticide ou l'abandon des vieillards pratiqués lorsqu'il y a pénurie de nourriture pour la collectivité, qui choquent les sentiments des Européens ; mais, comme dit Kropotkine, « si ces mêmes Européens avaient à dire à un sauvage que des gens, extrêmement aimables, aimant tendrement leurs enfants, si impressionnables qu'ils pleurent lorsqu'ils voient une infortune simulée sur la scène, vivent en Europe à quelques pas de taudis où des enfants meurent littéralement de faim, le sauvage à son tour ne les comprendrait pas. » (Voir l'« Entraide parmi les sauvages »). Le sauvage ne comprendrait pas davantage si on lui disait que dans les villes qui regorgent de produits et où l'on fait un gaspillage insensé de richesses, des vieillards errent sans abri et meurent dans les rues de « misère physiologique », suivant l'euphémisme inventé par l'hypocrisie sociale pour ne pas dire qu'ils meurent de faim. Les peuples primitifs chez qui on a constaté le moins de bonté sont ceux qui avaient une religion et qui obéissaient à de prétendus représentants d'une divinité. Les religions ont, les premières, légalisé le meurtre individuel et collectif ; elles en ont fait un droit par les sacrifices sanglants qu'elles exigeaient sous prétexte d'apaiser la colère des dieux. Elles ont développé le cannibalisme, si elles ne l'ont pas fait naître, et la communion dans laquelle les chrétiens reçoivent symboliquement le corps de Jésus Christ sous les espèces du pain et du vin, ou de l'hostie, a son origine dans les sacrifices humains et le cannibalisme. Les formes les plus révoltantes du cannibalisme ont été observées chez les populations du Mexique et des îles Fidji qui étaient parmi les primitifs les plus superstitieux et les plus livrés aux excitations des sorciers « messagers du ciel. » Chez les peuples appelés « civilisés », les guerres les plus nombreuses et les plus atroces ont été les guerres de religions.

Il y a d'autant plus lieu d'insister comme nous le faisons au sujet de la charité et des mœurs des primitifs, que les religions prétendent avoir inventé la vertu et en particulier la bonté qui est la plus belle des vertus. Chacune d'elles veut en avoir le monopole pour en tenir boutique le plus avantageusement possible. C'est ainsi que l'abbé de la Bleterie a écrit dans sa *Vie de l'Empereur Julien* ceci : « Il n'appartient qu'à la véritable religion de produire de véritables vertus. Il n'en faut point chercher chez ceux qui l'ignorent ; beaucoup moins dans ceux qui l'ont abandonnée. » Bien entendu, la véritable religion était celle de cet abbé. Elles sont deux ou trois mille dans le monde qui prétendent à cette prééminence. Nous ne chercherons pas quelle est la meilleure, sachant qu'elles sont toutes malfaisantes, mais nous sommes obligés de voir particulièrement, parce qu'elles s'exercent autour de nous, la malfaisance des différentes sectes dites chrétiennes dont les principes fondamentaux, « tu ne tueras pas » et « aimez-vous les uns les autres », sont interprétés avec tant de cynisme par leurs représentants respectifs pour justifier les guerres, les spoliations et tous les atten-

tats à la liberté et à la vie humaines. Dans le Nouveau Larousse illustré, on lit que « l'antiquité gréco-romaine a ignoré l'amour du prochain... Les étrangers, les barbares, c'est-à-dire la plus grande partie du genre humain, étaient considérés comme des ennemis. C'est Jésus Christ qui a créé la confraternité humaine ; il a révélé en Dieu un père dont nous sommes les enfants. Aux yeux du chrétien, le prochain, c'est tout homme, sans distinction aucune, et sans exception. » Nous avons vu plus haut comment, au nom du christianisme, on a pratiqué l'amour du prochain depuis 1900 ans. Ajoutons cet exemple qui répond particulièrement au Nouveau Larousse illustré. Il est tiré du catéchisme des écoles congréganistes françaises d'Orient, à l'usage des petits musulmans :

« — Les hommes sont-ils nos frères ?

« — Tous les chrétiens sont nos frères.

« — Les Turcs sont-ils nos frères ?

« — Non, parce qu'ils ne sont pas chrétiens. »

La véritable bonté, comme la véritable vertu, n'est l'apanage d'aucune secte. La fraternité humaine a été enseignée par Socrate et par Confucius bien avant que Jésus vint au monde. Elle a été pratiquée bien avant d'être enseignée. Les laboureurs de l'Italie antique qui priaient les dieux de faire venir le grain « pour eux et pour leurs voisins », (Michelet), ignoraient le christianisme. De même les barbares normands dont le droit coutumier commandait d'agir selon un esprit de douceur et des principes d'équité. Il disait : « entre voisins, la vache et l'écuille à lait sont communes », et aussi « que la vache soit traitée pour vous et pour celui qui a besoin de lait. » Les habitants de l'Altaï disent encore aujourd'hui : « Quand tu vas mourir, ne jette pas ton pain ; quand tu quittes un champ, commence par le semer », (E. Reclus). Et au nom du christianisme on va « civiliser » ces « sauvages » à coups de canon !...

C'est par les actes et non par des phrases, si haut placés que soient leurs auteurs, que la véritable bonté se manifeste. « Il n'est pas de bon mot qui vaille un bon office », a dit C. Delavigne. Silvestre de Sacy constatait que « les moralistes sont bons à lire et le sont rarement à voir. » Aristote disait : « On devient vertueux non pas en apprenant ou en formulant des définitions de la vertu, mais en accomplissant des actes de vertu, de même qu'on devient joueur de cithare en en jouant et non en expliquant comment la cithare est faite. » Il y a plus de bonté dans le geste du malheureux qui partage son unique morceau de pain avec un autre malheureux qu'il n'y en a dans tous les sermons et dans toutes les prières de la terre. Les êtres sont bons naturellement ; ils croient à la bonté des autres et ne sont pas en garde contre la duplicité. C'est ce qui fait leur faiblesse devant les audacieux qui les violent et les fourbes qui les abusent. Il n'est guère d'animal qu'on ne puisse domestiquer en usant avec lui de bons procédés. Seuls ne sont pas domesticables ceux, comme les grands fauves, qui vivent isolés, étrangers à cette sociabilité si développée chez presque tous les animaux. Encore, faudrait-il savoir les raisons de cette insociabilité. Elle ne fut peut-être pas de tout temps, pas plus que celle des tigres humains, autrement dangereux que ceux de la brousse, dont l'individualisme féroce terrorise l'humanité. L'homme est bon naturellement. C'est par une aberration inconcevable qu'il en est arrivé, contre sa nature, à constituer un état social basé sur l'iniquité. « L'homme est bon. Les hommes sont méchants », a dit J.-J. Rousseau dont on a raillé les théories à ce sujet. Mais ce qui démontre leur exactitude ce sont les conditions dans lesquelles s'est organisée et se continue l'exploitation de l'homme par l'homme. Si elle n'avait d'autre moyen que la

force, comment les quelques mille ploutocrates capitalistes qui règnent sur le monde pourraient-ils tenir sous le joug des millions de prolétaires ? Comment cent mille soldats anglais arriveraient-ils à imposer l'ordre britannique à deux cents millions d'hindous ? Cet état de choses n'a pu s'organiser et ne peut subsister que parce que les hommes abusés dans leur bonté ont cru et croient encore aux bonnes intentions de leurs exploiters. C'est parce qu'ils étaient bons qu'ils ont eu la faiblesse de tendre la joue gauche après avoir été frappés sur la droite. C'est parce qu'ils étaient capables de cette bonté que leurs exploiters religieux l'ont formulée en dogme. Le gendarme moral, le prêtre, plus que le gendarme avec un grand sabre, a établi et maintient cette exploitation. Lorsqu'elle a été menacée de crouler sous les coups de la raison, le politicien est arrivé à la rescousse, promettant pour tout de suite, le temps de s'installer au gouvernement, ce que le prêtre ne promettait que dans le ciel. « Il faut une religion pour le peuple », disent les prêtres et les politiciens, — ses exploiters n'en ont pas besoin, ils ont fait leur paradis sur la terre, — et comme le soporifique des prêtres commençait à ne plus produire d'effet, les politiciens ont fabriqué la religion laïque aussi « endormitive », aurait dit Molière, que l'autre.

Quoi qu'il en soit, même si l'homme ne possédait pas naturellement la bonté, il aurait pour lui suppléer la raison. Or, la raison, formée par l'observation et la réflexion, l'oblige à conclure sans réfutation possible que la vie ne peut exister sans la bonté et qu'elle est indispensable à son véritable bien. La même raison lui fait voir que la véritable bonté n'est pas dans le pharisaïsme des prêtres et des politiciens, pas davantage dans la faiblesse résignée de leurs victimes. La bonté qui devient de la résignation se fait la complice de l'arbitraire et l'encourage au lieu de le désarmer. Qu'est-ce donc que la véritable bonté ? C'est celle qui ne se sépare pas de la justice, qui réclame l'équité. « L'égalité et la bonté sont les deux piliers de l'équilibre moral », a dit Elisée Reclus. Elles sont les deux principes auxquels la société devra se soumettre si elle ne veut pas s'effondrer définitivement dans sa pourriture. Et l'homme vraiment bon est celui qui, possédant cet équilibre moral, transforme sa bonté en révolte contre ceux qui violent la justice. Tous les êtres véritablement bons ont été des révoltés. Une Louise Michel, qui n'attendait rien des dieux, a été autrement grande dans l'exercice de la bonté qu'un St-Vincent de Paul ; elle ne se bornait pas à secourir les misérables, elle voulait qu'il n'y ait plus de misérable. Sa vie fut l'apostolat de la bonté en révolte pour la justice. J.-J. Rousseau a dit : « Soyons bons premièrement et puis nous serons heureux ». Soyons bons premièrement, oui, pour donner l'exemple, et pratiquons cette bonté qui est « le don gratuit de soi-même » (Lacordaire), mais nous ne serons heureux, et les autres ne seront heureux avec nous, que si nous refusons de pratiquer la bonté en faveur de l'injustice. Certes, il ne peut être de plus grand bonheur que de faire le don complet de soi-même, d'ouvrir largement son cœur et de donner ses forces dans des élans généreux ; mais dans une société où ce don et ces élans sont considérés comme du « poirisme », suivant le mot des plus distingués représentants de « l'élite » actuelle, la véritable bonté est de les réfréner pour ne les distribuer qu'à bon escient. « Tout homme bon, envahi par l'amour, doit mettre sa force, même sa force physique, au service de la bonté ; la défense personnelle et la défense collective sont légitimes et la théorie de la résignation me paraît anti-humaine », (E. Reclus). Jésus, s'il avait réellement le pouvoir de ne pas se laisser crucifier, ne fut pas bon en ne résistant pas à ses bourreaux. Il fut lâche, et il a voué l'humanité au malheur en lui

légua la doctrine de la non résistance au mal. L'état social, bâti sur l'iniquité, rabaisse, flétrit, exploite, souille tout ce qu'il y a de grand, de noble, de généreux, de pur. Il baillonne la vérité, bafoue la justice, ridiculise la beauté et oblige la bonté à se contraindre pour ne pas aggraver l'exploitation humaine. Ne jetons pas les perles de la bonté aux pourceaux de l'iniquité ; réservons les pour le diadème qui couronnera une vie devenue vraie, bonne et belle pour tous. La bonté ne sera possible, et nous ne devons la vouloir, qu'avec la justice, dans une société qui obligera les hommes à ne plus faire aux autres ce qu'ils ne veulent pas qu'il leur soit fait. — Edouard ROTHEN.

BOTANIQUE n. f. (du grec : *bataniké*, de *botanê*, plante). La botanique est la partie de l'histoire naturelle qui a pour objet l'étude des végétaux. On peut diviser la botanique en botanique générale et botanique spéciale. La botanique générale étudie la plante dans sa forme, dans ses organes ; elle examine les états successifs que traverse celle-ci depuis son germe jusqu'à sa mort. Elle considère aussi les divers phénomènes qui s'accomplissent dans le corps de cette plante à ses divers âges. La botanique spéciale classe les plantes d'après la valeur des caractères qu'elles présentent. Les individus ayant même origine et même caractère constituent l'espèce. Une variation des caractères donne la variété, et les espèces qui se ressemblent constituent les genres. La collection des genres voisins est une famille ou une tribu ; la réunion des familles qui se ressemblent est un ordre, puis viennent les classes, les embranchements, formant le règne végétal. Pour donner un nom aux plantes, on emploie la nomenclature binaire ou linnéenne. Tous les noms sont latins ; le premier indique le genre : c'est un substantif, le deuxième désigne l'espèce : c'est un adjectif. Les noms des familles prennent la terminaison *acées* (ex. : *malvacées*) et les noms des tribus la terminaison *ées* (ex. : *malvées*). Dans des sens plus particuliers on distingue la botanique agricole, la botanique médicale, la botanique industrielle, etc.... La classification végétale ou taxinomie est cette partie de la botanique qui s'occupe du rangement, de l'ordre des innombrables espèces de plantes. Ce rangement doit s'opérer en fonction des affinités et des différences. Ainsi deux espèces données devront être d'autant plus voisines dans le rangement qu'elles ont davantage de caractères communs et moins de caractères différents. Ainsi comprise, la classification est dite naturelle par opposition aux anciens rangements qui procédaient sans tenir un compte suffisant des affinités naturelles des végétaux ; et que l'on gratifie aujourd'hui de classifications artificielles ou systèmes. La classification botanique est d'une importance considérable ; une plante n'est connue que quand on peut la classer. Dans la nature il n'y a que des individus — aussi bien dans le monde végétal que dans le monde humain. Mais l'homme pour la facilité de ses connaissances et la possibilité de les enseigner a été obligé de les rapprocher par catégories hiérarchisées. Trois de ces catégories sont indispensables : l'espèce, le genre, la famille. L'espèce est le groupement élémentaire : c'est l'ensemble de tous les individus ayant tous les caractères communs ; ces individus ne sont pas absolument identiques mais ont tous un air de parenté. Le genre est un ensemble d'espèces ayant plusieurs caractères communs. De même la famille est un ensemble de genres et tous les genres d'une même famille doivent posséder au moins un caractère commun. Le nombre des végétaux est presque infini ; tellement la science en découvre et en catalogue tous les jours de nouveaux. Ainsi, on évaluait à 30.000 le nombre des végétaux connus vers l'an 1800. En 1868, il était porté à 120.000. A notre époque,

on estime que, pour les seules plantes fleurissantes (ou phanérogames), il y a plus de 100.000 espèces ; que, pour les seuls phanérogames, il y a actuellement 280 familles et 9.700 genres. Il serait assez vain de donner ici une énumération aride qui ne fixerait rien de vivant dans l'esprit du lecteur. Contentons-nous de terminer en citant parmi les savants qui illustrèrent la botanique : Tournefort, Linné, les Jussieu, etc....

BOUCHERIE n. f. Au sens propre : lieu où l'on débite de la viande. Au sens figuré : massacre. Exemple : la « Grande guerre du Droit » de 1914-1918 fut une atroce boucherie. De tous temps, les soudards galonnés et chamarrés ont conduit leurs malheureuses victimes à des hécatombes inutiles. Tantôt, sous un prétexte, tantôt sous un autre, les gouvernants, pour satisfaire leurs ambitions ou leurs haines, ont déchaîné des boucheries internationales. Jadis, ils ne donnaient aucune raison à ceux qu'ils envoyaient à la mort. Aujourd'hui, plus prudents, ils essaient de camoufler leur infamie avec de ronflantes tirades : « La boucherie qu'ils provoquent sera la dernière, elle sauvera l'humanité, elle sauvera le droit des peuples, etc., etc... » et, convaincues, les malheureuses victimes marchent à l'abattoir sans une défection... Cependant, de jour en jour, la conscience populaire s'éveille, les hommes commencent à se demander pour quelle raison ils doivent ainsi se faire égorger par millions et égorger par la même occasion de pauvres bougres qui ne leur ont jamais rien fait. De jour en jour plus nombreux sont les rebelles qui se refusent à cette sanglante comédie. Les yeux s'ouvrent. Et les anarchistes ne sont pas les derniers à provoquer cette salutaire clairvoyance des générations montantes. Espérons que bientôt les boucheries n'existeront plus, faute de victimes. Si les gouvernants estiment qu'elles sont toujours nécessaires, qu'ils se battent entre eux et laissent les autres en paix. S'ils s'entretuent, ce sera un bon débarras pour les peuples. Toutefois, n'entretenez pas cet espoir ; si les gouvernants aiment la boucherie pour leurs sujets, ils ne l'ont jamais beaucoup aimée pour eux-mêmes. Le jour où les soldats se rebelleront, les chefs ennemis s'enfuiront ensemble comme larrons démasqués.

BOULEVERSEMENT n. m. Bouleversement est généralement employé comme synonyme de troubles violents et de désordre. La Révolution, comme toutes les révolutions, sera forcément un bouleversement momentané qui aidera au reclassement des valeurs. Lorsque règne un désordre profond et éternisé, un bouleversement est nécessaire pour permettre ensuite l'établissement d'un ordre véritable et normal. La Révolution sociale sera le bouleversement nécessaire à l'avènement de l'ordre futur.

BOURGEOISIE n. f. (de *bourg*). Classe sociale privilégiée qui a pris la suite de la noblesse, sa concurrente, dans l'exploitation et l'oppression du peuple. Jadis comme aujourd'hui, le qualificatif de bourgeois désignait non pas tous les habitants d'une ville (*bourg*), mais ceux d'entre eux, seulement, qui pouvaient prendre part à l'administration de la cité. La bourgeoisie était l'ensemble des bourgeois. Son origine paraît avoir été dans le groupement de marchands qui se formèrent en sociétés au moyen-âge et dominèrent ou gouvernèrent de nombreuses villes. On appelait, au moyen-âge, villes de bourgeoisie celles qui, sans avoir de droits souverains, étaient parvenues à limiter d'une manière précise les droits seigneuriaux. Enfin, le droit de bourgeoisie royale conférait à son titulaire le privilège de ne relever judiciairement que du roi seul et de ses officiers, quelle que fût la situation de la ville où il résidait. — La bourgeoisie, longtemps courbée sous le joug de l'aristocratie seigneuriale, n'arriva à s'en libé-

rer qu'avec l'aide du peuple qui lui prêta sans compter le secours de ses enfants. La bourgeoisie, hypocrite et mielleuse, fit miroiter aux yeux des travailleurs la fin de leur servitude ; elle leur dénonça les iniquités dont ils étaient les victimes et parvint à éveiller leur indignation. Par la suite, tandis que le peuple, confiant et sans arrière-pensée, donnait son sang pour des révolutions, elle profita du moment pour asseoir et affermir son pouvoir qui ne tarda pas à être aussi despotique que le pouvoir de la noblesse. De toutes les belles promesses faites à la classe laborieuse, aucune ne fut tenue. Le peuple, une fois encore, avait été dupé par de criminels aigrefins et s'était donné de nouveaux maîtres. Maintenant, la bourgeoisie règne avec insolence sur le monde entier, alors que les travailleurs restent courbés sur leur tâche ingrate. Propriétaire de tous les biens des nations, la classe bourgeoise peut exploiter à son gré et imposer sa loi arrogante. Sans scrupules et sans pitié, elle n'hésite pas à écraser les hommes libres qui se refusent à subir son arbitraire. N'ayant pour idéal que l'argent, elle ne craint pas de déchaîner des guerres, de susciter des catastrophes si ces guerres et ces catastrophes peuvent être utiles à sa soif de spéculation jousseuse, elle se plaît à satisfaire ses vices multiples et entretient et développe les chances sociales : ignorance, alcoolisme, prostitution, jeu, etc... Ivre de sa puissance, elle est arrivée à un degré d'abjection que n'avait pas connu la noblesse elle-même. Toutefois, le peuple, depuis un demi-siècle surtout, a pu voir suffisamment clair pour ne plus supporter longtemps la tragique mascarade que son aveuglement a tolérée jusqu'à ce jour. Les esprits s'indignent ou s'émeuvent. Et lorsque la colère populaire éclatera, la bourgeoisie sera balayée comme fut balayée la noblesse. Mais, cette fois, le peuple, instruit par de cruelles expériences, ne se laissera plus voler le fruit de son sacrifice. Ayant fait la révolution lui-même, c'est lui-même, et sans le secours intéressé d'aucun politicien, qui bâtira un monde entièrement nouveau. S'il veut conquérir — enfin — la liberté positive à laquelle il aspire, il sera indispensable qu'il brise l'Etat, source fatale de domination et qu'il rende ainsi impossible la restauration d'un pouvoir gouvernemental quelconque. S'il a le malheur de laisser une dictature — quelle qu'elle soit — succéder à la dictature bourgeoise, il perdra inmanquablement le fruit de la Révolution qu'il aura faite et payée de son sang. — Georges VIDAL.

BOURGEOISIE : Qualité de bourgeois ; privilège, droit des bourgeois, classe possédante ; qui fait travailler ; qui possède. On nommait autrefois : bourgeoisie, le territoire même dont les habitants, sous le titre de bourgeois, possédaient des privilèges en commun ; et la redevance annuelle dont les bourgeois étaient chargés pour le prix de ces privilèges.

Bourgeoisie désignait la classe des habitants des villes, des bourgs, par opposition à la classe des habitants de la campagne ; puis la classe des roturiers par opposition à la classe des nobles.

Droit accordé aux habitants d'un lieu, ou à ceux qui leur étaient associés, de jouir, à certaines conditions, de privilèges communs. La bourgeoisie ne pouvait être accordée qu'à des personnes libres. Si on voulait l'accorder à des serfs, on les affranchissait auparavant. L'homme affranchi n'en restait pas moins soumis à la juridiction féodale. Plus tard, la politique royale dispensa de cette condition : on put devenir bourgeois du roi sans relever du seigneur sur les terres duquel on habitait. Ces bourgeois du roi, à plusieurs reprises, apportèrent une aide puissante au roi, contre les seigneurs ; aussi, en 1302, sous Philippe Le Bel, les députés des villes vinrent siéger à côté de la noblesse et du clergé. La bourgeoisie prit une telle importance,

tant par ses organisations que sa fortune que, lors des guerres avec l'Angleterre, ce sont des bourgeois qui servirent d'otages, et non point les nobles ou le clergé. La différence était grande pourtant, entre les bourgeois et les nobles ; ceux-ci ne payaient pas d'impôts ; aussi, lorsque, aux Etats Généraux de Tours, en 1484, les bourgeois demandèrent l'impôt pour tous, un député de la noblesse put leur répondre : « Personne n'ignore qu'elle est la division des Etats et des membres de la nation. Par cette division, il est donné au clergé de prier pour les autres, de conseiller, de prêcher ; à la noblesse de les protéger par les armes et aux tiers-Etat de nourrir et d'entretenir les nobles et les gens d'église, au moyen des impôts et de l'agriculture. » L'importance de la bourgeoisie alla *crescendo* jusqu'au XVIII^e siècle, jusqu'au jour où elle se sentit assez forte pour prendre le pouvoir.

Voici comment Agathon de Potter explique, d'après Collins, l'évolution de la bourgeoisie.

« L'aliénation du sol à une ou plusieurs familles commence aussitôt après la fin de l'état nomade. Ce sol se trouve toujours transmis héréditairement. Les familles qui se sont ainsi emparées du sol à l'exclusion des autres, n'ont pu le faire que par ce qu'elles avaient d'une manière quelconque, l'intelligence plus développée. Il est facile de voir que, dès ce moment, ces familles peuvent : 1^o Monopoliser les développements de l'intelligence, à l'aide de leurs propriétés ; 2^o acquérir le pouvoir et la propriété, au moyen des développements de leur intelligence. Au début de la forme sociale actuelle, — il s'agit de la forme relative à l'appropriation individuelle du sol, — le monopole des développements de l'intelligence et celui de la propriété se trouvent donc réunis dans la même classe, qui devient ensuite caste par le fait de la transmission héréditaire de ces mêmes monopoles. Cette caste se compose ainsi de despotes complets, de despotes tant sous le rapport de l'intelligence que sous celui de la propriété de nobles enfin ; et la féodalité, c'est la forme sociale dans laquelle il y a une caste semblable, exclusivement relative à la propriété du sol. Dans toute société féodale, il y a donc une caste monopolisant au profit des siens le pouvoir et la propriété, composée de nobles ; et une caste constituée par les esclaves ou le peuple. Mais il en naît bientôt une troisième, formée par ceux qui possèdent de la propriété, indépendamment du pouvoir. Les nobles, par devoir, dédaignent tout travail manuel. « Qu'aucun citoyen, dit Platon, ni même le serviteur d'aucun citoyen, n'exerce de profession mécanique. Le citoyen a une occupation qui exige de lui beaucoup d'étude et d'exercice : c'est de travailler à mettre, et à conserver le bon ordre dans l'Etat. » Or, il y a du travail manuel, mécanique, dans l'exploitation de la caste du peuple. Les nobles sont donc obligés de confier ce travail à des esclaves, auxquels ils transmettent un certain degré de pouvoir. Ils choisissent naturellement pour cet emploi ceux dont l'intelligence est le mieux développée ; ils développent même parfois expressément l'intelligence de quelques-uns d'entre eux, afin de pouvoir s'en faire mieux aider dans l'exploitation des masses. Ces esclaves, auxquels est ainsi déléguée une certaine autorité, deviennent dès lors des affranchis. Les affranchis, par le travail et l'industrie que la caste privilégiée leur abandonne comme ignobles, amassent, nécessairement, presque toute la richesse mobilière productive ; d'autant plus que la propriété territoriale leur est interdite autant que possible. Par la seule force de cet état de choses, les affranchis deviennent de plus en plus nombreux. Lorsque leur nombre les a rendus redoutables pour les nobles, contre lesquels ils pourraient soulever le peuple à l'aide de l'action plus directe et plus immédiate qu'ils exercent sur lui, il faut que la caste des nobles, pour engager les affranchis à continuer à leur profit commun, le système d'op-

pression établi, les admette au partage des bénéfices du despotisme. C'est alors que les affranchis privilégiés prennent le nom de bourgeois et deviennent caste politique. La propriété bourgeoise se transmet, non par droit de primogéniture, mais par simple hérédité, avec faculté d'aliéner. Or, par suite de ces deux conditions, il arrive nécessairement qu'une partie des affranchis se trouve privée de propriété. Et ainsi il s'établit, parmi eux, deux divisions plus ou moins tranchées : l'une de propriétaires, l'autre de prolétaires. Mais les bourgeois ne se contentent bientôt plus de partager les bénéfices de l'exploitation avec la classe supérieure ; ils veulent tout avoir. Pour atteindre ce but, ils soulèvent, au moyen de sophismes, la masse des exploités contre les nobles et le clergé, et parviennent ainsi à les renverser. Il suffit, pour ôter toute influence sociale à la noblesse, de lui enlever le privilège de la propriété foncière, et d'abolir l'hérédité par primogéniture quand elle existe. Les bourgeois, autrefois classe moyenne, tout à la fois exploitante et exploitée, sont devenus classe supérieure ou exploitante. Autrefois il y avait trois classes, il n'y en a dès lors plus que deux. Le gouvernement nobiliaire a fait place au gouvernement bourgeois. » (*Colins, Science sociale, Tome II, pages 249 et suiv.*)

Parvenue à ses fins en 1789, la bourgeoisie ne fut réellement maîtresse de ses destinées qu'en 1830, après les « trois glorieuses ».

Pendant quelques années, premiers dans les écoles, novateurs dans les sciences, les bourgeois, intelligents, firent faire un grand pas au progrès ; mais le pouvoir les grisa, les affola ; le second empire ouvrit l'ère de la décadence. Les théories bourgeoises portent en elles-mêmes leur destruction et l'heure de la classe prolétarienne va sonner. Le bourgeois est aujourd'hui : un être borné, sans idéal, infect à force de bassesse. C'est de lui que, pour le bien définir, Th. Gautier a dit : « J'appelle bourgeois celui qui pense basement ». — A. LAPEYRE.

BOURREAU n. m. Le bourreau est l'homme chargé de mettre à exécution les peines corporelles prononcées par une cour criminelle, notamment la peine de mort. Par extension, on désigne également sous ce nom tout homme qui se plaît à exercer sur ses semblables une cruauté matérielle ou morale. Par exemple, sont de véritables bourreaux les misérables gardes-chiourmes qui, soit à Biribi, soit au bagne, profitent de leur poste pour martyriser des détenus impuissants. Sont aussi des bourreaux — et non les moins criminels — les généraux et gouvernants qui envoient à la mort, pour satisfaire leurs ambitions personnelles, d'infortunés soldats que l'on a abrutis par de pompeuses proclamations. — Notons quelques détails sur le bourreau en tant qu'exécuteur officiel : ni chez les Hébreux, ni chez les Grecs, la fonction d'exécuteur des condamnés n'apparaît comme une institution légale. A Rome même, les licteurs étaient chargés d'exécuter les sentences capitales. En France, il faut arriver au XIII^e siècle pour trouver dans chaque baillage un individu chargé de fouetter, marquer, pendre, décapiter, rouer et brûler au nom de la loi. C'était l'exécuteur de haute justice, qui percevait, comme émoluments, une foule de droits sur les denrées. En 1720, ces droits furent remplacés par un traitement de 16.000 livres. En 1793, la Convention établit dans chaque département un exécuteur payé par l'Etat. Louis-Philippe en réduisit le nombre. Sous le Second Empire, il n'y en eut plus qu'un par cour d'appel. En 1870, il n'y en eut plus que trois pour la France, la Corse et l'Algérie. Celui de Corse a, depuis, été supprimé. Ainsi la « civilisation » en est arrivée à posséder un ou plusieurs assassins officiels, alors que l'antiquité n'en avait pas...

BOURSE (La). n. f. Il y a deux sortes de Bourses : les Bourses des valeurs et les Bourses de Commerce.

1^o BOURSE DES VALEURS. — La Bourse des valeurs est le lieu où s'opèrent les négociations, les transactions, les spéculations qui déterminent les cours des changes, des marchandises, des assurances, du frêt, des transports, des effets publics ou privés.

La Bourse des valeurs est placée sous le contrôle des Agents de Change, réunis en Compagnie. La Compagnie des Agents de Change désigne un Syndic qui la représente et est responsable de la bonne tenue de la Bourse.

Seuls, les Agents de change ont le droit de négocier les achats et ventes sur le marché officiel ou *parquet*. — Pendant la durée de la Bourse, chaque jour, sauf les jours fériés, les Agents de change se tiennent au Parquet, d'où ils dominent la Bourse. Le cercle absolument fermé qu'ils forment ainsi entre eux s'appelle la *corbeille*. C'est le marché officiel.

Dans d'autres locaux de la Bourse, se tient le marché libre, où opèrent les *coulissiers*, *banquiers*, *remisiers*, *intermédiaires* et *changeurs*.

Les valeurs qui se négocient à la Bourse sont ou non inscrites à la *Cote Officielle* ou *Bulletin des Cours*, dans des conditions variables, selon qu'il s'agit de valeurs nationales ou étrangères. L'inscription à la Cote est très importante. Seules, ou à peu près, les valeurs classées, solides y figurent. Une valeur non inscrite est généralement considérée comme un titre peu sérieux, peu solide, sur lequel il est bon de réfléchir avant de l'acheter (ce qui, bien entendu, ne signifie pas que les valeurs cotées soient sérieuses, solides ou de tout repos).

Les opérations qui s'effectuent en Bourse sont de deux sortes : le terme et le comptant.

Les opérations à terme constituent le marché fermé. Celles qui se font à primes sont traitées au marché à primes.

Opérations à terme ou au comptant. — C'est-à-dire que ces opérations ont lieu avec ou sans stipulation de délai, suivant qu'il s'agit de terme ou de comptant, tant pour le paiement que pour la remise des titres.

Opérations à terme. — Dans les opérations à terme, l'une des parties conserve le droit de se dégager du marché conclu, en payant un prix convenu, appelé prime. Dans les marchés fermes, la perte peut être sans limite. L'acheteur évite cette perte possible en renonçant à l'opération engagée. Sous réserve de versement d'un dédit appelé « prime ». — Ce droit n'appartient qu'à l'acheteur seul. — Le vendeur ne peut limiter sa perte, à moins de se faire lui-même acheteur de « primes » d'une valeur égale. Une prime est d'autant plus élevée que la date de réalisation du contrat est moins rapprochée.

Les opérations à terme ne sont réalisées qu'à une date ultérieure fixée par les parties et à l'avance. — La réalisation prend le nom de liquidation.

Aux dates fixées pour les échéances, vendeurs et acheteurs doivent remplir leurs obligations réciproques ou convenir d'accord d'un nouveau délai de réalisation. — Ce nouveau délai, qui fait l'objet d'une convention qui proroge l'ancienne prend le nom de report. Il prend le nom de déport si l'opération est payée par le vendeur. Si, au contraire, c'est l'acheteur qui sollicite le délai, il conserve le nom de report.

Report et déport donnent lieu à des opérations assez compliquées. Le report se produit lorsque les acheteurs ne pouvant payer les titres achetés sont plus nombreux que les vendeurs ne pouvant livrer les titres vendus. — Le second cas, le déport, est l'inverse du précédent. De cette façon, acheteurs et vendeurs se font ce qu'on appelle « la contre-partie » pour le plus grand

nombre de transactions engagées. — Il ne reste alors qu'un solde à la charge du vendeur ou de l'acheteur pour la réalisation duquel les intermédiaires s'adressent à des tiers qui s'occupent de ce genre de placement particulier. Cette opération constitue une espèce de prêt sur titres.

Les autres opérations de Bourse sont le cours (titres et monnaies), la vente à découvert, la spéculation, l'arbitrage, l'agio, l'agiotage, le change, le pair, vente et achat des devises.

Cours. — La constatation officielle du cours s'opère au moyen de l'établissement d'un Bulletin officiel de la Bourse, qui prend le nom de cote, quand il s'agit de fonds publics (ou de prix courant lorsqu'il s'agit de marchandises (Bourses de Commerce).

Les cours varient selon que les opérations sont faites au comptant ou à terme.

Le premier cours n'est rendu public qu'après la fermeture de la Bourse. En fait, il est toujours connu pour permettre la spéculation. Le dernier cours, qui est plutôt conventionnel, est déterminé par la Chambre des Agents de change.

On obtient le cours moyen — qui sert pour les opérations qui se feront jusqu'au premier cours du lendemain — en totalisant le premier et le dernier cours et en divisant la somme par deux.

Il y a aussi le cours de compensation qui est fictif. Il sert de base de règlement entre acheteurs et vendeurs qui continuent leur opération d'une liquidation sur l'autre en se faisant reporter. Il clôt le compte de liquidation écoulé et fixe le point de départ de la nouvelle liquidation.

Vente à découvert. — Vente de valeurs qu'on ne possède pas au moment de la vente et qu'on espère acquérir pour la date de livraison. — Souvent ces opérations, non réalisées, donnent lieu à contestations et procès.

Spéculation et arbitrage. — La spéculation est une opération qui a pour but de faire monter ou baisser exagérément le cours des valeurs ou des marchandises pour s'en débarrasser ou les acquérir avec profit.

L'arbitrage est une opération par laquelle un banquier ou un commerçant cherche à utiliser les écarts de prix sur une même marchandise ou une même valeur sur des marchés différents. — L'arbitrage peut également s'appliquer aux effets de commerce, aux monnaies et métaux précieux, aux diamants, etc...

Supposons que le papier, par exemple, soit bon marché à Paris et qu'il ne soit que bon marché relatif à Berlin ou à Amsterdam : le banquier pourra acheter des effets de commerce sur Berlin ou Amsterdam et il achète sur ces places du papier qu'il revendra à Paris, il fera baisser le papier sur l'une des deux places.

Les arbitrages prennent encore la forme d'opérations à terme sur marchandises. Pour les céréales, cafés, cotons, etc., le commerce y recourt chaque jour.

Agio. Agiotage. — L'agio est la différence qui existe entre la valeur nominale et la valeur réelle des monnaies. C'est aussi le bénéfice qui résulte de l'échange des valeurs. — On donne le nom d'agio à la spéculation sur les effets publics.

L'agiotage. — Contrairement à la spéculation, qui est considérée comme une opération régulière, l'agiotage est un pari où les joueurs trichent s'ils le peuvent. — On traite généralement à terme avec l'espoir de ne pas prendre livraison des valeurs ou marchandises achetées ou avec l'intention de ne pas vendre ce qu'on a vendu et qu'on ne possède souvent pas.

Change. — Le change dépend du mouvement des affaires entre les principales places de commerce, c'est-à-dire de l'offre et de la demande du papier. Les variations des cours du change donnent naissance à l'arbitrage.

Pour se rendre compte de la valeur du change public chaque jour, il faut connaître le pair, qui indique la valeur des étalons monétaires de chaque pays, par rapport à la valeur de l'étalon du pays où on se trouve.

Il y a deux sortes de change : le change manuel ou local, qui se fait de la main à la main, sur une même place, à la même heure, et le change tiré, qui s'opère par lettre de change.

En dehors des Agents de change qui opèrent au marché officiel, fermé, il y a les coullissiers, changeurs, qui effectuent des opérations sur le marché libre. Ils emploient eux-mêmes des courtiers et remisiers qui servent d'intermédiaires entre eux et les clients.

Bourses de Commerce. — Les Bourses de Commerce sont le lieu où se traitent : la vente des matières métalliques, la vente des marchandises de toutes sortes, les assurances maritimes, les effets publics.

Ces opérations peuvent être classées en deux grandes catégories : les négociations sur les marchandises et les négociations sur effets publics. Il convient donc de distinguer entre les Bourses de marchandises et les Bourses d'effets publics.

Dans les Bourses de marchandises, les intermédiaires qui servent à la conclusion des marchés sont des courtiers. Ils jouent un rôle analogue à celui des Agents de change. Ils n'agissent toutefois pas pour le compte des clients, ils se bornent à prêter leur entremise, à mettre en relations acheteurs et vendeurs. Les résultats des opérations faites dans ces Bourses, le caractère des demandes et des offres, déterminent le cours des marchandises.

..

De même que la Bourse des valeurs permet toutes sortes de transactions plus ou moins licites, la Bourse de Commerce permet des opérations de spéculation qui ont souvent de redoutables conséquences économiques.

Ce sont ces organismes qui, pour l'achat à terme, permettent aux spéculateurs de stocker et de réaliser sur le dos du public des bénéfices scandaleux. Tantôt, ils provoquent la raréfaction, tantôt ils jettent sur le marché des quantités énormes de marchandise, ce qui provoque des crises de prix dont le consommateur fait tous les frais.

A plusieurs reprises, notamment à Paris, le gouvernement ordonna la fermeture de la Bourse de Commerce, véritable officine d'agiotage au lieu d'être un régulateur des cours sur des bases raisonnables correspondant aux disponibilités et aux besoins en marchandises.

La Bourse des valeurs et la Bourse de Commerce sont à la vérité entre les mains des banquiers. Ce sont eux qui dirigent ici et là, ouvertement ou non, les opérations non pas dans l'intérêt public, mais dans leur intérêt propre, ce qui est tout différent, comme chacun sait.

Si les Coopératives de production et de consommation étaient plus nombreuses et pouvaient jouer leur rôle, les Bourses de Commerce auraient vécu.

Banques et Bourses sont les piliers du régime actuel. C'est là que réside la véritable puissance. Pour les atteindre, les faire disparaître, il faut s'en prendre au régime lui-même.

Ce ne sera fait qu'après la prise des moyens de production et d'échange par les travailleurs. — Pierre BERNARD.

BOURSE DU TRAVAIL. La Bourse du Travail est un organisme ouvrier qui groupe dans son sein tous les Syndicats d'une même localité et coordonne leur action sociale. Elle a pour but, dans le cadre actuel, d'unifier les revendications des travailleurs des diverses professions et de tenter de les faire aboutir ; d'étudier et de propager l'action du syndicalisme dans les centres industriels et agricoles ; de réunir les éléments

statistiques de la production, des salaires, des besoins, d'opérer le placement gratuit des travailleurs des deux sexes ; de leur permettre de se rendre d'une localité à une autre par le versement du secours de route (Viaticum).

Historique. — Pour étudier sérieusement l'histoire des Bourses du Travail, il est nécessaire de remonter assez loin en arrière, d'examiner le mouvement ouvrier français à la suite de la guerre de 1870-71.

Comme chacun sait, la I^{re} Internationale fut, pour des raisons multiples, dont quelques-unes, pour ne pas dire toutes, se retrouveront en 1914, impuissante à arrêter le déclenchement de la guerre franco-allemande. La séparation du Conseil général de l'Internationale, la dispersion de ses membres, eurent une profonde répercussion sur le mouvement ouvrier de tous les pays.

En France, le mouvement syndical se trouve, après la guerre, complètement démantelé. Il surgit cependant à nouveau dès 1872. A cette époque, se constitua le *Cercle de l'Union ouvrière*, qui avait pour but de relier solidement les syndicats ouvriers et de faire contrepoids à l'*Union nationale du Commerce et de l'Industrie*, organisation patronale qui s'était, elle aussi, reformée aussitôt après la guerre. Barberet fut l'initiateur de ce *Cercle de l'Union ouvrière*.

Quoiqu'il se gardât bien de formuler des buts et moyens révolutionnaires, bien qu'il s'appliquât, au contraire, à mettre en évidence son action d'*entente entre le patronat et le salariat*, il n'en fut pas moins déclaré hors la loi et dissout en 1873. Malgré cette dissolution, il continua son action, en l'accentuant du fait de la persécution dont il était l'objet, et on rapporte qu'en 1875, il comptait 135 *syndicats*, dont un grand nombre étaient importants.

Après le Congrès de Bologne et le départ pour Philadelphie de la délégation ouvrière, il fut proposé de réunir à Paris, les travailleurs de Paris et de province, afin de mettre debout un *programme socialiste commun*. Cette proposition souleva l'enthousiasme des travailleurs. Le Congrès se tint à Paris, le 2 octobre 1876, Salle des Ecoles, rue d'Arras. Y participèrent : Chausse, Chabert, Isidore Finance, V. Delahaye, Simon, Soëns, Barberet, Narcisse Paillot, Aimé Lamy, Jeltesse. La majeure partie était composée de coopérateurs et de mutualistes. On y remarquait cependant quelques collectivistes et anarchistes.

Le caractère du rapport d'ouverture suffira à montrer l'esprit qui animait les congressistes. Il disait : « Ce que nous voulons, c'est faire que l'ouvrier laborieux ne manque jamais d'ouvrage, c'est que le prix du travail soit véritablement rémunérateur, c'est que l'ouvrier ait le moyen de s'assurer contre le chômage, la maladie et la vieillesse... Nous avons voulu également, ajoutaient les rapporteurs, avec le Congrès, montrer à nos gouvernants, à nos classes dirigeantes qui se disputent et se battent pour s'emparer du gouvernement et s'y maintenir, qu'il y a dans le pays une fraction énorme de la population qui souffre, qui a besoin de réformes et dont on ne s'occupe pas assez.

« Nous avons voulu que le Congrès fût exclusivement ouvrier et chacun a compris de suite nos raisons. Il ne faut pas l'oublier : tous les systèmes, toutes les utopies qu'on a reprochés aux travailleurs ne sont jamais venus d'eux ; tous émanaient des bourgeois bien intentionnés sans doute, mais qui allaient chercher les remèdes à nos maux dans des idées et des élucubrations, au lieu de prendre conseil de nos besoins et de la réalité. Si nous n'avions pas décidé, comme mesure indispensable, qu'il fallait être ouvrier pour parler et voter dans le Congrès, nous

« aurions vu la répétition de ce qui s'est passé à une autre époque, c'est-à-dire des faiseurs de systèmes bourgeois qui seraient venus gêner nos débats et leur imposer un caractère que nous avons toujours repoussé. Il faut qu'on sache bien que l'inton des travailleurs n'est pas de vouloir améliorer leur sort en dépouillant les autres. Ils veulent que les économistes qui ne se préoccupent que des produits et pour lesquels l'homme n'est rien, considèrent également l'homme en même temps que le produit : ils attendent de la nouvelle Science économique toutes les améliorations qui consistent dans la solution de la question sociale. »

A côté de bonnes choses incontestables, que d'inexactitudes renferme ce document qui montre bien que le *Cercle de l'Union ouvrière* cherchait sa voie. Sa défiance envers la I^{re} Internationale y éclate également et si on ne peut dire que les 360 délégués étaient unanimement de cet avis, on n'en reste pas moins confondu lorsqu'on apprend que des hommes comme Varlin, de Paepe, Emile Aubry, Albert Richard, Dupont, furent placés par le Congrès sur le même pied d'égalité que des politiciens comme Louis Blanc, alors qu'ils avaient professé et répandu les doctrines de l'Internationale.

Celle-ci n'en marqua pas moins fortement le Congrès de son empreinte. Sur la première question, le Congrès préconisa l'application du principe : *A travail égal, salaire égal*. Il recommanda la formation de syndicats féminins et demanda la réduction légale du travail à 8 heures sans diminution de salaires.

Il se dressa, par contre, contre la coopération dont il déclara l'action utopique et dangereuse. Il s'éleva contre les sociétés de secours mutuels qui ne donnent aucun moyen d'amener l'extinction du salariat, proclama-t-il. Il ajouta que ces sociétés sanctionnaient l'existence du salariat, et que ce qui devrait absorber ses pensées et ses actions, c'est d'ouvrir un débouché, en vue de notre émancipation économique. » Il demanda enfin l'institution de caisses de retraites soustraites à la tutelle de l'Etat. J'avoue que toutes ces choses, malgré quelques graves erreurs d'appréciations, me trouvent moins sévère à l'égard de ce Congrès que ne se montra Fernand Pelloutier, dans son *« Histoire des Bourses du Travail »*.

Le Congrès eut encore à se prononcer sur un projet de loi déposé par Lockroy qui avait pour but de réglementer très sévèrement le fonctionnement des Chambres syndicales et de leur imposer des formalités draconiennes. Non seulement le Congrès n'accepta pas ce projet, mais il en demanda le retrait à l'Assemblée Nationale.

Aussitôt la fin du Congrès, une Commission de 62 membres fut nommée par les syndicats parisiens pour solutionner la question des Chambres syndicales. Elle se mit immédiatement à l'œuvre et tenta de reconstituer le *Cercle de l'Union syndicale ouvrière*. Le gouvernement s'y opposa. Après avoir tenté d'opposer un texte au projet Lockroy, qui fut d'ailleurs repoussé par les Chambres, il fut décidé de rester dans le *statu quo*, c'est-à-dire de se tenir en marge de la loi. Il en fut ainsi jusqu'en 1878, au Congrès de Lyon où se tint un second Congrès ouvrier. Il eut une très grande importance. Déjà, la lutte était ouverte entre les socialistes révolutionnaires et les syndicalistes de cette époque. En relisant le discours prononcé par Ballivet, des *Mécaniciens de Lyon*, on croirait presque que c'est hier que ces choses se passaient.

Je ne résiste pas au désir de rappeler ici la partie la plus importante de ce discours. Ballivet fut, lui-même, un précurseur de Pelloutier. Écoutons-le :

« Pour nous, la question doit être posée en ces termes : Y a-t-il avantage ou inconvénient à ce que le prolétariat se fasse représenter dans nos assemblées législatives ? A cette question, nous répondons nettement : le prolétariat ne retirerait de cette représentation que des avantages illusoire, que des succès de pure apparence, et cette représentation entrainerait pour lui d'assez graves inconvénients. Parmi les socialistes qui se prononcent pour la représentation directe du prolétariat au Parlement..., les plus illusionnés espèrent arriver à conquérir légalement la majorité dans les assemblées politiques. Une fois la main au gouvernail, ils comptent faire fonctionner, au profit des ouvriers, tout ce mécanisme gouvernemental qui, jusqu'à ce jour, a fonctionné constamment contre eux. Quelques-uns ont des espérances plus modestes. Ils aspirent seulement à faire pénétrer dans les assemblées une minorité assez forte de députés ouvriers pour arracher à la majorité bourgeoise une amélioration matérielle dans la situation du travailleur, tantôt de nouveaux droits politiques qui lui permettent de poursuivre l'œuvre de son émancipation avec plus de chance de succès. Les plus expérimentés, les socialistes allemands, par exemple, ne croient plus à la conquête du pouvoir par voie électorale.

« En admettant cette tactique (la candidature ouvrière), ils ont en vue seulement un but de propagande et d'organisation. Nous allons réfuter, les uns après les autres, les arguments de ces diverses catégories de partisans de la représentation directe du prolétariat au Parlement.

« Est-ce en France que l'on peut se bercer de cette illusion folle : la bourgeoisie assister les bras croisés, dans le plus grand respect de la légalité, à son expropriation légale. Le jour où les travailleurs feront mine de toucher à ses privilèges économiques, il n'y aura pas de loi qu'elle ne viole, de suffrage qu'elle ne fausse, de prisons qu'elle n'ouvre, de proscription qu'elle n'organise, de fusillades qu'elle ne prépare.

« L'espoir que forment d'autres socialistes de faire pénétrer dans les assemblées législatives une minorité de députés ouvriers assez forte pour arracher à la majorité quelques concessions, est aussi illusoire. Cette minorité, par cela même qu'elle est minorité, ne pourra rien par elle-même. Elle sera naturellement entraînée à contracter des alliances avec les fractions bourgeoises du Parlement. Certaines réformes politiques, direz-vous cependant, telles que la liberté de réunion et la liberté d'association, peuvent hâter notre émancipation, et si les députés que nous envoyons au Parlement n'obtenaient que ces deux réformes, il vaudrait déjà la peine de les y avoir envoyés. Mais y a-t-il vraiment nécessité d'envoyer des nôtres pour obtenir ces libertés ? La bourgeoisie républicaine n'a-t-elle pas autant d'intérêt à nous les donner que nous en avons à les demander ? Ce qui est une arme dans ses mains devient entre les nôtres un instrument inutile (dès cette époque Balleuet avait déjà pressenti l'œuvre de Waldeck Rousseau). Liberté de la presse. Mais que nous importe à nous, d'avoir le droit de faire une chose si nous n'en avons pas les moyens. Liberté d'association ! Pour entendre les débiteurs de belles phrases que la Bourgeoisie nous envoie. Liberté d'association ! Associez la misère à la misère ; total : misère. Ces libertés-là, citoyens, seront les conséquences et non la cause de notre émancipation.

« Ceux-là qui, parmi les socialistes connaissent assez la bourgeoisie pour savoir qu'on ne lui arrachera aucune réforme par la voie légale, mettent en avant ce raisonnement : La participation des ouvriers aux

« élections nous permet un excellent moyen de propagande.

« Eh bien ! Nous prétendons que la représentation directe ne fournit pas aux ouvriers un bon moyen de propagande et que, si elle les conduit à la formation d'un parti nombreux, elle les conduit à un parti sans organisation et sans force réelle. Quand on parle de propagande, il faut se demander ordinairement deux choses : d'abord quels sont les principes qu'on veut propager, ensuite si le moyen choisi est très efficace pour cela. Ne savons-nous pas que la cause véritable de notre misère est l'accumulation, dans quelques mains, de toute la richesse sociale..., et ne voulons-nous pas mettre fin à cet état de choses en remplaçant le mode individuel d'appropriation par le mode collectif ? Ne savons-nous pas, en outre, que ce qui maintient cette injustice économique c'est l'organisation politique centralisée, autrement dit l'Etat, et ne devons-nous pas être anti-autoritaires et anti-étatistes ?

« Les deux principes qu'il faut donc propager sont les principes de la propriété collective et celui de la négation de l'Etat. Eh bien ! pendant une période électorale, on ne souffle pas un mot de tout cela. Il faut avant tout faire passer son candidat. Aussi, que voit-on dans les programmes électoraux ? la boursoffure de la forme et le peu de radicalisme du fond.

« Mais, dira-t-on, une fois élu, le député ouvrier déverlopera son programme dans le retentissement de la tribune française et, tiré à plusieurs mille par tous les journaux, ce programme sera profondément répandu. Nouvelle erreur ! Quand un député ouvrier paraitra à la tribune, il y sera accueilli par des huées, des interruptions et la musique des couteaux à papier. Les journaux, dites-vous, reproduiront sa harangue ? Oui, tous les journaux de la bourgeoisie la falsifieront, en feront circuler la caricature ; seuls, les journaux socialistes, s'il en existe, inséreront le discours tel quel, et alors ce discours d'un député, dont l'élection a coûté des milliers de francs aux pauvres bourses ouvrières, jouera ni plus ni moins le rôle d'un article ordinaire que l'on eût pu rédiger et imprimer à bien meilleur compte et sans tant de fracas.

« J'admets, qu'en montrant le moins possible de rouge dans notre programme, nous arrivions, en France comme en Allemagne, à constituer un parti nombreux ; le jour où nous deviendrons dangereux aux yeux de la bourgeoisie..., ce jour de l'intervention brutale, violente, illégale de la bourgeoisie, ce parti nombreux sera-t-il aussi un parti fort, capable de résister ?

« Eh bien ! Non, disons-le franchement. Quand un instrument a été fabriqué pour une besogne, il ne faut pas lui en demander une autre. Ce parti, constitué en vue de l'action électorale, n'aura que des rouages électoraux, ses soldats seront des électeurs, ses chefs des avocats. Il pourra sortir de son sein des héros, des martyrs, des Baudin qui sauront mourir pour ce droit ; mais ce parti, armée toute pacifique et légale, n'aura pas l'organisation qu'il lui faut pour résister aux violences des armées de coups d'Etat. »

Ce discours, qui contient tant de griefs d'aujourd'hui contre l'électoratisme, le pouvoir politique, l'Etat, le rôle des Partis, fit une telle impression sur le Congrès que les leaders syndicaux prirent peur et interdirent la répétition de telles paroles.

La résolution que Balleuet présenta, en accord avec Dupire, fut rejetée, mais la route était tracée vers l'autonomie et l'indépendance du mouvement syndical, la naissance de la Fédération des Bourses datent de

ce jour-là où Ballivet assigna au syndicalisme sa vraie mission sociale.

L'année suivante, en 1879, le Congrès des Syndicats se tint à Marseille. Ce Congrès fut marqué par une forte offensive socialiste, du reste frappé de stupeur en relisant le programme qui fut révisé à cette occasion par Jules Guesde et Paul Lafargue. Il n'y est question que de l'égalité. En outre, les adeptes n'avaient nulle action à effectuer pour aboutir. Ils n'avaient qu'à attendre tout de leurs députés. Il n'en est d'ailleurs guère autrement aujourd'hui. Il fallait, disait Guesde, organiser le *Prolétariat en parti politique distinct* et conquérir la majorité au Parlement. Vieille rengaine de quarante-huit ! En attendant, quelques « lois sociales », le gouvernement réduisit à néant l'action du *Parti socialiste* auquel, d'ailleurs, les ouvriers n'adhérèrent pas.

Pendant ce temps, les diverses fractions socialistes se divisaient jusqu'à l'émiettement et c'est condamnées à l'impuissance qu'elles tinrent le Congrès de Saint-Etienne, en 1882.

Les syndicalistes socialistes, qui avaient divorcé avec les Pouvoirs publics, en 1876, rompirent avec les syndicats légalistes et « barbaristes ».

C'est alors que se dessine la deuxième phase de l'évolution du syndicat socialiste. Un programme nettement ouvrier fut élaboré sur le principe de l'opposition des classes.

En 1886, les syndicats sentirent le besoin de se fédérer pour se développer et agir avec succès. Pourtant, en dépit d'affirmations déjà anciennes, la Fédération des Syndicats fut, à ses débuts, une machine de guerre entre les mains du Parti ouvrier français. Son programme, son action s'en ressentirent et bientôt il apparut que les dirigeants de la Fédération voulaient surtout faire entrer dans le « Parti » l'armée réellement ouvrière.

Les attributions de la Fédération ne furent pas précisées. Les trois Commissions qui la composaient : *propagande, publication d'un bulletin mensuel, statistique*, ne firent aucun travail utile. La *Fédération des Syndicats en groupes corporatifs français* fut impuissante à créer des relations locales ou régionales entre ses syndicats. Elle resta sans moyens devant une tâche gigantesque. Les Congrès n'introduisirent aucun progrès dans l'ordre de l'organisation sociale de combat ; organisés dans la même ville, à la même date que les Congrès du Parti, ils n'avaient pour but, menés par les mêmes leaders, que de donner du lustre à ceux du Parti.

La Fédération était donc vouée à un échec rapide, à une dissolution certaine.

Deux circonstances hâtèrent sa fin : la naissance de la *Bourse du Travail de Paris*, la constitution de la *Fédération des Bourses du Travail de France* ; la résolution d'action directe et de grève générale au Congrès de Tours (4 septembre 1892).

En effet, l'année même que se constitua la Fédération des Syndicats, la Bourse du Travail de Paris naissait, le 5 novembre 1886, sur la proposition de Mesureur.

Bientôt, d'autres Bourses surgirent à : Béziers, Montpellier, Cette, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Nîmes, Toulouse, Bordeaux, Toulon, Cholet.

Cette formation des Bourses du Travail eut immédiatement pour résultat de nouer entre les organisations ouvrières de solides et permanentes relations, de leur permettre de s'entendre, par une éducation mutuelle dont l'absence avait jusqu'alors été l'insurmontable obstacle à leur développement et à leur efficacité. Grâce à la Bourse, les syndicats pouvaient s'unir, d'abord par professions similaires pour la garde et la défense de leurs intérêts professionnels, comparer avec

les ressources particulières de leur industrie, la durée de leur labeur, le taux de leur salaire (et si cette durée était excessive et ce taux dérisoire), rechercher la valeur de leur force productrice ; ils pouvaient, en outre, se fédérer sans distinction de métiers pour dégager les données générales du problème économique, étudier le mécanisme des échanges, bref, chercher dans le système social actuel les éléments d'un système nouveau et, en même temps, éviter les efforts incohérents faits jusqu'à ce jour.

Outre le service fondamental du placement des ouvriers, toutes ces Bourses possédaient bibliothèques, cours professionnels, conférences économiques, scientifiques, techniques.

C'était, en moins de six ans, une véritable révolution qui s'était opérée. Une tâche énorme que ne soupçonnait même pas la *Fédération des Syndicats*, avait été accomplie.

L'idée de fédérer les Bourses du Travail devait inévitablement germer, et le Congrès de Saint-Etienne, le 7 février 1892, décida la constitution de la *Fédération des Bourses du Travail de France*, sur la proposition de la Bourse de Paris.

Il existait, à partir de cet instant, deux organisations corporatives centrales : l'une, la *Fédération des Syndicats* sans programme bien défini, sans organisation fédérative réelle, machine politique d'un parti, vouée pour toutes raisons à l'impuissance et à l'échec ; l'autre, la *Fédération des Bourses du Travail de France* possédait, au contraire, tous les éléments du succès. Outre qu'elle se composait d'unions locales vivantes, elle répondait à un besoin réel. Elle joignait à l'attrait de la nouveauté, l'avantage d'intéresser directement à l'administration et au développement des syndicats tous les syndiqués, de les obliger et de les aider à étudier les grandes questions économiques.

Rapidement les Bourses du Travail édifièrent sur le terrain économique un admirable système. En se communiquant entre elles les résultats obtenus, elles firent naître l'émulation et bientôt, profitant de l'inertie et de l'incapacité de la *Fédération des Syndicats*, à réaliser son programme économique par le jeu de l'action parlementaire, les associations ouvrières groupées dans la *Fédération des Bourses* cherchèrent sans trêve un moyen d'action qui, *pourvu d'un caractère nettement économique*, mit surtout en œuvre l'énergie ouvrière. Ce moyen fut soumis au Congrès de la *Fédération des Syndicats* en septembre 1892, à Marseille, par le citoyen Aristide Briand qui commenta le projet de résolution adopté à Tours quelques jours avant, sur la proposition de Fernand Pelloutier. (Voir à ce sujet l'histoire des Bourses du Travail, pages 116 et 117.)

L'idée de la grève générale comme moyen révolutionnaire était lancée. Malgré le magnifique exposé de Briand, le Congrès de Marseille, loin d'adopter la résolution de Tours, la repoussa, marquant ainsi publiquement et définitivement son désaccord avec les Syndicats. C'était, accentué, le divorce du Parti et des Syndicats. Il osa déclarer que la grève générale était une utopie et s'en tint à son vieux programme de collaboration et d'action parlementaire.

Malgré cette ex-communication *ex-cathedra*, la grève générale fit son chemin et en 1893, elle fut acclamée au Congrès tenu à Paris, après les incidents qui marquèrent la fermeture de la Bourse du Travail de Paris.

C'était un grave échec pour le Parti ouvrier qui décida de tenir son Congrès de 1894, à Nantes, avant le Congrès des Bourses. Malgré les efforts de Guesde Lafargue, Delcluze, Salembier, Jean Coulet, Raymond Lavigne, les politiques furent dûment défaits. Ce fut la fin de la *Fédération des Syndicats*.

La Fédération des Bourses restait la seule organisation vraiment vivante. Elle donna naissance à la C.G.T. en 1895, à Limoges.

Les Congrès de Nîmes (1895), Tours (1896), Toulouse (1897), Rennes (1898), Paris (1900), marquèrent le mouvement ascendant des Bourses du Travail et lorsque la fusion se fit en 1902 à Montpellier, il n'y avait plus, en fait qu'une seule organisation. Le Congrès de Paris comptait 57 Bourses et 1065 Syndicats. C'est assez dire l'importance de ce mouvement purement économique, après 14 années d'existence seulement.

..

Origine des Bourses du Travail. — Politiquement, dit Pelloutier, les Bourses du Travail datent d'un siècle. C'est-à-dire du jour (2 mars 1790), où un rapport (devenu introuvable), de M. de Corcelles, en agita le projet devant la Constituante, au moment même où Le Chapelier proscrivait les corporations mais mettait, en fait, les syndicats, qu'il sentait venir déjà, hors la loi.

Ce projet fut enterré par le département des Travaux publics.

Il ne revoit le jour qu'en 1845, c'est-à-dire 55 ans après. M. de Molinari, rédacteur en chef du *Journal des Economistes*, conçut l'idée d'une Bourse ouvrière. Il la définit dans son célèbre ouvrage les *Bourses du Travail* (1 vol. in-18). Pour la réaliser, il se mit en rapport avec les associations populaires et les entrepreneurs publics parisiens. Il ne fut compris ni par les uns ni par les autres. Après 7 années d'efforts et un essai de publication d'un *Bulletin de la Bourse du Travail*, il dut abandonner ses efforts.

Pourtant, dans cette époque la question de la *Bourse des Travailleurs* fut agitée tant à l'Assemblée législative qu'au Conseil Municipal où M. Ducoux, alors Préfet de Police, soumit, en 1848, un projet très complet. Le 3 février 1857, le même M. Ducoux, devenu Représentant du Peuple, disait à l'Assemblée, par allusion à la *Bourse des valeurs* : « Que nos agioteurs se promènent dans un palais somptueux, peu m'importe ; mais accordez-moi un modeste asile, un lieu de réunion pour les travailleurs. »

Langage subversif dans une telle bouche, et que ne tiendraient point ses successeurs d'aujourd'hui.

Il n'obtint pas satisfaction, bien qu'il eût à nouveau posé la question le 12 août suivant.

Vingt-quatre années s'écoulèrent avant qu'il fut question de la *Bourse du Travail* au Conseil Municipal. C'est le 24 février 1875 qu'il fut de nouveau présenté un projet de construire deux salles : l'une rue de Flandre, l'autre avenue Laumière, afin « de pouvoir abriter les groupes d'ouvriers, qui se réunissent chaque matin pour l'embauche », disait ce projet.

Cet essai n'eût pas plus de succès que les précédents. Ce n'est qu'en 1886, le 5 novembre, que M. Mesureur déposa son rapport au Conseil Municipal de Paris, concluant à la création d'une Bourse du Travail à Paris. On trouvera rapport et statuts pages 126 et 127 de l'Histoire des Bourses du Travail.

Cette fois la cause fut gagnée et le 3 février 1887, le Conseil Municipal remettait solennellement aux Syndicats, l'immeuble de la rue Jean-Jacques Rousseau, auquel il ajoutait, en 1892, celui de la rue du Château-d'Eau.

Désormais l'immeuble existait. Il s'agissait d'en faire une œuvre syndicale, de la développer, de l'étendre au reste du pays. Ce fut le rôle du Congrès de Saint-Etienne en 1892 et dès 1894, les Bourses du Travail repoussaient, sous quelque forme que ce soit, l'ingérence, dans leur administration, des autorités gouvernementales et communales.

En juin 1895, la *Fédération des Bourses* comptait déjà 34 Bourses avec 606 Syndicats ; en 1896, 46 Bour-

ses et 862 Syndicats ; en 1900, 57 Bourses et 1.065 Syndicats.

Cette progression continue, l'affirmation d'indépendance formulée dès 1894, montrent mieux qu'on ne pourrait le faire aujourd'hui, la grande vitalité et le caractère de classe de ce mouvement économique de la classe ouvrière exerçant son action hors de toute tutelle politique. En 1901, le 30 juin, il y avait 74 Bourses et près de 1.200 Syndicats. C'était la forte ossature de la C. G. T. à la veille du Congrès de Montpellier (1902).

..

Comment se crée une Bourse du Travail. — De toute évidence pour constituer une Bourse du Travail, il faut, au préalable, constituer des Syndicats. Lorsque plusieurs Syndicats existent dans une même ville, leur première tâche doit être d'établir entre eux des relations suivies pour coordonner leur action face à celle des Chambres patronales. La *Bourse du Travail* ou *Union locale des Syndicats*, est l'organisme qui permet d'établir cette liaison indispensable. La constitution de la Bourse du Travail a pour but, dans la société actuelle, de former une « Association de résistance », capable de devenir à tout moment, une association d'organisation, de gestion et de répartition.

En ce moment, la Bourse du Travail a donc déjà deux tâches à remplir : lutte contre le patronat, préparation des organismes et des cadres de l'ordre social reposant sur le travailleur.

Dès qu'il y a plusieurs Syndicats dans une même localité ou dans les environs, il convient de provoquer une réunion de ces Syndicats, d'exposer à leurs représentants le rôle et l'utilité de la Bourse du Travail.

Aussitôt constitution de la Bourse, il faut, tout de suite, la doter d'un programme d'action immédiate : lutte pour augmentation des salaires, mesures à prendre contre le chômage, la vie chère, application des lois sociales, organiser un service de placement ouvrier.

Les services qui doivent être créés immédiatement sont : le Secrétariat, la Trésorerie, les archives, la bibliothèque, le placement, la tenue du registre de chômeurs par professions, la caisse de secours pour les ouvriers de passage, le service de l'enseignement professionnel, l'organisation de cours et conférences économiques.

Pour conserver son indépendance, il est préférable, si elle le peut, que la Bourse n'accepte pas de subvention communale ou départementale et qu'elle organise ses services dans un local lui appartenant. Si elle ne peut agir ainsi, si elle est obligée, en raison de la modicité de ses ressources, d'accepter une subvention, si elle s'abrite dans un local municipal, elle doit, dès le début affirmer son caractère d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs départementaux et locaux et déclarer très nettement qu'elle se tiendra, et exclusivement, sur son terrain particulier de classe.

..

L'œuvre des Bourses du Travail. — Les services créés par la Bourse du Travail peuvent se diviser en quatre classes : 1° le service de la *Mutualité* qui comprend le placement, les secours de chômage, le *viaticum* ou secours de route, les secours contre les accidents ; 2° le service de l'enseignement qui comprend la bibliothèque, l'office de renseignements, le musée social, les cours professionnels et ceux de l'enseignement général ; 3° le service de la *propagande*, qui comprend les études statistiques et économiques préparatoires, la création des Syndicats industriels, agricoles, maritimes, des *Sailors' homes* (maisons du marin), des sociétés coopératives, la demande de conseils de prud'hommes, etc. ; 4° le service

de « résistance » qui s'occupe du mode d'organisation des grèves, des caisses de grève et de l'agitation contre les projets de loi inquiétants pour l'action économique.

Tous ces services divers exigent une somme d'aptitudes considérable et l'éducation rapidement poussée doit fournir aux Bourses les militants qui sont chargés de faire mouvoir les services.

Chaque service doit, autant que possible être divisé en Commissions ou Sous-Commissions qui spécialisent leur activité dans une branche générale et augmentent leurs connaissances générales par des conférences qui réunissent périodiquement toutes les Commissions par service d'abord et ensuite, ensemble, toutes les Commissions par un examen général de la situation de la Bourse, de son action, des difficultés économiques et sociales.

Peu à peu, les aspérités disparaissent et le fonctionnement s'assouplit, chaque service prend sa place et l'ensemble se meut avec régularité.

Le rôle d'avenir des Bourses du Travail. — Organismes de propagande et d'action faisant œuvre de résistance et d'éducation dans la société actuelle, les Bourses du Travail, qui devront se multiplier rapidement en période révolutionnaire, sont appelées à former les bases de la société nouvelle. Elles seront, par destination, les organes de l'organisation du travail, de la répartition des matières premières et des produits fabriqués, de l'échange entre les localités voisines. C'est dans leur sein, par le canal des représentants directs et contrôlés des travailleurs de tous les métiers, de toutes les industries que s'élaboreront les conditions de la vie urbaine, que se traiteront toutes les questions relatives à l'habitation, aux œuvres sociales, à l'enseignement, à tous les degrés. C'est sous la direction générale de la Bourse du Travail que travailleront d'une façon harmonique les Syndicats ; de même que c'est sous le contrôle et l'impulsion de ceux-ci que se coordonnera l'organisation de la production par les Conseils d'usine et les Comités d'ateliers.

La Bourse du Travail sera donc la véritable base de l'organisation sociale dans la localité. Elle est appelée à remplacer la commune d'aujourd'hui, sans que, par avance, on fixe comme limites de son action celles de cette commune.

Fédérées entre elles, elles formeront l'organisation souple et vivace qui doit remplacer, dans le cadre de la région industrielle agricole, le vieil édifice départemental qui ne répond à aucune nécessité économique.

L'association des Bourses du Travail par régions, celle des régions pour l'ensemble du pays, constitue tout l'appareil nécessaire au fonctionnement social. Dotée des prérogatives qui découlent de son rôle, une telle organisation doit être en mesure de répondre à tous les besoins matériels et moraux des travailleurs.

En même temps qu'elle permettra le maximum d'initiative individuelle et d'expériences multiples qui feront franchir de nouveaux stades au progrès, à l'évolution, découlant d'une émulation continue et non refrénée, la Bourse du Travail, coordonnera les efforts de tous et les fera converger vers un but unique.

La confrontation des résultats obtenus par toutes les Bourses au cours des Conférences régionales ou des Congrès nationaux, assurera la continuité des efforts sur le plan des réalisations nécessaires et le développement matériel et moral de la Société. Les essais techniques, les inventions, les applications infinies de la science limitées aux œuvres de vie, non limitées dans les recherches et les expériences, permettront, sous l'égide des Bourses du Travail, d'accentuer le rythme de l'évolution humaine vers le mieux et d'ou-

vrir tous les horizons à une civilisation nouvelle qui sera pacifiquement propagée dans le cadre le plus large de la liberté individuelle, n'ayant pour limite que la liberté de tous et la nécessité de satisfaire les besoins de chacun et de tous associés dans une même œuvre de vie féconde et fraternelle. — Pierre BESNARD.

BRECHE n. f. On appelle brèche une ouverture faite à un mur, un rempart, une haie. Au sens figuré, le mot brèche sert à désigner un dommage. Exemple : faire une brèche à ses opinions). Le mot brèche est également employé dans quelques expressions fort courantes et très expressives. *Être toujours sur la brèche*, c'est-à-dire être en lutte et en activité soutenues, ne jamais désarmer ; *mourir sur la brèche*, c'est-à-dire en combattant ; *Battre en brèche*, c'est-à-dire attaquer avec force.

BREDOUILLE n. f. Echec dans ce que l'on entreprend. Ce mot est aussi employé adjectivement : *Revenir bredouille*, c'est-à-dire revenir sans avoir réussi dans ce que l'on voulait faire. Ex. : Quand le peuple aura pris conscience de ses devoirs de classe, les politiciens reviendront bredouille de leur chasse aux électeurs.

BRIDER v. a. Mettre la bride à, c'est-à-dire, au sens figuré (qui seul nous intéresse ici) réprimer, contenir, assujettir. Exemple : les dirigeants savent brider impitoyablement les foules en voie d'émancipation. Bridé hier par une noblesse blanche, bridé aujourd'hui par une bourgeoisie tricolore, bridé demain par une dictature rouge, le peuple a toujours eu les membres et l'esprit liés par les lois ou par les préjugés. Il lui faudra cependant se libérer de toutes ces entraves s'il veut pouvoir réaliser son rêve de liberté et de bien-être. Qu'il se souvienne que les anarchistes sauront mettre à sa disposition toutes leurs ressources de révolte.

BRIGANDAGE n. m. On désigne actuellement sous le nom de brigandage le vol à main armée lorsqu'il atteint une certaine envergure. La bourgeoisie a fait s'élargir peu à peu dans la langue cette acception, ce qui lui permet de se servir du mot pour désigner tout acte insurrectionnel ou toute reprise individuelle violente. Elle s'efforce ainsi de desservir ses adversaires, tels les anarchistes terroristes, dans l'esprit public, grâce au sens péjoratif du mot brigandage. Pourtant les brigands ne sont pas là où les bourgeois veulent les faire voir. Bien au contraire ils se trouvent parmi ces bourgeois eux-mêmes ou leurs valets. Prenons en effet le sens du mot *brigand* à son origine. Le mot de *brigand* fut donné au XIV^e siècle à des soldats mercenaires qui portaient une cotte de maille dite *brigandine*. La profession de brigand devint, pendant la guerre de Cent Ans, une profession honorée. Les pillards logés dans les châteaux (qu'ils avaient soustraits à leurs dignes compères et concurrents : les seigneurs), rançonnaient le pays environnant. On le trouvait si naturel, en haut lieu, que l'on vit le pape Innocent VI, à Avignon, recevoir un brigand, Regnault de Cervote, dit l'Archiprêtre. On cite aussi parmi les brigands les plus célèbres : Aimarigot, Marchès et Rodrigue de Villandrada. On voit donc que le véritable sens du mot *brigand* n'a rien de commun avec le sens qu'on voudrait lui donner aujourd'hui en l'appliquant au pauvre bougre qui vole pour manger ou qui s'insurge contre les ignominies de la société actuelle. Les brigands sont tout simplement des soudards faïnés, assassins de métier, parfois encombrants pour leurs maîtres, lorsque ceux-ci n'ont pas de crimes à leur faire perpétrer. Vous croyez peut-être que cette espèce de brigands s'est éteinte avec la « civilisation » ? Détrompez-vous, elle

existe toujours, aussi puissante qu'au moyen-âge. La mondiale boucherie de 1914-18 pourrait en fournir maints exemples mais, comme il se trouvait des inconscients mêlés aux spadassins professionnels, nous n'insisterons pas. D'autres exemples, bien trop nombreux, hélas ! sont là. Citons les beaux faits d'armes qui illustrèrent la prise de Sikasso (Soudan Français) par les « glorieuses » troupes coloniales : Après le siège, l'assaut. Ba Bemba se tue. On donne l'ordre du pillage. Tout est pris ou tué. Tous les captifs (4000 environ) rassemblés en troupeau. On fait avec eux des étapes de 40 kilomètres. Les enfants et tous ceux qui sont fatigués sont tués à coups de crosse et de baïonnette. Les cadavres étaient laissés au bord des routes. Une femme est trouvée accroupie. Elle est enceinte. On la pousse à coups de crosse. Elle accouche debout, en marchant. On a coupé le cordon sans se retourner pour voir si c'était garçon ou fille... (C.-A. Laisant). — Mentionnons cet épisode du *Journal d'un marin* : « Nous voici dans le Katinou, au milieu des vaincus. Là, j'assiste au plus horrible spectacle qui se soit jamais reflété en des prunelles de civilisé. Le village était pris et Bokary tué, les troupes blanches ont gagné le bord et il ne reste plus sur les décombres que les auxiliaires. L'un d'eux, en ricanant, éventre une femme mourante et s'amuse à lui casser les dents sous ses talons ; un autre émascule voluptueusement une sorte d'hercule qui râle encore et dont les deux bras carbonisés demandent grâce ; un troisième va de-ci de-là, piétinant tous les cadavres avec une indicible frénésie et plongeant le bout de sa sagaie dans tous les yeux où brille un dernier éclair d'agonie. Celui-ci entortille de sanglants intestins sur le canon de son fusil et son voisin s'acharne à scier avec la lame ébréchée de son sabre, les seins d'une vieille dont la maigre carcasse palpite. Je vois une fillette de six à sept ans dont le corps a été tranché en deux parties égales ; à côté des tronçons, un enfantlet (le frère sans doute) est couché, son petit crâne aplati comme un fromage, et j'aperçois se tendant vers eux les bras raidis et crispés d'un cadavre de femme gisant, le ventre ouvert, dans une marmelade de viscères... » (P. Vigné d'Oceton). — Lors des expéditions « civilisées » en Chine, en 1860, rappelons le pillage de Pékin : « Après que tout ce qui pouvait s'emporter eût passé dans les sacs ou pris place sur les fourgons à bagages, après que les hommes eurent dormi ou paillardé sur les étoffes les plus précieuses, on chargea le feu d'achever cette œuvre. Le Palais d'Été devint la proie des flammes : bibliothèque pleine des produits littéraires de plus de quarante générations, pagodes deux ou trois fois plus vieilles que les plus anciens monuments d'Europe, palais, kiosques, ponts pittoresques, terrasses, vases, statues de granit, de marbre, tout cela n'est plus aujourd'hui ! » (Paul WARIN). — Et encore : « A la Résidence, le palais impérial a été souillé, les ambassadeurs et leurs femmes mêmes ont volé les inestimables objets d'art des appartements intérieurs. Les ignobles contempleurs des sciences ont brûlé en partie la grande bibliothèque ; et comme des chiens pour un os, ils se sont battus entre eux pour les célèbres instruments d'observatoire impérial. Quant à la bibliothèque, c'est le plus grand désastre qui, depuis l'année 625, date de la destruction de la bibliothèque d'Alexandrie, ait frappé la civilisation. Les pertes, surtout celle de la Grande Encyclopédie, sont absolument irrémédiables. Il faudrait détruire toutes les bibliothèques du domaine de la civilisation occidentale pour avoir le corrélatif de cette catastrophe... » (Alexandre ULAR, juin 1901). — Nous pourrions multiplier les récits de ce genre, conter comment le colonel Pelissier fit enfumer dans des grottes huit cents Arabes ; comment à Lamina, le 5 juin 1894, on brûla 412 cases sur 498 après avoir pris le bétail, l'or, les

vivres et 804 captifs qui furent distribués comme esclaves aux gens de l'expédition (Georges-ANQUETIL) ; comment le capitaine Voulet fit prendre vingt femmes mères avec des enfants en bas-âge et les fit tuer à coups de lance... pour l'exemple (interpellation de P. Vigné d'Oceton, à la Chambre des députés, le 19 novembre 1900) ; comment les soldats français, après la prise de Bossé, se servirent comme appât vivant pour les fauves, d'une fillette de dix ans qu'on avait liée toute nue sur un nid de fourmies noires pour qu'elle criât et qui mourut rongée par les fourmis (SÉVERINE) ; comment un administrateur vola le cheval d'un indigène qu'il fit ensuite envoyer au bain sur une fausse accusation pour pouvoir d'emparer de sa femme sans danger (Mme Hubertine AUCLERT) ; comment, à Blagoustcheusk, 5.000 paisibles chinois, hommes, femmes et enfants, furent poussés dans le fleuve Amour par les troupes du général Gribsky (il fallut incinérer les cadavres par crainte de la peste) (Georges-ANQUETIL) ; comment à Tien-Tsin, les Russes embrochaient même les enfants à la mamelle puis les jetaient en l'air pour les rattraper de nouveau sur la baïonnette, etc..., etc... Qui oserait dire, après cela, que ces monstres enrégimentés ne sont pas les dignes descendants des brigands sanguinaires du moyen-âge ? A côté de ces affreux brigandages l'attentat du terroriste n'est-il pas un geste de saine révolte, d'une révolte qui sait la persuasion impuissante à toucher le cœur ou l'esprit de ces affreuses brutes ? Et comment les lois bourgeoises peuvent-elles avoir l'audace de punir le malheureux qui vole parce qu'il a faim, tandis que l'officier sadique et sanglant voit, à la fin de sa carrière de meurtrier, une décoration fleurir sa boutonnière ? Hélas, il existe toujours des brigands et les lois sont à leur service. Seule, la révolution pourra venir à bout de ce brigandage-là, le seul véritable. Il appartient aux anarchistes d'aider de toutes leurs forces à l'assainissement de la société de demain en dénonçant hardiment les crimes et les rapines de tous les malfaiteurs officiels. — Georges VIDAL.

BRIGANDAGE. — Vol à main armée pillage sur les grands chemins. Au figuré : concussion, rapine. Tel est le sens que le dictionnaire donne au mot « brigandage ». Sens étroit, sens bourgeois qu'il convient d'élargir.

Par brigandage, nous entendons autre chose, et les brigands ne sont point exclusivement ceux qui attendent le passant au coin de la route pour le dévaliser dans l'ombre complice. Ceux dont nous voulons parler sont riches, honorés, haut-placés, très souvent décorés, parlent et commandent en maîtres à tous les peuples. Ces brigands-là sont extrêmement nombreux, mieux armés et plus dangereux que les autres, qui ne sont, eux, que des malheureux affamés et ne sont devenus brigands que contraints et forcés par l'état de choses actuel.

Ce sont les grands brigands qui ont engendré et engendrent les autres, les voleurs de grands chemins.

Ces derniers sont des victimes, les autres sont des coupables conscients de leurs actes et de leur conséquences.

Le patron qui fait travailler ses ouvriers pour un salaire de famine n'est-il pas un brigand, un brigand qui opère à l'abri de la loi, avec le concours des gendarmes et de la police ? Si les ouvriers se révoltent contre ce brigand, tout le régime le soutient contre ses victimes.

Grands brigands aussi les grands capitalistes et les banquiers, dont l'action malfaisante et quotidienne a pour but d'affamer les peuples, de les précipiter les uns contre les autres pour défendre des intérêts qui leur sont étrangers. N'est-ce pas du brigandage que de faire tuer par millions des hommes pour s'emparer des

richesses du sol, pour régner sur de nouveaux territoires ?...

Et les guerres coloniales, ne sont-elles pas autant d'actes de brigandages, au cours desquels les soldats enivrés, les malheureux, volent, pillent, assassinent, violent pour permettre à des industriels, à des négociants, à des financiers de mettre en coupe réglée individus et production d'un pays jusqu'alors libre ?

Qui dira jamais, comme Vigné d'Octon, les brigandages commis au cours des expéditions du Tonkin, de la Chine, de la Tunisie, de Madagascar, du Maroc, qui continuent après la conquête pour l'enrichissement scandaleux des négriers, des capitalistes des métropoles ?

Brigandage encore l'action qui consiste, pour quelques gredins, à s'enrichir pendant les guerres à ramasser dans le sang, sur les ruines, parmi les deuils innombrables, des fortunes colossales.

Et ceux qui ont amassé encore des fortunes dans l'exhumation et l'exploitation des cadavres, ne faisaient-ils pas acte de brigandage sur ces champs de bataille après la grande guerre de 1914-1918 ?

Et les coquins qui se faisaient payer jusqu'à cent fois la valeur des dommages de guerre, n'étaient-ils pas, eux aussi, des brigands, qu'on décore et qu'on salue ?

Les pétroliers, les armateurs, les propriétaires de mines qui accaparent, transportent et vendent à des prix majorés, ne font-ils pas encore acte de brigandage ?

Le mandataire aux Halles qui jette à l'égout les marchandises, les denrées au lieu d'en baisser le prix ; le meunier qui vend la farine au prix fort après l'avoir additionnée de succédanés ; le commerce, le négoce, tout ce qui vend à gros bénéfices, ne sont-ce pas des brigands qui spéculent sur la santé publique et sur le portemonnaie du consommateur ?

La vérité, c'est que le brigandage s'étale partout, dans ce monde de corrompus et de jouisseurs. Il est roi et ses auteurs protestent et crient comme des putois lorsqu'ils sont, par un juste retour des choses, l'objet de la peine du talion modestement appliquée.

S'il n'y avait pas eu de brigandage, si cette action n'avait pas été élevée à la hauteur d'un principe, si on n'en avait pas fait une institution, il n'y aurait pas de propriété, pas de riches, pas d'exploiteurs, ni non plus de misères, de malheureux, d'exploités.

« La propriété, c'est le vol », a dit Proudhon. Ajoutons : c'est le brigandage qui a permis de constituer la propriété.

Il y a aussi le brigandage scientifique, littéraire, qui consiste à dépouiller un inventeur, un chercheur, un artiste du produit de son travail, à le dépouiller parce qu'il est pauvre, en acquérant, pour un faible prix, une invention, un procédé de fabrication qui permet de gagner des millions à celui qui dévalisera le pauvre savant, l'humble chercheur.

Brigandage encore, l'acte qui consiste à faire travailler un artiste de talent pour des prix dérisoires pour revendre ses productions au prix fort. Brigandage toujours que de piller les idées, la pensée des autres, pour les faire siennes. Les cas de ce genre sont légion. Les hommes de valeur meurent pauvres, inconnus et leurs détrousseurs sont célèbres et passent à la postérité, atteignent aux honneurs et à la fortune.

Que sont, auprès de cela, les peccadilles accomplies sous l'aiguillon de la faim, sous l'empire de la misère, pour assurer la vie des êtres chers ? — Pierre BESNARD.

BUCHER. Le bûcher est une pile de bois sur laquelle les anciens brûlaient les corps ; c'est aussi une pile de bois sur laquelle, jadis, on brûlait ceux qui avaient été condamnés au supplice du feu. Ex. : Le courageux Etienne Dolet mourut sur le bûcher. Le bûcher funèbre a été en usage chez beaucoup de peuples anciens,

notamment chez les Phéniciens, les Cypriotes, les Gaulois, les Grecs, les Etrusques et les Roumains. Chez les Grecs, si l'inhumation est d'usage pendant la période Mycénienne, la crémation devient prédominante dans la civilisation homérique. Du VI^e au IV^e siècle prévaut l'inhumation, puis la crémation revient à la mode pendant la période hellénistique. Les Romains des premiers siècles paraissent avoir préféré la sépulture par inhumation ; mais l'incinération domine pendant les derniers siècles de la république et sous l'Empire, jusqu'au IV^e siècle de notre ère, époque où l'on revient à l'inhumation sous l'influence néfaste des idées chrétiennes.

Sur le bûcher, enduit de poix, on plaçait le cadavre sur son lit funèbre, avec ses vêtements, ses armes, etc... Les proches y mettaient le feu en détournant la tête. La crémation terminée, on éteignait la braise avec du vin et de l'eau. On triait les cendres et les ornements, souvent enveloppés d'ailleurs dans un linceul d'amiante ; on renfermait l'urne dans un coffret, que l'on déposait dans un tombeau ou dans une niche de columbarium. Il faut regretter qu'aujourd'hui on en soit toujours à la mode de l'inhumation, conséquence du christianisme. L'incinération est, à tous les points de vue, préférable à l'inhumation. Elle pourrait éviter, notamment, beaucoup d'épidémies et de contaminations mystérieuses qui proviennent très souvent d'une source dont le cours souterrain a traversé le sol empesté d'un cimetière. Quant au bûcher, en tant que mode de supplice, nous n'avons heureusement plus à déplorer son emploi. La société ne pouvant conserver cet appareil barbare, l'a remplacé par des procédés plus modernes : guillotine, pendaison, chaise électrique, etc... C'est ce qu'elle appelle le Progrès...

BUDGET n. m. (mot anglais tiré lui-même du vieux français *bougette*, petite bourse). — On appelle budget l'état de prévision des recettes et des dépenses d'un Etat, d'un département, d'une commune, etc... et, par extension, les recettes ou dépenses d'un individu. Les budgets gouvernementaux sont toujours plus ou moins fantaisistes, il s'agit pour les gouvernements de dissimuler, le mieux possible, leurs agissements, et de présenter l'argent dont ils se sont rempli les poches comme ayant servi au bien public. Mais les trous faits dans le gâteau sont généralement si larges que la tâche des politiciens est ardue. Enfin, lorsque rognant sur les dépenses utiles pour couvrir leurs soustractions, ils ne parviennent pas à leurs fins, ils ont recours à une méthode courante : ils augmentent les impôts et font supporter aux classes travailleuses, leurs inutiles dépenses. Mais leur comédie est si soigneusement jouée, que le peuple accepte avec confiance, les explications qu'on veut bien lui fournir. Voici d'ailleurs comment se vote un budget : chaque année, les ministres préparent le budget de leur département respectif. Le ministre des Finances centralise leurs propositions et y ajoute les prévisions de recettes pour compléter le budget général de l'Etat. La réunion des divers projets de dépenses et de l'unique projet de recettes constitue (avec son commentaire, *l'exposé des motifs*) le projet de budget général. Du rapprochement des dépenses et des recettes résulte ce que l'on nomme *l'équilibre du budget*. Le budget est présenté en premier lieu, à la Chambre des députés. Comme toutes les autres lois, il doit être voté par les deux Chambres, pour devenir exécutoire. L'année financière s'ouvre parfois avant que les Chambres aient terminé le vote des recettes et des dépenses afférentes à l'année qui commence. On a recours alors au vote de *douzièmes provisoires*, c'est-à-dire d'acomptes mensuels en cours d'exercice, tant pour les recettes que pour les dépenses, suivant une répartition purement provisoire. Votée et promulguée, la loi de finance revient des mains du Parlement dans celles de l'administration, qui assure son exécution. Cette

opération comprend, d'une part, la perception des recettes autorisées, et, d'autre part, le paiement des dépenses prévues dans la mesure des crédits ouverts.

Les opérations budgétaires — recettes et dépenses — représentent, dans cette machine massive qu'on appelle l'Etat, le mécanisme financier. On en devine aisément l'exceptionnelle importance. En principe, les partis parlementaires qui se réclament du socialisme doivent refuser le vote du budget, tant pour s'affirmer d'opposition irréductible, que pour priver l'Etat capitaliste des ressources qui lui sont indispensables pour assurer le fonctionnement régulier de ses multiples services. Mais, bien que la plupart des Congrès socialistes aient enjoint aux élus du Parti de refuser le vote du budget, il arrive que, dans la pratique, cette prescription n'est pas respectée. Cette observation s'applique à la majorité des pays dans lesquels les forces socialistes au Parlement sont imposantes.

Chaque année, le vote du budget provoque des débats vifs et prolongés. Les représentants du Peuple discutent à perte de vue sur la nature et la quotité des impôts, ainsi que sur la nature et la quotité des dépenses que les impôts sont appelés à couvrir. La presse qui a pour mission de renseigner les contribuables se livre à des polémiques parfois passionnées autour de ce qu'on appelle l'assiette de l'impôt, qu'il serait irrévérencieux peut-être, mais équitable à coup sûr, de nommer *l'assiette au beurre*. Au fond et en réalité, ces polémiques de journaux et ces débats parlementaires sont pure — ou impure — comédie, destinée à amuser et à abuser la galerie et à détourner l'opinion publique de préoccupations plus graves et d'intérêts plus sérieux. Car, quelle que soit la forme de l'impôt, qu'il frappe directement ou indirectement le contribuable, il est certain que, par suite des incidences et des ricochets, des répercussions et des cascades, c'est, en dernière analyse, le travail qui, seul, produit et conséquemment, les travailleurs qui, seuls, assurent la production, créent, entretiennent et développent toutes les richesses, c'est le monde du travail, c'est la classe laborieuse qui, en fin de compte, toujours et quand même, assure à l'Etat la totalité des ressources dont il a besoin. Il se peut que le rentier, le propriétaire, l'industriel, le financier, le commerçant soient obligés, par la nature et le mode de perception de certains impôts et de diverses taxes, de verser directement au fisc des sommes plus ou moins élevées. Mais, dans ces sortes d'opérations, il y a toujours, comme le disait Frédéric Bastiat, « *ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, ce qu'on montre et ce qu'on cache.* »

Or, ce qu'on voit, ce qu'on montre, n'est qu'une apparence, une fiction ; la réalité, c'est ce qu'on ne voit pas, ce qu'on cache. Et, en matière d'impôt, ce qu'on voit, c'est le prélèvement exercé par le Trésor sur le revenu, sur la rente, sur la propriété bâtie, sur la terre, sur les opérations de finance, de commerce et d'industrie ; et ce qu'on ne voit pas, ce sont les mille moyens à l'aide desquels rentiers, propriétaires, financiers, commerçants et industriels, récupèrent, parfois largement, ce qu'ils versent au fisc, sur le dos et au détriment de la classe ouvrière qui, d'une part, assure toute la production et, d'autre part, forme la masse compacte et pour ainsi dire innombrable des consommateurs. Seul, le petit, tout petit contribuable, le pauvre, situé tout à fait en bas de l'échelle économique dont le bourgeois occupe tous les échelons au-dessus, supporte et casque l'impôt, tous les impôts, la taxe, toutes les taxes : ceux et celles qui frappent le riche comme celles et ceux qui frappent l'indigent. « *L'assiette de l'impôt* » ? En vérité, je vous le dis, ô contribuables qui ne vivez que du produit de votre travail personnel et ne pouvez, ainsi, exploiter personne, il faudra, un jour la casser sur la tête des parasites. Tant que vous ne l'aurez pas

brisée et réduite en miettes, il n'y aura rien de fait et rien à faire : c'est vous, vous tous, producteurs, mais vous seuls qui permettrez aux Gouvernements d'équilibrer leurs budgets. (Voir *Impôt, Taxe, Dette publique. Grand Livre, Rente, Revenu, etc.* — S. F.

BUREAUCRATIE. n. f. On entend par ce mot, l'esprit, le régime, l'influence abusive des bureaux (Lachatre) [*Bureaucratie gouvernementale, bureaucratie administrative, bureaucratie législative, bureaucratie commerciale*]. Un des rouages inutiles de nos sociétés modernes. Superfétation sociale asservissant des millions d'individus à un travail improductif.

La bureaucratie embrasse toute la superficie du domaine social, et est une plaie dont il sera extrêmement difficile de se libérer, car elle s'impose par un long exercice. Dénuée de toute logique, de tout jugement, elle ne s'appuie que sur des règles et agit en vertu d'une routine toujours ridicule et arbitraire. Elle s'embarrasse d'une quantité de futilités, de niaiseries, qui fatiguent ceux qui sont obligés d'y avoir recours ; par ses procédures et ses subtilités, elle retarde les actes les plus communs de la vie quotidienne.

La bureaucratie est la conséquence de cette fausse conception sociale, qui fait de la société une vaste entreprise commerciale basée sur le *doit* et *avoir*.

« *Il ne faut point de formalités pour voler, il en faut pour restituer* » (Voltaire). Comme la bureaucratie est attachée au service de ce capitalisme qui accapare tout et ne veut rien rendre, on comprend l'importance et l'étendue de cette institution. Qui donc, en notre siècle de journalisme, n'a entendu citer les cas de certains contribuables inondés de paperasses parce qu'ils se refusaient à payer les quelques centimes qui étaient « dûs » au percepteur ?

C'est surtout dans l'administration de la chose publique qu'elle exerce son influence, son autorité et ses ravages, et nuit aux intérêts de la collectivité. Inutile en soit, il faut qu'objectivement elle cherche à légitimer son existence. De là, sa lenteur et ses caprices. Puissante dans son organisation, elle est la source d'une gradation de pouvoirs, d'une hiérarchie imbécile et incorrecte, devant laquelle sont obligés de se courber tous ceux qui sont en bas de l'échelle sociale. On se brise devant sa force d'inertie qui entrave la marche en avant de l'humanité et l'on désespère souvent de venir à bout de cette soumission qui caractérise le bureaucrate et en fait un des êtres les plus nuisibles de la société.

L'inaction de la bureaucratie est légendaire, et a inspiré des maîtres de la littérature, tel Courteline qui, dans les « ronds de cuir », a brossé un tableau remarquable de ce qu'est l'Administration. Hélas, la forme ironique, maniée à merveille par Courteline, ne prête pas à rire. La bureaucratie, par ses méfaits, entre plutôt dans le cadre de la tragédie. Pas un jour ne se passe sans que nous subissions son étreinte. Elle nous accapare dès notre venue au monde, pour ne nous abandonner qu'après notre mort... et encore !...

Lorsque nous venons de naître, chose inerte et sans pensée, nous sommes immédiatement la proie de cette mégère, qui s'humanise sous la forme d'un officier ministériel attaché à la mairie du village, du canton, ou du quartier, et qui écoute d'un air indifférent et lointain les déclarations de votre père flanqué de ses témoins. — De votre père ? Cet homme n'est peut-être pas votre père ; il se peut que vous soyez l'accident d'une étreinte furtive et passagère ; les témoins ont été recrutés aux hasards de la route, même sous le porche du « respectable » édifice municipal ; qu'importe ? La société exige que vous soyez dûment enregistré, et la bureaucratie remplit ses devoirs. C'en est fait de vous. Vous êtes devenu sa chose, vous lui appar-

tenez ; toute votre existence, vous sentirez peser sur votre échine le poids de son indiscretion et de sa mufflerie, et durant des siècles et des siècles, lorsque la matière aura depuis longtemps repris et transformé votre pauvre carcasse vivante, et que vous serez, depuis des générations, oublié de tous et de toutes, dans les archives administratives, pour servir de nourriture aux parasites et comme un symbole de sa stupidité, la bureaucratie conservera votre nom, inscrit en superbe ronde, sur un livre que ne lira jamais personne.

Elle vous suivra lorsque, devenu enfant, vous étudiez sur les bancs de l'école. Chaque incident et chaque accident de votre vie d'écolier seront marqués du sceau de la bureaucratie ; elle sera là lorsqu'à vingt ans vous serez appelé, au nom de la « Patrie », à payer votre tribut ; elle sera présente, elle, ses fonctionnaires et ses tonnes de papier, lorsque libéré du service militaire, vous aurez à remplir vos *devoirs civiques*. Impersonnelle, comme une âme qui flotte dans l'éther, elle vous suivra partout. Rien ne lui échappera ; curieuse, elle pénétrera dans votre vie intime ; exigeante, elle voudra savoir ce que vous gagnez, et par l'intermédiaire du percepteur, qui se retranche derrière le gouvernement qui, lui-même, est recruté au sein du parlement qui se réclame du peuple, elle vous soutirera, pour des buts indéterminés et sous forme d'impôts directs et indirects, le maigre fruit de vos durs labeurs.

Toutes vos résistances seront vaines et inopérantes : le « Bureau » vous étrangle, vous écrase, mais il est animé par une puissance occulte, invisible, contre laquelle vous ne pouvez lutter.

Etes-vous sans argent pour payer votre dette à l'Etat ? N'avez-vous pas de répondeur pour faire face aux frais de procédure que nécessitera votre saisie éventuelle ? Qu'à cela ne tienne ; c'est la course aux petits papiers qui commence, les frais énormes qui s'accumulent, sans raison, sans logique, sans but. La bureaucratie travaille.

Avez-vous, par malheur, recours à la « Justice » ? Avez-vous un procès civil ou commercial ? Vous êtes un homme perdu ; tous les éléments de désorganisation sociale s'acharneront sur vous ; l'huissier, l'avoué, le greffier, l'avocat, chacun d'eux dans son cadre et dans sa maîtrise s'arrangeront à embrouiller votre affaire, et votre différend, réglable le plus souvent avec un peu de bonne volonté et dont l'exposé tiendrait en quelques lignes, fera l'objet d'une dépense d'encre et de papier, dont le coût sera souvent supérieur aux intérêts que vous avez à débattre.

Un contrat à passer, une transaction à exécuter ? Pour qu'ils possèdent un caractère d'authenticité, il leur faut, sous peine de nullité, être rédigés sous la haute autorité du notaire. Ainsi le veut la loi.

Et il n'y a pas que dans les questions d'argent que nous sommes envahis. La maladie s'empare-t-elle de nous ? Avons-nous besoin d'être conduits dans un hospice ? Avant de toucher le docteur, le savant qui peut, par sa science, nous délivrer du mal dont nous souffrons, il faut satisfaire à la curiosité du bureaucrate qui, jaloux de son autorité, veut noircir ses folios et ses fiches. Qu'importe notre douleur, la peine de nos proches ! La bureaucratie réclame ses droits, ses prérogatives, ses privilèges. Il faut qu'elle soit maîtresse, elle l'est, et elle triomphe à toute heure et en tout lieu.

Elle paralyse toutes les énergies, toutes les initiatives ; elle intensifie la misère. Le malheureux, le vieillard qui attendent de la charité publique organisée l'assistance qui, de sa maigre mensualité, lui permettra de ne pas crever de faim, souffre de sa lenteur ; l'inventeur est victime de sa routine, et il semble

que, comprenant le danger que présente pour elle le progrès, la bureaucratie cherche à le retarder, à l'étouffer, à l'éteindre.

Que de ravages elle exerce ! Que d'hommes elle a ruinés ! Elle enrégimente une armée de pauvres bougres, bourrés de préjugés, inaccessibles à la pensée saine et large, cantonnés dans la petite vie mesquine et étroite du « bureau » et n'ayant comme horizon intellectuel que la feuille de papier et le porte-plume. Elle étriquait le cerveau comme le corps, et comme l'on comprend que les fonctionnaires de cette ruineuse institution, habitués à la discipline hiérarchique, soient féroceement attachés à ce régime qui les nourrit à peine !

Combien d'individus seraient rendus à la production et à la vie si l'on se débarrassait de ce chancre social ? Il n'y a, pour en avoir un aperçu, que de jeter les yeux autour de soi. L'Etat, pour son compte, emploie plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires et, sans crainte de se tromper, on peut affirmer qu'à part ceux attachés au service des postes et télégraphes, de l'Enseignement, de l'Hygiène, de la Voirie et des Transports, les autres sont à la charge de la collectivité, et n'apportent absolument rien d'utile en échange de ce qu'ils consomment. Ce sont d'inconscients parasites, victimes, eux aussi, cependant, de l'ordre économique actuel.

Et cela n'est encore rien. Il n'y a pas que l'Etat qui soit le refuge du fonctionnarisme. Les grandes administrations publiques, qui forment un Etat dans l'Etat, n'occupent pas la dernière place dans le gâchis occasionné par la bureaucratie. A côté des mécaniciens, des chauffeurs, des ouvriers, des conducteurs, qui assurent le service normal des chemins de fer, il y a une nuée d'employés dont les services sont encore à signaler, et qui entravent le développement des régimes ferroviaires ; il en est de même dans les grandes compagnies d'électricité, d'eau, de gaz, etc., etc., et il n'y a pas lieu de s'étonner des difficultés financières que rencontrent ces institutions, lorsqu'on établit les sommes englouties mal à propos par des administrations si peu en rapport avec les progrès de la science appliquée.

Est-ce tout ? Non pas, hélas ! Il y a le commerce, il y a la banque. Là encore, crouissent des centaines de milliers de bureaucrates qui ne paient pas leur tribut de travail à la société. Il y a des centaines de milliers d'individus penchés sur des chiffres qui, du soir au matin, additionnent, multiplient, divisent, sans que jamais, jamais, de cet arithmétique fatigante, ne sorte une unité utilitaire.

« Si un tigre croyait, en sauvant la vie d'un de ses semblables, travailler à l'avènement du bien universel, il se tromperait peut-être » (J. M. Guyau, Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction). Si l'on disait à ces millions d'individus qu'ils accomplissent une tâche rétrograde, qu'ils gênent la marche du progrès, qu'ils arrêtent l'évolution des mondes, que, par leur travail, ils perpétuent un ordre social qui doit s'écrouler pour le bien d'une humanité grande, libre et belle : ils ne nous comprendraient peut-être pas. Et pourtant !...

La bureaucratie n'est-elle pas le symbole du parasitisme moderne ? Ne fait-elle pas pencher la balance du côté du capital ? Il y a actuellement, en France, d'après les statistiques officielles, six à sept millions d'ouvriers manuels, sur une population de 40 millions d'individus. A part les vieillards, les enfants et les riches — qui sont relativement peu nombreux — tout le reste est jeté sur le marché de l'administration et va grossir cette classe de pauvres bougres, à mentalité de bourgeois, que forment les fonctionnaires et les bureaucrates. (Voir *Fonctionnaires*.)

Pourtant, tout a une fin. Une sourde lumière a pénétré déjà dans l'Escorial administratif. Elle en ébranlera les murs. Le travailleur du chiffre commence à se dresser, contre ses chefs, ses maîtres, ses exploiters. Demain, avec son frère du chantier et de l'usine, étroitement unis, ils briseront les chaînes qui les tiennent rivés à la bourgeoisie. Ils s'attaqueront à l'édifice social, à un ordre économique meurtrier qui doit disparaître, qui disparaîtra sous les coups répétés de la plèbe en bourgeron ou en faux col.

La bureaucratie aura vécu, ainsi que toutes les institutions sur lesquelles reposent la société capitaliste, et le travail utile fécondera le monde, pour que l'Anarchie puisse réaliser son œuvre. — J. C.

BUT. n. m. Au sens propre : point où l'on vise ; au sens figuré : fin qu'on se propose. Ex. : Le pouvoir et la fortune, tels sont les deux buts des politiciens. Si l'on veut arriver à un résultat, il faut s'être déterminé un but précis et tendre vers ce but sans la moindre défaillance. Plus grande est l'énergie de l'homme, plus vite sera atteint le but. Les anarchistes ont pour but la libération de la société. Aucun but n'est plus noble et plus généreux. Les travailleurs doivent s'y rallier sans attendre.

BUTIN n. m. (de l'allemand : beute, proie). On appelle butin ce qu'on acquiert soit par la force (sens propre), soit par son travail, ses études, etc... (sens figuré). Le désir d'un riche butin a toujours été un excitant de premier ordre pour les brutes militaires. Les armées, quelle que soit leur nationalité, se sont

toujours distinguées dans l'art de piller les maisons, saccager les villages, voler les objets précieux, violer les femmes, etc..., toutes choses qui constituent le butin du vailleux. La « civilisation » n'a changé en rien les mœurs du soldat professionnel. (Voir BRIGANDAGE). Aujourd'hui comme jadis, le premier soin des troupes conquérantes est de réaliser un estimable butin. Cet état d'esprit navrant ne disparaîtra qu'avec ses principales causes : l'armée et la guerre. C'est donc l'armée et la guerre que les anarchistes doivent combattre avec ténacité, s'ils en veulent voir disparaître les conséquences.

BYZANTINISME n. m. On appelle byzantinisme une tendance à s'occuper de questions frivoles et subtiles, par analogie avec les disputes religieuses et mesquines auxquelles se complaisaient les Byzantins de la décadence. (L'Empire Byzantin est le nom donné à l'empire romain depuis Constantin, et à l'empire d'Orient depuis Théodose jusqu'à la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453. L'Empire Byzantin, travaillé par des vices intérieurs : disputes et rivalités pour le pouvoir, querelles religieuses, etc... a compté pourtant plus de mille ans d'existence, résisté souvent avec succès aux barbares du Nord et de l'Orient, et brillé du vif éclat d'une civilisation raffinée). Un byzantinisme dangereux met en péril l'humanité tout entière, par suite de la décadence de la classe bourgeoise, qui s'avère de jour en jour plus impuissante et plus veule. C'est au peuple — lui qui garde en son sein des énergies neuves et saines — qu'incombe le droit et le devoir d'arrêter cette décadence en injectant une vie nouvelle au vieux monde.



CABALE. n. f. On désigne sous le nom de cabale, une menée, une intrigue conduite par les partisans d'une doctrine, d'une coterie. Ex. : Lorsqu'un politicien devient trop puissant, ses collègues, jaloux de sa bonne fortune, ne manquent pas de monter une cabale contre lui, pour le faire tomber. Les cabales sont très fréquentes dans le monde politique. Le mot cabale est aussi employé tout particulièrement pour désigner une association formée pour faire subir un échec à un auteur dramatique. Ex. : Une véritable cabale fut organisée contre Henry Bataille, lorsqu'il fit jouer *l'Animateur*, pièce où l'écrivain glorifiait Jaurès et stigmatisait Léon Daudet. Il faut prendre garde de ne pas se laisser influencer par les cabales qui peuvent parfois s'attaquer à un homme intègre que certains trouvent gênant, justement à cause de son intégrité. Au sens propre, le mot cabale a un tout autre sens qu'il sied de ne pas ignorer. Venant de l'hébreu *Kabbalah* (tradition), il est chez les Juifs, une interprétation mystérieuse de la Bible, transmise par une chaîne continue d'initiés. (Il prend alors une majuscule.) Elaborée dans les deux siècles qui précéderent le christianisme, exposée dans les livres tels que le *Sephir-Jetzira* et le *Zohar*, la Cabale est littérale et accabérique ; elle attribue un sens symbolique aux caractères de l'alphabet et aux chiffres, et en interprète les combinaisons. La Cabale a exercé une grande influence non seulement sur le judaïsme, mais sur l'esprit humain en général. Elle a compté parmi ses adeptes : Philon, Avicenne, Raymond Lulle, Pic de la Mirandole, Paracelse, Reuchlin etc... Elle a fini par donner dans la théurgie et la magie.

CABOTINAGE. n. m. Action de cabotin, c'est-à-dire de personne qui joue une comédie bruyante pour se faire valoir ou arriver à ses fins. Les politiciens sont passés maîtres dans l'art du cabotinage. Il ne faut pas oublier que tout cabotinage décèle un manque plus ou moins grand de sincérité. Il ne faut donc jamais donner créance aux cabotins.

CACHET (lettre de). La lettre de cachet, employée jadis au temps de la royauté absolue, était un pli fermé d'un cachet du roi, et qui contenait ordinairement un ordre arbitraire d'exil ou d'emprisonnement. Les rois de France n'hésitaient pas à employer la lettre de cachet contre tous ceux qui leur avaient déplu d'une façon ou d'une autre. Le courtisan maladroît se voyait exiler dans ses terres. L'homme libre se voyait enfermer à la Bastille pour le restant de ses jours, sans qu'aucun jugement ou simulacre de jugement ne soit intervenu. Aujourd'hui, la lettre de cachet n'existe plus. Mais les puissants, plus hypocrites, savent bien, par des accusations mensongères et des jugements de complaisance, se débarrasser de leurs adversaires lorsqu'il leur en prend l'envie.

CACOPHONIE. n. f. (du grec *kakos*, mauvais et *phônê*, voix). On appelle cacophonie, une rencontre de mots ou de syllabes qui blessent l'oreille. Exemple classique : Ciel, si ceci se sait, etc... Les meilleurs écri-

vains sont parfois tombés dans la cacophonie. Tel Voltaire écrivant :

Non, il n'est rien que Nanine n'honore...

Par extension on appelle cacophonie un mélange désagréable de sons discordants. Ex. : La Chambre des députés est en général le domaine de la cacophonie. La cacophonie produit toujours une mauvaise impression. Aussi faut-il se garder, dans les discussions, les controverses, les meetings, de parler plusieurs à la fois, à moins qu'on ne veuille pratiquer l'obstruction contre un orateur.

CADASTRE. n. m. On appelle cadastre un registre public qui porte le relevé détaillé des propriétés territoriales d'une contrée, d'une commune, présentant leur situation, leur étendue et leur valeur, pour permettre l'assiette de l'impôt foncier. C'est Charles VIII qui eut la première idée du cadastre général de la France. L'exécution du cadastre donne lieu à des opérations confiées à des géomètres et à des opérations d'expertises effectuées par des contribuables (classificateurs), assistés de contrôleurs des contributions directes. Les premières ont pour objet le lever du plan ; elles comprennent : la délimitation et la triangulation de la commune, l'arpentage parcellaire et la vérification. Les secondes consistent à évaluer le revenu ; ce sont : la classification (division en classes, des diverses natures de propriétés) ; le classement (distribution des parcelles entre ces classes) ; le tarif des évaluations (détermination du revenu de chaque classe). Le résultat de ces opérations est reporté au nom de chaque contribuable sur les matrices cadastrales, dont les rôles sont des copies et qui doivent mentionner les changements de propriétaires et les translations de propriété (mutations). Le cadastre date de 1807. Les lois des 17 mars 1898 et 13 avril 1900 se sont occupées à le réviser. Comme on le voit, le cadastre est le livre de la Propriété. La bourgeoisie y marque les terres qu'elle s'est partagées, y limite artificiellement les portions de sol dont elle s'est emparée et interdit ainsi à quiconque de jouir librement de quelque chose qui devrait être à tous. Le cadastre est, en quelque sorte, la sanction légale du droit de propriété. Les anarchistes se comporteront donc avec lui de la même façon qu'il se comporteront avec la Propriété (Voir ce mot).

CADRAN. n. m. (du latin *quadrans* ; de *quadrare*, être carré). On désigne sous le nom de cadran, une surface portant les chiffres des heures, etc... et sur laquelle courent les aiguilles d'une montre, d'une pendule, etc... Ou bien encore une surface analogue qui porte les divisions d'un instrument de physique : manomètre, galvanomètre, etc... ou rose des vents. On appelle *cadran solaire*, *adran lunaire*, une surface plane sur laquelle des lignes indiquent les heures que le soleil ou la lune marquent en projetant successivement sur ces lignes, l'ombre d'un style ou tige implantée dans la surface. Les cadrans solaires, qui servaient jadis à déterminer l'heure, furent connus des Egyptiens.

CADRE. n. m. (de l'italien *quadro*, carré). On appelle cadre une bordure de bois, de bronze, etc... qui entoure une glace, un tableau, un panneau, etc... Le même mot sert aussi à désigner toutes sortes de châssis. Enfin, le mot cadre est très employé au sens figuré, notamment pour désigner le tableau des services et des fonctionnaires d'une administration (ex. : être rayé des cadres), ou bien l'ensemble des gradés et des employés spéciaux d'une troupe militaire (ex. : les cadres d'un régiment). Tous les systèmes sociaux autoritaires aiment à parquer les individus dans des cadres où ils obéissent à une discipline méthodique et avilissante. Pour les communistes — encore plus peut-être que pour les bourgeois — l'organisation par le cadre est l'organisation rêvée ; c'est elle, en effet, qui transforme le plus sûrement l'homme en un instrument passif et docile dont on peut retirer un rendement maximum. L'esprit d'initiative et d'indépendance — ces formes si dangereuses de l'esprit ! — sont peu à peu anihilées, et les gouvernants peuvent agir en toute tranquillité sans craindre un réveil de la masse. Il faut donc que le peuple refuse rigoureusement de se laisser enfermer — et peu à peu étouffer — dans les cadres que les puissants s'efforcent d'entourer d'avantages trompeurs. Tout cadre est un collier pour une catégorie de citoyens. Les anarchistes doivent donc briser les cadres comme ils briseraient des chaînes.

CADUCITE. n. f. La caducité et l'état de ce qui est vieux, faible, cassé, décrépit. Le mot s'emploie aussi bien pour l'homme que pour les choses. L'homme devenu caduc, est souvent un obstacle au progrès ; les idées hardies l'effraient facilement, et il préfère la routine aux initiatives osées. Or, les gouvernements sont en général composés de politiciens déjà fort âgés et ce fait explique que, en dehors de la nocivité des principes gouvernementaux, les dirigeants d'un pays soient toujours réfractaires aux suggestions généreuses et larges. Ne nous en plaignons pas, d'ailleurs, car leur intransigeance et leur étroitesse d'esprit permettent au peuple de mieux mesurer leur ignominie. Un manque de libéralisme est, en effet, toujours plus dangereux qu'un autoritarisme brutal, car il parvient souvent à tromper la multitude naïve et confiante. Mais la caducité de l'homme n'est pas la seule qui soit à craindre. La caducité des institutions, des lois et des morales est bien plus dangereuse encore. Les vieillards néfastes qui ont à la tête des gouvernements, par crainte d'une innovation qui pourrait être une libération, renforcent des lois décrépités qui emprisonnent les individus dans un tissu de menaces. Les mœurs ont beau changer avec les siècles, les lois demeurent toujours les mêmes, toujours plus oppressives. De même les morales officielles. De même les institutions. Tout le bric-à-brac de l'autoritarisme, tout ce matériel vieillot d'abrutissement, tout l'héritage désuet du passé, tout cela est rafistolé tant bien que mal par les politiciens en exercice, — et les classes travailleuses doivent supporter ce fardeau de jour en jour plus intolérable. Espérons que l'heure est proche où les spoliés se refuseront à endurer plus longtemps l'emprise d'un passé tyrannique. Ce jour-là s'écrouleront toutes les entités caduques qui barrent la route du progrès social et, enfin, nous pourrions instaurer une vie nouvelle où, seules, prévaudront les choses saines, vigoureuses et fécondes.

CAFARDISE. n. f. On appelle cafardise une action ou une parole de cafard ; c'est-à-dire d'hypocrite prêt à toutes les délations. Pour obtenir une récompense ou pour se faire bien voir du maître, patron, etc..., le cafard n'hésite pas à dénoncer le camarade qui a enfreint un quelconque règlement, et lui attire ainsi une sanction plus ou moins grave. La cafardise est en

général une conséquence de la mentalité d'esclave. C'est une action des plus viles, et celui qui s'en rend coupable mérite le mépris absolu de tous. Celui qui est capable d'une petite cafardise peut être capable d'une grande trahison. On ne peut guère descendre plus bas dans l'infamie.

CAGOTISME. n. m. Le cagotisme est le caractère de celui qui est cagot, c'est-à-dire qui affecte une dévotion hypocrite et outrée. Synonyme de bigot (*voir ce mot*).

CAHIER. n. m. On appelle cahier un assemblage de feuilles de papier cousues ensemble. Autrefois, le mot cahier servait à désigner un mémoire de doléances ou de remontrances adressé au souverain. (Ex. : Les cahiers du tiers.) De nos jours on entend encore par cahier des charges, l'ensemble des clauses imposées à un adjudicataire ou à un acquéreur. Le cahier des charges est déposé dans un lieu public où chacun peut en prendre connaissance, et il en est donné lecture avant la réception des offres. Dans les ventes faites par autorité de justice, le cahier des charges est destiné à faire connaître les conditions de vente aux futurs acquéreurs.

Enfin, le mot cahier est employé aujourd'hui dans l'expression cahier de revendications. Le cahier de revendications est l'ensemble de légitimes exigences d'un syndicat ou d'un certain groupe de travailleurs. C'est ce cahier que les ouvriers lésés présentent au patron pour lui arracher d'infimes améliorations de leur travail : journée de huit heures, adaptation des salaires au coût de la vie, etc... Souvent, hélas, pour faire accepter ce cahier de revendication, les travailleurs sont obligés de recourir à la grève. Le mentalité patronale est telle, en effet, que les ouvriers ne peuvent faire aboutir une revendication que s'ils savent l'imposer. Les exploiters, ne connaissant qu'une chose : la force, obligent leurs adversaires à en user. Mais le jour n'est pas loin, espérons-le, où plus ne sera besoin de cahiers de revendications. Ces améliorations de leur sort qu'on leur dispute si âprement, les travailleurs sauront les conquérir de haute lutte sur les parasites de l'industrie, de la politique ou du commerce. Et l'on ne verra plus d'arrogants jouisseurs marchander une bouchée de pain à des familles laborieuses.

CAIMAN. n. m. (caraïbe : *acayouman*). Le caïman est une espèce de crocodile des fleuves d'Amérique et de Chine à museau long. Au sens figuré, on dit de quelqu'un que c'est un caïman lorsque, aride et sans scrupules, il n'hésite pas à exploiter ses semblables de la plus ignominieuse façon. Ainsi est un caïman le patron qui fait travailler ses ouvriers 10 ou 12 heures par jour, à des salaires de famine, pour pouvoir agrandir sa fortune. La classe ouvrière, aujourd'hui, est malheureusement victime d'innombrables caïmans de ce genre, qui s'engraissent du sang et de la sueur des travailleurs. Aucun pitié n'est à attendre de pareils monstres. De même que pour les caïmans des pays exotiques, la force seule peut venir à bout de ces caïmans humains — ou plutôt à humaine seulement, puisque tous les sentiments nobles de l'homme leur sont inconnus... C'est pour cela que les anarchistes haussent les épaules quand des réformistes proposent une entente du peuple avec ses bourreaux. On ne parle pas avec une bête féroce !...

CALAMITE. n. f. (latin *calamitas*). On appelle calamité, un grand malheur qui atteint toute une catégorie d'individus. Exemple : La guerre, source de bénéfices pour les dirigeants, est une calamité pour les peuples. Notre société actuelle abonde en calamités de toutes sortes et de toutes grandeurs. Sont des calamités pour les travailleurs : la finance, la poli-

tique, l'armée, la diplomatie, le capitalisme, etc., etc... Il est des calamités naturelles que la volonté de l'homme est impuissante à combattre : tremblements de terre, inondations, cyclones, etc... Mais les calamités que nous avons citées plus haut sont purement artificielles, et peuvent être évitées par la volonté ferme des classes laborieuses. Le jour où le peuple se débarrassera de ceux qui vivent du malheur public, ce jour-là, les calamités artificielles disparaîtront automatiquement.

CALOMNIE. s. f. Faux bruit, invention malveillante que certains individus colportent, imputant de mauvaises actions à des gens qu'ils veulent discréditer. La calomnie est une arme vile et abjecte employée de tous temps par les envieux, les esprits bas et sans scrupule, les gens d'église, de politique et de Pouvoir à l'égard de ceux qui militent en contempteurs de toute autorité, et qui ne peuvent se résoudre à garder pour eux seuls une vérité bienfaisante à tous.

Tout à tour, les premiers chrétiens, les Juifs, les protestants, les socialistes et les anarchistes furent en butte aux accusations les plus stupides, en même temps que les plus ignobles, de la part de ceux dont ils dérangeaient les plans et contrariaient les appétits. C'est ainsi qu'à Rome, quand les disciples de Paul de Tarse eurent fait d'assez grands progrès moraux dans la population, le gouvernement de Néron fit circuler sur leur compte mille histoires horribles. On les accusait de tuer les petits enfants, de manger de la chair humaine, de comploter contre la vie des gens, de prêcher le vol, le viol et le meurtre. Ce qui faisait que grâce à ces légendes, le peuple était heureux d'aller au cirque pour assister aux supplices des chrétiens. Quand Néron ordonna l'incendie de Rome, il réussit pendant près d'un an à faire croire au peuple que c'étaient les chrétiens qui avaient commis ce crime, tant était grande la puissance de la calomnie savante et répétée des caudataires du César. Lorsque, grâce à la conversion de Constantin, les chrétiens parvinrent à partager avec l'empereur l'autorité toute-puissante, les prêtres de la nouvelle église oublièrent totalement le martyrologe de leurs devanciers.

A leur tour ils manièrent de main de maître la calomnie. Ce furent tout d'abord les Juifs qui furent choisis comme victimes — et l'on peut dire qu'en cette occasion, le travail des prêtres réussit au-delà de toute espérance, car aujourd'hui encore on colporte sur les hébreux les pires infamies — même dans les milieux qui échappèrent depuis à l'emprise catholique, on fait du mot « juif » un terme de mépris. Cette campagne persévérante eut quelquefois de sanglants résultats : les pogroms russes et polonais sont les plus frappants exemples de l'état d'égarement dans lequel l'église catholique sut plonger les crédules. Plus tard, ce furent les protestants qui subirent l'assaut. A cette occasion se forma une secte qui devint célèbre. Un ancien soldat espagnol : Ignace de Loyola, créa la « Compagnie de Jésus », qui avait comme but initial l'affermissement de la puissance ecclésiastique. L'arme principale de cette association fut naturellement la calomnie. On connaît le discrédit qui s'attache maintenant aux disciples de Loyola, et le terme « jésuite » signifie la plus forte expression de répugnance que l'on puisse émettre quant à la valeur morale d'un individu. Caron de Beaumarchais, en créant son Don Bazile, a campé admirablement le jésuite, et l'axiome « Calomniez, calomniez ! il en restera toujours quelque chose » est devenu justement célèbre.

Ensuite, ce furent les républicains, puis les socialistes qui supportèrent lourdement le poids de la calomnie officielle. Et enfin, depuis une quarantaine d'années, ce sont les anarchistes qui se voient le plus implaca-

blement chargés de tous les méfaits imaginaires. Les anarchistes sont davantage accablés, parce qu'ils adversaires implacables de tous les charlatans, ils voient se liguer contre eux toutes les forces religieuses et politiques. Il n'est pas un crime, pas un méfait qui ne se commette sans qu'on essaie de prouver que le ou les auteurs de ce crime ou méfait est un anarchiste.

Disons que malgré cela, petit à petit la vérité se fait jour grâce à l'inlassable propagande des militants et que les exploités commencent à comprendre que les anarchistes sont encore leurs meilleurs et leurs seuls véritables amis.

Mais il n'y a pas que sur le terrain politique ou philosophique que la calomnie est employée. Journallement, dans les rapports les plus intimes, pour les motifs les plus futiles (quelquefois, même, sans motif aucun), l'arme empoisonnée est dirigée contre quelqu'un qui n'en peut mais ! Les méchants, les jaloux, les êtres faibles et nuls manient avec vigueur cette incomparable auxiliaire de la vilénie, de l'envie et de la médiocrité. Le plus souvent la calomnie rampe lentement et met un temps infini à parvenir aux oreilles du calomnié. C'est d'abord un racontar, une incrimination qui, au fur et à mesure qu'elle s'éloigne de son point de départ se mue en affirmation, puis en accusation. De bouche en bouche, le bruit, faible d'abord, ne tarde pas à devenir un tonnerre. Alors, le mal fait est irrémédiable. Comme il est rare que l'on puisse remonter à la source exacte d'une calomnie, on lui prête une quantité infinie d'auteurs et, en vertu de ce proverbe inepte : *Il n'y a pas de fumée sans feu*, les gens qui se sont faits les récepteurs de la calomnie y croient dur comme fer et ne se privent pas de la transmettre « sous le sceau du secret »... pour qu'elle circule plus vite. Et le plus terrible, c'est qu'aucune preuve, si magistrale, si péremptoire fût-elle, ne peut détruire l'ouvrage monstrueux accompli par le propagateur de ragots... C'en est désormais fini pour le calomnié. S'il n'a pas eu l'heur de trouver le calomniateur au début du méfait, il verra toute sa vie empoisonnée par la flèche venimeuse qu'un criminel lui aura lancée et que la stupide crédulité et la lâche passivité des autres auront ancrée en lui.

Pour être calomniateur, point n'est besoin d'avoir inventé la basse besogne. Pour avoir sur la conscience le poids d'une vilénie, nul besoin n'est d'être soi-même l'auteur de cette vilénie. Celui qui entend une accusation monstrueuse contre un autre est aussi un calomniateur s'il n'exige pas des preuves et se rend, par cela même, complice de la calomnie. Point n'est besoin, même, de s'être fait le propagateur d'une affirmation infamante pour avoir droit à l'épithète de calomniateur. Il suffit simplement d'avoir entendu une accusation contre quelqu'un, et de ne pas avoir prévenu la victime, de ne pas avoir essayé de mettre en face l'accusateur et l'accusé, pour s'être, par un silence passif, fait le complice de la mauvaise action. Et c'est souvent pire qu'une mauvaise action, c'est un véritable crime que la calomnie. Toute une vie de labeur, de droiture et d'abnégation peut être détruite par une assertion, et la victime terrassée n'a plus qu'à essayer la besogne titanesque de réduire à néant l'œuvre infâme. Elle en sortira meurtrie, broyée et sanguinolente, elle aura connu toute l'amertume des reniements d'amitié, toute la douleur de se voir trahi et sali et l'horrible, l'indescriptible souffrance de se sentir injurié, suspecté, même dans les actions les plus nobles et les plus désintéressées. Car la mentalité de nos contemporains est ainsi faite qu'elle accepte difficilement un récit montrant quelqu'un comme un être d'élite, mais qu'elle accueille avec une avidité déconcertante tout ce qui tend à avilir et à dégrader un quelconque personnage. Et c'est là une constatation qu'on peut faire

personnellement : les noms des criminels restent gravés dans la mémoire des gens, mais ceux des savants, des bienfaiteurs de l'humanité s'effacent aussi vite qu'ils ont été enregistés, si tant est qu'ils le furent. Aussi, peut-on dire, sans crainte d'être taxé d'exagération, que la calomnie est un véritable crime.

Elle est la cause de grands et terribles drames, et c'est assurément la calamité qui a, à son compte, le plus grand nombre de victimes.

Il faut travailler de toutes nos énergies à enlever de nos mœurs cette dégradation de l'être. Pour cela, il nous faut habituer les gens à la franchise, il nous faut, toutes les fois que nous le pourrons, arrêter net la calomnie à ses débuts. Quand nous entendons quelqu'un lancer une accusation contre un autre, forçons l'accusateur à confirmer ses dires devant celui qu'il veut accabler ; demandons, exigeons des preuves formelles, sinon, n'hésitons pas à le flétrir et à s'écarter de lui comme on s'écarterait d'un pestiféré, comme on se sépare d'un mouchard : car le calomniateur dépasse quelquefois le mouchard en vilénie. N'accueillons pas les racontars, ne ramassons pas les accusations à la légère. Disons-nous bien que celui qui voyant se perpétrer un crime ne fait rien pour l'empêcher devient aussi criminel que l'auteur du crime. Et mettons-nous bien cette pensée dans la tête : que le calomniateur est l'être le plus vil, le plus lâche, le plus ignoble, le plus abject et le plus criminel qui puisse être. Et pour arrêter à jamais le règne infâme de la calomnie, faisons de la franchise un devoir dans nos relations humaines, et nous aurons bien travaillé pour l'avènement d'une société dans laquelle la vérité sera le principal pilier de la fraternité entre tous les hommes.

Louis LORÉAL.

CALOTIN. n. m. Homme appartenant à la catégorie des bigots, cagots (*voir ces mots*).

CALVAIRE. n. m. Le Calvaire (avec une majuscule) du Golgotha est une montagne, près de Jérusalem, où, d'après la légende, fut crucifié Jésus-Christ. (Sur son emplacement s'élève aujourd'hui la basilique du Saint-Sépulcre.) Par dérivation et au sens propre, le mot calvaire (sans majuscule) sert à désigner une petite élévation sur laquelle on a établi une représentation figurée de la Passion, ou une simple croix. C'est au Moyen-Age que l'on conçut l'idée de figurer dans le voisinage des églises paroissiales, les principales scènes de la Passion. Ces petites mises en scène sont une excellente occasion de processions et de quêtes pour l'Eglise. Au sens figuré, et par allusion aux souffrances endurées par Jésus-Christ gravissant la montagne du Calvaire, on appelle calvaire une cruelle douleur morale extrêmement pénible à supporter. Exemple : une heure sonnera où les peuples se lasseront de gravir leur calvaire sans murmurer.

CALVINISME. s. m. Doctrine de Calvin et de ses sectateurs ; réforme religieuse telle que l'entendait Calvin. Les dogmes essentiels du Calvinisme, peuvent se réduire à six principaux, savoir :

1° Dans le sacrement de l'eucharistie, Jésus-Christ n'est pas réellement dans l'hostie ; nous ne le recevons que par la foi ;

2° La prédestination et la réprobation sont absolues ; l'une et l'autre dépendent de la pure volonté de Dieu, sans égard au mérite ou au démérite des hommes ;

3° Dieu donne aux prédestinés la foi et la justice, et ne leur impute point leurs péchés ;

4° La conséquence du péché originel est l'affaiblissement de la volonté de l'homme, au point qu'elle est incapable de faire aucune bonne œuvre méritoire de salut et même aucune action qui ne soit vicieuse.

5° Le libre arbitre consiste à être exempt de co-action et non de nécessité ;

6° Les hommes sont justifiés par la foi seule ; en conséquence les bonnes œuvres ne contribuent en rien au salut ; les sacrements n'ont d'autre efficacité que d'exciter la foi.

Calvin n'admettait que deux sacrements : le baptême et la Cène ; il rejetait absolument le culte extérieur et la discipline de l'Eglise catholique.

Né du libre-examen, Calvin nia la liberté. Il affirma la prédominance de la raison individuelle, sur les autres raisons. Mais le Calvinisme après la mort de Calvin, ne tarda pas à revenir à son point de départ et à apporter le secours de la raison, à la foi. La religion en souffrit, car naquirent des protestants : les libres-penseurs, dont l'analyse ne s'était pas arrêtée au culte catholique, mais s'attaqua à la base même des religions, à Dieu.

Calvin, né à Noyon, mort à Genève (1509-1564), étudia la philosophie, la théologie, puis le droit, passa au protestantisme en 1534, publia en latin (1536) puis en français (1541), son livre de l'Institution chrétienne, d'une langue ample et forte, et s'installa à Genève, dont il reforma les idées et les mœurs de manière à en faire la citadelle du protestantisme. Ses disciples reçurent, en France, le nom de Huguenots. Le calvinisme est répandu surtout en Suisse, en Hollande, en Hongrie et en Ecosse. En Angleterre, il a produit le puritanisme et la plupart des sectes non conformistes. Quoique moins hypocrite que le catholicisme, le protestantisme n'en est pas moins néfaste comme toutes les religions.

CAMARADE. Mot qui s'est substitué, chez les cabotins de la politique, au mot « citoyen », qui était usé et ne rendait plus. Tout candidat à la députation se croit obligé de commencer ses discours par l'expression « camarades », c'est plus familial, plus démocratique. « Citoyens », c'était encore trop bourgeois. Il a donc fallu inventer un terme nouveau, ou plutôt utiliser un terme ancien pour flatter le peuple et l'endormir. Camarades a été ce mot là. Il a fait son entrée dans la politique, est devenu à la mode et il n'est guère aujourd'hui de groupements, de réunions, de « meetings » où il ne soit employé par les dirigeants d'un parti. Sommes-nous plus heureux, moins « légalisés », moins accablés d'impôts, moins prisonniers de l'autorité depuis qu'un tel mot a été introduit dans le jargon politicien ? Au contraire, il n'y a jamais eu moins de « camaraderie » dans les groupements où les premiers venus emploient ce mot sans y croire, le galvaudant, l'abaissant au niveau de leur mentalité d'arri-vistes.

Pseudo-camarades. Quand on prononce le mot « camarades », on est porté naturellement à croire qu'il traduit une affinité d'esprit, des liens de sympathie, d'amitié, d'entraide, d'estime, d'affection, entre esprits pensant la même chose et agissant dans le même but. L'expérience nous démontre malheureusement qu'il n'en est pas toujours ainsi, et que ce mot ne correspond nullement à son sens véritable. On est tout étonné de rencontrer parmi les « camarades », des êtres indifférents, hostiles, et même dangereux. C'est un mot dont on a beaucoup abusé et dont on abuse encore. Il faudrait mettre un terme à cet abus. Ce mot ne devrait pas être employé à tout propos. Parce qu'ils se sont serré la main en se disant : « Camarades », des gens croient avoir prouvé leur attachement à la cause et mis en pratique leurs idées. Il n'en est rien. Nos pires ennemis se recrutent souvent parmi nos camarades. Ceux-ci, connaissant nos secrets, car nous nous confions à eux alors qu'ils oublient de se confier à nous, sont bien placés pour nous trahir. On se demande d'où

viennent les coups qui nous frappent. C'est souvent un camarade, rencontré la veille, qui vous témoignait de chaudes marques de sympathie, et que vous n'auriez jamais soupçonné d'une vilaine action, qui vous a joué ce tour.

Un peu moins de poignées de mains, et un peu plus de solidarité, ce serait mieux. Soyons camarades autrement qu'en paroles. Il est fâcheux d'avoir à se méfier quand un inconnu vous interpelle : « Camarade ! » Il est souvent préférable d'avoir affaire à un bourgeois qui vous dit « Monsieur » et vous aborde poliment, qu'à des camarades qui vous tutoient ; ne se mettant bien avec vous qu'afin de mieux vous trahir. Si la méfiance entre camarades est un mal, la trop grande confiance en est un autre, car il est des camarades indésirables, qu'on a de justes raisons de redouter. Il faut avoir assez de flair, de perspicacité, de psychologie pour savoir discerner les vrais camafades des faux. On voit les camarades à l'œuvre, quand on est dans la peine ou dans l'embarras : ils vous lâchent ! Tant qu'on n'a pas besoin de leurs services, ils sont à vos côtés. Il ne faut pas compter sur eux s'il vous arrive le moindre ennui. C'est une véritable calamité d'avoir affaire à certains camarades. Ils s'attachent à vos pas, vous suivent partout, non par sympathie, mais parce qu'ils ne savent à quoi employer leur temps. Que font-ils ? On n'en sait rien. On ne l'a jamais su, et on ne le saura jamais. Vous avez beau leur faire comprendre que vos instants sont précieux, ils ne vous lâchent pas d'une semelle. Que veulent-ils ? Quel but poursuivent-ils ? De quoi vivent-ils ? C'est louche. Il est des camarades qu'il est bon de ne pas fréquenter, ils sont vraiment compromettants, ils cherchent à vous attirer dans une sale affaire, sachant bien qu'ils en sortiront indemnes. Ils se conduisent comme des policiers (il y a des chances pour qu'ils fassent partie de cette corporation). Vous marchez : vous êtes pris. Dès qu'il s'agit de faire un beau geste, il n'y a plus personne. Ces camarades tarés, qui agissent dans tout ce qu'ils font comme d'ignobles bourgeois, sont extrêmement dangereux. Pour se tirer d'embarras, ils n'hésitent pas à vous dénoncer. Cette « camaraderie » qui est la raison d'être des groupements d'avant-garde existe souvent moins dans ces groupements, que, partout ailleurs. Ce qui est déplorable chez les communistes ou les individualistes, c'est la méfiance entre camarades. Ils se surveillent, s'épient. Aucune confiance ne règne parmi eux. Chacun se cache, dérobe à l'autre sa pensée, ses sentiments, ses moyens d'existence. On a vu des groupements dont les programmes étaient généreux, manquer de cette harmonie qu'il préconisaient. Combattant toutes les superstitions, exaltant par-dessus tout le beau, le bien et le vrai, ces « camarades » qu'un idéal élevé aurait dû rendre meilleurs passaient leur temps à se soupçonner, se jalouser, se nuire, dissimulant leurs pensées, agissant sournoisement en-dessous. Triste constatation !

Des camarades introduisent dans les « milieux » la politique. Ils prononcent des excommunications alors qu'ils devraient être les premiers excommuniés. Leur tyrannie est insupportable. Avec eux, impossible de discuter. Ils n'admettent pas la contradiction. Leur autoritarisme est sans bornes. Rien ne les distingue plus des bourgeois. S'il n'y avait pas dans les groupes, ces camarades tarés à tous les points de vue, ces groupes pourraient faire de la bonne besogne, tandis qu'il n'en sort que de la mauvaise. Intellectuels ou manuels, de tels camarades font la pire des besognes, semant la haine, la calomnie, la jalousie, l'envie, la discorde partout où ils passent. Il est des camarades insupportables par leur pédantisme. Ils veulent à tout prix que vous épousiez leurs idées, alors qu'ils n'ont pas. Ils ne cessent de vous agacer avec leur pseudo-science, les formules préfentieuses dont ils usent : ils

prétendent tout savoir, et ils ne savent rien. Ils se croient supérieurs, et dans n'importe quelle circonstance, vous vous apercevez de leur infériorité intellectuelle et morale. Le pédantisme fait ses ravages dans les milieux dits avancés autant que dans les autres. On voit des camarades venir à des causeries, conférences, réunions, avec l'idée fixe de vous contredire, à propos de n'importe quoi et avec n'importe quels arguments. Quant à s'instruire, ils n'en ont cure. Ils sont contents d'être applaudis par leurs copains et d'avoir pu prouver au « conférencier », en criant et en gesticulant, qu'ils sont plus forts que lui. Ils viennent avec l'idée de troubler une réunion, quel que soit le sujet qu'on traite. Ils vous font des objections qui ne tiennent pas debout. Ils cherchent à se rendre intéressants par n'importe quels moyens. Ou bien encore, ils vous salissent ou vous font salir par d'autres camarades dans les feuilles plus ou moins libertaires. Procédés que les bourgeois eux-mêmes hésitent souvent à employer. Les chapelles d'admiration mutuelle sont aussi néfastes que les parlottes de dénigrement mutuel. Il n'y a dans l'un et l'autre cas aucune camaraderie. La seule façon de mettre un terme à ces mœurs intolérables provenant d'une fausse conception de la camaraderie, c'est la réforme de l'individu. Que les individus banissent l'envie, la vanité et l'hypocrisie de leur cœur. Qu'ils s'améliorent, soient plus tolérants, moins injustes, et la fausse camaraderie aura vécu. Cela vaudra mieux que des discours, des paroles en l'air et même des écrits. La camaraderie exige des actes.

Anciens camarades. — Que sont devenus les anciens camarades dont l'enthousiasme vous réchauffait, avec lesquels vous aviez combattu il y a vingt ans ?

Un beau jour, on ne les a plus revus. Ils ont disparu de la circulation. Ils se sont embourgeoisés. La plupart sont casés. Ils ont épousé une femme riche ou fait fortune. Ils vous reprochaient votre tiédeur, vous n'étiez jamais assez avancés pour eux. Vous étiez un « sale bourgeois ». N'empêche que vous êtes toujours le même, et qu'ils sont autres. Ils sont passés de l'autre côté de la barricade, dans le camp des repus, des satisfaits. — Oui, disent-ils, j'ai changé. Quand on est un homme honnête, on doit abandonner ses opinions si on reconnaît que l'on s'est trompé. J'étais anarchiste je ne le suis plus, voilà tout. J'estime qu'il faut faire son devoir. On ne vit pas dans les grèves. On vit en société. J'ai changé, et je m'en trouve bien ». Il a suffi d'une place, d'un titre, d'un bout de ruban, quelquefois moins, pour qu'ils évoluent. Ils vendent de la mélasse ou palabrent dans les salons de l'Elysée. Ils ne parlent plus de tirer sur les officiers ni de voler le coffre-fort des capitalistes. Ils sont rangés, rangés, vous dis-je, rangés, rangés jusqu'à leur mort. C'est que leurs convictions étaient peu solides. Ils n'attendaient qu'une occasion pour s'en défaire. Mes anciens camarades sont devenus des bourgeois bien pensants, d'honnêtes commerçants, de braves militaires, d'excellents fonctionnaires et de parfaits « maquereaux ». Ce sont de bons pères de famille et de valeureux patriotes. Ils ont trouvé leur voie. Qu'ils y restent ! Ils sont devenus ministres, ou sous-ministres. Ils arborent à leur boutonnière les palmes académiques ou le ruban de la Légion d'honneur. Vraiment, beaucoup de nos anciens camarades ont mal tourné. On connaît les « camarades ». On sait ce dont ils sont capables. Ils ne se préoccupent guère de mettre leurs actes en harmonie avec leurs théories. Leur camaraderie n'est qu'un bluff. C'est le plus souvent une exploitation.

N'exagérons rien cependant. Ne soyons pas pessimistes. Ne décourageons personne. Soyons justes. Il y a de bons camarades, d'excellents cœurs, qui répondent : « Présents ! » chaque fois qu'il le faut. Ils sont rares,

ils ne courent pas les rues, mais enfin on en trouve. Ceux-là méritent d'être aimés. Un bon camarade est aussi rare qu'un véritable ami. Que dis-je, n'est-ce pas le « type » même du véritable ami ? Un bon camarade vous éclaire sur vos défauts comme sur vos qualités. Il est le conseiller, le guide, ne cherchant à imposer ni ses conseils ni sa manière de voir, mais seulement à vous être utile. Un bon camarade ne vous trahit point. Il agit avec le plus pur désintéressement. Il est sincère et loyal. Il vous regarde en face et vous tend la main sans arrière-pensée. Il ne vous abandonne jamais aux heures difficiles. Il est là, tout près, qui vous soutient, moralement et physiquement. Il sait les paroles qu'il faut prononcer, les actes qu'il faut accomplir, sans bruit, sans ostentation. Il se donne selon ses moyens, selon ses forces, mais il se donne entièrement. Le peu qu'il fait, c'est beaucoup. Il nous défend si on nous attaque. Il partage avec vous son repas, son lit. Il vous donne tout ce qu'il possède. Nobles cœurs, combien vous êtes rares ! Connaissions-nous beaucoup de gens qui méritent ce beau nom : « camarades » ? On hésite vraiment à l'employer avec certaines brutes. Des camarades qui vous salissent, vous entraînent dans la boue, vous assassinent lâchement par derrière, on en trouve partout, à chaque instant, mais des camarades loyaux, sincères, généreux, désintéressés, quand vous en rencontrez un sur votre route, dites-vous bien que vous avez trouvé un trésor.

Causerie entre camarades : causerie familière, sur un sujet intéressant, concernant telle ou telle question d'ordre moral ou politique, et qui peut contribuer à l'éducation des groupés et des individus.

En camarade : expression par laquelle une femme vous fait comprendre qu'elle se promènera ou déjeunera avec vous, sans aller plus loin. Certaines femmes veulent bien être votre camarade, mais non votre maîtresse (il y a une nuance). C'est leur droit. Elles veulent bien entretenir avec vous des relations intellectuelles, mais non des relations sexuelles. Ce sont des relations purement amicales. Ces femmes estiment que l'amitié est préférable à l'amour, et qu'elle engendre moins de déboires. Elles peuvent parler librement pendant des heures avec un homme, — ou des hommes — de la question sexuelle, de l'amour libre, du sexualisme révolutionnaire et autres questions connexes, sans que cela leur fasse de l'effet. Aucune conversation ne les intimide. Véritables garçons, du moins sous ce rapport de la chair, et on se sent tout de suite à l'aise en leur compagnie. Elles consentent à vous accompagner n'importe où, à partager vos jeux, vos sports, vos distractions, quant à se donner, elles s'y refusent. La camarade expire où comme nce la maîtresse. De telles femmes peuvent être fort agréables ; cependant, certains hommes trouvent que ce n'est pas suffisant, ils ne peuvent se contenter de la camaraderie. Il leur faut davantage.

Camaraderie amoureuse : On désigne sous ce nom, une conception de l'amour qui n'a pas cours dans les milieux bourgeois. C'est sous des formes hypocrites, dissimulées par la légalité que les bourgeois pratiquent une pseudo-camaraderie amoureuse. La camaraderie amoureuse consiste en ceci : qu'une femme ne doit pas plus se refuser à l'homme qui la désire que celui-ci ne doit se dérober à son invite. Cependant, il faut tenir compte, dans le pluralisme sexuel, du tempérament et des préférences. Se donner comporte un choix. Il y a des femmes qui refusent de se donner au premier venu, qui ne se préoccupe guère si la chose leur agréée ou non. En somme, la camaraderie amoureuse consiste en ceci : « Nous nous plaisons, unissons-nous, sans consulter personne ». La camaraderie amoureuse offre des difficultés pratiques, et elle n'est pas à la portée de

tout le monde. Elle suppose des esprits affranchis, ayant banni de leur cœur la jalousie, et consentant à ce que leur compagne — ou leur compagnon — dispose de sa personne comme on entend le faire soi-même. L'amour plural est impossible sans réciprocité, consentement mutuel. — G. DE LACAZE-DUTHIERS.

CAMARADERIE. Qu'on considère l'anarchisme sous l'angle qu'on voudra, au point de vue le plus farouchement individualiste ou le plus largement communiste ; qu'on le regarde comme une éthique purement individuelle ou comme une conception uniquement sociale, sa réalisation est et restera toujours d'ordre « humain », c'est-à-dire qu'en Anarchie, il existe et il existera des « rapports entre les hommes » comme il en a existé et existe dans tous les milieux sociaux, quelle que soit leur importance.

Nous savons qu'en Anarchie, ces rapports ne sont pas déterminés par la contrainte, la violence, la loi ; nous savons qu'ils ne sont pas soumis à des sanctions disciplinaires ou pénales ; nous savons qu'ils ignorent l'empiètement sur l'évolution d'autrui, la malveillance, l'envie, la jalousie, la médisance ; nous savons qu'en aucun cas ces rapports ne sauraient être basés sur le contrôle des actions individuelles, leur « standardisation » à un étalon-règle de conduite unilatéral, applicable dans tous les cas et convenant à tous les tempéraments. Il est essentiel, en effet, que tout cela soit inconnu « en anarchie », si l'on ne veut pas que ressuscite ou reparaisse — sous sa vraie figure ou sous un masque — l'Autorité, c'est-à-dire l'Etat et le gouvernement.

Reste donc à nous demander quelle forme « en anarchie » revêtent ou revêtiront les rapports des humains entre eux.

A mon sens, ils ne peuvent, ils ne pourront s'établir que sur une certaine façon, une manière spéciale de se comporter les uns à l'égard des autres que je dénommerai camaraderie. C'est un de ces mots dont on a beaucoup abusé pratiquement, et j'en sais quelque chose. Ailleurs, j'ai proclamé que la camaraderie était d'ordre individuel et je ne m'en dédirai point ici. La camaraderie est affaire d'affinités individuelles, c'est exact ; il est évident que là où les affinités font défaut, la camaraderie est une piètre chose, si on veut qu'elle descende des brumes de la théorie. Je concède qu'il est difficile d'imaginer une camaraderie d'ordre très intime entre nomades et compagnons appréciant le confort d'un intérieur — entre pratiquants de l'unicité en amour et pratiquants de la pluralité amoureuse ou du communisme sexuel — voire entre partisans d'un régime alimentaire exclusif. Mieux vaut que ceux qui tiennent à la réalisation d'un aspect spécial de la vie en liberté se groupent entre eux. La souplesse de la conception anarchiste de la vie qui permet tout autant à l'isolé qu'à l'associé de vivre « sa » vie, qui laisse les associations fonctionner chacune à sa guise et se fixer librement n'importe quel objet — la souplesse de la conception anarchistes, disons-nous, implique une telle diversité d'unions et de fédérations d'unions qu'il reste et restera loisible à n'importe quelle unité de se réunir à qui il lui convient davantage.

Mais tout ceci exposé, il reste encore à définir ce qu'il faut entendre par camaraderie. Sans doute, c'est une expérience comme tous les incidents de la vie individuelle, sans doute ce n'est ni une obligation ni un devoir ; mais ce n'est pas seulement une expérience, c'est une disposition d'esprit, un sentiment qui relève de la sympathie, de l'ordre « affectif » et qui, généralisé, constitue comme une sorte d'assurance volontaire, de contrat tacite, que souscrivent entre eux les « camarades » pour s'épargner la souffrance inutile ou évitable.

A mon sens, une association de camarades anarchistes, c'est un milieu antiautoritaire dont les composants ont décidé, entre eux, de se procurer la plus grande somme de joie et de jouissances compatible avec la notion anarchiste de la vie. La tendance d'une association ou union d'anarchistes, toujours selon moi, est qu'en son sein se réalise la satisfaction de tous les besoins, de tous les désirs, de toutes les aspirations que peuvent éprouver et ressentir des êtres qui, tout en niant les dieux et les maîtres, ne veulent être des dieux et des maîtres pour aucun d'entre eux.

Je ne trouve pas de meilleur synonyme pour le terme camaraderie que le vocable bonté.

On peut exposer que tout recours à l'autorité étant écarté pour régler les rapports entre êtres humains, il va de soi que le recours au raisonnement s'impose pour la solution des difficultés qui peuvent surgir dans le milieu anti-autoritaire. N'est capable — semble-t-il au premier abord — de se passer d'autorité extérieure que celui qui se sent apte à se servir lui-même et de loi et de coutume. Sans doute. Dans tout milieu actuel ou à venir où on ignore les institutions étayées sur la contrainte, il est évident qu'on aura recours à la raison, à la logique pour résoudre les conflits ou les désaccords qui peuvent ou pourront malheureusement survenir ou subsister parmi ceux qui le constituent. Toujours ? Cet éternel, ce continuuel appel à la froide raison ou à la logique implacable est insatisfaisant. Pareil milieu ressemblerait, à y réfléchir sérieusement, à une salle d'hôpital ou à un couloir de prison cellulaire bien entretenue.

Non, la raison, la logique ne suffisent pas à établir, à régler les rapports entre les hommes lorsque le recours à la violence ou à l'action gouvernementale en est exclu. Un facteur autre est indispensable, et ce facteur, c'est la bonté, dont la camaraderie est la traduction concrète. Force ici est de se rappeler que l'humain assez conscient pour écarter l'autorité de ses rapports avec ses semblables, n'est pas seulement doué de puissantes facultés d'analyse ou de synthèse, n'est pas seulement un mathématicien ou un classificateur ; c'est un être sensible, compréhensif, bon. Bon, parce qu'il est fort. On peut suivre une marche désespérément rectiligne et être un faible — plus qu'un faible — un pauvre hère qu'une excursion hors de la ligne droite désorienterait irrémédiablement. Le logicien imperturbable est souvent un déficient qui perdrait toute faculté de se conduire s'il était transporté hors du cycle de ses déductions. La logique indistinctement appliquée à tous les cas trahit souvent un manque de compréhension, de la sécheresse intérieure. Or, voici, pour moi, comment se définit la camaraderie, mise en pratique de la bonté : essayer, s'efforcer, tenter de saisir, de comprendre, de pénétrer, voire de s'assimiler les désirs, les aspirations, la mentalité en un mot, de celui, de celle, de ceux avec qui les habitudes ou les imprévus de la vie quotidienne nous mettent en présence ou nous laissent en contact.

Quoiqu'en prétendent les secs doctrinaires, je maintiens que la bonté reste sinon le principal, du moins l'un des principaux facteurs qui président aux relations entre les composants d'un milieu d'où est bannie toute autorité — la bonté qui se penche sur la souffrance que l'existence engendre chez les vivants, la bonté qui n'est pas envieuse, la bonté que ne rebute pas une apparente froideur, la bonté qui ne s'irrite point et qui ne soupçonne point le mal, qui use de patience et de longanimité, la bonté qui revient plusieurs fois à la charge si elle a des raisons de supposer que son geste a été faussement interprété, la bonté qui espère et qui supporte ; la bonté qui sait tout le prix, toute la valeur d'une parole qui apaise,

d'un regard qui console — oui, la bonté en action, c'est-à-dire la camaraderie.

Nous pensons que c'est l'autorité qui est la cause de tous les maux dont se plaignent les individus et dont se lamentent les collectivités ; nous pensons que la « douleur universelle » est la résultante des institutions coercitives. Un milieu sans autorité, un milieu de camarades, c'est un milieu où on ne doit plus souffrir, un milieu où on ne saurait rencontrer un seul cerveau qui s'atrophie faute de culture, un seul estomac qui se contracte faute de nourriture, un seul cœur qui saigne faute d'amour — car où tout cela manque, fait défaut la possibilité de *liberté de choix*. — Un milieu anti-autoritaire qui ne fait pas, qui ne ferait pas tout son possible pour assurer cela à ses constituants nous est, nous serait une pénible déception, une désillusion cruelle, n'aurait avec « un milieu de camarades », que des rapports vraiment trop lointains.

On peut objecter qu'il est des souffrances inévitables ; qu'en supposant même que toute autorité soit bannie des groupes où l'on évolue, il n'est pas certain qu'on se comprenne, les uns les autres sur tous les points. J'en conviens. Mais je demande à mon tour si le raisonnement aride, âpre et dur est à même de réduire à un nombre toujours moindre, les cas de douleur évitable ? Je maintiens que la bonté souple, flexible, assimilatrice réussira là où échouera l'implacable logique. Le monde de nos aspirations — celui où nous souhaitons nous développer, croître, nous sculpter — le milieu de camarades, le milieu nouveau après lequel languissent et notre chair et notre esprit, c'est une ambiance sociable, où ne seront plus trouvées rancœur, amertume, insatisfaction. C'est un monde nouveau pour de vrai. C'est un monde où un effort constant, inlassable, est voulu pour réduire à un minimum toujours plus restreint les occasions de souffrance inévitable. C'est un monde de camarades. Eh bien, selon moi, dans ce monde nouveau, la bonté joue, jouera un rôle plus décisif que la raison pure. Et c'est ce rôle déterminant de la bonté, rôle volontaire, qui résume, à mon sens, toute la camaraderie. — E. ARMAND.

CAMARILLA. n. f. (mot espagnol diminutif du latin camera, chambre). La camarilla est la coterie influente qui règne à la Cour d'Espagne. Par extension on se sert du mot camarilla pour désigner le groupe des courtisans qui dirigent les actes d'un chef d'Etat, d'un prince, d'une haute autorité quelconque. Dans un Etat, la camarilla est d'autant plus puissante que le chef est plus faible. Autant que le chef — et parfois plus que lui — elle est responsable des guerres et autres calamités qui s'abattent sur les peuples. Composée d'arrivistes et de jouisseurs sans scrupules, la camarilla n'a qu'un but : satisfaire ses intérêts, fût-ce en provoquant la ruine d'une nation. Pour citer des exemples récents, rappelons le rôle criminel des camarillas qui entourèrent Guillaume II et Nicolas II. Les camarillas sévissent dans tous les états, aussi bien dans les états républicains que dans les états monarchiques. Et elles sont aussi néfastes dans les uns que dans les autres. Seul un énergique assainissement pourra délivrer les peuples de ces coterie de parasites. Et seule la Révolution pourra réaliser cet assainissement.

CAMBRIOLAGE. n. m. Action qui consiste à s'introduire dans la demeure d'autrui, pour y dérober ce qui lui appartient.

De même que le vol, l'escroquerie, le meurtre, le crime, le cambriolage est un fruit de l'arbre social actuel, il est un des vices qu'engendre le capitalisme.

La bourgeoisie et sa justice prétendent que le cambriolage est fils de l'oisiveté, de la paresse, etc..., alors qu'en réalité il est souvent déterminé par la misère et

le désir de vivre d'une façon normale en se procurant les ressources indispensables que n'assurent pas les salaires du travail « honnête ».

Le cambriolage est réprimé dans tous les pays du monde, comme une atteinte à la propriété privée, individuelle ou collective, et cela se conçoit puisque tout l'ordre social est élaboré sur ce principe de propriété. La sévérité avec laquelle la justice sévit contre les cambrioleurs, se comprend d'autant plus, qu'en général, ceux-ci sont issus de la classe pauvre, et n'ont pas acquis, par l'instruction et l'éducation, les moyens d'user de procédés légaux, tels que le commerce, l'industrie, la banque, l'assurance, pour s'approprier le bien du prochain ; d'autre part, le cambriolage s'exerçant, d'une façon presque exclusive, au détriment d'individus appartenant à la bourgeoisie, cela suffirait à expliquer la férocité de la répression.

Vu ses risques, le cambriolage nécessite un certain courage physique, et une énergie indéniable ; il ne peut cependant pas être présenté, sur le terrain de la lutte de classe, comme une doctrine de révolte ou comme un moyen de libération sociale. Durant les périodes de trouble, et plus particulièrement à l'aube de l'Anarchisme, certaines individualités se réclamant de l'Anarchie se livrèrent à cette action dans un but totalement désintéressé. En Italie, en Espagne, et surtout en Russie, sous le régime tsariste, lorsque la répression s'exerçait violente contre les révolutionnaires et que la propagande engloutissait les faibles ressources du mouvement, des hommes se dévouaient et, au péril de leur liberté et même de leur vie, s'attaquaient à la propriété bourgeoise pour étendre financièrement les moyens de lutte. L'expérience a démontré, depuis, l'inopérance de ces actions, pour assurer la vie d'un grand mouvement qui doit s'appuyer sur le peuple et ne vivre que par la sympathie et l'effort des opprimés ; et l'on peut dire que le cambriolage, du point de vue anarchiste, n'est plus aujourd'hui qu'un accident.

L'Etat et les gouvernements se réservent cependant un droit au cambriolage. Celui-ci prend alors le nom de *perquisition*. (Voici ce mot.)

En conséquence, déterminé par le capitalisme, le cambriolage ne disparaîtra qu'avec lui.

On lira avec intérêt, les déclarations de l'Anarchiste Jacob, devant la Cour d'assises de la Somme, et qui furent publiées en brochure sous ce titre : « Pourquoi j'ai cambriolé ». — J. CHAZOFF.

CAMELEON. n. m. (du latin *camelus*, chameau ; *leo*, lion). Le caméléon est un petit reptile habitant les contrées les plus chaudes de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique. Certains naturalistes le classent dans la famille des lézards, d'autres l'en séparent. Ce reptile a le corps de forme triangulaire, et son dos qui se termine en lame de rasoir semble parfois devenir tranchant ; sa peau est recouverte de petits tubercules, ses yeux très gros lui sortent de l'orbite, et sa queue retournée lui permet de s'accrocher aux branches. Comme le chameau, très sobre de sa nature, le caméléon se nourrit de mouches qu'il attrappe en dardant sur elles sa langue très longue ; mais il peut rester de longs mois sans absorber aucun aliment. Absolument inoffensif, le caméléon est très lent à se déplacer et est en conséquence victime de tous les animaux qui veulent l'attaquer, car il est totalement dépourvu de moyens de défense, c'est ce qui explique probablement ses longues stations sur les arbres. Il est considéré, avec raison comme un animal utile, sa nourriture comme nous l'avons dit plus haut ne se composant que d'insectes nuisibles.

Un des traits caractéristiques du caméléon est la

faculté qu'il possède de changer de couleur à volonté, et de passer ainsi inaperçu par ses ennemis. C'est pourquoi depuis longtemps déjà on compare au Caméléon, les hommes politiques sans scrupules qui n'hésitent pas à changer la couleur de leurs opinions pour s'attirer les sympathies et les faveurs du peuple.

La Fontaine disait : « Les Caméléons politiques abondent » et il n'avait pas tort. Malheureusement les hommes et plus particulièrement ceux qui appartiennent à la classe ouvrière, se laissent toujours séduire par les belles couleurs de la politique sans s'apercevoir que si celles-ci changent, les résultats restent toujours négatifs.

Une des autres qualités du Caméléon est de se gonfler d'air au point de doubler son diamètre. Encore une autre raison, de prêter son nom, aux ambitieux et aux hypocrites.

En résumé, si le Caméléon-animal est utile aux populations des pays qu'ils habitent, le Caméléon politique est un être nuisible qu'il faut combattre comme un fléau social.

CANAILLE. n. f. (de l'italien *canaglia*, troupe de chiens). On appelle canaille un ramassis de gens méprisables. La canaille est souvent aux honneurs. Depuis le banquier et le mercanti, jusqu'au politicien et au militaire, la canaille règne en maîtresse dans la société actuelle. De petite ou de grande envergure, suivant qu'elle a plus ou moins bien réussi, elle exploite et dupe de toutes les façons, la masse des travailleurs. Aucun scrupule ne l'embarrasse. Pour arriver à ses fins, pour assouvir sa soif d'argent ou de pouvoir, elle est prête à tous les crimes. Tous les moyens lui sont bons. Les accapareurs affameront le peuple pour arrondir leurs revenus et réaliser de scandaleux bénéfices. Les soudards galonnés enverront à la mort des milliers de jeunes garçons pour se tailler une sanglante gloire. Les politiciens feront de leur talent le plus vil commerce pour satisfaire leur ambition. Les prêtres exploiteront et monnayeront sans vergogne le besoin de mysticisme de l'homme. Et cette canaille opprimer le monde jusqu'au jour où les travailleurs, enfin conscients de leurs droits, se refuseront à être plus longtemps des instruments passifs de bourgeoisie. La canaille sera emportée par le flot régénérateur de la Révolution sociale.

CANDEUR. n. f. (du latin *candor*, blancheur éclatante). Ingénuité, confiance naïve. L'homme candide est sans défiance et accepte aveuglément ce qu'on lui dit. Si la candeur dénote une bonne nature, elle n'en est pas moins un défaut, car elle permet à une caste d'intrigants d'opérer impunément par le mensonge et la tartuferie. Le peuple est, hélas, affligé de beaucoup trop de candeur. Malgré qu'il ait été trompé mille et mille fois, il suffit qu'un charlatan se présente pour qu'il se laisse de nouveau bernier. Il accepte comme argent comptant les promesses les plus fantaisistes et les déclarations de foi les plus suspectes. Rien ne décourage sa confiance tenace. Parfois une brève colère le fait se dresser quand il s'aperçoit qu'il vient d'être dupé, mais que, l'instant d'après, le même homme qui l'a trompé vient lui donner de fallacieuses explications et voilà de nouveau le peuple prêt à écouter des boniments. Candeur : voter pour des politiciens de droite ou de gauche qui cherchent uniquement à satisfaire leur ambition. Candeur : accepter les discours de soi-disant « ministres de Dieu sur la terre ». Candeur : se figurer que les guerres ont pour objet de défendre la « patrie » alors que seuls sont en jeu des trusts ou des compétitions financières. Candeur : croire exactes des informations que publie une presse vendue aux puissances capitalistes. Candeur : considérer comme des actes de

justice les jugements partiels et criminels d'un tribunal ou d'un jury. Etc... Seule la candeur de la foule permet à certaines institutions de continuer leur besogne néfaste. Le jour où tous les hommes jugeront sainement, en pesant soigneusement les arguments, en examinant froidement les choses et les gens, ce jour-là ils se demanderont comment ils ont pu être les victimes de mensonges aussi grossiers. Leur candeur aura fait place à une raison saine et clairvoyante. Le règne des charlatans aura vécu.

CANDIDAT (du latin : *candidatus*, blanc). L'origine du mot laisse supposer, qu'un candidat, qu'elle que soit la place, le titre, la fonction qu'il postule doit être « blanc » de toute souillure, vierge de tout reproche. Vulgarisé, le mot a dépassé sa valeur étymologique.

On s'inscrit comme candidat pour subir un examen, pour obtenir un diplôme, mais le mot candidat s'applique surtout aujourd'hui à celui qui se présente pour obtenir des électeurs un mandat politique, ou une charge publique : « candidat au Parlement, candidat au Conseil municipal, candidat au Conseil général, candidat au Conseil d'arrondissements, etc. ».

Pour tout homme raisonnable et logique, un candidat est un homme moralement discrédité ; car, pour obtenir de ses électeurs les suffrages qu'il réclame, il est obligé d'user d'intrigues et de bassesses. La corruption des candidats n'est pas nouvelle et certaines lois romaines du reste inopérantes, édictées cinq siècles avant l'ère chrétienne prévoyaient des mesures pour assurer la loyauté des candidats et la propriété des élections. En étendant son champ d'action, la politique a également étendu son champ de corruption, et le candidat n'hésite pas à affirmer les monstruosité les plus invraisemblables, à employer la délation, la diffamation, le mensonge, pour abattre un adversaire, qui n'est du reste d'ordinaire pas plus intéressant que lui. Les procédés les plus ignominieux sont employés par le candidat pour assurer son succès. Il ne recule devant aucune promesse, même les plus ridicules, les plus irréalisables, pour s'attacher les faveurs de l'électeur sollicité et, si cela ne suffit pas, il ne répugne pas à acheter les consciences, de même qu'il est prêt à vendre la sienne.

Les exemples de candidats qui ont trahi sont innombrables et nombre de pays offrent un curieux assemblage d'hommes de toutes classes, qui, entrés dans la politique par la porte de gauche, se trouvent, quelques années plus tard, les plus farouches adversaires de la classe ouvrière. On se demande qui est le plus à blâmer : de l'électeur naïf et par trop crédule, ou du candidat retors et menteur. L'électeur est la cause dont le candidat est l'effet ; ce n'est que celui-ci qui peut supprimer celui-là. (Voir *Electeur. Election.*)

CAPITAL. n. m. Dans les milieux ouvriers, on confond facilement « Capital » et « argent », bien que ce soient deux choses tout à fait différentes. L'argent n'est qu'un intermédiaire, en usage pour faciliter l'échange d'un produit contre un autre produit (voir *Argent*), alors que le capital est la source de toute la production du globe.

La définition pourrait être très brève : « Le capital est la matière inerte qui, soumise à l'influence du travail humain, prend contact avec la vie et donne naissance à toute la richesse sociale du monde ». Dans le langage courant, le terme est employé différemment et sert à désigner l'ensemble des produits accumulés, un somme d'argent destinée à une entreprise, le dépôt initial d'une banque ou le principal d'une rente ; mais, quelle que soit la signification qu'on lui donne, on peut dire que le travailleur est dépourvu de capital et que

celui-ci est entièrement entre les mains des puissances capitalistes.

Même si l'on considère comme *Capital* la puissance de travail de l'homme, il faut immédiatement reconnaître que ce *capital* est improductif s'il n'a pas à sa disposition un champ d'expérience où il puisse s'exercer. On ne peut en effet concevoir le travail d'un laboureur qui n'aurait pas de terre à ensemençer ou celui d'un forgeron dépourvu d'acier ou de fer. Même dans le domaine intellectuel, le *capital* « pensée » est improductif s'il n'arrive pas à s'extérioriser et à se matérialiser. Or, tout le capital matière, le capital visible, palpable a été accaparé par une minorité qui, par la ruse et par le vol, s'est rendue maîtresse de toute la terre et de tous les moyens de production. Les outils, les machines, les banques, les journaux, les champs, sont la propriété d'une poignée de jouisseurs, et le travail manuel et intellectuel ne peut se dépenser qu'autant que les possesseurs du capital, consentent à livrer leurs richesses à l'exploitation, et ils ne la livrent qu'à l'unique condition, que le *capital travail* leur réserve la part du lion.

Il est évident, que si le travailleur, refusait de louer ou de livrer son capital, celui des possédants serait également improductif ; nous croyons donc juste et logique notre définition du capital, lorsque nous disons qu'il est le composé de la matière, de la pensée, de l'intelligence et du travail.

Malheureusement par la vitesse acquise, par la routine, par les siècles et les siècles d'asservissement qui se sont succédés, le travailleur, totalement dépourvu de capital matière, est incapable de se refuser à vendre à vil prix sa force productrice. La nécessité brutale et quotidienne l'oblige, s'il veut manger, à travailler en cédant la moitié ou les trois quarts de son capital travail et c'est ce qui produit, le bénéfice de celui qui l'exploite. Alors que les stocks accumulés permettent aux détenteurs du capital d'attendre durant les périodes de trouble des jours meilleurs, le producteur est contraint par la faim de livrer sa seule richesse à un prix réduit.

La détention du capital par une poignée de privilégiés est donc une source de misère et de souffrance pour les uns et de bien-être pour les autres. Pourtant non pas seulement au point de vue anarchiste, mais en respect de la logique la plus élémentaire, le capital ne doit appartenir à personne, mais à tous. Il est le travail de générations entières qui ont souffert et fait effort pour nous léguer cet immense héritage et personne ne peut dire : « Ceci est à moi ».

Kropotkine écrit :

« Science et industrie, savoir et application, découverte et réalisation pratique menant à de nouvelles découvertes, travail manuel — pensée et œuvre des bras, — tout se tient. Chaque découverte, chaque progrès, chaque augmentation de la richesse de l'humanité a son origine dans l'ensemble du travail manuel et cérébral du passé et du présent. Alors de quel droit quiconque pourrait-il s'approprier la moindre parcelle de cet immense tout et dire : Ceci est à moi, non à vous ? »

Certes, Kropotkine a raison, avec tous les Anarchistes. Il s'est trouvé pourtant, en dépit de toute raison, des hommes pour affirmer : « Ceci est à moi » et d'autres pour se laisser déposséder.

Il est donc facile à comprendre qu'une nation, une province, une contrée, une famille, un individu, ne sont pas riches par la somme d'argent qu'ils possèdent et qui ne représente qu'une faible partie de leur capital, mais surtout par l'étendue des domaines productifs et exploitables qu'ils ont acquis : terrains cultiva-

bles, voies ferrées, bateaux, immeubles, fabriques, usines, manufactures, magasins, comptoirs, etc...

Avant la guerre, la France était une des nations qui avaient le plus de *capital argent*, et cependant elle était loin d'atteindre l'Allemagne, l'Angleterre ou les Etats-Unis, au point de vue du développement industriel et commercial. La raison en est simple. C'est que la France était un pays de petits capitalistes, de petits paysans qui conservaient leur *capital argent* dans leur bas de laine, et le laissait improductif. (Voir : *Capitalisation*.) Le numéraire n'a qu'une valeur relative et représentative alors que le *capital* a une valeur réelle. Les Etats-Unis d'Amérique ne doivent pas leur prépondérance mondiale uniquement à la somme de dollars qu'ils détiennent mais surtout au capital qui est représenté par les mines, les exploitations agricoles, le machinisme, et surtout par le pétrole dont ils ont le monopole. L'Angleterre est puissante parce qu'elle contrôle 75 % de la production du caoutchouc, produit indispensable en notre siècle de l'automobile et de l'aviation. Voilà ce qu'est réellement le capital ; les travailleurs, eux, qui produisent toutes ces richesses, qui donnent leur sueur, qui vieillissent avant l'âge, sont la source de tout ce capital et se font même tuer pour le défendre alors que celui-ci ne profite qu'à quelques potentats avides, incapables de défendre leurs richesses pendant que le travailleur périt parfois de misère.

Les Anarchistes qui affirment — et ils ne sont pas les seuls — que l'on pourrait se passer d'argent, ne sont donc pas, comme on se plaît à le chanter, les adversaires du capital, c'est-à-dire de la richesse sociale. Mais ils s'élèvent contre la classe qui l'a accaparé, qui se l'est approprié, et qui entend le conserver et continuer à en tirer tous les profits. Les Anarchistes demandent que le Capital soit mis à la disposition de tous. Ils veulent : « Que ce riche outillage de production, péniblement obtenu, bâti, façonné, inventé par nos ancêtres, devienne propriété commune, afin que l'esprit collectif en tire le plus grand avantage pour tous. — Il faut l'expropriation. L'aisance pour tous comme but, l'expropriation comme moyen » (P. KROPOTKINE).

Hélas ! nous savons trop que ceux qui détiennent la richesse sociale et sont les maîtres de l'ordre économique ne se laisseront pas déposséder de bon gré. C'est pourquoi les Anarchistes sont révolutionnaires, non pas pour détruire le *Capital* mais abolir le capitalisme. — J. CHAZOFF.

LE CAPITAL. Titre de l'œuvre maîtresse du grand sociologue allemand Karl Marx, qui a développé dans ce formidable ouvrage toutes les variations, les transformations et l'orientation du capital. L'ouvrage de Marx n'est pas à la portée du travailleur. D'une lecture ardue et toute scientifique il s'adresse plutôt à l'école des philosophes qu'au manuel. Les disciples de Marx ont cependant vulgarisé son œuvre et certains résumés du capital, accessibles à tous les cerveaux, seront lus avec intérêt par la classe ouvrière.

CAPITALISATION. n. f. La capitalisation est l'action qui consiste à entasser du numéraire, de l'or, de l'argent, des billets de banque, ou à ajouter les bénéfices réalisés sur un capital quelconque à ce même capital.

Exemples : 1° Un paysan possède un terrain qui lui rapporte 1.000 francs par an. Il n'en dépense que 900 et conserve 100 francs dans son bas de laine. Il capitalise 100 francs par an ; 2° Un rentier a un capital X placé dans une banque, qui lui rapporte à raison de X % 1.000 francs de revenus annuellement. Il n'en dépense que 900 et ajoute à son capital X cette somme de 100 francs qui, à son tour, étendra ses intérêts. Il

fait de la capitalisation ; 3° Un propriétaire possède une maison, dont la location lui rapporte annuellement une somme supérieure à celle qui est nécessaire à ses besoins. Au bout d'un certain nombre d'années, les bénéfices réalisés lui permettent d'acheter une autre maison. Il fait de la capitalisation.

Il y a donc plusieurs façons de capitaliser. En l'espèce le paysan fait de la capitalisation *improductive*, puisque son argent est retiré de la circulation et ne lui procure aucun bénéfice, alors que le rentier, le propriétaire ou l'industriel fait de la capitalisation *productive*. Naturellement plus l'individu capitalise, plus il peut capitaliser et plus il peut grossir ses revenus. Les bénéfices ajoutés au capital initial lui permettent d'étendre son domaine et de poursuivre son exploitation sur une plus grande échelle.

Quelle que soit la forme de capitalisation, elle est contraire à la saine morale et ne peut être réalisée que sur le travail d'autrui.

Supposons que notre paysan qui travaille seul son champ ait au bout de 10 années réussi à capitaliser 1.000 francs. Cette somme est absolument nulle et incapable de lui assurer un certain bien-être s'il cesse de travailler. Au contraire, qu'il achète avec cette somme capitalisée un autre champ et le fasse travailler par un ouvrier en se réservant une part de bénéfice, sa capitalisation lui sera utile et profitable, mais uniquement par le jeu de l'exploitation. Donc le profit sera de source impure.

Il en est de même de toutes les formes de capitalisation, et il est ridicule de dire que l'économie seule est source de richesse.

Un ouvrier travaillant 8, 9 ou 10 heures par jour, qui va, chaque semaine, porter quelques francs à la Caisse d'épargne, verra son avoir rapidement englouti si, par malheur, la maladie s'installe à son foyer ou s'il est entraîné dans un mouvement de grève. Et en admettant même l'impossible, que durant 25 ans il économise, en rognant sur le nécessaire, sur l'indispensable, qu'à force de privation, il réalise un petit capital, celui-ci ne lui permettra pas de vivre à l'heure où la fatigue et la vieillesse l'obligeront à abandonner son labeur. La capitalisation n'est rendue possible que par le travail accaparé de son semblable et est, en conséquence, néfaste à la société en général.

S'il est exact que selon la forte expression d'Anatole France, « *Le militarisme crèvera d'obésité* », la capitalisation, qui est une autre maladie des sociétés modernes, périra de la même mort, entraînant avec elle la fin du capitalisme.

CAPITALISME. n. m. Nom donné au régime ou ordre économique en vigueur dans les sociétés modernes. « L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal » dit Karl Marx ; en effet, le capitalisme se substitua au régime féodal qui ne répondait plus aux exigences internationales du commerce et de l'industrie naissantes. La féodalité, qui courbait sous le joug du seigneur non seulement le paysan, mais même le boutiquier et l'artisan, entraînait l'évolution du commerce qui étouffait du manque de liberté. Ce ne fut pas brutalement que la transformation se produisit ; ce fut une lutte sourde, lente et de longue haleine, car le seigneur avait intérêt à voir se perpétuer un régime qui assurait à la hiérarchie de propriétaires, et aux possesseurs de titres nobiliaires, tous les privilèges et toutes les richesses sociales.

Grâce aux machines, aux inventions, aux progrès des sciences appliquées, le capitalisme latent devait sortir victorieux de ce conflit et la lutte contre la puissance seigneuriale, commencée par Louis XI devait se terminer par l'éclatante révolution de 89 et 91. Mais, pour

que le capitalisme puisse percer et s'étendre durant cette longue période de gestation, il lui fallait le concours des éléments laborieux qui étaient emprisonnés dans les corporations, leurs maîtrises et leurs jurandes. Aucun grand mouvement historique ne s'accomplit sans la participation du peuple. Aussi, sous couvert de libéralisme, le capitalisme embryonnaire cherchait-il à capter la confiance et la sympathie du producteur. Après trois siècles de batailles, au cours desquelles les corporations furent dissoutes et reformées à plusieurs reprises, le dernier pilier de la féodalité s'écroula, lorsque la loi du 17 mars 1791 supprima définitivement les corporations.

Le capitalisme était né.

Le producteur était affranchi de la tutelle du seigneur, mais se transformait en salarié et devenait la proie de l'exploiteur. Rien n'était changé dans la forme. La liberté du salarié n'était qu'une illusion, et le capitalisme allait spéculer sur cette illusoire liberté, pour agrandir sa puissance et étendre ses pouvoirs ; détenteur de tous les moyens de production, de tout le capital inerte, il fallait que le capitalisme devint le maître du travail humain, pour pouvoir exploiter son domaine, et la tâche lui fut relativement facile, puisque le travailleur, dépourvu de toute richesse, ne pouvait et ne peut produire qu'à la condition d'avoir l'autorisation de se servir du champ, de la charrue, de la machine ou de l'outil qui appartient au capitalisme.

De même que le seigneur, exigeait du paysan une redevance, le capitalisme exige une redevance du travailleur. » Les formes ont changé, les relations sont restées les mêmes ». Pour le capitalisme, le travail est une marchandise, tout comme le minerai ou le coton, et il l'achète selon ses besoins. Le travailleur n'a pas à pénétrer dans ses intentions, il n'a pas à chercher qu'elle sera la destination de sa production ; il vend son travail pour une somme qu'on prétend librement acceptée de part et d'autre, et le capitalisme réalise sur ce travail, le bénéfice qui lui convient. C'est sur cette formule arbitraire de liberté que s'est échafaudé le capitalisme. Ce régime odieux est arrivé à faire admettre par les populations ouvrières cette invraisemblance que l'ouvrier était libre alors qu'en réalité, il est esclave et obligé d'accepter, s'il ne veut pas crever de faim, les conditions que veulent et peuvent lui imposer ses exploiters.

Le capitalisme, aidé dans son évolution par l'application des nouvelles méthodes de production devait acquérir, en un laps de temps extrêmement court, une puissance colossale ; l'emploi de la machine à vapeur, la captation des forces naturelles, la vulgarisation du téléphone et du télégraphe dans le commerce, de l'énergie dans l'industrie, ajoutèrent une force inouïe à son développement. Petit à petit, il se trouva à la base de tous les grands organismes ; aujourd'hui, en se servant d'hommes de paille qu'il place et déplace, selon ses intérêts, à la tête des gouvernements, il dirige les parties essentielles du système social. Il contrôle tous les rouages de la société, et par l'association de la finance et de l'industrie, forme les cadres d'une franc-maçonnerie dont les grands capitalistes sont les maîtres absolus.

Mais toute médaille a son envers et tout ce qui a commencé a une fin. Le capitalisme renferme en lui le mal qui le tuera. Si, à ses origines, il eut besoin des sympathies du producteur, ce dernier ne tarda pas à s'apercevoir que ses destinées et ses intérêts étaient diamétralement opposés à celles de ses maîtres. Considéré comme une marchandise, le travailleur, à mesure que sa conscience s'éclairait, devenait de plus en plus exigeant, et par les lois de l'offre et de la demande, réclamait chaque jour un nouvel avantage à son exploi-

teur. Le machinisme, écarta ce premier danger en rendant inutile une certaine partie de la main-d'œuvre. Mais un autre danger fit place au premier. Ne trouvant plus à s'employer, le capital humain restait improductif et ne fournissait plus aux travailleurs ce qui était indispensable à leur existence et à celle de leur famille. Conséquences, le chômage, la grève, la révolte.

Or, le capitalisme qui est arrivé aujourd'hui à son apogée, évolue dans un cercle vicieux, duquel il ne peut plus sortir. Pour assurer sa vie et ne pas s'écrouler sous le poids de la misère humaine, il est obligé de fournir du travail à celui qui en réclame, et n'a que cela pour subsister. D'autre part, il ne peut fournir ce travail que s'il est assuré que la production soit écoulée. Si l'accumulation est profitable au capitalisme lorsqu'il entend imposer un prix et retire alors ses produits du marché, elle lui est néfaste si elle est rendue obligatoire par le manque d'acheteurs. Il faut invariablement, méthodiquement, mathématiquement, que le capitalisme écoule ses produits ou qu'il périsse. Il est donc contraint de s'étendre toujours et sans s'arrêter. Une halte et il est perdu. Il lui faut trouver des débouchés et comme il ne peut les trouver dans l'intérieur d'un pays, il est obligé de les chercher dans d'autres contrées. De là le capitalisme national et le jeu de la concurrence qui entravent l'unification du capitalisme international, et amène la formation des cartels, des trusts qui se combattent, dans l'espoir de rester seuls maîtres du marché. C'est de cette division que se meurt le capitalisme. Il ne retrouve, provisoirement, — heureusement — son unité et sa force que lorsqu'il est en lutte avec son adversaire le plus redouté et le plus dangereux : le travail.

Les conflits internationaux, les guerres coloniales n'ont pas d'autres origines que la nécessité, pour le capitalisme, de trouver l'écoulement de ses produits. Lorsque la diplomatie est inapte à régler un différend où sont en jeu les intérêts commerciaux ou industriels d'un capitalisme national, celui-ci a, alors, recours à la force brutale, à la violence, à la guerre.

Certains politiques, prétendent que la guerre est voulue par le capitalisme pour détruire une certaine partie de la main-d'œuvre, lorsque celle-ci devient trop encombrante. Le raisonnement est simpliste. C'est ce que l'on pourrait qualifier de philosophie pour classe pauvre. Si le capitalisme n'a pas intérêt à la surpopulation, il souffre cependant nationalement de la dépopulation, et, si la marchandise humaine n'apparaît que sur une faible échelle dans son budget, il faut cependant que la disponibilité du capital travail soit assez élevée pour atteindre les prix les plus bas possibles.

En réalité, la guerre fait partie du régime ; elle est un des membres dont le capitalisme est le corps, mais c'est un membre malade dont les capitalistes voudraient bien faire l'ablation. La guerre, elle est due justement au développement intensif du commerce, de l'industrie, et plus particulièrement de l'industrie métallurgique, du pétrole et du caoutchouc qui a divisé le capitalisme en trois castes concurrentes à la tête desquelles se trouvent les grands potentats de la finance. Si quelques individualités assez aveugles puisent dans la guerre une source de profits, le capitalisme, en tant qu'ordre économique ne peut qu'y perdre, car elle ébranle les bases sur lesquelles est échafaudé le régime ; elle est inévitable pourtant et constitue avec la Révolution, les deux événements historiques qui détruiront cet ordre économique.

Le capitalisme disparaîtra donc. En égard des connaissances humaines, le développement intellectuel des travailleurs se poursuit méthodiquement, et la classe ouvrière cherche, par son action, à arracher au

capitalisme ce qui fait sa puissance : son capital, dans le but de l'exploiter librement au bénéfice de tous.

Les économistes bourgeois ne sont pas sans voir le danger, et cherchent à détourner le cours de l'orientation capitaliste. Ils n'y arriveront pas, il est trop tard. Le capitalisme est perdu. Surpris lui-même par la rapidité de son extension, il a tout détruit sur son passage et s'est livré à une centralisation qui l'étouffera. Et pourtant il ne peut pas revenir en arrière. Obligé, pour vivre, en période de désaxage économique, de faire face aux exigences toujours grandissantes des classes laborieuses, il constate qu'il lui est impossible de subsister s'il n'accorde pas aux travailleurs, surtout dans les pays de production intensive, un bien-être relatif, qui assurerait une paix momentanée, et lui permettrait de reprendre du souffle.

Et déjà les grands seigneurs américains consentent à accorder à leur prolétariat certaines satisfactions économiques, à la condition que celui-ci abandonne la prétention d'établir un ordre nouveau.

En vérité, le problème serait résolu, provisoirement toutefois, si le capitalisme n'était pas comme nous l'avons dit plus haut, animé par des intérêts qui se combattent, et n'était pas obligé pour la circonstance, surtout dans des pays comme la France, l'Italie ou l'Espagne, de sacrifier une grande partie des petits industriels, des petits commerçants, dont les intérêts particuliers dépassent les intérêts de classe, et qui ne veulent pas servir d'agneau pascal sur l'autel du capitalisme.

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, rongé à l'intérieur, luttant à l'extérieur, le capitalisme est arrivé au point culminant de sa trajectoire et après son ascension rapide commence sa descente effrénée. Certains sociologues, préconisent une nouvelle forme de capitalisme, qui assurerait l'égalité économique de tous : le Capitalisme l'Etat. (Voir : *Collectivisme, Socialisme, Bolchevisme*.)

Les Anarchistes sont contre tout capitalisme, même d'Etat. Ils conçoivent que celui-ci ne peut s'élever que sur les piliers de l'Autorité. Par l'établissement de la Commune libertaire, ils espèrent rénover l'humanité et élaborer une société de libre production et de libre consommation où l'individu ne sera plus soumis à l'emprise d'un oligarchisme qui emprisonne les facultés et détruit toute liberté d'expansion et d'extension sociale. — J. CHAZOFF.

CAPITALISTE. (la classe). Fraction de la collectivité qui détient toute la richesse sociale. Minorité qui possède tout le capital. *Je ne connais dans l'Etat que trois classes d'homme : les salariés, les mendiants et les voleurs.* (MIRABEAU.)

En réalité, la société peut se partager en deux camps : d'un côté, ceux qui peinent, qui souffrent, pour arracher à la matière brute ce qui est indispensable à la vie de l'homme ; et, de l'autre, ceux qui prélèvent sur ce travail, sans avoir dépensé aucune énergie utile, la plus grande partie de la richesse produite. Ces derniers représentent la *classe capitaliste*.

De même que le capitalisme a pris la place occupée antérieurement par la féodalité ; les capitalistes ont remplacé, dans l'ordre économique et politique, les seigneurs d'antan. Ils représentent la nouvelle noblesse : la noblesse d'argent. S'ils ne peuvent se réclamer de leurs ascendants et se réclamer de leurs titres nobiliaires, par la transmission même des richesses acquises, par le jeu de l'héritage, ils forment une noblesse héréditaire qui se perpétue et donne naissance à un esprit de caste, de race, de classe.

Les économistes bourgeois présentent comme un axiome que chacun, par le travail et l'économie, peut,

dans nos sociétés démocratiques, sortir de sa situation inférieure et acquérir non seulement le bien-être, mais la fortune. Il serait presque inutile de souligner cette erreur intéressée. S'il est vrai que, de nos jours, aucune loi n'interdit à quiconque de faire fortune, la classe capitaliste est, en fait, aussi impénétrable pour le plébéien, le travailleur, que ne l'était l'ancienne noblesse, du fait même que la richesse ne fut et ne sera jamais la conséquence du travail, de l'honnêteté et de la sobriété, mais le produit de l'exploitation et du vol.

Les capitalistes forment donc bien une classe, à la tête de laquelle se trouve une aristocratie qui dirige, en leur nom, tous les rouages économiques, administratifs et politiques de la Société.

La ploutocratie exerce une telle ascendance sur le monde moderne, que, dans les pays où l'esprit du peuple est encore subjugué par les mots et les titres ronflants — telle l'Angleterre — le monarque ne manque jamais d'ennoblir un capitaliste influent. En France, déjà au xvi^e et xvii^e siècle, les gros commerçants étaient considérés comme étant d'essence supérieure, et Louis XIV, le roi Soleil, déclara les marchands en gros capables d'être revêtus des charges de secrétaire du roi « ce qui donnait la noblesse ».

Maîtresse absolue des moyens de production, la *classe capitaliste* subordonne toute la population du globe. Seule détentrice de la fortune publique, seule, elle a la possibilité d'instruire et d'éduquer les enfants issus de sa classe, et c'est ce qui explique que tous les hommes occupant un poste élevé sur l'échelle sociale, travaillent à son profit : à leurs profits.

Malgré l'illusion démocratique (voir *Démocratie*), elle gère, à sa guise, à sa fantaisie et selon ses intérêts momentanés, tout ce qui a trait à l'économie et à la politique. Les gouvernants sont des pantins à sa solde et les parlements sont à plat ventre devant elle, et toutes les lois sont élaborées à son avantage. En plus de son argent et des stocks de marchandises accumulées, qui peuvent lui permettre, dans une certaine mesure, d'attendre et de résister durant les périodes de trouble ou de révolte prolétarienne, elle a, pour se défendre, toutes les organisations policières, militaires, juridiqués, pénitentiaires, dont la seule raison d'être est de faire respecter la propriété et les privilèges accaparés par le capitalisme. La grande Presse, ce poison quotidien qui déverse lentement, le mensonge et l'erreur dans le cerveau humain, est une arme terrible dont elle se sert à merveille pour étouffer tout sentiment de libéralisme ou de fraternité ; et le savant, le philosophe, le penseur, qui refusent de se prostituer à la cause de la classe capitaliste, sont impitoyablement écrasés et acculés à la misère la plus atroce.

Tout appartient à la classe capitaliste, rien ne lui échappe. Elle est un centre d'attraction pour tout ce qui peut être une source de bien-être moral et matériel et détruit ou tente de détruire tout ce qui peut présenter à ses yeux une menace immédiate ou future.

Si Louis XIV disait : « L'Etat, c'est moi ». La classe capitaliste peut dire : « Le Monde, c'est moi ».

Devant cette puissance colossale, établie sur des siècles et des siècles d'ignorance, de servilité et de servitude, certains se demandent s'il sera un jour possible d'en ébranler les assises et d'en finir, une fois pour toutes, avec la cupidité et l'impudence de cette minorité qui entrave l'évolution et arrête la marche en avant de l'humanité.

C'est un lieu commun de dire, que la classe capitaliste n'est forte que de la faiblesse de la classe ouvrière ; c'est cependant la vérité la plus simple.

Par la vitesse acquise, la classe capitaliste se maintient encore, mais elle chancelle sur ses bases. Une

poussée et le château féodal s'écroule. Sa vie est subordonnée à la volonté et au courage des opprimés. De l'énergie des exploités et des opprimés dépend tout l'avenir des exploités et des oppresseurs.

La faiblesse de la classe capitaliste est que son unité n'est qu'apparente, et qu'en réalité elle est divisée. La classe ouvrière peut, elle, trouver son unité, car ses intérêts sont « uniques ».

Il est difficile de tracer une ligne de démarcation entre les diverses catégories de la classe capitaliste, il est cependant évident que l'esprit qui anime le petit commerçant est différent de celui du gros industriel et que, si leurs intérêts de classe sont solidaires, leurs intérêts individuels sont en concurrence.

A mesure que le Capital se centralise, il se crée une lutte intérieure dans la classe capitaliste, et cela nuit à la bonne harmonie indispensable à sa vie ; nous sentons déjà qu'elle est menacée en raison des divergences et des intérêts contraires qui se heurtent.

De même que tout ce qui est né doit mourir, la classe capitaliste doit disparaître. Elle a vécu plus qu'elle ne vivra. Elle se désagrège petit à petit, mais cherche à se raccrocher au radeau, comme un malheureux perdu dans l'océan. Elle ne peut cependant échapper au tourbillon qui l'engloutira.

Le capitalisme a parcouru sa route à pas de géant ; il a gravi la montagne, mais il n'échappe à personne que sa maison est bâtie sur des neiges et que sa philosophie est basée sur une erreur. Or, l'humanité veut et cherche la vérité. Aveugle parfois, elle s'égare ; elle tâtonne comme un enfant qui hésite à faire son premier pas ; mais une fois qu'elle a conquis l'assurance, que la lumière éblouissante est venue l'éclairer, alors elle retrouve une énergie indomptable ; elle pénètre partout pour y écraser le mensonge, arrache le masque de tous les fantoches, de tous les pantins et termine la comédie qui a duré parfois des siècles.

La classe capitaliste moribonde se défend contre l'ouragan. Elle élève des digues puissantes pour échapper à la tempête ; elle torture son cerveau pour inventer les monstres géants, mécaniques et scientifiques qui lui permettront de retarder l'échéance fatale. Tout lui échappera cependant, car la vérité est en marche et la vérité doit vaincre l'erreur. — J. CHAZOFF.

CAPITULATION. n. f. En langage militaire : action d'abandonner une place forte, une armée, entre les mains de l'ennemi. « La Capitulation de Sedan. »

Au sens bourgeois et patriotique, la capitulation entraîne toujours le déshonneur de celui qui la décide. En vertu des lois militaires — plus ridicules encore que les lois civiles — une armée doit se faire hacher jusqu'au dernier homme, plutôt que de se rendre, quelles que soient les forces supérieures qui lui sont opposées. Déposer les armes et capituler est une « lâcheté ». Bien des généraux et des chefs d'Etat s'en sont cependant rendus coupables : *La Capitulation de Bazaine, la Capitulation de Napoléon III* et, plus récemment encore, durant la guerre russo-japonaise, *la Capitulation des généraux russes, à Port Arthur*.

Il n'y a pas, hélas, que des capitulations militaires. Il y a aussi les capitulations d'ordre moral. Combien y a-t-il de gens dont la loyauté ne peut être mise à l'épreuve sans qu'ils capitulent pour satisfaire leurs appétits et leur soif de jouissance ?

Le monde politique nous offre un terrain propice à la recherche de ces éléments. Les parlements fourmillent de tristes individus qui capitulèrent pour obtenir une place, un poste, une charge, et ces hommes trouvent toujours des excuses pour légitimer leur capitulation.

Si la capitulation militaire peut parfois arracher à

la mort certaine sur les champs de bataille des milliers de pauvres bougres déguisés en soldats, la capitulation de conscience est un acte indélicat et immoral, profitable uniquement à celui qui le commet, et il faut mettre celui qui s'y abaisse au ban de l'humanité.

CAPTATION. n. f. Action qui consiste à subordonner la volonté d'autrui dans le but d'obtenir des avantages. Captation d'héritages ; captation de suffrages.

La Captation est donc un acte malhonnête au sens propre du mot, dont sont victimes plus particulièrement les êtres faibles. Elle ne tombe pas sous le coup de la loi. L'ancienne législature française avait bien introduit dans son droit, un article qui annulait tous les avantages, profits ou privilèges acquis par suggestion, flatterie, artifice, subordination, CAPTATION, mais la jurisprudence actuelle n'est pas armée pour réprimer les captateurs, et cela se comprend.

La Captation étend ses ravages dans tous les domaines : le commerce, l'industrie, la finance, la religion, la politique ne peuvent se perpétuer qu'avec l'aide de l'abus de confiance, qu'une poignée de jouisseurs exercent sur la grande majorité des hommes. Par le verbe enjôleur et mielleux, la religion capta la confiance de millions de pauvres hères ; par le mensonge et les promesses le candidat capte les suffrages des candidats naïfs. L'appât du gain, le désir d'augmenter indéfiniment ses bénéfices fait du commerçant ou de l'industriel, un captateur qui trompe l'acheteur sur la valeur réelle de la marchandise vendue, et du financier un escroc qui induit en erreur le malheureux qui lui confie ses économies.

En notre siècle de ploutocratie, d'amoralité, la captation est considérée comme un acte normal de la vie courante, puisque les sociétés modernes sont construites sur le mensonge. Elle ne peut, par conséquent, être frappée par les lois.

Etant un des effets dont le capitalisme et l'autorité sont les causes, la captation ne prendra fin que lorsqu'aura vécu la société bourgeoise.

CAPTIEUX. adj. Se dit des individus ou des idées qui, sous une apparence de vérité ou de sincérité, se signalent complètement faux à l'analyse.

Un discours captieux ; des raisonnements captieux. En mathématique, une démonstration par « l'absurde » : une démonstration *captieuse*.

Les captieux sont nombreux, et de même que les captateurs, ils agissent ordinairement en vue de buts intéressés. Que de discours vides de sens ; que de mots creux et sonores sont employés par les captieux pour convaincre un auditoire qui se laisse griser par les belles paroles, sans vouloir pénétrer le fond des idées bellement exprimées !

Il faut éviter les captieux, conscients ou inconscients ; car ils sont un danger social, et ne jamais s'arrêter à la présentation ou à l'enveloppe d'une idée, mais rechercher ce qu'elle contient.

CARACTERE. s. m. (du grec Kharassein : graver). Empreinte, marque, figure tracée sur une surface quelconque avec un burin, une plume, ou de quelque autre manière, et à laquelle on attribue une certaine signification. Se dit particulièrement des lettres et autres figures dont on se sert dans l'écriture ou dans l'impression. Titre, dignité, qualité, puissance, attachées à certains états. *Etre revêtu du caractère d'ambassadeur. Son caractère sacré.* Dans les sciences naturelles, ce mot désigne certaines marques essentielles qui servent à distinguer un animal, une plante, une substance, de toute autre, ce qui individualise un être, fait qu'il a quelque chose bien à lui, distinct des autres êtres ; ce qui est sa personnalité. Le caractère des indi-

vidus, est un produit de l'hérédité, du milieu et de l'éducation ; c'est dire que le caractère subit des évolutions et peut être amélioré par une bonne éducation

CARDINAL. n. m. Dans l'église catholique, le plus haut dignitaire après le pape. Le cardinal ne fut pas de tous temps le personnage influent qu'il est aujourd'hui ; à l'origine était ainsi dénommé le prêtre chargé de l'aumônerie de l'église ; et, bien que supérieur au curé ordinaire de la paroisse, dans l'ordre hiérarchisé, son influence était pour ainsi dire nulle.

A cette époque, c'étaient les membres de l'épiscopat, nommés par le peuple du diocèse qui étaient chargés de veiller à l'application des saintes doctrines de l'église chrétienne. Ils avaient le titre d'évêques et étaient les plus hauts dignitaires de l'église, tout en n'ayant pas la puissance qu'ils surent acquérir par la suite.

A mesure que la papauté étendit sur le monde son ascendance, les cardinaux de Rome qui étaient en contact direct avec le saint Père et étaient chargés de l'assister dans la célébration du Saint Office, surent acquérir certains privilèges qui leur donnèrent une certaine prédominance sur le reste du clergé. Ce ne fut pourtant que lorsque la papauté devint toute puissante que, s'élevant avec elle, les cardinaux prirent et conservèrent la première place dans la hiérarchie ecclésiastique.

Lorsque, arrivée à son apogée, la Papauté fut considérée non pas seulement comme une puissance spirituelle, mais encore temporelle, par presque tous les grands Etats d'Europe, les cardinaux furent chargés de représenter le chef de l'église auprès des monarques étrangers et on commença à les qualifier « princes de l'Eglise ». Leur activité prit de l'extension et, loin de s'adonner spécifiquement aux devoirs de leurs charges spirituelles, ils pénétrèrent dans la politique, et on les vit à la tête des gouvernements où ils cumulèrent les hautes fonctions civiles et religieuses : Richelieu, Mazarin, Alberoni, furent ministres et cardinaux.

Antérieurement, le pape était nommé par le clergé et par le peuple, mais depuis le Concile de Latran (1179) seuls les cardinaux ont le droit de participer à cette élection ; leur pouvoir est très étendu et, au cas de division d'opinion sur le dogme ou la discipline religieuse, seuls ils ont la faculté de convoquer l'assemblée des évêques pour trancher les différends inhérents à l'Eglise.

De nos jours, les progrès de la science et de la philosophie ont évidemment diminué l'influence des princes de l'Eglise. Cependant, il est peu de pays au monde qui ne conservent des relations diplomatiques avec le Saint Siège, et comme au temps jadis, les cardinaux font office de ministres du pape auprès des Pouvoirs civils. Les cardinaux sont nommés par le pape qui doit, auparavant, prendre l'avis du sacré collège (assemblée des cardinaux).

Il est d'usage que la barette, bonnet que le pape envoie aux cardinaux après leur nomination, leur soit remise par le chef de l'Etat intéressé ; et même en France, le président de la République — parfois de religion opposée ou farouche anticlérical — ne se refuse pas à cette grotesque cérémonie. C'est dire que malgré les coups qui lui furent portés par la raison, l'Eglise est une force avec laquelle il faut encore compter et ses princes des suppôts de l'Etat bourgeois.

CAREME. n. m. (du latin : *quadragesima*. Quarantième). Le carême consiste en quarante jours de jeûne ou d'abstinence, prescrit par l'église catholique, avant les fêtes de Pâques. On ignore son origine, mais certains théologiens le font remonter au temps des

apôtres. Ce ne fut qu'au Concile de Nicée, en l'an 325, qu'il reçut le sceau légal de l'Eglise. Durant ces quarante jours, il est interdit de manger d'autre chair que celle du poisson, à laquelle on peut ajouter des œufs, des fruits et des légumes. En vérité, de nos jours, le carême n'est plus observé que par de vieilles bigottes, et encore pas toujours, car il est des accommodements avec le ciel, et l'Eglise ne refuse jamais, moyennant finance, d'accorder des dispenses aux fidèles qui en demandent.

En un temps, le carême eut sans doute une certaine utilité et répondait à une nécessité sociale. A l'époque où l'ignorance régnait en maîtresse sur le monde, il est possible que le législateur religieux ait prescrit le jeûne et l'abstinence, pour réfréner les bas instincts de l'homme, en imposant un peu d'hygiène et de décence publique. Durant le carême, il n'était pas seulement interdit de manger certains mets, mais il fallait se priver également, selon les lois de l'église, de tout amusement, sortie, récréation, et s'abstenir de tout contact charnel. De cette dernière mesure subsiste encore l'interdiction de se marier durant le carême.

Des prescriptions similaires se retrouvent dans toutes les religions. Les Juifs doivent également jeûner plusieurs jours par an ; les Mahométants ont le « *ramadam* », et les Bouddhistes exercent les mêmes pratiques. Il semble donc bien que le carême n'est pas d'essence spécifiquement chrétienne, mais qu'il fut institué bien avant le Christianisme et avait pour but d'élever le moral de l'espèce humaine.

En vertu de vieilles coutumes, entretenues par certains intérêts commerciaux, on continue dans certains pays à ne pas manger de viande le Vendredi Saint, précédent le dimanche des Pâques. En dehors de ce jour, le carême religieux a vécu. Mais il est des malheureux que leur situation oblige à faire carême d'un bout de l'année à l'autre. Le travailleur est contraint par la société de s'abstenir de manger à sa faim, cependant que les magasins regorgent de vivres, de vêtements, de nourriture. Si le carême religieux a disparu, le carême social subsiste, et il faut le détruire comme le premier. Ce sera l'œuvre des Anarchistes.

CARENCE. n. f. Faire défaut. Manquement. « Dresser un procès de carence », c'est-à-dire dresser un acte qui constate qu'à un lieu donné, l'officier public n'a pas trouvé ce qu'il attendait : meubles, argent, etc... Le terme est également usité dans le langage social et politique. Il signifie : se dérober à une discussion, à une controverse, à un débat ; ou encore l'incapacité où l'on se trouve, pour combattre les arguments opposés par un adversaire. La carence des politiciens est légendaire. Ils évitent toujours de se mesurer sur un terrain solide et logique ; ils aiment mieux faire défaut, que de subir un échec qui nuirait à leur renommée.

La *carence* d'une personne sur laquelle on comptait pour accomplir une action, ce qui revient à dire le manquement de cette personne à tenir ses engagements ou ses promesses.

CARICATURE. n. f. (de l'italien : *caricare*, charger). Reproduction grotesque, exagérée des traits et des manières d'une personne, dans le but, généralement, de la ridiculiser en faisant ressortir les défauts de sa tournure ou de ses manières. La caricature n'est pas à la portée de tous ; c'est un art subtil et fin qui nécessite, non pas seulement du talent, mais du génie. Il faut au caricaturiste de l'intelligence, de l'esprit, de la psychologie et de l'observation, pour que son crayon puisse reproduire sur le papier, souvent en quelques traits, les tares et les vices d'un individu. La caricature

est dangereuse, car le ridicule tue ; de même que le pamphlet elle est une arme redoutable. Elle s'inspire surtout de politique et, de nos jours, il n'est pas un organe de presse qui n'ait recours à elle pour provoquer la risée et la moquerie contre un adversaire que l'on veut abattre. C'est donc une arme à double tranchant. Si par son mordant, sa finesse, son ironie, elle flagelle et dénonce les faiblesses et les infirmités morales de certains, en se faisant l'auxiliaire de la bourgeoisie elle accomplit souvent une besogne peu louable. Il reste pourtant certains caricaturistes, véritables artistes qui surent et qui savent conserver leur indépendance, et se refusent à prostituer leur crayon. Il faut citer parmi les plus célèbres caricaturistes : Daumier, Gavarni, Cham, Caran d'Ache, qui ont produit de véritables chefs-d'œuvres.

CARMAGNOLE (La). n. f. Sorte de vêtement qui fut très à la mode pendant la Révolution française et qui était porté surtout par les Jacobins. La *Carmagnole* est plus connue à présent par la chanson à laquelle elle a donné son nom et qui fut composée en 1792 après l'arrestation de Louis XVI. L'auteur est resté inconnu. Le refrain de même que les couplets ne sont ignorés de personne, il est donc inutile de les citer.

La *Carmagnole* marque une époque de la Grande Révolution française. Abandonnant les partisans de la Monarchie absolue, en 1789, le peuple, assoiffé de liberté, réclamait une Constitution, mais la trahison de Louis XVI, sa fuite et son arrestation allaient ouvrir les yeux de la populace. La Constitution ne lui parut pas suffisante ; c'est la République qu'il voulait. Et la « République », dans son lointain, semblait belle à ceux qui demandaient « du fer, du plomb, et puis du pain », « pour travailler, pour se venger et pour vivre ».

C'est au chant de la *Carmagnole* que l'on se battait pour sauver la République en danger. Elle était un hymne de guerre contre les tyrans, mais elle était aussi un hymne joyeux, et on l'entendait dans les bals, les théâtres, les fêtes et les places publiques. C'était l'époque héroïque de la République triomphante.

Hélas ! Ce ne fut qu'un rêve. Le peuple, trop jeune encore, ne sut pas enfoncer son couteau jusqu'au fond de la plaie sociale. Bonaparte apparut, général d'abord, Premier Consul ensuite. Fatigué, le peuple laissa s'implanter la dictature. La lutte pour la Liberté prit fin. Le chant de la *Carmagnole* sonnait mal aux oreilles du futur empereur. Il la fit rayer du répertoire. Le peuple accepta, et avec la *Carmagnole* disparurent, pour un temps, ses espoirs de libération.

CARNAGE. n. m. (de l'italien : *carnaggio*). Massacre, tuerie, assassinat collectif. Les carnages ont coûté la vie à des millions et des millions d'individus. Il n'est pas besoin de rechercher bien loin et de remonter bien haut ; la guerre de 1914-1918 nous offre le spectacle du plus grandiose et du plus horrible des carnages. Quelles que soient les causes qui le déterminent, le carnage est toujours une monstruosité, car c'est une orgie de sang qui ne répond à aucune utilité ou nécessité sociale. D'autre part, ce sont toujours les mêmes qui en sont victimes. Le peuple est une proie facile et inconsciente. S'il acceptait de verser librement la cent millionième partie du sang qu'il a donné involontairement, au plus grand bénéfice de ses bourreaux, les carnages disparaîtraient de notre globe. On peut affirmer que les carnages sont toujours organisés au profit du capitalisme. Que ce soit l'Eglise qui s'en rende coupable ou complice, comme durant l'Inquisition ou les guerres de religion ; que ce soit un gouvernement, qui, comme sous le régime tsariste, organisait des pogroms où périrent des milliers d'innocents, que

ce soit une guerre défensive ou offensive, nationale ou coloniale, le carnage est toujours un désastre pour la classe ouvrière et n'a pour but que la défense des privilèges capitalistes.

On reproche aux révolutionnaires de provoquer des « carnages ». C'est un argument intéressé de la bourgeoisie qui lui permet de faire vibrer la corde sentimentale de certains pacifistes ignorants, et de critiquer les mouvements insurrectionnels.

C'est une malice cousue de fil blanc. Les révolutionnaires sont les adversaires irréductibles de la tuerie, et jamais au cours des Révolutions le sang ne fut versé inutilement et par plaisir ou soif de vengeance. Ce ne sont pas les communards de 71 qui exécutèrent lâchement 40.000 malheureux sans défense. C'est la bourgeoisie, représentée alors par Thiers, qui porte à son passif cet ignoble carnage.

Les révolutionnaires veulent la paix. Ils ont horreur du carnage et c'est pour le voir disparaître qu'ils veulent élaborer une société harmonieuse où l'intérêt particulier, faisant place à l'intérêt collectif, le carnage n'aura plus de raison d'être et ne troublera plus la quiétude de l'humanité.

CARNIVORE. adj. et n. (du latin : *caro*, *carnis*, chair et *vorare*, dévorer). Se dit de tous les animaux qui se nourrissent particulièrement de chair ; ceux qui ne mangent que des végétaux sont nommés herbivores.

L'homme, le chien, et presque tous les animaux domestiques sont omnivores, c'est-à-dire qu'ils se nourrissent de chair et de végétaux. Le lion, le tigre, sont des carnassiers (synonyme de carnivore). Les carnivores et les omnivores se signalent par leur appareil dentaire qui est différent de celui des animaux ne se nourrissant que de végétaux. Il existe une secte, très répandue en Angleterre et en Amérique, qui combat le carnivorisme, et milite pour enrayer la consommation de la viande par l'homme. Ceux qui se réclament de cette doctrine se nomment végétaliens ou végétariens. (Voir les mots : *Végétalisme*, *Végétarisme*.)

Nous pensons que, depuis les temps les plus reculés, l'homme fut, par nature, carnivore, et sa mâchoire est belle et bien composée de canines, de molaires, et d'incisives qui lui permettent de déchirer et de mâcher la chair.

CARTEL. n. m. Le Cartel est l'une des formes de concentration de l'industrie moderne. Le Cartel est d'origine allemande. Il suivit de près la formation des trusts américains. Il est légèrement différent de ceux-ci. Tandis que les trusts américains ont pour but de grouper les firmes de même industrie ou les exploitants de matière première de même nature pour la défense des intérêts mis en commun, les Cartels, selon la forme allemande, n'associent les fabricants que pour la vente par les soins d'un syndicat chargé d'établir les prix de recherche et de servir les clients, d'opérer la répartition des commandes entre les firmes syndiquées, tout en laissant autonomes les fabricants participants au Cartel.

Ces Cartels sont connus sous le nom de *concentration en largeur*.

Depuis la fin de la guerre, quoi qu'elle fut depuis longtemps en gestation dans l'esprit d'Hugo Stinnes, une nouvelle forme de Cartel a été réalisée. Il s'agit de la *concentration en hauteur ou en profondeur*.

Ce Cartel a pour but de réunir en une seule main toutes les industries qui concourent à l'exécution d'un même produit final, depuis les matières premières initiales : combustible, minéral, bois, etc., jusqu'à l'objet utilisable par le consommateur : locomotive, lampe électrique, machine agricole, etc...

Et comme, en général, il vient s'y ajouter encore la participation disciplinée de fournisseurs d'éléments divers entrant dans les transformations successives de la matière, on peut dire que cette forme de Cartel est une *concentration industrielle à trois dimensions*. Ces Cartels perfectionnés sont appelés, en Allemagne, *Konzerns*.

Les premiers trusts furent ceux de l'acier et du pétrole constitués respectivement par Morgan et Rockefeller. Ils prirent naissance en Amérique en 1896 et 1907. Nous y reviendrons lorsque nous étudierons ce mot.

Les Cartels allemands datent de 1898-1900. Ceux de l'acier, du fer, du minerai, des constructions navales furent les premiers qui se constituèrent. *Augustin Thyssen* en fut l'initiateur. *Stinnes* fut d'ailleurs son élève et collaborateur. *Thyssen* et *Krupp* étaient les maîtres de l'acier et du fer et de toutes les fabrications qui découlèrent de l'emploi de ces matières. *Ballin*, le grand maître des constructions navales, le Président du Conseil d'administration de la « *Hambourg América* » s'était réservé cette branche spéciale.

Bien entendu, ces Cartels dépassent, en général, le cadre national et donnent naissance à des groupements internationaux plus connus sous le nom de : *Consortiums*.

Le Cartel de l'acier et du fer d'Allemagne avait, par exemple, comme associé, en France : *Schneider* ; en Belgique : *Cockerill* ; en Angleterre : *Armstrong*.

Ensemble, ils exploitaient les mines de l'Ouzenza, en Algérie, et nombre d'autres gisements de minerai.

Ce n'est que plus tard que le Cartel prit naissance en France, vers 1911.

Le premier Cartel, plutôt moral que matériel, fut constitué par les grands réseaux de chemin de fer, sous le nom de « *Comité de Ceinture* ». Puis le *Comité des Houillères*, le *Comité des Forges*, celui des *Armateurs*, le *Consortium de l'Industrie textile*, suivirent de près dans le domaine matériel. Aujourd'hui, toutes les industries et principalement les plus récentes : celles du cycle, de l'automobile, de l'aviation, de l'électricité (force et produit) sont, elles aussi, cartellisées.

Le Cartel est devenu une force industrielle qui exerce une telle influence sur les marchés nationaux et mondiaux, qu'il est impossible aux industriels de s'y soustraire. S'ils persistent à rester isolés, ils sont complètement écrasés et ruinés.

Il y a aussi dans tous les pays le Cartel des Banques (grandes, moyennes et petites), celui des journaux, ceux du blé, de la meunerie, des transports fluviaux, etc...

On peut dire que les Cartels, Trusts et Consortiums, avec leurs formes diverses de *concentration*, se partagent, chacun dans leur sphère, l'hégémonie économique, dirigent les Etats, font l'opinion, disposent de l'ensemble de la production.

Le Cartel est né le jour où les firmes importantes ont compris tout le danger que présentait pour eux le jeu de la concurrence. Aussi, au lieu de se combattre, les rivaux décidèrent de s'unir pour lutter en commun et conquérir ensemble les marchés.

Une coalition de cet ordre fut rapidement victorieuse de ses concurrents directs qui n'eurent plus, pour échapper à la ruine, qu'à s'entendre avec leurs concurrents de la veille pour la fixation des prix communs.

Bien entendu, ces ententes qui allèrent sans cesse en s'élargissant, ne se bornèrent bientôt plus aux produits manufacturés. Il était normal de les étendre aux matières premières elles-mêmes. Ce fut vite fait.

De cette façon, les industries de base et de transformation se trouvèrent à tous les échelons cartellisées.

Ceux qui étaient à la tête pouvaient à loisir fixer le prix des matières premières ou des objets fabriqués,

puisque'ils disposaient, en fait, de l'ensemble de la matière ou du produit.

Le petites quantités qui échappaient à leur contrôle ne pouvaient en rien « *fausser* » les prix établis par le Cartel, que ce soit pour l'achat de la matière ou la vente du produit.

Nous vivons en fait sous la dépendance de ces organismes *tentaculaires* et rien au monde, dans quelque domaine que ce soit, n'échappe à leur direction, à leur contrôle. Ce sont, dans tous les domaines, les vrais maîtres des pays.

Par le Cartel des industries ou du négoce, les dirigeants de ceux-ci font, *quand ils le veulent*, la hausse ou la baisse de tel ou tel produit. Ils stockent pour revendre en masse à un moment choisi par eux ou laissent perdre parfois d'énormes quantités de produits de toutes sortes pour provoquer des paniques au cours desquelles ils réaliseront des gains scandaleux. Et, bien entendu, ceci se passe sur le plan international aussi bien que sur le plan national. Ces Cartels ont leurs marchés spéciaux pour chaque catégorie de matières ou de produits. C'est là, sur ces places, qu'ils fixent les cours pour les importations. Rotterdam, Le Havre, Bordeaux, Hambourg, Gênes, Anvers, Glasgow, Londres, etc., sont des marchés internationaux de ce genre. Les cours nationaux ainsi fixés d'après une échelle internationale, les cours locaux ou régionaux sont fixés par les Bourses de Commerce, principaux auxiliaires des Cartels, Trusts, etc...

Tout cet ensemble est manœuvré par le Cartel des Banques qui le dirige de haut et l'administre en fait. Les campagnes de presse appropriées sont également dirigées par les Banques qui contrôlent les grands journaux et forment l'opinion, la trompent ou l'aiguillent dans le sens désiré par les maîtres de l'économie nationale et mondiale pour la réussite de leurs machiavéliques combinaisons.

Le public, qui ne comprend rien à toutes ces affaires ténébreuses, est proprement écorché. Il crie, gesticule, tempête, mais paie. C'est d'ailleurs tout ce que lui demandent les industriels et les négociants et les banquiers.

Il n'est pas une richesse au monde qui ne soit de nature, pour son exploitation, à donner lieu à la constitution d'un Cartel où se réunissent exploitants, fabricants et financiers.

Bien que ces Cartels ou formations similaires aient trouvé le moyen de mettre l'univers entier en coupe réglée, ils ne sont pas arrivés à établir entre eux l'harmonie. Souvent, pour ne pas dire toujours, des groupes rivaux se créent pour se disputer la possession de la matière ou la vente du produit. C'est la nouvelle forme de la concurrence. Le public n'en bénéficie d'ailleurs que fort peu de temps. Lorsque les adversaires s'aperçoivent que cette concurrence devient désastreuse pour eux, et surtout s'ils sont d'égale force, ils ont tôt fait de conclure des ententes ou de s'allier définitivement en fondant un cartel plus large.

Et, de proche en proche, le nombre des concurrents diminue jusqu'à ce que tous les exploitants industriels ou négociants fassent partie d'un même groupement qui exercera son hégémonie sur une région, un pays, plusieurs pays, l'univers.

Il en est ainsi pour toutes les grandes branches de l'industrie ou du commerce : *Pétrole, Houille, Minerai, Fer, Coton, Coke*, etc., etc...

Hugo Stinnes, mort en 1925, alla plus loin.

En se rendant maître du charbon, du minerai, du fer, des ateliers de construction, des banques, des transports par eau, des chantiers maritimes, des navires, en y ajoutant la possession des chemin de fer, il mit debout un appareil d'une formidable puissance écono-

mique à laquelle s'ajoutait une égale puissance politique par la possession de la presse.

Il avait ainsi réalisé le maximum de puissance, d'harmonie et d'économie et de perfectionnement dans la production par une concordance d'efforts variés dirigés par un seul cerveau, le sien. Par cette combinaison, il se débarrassa de son concurrent : Walter-Rathenau.

Il supprimait ainsi les concurrences entre fabricants, les heurts, les conflits entre exploitants, le stockage superflu en instituant l'émulation entre tous les exécutants, la fabrication en grande série, la standardisation poussée au maximum, la vente développée des produits jugés les plus avantageux.

En même temps, les recherches scientifiques et techniques étaient poussées avec méthode, avec des moyens extrêmement puissants qui ouvraient chaque jour des voies nouvelles au progrès des fabrications.

Une telle organisation est un véritable Etat dans l'Etat. Elle le domine réellement.

Le Konzern Stinnes a subi une si forte crise, après la mort de son fondateur, qu'on ne sait encore s'il la surmontera. Il a contre lui les grandes banques indépendantes qui veulent s'affranchir d'une tutelle qu'ils estiment insupportable. Par contre, la Reichsbank et l'Etat prussien cherchent à éviter le krach, dont l'importance prévue dépasse 1 milliard et demi de francs. Cette situation est due à une grosse erreur d'appréciation commise par les fils Stinnes qui ne surent pas distinguer entre l'inflation et la stabilisation et ne se débarrassèrent pas à temps des valeurs dites de combat ou de réalisation pour ne conserver que les valeurs actives du Konzern, aujourd'hui menacé dans ses bases. En tous cas, qu'il se liquide ou qu'il vive, le Konzern de Stinnes aura marqué dans l'histoire du capitalisme. Son expérience servira aux grands manieurs d'hommes et de capitaux.

Les Konzerns vont se généraliser et s'internationaliser. Ce semble devoir être la forme dernière de la concentration industrielle et capitaliste. C'est contre ces formidables appareils que le prolétariat aura, en définitive, à lutter pour assurer la suprématie du travail.

En dehors de leur activité économique de premier plan, les Cartels ont aussi — et c'est forcé — une activité sociale considérable qu'il convient d'examiner.

••

Les Cartels sont doués d'une formidable vitalité. Ils dépensent une énergie considérable pour maintenir socialement leur suprématie.

En dehors des guerres qu'ils provoquent pour acquérir soit des débouchés, soit des champs d'exploitation plus vastes, dont nous avons déjà exposé le caractère en traitant du « Brigandage », les Cartels ont organisé un appareil de combat social extrêmement souple et puissant opérant à l'échelle internationale. Son siège est actuellement à Berlin. Non seulement cet organisme fixe les prix d'achat et de vente des matières et produits, contingente les marchandises, série les efforts en vue de les faire porter sur tel ou tel point du globe, mais encore il détermine la valeur des salaires, organise l'émigration et l'immigration, jette ici une quantité de bras énorme pour provoquer une grève dont l'importance varie de la localité à la région ou la nation, provoque là le chômage et pousse à la surproduction ou au malthusianisme suivant le cas et ses intérêts.

Il n'est pas un conflit social qui ne soit provoqué par cet appareil de direction capitaliste, que ce soit grève ou lock-out.

Généralement, le Cartel opère par industrie et par

région. Lorsqu'il veut, par exemple, provoquer un conflit dans le Nord, abaisser les salaires, il réduit le prix de série du travail aux pièces imposé presque partout. Il arrive un moment où les ouvriers ne peuvent plus atteindre le salaire normal. Si un mouvement a lieu, le patronat, qui a constitué un stock, peut attendre 25 jours, 3 semaines, davantage si c'est nécessaire. Il vit sur ce stock ou bien même fait exécuter dans une autre région les commandes qu'il reçoit.

Il fatigue et vainc ainsi, tour à tour, toutes les régions, toutes les industries. Il réussit d'autant plus facilement que les ouvriers ignorent généralement la composition du Cartel, ne savent pas qu'ils contribuent à l'échec de leurs camarades en effectuant leur travail, qu'ils luttent contre leurs frères des autres régions.

L'insuffisance actuelle de l'organisation du mouvement mondial ne permet pas aux ouvriers de lutter contre leurs adversaires à armes égales.

Non seulement, les industriels agissent ainsi sur le terrain national, mais cette entente se poursuit et se développe sur le plan international. Si le Cartel a décidé d'englober tout un pays dans un mouvement de lock-out ou de grève, il a soin, en dehors des stocks nationaux préalablement constitués, de mettre à la disposition des industries du pays visé des stocks étrangers qui alimentent la clientèle.

Les mineurs, en particulier, sont souvent victimes de cette tactique et le textile, la laine, la métallurgie, en ont eux aussi, fait très souvent la triste et décevante expérience.

Il en sera ainsi tant que la classe ouvrière n'aura pas modifié la structure de son organisme de lutte, tant qu'elle n'aura pas adapté ses organes par l'instauration du contrôle ouvrier syndical, tant que ses Fédérations d'industrie seront dans l'incapacité de connaître les composants des Cartels et d'opposer force à force.

Lorsque nous examinerons le *Contrôle ouvrier*, nous exposerons le caractère, le fonctionnement et le but de tous ces organes qui manquent au syndicalisme et sont devenus nécessaires pour lui permettre de résister d'abord et de vaincre ensuite son adversaire.

Au Cartel industriel des Patrons, il faut opposer le Cartel des Ouvriers par industrie et sous-industrie, utilisant des formations de lutte analogues, se mouvant avec une force et une aisance égales. C'est toute une organisation nouvelle qui s'impose, non plus sur le plan du métier, de la profession, mais sur celui de l'industrie.

L'idéal serait de former des syndicats qui auraient sur notre plan le même caractère que le Konzern Stinnes, un syndicat qui grouperait les extracteurs, les transformateurs, les transporteurs, les vendeurs d'un même produit fini.

C'est dans cette voie que les ouvriers doivent diriger leurs efforts. Ce n'est qu'en opérant ainsi qu'ils posséderont quelques chances de rétablir un équilibre que leur incompréhension, leur évolution trop lente, voire même leur conservatisme, ont singulièrement compromis. — P. BESNARD.

CASERNE. (zer-ne). n. f. (du lat. : *quaterna*, logement pour quatre). Tout a été dit ou presque sur la caserne. Depuis plus de trente ans, de nombreux articles, de multiples brochures, voire même de gros livres ont été publiés sur ce sujet qui menace d'être toujours d'actualité.

Nous ne saurions, comme le Larousse, nous contenter ici d'une trop courte définition qui ne définirait pas grand chose. Tout le monde sait, en effet, que la caserne est un bâtiment affecté au logement des soldats. On sait également qu'en France, les premières casernes datent

du xvi^e siècle et que c'est l'ingénieur militaire et maréchal de France Vauban, qui fit adopter au xvii^e siècle un type uniforme de bâtiments, modifié en 1788, puis à plusieurs reprises de nos jours. A l'origine, la caserne n'était pas destinée à préparer la guerre. Elle servait à protéger les bourgeois contre les déportements des mercenaires, gens de sac et de corde. Elle avait un rôle de prison (murs de clôture, corps de garde). Au xix^e siècle, la caserne sert au repos, entre deux campagnes d'Afrique. Les exercices dans la cour n'ont pour but que de maintenir les soldats en main. On y donne même des leçons de danse, de lecture et d'écriture et l'on joue aussi au loto. Il faut tuer le temps ! — occupation essentielle — en attendant de tuer des hommes dans des guerres coloniales. Enfin, la caserne a aussi un autre rôle : occupant les points stratégiques des grandes villes elle constitue le château-fort élevé par le Gouvernement pour mater l'émeute. Gambetta et de Freycinet avaient songé à supprimer la caserne, parce qu'elle ne prépare nullement les soldats à la guerre. M. de Freycinet a formulé sur la caserne une opinion peu élogieuse : *Elle rend l'individu paresseux, menteur et faux*, ce qui est l'expression même de la vérité. Et c'est ici qu'il importe de multiplier les citations, citations empruntées à des écrivains, à des sociologues et à des hommes politiques d'opinions et de croyances différentes :

Jules Delafosse a dit de la caserne « *qu'elle est un agent de déclassement social et de dépravation universelle, qui disperse la famille, déracine la jeunesse, dépeuple les campagnes, engorge les villes.* » Etienne Lamy, l'académicien décédé en 1919, pensait que « *le service militaire déprave les mœurs du soldat.* » Le comte de Mun, cet autre académicien réactionnaire, mort en 1914, quelques semaines après le déclenchement du massacre européen, disait que « *la caserne obligatoire est l'abus poussé jusqu'au despotisme, jusqu'au mépris des droits les plus respectables.* » Selon le marquis de Vogüé — encore un académicien ! — « *les fils de nationalistes reviennent du régiment avec la haine de l'état militaire.* » Cette appréciation est juste sous cette réserve que si les fils de nationalistes ont la haine du métier militaire — parce qu'ils peuvent, dans une certaine mesure, en souffrir — ils regardent d'un assez bon œil les fils de prolétaires partir pour l'armée. D'aucuns, même, très « patriotes » estiment que la durée du service militaire n'est pas assez longue ! La définition de la caserne qui me semble la meilleure est celle d'Urbain Gohier. De son livre célèbre : *L'Armée contre la Nation* qui renferme des pages vengeresses contre l'institution si chère au cœur de nos patriotes, j'extraits le passage suivant relatif à la caserne :

« *Elle est seulement l'Ecole de tous les vices crapuleux : de la fainéantise, du mensonge, de la délation, de l'impudeur, de la débauche sale, de la lâcheté morale et de l'ivrognerie. Depuis que l'Europe entière subit le fléau du militarisme, l'espèce humaine y a descendu de plusieurs degrés. La vitalité surprenante et les progrès en tous genres de la race anglo-saxonne dont on cherche des explications plus ou moins ingénieuses, proviennent assurément de ce qu'elle échappe à l'action corruptrice et dégradante de la caserne.* »

« *L'alcoolisme universel qui gangrène la race française ne remonte pas si haut ; il est un produit de la caserne. La multiplication infinie des débits et des brasseries, où la nation entière, sans distinction de situations sociales, s'empoisonne maintenant, coïncide avec l'encasernement de la jeunesse. Au régiment, boire est le seul divertissement ; boire davantage est l'objet de toute émulation ; payer à boire est la source*

de toute considération. A ce régime, un peuple jadis réputé pour sa sobriété a contracté la maladie de Coupeau. Il faut, aux Français, des débits de boissons, même en chemin de fer ; ils vont de Paris à Versailles en buvant. La caserne pourrit la France d'alcoolisme et de syphilis. Et qui donc l'impose au peuple ? CEUX QUI N'Y VONT GUÈRE ET CEUX QUI N'Y VONT POINT. »

La belle page qu'on vient de lire n'exprime-t-elle pas, en peu de mots, tout ce qu'on peut dire, tout ce qu'il faut dire sur la caserne ?

Il est étonnant de nos jours, — à une époque où, pourtant, l'antimilitarisme a fait des progrès, — de constater le prestige qu'exerce encore, aux yeux des jeunes, la caserne. Etre pris au conseil de révision, constitue pour le conscrit, un titre de gloire ! Quant aux ajournés et aux réformés, ils sont l'objet, bien souvent, des plus stupides moqueries et du plus violent mépris, de la part des camarades déclarés « bons pour le service ». Regardez passer ces jeunes gens, au sortir du conseil de révision. Ils paraissent heureux de leur sort. Arborant cocardes et rubans, ils parcourent rues et boulevards en brillant des inepties. Avant que la journée ne se termine, ils sont ivres !

Je n'ai jamais pu comprendre l'exubérance de ces petits malheureux, à l'annonce qu'ils étaient reconnus aptes au service militaire et le spectacle de ces bandes chamarrées de décorations de pacotille aux multiples couleurs m'a toujours profondément attristé. Je me souviendrai toute ma vie du 12 avril 1915. J'avais, à cette époque, un peu plus de dix-neuf ans et je n'étonnerai personne en affirmant que, bien longtemps avant mon incorporation, mon dégoût pour tout ce qui touchait au militarisme était profond. Jeune encore, j'appréhendais l'instant où il me faudrait tout quitter : mère, famille, amis, maîtresse, pour rejoindre la quelconque caserne d'une ville perdue, dans laquelle, bon gré mal gré, je serais contraint de résider. Donc, le 12 avril 1915, mon baluchon sous le bras, nanti de quelques provisions dues à la prévoyance maternelle, je m'acheminai, à pas lents, vers la Gare Montparnasse, où devait avoir lieu l'embarquement.

J'aurais bien voulu retarder le moment fatal ! Il était neuf heures du matin. Déjà, aux abords de cette gare, une agitation inaccoutumée et sans cesse grandissante emplissait les rues, les avenues et les boulevards avoisinants. Je n'étais, hélas ! pas le seul à partir ! Nombre de jeunes gens de ma classe — la classe 16 — qu'une feuille d'appel avait désignés pour rejoindre les garnisons de la région Ouest menaient, aux abords de cette maudite gare, un tapage infernal.

J'avais une mine d'enterrement. Et mon allure contrastait avec celle de ces jouvenceaux dont beaucoup, par leur attitude débraillée et leur turbulence inapaisable, faisaient preuve d'une inconscience coupable. Tout autour de la gare, c'était un grouillement de « conscrits » qui gesticulaient, criaient, chantaient, s'interpellaient et même s'injuriaient avec une aisance et un entrain surprenants. La terrasse qui borde la rue du Départ était « noire de bleus » — si j'ose m'exprimer ainsi — qu'accompagnaient leurs familles résignées. J'avais peine à concevoir qu'en pleine guerre, alors que depuis huit mois, le sang de leurs pères, de leurs frères, de leurs amis, rougissait les tranchées du front, des jeunes gens de dix-neuf ans fussent assez légers, assez inconscients, assez fous, pour partir avec le sourire, quand l'avenir se montrait sous un jour si sombre et si incertain ! Jeunesse inéduquée, sans doute, mais tout de même ! Cependant, l'heure de quitter ma bonne ville de Paris allait sonner. Je devais rejoindre Laval. Non sans regret et le cœur chargé d'angoisse, je montai, au hasard, dans le premier

wagon qui s'offrit. Je n'avais pas le choix : tous étaient bondés. J'aurais bien voulu m'isoler pour réfléchir profondément : impossible. A ma grande déception, dans mon compartiment, une bande d'énergumènes donnaient libre cours à une joie bruyante : la joie d'entrer à la caserne et d'être soldats ! Sur les banquettes, dans les filets, ce n'étaient que victuailles entassées et les nombreux litres de « pinard » et d'alcool qui garnissaient les musettes des voyageurs ne laissaient subsister, dans mon esprit, aucun doute sur la capacité d'absorption de mes compagnons de route. Le train s'était à peine ébranlé que déjà — sans doute pour ne pas faire mentir Urbain Gohier — tout ce monde buvait à la régalaie ne cessant cet exercice que pour reprendre en chœur des refrains idiots tirés du répertoire de l'époque. Avant Versailles, les cerveaux n'avaient pas la moindre lucidité, tant et si bien qu'entre Versailles et Rambouillet, on eut à enregistrer et déplorer, dans notre train, une série d'accidents. En effet, pendant la marche du convoi, les plus énervés de mes pauvres camarades circulaient sur les marches-pieds, escaladaient le toit des wagons, passant de l'un à l'autre ; pour « épater » les camarades, se tenant *debout* sur lesdits toits, pour amuser la galerie. Ce qui devait arriver arriva. Ces équilibristes amateurs perdirent l'équilibre et tombèrent sur la voie ; d'autres se fracassèrent la tête contre le tablier des ponts, nombreux sur la ligne. Entre Coignières et Le Perray, m'étant accoudé à la portière pour admirer le paysage, je comptai, non sans stupeur, plusieurs cadavres de ces imprudents, couchés en bordure de la voie...

Je passe sur les détails de notre arrivée à Laval. Le lecteur devine dans quel état arrivèrent à destination les jeunes conscrits de la classe 16.

Ce 13 avril 1915, vers dix heures du matin, nous franchîmes le seuil de la caserne Schneider, située dans le haut de la ville.

Le temps était maussade. Il avait plu, au cours de la nuit et, dans le ciel d'un gris sale, passaient, très bas et avec rapidité, de gros nuages noirs. Toute l'eau du ciel semblait s'être concentrée dans la cour de la caserne : ça et là, de larges flaques d'eau qu'il fallait prudemment contourner pour éviter un bain glacé et ne pas glisser dans la fange. Mais ce tableau, déjà sinistre, devait s'enrichir d'une teinte plus sombre : dans cette cour, circulaient, mélancoliquement, les bras ballant, bourgeron blanc et tête rasée, des êtres qu'on eût pris volontiers pour des forçats.

C'étaient les recrues de Bretagne, arrivées de la veille ou de l'avant-veille à la caserne, appartenant, elles aussi, à la classe 16, comme nous les Parisiens !

Aucune expression dans notre langue pourtant si riche en locutions heureuses et justes ne saurait rendre tout le dégoût qui s'empara de mon être lors de ce premier contact avec le « régiment ». Et cet autre tableau du « réfectoire » lorsqu'une heure après notre arrivée, peut-être, on nous fit « déjeuner ».

Je revois encore cette horrible chambrée du rez-de-chaussée dans laquelle nous primes notre premier repas. Je ne suis pourtant pas difficile et j'imagine que vous me croirez sur parole si j'affirme n'avoir jamais festoyé à la table des rois ! Non, je ne suis pas difficile. Sans doute, comme pas mal de mes contemporains, j'aime ce qui est bon, mais je ne suis pas exigeant quant au renom des mets qui me sont présentés. J'aime surtout prendre mes repas dans un cadre sinon riant, du moins *propre*. Oh ! ce réfectoire ! Quand nous arrivâmes, la table ou plus exactement une planche reposant sur ses deux tréteaux et qui

faisait office de table, était d'une saleté repoussante : des débris de pain, des fragments de « patates » cuites, traînaient parmi de gros morceaux de « gras », lesquels nageaient dans du vin qu'on avait renversé et qui inondait la planche. Tous ces débris hétéroclites constituaient les restes du « repas » qu'avaient fait, peu de temps avant notre entrée, les recrues bretonnes. Je n'insiste pas sur le haut-le-cœur que j'eus à ce spectacle. Je n'eus guère d'appétit ce jour-là. Au reste, je n'avais pas faim, j'avais d'autres préoccupations...

Les mois, lentement, trop lentement, s'écoulèrent. Je ne vous étonnerai pas, cher lecteur, en vous certifiant que je n'ai supporté que bien difficilement le régime de la caserne. Onze ans se sont écoulés depuis, mais j'ai conservé de la cour du quartier, de la chambrée et du champ de manœuvres de trop douloureux souvenirs qui, je puis l'affirmer, ne s'effaceront jamais. Durant tout mon séjour à la caserne, j'ai souffert moralement bien plus que matériellement.

La vue seule de la caserne provoque chez l'être libre, jaloux de sa liberté, et conscient des idées d'émancipation qu'il défend, un profond sentiment de tristesse et de dégoût ; la vue seule de ces bâtiments uniformes et froids lui serre le cœur ; c'est là, désormais, qu'il lui faudra vivre, c'est dans une de ces chambrées ignobles dont les fenêtres s'ouvrent sur la triste cour du « quartier » qu'il devra passer ses nuits !

Que le lecteur me permette encore quelques souvenirs personnels qui illustreront mieux cet exposé. Incorporés en avril 1915, les « bleus » de la classe 16 séjournèrent à la caserne jusqu'en novembre de la même année, avant leur envoi dans des centres d'instruction, situés dans la zone des armées. C'est ainsi que nous passâmes, mes camarades et moi, tout l'été et presque tout l'automne à Laval, dans cette maudite caserne Schneider. Le matin, vers cinq heures, le clairon sonnait le réveil. Maudit clairon, combien de fois ai-je entendu sa voix aiguë et désagréable qui m'arrachait aux douces illusions du rêve ! Affreux clairon rétesté, que de fois m'a-t-il fait reprendre contact avec la dure réalité ! Le « réveil », à la caserne, fut toujours pour moi un supplice. Ne marquait-il pas, en effet, le début d'une journée semblable aux précédentes, une journée comme les autres qu'il faudrait subir, bon gré mal gré ? Et après ce séjour odieux de la caserne, ce serait l'Inconnu, c'est-à-dire la guerre et peut-être la mort ! Douce perspective ! Le « réveil » m'était pénible pour une autre raison, et mes camarades de chambrée fournissaient, eux aussi, des éléments à mon dégoût. Rien n'est plus écœurant qu'un « réveil » à la caserne. Imaginez cette horrible salle, nue et maussade, qu'est la chambrée, dans laquelle sont alignés une vingtaine de lits, dix de chaque côté environ, mes souvenirs, quant au nombre, ne sont pas très précis. Dans ces vingt lits dorment, chaque nuit, vingt êtres d'origine, de condition, de langage et de mentalité différents. Le clairon sonne. Presque aussitôt, c'est une explosion bruyante de propos grossiers, d'interpellations choquantes et d'exclamations déplacées. De lit à lit, on s'injurie parfois, se distribuant force bourrades parce qu'on est à la caserne et qu'on est soldat ! Ajoutez à cela l'atmosphère écœurante de la chambrée, aux fenêtres closes, cette odeur de chaussettes sales et de pieds mal lavés, ou pleins de sueurs qu'on respire, sans compter les nombreux hoquets éruptifs par les ivrognes de l'escouade, par ces éternels assoiffés qui, buvant sans cesse, buvant le jour, buvant la nuit, se libèrent parfois du trop-plein de liquide qu'ils ont ingurgité... sur la couverture d'un camarade, et

quelquefois même, — oh ! par inadvertance — sur le visage d'un voisin de lit !

Non, rien n'est plus stupide, rien n'est plus répugnant que ces « réveils » en fanfare où la brute humaine se montre sans fard et sans artifice !

La caserne est bien l'école de la brutalité et de la grossièreté.

L'été 1915 fut, je me le rappelle, particulièrement chaud. Chaque matin, nous allions au tir ou en patrouille contre des ennemis imaginaires. Naturellement, ces divers exercices n'intéressaient nullement l'antimilitariste que j'étais et que je suis plus que jamais. Les marches, par contre, m'ennuyaient moins parce que, chemin faisant, mon esprit vagabondait. Je m'évadais, par la pensée, du milieu. Si je songeais avec regret au passé, je pensais aussi et surtout à l'avenir, terriblement problématique. Le soir, quand, au lieu de rentrer à la caserne, nous cantonnions à quelques kilomètres de Laval, dans un village de quelques centaines d'habitants, je profitais des quelques heures de liberté relative qui nous étaient accordées avant l'extinction des feux dans les granges où nous devions passer la nuit, pour m'isoler et réfléchir dans la campagne, d'où s'exhalaient les parfums pénétrants des foins et des fleurs.

J'éprouvais alors une sensation de bien-être, loin des clameurs, loin du bruit... Malheureusement, ces marches n'avaient lieu qu'une fois par semaine. Les autres jours de la semaine, exercices ! exercices ! exercices ! L'après-midi, à la caserne, était consacré au sommeil et, vers quatre heures, quand le soleil était moins chaud, à l'exercice sur le terrain de manœuvres. De midi à quatre heures, vaincus par la chaleur, mais bien plus souvent par désœuvrement, nous ronflions, étendus sur nos lits. Ce sommeil avait le don de nous plonger dans l'abrutissement le plus complet. Pour ma part, je me souviens qu'à mon réveil, j'étais littéralement abruti : durant une minute, je ne savais plus où j'étais ni quelle heure il était ; la notion du temps avait disparu et si l'on m'avait demandé à quelle phase de la journée nous étions, j'aurais été dans l'incapacité de répondre d'une façon précise. La caserne est l'école de la paresse et de l'abrutissement.

Nous n'allions sur le terrain de manœuvre qu'une heure environ. Ce terrain était situé derrière la caserne. L'air avait le don de faire disparaître cet engourdissement du cerveau et des muscles dont j'ai parlé plus haut. Sous la direction du lieutenant et parfois du capitaine, quelquefois même du commandant qui suivait nos évolutions, monté sur son cheval, nous exécutions des exercices idiots. (En principe, tous les exercices sont idiots.) A la pause, je contemplais le vaste horizon inaccessible et je m'évadais — toujours par la pensée — du triste milieu dans lequel je vivais. Parfois, j'apercevais, au loin, le vaguemestre, lequel, se dirigeant vers le point où nous évoluions, nous apportait des nouvelles de Paris. A sa vue, un peu de cette joie, rare à la caserne, inondait mon pauvre cœur ulcéré. Je bondissais, prenant ma place dans le cercle qui, déjà se formait pour entourer ce messager tant aimé ! Les lettres ! C'était mon unique réconfort et quelle mine piteuse je faisais quand — cela m'arriva plus d'une fois — j'avais été oublié ! A la caserne, le soldat attend non sans impatience les lettres du pays. Mais n'attend-t-il pas, au reste, toujours quelque chose ? Le matin, au réveil, on attend l'infatigable « jus ». Ensuite, on attend la « soupe » ; après la soupe, on attend le courrier du matin ; après le courrier du matin, on attend celui du soir ; après le courrier du soir, on attend la soupe de cinq heures ; après la soupe du soir,

on attend que le « quartier » soit déconsigné pour sortir en ville. Mais ce qu'on attend avec le plus d'impatience encore, quand on n'est pas une brute, c'est la « classe » ; la « classe », c'est-à-dire la fuite, sans retour ! Cependant, on trouve des soldats qui « rengaient ». Ça se voit.

Ah ! ces sorties en ville, le soir, qui en dira la monotonie ! Dès six heures, la soupe vite avalée, les caboulots sont pris d'assaut. Pris d'assaut par ceux qui ayant en poche quelques maravédís, veulent se donner l'illusion de la liberté. D'aucuns, les paysans plus particulièrement, restent au « quartier ». Dans les chambrées, se réunissent les « gars » d'un même pays ou d'une même contrée. Et là, groupés autour d'une bougie qui n'éclaire pas, les parties de cartes succèdent aux parties de cartes, jusqu'à l'heure de l'extinction des feux. Souvent, le vin ou la « gniolle » y contribuant, cela finit par des disputes, des coups de poing, quelquefois même des coups de couteau. La chambrée, le soir, quand tout est calme, a un aspect lugubre. Les soirs de rixe, elle devient sinistre...

La cantine, elle, regorge toujours de clients. Clientèle de paysans. Sur chacune des tables poisseuses de l'infâme débit réglementaire, quelques verres, accompagnés d'un litre de « rouge » ou de cidre, sont placés en évidence. Autour des tables, deux, trois ou quatre occupants, en treillis, qui tirent sur leur pipe *sans mot dire* quand ils ne jouent pas aux cartes ou ne « lèvent pas le coude ». Là aussi, cela finit quelquefois par des disputes et des batailles. La « clientèle » qui préfère s'abreuver en ville ne vaut guère mieux. Les débits de boisson, bien achalandés, distribuent à profusion vins, café, alcool, etc., etc...

Le lupanar, lui, fournit le reste. J'ai frémi plus d'une fois en songeant à l'horrible chose que devait être le rapprochement éphémère, rapide du « gars » de caserne, ivre et brutal et de la fille de bordel, lasse et résignée. La caserne est l'école de l'alcoolisme et de la débauche sale.

Il y a aussi les soldats qui par impécuniosité se promènent dans les rues de la ville, sans but, attendant l'heure de rentrer au « quartier ». A ces malheureux est réservé un sort peu digne d'envie : véritables automates ils sont tenus de saluer — le règlement l'exige — tous les gradés qu'ils croisent sur leur chemin, depuis les caporaux jusqu'aux maréchaux de France, en passant par le caporal-fourrier, le sergent, le sergent-fourrier, le sergent-major, l'aspirant, l'adjudant, l'adjudant-chef, le sous-lieutenant, le lieutenant, le capitaine, le commandant, le lieutenant-colonel, le colonel, le général de brigade, le général de division, le général de corps d'armée et le général d'armée ! Ouf !... Mués en machines à saluer, les pauvres soldats de deuxième classe doivent constamment avoir la main au képi — il y a tellement de gradés ! — Malheur à qui oublie ce devoir essentiel : la salle de police et la prison sont là pour les rappeler au respect de la discipline ! Les promenades en ville sont monotones et dépourvues du moindre charme. On les rencontre souvent par deux, les petits soldats, le nez au vent, traînant avec eux l'ennui. En les voyant, on pense à ce refrain fameux :

*Et les bras ballants
D'avant les monuments
Tous les deux, on s'promène
Ça vous fait passer l'temps...*

Evidemment !

Neuf heures tintent tristement à l'horloge de la caserne. Individuellement ou par groupes, ils rentrent, les petits soldats, sous l'œil inquisiteur du sergent de garde.

Les godillots résonnent lourdement dans les sombres escaliers conduisant aux chambrées. Des refrains obscènes sont repris en cœur par des chanteurs amateurs. Toute la caserne est en effervescence. Le tapage est infernal. Chut ! Voici le sergent de semaine qui, une liste à la main, va procéder à l'appel. Tout le monde se tait. Il a terminé. Il part. Les joueurs de cartes continuent la partie interrompue. Et les chants reprennent de plus belle, tant pis pour les dormeurs ! Le moment est venu, grâce à l'ombre complice, de faire subir mille brimades aux plus faibles et aux pauvres « gars » — des « innocents » parfois — choisis comme têtes de turcs. La caserne est l'école de la lâcheté.

**

Il me reste un mot à dire des chefs.

A mon sens, les chefs ne sont ni meilleurs, ni plus mauvais que les hommes qu'ils sont appelés à commander. Ce sont des hommes, de pauvres hommes comme les autres. Bon nombre de soldats de 2^e classe n'ont qu'un désir : conquérir des galons. Leur rêve satisfait, ils deviennent aussi mauvais que leurs supérieurs contre lesquels ils s'indignaient étant simples soldats. A vrai dire, un gradé qui applique le règlement avec modération et qui s'efforce d'être juste envers ses subordonnés — n'oublions pas qu'un gradé n'est pas un anarchiste — est bien moins mauvais que le soldat de 2^e classe qui fait subir à un camarade plus faible, de ridicules et dures brimades. La plupart des chefs, dans l'armée, sont victimes de cette déformation professionnelle qui fait des moins mauvais des imbéciles ou des tyrans. Donnez à un homme un bout de galon, un morceau de ruban ou une croix : neuf fois sur dix, vous transformerez cet homme à son désavantage. Le type caractéristique du gradé, c'est l'adjudant « Flick », le héros immortel de Courteline. On ne connaît que trop ce « chien de quartier » rôdant dans la cour de la caserne, fourrant son nez partout, se cachant pour mieux surprendre ses inférieurs en défaut, afin de pouvoir leur infliger une punition exemplaire. Ce type existe encore, hélas ! et si la guerre en a fait disparaître quelques-uns, il fleurit encore dans les régiments de France et de Navarre et pousse dans les cours de caserne comme le champignon sur le fumier. La bêtise de l'adjudant Flick est incroyable. Les motifs qu'il porte au registre des punitions prouvent son incurable imbécillité. Il y a quelques années, dans une caserne de France, un soldat, pour s'éviter la peine de descendre la nuit aux w.-c. — c'était en hiver — avait trouvé plus simple de se... libérer par la fenêtre. L'adjudant Flick, ou un de ses dignes collègues, avait surpris l'imprudent en plein... épanchement. Naturellement, après l'envoi à la salle de police du coupable, le motif suivant avait été rédigé sur-le-champ : « *Pissait par la fenêtre en faisant des zigzags et sifflait un air d'opéra pour amortir le bruit de la chute.* » Courtelinesque mais authentique. Il ne m'est malheureusement pas possible d'énumérer tous les « bons motifs dont, j'ai eu connaissance, il me faudrait plusieurs colonnes de l'*Encyclopédie*. Mais la bêtise de l'adjudant Flick est suffisamment connue pour qu'il soit inutile d'insister.

Comme conclusion à cette modeste étude, je pourrais citer le mot d'Anatole France : « *La caserne est une invention hideuse des temps modernes* ». En effet, elle prend le jeune homme à l'âge où celui-ci éprouve le désir de tout voir, de tout connaître et d'acquérir l'expérience nécessaire de la vie ; elle le soumet à une discipline de fer, féroce et barbare à laquelle il doit se soumettre aveuglément. La caserne ne dégourdit pas l'homme de vingt ans, comme certains esprits rétrogrades se plaisent à le dire et à le proclamer. Ou plutôt

elle le dégourdit dans le mauvais sens du mot. Elle le dégourdit par des distractions malsaines, sur les bancs crasseux de la cantine et sur les canapés défraîchis du bordel.

La caserne prend le jeune conscrit et le transforme en un être abject : brutal envers ses camarades plus faibles, lâche et menteur selon que cette attitude favorise ses desseins, hypocrite devant ses chefs, ivrogne au besoin et contaminé trop souvent. De plus, elle brise, compromet sa situation sociale. Mais la caserne a de chauds partisans et d'ardents défenseurs parmi les députés qui saisissent avec empressement l'occasion qui leur est offerte de défendre leur meilleur électeur : le bistro. La caserne n'est même pas défendable du point de vue de la défense nationale — problème qui ne saurait cependant intéresser les sans-patrie que nous sommes. On l'a bien vu au début de la guerre, en 1914. La jeune classe 14 fut envoyée au feu, trois mois après son incorporation et, naturellement, si elle s'y fit tuer, comme les réservistes, il n'en est pas moins vrai qu'elle « tint le coup » pour parler un langage outrageusement jusqu'aboutiste. Oui, la caserne est inutile et néfaste à tous les points de vue. Elle est la forteresse d'où la classe capitaliste lance ses forces contre la foule en révolte. Mais elle est aussi un bain dans lequel on comprime les meilleurs sentiments, une géhenne dans laquelle on mate les plus généreuses aspirations de la jeunesse.

**

De tous les camarades que j'ai connus à la caserne, j'en sais qui ont eu le privilège — c'en est un — de rentrer dans leur foyer, la guerre terminée. D'autres, le plus grand nombre, sont couchés pour toujours dans la boue de Verdun ou sous la terre crayeuse de Champagne. Lamentable sort qu'ont eu ces derniers ! Leur jeunesse s'écoula entre les murs austères et rébarbatifs de la caserne. Et quand ils quittèrent celle-ci, ce ne fut que pour marcher au-devant de la Mort qui les prit à vingt et un ans ou vingt-deux ans ! De la Vie ils ne connurent que la face grimaçante, de cette Fée versatile et fantasque, ils n'obtinrent jamais le moindre sourire. Quittant l'Ecole pour la Caserne, leur jeunesse fut monotone et triste et l'on peut dire qu'ayant délaissé la Chambrée pour la Tranchée au fond de laquelle ils rendirent le dernier soupir, ils furent dans la situation du condamné à mort qui quitte la Prison pour se rendre à l'Echafaud.

Sans doute, ils furent victimes inconscientes du Drame dans lequel ils jouèrent un rôle de premier plan — sinon profitable. Leur jeunesse et leur inexpérience furent leur seule excuse.

Nous, les Survivants de l'odieuse Massacre, notre devoir est tout tracé : discréditons de toutes nos forces le Militarisme et la Caserne ; croyons à l'évolution des Esprits. Et puisse cette opinion du général Langlois trouver bientôt sa justification : « *La caserne développe l'antimilitarisme* ». — Lucien LÉAUTÉ.

CASSATION (COUR DE). — Juridiction suprême, composée de hauts dignitaires de la magistrature et dont le rôle consiste, ainsi que son nom l'indique à *casser* les sentences rendues par les diverses Chambres, si les formes de la procédure n'ont pas été respectées et s'il a été commis durant le jugement certaines violations de la loi. Cette jurisprudence fut établie par la loi du 27 novembre 1790. La Cour de Cassation comprend : un premier président ; trois présidents de Chambre ; 48 conseillers ; un procureur général ; six avocats généraux ; un greffier en chef ; quatre commis greffiers ; huit huissiers. Le nombre des avocats à la Cour est de 60. C'est toute une nuée de fonctionnaires inutiles et grassement rétribués, qui vivent sur le tra-

vail de la collectivité. Ce ne serait cependant là qu'un demi-mal si leur rôle nuisible ne s'étendait pas plus avant. La Cour de Cassation ne s'occupe jamais du fond de l'affaire qui lui est soumise. Elle n'a pas le pouvoir d'augmenter ou de diminuer une peine. Elle annule un jugement si elle y constate des vices de forme, et renvoie l'affaire devant un tribunal compétent qui la juge à nouveau. Là se bornent ses attributions. Il faut, pour que la Cour puisse se prononcer, la présence d'au moins onze juges et ses décisions sont prises à la majorité des suffrages. Les audiences à la Cour de Cassation sont publiques.

On peut se pourvoir « en Cassation » à la suite d'un jugement du tribunal correctionnel, de la Cour d'appel, de la Cour d'assises ; mais il faut dire tout de suite que pour les Anarchistes ou tous ceux qui s'occupent du mouvement social de gauche, il n'y a aucune chance de bénéficier de la faveur ou de l'indulgence de ces hauts magistrats issus de la bourgeoisie et au service du capital.

De même que la Cour d'appel (Voir : *Appel (Cour d')*), la Cour de Cassation est un lieu de repos où s'en vont terminer leur existence les anciens présidents des tribunaux correctionnels ou des Cours d'assises, et le législateur fut bien mal inspiré, en 1790, lorsqu'il crut garantir l'application de la loi, au nom des libertés républicaines.

La loi et la magistrature ne seront jamais des organes de défense sociale et vont à l'encontre du but poursuivi, même si l'on admet la sincérité qu'anime le législateur et le magistrat. Comme toutes les institutions bourgeoises, la Cour de Cassation est un des piliers du capitalisme qu'il faut combattre pour le bien de l'humanité libre.

CASTE. n. f. Se dit des catégories, des classes entre lesquelles une nation est partagée par la loi civile et religieuse. Par extension, se dit aussi de certaines classes de personnes pour les distinguer du reste de la nation à laquelle elles appartiennent, et, dans ce sens ne s'emploie guère que par dénigrement. Ex. : Il a tous les préjugés de sa caste.

Il n'y a plus de pays, aujourd'hui, divisés en castes, l'Inde exceptée, et encore, le mouvement Gandhiste tend-il à faire disparaître cette vieille organisation. Dans l'Inde, ainsi d'ailleurs qu'en Egypte on retrouve dans la plus vieille antiquité, trace des divisions nationales, par castes. Dans la Perse, les castes ont été moins marquées ; les Juifs n'ont connu que la caste sacerdotale ; elles n'ont existé en Chine qu'accidentellement et le Bouddhisme les a détruites partout. En Egypte, avant l'établissement des monarchies, la nation était divisée en trois castes : les prêtres, les guerriers et le peuple. Dans l'Inde, selon le législateur des Indous, Manou, ils doivent à Brahma leurs lois et leurs usages ; Krisna, fils de Brahma, divisa la nation en quatre castes principales, qui n'ont entre elles aucun rapport et qui ne se mêlent jamais par des alliances. Ce sont : 1° Les *Brahmanes*, sorti de la bouche de Dieu ; 2° les *Kchatryas*, formés de ses bras ; 3° les *Raysiahs*, de ses cuisses ; 4° les *Sudras* de ses pieds. La première de ces castes, celle des brahmanes fut destinée au sacerdoce ; elle occupa aussi les emplois les plus élevés, ministres, conseillers, etc. Les *Kchatryas* furent destinés au métier des armes. Aux *Raysiahs* fut confiée la direction de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, le soin d'élever les troupeaux. Enfin, les *Sudras* exercèrent plusieurs métiers et furent : laboureurs, domestiques, parfois esclaves. Cette dernière caste, avec sa sous-caste ou tribu des parias est de beaucoup la plus nombreuse et compte les neuf dixièmes de la population de l'Hindoustan.

Chaque caste a ses privilèges tant au point de vue du costume et des préséances qu'à celui de la nourriture. Nul ne peut sortir de sa caste, soit pour monter, soit pour descendre, sans crime. La caste des parias notamment est tenue dans une abjection incroyable, une ignorance crasse, qui sont la honte de l'Inde.

En Europe, les nations furent longtemps, sans qu'il y ait des démarcations aussi rigoureuses, divisées en castes. Les seigneurs qui monopolisaient les richesses et le savoir, avec les prêtres ; d'autre part, les serfs et esclaves, monopolisant le travail, la misère et l'ignorance, formaient bien deux castes ou classes et plus tard, trois, grâce aux « *affranchis* » devenus bourgeois. Il est à noter que partout, la caste première, est celle des prêtres, qui partout monopolise les développements de l'intelligence et s'en sert pour maintenir dans le servage le plus grand nombre possible de membres de la nation. Mais la nécessité « d'affranchir » des serfs pour faire travailler les autres serfs les oblige à laisser l'instruction se répandre chez les affranchis. Ceux-ci s'enrichissent de biens mobiliers, affranchissent à leur tour d'autres esclaves et quand ils se sentent assez forts, se débarrassent de l'autorité de la caste des prêtres et des seigneurs.

Ainsi, peu à peu, avec les développements de l'intelligence et la découverte de l'imprimerie, les castes se sont fondues. Il n'y a plus que des possédants et des non-possédants, mais les uns passent dans l'autre classe et il y a une tendance sociale à la communication des avoirs. — A. LAPEYRE.

CASTRATION. n. f. Mutilation atroce qui consiste à retrancher les deux glandes qui secrètent la semence. Cette opération fut surtout répandue en Europe vers le xvr^e siècle. On sait que l'ablation des organes sexuels chez l'homme, lui procure une voix claire et aiguë qui peut se conserver avec l'âge, et c'est pour satisfaire aux besoins de l'église et fournir aux chapelles des papes des chanteurs à la voix de soprano, que des parents, aveuglés par un fanatisme criminel, et aussi par intérêt, n'hésitaient pas à sacrifier tout l'avenir de leurs enfants. De l'église, les castrats se répandirent dans le théâtre ; le métier fut pendant un certain laps de temps assez lucratif. Ce n'est qu'en 1851 lorsque les armées françaises occupèrent Rome que le pape Pie IX, se vit contraint de rendre un décret abolissant définitivement l'usage de la castration.

En Orient la castration se pratique encore mais sur une moins grande échelle. Elle fournit les eunuques chargés de veiller sur les harems des pachas et des sultans. Elle disparaît cependant à mesure que progresse la liberté féminine et que la civilisation abolit les préjugés qui étouffent le vieux monde.

La femme est, elle aussi, sujette à la castration, mais dans un ordre tout à fait différent. Elle ne se pratique qu'en cas de maladie. Il en est cependant qui n'hésitent pas à subir cette opération terrible et douloureuse, et se font retirer les ovaires pour ne pas avoir d'enfants. Ces cas sont tout particuliers et très rares, car la complicité d'un homme de science est indispensable, et on peut dire que de nos jours la castration ne se pratique plus que sur les animaux domestiques dont on veut éviter la reproduction.

CASUISTIQUE. n. f. La casuistique est une science religieuse, qui a la prétention de traiter des devoirs de l'homme et d'établir des règles déterminant les responsabilités dans les divers conflits d'ordre moral. Comme tout ce qui se rapporte à l'église et qui est d'essence jésuitique, la casuistique fut un moyen entre les mains des hauts dignitaires du Christianisme pour asservir le peuple, et accumuler des richesses. En opposition

avec leur morale de pauvreté, de chasteté et d'abstinence, les casuistes, avides de domination, de luxure et de bien-être, accaparaient tous les biens laïques, que les peuples, par naïveté, ignorance et faiblesse, n'osaient même pas défendre. C'est vers le XVII^e siècle que la casuistique atteignit son apogée. A cette époque elle devint l'objet de l'aversion populaire, en raison des crimes, des exécutions accomplis en son nom au cours des cinq siècles précédents.

La casuistique, objet de discussion sur tous les conflits ou crimes d'ordre religieux, véritable code barbare dont les maximes furent soutenues et défendues par la papauté, justifia les actes les plus ignobles et les plus monstrueux. Les casuistes n'hésitèrent pas à qualifier de *sages et salutaires* les massacres de la Saint Barthélémy. Ce furent eux qui conseillèrent la révocation de l'Edit de Nantes.

Au sens général on fait de la *casuistique*, lorsque l'on parle de perte de vue sur des cas de conscience ou lorsque l'on se plaît à embrouiller, pour les besoins d'une mauvaise cause, un débat ou une discussion.

CATACLYSME. n. m. (du grec : *kataklysmos*, déluge). Au sens géologique, révolution qui bouleverse et transforme la surface du globe. Le cataclysme est un phénomène d'ordre naturel et malheureusement l'humanité ne peut rien, ou presque, pour en arrêter les effets désastreux. Chacun a encore présent à la mémoire le terrible *cataclysme*, qui ravagea le Japon en 1923 et qui coûta la vie à plusieurs centaines de milliers de malheureux. Les éruptions volcaniques, les inondations qui, à périodes indéterminées, viennent désoler les populations sont des *cataclysmes*.

Avec les progrès de la science, l'observation et l'aide d'appareils d'enregistrements ultra-sensibles les savants arrivent parfois, sinon à prévenir, du moins à prévoir un cataclysme, ce qui permet plus particulièrement pour les éruptions volcaniques d'évacuer les populations qui habitent dans les environs de la « Montagne de feu ».

Rien ne permet hélas d'espérer que la petite chose qu'est l'homme, arrivera à vaincre la puissante nature qui, détachée des faiblesses et des mesquineries humaines, poursuit son évolution en vertu des lois différentes de celles qui nous régissent.

Il semble que la brutalité de la nature ne soit pas suffisante à l'homme et que celui-ci, animé par un instinct de destruction, provoque souvent des *cataclysmes*; et au sens social on peut considérer comme cataclysme toute transformation brutale de l'humanité. La guerre, erreur des sociétés modernes, est un cataclysme néfaste qui engendre cependant des cataclysmes bienfaisants. La Révolution russe de 1917 fut un cataclysme vengeur du régime d'opprobre et d'impérialisme tsariste.

La Bourgeoisie et le Capital s'écrouleront bientôt dans un formidable *cataclysme*.

CATECHISME. n. m. (du grec : *Katechismos*). Au sens général : instruction élémentaire d'une morale religieuse. Il serait pourtant erroné de penser que le catéchisme ne se borne qu'à l'enseignement de la foi chrétienne. Une telle définition du catéchisme serait incomplète. De nos jours où la religion chrétienne, ou plutôt les religions dites « révélées » perdent de leur influence, et sont remplacées par des religions plus modernes, le nombre des catéchismes s'est multiplié. Chaque doctrine a le sien, dans lequel on s'attache à pénétrer l'esprit de l'enfant d'une foi, qui n'admet, naturellement, ni réplique, ni analyse. Les catéchismes varient selon les besoins de la cause.

Nous savons que durant la guerre, son Eminence le Cardinal archevêque de Paris, afin de concilier ses vertus très saintes et ses devoirs patriotiques de Français n'hésita aucunement à retrancher du catéchisme chrétien ces paroles du Christ : « Tu ne tueras point ». Dans le domaine patriotique et national, le catéchisme que l'on enseigne aux enfants dans les écoles, s'applique à faire naître dans les jeunes cerveaux malléables, l'amour du pays où l'on est né et la haine de l'étranger. Il prépare moralement les boucheries futures. « Tu tueras et tu mourras pour sauver ton pays ». Ce pourrait être le frontispice du catéchisme nationaliste. Il y a également des catéchismes révolutionnaires et nous assistons malheureusement au spectacle douloureux d'hommes sincères et dévoués qui, catéchisés par des maîtres en la matière, croient fermement défendre les intérêts de la classe ouvrière, de leur classe, en s'inspirant d'un catéchisme qui n'est souvent composé que d'un tissu d'erreurs et d'aberrations. L'enseignement catéchistique est donc contraire à la science et à la logique et ne peut former, au point de vue intellectuel, que des individus aveugles et fanatisés.

CATEGORIE. n. f. (du grec : *Kategoria*, attribut). Classification des objets, des idées et des individus de même espèce. La catégorie est le résultat de recherches, d'inventaires et doit frapper par sa clarté et par sa précision. Un homme et un arbre sont de *catégories* différentes. Pourtant les catégories peuvent, à leur tour, donner naissance à des subdivisions. De même qu'il y a plusieurs catégories dans le domaine philosophique il y en a plusieurs dans le règne végétal ou animal. Si l'on peut ranger tous les humains dans la même catégorie, relativement aux plantes, on peut ensuite classifier par couleur, par race les divers habitants de la terre et former de la sorte des catégories humaines. Il en est de même pour les animaux et les végétaux. On ne peut évidemment associer dans une même catégorie le végétal et l'animal et en conséquence il est assez facile de tracer une ligne de démarcation entre les diverses catégories.

CATHOLICISME. n. m. (Voir : *Religion*, et aussi, *Eglise*, *Jésuites*, *Papauté*.)

CAUSALITE. n. f. Affirmation et notion de la cause ; vertu par laquelle une cause produit un effet. *Il n'y a entre ces choses aucun rapport de causalité.* Principe de causalité : Principe en vertu duquel on rattache un effet à sa cause. — Une des catégories de Kant, comprise dans la relation. Chez la plupart des philosophes qui ont embrassé dans leurs spéculations l'ensemble de l'intelligence et qui ont construit ou tenté d'édifier un système complet, nous trouvons la catégorie de causalité. Ces catégories sont les idées nécessaires, sans lesquelles la pensée ne saurait s'exercer. La *Causalité* a donc toujours été considérée comme un des modes les plus importants, les plus essentiels de l'esprit.

CAUSE. n. f. (du latin : *Causa*). Principe d'une chose, ce qui fait qu'elle existe. Ce mot exprime une idée essentielle, une des idées fondamentales de l'esprit humain, et, par la notion qu'il représente, il appartient au langage philosophique. Une cause est tout ce qui est capable de produire un mouvement déterminé. On ne peut parler de « cause première » dans le domaine de la matière qui présente un enchaînement de causes et d'effets. Or, dans ce domaine où tout est successivement effet et cause, la cause première, si elle était, serait indépendante, absolue, donc éternelle et donnerait naissance à d'autres causes, dépendantes, relatives, ce qui est absurde. La matière présente donc l'image de l'indépendance éternelle et elle ne renferme

ni cause première, ni cause finale, mais seulement des équilibres transitoires formant les divers êtres. La matière est en éternelle transformation, allant des formes les plus illimitées aux formes les plus limitées, de corps faisant des forces, et transformant les forces en corps. Tout mouvement provoque un mouvement. Il n'y a pas de mouvement premier, il ne saurait y avoir de mouvement dernier. « La « limitation » qui gênait tant les spiritualistes, et leurs principes de causalité, s'explique parfaitement aujourd'hui, grâce aux expériences de Gustave Le Bon et à son livre *l'Evolution de la matière*. Tous les corps se réduisent en forces identiques. Il n'y a pas de différence d'essence entre les êtres de la série, mais de forme seulement. Le cristal et la cellule sont composés de même, mais ayant une forme différente et un moyen de reproduction ainsi que d'accroissement particuliers, ils donnent naissance à des êtres apparemment opposés.

CAUSER. v. a. Etre la cause de... Exemple : Ce maladroit a causé un accident.

CAUSER. Ce mot n'a aucune communauté de sens ni d'origine avec le précédent, il nous vient du latin *causare* qui signifiait plaider. En français, causer, c'est s'entretenir familièrement d'un objet. Il faut se garder d'employer le verbe causer pour le verbe parler. La demoiselle du téléphone commet un barbarisme quand elle dit : « Ne quittez pas : on vous cause. » Par négligence on donne quelquefois au mot causer un sens péjoratif. Exemple : « Cette femme a fait beaucoup causer » pour dire que des bruits malveillants ont circulé à son sujet. Cette négligence est admise et c'est regrettable car nous avons déjà le mot *jaser* qui est le péjoratif de *causer*. Larousse dit fort justement : « *Savoir parler ce n'est que savoir parler ; savoir causer c'est savoir parler et écouter.* » Donc, causer, c'est parler en gardant une disposition à écouter.

CAUSERIE. n. f. Même origine que le mot précédent. Dans la pratique la causerie est l'intermédiaire entre la conversation et la conférence. (Voir ce mot.) La conversation est généralement imprévue et improvisée et l'objet de l'entretien est souvent inattendu. Pour la causerie, au contraire, on a préalablement convenu de quoi l'on s'entretiendra. On peut donc dire que la causerie est une conférence plus intime ou destinée à des auditoires réduits à un petit nombre. La causerie comporte le plus souvent un orateur, mais celui-ci parle en s'attendant aussi à écouter, en guettant sur les visages de ses auditeurs ce qui convient à satisfaire la curiosité et les besoins de chacun. Pendant que la conférence s'adresse à l'auditoire en masse parce que la quantité d'auditeurs ne permet pas qu'il en soit autrement, la causerie permet à l'orateur et lui impose même de viser chaque auditeur individuellement. Pendant que le conférencier parle indépendamment des auditeurs devenus anonymes par le nombre, le causeur vit avec chacun des individus de son auditoire. Le conférencier touche un plus grand nombre de personnes ; le causeur touche plus profondément chaque auditeur parce qu'il lui est moins étranger.

On commettrait une faute grave contre ce merveilleux moyen qu'est le verbe en supposant la préparation d'une causerie moins nécessaire que celle d'une conférence : le causeur peut et doit se permettre un langage plus simple, de façon à se confondre le plus possible avec son auditoire ; mais c'est précisément parce que des interruptions peuvent se produire, sollicitant une précision, un éclaircissement, un complément d'explication, que le causeur devra s'être plus solidement préparé. La causerie est la forme oratoire la plus exigeante ; car, en même temps qu'elle impose

à l'orateur une connaissance profonde du sujet, une préparation solide du discours, elle exige le don d'improvisation : l'orateur doit se tenir prêt à répondre brièvement et clairement à toute question et ramener habilement au sujet son auditoire qui, sans cela, se livrerait aux plus folles digressions.

Tout en étant intime, voire familial, le causeur doit demeurer courtois, affable et même respectueux.

La causerie fut un art très athénien ; outre que le philosophe grec enseignait, sous forme de causeries faites non à ses disciples, mais avec ses disciples, dans l'antique Athènes les hommes allaient volontiers chez le barbier parce que l'on y causait. La causerie est devenue un art très français parce que le Français est né causeur ; mais il ne faudrait pas croire que la causerie n'exerce sa séduction qu'en France : la vérité est que la langue française, par ses finesses et ses subtilités, donne à la causerie toute la valeur de son charme ; mais les Français qui ont voyagé savent que, dans tous les pays du monde, la causerie demeure le meilleur moyen d'expansion des idées.

Pour nous en tenir à notre définition, il faut considérer que c'est aux environs de 1610, en l'hôtel de Rambouillet, que naquit la causerie française. On ne peut considérer comme causeries les controverses religieuses qui les auraient devancées ; car, orateurs papistes et réformistes faisaient des conférences contradictoires et non des causeries. C'est la jeune marquise de Rambouillet qui, peu après sa vingtième année, provoqua la formation et l'évolution des causeries. Instruite, intelligente et sociable, elle avait réuni dans son hôtel de Rambouillet les esprits les plus cultivés de son temps : Voiture, Vaugelas, Condé, Mme de Longueville, Mme de Scudéry, Benserade, Corneille, La Rochefoucauld, tant d'autres encore. Il est fort probable que de tous les personnages illustres qui fréquentèrent chez Julie (Julie d'Angennes, marquise de Rambouillet), c'est Vaugelas qui fut le plus « causeur » au sens que nous donnons ici à ce mot. Mais les bonnes et précieuses leçons de syntaxe qu'il donna aux familiers de la maison firent commettre à certains de ridicules exagérations dans les soins donnés au « bien parler » et ces exagérateurs des préceptes du grammairien Vaugelas reçurent l'épithète de « précieux » et « précieuses ». Molière ne les épargna point, il fut même dur pour l'abbé Cotin dont il fit le Trissotin des *Femmes Savantes*, ce qui est injuste car Charles Cotin était non seulement latiniste mais aussi helléniste et hébraïste ; c'était donc un savant lettré.

Les causeries de l'hôtel de Rambouillet avaient certainement débuté sous la forme de verbiages littéraires, par la suite on causa philosophie, arts, sciences. Molière nous montre, surtout dans *Les Femmes Savantes* et dans *Les Précieuses Ridicules*, les petits côtés des effets de ces causeries. Julie d'Angennes semble aussi être la créatrice de ce qui fut appelé « faire ruelle ». On nommait alors ruelle la partie de la chambre où se trouvait le lit. Nous dirions aujourd'hui l'alcôve. La marquise recevait au lit et aussi pendant que ses caméristes procédaient à sa toilette compliquée, des courtisans qui, pour lui plaire, poussaient la conversation sur son terrain favori. Ces « ruelles » devinrent aussi des causeries, littéraires le plus souvent. Selon que la dame qui recevait était insignifiante et superficielle ou cultivée et d'esprit élevé, les visiteurs étaient des lettrés et philosophes, ou des oisifs. Dans ce dernier cas, la causerie déviait de la littérature au sentiment, sentimentalisme plutôt, et fats et faquins discutaient sur la fameuse « carte du Tendre ». Dans l'autre cas, les visiteurs étaient des érudits et des penseurs ; de la litté-

rature on passait à la philosophie et les causeries philosophiques s'orientèrent rapidement vers la politique et s'attaquèrent à l'astucieux et puissant Mazarin. C'est dans les salons, ruelles et embrasures de fenêtres que naquirent les deux *Frondes* (1648-1649 et 1649-1653) où nous retrouvons Broussel, Condé, Beaufort. Madame de Longueville fut célèbre parmi les jolies frondeuses.

L'Académie Française elle-même est née de causeries et, en dépit de la légende, Richelieu n'en fut pas le fondateur : elle existait de fait quand il s'en empara. En 1629, Chapelain, Godeau, Gombault, Giry, Habert, l'abbé de Cérisy, Malleville et Cérisay, prirent l'habitude de se réunir chez leur ami Valentin Conrard pour s'entretenir des travaux qu'ils préparaient. Le cardinal de Richelieu, ayant appris l'existence de ces *causeries*, proposa aux causeurs de former une compagnie. L'Académie était née, car Chapelain fit prudemment remarquer à ses compagnons qu'il était sage de ne pas déplaire au Cardinal. La signature royale consacra l'existence de l'Académie Française, le 29 janvier 1635. Mais un siècle plus tard, les causeries prendront une ampleur féconde et prépareront la révolution, parce que, dans les « salons où l'on cause » auront fréquenté les encyclopédistes. Qui sont ces encyclopédistes dont le verbe préparera la chute du trône le plus élevé d'Europe ? Diderot, d'Alembert, l'abbé de Prades, Voltaire, Helvétius, le chevalier de Jaucourt, l'abbé de Condillac, Rousseau, l'abbé Morellet, d'Holbach, l'abbé Raynal. Où se réunissaient-ils ? — Dans les salons de quelques grandes dames. Ces cénacles étaient très organisés, voire disciplinés : chaque maîtresse de maison avait son jour et chaque jour avait sa matière. Chez Mme de Tencin, le lundi on causait arts, le mercredi lettres. Chez Mme Helvétius, le mardi, on causait sciences, philosophie, sociologie ; mais abrégeons en nommant les dames qui tinrent les salons les plus célèbres, c'est-à-dire qui présidèrent aux causeries les plus retentissantes : Mme de Longueville, Mme Geoffrin, Mme du Deffand, Mme de Lespinasse, Mme Necker... Il y a danger d'être injuste quand on cite des noms : nous allons oublier Marmontel dont les causeries eurent leur part d'influence. Mme Marmontel aussi tenait salon. Acceptons d'être incomplet et, pour cette époque, résumons : elle fut fertile en causeries fécondes.

Nous avons fini pour l'époque, mais à côté de l'époque, dans ce temps-là, dans un coin de province, sous une tonnelle de roses, dans le jardin d'un estaminet de la banlieue d'Arras, des causeurs se réunissaient et fondaient une société. L'objet de leurs causeries était la poésie ; le nom de leur société, emprunté à la tonnelle, était *les Rosati*. Ces jeunes poètes amateurs étaient avocats, officiers, bourgeois ; les noms des causeurs : Joseph Le Guay, Lazare Carnot, Maximilien Robespierre !

Les grandes favorites organisèrent aussi des causeries ; la marquise de Pompadour, *alias* la fille Poisson, sut en tirer parti de façon remarquable. Pendant la période révolutionnaire tout prend des proportions si grandes que la causerie fait place à la conférence. Elle ne meurt pas tout à fait et Joséphine de Beauharnais en est une preuve. Plus tard, quand Bonaparte la délaisse pour sa maîtresse : la gloire, elle réunit les beaux esprits et la causerie survit dans son salon, mais pour ne renaître réellement qu'en la deuxième partie du siècle.

On fait un abus du mot causerie jusqu'à s'en servir pour désigner une conférence, un cours, voire un article de journal. Les causeries de Sainte-Beuve ne sont autre chose que des cours. Il en est de même de ce qu'à tort encore on a nommé les causeries d'Edmond

About. Par contre, quelques conférences de La Bodinière (oh ! très peu !) furent de réelles causeries. La plupart des conférences et des cours des Universités Populaires furent aussi des causeries. Les clubs actuels : *Faubourg*, *Tribune des Femmes*, *Insurgés*, etc., ne sont pas des milieux où l'on cause. Nous les retrouvons à l'article *Conférence*.

Nous devons, à ce propos, mettre en garde nos groupements d'étude et de propagande et leur recommander d'apprendre à discerner les qualités de leurs orateurs pour confier les causeries aux causeurs et les conférences aux conférenciers ; il est exceptionnel que le même homme réunisse les qualités des deux emplois. Encore une recommandation d'ordre pratique : si le causeur doit posséder de solides qualités, les auditeurs doivent s'imposer une certaine discipline à cause du danger de la digression et de la confusion. Il ne faut pas que, sous prétexte de la liberté d'interpeller l'orateur, tout le monde parle à la fois. La grande qualité de l'auditeur de causerie doit être la discrétion. Les auditoires de causeries se recrutent parmi l'élite des auditoires de conférences. — Raoul ODIN.

CAUSTICITE. n. f. Substantif qui sert à désigner une nature acerbe, mordante, satirique, et le plaisir qu'éprouvent certains individus à poursuivre un adversaire, par l'invective et l'ironie. La causticité est un état maladif et dénote un caractère hargneux, méchant ; elle est plus brutale que la satire, et plus dangereuse ; elle est aussi moins spirituelle. Il faut se méfier et s'éloigner des esprits caustiques.

CAUTELEUX. adj. Qui use de ruse, de finesse, pour arriver à ses fins. Se dit d'un individu sournois et plat, dénué de franchise et ne prenant que des chemins détournés pour atteindre le but qu'il se propose. Un homme *cauteleux* n'hésite pas à tromper ses semblables, si son intérêt l'exige. « Des mains cauteleuses ont su la diriger vers un autre but. » (Mirabeau.)

CELEBRITE. n. f. Ce qui est connu du grand public, qui a de la réputation. La célébrité d'un savant, la célébrité d'un roman, la célébrité d'un bandit. Il y a une nuance entre la célébrité et la gloire et il ne faut pas confondre l'une avec l'autre. On peut devenir célèbre en accomplissant une mauvaise action de grande envergure. Un grand criminel, un grand général qui fit massacrer des millions d'individus sur les champs de bataille, peuvent devenir célèbres ; mais ils ne seront jamais glorieux qu'aux yeux des populations serviles, nationalistes et patriotes. Les terribles « Chauffeurs de la Drôme » furent célèbres. Le nom de Poincaré est célèbre ; celui de Pasteur est entouré d'une auréole de gloire incontestable.

En notre siècle de mercantilisme où tout se négocie, la célébrité s'acquiert avec de l'argent. De la publicité autour du nom d'un mauvais romancier, et le voici devenu célèbre. De grands savants, des bienfaiteurs de l'humanité resteront obscurément abandonnés durant toute leur existence, tandis que des charlatans, grâce au bruit fait autour d'eux, seront universellement connus et fêtés. Un homme célèbre n'est donc pas obligatoirement un grand homme et c'est avec raison que Mme Necker a dit : « Il y a des célébrités factices auxquelles on travaille toute sa vie et qui finissent à la mort. Il y a des célébrités qui commencent au tombeau et ne finissent plus ».

CELIBAT. n. m. Est considérée de par la loi comme célibataire toute personne d'âge nubile et qui n'a pas été mariée légalement, alors même qu'elle vivrait en ménage depuis des années sous le régime de l'union libre, et posséderait une nombreuse progéniture.

Pour ceux qui n'attachent point à la célébration du mariage officiel une importance capitale, et ne la considèrent que comme une concession à certaines nécessités de la vie sociale présente, le célibat est l'état des hommes, ou des femmes, qui, soit volontairement, soit par suite de circonstances fâcheuses, vivent dans l'isolement sexuel, au lieu de faire association, avec une ou plusieurs personnes de leur choix, dans une existence commune durable, en vue de l'amour et de la procréation.

Dans les sociétés antiques le célibat était flétri par l'opinion publique comme une situation anormale, non sans quelque raison d'ailleurs. Car ceux qui, ayant reçu la vie, refusent de la donner, et répugnent à l'union conjugale, sont, du point de vue de l'espèce, comparables à des fruits secs ou à des arbres morts.

Mais la tendance naturelle de persistance et d'accroissement de l'espèce n'est pas seule à considérer en cette matière. Non soumise au contrôle du savoir et de la raison, elle aboutit au surnombre et à son élimination inévitable par la famine ou le massacre. Elle donne lieu aussi à d'imparfaites sélections, par le moyen barbare de compétitions brutales.

Le rôle des humains éclairés est, en matière de reproduction, de prévenir à toute époque, par la procréation limitée aux moyens de subsistance acquis, les luttes meurtrières résultant du surnombre. C'est aussi de substituer, à l'insuffisance et à la cruauté de la sélection établie sur le triomphe des plus aptes, les procédés non douloureux de la sélection rationnelle, basée sur l'observation scientifique, et qui consistent, tant en un choix judicieux des types humains les plus capables de contribuer à l'embellissement de l'espèce, qu'en une mise à l'écart, par la stérilité volontaire, des éléments disgraciés, morbides ou gravement tarés.

Le célibat, considéré comme renoncement à l'union sexuelle en vue de la procréation, ne peut donc être apprécié comme une faute vis-à-vis du genre humain que lorsqu'il s'agit d'êtres qui, par leur beauté et leur santé, leurs brillantes qualités morales ou intellectuelles, auraient pu donner au monde une heureuse descendance, et s'y refusent, pour le plus grand profit de la multiplication des médiocres ou des infirmes.

Le célibat ainsi considéré, lorsqu'il est dicté par la conscience de l'incapacité à une saine procréation, est un sacrifice à l'intérêt social, d'autant plus digne de louange, qu'il peut être à certains fort pénible de s'y résoudre.

Il est des circonstances où le célibat ainsi compris trouve encore et tout autant sa justification. Lorsqu'il s'agit de personnes dont le caractère est impropre à l'existence permanente en commun, et qui ne pourraient que s'y trouver malheureuses, tout en rendant pénible à autrui leur présence. Lorsqu'il s'agit, en outre, d'hommes ou de femmes qui se proposent un apostolat rendu dangereux par les conditions de la vie sociale actuelle.

On peut, en effet, être doué de très sérieuses qualités; mais, pour l'étude, la méditation, ou le travail, avoir besoin d'un isolement tel qu'il est peu compatible avec les nécessaires concessions, et les petits tracasseries journalières de l'existence en famille. C'est le cas de beaucoup de savants, d'artistes et d'écrivains, aventureux et instables par tempérament, ou bien hypnotisés par leur labeur.

Il est à considérer, d'autre part, que notre conduite, à l'égard de ceux que nous aimons, doit s'inspirer logiquement de la situation dans laquelle ils se trouvent, et non de celle qui pourrait leur être faite dans une toute autre organisation sociale.

Or, il est présentement impossible de compter sur la société pour élever de façon convenable des enfants,

en l'absence de leur père et surtout de leur mère. Et, pour ce qui est des jeunes filles et des femmes, elles sont, pour la plupart, dans l'incapacité de se suffire à elles-mêmes par leur travail. Qu'elles aiment avec sincérité, ou qu'elles n'aiment point, presque toutes sont dans la nécessité de compter, pour vivre sans trop de misères, sur l'appui de l'homme qui les invite à partager son foyer, légalement ou non.

Si donc nous conservons tous, à chaque moment, le droit d'encourir, pour une noble cause, l'extrême dénuement, la prison et la mort, ceci devient beaucoup plus contestable lorsqu'il est question d'entraîner à notre suite, dans de terribles épreuves, des êtres qui dépendent de nous, que nous avons appelés à la vie, ou auxquels nous avons promis le bonheur, et qui n'ont peut-être ni la ferveur de notre vocation, ni la force de notre résistance.

Avant de se résoudre à quelque héroïque sacrifice, un homme consciencieux et bon, une mère au cœur tendre, songeront toujours à assurer pour le moins la sécurité de ceux qui, demain peut-être, seront à l'abandon. On ne s'appartient plus entièrement lorsqu'on a pris charge d'âmes. Et c'est pourquoi ceux qui rêvent à de grandes actions pleines de périls feraient-ils bien de se résigner à la solitude, et à n'avoir que de stériles amours. — Jean MARESTAN.

CELIBAT. S'il était une « Vérité », elle serait anarchiste; et l'on pourrait affirmer *a priori* que, ce qui nuit à l'Etat favorisant l'anarchie, l'idéal résiderait dans le célibat, c'est-à-dire le défaut d'union légale ou non, entre l'homme et la femme. Mais les libertaires n'admettent rien sans discussion et confrontent sans cesse les faits avec les principes.

Dans tous les temps et dans maints pays, les gouvernements ont sévi contre le célibat et infligé des amendes aux réfractaires au joug conjugal. Autrefois les Grecs et les Romains considéraient que l'absence de famille et de progéniture portait atteinte au culte des aïeux, menacé de s'éteindre faute de postérité déferente, et à la prospérité de l'Etat, compromise par la diminution des effectifs militaires et de la masse tailable et corvéable à merci.

Les monarchies et républiques contemporaines, la France entre autres, suivent la même ligne de conduite et frappent d'une peine pécuniaire leurs ressortissants non mariés. Cependant les motifs ne sont pas tout à fait les mêmes; le culte des dieux lares, la nécessité de perpétuer le foyer ancestral n'inquiètent guère le législateur moderne, plus prosaïque, surtout soucieux de remplir son coffre-fort et de pourvoir les casernes de chair à canon. L'Etat n'exige ni encens, ni prières, mais de l'argent pour alimenter ses privilèges et des soldats pour les défendre.

À la réflexion, la loi contre le célibat se montre arbitraire et particulièrement odieuse de nos jours. Car, maintenant, bien des gens ne se marient pas par impossibilité de fait et non par aversion pour le mariage; ils voudraient, ne trouvent pas, ne peuvent pas. Depuis que, dans une crise de stupide fureur anti-populaire, les gouvernements ont volontairement déchaîné la guerre et fusillé par millions leurs sujets mâles, beaucoup de femmes soupirent en vain après une union légale. Les maîtres perçoivent un impôt sur les défailtants à un hymen impossible, mais oublient hypocritement d'autoriser la polygamie et de l'encourager par des exonérations fiscales. Ils veulent des enfants légitimes ou illégitimes, mais sans les payer.

Suivant en apparence une autre voie que les puissances temporelles, le christianisme, à son origine, marqua à ses adeptes son éloignement pour le mariage où il voyait une atteinte dangereuse au culte exclusif

de Dieu. « Celui qui n'est point marié s'occupe des choses du Seigneur, cherchant à plaire au Seigneur ; mais celui qui est marié s'occupe des choses du monde, cherchant à plaire à sa femme (St-Paul, « 1^{re} Epître aux Corinthiens ») ». C'est que, au début, la religion nouvelle était surtout une morale, une discipline de perfectionnement intérieur, ne visait pas à la domination matérielle, ne prévoyait ni finances ni armée. Malgré les séductions de la vertu, les premiers catéchumènes ne purent se résoudre à la continence ; les prêtres et évêques eux-mêmes continuèrent à vivre en union légitime ou en concubinage jusqu'au XI^e siècle, où, par la force, le pape Grégoire VII imposa le célibat aux ecclésiastiques, en invoquant que « l'Eglise ne peut se libérer de la domination des laïques si les clercs ne se délivrent pas de leurs épouses ». L'humble christianisme primitif, devenu le catholicisme triomphant, ambitionnait le pouvoir intégral, la primauté universelle. Afin de l'obtenir, il décrétait la chasteté pour son clergé militant auquel la pureté assurerait vigueur physique et force morale ; mais il préconisait les conjonctions prolifiques pour les simples fidèles dont la masse grandissante apporterait un copieux tribut. Et aujourd'hui on voit les prêtres de toutes les confessions se faire les complices des gouvernements meurtriers et pousser leurs ouailles à repeupler à outrance les champs de bataille.

A la fin de sa pièce « L'Ennemi du Peuple », Ibsen, conclut : « L'homme vraiment puissant est l'homme seul ». Il signifiait par là que société, parents, amis, influencent et diminuent la personnalité de l'individu, l'entravent dans son développement propre ; la vie sociale et familiale oblige à des concessions constantes, souvent si étendues qu'elles entraînent le caractère le plus droit à s'exprimer et à agir contre son sentiment, contre sa volonté. Le grand dramaturge voyait juste ; chaque jour permet de vérifier comment le souci de ménager l'opinion publique, la crainte de nuire aux intérêts des siens, le désir d'éviter de la douleur aux êtres aimés, amènent le militant le mieux doué à de puériles capitulations, à de tristes renoncements, à de funestes défaillances, parfois à l'abaissement et la trahison. L'homme réellement libre, l'homme véritablement fort, c'est l'homme seul. Mais à quoi lui servirait sa liberté s'il ne pouvait l'aliéner au service de esclaves incapables de se libérer seuls ? Quel usage ferait-il de sa puissance, s'il ne l'exerçait pour le bonheur de ceux à qui leur faiblesse ne permet pas de vivre seuls ? Au contact de la société, dans la famille, ce surhomme devient un être humain, simplement. Que le plus pur des anarchistes lui jette la première pierre, s'il l'ose !

Il n'y a pas sur un arbre deux feuilles pareilles, ni dans le monde deux personnes identiques. Pure chimère que la recherche d'un autre soi-même pensant et agissant dans une étroite communion, sous une impulsion analogue. Néanmoins cette recherche devient passionnante parce qu'elle conduit à d'étonnantes découvertes. En un perpétuel et stérile narcissisme, l'homme se poursuit en vain dans le regard de ses semblables ; il saisit dans le miroir des yeux une vivante et singulière lueur et non un pâle reflet, une fière solitude et non une banale sujétion. Nul ne rencontre l'âme-sœur, ni la femme faite à son image. Chaque être reste seul, éternellement. Unir deux solitudes, c'est créer de la douleur, et aussi des joies. La souffrance, plus que l'amour, anime l'esprit, élève la pensée, exalte le poète ; ou plutôt l'amour est souffrance. Et l'homme ne peut échapper à l'amour.

Comment le solitaire, l'anarchiste aura-t-il l'amour ? Tout dans la nature, végétaux et animaux, se pare pour la recherche sexuelle, fleurit, embaume, roucoule,

fait la roue, courtise. La véritable possession ne réside pas en un viol, mais en un choix, parfois rapide, parfois différé, toujours consenti. Il y a consentement, il y a union : passagère, temporaire, durable ou définitive. L'amour n'existe pas sans union. Peut-être dans la vie des troupeaux, la fécondation se fait-elle d'autorité, sans dilection ? Apparence ; l'union devient plurale, persiste sous la superficielle passivité. D'ailleurs le libertaire se targue de ne pas vivre selon le monde grégaire. Ni chef, ni sujet. En amour, il ne prend, ni n'impose ; n'achète, ni ne se vend ; ne débauché, ni ne se prostitue. Il demande et il s'offre. Il ne fornique pas, il aime. Aimer c'est unir deux corps, deux tendresses, deux souffles, deux existences. Union d'un jour, union d'un an, union à vie ? Nul ne sait dès l'abord combien resteront unis ceux qui se sont joints une fois ; ni si leurs affinités et leurs dissemblances ne les sépareront pas, ou si elles les fixeront.

Pour échapper à l'étreinte de deux bras blancs, à l'emprise d'un regard énigmatique et charmeur, pour s'assurer un destin libre de toute contrainte morale et affermi contre la moindre compromission, l'anarchiste, le militant, l'apôtre se dévouera au célibat absolu, à la continence complète. Il ne connaîtra ni épouse, ni compagne, ni camarade, ni passante, nulle femme. Ses nuits seront sans caresses, ses jours sans abandons. Il ira beau, puissant, sublime, mais seul. Bien peu changeront la faiblesse de leur union contre la force de cette solitude. — Dr ELOSU.

CELLULE. n. f. (lat. *Cellula*). Petite chambre d'un religieux ou d'une religieuse. — Petite chambre dans la prison, où le détenu vit seul, et qui est disposée de manière à empêcher toute communication avec les autres prisonniers. Les prisons modernes se font toutes avec des cellules. — *Par analogie* : Petite alvéole où l'abeille dépose son miel et son couvain. Les cellules de même espèce se ressemblent entre elles et offrent une régularité frappante ; elles sont toutes de forme hexagone. — La cellule est une masse de matière vivante ou protoplasme, limitée par un membrane et ayant une sorte d'indépendance, une vie propre, assimilant et désassimilant pour son compte. Quand elle est complète, elle renferme un autre élément cellulaire plus petit, un *noyau*, où l'activité vivante de la cellule atteint ordinairement son maximum de puissance. En outre, il arrive souvent, surtout chez les végétaux, que la surface extérieure du corpuscule cellulaire se durcit ; cette surface durcie constitue alors ce qu'on appelle la *membrane cellulaire*.

La cellule peut affecter diverses formes, elle peut être globulaire, conique, étoilée, etc., mais les lignes qui la limitent sont des lignes courbes. Or, lorsque les *minéraux* sont constitués d'éléments de structure bien définie, ces éléments qu'on appelle *cristaux* sont toujours terminés par des lignes droites.

La cellule emprunte continuellement au milieu extérieur les substances qui lui sont *nécessaires* ; ces substances *pénètrent dans le protoplasme* (matière vivante) à travers la membrane et en assurent l'accroissement. Toutes les cellules constituant une plante ou un animal se comportent de la même manière, l'être vivant subit le même mode d'accroissement. Les *êtres vivants s'accroissent* par *pénétration* ou *intussusception*, c'est ce qu'on a appelé le phénomène de l'*osmose*. Tout être vivant emprunte constamment au milieu extérieur les substances nutritives et lui restitue constamment les déchets.

Certaines conditions sont indispensables à la vie. Le milieu doit fournir au protoplasme : 1^o de l'eau ; 2^o de l'oxygène ; 3^o de la chaleur. Tout être vivant, naît, grandit, se reproduit, atteint son développement maxi-

mum, perd de son énergie et meurt. Tout être vivant descend d'un être auquel il ressemble : la cellule, vient d'une cellule, la souris d'une souris, etc...

Lorsqu'une cellule a atteint les dimensions qu'elle ne peut dépasser, elle se segmente et donne naissance à deux autres cellules. Celles-ci, à leur tour, vont grandir et donner naissance à deux nouvelles cellules, et ainsi de suite. Si en se divisant, une cellule donne naissance à deux cellules, qui, au lieu de vivre isolées, restent attachées, nous assistons à la constitution, non plus d'un être unicellulaire ou protozoaire, mais d'un être pluricellulaire ou métazoaire. Les cellules d'un être métazoaire se disposent d'une certaine façon qui leur est imposée par les lois physiques et les conditions spéciales du milieu dans lequel elles se développent. D'après les places qu'elles occupent, elles subissent des influences différentes auxquelles elles réagissent, de sorte que la forme des cellules d'un être métazoaire peut varier dans le même être d'un endroit à l'autre ; certains groupes de cellules s'adaptent à remplir certaines fonctions, d'autres groupes s'adaptent à d'autres fonctions ; ces groupements de cellules deviennent des organismes.

CENSURE. n. f. (du latin : *Censura*). Droit de suspension, d'interdiction, d'examen, sur les écrits, les journaux, les livres, les pièces de théâtre, préalablement à leur publication ou à leur présentation.

La censure est une très vieille institution et était considérée comme un des premiers ordres de la magistrature chez les Romains. Son rôle avoué était de corriger les abus que la loi n'avait pas prévus ; son rôle réel — comme de nos jours du reste — était d'étouffer les protestations des adversaires du pouvoir.

En France, la censure subsiste toujours bien qu'elle ait été légalement brisée en 1791, puis rétablie à plusieurs reprises ; mais elle ne s'exerce préventivement que durant les périodes de trouble. Pendant la dernière guerre, la censure permit aux gouvernements du monde de poursuivre la boucherie, tout écrit devant être soumis à son autorité pour obtenir l'autorisation d'être publié. La suppression de la censure préventive n'implique pas la liberté d'écrire ou de penser, et ceux qui se permettent, en France, comme dans les autres pays, de s'attaquer aux institutions établies, en vertu de principes jugés subversifs par les lois bourgeoises, sont victimes de la répression. Ce n'est par conséquent qu'une question de mesure, et lorsque les gouvernants des Etats bourgeois considèrent qu'il est de leur intérêt de supprimer totalement la liberté de la presse, ils n'hésitent jamais à ressusciter la censure préalable. C'est donc le principe même de la censure qu'il faut combattre, car elle est un abus dont usent les maîtres du pouvoir pour emprisonner la pensée, et écraser toute liberté individuelle ou collective.

CENTRALISME. n. m. Deux méthodes ont toujours lutté l'une contre l'autre, au sein des sociétés ; c'est la méthode *autoritaire*, qui veut tout rassembler sous la direction d'une personne, d'une coterie ou d'une caste, laquelle inévitablement s'en sert pour ses intérêts particuliers contre l'intérêt général ; et c'est la méthode *libertaire*, qui veut au contraire que chaque être humain soit son propre maître, s'associe ou se sépare librement de sorte que, aucune contrainte n'existant, l'exploitation et la tyrannie disparaissent. Autorité et liberté sont les deux pôles d'attraction opposés : autorité préconisée par les maîtres du jour ou les maîtres de demain (en état d'opposition provisoire seulement) ; liberté, préconisée par les exploités désireux de s'émanciper, les révoltés de toutes les époques et de toutes les régions.

A ces deux mots d'autorité et de liberté correspondent exactement ceux de centralisme et de décentralisme : fédéralisme ou libre-associationnisme. Indistinctement, et quelle que soient leur étiquette ou leur couleur, tous les partisans du pouvoir sont pour la centralisation. Tout centraliser, tout ramener à un centre directeur, est la théorie chère à ceux qui sont ou veulent être les maîtres. Les théories centralistes sont toutes basées sur la même affirmation : « l'incapacité du peuple à s'administrer librement, autrement dit sa bêtise, donc la nécessité de le faire diriger par des hommes supérieurs. » Et elles aboutissent toutes au même résultat : la constitution d'une caste, d'une aristocratie ; hier, les nobles, aujourd'hui les bourgeois, demain peut-être les soi-disant intellectuels et les fonctionnaires, qui commencent à s'assurer une existence confortable par la consolidation des privilèges acquis ou l'instauration des privilèges nouveaux. Le centralisme aboutit inévitablement au parasitisme, à la contrainte, à l'inégalité, à l'injustice. D'ailleurs, en enlevant aux intéressés, aux dirigés, les moyens de s'administrer par eux-mêmes, il entretient soigneusement l'infériorité apparente ou réelle des administrés. Ceux que la centralisation place à la tête des organismes sociaux sont d'ailleurs des humains comme les autres, ni plus ni moins compétents et moraux. L'exercice de l'autorité leur crée une mentalité spéciale et des désirs de jouissance vaniteuse qui sont des maux redoutables dans une organisation sociale.

Le centralisme n'a jamais résolu aucun des problèmes posés devant l'espèce humaine, ou, s'il les a résolus, ce fut toujours au détriment des masses, au profit des détenteurs du pouvoir. La seule utilité arguée en faveur du centralisme est celle des bienfaits de la coordination dans les efforts humains. Mais par le fait qu'il aboutit à l'autorité, il provoque presque toujours le contraire ; l'ambition, la haine, la division, les déchirements entre les aspirants au gouvernement, et l'écrasement des couches sociales inférieures. Or, cette coordination peut s'obtenir, aisément et sans risques de tels maux, par la libre fédération des individus et des groupements. Le fédéralisme s'oppose pratiquement au centralisme. En laissant à chacun la liberté dans sa propre association, et la liberté des groupements au sein de fédérations plus vastes, il parvient à l'équilibre raisonné, à l'harmonie, sans laisser prise aux méfaits et aux conséquences néfastes du centralisme autoritaire. Il laisse la faculté aux initiatives isolées ou groupées de se développer ; et par là les stimule ; il ne permet point la contrainte ni l'exploitation ; il est donc l'expression même, du point de vue pratique, de la lutte pour l'émancipation. Le centralisme politique a conduit à des tyrannies abominables et à des guerres sanglantes. Le centralisme économique, qui a son expression dans les cartels et trusts capitalistes, vise à asservir matériellement l'humanité. Quant aux doctrines socialistes ou communistes, rêvant d'un centralisme intégral, d'une dictature, elles sont condamnées par l'expérience que les milliers d'observations ont consommée ; elles ne peuvent aboutir qu'à une tyrannie nouvelle, valant l'ancienne. Les peuples révoltés et conscients se débarrasseront de l'autorité et du centralisme, sa forme d'organisation. — GEORGES BASTIEN.

CERVEAU. — n. m. La célèbre proposition de Carl Vogt : « Le cerveau secrète la pensée comme le rein secrète l'urine », soulève à peine aujourd'hui la surprise par la trivialité de sa comparaison et de fortes réserves sur son exactitude physiologique. Naguère, il y a quelque cinquante ans, elle provoqua un véritable scandale et amena la science officielle contre son auteur. Si l'on tenait pour à peu près indiscutable que

le cerveau fût le siège, le substratum, le soutien de la pensée, il apparaissait sacrilège d'attribuer à cet organe matériel l'élaboration de principes subtils et immatériels comme l'intelligence, l'esprit, l'âme. Les animaux ont un système cérébro-spinal parfois très développé et cependant ne possèdent pas cette faculté d'abstraction, d'évocation, de création, que Dieu a réservée à son œuvre de prédilection, l'homme. L'âme émanait du souffle divin.

Un illustre parrainage couvrait les pontifes du XIX^e siècle ; et, longtemps avant eux, un des plus grands philosophes de l'antiquité, Aristote, allait jusqu'à renier au cerveau tout rôle dans la vie intellectuelle, plaçant dans le cœur le centre de la pensée ! La doctrine aristotélécienne, si puissante au moyen-âge, paralyse presque entièrement l'esprit de recherche et le goût de l'expérimentation ; on croyait à la parole du maître. Pourtant, Galien reconnut les principales fonctions cérébrales, et Hérophile et Erasistrate, de l'Ecole d'Alexandrie, les avaient étudiées « sur des condamnés à mort qu'ils ouvraient tout vivants pendant qu'ils respiraient encore. (Celse, cité par Lhermitte). »

En réaction contre l'enseignement d'Aristote, Descartes soutint la conception mécaniste de la physiologie humaine, l'appliqua au système nerveux, établit le premier la réalité de l'arc réflexe et localisa l'âme dans la glande pinéale. Puis Willis, et ensuite Gall et Spurzheim étudièrent la structure de la matière cérébrale, précisèrent son agencement et sa répartition, tentèrent les premières localisations fonctionnelles que les savants contemporains ont enfin déterminées.

Dès lors quelles sont, à l'heure actuelle, les connaissances les plus précises, les plus valables concernant le système nerveux ? Et les conditions aujourd'hui connues de son fonctionnement permettent-elles de le regarder comme une manifestation étroitement spécialisée des phénomènes physico-chimiques qui dominent toute la biologie ?

L'anatomie macroscopique, l'exploration à l'œil nu font pressentir du premier coup la haute noblesse, la puissante différenciation de l'axe cérébro-spinal. Chez l'homme, le cerveau se présente comme l'organe le plus volumineux, après le foie, et le plus riche en vaisseaux sanguins. Son poids atteint la cinquantième partie de celui du corps entier. Chez les individus et dans les races, son développement, ainsi que celui des circonvolutions dont il est sculpté, répondent au degré d'évolution intellectuelle : plus grands dans les hommes et les groupes ethniques et d'éducation supérieure ; moindres chez les ignorants et les peuplades arriérées. Dans la série animale, la même gradation marque le passage d'une classe à l'autre, d'un embranchement inférieur à un supérieur. Le poids relatif du cerveau va du cinquantième chez l'homme au cinq centième chez l'éléphant ; au trois millièmes chez la baleine. L'indice pondéral, calculé sur 10.000, monte de 1,8 chez les poissons, à 7,8 chez les reptiles ; 42,2 chez les oiseaux ; 53,8 chez les mammifères ; 277,8 chez l'homme. L'observateur libertaire verra là une nouvelle confirmation de cette loi d'ontogénèse générale : la fonction modelant l'organe. Et, en regard, combien s'avère encore une fois puérile et inféconde la conception théologique d'un Créateur façonnant les êtres selon les caprices de sa bonne ou de sa mauvaise humeur !

La section longitudinale ou transversale du cerveau le révèle composé d'une masse molle, où l'œil distingue déjà une substance grise et une substance blanche non mélangées au hasard d'une mosaïque irrégulière mais disposées en conglomerats de forme et de volume bien tranchés, dont la configuration générale se retrouve à peu près identique chez tous les animaux suffisamment évolués. Ainsi, la partie la plus externe

du cerveau est formée par une couche régulière et continue de substance grise appelée « manteau », « pallium » ou « écorce ». Des îlots ou bandes de substance blanche séparent le pallium de noyaux de substance grise situés à la base du cerveau et dont les plus importants sont la « couche optique » ou « thalamus », le « corps strié » ou « noyau caudé », le « bulbe olfactif ». L'étendue et l'épaisseur du manteau croissent au fur et à mesure qu'on s'élève sur l'échelle zoologique : chez l'amphibie, le pallium est plus petit que le corps strié, tandis que chez l'homme l'écorce comporte une masse bien supérieure aux autres formations grises qu'elle recouvre d'ailleurs presque complètement. A l'opposé, le bulbe olfactif, si développé chez les reptiles, subit une régression marquée chez les mammifères et surtout, parmi ceux-ci, chez les Primates.

Grâce à l'histologie, ou anatomie microscopique, il a été possible de pénétrer la structure intime du système cérébro-spinal, formé presque en entier par deux éléments très caractéristiques et tout à fait particuliers : la cellule nerveuse ou « neurone » et la fibre nerveuse. — Au nombre de près d'un milliard rien que dans l'écorce grise, les neurones présentent une texture spécifique adéquate à leur fonction différenciée dans l'organisme, et leur protoplasma renferme des formations qui leur sont propres : neuro-fibrilles, canaux de Holmgren-Golgi, pigment ocre ; corpuscules chromophiles. Leur taille varie de cinquante millièmes de millimètre à cent quarante millièmes de millimètre (moëlle de bœuf) ; ces dernières sont visibles à l'œil nu. — Enfin, caractère hautement distinctif, les neurones rayonnent autour d'eux des prolongements filamenteux plus ou moins nombreux que l'étude histo-physiologique a divisés en deux sortes : les uns, très ramifiés, à surface rugueuse, au nombre de cinq à six, s'appellent « prolongements protoplasmiques » ou « dendrites » et conduisent les excitations de toute nature vers la cellule (conduction cellulipète) ; les autres, au nombre d'un par cellule, sont lisses, plus ténus, moins ramifiés et transmettent les impulsions issues du neurone (conduction cellulifuge) ; on les nomme « cylindre axe » ou « axone ». — Dendrites et axones peuvent atteindre un mètre de longueur : tels ceux qui relient les cellules nerveuses de la moëlle épinière à l'extrémité du membre inférieur.

Les fibres nerveuses constituent purement et simplement la suite ininterrompue des dendrites et axones ; et les nerfs sont le prolongement périphérique du neurone. A une certaine distance de sa cellule d'origine, la fibre nerveuse se recouvre d'une substance particulière, la « myéline », constituée en partie par des filaments spirales dont l'ordonnance rappelle celle des condensateurs électriques.

Avec son corps cellulaire et sa double catégorie de prolongements, le neurone apparaît comme une unité anatomique et physiologique, et se montre en effet tel dans toute la série animale. Mais, dans cet appareil, quelle formation spéciale conditionne l'élaboration de l'activité nerveuse si différente des autres fonctions organiques ? Aucune ; la diversité des phénomènes vitaux n'est qu'apparence due à la multiplicité des formes engendrées par les éléments cellulaires types dans leur adaptation plus étroite à un travail déterminé. Comme le neurone, tous les protoplasmas possèdent l'« irritabilité », c'est-à-dire la propriété générale d'être impressionnés par une excitation extérieure (température, lumière, électricité, contact) et de réagir par une manifestation d'activité ordonnée. Celle-ci, minime et microscopique chez une infusoire, amplifiée chez l'homme jusqu'à l'évidence grossière, traduit les modifications physico-chimiques se produisant, sous l'influence de causes internes ou externes, dans l'intimité de la matière vivante en état perpétuel de gravitation

(voir article : « biologie »). « Dans les organismes inférieurs, tous les éléments anatomiques accomplissent au même degré la totalité des fonctions physiologiques. Tous sont identiques entre eux et, par suite, ils peuvent être séparés les uns des autres sans que leur existence soit compromise. C'est ce qui a lieu chez les Protozoaires en colonies. Au contraire, dans les organismes plus élevés, chaque élément choisit pour son compte, dans le travail physiologique total, une fonction déterminée et se cantonne exclusivement dans cette fonction : il s'y adapte pleinement et la remplit avec d'autant plus de perfection qu'aucun autre soin ne l'en détourne. Certains éléments anatomiques s'adaptent à la digestion des aliments, d'autres conservent en propre l'irritabilité ; d'autres sont spécialement contractiles, tandis que cette propriété disparaît plus ou moins dans les autres cellules. Mais, par contre, la division du travail fait naître entre les divers éléments une solidarité plus grande, car chacun est utile à la vie de tous, et de même la réunion des éléments associés réalise un ensemble de conditions tel, que chacun ne peut être séparé sans être exposé à mourir. (Rémy Perrier, « Zoologie »). »

Manifestation de l'énergie cosmique, activité, spécialisée issue des phénomènes intra-cellulaires d'ionisation et de diastase, l'irritabilité se traduit, en fonction différenciée, par l'élaboration et la circulation de l'« influx nerveux », de cette force coordonnée qui, déclenchée par une excitation périphérique ou une impulsion centrale, aboutit à une contraction musculaire, une sécrétion, ou une pensée. L'étude expérimentale de l'influx nerveux a déjà donné des précisions fort intéressantes et l'a montré soumis aux lois générales de la matière. Ainsi, depuis Du Bois-Reymond, on savait déjà qu'un courant électrique appelé « courant de démarcation ou de lésion », sensible au galvanomètre, existait entre la surface d'un nerf et la tranche découverte par une section. Cependant cette réaction n'avait rien de spécifique et appartenait à maint autre tissu ou corps matériel. Mais elle permit d'en provoquer une nouvelle plus démonstrative : le courant de lésion se trouvait *modifié et réduit* lorsqu'on portait sur le nerf, bien au-dessus du point de section, une excitation chimique, mécanique, thermique ou électrique. Cette *variation négative* du courant de lésion révélait le passage d'un « courant d'action » apparemment identique à l'influx nerveux, puisque les mêmes excitations de nature diverse, appliquées soit sur les nerfs, soit sur les centres nerveux eux-mêmes, faisaient agir muscles et glandes de l'organisme aussi bien qu'elles provoquaient une variation négative, contrôlable, sur le courant électrique d'un nerf sectionné. — Il fut aussi établi que toutes les conditions qui influencent la rapidité ou la force de l'influx nerveux affectent de la même manière l'intensité et la vitesse du courant d'action (Lhermitte).

Quelle que soit l'intensité de l'excitation, la vitesse de l'influx nerveux atteint 28 à 30 m. par seconde chez la grenouille ; 117 m. à 125 m. chez l'homme. Elle s'élève avec la température et diminue par la réfrigération ; se trouve proportionnelle à la surface de section de la fibre nerveuse, plus rapide dans les gros conducteurs que dans les petits. — L'intensité de l'influx nerveux varie évidemment selon la force, la fréquence, le rythme, la nature du stimulant initial. Mais pour une excitation identique, elle augmente ou s'amoindrit suivant le nombre des fibres contenues dans le conducteur. C'est ainsi que les appareils physiologiques les plus actifs, les plus sensibles, les plus délicats, les plus adaptés à leur fonction reçoivent le plus grand nombre de fibres leur apportant quantité d'influx nerveux : 80.000 fibres pour le membre supérieur contre 39.000 pour le membre infé-

rieur ; 25.000 fibres pour le seul muscle droit externe de l'œil.

De quelle nature est cet influx nerveux mesurable dans sa vitesse et son intensité ? Certains caractères le classent parmi les phénomènes chimiques : par exemple, durant son travail, la fibre nerveuse s'échauffe, consomme de l'oxygène, élimine de l'acide carbonique, voit grandir sa vitesse d'influx du double pour chaque 10 degrés de température en plus, en conformité avec la loi de Van't Hoff sur les réactions chimiques. Mais d'autre part, la quasi-infatigabilité du conducteur nerveux, la présence d'un courant électrique entre sa surface et sa tranche de section en font un phénomène physique. Dès lors une conclusion s'impose : comme la vie elle-même, l'influx nerveux s'avère d'essence chimique et physique à la fois, apparaît comme une modalité particulière de l'énergie universelle.

Voilà donc maintenant connue l'unité fondamentale du système nerveux : une cellule différenciée et adaptée, le neurone, recevant par son ou ses prolongements protoplasmiques, ou dendrites, les impressions périphériques ou internes qu'elle transmet par son cylindre-axe unique soit directement aux organes de mouvement ou de sécrétion chez les êtres de structure rudimentaire, soit aux dendrites d'autres neurones interposés dans les formes plus évoluées. Fibres réceptrices, ou dendrites, cellule nerveuse et fibres effectrices, ou cylindre-axes, sont parcourues par l'influx nerveux, issu des réactions propres du neurone spécialisé aux excitations de toutes sortes provenant du milieu extérieur ou intérieur.

Avec une netteté saisissante, l'anatomie comparée permet de suivre, dans toute la série zoologique, l'apparition et le développement du système nerveux, c'est-à-dire la multiplicité croissante la complexité progressive de groupement et d'agencement des neurones, depuis la méduse avec sa couronne ombrellaire de cellules nerveuses déclenchant une mobilité fruste et limitée, jusqu'à l'homme avec son cerveau à texture compliquée, propre à toutes les opérations de l'intelligence, forme extrême de l'irritabilité primordiale du protoplasma vivant. Au début, l'arc réflexe, ou passage de l'influx nerveux du point d'excitation au lieu de la réponse motrice ou sécrétoire, s'inscrit tout entier dans une seule et même cellule nerveuse chargée à la fois de la mission réceptrice et émettrice du système. Puis, résultat d'une adaptation plus parfaite, un second neurone s'intercale dans le circuit réflexe, laissant au premier sa fonction de récepteur sensitif, prenant pour lui le rôle effecteur ou moteur. Ce nouvel élément *ajusteur* « non seulement proportionne, régularise, suspend ou décuple les réponses, mais encore garde le souvenir des influx qu'il a transmis. Et il n'est probablement pas excessif de voir poindre en cet élément le rudiment de la conscience organique. (Lhermitte). »

Sous l'influence des modifications incessantes de l'ambiance, de ses sollicitations constantes et toujours plus précises, l'organisme animal acquiert une structure encore davantage complexe. Entre le neurone récepteur et le neurone moteur, un troisième prend place, en charge d'association mieux établie et de renforcement d'activité, pour réagir à des excitations fortes, diverses, variables par une action ample, adéquate, extensive. Ainsi se constitue un centre nerveux des réflexes « *intersegmentaires* » ; car, à ce stade de développement, l'être vivant se trouve en état de segmentation définie et de différenciation fonctionnelle (vers).

A un degré supérieur d'évolution somatique correspond une disposition nouvelle des cellules nerveuses. Une solidarité générale s'établit qui nécessite un appareillage spécial. Les réflexes intersegmentaires, issus de l'état parcellaire, sont conditionnés par des neurones « *suprasegmentaires* » qui n'ont de lien direct ni avec

la cellule sensitive, ou réceptrice ni avec la cellule motrice mais seulement avec le neurone d'association des réflexes intersegmentaires. Cet appareil suprasegmentaire ne se contente plus de transmettre l'influx nerveux, d'associer, d'amplifier, de diversifier les réflexes ; il présente la propriété de les suspendre, les *inhiber*, de les refouler pour les mieux adapter. Son activité n'est plus mécanique ; elle est presque réfléchie, psychique. Le groupement des neurones suprasegmentaires constitue l'ébauche du cerveau (arthropodes).

Jusqu'ici, et par conséquent chez les invertébrés, l'étude du développement du système nerveux repose sur les constatations anatomiques et histologiques et sur les données fournies par l'observation de la manière d'être des animaux lorsqu'on modifie les conditions habituelles de leur activité. Les fourmis, devant un obstacle à leur cheminement processionnaire, hésitent d'abord, se reprennent ensuite, et finissent par tourner ou supprimer la difficulté. Elles sont munies d'un centre supra-segmentaire, d'un cerveau déjà grand par rapport à leur taille et peuvent ainsi donner preuve d'intelligence en adaptant leur réponse réflexe à la diversité des excitations extérieures. — Chez les vertébrés, les proportions plus grandes de leurs organes permettent en outre l'expérimentation physiologique : la pratique des ablations partielles ou totales du cerveau occasionne dans le comportement réflexe et instinctif ou adapté et individuel, des déficits proportionnels à l'importance du segment enlevé.

Ainsi chez les poissons, la décérébration du pallium ou manteau comporte peu de troubles apparents. Car leur activité se règle surtout par les centres segmentaires et intersegmentaires.

L'ablation du cerveau au-dessus du thalamus ne diminue chez la grenouille que son habileté à la capture de la proie et laisse intactes toutes les autres fonctions. La décérébration sous-thalamique rend la bête inerte ; celle-ci flotte et ne nage plus. De même les reptiles souffrent peu de la suppression du pallium.

Amputé du cerveau, le pigeon s'alimente et se meut à peu près normalement. Mais il a perdu la faculté de reconnaître les objets, le sentiment de ses besoins sexuels, le discernement du danger.

Un chien, auquel Nothmann extirpa le cerveau, vécut trois ans. Il était aveugle, mais non sourd, buvait, mangeait et digérait, se mouvait, ne reconnaissait personne et n'avait pas de désirs sexuels, se montrait incapable d'éducation.

L'expérimentation physiologique corrobore donc les conclusions de l'anatomie. Plus un animal comporte un cerveau développé, plus ses actions cessent d'être automatiques, pour devenir réflexes et instinctives d'abord, puis individuelles à un degré élevé d'évolution. De même l'ablation du cerveau, à peu près indifférente pour le comportement des vertébrés inférieurs, devient très nocive pour celui des vertébrés supérieurs. En une série d'actions et de réactions entre l'animal et le milieu, d'une part le système nerveux se complique et perfectionne son agencement pour mieux répondre aux sollicitations de l'ambiance ; d'autre part, la complexité structurale et la haute précision de son fonctionnement confèrent au système nerveux la faculté d'agir sur l'ambiance et de la modifier au gré de ses besoins nouveaux.

Splendide épanouissement de l'appareil supra-segmentaire, le cerveau humain porte à la dernière puissance les possibilités d'intégration, d'adaptation, de transformation des excitations péripériphériques ou des impulsions internes. Dans ses manifestations psychiques les plus élevées, il se montre l'aboutissant de la longue évolution multi-séculaire durant laquelle, en une série de phases bien déterminées, l'espèce s'achemina

de l'état protoplasmique uni-cellulaire, avec son irritabilité fruste et globale, jusqu'à la forme achevée de Primate intelligent avec un système nerveux d'une sensibilité exquise et d'un fonctionnement étroitement différencié.

Cette lente ascension de l'obscur impression élémentaire à la clairvoyante pensée apparaît en un raccourci saisissant dans le développement du cerveau chez le fœtus et chez l'enfant. Dans l'embryon, le système segmentaire (moëlle, bulbe, protubérance) se forme le premier, bien avant l'appareil supra-segmentaire qui, pendant les quatre premiers mois de la vie intra-utérine, présente une structure très rudimentaire. Les mouvements fœtaux commencent au deuxième mois ; deviennent perceptibles vers le cinquième ; peuvent être provoqués, chez un fœtus prématurément expulsé, par des excitations de la peau et des tendons. Même la succion et la déglutition se produisent dans la matrice bien avant la naissance. Mais toute cette activité fœtale est seulement réflexe, comme le prouvent, d'un côté l'inexcitabilité du cerveau et l'excitabilité de la moëlle, et d'un autre côté la possibilité de ces mouvements même après une section du cerveau du fœtus au-dessous du thalamus. Et l'inexcitabilité du manteau ou pallium persiste jusqu'à la naissance. « Le fœtus humain, jusqu'à son expulsion à terme, est plongé dans un sommeil sans rêves ».

Le nouveau-né présente un cerveau très différent de l'adulte et dont le développement se fera graduellement suivant un rythme identique à celui de la formation progressive du système nerveux dans la série animale. Il agit d'abord d'une façon réflexe comme les êtres à centres neuroniques intersegmentaires dépourvus d'écorce cérébrale. « Sourd, aveugle, anosmique, l'enfant à sa naissance ne présente qu'un comportement automatique réflexe auquel s'associent quelques réactions bien imparfaites de caractère instinctif. (Lhermitte). » A six semaines seulement le nourrisson suit les objets du regard, et vers le quatrième mois sourit en « voyant » sa mère. L'odorat et le goût s'affirment plus rapidement. « Dès les premiers mois, l'enfant reconnaît sa mère à l'odeur de son lait, et, dès la naissance l'odeur désagréable de l'« asa foetida » provoque une expression de dégoût. (Kussmaul). » Les mouvements, les cris, les sanglots, les vomissements du nouveau-né sont réflexes puisqu'ils existent aussi nets chez les enfants dépourvus d'hémisphères cérébraux, les « anencéphales ». Ceux-ci ne vivent qu'un ou deux jours ; mais ils sucent, avalent, crient, remuent les membres. Par conséquent ces fonctions élémentaires sont indépendantes du cerveau. Au fur et à mesure que les neurones se multiplient dans les noyaux gris (thalamus ou couche optique, corps strié) d'abord, dans l'écorce grise ensuite, les manifestations instinctives apparaissent ; l'enfant réagit, quoique maladroitement, aux pressions, pincements, variations de température. Enfin l'entrée en jeu du manteau cérébral fait apparaître les actes imitatifs ou expressifs, sous leur caractère individuel : le sourire, le baiser, les pleurs, les câlinements (Lhermitte).

Ainsi, l'étude anatomique et histologique du cerveau du fœtus et du nouveau-né, l'observation des agissements des enfants normaux et des anencéphales montrent d'une façon surprenante comment la complexité des organes se produit et s'élève avec le perfectionnement des fonctions, et combien l'individu se développe avec précision selon le plan même de l'espèce.

L'élaboration fœtale et post-natale de l'appareil supra-segmentaire conditionnant la vie psychique aboutit chez l'homme adulte à la constitution de deux groupes neuroniques superposés : l'un, inférieur, comprenant les corps opto-striés (thalamus ou couche optique et corps strié) ; l'autre, supérieur, replié en nombreu-

ses circonvolutions, modelant l'écorce cérébrale ou manteau. Pour leur étude, aux recherches normales d'anatomie macroscopique et microscopique, s'ajoutent les données fournies par les lésions consécutives aux maladies et les résultats obtenus par une expérimentation prudente et inoffensive effectuée dans quelques cas favorables sur des trépanés pour blessures ou maladies du crâne et de l'encéphale. Par ces moyens, la physiologie est parvenue à établir la localisation anatomique, matérielle d'un certain nombre d'importantes fonctions intellectuelles et continue la poursuite de découvertes nouvelles afin d'arriver à une connaissance de plus en plus complète de la bio-psychologie humaine.

Les corps opto-striés jouent un rôle très important dans les opérations sensitives et motrices du cerveau. Ainsi, le thalamus ou couche optique reçoit les faisceaux collecteurs de la sensibilité du corps tout entier, arrête les impressions reçues pour les transmettre soit directement au corps strié, centre moteur de l'activité automatique, soit à l'écorce, centre de l'activité consciente. Une lésion du thalamus entraîne d'abord l'insensibilité, puis au bout d'un temps variable, des impressions de douleur, même après la plus légère excitation superficielle. — Le corps strié préside à l'activité motrice spontanée (déglutition, insalivation, phonation, mimique faciale), règle la vitesse et la précision des mouvements volontaires. Le malade atteint d'une lésion de ce groupe neuronique avale et parle avec difficulté, présente un masque rigide, figé, marche avec raideur et hésitation, perd en partie ses forces musculaires. — Les corps opto-striés forment donc la première réalisation de l'appareil supra-segmentaire, élèvent les réflexes à l'état d'automatisme instinctif; le thalamus accuse une obscure conscience sensible, origine de ses douleurs lésionnelles; le corps strié commande l'automatisme moteur élémentaire, l'automatisme alimentaire et enfin l'automatisme mimique et expressif. « Ce serait donc une grande méprise que de refuser l'intégration des corps opto-striés à la base de la vie psychologique et de ne pas y voir vraiment les humbles serviteurs de la pensée (Lhermitte) ».

Plissée en multiples circonvolutions, creusée de sillons profonds, l'écorce ou manteau se présente comme une gaine continue de substance grise enveloppant les deux hémisphères et composée de six couches d'innombrables cellules nerveuses superposées et disposées en strates parallèles de la superficie à la profondeur. Les rangées neuroniques sont parcourues à diverses hauteurs par des faisceaux de fibres nerveuses qui se réunissent en stries parallèles ou perpendiculaires à la surface. Cette multitude série de formations cellulaires et fasciculaires ne se trouve pas répandue dans toute l'écorce d'une façon uniforme; elle se divise au contraire en groupes bien tranchés, d'architecture anatomique et histologique particulière à chacun d'eux. Il a été possible d'identifier un grand nombre de ces *territoires corticaux*, que l'on a relevés en une véritable carte du manteau cérébral. Et l'expérimentation physiologique a précisé la fonction spéciale afférente à chaque territoire cortical. Pour y parvenir, elle emploie deux méthodes: l'excitation artificielle des territoires délimités par l'anatomie microscopique chez l'homme et les animaux; l'étude des troubles consécutifs aux lésions spontanées chez les hommes et les animaux, et aux lésions provoquées chez les animaux.

Ainsi a été découverte une zone corticale sensible aux courants électriques, l'« aire précentrale », formée par une série de foyers bien distincts dont l'excitation électrique suscite des mouvements séparés non seulement pour les membres, la face et le tronc, mais encore pour chaque segment de ces organes et même, affirme Forster, pour chaque muscle isolé. Cette aire est sensi-

ble aussi aux actions mécaniques et chimiques. Mais le phénol demeure sans effet sur elle, tandis qu'il déprime l'excitabilité des cellules de la moëlle épinière: preuve de la constitution physiologique différente des centres moteurs cérébraux et médullaires. — Chez l'homme la destruction de l'aire précentrale n'amène pas la perte totale de la mobilité. « Seuls les mouvements les plus différenciés, les plus délicats, les plus humains sont atteints; tandis qu'au contraire apparaissent exaltés les mouvements automatiques primaires dont les centres se situent dans les corps striés ».

L'« aire précentrale intermédiaire » ou « psychomotrice » est placée à côté de la précédente. Non excitable par le courant électrique d'expérimentation, elle ne commande pas les mouvements mais détermine leur coordination, leur adaptation à un but donné. La destruction n'empêche pas le malade de remuer ses membres, tout en lui enlevant la capacité de les utiliser pour accomplir un acte précis, volontaire ou commandé.

L'« aire postcentrale » a des fonctions exclusivement sensitives. L'excitation électrique de ses divers foyers provoque des sensations de choc, de chaleur, d'engourdissement dans les régions correspondantes des membres. La destruction abolit la sensibilité.

L'« aire postcentrale intermédiaire » ou « somesthésopsychique » est à la zone précédente ce que la zone psychomotrice est à la zone électro-motrice: un centre d'intégration supérieure surajouté à l'autre. La lésion ne supprime pas la sensibilité; elle la rend confuse, trouble, erronée. La sensation persiste, mais la perception fait défaut. Ainsi, les yeux fermés, le malade sent un objet placé dans sa main, mais il n'en peut apprécier exactement ni le poids, ni le volume. Il s'aperçoit qu'on le touche sans pouvoir déterminer le lieu de la pression. L'aire somesthésopsychique apparaît vraiment comme la région de la « pensée sensitive ».

Cependant un objet peut être senti par la main, le poids et le volume en être appréciés, sans que le malade puisse le reconnaître, l'identifier. Les sensations sont perçues sans prendre leur signification, sans former image; elles ne parviennent plus au seuil de la connaissance intellectuelle. Cette « agnosie tactile » suit la destruction de l'« aire pariétale », autre centre anatomique, matériel, spécial d'une fonction psychique bien déterminée.

L'« aire striée » ou « sensorio-visuelle » élabore les sensations fournies par la rétine. « L'expérience de la guerre, grâce aux lésions très limitées que produisent les projectiles, a montré l'exactitude parfaite de la projection rétinienne sur l'aire corticale visuelle en apportant de nombreux faits de cécité partielle de la surface de la rétine correspondant au point cérébral détruit par le projectile (Pierre Marie et Chatelin) ». Lorsque la destruction porte sur la totalité des deux aires striées, elle cause une cécité complète souvent ignorée du blessé lui-même. Contrairement à l'aveugle par lésion directe des rétines ou des nerfs optiques, l'aveugle par lésion de l'écorce cérébrale est aveugle pour sa cécité. « Ce fait s'explique fort bien si l'on se souvient que la vision du noir ne se confond nullement avec l'absence de sensations visuelles et que la sensation de noir répond à une clarté moins intense, laquelle n'apparaît que par contraste. Or, les sujets atteints par une lésion destructive de l'aire visuelle corticale sont absolument et à jamais privés de tout élément visuel sensoriel. Au contraire, les malades dont la cécité est d'origine périphérique gardent indéfiniment les éléments dont est faite l'activité sensorielle de leur cerveau et, en conséquence vivent dans la conscience des ténèbres extérieures (Lhermitte) ».

A côté de cette cécité corticale, il existe, par lésion de

l'aire occipitale ou visuo-psychique », une cécité psychique : le sujet distingue les couleurs et les formes, mais ne peut identifier les objets.

Il y a quelques années, au début des études crâniocérébrales, les « lobes frontaux » passaient pour être la partie noble de l'encéphale, le siège de la plus haute pensée. Les recherches modernes n'ont pas confirmé cette conclusion exclusive. Chez les blessés de guerre, les mutilations de la zone frontale causent de la maladresse, de l'incoordination dans les mouvements, des troubles de l'équilibre et de l'orientation, de l'apathie et des défaillances de la volonté, de la difficulté à fixer l'attention volontaire, de la propension aux songes, à la rêverie. Comme le dit Pierre Janet, les lobes frontaux apparaissent, à la lumière des faits anatomo-cliniques, comme un des appareils essentiels, et peut être le plus important, qui règlent et soutiennent la tension psychologique.

La localisation sur le cerveau d'une « zone du langage » se montre particulièrement intéressante, très étudiée et très suggestive. C'est que le langage constitue la fonction psychique par excellence, celle qui permet d'exprimer ses sentiments, ses idées et de connaître ceux d'autrui. Les idées elles-mêmes sont une sorte de « langage intérieur » puisqu'elles se présentent à l'esprit sous leur forme verbale ; et si la parole n'est pas toute la pensée, puisqu'on peut penser par images, elle en apparaît la manifestation la plus importante. Comprenant la parole, l'écriture, la musique, le langage possède son centre spécial autour de la Scissure de Sylvius dans une région du cerveau bien délimitée par l'étude des lésions anatomiques correspondant aux divers troubles de la fonction du langage appelés « aphasies ». Chez les adultes, ce centre se situe pour le droitier sur l'hémisphère cérébral droit. Chez l'enfant, il n'existe pas avant la neuvième année, comme le prouve ce fait qu'aucune lésion, même profonde, de cette région du cerveau n'entraîne de trouble du langage. Celui-ci n'est donc pas inné ; son centre, non préformé, ne se développe que sous l'influence de l'audition ; les sourds de naissance restent muets. — Nouvelle réalisation, après des millions d'autres, de ce phénomène biologique général : l'organe créé par la fonction, elle-même déterminée par les interréactions de l'individu et de l'ambiance.

Parmi ces aphasies, l'observation attentive des sujets atteints a permis de dissocier des modalités caractéristiques et différenciées répondant chacune à une lésion précise d'une partie donnée de la zone globale du langage. — Parmi ces variétés d'aphasie, il faut distinguer : 1° L'« aphasie de réception » ou perte absolue ou relative de la compréhension de la parole et de l'écriture (surdité verbale et cécité verbale). Le malade entend le son de la voix mais ne reconnaît pas le sens des paroles, voit les caractères imprimés sans en comprendre la signification. Il peut lui-même parler et écrire, mais d'une manière confuse, trouble, désordonnée, puisqu'il a oublié la valeur des mots. 2° L'« aphasie d'expression » ou « aphémie », perte de l'expression de la pensée verbale. Le malade est incapable de prononcer la plus grande partie des paroles et d'écrire aucun mot. 3° L'« aphasie globale », combinaison des deux précédentes : le malade ne reconnaît ni les sons ni les caractères ; ne peut ni parler, ni écrire, même au hasard. — Mais la maladie produit parfois des lésions encore plus limitées et par conséquent des troubles encore plus singuliers : la « surdité verbale pure », rare d'ailleurs, où le malade lit, écrit, parle, sans comprendre la signification des mots entendus ; la « cécité verbale pure », où le sujet saisit le sens des paroles, parle lui-même, écrit, mais ne lit ni ne se relit ; l'« aphémie pure », qui supprime la parole, les autres modes d'ex-

pression restant intacts ; l'« agraphie pure », où s'évanouit le don de l'écriture.

Chacune de ces aphasies se superpose à la lésion d'un centre anatomique exactement localisé à la surface des hémisphères cérébraux. Tous ces centres constituent donc le support organique de la pensée verbale. « Reliés et articulés entre eux, ces différents centres concourent, à l'état physiologique, par leur harmonieuse synergie, au développement de la pensée verbale ; et en eux repose le solide fondement sur lequel s'appuie, pour se développer en d'innombrables virtualités, l'intelligence du langage, support de l'intelligence spéculative (Lhermitte) ».

L'étude des « amusies » ou troubles du langage musical a révélé l'existence dans le cerveau de centres spéciaux et distincts de ceux du langage verbal. « Lorsqu'un de ces centres vient à être altéré, il en résulte non pas la perte complète du langage des sons, mais l'abolition soit de la compréhension de l'écriture musicale (cécité ou alexie musicale), soit de la signification symbolique du rythme des tons et de la mélodie (surdité musicale), soit enfin de la faculté d'exprimer par le chant (avocalie) ou les instruments le sentiment musical (amusie instrumentale). Mais il y a plus, et il existe d'assez nombreux exemples qui attestent que la surdité musicale peut, elle-même, être dissociée. Chez tel sujet, la compréhension de la valeur symbolique des tons et de la mélodie demeure conservée tandis que la signification du rythme est perdue. Un malade observé par Forster, prend la marche funèbre de Chopin, dont le rythme est si expressif, pour une chanson ; un andante pour une valse. Un autre sujet ne saisit plus le sens du rythme de la valse, mais danse correctement quand on lui indique de quelle danse il s'agit. Inversement, la notion du rythme musical peut être intégralement conservée, tandis que celle des tons de la mélodie s'est effondrée. Deux sujets observés par Brazier furent pris subitement d'amnésie mélodique, le premier pendant un chant, le second pendant un concerto de piano. Il est des cas où, malgré la conservation de l'audition musicale et de la lecture des notes, l'expression musicale est abolie. Le cas de Charcot est resté célèbre, de cet exécutant qui, capable de lire correctement la musique, était hors d'état de se servir de son trombone. Une malade, observée par Wurtzen, ne pouvait jouer à l'aide de la main gauche seulement, bien que les fonctions de compréhension musicale fussent conservées. Fait plus curieux encore, un sujet étudié par Finhelburg, capable de jouer du violon ne pouvait utiliser son piano (Lhermitte) ». Il y a donc un appareil mécanique et psychique de la fonction musicale, appareil monté pièce à pièce par l'éducation spéciale et que peut détruire en un coup un traumatisme ou une maladie frappant son support cérébral.

Il n'est pas jusqu'à la joie et à la tristesse, au rire et aux pleurs qui, déclenchés dans certaines maladies en dehors de toute cause adéquate, ne viennent démontrer l'existence « d'un mécanisme physiologique individualisé des expressions émotionnelles ». Les malades, lésés dans cet appareil, présentent un rire ou un pleurer spasmodiques en dehors de tout sujet de gaieté ou de désolation. Or bien, « rire est le propre de l'homme » ; mais la pathologie prouve qu'il devient acte réflexe, animal, lorsqu'il est troublé dans son contrôle.

Dans la région ventrale du ventricule médian du cerveau, on est parvenu à localiser un centre régulateur du sommeil et de la veille. Jusqu'alors, une opinion assez unanimement accréditée attribuait le sommeil à la fatigue et à l'intoxication du système nerveux. L'observation cependant plaide contre cette explication, puisqu'il y a des gens qui peuvent réfréner leur envie de dormir, que d'autres dorment quand ils veulent, que

beaucoup enfin peuvent se réveiller à une heure déterminée. Ces faits témoignaient déjà en faveur d'une « fonction du sommeil » en partie soumise à la volonté. La clinique confirma la réalité de cette fonction en précisant la zone cérébrale dont la lésion entraîne l'« hypersomnie », c'est-à-dire le sommeil prolongé, impérieux, irrésistible. Elle prouva ainsi que ce centre est un « appareil de veille » maintenu en activité par des stimulations externes ou internes, détendu sous l'influence de la fatigue, marchant au ralenti dans le calme de la nuit excité par des impulsions internes, supprimé par l'effet de certaines maladies génératrices de léthargie. Le sommeil se définit donc comme le repos du système nerveux supra-segmentaire exclusivement ; car, pendant sa durée, les réflexes segmentaires et inter-segmentaires continuent à s'effectuer sans relâche, puisque le dormeur respire, retient l'urine, les matières et même peut agiter ses membres. Le rêve marque bien la persistance d'une vie psychique mais confuse, désordonnée, élémentaire. La pleine conscience exige l'intégrité et l'activité de tous les centres anatomiques rassemblés dans l'encéphale.

Les physiologistes contemporains ont émis l'opinion que le cerveau devait posséder, en même temps que le commandement de l'activité réfléchie, le contrôle des fonctions de la vie végétative et automatique : digestion, circulation, urination, défécation. Et en effet, l'expérimentation animale et la clinique humaine confirment la présence de deux centres distincts pour l'innervation de la vessie, et un centre pour l'innervation du rectum. L'excitation de certaines régions de l'écorce provoque des contractions de l'estomac et de l'intestin, et la destruction de quelques autres modifie les sécrétions salivaires et sudorales. Là réside la preuve de l'unité élémentaire, primordiale, du système nerveux de la vie psychique, l'axe cérébro-spinal, et du système nerveux de la vie organique et végétative, le sympathique. Corps et âme sont deux expressions consacrées par l'usage et conservées pour la facilité de l'étude, mais forment un seul organisme déterminé d'une façon identique dans son apparition, son développement et ses destinées.

Y a-t-il un « centre des centres » ; un « cerveau du cerveau » ; un régulateur des appareils psychiques intriqués, juxtaposés, superposés dans la masse encéphalique ; un substratum anatomique de la personnalité avec son intelligence, son caractère, son tempérament, avec ses réactions propres ? La logique biologique autorise à le croire et des recherches récentes tendent à le déterminer. Donnée curieuse et cependant rationnelle, ce centre ne se trouve pas sur l'écorce, mais à la base du cerveau, au carrefour où convergent et d'où divergent les voies issues des centres supra-segmentaires ou se rendant vers eux, dans cette région où se situent les centres de la vie organo-végétative. Il est le point de jonction, l'appareil de liaison entre les faits psychiques purs descendant de l'activité corticale, et les manifestations instinctives remontant des appareils intersegmentaires et segmentaires. Là serait le siège de l'« âme », pour appeler cette chose par son vieux nom. En effet, une lésion portant à ce niveau produit des perturbations de l'humeur et de l'intelligence en même temps que des troubles dans les sécrétions (menstruation, urination, fonction thyroïdienne).

Aujourd'hui, hardiment, on peut conclure. Le cerveau ne sécrète pas la pensée comme le rein sécrète l'urine, liquide excrémental, nocif rejeté hors de l'organisme. Mais il recueille, intègre, élabore les impressions venues de l'extérieur ou de l'intérieur pour les transformer en mouvements, sécrétions ou pensées, comme le tube digestif saisit, absorbe et assimile les aliments

pour les transformer en travail et en chaleur. La phylogénèse en surprend la première apparition dans la cellule neuro-épithéliale des coelentérés (hydres et méduses) pour en suivre le développement progressif jusqu'à l'encéphale des Primates supérieurs, comme elle laisse voir le cytostome des Infusoires ciliés devenir graduellement l'estomac des Hominiens. L'ontogénèse montre le système nerveux de l'homme partir de l'état rudimentaire dans l'embryon, passer par la phase segmentaire et intersegmentaire chez le fœtus pour s'épanouir en appareil supra-segmentaire chez l'adulte. Organe différencié de la primitive irritabilité élémentaire, issue elle-même de l'action de l'énergie cosmique, le cerveau s'avère fonction du mouvement et facteur de mouvement. Il constitue une merveilleuse manifestation de la vie universelle. — D^r F. ELOSU.

BIBLIOGRAPHIE

- VAN GEHUTCHEN. — *Les centres nerveux cérébro-spinaux*. 469 p. (Uystpruyt Dieudonné, Louvain, 1908.)
 LHERMITTE. — *Les fondements biologiques de la psychologie*. 241 p. (Gauthier-Villars et C^{ie}, Paris, 1925.)
 PIÉRON. — *Le problème physiologique du sommeil*. (Masson, 1913.)
 PIÉRON. — *Le cerveau et la pensée*. (Alcan, 1923.)
 BÜCHNER. — *Force et matière*. (Schleicher, Paris, 1906.)

CHAMBRE (LA). n. f. Diminutif par lequel on désigne une des deux assemblées législatives. Il y a en France deux Chambres : la Chambre Haute et la Chambre Basse. La Chambre Haute ou Sénat est composée de membres élus au suffrage restreint, et la Chambre Basse, ou Chambre des députés, qui tient ses assises au Palais Bourbon, est composée de membres élus au suffrage universel. Cette assemblée politique a porté, selon les époques, des noms différents. Après les Etats généraux de 1789, elle se dénomma Assemblée nationale, puis Assemblée constituante, ensuite Corps législatif et Chambre des représentants et, en dernier lieu, Chambre des députés. Si, dans les Etats despotiques, le pouvoir législatif appartient au monarque ou au chef du gouvernement ; dans les Etats démocratiques le pouvoir appartient aux Chambres législatives. C'est donc à la Chambre des députés et au Sénat qu'incombe la charge de faire les lois. En vertu même des principes qui régissent les démocraties et qui sont puisés dans les domaines de l'illusion, la Chambre ou Parlement (voir *Parlement*) agit au nom du peuple qu'elle représente et par qui elle est nommée ; elle est supposée défendre et soutenir, par l'intermédiaire de ses composants, les désirs de la majorité de la population, — ce qui serait déjà une erreur car les minorités seraient sacrifiées — mais en réalité elle est subordonnée à une infime minorité qui tire les ficelles et anime les pantins que sont les députés.

Notre ami Berton, dans son étude sur l'Abstentionisme (voir *Abstentionisme*) a signalé, d'une façon claire et précise, les raisons qui militent en faveur des thèses soutenues par les Anarchistes qui refusent de participer à la formation de ces repaires d'hommes indécents et roués, que sont les assemblées législatives.

Et même, en supposant qu'au point de vue doctrinal, la Chambre soit vraiment issue du peuple, au point de vue pratique, au point de vue des faits, l'expérience a démontré l'inopérance d'une assemblée législative, et son incapacité à résoudre un problème social quelconque. Composée d'avocats sans cause, de médecins sans clientèle, de charlatans à la recherche d'une situation, d'êtres incapables et ambitieux, elle offre le spectacle de luttes oratoires stériles, où les représentants se déchirent en apparence, mais où tous sont d'accord

pour tromper et leurrer le pauvre peuple. Il suffit d'avoir assisté quelque peu à des séances de la Chambre pour se rendre compte de son incapacité. En outre des lois qu'elle a le pouvoir de promulguer, c'est la Chambre qui a la charge de trouver les ressources de l'Etat et de contrôler les dépenses des gouvernements. On sait trop comment elle accomplit son devoir. Ce n'est pas elle qui nomme les gouvernants, mais ceux-ci, en vertu d'une coutume, qui fait force de loi, ne s'imposent jamais à une assemblée législative, et se retirent s'ils n'obtiennent pas un vote de confiance. Au nom de la république des camarades, elle fait et défait les ministères, afin que chacun de ses membres puisse, à tour de rôle, prendre place autour de l'assiette au beurre. Si la Révolution française déclara que « la loi est l'expression de la volonté générale, et que tous les citoyens ont le droit de concourir, personnellement ou par leurs représentants à sa formation », elle ne se doutait pas que, par les vices mêmes qui sont à la base du régime démocratique, les représentants du peuple trahiraient et la loi et le peuple. Bien qu'ignorante des intérêts et des besoins de la collectivité, la Chambre entend s'occuper, non pas seulement politiquement, mais économiquement, de tout ce qui compose le domaine social. Elle discute, parlemente, légifère, avec la même impudence sur toutes les questions qui lui sont soumises. Jamais elle ne se déclare incompétente. Elle sait tout, elle connaît tout. En agriculture ou en pédagogie, en matière d'armement ou d'hygiène, elle ne se contente pas d'émettre un avis ou une opinion, elle se prononce, elle décide, et c'est ce qui explique qu'elle est toujours obligée de faire et de refaire des lois, qui ne répondent jamais aux nécessités sociales. Elle exerce parfois ses pouvoirs d'une façon tyrannique. C'est la Chambre servile de 1815, dénommée « Chambre introuvable » qui vota le bannissement des conventionnels ; c'est la Chambre de 1894 et 95 qui, par peur et par lâcheté, vota les ignobles lois « dites scélérates ». C'est la Chambre de 1914, qui se mit à plat ventre devant les conquérants ; c'est la Chambre de 1922 qui, durant 26 mois, se courba sous l'autorité du petit homme Poincaré ; c'est la Chambre de 1924 — Chambre rouge pourrait-on dire — qui est incapable de redresser une situation née du dernier cataclysme. La Chambre, c'est tout le mensonge, c'est toute l'erreur, c'est toute la corruption, toute la bassesse d'un régime qui se réclame du peuple et ne cherche qu'à l'asservir.

Et pourtant, elle est l'endroit sur lequel l'homme porte les yeux. C'est de là qu'il espère voir apparaître un jour, la liberté et la fraternité ! Par quelle aberration, par quel illogisme, l'individu peut-il encore croire en la valeur de ces assemblées qui ont donné des preuves suffisantes de leur inutilité ? Depuis plus de 75 ans que le peuple français nomme des députés, et qu'il est supposé diriger la chose publique ; depuis le temps que le parlement fait des lois qui devaient assurer son bonheur, qu'a-t-il obtenu de cette Chambre toute puissante, qui continue à régner en maîtresse, et n'apporte que des désillusions et des déboires ?

Combien de temps encore le peuple devra-t-il être trompé pour comprendre que la Chambre est une institution au service de la bourgeoisie et du haut capital, où se débat les intérêts d'une faible minorité qui spéculé sur la bêtise des masses ? Il n'y a pas lieu pourtant de désespérer ; chaque jour la Chambre se discrédite un peu plus, et la confiance populaire se détache des assemblées législatives. Le nombre grandissant des abstentionnistes en est une preuve. Les temps sont proches où, balayés par le vent des révolutions, les Chambres ne seront plus qu'un souvenir et les hommes conscients éduqués se chargeront eux-mêmes de traiter leurs affaires.

CHANGE. n. m. Troc d'une chose contre une autre. Opération qui consiste à échanger de la monnaie d'un pays contre celle d'un autre pays, de l'or pour de l'argent. Prix auquel on accepte les devises des différents Etats par rapport à leur valeur-or. *Change* (lettre de). Mode de paiement employé de préférence par les personnes ayant des règlements à effectuer en pays étrangers. Les lettres de change évitent les déplacements onéreux de fonds et réduisent les opérations de banque. Dans le passé, le mot change n'éveillait pas dans l'esprit une idée capitale. Il ne représentait que les différentes opérations que nous venons d'énumérer. Le *cours des changes* n'intéressait que les milieux commerciaux, industriels et financiers. La grande masse de la population se désintéressait totalement de cette question qui paraissait plutôt d'ordre technique. Depuis la guerre, au contraire, le crédit et l'inflation, procédés ruineux auxquels tous les gouvernements ont dû recourir, ont porté cette question à l'ordre du jour et comme le prix du pain, du charbon, du sucre, du café, du coton, de la laine et de tous les objets de consommation et de première nécessité dépend directement du cours du dollar, de la livre ou du franc, tous, du banquier riche à l'humble travailleur, s'intéressent passionnément à cette *question des changes*, car le mot change, de nos jours, éveille dans notre esprit des idées de bien-être relatif ou de misère noire. Examinons donc les causes de cette crise des changes, puisque probablement de longtemps (si le capitalisme s'en sauve) pareille crise ne se produira plus.

Le mal a son origine dans la guerre. Dépouillés de ressources et contraints à des dépenses prodigieuses, les divers gouvernements entrés dans le conflit mondial durent prendre, au petit bonheur, au hasard des compétences et des circonstances, toutes sortes de mesures toutes plus dangereuses les unes que les autres. La première de ces mesures consista à retirer l'or de la circulation et à décréter le cours forcé des billets de banque émis par l'Etat. Cette mesure étant générale aux principaux Etats, leur situation respective, par rapport à la situation d'ensemble, ne pouvait pas paraître désavantageuse. Cela permit d'attendre l'ouverture de crédit, car, la quantité de billets en circulation augmenta rapidement, dans la plupart des cas, de 400 à 500 %. Une deuxième mesure consista à émettre des emprunts aussi longtemps que l'on put trouver des prêteurs. Ces procédés imposés par les nécessités de la guerre, ruinaient les Etats ; mais tous en étant au même point, cette opération n'agissait au détriment d'aucun d'eux ; seuls, les habitants de chaque pays continuaient à en supporter le poids ; car, entre temps, le coût de la vie avait augmenté dans la même proportion que la quantité de billets de banque. Chacun comptait sur la victoire de ses armées pour faire payer aux vaincus tous les frais de la guerre, comme cela était dans les coutumes depuis longtemps établies et toujours respectées. Les imbéciles qui faisaient faire la guerre n'avaient oublié qu'une chose : se rendre compte si le vaincu aurait la capacité de payer. Mais, malgré la haine idiote, la guerre s'arrêta ; les peuples reprirent une certaine indépendance économique ; l'élément des affaires l'emporta sur l'élément militaire et c'est alors qu'à la guerre tout court succéda la guerre des financiers pour la domination des grands marchés du monde. La tuerie mondiale avait fait naître et se développer prodigieusement de puissantes industries qu'il fallait à tout prix ne pas laisser disparaître, sous peine de voir disparaître aussi les scandaleux profits. De là, de suite après l'armistice, partit la crise des changes. Il ne s'agissait plus de déterminer la richesse de chacun en tenant compte de ses bonnes intentions, il s'agissait de ruiner l'adversaire pour rester maître

du marché de la production et des échanges. Les premières offensives furent dirigées contre les pays vaincus. Le mark et la couronne perdirent journellement des points. La spéculation réalisa des bénéfices formidables. L'Allemagne et l'Autriche furent littéralement vidées par le haut et le bas mercantilisme international, achetant, à l'aide de marks sans valeur tout ce qu'il était possible de revendre avec un bénéfice de mille pour cent dans les pays à change favorisé. Italiens, Français, Espagnols, Américains, Anglais, Belges, Suédois, Hollandais, Danois, Russes, Japonais, Chinois, et jusqu'aux Allemands eux-mêmes, tous les mercantis du monde participèrent à la curée avec une égale frénésie. Cela aboutit à la ruine définitive et complète des Allemands et Autrichiens (1922-1925). Se voyant irrémédiablement compromis, les Allemands, de beaucoup plus puissants et conduits par des financiers habiles, surent exploiter cette situation désespérée, et ils réussirent à payer une bonne partie de leurs dettes en fabricant, intensément et aussi longtemps qu'ils purent les faire accepter, des billets sans valeur. Cela cependant n'alla pas sans provoquer des ruines innombrables, sans déterminer une crise économique effroyable, sans bouleverser de fond en comble le système des rapports sociaux établis, sans occasionner des misères terribles et des troubles dangereux. C'est lorsque ces troubles éclatèrent, et qu'ils jugèrent la situation trop critique, que les gouvernants allemands, soutenus par leurs anciens ennemis, décidèrent de rétablir une monnaie or afin de barrer la route à la révolution. Mais si le gouvernement allemand fut acculé à la faillite, l'Allemagne ne fut jamais ruinée. Ses richesses naturelles et industrielles avaient pris, pendant la crise, un essor considérable. Seuls, les petits épargnants, possédant quelques milliers de marks, se trouvèrent complètement ruinés après la banqueroute de l'Etat ; car les gros porteurs, très experts en la matière, avaient depuis longtemps mis leur avoir à l'abri. Ainsi on peut conclure que seuls, ces petits porteurs et les salariés qui, durant toute la crise, furent payés avec du papier sans valeur, supportèrent le poids des quelques centaines de milliards engloutis dans la catastrophe.

Contrairement à une opinion générale, les choses ne se sont pas passées partout comme en Allemagne. Non, une foule de petits Etats étaient trop faibles pour employer avec succès les procédés qui avaient réussi au Reich. Entièrement asservis au capitalisme international, la plupart de ces petits pays ne pouvaient tenter une restauration financière que dans la mesure où celle-ci servait les intérêts de ce capitalisme. C'est ainsi que l'Autriche ne put stabiliser sa couronne qu'avec l'appui d'un consortium de banquiers anglo-saxons créé à cet effet. Naturellement, de tels consortiums ne prêtent que contre des garanties de premier ordre, telles que l'exploitation des chemins de fer, des postes, monopole des tabacs, des allumettes, etc., etc., et cela, comme on le conçoit, ne va pas sans de sérieux désavantages pour l'ensemble de la population du pays qui doit accepter de pareilles conditions. Mais c'est là la rançon du capital et il faut la payer.

En 1926, d'autres pays, tels que l'Italie, la Belgique et la France, moins appauvris que l'Allemagne et plus puissants que les petits Etats qui ne peuvent sauvegarder leur indépendance, sont encore en pleine crise et à la recherche d'une solution satisfaisante. Le poids formidable de leur dette intérieure et extérieure, ajouté aux dépenses énormes qu'exige leur politique terriblement impérialiste, provoque une baisse continue et dangereuse de leur monnaie respective. A la suite de cette baisse, ces pays ont dû suspendre ou réduire leurs paiements. Cela n'a fait qu'aggraver la crise et

c'est la course rapide vers la ruine. Mais de quelle ruine s'agit-il ? Pas de la ruine définitive de l'Etat qui, même après sa faillite, saura encore trouver ses moyens d'existence, mais comme toujours de celle des petits porteurs et des salariés qui ne pourront recourir à aucun moyen efficace pour se garantir contre la dépréciation.

Cependant, pour sauver les apparences, des efforts sont tentés. L'Italie, pour stabiliser son change, a signé des accords avec ses principaux prêteurs. Aux termes de ces accords, elle doit, pendant *plus de soixante années*, rembourser intérêts et principal, ce qui représente, étant donné l'importance des dettes, une dime terrible à prélever durant plus d'un demi siècle sur le malheureux peuple italien. De façon que le travailleur de ce pays devra, durant sa vie entière, payer au financier international, la redevance que jadis il payait au seigneur. Mais peut-on au moins dire que ces accords ont amélioré la situation passagère en réalisant la stabilité momentanée des changes ? Non, car d'ores et déjà, on peut affirmer que le sort de la lire reste lié à la politique du gouvernement et qu'elle ne se maintiendra que dans la mesure où celui-ci pourra contracter de nouveaux emprunts pour souscrire aux engagements pris ; car, malgré qu'il soit saigné à blanc, le peuple italien ne peut, à lui seul, fournir à l'Etat toutes les ressources dont celui-ci a besoin pour équilibrer ses budgets. Le sort de la lire reste donc incertain. Sur ce point, comme sur tant d'autres, le gouvernement fasciste se montre aussi impuissant que n'importe quel autre.

En Belgique, ce sont les socialistes qui ont tenté la stabilisation de la monnaie nationale. Dans ce but, ils ont négocié et obtenu une garantie de *cinq milliards or*. Forts de cette garantie, ils décrétèrent que le billet de cent francs ne vaudrait plus que X, mais que désormais, il serait, comme avant 1914, remboursable en or. Et c'est à l'aide de ce procédé que, durant quelques semaines, on parvint à arrêter la dégringolade du franc belge. Mais au dernier moment, les banques devant avancer les cinq milliards or y mirent de telles conditions que celles-ci furent jugées inacceptables. Et le franc belge reprit sa course vers l'abîme. La crise économique déterminée par les fluctuations constantes du change n'était pas atténuée. La solution socialiste (si toutefois on peut l'appeler de ce nom), aboutissait au même fiasco que la solution fasciste. En proie aux mêmes difficultés, au moment même où ces diverses tentatives de restaurations financières échouaient si lamentablement, la France, au lieu de rechercher un remède à ses maux, reste complètement désorientée, mais, sans pour cela renoncer aux dépenses fabuleuses qu'exige sa politique impérialiste. Elle attend, et cela semble devoir lui suffire ; toutefois, cela ne suffit pas à ses créanciers qui réclament et savent exiger des comptes, en faisant baisser sa monnaie. C'est ainsi que la situation prend un caractère subit de gravité.

Le franc qui, depuis 1920, ne perdait du terrain que pied à pied, descend brusquement à trois sous sur les places les plus favorisées. La crise économique vient doubler la crise financière. Des impôts accablants et toujours insuffisants contribuent largement à la hausse précipitée des produits. En quelques semaines, la puissance d'achat des salariés et des petits rentiers diminue de moitié, et les patrons et l'Etat, ne voulant rien entendre pour augmenter salaires et pensions, l'état de misère générale augmente chaque jour. Partout, à l'usine ou dans la rue, chez le vendeur et chez l'acheteur, il n'est question que du prix de la livre et du dollar. Cela peut-il durer indéfiniment ? Non ; il faudra bien trouver une solution quelconque. Attendre encore devient impossible. Que fera-t-on ? Décrètera-t-on que

le billet de cent francs n'en vaut plus que de dix, mais qu'il sera remboursable en or ? Par ce procédé, dépouillera-t-on les petits des neuf dixièmes de leur avoir ? Etablira-t-on une nouvelle monnaie or, au risque de paralyser complètement le commerce et l'industrie ? Continuera-t-on, au contraire, la politique d'inflation, afin de ruiner totalement la petite épargne ? Peu nous importe. Entre ces procédés, également mauvais, nous ne voulons pas choisir : tous tentent à replâtrer un système périmé.

L'annulation des dettes, de toutes les dettes, le retour à une politique de sagesse et d'économie, la collaboration fraternelle des peuples pour l'œuvre de reconstruction des ruines, sont les seuls moyens propres à mettre un terme définitif à l'effroyable crise économique qui ravage le monde. Mais de cette solution, indiquée par le bon sens, égoïstes et aveugles, défenseurs maladroits des privilèges et des richesses mal acquis, les gouvernements ne veulent point entendre parler.

A première vue, il semble que la situation n'est pas aussi tragique que nous l'indiquons et que de pareils faits se sont reproduits sans inconvénients graves au cours de l'histoire. Cela n'est vrai qu'en apparence. La faillite de la banque de France sous Louis XV, la machine à fabriquer les assignats sous la Révolution française, les faillites des banques nationales de divers Etats d'Europe et d'Amérique ne dépassaient guère le cadre national et, l'auraient-elles dépassé, elles n'atteignaient jamais qu'un ou deux pays et ne troublaient jamais beaucoup la situation de l'ensemble. De plus, en ces temps lointains, les rapports internationaux étaient encore presque nuls. A cette époque, en l'absence de monnaie stable pour déterminer la valeur, on pouvait avantageusement utiliser le troc et cela se pratiquait d'ailleurs couramment, dans le commerce avec les Indes, l'Afrique et l'Amérique. Dans ces conditions, les fluctuations constantes du papier monnaie n'avaient aucune répercussion grave. En 1926, il n'en est plus de même. D'abord parce que la crise financière est générale, ensuite parce que la facilité des transports, la rapidité des relations, le développement prodigieux de la science, de l'industrie, du commerce ont créé des rapports et des besoins que nous sommes forcés de satisfaire. L'Europe, de nos jours, forme un ensemble plus compact et plus facilement pénétrable que la France de Napoléon ou une province sous Louis XIV. De là, la différence fondamentale entre la situation d'alors et celle d'aujourd'hui.

Au surplus, il faut ajouter que, vainqueurs ou vaincus de la grande guerre, tous ont également souffert de leur incommensurable folie ; c'est ainsi que les *pays riches* sont précisément ceux où le *prolétariat est le plus misérable*, parce que machines et usines s'arrêtent pour la raison bien simple que les actionnaires des grandes usines et des grandes industries préfèrent faire fabriquer dans les pays à change bas. Quant aux pays à monnaie dépréciée, ils sont littéralement mis au pillage par ces mêmes capitalistes qui rendent ainsi la vie impossible à ceux qui doivent y travailler et y vivre.

Ainsi le mal pénètre partout, il atteint tous les pays, mais nulle part cependant il ne frappe les privilégiés de la fortune : défiant le destin, ceux-ci peuvent toujours se mettre à l'abri du malheur. Partout, ces privilégiés s'opposent aux accords généreux, aux solutions intelligentes qui mettraient fin à une si lamentable situation. Comme les poux sont faits pour vivre dans la saleté, ils sont faits pour vivre des profits que leur rapportent l'exploitation et le gaspillage des deniers publics. Et, en dehors de la Révolution sociale, rien, absolument rien, ne peut nous débarrasser de ces para-

sites dangereux qui empoisonnent l'air que nous respirons. — S. FÉRANDÉL.

CHANSON. La chanson est une forme assez aimée des poètes. Elle est aussi une forme assez connue de la poésie pour que ne lui soit point contestée la place qu'elle mérite dans la littérature universelle des peuples.

La Chanson est populaire partout. Il n'est point de pays où elle soit ignorée. On pourrait même dire qu'elle est pour certains peuples l'unique littérature.

Les ignorants, les illettrés de partout — même s'ils ne savent chanter — aiment la Chanson.

Il est probable que la Chanson a devancé, dans certains pays, la littérature nationale. Mais on peut dire également qu'elle figure honorablement parmi les chefs-d'œuvre de la littérature de divers pays et particulièrement de la France.

N'est-il pas, en effet, de nos chansons françaises qui sont de parfaits petits poèmes par leur forme même, par leur expression heureuse, permettant de les interpréter sans musique bien qu'ils soient destinés à être mis en musique et à être chantés ? Evidemment, la Chanson réclame l'union intime de la musique, même si le rythme des vers semble pouvoir s'en passer. Une musique et une poésie bien adaptées l'une à l'autre se donnent mutuellement une valeur qui sont le charme même de la chanson.

Mais si, dans une œuvre littéraire, il y a, en plus de la perfection de la forme, le sujet qu'exprime cette œuvre, dans le petit poème qu'est la chanson n'est-ce pas le sentiment joliment exprimé qui en fait la valeur ?

Or, la Chanson est belle et riche quand elle sait exprimer l'état d'une civilisation ; quand elle évoque des événements ou des faits d'une époque ou d'une nation, d'une personnalité ou d'une région ; quand elle dépeint un état d'âme ; quand elle contribue à perpétuer les fastes historiques d'un règne, d'un peuple, d'une nation ou qu'elle les critique.

Et n'est-ce pas là, justement, l'origine de la Chanson ? Elle a devancé l'Histoire et suppléé la Presse.

La Chanson est une forme d'art qui, mieux que la peinture et la sculpture, nous donne la plus réelle image du passé tant on la sent intimement mêlée à la vie de ce qu'elle raconte ou rappelle, critique ou glorifie !

C'est la chanson, dans sa naïveté, qui nous a conservé fraîche et vraie l'image des mœurs d'autrefois et nous a tracé, en traits rudes ou fins, des caractères qui révèlent une époque et marquent les évolutions d'une race.

Dans nos vieilles chansons de France, pieuses ou gail-lardes, c'est bien le visage du passé, c'est bien l'âme du peuple aux siècles antérieurs à celui que nous vivons qui se présentent à notre esprit et réveillent les souvenirs que nous pouvons avoir des lectures et des études où nous avons eu l'illusion de revivre le passé. La chanson souvent nous désillusionne de l'histoire en nous montrant, sous des traits plus caractéristiques, certains événements et certains personnages. La chanson française, pour peu qu'on se plaise à l'étudier, nous montre bien la pensée populaire de la France. Elle nous la fait revivre à chaque époque de notre histoire, tantôt inquiète et fanatisée, tantôt sceptique et spirituellement moqueuse, enfin, tour à tour prime-sautière et profonde, mélancolique et passionnée et, au seuil de la grande époque révolutionnaire, passant soudain d'une chanson grivoise pleine d'insouciance à la menace des chants précurseurs du bouleversement de 1789.

La chanson populaire est celle qui reflète le mieux — même si elle s'éloigne des règles de la littérature proprement dite — par ses fréquentes évocations des

caractéristiques du peuple, les états d'âme collectifs faits d'espoirs, d'amours et de joies qu'on aime tant dans les vieilles chansons. Bien souvent, ces chansons sont vraiment œuvres collectives. Il en est, dont on ne connaît jamais le ou les auteurs. Cet anonymat est curieux. Ainsi, un bon bougre soupire ou sanglote et, pour se consoler, rime tant bien que mal sa peine ou son amour ; et voilà que sa chanson passe de bouche en bouche sans qu'on sache ni d'où ni de qui elle vient. Mais si, au lieu de l'homme saignant sa vie, c'est un autre, ivre de joie, vibrant d'espoir qui clame son bonheur devant une bouteille de bon vin, c'est encore une chanson qui se répand, s'enrichissant de termes nouveaux, d'images drôles et familières et d'un accent de terroir qui s'accordent et s'harmonisent aux rythmes consacrés, se transmettant aussi de bourg en bourg, de village en village, de ville en ville, de cité en cité, de province en province et devenant une chanson nationale se transmettant de siècle en siècle.

C'est bien la chanson populaire simple, rudimentaire, parfois puérile, souvent charmante, œuvre de tous et de personne, ne se transformant que pour mieux s'adapter, qui est venue jusqu'à nous et qu'on se plaît à entendre et à chanter soi-même. Est-ce un chef-d'œuvre ? Quelquefois. Par l'expression du sentiment, la chanson touche du coup la pure beauté littéraire.

C'est ce qui, sans doute, la faisait juger ainsi par Montaigne quand il écrivit : « La poésie populaire et purement naturelle a des naïvetés et grâces par où elle se compare à la principale beauté de la poésie parfaite selon l'art : comme il se voit être villanelles de Gascogne et aux chansons qu'on nous rapporte des nations qui n'ont connaissance d'aucune science, ni même d'écriture. »

Ainsi, en marge même de toute littérature, une chanson populaire peut atteindre au chef-d'œuvre par sa grâce, sa naïveté, sa fraîcheur, sa franchise.

C'est surtout du ^{xv}e siècle que nous viennent les chansons les plus accessibles à la compréhension actuelle de ce qu'on désigne, même parmi les amateurs de belles-lettres, sous le nom de gros ou grand public. Il est de fait que la période antérieure au ^{xv}e siècle nous fournit, certes, de belles chansons, mais il faudrait plus de texte à l'explication et plus d'annotations pour les rendre intelligibles qu'il ne faudrait de place pour les publier.

D'ailleurs, c'est au ^{xv}e siècle seulement que, non seulement en France, mais dans plusieurs pays de l'Europe, on vit la plus riche éclosion de la poésie populaire. Cette poésie, dit Gaston Paris, dans la préface à un recueil de chansons populaires, se distingue nettement de l'époque précédente. Elle est, ajoute-t-il, restée la base et le modèle de la poésie populaire qui a suivi et de celle qui se produit encore. Par une réaction remarquable, elle s'est dégagée à l'époque où la littérature proprement dite est la plus éloignée de la nature, de la simplicité et du sentiment vrai.

Par le sujet ou par l'expression, les chansons du ^{xv}e siècle se rattachent bien à la tradition poétique antérieure. Bien que d'inspiration populaire, la forme de certaines d'entre ces chansons révèlent des poètes habiles et délicats dont les noms sont restés ignorés de nous. Toutes ces chansons du ^{xv}e siècle contiennent, mieux que celles des époques suivantes, une véritable poésie en même temps qu'une image fidèle de ce siècle et de ses mœurs. Il faudrait, pour s'en convaincre, avoir sous les yeux les chansons d'amour et les chansons satiriques ou historiques, ainsi que les pastourelles et les rondes dans leur variété. En voici une qui se chante sur un air qui est du ^{xv}e siècle :

L'AMOUR DE MOI S'Y EST ENCLOSE

*L'amour de moi s'y est enclose
Dedans un joli jardinet
Où croît la rose et le muguet
Et aussi fait la passerosse.*

*Ce jardin est bel et plaisant ;
Il est garni de toutes fleurs ;
On y prend son ébattement
Autant la nuit comme le jour.*

*Hélas ! il n'est si douce chose
Que de ce doux rossignolet
Qui chante au soir, au matin ;
Quand il est las il se repose.*

*Je la vis, l'autre jour, cueillir
La violette en un vert pré,
La plus belle qu'onques je vis
Et la plus plaisante à mon gré.*

*Je la regardai une pose :
Elle était blanche comme lait
Et douce comme un agnelet,
Vermeillette comme une rose.*

Dans le même genre mignard, voici une autre chanson dont le premier vers fait aussi le titre :

VRAI DIEU, QUI M'Y CONFORTERA

*Vrai Dieu, qui m'y confortera
Quand ce faux jaloux me tiendra
En sa chambre seule enfermée ?*

*Mon père m'a donné un vieillard
Qui, tout le jour, crie : « Hélas ! »
Et dort au long de la nuitée.*

*Il me faut un vert galant
Qui fût de l'âge de trente ans
Et qui dormît la matinée.*

*Rosignolet du bois plaisant,
Pourquoi me vas ainsi chantant,
Puisqu'au vieillard suis mariée ?*

*Ami, tu sois le bienvenu :
Longtemps ah ! que t'ai attendu
Au joli bois sous la ramée.*

Toutes ces chansons du ^{xv}e siècle ont le même charme et l'on ne sait vraiment laquelle choisir pour en donner échantillon.

Je me garde bien de citer celles qui ont une tendance historique ou guerrière, mais dont l'originalité fait la seule valeur en dehors de la forme qui est bien celle de la chanson facile à retenir malgré son nombre considérable de couplets. Ce sont des sortes de complaintes ou plutôt les complaintes que nous connaissons semblent être une mauvaise imitation de ces chansons. Elles étaient un moyen de répandre la gloire de héros légendaires ou inconnus et de raconter les hauts faits de seigneurs et autres batailleurs, des époques où la presse n'existait pas, pour entretenir les peuples dans le mensonge et l'admiration de ce qu'ils n'avaient ni vu ni connu. Les trouvères et les troubadours étaient les auteurs et les interprètes de ces chansons populaires.

Mais la vraie chanson du ^{xv}e siècle est heureusement venue, souvent très courte, mais combien jolie, telle celle-ci encore :

VOICI LA DOUCE NUIT DE MAI

*Voici la douce nuit de mai
Que l'on se doit aller jouer,
Et point ne se doit-on coucher :
La nuit bien courte trouverai.*

*Devers madame m'en irai,
Si sera pour la saluer
Et par congé lui demander
Si je lui porterai le mai.*

*Le mai que je lui porterai
Ne sera point un églantier,
Mais ce sera mon cœur entier
Que par amour lui donnerai.*

Ces spécimens de la chanson au xv^e siècle peuvent donner une idée de la façon poétique de tourner un couplet et de former une chanson qui ne peut déplaire à quiconque aime la chanson pour elle-même.

..

Le chant populaire, au xv^e siècle se développe avec une abondance telle que Rabelais, dans son *Pantagruel* en peut énumérer environ deux cents sur des airs populaires.

Parmi ces chansons, il en est de bien gaillardes. Elles n'en sont pas moins belles et ont alors un accent de franchise et de liberté qui compense leur libertinage.

Chaque province a fourni ses chansonniers et les chansonniers gaillards sont de partout. Ne contribuent-ils pas à donner au peuple de chaque siècle ce rayon de gaieté qui lui fait oublier sa misère ?

La chanson se perfectionne durant tout le xvi^e siècle.

Les airs populaires sont en faveur et cela donne naissance au genre de la « chanson musicale » où les airs connus, reproduits avec leurs paroles, servent de thème à de véritables compositions de musique, ordinairement traitées à quatre parties vocales par des musiciens de profession avec tous les raffinements du contre-point.

Nous sommes alors au temps des guerres de François I^{er} avec leurs gloires et leurs horreurs ; il y a dans tout le pays des bandes armées qui ravagent les villes et les campagnes du doux pays de France ; il y a les troubles affreux de la Ligue et d'autres calamités encore pour le peuple qui trime. Les chansons de cette époque évoquent souvent tout cela. Les poètes s'en inspirent en des poésies suggestives. Les chansonniers font de même et leurs œuvres ne sont pas sans valeur historique et littéraire. Au début du siècle, quelques chansons font bonne figure dans la littérature. Par exemple, il est des chansons charmantes qui ne sont rien de moins que des poésies signées du bon poète Clément Marot et qui sont réellement chantées. Des œuvres célèbres des poètes de la Renaissance sont de véritables chansons. On en possède les airs et elles furent très populaires et ne contribuèrent pas peu à la gloire des chansonniers dans maintes provinces de France. Toute la pléiade a contribué à la gloire de la chanson, comme la chanson a contribué à la leur. Ronsard, Rémy Belleau, Clément Marot d'abord ; Le Roux, de Lincy, Claude de Pontoux, ensuite ; puis, Gilles Durant, Desportes, Marie Stuart et Henri IV lui-même, sont les signataires de belles chansons du xvi^e siècle, sans porter cependant le moindre préjudice à la chanson anonyme des xv^e et xvi^e siècles, la vraie chanson populaire.

Une fois encore, laissons de côté la chanson historique, trop longue pour être citée, et ne reproduisons que celle-ci, bien courte et bien belle, de Clément Marot :

PLUS NE SUIS CE QUE J'AI ÉTÉ

*Plus ne suis ce que j'ai été,
Et plus ne saurais jamais l'être :
Mon beau printemps et mon été
On fait le saut par la fenêtre.*

*Amour, tu as été mon maître,
Je t'ai servi sur tous les Dieux :
Ah ! si je pouvais deux fois naître,
Comme je te servirais mieux !*

Clément MAROT.

Il y a encore celle de Ronsard, trop connue de nous et pas assez de tant d'autres :

MIGNONNE, ALLONS VOIR SI LA ROSE....

*Mignonne, allons voir si la rose
Qui, ce matin, avait déclose
Sa robe de pourpre au soleil
A point perdu cette vêprée
Les plis de sa robe pourprée,
Et son teint au vôtre pareil.*

*Las ! voyez comme en peu d'espace,
Mignonne, elle a dessus la place,
Las ! las ! ses beautés laissées choir !
O vraiment marâtre Nature,
Puisqu'une telle fleur ne dure
Que du matin jusques au soir !*

*Donc, si vous me croyez, mignonne,
Tandis que votre âge fleuronne
En sa plus verte nouveauté,
Cueillez, cueillez votre jeunesse :
Comme à cette fleur, la vieillesse
Fera ternir votre beauté.*

RONSARD.

..

Le dix-septième siècle est celui où l'on a beaucoup chanté, paraît-il, dans toutes les classes de la société. Dans l'aristocratie on cultiva le chant. Les airs vont avec les paroles ; ils sont « précieux », et affectés à la cour.

Ce genre maniéré n'est pas celui du peuple, qui conserve à la chanson son allure gracieuse et libre, se ressentant pourtant des chansons de la cour et de celles du Pont-Neuf. Celles-ci étaient souvent fort grossières, mais toujours satiriques et elles valaient à leurs auteurs des ennuis judiciaires — comme aujourd'hui un article de journal d'avant-garde en vaut à son rédacteur.

A cette époque, s'épanouit la *Brunette* genre la chanson galante et champêtre sur des thèmes de tradition populaire, mais les couplets en sont soignés, stylisés ; pourtant, ils gardent leur primitive naïveté.

C'est le siècle de Malherbe et de La Fontaine ; c'est celui du pauvre Scarron ; c'est celui de Bussy-Rabutin et de Haguenier ; puis, encore, de Marigny et de Quinault ; de Coufange, Chaulieu, Regnard, Lainez, La Fare, Fontenelle, Dufresny, etc., etc.

Autant de poètes semblent vouloir concurrencer les chansons si populaires que sont les brunettes, les rondes et les légendes mises en couplets par tant d'anonymes aussi glorieux qu'inconnus, car ils sont le Peuple lui-même chantant ses chansons. Le Peuple est chansonnier, sachons-le ; sa production est féconde et traverse les âges. Il nous a chanté et nous chante le Passé pour nous distraire, nous instruire et nous reconforter. Il chante le Présent et il chante l'Avenir, traduisant nos espoirs, nous entraînant vers nos destinées. Il chante toutes les ivresses de la vie, mais il chante aussi l'Histoire dans ses événements les plus douloureux et les plus héroïques.

C'est ainsi que le dix-huitième siècle, malgré les tendances si diverses qui se partagent l'âme française, se trouve exprimé tour à tour par la chanson. Ce sont d'abord les chansons de tendresses bachiques ressemblant assez aux contes licencieux de certains écrivains de la cour du roi Louis XV. Il y a de l'esprit, de la sécheresse de cœur, du scepticisme.

Piron, Collé, Gallet, Pannard, tous les chansonniers du *Caveau* rivalisent de verve, de gaieté, de malice.

Puis, c'est la romance qui traduit la sensiblerie ambiante du Trianon avec ses bergeries.

Mais voici maintenant, se faisant la traductrice fidèle des sentiments populaires, la chanson enthousiaste, menaçante, vengeresse qui accompagne le Peuple sur la route ouverte à son affranchissement par la Révolution Française.

Voilà que, subitement, les chansonniers libertins, buveurs, paillards se découvrent une mission sacrée d'entraîneurs, de susciteurs d'énergie, d'apôtres d'une foi nouvelle. Ils traduisent en chants les plus beaux sentiments d'émancipation humaine exprimés par les philosophes au cours de ce grand siècle et de ceux qui l'ont précédé.

Les chansons frivoles se taisent. On oublie : « *Il pleut, il pleut, bergère* », de Fabre d'Eglantine, pour ne plus chanter que la *Marseillaise*, de Rouget de l'Isle. C'est la Révolution !

..

Les idées sociales vont naître, puisque les idées politiques sont en pleine maturité. Ces idées révolutionnaires qui se sont manifestées par la Chanson vont continuer. Les chants révolutionnaires maintenant ne disparaîtront plus de la chanson française. Le dix-neuvième siècle en sera tout imprégné malgré les secousses politiques de réaction produites pour ramener le Peuple au bon temps de la Monarchie absolue. Ce ne sera pas le siècle de la Révolution, ce sera celui des révolutions.

Cela n'empêchera pas les chansonniers du *Caveau* de renaître, ni Béranger, après Désaugiers, d'entretenir la Chanson française.

La chanson populaire est plus que jamais représentée en ce dix-neuvième siècle. Béranger fait sa propagande républicaine par le *Roi d'Yvetot*. Et Bérat égale Châteaubriand par *Ma Normandie*.

Pierre Dupont chante *Les Sapins*, *Les Bœufs*, le *Chant de l'Ouvrier*. Puis, Xavier Privas fait aimer l'Amour et la Beauté en chantant la Bonté. Viennent alors les chants révolutionnaires, écrits avec des larmes et du sang, par de véritables poètes qui sont du Peuple et veulent, avec une conviction farouche, son bonheur intégral par la Révolte collective des prolétaires !

Il est bien difficile de faire un choix parmi tant d'œuvres et de chefs-d'œuvre de la Chanson contemporaine.

Aussi, résumons-nous.

La chanson n'a d'autre genèse que celle expliquée en ces quatre vers par un poète chansonnier, nommé Ernest Chebroux :

O chanson ! Rayon de gaieté,
Un Dieu dut t'envoyer sur terre
Pour faire oublier la misère
Dont le genre humain est doté.

De tout temps, répétons-le, les hommes ont chanté. Les plus doux sauvages des temps anciens et des régions inconnues comme les plus barbares civilisés de la plus haute antiquité ont certainement exprimé leurs sentiments par des accents rythmés sur des tons plus ou moins harmonieux. On peut croire et dire, avec Julien Tiersot, que « la chanson est la première forme sous laquelle les peuples ont conçu la poésie et la musique ». Et l'on peut ajouter, avec Georges Normandy, « que non seulement vers et mélodie sont nés ensemble d'une même inspiration, engendrés en quelque sorte l'une par l'autre », mais encore que la chan-

son n'a pas été inventée et qu'elle est née toute seule, avec le sentiment dans l'animal humain, sous toutes les latitudes et à toutes les époques.

Les Peuples se sont rués les uns sur les autres en chantant de rauques chansons. Leurs chefs guerriers ont été déifiés par la chanson, comme au cours des siècles ils ont été critiqués, menacés, exécutés en chantant.

Le Chanson a gouverné. On a pu dire qu'en France l'ancien gouvernement, déchû par la Chanson avant de l'être par l'action, fut « une monarchie absolue, tempérée par des chansons ».

La Fronde fut connue du Peuple et entretenue par la chanson.

Les femmes du peuple s'en furent à Versailles en chantant, pour ramener à Paris affamé le Boulanger, la Boulangère et le petit Mitron.

La chanson a évolué avec le Peuple. Elle est toute la poésie de l'évolution du Peuple et l'on peut dire que si les mœurs ont influé sur la chanson, celle-ci a également influé sur les mœurs.

La Chanson accompagne toujours le Peuple dans son évolution. C'est elle qui note et traduit les sentiments, les colères et les révoltes du Peuple.

C'est elle qui exalte ses espoirs et lui fait marquer le pas sur le chemin de son émancipation. Elle pleure, chante, rit, gronde avec lui. Elle est fille des grands cœurs et des beaux esprits.

Elle est gaie, elle est triste, selon les variations humaines puisqu'elle est la compagne fidèle du bon Peuple qu'elle berce, qu'elle encourage, qu'elle anime, qu'elle instruit.

Les bons chansonniers ont raison de vouloir que la Chanson du Peuple soit au Peuple, car le Peuple l'aime. Il est né avec elle ; il a grandi, lutté avec elle.

Le Peuple et sa Chanson, c'est l'avenir. — Georges YVETOT.

CHANTAGE. n. m. Manœuvre qui consiste à abuser de la confiance de quelqu'un, et à lui extorquer des fonds sous la menace de révéler des secrets qui peuvent lui être préjudiciables. Le chantage est un acte indélicat au plus haut point et avilit celui qui en use. Il est cependant entré dans les mœurs de la vie courante, et s'il constitue un délit puni par les tribunaux, il est surtout pratiqué sur une grande échelle par ceux qui prétendent être les défenseurs de l'ordre et de la morale.

Toute la presse bourgeoise vit de chantage. Chantage individuel, collectif, national, diplomatique, politique. Que de journaux puisent le plus clair de leurs ressources dans le chantage ! Il leur suffit de connaître ou de soupçonner les dessous d'une affaire financière véreuse, un traité diplomatique de nation à nation que les gouvernants intéressés veulent garder secret, les vices ou les travers d'un homme politique influent, pour qu'immédiatement, sous la menace de révélations scandaleuses, on fasse chanter les intéressés.

Que de drames, que de crimes, que de réputations salies, que de vies brisées ont été déterminés par le chantage ! Il n'y a pas grand'chose à faire pour se défendre contre lui, car le maître chanteur est un être sans scrupule pour lequel la fin justifie les moyens, et l'oreille populaire écoute plus facilement la calomnie que la raison. Engendré par la boue capitaliste, le chantage exerce une puissance formidable et pénètre partout. Il faut le combattre comme toutes les armes jésuitiques et s'éloigner des individus assez malpropres pour s'en servir.

CHARITE. n. f. Les deux premiers sens indiqués par Littré sont : 1° « Amour du prochain » ; 2° « Acte de bienfaisance, aumône ».

Pour que la seconde signification ait pu dériver de la première, il a fallu que l'idée d'amour, alourdie d'on ne sait quoi de grossièrement protecteur, glissât un peu bas le long du concept de pitié. Aujourd'hui, la charité — parfois on précise et on dit la charité chrétienne — n'est plus nommée qu'avec dégoût par les êtres un peu dignes. Ils ne veulent ni la recevoir humblement ni la faire dédaigneusement. Pourtant, ce mot qui sent la soupe distribuée aux portes d'un couvent, fut beau et parfumé en sa prime jeunesse. *Charité* découle du grec *charis*, comme le nom même des Grâces, ou, pour répéter nos poètes du xvr^e siècle, des Charites. Avant d'être rendu nauséux par l'abjection chrétienne, il disait non la pitié mal penchée, le secours dédaigneux et l'inégalité dégradante pour le bienfaiteur comme pour le protégé, mais l'amour d'autrui avec son cortège de sourires ravis, de charmes émus, d'attentions discrètes. Dans ce premier sens, il est la création des stoïciens. Cicéron nous explique comment ils opposaient la vaste « charité du genre humain », *caritas humani generis* moins aux amitiés choisies et exclusives des épicuriens qu'à la défensive et offensive solidarité civique vantée par les péripatéticiens et les autres esclavagistes. A l'odieuse formule d'Aristote : « L'homme est un animal politique », ils opposaient la vraie maxime de large et égale charité : « L'homme est, par nature, ami de l'homme ».

Certains mots ont traîné, hélas ! dans trop de boue pour qu'on les puisse laver. Comme au sac d'une ville meurt la femme violée par trop de soldats, les chrétiens ont tué de trop de souillures un terme qui fut souriant et profond, que nul effort ne fera revivre. — HAN RYNER.

CHARLATANISME. n. m. User de ruses et d'artifices pour exploiter la crédulité publique et s'attirer la sympathie ou la confiance des foules. On appelle « charlatans » les opérateurs, les droguistes, les « dentistes » qui, sur les places, les marchés et les foires, débitent des paroles et surtout des produits de provenance et d'efficacité douteuses.

Il est des charlatans plus dangereux et, naturellement, mieux cotés. On les rencontre dans les académies, les officines, les laboratoires et les parlements. Ceux-là jouissent de l'estime publique.

La médecine, qui devrait être une science au service de l'humanité, n'est souvent que du charlatanisme. Le pauvre malade, animé par l'instinct de conservation se laisse facilement convaincre par tous ceux qui spéculent sur la santé d'autrui, et lui assurent la guérison et c'est ce qui explique le succès du charlatan qui trouve toujours des dupes.

Dans les prétoires, dans les cours de justice, ce sont les avocats, ces « défenseurs de la veuve et de l'orphelin », qui prennent la place du charlatan médical. Le pauvre bougre qui est pris dans les mailles de la justice est une proie facile, qui ne cherche qu'à être convaincu, et les belles paroles de l'homme de loi brisent toutes ses hésitations.

C'est aussi à l'église que s'exerce le charlatanisme et c'est ensuite sur les tréteaux électoraux où les candidats menteurs et sans vergogne promettent n'importe quoi et à n'importe qui, pourvu qu'ils obtiennent les suffrages des électeurs abasourdis et grisés d'illusions.

Combien sont inoffensifs les petits camelots qui débitent leur marchandise sur les places publiques et, tout en vivant modestement, ne font de tort à personne,

à côté de ces charlatans légaux qui accomplissent leur besogne à l'abri des lois !

Dans une société où tout se vend et tout s'achète, il est normal de considérer le charlatanisme comme une qualité et il n'y a pas lieu de s'étonner de la place qu'il prend dans la vie sociale.

CHARNIER. n. m. (du latin *carnarium* ; de *caro*, *carnis*, chair). — Anciennement, cimetière. Endroit dans lequel on enterrait ceux à qui leur fortune permettait d'être séparés du commun des morts. Aujourd'hui, le mot n'est plus usité dans ce sens, mais sert à désigner un amas de cadavres, consécutif à une catastrophe, un cataclysme ou une guerre. Le mot charnier est entré dans le langage courant pour symboliser les effroyables catacambes issues des horribles carnages, tueries et massacres en masse qui caractérisent plus spécialement les guerres.

CHARPENTIER. L'antérieur rudimentaire coupeur de bois, le bûcheron, charpentier primitif, est le plus ancien artisan qui employa le bois brut aux huttes et aux simples usages, plus tard aux constructions, en l'équarissant et en le joignant par des assemblages. De vieilles images et gravures imaginatives représentent quelques constructions et des intérieurs ; mais ce ne sont pas des documents positifs des choses telles qu'elles existèrent, comme se le sont imaginé des illustrateurs. Les vieux écrits gravés sur la pierre des asiatiques et des égyptiens nous renseignent un peu mieux ; ils indiquent que les charpentiers exécutèrent, avant les civilisations grecques et romaines, de sérieuses constructions en bois. Il en est de même des époques gallo-romaines et gallo-françaises qui ne nous laissent aucune attestation en bois ; nous ne sommes renseignés que par de vieux parchemins, qui marquent que les maisons royales, romaines et gauloises, occupaient des charpentiers pour la construction et l'entretien des ouvrages divers : ponts, bateaux, faîtages, portes, bancs, charnières, chariots, roues d'une seule pièce, etc. Après Dagobert la documentation écrite est plus précise et depuis Charlemagne le charpentier est affirmé dans sa science.

L'époque romane nous laisse supposer que les entrées des temples et des édifices avaient des portes en bois, que des poutres et des arbalétriers en soutenaient les parties. Les vestiges des xii^e et xiii^e siècles montrent que le travail du charpentier dans les pays de l'Europe Centrale et Occidentale a peu progressé depuis les premiers siècles. Le bois est encore et presque entièrement équarri et travaillé à la cognée et à la hache. Il faut arriver au xiii^e siècle et au gothique pour avoir des pièces de bois rongées par le temps qui nous renseignent sur le charpentier avec des outils transformés qui permettent de raboter, équarir, assembler, moulurer et sculpter. Les maisons en bois du xv^e siècle qui existent encore dans les vieilles villes, attestent qu'à la fois la science et l'art de la charpente atteignirent un développement considérable, qui se continua dans les beaux travaux des cathédrales, des châteaux et des maisons civiles de la Renaissance. Puis, les métiers se différencièrent, se spécialisèrent ; le charpentier abandonnait en partie la gouge et les petits outils au menuisier, pour ne construire que les combles, les escaliers, les encorbellements et les échafaudages qu'utilisaient les tailleurs de pierre, maçons, sculpteurs. Depuis 1850 où la charpente en fer fut employée aux petites et aux grandes constructions, la technique de l'ouvrier charpentier est en décroissance. Les syndicats y suppléent dans une louable mais trop faible mesure en créant des cours professionnels, afin que l'ouvrier ne soit pas ravalé aux degrés inférieurs, et que le simple levageur et monteur puisse connaître les secrets scientifiques, que se réserve de plus en plus

l'élite des techniciens, fils de bourgeois qui poursuivent leurs études jusqu'à 18 et 20 ans.

Les classes inférieures des sociétés gallo-romaines, gallo-franques et du moyen-âge étaient tenues dans une servitude dont s'affranchirent sur plusieurs points les corps de métiers des tailleurs de pierre et des charpentiers. Du ^v^e au ^{xiii}^e siècle, dans la société féodale, le roturier payait au Seigneur une redevance pour la terre à laquelle étaient attachés les serfs de la glèbe qui ne pouvaient librement disposer de leur personne, ni s'éloigner du domaine du maître roturier.

Au ^x^e siècle, dans les châteaux féodaux et dans les abbayes, des fermes et des ateliers se créèrent pour construire et entretenir les bâtiments et le matériel ; les charpentiers y eurent leur place.

C'est au moyen-âge que les corps de métiers s'organisèrent sous la direction des pontifes ; ils acquirent une indépendance relative, toute religieuse, hors de la Seigneurie de laquelle ils dépendaient. Dès le ^{xii}^e siècle, les charpentiers ainsi que les tailleurs de pierre menèrent une vie nomade, voyageant en troupes pour construire des ponts, des églises, des maisons, des châteaux, etc. Le compagnonnage affirma l'esprit de corps et eut pour résultat de soustraire les charpentiers à la servitude, en créant l'émulation dans le travail. Le compagnonnage fut une force qui marqua alors une ère de progrès ; il se divisa vers 1400 à la construction des tours de la cathédrale d'Orléans ; il y eut, alors, des batailles entre les compagnons partisans de l'un ou de l'autre des deux architectes qui dirigeaient les plans. Ceux qui ne voulurent pas se soumettre et qui furent obligés de fuir dans la Loire sur des gavautages, se dénommèrent les Gavots, ceux qui restèrent furent les Devoirants ou du Devoir. Chez les charpentiers ces deux ordres tinrent étroitement toute la corporation jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle, où fut fondée une société compagnonnique indépendante qui mit fin à une partie des rites et des secrets, tout en conservant un esprit rétrograde vis-à-vis des profanes non affiliés. Jusque vers 1860, les maîtres charpentiers patrons, n'embauchaient que les compagnons affiliés à leur rite respectif ; dans les villes où les patrons étaient tous du même ordre compagnonnique, le compagnon d'un autre rite ne pouvait s'embaucher ; aussi il y eut des luttes meurtrières entre les compagnons.

Par la religiosité du compagnonnage, les ouvriers étaient dociles et soumis à l'autorité patronale. Même dans le compagnonnage, la hiérarchie existait, l'apprenti n'avait pas le droit de manger à la table des compagnons ; s'il était reçu compagnon, deux parrains étaient responsables de sa conduite vis-à-vis des patrons et de la mère qui était l'hôtesse désignée où il logeait et prenait ses repas. La soumission qui longtemps empêcha toute idée d'émancipation et de révolte contre l'autorité fut très funeste à l'esprit novateur ; c'est ainsi que jusqu'en 1880, la corporation des charpentiers fut en retard dans le mouvement d'émancipation sociale.

..

D'abord labeur simple, primitif, naturel, le travail du charpentier avec les nécessités et les besoins nouveaux se développa et devint une science de calcul et de géométrie : étude de la résistance sous le poids et les différentes pressions, tracé de géométrie descriptive pour les nombreux assemblages des pans, des limons d'escaliers, des arbalétriers, etc. La science compliquée du charpentier jointe à la pratique, presque jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle, fut exigée pour avoir le droit de compagnon (ouvrier accompli). Elle tend de plus en plus à disparaître chez les manuels, qui ne sont en général que des monteurs-leveurs. Maintenant le tracé est fait par des techniciens qui sortent des écoles centrales d'arts et

métiers ; la mise au point, faite par des spécialistes, est exécutée avec les machines à bois qui remplacent le travail à la main pour le planissage, le découpage et les assemblages. L'ouvrier charpentier relégué de plus en plus au rang de simple manœuvre, a le devoir de connaître la technique du travail qu'il met debout. Face à la science d'une caste qui l'oblige à n'être qu'automate, il doit chercher à savoir ce que les conducteurs ont appris aux Ecoles. Ces connaissances jointes à celles de la sociologie qui incite l'homme à se connaître lui-même et à désirer l'égalité sociale dans le Beau, dans le Bien-Etre par l'universelle fraternité, l'empêcheront d'être la brute, esclave salarié, que les capitalistes, maîtres de l'heure, croient avoir indéfiniment à leur entière disposition et qu'ils dominent par la puissance de la chose fictive et volée : l'argent.

Le travail uni au savoir est seul positif et substantiel. Il ne sera libéré que par les individus conscients, révolutionnaires qui démoliront les préjugés et les tutelles du vieux monde. — L. GUÉRINEAU.

CHARRON. Le charron est l'artisan qui construit les véhicules pour transporter des charges diverses : chars, voitures, tombereaux, charrettes, camions, brouettes ainsi que les charrires. Ce que l'on connaît de plus ancien c'est le char. Suivant les écritures bibliques, le roi Salomon s'en servit ainsi que les Assyriens. Les Grecs et les Romains en avaient pour leurs jeux olympiques. Il est évident que le métier spécial n'existait pas à ces époques, les ouvriers du bois en général façonnaient les chars et les charrires. Ça n'en est pas moins là qu'il faut trouver les primitifs charrons. Plus tard, en Grèce et à Rome, les transports se firent avec des voitures à deux roues ; les gallo-romains en eurent à quatre roues, on continua avec des variantes d'utilité ou de luxe jusqu'au ^{xii}^e siècle. Au ^{xv}^e siècle c'est la voiture à quatre roues, puis le carrosse suspendu qui commence. Au ^{xix}^e siècle ce sont les petits omnibus, les diligences et les chemins de fer. Au ^{xx}^e siècle, les tramways, autobus, métros et les automobiles de toutes sortes qui remplacent de plus en plus la force animale pour la traction. Au ^{xiii}^e siècle le charron est classé dans les divers métiers, le travail de la voiture se perfectionne et exige des connaissances spéciales. Les bois les plus employés furent le charme, le frêne, l'accacia, l'orme, le hêtre, le chêne, à la fois durs et résistants.

Comme tous les métiers du bois, depuis 1870, le charonnage s'est divisé en spécialités : ouvriers de la roue, de la carcasse, du train, des brancards, etc. Ceux de la voiture sont les menuisiers en voiture. L'automobilisme supplante en grande partie ces spécialités ; le métal est substitué au bois dans l'ensemble et dans les roues. Le compagnonnage y eut les mêmes influences que dans les métiers du bâtiment ; techniquement l'étude du dessin n'y fut pas très développée. Ce fut un métier de gros efforts et de fatigue, les buveurs s'y comptaient nombreux et longtemps les salaires furent inférieurs à ceux des autres corporations du bois. Le syndicat des ouvriers de la voiture réussit avec beaucoup de peine à faire un peu monter les salaires. L'heure, depuis 1880, s'est stabilisée à 0 fr. 70, vers 1900 à 0 fr. 80 jusqu'à la guerre de 1914. Les carrossiers-menuisiers en voiture eurent un salaire supérieur de 10 et 15 centimes à celui des charrons. A présent, l'automobile remplace de plus en plus les voitures de toutes sortes et crée des spécialités nouvelles. — L. G.

CHARTÉ. n. f. Dans le langage courant : pacte qui consacre les privilèges, les prérogatives, les attributions, d'un individu, d'une collectivité ou d'une société. Contrat qui stipule le rôle d'une association ou d'une organisation. Ce mot n'a pas toujours eu le sens qu'on lui

prête actuellement. Dans le très lointain passé il était synonyme de prison publique ou privée. Au temps où la seigneurie était toute puissante et avait des pouvoirs très étendus, le seigneur n'avait aucun scrupule à détenir quelqu'un en « *charte privée* », c'est-à-dire sans avoir recours à la justice pour condamner le prisonnier. Par la suite, ce mot désigna les actes de la grande chancellerie qui attribuaient un droit perpétuel, tels que les édits, les lettres de grâce émanant du pouvoir royal. C'est en vertu de chartes que les bourgs qui, avant Louis le Gros de France, étaient asservis à la seigneurie, obtinrent certaines libertés. Ce n'est pas par amour du peuple que la royauté par ses chartes lui accorda certains privilèges mais simplement pour dominer plus facilement la noblesse et le clergé. La première charte de commune fut accordée à la ville de Laon par le roi Louis XV qui avait besoin d'argent. Vint ensuite le tour de la ville d'Amiens, et petit à petit presque toutes les villes et bourgs de France obtinrent leur « *Chartes de Communes* ». Si les chartes laissaient aux communes une certaine liberté d'organisation intérieure, les habitants étaient, en échange des privilèges accordés, obligés de payer, moyennant finance, la liberté accordée par le roi. De plus, en période de guerre, il leur fallait fournir un certain contingent d'hommes d'armes. Néanmoins la charte fut le premier pas vers la libération des serfs, et lorsque plus tard la royauté, effrayée de l'agitation qui régnait, voulut retirer aux communes les dons dont elles avaient été gratifiées, ce fut en vain. La lumière avait pénétré dans les consciences et il fut impossible de l'éteindre.

Le mot charte, n'est plus de nos jours usité au sens politique. Les contrats qui règlent la vie, les droits, les devoirs des citoyens dans un pays sont des constitutions. Les peuples naifs ont cru qu'en supprimant le mot, ils supprimaient les causes et les effets, et si les chartes furent des édits royaux, violés lorsque les besoins ou les désirs du monarque l'exigeaient, les constitutions qui sont des chartes nationales, ne sont pas plus respectées par les gouvernements démocratiques modernes, lorsque la cause de la bourgeoisie et du capital sont en jeu. Il n'y a aucune charte qui puisse concilier les intérêts opposés du Capital et du Travail. Il n'est pas de contrat possible entre des éléments dont les buts poursuivis sont si différents et vont à l'encontre l'un de l'autre. Dans le mouvement social et syndical, on a donné le nom de charte, aux motions qui stipulaient les buts poursuivis par le prolétariat et les moyens à employer pour assurer sa libération. La plus célèbre est la charte d'Amiens élaborée en 1905 par le Congrès national des organisations ouvrières, et qui aujourd'hui encore sert de base à tout le mouvement syndical qui refuse de se laisser subordonner par les partis politiques. (Voir : *Confédération Générale du Travail*.) Hélas ! Si, au point de vue politique, une constitution ou charte nationale peut être violée, grâce à la vulerie de la population : sur le terrain syndical, la Charte d'Amiens — qui, pendant près de 50 ans fut le flambeau éclairant le mouvement ouvrier français — fut violée à son tour par ceux qui auraient dû en faire respecter les attributions. Le sentimentalisme des uns, l'ambition des autres, l'ignorance de la grande majorité et la faiblesse de tous permirent cette ignominie. La Charte d'Amiens est devenue lettre morte, respectée par personne, et la classe ouvrière, déchirée, arrachée, simple jouet entre les mains des politiciens, vogue à la dérive. Une charte est inutile si elle n'est pas l'émanation d'une conscience, capable de la respecter. Elle est un vulgaire chiffon de papier que l'on commente, que l'on discute et que l'on déchire, si elle n'a pas pour la soutenir et la défendre la force morale et intellectuelle de ceux qui l'ont élaborée.

CHASTETE. n. f. On dit couramment de la chasteté qu'elle est la vertu des personnes ennemies de tout ce qui offense la pudeur. Cette définition n'est point entièrement satisfaisante. D'abord parce que les sentiments de honte, de modestie ou de décence, dont s'inspire la pudeur, ne se constatent pas seulement à l'occasion de circonstances où sont en jeu l'amour passionnel et la volupté des sens, tandis que l'état physique et moral qui nous occupe appartient exclusivement au cadre de la sexualité. Ensuite parce que la chasteté, lorsqu'elle n'existe que dans les apparences, c'est-à-dire dans les paroles et dans la tenue, et s'efforce d'en bannir tout ce qui pourrait provoquer chez autrui des pensées de luxure, n'a que l'importance d'une réserve polie, estimable dans une certaine mesure, mais trop souvent proche de l'hypocrisie pour représenter, dans toute l'acception du terme, la chasteté.

La véritable chasteté n'est pas seulement, en effet, dans l'expression et dans l'attitude. Elle est encore et surtout dans la nature de nos pensées. Or, comme il ne dépend point de la volonté que nous ne soyons brûlés par tous les feux du désir, lorsque notre organisme réclame l'étreinte qui perpétue l'espèce, il s'ensuit que la seule véritable chasteté c'est l'absence de préoccupations sexuelles.

Est chaste l'enfant ignorant de la loi de procréation, dont les organes sont encore sans exigences, et qui se montre nu sans songer à mal, parce qu'il ne soupçonne même pas ce que peut être l'obscénité.

Est chaste la jeune fille — en est-il beaucoup ? — seulement inquiète de platonique amour, et qui, songeant à son fiancé, ne s'égare jamais en imagination jusqu'à évoquer ce que peut être sa nudité au-dessous de la ceinture, ni des scènes licencieuses dont elle ne saurait, en public, esquisser la description.

Sont chastes encore les époux — sont-ils très nombreux ? — qui boudent aux mignardises de l'alcôve, et ne souhaitent les rapprochements charnels que par obéissance au commandement biblique de croître et de multiplier.

S'il est en ceci, pour les adultes, une vertu, ce ne peut être qu'une vertu d'anémiques, de précoces vieillards, ou d'amoureux transis.

Car elle n'est que de façade la chasteté telle qu'elle se pratique dans les sociétés influencées par la religion chrétienne, celle qui consiste à n'afficher ni maîtresse ni amant, et conserver devant le monde une retenue sévère à l'égard du culte d'Aphrodite, cependant que la pensée qui ne s'exprime point garde licence d'errer dans des suaves jardins secrets, et le sexe faculté de s'assouvir loin des regards curieux.

On confond souvent, comme idéiques, la chasteté et la continence, alors qu'il s'agit en vérité de synonymes que séparent des différences notables. Si la chasteté est l'absence de préoccupations sexuelles, et le mépris ou l'ignorance du libertinage, alors même que l'on se soumettrait à des devoirs conjugaux, la continence est, par contre, l'abstention de tout rapport comme de tout plaisir sexuel, alors même que l'on souhaiterait vivement en éprouver la sensation. On peut donc être continent sans être chaste, et la réciproque est vraie.

Un prisonnier, répugnant à la sodomie comme à l'onanisme, et séparé d'une femme passionnément aimée, peut demeurer continent pendant des mois, tout en se complaisant dans des rêves dont la chasteté est exclue, tout en étant rendu demi-fou par des ardeurs dont il n'éprouve nulle honte. A l'opposé, une personne frigide, instruite dans le fanatisme religieux, et qui considère comme tentation démoniaque toute invitation au plaisir des sens, peut, en mariage dit « *légitime* », cesser d'être continent, par respect pour les mœurs et

pour la loi, tout en demeurant chaste par principe et par tempérament.

Ajoutons qu'une telle monstruosité n'est possible que par suite d'anomalies physiologiques, coïncidant avec une passion de l'irréel proche de l'aliénation mentale. Les personnes de cette catégorie allient le plus souvent à un cœur sec et à un esprit étroit, un sang peu généreux.

Cependant je pressens, de la part du lecteur, une question : Si l'on doit adopter les définitions qui précèdent, quelle peut être la portée pratique du vœu de chasteté que la religion catholique impose à ses prêtres et à ses religieux ? Je réponds donc avec impartialité : La doctrine catholique exige des ecclésiastiques qu'à défaut d'une grâce divine leur conférant une parfaite candeur d'âme, et l'apaisement de la chair, ils luttent de tout leur pouvoir, avec l'aide des prières et des mortifications, contre les embûches de la luxure, et se refusent à lui prêter une oreille complaisante. En cela se limiterait la portée du vœu de chasteté — qui n'excluerait point les épousailles et la procréation — si la règle de l'Eglise n'imposait aux ecclésiastiques, par surcroît, le célibat, c'est-à-dire la continence, l'œuvre de chair n'étant autorisée qu'en mariage seulement.

Mais, si le lecteur curieux désirait savoir dans quelle mesure le clergé se conforme à des conditions d'existence aussi draconiennes, je me bornerais à lui répéter fidèlement ce que m'avoua un jour, en tête-à-tête, un sympathique abbé détroqué, qui, après avoir été jadis mon contradicteur, devint mon ami : « La plupart des prêtres ne se privent de rien, mais opèrent avec réserve et discrétion ; une minorité trouve des compensations dans les pratiques solitaires ou l'homosexualité ; un nombre infime, servi par l'âge ou l'exaltation mystique, est en mesure de tenir ses engagements. » Et sa conclusion était : « A force de vouloir faire l'ange, on finit par faire la bête ! ». Cette conclusion fut aussi la mienne. — Jean MARESTAN.

CHASTETE. Le préjugé de la chasteté vaut la peine qu'on l'analyse au point de vue de l'appui qu'il apporte à la conception étatiste et autoritaire du milieu social actuel. J'appelle la chasteté « préjugé » parce qu'en se plaçant au point de vue de la raison et de l'hygiène biologique, il est absurde qu'un homme ou une femme impose silence au fonctionnement d'une partie de son organisme, renonce aux plaisirs ou aux joies que ce fonctionnement peut procurer, refoule des besoins qui sont les plus naturels parmi les naturels. En se plaçant à ce point de vue, l'on peut hardiment affirmer que la pratique de la chasteté, l'observation de l'abstinence sexuelle est une anormalité, un expédient contre nature.

Dans une revue anglaise, disparue maintenant, *The Free Review*, une femme : Hope Clare, a décrit, dans les termes saisissants que voici, les conséquences de la chasteté sur la santé générale de l'élément féminin de l'humanité :

« Journallement, les preuves nous sont fournies des maux physiques qu'engendre une virginité longue ou constante. Le manque d'usage affaiblit, dérange tout organe. Seuls les constituants pervers des civilisations décadentes s'interdisent l'exercice des fonctions sexuelles... Les primitifs sont, à cet égard, bien plus sages que les civilisés. La nature, c'est entendu, punit avec la même rigidité et l'abus et l'abstinence. Mais est-elle aussi impartiale en réalité ? Un dissolu peut poursuivre une longue carrière de débauche sans que sa santé s'en ressentie beaucoup ; mais la vierge ne s'en tire pas aussi facilement. L'hystérie, la forme la plus commune de maladie chronique, est le résultat presque inévitable du célibat absolu ; on la retrouve bien plus fréquemment chez la femme que chez l'homme, et les spécialistes les

plus experts sont en majorité d'accord pour reconnaître que neuf fois sur dix la continence est la cause première de cette affection. La menstruation, qui joue un rôle tellement important dans la vie de la femme, ne s'accomplit pas sans troubles chez les vierges. Bien souvent elle s'accompagne de souffrances et il n'est pas rare qu'elle fasse défaut. L'altération profonde de la santé qui sévit chez de nombreuses femmes célibataires n'a pas d'autres raisons et il s'ensuit de très graves inflammations des organes de la reproduction. L'état de célibat est un état morbide : il prédispose le corps à la maladie et à la souffrance. L'anémie, la chlorose sont des résultats fréquents de la virginité continue. Chaque jour, dans les rues, vous croisez les victimes de cette violation de la nature, reconnaissables à leurs visages pâles ou au teint jaune terreux, à leurs yeux éteints, à leurs regards sans chaleur, à leur pas lourd, sans souplesse. Elles ressemblent à des fleurs qui se flétrissent prématurément faute d'un soleil vivifiant, mais qui s'épanouiraient et prospéreraient si elles étaient transportées à temps dans une atmosphère d'amour... »

Ces lignes justifient pleinement le qualificatif de « préjugé » appliqué à la chasteté et le tableau qu'elle brosse à sa contre-partie chez les rares hommes qu'on rencontre chastes.

Le préjugé de la chasteté peut être examiné aussi bien au point de vue religieux qu'au point de vue civil.

Les religions de l'antiquité consacraient au culte de leurs dieux un certain nombre de prêtres et de prêtresses qui faisaient vœu de n'entretenir de relations sexuelles avec qui que ce soit, et la violation de ce vœu était puni de sanctions le plus souvent atroces. Il est évident que l'importance occupée par la vie amoureuse dans l'existence des hommes les éloigne des « devoirs » à rendre à la Divinité, elle leur crée des obligations, elle leur procure des distractions qui portent préjudice au culte que les entités religieuses sont censées exiger de leurs créatures. Le naturel porte toujours tort au spirituel, le physique au métaphysique. C'est pourquoi les mystiques considèrent les gestes sexuels et l'amour en général comme contenant en soi un élément d'impureté, comme un « péché » — comme le péché par excellence : il fait descendre, il établit le ciel sur la terre, le divin dans l'humain. C'est surtout dans le christianisme que cette idée atteint son apogée : l'amour sexuel, charnel, c'est le péché et à ce titre il est désagréable à la sainteté de la Divinité. D'ailleurs le fondateur, supposé ou réel, du Christianisme, est un célibataire, du moins on nous le présente comme tel. L'apôtre St-Paul, le grand propagandiste chrétien, admet bien, en dernier ressort, qu'il vaut mieux céder à l'impulsion sexuelle que de « brûler », c'est-à-dire se marier, mais aux yeux de Dieu le célibat, l'état de virginité est ce qu'il y a de mieux. Comme il faut bien concéder à « l'œuvre de chair », ne serait-ce que pour assurer la continuité de l'espèce, on ne l'autorise qu'« en mariage seulement » et le mariage devient alors un sacrement, l'union de deux corps et de deux âmes en même temps, une union basée sur des vœux perpétuels de fidélité sexuelle, bénie par le représentant terrestre de la Divinité, dont l'unique but est la procréation, et par voie de conséquence la famille, un milieu où la progéniture grandit dans la crainte du Seigneur et le respect de ses commandements.

La conception civile du mariage est une traduction laïque de l'idée que s'en fait la société religieuse. L'officier d'état-civil fait tout simplement fonction de prêtre laïque. Jusqu'à ce que le magistrat ait sanctionné les rapports sexuels, le citoyen ou le sujet de l'un et l'autre sexe doit théoriquement demeurer chaste. S'il se conduit autrement, il est en butte à la déconsidération du milieu social, spécialement en ce qui concerne l'élément féminin. L'Etat a un très grand intérêt en effet à ce que

les relations sexuelles aient pour corollaire l'établissement de la famille, parce que celle-ci est l'image réduite de la société autoritaire. Autorisés par les lois à cet effet, les parents imposent aux êtres qu'ils ont mis au monde sans les consulter, un contrat dont il leur est interdit de discuter les termes et qui contient en germe tout le contrat social ; c'est dans la famille que l'enfant apprend à obéir sans discuter, sans critiquer, qu'il est mis dans la nécessité de se contenter de réponses évasives quand il demande une explication ou de pas de réponse du tout ; c'est dans la famille qu'on inculque à l'enfant l'intérêt qu'il y a pour lui à être bon écolier, bon soldat, bon ouvrier, bon citoyen. Quand il quitte la famille, le crâne bourré, pour en fonder une nouvelle, il possède toutes les aptitudes voulues pour être dominé, ou dominer, être exploité, ou exploiter, c'est-à-dire jouer son rôle de souteneur de l'Etat.

Or, la chasteté où la femme a été maintenue, où elle s'est maintenue elle-même la prédispose admirablement à jouer son rôle de bonne mère de famille, de bonne éducatrice, de bonne citoyenne. Ayant refoulé pendant un certain temps, pendant toujours peut-être, les impulsions légitimes de son organisme sexuel, son besoin de recevoir et de donner des caresses, elle est dans l'état voulu — mère ou éducatrice — pour enseigner à ceux sur lesquels elle exerce son influence qu'il y a des contraintes auxquelles il faut se soumettre sans murmurer, même quand elles violent les appétits les plus naturels, même quand elles portent tort à la santé individuelle. Dès lors que l'observation de ce qui est naturel risque de miner, de mettre en péril l'artificiel, c'est au naturel qu'il faut renoncer et à l'artificiel qu'il faut s'assujettir. Voilà à quoi aboutit la pratique de la chasteté chez la femme, une fois devenue éducatrice.

La chasteté enfin, pour se maintenir, sacrifie toute une portion de l'humanité féminine. Nous disons bien « pour se maintenir » car là où l'élément masculin ne sent plus peser sur lui la contrainte des lois ou des conventions, il donne libre cours à ses instincts et sans aucune réserve, la preuve nous en est fournie par la façon de se comporter du soldat en campagne ou de l'homme moyen dans certains cataclysmes physiques ou politiques. Quoi qu'il en soit, le fait est qu'il existe une catégorie de femmes qui s'étend de la fille richement entretenue à la péripatéticienne de nos voies publiques, en passant par la pensionnaire des maisons closes, dont la profession consiste à louer leurs organes sexuels contre rétribution variable selon la hiérarchie qu'elles occupent dans leur profession. Nous avons écrit ci-dessus que ces femmes étaient des « sacrifiées » et elles le sont bien — d'abord par la déconsidération dont elles sont l'objet de la part du milieu social où elles évoluent — ensuite à cause des réglementations policières auxquelles leur personne et leur commerce sont astreints — enfin parce que les femmes chastes ne leur savent aucun gré de protéger leur chasteté. C'est parce que l'exercice de la prostitution est tenu en si haut discrédit, c'est parce que les prostituées sont montrées du doigt comme un élément social indésirable, que la chasteté a fini par passer à l'état de vertu civique. En entretenant dans le milieu social ce point de vue de la prostitution, en lui assimilant plus ou moins les relations sexuelles non légalisées, l'Etat est parvenu à donner au mariage une valeur exceptionnelle, que le divorce ne détruit pas, puisqu'il exige, lui aussi, l'intervention du magistrat.

Il découle de soi que là où a disparu le préjugé de la chasteté, à l'individuel comme au collectif, les autres préjugés anti-naturels sur lesquels reposent les conventions sociales ne tardent pas à être battus en brèche. La prostitution recule également, le milieu social n'éprouvant plus le besoin de consacrer une

partie plus ou moins grande de sa population à permettre à une autre partie de ses constituants de vivre d'une existence anormale. — E. ARMAND.

CHASTETE. Le « Dictionnaire de l'Académie Française » définit la chasteté : la vertu de celui qui est chaste, c'est-à-dire « qui garde une honnête retenue dans les relations conjugales, et particulièrement qui s'abstient des plaisirs d'un amour illicite. Le mot chasteté signifie quelquefois une entière abstinence des plaisirs de l'amour ». Les libertaires n'acceptent pas la première définition académique. Car ils s'imposent une seule retenue honnête, celle de ne causer de douleur ni physique ni morale, et ne se refusent ni ne refusent aucune des voluptés procurées par l'union conjugale ou amoureuse. La chasteté sera donc envisagée ici comme une entière abstinence des plaisirs de l'amour ; davantage même, comme une continence absolue, le renoncement à toute satisfaction de la zone génitale, coït sous toutes ses formes et dans toutes les positions, relations hétéro et homo-sexuelles, masturbation solitaire ou gémisée. Dans ces conditions, apparaîtrait-elle possible, se montre-t-elle souhaitable ?

Si on appelle instinct « une activité définie héréditaire et non acquise par l'expérience personnelle, un réflexe complexe mis en jeu par des excitants extérieurs qui éveillent une potentialité héréditaire (Ch. Féré) », l'acte de la reproduction répond bien à une telle sollicitation instinctive. En effet le rut ou appétit sexuel se révèle pour la première fois chez les animaux et l'homme en dehors de toute intervention consciente de la volonté, sous l'influence de l'odorat, de la vue ou du toucher, et en cristallisation du souvenir de voluptés non perçues jusqu'alors par l'individu mais transmises par le sens antérieur et atavique de l'espèce. Toutefois il constitue seulement un instinct secondaire « réalisant la préservation de l'espèce, au fond indifférente aux procréateurs, et non un « instinct primaire », comme celui de la nutrition, assurant au premier chef la préservation de l'individu surtout anxieux de sa propre existence. Il apparaît plus ou moins tard, rarement avant quinze ans, chez l'homme ; disparaît plus ou moins tôt, souvent à la cinquantaine ; présente de grandes variations personnelles, depuis l'absence totale jusqu'à la prédominance exclusive. Certains vivent sans femmes ; d'autres vivent pour, par et de la femme. L'instinct d'amour ne possède donc pas le caractère de nécessité inhérent à la faim et à la soif.

C'est dire que le coït n'est pas un besoin primordial ; et la continence n'entraîne de trouble ni physique ni intellectuel. Les nombreux animaux domestiqués et tenus à l'attache ne souffrent nullement de la privation génitale ; ils restent aussi beaux, aussi forts, aussi résistants que leurs congénères en liberté. Et si quelques mâles manifestent, à l'époque du rut, une certaine férocité, cela tient davantage au caractère de la race qu'à l'inassouvissement d'un instinct. Beaucoup d'hommes vivent dans la continence sans la moindre diminution de leur santé ou de leurs aptitudes générales. La majorité des prêtres, des religieux, les prisonniers au régime cellulaire supportent la chasteté avec aisance et sans recours à la masturbation. Chez les personnes accoutumées à un coït régulier, la cessation occasionne au début une gêne, due surtout à une habitude non satisfaite ; puis le temps fait son œuvre, les sens s'assoupissent, les désirs s'apaisent, la vie s'écoule sans aucune révolte de l'organisme générateur.

L'éducation joue un grand rôle dans la question de l'amour humain. Poètes et prosateurs le magnifient ou le vitupèrent. Les parents en parlent ou s'en taisent,

silence encore plus suggestif. L'enthousiasme éveille l'attention. Le mystère excite la curiosité, la lecture la nourrit et la précise. La surveillance occulte surprend les secrets, l'imitation les réalise. Beaucoup y prennent un goût très vif, qu'entretiennent l'habitude, les conversations, la littérature, les spectacles érotiques. Puis l'amour-propre s'en mêle; la puissance génésique devient un orgueil, la forte virilité un enviable privilège, la suprématie sexuelle une principale admiration. C'est un chapitre sur lequel les mâles aiment à se vanter et en font souvent plus avec la langue qu'avec le reste. L'amour brûle, parce que hommes et femmes, vestales dévirginisés, s'époumonnent à souffler sur le feu sacré.

En réalité la génération ne constitue pas, de beaucoup, la fonction la plus importante des organes sexuels. Le rôle physiologique du testicule ou de l'ovaire est double. D'une part, une sécrétion externe, spermatozoïdes ou ovules, se déverse au dehors par les voies génitales, canal déferent, verge, ou trompe, utérus, vagin; d'autre part une sécrétion interne, « hormones et hormazones », passe directement des cellules formatrices dans le sang. Or, la simple observation prouve que la continence, c'est-à-dire le défaut d'évacuation de la sécrétion externe par le coït, n'amène aucune conséquence funeste pour l'individu. Les spermatozoïdes s'éliminent par les urines ou sont absorbés par la circulation; les ovules sortent avec les menstrues ou disparaissent par la digestion intra-cellulaire. Ni l'homme ni la femme n'en subissent la moindre atteinte dans leur état physique et mental. L'expérimentation renforce et précise cette constatation empirique. La section chirurgicale des conduits de la semence, canal déferent ou trompe, n'apporte aucune modification dans l'organisme des opérés; ceux-ci conservent leur vigueur et leur intelligence, continuent à jouir de l'intégrité des désirs et de la puissance génésiques mais sans possibilité de reproduction. Bien plus, chez certains cryptorchides (individus dont les testicules ne sont pas descendus dans les bourses), on constate l'absence complète des tubes séminifères, producteurs du sperme, mais la présence des cellules interstitielles, élaboratrices de la sécrétion interne; or, ces sujets offrent un aspect normal, tous les caractères de la virilité avec une stérilité absolue. Au contraire, lorsque les testicules non descendus manquent à la fois de tubes séminifères et de cellules interstitielles, les cryptorchides, comme les castrés, « ont l'apparence de femmes, sont gras, grands, ont la peau blanche et douce, la voix grêle; ils ont peu de force et sont en général, malgré quelques exemples célèbres, d'intelligence médiocre... Leur vitalité générale paraît diminuée, ils vieillissent assez vite, leur peau se ride très tôt, on observe de la canitie précoce. (Guy-Laroche) ». La physiologie normale et pathologique démontre donc le peu d'importance, pour l'individu, de la sécrétion spermatique.

En résumé, le retard de son apparition, la précocité de sa disparition, la possibilité de son absence, les extrêmes de sa variabilité, l'innocuité de sa non-satisfaction, font de la sexualité un instinct d'ordre secondaire, exalté par l'éducation, servi par des organes dont la fonction primordiale est de contribuer au développement général de l'individu et non d'assurer sa reproduction.

Sans inconvénients biologiques, sauf pour l'accèssoire fonction de reproduction, la chasteté comporte pour ses fervents d'incontestables avantages. Tout d'abord elle les met d'une façon presque certaine à l'abri des maladies vénériennes, c'est-à-dire de l'une des trois grandes causes, avec l'alcoolisme et la tuberculose, de la morbidité et de la mortalité précoces. La

garantie vaut bien le sacrifice de Vénus et de tous ses risques. Car la blennorrhagie procure à ses victimes un présent et un avenir plein de souffrances, et la syphilis annihile à peu près fatalement l'être humain dans sa plus haute manifestation : l'intelligence.

Si le coït concourt à la préservation de l'espèce, la continence favorise la conservation de l'individu en le maintenant en santé et en force. Les éleveurs ont reconnu depuis longtemps que les animaux reproducteurs attestent de médiocres qualités de travail; aussi sélectionnent-ils leur cheptel en deux catégories, l'une pour la saillie, l'autre pour le labeur. Après avoir couvert sa femelle avec frénésie, le lapin tombe inanimé et sans défense. L'araignée dévore le mâle, sitôt la fécondation terminée. L'antique allégorie de Samson et Dalila met en images l'influence déprimante des rapports sexuels; la contemporaine pratique des sports réalise le vieil enseignement biblique. Personne en effet n'ignore que les athlètes, les équipes à l'entraînement, les acrobates, les chanteurs, les acteurs, en somme tous ceux qui fournissent un effort physique intense ou soutenu et désirent sauvegarder leurs aptitudes professionnelles, tous ceux-là s'abstiennent également d'alcool, de tabac et de femmes. Parce que le fonctionnement sexuel des organes génitaux exige une excessive dépense d'énergie, la chasteté s'impose aux gens soucieux de maintenir intactes leur vigueur, endurance et précision musculaires.

Quoique moins évidente et moins contrôlable, l'action déprimante du coït se révèle tout aussi profonde sur le rendement cérébral. Si les étalons font de mauvais chevaux de labour, les trousses de jupons se montrent de médiocres travailleurs de l'esprit. Depuis Antoine et Cléopâtre jusqu'à Louis XV et la Pompadour, l'histoire fourmille d'exemples de la déchéance mentale causée par une activité génésique exagérée. En contraste, l'expression proverbiale « travail de bénédictin » signifie l'intensité du labeur intellectuel chez les pratiquants de la chasteté. Les étudiants à grisettes échouent souvent à leurs examens et les hommes à femmes ne se distinguent jamais beaucoup dans les carrières scientifiques. Cependant, dira-t-on, de grands amoureux devinrent de grands poètes, l'amour exalta leur génie : Laure et Pétrarque, Dante et Béatrix ! Mais leurs amours furent souvent platoniques. Et d'ailleurs qui prend au sérieux les versificateurs ? On les aime, on les admire, on ne les suit pas.

Génitoires ou cerveau ? La plupart des simples mortels doivent se résigner au culte des uns ou de l'autre. Divins ceux qui peuvent, à la fois et avec honneur, servir et la chair et l'esprit. — Dr F. ELOSU.

BIBLIOGRAPHIE. — Dr Ch. FÉRÉ. — *L'Instinct sexuel*. In-18, 359 p. Alcan, Paris, 1902.

GUY-LAROCHE. — *Opothérapie endocrinienne*. In-8°, 256 p. Masson, Paris, 1925.

Paul Goy. — *De la pureté rationnelle*. Brochure, 51 p. Edition Maloine, Lyon.

Dr Roux. — *L'instinct d'amour*. In-18, 384 p. J.-B. Baillière, Paris, 1904.

CHATELET (LE). n. m. Un des deux édifices où, autrefois, se rendait la justice royale de la Ville de Paris. Il y avait le grand et le petit Châtelet. Le grand Châtelet semble avoir été bâti sous le règne de Louis le Gros; mais en 1657 les bâtiments tombaient en ruine et un ordre du roi arrêta que le tribunal qui y siégeait irait, durant les réparations, s'établir dans le Couvent des Grands Augustins. Pendant un an les moines résistèrent à l'Edit royal et aux arrêts du Parlement et ce n'est que par la force qu'ils furent expulsés. En 1864 on ajouta de nouveaux bâtiments aux anciens et avant la grande révolution il ne restait plus

que quelques vieilles tours entièrement désaffectées. En 1802 il fut complètement démoli. Les prisons du Châtelet se divisaient d'abord en neuf parties puis en quinze, dont les noms seuls évoquent la barbarie et la terreur. On s'imagine ce que devaient souffrir les malheureux emprisonnés dans les cachots dénommés : « Les Chaines », « La Barbarie », « La Boucherie », « Les Oubliettes ». « Dans un de ces cachots appelés « La Fosse », il paraît que l'on faisait descendre les prisonniers par un trou pratiqué dans le souterrain au moyen d'une poulie, comme un seau dans un puits. Dans un autre cachot, appelé Chausses d'Hypocras, les prisonniers avaient les pieds dans l'eau, et ne pouvaient rester ni debout ni couché. Le cachot désigné sous le nom de Fin d'Aises était plein d'ordures et de reptiles. (Lachâtre.)

Le petit comme le grand Châtelet fut le théâtre de scènes de carnage. En 1418, ses prisonniers furent massacrés par les Bourguignons. Ils tentèrent de se défendre à coup de pierres et de tuiles ; mais les assaillants les précipitèrent par les fenêtres et les malheureux prisonniers étaient reçus sur les pointes des piques. Par la suite, et jusqu'à la Révolution, le Châtelet devint le siège de la prévôté, institution qui jugeait en premier ressort les causes civiles des personnes attachées à la Cour du roi. Il ne subsiste plus rien aujourd'hui de cette construction hideuse dans laquelle s'accomplit tant de meurtres et de crimes. Hélas, si le châtelet a disparu, comme la Bastille, d'autres châtelets et d'autres bastilles ont été construites et la souffrance humaine se perpétue à l'ombre des chambres de torture, qu'ignorent volontairement les grands de ce monde. C'est au peuple qu'il appartient, en transformant la société, de raser toutes les prisons, tous les bagnes qui ne sont que des Châtelets modernes, dans lesquels le capital et le Gouvernement détiennent ceux qui se révoltent contre l'Ordre établi.

CHAUVINISME. n. m. Sentiment belliqueux, qui a pour base le culte fanatisé de la patrie. Le chauvinisme est l'exagération du patriotisme. De par son caractère et son esprit, le chauvinisme est une source de douleurs et de souffrances. Il donne naissance à tous les abus nationaux, et provoque par son aveuglement les plus horribles boucheries. Il se fait remarquer par ses pratiques stupides et son admiration pour tout ce qui a trait à la force brutale du militarisme, et son amour impondéré de la guerre. Aveugle et inconscient, le chauvinisme sacrifie tout à l'idée de patrie. Le droit, la liberté, la justice, ne sont que des mots pour le chauvin ; il se refuse à tout examen, à toute raison, à toute logique, et entraînerait son pays à la ruine, pour satisfaire le fanatisme de ses sentiments. Pourtant, si au nom de l'idée patriotique, le chauvinisme exalte les populations et les entraîne sur les champs de bataille, la plupart des chauvins ne se signalent pas par leur courage ; et s'ils envoient les autres se faire tuer pour défendre la « Nation menacée », ils se gardent bien de participer à la tuerie. On peut donc dire, que le chauvinisme n'est pas seulement un sentiment belliqueux qui éloigne l'ère de la paix, mais qu'il est également un sentiment intéressé, qui anime ceux qui ont intérêt aux grandes conflagrations humaines, et recherchent dans les hécatombes une source de revenus et de richesse. Ce sentiment est maintenu vivace par toute la caste des hobereaux et de militaires de métiers ayant intérêt à ne pas voir s'éteindre le feu ardent du patriotisme, qui leur permet de poursuivre leur vie d'inutiles et d'oisifs. Ce sentiment ne subsiste et n'exerce ses ravages que grâce à la bêtise, l'ignorance et la lâcheté des populations. Il disparaîtra avec les sociétés qui lui ont donné le jour.

CHÈRE (LA VIE). La vie chère est un phénomène d'ordre économique, inhérent à l'ordre capitaliste, qui est caractérisé par une hausse de toutes les choses nécessaires à la vie et généralement, par une diminution de la capacité d'achat du consommateur.

Il y a le plus souvent à l'origine d'une crise de vie chère persistante, une guerre, un conflit social important, une situation économique et financière difficile. Très souvent encore, tous ces facteurs se trouvent réunis. C'est ce qui donne à la crise toute son acuité en même temps que la durée s'en trouve prolongée.

Il ne faut pas seulement mesurer l'étendue, la valeur chiffrée de la vie chère en se basant exclusivement sur le prix des denrées, des vêtements, du chauffage, etc...

Trois facteurs entrent en jeu pour évaluer la vie chère. Ce sont : le *salaire nominal*, l'*indice du coût de la vie* et le *salaire réel*.

On peut en effet toucher un salaire nominal très élevé par rapport à l'indice de base d'avant la crise, exprimé généralement par le chiffre 100, et n'avoir qu'un salaire réel, *c'est-à-dire un pouvoir d'achat*, très limité, si l'indice du coût de la vie est supérieur de beaucoup à celui du salaire. Nous le verrons tout à l'heure par des tableaux statistiques et des exemples concrets.

En période normale, avant la guerre de 1914/1918, la vie était stabilisée, en raison d'une longue période de prospérité économique et de paix.

Et, à peu près dans tous les pays, le coût en était identique.

Un facteur qui, en ce moment, joue un grand rôle, a détruit cet équilibre : *c'est le change*. Alors qu'avant guerre la valeur réelle de l'étalon monétaire était au pair, c'est-à-dire égale à l'unité de même valeur des autres pays, il n'en est plus de même aujourd'hui. La fluctuation continue des changes, les écarts existant entre la valeur réelle et la valeur nominale des étalons monétaires à rompu l'équilibre d'autrefois.

Immédiatement la dévalorisation de la monnaie à change bas a amené une augmentation du coût de la vie qui a, surtout au début, porté sur les produits importés, les denrées coloniales, achetés sur les marchés des pays à change élevé. Tout naturellement, les produits indigènes ont suivi la hausse et, insensiblement, ont atteint les prix des produits exotiques ou étrangers importés.

Parallèlement à cette crise des changes s'est tout naturellement développée l'inflation fiduciaire.

A mesure que le nombre des billets croissait, le pouvoir d'achat du consommateur diminuait, parce que la valeur du salaire réel ne suivait pas la courbe ascendante du coût de la vie. La vie déjà chère par le prix des denrées, du chauffage, du vêtement, de l'éclairage, devenait plus chère encore, parce que le pouvoir d'achat, du consommateur était diminué, parce que son salaire réel ne correspondait plus au coût de la vie en constante élévation.

Ce sont là les causes essentielles de la vie chère. Il y en a d'autres et de nombreuses : la *spéculation*, la *sous-production d'objets nécessaires*, la *surproduction des objets dont la fabrication est supérieure aux besoins*, l'*impossibilité d'achat à l'étranger par suite du change déprécié* et le *remplacement des productions étrangères par l'installation d'industries non adéquates au pays qui veut néanmoins se suffire à lui-même, le protectionnisme, les impôts*.

1° *La spéculation.* — Au moment des grands conflits armés, des grandes crises sociales, les spéculateurs, la nuée de leurs courtiers, de leurs intermédiaires, de leurs raccolleurs, sont à l'affût. Dès qu'ils sentent de gros besoins, de grosses demandes d'une marchandise

quelconque, ils se dépêchent de la râfler, de la stocker ou de l'acheter à terme chez le producteur ou le fabricant. En un clin d'œil toute la production est achetée et, généralement, par quelques individus seulement. Ceux-ci ont beau jeu pour ne la revendre qu'au prix qu'ils veulent et quand ils veulent. Il va sans dire que, les besoins étant supérieurs aux offres, le produit ou la marchandise subissent une forte hausse, et c'est presque toujours sur le cours supérieur, que se stabilisera, pour un temps, le prix à venir de ce produit ou de cette marchandise, avant de préparer le prix à une opération spéculative ou un coup de Bourse, ce qui revient au même.

Lorsque nous avons traité l'accaparement, nous avons aussi démontré, comment par le jeu de la resserre, de la cessation d'envoi, les mandataires aux Halles provoquaient la hausse des denrées de première nécessité et périssables. C'est encore une forme de la spéculation à la hausse.

La spéculation, en temps normal ne réussit pas toujours et souvent des groupes rivaux provoquent des baisses qui, en quelques jours, ruinent leurs concurrents non prévenus ou moins forts, moins soutenus par les Banques. Une spéculation à la baisse reste presque sans influence sur les cours du détail. Elle reste aussi inconnue au consommateur qui ne peut en bénéficier ; souvent encore elle n'est que le prélude d'une spéculation à la hausse lorsque la concurrence est supprimée et, alors, le consommateur connaît la hausse chez le détaillant, s'il n'a pu bénéficier de la baisse.

Comme on le voit, ce sont là des opérations assez compliquées, mais courantes. La spéculation est sans nul doute le principal facteur normal de la vie chère.

2° *Sous-production d'objets nécessaires et surproduction des objets dont la fabrication est supérieure aux besoins.* — Comme nous l'indiquons en traitant du chômage, la production est organisée non pas en vue de la satisfaction des besoins mais, au contraire, pour la réalisation des profits. Il en découle, forcément, que des productions utiles mais peu rémunératrices, sont délaissées au profit de productions moins utiles mais plus avantageuses ; que des produits, denrées, cultures diverses, indispensables pourtant, ne sollicitent pas l'effort, tandis que d'autres, moins nécessaires mais d'un meilleur rapport sont poussés au-delà des besoins.

Il est de toute évidence que les produits dont l'utilité, la demande est supérieure à l'offre, à la production sont vendus, même sans spéculation, à un prix supérieur à leur valeur réelle et provoquent ainsi une hausse partielle du coût de la vie. Si on considère que nombreux sont les produits et denrées pour lesquels il en est ainsi, on concevra facilement que cette organisation capitaliste de la production soit un facteur sensible de vie chère.

La contre-partie n'existe d'ailleurs pas pour les produits dont la production est supérieure aux besoins. Le développement de ces besoins d'une part, la spéculation, la destruction ou le stockage d'autre part, permettent aisément aux détenteurs, spéculateurs et intermédiaires de fixer le cours qu'ils veulent. Ainsi l'abondance du vin, depuis la guerre, en France, n'a pas fait baisser le prix de cette marchandise. Elle a tout simplement suivi le cours général des autres marchandises et le consommateur n'a pas bénéficié, le moins du monde de cet excédent réel de production. Il a consommé davantage et c'est tout.

3° *Impossibilité d'achat à l'étranger en raison de la dépréciation du change et installation d'industries de remplacement non adéquates au pays.* — La dépréciation trop considérable de la monnaie d'un pays ne

permet plus à ce dernier de s'approvisionner en denrées coloniales, en produits étrangers dans les pays à change haut.

Conséquemment, il doit chercher, dans la mesure du possible à *vivre sur lui-même*. Pour cela, il est obligé de créer de toutes pièces des industries de remplacement pour lesquelles il n'est pas outillé, pas préparé ni approvisionné en matière première.

En produisant des « ersatz » des objets ou marchandises qui lui font défaut, ou en s'approvisionnant en matières premières au lieu des produits finis, il arrive parfois à se suffire ou à peu près. Mais toutes ces installations, tous ces achats, faits, il est vrai, en monnaie du pays, n'en coûtent pas moins très chers et provoquent une augmentation du coût de la vie.

4° *Le protectionnisme.* — En protégeant, et souvent d'une façon extrêmement outrancière, les produits ou l'industrie du pays, les dirigeants obligent la population de ce pays à vivre sur ses ressources ; s'il arrive que la récolte ou la production soient déficitaires et qu'il faille acheter au dehors, le prix de la marchandise importée subit une hausse correspondante à l'importance de l'achat extérieur.

En outre, le cours de la marchandise du pays, dont la parité s'établit sur le cours extérieur, subit une hausse de même importance.

Parfois les gouvernements baissent bien les droits de douane pour la marchandise nécessaire, mais le vendeur, par représaille, tenant compte du droit normal, majore d'autant le prix initial. Enfin, la spéculation, agissant extérieurement et intérieurement, pousse à la hausse en tenant la dragée haute aux acheteurs directs, aux détaillants et ceux-ci, par répercussion, aux consommateurs.

Le protectionnisme est donc une cause certaine d'augmentation du coût de la vie et les droits prohibitifs dont sont frappés marchandises et produits retombent en fait sur le consommateur. Seuls le commerce et l'industrie du pays protégé en bénéficient, puisque toute concurrence extérieure devient impossible.

5° *Les impôts.* — Les impôts divers : chiffre d'affaires, taxe de soi-disant luxe et surtout les impôts indirects, droits d'octroi, etc., sont aussi une cause permanente de vie chère. Rentrant dans les frais généraux des exploitants, fabricants, industriels et commerçants pour leur valeur réelle, ils sont majorés, plusieurs fois leur valeur et, en définitive, payés entièrement par le consommateur.

L'annonce de nouveaux impôts donne toujours lieu à une augmentation sensible du coût de la vie. Pour peu que les choses traînent en longueur, que le Parlement discute quelques mois de la nouvelle taxe, on peut-être certain que le consommateur subira trois ou quatre augmentations sur denrées, loyers, etc., etc., ce qui ne l'empêchera pas, au vote de la loi ou à la mise en vigueur du décret, de subir l'augmentation majorée comme il convient et cela paraît normal aux vendeurs. Hélas ! le commerce comme la propriété, c'est bien le vol, a dit Proudhon !

Il y a enfin des causes locales ou régionales d'augmentation du coût de la vie. L'affluence de la troupe, le gros mouvement des affaires, les situations spéciales occupées par les stations balnéaires ou climatiques, la présence dans une localité d'une industrie neuve à gros bénéfices, payant de hauts salaires sont autant de causes de vie chère.

Le calcul du salaire réel ou pouvoir d'achat s'obtient de la façon suivante : nombre indice du salaire réel ; nombre indice du salaire nominal $\times 100$; nombre indice du coût de la vie ce qui veut dire que le salaire réel s'obtient en divisant le nombre indice du salaire nomi-

nal multiplié par 100 (indice général de 1914), par le nombre indice du coût de la vie.

Statistiques indiquant : Le salaire nominal, le coût de la vie et le salaire réel des principaux pays

PAYS	DÉSIGNATION	1914	Jun 1920	Octobre 1920	Jun 1921	Décembre 1921	Mars 1922	Jun 1922
Angleterre....	Salair* nominal	100	310	310	309	250	244	277
	Coût de la vie.	100	252	265	219	192	182	184
	Salair* réel (1).	100	91	87	105	102	102	83
France	Salair* nominal	100	400	400	444	400	390	385
	Coût de la vie.	100	379	450	363	349	323	366
	Salair* réel ...	100	—	133	105	—	—	—
Belgique ...	Salair* nominal	100	403	—	—	—	413	362
	Coût de la vie.	100	461	—	—	—	387	366
	Salair* réel ...	100	87	—	—	107	106	99
Suède....	Salair* nominal	100	—	312	—	313	—	—
	Coût de la vie.	100	270	—	236	—	—	—
	Salair* réel ...	100	—	116	—	132	—	—
Norvège ...	Salair* nominal	100	327	—	—	303	—	—
	Coût de la vie.	100	—	302	296	280	—	—
	Salair* réel ...	100	108	—	—	102	—	—
Danemark...	Salair* nominal	100	319	354	318	291	248	248
	Coût de la vie.	100	262	264	237	—	—	—
	Salair* réel ...	100	134	134	123	137	125	125
Pays-Bas....	Salair* nominal	100	—	267	278	277	—	248
	Coût de la vie.	100	—	221	210	208	192	187
	Salair* réel ...	100	—	121	146	—	—	133
États-Unis ..	Salair* nominal	100	—	208	—	181	—	181
	Coût de la vie.	100	214	198	177	174	166	169
	Salair* réel ...	100	96	—	98	—	108	99
Afrique du Sud	Salair* nominal	100	—	153	—	—	120	—
	Coût de la vie.	100	179	—	—	162	—	133
	Salair* réel ...	100	—	85	—	—	90	—
Australie...	Salair* nominal	100	141	162	167	168	166	163
	Coût de la vie.	100	154	161	150	144	138	139
	Salair* réel ...	100	92	101	111	122	123	116
Inde anglaise.	Salair* nominal	100	—	—	190	—	—	—
	Coût de la vie.	100	—	—	174	—	—	—
	Salair* réel ...	100	—	—	114	—	—	—
Italie	Salair* nominal	100	—	383	—	449	—	384
	Coût de la vie.	100	438	384	405	447	490	458
	Salair* réel ...	100	—	100	—	111	—	83

NOTA. — Ces chiffres sont ceux publiés par les services officiels des différents pays. Nous ne pouvons les contrôler en raison de l'absence de statistiques dressées par la classe ouvrière de chaque pays — ce sont des chiffres moyens pris par corporation. Ils s'appliquent à la métallurgie.

(1) Capacité d'achat du consommateur-producteur.

Statistique particulière à l'Allemagne pendant la grande crise économique et financière de 1922

PAYS	Désignation	1914	Avril 1922	Juillet 1922	Septembre 1922	Octobre 1922	Novembre 1922	Décembre 1922
Allemagne	Salair* nominal	100	2352	3879	9350	13557	23117	42500
	Coût de la vie..	100	3436	5392	13319	22066	44610	68510
	Salair* réel.....	100	68	72	70	61	52	62

Statistique particulière à l'Autriche pendant la grande crise économique et financière de Juin 1920 à Décembre 1922

PAYS	Désignation	1914	Décembre 1920	Mars 1921	Juin 1921	Octobre 1921	Décembre 1921	Mars 1922	Juin 1922	Septembre 1922	Décembre 1922
Autriche	Salair* nominal..	100	5040	5730	13557	—	58460	154630	863500	779000	782400
	Coût de la vie.....	100	6700	8100	9800	20500	77800	187100	1.130600	930500	942500
	Salair* réel.....	100	75	71	67	74	75	75	83	76	80

On remarquera par l'examen des tableaux ci-dessus, que le pouvoir d'achat ou salaire réel a diminué, se trouve au-dessous de celui de 1914, pour l'Angleterre, la Belgique, les États-Unis et l'Italie, c'est-à-dire que sauf les neutres : Suède, Danemark, Norvège, Pays-Bas, tous les pays ayant participé à la guerre sont affectés par la vie chère et que le pouvoir d'achat du consommateur y a sensiblement diminué, ce qui corrobore pleinement notre exposé objectif du début.

En ce qui concerne l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, atteintes par des crises économique et financière, on remarquera de quelle façon a agi sur le salaire réel, la débâcle financière de ces pays, ce qui confirme également ce que nous affirmons.

Enfin, et bien que le gouvernement français s'abstienne soigneusement de nous renseigner, nous savons que la baisse du franc, l'inflation qui suivit, portèrent le coût de la vie à 470 alors que les salaires atteignent 380, ce qui ramène le salaire réel ou pouvoir d'achat du producteur — consommateur français à 89 % de sa valeur de 1914.

Les remèdes à une telle situation sont presque nuls ou empiriques. Les mesures gouvernementales contre la vie chère restent sans effet. Il ne pourrait y avoir qu'un palliatif — nous disons bien: palliatif — le développement des coopératives de consommation afin de « régulariser » le marché dans une certaine mesure. Ce remède ne pourrait être efficace que si ces coopératives pouvaient se soustraire à la pression des spéculateurs en s'approvisionnant directement dans des coopératives de production et chez le producteur libéré des spéculateurs.

Nous ne sommes pas près d'en être là. Le capitalisme ne permettra d'ailleurs jamais que nous atteignons ce stade qui marquerait la fin de son rôle. Ce n'est que par la transformation du système social qu'on pourra efficacement porter remède à un tel mal. — Pierre BESNARD.

CHIMIE. — Voir *Sciences naturelles*.

CHOMAGE. n. m. Le chômage est la période pendant laquelle une industrie est momentanément arrêtée. Le chômage peut être partiel ou total, local, national. Il se peut aussi qu'une usine, un atelier, une entreprise, une exploitation ne marchent qu'au « ralenti ». Ce moyen est souvent employé pour ne pas créer des troubles. Dans ce cas les ouvriers ne font plus qu'un certain nombre d'heures par jour et parfois par roulement, ne travaillant que quelques jours par semaines. Le chômage, c'est donc pour l'ouvrier, l'arrêt forcé du travail. Le chômage tient à des causes multiples : incapacité du capitalisme à organiser la production d'une façon rationnelle, limitation du capital-argent, mauvaise répartition des matières premières, spéculations sur celles-ci et sur les produits, afflux de main-d'œuvre sur un point donné par voie d'immigration organisée par le patronat, fabrication intense de produits spéciaux et nouveaux dont l'offre arrive à dépasser la demande, sous-production des objets utiles, journées trop longues. Telles sont les causes générales et principales qui engendrent le chômage sous toutes ses formes et à toutes les époques.

Il convient cependant, dans les temps actuels d'y ajouter celles qui résultent de l'instabilité du change des monnaies, des écarts considérables qui existent entre ces changes et rendent presque impossible l'approvisionnement, en matières et en produits, des pays à change bas dans les pays à change élevé.

Cette crise des changes a produit après la guerre de 1914/18 un chômage intense en Angleterre et en Amérique, où des stocks de charbon, de fer, d'acier, de

produits de toutes sortes restent inemployés et ne trouvent pas acquéreurs chez les acheteurs habituels trop appauvris.

Il y a enfin le *protectionnisme* qui joue, lui aussi, son rôle qui est considérable. Le *protectionnisme* va, en effet, en général à l'encontre du but qu'il poursuit. Une industrie protégée est enfermée dans le cadre national. Si des tarifs prohibitifs ferment en effet les frontières douanières aux produits étrangers, les pays qui se trouvent lésés dans leurs exportations et leur développement industriel usent de réciprocité en établissant des tarifs qui empêchent dans une très large mesure les produits de la nation protectionniste d'entrer chez eux.

Bien entendu au bout de peu de temps les marchés nationaux sont engorgés, encombrés, l'offre reste sans demande et le chômage sévit dans cette industrie protégée.

Il y a encore, surtout en ce moment, en cette période de transformation du machinisme et de la technique, des chômages provoqués par l'utilisation beaucoup moins considérable de certains produits ou matières.

L'avènement de la vapeur a révolutionné les transports et fait disparaître sans qu'il y ait emploi immédiat des éléments employés en nombre d'industries ou de métiers ; celui du machinisme a eu les mêmes conséquences, parce que le déplacement industriel et agricole qui en est résulté n'a été ni réglé ni ordonné. L'application sans cesse plus considérable du pétrole et surtout de l'électricité, ont produit des troubles profonds dans l'industrie minière en réduisant considérablement les besoins en charbon. L'utilisation de la houille blanche généralisée, produira des crises plus profondes encore, parce que le capitalisme est impuissant à réajuster et à réadapter les industries et les efforts humains.

Le chômage, qui atteint en Angleterre plus de 3 millions d'hommes en 1925 et frappe en Amérique un nombre presque égal d'individus tient surtout à la crise des changes et à la sous-consommation du charbon dont l'utilisation s'est considérablement amoindrie.

Le chômage est un mal *endémique* en régime capitaliste. Il est la conséquence même de ce régime *organisé pour la réalisation des profits au lieu de l'être en vue de satisfaire les besoins utiles*.

Le chômage ne disparaîtra donc qu'avec le capitalisme lui-même. Il est facile de prévoir qu'il s'amplifiera sans cesse, à mesure que le capitalisme développera ses productions nouvelles et en raison de son impuissance à ordonner son effort industriel. Toutes les mesures prises pour l'enrayer resteront vaines.

Il serait encore plus grand, si, ne craignant pas pour la stabilité du système, le capitalisme laissait libre cours de s'exercer à la technique, à la science. Craignant d'être débordé par le progrès qui en résulterait, sachant d'avance que la ruine s'en suivrait pour nombre d'industries incapables d'évoluer assez rapidement, le capitalisme restreint, par l'argent, les recherches de la science et les applications de la technique.

Les causes du chômage sont, on le voit, extrêmement complexes et diverses. Revenons à celles qui sont essentielles et courantes, à celles qui sont exposées au début de cette étude.

1° Incapacité du capitalisme à organiser de façon rationnelle. — Le capitalisme, nous l'avons dit, dirige ses efforts en vue de profits à réaliser et non pour satisfaire les besoins utiles. Cette conception l'entraîne fatalement à surproduire dans certaines branches d'industrie et à sous-produire dans d'autres.

Pendant que la surproduction, en jetant sur les marchés des quantités de matières ou de produits non utilisables, *non demandés*, engendre au bout de peu de

temps l'arrêt de l'industrie ou des industries qui n'ont pas su limiter leur effort, la sous-production ne permet pas de satisfaire les demandes. Dans les deux cas, le chômage en résulte. Ici, afflux de main-d'œuvre, là, moins de main-d'œuvre, mais cessation de l'effort. Dans les deux cas, c'est le chômage pour l'ouvrier, l'arrêt ou la marche ralentie de l'industrie qui l'emploie.

Si l'effort capitaliste devait — et ce ne peut pas être — avoir pour but de satisfaire les besoins collectifs, il en irait tout autrement. La limitation de la production dans tous les domaines à la satisfaction des besoins, la stabilisation des marchés sur des bases statistiques solides, rendraient impossibles toute surproduction et sous-production. Ce serait ainsi qu'on verrait la fin du chômage. Seuls les ouvriers, par leurs syndicats, sont capables d'organiser la production sur ces bases parce qu'ils auront au préalable, fait disparaître l'intérêt particulier et donné naissance au véritable intérêt collectif.

2° Limitation du capital-argent. — Par la limitation des ressources dont il dispose chaque année, ressources qui sont déterminées par le volume des transactions avec bénéfices réalisés dans le cours de l'année précédente, le capitalisme, par son caractère individualiste, est obligé de limiter la production, les frais de celle-ci au chiffre de ses ressources.

Bien souvent, des besoins accrus, des bénéfices possibles seraient ou satisfaits ou réalisés par voie de développement si les industriels et les commerçants pouvaient étendre le cercle de leurs affaires et augmenter pour cela leur production ou leurs ventes.

L'une et l'autre restent stationnaires ou régressent souvent, parce que les exploitants ne disposent pas des ressources suffisantes.

Cette limitation des ressources entraîne forcément celle des frais généraux dans lesquels les salaires entrent pour une large part. Si l'industriel a travaillé à perte, il licencie en partie le personnel qu'il emploie ou fait appel à une main-d'œuvre moins onéreuse par voie de mise à pied. C'est le chômage pour le personnel ancien.

3° Mauvaise répartition des matières premières. — L'absence totale de statistiques commerciales et industrielles fixant chaque année les besoins approximatifs de tous les pays et la quantité de matières disponibles, empêche que les industries soient approvisionnées en vue des productions nécessaires, tandis que d'autres reçoivent des quantités énormes de matières qui resteront inemployées.

Si les industries de transformation ne reçoivent pas ce que représente leur utilisation à plein rendement, c'est le chômage forcé des ouvriers dans cette industrie.

Si au contraire les industries de base, les exploitations d'extraction ont auparavant constitué des stocks et approvisionné les industries de transformation à leur pleine capacité, c'est le ralentissement chez ces exploitants et le chômage des ouvriers travaillant dans l'industrie de base.

On ne pourra remédier à cet état de choses que par la création d'offices nationaux et internationaux qui fixeront et les besoins de la consommation et le chiffre de la production. Ce n'est pas, encore, le régime capitaliste qui opérera ces redressements nécessaires à la réalisation de l'équilibre du système incriminé.

4° Spéculation sur les matières premières et les produits. — Les matières et les produits n'étant pas l'objet d'appréciations exactes dans le domaine des disponibilités et des nécessités, la répartition rationnelle des matières premières étant impossible, il va de soi que la fabrication est cahotique, comme nous venons de l'exposer ci-dessous.

Mais cette conception de l'économie, favorable aux audacieux, aux coquins de toutes nuances et de tout acabit, à tous les « corsaires » de l'industrie et du négoce, permet aux uns et aux autres de spéculer sans vergogne sur matières et produits.

Quoi de plus facile, pour les grandes Firmes, pour les Cartels et les Trusts, que d'accaparer des quantités énormes de matières premières ou de produits, qui permettent de ralentir ou d'accélérer le rythme de la production.

C'est pour les spéculateurs une question de disponibilités liquides. Les banques se chargent de résoudre facilement semblable problème qui est, pour elles, d'ordre courant.

Bien entendu, en opérant ainsi, financiers et exploitants, commerçants et usiniers se moquent parfaitement de ce que deviendront leurs ouvriers et leurs employés. Si, par exemple, la spéculation donne des bénéfices supérieurs à ceux que permet de réaliser la fabrication, ils n'hésitent pas à ralentir ou à arrêter pour un temps l'extraction, la fabrication ou l'écoulement jusqu'au moment où leurs intérêts exigent la manœuvre inverse.

C'est ainsi que des hausses fantastiques se produisent, que le coût de la vie augmente pendant que la misère croît avec l'intensification du chômage.

La spéculation est un des principaux facteurs du chômage. Elle cause des ravages terribles dans tous les domaines. Elle fait, elle aussi, partie intégrante du capitalisme. Vouloir l'abattre et laisser debout le système qui l'engendre, c'est chevaucher la chimère.

5° *Afflux de main-d'œuvre par voie d'immigration.* — Pour faire échec aux revendications des travailleurs d'une industrie, soit dans une localité, soit dans une région, le patronat n'hésite pas à faire appel à la main-d'œuvre étrangère, à organiser dans les pays pauvres et à population très dense, un courant d'émigration avec la complicité des pouvoirs publics des deux pays intéressés.

Ces travailleurs importés sont bien embauchés suivant des contrats qui, *théoriquement*, respectent à peu près la législation du travail du pays où on les envoie, mais dès l'arrivée des émigrés les contrats sont violés. Ni le taux des salaires, ni la durée du travail ne sont respectés. Le patronat règne en maître sur ces malheureux esclaves du travail. Ils les nourrit comme des chiens dans ses cantines infectes et les loge comme du bétail dans ses baraquas, tout en les payant un prix dérisoire et en leur imposant, avec l'aide de ses tacheurs, des journées de travail très longues.

Toutes ces pratiques réduisent naturellement au chômage les ouvriers indigènes, qui ne peuvent ni ne veulent accepter un semblable traitement, qui ont une famille à élever, des besoins normaux à satisfaire.

Et c'est malheureusement la lutte entre exploités pour la bouchée de pain. Ce sont les brimades et les rixes sur les chantiers, dont le patronat exploite sans vergogne le triste résultat.

Les moyens dont dispose la classe ouvrière pour remédier au chômage sont extrêmement précaires. Ne pouvant s'associer à l'œuvre de filtrage du gouvernement, ne pouvant par esprit de classe internationaliste, s'opposer à ce qu'un travailleur soit partout chez lui, quelle que soit son origine, le prolétariat est en, quelque sorte, désarmé devant l'immigration et tout ce qui en découle.

Ce n'est que par l'établissement de rapports constants entre les différentes Centrales nationales ouvrières, par le développement d'une propagande intelligente touchant sans cesse un plus grand nombre d'individus, qu'on parviendra, dans la Société actuelle, à limiter,

— mais à limiter seulement — les méfaits d'une telle utilisation des travailleurs.

6° *Fabrication intense et exagérée de produits spéciaux et nouveaux dont l'offre dépasse la demande.* — Il est, en effet, à remarquer que dès l'application d'une découverte scientifique et l'industrialisation à laquelle elle donne lieu, les ouvriers, recherchés au début, par les chefs d'industrie qui fabriquent les produits ou par les commerçants ou industriels qui les écoulent ou les emploient, se précipitent nombreux dans cette profession. Bientôt, au bout de très peu de temps, celle-ci est encombrée à un tel point que le chômage ne tarde pas à y sévir avec intensité, jusqu'au jour où une nouvelle industrie viendra utiliser la main-d'œuvre en surcroît.

Il en fut ainsi successivement dans l'industrie mécanique et électrique, dans le cycle, l'automobile, l'aviation. Il en est de même dans la sténo-dactylo par exemple.

De même que les jeunes gens veulent tous être mécaniciens en quelque chose, les jeunes filles veulent toutes être sténo-dactylos. Et l'encombrement crée le chômage et la dépréciation du salaire.

Les patrons se gardent bien de tarir une pareille source de recrutement qui leur procure à bon compte un personnel qualifié.

Mais ce n'est là qu'un des côtés de la question. En poussant intensivement une production nouvelle, en cherchant à réaliser au plus vite de gros bénéfices, les patrons encombre, eux aussi, rapidement le marché et, bientôt, il y a pléthore de marchandises, crise d'achat, stockage forcé, et partant, chômage jusqu'au jour où le marché se stabilise, sous la poussée des nécessités où jusqu'à ce qu'une industrie nouvelle arrête, paralyse ou ralentisse l'essor de l'industrie en question.

Bientôt à la production exagérée succède la sous-production et ce tassement ne va pas sans inconvénient pour les ouvriers qui sont employés dans cette industrie et en supportent toutes les crises et fluctuations.

7° *Les journées trop longues.* — Par principe, par routine et aussi par calcul intéressé autant que par la tactique de combat, le patron est enclin à maintenir très longue la journée de travail. Soit qu'il refuse d'évoluer et d'appliquer les découvertes mécaniques, d'en généraliser l'emploi par esprit d'économie et de routine, le patronat maintient, malgré les lois sociales, la journée de travail au-dessus de la durée légale. Cependant petit à petit, pour soutenir la concurrence, il est obligé d'utiliser les machines qui produisent davantage et plus rapidement. Mais comme il prétend utiliser aussi le matériel humain à plein rendement, il ne diminue pas, pour cela, le temps de travail. Il se trouve qu'il s'effectue ainsi une production anormale supérieure aux besoins, qui vient à nécessiter la mise en chômage d'une partie du personnel lorsque le stockage se fait important.

Si on réduisait la longueur de la journée de travail, en utilisant au maximum le machinisme, il est incontestable que tous les bras seraient employés.

En maintenant complet ce réservoir d'hommes en chômage dans lequel, il peut puiser, tout à son aise, pour briser toutes velléités de mieux-être de la classe ouvrière, on conçoit facilement que le patronat se soit opposé, dans tous les pays, avec tant de force et de persévérance à l'application de la journée de 8 heures.

Là, comme en toutes choses, seule la force ouvrière organisée intelligemment et puissamment, pourra faire disparaître le chômage qui découle des trop longues journées de travail.

Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, le chômage perdurera et, avec lui, toutes les misères qui en découlent, toutes

les maladies, toutes les tares sociales qui en sont les conséquences.

Il y a une autre sorte de chômage, c'est celui qui est décidé par les ouvriers soit par protestation, soit pour participer à une manifestation quelconque. Le 1^{er} mai est un jour de chômage de ce genre. — Pierre BESNARD.

CHRISTIANISME. — Voir Religion.

CITOYEN. n. m. Terme d'antiquité. Ce mot n'a jamais eu de féminin. Il n'a d'usage moderne que pour les ironistes conscients, politiciens ou non, et pour les imbéciles. Quelques bavards de réunion publique poussent la plaisanterie jusqu'à appeler leurs auditrices : citoyennes. La plaisanterie n'est pas beaucoup moins forte d'appeler citoyen n'importe quel homme d'aujourd'hui. Il arrive à tel orateur érudit de citer le mot d'Aristote : « Le citoyen se doit à l'Etat ».

Les pauvres gens qui font usage de l'argument d'autorité ont le droit de s'appuyer sur cette parole d'Aristote à peu près comme le naturaliste qui décrit le lézard a le droit de le comparer au plésiosaure. Le citoyen est une espèce qu'Aristote a connue mais qui est disparue depuis longtemps.

Le caractère spécifique du citoyen, c'est la participation aux fonctions de l'Etat. Or l'Etat, — nous enseignent Aristote et la pratique des anciens — a deux fonctions principales : légiférer et juger. Le citoyen, celui qui « appartient à l'Etat », c'est l'homme qui juge et qui fait partie de l'Assemblée législative. Un député est, pour quatre ans, un quart de citoyen : il ne juge pas et les lois qu'il vote n'ont de force que si elles sont approuvées par un autre ramassis de quarts de citoyens, le Sénat. Dans la classification que nous faisons d'après Aristote, le juge, animal supérieur, est un demi-citoyen. Quant à nous, pauvres gens, dont tout l'office social consiste à subir l'arbitraire des lois et des faiseurs de lois, et des appliqueurs de lois, Aristote constaterait en bouffonnant qu'on nous a châtrés des deux puissances du citoyen. Nous appliquer le beau titre historique, c'est proprement s'émerveiller devant la virilité des eunuques et les prier de remédier à la dépopulation de notre cher pays.

Mais, peut-être, à nous entendre nommer citoyens, le rire d'Aristote serait différent. Il se souviendrait de Diogène, allumerait sa lanterne, la promènerait devant nos visages et proclamerait qu'elle n'a éclairé que des faces d'esclaves.

Aux armes, citoyens... — HAN RYNER.

CIVILISATION. n. f. La définition du mot est assez complexe, car au sens général il est employé par diverses écoles historiques et sociales de façon différente et c'est ce qui prête à confusion. La meilleure définition, malgré sa brièveté, nous semble être celle que nous empruntons à Lachatre : « Ce qui est civilisé, par opposition à la sauvagerie ». En effet, la civilisation est l'ensemble de la vie sociale, qui marque une époque d'évolution morale et de développement intellectuel et scientifique sur l'époque précédente. Elle doit être une course ininterrompue vers le progrès et une victoire constante de l'esprit sur l'égoïsme brutal qui anime trop souvent l'humanité. La civilisation est toujours relative à une époque et il faut la comprendre non pas dans le temps, mais dans son temps, et c'est ce qui explique que certaines populations, à des dates indéterminées de l'histoire ont été considérées comme les plus civilisées, alors que de nos jours elles seraient qualifiées de barbares. « L'humanité peut être comparée à un homme qui ne vieillissant jamais, ne mourant jamais, n'oubliant rien, avancerait continuellement dans la science et dans la raison ». (Pascal). On peut donc dire de la civilisation, qu'elle est la marche en

avant de l'humanité, abandonnant sur sa route les vieux préjugés néfastes à l'épanouissement de l'individu et de la collectivité, elle poursuit la réalisation du bien-être social. Son but — si toutefois la civilisation a un but — ne peut être que la fraternité, la liberté et l'égalité de tous les hommes. Tout ce qui s'oppose par les faits ou par les idées au bonheur des humains ou qui éloigne l'ère de leur libération est contraire à la civilisation.

La civilisation ne s'impose pas par la force brutale et c'est un paradoxe des temps modernes de prétendre que les nations les plus civilisées sont celles qui sont les plus fortes militairement. En vérité, l'étude et l'observation de l'évolution historique nous portent à affirmer que la plupart des civilisations passées se sont écroulées en abusant de la violence. Malheureusement, et de nos jours encore, la force a toujours triomphé dans une certaine mesure de la raison, du droit et de la logique et les civilisations furent souvent subordonnées à la brutalité et à l'ambition des hommes qui ne savaient ni maîtriser leurs instincts, ni mettre un frein à leur désir de dominer. C'est toute l'histoire de l'humanité qu'il faudrait écrire pour traiter de la civilisation ; c'est toute l'histoire des peuples et des nations qui, depuis des siècles et des siècles, nous lèguent en héritage le produit de leurs recherches et de leur savoir.

La civilisation ? C'est la Chine, aujourd'hui broyée sous les dents voraces d'un capitalisme international qui, il y a cinq mille ans, donnait déjà le jour à des savants, des philosophes, des agriculteurs, dont les connaissances n'atteignaient certes pas celles de nos savants modernes, mais qui défrichaient le terrain, permettant ainsi aux générations futures de s'acheminer vers un avenir meilleur. La civilisation ? C'est la lumière qui, pendant trois mille ans, jaillissant de ce grand empire, par la sagesse, le travail, la courtoisie, l'austérité des mœurs de son peuple, illumina le monde, malgré les divisions régnant au sein de la nation, malgré les vices, les débordements, la licence, l'ambition des grands et des seigneurs qui, finalement, devaient avoir raison de toute cette population soumise et pacifiste. Les efforts du grand Confucius, philosophe qui chercha, 500 ans avant notre ère, à redonner à la Chine un caractère moral et sain, furent vains. La Chine, décadente, fut écrasée sous le talon de la soldatesque. Il ne reste plus rien aujourd'hui de sa civilisation ; depuis deux mille ans, la Chine fut le théâtre de bien des invasions contre lesquelles elle ne sut se défendre, car ce peuple de plusieurs centaines de millions d'individus, qui pourrait mettre sur pied des armées formidables, ne possède pas l'art de la guerre. Sa civilisation, qui fut réelle, s'orientait vers d'autres buts et, désemparée, elle fut la proie facile de tous les conquérants qui, au nom d'une fausse civilisation, entendaient accaparer ses richesses. C'est toujours sous le fallacieux prétexte de « civilisation » que, de nos jours, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, toutes les grandes puissances qui, au sens bourgeois du mot, sont des foyers de civilisation, tuent et pillent d'innocentes peuplades qui ne réclament que du travail et de la tranquillité.

Quel fossé sépare les civilisés de cette caricature de civilisation moderne que l'on voudrait nous faire accepter ! La civilisation ne peut évoluer que par le travail et la liberté du peuple, alors que, de nos jours, nous assistons à l'étalage le plus ignoble de l'oisiveté et de la paresse. Il semble que l'on revive dans nos pays occidentaux l'époque de la décadence Romaine, où le peuple, se contentant du pain et du cirque, se laissait mener et conduire par les maîtres du pouvoir. Toutes les civilisations d'antan sont mortes de la même mort.

L'histoire serait-elle une éternelle répétition ? C'est dans la paresse et le vice que s'est éteinte la civilisation chaldéenne. Et pourtant, 2.700 ans avant l'ère chrétienne, Babylone était maîtresse du monde. La richesse de son architecture amoindrirait sensiblement la prétention de nos fabricants de gratte ciels américains. La renommée de ses palais, de ses jardins, traversait les océans. L'utile n'était pas sacrifié à l'agréable et si les Chaldéens surent construire des châteaux et des terrasses, ornant les larges voies de cette ville fantastique de 80 kilomètres de tour, ils surent aussi, pour fertiliser une terre sèche et aride, creuser des canaux dont la construction dépasse, vu l'époque, l'imagination humaine. Ils surent creuser, afin de garantir les populations, des lacs immenses dans lesquels, durant les périodes de crue, venaient s'écouler les eaux de l'Euphrate. De tout ce travail gigantesque, de toute cette force dépensée par des générations, il ne reste plus que le souvenir et un amas de ruines. La fausse civilisation, la guerre a passé là, pour réduire à néant l'effort productif de milliers d'années ; et, de même qu'elle a détruit la civilisation chaldéenne, elle a détruit celle de l'Egypte, celle de la Perse, de la Judée, de la Grèce, de Rome ; les deux dernières plus récentes nous ont laissé plus que les précédentes le produit de leurs travaux manuels et intellectuels et si, aujourd'hui encore, on peut lire les grands poètes et les grands philosophes de la Grèce et de la Rome antique on peut également contempler les ruines de leurs arènes et de leurs palais qui rappellent un génie architectural tout au moins égal sinon supérieur à celui de nos civilisations modernes.

On ne s'inspirera jamais assez de cette idée : que les conquérants militaires, que les hommes avides de jouissance et de richesses et qui sacrifient tout le présent, tout le passé, tout l'avenir à l'assouvissement de leurs bas instincts, sont les irréductibles adversaires de la civilisation. Et dans l'actualité douloureuse, où la civilisation pourrait être triomphante avec ses chemins de fer, son téléphone, ses aéros, sa T. S. F., elle est encore en lutte avec tous les puissants de la terre qui, en voulant accaparer toutes les richesses sociales et bénéficier seuls des découvertes multiples, entravent la marche en avant de l'humanité.

Cependant, malgré la route jonchée d'épines, la civilisation suit progressivement son cours. Elle marque parfois un temps d'arrêt, mais elle reprend son chemin et repart, lentement sans doute, mais sûrement, pour atteindre son but. Rien n'est perdu des idées auxquelles elles donnent le jour, et si, sur un petit coin de la terre, une nation est détruite, un territoire anéanti par un fléau, ce n'est qu'un accident dans le temps et dans l'espace, qui ne peut arrêter sa marche en avant. Contre tous la civilisation triomphera. Si une puissance peut se permettre, durant une période plus ou moins longue, d'asservir les populations d'une autre puissance ; si la ploutocratie domine toujours et si la guerre n'a pas encore disparu de la surface du globe, il n'en est pas moins vrai, que les progrès de la science appliquée et du machinisme, que les découvertes sensationnelles de nos savants, que les idées émises par nos penseurs, planent au-dessus de nous et que tout travaille à la réalisation d'une humanité meilleure, c'est-à-dire réellement civilisée.

Les apparences sont parfois trompeuses. Il peut sembler aux pessimistes que tout dégénère et que l'humanité rétrograde, que la civilisation décline. Aux heures de lassitude et de doute, il faut jeter un regard en arrière, contempler toute la route parcourue depuis des siècles et des siècles et considérer les transformations formidables des sociétés. Si la civilisation, c'est-à-dire l'idée dominante de fraternisation humaine, a su

résister à tous les assauts ; si elle ne fut pas anéantie malgré les catastrophes, les carnages, les brutalités de la religion, de la patrie, de l'Etat, c'est qu'elle répond aux besoins et aux désirs des hommes et que, seule, elle peut assurer la paix au sein des collectivités. Il faut l'aider ; et plus elle est enveloppée des nuages obscurs de la réaction qui cherche à l'étouffer, au nom d'un passé glorieux et de l'avenir qui sera éclairé par ses flambeaux, plus il importe de la défendre. Il faut la défendre pour qu'elle réalise enfin l'idéal que nous, Anarchistes, nous voulons voir se matérialiser : le bonheur et le bien-être pour tous. — J. CHAZOFF.

CIVISME. n. m. Montesquieu appelait le civisme une « vertu politique » et ajoutait : « C'est un renoncement de soi-même. On peut le définir l'amour des lois et de la patrie. » On peut donc également ajouter en empruntant le mot à J.-J. Rousseau : « Les nations manquent aujourd'hui de civisme. » Et il ne peut en être autrement ; car il n'y a pas de vertus politiques ; il ne peut y avoir que des erreurs politiques, les qualités et la politique ne pouvant faire bon ménage. Le civisme n'est donc pas, selon nous, une vertu, mais une erreur, et le « bon citoyen », un homme aveuglé qui se laisse tromper par les apparences et leurrer par ses représentants.

Au lendemain de la Révolution française, on exigeait de toute personne voulant occuper une fonction publique, un certificat de civisme. De nos jours encore, pour avoir le droit de remplir ses devoirs « civiques », il faut faire preuve de son honorabilité et de son honnêteté. Ce qui n'empêche pas que nous soyons toujours et que nous serons toujours gouvernés par des coquins, malgré le civisme des électeurs. Le civisme est donc bien, comme le dit Montesquieu, une « vertu politique » mais elle est purement politique et nullement morale et logique. Pour nous, anarchistes, nous n'avons pas à nous embarrasser de civisme ; mais il faut s'attacher à en détruire l'esprit ; car l'amour des lois et de la patrie, est une qualité nefaste à l'évolution des individus et des sociétés.

CLAN. n. m. Vient du mot écossais « Kīaan » qui servait à désigner une tribu composée d'un certain nombre de familles. Les clans persistèrent fort tard en Ecosse et en Irlande et leurs mœurs étaient simples et pures ; mais vers le milieu du XVIII^e siècle, les populations paisibles des montagnes écossaises furent persécutées et assassinées par Georges II et, à dater de cette époque, disparurent les derniers vestiges du clan. A présent, dans le langage courant, le mot est employé pour désigner une fraction qui, au sein d'un parti ou d'une organisation, se singularise par une particularité quelconque qui la sépare du reste du groupe. Il se forme dans toute association des clans qui se combattent, s'opposent et parfois se déchirent. Généralement, les individus se groupent autour d'un homme : le chef de clan.

En Amérique, le *ku klux klan* est une organisation réactionnaire groupant des milliers d'individus, et il peut être assimilé à nos organisations fascistes occidentales. Ses procédés et ses agissements sont semblables à ceux employés en Europe par les émules de Mussolini, le dictateur italien.

CLARTE. n. f. (du latin : *clarus*). Ce qui éclaire, ce qui est lumineux ; lueur, lumière. Antidote de l'obscurité. La clarté du jour ; l'obscurité de la nuit. Une clarté pâle, une clarté rayonnante, une clarté joyeuse. Il y a aussi la clarté qui est la lumière de l'esprit, et cette clarté de l'intelligence est aussi utile que la clarté du jour. Elle permet à l'individu de se faire comprendre tout en étant bref, mais précis, et évite bien

des contradictions et souvent des erreurs. La clarté, c'est l'ordre dans le cerveau. C'est « elle qui est la loi fondamentale du discours » dit d'Alembert avec raison. Avec de la clarté on exprime nettement et facilement ses idées ; elle est donc indispensable à celui qui veut défendre ou soutenir une cause, car la meilleure des causes est perdue si elle est soutenue de façon équivoque et ambiguë. Il faut également de la clarté dans le style, lorsqu'on se permet d'écrire et d'exprimer ses idées et ses opinions par la plume. Rien n'est plus insipide, indigeste, qu'une prose lourde et équivoque, permettant toutes les spéculations. La clarté doit être la qualité première du littérateur s'il veut œuvrer utilement.

Mais ce qui est indispensable au-dessus de tout, c'est la clarté dans les conceptions. Que de discussions évitées, que de temps gagné, et que de travail social on pourrait fournir, si chacun savait clairement ce qu'il veut ! Il semble que le manque de clarté dans nos conceptions est ce dont nous souffrons le plus. Combien de socialistes sont perdus dans leur collectivisme dont ils ignorent même l'A. B. C. Combien de communistes sont incapables de déterminer ce qu'ils entendent par communisme et, comme il ne faut pas être plus tendre pour soi que pour les autres, combien d'anarchistes manquent de clarté et confondent une chose avec une autre ! Il est donc nécessaire que le militant acquiert, s'il veut sincèrement poursuivre l'œuvre qu'il a ébauchée et atteindre le but qu'il s'est fixé, cette clarté sans laquelle tout travail demeure stérile. La clarté dans les idées ? c'est le plus sûr moyen de communiquer avec autrui, de lui exprimer sa foi et sa croyance, et de lui faire partager ses opinions. Plus que tout autre, l'anarchiste doit être clair car son idéal est un idéal de lumière.

CLASSES (LUTTE DES). Dans ce problème d'ordre sociologique, nous nous trouvons en face de deux thèses fondamentales, opposées. La première est la thèse *bourgeoise*. Elle reconnaît l'existence de différentes classes au sein de la société moderne, elle en reconnaît aussi les antagonismes. Elle ne peut pas *nier* ces faits. C'est leur *explication* qui est caractéristique. Pour les théoriciens bourgeois, l'existence et l'antagonisme des classes — de même que l'*inégalité* des hommes par rapport aux capacités, intelligence, etc., qui, disent-ils, en est la véritable cause — sont des phénomènes *normaux* et, partant, *immuables*. Ce n'est pas tout. D'après eux, l'existence, l'antagonisme et la lutte aiguë des classes sont loin d'avoir l'importance qui leur est attribuée par les doctrines socialistes, syndicalistes ou anarchistes. A côté des intérêts de classe, il en existe, disent-ils, bien d'autres, *beaucoup plus importants*, se plaçant bien au-dessus des premiers, pouvant et devant les aplanir : tels les intérêts *nationaux*, ceux de la *société prise en son entier*, ceux des *individus pris séparément*, etc. De là, leurs considérations d'ordre pratique, leurs conceptions politiques, leur justification du système capitaliste. Les intérêts et les avantages des classes possédantes sont, d'après eux, naturels et légitimes. La nature même des sociétés humaines exige des organisateurs de la vie nationale, sociale, économique. La classe bourgeoise est précisément cette grande organisatrice. Il faut donc qu'elle subsiste et qu'elle ait en sa possession les moyens nécessaires pour pouvoir exercer ses fonctions qui sont de première importance. Il faut qu'elle commande, qu'elle dirige, qu'elle gouverne. La classe capitaliste est loin d'être celle des parasites. Au contraire, elle travaille beaucoup : elle organise la vie des masses, elle assure leur existence, l'ordre et le progrès de la société entière dont elle est un élément indispensable. Elle manie les capitaux, elle

fait des dépenses, voir même des sacrifices... Elle court des risques... Il est donc dans l'ordre des choses qu'elle veuille être récompensée pour son action. Il faut que cette action compliquée, difficile, chargée de responsabilités, soit dûment rémunérée. Si les autres classes lui en veulent, tant pis pour elles : c'est de la non-compréhension, de l'égoïsme, de l'envie, de la démagogie... Les intérêts de différentes classes de la société peuvent être parfaitement réconciliés. Ceci ne dépend que de leur bonne volonté. C'est l'*Etat* qui est appelé au rôle de conciliateur, en se plaçant au-dessus des intérêts des classes. C'est l'*Etat* qui doit atténuer et dissiper les antagonismes surgissant entre elles. Plus l'*Etat* y réussit, plus son existence et sa forme sont justifiées. Ce fut la *démocratie* qui, au cours du dernier siècle, prétendait être le mieux appropriée à remplir cette tâche. C'est le *fascisme* qui, de nos jours, écartant la démocratie disqualifiée, se targue de la même prétention. Telle est la thèse *bourgeoise*.

Elle est vigoureusement combattue par la conception de la *lutte des classes* par excellence : la conception *marxiste*. Sa formule, établie par Marx lui-même, porte que toutes les luttes ayant eu lieu au sein des sociétés humaines au cours de l'histoire, étaient, au fond, des luttes de classes. Plus encore. Le marxisme considère la lutte des classes comme l'unique élément *réel, déterminant*, de toutes les manifestations de la vie humaine. D'après lui, l'*intérêt de classe* se trouve invariablement à la base de toutes ces manifestations. Non seulement la vie sociale, économique, politique, juridique des sociétés humaines est déterminée par cet élément primordial, mais aussi tous les phénomènes de la vie spirituelle et intellectuelle : les luttes religieuses, les conflits nationaux, les sciences, les arts, la littérature, etc., etc., ne sont, pour les marxistes, que des expressions et applications différentes des instincts, des intérêts, des aspirations ou des mouvements de telles ou telles autres classes de la société. Il n'existe pas d'intérêts « nationaux », ni de la « société entière », ni des « individus pris séparément » : il n'existe, au fond, que des intérêts de différentes classes, en lutte entre elles. Le reste n'est que parure, un trompe-l'œil pouvant égarer les profanes. Les *origines des classes* sont à chercher dans les lointains progrès de la technique et de la productivité du travail, lesquels, ayant porté un coup mortel à la primitive communauté des clans, amenèrent à un surplus de produits, à l'inégalité et, partant, à la division en classes, les unes se partageant le surplus des produits, ou *plus-value*, les autres en étant privées.

L'aspect des classes, et aussi celui de leurs luttes, varient au cours de l'histoire ; mais le fond de ces luttes reste toujours le même : les classes accaparent la plus-value, cherchent à la conserver à tout jamais et à tout prix, à subjuguier et à dominer celles qui en sont privées, tandis que ces dernières s'efforcent à secouer le joug, à se libérer, à supprimer la plus-value et, finalement, les classes elles-mêmes. La domination d'une classe donnée de la société est toujours plus ou moins passagère. Elle correspond à une époque historique déterminée, à un certain état de développement des « forces productives ». L'antagonisme et la lutte des classes découlent des « rapports de production » donnés.

Donc, les classes de la société ne sont pas immuables. Ainsi, à notre ère, la classe féodale a dû céder sa place à celle de la bourgeoisie. L'évolution ultérieure amena à la naissance d'une nouvelle classe, celle des *prolétaires*, dont les intérêts sont opposés à ceux de la bourgeoisie, et qui est en lutte contre cette dernière. Conformément à la doctrine marxiste, la classe prolétarienne est appelée à renverser la bourgeoisie, à s'émanciper

et à rétablir une société sans domination ni lutte de classes.

A cette conception théorique des marxistes, répondent leurs considérations d'ordre pratique, leurs thèses politiques, toute leur stratégie de la lutte de classes. D'après eux, la bourgeoisie qui, à un certain moment de l'histoire, a bien joué un rôle progressif, le perd, à son tour, au fur et à mesure du développement économique ultérieur, et finit par devenir une force régressive. Actuellement, elle est en décadence. Aujourd'hui, c'est une classe parasitaire. L'état présent de l'évolution économique exige une autre forme d'organisation sociale et demande d'autres organisateurs. Cette nouvelle forme d'organisation est « l'Etat prolétarien ». Cet organisateur, c'est la classe prolétarienne. La classe capitaliste disparaîtra à la manière de la classe féodale. L'Etat n'est nullement un conciliateur placé au-dessus des classes. Bien au contraire, il est l'instrument le plus qualifié entre les mains des classes possédantes. C'est à l'aide de l'Etat — indépendamment de sa forme — que la bourgeoisie opprime et exploite la classe prolétarienne. L'Etat n'est, donc, qu'un instrument de domination de classe. Afin de supprimer cette domination, de vaincre la bourgeoisie, le prolétariat doit briser l'Etat bourgeois et organiser l'Etat prolétarien. Le prolétariat n'ayant aucun intérêt à exploiter qui que ce soit, l'Etat servira entre ses mains, non pas comme instrument d'exploitation, mais uniquement comme moyen de dominer la bourgeoisie résistante, de la vaincre définitivement, de la supprimer et de mener à bien la tâche de la réorganisation complète de la société moderne : la suppression des classes et de la domination de classe, le rétablissement d'une organisation sociale libre et égalitaire. Telle est la thèse marxiste.

Il faut ajouter que la doctrine socialiste en général comprend d'autres courants d'idée opposés en quelque sorte à la théorie strictement marxiste. Tout en se basant sur les principes fondamentaux de la lutte des classes exploitées, ces courants s'opposent, néanmoins, à réduire tout le processus historique à ce facteur unique. Ils conçoivent l'histoire humaine d'une façon beaucoup plus large. Ils admettent la grande importance d'autres facteurs historiques, en dehors de celui de la lutte des classes. Ils tiennent compte d'autres forces et éléments de l'évolution humaine. Et ce qui importe surtout, ils comprennent la notion même de la lutte des classes d'une façon beaucoup plus ample que les marxistes. Ils apprécient autrement le rôle de la classe paysanne, de celle des intellectuels exploités. C'est pourquoi, ils ont aussi une notion différente de la « dictature du prolétariat » (après sa victoire sur la classe capitaliste) et de l'« Etat prolétarien ». C'est pour la même raison que les partisans de ces courants parlent des « classes exploitées et opprimées », des « classes travailleuses » plutôt que de la « classe des prolétaires », « classe ouvrière ». Du reste, ces courants sont en désaccord avec le marxisme « orthodoxe », non seulement par rapport à la théorie de la lutte des classes, mais aussi sur d'autres points, d'ordre philosophique et sociologique : ils font plus grand cas des mouvements psychologiques, éthiques et autres, formulant des objections à la doctrine du « matérialisme historique ».

Ajoutons encore que les conceptions marxistes — et aussi socialistes en général — ne sont pas d'accord sur la façon dont les classes exploitées doivent mener leur lutte, les unes (le socialisme « réformiste » de la droite, le « menchevisme ») préconisant la conquête graduelle et lente du pouvoir politique dans l'Etat bourgeois, les autres (le socialisme « révolutionnaire » de gauche, le bolchevisme) insistant sur la méthode brusque et vio-

lente. (Voir aussi : *Antiétatisme, Bolchevisme, Menchevisme, Collectivisme, Socialisme, Marxisme, Réformisme, Parti Communiste.*)

Vis-à-vis des doctrines exposées ci-dessus, quel est le point de vue anarchiste ?

Constatons, tout d'abord, que la notion *classe* (notion sociologique) n'est pas encore définie *scientifiquement*. Comme on le sait, le manuscrit du troisième volume du « Capital » (de Marx) s'arrête précisément au commencement de l'analyse de cette notion. Et quant aux autres ouvrages de ce penseur (et de Engels), le mot « classe » y est employé dans des sens assez différents, étant souvent confondu avec des notions telles que « caste », « corps », « profession ». De sorte que l'on y chercherait en vain, non seulement une définition scientifique, mais même une notion plus ou moins précise de la *classe sociale*. Les autres auteurs sociaux — qu'ils soient bourgeois, socialistes ou autres (A. Smith, Voltaire, Guizot, Turgot, Mignet, Saint-Simon, Considérant, Louis Blanc, Spencer, Proudhon, Ch. Gide, Kropotkine, Jules Guesde, Jaurès, Kautsky, Lénine, pour ne citer que les plus connus) — emploient tous le mot *classe* dans des sens divers et imprécis. Un jeune sociologue russe, P. Sorokine, qui a commencé, en 1920, la publication (en russe) d'un ouvrage capital de 8 volumes (« Système de sociologie »), essaye de donner, dans le deuxième volume (le dernier paru tant que je sache), une définition précise de la classe sociale. Cette définition est étroitement liée à toute son édification sociologique, très personnelle. Elle ne pourrait être comprise sans qu'on tînt compte de toute cette édification. Elle devrait, en outre, avant d'être généralement admise, subir l'examen et la critique...

C'est en partie pour cause de cette imprécision de la notion fondamentale qu'existent les désaccords et les divergences d'opinions dans les problèmes s'y rapportant. Plusieurs écrivains bourgeois critiquent sévèrement ce manque de clarté. Ils se moquent de tous ceux qui parlent de la « classe », de la « lutte des classes », de « la conscience de classe », etc., sans savoir exactement ce que c'est qu'une classe. Ces bourgeois ont tort. D'abord, parce qu'eux-mêmes opèrent avec nombre de notions indéfinies (il suffit de noter celle de *Droit*), ce qui ne les empêche nullement d'en faire usage, théoriquement et pratiquement. Ensuite, parce que, — comme c'est presque toujours le cas dans le domaine social, — tout en n'étant pas encore définies scientifiquement, les notions *classe*, *lutte des classes*, etc., sont suffisamment nettes intuitivement et répondent à des phénomènes historiques et sociaux indéniables, connus. On comprend, généralement, sous le mot de *classe*, un groupe social caractérisé par certaines propriétés se rapportant à l'*avoir*, à la *profession* et à l'*étendue des droits dont il dispose*. La différence énorme entre les groupes ayant à eux tout l'avoir, tous les droits et tous les avantages au point de vue profession (jusqu'à l'avantage de n'en exercer aucune) et ceux qui, n'ayant ni avoir ni droits, n'ont pour eux qu'un travail meurtrier, exploité par les premiers, est un fait historiquement certain et démontré.

L'anomalie de ce fait, à tous les points de vue et, partant, la nécessité historique d'un redressement social, sont des vérités acquises à tout homme sensé. La résistance des classes avantagées à ce redressement, pourtant historiquement nécessaire, est un fait indéniable. La lutte des classes désavantagées et exploitées, intéressées à ce redressement, contre les classes privilégiées et exploiteuses, est un fait qui joue un rôle de plus en plus prépondérant dans les événements sociaux

des siècles derniers. Cette lutte remplit de son fracas toute l'histoire moderne. Ce sont ses succès qui, conjointement avec les conquêtes techniques de notre époque, marquent le pas du progrès humain. Il n'y a que les aveugles pour ne pas le voir.

Comme nous l'avons déjà dit, le manque de précision dans tout ce qui se rapporte à la notion « classe », divise entre eux les socialistes en général et aussi les marxistes. C'est la même imprécision qui explique, en partie, les désaccords entre les socialistes et les anarchistes. C'est elle encore qui désunit quelque peu les anarchistes eux-mêmes.

Arrêtons-nous, d'abord, sur ce dernier point.

Les intérêts normaux caractérisant et guidant les hommes vivant à notre époque, sont surtout de trois sortes : intérêts de classe, intérêts largement humanitaires et intérêts individuels. Un problème qui préoccupe beaucoup les milieux libertaires, est celui-ci : *la conception anarchiste, est-elle une doctrine de classe, une conception humanitaire ou bien une théorie individuelle ?* Il existe des courants anarchistes qui y répondent comme suit : 1° la conception anarchiste est largement et strictement humanitaire. Elle n'a rien à voir avec la doctrine de classe ou de lutte des classes. Elle doit, par conséquent, éliminer tout ce qui s'y rapporte, cette dernière étant une doctrine rigoureusement marxiste. L'anarchisme ne doit se préoccuper que des problèmes et des intérêts concernant l'humanité comme telle, sans distinction de classes. La lutte des classes n'est pas de son domaine ; 2° l'anarchisme est une conception rigoureusement individuelle. L'individu est l'unique réalité. La solution des problèmes le concernant résoudra le reste. Classes, humanité, voir même société, ne sont que des abstractions, des fictions dont un vrai anarchiste n'a pas à s'occuper.

Nous dépasserions le cadre de cette étude, si nous voulions pousser ici à fond la critique de ces points de vue. (Voir pour cela : *Communisme, Individu, Individualisme, Société, Syndicalisme, Révolution*, etc.) Bornons-nous à dire qu'une doctrine qui ne tiendrait pas compte du fait social saillant de l'histoire humaine durant des dizaines de siècles : la lutte des classes ou mieux la lutte des classes exploitées pour leur émancipation comme force progressive de nos jours, — une telle doctrine serait, précisément, une abstraction, une fiction qui ne saurait avoir aucune valeur, ni sociale, ni humanitaire, ni individuelle. Elle ne saurait être qu'une doctrine d'aveugles ne pouvant jamais nous démontrer de quelle façon l'humanité entière ou les individus qui la composent, auraient pu arriver au maximum de bonheur possible sur la terre, en dehors de la lutte salutaire des millions et des millions d'opprimés.

Hâtons-nous de dire que ces deux courants forment dans les rangs du mouvement anarchiste international une infime minorité. L'énorme majorité des anarchistes — ceux surtout qui se nomment anarchistes-communistes — résolvent le problème posé d'une tout autre façon. Ils déclarent que l'anarchisme est justement, essentiellement la conception susceptible de concilier, de satisfaire, aussi bien théoriquement que pratiquement, les trois sortes d'intérêts paraissant contradictoires : ceux des classes exploitées, travailleuses, ceux de l'humanité et ceux de l'individu. Ces anarchistes affirment qu'il n'y a pas lieu d'opposer ces trois sortes d'intérêts, mais qu'il faut, au contraire, s'efforcer de les rapprocher, de les souder. Malheureusement, le manque de précision dont nous avons parlé, ne permet pas encore de résoudre ce problème avec le fini voulu. L'une des tâches les plus pressantes de l'anarchisme est celle d'apporter à la synthèse de ces trois éléments : lutte des classes, mouvement humani-

taire et principe individuel, le plus de précision possible. Ce serait le moyen le plus sûr de mettre un terme à la dispersion des anarchistes, d'activer leur unification. Or, cette tâche exige préalablement la définition plus exacte des notions : « classe » et « lutte des classes ». Ce n'est que par cette voie qu'on pourra arriver à une formule plus nette et plus complète, qui réconciliera définitivement, dans une motion harmonieuse et entière, les trois éléments en question, et précisera leur rôle respectif : la lutte des classes comme méthode ; l'organisation sociale humanitaire comme résultat de la victoire et de l'émancipation des classes opprimées, et aussi comme base matérielle de tout progrès social et individuel ; la liberté, l'épanouissement illimité de l'individualité, comme le grand but de toute l'évolution sociale.

Naturellement, une tâche de ce genre ne pourrait être entreprise que dans un ouvrage spécialement consacré à ce sujet.

Ici, il nous reste à constater que la majorité écrasante des anarchistes font leur le principe de la lutte des classes et reconnaissent la lutte révolutionnaire des classes exploitées contre les classes exploiteuses comme l'unique voie de progrès social à notre époque.

La question surgit alors : « *Qu'est-ce qui sépare, dans ce domaine, les anarchistes des socialistes en général et des marxistes ?* » Ce qui les sépare, ce sont, d'abord, quelques considérations d'ordre théorique. Ce sont, ensuite et surtout, des considérations d'ordre pratique qui découlent des bases générales profondément différentes des deux conceptions : socialiste et anarchiste, c'est, notamment, la façon dont l'une et l'autre conçoivent les formes, la tactique, la stratégie de la lutte des classes travailleuses.

En ce qui concerne le côté théorique ou, plutôt, historique du problème, la conception anarchiste se rapproche de celles des socialistes anti-marxistes dont il a été question plus haut. D'accord avec ces socialistes, les anarchistes s'opposent à réduire tout le processus historique à l'unique facteur de la lutte des classes. Ils conçoivent l'histoire humaine d'une façon beaucoup plus large. Ils admettent la grande importance d'autres facteurs historiques, etc. Ils forment des objections à la doctrine du soi-disant « matérialisme historique », etc. (Voir plus haut la caractéristique des courants socialistes opposés au marxisme « orthodoxe »). Une réserve est, toutefois, nécessaire : tandis que les socialistes (et aussi les marxistes entre eux) sont en désaccord par rapport à la voie réformiste ou révolutionnaire de la lutte sociale, les anarchistes sont tous partisans de la conception révolutionnaire, à l'exception, peut-être, de la tendance dite tolstoïenne qui conçoit la révolution d'une façon toute spéciale.

Ajoutons que les opinions des anarchistes sur les origines et le développement des classes ainsi que sur le rôle passé « progressif » de la bourgeoisie, diffèrent de la conception marxiste. (Voir, surtout, *Etat* où le problème d'origine et du développement des classes est traité plus à fond.)

Mais ce qui est surtout typique pour la différence entre les conceptions socialiste et anarchiste par rapport à la lutte des classes, c'est le côté pratique de la question.

Tandis que les socialistes de toutes tendances conçoivent la lutte des classes comme une lutte politique, ce qui les amène logiquement à la formation d'un parti politique appelé à conquérir le pouvoir politique et à organiser, à l'aide de ce pouvoir, le nouvel « Etat prolétarien » — organisme essentiellement politique et autoritaire exerçant la « dictature du prolétariat », — les anarchistes affirment que la lutte des classes est, positivement, une lutte apolitique,

essentiellement *sociale*, n'ayant rien de commun ni avec les partis ou le pouvoir politique, ni avec l'Etat, l'autorité, la dictature, etc.

Les anarchistes affirment que la voie politique (parti, pouvoir, Etat, autorité, dictature), que la lutte politique (comprise dans ce sens) sont contraires à la lutte des classes. (Voir : *Politique*.) Ils prétendent que cette dernière est déformée, mutilée, meurtrie et réduite à l'impuissance complète par les moyens politiques. Ils citent le cas du bolchevisme en Russie dont l'épopée confirme, à leurs yeux, leur point de vue. Ils déclarent que la lutte des classes, que toute action de classe désirant aboutir à une victoire réelle, doit être menée par les intéressés — les classes travailleuses elles-mêmes — s'organisant et agissant eux-mêmes, directement, sur le terrain strictement social, économique et de classe, sans recours aucun aux partis politiques ni à leurs programmes politiques de pouvoir, d'Etat, de dictature, etc. Ils pensent que la Révolution vraiment victorieuse, sera celle qui ne sera politique que *négativement* : c'est-à-dire, qui tuera toute politique, tous partis politiques, tout programme politique, tout pouvoir, toute autorité, tout Etat, toute dictature, et qui, au point de vue *positif*, s'efforcera à établir la société nouvelle sur des bases apolitiques, sociales, économiques.

Logiquement, l'anarchisme nie : le parti politique, le pouvoir politique, l'Etat, l'Autorité, la dictature. Il considère le soi-disant « Etat prolétarien » ou la fameuse « dictature du prolétariat » comme des *non-sens*, estimant que tout Etat et toute dictature ne peuvent être que des institutions essentiellement *bourgeoises exploitatrices*, et que tout moyen politique est également un procédé bourgeois.

C'est pourquoi, les anarchistes prétendent que *leur conception, leur idéologie, sont les seules qui, réellement, s'appuient sur la véritable lutte des classes comme le levier immédiat de la salutaire Révolution sociale*.

..

La différence des conceptions fondamentales mène, logiquement, à celle de toutes les notions dérivées.

Pour les socialistes, la *conscience de classe* consiste en ce que l'exploité se rende parfaitement compte de ce qu'il appartient à la grande famille, à la classe des travailleurs dont les intérêts sont opposés à ceux de la classe bourgeoise ; qu'il soit, par conséquent, conscient de la grande tâche sociale de sa classe ; qu'il prenne part activement à la lutte menée par sa classe ; qu'il soit prêt à sacrifier, à tout instant, ses intérêts personnels à ceux de sa classe, etc. ; et, surtout, qu'il adhère au « parti politique de sa classe », qu'il « soit conscient de la nécessité des méthodes politiques, qu'il reconnaisse les principes de la conquête du pouvoir politique, de l'établissement de l'« Etat prolétarien » et de la « dictature du prolétariat ».

Etant d'accord sur tous les autres points, les anarchistes rejettent, naturellement, le dernier. Ils affirment juste le contraire. Pour eux, tout exploité se rangeant à la doctrine politique, *manque de conscience de classe* : il est trompé ; il perd le véritable terrain de la lutte des classes ; il n'en a pas la juste notion. Pour eux, la vraie conscience de classe implique la condamnation des moyens et des buts politiques. Ils considèrent la confusion de la « classe » avec le « parti politique » comme un manque de conscience de classe.

Les socialistes et les anarchistes sont d'accord sur ce que la justice de nos jours est une *justice de classe* habilement masquée par les serviteurs des classes possédantes. Mais, tandis que les uns s'approprient à lui substituer la « justice » organisée par l'Etat dit « ouvrier », les autres, estimant que tout Etat sera

fatalement bourgeois et qu'un « Etat ouvrier » est une illusion ou une tromperie, en concluent, logiquement, que cette nouvelle « justice » ne serait autre chose que la justice des nouveaux privilégiés, encore plus habilement masquée et dirigée contre les éternels exploités. La « justice » fameuse, exercée de nos jours dans l'Etat soviétique, leur donne entièrement raison. Ils estiment, donc, que la *véritable justice humaine* aura lieu, après la Grande Révolution, en dehors de tout Etat et dans des formes n'ayant rien de commun avec les procédés politiques, étatistes, juridiques.

Les uns et les autres — les socialistes et les anarchistes — savent bien que l'armée moderne est une *armée de classe* appelée à défendre la classe possédante. Mais, tandis que les socialistes prévoient, après la révolution, une nouvelle *armée d'Etat* (« Armée Rouge » en Russie) qui, d'après eux, devra défendre les travailleurs, — les anarchistes affirment que toute armée d'Etat défendra les privilégiés contre les travailleurs. Ils conçoivent la défense de la révolution dans des formes non-étatistes, par les forces organisées des travailleurs, établies sur d'autres bases que celles d'une armée d'Etat.

Nous pourrions multiplier les exemples de ce genre, en parlant de l'éducation de classe, de l'enseignement de classe, de la science de classe, et ainsi de suite. Après tout ce qui précède, nous le tenons pour superflu.

..

Une objection est faite assez souvent aux anarchistes, surtout par les « communistes » autoritaires. Si ce ne sont ni le parti politique, ni le pouvoir politique, ni l'Etat ouvrier, ni la dictature du prolétariat qui guideront l'action, la lutte de la classe ouvrière, la révolution sociale, qui assureront leur succès, leur victoire et la solidité de celle-ci, *qui sera-ce alors ?* Quels seront les forces, les éléments et les organisations qui mèneront au succès complet, toute cette lutte formidable et compliquée des classes exploitées et opprimées ?

La réponse des anarchistes ne serait point difficile, surtout aujourd'hui.

Les forces et les éléments ? Mais ce seront, naturellement, les classes exploitées et opprimées elles-mêmes.

Les organisations ?... Il y a une quarantaine d'années, les anarchistes y répondaient : la lutte des classes et son point culminant et final : la Révolution, devant être l'œuvre de ces classes mêmes, celles-ci trouveront sûrement les formes de lutte appropriées et créeront certainement leurs organisations qui répondront aux besoins de l'heure. Aujourd'hui, cette prévision s'est déjà, en partie, réalisée. La réponse peut, donc, être plus précise encore : des travailleurs ont créé dans tous les pays *leurs organisations de lutte et de combat : les syndicats révolutionnaires*. Tout en n'étant pas sans défauts — comme, du reste, toutes les institutions humaines, à notre époque surtout, — et sans qu'on songe à réduire à elles seules toute l'action, toute la conduite de la lutte et de la révolution, les organisations syndicales sont les prototypes des organisations de classe appelées à prendre sur elles quelques tâches fondamentales de cette lutte et de cette révolution.

C'est le *syndicalisme révolutionnaire* qui, en dépit de ses quelques faiblesses naturelles, excusables et peu importantes, en dépit aussi de son recul momentané à la suite de la guerre et de ses conséquences, donne aux partis politiques une réponse concrète. Elle est celle-ci :

Ce ne seront ni les partis politiques, ni les groupements anarchistes qui mèneront la lutte de classe ; l'action ouvrière, toute la formidable révolution à la victoire et au succès complet : ce seront les masses

elles-mêmes, les millions et les millions de travailleurs des villes et des champs rassemblés dans leurs organisations sociales de classe, et non de politique, — syndicats et autres — qui s'en chargeront. (Voir : *Syndicalisme*.)

Les anarchistes sont en grande majorité d'accord avec cette réponse. La vie, l'histoire, l'avenir prochain décideront. — VOLINE.

CLASSIFICATION. n. f. Ordre dans lequel on range les objets, les personnes ou les choses. Il y a également la classification des idées.

« La classification des lois ; la classification des connaissances ; la classification des marchandises. » Les connaissances humaines, à mesure que nous avançons dans le progrès, sont si étendues déjà et s'enrichissent chaque jour à tel point, les variétés de la nature sont si nombreuses, qu'il est impossible à l'intelligence humaine d'embrasser tout l'ensemble de l'univers. On est donc obligé de s'arrêter aux particularités qui forment l'ensemble, de manière à ne pas s'égarer dans la diversité des phénomènes. De là la nécessité, pour ne pas se perdre, de ranger chaque chose dans un cadre particulier si l'on veut étudier les rapports qui existent entre un objet et un autre. Il en est de même pour les idées et la science qui sont, elles aussi, obligées de classer leurs connaissances et de les ranger par catégorie. La classification est la voie la plus convenable pour obtenir des résultats. Elle est sœur de la méthode et, comme elle, engendre la clarté. Elle nous permet de partir de l'inconnu pour atteindre le domaine du connu. La classification est donc un bien, à condition cependant de n'être ni artificielle ni superficielle et de ne pas se perdre dans l'abstrait. Comme en toute chose, l'exagération est néfaste, et la manie de classer devient un défaut au lieu d'une qualité.

De nos temps, tout se classe et, dans nos sociétés bourgeoises, on classe même les individus de même race et de même nation pour en faire des sujets différents les uns des autres ; de là le terme « classe » pour désigner une partie de la collectivité appartenant à une catégorie sociale. Si la classification des objets en genre, en famille est utile ; si la classification des idées et des découvertes scientifiques est indispensable ; la classification des hommes est un des vices des sociétés à base capitaliste et cette erreur disparaîtra avec les causes qui l'ont engendrée.

CLERGE. n. m. (du latin : *clericatus*). Tout ce qui compose la corporation sacerdotale ; les archevêques, les évêques, les chanoines, les vicaires, les aumôniers, appartiennent au clergé séculier, c'est-à-dire qui prend contact avec la population ; le clergé régulier est en grande partie composé de moines menant une vie monastique. Le clergé est également divisé en classes et on distingue le haut clergé et le bas clergé. Le premier groupe les hauts dignitaires et les princes de l'église, alors que le second ne groupe que les prêtres de rang inférieur et qui accomplissent les besognes courantes de la paroisse.

Avant la Grande Révolution française, le Clergé était un des ordres les plus importants de l'Etat et bénéficiait de très gros privilèges. Ce fut un des bienfaits de la Révolution de détruire sa suprématie et d'amoindrir sa force. Malheureusement, si le Clergé a perdu de sa puissance, il exerce encore une assez grande influence publique qui n'est pas à négliger ; il est soutenu par toutes les forces de réaction auxquelles il ne refuse jamais lui-même son concours. Cela se comprend. « Le prêtre ne peut être utile qu'en qualité d'officier de morale » dit l'abbé Saint-Pierre ; mais si nous fouillons

aussi profondément que possible dans l'histoire, nous voyons que jamais le Clergé n'a accompli le rôle qui lui était assigné par la doctrine et Helvétius nous apprend que déjà chez les Egyptiens « les prêtres formaient un corps à part, qui était entretenu aux dépens du public. De là naissaient plusieurs inconvénients : toutes les richesses de l'Etat se trouvaient englouties dans une société de gens qui, recevant toujours et ne rendant jamais, attiraient insensiblement tout à eux. » Il en fut ainsi de tous les temps et, de nos jours encore, le Clergé est toujours à l'affût des richesses. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a aucune espérance d'améliorer cet ordre qui n'a d'autre utilité sociale que de perpétuer une erreur pour maintenir le pauvre dans l'ignorance et défendre les intérêts des riches. Les crimes du clergé, quelle que soit la religion dont il se réclame, sont innombrables et seront traités d'autre part. (Voir *Eglise, Inquisition, Papauté, Religion*, etc., etc.) Il a régné pendant des siècles par la terreur et, dans les pays où il détient encore le pouvoir politique, il n'hésite pas à se servir de moyens monstrueux pour conserver sa force et son autorité. Ayant acquis sa puissance dans le meurtre et dans le sang, le clergé s'est à jamais discrédité aux yeux de l'homme civilisé et il faut espérer qu'il disparaîtra un jour prochain, méprisé de tous et ne laissant de regrets qu'au cœur des inconscients et des barbares. Sa disparition sera un grand pas de franchi vers la libération des humains, car elle marquera la mort de certains préjugés de croyance en une puissance immatérielle, et permettra à l'homme d'évoluer plus librement vers son entière émancipation morale, matérielle et intellectuelle.

CLERICALISME. n. m. Il faut entendre par ce mot le mouvement politique et social qui considère la Religion, et plus spécialement la Religion catholique comme le fondement le plus sûr de « l'Ordre » basé sur le principe « Autorité » et sur le fait « Gouvernement », mouvement qui, par voie de conséquence, tend à attribuer la direction de la chose publique, plus encore : la domination universelle à l'Eglise catholique, apostolique et romaine et à placer cette domination entre les mains du clergé séculier et régulier composant le parti « Prêtre ».

Ce qui caractérise le cléricanisme, c'est son irréductible opposition à toutes les mesures et pratiques s'inspirant de la pensée laïque, favorisant et secondant le renforcement de celle-ci. C'est la constatation de cette intransigeante opposition à l'expansion laïque qui a arraché à Léon Gambetta ce cri de guerre : « *Le Cléricisme, voilà l'Ennemi !* » Le trait essentiel du cléricanisme, c'est la souplesse d'allures au service de desseins précis et de buts déterminés : « *La fin justifie les moyens* » déclare le Cléricisme et, armés de cette devise, usant et abusant avec impudence de cette formule qui, par anticipation, a la vertu de tout justifier, voire de tout exalter, les adeptes du cléricanisme qu'on appelle communément « les cléricaux » font usage, le cœur léger et la conscience sereine, des agissements les plus indélicats, des procédés les plus criminels, des manœuvres les plus perfides, des crimes les plus abominables.

Un autre trait par lequel se distinguent les cléricaux, c'est la persévérance, l'obstination, l'opiniâtreté, la constance étonnante avec laquelle, quelles que soient les difficultés, ils poursuivent les fins qu'ils ont assignées à leurs efforts. Ont-ils vent en poupe ? Ils y marchent à toutes voiles ; s'ils ont vent contraire, ils louvoient, courent des bordées, disparaissent même un instant à l'horizon pour réparaître tout à coup, le cap toujours mis sur le but à atteindre.

Pour appartenir au parti cléricale, pour faire son jeu, il n'est pas indispensable de porter capuchon ou soutane. Les cléricaux les plus dangereux sont ceux qui, pareils aux mouchards — et mouchards en effet — ne portent pas de livrée. Le Basile de la Comédie est un personnage antipathique, répugnant ; mais il n'est guère dangereux : son grand chapeau et ses tirades sur la calomnie le font trop aisément reconnaître. Le vrai Basile sait à merveille se camoufler. Il ne se démasque que le moment venu et en cas de besoin.

Le but que poursuit l'Eglise depuis le IV^e siècle de l'ère chrétienne, c'est de mettre la main sur le mécanisme mondial et, sous couleur d'instaurer sur la terre le règne de son Dieu, d'y établir solidement celui de son clergé. Cette dictature à la fois spirituelle et temporelle, les cléricaux l'ont eue ; ils l'ont en partie perdue et ils ambitionnent de la reconquérir. Cette reconquête, c'est le but vers lequel ils marchent formant trois colonnes : la première est composée des ambitieux ; la deuxième des hypocrites et la troisième de la masse des ignorants, des crédules et des niais.

L'idéal inavoué des cléricaux, c'est le moyen âge, que leurs légendes qualifient de « bon vieux temps ». L'organisation politique qui a secrètement toutes leurs préférences, ce serait, si possible, la monarchie absolue et, au pis aller, la monarchie constitutionnelle ; de toutes façons, un pouvoir fort et centralisé constamment en état de contenir les aspirations populaires tendant à l'émancipation des masses laborieuses, et toujours en mesure de mater ces aspirations aussitôt qu'elles prennent une tournure alarmante.

L'interprétation de l'Histoire, d'après l'esprit cléricale, est tout à fait singulière. Elle mérite d'être notée. Voici comment s'exprime sur ce point le *Grand Dictionnaire universel du XIX^e siècle* : « Vous croyez peut-être qu'il s'est opéré, au XVI^e siècle, une réforme qui, au prix d'un million de têtes, a émancipé la conscience humaine ? Vous avez peut-être lu quelque part que, deux siècles après, il a surgi du sol de France toute une cohorte de philosophes, Voltaire en tête, qui, sans autres armes qu'un flambeau et un fouet, ont chassé et refoulé dans les ténèbres du Moyen-Age les fantômes sanglants qui tentaient d'en sortir. Et vous aurez sans doute entendu dire que, vers la fin de ce même siècle, il s'est trouvé toute une autre pléiade de grands hommes pour traduire dans les faits sociaux les conquêtes de la philosophie. Sous le nom de Révolution, ou plutôt d'Evolution, vous saluez l'ère nouvelle où, pour la première fois, le mot d'humanité a pris un sens ; où l'homme, devenu l'égal de l'homme, a pris possession de lui-même et a pu s'acheminer enfin, libre d'entraves, vers ses glorieuses destinées. La liberté matérielle et morale, le progrès des sciences, l'avènement du règne de la Justice, l'adoucissement des lois pénales, l'épuration des mœurs, tous ces fruits du travail de nos pères vous semblent beaux à l'œil, doux à la bouche ; vous trouvez, en définitive, que l'arbre de la science du bien et du mal ne mérite plus aujourd'hui les malédictions dont il fut couvert au temps de notre premier père ? »

« Eh bien ! Votre erreur est complète. Luther n'est qu'un suppôt de Satan, et Voltaire est Satan en personne. Le XVI^e siècle que, dans votre naïveté, vous appelez le siècle de la Renaissance, n'est que le triomphe momentané de l'impiété et de la révolte contre Dieu, révolte justement punie par les sacs de Magdebourg et la Saint-Barthélemy. C'est aussi justement, depuis lors, que l'homme, privé de la lumière céleste, dont les bûchers de l'Inquisition n'étaient qu'un reflet, erre à tâtons dans la région des ténèbres. Le grand siècle, c'est le suivant : illustré par les Dragonnades des Cévennes, et par la bulle Unigenitus. Au XVIII^e siècle,

le flambeau de la Foi parait s'éteindre ; Voltaire, Helvétius, le baron d'Holbach, Jean-Jacques Rousseau, Montesquieu, Diderot et les Encyclopédistes, toutes les portes de l'Enfer enfin vomissent contre la religion leur souffle empesté. Mais rassurez-vous, l'Evangile l'a dit, les portes de l'Enfer ne prévaudront pas contre elle. Dans ces temps mauvais, il se trouve encore quelques justes, en faveur desquels Dieu pardonne encore à Sodome et à Gomorrhe. Les saintes traditions sont continuées par l'abbé Dubois, Fréroz, Nonotte, Patouillet, Mme Dubarry et l'abbé de Bernis et les fidèles goûtent encore quelques consolations autour des échafauds de Calas et du Chevalier de la Barre. Les vengeances de Dieu éclatent par le déchainement des passions révolutionnaires ; et contre ces scélérats de Baïky, de La Fayette, de Hoche et de Marceau, Dieu suscite les Macchabées de la Vendée, ces héros de la Foi qui ont sauvé la France malgré la Convention. »

Le morceau est un peu long. Mais il faut considérer qu'il est extrait du *Grand Larousse Universel* et qu'il emprunte à cette origine une saveur toute particulière.

..

J'ai dit, un peu plus haut, que le cléricisme, autrement dit le Parti-Prêtre, travaille à la reconquête de l'hégémonie mondiale et que cette armée noire s'avance sur trois colonnes : celle des ambitieux, celle des hypocrites et celle des imbéciles.

Ces trois colonnes constituent un front étendu et compact dressé contre l'esprit des sociétés modernes, et ces trois colonnes forment une armée redoutable dont toutes les parties reçoivent les mêmes mots d'ordre et obéissent à la même direction. Ce sont les ambitieux qui donnent l'impulsion ; mais ils le font si discrètement, que les hypocrites n'aperçoivent que faiblement le point de départ et le but immédiat des mouvements ordonnés et que les imbéciles exécutent ces mouvements et subissent l'impulsion sans comprendre où on les mène. La grande habileté du Jésuitisme contemporain — qui est l'âme du cléricisme — consiste à cacher sa main, à masquer son but, à ne plus parler autant de la gloire de Dieu et des intérêts supérieurs de l'Eglise, mais à rallier à sa cause les intérêts matériels en se faisant aussi mondain que le siècle. Son grand art consiste à faire peser sur les peuples des terreurs imaginaires et à s'ériger en défenseur des grands principes sociaux de la famille, de la propriété et de l'Etat. Les meneurs du cléricisme ne manquent jamais d'envahir les avenues du Pouvoir, afin de se faire les distributeurs des honneurs, des bénéfices et des sinécures grassement rétribuées. En s'adressant à la gloriole idiote des uns et à la basse cupidité des autres, les cléricaux ont toujours la certitude de grouper autour d'eux, une nombreuse et fervente clientèle. C'est par de tels moyens qu'ils parviennent souvent, très souvent, trop souvent, à trouver des appuis et des complicités parmi ceux-là mêmes qui, dans leur jeunesse, ont reçu une éducation libérale et laïque et qui, appartenant à la bourgeoisie, sont initiés à tous les progrès de la science, des arts, de l'industrie, du négoce et de la finance. Ceux-là, ce sont les hypocrites, les composants de la deuxième colonne. Quant aux sots et crédules, superstitieux et ignorants, qui forment la troisième colonne, ils sont légion. Ce sont les « bonnes âmes » — entendez par là les crétins — des villes et des campagnes qui se marient à l'Eglise, vont à confesse, communient à Pâques, font maigre le vendredi, se rendent à la messe le dimanche, font baptiser leurs enfants, leur font apprendre le catéchisme et faire leur première communion et meurent enfin munis des Sacrements de l'Eglise. C'est toute cette race indécrottable de moutons de Panurge qu'on flatte en les quali-

fiant de « braves et honnêtes gens », bien qu'ils ne soient ni honnêtes ni braves, à moins que l'honnêteté ne réside dans la crainte et le respect du gendarme et du garde-champêtre, à moins qu'il ne suffise, pour être brave, de faire comme tout le monde et d'éviter de vivre en délicatesse avec le Code.

**

Sur la route du Progrès social, le cléricalisme multiplie les embuscades et les obstacles. Du haut des chaires innombrables dont dispose le clergé de toutes les religions, la parole de résignation et d'obéissance retentit et s'adresse à des auditoires considérables. Les homélies qui, des lèvres des curés, des missionnaires, des pasteurs et des rabbins, tombent en pluie de soumission sur les foules que le culte rassemble dans les lieux où l'on prie, ces homélies entretiennent dans les masses les préjugés et les erreurs, sur lesquels reposent et perdurent les sociétés autoritaires et capitalistes que la propagande et l'action anarchistes ont la mission d'abattre. La bourgeoisie voltairienne a-t-elle compris que le cléricalisme est le rempart qui protège et défend le plus solidement ses privilèges de classe ? La démocratie républicaine et laïque s'est-elle rendu compte que l'athéisme conduit directement et fatalement à l'Anarchisme et que, du jour où les hommes auront eu la sagesse de vider le ciel des béatitudes fallacieuses dont les religions s'ingénient à l'embellir, ils travailleront à peupler la terre des félicités que permettent, d'ores et déjà, de réaliser les applications de la science ? Il me paraît judicieux de répondre à ces questions par l'affirmative. Car bourgeois Voltairiens, républicains, laïcs, démocrates consentent bien à faire la guerre au cléricalisme, mais pas à la religion. Ils se disent et croient être anticléricaux ; mais ils ne sont pas anti-religieux. Et pourtant !...

Actuellement, le Cléricalisme est moins un courant religieux qu'un parti politique, une organisation économique et un mouvement social.

Il garde sa doctrine religieuse qui est sa raison d'être, ses temples qui lui permettent de réunir ses adeptes et de les tenir dans sa main, ses écoles par lesquelles il assure le renforcement de son influence, ses œuvres grâce auxquelles il reste en contact, hors des cérémonies cultuelles, avec le public. Mais un observateur averti ne saurait être abusé : ce n'est plus la foi religieuse qui fait sa force et son action serait inopérante, si elle se cantonnait dans le domaine exclusivement confessionnel.

Même quand il est ostensiblement combattu par certaines fractions de la bourgeoisie, le Cléricalisme est sournoisement soutenu par ces fractions qui, escomptant son appui aux heures difficiles, sont contraintes à le ménager. Même quand il est publiquement attaqué par certains partis politiques dits « de gauche » il est défendu, indirectement et dans la coulisse, par ces mêmes partis qui ont intérêt à ne pas se rendre hostiles les masses électorales dont il inspire les suffrages.

Ces fractions et ces partis se doivent de ne pas heurter de front la Religion, parce qu'ils sont anticléricaux, mais ne sont pas antireligieux. Ils professent l'opinion que le « spirituel » et le « temporel » sont choses entièrement distinctes et qui peuvent rester étrangères l'une à l'autre. Ils prétendent que la religion est une affaire de conscience individuelle et d'ordre privé et — fait incroyable et pourtant exact — c'est au nom même de la liberté, qu'ils proclament un principe sacré et inviolable, qu'ils se déclarent respectueux des sentiments religieux que chacun peut avoir.

Profonde et dangereuse est l'erreur de ces anticléricaux.

Tout d'abord, il n'est pas vrai que le « temporel » et le « spirituel » puissent pratiquement vivre dans l'ignorance, encore moins dans l'indépendance réciproques.

Pour le croyant attaché à une religion, le « spirituel » c'est tout ce qui a trait à l'âme et le « temporel » tout ce qui concerne le corps. Le croyant prie : fait spirituel ; il mange : fait temporel. Il songe à la vie éternelle et s'y prépare : fait spirituel ; il se préoccupe de la vie terrestre et des besoins immédiats et matériels qu'elle implique : fait temporel. Comme croyant, il est l'égal de tous, sans qu'il faille tenir compte de sa situation : position spirituelle ; mais, comme homme, il est riche ou pauvre, patron ou ouvrier, gouvernant ou gouverné : position temporelle.

Son existence se trouve, ainsi, et à tout instant, le fait d'un indissoluble amalgame du « spirituel » et du « temporel », des besoins de l'âme et des nécessités du corps, de l'égalité religieuse et de l'inégalité sociale.

Et il serait possible qu'une distinction, qu'une sorte de cloison étanche séparât, isolât sa vie spirituelle de sa vie temporelle ?

Le penser serait tout simplement absurde. Cet isolement peut-être conçu spéculativement, mais, pratiquement il ne peut exister.

« Car, pour être croyant, on n'en est pas moins homme. »

Pour le croyant, la vie n'est due qu'à l'union intime de l'âme et du corps et la séparation du corps et de l'âme, c'est la mort. En sorte que vouloir séparer ce qui intéresse l'âme (le spirituel) du croyant de ce qui touche à son corps (le temporel) ce serait le condamner à mort dès sa naissance. Ce serait, il faut l'avouer, apporter à ce problème délicat du « temporel » et du « spirituel », une solution aussi imprévue qu'insensée.

En dépit de la multiplicité de ses organes et de la complexité de ses besoins, l'individu est un. Il n'est pas, quoi qu'on puisse dire, un agrégat composé de deux éléments simples et de nature différentes : le corporel et l'incorporel. Il forme un tout parfaitement homogène dont les diverses parties sont unies par une rigoureuse solidarité ; et si, pour satisfaire aux exigences d'une classification utile, voire nécessaire, on a groupé ses fonctions et ses besoins en spirituels et en matériels, ce n'est pas parce que cette classification correspond à une réalité, mais uniquement parce qu'elle favorise l'observation, facilite l'étude de ce qui est humain et fournit au langage des expressions qui qualifient des phénomènes d'un ordre distinct.

Le corps humain est une merveille de délicatesse et de complexité ; c'est aussi une merveille de solidarité, c'est-à-dire d'unité dans la diversité. On ne peut donc raisonnablement séparer ce que, dans le vocabulaire des religions on appelle le « spirituel » de ce qu'on dénomme le « temporel » ; encore moins est-il possible d'opposer ceci à cela : l'homme est un.

Il éprouve le besoin de penser comme celui de digérer. Il pense avec son cerveau et digère avec son estomac, comme il voit avec ses yeux et entend avec ses oreilles. Mais si le cerveau, l'estomac, les yeux et les oreilles, sont les sièges et les organes de fonctions diverses, l'être qui pense est le même que celui qui digère, voit et entend.

Les anticléricaux qui veulent séparer, isoler le « spirituel » du « temporel » tombent, à leur insu, dans le piège que leur tendent les arguties théologiques. Ce sont des religieux qui s'ignorent.

Pour moi qui ai banni de mon esprit toute croyance religieuse et qui, partant, repousse cette idée du « spirituel », idée mystique, qui ne représente rien de réel ; pour moi qui ne sépare pas l'être humain en corps matériel et périssable et en âme immatérielle et impé-

risable ; pour moi qui, dans ces conditions, ne saurais admettre que l'âme prisonnière, dans le temps, de sa loque mortelle, soit appelée à entrer dans la vie éternelle, dès qu'elle aura cessé d'être captive, le problème de la confusion ou de la séparation du « spirituel » et du « temporel » ne se pose même pas.

Mais il se pose pour les simples « mangeurs de curés » et pour les politiciens « de gauche », et je viens d'établir que la séparation qu'ils tentent est impossible, du fait que le croyant est un être soumis à toutes les nécessités naturelles. On peut même concevoir qu'il cesse d'être croyant sans cesser d'être un homme, tandis qu'il n'est pas possible d'imaginer qu'il cesse d'être un homme sans qu'il cesse, *ipso facto*, d'être un croyant. En d'autres termes, un homme peut vivre sans croire, mais il ne peut vivre sans boire, manger, dormir, respirer, etc., ce qui fait que, si l'individu peut négliger le « spirituel », il lui est radicalement impossible, quelque part qu'il accorde au spirituel, de négliger le « temporel ».

Le « temporel » peut, à la rigueur, ignorer le « spirituel » et n'en tenir aucun compte, alors que, par contre, le « spirituel » ne peut ignorer le « temporel » et est dans la nécessité d'en faire état.

Lorsque les anticléricaux, se disant respectueux du « spirituel », demandent que le croyant ne mélange pas le « spirituel » et le « temporel », ils demandent donc l'impossible.

S'il est impossible à un croyant, pris individuellement, vécût-il dans la solitude, de séparer pratiquement le « spirituel » du « temporel » il l'est, *a fortiori*, à l'homme vivant en société, à l'être social.

Ce croyant est plongé dans un milieu social donné ; il y est comme dans un bain dont il subit la température et les propriétés. Allez-vous lui demander de rester indifférent au froid excessif ou à la chaleur exagérée du liquide ? Croyez-vous que, s'il gèle, il ne tentera pas d'élever la température de son bain et que, s'il cuit, il ne cherchera pas à l'abaisser ?

Pensez-vous que, s'il peut choisir entre un bain de vitriol et un bain d'eau parfumée, il ne préférera pas l'eau au vitriol ?

Soyez certain, absolument certain, qu'il mettra tout en œuvre pour que son bain soit d'eau parfumée et non de vitriol, de liquide propre et non sale, de température moyenne et non trop basse ou trop élevée. J'espère que vous n'en pouvez douter.

Eh bien ! Sachez, radicaux, francs-maçons, anticléricaux et libres-penseurs de toutes nuances et de tous groupements, que, pour le chrétien — je parle du chrétien sincère, convaincu, désintéressé, loyal, du chrétien pour qui la religion n'est une question ni de bonne compagnie, ni d'avancement, ni de boutique, du chrétien qui aime véritablement son Dieu et qui, plutôt que d'abjurer sa foi, est prêt à souffrir — sachez, dis-je, que, pour ce chrétien, une Société sans Dieu, c'est l'eau sale, c'est le liquide brûlant ou glacial, c'est le vitriol ; sachez que l'eau propre, le liquide à température moyenne et l'eau parfumée, c'est la société chrétienne. Sachez que ce chrétien a le devoir impérieux de tout faire pour que l'eau de son bain se débarrasse de sa crasse et devienne propre, pour que la température cesse d'y être trop élevée ou trop basse et pour que l'eau parfumée remplace le vitriol. Sachez que s'il ne consacrait pas tous ses efforts, toutes ses ressources, tous ses moyens d'actions à obtenir, pour lui et ses frères, ce résultat, il encourrait la damnation éternelle. Sachez que, si sa conscience ne suffisait pas à lui imposer l'étroite obligation de travailler dans ce sens, il y serait poussé par les prédications de ses pasteurs, par les conseils ou menaces de son confesseur, par les journaux qu'il lit, par la propagande qu'il soutient,

par le groupe chrétien dont il fait partie, par son entourage et par sa famille.

Rappelez-vous que, de tous temps et en toutes circonstances — on ne saurait trop le répéter — l'Eglise s'est mêlée aux événements temporels, que son action a constamment pesé sur les événements dans toute la mesure de ses forces, qu'elle a toujours, secrètement mais passionnément, ambitionné de tenir l'humanité sous son joug, que son histoire : toute de ruses, de mensonges, de manœuvres politiques, de despotisme et de violence atteste qu'elle a sans cesse été animée de l'irréductible volonté de modeler la société à son image et qu'elle a mis au service de ce but toutes les ressources de sa diplomatie, toutes les forces de son organisation et toute la puissance de ses trésors.

Conclusion : Si vous avez la ferme volonté de faire échec aux manœuvres du clergé, si vous êtes résolu à barrer la route aux desseins ambitieux des représentants de la Religion, ne vous bornez pas à combattre le cléricisme, faites à la religion elle-même une guerre sans merci. Ne vous contentez pas d'être « des mangeurs de curés », attaquez-vous à Dieu lui-même ; soyez antireligieux.

Le cléricisme est un mouvement politique et social, mais à base religieuse. C'est cette base qu'il faut saper hardiment et avec persévérance. — SÉBASTIEN FAURE.

CLIQUE. n. f. Ce mot ne s'emploie jamais de façon bienveillante et sert généralement à désigner une association ou un groupe d'individus méprisables et desquels il faut se méfier. Même lorsque l'on se sert de ce mot sans intention malveillante « une joyeuse clique », le qualificatif ne détruit pas le sens péjoratif du mot et laisse supposer que cette « joyeuse clique » est composée d'éléments peu recommandables. La clique désigne également la musique d'un régiment : la « clique militaire » et dans le jeu de cartes l'association de certaines figures.

CLOITRE. n. m. Habitation religieuse pour hommes ou femmes voulant se livrer à la vie monastique. Le nombre des cloîtres a notablement diminué en France ; mais il en existe encore beaucoup en Belgique, en Italie et surtout en Espagne. L'institution du cloître remonte au VI^e siècle environ ; cependant, les solitaires qui désiraient s'adonner à la vie contemplative se retiraient dans des couvents dits « couvents cloîtrés ».

C'est surtout en Orient que les moines se détachaient complètement de la vie extérieure et s'enterraient dans des « couvents cloîtrés ». En Occident, le couvent et le monastère servaient de refuge à ceux qui, tout en s'éloignant du monde, continuaient cependant à vivre en commun. (Voir *Couvent* et *Monastère*.) Le cloître occidental, à ses origines, eut donc les mêmes attributions que le couvent cloîtré en Orient ; mais il ne tarda pas à se transformer et à servir trop souvent de prison. Il fut le tombeau de quantité de jeunes gens qui étaient une gêne et une menace pour leur caste ou leur famille. Afin de se débarrasser de ses enfants pour laisser un titre et une fortune au premier né, bien des pères firent jeter leurs fils cadets dans des cloîtres, et ceux-ci furent également le refuge de quantités de femmes, victimes de l'autorité arbitraire du chef de famille, qui préférèrent la mort lente de la vie claustrale à la violation de leurs plus intimes sentiments. Les portes du cloître se fermèrent maintes fois sur des philosophes et des savants qui osaient s'attaquer au dogme de l'Eglise et dont les idées étaient jugées subversives par l'Inquisition.

L'institution du cloître, on peut s'en rendre compte par les faits qui illustrent toute l'histoire du christianisme, produit des monstruosité. Quoi qu'il en soit,

volontaire ou contrainte, la vie claustrale est un crime contre la nature, et Diderot a, de son verbe violent, flagellé ceux qui s'y livraient.

« Faire vœu de pauvreté, c'est s'engager par serment à être paresseux et voleur ; faire vœu de chasteté, c'est promettre à Dieu l'infraction constante de la plus sage et de la plus importante de ses lois ; faire vœu d'obéissance, c'est renoncer à la prérogative inaliénable de l'homme : la Liberté. Si l'on observe ces vœux, on est criminel ; si on ne les observe pas, on est parjure. La vie claustrale est d'un fanatique ou d'un hypocrite. » (Diderot.)

CLUB. n. m. Mot d'origine anglaise. Anciennement, le club était une association de bons camarades qui se réunissaient entre eux pour se distraire ; mais petit à petit il évolua et devint, aux époques troublées, un centre politique jouissant parfois d'une influence considérable. Le premier club politique français se forma en 1782 sous le ministère Calonne qui interdisait à ses membres de causer politique ou religion. Presque immédiatement, se créèrent d'autres clubs, mais ils furent tous dissous par ordonnance royale en 1789. Cependant, l'orage politique et social qui pointait à l'horizon ne permettait pas aux hommes qui allaient jouer un rôle dans la Grande Révolution et qui prévoyaient les événements, de se tenir éloignés les uns des autres. Un contact permanent leur semblait indispensable et, malgré l'ordonnance royale de 89, d'autres clubs se reformèrent presque aussitôt. Il en sortait de terre dans chaque centre, dans chaque quartier, dans chaque rue. Ce fut d'abord le club des Jacobins, le club de Montrouge qui comptait Mirabeau parmi ses membres, le club du faubourg Saint-Antoine, le club de Clichy, le club des Monarchistes, et combien d'autres. Mais les plus importants de ces clubs, et qui jouèrent un rôle de premier ordre dans l'histoire de la Révolution furent, sans contestation, le Club des Cordeliers et le Club des Jacobins.

Le premier comptait parmi ses membres des hommes comme Camille Desmoulins, Marat et Danton. On peut donc comprendre quelle fut sa puissance et qu'il dirigea pendant un certain temps toute la politique révolutionnaire. Il fut cependant supplanté par le club des Jacobins qui était animé par l'esprit et la force de Robespierre, et était, en outre, le centre d'un mouvement considérable. Un grand nombre de sociétés se rattachèrent à lui et il avait des branches dans tous les grands centres du territoire. Il avait son siège dans un couvent qui avait auparavant été habité par les moines jacobins et toutes les questions qui étaient présentées à la tribune nationale étaient, avant, débattues et discutées à la tribune du club. Il exerçait une telle influence, qu'il menaça à plusieurs reprises les pouvoirs constitués.

Quelles que soient les erreurs commises au sein de ces différents clubs qui se déchiraient en défendant chacun une politique différente, il faut cependant reconnaître qu'ils étaient animés d'un sincère désir de voir triompher la Liberté dont ils avaient, à notre point de vue anarchiste, une conception erronée. C'est ce qui explique peut-être, dans une certaine mesure, les ligués qui se formèrent contre eux et réussirent, à la fin, à les détruire. La Révolution écrasée, le Consulat, l'Empire et la Restauration ne tolérèrent pas l'organisation des clubs. Ils furent remplacés par des sociétés secrètes.

Après la Révolution de 1830, un grand nombre de citoyens essayèrent de former « le club du ménage » de la rue Montmartre ; celui-ci fut immédiatement fermé par ordre du gouvernement ; et ce n'est qu'en 1848 que nous voyons apparaître le club Blanqui et le

club Raspail, particulièrement fréquentés par les socialistes révolutionnaires. Ils disparurent également avec la seconde république.

Le club est redevenu aujourd'hui ce qu'il était à son origine : une association — le plus souvent d'aristocrates — où se réunissent, pour occuper leurs loisirs, les hommes d'un même « monde ». Le club est presque devenu synonyme de cercle. Il y a, en Angleterre, des clubs ouvriers dont l'unique but est d'offrir des distractions collectives aux travailleurs, ou encore d'acheter, à meilleur compte, pour les fêtes de Pâques et de Noël, les marchandises indispensables au festin traditionnel. En France, il y a bien encore quelques clubs politiques, mais ils ne présentent pas le caractère des grands clubs du passé et n'exercent pour ainsi dire sur le public aucune influence.

COALITION. n. f. Réunion de plusieurs individus, groupes, gouvernements ou Etats, pour la défense de leurs intérêts, contre un ennemi momentané. La coalition offre ceci de particulier : qu'elle n'associe pas des individus de même tendance ou de mêmes idées, des gouvernements de même nature, des nations de même race s'orientant vers un même but, mais qu'elle est formée le plus souvent d'adversaires paraissant irrécconciliables et qui font une trêve lorsqu'ils sont menacés particulièrement par un danger commun ou que des intérêts immédiats les placent côte à côte. On a vu, en certaines circonstances, des hommes politiques les plus hostiles les uns aux autres, dont les doctrines étaient diamétralement opposées, s'associer pour combattre une force qui prétendait les écraser les uns et les autres. Les élections législatives de mai 1924, en France, donnèrent le jour à un bloc qui groupait des éléments de toutes tendances, sauf les Anarchistes naturellement, et qui n'était qu'une coalition des forces politiques de gauche contre celles de droite.

Il y a aussi les coalitions guerrières et, depuis l'entente qui fut conclue en 1124 entre Henri I, roi d'Angleterre et l'empereur Henri V, pour envahir la France, jusqu'en 1815 époque où Napoléon fut définitivement battu, de nombreuses coalitions se formèrent contre la France. La plus dangereuse — et pour cause — fut celle qui menaça la Révolution et qui était inspirée par la crainte et la terreur qui gagnaient l'aristocratie, la noblesse et les monarches de toute l'Europe qui voyaient leurs trônes chanceler. C'est aussi une coalition qui se forma en 1914 contre l'empire germanique qui eut à se défendre contre toutes les grandes puissances d'Europe, auxquelles vinrent se joindre certaines nations américaines et asiatiques. Mais la plus monstrueuse des coalitions modernes fut celle qui menaça, dès les premiers jours de 1918, le superbe mouvement révolutionnaire des travailleurs russes. Tout fut mis en œuvre pour étouffer en son berceau ce foyer qui illuminait l'Est et menaçait d'embraser tout le vieux Monde. Intervention militaire, guerre économique, rien ne fut oublié. Sans égard pour les femmes, les enfants ou les vieillards, la coalition de la bourgeoisie interdisait l'exportation en Russie de toute matière quelle qu'elle fût et c'est elle qui doit être tenue pour responsable de cette désastreuse et terrible famine qui décima une grande partie de la population slave.

À côté de toutes ces associations politiques et nationales, aux buts imprécis et éphémères, il y a cette constante coalition économique qui ne vise qu'à écraser la classe ouvrière, pour que le capitalisme puisse rester le maître absolu de toute la richesse sociale. Toute l'industrie, tout le commerce, toute la finance, au-dessus des diverses tendances politiques qui les animent,

se coalisent contre l'ennemi commun : le prolétariat ; et tentent, en formant un bloc compact, d'endiguer l'évolution des classes inférieures qui prennent chaque jour un peu plus conscience de leur force et de leurs possibilités. La coalition de toutes les forces du capitalisme est la plus dangereuse ; car elle n'hésitera pas à abandonner toutes les luttes d'ordre politique ou national, pour se trouver unie et puissante en face de la classe ouvrière, lorsque celle-ci, débordant des cadres de la légalité prendra le chemin de la révolution.

Il faut, pour triompher, se servir d'armes de valeur au moins égales à celles de ses adversaires et c'est pourquoi à la coalition des puissances d'argent la classe ouvrière, si elle veut sortir victorieuse des batailles qu'elle aura à livrer à la bourgeoisie, doit opposer la coalition solidement organisée de tous les exploités.

CODE. n. m. On appelle Code le corps des lois qui régissent les sujets d'un même Etat. Les Codes se différencient suivant les matières qu'ils condensent dans leur système impératif.

De grandes sociétés ont pour leur action interurbaine ou internationale des règlements homogènes qu'on appelle Codes par assimilation et par métaphore : on dit le Code des Courses.

Enfin, on donne le nom de Codes : 1° à des tables de signaux ; 2° à des vocabulaires composés de mots abrégés ou de termes conventionnels, pour assurer le secret d'un texte transmis ou en simplifier la teneur. Nous ne nous occuperons que des Codes créés par le travail législatif.

I

La France a cinq Codes fondamentaux.

On place en tête du Code civil les lois organiques, celles qui déterminent la forme de la constitution et qui en réglementent le jeu.

CODE CIVIL. — Le Code civil se divise en livres, les livres en titres, les titres en chapitres, les chapitres en articles.

Le premier livre est relatif à l'état des personnes et le second à la condition des biens.

Pour les personnes, le Code règle la jouissance et la privation des droits civils ; le mariage et le divorce ; la paternité et la filiation ; la puissance paternelle, la minorité, la tutelle et l'émancipation ; la majorité, l'interdiction et le Conseil judiciaire.

Pour les biens, le Code détermine la distinction entre les immeubles et les meubles, le droit de jouir et de disposer que confère la propriété, la manière légale dont elle s'accroît par l'accession, les démembrements qu'elle subit par l'usufruit, l'usage et l'habitation, les restrictions que lui imposent les servitudes. Le troisième livre comprend les différentes manières dont on acquiert la propriété : successions, donations, contrats ; la vente, l'échange, le louage, le prêt sont les principales obligations conventionnelles qui transmettent la propriété ou la possession. Des titres spéciaux déterminent les différents régimes du contrat de mariage et les droits respectifs des époux sur leurs biens propres ou communs ; d'autres titres réglementent le dépôt, le mandat, le cautionnement, le nantissement ; d'autres enfin les privilèges et les hypothèques, pour terminer par cette consécration artificielle de la propriété ou cette décharge légale de l'obligation qui s'appelle la prescription.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Le Code de procédure civile trace et jalonne la route qui conduit les parties à l'audience et, défaillante ou non, les achemine vers le jugement.

Il leur donne accès aux justices de paix, aux tribu-

naux inférieurs et, si le taux du litige le comporte, aux tribunaux d'appel.

Il règle la tenue des audiences, leur publicité et leur police, il distingue entre les différentes sortes de jugements suivant qu'ils préparent ou contiennent la décision fiscale ; il assigne à la compétence du juge ses limites, à l'extension de son examen et de sa sentence des frontières ; il organise le recours aux mesures d'instruction préalables (vérifications d'écritures ou enquêtes), et aux mesures d'exécution subséquentes (notamment les saisies).

Il consacre deux livres dans sa seconde partie, à certaines procédures particulières ; parmi celles qui ne dérivent pas du décès, nous citerons les plus usuelles, celles qui tendent à la séparation de biens, à la séparation de corps, à l'interdiction ; les plus spéciales concernent les oppositions et levées de scellés, les opérations d'inventaire, les renonciations de femmes mariées ou d'héritiers.

Le dernier livre traite des arbitrages.

Le Code de Procédure civile a mauvaise réputation dans le monde profane. L'expression : « se jeter dans le maquis de la procédure » a fait fortune. Cette formule pittoresque doit son succès à son auteur : le bâtonnier Labori ; elle eût paru plaisante ou piquante en lui rappelant les coutumes corses familières à l'architecte du Code Napoléon. Nous croyons devoir mettre en garde les simplificateurs à outrance contre le danger des arasements.

Le Code de procédure est parti d'un principe qui intéresse la liberté. Nul homme ne doit être jugé par surprise, sans avoir été entendu ou dûment appelé, sans avoir eu loisir, licence et faculté de se justifier. La demande formée contre lui doit être déterminée et délimitée avant les débats. Vous ne pouvez m'attirer devant un juge pour me réclamer le prix d'un bœuf, et le juge me condamner, de complicité avec vous, pour menées anarchistes.

De là les précautions strictes prises par la loi pour que la citation soit régulière, pour que le jour d'audience ne soit pas arbitrairement ni clandestinement fixé, pour que les écritures qui précisent la demande et la défense soient respectivement échangées, pour que les adversaires sachent sur quel terrain ils combattent et que le juge ne puisse ni l'étendre ni l'excéder, pour que le défendeur défaillant soit admis à faire tomber un jugement qu'il a pu ignorer et pour que la condamnation civile soit exécutée quand celui qu'enlève le glaive justicier a pu opposer tous les boucliers licites à toutes les entailles légitimes.

La loi suisse, dans ce souci de prudence et de préservation est encore plus exigeante et meilleure que la nôtre. Elle impose au demandeur, à l'appui de sa citation, la désignation de toutes les pièces dont il entend se servir.

Les dérogations au formalisme, quand ce formalisme est rationnel, dégèrent facilement en abus. Nous avons vu récemment, dans une Cour d'appel du Sud-Ouest, un intime faire passer au juge vingt pages de conclusions qui développaient une argumentation sur laquelle s'est fondé l'arrêt, et qui était restée confidentielle faute d'avoir été signifiée, conformément à l'arrêt. Devant les Tribunaux de Commerce où la procédure est rudimentaire, afin d'être expéditive, il se produit chaque jour des courts-circuits fâcheux. Les juges, chargés du délibéré, reçoivent des dossiers contenant, outre les pièces, des notes qui constituent une plaidoirie écrite, soustraite à la vue de l'adversaire, et des jugements sont rendus sur des moyens non discutés, non prévus.

La Procédure n'est pas si dédaliennne, si tortueuse, si compliquée, si imbriquée, si bysantine, ni si casuiste

qu'aiment à le croire les défricheurs. Arrachons ses broussailles, disent-ils, et nous aurons devant nous la plaine ; qu'ils prennent garde à la forêt de Bondy ! Les vagues se heurtent ; le conflit des intérêts ne se résoud pas tout seul dans l'amplitude rythmée des ondes que les vents capitalistes poussent vers le rivage. Il faut plaider et les plaideurs sont trop. L'étroitesse des portes les retarde plus que les degrés de l'escalier. Il y a, au Palais, des rôles encombrés, comme il y a, dans Paris, des carrefours embouteillés.

Le CODE PÉNAL énumère les actes qu'il proclame coupables et punissables ; il les distribue en trois catégories : les contraventions, les délits et les crimes. Il leur assigne des peines proportionnées à leur gravité théorique ; il laisse aux juges le soin de se mouvoir suivant les espèces, mais en observant le tarif du catalogue, entre un maximum et un minimum applicable à la classe de l'infraction commise ou du forfait soit tenté soit accompli. Il va de l'amende à la peine de mort, et les plus généreuses protestations n'ont pu encore arracher la guillotine à ses dalles juridiques et judiciaires.

Deux lois salutaires et humaines ont tempéré la rigueur des textes primitifs : l'une fort ancienne, qui a permis l'admission des circonstances atténuantes, l'autre déjà vieille mais qu'ont souhaitée d'abord, qu'ont vu naître ensuite des juristes à barbe blanche : la loi sur la suspension des peines dite « loi Béranger ».

La sévérité des peines qui frappaient l'infanticide a été atténuée par des dispositions plus récentes encore ; les filles-mères délaissées dont la faute et l'égarément attestaient l'égoïsme du mâle ont fait fléchir la sollicitude du législateur pour son protégé d'ordre public : l'enfant.

LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Le Code d'instruction criminelle institue la poursuite et la répression. « La procédure criminelle, dit avec beaucoup de précision et de netteté, le répertoire juridique de Dalloz, présente trois périodes distinctes : « dans la première, elle recherche les traces du crime ou du délit et s'efforce d'en découvrir les auteurs ; dans la seconde, elle apprécie le caractère légal du fait et, après en avoir rassemblé les preuves, elle détermine, s'il y a lieu, le tribunal compétent pour en connaître ; dans la troisième enfin elle amène le prévenu devant ce tribunal, soumet l'accusation et la défense à des règles nécessaires, destinées à protéger leurs droits respectifs, et entoure le jugement des formes les plus propres à en assurer la maturité et la sagesse. »

Nous n'avons pas voulu tronquer cette citation orthodoxe ; nous voulons bien considérer que cet équilibre impartial entre l'accusation et la défense garantit la maturité et procure la sagesse des jugements : tel est du moins le vœu de la loi.

La loi n'est pas moins prudente quand elle tente de garantir les innocents ou les simples suspects contre les arrestations arbitraires, les détenus contre l'indifférence ou l'oubli qui les laisseraient macérer dans les géôles ; le droit essentiel, droit primordial de l'homme et son droit à la liberté. Mais, ayant satisfait à cette prudence préliminaire, le Code d'instruction criminelle ouvre au magistrat instructeur un crédit illimité.

Un professeur de droit, un savant criminaliste dont la Faculté de Paris a conservé avec estime le souvenir, aimait à poser, comme examinateur, une question qui prenait au piège l'étudiant irrégulier, celui qui n'avait pas suivi les cours du maître : — Quel est, en France, le magistrat qui jouit du pouvoir le plus étendu ? — Le Président de la République, répondait le candidat. — Non, le juge d'instruction.

Ce pouvoir absolu a d'abord été mitigé dans la pratique par la collaboration et la surveillance du Par-

quet dont le juge ne saurait dépendre, mais dont il accepte l'autorité. La loi a tempéré elle-même l'autocratie d'un régime qui est en communication constante avec le régime cellulaire. Elle a rendu l'instruction contradictoire. Il faut entendre par là que l'inculpé ne peut être interrogé ni confronté sans l'assistance de son avocat, et que le défenseur est appelé à prendre connaissance, vingt-quatre heures avant ces actes judiciaires, des pièces réunies par l'information.

Le juge dicte au greffier la rédaction des témoignages reçus et des déclarations recueillies : le progrès des appareils qui inscrivent la parole permet de prévoir que des disques, pièces accessoires de conviction, enregistreront les paroles mêmes des comparants.

Quoique modérée, l'autonomie du magistrat instructeur reste encore autocratique. Par des enquêtes officieuses, il peut tenir en échec le contrôle de l'instruction contradictoire ; par la détention préventive, par les commissions rogatoires données en France ou à l'étranger pour auditions de témoins ou vérifications de mandats, par les perquisitions, par les saisies et notamment celle de la correspondance, il peut ruiner le crédit ou la réputation d'un prévenu, il peut faire d'un justiciable un cadavre effectif, avant qu'il ne soit un condamné étiqueté ou un condamné à dommage irréparable. C'est dans la conscience du juge que se trouve le régulateur de cette puissance inexorable ; il faut à cette conscience tant de sagacité, tant de perspicacité, une vigilance si persévérante qu'on aimerait à voir la loi française faire quelques emprunts à la législation anglaise et s'inspirer des principes que consacre l'« habeas corpus ». Il n'est pas téméraire de penser que tout prévenu, dont la détention préventive aurait dépassé deux mois, devrait être déféré à un jury qui, connaissance prise des charges relevées et des présomptions acquises, statuerait, par un avis motivé, sur la mise en liberté provisoire. L'avis motivé pourrait tenir la malignité publique en suspens.

Le Code d'instruction criminelle attribue au juge de paix, tenant l'audience de simple police, la connaissance des contraventions, sauf appel quand la condamnation dépasse un taux assez faible d'amende ou de réparations civiles. Nous n'entrons pas dans le détail de certaines extensions qui modifient cette compétence, notamment en matière d'injures ou de diffamations non publiques. Les délits contraventions et les délits, à charge d'appel dans tous les cas, sont déferés aux magistrats ordinaires qui forment le Tribunal correctionnel. Expliquons cette expression : magistrats ordinaires.

Le magistrat français a l'omni-science. Il s'adapte, sans préparation, à toutes les causes : le divorce ou l'hypothèque, la contrefaçon ou le louage d'industrie, la quotité disponible ou le dédit théâtral. Il ne naît pas civiliste ou criminaliste, il le devient, que ses aptitudes comportent ou non ce savoir et cet instinct qui préparent à la déduction ou à l'induction. S'il est nommé juge d'instruction, il s'en réjouit pour la facilité de sa carrière ; s'il est envoyé à une Chambre correctionnelle, il subit cette disgrâce passagère, car le droit criminel est le parent pauvre du droit civil. Il intéresse la liberté, l'honneur, l'avenir, la vie des citoyens. Peu importe. Vous serez jugés docilement si votre cheminée enfume le voisin ; vous serez jugés avec résignation et par complaisance si vos proches anxieux, vos ennemis vigilants, vos concurrents hostiles attendent que la justice vous ayant reçu pâle et blême vous renvoie blanc ou noir.

L'attention du public se porte surtout vers la Cour d'assises et nous devons rendre cet hommage au peuple que le jury est chez nous une institution populaire. Elle ne s'est pas implantée sans résistance dans l'arène

qui rappelle parfois encore au philosophe les combats de gladiateurs.

Au début, le législateur qui toléra le jury, et qui sanctionna son concours, voulut que les jurés fussent appelés à se prononcer sur la culpabilité ou la non-culpabilité de l'accusé. Ils ne devaient pas se préoccuper des conséquences pénales qu'entraînait leur verdict. Cette barrière paradoxale et d'un équilibre instable n'est plus qu'une fiction. Il faudra toutefois une réforme législative pour qu'elle soit anéantie.

Plusieurs projets et notamment celui qui a pour auteur un ancien ministre, M. André Hesse, proposent de remettre au jury l'application de la peine ; les magistrats composant la Cour ne seraient plus que des directeurs de débats, des juges d'incidents, des prononciateurs d'arrêts.

Il semble qu'on puisse arriver à une conciliation. Un ancien député de Paris, M. Alfred Martineau l'a tenté, dans un projet de loi déposé, il y a plus de vingt ans, devant la Chambre des députés. M. Alfred Naquet, le père de la loi sur le divorce, a dit de ce projet qu'il était la première pierre d'une grande réforme. Dans toutes les affaires soumises à la Cour d'assises, la question posée au jury en cas de réponse affirmative serait ainsi formulée : « A quel degré l'accusé est-il coupable ? » Le premier degré comporterait la peine de mort puisque, hélas ! elle existe encore ; le second degré les travaux forcés à perpétuité ; le troisième degré les travaux forcés à temps ; le quatrième degré l'emprisonnement au-dessus de cinq ans ; le cinquième degré l'emprisonnement au-dessus d'un an ; le sixième degré l'emprisonnement moindre ; le septième degré l'amende de 1.000 francs à 20.000 francs.

Pour les crimes qui n'emportent pas, selon les dispositions actuelles du Code, la peine capitale ou la peine des travaux forcés perpétuels, les deux premiers degrés seraient enlevés de l'échelle soumise au jury ; dans tous les cas, il pourrait, selon la scélératesse du coupable ou l'indulgence que mériterait son acte, délimiter la peine que la Cour fixerait, désigner le casier où le juge pourrait puiser.

Cette notion du degré de culpabilité implique en effet une grande réforme, — une réforme morale. Le Code a trouvé suffisante son admission des circonstances atténuantes et a déterminé les peines en fonction du délit, grammaticalement défini. Une saine justice veut que la peine soit déterminée par mensuration sur le coupable. D'où vient cet homme ? Quelles tares héréditaires ont affecté l'intégrité de sa conscience ? Quelle éducation, quelle instruction a-t-il reçues ? Que lui a donné la vie ? A-t-il eu le secours que lui devait la solidarité, le bonheur que lui devait l'égalité ? Quelle nécessité l'a courbé vers le mal ? Quel emportement l'y a entraîné ?

Le juge se prétend lié par la loi. Sans doute, la loi doit, dans certains cas, sacrifier l'intérêt particulier qui est contingent à l'intérêt public qui est permanent. Il est scandaleux qu'un père, s'il n'est pas dans les conditions où le Code permet le désaveu, élève, subisse le fils d'un amant et donne son nom à cet intrus qui n'en peut mais. La paix sociale exige néanmoins que les justes noces créent une présomption légale et que les berceaux ne soient pas exposés au péril des contestations infâmes. Mais les règles doivent tendre à s'assouplir pour mesurer les cas différents et les Codes se réduire de plus en plus au respect de cette maxime : « il n'y a pas de droit contre l'équité ».

CODE DE COMMERCE. — Le Code de Commerce définit la profession de commerçant, ses obligations pour la tenue des livres de commerce ; parti d'un texte rudimentaire auquel se sont successivement incorporées, depuis la loi fondamentale du 24 juillet 1867, les lois

les plus importantes, il règle la constitution des Sociétés ; il établit le statut des Bourses de Commerce, assigne leur rôle aux agents de change, aux courtiers, aux commissionnaires, statue sur le gage, consacre et réglemente la circulation des effets de commerce.

Son second livre est un véritable Code de commerce maritime : hypothèque maritime, saisie et vente des navires, obligations du capitaine, sa responsabilité, engagements des matelots, fret, assurances. Son troisième livre embrasse l'importante matière des faillites et des banqueroutes, auxquelles se trouve adjointe, depuis la loi du 4 mars 1889, la liquidation judiciaire. Le quatrième livre est relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de commerce.

CODE FORESTIER. — Le Code forestier n'appartient pas au groupe de Codes que nous a donné le Gouvernement consulaire d'abord, impérial ensuite. Publié en 1827, ce Code n'intéresse guère que l'Etat, certaines municipalités ou communautés, certains usagers et des propriétaires de moins en moins nombreux.

Il distingue entre les forêts qui appartiennent au domaine de l'Etat, au domaine de la couronne, aux communes et aux établissements publics ; il édicte des restrictions au droit de propriété pour les bois appartenant aux particuliers.

Certaines de ses dispositions sont désuètes.

Les Français moyens ignorent qu'ils sont passibles d'une amende de 10 francs s'ils sont trouvés dans les bois, hors des routes et chemins ordinaires, porteurs de serpes, de haches et de cognées.

Sous peine d'une amende de 20 fr. à 100 fr. il est interdit de porter ou allumer du feu dans l'intérieur et à une distance de 200 mètres des bois et forêts.

Si cette prescription avait été plus rigoureusement observée, les sites de Franchard et d'Apremont n'auraient peut-être pas été dévorés par l'incendie.

..

Aux Codes anciens se sont adjoint de nouveaux Codes.

Les lois sur la Presse, qui assurent sa liberté et en conditionnent l'exercice, qui répriment ses abus, qui définissent la publicité et ses moyens, qui punissent l'outrage, l'injure et la diffamation, ont formé le *Code de la Presse*.

Les lois sur la réglementation du travail, sur le travail des enfants dans les manufactures, sur les conseils de prud'hommes, sur les corps et conseils du travail, sur les accidents du travail, sur les bureaux de placement, ont formé le *Code du Travail*.

Les lois qui réglementent la circulation urbaine et routière ont formé le *Code de la Route*.

Les lois et arrêtés concernant les Douanes ont été réunis et ont donné le « Code des Douanes » ; de même, les lois et arrêtés concernant l'Enregistrement le « Code de l'Enregistrement », mais ces deux recueils doivent surtout leurs titres à leurs éditeurs.

L'unification de la justice nous semble la plus désirable des réformes. C'est avec tristesse que nous réservons ici sa place au Code le plus spécial de tous : le *Code de Justice militaire*. Il excède le droit commun, il excède le droit humain. Il a mérité son châtiment ; qu'il soit exposé au pilori d'abord, qu'il soit ensuite condamné au bûcher. Ces supplices de l'ancien droit sont bien dûs à son archaïsme. Edicté en 1857, il a été modifié par la loi du 18 mai 1875. Il n'en reste pas moins indigne de la nation qui s'astreint au service militaire ou qui se lève en armes pour la défense de ses foyers.

Il contient, pour les délits militaires, un Code pénal effrayant. Les condamnations à deux ans de prison et aux travaux publics sont sa monnaie courante et surtout le déboursé courant des juges qui appliquent ses articles. Pour les délits et les crimes de droit commun,

il se réfère au Code pénal ordinaire. Les tribunaux militaires sont les Conseils de guerre permanents et les Conseils de guerre aux armées.

Les Conseils de révision examinent le recours formé et peuvent annuler le jugement pour vice de forme, incompétence, ou fausse application de la peine. Ils ne connaissent pas plus que la Cour de Cassation du fond de l'affaire. Cette étroite et fragile garantie du recours peut être suspendue, et le cas s'est produit pendant la guerre, pour les Conseils de guerre aux armées.

La guerre est une mauvaise école de droit international et de droit naturel. Justice militaire ! que de crimes ont été commis en ton nom.

Il n'y a pas à proprement parler un *Code maritime* ni un *Code de justice maritime*. La marine militaire et la marine marchande ont été organisées par des dispositions nombreuses et diverses. La police de la navigation a été assurée par le règlement fondamental du 7 novembre 1866.

La justice criminelle maritime a été réglementée par la loi du 4 juin 1858 pour la marine militaire et par le décret-loi du 24 mars 1852 pour la marine marchande.

Les crimes et délits sont jugés soit par des Conseils de guerre permanents, soit par des Conseils de guerre à bord.

Il existe des Conseils de guerre permanents dans chaque arrondissement maritime ; leur ressort qui s'étend à toute l'étendue du territoire de la République a été récemment déterminé à nouveau par un décret du 23 janvier 1889.

Les Conseils de guerre à bord sont constitués spécialement pour juger un crime ou un délit occurrents ; ils se dissolvent aussitôt après.

Les Conseils de justice constituent une juridiction disciplinaire. Il y a des Conseils de révision permanents et des Conseils de révision à bord.

En ce qui concerne la marine marchande, les peines disciplinaires sont prononcées par les commissaires de l'inscription militaire, les Consuls de France, les commandants des bâtiments de l'Etat, ou les capitaines de navires, sous certaines conditions.

Les délits maritimes sont déférés à des tribunaux maritimes commerciaux, les crimes sont jugés par les Cours d'assises.

Parmi les Codes éphémères et de circonstance, nous citerons seulement le *Code noir* promulgué en 1685, l'année où fut révoqué l'Edit de Nantes. Il réglementait le sort des esclaves et des affranchis dans les colonies.

II

Aucun Code, à aucune époque, n'a été fabriqué de prime saut et de toutes pièces. Les mœurs créent les lois qui modèlent ensuite les mœurs mais qui ont bien de la peine à les discipliner. Dans son cours de politique constitutionnelle, Benjamin Constant fait observer que les constitutions s'introduisent graduellement et d'une manière insensible ; Montesquieu a, d'un mot, résumé le rapport des lois et des mœurs en intitulant son célèbre ouvrage : « L'Esprit des lois ».

Il y a eu, dans des circonstances exceptionnelles, des constitutions artificielles et contingentes. Ainsi celle que Locke confectionna — il n'y a pas d'autre mot — pour la Caroline, et qui était une copie de la constitution anglaise. C'était un article d'exportation. Le résultat ne se fit pas attendre. L'arbre implanté, le sol se bouleversa sous son couvert, mais il fallut vingt-trois ans pour démolir cet essai.

Les lois peuvent surgir sous la pression des événements, les constitutions ont besoin de calcul et les Codes de symétrie.

Le plus méritoire des législateurs fut Solon. Sa patrie se mourait. Dracon l'avait enfermée, au profit de

l'aristocratie, dans une de ces cages de fer que les dompteurs ont inventées, mais que leur ont empruntées les tyrans. Athènes tourna ses regards vers Solon. Solon était archonte ; quelques-uns, dit Plutarque, lui offrirent d'être roi ; il refusa.

Il rompit avec la tradition et les enseignements des philosophes. Il commença par soulager le peuple et la cité de leurs dettes ; il les diminua par une réduction proportionnelle. Que n'étudions-nous davantage l'histoire grecque ! Il mâta les nobles, il adoucit le sort des esclaves et interdit de les frapper ; l'oisiveté, dans les lois de Dracon, était punie de mort ; il supprima le châtiment suprême pour les oisifs, mais continua de les tenir pour des délinquants qui étaient déferés à l'aéropage et condamnés, Plutarque ne nous dit pas comment. Les pères qui n'avaient pas appris un métier à leurs enfants ne pouvaient exiger d'eux des aliments. Les assemblées du peuple furent réglementées. Les étrangers en furent exclus, l'âge fut fixé où le citoyen avait le droit de suffrage ; un Conseil de quatre cents membres préparait les lois soumises à la délibération du peuple, divisé en quatre tribus. C'est ainsi que Solon, dans la république athénienne, donnait à la liberté mieux qu'un temple : une citadelle et fondait la démocratie.

Un si brusque changement de régime étonna ceux qui en devaient éprouver le bienfait et suscita des mécontentements. Tes lois te paraissent bonnes ? dit un rhéteur au dictateur. Solon répondit doucement : les meilleures que les Athéniens puissent recevoir. Et il continua son œuvre.

Législateur, il avait à capter l'âme athénienne, mobile, ondoyante et vive, dansante comme une flamme, toujours prête à consumer son trépied. Il avait à redouter les factions, et elles s'organisèrent, et elles s'appellèrent à Athènes la montagne, la plaine et la côte, — ne croirait-on pas que la Convention s'est inspirée de l'histoire ancienne — et quand il mourut, il put se demander avec mélancolie si un factieux avide, audacieux, passionné, n'allait pas ruiner et confisquer à son profit la révolution si sagement consommée.

Xénophon nous a laissé un livre dans lequel il critique les lois de Solon, mais Xénophon prêche pour son maître. Xénophon est un disciple élégant et médiocre de Platon ; et Platon avait composé une République, République cérébrale et irréalisable. Elle ressemble beaucoup à ces corbeilles dont parle le biographe d'Esopé, ces corbeilles que des aigles soutenaient dans les airs et d'où émergeaient des enfants munis de truelles, prêts à construire un palais sans assises, pourvu qu'on leur envoyât du mortier.

Lycurgue eut moins de peine pour établir sur le roc Spartiate sa législation ; mais il l'avait longuement préparée. Dix ans, il avait voyagé, surtout en Egypte, voulant voir comme dit le poète, les mœurs de beaucoup d'hommes et leurs villes. C'est à la Crète qu'il fit son plus large emprunt.

Le pouvoir appartenait aux rois dont le nombre était augmenté en cas de guerre. C'est d'abord et avant tout en vue de la guerre que Lacédémone fut organisée. Les femmes recevaient la même éducation que les hommes et principalement l'éducation guerrière. Mais le pouvoir des rois était subordonné à l'autorité du Sénat ; les sénateurs étaient choisis par le peuple et désignés par ses acclamations. L'intensité des clameurs était notée par des témoins auditifs, que l'on empêchait d'être oculaires en les enfermant ; les plus bruyamment accueillis parmi les candidats que l'on faisait défiler étaient élus. Lycurgue tendit surtout à l'égalité des biens et, pour la maintenir, il défendit, après avoir divisé les terres en trente-neuf mille parts, qu'aucun partageant n'aliénât

de son lot, ni qu'il osât le cultiver. Les îlots étaient chargés de la culture. La seule monnaie permise était la monnaie de fer, son poids limitait la richesse.

Ces lois, qui, au dire de Plutarque, faisaient ressembler Lacédémone à un camp, où tout était commun, même les femmes avec leur assentiment bienveillant, et où les enfants étaient à la patrie sans qu'elle se souciât de leur filiation régulière, peuvent bien s'être inspirées de Mînos : il y avait une grande affinité entre les Crétois et les Spartiates, — à la bonne foi près, — mais on comprend que Lycurgue n'ait pas été admis comme Mînos et comme Solon au nombre des sept sages ; imitateur, il ne pouvait prétendre à ce brevet, et créateur de servitude à ce diplôme.

..

Théodose II, empereur d'Orient, entreprit d'amalgamer dans la cuve du droit romain les désirs de l'Orientalisme et les préceptes du christianisme : le droit romain n'avait connu, n'avait prévu ni les uns ni les autres. Cent cinquante ans devaient s'écouler entre l'apparition du Code Théodosien et la prédication de Mahomet ; Clodion était le chef des Francs, mais cinquante-huit ans seulement devaient s'écouler jusqu'à la conversion de Clovis. Il avait fait un rude chemin dans le monde, l'obscur condamné de Pilate, le supplicié dont le souvenir était resté si longtemps perdu, et ce Jésus-Christ dont Tibère avait sans doute ignoré le nom et qui devait aux prédications de ses disciples sa véritable résurrection.

Mais l'intérêt de l'œuvre entreprise par Théodose s'effaçait pour nous devant l'importance de l'œuvre accomplie par Justinien : quatre-vingt-onze ans séparent l'une (438) de l'autre (529). La résolution, la force, la puissance, le cynisme de Justinien ont imposé aux siècles futurs, le *Digeste* et les *Institutes*.

Les Francs et les Souverains d'Europe ont exploré ces monuments massifs ; ils y ont cherché les vestiges du droit le plus robuste, le plus logique, le plus rigoureux dans son souci d'équité pour les contrats civils, le plus absolu pour la fondation, la permanence et la continuité de la famille, le plus impérieux pour la soumission du citoyen à la République : le droit romain. Il fallait bien aller chercher sa tradition à Byzance.

Justinien-Erostrate, après avoir fait dépouiller par ses jurisconsultes dont le plus célèbre est Trébonien, ces auteurs qu'un historien moderne appelle les grands classiques du droit, avait fait brûler ce qu'il avait rebuté et ce qu'il avait accaparé, ce qu'il avait réformé et ce qu'il avait démarqué. Ainsi périrent Gaius, Papinien, Paul, Ulpien.

C'est dans les édifices, construits en pierre et en brique par ce féroce compilateur que nos étudiants, aujourd'hui encore, retrouvent l'architecture du droit romain ; leurs maîtres ont sondé les murs et les caves de cette adaptation pour reconstituer les origines lointaines du droit français.

Féroce, imposant et fourbe, casuiste fervent, croyant tourmenté, obsédé par la thèse, assailli par le scrupule, autocrate et pusillanime, dialecticien, théologien, despote, cynique comme Néron, et parfois réformateur comme Antonin, défendant la doctrine contre un essaim d'hérésies, tremblant pour sa vie que mettaient en péril les séditions, en lutte contre les Ariens, en guerre contre les Vandales, créant l'art chrétien, étendant son empire sur les côtes de la Méditerranée, Justinien ne fut pas un grand législateur, mais un grand pétrisseur de lois. Il atteste qu'il faut comparer, confronter et condenser quand on légifère. La loi doit être une statue de bronze. Nos lois actuelles, nos lois journalières coulent comme de la fonte en fusion.

Comment se sont formés nos Codes ? Pour cette étude importante, il nous faut remonter le cours des siècles.

III

La plus grande brisure qui ait divisé jusque dans ses fondations le monde civilisé s'est produite en 395 à la mort de Théodose, quand l'Orient et l'Occident ont formé deux empires. Lointaine rivale de Rome, la Ville éternelle, Constantinople s'appropriait à dresser ses minarets sous un soleil nouveau.

La civilisation avait changé de versant. Balayés par l'invasion des barbares, les champs de la culture latine avaient été envahis par la sauvagerie germanique. La race mérovingienne disparut sans éclat avec Childéric III que fit déposer Pépin le Bref.

Lorsque Charlemagne, vainqueur à Roncevaux, fut proclamé à Rome empereur d'Occident, il parut qu'une grande puissance territoriale et morale se reformait. Devant son épée « suspendue aux épaules par un baudrier de cuir », sous sa main qui tenait le globe d'or, ce chef des Francs, qu'il se tournât vers l'Ebre ou vers l'Elbe, vers le sanctuaire détruit de l'Irminsul, élevé jadis à la gloire d'Odin, ou vers le temple de Jupiter que baigne encore l'Arno, vit s'étendre des domaines immenses et des multitudes que dominait sa majesté.

Il assura la renaissance intellectuelle ; il appela auprès de lui les savants, il ouvrit l'Ecole du Palais ; ignorant, il institua le culte des lettres ; mais il eut de mauvaises finances et ne veilla pas aux fondations de son trône. Il était sous le dais de l'Eglise, il contemplait son empire et ne vit pas qu'il perdait son royaume ; il emettait son autorité et ses terres aux mains de ces compagnons d'armes, de ces leudes qui se multipliaient et qui grandissaient auprès de lui.

Louis le Débonnaire vit ses propres fils Lothaire, Louis et Pépin se révolter contre lui, Charles le Chauve soutint une guerre fratricide qui lui laissa la France, qui donna l'Allemagne à Louis le Germanique, la Lorraine et l'Italie à Lothaire. Et ce fut, par le traité de Verdun, le démembrement du royaume. L'ambition et le pouvoir des seigneurs, propriétaires terriens, grandissait.

En 861, Robert le Fort demanda et obtint le duché de France à titre héréditaire. Cet exemple ne fut pas perdu.

En 877, un événement capital se produisit. Charles le Chauve se laissa arracher la capitulation de Kiersy-sur-Oise qui consacrait l'hérédité des fiefs. Il était à la merci des nobles, ayant eu besoin de leur appui pour se faire sacrer deux ans plus tôt empereur d'Occident.

Le système féodal s'est créé au cours de la lutte engagée par Charles le Chauve contre ses frères.

Le système féodal a été consacré par la capitulation de Kiersy.

On parle beaucoup de la féodalité. Il convient de la définir comme état politique et comme système économique. La féodalité consiste essentiellement dans l'asservissement de l'homme à la terre, dans la dépendance dans laquelle l'homme est placé par rapport au domaine sur lequel il vit. Ce domaine est un fief et ce fief a un maître : le seigneur.

La formule « le serf est attaché à la glèbe » n'est pas une locution imagée. Les serfs sont un cheptel de fer attaché comme les animaux au service du fonds. Les êtres humains qui vivent sur le fonds sont assujettis à la loi du fonds. Et le fonds ne leur rendra pas un espoir de liberté plus grande en se morcelant. Grâce à la capitulation de Kiersy, le fief restera intégral ; il est héréditaire, c'est-à-dire qu'il passe à l'ainé. Le roi de France, et cette conception s'accuse sous Hugues Capet, est le premier des seigneurs féodaux, mais il n'a droit de souveraineté que, comme les autres, sur les terres de son fief.

Entre les seigneurs féodaux, une alliance et une hiérarchie va s'établir, grâce à leur enchaînement dans l'Ordre de la Chevalerie qui leur impose ses lois quant

au culte de l'honneur, ses lois quant à l'observation de leur dépendance mutuelle. Car la Chevalerie n'est pas une institution forcée, c'est un Ordre où l'on postule pour être admis : on naît noble, on devient chevalier.

Le vassal est le possesseur de fief qui, désirant s'annexer parce qu'il ne trouve pas ses forces suffisantes — telle est la raison la plus fréquente — se met sous la dépendance d'un plus puissant seigneur et le reconnaît comme Suzerain. Il lui doit la foi et l'hommage ; il lui doit le service de guerre dit service de l'ost.

Le collier magnifique est bien formé : il est relié par une chaîne d'or : le roi est la pierre la plus brillante de ce collier, il n'est ni la plus grande, ni la plus riche.

Ce système terrien presque indestructible allait cependant être déconsolidé. Il fut ébranlé par le plus incroyable, le plus fabuleux des événements : les Croisades.

En 1095, Urbain II prêche la première Croisade aux Conciles de Plaisance et de Clermont.

Sans doute la chrétienté souffrait de voir le tombeau du Christ aux mains des infidèles, sans doute les hommes du moyen-âge étaient capables de partir comme les bergers de la Palestine pour suivre une étoile miraculeuse jusqu'à l'étable de Bethléem, mais la Papauté n'aurait pas encouragé Pierre l'Ermite à élever la voix et à déclencher les foules, si elle n'avait eu ses desseins secrets.

Urbain II voulait établir à la face des souverains temporels sa puissance et leur prouver que son geste spirituel pouvait soulever la masse de leurs sujets.

Et nous ne connaissons rien de plus passionnant, rien de plus émouvant, ni rien de plus instructif que la lutte de la Papauté contre l'Empereur, du souverain chimérique contre le souverain temporel, du prêtre contre l'expansion du peuple, rien de tragique comme ce conflit qui prend notre race à son berceau et qui dure encore au nom d'un Messie dont les yeux seraient épouvantés s'il pouvait voir ce que ses prétendus serviteurs ont osé faire en abusant de sa doctrine, de sa croix et de son nom. « Ces deux moitiés de Dieu le pape et l'empereur », a écrit Victor Hugo.

Les papes disaient : Il y a deux astres : le pape est le soleil, l'empereur est la lune. La lune reçoit sa lumière du soleil.

Lorsque les Barbares eurent dévasté l'Europe, l'Eglise fut inquiète ; elle pouvait se trouver dans la sujétion de Constantinople ; elle cherchait un pouvoir temporel qui pût, pour le moins, un port à la barque de Saint Pierre. Elle s'accommoda des faibles Mérovingiens ; elle prit avec faveur Charlemagne sous sa tutelle dissimulée. Le fractionnement de l'empire carlovingien et surtout la formation de la féodalité la mirent en grave péril. Elle ne mordait plus sur ces possesseurs de fiefs qui ressemblaient à un champ de lances aux pointes hérissées. Il lui fallait un maître qui la protégeât d'abord et qu'elle dominât ensuite. Elle jeta son dévolu sur Otton I^{er}, le jour où, ayant restauré la couronne des rois lombards, il la prit, puis la changea pour la couronne impériale. L'Eglise encouragea les destinées du Saint-Empire germanique. Elle menaçait d'être sa vassale, le pape Grégoire VII surgit !

Cette locution « aller à Canossa » est à la mode chez les érudits que sont nos parlementaires ; on la répète depuis surtout que M. de Monzie l'a donnée pour titre à une de ses brochures. On comprendra mieux le retournement que consacre cette humiliation célèbre, si l'on veut bien résumer en quelques lignes deux siècles d'histoire.

Au lendemain de « l'an mil », le pape, pour emprunter à M. Driault une expression heureuse, semble être devenu le chapelain de l'empereur.

En 1059, le concile de Latran confie l'élection des pa-

pes aux prêtres de Rome et aux cardinaux, en dehors de l'ingérence étrangère ; la querelle des investitures commença quinze ans plus tard pour la collation des grades aux ecclésiastiques.

Henri IV, empereur d'Allemagne, dépose le pape, Grégoire VII ; le pape Grégoire VII dépose l'empereur.

Le souverain humilié se rend en Toscane, à Canossa ; il se prosterne en costume de pénitent devant le Pontife et, après trois jours de supplications, se voit rendre dédaigneusement son sceptre.

Le pape avait vaincu ; Grégoire VII pouvait mourir. L'empereur tenait sa couronne de Notre-Saint-Père le Pape ; Frédéric Barberousse essuya l'affront de cette déclaration insolente le jour où un légat bien stylé vint le saluer à Besançon, porteur des lettres papales où l'empire était déclaré un « bénéfice » accordé par le Saint-Siège.

Urbain II, avant même l'avènement de Frédéric Barberousse, mais après le triomphe de Canossa, lançait sur les routes inconnues de la Syrie les féodaux et leurs milices, au lendemain du jour où l'Eglise venait d'excommunier le roi de France, Philippe I^{er}.

Les seigneurs qui prirent la croix, qui se « croisèrent » à l'appel de Pierre l'Ermite, ou à la voix de Saint Bernard, cinquante ans plus tard, connurent des fortunes diverses : quelques-uns s'enrichirent d'un butin opulent, mais combien périrent et combien se ruinèrent ! Les fiefs en souffrirent ; il fallut pourvoir à la succession des seigneurs qui n'avaient pas d'héritiers directs ; la bienveillance du roi fut nécessaire pour trancher bien des cas épineux ; la souveraineté royale se trouva renforcée.

Les huit Croisades, — les accès de cette folie ont duré en tout cent soixante-quinze ans et ont déterminé huit expéditions, — constituent la série d'événements qui a le plus contribué à désagréger la féodalité.

Mais, parallèlement une révolution se produisait. L'orgueilleux isolement du fief n'avait pu empêcher la ville de naître. Cette ville, bâtie sur la terre du fief, n'échappait pas à la loi du fief, mais elle avait une population ; ses artisans, par leur travail, arrivaient à l'aisance. Le jour vint où entre les habitants d'une ville l'idée de solidarité naquit. La ville comprit qu'elle pouvait former une commune.

La commune était essentiellement une fédération municipale constituée par une association mutuelle sous la foi du serment. L'acte fondamental de la commune était le pacte d'assistance réciproque, assistance jurée.

La cohésion une fois obtenue, la commune dressait ses cahiers de revendication contre les tailles injustes et les exactions. Elle pouvait alors négocier avec son seigneur suzerain. Elle lui offrait d'acheter l'indépendance au prix de redevances fixées ou de services déterminés.

Les communes qui se heurtèrent à un refus conquièrent leur liberté les armes à la main.

Les communes, aussitôt qu'elles étaient soustraites à la suzeraineté seigneuriale, se plaçaient sous la protection du roi.

La royauté vit le parti qu'elle pouvait tirer de cette émancipation pour l'extension de l'autorité royale. Rapidement, à cet avantage, le roi ajouta un profit : les sommes annuelles que les communes s'engagèrent à lui payer pour prix de sa protection.

Ce grand mouvement de l'affranchissement des Communes semble être parti des Flandres et il est certain qu'il parvint sous Louis le Gros à son apogée magnifique. Louis le Gros le favorisa. Mais nous notons, dès 1073, trente-cinq ans avant son avènement, l'établissement d'une commune au Mans ; celles de Laon et d'Amiens se sont créées en 1111.

Nous avons vu combien Rome était hostile à la féoda-

lité. Les prêtres entrèrent avec ardeur dans la croisade civique pour l'affranchissement des communes. Sous le régime féodal, il n'y avait que des nobles ou des gens d'Eglise; se sont les communes affranchies qui ont donné la bourgeoisie et formé le Tiers Etat.

La Féodalité avait divisé le pays en duchés, comtés, vicomtés, marquisats.

Le front bourré de ruse sous son chapeau retroussé, le sourire enduit de fiel et de miel, dangereux compère, politique cauteux et sans foi, Louis XI a comprimé la féodalité et l'Eglise dans sa main sournoise, pétrissante : il a fait l'œuvre d'un grand roi. Il avait senti que, pour tenir tête au pouvoir ecclésiastique, un souverain temporel devait s'attribuer le plus grand nombre possible de nominations ecclésiastiques, et il le fit.

Pour réduire la féodalité, il trancha dans les prérogatives féodales et il les raccourcit, notamment le droit de justice. Il confia des emplois enviés à des gens sans naissance. Il servait sa rancune, à vrai dire.

Dans le début du règne, les Seigneurs avaient formé contre lui la « Ligue du Bien public » qui fut l'Union sacrée des féodaux. Les intérêts de caste ou de parti prennent volontiers les couleurs et la devise du Bien public. Mais le joueur madré qui avait échappé à la souicière de Péronne, regardait plus loin que sa vengeance : on ne peut lui contester des vues profondes sur le présent, et des vues larges vers l'avenir. La carcasse du dévot tremblait ; le despote la menait loin.

Il y avait, au surplus, bien de la grimace dans la superstition de ce pêcheur impénitent, dans sa façon de toucher, sous son vêtement, des médailles, d'apaiser les saints par de riches offrandes, d'implorer et de quereller la vierge pour obtenir la faveur ou le pardon du ciel.

Opiniâtre, malgré ses prétendus remords, il se défiait même des compagnons qu'il s'était donnés, mais il surveillait ses ennemis. Lorsque Charles le Téméraire alla briser son étincelante armure contre les suisses de Morat, le roi de France, en chaussures de feutre, dans son château de Plessis-les-Tours, médita de déposséder les princes qui ne songeaient qu'à se partager le territoire. Quand la mort se présenta, effrayé par ses approches, le geôlier du cardinal la Balue — ce cardinal conspirateur « auquel il ne manqua, en fait de vices, que l'hypocrisie », — fit venir d'Italie Saint-François de Paule pour lui demander le miracle de vivre. Le sceptre échappa de la main qui voulait le tenir encore, mais à ce sceptre Louis XI avait conquis la royauté.

Mais, malgré le système féodal, autour des villes, s'organisa lentement la province. Gratien avait divisé la Gaule en 17 provinces d'après ses populations différentes ; la féodalité avait voulu effacer ces démarcations ; elles reparurent, profondément incrustées dans le sol. La configuration géographique des contrées, la particularité des mœurs, de la langue et des patois, l'affinité intérieure des coutumes et des habitudes, la spécialité de la culture ou du commerce font la province. Louis XIV savait bien ce qu'il faisait lorsque, voulant effacer des frontières intérieures, mais n'osant toucher aux provinces, il les remaniait cependant et les distribuait en quatre-vingt gouvernements.

Le morcellement de la France semblait devoir être éternel. Il a fallu la guerre de Cent ans, l'occupation étrangère, Paris au pouvoir des Anglais, la communauté du péril et de l'angoisse, pour révéler aux Français leur confraternité de race. Historiquement, le sacre de Charles VII à Reims a été le baptême de la patrie. Le moyen-âge finit, la féodalité succombe, les temps nouveaux sont commencés ; rien ne s'oppose à l'organisation de la royauté, et la royauté assume le devoir d'organiser la France : telle est la mission à laquelle elle a failli.

L'avènement d'un huguenot, apostat par intérêt : Hen-

ri IV et l'inertie ennuyée de Louis XIII rendront quel- que espoir aux féodaux impénitents, mais Richelieu a compris le danger. Il abat les châteaux forts ; il veut empêcher les seigneurs de restaurer cette puissance qu'on nomme *réelle* par opposition à *personnelle*, qui est assise sur la terre, sur le fief. Le supplice de Saint Mars justifie la parole du cardinal « grand français » : je fauche tout et je couvre tout de mon manteau rouge. Louis XIV va pouvoir aménager Marly et créer ce fastueux jardin d'acclimatation : Versailles. C'est là que la noblesse apprivoisée sera réunie pour étaler le luxe chatoyant de ses plumes et pour prendre, sous l'œil du maître, ses dociles ébats.

IV

L'antiquité qui a étendu ses rayons sur la Renaissance intellectuelle de la France nous a fourni la préface du droit.

Les origines de la France nous permettront d'étudier l'origine de notre droit.

Divisons notre analyse en trois paragraphes :

- Les Parlements ;
- Les ordonnances royales ;
- Les Etats généraux.

I. *Les Parlements.* — Les seigneurs féodaux étaient tenus de rendre la justice à leurs vassaux et à leurs serfs. L'Assemblée de prélats et de barons qui composait cette Cour à la fois civile et criminelle est l'origine du Parlement.

Le roi, en tant que seigneur féodal, avait son parlement auquel il attribua une prépondérance ; il lui attribua la connaissance de certains cas dits royaux.

Le nombre des causes augmentant, les juges féodaux s'adjoignirent des clercs pour l'instruction et la préparation des affaires. Quand survint l'affranchissement des communes, il fallut examiner les litiges de la bourgeoisie et régler les questions qui intéressaient les communes.

C'était beaucoup de travail. Les juges s'en remirent aux clercs et se désintéressèrent des audiences ; ainsi les clercs se substituèrent aux juges. La royauté en profita pour transformer les clercs en juges qu'il nomma. En 1319, Philippe le Bel composant son parlement, exclut les prélats. Ils sont trop occupés, dit-il avec malice, pour que je les détourne de leur charge ; il admit un baron ou deux, pure condescendance à la tradition.

Le Parlement de Paris — nous le prenons à l'époque où sa constitution est parfaite — avait une juridiction immense, elle s'étendait de l'île de France jusqu'à la Picardie, jusqu'au Lyonnais, jusqu'au Rochelois. Elle couvrait toutes les provinces du Centre. Le Parlement connaissait, comme juridiction exceptionnelle de toutes les affaires qui intéressaient le roi ou la couronne, l'Université de Paris et les établissements hospitaliers.

Le Parlement avait un pouvoir judiciaire, un pouvoir politique et un pouvoir administratif. Sa Grand' Chambre, sa Chambre criminelle (la Tournelle), sa Chambre des enquêtes, sa Chambre des requêtes, embrassaient et se partageaient les causes civiles et les causes criminelles.

Le pouvoir politique du Parlement s'exerçait sous trois formes :

1° Il avait le droit de *remontrance*, lorsque les actes législatifs du roi lui paraissaient donner matière à ses observations ;

2° Les ordonnances du roi n'étaient légalement exécutoires qu'une fois *enregistrées* par le Parlement ; le Parlement pouvait refuser l'enregistrement ; il fallait des lettres de jussion ou un lit de justice pour l'y contraindre ;

3° Le Parlement rendait des arrêts *d'édit*, ou comme nous dirions aujourd'hui des arrêts de principe. Réuni

en Assemblée générale, il déclarait sa volonté de juger toujours en un sens déterminé ; sa loi équivalait ainsi à une loi.

La royauté devait porter à ce pouvoir de résistance et de contrôle deux coups funestes :

En 1566, la fameuse ordonnance de Moulins prescrivait que le Parlement enregistrerait d'abord les ordonnances, quitte à exercer ensuite son droit de remontrance.

Au début de son règne, Louis XIV, jouant le rôle que lui avait soufflé Mazarin, se rendit dans la Grand'Chambre. Il venait de chasser à Vincennes. Des éperons aux bottes, le fouet en mains, il déclara aux Conseillers sa volonté : à l'avenir ils s'interdiraient de délibérer sur les affaires de l'Etat.

Mais le Parlement, quoique soumis, avait conservé sa vitalité. En 1771, Louis XV l'exila. Sous Louis XVI, ce furent ses protestations énergiques et son opposition au roi qui déterminèrent la convocation des Etats généraux.

Ajoutons que les Parlements de province avaient tous des pouvoirs identiques, égaux aux pouvoirs du Parlement de Paris, sauf la restriction des cas spéciaux. Mais en fait leur juridiction régionale n'avait rien de politique. Parfois, on leur demandait des services. C'est ainsi que les « provinciales » de Pascal durent être brûlées sur une condamnation prononcée par le Parlement d'Aix, mais quand le feu fut allumé, les fins magistrats provençaux firent livrer aux flammes, à défaut du précieux libellé, un vieil almanach des Jésuites.

II. *Les ordonnances.* — Les ordonnances des rois émanent de leur pouvoir souverain. Elles contiennent des dispositions générales et d'administration ou des dispositions spéciales et de police. Elles ressemblent beaucoup à nos décrets modernes et très peu aux ordonnances royales qui, après la Révolution, ont été rendues pour assurer l'exécution des lois. Elles faisaient loi.

Elles sont le fruit de la volonté du prince. On se tromperait si on les considérait comme la fleur de son bon plaisir. Pour s'exercer, le bon plaisir avait mieux que les ordonnances. On comprend que les rois aient eu le désir de *codifier* leurs ordonnances, en les réunissant dans un recueil. Dagobert rassembla celles de Charlemagne en un volume qui s'appelle les *Capitulaires*.

Charles VII eut une vue plus haute. Il entreprit de réunir les Coutumes de France. Henri III eut la même idée, mais il échoua.

On le comprend. Quel intérêt pouvait avoir ce Digeste informe aux yeux de gens qui se pliaient à une coutume ou, par suite d'un changement dans leur état, se soumettaient à plusieurs sans espérance de les voir se concilier ou s'unifier ? C'est ici le lieu de préciser quel était le droit applicable en France.

A Rome, on distinguait entre le droit écrit et le droit non écrit. En France, le droit écrit était le droit romain. Il y avait les pays de droit écrit, et il y avait les pays de droit coutumier. Les coutumes différaient suivant les provinces ou les villes. Il y avait la coutume de Bordeaux, de Paris, de Picardie, de Normandie... On pouvait se marier d'après l'une, hériter d'après l'autre.

Nous verrons que le triage et la fusion de ces éléments ont formé la législation à laquelle les Codes ont donné un corps.

Parmi les ordonnances les plus utiles et les plus sages, il faut citer celles de Philippe-Auguste, de Saint-Louis et de Philippe le Bel.

III. *Etats généraux.* — Les Etats généraux peuvent être définis : une Assemblée moitié plébiscitaire, moitié consultative, — mais prébiscitaire sans le peuple et nationale avec trois éléments de la nation, les deux premiers formant la majorité contre le troisième. Ces trois éléments étaient : le clergé, la noblesse et le Tiers état, on le sait du reste : le clergé et la noblesse écoutaient

debout la communication du roi, le Tiers Etat à genoux.

La première réunion des Etats généraux, — la première tout au moins dont nous ayons la trace, — eut lieu en avril 1302 à Paris. Philippe le Bel consultait les Etats sur ses démêlés avec Boniface VIII. Le bon sens « gallican » — on peut employer le mot — de ces français bien inspirés leur fit approuver la résistance du souverain temporel.

En 1308, ils délibèrent à Tours sur l'arrestation des Templiers, en 1317, à Paris, sur la loi salique. Mais, voici la guerre avec les Anglais ; ils sont appelés à voter les subsides ; ils en profitent pour réclamer en échange la suppression des gabelles, et la promesse de ne plus altérer les monnaies. Ils repoussent comme trop dur le traité conclu par le roi Jean avec les Anglais, et votent la levée d'une armée. En 1439, à Orléans, ils décident l'établissement d'impôts perpétuels pour une armée permanente. Ils reviennent aux délibérations politiques après la bataille de Castillon qui avait mis fin à la domination anglaise.

Sous Louis XI, ils décident que la Normandie ne peut être accordée à Charles, frère du roi. Ils décrètent à Louis XII le titre de Père du peuple et se prononcent pour le mariage de sa fille avec François I^{er} de préférence à Charles-Quint. En 1576, la prépondérance du clergé et de la noblesse leur fait réclamer la révocation de l'édit donné par Henri III aux protestants, et en 1588, fidèles à la même hostilité, mécontents de leur souverain, ils menacent de transférer la couronne dans la maison de Lorraine. Henri III coupe court à ces velléités en faisant assassiner le duc de Guise. Enfin, en 1614, les Etats sont appelés à se prononcer sur la réunion à la France du Béarn et de la Navarre. C'est leur dernière assemblée, ils ne seront plus convoqués avant 1789.

V

Les esprits fermentaient, les encyclopédistes travaillaient, l'incrédulité coulait à pleins bords ; la gloire de Voltaire avait changé la couleur du soleil ; les œuvres de Rousseau si fausses, mais si séduisantes, qui semblent salubres et qui sont herbeuses, avec de grands horizons en trompe-l'œil, avaient démoli les charmes, bouleversé les jardins et les pelouses de la Nôtre, — je parle au figuré, — inspiré aux femmes le désir d'un retour à la nature et convaincu les hommes que lorsque les idées ont leurs apôtres, l'heure où les revendications grondent n'est pas éloignée.

La fièvre de la richesse, l'insuccès de Necker, le mauvais état des finances, l'impopularité des ministres, la haine des jésuites à peine calmée par l'inutile édit qui les avait supprimés, avaient en cinquante ans ajouté des rancunes aux colères.

Comment Louis XVI, après l'Assemblée des notables à Paris, se décida-t-il à convoquer les Etats généraux dont la France semblait déshabituée ? Obéissance aux injonctions du Parlement, désir de consultation et de conciliation ? L'une et l'autre hypothèse semblent insuffisantes. Peut-être espérait-il comprimer son époque frémissante par le poids dont la noblesse et le clergé pourraient peser sur le Tiers état.

Un vote déçut cet espoir s'il le caressa. L'Assemblée décida que la vérification des pouvoirs, comme nous dirions aujourd'hui, s'opérerait par tête et non par ordre : la Révolution était faite.

La Révolution a brisé la trilogie artificielle qui représentait le pouvoir populaire, elle a fait surgir le peuple, elle a retrouvé le peuple, elle a dégagé le peuple. Elle a rasé, elle a défriché le champ social. Du peuple conscient il fallait faire un peuple organisé. Elle avait deux devoirs immenses à remplir :

Créer une constitution ;

Créer une législation.

C'est alors que jaillit une des plus belles pages qui soit sortie de la main d'un homme : *la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*.

Elle a été rédigée par Robespierre qui s'était inspiré de Condorcet, mais l'éclair efface la lueur et le bond du héros dépasse la marche didactique du philosophe.

On voit, si on l'analyse, que la *Déclaration* est fondée sur la propriété.

L'homme est propriétaire de sa personne, et il lui est interdit de l'aliéner ; l'égalité est une condition de cette propriété, la seule qui empêche les empiètements injustes.

L'homme est propriétaire du fruit de son travail et de son industrie, propriétaire de ses biens et de ses revenus.

La déclaration de 1795, qui ajoute les devoirs aux droits, ne fait que donner une précision plus incisive à la pensée de la *Déclaration* maîtresse, celle qui est la charte de la liberté.

La proclamation précède la grande œuvre législative dont elle résume l'esprit.

On écrit communément que le Code civil a été l'œuvre du Tribunal : c'est fausser la vérité en la simplifiant.

Le 15 prairial an 2 (30 mai 1794), la Convention traçait le programme suivant :

« Les divers Comités de la Convention devront se concerter avec les commissaires pour les changements nécessaires, pour baser les lois sur les principes de liberté et d'égalité, les compléter et les rendre concordants. Chaque Code devra être présenté à la Convention aussitôt qu'il sera achevé. »

Les Révolutions évoluent. La Convention attendait les Codes : ils furent l'œuvre auquel Napoléon attachait son nom.

On pourrait croire qu'il les approuva de conscience et les timbra de son sceau sans les lire. Il prit au contraire comme consul et même comme empereur, une part active à leur conception. De tous les conquérants, il fut le plus soucieux du détail ; la quatrième coalition était formée par la Prusse contre la France ; le vainqueur d'Iéna était aux armées, il fit remettre sur le chantier le chapitre des faillites : le Tribunal s'occupait alors du Code de Commerce.

Voici quelle était la procédure adoptée pour l'élaboration des Codes.

La section législative du Conseil d'Etat rédigeait un projet qu'elle soumettait à l'assemblée générale du Conseil d'Etat. Ce projet, remis au Corps législatif, était obligatoirement transmis au Tribunal ou Assemblée des tribuns, et soumis ensuite, avec ses modifications, au vote du Corps législatif. Après ces tergiversations qui aboutirent à un retrait, les premiers livres du Code civil furent enfin présentés au Corps législatif.

« Législateurs, s'écriait Portalis, dans l'exposé des motifs, le vœu de la nation, celui des assemblées délibérantes est rempli. Des lois différentes n'engendrent que le trouble et la confusion Désormais, nous ne serons plus Provençaux, Bretons, mais Français ».

Paroles trop faibles encore pour le grand événement qui s'accomplissait. Nous avons noté à Reims le premier bégaiement de la patrie. La patrie, devenue populaire, s'affirmait majeure et trouvait la conscience de son unité aux pieds de cette statue d'airain qui avait dominé les peuples antiques et que la France n'avait jamais érigée : *la loi*.

L'œuvre napoléonienne allait presque aussitôt recevoir un complément et subir une retouche que la Restauration ne fit pas attendre à l'usurpateur même avant les Cent Jours. Louis XVIII, le 4 juin 1814, daignait octroyer à ses sujets la Charte constitutionnelle. Charles X et Louis-Philippe qui s'attaquèrent surtout à la presse, retranchèrent à l'œuvre législative des attributs et lui

infligèrent des ornements qui ramenèrent tant bien que mal sa masse prodigieuse au style de leurs règnes. Les idées de la garde nationale se trouvèrent mélangées avec les principes de la Révolution.

VI

Quelle est l'économie de notre législation?

La montagne se modifie chaque jour par les avalanches qui détachent de ses flancs ou de son sommet des rochers, par les couches nouvelles qui surchargent ses assises et qui amplifient ses contours. Mais considérons-la telle qu'elle s'est trouvée constituée au début du second empire.

Notre système législatif qui répond à notre système social, est un système en pyramide. Le peuple, supporte l'édifice. Sur des pavois successifs, s'étagent les hommes que leur force, leur ruse, la courte échelle de la faveur, l'appel du pouvoir et parfois leur mérite ont élevés aux situations supérieures. Le souverain au sommet à les épaules libres et laisse sa surveillance descendre jusqu'à la base. Il n'a qu'une crainte ; qu'un désordre ou un tremblement dans ces couches humaines successives n'entraîne sa chute.

La loi protège d'abord le souverain ; elle édicte des peines sévères contre quiconque oserait attenter à la vie du prince ou de ses proches, elle réprime l'outrage de lèse-majesté et pour décourager les indisciplinés elle protège la construction sociale elle-même, elle a inventé ce délit admirable : l'outrage à la morale publique. Comment définir la morale publique quand il est si difficile de définir la pudeur publique dont les femmes chaque jour changent les bornes et rétrécissent les frontières ?

Le maître a le pas sur le serviteur. Il est cru sur son affirmation si un différend s'élève quant au salaire qui est dû.

La femme est dans la main du mari. Les enfants et leurs biens sont à la merci du père. Le Code de Napoléon aurait eu mauvaise grâce à ne pas admettre le divorce dont la vie impériale lui fournissait un éclatant exemple, mais le divorce a été aboli par le retour des rois légitimes, descendant des rois très chrétiens. Enfin et surtout, la loi protège la fortune immobilière qui est la « propriété » la plus essentielle, les meubles et valeurs mobilières passant alors pour l'accessoire. Tel est le mont Ararat sur lequel l'arche est restée longtemps encastrée.

VII

Nous ne pouvons suivre le lent travail qui a tenté et qui tente tous les jours d'accommoder le mont aux nécessités de la vie moderne. Sa pointe est tombée ; plus de *prince*, comme dit le Code, plus de lèse-majesté. Plus d'outrage à la morale publique, plus de présomption légale pour l'affirmation du maître. Un pâle rayon d'indulgence est descendu sur ceux qui sont tombés au pied de la montagne, qui sont hors de ses échelons réguliers : les faillis de la vie, et les faillis du commerce. On a même supprimé la mort civile. L'excommunié jadis ne pouvait entrer en contact avec un chrétien et nulle main chrétienne n'était autorisée à lui tendre des aliments. Le mort civilement était pareillement retranché de la Société, — « perinde ac cadaver ». Son mariage était dissous ; les actes de la vie civile lui étaient interdits, il ne pouvait même léguer ses hardes à son enfant.

Toute indignation retrospective serait déplacée, mais l'esprit des lois est si persistant qu'on retrouve toujours dans le Code même épuré le parfum flottant du Code oblitéré.

Nous voudrions indiquer les grandes réformes, celles que nous considérons comme essentielles, qui ont vraiment entamé, au profit de la vie moderne, le bloc granitique.

La loi sur les expropriations. — Ce fut une révolution et une renaissance. Ceux qui ont vécu au sein des campagnes, qui ont étudié l'histoire d'une province savent ce qu'était la vie rurale et ce qu'était la condition des paysans il y a cent ans. Le quart des terres était inculte, envahi par les joncs ou détrempé. Il était impossible d'établir un système rationnel ou suffisamment contenu pour l'irrigation ou pour l'épanchement des eaux. Il aurait fallu toucher à la propriété du voisin.

L'automne venu, les chemins étaient presque impraticables, coupés par des ravins étroits, rongés par leurs fossés. Il n'était pas rare qu'un voyageur téméraire appelé dans un village, vit sa voiture s'embourber, et qu'il fallût quérir des bœufs dans quelque étable lointaine pour le tirer du mauvais pas. Le métayer mangeait du pain de seigle et tuait un cochon dont la chair, salée dans un pot de grès, fournissait aux festins espacés de la famille. On appelle, dans certains pays, les beaux habits, les habits de fête, des habits à manger de la viande, tant ce luxe était rare.

On a osé toucher à la propriété, pour satisfaire à l'intérêt public, moyennant une juste et préalable indemnité. Des travaux d'intérêt public ont pu être entrepris, des routes créées, des établissements publics édifiés : l'expropriation est devenue d'usage si courant, quoique son emploi soit prudent, qu'on ne songe plus à ce que pouvait être la face des régions ou la forme des villes avant son invention.

Les lois du travail. — Les lois sur la réglementation du travail, sur la limitation de sa durée, sur le repos hebdomadaire, sont une dérogation évidente mais bien-faisante et légitime à la liberté des contrats, dans l'intérêt de la liberté.

La Déclaration des Droits de l'Homme a proclamé non seulement la liberté, mais aussi la sûreté, c'est-à-dire l'aide sociale à laquelle le citoyen doit prétendre pour la sauvegarde de ses droits reconnus.

Nos ancêtres qui ont planté des arbres de la liberté ont entouré l'arbrisseau d'épines pour le protéger ; leurs descendants doivent entourer l'arbre d'une grille solide pour le défendre contre ceux qui voudraient l'ébrancher, le meurtrir ou l'abattre.

Or, voici le phénomène qui s'est produit :

Les législateurs anciens ne connaissaient que les formes anciennes de l'absolutisme et de la tyrannie. Ils ont garanti l'homme contre les abus et les excès qu'ils ont pu prévoir ; ils ne connaissaient pas les valeurs financières et ne considéraient pas les quelques feuilles volantes éparpillées ou collectionnées par le commerce comme pouvant un jour se transformer, s'amonceler, constituer des fortunes dont la forme dépasserait celle de la fortune immobilière. Pour le dire d'un mot, ils n'ont pas prévu ce que nous appelons le Capital.

Le Capital, entre les mains de la Finance, du commerce et de l'industrie a pris la même consistance que la terre entourant le château fort, quand elle était la propriété des seigneurs féodaux. L'usine est un fief, la mine est un fief, la grande maison commerciale est un fief. Ces fiefs asservissent ceux qui vivent et travaillent sur le fief. Ceux qui comparent le régime capitaliste à la féodalité ne savent pas toujours combien ils ont raison, à cette différence près que le seigneur féodal avait une tête et un visage, que le capitaliste peut n'en pas avoir. La société anonyme, la société par actions, la société en commandite même sont des entités, des personnes surhumaines et masquées ; la cote de mailles qui revêt ces puissants suzerains est formée de mailles nombreuses et la visière baissée, ils reluisent de tous les reflets extérieurs du coffre-fort.

La liberté des contrats n'existe que là où le consen-

tement est libre ; le voyageur qui part pour une affaire urgente et qui prend son billet de chemin de fer ne conclut pas avec la compagnie un libre contrat de transport. Peut-il discuter le prix ?

L'ouvrier qui loue ses services au maître d'une fabrique, d'un chantier, etc., ne conclut pas un libre contrat de louage, alors surtout que, par une entente commune, les patrons ont unifié les conditions générales des contrats alors que, pour employer une formule familière mais énergique, c'est à prendre ou à laisser, alors que l'être humain qui a des bras mais qui a une bouche et d'autres bouches à nourrir outre la sienne, doit se soumettre, marcher ou mourir.

La loi sur les accidents du travail a jeté bas une des poutres les plus robustes de la charpente judiciaire.

Il était de doctrine et de jurisprudence que les dommages-intérêts prenaient leur source dans une faute commise. Le Code civil contient, même, à cet égard, deux dispositions caractéristiques du principe. Lorsque des marchandises arrivent avariées, une présomption de faute pèse sur le transporteur. La chose inanimée est inconsciente et ne peut fournir un témoignage. La personne accidentée peut et doit au contraire prouver la faute du transporteur. Lorsque, emporté dans un express, vous êtes la victime d'une catastrophe, pourrez-vous prouver la faute du mécanicien ou la défectuosité de la voie ? La Cour de cassation, par des arrêts qui sont récents, a imposé au transporteur, dans tous les cas, une présomption de responsabilité.

L'ouvrier blessé devra-t-il aux termes de la loi prouver la faute du patron ou de ses préposés ? Non ; le travail, par les risques inhérents à son exercice ou à sa production, est considéré comme un coupable permanent. L'ouvrier accidenté reçoit une rente ou une indemnité par le seul fait de sa blessure, de son impotence ou de son infirmité si elles sont le fait du travail ou si elles sont survenues à l'occasion du travail.

La loi, à l'origine, distinguait entre les exploitations. Elle s'appliquait à celles qui emploient la forme motrice à l'exclusion des autres.

D'où cette conséquence bizarre que, si un comptable, dans un bureau, à Paris, s'entailait le doigt avec un canif et que si la maison mère dont dépendait le bureau, avec siège social à Rouen, employait dans ses ateliers un moteur, le blessé avait droit à une indemnité ; sinon il ne pouvait rien réclamer.

Les députés qui avaient voté, en fin de législature, cette loi embryonnaire se séparèrent avec la crainte et le remords d'avoir ruiné la petite industrie. Ils n'avaient pas songé à cette institution souple et variée : l'assurance qui s'empresse de se poser sur les magnifiques territoires annexés soudain au continent des risques. Aussi, pour la première fois, fût-il donné de voir la jurisprudence travailler à étendre, au lieu de la restreindre et de la stériliser, une réforme démocratique. Et des lois postérieures ont appelé tous les travailleurs manuels au bénéfice de l'allocation : indemnité de demi-salaire pour l'incapacité partielle et permanente, rente proportionnelle pour l'incapacité absolue et permanente. Le travailleur reçoit l'indemnité même si l'accident a été causé par sa faute ; sa faute inexcusable entraîne seulement une réduction de la rente et il est irrecevable à réclamer s'il a intentionnellement provoqué l'accident.

Démembrement du droit de propriété. — La dévastation produite par la guerre, l'arrêt qu'elle a infligé à la construction, plus encore le développement du bien-être et la multiplication normale des habitants ont produit la crise du logement. Le logement est une nécessité. Le législateur a dû intervenir et faire céder le droit ab-

solu du propriétaire sur son immeuble. Il a maintenu les locataires en possession, à condition qu'ils fussent de bonne foi et pour des périodes différentes fixées par ses dispositions moratoires. Nous applaudissons à cette expropriation relative. Nous saluons cette atteinte que subit la propriété destinée à usage de location et qu'on oblige à subir comme une servitude sa destination profitable. Le législateur qui a voté la loi du premier avril 1926 ne s'est pas trompé sur la portée de son œuvre. Il a dit que ses prescriptions constituaient un démembrement du droit de propriété. Il affirme son désir de revenir au droit commun : le droit commun devrait toujours résider dans la subordination de l'intérêt privé à l'intérêt général ; les lois sur l'habitation contiennent en germe une révision du droit de propriété.

Le législateur sent bien que des raisons d'équité non moins impérieuses l'obligent à voter la loi sur la propriété commerciale. Il ne montre aucun empressement pour hâter l'éclosion de cette loi : il ne sait comment l'équilibrer avant de lui donner son vol.

Pour créer un fonds de commerce, il faut un local. Le propriétaire, par un congé intempestif, pourra-t-il reprendre au commerçant le local et ruiner le commerce, pourra-t-il, par le retrait du contenant, répandre dans le ruisseau le contenu ? L'avenir répondra : le monde se meurt d'une propriété immobilière implacable et d'une puissance financière effrénée.

La vie nouvelle. — *Les taudis du droit.* — Autour de la cité juridique, composée de ses bâtiments les plus robustes et les plus vieux, toute une ville nouvelle s'est construite, notamment par l'édification des lois sur les sociétés, sur les associations, sur les syndicats.

À côté de l'individu, personne privée, à côté des villes, mineures administrées, se sont créées des personnes morales collectives, réglementées et régies par un droit nouveau.

En revanche, le Droit est encore obligé de s'abriter dans des masures délabrées et désuètes dont la réfection s'impose. Les malades ne se doutent pas que le règlement fondamental de la pharmacie est encore la loi du 21 germinal an II, que toutes les « spécialités », aujourd'hui innombrables, vendues sous les enveloppes et les cachets les plus attrayants, sont mises dans le commerce par tolérance ; que, strictement, tout remède devrait être préparé par le pharmacien, dans son office, sur ordonnance et pour chaque commande isolément. M. Aristide Briand, lorsqu'il était simple député, avait déposé un projet de loi pour réorganiser la législation en ce qui concerne la pharmacie ; le Parlement n'a pas trouvé le loisir de discuter le projet.

Le Parquet recourt encore à la vieille loi de 1836 sur les loteries pour arrêter la hardiesse des dragueurs d'épargne lorsqu'ils réunissent des souscriptions pour leur affecter globalement le profit des tirages sans leur conférer la propriété des actions.

La loi de 1838 sur les aliénés est lamentablement rudimentaire et permet les sequestrations arbitraires : tel fils prudent a fait interner son père pour l'empêcher de faire un testament valable.

Quels cahiers les Etats-généraux des juristes pourraient rédiger !

L'état des personnes. — Sont Français plus de sujets d'après leur lieu de naissance ou la nationalité de leurs auteurs. Le divorce a été rétabli ; la prohibition du mariage avec le complice a été supprimée ; la femme peut disposer des salaires qu'elle s'est acquis par son travail. On peut dire que la puissance paternelle a été démantelée. Le père tuteur ne peut plus disposer du bien de ses enfants mineurs : il est soumis au contrôle et à la décision du Tribunal. Le mariage a été facilité par la simplification de sa procédure propre ; en outre par la réduction au minimum des anciennes exigences

pour l'autorisation des parents ou pour les sommations respectueuses. De même, l'adoption a été simplifiée et cette faveur a produit un curieux abus. On voit des personnes mêmes âgées se faire adopter pour recueillir un héritage en ligne directe à titre d'enfant adoptif. L'adopté échappe ainsi au prélèvement démesuré de l'Etat sur les successions attribuées au collatéral ou à l'étranger.

VIII

Nous venons de voir comment les Codes se sont créés en France. Cet exposé, pour être complet, devrait rechercher comment ils se sont créés dans les principaux pays d'Europe.

Il devrait également traiter du Droit international. Mais ces questions de droit comparé et de droit des gens trouveront plus naturellement leur place au mot LOIS. — Paul MOREL.

COEDUCATION n. f. L'éducation en commun des garçons et des filles a, depuis longtemps, été l'objet de controverses passionnées et bien qu'elle ait gagné du terrain, surtout ces dernières années, n'est pas encore pleinement réalisée.

« Ce fut au XVIII^e siècle, en Ecosse et en Amérique, que les filles furent, pour la première fois, admises à des écoles de garçons. Sur le continent, Comenius avait, dans la « Grande Didactique » (1630), proclamé le droit de tous, filles et garçons, à une instruction intégrale en commun. Par contre Fénelon (1680), insistant sur les besoins différents des deux sexes, souligna l'idée qu'il faut à chacun d'eux une éducation spéciale.

« Le mérite d'avoir mis en honneur la coéducation revient à Pestalozzi. Sa conception : « l'Ecole doit être l'image de la famille et par suite grouper filles et garçons », est un argument encore cher aujourd'hui aux partisans de la coéducation. Il l'appliqua à Stanz et en partie aussi à Berthoud ; à Yverdon, nous voyons filles et garçons des deux écoles différentes fraterniser, le soir, durant leurs loisirs. Son influence fut grande surtout dans les pays anglo-saxons.

« J.-P. Richter s'attacha aux avantages moraux de la coéducation et écrivit ces mots restés célèbres : « Pour garantir les mœurs, je conseillerai la coéducation des sexes. Deux garçons suffisent à préserver douze jeunes filles ; deux jeunes filles, douze garçons. Mais je ne garantis rien dans les écoles où les jeunes filles sont élevées à part, encore moins dans une école où il n'y a que des garçons ». Enfin vers 1840, Horace Mann inaugura le régime de la coéducation dans les écoles américaines ». Hil. Deman, *La Coéducation des sexes*. Pour l'Ere Nouvelle, avril 1922.

..

L'Eglise catholique s'est toujours opposé à la coéducation.

La religion catholique qui a inventé l'histoire du péché originel, qui considère la femme comme un être inférieur, — « os surnuméraire », disait dédaigneusement Bossuet, — qui a ordonné le célibat des prêtres et condamné l'« œuvre de chair », ne pouvait qu'être favorable à une rigoureuse séparation des sexes.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir toute la réaction en lutte contre toutes les entreprises coéducatives.

L'une des plus attaquées en France fut celle de Robin à Cempuis. Elle dura de 1880 à 1894. Mlle Félicie Numietska rappelle la lutte qu'elle eut à subir, dans un numéro spécial de l'*Œuvre* de décembre 1905.

La Patrie attacha le grelot en 1894 au nom de patriotisme ; *Le Temps* lança un mot qui fit fortune : « La Porcherie de Cempuis » ; *La Libre Parole* assura que « La pudeur naturelle à tous les animaux n'existe pas à Cempuis ».

« Les épithètes les plus amènes sont prodiguées aux

orphelins, aux maîtres et par-dessus le marché au système de la coéducation, « système contraire à tous les principes de la morale ». « Robin contamine les enfants du peuple en les initiant aux théories préconisées par Epicure et le marquis de Sade » ; cet ignoble polisson a converti l'orphelinat Prévost en maison de tolérance » ; « Tas de pourceaux » ; « L'aquarium de Cempuis » ; « Ecole municipale de Cythère » ; « Abominable fripouille dont la méthode soit-disant philosophique consiste à faire des expériences lubriques sur des petits innocents sans défense, sans appui, sans protection, etc... »

« N'est-on pas édifié par la vertueuse indignation de ces âmes pures ? Au fond, la morale est leur moindre souci. Ils sentent, et avec raison d'ailleurs, quel coup terrible le système de la coéducation, victorieux, porterait à la domination de l'Eglise ». F. Numietska : *La Coéducation*.

Une enquête fut ordonnée. « Enfin le 30 août 1894, le ministre de la Justice, M. Guérin, dont le fils fréquente l'école des frères, 44, rue de Grenelle-Saint-Germain » et M. Georges Leygues, qualifié en la circonstance comme ayant fait des études spéciales sur les dangers et... les charmes de la promiscuité, signent la révocation de Robin ». F. Numietska : *La Coéducation*.

A quelques années de là, la lutte des forces cléricales devait être plus violente encore contre Ferrer.

Il est vrai que ce fut à Barcelone, dans la catholique Espagne, qu'en mai 1901 Francisco Ferrer ouvrit « L'Ecole Moderne » avec douze fillettes et dix-huit garçons.

« L'Ecole Moderne » grandit ; cinquante écoles analogues furent créées en cinq ans.

L'attentat de Morral contre Alphonse XIII fut le prétexte de la fermeture de ces écoles et de l'emprisonnement de Ferrer. Après treize mois de prison préventive, et à la suite de vives protestations qui se firent entendre par toute l'Europe, Ferrer, innocent, fut remis en liberté ; mais, à la suite de l'insurrection de Barcelone, à laquelle il n'avait cependant pris nulle part, il fut fusillé le 13 octobre 1909 à Monjuich. La réaction ne désarma et ne pardonne jamais.

..

Malgré l'opposition réactionnaire, et surtout sous l'influence des nécessités économiques, la coéducation a fait de sérieux progrès.

Aux Etats-Unis, elle est appliquée dans tout l'enseignement primaire avec un personnel féminin de 89 p. 100, à 95 p. 100 et des écoles moyennes officielles avec un personnel féminin de 73 p. 100. Certains pédagogues se plaignent des résultats obtenus dans ces écoles ; mais, selon d'autres pédagogues, la faute en serait à la trop faible proportion du personnel masculin et au fait que garçons et filles sont astreints à suivre un programme identique et trop encyclopédique.

La coéducation est également généralisée dans les pays du Nord : Norvège, Suède, Danemark, Ecosse, mais le nombre des écoles mixtes diminuerait en Suède où l'on aurait constaté que les jeunes filles se surmènent. Ici encore la faute en serait à l'encyclopédisme et à l'uniformité des programmes.

En Russie, où les étudiants fraternisèrent toujours avec les étudiantes et où Tolstoï introduisit la coéducation intégrale dans son école de Jasnaïa Poliana, la coéducation est devenue obligatoire malgré quelques difficultés de début.

En Hollande et en Finlande, la coéducation est à peu près générale.

En Angleterre, en Allemagne et en Suisse l'enseignement primaire officiel est mixte à un pourcentage élevé, les jeunes filles peuvent accéder dans les écoles secondaires de garçons et à l'Université.

En Belgique, en France et en Australie, il y a un nombre de plus en plus élevé d'écoles mixtes.

En Italie, les écoles primaires rurales sont mixtes depuis 1911 et 90 pour cent des écoles secondaires sont ouvertes aux filles.

En Espagne, à Madrid, une école secondaire mixte est très florissante, les lycées de Madrid comptent 25 pour cent de jeunes filles.

..

La coéducation progresse, elle est soutenue par les partis avancés et les groupements féministes. La « Ligue Internationale pour l'éducation nouvelle » en a fait un de ses principes de ralliement.

Cependant elle a toujours des adversaires : réactionnaires de toutes sortes et aussi, qui l'eût cru, parfois des éducatrices.

Déjà en 1905 F. Numietska écrivait : « Une directrice d'école primaire, adressant un rapport officiel au Ministre de l'Instruction publique sur les Ecoles d'Amérique, émet cette crainte que le garçon, répondant parfois moins bien en classe que telle ou telle fillette, ne se trouve devant elle en mauvaise posture, et que la future autorité du mari ne s'en trouve compromise ».

Mlle Loizillon qui présentait ce rapport a encore aujourd'hui des émules et c'est ainsi que Mlle Petitcol, sous-directrice, pour les jeunes filles, du collège mixte de Sarrebruck, soutient dans sa *Revue Universitaire* de décembre 1925, que l'institution des classes mixtes dans l'enseignement secondaire est regrettable, car, dit-elle, « les hommes sont faits pour agir, les femmes, pour subir. A voir les choses en gros, je dirai que, pour les uns, la « moelle », extraite à leur usage des belles œuvres, doit constituer une sorte de morale de l'action ; pour les secondes, une morale de soumission ».

Ainsi, pour Mlle Petitcol comme pour Mlle Loizillon, le régime de la coéducation est mauvais, parce qu'il favorise l'émancipation de la femme.

..

Avant de prendre parti pour ou contre la coéducation et, le cas échéant, pour ou contre certaines formes du régime coéducatif, il est indispensable que nous précisions notre idéal éducatif :

« Nous voulons éduquer l'enfant pour qu'il puisse accomplir la destinée qu'il jugera la meilleure de telle façon qu'en toute occasion il puisse juger librement de la conduite à choisir et avoir une volonté assez forte pour conformer son action à ce jugement ».

Ceci veut dire que nous sommes respectueux de la personnalité de chaque enfant ; que nous nous refusons à préparer des croyants d'une religion, des citoyens d'un Etat et des doctrinaires d'un parti. Il en résulte évidemment que notre idéal n'est pas de modeler des enfants selon l'idée que nous nous faisons d'un enfant modèle, mais d'aider à l'épanouissement de chaque individualité enfantine en tenant compte de ses intérêts et de ses capacités.

Nous sommes donc contre l'école qui sépare les sexes pour pouvoir préparer les jeunes filles à la soumission, mais nous sommes aussi, pour la même raison, contre tout régime scolaire, même coéducatif, qui ne tient compte ni des différences entre les sexes, ni des différences individuelles entre les enfants du même sexe.

..

L'école actuelle, avec ses programmes surchargés, avec ses méthodes collectives, est loin d'être cette « école sur mesure » que réclament certains pédagogues. Cependant, si des difficultés réelles ne permettent pas d'envisager une adaptation parfaite de l'école à chaque enfant, il serait possible, en réduisant les programmes

à un minimum, d'y faire place à quatre sortes d'activité :

- 1° Le travail individuel standardisé ;
- 2° Le travail collectif organisé ;
portant sur le programme minimum imposé à tous.
- 3° Le travail individuel libre ;
- 4° Le travail collectif libre : travail librement choisi et exécuté en coopération par des groupes d'élèves librement formés.

Une telle organisation de travail scolaire ne laisserait plus de place à certaines critiques fondées sur les différences qui existent entre les deux sexes. Si, d'ailleurs, ces différences sont indéniables et justifient l'opposition à un enseignement entièrement uniformisé, il ne faut pas oublier que les différences individuelles entre enfants du même sexe ne sont pas moindres et que logiquement les partisans de la séparation des sexes devraient défendre une séparation des enfants de chaque sexe en de nombreuses catégories.

L'organisation scolaire que nous venons de recommander permet d'économiser bon nombre de ces catégories. Elle ne sera cependant pleinement satisfaisante qu'à la condition d'y adjoindre une organisation scolaire spéciale pour les surnormaux et pour les anormaux, c'est-à-dire pour un petit nombre d'enfants, qui profiteraient mal de l'enseignement collectif donné aux élèves moyens et parfois pourraient être une gêne pour ceux-ci. Par suite nous pensons qu'il sera nécessaire de conserver quelques écoles unisexuelles pour certaines catégories d'anormaux auxquels la coéducation ne convient pas.

**

Ainsi, sauf de très rares exceptions, tous les enfants devraient être soumis au régime coéducatif.

Nous avons indiqué sommairement comment le régime scolaire pourrait respecter l'individualité enfantine et par conséquent tenir compte des différences individuelles.

Il nous reste à fournir quelques détails complémentaires sur ce sujet en remettant cependant à une étude sur l'enseignement ce qui ne concerne que l'adaptation scolaire aux différences individuelles.

Il ne faut pas oublier pourtant que la coéducation est aussi bien une question familiale qu'une question scolaire.

Trop souvent, dans certaines familles, les garçons sont favorisés par un régime spécial : on fait plus de sacrifices pour leurs études, on tolère leurs escapades, tandis que de toute façon on prépare l'épouse soumise de demain.

Si quelqu'un s'étonne de voir le garçon courir et s'amuser alors que la fillette aide la maman aux soins du ménage, de voir interdire à la sœur les livres qu'on permet au frère, plus d'une mère même ne comprend pas que la vie de famille doit préparer l'égalité entre les deux sexes, qu'il est bon que la jeune fille s'amuse aussi, qu'il est juste que le garçon prenne sa part des travaux ménagers et que ceci s'explique d'autant mieux que la femme d'aujourd'hui travaillant souvent au dehors comme son compagnon, devrait être plus largement aidée à la maison par ce dernier.

**

Félicie Numietska écrivait en 1905 : « Tout le monde admet, ne fût-ce qu'en théorie, que le garçon doit être vigoureux : il lui faut une poitrine large et des poings robustes. Chez la fille, au contraire, par une séculaire aberration, on s'applique à cultiver la gracilité, on lui inculque un idéal de beauté artificielle et « distinguée », les pâles couleurs de la chlorose, un air penché, une taille de guêpe. Si ces folies n'étaient contraires qu'à l'esthétique, il faudrait déjà les dénoncer, mais le mal

est plus grand. Au risque d'être accusée de paradoxe, j'oserais soutenir que la femme, tout comme l'homme, a besoin de force et de santé. N'en faut-il pas pour subir l'épreuve de la maternité ? »

Heureusement on discute moins aujourd'hui sur la nécessité de l'éducation physique de la femme, mais les adversaires de la coéducation y trouvent une raison nouvelle en faveur de la séparation des sexes.

Or il faut remarquer que la gymnastique d'aujourd'hui n'est plus athlétique comme autrefois et que la plupart des exercices d'assouplissement, de développement, et d'endurance conviennent également aux deux sexes. Il ne faut pas oublier non plus qu'il est des fillettes qui, à un âge égal, sont plus fortes, plus souples que les garçons du même âge et qu'en éducation physique comme en éducation intellectuelle, nous voulons nous rapprocher autant que possible de l'idéal de l'enseignement sur mesure.

Quelquefois on invoque contre la coéducation la violence que les garçons mettent parfois en leurs jeux, mais cette violence se constate bien moins souvent chez les garçons qui ont toujours été soumis au régime de la coéducation. On ne songe pas non plus aux tout-petits. La plupart de ceux-ci, jusque vers sept ans, et parfois plus tard encore, préfèrent jouer avec les fillettes et plus d'une fois nous avons vu des fillettes de douze ou treize ans se faire leurs protectrices, ce qui ne pouvait nous déplaire.

Dans une des plus fameuses écoles coéducatives d'Angleterre, à Bédales, de peur de surmenage, on s'efforce d'éviter toute compétition directe entre les deux sexes dans les jeux et la gymnastique. C'est, croyon-nous, une mesure un peu trop radicale et qui ne tient pas compte des avantages que la pratique commune des sports présente d'un autre côté. Un auteur anonyme écrit :

« Aussi la combativité que la femme acquiert dans la pratique des sports lui servira à faire accepter par son mari des droits que celui-ci pourrait être amené à lui contester. Et cette combativité, si elle se manifeste dans les préliminaires du mariage, convaincra le candidat de la valeur morale de celle dont il veut faire sa compagne. Cette épreuve sera décisive. S'il ne souhaite que l'épouse asservie des temps révolus, il ira chercher fortune ailleurs ; si, au contraire il admet cette alliance loyale où aucun des alliés n'a le pas sur l'autre, il sera heureux d'avoir trouvé l'associée digne de lui.

« Certains sports, en facilitant ainsi la fréquentation des jeunes filles et des jeunes gens, constituent un utile prélude à l'accord conjugal. Si le sport n'est encore qu'un prétexte pour les deux sexes à se rapprocher sans arrière-pensée, il contribue à ce que la jeune fille se familiarise avec l'élément masculin. Si l'on a vu autrefois tant de jeunes filles s'amouracher trop facilement d'un homme avec qui elles firent par la suite mauvais ménage, c'est que souvent cet homme était le premier qu'on leur ait permis d'approcher. Il représentait donc forcément l'homme en qui se cristallisaient aussitôt ses rêves cachés. Pour qu'une jeune fille puisse faire au contraire le libre choix de celui avec qui elle s'unira, il faut qu'elle ait la faculté de faire ce choix par comparaison » . (Les Cahiers anonymes : L'Accord conjugal).

**

L'un des griefs les plus souvent invoqués contre la coéducation est le danger où serait l'innocence des jeunes filles et celle des jeunes garçons. Aussi, certains qui admettent le régime coéducatif pour les petits le repoussent-ils pour les grands.

Des psychologues vous expliqueraient qu'au contraire, le rapprochement des sexes sublime l'instinct sexuel qui se trouve déformé par une séparation antinaturelle.

Les praticiens, mêmes hostiles à la coéducation, reconnaissent le peu de valeur des critiques adressées à

la coéducation au nom de la morale. C'est ainsi que Mlle Petitcol écrit : « La morale, certes, n'est pas plus en danger qu'ailleurs dans une classe mixte... »

Marro, dans *La Puberté chez l'homme et chez la femme*, écrit :

« La trop longue séparation des jeunes gens des deux sexes dans des pensionnats spéciaux est au plus haut degré favorable au développement des tendances contre nature, et est nuisible au développement moral normal de l'un et l'autre sexe. Il est nécessaire que le caractère demeure dûment exposé à l'influence de tous les agents naturels qui concourent à sa formation et le plus puissant d'entre eux est certainement celui exercé par la présence des individus de sexe différent ».

Le pédagogue américain Stanley Hall, qui reproche à la coéducation de faire des abeilles ouvrières mais point de reines et lui est hostile à divers points de vue, affirme que la coéducation « favorise les idées saines du sexe, elle prévient d'une part les imaginations souterraines et basses, et, de l'autre, une sentimentalité morbide ».

..

Si nous pensons que le régime coéducatif est plus favorable aux bonnes mœurs que le régime unisexe, nous n'ignorons pas que le mal appliqué à la coéducation peut, à cet égard, présenter quelques dangers qu'il est assez aisé d'éviter :

1° La coéducation n'est pas un dogme et les quelques élèves anormaux auxquels elle ne convient pas doivent être élevés dans des écoles spéciales, ainsi que nous l'avons déjà fait observer.

2° Les enfants déformés par le régime unisexe s'adaptent mal au régime coéducatif lorsqu'on leur impose ce régime aux approches de la puberté. Il est donc prudent de ne pas introduire dans les écoles coéducatives de grands élèves ayant fait un long séjour dans d'autres écoles.

3° Il faut tenir compte des instincts des enfants ou des jeunes gens soumis au régime coéducatif. Il est un âge où les garçons ne se préoccupent que des individus de leur sexe et pendant une certaine période, au moment de la crise de la puberté, les jeunes filles se détournent instinctivement des garçons. Il n'est point besoin cependant de revenir au régime unisexe et de séparer les sexes. Le contact journalier ramènera plus tard un rapprochement que l'on compromettrait par cette séparation. Il serait d'ailleurs difficile de réaliser une organisation scolaire séparatiste pour cette seule période de crise qui est loin de commencer à un âge précis et dont la durée varie également suivant les individus. On compromettrait aussi le rapprochement futur si, pendant cette période, on voulait l'imposer en ne laissant plus aux jeunes gens la liberté de se grouper autrement qu'auparavant pour leurs jeux et certains de leurs travaux collectifs.

Si nous défendons la coéducation, nous y mettons donc toujours ces deux conditions : le régime coéducatif sera individualisé autant que possible et il sera, autant que possible également, un régime de liberté.

..

Aux deux conditions, que nous venons de rappeler, la coéducation ne peut avoir que de bons résultats en ce qui concerne l'éducation intellectuelle et l'éducation manuelle.

Certes les aptitudes et les intérêts des jeunes filles diffèrent de celles des jeunes garçons, et nous aurons l'occasion d'en reparler plus tard, mais les différences individuelles entre enfants du même sexe sont plus importantes encore et l'individualisation de l'enseignement serait presque aussi nécessaire dans les écoles unisexuelles que dans les écoles coéducatives.

Les faits prouvent suffisamment la supériorité du régime coéducatif à cet égard pour nous éviter de longs développements.

En Angleterre, les élèves des écoles mixtes obtiennent de meilleurs résultats aux examens que ceux des écoles où les sexes sont séparés.

En Amérique, l'installation du régime coéducatif a amélioré la quantité du travail intellectuel.

En France, Mlle Petitcol, hostile, ainsi que nous l'avons vu, parce qu'elle veut des femmes soumises, reconnaît que : « Les études, bien loin de souffrir, puisent dans son atmosphère un stimulant nouveau ».

..

Enfin, on ne manque pas de faire valoir que l'école, devant préparer à la vie, doit être différenciée comme l'est le travail des deux sexes.

Cet argument a quelque peu perdu de sa valeur depuis que de nombreuses carrières — soi-disant masculines — sont occupées par des femmes.

Si d'ailleurs les écoles doivent être différenciées pour préparer à des métiers différents, cette différenciation doit se faire d'après la spécialisation et non d'après le sexe.

On peut aussi songer à la différenciation du travail de l'homme et de la femme au foyer domestique. Incontestablement cette différenciation existe. Elle n'existe souvent que trop et généralement aux dépens de la femme. On oublie que, là surtout où la femme travaille à l'atelier, l'homme peut et doit l'aider aux travaux ménagers. Il faut également penser aux célibataires, aux veufs et aux veuves, aux maladies, enfin à tous les cas où il est bon que l'homme soit capable de faire des travaux féminins et à ceux où la femme doit pouvoir exécuter une besogne d'homme.

Rien n'empêche cependant, que pour certaines études, plus utiles généralement à un sexe, on sépare exceptionnellement les sexes. Si par exemple on donne des leçons de puériculture aux jeunes filles seulement, cela ne mettra pas la coéducation en péril et n'ôtera pas toute valeur au rapprochement habituel des sexes.

La coéducation n'est pas un dogme et le rapprochement des sexes ne doit pas être une nouvelle tyrannie.

En éducation, ce qui importe le plus, c'est de favoriser le libre épanouissement des individualités et la coéducation bien comprise ne peut que contribuer à l'obtention de ce résultat. — E. DELAUNAY.

COERCITION n. f. La coercition est la contrainte physique, matérielle, brutale, qui s'exerce contre les individus pour les obliger à accomplir un acte ou un geste qu'ils réprouvent. On confond assez fréquemment coercition avec répression et, cependant, ces deux mots ont une signification tout à fait différente. La répression sévit en vertu des lois et pour réprimer un crime ou un délit qui a déjà été commis, alors que la coercition n'est pas forcément répressive. Elle est toujours oppressive. Le juge d'instruction use de la coercition pour s'instruire sur un délit dont un individu est supposé s'être rendu coupable. Le policier n'use pas mais il abuse de la coercition et, malgré le silence complice de toute la presse, de toute la magistrature, c'est le secret de polichinelle que la police judiciaire, en France, emploie des procédés de coercition monstrueux, pour arracher des aveux aux malheureux qui tombent entre ses griffes. La bourgeoisie peut s'enorgueillir de tout son appareil judiciaire. Il rappelle les plus beaux jours de l'Inquisition. Mais tout cela, ce ne sont que des effets ; ce sont les causes qu'il faut détruire pour voir disparaître et la répression et la coercition.

COHABITATION n. f. Qu'au point de vue individualiste la cohabitation soit un non-sens, quel individualiste anarchiste le nierait sérieusement? Que ce soit sous le rapport du renouvellement de l'émotion amoureuse, sous celui de la recherche de l'expérience effective pour l'expérience elle-même, sous le rapport, enfin, de la variété dans les sensations voluptueuses, la cohabitation implique toujours rétrécissement du champ des possibilités et des réalisations en matière amoureuse, appauvrissement de l'initiative sentimentale. Et non seulement cela : les cohabitants — les observations le démontrent — finissent par se compénétrer à un point tel de leurs manières de voir et de sentir, qu'ils finissent pas s'imiter, même en ce qui concerne les tics et les marottes!

La cohabitation ne saurait donc jamais être, au point de vue individualiste, qu'un pis-aller, un pis-aller que subissent certains tempéraments auxquels répugne la vie solitaire, ou qui ne peuvent donner toute leur mesure que dans cette situation (et ils sont plus nombreux qu'on se l'imaginerait tout d'abord) — ou encore que peut justifier le plan défectueux sur lequel évolue la société contemporaine.

La tendance individualiste anarchiste est au « chacun chez soi » et c'est celle qui, logiquement, prédominera dans tout milieu individualiste digne de ce nom.

Envisagée donc actuellement comme pis-aller, prolongée ou de durée restreinte, la cohabitation à deux ou à plusieurs — dans ce dernier cas, le péril de la fusion est moins grave — se résume en une association d'un type très étroit dont les participants s'efforcent de donner à leurs facultés affectives et sentimentales, en vue de leur bonheur amoureux individuel, le maximum de rendement possible. Si cette union implique la mise en commun des joies et des jouissances mutuelles, elle entraîne également le partage des douleurs et des souffrances. Quoi qu'on fasse ou dise, la cohabitation n'est possible qu'au prix de concessions, elle appelle une volonté réciproque de compréhension et de pénétration intellectuelle, elle sous-entend un effort d'ordre éthique. La conformité des caractères ou des concessions n'est pas toujours de rigueur pour la réussite de l'entente. Les faits montrent qu'en maints cas, les expériences de cohabitation réussissent d'autant mieux que ceux qui y participent se complètent et se contrebalancent, beaucoup plus qu'ils ne s'amalgament. L'appréciation du caractère et des attributs de ceux dans la compagnie desquels on vit, l'exercice des qualités du sentiment jouent un rôle puissant dans le bon résultat des expériences de cohabitation.

Mais les anarchistes dénoncent vigoureusement ce fait trop fréquent : que, lorsqu'ils cohabitent, extra-légalement ou avec la permission de la loi, la femme ou l'homme, désormais considérés comme étant « en puissance » de leur conjoint respectif, voient s'écarter les amants et les amantes. A examiner la question de près, de quel aspect de l'anarchisme, de quelle tendance anarchiste peuvent bien se réclamer ceux ou celles qui, abusant de l'affection ou de la passion qu'ils peuvent momentanément inspirer à qui cohabitent avec eux, s'abstiennent ou négligent de leur faire connaître que « cohabitation » ne signifie, en aucun cas, « dépendance sexuelle » — qu'en aucun sens non plus, au cas de cohabitation à deux, la fidélité sexuelle de l'un des constituants du couple n'entraîne forcément la fidélité de l'autre?

Profiter qu'on vit en commun avec un ou plusieurs hommes, une ou plusieurs femmes, qu'on s'est créé « une famille » pour empêcher son ou ses cohabitants de faire l'amour hors du nid — présenter la cohabitation comme une entrave à la liberté sexuelle des coha-

bitants ou de l'une ou l'un d'entre eux est indéfendable et illogique, individuellement parlant. Tout au contraire, c'est de celle, de celui, de ceux qui ont concédé au pis-aller de la cohabitation qu'il y a lieu d'attendre la pratique d'une « liberté sexuelle » ou d'une « camaraderie amoureuse » dont la sincérité et l'intensité compensent leur « faiblesse ». — E. ARMAND.

COHERENCE n. f. Au sens propre, ce mot est synonyme de « adhérent ». Il signale l'état de connexion entre une chose et une autre et se dit des parties qui sont liées entre elles. « La cohérence des molécules. » Au sens figuré, le terme « cohérence » a à peu près la même signification et s'emploie particulièrement pour désigner les rapports qui existent entre une idée et une autre. Un discours cohérent est un discours dont toutes les démonstrations se déroulent d'une façon méthodique et logique et dont les arguments s'enchaînent les uns aux autres. Dans la discussion et le raisonnement, la « cohérence » est d'une utilité primordiale. Sans elle, aucun exposé démonstratif ne peut être poursuivi, et nous assistons souvent, dans les assemblées populaires, à la déviation d'un débat par le manque d'enchaînement des idées qui y sont développées. La cause réside dans l'absence de cohérence dans les idées et les arguments. La cohérence détermine la lumière et économise un temps précieux. Il faut donc être cohérent, si l'on veut arriver rapidement au but que l'on se propose d'atteindre.

COHORTE n. f. A l'origine, corps d'infanterie composé de quelques centaines d'hommes, formant la dixième partie d'une légion et dont l'organisation est attribuée au général Marius, 150 ans environ avant l'ère chrétienne. Il y avait également à Rome des cohortes urbaines dont le rôle consistait à assurer la sécurité de la ville. Le terme est assez peu employé à présent, sinon pour désigner une troupe de combattants ou de gens quelconques, mais il présente toujours un caractère agressif et guerrier. « De vaillantes cohortes. » « Il voit des saints guerriers, une vaillante cohorte. » (Boileau).

COLLABORATION n. f. Action de travailler en commun ou de prêter son concours à une œuvre quelconque. Se dit surtout pour désigner l'association en vue d'une production intellectuelle. Une pièce de théâtre, une encyclopédie, un roman, peuvent être le produit d'une collaboration de gens de lettres ou de science. Les recherches scientifiques ont besoin de la collaboration de tous les savants. La collaboration abrège et simplifie la besogne à condition d'être cohérente. On la met en pratique en toutes occasions et, si chaque collaborateur à un ouvrage déterminé, possède à fond la matière qu'il a à charge de traiter, s'il travaille consciencieusement et sincèrement à l'œuvre entreprise, celle-ci sortira enrichie des capacités et des connaissances collectives. Malheureusement, en littérature, et en tout ce qui touche à l'art et qui se monnaie, la collaboration est devenue une source de revenus pour certains individus sans scrupules. Les collaborateurs de certains écrivains — on les appelle des nègres — fournissent la plus grosse part de l'effort intellectuel en vue d'une production, et une fois l'œuvre terminée, seul bénéficie de tous les avantages et récolte tous les profits celui qui, par sa célébrité, est appelé à la signer. Ce n'est plus de la collaboration, c'est de l'exploitation.

Pour tout ce qui a trait à la participation à quelque ouvrage d'ordre matériel : l'association en vue d'une exploitation industrielle, agricole ou commerciale, on se sert plus couramment du terme coopération.

Il faudra la « collaboration » de tous les travailleurs

manuels et intellectuels pour ébranler le vieux monde et élaborer un nouvel édifice social libre et indépendant, où la « collaboration » intéressée aura disparu. *L'Encyclopédie Anarchiste* est une œuvre entreprise en collaboration.

COLLABORATIONNISME n. m. Action de collaboration intermittente ou permanente pratiquée par un individu ou groupement à caractère politique ou économique avec un autre groupement de même nature ou de caractère différent, avec un gouvernement, pour atteindre certains buts sociaux ou réaliser certaines améliorations immédiates ou rapprochées.

De nos jours, le collaborationnisme ou action de collaboration est pratiquée, sur le plan politique ou économique par les Syndicalistes et les socialistes réformistes qui se sont écartés de la doctrine du syndicalisme et du socialisme révolutionnaires, pour « aménager » la société présente au sein de laquelle ils prétendent faire entrer, par la réforme, le syndicalisme et le socialisme. Cette tendance œuvre en accord avec les capitalistes démocrates. Il y a également une autre tendance du collaborationnisme : celle qui travaille en accord avec le capitalisme conservateur et qui est composée par les Unions chrétiennes, les Ligues civiques, les Unions Nationales des Travailleurs qui s'opposent et à la lutte de classe révolutionnaire et à la collaboration des travailleurs avec les démocrates.

Des deux tendances, la première est infiniment plus redoutable, plus dangereuse. En effet, si la seconde représente bien l'ennemi, le capitalisme outrancier, conservateur et rétrograde, ce qui suffit à éloigner d'une telle action les travailleurs un peu éclairés, il n'en est pas de même de la première.

C'est encore volontiers que les ouvriers croient à la vertu des réformes, aux promesses des démocrates. Malgré toutes les trahisons passées, malgré la multiplicité des promesses jamais réalisées, les reniements innombrables, les abandons retentissants de leaders syndicaux ou socialistes passant chaque jour dans le camp bourgeois, s'installant au pouvoir, devenant, par la suite, des gouvernants pis que les autres, la classe ouvrière ne s'est pas encore, et il s'en faut, détachée de cette idée de collaboration avec la bourgeoisie.

Il y a pourtant près de vingt ans, en 1906, à Amiens, que la classe ouvrière, dans un Congrès retentissant, a affirmé sa maturité sociale et prononcé son divorce idéologique, politique et économique avec la bourgeoisie, conservatrice ou démocratique, et toutes les institutions capitalistes.

En même temps que le Congrès d'Amiens, qui eut une énorme répercussion dans le monde ouvrier international, prenait cette position de principe, il proclamait que les conquêtes ouvrières et la transformation sociale ne pouvaient être l'œuvre que de l'action directe des ouvriers et que l'ordre nouveau devrait reposer exclusivement sur les producteurs groupés ou associés dans leurs syndicats devenus les organes de production et de répartition, base de la réorganisation sociale.

On aurait pu croire qu'après ces affirmations solennelles, le réformisme, le collaborationnisme étaient morts.

Il n'en fut rien. Bien au contraire, la tendance réformiste gagna sans cesse du terrain et, aux abords de la guerre, tous les mouvements syndicaux européens et américains étaient gagnés, dans leur majorité, à cette tendance dont l'action politico-syndicale s'affirmait chaque jour dans le sens réformiste.

Depuis 1914, ce ne fut, partout, dans toutes les organisations centrales, qu'une longue suite de négociations, de contacts, d'actes qui engageaient sans cesse

plus profondément les états-majors syndicaux et socialistes dans la collaboration avec les dirigeants démocrates, et quelquefois même, conservateurs d'un pays.

L'échec des grandes grèves qui suivirent la guerre, celui de la révolution allemande n'eurent pas d'autre cause.

Toute cette action sera, d'ailleurs, examinée avec toute la précision nécessaire lorsque nous dresserons, ici, l'étude du syndicalisme et du socialisme.

On peut, néanmoins, dire que les conférences de Leeds, de Londres pendant la guerre, celle de Washington, après le traité de Versailles, la participation au Bureau International du Travail, à la Société des Nations ont imprimé au collaborationnisme un caractère tel que, le désireraient-ils, ceux qui se sont laissés prendre à ce mirage en s'engageant dans une voie aussi dangereuse qu'illusoire et désillusionnante en fin de compte, ne peuvent plus revenir en arrière. Ils ont tourné le dos pour toujours à la lutte de classe, à l'action directe, à la révolution.

Détachés du prolétariat, qu'ils trompent encore pour un temps, ils sont, en fait, et souvent inconsciemment, les agents de la bourgeoisie, à laquelle ils s'incorporent lentement mais sûrement.

La participation des leaders ouvriers à toutes les commissions d'études, de réorganisation sociale sur les bases démocratiques, l'accès sans cesse plus grand dans les Conseils techniques nationaux, le rôle que les gouvernements leur confient dans les assemblées délibérantes ou pacifistes nationales ou internationales, interdisent, désormais, à ces hommes de penser à autre chose qu'à « aménager » la société présente.

De bonne foi, certains d'entre eux croient la chose possible. Ils se trompent grossièrement. Il ne peut y avoir ni socialisme, ni syndicalisme véritables dans le cadre de la société bourgeoise.

Les conquêtes apparentes faites dans cette voie ne sont que des compromis intervenant entre le socialisme et le syndicalisme défaillants et le capitalisme faible.

Dès que ce dernier aura repris sa force par l'afflux de sang nouveau que lui aura infusé la partie de la classe ouvrière qui acceptera de partager son destin, il retrouvera son arrogance et pratiquera la lutte de classe avec sa férocité du passé.

Le collaborationnisme ne peut servir qu'à détourner la classe ouvrière de sa mission naturelle en lui faisant miroiter de prétendues améliorations qui sont le fruit de ses capitulations et risquent de rendre impossible l'œuvre de libération humaine.

C'est la plus dangereuse illusion dont le prolétariat fut jamais victime.

Qu'il s'en détourne comme de la peste; qu'il rejette loin de lui les suggestions des sirènes qui veulent capter sa confiance et l'enchaîner au char doré de son ennemi.

Quelques hommes peuvent y trouver : situation, honneurs, fortune, considération et satisfactions personnelles ; l'immense majorité, la presque totalité des ouvriers, n'y trouveront que : mensonges, misères, dupes, dégoûts, rancœurs et regrets de leur clairvoyance, de leur action de classe passées.

Ici, nous prononçons contre le collaborationnisme des classes, la condamnation la plus formelle et la plus définitive.

Nous disons aux travailleurs : « N'attendez rien que de vous-mêmes, et moins du capitalisme démocratique que de quiconque. Ne comptez que sur vos efforts, n'attendez rien des interventions compromettantes de vos leaders réformistes avec les gouvernements, de leurs tractations louches avec le grand patronat.

« Rompez brutalement avec ces errements qui veulent que votre ennemi devienne l'artisan de votre salut et interdisez à vos militants de s'engager dans le pourrissoir patronal et gouvernemental où on leur promet — et leur donne — sinécures et prébendes, qui les éloignent de vous, de vos misères et de vos douleurs qu'ils ne comprennent plus, qu'ils n'entendent plus. » — Pierre BESNARD.

COLLECTIF (Le). Grammaticalement, « le collectif » (nom collectif) se dit d'un mot qui, bien qu'au singulier, désigne un groupe ou un assemblage de personnes ou de choses. (Une nation, une armée, un nombre.) Dans le domaine économique et social, il a une toute autre signification.

Si, en biologie, on considère que la vie se présente comme une lutte constante entre deux facteurs, dont l'un est l'être vivant et l'autre le milieu ambiant et l'hérédité; en sociologie, on peut admettre également que la vie des sociétés se présente comme une lutte constante entre deux facteurs, dont l'un est le collectif et l'autre le particulier. Philosophiquement et scientifiquement, le « collectif » a, depuis longtemps, triomphé du « particulier » et il semblerait puéril de soutenir une thèse cherchant à démontrer que le concours de tous n'est pas nécessaire pour la vie harmonique des sociétés. Même dans la vie pratique de nos temps modernes, on a été contraint de donner certaines satisfactions, plus apparentes que réelles, il est vrai, mais qui marquent, néanmoins, une victoire, au collectif, et l'application de lois constitutionnelles, la prépondérance de l'esprit démocratique, même dans les puissances à régime monarchique, est une conquête du collectif sur le particulier.

Pour ceux qui ont, sociologiquement, « une croyance finaliste », c'est-à-dire qui conçoivent un but à atteindre et luttent pour s'en approcher — c'est le cas pour les anarchistes — le collectif ne se manifestera que lorsque sera complètement vaincu « le particulier ». (Nous ne donnons pas, ici, au mot « particulier », un sens péjoratif et ne l'employons pas dans le sens commun. Il représente, comme nous le disons plus haut, un des facteurs de la vie des sociétés modernes. Nous n'en faisons donc pas le synonyme « d'individu », mais il signale à notre esprit l'élément qui s'oppose à la réalisation, dans le domaine économique et social, du bonheur de la grande majorité des individus.)

Il a suffisamment été démontré que toutes les richesses sociales, que tous les moyens de production sont détenus par une faible minorité qui tient courbé sous son joug tout le restant de la population mondiale, pour que nous n'ayons pas besoin d'insister; or, du point de vue Anarchiste, l'on ne peut considérer que comme arbitraire cet ordre social et nous estimons que tout doit appartenir à tous, c'est-à-dire au « collectif ».

Il peut sembler paradoxal que malgré le développement des idées, et des démonstrations philosophiques et scientifiques qui concluent nettement en déclarant que l'ordre social continuera à être troublé tant que l'ensemble des individus ne sera pas assuré de sa vie matérielle, on en soit encore au règne du Capital et de la ploutocratie et que les intérêts collectifs soient sacrifiés aux intérêts particuliers. Les raisons en sont pourtant bien simples. Les diverses écoles sociologiques ont toujours cherché à libérer le peuple politiquement sans vouloir comprendre que la liberté politique était subordonnée à la liberté économique et que jamais la collectivité ne sera libre tant qu'elle ne se sera pas rendu maîtresse d'elle-même en livrant à tous les moyens de production détenus par le particulier.

De là découlent toutes les erreurs, et si la démocratie

qui prétend être le régime politique qui favorise les intérêts de la masse, bénéficie d'un si large crédit, c'est que la masse elle-même s'est laissée prendre à cette illusion de la liberté politique.

D'autre part, l'individu est assez lent à assimiler les idées nouvelles. Il est attaché par l'hérédité et par l'ambiance aux vieux préjugés, et l'amour du calme et de la tranquillité l'éloigne de tous les mouvements révolutionnaires qui permettraient à la collectivité de conquérir son indépendance. Il faut, pour qu'une idée produise ses effets, qu'elle pénètre dans la grande majorité des masses. Une fois les masses convaincues, l'idée se matérialise; sinon, elle est accaparée par ceux qui la déforment et n'en retirent que ce qui peut servir leurs propres intérêts.

Cependant, « le Collectif » gagne chaque jour du terrain. Si nous disons que le régime monarchique constitutionnel est un progrès sur le monarchisme absolu, et que la démocratie est un progrès sur le monarchisme constitutionnel, ce n'est pas par opportunisme, ni pour soutenir l'un ou l'autre de ces régimes. Les Anarchistes sont convaincus de la nouveauté de toute organisation sociale d'inspiration politique, et par conséquent d'essence autoritaire; mais ils sont obligés de reconnaître que, au point de vue moral et intellectuel, l'esprit démocratique est une victoire partielle du collectif sur le particulier. La démocratie n'est que le « purgatoire » offert sur la terre aux masses populaires par les politiciens. Il faut donc, pour établir un ordre social stable et qui donne satisfaction non pas à une majorité mais à tous les individus, la victoire totale du collectif sur le particulier. Et cette victoire ne doit pas être politique, mais économique. Politiquement, la victoire de la collectivité ne peut être qu'un mirage, une illusion et ne peut que perpétuer l'asservissement de l'individu.

Certains anarchistes individualistes s'effraient de la victoire du collectif et sont adversaires du Communisme anarchiste. Nous ne pensons pas qu'il y ait là un danger pour l'individu; car si, sur le terrain de la production du travail matériel, il est indispensable en vertu même des lois du progrès, de la science et de la nature, d'unir les efforts de tous pour amoindrir les efforts de chacun, il sied de reconnaître que dans le domaine des idées, des choses de l'esprit, le collectif peut être une source de contrainte et il faut laisser à chaque individu sa liberté pleine et entière, qui ne peut être subordonnée à la volonté d'un groupe ou d'une association quelconque. — J. CHAZOFF.

COLLECTIVISME n. m. Dans la lutte contre la propriété, deux écoles sont en opposition. C'est : d'un côté, l'école du Communisme libertaire et de l'autre, l'école du collectivisme ou socialisme autoritaire.

Le collectivisme s'est, en France, depuis 1920, au Congrès socialiste de Tours, divisé en deux fractions : l'une d'elles prétend réaliser le collectivisme par les moyens pacifiques de la réforme et du parlementarisme, et l'autre composée de communistes bolchevistes et se réclamant de la Révolution russe, entend, en provoquant et profitant de la révolte des masses, s'emparer du pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat pour matérialiser son programme. Nous ne nous occuperons pas ici des moyens employés par ces deux fractions qui veulent atteindre le même but en empruntant une route différente; elles sont animées l'une et l'autre par le même esprit politique et économique. Ce qui nous intéresse : c'est de savoir si le collectivisme peut résoudre le problème social, s'il peut libérer du patronat les classes productrices, s'il peut abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, et

s'il peut assurer à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté.

D'accord avec les anarchistes, les collectivistes reconnaissent que la propriété privée est une source de conflits, de misères, de tyrannie, de spoliation, d'injustices ; mais alors que les Anarchistes considèrent que l'ordre social ne pourra être réformé que par la mise en commun de tous les moyens de production, les collectivistes veulent substituer à la propriété privée la propriété d'Etat et déclarent que pour se libérer du patronat et de l'exploitation, les classes laborieuses doivent s'emparer de toute la richesse sociale et la remettre à l'Etat tout puissant, émanation de la volonté et des aspirations collectives.

Nous ne nous arrêtons pas, pour présenter le collectivisme et en souligner les erreurs, au socialisme original de Saint-Simon, qui pensait que le monde pouvait être rénové par un gouvernement d'hommes probes et sincères, et qui mettait tout son espoir entre les mains de certains dirigeants honnêtes. « Les chefs des prêtres, les chefs des savants, les chefs des industriels, voilà tout le gouvernement, (Saint-Simon). Nous ne croyons pas utile non plus de signaler les essais négatifs de Fourier, avec ses phalanstères et de Owen en Ecosse et en Amérique, avec ses coopératives ; le socialisme a évolué avec une telle rapidité ces dernières années, que nous avons des points d'appui beaucoup plus sérieux, et nous pouvons nous éclairer à des expériences concluantes.

Pour atteindre son but, le collectivisme veut transformer en son entier le régime capitaliste, mais il entend cependant maintenir deux institutions de l'ordre actuel : le Gouvernement et le salariat.

Le gouvernement serait l'organe de centralisation et de monopolisation de toute la richesse sociale ; il serait le moteur de toute l'activité économique, morale et intellectuelle de la nation ; il serait le pilote entre les mains de qui on abandonne toute la direction de la barque sociale. Un mauvais coup de barre et la barque chavire. L'exemple du passé a suffisamment démontré que le mal ne réside pas spécifiquement dans la propriété privée qui n'est qu'un effet, mais dans l'autorité qui est une cause. En maintenant dans un régime social un gouvernement qui, par essence et par définition, ne peut être qu'autoritaire, le collectivisme retombe fatalement dans les mêmes erreurs politiques et sociales que le démocratisme.

Traçons de suite, pour plus de clarté et aussi brièvement que possible, les attributions d'un gouvernement collectiviste. De nos jours, le rôle d'un gouvernement consiste à défendre et à soutenir les intérêts des classes privilégiées qui détiennent le Capital et toute la richesses sociale.

Dans une société collectiviste, les fonctions d'un gouvernement seraient beaucoup plus lourdes et ses pouvoirs plus étendus, puisqu'au nom de la collectivité — tout ayant été étatisé — il serait obligé :

1° D'assurer et de contrôler la production nécessaire à la vie de la nation ;

2° De régler la répartition des vivres et de tous objets indispensables, utiles ou agréables à la collectivité ;

3° De gérer toutes les grandes exploitations agricoles, industrielles ou commerciales ;

4° De s'occuper de tous les grands services publics : gaz, chemins de fer, postes et télégraphes, hôpitaux, hygiène, etc...

5° D'administrer les banques, les compagnies d'assurances, les spectacles, enfin tout ce qui a trait à la vie de la nation.

En un mot, rien de ce qui intéresse la vie de l'indi-

vidu et de la collectivité ne devra lui être étranger, et à condition de travailler pour obtenir un salaire rémunérateur (nous nous occuperons plus loin de cette question), l'individu n'aura plus qu'à se laisser vivre comme en un pays de cocagne. Le gouvernement s'occupera de tout, et l'homme ne sera plus qu'une machine munie d'un appareil digestif.

Avouons qu'il faut posséder une réelle dose de naïveté et d'inconscience pour croire à la réalisation d'un tel programme ; mais ne nous laissons pas entraîner par une opposition d'ordre sentimental et examinons si sa réalisation est possible et si elle changera quelque chose à l'ordre social que nous subissons actuellement. Sébastien Faure dans sa « Douleur Universelle » nous dit que « l'idée de Gouvernement renferme de toute nécessité, les deux idées suivantes : Droit et Force ». En effet, on ne peut admettre logiquement qu'un gouvernement puisse accomplir la tâche qui lui est assignée si on ne lui assure pas les moyens de l'exécuter. Empruntons encore cette démonstration à Sébastien Faure : « Il est impossible de concevoir un système gouvernemental quelconque, sans avoir instantanément l'idée d'une règle de conduite imposée à tous les êtres sur lesquels il étend son pouvoir ; et il n'est pas plus possible d'imaginer cette règle d'action — quelle qu'elle soit du reste : bonne ou mauvaise, juste ou inique, rationnelle ou fautive, indulgente ou sévère — sans songer concurrentement à la nécessité de garantir, par tous les moyens possibles, l'observance de cette règle par tous ceux auxquels elle est appliquée. » (Sébastien Faure, « La Douleur Universelle », p. 200. Et voilà le collectivisme dans l'œuvre. Gouvernement veut dire lois ; et les lois ne peuvent se concevoir ainsi que le démontre si clairement Sébastien Faure, sans magistrature, sans répression, sans prisons, sans police, sans parlement, etc, etc... et, malgré le collectivisme social et humanitaire, nous voici revenus aux douces manifestations des régimes capitalistes.

« Nécessité absolue, pour que règne l'ordre dans la Société » affirment les collectivistes. « La propriété de l'Etat et la monopolisation soumises au contrôle du gouvernement est un avantage sur la propriété privée. L'autorité gouvernementale en société collectiviste ne s'exerce pas au profit d'une minorité de privilégiés, mais au bénéfice de tous. L'action d'un gouvernement socialiste est une source de bienfaits pour tous et il faut se résigner à l'accepter ». Voilà ce que dit le collectivisme. Examinons cet argument. Quant aux avantages matériels, ils sont bien difficiles à apercevoir. Le monopole octroyé à l'Etat aboutit presque toujours au développement du favoritisme, de l'incompétence et de l'arrivisme, vertus qui fleurissent admirablement dans les administrations publiques. « Les responsabilités sont moindres. C'est le règne de l'anonymat. Chacun a son petit intérêt personnel, envisagé sous l'angle le plus immédiat et le plus étroit. Dans cette ruée d'égoïstes féroces, on oublie forcément toutes les considérations utiles à la collectivité et il en résulte de pitoyables conséquences. Nul n'ignore que le gâchis le plus regrettable s'étale dans les administrations gouvernementales, que l'on y gaspille, que l'on y tripote à qui mieux mieux. Sur le terrain de la concurrence, l'Etat ne peut même pas lutter avec l'industrie privée. Il est battu d'avance. Fabriquant lui-même un produit quelconque, il dépense davantage et fait moins bien que son voisin ». (André Lorulot, *Les Théories Anarchistes*, page 194.) Ces lignes furent écrites bien avant la guerre de 1914 et bien avant la Révolution russe. Aujourd'hui que le monopole d'Etat s'exerce sur une grande échelle en Russie, nous avons pour confirmer nos critiques sur

ie collectivisme, l'expérience de ses essais d'application.

La « Gazette du Commerce », un journal officiel du gouvernement russe, faisait remarquer, dans son numéro du 20 mars 1923, qu'avant la guerre les prix de détail ne dépassaient les prix de fabrique que de 26,6 % en moyenne, alors qu'à l'heure actuelle, avant d'être livrées au public les marchandises passent par la centrale coopérative, l'union du gouvernement, l'union du district et l'union cantonale. Le résultat est le suivant : augmentation sur les prix d'origine de 52,3 %.

Les journaux communistes russes nous offrent d'autres exemples encore sur les résultats de la monopolisation. Le « Troud » du 21 mars 1926 écrivait : « Le défaut capital des coopératives gouvernementales, c'est la cherté des marchandises et leur mauvaise qualité. Le savon, pour ne citer qu'un exemple, est vendu sur le marché 17 kopeks, tandis que les magasins coopératifs le vendent 22 kopeks. Au marché, on peut acheter tout ce dont on a besoin, et pour des prix modiques. Les coopératives n'ont qu'un choix très restreint de marchandises, de mauvaise qualité, et elles les vendent à des prix inabordables. Le beurre est salé, le saucisson congelé et les souliers tombent en morceau à la moindre épreuve. »

Une dernière citation empruntée également à un journal communiste russe, et nous serons définitivement fixés sur les réalisations de l'Etat industriel et de l'Etat commerçant : « D'octobre 1925 à février 1926, la rentrée des impôts ordinaires s'est élevée à un milliard 393 millions de roubles. Sur cette somme, 562 millions proviennent des chemins de fer et des postes et télégraphes. Si l'on songe que parmi les recettes ne provenant pas de l'impôt, on compte celles que donnent les biens domaniaux (les forêts), il est clair que l'industrie d'Etat ne donne à peu près aucun revenu. » (Ekonomitcheskaja Jizn, 26 mars 1926.)

C'est l'aveu de l'impuissance collectiviste et étatiste, et il n'est pas nécessaire d'y ajouter une ligne.

Il serait facile de mettre cette impuissance sur le compte des individus incapables. Le problème est beaucoup plus complexe. L'échec de la monopolisation ne se rattache pas à une question d'hommes ou de compétences, mais bien à la doctrine qui sert de base à tout édifice collectiviste. Les Anarchistes ont raison ; un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut pas assumer la lourde charge de la vie économique d'une puissance, et l'esprit et la pratique du centralisme et de la centralisation produisent des effets contraires à ceux que l'on attendait.

D'autre part, le collectivisme affirme que, le capitalisme ayant disparu d'une société socialiste, cette dernière réalisera l'égalité économique de tous les hommes. En société capitaliste, ce qui caractérise le bourgeois, ce n'est pas seulement qu'il détient toute la fortune et la richesse sociale, mais surtout le fait qu'il vit en parasite du travail d'autrui. Nous avons démontré plus haut que l'existence d'un gouvernement exige l'organisation d'un nombre d'institutions s'y rattachant et que tous les individus évoluant dans les cadres gouvernementaux sont autant de parasites qui consomment sans fournir de travail utile.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est logique de conclure que le parasitisme sera un des vices de la société collectiviste et que sur ce terrain il n'y aura rien de changé.

Examinons maintenant la situation que le collectivisme réserve aux travailleurs.

« A chacun selon ses œuvres », telle est la formule collectiviste à laquelle les Anarchistes opposent la sui-

vuante : « A chacun selon ses forces et à chacun selon ses besoins. »

La formule collectiviste dans sa brièveté renferme tous les éléments de reconstruction de la société capitaliste, et ainsi que le déclare Kropotkine dans sa *Conquête du Pain* : « Si la Révolution sociale avait le malheur de proclamer ce principe, ce serait enrayer le développement de l'humanité, ce serait abandonner, sans le résoudre, l'immense problème social que les siècles passés nous ont mis sur les bras. Et Kropotkine conclut : « C'est par ce principe que le salariat a débuté, pour aboutir aux inégalités criantes, à toutes les abominations de la société actuelle, parce que du jour où l'on commença à évaluer, en monnaie, les services rendus — du jour où il fut dit que chacun n'aurait que ce qu'il réussirait à se faire payer pour ses œuvres — toute l'histoire de la société capitaliste (l'Etat aidant) était écrite d'avance ; elle est renfermée en germe dans ce principe : « Devons-nous donc revenir au point de départ et refaire à nouveau la même évolution ? Nos théoriciens le veulent ; mais malheureusement c'est impossible : la Révolution, nous l'avons dit, sera communiste ; sinon, noyée dans le sang, elle devra être recommencée. (P. Kropotkine, *La Conquête du Pain*, page 226.) »

Ce qui précède serait suffisant pour conclure que le collectivisme fait fausse route, et les collectivistes eux-mêmes sont obligés de reconnaître que le salariat présente de sérieux inconvénients. Car, quelle que soit la forme dont on veuille se servir pour rétribuer le travailleur, que son heure ou sa journée de travail soit représentée par un bon divisible ou par des pièces de métal quelconque ; du fait que l'on prête à ce bon ou à ce métal une valeur d'achat, du moment où cette valeur peut être accumulée et servir au moyen d'échange, c'est la réapparition du capital et avec lui de l'exploitation et de la misère. Mais nos raisons d'opposition au salariat collectiviste sont multiples. Non seulement les collectivistes admettent la rétribution des travailleurs, mais il classe ces derniers en catégories distinctes, ce qui complique encore sensiblement leur programme. Ils affirment la nécessité d'une échelle de salaires et créent de ce fait une aristocratie ouvrière. En vertu de quelle logique, de quelle loi naturelle ou scientifique, un médecin gagnerait-il plus qu'un mécanicien et un pianiste qu'un cordonnier ? Cela est un mystère auquel les collectivistes ne veulent pas nous initier. En vertu, probablement, de ce vieux préjugé qui prête à l'intellectuel une valeur supérieure à celle du manuel.

En 1871, lors de la Commune, les membres du Conseil touchaient une somme de quinze francs par jour, tandis que les fédérés, qui sur les barricades payaient de leur sang et souvent de leur vie la cause qu'ils défendaient, ne touchaient que trente sous. Les collectivistes veulent ratifier cette vieille inégalité, et nous ne croyons pas qu'il soit utile d'insister davantage pour démontrer que tout l'esprit révolutionnaire condamne une telle conception et une telle pratique d'organisation. Les hommes qui la soutiennent se font, sincèrement ou non, consciemment ou inconsciemment, les fossoyeurs de l'égalité et de la fraternité.

Un argument qui a une certaine importance attire cependant notre attention. Les collectivistes consentent à nous accorder que le salaire est un mal ; mais c'est un mal nécessaire, assurent-ils. Sans lui, personne ne voudrait travailler. Il est un stimulant, une récompense, qui obligera chacun à apporter son effort au travail commun et à collaborer au bien-être de la collectivité. Examinons ce sérieux argument, et voyons jusqu'à quel point il mérite d'être retenu. Tout d'abord, soulignons que si cette objection au travail librement consenti vaut

pour le collectivisme, il a une valeur semblable pour la bourgeoisie qui peut invoquer la paresse naturelle des travailleurs pour légitimer tous ses méfaits. Le Capital ne manque du reste pas, chaque fois que le prolétariat réclame une augmentation de salaires ou une diminution d'heures de travail, de déclarer que le travailleur ne saurait que faire de ces améliorations, sinon d'en profiter pour boire plus que ne le permet la bienséance. Mais ne nous arrêtons pas à cette ridicule excuse intéressée de la bourgeoisie et poursuivons l'examen des conséquences du salariat et de l'argument invoqué par les collectivistes en sa faveur. Supposons que « le travailleur » refuse de payer son tribut travail à la société collectiviste et qu'en mesure de représailles cette société, en lui fermant les magasins de consommation, refuse de le nourrir ; qu'advient-il ? Il ne reste plus à ce « réfractaire », pour s'assurer la pitance, d'autre alternative que d'avoir recours à des moyens illégaux, et en particulier : le vol. Nous poussons les choses à l'extrême, et supposons un individu foncièrement paresseux, afin de ne pas affaiblir la thèse soutenue par nos adversaires. Nous ne voulons même pas envisager le cas où un travailleur se refuserait — à tort ou à raison — de se soumettre à la loi d'airain de l'Etat-Patron.

Le vol ? Ce sont tous les rouages des sociétés modernes qui revivent. Le vol ? C'est la loi, c'est la magistrature, c'est la police, c'est la prison, etc., etc... et, une fois de plus, il ne nous reste plus qu'à demander anxieusement : Qu'y aura-t-il de changé ? En outre, il faudrait démontrer que toute cette organisation du travail qui exigerait l'enrôlement administratif de millions de fonctionnaires arrachés au labeur productif, n'exigerait pas une dépense plus élevée pour la collectivité que le soutien de quelques milliers « de paresseux » systématiquement décidés à ne rien produire. Et le paresseux n'est-il pas inventé simplement pour les besoins d'une mauvaise cause ? Je ne crois pas pouvoirs mieux faire pour réduire à néant l'argumentation collectiviste, que de citer à ce sujet notre vieux P. Kropotkine.

« Quant à la fainéantise de l'immense majorité des travailleurs, il n'y a que des économistes et des philanthropes pour discourir la-dessus. Parlez-en à un industriel intelligent, et il vous dira que si les travailleurs se mettaient seulement dans la tête d'être fainéants, il n'y aurait qu'à fermer les usines ; car aucune mesure de sévérité, aucun système d'espionnage n'y pourraient rien.

« Ainsi quand on parle de fainéantise possible, il faut bien comprendre qu'il s'agit d'une minorité, d'une infime minorité dans la société. Et avant de légiférer contre cette minorité, ne serait-il pas urgent d'en connaître l'origine. »

« Très souvent le paresseux n'est qu'un homme auquel il répugne de faire, toute sa vie, la dix-huitième partie d'une épingle, ou la centième partie d'une montre, tandis qu'il se sent une exubérance d'énergie qu'il voudrait dépenser ailleurs. Souvent encore, c'est un révolté qui ne peut admettre l'idée que toute sa vie il restera cloué à son établi, travaillant pour procurer mille jouissances à son patron, tandis qu'il se sait beaucoup moins bête que lui et qu'il n'a d'autres torts que celui d'être né dans un taudis au lieu de venir au monde dans un château. »

« Enfin, bon nombre de « paresseux » ne connaissent pas le métier par lequel ils sont forcés de gagner leur vie. Au contraire, celui qui, dès sa jeunesse, a appris à bien toucher du piano, à bien manier le rabot, le ciseau, le pinceau ou la lime, de manière à sentir que ce qu'il fait est beau, n'abandonnera jamais le piano, le ciseau ou la lime. Il trouvera un plaisir dans son travail, qui ne le fatiguera pas, tant qu'il ne sera pas surmené. » Et après cette démonstration claire et pré-

cise, Kropotkine conclut : « Supprimez seulement les causes qui font le paresseux, et croyez qu'il ne restera guère d'individus haïssant réellement le travail, et surtout le travail volontaire, que besoin point ne sera d'un arsenal de lois pour statuer sur leur compte. »

Ainsi s'effondre, avant la lettre pourrait-on dire, le Collectivisme. « Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines que n'en exigera la transformation en propriété sociale de la propriété capitaliste qui, de fait, repose déjà sur un mode de production collectif » déclare K. Marx dans son Capital. Cette affirmation est toute gratuite. En tous cas, on connaît les difficultés de la bataille sociale ; aucun travailleur n'ignore au prix de quels sacrifices il peut obtenir certains avantages dans la lutte quotidienne contre le patronat, et il importe peu de savoir le temps qui doit s'écouler pour arriver à détruire un régime qui a à son actif un tel bilan de crimes sociaux. Ce qui importe, c'est de ne pas travailler en vain ; c'est de ne pas livrer inutilement à une expérience vouée à un échec fatal tout l'avenir de la Révolution.

Avoir travaillé durant des siècles et des siècles à la libération de l'humanité, avoir combattu pendant des générations une forme de société pour voir apparaître sur ses ruines, une autre organisation sociale présentant les mêmes tares, et engendrant les mêmes erreurs, ce serait admettre que tout est un éternel recommencement, que le bonheur de l'humanité est une utopie.

Et pour terminer, empruntons une dernière fois cette conclusion « Au Salariat Collectiviste de P. Kropotkine : « Il n'en sera pas ainsi. Car le jour où les vieilles institutions crouleront sous la hache des prolétaires, on entendra des voix qui crieront : « Le pain, le gîte et l'aisance pour tous ! »

Et ces voix seront écoutées, le peuple dira : « Commençons à satisfaire la soif de vie, de gaité, de liberté que nous n'avons jamais étanchées. Et quand nous aurons tous goûté à ce bonheur, nous nous mettrons à l'œuvre : démolition des derniers vestiges du régime bourgeois, de sa morale, puisée dans les livres de comptabilité, de sa philosophie de « droit et avoir », de ses institutions du tien et du mien. « En démolissant, nous édifierons, comme disait Proudhon ; nous édifierons au nom du Communisme et de l'Anarchie. » — J. CHAZOFF.

COLLISION n. f. Au sens propre : rencontre brutale de deux corps ; se dit également de la rencontre de deux navires ou de deux trains de fer. « Cette collision de chemin de fer a eu des conséquences tragiques ». Socialement et politiquement, c'est surtout au sens figuré que ce terme est employé. Il signifie un choc entre deux parties adverses. Les collisions sont inévitables dans les sociétés modernes, agitées par divers courants et diverses tendances. Lorsqu'une situation est devenue trop tendue, les collisions renaissent nécessairement et ne peuvent être évitées. Elles empruntent parfois un caractère sanglant, surtout dans la lutte de la liberté contre le despotisme. Les collisions entre la troupe au service du Capital et la classe ouvrière ont souvent jonché le terrain de cadavres, et il en sera ainsi tant que la liberté sera étranglée et qu'une portion de la collectivité sera soumise à l'exploitation d'une autre portion. Les collisions sont parfois la conséquence du fanatisme et de l'erreur, et nous assistons au sein même du prolétariat au spectacle navrant de certaines fractions se combattant au lieu de s'unir contre l'ennemi commun : le Capital.

Les collisions entre travailleurs naissent d'une conception erronée de certains d'entre eux, de la liberté et de la vie sociale. Ce n'est qu'au jour où aura totalement

disparu l'autorité et que la société harmonique unira tous les hommes, que disparaîtront les Collusions.

COLLUSION. n. f. Accord ou entente entre une ou plusieurs parties au préjudice d'un tiers.

La collusion est entrée dans les mœurs et elle s'exerce dans toutes les branches de l'activité humaine. Dans une Société où tout se commercialise, où tout s'achète et se vend, où le succès légitime toutes les bassesses, où l'intérêt d'une classe ou d'un individu est subordonné à une autre classe ou à un autre individu, la collusion ne peut être qu'une arme courante. Que ce soit dans le commerce ou dans la politique, la collusion exerce ses ravages. En commerce, c'est l'entente secrète inavouée entre plusieurs groupes de commerçants, d'industriels et de mercantis pour écraser un concurrent dangereux ; en politique, c'est l'association de divers éléments adversaires en apparence, mais qui, derrière le rideau, s'entendent à merveille pour tromper les électeurs. Que de fois les Anarchistes n'ont-ils pas signalé la collusion manifeste de certains candidats aux élections municipales ou législatives ! Lorsqu'un des aspirants députés voit ses chances disparaître, il hésite rarement à vendre le nombre des voix qu'il a acquises, même lorsque le bénéficiaire est un adversaire. Toute la politique ne repose que sur la collusion et, cependant, le prolétariat, qui en est la première victime, se refuse à voir clair, et accorde encore une certaine confiance à tous les fantoches qui se rient de sa misère. Dans la magistrature, il n'en est pas autrement, et l'indépendance des magistrats n'est que superficielle. Durant la dernière guerre de 1914, la collusion entre la « Justice » et le gouvernement s'étalait en plein jour, et ce scandale était accepté avec passivité par la population ; et même en période de paix, nous pouvons nous rendre compte que la condamnation des militants révolutionnaires n'est que la conséquence non seulement d'une collusion effective entre les gouvernants et les magistrats, mais aussi d'une collusion occulte entre ces derniers et les classes privilégiées. Il n'y a aucune disposition particulière à prendre contre la collusion. Tout ce que nous pouvons faire : c'est de nous éclairer, de nous instruire, de rechercher les causes du mal et de mettre le fer rouge dans la plaie. Tant que les hommes seront paralysés par leur ignorance, tant qu'ils se refuseront à avoir des yeux pour voir, et des oreilles pour entendre, ils seront les victimes de la collusion et des charlatans qui s'en servent pour dominer le monde.

COLONIE n. f. — **COLONISATION** n. f. Si vous cherchez dans les livres des géographes et des économistes, la définition de ces deux mots, et surtout du mot « colonisation », vous y trouverez à peu près ceci : « On donne le nom de colonisation à une forme particulière de l'émigration, par suite de laquelle le pays où s'établissent les émigrants est approprié et fécondé par leur labour, et voit, grâce à eux, toutes ses ressources se développer de la manière la plus complète. La colonisation résulte donc de mouvements d'hommes civilisés à divers degrés et de diverses manières dans des contrées différemment traitées. » D'où il résulte, toujours d'après les géographes et les économistes, que cet effort peut donner naissance à deux sortes de colonies : 1° Les colonies de peuplement ; 2° les colonies d'exploitation.

Les premières comprennent celles dont les conditions de climat et de nature permettent l'établissement à demeure des immigrants, leur acclimatement et la fondation d'une famille.

Les colonies d'exploitation, au contraire, sont celles où le climat interdit de s'y fixer sans esprit de retour

aux immigrants, qui doivent se borner à exploiter, par le commerce, et encore temporairement, les produits du pays. Avec un peu plus de franchise, certains économistes appellent ces dernières colonies de « conquête ».

Telle est, dans son essence même, et avec toute son hypocrisie la doctrine adoptée par les Sociétés capitalistes et bourgeoises, commentée dans les livres et enseignée officiellement dans les écoles.

Telle n'est pas la doctrine de celui qui, l'esprit et le cœur épris de justice et d'humanité, a pénétré lui-même jusqu'aux réalités qui se cachent dans cette phraseologie livresque.

Par son importance et les développements qu'elle exige, cette question, qui est toute la question coloniale, ne saurait être traitée en un seul article. Considérée ici dans sa généralité, elle sera reprise pour être épuisée aux mots : *Guerre* (coloniale), *Impérialisme* (colonial), *Sadisme* (colonial).

Avec ces trois mots, sera faite à peu près intégrale-ment l'histoire de la colonisation capitaliste et bourgeoise.

Il suffira de dire aujourd'hui que, d'une façon générale, cette histoire, c'est-à-dire l'effort colonial des peuples prétendus civilisés, est tout entière dominée par l'abominable conception des races supérieures et des races inférieures : les premiers ayant sur les seconds tous les droits que donne la Force.

C'est au nom de cette conception, remplaçant celles d'Humanité et de Justice que l'on continue, et que l'on continuera longtemps à exploiter la faiblesse à imposer comme unique loi aux pays colonisés (lisez : conquis), le bon plaisir du soldat et comme unique régime : le massacre, la spoliation et le vol.

(Voir les mots *Guerre*, *Impérialisme*, *Sadisme*.)

P. VIGNÉ D'OCTON.

COMBATIVITE n. f. Selon Lachatre, la combativité est la faculté qui porte l'homme à repousser l'agression, à défendre sa vie, sa demeure, ses enfants ; son développement excessif annonce un esprit querelleur, aimant les rixes, la guerre, et pouvant pousser le courage jusqu'à l'extrême témérité. Selon nous, cette définition de la combativité n'est pas tout à fait exacte, et l'on peut pousser la combativité à l'extrême sans pour cela être animé par un esprit querelleur et guerrier. Cette définition de la combativité fut peut-être exacte à l'époque où seule la force brutale dirigeait le monde ; mais de nos jours, où la pensée, les idées exercent une certaine influence — et non des moindres — sur l'orientation des sociétés, la définition de Lachatre nous paraît incomplète.

Et, en effet, la combativité ne se manifeste pas seulement dans le domaine physique, mais aussi dans le domaine moral et intellectuel. Il faut autant de courage pour se défendre contre l'adversaire qui s'adresse à vous, armé de toute sa science ou de tous ses préjugés, que pour lutter contre celui qui use de la brutalité et de sa force physique. Quelle que soit la façon et la manière dont il est attaqué, celui qui se défend, qui use de toute son énergie et dépense toute sa combativité pour résister à l'ennemi est un être combatif. La combativité est le corollaire de l'action, et l'homme combatif est un élément précieux dans une organisation politique et sociale. La combativité, c'est l'essence de toute vie, c'est la source de tous les progrès et aussi de toutes les espérances. C'est donc une qualité, et si elle n'est pas mise au service d'une mauvaise cause, de l'intérêt ou de l'ambition, on ne peut que souhaiter son développement dans les rangs de la classe ouvrière, qui a un rôle historique à remplir et qui ne triomphera que grâce à sa combativité, sa volonté et son énergie.

COMBINAISON n. f. Assemblage de plusieurs substances ou de plusieurs idées. Se dit au physique et au moral. Chimiquement, par exemple, le mot combinaison signifie « l'acte par lequel deux ou plusieurs corps s'unissent ensemble de manière à former un nouveau corps dont les parties, même les plus infimes, contiennent une certaine quantité des premiers ». Pour nous, c'est surtout au sens politique que le mot présente intérêt, la combinaison étant un des échafaudages sur lesquels reposent le parlementarisme et la puissance gouvernementale. Le parlementaire est passé maître dans l'art de combiner, lorsqu'il désire obtenir un quelconque résultat et, en France — comme dans les autres pays d'ailleurs — les couloirs et les salons de la Chambre des Députés et du Sénat sont le repaire où s'entendent les « combineurs » — qui ne tiennent nullement à donner au public le spectacle de leurs louches tractations. C'est à la combinaison que l'on a recours pour former un ministère, et le terme fut tellement usité qu'on ne lui prête plus un sens péjoratif. On dit couramment « une combinaison ministérielle » sans vouloir remarquer que la composition d'un ministère n'aboutit jamais qu'à la suite de tripotages malpropres, et où chaque ambitieux cherche à obtenir la meilleure place et à écraser son adversaire.

Mme de Staël déclarait que : « L'histoire attribue presque toujours aux individus comme aux gouvernants plus de combinaisons qu'ils n'en ont ». Nous ne sommes pas de cet avis, bien au contraire ; et nous sommes convaincus, par l'exemple et par l'expérience, que tout gouvernement n'arrive à s'imposer que grâce à des combinaisons, et que sans elles la vie lui serait impossible. Ce ne serait du reste pas un mal, si nous considérons qu'un gouvernement n'est nullement utile à la vie des hommes et des sociétés et que ses uniques fonctions consistent à défendre les privilèges d'une armée de parasites.

COMEDIEN, n. m. Celui qui joue la Comédie sur un théâtre public. Le travail du comédien consiste à s'imprégner du rôle que joue, dans la pièce, le personnage qu'il interprète, à mettre en action toutes ses capacités pour copier ses vices, ses mœurs, ses travers ou ses qualités, afin de les présenter au spectateur aussi exactement et naturellement que possible. Il doit savoir faire naître l'émotion, la joie ou la tristesse, la gaieté ou la terreur. Il doit attacher et intéresser le public à la comédie qu'il représente, et tour à tour déchaîner les rires et les pleurs. Un bon comédien est généralement un grand artiste et son art exige de réelles qualités d'adaptation.

De nos jours, le comédien est admiré et adulé, mais il n'en fut pas toujours ainsi, et il y a peu de temps encore il était écarté du reste de la société, et ce ne fut qu'en 1789 qu'ils furent admis à jouir de leurs droits civils et politiques. Même à l'époque du Grand Molière, qui fut cependant admis à la table de Louis XIV, les comédiens étaient victimes d'une sourde hostilité, et n'étaient considérés que comme des bouffons chargés d'amuser l'aristocratie. La Révolution de 89 a effacé cette injustice, et ce fut un bien pour l'art théâtral. Libre, le comédien s'est perfectionné et est arrivé à traduire de façon parfaite l'œuvre éclose dans le cerveau du poète ou de l'écrivain. Certains acteurs ont acquis une célébrité mondiale vraiment justifiée. De notre temps, ceux qui ont eu le plaisir et la joie d'entendre Sarah Bernhardt, Réjane, Lucien Guitry ou le grand De Max (nous nous excusons de ne parler que de la scène française) en ont gardé un souvenir ineffaçable.

Malheureusement, le comédien ne se rencontre pas uniquement sur la scène du théâtre ; on en rencontre également à chaque tournant de la vie, qui n'est peut-

être, elle aussi, qu'une grande comédie dont nous sommes les acteurs. Mais tous les acteurs ne sont pas sincères, et il en est qui se masquent et qui jouent avec une perfection remarquable le rôle qu'il se sont eux-mêmes attribué. Ces comédiens-là sont dangereux, d'autant plus dangereux qu'ils n'avouent pas être des personnages fictifs, mais qu'ils cherchent à convaincre leur public de leur réalité, alors que tout en eux n'est que convention et mensonge. Et de ces comédiens, on en rencontre partout ; ils pullulent dans les parlements, dans les cours judiciaires et jusque dans les organisations sociales et syndicales. Avocats, députés, magistrats, autant de comédiens qui jouent si bien leur rôle que le peuple se laisse prendre et qu'il est continuellement berné, malgré les conseils et malgré les exemples. Si l'acteur, par son art, agrmente notre vie et nous fait oublier parfois la tristesse et les difficultés de l'existence, s'il nous permet de nous éloigner de la triste réalité pour nous bercer un peu dans le rêve, s'il occupe nos loisirs et nous repose de la lutte quotidienne aride et féroce, s'il a droit en conséquence à toute la considération des hommes, le comédien politique et social est un être malfaisant dont il faut s'éloigner et qu'il importe de combattre de toute notre énergie.

COMITE n. m. Réunion de délégués chargés de déterminer un travail quelconque, d'en établir un rapport ou de pourvoir à son exécution. Le rôle du Comité consiste à simplifier ou à éclaircir un sujet, une question ou une affaire, avant de les présenter à une assemblée qui en délibère en dernier ressort. Le mot Comité est d'origine anglaise et ne fut importé en France qu'en 1789. Le premier des comités qui se réunirent en France fut celui de vérification et fut chargé en 1789, aux Etats Généraux, d'établir un rapport sur les élections. Le succès de ce comité détermina l'Assemblée Générale et la Convention à se fractionner pour étudier séparément chacune des questions qui lui étaient soumises, et il se forma, de ce fait, un grand nombre de comités. Lorsque la Révolution fut menacée par les ennemis intérieurs et extérieurs, la Convention abandonna le Pouvoir exécutif à une minorité d'individus et cette réunion de délégués prit le nom de « Comité de Salut public ». Sans méconnaître les erreurs et les excès de ce Comité tout puissant, erreurs et excès presque inévitables en période d'orage et de lutte, il faut avouer que dans une certaine mesure, ce fut lui qui permit à la Révolution française de vivre et d'abattre certains de ses ennemis. Les pouvoirs de ce fameux comité furent très étendus, trop étendus. C'était lui qui nommait ministres, généraux, magistrats, juges et jurés, et qui les destituait lorsqu'il les considérait comme impropres à servir la cause révolutionnaire. Par la « loi des suspects », le comité de Salut public disposait de toutes les personnes ; il faisait arrêter, juger, condamner et exécuter — souvent arbitrairement — tous ceux qu'il supposait comploter arbitrairement contre l'Etat. Y a-t-il lieu de s'étonner que, pourvu d'une telle autorité, le Comité de Salut Public en ait abusé ? Il ne faut pas demander à un homme d'être un Dieu, mais simplement un homme et accorder à un nombre restreint d'individus une trop grande puissance, c'est aller au désastre. C'est ce qui se produisit.

Depuis la Révolution Française, aucun comité n'exerce une aussi grande autorité que le Comité de Salut Public. Actuellement, dans les assemblées législatives, il se forme des comités officiels qui sont chargés de délibérer sur diverses questions « d'intérêt public ». Ces comités prennent le nom de « commissions » et sont composés de parlementaires recrutés au sein même de l'assemblée. Dans les grandes organisations sociales,

dans les syndicats ouvriers, partout où une collectivité ne peut, à chaque instant, être présente pour s'entendre et discuter de ses intérêts, on fonde des comités qui sont chargés de préparer, de diriger ou d'exécuter certains travaux au mieux des intérêts généraux : « Comité directeur ; Comité exécutif ; Comité d'initiative ». Le comité est, jusqu'à présent, la meilleure forme de représentation collective ; et à condition que ses membres soient toujours soumis au contrôle de ceux qui les délèguent et que ces derniers n'abandonnent pas leurs droits et n'oublient pas leurs devoirs, sa fonction ne peut être qu'utile dans l'organisation sociale présente et servir de base à l'organisation sociale des sociétés futures.

COMMANDEMENT n. m. Action de donner un ordre ; de commander. S'exerçant toujours de « supérieur » à « inférieur », le commandement suppose implacablement l'autorité, car on ne peut concevoir le commandement sans qu'immédiatement s'y rattache l'idée d'autorité. (Voir Autorité.) L'autorité est donc à la base du « commandement » et divise l'humanité en deux fractions : les maîtres, d'un côté, et les esclaves, de l'autre. Le commandement est aveugle, et le fait d'être investi du droit de commander n'implique nullement la capacité et la compétence ; il suffit uniquement, pour commander, d'être pourvu d'un appareil de répression, au cas où « l'inférieur » se refuserait à exécuter l'ordre du « supérieur ». Anciennement, on donnait, comme symbole de leur autorité, un bâton aux officiers investis d'un commandement. Aujourd'hui, le bâton a disparu, mais, hélas ! le commandement subsiste. Il y a une hiérarchie dans le commandement. A l'usine, au chantier, à l'atelier, elle prend naissance au chef d'équipe et s'étend jusqu'au directeur ou au Conseil d'administration ; dans la magistrature, elle part du simple agent de police pour aller jusqu'au président d'un quelconque tribunal ; mais c'est surtout à l'armée que cette hiérarchie de commandeurs accomplit ses tristes méfaits : du petit caporal au puissant ministre de la guerre, chacun s'empare d'une parcelle d'autorité qui retombe invariablement sur l'échine du pauvre troupière, et, du plus petit au plus grand, tout ce monde commande au nom de la discipline militaire.

Et, pourtant, y a-t-il quelque chose de plus stupide que ce commandement ? Selon les principes de l'autorité, l'ordre à exécuter ne doit pas l'être en vertu de son utilité ou de sa logique ; mais en raison directe de la qualité hiérarchique de celui qui le donne. Tout se déplace en vertu du pouvoir de commander : l'intelligence n'a plus son siège dans le cerveau, mais est relative au grade qui nous est conféré dans la vie civile ou militaire. Un caporal est plus intelligent qu'un simple soldat et un capitaine qu'un caporal, cela ne doit faire aucun doute. Il faut l'accepter comme axiome ; et, quels que soient les ordres donnés, aussi ridicules fussent-ils, il faut, sans discuter, les exécuter et s'incliner devant le commandement. Selon certains, savoir commander est un art ; ce n'est pas un art, c'est une bassesse et une lâcheté, et il est encore plus méprisable d'exercer le commandement que de le subir. Du reste, tous ceux qui consentent à commander sont capables également de s'abaisser devant des supérieurs. Autant ils sont féroces pour ceux qui sont placés au-dessous d'eux, autant ils sont généralement plats devant ceux qui occupent un poste plus élevé. Commander et obéir sont des crimes et l'homme libre se refuse à l'une et à l'autre de ces contraintes. (Voir *Anarchiste*.)

COMMEMORATION n. f. Action de rappeler par une cérémonie ou par une fête le souvenir d'un événement. La plupart des fêtes qui nous sont imposées et que nous subissons dans la société bourgeoise sont d'origine reli-

gieuse et commémorent un événement qui appartient plutôt au domaine de l'imagination que de l'histoire ; telles sont les fêtes de la Noël, de Pâques, etc., etc... Du reste, le peuple ne s'ingénie nullement à rechercher l'origine et les causes de ces commémorations et il se contente simplement de profiter, pour se distraire, de ces repos périodiques.

Il n'en est pas de même pour toutes les fêtes. Celle du 14 juillet, par exemple, qui a dégénéré en une vaste bacchanale et qui est une occasion annuelle, pour tous les empoisonneurs patentés, d'écouler leur stupéfiants, devrait rappeler « au peuple souverain » qu'il y a plus d'un siècle ses ancêtres, las d'être tyrannisés par la noblesse, levèrent l'étendard de la révolte, et s'élancèrent à l'assaut de la Bastille. Le geste du peuple en révolte n'avait pas seulement pour but de libérer quelques centaines de prisonniers, mais aussi de marquer son désir d'échapper à l'étreinte de l'autocratie. Que c'est près et que c'est loin, tout cela, et qu'il est triste de constater la faculté d'oubli de ceux qui souffrent ! La fête du 14 juillet n'est pas la commémoration de la prise de la Bastille, car d'autres bastilles se sont élevées sans que ceux qui, au son d'une musique barbare, chantent et dansent toute la nuit, songent à les détruire. Elle n'est plus qu'une immense beuverie, qui ne rappelle en rien le sacrifice de nos aînés.

Parmi les commémorations populaires qui ont conservé leur véritable caractère, il n'y a, en réalité, que le Premier Mai et l'anniversaire de la Commune. Commémorations douloureuses, qui nous font souvenir de la férocité de nos maîtres, qui nous initient aux tragédies passées, et qui, chaque année, ravivent en nous le désir d'en finir au plus tôt avec ce capitalisme qui repose sur des rivières de sang et des monceaux de cadavres. Il ne faut pas oublier. Il faut commémorer encore et toujours ces périodes de lutte, tant que la bête qui nous tient rivaux au boulet de l'exploitation ne sera pas abattue. Il ne faut pas oublier, jamais, ce que nous souffrons, ce que nous avons souffert, en nous, en nos parents, en nos ancêtres, afin que nos enfants ne partagent pas notre triste sort et que leur vie ne soit pas tissée dans les larmes et dans la souffrance. Il faut se souvenir ; et c'est en se souvenant que nous préparerons l'avenir.

COMMERCE. — Le Commerce est le négoce ou le trafic par voie d'échange auxquels donnent lieu les marchandises, soit entre particuliers, soit entre pays.

Au point de vue économique, il faut distinguer trois sortes de commerce : le commerce de gros, le commerce de demi-gros et le commerce de détail.

Le commerce de gros consiste à acheter aux producteurs de grandes quantités de marchandises pour les revendre, soit en gros, soit à des commerçants de demi-gros ; quelquefois, mais plus rarement à des détaillants.

Le commerce de demi-gros consiste à acheter de grosses quantités de marchandises pour les revendre au commerce de détail, et même directement parfois aux consommateurs.

Le commerce se divise aussi en commerce intérieur et commerce extérieur ou international.

Le commerce intérieur se limite aux échanges dans un même pays. Son chiffre approximatif se mesure par l'intensité du trafic des chemins de fer, des canaux et des routes.

Le commerce extérieur ou international, embrasse l'ensemble des échanges entre les nations différentes (exportation et importation). Il se mesure assez exactement par le contrôle des douanes, au moment du passage des marchandises aux frontières terrestres et maritimes.

Les droits de douane sont destinés soit à protéger les productions similaires du pays, soit à procurer simplement des ressources au Trésor public.

Deux régimes de commerce international s'opposent sans que l'un ou l'autre se soit définitivement imposé : ce sont le *protectionnisme* et le *titre échangeisme*. Le premier est généralement soutenu par les conservateurs de tous les pays, tandis que l'autre a pour champions les libéraux et démocrates sociaux.

Alors que le premier tend à protéger par des droits de douane très lourds l'industrie nationale, le second consiste à laisser le commerce extérieur aussi libre que le commerce intérieur.

Le *protectionnisme* a pour but d'accorder aux produits de l'industrie nationale le monopole du marché intérieur d'un pays, en frappant de taxes plus ou moins élevées les produits de l'industrie étrangère. Ces taxes ont pour objet d'augmenter le prix des produits. Il en résulte que les droits du consommateur se trouvent lésés au profit des fabricants. C'est donc un facteur important de vie chère et aussi de routine. On ne s'étonne pas, dans ce cas, qu'il soit âprement défendu par les conservateurs de toutes écoles.

Le *libre-échangeisme*, au contraire, s'oppose à toute protection de l'industrie nationale, ses partisans admettent que la libre concurrence s'exerce sur le marché international comme sur le marché national.

Ils soutiennent, avec raison d'ailleurs, que l'avantage du consommateur ne doit en aucun cas être sacrifié ou subordonné à celui du producteur. Ils estiment que la population d'une nation ne doit pas être obligée de payer plus cher les produits dont elle a besoin par la seule raison que les fabricants ou producteurs d'un pays sont incapables de soutenir la concurrence de l'étranger. Le *libre-échangeisme* est certainement une forme du progrès, un adversaire intelligent de la routine.

Généralement les pays qui pratiquent le *libre-échange* sont plus riches que les autres et plus avancés scientifiquement et socialement.

Le commerce, intérieur et extérieur, donne lieu à de nombreux actes, dits de commerce. Il a ses juridictions particulières, ses représentations spéciales, ses agents de propagande officiels à l'étranger.

Partout, la loi répute *acte de commerce* : tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées ou transformées ou pour en louer l'usage (fonds de commerce, moyens de transports, etc.) ; toute entreprise de manufactures, de commissions, de transports terrestres, maritimes ou fluviaux ; toute entreprise de fournitures, d'agences, d'affaires, d'établissements de vente à l'encan, de spectacles publics ; toute opération de change, banque et courtage ; toutes les opérations des banques publiques ; toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers ; toute entreprise de construction, tous achats, ventes et reventes de bâtiments pour la majoration ou le transport intérieur ou extérieur ; entre toutes personnes les lettres de change ou remises d'argent ; toutes expéditions maritimes ; tout affrètement ou nolisement, emprunt ou prêt à la grosse ; toutes assurances et autres contrats concernant le commerce de mer ; tous accords et conventions pour salaires et loyers d'équipage ; tous engagements de gens de mer pour le service de bâtiments de commerce.

Le commerce embrasse en somme toute l'activité d'un pays. Il constitue l'ensemble des transactions auxquelles se livrent : négociants, commerçants, industriels, coopératives, banques et transporteurs divers.

Sont réputés *commerçants* tous ceux qui exercent en des *actes de commerce* ci-dessus indiqués et en font leur profession habituelle.

Les commerçants sont obligés de tenir des livres qui sont au nombre de trois : *journal*, *copie de lettres et copie d'inventaires*. Ils payent patente et sont obligés de rendre public leur régime matrimonial. Leurs actes sont réputés *commerciaux* et relèvent, en conséquence, des *Tribunaux de commerce*, qu'ils élisent et dont ils peuvent faire partie.

Il y a dans chaque pays un ministère du *Commerce et de l'Industrie*.

Les attributions de ce ministère sont très variées : la législation des poids, mesures et monnaies, celle de la propriété industrielle et commerciale, l'organisation de la pêche fluviale et maritime, le rôle de la marine marchande, etc.

Ce ministère est assisté :

1° *D'un Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce* qui émet des avis sur les projets de lois relatifs aux tarifs des douanes, sur l'application de ces tarifs, sur le système des encouragements à apporter aux grandes pêches maritimes et à la marine marchande. Il comprend une *Commission consultative permanente* qui donne son avis au ministre toutes les fois que celui-ci ne juge pas nécessaire de consulter le Conseil lui-même.

2° *L'Office National de Commerce extérieur*. — Cet Office, rattaché au ministère du Commerce et de l'Industrie et déclaré d'utilité publique, a pour mission de fournir aux industriels et négociants tous les renseignements commerciaux, les renseignements et statistiques relatifs au développement du commerce extérieur et à l'extension de ses débouchés dans les pays étrangers, colonies et protectorats.

Les correspondants de cet Office portent le titre de *Conseillers de Commerce extérieur*. Ils sont nommés par décrets et choisis parmi les industriels et commerçants jouissant d'une grande notoriété dans les affaires d'importation ou d'exportation.

Le commerce a aussi, et c'est sans doute son institution la plus importante, des chambres spéciales, dites *Chambres de Commerce*.

Les Chambres de Commerce sont auprès des Pouvoirs publics les organes des intérêts industriels et commerciaux.

Elles sont des Etablissements publics et institués par décrets d'administration publique par le ministre du Commerce et de l'Industrie. Les membres de la Chambre de Commerce sont élus par les industriels et commerçants de toutes catégories d'une même région. Il y a aussi des Chambres de Commerce extérieur ou international qui sont composées de représentants élus par l'ensemble des Chambres de Commerce d'un pays.

Ce sont en fait de véritables parlements économiques qui dictent le plus souvent leurs volontés aux Parlements politiques. Cette institution reste sans contre-poids ouvriers, sauf en Allemagne où il existe depuis longtemps des Chambres du travail. C'est le rôle qui incombe aux Bourses du Travail insuffisamment développées.

Tribunaux de Commerce. — Les Tribunaux de Commerce examinent tous les litiges ou différends relatifs aux *actes de commerce*. Ils sont institués par décret en Conseil d'Etat. Ils comportent des tribunaux d'appels où siègent des magistrats dits *consulaires*, élus par les commerçants remplissant certaines conditions, selon les pays.

Par son caractère, son organisation, son pouvoir, le Commerce — et l'Industrie et les Banques — est en fait la seule puissance du pays.

Il est l'expression même du capitalisme. Et si, autrefois, on disait : le Commerce enrichit Carthage, on peut dire aujourd'hui qu'il est la forme d'exploitation de l'ensemble de la population d'un pays par une minorité d'individus sans scrupules. Il permet d'amasser par le

vol des fortunes énormes, de spéculer, d'affamer, de pressurer, au nom de l'ordre, tout un peuple pour la satisfaction d'insatiables appétits. Le commerce va de pair avec la propriété. Comme elle, il est le vol organisé, légalisé ou toléré.

Il ne disparaîtra dans ce qu'il a de mauvais que par la disparition de la propriété dont il est le corollaire malfaisant, après qu'on l'aura remplacé par l'échange national et international, soit en nature, soit en utilisant une base d'évaluation existante et un étalon monétaire de même caractère. — Pierre BESNARD.

COMMISSAIRE n. m. « Il vaut mieux avoir à faire à Dieu qu'à ses Saints » dit un vieux proverbe. Ce proverbe pourrait s'appliquer admirablement au Commissaire de police, qui, bien que placé au premier échelon de la magistrature, n'en est pas moins le plus redoutable et le plus dangereux des fonctionnaires. En apparence ses pouvoirs sont restreints et ses possibilités de nuire assez réduites ; en réalité, ils sont énormes car c'est lui que l'on voit apparaître en premier lieu, lorsque par malheur on se laisse prendre entre les griffes de la « Justice ». Examinons donc quels sont les « droits et les devoirs du commissaire de police ». Laissant de côté ceux d'importance secondaire, nous nous attacherons particulièrement à ceux qui en font de véritables autocrates contre lesquels il est presque impossible de se défendre.

« Ils sont chargés du maintien de l'ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes. Ils ont le soin de réprimer les délits ou les contraventions contre la paix publique, tels que les rixes et disputes accompagnées d'attente dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'Assemblée publique, les bruits et attroupements qui troublent le repos du citoyen ».

Ce n'est déjà pas mal et nous sommes payés pour savoir de quelle façon le commissaire accomplit ce que, par ironie sans doute, on appelle ses « devoirs ». En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et pour maintenir l'ordre, nous assure-t-on, le commissaire de police a le droit de pénétrer dans toutes les assemblées publiques, d'assister à tous les meetings ou conférences et comme c'est lui qui est chargé d'établir le rapport signalant les incidents qui se sont produits au cours de cette réunion, l'orateur et les assistants sont entièrement à sa merci. Que de fois agissant par ordre de ses chefs, et pour se débarrasser d'un militant considéré comme dangereux pour la « sécurité » publique, avons-nous entendu le commissaire de police lui prêter des propos jugés subversifs, alors qu'il était sincèrement démontré que celui-ci ne les avait pas prononcés ! Mais un commissaire de police ne se trompe pas et, étant assermenté, c'est-à-dire que légalement il est incapable d'un mensonge. On sait où tout cela nous entraîne.

« Ils exercent les fonctions de ministère public près le tribunal de simple police, et sont, en cela, de véritables substituts de procureurs généraux. Ils sont tenus, lorsqu'ils sont informés d'un crime ou d'un délit, de dresser des procès-verbaux tendant à constater le flagrant délit ou le corps du délit, encore qu'il n'y ait pas de plainte déposée. Ils peuvent dans ce cas décerner des mandats d'amener et retenir les inculpés à la disposition du procureur dont ils sont les auxiliaires ». Voilà qui est mieux et le commissaire de police peut se vanter d'avoir, avec ses mandats d'amener, qui ne sont qu'une forme modernisée de lettre de cachet, fait d'innombrables victimes. Les révolutionnaires savent, lorsqu'ils sont pris dans une manifestation et qu'ils ont à subir la brutalité de la police, que ce n'est jamais, malgré le témoignage de centaines d'individus, celui ou ceux qui sont responsables, qui sont inquiétés ou arrêtés par le commissaire de police.

Ce n'est pas simplement sur le terrain social ou révolutionnaire que le commissaire de police est un être malfaisant. Il est également chargé de la délivrance des pièces nécessaires à l'obtention d'un permis de chasse, d'un passe-port, de certificats ouvriers ; c'est lui qui a pour fonction d'enquêter sur « l'honorabilité » des habitants de son quartier, et si, pour une raison ou pour une autre, ou encore sans raison aucune, il ne lui plaît pas que vous vous déplaciez, que vous alliez en Angleterre ou en Allemagne, il vous refuse purement et simplement les pièces demandées et vous n'avez qu'à vous incliner. Sur les déclarations fantaisistes ou réelles, de voisins intéressés, il vous permet de travailler ou vous oblige au chômage en fournissant sur votre compte des renseignements presque toujours inexacts et se fait l'auxiliaire de la bourgeoisie en pénétrant dans la vie la plus intime des individus et en dévoilant les secrets de votre existence. En un mot le commissaire est le bras qui exécute la plus basse des besognes pour le compte du capitalisme. Il y a, dans la magistrature, d'autres commissaires encore, mais leurs fonctions tout en étant aussi répugnantes, sont particulières et seront traitées au mot « police ».

Dans certaines organisations on emploie le terme de « commissaires » pour désigner les membres chargés d'assurer lors des manifestations le bon ordre et la discipline et dans certains pays ce mot est synonyme de « ministre ».

COMMUNE n. f. Nom que l'on donne, en France, à une certaine fraction de territoire qui est administrée municipalement par des fonctionnaires recrutés en son sein.

La Commune a son origine dans la lutte contre le servage et au XI^e siècle elle était formée de l'association des habitants d'une même ville désirant se gouverner eux-mêmes et se libérer des violences exercées par les seigneurs. Les communes furent pendant une certaine période soutenues dans leur affranchissement par le pouvoir royal, qui cherchait à amoindrir la puissance des grands barons. Mais une fois que les rois furent victorieux, petit à petit ils enlevèrent aux communes tous les privilèges qui leur avaient été accordés et, sous Richelieu et Louis XIV, toutes les libertés municipales furent abolies au bénéfice du Pouvoir central.

De nos jours il y a en France, exception faite de l'Alsace et de la Lorraine, qui sont gouvernées en vertu d'un statut spécial, 36.000 communes. Elles sont administrées par un Conseil municipal élu au suffrage universel, ayant à sa tête un maire, qui est le premier magistrat de la commune et qui est investi par ce Conseil du pouvoir exécutif, pour tout ce qui intéresse l'intérieur de la commune.

Si, en apparence, la commune est autonome, en réalité elle ne l'est pas et est soumise à l'autorité du Préfet représentant le Gouvernement et qui a la faculté, s'il le juge utile pour maintenir « l'ordre », de révoquer le maire, de lui retirer ses pouvoirs et même de dissoudre le Conseil municipal. C'est fréquemment, et plus particulièrement en période de lutte ouvrière que nous voyons un préfet, agissant sur l'ordre de son gouvernement, prendre entre ses mains la direction de la police et faire violence à la commune qui ne veut pas se soumettre à l'autorité et à l'arbitraire du Gouvernement. En vertu même des principes de centralisme qui régissent les sociétés modernes, la « commune » est écrasée par le poids de l'autorité qu'elle subit. Dans une société organisée selon les règles de la raison et de la logique, la commune libre sera la base de tout régime social. C'est en abandonnant le centralisme et en s'inspirant du fédéralisme que nous arriverons à ce résultat. (Voir *Centralisme et Fédéralisme*.)

LA COMMUNE. n. f. Nous n'avons que des notions rudimentaires sur la préhistoire de l'humanité. Les recherches à ce sujet semblent conclure, — d'où évidemment la légende du paradis, — que pendant des siècles et des siècles les hommes primitifs vivaient relativement heureux dans la promiscuité sexuelle et la communauté de la cueillette et de la pêche.

Mais on ne socialise pas la misère et comme nos ancêtres étaient constamment exposés aux intempéries et aux attaques des bêtes sauvages, l'insécurité et la pénurie créèrent les dieux et la notion anti-sociale du bien et du tien, qui enfantèrent la ruse et la spoliation, le prêtre, le guerrier et le trafiquant et l'homme, tombant plus bas que les bêtes féroces qui le guettaient, se fit anthropophage.

Notre humanité, qui a mis des centaines de milliers d'années pour se dégager lentement et péniblement de l'animalité a à peine soixante siècles d'existence consciente derrière elle. Son histoire positive ne remonte guère qu'à la première Olympiade qui date de l'an 776 av. J.-C.

Depuis cette période, dite historique, trois phases caractérisent, à travers d'innombrables déchirements et des cruautés inouïes, la marche ascendante de notre espèce :

1° L'esclavage ou la libre et absolue possession du producteur par celui qui l'emploie.

2° Le servage. Il n'est qu'une légère atténuation de l'esclavage antique car il consacre encore la possession conditionnelle du producteur, agricole surtout, par son maître. Le servage, forme économique de la féodalité, n'a cédé la place qu'après quatre ou cinq siècles de luttes au salariat.

3° Le salariat. Ce dernier date seulement d'une centaine d'années et est la liberté théorique du producteur de disposer de sa personne.

Mais pratiquement cette liberté se réduit pour l'immense majorité des travailleurs à mourir de misère et d'inanition si les détenteurs des instruments de production n'ont pas besoin de la force cérébrale et musculaire du salarié et non-possédant.

Ce qui distingue le travailleur moderne de son aîné, le serf du moyen-âge et l'esclave de l'antiquité, c'est que sa liberté personnelle a accru son sentiment de dignité et sa capacité de révolte. Mais matériellement et par suite sous bien des rapports moralement l'ouvrier de nos jours est et restera esclave de fait aussi longtemps que subsistera le divorce entre le producteur et l'instrument de production, c'est-à-dire aussi longtemps que la matière première, sol, sous-sol et les forces productrices, usines, ateliers, fabriques, etc., etc., au lieu d'être la propriété indivise du genre humain, continueront à être possédés par une minorité de parasites et de maîtres.

Nous constatons qu'aussi bien dans les périodes cosmogoniques et géologiques, qui ont précédé l'apparition de l'homme sur la terre, que dans celles qui marquent les différentes étapes que l'humanité a parcourues depuis qu'elle est arrivée à la conscience d'elle-même, l'évolution progressive s'accroît, — comme les corps qui tombent vers un centre qui les attire, — et devient plus rapide au fur et à mesure qu'elle s'approche du but qu'elle est susceptible d'atteindre.

L'esclavage a mis plus de temps à se transformer en servage que le servage à se transformer en salariat. Nous concluons de là, que le salariat est appelé à disparaître plus vite que les formes économiques et sociales qui lui ont été antérieures.

Déjà les prodromes de sa fin prochaine se multiplient en laissant apercevoir à l'état embryonnaire, les contours que revêtira la société future.

Le capitalisme est son propre fossoyeur. En centu-

plant les forces productives, il a de plus en plus dépossédé de leurs champs et exproprié de leurs outils les cultivateurs et les artisans devenus à leur tour des prolétaires.

Les petites exploitations privées se trouvent pour la plupart entre les mains de quelques bailleurs de fonds et ne sont, en somme, que des intermédiaires chargés de la distribution des produits de la grande industrie.

Les petits propriétaires fonciers ne sont possesseurs que de nom et le lendemain de la Grand Guerre impérialiste de 1914-1919, qui n'a pas encore dit son dernier mot, sonne partout le glas de la petite bourgeoisie et des classes moyennes.

La lutte des classes, guerre constante des pauvres contre les riches, des possédés contre leurs possesseurs, des gouvernés contre les gouvernants, les maîtres, pour plus d'égalité et de liberté, pour plus de bien-être et moins d'autorité est la trame de l'histoire qui explique l'horrible cauchemar au milieu duquel nous nous débattons.

La légende des vaches maigres et des vaches grasses de l'Egypte des Pharaons et des pyramides, l'âpre lutte entre les Plébéiens et les Patriciens et la guerre servile des esclaves conduit par l'impavide Spartacus de la grande mais farouche et cruelle Rome antique, les sinistres bûchers qui éclairaient seuls la nuit opaque du moyen-âge sont les étapes glorieuses et lumineuses parcourues par la Pensée humaine et la Révolte sainte du passé !

Les communes du second moyen-âge étaient des associations formées par les habitants d'une même ville pour se gouverner eux-mêmes et se défendre contre les violences et les exactions des seigneurs féodaux. C'est là que la Révolution de 1789 prit ses racines. Les tentatives de soulèvement qui eurent lieu dans les campagnes furent promptement réprimées. Mais un grand nombre de villes, surtout dans le midi de la France, avaient conservé l'organisation municipale qu'elles avaient eue sous la domination romaine où elles s'administraient elles-mêmes et ne subirent point la souillure de la servitude. Les autres se lassèrent bien vite de l'oppression et opposèrent à leurs maîtres une résistance d'abord passive, ensuite armée. Tel fut le cas, en 1070, pour la commune du Mans.

Généralement les *Communiens* se réunissaient dans l'église ou sur la place publique et se prêtaient le serment, sur des choses saintes, de se donner les uns aux autres foi, aide et force. Par cet engagement la commune était établie et les communiens se formaient en milices et devaient, au signal du beffroi, se rendre en armes sur la place pour défendre leur ville ; ils nommaient des magistrats pour administrer les affaires et les revenus de la cité. Aussitôt la conjuration formée, si le seigneur ne l'acceptait pas, la guerre commençait entre lui et les communiens. Ceux-ci étaient-ils vainqueurs ? Ils forçaient le baron à leur octroyer une charte qui contenait surtout des règlements relatifs à la vie civile, aux libertés de l'industrie, à la sécurité des biens et des personnes.

Dans cette lutte entre les communiens et la féodalité, la royauté seconde, pendant un certain temps, la bourgeoisie — ou plus exactement la classe moyenne, car la bourgeoisie au sens que les socialistes donnent à ce mot n'existe que depuis l'ère capitaliste — pour contre-balancer la puissance des hauts barons. Mais lorsque les rois furent vainqueurs de la féodalité ils reprirent un à un tous les privilèges, une à une toutes les franchises accordées aux villes. Richelieu et Louis XIV achevèrent de confisquer, au profit du despotisme, toutes les libertés.

Du 14 juillet 1789 au 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), la Commune de Paris absorba presque toute

la puissance politique. Son histoire est un miroir fidèle de l'histoire de la Révolution, dont elle fut la crête de la gigantesque vague révolutionnaire qui déferla sur la France, le Sinaï, pour parler avec Victor Hugo, bien plus que la Convention de la pensée et de l'action iconoclaste de l'époque, de cette époque unique, qui après avoir proclamé les *Droits de l'Homme et du Citoyen*, nous a laissé par le *Manifeste des Egaux* son testament : la réalisation de l'égalité de fait.

D'abord constitutionnelle, sous l'administration de Bailly, l'homme de la Constituante, ensuite franchement démocratique avec Danton pour substitut, la Commune se fit, le 10 août 1792, montagnarde et, dominée ensuite de plus en plus par les sections révolutionnaires de la capitale elle devint, après la grande lessive de septembre, l'âme même de la République et de la Révolution en inscrivant dans l'histoire universelle la plus belle page qui ait jamais illuminé la marche ascendante de l'humanité depuis ses origines. Sa défaite fut la mort de la République et ouvrit toute grande la voie aux saturnales sanglantes du premier Empire et aux monstrueuses ignominies de la terreur blanche.

Mais le temps « ténébreuse abeille, qui fait du bonheur avec nos maux » conspira pour nous et le capitalisme naissant ressuscita le prolétariat, toujours abattu et jamais vaincu. Le voici, en 1831, à Lyon de nouveau debout et le fusil à la main demandant « à mourir en combattant ou à vivre en travaillant », réclamant, en juin 1848, le *Droit au Travail* et préluant ainsi, par ces deux insurrections, à ce que Malon a appelé la troisième défaite du prolétariat, qui fut, en réalité sa première victoire par son lendemain dont l'aurore promise se lève partout.

De toutes les dates qui marquent un effort du peuple pour secouer ses chaînes, une étape du prolétariat dans son long et dur calvaire pour arriver à l'Egalité et à la Justice, le 18 mars 1871 est, sans contredit, une des plus belles et des plus fécondes.

L'héroïque peuple de Paris, en balayant l'ignoble tourbe des traîtres, des capitulards et des assassins monarchistes, ne s'était pas soulevé dans un but égoïste de conquête municipale ou départementale. Il ne s'agissait pas seulement pour lui, comme l'ont prétendu depuis des politiciens aux abois, exploiters du mouvement de la Commune, d'obtenir des franchises municipales plus ou moins étendues et de déjouer le complot monarchiste qui se tramait à Versailles.

Relevant l'étendard des Canuts de Lyon de 1831 et des combattants de juin 1848, le prolétariat parisien lutta pendant 70 jours pour l'affranchissement complet, définitif de tous, pour la République égalitaire et sociale.

Comme Fernand Cortez brûlant ses vaisseaux, les fédérés portèrent une main hardie sur l'édifice séculaire de la servitude et de la faim, rompant d'une façon irrémédiable avec l'odieux passé monarchique, clerical et bourgeois.

L'abolition de la conscription et la suppression de l'armée permanente, la guerre à mort déclarée à l'Eglise, la guillotine brûlée en place publique, le retour au calendrier républicain de 93 et un commencement de justice rendu au monde du travail, attestent la victoire du prolétariat contre la bourgeoisie, du peuple contre ses maîtres.

Certes les réformes opérées sur le terrain économique par la Révolution du 18 mars étaient absolument insuffisantes, tout à fait au-dessous de ce qu'il était permis d'attendre d'elle.

Au lieu de s'emparer révolutionnairement des millions entassés dans la Banque de France qui auraient suffi, à eux seuls, pour assurer la victoire, au lieu de procéder à l'expropriation générale des patrons et des propriétaires au profit de la Commune, le pouvoir révolu-

tionnaire se contenta de prélever une somme dérisoire sur la Banque pour rémunérer les gardes nationaux, d'interdire les amendes et les retenues dans les ateliers et les administrations ; de décréter la suppression du travail de nuit dans les boulangeries et d'ordonner que les ateliers abandonnés, par les patrons, soient, après enquête et réserve faite des « droits » des dits patrons, attribués aux associations ouvrières pour en continuer l'exploitation.

Néanmoins, nous ne croyons pas qu'il faille trop tenir rigueur à la Commune de ses fautes et de ses faiblesses.

Abandonnée à ses propres ressources, séparée du reste de la France par deux armées ennemies, la situation dans laquelle elle se débattait, était désespérée, sans issue.

Contraint à une lutte qu'il n'avait pas cherchée sitôt, le parti socialiste proprement dit qui ne formait que le quart des membres de la Commune, n'avait pas eu le temps d'organiser les forces populaires et de donner au mouvement parisien une impulsion consciente. De là ses tâtonnements, ce vague dans les aspirations économiques. Tous les combattants voulaient l'Egalité par l'universalisation du pouvoir et de la propriété (proclamation de Pascal Grousset), mais on recula devant la mise en pratique.

Certaines mesures de la Commune étaient cependant empreintes d'un véritable esprit socialiste. De ce nombre il faut notamment citer le décret accordant une pension de 600 francs à la femme *légitime ou non* du fédéré tué devant l'ennemi et une pension de 365 fr. à chaque enfant *reconnu ou non* jusqu'à l'âge de 18 ans.

La Commune, en mettant sur un pied d'égalité la concubine et l'épouse, l'enfant légitime et l'enfant naturel, portait un coup mortel à l'institution religio-monarchique du mariage et jetait ainsi le premier jalon d'une modification profonde de la constitution oppressive de la famille actuelle.

En rompant en visière avec les pratiques de la vieille morale spiritualiste faite de souffrances et d'iniquités, la Révolution du 18 mars donnait à la femme les mêmes droits civils et moraux qu'à l'homme et effaçait à jamais la flétrissure infligée aux enfants nés en dehors du mariage.

Le déboulonnement de la colonne Vendôme fait aussi foi du même esprit socialiste. Cette mesure, tant reprochée aux fédérés par la bourgeoisie européenne, est une des plus pures gloires de cette sublime révolte populaire dont elle atteste le caractère véritablement démocratique et humanitaire.

En renversant la colonne impériale, symbole de prostitution monarchique et de conquête guerrière, la Commune affirmait, en face des armées versaillaises et allemandes, son amour de la paix, la solidarité et la fraternité de tous les peuples ; sa haine des rois et des tyrans.

Aussi, les victimes de l'exploitation capitaliste et de la tyrannie gouvernementale de partout, comprirent-elles la portée internationale de la Révolution du 18 mars. L'idée qu'elle a semée a germé et muri.

Pendant les deux mois que la Commune avait été maîtresse absolue de Paris, pas un viol, pas un vol, pas un meurtre n'avaient souillé la vie publique de la métropole. La prostitution et le crime s'étaient enfuis à Versailles avec le gouvernement et les représentants de l'aristocratie, leurs protecteurs et complices naturels.

La Commune ne procéda à l'exécution d'*aucun* représentant de l'ordre capitaliste et le décret sur les otages, qui lui a été si ni aisement reproché par des sentimentalistes imbéciles ne doit être envisagé que comme une mesure de légitime défense.

Venant après le double assassinat de Duval et de Flourens, il eut le mérite de mettre un frein à l'égor-

gement systématique des prisonniers faits par Versailles.

Les Versaillais, une fois entrés dans Paris, ne tinrent aucun compte de la modération excessive avec laquelle le peuple vainqueur avait traité ses ennemis.

Jamais ville conquise n'eut un sort aussi terrible que la capitale. Dans la semaine qui suivit le 21 mai et que le peuple a si justement nommé la *Semaine sanglante*, les massacres de Scylla et les atrocités de la Saint-Barthélemy furent surpassées. Tous les crimes, toutes les horreurs et toutes les monstruosité du moyen-âge reparurent à la surface. Le triomphe du peuple avait fait peur à la bourgeoisie, et la bourgeoisie se vengeait d'avoir eu peur dans le sang des prolétaires.

Durant sept jours, une soldatesque ivre d'absinthe et grisée par la poudre, massacra tout ce qui lui tomba sous la main. Les maisons furent fouillées depuis la cave jusqu'au grenier.

Le moindre soupçon de sympathie pour la Commune entraînait une mort certaine. Le port d'une blouse pouvait devenir un arrêt fatal. Quant aux membres de la Commune qui tombèrent entre les mains des vainqueurs, leur affaire était réglée d'avance : on les tuait sans autre procédé. Tel fut le sort de Raoul Rigault et de Varlin.

Il suffisait même d'une vague ressemblance avec un personnage qui avait joué un rôle plus ou moins important dans l'insurrection pour être aussitôt passé par les armes.

C'est ainsi que périrent plusieurs citoyens pour avoir eu un faux air de Vallès ou de Billoray.

Le docteur Tony Moilin, qui n'avait jamais pactisé avec la Commune, fut exécuté uniquement pour ses opinions socialistes et pour avoir fondé une bibliothèque populaire.

Sur sa demande — pourquoi m'arrêtez-vous ? — L'officier qui conduisait les soldats chargés de l'arrêter, lui répondit sèchement : « Vous êtes un socialiste, il faut se débarrasser des socialistes lorsque l'occasion s'en présente ».

Millière qui, lui non plus, n'avait jamais fait partie de la Commune, fut aussi fusillé sommairement pour l'excellente raison que ses écrits avaient déplu au général Cissey et avaient fait couler des larmes de rage au faussaire Jules Favre. Le titre de représentant du peuple, qui rendait Millière inviolable aux yeux de la loi bourgeoise, ne put le sauver de cette fin tragique. Son assassinat sur les marches du Panthéon prouve une fois de plus que la classe dirigeante et dévorante, si respectueuse de la légalité lorsque cette légalité sert à combattre ses ennemis, n'hésite pas un instant à la fouler aux pieds quand son intérêt le commande.

Le chassepot n'allant pas assez vite en besogne, les Mac-Mahon, les Vinoy et les Gallifet installèrent des mitrailleuses dans les principaux quartiers de Paris pour procéder à l'exécution en masse des fédérés. Les femmes et les enfants ne furent pas plus épargnés que les hommes, et le hideux marquis de Gallifet acquit une sanglante célébrité par le massacre des vieillards, auquel il présida à la caserne Lobau.

Le vieux républicain Delescluze, la droiture faite homme, tomba place du Château-d'Eau face à l'ennemi. Paris était littéralement à feu et à sang, plus de 25.000 fédérés jonchaient le sol, la mitrailleuse régnait en souveraine...

Ce n'est qu'après ces assassinats innombrables, perpétrés sur les défenseurs de la République Sociale, que quelques citoyens suivis par une foule exaspérée, se saisirent des otages. Quatre-vingt capucins, agents des mœurs, mouchards et autres bandits, tombèrent sous le feu des balles révolutionnaires.

La responsabilité de ces exécutions incombe toute en-

tière à Thiers, qui avait refusé de livrer Blanqui en échange des otages.

Néanmoins, nous sommes, pour des raisons de défense humaine, loin de répudier la tardive explosion de colère populaire qui se fit jour à cette époque, et nous considérons, comme hautement symbolique la fin tragique de Darboy, Jecker et Bonjean, ces trois représentants d'un régime de boue et de sang. Nous estimons en outre que le peuple a bien fait de renverser la colonne impériale, de brûler les palais de ses rois et de détruire les tabernacles de la prostitution monarchique.

Les révolutions ne se font pas en gants glacés et avec l'eau de rose. Une société qui ne vit que par des moyens répressifs et l'exploitation éhontée du prolétariat, ne peut être, hélas ! changée que par la force mise au service du Peuple et de l'Égalité sociale.

Si la Commune de Paris avait eu davantage conscience de cette vérité, elle aurait pris au collet la bourgeoisie par la main-mise sur la Banque de France et l'humanité n'aurait, peut-être, pas eu à enregistrer la plus épouvantable hécatombe de Républicains et de Communeux qui fut jamais :

30.000 fusillés, 42.000 arrestations, 13.700 condamnations, dont la plupart à vie, tel fut le bilan de la vengeance bourgeoise contre le Peuple de Paris, qui avait voulu poser les premiers jalons d'une société égalitaire assurant à tous, par le travail affranchi, le droit au bien-être et au savoir...

Plus d'un demi-siècle a passé sur ces événements tragiques.

D'autres plus tragiques et angoissants ont inondé l'Europe de boue et de sang.

La Guerre Mondiale, LA SCÉLÉRATE GUERRE IMPÉRIALISTE POUR TUER LE RENOUVEAU SOCIAL, a désaxé notre planète par ses 12 millions d'hommes fauchés à la fleur de l'âge et ses 40 millions de victimes.

La formidable Révolution Russe a allumé dans le cœur des spoliés et des sacrifiés une immense lueur et une grande espérance... mais la reculée du temps ne s'est pas faite sur elle d'une façon suffisante pour dire notre dernier mot et nous craignons d'être injustes en clamant nos déceptions... et nos craintes.

Partout la contre-révolution, qui veut nous ramener au moyen-âge, s'arme pour le combat décisif, car elle sent que la Révolution de demain, la plus profonde depuis les temps historiques, ne peut plus se contenter de demi-mesures.

Elle devra faire table rase du passé et labourer profond afin de mettre tout à sa place.

La planète et ses forces productives à ceux qui les font valoir, c'est-à-dire à l'universalité des êtres humains.

Les produits fécondés par la science et d'une abondance presque illimités à la libre disposition des consommateurs.

Elle libérera aussi l'amour des tyrannies polygamiques et monogamiques en faisant de la femme l'égal de l'homme et de la mère le pivot du groupe affectif.

Elle répartira le travail, devenu attrayant, entre les adultes des deux sexes, majeurs dès la puberté et travailleurs jusqu'au retour d'âge.

Et elle réconciliera enfin l'homme avec la nature et avec lui-même et nos destinées seront accomplies.

Les hommes seront devenus des dieux et Dieu et le Diable seront morts et enterrés. — Frédéric STACKELBERG.

LA COMMUNE (Histoire de), 18 mars-29 mai 1871. — On connaît peu, même en France, l'histoire de « la Commune ».

En principe, et surtout dans les bourgades rurales, la population n'a de « la Commune » qu'une vague impression d'insurrection, de pillage, d'incendie, de violence meurtrière. Dans les centres importants et dans

les agglomérations ouvrières, où la propagande socialiste, syndicale et anarchiste a plus ou moins profondément pénétré, on parle de « la Commune » avec un certain respect et l'opinion publique, longtemps égarée par la presse conservatrice, est parvenue à une appréciation plus saine de ce grand fait historique.

A Paris, à l'exception des milieux qui, systématiquement et par un instinct de classe, condamnent et haïssent tout ce qui vient du peuple, de la démocratie ou des classes laborieuses, le souvenir de la Commune provoque les plus ardentes sympathies et, dans le monde socialiste et révolutionnaire, l'enthousiasme le plus vif.

Chaque année, dans la seconde quinzaine de mai, le souvenir de « la Semaine Sanglante » est commémoré et c'est par dizaines et dizaines de milliers, que les manifestants défilent devant le Mur contre lequel, adossés, acculés, brûlant leurs dernières cartouches, tombèrent héroïquement les derniers combattants de « la Commune ».

A l'étranger, on connaît moins encore cet événement de grande importance et celui-ci n'évoque quelque intérêt et ne suscite quelque émotion que dans les très grandes cités où les Partis socialistes, les organisations syndicales et les groupements anarchistes ont des adeptes assez nombreux.

L'existence de la Commune fut extrêmement brève : elle naquit le 18 mars 1871 et mourut le 29 mai de la même année ; elle n'a donc vécu qu'un peu plus de deux mois. Ce ne fut pas, à l'origine, un mouvement révolutionnaire. Le peuple de Paris venait de subir un siège long et douloureux. Toutes les privations, tous les deuils, toutes les angoisses, toutes les souffrances que peut connaître une population enfermée, durant plusieurs mois, dans un cercle de fer et de feu, lui avaient été imposés par un gouvernement militaire dont l'impéritie avait été si manifeste que, à diverses reprises, les assiégés avaient eu l'impression qu'ils étaient trahis.

Profondément patriotes, les habitants de Paris avaient été extrêmement mortifiés de la débâcle de l'armée française au cours de la guerre de 1870-71, qui n'avait été qu'une série de défaites à plate couture ; de plus, les mêmes individus : généraux, diplomates, membres du Gouvernement, qui avaient solennellement juré de mourir plutôt que de se rendre, venaient de signer une paix que les patriotes estimaient honteuse ; enfin, il était visible que le Gouvernement à la tête duquel était l'exécration Thiers, ancien ministre de la monarchie de juillet, intriguait pour restaurer l'Empire, qui, le 4 septembre 1870, s'était écroulé sous le mépris public.

C'est dans ces conditions que Thiers, chef du pouvoir exécutif, résolu et donna l'ordre de désarmer ce Peuple de Paris qui paraissait déterminé à défendre la République et dont l'irritation n'était pas sans lui inspirer de vives inquiétudes.

L'ordre fut donné de reprendre à la Garde Nationale les quelques canons qu'elle avait encore sur la butte Montmartre. Cet ordre mit le feu aux poudres en portant à l'exaspération le mécontentement populaire. Le 18 mars, un combat s'engagea entre la Garde Nationale et les troupes régulières. Pris de peur, le Gouvernement quitta Paris et se réfugia à Versailles, emmenant avec lui les troupes régulières et se plaçant sous la protection de celles-ci. Aussitôt, le Comité central de la Garde Nationale proclama l'indépendance de la Commune de Paris et lança une proclamation invitant les autres villes de France à en faire autant.

Le 26 mars, le Gouvernement de la Commune fut élu et décida de soutenir contre le Gouvernement résidant à Versailles, une lutte sans merci.

De son côté, le Gouvernement de Versailles prit ses dispositions pour étouffer l'Insurrection. Tout d'abord, il sollicita et obtint de l'état-major prussien l'autorisa-

tion de porter à cent mille hommes, puis à deux cent cinquante mille, ses effectifs militaires. Et, à partir du 2 avril, les hostilités commencèrent et se poursuivirent, entre Paris et Versailles. Malgré un héroïsme vraiment incomparable, les troupes parisiennes ne cessèrent d'être défaits et décimés.

Le 21 mai, l'armée de Versailles entra dans Paris, grâce à la trahison. Quartier par quartier, rue par rue, et, on peut le dire, mètre carré par mètre carré de terrain, les Fédérés résistèrent à l'envahissement. Mais écrasés par le nombre, l'outillage de guerre et les forces qui leur étaient opposés, ils furent vaincus, en dépit d'une vaillance extraordinaire et d'un combat grandiose.

Ce fut, de la part des vainqueurs, le point de départ de la répression la plus atroce, la plus implacable qu'eût enregistrée l'histoire. Les documents officiels accusent trente-cinq mille personnes fusillées sommairement. Des enfants, des femmes, des vieillards, furent sauvagement maltraités, sans interrogatoire, sur un simple soupçon, une dénonciation, une parole, un geste, un regard, pour l'abominable satisfaction de faire couler le sang, d'exterminer une race de révoltés et de servir d'exemple. Ce fut une incroyable orgie de meurtre, dont on ne peut, sans frémir, lire le récit.

Telle est, résumée dans ses grandes lignes, l'histoire de « la Commune ».

L'opinion la plus répandue et qu'ont tenté d'accréditer les historiens bourgeois du Mouvement Communaliste de mars-mai 1871, c'est que cette Insurrection a succombé sous le poids de ses propres excès.

De toutes les appréciations auxquelles puisse donner lieu « la Commune », celle-ci est incontestablement la plus inadmissible.

Non ! Bien loin que ce soit de ses excès, c'est, au contraire, de ses timidités, de sa modération, de son manque de résolution, de fermeté et d'audace que « la Commune » est morte.

Le Gouvernement de « la Commune » voulut être un gouvernement comme tous les autres : légal, régulier, respectant lui-même et forçant le peuple à respecter les institutions établies. Il fit de la générosité, de l'humanisme, de la probité. C'est ainsi qu'il fit porter à Versailles, c'est-à-dire chez l'ennemi, sous escorte imposante, l'argent de la Banque de France. C'est ainsi qu'il manifesta, en toutes circonstances, un respect inimaginable de la Propriété et de tous les privilèges capitalistes. Il se flattait de rassurer par cette attitude, le Gouvernement de Versailles et de l'amener de la sorte à composition.

Il est équitable de reconnaître que le Gouvernement de « la Commune » était composé des éléments les plus divers et que, exception faite d'une petite minorité, représentant le Blanquisme et l'esprit de l'Internationale des Travailleurs, les membres de ce Gouvernement étaient imbus des principes d'Autorité et de Propriété et, au surplus, n'avaient aucun programme s'inspirant d'une Idée maîtresse, d'une Doctrine directrice.

Pour tout dire, les chefs de « la Commune » : tous d'un patriotisme ardent, la plupart foncièrement républicains et quelques-uns seulement socialistes, n'eurent pas conscience de ce qu'ils auraient dû faire pour tenir tête à la racaille gouvernementale qui, de Versailles, commandait à la France entière, après avoir eu soin d'isoler Paris.

D'une part, les insurgés du 18 mars perdirent un temps précieux au jeu puéril d'élections régulières, alors qu'ils auraient dû organiser, sans perdre un jour, la vie économique de la Capitale dont la population était déjà épuisée par les rigueurs d'un siège prolongé.

D'autre part, ils auraient dû mettre la main sur le trésor enfermé dans les caves et les coffres de la Banque de France, confisquer les biens mobiliers et immobiliers

des rentiers, propriétaires, industriels, commerçants et autres parasites et cette confiscation eût été d'autant plus facile, que la plupart de ces parasites, cédant à une frousse intense, avaient fui précipitamment Paris tombé au pouvoir des insurgés.

Ils auraient dû, enfin, répondre coup pour coup aux attaques des Versaillais, tenter l'impossible pour briser le cercle infernal dans lequel Thiers s'efforçait de les emprisonner, prendre et appliquer des mesures propres à semer la panique dans les rangs de la réaction versaillaise et à faire naître l'enthousiasme et la confiance dans la conscience des déshérités.

Malgré ses erreurs et ses fautes, « la Commune » a laissé dans l'histoire révolutionnaire de l'humanité une page lumineuse, pleine de promesses et d'enseignements.

Diverses décisions et plusieurs tentatives sont remarquables et à retenir tant en raison de la pensée qui les a inspirées que des indications qu'on en peut tirer.

Je citerai deux de ces tentatives, empreintes d'un caractère révolutionnaire.

La première est du 20 mars 1871 : c'est l'acte par lequel Paris s'affirme commune libre et convie les autres villes de France à se constituer, elles aussi, en communes indépendantes. Il faut voir là un premier jalon de la Révolution future : l'abolition de l'Etat centralisateur et omnipotent, la Commune devenant la base de l'organisation fédéraliste se substituant au centralisme d'Etat.

La seconde est du 16 avril. C'est un décret dont voici le texte : « Considérant qu'une grande quantité d'ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigeaient, afin d'échapper aux obligations civiques, sans tenir compte des intérêts des travailleurs, et que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs compromise « la Commune » décrète que les Chambres syndicales ouvrières dressent une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire des instruments de travail qu'ils renferment, afin de connaître les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers par l'association coopérative des travailleurs qui y sont employés. »

On a fait du chemin depuis le 16 avril 1871 et il est permis de taxer ce décret d'excessive timidité et modération. Il est évident que de nos jours, une insurrection victorieuse, disons mieux : la Révolution sociale n'aura pas la naïve faiblesse de procéder par voie de décret. Elle prendra possession brutalement et sans formalité des instruments de travail, des matières premières et de tous les moyens de production dont auront été dépossédés les détenteurs capitalistes ou que ceux-ci auront eu « la lâcheté » d'abandonner.

N'empêche que, dans ce décret — si modéré, si timide qu'on le trouve et qu'il soit — il y a la proclamation du droit — et je dirai même du devoir — qu'ont les producteurs de s'emparer sans autre forme de procès, de la terre, de l'usine, du chantier, de la manufacture, de la gare, du bureau, du magasin, en un mot de tout ce qui représente, à un titre quelconque, la vie économique dont ils sont les animateurs, les facteurs et les auxiliaires indispensables et souverains.

Organisation politique ayant comme base le noyau communal et comme méthode le fédéralisme.

Organisation économique reposant tout entière sur la production assurée et administrée par les travailleurs eux-mêmes, ayant mis la main sur tous les moyens de production, de transport et de répartition.

« La Commune », il est vrai, n'a pas réalisé ces deux points fondamentaux de toute transformation sociale véritable ; mais elle en a donné l'indication précieuse,

essentielle et elle a, de cette façon, été une ébauche de ce que doit être, de ce que sera la Révolution sociale de demain.

Je ne veux pas terminer cet exposé trop court sans rendre hommage à la vaillance héroïque avec laquelle, jusqu'à la dernière minute, se sont battus les défenseurs de « La Commune ». Même à l'heure où tout espoir de vaincre était perdu, même à la tragique minute où ils savaient qu'il ne leur restait plus qu'à succomber, ils ont fait le sacrifice de leur vie, sans hésitation et le front haut, en regrettant la mort de « la Commune » plus que la leur.

Si les révolutionnaires et anarchistes se jettent, le jour de la Révolution, au cœur de la lutte, avec la même ardeur, avec la même farouche résolution, avec la même inébranlable détermination de vaincre ou de mourir, il n'est pas douteux que rien ne leur résistera. — SÉBASTIEN FAURE.

COMMUNISME (LE). n. m. Le Communisme — qu'il faut se garder de confondre avec « le Parti Communiste » — est une doctrine sociale qui, basée sur l'abolition de la propriété individuelle et sur la mise en commun de tous les moyens de production et de tous les produits, tend à substituer au régime capitaliste actuel une forme de société égalitaire et fraternelle. Il y a deux sortes de communisme : le communisme autoritaire qui nécessite le maintien de l'Etat et des Institutions qui en procèdent et le communisme libertaire qui en implique la disparition.

Le premier se confond avec le collectivisme (voir ce mot), le second n'est autre — plus spécialement sur le terrain économique — que l'Anarchisme. La plupart des personnes qui se réclament de l'esprit anarchiste sont communistes.

Dans une motion adoptée à l'unanimité par les anarchistes, réunis en Congrès, du 11 au 14 juillet 1926, à Orléans, on lit ceci : « Les anarchistes groupés au sein de « l'Union Anarchiste de langue française » se déclarent et sont communistes, parce que le Communisme est la seule forme de Société assurant à tous, sans aucune exception et, notamment aux enfants, aux vieillards, aux malades, aux moins bien doués physiquement et intellectuellement, une part égale de Bien-être et de Liberté ». Il ne faut pas perdre de vue que si le principe de liberté est le point central de leur doctrine sociale, les Anarchistes, voulant instaurer un milieu social qui assurera à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquate à toute époque, ont conscience qu'ils ne peuvent parvenir à la réalisation pratique de cette volonté qui les anime que par la mise en commun (le Communisme) de tous les moyens de production, de transport et d'échange. Seule, cette mise en commun, placée à la base du régime social, garantira à tous et à chacun le droit effectif et total de participer solidairement et fraternellement à tous les avantages des richesses et produits matériels et des progrès intellectuels et moraux constamment accrus par l'effort commun.

Il y a loin, bien loin, on le constate facilement, de ce Communisme libre, c'est-à-dire anarchiste au Communisme étatique et imposé des Bolchevistes (voir Bolchevisme), de leurs partisans et de leurs imitateurs.

A ce Congrès de l'Union Anarchiste française, tenu à Orléans, du 11 au 14 juillet 1926, certains délégués ont fait observer le discrédit dans lequel est tombé le mot « Communisme » perfidement usurpé et tristement galvaudé par le Gouvernement Bolcheviste et les tenants des divers Partis Communistes organisés nationalement et internationalement. Ces délégués estimaient que cette doctrine social « le Communisme » était à ce point disqualifiée, que, pour éviter toute confusion de principe

et répudier formellement toute promiscuité avec les exploiters et falsificateurs du véritable Communisme, il était préférable que les Anarchistes cessassent de se dire « communistes ». Mais il a été répondu à ces délégués que les mots destinés à exprimer les idées les plus justes, les plus nobles vérités et les sentiments les plus généreux, tels que : liberté, justice, fraternité, paix, amour, ont été, eux aussi, et, plus que jamais, sont détournés de leur signification véritable, perfidement exploités et indignement galvaudés. Et, à la suite d'un échange de vues très approfondi, il a été décidé que, bien loin d'abandonner le Communisme à des Partis politiques qui trahissent celui-ci, les Anarchistes continueront à se proclamer Communistes puisque, seuls, ils le sont réellement, et puisque ceux qui composent « le Parti Communiste » ne le sont pas, soit qu'ils ne l'aient jamais été, soit qu'ils aient cessé de l'être. — Sébastien FAURE.

COMMUNISTE (LE PARTI). n. m. Organisation internationale qui a pour but de remplacer dans le monde entier la société capitaliste où la propriété est individuelle par une société communiste où les produits appartiendront à la collectivité.

Cette société ne peut s'établir que par la révolution ; le parti communiste est donc révolutionnaire. La transition entre le capitalisme et le communisme doit se faire par la *dictature du prolétariat*, dans laquelle les classes ouvrière et paysanne deviennent classes dominantes.

Le succès du communisme assuré, la dictature du prolétariat s'efface ; l'Etat est supprimé comme inutile ; le Gouvernement des hommes est remplacé par l'administration des choses (Lénine).

Le parti communiste est dirigé par un Comité international (Komintern), qui siège à Moscou ; il comporte un présidium composé d'un nombre restreint de personnes et des délégués de tous les pays qui ont un parti communiste.

Le Komintern dirige effectivement les partis nationaux. C'est lui qui donne le thème tactique (thèses) sur lequel devra porter la propagande. C'est lui qui organise les cadres des partis nationaux ; exclue les leaders dont la politique ne lui semble pas conforme à l'intérêt du parti. C'est à lui qu'en appellent en dernier ressort les leaders exclus par leur parti national. Le parti national n'est qu'une section de l'Internationale Communiste.

Parti communiste russe. — Le parti communiste russe a été fondé en 1903 à la suite d'un Congrès national du parti social démocrate. Les minoritaires se groupèrent à part et prirent le nom des mencheviks, c'étaient les moins avancés ; ils correspondaient à peu près au parti socialiste de France. Les majoritaires formèrent le parti bolchevick de (bolche) plus. Ils formaient la gauche du parti.

Avant la guerre le parti communiste était peu nombreux. Son organisation était entièrement clandestine. Ses chefs, Lénine, Zénoviev, etc., vivaient surtout à Londres, Genève, Paris. Ils parvenaient à fonder des petits journaux tels l'*Iskra* (L'Étincelle), qu'ils envoyaient secrètement en Russie.

Contrairement au parti socialiste révolutionnaire, le parti bolchevick n'admettait pas la propagande par les actes individuels de *terrorisme*, c'est pourquoi il semblait, avant la révolution, un parti modéré. Mais il n'en est rien, malgré la violence de leurs moyens, les socialistes révolutionnaires russes ne sont guère plus que des républicains démocrates.

Lorsque les Bolcheviks eurent conquis le pouvoir, le parti communiste devint naturellement nombreux et fort : 600.000 membres en 1921. Les dirigeants pensèrent même que le parti était trop nombreux, ils soupçonnèrent une fraction de ses membres de n'y être entrés que

par intérêt. Ils se livrèrent donc à des épurations et réduisirent les effectifs à environ 300.000. De semblables opérations ont lieu de temps à autre et l'entrée dans le parti communiste russe est difficile. Il faut en général avoir un *passé*, pouvoir prouver qu'on a travaillé à la préparation de la révolution, être allé en prison sous le régime tsariste, etc...

Les jeunes gens qui ne peuvent encore avoir de passé entrent aux Jeunesses Communistes.

Les femmes ont une organisation spéciale avec Comité central. Mme Kollontai a été longtemps la secrétaire générale de cette organisation. Elle l'a quittée pour devenir ambassadrice.

L'organisation des femmes a été instituée pour faciliter la propagande auprès des ouvrières et des paysannes qu'il s'agit avant tout de ne pas rendre hostiles au nouvel ordre de choses. Néanmoins les femmes indépendamment de leurs groupes spéciaux peuvent, aux mêmes conditions que les hommes, entrer dans le parti proprement dit.

L'unité de groupement du parti communiste est la *cellule*. Elle groupe les ouvriers d'un atelier, d'une usine, les employés d'un restaurant ou d'un magasin.

Après la cellule vient le rayon qui comprend un certain nombre de cellules d'une même région. Au-dessus sont les organisations centrales.

Les Congrès ont lieu assez souvent ; néanmoins l'autorité vient d'en haut et non de la masse des militants. Les leaders du parti communiste sont de véritables *chefs* ; ils élaborent les *thèses* qui règlent la propagande et on les impose au nom de la discipline du parti.

Parti Communiste français. — Fondé au Congrès de Tours, en 1920, où s'est effectuée la scission du parti socialiste. La droite composée surtout des leaders, des parlementaires et des intellectuels, a continué l'ancien parti socialiste ; la gauche qui formait la majorité du Congrès, s'est constituée en parti communiste, section française de l'Internationale communiste : S. F. I. C.

Cachin et Frossard, rapportaient de Moscou les 28 conditions d'admission du parti socialiste français dans le parti communiste. Ces conditions visaient à débarrasser le parti du réformisme électoraliste et à en faire un parti d'opposition violente qui préparerait la révolution sociale.

Outre les sections on prévoit la constitution d'organisations *illégal*es où seraient dressées des militants prêts au besoin à l'action violente. Un appareil de propagande clandestine dans l'armée était aussi en projet.

Aux vingt et une conditions, on en ajouta une vingt-deuxième par laquelle les adhérents s'engageaient soit à ne pas entrer dans la franc-maçonnerie, soit, s'ils en faisaient déjà partie, à en donner leur démission.

Le parti communiste russe considère en effet la franc-maçonnerie comme une société où se pratique la collaboration des classes et susceptible de détourner le prolétariat de la révolution.

Beaucoup de militants n'avaient pas adhéré *sincèrement* aux conditions de Moscou. Vieux politiques pour la plupart, habitués des Congrès, des Conseils nationaux, etc., ils espéraient qu'il en serait des vingt et une conditions comme de tant d'autres résolutions ; qu'on les oublierait vite et que le parti communiste pourrait continuer la politique de réformisme et de parlementarisme qu'il pratiquait avant la guerre sous le nom de parti socialiste.

Moscou ne l'entendait pas ainsi. La révolution russe, pour réussir, avait besoin de la révolution mondiale, il fallait donc à tout prix sortir les partis communistes des ornières politiciennes dans lesquelles ils avaient tendance à revenir et en faire des organismes d'opposition révolutionnaire irréductibles aux gouvernements bourgeois.

Le parti russe fit donc savoir sans ambages qu'il entendait diriger les partis communistes du monde entier. La Russie avait la première fait la révolution communiste ; c'était donc à elle qu'il appartenait de commander. Le Komintern n'était plus comme le bureau international du parti socialiste un centre de rapprochement et d'informations, mais un organisme de direction. Les partis nationaux ne devaient plus être, non seulement de nom mais de fait que de simples sections de l'internationale communiste.

Cette prétention de Moscou à la direction effective mécontenta une partie des militants du parti français et le mécontentement s'exprima d'une manière d'autant plus énergique qu'il était surtout le fait des dirigeants du parti ; intellectuels, anciens ouvriers vieillis dans l'administration du parti. Ils arguaient que Moscou était trop loin pour donner des directives. Chaque parti national devait être juge de ce qu'il avait à faire, parce que, seul, il connaissait de manière suffisante la politique de son pays. On cria à la tyrannie, au couvent, à la caserne, etc...

En réalité ce que l'opposition voulait c'était ne pas aller trop à gauche. Elle entendait rester un parti politique et non devenir une organisation de combat. D'ailleurs, l'état d'effervescence des esprits lors des premières années de l'après-guerre s'était calmé partout. Les ouvriers qui avaient accouru en masse (cent mille adhérents) dans les sections communistes, ne reprenaient plus leur carte. L'immense espoir qui les avaient soulevés lors de la prise du pouvoir par les bolcheviks, s'était changé en découragement lorsqu'ils avaient appris que le communisme n'avait pu, en dépit de la domination bolchevique, s'établir en Russie.

À la révolte des leaders français, Moscou répondit par des exclusions. La plupart des orateurs et des écrivains du parti furent exclus ou se retirèrent pour former des organisations dissidentes. Les cadres furent peuplés de nouveaux venus entrés au parti après la guerre, jeunes pour la plus grande part. Des russes suffisamment versés dans la langue française furent envoyés de Moscou pour occuper les fonctions dirigeantes du parti.

Cependant le Komintern comprit qu'il était allé trop loin et qu'il fallait battre en retraite. À l'intérieur cette retraite se caractérisa par la *Nep* (nouvelle politique économique) qui permettait l'industrie et le commerce privés. À l'extérieur elle se caractérisa par le *front unique*. Moscou ordonna aux partis communistes nationaux de se rapprocher des partis socialistes afin de pouvoir faire un *front unique contre la bourgeoisie*.

Cette politique n'eut pas de succès. Les chefs socialistes répondirent par le dédain aux propositions des chefs communistes esclaves de Moscou. Le mot d'ordre fut alors d'aller aux masses par-dessus les chefs ; mais les masses suivaient leurs chefs ; le parti communiste avec ses velléités de violences leur faisaient peur ; la Russie avait cessé de susciter les espoirs ; pour cette fois encore la révolution ne se ferait pas.

Le Congrès de *Bolchévisation* se tint à Lyon en 1924. L'armature du parti fut démolie complètement et le parti français fut organisé à la manière du parti russe : cellules rayons, présidium, etc...

La section qui correspondait à l'arrondissement et était avant la représentation proportionnelle une unité électorale, fut remplacée par la cellule qui organise les ouvriers sur le lieu de leur travail. Les réunions au lieu de se faire le soir après le dîner eurent lieu à la sortie de l'usine.

On développa les groupes de jeunesse ; les groupes de pupilles. Les femmes furent organisées à part et eurent un journal spécial, *L'Ouvrière*.

Le sport ouvrier eut pour mission d'attirer les jeunes gens par l'attrait des exercices de plein air. Le *Secours*

Rouge se donna le but d'aider les militants mis en prison pour la cause communiste.

Enfin on établit des cartes de sympathisants, organisant ainsi une sorte d'anti-chambre du parti pour les personnes qui, tout en ayant l'idéal communiste, ne croyaient pas devoir s'engager dans les liens de la discipline du parti.

Toute cette organisation très bonne en théorie avait le défaut de manquer d'âme. Pour engager résolument le parti dans les voies de la préparation de la révolution, Moscou avait dû exclure toute la droite réformiste. Mais il se trouva que cette droite était formée des hommes les plus intelligents et les plus instruits. On avait « découronné » (Longuet), le parti.

Or, les masses n'étaient pas assez intelligentes pour pouvoir suivre avec persévérance une idée sans des hommes qui l'incarnent. De ces hommes il y en avait bien encore, mais peu.

Les leaders avaient été remplacés par des fonctionnaires, qui, en exposant la doctrine du parti, faisaient avant tout un métier ; la personnalité leur manquait complètement.

Les cellules des grandes usines réussirent assez bien. Mais nombre de petits ateliers ne pouvaient grouper dans la cellule que quelques camarades ; les séances manquaient de vitalité, ils cessèrent d'y venir et les effectifs du parti diminuèrent beaucoup (30.000). À plusieurs occasions (transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, élections) le parti communiste s'est rapproché des autres partis, notamment pour mettre en échec la réaction fasciste.

On peut prévoir qu'un rapprochement plus accentué se fera. Peut-être reviendra-t-on sur la scission du Congrès de Tours pour réunir à nouveau le parti communiste au vieux parti socialiste. — Doctoresse PELLÉTIER.

PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVISATION DU). — Pour débarrasser définitivement le parti de ses tendances parlementaires et lui donner une attitude définitive d'opposition irréductible à tout gouvernement bourgeois, il fut décidé de consacrer le Congrès national de 1924 tenu à Lyon à la *bolchévisation* du parti.

La bolchévisation consista à organiser le parti français à la manière du parti russe.

La section n'était guère qu'un Comité électoral. C'était pendant les élections que se faisait le plus fort recrutement, et nombre d'adhérents qui prenaient leur carte à la faveur de l'agitation électorale, cessaient ensuite de donner signe de vie. Les sections des circonscriptions où le parti avait un élu étaient toujours les plus nombreuses. Nombre de gens y adhéraient sans être nullement communistes, pour le seul avantage de couder un député ou un conseiller municipal dont ils escomptaient des faveurs éventuelles.

À vrai dire le remplacement du scrutin d'arrondissement par la représentation proportionnelle et de l'arrondissement parisien par le *secteur*, avait modifié cet état de choses très sensiblement.

La cellule greffée sur une usine comme un ver rongeur, représentait bien l'opposition irréductible. Le groupe était non plus politique mais de subversion sociale. Dans l'atelier la cellule représentait la révolution et non plus l'élément d'une vague opposition parlementaire.

En entrant dans le parti on ne faisait plus seulement que payer une cotisation et prendre une carte rouge, on avait des devoirs. Devoir de prendre part aux manifestations, devoir de distribuer des tracts, d'amener au parti de nouveaux adhérents, etc... Le secrétaire de cellule, le délégué du rayon, n'étaient plus des mandataires toujours en coquetterie avec leurs mandants, c'était des chefs, il fallait leur obéir.

L'épithète de caserne détachée par les dissidents était un peu justifiée. Le parti bolchévisé prenait de la caserne la brutalité et aussi l'indifférence. L'idéal n'apparaissait plus, masqué par le fonctionnarisme et l'esprit de coterie. Si on avait marché à la révolution, on aurait passé sur tous ces frottements inhérents à toute collectivité, mais la révolution ne se faisait pas.

La bolchevisation, à l'usage, fit voir ses inconvénients. De nombreux camarades que leur genre d'occupation ne permettait pas d'incorporer à une cellule furent rattachés à une cellule composée de camarades de profession différente. Dans certaines cellules, le nombre des rattachés était plus grand que celui des membres réguliers, ce qui faisait que la cellule perdait son caractère d'organisation de combat à l'usine. On créa donc des cellules de un ou de groupes de maisons, c'était revenir à la section. — Doctoresse PELLETIER.

COMPAGNON n. m. (Du latin *Cum* avec et *panis* pain). Etymologiquement le mot « compagnon » veut donc dire qui mange du même pain ou qui partage son pain avec un autre. Mais la valeur du mot s'est sensiblement étendue et à présent il sert à désigner une personne avec laquelle on est en relation assez fréquente sans, pour cela, être liés par l'amitié. « Un compagnon de travail, un compagnon de chantier ou de bureau ». On dit aussi un bon compagnon et un mauvais compagnon. Dans certaines corporations et plus particulièrement dans l'industrie du bâtiment, le mot compagnon, sert à désigner un ouvrier accompli ; l'apprenti prend le nom de « aide ». On dit un ouvrier tourneur et un compagnon maçon. Depuis le XIII^e siècle jusqu'à la révolution française, le compagnon était un ouvrier qui avait accompli un stage de plusieurs années chez un maître en tant qu'apprenti et qui avait justifié ses capacités par la production d'un chef-d'œuvre. C'était parfois cinq et même dix ans qu'il fallait travailler gratuitement pour obtenir le droit de se dire « compagnon ».

La révolution française a aboli le compagnonnage et a donné au travail une certaine liberté ; chacun aujourd'hui peut exercer un métier manuel sans être muni de brevets ou de diplômes attestant ses connaissances. Il n'y a que dans certains métiers d'ordre intellectuel que subsiste une certaine forme de compagnonnage. En exemple on pourrait donner la médecine, la pharmacie, le droit, etc. Tous ces métiers sont considérés comme étant exercés par une élite, appartenant naturellement à la bourgeoisie, et ces corporations sont pour ainsi dire fermées à la classe ouvrière.

Le mot compagnon s'emploie aussi comme synonyme de mari, d'époux. Ces deux derniers mots ont un caractère trop officiel et symbolise tellement l'autorité qu'en vertu de la loi l'homme a le droit d'exercer sur la femme, que dans certains groupements et par un grand nombre d'individus ils ont été totalement abandonnés. On ne dit plus ma femme ou mon épouse, mais ma compagne et mon compagnon. Il est évident qu'il ne suffit pas de changer le mot pour changer la chose et le véritable compagnon ne doit pas l'être seulement dans la lettre, mais aussi dans l'esprit. Il doit considérer sa compagne comme un individu qui a droit aux mêmes libertés que lui, qui est sensible aux mêmes émotions, et qui possède une personnalité propre qui ne doit pas être subordonnée à celle d'autrui. Un véritable compagnon doit être jaloux de sa liberté, mais il doit savoir respecter celle des autres.

COMPARAISON. n. f. Action de marquer la ressemblance ou la différence qui existe entre deux choses. Qu'est-ce que comparer ? « C'est observer, dit Pierre Leroux, alternativement et avec attention l'impression différente que font sur moi deux objets présents ou absents ». Cette observation faite, je juge, c'est-à-dire je

rapporte exactement l'impression que j'aie reçue. Toute assertion sur le rapport des objets entre eux suppose comparaison de ces objets. La comparaison ne consiste pas essentiellement dans l'attention donnée à deux idées, ni dans la perception de l'idée de rapport qui la suit ; elle consiste dans le rapprochement des idées avec l'intention de saisir un rapport... Sans comparaison, pas de jugement. C'est donc une des facultés les plus importantes de l'esprit humain, un des objets les plus intéressants que doive étudier la psychologie ».

Savoir comparer est donc une grande qualité. La comparaison nous permet d'acquérir une quantité de connaissances, et de nous éclairer sur le vif à la lumière des faits. C'est en comparant la richesse des uns et la misère des autres que l'on arrive à cette conclusion qu'il y a un vice de forme dans les sociétés modernes. C'est en la comparant à la tyrannie que l'on aime la liberté, et c'est en rapprochant chaque chose et en établissant la différence, bonne ou mauvaise, qui existent entre elles que l'on arrive à se faire une conception.

Celui qui n'a jamais étudié, qui n'a jamais cherché à connaître et à savoir, qui accepte comme des paroles d'évangile tout ce que lui raconte un personnage qu'il considère comme supérieur ; celui qui ne veut pas se donner la peine de regarder par lui-même et de comparer, est un être borné et étroit sur lequel on ne peut compter en aucune occasion. Ce qui singularise l'individu, ce qui lui donne une personnalité, c'est sa faculté de comparaison, et celui qui en est dénué ne sera jamais qu'un mouton qui légitimera le berger. Ils sont nombreux, hélas ! ceux qui ne veulent pas comparer, et sans doute ne comprennent-ils pas qu'ils sont les meilleurs piliers de la société capitaliste. C'est un long travail qu'ont entrepris les Anarchistes d'ouvrir les yeux aux aveugles pour leur montrer ce qu'ils ne veulent pas voir ; mais chaque jour, un peu plus, la lumière pénètre dans les cerveaux et plus profonde aura été l'obscurité, plus violente sera la révolte lorsque le peuple enfin éveillé comparera son sort à celui de ses maîtres.

COMPARSE n. m. Individu participant à une action, mais n'y figurant qu'au second plan. Autrefois, on donnait ce nom aux personnages qui figuraient dans les quadrilles ou dans les représentations théâtrales sans avoir à chanter ou à parler. Aujourd'hui, on désigne ces personnages par le mot « figurants », et l'on prête au mot « comparse » un sens plutôt péjoratif. « Cet escroc a des comparses. Ce criminel n'a pas agi tout seul, il fut aidé par des comparses. »

COMPATIR v. n., (de *cum*, avec et *patis*, souffrir.) Avoir pitié des douleurs d'un autre ; être touché par les misères et les malheurs d'autrui sans y être directement intéressé. « S'il est vrai que la pitié ou la compassion soit un retour vers nous-mêmes qui nous met en la place des malheureux, pourquoi tirent-ils de nous si peu de soulagement dans leurs misères ? » (La Bruyère). La compassion est peut-être un sentiment qui honore celui qui en est animé ; mais elle ne peut en rien soulager la misère collective, la misère en soi, qui a d'autres causes que la méchanceté des hommes. On peut la mettre, la classer dans le même ordre d'idées que la philanthropie et la charité qui, du reste, prennent leur source dans la compassion.

Compatir aux misères d'autrui est donc inutile ; ce qu'il faut, c'est en rechercher les causes et les détruire.

Il y a quantité de gens qui compatissent à la souffrance du peuple et qui se montrent affligés de la situation précaire qui lui est faite. Les cœurs compatissants soulagent quelques malheureux auxquels ils s'in-

téressent plus particulièrement ; cela change-t-il quelque chose ? Non, absolument rien. A une misère succèdent d'autres misères et aux malheureux d'autres malheureux. On est compatissant par instinct et non par raison, et on se laisse guider par ses sentiments sans se rendre compte que notre sentimentalité nous entraîne à commettre des gestes et des actes qui perpétuent un état de choses qui aurait dû disparaître depuis longtemps.

COMPÈRE n. m., (du latin *cum*, avec et *pater*, père). Se dit d'un individu qui, d'intelligence avec un autre, le seconde pour commettre une mauvaise action ou pour tromper. Dans le langage populaire on appelle ainsi celui qui, « jouant » le client empressé, entraîne le public à acheter la marchandise présentée sur la place ou sur le marché par un camelot. Ces compères-là ne sont pas dangereux, leur « tromperie » est bien inoffensive. Il n'en est pas de même des compères qui opèrent dans les rangs de la diplomatie et de la politique, et leurs arrangements déchaînent parfois des catastrophes. C'est à Poincaré, aidé dans sa sinistre besogne par Iswolsky, son compère, qu'incombe une grande part de responsabilité dans la guerre de 1914. Ces deux « compères », secondés dans leur crime par un troisième filou du nom de Delcassé, ont sur la conscience la mort de millions d'innocentes victimes. « *En fait de gouvernement, il faut des compères ; sans cela la pièce ne s'achèverait pas.* » (Napoléon I^{er}, l'empereur tragique devait en savoir quelque chose.

Grammaticalement « compère » fait au féminin « commère » ; mais ce mot n'est pas employé dans le même sens et a une tout autre signification.

COMPÉTENCE n. f. Au sens juridique, la compétence est la mesure du pouvoir de juger un délit ou un crime. « Ce tribunal n'est pas « compétent » pour cette affaire », c'est-à-dire qu'il n'est pas qualifié pour entendre la cause qui lui est soumise. Au sens général, la compétence est la connaissance, le savoir qui donne à un individu le droit de traiter certaines matières. « Cet homme a une compétence remarquable en astronomie » ; mais il n'est pas « compétent » pour traiter des questions sociales. »

Il y a quantité de gens qui parlent de choses et d'autres, qui traitent de sujets dont ils ignorent totalement la valeur et la portée. C'est le désir de paraître qui les fait agir ainsi. Aux yeux des ignorants, ils peuvent exercer une certaine influence pendant quelque temps ; mais leur « incompétence » éclate bien vite, et ils se dégonflent comme des baudruches lorsque l'on soumet leurs démonstrations à l'analyse. Il est donc utile d'être « compétent » en une matière quand on veut en causer sans paraître ridicule.

COMPÉTITION n. f. Concurrence de plusieurs individus qui désirent le même objet ou qui poursuivent le même emploi ou la même charge. La compétition crée la rivalité entre individus, et cela se comprend. Lorsqu'il n'y a qu'une place à prendre et qu'il se trouve dix personnes sur les rangs pour l'obtenir, lorsque l'on aspire aux honneurs, aux dignités et que l'on constate que d'autres aussi prétendent aux mêmes avantages, on les considère comme des adversaires, et de là à employer des procédés d'une moralité douteuse pour arriver à ses fins, il n'y a qu'un pas.

La compétition est une des conséquences de l'inégalité sociale ; dans une société où tous les individus seront libres et égaux et où les privilèges de toute sorte auront disparu, il n'y aura pas de compétition, et la haine et la jalousie, ainsi que la rivalité entre les humains, auront vécu.

COMPILATION n. f. Action de rechercher dans les ouvrages de divers auteurs, les parties que l'on juge intéressantes à une démonstration et en former un recueil. La compilation est une science ingrate, qui fut attaquée par bon nombre de grands penseurs ou écrivains. Montesquieu, par exemple, fut loin d'être tendre pour les compilateurs ; voilà ce qu'il en pensait : « De tous les auteurs, il n'en est pas que je méprise plus que les compilateurs, qui vont de tous côtés chercher des lambeaux des ouvrages des autres, qu'ils plaquent dans les leurs comme des pièces de gazon dans un parterre ; ils ne sont point au-dessus de ces ouvriers d'imprimerie qui rangent des caractères, qui, combinés ensemble, font un livre, où ils n'ont fourni que la main. » Montesquieu est injuste, et il semblerait que le mot « plagiaire » n'existait pas de son époque.

Ne commettons pas la même erreur, et ne confondons pas le plagiaire et le compilateur ; le premier est méprisable, car il cherche à profiter personnellement du labeur d'autrui ; tandis que le compilateur est utile, puisque, modestement, il recherche ce qui peut être intéressant dans les ouvrages des autres pour en faire profiter la collectivité.

A mesure que nous avançons dans le temps, le bagage des civilisations s'augmente, et il arrivera fatalement un jour où il sera impossible à l'intelligence humaine d'englober dans son ensemble tout l'héritage du passé. Il est donc indispensable de retrancher de la bibliothèque humaine tout ce qui ne présente qu'un intérêt secondaire et de ne conserver que ce qui représente un intérêt général. C'est en cela que consiste le travail de compilation intéressante et féconde. Evidemment, il faut que la compilation se fasse consciencieusement, et que le compilateur ne s'arrête pas à des fadaïses. Sans la compilation, bien des auteurs, des philosophes et des scientifiques n'auraient pu ériger leurs œuvres, et c'est avec raison que Lachatre fait remarquer que Montesquieu lui-même n'aurait pu traiter de l'Esprit des Lois sans la « compilation » des vieux codes.

COMPLAISANCE n. f. Qualité qui consiste à rendre service et à sacrifier un peu de soi-même au bénéfice d'autrui. La complaisance ne doit jamais être intéressée, et il ne faut pas attendre en retour de la reconnaissance. On doit trouver dans la complaisance la satisfaction de son geste ou de son acte, et il est préférable qu'il en soit ainsi, car il est certaines personnes qui abusent de la « complaisance » d'autrui. Quoi qu'il en soit, une personne complaisante est ordinairement d'un commerce facile, et si cette vertu était un peu plus répandue nous assisterions un peu moins aux déchirements des individus.

COMPLEXITÉ n. f. Se dit de ce qui est « complexe », en opposition à ce qui est « simple ». Un nombre complexe est un nombre composé d'unités de diverses valeurs ; exemple : 8 mètres 7 décimètres 5 centimètres. Ce n'est pas seulement dans ce sens arithmétique que ce mot est employé, et l'on s'en sert couramment pour qualifier un individu, un objet ou une idée. Dans ce sens, il a une signification différente et est presque synonyme de « compliqué ». La complexité d'une idée, c'est-à-dire son état, consécutif à la combinaison d'autres idées, est une source de malentendus. Il faut, pour être comprise par tous, qu'une idée soit claire, simple et non pas complexe. On dit aussi qu'un individu a un caractère complexe, c'est-à-dire incompréhensible.

COMPLICITÉ n. f. Action de participer à un acte commis par un autre. Au sens légal, la complicité implique la participation à un crime ou à un délit défendu, et puni par la police ; ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de complicité et de crimes en dehors de

ceux prévus par la loi. Les déchaîneurs de guerre sont honorés et glorifiés, cependant que, de complicité avec les représentants de la ploutocratie, ils commettent les plus horribles crimes à enregistrer par l'histoire ; les policiers et les soldats qui chargent le peuple sont les complices inconscients de la bourgeoisie, et les magistrats qui jugent et condamnent tous ceux qui se révoltent contre l'ordre établi, agissent de complicité avec les représentants les plus autorisés du Capitalisme.

Il est aussi des complicités morales plus difficiles à déterminer au point de vue social comme au point de vue légal. Pourtant nous avons vu que des révolutionnaires furent condamnés pour « complicité morale », et il y a quelques années, afin d'écraser un mouvement de grève, la justice française, au Havre, n'hésita pas à condamner à mort un secrétaire de syndicat auquel on reprochait sa responsabilité morale à propos d'un incident de grève dans lequel on ne pouvait pas l'impliquer de « complicité effective ». Grâce à la protestation énergique de la classe ouvrière, le malheureux ne fut pas exécuté, mais il devint fou, et on peut dire que toute la bourgeoisie est « complice » de ce crime.

Si dans le grand crime social qui se commet chaque jour, les maîtres ne trouvaient pas de complicités dans la classe des esclaves et des exploités, il y a longtemps que les hommes auraient brisé leurs chaînes et vivraient en liberté.

COMLOT n. m. S'entendre en secret avec une ou plusieurs personnes, dans le but de transformer l'organisation sociale ou politique d'un Etat, de changer brutalement de gouvernement en employant d'autres moyens que ceux autorisés par les lois constitutionnelles, de nuire ou d'attenter à la vie d'un monarque, d'un chef de gouvernement, etc., etc...

D'après Lachatre, le complot est « l'ensemble des voies illégales radicalement suivies pour renverser un gouvernement » ; et Lachatre ajoute : « Quand les conspirateurs réussissent dans leur projet, le crime change de nom, le « complot » devient une révolution ; quand ils ne réussissent pas, ils sont punis de mort. Telle est la moralité humaine ».

Le « complot » est un délit condamné dans tous les Etats ; car, quelles que soient les raisons politiques ou sociales qui animent les comploteurs, c'est généralement contre ceux qui détiennent les pouvoirs ou contre des membres influents et représentatifs qu'il est organisé.

Ce serait une erreur de penser que, du fait que les conspirateurs luttent et complotent contre une forme de gouvernement, ils soient déterminés dans leurs actes par un désir de bien-être collectif. La plupart des complots sont d'essence politique, et ceux qui les organisent ne sont conduits que par l'ambition de prendre le gouvernail de la chose publique et de remplacer au Pouvoir ceux qu'ils en auront chassés par la violence. Tel est le cas pour les complots organisés dans certains pays par les monarchistes pour renverser la République, et vice versa. Il est bien entendu que ces gestes de violence politique ne peuvent en rien intéresser les classes opprimées, sinon que dans la mesure où les troubles occasionnés par le Coup d'Etat consécutif au complot lui permettent, à la faveur des désordres, de créer un courant d'opinions déterminant non pas un changement de gouvernement, mais une transformation totale de l'ordre social établi.

S'il est des « complots » qui apeurent particulièrement la bourgeoisie, ce sont ceux que l'on prête, à tort ou à raison, aux organisations d'avant-garde. Cela se conçoit, car si les détenteurs de la richesse sociale savent qu'ils n'ont rien à craindre du changement éventuel de certaines personnalités, dans la direction

d'un Etat, par contre ils sont convaincus qu'une révolution sociale triomphante les dépossédera des privilèges qu'ils détiennent arbitrairement au détriment de la collectivité.

Nous avons vu, et nous voyons encore chaque jour, qu'en Italie, en Espagne, en Pologne, en Bulgarie, etc., etc..., pays continuellement en effervescence, où les politiciens de toutes couleurs se font une guerre acharnée et « complotent » à tour de rôle, les uns contre les autres, pour la conquête de l'assiette-au-beurre, la bourgeoisie s'adapte avec une facilité remarquable et accepte d'être gouvernée par n'importe quel aventurier, à condition, cependant, que celui-ci respecte la propriété privée et ne s'attaque pas à la fortune particulière ; et, malgré les petits ennuis provoqués par sa quiétude momentanément troublée, elle ne proteste jamais avec vigueur contre les coups d'Etat et les complots organisés par les hommes issus de sa classe.

Mais, sitôt que l'on signale un « complot » contre le Capitalisme, ou simplement contre un monarque assassin ayant à son actif des centaines et des centaines de crimes, alors une frayeur sans pareille s'empare de tous les petits boutiquiers, des commerçants, des fonctionnaires, des petits rentiers, de toute cette organisation occulte et basement égoïste, qui est la puissance formidable sur laquelle spéculent l'association de malfaiteurs que l'on nomme « Gouvernement ». Il n'est pas de châtiments assez cruels que l'on ne réclame pour se venger de la terreur que l'on a éprouvée, et ce n'est que lorsque les comploteurs ont été mis dans l'impossibilité de « nuire » que la petite bourgeoisie, conservatrice et réactionnaire, reprend le cours normal de sa vie.

Pourtant, dans les pays où la liberté la plus élémentaire est féroce brimée, où il est impossible aux travailleurs de s'exprimer par l'organe de la presse, où le droit de réunion est interdit, où la dictature règne en maîtresse ; partout où tous les autres moyens se sont manifestés inopérants et où il est indispensable que la Révolution vienne, de son souffle énergique et puissant, balayer l'air pour en chasser les miasmes du despotisme, on ne voit pas quels autres procédés que le « complot », signe avant-coureur des révoltes fécondes, peuvent être employés.

La lutte en plein jour, face à face avec l'adversaire, peut encore se concevoir lorsque l'un d'eux use mais n'abuse pas de sa force, et n'écrase pas l'autre par la violence de son autorité. Et puis, la loyauté n'a jamais été le péché du capitalisme ; nous savons trop ses mensonges pour nous laisser prendre à son cruel sentimentalisme et réprocher le complot comme n'étant pas digne d'hommes sincères et courageux. Lorsque, poussée dans ses retranchements, tremblante de payer pour les crimes accumulés depuis des siècles et des siècles, la bourgeoisie terrifiée dépasse les bornes, étouffe et réprime outrageusement toute protestation émanant des classes opprimées, seule l'organisation secrète peut être efficace, seul le complot peut réveiller le peuple asservi et lui montrer la route de la libération.

Et c'est ce qui explique que les complots s'organisent surtout dans les pays où d'autres formes de lutte sont absolument impossibles.

D'autre part le complot est une arme dont savent à merveille se servir la bourgeoisie et les classes dirigeantes pour écarter de leur route les hommes trop gênants, et longtemps on se souviendra du complot ourdi par le dictateur italien Mussolini, et dont fut victime le député socialiste Matteotti, qui paya de sa vie sa sincérité et son courage. C'est la loi du Talion, brutale et féroce dans sa simplicité ; la bourgeoisie s'est la première servie du « complot », elle en sera victime à son tour. De quoi se plaint-elle ?

La France n'est pas le pays du complot, et les actes commis à diverses époques de l'histoire révolutionnaire moderne, sont l'œuvre d'individualités courageuses qui surent se sacrifier pour une cause ou pour une idée qu'ils considéraient noble et belle ; mais les divers gouvernements qui se sont succédés depuis une trentaine d'années ont toujours, lorsque leur prestige était menacé ou que les difficultés quotidiennes de la vie faisaient gronder la voie du populaire, cherché à se débarrasser des dirigeants du mouvement révolutionnaire, en les impliquant dans d'imaginaires « complots contre la sûreté de l'Etat ».

On se rendra compte des intentions bienveillantes des gouvernants, lorsque l'on saura que les complots politiques, en France, peuvent être punis de la déportation à vie dans une enceinte fortifiée.

Malheureusement pour nos maîtres, ces genres de délit sont de la compétence de la Cour d'assises, où il faut quand même dans une certaine mesure compter avec les jurés qui ne sont pas des magistrats professionnels au service du gouvernement et qui ne sont pas aveuglés et corrompus par leurs fonctions. Les gouvernants ne furent donc jamais bien heureux dans leurs tentatives. D'autre part, comme ces complots n'ont jamais existé que dans les cerveaux atrophiés de ministres en mal de répression, il faut leur donner un semblant de vie, et c'est la police secrète qui est chargée de fournir les premiers documents indispensables à l'action judiciaire. Or, personne n'ignore l'intelligence et la sagacité de la police ; celle-ci ne s'embarrasse pas de préjugés et d'honnêteté sentimentale. Il faut des preuves, des documents. Elle les trouvera, et si elle ne les trouve pas, elle les fabrique ; mais elle les fabrique avec une telle grossièreté, qu'à la première analyse, le juge le plus obtus et le plus attaché par ses fonctions à rechercher les sympathies gouvernementales, est obligé d'avouer le faux et de classer l'affaire. C'est ainsi qu'en France se terminent certains complots contre la sûreté de l'Etat.

Ces supposés complots offrent pourtant certaines satisfactions aux maîtres de l'heure ; c'est de tenir emprisonnés pendant des mois et des mois les militants les plus actifs de la classe ouvrière ; c'est un résultat appréciable dont se contentent probablement nos gouvernants.

A côté de cette comédie — qui serait plutôt une tragédie — il y a la réaction toujours plus arrogante, il y a les monarchistes qui « complotent ouvertement contre l'Etat républicain. Et la République se tait, ce qui démontre suffisamment que République, Réaction, Monarchie, sont trois têtes sous le même bonnet, et que ces trois têtes n'ont qu'un corps : le Capitalisme. Et pour détruire cet animal tricéphale, lorsqu'il deviendra trop dangereux et qu'il voudra encore rogner sur les libertés acquises par des siècles de privations et de lutte, il n'y aura qu'un moyen pour déchaîner et organiser la révolte des opprimés : « Le complot ». — J. CHAZOFF.

COMPREHENSION n. f. Faculté de comprendre, de concevoir. Cette faculté n'est pas donnée à tout le monde, et il est quantité d'idées pourtant bien simples qui restent incomprises de ceux à qui elles s'adressent, parce que ceux-ci n'ont pas la « compréhension » aisée, facile. La faculté de comprendre rapidement n'est pas seulement une qualité qui offre à celui qui la possède une source de satisfactions et de joies, mais au point de vue social, c'est une arme sérieuse. Si les hommes avaient la compréhension de ce qu'est leur force, ils ne resteraient pas courbés sous le joug de l'exploitation et se refuseraient plus longtemps à être des esclaves.

COMPRESSION n. f. Physiquement : action de comprimer, de réduire un corps et d'amoindrir son volume sans lui enlever de sa force, de sa valeur ou de sa qualité. Les corps gazeux sont les plus compressibles. « Toute compression dégage du calorique. On remarque qu'une masse d'air comprimé douze fois par un coup violent développe une chaleur capable d'allumer toute matière combustible. »

La compression offre un intérêt remarquable au point de vue scientifique, et des progrès énormes ont été appliqués, particulièrement en mécanique, grâce aux découvertes des savants.

La « compression », au sens politique, produit des effets diamétralement opposés. Elle encercle dans des limites étroites les libertés chèrement acquises ; elle interdit de se réunir, d'écrire, de parler ; en un mot, elle comprime tout ce qui fait de l'individu autre chose qu'un animal ou une plante. Si en physique la compression provoque l'explosion, il en est de même au sens moral et politique, et le despotisme, c'est-à-dire la compression poussée à son maximum, provoque la révolte et les révolutions. Mais ce sont là des lois que la bourgeoisie veut ignorer. Elle n'y échappera pourtant pas.

COMPROMISSION n. f. Se compromettre, c'est-à-dire entrer dans une affaire, dans une organisation, dans un parti ; participer à une action et s'y mêler de manière à se créer des embarras susceptibles de menacer sa réputation.

La compromission est donc l'action de se compromettre. Les compromissions sont nombreuses, surtout dans le monde politique étroitement lié au monde financier et industriel, qui trouve dans les « représentants » du peuple des agents qualifiés pour soutenir, moyennant salaires, ses intérêts dans les parlements.

Les compromissions de certains ministres ou hommes d'Etat, dans certaines affaires véreuses, ont parfois soulevé des scandales, et nous ont dévoilé les dessous de la politique. Il est peu de parlementaires, quelle que soit leur situation de fortune, qui se refusent à certaines compromissions pour toucher les scandaleux « pots-de-vin » que leur offrent les gros spéculateurs et les gros industriels à la recherche de contrats avantageux et de commandes importantes.

Mais les scandales n'ont pas arrêté les exploits de toute cette canaille qui ne cherche qu'à s'enrichir, pour qui le mandat politique arraché à la naïveté populaire n'est qu'une source de revenus et qui considère que la compromission n'est indécoute que dans la mesure où elle est dévoilée, puisque la fin justifie les moyens.

CONCEPT n. m., (du latin : *conceptus*, conçu.) Si physiologiquement la « conception » est l'action de donner la vie à un être ; philosophiquement, le « concept » est la résultante de la « conception » intellectuelle. Pris dans son sens absolu, le « concept » est une abstraction, c'est-à-dire qu'il se détache de tout ce qui peut être substantiel, pour n'être qu'une opération de l'esprit (voir abstraction). Ce mot est peu employé dans le langage courant du peuple ; toutefois, dans les milieux d'avant-garde, on s'en sert parfois au pluriel « les concepts », en en faisant le synonyme de « conception ». Le terme a cependant une toute autre signification, et il serait préférable de s'abstenir d'en user, à moins de lui donner sa valeur propre et de le ranger à sa place dans le domaine de la philosophie.

CONCESSION n. f., (du latin : *concedere*.) Accorder un privilège ; faire don à quelqu'un de propriétés, de territoires, etc., etc...

Commercialement, administrativement, gouvernementalement, la « concession » est le pouvoir accordé à une personne ou à une société d'exploiter, durant un temps déterminé ou indéterminé, un domaine qui ne lui appartient pas. Naturellement, ce sont toujours les mêmes qui profitent des concessions.

Les domaines d'Etat, les grandes administrations, les exploitations coloniales, sont d'ordinaire cédés à des concessionnaires qui en tirent d'énormes bénéfices, et bien souvent sans avoir même risqué le moindre capital dans l'entreprise qui leur a été concédée. Les chemins de fer, les mines ne sont que des concessions accordées par l'Etat à certains syndicats de financiers et d'industriels. Le public ne tire aucun profit de toutes ces concessions. Une seule et unique concession est accordée au peuple par les gouvernants : c'est celle de pouvoir pourrir et se décomposer après sa mort dans un domaine de l'Etat, le cimetière. C'est ce que l'on appelle une « concession gratuite ».

En rhétorique, la concession consiste à abandonner à un adversaire une partie de la discussion et reconnaître la valeur de certains de ses arguments. « Je vous fais cette concession que la République fut, à ses origines, acclamée par le peuple ; c'est qu'il en ignorait les rouages. » Faire des concessions à un adversaire politique, c'est dans une certaine mesure abandonner le terrain, mais lorsque ces concessions sont loyales et sincères, elles n'entachent pas l'honorabilité et la moralité de celui qui les fait. Il en est autrement lorsqu'un individu se désiste de ses opinions dans un but intéressé. Dans ce cas, la « concession » est blâmable, et l'on ne peut que mépriser celui qui l'accorde.

CONCEVOIR v. a., du latin : *concipere*.) Donner naissance à un être ; se dit en parlant des femmes et des animaux. « Concevoir dans la douleur ; à partir d'un certain âge, la femme ne peut plus concevoir. »

Dans un autre sens : comprendre facilement ; imaginer. « Concevoir un projet ; concevoir du mépris, de l'amour. » Une condition essentielle pour bien concevoir, c'est de se présenter toujours les choses sous les rapports qui leur sont propres (Condillac).

CONCILE n. m. (du latin : *concilium*, assemblée.) Assemblée régulière d'évêques et de docteurs en théologie pour décider des questions de dogme et de discipline. Il y a trois catégories de conciles : les œcuméniques, qui sont présidés par le pape ou par les légats, et auxquels prennent part les évêques catholiques de toutes les nations ; les nationaux et les provinciaux, qui ne réunissent que les représentants ecclésiastiques d'une nation ou d'une province.

Les décisions des évêques, réunis en concile, sont considérées comme émanant de l'Esprit Saint, et c'est ce qui explique cette formule : « Il a semblé bon au Saint Esprit et à nous... (Actes des Apôtres, XV, 28).

Les plus importants des conciles se sont tenus entre le IV^e et le XVI^e siècles et l'influence qu'ils exercèrent fut considérable. C'est en 325 au Concile de Nicée que fut définitivement proclamée la divinité de Jésus Christ. A cette assemblée, Arius, Prêtre d'Alexandrie soutenait contre les théologiens les plus réputés de son époque que le Christ n'était pas Dieu et qu'il n'avait pas toujours existé ; son principal adversaire Saint Athanase soutint la thèse contraire et sortit victorieux. Arius fut solennellement excommunié et c'est sur la dispute de quelques philosophes que, depuis seize siècles,

repose la divinité du Christ. Depuis 1549 il ne s'est pas tenu de concile international et il semble que cette attitude de l'Eglise soit due aux progrès constants de la science auxquels il est difficile d'opposer les lois ridicules et obscures du fanatisme religieux.

L'absence de conciles est un signe des temps et marque un recul de l'Eglise ; de toute évidence la foi disparaît et si les peuples acceptent encore de se courber devant les lois civiles, ils se refusent à la discipline ecclésiastique et ne respectent nullement les règles du droit canon.

Les conciles n'ont donc plus aucune utilité puisque dans le passé on pouvait les considérer comme les Etats Généraux de l'Eglise ; et qu'aujourd'hui celle-ci aime mieux s'abstenir de les convoquer que d'avouer ouvertement son impuissance à faire respecter leurs décisions.

CONCILIATION n. f. Action de rapprocher des personnes séparées par des opinions ou des intérêts différents. « On fait toujours une sottise en rejetant les moyens de conciliation » déclare Rivarol ; cette affirmation est un peu osée. S'il ne faut pas s'obstiner à repousser, lorsque cela est possible, les tentatives d'accord, il est des cas où la conciliation est une concession qui amoindrit l'une des parties.

Lorsque l'on a raison et qu'un adversaire est de mauvaise foi, il est ridicule de vouloir concilier le vice avec la vertu. Nous serions plutôt d'accord avec Massillon qui dit : « que vouloir tout concilier, c'est tout perdre ».

Il est des intérêts qui sont inconciliables, et du point de vue Anarchiste nous considérons que c'est un crime de vouloir concilier ceux de la bourgeoisie avec ceux de la classe ouvrière. Les hommes qui tentent la conciliation de ces deux contraires commettent une profonde erreur et il est regrettable que la classe ouvrière, ou plutôt une fraction de la classe ouvrière consente à collaborer avec ses exploiters dans l'espoir de concilier leurs intérêts communs. Espérons que l'expérience répétée de ces tentatives, et que les échecs successifs qui en résultent ouvriront les yeux de la classe ouvrière et que dans un avenir proche elle saura se libérer des conciliateurs, qui, ne sont trop souvent que des agents conscients ou inconscients du Capital.

CONCLAVE n. m. Réunion des Cardinaux pour l'élection d'un pape. C'est dans un concile tenu à Rome en 1059, et réunissant cent treize évêques que le privilège d'élire le pape fut déferé aux cardinaux. En 1274 au second concile général de Lyon il fut décidé que : « Le dixième jour qui suit la mort du Pape, et le lendemain de la célébration des obsèques, les cardinaux présents à Rome, après avoir entendu en corps la messe du Saint-Esprit, se rendront processionnellement dans le conclave. »

C'est toujours au Vatican que se réunit le conclave et les cardinaux sont, durant toute sa durée, enfermés dans une cellule de laquelle ils ne sortent que lorsqu'un des candidats a la papauté, ayant réuni les deux tiers des voix, est déclaré élu. Avant de voter, chaque cardinal prête ce serment ; je prends à témoin Notre-Seigneur Jésus Christ, qui me jugera, que j'élirai celui que je crois devoir élire devant Dieu. » Ce qui n'empêche pas que l'élection d'un pape est plutôt une bataille politique que se livrent les diverses tendances de l'Eglise catholique, et que les intérêts particuliers ne sont pas sans jouer un rôle dans ces élections. Selon les règlements primitifs, à mesure que se prolonge le conclave, la nourriture des cardinaux doit diminuer, ce qui fait qu'au huitième jour elle ne devrait se composer que de pain et de vin ; comme bien on pense ces règlements ne sont pas appliqués.

Tant qu'un candidat n'a pas réuni le nombre de voix exigé, le vote recommence et les bulletins du vote précédent sont brûlés avec une poignée de paille humide, produisant une fumée guettée du dehors par le peuple, qui connaît ainsi les résultats du conclave.

Il arrive que les cardinaux soient longs à se mettre d'accord sur le nom d'un candidat ; lorsqu'il fallut nommer un successeur au pape Clément XIV, les cardinaux se disputèrent pendant près de trois ans.

De nos jours bien qu'entouré du même cérémonial, le conclave n'est qu'un événement d'ordre secondaire et ne présente pas le même intérêt que dans le passé. C'est une comédie qui se perpétue mais la papauté perd chaque jour de son prestige et elle s'éteindra bientôt, ne laissant derrière elle que le souvenir de ses crimes monstrueux et la stupéfaction d'avoir durant des siècles dominé l'Europe.

CONCLUSION n. f. Fin d'une affaire, d'un livre, d'un exposé, etc., etc... La conclusion de la Paix est l'acte qui met fin aux délibérations entre les belligérants. La conclusion d'un discours.

La conclusion d'un livre, d'un exposé, d'un discours, pour être persuasive doit être une conséquence logique et directe de ce livre, de cet exposé ou de ce discours. Elle doit être une récapitulation du travail présenté, et suffisamment claire, brève et précise, pour laisser à l'auteur ou au lecteur une impression favorable.

Dans le livre comme dans le discours, on doit s'attacher à la conclusion. Un discours sans conclusion est un corps sans âme, une maison sans toit. Certains littérateurs laissent au lecteur le soin de conclure personnellement ; en réalité dans un ouvrage sérieux la conclusion s'impose d'elle-même. C'est différent lorsque au point de vue social on présente au public un sujet quelconque ; il faut conclure sinon on ne produit qu'un travail inachevé et on laisse son auditoire dans l'indécision ; c'est ce qu'il ne faut jamais faire. C'est la faiblesse de quantité de militants de ne savoir terminer un exposé ; cela dénote une lacune car tout homme convaincu et sincère doit pouvoir en tenant compte de ses facultés oratoires ou intellectuelles donner une conclusion aux idées et aux conceptions politiques ou sociales qu'il défend. Si les idées sont claires la conclusion doit être facile ; si elles sont troubles la conclusion présente d'énormes difficultés. Tâchons en conséquence d'avoir toujours des idées claires.

CONCRET adj. (du latin : *concretus*, condensé.) Ce qui est « concret » par opposition « abstrait » (Voir *abstraction*). En chimie les substances « concrètes » sont celles qui sont solides en opposition à celles qui sont fluides. On pourrait donner cette même définition du mot concret lorsqu'il se rapporte aux idées. Une idée concrète est une idée solide qui se rapporte à des substances existant dans la nature, avec les qualités qui leur sont propres.

CONCURRENCE n. f. Le terme « concurrence » étant employé à la fois par les économistes bourgeois et les individualistes anarchistes, il est de toute nécessité de bien définir ce que ces derniers entendent par « concurrence » — d'autant plus qu'ils considèrent la liberté de l'exercer comme l'un des principaux facteurs de la sculpture de la personnalité, du développement de l'être individuel.

Pour les bourgeois, pas de doute, ce qu'ils entendent par « concurrence », c'est une course effrénée vers la richesse, c'est l'écrasement, l'annihilation de tout ce qui fait ombrage aux situations acquises ou volées par les gros privilégiés de l'ordre social, par les monopoleurs ou accapareurs d'envergure, dans tous les domaines de l'activité productrice. Il ne s'agit pas, pour eux, d'affir-

mation de la valeur éthique ou créatrice de l'unité individuelle, d'amélioration de l'aspect ou de la qualité du produit, — mais bien d'un combat, le plus souvent déloyal, entre détenteurs de capitaux-espèces ou outils, entre capitaines d'industrie, combats où vainqueurs et vaincus se servent de l'exploitation des travailleurs pour se livrer bataille. C'est une lutte brutale, farouche, une curée, aucunement un moyen de sélection des plus aptes.

Au point de vue où se situent les individualistes anarchistes, ils font de la concurrence un synonyme d'émulation, de stimulant. Se basant sur la connaissance de la nature humaine en général, de l'être humain, en particulier — l'être humain tel qu'il est et non pas une créature de rêve ou une chimère livresque — ils considèrent la concurrence comme un aiguillon destiné à maintenir en éveil constant la pensée et l'activité individuelles, trop ordinairement portées vers l'indolence ou le sommeil.

Mais leur thèse de la concurrence se conçoit, bien entendu, étant inconnues ou abolies la domination de l'homme par l'homme, ou vice-versa.

Par l'expression « liberté de concurrence », les individualistes anarchistes entendent donc la possibilité absolue d'affirmation ou de manifestation de l'individu, dans tous les domaines et dans toutes les circonstances ; autrement dit, la faculté pleine et entière pour tout être humain, associé ou isolé, de présentation, de diffusion, d'expérimentation, de mise en pratique de toutes conceptions, méthodes — de tous procédés visant ou poursuivant un but analogue ou différent ; ceci, sans avoir à redouter une réglementation ou intervention restrictive ou limitative quelconque s'exerçant au profit d'un Etat, d'un gouvernement, d'une administration, d'une unité humaine quelconque.

Dans la sphère économique, les individualistes entendent spécialement par « liberté de concurrence » la faculté pleine et entière pour le producteur, associé ou isolé, de déterminer, à son gré, son effort individuel ; c'est-à-dire de mettre en œuvre toutes ses ressources d'ingéniosité et de savoir-faire, de faire appel à toutes ses capacités de création ou d'initiative personnelle — sans avoir à se heurter à une réglementation qui limite ou restreigne la confection ou les conditions de sa production.

Les individualistes anarchistes revendiquent, pour le consommateur associé ou isolé, la faculté pleine et entière de comparaison, de choix, de refus, aussi bien en ce qui concerne les utilités de première nécessité qui lui sont offertes ou proposées, que les produits de qualité supérieure ou de confection raffinée. Tout cela sans être exposé à être limité, restreint par une réglementation ou une intervention d'aucun ordre, s'exerçant en faveur de qui que ce soit, institution ou personne.

Les individualistes soutiennent cette thèse que toute entrave à cette faculté ou « liberté » a pour résultat d'accroître l'uniformité. Qui dit uniformité, dit stagnation, soit recul, régression, rétrogradation. Dans tout milieu d'où est exclue la concurrence : d'artisan en évolution vers l'artiste, le producteur rétrograde vers le manœuvre, en involution lui-même vers l'automate — d'appréciateur en évolution vers l'artiste, lui aussi, ou l'amateur, le consommateur involue vers l'absorbant, le gobeur, le bâfreur.

Dans toutes les sphères de la pensée ou de l'activité humaine, l'absence de concurrence produit l'involution de l'œuvre d'art ou du distinct vers le grossier ou le grégaire, du différencié vers l'aggloméré, du conscient vers l'inconscient.

La preuve évidente de la vérité de la thèse énoncée ci-dessus ne nous est-elle pas fournie par les résultats

de la période que nous traversons, où la concurrence est restreinte à quelques monopoleurs et privilégiés, éta-
listes ou particuliers. Le stade actuel de l'évolution his-
torique est remarquable. En effet, par l'existence d'une
espèce humaine en voie de se vêtir, de se nourrir de
la même façon d'un bout du monde à l'autre, de se
loger en des habitations construites en tous lieux sur
un modèle identique, le phénomène caractéristique du
moment actuel, c'est une humanité en voie de penser
d'une même manière sur tous les sujets, d'accepter
une même solution pour tous les problèmes de la vie.
Si on ne réagit pas vigoureusement, les personnalités
tranchées, les tempéraments originaux, les esprits in-
ventifs, les créateurs et les initiateurs deviendront une
exception, une anomalie.

La concentration de la production manufacturée en-
tre les mains d'un petit nombre de détenteurs, le tra-
vail en grandes masses dans les usines immenses et les
fabriques-casernes, la fabrication en série, la concryp-
tion et les armées permanentes font rétrograder l'unité
humaine vers la bête de troupeau : chair à bergers,
chair à dictature.

Plus se réalisera la mainmise des accapareurs, des
administrations sociales ou des Etats sur la gestion de
la production — et plus s'accélérera l'involution de
l'ouvrier vers l'homme-machine, de plus en plus inca-
pable d'un travail autre que la conduite ou la surveil-
lance d'un mécanisme automatique, produisant tou-
jours la même pièce, la même parcelle d'objet.

Il n'y a aucune similitude entre la « concurrence »,
au sens où l'entendent les individualistes, et la « guer-
re ». La guerre est une lutte que se livrent dirigeants,
monopoleurs, privilégiés, accapareurs politiques ou in-
dustriels dont les intérêts n'ont rien de commun avec
le développement ou la sculpture de l'individualité hu-
maine. L'« état de guerre » abaisse l'humain au degré
de souches, d'objet animé réquisitionnable à merci
dans son être et dans son avoir, ne lui laissant aucune
possibilité de résistance ou de protestation contre la
situation qui lui est imposée. C'est, comme on voit,
tout le contraire de « l'état de concurrence ».

L'exercice de la concurrence, au point de vue indi-
vidualiste, est consécutive à la rationalisation de la
production. Là où il y a surpopulation, l'émulation
est illusoire. Ce qui se passe actuellement le démontre
surabondamment : pas de concurrence possible, une
lutte âpre entre appétits et besoins à assouvir, un com-
bat aveugle où la valeur éthique de l'individu et la
perfection du produit passent à l'arrière-plan. Et ce
sont fréquemment les mieux doués cérébralement, les
plus originaux, les plus aptes moralement qui succom-
bent, écrasés, noyés, dans le trop plein d'une médiocra-
tie surabondante.

Ici encore, le dessein de l'individualiste anarchiste
ressort avec toute clarté : le développement de l'unité
humaine — associée ou isolée — porté à son maximum,
de l'unité humaine et non d'une élite de privilégiés
d'une espèce ou d'une autre.

Voilà pourquoi les individualistes ne séparent pas
« l'exercice de la concurrence de la faculté pleine
et entière, pour chaque isolé ou associé, producteur ou
consommateur, de profiter, sans aucune réserve, des
occasions d'apprendre, de connaître, de se perfection-
ner, de disposer du moyen de production, des facilités
de déplacement, de publicité. Une fois pour toutes, pas
de concurrence possible entre le cultivateur, qui pos-
sède de primitifs outils de culture, et le fermier-pro-
priétaire d'instruments aratoires perfectionnés. Celui-ci
est toujours un privilégié par rapport à celui-là.

Tout état de choses, tout milieu individualiste qui
ne garantit pas au moins à l'être individuel l'égalité
au point de départ (et, dans certaines circonstances,

le rétablissement de cette égalité en cours de route) est
impropre au jeu de la concurrence.

Sans la faculté de concurrence entre eux des asso-
ciations, des groupes à effectifs restreints, des isolés,
tendant à une production toujours plus améliorée, per-
fectionnée, raffinée, différenciée, originale, on ne voit
pas bien comment on peut éviter la « dictature »
avouée ou dissimulée, qui tend, elle, et naturellement,
vers l'uniformité, la stagnation, le conformisme. —
E. ARMAND.

CONCURRENCE. Le Larousse nous donne une défi-
nition plutôt brève de ce qu'est la « concurrence ; »
qu'on en juge : Rivalité entre commerçants, marchands,
etc., et c'est tout. En réalité, la concurrence est
autre chose qu'une rivalité entre commerçants ; si elle
n'était que cela, et si ses conséquences n'exerçaient
pas une influence dans tous les milieux, nous laisse-
rions purement et simplement les rivaux se déchirer
entre eux, assistant en spectateurs à la lutte, en nous
gardant de prendre part au conflit. Mais puisqu'elle
est une branche de l'arbre capitaliste et qu'elle marque
une période d'évolution du commerce et de l'industrie,
elle mérite une étude assez sérieuse et peut-être n'est-il
pas inutile de la suivre dans ses diverses manifesta-
tions pour essayer, par son présent, de déterminer son
avenir.

La concurrence est née en Europe à l'époque de l'af-
franchissement des communes, mais ce n'est réellement
que depuis un siècle que, favorisée par l'intensification
de la grosse industrie, due aux applications de la
science, elle a envahi le domaine commercial et s'est,
avec une rapidité inouïe, introduite sur tous les mar-
chés nationaux et internationaux.

Les facilités avec lesquelles on se déplace, l'utilisa-
tion du téléphone et du télégraphe, et, plus récemment
encore, les progrès de la T. S. F., qui permettent de
transmettre, en quelques minutes, un ordre à l'autre
bout du monde, ont transformé le commerce du tout
au tout et, de nos jours, la concurrence n'est pas
une lutte entre petits boutiquiers qui cherchent à ven-
dre à un prix faiblement inférieur un produit de même
nature, mais une guerre entre diverses fractions de
puissants capitalistes, dont le but est de monopoliser à
leur profit tout le commerce et l'industrie mondiaux.

Durant une période assez longue, on a accepté comme
un axiome que la concurrence était un avantage pour
le consommateur, en provoquant une baisse de prix sur
les marchés ; nous verrons, par la suite, que cette affir-
mation ne reposait sur aucune base solide, et qu'au
contraire, elle détermine une hausse constante du prix
de la vie.

Le commerce est un vol autorisé puisqu'il consiste
simplement à acheter un produit au plus bas prix pour
le revendre au plus haut. Un bon commerçant doit
donc posséder l'art d'acheter 10 francs ce qui en vaut
20 et de revendre 20 francs ce qui en vaut 10. Nous lais-
sons aux économistes bourgeois le soin de démontrer
la moralité d'une telle pratique ; mais, quels que soient
les arguments invoqués, ils seront obligés de recon-
naître que c'est là le principe élémentaire qui sert de
base au commerce.

Dans le domaine de l'industrie, le problème se com-
plique, car il entre en jeu un autre facteur : la fabri-
cation, et le manufacturier est obligé non seulement de
se procurer au plus bas prix les matières premières
nécessaires au fonctionnement de son entreprise, mais
encore de déterminer le prix du produit manufacturé
en tenant compte de la main-d'œuvre utilisée pour la
fabrication de ce produit.

Bien que le commerce et l'industrie soient étroite-
ment liés, la lutte sur le terrain industriel est donc
plus ardue que celle menée sur le terrain purement

commercial. D'autre part, le commerce n'est qu'une dérivée de l'industrie et de la manufacture, et c'est particulièrement à la base que se livre la grande bataille de la concurrence. C'est donc la concurrence industrielle que nous allons étudier tout d'abord.

La concurrence, nous dit Lachatre, est « l'acte par lequel plusieurs personnes cherchent à participer aux profits résultant de l'exploitation d'une même industrie ». Nous avons dit, plus haut, que c'est en raison directe des possibilités et des facultés du commerçant ou de l'industriel à se procurer à bas prix les produits indispensables à son entreprise, qu'il pourra concurrencer avantageusement un adversaire. Or, si la définition de Lachatre est exacte, la concurrence repose, à son origine, sur une inégalité, car les chances sont loin d'être égales pour tous les concurrents et, de toute évidence, celui qui possède une grosse fortune est sensiblement avantagé. La loi défend, nous dit-on, la concurrence déloyale; il est pourtant difficile de concevoir la loyauté d'un commerçant ou d'un industriel qui oppose à son concurrent ne possédant que dix mille francs une fortune de un million. Sa loyauté nous paraît semblable à celle d'une troupe de guerriers qui, armée de fusils et de mitrailleuses, s'attaquerait à une autre troupe, armée simplement des lance-pierres préhistoriques utilisés par David contre Goliath. En conséquence, nous nous trouvons, en raison même de l'évolution de la concurrence, en présence de quelques groupes ou syndicats qui détiennent toute la richesse sociale et qui se combattent pour écouler leurs produits, rester les maîtres du marché et imposer leurs prix.

Étudions, premièrement, les résultats de la concurrence nationale et nous envisagerons plus loin ceux consécutifs à la concurrence internationale.

« La guerre de la concurrence se fait à coups de bas prix », nous dit Karl Marx; cela ne veut pas dire que la concurrence détermine les prix les plus bas. Évidemment, c'est celui qui vendra le meilleur marché qui aura le plus de chance d'attirer la clientèle; mais les procédés employés pour obtenir ce résultat sont tels que, loin d'abaisser les prix possibles de vente, la concurrence les augmente. Du reste, s'il en était autrement, la vie diminuerait chaque jour, le phénomène qui se produit est tout à fait contraire.

Pour plus de clarté dans la démonstration qui va suivre, nous simplifierons le problème en ne présentant le marché que concurrencé par deux adversaires.

Supposons deux industriels possédant une fortune d'égale valeur, disposant du même outillage et fabriquant le même produit. En se procurant les matières premières aux mêmes conditions, le prix de revient du produit manufacturé sera inévitablement le même. L'industriel n'a donc d'autres moyens à sa portée, s'il veut lutter contre son concurrent, que de spéculer sur la main-d'œuvre de ses ouvriers en abaissant leurs salaires; ou d'exiger d'eux une production supérieure durant un même nombre d'heures de travail. L'abaissement des salaires a une limite, car il faut que le producteur ait, tout de même, la possibilité de satisfaire ses besoins les plus élémentaires et ceux de sa famille. C'est donc sur la production intensive que le manufacturier peut espérer obtenir des résultats. Cette production intensive est le premier inconvénient de la concurrence, et la première victime en est le travailleur. Si la surproduction réduit le prix de revient d'un produit manufacturé, par contre, lorsque le capitaliste considère que son accumulation de marchandises est momentanément suffisante, il arrête sa production. Marx nous enseigne que: « Le système tout entier de la production capitaliste

repose sur le fait que l'ouvrier vend sa force de travail comme marchandise et que, comme du papier-monnaie n'ayant plus cours, l'ouvrier devient invendable sitôt que la surproduction permet au capitaliste de se passer de ses services. L'inondation du marché par la main-d'œuvre inoccupée provoque donc fatalement une offre supérieure à celle de la demande et fait baisser le prix des salaires.

La main-d'œuvre est peut-être la seule marchandise sur laquelle peuvent jouer l'offre et la demande. Dans le commerce, le capitalisme provoque la demande lorsqu'il veut faire hausser les prix; sur le terrain du travail, cette possibilité n'est pas permise au prolétaire puisque ce dernier, s'il veut vivre, est obligé de vendre sa marchandise travail au jour le jour.

Nous voyons donc que la surproduction est nuisible à tous les points de vue, et, cependant, elle n'est que la première des conséquences de la concurrence.

Il arrive que les circonstances ne se prêtent pas aux exigences de la concurrence et que les travailleurs se refusent ou de surproduire ou d'accepter une diminution de salaires, et l'industriel doit avoir recours à un autre procédé: la fraude, qui consiste à employer dans la fabrication d'un objet des matières premières de qualité inférieure; si, dans le premier cas que nous signalons, l'industriel vole le producteur, dans le second, il vole le consommateur.

Nous avons dit plus haut que le commerce était le vol autorisé. Le commerçant n'a donc aucune raison de se gêner et les divers moyens précités sont employés par tous ceux qui pratiquent le commerce ou l'industrie. Aucun scrupule ne peut animer celui qui accepte de vendre le plus cher possible une marchandise et qui ne consent à baisser ses prix que dans la mesure où il y est contraint par la concurrence.

Lorsque l'on a usé du vol, on peut user du mensonge, et c'est en vertu de cette logique toute commerciale que, dans le jeu de la concurrence, entre la publicité. Si, dans sa simplicité, la rivalité entre deux commerçants ou industriels peut amener une baisse dans le prix de vente d'une marchandise, la publicité agit dans un sens inverse et fait hausser, dans une proportion plus grande le prix des marchandises. On se demande avec stupeur, en lisant son journal et en constatant la place qui y est réservée à la publicité, en contemplant les murs des villes et des villages recouverts d'affiches multicolores vantant la qualité d'objets les plus divers; on se demande, disons-nous, de combien le commerçant ou l'industriel est obligé de majorer les prix d'origine, pour arriver à récupérer les sommes fantastiques englouties par les contrats de toutes sortes et le battage organisé en faveur des produits offerts au consommateur.

Il est donc démontré que la concurrence sur le terrain national produit des effets contraires à ceux que le consommateur pouvait en espérer, puisqu'elle provoque le chômage, la baisse des salaires, la cherté de la vie, et la mauvaise qualité des marchandises.

Ainsi, dit Sébastien Faure: « La concurrence jette les uns contre les autres les capitalistes de toute taille, de toutes nations, de toutes races. Dans ce choc violent sans cesse répété et qui, chaque jour, devient plus violent, les vaincus sont de plus en plus nombreux et ce n'est qu'en piétinant sur des cadavres s'amoncelant sans trêve ni merci, que les « Fives-Lille » et les « Creusot », pour l'industrie en France, et les « Louvre » et les « Bon Marché » pour le commerce parisien et même français, peuvent donner à leurs propriétaires ou actionnaires les bénéfices qu'ils attendent.

« Le champ de bataille jonché de morts et de mourants reste donc à ceux qui disposent des bataillons

les plus nombreux, des engins les plus terribles, des moyens de transport les plus expéditifs, des munitions les plus abondantes ; or, sur le champ de bataille de la concurrence, les munitions, les moyens de transport, les engins destructeurs et les bataillons, c'est l'agglomération ouvrière, c'est la condensation industrielle et commerciale, c'est enfin la concentration des capitaux de toutes natures.

« Et, maintenant, est-il besoin de se demander quels seront fatalement les vaincus de cette lutte à outrance ». (Sébastien Faure, *La Douleur Universelle*, page 178.)

Certains esprits naïfs s'imaginent, malgré tout, que la concurrence pourrait être une source de profits et d'avantages pour le consommateur si des mesures étaient prises pour éviter la spéculation et soutenir le commerçant « honnête ». On a préconisé l'intervention de l'Etat, l'imposition de certains prix pour des matières de première nécessité, etc. Toutes les tentatives ont échoué lors de leur application et il n'y a pas lieu de s'en étonner. L'erreur consiste à vouloir considérer la concurrence comme une cause, alors qu'elle n'est qu'un effet.

Quant au commerçant « honnête », si, toutefois, nous voulons accepter cet euphémisme, nous allons étudier sur le vif quelle peut être son influence, en signalant un fait caractéristique qui s'est produit en Angleterre — mais qui aurait tout aussi bien pu se produire ailleurs — vers la fin de 1918.

Le gouvernement anglais avait fait une commande de plusieurs centaines de milliers de mètres de toile, à divers tisseurs de la Grande-Bretagne. L'ordre avait été passé, mais le travail n'avait pas été commencé lorsque la guerre prit fin. Cette toile, destinée à l'aviation de guerre, devenait inutilisable pour le gouvernement, et ce dernier demanda aux tisseurs de bien vouloir annuler la commande ; les tisseurs refusèrent, déclarant que l'ordre avait été régulièrement passé et accepté et qu'en conséquence, il serait exécuté. En passant, quoique ce soit hors de la question, soulignons le patriotisme de ces gros industriels.

Le travail fut donc exécuté et, quelques mois plus tard, les tisseurs proposèrent au gouvernement de lui vendre, avant sa livraison, la toile qu'ils venaient de fabriquer, au huitième de sa valeur. C'était une opération fructueuse de racheter un franc ce que l'on venait de vendre huit, alors que les marchandises n'étaient même pas sorties des magasins. Le gouvernement refusa et les toiles furent livrées.

Un an environ s'écoula, et, un matin, la presse annonça à ses lecteurs qu'un riche Anglais, récemment débarqué d'Amérique, venait d'acheter comptant, au gouvernement, près d'un million de mètres de toile provenant des stocks de guerre, et que cette toile allait être offerte au public à moitié prix de sa valeur marchande.

Cette toile, qui souleva de l'autre côté de la Manche, un flot d'indignation lorsqu'on apprit sa provenance et le marché odieux qui avait été précédemment proposé au gouvernement par les fabricants, ne fut jamais mise en vente aux conditions indiquées ci-dessus. Elle fut vendue au prix du cours et en voici les raisons :

Tous les tisseurs anglais s'associèrent contre la « brebis galeuse » qui voulait ignorer les lois de la solidarité commerciale, et la menacèrent, « dussent-ils perdre tous les bénéfices réalisés durant la guerre, et qui s'élevaient à plusieurs centaines de milliers de livres », de jeter sur le marché de la toile de qualité supérieure et à un prix plus avantageux, toile qui aurait été vendue à perte par les fabricants, mais qui aurait empêché l'écoulement de celle fournie par

le gouvernement. Et devant cette menace que les gros industriels britanniques n'auraient certainement pas hésité à mettre à exécution, le commerçant « honnête » se courba pour ne pas être écrasé. Tels sont les effets de la concurrence. Et aucune force politique ne peut empêcher ces faits de se produire. La concurrence est une force économique et c'est sur le terrain économique qu'il faut la combattre.

Nous avons dit, en traitant du « capital » que l'unité du capitalisme n'était qu'apparente (Voir Capitalisme), et que la division régnait au sein de cette classe. En effet, lorsque tous les terrains nationaux ont été explorés par les capitalistes, ceux-ci vont chercher à l'étranger d'autres filons à exploiter. Il se crée alors de nouvelles compétitions et de nouvelles concurrences.

Nous savons que pour se garantir de la concurrence étrangère, le capitalisme national exige des gouvernants qui ne sont au pouvoir que pour défendre ses intérêts, l'imposition de droits de douane sur les marchandises ou objets manufacturés qu'ils ne peuvent pas fournir à prix égal ou inférieur. D'autre part, il est indispensable à certaines nations d'exporter leurs produits en surabondance, si elles ne veulent pas être acculées à la misère et à la faillite. Or, les deux actions ne s'accordent pas et lorsque des droits de douane prohibitifs viennent protéger des marchandises de source nationale, ces marchandises ne peuvent pas être concurrencées par les produits de provenance étrangère et l'on peut dire que le marché national est fermé aux articles frappés par la douane.

Exemple ; Supposons que la fabrication d'une paire de chaussures revienne, en France, à 50 francs ; et que l'Angleterre, en raison de divers facteurs, puisse fabriquer ces chaussures pour 30 francs. Immédiatement, elle inonde le marché et l'industrie française de la chaussure n'arrive plus à écouler ses produits. Pour empêcher ce fait de se produire et assurer au capitalisme national les bénéfices qu'il réclame, les chaussures de provenance anglaise seront donc imposées d'un droit de douane d'au moins 20 francs, et si le capitalisme est satisfait de cette mesure, le plus clair de l'histoire c'est que les chaussures seront vendues au moins 20 francs de plus qu'elles devraient l'être en réalité.

Cela ne se passe pas cependant aussi simplement qu'on pourrait le croire, et il est des pays pour qui l'exportation est l'unique source de vie et qui n'accepte pas de se courber devant les exigences d'un capitalisme national. Chaque fraction du capitalisme en lutte, se défend par l'intermédiaire de son gouvernement et la concurrence de nation à nation est l'unique cause des négociations interminables qui se poursuivent depuis des années et des années. Le Capitalisme international cherche un terrain d'entente, et lorsque les intérêts particuliers n'ont pu se concilier autour du tapis vert de la diplomatie, alors on donne la parole au canon et c'est la guerre fratricide, criminelle, monstrueuse qui est chargée de régler le différend.

Voilà à quoi aboutit la concurrence. Les guerres coloniales n'ont également pas d'autres origines, et de l'étude de la Société capitaliste nous avons la ferme conviction qu'il ne peut en être autrement, tant que tous les rouages n'en auront pas été détruits et que les richesses sociales resteront détenues par une poignée de privilégiés.

Qui donc, aujourd'hui, en dehors de celui qui en profite, est assez fou pour trouver dans la concurrence, un phénomène utile à l'intérêt, au bien-être collectif ? Personne. Le commerce, la concurrence, le mili-

tarisme, le Capital en un mot, doivent disparaître et ils disparaîtront « crevant d'obésité ».

Par quel facteur nous remplacerons la concurrence? Par la solidarité. Le Dantec peut dire que : « La biologie ne nous apprend que la nécessité de la lutte, et la noble utopie de justice, pour être ancrée dans la mentalité de l'homme, n'a pas de fondement scientifique » ; nous pensons que si la justice est en effet une utopie dans une société reposant sur l'autorité, que si l'égalité est un rêve lorsque, seule, dispose de la richesse sociale une minorité de parasites, la justice et l'égalité peuvent devenir une réalité lorsque les hommes enfin libérés du joug économique qui les écrase, n'auront plus à craindre la misère et la famine engendrés par le commerce et la concurrence.

Pour terminer, empruntons la conclusion de Pierre Kropotkine à son livre *la Conquête du Pain* :

« Pouvant désormais concevoir la solidarité, cette puissance immense qui centuple l'énergie et les forces créatrices de l'homme, — la société nouvelle marchera à la conquête de l'avenir avec toute la vigueur de la jeunesse.

« Cessant de produire pour des acheteurs inconnus, et cherchant dans son sein même des besoins et des goûts à satisfaire, la société assurera largement la vie et l'aisance à chacun de ses membres en même temps que la satisfaction morale que donne le travail librement choisi et librement accompli, et la joie de pouvoir vivre sans empiéter sur la vie des autres. Inspirés d'une nouvelle audace, nourris par le sentiment de solidarité, tous marcheront ensemble à la conquête des hautes jouissances du savoir et de la création artistique.

« Une société ainsi inspirée n'aura à craindre ni les dissensions de l'intérieur, ni les ennemis du dehors. Aux coalitions du passé elle opposera son amour pour l'ordre nouveau, l'initiative de chacun et de tous, sa force devenue herculéenne par le réveil de son génie.

« Devant cette force irrésistible, les « rois conjurés » ne pourront rien. Ils n'auront qu'à s'incliner devant elle, s'atteler au char de l'humanité, rouler vers des horizons nouveaux, entr'ouverts par la Révolution sociale ». — J. CHAZOFF.

CONCUSSION n. f., (du latin : *concussio*.) Exaction commise par un fonctionnaire profitant de sa position pour percevoir des droits supérieurs à ceux prescrits par la loi.

Bien que cet acte indélicat soit considéré comme un crime et puni comme tel par la justice bourgeoise, on peut dire que ce ne sont pas les rigueurs de la loi qui effraient les concussionnaires. Chaque administration a les siens, et ce n'est pas dans la classe inférieure des fonctionnaires qu'il faut les chercher, mais parmi ceux qui occupent une place plus ou moins élevée sur l'échelle de la hiérarchie. Du reste, cela s'explique assez facilement, car lorsque par hasard les concussionnaires de haut grade sont pris entre les griffes de la justice, ils bénéficient toujours de l'indulgence des tribunaux ; et comment en serait-il autrement, puisque la magistrature n'échappe pas à la règle générale de la concussion et que certains magistrats pour augmenter leurs revenus, n'hésitent pas à spéculer sur leurs fonctions ?

Un conseiller municipal déclarait qu'un celui de ses confrères parisiens qui ne gagnait pas cent mille francs par an était un imbécile.

Peut-on avouer plus cyniquement que l'on vend son mandat et qu'il y a toujours quelqu'un de prêt à l'acheter ?

Il n'y a pas grand chose à faire contre la concussion en particulier. Tant qu'il y aura des fonctionnaires qui auront, de par la forme de société à laquelle ils sont attachés, la possibilité de se servir au détriment des

autres, la concussion existera. C'est l'arbre qu'il nous faut abattre si nous voulons que la sève ne monte pas pour nourrir les branches ; et c'est une rude besogne à laquelle doivent s'atteler tous les hommes de cœur.

CONDAMNATION n. f. Décision judiciaire par laquelle un tribunal contraint un individu à se soumettre et à subir une peine qui lui est infligée, en vertu de l'application de la loi.

Une condamnation est toujours arbitraire et ridicule. Arbitraire, parce qu'il n'appartient à personne, le droit de juger son prochain ; et ridicule, car il est impossible de déterminer la somme de souffrance et de peine qui peuvent réprimer un crime ou un délit.

Il est vrai que la loi bourgeoise prétend ne pas s'inspirer du talion, et que son désir n'est pas d'infliger au coupable une douleur égale à celle subie par sa victime, mais de rappeler à celui qui enfreint la loi, l'observation de ses devoirs sociaux ; elle ajoute que l'isolement du reste du monde est salutaire au coupable et que la réflexion et la méditation le guérissent de l'envie de fouler à nouveau les lois de la « Justice ».

Or, il a été maintes et maintes fois démontré que les condamnations à une détention plus ou moins longue, ne guérissent pas un coupable et que, bien au contraire, une fois subie, la première peine était suivie d'autres délits et d'autres peines, et que par conséquent les bienfaits de la condamnation ne se manifestaient jamais.

Il y a diverses catégories de condamnations ; d'abord celles de droit commun et celles d'ordre politique. Les unes comme les autres sont infligées en vertu d'infractions à la loi bourgeoise, et c'est ce qui explique que les prisons ne sont peuplées en majorité que par de pauvres bougres, car ceux qui détiennent, ne serait-ce qu'une parcelle du Capital, ne subissent jamais de condamnations criminelles ; il leur arrive parfois d'encourir des condamnations civiles, qui ne sont jamais bien pénibles.

Dans le domaine du droit commun, la condamnation recrute ses victimes parmi les « voleurs », les « meurtriers » et encore parmi les ouvriers en révolte, qui, en vertu des libertés républicaines, se permettent de descendre dans la rue pour réclamer leur « droit à la vie ».

Dans sa brochure « Pourquoi j'ai cambriolé », Jacob souligne que celui qui possède la fortune n'a jamais besoin d'user de procédés illégaux pour arriver à vivre, et que par conséquent il ne peut jamais être condamné comme voleur. En effet, on ne s'explique pas pour quelles raisons M. de Rothschild ou M. Loucheur iraient cambrioler. Il en est de même pour le meurtrier, qui, deux fois sur dix, a le vol pour mobile ; quant aux meurtres passionnels, qui ont quelquefois pour théâtre le terrain de la bourgeoisie, on connaît l'indulgence des tribunaux vis-à-vis des inculpés. Pour les grèves, ce sont encore les ouvriers qui en sont les victimes, et c'est sur eux que retombent toutes les responsabilités. On peut donc conclure en disant que ce n'est jamais la classe privilégiée qui subit les condamnations, mais les hommes issus de la classe opprimée.

Quant aux condamnations politiques, il arrive de temps en temps un accident aux représentants de la bourgeoisie, mais c'est excessivement rare, et en général ce ne sont que les révolutionnaires de gauche qui peuplent les prisons.

La condamnation est donc une arme bourgeoise, inutile en soi, car elle ne change absolument rien et ne maintient même pas l'ordre bourgeois, et son unique utilité serait peut-être de nourrir une armée de parasites qui ne sauraient que faire si on leur retirait le pouvoir de condamner.

CONDUITE (ligne de) n. f. L'homme est un animal complexe et, jeté dans la vie, il se perd parfois dans le tourbillon social ; arraché de droite et de gauche, il cherche sa voie et il lui arrive de traverser son existence sans la trouver. Incapable de prendre une décision, s'attachant à des niaiseries sans apercevoir les faits importants qui illustrent chaque jour l'histoire des sociétés, il est perdu dans le monde et dans les idées, subit l'influence des uns et des autres sans prendre de décisions propres et particulières ; en un mot, il est égaré et ne sait pas ce qu'il veut et ce qu'il peut. C'est un homme faible qui n'a pas de « ligne de conduite ».

Un homme fort doit se tracer un chemin. La ligne droite est le chemin le plus court d'un point à un autre. Il faut prendre la ligne droite si l'on ne veut pas se perdre dans les broussailles de la vie, et c'est ce que peu d'individus font en réalité. Il faut évidemment chercher sa voie, ne pas partir aveuglément ; mais une fois trouvée, une fois que l'on a la conviction d'être sur la bonne route, l'hésitation est un mal qui détruit tous les effets d'une inspiration heureuse et rend inutile toute l'énergie que l'on est à même de dépenser.

L'individu vient au monde chargé des vices et des tares de l'hérédité ; sitôt que sa raison est susceptible d'absorber quelque nourriture, il est accaparé par une société qu'il n'a pas conçue, qui lui applique ses lois, bonnes ou mauvaises, qui lui enseigne sa morale et qui cherche à en faire sa chose ; s'il est d'esprit assez éveillé, il regarde, il observe, il analyse et cherche à se détacher de ce milieu qui veut le comprimer ; mais, dans une certaine mesure, il lui est impossible de ne pas subir l'influence du milieu.

S'il se laisse attacher et accaparer par ce milieu, c'est un homme perdu qui ira grossir le rang du troupeau, incapable de penser et juger par lui-même ; il deviendra une chose qui, associée à d'autres choses semblables, lui fermeront « la chose publique » qui se laisse gouverner par les coquins et les voleurs.

Renan nous dit : « La moindre action moléculaire retentissant dans le tout, et l'homme étant cause au moins occasionnelle d'une foule d'actions moléculaires, on peut dire que l'homme agit dans le tout d'une quantité qui équivaut à la petite différentielle qu'il y a entre ce qu'est le monde avec la terre habitée et ce que serait le monde avec la terre inhabitée. »

Et Renan a raison. Bien que l'homme soit déterminé, et en conséquence irresponsable, il lui incombe cependant, et aussi faible soit elle, une part de responsabilité dans tous les événements qui se déroulent, et si nous nous plaçons au point de vue social, c'est de sa ligne de conduite que dépend la transformation continue de la société.

Certes, il est bien difficile de définir ce que devrait être la ligne de conduite de chaque individu, surtout si nous nous plaçons sur le terrain philosophique, où nous sommes obligés de reconnaître que le bien et le mal n'existent pas. Pourtant, si nous nous plaçons sur le terrain de la sociologie, nous pouvons nous permettre de faire une petite entorse à l'absolu philosophique pour discerner — sans pour cela légitimer la répression quelle qu'elle soit — le bien du mal.

Considérons donc comme bien tout ce qui est utile à la collectivité et à l'individu, et mal tout ce qui est néfaste à l'une et à l'autre. Peu-être, de cette façon, sera-t-il possible de rechercher quelle doit être la ligne de conduite de l'individu.

Les Anarchistes veulent transformer le milieu social actuel, qu'ils considèrent comme mauvais. Plus que tous les autres, il est donc indispensable qu'ils aient une ligne de conduite conforme à leurs aspirations. On ne peut concevoir, par exemple, un individu luttant ou plutôt critiquant la forme d'exploitation actuelle, et qui

lui-même se rendrait complice de cette exploitation ; on ne peut pas plus concevoir un ivrogne s'élevant contre l'alcoolisme et absorbant lui-même plus de liquide qu'il n'en peut contenir.

Nous n'ignorons pas que le milieu nous étreint et que nous sommes à tous moments obligés de lui faire des concessions ; celui qui se refuserait à toute concession envers le milieu n'aurait plus qu'à mourir. Mais cependant, chaque individu doit se tracer cette « ligne de conduite », minimum pourrait-on dire et, en la suivant, consentir le moins possible à la société moderne pour donner le plus qu'il peut à la société qu'il veut réaliser. La « ligne de conduite » de l'individu sain et sincère doit l'orienter vers le but qu'il poursuit, et il ne doit s'en détourner que lorsqu'il considère qu'il fait fausse route, et que l'expérience lui a démontré l'erreur de ses espérances.

Si chacun voulait adopter comme « ligne de conduite » : de ne jamais être nuisible à autrui, l'humanité serait bien vite réformée et les individus pourraient être libres et heureux. Hélas, les hommes en lutte constante les uns contre les autres se dévorent, et chacun ne recherche que son bonheur particulier sans se préoccuper de son prochain. C'est l'égoïsme qui domine en notre siècle de luxe et de misère ; cependant, tous ceux qui peinent et qui souffrent, qui sont toujours les victimes d'une société marâtre seront bien obligés un jour de se tendre la main pour combattre l'ennemi commun. Et ce jour-là, la conduite des opprimés sera assez énergique pour que disparaissent à jamais de la surface du globe : l'exploitation qui abaisse et l'autorité qui tue.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL.

n. f. — La Confédération générale du Travail est l'organisme central du syndicalisme français. Elle est composée des Unions départementales et des Fédérations d'industrie. Son siège est à Paris. Elle a pour but de coordonner les efforts des ouvriers groupés dans leurs syndicats, unions locales, fédérations et unions départementales pour l'action sociale du prolétariat. Elle adhère à l'Internationale syndicale pour prolonger sur le plan international l'action qui se déroule dans son propre pays, en liaison avec les Centrales Nationales des autres pays. Cette définition a cessé d'être exacte depuis la scission de 1921. Elle n'en reste pas moins celle qui, un jour prochain, sous la pression croissante des nécessités, correspondra à nouveau à la réalité, lorsque les tronçons épars du groupement ouvrier français se seront ressoudés.

**

L'histoire de la C. G. T. c'est celle du syndicalisme, avec ses luttes, ses victoires et ses défaites. Son évolution — qui est aussi celle de la société actuelle. — Il faut rechercher l'une et l'autre à l'origine, même si cet examen doit faire double emploi avec celui que nous avons été obligés de faire pour exposer le caractère, l'évolution et l'action des Bourses du Travail, principal élément de la C. G. T., lors de sa constitution.

Nous renoncerons cependant à examiner les luttes séculaires des travailleurs toujours en révolte, à toutes les périodes de l'Histoire, contre leurs oppresseurs, quelque visage qu'aient ceux-ci et quelque forme qu'ait revêtu l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si nous nous assignions ici une pareille tâche, c'est l'histoire du monde, depuis la plus haute antiquité jusqu'à nos jours, qu'il faudrait relater. Nous ne pouvons pour des raisons qu'on comprendra, entreprendre pareille tâche.

Il importe d'ailleurs assez peu qu'on fixe ici où là, à telle époque ou à telle autre époque, l'origine exacte

du mouvement syndical qui nous a conduits, de proche en proche, jusqu'à l'origine de la C. G. T.

Nous nous contenterons donc de prendre notre tâche — qui n'en reste pas moins vaste — après la Révolution de 1789, après l'évanouissement des corporations.

L'écroulement du vieux système social, provoqué par la Révolution, avait fait table rose des privilèges de toutes natures et supprimé toutes les juridictions qui s'interposaient entre l'individu et l'Etat. Après 1789, l'homme, quelle que soit sa profession, ne relevait plus d'un patron, d'un seigneur, d'un évêque ou du fisc. Il n'y avait plus sujets du roi, des nobles, des clercs, des paysans, plus de classes, d'ordres, de droits, de dîmes, plus d'entraves, etc... Mais il n'y avait plus non plus, dit Proudhon dans sa *Capacité politique des classes ouvrières* (page 11) aucune de ces autorités locales, de ces chartes particulières, de ces parlements, de ces corporations, de ces prérogatives ou exemptions. Rien ne subsista que ces deux termes extrêmes : l'Etat et le Citoyen. Rien ne demeura non plus, pour amortir la domination directe du second par le premier.

Qu'arriva-t-il ?

Avec les dépouilles des biens de la noblesse et du clergé, se constitua une classe de propriétaires-paysans tandis qu'une immense majorité du peuple ne voyait rien changer à sa condition première. Les classes se formèrent presque spontanément, immédiatement. La lutte fut d'autant plus vive que les non-possédants, les travailleurs, se rendirent compte de la spoliation et de la trahison dont ils étaient victimes de la part de leurs alliés de la veille : la nouvelle bourgeoisie, qui avait utilisé au mieux de ses intérêts la force populaire et ne rêvait que de l'asservir à nouveau pour asseoir ses privilèges, cette classe dont l'appétit était d'autant plus grand qu'il avait été plus longtemps contenu par le régime disparu.

Il y avait désormais la Bourgeoisie et le Proletariat, la première brimant le second, après avoir utilisé sa force libératrice et révolutionnaire. La structure de l'Etat se trouvait modifiée, les formes constitutionnelles étaient changées, mais l'exploitation, pour différente qu'elle était, n'en subsistait pas moins, plus brutale et plus cupide qu'avant. C'était tout le résultat qui restait d'une révolution politique, et qui n'avait pas modifié les termes généraux du contrat social.

Alors qu'on répandait partout, au dedans comme au dehors, des idées de justice, d'égalité, de fraternité, c'était entre deux catégories d'hommes une opposition sans cesse croissante qui se développait du fait d'une sujétion politique et d'une exploitation économique sans frein, que rien ne venait atténuer.

Doit-on, comme Jouhaux l'affirme dans son ouvrage *Le Syndicalisme et la C. G. T.* (page 25) dire que la loi *Le Chatelier*, votée en 1790, ne correspond pas réellement à l'esprit des hommes qui l'ont votée ? Nous ne le croyons pas. A notre avis, cette loi était bien l'expression de leurs sentiments exacts. Le fait qu'elle ait été voté par la Constituante au moment même où se produisaient à Paris des cessations concertées du travail, nous permet d'affirmer qu'elle le fut en toute connaissance de cause.

On voulait museler les travailleurs, au moment même où les corporations disparaissaient ; le prolétariat était sans défense.

Le texte du manifeste adressé à cette époque aux ouvriers parisiens par le Conseil municipal le prouve avec évidence.

Voici ce qu'on y lit :

« Le Conseil municipal est instruit que les ouvriers de quelques professions se réunissent journellement en très grand nombre, se coalisent au lieu de s'employer à travailler et font des arrêts par lesquels ils

« laissent arbitrairement le prix de leurs journées. Tous les citoyens sont égaux en droit, mais ils ne le seront jamais en facultés, en talents et en moyens. La nature ne l'a jamais voulu. Il est donc impossible qu'ils se flattent tous de faire les mêmes gains.

« Une coalition d'ouvriers pour porter le salaire de leurs journées à des prix uniformes et forcer ceux du même état à se soumettre à cette fixation serait donc évidemment contraire à leurs propres intérêts ; une pareille coalition serait une violation de la loi, une atteinte à l'intérêt général ».

Voilà ce qu'on osait écrire au lendemain de la Révolution. N'est-ce pas caractéristique d'un état d'esprit d'oppression ?

Combien de fois, depuis, avons-nous entendu tenir le même langage par le patronat et le « pouvoir » ? Combien de fois, hélas ! l'entendrons-nous encore, si, à la première occasion, nous ne proclamons pas d'abord les droits imprescriptibles du travail et des travailleurs, si nous renonçons à faire nos affaires nous-mêmes, pour les confier à des « génies, à des « messies », à des maîtres nouveaux à qui nous remettons le soin de faire notre bonheur politique en consacrant notre esclavage économique ?

Les révolutions de 1830, 1848 et 1871 ont pourtant, à cet égard, apporté une confirmation éclatante à ces faits de 1790, sans ouvrir les yeux, hermétiquement clos — il faut le croire — des travailleurs. En sera-t-il de même demain ? Il faut le craindre et faire l'impossible pour que cela ne soit point.

Comme on le voit, c'est au lendemain de la grande révolution française qu'il faut situer l'origine des classes et la naissance du mouvement syndical, placé hors des institutions soit disant révolutionnaires créées par la Bourgeoisie pour asseoir son pouvoir et conserver ses privilèges récents.

N'est-ce pas aussi à cette date qu'il faut placer la compréhension de la responsabilité ouvrière et l'affirmation de celui de la solidarité de classe ?

Dès cette époque, on avait de la liberté du travail, une idée exacte et on condamnait aussi sévèrement qu'aujourd'hui l'acte de l'homme qui travaillait pendant que les autres revendiquaient. C'est de ce moment que date la vraie morale ouvrière qui veut que « quiconque ne participe pas à un effort ne soit pas digne d'en recevoir le prix et qui condamne sévèrement, mais justement, toute action qui tend à briser l'action revendicatrice des ouvriers ».

Les ouvriers d'ailleurs ne tinrent aucun compte du manifeste municipal. Les charpentiers, notamment, constituèrent un syndicat bien organisé. Leur exemple fut suivi par plusieurs corporations du bâtiment qui défendirent vigoureusement leurs salaires, sans oublier de poser le principe de la réduction de la journée de travail, qui fut ramenée de 14 à 12 heures (repos non compris).

Voyons ce que disaient de leur côté les patrons : « Le prix de la journée, disaient-ils, est ainsi augmenté d'un sixième ; malgré les fortes réclamations qui se sont élevées contre ce désordre, il n'a pas été réprimé ».

Ne croirait-on pas entendre nos patrons modernes protester contre l'application de la journée de huit heures et l'augmentation des salaires ?

De même que la défense des intérêts heurte aujourd'hui ceux de la bourgeoisie et les conceptions juridiques du patronat, cette tentative d'organisation pour modifier le contrat social, heurtait l'esprit des récents bourgeois de la Constituante. Inutile de tenter ou de faire croire que la loi *Le Chatelier* n'était pas l'expression exacte de l'état d'esprit de ceux qui la votèrent. Ils n'étaient ni des niais, ni des inconscients. Tous leurs actes le prouvent.

Donc lorsqu'ils acceptaient le projet de *Le Chatelier* qui disait dans un des considérants de son rapport introductif :

« C'est aux conventions libres d'individu à individu à fixer la journée pour chaque ouvrier ; c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'a occupé ». Le Chatelier exprimait une pensée concrète, claire pour tout le monde, *a fortiori* pour des représentants du Peuple.

Et lorsqu'il ajoutait *« C'est à la Nation de subvenir aux besoins des individus et de leur assurer du travail »* cela voulait dire, que grâce à la loi nouvelle, ainsi motivée, le seul organe nécessaire à la satisfaction des travailleurs c'était l'Etat.

Là encore, impossible de se tromper et ceux qui votèrent la loi *Le Chatelier* savaient parfaitement qu'ils mettaient ainsi hors la loi l'organisation spécifique des travailleurs livrés sans défense à l'exploitation du patronat et à la domination de l'Etat.

N'est-il pas suffisamment significatif cet article de la loi *Le Chatelier* qui énonçait :

« L'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens d'un même Etat étant une des bases fondamentales de la constitution française... l'association ouvrière, sous quelque forme et sous quelque prétexte que ce soit, est prohibée ».

Et un peu plus loin : *« Toutes les conventions tendant à réformer de concert ou à n'accorder qu'à prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux », tous règlements ou accords ainsi fixés, sont déclarés inconstitutionnels, attentatoires à la liberté ou à la déclaration des Droits de l'Homme et de nul effet »*.

On avouera qu'il était difficile d'être plus cynique ou de se montrer plus réactionnaire.

Et, bien entendu, les délits étaient durement punis : amendes de 500 francs, privation de droits civiques, etc...

Enfin pour bien démontrer que ce texte avait un véritable caractère de classe, la loi accordait aux employeurs un scandaleux privilège. Le Chatelier disait *« qu'il n'entendait pas empêcher les commerçants de causer ensemble de leurs affaires »*. On sait ce que cela veut dire.

La loi consulaire de l'an XI (1803) instituait enfin le « livret ouvrier » qui n'était autre chose que la « mise en carte » des travailleurs.

A part la création des juridictions prud'hommales, le régime impérial ne fit que *systématiser* la sujétion des ouvriers.

Les articles 414 et 416 du nouveau Code pénal, si durs pour les ouvriers, si indulgents pour les patrons, l'article 1781 du Code civil qui disait : *Le maître est cru sur parole pour la quotité des gages, pour le paiement des salaires de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante*, complétaient cette domestication de la classe ouvrière, sans que la moindre législation lui permit de se défendre contre l'adversaire.

On comprend dès lors, les difficultés que devait rencontrer le prolétariat pour son organisation.

Quelles qu'elles aient été, la classe ouvrière sut cependant les vaincre dans une assez large mesure et, souvent, elle se dressa contre le pouvoir de l'Etat.

La période de 1848 à 1871, assez mal connue a vu des révoltes terribles où le prolétariat a pu se croire enfin maître de ses destinées. C'est alors que naquit la Première Internationale et que vit le jour le socialisme utopique ou romantique.

Cette époque marque la fin de la bourgeoisie terrienne et l'avènement de la bourgeoisie industrielle et bancaire. L'introduction du machinisme créa de nouvelles conditions de vie sociale. En même temps qu'il resserrait les

liens entre les ouvriers, il entraîna une technique nouvelle d'où découlèrent : le chômage et l'avilissement des salaires.

La misère atteignit des proportions effroyables. Il y avait une désaxation totale de l'activité et le capitalisme manifestait son impuissance à modifier les conditions de vie, à suivre le rythme nouveau imposé par le machinisme.

Les grands mouvements de 1831 à Lyon, dont les salaires furent réduits de 4 francs à 18 sous par jour marquent le point culminant de cette crise. C'est pendant les grèves sanglantes de cette époque que les *Canuts* de la Croix-Rousse inscrivirent sur leur drapeau cette devise restée de plus en plus d'actualité : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. Il en fut de même à Paris et en province. De nombreuses sociétés de résistance, auxquelles participèrent des chefs d'ateliers, se constituèrent un peu partout. Ce mouvement prit une telle ampleur qu'il apeura le gouvernement qui, par la loi du 25 mars 1834, prit de sévères mesures contre les « Sociétés de résistance ». (Syndicats de l'époque).

Ce vote alla à l'encontre du but poursuivi. Deux nouvelles insurrections éclatèrent presque aussitôt : l'une à Lyon, à la suite de poursuites pour faits de grèves, écrasée dans le sang, après 5 jours de lutte héroïque, et l'autre à Paris qui aboutit à un effroyable massacre.

Thiers, l'assassin des Communards fit peser sur la classe ouvrière un régime de terreur écrasant.

Rien n'arrêta pourtant l'élan du prolétariat et les journées de juillet verront le prolétariat se dresser contre l'Etat, serviteur de la bourgeoisie et massacreur des travailleurs.

C'est à ce moment que s'éveille la conscience du prolétariat. Il comprend qu'il n'arrivera à rien tant qu'il n'aura pas démolì le pouvoir de l'Etat et détruit l'exploitation nationale pour transformer la société.

Sous l'influence de Buonarrotti survivant de la conspiration des Egaux, le socialisme gagne les classes ouvrières, encore qu'elles ne se reconnaissent guère dans le patois des doctrines Saint-Simoniennes, phalanstériennes et étatiques de Louis Blanc.

C'est alors que se produit dans ce bouillonnement d'idées la Révolution de 1848 qui fut un triomphe passager du Peuple et porta au Pouvoir en la personne de Louis Blanc et d'Albert, le socialisme d'Etat.

Celui-ci ne tarda pas à marquer son impuissance. Une fois de plus les travailleurs furent trompés et déçus. Le salariat ne fut pas supprimé, comme ils l'espéraient dans leur naïveté. Les journées de février 1848 furent suivies d'une crise de chômage effroyable. Les revendications ouvrières en vinrent en fin de compte, à s'exprimer ainsi : *« Le droit au travail »*. Quelle aubaine pour le patronat !

Quelques mesures inopérantes, les unes platoniques, les autres vaines du gouvernement provisoire : la suppression du taylorisme, la réduction de la journée de travail à dix heures à Paris et onze heures en province, n'étaient pas de nature à donner satisfaction aux réclamations des travailleurs et, moins encore, à solutionner les problèmes de l'heure.

C'est à ce moment, le 28 février 1848 que le gouvernement provisoire décida de créer les Ateliers Nationaux, pour priver au chômage grandissant.

Entreprise vouée à l'échec, voulu d'ailleurs, tentée en pleine crise économique et sociale, les Ateliers nationaux aboutirent à un lamentable fiasco qui prit fin le 19 juin 1848 par le vote de la loi Falloux qui ordonnait la dissolution des Ateliers.

Cette dissolution qui ne laissait aux ouvriers d'autres alternatives qu'un chômage aggravé ou l'enrôlement dans l'armée, aboutit à l'insurrection du 23 juin

1848 qui fut réprimée avec une sauvagerie sans nom dont on ne retrouvera l'équivalente qu'en 1871.

Ces trois mois de misère du public trouvèrent leur épilogue dans les fusillades, l'emprisonnement, la déportation de milliers d'ouvriers, la suppression de la liberté de la presse. Œuvre d'une réaction qui ne devait plus cesser de s'aggraver.

Le rêve ouvrier était encore une fois à terre. Ainsi s'écroulaient à tout jamais les illusions du socialisme utopique fraternel, ayant foi dans la bonne volonté des classes adverses.

De même disparaissait de la scène le socialisme autoritaire qui attendait de l'action de l'Etat la réalisation de la justice sociale.

De cette longue et cruelle leçon devaient surgir les idées prolétariennes modernes. Proudhon a aidé considérablement à leur éclosion en publiant *« Les Contradictions économiques »*. Quelque jugement qu'on porte sur son œuvre si diverse, si touffue, si contradictoire, que certains ont pu dire de lui qu'il était le « Dieu de l'Anarchie », tandis que d'autres le traitaient de « petit bourgeois », il n'en est pas moins vrai que Proudhon exerça sur son époque, et longtemps après, une énorme influence.

Nous lui devons cette formule prophétique *« L'Atelier fera disparaître le gouvernement »*, dont la réalisation reste le souci du syndicalisme moderne. Apôtre de la liberté dont il avait le culte au plus haut degré, il lutta contre Marx et Engels qui étaient les apôtres de l'Autorité. Aussi, à peine ces hommes, doués les uns et les autres, d'une puissance de travail formidable, se furent-ils rencontrés qu'ils se séparèrent et s'affirmèrent d'irréductibles adversaires, comme le sont encore aujourd'hui les partisans de ces deux doctrines.

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 raffermirait la réaction et il faut la venue d'éléments nouveaux pour que le prolétariat triomphe tant soit peu de la réaction.

Le renouveau de l'action ouvrière ne se poursuivit qu'en 1862 après la visite des délégations ouvrières françaises à l'Exposition universelle de Londres, au cours de laquelle elle parut prendre contact avec les organisations anglaises.

L'année 1863 marqua une date importante dans le mouvement ouvrier français. C'est, en effet à ce moment que parut le *Manifeste des Soixante* par lequel les ouvriers parisiens proclamaient la rupture entre le prolétariat et la bourgeoisie même républicaine.

Ce manifeste donna prétexte à Proudhon de publier son dernier livre : *De la capacité politique des classes ouvrières. Pour la première fois, disait-il la plèbe a fait acte de personnalité et de volonté. Elle a bégayé « son idée »*. C'était vrai.

En cette année 63, l'agitation ouvrière s'accrut fortement. Elle fut surexcitée par les poursuites dirigées contre les grévistes de la typographie parisienne. Le gouvernement dut céder devant les organisations et l'opinion, en faisant voter la loi de 1864 qui reconnaissait le droit de coalition. C'était la conquête du droit de grève encore que la loi s'efforçât d'en restreindre autant que possible l'exercice.

Dès lors, les événements se précipitent. En 1864, se constitue à Londres, la Première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs, fondée le 28 septembre après un meeting international à Saint-Martin's Hall. Karl Marx en écrivit les statuts qu'on peut résumer ainsi : *« Les travailleurs d'un même métier formaient une section, ces sections à leur tour une Fédération, et c'est de l'ensemble de ces Fédérations qu'était composée l'Internationale à la tête de laquelle se trouvait un Conseil central siégeant à Londres »*.

La section française fut formée en 1865. Elle eut son siège rue des Gravilliers. Le premier congrès de l'As-

sociation Internationale des Travailleurs se tint à Genève en 1866

Il fut remarquable de tenue et de clarté.

Pendant que la délégation française faisait admettre que le but de l'Internationale était : *« La suppression du salariat et que celle-ci s'obtiendrait par l'association corporative des travailleurs, la délégation anglaise faisait accepter le principe de la journée de huit heures comme revendication générale du prolétariat »*. On évoqua même, dès cette époque, l'idée de grève générale.

Le deuxième congrès se tint à Lausanne en 1867. Il resta dans la tradition mutuelliste ; il déclara en outre : *« Que l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique et que l'établissement des libertés politiques est une mesure d'absolue nécessité »*.

Pour avoir osé émettre de semblables affirmations la section française fut poursuivie dans ce pays, sans que ces poursuites gênassent d'ailleurs en quoi que ce soit le développement de la Première A. I. T.

Les Congrès suivants : Bruxelles (1868), Bâle (1869), marquèrent une évolution très nette vers le collectivisme sous l'impulsion de César de Paëpe et de Karl Marx, dont l'influence ne devait pas tarder à se montrer prépondérante.

A Bâle on décida *« que la propriété collective était une nécessité sociale, que la société avait le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de la faire rentrer à la Communauté »*.

Cependant que décroissait le « Mutuellisme » modéré français et que montait l'influence de Karl Marx, une autre tendance, celle des « fédéralistes » s'affirmait sous l'impulsion de Michel Bakounine.

Marx et Bakounine ne devaient pas tarder à s'affronter. Pendant que les Marxistes déclaraient que la révolution sociale ne peut s'accomplir que par la prise de l'Etat et affirmaient indispensable la constitution du prolétariat en parti politique, les fédéralistes, avec Bakounine, voulaient supprimer l'organisation bourgeoise, désorganiser l'Etat actuel et reprendre la reconstitution sociale à la base par la Commune, cellule initiale, ce qui ne diffère guère de ce que veulent accomplir les syndicalistes fédéralistes d'aujourd'hui avec les Bourses du Travail et les Unions locales.

En ce qui concerne le rôle des syndicats, la divergence n'était pas moins sensible. En effet, pendant que les premiers prétendaient que les syndicats devaient restreindre leur action à la seule défense des intérêts corporatifs, les seconds voyaient en eux non seulement un instrument de lutte, mais encore une institution durable, dont le rôle serait, la révolution accomplie, de continuer la production et d'organiser le travail. On ne dit pas autre chose aujourd'hui.

Ces divergences eurent pour conséquence la scission d'abord, la fin de l'A. I. T. ensuite. Lorsque Marx parvint à se débarrasser de Bakounine en dominant complètement le Comité central, l'Association Internationale des Travailleurs, qui avait suscité tant d'espairs, alla s'éteindre obscurément en Amérique, à New-York.

Néanmoins, son influence et son rôle furent énormes. En le dotant de cette formule : *L'Emancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes*, elle a imprimé au mouvement syndical son véritable caractère. En même temps qu'elle a précisé les aspirations et les idées du prolétariat, elle a défini le but final de ses efforts. Elle l'a aussi débarrassé de la gangue nationaliste. C'est un résultat qui compte.

L'Association Internationale des Travailleurs joua, en France, un rôle considérable. Elle servit de point d'appui solide au mouvement revendicatif. C'est sur elle que s'appuyèrent les grèves des textiles de Roubaix, qui tournèrent à l'émeute, et celles des mineurs

de la Ricamarie (Loire) pendant les dernières années de l'Empire.

Puis ce fut la guerre de 1870-71 et la Commune où plusieurs des membres français du Conseil général de la Première Internationale, dont Varlin, jouèrent un rôle de premier plan.

Puis, après l'échec du mouvement communaliste vint la repression versaillaise avec Thiers et Galiffet qui exterminèrent, emprisonnèrent et déportèrent plus de trente mille personnes à Paris, cent dix mille dans la France entière.

Œuvre vaine, d'ailleurs, puisque les auteurs de ces méfaits abominables virent eux-mêmes se reconstituer presque aussitôt le mouvement qu'ils avaient cru détruire à jamais. N'y a-t-il pas là, dans cette résurrection, de quoi anéantir tout le pessimisme d'aujourd'hui?

Les premiers qui tentèrent de reconstituer le mouvement ouvrier, sous l'état de siège et l'ordre moral, n'étaient certes pas des révolutionnaires. Mutuellistes, républicains, ils se donnaient comme but : *la conciliation du capital et du travail*, comme les démocrates sociaux d'aujourd'hui. Ils n'en furent pas moins traqués. Preuve suffisante pour démontrer que le capital et le Pouvoir pratiquent, eux, constamment *la lutte de classe*, même lorsque le prolétariat tend à collaborer avec eux.

Faible au début, ce mouvement n'en prit pas moins rapidement une certaine ampleur. Par ses moyens propres, il réussit à envoyer une délégation de 90 membres à l'Exposition Universelle de Vienne (Autriche, en 1873).

La même année, il crée le *Cercle de l'Union Syndicale*, lequel donne des inquiétudes au pouvoir qui le supprime aussitôt constitué.

En 1875, il y avait 135 *Chambres Syndicales* qui purent à nouveau envoyer une délégation à l'Exposition Universelle de Philadelphie, en 1876.

C'est alors que cette délégation lança à son retour un manifeste qui rappelait celui des soixante de 1863.

On y lisait ces lignes qui, aujourd'hui encore, ne manquent pas d'intérêt :

« *Prolétaires, soyons bien persuadés que l'œuvre de la civilisation réside en nous et qu'elle ne s'accomplira que par nous.* »

« *A l'œuvre, prolétaires ! Trop longtemps instruments de la puissance d'argent, tendons-nous la main et marchons, ainsi, à la conquête de nos instruments de travail, à la possession de la propriété qui, en toute justice, doit appartenir à nous ! Le Travail est le pivot de l'Humanité. Honneur aux travailleurs !* »

Quoique ce fût la pensée d'une minorité éclairée, assez faible, la tradition était renouée.

Les événements vont d'ailleurs se précipiter avec rapidité.

A peine la délégation des *Chambres Syndicales* était-elle partie pour Philadelphie que fut lancée l'idée d'un Congrès ouvrier, accueillie avec un vif enthousiasme dans le pays entier.

Il se tint le 2 octobre 1876. 94 groupements (76 de Paris, 16 de province plus 2 Unions Centrales constituées à Lyon et à Bordeaux, se réunirent à Paris, salle des Ecoles, rue d'Arras ; 360 délégués y participèrent.

On a lu dans l'exposé historique des Bourses du Travail la façon dont Bonne (tisseur de Roubaix) ébauchait déjà le rôle à ce Congrès, le principal passage de la résolution qui y fut votée.

Certes, cette résolution n'était pas incendiaire. Loin s'en faut. Elle proclamait cependant la nécessité de l'indépendance du mouvement ouvrier. De même elle se prononça contre le projet Lockroy, ce précurseur malhable de Waldeck-Rousseau.

Tranquillisés, les maîtres de l'heure purent croire que le mouvement ouvrier n'était plus à craindre. Ils se

crurent débarrassés du « spectre rouge ». Ils devaient déchanter avant longtemps.

Les militants de l'école marxiste : *Guesde, Lafargue, Chabert*, rentrés d'exil, reprirent les doctrines du Conseil général de l'A. I. T. disparue. Ils tentèrent d'organiser un Congrès pendant l'Exposition Universelle de Paris, en 1878. Ils furent poursuivis et empêchés de le tenir.

Ils saisirent alors l'occasion qui leur était offerte de participer au 2^e Congrès ouvrier qui se tint à Lyon, la même année. Malgré tous leurs efforts, les collectivistes ne purent influencer le Congrès qui ne se rendit pas à leurs idées.

C'est à ce Congrès que *Balleret* prononça son fameux discours contre l'électoratisme, la dictature et l'Etat, bien qu'il fut collectiviste. Il est vrai qu'à cette époque le collectivisme condamnait l'Etat, ce qui n'existe plus de nos jours chez les socialistes et les communistes qui ne voient de salut que dans une administration étatique centralisée.

Le 3^e Congrès se tint à Marseille, le 21 octobre 1879. Les collectivistes y triomphèrent des mutuellistes qui furent écrasés.

Par 72 voix contre 27 le Congrès adopte pour but : *la collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières données à tous et rendues inaliénables par la Société à qui elles doivent retourner* ».

Ce qui n'empêche nullement le Congrès d'invoquer la légalité et de déclarer que ce programme n'est réalisable que par la prise du pouvoir politique et de transporter dans l'arène politique l'antagonisme des classes. Décidément, dans un an, les collectivistes, parvenus à leurs fins, avaient fait du chemin, mais à rebours.

C'est du Congrès de Marseille, en 1879, que date l'immixtion de la politique dans les syndicats. Ceux-ci s'en trouvèrent gênés jusqu'à la constitution de la C. G. T. en 1895.

L'unité ouvrière en fut retardée d'un quart de siècle.

Et ce fut une suite de luttes terribles qui s'aggravèrent encore du fait des scissions qui se produisirent et se multiplièrent dans le Parti socialiste en se répercutant dans les Syndicats, comme aujourd'hui.

D'un côté, le socialisme faisant de l'Etat l'organe et la fin de la transformation sociale ; de l'autre, un assemblage de doctrines contradictoires qui s'efforçaient dans leur condensation difficile de se rapprocher du Bakouninisme et des Fédéralistes de l'Internationale.

Le fossé entre le Parti socialiste et les Syndicats se creusa sans cesse. Sentant que l'action politique compromettrait leur unité et contrariait leur activité, les Syndicats s'en détournèrent.

Dans le Parti socialiste les choses se gâtèrent d'ailleurs rapidement. Une première scission se produisit en 1881. *Brousse, Joffrin, Rouanet, Ferroul* et *Boyer* se séparèrent des guesdistes pour former la tendance « *possibiliste* ».

Pendant ces déchirements socialistes, les Syndicats poursuivirent une existence obscure.

Pourtant un vaste travail en vue d'une organisation plus grande se faisait sur le terrain économique.

En 1883, une organisation, la *corporative du V^e Arrondissement de Paris*, appelait les salariés à l'union « *entre tous ceux qui voulaient l'affranchissement des travailleurs par eux-mêmes* ».

L'année suivante, en 1883, un groupe d'ouvriers publia une brochure dont quelques formules sont remarquables pour l'époque :

« *Le Prolétariat, pour sa lutte émancipatrice, trouve aujourd'hui dans la corporation, sa base d'opération la plus sûre, comme jadis la bourgeoisie, pour son affranchissement, trouva la sienne dans la commune.* »

« Il s'agit d'ouvriériser la Société, de façon que, sur les ruines d'un monde où l'on tenait à honneur de vivre noblement sans rien faire, il s'élève un monde plus juste où chacun puisse vivre en travaillant et ne puisse vivre autrement. La clef de la question sociale, c'est la corporation. »

N'y a-t-il pas dans cette idée, bégayée, comme le disait Proudhon en 1863, l'idée de la reconstruction sociale dont les Syndicats seront les cellules ?

Bien que leur existence fût obscure, comme nous l'avons dit, l'organisation corporative ouvrière n'en progressait pas moins.

En 1881, on comptait en France 500 Chambres Syndicales ouvrières, dont 150 à Paris, avec 60.000 adhérents ; les patrons avaient à cette époque 138 Associations groupant 150.000 membres, si l'on s'en tient au rapport d'Allain Targé à la Chambre sur l'abrogation des art. 414, 415 et 164 du Code pénal en 1881.

C'est en cette année 1881, que fut constituée la *Fédération des Travailleurs du Livre*. Celle des *Charpentiers* existait depuis 1880, de même que celle des *Mineurs*. Les *Fédérations lithographique et culinaire* furent constituées en 1884.

C'est à ce moment que le législateur sentit la nécessité d'introduire dans le Code la reconnaissance du droit syndical, de le codifier pour canaliser l'effort ouvrier, afin de faire des syndicats un contre-poids au patronat.

La loi du 21 mars 1884 fut l'œuvre habile de Waldeck-Rousseau.

Cette loi n'était, bien entendu, libérale qu'en apparence. Elle reconnaissait un fait sur lequel il était impossible de revenir. Elle établissait la séparation entre le droit de coalition et le droit syndical. De même, elle maintenait les art. 414 et 415 du Code pénal — toujours en vigueur — sur les atteintes à la « liberté du travail » ; elle refusait le droit syndical aux fonctionnaires et ouvriers de l'Etat ; elle tendait à restreindre l'activité du groupement corporatif. Le seul fait nouveau était la reconnaissance légale des Syndicats.

Elle n'eut de valeur que par l'action tenace des ouvriers qui firent reconnaître leurs organisations par le patronat, malgré que celui-ci s'y opposât fortement.

Elle permit au syndicalisme de se développer plus facilement et l'Etat ne perdait pas l'espoir d'utiliser cette force naissante contre le capitalisme industriel et bancaire qui tentait, chaque jour un peu plus, de se substituer à lui.

La circulaire de Waldeck-Rousseau, adressée aux Préfets, montre bien tout le parti que le Gouvernement comptait tirer des Syndicats, s'il réussissait à les maintenir sous sa tutelle.

Pendant que le pouvoir tentait de réaliser ses desseins, le syndicalisme prenait force et vie. Les ouvriers acquéraient la notion de l'interdépendance des corporations. Ils saisissaient mieux aussi la généralisation indispensable de leurs Unions. Ils n'accordaient d'ailleurs à la loi de 1884 que sa valeur restreinte. Ils ne l'accueillirent que très fraîchement et en 1886, au Congrès de Lyon, ils la dénoncèrent comme un piège. Longtemps, ils ne s'y conformèrent que peu ou point.

D'ailleurs si cette loi n'est plus combattue aujourd'hui avec la même vigueur, cela tient à ce que le Pouvoir a laissé tomber en désuétude la plupart des dispositions restrictives qu'elle contient.

Nous sommes, aussitôt le vote de cette loi, en pleine confusion. A l'intrusion du Parti politique dans le mouvement syndical, il faut ajouter la scission du Parti socialiste, comme nous l'avons vu. Mais le morcellement ne devait pas s'arrêter là. Les « possibilistes » de la *Fédération des Travailleurs socialistes* devaient

connaître une nouvelle scission. Les « allemanistes » sortirent de la Fédération pour former le *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire*.

Il est impossible d'étudier ici toutes les querelles qui opposèrent les unes aux autres les fractions socialistes, mais on doit les mentionner pour aider à comprendre l'histoire du syndicalisme et les difficultés qu'il rencontrera par la suite, à partir de 1920.

Si ces scissions eurent pour conséquence de gêner considérablement le développement du syndicalisme, elles empêchèrent, par contre, un Parti d'accaparer son action et de le mettre en tutelle.

Il serait puéril cependant de nier l'influence du socialisme de cette époque sur le syndicalisme à peine organisé. Il ne faudrait pas non plus surestimer cette influence. Les syndicats non socialistes ne tardèrent pas, par exemple, à reconnaître l'impossibilité de concilier les intérêts des travailleurs avec ceux des patrons. L'esprit révolutionnaire ne tarda pas à se développer chez eux.

Les divisions qui réduisaient le socialisme à l'impuissance eurent pour effet de rapprocher les ouvriers de l'action, spécifiquement syndicale qui prit sans cesse une plus grande place. Déjà, ils ne la subordonnaient plus aussi complètement à l'action politique, lorsque les « allemanistes » proclamèrent au X^e Congrès, en 1891, « que l'action politique n'a guère que la valeur d'un moyen de propagande et d'agitation ».

Cette motion déclarait en outre : « Il y a nécessité d'envisager une levée en masse des travailleurs, qui par la grève générale nationale et internationale, donneront une sanction aux grèves partielles ».

C'était la première fois que l'idée de la grève générale était formulée d'une façon claire et nette. Elle devait faire son chemin.

A côté des « allemanistes », les « blanquistes » du Comité révolutionnaire central (fondé en 1881) avec Vaillant, tendaient à reconnaître au mouvement syndical une certaine autonomie pendant que les *anarchistes-communistes*, dont le rôle ne tardera pas à être prépondérant, affirmaient déjà la nécessité de l'indépendance du syndicalisme.

C'est sous de tels auspices que se réunit le Congrès de Lyon, le 11 octobre 1886. Alors que les socialistes pensaient que les Syndicats étaient acquis « au socialisme parlementaire », ceux-ci s'affirmèrent au contraire nettement « révolutionnaires ».

Pour différencier les deux sections du mouvement ouvrier, le Congrès décida la constitution d'une *Fédération des Syndicats* qui permettrait de distinguer les deux actions : *économique et politique*.

Il vota, à ce sujet la résolution suivante :

« La Fédération nationale des Chambres Syndicales se déclare sœur de toutes les Fédérations socialistes ouvrières existantes, les considère comme une armée tenant une autre aile de la bataille ; ces deux armées devront dans un temps peu éloigné faire leur jonction sur un même point pour écraser l'ennemi commun ».

A vrai dire c'était là une affirmation assez équivoque de l'autonomie des mouvements. La prédominance du Parti y était à peine masquée. On s'en aperçut bien au Congrès de Montluçon en 1887 et on le vit mieux encore lorsque la *Fédération des Syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France* tint ses assises dans les mêmes villes et avec les mêmes éléments, en même temps que l'organisation politique à la remorque de laquelle elle traîna une existence peu brillante, malgré quelques velléités d'indépendance, comme à Bordeaux en 1888.

Elle disparut d'ailleurs assez vite de la scène. Sans programme bien à elle, machine politique au service de l'action électorale, elle était d'avance vouée à l'impuissance. Sa disparition fut encore hâtée par l'apparition

des Bourses du Travail, fait capital de cette époque du mouvement syndical.

On a trouvé dans l'étude consacrée à la *Bourse du Travail* toute l'histoire de celle-ci et son origine. Nous n'y reviendrons donc pas ici. Nous nous bornerons à constater que la première Bourse fut créée à Paris en 1886, après l'adoption du projet *Mesureur*.

Les Bourses se multiplièrent rapidement. Il y en avait 14 en 1892. Elles eurent tout naturellement l'idée de se fédérer entre elles et mirent leur projet à exécution à *Saint-Etienne*, le 7 février 1892.

Leur but, leur constitution furent définis à ce Congrès. De cette époque date la deuxième phase évolutive du syndicalisme qui va sans tarder affirmer son caractère de mouvement spécifique de classe.

Le Syndicat socialiste sentant le danger que représentait pour eux la jeune *Fédération des Bourses*, repoussa la proposition d'un Congrès commun à la réunion des Syndicats de la *Fédération des Syndicats* à Marseille en 1892.

Ce Congrès de Marseille de la *Fédération des Syndicats* eut à se prononcer sur la résolution votée à la Conférence régionale de Tours qui s'était tenue quelques jours auparavant et avait adopté la grève générale comme seul moyen révolutionnaire. Malgré tout le talent de M. Aristide Briand — qui depuis... — le Congrès de Marseille marqua sa rupture avec les Syndicats en repoussant leur suggestion.

C'est alors que se tint à Paris, en 1893, un autre Congrès des Bourses qui fut retardé en raison de la fermeture de la Bourse du Travail de Paris par Charles Dupuy, président du Conseil, à qui l'activité des Bourses portait ombrage.

Ce Congrès se tint le 12 juillet 1893. Il eut tout de suite le caractère d'une protestation véhémente contre le coup de force gouvernemental. Un grand nombre de délégués, y compris ceux représentant les Centres inféodés au Parti, y assistaient.

La discussion sur la question d'union des forces ouvrières se termina par le vote de la résolution ci-dessous :

« Tous les Syndicats ouvriers existants devront, dans le plus bref délai, adhérer à leur Fédération de métier ou en créer, s'il n'en existe pas ; se former en Fédérations locales ou Bourses du Travail, puis ces Fédérations et ces Bourses du Travail devront se constituer en Fédérations nationales.

« A cet effet, le Congrès émet le vœu que la Fédération des Bourses du Travail de France et la Fédération nationale des Chambres Syndicales se fondent en une seule et même organisation.

« Il sera fondé un Comité Central composé de deux délégués par Fédération de métier et quatre pour la Fédération nationale des Bourses du Travail et les Chambres Syndicales. »

Ce ne fut hélas ! qu'un vœu. L'organisation unique ne devait surgir que deux ans plus tard, en 1895, après la disparition effective de la Fédération des Syndicats en 1894, après le Congrès de Nantes.

L'idée concrète de l'Unité au mouvement syndical n'en date pas moins de ce Congrès. Elle devait trouver sa matérialisation assez rapidement. Elle se fera pressante jusqu'au point d'apparaître comme la préoccupation dominante de la classe ouvrière.

Un recul suivit pourtant cette décision du Congrès de 1893.

Le Congrès avait bien nommé une Commission de neuf membres dite « d'organisation de la grève générale », mais elle fit aucun travail vraiment positif. Il convient d'ailleurs d'ajouter que le *Parti ouvrier français* ne lui ménagea pas les ennuis et il fit si bien qu'au Congrès de Nantes, en 1894, les deux Fédérations

(Bourses et Syndicats), organisèrent deux Congrès séparés.

La Bourse du Travail, sollicitée par les deux groupements, leur déclara qu'il ne lui semblait pas nécessaire d'organiser ces deux Congrès et leur proposa de fusionner. Tandis que la *Fédération des Bourses* acceptait aussitôt, celle des *Syndicats* donna son adhésion d'assez mauvaise grâce, après avoir tenté de tenir son Congrès à Saint-Nazaire.

C'était, pour le *Parti ouvrier français* un échec incontestable. Aussi, décida-t-il, pour la première fois, que le Congrès politique précéderait celui des Syndicats.

Il espérait qu'en se prononçant contre la grève générale, il influencerait le Congrès des Syndicats. Il n'en fut rien.

Les éléments des Syndicats du Parti furent complètement défaits et c'est par 67 voix contre 37 que le Congrès se prononça contre la thèse du *Parti ouvrier français*.

La cassure était consommée et l'Unité, un moment entrevue semblait s'éloigner à nouveau.

Ces perspectives alarmantes disparurent assez vite en raison du rôle réduit que joua désormais la *Fédération des Syndicats*.

Ombre d'elle-même, elle tint un Congrès à Troyes, en 1895. Elle anathématisa contre la grève générale et repoussa l'idée de la grève générale, mais elle ne put empêcher que la *Confédération Générale du Travail* naisse à Limoges en cette même année 1895.

D'autres faits allaient concourir à soustraire le mouvement syndical à l'influence des partis politiques.

Guesde, en effet, réagit vigoureusement contre cette séparation du syndicalisme et du socialisme parlementaire, et le Congrès international socialiste de Londres (1895) eut à examiner longuement cette question.

Déjà, il avait pris la précaution, dans un précédent Congrès international tenu à Zurich, de faire voter avec ses amis de l'Internationale, une résolution qui excluait tous les adversaires de l'action parlementaire.

« Cette résolution disait : « Toutes les Chambres Syndicales seront admises au Congrès, et aussi les Partis et les organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de l'action politique.

« Par l'action politique, on entend que les organisations des Travailleurs cherchent autant que possible à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation, pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat par la conquête du pouvoir politique. »

On comprend aisément qu'ainsi préparé, le Congrès de Londres ne fut qu'une violente réaction des politiciens contre le syndicalisme affirmant sa maturité.

La bataille commence par la discussion sur la validation des mandats. Les politiques contestèrent ceux des délégués ouvriers en rappelant la décision de Zurich. Les deux thèses s'affrontèrent avec force. Ce fut *Guesde* qui engagea la bataille.

Tranchant comme à son habitude, il déclara :

L'action corporative est une simple interprétation de l'ordre capitaliste. La classe ouvrière ne peut se désintéresser du gouvernement. C'est au gouvernement, c'est au cœur qu'il faut frapper. Dans ce Congrès, il n'y a pas de place pour les ennemis de l'action politique. Ce n'est pas de l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des grands moyens de production. Il faut d'abord prendre le gouvernement qui monte la garde autour du capitalisme. Ailleurs, il n'y a que mystification, il y a plus, il y a trahison... Ceux qui rêvent une autre action n'ont qu'à tenir un autre Congrès.

Comme on le voit, la condamnation était formelle, sans réplique. Aveuglé par son dogmatisme politique, *Guesde* ne pouvait comprendre que c'est par l'action simultanée de destruction du pouvoir bourgeois et de prise des moyens d'échange et de production que le prolétariat, toutes forces réunies, mettra fin au régime capitaliste.

Il n'en fut pas moins suivi par tous les représentants socialistes français : *Jaurès*, *Gérault-Richard*, *Viviani*, *Deville*, *Rouanet* et *Millerand*, dont la majorité devait, par la suite, faire une si brillante carrière dans le sein de la bourgeoisie, avec *Guesde* lui-même.

Les représentants socialistes étrangers ne furent d'ailleurs pas moins catégoriques. Nous sommes, proclament *Wilhelm Liebknecht*, avec les « collectivistes », contre les « anarchistes ».

C'était le renouvellement des luttes de la I^{re} Internationale, les mêmes que celles que nous connaissons aujourd'hui.

Les délégués syndicaux français se défendaient d'assister à ce Congrès en tant qu'anarchistes. Ils n'étaient que des délégués ouvriers et rien de plus, quelles que soient, affirmaient-ils, leurs pensées personnelles.

C'étaient, parmi les plus marquants, *Pelloutier*, secrétaire des Bourses ; *Allemane*, leader du Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire ; *Vaillant*, député de la Seine ; *Pouget*, rédacteur du « *Père Peinard* » ; *Guérard*, des cheminots ; *Tortelier*, un des précurseurs du syndicalisme. Tous se réclamaient purement et simplement de leur mandat syndical.

Ce mandat se traduisait ainsi : S'abstenir de toute discussion, de toute déclaration politiques ; sur ce point, ils étaient neutres, si bien qu'ils s'abstinrent dans le vote excluant les anarchistes proprement dit. Ils ne voulaient faire que de l'action syndicale.

La délégation française se sépara en deux parties à peu près égales : 57 contre, 56 pour.

Furieux, les socialistes français firent claquer les portes et se retirèrent, en dénonçant comme une manœuvre de la réaction — déjà — cette indifférence des syndicats pour la conquête du pouvoir qui livrait le socialisme à l'ennemi.

Le Congrès se montra lui-même, si possible, plus intransigeant encore.

La tendance politique s'y affirma nettement... « L'action « législative et parlementaire » fut considérée « comme l'un des moyens nécessaires » pour arriver à la substitution du socialisme au régime capitaliste ». En conséquence, déclarait *Wilhelm Liebknecht*, dans sa motion, les anarchistes seront exclus.

Ces décisions du Congrès de Londres eurent pour résultat d'accentuer la séparation des deux mouvements en France. C'était le rôle que devait jouer le II^e Congrès de l'I. S. R. en 1922.

« Tous les militants de l'action syndicale, écrivait aussitôt *Pelloutier*, vont exploiter l'intolérance stupide de la majorité pour élargir le fossé qui séparait « déjà les syndicats des politiciens ». Il en fut ainsi jusqu'en 1906, après que les partisans de l'action politique eurent multiplié leurs assauts jusqu'au Congrès d'Amiens en 1906.

La résolution de Londres n'eut pas des effets qu'en France. Elle paralysa longtemps, et jusqu'à la guerre, l'activité de l'Internationale syndicale. C'est un chapitre qui sera étudié plus loin.

..

CONSTITUTION DE LA C. G. T. — La constitution de la *Fédération des Bourses du Travail* n'avait fait qu'ébaucher l'organisation nationale du syndicalisme français.

C'était certes, un commencement important, mais il était évident qu'une tâche considérable restait à accomplir.

Les Bourses du Travail réalisaient bien le lien social — le plus important — entre les Syndicats d'une même localité, la *Fédération* réalisait bien aussi ce lien au point de vue national, mais il était évident qu'il fallait aussi réaliser la liaison nationale entre les Syndicats d'un même métier.

Les Guesdistes avaient tenté de le faire avec leur *Fédération des Syndicats*, tandis, que par contre, ils n'avaient pas, par méconnaissance ou dogmatisme étroit, cherché à réaliser le lien social.

Il est fort probable que l'absence de ce lien qui favorisait l'action du Parti ou des Partis socialistes fut volontaire parce que les Guesdistes sentaient déjà que le syndicalisme, ainsi organisé socialement, ne tarderait pas à s'émanciper de leur tutelle. Il ne faut pas chercher d'autre raison à l'hostilité sans cesse accrue que les Guesdistes manifestèrent toujours à l'égard de la *Fédération des Bourses du Travail*, cellules de la Société de l'avenir.

Avortée dès sa constitution, la *Fédération des Syndicats* n'eut ni le programme sérieux, ni l'action vigoureuse capables d'attirer les travailleurs.

Ceux-ci, la sentant d'ailleurs placée sous les directives politiques, la boudèrent. Les querelles, les scissions dont le Parti socialiste fut l'objet les en détachèrent définitivement. Instinctivement, ils se rapprochèrent de la *Fédération des Bourses* et, y adhérant en grand nombre, lui donnèrent tout de suite une importance considérable, pendant que, sous l'influence et par le labeur acharné de *Pelloutier*, elles jouaient un rôle de plus en plus grand.

Ce ne fut, certes, pas l'œuvre d'un jour. Ce n'est qu'après bien des tâtonnements, des erreurs souvent graves, des incohérences forcées que, dans ces temps troublés, la *Fédération des Bourses* parvint à faire comprendre la neutralité politique que le Congrès d'Amiens devait proclamer comme la première condition d'Unité, et que le mouvement ouvrier réussit à se donner son organisation propre, de classe, indépendante de tous les partis.

Ce sont autant de difficultés que les militants durent vaincre, difficultés que ne comprennent pas toujours les hommes de notre époque qui ignorent, en immense majorité, comment s'est constituée la C. G. T.

Le syndicalisme actuel, dans ses organes comme dans ses idées — trop souvent inexprimées — n'est pas le résultat de l'application d'un plan, d'un système préconçu. Il est la conséquence d'une longue étude des faits sociaux, de leurs enseignements. Il résulte d'une longue et pénible évolution qui continue. Son aspect, ses caractéristiques particulières se modifient selon les nécessités du moment. Il en sera toujours ainsi parce qu'il est l'interprétation aussi exacte que possible de la vie en perpétuelle évolution. Le syndicalisme de l'an 2000 ne ressemblera pas plus à celui de 1925 que celui-ci ne ressemble au mouvement de 1873. Il peut évoluer à l'infini, donner à toutes les périodes de l'histoire, satisfaction à tous les individus, quelle que soit leur philosophie. Il peut réaliser aussi bien le communisme, organisé que le communisme libre ou associatif et momentané pour atteindre, un jour, au stade supérieur de l'Anarchie. Ceci est suffisant pour que tous les travailleurs y trouvent place et tentent dans son sein d'acquiescer le maximum de bien-être et de liberté correspondant à chaque époque de l'histoire, à chaque stade de l'évolution. Le syndicalisme est un perpétuel devenir.

C'est ce que comprit *Pelloutier* lorsqu'il entreprit l'œuvre grandiose qui devait trouver son achèvement dans la constitution des *Bourses du Travail* et la constitution de la C. G. T. C'est ce qu'il précisa dans sa fameuse lettre aux anarchistes.

C'est sous l'empire de ces idées générales, mal assises, confuses peut-être, que délibéra le Congrès de Nantes en 1894.

Pelloutier proposait que le lien commun fût le Comité de grève générale; d'autres comme Bourderon, qui représentait la Bourse du Travail de Paris, voulaient créer un lien national plus solide.

Il en sortit un Comité Syndical ouvrier mal venu, qui resta incompris, n'eût qu'une influence restreinte et, en réalité, ne fonctionna que peu ou même pas du tout. Il n'en formait pas moins l'embryon de la future C. G. T.

Le Congrès de Nîmes, en 1895, indiqua le développement de la *Fédération des Bourses* et la place de première importance qu'elle prenait dans le mouvement ouvrier. C'est ce Congrès qui appela Pelloutier au Secrétariat national de la *Fédération des Bourses*. Il le conserva jusqu'à sa mort, en 1900.

Les militants, disait ce Congrès, sont à nouveau préoccupés de donner un organisme sérieux et durable au prolétariat français; ils sont préoccupés aussi de rechercher les moyens les plus propres à unifier les organisations ouvrières, à coordonner les forces syndicales et à dresser, en face du capital, l'armée du prolétariat.

C'est à cette tâche que se consacra le Congrès de Limoges qui s'ouvrit le 23 septembre 1895.

A ce Congrès étaient représentées : 28 *Fédérations*, 18 *Bourses* et 18 *Chambres Syndicales*. La première question à l'ordre du jour était la suivante : *Plan général d'organisation corporative, de l'action et des attributions des différentes organisations existantes*.

Cette seconde partie de l'ordre du jour avait pour but de faire disparaître le chevauchement d'attributions dangereuses et qu'il fallait, autant que possible, délimiter. On n'y parvint d'ailleurs qu'assez mal.

Ce Congrès marqua la prépondérance incontestée de la *Fédération des Bourses*. Il marqua la nécessité de tenir l'action syndicale hors de l'action politique, il reconnut l'indispensabilité de séparer les deux mouvements : économique et politique.

Après une longue discussion, la Commission d'organisation corporative proposa les dispositions suivantes qui indiquaient les statuts primitifs de l'organisation Confédérale :

1° *Entre les divers Syndicats des groupements professionnels, de Syndicats d'ouvriers et d'employés des deux sexes existant en France et aux Colonies, il est créé une organisation unitaire et collective qui prend pour titre : Confédération Générale du Travail.*

Les éléments constituant la Confédération Générale du Travail DEVONT se tenir en dehors de toutes écoles politiques ;

2° *La Confédération Générale du Travail a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale ;*

3° *La Confédération Générale du Travail admet dans ses rangs :*

- a) *Les Syndicats ;*
- b) *Les Bourses du Travail ;*
- c) *Les Unions ou Fédérations locales de Syndicats de diverses professions ou de métiers similaires ;*
- d) *Les Fédérations départementales ou régionales de Syndicats ;*
- e) *Les Fédérations nationales de Syndicats de diverses professions ;*
- f) *Les Unions ou Fédérations nationales de métiers et les Syndicats nationaux ;*
- g) *Les Fédérations d'industrie unissant diverses branches de métiers similaires ;*

h) *La Fédération nationale des Bourses du Travail.*

Les articles suivants fixaient la constitution intérieure de la C. G. T., à la tête de laquelle se trouvait placé un Conseil National formé de délégués des Unions ou Fédérations, les attributions de celui-ci et des Commissions qu'il pourrait constituer, l'institution d'un Congrès annuel.

A la vérité, tout cela était assez confus, mais correspondait à la complexité, à la diversité des organismes ouvriers de cette époque. C'était plutôt un « entassement » le mot est de Jouhaux — qu'une organisation rationnelle.

Si imparfaite qu'elle soit, l'œuvre accomplie à Limoges est loin d'être négligeable. Elle marque un sérieux progrès sur ce qui existait auparavant.

La nouvelle organisation, pour primitive et imparfaite qu'elle fût, rencontra d'ardents défenseurs qui, avec raison d'ailleurs, ne se masquèrent pas leurs critiques.

Le 3^e Congrès National corporatif se tint à Tours, du 14 au 19 septembre 1896.

Il constata que la fusion des éléments participant à l'action confédérale (*Fédérations d'Industrie et Bourses du Travail*), était loin d'être accomplie, que l'unification n'était guère que théorique.

La *Fédération des Bourses*, en particulier, avait une assez grande méfiance à l'égard de la nouvelle organisation dont l'activité était restreinte. Elle tint un Congrès à Tours avant le Congrès Confédéral. Il s'ouvrit le 9 septembre.

Pelloutier voulait qu'on définît le rôle général des groupements locaux et par contre-coup la valeur de transformation du syndicalisme.

Il fut décidé de donner aux *Bourses* un programme de recherches méthodiques sur ces conditions économiques du travail, de la production, de l'échange, de façon qu'en étudiant les régions qu'elles embrassent en apprenant, avec les besoins, les ressources industrielles, les zones de culture, la densité de la population, en devenant des écoles de propagande, d'administration, d'études, en se rendant pour tout dire en un mot, capables de supprimer et de remplacer l'organisation présente, elles s'affirment comme une institution pouvant s'adapter à une organisation sociale nouvelle.

N'est-ce pas là, concrètement définie, la pensée des syndicalistes d'aujourd'hui ? N'est-ce pas cette idée qui les a guidés lorsqu'ils voulaient substituer les *Unions régionales économiques*, au Congrès constitutif de la C. G. T. et, en juillet 1922, aux *Unions départementales*, délimitations politiques sans valeur pour le mouvement syndical ?

Le Congrès des Bourses définit ainsi son attitude en regard de la C. G. T.

Le Congrès des Bourses du Travail accepte la constitution d'une Confédération exclusivement composée des *Comités fédéraux des Bourses du Travail* et des *Unions locales de métiers*, cette Confédération n'ayant pour objet que d'arrêter, sur les faits d'intérêt général qui intéressent le mouvement ouvrier, une tactique commune, et la réalisation de cette tactique restant aux soins et à la charge de celles des *Fédérations adhérentes* qu'elle conserve.

Ce n'était, évidemment, qu'une adhésion conditionnelle, réservée, mais telle qu'elle, elle marquait un grand pas en avant vers l'Unité réelle.

Le Congrès des Bourses régla ainsi qu'il suit les rapports des deux organisations (*Bourses et Syndicats*).

Pour arriver à diminuer la durée des Congrès, le 5^e Congrès des Bourses est d'avis que : 1° *Chaque Fédération Nationale doit supprimer de son ordre du jour particulier, toutes les questions d'intérêt général,*

l'étude de ces questions devant être laissée au Congrès général des Syndicats ; et 2° Que tous les Congrès administratifs doivent se tenir à la même époque et dans la même ville. Pour sanctionner ce vœu, il décide que les futurs Congrès des Bourses du Travail n'inscriront à leur ordre du jour que les questions intéressant les Bourses du Travail.

Cette résolution fut acceptée par 25 voix contre 5.

Ainsi fut défini le régime sous lequel devaient se tenir pendant 8 années les assises nationales du mouvement syndicaliste français.

Le Congrès de la C. G. T. s'ouvrit aussitôt après, avec 71 délégués représentant 203 organisations corporatives. Il discuta surtout l'attitude des syndicats vis-à-vis de la politique.

« Les questions politiques disait Keufer, les rivalités « d'école qu'on ne compte plus, ont dispersé les effets, « augmenté les divisions et l'impuissance.

Ne se croirait-on pas en 1925 ? Les délégués furent unanimes à écarter des Syndicats « ce brandon de discorde » en même temps qu'ils précisèrent, comme suit, la mentalité syndicale.

Le Congrès corporatif de Tours invite les organisations corporatives à se tenir à l'écart de toute action politique.

On aurait aujourd'hui grandement besoin de revenir à cette saine conception du syndicalisme.

Le principe de la grève générale fut aussi accepté à la presque unanimité avec une précision importante dont la valeur reste totale aujourd'hui.

La grève générale comme la grève partielle, sont des conflits d'ordre économique, et si, après les Syndicats, l'idée en a été propagée par des groupements politiques révolutionnaires, qui acceptent les décisions des Congrès ouvriers au lieu de les combattre, ils n'en conservent pas moins un caractère de lutte purement syndicale.

Le Congrès ne faisait pas, toutefois, de l'acception de ce principe, une condition formelle et absolue à l'admission à la C. G. T.

Tours marquait un très gros progrès sur les Congrès antérieurs. Il restait beaucoup à faire pour faire passer son œuvre théorique dans le domaine des faits.

Ce fut l'œuvre du Congrès de Montpellier en 1902. Entre temps, les deux organisations (Bourses et Syndicats) vécurent côte à côte sans cesser d'avoir leur vie propre, se querellant souvent, méfiante l'une vis-à-vis de l'autre. La Fédération des Bourses dominait manifestement, sous l'admirable impulsion de Pelloutier. Elle traduisait fréquemment ses craintes d'être absorbée par la C. G. T. A son Congrès de Toulouse, en 1897, elle se montra renforcée et agissante, désireuse d'étendre son action aux milieux ruraux et maritimes, dont Pelloutier avait pressenti le grand rôle dans la révolution économique.

Le Congrès des Syndicats, moins important, tenta, lui aussi, de définir les attributions et représentations des deux organismes au sein de la C. G. T.

Toulouse fut un essai d'unification qui aurait dû logiquement se continuer à Rennes en 1898. Ce fut le contraire.

Ce Congrès de Rennes aboutit en fait à la séparation des deux sections Confédérales. Aucun doute n'est permis lorsqu'on lit dans la résolution adoptée, ce passage significatif :

Les deux organismes constituant la Confédération (Comité National et Fédérations des Bourses) ne se réunissent qu'en cas d'événements imprévus et nécessitant manifestement une entente.

Si l'idée d'Unité subsistait, elle n'était pas moins en recul quant à la réalisation.

En somme, la C. G. T. ne constituait qu'une sorte

de lien moral entre les deux Organisations qui la composaient. Des militants virent immédiatement le danger d'une telle situation. On sera obligé de les réunir à nouveau disait Braun (Fédération de la Métallurgie). « Le Congrès de Rennes n'a pas fait de bonne besogne ». La question de votation fut aussi posée au 10^e Congrès Corporatif National. Il s'arrêta au système du vote unitaire par Syndicat, quelle que soit l'importance numérique de celui-ci. Cette question reviendra d'ailleurs par la suite devant les Congrès suivants. Elle n'a pas cessé de se poser et continuera à l'être pendant longtemps encore.

A cette époque, nous étions en plein dreyfusisme, et le Syndicalisme ressentait fortement les secousses de l'agitation provoquée par cette affaire Dreyfus ainsi que par les crises industrielles qui se produisirent alors.

Aussitôt le Congrès de Rennes terminé, la grève des Terrassiers de la Seine, auxquels s'étaient joints un grand nombre de travailleurs du Bâtiment, battait son plein. 50.000 ouvriers au moins étaient en grève. Le moment parut propice pour engager la lutte et déclencher la grève générale.

Les Fédérations des Métallurgistes et des Cheminots se montrèrent très enthousiastes pour ce mouvement. C'est surtout de la Fédération des Cheminots que le signal était attendu pour ce mouvement, dont on escomptait beaucoup en raison de l'effet politique et économique qu'il ne devait pas manquer de produire, à la veille de l'Exposition Universelle de Paris (1900).

Le Gouvernement ayant intercepté les ordres de grève des Cheminots, l'échec fut complet dans cette corporation et, par répercussion, dans toutes les autres.

Lagailse, secrétaire de la C. G. T. et secrétaire-adjoint des Cheminots, démissionna.

Par contre, les organisations du Bâtiment, mais elles seules, obtinrent de sensibles améliorations qui devaient, par la suite, largement contribuer au développement du syndicalisme dans cette importante industrie.

L'agitation au sujet de l'affaire Dreyfus sépara en deux groupes les forces ouvrières. Pendant que les unes étaient pour la révision, avec ceux qui suivaient Jaurès et Allemane dans le Parti socialiste, les autres se tenaient dans la neutralité. Les anarchistes participèrent, eux, activement à l'agitation « Dreyfusarde » avec Sébastien Faure, au premier rang de la bataille.

L'aboutissant de cette campagne fut le triomphe de la coalition des gauches et l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, aux côtés de Galiffet le massacreur des Communards. Drôle de symbole qui prendra par la suite toute sa signification, lorsque Millerand arrivera au pinacle.

Et c'est à ce moment que s'ouvrit ce qu'on a appelé la période du *Millerandisme*, dont le but consistait à enrégimenter les forces ouvrières pour soutenir un pouvoir d'Etat chanceux. Le programme du Millerandisme fut exposé à Saint-Mandé en 1901, par son auteur.

Quoique habile, ce calcul n'eut pas les résultats attendus par les libéraux flanqués de Millerand-le-Ré-négat.

Toutes les prévisions de Millerand furent détruites et ses espoirs furent mis à terre par la grande grève du Creusot qui devait forcer 3.000 ouvriers à s'exiler et aboutit à la négation du droit syndical dans la contrée soumise au bon plaisir de Schneider.

L'incident sanglant survenu au cours d'une grève à la Martinique détourna définitivement les ouvriers du *Millerandisme*.

Entre temps, eut lieu, à Paris, le Congrès des Bour-

ses, en 1900, ou 34 organisations étaient représentées.

La question des rapports avec les partis politiques fut encore posée, mais sans succès pour ceux qui discutaient la fusion avec les groupes socialistes.

Après une belle démonstration de Pelloutier condamnant l'effet désastreux qui résulterait de cette fusion le Congrès adopta, à l'unanimité, la motion suivante de la Bourse de Constantine :

Considérant que toute immixtion des Bourses du Travail dans le domaine politique serait un sujet de division et détournerait les organisations syndicales du seul but qu'elles doivent poursuivre : l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Décide :

Qu'en aucun cas, la Fédération des Bourses du Travail ne devra adhérer à un groupement politique.

Mais d'autre part, par un sentiment qu'on ne s'explique guère autrement, par une crainte de déviation qui aurait annihilé toute l'action et la propagande de la *Fédération des Bourses*, il fit repousser l'adhésion plus complète à la C. G. T.

« Ces deux organisations, dit le délégué de Lyon, doivent marcher de pair et faire chacune son travail, mais sans se confondre ».

L'œuvre incomplète de Rennes n'était pas achevée. Le Congrès de la C. G. T. se tint également à Paris, du 10 au 14 septembre 1900. 236 organisations y étaient représentées par 171 délégués.

La question des Fédérations d'industrie y fut agitée sans trouver de solution. Elle n'est pas encore solutionnée en ce moment.

La plus importante décision qui fut prise par le Congrès, fut la publication d'un journal syndicaliste *La Voix du Peuple*. L'abonnement de ce journal fut obligatoire. Il fit partie de ce qu'on a appelé : la triple obligation confédérale.

Lagailse fut remplacé au Secrétariat Confédéral par Renaudin (des Cuirs et Peaux), qui ne resta que quelques mois en fonctions et fut lui-même remplacé par Guérard (des Cheminots). Les deux Congrès Corporatifs (Bourses et Fédérations) se tinrent l'un après l'autre mais non dans la même ville.

Celui des Bourses se tint à Nice, le 17 septembre 1901. Pelloutier, mort en 1900, avait été remplacé par Yvetot.

Niel qui devait, un peu plus tard, être appelé au Secrétariat de la C. G. T. et qui représentait à ce Congrès la Bourse du Travail de Montpellier, concluait, dans son rapport sur la question de l'Unité, à l'union immédiate des deux grandes organisations nationales.

Cela est incompatible avec l'unité ouvrière disait-il, cela crée un antagonisme d'idées et de personnes. Il faut donc que l'une des deux disparaisse en tant qu'organisation centrale et qu'elle se fonde dans l'autre.

Et à son avis, ce qui peut surprendre ceux qui ignorent les idées de Niel, c'était la Fédération des Bourses qui devait disparaître ou tout au moins renoncer à son côté dirigeant.

Le Congrès n'entendit pas ce langage et ne suivit pas Niel. Yvetot s'opposa à la fusion ainsi conçue et sur son intervention, le Congrès se prononça en faveur « d'une étude plus approfondie » du projet Niel.

Toutefois, les désirs et les besoins d'unité étaient réellement considérables. Ils allaient devenir bientôt décisifs. Le Congrès confédéral, le 6^e, se tint à Lyon, du 23 au 27 septembre 1901.

Le projet Niel revint en discussion. Le plan du délégué de Montpellier fut ainsi esquissé : à la base, le Syndicat ; au-dessus, la Bourse du Travail ; après les Bourses, les Fédérations ; enfin pour couronner l'édifice syndical, la C. G. T., synthèse de l'action ouvrière.

Les superpositions de groupements subsistaient encore, mais elles étaient considérablement réduites.

Le projet fut remis et renvoyé à l'examen du Congrès de 1902 qui se tint à Montpellier du 22 au 27 septembre.

Une nouvelle explosion de grèves, le vote de la loi de 10 heures (Colliard-Millerand), les incidents qui en résultèrent incitèrent les militants à en finir.

Le Congrès des Bourses réunies à Alger, la semaine précédente, avait reconnu la nécessité de l'union. Un projet fut adopté dans ce sens et on confia à Niel le soin de le présenter au Congrès Confédéral.

Montpellier fut le véritable Congrès de l'Unité. Il fut dominé par cette question essentielle et la préoccupation de lui donner un statut.

Un seul Syndicat, celui des Maçons de Reims, formula quelques réserves. L'accord fut scellé à la quasi-unanimité. La coordination des forces confédérales était réalisée. La C. G. T. prit à Montpellier sa véritable figure.

Maxime Leroy dans la « Coutume Ouvrière » définit ainsi la C. G. T. issue du Congrès de Montpellier :

« La Confédération Générale du Travail ne constitue pas un groupement fonctionnant indépendamment des Syndicats, Bourses et Fédérations, à la manière d'un pouvoir exécutif se superposant et s'ajoutant, en les complétant, aux divers rouages politiques ou administratifs de la République. Elle n'est pas, non plus comparable à une sorte de « Syndicat supérieur », le « Syndicat des Syndicats », comme disait M. Allou, au Sénat, pendant la discussion de la loi de 1884. Elle n'est pas davantage une association de personnes ; elle n'a pas une vie autonome ; elle n'a ni assemblée générale, ni adhérents individuels. »

Cette démonstration est exacte. Elle montre l'impossibilité pour le régime actuel d'incorporer la C. G. T. dans son cadre juridique. Si elle ne montre pas son rôle, ni son but, elle l'exprime pourtant par l'application de la théorie des contraires. Nous le verrons en examinant d'abord la résolution de Montpellier et aussi la Charte d'Amiens.

Désormais, la C. G. T. va représenter le groupement commun aux deux sections : Bourses et Fédérations, fusionnées dans son sein. C'est une organisation au troisième degré ; le groupement de base étant le Syndicat de métier ou d'industrie, le groupement secondaire ayant forme double de Fédération nationale ou Bourse du Travail et la C. G. T. le groupement réalisant entre celles-ci la liaison qu'elles forment elles-mêmes entre les Syndicats.

On pourrait croire que cette organisation double de la base au faite n'est pas souple, qu'il existe encore des chevauchements, que l'unité est incomplète. Il n'en est rien. Au contraire, une telle organisation assure l'autonomie des groupements et la coordination des efforts, à condition que l'une des deux organisations secondaires ne tente pas d'empiéter sur les attributions de l'autre.

L'article 3 des statuts de Montpellier qui sera d'ailleurs modifié à plusieurs reprises, notamment en 1918 après le Congrès de Paris, donne la raison décisive de cette constitution et fixe les attributions et obligations des organismes.

Ci-dessous le texte de cet article essentiel :

« Nul Syndicat ne pourra faire partie de la C. G. T. s'il n'est fédéré nationalement et adhère à une Bourse du Travail ou à une Union de Syndicats locale ou départementale ou régionale de corporations diverses. »

« Toutefois, la Confédération Générale du Travail examinera le cas des Syndicats qui, trop éloignés du siège social d'une Union locale, ou départementale, ou régionale, demanderaient à n'adhérer qu'à l'un des deux groupements cités à l'article 2. »

« Elle devra, en outre, dans le délai d'un an, engager et ensuite mettre en demeure les Syndicats, les Bourses du Travail, Unions locales, ou départementales, ou ré-

gionales, les Fédérations diverses, de suivre les clauses stipulées au paragraphe premier du présent article.

« Nulle organisation ne pourra être confédérée si elle n'a au moins un abonnement d'un an à la Voix du Peuple. »

« C'est le texte qui expose ce qu'on a appelé la triple obligation Confédérale qui est toujours en vigueur. »

Ainsi, par ce double jeu des organismes secondaires, chaque Syndicat est adhérent à la C. G. T. par le canal des Bourses et celui des Fédérations.

En premier lieu, elle est *décentraliste*, dans le domaine social et elle est, dans la seconde partie, *centralisatrice* sur le terrain corporatif et professionnel. L'organisation centralisée se comprend d'elle-même. Elle résulte de la nécessité de resserrer, autant que possible, le lien qui unit, par la Fédération, les Syndicats d'une même industrie, dont les intérêts professionnels sont identiques.

L'organisation décentraliste ne soulève non plus aucune objection. La C. G. T. ne peut ni ne doit vivre par en haut, par la tête. Son activité, sa propagande, son action sociale, sont l'œuvre de toutes ses cellules. Les Syndicats et surtout les Bourses du Travail en sont les facteurs d'exécution et d'action. Ils propulsent la C. G. T. en même temps qu'ils agissent par eux-mêmes.

Aux idées de « *Craft unionism* », c'est-à-dire de corporatisme, elle oppose le principe d'une organisation plus solide, plus agissante, le système de l'*Industrial unionism*, ou action industrielle base de l'action sociale.

La représentation de la section des Fédérations est assurée par un bureau et un Comité composé d'un représentant par Fédération. Le secrétaire de cette section était en même temps secrétaire de la C. G. T.

Quant à celle des Bourses elle était assurée par un Comité fédéral des Bourses ayant à sa tête un secrétaire.

En fait, la C. G. T. n'ordonne pas, elle ne décide rien. Elle est sous le contrôle permanent des deux Comités fédéraux (Bourses et Fédérations) qui ont charge, eux, d'appliquer les décisions des Congrès.

Le Bureau Confédéral enregistre, sert à l'échange des correspondances, prépare des statistiques.

Il en sera du moins ainsi jusqu'en 1912, au Congrès du Havre, qui modifiera considérablement la structure Confédérale. Quoi qu'en disent les militants confédéraux (C. G. T. ou C. G. T. U.), les deux C. G. T. sont aujourd'hui centralisées et la décentralisation n'est plus réelle, ne joue plus. C'est ce qui explique un peu la succession de crises que se dérouleront de 1914 à 1925 sans qu'on en aperçoive d'ailleurs la fin. La mainmise des Fédérations sur l'organisme Confédéral, celle plus forte encore du Bureau Confédéral sur toute la C. G. T. (Syndicats, Unions, Fédérations), ont placé, en réalité la C. G. T. entre les mains de quelques hommes qui ordonnent, exécutent, décident, sans qu'un contrôle suffisant s'exerce. Sans doute tout cela n'est possible que parce que les militants, les Syndicats, les Fédérations, les Unions, ne contrôlent pas assez fréquemment leurs Bureaux, leurs Conseils, leurs Comités et parce que la plupart du temps, ils enregistrent au lieu de discuter et de dicter leurs volontés. Et ils subissent ainsi tactiques et méthodes qu'ils devraient condamner. Les déviations successives du syndicalisme viennent toutes de cette carence totale, de cette absence de contrôle. Approuvés, parce qu'ils surent faire adopter leurs points de vue, avaliser leur conduite, ratifier leurs attitudes, les militants fédéraux et confédéraux, ceux-ci inspirant ceux-là, ont de proche en proche, abandonné lentement mais sûrement, sans s'en apercevoir toujours, les principes essentiels du syndicalisme. Il n'y a pas d'autres raisons syndicales à la crise. Les

autres sont d'ordre politique et on les retrouve à toutes les périodes de l'histoire ouvrière.

Depuis le Congrès de Montpellier en 1902, la C. G. T. tint jusqu'à la guerre cinq Congrès : Bourges (1904), Amiens (1906), Marseille (1908), Toulouse (1910), Le Havre (1912). Un sixième était en préparation à Grenoble, lorsque la guerre éclata en 1914.

Le Congrès de Bourges, en 1904, eut, tout de suite, une très grosse importance. Il s'agissait de déterminer l'action Confédérale. Serait-elle réformiste et conciliatrice, ou révolutionnaire et directe ? Telles étaient les deux questions posées au Congrès. Pendant que le Livre, les Tabacs, les Chemins de fer étaient partisans des premières, les autres, notamment le Bâtiment, les Métaux, etc., étaient partisans de la seconde.

Le premier point de vue fut soutenu par Keufer du Livre, qui s'exprima ainsi :

« Nous n'admettons pas, disait-il, que la transformation sociale se fera par une révolution brusque ; il faut d'autres moyens pour nous conduire vers l'idéal auquel chacun de nous aspire ; il faut une longue préparation mentale, il faut une modification morale des individus. »

« La violence n'est pas le meilleur moyen pour obtenir satisfaction et la méthode révolutionnaire est dangereuse en ce sens, qu'elle amènera inévitablement des représailles dont les travailleurs seront victimes. »

« C'est pourquoi nous maintenons notre opinion, nos préférences pour la méthode réformiste, sans enlever la liberté des autres organisations qui préconisent l'action révolutionnaire ; elles la feront à leurs risques et périls. »

On remarquera quelle différence il y a entre le réformisme et la collaboration de classes qui triomphe de nos jours. Pendant que Keufer recommandait la prudence, Jouhaux, aujourd'hui, entre dans les organismes du Gouvernement, délibère avec les capitalistes qu'il devrait combattre en application des principes du syndicalisme.

Les majoritaires — à l'époque les révolutionnaires — tenaient un langage différent. Que disaient-ils ?

« Ils proclamaient que le syndicalisme est l'expression d'une lutte entre deux classes très distinctes et irréconciliables : « d'un côté, ceux qui détiennent le capital, de l'autre les producteurs qui sont les créateurs de toutes les richesses, puisque le capital ne se constitue que par un prélèvement effectué au détriment du travail. »

« Après cette constatation d'un antagonisme permanent, ils déclaraient que « c'est une illusion pour les travailleurs de compter sur les gouvernants pour réaliser leur émancipation » attendu, disaient les termes de la déclaration préalable inscrite en tête des statuts types de la C. G. T., que l'amélioration de notre sort est en raison inverse de la puissance gouvernementale. »

Et Jouhaux de conclure dans son ouvrage *Le Syndicalisme et la C. G. T.*, pages 134-135 :

« Donc, double affirmation d'anti-capitalisme et d'anti-étatisme, dont les auteurs tiraient la conséquence formelle que les salariés, impuissants s'ils demeuraient isolés, doivent s'unir d'abord dans le Syndicat et par lui dans la C. G. T. pour mener eux-mêmes la lutte contre les oppresseurs. »

« Ainsi, le syndicalisme révolutionnaire s'affirmait comme l'organisation du prolétariat en vue de la lutte à mener contre le capital pour la suppression du salariat. Il se déclarait hostile à toute entente permanente entre le capital et le travail et il proclamait le principe de l'action continue contre le patronat, la méfiance de l'Etat et la nécessité de l'action directe, de la pression immédiate des producteurs. Il ne répugnait pas aux améliorations des conditions de travail ni aux réformes

sociales, mais il ne reconnaissait à celles-ci de valeur vraie qu'autant qu'elles diminuaient la puissance du capitalisme et tendaient à accroître la force émancipatrice du prolétariat. Il ne croyait enfin possible de s'appliquer utilement à les obtenir que par l'activité propre des salariés. »

Il y a gros à parier qu'aujourd'hui Jouhaux et ses amis ne soutiendraient pas pareille thèse.

Et pourtant, il fut des 825 qui se prononcèrent contre les 369 qui soutenaient, en 1904, la thèse de Keufer.

La Représentation proportionnelle, soutenue par Keufer et ses amis ne fut pas, non plus, acceptée. Là encore, le syndicalisme rompait avec la démocratie. C'est en 1904, à Bourges que fut envisagée l'action pour les 8 heures, qui devait trouver en 1906 les travailleurs prêts à imposer cette revendication par la grève générale.

Après les manifestations de 1889, les fusillades de Fourmies et de la Ricamarie, la journée de 8 heures cessa d'être une affirmation théorique pour devenir le but des efforts ouvriers.

Voici, à ce sujet, l'ordre du jour qui fut adopté par le Congrès de Bourges :

« Le Congrès, considérant que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action propre pour améliorer leurs conditions de travail ;

« Considérant qu'une agitation pour la journée de 8 heures est un acheminement vers l'œuvre d'émancipation intégrale ;

« Le Congrès donne mandat à la Confédération d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que :

« Le 1^{er} Mai 1906, les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de 8 heures. »

C'est à Bourges que remonte la véritable action pour les 8 heures en France.

Cette décision ne fut d'ailleurs pas suivie par toutes les Fédérations. Le Livre en particulier soutint les 9 heures et cela ne nuisit pas peu à la propagande et à l'action de la C. G. T.

Le Congrès de Bourges eut une importance énorme que Griffuelhes, alors Secrétaire de la C. G. T., — qui devait comme Pelloutier, marquer toute cette époque de son inlassable activité, de son énergie éclairée, — soulignait ainsi :

« Ce qui se dégage du Congrès, c'est le sentiment très net des militants français de mener un mouvement entièrement libre, subordonnant son action à ses propres besoins, créant la lutte en dehors de toute force extérieure et ne se préoccupant jamais que des intérêts ouvriers. »

Et c'est le Congrès d'Amiens, en 1906, qui devait confirmer de façon éclatante les décisions de Bourges.

C'est en effet à Amiens que fut mise debout la véritable Charte du syndicalisme autour de laquelle, en 1925, tournent tout le débat doctrinal et les discussions sur la reconstitution de l'Unité.

Battus dans les Congrès antérieurs, les politiciens guesdistes, les marxistes d'alors, tentèrent une offensive suprême. Elle fut habilement menée par Renard du Textile qui devait la renouveler, toujours sans succès en 1908 à Marseille, à Toulouse en 1910 et au Havre en 1912. Il y avait des syndicalistes alors. Hélas ! aujourd'hui, il y en a beaucoup moins.

Voyons comment les guesdistes tentèrent à Amiens de faire triompher leur point de vue. Reproduisons le texte, trop oublié de leur résolution :

« Considérant qu'il y a lieu de ne pas se désintéresser des lois ayant pour but d'établir une législation protectrice du travail qui améliorerait la condition sociale du prolétariat et perfectionnerait ainsi les moyens de lutte contre la classe capitaliste ;

« Le Congrès invite les syndiqués à user des moyens qui sont à leur disposition — (le bulletin de vote) c'est moi qui ajoute et souligne — afin d'empêcher d'arriver au pouvoir législatif les adversaires d'une législation sociale protectrice des travailleurs ;

« Considérant que les élus du parti socialiste ont toujours proposé et voté les lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ainsi que son affranchissement définitif ;

« Que tout en poursuivant l'amélioration et l'affranchissement du prolétariat sur des terrains différents, il y a intérêt à ce que des relations s'établissent entre le Comité confédéral et le Conseil national du Parti socialiste, par exemple pour la lutte à mener en faveur de la journée de 8 heures, de l'extension du droit syndical aux douaniers, facteurs, instituteurs et autres fonctionnaires de l'Etat ; pour provoquer l'entente entre les Nations et leurs gouvernements, pour la réduction des heures de travail, l'interdiction du travail de nuit des travailleurs de tout sexe et de tout âge ; pour établir le minimum des salaires etc., etc... »

« Le Congrès décide :

« Le Comité confédéral est amené à s'entendre, toutes les fois que les circonstances l'exigent, par des délégations intermittentes ou permanentes, avec le Conseil national du Parti socialiste pour faire plus facilement triompher les principales réformes sociales. »

Renard ne proposait rien d'autre que les fameux Comités d'action dont on nous casse les oreilles aujourd'hui et qui doivent permettre au Parti communiste de prendre le pouvoir.

C'est autour de ce texte que s'engage avant le Congrès une campagne très vigoureuse dans tout le pays. Le parti socialiste voulait à tout prix triompher à Amiens. Nous connûmes la même offensive avant le Congrès constitutif de la C. G. T. à St-Etienne en 1922.

Mais avec cette différence qu'à Amiens les politiciens furent battus à plate couture, alors qu'ils vainquirent à St-Etienne 16 ans plus tard.

C'est Merrheim, des unitaires de Roubaix, appelé à cette époque au secrétariat de la Fédération des unitaires, qui lui donna la réplique et quelle réplique !

« Vous avez voulu, disait Merrheim, faire du syndicat un groupement inférieur, incapable de sortir de la légalité. Nous affirmons le contraire. Il est un groupement de lutte intégrale révolutionnaire et il a pour fonction de briser la légalité qui nous étouffe, pour enfanter le droit nouveau que nous voulons voir sortir de nos luttes. »

Naturellement, comme aujourd'hui, les orateurs de la tendance Renard dénoncèrent comme une action anarchiste celle que menaient les syndicalistes révolutionnaires.

Ce qui faisait dire à ces derniers : « On a trop parlé, déclara l'un d'eux, comme s'il n'y avait que des socialistes et des anarchistes. On a oublié qu'il y a surtout des syndicalistes. »

Le syndicalisme est une théorie sociale nouvelle, une doctrine particulière. Il faut, avec les Congressistes, se prononcer sur elle. Il faut qu'ils disent que cette doctrine est indépendante du socialisme et de l'anarchie.

Le Secrétaire général de la C. G. T. Victor Griffuelhes, prenant la parole le dernier, déclara :

« En réalité, d'un côté, il y a ceux qui regardent vers le pouvoir et de l'autre ceux qui veulent l'autonomie complète contre le patronat et contre le pouvoir. Comment s'établirait cet accord fait de concessions mutuelles entre un Parti qui compte avec le Pouvoir, car il en subit la pénétration et nous qui vivons en dehors de ce pouvoir ? Nos considérations ne seraient pas toujours celles du Parti, d'où impossibilité d'établir les rapports demandés. »

Il n'y a rien de changé. Aujourd'hui les mêmes obstacles se présentent.

En produisant semblables affirmations, *Griffuelhes* annonçait le divorce total du syndicalisme avec la Bourgeoisie et le Pouvoir.

Keufer, du Livre, présentait une thèse mixte qui, par un paradoxe assez singulier, est devenue celle de ses adversaires d'alors, les dirigeants actuels de la C. G. T.

Au nom des réformistes, *Keufer* se prononçait pour l'autonomie syndicale vis-à-vis de tous les Partis politiques et concevait l'organisation ou l'action syndicale selon la méthode *trade-unioniste* anglaise, la méthode corporative qui vouait le syndicat à ne poursuivre que des améliorations corporatives.

Il affirmait d'ailleurs que l'action parlementaire devait s'exercer parallèlement à l'action syndicale.

Ni la thèse de *Renard*, ni celle de *Keufer* n'obtinrent de succès. La Résolution présentée par *Griffuelhes*, devenue la charte d'Amiens, obtint 824 voix contre 3 à la motion *Renard*.

Ci-dessous cette charte fameuse :

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 des statuts constitutifs de la C. G. T., disant :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre tous les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

« Le Congrès précise, par les points suivants cette affirmation théorique :

« Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc... Mais cette besogne n'est qu'un des côtés de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale des travailleurs avec, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effets, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérales n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »

C'est autour de cette charte dont les politiciens proclament aujourd'hui la caducité que se livrent, depuis 5 ans, les batailles les plus terribles entre réformistes-

collaborationnistes, syndicalistes révolutionnaires et communistes.

La portée de cette résolution, qui marque l'avènement du syndicalisme comme unique force révolutionnaire des travailleurs, fut considérable. Elle domina et domine encore de très haut tous les conflits entre ouvriers et politiciens. *Griffuelhes* avait vu clair, juste et loin.

Non seulement, la charte d'Amiens proclame la neutralité du syndicalisme vis-à-vis des partis, mais encore elle l'exige du syndiqué dans le syndicat. Elle déclare très nettement que la qualité de membre d'un Parti ou d'un groupement philosophique ne peut être ni une cause d'admission privilégiée, ni une cause de radiation spéciale de la part du syndicat. Elle place ainsi le producteur en première ligne, au-dessus du citoyen. Et c'est juste, parce que le travailleur est une réalité de tous les jours, invariable dans son état comme dans ses désirs, tandis que le citoyen est un entité fugace. Le citoyen peut changer d'opinions, devenir par le jeu de l'évolution ou de l'involution l'adversaire de ce qu'il soutenait âprement hier, soit par conscience, soit par intérêt ; le travailleur, lui, reste semblable à lui-même ; il subit en tant que salarié la double exploitation et la double oppression du capitalisme et de l'Etat. Ce n'est qu'après avoir assuré économiquement sa défense de classe contre les capitalistes de toutes écoles politiques et philosophiques réunis, eux, en faisceau de classe compact, que le travailleur a le droit et la possibilité de faire de la politique et de philosopher à son aise.

Il déclare d'ailleurs nettement que si philosopher ne saurait nuire et au contraire à son éducation et à son activité sociale, il serait infiniment préférable que le travailleur s'abstint de participer aux luttes politiques où il est souvent appelé à agir, sur ce plan particulier, aux côtés et en accord de certains de ses adversaires de classe : patrons dits libéraux, mais patrons avant tout.

Si le travailleur s'abstenait de fréquenter les groupements politiques prometteurs ou endormeurs, il n'est pas douteux que le syndicalisme serait depuis longtemps le seul groupement de classe de tous les ouvriers et qu'il les rassemblerait tous sous sa bannière. Le triomphe du syndicalisme qui, depuis Amiens, a rompu avec le Pouvoir, qu'il soit démocratique ou non, avec la Bourgeoisie et toutes ses institutions politiques et économiques, pour affirmer son rôle et sa mission d'avenir, serait depuis longtemps un fait accompli.

Le syndicat, de par la charte d'Amiens, n'est pas seulement un instrument de combat dans la société actuelle, il devient, dans sa conception, l'organe même de la transformation sociale, la cellule de base de la société à venir, celle-ci étant organisée par lui dans les domaines de la production et de la répartition.

L'attitude de neutralité du syndicalisme à l'égard des partis politiques est davantage qu'une méfiance des luttes électorales et parlementaires. S'il en était autrement, ce ne serait qu'une position temporaire et par conséquent révisable. Ce n'est pas le cas.

De cette neutralité découle, dans la réalité, l'idée que le syndicalisme s'étend et œuvre sur un plan très différent des partis politiques et que l'action politique et syndicaliste s'exercent sur deux terrains très distincts. Telle fut l'œuvre magistrale réalisée à Amiens.

Nous aurons l'occasion de revenir sur la valeur de cette charte, lorsque nous examinerons les luttes qui dressent les unes en face des autres les fractions aujourd'hui dispersées du mouvement syndicaliste français.

Quelle que soit l'évidente clarté de la charte d'Amiens, elle ne parvint pas à dissiper toutes les équivoques, à

éviter les querelles. Et aujourd'hui, plus que jamais, c'est autour d'elle qu'on se dispute.

Peu après Amiens, le mouvement confédéral devait connaître encore un autre péril. Ce fut l'époque de l'« *hervéisme* » et Gustave Hervé qui, depuis..., s'imaginait un instant qu'il avait rallié le syndicalisme à ses théories. Les Congrès de Marseille en 1908 et de Toulouse en 1910, se chargèrent de détruire ses illusions.

Ce n'est pas en vain que le syndicalisme avait défini SA DOCTRINE et son activité propres.

La charte d'Amiens fut encore confirmée en 1912 au Congrès du Havre, le dernier Congrès d'avant-guerre.

Après une longue discussion, souvent très âpre, sur l'orientation syndicale, le Congrès vota la résolution ci-dessous :

« Le Congrès, à la veille de reprendre, pour l'intensifier, l'agitation confédérale en vue de réduire le temps de travail, tient à nouveau à rappeler les caractères de l'action syndicale, de même qu'à fixer le position du syndicalisme ;

« Le syndicalisme, mouvement offensif de la classe ouvrière, par la voie de ses représentants, réunis en Congrès, seuls autorisés, s'affirme encore une fois décidé à conserver son autonomie et son indépendance qui ont fait sa force dans le passé et qui sont le gage de son progrès et de son développement ;

« Le Congrès déclare que, comme hier, il est résolu à s'écarter des problèmes étrangers à son action prolétarienne, susceptibles d'affaiblir son unité si durement conquise et d'amoindrir la puissance de l'idéal poursuivi par le prolétariat groupé dans les syndicats, Bourses du Travail, les Fédérations corporatives et dont la C. G. T. est le représentant naturel ;

« De plus, le Congrès évoquant les batailles affrontées et les combats soutenus, y puise la sûreté de son action, la confiance en son avenir, en même temps qu'il y trouve la raison d'être de son organisation toujours améliorée ;

« C'est pourquoi, dans les circonstances présentes, il confirme la constitution morale de la classe ouvrière organisée, contenue dans la déclaration confédérale d'Amiens (Congrès de 1906). »

L'action confédérale fut aussi dirigée contre le militarisme, le patriotisme et la guerre. Le Congrès de Marseille (1908) en particulier vota une motion qui eut quelque retentissement.

« Le Congrès Confédéral de Marseille rappelant et précisant la motion d'Amiens ;

« Considérant que l'armée tend de plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, les travailleurs en grève, quand elle n'a pour rôle de les fusiller comme à Narbonne, à Raon-l'Étape et à Villeneuve-Saint-Georges ;

« Considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ;

« Le Congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le travail et le capital, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères travailleurs ;

« Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies, la classe ouvrière et la classe capitaliste ;

« Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale :

« Les travailleurs n'ont pas de patrie » ; qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications ;

« Le Congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

Cette thèse, déjà soumise aux autres Centrales Nationales au cours des conférences internationales, ne fut jamais acceptée par les Allemands qui refusèrent de connaître l'antipatriotisme et l'antimilitarisme comme des questions intéressant le syndicalisme. Ceci prouve toute la différence qui existe entre le mouvement ouvrier français et tous les autres mouvements qui tous, à l'exception d'une partie des mouvements espagnol et italien, reposent sur la conception social-démocrate. C'est de cette incompréhension que découlera l'impuissance du mouvement syndicaliste de tous les pays belligérants en face de la guerre.

L'entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C'était la répétition plus brutale encore de l'entrevue Griffuelhes-Legien, à Berlin, en 1906, au sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d'ensanglanter le monde.

Lorsque j'étudierai ici l'action internationale du mouvement ouvrier français ; j'exposerai en détail ce que furent les Conférences et Congrès internationaux.

Nous voici maintenant à la veille de la guerre. La grève générale n'est point déclarée et la guerre éclate. Jaurès est tué par Villain le 31 juillet 1914 et la mobilisation est décrétée le 2 août.

Que va faire la C. G. T. ?

Impuissante à déclencher la grève générale va-t-elle rester neutre, en attendant l'heure de son intervention possible contre le fléau ou au contraire, emboîter le pas aux gouvernants ?

C'est là que se placent de dramatiques incidents. Le Bureau Confédéral a décidé de fuir, de gagner l'Espagne. Il a pour cela frété un bateau qui doit le conduire de la Rochelle à St-Sébastien.

Mais le gouvernement a eu vent de ce qui se prépare. Il sait que si le Bureau de la C. G. T. quitte la France, c'est pour mener une action vigoureuse contre la guerre, de l'étranger. Le Ministre de la guerre, Messimy veut appliquer immédiatement le carnet des suspects dit « carnet B ».

Malvy, ministre de l'Intérieur, temporise pendant que Viviani, Président du Conseil, craignant une émeute par suite de l'assassinat de Jaurès, émeute qui rendrait la mobilisation impossible, lance une proclamation au Peuple, l'invite au calme et promet la punition du coupable.

Tous ces événements se déroulent à une vitesse vertigineuse. La C. G. T. reste pour le gouvernement l'X mystérieux.

C'est alors que Malvy a une idée géniale autant que malfaisante. Il délègue auprès du Bureau confédéral un avocat jusqu'alors considéré comme socialiste révolutionnaire d'extrême-gauche, très au courant des choses ouvrières, qu'on nous assure — sans que nous puissions l'affirmer — être M. Pierre Laval, ministre des Travaux publics, au moment où j'écris ces lignes (ce qui est de nature à renforcer notre conviction).

Cet avocat annonce au Bureau Confédéral que le gouvernement connaît ses projets d'embarquement et qu'il est décidé, par l'arrestation immédiate, à en empêcher l'exécution.

Le Comité Confédéral est réuni immédiatement. Il ne prend aucune décision — Le Bureau est livré à lui-

même et perd la tête. Il va chez Malvy et se rend aux raisons de celui-ci. Désormais, il sera derrière le Gouvernement. Il participera, avec toute la C. G. T., à l'union sacrée... Jaurès est enterré le 2 août. Jouhaux se rend aux funérailles. Au nom de la C. G. T., il parle et c'est pour dire : « *Comment trouver des mots ? Notre cerveau est obscurci par le chagrin et notre cœur est étreint par la douleur. C'est encore dans son souvenir que nous puiserons les forces qui nous seront nécessaires* ».

« *Au nom des organisations syndicales, au nom de tous les travailleurs qui ont déjà rejoint leur régiment et de ceux — dont je suis — qui partiront demain, je déclare que nous allons sur les champs de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur : c'est la haine de l'impérialisme qui nous entraîne.* »

Jouhaux ne partit pas. Je ne le lui reproche pas. Ce que je lui reproche, par contre, ce sont les paroles prononcées sans mandat, au nom des travailleurs non consultés. — La C. G. T. souscrivait à la guerre.

C'en est fait. C'est la capitulation. Le Carnet B n'est pas appliqué. Malvy a gagné la partie. Il convient cependant d'être juste, surtout lorsqu'on est sévère. Si le Bureau Confédéral faillit à ses devoirs, il ne fut soutenu par personne. Partout, ce n'était qu'abdication, enthousiasme pour cette guerre du droit (?) Au lieu des cris de *A bas la guerre* qu'on aurait dû entendre, c'était ceux de *A Berlin* qui retentissaient. Une immense vague de chauvinisme balayait le pays.

Et comme il est difficile de se reprendre, l'abdication s'aggrava bientôt. Ce fut après Charleroi et la ruée sur Paris, la fuite du Bureau Confédéral à Bordeaux, avec le Gouvernement ; ce furent les Terrassiers de Paris, les sans-travail embauchés par Galliéri pour défendre Paris. Quels tristes événements !

Il faudra près d'un an avant que n'apparaissent les premiers et timides symptômes de l'effort anti-guerrier.

C'est sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales auquel adhèrent : Merrheim, Bourderon, Chaverot, Sirolle, Souvarine, etc... et, où Trotsky, encore à Paris, joue un rôle prépondérant, que s'organise l'action contre la guerre.

Merrheim est l'inlassable apôtre de la paix. Accompagné de Bourderon, il se rend à Zimmerwald, en 1915, pour y rencontrer les autres pacifistes européens. Ledebour y représente l'Allemagne où Karl Liebknecht mène une action pacifiste vigoureuse, en compagnie de Rosa Luxembourg. Grimm représente la Suisse. Lénine représente la Russie.

Cette entrevue est dramatique au possible. Pendant 6 heures sans discontinuer, Merrheim et Lénine discutent pied à pied. Lénine voudrait qu'en rentrant en France, Merrheim déclençât l'insurrection contre la guerre. Celui-ci lui déclare que c'est impossible, qu'il ne serait pas suivi. Il ajoute qu'il n'est d'ailleurs pas certain de rentrer. Par contre Merrheim croit qu'il est possible d'intensifier l'action pour la paix, d'amener, sans brusquerie, le prolétariat français à se dresser contre la guerre.

La Conférence de Zimmerwald, si elle ne prit en fait aucune décision, n'en marque pas moins le commencement du redressement du mouvement syndical français. Ce fut aussi la reprise des relations internationales rompues par la guerre. C'est sous le couvert de cette action pacifiste, qui va s'intensifier rapidement, que le syndicalisme se ressaisira.

Bientôt, il prendra figure d'opposition organisée et solidement groupée dans le Comité de Défense Syndicaliste avec Merrheim, Rey, Péricat, Andrieux, J.-B. Vallet et tant d'autres.

La province suit. De graves événements encore mal connus ont lieu à Toulouse où un bataillon se révolte.

Des centres permanents d'agitation se créent à Saint-Etienne, Bourges et Decazeville, sous l'impulsion de Merrheim.

L'action pacifiste s'organise partout et à Decazeville, Verdier applique une formule nouvelle : *l'occupation des usines et le fonctionnement de ces usines par les ouvriers*.

C'était la bonne. C'est celle-là qu'il faudra appliquer demain, si on veut priver le capitalisme de ses moyens de faire la guerre. C'est cette précision qui manquait à la motion votée à Marseille en 1901, c'est celle que l'Union Fédérative des Syndicats autonomes de France a exposée récemment.

Si cette action n'atteint pas le but indiqué par Lénine — et elle eût pu l'atteindre si l'action révolutionnaire de Decazeville avait été amplifiée et suivie — elle a au moins pour conséquence de fortifier considérablement la minorité syndicaliste révolutionnaire qui combat violemment la majorité.

Des séances tumultueuses ont lieu au Comité Confédéral où Merrheim et Jouhaux se dressent face à face.

Dumoulin, mobilisé et Monatte également mobilisé, luttent aux côtés de la minorité.

Et c'est l'arrivée de Clemenceau au pouvoir avec sa formule « *Je fais la guerre* ».

Immédiatement c'est le régime de la brutalité qui s'instaure. C'est aussi celui du mouchardage ignoble avec Ignace et Mandel. Merrheim est appelé plusieurs fois par Clemenceau qui veut le forcer à abandonner son action pacifique. Il ne s'y rend pas et continue sa courageuse besogne.

Enfin, il cessera un jour, sans qu'on sache exactement pour quelles raisons. Et c'est le démantèlement des forteresses de Bourges, de Saint-Etienne, de Decazeville, c'est l'emprisonnement de Péricat et des militants de la Loire et la Conférence de Clermont-Ferrand en 1917, où il semble possible de ressouder les forces confédérales. Hélas ! ce n'est qu'un espoir vite déçu. Mal conseillé, mal entouré, Jouhaux continue son erreur, alors qu'il lui était possible encore de revenir dans la bonne voie. La minorité syndicaliste atteindra son apogée au Congrès de Saint-Etienne que préside Dumoulin, alors détaché à Roche-la-Molière. Puis c'est le retour de Merrheim au berceau confédéral, retour qui sera suivi de celui de Dumoulin, convaincu à son tour dans la nuit qui marque la fin du Congrès Confédéral de Paris en 1918. La minorité a désormais ses chefs de guerre, ceux qui lui montrèrent la route à suivre.

Elle est démantelée, débandée, elle périlite, cependant que la guerre prend fin. C'est singulièrement affaiblie qu'elle se présentera au Congrès de Lyon en 1919 où sera liquidée l'action confédérale pendant la guerre.

Entre temps, pourtant, il y eut quelques tentatives de redressement général. Une grève générale a été décidée pour le 21 juillet 1919 pour faire triompher le programme minimum exposé aux travailleurs parisiens par Jouhaux et Merrheim au Cirque d'Hiver, le 24 novembre 1918.

Qu'était-il, au juste, ce programme minimum de la C. G. T. ?

Faisant siens les 14 points qui constituaient le programme du Président Wilson, que la C. G. T. et le Parti socialiste étaient allés recevoir à son débarquement à Brest, la Confédération Générale du Travail en faisait la base de son action immédiate sur laquelle elle greffait son programme de réalisations essentielles et minimum.

1° La C. G. T. demandait des conditions de paix qu'elle définissait en 5 points :

a) La Société des Nations pour la libre coopération des Peuples, en vue de faire disparaître la guerre et l'établissement de la justice internationale ;

b) La coopération de toutes les nations, sous l'égide de la S. D. N. contre tout pays qui, passant outre aux décisions d'arbitrage, déclarerait néanmoins la guerre;

c) La création d'un Office International des Transports et de répartition des matières premières pour la satisfaction rationnelle des besoins des Peuples;

d) Pas d'annexion territoriale, pas de représailles inspirées par la vengeance, mais réparations des dommages causés. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes;

e) Constitution juridique mondiale par la Société des Nations. Désarmement général et lutte contre les militarismes. Triomphe de la démocratie internationale.

2° La C. G. T. demandait que les organisations centrales des pays belligérants participent à la discussion et à l'élaboration du Traité de paix. Elle déclarait aussi nécessaire la tenue d'un Congrès International.

3° Le rétablissement de toutes les garanties constitutionnelles de toutes les libertés : droits de parole et de réunion, la suppression de la censure, l'amnistie pleine et entière, la libération des prisonniers étrangers des camps de concentration.

4° La reconnaissance du droit ouvrier par la reconnaissance du droit syndical à tous les fonctionnaires de l'Etat, la révision du Code d'inscription maritime.

La reconnaissance du droit d'intervention des Syndicats dans toutes les questions intéressant le travail. L'utilisation des bordereaux de salaire et leur généralisation par l'établissement de contrats collectifs sous le contrôle des organisations syndicales.

5° L'institution de la journée de 8 heures dans le commerce et l'industrie, la suppression du travail de nuit dans les boulangeries ainsi que dans les industries à feu continu, l'interdiction des métiers insalubres aux femmes et aux adolescents âgés de moins de 18 ans, la prolongation de la scolarité à 14 ans.

6° Le contrôle ouvrier pour le réajustement des productions de guerre aux productions de paix, l'institution d'un Conseil économique national et de Conseils régionaux au sein desquels serait représentée la classe ouvrière par des délégués désignés par elle. La fixation des règles de la démobilisation et de la reprise de l'activité économique.

La reconstitution des fonds de chômage et leur répartition sous le contrôle des organisations ouvrières.

7° La reconstruction des régions libérées sous le contrôle d'organismes collectifs ayant personnalités civiles et administratives et composés de producteurs et de consommateurs. L'obligation du emploi et la reconstitution opérée suivant les lois de l'hygiène et du progrès.

8° La réorganisation économique. — La C. G. T. réclame, pour l'avenir, la part de direction et de gestion de la production nationale qui doit revenir aux travailleurs organisés, la sauvegarde des droits collectifs par la classe ouvrière, le contrôle des entreprises qui se développent avec le concours de l'Etat, la surveillance des concessions faites par l'Etat à des Entreprises industrielles.

9° Le retour à la nation des richesses nationales. — C'est-à-dire des mines, chemins de fer, ports, houille blanche et verte, etc. La C. G. T. présentait d'ailleurs cette partie de son programme sous la forme d'un contrôle collectif sur ces richesses. Ce n'est que par la suite qu'elle posera le principe des *nationalisations industrielles*, au cours des grandes grèves de 1920.

10° La lutte contre les fléaux sociaux : l'alcoolisme, le taudis, le chômage, l'invalidité, la maladie, la vieillesse.

11° Le recrutement, l'exercice des droits, l'organisation rationnelle de l'immigration, la fixation du contrat de travail pour les ouvriers étrangers, sous le contrôle des organisations syndicales du pays intéressé.

12° L'extension de l'assurance sociale à tous les travailleurs, étrangers compris.

13° La lutte contre la vie chère. — La création d'Offices municipaux corporatifs, nationaux, publics d'alimentation populaire, supposant la réquisition des produits. La suppression des droits de douane, régie et octroi. Les Offices devront être gérés par des délégués directs du travail organisé et des consommateurs.

10° La répartition des charges budgétaires par l'application de la loi sur les bénéfices de guerre, l'impôt sur le revenu et les successions.

C'est ce programme minimum qui fut accepté à l'unanimité par le premier Comité Confédéral d'après-guerre, les 15 et 16 décembre 1918.

Ce même Comité avait modifié aussi la structure confédérale. Les Bourses disparaissaient pour faire place aux Unions départementales, fédérations départementales des Unions locales ou Bourses du travail. Ce projet fut dressé par Lapiere. De même la Fédération d'industrie remplaçait celle des métiers. A partir de ce moment, la C.G.T. est composée des Fédérations nationales d'industrie et des Unions départementales. Ce système serait parfait si, en fait, les Fédérations, organes centralisateurs, ayant leur siège à Paris, ne jouaient pas un rôle par trop dominant, si les Unions locales n'étaient pas réduites à un rôle social subalterne et si les Unions départementales, organes de décentralisation sociale, correspondaient à un besoin économique réel au lieu d'être des délimitations politiques sans valeur déterminée dans le domaine économique.

Le programme minimum, avant de recevoir la sanction du Congrès Confédéral de Lyon en 1919, subit le feu de la critique de la minorité, qui commençait à regrouper ses forces une seconde fois. Dès qu'il fut exposé au Cirque d'Hiver, il fut violemment attaqué et il fallut toute l'habileté de Merrheim pour le faire accepter — si on peut dire — aux travailleurs parisiens.

Ceux-ci sentaient que ce programme, mi-politique, mi-économique n'était pas un programme spécifiquement syndical. Ils comprenaient que pour le réaliser, il fallait compter sur le pouvoir, composer avec lui, collaborer avec l'Etat dans toutes sortes de Commissions, d'organismes et s'asseoir en face des patrons dans des organismes mixtes, travailler à la constitution des monopoles d'Etat et faire de l'Etat un patron privilégié, bien qu'il soit doublement tyrannique, politiquement et économiquement, et incompetent par-dessus le marché.

Les travailleurs sentaient que tout ce programme qui ne pouvait, à part quelques questions réellement d'ordre ouvrier et placées là tout exprès pour faire accepter l'ensemble, devenir une réalité qu'avec le concours des Pouvoirs publics, dont la C. G. T. serait un rouage économique autant que politique.

C'était l'abandon de toute la doctrine, de toute l'action confédérale confirmées sans cesse par les Congrès de Limoges, de Bourges, d'Amiens, de Marseille, de Toulouse et du Havre. C'était, après le divorce retentissant, le mariage avec la démocratie. C'était aussi l'abandon de l'action directe pour la pratique forcée de l'action parlementaire et de l'action compromettante avec les Pouvoirs publics.

C'était la rectification générale du tir confédéral qui jetait la C. G. T. dans les bras de la démocratie. Depuis 1919, cette politique n'a fait que s'accroître et la C. G. T. est devenue un appendice du Gouvernement.

Les syndicalistes révolutionnaires eurent un tort, celui-ci : S'en prendre aux hommes, à leurs trahisons, à leurs reniements, au lieu de dresser immédiatement en face du programme minimum leur propre programme. Cette besogne ne fut accomplie qu'en 1921 pour le Congrès de Lille, par le Comité Central des Syndicats révo-

lutionnaires. C'était trop tard. La scission était inévitable.

C'est donc, comme je le disais plus haut, pour défendre ce programme que, disciplinées dans l'action, toutes les fractions de la C. G. T. décidèrent de suivre le mot d'ordre de grève générale qui devait être lancé le 21 juillet 1919.

Comme il fallait s'y attendre et malgré une intense et générale propagande, ce programme ne rencontra pas l'adhésion unanime des travailleurs. Sentant le fiasco, s'exagérant peut-être aussi le péril, la C. G. T. capitula sans combattre, ce qui est bien pis que d'être vaincu en se battant. L'histoire de ces événements est mal connue. Elle ne le sera sans doute jamais.

Ce fut peut-être une satisfaction mesurée donnée aux désirs de lutte des travailleurs et un moyen de pression sur le pouvoir ; ce ne fut peut-être aussi, hélas ! qu'une capitulation de plus entre les mains de la bourgeoisie. Le saurons-nous jamais ?

Une chose au moins est certaine : c'est que devant la déroute du colosse confédéral, qui représentait plus de 2 millions de travailleurs, la Bourgeoisie, un instant apeurée, reprit confiance en elle-même. Le hasard des consultations électorales ayant amené au Pouvoir la partie la plus réactionnaire de la Bourgeoisie, celle-ci prépara la destruction de la C. G. T., sans considération de la politique suivie par celle-ci pendant la guerre et jusqu'alors.

Ce fut la lutte de classe, reprise par le capitalisme réactionnaire contre une C. G. T. qui voulait collaborer à tout prix et, malgré les humiliations renouvelées, n'y parvenait pas.

La résolution votée par le Congrès Confédéral de Lyon marquait adroitement tout cela. Elle était rédigée si habilement que, si ce n'était l'esprit connu de ses auteurs, pas un minoritaire syndicaliste n'eût pu ne pas la voter. Celle de la minorité recueillit cependant 312 voix, qui grossirent rapidement.

Quelle que soit la longueur de cette résolution de la C. G. T., il faut, pour la clarté de ce qui va suivre, pour la compréhension des événements présents, la reproduire en entier. La voici :

« *Emanation directe des forces ouvrières organisées, le Congrès Confédéral proclame à nouveau, avec une conviction renforcée par toute l'expérience passée comme par l'effroyable catastrophe qui a désolé le monde, que l'idéal syndicaliste s'accomplira seulement par la transformation totale de la société.*

« *Issue de la lutte de classe, expression complète de la situation faite au Prolétariat, s'inspirant pour son action et dans son objet de la défense des intérêts professionnels et du développement complet des droits du travail, l'organisation ouvrière répète que son but essentiel est la disparition du patronat et du salariat. La lutte de classe, elle la constate comme un fait dont elle entend tirer toutes les conséquences.*

« *Cette lutte ne pouvant prendre fin qu'avec la suppression de toutes les classes, de tous les privilèges économiques et sociaux, elle doit aboutir à une organisation nouvelle de la collectivité. Participation égale de tous aux charges et aux droits que les rapports des hommes font naître, tel est le principe initial sur lequel le mouvement ouvrier entend instaurer un régime nouveau ; il réalisera celui-ci, suivant ses conceptions propres avec les organismes qu'il aura lui-même créés et dont le caractère essentiel doit être de donner aux forces de la production la direction et le contrôle de l'économie collective : créateur de toutes les richesses, élément qui commande l'activité sociale, le travail entend être tout parce que les autres facteurs de la Société ne sont que ses subordonnés ou ses parasites.*

« *Ainsi, sans qu'aucune équivoque puisse être possi-*

ble, le syndicalisme déclare qu'il est dans son origine, son caractère présent, son idéal permanent, une force révolutionnaire.

**

« *Imprégné de ces principes et de ce but, le Congrès Confédéral de Lyon rappelle et reprend les termes de la résolution d'Amiens qui déclare :*

(Ici texte complet de la motion d'Amiens déjà transcrite.)

« *Le Congrès estime en outre nécessaire de dire que cette déclaration ne se borne pas à affirmer, pour un moment donné, de façon provisoire et revisable, la neutralité des organisations professionnelles à l'égard des Partis ou des Ecoles, des doctrines ou des philosophies, mais qu'elle proclame de façon permanente cette conception fondamentale de l'action syndicale qui est l'action directe.*

« *Il ne peut laisser croire par contre que cette action trouve son expression exacte et exclusive dans des actes de violence ou de surprise, ni qu'on la puisse considérer comme une arme pouvant être utilisée par des groupements extérieurs au syndicalisme.*

« *C'est parce qu'ils sont producteurs que le Syndicat appelle à lui tous les travailleurs et c'est l'utilisation de la force qu'ils tiennent de leur fonction productive qui est la puissance de l'organisation ouvrière.*

« *Plus que toute autre force sociale présente, il produit ce fait essentiel qui est la conséquence fatale de l'activité collective moderne : le recul de la politique devant l'économie.*

« *Continuer la production pour satisfaire les besoins des hommes, l'accroître pour mettre à la disposition de tous une plus grande somme de richesses consommables, ainsi se traduisent ses préoccupations auxquelles la situation mondiale résultant de la guerre donne une gravité formidable.*

« *Le mouvement ouvrier affirme qu'il doit et qu'il peut y répondre, mais il déclare aussi que tout effort dans ce sens n'est plus conciliable avec le maintien de l'état actuel ; l'appel au travail, auquel les travailleurs sont prêts à répondre, ne peut se comprendre désormais qu'avec la reconnaissance totale des droits du travail.*

« *Le mouvement syndical ne peut être que révolutionnaire, puisque que son action doit avoir pour effet de libérer le travail de toutes les servitudes, de soustraire tous les produits à tous les privilèges, de mettre toutes les richesses entre les mains de ceux qui concourent à les créer.*

« *Cette conception, réalisée par l'effort des travailleurs, se fera suivant les modalités du Travail lui-même constituant l'ordre nouveau, basé non sur l'autorité, mais sur les échanges ; non sur la domination, mais sur la réciprocité, non sur la souveraineté, mais sur le contrat social.*

« *L'action quotidienne du Syndicat est une préparation à ce renversement des valeurs.*

« *Toute manifestation de la force ouvrière, tend, en effet, à l'heure présente, à la conclusion des contrats. CE SERAIT UNE ERREUR PROFONDE D'Y VOIR UNE COLLABORATION ; les conventions collectives, qu'elles s'étendent à un atelier, ou à toute une région, ou à une corporation sur toute l'étendue du territoire, possèdent une valeur de transformation, parce qu'elles limitent l'autorité patronale, parce qu'elles ramènent les relations entre employeurs et employés à un marché qui encourage l'effort, sans apaiser l'énergie, puisque le travail n'y trouve pas la reconnaissance à tous ses droits, mais la satisfaction d'amoindrir l'absolutisme patronal en introduisant, dans l'atelier ou l'usine, le contrôle d'une puissance non assujettie à l'exploitation du patronat, d'une force d'émancipation : Le Syndicat.*

« S'inspirant du même esprit qui l'a déjà amené à réclamer des mesures efficaces contre la vie chère, démonstration même du gâchis économique dans lequel se débat la Société, le Syndicalisme déclare qu'il entend faire un effort pour aboutir aux solutions nécessaires, non dans un intérêt égoïste, mais dans le ferme désir de trouver une solution satisfaisante pour la collectivité.

« CETTE RÉORGANISATION INDUSTRIELLE, CE RETOUR A L'ÉQUILIBRE NE PEUVENT PAS ÊTRE OBTENUS PAR LES PALLIATIFS QUE PROPOSE CE POUVOIR. LE RÉGIME ACTUEL REPOSE TROP SUR LA DÉFENSE DES PROFITS PARTICULIERS POUR QU'ON PUISSE ATTENDRE DE LUI LES SOLUTIONS QUI S'IMPOSENT.

« L'impuissance de la classe dirigeante et des organisations politiques s'affirme de jour en jour plus forte, plus forte aussi apparaît constamment la nécessité pour la classe ouvrière de prendre ses responsabilités dans la gestion de la Société.

« Le mouvement syndical a dû ainsi envisager les solutions qui s'imposent sans délai. Il n'en saurait trouver de plus urgentes, de plus nécessaires, que la nationalisation industrialisée sous le contrôle des producteurs et des consommateurs, des grands services de l'économie moderne : les transports terrestres et maritimes, les mines, la houille blanche, les grandes organisations de crédit.

« L'exploitation directe par la collectivité des richesses collectives, la mise sous son contrôle des fonctions et des organismes qui commandent les opérations industrielles de transformation de ces richesses et de leur répartition, sont une condition essentielle de la réorganisation que nous voulons poursuivre. Mais constatant l'impuissance politique et le caractère même du Pouvoir, NOUS NE SONGERONS PAS A AUGMENTER LES ATTRIBUTIONS DE L'ÉTAT, à les renforcer, ni surtout à recourir au système qui soumettrait les industries essentielles au fonctionnarisme avec son irresponsabilité et ses tares constitutives, et réduirait les forces productives au sort d'un MONOPOLE FISCAL.

« Les résultats déplorables que l'on a pu constater dans le passé et qui se manifestent tous les jours, sont une condamnation suffisante de ce système. Par la nationalisation, nous entendons confier la propriété nationale aux intéressés eux-mêmes : producteurs et consommateurs associés.

« Faisant confiance à la C. G. T., les Syndicats Confédérés déclarent : que l'action ouvrière se doit de se développer sur ce plan, pour réaliser le plus rapidement possible ces buts immédiats.

« Le Congrès de Lyon proclame à nouveau le droit inaliénable des peuples de se déterminer eux-mêmes : exprimant sa profonde sympathie à la Révolution russe, il proteste contre toute tentative d'interventions armées en Russie et contre le blocus réduisant un peuple à la famine, parce que coupable de s'être révolté contre ses oppresseurs.

« Le Congrès, soucieux d'affirmer sa solidarité effective à l'égard du Peuple russe, charge le Bureau Confédéral de demander aux organisations syndicales des transports, de faire que leurs membres se refusent de transporter armes et munitions destinées aux armées de Koltchack et de Denikine.

« Le Bureau Confédéral est chargé également de transmettre cette même proposition au Bureau Syndical International pour que ce dernier internationalise cette action.

« Le Congrès réclame que soit mise en application le plus rapidement possible, la résolution votée à Amsterdam qui concluait à l'envoi d'une délégation ouvrière en Russie.

« Enfin, le Congrès exprimant la volonté unanime de

la classe ouvrière, condamnant la politique réactionnaire des pays de l'Entente, exige que la paix soit conclue avec la Révolution russe. »

Comme on peut s'en rendre compte, cette résolution est parfaite. Toutes les affirmations de lutte de classe des Congrès antérieurs s'y retrouvent, renforcées ; l'affirmation de la valeur constructive du syndicalisme, sa capacité de gestionnaire y sont exposées avec un rare choix d'expressions ; les monopoles et le rôle de l'Etat y sont sévèrement condamnés, de même que la collaboration des classes.

Quelle contradiction avec le *Programme minimum* du Cirque d'Hiver, que cette résolution condamne en fait !

C'est ce que comprirent les syndicalistes révolutionnaires, c'est pourquoi, ils votèrent contre cette résolution, au nombre de 312.

Néanmoins, ils attendirent le Bureau Confédéral et la C. E. à l'œuvre, après que la majorité eût refusé à la minorité la représentation à laquelle elle avait droit à la C. E.

Le glissement Confédéral continue ; la lutte de classe fait de plus en plus place à la collaboration. Seul le Conseil Economique du Travail est institué.

Le Bureau Confédéral et une délégation de la C. G. T. assistent à la Conférence de Washington, bien que Jouhaux ait donné sa démission de délégué suppléant à la Conférence de la Paix, après le meurtre de Lorne, le 1^{er} mai 1919. Le Bureau International du Travail, dont la constitution a été acceptée par l'Internationale d'Amsterdam en juillet 1919 concentra à peu près tous les efforts de la C. G. T. et de l'Internationale, l'une et l'autre attachées à faire triompher la conception démocratique de la Société des Nations, dont elles rêvent, utopiquement, en régime capitaliste, de faire une Société des peuples.

Et ce sont les grandes grèves de 1920. — Si celles des métaux de 1919 furent un échec, en juin, celles de 1920, tout au moins la dernière, furent un désastre. Ce fut la dislocation de la C. G. T. après une défaite sans précédent.

Pourtant en février 1920, l'heure de la Révolution passa sans qu'il se trouvât une C. G. T. pour la saisir.

A la suite de l'augmentation du coût de la vie qui atteignit des proportions jusqu'alors inconnues, un mouvement général de relèvement des salaires extrêmement puissant se dessina, à la tête duquel marchaient les cheminots, dont la Fédération comptait à ce moment 360.000 membres.

Sous la pression des Syndicats parisiens, impulsés par Lévêque, la Fédération fut obligée d'engager une action générale amorcée sur le P.-L.-M. à la suite d'une punition infligée au camarade Campanaud frappé dans l'exercice de son droit syndical.

Le P.-L.-M. déclancha la grève générale qui fut immédiatement suivie par les Syndicats parisiens (tous réseaux) et s'étendit rapidement à toute la province.

Du 23 février au 1^{er} mars 1920 toute l'activité du pays est arrêtée. La Fédération des Cheminots a été obligée de lancer l'ordre de grève générale, malgré elle, à tous ses adhérents. Le mouvement est splendide. Tour à tour toutes les corporations se solidarisent avec les cheminots. La C. G. T. est elle-même entraînée dans la lutte. Elle va donner l'ordre de grève générale lorsque, le 27 février, une délégation de la Fédération des Cheminots se rend discuter avec Millerand, Président du Conseil, et Le Trocquer, ministre des Travaux publics, alors que les militants cheminots sont arrêtés depuis le 25.

Composée de Dubois, de Sotteville, de Le Guennic, de Rennes, de Coudun, de Paris-Est, cette délégation me fin à la grève brusquement, en concluant un accord qui ne sera pas respecté par la suite.

Le mouvement des Cheminots est assassiné et la C. G. T. ne lance pas l'ordre de grève générale. Et pourtant, pris à l'improviste, le gouvernement, qui ne disposait d'aucun approvisionnement ni en vivres, ni en essence pour utiliser ses camions était vaincu. Tous les espoirs suscités par cette grève, partie sur une question de droit syndical, avec pour objectif immédiat le relèvement des salaires, mais qui avait rapidement élargi ses objectifs, et posait, tout à coup, tout le programme défini à Lyon, étaient à terre et, avec eux, ceux du prolétariat de ce pays.

Comme il fallait s'y attendre, le gouvernement ne tint pas ses promesses et maintint les révocations. Il cherchait une revanche, comme après la grève victorieuse des postiers, en 1909.

Mettant à profit le temps qui lui était ainsi accordé par cette accalmie, il constitua des stocks de vivres, de matières premières, d'essence, et lorsqu'il fut prêt, il provoqua la classe ouvrière.

De profonds changements, venaient de se produire dans l'orientation de certaines grandes fédérations, notamment chez les Cheminots. Après avoir enlevé presque toutes les Unions de Réseau, les syndicalistes révolutionnaires enlevaient aux réformistes la direction fédérale, au fameux Congrès du manège Japy, fin avril 1920.

C'est de ce Congrès que partit ce qu'on a appelé « l'ultimatum de San Remo ».

Sur la proposition du Syndicat de Paris-Rive Droite, dont *Blacher* fut le porte-parole, le Congrès adressa un message à *Millerand*, Président du Conseil, pour le mettre en demeure de respecter l'accord du 27 février. Et chose curieuse, les réformistes, *Bidegarray* en tête, ne furent pas les moins ardents, à réclamer l'envoi de cette mise en demeure au Gouvernement. Nous aurions dû être plus clairvoyants, sentir que cet empiètement subit de nos adversaires était extraordinaire, qu'il cachait quelque chose.

Nous n'eûmes pas le temps de réfléchir. Le vote fut enlevé avec rapidité. Le refus était voulu, l'occasion cherchée par le gouvernement était trouvée. Le Congrès poursuivant ses travaux à *Aubervilliers* le déclara le lendemain avec, comme objectif : *La réalisation de la nationalisation industrialisée*.

Mal comprise des cheminots, incomprise à peu près par le grand public, cette revendication n'était pas propice à exalter les enthousiasmes. Autant la grève de février avait soulevé vigoureusement les travailleurs et intéressé le public, autant celle de mai les laissa indifférents.

Si le P.-L.-M., l'Ouest-Etat, le Midi, le P.-O., suivirent le mot d'ordre de grève, il n'en fut pas ainsi de l'Est et surtout du Nord, dont les dirigeants surent habilement duper le personnel.

On tenta sans succès, d'isoler ces Réseaux et la C. G. T. prit bientôt la direction du mouvement, encore que cette entrée en ligne de la C. G. T. ait donné lieu par la suite à de nombreuses et passionnées polémiques.

Le Cartel des Transports (ports, docks, marins) entre en ligne, sans modifier la situation. Une deuxième vague doit suivre. Ça ne marche pas. Il y a au sein de la C. G. T. des opposants dont *Merrheim* est le chef.

Après huit jours de lutte il apparaît que la grève sera écrasée si elle n'est pas généralisée par la C. G. T. J'en fais la demande à la C. G. T. après discussion avec *Griffuelhes*, qui est de mon avis. Elle n'est pas accueillie. On remplace le Bureau fédéral des Cheminots, obligé de se cacher pour se soustraire à l'arrestation. Il y a deux Bureaux, qui se contrecarrent. Et la deuxième semaine de grève marque l'échec du mouvement. Un Comité fédéral extraordinaire se réunit le 16 mai 1920,

la C. G. T. y assiste, ainsi que les représentants des Fédérations. C'est plutôt un Comité Confédéral.

Il décide de laisser les Cheminots continuer la lutte seuls et de les soutenir pécuniairement. Le mouvement se traîne. Les défections sont chaque jour de plus en plus nombreuses. C'est la fin, l'échec après 20 à 30 jours de lutte, selon les centres.

25.000 révocations et licenciements de cheminots sanctionnent cette défaite, dont les causes sont multiples. Le gouvernement a trouvé sa revanche. Il la tient et bien. La C. G. T. se disloque et c'est le Congrès d'Orléans, pour la liquidation de la situation. Il marquera aussi l'orientation sans cesse plus à droite de la C. G. T., l'abandon désormais total du programme du syndicalisme confirmé par tous les Congrès Confédéraux.

A la faveur de l'emprisonnement des militants cheminots, *Bidegarray* a pu reprendre la tête de la Fédération des Cheminots. Pour mettre le sceau à sa victoire, le Gouvernement a inventé le coup du complot contre la sûreté de l'Etat. Cette affaire viendra aux Assises en mars 1921 et se terminera par un acquittement triomphal.

C'est alors que les dissensions entre les fractions de la minorité se feront jour. Il est patent que le Parti Communiste non encore officiellement formé, a agi sur les événements de mai par le Conseil du Comité pour la reprise des relations internationales. Il continue sa pression sur la minorité syndicaliste, qui vient au Congrès d'Orléans de donner une adhésion de fait à l'Internationale Communiste. Adhésion toute sentimentale qui aura les plus graves conséquences.

Les Syndicalistes sentent, au sein des C. S. R. la tutelle qu'on veut leur imposer. Ils se dressent contre les hommes de Moscou : *Monatte*, *Monmousseau*, *Rosmer*, *Souvarine*, *Loriot*, etc. C'est la première bataille qui se livre pour l'indépendance du syndicalisme révolutionnaire. Le Bureau des C. S. R. est battu et je suis appelé à remplacer *Monatte* au Secrétariat général ; *Fargues* occupe le Secrétariat administratif.

Mais, avant notre entrée en fonctions, une délégation a été nommée pour représenter les C. S. R. au Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge (I. S. R.). Elle est composée presque exclusivement de partisans de la subordination du syndicalisme. Seuls *Sirolle*, *Gourdeaux*, *Albert* et *Claudine Le moine* font figure d'opposants. La délégation, hétéroclite, est déjà disloquée en trois parties au moins à son passage à Berlin et subjuguée à peu près totalement par les éléments communistes.

Elle manifesterait son incompréhension totale de la Révolution et ne fera aucun effort pour la voir telle qu'elle est. Ce sont alors d'ignobles chantages exercés sur les délégués restés fidèles. Et après s'être divisée au Congrès de l'I. S. R., la délégation, précédée de *Tomasi* — qui sera désavoué par tactique par ses amis — rentre en France. Et c'est le Congrès Confédéral de Lille. Entre mai et juillet, les militants syndicalistes du C. S. R. ont fait une grosse besogne. Ils abordent le Congrès de Lille, après avoir redressé le mouvement minoritaire et mis debout un programme qui sera opposé à Lille, trop tard hélas ! au programme de la C. G. T. Ils ont aussi renforcé considérablement leur action et conquis un nombre imposant de Syndicats de province. De 312 à Lyon, 585 à Orléans, leurs forces atteindront à Lille 1350 voix.

Le Congrès minoritaire voit participer à ses débats plus de 1100 Syndicats. C'est l'apogée. Le Bureau Confédéral sent la défaite. Il ne s'en tirera que par la violence, en faisant matraquer par des gens à sa solde, les délégués de la minorité. Des coups de revolver sont tirés. Il y a des blessés. Le Gouvernement parle d'in-

terdire la continuation du Congrès. Il est visible que la majorité, stimulée par le Pouvoir, cravachée par les hommes du démocratisme-social cherche la rupture. La minorité, quoique divisée en elle-même, ne se prête pas à cette besogne. Le Congrès continue. Une fois de plus — et c'eût dû être la dernière — Jouhaux et ses amis triomphent.

La division s'accroît cependant entre les fractions de la minorité et au Comité Confédéral de septembre, une réunion extraordinaire du Comité Confédéral de septembre est convoquée.

La C. G. T., de son côté, brusque les choses. *Dumoulin* reprend sa motion d'exclusion. Il l'aggrave et somme les délégués de le suivre. Il ne triomphe qu'à une voix de majorité. A toute force, il est patent que la majorité confédérale veut la scission. Elle veut aussi dissoudre les C. S. R., ce que refusent les délégués minoritaires au C. C. N. après délibération du Comité Central.

La situation empire. Les exclus sont plus nombreux qu'avant Lille. La minorité tout entière se solidarise avec eux. La scission est désormais inévitable. C'est à ce moment que se tient le Congrès de l'U. D. de la Seine où *Monmousseau* prononce son dernier discours à peu près syndicaliste et tente déjà sa conversion communiste. Il n'y parviendra pas et devra s'incliner après l'intervention du Bureau des C. S. R.

Mais le malaise augmente. Il faut clarifier la situation. Une Conférence des Unions départementales est convoquée en novembre. Elle marque le désaccord sans cesse plus profond des partis composant les C. S. R. et décide la convocation d'un Congrès auquel seront convoqués tous les Syndicats du pays pour protester contre la décision qui frappe d'ostracisme la moitié au moins des Syndicats du pays. 1550 Syndicats y participeront.

Ce Congrès se tiendra fin décembre 1921. Sa première tâche sera de désigner une délégation qui aura charge d'informer la C. G. T. de la tenue de ce Congrès et de son importance.

Elle se rend au siège confédéral, 211, rue Lafayette, où elle ne rencontre que *Lapierre*, secrétaire-adjoint de la C. G. T. qui a mission de ne pas discuter et ne reçoit la délégation que par courtoisie.

Bien que prévenus, *Jouhaux* et *Dumoulin* sont absents, en délégation internationale.

Après une discussion qui fut parfois tragique, *Lapierre* accepte cependant de convoquer la C. E. de la C. G. T. et de donner une réponse pour le soir à 6 heures et par écrit.

Ne recevant aucune communication, le Congrès décide d'envoyer à la rue Lafayette une délégation restreinte pour connaître la réponse. J'en fais partie avec *Monmousseau*, *Fourcade*, *Carpentier*, *Gauthier*.

Nous trouvons portes closes. Le Congrès attend impatiemment notre retour. Nous rentrons immédiatement, et nous apprenons, par un communiqué que la C. G. T. considère que les organisations qui participent au Congrès se sont placées en dehors de la Centrale Nationale. C'est, on ne se le dissimule pas, la rupture. C'est alors que, mis au courant, le Congrès décide que la C. G. T., dont les Syndicats présents constituent la majorité, continue sur la base de ses statuts constitutifs définis à Amiens en 1906. La destitution du Bureau Confédéral est prononcée. Ce n'est d'ailleurs qu'une décision de pure forme. Il y a, en fait, deux C. G. T., sinon officiellement, du moins en réalité.

En effet, le Congrès ne peut échapper à la nécessité, inéluctable d'ailleurs, de désigner un Bureau Confédéral et une Commission Exécutive provisoires.

Totti, *Cadeau* et *Labrousse* sont appelés à ce Secrétariat

provisoire. Pendant deux mois encore, on essayera sans succès de recoller les morceaux. Ce sera en vain. On ne pourra y parvenir, la C. G. T. s'y opposera chaque fois. Il faudra bon gré, mal gré, se décider à considérer la scission comme réalisée. La C. G. T. U., un moment arrêtée dans son recrutement et sa propagande par le souci de renouer les rapports entre les deux grandes fractions du syndicalisme, prend maintenant un rapide essor, encore que la lutte des tendances ne se soit pas ralentie à l'intérieur.

Après deux Comités Nationaux, au cours desquels s'affronteront avec force les défenseurs du syndicalisme et ceux du Parti Communiste, il fut décidé qu'un Congrès Confédéral Constitutif aurait lieu à Saint-Etienne en juillet 1922.

La tension internationale entre le Bureau et la C. E. provisoires de la C. G. T. U. et les Bureaux de l'Internationale Syndicale rouge et de l'Internationale Communiste est à l'état aigu.

A Paris, quoi qu'on en dise, les syndicalistes font tout pour empêcher une rupture totale, soit par des conversations avec les délégués des Exécutifs russes, soit par des propositions concrètes à ces Exécutifs, dont les plus importantes seront soumises par *Griffuelhes* à *Lénine*, *Zinoviev* et *Lozovsky*. Ce fut en pure perte. Les russes restèrent intransigeants. On peut dire, aujourd'hui, sans crainte d'erreur, que la rupture leur incombe et à eux seuls.

Les dernières propositions du Bureau provisoire contresignées par un certain nombre de membres les plus influents de la C. E. n'eurent pas davantage de succès.

Parallèlement à cette action, se déroulait sur le plan national l'offensive du Parti communiste et de ses alliés syndicaux, le tout sous la direction de *Frossard*, mandataire de l'Exécutif de Moscou, dont il appliquait d'ailleurs les ordres avec une mollesse qui lui sera reprochée par la suite.

Par sa conduite, en ces circonstances tragiques, *Frossard* n'en aura pas moins assumé de redoutables responsabilités. Pour n'avoir point rompu à temps avec ceux qui dirigeaient l'offensive, après l'avoir souvent annoncé pour avoir tantôt paru céder, tantôt semblé résister, il fut un des hommes qui facilitèrent grandement la main-mise du Parti communiste — dont il dirigea d'ailleurs l'offensive à Saint-Etienne — sur la C. G. T. U.

Entre temps, la C. G. T. U. fut sollicitée de participer à une Conférence convoquée par les Centrales syndicales non adhérentes à Moscou ou à Amsterdam. Sous réserve que la C. G. T. russe serait invitée, la C. E. décida, sur la proposition des syndicalistes-communistes, que la C. G. T. U. participerait à cette Conférence à titre d'information.

Cette Conférence se tint à Berlin, le 12 juillet 1922 et jours suivants. La C. G. T. russe y avait délégué un de ses Secrétaires, *Andréieff*. La minorité russe y était également représentée. Une grande discussion s'y produisit au sujet des persécutions en Russie et sur un motif futile, la C. G. T. russe se retira, en se solidarisant avec la fraction Vecchi de l'Union Syndicale italienne, que la Conférence avait refusé d'admettre.

Les travaux de cette Conférence seront examinés plus largement dans la partie internationale. Sur la pression de la délégation française, elle prit la décision de tenter un dernier effort d'entente avec l'I. S. R. avant de constituer une Internationale, dont elle fixa toutefois les principes et dont elle définît la doctrine.

La délégation de la C. G. T. U. à Berlin : *Totti*, *Lecoin* et moi-même, rendit compte de son mandat par un rapport adressé au Congrès de Saint-Etienne.

Ce Congrès constitutif de la C. G. T. U. marqua le

triomphe de la fraction communiste. Après six jours de débats extrêmement passionnés, les syndicats communistes triomphèrent par 749 voix contre 406.

Monmousseau et ses amis prirent la tête de l'organisation centrale du syndicalisme révolutionnaire français. Sentant le péril, les syndicalistes et les anarchistes constituèrent immédiatement un *Comité de Défense Syndicaliste*, avec mission d'entreprendre à nouveau le redressement du syndicalisme. J'acceptai d'en être le secrétaire.

La besogne s'annonçait d'autant plus difficile que les syndicalistes abasourdis par leur défaite ne surent ni s'organiser solidement, ni agir à bon escient.

Bientôt, de ce Comité qui portait tous les espoirs de la minorité de Saint-Etienne, ne vécut plus que la tête, à Paris ; la province boudait ou se désintéressait de son existence.

Le *Comité de Défense syndicaliste* n'en joua pas moins un rôle important.

Peu de temps après le retour de la délégation Confédérale au III^e Congrès de l'I. S. R., après qu'on eût appris de source sûre que cette délégation, violant son mandat de Saint-Etienne, avait livré le syndicalisme français, pieds et poings liés à l'Internationale Communiste, le Comité fut sollicité de participer au Congrès constitutif de la II^e Association Internationale des Travailleurs. — Je m'y rendis avec A. Lemoine. — Ce Congrès, sur les travaux duquel je reviendrai plus tard, décida la constitution de l'Internationale Syndicaliste, après avoir pris acte des décisions scissionnistes du Congrès de l'I. S. R.

C'est alors, en janvier 1923, que les événements se précipitèrent en Allemagne, après l'envahissement de la Rhur par Poincaré. Ces événements se développèrent rapidement. Les Partis Communistes français et allemand, la C. G. T. U., divers autres Partis communistes, les Conseils d'Usines de Rhénanie-Westphalie, réunirent une conférence à Essen.

Sentant le péril de laisser toute l'organisation aux mains des communistes, le *Comité de Défense syndicaliste* intervint immédiatement. Il fit une démarche auprès du Bureau Confédéral en demandant à participer activement à toute l'action et, aussi, à sa préparation. Le Bureau Confédéral repoussa notre concours.

Le gouvernement de Poincaré refit à ce moment le coup du complot et arrêta les membres du Comité d'action. Ce complot fut étayé sur un faux, qui prit le nom de *faux de Hambourg*, dont on ne saura jamais sans doute s'il fut l'œuvre de la police bourgeoise internationale ou celle de la Tcheka russe en Allemagne. Les relations de Radek avec le Préfet de Police de Berlin semblent plutôt de nature à faire pencher vers cette dernière hypothèse.

En tout cas, le complot s'effondra après la lecture en Haute-Cour du réquisitoire introductif du Procureur général Lescouvé.

Les pseudo-complotiers furent tous libérés. Puis vinrent les grandes opérations d'Allemagne qui marquèrent à nouveau une tendance vers la prise du Pouvoir en Saxe et en Thuringe, mouvement auquel participa la C. G. T. U. qui assista à la Conférence de Francfort où fut dressé le programme d'action qui devait être exécuté par les participants.

Mal dirigé, ce mouvement finit par le triomphe de la réaction, malgré que les conditions de réussite aient paru un moment réunies.

Les gouvernements en partie ouvriers de Saxe et de Thuringe durent fuir devant les baïonnettes de la Reichswehr et, après le Congrès des Usines d'Allemagne, tenu à Chemnitz, et les sanglants événements de Hambourg, le mouvement de révolte allemand né de la faim, écrasé dans le sang, prit fin.

C'est à Bourges, en novembre 1923, que ces événements et tant d'autres, y compris la question de suprématie des communistes furent définitivement tranchés.

Pendant l'année syndicale 1923/1924, le Bureau de la C. G. T. U. et ses amis avaient considérablement renforcé leurs positions. En dépit d'une opposition trop tiède, trop timide, sans position doctrinale définie, qui se fit jour à la C. E. et gagna à elle deux membres sur quatre du Bureau : Marie Guillot et Cazals, les communistes gagnèrent un terrain considérable. Ils avaient conquis presque toutes les Unions départementales, sauf la Loire, le Rhône et les Bouches-du-Rhône, ainsi que toutes les Fédérations, sauf le Bâtiment et les P. T. T.

Malgré les efforts inouïs des syndicalistes, dont l'homogénéité ne fut d'ailleurs pas la vertu dominante, les communistes triomphèrent définitivement. Lozowsky était, nous assura-t-on, présent dans les coulisses. Si les groupements syndicalistes révolutionnaires avaient été plus actifs, s'ils avaient su où ils allaient, il peut se faire, que l'écrasement eût été moins brutal et qu'une réaction devint possible. Ce ne fut pas le cas.

Après Bourges, où le triomphe du Parti communiste s'étala cyniquement, le Bureau Confédéral tenta d'enlever les derniers fortins syndicalistes.

Le Parti communiste entra alors carrément en bataille. Il était décidé à frapper un grand coup et, à cet effet, avec la complicité des dirigeants de la C. G. T. U. et de l'U. D. de la Seine, il organisa un grand meeting de provocation à la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, à Paris, qui eut lieu le 11 janvier 1924.

S'emparant sans vergogne du programme syndical, il démasqua toutes ses batteries.

Des camarades syndicalistes qui voulaient faire respecter le mouvement ouvrier et défendre son programme furent roués de coups. Des équipes de décrocheurs professionnels, aux gages du Parti communiste, jouèrent du revolver. Deux des nôtres : Poncet et Clos furent tués, une dizaine d'autres blessés.

La colère monta chez les syndicalistes et le jour des obsèques des victimes, auxquelles participèrent de nombreuses délégations de province, se tint une Conférence de la minorité syndicaliste.

Une fois de plus, celle-ci manifesta son incompréhension, son impuissance en ne se séparant pas immédiatement des communistes.

Le temps fut mis à profit par ceux-ci qui, à part le Rhône, enlevèrent tout ce qui restait de forces syndicalistes et coupèrent en deux la Fédération du Bâtiment.

Comprenant enfin qu'elle n'avait plus rien à attendre, la minorité syndicaliste se réunit en Conférence les 1^{er} et 2 novembre 1924.

Toujours par les mêmes raisons, elle ne sut pas prendre des décisions fermes. Elle convoqua et décida la constitution d'une organisation insuffisamment définie : l'Union Fédérative des Syndicats Autonomes de France.

Cette organisation qui eût du recevoir l'adhésion de tous les Syndicats autonomes du Pays ne put remplir sa tâche et redresser un mouvement à côté de la C. G. T.

Délaissée par ceux-là mêmes qui la constituèrent, mais n'y adhérèrent jamais, elle mena une pauvre existence.

Son Bureau décida de convoquer une Conférence le 28 juillet 1925. Elle se tint à Saint-Ouen. 36 Syndicats y participèrent. La proximité des Congrès Confédéraux ne permit pas de prendre encore une position nette, surtout sur la question de l'Unité qui apparaît bien,

maintenant comme la plus fameuse chimère du moment.

Il n'est pas besoin d'être grand prophète pour prédire que les Congrès des deux C. G. T. qui vont se tenir fin août, laisseront les choses en l'état et sanctionneront une scission qui apparaît comme irrémédiable avant longtemps.

A ce sujet, voici ci-dessous la position prise, sur cette question par l'U. F. S. A. qui reste, en dépit de ses maigres effectifs, la seule force syndicaliste de ce pays.

Je la reproduis en entier, parce qu'elle marque exactement la position du conflit, et qu'elle permettra aux hommes d'aujourd'hui, comme à ceux des générations de l'avenir, de se reconnaître dans l'histoire si compliquée du syndicalisme. Elle sera aussi de nature, à marquer le point de départ d'une nouvelle évolution du syndicalisme.

DÉCLARATION DE LA C. E. DE L'U. F. S. A. AUX CONGRÈS
CONFÉDÉRAUX D'AOUT 1925

Les bouleversements provoqués par la guerre ont posé avec une force accrue, pour la classe ouvrière, le problème de la gestion de la Société par le Syndicalisme.

Ceci implique que les travailleurs doivent exprimer avec plus de clarté et d'objectivité, les désirs d'affranchissement qu'ils ont affirmé à toutes les périodes tumultueuses de l'Histoire.

La persévérance de ces affirmations, leur précision sans cesse plus grande depuis la publication du manifeste de 1863, prouvent avec évidence que la véritable tendance du Syndicalisme est l'organisation du travail et la gestion de la production.

En toute logique, la solution de ce problème qui se pose au sortir de la guerre avec une intensité jamais égalée, devait rapprocher les unes des autres les diverses fractions du syndicalisme dont le but est de *supprimer le salariat, d'abolir le capital*.

Or, fait extraordinaire, c'est le contraire qui s'est produit. Les tendances se sont heurtées violemment les unes contre les autres et, au lieu d'un renforcement de l'Unité syndicale, ce sont des scissions qui sont intervenues.

Il y a à cela des raisons profondes qu'il convient d'examiner, avant de reprendre la marche en avant.

En effet, les scissions quel qu'en soit le mécanisme, ne se sont pas produites fortuitement. A l'origine de chacune d'elles, doit se trouver une cause essentielle.

A notre avis, la cause première de toutes ces scissions réside dans l'abandon des principes fondamentaux du syndicalisme par certaines des fractions aujourd'hui rivales.

Ces principes sont condensés dans la charte du syndicalisme. Ce n'est pas par hasard que le Congrès d'Amiens la formula en 1906. Elle est l'affirmation synthétique de toutes les déclarations des Congrès ouvriers antérieurs. Elle résulte de l'observation attentive des faits sociaux, elle est la conséquence des luttes ouvrières et de leurs enseignements. Traduisant la pensée ouvrière, elle dicte au mouvement syndical, sa ligne de conduite dans le domaine immédiat en même temps qu'elle fixe les buts lointains à atteindre. Elle définit aussi le caractère exact du syndicalisme, détermine la valeur revendicative et la capacité révolutionnaire des Syndicats dans la lutte, l'organisation et la gestion.

On peut dire que la Charte d'Amiens contient *six affirmations capitales* qui constituent les fondements du syndicalisme, ce sont :

1° *Affirmation d'Unité*. — « La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs

« conscients de la lutte à mener pour la disparition
« du patronat et du salariat. »

2° *Affirmation de lutte de classe*. — « Le Congrès
« considère que cette déclaration est une reconnais-
« sance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain
« économique, les travailleurs en révolte contre toutes
« les formes d'exploitation et d'oppression tant maté-
« rielles que morales, mises en œuvre par le capita-
« lisme contre la classe ouvrière. »

3° *Affirmation de la nécessité de la lutte quotidienne dans le régime actuel*. — « Dans l'œuvre revendicatrice
« quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination
« des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être
« des travailleurs par la réalisation d'améliorations
« immédiates, telles que la diminution des heures de
« travail, l'augmentation des salaires, etc. »

4° *Affirmation de la capacité d'action révolutionnaire des Syndicats. Fixation de leur rôle social avant et après la révolution*. — « Il (le Syndicalisme) prépare
« l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que
« par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme
« moyen d'action la grève générale et il considère que
« le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance,
« sera dans l'avenir le groupement de production et
« de répartition, base de la réorganisation sociale. »

5° *Affirmation d'autonomie et d'indépendance*. — « Le
« Congrès déclare que cette double besogne, quoti-
« dienne et d'avenir, découle de la situation de salariés
« qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les
« travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou
« tendances politiques ou philosophiques, un devoir
« d'appartenir au groupement essentiel qu'est le Syn-
« dicat. — Comme conséquence, en ce qui concerne les
« individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le
« syndiqué de participer, en dehors du groupement
« corporatif, à toute forme de lutte correspondant à
« ses conceptions politiques ou philosophiques, en se
« bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas
« introduire dans le Syndicat, les opinions qu'il pro-
« fesse au dehors. »

6° *Affirmation d'action directe et de neutralité envers les Partis et les groupements philosophiques*. —
« En ce qui concerne les organisations, le Congrès dé-
« cide qu'afin que le Syndicalisme atteigne le maximum
« d'effet, l'action économique doit s'exercer directe-
« ment contre le patronat, les organisations confédé-
« rées n'ayant pas, en tant que groupements syndi-
« caux, à se préoccuper des Sectes et des Partis qui,
« en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute
« liberté la transformation sociale. »

Ces principes forment un tout. Il est clair, qu'en cessant de respecter l'un ou plusieurs d'entre eux, on ne pouvait que provoquer l'écroulement de l'édifice si péniblement construit et l'anéantissement du mouvement sur lequel il reposait.

C'est ce qui est arrivé, au moment même où l'Unité était plus nécessaire que jamais, alors qu'il était indispensable d'affirmer la valeur du syndicalisme, de préparer des cadres et de le diriger vers les buts à atteindre.

Personne ne contestera que les objectifs fixés à Amiens restent ceux d'aujourd'hui, puisqu'ils ne furent jamais atteints et correspondent toujours aux désirs et aux besoins des travailleurs. La besogne quotidienne et d'action révolutionnaire, de défense, de préparation, d'agitation, de transformation, reste identique et s'impose plus que jamais.

Cela suffit largement pour nous permettre d'affirmer avec raison, en dépit de toutes les expériences récentes — qui en sont plutôt la confirmation que l'infirmité — que la Charte d'Amiens conserve toute sa valeur

doctrinale et que ses principes restent les seuls qui soient de nature à permettre au syndicalisme de retrouver son Unité et sa vigueur.

La preuve en est péremptoirement administrée par les faits suivants :

1° Dès qu'on a cessé de reconnaître que la lutte de classe est un fait indéniable, pour pratiquer ou tenter de pratiquer la collaboration continue du Travail et du Capital par en haut, on a créé une tendance qui ne permettait plus à la C. G. T. de grouper dans son sein, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat. Une partie d'entre eux en était exclue idéologiquement, moralement. Elle le fut bientôt matériellement. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause de la première scission.

La confiance mise par la C. G. T. dans la démocratie et l'Etat bourgeois, pendant et après la guerre, pour réaliser une partie du programme syndicaliste était en opposition flagrante avec la Charte d'Amiens, qui rompait publiquement avec cette démocratie et son Etat et n'attendait rien que de l'action directe des travailleurs.

Il y a d'autres causes, mais celle-ci est l'essentielle. Les expériences, qui se suivent et se ressemblent quant aux résultats depuis mai 1924, prouvent et confirment avec éclat, en dépit de l'accentuation de cette politique, qui rencontre l'agrément du Pouvoir et du Parlement, que les militants de 1906 furent clairvoyants, qu'ils avaient pleinement raison.

Indubitablement, le premier divorce des fractions de la C. G. T. vient de là et non d'ailleurs. Il était inévitable, parce que les principes fondamentaux d'un mouvement sont au-dessus de la loi de la majorité et qu'ils doivent y demeurer. C'est du moins notre avis.

2° Lorsque le rôle révolutionnaire du syndicalisme, sa valeur revendicative, son indépendance, son autonomie fonctionnelle, sa capacité d'action furent contestés par un Parti et ses adeptes qui voulaient que le Syndicalisme rompît sa neutralité en faveur de ce Parti jusqu'à en devenir l'appendice, contrairement d'ailleurs à ce qu'affirmait Karl Marx lui-même à Genève en 1866, la deuxième scission, déjà en germe lors de la première, se produisit.

A ce moment, la C. G. T. U., pas plus que la C. G. T., ne pouvait plus grouper dans son sein, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat, même si ce principe directeur restait à la base de l'action de la nouvelle C. G. T.

Et ce fut la seconde scission, parce que, une fois encore, les principes fondamentaux du syndicalisme cessaient d'être respectés et qu'ils ne pouvaient être modifiés par une majorité inspirée extérieurement par le Parti communiste. Il en eût été de même, s'il se fut agi d'un autre parti ou d'un groupement philosophique.

On peut donc dire, aujourd'hui, que les principes d'Amiens sont niés, dans leur intégralité, soit par l'une, soit par l'autre C. G. T. Faut-il en conclure que l'Unité est à tout jamais impossible ? Peut-être, hélas ! si on continue de tels errements.

Les conceptions nouvelles des deux C. G. T. basées de part et d'autre sur des principes opposés à ceux du syndicalisme, ont en effet donné naissance à des programmes, à des systèmes qui s'opposent dans presque toutes leurs parties à ceux du syndicalisme. Il est à craindre, dans ces conditions que ceux qui les défendent respectivement, ainsi que ceux qui les suivent, s'obstinent dans leurs erreurs et persistent dans la voie qu'ils ont choisie.

On peut donc redouter que les heurts des tendances s'aggravent au lieu de disparaître. Aussi, pour exprimer franchement notre pensée, nous n'apercevons en ce moment et ce jusqu'à ce que nos craintes soient dissipées, aucune possibilité sérieuse de fonder dans un même creuset les systèmes sociaux qui sont, à notre avis, appelés à s'opposer chaque jour plus violemment, jusqu'à l'application de l'un d'eux.

L'histoire nous enseigne que cette lutte se poursuivra, vraisemblablement, par delà cette application, s'exacerbera davantage encore, lorsque l'un des adversaires aura momentanément triomphé, même s'il juggle ses opposants.

En ce qui les concerne, les travailleurs groupés dans l'U. F. S. A. n'attendent rien de la démocratie. Ils savent que le développement de celle-ci signifie le maintien du Capitalisme dans ses privilèges et la continuation de l'asservissement du travail.

Aux prétendus droits du Capital, ils opposent les droits véritables du travail, qui ne peuvent trouver leur expression que par la libération des travailleurs, la suppression du capitalisme et du système qui le soutient et non dans une conciliation impossible des intérêts opposés.

Ils savent que l'Etat-patron oppresse ses ouvriers, ses employés, ses fonctionnaires doublement : politiquement et économiquement.

Aussi, considérant que la tendance de la démocratie, qui est d'étendre indéfiniment le champ d'action de l'Etat par l'extension de la politique des monopoles, conduira en fait à ce double asservissement un nombre sans cesse plus élevé de travailleurs, l'U.F.S.A. déclare que le Syndicalisme a pour devoir de revendiquer pour les Syndicats, la pleine autonomie dans l'organisation du travail, de tenter de détruire les hiérarchies arbitraires et incompétentes qui, dans les services publics, dominent les travailleurs et paralysent leur efforts ; de faire restituer aux intéressés eux-mêmes (par le contrôle syndical) les droits de régler les questions d'ordre technique et professionnel, d'enlever aux hommes politiques et aux partis qu'ils représentent la possibilité de s'ingérer dans le recrutement du personnel, en un mot de neutraliser à la fois la puissance malfaisante de l'Etat et celle non moins malfaisante du Patronat.

C'est une œuvre qui relève essentiellement de l'activité du syndicalisme, si ce dernier veut défendre hardiment les ouvriers contre les démocrates et s'opposer au triomphe de la démocratie, de la république des camarades, de la médiocrité et de l'irresponsabilité.

En monopolisant, l'Etat devient entrepreneur. Comme tel, il prétend être, à la fois, industriel ordinaire et patron privilégié. Or, comme industriel, il est incompétent et, comme patron, il est tyrannique.

Le syndicalisme doit donc se dresser et lutter contre les institutions composées de représentants de l'Etat, des patrons et des ouvriers, dont le but est d'acheminer l'ordre social vers la démocratie. C'est le rôle de ses groupements comme, demain, ce sera le rôle de ces mêmes groupements d'assumer les charges de l'organisation sociale.

Les travailleurs n'ont pas davantage foi dans leur soi-disant affranchissement par l'Etat et les Partis. Ils n'attendent rien que d'eux-mêmes et de leur action. Ils se refusent à reconnaître à un Parti le droit de parler en leur nom et à l'Etat d'administrer la chose publique à leur place. — Ils se souviennent, à ce sujet, des multiples enseignements des révolutions passées. — Ils n'ont oublié ni la façon dont le Conseil municipal de Paris accueillait leurs revendications en 1790, ni le vote de la loi Le Châtelier en 1791, par l'Assemblée constituante, ni les fusillades du faubourg St-Antoine en

1830, ni la faillite du socialisme d'Etat, avec Louis Blanc, en 1848.

Ils se rappellent que chacune de ces dates vit couler à flots le sang ouvrier et que le triomphe du prolétariat fut, chaque fois, rendu vain par les trahisons successives des Partis qui utilisèrent le levier populaire pour renverser une tyrannie et imposer la leur.

De telles expériences gardent les travailleurs pour l'avenir. Elles justifient aussi, et au-delà, leur fidélité aux principes du syndicalisme, à son action, aux buts qu'il poursuit.

L'U. F. S. A. croit d'ailleurs fermement que la situation est révolutionnaire ; économiquement, financièrement, politiquement et socialement. C'est pour elle, une raison de plus d'être fidèle à ses principes.

Pour parler net, elle ne voit de possibilité d'unité que dans l'action que les événements vont rendre indispensable. C'est donc de l'action seule, que peut, à notre avis, surgir l'organisation unique des travailleurs. C'est elle qui démontrera la nécessité d'employer les moyens d'action du syndicalisme et acheminera instinctivement les ouvriers vers leurs buts invariables d'affranchissement.

Par avance, l'U. F. S. A., en même temps qu'elle déclare la Paix à toutes les autres tendances du mouvement syndical et à leurs militants, est d'ores et déjà prête à collaborer avec les uns et les autres pour toute action qui aurait pour but la *défense des intérêts ouvriers (salaires, 8 heures, vie chère, chômage, etc.)* ou qui tendrait à *supprimer le salariat et à faire disparaître le patronat*.

Elle est également prête à s'associer à toute action pratique et sérieuse dirigée contre la guerre, à la seule condition que cette action soit dirigée par les travailleurs et leurs organisations syndicales, même si celles-ci ne sont pas d'accord avec elle sur le caractère du deuxième stade d'une révolution qui doit normalement découler de cette guerre, dans les circonstances actuelles.

Pour conclure et se résumer, l'U. F. S. A. déclare :

1° *Etre prête à réaliser immédiatement l'unité organique par la reconstitution d'une seule C. G. T. basée sur les six affirmations capitales et de principe contenues dans la charte d'Amiens et rappelées d'autre part.*

2° *Etre prête dès maintenant, à participer, comme force organique à toute action quotidienne, revendicative ou révolutionnaire dirigée contre le patronat et l'Etat bourgeois, jusqu'au jour où, conscients de leur vrai rôle social, les travailleurs groupés ou associés dans leurs syndicats, Unions, Fédérations, C. G. T. et Internationale uniques, reviendront d'eux-mêmes aux principes du syndicalisme et en assureront son triomphe définitif, en même temps que la libération du prolétariat, par la prise des moyens de production et d'échange et l'organisation sociale par la classe ouvrière.*

La C. E. de l'U. F. S. A.

Pendant ce temps que fait la C. G. T. ? Elle traverse deux périodes totalement différentes. L'une qui va de décembre 1921 à mai 1924 et l'autre, qui commence à cette dernière date et dont le cycle n'est pas encore achevé.

Pendant la première, elle est quelque peu désorientée, perd de ses effectifs. Malgré qu'elle ait tenté de se rapprocher du Pouvoir sous Briand, Poincaré l'écarte. Elle ne peut, quelque désir qu'elle en ait, participer à la conférence de Gênes où la Russie reprend pour la première fois contact avec le monde diplomatique extérieur.

Peu après, presque à la même date, la Fédération Internationale syndicale tient son congrès à Rome,

en 1922. Albert Thomas, y représente le Bureau International et participe aux travaux, ce qui a le don de mettre en colère Bourderon, qui quitte le Congrès. On y chante la louange de la Société des Nations et le Congrès syndical manifeste une répulsion aggravée pour la lutte de classe.

Après cette dure période de 1922 à 1924, la C. G. T. va connaître à nouveau les grâces du Pouvoir avec l'arrivée de Herriot et du Cartel des gauches qui viennent de triompher, en mai 1924, du Bloc national.

Le programme minimum de la C. G. T. se voit infliger la suprême injure d'être accepté par presque tous les candidats de ce Cartel aux élections de mai.

Le triomphe porte tout naturellement aux portes du Pouvoir les grands manitous confédéraux et fédéraux, qui s'installent un peu partout dans les Commissions instituées.

Mais les résultats réels se font attendre. Ni la nomination de Jouhaux comme représentant du Gouvernement au Conseil de la S. D. N. à Genève, ni celle de nombreux militants réformistes, par Painlevé, au Conseil National Economique et à l'Office national de la main-d'œuvre, pendant que d'autres entrent dans les conseils techniques de toutes sortes, ne permettent à la C. G. T. d'atteindre les buts qu'elle vise.

L'expédition du Maroc, qu'elle n'ose condamner formellement, les difficultés de tous ordres qui surgissent, les déboires causés par l'application du plan Dawes à l'Allemagne, la politique centriste de Painlevé tiraillé de gauche à droite, la rentrée politique financière de Caillaux ont tellement rendu la tâche de la C. G. T. difficile, que Jouhaux et ses amis regardent l'avenir avec effroi.

Il est à peu près certain d'ailleurs que le fiasco qui marquera la fin de l'expérience du Parti radical français, soutenu d'une façon intermittente par le Parti socialiste, marquera aussi l'impuissance totale de la C. G. T. à concilier l'intérêt de classe avec l'intérêt général, les intérêts du Travail et ceux du Capital.

La désillusion qui s'en suivra chez les travailleurs, celle qui s'emparera d'eux après qu'ils auront constaté le néant des réalisations du Parti communiste, surtout si les événements révolutionnaires forcent celui-ci à agir et à tenter d'appliquer son programme, ramèneront les ouvriers sur la route qu'ils n'auraient pas dû quitter : celle du syndicalisme, seule force de libération véritable.

Les Congrès des deux C. G. T. venant de prendre fin au moment même où je termine cette étude, il me semble impossible de n'en pas parler.

Ces Congrès ont été réunis à Paris à la même date (26 au 29 août 1925).

Dès sa première séance, celui de la C. G. T. U. qui se tenait au « Chaumont Palace » a désigné une délégation avec mission de proposer au Congrès de la C. G. T., réuni au « Manège Japy » de réunir les deux Congrès en un seul après les assises régulières des deux C. G. T. pour la réalisation de l'Unité Nationale.

De son côté, l'U. F. S. A. adressait une lettre à chacune des deux C. G. T. et à leur Congrès pour qu'une délégation puisse exposer le point de vue des autonomes sur l'Unité.

Le Congrès de la C. G. T. reçut les délégations de la C. G. T. U. et de l'U. F. S. A. le 2^e jour.

C'est dans un silence absolu que Porrey, pour la C. G. T. U., et moi-même, pour l'U. F. S. A. nous donnâmes lecture des déclarations de nos organisations respectives.

Le Congrès prit acte et nous nous retirâmes.

Le lendemain le Congrès de la C. G. T. U. reçut le camarade Huart (Chaussure) qui vint lui donner connaissance du manifeste inséré d'autre part.

De ces « négociations » nul résultat n'est sorti. La C. G. T. reste sur sa position. Son point de vue se résume en ceci : *Unité chez elle*.

Le refus formel de la C. G. T. a rendu inutiles toutes autres négociations. Plus que jamais l'Unité s'éloigne, quelles qu'en soient les nécessités.

Le Congrès de la C. G. T. a précisé avec une telle clarté la ligne de conduite de ce groupement, sur le terrain de la collaboration des classes, de l'entente avec la démocratie, de la participation indirecte au Pouvoir, qu'il lui est impossible d'envisager une action commune avec le reste du prolétariat, comme il est désormais certain que celui-ci ne peut compter sur la C. G. T. pour une action de classe, quel qu'en soit le caractère.

Du côté de la C. G. T. U. le triomphe du Parti communiste est total, l'asservissement du syndicalisme est complet et, à moins d'un concours exceptionnel de circonstances, il est certain que les syndicalistes ne pourront travailler en commun avec la C. G. T. U.

Reste l'U. F. S. A. seule avec son point de vue syndicaliste. Qu'en adviendra-t-il ? Je l'ignore. Les syndicats le diront.

Comme je le déclarais plus haut la situation reste inchangée.

Seuls les événements la solutionneront. Aux syndicalistes de savoir les utiliser.

ACTION INTERNATIONALE DE LA C. G. T.

Il me paraît nécessaire de faire remonter l'action internationale du mouvement ouvrier français à l'année 1862 qui marqua la première prise de contact des ouvriers français avec leurs camarades anglais, lors de l'Exposition universelle de Londres.

Cette prise de contact eut des lendemains féconds. La publication du manifeste dit « des Soixante » marqua une date importante du mouvement français, qui affirma le caractère de classe de son action.

Le retentissement de ce document — dont les conclusions, pour contradictoires qu'elles apparaissent aujourd'hui, firent sensation à l'époque — fut énorme.

Le recrutement des sociétés de résistance en fut considérablement augmenté. La répression brutale de la grève de la typographie parisienne accrût et surexcita l'agitation ouvrière.

Après avoir arraché le droit de coalition au gouvernement impérial apeuré par des conflits renouvelés, les travailleurs songèrent sérieusement à internationaliser leur action.

C'est en 1864 que fut constituée l'Association Internationale des Travailleurs, elle fut fondée à Londres le 28 septembre, après un meeting international tenu par les ouvriers au Saint-Martin's Hall, en faveur de la Pologne martyrisée.

Constituée en 1865, la Section française, dont le siège était à Paris, rue des Gravilliers, participa au 1^{er} Congrès de l'Internationale qui se tint à Genève en 1866.

Ce Congrès fut d'une haute tenue par ses discussions doctrinales et les décisions d'ordre pratique qu'il prit, notamment sur le principe de la réduction de la journée de travail à 8 heures, sur la suppression du salariat qui ne disparaîtra, disait-il, que par l'association coopérative des travailleurs. L'évolution de la grève générale qui fut faite à ce Congrès atteste que nos devanciers attachaient à cette forme de lutte une valeur certaine.

La Section française participa également au Congrès de Lausanne, en 1867.

Ce Congrès déclara en outre, que « l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique et que l'établissement des libertés politiques est une mesure d'absolue nécessité ». Je pense qu'on pourrait aisément renverser les termes de cette

formule sans qu'elle perdît ni de sa valeur ni de sa force, bien au contraire.

Cette affirmation valut à la Section française d'être poursuivie, sans que se ralentissent pour cela, et l'action et la propagande de l'A. I. T. en France.

Les Congrès suivants marquèrent une nette orientation vers le collectivisme. César de Paëpe, un militant belge de haute valeur, joua un grand rôle dans cette évolution de l'Internationale.

Les Congrès de Bruxelles (1868) et Bâle (1869) accentuèrent cette évolution. Ils affirmèrent que la « propriété collective est une nécessité sociale, que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de le faire rentrer à la communauté ».

Mais, toutes ces discussions sur des sujets aussi vastes firent apparaître de graves oppositions non seulement dans les Congrès, mais au sein du Conseil Général de l'Internationale.

Pendant que déclinait l'influence des « mutuellistes » français et que celle de Karl Marx grandissait, une autre tendance, celle des « fédéralistes », naissait avec Bakounine.

Fédéralistes bakouninistes et étatistes marxistes allaient s'opposer avec vigueur. Ce fut le commencement des luttes qui se poursuivent encore aujourd'hui.

Marx et Bakounine étaient en complet désaccord à la fois sur la conception générale de la Révolution et sur le rôle des syndicats.

Les marxistes ne voyaient de possibilité de réalisation révolutionnaire que par l'institution d'un Etat prolétaire et la constitution du prolétariat en parti politique, tandis que Bakounine et ses amis, dont James Guillaume fut le commentateur brillant et la Fédération jurassienne l'organisme d'action vigoureux, déclaraient que la reconstitution sociale devait avoir pour base la Commune, ce qui correspond au rôle que nous assignons aujourd'hui aux Bourses du Travail ou Unions locales.

D'autre part, en ce qui concerne le rôle des syndicats les divergences n'étaient pas moins grandes. Comme les communistes d'aujourd'hui, et en complète contradiction avec ses affirmations de Genève en 1866, Marx déclarait que les syndicats étaient des organes de défense corporative et qu'à la défense des intérêts professionnels devait se limiter leur rôle. Waldeck-Rousseau eut en Marx un précurseur certain et on ne s'étonne pas qu'il ait cherché à enfermer les syndicats dans une légalité qui leur attribuait ce rôle restreint.

Quels que furent les efforts de Bakounine, d'ailleurs trop occupé par son action à travers tous les pays de l'Europe Centrale et moins homme de plume qu'homme de combat, Marx triompha.

Il réussit à se débarrasser de Bakounine et de ses amis, mais l'Internationale ne survécut pas à cette victoire qui n'est peut-être pas sans analogie avec celle des communistes de nos jours.

Ce fut la fin de la I^{re} Internationale, dont la force fut insuffisante pour arrêter la guerre franco-allemande de 1870-1871.

Elle n'en avait pas moins joué un rôle fort important. C'est de cette époque que date la véritable conscience de classe internationale.

Sa formule si claire, si nette : *L'émancipation des Travailleurs doit être l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes*, définit admirablement le caractère de l'action ouvrière. Les enseignements de la 1^{re} Internationale, son expérience, ne sauraient être oubliés. Ils forment la base de notre activité.

Elle donna d'ailleurs à la Commune des militants de valeur. Varlin est la figure ouvrière qui domine cette époque. On le considère comme le premier Secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine.

Il faudra attendre longtemps avant qu'une nouvelle expérience de constitution d'un organisme de liaison devienne possible sur le terrain international.

C'est en 1901 que les syndicats allemands convoquent au Congrès de Copenhague les Centrales Nationales des autres pays. 12 organisations répondent à l'appel du Centre syndicaliste allemand.

Il ne sort pas de ce contact une Internationale, mais un Bureau de renseignements international dit « *Secrétariat international des Centres Syndicaux Nationaux* ». Le secrétariat en est confié à l'Allemagne qui le conservera jusqu'en 1914, avec Legien.

La C. G. T. qui vient de forger définitivement son Unité au Congrès de Montpellier, en 1902, donne son adhésion à ce Bureau.

Dès le début deux conceptions se heurtèrent fondamentalement : celle des français qui voulaient une organisation vivante, combative ; l'autre, celle des allemands qui ne voulaient faire du Secrétariat International qu'un organe de renseignements, de statistique, d'administration.

Les choses ne tardèrent pas à s'envenimer. A Dublin, en 1903, la C. G. T. française présenta un rapport sur l'antimilitarisme et la grève générale. Elle essayait de faire ainsi revivre l'esprit internationaliste qui animait la 1^{re} Internationale. Ce fut en vain, le rapport ne fut ni lu, ni même distribué.

Ce rapport résumait d'ailleurs remarquablement les conceptions du syndicalisme français.

On y lit aussi cette affirmation d'antimilitarisme :

« L'Etat n'observe jamais la neutralité. Au moindre conflit, pour de simples menaces de grève, il mobilise l'armée et l'envoie sur le théâtre des événements contre les travailleurs. L'antimilitarisme doit être mis au premier rang des préoccupations des travailleurs organisés. C'est une besogne aussi indispensable et aussi urgente que celle qui consiste à rallier au syndicat les camarades inconscients. »

Le refus autoritaire de Legien de faire connaître ce rapport montre que l'Internationale n'est qu'un organisme administratif qui reste étranger à toute action de classe vraiment ouvrière et internationaliste.

Il faut peut être chercher dans la permanence de cet état d'esprit, l'une des causes essentielles de la faillite de la Deuxième Internationale devant la guerre.

La C. G. T. continue de payer ses cotisations mais elle ne participe pas, en fait, à l'action du Bureau International.

La C. G. T., devant l'attitude hostile persistante du Secrétariat International, ne participe pas aux travaux de la quatrième Conférence qui se tint à Amsterdam, les 23-24 juin 1905, à l'ordre du jour duquel elle avait demandé à nouveau et avec insistance que figurent la grève générale, les 8 heures et l'antimilitarisme.

Le Secrétariat international décida, après consultation des Centres syndicaux Nationaux, tous défavorables à l'exception de la Hollande, que ces questions ne figureraient pas à l'ordre du jour.

Elles étaient, disaient ces Centres, de la compétence, des Congrès Internationaux du Travail et des Congrès Nationaux.

On voit quelle était l'étendue du fossé doctrinal qui séparait le syndicalisme français, libre de toute attache politique, avec les mouvements syndicaux des autres pays, tous plus ou moins corporatifs et liés avec les partis social-démocrates.

On pourrait croire que le syndicalisme français représentait dès cette époque — et représente encore — un mouvement anachronique par rapport aux autres mouvements de tous les pays. Il n'en est rien. Il a atteint une forme particulière, un stade plus évolué, parce que la France a passé par toutes les phases des

révolutions politiques et que celles-ci ont démontré aux ouvriers français l'inanité de ces changements qui n'affectent que la forme de l'Etat et ne modifient en rien le contrat social, alors que les autres pays de l'Europe n'ont pas connu ces bouleversements répétés.

On a beau, de Moscou, tenter l'impossible pour que ce mouvement, jugé dangereux — à juste titre d'ailleurs — pour les politiciens et les Partis disparaisse. Il n'en sera pas ainsi. L'avenir lui appartient, c'est lui qui, lorsque les Proletariats de tous les Partis auront perdu toutes leurs illusions politiques, toute leur foi dans les Partis, triomphera en définitive.

En 1906, alors que les incidents du Maroc font craindre une conflagration, la C.G.T. délègue à Berlin, son secrétaire Griffuelhes. Il ne se heurte pas à un refus formel de Legien, mais il reçoit de celui-ci l'invitation d'avoir à s'adresser au Parti Socialiste.

Cette réponse permet de mesurer la valeur attribuée au syndicalisme en Allemagne.

Aussi, il est inutile de se demander comment le Secrétariat international accueillit l'idée qu'exprimait à Amiens, la Conférence des Bourses, à l'issue du Congrès Confédéral : « les travailleurs doivent répondre à toute déclaration de guerre par la grève générale ».

Depuis, certes, l'idée a fait son chemin dans tous les pays, on ne la considère plus, comme le disait dédaigneusement Legien, comme une *ineptie générale*. Mais au Congrès de Stuttgart en 1907, la C.G.T. devant l'hostilité toujours réservée à ses propositions ne s'en retirera pas moins du Secrétariat international où tout travail est devenu impossible. Elle participera cependant à la Conférence de Paris en 1909. Pendant le conflit du Maroc, en 1911, il y a échange de délégués entre la France et l'Allemagne sans que soient applanies les difficultés originelles.

En 1912, le conflit balkanique et ses extensions possibles amenèrent la C. G. T. à convoquer un Congrès extraordinaire des syndicats qui vota la résolution suivante :

« Le Congrès confédéral extraordinaire de Paris rappelle que la raison d'être de la C. G. T. est de grouper en des organisations : syndicats, unions de syndicats, fédérations corporatives, les travailleurs avides de conquêtes morales, matérielles, en créant entre-eux une communauté de pensée, d'action, d'où résultent une solidarité, une union sans lesquelles le progrès ne pourrait se réaliser. »

« Qu'ainsi, la C. G. T. s'affirme comme le représentant naturel du prolétariat, puisqu'elle exprime ses désirs de mieux-être et de liberté et constitue l'organe par lequel elles doivent se réaliser, en exerçant son action par l'intermédiaire des groupements précités qui sont autant de foyers répandus à travers le pays, au sein desquels les travailleurs trouvent les éléments de leur activité. »

« Que par là, la C. G. T. a été créée par la classe ouvrière pour synthétiser ses aspirations, les coordonner, en vue de leur assurer une force de rayonnement résultant de l'Unité d'organisation qui, dans l'autonomie de chaque groupement, puise une valeur plus grande. »

« Qu'il est reconnu par tous que la C. G. T. se présente comme l'interprète de la volonté des prolétaires organisés, que cette volonté se dégage du droit même qui appartient à chaque salarié de participer de façon effective à la vie confédérale. »

« Par ces considérations, il apparaît qu'à aucun moment il ne peut exister entre les classes en opposition la moindre communauté de pensée et d'action. »

« Mieux que tout autre événement social, une guerre fait éclater cette opposition, puisqu'il s'agit, pour la classe ouvrière, sans profit pour elle, de répondre à l'appel guerrier du Capitalisme en courant sus aux

prolétaires, victimes inconscientes du Capitalisme voisin ; que, ce faisant, la classe ouvrière se prêterait à la plus criminelle besogne devant augmenter la force d'exploitation du capitalisme et affaiblir, pour de longues années, le mouvement ouvrier.

« Pour toutes ces raisons, le Congrès Confédéral déclare qu'il ne reconnaît pas à l'Etat bourgeois le droit de disposer de la classe ouvrière ; que celle-ci, majeure, entend poursuivre à son gré, dans les conditions déterminées par elle, au sein de ses organismes, son œuvre de propagande et de conquête.

« Qu'en s'acheminant vers sa libération, elle est résolue à ne rien sacrifier à une guerre ; qu'au contraire, elle est décidée à profiter de toute crise sociale pour recourir à une action révolutionnaire.

« D'où il résulte que si, par folie ou par calcul le pays au sein duquel nous sommes placés se lançait dans une aventure guerrière, au mépris de notre opposition et de nos avertissements, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les Capitalistes.

« Désertant l'usine, l'atelier, la mine, le chantier, les champs, les prolétaires devront se réunir dans les groupements de leur localité, de leur région pour y prendre toutes mesures dictées par les circonstances et le milieu avec, comme objectif, la conquête de leur émancipation et, comme moyen, la grève générale révolutionnaire.

« Les délégués des organisations ouvrières estiment que les salariés, mis dans l'obligation d'aller à la guerre n'ont qu'une perspective : accepter les armes pour aller à la frontière massacrer d'autres salariés ou accepter la lutte contre l'ennemi commun : le Capitalisme.

« Sous l'empire des obligations imposées par nos dirigeants, les délégués, en faisant choix de la guerre sociale, c'est-à-dire de la révolte des exploités contre les exploités, considèrent agir en conformité de vœu et de pensée avec les travailleurs organisés des autres pays également soucieux de ne rien sacrifier à la cupidité des gouvernants, le mot d'ordre étant pour tous : A bas la guerre entre les Peuples ! »

Moins de deux ans après, les craintes du Congrès extraordinaire de Paris devaient être effroyablement confirmées, sans qu'il ait été possible d'éveiller à notre conception le Secrétariat International qui persistait à soutenir que la lutte contre la guerre n'était pas du ressort du syndicalisme et en laissait le soin aux Partis social-démocrates.

Et en dépit des affirmations produites au meeting de la salle Wagram à la veille de la guerre par *Sassenbach* et *Bebel*, le cataclysme fondit sur nous, vertigineusement, en juillet 1914.

Ce fut, dans la faillite la plus lamentable qui soit, la fin de la deuxième Internationale syndicale.

Il y aura bien, à Londres en 1925, à Leeds en 1916, des Conférences interalliées, où on souhaitera la reprise des relations internationales, mais où, au fond, ne joueront que des nationalismes cachés représentés par des organisations syndicales ayant épousé le point de vue de leurs gouvernements respectifs.

La seule manifestation anti-guerrière, d'ailleurs extra-syndicale, comme *Merrheim* tint à le préciser à Lyon, fut la Conférence de *Zimmerwald*, où allemands, suisses, italiens, français et russes tentèrent de mettre fin à la guerre. La C. G. T. fut nettement hostile à l'action de *Zimmerwald* et c'est de toutes ses forces qu'elle s'opposa à la propagande pacifiste entreprise à ce moment.

Il faudra en arriver à la Conférence de *Berne* (5 au 9 février 1919) pour voir jeter à nouveau les bases d'une nouvelle Internationale syndicale. Les Belges et les

Américains, plus chauvins encore que les autres, n'y assistent pas.

C'est à *Berne* que fut décidée la tenue du Congrès Constitutif d'*Amsterdam* (26 juillet au 2 août 1919) qui reconstituera sur des bases nouvelles l'organisme international qui entrera dans l'histoire sous le nom de *Fédération syndicale Internationale d'Amsterdam*. Les allemands et les autrichiens ont été invités, mais sont un peu tenus à l'écart. Il y a des relents de nationalisme qui flottent encore dans l'air d'*Amsterdam*.

Appleton des « Trades-Unions Anglaises » sera élu président ; *Jouhaux* (France) et *Mertens* (Belgique) vice-présidents ; *Oudegeest* et *Fimmen* (Hollande) secrétaires.

L'Internationale, ainsi reconstituée, ne comprend pas dans son sein toutes les Centrales européennes — l'Union syndicale italienne, la Confédération nationale d'Espagne, les indépendants d'Allemagne (F. A. U. D.) n'y adhèrent pas. En Amérique, seule la Fédération Of Labor adhèrera, puis se retirera. Aucune Centrale de l'Amérique du Sud ne donne non plus son adhésion. La Fédération syndicale internationale d'*Amsterdam* reste une organisation européenne où les représentants syndicaux de l'ex-Entente de guerre jouent les premiers rôles.

Elle ne tardera pas à entrer en conflit avec l'Internationale communiste d'abord, puis avec l'Internationale syndicale rouge. L'action réciproquement défensive de ces organisations amènera bientôt la scission dans presque tous les pays. La France en souffrira particulièrement, quoique n'ayant été atteinte qu'en dernier lieu.

L'action de la C. G. T. française avec *Jouhaux* inspirera celle de l'Internationale d'*Amsterdam*. Il n'est donc pas étonnant que la scission en France ait influencé si fortement la Fédération syndicale d'*Amsterdam*.

Toutes les tentatives d'Unité accomplies par l'I.S.R., insincères d'ailleurs, manœuvrières certainement, seront repoussées par *Amsterdam* qui poursuit, en liaison étroite avec le Bureau International de Genève et la deuxième Internationale socialiste, sa besogne démocratique dans toute l'Europe. Il est juste de dire que, par opposition, Moscou poursuit une autre action politique qui vise à atteindre des buts aussi exclusivement politiques et particuliers.

La bataille est loin d'être finie entre *Amsterdam* et Moscou. Il s'est formé dans le sein de la première de ces Internationales une aile dite de gauche, avec *Fimmen* à sa tête, qui poursuit la réalisation de l'Unité avec Moscou. Elle vient de recevoir l'aide d'une forte fraction des Trades-Unions anglaises à la tête de laquelle se trouve le propre président de l'Internationale d'*Amsterdam*, *Purcell*, qui a succédé à *Thomas* lorsque celui-ci devint ministre des Colonies dans le cabinet *Ramsay Mac Donald*.

C'est un fait assez extraordinaire pour qu'en le souligne. Il ne s'en suit pas que Moscou, même soutenu du dedans, triomphera d'*Amsterdam* et forcera les dirigeants hostiles à l'Unité sur les bases proposées par *Lozovsky* à capituler.

Ces luttes menacent d'être terriblement longues et nul n'en peut prévoir la fin ni l'aboutissement.

L'Internationale d'*Amsterdam*, de même que la C. G. T. reste sur ses décisions du Congrès de Vienne en 1924, qui indiquent que les Centrales adhérentes à Moscou peuvent entrer à *Amsterdam*, mais ne veulent laisser aucune place aux discussions avec l'I. S. R. dont la dissolution doit concorder avec la rentrée des Centrales à *Amsterdam*.

La Constitution de l'A. I. T. n'a pas rendu le problème plus simple et cependant le Congrès de décembre 1922 à *Berlin* n'avait pas d'autre issue s'il voulait

rendre possible la coordination des forces non adhérentes ni à Moscou ni à Amsterdam.

Toutefois, il apparaît qu'avec un peu de compréhension, avec un peu de volonté éclairée, en raison de l'impossibilité d'action de chacune des Internationales, agissant séparément, on arrivera un jour, de part et d'autre, sous la pression des événements, à agir en commun pour certaines actions déterminées à l'avance.

Ce serait, sinon la solution idéale, du moins une solution meilleure qui permettrait, de faire face à l'adversaire capitaliste.

Il est à craindre que cette sorte d'unité d'action ne se réalise pas, tant l'opposition des programmes apparaît grande. Il se peut, en effet, qu'on ne puisse trouver une seule question susceptible de marquer le point commun de propagande ou d'action.

Dans ces conditions, il est à peu près certain que nous assisterons à la mise en application successive des deux programmes qui ne sont, ni l'un ni l'autre, spécifiquement syndicaux. On verra sans doute se réaliser d'abord le programme social-démocrate et, après un court laps de temps, les communistes l'emporteront. Si les syndicalistes, impuissants en ce moment, savent réagir à temps, la social-démocratie et le communisme seront les fourriers du syndicalisme.

C'est vraisemblablement à cette dernière hypothèse infiniment probable qu'il faudra s'arrêter.

L'action purement syndicale ne réparaitra que plus tard. Quand ? Je l'ignore. Mais elle réparaitra, parce qu'elle a des racines trop profondes dans le peuple pour être éliminée. Le syndicalisme représente l'avenir. Il triomphera en définitive, peut-être plus tôt qu'on le pense généralement. — Pierre BESNARD.

P.-S. — Je renonce à donner ici les caractéristiques des Congrès internationaux de Rome, de Vienne, pour la C. G. T. ; de Moscou, pour la C. G. T. U. et de Berlin, pour le Comité de Défense syndicaliste. Cette étude déjà trop longue en serait trop alourdie. Les Congrès seront examinés lors de l'étude sur l'Internationale, c'est d'ailleurs leur vraie place. — P. B.

CONFERENCE n. f. Discours public. Les Romains avaient le mot *conferentia*, issu du verbe *conferre* (comparer) pour désigner l'assemblée de plusieurs personnes réunies pour étudier une question, le plus souvent philosophique ou historique. Chacun apportait à l'appui de sa thèse des textes et documents que l'on comparait. De là le mot.

Pour le même objet nous avons fait sans le vouloir, simplement du fait d'une prononciation et d'une transcription vicieuses, le mot conférence. Mais en français, ce mot souvent mal employé a fini par prendre des sens très divers et il sert à désigner des objets qui n'ont parfois aucun rapport entre eux. Mais le plus souvent il sert à désigner un discours public, contradictoire ou non. C'est surtout en gardant ce sens au mot conférence que nous allons l'étudier ici.

Au mot causerie (que voyez) nous avons dit que les manifestations de cette dynamique qu'est le verbe a trois principaux degrés : la conversation, la causerie, la conférence.

Sans répéter ici en quoi diffèrent la causerie et la conférence, il nous faut rappeler que celle-ci visant les grands auditoires, les qualités de la conférence doivent être appropriés à sa destination.

C'est à tort que l'on a tendance à mépriser les qualités matérielles, osons même dire les qualités physiques du conférencier ; la justice de la cause, la justesse des arguments, la documentation, l'éloquence, même, atteindront plus sûrement leur but si le conférencier est doué d'un physique agréable, d'un aspect sympathique,

d'une voix puissante et harmonieuse. Toutes choses, d'ailleurs, que presque tous peuvent acquérir.

De même qu'il est répugnant de recevoir des aliments servis par des mains de propreté douteuse, le conférencier doit être pour ses auditeurs un agréable et appétissant maître-d'hôtel de la pensée. Il doit donc plaire, mais ne jamais oublier que plaire est un moyen, non un but.

La conférence, bien que ne nécessitant pas les mêmes qualités de fond que la causerie, doit être gardée du superficiel. Le conférencier évitera seulement, parlant à un public trop nombreux pour en connaître les individus, de s'engager dans des développements trop techniques ou trop savants que tous ne pourraient pas suivre. C'est précisément là que gît une difficulté : si, pour bien présenter sa pensée, le conférencier a besoin de citer ou d'exposer un objet dont la connaissance ou la compréhension sont réservées à ceux qui ont fait des études d'un degré un peu élevé ou un peu spécial, il lui faut échapper à deux dangers : 1° citer ou exposer l'objet sans se soucier des ignorants. Ceux-ci, alors, cesseraient de l'écouter. 2° Donner une définition, une explication à la portée des primaires. Ce procédé irrite les fortunés de l'instruction ; ils déclarent être venus perdre leur temps à écouter des choses que tout le monde connaît.

C'est ici que devra jouer l'habileté de l'orateur pour se faire comprendre des humbles, leur donner le lait qui leur est nécessaire et le faire de telle façon que les favoris des enseignements secondaire et supérieur y trouvent eux-mêmes de l'intérêt.

Le conférencier doit embrasser son auditoire et veiller à ce qu'il n'y ait pas dans la salle un seul auditeur qui n'ait reçu cette impression qu'à certains moments c'est à lui que l'orateur parlait.

Le choix du sujet est plus limité pour la conférence que pour la causerie puisqu'il doit intéresser plus d'auditeurs.

Il est des qualités également indispensables à la conférence et à la causerie comme, par exemple, la sincérité, l'amour du sujet, la sensibilité. Que l'orateur s'adresse à mille ou à dix mille auditeurs, ils ne participeront à son émotion qu'en en sentant l'authenticité. Il pourra, par du cabotinisme, arracher un cri de haine ou d'amour à son auditoire, mais l'adhésion profonde, la communion ne seront atteintes que si l'auditoire s'est associé instinctivement aux vibrations profondes de sa conscience.

Nous venons d'indiquer des généralités, mais il y a dans les qualités requises, des spécialités comme, par exemple, celles de la conférence contradictoire. Dans ce cas il y a, au plus, trois états différents pour l'orateur : il peut être le conférencier, le contradicteur ou l'intervenant.

Conférencier, il parle le premier et doit traiter le sujet aussi complètement que possible. Il aura le souci de prévoir tous les arguments opposables à sa thèse et d'y répondre par anticipation. Cette partie de la conférence est parmi les plus difficiles car il répugne aux esprits fins d'entendre répondre à une question qui n'a pas été posée. Le conférencier devra donc user de diplomatie soit en répondant à des questions ou objections situées dans le passé, soit en donnant de telles explications que la question ou l'objection ne puissent être formulées sans ridicule.

Le contradicteur se croit trop souvent autorisé à intervenir sans préparation, comptant uniquement sur l'inspiration provoquée par les paroles du conférencier. C'est à cause de cette paresse que les conférences contradictoires sont encombrées de banalités, de lieux communs, de digressions. Le contradicteur, précisément parce qu'il ne sait pas, le plus souvent, sur quel ter-

rain se placera le conférencier (on peut traiter un sujet de tant de points de vue différents tout en servant un même parti pris !) doit avoir une connaissance à la fois générale et profonde du sujet.

Seul l'intervenant, puisque son rôle est épisodique, a le droit de ne compter que sur son inspiration. Le plus souvent il n'appartient à aucun des deux camps en présence, il a une opinion mixte ou tierce.

Nous croyons que l'intervenant le plus intéressant est celui qui comble une lacune, qui apporte à la tribune un fait, une date, une précision à quoi les deux principaux orateurs n'avaient pas pensé.

Nous en tenant à notre définition, il convient de considérer comme conférences les discours des parlementaires, les professions de foi, les discours académiques, les sermons. Le Sermon sur la Montagne (Matt. V. VI. VII.) quelle qu'en soit l'authenticité, est une pure merveille de fond ; les sermons de Bossuet et, plus spécialement, ses oraisons funèbres sont des merveilles de forme... et d'habileté diplomatique.

Un cours est une conférence pédagogique ou didactique.

Comme conférences contradictoires citons les plus célèbres : Jésus discutant à douze ans avec les docteurs (enseigneurs) de la loi, les controverses entre papistes et réformistes au temps de la Réforme, Colloque de Poissy, Colloque de Bade, Conférence de Suresnes (entre Henri IV et les ligueurs) mais ici nous nous trouvons sur le terrain de la conférence diplomatique.

Les clubs révolutionnaires, Feuillants, Cordeliers, Girondins, Jacobins, furent les champs-clos d'ardentes joutes oratoires qui furent des conférences contradictoires.

La lice oratoire n'a, d'ailleurs, jamais cessé d'exister depuis, sous la forme de clubs et les plus célèbres de notre époque sont *Le Faubourg*, *La Tribune des Femmes* et *les Insurgés*.

Ces clubs remplacent actuellement pour le peuple curieux de savoir, les universités populaires qui ont à peu près disparu bien avant la guerre de 1914 et qui, depuis, n'ont repris vie de façon indiscutable qu'à Saint-Denis où une université populaire à des manifestations vitales presque égales à celles de l'université populaire du Faubourg Saint-Antoine, qui fut le modèle du genre.

Il est désirable qu'elles renaissent avec toute leur ampleur car elles répondent à un besoin réel. A l'heure où nous écrivons, des libertaires de toutes nuances s'unissent pour fonder une université populaire qui portera le titre de : « Maison de la Pensée ».

Les universités populaires sont des outils précieux parce que la force du verbe s'y manifeste sous tous ses aspects : conférences, causeries, cours, débats, théâtre, etc.

Voyons maintenant l'emploi du mot dans un sens qui s'éloigne un peu de notre définition : on nomme souvent conférence une *consultation* de médecins au chevet d'un malade de marque.

Une consultation entre nations ou entre partis est aussi nommée une conférence. La plus célèbre de ces forces malhonnêtes est la conférence pour la paix. Ses accès, comme ceux du paludisme aigu, sont pernicieux, subintrants, récidifs.

Dans le même genre de farces tragiques il convient de classer les conférences entre patrons et les comités de grèves.

Nous éloignant encore du sens que nous avons adopté, les congrès sont souvent appelés conférences.

Enfin, les fondateurs du méthodisme ont, les premiers, donné le nom de conférence à leur conseil d'administration et certaines sectes protestantes suivent encore cet exemple.

La conférence, pour en revenir à notre définition, étant la manifestation la plus étendue de la puissance du verbe, le conférencier peut faire un très grand mal comme il peut faire un très grand bien.

Celui qui monte à la tribune doit donc avoir conscience de sa responsabilité et, mieux et plus simplement : une conscience. — Raoul ODIN.

CONFESSION. n. f. (du latin : *confessio*, aveu).

Déclaration par laquelle on reconnaît un fait, on avoue quelque faute. C'est dans ce sens qu'on dit confession sincère, confession franche, confession ingénue, confession volontaire ou forcée, confession générale, confession publique ou privée, confession judiciaire ou extrajudiciaire, etc... La confession qui nous intéresse ici, et de laquelle il est séant qu'il soit fait mention et parlé explicitement, c'est celle que le prêtre entend au tribunal de la Pénitence ; c'est celle que le pécheur, repentant de ses fautes, vient faire au représentant de Dieu, en sollicitant du ministre de Dieu et de son Eglise, l'absolution de ses péchés.

« La confession fut établie au III^e siècle, abolie au V^e pour cause d'abus et de scandale, puis définitivement adoptée par l'Eglise catholique au XII^e siècle. » (Dictionnaire Bescherelle, Tome I, page 729.)

La confession est un des moyens les plus sûrs, — peut-être même le plus puissant, mais assurément le plus perfide — par lesquels l'Eglise catholique, apostolique et romaine acquiert, garde et fortifie la domination totale à laquelle elle tend avec un esprit de suite prodigieux et une incomparable habileté. Dans le jeu savant des Sacrements à l'aide desquels l'Eglise catholique oblige les fidèles à entretenir avec le clergé, des relations régulières et fréquentes, celui de la Pénitence, qui s'exerce par la confession, occupe une place spéciale par le fait seul que, tandis que le baptême, la confirmation, le mariage, l'extrême onction se donnent une fois pour toutes ou, pour le moins, très rarement, la Pénitence et l'Eucharistie sont imposés durant toute la vie et ramènent le catholique fréquemment aux pieds des autels ! Et encore, même de ce point de vue, le Sacrement de l'Eucharistie doit-il céder le pas à celui de la Pénitence, car l'Eglise fait obligation au catholique qui veut communier, de se confesser pour ne se présenter à la *Sainte Table* que pur de toute faute et indemne de toute souillure, tandis que le fidèle qui a reçu, par le Sacrement de Pénitence, l'absolution de ses péchés n'est point tenu de communier. Les Sacrements ! Rappelons-nous que l'Eglise les proclame de fondation divine et que, pour le catholique véritablement soucieux de son salut éternel, ils sont d'étroite obligation : obligatoire, *le Baptême* qui, lavant le néophyte des souillures du péché originel, lui confère la qualité de chrétien, l'admet dans l'Eglise militante et lui ouvre les portes du Ciel ; obligatoire, *l'Eucharistie*, que le catholique doit recevoir au moins une fois l'an, à Pâques ; obligatoire, *la Pénitence*, qui permet au pécheur, par l'aveu de ses fautes, le repentir qu'il en ressent et le ferme propos qu'il forme de n'y plus retomber, d'obtenir l'absolution et la rémission complète de ses péchés ; obligatoire, *le Mariage*, pour l'homme et la femme qui désirent s'unir et consommer, sans offenser Dieu ni commettre un péché mortel, l'œuvre de chair et donner la vie à des enfants légitimes ; obligatoire, *l'Extrême-Onction* pour tout catholique qui, se sachant ou se croyant en danger de mort, a le devoir d'appeler un prêtre et de recevoir les derniers Sacrements qui lui assurent l'état de grâce et le préservent de la damnation éternelle.

Chaque sacrement, cela va de soi, a une signification spéciale et un but précis ; tous s'imposent au catholique à un moment donné de sa vie et s'adaptent à une

circonstance particulière de son existence. Sans entrer, ici, dans le détail et sans nous arrêter trop longtemps à chacun de ces sacrements, il me paraît utile de jeter sur tous un coup d'œil d'ensemble, afin de montrer la chaîne solide et ininterrompue que, rapprochés, ils forment. Ce coup d'œil provoque une observation aussi intéressante qu'originale. Cette observation consiste à faire remarquer que, dans leur ensemble, ces sacrements s'appliquent à chacune des époques *décisives* de la vie et que, certains ayant un caractère régulier et fréquent, l'Eglise catholique, grâce auxdits sacrements, ne perd pas de vue le fidèle, le tient constamment sous sa coupe, le rappelle sans cesse à ses obligations envers Dieu, et acquiert, de la sorte, sur lui un empire qui, commençant au berceau, s'étend et se fortifie sans solution de continuité, jusqu'à la tombe. Je m'explique :

L'homme vient au monde, il a quelques jours à peine ; il est encore physiquement d'une extrême fragilité, intellectuellement dans les ténèbres et moralement dans l'inconscience. Il est donc de toutes façons incapable d'un mouvement, d'un geste, d'une parole qui soit l'indice d'une conscience ou la marque d'une volonté. Qu'à cela ne tienne : ses parents décident pour lui et, voulant en faire un catholique, ils le font baptiser. Désormais, l'enfant appartient à l'Eglise, et celle-ci prendra des dispositions pour ne le point lâcher. L'enfant a grandi ; il est âgé d'une douzaine d'années. Son corps a pris un développement qui ne tardera pas à le conduire à la puberté et à faire de lui un jeune adulte ; son esprit a reçu quelque culture ; sa conscience commence à discerner ce qui est bien de ce qui est mal ; ses actes témoignent d'un état moral qui n'en est encore qu'au tâtonnement, mais est en voie de se former. Il est à cette période de la vie où, sous tous les rapports, l'enfant, sans avoir totalement cessé d'exister, tend à disparaître pour faire place à l'adolescent qui commence à poindre. Il est à cette phase de l'existence où la mémoire commence à se peupler de souvenirs et d'impressions, où l'intelligence s'ouvre à la compréhension des faits, où le jugement, tenté de comparer, d'apprécier, de résoudre, hésite à le faire, et finalement s'y décide, où l'imagination devient plus fougueuse chez les uns et plus pondérée chez les autres ; où, le sang et les nerfs étant en proie aux agitations et à la fièvre de la croissance, la chair commence à ressentir l'aiguillon du désir sexuel, encore vague ; où, d'accord avec les sens qui s'éveillent, le cœur se sent agité de sentiments affectueux et tendres. L'heure est venue, pour l'Eglise, de frapper un grand coup, d'impressionner fortement, de bouleverser profondément cette enfance parvenue au seuil de l'adolescence et de graver dans son souvenir des empreintes durables. Cet enfant fait sa *première communion* ; pour la première fois, il reçoit le sacrement de l'Eucharistie. Il est préparé avec soin à cette *auguste* cérémonie ; il y est entraîné, les derniers jours surtout, par des apprêts de toutes sortes. Le grand jour arrive : l'Eglise a pris un air de fête, elle s'est ornée de ses plus belles parures ; le communiant n'a jamais été vêtu d'ajustements plus soignés ; toute sa famille est à ses côtés ; il est le centre de toutes les impressions éprouvées, de toutes les salutations et paroles échangées. Fût-il le moins imaginaire et le plus froid des enfants, il est ému et troublé ; il règne tout autour de lui un empressement inaccoutumé il vit, durant vingt-quatre heures, dans une atmosphère spéciale et ce concours de circonstances le conduit, sans qu'il sache trop pourquoi, peut-être même sans qu'il songe à se le demander, à considérer cette première Communion comme un des événements les plus marquants de son existence. J'ai connu des hommes — et surtout des femmes — qui, parvenus à un âge déjà avancé, avaient conservé un

tel souvenir de cette journée, que les moindres détails s'en étaient gravés en traits indélébiles dans leur mémoire et qu'ils ne pouvaient en parler sans une vive émotion.

Mais voici que l'adulte a remplacé l'adolescent. La fillette est devenue jeune fille, le jeune garçon s'est transformé en homme ; il a, maintenant, vingt-cinq à trente ans ; il est dans toute la force de l'âge. Son tour est venu de se créer un foyer, de fonder une famille. Instant grave, heure décisive et capitale : du choix qui sera fait dépendra le bonheur ou le malheur attaché à une heureuse ou à une mauvaise union. Le choix est fait. Voici les deux époux. Il est venu, le jour qui d'eux va faire le mari et la femme ; ils ne cessent de se contempler ; leur cœur est doucement agité ; l'amour le plus vif brille dans les regards qu'ils échangent. A dater de ce jour, leur existence va changer, le sort va leur devenir commun ; appuyés l'un sur l'autre, ils communieront dans la peine comme dans la joie ; échecs et réussites, revers et succès, aisance et privations, larmes et sourires, craintes et espérances, tranquillité et agitation, entre eux tout sera commun et partagé : moins lourdes à porter seront les tristesses et doublées seront les joies. Puis, viendront les enfants et on revivra dans ces êtres chéris. — Oh ! de quels soins, ils seront l'objet ! De quel amour et de quelle sollicitude ils seront entourés ! Pourvu qu'ils soient sains, robustes, beaux, intelligents et bons ! Et les deux époux unissent leurs projets d'avenir et leurs rêves, comme ils unissent leurs mains et leur lèvres. Ils devraient être laissés tout entiers à la passion qui les transporte, à l'amour qui les unit, aux douces perspectives que l'avenir ouvre devant eux. Quel est donc cet intrus qui se faufile auprès d'eux et, solennel, baragouinant un mauvais latin, bredouillant quelques formules sacramentelles, les déclare, dans un jargon qu'ils ne comprennent ni l'un ni l'autre, irrévocablement unis par le *Sacrement du Mariage* ? Cet intrus, c'est le prêtre, encore le prêtre et toujours le prêtre.

Quand vous aviez quelques jours, jeunes époux, c'est le prêtre qui vous a baptisés, quand vous aviez douze ans, c'est le prêtre qui vous a donné, pour la première fois, l'Eucharistie. Aujourd'hui, c'est le prêtre qui bénit votre union et vous déclare légitimement mariés. Cessera-t-il de s'attacher à vos pas, de s'acharner à votre poursuite ? Non ! Il vous a attendus au seuil de la vie ; il vous escortera jusqu'aux portes de la mort.

Autre date solennelle et fatidique ! Heure à laquelle, se sentant gravement malade, le patient que guette la mort, embrasse d'un coup d'œil toute sa vie, remonte le cours de ce fleuve jusqu'à sa source et en examine les eaux avant qu'elles ne se jettent définitivement dans le gouffre. Ce moribond sait ce qu'il était, ce qu'il faisait, où il se trouvait il y a dix, vingt, quarante ans. Il ne sait ce qu'il sera, ce qu'il fera, où il sera, demain ; il s'affole à l'appréhension de ce redoutable inconnu. Toutes les frayeurs le harcèlent ; toutes les terreurs que la religion a jetées dans son imagination et que les agitations de la vie avaient écartées de lui et tenues à distance, se rapprochent, grossissent, prennent des formes fantastiques. Spectres pleins de menaces, ces folies ne lui laissent plus un instant de repos ; elles attisent sa fièvre, elles alimentent son délire. Ces hallucinations tournent à l'obsession : c'est l'idée fixe de l'enfer et de ses inexprimables tourments qui met l'esprit du malade à la torture. Mais voici le prêtre ; il est porteur des saintes huiles ; il pratiquera sur le moribond, les onctions qui calment et purifient ; il administrera les *derniers sacrements*, il prononcera les dernières prières ; il exorcisera Satan ; il murmurera les paroles de suprême consolation, de pardon, d'espoir et de confiance, à l'oreille de l'agonisant qui a déjà

perdu toute connaissance, mais qui doit pourtant à l'assistance du prêtre l'apaisement *in extremis* des terreurs dont celui-ci a peuplé sa pauvre cervelle depuis son enfance et qu'il y a soignement entretenues durant toute sa vie.

Baptême, Eucharistie, Mariage, Extrême-Onction, l'homme d'Eglise ne suit-il point le fidèle pas à pas, du premier souffle au dernier soupir ? N'est-il pas à ses côtés à toutes les dates importantes, à toutes les heures graves, à toutes les minutes solennelles de son existence, comme pour lui dire : « Quand tu es bébé, je te baptise ; quand tu es enfant, je te fais communier ; quand tu es homme, je te marie ; quand tu vas mourir, je t'administre les derniers sacrements. Sans cesse tu m'appartiens ; à chaque phase décisive de ta vie, tu es à moi ! que tu viennes au monde ou le quittes, que tu naisses ou que tu meures, que tu sois jeune ou vieux, bien portant ou malade, je suis toujours là, à tes côtés, tout près de toi. Je t'ai sous la main constamment ; tu es sous ma dépendance toujours et partout. »

L'Eglise est insatiable. Il ne lui suffit pas que le fidèle lui appartienne au cours des événements qui font époque dans son existence ; elle entend qu'il ne puisse à aucun moment, se soustraire à l'envoûtement dont il est la victime ; elle veut qu'il soit dans la nécessité de recourir périodiquement aux Ministres du Culte catholique, qu'il soit tenu de prendre, assez fréquemment pour ne jamais avoir le temps de l'oublier, le chemin qui conduit à l'Eglise. Il fallait donc qu'au Baptême, au Mariage, à l'Extrême-Onction, sacrements dont l'administration ne s'opère pas périodiquement, vissent s'ajouter d'autres sacrements — un au moins — dont le fidèle serait dans l'obligation de faire un usage régulier, périodique, assez fréquent. L'Eucharistie s'impose au catholique au moins une fois chaque année, à l'occasion des fêtes pascales. Une fois tous les douze mois, c'est assez, il est vrai, pour que le catholique n'oublie pas complètement sa religion et les devoirs qu'elle lui prescrit ; mais c'est peu, bien peu, trop peu, beaucoup trop peu, pour le tenir suffisamment en haleine et le garder, ainsi qu'il est utile, sous la domination de l'Eglise. Le sacrement de *Pénitence* est celui que l'Eglise a institué dans le but de rapprocher d'Elle constamment toutes les brebis du troupeau sur lequel Elle a, dit-elle, reçu le mandat de veiller. Elle en est, prétend-elle, responsable devant Dieu et le bon Pasteur a le devoir de ne laisser jamais trop s'éloigner ses ouailles, s'il ne veut s'exposer à en perdre. — Sébastien FAURE.

CONFESSIONNAL (Le). n. m. On donne le nom de confessionnal à un meuble ayant la forme d'une guérite, meuble occupant d'ordinaire, un coin discret et obscur dans une Eglise ou une Sacristie, et dans lequel le prêtre reçoit la confession du pénitent ou de la pénitente. J'ai dit, au mot *Confession*, que la *Pénitence* est, de tous les sacrements institués par l'Eglise, celui qui met le fidèle le plus fréquemment et le plus régulièrement en contact avec le clergé catholique. C'est, en effet, le sacrement qui fait prendre au catholique le chemin de sa paroisse, l'abîme dans l'humilité et le repentir de ses fautes, le contraint à verser dans l'oreille du prêtre, l'aveu de ses péchés et la confiance de ses tentations et de ses faiblesses, lui prescrit de dévoiler au confesseur ses pensées les plus cachées et ses plus secrètes intentions, frappe son esprit par le rappel du pouvoir surhumain dont dispose l'Eglise dans la personne de ses plus modestes représentants.

Tels sont les résultats qu'un rapide et superficiel examen du Sacrement de la pénitence met en pleine lumière. Ces résultats sont incontestablement précieux ; ils favorisent et consacrent avec force le pouvoir du

clergé sur les adeptes de la religion catholique. Ils ne sont rien, cependant, auprès de ceux que révèle une observation poussée plus loin. Ils ne touchent que le fidèle lui-même. Le catholique zélé, scrupuleux, convaincu, vient au confessionnal pour y chercher naïvement l'apaisement de sa conscience bourrelée d'inquiétudes, la rémission de ses péchés et le ferme propos de ne plus retomber dans les mêmes égarements. De la part du catholique sincère et fervent, il n'y a là qu'un acte de foi, l'accomplissement d'une pratique religieuse et d'un devoir qui lui sont imposés ; mais, de la part du *père spirituel*, du *directeur de conscience* à qui il ouvre son cœur, il y a beaucoup plus ; car la confession ne se limite presque jamais au seul fidèle ; elle le dépasse ; elle s'étend à sa famille, à son entourage, à ses relations, à ses intérêts matériels à tout ce qui, directement ou indirectement, concerne sa vie. Ici, c'est la femme qui répond aux questions qui lui sont posées sur son mari ; là, c'est l'enfant qui est interrogé sur ce qui se passe dans sa famille ; ailleurs, c'est le père ou la mère qui ont à parler de leurs relations ou de leurs affaires, de leurs embarras, de leurs préoccupations, de leurs revers et de leurs succès, de leurs appréhensions, de leurs espérances et de leurs projets. Et tel homme, telle femme, tel enfant qui se garderait bien de se confier à qui que ce soit, n'hésite pas, au tribunal de la Pénitence, à révéler tout ce qu'il sait ou suppose, non seulement parce qu'il croit que le secret en sera scrupuleusement observé, mais encore parce qu'il est persuadé qu'il ne doit rien cacher au prêtre, parce qu'il éprouve un certain soulagement à s'ouvrir et parce qu'il est convaincu que, s'il manquait de sincérité, en une circonstance aussi grave, il commettrait une grosse faute et ne manquerait pas d'en être puni.

Oh ! L'inégalable institution de surveillance et de police que le Confessionnal met aux mains du Clergé ! Que, dans chaque paroisse, il y ait seulement quelques dizaines de pénitents assidus et rien ne restera ignoré, par le curé et ses vicaires, de ce qui se passe au sein de la population tout entière. Que d'affaires se traitent, que d'associations se forment, que de mariages se concluent et aussi que de désaccords surgissent, que de conflits éclatent, que de méchancetés se commettent, dont il suffirait, pour en découvrir l'origine, de remonter aux confidences que les pénitents font quotidiennement à leur confesseur !

Du Sacrement de pénitence, je viens de dire : « institution de surveillance et de police ». Ce n'est point assez ; j'ajoute : « merveilleuse officine de délation ». Car l'exercice de la surveillance nécessite de la part de ceux qui s'en acquittent des démarches, de la prudence, des ruses, des travestissements ; la pratique de la police implique quelque danger et de multiples efforts. Le confesseur, lui, n'a pas besoin de se déranger, d'enquêter, de surprendre, de surveiller, de s'exposer. Il lui est suffisant d'attendre, dans l'ombre discrète du confessionnal, la venue du *détaleur bienveillant* et d'arracher à sa dévotion et à son aveuglement toutes les confidences, indiscretions et mouchardages dont il n'aura plus qu'à faire son profit. Au tribunal de la Pénitence, le prêtre est tout-puissant ; le fidèle lui appartient en totalité, il est à sa merci. Le confesseur en fait ce qu'il veut, et c'est en toute confiance et joie intérieure que le *confessé* s'abandonne à lui et lui livre candidement ses parents, ses amis, ses relations et ses intérêts les plus chers. Peut-il cacher quoi que ce soit à cet homme illuminé de la grâce, investi d'une fonction sacrée, exerçant un ministère divin, qui peut lui refuser l'absolution et qui détient les clefs du paradis ? N'est-il pas venu chercher auprès de ce représentant du Souverain Maître la purification, la paix et le réconfort dont son âme éprouve le besoin ? On s'est

étonné bien des fois de la connaissance parfaite que possède le clergé de l'état d'âme de toutes les personnes qui composent une population ; on s'est demandé, comment le parti-prêtre parvient à être si exactement renseigné sur les sentiments et opinions, sur la situation sociale, sur les secrets de la vie privée, sur les projets des uns et des autres.

Grâce au confessionnal, chaque paroisse possède ses informateurs et la fiche de chacun est constamment tenue à jour. — Sébastien FAURE.

CONFIANCE. n. f. Certitude que l'on éprouve de se voir aider dans ses entreprises par un ou des individus auxquels on a fait part de ses espérances. Assurance de voir se réaliser ses présomptions. « Avoir confiance en ses amis. « Être confiant en l'avenir ».

La confiance est un sentiment indispensable lorsque l'on veut réussir dans une entreprise. Elle stimule et donne de la force et de l'énergie, alors que la défiance annihile tous les efforts. Manquer de confiance, c'est douter de tout et ne produire que du travail stérile ; c'est aller vers l'inconnu et être incapable de se déterminer un but. L'homme doit être confiant en lui-même, mais il faut qu'il sache discerner ses faux et ses vrais amis lorsqu'il doit placer sa confiance en d'autres individus. Accorder sa confiance à quelqu'un, c'est lui abandonner un peu de soi-même et par conséquent, il convient d'être certain de la probité et de l'affection de celui à qui on donne cette marque d'amitié. Il y a tellement d'intrigants et de filous qui cherchent à capter la confiance des autres pour s'en servir au mieux de leurs intérêts particuliers, que l'on hésite aujourd'hui à se confier à autrui.

Pourtant, il est encore des hommes dignes de confiance, et si tous les politiciens ont spéculé sur l'aveuglement des masses qui avaient placé en eux toutes leurs espérances, il nous reste assez de confiance pour présumer que l'avenir sera meilleur que le passé et que chaque heure qui s'écoule nous approche de la libération. Nous avons confiance, et c'est cette confiance qui nous stimule dans notre désir de poursuivre la lutte, malgré les embûches qui se dressent sur notre route.

CONFLIT. n. m. Le conflit est le choc qui résulte de l'antagonisme qui existe entre des éléments qui s'opposent. Juridiquement, le conflit, nous dit le Larousse, est : « la lutte qui s'élève entre deux tribunaux revendiquant ou repoussant tous deux la même affaire ».

Dans le langage courant, le mot conflit emprunte une autre signification, et caractérise un différent qui s'élève entre deux ou plusieurs parties. Il y a les conflits d'intérêt, les conflits politiques, les conflits sociaux, etc..., etc... La vie dans les sociétés modernes est illustrée par des conflits de toutes sortes. Ce sont les uns qui se déchirent et qui entrent en conflit pour obtenir des privilèges et des honneurs ; et les autres qui sont en conflit pour savoir de quelle façon on se débarrassera des premiers. C'est la lutte constante et ininterrompue des hommes contre les hommes. Lorsque les conflits naissent de l'opposition de certains intérêts individuels, les dangers sont relatifs, mais sitôt qu'ils débordent du cadre de la nation et qu'ils s'élèvent entre gouvernements de pays étrangers, la menace devient terrible, car ces conflits dégénèrent en guerres meurtrières dont les travailleurs sont les premières victimes. Il serait à souhaiter que, dans l'avenir le plus proche, la classe ouvrière fût unie et forte, pour pouvoir sortir victorieuse du conflit inévitable entre le Capitalisme et le Travail.

CONFRONTATION. n. f. Action de mettre en présence, différentes personnes, pour examiner contradictoirement leurs dépositions. La « confrontation » est

d'usage en justice, entre accusés ou témoins, dont les déclarations sont opposées ; elle a pour but la recherche de la vérité, mais en réalité son résultat est d'embrouiller les affaires les plus simples.

On dit aussi : « confronter deux écritures », c'est-à-dire examiner si elles sont semblables l'une à l'autre ; confronter des idées, des objets, etc., afin de rechercher quels sont leurs rapports communs en usant de la comparaison. Réserve faite de la confrontation judiciaire qui est toujours négative et ne peut servir en rien les intérêts collectifs, la confrontation des idées et de toutes autres choses est une action utile qui peut faire jaillir la lumière et nous éclairer sur bien des questions qui demeurent obscures.

CONGRES. n. m. Assemblée de délégués dont les mandataires ont eux-mêmes examiné les questions à traiter par le Congrès et indiqué les solutions qui leur paraissent les meilleures.

Le délégué au Congrès a charge de défendre le point de vue adopté par ceux qui l'ont mandaté, de faire tous ses efforts pour le faire triompher ou de se rallier à un point de vue à peu près analogue à celui qu'il a exposé. Le Congrès est le *pouvoir législatif* des Syndicats, Coopératives ou Associations diverses d'intérêts matériels ou moraux. Les décisions des Congrès, que ceux-ci soient syndicaux, politiques, coopératifs ou scientifiques, sont appliquées, exécutées, par une Commission exécutive ou administrative. C'est le *pouvoir exécutif* des organismes. L'application des décisions des Congrès, les actes ou actions qui en découlent sont contrôlés par des Comités nationaux ou internationaux. C'est le pouvoir de *Contrôle*. Si chacun de ces rouages fonctionne bien, s'il remplit le rôle qui lui est dévolu, le groupement ou les groupements réunis atteignent presque toujours à la prospérité et font d'excellente besogne. C'est d'ailleurs assez rare. On voit le plus souvent l'exécutif ne pas tenir un compte suffisant des décisions législatives, et plus encore, on enregistre la défaillance du Contrôle, qui donne trop facilement un blanc-seing à ce même exécutif, ou accepte ses explications et ses thèses sans les contrôler ni les vérifier. C'est bien la pire des choses et souvent les Congrès ne légifèrent, ne décident que d'après les explications de l'exécutif, qui se targue d'un Contrôle inexistant ou défaillant. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause des erreurs doctrinales, des rectifications de tir, des changements de tactiques qu'un exécutif habile arrive toujours à expliquer ou à masquer, lorsqu'il a quitté la ligne droite et prépare quelque conversation qui va le plus souvent à l'encontre de l'intérêt général des travailleurs, coopérateurs ou associés de tous ordres.

Dans le mouvement ouvrier, il y a différentes sortes de Congrès, ce sont : les Congrès régionaux ou départementaux, les Congrès de Fédérations d'industrie ou fédéraux, les Congrès nationaux de toutes les Fédérations ou Congrès confédéraux, les Congrès qui réunissent par industrie les représentants de divers pays, ou Congrès fédéraux internationaux, et enfin les Congrès qui réunissent les représentants nationaux de toutes les Corporations, ou Congrès internationaux des Centrales syndicales. Il en est de même sur le plan coopératif ou politique. C'est dans les Congrès de toute nature que se confrontent les thèses doctrinales, que se vérifient les expériences faites et que sont tracées les directives de l'action à mener. Les Congrès se tiennent soit tous les ans soit tous les deux ans, suivant les statuts des organismes.

Les Congrès voient généralement des tendances se former pour défendre des thèses en présence. Ces thèses sont défendues avec vigueur et parfois avec parti-pris. De l'exposé des thèses surgit presque toujours une résolution, une motion, un ordre du jour les conden-

sant et sur lesquels les délégués ont à se prononcer par un vote qui donnera à la thèse ainsi consacrée le caractère d'une décision qui constitue pour un ou deux ans, la ligne de conduite, de propagande et d'action des groupements affiliés à l'organisation qui a tenu ce Congrès. Ce sont là des principes généraux que suivent tous les groupements, qu'ils soient ouvriers ou patronaux ; ces principes constituent une sorte de jurisprudence consacrée par l'usage et passée dans les mœurs. On retrouvera ce terme dans l'exposé général du syndicalisme.

Il y a aussi d'autres sortes de Congrès. Dans l'ordre religieux, il y a les Conciles qui ont charge d'examiner les thèses de l'Eglise, de surveiller l'intégrité du Dogme et de condamner réformateurs et iconoclastes. Jean Huss, précurseur de la Réforme, fut condamné à être brûlé vif par le Concile de Constance, et exécuté en 1415. On retrouve d'ailleurs, le mot *Concile*, à son ordre, dans cette encyclopédie. Les Conclaves sont des Congrès de prélats portant le titre de cardinaux, qui ont charge d'élire le pape lorsque le successeur de St-Pierre vient à décéder. On retrouve également ce mot à son ordre. Il y a enfin les Congrès de Parlements. En France, les deux Chambres : députés et sénateurs se réunissent en Congrès, à Versailles, pour élire le président de la République, ou pour modifier la Constitution. Il en est de même aux Etats-Unis, en Suisse.

Il y a encore des Congrès de la Paix, qui, généralement, préparent la guerre. Celui de la Haye fut le plus fameux. La Société des Nations, avec ses séances trimestrielles et mensuelles, tient elle aussi, des Congrès où sont pris des engagements aussi solennels que vite oubliés. Ce qu'il faudrait souhaiter, c'est que toutes ces parolotes inutiles et vaines de gens qui ne sont là que pour mentir et tromper les peuples soient remplacés par un Congrès des Peuples, où ceux-ci fixeraient leurs rapports et enterreraient définitivement la guerre, le capitalisme et son exécrable régime. Mais ce jour n'est pas encore venu. Ce jour-là, les Congrès ouvriers auront, eux aussi, plus d'intérêt qu'en ce moment. Ils auront aussi de plus graves responsabilités à prendre.

— Pierre BESNARD.

CONGRÈS Assemblée de gens ayant pour mission de délibérer sur des intérêts communs. Les Congrès se différencient des Assemblées ordinaires, de ce fait qu'ils ne sont convoqués qu'à des périodes indéterminées et assez éloignées les unes des autres. Un Congrès ne siège jamais en permanence. Il y a plusieurs catégories de Congrès, et leur importance est relative aux questions qui y sont traitées et aux sujets qui y sont débattus. Nous avons tout d'abord les Congrès diplomatiques, dont les acteurs sont les représentants de différentes nations ayant des conflits à régler. Les représentants des dites nations ont ordinairement comme mandat, de défendre les intérêts généraux de leur pays, et de chercher un terrain de conciliation pour éviter les ruptures qui sont les prémices de la guerre ; c'est du moins ce que l'on dit au peuple ; mais, en réalité, les diplomates et les ambassadeurs s'acquittent de leur besogne, sans s'inquiéter aucunement des intérêts généraux de la nation, mais simplement de ceux d'une infime minorité qui tire les ficelles de la politique. Lorsque ces Messieurs de la diplomatie ont du temps à perdre, ils s'attaquent parfois à des questions d'ordre sentimental ; c'est ainsi qu'au Congrès de Genève, en 1863, ils accouchèrent d'une convention internationale neutralisant les blessés en temps de guerre et que en 1878, le Congrès de Saint-Petersbourg prononça l'interdiction de l'emploi des balles explosives. Nous savons comment ces conventions furent respectées, et le cas que l'on fit, entre 1914 et 1918, des décisions de Genève et de Pétersbourg. En France, on

appelle également « Congrès », la réunion de la Chambre des députés et celle du Sénat, lorsqu'il faut élire un nouveau président de la République, ou modifier la constitution. Ce Congrès se réunit au Palais de Versailles. Mais il se tient d'autres Congrès que ceux d'essence politique et diplomatique, et, bien qu'ignorés du public, ils offrent cependant un intérêt autrement appréciable que les premiers. Ce sont les Congrès de savants, qui enregistrent les découvertes récentes et dans lesquels les hommes de science se concertent pour étudier les phénomènes de la nature et, en unissant leurs connaissances, arriver à poursuivre l'œuvre de civilisation ; ce sont les Congrès de médecins, dans lesquels on travaille pour alléger et abrégé les souffrances physiques de l'individu et ce sont, enfin, les Congrès ouvriers, où le travailleur cherche son orientation et les moyens utilisables pour lutter contre le capital et l'abolir. Nous dirons donc, s'il nous faut donner une définition de ce qu'est un « Congrès » : que c'est la réunion de délégués d'une nation, d'un parti politique, d'une organisation syndicale ou philosophique ; et que son rôle est d'enregistrer le travail accompli dans le passé, de souligner une situation de fait et de déterminer une situation et un travail d'avenir.

Quelles que soient les imperfections, dues plutôt à la manière qu'à l'esprit dans lequel il est organisé, le Congrès est l'unique forme de représentation en usage dans les organisations de réforme sociale, et si les résultats que l'on pouvait en espérer ont souvent été négatifs, c'est que, même dans les associations d'avant-garde, on ne s'est pas encore libéré des pratiques politiques, que la « manœuvre » y est d'une pratique courante et que l'on cherche trop souvent à satisfaire son petit orgueil par une victoire oratoire, sans songer aux intérêts profonds de la classe ouvrière.

Il y a, en France, deux importantes organisations prolétariennes : la Confédération générale du Travail et la Confédération générale du Travail unitaire. La ligne de conduite de ces organisations est déterminée par le Congrès, qui se réunit tous les deux ou trois ans, et plus souvent, si la nécessité s'en fait sentir. Il est évident qu'il serait préférable que ces Congrès nationaux fussent convoqués à des dates plus rapprochées les unes des autres ; mais on sait les frais qui sont occasionnés par le déplacement de centaines de délégués ; nous ne devons pas oublier que nous sommes en régime capitaliste, et que les caisses des organisations ouvrières sont plus souvent vides que pleines. Les délégués à ces Congrès sont désignés par l'Assemblée générale de leur organisation particulière, et y sont également représentées les diverses fédérations d'industrie ou de région ; ces fédérations n'ont pas voix délibératives, mais consultatives. Nous pouvons donc considérer que dans son esprit, la représentation est assez logique, et qu'il serait difficile de faire mieux dans la situation présente de l'organisation ouvrière et sociale. Les délégués au Congrès doivent s'inspirer des désirs de leurs mandants, pour approuver ou désapprouver le travail et la politique du bureau qui, ordinairement, fut désigné par le Congrès précédent et qui accepte, secondé par une Commission exécutive, la responsabilité de l'organisation, durant la période qui sépare deux Congrès ; d'autre part, les représentants des organisations ont à charge, toujours en s'inspirant de l'esprit des organisations qui les ont mandatés, de déterminer la ligne de conduite future de l'organisation nationale. Nous avons dit plus haut, que la façon dont sont organisés les congrès ouvriers n'était pas exempte de critiques. Il est, en effet, regrettable de constater qu'il arrive fréquemment que des « chefs » d'organisation usent du pouvoir et de l'autorité dont ils disposent

pour s'imposer à la masse, et manœuvrent de telle manière qu'il est impossible de les déloger des fonctions qu'ils occupent et qu'ils entendent conserver indéfiniment. Ce sont des travers qui ne seront vaincus que par l'éducation des travailleurs qui, prenant leurs responsabilités, n'attendent pas leur libération de la venue d'un messie quelconque. Sans remonter bien haut dans l'histoire prolétarienne de la France, il faut cependant citer, car il exerça une réelle influence sur la vie et sur l'action du Prolétariat, le Congrès d'Amiens qui, en 1906, traça les droits et les devoirs de la classe ouvrière, détermina le but qu'elle poursuivait et élabora une charte restée célèbre dans le monde syndical.

Depuis la fin de la « Grande guerre », différents Congrès nationaux se sont réunis ; celui de 1919 mérite une mention particulière, parce qu'il fut celui où Jouhaux, secrétaire de la Confédération générale du Travail exposa et chercha à légitimer les déviations dont il s'était rendu coupable durant la guerre ; et aussi parce que ce Congrès marqua l'aube de la division du Prolétariat français, qui devait s'effectuer au Congrès suivant, à Lille. Deux tendances s'affrontèrent à ce quatorzième Congrès, qui tint ses assises dans la ville de Lyon, et les principes du réformisme et de la collaboration de classe sortirent victorieux de la bataille. Il est curieux de relire les déclarations du secrétaire de la C.G.T., qui défendit avec chaleur son attitude guerrière et les relations qu'il noua au cours de la boucherie, avec les représentants officiels des divers gouvernements. Le Congrès de Lyon ne fut qu'une préface ; insensiblement, la classe ouvrière ouvrit les yeux et comprit son erreur ; elle se sépara petit à petit des chefs réformistes qui voulaient éteindre le flambeau qui, durant des années, avait éclairé le prolétariat, mais ceux-ci se mirent sur la défensive, et par un statut arbitraire éliminèrent de l'organisation syndicale, les ouvriers et les syndicats qui refusaient de se courber sous le joug des dirigeants. Les forces prolétariennes furent coupées en deux et la scission fut consommée au Congrès de Lille.

Il se forma par la suite, en conformité avec le Congrès qui se tint à Paris, en décembre 1921, une nouvelle confédération ouvrière, qui prit le nom de Confédération générale du Travail unitaire, et qui ne tarda pas à grouper plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Depuis cette date, toutes les tentatives pour regrouper les forces éparses de la classe ouvrière sont restées inopérantes. Dans chaque Congrès, des motions d'unité sont présentées et votées par les délégués du prolétariat, mais il semble que ces congrès soient guidés par des forces occultes et l'application de ces motions reste vaine. Le mal dont souffrent les organisations politiques a pénétré dans le giron du prolétariat, et les Congrès ouvriers n'offrent plus un caractère particulier, mais sont le théâtre de luttes politiques qui affaiblissent le prolétariat.

Il nous faut dire quelques mots sur les Congrès anarchistes et plus particulièrement sur ceux qui ont déterminé le mouvement anarchiste à son origine. C'est en 1873, que l'on doit fixer la naissance de l'anarchisme en tant que mouvement ; car si, antérieurement, les partisans d'une société anti-autoritaire travaillaient en collaboration avec les éléments révolutionnaires de l'Association internationale des Travailleurs, c'est en 1873 qu'ils se désolidarisèrent d'une façon catégorique des défenseurs du principe d'autorité. La résolution qui fut présentée au Congrès anarchiste de Berne, qui se réunit en 1876, résolution qui fut acceptée par tous les délégués présents mérite d'être citée :

1° Plus de propriété, guerre au capital, aux privi-

lèges de toute sorte et à l'exploitation de l'homme par l'homme ;

2° Plus de patrie, plus de frontière et de lutte de peuple à peuple ;

3° Plus d'Etat, guerre à toute autorité dynastique ou temporaire, et au parlementarisme ;

4° La révolution sociale doit avoir pour but de créer un milieu dans lequel désormais l'individu ne relèvera que de lui-même, sa volonté régnant sans limites et n'étant pas entravée par celle du voisin.

Pour bien préciser les buts de l'Anarchisme, Elisée Reclus faisait adopter, en 1878, au troisième Congrès anarchiste qui tint ses assises à Fribourg, la résolution suivante :

« Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice... Jamais un progrès ne s'est accompli par simple évolution pacifique, et il s'est toujours fait par une évolution soudaine. Si le travail de préparation se fait avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées se fait brusquement. Nous sommes des anarchistes qui n'ont personne pour maîtres et ne sont les maîtres de personne. Il n'y a de morale que dans la liberté. Mais nous sommes aussi des communistes internationaux, car nous comprenons que la vie est impossible sans groupement social. » Ces deux Congrès sont, à nos yeux, les plus importants, car ils établirent ce que l'on pourrait appeler une charte anarchiste. Il y eut par la suite, d'autres Congrès anarchistes, et notamment celui d'Amsterdam, en 1907, où Malatesta essaya de rapprocher les anarchistes individualistes et communistes, et tenta également de jeter les bases d'une internationale anarchiste. Malheureusement, ces tentatives échouèrent et, depuis, les anarchistes disséminés de par le monde n'ont eu entre eux que des relations par correspondance. Il faut espérer que la faillite des partis politiques donnera un renouveau d'énergie aux anarchistes, et que bientôt, unis nationalement et internationalement, ils se retrouveront dans les Congrès qui n'auront plus à jeter les bases de l'anarchisme théorique, mais à rechercher les moyens les plus propices pour abolir le capital et élaborer sur ses ruines une société libertaire de laquelle aura disparu l'autorité.

CONJECTURE. n. f. Jugement qui ne s'appuie que sur des probabilités et des suppositions. « La physiologie n'est pas une règle pour juger les hommes, elle nous peut servir de conjecture. » (La Bruyère.) Il ne faut jamais se fier aux apparences, et il ne faut jamais se baser sur des conjectures pour se faire une opinion. Condillac a dit fort justement : « Il est permis de conjecturer, mais avec beaucoup de réserve et de prudence, car celui qui conjecture ne s'appuie trop souvent que sur le vide ». Bien des gens devraient s'inspirer des conseils de Condillac, et ne pas émettre des jugements à tort et à travers. On se perd en conjectures, c'est-à-dire en présomptions, en suppositions, alors que la réalité brutale des faits devrait seule nous éclairer. La conjecture est dangereuse car elle est trompeuse et détermine parfois des erreurs regrettables.

CONJONCTURE. n. f. Occasion, rencontre de circonstances. Il est des conjonctures favorables et des conjonctures fatales. « Toute confiance est dangereuse si elle n'est entière ; il y a peu de « conjonctures » où il ne faille tout dire ou tout cacher. » (La Bruyère.)

CONNIVENCE. n. f. Action de participer moralement à une action. Se rendre complice d'un fait en n'en empêchant pas l'exécution, bien qu'on en ait la possibilité.

« Un juge connive aux concessions d'un greffier. Le receveur connivait avec le percepteur. Cette mère

connive au libertinage de sa fille. Peut-être alors serai-je forcé moi-même, d'écarter le soupçon d'avoir connivé à cet indigne procédé. » (Diderot.)

La connivence en matière criminelle est punie en vertu d'articles du Code pénal ; c'est ainsi que l'individu qui, de connivence avec un détenu, favorise par son silence l'évasion de celui-ci, est puni d'une peine de six mois de prison.

Le capital, ou plutôt la bourgeoisie est de connivence avec les gouvernements qui organisent la répression contre le prolétariat ; mais la bourgeoisie reste dans l'ombre et n'est que le cerveau ; le gouvernement est le bras. La complicité de la bourgeoisie n'en est pas moins manifeste.

CONQUÊTE. n. f. Action de prendre, de gagner, d'acquérir, d'obtenir par la force ou par la ruse, de capter un chose, un objet, une idée ; d'accaparer une ville, une province, un pays ; en un mot, soumettre quelqu'un ou quelque chose à sa domination. Les conquêtes peuvent se diviser en deux catégories bien distinctes : 1° les conquêtes utiles et bienfaisantes ; 2° les conquêtes nuisibles et criminelles. Les premières sont celles qui ne se réalisent pas au mépris de la logique, de la vérité ou de la justice ; elles se caractérisent par les victoires de la civilisation sur l'ignorance et la bestialité humaines. Ce sont les conquêtes de la science, qui, loin de servir aux appétits du capital et du militarisme, pénètrent au plus profond des couches sociales et viennent jeter sur l'humanité malheureuse une lueur d'espérance. Ce sont ces conquêtes qui, acquises au prix de sacrifices sans nombre, ont fait germer dans le cerveau des hommes, l'amour de la liberté et de la fraternité. Ce sont les conquêtes de tous les savants, de tous les philosophes, de tous les littérateurs, de tous les écrivains qui déchirent le voile du passé et nous tracent la route de l'avenir.

Hélas, ce ne sont pas les seules conquêtes qui illustrent l'histoire. « Il y a des crimes qui deviennent glorieux par leur éclat ; de là vient que prendre des provinces injustement s'appelle faire des conquêtes. » (La Rochefoucauld.) Les conquérants ont, depuis des siècles et des siècles, ravagé le monde et de même que l'herbe ne croissait plus partout où le cheval d'Attila avait passé, des civilisations se sont écroulées et éteintes partout où l'esprit de conquête a dominé. La terre fut de tout temps ensanglantée par des conquérants avides, répandant l'effroi sur leur passage et semant la haine, la misère et la mort. Les démocraties modernes n'ont rien à reprocher aux anciennes autocraties, et les conquêtes criminelles de nos sociétés modernes s'inscriront à l'encre rouge sur les pages de l'histoire. « A l'égard du droit de conquête, il n'y a d'autre fondement que celui du plus fort », nous enseigne J.-B. Rousseau, et il est vrai, hélas ! que « la raison du plus fort est toujours la meilleure ». C'est pourquoi il ne suffit pas aux opprimés de ce monde d'avoir raison, il faut aussi qu'ils aient la force et la puissance de se faire craindre, s'ils veulent partir à la conquête de la richesse sociale accaparée de nos jours par une poignée de parasites.

CONSCIENCE. n. f. Ce mot a deux sens philosophiques bien différents. Il désigne cette connaissance ou ce sentiment de ma propre existence qui accompagne tous mes états intérieurs ou peut-être seulement mes changements d'état. Il désigne aussi le jugement secret qui approuve certains de mes projets et de mes actions mais en blâme d'autres. Au premier sens, le mot appartient à la psychologie. Au second, il appartient à l'éthique, sagesse ou morale.

Conscience Psychologique ou Conscience de Soi. — Encore que les sophistes aient opéré en philosophie la

première révolution *critique*, c'est-à-dire le premier effort pour tourner notre attention non plus vers le monde extérieur, mais vers le monde interne ; encore que Socrate, le plus grand des sophistes, recommandât de se connaître soi-même : on ne trouve jamais, dans ce qui nous reste des sophistes et des socratiques, un mot qui se puisse traduire par *conscience*. (Pourtant, le verbe d'où se tirera le substantif correspondant se rencontre au moins dans Xénophon.)

Platon ne distingue pas la conscience des autres opérations de l'esprit ; il ne connaît aucune forme commune aux faits intérieurs. Là où nous disons conscience, il énumère : raison, science, mémoire et opinion juste. Comme nous disions qu'on ne jouit pas d'un plaisir sans en avoir conscience, Platon, au *Philèbe*, exige, pour qu'il y ait plaisir, que les quatre caractères sus nommés accompagnent la cause de la jouissance. Aristote, quoiqu'il en fasse une manière de théorie tâtonnante, n'a pas non plus de mot pour désigner la conscience psychologique. Les stoïciens sont les premiers à donner nom et unité au sens intérieur ; ils l'appellent *synédesse*, et ce mot est composé exactement comme notre mot conscience.

Le problème de la conscience psychologique de ses « données immédiates » et de ses limites est fort difficile. Je n'ai pas la prétention de le résoudre, ici ni ailleurs. Trois grandes thèses s'y combattaient. Pour certains spiritualistes (Leibniz, Maine de Biran, Ravaisson, Bergson), la conscience atteint en nous l'être un, identique, cause de ses propres actions. Elle nous donne du réel, de l'absolu, du vital. Grâce à elle, la psychologie, si elle sait devenir assez profonde, assez large et assez hardie, englobe la métaphysique et l'illumine.

Pour l'école critique, la conscience est une *forme* ; elle ne révèle pas l'être réel que je suis ; elle dit seulement comment je m'apparais, comment je ne puis pas ne pas m'apparaître. Toutes les idées que les spiritualistes prétendent dégager de cette apparence inévitable, idées de cause, d'unité, d'identité, ne sont que les *formes a priori* qui rendent possible cette apparence, et rien ne nous permet d'affirmer que quelque chose répond à ces idées dans la réalité. Les empiriques (Stuart Mill, Alexandre Bain, Herbert Spencer, Th. Ribot, etc.) voient dans la conscience, la caractéristique des faits psychologiques, lesquels sont probablement des faits physiologiques d'une certaine intensité. La science de l'esprit n'est que la science des faits accompagnés de conscience et des lois selon lesquelles ils s'associent. Comme toutes les autres sciences, elle reste confinée au pays des phénomènes, ne saurait nous projeter dans le royaume de la substance, de l'absolu et du vital. La conscience n'existe que dans le changement ; sa forme la plus simple est l'oscillation entre deux états. Toute conscience reste donc relative, et par suite, toute pensée. D'ailleurs, la conscience, qui a évolué, nous présente aujourd'hui comme primitifs et irréductibles des phénomènes dérivés et très complexes. Quant aux phénomènes inconscients, sur quoi Leibniz attira le premier l'attention, la plupart des empiriques les classent comme physiologiques, non comme psychologiques. Ils n'y voient, avec Stuart Mill, que « modifications inconscientes des nerfs ».

J'indique rapidement mon opinion, qui sans doute, importe peu au lecteur. La thèse empirique et la thèse critique me paraissent contenir, l'une et l'autre, de beaux éléments de vérité. La thèse empirique est supérieure comme hypothèse de travail. La thèse critique me satisfait davantage, les jours ambitieux et imprudents, où je m'amuse dès maintenant à une explication totale qui sera peut-être toujours prématurée. Je sollicite, d'ailleurs, l'une ou l'autre assez pour l'accorder à

ma psychologie pluraliste (voir ce mot), c'est-à-dire à ma persuasion ou à ma rêverie que ma substance intérieure est, comme la matière de mon corps, une colonie d'êtres innombrables.

Conscience Ethique. — On dit plus souvent « conscience morale ». Mais mon immoralisme de sagesse, qui conserve et individualise le sens éthique, ne me permet pas de parler selon la coutume. (Voir les mots Ethique, Morale, Sagesse). Dans sa signification éthique, le mot conscience a contre lui d'avoir été ignoré de tous les anciens, d'être une création du christianisme. A condition de le désarmer de tout venin autoritaire, il est pourtant commode pour désigner l'ensemble de ce que Socrate appelait « les lois non écrites » ; pour rappeler aussi, avec cette doctrine des sophistes que « l'homme est la mesure de toutes choses », cette formule d'Aristote que « l'homme bon est la règle et la mesure du bien ».

Par une analyse heureuse, les docteurs du moyen-âge reconnaissent dans la conscience éthique un élément intellectuel (distinction du bien et du mal) et un élément sentimental (penchant vers le bien, recul devant le mal), qu'ils nomment *syndérèse*.

Ne consultez ni le Littré, ni le Larousse. Ici, comme en quelques autres occasions, ces excellents dictionnaires vous jetteraient dans l'erreur. Ils ne connaissent qu'un sens tardif et dérivé ; ils font de *syndérèse* un synonyme bien inutile de *remords*. Et ils donnent une étymologie absurde. La francisation du mot date du XVI^e siècle. C'est pourquoi on le fait venir du grec *syntézesis* et on lui fait porter la marque de la prononciation des Grecs modernes, qui, après la lettre correspondante à n, donnent au t le son de notre d. Dans tout le moyen-âge, on le rencontre, pour la première fois, dans Saint Jérôme (mort en 420). Il est probable que le mot bizarre est dû à une erreur de copiste : Jérôme, transformant en faculté éthique la conscience psychologique, avait sans doute écrit le mot stoïcien *syndêse*.

A cause de son origine religieuse, le mot conscience conserve souvent un sens autoritaire. Quand la troisième République rendit laïque le personnel de son enseignement et feignit d'en laïciser la couleur superficielle, elle fit un acte de foi un peu mystique en la conscience morale, proclama le bien et le devoir comme des évidences universelles et qui se suffisent. On purgea la morale de ses ridicules sanctions infernales ou paradisiaques, non de son caractère obligatoire. Sous l'influence conjuguée du Cousinisme et du Kantisme, on fit de l'obligation le centre de la moralité et on prêcha « la religion du devoir ». Un des meilleurs théoriciens de la doctrine : C.-A. Vallier, écrivait en 1882, dans l'Intention Morale, ces paroles austères : « La loi morale ne se révèle qu'à ses adorateurs ; elle veut être crue sans preuve. Elle est parce qu'elle est ou plutôt parce que nous voulons qu'elle soit. »

Plusieurs sentaient que ce chemin conduisait vers plus de liberté qu'ils ne voulaient et tentaient de donner à la morale quelque fondement métaphysique. Fondement ruineux dès qu'une dogmatique n'est plus imposée. Les meilleurs de ceux qui essayent ces tentatives désespérées, Frédéric Rauch, par exemple, ou M. Lévy-Bruhl, les désavoueront plus tard.

La conscience individuelle, sans avoir subi aucune déformation éducative, permettrait-elle la construction d'une morale universelle ? D'une, non, mais de plusieurs. Parce que, même sans aucun enseignement, elle est déformée et contient d'innombrables éléments sociaux et grégaires. Bête de troupeau, le chien Nietzsche pour qui elle exige l'intensité de la vie et la domination sur les moutons. Pour l'anthroposociologie des états-

majors et des nationalistes intégraux, elle sacrifie l'humanité à une nation et fait l'apologie de la guerre. La stupide conscience de l'Américain moyen chante la haine du nègre et la gloire du dollar. Pour Adam Smith, la conscience n'est que sympathie ; pour Schopenhauer ou pour Tolstoï, n'est-elle pas un autre nom de la pitié ? Mais chez Herbert Spencer, elle devient un hymne en l'honneur du Progrès, c'est-à-dire de l'Hétérogénéité Croissante.

Les siècles nous ont fait une conscience bien contradictoire.

Que chacun fasse l'effort d'éliminer tout ce qu'il porte de grégaire et de se découvrir lui-même. Mais qu'il ne se flatte pas de pouvoir ensuite déchiffrer les autres.

Il est d'une prudence élémentaire de se refuser à déterminer le contenu pur de la conscience éthique, de reconnaître qu'elle peut varier avec les individus, que chacun est la mesure de sa vérité et que je ne puis éclairer et diriger que moi-même.

Je reviens volontiers à l'éthique stoïcienne, mais en l'amendant pour lui donner une forme. Etre multiple, l'homme est déchirement et douleur s'il ne sait se faire harmonie et bonheur. Il veut être heureux ; il ne se découvre, aux profondeurs, nul autre but qui lui attribue une vocation différente, confond des moyens, efficaces ou non, avec la fin véritable. Or, le bonheur ne se trouve que dans l'accord avec soi-même. Ma conscience, c'est mon besoin d'harmonie ; la voix de ma conscience, c'est l'avertissement devant ce qui empêchera ou troublera mon harmonie. Je suis intelligence, cœur et instinct. Il faut que j'arrive à mettre d'accord tout cela. Quand tout cela se précipite vers un geste ou recule devant un geste, ma conscience est ce oui ou ce non unanime de mon être. Lorsque tout cela n'est pas d'accord, ma conscience et son incertitude sont la recherche tâtonnante de mon harmonie. Parfois — rarement — elle exige un sacrifice. En cas d'absolue nécessité, je fais couper, pour sauver ma vie, mon bras gangréné. Pour sauver mon harmonie essentielle, il m'arrive de rejeter un de mes instincts. Plus souvent je réussis à l'apaiser par une satisfaction de rêve ou à le diriger et l'utiliser. Comme disent les psychanalistes, je le platonise ou je le sublime. Jamais je ne puis sacrifier ni ma raison ni mon cœur. Je meurs également si on me coupe la tête ou si on m'arrache le muscle cardiaque. De même je ne conserve une vie éthique qu'autant que je protège ma raison et ma sensibilité humaine. Pour les protéger et les mettre d'accord, je n'ai guère qu'à les découvrir. Dans leur pureté, ils sont toujours en harmonie comme deux nécessités de ma vie, comme deux conspirateurs pour ma vie. Leur lutte apparente est faite de confusion. Tant que je prends ma logique pour ma raison ou les traditions pour mon cœur, je suis un pauvre être divisé avec lui-même. Dès que j'atteins la vérité de mon cœur et de ma raison, je connais ma profonde volonté et ma joyeuse harmonie.

Mais le chœur émouvant que forment mon sentiment et mon intelligence chante des conseils, non des ordres. Je repousse en riant l'idée que l'impératif éthique puisse avoir une autorité particulière. Nulle obligation. Mais l'impossibilité d'être heureux sans écouter ma conscience. Quelque chose d'analogue à l'impossibilité de sourire à la phrase que j'écris, tant que je ne lui ai pas donné rythme et clarté.

D'après Kant et ses suiveurs, l'obligation fait partie de la définition même de la morale. Partout ailleurs, il y a impératif hypothétique : « Fais ceci, si tu veux cela ». Ici il y aurait impératif catégorique : « Fais ceci », sans condition. Si Kant avait raison, le sage verrait là un motif de plus de révolte et d'immoralisme.

Mais Kant se trompe. L'impératif éthique n'est pas catégorique en fait puisqu'on lui désobéit. Et il est hy-

pothétique comme tous les impératifs humains. « Si tu ne veux pas que je te fasse fusiller », sous-entend le colon qui me donne un ordre. Ainsi son ordre est un conseil, que peut-être un conseil intérieur affrontera et me fera mépriser. Le conseil prend l'apparence d'un ordre quand on suppose que je veux réaliser l'hypothèse sur quoi il s'appuie. Tout comme les anciens rois de France, mon médecin rédige des ordonnances : il suppose légitimement que je veux guérir et vaniteusement que j'ai confiance en lui. Un professeur de danse ou de billard profère ses règles aussi apodictiquement que Kant ou mon curé : ma présence chez eux les autorise à sous-entendre mon vouloir.

Pour l'être noble qui a soif de vérité, de beauté créée, de beauté vécue, trois impératifs deviennent, par son vouloir et sa constance, catégoriques. Il a épousé sans divorce possible les trois hypothèses. Il est prêt à sacrifier les fins moins intéressantes à la science, à l'art au rythme libre de sa conduite. Mais la nécessité intérieure de savoir, de créer ou de se réaliser n'a une force triomphante que chez un petit nombre. Pour les populations d'en haut ou d'en bas, sont autrement impératives, non point seulement les nécessités biologiques, mais les fantaisies châtouilleuses ou enivrantes du plaisir, de la richesse, de la vanité. La conscience est aussi facile à étouffer que le goût délicat ou l'amour du vrai. Pour défendre en nous ce centre libre, ne nous laissons « bourrer le crâne » ni par autrui ni même par la logique ; ne nous laissons bourrer le cœur ni par les instincts ni surtout par les traditions. — HAN RYNER.

CONSCIENCE : (lat. *conscientia*). Sentiment qu'un être a de son existence — sentiment du moi, ex : L'homme a conscience de sa liberté. Un profond sommeil lui a fait perdre la conscience. Sentiment intérieur par lequel l'homme juge du bien ou du mal de ses actions, ex : Suivre les inspirations de sa conscience ; parler contre sa conscience.

Tout le monde attache au mot « Conscience » deux acceptions différentes. Certains dictionnaires donnent jusqu'à dix-sept définitions de ce mot. Cela provient de l'état actuel de la science, qui ne peut démontrer la réalité de la conscience en tant qu'être immatériel et qui est en conflit avec les religions, qui affirment que la conscience est une qualité de l'âme. D'autre part, la science matérialiste apporte un troisième point de vue : La conscience, ou sensibilité, ou sentiment d'existence, est une fonction de la matière à un certain moment de son évolution. Philosophiquement, il est d'une grande importance de savoir ce qu'est la conscience. Descartes expose et défend ce point de vue : si l'âme, la conscience, la faculté de sentir, sont une fonction de la matière, la conscience, l'âme, la faculté de sentir, sont partout, à un degré différent. Il n'y a pas de différence essentielle entre l'homme et les animaux, les animaux et les choses... il n'y a pas, de ce fait, de Liberté ; l'homme est matière, essentiellement matériel ; il n'y a ni bien ni mal ; le seul bien est de satisfaire ses passions, et comme la conscience n'existe pas en réalité, il n'y a pas de mal à employer pour cela tous les moyens. Au contraire, si l'homme seul possède une âme immatérielle, une conscience réelle, les ordres de cette conscience doivent être écoutés et sont le bien, les interdictions le mal. Et plus tard, le socialiste belge Collins reprend le même raisonnement, quant aux conséquences de la négation d'une conscience — psychogène — réelle, immatérielle, chez l'homme. Il prétend couper en deux, la série continue des êtres et différencier essentiellement, l'homme des animaux. Sa démonstration est la suivante. Chez l'homme où il y a sentiment d'existence, il le traduit par le Verbe. Les animaux ne développent pas le Verbe. On ne sait donc pas, — « à priori », — s'ils sentent — quoi qu'ils en aient toutes les apparences. Or,

trois choses sont nécessaires et suffisantes pour développer le Verbe : 1° Un organisme à mémoire centralisée, capable de mouvements multiples ; 2° Un état de société réelle ; 3° Le sentiment d'existence.

Les animaux ne développent pas le Verbe, donc, il leur manque un des trois attributs. Lequel ? Ils ont le premier et le second. « A priori » on ne sait pas s'ils ont le troisième. Or, lorsque ces trois conditions se trouvent réunies chez un être, le Verbe naît. Donc, ils n'ont pas d'âme, pas de conscience. Le bien et le mal existent. Le bien est la direction des passions par la conscience, afin de les faire contribuer au bien-être individuel et social.

Le Dantec, dans son excellent ouvrage : « Science et Conscience », expose le mécanisme de la Conscience matérielle et nie le bien et le mal. En effet, lorsque dans l'Univers, tout est matière, force, il ne peut y avoir qu'un seul bien : être fort, et un seul mal : être faible.

Comment, dès lors, s'explique le phénomène de la Conscience, de l'Impératif de Kant. Toutes les sensations, tous les mouvements, sont transmis par le système nerveux, au centre : cerveau, sous forme de vibrations. Chaque vibration s'inscrit dans la matière cérébrale comme sur un disque de phonographe. La trace est plus ou moins marquée, selon la puissance et la durée des vibrations. Cette faculté qu'a la matière du cerveau de conserver les modifications qu'elle reçoit est la mémoire générique. Chaque sensation s'allie toujours à une modification bonne ou mauvaise, agréable ou désagréable. Quand la circonstance où s'est produite telle ou telle sensation, ou une approximative, est rappelée au cerveau, par des paroles, la vue d'un lieu ou d'un acte, un choc, etc..., mécaniquement, se réveille aussi la sensation agréable ou désagréable qui avait accompagné la première ou les premières modifications. Peu ou prou, cette tendance se transmet par hérédité. Mais le rythme créé en une matière cérébrale par diverses modifications peut être annihilé, voire même effacé, par des sensations nouvelles ; c'est pourquoi, l'éducation est capable de créer une conscience, ce qui explique, que Bien et Mal, n'aient pas la même signification pour des individus différents, et ce en suivant rigoureusement les commandements de leur conscience.

CONSCIENCE (Objection de). — La raison, quand elle est sociale, a, naturellement, cette disgrâce : de n'être subtile, à l'ordinaire, qu'afin de tromper et corrompre la raison. C'est elle qui, par les « distinguos » où se tiennent encore des hommes importants, honorables, amis sincères mais trop timides de la paix, complique jusqu'à le pervertir, jusqu'à le faire paraître subversif, alors qu'il ne signifie que le droit de tout le monde à la vie, le vœu de ceux qui sont appelés, communément, les « objecteurs de conscience ». On désigne par ces mots les hommes, trop rares encore, qui, déférant ainsi aux commandements chrétiens : « Homicide point ne seras », « Tu ne tueras point », « Aimez-vous les uns les autres », etc..., font acte des plus généreux scrupules de la conscience humaine, pour refuser ouvertement, publiquement, solennellement :

1° De faire la guerre ;

2° D'apprendre, préalablement, le métier des armes ; c'est-à-dire : de consentir le service militaire, obligatoire, aujourd'hui, dans la plupart des nations : celles-là mêmes qui se targuent de prendre la tête de la Civilisation.

En ceci comme dans la plupart des cas, il semble bien que l'homme simple approche, seul, la vérité.

Je définis l'homme simple : celui qui, non moins sain d'esprit que de corps, s'impose d'être vrai envers lui-même ; ce qui lui permet d'être, le plus aisément

du monde, vrai envers autrui, envers l'univers des hommes.

Cet homme simple, lorsqu'il tente d'accomplir l'œuvre de la paix : — « le plus difficile des combats », a dit Jaurès, — ne s'adresse, pour les moyens, qu'à la paix seulement. Il dénonce et condamne, comme une cause perpétuelle de guerre, le sophisme, dont les nations font encore leur règle : « *Si vis pacem, para bellum* ». Il se borne à se dire, plus lucidement, plus honnêtement : « Si tu veux la paix, prépare la paix... Et ne prépare que la paix... »

On ne lui répond pas, hélas ! à cet homme simple : que la guerre est dans la nature des choses et que la Nature en est tout habitée. Il connaît, hélas ! son propre corps : ce champ de bataille où ses maîtres innombrables : les *Microbes*, se livrent un combat de toutes les secondes ; combat nécessaire à sa bonne santé, à la durée de sa vie, à lui l'homme... Il sait encore — ô dérision ! — que sa mort immédiate serait faite de la paix que, soudain, signeraient (*sic*) entre eux ces maîtres impondérables.

Mais il voit, aussi, que l'homme ne se trouvait pas bien de vivre passivement sans la nature, puisqu'il n'y est pas resté. Il voit que l'homme est assez doué, assez inventif, pour secouer souvent le joug naturel. Il voit même que cet homme ne s'est réalisé dans l'esprit et dans la civilisation que par la pénible et très lente conquête qu'il a faite de lui-même sur cette nature, où le Bien et le Mal sont des « distinguos » inconnus, où, seule, la Nécessité règne, où l'Ordre oscille, éternellement, de la Vie à la Mort, solidaires l'une de l'autre...

Il est conduit ainsi à reconnaître — et cette reconnaissance, c'est tout son espoir, c'est, aussi, son salut déjà — qu'il se peut affranchir, dans une assez haute mesure, des dures lois où semblent être à jamais réduites les autres espèces que la sienne.

Il lui est possible ainsi de ne plus voir dans la guerre une fatalité irréductible... Or, par cela même qu'il conçoit que la guerre ne lui est pas inévitable, qu'elle ne sera pas toujours : — c'est-à-dire : que les peuples auront, un jour, autant d'intérêt, de profits à vivre dans la paix qu'ils en eurent longtemps à valoir pour la guerre, — l'homme cesse de déclarer lui-même, éternellement, la guerre au monde. Dans ce monde, il apporte ainsi ce qu'il y voulait trouver : la paix. Elle existe déjà puisqu'il l'a *pensée*.

C'est un immense progrès, lequel est gros de bien d'autres progrès encore : que les hommes en soient arrivés à dire banalement : « La guerre ne sera pas toujours. Un jour viendra qui verra les peuples, ni meilleurs ni pires qu'aujourd'hui, vivre dans la paix, parce qu'ils auront été obligés en quelque sorte à la faire. »

Nous éprouvons ainsi que créer véritablement la paix, c'est notre œuvre, notre *grand œuvre* ; et que c'est un grand œuvre possible. Nous commençons à découvrir que la paix sera entre les peuples, puis entre les hommes, dans la mesure où nous l'aurons précisée, où nous l'aurons aimée, servie, voulue.

L'important, c'est, donc, d'abord, de la vouloir.

Marivaux dit quelque part (dans *Le Jeu de l'Amour et du Hasard*, je crois) : « Il faut être trop bon pour l'être assez ».

Je serais tenté de dire : « Il faut être trop pacifiste pour l'être assez ».

Mais, à vrai dire, est-ce être trop pacifiste que de tenir le langage de celui que j'appelle l'homme simple, et que je pourrais appeler aussi bien : l'homme vrai... Car rien n'est moins « simpliste », peut-être, que cet homme simple...

Que dit-il ?

Il dit à la société des hommes avec laquelle il a passé implicitement un contrat :

« Accepte que je te prenne au sérieux plus et mieux que tu ne le fais toi-même. »

« Je sais à quoi je m'engage en m'accommodant du bénéfice comme du maléfice de tes mœurs et de tes lois. Je m'engage à t'aider à durer, à vivre. Je te dois, donc, de la vie. Je te l'apporte, dans la mesure de mes petites forces. Cela s'appelle mon travail, mon intelligence — si j'en ai. — Cela s'appelle droits et avoirs tant bien que mal accordés, équilibrés, ma sociabilité. *Comprends bien que je ne suis pas un anarchiste. Sinon, il me suffirait de t'avoir dit : « Ton ordre n'est pas le mien. Je ne dois donc rien à ton ordre... Et je ne vais pas perdre mon temps à faire valoir contre toi les droits naturels de ma conscience, et ses scrupules... »*

« Je ne suis qu'un brave homme, un homme moyen, qui, t'ayant pris au sérieux, entend te faire, non seulement le moins de mal possible, mais le plus possible de bien. Il a passé un contrat avec toi... C'est encore le *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau... Je t'embarrasserais singulièrement, je crois, en te posant cette question : « Ce *Contrat social*, vas-tu jurer que Rousseau l'eût rédigé s'il avait pu prévoir ceci, qui n'était pas de son temps : tous les hommes valides d'un pays obligés à être soldats ; les nations armées jusqu'à n'être plus que des troupes militaires ?... On oublie trop, semble-t-il, que la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (la seconde comme la première) dont nous faisons encore plus vanité qu'application, ne contient même pas le mot Patrie. On oublie trop, aussi, que, lorsqu'il devint un mot à la mode, ce mot : patriote désignait moins l'homme attaché à sa patrie que le révolutionnaire attaché à la Révolution. On disait la *Patrie*, comme Rousseau avait dit : *L'Etat*... Cela, pour réagir, dans le langage quotidien, contre la Monarchie et contre le Roi, lequel disait : « L'Etat, c'est moi... »

« Tout cela, qui n'était, dès l'abord, que phraséologie, est devenu du sentiment, des principes et, finalement, la Loi elle-même... Victor Hugo l'a bien dit : « *Car le mot c'est le Verbe ; et le Verbe, c'est Dieu* ». Ce que les braves gens traduisent vulgairement en disant : « Les paroles restent »... Mais je ne veux pas t'embarrasser, chère Société. Je veux seulement, te prenant plus au sérieux que tu ne le fais toi-même, te servir, en t'apportant ce qui, seul, te peut vraiment servir, ce que je me suis engagé seulement à te dévouer, en signant implicitement le contrat qui nous lie : La Vie.

« Que m'apprends-tu toi-même, Société ? Que le crime le plus grand, pour un homme, c'est d'être homicide ; que je ne dois pas tuer... Tu me fais même un devoir de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ; ce qui tient tout entier dans cette formule évangélique : « Aimez-vous les uns les autres ».

« Je réponds : « De tout mon cœur, de toute ma raison... De tout mon espoir comme de tout mon désir... »

« Mais — chose singulière, et qui nous ferait désespérer de la raison comme de toi ! — à peine t'ai-je donné mon assentiment aussi plein que sincère, j'ai cette stupeur : que ce soit toi qui devienne réticente, chicanière, évasive ; que ce soit toi qui ratiocines comme un rabbin juif ou comme un Père de l'Eglise byzantine... Ce qui n'est pas peu dire.

« Que me dis-tu ? Ceci : *Homicide point ne seras*... Il est, pourtant, des cas où...

« Tu ne tueras point... A moins, pourtant, que...

« Aimez-vous les uns les autres... Mais, tant que la guerre sera possible, il vous sera, non seulement obli-

gatoire, mes enfants, mais glorieux de faire de la guerre... Et, pour commencer à vous aimer les uns les autres, apprenez, les uns et les autres, à vous bien tuer. Et, pour cela, soyez tous des soldats. »

« Voire ! »

L'homme simple se demande : « Qui trompe-t-on ici ?... Ce n'est pas moi, d'ailleurs, que l'on trompe. Car je me faisais, par mes propos, plus candide, plus bête, que je ne le suis en réalité... Je vois plutôt que c'est la société avec laquelle j'ai implicitement passé un contrat qui se trompe elle-même. Je voulais par elle la vie, — rien que la vie. Elle est assez malheureuse, assez démente, assez aveugle encore, pour exiger seulement de moi que je l'aide à s'assassiner elle-même... »

Mais l'homme simple se doit, pour faire honneur à sa simplicité, d'être un honnête homme : — ce que j'appellerai « un honnête homme quotidien », aussi quotidien que la vie elle-même.

Qu'il ait raison dans l'absolu, ou mieux : dans la vérité, voilà qui ne sera contesté par aucun de ses contradicteurs. Et, d'un certain point de vue anarchiste (qui n'est pas, d'ailleurs, tout le point de vue anarchiste), cela pourrait suffire à me dispenser d'en dire plus long.

Mais l'homme simple s'entend répondre, à bon escient d'ailleurs, à bon droit même : « On ne vit pas dans l'absolu. Et, vous, pas plus que personne... On n'a donc pas raison par l'absolu... »

L'homme simple se fait honneur — je dirai surtout : honnêteté — de n'avoir pas raison par l'absolu, et de déchoir *fraternellement* des belles cimes où il eut pu continuer de causer familièrement avec cet absolu.

Quelque admiration qu'il professe pour eux — et cette admiration est grande et vive — il ne prétextera donc pas l'exemple des « objecteurs de conscience » qui l'ont précédé, et dont la sagesse hardie et, pourtant, toute normale, l'inspire.

Ils sont trop, d'ailleurs... A ne commencer que par les premiers chrétiens, lesquels ne refusaient pas toujours seulement le service militaire, mais l'impôt (plusieurs d'entre eux ne sont encore des Saints, sur notre calendrier, que parce qu'ils ont refusé les deux)...

L'homme simple oubliera, donc, entre tant, ce patron des Gaules : Saint-Martin de Tours, lequel proclamait, en 380 après Jésus-Christ : « Soldat du Christ, je ne combats pas avec l'épée ».

Il ne fera pas argument, quel que soit l'amour qu'il leur voue, des exemples des Quakers, de celui, plus révolutionnaire dans ses affirmations, des Doukhobors, disciples de Tolstoï... Il pourrait remplir de leur martyrologe plusieurs pages de cette Encyclopédie... Mais il ne ferait ainsi que répéter ce qui sera dit de ces véritables chrétiens, et mieux : de ces véritables civilisés, les seuls vraiment exemplaires, quand on écrira d'eux spécialement dans cette même Encyclopédie...

Quittant les exemples, les précédents sublimes, l'homme simple ne paraphraserait même cet aveu, dépouillé d'artifice autant que rempli de sagesse, du très, du tout lucide Ernest Renan : « Je n'aurais pu être soldat. J'aurais déserté. »

Il ira même jusqu'à oublier que jusqu'au jour qui vit, après la France et la Prusse, les plus importantes nations décréter le service militaire obligatoire, c'est-à-dire : jusqu'en 1872 environ, les neuf dixièmes des hommes qui composent le plus sûr et le plus vif honneur des sciences, des lettres, des arts et des morales, ont été exonérés de l'obligation militaire.

Ceci nous fait comprendre, d'ailleurs, que, n'étant pas inquiétés, par l'armée, dans leur liberté et dans leur égoïsme, ils ne nous aient pas précédés dans

l'honneur de résoudre le problème posé par l'objection de conscience ; ou qu'ils n'y aient fait que de philosophiques allusions... Aussi bien est-il remarquable que, dans les Congrès de la Paix, où les objecteurs de conscience tendent de faire prévaloir leur « pacifisme intégral », les honnêtes hommes qu'ils voient se dresser contre eux soient, à quelques exceptions près, des vieillards ou des adultes exonérés, pour un motif quelconque, de la servitude militaire. Le signataire de ces lignes tient à préciser que, frisant la cinquante-deuxième année de son âge, il ne relève plus de l'armée.

L'homme simple, s'il ne fait pas table rase du passé, lequel ne lui mesurerait, d'ailleurs, pas les arguments émouvants, s'impose de ne rien lui demander.

Il se tourne seulement vers la société avec laquelle, implicitement, il a passé contrat, et il lui dit :

« Je crois t'avoir compris. Tu veux la paix, mais, en la préparant, surtout par les moyens qui sont ceux de la guerre... Tu la veux comme la veut, par exemple, M. Raymond Poincaré, qui t'a fait tant de mal ; comme la veulent ses pairs : « Dans l'Honneur, dans le Droit et dans la Force... » Je pourrais te répondre par un langage plus sobre, qui est, tout sainement, celui de la vérité, sans doute : « Il ne faut pas vouloir, si toutefois, on la veut vraiment, la Paix dans l'Honneur, le Droit et la Force... Ce qu'il faut vouloir, c'est l'Honneur, le Droit et la Force dans la Paix... » Mais passons...

« Je me borne à te demander ceci :

« La guerre des peuples est bien, n'est-ce pas ? devant ton jugement même, le plus grand des crimes ? Tu me réponds : « C'est le plus grand de tous. Nous devons travailler à tuer la guerre, et, d'abord, à la déshonorer. » C'est ici un langage devenu ordinaire, et que nous tiennent même ceux qui sont les préparateurs les plus sûrs de cette guerre qu'ils condamnent.

« Je continue : « Un crime, le plus grand des crimes : c'est entendu ? Mais le propre de l'homme n'est pas, hélas ! d'être bon. Et sa vitalité même s'accroît souvent des plus grands crimes... La guerre est odieuse. Mais c'est peut-être une sélection nécessaire, laquelle permet au plus fort de durer malgré le pullulement du plus faible ?... Et puis, la guerre ne développe-t-elle les valeurs morales, ne les fait-elle pas paraître incomparablement ?... » Voilà, seulement vingt ans, tu m'aurais répondu, chère Société : « Oui, la guerre est odieuse. Mais elle est cette sélection. Elle est ce prétexte à la mise en valeur des vertus morales ». Et nous en eussions discuté... Il n'en est plus besoin désormais. Ce sont tes augures les mieux famés, tes oracles les plus célèbres parfois, eux-mêmes, qui, intruits par la dernière guerre : celle qui fit douze millions de cadavres, sont les premiers à nous dire : « Sans doute, la guerre est bien une sélection. Mais c'est, peut-on dire, une sélection à rebours. Nous ne le voyons que trop, hélas ! ceux qu'elle nous a pris, c'étaient les plus jeunes, les plus forts, les plus hardis ; les plus généreux aussi, bien souvent. Ceux qu'elle nous a laissés, ce sont, à l'ordinaire, les autres, tout le reste des autres... Quant à l'affirmation des valeurs morales ?... Bornons-nous à constater l'endurance, qui fut, en effet, extraordinaire... Mais, prudemment et dignement, taisons-nous du reste... La guerre, il semble bien qu'elle ait trouvé désormais son symbole dans ceci : la Boue... L'Arioste, apprenant la naissance de l'artillerie à la bataille de Crécy, s'écriait : « La guerre s'est déshonorée. » Que ne dirait-il pas aujourd'hui ?... »

« Je m'obstine pourtant, étant homme simple, à continuer, et je te dis, chère Société : « Entendu pour le plus grand des crimes. Entendu pour la sélection à

rebours. Entendu, malgré tant d'émouvants sacrifices, pour l'impuissance de la guerre à faire, désormais, éclater les hautes valeurs morales... A se montrer ce que le sage et pacifique Montaigne voyait en elle : « L'action la plus pompeuse des hommes... » Mais il est fréquent — je n'ose dire : ordinaire — que le crime profite à celui, à ceux qui l'ont commis. La guerre peut être, à tout le moins, une bonne affaire.

« Autrefois, chère Société, tu m'aurais certainement répondu : « Ce grand crime est, finalement, pour le vainqueur, une bonne affaire. On a voulu les moyens. On a la fin. Amen ! Et la justice n'est pas de ce monde ».

« Que me répondent aujourd'hui tes augures, tes oracles les plus illustres eux-mêmes ? Ceci : « La dernière guerre a fait paraître implacablement à tous ce que nous savions déjà, sans oser le dire : « Que, voilà bientôt cent ans que la guerre — une bonne affaire tant que les civilisations furent éminemment agricoles — ne paie pas... Qu'elle fait des vainqueurs aussi dépourvus, aussi ruinés, aussi exsangues, finalement, que les vaincus... Quand ils ne le sont pas davantage... »

« Toute paix est bonne ; toute guerre est mauvaise », avait dit l'honnête Franklin.

En 1877, le malhonnête Bismarck pouvait, sans crainte d'être démenti, déclarer devant le Reichstag : « La France s'est relevée plus vite de sa défaite que nous de notre victoire... » Avertissements inestimables, puisqu'ils furent si peu entendus ! Le noble Norman Angell nous prouvait péremptoirement, en 1909, par son beau livre : *La Grande Illusion*, que cette grande illusion, c'est ce que les hommes s'obstinent encore à appeler la Victoire, et que la guerre ne peut être, dorénavant, qu la plus désastreuse des affaires... Cela, quelle qu'en soit l'issue !... La raison d'un tel changement, on voudrait, pour l'honneur des hommes, de l'intelligence et de l'amour, qu'elle fût morale. Elle n'est fille — si je puis ainsi dire — que du Machinisme.

« Comme l'a lumineusement montré Francis Delaisi par son grand livre nécessaire, et qui devrait être dans toutes les bibliothèques : *Les contradictions du monde moderne*, leur économie, leur consommation, leurs finances, leurs industries, les moyens si nombreux, si divers et rapides qu'elles ont de communiquer entre elles, la complexité, le mystère surtout, des affaires qu'elles ont en commun, font que, aucune nation ne pouvant vivre aujourd'hui, d'une vie proprement nationale, toutes les nations sont impérieusement, étroitement solidaires les unes des autres. Leur ordre et leur vie elle-même sont faites de leur interdépendance.

C'est même cette interdépendance qui, obligeant les nations à se réconcilier, si elles veulent continuer de vivre, finira pas fonder les Etats-Unis de l'Europe. Et les Etats-Unis de la Terre, plus tard... C'est elle qui (*si vis pacem para pacem*) accomplit, péniblement, lentement, mais, sûrement, dans le temps, la grande œuvre de la paix.

« Or, quelle qu'en soit l'issue, quels qu'en soient les vainqueurs, la guerre, qui rompt cette interdépendance, qui détruit cet ordre, est, non seulement une faute monstrueuse, un crime inexpiable, mais une défaite irrémédiable : cela, non seulement pour les belligérants, mais pour le monde entier... A méconnaître une fois encore cela, à s'en remettre une fois de plus à la guerre du soin de régler ses différends, l'Europe courrait le risque de disparaître tout entière... Une nouvelle guerre, et qui, nécessairement, paraît, par comparaison, paraître la dernière : — celle qui devait être la dernière — comme un jeu d'enfants : c'en serait fini de la civilisation européenne, et de l'Europe elle-même... »

« Merci des renseignements », dit l'homme simple.

Alors, n'ayant que trop interrogé déjà sa « chère

Société », et s'estimant suffisamment instruit, il conclut : « Je tiens de toi, chère Société, ma Mère, que, non seulement rien ne nous justifierait désormais de faire la guerre, mais que tout s'accorde pour nous la rendre odieuse et méprisable, pour nous en décourager, et mieux : pour nous en dégoûter. Je tiens de toi qu'elle est le crime le plus efficace que tu puisses commettre sur toi-même.

« Accepte que je t'aime assez, chère Société, ma Mère, pour n'être pas ton complice... Accepte que je tâche à te sauver, et, d'abord, à te sauver malgré toi. Trouverais-tu bien que, tenant de la nature une mère alcoolique ou friande de stupéfiants, j'eusse ce sadisme : de lui fournir l'alcool ou les poisons qui la doivent tuer, inévitablement, un jour ou l'autre ?

« Ne me dis pas, croyant être sage : « Comparaison n'est pas raison ». Cette fois-ci, comparaison est tout à fait raison... Ce qui est bon pour la santé d'un seul homme vaut, ici, pour la santé de tous les hommes... La meilleure façon de tuer un dieu, ce fut toujours de ne pas le prier. La meilleure façon de désapprendre la guerre aux peuples, c'est encore que l'individu n'apprenne pas lui-même à la faire.

« Que, dévoué à ta conservation, chère Société, ma Mère, c'est-à-dire à la paix préparée par la paix seulement, l'individu commence par n'être pas un soldat. C'est une chance de moins qu'il aura d'être un guerrier... A toi, donc, tout mon travail, ma Mère, tout mon zèle, toute mon intelligence, tout ce qui peut faire prospérer en toi et la vie et l'esprit. Je ne me refuse qu'à ceci : te faire boire, vieille alcoolique ; t'empoisonner un peu plus, vieille stupéfiée... Bref, à parfaire ton assassinat, vieille ennemie de toi-même. »

Tels furent les arguments de bon sens, de bon sens seulement, dont j'essayais de nourrir le discours que je prononçai, à la Sorbonne, dans l'amphithéâtre Richelieu, le jour de septembre 1925, où le Congrès International de la Paix y discuta de l'objection de conscience. J'y étais le porte-parole de la *Ligue pour la reconnaissance légale de l'objection de conscience*, laquelle m'avait commis à l'honneur de parler en son nom.

Le matin, le Commission du Désarmement avait adopté, par 15 voix contre 3 (sur 18 votants), un ordre du jour demandant la suppression des armées permanentes et du service militaire obligatoire. Cet ordre du jour, reconnaissant le droit de tout homme à refuser de tuer son semblable et, partant, d'apprendre le métier des armes, demandait que, en attendant qu'eût lieu une suppression souhaitée par tous les pacifistes et par le plus grand nombre des hommes civilisés, les réfractaires, qui prétextent les scrupules de leur conscience, fussent exonérés de toute peine et, même, de toutes poursuites.

Malgré une assez vive opposition, et quelques manœuvres bizarres, je parvins à faire devant le Congrès, le rapport auquel j'avais été commis.

Mon argumentation pouvait tenir toute dans ces phrases essentielles du discours : « A moins qu'il ne soit qu'un nouveau sophisme, le droit des peuples à disposer des peuples — droit dont toutes les nations font, présentement, état — implique le droit à disposer de lui-même de l'individu. Certes, l'œuvre de la paix, c'est, par-dessus toute, l'œuvre des collectivités ; et je tiens, avec mes adversaires, que les économistes y peuvent réussir plus vite, sinon mieux, que les moralistes. Mais l'œuvre des collectivités ne dispense pas l'individu d'accomplir, dans la mesure de son énergie, de son zèle et de sa responsabilité, son œuvre personnelle de paix. Les pacifistes individuels ont précédé, dans le pacifisme, la Société des Nations, qui est encore

beaucoup moins celle des peuples que celle de leurs gouvernements. Les pacifistes sincères et vrais se doivent encore de ne pas se traîner à la remorque de cette Société, mais de continuer à la devancer. Aussi bien, plus nombreux, plus conscients et plus résolus individuellement seront les pacifistes, plus sera aisée et plus efficace la tâche de la Société des Nations. Désapprendre la haine, désapprendre la guerre : cela, c'est plus directement l'œuvre de l'individu que celle de la collectivité. C'est dans la famille d'abord, et par les soins maternels, que doit commencer la propagande qui, faisant éclater l'ignominie et l'absurdité de la guerre, la déshonorerait. Ce qu'une collectivité ne peut aisément enseigner — ceci, par exemple : qu'il n'y a pas de lâcheté contre la guerre, et que le seul véritable courage est celui qui sert, veut, fait et maintient la paix, — il est au pouvoir de tout homme bienveillant de le répandre, de l'accréditer dans les cœurs et dans les esprits... Apprendre aux peuples à résigner, d'abord, à réprimer ensuite, tous les héroïsmes attachés à la guerre ; bref, leur apprendre la science, l'art et la philosophie de la paix : c'est autant à l'individu humain qu'à la collectivité des hommes, qu'un tel honneur incombe ; et, plus que celle-ci, celui-là, présentement, s'y montre apte.

Or, quel enseignement de la paix surpasse en sincérité, en simplicité éloquente, celui que donne le premier venu des hommes qui, doucement, purement, sans provocation, sans révolte même, publie : « Je ne tuerai point. Je ne serai point un guerrier. Je ne ferai point un soldat. »

Ni désertion... Et moins encore cet « art de se débrouiller », ce « système D », que s'entendent si bien à pratiquer, tant de nos meilleurs patriotes, de nos plus fiers militaristes...

Dans la pleine raison de son âge, dans la pleine conscience de son devoir humain, un homme proclame son droit, qui est bien, en ceci, le plus pur comme le plus sacré des droits.

Rien de plus. Rien de moins.

On eût mal compris, voilà seulement soixante ans, qu'un homme, seul, prit devant ses compatriotes, cette attitude et cette responsabilité. On peut soutenir que celui-là qui répugnait vraiment au métier des armes, à être un soldat, voire un guerrier, se quittait assez facilement d'un service, d'une servitude qu'il détestait.

Aujourd'hui, c'est un fait, humiliant, mais certain : que, dans certains pays, tout homme valide fait un soldat.

On ne dit pas assez que ce qui est appelé le Militarisme est né véritablement avec le service militaire obligatoire, et qu'il est ainsi, en quelque sorte, l'œuvre de la Révolution Française levant, pour sa juste défense, une armée de 1.200.000 volontaires.

Trop heureuses de l'aubaine — si je puis ainsi dire — la Prusse, puis d'autres nations, ont suivi un exemple qui leur assurait une « chair à canon » non plus vénale, non plus vendue, celle-ci, mais trop sincère, parfois...

Les armées de métier étaient, sur l'état militaire où l'Europe a fini par se réduire et, intellectuellement, s'avilir, un progrès en ceci : que la masse laborieuse, pensante, profonde, n'était pas infectée du militarisme, de l'esprit de guerre.

Il serait facile de prouver qu'un serf du Moyen-Âge, non obligé à se faire tuer pour des biens qui n'étaient pas les siens et des honneurs dont il n'avait cure, était finalement plus indépendant et plus libre que l'électeur, — c'est-à-dire le peuple souverain — français du XX^e siècle...

D'ailleurs, ce qui sera écrit, dans cette Encyclopédie, sous la rubrique *Militarisme*, montrera suffisamment

que le service militaire obligatoire est le plus grand crime que l'humanité ait commis contre elle-même...

Ce n'est pas manquer du respect fait d'amour dû au grand Jaurès, de professer qu'il s'est trompé en préconisant l'*Armée Nouvelle* ; ce qui revient à dire : la *Nation armée*.

Mais, instruit par les terribles leçons de la dernière guerre, la préconiserait-il encore ? Ses imitateurs, qui le singent plus qu'ils ne l'exaucent d'ailleurs, disent : « Oui ». Mais le génie leur manque, qui eut, peut-être, conduit Jaurès à changer en ceci d'action comme d'idéal...

Le monde sent, obscurément encore certes, mais il sent que si de toutes ses forces, aussi bien individuelles que collectives, il ne se soulève pas contre la guerre, et, d'abord, contre l'école nationale de la guerre, c'est-à-dire le service militaire obligatoire, toute la civilisation risque de n'être, finalement, qu'un magnifique sacrifice fait, par les plus sublimes inventions de l'homme, à Moloch dévorant.

L'objecteur de conscience ne fait qu'annoncer, par son calme refus raisonné, la révolte cordiale où tous les hommes devront bientôt s'unir s'ils veulent, enfin, exercer leur droit à la paix, qui n'est que leur droit à la vie.

Voilà, dans sa substance, le long propos que je tins, à Paris, au Congrès International de la Paix, en 1925.

J'aurai l'immodestie de le dire moi-même — mais la vérité m'y oblige — l'accueil fait à ce discours par des délégués de toutes nations me surprit, tant la chaleur en était vive. Le président du Congrès en excipa pour dire que, étant donné l'enthousiasme qui montrait que « tout le monde avait compris », ce discours ne serait pas traduit... « Innovation » contraire à l'usage, et qui souleva des protestations autres que les miennes...

Le vénérable M. Ferdinand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, me répondit.

J'eus cette surprise qu'il ne vît, dans ma louange du droit de tout homme à ne pas tuer, à ne pas apprendre l'art de tuer, qu'une exaltation du droit de l'individu à ne faire que ce qui lui plaît. Certes, il rendait « justice à ma générosité », et le droit que j'invoquais, il l'admettait lui-même... Mais seulement pour une élite, et pour des raisons, dont on peut dire qu'elles ne brillaient pas leur nombre...

Bref, il demandait au Congrès de Paris de repousser un ordre du jour qui, plus catégorique, avait été pourtant adopté, en 1924, par le Congrès de Berlin.

Contrairement à l'usage, je ne fus pas admis à répondre. J'en eusse profité pour appuyer ma dialectique d'un projet prévoyant, pour les *objecteurs de conscience*, la création d'un service national civil. Je n'en étais pas personnellement partisan. J'avais accepté, pourtant, de le rapporter pour déférer au vœu de la *Ligue pour l'objection de conscience*. Je fus gardé de faire ce rapport par la partialité, un peu trop visible, du bureau du Congrès.

On vota dans une assez grande émotion. Le premier vote donna la majorité à l'ordre du jour que j'avais défendu.

Le résultat de ce vote ayant été contesté, j'acceptai que l'on procédât à une seconde consultation... Déjà, des congressistes, tenant le premier vote pour acquis, s'en étaient allés.

Le second scrutin donna lieu à ce que l'on appelle une « cuisine de congrès ». Des maîtres-queux y brillèrent. On découvrit alors qu'il y avait des cartes vertes, ou blanches, qui donnaient droit « à tant ou tant de voix ».

Le second résultat fut celui-ci : 193 voix pour la motion Buisson ; 144 voix à la motion Pioch.

C'était, à tout le moins, pour les Objecteurs de conscience, une victoire morale... Celle-ci, remportée, et pour la première fois, en France, pays à service militaire obligatoire...

Quelques jours après, Romain Rolland m'écrivait : Vous avez eu raison de lutter pour l'objection de conscience. Continuez, mon vieil ami. L'objection de conscience, c'est notre *fest burg*.

On continue. — Georges PIOCH.

CONSCRIPTION. n. f. Inscription sur les rôles militaires des jeunes gens devant être appelés dans l'année à servir dans l'armée de leur pays. Selon l'âge déterminé par la loi, à la date indiquée, ces jeunes hommes doivent, dans les pays où la conscription est obligatoire, se présenter devant un conseil qui délibère sur leurs capacités physiques et décident s'ils sont propres ou impropres à remplir leurs « devoirs militaires ». A la sortie de ce conseil, les jeunes gens changent de nom et s'appellent des conscrits. Le mot conscription ne date que de 1798, mais l'institution est fort ancienne. En France, la conscription ne fut pas toujours obligatoire, et ce n'est qu'à la suite des guerres napoléoniennes que, par la loi du 10 mars 1818, on institua le service militaire obligatoire sur les bases du tirage au sort. Ce mode de recrutement fut abrogé il y a quelques années et en principe chacun est aujourd'hui obligé, en France, de remplir ses « devoirs militaires ». Il est encore certains pays où la conscription est volontaire. L'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, par exemple, n'obligent personne à être soldat. Ce qui ne les empêche du reste pas d'avoir des armées permanentes et puissantes.

La conscription est une contrainte, et il est par conséquent compréhensible que dans les pays où elle est obligatoire, il se crée des groupes qui militent en faveur de la conscription volontaire. Ces groupes, armés de nobles sentiments, il faut le reconnaître, s'imaginent ainsi lutter contre le militarisme. Nous pensons que c'est une erreur, et que la conscription volontaire n'est pas un avantage social sur la conscription obligatoire. Il suffirait, pour s'en rendre compte, de jeter un regard dans le passé et de considérer que, durant des siècles, la guerre a ravagé le monde et que la conscription cependant était volontaire. L'erreur des personnes qui militent en faveur de la conscription volontaire consiste en ce fait qu'elles confondent les effets et les causes. La conscription volontaire ou obligatoire est un effet dont la cause est le militarisme. C'est ce dernier qu'il faut détruire.

D'autre part, même dans les pays à conscription volontaire, lorsque les événements l'exigent, le capital s'arrange toujours pour trouver le nombre d'hommes qui lui est indispensable, et nous en avons eu un exemple frappant lors de la dernière guerre de 1914. L'armée anglaise n'était composée que de volontaires et, la guerre se poursuivant, il fallait continuer à donner au Moloch, sa ration quotidienne de jeunes hommes sains et vigoureux. Or, il ne s'en présentait plus aux bureaux de recrutement du Gouvernement anglais. Il fallait aviser et l'on avisa. Il fut interdit, par ordre des autorités militaires, d'embaucher dans les usines, des hommes ayant moins de 25 ans et, si cet ordre ne fut jamais donné officiellement, il fut néanmoins appliqué avec rigueur par les patrons qui avaient tout intérêt à ce que la boucherie se prolongeât. Lorsque les hommes *sans travail*, dans l'impossibilité de nourrir leur famille, étaient acculés à la misère la plus noire, ils avaient cette dernière ressource : se rendre au bureau de recrutement le plus proche, et signer le bulletin d'engagement qui assurait à leur femme et à leurs enfants la bouchée de pain. Par la suite, lorsque

bon nombre d'engagements furent ainsi récoltés, l'Angleterre se divisa en deux camps : les engagés « volontaires » (les soldats) et ceux qui persistaient à ne pas vouloir servir. A la faveur de la division, et appuyé par les premiers, le Gouvernement anglais institua pendant la guerre la conscription obligatoire. Nous voyons donc que la conscription volontaire est un leurre, et qu'il ne faut pas se laisser aveugler par ce mirage. Certes, tout ce qui peut ébranler les bases du régime capitaliste a son utilité et aucune lutte n'est stérile. Gardons-nous, cependant, de nous laisser illusionner. Par la force même des événements, tous les pays arriveront à abolir le service obligatoire et à instaurer le volontariat. Le capital trouvera encore assez d'hommes qui, sans y être obligés, se présenteront pour remplir les fonctions de soldat ; il n'y a, pour s'en assurer, qu'à regarder autour de soi : personne n'est obligé d'être policier, et cependant les rues sont noires d'agents. Le volontariat n'est plus un danger pour la bourgeoisie, et c'est pourquoi il nous faut regarder plus avant et mener une bataille acharnée contre le militarisme, qui renferme en lui la conscription volontaire et la conscription obligatoire qui, en vérité, sont aussi néfastes l'une que l'autre.

CONSEIL. n. m. Réunion de personnes qui ont généralement charge d'appliquer les décisions d'assemblées plus étendues qui les ont désignées pour administrer, sous le contrôle de ces assemblées, les biens sociaux, s'occuper des intérêts communs aux membres d'un même groupement, d'une même société, dont le but est nettement défini par des statuts. Les Conseils sont l'expression et l'émanation des Assemblées générales. Ils sont généralement élus à la majorité, et responsables de leur gestion devant leurs mandataires, au nom desquels ils agissent.

Dans l'ordre politique, militaire et judiciaire, les Conseils sont, le plus souvent, composés de personnalités désignées par décret du pouvoir exécutif.

Il y a plusieurs sortes de Conseils :

1° *Dans l'ordre économique et social.* — Le Conseil d'administration, Société industrielle ou commerciale, Syndicat patronal ou ouvrier, le Conseil d'Usine, le Conseil national économique, le Conseil national de la main-d'œuvre ;

2° *Dans l'ordre politique.* — Le Conseil municipal, le Conseil général, le Conseil d'arrondissement, le Conseil de Préfecture, le Conseil des Ministres, le Conseil supérieur de la Défense nationale, le Conseil d'Etat ;

3° *Dans le domaine militaire.* — Le Conseil de révision, le Conseil de discipline, le Conseil de guerre, le Conseil supérieur de la guerre ;

4° *Dans le domaine judiciaire.* — Le Conseil de famille, le Conseil des Prud'hommes, le Conseil supérieur de la magistrature, Conseil judiciaire ;

5° *Dans l'Instruction publique.* — Le Conseil académique, le Conseil départemental, le Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

6° *Dans le domaine scientifique.* — Le Conseil international des recherches scientifiques ;

7° *Dans l'ordre religieux.* — Le Conseil de fabrique ou presbytéral.

Il y en a sans doute d'autres encore qui ne me viennent pas présentement à l'esprit.

Reprenons, maintenant, chacun de ces Conseils.

1° **ORDRE ÉCONOMIQUE : Conseil d'administration.** — Ce genre de Conseil n'est pas particulier à une œuvre, à un organisme constitué par l'une des classes sociales. Les patrons, comme les ouvriers, ont leurs Conseils d'administration pour gérer leurs entreprises, leurs

groupements de tous ordres. Issu de l'Assemblée générale des actionnaires ou des syndiqués, le Conseil d'administration, dont la composition numérique est variable, a charge, comme son nom l'indique, d'administrer la chose commune qui ne peut être gérée directement par tous. Dans l'ordre capitaliste, le Conseil d'administration, généralement composé des personnalités les plus marquantes, est la véritable puissance de cette société. La valeur d'une entreprise est presque toujours subordonnée à l'influence, au renom, à la richesse des membres du Conseil d'administration et, principalement, du Président de ce Conseil. C'est d'ailleurs lui qui est responsable devant la loi. La plupart des membres du Conseil d'administration d'une société sont également membres des Conseils d'administration d'entreprises similaires, alliées, ou de caractère différent. Responsable de la gestion de l'Entreprise, les conseillers jouissent aussi des privilèges que comporte la direction de l'affaire, de la Société, de l'Etablissement, de l'exploitation. Ils en sont, en fait, les seuls maîtres et les Assemblées générales ne font, généralement, qu'entériner les décisions qu'ils ont prises, tant pour la gestion que pour l'administration.

Il est facilement concevable que les membres des Conseils d'administration des grandes affaires commerciales, industrielles, bancaires, etc..., acquièrent, de par leurs fonctions, autorité et puissance.

Cette autorité et cette puissance sont d'autant plus grandes que l'affaire est plus importante, que le conseiller est membre d'un plus grand nombre de conseils. C'est ainsi que sont nés les potentats de la finance, des houillères, des peaux, des tissus, du papier, des mines, du blé, du sucre, du café, de la sidérurgie, des transports par eau et par fer, des pétroles, etc., qui, aujourd'hui, possèdent, à quelques-uns, toute la richesse réelle d'un pays.

Les Conseils d'administrations capitalistes sont en fait les vrais maîtres du jour. Ce sont ceux qui commandent aux gouvernants dont le rôle consiste à appliquer, dans l'ordre politique, les mesures arrêtées dans l'ordre économique et social par les Conseils d'administrations capitalistes. Dans ces conditions, on conçoit aisément que le Conseil des Ministres ne soit que l'appareil d'enregistrement et d'exécution des Conseils d'administration qui le dominent, ainsi que le Parlement, de toute leur puissance dorée. Nous savons comment s'organisent nationalement et internationalement les Sociétés d'exploitation bourgeoise. Nous savons, par l'étude des Cartels, comment fonctionnent et agissent ces appareils d'asservissement. Inutile d'y revenir. Il nous reste à examiner ce que sont les Conseils d'administration des Syndicats, à en exposer le fonctionnement et le rôle.

Institués, comme les Syndicats, par la loi de 1884, les Conseils syndicaux sont responsables, en face du pouvoir, de la marche, de l'attitude générale du Syndicat. Le bureau du Syndicat est tenu de fournir aux Pouvoirs publics, le nom et l'adresse des administrateurs syndicaux. Il doit également notifier à ces mêmes pouvoirs toutes les modifications survenant dans la composition du Conseil syndical. Toutes ces formalités sont d'ailleurs plus ou moins observées, plutôt moins que plus. Le Conseil d'administration est nommé, pour un temps déterminé par l'Assemblée générale des syndiqués. Il est renouvelable ou non, à l'expiration de son mandat, selon les stipulations statutaires. C'est lui qui a charge d'appliquer les décisions prises par les Assemblées générales. S'il y a une situation générale grave, inquiétante, il lui appartient de provoquer une Assemblée générale pour examiner cette situation et prendre les mesures qui y correspondent. Le Conseil d'administration applique mais il ne décide pas. Du moins, il devrait

en être ainsi si on veut que la décision reste toujours placée entre les mains de tous les syndiqués. Il se peut pourtant que, devant une situation exceptionnellement grave, qui ne souffre aucun répit, le Conseil soit appelé à agir par lui-même. Il ne doit le faire que dans le cadre ou le prolongement des décisions déjà prises et se faire approuver dès que possible. Le Conseil est le pouvoir exécutif des syndicats, les assemblées générales, le pouvoir d'exécution et les comités, le pouvoir de contrôle. Ce sont les caractéristiques essentielles du mouvement syndical. Il est indispensable, pour que l'appareil syndical fonctionne à plein rendement, qu'il y ait délimitation très nette des rôles et attributions de ces organismes et que chacun remplisse bien sa mission. Sans quoi, c'est la paralysie, le chevauchement, le conflit d'attributions, le règne de quelques-uns sur l'ensemble rendu possible. C'est ce qui arrive, hélas ! de nos jours, dans l'ensemble du mouvement syndical de tous les pays. Les Assemblées générales ne décident plus, les Comités ne contrôlent pas et les Conseils, voire les Bureaux, agissent à leur guise.

Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de la crise syndicale actuelle.

L'ensemble des Conseils syndicaux d'une localité forment par voie de délégation, le Conseil de l'Union locale des syndicats, de l'Union départementale ou régionale. Les Conseils syndicaux industriels forment de la même manière, les Conseils fédéraux d'industrie. Ceux-ci et les Conseils départementaux désignent les administrateurs confédéraux. Ainsi s'édifie et se constitue, en face de l'appareil bourgeois, l'appareil ouvrier qui aura charge de remplacer son adversaire lorsque celui-ci sera terrassé. Il y a aussi, maintenant, les Conseils d'usine, dont nous exposerons longuement le caractère au cours de l'étude sur le *Contrôle ouvrier*, dont les Conseils d'usine sont les agents d'exécution.

Ici, je me contenterai d'indiquer que les Conseils d'usine doivent être les sentinelles avancées du syndicat dans l'usine, la force grandissante et organisée qui fera chaque jour reculer un peu plus la puissance patronale.

Il y a encore le Conseil économique national, qui est d'invention confédérale et de réalisation gouvernementale. C'est au Congrès confédéral de Lyon, en 1919, que la C.G.T. décida de former un Conseil économique du Travail. Ce Conseil avait charge de préparer les voies à l'action confédérale, d'étudier les grands problèmes économiques et d'indiquer des solutions pour chacun d'eux.

On attendait beaucoup de ce Conseil, dans le monde du travail. Il débuta bien des espoirs et finit lamentablement une existence courte et sans gloire.

Il ne renaquit qu'en 1925, sous le ministère Painlevé. Mais cette fois-ci, ce n'était plus une création ouvrière où ne siégeaient que des ouvriers ou des sociologues et techniciens d'avant-garde, mais au contraire, une sorte d'aréopage composé de capitalistes haut cotés et de représentants ouvriers ayant oublié la nécessité de la lutte de classe. La collaboration des classes, cette panacée de la C.G.T., avait réalisé ce tour de force et rendu possible cette création hybride qui avait pour mission, flanquée d'un nombre imposant de Comités plus ou moins techniques, d'étudier les grands problèmes économiques et de soumettre au gouvernement des solutions à ces problèmes. Il n'y a rien à attendre d'un tel organisme. Ou il sera totalement impuissant, et disparaîtra de lui-même ou, au contraire, il agira, et ce sera à l'encontre des intérêts ouvriers qu'il confond avec ceux du patronat. Le Conseil syndical, on le voit, est une institution importante dont il était bon d'envisager le rôle et le fonctionnement. Il peut rendre des services éminents ou devenir un appareil d'oppression. La clairvoyance, l'intelligence, la compréhension,

l'énergie de la classe ouvrière en feront ceci ou cela.

2° DANS L'ORDRE POLITIQUE :

a) *Le Conseil municipal.* — Le Conseil municipal a charge d'administrer la commune. Il est élu au suffrage universel. Sont éligibles tous les hommes âgés de 25 ans accomplis. Pour être éligible, il faut : 1° être en possession du droit électoral ; 2° n'avoir pas de casier judiciaire ; 3° n'être pas dispensé de subvenir aux charges communales ; 4° n'être pas domestique exclusivement attaché aux personnes. Ne sont pas éligibles dans le ressort où ils exercent leur fonctions : les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux, conseillers de préfecture, les commissaires et agents de police, les magistrats de Cour d'appel et des tribunaux de première instance, à l'exception des suppléants auxquels l'instruction n'est pas confiée, les comptables des deniers communaux et les entrepreneurs des services municipaux, les instituteurs publics, les employés de préfecture ou de sous-préfecture, les ingénieurs des Ponts et chaussées, les agents et employés des services communaux. Le Conseil municipal est élu pour quatre ans. Il est renouvelé dans toute la France, le premier dimanche de mai, même s'il a été élu dans l'intervalle. Le Conseil municipal se réunit en session ordinaire, quatre fois par an : en février, mai, août et novembre. Le Conseil est présidé par le maire élu par le Conseil. Le maire est assisté d'un ou de plusieurs adjoints. Les Conseils municipaux votent le budget des communes, qui doit être approuvé par le Préfet. Ils émettent aussi des vœux, des avis et des réclamations. Les délibérations du Conseil sont consignées sur un livre *ad hoc*. Elles sont aussi adressées au Préfet, qui en prend note. Celui-ci peut, en cas de circonstance grave, en interdire l'exécution. Les séances du Conseil municipal sont publiques. Toutefois, sur la demande du maire ou de trois conseillers, elles peuvent se transformer en Comité secret.

b) *Conseil d'arrondissement.* — Le Conseil d'arrondissement se réunit une fois par an par décret en session ordinaire. Il délibère sur les impôts. Son avis est souvent obligatoire. Il émet aussi des vœux sur des affaires concernant l'arrondissement. Il se compose d'autant de membres qu'il y a de cantons dans l'arrondissement. Les conseillers sont élus pour six ans, et renouvelables par moitié tous les trois ans. Les membres du Conseil d'arrondissement peuvent être appelés à remplacer le sous-préfet et à faire partie du Conseil d'arrondissement. Ils sont aussi, électeurs sénatoriaux. Les décisions du Conseil d'arrondissement peuvent être suspendues par décret du Préfet. Celui-ci peut, par la même mesure, dissoudre le Conseil, dont les membres doivent être réélus avant la session annuelle et trois mois après le décret de dissolution au plus tard.

c) *Conseil général.* — Le Conseil général est le Conseil administratif du département. Il est élu au suffrage universel et se compose d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département. Les conseillers généraux sont élus pour six ans et renouvelables par moitié, tous les trois ans. Ils sont rééligibles. Le Conseil général se réunit deux fois par an, en session ordinaire. La deuxième session qui a lieu de plein droit le premier lundi qui suit le 15 août a pour but de délibérer sur le budget, et d'examiner les comptes du département présentés par le préfet. C'est la plus importante. La première a lieu le second lundi qui suit le jour de Pâques. Elle n'est que l'occasion d'une manifestation politique sans importance pour ou contre le pouvoir central, par l'émission de vœux platoniques. Le Conseil général peut, aussi, être réuni extraordinairement par décret du Préfet. Il peut l'être également sur la demande des deux tiers des membres du Conseil

adressée au Préfet. La durée des sessions extraordinaires ne peut excéder huit jours. Le Préfet a droit d'accès, quand il le veut, au Conseil général. Il y représente le Gouvernement. Il est entendu quand il le demande. Il n'assiste pas aux séances d'apurement des comptes administratifs. Les séances du Conseil général sont publiques. Les délibérations sont de deux sortes : les unes sont exécutoires par elles-mêmes, les autres ne le sont qu'après approbation.

Si le Conseil général prend une délibération illégale, elle peut, suivant le cas, être annulée par décret du Préfet ou attaquée par lui à fin d'annulation devant le Conseil d'Etat, soit même par des particuliers dont elle gêne les intérêts.

d) *Conseil de Préfecture.* — Le Conseil de Préfecture joue auprès du Préfet, plus particulièrement, le rôle de tribunal administratif. Le Conseil de Préfecture, en dehors de ses attributions contentieuses, a d'autres attributions consultatives et administratives. Il est, de plus, chargé de la répression de certains délits, et ses membres sont revêtus d'attributions personnelles. Le Conseil de Préfecture se compose de neuf membres dans le département de la Seine, de quatre membres dans vingt-neuf départements, et de trois membres dans les autres, moins importants. Le Conseil est, en principe, présidé par le Préfet. Toutefois, celui-ci peut se faire remplacer par l'un des conseillers. En cas d'insuffisance des membres pour délibérer, le Conseil de Préfecture s'adjoint des conseillers généraux. Le secrétaire du Conseil de Préfecture joue le rôle de ministre public. Les conseillers peuvent, s'il y a lieu, remplacer le préfet, le sous-préfet, le secrétaire général de la Préfecture, être membres du Conseil de révision, etc. Les délibérations du Conseil de Préfecture sont publiques et orales, sauf en ce qui concerne la juridiction financière. Les arrêts du Conseil de Préfecture peuvent être attaqués devant le Conseil d'Etat, dans le délai de deux mois, à dater de la notification, s'il s'agit d'arrêts contradictoires, et à dater de l'expiration du délai d'opposition, s'ils sont rendus par défaut.

e) *Conseil des Ministres.* — Le Conseil des Ministres est chargé d'administrer le pays sous le contrôle des Chambres. Il délibère en Conseil des Ministres, sous la présidence du chef de l'Etat, et en Conseil de Cabinet, sous la présidence du président du Conseil ou du vice-président, en l'absence du président. Le président du Conseil des Ministres est appelé et désigné par le président de la République, après consultation des présidents de la Chambre et du Sénat, et audition des présidents des groupes politiques des deux assemblées et des personnages politiques importants de ces groupes. Le président du Conseil, lorsqu'il a accepté la mission de former le ministère, consulte à son tour ces mêmes personnalités, et forme le cabinet en dosant savamment celui-ci par l'attribution d'un nombre de portefeuilles correspondant aux effectifs des groupes qui forment la majorité sur laquelle il s'appuie ou qu'il recherche. La constitution d'un ministère donne lieu à un grand nombre d'opérations politiques qui ne sont pas toujours très droites ni très loyales. Les évènements crient et forment une opposition, sourde le plus souvent, mais d'autant plus dangereuse. Après avoir constitué son ministère, le président du Conseil présente ses collaborateurs au président de la République, qui signe les décrets nommant les nouveaux ministres. Ceux-ci entrent alors en fonction. Le Conseil se réunit en Conseil de Cabinet pour élaborer la déclaration ministérielle, c'est l'acte de naissance et quelquefois de décès du ministère. Cette déclaration, composée de phrases à effet, balancées, presque toujours creuses, souvent prometteuses, est alors lue à la Chambre, par le président du Conseil et au Sénat par le

garde des Sceaux, ministre de la Justice, vice-président du Conseil. Après la lecture de cette déclaration, accueillie généralement au Sénat par un silence expectatif et suivie à la Chambre, par un débat général sur la politique générale du ministère, ce ministère vit s'il a recueilli une majorité, ou démissionne s'il ne l'a pas trouvée. Dans l'affirmative, il a charge d'assurer la continuité de la vie publique, de préparer les lois, le budget et de les faire voter et appliquer. Le Conseil des Ministres est le Pouvoir exécutif de fait. Le président du Conseil est le chef du gouvernement, dont-il dirige la politique intérieure et extérieure. Généralement, le ministère se compose des ministres : de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine, des Finances, des Travaux publics, du Commerce, de l'Agriculture, de la Justice, du Travail, des Colonies, qui s'adjoignent des sous-secrétaires d'Etat en nombre variable. Lorsque le ministère est mis en minorité par l'une des deux Chambres, il démissionne. Cependant, il se peut que le vote du Sénat n'entraîne pas la démission du Cabinet.

Lorsque le Conseil des ministres a examiné la situation qui découle du vote hostile, le président du Conseil remet la démission du Cabinet au président de la République. Celui-ci charge les ministres démissionnaires de l'expédition des affaires courantes de leur département, jusqu'à la constitution du Cabinet nouveau.

f) *Conseil supérieur de la Défense nationale.* — Ce Conseil a été constitué par décret du 3 avril 1906. Il a pour attribution d'examiner toutes les questions qui exigent la collaboration de deux ou de plusieurs ministères. La défense nationale, en France, sur le terrain tant national que colonial, exige la coordination de trois ministères : guerre, marine et colonies.

Ce Conseil se réunit au moins une fois par semestre. Sont membres du Conseil supérieur de la Défense nationale : le président du Conseil des Ministres, président, le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Finances, le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine, le ministre des Colonies. Le président peut, à tout moment, provoquer la réunion de ce Conseil. Il en assure la présidence toutes les fois qu'il le juge utile.

Le chef d'Etat-Major général de l'armée, le chef d'Etat-Major général de la Marine, et le président du Comité consultatif des colonies assistent aux séances avec voix consultative. Le Conseil peut convoquer toute personne susceptible d'apporter une aide à ses travaux.

g) *Conseil d'Etat.* — Le Conseil d'Etat est un organisme placé aux côtés du chef de l'Etat, des ministres et, aussi, du Parlement.

Il est en même temps que la clé de voûte du contentieux administratif, le grand conseil du gouvernement et l'instance juridique suprême dans le domaine administratif. Le garde des Sceaux, ministre de la Justice en est le président. Il est présidé en fait, par un vice-président. Le Conseil d'Etat prépare ou éclaire les décisions qui découlent de l'application des lois. Il est divisé en sections et se réunit, toutes sections réunies, en assemblée générale toutes les fois que c'est nécessaire. Le Conseil d'Etat comprend outre le président et le vice-président, des présidents de section et des conseillers d'Etat en service ordinaire, et des conseillers d'Etat en service extraordinaire, des maîtres des requêtes, des auditeurs de première et deuxième classe. Le secrétaire général est pris parmi les maîtres des requêtes. Le Conseil d'Etat peut annuler les décisions des Conseils de Préfecture. Il statue sur tous les faits litigieux qui lui sont soumis par les fonctionnaires de l'Etat, par les conflits d'ordre administratif, découlant de l'application des lois, décrets ou règlements d'administration publique.

3° DANS LE DOMAINE MILITAIRE :

a) *Conseil de révision.* — Le Conseil de révision a charge, dans chaque département, d'examiner les opérations de recrutement. Il statue sur l'aptitude des jeunes gens au service militaire. Il est présidé par le Préfet ou le secrétaire général de la Préfecture. Il se compose d'un conseiller général, d'un conseiller d'arrondissement, d'un officier général ou supérieur, délégué par l'autorité militaire. Il est assisté d'un sous-intendant, d'un officier de gendarmerie, du commandant de recrutement, d'un médecin militaire. Le Conseil de révision siège successivement au chef-lieu de chaque canton. Les maires de toutes les communes du canton sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter.

b) *Conseil de discipline.* — Le Conseil de discipline se réunit sur la convocation du chef de corps, pour examiner le cas des soldats souvent punis, que l'autorité militaire veut, pour l'exemple, envoyer dans les corps d'épreuve (compagnies de discipline).

Il se réunit aussi avant la libération de la classe, pour fixer le rabiot à infliger aux soldats qui ont subi, dans le cours de leur service militaire, une peine de prison supérieure à 15 jours. Il est composé d'un colonel ou d'un officier supérieur, de deux capitaines ou lieutenants et d'un adjudant ou sous-officier.

Seul le ministre de la Guerre peut infirmer ses décisions.

c) *Conseil de guerre.* — Le Conseil de guerre est le Tribunal qui juge les militaires, pour tous les crimes ou délits qui tombent sous le coup du Code militaire. Sa composition varie avec le grade de l'inculpé. Il y a un Conseil de guerre par corps d'armée. Il est généralement présidé par un colonel ou un lieutenant-colonel. Les jugements des Conseils de guerre peuvent être cassés, en temps de guerre, par un Conseil de révision, et en temps de paix par la Cour de Cassation. La suppression des Conseils de guerre et leur remplacement par un tribunal civil est depuis longtemps à l'ordre du jour des partis de gouvernement qui se réclament de la démocratie. Elle n'est sans doute pas près d'être réalisée.

d) *Conseil supérieur de la guerre.* — Il délibère sur toutes les questions qui intéressent l'organisation de l'armée et la préparation à la guerre. Le ministre de la Guerre en est le président. Il comprend, en temps de paix, un certain nombre de généraux chargés de missions spéciales et siège sous la présidence du chef d'Etat-Major général, vice-président du Conseil. En temps de guerre, il se compose des commandants d'armées et du chef d'Etat-Major général.

4° DANS LE DOMAINE JUDICIAIRE :

a) *Conseil de famille.* — Le Conseil de famille est une assemblée de parents qui a charge de veiller aux intérêts des membres de cette famille qui sont incapables de le faire eux-mêmes. Le Conseil de famille représente la fonction délibérative à côté de la gestion active qu'est le tuteur nommé par lui. Il peut destituer un tuteur incapable ou indigne. Il contrôle sa gestion. Il autorise la plupart des actes qui excèdent les limites de l'administration courante. Les décisions du Conseil de famille sont passibles d'appel aux Tribunaux civils. Le Conseil de famille est convoqué par le juge de Paix, qui le préside, sur la réquisition d'un membre de la famille, d'un ami du mineur ou d'office par le juge de Paix. Il est composé de six parents ou alliés du mineur, les plus proches en degré résidant tant dans la commune où la tutelle s'est ouverte que dans un rayon de deux myriamètres, pris moitié dans la ligne paternelle, moitié dans la ligne maternelle et en suivant l'ordre de proximité dans chaque ligne. Le parent est préféré à l'allié du même degré, le plus âgé au plus

jeune. A défaut de parents ou alliés en nombre suffisant sur les lieux, le juge de Paix peut convoquer à son choix, soit des parents domiciliés à une plus grande distance, soit, dans la localité, des personnes non parentes, mais connues pour avoir eu des rapports d'amitié avec le père ou la mère. La mère est tutrice de droit, tandis que les ascendantes doivent être désignées par le Conseil de famille. Le juge de paix préside avec voix prépondérante en cas de partage. Les trois quarts, au moins du Conseil de famille doivent être présents ou représentés par un mandataire porteur d'une procuration spéciale.

b) *Conseil des Prud'hommes*. — Conseil électif chargé de juger les différends entre employeurs et employés. Ce Conseil est composé par moitié de patrons et d'ouvriers. Les Conseils des prud'hommes sont établis par décret du Conseil d'Etat sur la demande des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts et manufactures.

Ils sont placés dans les attributions et sous le contrôle du ministère de la Justice et soumis aux règles disciplinaires des autres tribunaux. Il n'en existe que dans les villes qui constituent des centres industriels. Le nombre des prud'hommes et la circonscription de chaque conseil sont fixés par le décret d'institution. Tout Conseil de prud'hommes est divisé en deux bureaux qu'il constitue lui-même : l'un appelé *bureau particulier ou de conciliation* ; l'autre, *bureau général ou de jugement*. Le bureau particulier est composé de deux membres, dont l'un est patron et l'autre ouvrier. Il a pour mission de tenter de régler à l'amiable les différends ou contestations. S'il échoue, l'affaire est renvoyée devant le bureau général, composé d'un nombre égal de prud'hommes ouvriers et patrons. L'appel, s'il est recevable, a lieu devant le Tribunal civil. Les parties peuvent se faire représenter par un ouvrier ou un patron de la même profession. Les chefs d'industrie peuvent se faire représenter par leur directeur-gérant ou par un employé. Le mandataire doit être porteur d'un pouvoir sur papier libre, ou inscrit sur la copie ou l'original de l'assignation. Les Conseils de prud'hommes sont divisés en sections d'industrie, et ces sections s'occupent exclusivement des contestations entre patrons et ouvriers, de cette industrie. Il y a la section du commerce, des métaux, du bâtiment, etc...

c) *Conseil supérieur de la magistrature*. — Le Conseil supérieur de la magistrature est la juridiction qui a charge de juger les magistrats qui commettent des fautes graves et de sanctionner ces fautes. Il est composé de la Cour de cassation, qui siège, toutes chambres réunies, sur la convocation du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Il ne statue ou ne donne son avis qu'après avoir entendu le magistrat traduit devant lui.

d) *Conseil judiciaire*. — Le Conseil judiciaire est nommé par le tribunal sur l'intervention des parents d'une personne faible d'esprit, qui ne peut gérer elle-même ses affaires, ou dont la prodigalité est reconnue exagérée, et met en péril la fortune commune. Les personnes pourvues d'un Conseil judiciaire ne peuvent, sans l'assentiment de ce dernier, ni plaider, ni transiger, ni aliéner leurs biens, ni recevoir un capital mobilier ou en donner décharge. Les personnes pourvues d'un Conseil judiciaire sont *demi-interdites*. Les interdits sont considérés comme des mineurs, et leurs intérêts sont confiés à un tuteur. L'interdit ne jouit d'aucun droit. Il ne peut pas tester.

5° DANS LE DOMAINE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

a) *Conseil académique*. — Ce Conseil est à la fois tribunal et conseil. Il assiste le Recteur dans chaque Académie. Il est composé de droit de membres choisis par

le ministre et de membres élus pour quatre ans (quatre professeurs de lycée, deux professeurs de collège). Il tient deux sessions par an.

b) *Conseil départemental*. — Ce Conseil, qui se réunit tous les trois mois, a trois attributions : pédagogiques et règlements des études, programmes, méthodes ; administration et établissement d'écoles, titularisations, promotions, récompenses ; contentieuses et disciplinaires. Il ne s'étend qu'à l'instruction primaire.

c) *Conseil supérieur de l'Instruction publique*. — Ce Conseil remplit à la fois le rôle de Conseil auprès du ministre, et de tribunal. Il examine les causes, transmises en appel, des autres tribunaux académiques. Il se compose de cinquante-huit membres appartenant aux trois ordres de l'enseignement (primaire, secondaire et supérieur). Treize de ces membres sont nommés par décret. Les autres membres sont élus. Il siège, ordinairement, deux fois par an.

6° DANS LE DOMAINE SCIENTIFIQUE :

a) *Conseil international des Recherches scientifiques, industrielles et agricoles*. — Ce Conseil a pour but de rechercher, de grouper, d'examiner et de faire appliquer toutes les inventions susceptibles de marquer un progrès dans l'ordre scientifique, industriel ou agricole. C'est, en somme, une sorte d'académie scientifique internationale, qui n'est encore qu'à ses débuts. Elle vulgarise dans la mesure de ses moyens, les œuvres des savants, des inventeurs, des techniciens dans toutes les langues et dans tous les pays.

7° DANS L'ORDRE RELIGIEUX :

a) *Conseil de fabrique*. — Le Conseil de fabrique, supprimé par la loi du 9 décembre 1905, avait pour but d'administrer les biens d'une paroisse de culte catholique.

b) *Conseil presbytéral*. — Mêmes attributions que le Conseil de fabrique, mais en ce qui concerne l'administration des biens d'une paroisse de culte protestant. — Pierre BESNARD.

CONSERVATISME. n. m. Opinion d'une catégorie d'individus, adversaires politiques de toute innovation, qui entendent maintenir et conserver la forme des institutions, et repousser comme un sacrilège toute transformation sociale. Le conservatisme est opposé à tout progrès ; la crainte de la révolution qui anime les conservateurs est tellement ridicule qu'elle leur fait perdre toute mesure et que ce sont souvent les abus dont ils se rendent complices qui déclenchent la révolte.

Attaché aux dogmes et aux croyances du passé, le conservatisme ne peut vivre dans un milieu, qui, bien que corrompu, est obligé de s'adapter cependant aux progrès de la science et c'est pourquoi on peut le considérer comme étant en train de s'éteindre. Il est encore assez puissant cependant pour porter des coups dangereux et il faut se méfier. Les fusils et les canons sont à sa portée et il s'en servirait pour se défendre contre les idées nouvelles ; mais comme le dit si justement Le Lachâtre : « Ce n'est pas au moyen de l'artillerie qu'on ravivera les dogmes morts, les croyances qui ont fait leur temps ; ce n'est pas au moyen de l'artillerie qu'on pourra constituer l'ordre politique et économique, consolider une société qui s'écroule, transformer les erreurs en vérité, les préjugés en principes, arrêter la marche de l'humanité ».

CONSPIRATION. n. f. Action de s'associer, de s'unir secrètement dans le but de renverser le gouvernement et d'en changer la forme. « Il ne peut y avoir de conspiration dangereuse dans un pays dont le peuple est heureux et libre » écrivait Voltaire ; mais ce pays n'existe pas et n'a jamais existé, même du temps de Voltaire.

Du reste, ce n'est jamais le peuple qui conspire, mais généralement une poignée d'individus qui espèrent, en

changeant les hommes au Pouvoir, changer le cours des événements ou la situation économique et sociale.

Il faut reconnaître qu'à côté des conspirations intéressées il en fut qui exercèrent une heureuse influence sur l'histoire des peuples, telle la Conspiration de Cromwell, qui, en renversant le roi Charles I^{er} d'Angleterre, ouvrit au pays la route du libéralisme. Mais, en général, les conspirations sont d'essence politique et ne changent rien, sinon les hommes.

CONSTITUTION (LA). n. f. La Constitution dit le Larousse est la « loi fondamentale d'une nation ». Elle est en effet l'ensemble des règlements qui régissent un pays. En France, depuis la Révolution de 89, une douzaine de Constitutions virent le jour et la dernière date de 1875 et c'est encore en son nom que nous sommes gouvernés actuellement.

La Constitution de 1791 déclarait que la France était représentée par le Corps Législatif et par le roi, mais à la déchéance de Louis XVI et lorsque la monarchie fut abolie et remplacée par la République, une nouvelle Constitution devint nécessaire. Elle fut décrétée le 24 juin 1793 et acceptée le 10 août de la même année, mais elle ne fut jamais mise en vigueur car la République en ébullition et attaquée par ses ennemis intérieurs et extérieurs ne pouvait pas trouver le temps de s'arrêter à un système fixe ; la Convention se rallia au rapport présenté par Saint-Just et décréta que le Gouvernement serait révolutionnaire jusqu'à la paix.

Il n'est pas inutile de retracer quelques passages du rapport présenté à la Convention par Hérald de Séchelles qui rédigea la Constitution de 93. Un réel souci de liberté et de fraternité avait animé l'auteur de ce travail qui pêche cependant à sa base ; qu'on en juge par la conclusion : « Si, dans la moitié des départements plus un, le dixième des Assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demandent la revision de l'acte constitutionnel, le Corps législatif est tenu de convoquer toutes les Assemblées primaires de la République pour savoir s'il y a lieu de recourir à une convention nationale. Enfin la constitution garantit à tous les Français : l'égalité, la sécurité, la propriété, la dette publique, des secours publics, le libre exercice des cultes, une instruction commune, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétition, le droit de se réunir en Société populaire, la jouissance de tous les droits de l'homme. »

Les révolutionnaires de 93 ne comprirent pas que du fait même que la propriété subsistait, tous les autres articles de leur charte devenaient caducs et que la propriété qui avait été arrachée à la noblesse, n'allait pas servir à un meilleur usage entre les mains de ses nouveaux détenteurs.

Lorsque la révolution fut écrasée et que les éléments bourgeois dominèrent à nouveau, on vit naître en 1795 une nouvelle Constitution qui fut abolie à son tour et remplacée par la Constitution de l'an VIII qui tua la République. Ensuite ce fut l'Empire et la Restauration et plus tard la Révolution de 1848 qui proclama à nouveau la République.

Le 4 novembre 1848 la Constitution de la République fut promulguée ; le préambule mérite d'être cité.

« La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de gouvernement, elle s'est proposé pour but de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la société, d'augmenter l'aisance de chacun par la réduction des dépenses publiques et des impôts, et de faire parvenir tous les citoyens sans nouvelles commotions, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumière et de bien-être. La Répu-

blique française est démocratique une et indivisible. Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives. Elle a pour principes : la liberté, l'égalité et la fraternité. Elle a pour bases : la famille, le travail, la propriété, l'ordre public. Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne ; n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République, la défendre au prix de leur vie, participer aux charges de l'Etat en proportion de leur fortune ; ils doivent s'assurer par le travail, des moyens d'existence, et par la prévoyance des ressources pour l'avenir ; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entraidant fraternellement les uns les autres, et à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu.

« La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété, son travail, et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes ; elle doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

Dans ce préambule se cristallise toute la démocratie, et si les formes de la Constitution de 48 ont été abrogées par la Constitution de 1852 et celle de 1875, l'esprit de cette dernière conserve toujours en son sein l'erreur fondamentale qui consiste à croire que la liberté peut exister dans un régime où l'inégalité économique, issue de la propriété, est la base même de ce régime.

On comprendrait encore que les Révolutionnaires de 93 eussent commis la faute grave de ne pas comprendre qu'il ne peut y avoir de liberté et de fraternité tant que la transformation économique de la société ne se sera pas réalisée ; mais on ne peut accorder ces circonstances atténuantes aux démocrates de 48 et de 75 qui avaient pour se guider l'exemple du passé et l'expérience de la demi-douzaine de Constitutions qui avaient été inopérantes à établir un régime stable et fraternel. Il faut donc en conclure que la Constitution est une belle page de rhétorique, rédigée en connaissance de cause, par des parlementaires attachés à la conservation de la propriété et qui ne voulaient en aucun cas que les classes pauvres se libèrent du joug de l'exploitation.

Que le peuple se laisse griser par ses espérances démocratiques et que la Constitution lui donne l'illusion de la Liberté et de la Fraternité, cela ne fait aucun doute. La charte de 1875, qui déclare que « tous les citoyens sont égaux devant la loi », et que cette loi ne peut être que l'expression de la volonté populaire puisqu'elle est élaborée par les représentants du peuple élus par ce dernier au suffrage universel, découle de raisonnements captieux.

« Egalité devant la loi » ne veut pas dire « Egalité en soi » et la Liberté dans la loi n'est pas « La Liberté » ; et puisque la loi en vertu même de la Constitution dont elle n'est qu'une dérivation, défend la « propriété » contre ceux qui voudraient l'attaquer, la Constitution et la loi, quelles que soient les formules employées, ne peuvent être une source de liberté, d'égalité et de fraternité.

On ne peut arriver « à un degré plus élevé de moralité, de lumière et de bien-être » tant que la Société reposera sur le Capitalisme ; voilà la vérité de laquelle il faut s'inspirer.

Lorsque Lamennais pose la question : « Qu'est aujourd'hui le prolétaire à l'égard du capitaliste ? », il y répond avec une simplicité brutale mais précise : « Un instrument de travail ».

« Affranchi par le droit actuel, légalement libre de sa personne, il n'est point, il est vrai, la propriété vendable, achetable de celui qui l'emploie. Mais cette liberté n'est que fictive. Le corps n'est point esclave, mais la volonté l'est. Dira-t-on que ce soit une véritable volonté que celle qui n'a le choix qu'entre une mort affreuse, inévitable et l'acceptation d'une loi imposée ? »

« Les chaînes et les verges de l'esclave moderne, c'est la faim. » Et nous pouvons ajouter que ces chaînes et ces verges, sont le travail de la Constitution qui les fabrique pour la Bourgeoisie et le Capital.

Les sociétés sont construites sur des iniquités politiques et économiques et l'on peut dire que les iniquités politiques sont engendrées par les iniquités économiques. Toute Constitution sociale qui ne détruira pas l'iniquité économique n'aura rien fait, et ce sera l'éternel recommencement comme ce le fut depuis 93. Que peuvent les belles phrases, les formules pompeuses, les déclarations ronflantes, la sincérité des intentions même, si tout l'ordre économique s'oppose à la liberté et au bien-être collectif.

Il ne suffit pas d'écrire sur les murailles des monuments, d'enseigner aux enfants que les hommes sont libres et égaux alors que la réalité de la vie se charge bien vite de dessiller les yeux.

Il n'y a de bonheur possible que dans la liberté et l'égalité. Or, la liberté et l'égalité ne se donnent pas par une Constitution plus ou moins élastique; elles se prennent, elles se gagnent par la lutte, par la volonté de vaincre et du jour où la Liberté ne sera plus un vain mot, il n'y aura pas besoin de Constitution pour nous le rappeler, car elle se manifestera par sa Grandeur et sa Beauté.

CONTINGENCE. n. f. Ce qui est relatif, subordonné dans sa réalisation à un fait ou à un événement. Ce qui peut arriver ou ne pas arriver. Ce mot est peu usité en dehors de la Philosophie. La « contingence » a soulevé le problème de la liberté, de la fatalité et du déterminisme. La question se pose à savoir si l'homme est libre de tous ses mouvements, de ses actes, de ses pensées et, philosophiquement parlant, responsable; ou si au contraire il est dépendant d'une quantité de « Contingences », et par conséquent irresponsable.

Les Anarchistes qui pensent que l'individu est le produit du milieu, qu'il hérite des tares et des bienfaits du passé, qu'il subit l'ambiance de tout ce qui l'entoure, estiment qu'il est subordonné aux « Contingences »; mais il ne faut pas en conclure que socialement il est absolument irresponsable de tous ses actes. L'individu a, lui aussi, une volonté dans le grand tout et c'est cette volonté individuelle qui doit être en lutte constante contre les « Contingences », pour se libérer des entraves que celles-ci lui ont tissées.

CONTRAINTÉ. n. f. La contrainte nous dit le « Larousse » est la violence exercée contre une personne. Le Lachâtre, un peu moins bref, nous dit « qu'elle est la violence exercée contre quelqu'un pour l'obliger à faire quelque chose malgré lui ou l'empêcher de faire ce qu'il voudrait ».

Si l'on approfondit tout ce que renferme en elle cette dernière définition de la violence, on peut conclure que nous sommes à chaque instant de notre existence, contraints à commettre des actes qui nous déplaisent, et si la violence ne se manifeste pas toujours brutale pour nous les imposer, elle agit sur notre volonté et entrave par ses rigueurs notre liberté.

Il n'est pas abusif d'affirmer que nous vivons sous une contrainte perpétuelle dans la société actuelle basée sur l'autorité, et il coule de source, qu'il n'en peut être autrement.

De même que l'Autorité, la Contrainte s'exerce sur-

tout sur ceux qui sont placés en bas de l'échelle sociale et qui sont toujours les premières victimes des maux engendrés par le désordre économique et politique des sociétés modernes; or, la contrainte est un des fruits de ce désordre et cela se conçoit, car sans elle la société capitaliste ne serait pas viable.

Nous passerons sous silence les premières contraintes que nous subissons, dès notre plus jeune âge, bien qu'elles déterminent souvent tout le cours de notre vie. C'est dans la famille, à l'école, qu'elles nous sont imposées, mais les jeunes cerveaux s'assimilent facilement et les souffrances que nous ressentons s'estompent lorsque nous approchons de l'adolescence.

C'est surtout lorsque nous arrivons à l'âge d'homme que la contrainte devient féroce et que nous sommes obligés de nous courber sous elle ou de mourir. Elle se présente d'abord à nous, par les formes de travail qui nous sont imposées et auxquelles il nous est impossible d'échapper. En abolissant l'esclavage et le servage on n'a pas aboli la contrainte et on n'a pas donné naissance à la liberté. On prétend que l'homme est libre, surtout depuis les transformations opérées par la grande Révolution française, et que la disparition des corporations a fait du producteur un homme libre, que c'est de bon gré qu'il travaille aux conditions qu'il accepte après les avoir débattues en pleine conscience et en pleine liberté.

Nous savons quel crédit il convient d'accorder à un tel argument. Si nous n'avions pas à subir dès notre entrée en ce monde les « contraintes naturelles », c'est-à-dire l'obligation absolue de manger pour vivre, nous ne serions pas assujettis comme nous le sommes. Mais nous ne pouvons pas nous abstenir de nous nourrir et nous savons fort bien que le travail est indispensable pour subvenir aux besoins matériels de la collectivité. Ce n'est donc pas le travail que nous considérons ici comme une contrainte, mais la forme qu'il emprunte.

Nous avons dit d'autre part que le capitalisme avait accaparé tous les moyens de production et toute la richesse sociale et que le travailleur ne possédant que ses bras était dans l'obligation de les louer pour suffire à ses besoins les plus immédiats. Prétendre que cette location est libre, est non seulement ridicule mais criminel, puisqu'il est évident que si le prolétaire se refuse à louer ses bras au capitalisme, il ne pourra trouver sa subsistance; il est donc contraint de travailler pour le capitalisme, et aux conditions que ce dernier voudra bien lui imposer.

Le travail en société bourgeoise est donc une véritable contrainte, puisque le travailleur, sous peine de mort, ne peut pas échapper à cette loi arbitraire forgée de toutes pièces par les hommes au profit d'une catégorie d'individus.

Que de choses ne nous oblige-t-on pas à faire malgré nous ! Nous disons que la contrainte s'exerce sur tous les travailleurs et qu'il est impossible de l'éviter. Les gouvernements, par leurs impôts directs et indirects, font peser sur tous les individus une contrainte continue et ce n'est seulement que lorsque le peuple se révolte que la violence entre en jeu. La contrainte s'impose encore à nous, lorsqu'au nom de la « Patrie » nous sommes appelés à remplir nos « devoirs militaires » et à « servir le pays », et quelles que soient les mesures que nous prenions pour nous défendre contre les obligations que nous jugeons arbitraires, c'est de la contrainte, et toujours de la contrainte qui s'abat sur nous et nous écrase.

« Nécessité sociale affirment ceux qui l'exercent; sans autorité et sans contrainte il n'y a pas de vie collective possible, nous disent les partisans des sociétés gouvernementales »; cependant, depuis les milliers et les milliers d'années que les sociétés sont élaborées sur ces

deux principes, il serait peut-être temps de nous démontrer les bienfaits de l'autorité et de la contrainte.

Ce qui est vrai, c'est qu'une minorité de malins tirent les ficelles de l'économie politique et sociale, et que la grande majorité suit ces mauvais bergers qui craignent que la liberté du peuple ne leur enlève leurs privilèges.

L'Autorité et la Contrainte ne sont avantageuses qu'à ceux qui les exercent et lorsque les hommes auront compris qu'il n'y a de bonheur possible que dans la liberté, ils feront table rase de tous les vieux préjugés qui les tiennent asservis au monde moderne, et se mettront au travail pour élaborer une société nouvelle, sans contrainte et sans autorité.

CONTRASTE. n. m. Opposition ou dissemblance d'objets, de propriétés physiques ou de qualités morales. « Contraste de l'obscurité et de la lumière ». « La pauvreté est un contraste choquant à l'opulence de certains ».

Il y a aussi des contrastes dans le domaine des idées. Les idées de Liberté sont en opposition et présentent un contraste aux idées d'autorité. Il faut espérer que du choc des contrastes jaillira un jour une ère nouvelle, où le contraste ne se manifestera plus que sur le terrain artistique et littéraire, mais où il aura totalement disparu de la vie économique des populations.

CONTRAT ANARCHISTE (LE) n. m. L'Etat étant disparu, ou évincé, comment les rapports entre les humains se règlent-ils entre les isolés et les associations, d'isolé à isolé, d'association à association? Par une entente, un accord librement proposé, librement discuté, librement accepté, librement accompli, en d'autres termes, par un Contrat.

Qu'on le dénomme « promesses », « conventions », le terme importe peu ; ce qui importe, c'est de savoir de quelle nature peut être ce contrat lorsqu'il est passé entre anarchistes.

S'il est hors de doute que les clauses d'un contrat doivent pouvoir être proposées, examinées et discutées dans des conditions laissant toute liberté d'esprit et d'action aux co-contractants, il est hors de doute également que lesdites clauses ne sauraient renfermer aucune stipulation qui soit contraire à la conception anarchiste de la vie humaine.

C'est ainsi que le contrat passé entre anarchistes ne saurait contenir aucune clause qui y astreigne malgré lui quiconque ne veut ou ne peut plus en exécuter les termes.

Il se peut qu'un individu n'ait pas mesuré toute la portée de l'accord qu'il a souscrit ; qu'en cours d'exécution son état d'esprit se soit modifié sous l'influence de circonstances nouvelles. Il se peut qu'une émotion, qu'un sentiment d'une espèce ou d'une autre l'envahisse, le domine, s'empare de lui, momentanément tout au moins, le plaçant dans une situation mentale tout autre que la mentalité qui était sienne au moment de la conclusion de l'accord. Pour toutes ces raisons, le contrat passé entre anarchistes, doit pouvoir être résiliable.

L'un des contractants, de même, peut se juger lésé ou réduit à une situation défavorable, inférieure ou indigne de lui par rapport aux autres contractants. Les co-contractants peuvent s'apercevoir, après expérience, qu'ils ne sont pas qualifiés pour remplir les clauses du contrat qu'ils ont conclu. Ou encore qu'ils se sont aventurés au-delà de leurs aptitudes ou de leurs possibilités en se risquant à établir le contrat qui les unit même temporairement. C'est pourquoi une des conditions préalables à la conclusion du contrat entre anarchistes postule, de la part des co-contractants, un examen sérieux et préalable de leurs capacités et de leurs ressources.

Le contrat doit donc pouvoir être résiliable, mais avec préavis, car il est d'une élémentaire camaraderie qu'aucun des participants au contrat ne subisse d'embarras, de retard, de peine ou de dommage évitable, du fait de la rupture du contrat.

Même en cas de brusque rupture du contrat, il ne saurait être question, entre anarchistes, sous prétexte d'en faire respecter les termes, de l'intervention d'un tiers ou d'une autorité ou institution extérieure aux co-contractants. Il ne saurait être non plus question de sanctions disciplinaires ou pénales, sous quelque vocable qu'on les masque. Rien de cela ne serait anarchiste. On peut cependant, en cas de difficulté ou de litige en cours d'exécution du contrat, prévoir le recours à un arbitre-expert, — un technicien, par exemple — mais à la condition absolue qu'il soit choisi par les deux parties en désaccord et qu'il jouisse assez de leur confiance pour que sa décision ne soit pas mise en discussion.

Tout contrat impliquant obligation, sanction, intervention étatique, gouvernementale ou administrative extérieure aux co-contractants n'est ni individualiste ni communiste (anarchiste), il n'y a pas à ergoter là-dessus.

C'est pourquoi le contrat conçu à la façon dont nous l'entendons — dont l'entendent les anarchistes de toutes les tendances — ne peut être passé qu'entre unités humaines possédant un tempérament, une mentalité adéquats. Si cette mentalité préalable fait défaut, il n'y a pas de contrat possible entre anarchistes. C'est pourquoi encore — même admise cette mentalité déterminée — les anarchistes affirment que pour s'associer, il est urgent de se bien connaître, de ne passer contrat que pour une période et une besogne aussi bien déterminées qu'il est humainement prévisible.

Il est donc entendu théoriquement que le contrat se rompt dès qu'il lèse l'un des co-contractants. Comme toutes les formules d'ailleurs, celle-ci présente le défaut, quand on l'envisage dans ses applications pratiques, de ne pas tenir compte des circonstances de vie et de tempérament individuels. Pratiquement, l'on peut écrire que le contrat entre camarades anarchistes cesse dès que l'entente qui a présidé pour le conclure se retrouve pour le dissoudre.

En effet, le contrat conclu entre anarchistes pour une fin quelconque est sous-entendu n'avoir pas été conclu à la légère. Son origine a été exempte des restrictions mentales, des pensées de derrière la tête, des dissimulations, des fraudes, de cette recherche d'un intérêt sordide, qui stigmatisent les contrats en vigueur dans la société actuelle. Les co-contractants se connaissent, ils ont pesé le pour et le contre, réfléchi aux conséquences, examiné les points forts et les points faibles de la situation, prévu les dangers et les périls, supputé les joies et les avantages, déterminé les concessions qu'ils auraient à se faire mutuellement.

Ces remarques suffisent à indiquer qu'un contrat loyal ne cesse pas uniquement par suite du caprice, de la fantaisie, d'un mouvement d'humeur de l'un des contractants. Sa rupture ne se fait pas sans réflexion, sans examen sérieux des dommages ou des conséquences qui peuvent s'ensuivre.

Cependant, lorsque l'un des contractants a formulé sa volonté formelle de rompre le contrat, aucun anarchiste ne saurait s'y opposer. Cela ne veut pas dire que les autres co-contractants n'objecteront pas à cette rupture. Il se peut en effet, au moment où le contractant mécontent demande la rupture de l'association, que les autres associés se trouvent dans des dispositions d'esprit et de sentiment absolument semblables à celles qui les ont poussés à conclure le contrat. Un anarchiste peut donc objecter à la rupture, demander à réfléchir, faire valoir certaines raisons, invoquer certaines considérations, d'un ordre tout particulier quand il s'agit du

domaine du sentiment, considérations que comprennent ceux qui vivent intensément la vie sentimentale. Un anarchiste pourra résister plus ou moins longtemps à la rupture d'un contrat, s'il possède la conviction profonde que son camarade agit sous l'empire d'une influence pernicieuse. Il n'est rien là qui frise l'inconséquence. Selon son tempérament, il pourra souffrir, se lamenter même et qui donc lui reprocherait d'être autre chose qu'une équation géométrique ? C'est seulement s'il s'opposait catégoriquement, par la violence, sur un plan quelconque, à la dissolution exigée par son co-contractant que, au point de vue anarchiste, il cesserait d'être conséquent, dans le sens profond et pratique du mot.

A moins de motifs exceptionnels, d'un cas de force majeure, l'anarchiste qui impose la rupture du contrat irréflechiment, à brûle-pourpoint me paraît un inconséquent et un camarade de mauvais aloi. Un compagnon anarchiste loyal ne profite de sa faculté de « rompre le contrat à sa guise » qu'après avoir obtenu l'adhésion sincère de son ou de ses contractants. On regardera pratiquement à deux fois — sinon davantage — avant de rompre une entente, manquer à des promesses, briser des conventions faites de bonne foi et qui sous-entendaient une confiance réciproque.

Il est impossible de faire passer la rupture imposée ou exigée à tout bout-de-champ, sans rime ni raison, infligeant de la souffrance inutile, comme un geste de camaraderie. Qu'est-ce donc que la camaraderie, sinon un contrat tacite conclu entre êtres qu'unissent certaines affinités intellectuelles ou sentimentales ou de gestes, afin de se rendre la vie plus agréable, plus plaisante, plus joyeuse, plus profitable, plus utile à vivre ?

On a demandé souvent quelle serait la différence entre l'humanité actuelle et une humanité anarchiste ou à tournure d'esprit anarchisante. Certes, topographiquement parlant, je l'ignore ; je suis hors d'état de fournir la nomenclature exacte des hameaux, des villages, des villes, des rues de chaque ville, des ruisseaux, des torrents, des chemins vicinaux. Mais je suis assuré d'une chose, c'est que le contrat social, le contrat d'association humaine n'y sera pas imposé, ni politiquement ni autrement ; pas plus par une caste que par une classe sociale. Dans les sociétés actuelles, l'unité humaine est placée en face d'un contrat social imposé ; dans toute humanité saturée, imprégnée d'esprit anarchiste, il n'existera que des contrats proposés. C'est-à-dire qu'un milieu anarchiste, une humanité anarchisante ne tolère pas, ne saurait tolérer qu'il y ait une clause ou un article d'un accord ou d'un contrat qui n'ait été pesé et discuté avant d'être souscrit par les co-contractants. Dans un milieu ou une humanité du type anarchiste, il n'existe pas de contrat *unilatéral*, c'est-à-dire obligeant quiconque à remplir un engagement qu'il n'a pas accepté personnellement et à bon escient ; aucune majorité économique, politique, religieuse ou autre, aucun ensemble social — quel qu'il soit — n'y peut contraindre une minorité ou une seule unité humaine à se conformer, contre son gré, à ses décisions ou à ses arrêts. — E. ARMAND.

CONTREBANDE. n. f. — Pour satisfaire aux appétits du capitalisme national, on a divisé le monde en contrées et on a établi entre elles des barrières que l'on ne peut franchir que sous certaines conditions. Il est interdit par la loi ou par certains décrets de transporter d'un pays à l'autre ou d'une ville à l'autre des marchandises prohibées par les règlements, non pas parce que ces marchandises sont impropres à la consommation ou aux besoins de la population, mais parce que leur importation nuit aux intérêts d'une certaine catégorie de commerçants ou d'industriels. Ainsi que nous l'avons

démontré lorsque nous avons traité de la concurrence (*voir ce mot*) la douane n'a d'autres buts que de garantir les bénéfices des dits commerçants et industriels et quiconque passe outre les règlements et introduit en fraude les produits interdits, fait de la contrebande.

Cependant, malgré les rigueurs de la loi, la contrebande se fait sur une grande échelle et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ce sont souvent des capitalistes et non des moindres, qui se livrent à ce trafic.

La bourgeoisie française ne se contente pas des bornes internationales, elle en a dressé à l'intérieur même du pays. Au sein même de la nation, toutes les villes ne sont pas régies par le même statut et il est interdit de transporter de l'une à l'autre certaines marchandises sans payer une redevance à la commune dans laquelle on importe cette marchandise. L'argent récolté sert à équilibrer les budgets communaux.

Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait des gens se livrant à la contrebande.

A côté de cette contrebande commerciale il y a ce que l'on appelle la contrebande de guerre et en principe on considère comme entrant dans cette catégorie de contrebande tous les objets fabriqués à l'usage de la guerre : fusils, canons, munitions, et même les vivres lorsqu'il s'agit d'une place investie.

La contrebande entraîne la saisie des marchandises importées frauduleusement et l'emprisonnement pour le contrebandier. Pourtant les peines d'emprisonnement ne sont en réalité appliquées en matière de contrebande de guerre que lorsque ce sont des révolutionnaires qui cherchent à se procurer des moyens de défense ; lorsque ce sont les éléments bourgeois et réactionnaires qui vont à l'étranger pour acheter des armes et les introduire dans le pays dans le but de s'en servir contre la classe ouvrière, ils bénéficient toujours de l'indulgence des tribunaux et de la magistrature. Cela se comprend.

CONTREMAÎTRE. n. m. Personne qui dirige les ouvriers et les ouvrières dans un atelier ou un chantier « dit le Larousse ». Cette définition est fautive. Le contremaître est un valet inconscient de la bourgeoisie, qui, issu de la classe ouvrière, trahit ses camarades et se met au service de ses oppresseurs.

Il y a des besognes secondaires que le bourgeois ne veut pas faire lui-même et des contacts auxquels il se refuse. Pour maintenir entre lui et son personnel, les relations indispensables à la marche de ses affaires, le capitaliste a recours à un intermédiaire auquel il accorde quelques avantages, en échange de quoi cet intermédiaire se soumet de plein gré à l'autorité patronale et consent à veiller et à surveiller ses camarades de façon à ce qu'ils ne piétinent pas les intérêts du maître. Cet intermédiaire est le contremaître, c'est-à-dire « à côté du maître ». Il est encore des prolétaires qui s'illusionnent sur les fonctions de ce chien couchant et qui assurent qu'il se trouve de bons contremaîtres ; c'est que l'ouvrier ne se rend pas compte du rôle qu'est obligé de jouer le représentant du patron.

Un bon contremaître est impossible ; si ses services ne sont pas avantageux pour celui qui l'emploie, il ne tarde pas à être remercié ou être remis au même niveau que ses anciens camarades, et s'il veut conserver sa place et conserver la confiance de son patron, il est alors obligé de défendre des intérêts qui sont diamétralement opposés à ceux de l'ouvrier.

En conséquence, le contremaître ne peut être qu'un agent inférieur de la bourgeoisie, et il est d'autant plus méprisable lorsqu'il agit consciemment, qu'il se dresse de façon continue entre le patron et l'ouvrier et empêche ce dernier d'acquiescer le bien-être et la liberté auxquels il a droit.

CONTRE-REVOLUTION. n. f. Pour donner un aperçu de ce que peut être la Contre-Révolution, il serait peut-être utile de définir auparavant ce que nous entendons par « Révolution ». Nous le ferons très brièvement, en quelques mots, en renvoyant le lecteur au mot « Révolution » pour tous enseignements complémentaires.

Le Lachâtre nous dit que la « Révolution » est « le changement subit dans les opinions, dans les choses, dans les affaires publiques, dans l'Etat » ; quant au « Larousse » il se contente de la définir : « Changement subit dans le Gouvernement d'un Etat ».

Il est tout naturel qu'ayant défini le mot Révolution de façon ambiguë et incorrecte, la « Contre-Révolution » soit à son tour déformée dans son esprit et dans sa lettre. Lachâtre nous dit en effet que la Contre-Révolution est « Une Révolution qui a pour tendances de détruire les résultats de celle qui l'a précédée ». Cela peut sembler suffisant à ceux qui se grisent encore de démocratie et de parlementarisme, mais pour ceux qui ont tant soit peu étudié l'histoire et la vie des diverses révolutions et contre-révolutions du passé, la définition de Lachâtre n'est pas seulement incomplète, elle est erronée.

Pour nous qui pensons que la Révolution est un tout et que rien ne peut en être détaché, qui la considérons comme le moyen de transformation absolue de la société capitaliste, et qui sommes convaincus que pour être efficace elle sera anarchiste ou ne sera pas, nous sommes amenés à dire que la Contre-Révolution, est l'ensemble des éléments qui, au lendemain ou à la veille d'un mouvement révolutionnaire ou insurrectionnel, agissent de façon à entraver l'instauration du Communisme anarchiste.

On peut donc être un facteur de Contre-Révolution avant même que la Révolution ait été déclenchée.

L'erreur que l'on commet assez couramment est de croire que seuls les éléments bourgeois sont un danger pour la Révolution et qu'une fois que ceux-ci sont affaiblis, sinon écrasés, la Révolution peut suivre son cours en toute tranquillité.

Cette erreur fut la cause de bien des désillusions, car si, au lendemain d'un mouvement populaire, le premier travail de salubrité consiste à s'assurer que les forces de réaction capitaliste se trouvent dans l'incapacité de nuire, et que toutes mesures soient prises pour les en empêcher, il est également indispensable de veiller à ce que le peuple en révolte ne se laisse pas entraîner sur le chemin qui le conduirait à un nouvel ordre social vicié à sa base, et qui petit à petit le ramènerait à son point de départ.

Lorsque nous disons que la Révolution est un tout, ce n'est pas que nous ayons la naïveté de croire qu'il soit possible d'élaborer dans le plus proche futur la Société Anarchiste. Nous savons que trop de préjugés enracinés encore le cerveau des individus et que les tares transmises par des milliers et des milliers d'années de servitude, seront des facteurs avec lesquels il faudra compter, facteurs de contre-révolution qui entraveront la réalisation immédiate d'une société vraiment anarchiste. Mais ce que nous croyons c'est que la Révolution peut se diviser en deux phases : qu'elle sera premièrement économique, matérielle, et ensuite, intellectuelle et morale. Sur le terrain économique, la Révolution doit établir l'égalité des hommes, égalité alimentaire pourrait-on dire, qui doit servir de fondement à l'évolution morale et intellectuelle des hommes vivant en société.

Or, à nos yeux, la Contre-Révolution se présente sous la forme de tout organisme qui, par ses pratiques ou sa propagande, arrête dans sa marche l'œuvre de destruction des vieux principes autoritaires sur lesquels repose toute l'inégalité économique et sociale des

sociétés modernes. Une Révolution laissant subsister une hiérarchie qui se manifeste non seulement par l'autorité gouvernementale, mais aussi par le privilège qu'ont certains de consommer plus que leurs semblables, est une révolution incomplète, qui traîne comme un boulet le lourd fardeau de l'illusion démocratique et renferme en elle-même tous les germes de corruption inhérents aux sociétés modernes.

La Révolution ne sera vraiment triomphante que :

- 1° Lorsque le capital aura totalement disparu de la surface du globe ;
- 2° Lorsque l'Autorité sera complètement abolie ;
- 3° Lorsque l'individu ne sera plus soumis à la contrainte d'autrui et qu'il sera entièrement libre de ses actes et de sa volonté.

Affirmer que demain il soit possible de voir le jour se lever sur un monde à ce point rénové serait une folie, et les Anarchistes vivent trop sur la terre pour ignorer les difficultés qu'il y aura à surmonter pour atteindre ce but. Cependant tout ce qui ne s'oriente pas vers ce but nous semble être Contre-Révolutionnaire.

On confond facilement Révolte et Révolution. La Révolution, comme l'a si bien démontré Kropotkine, sera communiste, ou alors, écrasée dans le sang, elle sera à recommencer. Par conséquent, si l'on accepte ce principe élémentaire du révolutionnarisme, que la Révolution doit ouvrir les portes du Communisme libertaire — et les Anarchistes ne peuvent pas ne pas l'accepter — tout ce qui est une entrave au Communisme est un facteur de Contre-Révolution.

Lorsque nous employons le terme « Contre-Révolution » ou « Contre-Révolutionnaire », nous ne donnons pas toujours à ces expressions un sens péjoratif, car il y a deux sortes de « Contre-Révolution et de Contre-Révolutionnaire ».

Dans la première catégorie, on peut classer tous ceux qui, par un mouvement de recul de la Révolution, espèrent reconquérir les privilèges abandonnés dans la lutte, et rétablir l'ordre social dans lequel ils étaient les maîtres tout puissants. Ce sont les Contre-Révolutionnaires appartenant à la bourgeoisie et qui ne désirent qu'une chose : voir se perpétuer l'inégalité et l'injustice politique, économique et sociale, qui leur assurent non seulement le bien-être mais aussi le superflu.

De ceux-là il n'y a rien à attendre, sinon des déboires ; ce sont des adversaires acharnés de tout mouvement de libération prolétarienne et ils ne méritent que le mépris et la haine des classes opprimées. Il faut les écraser dès les premiers jours d'un mouvement insurrectionnel.

Est-il besoin de s'étendre sur les facteurs de Contre-Révolution qui prennent leurs sources dans les rangs de la bourgeoisie ? La classe ouvrière sait bien — et elle est payée, ou plutôt elle paye pour le savoir — que le capitalisme n'acceptera jamais de bon gré la transformation d'une société qui lui permet toutes les jouissances et le fait bénéficier de tous les avantages. Par tous les moyens, le capitalisme se défend et se défendra contre les forces de Révolution ; il est contre-révolutionnaire par essence, en vertu même de la situation qu'il occupe dans la société ; et, durant les périodes catastrophiques, lorsque sous la poussée du populaire, les maîtres détrônés, jetés à bas de leur piédestal, sont obligés d'abandonner le terrain, ils n'acceptent leur sort que provisoirement et sitôt que l'horizon leur semble propice, ils mettent tout en œuvre pour reconquérir le terrain perdu. C'est l'histoire de toutes les révolutions du passé, et la plus récente, celle de 1917, en Russie, n'échappa pas aux attaques et aux manœuvres honteuses de la contre-révolution capitaliste.

Si la contre-révolution réactionnaire est possible, c'est que dans la Révolution elle-même il y a des fac-

teurs de contre-révolution. Être révolutionnaire, ce n'est pas seulement détruire, c'est surtout construire. La société bourgeoise peut être comparée à la chandelle de nos ancêtres, il faut la remplacer par un flambeau. On ne comprendrait pas l'individu démolissant un bec de gaz parce qu'il éclairait mal, et qui, n'ayant rien à mettre à la place, serait plongé dans l'obscurité.

On a trop spéculé sur la force physique, musculaire, numérique du peuple, dans les révolutions passées. On a laissé croire aux masses d'ouvriers qu'ils étaient la force parce qu'ils étaient la majorité. Cela était peut-être vrai à l'époque où les progrès de la science n'étaient pas arrivés au point culminant qu'ils atteignent de nos jours ; mais actuellement, ce qui fait la puissance du capitalisme, c'est son intelligence, ses connaissances, ses techniciens, et ce qui fait la faiblesse du prolétariat c'est son ignorance. Cette ignorance est, elle aussi, un facteur de contre-révolution aussi dangereuse que le capitalisme lui-même.

Il peut sembler paradoxal que des révoltés puissent être des contre-révolutionnaires et il en est pourtant ainsi.

Il y a donc ce que l'on peut appeler la seconde catégorie de « contre-révolutionnaires », qui est composée de révoltés voulant détruire l'ordre social bourgeois, d'individus qui aspirent à la liberté et au bonheur pour tous, mais qui se trompent de route et qui empruntent celle qui ne peut les conduire qu'à un nouvel esclavage et s'éloignent sensiblement du but poursuivi.

Ces « contre-révolutionnaires » ne sont pas guidés, nous le répétons une fois encore, par l'intérêt, mais par l'ignorance. Ils sont sincères dans leurs erreurs et pensent loyalement qu'ils travaillent pour le bien de l'Humanité, alors qu'en réalité ils retardent l'ère de la libération des peuples.

Ils sont des agents de contre-révolution, malgré leurs convictions révolutionnaires, et il est pénible et douloureux de constater toutes les énergies dépensées, tous les sacrifices consentis, sincèrement au nom de la Révolution en faveur de la Contre-Révolution. Et cela nous fait songer à l'ours du fabuliste, qui, pour tuer une mouche qui se promenait sur la figure de son maître, lui écrasa la tête avec un pavé.

Si un ours était susceptible de raisonner, d'éprouver un sentiment d'intelligence ou de logique, s'il n'était pas simplement conduit par l'instinct, nous dirions que c'est un noble sentiment qui détermina son geste brutal ; il eût été préférable pour le maître que l'ours n'éprouvât pas ce sentiment. C'est également un sentiment noble et sincère qui détermine ces « contre-révolutionnaires », révolutionnaires dans leurs actions, et ils sont convaincus de l'efficacité des moyens employés pour assurer le triomphe de la Révolution ; mais hélas, la sincérité n'a rien à voir avec la vérité et un homme sincère peut être dangereux lorsqu'il se trompe.

« Les gens qui font des révolutions à demi ne parviennent qu'à se creuser un tombeau ». Ce sont là les profondes paroles de Saint-Just qui à 26 ans, monta à l'échafaud, les pieds baignant dans le sang de Robespierre, le front haut et le regard plongé dans l'avenir.

Il mourut victime de ses erreurs, et de celles de tous les conventionnels qui eurent confiance en une République établie sur l'Autorité et la Propriété, et avec quelle fougue, avec quel amour, avec quelle émotion vibrante, il la défendit, « sa République ! »

Et si aujourd'hui il pouvait apercevoir son œuvre, si avec Robespierre « l'Incorruptible » il pouvait contempler le régime d'arbitraire, de boue et de sang que nous subissons et qui prend sa source dans l'erreur républicaine et démocratique de 93, ne serait-il pas terrifié, lui qui croyait à la justice, à la vertu et à l'humanité ?

Si nous jetons un regard rétrospectif sur le passé, ce

n'est pas pour amoindrir les hommes qui ont illustré de façon admirable le grand livre de leur époque et qui ont joué un rôle considérable dans l'évolution des Sociétés. Mais lorsque, avec la quiétude que nous donne le recul de l'histoire, sans haine et sans passion, nous examinons le travail accompli par nos aînés avec le seul désir et l'unique souci de faire mieux lorsque notre tour viendra, il est opportun d'enregistrer les fautes commises hier pour ne pas les répéter demain.

Saint-Just avait tort et Robespierre aussi. Ils ont réalisé des choses grandioses, ils n'ont pas su réaliser la Révolution et pousser la Contre-Révolution dans ses retranchements et cela leur coûta la vie. Le « Père Duchesne » avait raison et en le faisant arrêter et condamner à mort, Robespierre franchissait le mur qui séparait la Révolution de la Contre-Révolution, il allait être lui-même sa propre victime.

Qui donc aujourd'hui contesterait la sincérité et le désintéressement des héros communs de 1871, qui, durant près de trois mois se défendirent courageusement contre les armées — supérieures en nombre et en force — des Versaillais ? Les chefs de ce beau mouvement agissaient-ils révolutionnairement en faisant garder les banques par des soldats et en refusant de s'emparer de cette richesse — toujours mal acquise — alors que le peuple affamé se mourait devant les coffres-forts de la bourgeoisie ? Ne sont-ils pas responsables dans une certaine mesure de la répression terrible de Thiers, qui se vengea de la terreur éprouvée par la bourgeoisie, en faisant massacrer des dizaines de milliers de révoltés ?

« Les gens qui font des révolutions à demi ne parviennent qu'à se creuser un tombeau ». Il faut méditer ces paroles et s'en inspirer à chaque moment dans la lutte que nous menons contre l'organisation féroce des Sociétés capitalistes ; et puisque nous avons les enseignements et les expériences du passé pour nous guider, puisque ceux qui nous ont précédés sont morts pour que nous sachions, apprenons à nous conduire pour ne pas commettre les erreurs qui furent les causes déterminantes de leurs échecs.

Une demi-révolution est une demi-victoire et une demi-défaite. Le monde ne sera régénéré que lorsque la victoire sera complète, et tous ceux qui s'arrêtent en route peuvent être considérés comme faisant inconsciemment le jeu de la Contre-Révolution.

Reclus nous a enseigné que le communisme ne s'instaurera qu'à la suite d'une série d'évolutions et de révolutions qui se répéteront inévitablement, jusqu'au jour où la Société transformée de fond en comble ne conservera plus aucune trace de la barbarie des sociétés à bases capitalistes. Or, l'histoire nous apprend que jamais les mouvements de révolte ne furent provoqués par les dirigeants du peuple et que tout gouvernement, ayant la charge de veiller à ce que l'ordre soit maintenu à l'intérieur de la Nation, est par essence conservateur et par force contre-révolutionnaire.

Jules Lemaitre, dans une de ses œuvres intitulée : « Les Rois », nous présente un monarque à tendances socialistes, qui veut le bien de son peuple, travaille à lui apporter le bonheur et qui est conduit par la force des événements à faire fusiller ses sujets sous les fenêtres mêmes de son palais.

Le Roi de Jules Lemaitre n'avait pas saisi l'incompatibilité qui existe entre le principe de liberté d'où doit jaillir le bien-être universel et le principe d'Autorité, qui donne naissance à tous les abus, à tous les travers, à toutes les iniquités dont peut se rendre coupable une société. Le Roi de Jules Lemaitre, malgré ses sentiments et son désir de bien faire, ne pouvait être un révolutionnaire, mais un contre-révolutionnaire, parce que, attaché de par ses fonctions à maintenir dans sa forme un état de chose arbitraire, il était condamné à prendre

position en faveur des forts au détriment des faibles. Tout Gouvernement à des époques indéterminées de sa vie se trouve dans la même position.

La Révolution n'aura accompli son œuvre, que lorsque tout Gouvernement, c'est-à-dire l'organisme autoritaire sous lequel il faut se courber, que ce soit au nom d'une majorité ou d'une minorité, deviendra une inutilité sociale, et le rôle du révolutionnaire ne peut donc pas être de soutenir un gouvernement mais de chercher à en amoindrir les effets nocifs.

Il est impossible de concevoir que dans une société qui se divise en classes et où la richesse existe à côté de la misère, un Etat ou un Gouvernement puisse se réclamer de la Révolution. Que les intentions des hommes qui sont à la tête de cet Etat soient louables, ce n'est pas ce qui importe ; ce qu'il faut regarder c'est si les actes de ces gouvernants ne s'opposent pas à la marche en avant de la Révolution.

Lorsqu'en 1923, l'Allemagne traversait une terrible crise économique et que le prolétariat était presque acculé à la famine, on demanda à un socialiste français ce qu'il ferait s'il avait la direction de l'Etat allemand, et il répondit par le vieux précepte latin « *Primum vivere, deinde philosophari* ». Le prolétariat, classe opprimée dans tous les pays, parce qu'il n'y a pas encore de pays d'où l'exploitation de l'homme par l'homme ait disparu, n'a pas d'autres possibilités pour vivre que d'exproprier les richesses sociales détenues en partie ou en totalité par le capitalisme et il n'appartient à personne de déterminer ou d'arrêter l'heure de la révolte.

Le peuple est révolutionnaire, non seulement par instinct, mais aussi parce qu'il souffre et qu'il arrive fatalement un moment où, las de servir de machine à exploiter, il se dresse contre ses maîtres et arrache violemment ce que ceux-ci ne veulent pas donner de bon gré, et en ces jours de révolte féconde tout ce qui ne se trouve pas du côté de l'affamé se place du côté de l'opprimeur.

Qu'importe la couleur, le titre, l'étiquette dont on se pare ; on est pour ou contre la révolte ; on est révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Il n'y a pas de milieu, en période révolutionnaire ; on ne peut pas vouloir un peu, il faut vouloir beaucoup ; la Révolution ne peut se mesurer à l'aune, comme une pièce de drap. Pour sortir victorieuse de la bataille il faut qu'elle efface à jamais toutes les erreurs du passé, sans quoi il faut la poursuivre et la continuer sur le terrain économique et non sur le terrain inculte de la politique.

La Contre-Révolution ? Ce sont tous ceux qui veulent arracher le flambeau des mains du peuple afin de conduire la classe ouvrière, comme un troupeau de moutons, vers des destinées inconnues ; ce sont tous les démagogues qui cherchent à se tailler des lauriers dans le sang des sacrifiés ; mais ce sont aussi tous les pacifistes bélants, les sentimentaux et les humanitaires à fleur de peau ; les philosophes pour classe pauvre qui critiquent la violence et prêchent la passivité, et qui ne veulent pas comprendre que la violence organisée est la seule arme que possède le pauvre pour se défendre contre l'insolence et la violence des riches.

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, la Révolution est en marche et la Contre-Révolution sera écrasée. Certes, cela coûtera encore bien des larmes et bien du sang ; ce ne sont cependant pas les révolutionnaires qui peuvent en être rendus responsables ; ce sont ceux, au contraire, qui ne veulent rien faire pour que le monde change et qui rendent la tâche plus ardue.

« Quand on s'empiffre, alors qu'il y en a qui crèvent de faim ; lorsqu'on va bien vêtu, quand il y en a qui sont couverts de loques ; lorsqu'on a du superflu, quand il y en a qui, toute leur vie, ont manqué de tout,

on est responsable des iniquités sociales puisqu'on en profite. » (Jean Grave : *L'Anarchie*, son but, ses moyens, p. 158.)

Marchons de l'avant. Nous avons raison puisque nous voulons le bonheur de l'Humanité et que tout ce qui nous entoure nous engage à joindre nos efforts pour prendre possession de ce qui nous appartient. La Contre-Révolution sera vaincue un jour, cela ne peut pas être autrement, et si nous ne profitons pas nous-mêmes des bienfaits de la Révolution, sachons au moins lutter en pensant que nous revivrons dans nos enfants et laissons leur un héritage plus grand que celui qui nous fut légué par nos ancêtres.

La semaille est jetée, les petits, les nôtres feront la récolte. — J. CHAZOFF.

CONTROLE OUVRIER (LE). n. m. Le contrôle ouvrier (ou plus exactement contrôle syndical de la production), est une action permanente menée par la classe ouvrière, sur le lieu même du travail, pour permettre à celle-ci de se rendre compte, aussi exactement que possible, du fonctionnement intérieur et détaillé des entreprises industrielles et commerciales ou des Exploitations de l'Etat, pour en tirer le meilleur profit en faveur de l'action multiple du prolétariat.

Par le Contrôle exercé par ses divers organismes, la classe ouvrière peut pénétrer les secrets des fabrications, connaître les moyens d'approvisionnement en matières premières, le coût de ces matières, le prix de revient, l'évaluation des frais généraux, le prix de vente, les bénéfices approximatifs, les formes de l'écoulement du produit fini, la valeur du salaire qui peut être revendiqué, etc...

Les organes du Contrôle sont les sentinelles avancées du prolétariat dans la forteresse capitaliste. Leur puissance doit s'intensifier chaque jour et la poussée qu'ils exercent doit être telle que les œuvres de défense bourgeoise soient attaquées sans cesse plus fortement, plus intelligemment, plus objectivement, afin d'accentuer le recul des forces du capital et l'avance tenace, méthodique et permanente des forces ouvrières.

Ces divers organismes d'action, de pénétration, sont en fait, les embryons des sociétés anonymes ouvrières gérées par les Syndicats, qui remplaceront les Sociétés anonymes capitalistes, gérées par les Conseils d'administration actuels.

L'idée du Contrôle ouvrier de la production est déjà ancienne. Elle prit naissance en Allemagne. On en trouve trace dans une proposition que *Bebel* fit en 1877, au Reichstag, pour demander la création des *Chambres industrielles*, dont le rôle eût consisté à *garantir les intérêts de l'industriel et du travailleur, à transmettre aux autorités des compte rendus et des propositions*. Ces organismes, sans contact direct avec les usines, devaient être formés en parties égales de patrons et d'ouvriers. C'était déjà l'idée qui fut reprise un peu partout, pendant la guerre de 1914-1918, par les démocrates de tous les pays. C'est celle que tendent à réaliser les patrons démocrates avec le concours des Syndicats réformistes par la collaboration de classe constante dans tous les domaines.

Ce projet fut complété en 1885-86 par *Auer* qui lui conserva son caractère paritaire. Il se borna à adjoindre aux Chambres du Travail (*Arbeitskammern*) qu'il voulait voir fonctionner dans chaque localité importante, des Bureaux du travail (*Arbeitsämter*) dans les districts de 200 à 400.000 habitants et, à la tête de cette hiérarchie sociale, un Bureau d'Empire du Travail (*Reichsarbeitsamt*).

La Commission plénière du Reichstag repoussa le projet qui ne fut même pas discuté par l'Assemblée. On voit que par sa constitution, il ressemblait déjà

beaucoup à cette institution du Traité de Versailles, titre XIII : le *Bureau International du Travail*.

L'étude du projet marqua un fort temps d'arrêt. Ce n'est qu'après l'abolition des lois d'exceptions bismarckiennes que le problème redevint actuel, lorsque l'ouvrier comprit enfin les liens étroits qui l'unissaient à la production, vers 1890.

De nombreux projets furent déposés de 1890 à 1914, après que l'édit impérial de 1891 eut vaguement promis que « pour favoriser la paix sociale, entre patrons et ouvriers, on examinerait les moyens de faire collaborer des représentants investis de la confiance des ouvriers au règlement des questions communes ». Cette promesse fut l'objet d'un amendement au code industriel (*Gewerbeordnungsnovelle* 1891), qui obligeait les patrons à afficher dans leurs usines un règlement de travail (*Arbeitsordnung*) et qui prévoyait la création de *Comités ouvriers permanents*, chargés d'en surveiller l'application.

Toutefois, les pouvoirs de ces Comités ouvriers étaient en fait, très limités. Ils n'étaient d'ailleurs *pas obligatoires*. La loi de 1891 faisait de ces Conseils des *organes facultatifs*, qu'elle se garda bien de reconnaître comme la *représentation accréditée du prolétariat dans l'usine*.

Malgré tout, l'idée fit son chemin. Les Comités se multiplièrent rapidement, malgré la mauvaise volonté du patronat et l'opposition du gouvernement. En 1891, en application du programme d'*Erfurt*, un nouveau projet social-démocrate fut déposé. Les syndicats chrétiens, fondés en 1894, prirent, eux aussi, position. Leur porte-parole, le député du centre *Hilze*, demanda qu'à côté des Chambres patronales de commerce, d'industrie et d'agriculture, des Chambres ouvrières de même nature fussent créées. Il proposa en outre que les Comités d'ouvriers constitués en 1891 fussent déclarés *obligatoires*. A plusieurs reprises, en 1895 et 1898, il renouvela son intervention, mais sans succès. Puis les social-démocrates reprirent la bataille. En 1898-99, *Pachnieke* et *Rosicke* demandèrent à nouveau la création d'un Bureau d'Empire du Travail.

Les nationaux-libéraux eux-mêmes, protecteurs attitrés de la grande industrie, qui sentaient tout ce que portait en puissance cette institution des Comités ouvriers, cherchèrent à canaliser, par voie de légalisation appropriée, la force qui se dégageait et devenait chaque jour plus menaçante en raison du caractère de lutte sociale qu'ils voyaient déjà se dessiner.

Leur chef, *Bassermann*, soutint un projet qui étendait la compétence des tribunaux industriels (*Gewerbegerichte*) et qui leur rattachait les Chambres du Travail, où seraient admis les délégués des ouvriers.

La loi prussienne sur l'industrie minière, du 14 juillet 1905, bien qu'elle les maintint dans un rôle restreint, *décréta que les Comités d'ouvriers seraient obligatoires*. Les délégués à ces Comités étaient élus dans toutes les entreprises comptant au moins 100 membres, *afin de formuler les revendications, de surveiller l'application des règlements du travail, et le fonctionnement des institutions de prévoyance*. Ils nommaient des délégués spéciaux (*Sie erheilmiauner*) également élus par les ouvriers, qui étaient chargés de l'inspection régulière de la mine. Il en fut d'ailleurs de même en France, pour ces délégués.

En 1905, les syndicats libres socialistes, décidèrent d'élargir le débat.

Les Comités formés dans les mines et les autres industries n'avaient que des attributions limitées. Tout un ensemble de questions générales du travail leur échappait par trop.

Les forces s'éparpillaient au lieu de se concentrer.

Les Comités, sans liaison entre eux, devenaient

esclaves de l'esprit local qui les divisait et risquait de les opposer les uns aux autres.

C'est alors que les syndicats reprirent à leur compte les anciens plans de la social démocratie et voulurent confier à des Chambres syndicales la *représentation légale de la classe ouvrière* et le soin d'ordonner et de centraliser les problèmes du travail.

Mais ils modifièrent radicalement les projets d'autrefois, en abandonnant au Congrès de Cologne (1905) le *principe des Chambres mixtes*. Sur la proposition d'*Otto Hue*, ils décidèrent de réclamer des *représentations purement ouvrières*, analogues aux Chambres de commerce patronales.

Les syndicats et le parti social-démocrate soutinrent ce projet pendant trois années. En 1908, le gouvernement d'Empire se résolut à élaborer un projet qui était loin de donner satisfaction aux ouvriers. Ce projet erra de commission en commission, tour à tour amendé et rejeté par le gouvernement et les partis. Il fut définitivement abandonné en 1911. Aucun effort ne fut tenté pour le réaliser jusqu'en 1914, au moment du déclenchement de la guerre.

Les seules représentations légales qui existaient à ce moment étaient les Comités prévus par le code industriel de 1891 et la loi minière de 1895.

En somme, les industriels avaient, avec le concours du gouvernement, habilement détourné de leur but les Conseils d'Entreprises dont ils sentaient déjà toute l'importance.

Non seulement ils rejetèrent ainsi les *Comités exclusivement ouvriers*, mais ils refusèrent de laisser former les *Comités paritaires* qui leur apparaissaient comme une étape à laquelle ne s'arrêteraient pas longtemps les ouvriers allemands.

En raison de la durée de la guerre, pour obtenir un rendement intensif et se concilier les bonnes grâces des états-majors ouvriers, dont la puissance devenait considérable, le gouvernement impérial, sous la pression de la social-démocratie, jugea indispensable de donner au prolétariat de l'industrie, des satisfactions plus précises.

C'est ainsi, lorsque le gouvernement mobilisa toute la main d'œuvre civile, qu'il unit à ses exigences, des concessions qui furent, cette fois-ci, bien accueillies par les syndicats.

La loi du 5 décembre 1916 institua en effet les *Comités ouvriers obligatoires* dans toute entreprise comptant plus de cinquante personnes. Les employés obtinrent une représentation analogue (*Angestelltenausschüsse*). Les attributions conférées par le code de 1891 furent élargies et étendues, notamment à la réglementation des salaires.

La guerre persistant, le gouvernement, toujours conseillé par les social-démocrates, décida de calmer les inquiétudes des travailleurs en élargissant la loi de 1916, c'était en 1917. En 1918, la grande grève des métallurgistes de Berlin obligea le gouvernement à hâter le dépôt du projet qui fut soumis au Reichstag le 4 mai 1918 par le *Comte Hertling*. La déception fut grande. En effet, étaient exclus de ce projet : les ouvriers agricoles, les ouvriers et employés d'Etat. En fait, on avait compartimenté les ouvriers pour les dresser les uns contre les autres.

La Commission du Reichstag amenda ce projet qui ne fut pas voté. La révolution survenant le rendit inutile.

La période des tâtonnements ouvriers, des essais de constitution d'organismes paritaires en vue d'assurer la collaboration permanente des classes était terminée en Allemagne.

Telle est l'origine des Comités d'ouvriers et des Conseils d'usine. En France, en 1916-18, des Comités

analogues ont fonctionné sous la direction d'Albert Thomas.

Des centres, tels que Bourges, Decazeville, Saint-Etienne, Paris, secoururent la tutelle qui leur était imposée. De grands mouvements eurent lieu à cette époque chez les métallurgistes en vue d'appliquer le vrai contrôle ouvrier. Ils allèrent, comme à Decazeville, jusqu'à la prise des instruments de production (mines, hauts fourneaux, laminoirs) qui permirent aux ouvriers de se rendre compte de leur aptitude à organiser et à gérer la production.

L'idée des Conseils ouvriers fera son chemin en dépit de toutes les déviations qu'elle pourra encore subir. En Italie, lors de la prise des usines de Milan et de Turin, les Conseils d'usine et les Comités d'ateliers firent un grand pas. Si ce mouvement n'avait pas été trahi, il n'est pas douteux qu'en 1921, il eût permis à nos camarades italiens, sinon de triompher, du moins de faire une expérience du plus haut intérêt.

En Russie, les Conseils d'ouvriers jouèrent un rôle de premier plan. Ils furent l'âme de la révolution de novembre 1917. Malheureusement, dans ce pays où le syndicalisme n'existait pas, pour ainsi dire, ils furent, de même que les syndicats, constitués par le gouvernement, bientôt asservis par ce dernier.

Les scandales auxquels les élections des délégués donnèrent lieu furent innombrables et inimaginables. Le gouvernement n'acceptait les résultats de ces élections qu'autant que ses candidats étaient élus. S'il en était autrement, il annulait purement et simplement les élections, jusqu'à ce qu'il ait satisfaction. Il n'hésitait d'ailleurs pas à déporter ou emprisonner les délégués élus qui ne souscrivaient pas à sa politique de parti.

Aujourd'hui, en Russie, les Comités ouvriers, les Conseils d'usines sont devenus, comme les syndicats, des organes du Pouvoir nouveau. C'est toujours le système de la collaboration et le contrôle ouvrier ne s'exerce pas pour la seule défense des droits des travailleurs.

En Allemagne, les Conseils d'usine ont pris quelque ampleur nouvelle lors de l'occupation de la Ruhr. Les Conseils d'usine de Rhénanie, de Westphalie, notamment, jouèrent un rôle important aux conférences d'Essen et de Francfort, sous la direction du Parti Comité directeur du Parti communiste allemand et de l'Exécutif de l'Internationale Communiste et de l'I.S.R.

La conférence de Chemnitz, après l'échec de l'essai de prise du pouvoir de Saxe, marqua le point culminant de leur action qui prit fin après les tragiques événements de Hambourg et la disparition des gouvernements partiellement ouvriers de Saxe et de Thuringe.

Il faudrait pouvoir étudier complètement toute l'histoire des Conseils d'usine et du Contrôle ouvrier en Allemagne pour arriver à donner l'idée exacte du contrôle ouvrier. Les Räte ou Conseils d'usines ont joué un rôle essentiel au cours de la Révolution de 1918. Les Spartakistes, soutenus par Daümig et Richard Müller avaient lancé le mot d'ordre suivant : *Tout le pouvoir aux Räte*. Haase et quelques indépendants cherchèrent une formule de transaction et déclarèrent qu'il ne fallait point poser le dilemme : ou bien « *Ratsystem* » ou bien *système parlementaire* mais, au contraire, chercher à concilier les deux systèmes.

C'est ainsi que le *Wollzugsrat* ou organe central des Conseils d'usines se vit enlever ses pouvoirs législatifs et exécutifs qui furent confiés au Conseil des six commissaires du Peuple : Ebert, Scheidemann, Landsberg (socialistes majoritaires), Haase, Dittmann et Barth (socialistes indépendants).

Un Comité central fut nommé (*Zentrabrat*). Il eut autorité sur tous les Conseils d'usines d'Allemagne,

mais, en fait, il n'était guère efficace qu'à Berlin où il surveillait les Commissaires du Peuple.

Aussitôt la réunion de Weimar qui vota la nouvelle constitution, en février 1919, Scheidemann, président du Conseil et Legien déclarèrent les Conseils d'usine *superflus*. Ils étaient — et on le conçoit — un obstacle à l'exercice du pouvoir de l'Etat et devaient disparaître. Des luttes violentes eurent lieu, et en février 1918, à la suite de la grève de Berlin, le gouvernement dut céder. Il fut décidé que les Conseils d'usines auraient existence légale. Cette existence fut confirmée en avril 1918 lorsque Munich était aux mains des Conseils.

C'est alors qu'on commença à discuter sur ce que serait le *contrôle ouvrier de la production*.

Tandis que Haase louvoyait, Daümig et Muller déclaraient que les Conseils d'usines devraient avoir la *maîtrise économique complète, contrôler la production, étudier la socialisation de l'industrie*.

Wisel, social-démocrate, s'opposa à cette conception. Il voulait revenir à la collaboration des ouvriers et des patrons et établir le Bureau et le Conseil du Travail que les social-démocrates réclamaient déjà avant la guerre, tout en limitant le rôle des Conseils à une besogne secondaire.

Les syndicalistes comprirent qu'ils avaient été dupés par les politiciens et au Congrès de Nuremberg (4 juillet 1919), ils rédigèrent un code du travail qui déclarait : *D'accord avec les syndicats, les Conseils d'entreprise réaliseront la démocratie dans l'usine. Le fondement de cette démocratie est le contrat collectif de travail sanctionné juridiquement et ayant force de loi*.

Le Conseil d'entreprise réglait, d'accord avec le patron, l'hygiène, l'assurance, l'emploi des femmes, des enfants, des apprentis, la durée du travail, les salaires, le travail à la tâche, les congés, solutionnait les conflits. Cette résolution de Nuremberg ne fut pas acceptée par l'Assemblée nationale, du moins entièrement. Elle donna naissance à l'article 34, puis 165 de la Constitution définitive qui constituait le Conseil économique d'Empire et instituait obligatoirement les Conseils d'entreprises, les Conseils de districts et le Conseil d'Empire.

C'était un compromis entre l'économie rationnelle (?) de Wissel et les projets des syndicats. Le statut réel de ces organismes n'est pas encore complètement fixé et on ne sait encore quel sera le rôle politique et le caractère économique des Conseils d'Entreprises, pas plus qu'on ne conçoit exactement et de quelle façon s'exercera leur *action de contrôle*. La loi du 4 février qui sanctionne l'existence des Conseils d'Entreprises fixe bien leur statut, mais elle a été tellement remaniée qu'il est, en fait, impossible de déterminer la valeur exacte, *politique et économique*, de cette institution.

Ce qu'on peut dire, c'est que les Conseils d'Entreprises se sont vus retirer tous les pouvoirs qui faisaient leur force en 1918 et que, comme en Russie, ils ne sont plus que des rouages étatiques, à part quelques-uns qui essaient de réagir sous l'action des syndicalistes anarchistes et des communistes.

Leur réveil, en 1923, fut de courte durée et ils semblent se stabiliser sur le plan démocratique.

En France, l'idée n'a fait que peu de chemin, en dépit de la propagande faite et des projets établis depuis 1920. Les tentatives d'établissement du Contrôle ouvrier, au sens propre du mot ont réellement échoué en présence d'un patronat fortement organisé qui n'a pu être entamé nulle part en raison des divisions ouvrières.

Quelles que soient les difficultés à vaincre, quelque indifférence qu'éprouve encore pour le Contrôle ouvrier un prolétariat qui ne le comprend pas, n'en saisit ni la portée exacte, ni la valeur réelle, il faut cependant réaliser entièrement cette revendication, la plus com-

plète du prolétariat, puisqu'elle va de l'éducation du producteur jusqu'à la gestion des Entreprises.

Il faut d'abord tenter d'en fixer le caractère actuel, d'en déterminer les formes, d'en indiquer les moyens, en formuler les buts et constituer les organismes qui en assureront le fonctionnement.

C'est ce que je vais tenter de faire pour permettre d'œuvrer immédiatement.

ORGANISATION PRATIQUE ET IMMÉDIATE DU CONTRÔLE OUVRIER. — Pour prévoir par quelles modalités le « *Contrôle Ouvrier* » peut être institué dans les entreprises, il convient, au préalable, de fixer d'une part le but général du contrôle et, d'autre part, les objectifs immédiats à atteindre.

Il découle des directives du Mouvement Syndical que le contrôle ouvrier doit aboutir à la gestion des entreprises par les travailleurs.

Dans l'atelier, l'organe de contrôle doit donc permettre de constituer la cellule primaire de la nouvelle organisation de la production.

En conséquence, ce contrôle sera établi de façon à permettre aux travailleurs ouvriers, employés, techniciens, de prendre en mains le cas échéant, la gestion de la production.

Mais, dans ce but, une condition préalable est à remplir, c'est d'assurer l'éducation des travailleurs pour les mettre à même de faire face à cette tâche. Le contrôle devra donc, en premier lieu, être constitué pour permettre à la classe des travailleurs de faire son éducation de « gestionnaire ».

Le but général du contrôle est double : 1°) Eduquer les salariés, et l'ouvrier en particulier, dans le but de leur faire connaître les rouages de la production ;

2°) Permettre aux travailleurs de prendre en mains, en connaissance de cause, la gestion de la production, quand les circonstances le permettront.

Quels sont, d'autre part, les *objectifs immédiats* à atteindre par le contrôle ouvrier ?

Ces objectifs doivent tendre à intéresser l'ouvrier au Contrôle, en lui faisant éprouver un intérêt à revendiquer cette institution. Son fonctionnement, par conséquent, permettra de poursuivre en connaissance de cause la réalisation des revendications des travailleurs. Ses avantages résident dans le contrôle par le travailleur, de *l'emploi de son travail* à tous les points de vue. L'installation du Contrôle permettra, non seulement de revendiquer un salaire normal, mais encore d'acquérir la capacité de gestion.

Ces conditions générales étant fixées, il faut :

1°) Déterminer la nature des organes du contrôle ouvrier ;

2° Etablir leur constitution ;

3° Fixer leurs attributions ;

4° Préciser la coordination des divers organes de contrôle entre eux ;

5° Examiner leurs liens avec l'organisation syndicale d'une part, avec le patronat d'autre part.

1° ORGANES DU CONTRÔLE OUVRIER. — Pour être efficace, tant au point de vue éducatif que pour les buts finaux à atteindre, le contrôle ouvrier doit être institué dans chaque cellule de la production. Par conséquent, chaque atelier doit être « contrôlé », ce qui oblige à créer un organe de contrôle dans chaque service de l'atelier : service technique et service administratif.

Ce contrôle doit-il être institué par atelier constitué ou par fabrication ?

Il semble plus rationnel, tant au point de vue de la facilité du contrôle que de l'efficacité de l'éducation pratique des ouvriers, d'établir le contrôle par fabrication.

Prenons comme exemple l'atelier mécanique d'une

usine de constructions de matériel électrique comprenant : forge, fonderie, atelier mécanique, bobinage, ajustage, montage, peinture.

La question pratique qui se pose est de savoir si, dans chaque atelier, le contrôle s'effectuera globalement pour l'ensemble des fabrications confiées à cet atelier (travail des machines, pointage, comptabilité, prix de revient), chaque contrôleur d'atelier se mettant en liaison avec le contrôleur de l'atelier voisin, pour suivre la marche des diverses fabrications, ou bien si, au contraire, dans l'usine, le contrôle se fera par fabrication.

Par exemple, pour la fabrication de moteurs électriques, devra-t-on, dans l'atelier mécanique, organiser le contrôle en vue de suivre séparément le travail des pièces de chaque type de moteur confié à cet atelier, puis garder la liaison avec l'atelier d'où sortent ces pièces et avec l'atelier où elles vont après l'atelier mécanique, ou bien, devra-t-on faire suivre globalement par le contrôleur de l'acier mécanique, l'ensemble des fabrications de cet atelier : moteurs de types divers, etc... ?

La constitution des organes de contrôle sera différente suivant que l'on adoptera l'un ou l'autre de ces points de vue.

En effet, dans le cas du contrôle général s'appliquant à toutes les fabrications de l'atelier, l'ouvrier qui en sera chargé devra suivre toutes les opérations dans l'atelier : techniques et administratives. Dans les ateliers importants, il lui sera extrêmement difficile, n'étant pas au courant des directives données par le Directeur de l'usine, de démêler l'organisation du travail. De plus, son temps sera extrêmement absorbé par ce contrôle ; il doublera à la fois le contremaître et le pointeur. Cette situation entraînera la nécessité d'obtenir du patronat l'acceptation de distraire un ouvrier de son travail à *titre permanent*. Il n'est pas besoin d'insister sur les difficultés de toutes sortes que pourrait entraîner une pareille revendication.

Au contraire, si le contrôle est fait *par fabrication*, il peut être institué, par atelier, plusieurs contrôleurs qui, *tout en effectuant leur travail*, pourront suivre la marche des opérations d'un atelier à l'autre, en liaison avec les contrôleurs de la même fabrication dans les ateliers voisins.

Il suffira que les contrôleurs aient connaissance de la distribution du travail dans l'atelier, c'est-à-dire qu'ils soient aidés par les employés chargés de la comptabilité de l'atelier.

Et c'est ici qu'apparaît toute la valeur économique du contrôle *par fabrication*. Ce contrôle permettra facilement de connaître le prix de revient de la fabrication, clef de la forteresse patronale.

Possesseurs du prix de revient, les travailleurs auront en mains les données du problème des prix. Ils sauront exactement de quelle façon leur travail est « exploité », ils connaîtront également dans quelles mesures leurs salaires peuvent être modifiés. Enfin, ils pourront asseoir leur instruction économique et acquérir la notion de « possibilité » qui, parfois, leur fait défaut.

2° CONSTITUTION DES ORGANES DE CONTRÔLE. — Dans ces conditions, les organes de contrôle seront constitués par un certain nombre de contrôleurs choisis dans chaque atelier et affectés à une fabrication donnée ou, plus exactement, à l'exécution d'une « commande ».

Les contrôleurs des divers ateliers affectés à la même fabrication se réuniront pour confronter leurs renseignements.

En conséquence, on peut envisager dans chaque entreprise, la création de l'organisme de contrôle de la façon suivante :

a) Un Comité général du contrôle, composé de 4 à 16

membres, suivant l'importance de l'entreprise, désignés par le Syndicat sur une liste élue par l'Assemblée des ouvriers, des employés et techniciens de l'entreprise.

b) Un certain nombre de contrôleurs, désignés par le Comité général, par atelier, pour chaque fabrication ou pour des contrôles spéciaux.

c) Des commissions de détermination des prix de revient, constituées par commande par la réunion des contrôleurs de fabrication de cette commande.

d) Des commissions de « contrôles spéciaux », constituées par des contrôleurs spéciaux (embauchage, débauchage, hygiène, conflit).

e) Des délégués d'atelier nommés par les ouvriers, employés et techniciens des ateliers, délégués effectuant la liaison entre les travailleurs et le Comité général dans l'intervalle des Assemblées générales des Travailleurs de l'Entreprise.

3° ATTRIBUTION DES ORGANES DE CONTRÔLE. — a) *Assemblée générale des Travailleurs de l'Entreprise.* — Cette Assemblée aura pour attribution de désigner les travailleurs parmi lesquels le Syndicat choisira les membres du Comité général du contrôle.

Elle pourra révoquer ces membres dans des conditions à déterminer.

b) *Assemblée des travailleurs par atelier.* — Elle aura pour mission de nommer le ou les délégués d'atelier chargés d'effectuer la liaison entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général.

c) *Comité général.* — Il aura tous pouvoirs pour organiser le contrôle, notamment pour nommer les contrôleurs, leur fixer leurs attributions, leur donner toutes les instructions, assurer la liaison et la coordination de leurs fonctions.

Ces attributions seraient à préciser dans le détail, une fois le cadre général du présent projet accepté.

La Commission technique locale pourra établir un projet d'attributions détaillé pour chaque sorte d'industrie.

Le Comité général assurera la liaison avec le Syndicat pour toutes les questions syndicales et d'organisation générale. A cet effet, il sera, dans l'entreprise, le représentant du Syndicat.

d) *Contrôleurs.* — Ces contrôleurs n'auront qu'une besogne technique fixée par le Comité général. Ils recueilleront les renseignements relatifs à l'organisation du travail, des fabrications, à la comptabilité (prix de revient), matières premières, main-d'œuvre, frais généraux.

Une étude détaillée de ces fonctions pour les divers services des usines et entreprises devrait être faite par la Commission locale d'études, à l'effet d'aboutir à un *règlement général applicable aux usines ou entreprises.*

e) *Commissions de contrôleurs. (Prix de revient).* — Le nombre des Commissions et leurs attributions seront fixés par le Comité général. Une instruction générale serait à établir, après étude par la Commission, montrant quel serait le rôle de coordination de ces Commissions, dans un but technique, administratif et économique.

Ces Commissions doivent jouer, vis-à-vis du Comité général (étant lui-même la direction « en puissance » de l'entreprise), le rôle des divers services actuels des entreprises, par rapport à la direction générale.

Dans chaque cas particulier, ces Commissions devront donc être constituées en vue de pouvoir assurer, le cas échéant, la direction des services de l'entreprise ; c'est dans ce but qu'elles doivent connaître exactement, par les contrôleurs qui les composent, la situation technique et économique de chaque fabrication.

Leur tâche principale sera de déterminer le prix de revient de fabrication, sinon dans le détail, tout au

moins dans ses éléments principaux : quantité de travail, quantité de matières.

f) *Commissions spéciales.* — Seul, le Comité général peut, dans chaque cas, déterminer le nombre et les attributions de Commissions, composées de contrôleurs nommés par lui. En principe, ces Commissions auront pour attributions : l'embauchage, le débauchage et les conflits.

Il y a lieu d'examiner s'il ne serait pas préférable de choisir les membres de ces Commissions parmi les délégués d'atelier, le choix étant fait par le Comité général.

g) *Délégués d'atelier.* — Le délégué d'atelier aura pour mission la liaison entre les travailleurs de l'atelier et le Comité général, pour toutes les questions concernant l'atelier.

L'Assemblée des délégués sera, en outre, chargée de contrôler le Comité général.

Le délégué d'atelier a donc un rôle limité strictement à la liaison avec les travailleurs et au contrôle de l'activité du Comité général, des Commissions de contrôleurs.

4° COORDINATION DES ORGANES DE CONTRÔLE. — Les divers organes de contrôle, dont les attributions ont été énumérées ci-dessus, doivent se pénétrer qu'ils constituent la « Direction en puissance » de l'entreprise.

Ils devront, dans leurs rapports, s'inspirer des méthodes de coordination et de liaison des divers services des usines.

Les Comités généraux des entreprises auront donc besoin d'étudier ces méthodes en détail. A cet effet, des conférences leur seront faites dans les centres industriels, par les techniciens qualifiés.

La liaison des organes s'établira automatiquement, par suite de la nécessité de collecter les renseignements puisés par les divers contrôleurs. En outre, des réunions plénières entre les Commissions et le Comité général, permettront de dégager l'ensemble de l'organisation et du fonctionnement de l'entreprise.

5° LIAISON AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LE PATRONAT

Il a été spécifié que le Comité général sera, dans l'entreprise, le délégué du Syndicat. Cette fonction pourra d'autant mieux s'établir que les membres du Comité général seront choisis par le Syndicat.

Le Syndicat fixera donc la politique générale que doit suivre le Comité.

Dans le cadre actuel, le Comité sera donc dans l'entreprise l'organe d'exécution des décisions du Syndicat ; dans le cadre futur, il sera l'organe d'exécution des décisions de la D. G. E. N. (Direction générale de l'Economie nationale).

En ce qui concerne la liaison avec le patronat, elle sera assurée, pour les questions spéciales à l'entreprise, par le Comité général et, pour toutes les questions intéressant un ensemble d'entreprises, par les organismes syndicaux, *discutant toujours de puissance à puissance.*

Cette discrimination des attributions sera à faire par la C. G. T., en vue de l'établissement du règlement général du contrôle.

CONCLUSION. — Sur le papier, cette organisation peut paraître complexe. En pratique, elle sera très simple.

Dans une entreprise comptant 500 ouvriers, par exemple, le Comité général pourrait comprendre 5 membres.

Dès sa nomination, il s'enquerrait par l'intermédiaire des employés ou des techniciens syndiqués, des commandes en exécution.

Dans chaque atelier, il désignerait un employé et un ouvrier de l'atelier, chargés de suivre dans cet atelier l'exécution de chaque commande, c'est-à-dire qu'il ferait noter le nombre total d'heures de travail affectées à la commande, le nombre de pièces venant d'un autre atelier et les matières premières employées, ainsi que le nombre et la nature des pièces allant à l'atelier suivant. A chaque fin de journée, ces renseignements peuvent

être pris sur les livres des pointeurs, dans l'atelier même.

Les contrôleurs de chaque fabrication des divers ateliers se réuniraient périodiquement, désigneraient un secrétaire collectionnant ces renseignements, pour obtenir le prix de revient approximatif. Ce travail exigera peu de temps. Il pourrait être effectué sans difficulté par un ouvrier intelligent, à qui des instructions précises seront données.

L'institution du contrôle permettra de former rapidement des cadres ouvriers, connaissant le fonctionnement administratif de l'entreprise.

Le gros effort à faire est d'assurer l'éducation des Comités généraux, une fois nommés. *A cet effet, des tournées de conférences seront instituées pour commenter le règlement à établir.*

Enfin, on remarquera qu'il n'est pas question, dans cette organisation du contrôle ouvrier, de réclamer actuellement une part de gestion au bénéfice du Syndicat.

Outre que cette part de gestion ne pourrait pas être obtenue du patronat, ce qui vouerait à l'échec le succès de la revendication et en désintéresserait les ouvriers, cette revendication serait le prétexte du refus du contrôle.

En se bornant à la constitution des organes de contrôle, *ce qui peut être réalisé en dehors de tout accord passé avec le patronat*, on peut exercer pratiquement et effectivement le contrôle de la production *indépendamment du patronat*.

En cas de résistance patronale — ce qui ne peut manquer de se produire — il y aura, sur ces bases, une belle propagande à organiser.

Ce projet fut exposé au Congrès Confédéral de Lille, en juillet 1921, par le Comité Central des Syndicalistes révolutionnaires français. Bien qu'il ait fait l'objet d'une propagande active, il n'a pas encore été compris et moins encore appliqué.

Tel apparaît être le cadre dans lequel les ouvriers devraient s'efforcer d'agir avec méthode et persévérance dans le domaine immédiat.

L'organisation du Contrôle ouvrier qui, par le succès de la Révolution, deviendrait celle du *Contrôle de la production* serait, on le conçoit, sensiblement différente. Il ne s'agit plus, en effet, *de surveiller, de comprendre la gestion capitaliste*, mais, pour la classe ouvrière, *de gérer elle-même*.

Il serait sans doute prétentieux dans les circonstances actuelles, d'en tracer le schéma détaillé. Toutefois, il n'est nullement impossible d'en envisager les bases générales. Il est même nécessaire que cela soit fait, si on ne veut pas laisser au hasard le soin de faire cette besogne et peut-être, hélas ! risquer de compromettre le succès par des improvisations hâtives et désordonnées.

Dès maintenant, la première besogne à accomplir consiste à faire comprendre la valeur exacte du Contrôle, à constituer et à faire agir les organismes de ce Contrôle, qui seront, je le répète, *les embryons du Contrôle de la production*.

Si toute cette préparation morale et matérielle s'effectue normalement, la classe ouvrière sera à pied d'œuvre pour assumer les responsabilités de la gestion avec succès, le moment venu.

Tout de suite, disons que le Contrôle de la production devra s'exercer sous le contrôle des syndicats. Pourquoi ? parce que seuls les syndicats, force organisée de la Révolution, pourraient, sans déviation, pousser l'activité humaine vers les fins souhaitées. Si ce contrôle leur échappait, ce serait faciliter les entreprises que la contre-révolution ne manquera pas de tenter. Vouloir donner, comme en Allemagne et en Russie, tout le pouvoir aux Conseils d'Usines comprenant une très forte proportion d'inorganisés susceptibles de faire dévier la

Révolution de sa ligne droite, c'est courir une grave aventure, risquer un gros péril.

Si, en Russie, il y eut accaparement des Conseils d'Usines par le gouvernement, c'est précisément parce que les syndicats étaient ou inexistants ou placés dans la main du gouvernement.

Et puis, lorsqu'il y a plusieurs usines de la même industrie dans une même localité, il doit y avoir coordination dans la production, l'approvisionnement, l'écoulement des produits. Tout cela ne peut être réglé que par le Syndicat d'industrie, centre de coordination des Conseils d'Usines.

Est-ce à dire qu'il faille écarter des Conseils d'Usines les inorganisés, les sans-parti ? Non. Au contraire, la participation des inorganisés à ces Conseils leur fera comprendre la nécessité du groupement, elle en fera des propagandistes de premier ordre pour les syndicats.

J'ai dit, au cours de cet exposé que les Conseils ouvriers devraient remplacer les Conseils d'administration capitalistes actuels. Il faut donc concevoir une organisation qui permette d'atteindre ce but, sans laquelle toute gestion est impossible.

Pour cela, il est nécessaire de prévoir une organisation technique et une forme de gestion capables de jouer le rôle des Conseils capitalistes sur ce plan nouveau.

Il semble bien que l'organisation technique doive trouver sa base dans l'atelier et que l'organisme de gestion doive être composé des militants les plus aptes à assurer ce rôle, quelle que soit leur spécialité.

Donc, l'administration de l'usine doit reposer sur deux groupements essentiels : les *Comités d'Ateliers* qui forment le Conseil technique et les *Conseils d'Usines* plus spécifiquement chargés de l'organisation générale de l'usine : approvisionnement, production, échange, sous la direction d'un *Conseil de gestion* restreint formé des représentants des Comités d'ateliers et des Conseils d'usines, fonctionnant lui-même suivant les décisions et sous le Contrôle du syndicat d'industrie et de l'Union locale.

Une telle organisation, dont il n'est pas nécessaire de fixer le rôle dans le détail, assurera à l'ordre nouveau un maximum de souplesse et d'efficacité d'action *toujours contrôlé*, ce qui est indispensable pour qu'on ne s'écarte à aucun moment de la doctrine révolutionnaire pour que les conquêtes du prolétariat soient constantes.

En dehors de ces lignes générales, il est bon de laisser l'initiative particulière s'exercer. C'est de l'expérience cumulée que surgira la meilleure forme du *Contrôle de la production*, l'organisation la plus efficace du travail.

Le Contrôle devra pourtant être rapidement constitué, *si on veut réduire au minimum le temps d'arrêt de la production et des échanges, facteur essentiel du succès de la Révolution*.

En somme, le *Contrôle ouvrier aujourd'hui, celui de la production demain*, sont les grands problèmes qui doivent être examinés et solutionnés rapidement si le prolétariat veut être en mesure d'assurer lui-même, hors de tous les partis et de leurs gouvernements, le salut des travailleurs.

Insister davantage sur le caractère des efforts à accomplir, m'apparaît inutile. — Pierre BESNARD.

CONTROVERSE. n. f. Discussion d'un sujet sur lequel on ne se trouve pas d'accord. La controverse se fait généralement en public et le sujet débattu est ordinairement d'ordre politique ou social. Lorsqu'elle est courtoise, la controverse est utile parce qu'elle oppose arguments à arguments et idées à idées ; mais quand la passion et le fanatisme s'en mêlent, la controverse n'est plus une source de lumière mais d'obscurité.

La controverse sincère est une bonne arme de propa-

gande, car elle permet à l'auditoire de se faire une opinion sur une question qui l'intéresse, à la condition cependant que le débat se poursuive en bon ordre et sans dévier.

CONVENTION. n. f. Accord entre deux ou plusieurs personnes, entre diverses organisations sociales, commerciales ou politiques, ou encore entre deux ou plusieurs Etats.

Une convention est un traité verbal ou écrit que chaque partie s'engage évidemment à respecter. La Grande-Bretagne durant la guerre de 1914, en vertu d'une convention avec la France, s'engagea à enrôler dans ses armées les sujets français résidant en Angleterre ou de les expulser de son territoire.

C'est en vertu d'une convention internationale acceptée par tous les pays du monde que l'or sert d'étalon en matière d'échanges commerciaux et de transactions financières.

CONVICTION. n. f. Certitude de la véracité d'un fait, d'un principe, d'une idée. Les convictions ne reposent pas toujours sur des preuves contrôlables et c'est ce qui explique les convictions batardes ou erronées de bon nombre d'individus. Les convictions religieuses, par exemple, sont étayées sur la foi et sur la croyance et non sur la raison ; cela n'empêche pas les fidèles sincères, d'avoir la conviction que Dieu existe et que nous lui devons une obéissance absolue et sans contrôle. Il leur serait pourtant difficile et même impossible d'apporter une preuve quelconque à l'appui de leurs convictions.

Une conviction sincère est toujours respectable quelle qu'elle soit ; il faut néanmoins combattre et chercher à détruire celles qui sont dangereuses pour la liberté individuelle et collective, car elles sont une source d'erreurs et de préjugés nuisibles à l'évolution et à la civilisation.

Les Anarchistes sont convaincus que l'ordre économique bourgeois est une entrave à la paix sociale et au bonheur du genre humain et que seul le communisme libertaire peut régénérer le monde ; c'est pourquoi ils défendent leurs convictions avec chaleur, espérant les faire partager par le plus grand nombre possible d'individus qui, venant grossir les rangs des exploités conscients de leur force, travailleront à la transformation sociale.

CONVOITISE. n. f. La convoitise est le penchant qui incite à désirer ce que l'on n'a pas et qui appartient à autrui. Ce terme est presque toujours employé péjorativement et pourtant il est des convoitises raisonnables, sensées et logiques.

S'il est méprisable et parfois odieux de convoiter des richesses, des honneurs et des plaisirs, surtout lorsque ceux-ci ne peuvent être acquis qu'au détriment de son prochain, par contre il est tout à fait compréhensible que le peuple vivant dans la misère, face à la richesse de certains, convoite le bien-être de la bourgeoisie.

La convoitise est un défaut si elle dépasse certaines mesures, c'est-à-dire si elle conduit un individu à désirer plus que son voisin et à se procurer par des moyens indécents ou par des bassesses l'objet de sa convoitise ; elle est au contraire une qualité si elle détermine l'individu à lutter pour être placé sur le même rang et au même niveau que ses semblables afin de bénéficier avec eux de toutes les richesses sociales. C'est pour maintenir l'esclavage du peuple que de tous temps les lois civiles et religieuses ont interdit de convoiter le bien de son prochain ; heureusement que, petit à petit, la lumière se fait dans les cerveaux et du jour où l'homme saura sainement convoiter, la Révolution, en abolissant tous les privilèges, fera disparaître la convoitise.

COOPERATION. n. f. Auprès des révolutionnaires, et même des anarchistes, l'idée de la coopération n'a pas joui de la faveur ni attiré l'attention à laquelle elle a cependant droit par ses origines, qui la rattachent directement aux doctrines socialistes et anarchistes, par son importance pratique en tant que facteur économique actuel ; par les possibilités d'avenir et de reconstruction sociale qu'elle offre.

Cette défiance provient surtout de la prédominance de la mentalité bourgeoise dans les associations coopératives, et du peu d'idéalisme social qui s'y manifeste, faisant place à des préoccupations mercantiles, à l'égoïsme des adhérents et encore plus des dirigeants.

La coopération n'a pas su éviter l'adaptation au milieu. On en pourrait dire autant du syndicalisme, des partis politiques et même révolutionnaires. Issue du monde ouvrier, elle a dévié du but que lui assignaient ses protagonistes. Comme dit Ch. Gide, dans son livre *les Sociétés Coopératives de Consommation*, page 24 : « Le système coopératif n'est pas sorti du cerveau d'un savant ou d'un réformateur, mais des entrailles même du peuple ». Vérité incontestable. Mais le peuple n'a pas su conserver la direction de ce mouvement, qui lui offre pourtant de magnifiques possibilités pour la lutte présente et pour les fondations de la société de demain.

Le dédain dans lequel les militants tiennent la coopération proviennent aussi d'une différence essentielle de mentalité : les nécessités de la lutte sociale exigent des tempéraments ardents, dévoués, plus ou moins risquerout ; l'organisation d'une coopérative, de quelque forme qu'elle soit, demande d'autres qualités, dont la première est la pondération et la seconde la souplesse.

Les coopératives ont également absorbé, retiré de la lutte, fait des petits bourgeois de bons militants. Reproche justifié, mais qui peut s'appliquer tout aussi bien au milieu social qui se charge d'abattre la combativité des camarades.

La coopération, malgré ses imperfections, ses défauts, ses déviations, n'en reste pas moins une forme d'association ayant son importance, et surtout offrant une base solide à toute idée de reconstruction sociale. Quand le souffle révolutionnaire, pénétrant là comme ailleurs l'aura débarrassée des éléments malsains qu'elle traîne, elle se présentera comme une forme d'organisation souple et pratique capable d'assurer la production, la circulation et la répartition des produits, tout en laissant la liberté aux membres. Les coopératistes les plus neutres au point de vue social, les Gide, Gaumont, etc., ont dû reconnaître à maintes occasions, l'idéal libertaire qui présidait à la coopération.

La coopération, c'est le régime de la libre association se substituant au régime de la concurrence ou du monopole, base de la société bourgeoise. Des consommateurs ou des producteurs, pour conquérir à la fois le bien-être et l'indépendance économique, s'associent et administrent leurs affaires en dehors de toute tutelle étatique ou capitaliste, n'est-ce pas là, théoriquement tout au moins, le fondement même de la reconstruction sociale du point de vue anarchiste ?

Les protagonistes de la coopération sont les pères spirituels des différentes doctrines sociales. Citons De L'Ange, Lyonnais, qui, pendant la révolution de 89, tenta maints essais ; Fourier, avec son familistère, ou coopérative intégrale de production et de consommation confondues ; Owen, qui inspira les pionniers de Rochdale ; Saint-Simon, avec son coopératisme mystique et religieux, qui dévia avec le positivisme des adeptes d'Auguste Comte ; Buchez, autre mystique coopérateur ; Proudhon, qui lança l'idée et tenta la réalisation de la coopérative de crédit « La banque du peuple » et préconisa les différentes formes de la coopération ; Louis Blanc, avec son coopératisme aidé et contrôlé par l'Etat ;

Raiffaisen et Schulze Delitsch qui, en Allemagne, créèrent le mouvement coopératif de crédit.

Le premier socialisme fut tout imprégné de cette idée de la coopération. Mais la résistance ouverte ou déguisée de la bourgeoisie, et l'inexpérience des fondateurs, furent les causes de nombreux échecs. Les événements politiques et révolutionnaires détournèrent ce courant et l'amènèrent, soit vers la politique, soit vers la préparation d'une révolution. La coopération continua son chemin, mais avec des éléments bourgeoisants.

La coopération de consommation s'est beaucoup développée : les sociétés, éparpillées dans tous les pays, se chiffrent par dizaines de milliers, les adhérents par millions, et les affaires par milliards.

Les coopératives de production exigeant des capitaux, de la compétence, une clientèle et surtout une plus haute moralité, ont eu plus de peine à progresser, et leur développement se fait lentement. S'écarter trop de la cause du peuple, donnant trop l'apparence d'un moyen de débrouillage pour quelques-uns plutôt que d'une forme nouvelle de la production, ce qui serait pourtant leur force et leur valeur, elles n'ont pas su créer un mouvement populaire puissant.

Sous une forme atténuée, et plus réalisable actuellement, la coopération de production a eu plus de succès sous les modalités de coopératives de main-d'œuvre, appelées différemment suivant les pays : commandites en France ; ghildes en Allemagne, Autriche ou Angleterre ; braccianti en Italie ; artels en Russie, etc...

Cette forme nouvelle de la coopération a peut-être pour elle l'avenir. Elle évite les difficultés de l'association remplaçant le patronat et sujette à prendre les vices de la société bourgeoise, en procurant des privilèges à ses membres au détriment du bien-être général. Elle cadre mieux avec l'idée d'un régime social où des associations autonomes de production, s'administrant à leur guise, auraient pour fonction de satisfaire à tel besoin particulier de la communauté, sans pouvoir spéculer sur leur situation spéciale, ni créer un autre genre de propriété. Harmonisant leurs efforts avec ceux des organes de répartition (coopératives de consommation, logement, instruction, art, etc.), et fondues dans la commune libertaire, la commune de l'avenir, elles peuvent former la base économique de la société de demain, organisme assez souple pour évoluer rapidement et pacifiquement vers le communisme intégral, suivant l'évolution des mentalités ; en tous cas système pratique de reconstruction sociale applicable le jour même de l'expropriation de la bourgeoisie par une révolution triomphante.

La coopération agricole fait aussi beaucoup de progrès. Malheureusement, ce ne sont guère que les petits propriétaires qui l'utilisent, la masse des prolétaires paysans restant en général trop dispersée. De nombreux syndicats agricoles ont été créés et prospèrent. On leur doit surtout la hausse des denrées agricoles. Mais ce principe d'association pour la culture, de la coopérative de village, est plein de promesses pour l'avenir. C'est la forme toute trouvée du travail agricole. Il suffira d'y amener les prolétaires des champs et les petits cultivateurs. L'idée a d'ailleurs pénétré les campagnes. Nos militants n'auront qu'à la développer.

Une autre forme de la coopération est celle du crédit, tant préconisée jadis par Proudhon, très développée aujourd'hui en Allemagne, Suisse, et l'Europe centrale ; fonctionnant en France sous le nom de caisses rurales. Jouissant de la faveur et du soutien pécuniaire des Etats, cette modalité de la coopération a surtout favorisé la petite propriété agricole, la petite industrie, le petit commerce. Elle est peu intéressante à notre point de vue.

Il y a aussi des coopératives de construction (Angle-

terre, Amérique, etc...), mais ce sont plutôt des associations de petits propriétaires ou aspirant à l'être, et le sujet d'exploitations éhontées.

En résumé, un fort courant vers la coopération se développe dans toutes les parties du monde. La coopération s'avère une nouvelle forme sociale se substituant au régime capitaliste, et plus conforme aux besoins et à la mentalité modernes.

S'en désintéresser est une erreur. Ne pas voir les possibilités qu'elle présente est une faute.

Dans le mouvement coopératif, les anarchistes ont une large tâche à accomplir : combattre les politiciens, arrivistes et centralistes ; inculquer l'idéal libertaire et faire entrevoir aux adhérents que la société dont ils font partie, s'ils veulent lui garder son indépendance et son idéal, peut-être une des pierres de la fondation de l'édifice social de demain. — Georges BASTIEN.

COOPERATISME. n. m. Tout mouvement qui se développe finit par trouver sa théorie, sa base doctrinale. Quoique née spontanément, de mobiles divers, et s'affiliant plus ou moins directement au fouriérisme, à l'owenisme, au saint-simonisme, et autres doctrines du début de la période socialiste, la coopération a fini par trouver ses théoriciens qui ont naturellement établi les bases d'une organisation sociale idéale sur les coopératives existantes, se développant graduellement, et envahissant progressivement tout le champ social.

Le mouvement coopératif de production agricole, composé surtout de petits propriétaires, n'a guère d'idéal social, cela se conçoit, pas plus que celui des caisses de crédit coopératives.

Longtemps, les coopératives de production se réclament d'un idéal de transformation sociale, mais leur petit nombre et leur peu d'influence ne leur a guère permis de sortir des considérations générales, et de tracer un programme positif d'ensemble.

Du mouvement coopératif de consommation devait sortir la doctrine la plus complète et la plus ambitieuse.

Les ouvrages de Charles Gide et surtout la *République coopérative* d'E. Poisson, ont donné corps à cette doctrine coopératiste, et, à de peu nombreuses exceptions près, sont aujourd'hui acceptées par le mouvement coopératiste en général.

Ainsi compris, le coopératisme est du plus pur réformisme ; mais, si l'on peut dire, du réformisme d'action directe, et non étatiste ; c'est la substitution pacifique des organismes coopératifs au régime économique bourgeois.

Le coopératisme vise tout d'abord à l'abolition du profit commercial, qui reste aux coopératives, est réparti en partie aux coopérateurs, et l'autre partie sert à constituer un capital social collectif.

Par ce capital social collectif, le coopératisme agrandira son rayon d'action, pénétrant partout et dans tous les domaines. Après avoir canalisé la consommation, il entreprendra les transports et ensuite la production jusqu'à ce qu'il soit devenu la seule organisation économique existante.

Le capital, réduit à la portion congrue d'un intérêt fixe d'abord, puis éliminé progressivement, grâce à l'accumulation des réserves collectives, deviendra inutile et disparaîtra.

Le coopératisme aura ainsi éliminé les sources du profit commercial et capitaliste au bénéfice des consommateurs, c'est-à-dire de tous. Une sorte de république coopérative (c'est le nom donné) sera instituée et les citoyens consommateurs associés régiront toute la vie sociale au moyen d'un système démocratique calqué sur le parlementarisme. Tous les producteurs deviendront les salariés de la collectivité, donc leurs

propres salariés, donc pas salariés, disent les théoriciens du coopératisme.

Nous savons trop apprécier les méfaits d'un régime démocratique et centraliste pour ne pas dénoncer la phraséologie et le danger d'une telle doctrine, qui n'est que du collectivisme déguisé, où l'Etat se fait appeler Fédération des coopératives ou tout autre nom. Nous savons que ces salariés de tout le monde resteront des prolétaires exploités, que la hiérarchie avec ses privilèges et ses injustices existera ; que le parasitisme social actuel n'aurait ainsi fait place qu'à une nouvelle caste de dirigeants soi-disant compétents, compétents surtout en la façon d'extorquer les votes des Assemblées.

Si la coopération n'a pas l'influence morale et la puissance transformatrice et émancipatrice qu'elle devrait avoir, elle le doit surtout à cet esprit de centralisme et de démocratie, marque de l'arrivisme qui l'a déjà en partie châtée de sa force idéaliste.

Un autre exemple, celui de l'Italie avec ses nombreuses, puissantes et actives sociétés coopératives de consommation, production et crédit, doit nous éclairer. La vague fasciste a tout balayé ! La violence des maîtres, en peu de mois, a détruit le résultat de longs et pénibles efforts d'organisation.

En réalité, le coopératisme porte en lui une saine notion d'organisation sociale meilleure, mais il doit se débarrasser des doctrines politiques et centralistes qui l'étouffent ; il doit surtout n'avoir confiance qu'en sa propre force autonome, faire l'appel le plus large aux initiatives locales en leur laissant l'intégrale liberté ; apprendre à ses membres à administrer eux-mêmes leurs affaires et non plus à déléguer le pouvoir à des représentants (toujours la même duperie). Le coopératisme doit aussi comprendre que la transformation graduelle et pacifique n'est point possible, et qu'il lui faudra un jour où l'autre se mettre avec les forces révolutionnaires ou sombrer.

Merveilleux champ d'expériences et école de self-administration, le coopératisme doit surtout tenter de devenir une force d'émancipation, mettant les moyens matériels au service de la libération morale et intellectuelle.

L'homme n'est pas qu'un consommateur, il est aussi un producteur, un artiste, un savant, un amateur de toutes les sensations vitales. Vouloir faire prédominer un des côtés de la vie humaine sur les autres, c'est aboutir à une nouvelle tyrannie déguisée et un nouveau parasitisme. La vérité se trouvera dans une harmonie bien équilibrée des différentes sortes d'associations humaines : production, consommation, art, études, etc... — GEORGES BASTIEN.

COOPERATIVES (SOCIÉTÉS) DE CONSOMMATION.

n. f. Parmi les différentes formes de la coopération, celle dite de consommation a pris un énorme développement, une ampleur considérable qu'aucune attaque ni événement n'ont pu entraver. La guerre même, la révolution russe, loin d'être une cause de crise du mouvement coopératif de consommation, ont été des stimulants et ont contribué à une prodigieuse extension de ces coopératives.

Alors que la coopération de production piétine sur place ou progresse lentement, que la coopération de crédit ou agricole se restreint à la petite bourgeoisie, celle de consommation marche à pas de géant et conquiert rapidement tous les pays, pénétrant jusque dans les campagnes.

En 1925, l'on compte plus de vingt millions d'adhérents à ces coopératives et le chiffre d'affaires dépasse dix milliards de francs.

Les causes en sont assez simples à saisir.

Tout d'abord, le capital exigé est relativement faible. Avec un capital représentant la valeur de quinze jours de travail de ses membres, une coopérative de consommation peut subsister. Les compétences nécessaires sont également faibles : ordre, méthode, comptabilité, aptitudes commerciales d'ailleurs facilitées dès que la société prend de l'extension, les offres venant se présenter.

Chacun pouvant devenir coopérateur sans effort, le recrutement a été aisé, même dans les tout petits centres.

Mais le grand avantage de la coopérative de consommation est incontestablement d'avoir pris la place de l'intermédiaire, du commerçant. En effet, toute la charge que font peser les privilèges sur la population, peut se situer dans l'exploitation, le prélèvement qui prend cours depuis le moment où l'ouvrier produit la marchandise et celui où le consommateur en prend livraison. Tous les prélèvements capitalistes ou étatiques ont lieu entre ces deux moments. Les profits ainsi prélevés étant énormes, toute association de consommateurs se substituant au commerçant a la partie belle. On peut même plutôt s'étonner que les bénéfices réalisés par les consommateurs coopérateurs soient si peu élevés. C'est à un vice d'administration qu'ils le doivent.

Le but de la coopération de consommation est la suppression du bénéfice au profit commercial, et l'établissement du juste prix de vente, c'est-à-dire du prix exact de revient majoré des frais généraux et de transport. Tout prix supérieur à ce total laisse une marge appelée le profit commercial, que les coopératives de consommation veulent supprimer.

Suivant l'exemple et la théorie fournis par les pionniers de Rochdale, tisseurs, qui fondèrent en 1843 une coopérative de consommation, les coopératives vendent à un prix égal ou légèrement inférieur à celui du commerce, mais tous les ans ou tous les six mois, reversent aux coopérateurs le trop perçu, sous le nom de ristourne, boni et, après certains prélèvements pour des œuvres sociales, pour les réserves, amortissements, développements, etc...

Il y a une infinité de nuances sur l'emploi de ce trop-perçu. Certaines coopératives, plus véritablement dénommées ligues d'acheteurs, vendent au strict prix de revient, majoré des frais généraux. Mais elles ne progressent pas, n'ayant point de réserves, étant à la merci des crises économiques.

D'autres, comme en Belgique, soutiennent la politique d'un parti (la coopérative est alors la vache à lait des politiciens). D'autres, comme à Saint-Claude (Jura) laissent tout le trop-perçu pour des œuvres sociales, hygiéniques, éducatives, etc...

Cette question est très controversée, mais la majorité des sociétés distribuent aux coopérateurs une partie des trop-perçus, réservant une fraction pour le développement de la coopération ou pour certaines œuvres sociales.

La constitution de réserves promet aux coopératives de se libérer peu à peu du capital, de former ainsi un capital collectif, inaliénable, sorte de bien de main-morte, collective, mais active, qui leur permet d'envisager leur développement, de viser à la production dans des usines leur appartenant, de créer des œuvres d'intérêt général, bref tout un programme social.

Mais, il faut bien le dire, sauf quelques exceptions, les tentatives d'organiser la production ont donné peu de résultats, par suite de causes diverses, dont la plus importante est le maintien du salariat dans les usines coopératives.

Trop exclusives, les coopératives de consommation n'ont su ni voulu résoudre cet important problème du salariat, dans leur propre sein, et se sont heurtées à

des grèves de leur personnel, et à des luttes entre le coopératisme et le syndicalisme.

Les théoriciens de la coopérative de consommation ont voulu voir dans ce genre de coopération, la solution à tous les problèmes économiques. Mais l'expérience leur montre que le rôle actuel des coopératives de consommation ne va guère plus loin que celui de commerçant et de commanditaire et client régulier de la production. La coopération de consommation, impuissante à résoudre le problème du salariat, autrement que par des phrases creuses, se rendra compte que ses succès actuels sont dus à sa situation spéciale d'intermédiaire, mais qu'elle devra faire une place à côté d'elle et favoriser les autres modes de la coopération.

Sa valeur sociale au point de vue de l'avenir est plus contestable que celle des autres formes de la coopération, car les capacités commerciales qu'elle forgé sont appelées à disparaître dans une société bien organisée, surtout après une révolution sociale.

Néanmoins, telle qu'elle est, la coopérative de consommation est appelée à jouer un grand rôle, comme agent de répartition, de statistique, de coordination de la circulation et des échanges. Par ses fédérations nationales voire internationales, ses magasins de gros, elle peut devenir l'agent régulateur de toute la circulation économique.

Elle a appris aussi au consommateur ce que le syndicat enseigne au producteur : à tenter de ne plus être exploité, en dénonçant le vol manifeste appelé commerce.

Son influence sociale a déjà été énorme ; elle grandira encore à l'avenir. En s'attaquant aux néfastes intermédiaires, en proclamant la volonté des consommateurs de se défendre envers et contre tous, elle aura contribué considérablement à l'évolution sociale. Dans une société libertaire, son rôle légèrement transformé n'en sera pas moins bienfaisant et incontestable.

GEORGES BASTIEN.

COQUIN. Le mot Coquin est interprété de différente façon selon la personne à laquelle il s'applique ; parfois il sert à désigner un être sans scrupules, propre à toutes les besognes et d'une indécatesse notoire. « Ce fonctionnaire est un coquin, il profite de sa situation pour se livrer à des actes malhonnêtes. » D'autrefois il est une expression de mauvaise humeur ou de colère. « Mon coquin de fils n'est pas rentré à la maison cette nuit. » Enfin il est également employé dans un sens malicieux. « L'heureux coquin, toutes les femmes sont amoureuses de lui. » (Beaumarchais.)

Au féminin : *Coquine*. Ce mot désigne couramment une femme débauchée et intéressée.

CORAN. n. m. Plus exactement : *Korañ-lecture*. La lecture par excellence. Comme la Bible est le livre sacré des juifs et des chrétiens, le korañ est la lecture sacrée des musulmans.

Le korañ a été écrit, affirme Mahomet (mieux : Mohammed) par Dieu, qui chargea l'ange Gabriel de le révéler par fragments au prophète.

L'histoire de ce livre ne permet pas le silence sur l'histoire de son auteur, dont on a dit trop de mal et trop de bien.

Il est vrai que le korañ est loin d'avoir la valeur littéraire et surtout poétique des livres canoniques des religions de l'Extrême-Orient, ni même de la Bible ; tous livres d'ailleurs ayant eu des auteurs multiples. Mais, précisément pour cela, parce que son auteur est unique bien que souvent compilateur, on y relève moins de contradiction, plus d'unité, plus d'ordonnance, osons dire une meilleure administration parce que Mohammed fut un admirable administrateur.

Il fut, de tous les imposteurs religieux, le plus conscient et le plus intelligent. Tous les autres ont été leurs propres dupes, ils ont cru eux-mêmes à leur mission divine. Mohammed, au contraire, a froidement prémédité son œuvre. Il en est resté le maître et ne s'est jamais laissé saisir par elle. En cela il est unique.

De toute son entreprise, rien ne fut confié au hasard. Intelligent, instruit, doué d'un sens pratique rare chez un grand ambitieux, il se traça de bonne heure un programme qu'il suivit de point en point jusqu'à s'imposer une retraite de quinze années au bout desquelles il ne fit sa « rentrée » que se prétendant illettré.

Le korañ est un des articles de ce programme.

Mohammed est né à la Mecque en l'an 578 de notre ère, son nom, très répandu chez les Arabes, signifie *Mo Hamad*, c'est-à-dire : l'homme du pays de Hamad, car on se nomme Mohammed chez les Arabes comme on se nomme Lenormand, Poitevin, Dumaine ou Duménil chez les Français. Mais certains commentateurs préférèrent un autre sens très soutenable également : *loué, comblé de gloire*. Ils prêtent à son père des propos qui indiqueraient qu'il croyait au futur rôle de son enfant.

Mohammed était de famille princière, de la tribu des Coréïshites. Il est incontestablement descendant d'Ismaël, donc d'Abraham, le père des croyants.

Selon la légende arabe, quand Agar et Ismaël furent chassés de la tente paternelle, ils se réfugièrent à La Mecque où, quand il fut homme, Ismaël bâtit le premier temple à la gloire de l'Eternel, 993 ans avant la construction du temple de Jérusalem. Son nom : *Caraba*, signifie simplement *carré* et vient de la forme cubique.

Voici pour l'ascendance de Mohammed. Evidemment des légendes font concorder sa naissance avec de prodigieux phénomènes.

L'enfance du futur prophète fut dramatique : il perdit, à l'âge de deux mois, son père qui lui laissait en héritage cinq chameaux et une esclave éthiopienne. Sa mère l'éleva laborieusement et, quand il eût atteint sa sixième année, elle mourut au cours d'un voyage entre Médine et La Mecque. Il fut recueilli par son grand-père Abd-el-Motaleb, mais ce bon vieillard de cent douze ans mourut tôt après. C'est un oncle, frère utérin de son père, qui recueillit l'orphelin. Cet oncle, nommé Abou-Ta'leb, lui fit donner une solide instruction. Quand l'enfant eut treize ans il l'emmena avec lui dans ses voyages d'affaires en Syrie. La légende prétend qu'un moine de la région de Damas prophétisa que l'enfant était voué aux plus hautes destinées. Il est en tous cas vrai qu'au cours de ce voyage l'enfant avait eu l'occasion de prouver son sens précoce des affaires, sens qui allait se développer et s'affermir. Outre cela il devait hériter de droit de la charge de son père : préfet du temple de La Mecque.

A quatorze ans il combattit dans les rangs de sa tribu que favorisait la chance des armes.

Il devint bientôt l'homme de confiance chargé des affaires lointaines de Kadige, riche commerçante de sa tribu. Pendant le voyage qu'il fit en compagnie d'un serviteur enthousiaste et témoin prédisposé à l'admiration, les merveilles et les miracles adoucèrent le parcours. Au retour, Mohammed avait à peine vingt-cinq ans, Kadige, sa riche maîtresse, en avait quarante et l'absence du jeune affairiste lui ayant paru longue, elle comprit qu'elle l'aimait, le lui dit, lui offrit sa main que Mohammed accepta.

Nous aurions tort de tirer des conclusions sévères de cette différence d'âge, il est même très probable que Mohammed aima son épouse jusqu'à l'heure où elle mourut, vingt-cinq ans plus tard, car de son vivant il n'usa pas du droit d'épouser plusieurs autres fem-

mes, droit consacré par les lois et les usages des Arabes bien antérieurement à la fondation de l'Islam.

Mohammed avait son plan, il disposait maintenant d'une grande fortune pour le réaliser. Il se retira dans la solitude, le silence et la méditation durant quinze années. Il avait donc quarante ans, Kadige sa femme, en avait cinquante-cinq quand il se révéla prophète.

Il fut d'une extrême prudence et n'entreprit d'abord que les conversions dont il était sûr : son premier disciple fut son adoratrice naturelle Kadige, puis son cousin Ali, fils d'Abou-Taleb qu'il avait à son tour recueilli pendant une famine, puis ses autres proches parents.

Il commença prudemment par raconter une vision où l'ange Gabriel lui serait apparu en lui donnant un message divin à lire. Mais Mohammed avait renié son instruction, il avait embrassé la profession d'illettré et en cela consistait le miracle : cet illettré lisait les messages de Dieu !

Voici le premier verset divin dont l'ange Gabriel lui ordonna la lecture (Koran) :

Lis, au nom du Dieu créateur

Il forma l'homme en réunissant les sexes.

Il apprit à l'homme à se servir de la plume ;

Lis, au nom du Dieu adorable,

Il mit dans son âme le rayon de la science.

Et pendant vingt-trois ans le prophète reçut les messages de Dieu par l'ange Gabriel, ils forment cent quatorze chapitres.

Les versets que Mohammed avait lus dans ses extases il les dictait à ses secrétaires qui les inscrivait sur des feuilles de palmier, sur des peaux et des omoplates de moutons.

Ce trésor divin était enfermé pêle-mêle dans un coffre et les versets étaient fidèlement appris par cœur par les disciples de Mohammed.

C'est seulement après la mort du prophète qu'Abou-beck, disciple et beau-père de Mohammed qui, après la mort de Kadige, avait épousé de toutes jeunes filles, recueillit en un volume les précieuses révélations. Le classement en est naïf : les chapitres viennent par ordre de longueur ; les plus longs les premiers.

Le Koran prouve que Mohammed avait une solide connaissance de l'Ancien et du Nouveau testament (voir l'article Bible) qu'il cite dans certains passages et dont il s'approprie les termes dans d'autres.

Comme la religion de Moïse, la religion de Mohammed est théocratique. Aussi, le culte et le service de la patrie se confondent avec le culte et le service de Dieu, le chef de l'Eglise est obligatoirement le chef de l'Etat.

La doctrine koranique se nomme *Islam*. Selon le D^r Pridoux ce mot signifie *foi qui sauve*, selon Savary *consécration à Dieu*. On pourrait trouver d'autres sens encore, car dans *islam* se trouve le radical *salam* qui signifie *paix*.

Les points essentiels de cette doctrine sont : monothéisme, humilité, prière, jeûne, aumônes, patriotisme, pèlerinage à La Mecque, fatalisme, prédestination, peines éternelles pour les réprouvés, paradis délicieux pour les élus.

L'enfer des Musulmans est simplement calqué sur celui des judéo-chrétiens-catholiques ; mais leur paradis est infiniment plus séduisant, à en juger par ces quelques extraits :

Chapitre II intitulé : LA VACHE, verset 23. — *Ils habiteront des jardins où coulent des fleuves. Lorsqu'ils goûteront des fruits qui y croissent, ils diront : voilà les fruits dont nous nous sommes nourris sur la terre ; mais ils n'en auront que l'apparence. Là ils trouveront des femmes purifiées. Ce séjour sera leur demeure éternelle.*

Les anciens auteurs arabes, les « pères de l'église » des

musulmans et, parmi eux, Gelaeddin El Hassan, nous apprennent ce qu'il faut entendre par *femmes purifiées* : qui ne seront point sujettes aux taches naturelles, vierges, à l'œil noir, stériles, exemptes de tous besoins sauf de celui d'aimer.

Chapitre LV. LES MISÉRICORDIEUX. — *Ceux qui craignent le jugement posséderont deux jardins...*

Dans chacun d'eux jailliront deux fontaines...

Les fruits divers croîtront en abondance...

Les hôtes de ce séjour, couchés sur des lits de soie, enrichis d'or, jouiront, au gré de leurs désirs, de tous ces avantages...

Là seront de jeunes vierges au regard modeste, dont jamais homme ni génie n'a profané la beauté...

Ces vierges aux beaux yeux noirs seront renfermées dans des pavillons superbes...

Des tapis verts et des lits magnifiques...

Chapitre LVI. LE JUGEMENT. — *Ils seront servis par des enfants doués d'une jeunesse éternelle...*

Qui leur présenteront du vin exquis...

Sa vapeur ne leur montera point à la tête et n'obscurcira point leur raison...

Près d'eux seront les houris aux beaux yeux noirs. La blancheur de leur teint égale l'éclat des perles.

Leurs faveurs seront le prix de la vertu...

Leurs épouses resteront vierges...

Elles les aimeront et jouiront de la même jeunesse qu'eux...

Il est regrettable que l'auteur qui a fait preuve d'une grande psychologie en remplaçant la contemplation de l'Eternel par le joli paradis dont nous ne venons que de donner une toute petite idée, ait introduit dans son ouvrage les violences du coléreux Saint Paul. Quel dieu monstrueux que celui qui commet cet abominable crime :

Dieu a imprimé son sceau sur leurs cœurs et leurs oreilles, leurs yeux sont couverts d'un voile et ils sont destinés à la rigueur des supplices. (La Vache, II, 6.)

C'est ce dieu qui, vingt versets plus loin, ose poser cette question :

Pourquoi ne croyez-vous pas en Dieu ? (II, 26.)

Il est vrai que nous trouvons au IV^e chapitre, LES FEMMES, cette délicieuse contradiction :

Dieu est l'auteur du bien qui t'arrive. Le mal vient de toi.

Mais il serait enfantin de chicaner sur ces détails ; pour envisager le Koran du même point de vue que nous avons envisagé la Bible, il nous semble plus juste de procéder par comparaison. Nous pouvons donc considérer que la Bible, moins poétique que les livres de l'Extrême-Orient, a plus d'unité ; mais en gardant une grande valeur artistique, voire à cause de cette valeur, elle reste marquée du sceau de l'incohérence poétique. Quand nous passons de la lecture de la Bible à celle du Koran, nous sommes frappés de l'infériorité du style quoique encore fort joli, de l'infériorité poétique, bien que les versets du koran soient encore fort musicaux.

Mais quelle supériorité dans la solidité de l'ouvrage ! Nous avons, avant cela, lu les jolies élucubrations d'une foule de poètes, nous avons maintenant sous les yeux l'ouvrage positif d'un homme qui sait ce qu'il veut et où il va et qui possède le génie affairiste le plus puissant. — Raoul ODIN.

CORPORATION. n. f. La Corporation est, dit le dictionnaire, une association d'individus qui exercent une même profession.

La Corporation fut en effet cela pendant très longtemps, sans que le but variât. Aujourd'hui, ce qui en survit est tout différent, quoique l'esprit qui s'en dégage :

le *Corporatisme*, reste encore fortement attaché au passé.

Il faut cependant distinguer entre les corporations du Moyen-Age et les Syndicats professionnels d'aujourd'hui, comme il convient d'établir entre les corporations d'autrefois et celles qui sont chères à M. Georges Valois et à ses amis, partisans des *Etats Généraux*, de notables différences.

Les anciennes corporations prirent naissance en France vers l'an 1300. La première qui se constitua fut celle des *Marchands de Paris*. Elle se donna un chef, véritable puissance, qui était chargé de défendre les intérêts de la corporation des marchands. Ce chef prenait le nom de *Prévôt des marchands*. Le plus célèbre fut *Etienne Marcel*, dont la statue s'élève à Paris, à côté de l'Hôtel de Ville. Les marchands étaient en quelque sorte, les maîtres de la Cité et Etienne Marcel le vrai maire de Paris.

Il joua d'ailleurs un rôle extrêmement important aux *Etats Généraux* de 1355 et obligea la royauté à établir une Charte libérale qui marque dans l'histoire.

Les corporations restent toute puissantes pendant toute la période de 1355 à 1789. Jugées comme une entrave au progrès par la Constituante, elles furent définitivement supprimées en 1791, après que Turgot en eût lui-même ordonné la suspension quelques années plus tôt. Là s'arrête l'histoire des vieilles corporations.

Sous l'ancien régime, les corporations étaient des associations d'individus exerçant la même profession dans une même localité. Les membres étaient liés entre eux par des droits et des devoirs. L'entrée dans la corporation était difficile. En fait, bien qu'elle groupât tous les individus qui exerçaient un même métier : *apprentis, compagnons et maîtres*, seuls ces derniers dirigeaient la corporation.

Les maîtres formaient entre eux, la *maîtrise* qui gouvernait le métier. Ils avaient faculté de transmettre leurs pouvoirs à une *jurande*, sorte de Conseil de maîtrise qui avait charge de défendre les intérêts de la corporation.

On entraînait dans la Corporation par tradition, de père en fils, en qualité d'*apprenti*. On n'accédait au titre de *Compagnon* qu'après un stage de plusieurs années et avoir subi un certain nombre d'épreuves dont le compagnonnage, aujourd'hui presque disparu, avait conservé les coutumes peu intéressantes, pour ne pas dire plus.

Enfin et par exception, sauf par héritage ou mariage, le compagnon devenait *maître* après avoir accompli un *chef-d'œuvre*, c'est-à-dire après avoir prouvé ses capacités professionnelles en réalisant un travail professionnel délicat.

L'esprit des Corporations était nettement conservateur. Ce n'est qu'après de longs et patients efforts par exemple, que Jacquard réussit à faire comprendre l'utilité du métier à tisser et pourtant les corporations de cette époque (1820) étaient singulièrement plus évoluées que celles du moyen-âge.

La Corporation permettait aussi une exploitation sans limite des travailleurs : apprentis et compagnons. Lyon fut à différentes reprises, le théâtre de luttes terribles entre maîtres et compagnons.

En entrant dans une Corporation, l'individu s'engageait à ne jamais changer de métier. Il était rivé à son métier comme l'esclave à sa chaîne et il ne différait guère de ce dernier.

Si les corporations disparurent officiellement en 1791, leur esprit ne cessa pas de prédominer jusqu'en 1848.

Il fallut que le socialisme fit sa première apparition pour que se modifiassent un peu les aspects de ce mouvement particulier. Ce sont bien, en fait, de véritables corporations qui subsistent jusqu'à la naissance de la première Internationale.

Leur esprit ne continue pas moins à se manifester et

le mouvement syndical, lorsqu'il s'éveillera vers 1875 et s'affirmera déjà puissant sans être légal quoique toléré, en 1879, sera dominé, lui aussi, par l'esprit conservateur que lui léguèrent les corporations d'autrefois.

La législation du mouvement syndical en 1884, sa formation en syndicats de métier lui conservent son caractère jusqu'aux environs de 1896 et on peut dire qu'il ne s'évadera réellement de ce cadre exclusivement corporatif qu'avec l'apparition des Bourses du Travail en 1892.

C'est de 1902 à 1906, que le corporatisme et le syndicat professionnel limité à ce rôle subalterne, seront de plus en plus rejetés dans l'ombre pour faire place au syndicalisme social et de lutte de classe.

Néanmoins en dépit des efforts des militants, le vieil esprit des corporations subsiste encore de nos jours. La besogne à accomplir pour le détruire reste considérable.

En effet, de divers côtés, on cherche à faire revivre les corporations supprimées par la loi *Lechapelier*.

Tandis que M. Duguit veut créer un vaste système de fédéralisme professionnel qui doit trouver son aboutissant dans la constitution d'un *parlement professionnel* qui doit, selon M. Duguit être le « *contre-poids nécessaire* à l'action étatique du Parlement politique », MM. Georges Valois, Eugène Mathon et Latour du Pin, théoriciens ou praticiens du syndicalisme royaliste ou conservateur, veulent, à l'instar de Mussolini et de Rossoni en Italie, instituer des *corporations sociales et des corporations économiques* sur des bases qui ne sont pas très éloignées des corporations fascistes en Italie.

« Il faut, disait Mathon à une *réunion de notables* qui s'est tenue à Paris, le 18 octobre 1923, instituer une représentation des intérêts professionnels et créer sur cette base un organe consultatif qui éclairera les pouvoirs publics dans l'examen des problèmes techniques. De la sorte, les intérêts particuliers céderont le pas aux intérêts généraux. Mais la représentation des intérêts suppose une organisation de ces intérêts. Ils devront donc être coordonnés, et la pierre angulaire du système sera la *Corporation*.

Et M. Mathon, qui est, ne l'oublions pas, le Président du Comité Central de la Laine, définit ainsi qu'il suit le rôle et le caractère des *corporations*.

Dans celles-ci entreront — et *obligatoirement* — tous ceux qui ont des intérêts professionnels communs : la corporation de métier groupera donc à la fois : le *patron, le technicien et les ouvriers*. A sept siècles de distance c'est le vieil esprit qui revient.

Suivant ce magnat de l'industrie, la corporation revêtira deux aspects très nets : l'*aspect social et l'aspect économique*, c'est la particularité essentielle de sa thèse.

1° La *corporation sociale* sera caractérisée par une collaboration étroite entre les patrons et les ouvriers qui auront des délégués respectifs au *Conseil corporatif*. Elle étudiera les questions de salaire, de main-d'œuvre, d'apprentissage. Elle aura un patrimoine indivisible qui, appartenant à tous ses membres, les incitera à développer sa prospérité. Les conflits possibles entre patrons et ouvriers seront déferés à des juridictions corporatives. Tout patron dont le tort sera reconnu pourra être frappé d'interdit par la corporation qui assurera aux ouvriers la continuation du paiement de leurs salaires.

A l'inverse, un patron dont les ouvriers auront déclaré la grève sans motifs valables sera soutenu par la corporation, qui protégera son industrie, se préoccupera de ses commandes en cours, etc...

2° Autre sera le rôle de la *corporation économique* qui sera exclusivement dirigée par le patronat, car c'est lui qui possède les entreprises et assume la responsabilité de leur gestion.

En résumé, dit M. Mathon, *nous voulons faire revivre la corporation* et nous croyons que c'est-elle qui pourra résoudre à la fois les difficultés d'ordre économique sous la *direction exclusive des chefs* et les difficultés d'ordre social par la *collaboration des patrons et des ouvriers*.

La corporation économique nommera un « *Conseil économique* », qui s'occupera des intérêts généraux professionnels, veillera au respect de la discipline corporative. Ce Conseil pourra même légiférer au sein de la corporation. Il déterminera les conditions de la production, des prix de revient, etc... Il pourra imposer ses membres suivant un taux qu'il fixera.

Les pouvoirs de la corporation seront limités par ceux des autres corporations. Il y aura des corporations de consommateurs qui assureront une représentation de la famille. Cette pression du consommateur fera disparaître la spéculation illicite, les coalitions, etc...

Des *tribunaux intercorporatifs* jugeront les litiges éventuels entre corporations. L'Etat n'interviendra que le moins possible dans cette organisation. Il en sera seulement le tuteur, l'arbitre.

Et voici la caractéristique essentielle du système. Au-dessus de la *corporation locale* sera instituée une *corporation régionale* qui représentera les intérêts dont elle a la charge auprès des *Etats provinciaux*. Au-dessus encore, il est prévu une corporation nationale qui agira de même aux *Etats Généraux*.

Dans ces Etats, les grands problèmes économiques seront discutés par des gens compétents qui soumettront leurs projets aux pouvoirs publics, *ayant seuls qualité pour homologuer*.

D'autre part, l'Etat devra constituer un *Ministère de l'Economie Nationale*, organisé sur le plan même des corporations. Il déléguera un représentant au Conseil Economique de chaque corporation *et son chef sera permanent*.

Par là une impulsion efficace pourra être donnée à la production. *L'Etat pourra concéder à des corporations diverses certaines gestions qu'il assume mal*. Il arbitrera les conflits d'intérêts, sauf appel devant la *Cour suprême inamovible*.

Tel est l'habile système que préconisent le haut patronat conservateur et les théoriciens d'Action française.

Il n'est pas difficile de comprendre à quoi doit mener une résurrection des corporations envisagées sur ces bases nouvelles. C'est le renforcement de l'autorité et l'installation d'un dictateur qui, dans l'esprit des auteurs de ce plan, doit être un roi.

Quelle que soit le caractère et le titre de ce dictateur, ce qui importe c'est la menace que représente une telle conception qui a pour aboutissant la consécration définitive des privilèges du patronat de droit divin.

Aussi, a-t-on le droit de s'étonner lorsqu'on voit de bons camarades s'engager inconsidérément dans la voie de ce retour à la corporation par le développement intempestif de l'esprit corporatiste...

Le salut consiste dans une organisation aussi scientifique que possible du prolétariat sur les bases industrielles et tous les efforts doivent tendre à obtenir ce résultat au plus tôt, si l'on ne veut être finalement distancé par un adversaire redoutable et agissant.

C'est ce que nous examinerons lorsque nous analyserons le syndicalisme et sa structure. — Pierre BESNARD.

CORPORATISME. n. m. Esprit particulier qui découle de l'exercice d'une profession déterminée. Le Corporatisme devient souvent même chez certains individus évolués ou qui se prétendent tels, une sorte d'orgueil qui les fait considérer leur profession comme supérieure à toute autre et s'estimer eux-mêmes au-dessus des autres travailleurs.

Cet esprit est une survivance des vieilles corporations d'autrefois. De nos jours, nombreux sont encore les « *ouvriers qualifiés* », les « *compagnons* » qui s'imaginent être supérieurs socialement, intellectuellement, aux « *manœuvres* », aux « *ouvriers spécialisés* » et cela dans tous les pays.

Le corporatisme n'est autre chose, en somme, que « *l'esprit de corps* » ouvrier.

De même que l'esprit des corps militaires oppose les uns aux autres fantassins et cavaliers, l'esprit corporatiste oppose, dans les mêmes conditions, les ouvriers aux autres ouvriers.

Le Corporatisme, comme « *l'esprit de corps* » est savamment entretenu par les gouvernants et les patrons.

Dresser les travailleurs d'une profession contre ceux d'une autre, opposer dans une même profession, les prolétaires exerçant des *métiers* différents, compartimenter le métier en *spécialités* dont les éléments travailleurs se jalouseront, c'est la tactique préférée du patronat.

Il faut d'ailleurs reconnaître que, jusqu'à maintenant, elle a presque toujours réussi, en dépit de tous nos efforts pour faire comprendre aux ouvriers que, socialement, ils sont tous égaux, qu'ils sont *au même titre, chacun dans leur métier, dans leur profession, indispensables à l'exercice de la vie sociale*.

Faire comprendre à tous qu'il n'y a pas de profession privilégiée, que les intérêts généraux de tous les ouvriers sont *semblables*, voilà le grand but à atteindre, le premier que doit se donner comme objectif constant toute la propagande syndicale et sociale.

Le jour où l'électricien, le maçon, le dessinateur, le vidangeur, le cheminot, le métallurgiste, etc., auront compris cela, le corporatisme, dans ce qu'il a de mauvais, de nuisible, de conservateur, de rétrograde, de déformant, aura vécu. Ce jour-là *l'unité morale* du prolétariat sera réalisée. Et les barrières corporatives étant brisées, le patronat sera aussitôt, par voie de conséquence, privé de l'un de ses moyens de pression et d'action peut être le plus puissant, le plus efficace.

On peut donc dire que le *corporatisme* s'oppose, et fortement, à l'évolution sociale du mouvement ouvrier. Il est assez paradoxal d'ailleurs que des ouvriers, qui se déclarent eux-mêmes syndicalistes révolutionnaires, œuvrent en ce moment, et de toutes leurs forces, pour faire revivre le Corporatisme plus intensément que jamais.

Ils devraient s'apercevoir qu'en agissant ainsi, ils fournissent à nouveau au capitalisme une arme qu'avaient émoussée trente années de propagande intelligente et constante.

Le développement du corporatisme, de l'esprit égoïste qui se dégage de sa pratique est néfaste au-delà de tout ce qu'on peut imaginer.

C'est au nom des intérêts corporatistes qu'on défend, dans certaines professions, les fameux *us et coutumes* qui sont périmés depuis 50 ans, au lieu de chercher à en imposer de nouveaux, en rapport avec la vie actuelle. Cette action est nettement conservatrice et inconcevable.

C'est encore au nom des mêmes intérêts qu'on entreprend, sans coordination, sans liaison, sans consultation préalable, les actions les plus diverses, les plus contradictoires, presque toujours vouées à l'insuccès le plus complet.

Même quand elles réussissent, ces actions n'ont que peu de valeur. Elles ne permettent guère que d'obtenir des résultats partiels, qui exacerbent davantage les rapports entre travailleurs, pour le plus grand bénéfice des employeurs.

C'est de la pratique constante du corporatisme, de la

valeur donnée à tel ou tel métier, valeur reconnue et exaltée par les ouvriers qu'est passée dans les mœurs générales, la théorie, confirmée par le fait, de l'*inégalité sociale*, de l'utilité plus ou moins grande de telle ou telle profession et partant, de la *rétribution différenciée* des travailleurs exerçant ces professions. Le Corporatisme a donné naissance à un *catalogue social de la valeur de la force travail*, établi par les patrons et accepté comme tel par les ouvriers.

Toutes les grèves pour les augmentations de salaires, qui ont pour but de maintenir les principes de la *loi d'airain*, sans jamais solutionner cette insoluble question, sont le résultat du Corporatisme. La survivance du Corporatisme les a rendues inévitables et indispensables.

Alors qu'il s'agit de proclamer l'*égale utilité et l'équitable rétribution de toutes les fonctions sociales*, qu'il convient, dans la société actuelle, de poursuivre l'établissement d'un *minimum de salaire régional ou national pour toutes les professions*, les ouvriers, faisant inconsciemment le jeu des patrons, luttent pour des augmentations parcellaires, localisées qui les épuisent en efforts stériles et les obligent à des actions constantes dont le bénéfice va toujours aux mercantis, aux logeurs, aux propriétaires, etc..., qui ne manquent jamais, ceux-là, à chaque augmentation partielle des salaires, de faire subir à toutes choses une augmentation générale qui frappe, elle, l'ensemble des travailleurs. Et on continue, toujours ainsi, sans changement. On s'agit sans résultat, on perd temps et force dans ce *Don Quichottisme* au lieu de poursuivre efficacement et sérieusement des conquêtes solides qui assureraient matériellement et moralement une vie meilleure à tous les travailleurs, quelle que soit leur profession.

En dehors de ces arguments péremptoires, dont nul ne peut contester la valeur, il en est d'autres, non moins sérieux, qu'il convient d'examiner et de retenir.

N'est-il pas ridicule, en effet, qu'en notre époque de civilisation industrielle, où tout repose sur l'organisation pratique de l'industrie évoluant sur le plan régional, national et international, on parle encore de corporatisme ?...

Alors que, pour répondre à l'action intelligente des Cartels d'industrie, des Trusts nationaux, des Consortiums internationaux, le Syndicalisme devrait faire tous ses efforts pour modifier son organisation interne, adapter ses organes à leur rôle nouveau, créer ceux qui lui sont nécessaires et n'existent pas, on assiste à ce spectacle d'un mouvement « figé » dans le passé, dont l'action, la propagande conservent des formes désuètes.

Il faudra pourtant, s'il veut vaincre, que le travail s'organise sur le même plan que le Capitalisme.

Aux formations tantôt massives, tantôt alertes et vigoureuses du Capitalisme, le mouvement ouvrier doit opposer des forces organisées aussi scientifiquement.

Hors de là, par de succès possible. Le Corporatisme, survivance d'un passé vieillot, doit disparaître pour faire place à une conception plus saine, plus adéquate de nos forces.

Le Corporatisme, conservé par le pré-syndicalisme, ayant servi de gymnastique au syndicalisme bégayant de 1879-84, a fait plus que son temps. Qu'on l'enterre sans *De profundis*.

Il n'a qu'un bon côté, un seul : *Faire aimer à l'ouvrier son métier*. Il n'est pas difficile à ce travailleur de conserver cette vertu, de la développer en prévision des nécessités révolutionnaires de demain qui exigeront devant la *défection presque certaine d'une partie assez importante de techniciens*, des connaissances pratiques et techniques étendues, pour assurer le fonctionnement de l'appareil de la production dans toutes ses sphères.

Qu'on cultive celui-ci, mais qu'on abandonne sans plus tarder celui-là. C'est une nécessité impérieuse. — Pierre BESNARD.

CORRECTION (MAISONS DE) n. f. « Etablissements dans lesquels on place les enfants pervers, mauvais ayant ou non commis un délit — et ayant pour but la rééducation morale de l'enfance », telle est la définition bourgeoise et officielle de ces maisons.

En vérité, il y a loin de cette définition à la réalité et le but recherché n'est jamais atteint car, d'après les statistiques on peut se rendre compte que les 99 % des gosses qui ont séjourné dans les maisons de correction en sortent tout à fait dépravés.

On peut dire, sans s'exposer à être taxé d'exagération, que les maisons de correction sont les plus grands fournisseurs de contingents du bagne, des prisons, de Biribi et de la guillotine.

L'idée de ces établissements revient aux religieux et date de la révocation de l'Edit de Nantes (1685).

Lorsque, sous l'influence des Jésuites, Louis XIV enjoignit aux protestants de se convertir au catholicisme sous peine des galères et de « mort civile », les prêtres s'inquiétèrent tout de suite des enfants de ceux qui ne voudraient pas abjurer leur confession religieuse et une ordonnance royale les autorisa à se saisir des gosses des deux sexes pour « les rééduquer religieusement ». Les premiers temps on enlevait les enfants et on les plaçait dans les couvents pour en faire soit des moines, soit des religieuses. Mais certains de ces fils d'hérétiques ne voulurent point se plier docilement aux ordres de leurs nouveaux confesseurs ; aussi l'Eglise, par ordonnance royale du 19 mai 1692, fut autorisée à ouvrir des maisons de correction destinées à punir les enfants rebelles et à les ramener par tous les moyens dans la voie du salut.

Par la suite, les prêtres ouvrirent des maisons de filles repenties, destinées à recevoir les jeunes filles arrêtées pour s'être livrées à la débauche. Et puis, enfin, le cercle des maisons de correction fut élargi et l'on confia aux pères de l'Eglise la tâche de « corriger » les enfants coupables de délits ou de crimes et que leur jeune âge soustrayait à la justice ordinaire.

La révolution de 1789 abolit ces établissements, mais quand Louis XVIII monta sur le trône il rétablit, par une ordonnance datée du 27 janvier 1816, tous les édits royaux de Louis XIV et Louis XV. Mieux, même, il autorisa les bons pères à se saisir des enfants des républicains et de les « rééduquer religieusement ».

Louis-Philippe restreignit le pouvoir des prêtres et ne leur accorda plus que les enfants délictueux ou les filles se livrant à la débauche.

La révolution de 1848 abolit cela, mais Napoléon III rétablit ce privilège. Toutefois, il créa des maisons de correction dépendant directement de l'administration pénitentiaire, dans lesquelles les prêtres et les religieux faisaient office de gardiens. Puis en 1863, un décret plaça les maisons de correction religieuses sous le contrôle du président de la Cour d'appel du ressort.

Enfin, le 14 décembre 1905, à la suite de la loi sur la séparation des églises et de l'Etat, un décret d'administration publique plaça toutes les maisons de correction dans les mains de l'administration pénitentiaire.

Il y a actuellement treize maisons de correction en France.

Dix dites colonies d'éducation pénitentiaire pour les garçons : Aniane (Hérault) ; Auberives (Haute-Marne) ; Belle-Isle (Morbihan) ; Les Douaires (Eure) ; Eysses (Lot-et-Garonne) ; Sacuny (à Brignais, Rhône) ; Saint-Hilaire (Vienne) ; Saint-Maurice (Loir-et-Cher) ; Le Val d'Yèvre (Cher) ; Gaillon et trois colonies de préservation pour jeunes filles : Cadillac (Gironde) ; Clermont (Oise) et Doullens (Somme).

Les maisons de *Clermont* pour les filles et de *Gaillon* et *Eysses* pour les garçons, ont un règlement plus rigide, car elles sont des colonies *correctionnelles* destinées à recevoir les « incorrigibles » des autres maisons.

Ces établissements dépendent du ministère de la Justice et sont administrés tout à fait comme les prisons : à la tête de chacun, sont : un directeur, un gardien-chef, deux ou trois premiers gardiens et un contrôleur du ministère, chargé « en principe » de veiller aux intérêts des colons — mais en réalité qui joue uniquement, comme, du reste, dans les prisons, le rôle de sous-directeur.

En plus des gardiens ordinaires, le Gouvernement adjoint encore un détachement de soldats dont le nombre va de vingt jusqu'à cent vingt (comme à *Clermont* et à *Eysses*).

Il doit y avoir en outre, un instituteur, mais dans certaines maisons cela a été jugé superflu et c'est un gardien qui remplit cet office.

Le règlement est très sévère et identique à celui des Maisons Centrales d'adultes. Une discipline des plus féroces doit régner et les enfants sont à la merci des gardiens.

Chaque manquement au règlement équivaut à une punition qui s'aggrave chaque fois. Les colons délinquants sont amenés au « Prétoire », audience que donne le directeur aux gardiens qui ont à se plaindre ou à signaler des contraventions au règlement.

Le gosse comparait devant le directeur — ou, à son défaut, le gardien-chef — et ne peut fournir aucune explication. Sitôt que le gardien s'est expliqué, le gosse s'entend condamner à l'une des sanctions prévues par le règlement. Ces sanctions sont ainsi échelonnées :

1° *Pain sec* ; allant de quatre à quinze jours (qui peut être renouvelée incessamment) ; pendant tout le temps de sa punition le gosse reçoit chaque jour une ration de pain, et tous les quatre jours une gamelle de bouillon le matin et une gamelle de légumes le soir ;

2° *Cachot* ; de huit jours à un mois (en principe, pour toute peine de cachot dépassant un mois, le directeur doit se faire approuver par le ministère, mais on a trouvé le moyen de tourner la difficulté : quand le gosse a fini sa peine d'un mois, on le fait de nouveau comparaître au prétoire où il se voit renouveler sa punition) — même régime alimentaire que le pain sec, avec, en plus, la détention dans un cachot sans air et sans lumière ;

3° *Salle de discipline* ; de huit jours à un mois et demi. Un des plus terribles supplices que l'on puisse endurer.

La « salle » est une pièce d'à peu près quinze mètres de long sur trois de large. Au milieu est tracée une piste circulaire de 0 m. 40 de largeur. Les gosses doivent marcher sur cette piste au pas cadencé de six heures du matin à huit heures du soir (un quart d'heure de marche alternant avec un quart d'heure de repos) ; les pieds nus dans des sabots sans bride et non appropriés à la pointure (ce qui fait que les punis ont les pieds en sang au bout de la journée). Ils doivent marcher les bras croisés sur la poitrine et touchant le dos de celui qui les précède.

Inutile d'ajouter que tous, indistinctement, sortent de la « salle » pour aller à l'infirmerie.

Mais si le gosse tombe malade avant l'expiration de sa punition, il doit, en sortant de l'infirmerie, retourner à la « salle » pour accomplir la fin de sa peine.

4° *Les fers* ; allant de 4 jours à un mois. C'est la peine du cachot avec cette aggravation que le gosse a les pieds enfermés dans des pedottes et les mains dans des menottes. Quelquefois, même, on applique la crapaudine, c'est-à-dire que l'on attache les mains et les pieds derrière le dos et que l'on fait rejoindre l'extrémité de

ses membres par une corde solidement serrée. L'enfant doit boire, manger et même faire ses besoins dans cette position. Ce qui fait qu'au bout de deux ou trois jours le gosse, mis dans l'impossibilité de se dévêtir, fait ses besoins dans son pantalon et reste dans ses excréments jusqu'à l'expiration de sa punition.

Enfin, à la colonie d'*Eysses*, on a ajouté à cela la *basse fosse*. Cet établissement est un ancien couvent de dominicains et il y a (à titre historique, dit-on) une ancienne oubliette dans laquelle les bons pères devaient plonger les moines hétérodoxes.

On envoie, maintenant, pour une période de un à quatre jours les délinquants trop « terribles ».

Attachés aux pieds et aux mains, les gosses sont descendus au bout d'une corde. L'atmosphère est nocive et, sans air, envahi par l'humidité, le malheureux risque l'asphyxie.

Tous les huit heures il est remonté au bout de la corde et examiné par un docteur qui n'a qu'un seul devoir : déterminer si le gosse peut supporter encore huit heures de supplice.

Il est arrivé que le docteur se trompe... alors à la huitième heure on remonta un cadavre !

Nourriture. — La nourriture est à peu près la même qu'en prison ; matin : bouillon ; soir : soupe et légumes (oh ! si peu). Jeudis et dimanches une petite et très mince tranche de matière caoutchouteuse qu'on dénomme viande par euphémisme. Les gosses non punis ont du pain à volonté — mais il y en a très peu qui profitent longtemps de cet avantage. Autrement ils ont à peu près la ration que l'on accorde dans les prisons.

Travail. — Tout détenu est astreint au travail. Dans les colonies possédant assez de terrain, les gosses sont pour la plupart employés aux travaux agricoles.

Dans les autres et dans les maisons de filles, ils sont alors, comme dans presque toutes les prisons, exploités d'une manière féroce.

Des « entrepreneurs » du dehors ont obtenu la concession des travaux. Les gosses fabriquent un peu de tout pour le bénéfice du concessionnaire. Ils sont alors sous la surveillance non seulement de leurs gardiens mais encore d'un contremaître civil n'appartenant pas à l'administration et salarié par l'entrepreneur pour « diriger » la production.

Comme de bien entendu, les gosses ne touchent pas un sou de leur labeur — sauf de rares exceptions — et ils sont « tâchés » ; c'est-à-dire qu'ils doivent accomplir une quantité déterminée de travail. La « tâche » n'est pas conditionnée à la capacité productrice de chaque gosse — elle est déterminée arbitrairement par le directeur.

Si le colon est malhabile ou malade et qu'il ne fasse pas la production déterminée, il est alors conduit au prétoire et se voit appliquer pour « défaut de tâche » les mêmes punitions, énumérées plus haut, que pour les infractions au règlement.

Comme on peut s'en rendre compte par la description ci-dessus, les enfants sont traités aussi durement (quelquefois davantage) que les adultes.

Des faits scandaleux se sont produits, des gosses ont été torturés et même assassinés dans ces maisons — des enquêtes furent faites depuis 1905 par des hommes de différentes tendances et toutes ont dévoilé des faits horribles. Mais nous ne les relèverons pas en cette étude. Notre but étant d'étudier l'institution et non les faits ; d'autre part nous ne voulons donner nulle place au sentiment — ce qui ne serait pourtant pas hors de propos.

Il y a d'autres sortes de maisons de correction :

Les maisons de préservation, les patronages de l'enfance, les œuvres de relèvement moral et les patronages religieux.

Les maisons de préservation peuvent être divisées en deux catégories : les prisons et maisons d'enfants. Elles ne sont point destinées à recevoir des enfants délictueux. C'est seulement à la demande des parents que les enfants sont détenus dans ces établissements. Quand des parents ne sont pas contents ou veulent pour de motifs mesquins se débarrasser de leurs enfants, ils vont au commissariat de police et, moyennant un versement de tant par jour (les sommes varient suivant la richesse des parents) ils font appréhender leurs gosses qui sont mis dans ces maisons jusqu'à ce que les parents les réclament ou cessent de payer la redevance. Dans le deuxième cas, si les parents déclarent se désintéresser de leur progéniture (il se trouve, hélas ! des pères et des mères assez dénaturés pour faire cela), les gosses sont placés dans les patronages.

Patronages religieux. — Les prêtres, ces gens qui, à leurs dires, prêchent la loi d'amour, jouent un rôle prépondérant dans la répression de l'enfance.

A côté de leurs maisons de correction, ils avaient imaginé une combinaison très lucrative.

Quand un enfant échappé de ses parents était arrêté en état dit de « vagabondage » les prêtres demandaient au magistrat de leur confier l'enfant jusqu'à sa majorité, soi-disant pour lui apprendre un métier et pour le relever moralement. Et ils avaient monté de vastes établissements agricoles, en province, dans lesquelles ils exploitaient d'une façon atroce les petits malheureux qui leur étaient imprudemment confiés. Des scandales éclatèrent qui firent fermer bon nombre d'établissements, et depuis 1905 l'Etat ne leur confie plus de gosses. Alors ils trouvèrent autre chose, ils allèrent chez les parents pauvres et chargés de marmaille ou bien chez ceux qui étaient mécontents de leur enfant et ils leur demandèrent des gosses. Les garçons sont pour la plupart employés à l'agriculture, les filles dans les ouvriers, et ce, jusqu'à leur majorité. La vie y est aussi infernale que dans les maisons de correction de l'Etat.

Patronages de l'enfance. — Ceux-là sont l'invention de grands « philanthropes ». Au fur et à mesure que les scandales éclataient dans les patronages religieux, les soi-disant démocrates approfondirent le problème de l'enfance. Se servant d'appuis politiques, ils ne tardèrent pas à se voir autoriser à monter des œuvres similaires aux patronages cléricaux. Associés, ils créèrent des « œuvres pour le relèvement moral de l'enfance ». Puis une législation fut mise au point, qui créait les tribunaux pour enfants. Alors ce fut et c'est demeuré l'âge d'or pour ces individus.

Tous les délits, contraventions et crimes commis par des mineurs âgés de moins de seize ans (depuis on a étendu à dix-huit ans la limite), sont soumis à la juridiction spéciale du tribunal d'enfants.

Ce tribunal est composé d'un président et de deux juges assesseurs. Un substitut représente le Gouvernement. L'accusé a le droit de se faire défendre par un avocat — mais en plus du tribunal correctionnel ordinaire, un sixième personnage entre officiellement en scène. C'est un avocat ou un représentant d'un patronage ou d'une œuvre de relèvement.

Après la plaidoirie et le réquisitoire, ce représentant se lève et demande (ce qui est toujours accordé sauf dans les cas graves) qu'on lui confie l'enfant jusqu'à sa majorité.

Et le tribunal pour enfants de la Seine est même présidé par M. Rollet qui est en même temps fondateur-président d'une œuvre qui porte son nom : le patronage Rollet.

En outre des enfants « confiés » par le tribunal, ces patronages acceptent aussi les gosses amenés par les parents.

Une fois l'enfant dans leurs mains, ils le laissent

quelque temps dans la « maison mère » où ils font des travaux pour le compte d'entrepreneurs civils. Si l'enfant travaille bien, qu'il est un peu malingre, ils le gardent là jusqu'à sa sortie. Il aura à subir le même régime que dans les maisons de correction de l'Etat, les mêmes punitions (moins la salle de discipline) et le même traitement alimentaire. Seulement, une fois par mois (s'il est sage) il pourra voir ses parents au parloir. Il gagnera environ quatre ou cinq sous par jour pour un labeur exténuant et malsain.

Autrement il sera placé chez des cultivateurs, dans une bourgade lointaine de province.

Là, il devra travailler dur et, sans souci de ses possibilités physiques, il devra exécuter du petit jour à la tombée de la nuit, les travaux les plus pénibles et les plus répugnants ; il subira toutes les vexations et même les mauvais traitements de maîtres qui n'ont nul besoin de se gêner — il y a bien un inspecteur qui passe ou devrait passer tous les ans, mais si le gosse réclame il est considéré comme mauvaise tête et, en fin de compte c'est toujours lui qui aura tort.

Certes il pourra écrire à ses parents, mais le paysan lira les lettres avant de les envoyer.

Naturellement il sera aussi mal, sinon plus, que le sont d'ordinaire les petits valets de ferme.

Il touche un salaire de 100 francs par an, mais dessus il lui est retenu 60 % pour ses vêtements et sa nourriture.

S'il réussit à s'évader et s'il est repris, on l'envoie directement en colonie pénitentiaire — quelles que soient les raisons qu'il puisse donner.

Cependant que les patronages touchent une redevance de l'Etat, plus une redevance du paysan.

Certaines de ces œuvres — comme le patronage Julien — sont montées par actions et distribuent en fin d'année des dividendes à leurs sociétaires.

Œuvres de relèvement moral de jeunes filles. — Ces œuvres fonctionnent à peu près comme les patronages, à cette exception qu'elles ne placent pas chez des particuliers.

Montées de la même façon que les patronages, elles reçoivent leurs contingents des tribunaux d'enfants.

Seulement elles ont encore une « clientèle » spéciale — mais ici il faut expliquer une monstruosité de la loi sur la répression de l'enfance.

En principe une jeune fille a le droit de quitter ses parents à quinze ans, à condition qu'elle mène une « existence sans reproche » et qu'elle puisse prouver qu'elle peut vivre de son propre travail.

Il en est toutefois autrement en vertu d'une « loi sur la protection de l'enfance » votée en 1912.

Une jeune fille quitte-t-elle ses parents sans les prévenir et ceux-ci, désolés et inquiets de ne la point voir revenir, vont-ils au commissariat faire part de leurs inquiétudes ? — Si la jeune fille est retrouvée, on l'arrête et, sans prévenir les parents, on la fait comparaître devant le tribunal d'enfants qui la confie à une œuvre de relèvement jusqu'à sa majorité. Les parents protestent-ils ? On leur dit que leur démarche auprès du commissaire a été considérée comme un dépôt de leur enfant. Veulent-ils faire appel du jugement ? qu'ils sont incapables de surveiller « dignement » La procureur de la République leur apprendra que ce n'est pas un jugement mais une « décision » qui a été prise par le tribunal et qu'en conséquence leur instance en appel est irrecevable en droit.

J'ai eu, malheureusement, trop de preuves de cela apportées, alors que je faisais une enquête dans le *Libertaire*, par des parents indignés et désolés, mais impuissants, qui demandaient depuis de longs mois qu'on leur rendit leur fille sans qu'ils pussent obtenir gain de cause.

Les fillettes sont enfermées comme dans les prisons de femmes. Elles travaillent dans la journée dans des ouvriers, ne gagnent rien ou dix sous par jour, suivant les maisons ; ont le même régime que dans les prisons, tant au point de vue discipline, punitions, hygiène et régime alimentaire. Elles peuvent voir une fois par mois (à condition de ne pas avoir été punies dans le mois) leurs parents au parloir en présence d'une surveillante.

Et, comme pour les patronages, certaines « œuvres de relèvement » sont constituées par actions et distribuent des dividendes annuels.

But recherché par le législateur. — Admettons pour un instant la sincérité de ceux qui ont combiné le système des maisons de correction. Quel était le but qu'ils se proposaient d'atteindre ? Quelles sont les raisons données pour le maintien d'un pareil état de choses ?

Voici comment parlent les « protecteurs » de l'enfance :

« Soit par de mauvaises fréquentations, soit par manque de surveillance des parents, soit encore par les mauvais exemples de ceux-ci, il y a des enfants qui commettent des délits, qui, petit à petit se pervertissent et qui ne tarderaient pas, si nous n'y mettions bon ordre, à devenir de dangereux bandits.

« La plupart du temps, nous voulons bien l'admettre, l'enfant agit plutôt par inconséquence, mais le vice devient vite une habitude.

« Il faut donc soustraire l'enfant qui a des tendances au vice, à l'ambiance dans laquelle il vit.

« Il faut le placer dans des lieux où il apprendra la force de la vertu, où il sera rééduqué totalement et d'où il sortira homme sain physiquement et moralement, ayant appris la vertu du Travail.

« Au reste, ce ne sont pas des maisons de répression, mais uniquement, comme leur titre l'indique, des maisons de « correction morale » ou si vous aimez mieux, des espèces de *sanatoria* moraux que nous établissons. Si au début il y a la pénitence, c'est uniquement pour leur faire comprendre qu'ils ont fauté et que toute faute doit avoir sa punition. »

Causes du mal. — On pourrait répliquer à ces « bonnes âmes » beaucoup de choses.

Quelles sont, en effet, les causes de la perversion de l'enfance ?

Le mauvais exemple ? — eh, oui ! Mais pas celui des parents : celui que leur donne la société par sa composition et son essence même.

Quels sont, pour la presque totalité, les enfants « pervers » ? Des enfants pauvres, de familles nombreuses.

En effet prenez les statistiques et dénombrez les enfants. 98 % sont ou des gosses de familles nombreuses ou des gosses de veuves, ou de filles-mères, ou des orphelins.

Or, prenez-vous un instant dans les rues des villes. Qu'y voyez-vous ? De grands magasins ayant des étalages somptueux, des maisons d'alimentation aux vitrines emplies de toutes sortes de bonnes choses, des pâtisseries étalant des friandises convoitables, des tailleurs exposant les costumes les plus divers, des cordonniers montrant des chaussures de toutes formes.

Pénétrez maintenant dans la vie des gosses de pauvres. Que remarquez-vous ?

D'abord leurs parents travaillent toute une longue journée pour ne ramener qu'un salaire insuffisant à l'aisance de la famille.

Les gosses mangent rarement à leur faim, ils ont des habits troués et rapiécés, des chaussures lamentables ; ils ne connaissent pas la joie des friandises et d'un bon repas les laissant rassasiés.

Alors comment voudriez-vous que ces gosses privés

de tout, livrés à la rue pendant que leurs parents s'échinent à l'atelier — comment voudriez-vous qu'ils n'eussent pas un regard d'envie devant toutes les belles choses qu'on met à leur vue dans les devantures ? Comment n'auraient-ils pas envie de connaître des joies — en somme toutes naturelles — que la misère leur interdit ? Et de l'envie, de la convoitise, comment ne seraient-ils pas tentés de s'approprier un peu de cette joie qui, après tout, leur appartient aussi légitimement qu'aux autres ?

Et si, un jour, la tentation étant trop forte, ils commettent un larcin ; à qui incombera leur faute ? A eux ? à leurs parents ?

Que non, pas ! à la société qui permet qu'il y ait trop d'un côté tandis qu'il y a pénurie — et pénurie la plus complète d'autre part.

Mais laissons ce raisonnement logique de côté. Pour un instant ne raisonnons plus en anarchistes ; plaçons-nous du point de vue bourgeois.

Admettons (oh ! uniquement pour la démonstration) que ce ne soit pas la société qui soit coupable — que ce soit l'enfant, seul ou avec ses parents, qui doive supporter la responsabilité de cela.

Les gens « comme il faut » appliquent-ils une méthode efficace ?

Méthode appliquée et résultats obtenus. — Donc, c'est bien cela, par suite de mauvaises fréquentations, de mauvais exemples ou d'ambiance familiale, l'enfant commence à se pervertir. Il faut donc l'arracher de son mauvais milieu, détruire en lui le mauvais germe et le rééduquer totalement.

Il faudrait logiquement entourer le gosse de personnes saines moralement, instruites et capables, par leur exemple, d'inculquer la vertu du travail à ces jeunes cervelles. Il faudrait considérer les gosses comme des malades moraux et les doter de rééducateurs paternels, qui leur fassent comprendre qu'ils ont commis des fautes parce qu'ils ne savaient pas et qu'on ne leur garde pas rancune ; qu'on veut, non pas les punir, mais les empêcher de recommencer les mêmes actes en leur apprenant la beauté d'une existence faite de labeur et d'honnêteté. (Je tiens à faire remarquer que ce n'est pas moi, mais le raisonnement bourgeois qui parle ainsi).

Or, comment s'y prend-on pour arriver à ce résultat ?

Le personnel employé dans les maisons de correction est loin, très loin de répondre au but recherché. Les surveillants (gardiens et gardiennes) sont pris parmi les paysans pas tout à fait illettrés, mais peu s'en faut, qui, ayant trouvé que le travail de la terre est par trop fatigant — ainsi que tout autre travail — ont choisi cette place de tout repos qu'est la « fonction » de gardien de prison.

Ont-ils seulement, ces paysans non cultivés, un sens moral suffisant pour leur tâche d'éducateurs ? Non ; pour la plupart — pour ne pas dire la totalité — ce sont des brutes méchantes et ne cherchant qu'à faire du mal à ceux qui sont sous leurs ordres.

Ils ne voient pas en les colons qu'on leur confie des jeunes êtres égarés qu'il faut ramener dans le bon chemin — ils voient en chaque détenu un bandit, une « forte tête » qu'il faut mater par la terreur et la violence.

L'ambiance d'une maison de correction est-elle une ambiance régénératrice ? Allons donc !

Dans les colonies pénitenciaires, comme dans les patronages, sévissent les mêmes mœurs que dans les centrales, Birihi ou les bagnes. L'onanisme, seul ou à deux, est une règle générale. La sodomie fait aussi de grands ravages. Les grands forcent les petits, les forts obligent les faibles à subir leurs exigences sexuelles — et quelquefois, même, les gardiens s'en mêlent.

Les gosses prennent-ils conscience de la beauté d'une vie de travail ? Non !

Ensemble ils se racontent leurs coups, en combinent d'autres pour le jour de leur libération et il est commun de voir des gosses qui seraient devenus de bons et de braves petits gars monter des associations. Quand ils sortent, pour la plupart ils recommencent en grand ce qu'ils n'avaient fait qu'en petit et tels qui auraient fait des hommes courageux, vont inaugurer, dès leur sortie, une vie qui les conduira de prison en prison, quand ce n'est pas au bagne ou à l'échafaud.

Vous avez pris, ô moralistes, des gosses égarés qui pouvaient se reprendre et vous en avez fait de la chair à souffrance, de la chair à prison.

Non seulement votre but n'est pas atteint, mais, au contraire, il est complètement éloigné : vous ne faites que fournir des contingents aux machines à condamner que sont les magistrats.

Conclusion. — Même du point de vue bourgeois, la théorie des maisons de correction ne tient pas devant les faits.

Rien ne peut légitimer, à quelque tendance politique qu'on appartienne, la survivance des « bagnes d'enfants ».

Aussi devons-nous nous attacher à dénoncer devant l'opinion publique ce reste de barbarie qu'est l'institution des maisons de correction.

Combattons pour faire supprimer ces lieux où l'on torture l'enfance.

En attendant le jour où nous établirons un milieu social qui, assurant à chaque individu le droit au bonheur, supprimera la misère : cause de tous les vices et de tous les crimes. — Louis LORÉAL.

CORRUPTION. n. f. Action par laquelle une chose se désorganise, s'altère, se putréfie. « La corruption de la viande. »

Le mot « Corruption » s'emploie surtout comme synonyme de dépravation physique ou morale. « L'époque du Directoire s'est signalée par la corruption de ses mœurs. »

L'argent est une source de corruption et les hommes qui se vendent à une cause, qui sacrifient leurs opinions et leurs idées et qui se laissent corrompre pour de l'argent, sont nombreux. C'est surtout sur le terrain politique que s'exerce la corruption. Il est peu de parlementaires qui ne se laissent acheter et qui ne consentent à tromper pour certains avantages matériels, leurs électeurs confiant en la sincérité de leurs représentants.

Peut-il du reste en être autrement au sein d'une société où tout se vend et tout s'achète, où on ne vit que sur le mensonge et où le bonheur appartient au plus adroit et au plus rusé ? C'est toute l'organisation sociale présente qui est corrompue, et c'est la raison pour laquelle elle ne peut être réformée, mais qu'il est nécessaire d'en ébranler les assises et d'en abolir les institutions, si nous voulons réellement voir succéder à la corruption moderne une ère de loyauté et de franchise.

COSMOS. n. m. Ce mot grec n'entrait dans le latin du moyen-âge et dans les langues modernes qu'en composition (macrocosome, microcosme, cosmopolite etc.). Le succès de *Cosmos*, ouvrage consacré par Alexandre de Humboldt à la description de l'univers (1847-1851), a fait des deux mots cosmos et univers des synonymes ou à peu près.

Le penchant unificateur de l'esprit humain rend tendancieux et anti-pluralistes tous les termes qui servent à désigner l'ensemble des choses. Le langage ne permet pas plus d'exposer, sans contradiction apparente, une philosophie pluraliste qu'une doctrine phénoméniste. La

prudente périphrase que je viens d'employer, « l'ensemble des choses », chuchote déjà, malgré mon sentiment, je ne sais quelle unité. Univers aussi. *Monde et cosmos* affirment, en outre, que l'univers est ordonné selon un plan.

Cosmos, chez les premiers grecs, n'avait d'autre sens que celui d'ordre ou arrangement. Ce sont les pythagoriciens qui commencèrent à désigner ainsi l'univers ; ils voulaient que leur seule façon de le nommer fut déjà éblouissement d'adoration devant l'ordre et l'harmonie qui leur paraissait éclater en lui.

Le succès du pythagorisme dans la grande Grèce le fit pénétrer de bonne heure à Rome. *Mundus* ne signifiait d'abord, lui non plus, qu'ornement et arrangement. Dès Ennius et Plaute il devint le nom le plus fréquent, comme le plus glorieux et le plus pieux, de l'univers.

Lorsque Socrate se dit « citoyen non d'Athènes, mais du Cosmos », il veut se déclarer le frère de tous les hommes, hellènes et barbares ; et il se glorifie de faire partie de la totale organisation. La première intention est certaine ; la seconde, fort probable, puisque Diogène répétant qu'il est « citoyen du Cosmos » ajoute : « Et je ne connais qu'un gouvernement digne d'admiration, le gouvernement du Cosmos. » Les stoïciens proclament aussi leur admiration pour « la cité de Zeus ». Sommes-nous bien loin de la « cité de Dieu » de Saint Augustin ?

Oui et non. Pour le stoïcien, la cité de Zeus est le monde actuel ; pour le chrétien, la cité de Dieu est un monde futur, ciel ou millénarisme théocratique. En outre, pour le chrétien, l'œuvre suppose un ouvrier personnel. Le stoïcien n'adore pas un Dieu sage qui aurait créé ou ordonné le monde ; mais il croit qu'une sagesse abstraite, une loi, le gouverne et le rythme.

Le chrétien affirme en dehors de l'expérience et compense le mal réel par un bien chimérique ; le stoïcien, plus hardi, nie le mal et affirme contre l'expérience.

Tout dans l'univers est mouvement aveugle, mort et renaissance. L'équilibre apparent y est comme on dit, statique : fait de chancelllements et de luttes qui se compensent ou à peu près. Des étoiles s'éteignent puis se rallument au choc d'autres astres éteints. L'attraction jette des masses incandescentes vers d'autres incendies. La répulsion lance à toute vitesse dans l'étendue des planètes brisées, ruines et débris. Il n'y a pas de pensée, même abstraite, dans ce désordre. Le prétendu Cosmos est un chaos.

Il n'y a pas sagesse dans l'effarant gaspillage de germes auquel se livre ce que nous avons le tort d'appeler au singulier la Nature ; dans la mort de tant d'êtres à demi formés pour le développement d'un seul. Quelle fantaisie ridicule charge la femelle enfant d'un nombre d'œufs infiniment plus considérable que la femelle adulte ? Le biologiste Hansemann constate que, chez la femme, l'ovaire contient à deux ans, cinquante mille œufs, vingt-cinq mille à huit ans ; à dix-sept ans, cinq mille. Cinq cents en moyenne parviendront à maturité. Et cette dépense fantastique pour obtenir la fécondation de combien d'œufs ? La nature maladroitement fait peu avec beaucoup et, si nous cherchions en elle de la sagesse, nous voici obligés de crier à la folie. Ailleurs, elle fait beaucoup avec peu et multiplie les bouches affamées plus rapidement que les nourritures.

L'ordre, le cosmos, simples désirs de notre esprit et de notre cœur. Le chaos mondial est moins encore justice ou amour qu'harmonie.

« L'exploration de notre système solaire — dit Auguste Comte — a fait disparaître toute admiration aveugle et illimitée en montrant que la science permet de concevoir aisément un meilleur arrangement ». Et il remarque, non sans finesse : « Quand les astronomes se livrent à un tel genre d'admiration il porte sur l'orga-

nisation des animaux qui leur est inconnue ; les biologistes, qui en connaissent toute l'imperfection, se rejettent sur l'arrangement des astres dont ils n'ont aucune idée approfondie. »

L'observation montre pourtant de la finalité dans la nature, mais jamais une finalité parfaite. Ce qu'on vante le plus souvent, au détail, ce sont des remèdes insuffisants à de graves défauts. Nous ne rencontrons que des finalités boiteuses. Pas seulement partielles, mais divergentes et hostiles les unes aux autres. La lutte pour la vie suffit à faire écarter toute idée de plan universel. La nature se manifeste, à la fois, conspiration pour la vie, conspiration contre la vie. Comment expliquer son incohérence ? Question métaphysique, que nul ne résoudra scientifiquement, que chacun peut résoudre poétiquement, pour lui seul, selon ses tendances. Mais considérer le monde comme l'œuvre d'un Dieu ou comme une pensée divine sans Dieu personnel, ce n'est plus souriante poésie, c'est ridicule démenti à l'expérience. — HAN RYNER.

COTERIE. n. f. On appelle coterie un nombre d'individus qui s'associent pour soutenir ou discréditer une œuvre, un individu ou un groupe d'individus. Il y a des coteries politiques, sociales, commerciales, littéraires. D'ordinaire la Coterie ne s'embarrasse pas de vains « préjugés » et emploie tous les moyens qui sont susceptibles de lui assurer le succès. « La fin justifie les moyens » pourrait lui être appliquée comme devise.

La coterie est dangereuse car elle n'agit pas franchement et cherche des chemins détournés pour arriver à son but ; elle est un adversaire redoutable qui se cache parfois sous le masque de l'amitié. Il faut donc s'en méfier.

De tous les temps les hommes de réelle valeur furent victimes des coteries et cela dans toutes les branches de l'activité humaine. En littérature comme en politique lorsque un artiste ou un homme sincère se signale à l'attention du public, immédiatement il est entouré des ambitieux et des incapables qui cabalent contre lui, et cherchent à l'écraser. On pardonne tout à un individu, sauf son intelligence ; car c'est une chose qui ne peut s'acheter et c'est sans doute la raison pour laquelle les hommes de valeur sont les victimes des coteries.

« Que diantre me poussait à vouloir être de l'Académie, moi qui m'étais moqué quarante ans des coteries littéraires. » (P.-L. Courier.) On peut regretter que ce ne fut que lorsqu'il se vit refuser l'entrée de l'Académie à laquelle il avait posé sa candidature que Paul-Louis Courier s'aperçut que cette association de vieillards était une coterie chargée de veiller au respect de la tradition, et qui rejetait tout ce qui semblait être imprégné des idées de progrès.

La Coterie, c'est presque l'histoire du monde, nous dit Lachâtre ; et c'est, hélas ! vrai.

Jusqu'à présent nous avons toujours été gouvernés par des coteries qui se fichent du bonheur du peuple et ne s'intéressent qu'aux jouissances de la faible minorité qui nous exploite ; coterie financière, coterie politique, artistique, littéraire, s'entendent pour asservir notre corps, notre cerveau et notre cœur. Peut-être est-il temps que cela change.

Les opprimés n'en ont-ils pas assez d'être depuis toujours soumis à ces coteries qui font régner leur dictature sur les humains et retardent la marche des civilisations ? La coterie ne peut être maîtresse du monde que grâce à la passivité des peuples qui se refusent à penser et à agir par eux-mêmes et si les hommes avaient un peu plus soin de leurs propres affaires et un peu moins de lâcheté, les coteries d'incapables et de profiteurs auraient bientôt fait de nous débarrasser de leur présence.

COURAGE. n. m. Fermeté physique ou morale qui nous fait entreprendre certaines actions dangereuses et nous permet de repousser avec hardiesse les revers et les douleurs éventuelles.

Le courage serait une grande qualité, s'il était mis au service d'une noble cause ; malheureusement il n'en est pas toujours ainsi, bien au contraire.

« Le « courage » qui n'est pas une vertu, mais une qualité heureuse commune aux scélérats et aux grands hommes, ne l'abandonne pas dans son asile. » (Voltaire.) En effet, autant le courage peut être bienfaisant, autant il peut être nuisible, car il n'est pas le privilège d'une catégorie d'individus et le plus audacieux des coquins peut être courageux ; et plus il l'est, plus il est malfaisant.

Peut-on considérer de la même essence le courage du savant qui risque sa vie en soignant des malades infectés et celui du bandit inconscient ou intéressé qui attend sa victime et la supprime brutalement ? L'un et l'autre ont des risques à courir et savent ce que peuvent leur coûter leurs dévouements ou leurs crimes, et pourtant ni l'un ni l'autre ne sont arrêtés dans l'accomplissement de leurs actes ; ils sont courageux.

Le courage ne peut pas et ne doit pas toujours être admiré. Le courage du lion est un désastre pour les troupeaux, et il serait certes préférable qu'il soit un peu moins courageux et qu'il ne vienne pas dévaster, à la grande terreur des indigènes, les contrées qu'il habite.

Peut-on admirer le courage militaire ? Certes l'armée la plus courageuse est celle qui a le plus de chance de se couvrir de gloire en emportant d'éclatantes victoires ; mais que de crimes se sont commis, se commettent et se commettront sans doute encore en vertu de ce courage qui se manifeste sur les champs de bataille ! Pour nous, révolutionnaires, un tel courage est loin de nous enthousiasmer car il est une cause de souffrances et de douleurs.

On donne souvent au mot courage une interprétation qui nous paraît erronée. Vauvenargues considère la résignation comme « le courage contre les misères ». Nous ne sommes pas de cet avis et nous considérons, nous, que la résignation est tout au contraire l'opposé du courage, c'est-à-dire « la lâcheté ». Il nous paraît impossible de qualifier de courageux l'homme qui, victime de l'injustice sociale, se résigne à la pauvreté alors que tout, autour de lui, respire la richesse, et qu'il ne profite d'aucune jouissance. Une telle conception du courage nous ramènerait avec rapidité aux jours les plus sombres du passé, car jamais la résignation ne fut une source de progrès et de civilisation ; au contraire ce fut la révolte courageuse des hommes de science et d'action dans leurs luttes contre les préjugés, les iniquités, les injustices, qui permit aux hommes de s'affiner et de sortir dans une certaine mesure de l'esclavage sous lequel les tenaient courbés la nature indomptée et l'autorité brutale et féroce des autocrates.

Il faut être courageux, moralement et physiquement, si l'on ne veut pas être un vaincu de la vie. L'un complète l'autre.

Le courage des premiers chrétiens qui préféraient la torture et la mort, que de renier ce qu'ils pensaient être la vérité est symbolique, et s'ils surent résister à tous les outrages, à toutes les insultes, à toutes les misères, à toutes les tortures, c'est qu'ils puisaient leur courage physique dans leur courage moral. Devant une telle abnégation de soi-même, devant un tel sacrifice à une cause, on ne peut que s'incliner devant les héros livrés à la barbarie des tyrans ; et il faut souligner que si ces hommes et ces femmes surent mourir avec un tel courage, c'est qu'ils étaient animés par l'amour de l'humanité et que la foi en un avenir meilleur gonflait leurs cœurs.

Le courage sera un des facteurs des victoires prolétaires et si tout le courage dépensé inutilement depuis des milliers et des milliers d'années l'avait été au service de la civilisation, il y a longtemps que les hommes vivraient heureux dans une société fraternelle ou chacun travaillerait au bonheur de tous.

COURTISAN. n. m. A l'origine le mot Courtisan désignait un personnage attaché à la Cour d'un monarque. A l'époque où la démocratie n'avait pas encore vu le jour, les rois et les princes étaient tout puissants et exerçaient le pouvoir seuls ou avec le concours de ministres qu'ils nommaient eux-mêmes. La démocratie n'a pas amélioré le sort du peuple mais elle a ébranlé la puissance des souverains.

L'autorité entre les mains d'un seul, faisait de l'homme qui la détenait un demi-dieu, entouré d'adorateurs et d'adulateurs qui cherchaient à plaire au maître pour en obtenir les faveurs. Les courtisans faisant partie de l'entourage direct du monarque, étaient ceux qui avaient le plus de chances de se faire remarquer et de capter la confiance du roi ou du prince auquel ils étaient attachés ; et pour conquérir des privilèges, les courtisans ne reculaient devant aucune bassesse.

Montesquieu a admirablement décrit le caractère du courtisan : « L'ambition dans l'oisiveté, la bassesse dans l'orgueil, le désir de s'enrichir sans travail, l'aversion pour la vérité, la flatterie, la trahison, la perfidie, l'abandon de tous ses engagements, le mépris des devoirs du citoyen, la crainte de la vertu du prince, l'espérance de ses faiblesses, le ridicule jeté sur la vertu, forment le caractère des courtisans. ».

Octave Mirbeau n'a pas moins brutalement flétri le courtisan en général et celui du siècle de Louis XIV en particulier, qui, pour obtenir un regard du roi Soleil se rabaisait au rôle de valet de chambre et considérait comme un honneur de présenter la chaise percée au grand monarque. On s'imagine souvent que ces temps sont lointains et que de nos jours le courtisan a disparu. C'est une erreur. Le courtisan se rencontre encore, même en notre troisième République.

Marianne a une cour nombreuse et elle est exploitée par ses courtisans autant sinon plus que les monarques qui l'ont précédée.

Des courtisans on en trouve partout et le peuple lui-même est courtoisé, flatté dans ses erreurs et dans ses vices, par ceux qui veulent lui arracher sa confiance. Le député n'est qu'un courtisan qui est capable, comme celui du roi, de mensonge, de dissimulation, d'hypocrisie, pour obtenir les suffrages de ses électeurs, et il est peut-être plus dangereux encore, car il donne au peuple l'illusion qu'il se gouverne lui-même, qu'il se dirige, qu'il est libre enfin, alors qu'en vérité il reste l'éternel esclave.

Tout homme qui détient une parcelle de cette autorité qui dirige le monde est entouré de courtisans avides, qui veulent aussi goûter au gâteau du capital. De là la corruption de la société. Les courtisans ne méritent que le mépris du peuple ; ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier, ils sont, disait le grand La Fontaine :

*Tristes, gais, prêts à tout, à tout indifférents,
Sont ce qu'il plaît au prince, où s'ils ne peuvent l'être
Tâchent au moins de le paraître.*

CRANERIE. n. f. Etre crâne ; crâner, avoir de la crânerie. Caractère d'un homme hardi, courageux, et poussant parfois le courage jusqu'à la témérité. Dans le langage courant la valeur du mot est dénaturée et s'emploie plus fréquemment comme synonyme de vantard, de fanfaron. On dit aussi d'un individu fier, hautain, qui ne veut pas se confondre avec les autres, que c'est un « crâneur ».

CRAPAUDINE. n. f. C'est en vain que l'on chercherait dans le « Larousse » ce que c'est que la Crapaudine. Il est vrai qu'officiellement elle n'existe pas, puisqu'en vertu des lois civiles ou militaires il est interdit aux représentants de la force ou du militarisme de faire subir des tortures aux hommes placés sous leur autorité.

C'est le secret de Polichinelle qu'en plein centre de Paris, « capitale du monde et de la Civilisation », les individus supposés coupables d'un crime sont soumis à la torture physique par les agents de la police judiciaire ; comment s'étonner alors qu'en Afrique, dans des contrées éloignées des populations civiles et où le chef militaire règne en maître absolu, de pauvres bougres soient victimes de la brutalité féroce du chaouch ?

La crapaudine est un instrument de torture en usage dans les bagnes militaires de l'Afrique, et il doit son nom à la position dans laquelle il maintient le malheureux supplicié, qui, les pieds et les mains rejetés en arrière et liés ensemble, a l'aspect d'un crapaud.

Le supplice est d'autant plus cruel qu'il s'exerce sous un soleil brûlant et que la victime en plus des douleurs que lui procure la position anormale de ses membres souffre atrocement de la chaleur et de la soif.

On a du mal à s'imaginer qu'en notre vingtième siècle une telle barbarie soit possible et que ces mœurs inquisitoriales ne soulèvent pas la réprobation générale.

De temps en temps lorsqu'une victime succombe sous le poids des souffrances endurées, le scandale éclate et la presse à tout faire élève faiblement la voix ; alors les responsables directs, c'est-à-dire les chefs de gouvernement couvrant leurs inférieurs, déclarent que des enquêtes sont en cours, que des sanctions seront prises contre les coupables et le calme renaît jusqu'au jour où une nouvelle victime de la crapaudine fait éclater un nouveau scandale. Et il en sera ainsi jusqu'au jour où le peuple, en ayant assez, ne se contentera plus des vagues promesses gouvernementales et des faibles protestations d'une presse intéressée. La crapaudine, qui pourrait figurer comme appareil de torture à côté de ceux du *Jardin des Supplices* d'Octave Mirbeau, doit disparaître ; mais il faut surtout, si l'on veut en finir avec tous ces procédés barbares, en rechercher les causes, et détruire le militarisme qui donne naissance à tant d'atrocités et de crimes.

CRAPULE. n. f. Etat d'un individu dépourvu de tout sens moral et qui ne se plaît que dans le vice et la débauche. La crapule est plus abjecte encore que le vice ; la « crapule », dit J.-J. Rousseau, endure le cœur, rend ceux qui s'y livrent impudents, grossiers, brutaux, cruels ».

La bourgeoisie, pour cacher ses penchants au vice et à la débauche, accuse de crapulerie cette basse catégorie sociale d'inconscients et de malades qui se livrent à la prostitution ou en vit. Certes, le souteneur est loin d'être un individu recommandable et les Anarchistes sont les premiers à le dénoncer comme nuisible à la société ; mais la crapulerie n'est pas le privilège des pauvres, au contraire. Et s'il est des malheureux qui tombent de dégradation morale en dégradation morale dans la crapulerie, ils ont souvent l'excuse de l'ignorance et de la misère. Le riche qui se vautre dans l'orgie, dans l'ignominie, dans la bassesse : qui recherche des voluptés dans le raffinement du vice et qui ne vit que dans une débauche constante, n'a pas l'excuse du pauvre et l'on peut dire, que la crapule prend plutôt sa source dans les palaces, dans les établissements de nuit mondains que dans les bouges où vont se perdre les victimes inconscientes de la société capitaliste.

CREATION, n. f. J'avoue être quelque peu embarrassé par le sujet, en tant que je dois le traiter en article de dictionnaire. D'abord, il acquiert forcément, de par sa nature même, un caractère très personnel. Ensuite, il est extrêmement vaste. Je considère le problème de la création (c'est-à-dire, celui de l'énergie créatrice, force mouvante fondamentale de l'évolution universelle) comme le problème actuel central de toutes les sciences, de tout notre savoir, de toute notre activité de penseurs, de chercheurs, d'explorateurs.

J'ai déjà eu l'occasion de souligner que l'essence et les forces mouvantes (les ressorts primordiaux) de l'évolution générale restent encore pour nous un profond, poignant et complet mystère. Et j'ajoutai que, ce mystère persistant, nous ne pouvons former nos conceptions philosophiques, biologiques ou sociales autrement qu'à tâtons et dans les limites les plus restreintes. Donc, à mon avis, avant que ce mystère ne soit dévoilé, ce problème résolu, nos conceptions, nos affirmations, nos convictions ne pourront être, scientifiquement parlées, que de faibles hypothèses : douteuses, instables, éphémères.

Or, toujours à mon avis, le problème de l'évolution générale, et aussi celui de l'évolution de l'homme — biologique, psychologique et sociale, — sont, au fond, des problèmes de l'énergie créatrice de la nature : de son essence et de son fonctionnement. Autrement dit : le problème de l'évolution générale et de l'évolution de l'homme en particulier, conduit infailliblement, d'après moi, à celui de l'essence et du fonctionnement de l'énergie créatrice universelle.

C'est le problème de la création (énergie créatrice) qui se trouve à la base de toutes les questions concernant l'évolution, la vie (comme un phénomène remarquable de l'évolution), l'homme (comme un phénomène remarquable de la vie), l'individu, la société. Telle est ma conviction intime. Depuis longtemps déjà, j'ai l'habitude d'examiner toute question plus ou moins importante de la vie générale ou de la vie humaine — individuelle ou sociale — à travers le prisme de ce problème fondamental. De cette façon, nombre de questions m'apparaissent sous un jour nouveau. Leur étude s'enrichit, à mes yeux, d'un facteur également nouveau et fort puissant. J'ajouterai que certains aspects du même problème ont définitivement confirmé mes convictions anarchistes, pour lesquelles j'ai trouvé, ainsi, une base de plus.

Le sujet m'a vivement saisi, de façon presque accidentelle, il y a une vingtaine d'années. Depuis, en dépit de ma vie mouvementée de militant libertaire, je n'ai jamais cessé de m'en occuper. Tant que mes loisirs me le permettaient, je le scrutais constamment. Toutes mes études biologiques et sociales m'y amenaient fatalement. Dès que je les approfondissais. Finalement, je suis arrivé à certaines conclusions que je m'apprete à développer et à formuler scientifiquement, aussitôt que les circonstances personnelles de ma vie me donneront cette possibilité.

Le lecteur conviendra facilement qu'un tel sujet peut bien faire l'objet d'une étude spéciale, d'un ouvrage à part, mais ne peut être traité à fond sur les quelques pages d'un dictionnaire. Ceci est d'autant plus vrai que beaucoup de mes conclusions se trouvent en contradiction avec des quasi-vérités très répandues de nos jours, et que, par conséquent, je serai obligé de développer mon argumentation de la façon la plus complète possible. Donc, le sujet doit ou bien être traité à fond, ou ne pas être traité du tout.

Ce qui m'a toujours étonné, c'est que le problème de la création (énergie créatrice dans la nature) dont l'acuité et l'importance capitale sont pourtant hors de doute, — qui, pour ainsi dire, se trouve constamment devant nos yeux (la nature, c'est la création constante),

— reste depuis des siècles presque totalement en dehors de l'étude scientifique. Certes, la science moderne opère surtout au moyen d'analyses et d'expériences concrètes, précises, minuscules, qui, peut-être, aboutiront un jour « automatiquement » à des conclusions générales et vastes. Mais, je partage l'avis de ceux qui prétendent qu'il ne faut pas, pour cela, abandonner totalement l'autre méthode : l'examen général des grands problèmes qui surgissent devant nous et tentent la puissance de notre pensée, armée, surtout, des résultats déjà acquis par les analyses scrupuleuses des « microcosmes ». Les deux procédés pourraient parfaitement coexister, ayant chacun son champ d'action, se complétant mutuellement, au lieu de s'exclure. Or, le grand problème de l'énergie créatrice n'est même pas scientifiquement posé.

Je me bornerai, donc, dans le présent article à formuler, à préciser le problème, tel qu'il se présente à la méditation et à l'étude. J'espère que, laissant de côté ses solutions possibles, une telle précision intéressera déjà le lecteur et lui sera utile.

Admettant définitivement que la méthode d'action de la nature est l'évolution ; admettant, ensuite, que l'essence, la force mouvante, le ressort permanent de l'évolution est l'énergie créatrice, notre question se présente comme suit :

1° Qu'est-ce que l'énergie créatrice, la création ? Quels sont son essence et son rôle dans la nature ? Comment fonctionne-t-elle ? Quels sont ses rapports aux différentes espèces d'énergie ? Qu'est-ce que la vie comme manifestation de l'énergie créatrice ? La situation de l'homme dans l'évolution de la vie. L'homme et les autres animaux. (Partie biologique du problème.)

2° L'homme et l'énergie créatrice. (Partie bio-psychologique du problème.)

3° L'essence et le rôle de la création dans la société humaine. Le sens de l'évolution de l'homme en société. L'individu et la société. Le problème du progrès, etc., etc. (Partie sociologique.)

Tels sont les traits essentiels du problème de la création (énergie créatrice), sans parler des multiples subdivisions.

La création, c'est-à-dire, l'activité constante de l'énergie créatrice agissant par la méthode d'évolution, est devant nous, est en nous, est partout. Il s'agit d'y fixer notre attention, d'y approcher avec les moyens scientifiques modernes dont nous sommes armés et de l'analyser. C'est la plus belle tâche, la plus attrayante, la plus fructueuse que je connaisse. (Voir aussi : *Evolution, Progrès*). — VOLINE.

CRÉATION (sociale, des masses). Voir *Masses*.

CREATION-CREATIONISME. Si vous demandez à un métaphysicien, imbu d'esprit théologique — *σα εἶπετο* — pèce n'est pas rare — ce que signifie le mot Création, il vous répondra : La Création c'est l'acte incompréhensible par lequel Dieu produit le monde et lui donne une existence séparée. » Inutile d'insister, car il vous répètera : « Cet acte dépasse l'entendement humain ».

Adressez-vous à un théologien pur, catholique, par exemple, il vous dira : « C'est l'acte par lequel Dieu, sans le secours d'aucune matière préexistante, a produit l'univers par sa seule puissance et son unique volonté ». Et il appuiera sa définition, sur la genèse biblique et l'autorité de Moïse.

C'est, dans ce dernier cas, la création à partir de rien, *ex nihilo*, qui se trouve affirmée et, chose bizarre, sur l'autorité d'un livre presque unique à ce point de vue, car l'histoire des religions prouve, sans doute possible, que rares, pour ne pas dire nulles, furent celles qui admirèrent l'idée pure de création. Les plus savants exégètes et en tête Ernest Renan et l'allemand David Frédéric Strauss, ont clairement démontré la remar-

quable exception que nous offre à ce sujet la religion juive.

L'histoire de la philosophie nous enseigne que la première ou mieux la plus puissante réaction contre l'idée juive de création *ex-nihilo*, se fit en Grèce, où, 600 ans avant notre ère, Démocrite, Anaxagore, Empédocle, Xénophane, etc., etc., repoussaient le surnaturalisme religieux et ne spéculaient que sur la matière formant l'univers. On sait aujourd'hui qu'Anaxagore se montra le plus net et le plus précis, et l'on s'accorde à reconnaître que de lui date l'opposition de l'idée d'évolution à celle de la création.

On reste stupéfait de voir que grâce à l'influence de Platon et à celle d'Aristote, le créationisme se maintint longtemps, malgré l'effort presque miraculeux de la pensée philosophique au VI^e siècle grec. N'est-ce pas cette influence platonienne et aristotélicienne qui, après les ténèbres du moyen-âge et les premières lueurs de la Renaissance, s'exerçant sur l'esprit puissant de Descartes et sur celui de Leibnitz, en fit les défenseurs de la création pure ? Cette double influence de Platon et d'Aristote, à laquelle surent résister les panthéistes allemands qui combattirent l'idée de création *ex-nihilo*, nous la retrouvons dans la philosophie contemporaine. L'école spiritualiste française, en effet, admet cette idée ; le philosophe Renouvier que le néocriticisme actuel reconnaît pour initiateur, a écrit pour la défendre ; et nous voyons aujourd'hui le suisse Secrétan, et les philosophes d'Action française rompre des lances en sa faveur dans les revues réactionnaires et catholiques.

On trouvera aux mots *Darwinisme* et *Evolution*, l'idée contraire développée avec toute l'ampleur qu'elle comporte. — P. VIGNÉ D'OCTON.

CRÉATION (*ex-nihilo*). Quelque conception qu'on ait de ce que les adeptes des religions diverses appellent « Dieu », le geste créateur qu'on attribue à l'Etre suprême et éternel, « tirant du néant l'Univers et créant toutes choses de rien » est d'une insoutenable absurdité. Et, dans cet ouvrage destiné à arracher l'esprit humain aux croyances sans fondement et aux préjugés qui nous viennent des siècles d'ignorance d'où nous sommes issus, il me paraît indispensable d'établir fortement l'impossibilité de la création *ex-nihilo*.

Ouvrez un de ces petits livres que doivent apprendre par cœur les enfants qui s'apprennent à faire leur première communion : c'est le catéchisme, c'est-à-dire le résumé des Vérités fondamentales sur lesquelles repose toute la Doctrine catholique. A la première page, vous lirez cette question : « Qu'est-ce que Dieu ? » suivie de cette réponse : « Dieu est un Etre éternel, infini, tout puissant, qui a fait toutes choses de rien. » Je vous abandonne le récit que nous fait la Genèse des conditions et de l'ordre dans lesquels Dieu créa le Monde en six jours. J'aurais évidemment beau jeu à éplucher ce récit et à en démontrer l'invraisemblance et les erreurs. Cette discussion ne serait ni dépourvue d'intérêt, ni dénuée de valeur ; car, somme toute, cet exposé de la création en six jours est contenu dans les Ecritures. Les Ecritures (ancien et nouveau Testament) nous sont présentées par l'Eglise comme contenant la parole de Dieu et, s'il est un point sur lequel le Créateur de toutes choses ne doit pas, ne peut pas se tromper, c'est certainement le récit de la création elle-même puisqu'il en est l'auteur. Mais si je démontre que Dieu n'a pas créé, qu'il n'a pas pu créer, qu'il est absurde de croire au geste créateur, ne devient-il pas inutile de porter le débat sur les détails et circonstances de ce geste ? Ne deviendra-t-il pas évident que, s'il y a erreur ou mensonge sur la création elle-même, il y a, à plus forte raison, erreur ou mensonge, sur les conditions dans lesquelles cette création se serait accomplie ? Or, je dis que créer est impossible et qu'un être raisonnable ne peut pas admettre la possibilité du geste créateur.

Qu'est-ce que « créer » ? Définissons ce mot ; fixons-en clairement l'exacte signification. Que faut-il entendre par ce terme : créer ? Prendre des matériaux épars, séparés, les aller chercher ici et là, en saisir à droite et à gauche ; puis, en vertu de certains principes connus et en application de certaines règles expérimentées, les rapprocher, les grouper, les associer, les ajuster, de façon à en former un objet déterminé, est-ce créer ? S'emparer de certaines idées, impressions, souvenirs, bruits, images, couleurs, qu'on trouve, confus en un ou plusieurs cerveaux, pêle-mêle dans les livres et les musées ; puis comparer, associer, opposer ces divers éléments, de façon à en faire jaillir une idée nouvelle ou à en extraire une théorie ou une technique encore inédites est-ce créer ? Mettre de l'ordre dans ce qui est désordonné, introduire de la symétrie dans ce qui est chaotique, ranger sur une ligne droite ce qui est un indéchiffrable entassement de lignes qui s'entrecroisent, diriger vers un but précis et employer à une fin déterminée ce qui ne paraît avoir ni fin, ni but ; est-ce créer ? Non, cela n'est pas créer.

Le mot créer est un de ces termes dont, à la longue, on a copieusement abusé pour exprimer un tas de choses qui n'en sont pas moins totalement étrangères à l'idée qu'implique l'expression « créer ». Ne s'est-on pas avisé de dire d'un grand couturier ou d'une modiste réputée qu'ils ont créé tel modèle ou tel genre ? Qu'ont-ils fait ? Ils ont fouillé dans les archives, ils ont consulté les ouvrages de la partie, ils ont comparé, ils se sont inspirés des goûts récents, ils ont tenu compte des tissus et des ornements qui se marient le plus agréablement, ils ont supprimé ceci et introduit cela, ils ont ajouté ici et diminué là ; ils ont interrogé leur personnel et leur clientèle ; ils se sont renseignés sur le genre et le modèle qu'allaient lancer leurs concurrents ; ils ont fait des chiffres, afin de savoir quel serait le profit. Enfin, ils ont fait sortir de toutes ces opérations un genre ou un modèle. Peut-on dire qu'ils ont créé ? — Non.

On a vu des comédiens, des cabots et des danseuses décorés pompeusement du nom de « créateurs », parce que les premiers avaient campé autrement que leurs prédécesseurs un personnage classique ou introduit dans le nouveau répertoire un type encore inédit, parce que les seconds avaient apporté sur la scène une mimique inconnue et les dernières un pas, un saut ou un balancement nouveaux. Peut-on dire qu'ils ont créé ? — Non.

De tel savant, on a dit qu'il est le créateur de telle science ou de telle branche de celle-ci. Qu'a fait ce savant illustre ? Il a puisé dans les travaux et les recherches de ses prédécesseurs ; il a mis à profit les expériences, les investigations auxquelles se livrent ses contemporains ; il a multiplié les observations et les fouilles ; il a prolongé les résultats acquis ; il a bifurqué aux endroits où ses confrères s'étaient arrêtés et son labeur persévérant l'a mis un jour en face d'une possibilité nouvelle, d'un champ d'expérience inexploré. Il s'y est avancé le premier et il a attaché son nom à un procédé, à une méthode, à une particularité de la science. A-t-il véritablement créé ? — Non.

Tel homme d'Etat, placé à la direction d'un royaume ou à l'administration d'une république, a, pour consolider le pouvoir, étendre sa domination ou améliorer le sort de la population, ajouté une institution à celles qui existaient déjà ; il a supprimé un rouage de manipulation lente et massive et lui a substitué un rouage plus souple et d'effet plus rapide. On dit de cet homme d'Etat qu'il a créé ce rouage, cette Institution. Le terme est-il exact ? S'applique-t-il à l'opération dont il s'agit ? A-t-il véritablement créé la dite Institution ? Ne l'a-t-il pas plutôt et tout simplement fondée ?

C'est surtout lorsqu'il s'agit des artistes et des chefs

d'œuvre dus à la magnificence de leurs inspirations qu'on se sert couramment du mot « création ». Sculpture, peinture, architecture, musique, poésie, littérature, je vous accorde que des œuvres superbes ont élevé ces arts jusqu'aux nues, que la Forme et la Beauté ont trouvé dans certains hommes un souffle génial et à l'exécution prestigieuse, d'incomparables traducteurs. Mais qu'eussent-ils fait et qu'eussent-ils pu faire si leur cerveau admirable ne s'était pas au préalable peuplé des idées, des sensations, des souvenirs, des connaissances, des comparaisons, fournis par la diversité des Ecoles ; si leur génie, nourri, fortifié, soulevé par la contemplation de ces richesses intellectuelles et de ces trésors artistiques, n'avait pas emprunté à ce fonds inépuisable les matériaux indispensables à l'extériorisation de leurs sublimes édifications intérieures ? Dès lors, peut-on appeler leurs œuvres « Créations » ? — Non. J'admire, oui, j'admire, je vénère et j'aime ces savants illustres qui, par une divination prodigieuse et un labeur opiniâtre, ont étendu de génération en génération le domaine du savoir ; j'admire oui, j'admire, je vénère et j'aime ces merveilleux artistes qui ont élevé jusqu'au sublime et presque jusqu'à la perfection l'expression de la Beauté. Mais, cet hommage rendu aux sommités de l'Art et de la Science, je reviens à ma question : ces hommes ont-ils créé ? Et je réponds par la négative.

Mais alors, qu'est-ce que créer ? J'avoue qu'une définition n'est pas chose facile, quand il s'agit de donner un sens à une expression qui n'en possède aucun. On n'explique pas l'inexplicable ; on ne définit pas l'indéfinissable ; aussi me trouve-je fort embarrassé de dire ce que signifie, au juste et sans ambiguïté le terme *créer*.

Sans le secours de ce petit catéchisme que j'ai fort heureusement sous la main, je ne sais s'il me serait possible de sortir d'embarras. Je consulte cet oracle et le voici qui me répond : « Dieu est un Etre éternel, infini, tout puissant, *qui a fait toutes choses de rien*. Maintenant, j'y suis. Je ne dis pas que je comprends : on ne comprend pas l'incompréhensible ; mais je dis que j'y suis ; c'est-à-dire que je tiens une définition du mot *créer*. *Créer*, ce serait (remarquez que je dis *serait* et non *c'est*) faire quelque chose avec rien du tout, tirer quelque chose de rien du tout, appeler le néant à l'être. Imaginez les combinaisons les plus ingénieuses, les grossissements les plus fantastiques, les multiplications les plus fabuleuses ; faites sortir d'un gland le chêne le plus majestueux ; tirez d'une unité les totaux les plus élevés ; amenez un grain de poussière à la formation d'un continent ; aucune de ces opérations ne nous donnera l'idée de ce que ce serait que créer, aucune ne pourrait même nous rapprocher de cette idée : un gland, c'est petit, une unité, c'est peu, un grain de poussière, ce n'est presque rien : cela n'empêche qu'un grain de poussière, une unité, un gland, c'est toute de même quelque chose et créer — le catéchisme nous l'enseigne — c'est faire quelque chose *de rien, c'est tirer du néant*. Remarquez que le miracle de la création du Monde n'est pas dans le fait — déjà surprenant en soi — que, avec rien du tout, Dieu ait pu créer un Univers dont les dimensions sont telles qu'après avoir multiplié les chiffres les plus fabuleux par les chiffres les plus fantastiques et après avoir pris le total de cette multiplication pour la plus infime unité de mesure, il reste impossible de fixer ces dimensions ; le miracle réside dans le fait de faire quelque chose, *et si peu que ce soit*, avec rien du tout ; le miracle est donc dans la création elle-même et non dans l'étendue ou le volume de la chose créée. Et lorsque les théologiens attirent notre attention sur l'immensité incalculable de l'Univers, c'est — soyez-en persuadés — pour nous faire perdre de vue l'impossibilité du petit (l'unité) par le mirage fantasque du grand (le nombre).

Observez encore qu'il y a cent fois, mille fois, les milliards et des milliards de fois plus loin du néant au grain de poussière que du grain de poussière à la totalité des Univers existants ou pouvant exister. Avec rien, on ne fait rien, on ne peut rien faire ; de rien on ne fait rien, on ne peut rien faire et l'inoubliable aphorisme de Lucrèce : *ex nihilo nihil*, défieure l'expression d'une certitude indéniable et d'une évidence manifeste. Je pense qu'on chercherait en vain une personne douée de raison qui puisse concevoir et admettre que de rien on puisse tirer quelque chose et qu'avec rien il soit possible de faire quelque chose. En conséquence l'hypothèse d'un Dieu Créateur est absurde ; la raison la repousse comme inadmissible.

Je ne suppose pas que les gens d'Eglise soient tous frappés d'aliénation mentale ; je dirai même qu'il y a eu et qu'il y a encore parmi eux des hommes d'une belle intelligence et d'une enviable lucidité. La foi ne peut pas les aveugler au point de leur faire méconnaître l'impossibilité de la Création. D'où vient donc que, non seulement, ils l'admettent quoique impossible, mais encore l'affirment comme hors de conteste ? Car pour eux, du moins à les entendre, c'est une de ces vérités qui se passent de démonstration, une de ces certitudes axiomatiques qui s'imposent d'elles-mêmes, sans qu'il soit utile de l'accompagner d'une preuve quelconque. Je conçois que cette absence d'examen soit un procédé fort commode, puisqu'il dispense de toute controverse et même de toute vérification, sur le fondement même de leur religion, les adeptes de celle-ci.

Le vrai, c'est qu'il est indispensable que leur Dieu soit créateur pour être Dieu. Que si cette qualité vient à lui manquer, il cesse d'être Dieu : il n'est plus l'être nécessaire, l'ordonnateur de toutes choses, le dispensateur de la félicité et de la souffrance.

S'ils avaient pu bâtir leur religion sans cet indispensable fondement, ils s'en seraient probablement passé ; mais sans ce point d'appui : la Création, il n'y aurait plus de religion chrétienne ; sans cette base, tout serait remis en question, ou plutôt rien ne serait plus en question, parce que tout s'effondrerait, ce serait l'édifice construit par l'Eglise pierre à pierre depuis dix-neuf siècles, réduit brusquement en poussière ; ce serait l'Eglise catholique condamnée à n'être plus qu'une Institution passagère comme toutes les institutions humaines. Dieu sans la création cesserait d'être Dieu, le Christianisme sans Dieu cesserait d'être le Christianisme et l'Eglise dont la prétention est d'être éternelle comme son Dieu, deviendrait une puissance périssable que le temps serait appelé à précipiter dans le gouffre du passé. A cette seule idée, l'Eglise frémit et s'indigne. Elle a vu les trônes chanceler, les dynasties disparaître, les civilisations se succéder, et, reposant sur le granit de la Divinité, Elle est toujours debout. Près de quinze siècles durant, Elle a exercé, sur notre Europe occidentale et, de là, sur une portion de la Terre, une dictature absolue ; moins puissante aujourd'hui, Elle a lié son destin à celui des classes dirigeantes avec lesquelles Elle partage le Pouvoir ; de ce Pouvoir Elle se contente présentement, mais Elle ambitionne de reconquérir la direction totale et Elle ne désespère pas de réaliser ses ambitieuses visées. Seulement, Elle ne peut raisonnablement nourrir cet espoir qu'à la condition de se maintenir dans la direction des consciences et Elle ne s'y peut maintenir qu'autant qu'Elle représente le Dieu Eternel, immuable, infini tout-puissant, c'est-à-dire le Dieu Créateur. Voilà pourquoi Elle érige en Dogme la Création par Dieu du Ciel et de la Terre.

Dogme, ai-je dit ? — Oui, c'est-à-dire article de foi qu'il est interdit, sous peine de péché mortel, au catholique de mettre en doute.

« Croyez, mes frères, dit le Curé, croyez et ne cher-

« chez pas à comprendre. Quel serait le mérite de
« croire, si vous compreniez ? Et, si vous pouviez com-
« prendre, de quel droit réclameriez-vous la récom-
« pense promise aux âmes qui s'abîment dans l'adora-
« tion ? Méfiez-vous des tentations diaboliques. Satan
« est habile dans l'art de vous tendre des pièges et c'en
« est un — peut-être le plus dangereux — que de vous
« inciter à pénétrer le mystère dont il plaît à noter
« Dieu de s'envelopper. Croyez ; croyez aveuglément ;
« croyez même, croyez surtout à ce qui vous paraît ab-
« surde. Avec le bon chrétien, dites : je crois non pas
« bien que ce soit absurde, mais parce que c'est absurde ;
« *credo quia absurdum !* » A l'Eglise, au cours d'une
« cérémonie cultuelle, devant un auditoire composé uni-
« quement de fidèles disposés à tout croire et résolu à
« tout admettre sans piper mot, ce langage suffit. Mais il
« n'en est plus ainsi quand de la chaire le débat se
« transporte à la tribune et quand celui qui parle
« s'adresse à une assemblée composée d'auditeurs réflé-
« chis, avisés, attentifs, éclairés, qui ne se paient pas de
« mots et ne sont sensibles qu'au raisonnement.

Le débat s'est rarement engagé, entre mes contradic-
teurs et moi, sur ce point précis de l'acte créateur. Il
n'y a pas à s'en étonner : la cause de mes adversaires
était malaisée à défendre et peu nombreux ont été ceux
qui ont eu le courage — peut-être ferais-je mieux le
dire la témérité et, mieux encore, la maladresse — de
s'y aventurer. Il en fut cependant qui comprirent que
l'argument avait porté et qu'il avait trop de poids pour
qu'il fût permis à un Chrétien de n'en pas souffler mot.
« La création, dirent quelques-uns, est un mystère ; elle
« est du nombre de ces quelques problèmes qui échap-
« pent à la faible compréhension de l'homme ; c'est un
« article de foi. On croit à la Création ou on n'y croit
« pas ; mais il est aussi impossible de la prouver que de
« la nier. La Science et la Raison sont impuissantes à
« faire la preuve dans un sens comme dans l'autre. Il
« nous paraît, cependant, que l'affirmation est plus
« plausible que la négation ; de toutes façons, la doc-
« trine d'un Etre Eternel et tout puissant a l'avantage
« d'apporter à la question des origines de l'Univers une
« solution, tandis que la doctrine opposée n'en apporte
« aucune. »

En réponse à cette déclaration (car il n'y a pas dans
ces propos un essai de réfutation), il suffit de faire
observer :

a) Que, bien qu'elles soient liées l'une à l'autre, la
question des origines de l'Univers et celle de la Création
sont distinctes ; qu'elles ne doivent pas être étudiées
simultanément, mais l'une après l'autre. Il est, en effet,
évident que, s'il était prouvé que le Monde n'a pas eu
de commencement, qu'il a existé de tout temps, il n'y
aurait pas lieu de se demander s'il a été créé, par qui,
quand, ni comment. Cette question de la Création ne
se pose que dans le cas où il serait démontré que l'Uni-
vers a commencé. Alors, mais alors seulement, il peut
y avoir lieu d'étudier le problème de la Création. Or,
le Christianisme admet tout d'abord, comme si c'était
un point acquis, que l'Univers n'a pas toujours existé,
puisqu'il affirme qu'il a été créé. C'est ce que, en logi-
que, on appelle une *pétition de principe*, c'est-à-dire un
raisonnement qui accepte comme point de départ l'ar-
gument ou le fait dont il est nécessaire de prouver au
préalable l'exactitude.

b) Qu'il est faux d'avancer que la doctrine d'un Etre
éternel et tout-puissant, ayant créé le Monde apporte
la solution attendue du problème des Origines de l'Uni-
vers. C'est, en effet, une manière étrange de résoudre
une question déjà fort obscure en soi que d'en augmen-
ter l'obscurité en lui apportant une solution plus trou-
blante, plus indéchiffrable, plus incompréhensible en-
core que cette question elle-même. Or, c'est à ce résultat
qu'on aboutit infailliblement lorsque, dans le but de

résoudre les Enigmes de l'Univers, on tranche la ques-
tion par une solution plus énigmatique encore, plus
invérifiable, plus mystérieuse : la Création.

c) Que, au surplus, ce n'est pas résoudre la question,
mais tout simplement en reculer la solution et la com-
pliquer par l'entrée en scène et l'intervention active
et directe d'un Etre inabordable à l'intelligence de
l'homme et qui, par conséquent, échappe fatalement,
de ce chef, à tout contrôle comme à tout raisonnement.

Tout récemment (1926) le journal *Le Figaro*, bien
connu pour ses attaches avec les milieux catholiques, a
ouvert une enquête sur le sujet suivant : « *Le sentiment
« religieux et la Science. Y a-t-il opposition entre l'un
« et l'autre ?* » Comme il fallait s'y attendre, il a consul-
té, dans le monde de la Science officielle, tous les profes-
seurs et docteurs plus ou moins acquis, par leur nais-
sance, leur éducation, leur culture, et... leur clientèle,
aux milieux conservateurs et chrétiens. La réponse de
ces messieurs peut se résumer ainsi : « Le sentiment
« religieux et la science appartiennent à deux domaines
« distincts et ceux-ci ne sauraient être confondus. Le
« plan sur lequel travaille le savant n'est pas le même
« que celui sur lequel s'affirme et travaille le croyant.
« Il n'y a donc aucune opposition entre la Science et le
« Sentiment religieux. » Cette réponse est, quant au
fond, tout un aveu. Celui-ci est entouré d'artifice ; il
n'en existe pas moins, c'est dire que la Science et le
Sentiment religieux sont étrangers l'un à l'autre, c'est
reconnaître que la Science ignore la religion et, par
conséquent, que le Sentiment religieux n'a à attendre
de l'esprit et de la méthode scientifique aucun appui,
aucun concours.

..

Je poursuis ma démonstration.

D'autres contradicteurs m'objectèrent qu'en déclarant
la Création impossible, je ne tenais pas compte de la
toute-puissance de Dieu, que le pouvoir divin étant sans
limite, rien ne lui était impossible.

Voici ma réponse : quand on dit que rien n'est impos-
sible à Celui dont la puissance est sans borne, on pro-
fère une sottise, si on entend par là prétendre que Dieu
peut faire l'impossible. L'impossible, c'est ce qui ne
peut pas être ; le possible, c'est tout ce qui peut être.

Voici un bâton ; il a deux extrémités. Il est impossible
qu'il n'en ait qu'une et Dieu lui-même — s'il existait —
ne pourrait pas faire que ce bâton n'en eût qu'une.
Il a plu hier. Dites-moi, — si vous croyez que Dieu
existe et qu'il est le maître des éléments et qu'il peut
faire à son gré le beau temps ou la pluie, — dites-moi
que Dieu aurait pu empêcher qu'il plût ; mais ne me
dites pas que Dieu peut aujourd'hui faire qu'il n'ait
pas plu hier. Mon meilleur ami est mort il y a trois
jours ; dites-moi que Dieu, puisqu'il est tout puissant,
aurait pu l'empêcher de mourir ; mais ne me dites pas
qu'il est au pouvoir de Dieu de faire qu'il ne soit pas
mort. Vous me répondrez qu'il peut le ressusciter. Le
ressusciter ? soit ; mais, dans ce cas, c'est-à-dire si Dieu
rend la vie à mon ami, c'est que celui-ci l'avait perdue
et donc qu'il était mort ; dites-moi encore qu'il n'a pas
été nécessaire qu'il le ressuscite et qu'il a suffi, son
pouvoir aidant, qu'il rappelle mon ami à la vie et je
vous répondrai que dans ce cas, mon ami n'était pas
réellement mort, qu'il était plongé dans un état léthar-
gique ou cataleptique lui donnant l'apparence d'un
cadavre, mais qu'il n'était pas réellement un cadavre.
Dieu ne peut donc pas faire l'impossible ; dans le do-
maine des impossibilités, il est aussi impuissant que
vous et moi... Ce qui serait vrai, indiscutable même,
s'il existait, c'est que dans le domaine des choses possi-
bles, Il pourrait tout, absolument tout, mais dans le
domaine des choses possibles, seulement.

Prenez une mouche, attachez à cette mouche un
poids de cent grammes, elle ne pourra pas l'enlever ;

placez mille kilos sur le dos d'un éléphant, et ce pachyderme enlèvera ces mille kilos sans effort. Cet enfant de six mois ne peut pas marcher, mais ce jeune homme peut courir ; ce cerveau de deux ans ne peut pas agiter utilement les hautes spéculations, mais cet homme de quarante ans peut le faire aisément. Entre la mouche et l'éléphant, entre le bébé et le jeune homme, entre le bambin et le philosophe, il n'y a qu'une différence de force ; mais tous se meuvent sur le terrain du possible. Dans ce cadre des choses possibles, votre Dieu peut tout ; mais là s'arrête sa puissance. Or, j'ai démontré que créer, c'est-à-dire faire quelque chose avec rien du tout, tirer quoi que ce soit du néant, c'est chose impossible. Puisque Dieu ne peut pas ce qui est impossible, il ne peut pas avoir créé.

On m'a dit alors : « vous raisonnez comme un homme raisonnant sur un de ses semblables, vous jugez Dieu à votre mesure. Vous divisez tout en possible et impossible ; mais ce qui est impossible à l'homme, ce que le misérable entendement de l'homme considère comme impossible peut fort bien ne pas être impossible à Dieu. Le plan sur lequel agit Dieu n'est pas le même que celui sur lequel l'homme agit ; ces deux plans sont séparés par des cloisons étanches. Ces démarcations absolues, on les constate entre les éléments qui composent les divers règnes de la nature. Nous sommes dans une salle construite en pierre. Nous parlons, nous raisonnons, nous argumentons. Croyez-vous que ces pierres pourraient comme nous, parler, raisonner, argumenter ? Croyez-vous, seulement qu'elles soient en état de nous comprendre ? Non ! n'est-ce pas ? Il est impossible à ces pierres de parler, de raisonner, d'argumenter. Mais ce qui leur est impossible, à elles, pierres, nous est possible, à nous, hommes. Il n'y a cependant qu'un petit fossé entre ces pierres et nous, tandis que, entre l'Homme et Dieu, il y a un abîme. D'où l'on peut conclure que ce qui est impossible à l'homme et ce qui lui paraît impossible peut parfaitement être possible à Dieu. Nous vous accordons qu'avec rien l'homme ne puisse rien faire ; mais cela ne vous permet pas d'en inférer que de rien Dieu ne puisse rien faire. »

Et j'ai répondu : « Procédons par ordre. L'objection est sérieuse, mais elle est complexe ; je vais en suivre et en discuter les diverses parties.

Et tout d'abord, je raisonne comme un homme raisonnant sur un de ses semblables ; je juge Dieu à ma mesure — c'est exact ; je ne puis en raisonner autrement ; je dispose de faibles lumières, de connaissances incomplètes et mon jugement est faillible. Mais est-il possible que je juge à une autre mesure qu'à la mienne ? Est-il possible et seulement désirable que je raisonne autrement qu'à l'aide de mes lumières, de mes connaissances et de mes facultés ? Je ne puis voir qu'avec mes yeux, entendre qu'avec mes oreilles, digérer qu'avec mon appareil digestif, respirer qu'avec mes voies respiratoires et raisonner qu'avec mon cerveau. Eh bien ! Et vous ? Auriez-vous l'inconcevable privilège de raisonner autrement qu'un homme et de juger Dieu à une autre mesure qu'à la vôtre ? De deux choses l'une : ou bien, il ne nous est pas possible d'étudier Dieu, d'en raisonner avec les seules et humbles facultés que nous possédons ; dans ce cas, que faisons-nous ici ? Pourquoi en discutez-vous, en raisonnez-vous vous-mêmes ? ou bien nous pouvons en discuter, en raisonner, et, dans ce cas, avec quoi, par quels moyens, à l'aide de quelles mesures, de quelles lumières, de quelles connaissances et de quelles facultés autres que les nôtres ; les vôtres et les miennes ?... Vous me dites encore : *ce qui est impossible à l'homme peut fort bien ne pas l'être à Dieu*. Pardon ! Ce qui est impossible est impossible, ce qui ne peut pas être ne peut pas être. Faut-il que je reprenne

mes exemples et que j'en ajoute ? Dieu peut-il faire qu'un bâton n'ait qu'un bout ? Peut-il faire que ce qui a été n'ait pas été ? Je vous pose le problème suivant : Je prends un immense tableau noir, je le couvre de zéros ; j'appelle le mathématicien le plus consommé ; je le prie de se livrer sur ces zéros à toutes les opérations de la mathématique ; il aura beau additionner, multiplier, additionner encore et encore multiplier, il ne parviendra pas à extraire de ces milliers de zéros une seule unité. Pourquoi, parce que c'est chose impossible et cette chose impossible le sera *quel que soit le calculateur*, fût-il Dieu. Aussi longtemps qu'il n'opèrera que sur des zéros, c'est le rien du tout, c'est le néant : l'unité, c'est la création. Il est aussi impossible de faire quelque chose avec rien du tout (ce qui est créer) que de faire une unité avec des zéros. Osez-vous dire, maintenant, que rien n'est impossible à la Toute-Puissance de Dieu ? Osez-vous dire que la création est possible, ce qui équivaldrait à prétendre que, avec des zéros et rien qu'avec des zéros Dieu peut faire une unité ?

Venons-en à présent à *ces pierres qui ne peuvent ni parler, ni raisonner, ni argumenter, tandis que nous le pouvons*. Votre raisonnement, se résume ainsi : de même qu'il y a des choses qui, impossibles à la pierre sont possibles à l'homme ; de même il y a des choses qui, impossibles à l'homme, sont possibles à Dieu. Au nombre de ces choses impossibles à l'homme et possibles à Dieu, il y a la création. L'objection est bien présentée ; elle paraît sérieuse, mais je puis la réfuter facilement. Qu'il y ait des choses impossibles à la pierre et cependant possibles à l'homme, cela ne fait pas de doute. La pierre ne parle pas, elle ne raisonne pas, elle n'argumente pas, tandis que l'homme parle, raisonne et argumente. J'en tombe d'accord avec vous. Mais encore convient-il de nous demander pourquoi il en est ainsi. L'homme peut parler, raisonner et argumenter, parce qu'il possède des organes qui lui permettent et dont c'est la fonction de parler, de raisonner et d'argumenter ; tandis que, privée de ces organes, la pierre ne peut accomplir ces fonctions. Il y a, ainsi, dans la nature une multitude de choses que tels corps appartenant à tel règne peuvent faire, tandis que tels autres corps appartenant à tel autre règne, ne peuvent pas les faire. La pierre ne peut pas parler, l'homme le peut ; elle ne peut pas se déplacer d'elle-même, la fourmi le peut ; la pierre ne peut ni crier, ni chanter, ni siffler, le rossignol peut moduler les sons les plus variés et les plus expressifs. Le rossignol peut voler et vivre dans l'air, mais ils ne peut pas nager et vivre dans l'eau, tandis que la carpe peut nager et vivre dans l'eau, mais ne peut pas voler et vivre dans l'air. Ces exemples suffisent à prouver qu'il existe entre les règnes divers et, au sein du même règne, entre les diverses espèces des différences très marquées. Ces différences proviennent de la diversité des éléments, des organes, des structures intérieures, des assemblages et combinaisons des propriétés particulières qui caractérisent et séparent plus ou moins profondément les genres et les espèces. Dans les sciences naturelles, les classifications n'ont pas d'autre origine. Il y a plus : le temps a suffi à établir des différences très marquées sur le plan des possibilités et des impossibilités. C'est le triomphe des découvertes et inventions, c'est leur rôle d'apporter à l'homme de ce siècle des possibilités interdites à l'homme du siècle précédent. Un exemple, rien qu'un, pour ne pas alourdir cette discussion : la navigation aérienne. Parler, raisonner, argumenter, se mouvoir, naviguer dans les airs sont choses *possibles*, puisque l'homme parle, raisonne, argumente, se meut, circule dans l'espace ; elles sont impossibles à la pierre, c'est vrai ; mais, puisqu'elles sont possibles à l'homme, cela prouve qu'elles ne sont pas impossibles

par elles-mêmes, c'est-à-dire en soi, irréductiblement, nécessairement, intrinsèquement. Or, quand je dis que, en dépit de sa Toute-Puissance, Dieu ne peut pas l'impossible je ne dis pas qu'il ne peut pas ce qui est impossible à l'homme (je sais que le pouvoir de l'homme est fort restreint), je dis que Dieu ne peut pas plus que l'homme ce qui est impossible en soi, irréductiblement, nécessairement, intrinsèquement. Sans doute, les plans ne sont pas les mêmes : le plan minéral diffère du plan végétal ; celui-ci diffère du plan animal et, si, pour les besoins de la discussion, j'admets qu'il y ait un plan divin, je confesse qu'il diffère du plan humain. Dans cette gradation des plans qui se superposent, l'échelle des possibilités monte sans cesse, mais des possibilités seulement. En sorte que ce qui est chose impossible sur le plan inférieur devient possible sur le plan supérieur ; tandis que, ce qui est chose impossible en soi, est impossible sur la totalité des plans. Toutes ces possibilités n'en ont pas moins une limite, une borne, une fin. Cette fin, cette borne, cette limite, c'est l'impossible en soi.

Or, j'ai démontré que l'acte créateur est impossible en soi, donc Dieu ne peut pas l'avoir accompli.

Un pasteur crut habile de déplacer la question. Ce protestant avait compris, sans aucun doute, que, sur le terrain précis de la création *ex nihilo*, il était malaisé d'emporter quelque avantage. Il exposa donc avec force circonlocutions et parenthèses, qu'il me faisait grâce de tout débat sur la possibilité ou l'impossibilité du Geste créateur ; qu'au surplus, c'est un point sur lequel il est difficile et, peut-être, impossible de projeter une suffisante clarté, et, conséquemment, de se prononcer catégoriquement. Mais, après avoir épuisé tous les *si*, les *mais*, les *car*, les *puisque* et les *néanmoins*, il en vint au point où il voulait amener sans de trop brusques secousses l'auditoire. Il affirma que, à l'origine, l'Univers était dans un état chaotique et désordonné, que, jouets du hasard, n'obéissant à aucun mouvement régulier, les corps suspendus dans l'espace s'y balançaient sans rythme précis, sans but, pour ainsi dire pêle-mêle, s'attirant et se repoussant, se rapprochant et s'éloignant, se choquant, se brisant, se fusionnant ou se fragmentant dans une anarchie (*sic*) indescriptible. Mais que, à un moment donné du temps, l'ordre s'était établi, ordre qui provoque à juste raison l'admiration de tous ceux qui ne sont pas insensibles au spectacle prodigieux de l'Harmonie Universelle.

Cet ordre, au dire du Pasteur, ne peut pas s'être établi tout seul et comme par miracle ; il ne peut avoir été que l'œuvre d'un ouvrier fabuleux et il ne peut se poursuivre, que grâce à la surveillance incessante qu'exerce cet ouvrier sur les innombrables rouages de cette prodigieuse et gigantesque machine. Cet Ouvrier, c'est Dieu.

Ce joli discours avait été prononcé sur le ton sans emphase et dans le style professoral qu'affectionne l'Eglise protestante. Je fis tout d'abord remarquer à l'auditoire à quelle incalculable distance du Dieu créateur, rappelant la mort universelle à la vie universelle, se tenait ce Dieu modeste, simple Ouvrier se bornant à mettre de l'ordre et de la régularité dans l'irrégularité et le désordre et il me fut facile de souligner la manœuvre par laquelle le Pasteur espérait, en laissant tomber du lest, beaucoup de lest, permettre au ballon-Dieu de remonter vers les hauteurs d'où je l'avais fait descendre. Il ne s'agissait plus de la Création, c'était une thèse que le Pasteur abandonnait, puisqu'il ne s'en faisait pas le défenseur et tentait de réduire l'impossible création à une modeste « mise en ordre ». Ce point de vue bien compris, j'empoignai mon contradicteur un peu rudement : « Eh ! quoi, monsieur le Pasteur, que signifie ce galimatias ? Je pourrais me dispenser de vous répon-

dre, car nous en sommes au Dieu Créateur et non Ordonnateur ; mais si, je me bornais à souligner votre « reculade » vous et les votées (je vous connais) vous ne manqueriez pas de traiter de dérobade mon absence de réfutation. Je vais donc étaler aux yeux de cette assemblée qui nous écoute, les faiblesses de votre point de vue. Laissez-moi, dès le début, vous dire que vous êtes tombé dans une pétition de principe en négligeant d'assurer à votre raisonnement la solidité nécessaire d'un point de départ incontestable ou démontré. Car votre raisonnement est celui-ci : « L'ordre dans l'Univers n'a pas toujours existé. Il a donc fallu que, à un moment donné, il y fut établi. Or, il ne peut s'être établi de lui-même. Donc il a fallu l'intervention de Dieu pour l'y introduire. » J'ai dit une pétition de principe ; j'aurais dû dire deux. « L'ordre dans l'Univers n'a pas toujours existé. » C'est ce qu'il aurait fallu démontrer avant tout ; vous ne l'avez pas fait : première pétition de principe. « L'ordre ne pouvait s'établir de lui-même. » C'est ce qu'il aurait fallu démontrer ensuite ; vous ne l'avez pas fait : seconde pétition de principe. Que peut bien valoir un argument en trois propositions, dont les deux premières sont viciées par deux pétitions de principe ? Je vous le demande à vous, Monsieur, qui n'ignorez pas, qui ne pouvez pas ignorer les règles élémentaires de la dialectique. Est-ce oubli et négligence de votre part ? Est-ce parce que vous avez cru sincèrement ces deux premières propositions établies d'avance et hors du débat ? — Non, Monsieur. Seulement, vous vous êtes sans doute bercé de l'espoir que je ne les discuterai point et c'est en cela que vous vous êtes trompé. Donc, discutons-les.

Sur quelles observations vous appuyez-vous pour affirmer que, à l'origine, l'Univers était dans un état chaotique et désordonné ? A quelle époque en était-il ainsi ? Je vous serais obligé de nous le faire savoir. Où voyez-vous trace de cet état chaotique ? D'où vous vient l'assurance de ce désordre dans l'Univers ? Je reconnais que, par l'observation et le calcul, il est possible de reconstituer avec assez d'exactitude l'état probable dans lequel se trouvaient, il y a des milliers et des milliers de siècles, les corps qui gravitent dans l'espace, je reconnais que cet état n'était pas exactement le même que dans le présent ; je reconnais encore que, à certaines époques, il a dû se produire, il s'est certainement produit de formidables bouleversements, de colossales transformations, voire d'effrayants cataclysmes. Est-ce à dire que ces mouvements, ces heurts, ces disparitions, ces agitations fabuleuses aient été des désordres ? Ces bouleversements, desquels, vous en conviendrez, personne n'a été le témoin et dont vous ne pouvez avoir connaissance, vous en conviendrez aussi, que par des constatations et des calculs basés sur les observations actuelles, de quel droit les traitez-vous de chaotiques ? Sur quelles données faites-vous reposer le jugement que vous portez sur eux ? Pourquoi seraient-ils *chaos* dans le recul des temps écoulés et *ordre* aujourd'hui ? Pourquoi seraient-ils *désordre* il y a des milliards d'années et *régularité* présentement ? Je répète que vous ne pouvez connaître ces mouvements, que par le calcul, c'est-à-dire en portant dans la nuit des temps, le flambeau que met entre vos mains l'observation des mouvements actuels. C'est en vertu de ces mêmes mouvements que, par l'étude du présent, vous obtenez des indications sur le passé. De ce qui se produit aujourd'hui dans l'Univers vous allez à la découverte de ce qui s'y est produit autrefois. Et je vous enferme dans le dilemme suivant : ou bien les mouvements que vous constatez aujourd'hui obéissent aux mêmes lois que celles qui ont régi de tout temps l'Univers et, dans ce cas, vos calculs sont justes ; mais, alors, pourquoi appeler désordre autrefois ce que vous appelez ordre aujourd'hui ? Ou bien ces mouvements n'obéissent pas aux mêmes lois et,

dans ce cas les lois qui régissent l'Univers varient, vos calculs sont faux et personne ne connaît, personne n'est à même de connaître l'Etat de l'Univers — il y a des milliards d'années. Pourquoi, dès lors, vous autorisez-vous à en parler ? Voilà ce que j'ai à dire sur votre première proposition. Est-il bien nécessaire maintenant que je m'explique sur la seconde ? Oui ? Eh bien ! j'en dirai quelques mots.

L'ordre, dites-vous, ne peut pas s'être établi tout seul et de lui-même. Je vais sans doute vous étonner, Monsieur le Pasteur, et, cependant, je ne crains pas de dire que s'il y a eu désordre dans l'agencement universel, l'ordre n'a pu s'y établir que tout seul et de lui-même, par la force des choses, par le jeu fatal des forces en présence, par la suite nécessaire des mouvements, bouleversements et transformations contenus, à l'état potentiel, dans les corps en lutte. Permettez-moi une petite, toute petite comparaison : supposez l'Océan tourmenté par une formidable tempête, imaginez celle-ci parvenue à son paroxysme. Pour ne pas dramatiser le débat sérieux auquel nous nous livrons, j'éviterai toute description empruntée à l'horreur de la plus violente tempête, dans la nuit la plus profonde, sous le ciel le plus bouleversé et sur la mer la plus furieuse. Cette tempête est l'image du désordre. En seriez-vous encore à croire que, pour calmer la violence de l'ouragan, le tumulte de l'orage et le soulèvement des flots, il faille qu'intervienne le Pacificateur suprême ; (si vous étiez prêtre, au lieu d'être pasteur, j'ajouterais la Madone, la Mère de Dieu, la Sainte Vierge !) Laissons au marin Breton ces grotesques superstitions — et rions de son ignorante crédulité. Mais ne cédon pas à cette crédulité et ne tombons pas dans ces absurdités superstitieuses. Prenez garde, Monsieur le Pasteur, prenez garde : en affirmant que pour faire succéder l'ordre au désordre, il faut que se produise l'intervention de l'Ouvrier Divin, vous vous laissez choir dans le même abîme de superstition et de crédulité que le marin breton.

*Celui qui met un frein à la fureur des flots
Sait aussi des méchants arrêter les complots.*

Le poète a pu exprimer en ces termes sa foi en le Souverain Maître ; son excuse est d'abord qu'il n'appartenait pas au siècle de lumière qu'est le nôtre et qu'en suite, il ne discutait pas ; il rimait. Mais vous, monsieur, qui discutez sérieusement une question sérieuse, osez-vous parler sans rire de « Celui qui met un frein à la fureur des flots » ? Vous savez bien que le calme succède à la tempête, que, après un temps plus ou moins long de bouleversements, d'agitations et de hurlements, le flot s'apaise de lui-même, que l'agitation tombe d'elle-même, et que, de lui-même aussi, le hurlement des flots en fureur se transforme en l'éternelle chanson du flux et du reflux. A supposer qu'il y ait eu tempête, autrefois, c'est-à-dire selon vous, désordre dans l'Univers momentanément bouleversé par les transformations qu'il a subies, l'apaisement, c'est-à-dire l'ordre, se serait fait peu à peu, tout seul et de lui-même, sans qu'il fût besoin qu'intervienne une Puissance extérieure et surnaturelle. Au fait, monsieur le Pasteur, si cet Ouvrier divin est intervenu, d'où sortait-il ? Où était-il avant et pendant l'état chaotique ? Que faisait-il ? Assistait-il, indifférent et impassible, à ce désordre ? Si oui, pourquoi et comment ? Et, alors, d'où vient que, tout d'un coup, il ait abandonné cette attitude impassible ? Pour quelle raison, et dans quel but est-il intervenu ? Allons, allons ; cessons de jeter dans une controverse sérieuse de tels enfantillages. »

On me croira, je l'espère, surtout après avoir lu attentivement ce qui précède, quand j'ose affirmer que je reproduis ici, fidèlement, les objections qui m'ont été faites, chaque fois que je me suis trouvé en présence.

non pas seulement de vagues croyants plus ou moins cultivés et capables de contester, mais encore en face des porte-parole les plus autorisés du culte catholique et protestant.

Il est possible que le lecteur soit étonné du peu de consistance de la thèse chrétienne soutenant l'absurdité de la création *ex nihilo*. Ce qui est surprenant, ce ne sont pas le ridicule et l'in vraisemblance de cette thèse, c'est le crédit qu'elle a trouvé depuis des siècles et qu'elle trouve encore auprès d'une foule de gens qui ne sont pourtant dépourvus ni d'intelligence, ni de culture.

Je m'excuse d'avoir, à propos de la création *ex nihilo* plus particulièrement mis sur la selette la religion chrétienne. Ce n'est pas, qu'on veuille bien le croire, parce que je poursuis cette forme spéciale de l'idée religieuse, d'une hostilité particulière ; c'est, tout simplement, parce que, plus que toutes les autres, la religion catholique s'est prodiguée, avec un art incomparable, en démonstrations captieuses touchant ladite création ; c'est parce qu'elle a mis à contribution, sur ce point fondamental de sa doctrine, les ressources intellectuelles de tous ses commentateurs et doctrinaires. Mais il reste hors de doute et, conséquemment, bien entendu, que ma démonstration s'applique à l'ensemble des religions qui, toutes, reposent sur la croyance en un Esprit éternel et tout puissant qui, préexistant à tout ce qui tombe sous nos sens, a tiré du néant l'Univers au sein duquel nous existons. — Sébastien FAURE.

CREDULITE. n. f. Facilité à croire. L'homme crédule est un individu qui croit sans contrôler ce que lui raconte celui ou ceux en qui, à tort ou à raison, il a placé sa confiance. L'homme est un puits inépuisable de crédulité, car depuis le temps qu'il sert de jouet à tous les fantoches qui l'exploitent, ses yeux et ses oreilles auraient dû s'ouvrir et il devrait savoir analyser les sentiments de ceux qui captent sa confiance et profitent de sa crédulité. Il n'en est hélas pas ainsi. Le Lachâtre nous donne une définition assez juste de l'homme crédule : « L'homme crédule ne peut pas mieux être comparé qu'à un individu qui fermerait les yeux et se boucherait les oreilles pour ne plus voir et ne plus entendre que par les yeux et par les oreilles d'un autre ». N'est-ce pas ainsi que cela se passe et plus particulièrement en matière politique ? Comment l'électeur peut-il être assez crédule pour écouter les sornettes de tous les faux prophètes qui lui promettent le bonheur et comment peut-il être assez naïf pour croire en la force et la puissance d'un individu qu'il délègue dans un parlement quelconque ? La crédulité est un sentiment mystérieux comme la Foi, mais il faut espérer que, à force d'en être les victimes, les crédules se guériront de leur crédulité et qu'ils se refuseront un jour à servir de tremplin aux arrivistes et aux coquins.

CRITIQUE (Etym : *criticus*, latin ; *kritikos*, grec). Si l'on s'en tient à l'étymologie, ce mot signifie difficile, dangereux, pénible. Il qualifie un état de crise. Ex. : période critique, situation critique, point critique, température critique, etc. Mais en art, en littérature, en philosophie, en politique, le terme change de sens et de qualificatif devient substantif. Il désigne alors cette faculté qu'exercent les hommes dans l'examen des choses. Critiquer, c'est voir, étudier, juger, peser ; c'est produire une opinion sur une œuvre, l'analyser, la disséquer. La critique ne vaut, cependant, qu'à la condition d'être étayée sur des connaissances étendues, un goût sûr et une absolue sincérité, exempte de tout parti pris.

La critique remonte à la plus haute antiquité. Toujours les humains se séparèrent en deux catégories : ceux qui créent, ceux qui étudient et discutent les mérites.

tes des créateurs. Les uns et les autres ont leur utilité. Le sens critique, même quand il s'accompagne de basse envie, de jalousie, de méchanceté, accomplit une besogne indispensable. Il dépasse le but ; mais sa clairvoyance haineuse permet d'apercevoir les imperfections d'une œuvre d'art ou littéraire. Quand le critique se pique simplement de justice, son action devient bienfaisante. Chez les Grecs, on rencontre ces deux pôles de la critique : Zoïle et Aristarque qui, tous deux, s'attaquent à Homère. Mais avec les Grecs, la critique était purement verbale. De même chez les Latins et, dans les débuts, en France. Elle ne devient grammaticale que par la suite. Plus tard encore, elle se divisera en critique historique, critique d'art, critique littéraire, critique dramatique, critique musicale, etc. La spécialisation intervient qui nécessite des compétences particulières.

C'est avec l'école d'Alexandrie que la critique commence à se développer. Jusque-là, Platon, Aristote, ne font que disserter sur la Beauté, la Forme, l'Art, mais ils n'assoient les jugements sur aucune base doctrinaire solide. Ils ne sont dirigés par aucun principe. Les Alexandrins se préoccupèrent de fixer ces principes et d'établir les règles indispensables de la critique : ils furent continués par les Plutarque, les Lucien de Samosate, les Longin. Chez les Latins, la critique ne fait pas de grands progrès. Il faut arriver à Horace et à l'Art poétique pour trouver un maître. Puis, après l'éclipse que provoquent les Barbares et la longue nuit du Moyen-Age, la critique renaît. Joachim du Bellay, au nom de la Pléiade, lance sa fameuse *Défense et illustration de la langue française* qui fige la poésie dans l'imitation stérile des Grecs et des Romains. Toute la littérature classique suivra ces commandements et, quand Malherbe « vient », les règles de la littérature comme de la grammaire françaises sont sévèrement édictées.

Au XVIII^e siècle, il y a des tentatives de libération, avec Diderot et Jean-Jacques Rousseau. La critique dramatique et la critique d'art prennent leur essor et la critique sociale fait ses premiers pas (*Contrat Social*, *De l'Inégalité*, etc.). Chateaubriand l'orienta ensuite vers l'Histoire et le Romantisme triomphant bouscule les vieux canons, subit l'influence des littératures étrangères, la rend plus compréhensive et plus analytique. C'est alors une magnifique floraison. Ce XIX^e siècle, que des écrivains tardigrades qualifient de stupide, a toutes les curiosités et dirige ses investigations de tous les côtés. Politique, Science, Economie, Art, sollicitent les efforts des critiques. Mais sur le terrain purement littéraire, les Villemain, les Girardin, les Sainte-Beuve, s'avèrent supérieurs. Taine, à son tour, renouvelle la critique qu'il base sur l'observation directe, apporte une nouvelle méthode d'examen. Brunetière défend la tradition et la morale bourgeoises. Jules Lemaitre, le plus averti et le plus enjoué de nos critiques, s'amuse avec les idées. Lanson, Larroumet, Doumic, Faguet, pèsent leurs contemporains avec toute la lourdeur pédagogique.

Dans le domaine de la critique dramatique, illustrée jadis par Diderot, on peut citer les noms de Jules Janin, Paul de Saint-Victor, Théophile Gautier, Weiss, Francisque Sarcey, Catulle Mendès, Brissson, qui tinrent la plume avec plus ou moins d'autorité, d'incompétence ou de mauvaise foi et qui s'opposèrent parfois brutalement aux jeunes et aux novateurs.

La critique d'art a pris, au vingtième siècle, une énorme importance. Elle est née véritablement au dix-septième siècle, avec les conférences imaginées par Lebrun, à l'Académie Royale ; a fleuri avec Diderot, Marmontel, Caylus, pour s'épanouir plus tard sous le sceptre de Ruskin, l'apôtre de la Beauté. Les Baudelaire, les Zola, les Maxime du Camp, les Charles Blanc, les

Gustave Planche, les Octave Mirbeau, s'y consacrèrent avec passion. Zola notamment, défendit avec fureur les Manet, les Cézanne ; Mirbeau mit toute son existence au service des jeunes talents et de la vérité. Depuis, comme nous allons le montrer, la diversité des écoles, le bluff organisé, les systèmes les plus inconcevables ont rendu la critique d'art à peu près inopérante.

La critique musicale, peu brillante, trouve néanmoins, sa place dans les journaux et revues. Le plus illustre de ces critiques est incontestablement Berlioz qui jugeait avec fougue et passion. On peut citer après lui, Arthur Pougin, Ernest Reyer, Adolphe Julien, Camille Bellaigue, et, de nos jours, des écrivains tels que Willy, Georges Pioch, etc...

Aujourd'hui, la critique, dans ses différentes manifestations, s'allie étroitement à la publicité et se détermine le plus souvent par des considérations de boutique et de camaraderie. L'indépendance du critique n'est plus, à quelques exceptions près, qu'un mythe. L'Argent a joué, dans ce domaine, le même rôle dissolvant et pourrisseur que partout ailleurs. Le critique dramatique semble le plus atteint. En réalité, il n'y a pas, il ne peut plus y avoir de véritable critique dramatique. Il n'y a que des comptes rendus dictés par l'intérêt du journal, lequel est lié par des contrats de publicité. Défense de toucher à celui-ci, qui représente une force avec laquelle il faut compter. Ordre d'épargner celui-là qui est l'ami de la maison. Dans ces conditions, le malheureux critique, qui vit d'ailleurs de son métier, ne sait plus comment dire ce qu'il pense de l'œuvre dont il a à entretenir ses lecteurs. Mais, si cette œuvre choque les préjugés, crie de trop cruelles vérités, se mélange de satire, le silence est imposé. On a vu de remarquables exemples de cet esclavage intellectuel avec les manifestations que provoquèrent des représentations d'œuvres telles que le *Foyer* de Mirbeau et, plus récemment, la *Caricature*, interdite et conspuée par la presse sous le prétexte qu'elle mettait en scène un général grotesque.

La Bourgeoisie est souveraine à notre époque. Les théâtres sont à elle. On ne peut ouvrir un théâtre, aujourd'hui, qu'avec des millions. Les gens qui paient veulent être servis. Une œuvre n'est acceptée et jouée qu'autant qu'elle est susceptible de rapporter de l'argent. On monte une pièce de théâtre comme une affaire et les quelques exceptions que l'on pourrait invoquer ne font que confirmer cette règle. De plus, les acteurs connus et influents, ceux qu'on appelle des vedettes, interviennent, soit pour dicter leurs conditions, soit pour apporter le commanditaire ; cela se voit surtout du côté féminin et il arrive fréquemment qu'une dame armée simplement de ses charmes, parfois surannés, et dépourvue de tout talent, s'impose au directeur de théâtre et au public éberlué sans que les critiques osent protester.

Nous sommes donc très loin de la critique telle qu'on le pratiquait autrefois. La bourgeoisie triomphante, et surtout la fraction de cette bourgeoisie sortie de la guerre, ne consent pas à se laisser railler ou fustiger sur la scène. La vérité lui est odieuse. Jadis, un Molière pouvait faire représenter *Tartuffe* devant la cour du Roi-Soleil. Plus tard, un Beaumarchais ne craignait pas de bafouer les nobles de son époque et ces derniers trouvaient très drôles les saillies et réparties de *Figaro*. Nos modernes bourgeois n'admettent que l'encens des thuriféraires ou les bonnes petites plaisanteries bien salées qui aident à la digestion. Et les critiques payées par la bourgeoisie qui dispose de la presse doivent satisfaire leurs maîtres et seigneurs.

La critique littéraire est également régie par la publicité et soumise à ses exigences. Elle cède aux obliga-

tions de la camaraderie et aux désirs des coteries et chapelles. La plupart des écrivains, romanciers, poètes, essayistes, s'adonnent à la critique et rendent le bien pour le bien. Rares sont ceux qui peuvent se proclamer indépendants et disent toute leur pensée. Il faut reconnaître, cependant, qu'il en est encore quelques-uns et que la critique littéraire n'est point complètement muselée.

La critique d'art est tout simplement inexistante. Elle est faite à peu près des communiqués de marchands de tableaux et de négociants en peinture. On ouvre une exposition comme une boutique d'épicerie. On lance un artiste comme un produit. Il faut ajouter à cela, les faux engouements pour certaines théories projetées par le bluff ou l'impuissance, engouements habilement entretenus par les intéressés qui profitent de la sottise publique et du snobisme. On en est parvenu ainsi à classer, parmi les plus purs chefs-d'œuvre, des tableaux sans dessin ni forme, des blocs de marbre sans ligne. Tout ce que peut imaginer la fantaisie la plus abracadabrante dans l'absurde et l'incohérent, se donne libre essor et recueille tous les suffrages. Quiconque s'avise de protester ou de vouloir des œuvres saines et fortes se voit conspué, qualifié de pompier. Tout métier est rigoureusement banni, toute technique suspecte. Le bon sens devient une denrée méprisante. Dans ce babélisme inouï, où chaque école parle sa langue, où chaque clan a son vocabulaire, les commerçants en art tirent gloire et revenus, au détriment des artistes probes et sincères. Et la critique, inféodée aux hommes d'affaires, se tait ; la critique est impuissante à remonter le courant.

On ne rencontre de libre critique que dans de petits journaux et revues d'avant-garde. Là, le sens critique s'exerce sans retenue et les vérités sonnent à toutes les lignes. Par malheur, ces feuilles dotées d'une clientèle réduite et dépourvues de numéraire n'ont qu'une action limitée sur un petit nombre de lecteurs.

On peut affirmer, cependant, que jamais le sens critique ne se développa et ne s'aiguïsa comme à notre époque. La critique sort du domaine de la littérature, de l'art, de l'histoire... Elle est surtout sociale. Elle poursuit ses investigations dans tous les milieux, pose tous les problèmes, étudie les lois et les conditions auxquelles sont soumis les hommes et aboutit, tout naturellement, à dénoncer l'organisation sociale basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Et, ici, nous touchons à la critique socialiste. Mais les anarchistes vont plus loin et donnent leur attention au principe d'autorité d'où découle toute la malversation sociale.

Ainsi la critique, qu'elle touche à la littérature, à l'art, au théâtre, est dominée par des préoccupations sociales, à la condition toutefois, qu'elle demeure libre et échappe à la terrible emprise de l'Argent. Le sens critique qui est la marque même de la raison et se manifeste, en un temps de bas mercantilisme et d'incertitude, par l'ironie, quelquefois par le sarcasme, s'affirme partout, contre les préjugés ridicules et odieux, contre la Bêtise régnante, contre les Dieux, contre les Concepts, contre les Autorités, contre les Mensonges. Il conduit tout droit sur la route de la Révolte.

Le jour où la justice et la logique seront introduites dans l'ordre social, la critique échappant au joug du capital, reprendra tous ses droits. — Victor MERIC.

GROISADE n. f. Le mot « croisade », dans le langage consacré, sert à désigner les pèlerinages militaires entrepris par divers monarques européens du XI^e siècle au XIII^e siècle. Ces excursions armées se faisaient sous le couvert de la religion et avaient pour but avoué de convertir au catholicisme les infidèles d'Orient ; en vérité leur véritable but était de conquérir la Palestine et d'en chasser les musulmans. La première des Croi-

sades, prêchée par Pierre l'Ermite et décidée au Concile de Clermont, fut conduite par Godefroy de Bouillon, duc de Lorraine et Raymond, comte de Toulouse. Les armées féodales étaient fortement organisées et s'emparèrent de Nicée, d'Antioche et enfin de Jérusalem dont Godefroy de Bouillon se fit proclamer roi. La première Croisade dura de 1096 à 1099. La seconde fut couronnée par un échec. Elle fut entreprise par le roi Louis VII en 1147 et se termina en 1149 après un siège inutile devant Damas. De 1189 à 1270, six autres Croisades furent entreprises. La dernière fut conduite par le roi Louis XI, pour venger l'insuccès de la Croisade précédente où Louis IX fut fait prisonnier et dut payer une forte rançon pour recouvrer sa liberté. Cette dernière expédition coûta la vie au roi qui mourut de la peste devant Tunis. L'armée fut elle-même décimée par le terrible fléau.

Si l'on se reporte à l'époque où les Croisades furent entreprises, il faut reconnaître qu'elles exercèrent, dans une certaine mesure, une influence heureuse sur l'avenir. C'est par les Croisades que les Européens prirent contact avec les Asiatiques et, durant ces deux siècles de lutte, les uns et les autres apprirent à se connaître. L'historien français Lavallée s'exprime ainsi en parlant des Croisades : « Une commotion violente fut donnée à tous les esprits, à toutes les facultés, à toutes les existences. On était jeté hors de l'isolement féodal ; on promenait ses regards sur un vaste horizon ; on se mettait en contact avec de nouveaux hommes, de nouvelles choses, de nouvelles idées. La féodalité en reçut un immense échec ; elle s'était remuée, elle était sortie de ce qui faisait sa force, de ses châteaux et de ses terres ».

S'il est vrai que les Croisades furent un facteur d'évolution, il ne faudrait pas en conclure que la guerre est parfois utile. La guerre est toujours néfaste et il ne faut pas oublier que les Croisades furent organisées à une époque où la civilisation et le progrès n'étaient, en France, qu'embryonnaire. Il en est autrement de nos jours et les diverses Croisades entreprises par les capitalistes pour accaparer les territoires propres à être exploités, et les guerres coloniales qui se perpétuent malgré les protestations populaires, ont un tout autre caractère. Les Croisades modernes sont plus meurtrières que celles du passé. « Les Croisades, nous dit Voltaire, coûtèrent à l'Europe plus de deux millions d'habitants en deux siècles ». La dernière guerre de 1914 qui, dans l'esprit populaire, prit le caractère d'une Croisade ayant pour but le triomphe de la civilisation et la mort du militarisme, coûta, en quatre ans, près de dix millions de vies humaines. La civilisation en est sortie affaiblie et le militarisme renforcé.

Il est une Croisade qui serait et qui est utile à prêcher : c'est celle contre les préjugés, contre les croyances, contre le mensonge sur lesquels reposent nos sociétés bourgeoises. Et cette Croisade est sainte, car elle a pour but la libération et l'égalité de tous les hommes. Elle soulève, hélas ! moins d'enthousiasme que toutes les aventures dirigées par les conquérants ; et le peuple reste souvent sourd à l'appel de la raison. Espérons que, à la faveur des événements, tout cela changera et que la dernière des Croisades abolira définitivement le capitalisme et tous les maux qui en résultent.

CROYANCE n. f. Confiance irraisonnée à un dogme, à une religion. Le mot « croyance » s'applique plus particulièrement aux faits sur lesquels reposent les systèmes religieux. La croyance est un phénomène d'ordre sentimental, car elle ne s'adresse jamais à la raison ni à la logique ; elle se refuse à toute analyse car elle ne peut être soumise à l'analyse des bases sur

lesquelles elle repose, se perdant dans l'abstraction. Il est faux de prétendre que la croyance ne se manifeste que chez l'individu peu développé et peu cultivé. Il y a des croyants sincères qui, sont, pourtant, pourvus d'une haute culture. Tolstoï était croyant et cependant on ne peut le taxer d'ignorance.

L'homme, à sa naissance, n'hérite pas seulement des tares physiques de ses ancêtres ; il hérite également de leurs tares morales et intellectuelles et ce n'est que lentement que l'individu se transforme. La croyance est un legs du passé. Les siècles d'esclavage qui nous ont précédé, l'obscurantisme religieux ont laissé des empreintes profondes sur les cerveaux. L'homme est imprégné de croyances ; mais le travail d'évolution se poursuit, et de génération en génération, on voit de plus en plus s'effacer les préjugés qui obstruaient la route de la Vérité.

Les croyances disparaissent. Certes l'instinct et le sentiment jouent encore un grand rôle dans la vie des individus et des sociétés ; cependant, ils sont appelés à céder la place à la raison et les générations futures s'orientent de plus en plus vers la lumière, laissant derrière elles les croyances qui sont les derniers vestiges de l'ignorance et de l'erreur.

CRUAUTE n. f. Inclination à faire souffrir ses semblables. La cruauté, dit Lachâtre, « est toujours un grand mal ; mais quand elle se trouve dans un homme revêtu de quelque autorité, elle devient un fléau ».

L'histoire est remplie d'actes de cruauté et certains d'entre eux sont devenus proverbiaux. Qui donc ignore la cruauté des Borgia et plus particulièrement de César et de Lucrèce qui furent cruels jusqu'au sadisme. Néron fut aussi un maître dans l'art de la cruauté. Ce tyran pervers et sanguinaire ne se plaisait que dans le crime et tout son règne est marqué de boue et de sang. Hélas ! La cruauté n'a pas encore disparu de la terre et, si elle n'emprunte plus la même forme et ne se réclame pas des mêmes principes, elle ne s'exerce pas moins sur une certaine classe d'individus. C'est la cruauté du juge qui s'abat sur le misérable qui crève de faim et qui se révolte ; c'est celle du policier qui se manifeste au cours des démonstrations populaires ; c'est la cruauté des tortionnaires dont sont victimes les malheureux réfractaires envoyés dans les bagnes lointains. Et cependant, l'homme n'est pas cruel par nature ; il est rendu méchant par les rudes nécessités de l'existence, inhérentes au désordre social créé par le capitalisme et la bourgeoisie. Dans une société où le bonheur des uns ne sera pas fait du malheur des autres, l'homme n'aura aucune raison d'être méchant, et la solidarité effacera la cruauté.

CULTES. Les cultes solaires, origine du christianisme. — Les mystères des premiers chrétiens et la communauté des femmes. — Dans mon article sur la Bible, j'ai déjà fait allusion aux ressemblances qui existent entre le christianisme et les religions orientales. Les origines du christianisme sont toujours discutées et donnent lieu à toutes sortes d'hypothèses, parce que c'est l'existence du christianisme primitif qui suppose celle du Christ et non pas l'existence du Christ qui implique le fait chrétien.

On en revient aux idées que Dupuis avait formulées dans un livre fort documenté trop oublié aujourd'hui : *L'abrégé de l'origine de tous les Cultes*, reprise par Réthoré, Jensen, Robertson, etc., et qui fait du christianisme une religion solaire, à peine modifiée par des juifs messianiques, croyant proche la fin du monde.

À les en croire, ainsi que leurs continuateurs, le christianisme est une religion d'origine solaire, comme l'étaient les autres cultes orientaux, celui d'Adonis en

Syrie, d'Attis en Phrygie, de Thammouz et de Mardouk en Mésopotamie, de Dionysos en terre hellénique.

L'idée d'un Dieu qui ressuscite à l'entrée du printemps est commune à tous les cultes orientaux. Réthoré a montré que les dieux Agni, Mithra, Osiris, Thammouz, Adonis, Bacchus, Apollon, Manou, Bouddha, suivent un même cycle. Ils naissent le 25 décembre, au solstice d'hiver, d'une vierge mère dans une grotte ou une étable. Tous meurent et ressuscitent parce que le soleil vaincu périodiquement par la nuit et l'hiver, revient, chaque matin et chaque printemps.

Les grandes paraboles évangéliques, qui se retrouvent dans les Synoptiques sont solaires, ont trait aux semailles, à la moisson, aux vendanges, aux cultivateurs. Par exemple : les paraboles du Semeur, de l'Ivraie, du Grain de senevé, du Levain, du Vin nouveau dans les vieilles outres, du Figueur, des Vignerons.

Dans les livres sacrés des chrétiens et surtout dans l'*Apocalypse*, un de leurs livres d'initiation, Jésus est appelé *l'agneau*, nom du signe de l'équinoxe de printemps (bélier ou agneau, selon les régions). Cet agneau triomphant paraît debout sur la montagne et les douze tribus l'entourent, leur destin étant de le suivre partout où il va. Ici-bas d'ailleurs, le Christ était suivi de douze disciples. Ce chiffre douze correspond aux 12 signes du zodiaque.

Dans la scène de la Transfiguration (Matth., XVII), le visage de Jésus resplendit comme le soleil et ses vêtements devinrent blanc comme la lumière. L'Ostensoir est une représentation du soleil.

Tout cela ne veut pas dire qu'il n'ait pas vécu au siècle d'Auguste un révolté ou un chef de bande juif, rebelle au joug romain et haïssant ceux de ses compatriotes qui s'étaient courbés devant la puissance des Césars. Il se peut qu'il ait été crucifié (on en crucifiait tant, de ces provocateurs d'émeute !) et que, par suite de circonstances ignorées, toute une légende se soit créée autour de cet homme, qu'on en ait fait le porte-nom et le porte-drapeau d'une religion nouvelle.

On a voulu voir dans le Jésus ben Pandéra du Talmud, un de ces types d'agitateurs dont certains traits auraient servi à la construction de la légende du Christ historique. Cela se peut, mais la crucifixion de ce Jésus-là est antérieure d'un siècle au commencement de l'ère vulgaire.

D'ailleurs, rien ne prouve que les chrétiens n'existaient pas, en tant que secte, bien longtemps avant leur apparition dans l'histoire, à Antioche.

Les chrétiens primitifs avaient des mystères appelés Agapes, qui disparurent au IV^e siècle et dont un des rites courants était la promiscuité sexuelle.

Les cultes solaires helléniques et orientaux, ont des mystères dont la promiscuité sexuelle fait également partie intégrante, parce qu'elle symbolise l'union du Soleil qui ne refuse à aucune plante ses rayons fécondants avec la Terre qui ne se refuse pas non plus, elle, aux caresses maturatrices du Soleil.

Si le mystère de cette promiscuité s'accomplit parfois dans un lieu où règne l'obscurité, naturelle ou produite artificiellement, c'est parce que le blé germe en hiver, alors qu'il fait froid et sombre, que le soleil paraît à peine à l'horizon, qu'il a à lutter avec les ténèbres et les frimas.

Le mystère de la promiscuité sexuelle, dans ces religions, n'est pas un acte de dépravation, c'est un symbole que comprenaient tous les initiés.

Sans doute, il faut procéder avec une extrême précaution lorsqu'on s'en réfère aux Évangiles ou biographies de l'hypothétique fondateur du christianisme. Il est évident qu'au moment où elles sont définitivement classées dans le canon sacré, c'est-à-dire au IV^e siècle

de notre ère, elles ont été mises au diapason du dogme catholique.

Malgré cette cuisine, pas toujours très adroite, — en comparant les textes du Nouveau Testament avec les accusations portées contre les premiers chrétiens par les contemporains et avec les pratiques des sectes hérétiques, où la tradition primitive avait beaucoup plus de chance de se conserver que dans une Eglise devenue officielle — en procédant donc d'après la méthode critique qu'on applique à tout récit légendaire ou même historique, on peut se rendre compte des mœurs des chrétiens primitifs.

Ainsi, on s'aperçoit que le Christ légendaire est un homme de mœurs assez « relâchées ». Son attitude aux noces de Cana, ses relations avec la courtisane Marie, sœur de Marthe, sa bonne amie également (c'est cette courtisane hystérique qui baignait ses pieds de larmes et les oignait de parfum), ses festins continuels en compagnie de péagers et de gens de mauvaise vie, ses dispositions à l'égard de la femme adultère, ses entretiens néo-platoniciens avec la Samaritaine qui avait eu cinq maris et dont le compagnon actuel n'était pas le mari, les femmes aisées et enamourées, cela va sans dire, qui l'assistaient de leurs bourses — tout cela ne fait pas du Jésus mythique un ascète ni un doctrinaire très rigoureux sur le chapitre des mœurs.

Le rôle de Père la Pudeur, de Modérateur, fut destiné à un certain Saul, natif de Tarse, en Cilicie, un visionnaire doublé d'un épileptique, qui a orienté le christianisme naissant vers le dogmatisme et l'ecclésiasticisme.

A remarquer qu'à Tarse on adorait le dieu Sardan, qui présidait à la végétation, une divinité solaire qui mourait sur un bûcher puis montait au ciel.

Toujours est-il que converti au christianisme, sous le nom de Paul, cet homme, croyant la fin du monde proche (comme les autres chrétiens d'ailleurs), se mit en tête d'édifier et de moraliser à la judaïque les communautés chrétiennes primitives. Dans ce but, il leur écrivit lettres sur lettres. Ces lettres-prêches sont connues sous le nom d'Épîtres. Nous ne les connaissons pas dans leur rédaction primitive. L'autorité de certaines est contestée. Il est évident qu'elles ont été mises, elles aussi, au diapason de la dogmatique ecclésiastique du IV^e siècle.

On veut que ces Épîtres aient subi des remaniements dus aux disciples du gnostique Marcion et aux antimarcionites. Ce n'est qu'après avoir gratté la couche de ces corrections qu'on retrouve le véritable texte de Saint-Paul.

Sans vouloir creuser aussi profondément, contentons-nous de dire que ces Épîtres nous présentent Paul sous les traits d'un farouche contempteur de l'œuvre de chair. Il pense « qu'il est bon pour l'homme de ne point avoir de contact avec la femme » (I Corinth. 7/1). S'il autorise le mariage c'est par « condescendance » (id. 7/), et parce qu'il vaut mieux encore se marier que brûler. A ceux qui ne sont pas mariés et aux veuves il déclare qu'il est bon de rester comme lui, célibataire (id. 7/8). Farouche partisan de l'autorité paternelle, il énonce : « Celui qui marie sa fille fait bien, celui qui ne la marie pas fait mieux (id. 7/38).

Il entreprend une campagne contre les mœurs libres des premiers chrétiens et ce que les censeurs ecclésiastiques ont laissé passer montre ce qu'elles étaient. On entend dire généralement, écrit-il aux Corinthiens (I. Corinth. 5/1), qu'il y a parmi vous de l'impudicité et une impudicité telle qu'elle ne se rencontre pas même chez les païens. Mêmes objurgations dans ses épîtres aux fidèles des églises de Colosses, Philippes, Ephèse, Thessalonique, etc... Partout le même refrain : Guerre à l'impureté, l'impudicité, les passions, les mauvais désirs, etc...

D'ailleurs, il veut commencer par en haut sa réforme des mœurs : « Que l'évêque, que le diacre, que l'ancien soit le mari d'une seule femme ». (Ep. à Timothée et à Tité.)

Les exégètes catholiques prétendent que dans ces derniers textes, il faut voir une allusion aux « secondes nocces », question qui troublait alors l'Eglise. Un pasteur protestant m'a objecté une fois que la loi romaine autorisant le concubinage, on avait toléré la polygamie dans certains cas, pour ne pas dissoudre la famille. Mais ce sont des explications après coup. Il n'y a qu'à se rendre compte de l'état d'esprit du célibataire Paul et de son attitude arrogante à l'égard des libres mœurs des chrétiens primitifs, pour se rendre compte qu'il ne voulait pas de dignitaires polygames dans les communautés ou églises qu'il dirigeait ou influençait. Il ne voulait de polygames que pour martyrs.

Jude, au verset 12 de son Epître, avoue qu'il y a des hommes qui « souillent leur chair » et qui sont des « écueils » dans les Agapes. Il est forcé ainsi de donner raison aux romains qui prétendaient que lesdites agapes étaient un lieu « de mystères infâmes », y compris la pédérastie.

Dans l'Apocalypse, les églises de Pergame et de Thyatire sont encore stigmatisées comme impudiques. Et l'Apocalypse est d'une date tardive.

Il ne faut pas prendre au tragique les mines scandalisées des écrivains romains quand ils parlaient des chrétiens primitifs. Les chrétiens primitifs fournissaient aux dirigeants de l'Empire un commode moyen de diversion politique, et l'on criait « aux lions les chrétiens » comme on fait aujourd'hui des procès de tendance aux communistes, aux révolutionnaires, aux anarchistes.

Les adeptes des cultes orientaux faisaient dans leurs mystères les mêmes gestes que les premiers chrétiens dans leurs agapes, mais ils ne se montraient pas rétifs devant l'autorité.

Les premiers chrétiens, au contraire, de par leur ascendance, judaïque de race ou d'intellect — les juifs étaient un peuple au col « roide » — se montraient rebelles au gouvernement impérial. Le service civil leur répugnait, le métier militaire leur était odieux ; enfin — et c'était là le principal — ils ne voulaient pas prêter le serment civique « au nom du génie de l'empereur ». L'Etat ne leur pardonnait pas ce refus et y voyait motif à suspicion.

Ce n'est donc pas à cause de leurs cris au scandale que j'accepte en partie les accusations des Romains contre les premiers chrétiens. C'est parce qu'elles cadrent avec les admonestations des Épîtres, ou ce qui en est parvenu jusqu'à nous.

Quand on veut se faire une idée des mœurs des primitifs, on ne se réfère pas à la morale officiellement en vigueur au sein des civilisations anglo-saxonne ou latine, par exemple.

On s'en va vers les aborigènes de l'Australie, de l'Afrique Centrale ou Méridionale, de l'Amérique du Sud. On suppose que moins ils sont en contact avec nos civilisations, plus ils ont conservé de traits primitifs.

De même, quand on veut se faire une idée des mœurs des premiers chrétiens, on ne se réfère pas au catholicisme, à l'orthodoxie grecque, au luthérianisme, à l'anglicanisme, au calvinisme, etc., qui représentent des aspects civilisés du christianisme.

On s'en réfère aux Carpocratians, aux Turlupins, aux Kioeffers, aux Adamites, aux Hommes de l'Intelligence, aux Frères du Libre Esprit, etc., où on a tout lieu de supposer que la tradition primitive avait été conservée avec plus de pureté que dans les Eglises officielles, d'autant plus que ces dernières les traquaient avec une férocité semblable à celles que les Cicilisés montrent à l'égard des Primitifs.

Or, toutes ces sectes, tous ces hérétiques (et il y en a bien d'autres), ont pratiqué le communisme sexuel ou la communauté des femmes comme corollaires de la communauté des biens.

Et contre eux, les sociétés catholiques ou protestantes ou orthodoxes ont formulé les mêmes accusations que les gouvernants ou chroniqueurs romains décochaient aux premiers chrétiens.

De plus, faisant œuvre documentaire et critique, je n'attache pas plus d'importance aux prétentions émises par Paul d'être en communion avec la Divinité, que j'en attache à des prétentions identiques émises par un Jean de Leyde, le prophète des Anabaptistes communistes, ou d'un Joseph Smith, l'apôtre des Mormons.

Où j'y attache la même importance, si l'on préfère.

Et je ferai remarquer en passant qu'on possède beaucoup plus de détails sur les faits et gestes de Jean le Leyde ou de Joseph Smith que l'on en a sur l'hypothétique Jésus ou sur l'énigmatique Saint-Paul.

On connaît par le menu l'activité de Jean de Leyde à Munster quand ses coréligionnaires y exerçaient le pouvoir, sous sa dictature ; il n'y a aucun doute sur les phases de son procès, sur son supplice. On connaît la vie de Joseph Smith, son apostolat, son lynchage et le canon des livres sacrés des Mormons a été très rapidement constitué.

Par suite, si on veut nous faire accepter que Paul se rendant à Damas pour y persécuter les chrétiens ait été frappé de cécité à l'ouïe d'une voix qui lui criait : « Saul, Saul, pourquoi me persécutes-tu (Actes, XXII, 8) » ou qu'une autre fois il ait été ravi au troisième ciel (il ne sait si c'est dans ou hors de son corps), enlevé dans le Paradis « où il entendit des paroles ineffables qu'il n'est pas permis à un homme de répéter ». (II Corinth. 12/2). Si on veut nous faire croire à la bonne foi de François d'Assise sur le corps duquel, dans une vision, un séraphin crucifié imprime les « stigmates » de la passion, où à l'apparition de la Vierge à Ignace de Loyola, je veux croire aussi à la bonne foi de Jean de Leyde et de Joseph Smith.

A vrai dire, je pense qu'à tous, Paul y compris, un séjour dans une institut de guérison des maladies nerveuses aurait été nécessaire.

Donc, indifférent aux excommunications séculières ou ecclésiastiques, je tiens comme d'essence chrétienne la doctrine anabaptiste telle que Matthias ou Melchior Hoffmann l'a exposée dans son fameux livre du *Rêla blissement*, qui implique communauté des biens et pluralité des femmes, doctrine appliquée à Munster par Jean de Leyde, choisi, au dire du prophète anabaptiste Tuiscosurer, par « le Seigneur » pour exercer le pouvoir.

Et je considère comme d'essence chrétienne le livre *Doctrine and Covenants*, révélations faites à Joseph Smith, dont les premières éditions imprimées datent de 1833 et 1835 et qui complètent pour les Mormons les Épîtres du Nouveau Testament.

Or, que trouve-t-on à la section 132 de ce livre, aussi « sacré » à mon sens que tous les autres livres « sacrés » des chrétiens : c'est que Moïse, Abraham, Isaac, Jacob, David, Salomon, reçurent des femmes et des concubines, que cela leur fut imputé à justice, parce que dans toutes ces choses ils accomplirent ce qui leur avait été commandé.

Dans cette même section, verset 61 : « Si un homme épouse une vierge et désire en épouser une autre et que la première donne son consentement, et s'il épouse la seconde et qu'elles soient vierges, ne s'étant promises à aucun autre homme, cet homme-là est justifié. Il ne peut commettre d'adultère avec qui lui appartient, à lui, et à personne d'autre. Et si dix vierges lui sont données, de par ladite loi, il ne peut pas commettre

adultère, car elles lui appartiennent et lui sont données, à lui. C'est pourquoi il est justifié ».

Je ne vois pas que « Le Père Éternel » ait retiré sa bénédiction à la communauté des Mormons. Leur Eglise, dont j'exècre l'organisation hiérarchique, est l'une des plus riches et des plus prospères qui soient au monde. Sans doute le président Wilford Woodruff, en 1890, a fait renoncer officiellement son Eglise à la pluralité des femmes. Mais il n'a joué dans tout cela qu'un rôle analogue à celui de Saint Paul moralisant la seconde ou troisième ou quatrième génération (?) chrétienne. C'est parce qu'ils pratiquaient la pluralité des femmes que les Mormons ont été chassés de l'ouest des États-Unis, qu'ils ont dû se réfugier dans l'est, au-delà des Montagnes Rocheuses, et défricher l'Utah, ce qu'ils n'auraient pu faire d'ailleurs sans l'aide de leur nombreuse progéniture. Je les tiens pour des descendants attardés des chrétiens primitifs. — E. ARMAND.

CUPIDITE n. f. La cupidité est le désir de certains de posséder des richesses et de jouir passionnément des biens terrestres. L'individu cupide n'est jamais satisfait et, plus il possède, plus il veut posséder. Cela frise parfois la folie, car il est impossible à un esprit sain de comprendre la soif insatiable de certains hommes, de l'argent et de la propriété. Si la cupidité poussée au paroxysme est une maladie, avouons que c'est une maladie dangereuse dont ne souffrent pas particulièrement ceux qui en sont atteints, mais les autres : ceux qui sont victimes des cupides. Que de mal peut faire à la collectivité humaine la cupidité des Rothschild, des Rockefeller, etc., etc..., qui amassent des fortunes colossales dont ils n'ont nul besoin et dont ils pourraient se passer sans pour cela changer même leur genre de vie ! La cupidité est un vice qui engendre de terribles fléaux et la guerre n'est qu'une conséquence de la cupidité. C'est le rôle et le devoir des classes opprimées de la combattre, si elles veulent voir le monde, affranchi de l'égoïsme et de l'avidité, marcher rapidement vers la fraternité de tous les hommes.

CURIOSITE n. f. Il y a deux sortes de curiosité : la curiosité utile et celle qui est nuisible. La première est louable, parce qu'elle signale un désir de savoir, de connaître, de s'instruire et que, par ses découvertes, elle est bienfaisante à l'humanité. Elle est en lutte constante avec l'ignorance et pénètre les secrets de la nature et du passé. Par ses recherches, elle ouvre la voie de l'Avenir. La seconde est blâmable, car elle a pour but de pénétrer les secrets d'autrui ; elle est indiscrète et impertinente et l'individu qui est atteint de ce défaut commet parfois des bassesses pour satisfaire sa curiosité. La curiosité est souvent déterminée par le désir de nuire ; il faut donc se méfier des curieux qui nous entourent et nous espionnent ; ce sont des êtres dangereux.

CYNISME n. m. Doctrine de certains philosophes de l'antiquité qui tenaient leur école à Athènes. Les cyniques méprisaient ou affectaient de mépriser toutes les convenances sociales et leur vie errante les fit comparer au chien. Le chien, était du reste l'emblème de leur secte. Par extension on a donné le nom de cynisme à tout ce qui est impudent, effronté, et qui pousse à l'excès la malpropreté morale. Un homme cynique est un individu qui reconnaît froidement ses méfaits et semblent railler ceux qui en sont victimes. Le cynisme de certains hommes d'Etat est révoltant et les crimes dont ils se sont rendus complices leur sont légers ; malgré l'hostilité qui se manifeste à leur égard, ils ont le « cynisme » de poursuivre leur carrière politique ou sociale et de préparer avec « cynisme » d'autres hécatombes.

D

DANSE. Le Dictionnaire de l'Académie Française définit ainsi la danse : « Mouvement du corps qui se fait en cadence, à pas mesurés, et ordinairement au son des instruments ou de la voix ». Définition médiocre, qu'on retrouve à peu près dans les mêmes termes dans tous les dictionnaires, elle décrit sèchement la mécanique de son objet mais en laisse ignorer complètement le caractère. Larive et Fleury, en la répétant, ont cependant ajouté que la danse est « l'expression particulière de la sentimentalité » et « l'expansion naturelle de la joie et de la gaieté ».

Le véritable caractère de la danse est indiqué par M. Zaborowski, qui la fait dériver directement du besoin psychologique impérieux « d'épuiser par des mouvements le surcroît d'influx nerveux engendré par toute émotion vive ». C'est ce besoin qui a donné à la danse une importance sociale telle qu'elle a toujours été mêlée aux circonstances les plus diverses de la vie des individus et qu'il n'est pas, on peut dire, d'événements publics ou privés auxquels elle ne participe. La transformation des mœurs l'a modifiée plus qu'elle ne lui a enlevé de son importance sociale, car elle est toujours l'exutoire naturel, instinctif, des grandes émotions. Les peuples les plus « civilisés » retournent à elle dans les temps de leurs plus grandes joies comme de leurs plus grandes douleurs, et il n'est pas alors, d'obligations, de convenances quelles qu'elles soient, qui puissent endiguer le flot du besoin psychologique formulé par M. Zaborowski.

L'individu danse comme il chante, pour exprimer la joie qui déborde de lui, pour la communiquer aux autres et en prendre à témoin tout ce qui l'entoure. Et il danse comme il pleure, lorsqu'il ne peut plus contenir sa douleur, qu'elle l'étouffe et lui donne un irrésistible besoin de s'étourdir, d'oublier... La danse, hymne de la joie et de la vie, est aussi la lamentation de la désespérance qui s'abandonne jusqu'à l'oubli définitif, jusqu'à la mort. Le temps de la « Grande Guerre » en a fourni la démonstration la plus récente et la plus complète.

Mais le grand animateur de la danse, celui qui la domine comme il domine la vie et tous les sentiments, c'est l'amour. C'est par lui que la danse « multiplie les sens », comme disait Victor Hugo. Toutes les danses auxquelles les femmes participent sont des danses d'amour ; or, il n'est guère de danses véritables sans la participation de la femme. Celles qui sont exclusives aux hommes sont généralement d'origine guerrière et sont plutôt du sport. D'autres, d'origine religieuse, ne sont que la manifestation d'une exaltation mystique spéciale sortant de la commune mesure des sentiments humains, car elles sont pratiquées par des hommes qui se sont mis hors de la nature, soit en se mutilant, soit en ayant fait vœu de chasteté.

Dans les développements successifs de la civilisation, la danse a pris des aspects très divers et une importance des plus variable. Mais chez tous les peuples elle a été, et elle est toujours, dans ses formes les plus caractéristiques, la manifestation de l'amour, le moyen de charmer et d'exciter les sens, qu'elle soit les panto-

mimes néo-calédoniennes, la *trimorodie* polynésienne, la *chika* africaine, les ébats lascifs des *ghawazies* égyptiennes et des *bayadères* de l'Inde, le *tango* des lupanars argentins, ou qu'elle soit les rondes villageoises, la *pavane* de cour, la *valse* des salons ou les pratiques d'onanisme mondain des *dancings* actuels.

La danse a été souvent combattue ; on a voulu, pour des raisons appelées « morales », la supprimer ou tout au moins limiter son domaine, mais on a fait de vains efforts, tout comme si on avait voulu interdire aux hommes de rire, de pleurer et d'aimer. Quelles que soient les conventions sociales observées, il suffit qu'une émotion particulière passe sur le monde pour que, au haut en bas de l'échelle sociale, l'homme se mette à danser. On voit alors les gens les plus « respectables », les plus décoratifs, les plus haut placés dans la hiérarchie, retourner au vieil instinct avec une fureur et un oubli des convenances qui n'existent habituellement que dans les bas-fonds sociaux. Ce qu'on a réussi à faire a été de bannir la joie de la danse, de lui enlever ce qu'elle avait de santé et de moralité. La cafardise, en soufflant sur elle son haleine empoisonnée comme sur toutes les formes de la vie, en a fait de plus en plus le tremoussement d'une humanité composée de « cochons tristes ». Aussi, est-il inexact de dire, comme M. Zaborowski, que « chez nous, surtout dans nos grands centres urbains, elle n'est plus qu'une survivance dénuée de signification. » M. Zaborowski, qui écrivait avant la « Grande Guerre », ne se doutait pas de la place que la danse reprendrait à l'occasion de cet événement parmi les formes de la folie collective.

Une légende dit que la danse fut inventée par Minerve, lorsqu'elle manifesta sa joie de la défaite des Titans. Les êtres ont dansé bien avant l'existence des temps mythologiques pour exprimer l'amour, la joie et la douleur. D'après Lucien, « elle est née avec toutes choses et elle est aussi ancienne que l'Amour, le plus ancien des dieux. » Elle naquit, comme la musique, « du rythme de la vie », a dit plus exactement Elisée Reclus. Les premières formes de la danse ont été dans les mouvements cadencés des animaux, dans leurs pantomimes amoureuses comme celles des oiseaux qui se pavant en sautant devant leurs femelles et que les hommes ont imitées. Elles ont été dans les ébats des animaux et des enfants qu'a dépeints Théocrite, ceux du jeune Daphnis qui :

*Sautait, battait des mains, heureux et triomphant,
Semblable au faon joyeux qui bondit vers sa mère.*

Elles ont été dans les attitudes éplorées de la douleur, la mimique de l'effroi et du désespoir en face de la mort. En multipliant ses sentiments, l'homme a multiplié les motifs et les formes de la danse. La guerre lui a apporté un premier élément d'exaltation ; la religion, ensuite, l'a influencée de toute la diversité de ses pratiques. Ce sont elles, la religion surtout, qui ont développé ce qu'il y a de folie dans la danse. Elles ont exaspéré les sentiments qu'elle exprime et l'ont conduite à ses pires aberrations. A l'amour, à la joie et à la douleur, dont la variété d'expression fait qu'elle est calme ou emportée, solennelle ou vive, mesurée ou

désordonnée, elles ont ajouté la cruauté et la superstition ; elles lui ont inoculé le sadisme, pour en faire le plus furieux mélange « du sang, de la volupté et de la mort » célébré par M. Maurice Barrès, chantre des décompositions esthétiques.

Elie Reclus a dit, dans ses *Primitifs*, toute l'importance de la danse chez ces peuples : « La danse, geste cadencé auquel tout le corps participe, est l'art suprême par excellence, le langage très expressif des populations primitives... Ce que la poésie est à la prose, la danse l'est au geste. Mouvements rythmiques l'une et l'autre, ils émanent de l'intelligence et de la passion. Avec les yeux et le geste il est moins facile de mentir qu'avec la langue et les lèvres ; le geste, en tant qu'expression immédiate du sentiment, précède le langage articulé ; d'où l'importance de la danse et de la pantomime chez les sauvages ».

Elie Reclus a aussi dépeint de nombreuses cérémonies, de caractères très divers et toujours mêlées de danses, des primitifs. Chez les Esquimaux, le prêtre apprend la danse aux jeunes filles en même temps qu'il les initie aux plaisirs de l'amour. On danse pour célébrer le souvenir des morts dans une fête qui correspond à la Toussaint chrétienne. On danse aussi pour le Nouvel An, au clair de lune, en dépouillant ses vêtements même par les temps les plus froids, car « la nudité est le vêtement sacré ; l'homme le revêt pour approcher la divinité ». Ce sont de véritables ballets que représentent les Aléoutes dans les réjouissances qu'ils offrent à leurs voisins et à leurs amis. La danse est aussi d'une grande importance dans les cérémonies nuptiales et funèbres chez les monticules des Nilgherris, dans l'Inde. Elie Reclus remarque à leur sujet que « chez les Primitifs, la distinction entre le plaisir et la peine, la douleur et la joie, est moins marquée que chez nos civilisés. A leurs enterrements, nos monticules chantent et dansent, dépendent toutes les provisions qu'ils peuvent avoir, passent du rire aux pleurs et des sanglots à la folle gaieté ». La coutume n'est pas complètement disparue chez les civilisés, dans certaines campagnes, des repas qui suivent les enterrements et où, grâce à des libations nombreuses, la joie succède à la tristesse. Les Kolariens du Bengale jouent la comédie du rapt des femmes dans laquelle ils dansent avec accompagnement de chants. Chez les mêmes Kolariens, les divertissements de la paix et de la guerre se confondent : « Les belligérants suspendent les massacres pour se rencontrer à des fêtes de réjouissances où ils se traitent avec courtoisie et s'amusaient, semble-t-il, avec une parfaite insouciance, pour s'entrégorger le lendemain avec autant de férocité que de bonne humeur » : C'est ce qu'on voit chez les civilisés où on se bat, a dit Victor Hugo :

.....pour des Altesse
Qui, vous à peine enterrés,
Se feront des politesses
Pendant que nous pourrerez.

Il n'y a pas très longtemps que les Kolariens ne procédaient plus à des sacrifices humains en l'honneur des dieux. Les victimes sont remplacées par des animaux. La danse du sacrificateur « qui se sent envahi par son dieu », n'en a pas moins de violence. Le sacrifice est suivi de réjouissances qui ont tous les caractères des saturnales antiques et du Carnaval d'aujourd'hui. On y voit les Asadis (danseuses et prostituées) monter à califourchon sur les épaules des plus graves personnages comme on le voyait à Rome aux fêtes de Saturne et comme on le voit de nos jours au bal de l'Opéra. L'anecdote du roi d'Aristote, née en Perse il y a deux mille ans, et renouvelée par Zola dans *Nana*, est toujours actuelle, répétée sous toutes les latitudes et chez les sauvages comme chez les civilisés, avec le même oubli des différences sociales. La danse a encore une grande

place, chez les Primitifs, dans les pratiques de sorcellerie et les manifestations démoniaques. Ces pratiques et manifestations ont de nombreux rapports avec celles de la sorcellerie civilisée, celles des messes noires en particulier. (Voir : *Sorcellerie*.) Citons encore, parmi les danses des Primitifs, celles du feu, du scalp et des funérailles chez les Indiens d'Amérique.

Lorsque aux excitations multiples des sens et de la passion, de la guerre et de la religion, s'ajoute la fureur alcoolique chez les malheureux Primitifs qui ont appris des Européens à « boire comme des blancs », certaines de leurs cérémonies sont d'épouvantables orgies de rut et de sang, mêlées de pernod, telle cette fête des « ga'nzas », ou de la circoncision et de l'excision, qu'on célèbre dans la région de l'Oubanghi-Chari, en Afrique Equatoriale Française, et que M. René Maran a décrite dans *Batouala*.

La danse est devenue un art lorsqu'elle a commencé à s'accompagner de musique. Le rythme, que l'homme avait appris du gorille frappant sur unealebasse, la régularisa. Elle fut accompagnée d'abord de chant vocal et d'un instrument primitif comme le sifflet, le chalumeau, puis la lyre qui parut aux temps homériques. Elle était déjà un art bien perfectionné lorsque Pan animait les ébats des nymphes en jouant de sa flûte et que, suivant Théocrite, des génisses dansaient au son de la flûte de Dametas et de la syrinx de Daphnis. Successivement s'ajoutèrent d'autres instruments : tambourins, crotales, sistres, etc... La danse suivit ainsi les progrès de la musique et, dans l'antiquité, particulièrement en Grèce, elle ne tint pas une moins grande place. Elles étaient réunies dans toutes les cérémonies. De cette union naquit la *chorégraphie* qui est « l'application du rythme musical aux mouvements du corps » (*Grande Encyclopédie*). Les Grecs lui donnèrent des règles qui la distinguèrent de la *pantomime* « représentation dramatique réduite à la gesticulation » (*id.*).

En Grèce la danse fut cultivée dans toutes les classes de la société ; aussi y prit-elle, avec le goût des arts alors si répandu, une infinie variété. Les plus grands et les plus célèbres personnages la pratiquèrent. Socrate l'apprit d'Aspasie. Epaminondas était un bon danseur. Un professionnel de la danse, Aristodème, fut ambassadeur d'Athènes auprès de Philippe de Macédoine, et ce roi épousa la danseuse Larissée. L'art grec a laissé de très nombreux témoignages de la place que la danse a occupée dans la vie de l'époque. Elle était personnifiée par la muse Terpsichore, souvent représentée ainsi que nombre de divinités amies de la danse : les autres muses, les Faunes, les Satyres, les Nymphes, les Bacchantes, les Ris, les Amours, les Grâces, etc...

A Rome, la danse fut, en dehors des temples, le divertissement de la plèbe. Les patriciens la méprisaient, lui préférant la pantomime et les sports. Dans son *Grand Dictionnaire historique* (1759), Moreri qui voyait les « vertus » romaines à travers le « plutarquisme » pompeux du classicisme, a écrit : « Les Romains n'avaient que du mépris pour cette sorte d'exercice et la gravité de leurs mœurs faisait qu'ils y attachaient une espèce d'infamie. » Pour Cicéron, un danseur était un homme ivre ou fou ; il reprochait au consul Gabinius d'avoir compromis sa dignité en dansant. Tibère chassa les danseurs de Rome et Domitien destitua de leur fonction des sénateurs qui avaient dansé. Salluste blâmait Sempronia qui dansait avec une grâce « inconvenante chez une honnête femme ». Mais les Romains, comme tous ceux qui exagèrent la vertu, exagérèrent aussi la licence, dans les temps des *bacchanales* entre autres. Ils montrèrent dans la danse, comme en bien d'autres chocs, qu'ils manquaient du sens de la mesure possédée à un si haut degré par les Grecs. Ils étaient plus cabotins qu'artistes.

Les anciens classaient les danses en quatre catégo-

ries : particulières, religieuses, lyriques et dramatiques. Nous allons résumer l'histoire de la danse dans cet ordre, en divisant les danses particulières en *danse populaire* et *danse de société* et en rattachant les danses lyriques aux danses dramatiques.

LA DANSE POPULAIRE. — Toutes les danses ont été, à leur origine, des danses populaires ; elles sont nées du peuple comme un des moyens d'expression naturels de ses sentiments.

Populaire était la danse religieuse en l'honneur du feu, du soleil, de la terre féconde, des esprits bienfaisants, avant que le prêtre vint l'obscurcir de mystère et la souiller de sacrifices sanglants. C'est une omelette que la population des Andrieux, dans les Alpes françaises, offre encore aujourd'hui au soleil lorsqu'il reparait le 10 février au-dessus des montagnes qui enserrèrent leur village et après une éclipse de cent jours. Cette fête de l'offrande au soleil s'accompagne de danses. Elle était l'hommage de l'homme primitif à l'astre qui lui apportait la lumière, réchauffait ses membres, faisait mûrir la moisson, avant que les sorciers religieux, ensanglantant ce culte naïf et simple, en eussent fait ceux de Mythra, de Moloch, de Bouddha, d'Horus, d'Apollon, de Jésus et de cent autres personnages créés par leur imagination fertile en impostures. C'est du culte du feu et du soleil qu'est sorti celui, druidique, de Beal et que s'est conservé l'usage d'allumer des feux sur les montagnes. Sont aussi de même origine les feux et les danses de la saint Jean et tant de fêtes qu'on retrouve dans les coutumes de tous les pays comme les processions et danses grotesques des ramoneurs de Londres à la Noël, et les *calendo* de Provence avec leur *cacho-fió*, ou bûche de Noël, symbole de la renaissance du feu.

Les survivances sont aussi nombreuses des fêtes qui célébraient les cultes d'animaux fabuleux ou les victoires remportées sur eux, telles celles du serpent (l'Isère) et du dragon (le Drac), qui menaçaient Grenoble :

*Le serpent et le dragon
Mettront Grenoble en savon.*

Celles de la *tarasque* (Provence), du *graouilli* (Metz), de la *gargonille* (Rouen), etc... Il en est resté des danses comme la *moresque* (Provence), le *bacchuber* ou danse des épées, à Gap, la *bravado*, à Riez, etc... Tous les esprits des airs, de la terre et des eaux, ces êtres de rêve qui poétisent encore les vieilles croyances populaires : les fées, les follets, les sylphes, les lutins, les *robolds*, les gobelins, les elfes, les *djiners*, les *ondines*, se présentaient toujours dansants à l'imagination.

Populaire aussi la danse de guerre et de chasse où l'homme, fier de sa force et de son adresse, célébrait naïvement sa victoire dans la lutte. Certains peuples allaient à la bataille en dansant. On appelait *danse persique* la marche de la milice grecque imitée des Perses. Après les festins, on exécutait en Grèce la *danse des Lapithes* qui simulait leur combat contre les Centaures. Il reste de nombreux souvenirs des danses guerrières représentant des combats. Elles étaient surtout des pantomimes et des acrobaties. On les retrouve à l'état primitif chez les peaux-rouges, les *néo-zinlandais*, les *négres*. Ceux-ci s'amusaient fort à imiter de façon grotesque les animaux dans leurs attitudes. Dans l'antiquité, et depuis, ces danses furent surtout des exercices de préparation guerrière. Elles donnèrent naissance aux sports et se confondirent avec eux. Les Romains bannissaient de leurs gymnases la véritable danse. Elle demeura plus ou moins dans les exercices militaires et c'est ainsi qu'à plusieurs reprises des ordonnances autorisèrent des *écoles de danse* dans les casernes françaises. La dernière, en 1818, fut rendue pour encourager la danse et l'escrime.

Mais la danse populaire par excellence est celle d'amour et de joie, le divertissement où l'on s'efforçait de plaire par son esprit et sa grâce, où l'on se délassait

du travail, se distraitait des soucis journaliers et où l'on donnait libre cours à sa bonne humeur, à son exubérance de corps et de sentiment. Cette danse d'amour et de joie se trouva tout naturellement unie à la poésie et à la musique pour produire la *chanson* (voir *Littérature*) inventée par les hommes « qui eurent les premiers le sentiment des mouvements, des cadences, des retours périodiques qui constituent le fond de tout art lyrique » (Julien Tiersot). Il n'est pas de peuple chez qui la danse et la chanson ne se soient ainsi manifestées comme un produit spontané du lyrisme humain. Les primitifs trolariens chantent en exécutant leur comédie du rapt des femmes :

*Nous étions trois filles,
Filles à marier ;
Nous nous en allâmes
Dans un pré danser.
Au pré mes compagnes,
Qu'il fait bon danser !*

Un berger arrive, et d'autres, qui veulent embrasser les filles ; il y a lutte, séduction, enlèvement : c'est le thème universel et immortel de l'amour et de la chanson de danse, chez les civilisés comme chez les sauvages. C'était celui des pâtres et de leurs compagnes dansant au temps de l'*Illiadé* en chantant : « Où trouverai-je des roses ?... Où trouverai-je des violettes ?... » et qui trouvaient l'amour. La description de leurs danses faite par Homère, et leur représentation sur le bouclier d'Achille, sont les images frappantes des *caroles* ou danses françaises du moyen-âge qui s'accompagnaient de chansons semblables.

C'est toujours dans les éléments populaires que l'art de la danse s'est renouvelé et a trouvé ses plus remarquables inspirations. Un journal citait dernièrement cette opinion du musicien Maurice Ravel, assistant en Suède à des danses populaires : « c'est plus beau que les ballets suédois ». De même, les danses populaires françaises, russes, nègres, sont plus belles que les ballets français, russes, nègres. Elles ne sont pas la représentation de la joie ; elles sont la joie elle-même.

Le caractère de la danse populaire a varié avec celui des populations, de leurs milieux, de leurs occupations et de leurs goûts ; mais l'amour en est le fond immuable chez toutes. Il n'est pas de contrée où l'on n'ait pas dansé et où l'on n'ait pas eu sa danse de prédilection, même en Chine où la danse serait considérée depuis longtemps comme un amusement ridicule et peu digne.

A Athènes, les danses dyonisiques reçurent du peuple cette variété qu'elles devaient transmettre à la danse dramatique avec l'*emmetie*, noble et grave, la *cordace*, plus vive, violente et licencieuse, qui se retrouve dans la *saltarelle* romaine et la *tarentele* napolitaine, la *sicinnis*, véhémence et satirique. Dans le Pont et en Ionie, une des formes de la *sicinnis* était la *bacchique*, en l'honneur de Pan et de sa compagnie de satyres, *silènes*, nymphes et ménades. Les Lacédémoniens préféraient les danses guerrières, la *pyrrhique* en particulier. Lycurgue voulait qu'elle fût apprise à l'enfant dès l'âge de sept ans. Mêlée à des éléments dyonisiques qui la rendirent moins violente, la *pyrrhique* se répandit dans toute la Grèce. D'après une description d'Apulée dans les *milésiennes*, on y retrouve les figures du *quadrille*. Le *pyrrhique* est aujourd'hui l'*albanaise*. Une de ses contrefaçons fut la *bocane* qui a donné son nom au *boucän*. Les Syracusains et les Crétois portaient leur préférence sur les danses lyriques accompagnées de chants sacrés en l'honneur d'Apollon.

Indépendamment des danses pratiquées dans les fêtes collectives qui avaient un caractère religieux ou national, il y avait en Grèce toute la variété des danses particulières, depuis la comique *apoklélésis*, exécutée par des enfants, jusqu'à la funèbre *danse des robes* qui a encore sa place dans les obsèques. Dans l'*Epithalame*

d'Hélène, Théocrite a dépeint les douze vierges qui, devant la porte des époux :

«dansent, la tête ceinte
D'une molle couronne où fleurit l'hyacinthe.
.....La jeune troupe, avec un art ingénieux,
Croise les pieds et bat le sol harmonieux ;
Sur un seul rythme, avec ses doux chants entraînée,
Elle emplit la maison d'un brillant hyménée. »

(Traduction SENERS.)

Plus ou moins mêlés de pantomimes et de tours de force étaient : le *molhon*, violent et licencieux, spécial aux Lacédémoniens de bas étage ; la *phrygienne*, danse paysanne avec chants et attitudes grotesques, qui suivait des libations copieuses, de même que l'*angélique* et la *cidaris* ; l'*apokinos*, ou « danse du pétrin », avec ses mouvements des reins et des hanches ; le *callibas*, dansé en se frappant les flancs ; le *bibasis*, avec coups du talon ; l'*épilénios*, ou « danse du pressoir », décrite dans *Daphnis et Chloé* ; la *lamprotera*, accompagnée de chants licencieux ; la *morphasmos*, imitation comique des animaux ; l'*ascoliasmos*, avec sauts sur des autres pleines et frottées d'huile ; la *kybistésis*, marche sur les mains et jet de feu par la bouche ; l'*ectactismos*, élévation du talon au-dessus de l'épaule ; la *thermystris*, ou « danse du creuset », avec les exercices de clownerie ; etc... A Rome, les bergers dansaient le *tripudium* en frappant trois fois du pied.

Nous verrons plus loin comment le trouble et l'inquiétude apportés par l'Eglise dans la joie populaire influencèrent la danse. L'Eglise arriva à tarir ses sources chez le peuple, mais elle ne parvint pas à la supprimer ; elle ne réussit qu'à lui faire prendre les formes guindées et hypocrites de la « danse de société ». Avant d'en arriver là, les danses populaires connurent un remarquable épanouissement.

En Italie, le peuple dansait la *giga*, la *gagliarda*, la *tarentella*, la *saltarello*, la *siciliano*, le *forlane*, la *bergamasque*, pour ne citer que des danses qu'on voit encore aujourd'hui.

Les danses espagnoles ont toujours eu un caractère particulièrement voluptueux qu'elles ont hérité des danseuses de Gadsé (Cadix) d'origine phénicienne, et des danses maures apparentées à la *chika* des nègres, grande danse exprimant toutes les péripéties de la lutte d'amour. On retrouve la première influence dans le *fandango* et le *boléro* ; la seconde dans la *moresque*, dansée aussi en Provence, en Corse et dans les Balkans. Il y avait encore le *jaleo*, à Xérès ; l'*ole gaditano*, à Cadix ; la *rondeña*, à Ronda, et les différentes danses basques. Plus modernes sont les *gamoelas*, *pollo*, *rastroso*, *gorrona*, *pena mora*, *zapateado*, *gira*, etc... Eurent une grande vogue les *gallarda*, *sarabande*, *chaconne*, *zorouzo*, *escarraman*, qui sont passés du peuple au théâtre. Les *séguidillas*, moins libres que les précédentes, ont fourni le fond des danses populaires actuelles qui combinent la danse et le chant.

En Allemagne, la danse populaire se manifesta de bonne heure dans les danses guerrières et les danses champêtres. Certaines ont un caractère religieux comme la *Siebensprung*. La coutume sauvage des duels d'étudiants paraît une survivance des jeux guerriers germaniques que décrivait Tacite. Les danses champêtres, très répandues au moyen-âge, paraissent avoir été empruntées à la France.

L'Angleterre et l'Ecosse ont des danses populaires originales de la plus grande variété. Les œuvres de Shakespeare et de Walter Scott contiennent de fréquentes allusions à la danse. Les réunions d'hiver des populations celtiques de l'Highland sont de véritables écoles où la jeunesse apprend les anciennes danses nationales exécutées au son de la cornemuse. Au pays de Galles, il n'y a pas longtemps qu'on dansait encore en célébrant la primitive fête des lacs. Les Ecosseis ont

conservé, entre autres danses de jadis, celle des épées où figurent les saints les plus populaires qui chantent et dansent. Le *Dancing-Master* donnait en 1716 la description et les airs de 560 danses anglaises.

En Scandinavie, on a relevé environ 400 danses populaires. Une *danse des elfes* n'a pas complètement disparu en Suède.

Dans les Pays-Bas, la danse populaire la plus curieuse est celle des matelots.

Chez tous les slaves, la danse tient la plus grande place. Elle est « un trait fondamental de leur psychologie » (*Grande Encyclopédie*). Elle est profondément attachée aux coutumes locales et s'est maintenue avec elles. C'est chez ces populations qu'on retrouve le plus de danses anciennes. La Bohême a conservé longtemps la *Chodowska*, danse guerrière des paysans du Bœhmenvald ; la *husistska*, danse religieuse des hussites ; l'*umrlec*, danse des morts qui remonte aux temps païens. Les danses qui sont mêlées à la poésie populaire ont subsisté, telles la *strasak* et la *baborak*. La Pologne a la *mazurka*, la *cracovienne*, la *polonaise*, parmi les plus célèbres qui sont passées du peuple dans les salons et au théâtre. En Russie, chaque province a ses danses populaires. En Roumanie, la *pumanieska* est la plus répandue. En Serbie, c'est le *kolo*.

Les Magyars ont des danses apparentées à celles des Cosaques et caractérisées par la musique *tsigane*. La *csardas* est leur danse nationale ; toutes les classes la pratiquent. D'anciennes danses étaient celle des *trois cents veuves* exécutée aux enterrements et une danse des morts où l'on simulait la toilette d'un cadavre.

Chez les Turcs, qui semblent, comme la Beauté de Baudelaire, haïr « le mouvement qui déplace les lignes », la danse est surtout un spectacle auquel ils assistent paresseusement. Ils aiment voir des danses voluptueuses, telle la *romaique*, ou « danse du mouchoir ». En Egypte, le spectacle de la danse est donné par les *ghawazies* (danseuses) et les *oualems* (chanteuses) qui vivent en parias dans des quartiers spéciaux, mais se mêlent à la population à l'occasion des fêtes. Dans son *Voyage en Orient*, Gérard de Nerval a dépeint leur danse « représentation exacte de celle des femmes de Gadès telle qu'elle est décrite par Martial et Juvénal » et telle que, bien avant encore, les *ghawazies* la pratiquaient pour le divertissement des premiers Pharaons, comme en témoignent les sculptures de nombreux tombeaux. Gérard de Nerval a fait aussi le récit d'une « Noce aux flambeaux », à laquelle ces danseuses participaient, et celui d'une fête de la circoncision où les *ghawazies*, que la famille trop pauvre n'avait pu payer, étaient remplacées par des Nubiennes dansant pour leur plaisir au son des *tarabouks* (tambours de terre cuite).

Dans les pays d'Extrême-Orient, les danses, même publiques, ont gardé un caractère religieux primitif comme toutes les cérémonies. Les danses des *bayadères*, qui s'exécutent dans les temples de l'Inde, n'en sont pas moins des plus provocantes et d'un voluptueux raffinement. Méry, dans sa *Guerre du Nizam*, a décrit la fête indienne de Dourga, déesse de la destruction, célébrée dans le Bengale.

La France a vu la plus remarquable éclosion de la danse populaire dans son union intime avec la poésie de même caractère. Toutes deux sont à l'origine de l'œuvre littéraire la plus belle du moyen-âge. Ensemble, elles se sont répandues dans les pays voisins et les ont marqués d'une influence profonde. L'ancien français avait de nombreux mots pour désigner la danse ; aucun n'était d'origine latine. C'était d'abord le mot *dansee*, qui venait, soit de l'allemand *dansôn* (d'après Littré), soit de formes celtiques (Larousse), soit d'une autre origine, inconnue d'après G. Paris. On disait aussi : *dansement*, *danserie*. On employait en outre les mots *tresce* et *tresche* avec leurs dérivés, les verbes *trescier*, *tres-*

chier, treschoier, les substantifs *treschement, trescherie*, qui avaient à la fois le sens de *ronde, sarabande, danse, bal, assemblée*. Il y avait encore *espringuier*, d'origine allemande, qui signifiait : trépigner, frapper des pieds, sauter, sautiller, s'élançer. Ses dérivés : *espringaller*, avait le sens de sauter, et *espringuerie* désignait une sorte de danse haute. Mais le nom qui convenait le mieux à la danse populaire et la caractérisait parfaitement était : *carole*, du verbe *caroler* qui venait d'un mot grec dont la signification était : « accompagner de la flûte une danse en rond ». En France, *caroler* avait le sens spécial de « danser en rond en s'accompagnant de chansons ». Des danses absolument semblables aux caroles françaises, se voient encore en Grèce, telle la *ronde des femmes de Souli* qui remonte à l'époque byzantine.

Les caroles étaient exécutées, soit par des femmes seules, soit par des groupes des deux sexes. Il y avait un chanteur à qui les autres répondaient en reprenant le refrain tout en formant une ronde qui tournait de droite à gauche autour de lui. Parfois, la chaîne n'était pas fermée ; elle formait une *tresque* et évoluait comme dans la *farandole* provençale. Les plus anciennes caroles étaient accompagnées de chansons héroïques et guerrières mais plutôt romanesques et, de bonne heure, s'y mêlèrent les chansons plus légères qui l'emportèrent. Ces chansons, qui célébraient les joies de l'amour et du printemps, avaient leur origine dans les fêtes païennes consacrées à Vénus et au renouveau de la nature. Les caroles se dansaient aux *fêtes de mai* ou du printemps et en étaient la partie la plus marquante. Ces fêtes s'appelaient *maïeroles* ou *kalende de mai* en pays de langue d'oïl. Dans le Midi, elles étaient les *kalendas mayas* et, en Italie, les *calendimaggio*. Elles se sont conservées dans certaines provinces, dans des formes plus ou moins complètes, en même temps que les autres anciennes fêtes où la danse était plus ou moins mêlée. On les retrouve entre autres dans les jeux des petites filles qui choisissent une « reine de mai » et qui dansent des rondes en chantant par exemple :

La belle rentre dans son jardin...

Il y a encore des traces des caroles en Allemagne d'où elles se sont répandues en Danemark et en Norvège. Dans les îles Féroë, elles sont restées telles qu'au moyen-âge.

En même temps que la carole, on dansait le *branle*, autre danse chantée. Chaque province avait son branle particulier, accompagné d'un instrument, le violon en Bretagne, la cornemuse en Poitou, le hautbois en Bourgogne et en Champagne, le tambour basque en Béarn, le tambourin en Provence, etc... Chaque profession avait aussi son branle.

Les caroles et les branles ont été très souvent décrits dans la littérature du moyen-âge. Dans la *vie de Saint Chilian*, on a cité une chanson du VII^e siècle qui accompagnait des rondes de femmes. Dans les *Carmina Burana* du XVI^e siècle, dans les romans de Raoul de Houdan, de Guillaume le Vinier, de Chrétien de Troyes, de Guillaume de Lorris, de Froissart, dans les commentaires de l'*Art d'aimer* d'Ovide au XIV^e siècle, on en trouve des descriptions. Ces écrits marquent les transformations de la danse et de la chanson populaires devenues peu à peu aristocratiques ; ils donnent une idée de plus en plus effacée de ce qu'elles étaient chez le peuple. Dans leurs inspirations populaires, elles avaient été « de légères merveilles de grâce et de poésie, pleines de la senteur du printemps et de l'innocente gaieté de la jeunesse, du plaisir de la danse et d'une sorte de mysticisme amoureux à la fois troublant et enfantin ». (G. Paris). Elles devinrent de plus en plus savantes avec l'amour « courtois » et la littérature, d'abord allégorique du *Roman de la Rose*, ensuite pédante des rhétoriciens du XV^e siècle, jusqu'au moment où elles furent renvoyées à leur origine première par « l'étiquette » de

cour. Le peuple continua à danser dans ses formes habituelles, avec la même ardeur, mais plus avec la même originalité inventive.

Les hommes de la Révolution française ne favorisèrent pas la danse populaire et ne surent pas en tirer le parti qu'elle aurait pu donner. La danse eut place dans les fêtes de la Révolution, mais sous une forme solennelle, dans les cérémonies nationales. (Voir *Les Fêtes et Chants de la Révolution Française*, par Julien Tiersot). Ces cérémonies ne comportèrent pas de danses proprement dites. Leur gravité, et l'élévation des sentiments qu'elles suscitaient, ne s'accommodaient que d'évolutions majestueuses autour de l'autel de la patrie et de défilés de grandes foules. Les hommes sévères qui honoraient comme des déesses antiques la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, la Raison, l'Être Suprême et les héros morts pour la Patrie, redoutaient les excès de la joie populaire. Flaubert a raconté qu'une de ses parentes, ayant figuré la Liberté dans une fête de la Révolution, portait un bonnet phrygien avec cette inscription : « Ne me tournez pas en licence ». M. Mathiez a parlé de « la gravité sévère et moralisante des cérémonies, du sérieux des assistants » ; il a constaté que « la mascarade, les scènes burlesques et gauloises ne se trouvèrent qu'à l'état d'exceptions très rares, dans quelques grandes villes et surtout dans la capitale ».

La danse se retrouvait, avec la véritable joie populaire, en marge des cérémonies et après. Elles prenaient des revanches inattendues lorsque le mauvais temps interrompait la fête officielle ; le peuple se mettait alors à danser sous la pluie comme on le vit pour la *Fête de la Fédération*. Elles se retrouvaient encore mieux après les cérémonies. C'est la joie populaire qui dressa spontanément le fameux écriteau : « Ici on danse ! » le soir de la prise de la Bastille. C'est des bals parisiens qu'est sorti le *Ça ira !* chanté pour la première fois par le peuple travaillant aux préparatifs du Champ de Mars pour le 14 juillet 1790. « Ce chant, dit Michelet, fut un viatique, un soutien, comme les *proses* que chantaient les pèlerins qui bâtirent révolutionnairement au moyen-âge les cathédrales de Chartres et de Strasbourg ». L'air du *Ça ira !* était celui d'une contredanse de Bécourt, appelée le *Carillon national*. C'est aussi sur un air de danse populaire que se chanta la *Carmagnole*. Cet air vint de Provence où il faisait danser les « carmagnoles », ouvriers italiens occupés aux travaux des champs. Les Marseillais l'apportèrent à Paris en même temps que la *Marseillaise*. La danse populaire ne fut aux honneurs officiels pendant la Révolution que pour la plantation des « arbres de la Liberté ». A cette occasion, Grétry composa une ronde sur des vers pompeux, dans le goût de l'époque :

*Que ton emblème, ô Liberté,
Soit le signal de la gaieté !*

Plantons l'arbre sacré, l'honneur de ce rivage ! etc...

Nous ne savons si villageois et villageoises chantèrent et dansèrent beaucoup cette ronde.

Depuis la Révolution, en France en particulier, le peuple a abandonné la véritable danse qui était née de lui pour s'adapter aux *danses de société*. Il en a été de la danse comme de toutes les formes de la vie qui tiraient du peuple leur caractère. La mode, qui a unifié les individus dans leurs gestes et leurs apparences, a fait de la danse ce qu'elle fait de tout ce qu'elle touche : une chose qui n'a plus d'âme et de beauté. Le peuple s'est mis de plus en plus à danser sans joie véritable. Il ne chante plus en dansant, mais il boit. La danse n'est plus, unie à la chanson, l'expression de ses sentiments ; elle est, arrosée d'alcool, une des marques de sa déchéance, une des formes de la lamentable neurasthénie qu'il traîne dans tous ses plaisirs. C'est ainsi que pour fêter « l'anniversaire de la liberté », le 14 juillet, aux carrefours et sous l'œil réjou

du bistro, il noie sa raison en « balançant ses dames ». Il en est arrivé à faire des matches de danse où il tourne pendant cent heures, dans une sorte d'abrutissement somnambulique, avec l'obstination des ivrognes qui luttent devant un comptoir à celui qui avalera le plus de petits verres.

LA DANSE DE SOCIÉTÉ. — Ses premières formes ont été dans l'antiquité. On en faisait, en Grèce, l'accompagnement des festins et des fêtes de famille. Elle ne se différenciait guère de la danse populaire. Au Moyen-Age, la formation de la société « courtoise » fit délaisser la danse populaire par les nobles dames et leurs chevaliers. La danse de société naquit avec des règles qu'enseignèrent des professeurs et elle fit partie de l'éducation aristocratique. Elle emprunta d'abord les anciennes caroles qui se modifièrent avec la poésie des troubadours et la littérature romanesque. Les branles populaires, adoptés aussi, se transformèrent de même mais demeurèrent des danses gaies. D'autres plus graves furent adoptées, appelées *danses basses* parce qu'elles étaient glissées et que le saut ou sautellement en était banni. Les danses basses étaient précédées de la *pavane*, particulièrement à la Cour où sa solennité répondait à celle des danseurs. Dans les ballets, c'est en dansant la pavane que les dieux et les monarques faisaient leur entrée. La gravité des danses basses était telle qu'on les accompagnait du chant des *Psaumes*. Les personnages les plus officiels, et parmi eux les grands dignitaires de l'Eglise, la pratiquaient malgré l'ostracisme que la religion jetait sur la danse.

Formée d'abord en Italie, la danse de société se développa surtout en France pour se répandre avec ses règles françaises dans toutes les cours d'Europe où elles ne cessèrent pas de régner. Aussi, les diplomates français délégués dans ces cours ont-ils toujours dû être, avant tout, de bons danseurs. C'est la seule qualité qu'apporta en Pologne Henri de Valois, quand il devint roi de ce pays avant de monter sur le trône de France sous le nom d'Henri III. A la suite de cette formation, on donna le nom de *bals* (du latin *ballo*) aux assemblées réunies pour la danse et aux lieux où se tenaient ces assemblées. Le premier bal dont parle l'histoire est celui qui se tint à Amiens, en 1385, pour le mariage de Charles VI. L'arrivée de Catherine de Médicis en France fit prendre encore plus de vogue à la danse. Cette reine apporta avec elle des nouveautés italiennes qui animèrent les bals de cour. On organisa les premières mascarades qui remplacèrent les tournois chevaleresques. Les longues et lourdes robes de cour devinrent plus courtes et plus légères pour la danse. On préféra alors aux danses basses toute la variété des branles : le *passepied* breton, la *bourrée* auvergnate, la *gavotte* dauphinoise, le *tambourin* et le *rigodon* provençaux, etc... Des danses nouvelles encore plus vives, la plupart sautées, parurent : la *gaillarde*, la *volte*, la *courante*, la *sarabande* espagnole, l'*allemande*, dont le nom indique l'origine et d'où la *valse* devait sortir plus tard. La *courante* fut la grande danse qui établit la suprématie française à l'étranger. Le *menuet* dérivait d'elle et la détrôna au XVIII^e siècle. Le mélange des danses basses et légères produisit des effets curieux. C'est ainsi que dans un bal masqué, Diane de Poitiers chanta le *De Profundis* arrangé sur l'air d'une volte, qu'elle dansa en même temps. C'est d'ailleurs là un des traits de ce temps où la farce et la religion étaient mêlées de façon à la fois si comique et si tragique. Les bals ne furent pas moins nombreux sous Henri IV et même sous le triste Louis XIII. Ils étaient la grande occupation des gens de Cour.

En Italie, la Renaissance, réveillant le goût des divertissements classiques, avait créé le *ballet* qui fut d'abord une forme de la danse de société. Il représentait, avec un luxe de plus en plus grand, des scènes bibliques,

héroïques et allégoriques. Il était mêlé de pantomime et de scènes comiques jouées par des masques. Il en sortit la comédie italienne et la danse dramatique moderne. Les ballets furent introduits en France où le premier, dansé en 1581, fut le *Ballet comique de la reine*, dont le sujet avait été tiré de la *Circé* de d'Agrrippa d'Aubigné. Le ballet fut d'abord produit par la collaboration très variée et telle qu'elle devait être réunie au théâtre, des poètes, musiciens, chorégraphes, costumiers, décorateurs. A la Cour s'ajoutait celle des seigneurs qui étaient les danseurs. Le ballet de Cour atteignit son apogée lorsque Louis XIV lui-même y figura. Il s'y montra pour la première fois en 1651, dans *Cassandra*, de Benserade. Il avait treize ans. Le dernier ballet où il dansa fut celui de *Flore*, en 1669. Sa retraite fut attribuée à l'impression que lui causèrent les vers de *Britannicus* où Racine blâmait les amusements de Néron ; elle amena la fin du ballet de Cour. Ce divertissement s'était de plus en plus transformé dans le sens du théâtre où il allait prendre sa place. (Voir : la *Danse dramatique*.)

La Cour retourna alors aux grands bals. Ils devinrent ennuyeux et le furent encore bien davantage sous Napoléon I^{er}, lorsque ce monarque voulut imposer aux M^{mes} Angot, devenues duchesses de l'Empire, la pompe des temps de Versailles. Après Louis XIV, un élément nouveau se forma en marge des cérémonies officielles, pour établir une sorte de pont entre le bal de Cour et le bal populaire en fournissant à la noblesse l'occasion de « s'encanailler » et aux gens du commun celle de se frotter aux gens de qualité. Cet élément fut fourni d'abord par le théâtre, où le ballet était entré et n'était plus dansé que par des professionnels, surtout des professionnelles, la plupart sorties du peuple, dont les seigneurs et les traitants, les Richelieu et les Mercadet, faisaient leurs maîtresses. Le ballet de l'Opéra venait danser à la Cour. Celle-ci alla danser à l'Opéra, lorsque, en 1715, une ordonnance royale créa le bal qui s'y donna trois fois par semaine. Ces bals eurent une vogue extraordinaire ; toutes les classes s'y mêlèrent, surtout après la Révolution et le premier Empire ; ils continuent aujourd'hui. Des industriels exploitèrent cette vogue et organisèrent des lieux de danse publics. On créa le jardin Ruggieri en 1766 aux Porcherons, le Vaux-Hall de la rue de Lancry en 1767, le Colisée des Champs-Élysées en 1771, le Ranelagh en 1774, le Vaux-Hall de la foire Saint-Germain en 1775, etc... Les bals se multiplièrent après l'Empire et de plus en plus s'y trouvèrent mêlés « l'élite du rebut et le rebut de l'élite », suivant le mot de Michel Georges Michel sur la clientèle que réunissent aujourd'hui Deauville et les autres lieux de plaisir à la mode. En même temps, les bals de l'Opéra atteignaient leur plus grand succès sous la direction de Musard. La vogue des bals publics était favorisée par les danses nouvelles. Celles de l'ancienne Cour étaient devenues des danses classiques passées au théâtre avec le ballet. Elles avaient été remplacées par les danses anglaises plus vives et la *contredanse* plus facile, qui fut le premier *quadrille*, ou *quadrille français*. Le répertoire dansant s'enrichit successivement des danses tournées allemandes, d'abord la *valse* qui en est le type. Mise à la mode en 1787, puis modifiée par Weber dans son *Invitation à la valse*, elle arriva à sa pleine gloire lorsque Strauss lui donna une allure tourbillonnante. Ce furent ensuite la *scottish*, qui est une valse écossaise, la *polka*, née en Bohême, la *mazurka*, venue de Pologne et portée d'abord au théâtre, mais qui perdit son originalité quand on en fit la *polka-mazurka* des salons. On inventa aussi le *boston*, combinaison des danses précédentes, et le *cotillon*, jeu de société exécuté en dansant, dont le nom vient d'une ancienne chanson :

Ma commère, quand je danse,
Mon cotillon va-t-il bien ?

Quelques-unes de ces danses, le cotillon en particulier, demeurèrent dans les salons et les bals de société. Les autres furent rapidement adoptées dans les bals publics où on leur donna les allures les plus libres. Le quadrille surtout a pris les formes les plus variées, depuis les plus correctes, celles du *quadrille des lanciers* jusqu'aux plus fantaisistes, celles du *cancan* ou *chahut* inventé par Chicard et dansé par ces célébrités excentriques qui se sont appelées : la Mogador, devenue comtesse de Chabril'an, la reine Pomaré, Pritchard Brididi, Tortillard, Mercure, Mme Panache, Rose Pompon, Clara Fontaine, Rigolboche, Zouzou Toquée, Tata Rigolo, Grille d'Egout, la Goulue, la Gueule Plate, Pas d'lapin, et cent autres. Ces danseurs étaient les attractions des bals Mabilles, la Grande Chaumière, le Prado, Valentino, la Closerie des Lilas (devenue Bullier), le Moulin Rouge, etc... Moins spectaculaires, mais encore plus pittoresques, étaient les bals de barrière, où triomphait la *valse chaloupée* et où les « gens chics » faisant ce qu'on a appelé « la tournée des grands ducs », allaient chercher le « frisson du crime ». C'est des bals de Belleville que se faisait, le Mardi-Gras, la descente de la Courtille, dirigée par « mylord l'Arsouille ».

Déjà, avant la guerre, les bals de barrière n'offraient rien de plus spécial que le spectacle que se donnaient à eux-mêmes les « gens chics » dans leurs *dancings*. Des danses étrangères nouvelles étaient devenues à la mode, le *tango* en particulier. Importé des bas-fonds de l'Argentine où il était pratiqué par des cow-boys mis en rut par des semaines de solitude dans les pampas, « il n'est que la danse du ventre à deux ». (Sem. *La Ronde de Nuit*). Depuis la guerre se sont ajoutées, au tango, des danses américano-nègres, les *fox-trott*, *shimmy*, *one-steep* et autres « frottements » qui s'accompagnent de la musique sauvage du *jazz-band* et permettent aux gens « honorables », comme aux autres, de s'exciter en public sans encourir le moindre blâme. Car le dancing a unifié toutes les classes de même que la danse, grâce à la frénésie gigotante que la guerre a produite et dont nous reparlerons plus loin.

La danse des salons n'existe plus que comme un morne exercice du « monde où l'on s'ennuie ». Ce monde, lorsqu'il a de l'argent à sa disposition, s'évade de ses anciennes formes de vie pour mener celle des *palaces*. C'est là qu'il danse dans ce qu'on appelle des « fêtes de charité » où il « fait le bien en s'amusant », selon la formule de ces fêtes inaugurées il y a une centaine d'années. Elles ne sont souvent que des escroqueries et les malheureux au profit de qui elles sont, dit-on, organisées n'en voient pas un centime ; mais les gens qui s'amusent ne vont pas chercher si loin et puis « ça fait marcher le commerce ». Ainsi, la danse se trouve associée au *muflisme* contemporain qui est, d'après Flaubert, la troisième évolution de l'humanité, à la suite du paganisme et du christianisme.

LA DANSE RELIGIEUSE. — A. Maury a écrit : « La danse, qui n'est plus pour les peuples civilisés qu'un amusement frivole avait, dans les premiers âges, une importance qui la fit rattacher au culte des dieux ». Il n'est pas douteux qu'elle a précédé, dans les formes du culte, l'installation des prêtres, de même que l'homme a cherché la divinité dans la nature avant de la chercher dans des temples. La danse, qui est pour les populations primitives « l'art suprême » et « leur langage très expressif », devait tenir une grande place, sinon la première, dans ses hommages à la divinité. En ce temps-là, elle dut être véritablement « l'offrande de l'adoration, la dime des liesses ». J. K. Huysmans.) L'homme devait s'adresser aux « puissances supérieures » avec une complète innocence de cœur, familièrement, n'ayant pas encore été tourmenté dans sa chair et dans son esprit par les artifices des imposteurs qui se sont interposés entre elles et lui.

Les prêtres se servirent de la danse comme de tous les usages auxquels les hommes étaient profondément attachés, pour les amener à eux et les dominer. Aux pratiques de sorcellerie qui furent les premières manifestations sacerdotales, correspondit la première chorégraphie religieuse. Elle se développa en même temps que les dogmes, mais tout de suite elle devint furieuse, sadique, par sa participation aux sacrifices et à toutes les formes de la folie mystique. Les troubles que les religions apportèrent dans les esprits, les inquiétudes, les terreurs, les extases, les excitations malsaines et toutes leurs aberrations, se traduisirent dans la danse pour en faire un divertissement démoniaque donnant un avant-goût de l'enfer. Aussi, n'est-ce pas dans les représentations théâtrales qu'il faut rechercher la véritable danse religieuse. Sa transposition sur la scène, avec les sentiments et dans les décors classiques, lui a donné une dignité qui n'était certainement pas la sienne, même dans les cérémonies les plus solennelles. L'art a idéalisé la danse religieuse en lui donnant les nobles attitudes des déesses d'opéra et en l'enveloppant dans la musique de Gluck. Pour se rendre compte de son caractère exact, il faut voir celui des événements auxquels elle participait, de ces cultes mystérieux en l'honneur de divinités monstrueuses où le meurtre se mêlait à l'orgie. La véritable danse religieuse est dans les trémoussements frénétiques, les scènes d'hystérie, les rondes de cauchemar, accompagnements des sacrifices de l'autel, que conduisaient des prêtres vivant hors de la vie, mutilés comme ceux d'Atys, ayant fait vœu de chasteté comme ceux du catholicisme. Aussi, la danse religieuse ne fût-elle jamais que la parodie de la danse, la grimace de l'amour et de la joie, la flétrissure de la vie. Par contre, elle donna à la douleur les formes les plus désespérées, les plus féroces, les plus horribles. Elle a été la mise en scène de la sorcellerie, le décor de la terreur, la manifestation la plus hallucinante du détraquement des cerveaux emportés par la folie religieuse.

L'adaptation théâtrale de la danse religieuse en a retenu ce qui pouvait être représenté dans des tableaux décents : les théories de prêtres et de prêtresses évoluant, suivant le mouvement des astres, autour des autels où fumait l'encens, et faisant des libations sacrées sur les tombeaux des héros. On célébrait ainsi Apollon (le soleil), et Diane (la lune), en Grèce et à Rome. Virgile a chanté Vénus conduisant dans les enfers mythologiques la danse des bienheureux. Les Egyptiens, les Chinois, les Indiens, avaient des danses astronomiques et sacrées comme les Grecs et les Romains. Chez les Hébreux, la danse se mêlait au culte à la gloire de Jéhova. Les lévites formaient deux groupes, chanteurs et danseurs. D'après la Bible, les filles de Silo dansaient au son des flûtes lorsqu'elles furent enlevées par les enfants de Benjamin. David dansa « de toute sa force » devant l'arche lorsqu'elle fut apportée à Jérusalem. Revenus de l'exil, les Israélites dansaient aux flambeaux sur le parvis du Temple lors de la fête des Tabernacles. La danse doit être une des joies de la Jérusalem nouvelle, car il est écrit : « Réjouis-toi, fille de Sion, un jour viendra où tu reprendras tes chants et tes danses ». Il y avait une certaine *innocence* dans la danse de ce nom que les jeunes filles de Lacédémone exécutaient, nues, devant l'autel de Diane. De même dans le culte de Vénus, lorsqu'il était pratiqué par les prêtresses dévouées à Vénus-Uranie, la déesse austère et idéale, la Céleste que les néo-platoniciens d'Alexandrie opposèrent à la Vierge chrétienne. Les amours mystiques de Polyphile et de Polia, qui s'étaient consacrés à Vénus, ne sont pas moins édifiantes que celles d'Abélard et d'Héloïse, et la messe de Vénus, où deux tourterelles étaient sacrifiées pendant que les prêtresses, « portant un rameau de myrte et chantant d'accord avec les flûtes, dansaient autour de l'autel » (G. de Ner-

va.), était à peine plus barbare que la messe actuelle où le sacrifice est réduit à un symbole. Mais cette douceur était l'exception dans les manifestations religieuses.

De la religion primitive et des cultes qui en étaient sortis, les prêtres avaient tiré et développé une théogonie et des dogmes aussi sanguinaires que variés. A la source était Cybèle, la grande déesse de Phrygie, la Rhéa des Grecs, dont le nom changeait suivant les régions. Elle était la mère des dieux, personnifiant les forces naturelles et tout ce qui était utile aux hommes dans les airs, sur la terre et dans ses profondeurs. Elle avait eu des amours tragiques avec Atys, dieu de Phrygie, qui avait été mutilé, tué, puis était ressuscité. Cette légende donnait lieu, chaque année, à l'équinoxe du printemps, à des cérémonies d'où sont sorties celles de la Semaine-Sainte des chrétiens. Les cultes de Cybèle et des sous-divinités dépendant d'elle, avaient à leur service une foule variée de prêtres. Suivant les pays, ils étaient appelés corybantes, curètes, telchines, cabires, etc..., d'après les noms des esprits mystérieux et des dieux en qui chaque peuple voyait ses protecteurs particuliers, ceux des travaux champêtres, ceux de la navigation, ceux de l'industrie, etc... Ces cultes s'accompagnaient de mystères sanglants, d'orgies mêlées de danses. D'après la légende, Cybèle avait appris la danse à ses prêtres. Les attributs de ses thuriféraires étaient à la fois le couteau du sacrifice, les épées, les boucliers et les instruments de musique accompagnant leurs chants et leurs danses. Les curètes, en particulier, se livraient aux danses guerrières ; ils furent les fondateurs des *jeux olympiques*. Les mêmes curètes sont à l'origine des fêtes dionysiaques comme ayant été les nourriciers de Dionysos. Le culte de Cybèle fit naître, à Rome, les *jeux mégalésiens* qui comportèrent d'abord des récitation poétiques et les danses des prêtres appelés « Galli ». Aux temps de la décadence, qui virent les scandales des *bacchanales*, on leur ajouta les jeux du cirque et les *taurobolies* dans lesquelles on prétend voir les traditions de la *tauromachie* (voir ce mot), spectacle qui doit dit-on, nous ramener à la « civilisation latine », comme le « fascisme », sans doute !...

Indépendamment des danses auxquelles ils se livraient dans l'accomplissement de leurs mystères, des prêtres de Cybèle dansaient dans les rues, y disaient la bonne aventure, se livraient à des acrobaties, en demandant l'aumône. Ils ont été les ancêtres des saltimbanques, paladins, acrobates, montreurs d'animaux, et aussi des moines mendiants. D'autres transportaient sur les voies publiques une des formes les plus répugnantes du sadisme de leurs mystères, la coutume des flagellations par lesquelles ils s'entraînaient à ces répugnantes débauches qu'a décrites Apulée dans l'*Ane d'or*. Des flagellations semblables caractérisaient les *luperciales*, fêtes de la fécondité. Après les sacrifices au dieu Pan, les prêtres « lupérques » couraient à travers la ville en hurlant et en frappant la foule de lanières de cuir. Des femmes enceintes offraient leur ventre à ces coups. C'est de ces manifestations, caractéristiques du délire mystique, que sont sorties les pratiques des *flagellants* perpétuées à travers les siècles jusqu'à nos jours où viennent de se produire les aventures du curé de Bombon. Une extase particulière était attribuée aux corybantes qui exécutaient des danses armées comme les curètes et les telchines. C'était une autre forme de folie mystique. Elle s'est appelée *corybantisme* lorsqu'elle s'est manifestée au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle. (Voir plus loin au sujet de toutes ces aberrations renouvelées par le Christianisme).

Comme les prêtres de Cybèle, les prêtres saliens chantaient et dansaient, aux carrefours, pour les fêtes de mars et d'Hercule. Les prêtres d'Isis faisaient de même sous des accoutrements étranges,

Au culte de Cybèle se rattachait particulièrement celui de Déméter, sa fille, symbolisant la fécondité de la terre et que les Romains identifièrent avec Cérès. C'est en l'honneur de Déméter que se célébraient les mystères d'Eleusis. Les bacchantes et les ménades y dansèrent lorsque ces mystères réunirent les cultes dionysiaque et orphique à celui de Déméter. Des fêtes de Cérès sont sorties celles, chrétiennes, des Rogations.

La plupart des mystères et des danses religieuses avaient le caractère orgiaque qui marqua les réjouissances populaires lorsque le culte des dieux devint public, tel, à Rome, ceux de Vitula, déesse de la joie, de Volupia, déesse de la volupté, et de nombre d'autres. Mais les plus grandes réjouissances étaient pour les fêtes de Dionysos, en Grèce, appelé Bacchus à Rome. Les *dionysies* grecques furent d'abord réservées à des initiés. Les bacchantes, prêtresses de Bacchus, y dansaient accompagnées de chants dithyrambiques. Lorsque les dionysies devinrent populaires, elles comprirent des divertissements champêtres, des banquets, des processions grotesques, des concours poétiques, des danses où les bacchantes se mêlèrent à la foule. Elles conservèrent en Grèce une certaine décence, mais lorsqu'elles passèrent à Rome et devinrent les *bacchanales*, du nom des bacchantes qui fut donné à toutes les femmes qui y participèrent, elles furent le prétexte d'une débauche sans frein. Tite-Live en a fait la description. Les dionysies eurent une importance très grande au point de vue de l'art. C'est d'elles que sortit le théâtre. La danse antique leur doit ses manifestations collectives les plus caractéristiques dans ses trois formes : populaire, religieuse, dramatique. Le théâtre leur doit en particulier la *sicinnis*, ou danse des prêtres de Bacchus-Sabazios, et la *bacchique*.

Les Romains célébraient aussi les *saturnales*, semblables aux *bacchanales* par leurs excès. On voit de quelle façon Moréri était justifié quand il parlait de « la gravité des mœurs romaines » ! Les *saturnales* étaient en l'honneur de Saturne qui avait appris l'agriculture aux peuples d'Italie. Elles duraient plusieurs jours, aux calendes de janvier. Comme les *bacchanales*, elles effaçaient les distinctions sociales parmi ceux qui s'y mêlaient. Des esclaves prenaient la place de leurs maîtres et on voyait des propriétaires faire remise de leurs loyers à leurs locataires ! Ces mœurs étaient certainement le souvenir d'une époque d'égalité et de communisme qui avait été universelle car on les retrouve chez tous les peuples. Elles sont une sorte de revanche de la justice en faveur des opprimés et, en même temps, une caricature de cette justice que les opprimés sont incapables de vouloir et d'exiger. Le lendemain des *saturnales*, l'esclave reprenait docilement sa place sous le fouet. Les *saturnales* antiques se sont perpétuées sous des formes semblables de réjouissances populaires et on en retrouve l'esprit dans le *Carnaval* d'aujourd'hui. Le carnaval est la seule royauté du peuple appelé « souverain » !...

Chez les Druides, le culte avait le même caractère que ceux de Cybèle et de Bacchus. On en retrouve des traces dans les traditions demeurées en Irlande, en pays de Galles et en Armorique. Les sacrifices sanglants, les formes de sorcellerie les plus barbares, étaient pratiqués par les druides. Des magiciennes et des prophétesses y associaient les danses les plus échevelées. « Quelque fois, ces femmes devaient assister à des sacrifices nocturnes, toutes nues, le corps teint de noir, les cheveux en désordre, s'agitant dans des transports frénétiques. » (Michelet). Parmi les prophétesses étaient les vierges de l'île de Sein. Les prêtresses de Nanettes, à l'embouchure de la Loire, étaient mariées mais habitaient seules dans une île et venaient voir leurs maris sur le continent à des époques déterminées. Dans les cérémonies des druides, les Grecs retrouvèrent le culte de Bacchus et les orgies de Samothrace. Leurs rites

étaient ceux des cabires, entre autres leur danse mystique que le poète gallois Cynddeler a décrites : « ils se mouvaient rapidement en cercles et en nombres impairs, comme les astres dans leur course, en célébrant le conducteur. »

Les fêtes religieuses du sang, de la volupté et de la mort se retrouvent avec la danse dans toutes les religions et sous toutes les latitudes. Nous allons voir comment elles ont continué avec le Christianisme, de quelle façon il se servit de la danse tout en la combattant et comment, tout en prétendant supprimer les excès de ses manifestations collectives, il les rendit encore plus démentes et plus tragiques.

LE CHRISTIANISME ET LA DANSE. — Les usages des fêtes et de la danse étaient trop implantés dans les mœurs pour qu'il fut possible, à un moment quelconque, de les faire disparaître. D'ailleurs, quelle puissance les aurait attaqués sérieusement ? Ne sont-ils pas la soupape de sûreté de la chaudière sociale ? Au cirque, dans les saturnales, l'esclave oubliait sa misère. Lorsqu'il danse en souvenir de la prise de la Bastille, le peuple oublie que des centaines d'autres bastilles ont été reconstruites contre lui. Le Christianisme put détruire les temples du paganisme, en brûler les bibliothèques, en massacrer les adeptes ; il ne put changer les mœurs populaires et il prit le parti le plus habile, celui de s'adapter à elles en déclarant chrétien ce qui était païen. C'est ainsi que les fêtes antiques se retrouvent avec la théogonie païenne dans la religion catholique. C'est par les cérémonies et ses réjouissances habituelles que le peuple fut attiré vers le nouveau Dieu. L'Eglise prétend qu'elle a toujours condamné la danse ; en principe, peut-être, mais non en fait. Avec ce remarquable opportunisme qui, s'il lui a enlevé tout droit à l'autorité morale qu'elle prétend exercer, a fait sa force et sa fortune, elle s'en est servie comme de toutes les formes de ce qu'elle appelle « le péché ».

Les premiers ordres monastiques furent formés de réunions d'hommes et de femmes qui se retiraient dans des solitudes pour danser et faire leur salut. On les appelait *choreutes* du nom des danseurs grecs. Dans les premiers temps du Christianisme, à Antioche, les fidèles dansaient dans les églises et devant les tombeaux des martyrs. Chaque jour avait ses hymnes avec des danses propres, et la veille des grandes fêtes, on se réunissait la nuit, à la porte des lieux de culte, pour chanter et danser. Grégoire le Thaumaturge introduisit la danse dans le culte, et son développement devint de plus en plus grand à mesure que les cérémonies prirent plus d'éclat devant un plus grand nombre de fidèles. Les prêtres la conduisaient alors dans le chœur des églises. On disait que Saint Paul avait préconisé la danse comme une forme du culte. Les pères de l'Eglise en faisaient l'éloge et rappelaient que les Hébreux l'avaient pratiquée. D'après Saint Basile, elle était « par excellence l'occupation des anges dans le ciel. » L'Eglise favorisait les anciennes fêtes païennes du 1^{er} janvier, les dionysiaques et les saturnales, les *brumalies* célébrées en mars et en septembre en l'honneur de Bacchus, les *vota*, premières fêtes votives dont l'usage est demeuré, particulièrement dans les *romérages* des villages de Provence. C'est ainsi que s'organisèrent peu à peu dans les églises, et dans le même esprit que celui des saturnales, les fêtes des *Innocents*, des *Fous*, de l'*Ane*, des *Sous-Diacres* ou des *Diacres-saouls*, des *Cornards*, des *Libertés de Décembre* et nombre d'autres dont les noms varièrent suivant les provinces. De ces fêtes, devait sortir le théâtre du moyen-âge. (Voir *Théâtre*.) Elles avaient un caractère carnavalesque et leur fond principal était la parodie des cérémonies du culte. Des ecclésiastiques en étaient les organisateurs et les principaux acteurs. Dans la fête de l'*Ane*, cet animal était conduit en grande pompe dans l'église ; une messe était

célébrée à laquelle était mêlée la *prose de l'âne*. Les prêtres et le peuple chantaient et dansaient ensuite autour du baudet. La fête des *Fous* durait pendant les trois jours des saints Etienne, Jean et des Innocents, à la fin décembre. On élisait un pape ou évêque des fous qui prenait place dans le siège épiscopal, revêtu des ornements pontificaux. Les prêtres, barbouillés de lie, masqués et travestis, entraient en dansant dans le chœur et chantaient des obscénités. On mangeait sur l'autel des boudins et des saucisses, on y jouait aux cartes et aux dés, on brûlait de vieilles savates dans des encensoirs. Les danses continuaient au dehors ; les diacres et les sous-diacres étaient charriés par les rues dans des tombeaux remplis d'ordures où ils prenaient des poses lascives et faisaient des gestes impudiques. Ces « joyusetés cléricales » se déroulaient non seulement dans les églises, mais aussi dans les couvents des deux sexes. La bibliothèque de Sens possède le manuscrit de l'*Office de la fête des fous de Sens*, attribué à l'archevêque Pierre de Corbeil. A Evreux, pour la fête des *Cornards*, qui avait lieu le 1^{er} mai, on se couronnait de feuillages. Les prêtres mettaient leur surplis à l'envers et se jetaient du son dans les yeux puis dansaient avec le peuple. A Auxerre, la fête des *fous* se célébra jusqu'en 1407 et, en 1538, les chanoines jouaient encore à la balle dans la nef de la cathédrale, après quoi venaient le banquet et la danse. Ce ne fut qu'en 1467 que le duc de Bourgogne enleva au peuple de Liège son antique privilège de danser dans l'église.

On voit qu'au moyen-âge, et encore après, l'Eglise ne s'effarouchait pas de ces licences qui se manifestaient dans la danse comme dans toutes les formes de l'art, dans les farces, dans les fabliaux, dans les sculptures des cathédrales. Pour établir sa puissance, elle avait besoin que le peuple, alors primesautier et épris de liberté, fit bon ménage avec le « bon Dieu ». Elle était indulgente aux simples et offrait des lieux d'asile aux persécutés. La maison de Dieu était « le domicile du peuple... la vie sociale y était réfugiée tout entière... On y mangeait puis on y dansait ». (Michelet.) L'Eglise ne songea d'abord à proscrire les divertissements religieux que lorsqu'ils risquèrent de trop faire oublier la religion. Elle les attaqua ensuite plus vivement lorsque, sa puissance définitivement établie, elle voulut imposer l'hypocrisie d'une vertu qu'elle avait de plus en plus perdue. Elle donna alors à Tartufe « le plus sale des deux masques que Satan avait au sabbat ». (Michelet.) Mais les mesures qu'elle prit furent toujours inopérantes et c'est d'ailleurs parmi les ecclésiastiques eux-mêmes qu'elle rencontra la plus forte résistance. Les prêtres dansaient entre autres le jour de leur première messe. En Allemagne, au milieu de sa messe d'installation, le nouveau curé allait prendre sa mère par la main et dansait avec elle. Il fallut un arrêt du Parlement de Paris, rendu en 1547, pour faire cesser cet usage en France. Celui des danses dans les églises, des « ballets dévots », comme dit Huysmans, persista dans certaines provinces jusqu'au XVII^e siècle. Un autre arrêt du Parlement de Paris fut rendu contre elles le 3 septembre 1667, et des ecclésiastiques résistaient toujours. A Limoges, le curé de Saint-Léonard dansait avec ses paroissiens dans le chœur. Il y avait encore des traces de ces ballets dans le Roussillon, au XVIII^e siècle. La cathédrale de Séville n'a pas cessé de posséder un corps de danseurs appelés *seises* qui évoluent devant le maître-autel au son de castagnettes en ivoire. On voit encore, dans certaines localités françaises, des *danses ambulatoires*, longues processions auxquelles participent des prêtres et qui sont des représentations plus ou moins parodiques des scènes de la vie de Jésus-Christ.

La transformation des mœurs fut plus efficace que les arrêts de l'Eglise, qui a plus suivi les mœurs qu'elle ne les a dirigées. On le voit encore de nos jours par les manifestations isolées et inutiles de certains prélats qui

veulent lutter contre la danse et contre les modes nouvelles.

Après avoir favorisé les fêtes païennes, on voulut les interdire. Les conciles de Laodicée (362-370), d'Agde (506), de Tolède (582), celui in *Trullo* (691) défendirent de danser. On n'en dansa pas moins dans les églises et jusque dans les cimetières d'où les *fêtes baladoires* ne furent définitivement bannies, en France, qu'après un arrêt du Parlement de Paris, en 1667. Mille ans après le concile de Tolède, l'évêque Ximènes rétablissait dans la cathédrale de cette ville l'usage des danses dans le chœur, pendant le service divin... Le pape Grégoire III intervint tout aussi inutilement, ainsi que les écrivains religieux. Après avoir loué la danse en s'appuyant sur l'Écriture Sainte, en rappelant que David dansait devant l'arche, on la blâma en invoquant la même Écriture et l'histoire de Salomé qui dansa pour obtenir que Jean-Baptiste fut décapité. Jean Chrysostome condamna toutes les danses, disant qu'elles étaient des « pompes de Satan ». Saint-Augustin prononça de même et les théologiens s'accordèrent pour déclarer que la danse « est une occasion inévitable de péché et une pratique incompatible avec les pudeurs et les sérénités de la chasteté ». (Vollet. *La Grande Encyclopédie*.) On n'en vit pas moins, pendant longtemps, les plus hauts dignitaires de l'Eglise prendre part à des danses. Les grands prélats de la Renaissance italienne participaient à des fêtes où la danse était la partie la plus innocente du programme. Le pape Alexandre VI aimait les ballets où des femmes dansaient sans voiles et l'on a dit que sa fille Lucrèce, et ses autres enfants, y distribuaient des prix aux plus impudiques. Les cardinaux de Narbonne et de Saint Séverin dansèrent à Milan à un bal donné par Louis XII en 1501, et les pères du concile de Trente dansèrent aussi dans une fête qu'ils offrirent à Philippe II d'Espagne, en 1562. Nous n'en finirions pas de citer les interdictions de l'Eglise contre la danse et leur violation par les propres représentants de cette Eglise. N'oublions pas, à ce sujet, de rappeler la spirituelle « Pétition à la Chambre des députés pour les villageois que l'on empêche de danser », de P.-L. Courier, et terminons sur ce point en constatant qu'aujourd'hui, comme toujours, l'Eglise accommodante préfère que ses « fidèles » dansent plutôt que de les voir l'abandonner.

Le Christianisme ne fit pas davantage disparaître les formes de folie collective que le paganisme traduisait dans la danse. Non seulement il s'en accommoda et s'adapta à elles, mais encore il en aggrava l'aberration. Au détraquement des esprits provoqué par l'ancienne sorcellerie, il ajouta les formes nouvelles de désespoir d'une religion qui se présentait comme celle de la mort, qui méprisait la vie et ses joies, enseignait l'horreur de la chair qu'elle livrait aux macérations les plus répugnantes et menaçait les âmes, pour après la mort, des tortures infernales. Les malheurs des temps ne suffisaient pas aux peuples pour les accabler. Aux guerres, aux pillages, aux famines, à la peste qui ravageaient des régions entières, l'Eglise ajoutait l'épouvante de ses inventions malades et faisait de Dieu une puissance si terrible que les pauvres hommes se retournaient vers le Diable pour trouver de la pitié et de la consolation. (Voir : *Sorcellerie*). La révolte n'était-elle pas inutile ? Les « pastoureaux », les « jacques », les « gueux », avaient payé cruellement leurs soulèvements. L'Eglise encourageait la répression dont elle faisait son profit et elle brûlait Jeanne d'Arc en qui s'était incarnée la révolte populaire, révolte impie de ceux qui devaient rester éternellement courbés sous l'esclavage et la douleur.

Aussi, tous les égarements se mêlèrent-ils à la danse au moyen-âge. Il vit la *danse des morts* que n'avait pas connue l'antiquité, les rondes hallucinantes dans les cimetières, les trémoussements frénétiques d'une chienlitt qui représentait, mêlés et confondus, le pape, le roi, le chevalier, la dame, le bourgeois, le moine, l'écolier,

le serf, le truand, la ribaude. « La moralité de cette danse était l'expression populaire du désespoir universel et du sentiment égalitaire qui, malgré tout, subsistait dans les masses et se traduisait par la forme la plus satirique et la plus irrévérencieuse pour les autorités établies. C'était la revanche anticipée de tous les malheureux pillés, torturés, maltraités de toute manière ». (*La Grande Encyclopédie*.) L'art des peintres, des sculpteurs, des enlumineurs, a souvent représenté la danse des morts, ou *danse macabre*, sur les murs des églises et des cimetières, sur les manuscrits et les livres d'heures. Les plus célèbres de ces œuvres qui existent encore sont : la danse macabre de Berne, peinte de 1515 à 1520 par Nicolas Manuel ; celle du cloître de Saint Maclou, à Rouen, sculptée sur trente et un piliers ; la danse des morts de Bâle et les figures de la mort d'Holbein dont il reste des gravures. De nos jours, le musicien C. Saint-Saëns a composé, sous le titre *Danse macabre*, un poème symphonique sur des vers de H. Cazalis. Des écrivains qui se dévouent à l'effacement des trop noires réalités du passé ont prétendu que les danses des morts n'avaient jamais été dansées réellement. Les témoignages du contraire sont nombreux et aussi de choses pires nous allons le voir. Les *Chroniques de Saint-Denis* ont fait le récit des fêtes que Charles VI donna dans l'abbaye royale à l'occasion de l'enterrement de Duguesclin et du ba' qui s'y déroula. « Trois jours, trois nuits, Sodome roula sur les tombes. Le fou qui n'était pas encore idiot, força tous ces rois, ses aïeux, ces os secs sautant dans leur bière, de partager son bal. La mort, bon gré mal gré, devint entremetteuse, donna aux voluptés un cruel aiguillon. Là éclatèrent les modes immondes de l'époque où les dames, grandies du hennin diabolique, faisaient voir le ventre et semblaient toutes enceintes. L'adolescence, d'autre part, effrontée, les éclipsait en nudités saillantes. La femme avait Satan au front dans le bonnet cornu ; le bachelier, le page, l'avaient au pied dans la chaussure à fine pointe de scorpion. Sous masque d'animaux, ils s'offraient hardiment par les bas cotés de la bête. Toutes ces grandes dames de fiefs, effrénées Jezabels, moins pudibondes encore que l'homme, ne daignaient se déguiser. Elles s'étaient à face nue. Leur furie sensuelle, leur folle ostentation de débauche, leurs outrageux défis, furent pour le roi, pour tous, — pour les sens, la vie, le corps, l'âme, — l'abîme et le gouffre sans fond ». (Michelet.) En même temps que cette fête aristocratique se déroulait à Saint-Denis, des joyusetés semblables étaient offertes au peuple, dans les rues de Paris, pour l'entrée d'Ysabeau de Bavière. Enfin, Charles VI étant allé voir le pape à Avignon, Froissart a raconté les fêtes données à cette occasion ; roi et seigneurs, pape et cardinaux, « ne pouvaient se tenir... que toute nuit ils ne fussent en danses, en caroles et en esbattements avec les dames et damoiselles d'Avignon ».

Des foules de possédés se livraient aux danses les morts comme aux rondes du sabbat. Ils étaient pris du mal de Saint-Guy, « véserie épidémique », dit le Dr P. Langlois dans la *Grande Encyclopédie*, « qui les faisait s'agiter quand ils étaient ensemble dans des monomanies dansantes et saltatoires ». Des véseries semblables étaient celles des *ardents*, atteints du feu Saint-Antoine, et des *flagellants* : « Des populations entières partirent, allèrent sans savoir où, comme poussées par le vent de la colère divine. Ils portaient des croix rouges ; deminus, sur les places, ils se frappaient avec des fouets armés de pointes de fer, chantant des cantiques qu'on n'avait jamais entendus ». (Michelet.) Un de ces cantiques, chanté par les frères de la Croix, à Poitiers, disait :

Or avant, entre nous tous frères,
Battons nos charognes bien fort,
En remembrant la grant misère
De Dieu et sa piteuse mort.

Les *Chroniques de Saint-Denis* ont évalué à 800.000 le nombre de flagellants qu'il y a eu à Noël de 1349, après la peste noire.

Aux temps de la Ligue, le roi Henri III et ses « mignons » qui associaient aux pratiques religieuses celles de la pédérastie, faisaient avec les moines des processions dans Paris et se flagellaient réciproquement en chantant des cantiques et en criant : « Sus aux huguenots ! »

En Espagne, l'Eglise encourageait le peuple à danser aux *autodafés* de l'Inquisition. On le distrairait ainsi de la tentation qu'il aurait pu avoir de réfléchir devant ces ignobles spectacles.

A toutes les pratiques de la sorcellerie antique, le Christianisme ajouta des motifs d'aberrations nouvelles. « Fraternité humaine, défi au ciel chrétien, culte dénaturé du dieu nature », c'est le sens, a dit Michelet, de la messe noire née de la réaction exaspérée de la vie et des sens que provoqua contre lui ce Christianisme. Les participants de cette messe y dansaient la *ronde du sabbat* : « Ils tournaient dos à dos, les bras en arrière, sans se voir ; mais souvent les dos se touchaient. Bientôt personne ne connaissait plus son voisin, ni soi-même ». (Michelet.) Au pays basque, au XVII^e siècle : « le prêtre dansait, portait l'épée, menait sa maîtresse au sabbat. Cette maîtresse était sa sacristine ou *bénédictine*, qui arrangeait l'église. Le curé ne se brouillait avec personne, disait à Dieu sa messe blanche le jour, la nuit au Diable la messe noire, et parfois dans la même église ». (Pierre de Lancre cité par Michelet.) Les messes noires avaient de nombreuses ressemblances avec les bacchanales romaines. Comme elles, elles eurent leurs procès aux XVII^e et XVIII^e siècles. (Voir : *Sorcellerie*.)

Ce sont des vésanies du genre des précédentes qui produisirent, au XVII^e siècle, le *tarentisme* en Italie, et qui se manifestent encore aujourd'hui dans le *tigretier*, en Abyssinie, les danses convulsives des nègres, les tournoisements des derviches et tous les trémoussements dans lesquels l'individu, emporté par une ivresse spéciale, perd la notion de son environnement. Et ce sont des vésanies épidémiques comme celles créées par les temps de misère du moyen-âge qui reparaissent aux époques tourmentées de l'humanité. La Révolution a vu les *bals des victimes* où n'étaient admis que les parents de gens guillotins. Les temps de la « Grande Guerre » ont provoqué une véritable ruée des populations vers les *dancings*. Vésanies incontestablement religieuses car, en même temps, on ne vit jamais tant de monde dans les églises. Depuis les « demi-vierges » les plus acides jusqu'aux « barbonnes » les plus mûres, toutes les « possédées » du tango se sont multipliées, venues de tous les mondes et s'abandonnent aux promiscuités les plus déconcertantes de la *ronde de nuit*. Mais, « n'en doutez pas, ces gens, après avoir mêlé leur souffle, leur transpiration, leur jus, enchevêtré leurs genoux, tressé leurs jambes, fondu leur chair hérrissée de désir, après avoir été brassés, amalgamés, fouillés pendant des heures par le doux mécanisme de ce barattage en musique, reprendront, à la sortie, avec leur vestiaire, leurs préjugés, leurs dédains et leurs distances ». (Sem.) Et, entre deux de ces séances, l'Eglise leur donne solennellement l'absolution.

LA DANSE DRAMATIQUE. — Nous arrivons à la catégorie de la danse la plus intéressante depuis que la danse populaire a perdu son originalité et que, surtout, elle s'est flétrie aux contacts interlopes des dancings. La danse dramatique a pris, d'ailleurs, dans ces dernières années un épanouissement qui en a fait le genre théâtral le plus remarquable à côté de la poésie et de la musique dramatiques qui, sauf de rares exceptions, n'arrivent pas à se libérer des vieilles formules où le drame, la comédie, l'opéra, restent enfermés. (Voir : *Théâtre et Musique*).

Le théâtre, tel qu'en France on en observe encore les traditions, est né en Grèce de la collaboration de la poésie, de la musique et de la danse. Il est sorti des fêtes dionysiaques. Avec les premières formes du théâtre classique (tragédie-comédie) parurent les premières danses dramatiques. On attribue à Eschyle l'introduction, dans la tragédie de l'*emmélie* qui comportait des danses, des chants et des airs de flûte d'un caractère grave. Une variété de l'*emmélie*, la *xiphristos*, était guerrière. Ce serait Aristophane d'autre part qui aurait mêlé la *cordace* à la comédie et qui aurait fait prendre à cette danse un caractère plus vif et plus licencieux que celui qu'elle possédait. Au drame satirique on avait adjoint la *sicinus* et la *bacchique*, danses encore plus animées et plus expressives. Ces premières danses dramatiques avaient eu leur origine dans les dionysies ; d'autres s'ajoutèrent qui étaient des danses religieuses ou des *danses lyriques*. Celles-ci étaient de trois catégories qui correspondaient aux trois précédentes et aux trois genres du théâtre : tragique, comique, satirique. La *gymnopédie* avait le caractère de l'*emmélie* et de la tragédie. Elle était la danse des jeunes garçons Lacédémoniens dans les fêtes en l'honneur d'Apollon-Pythien, de Latone, de Diane. Ils dansaient presque nus, en rondes autour de l'autel, en se frappant mutuellement dans le dos et en chantant des péans pleins de gravité, comme leur danse. L'*hyporchématique* était la danse lyrique par excellence. Joyeuse, comme la *cordace* et la comédie, elle s'accompagnait des *hyporchèmes* ou chants sacrés à la gloire d'Apollon. Elle fut perfectionnée par Xénodème et Pindare qui la divisèrent en trois classes : la *monodie* (un seul chanteur et danseur), l'*amébus* (deux chanteurs et danseurs), le *chœur* (plusieurs chanteurs et danseurs). La *pyrrhique*, véhémentement comme la *sicinnis*, convenait au drame satirique. Elle était au début essentiellement militaire. Ses danseurs se frappaient avec des glaives. A Athènes, elle figurait dans les Panathénées où des jeunes gens mimaient les combats qui célébraient les dieux. Elle se modifia pour prendre place dans les dionysies puis au théâtre. D'après Suétone, une *pyrrhique* représentait la fable de Pasiphaë.

Sauf certaines danses de caractère guerrier, la plupart étaient exécutées par les deux sexes, soit séparément, soit ensemble. La danse était *orchestique* avec un seul danseur ou plusieurs considérés isolément. On l'appelait *choristique* quand plusieurs formaient un ensemble. Le mot, qui se disait aussi *choreia*, avait pour synonyme *ballismos* d'où sont sortis le latin *ballo* et les français *bal* et *ballet*. L'union d'un groupe dansant et d'un groupe chantant formait une *chorodie*. Ses participants étaient les *chorentes*. Le chef du chœur s'appelait *præsulor*.

Comme la tragédie et la comédie, la danse dramatique dut avoir dans l'antiquité une vivacité d'expression qu'elle ne retrouva pas lorsque l'art moderne l'a ressuscitée avec elles dans le théâtre appelé classique. Elle fut aussi châtrée, aussi truquée, que le furent les fureurs d'Oreste, les salacités de Lysistrata, les éruptions de Trimalcyon. Comme disait Tailhade des traducteurs de Plaute : « De madame Dacier à Naudet, ce ne sont que périphrases, bandeaux sur l'œil, cataplasmes, feuilles de vigne et caleçons de bain... Ils ont fait de son théâtre une manière de jardin botanique, plein de chicots herbacés, de feuilles moribondes ». Rien d'étonnant que la danse n'ait pas retrouvé immédiatement sa place dans ce théâtre lorsque, au XVII^e siècle, Hardy et ses successeurs lui donnèrent ses premières formes en créant la tragédie française.

La danse dramatique moderne se forma en dehors du théâtre, dans les ballets qui prirent de plus en plus des développements spectaculaires et devinrent l'ouvrage de plus en plus exclusif des spécialistes de la scène. Les premiers spécialistes chorégraphes avaient été

les villageois appelés au château pour apprendre la carole et le branle aux châtelaines et à leurs pages. Ils devinrent des maîtres de danse de plus en plus importants et célèbres qui formulèrent et rédigèrent les règles de la chorégraphie. Il y avait une vieille chanson de maître de danse qui disait :

*Trois pas du côté du banc,
Et trois pas du côté du lit,
Trois pas du côté du coffre,
Et trois pas. Revenez ici.*

L'italien Fabrizio Caroso de Semoneta publia le premier, à Venise, en 1581, un ouvrage : *Le Ballarino*, où il décrit un grand nombre de danses et en formula les règles. En 1588, le chanoine Tabourot, de Langres, faisait paraître son *Orchésographie*, manuel technique de chorégraphie où il donnait en particulier des détails sur les branles. Le travail de Tabourot fut repris et complété en 1700 par Feuillet. En 1662, une Académie de danse avait été fondée à Paris. Beauchamp, professeur de Louis XIV, en devint directeur en 1664. Il fut aussi surintendant du corps de ballet. Le ballet était devenu à la Cour un spectacle complet, d'une technique de plus en plus compliquée. Des auteurs célèbres y travaillaient : Benserade, Quinault, Molière, Lulli, etc... Molière fournit à Lulli des comédies-ballets : *Le Sicilien* (1667), *Psyché* (1671), les intermèdes de *L'Amour médecin* (1665) où la comédie, le ballet et la musique chantaient ensemble :

*Sans nous tous les hommes
Deviendraient malsains,
Et c'est nous qui sommes
Leurs grands médecins.*

Ceux de *Monsieur de Pourceaugnac* (1669), du *Bourgeois Gentilhomme* (1670), du *Malade Imaginaire* (1673).

Lorsque Lulli obtint le privilège de directeur de l'Académie royale de musique, ou Opéra, en 1672, le ballet de Cour, auquel il avait donné le plus grand éclat, disparut et la danse entra à l'Opéra. Elle n'y fut, pendant un certain temps, qu'un intermède dans les opéras. Elle allait y prendre sa véritable place à la suite de la réforme réalisée par Beauchamp qui fit paraître des danseuses sur la scène. Jusque-là on n'y avait vu que des danseurs. Cette révolution se fit en 1681, pour les représentations du *Triomphe de l'Amour*, ballet de Quinault et Lulli. Elle donna tous ses effets au fur et à mesure que les danseuses affirmèrent leur supériorité sur les danseurs. En même temps, on enleva à ceux-ci les masques qu'ils portaient et les accoutrements grotesques qui convenaient aux farces du théâtre italien mais non à un art qui allait se distinguer par toujours plus de grâce.

Pécourt, qui succéda à Beauchamp, inventa de nombreuses danses appelées « galantes ». Elles sont décrites, avec celles de Beauchamp, dans l'ouvrage de Feuillet : *La Chorégraphie ou l'art de décrire la danse*.

Au commencement du XVIII^e siècle, la comédie-ballet fut remplacée par le *ballet-pantomime* devenu le ballet d'aujourd'hui. La duchesse du Maine, qui eut l'idée de cette transformation, fit mettre en musique par Mouret, comme pour les chanter, les vers des *Horaces* qui furent mimés par les danseurs. Chamfort devait demander plus tard, en plaisantant, qu'on fit danser les *Maximes* de La Rochefoucauld. On a vu danser depuis sur des sujets encore plus hermétiques, du Schopenhauer par exemple, à qui des danseuses « inspirées » rendirent ainsi la monnaie de ses boutades contre les femmes. La création du ballet-pantomime spécialisa davantage les danseurs en les distinguant complètement des comédiens et des chanteurs. L'expression des sentiments de leurs personnages n'étant plus que dans leurs gestes, ils donnèrent à leur mimique et à leur danse une perfection grandissante. Marcel, le grand maître de danse de l'époque, s'efforça de débarrasser la danse de tout

ce qui était disgracieux et de la rendre distinguée. Son enseignement fut réalisé surtout par le danseur Dupré, appelé « l'Apollon de la danse ». Son successeur, Noverre fit attendre à la danse dramatique tout son éclat en formant des élèves comme Gardel et surtout les Vestris. Le musicien Rameau avait fait paraître son *maître à danser* en 1748. Noverre écrivit ses *Lettres sur les arts en général et la danse en particulier* (1760). Les écrits de Rameau et de Noverre et les perfectionnements pratiques réalisés fournirent les éléments de l'ouvrage le plus complet qui soit paru sur la danse, celui de Magny : *Principes de chorégraphie* (1765).

Noverre mit à la scène les ballets des opéras de Gluck et de Piccini où brillèrent les Vestris non sans que Gluck, en particulier, ait eu des démêlés avec eux. Le succès des Vestris fut immense. L'ainé, Gaëtan, fut aussi remarquable par sa vanité que par son talent. Il disait : « Il n'y a que trois grands hommes au monde : moi, Voltaire et le roi de Prusse ». Gluck devait se taire devant ce « grand homme » qui voulait bien danser sur sa musique. Toute la Cour allait chez les Vestris pour apprendre les révérences. Mais les grands danseurs allaient être éclipsés par les grandes danseuses. Les premières furent Mlle Prévost, son élève et sa rivale la Camargo qui la première « battit l'entrechat à quatre », et Mlle Sallé qui passa du Théâtre de la Foire à l'Opéra. Vinrent ensuite la Guimard, célèbre par ses folies amoureuses autant que par sa danse, et nombre d'autres, sans oublier Mlle Bigottini qui fit pleurer tout Paris par l'expression de sa mimique dans *Nina ou la Folle par amour*.

À la suite de Lulli, Mozart, Rameau, Méhul, Berton, Cherubini, Kreutzer, écrivirent la musique des ballets. Mais ce n'est qu'après la Révolution et l'Empire que ce genre prit toute son importance et que les musiciens lui donnèrent une réelle originalité.

Le corps de ballet de l'Opéra, sinon la danse, occupa à côté des chanteurs, une grande place dans les fêtes de la Révolution. Il dut se multiplier pour participer aux cérémonies nationales. (Voir Julien Tiersot : *Les fêtes et les chants de la Révolution Française*.) Mais la cérémonie où la danse aurait eu le plus de part n'eut pas lieu. Le programme en avait été préparé par David pour le transfert au Panthéon des cendres de Bara et Viala. Les danseurs y participaient autant que les musiciens et les chanteurs, comme dans la chorodie antique. Ils devaient exprimer les regrets des patriotes « par des pantomimes lugubres et militaires » puis, dans l'apothéose, « pendant que les danseuses, d'un pas joyeux, répandraient des fleurs sur les urnes et feraient disparaître les cyprès, les danseurs, par des attitudes martiales, célébreraient la gloire des deux héros ». La chute de Robespierre arrêta la réalisation de ce programme. La danse allait prendre une allure moins héroïque pour participer aux orgies de la République de Barras. Pendant la Révolution, on représenta dans les théâtres des ballets de circonstance comme la *Rosière républicaine* ou deux danseuses, costumées en religieuses, dansèrent avec Vestris qui était en « sans-culotte », dans le costume que les révolutionnaires avaient emprunté aux images du dieu Atys le Phrygien.

Lorsque l'art fut débarrassé du joug napoléonien et qu'il connut l'épanouissement de l'époque romantique, la danse dramatique vit s'ouvrir devant elle de nouveaux horizons. M. de La Rochefoucauld, continuant la tradition des maniaques de tous les siècles, avait voulu allonger les jupes des danseuses sous la Restauration. On les raccourcit au contraire jusqu'à la taille en créant le « tutu ». En même temps, la danseuse se dressant sur les « pointes », gravit ce que M. Levinson appelle lyriquement, de nos jours, le « deuxième échelon de l'ascension verticale de l'humanité », le premier ayant été franchi lorsque le quadrumane redressa son échine pour marcher sur ses pattes de derrière. C'est le

piqué, ou danse sur les pointes des pieds, renouvelé d'ailleurs de la Grèce et de la Renaissance, qui réalise ce noble symbole, crée « l'axe de l'aplomb », émancipe la forme humaine de ce que Nietzsche appelait « l'esprit de pesanteur » et constitue ainsi « un sommet de l'art idéaliste ». Bien des demoiselles de ballet ne pensent pas à toutes ces choses lorsqu'elles se dressent sur leurs orteils.

Hérolde, Schneitzhoeffter et Adolphe Adam, composèrent les nouveaux ballets appelés « d'action » où triomphèrent ces « étoiles » dont les principales furent Marie Taglioni, Fanny Elssler et Carlotta Grisi. Les succès de Taglioni furent dans la *Belle au bois dormant*, la *Sylphide*, la *Révolte au Sérail*, la *Fille du Danube*. Ceux de Fanny Elssler dans le *Diable boiteux* et la *Tarentule*. Carlotta Grisi triompha dans *Giselle*, la *Jolie fille de Gand* et le *Diable à quatre*. Plus près de nous, Léo Delibes écrivit ces œuvres charmantes qui sont *Coppélia* et *Sylvia*. D'autres musiciens produisirent *Mamouna* (Lalo), la *Korrigane* (Widor), les *Deux pigeons* (Messager), la *Maladetta* (Vidal), l'*Etoile* (Wormser).

La dernière forme de ces ballets a été dans la présentation de grands ensembles chorégraphiques faisant manœuvrer des masses nombreuses de danseurs et de figurants. Elle a pris tout son développement en Italie, dans les ballets-spectacles appelés *Sieba*, *Excelsior*, *Messaline*. Elle est demeurée dans le music-hall où l'on fait évoluer, pour des effets les plus inattendus et les plus étrangers à l'art, des armées de danseuses. C'est ainsi qu'un des « clous » de ce genre de spectacle fut, pendant la guerre, le défilé des drapeaux de toutes les nations alliées présentés sur des bataillons de fesses féminines. Les callipygies les plus opulentes étaient, bien entendu, réservées patriotiquement aux couleurs françaises et avaient le plus de succès. Ces exhibitions de « marcheuses », de « girls », de petites « grues », de grosses « poules », dévêtues sous des oripeaux de couleurs criardes et des flots de lumière violente, gigotant aux sons d'orchestres qui font comprendre pourquoi Th. Gautier considérait la musique comme le plus insupportable de tous les bruits, sont de véritables marchés de pauvre viande humaine où les cochons viennent s'exciter mais d'où l'artiste et l'homme simplement normal sortent écoeurés. Le corps humain mérite d'autres apothéoses que celles de la prostitution. Les titres de ces spectacles, qui raccrochent comme les lanternes des maisons à gros numéros, suffisent pour les faire juger.

À côté des ballets « d'action », la tradition des divertissements dansés mêlés aux opéras se continua pendant tout le XIX^e siècle avec la plus grande faveur. Wagner lui-même ne put faire représenter *Tannhäuser* à l'Opéra, en 1861, qu'en acceptant d'introduire dans son ouvrage le ballet du Vénusberg, et encore ne parvint-il pas à vaincre la cabale du Jockey-Club soulevée contre la « musique de l'avenir ». Malgré ce, bien des compositeurs, Berlioz en tête, protestèrent contre les ballets d'opéra, leur reprochant de « brutaliser l'idée du musicien », et lorsque l'art wagnérien parvint à s'imposer, la danse fut peu à peu éliminée du « drame lyrique ».

Aujourd'hui les deux genres paraissent bien séparés, ayant chacun son expression propre. C'est dans la danse, et à la suite de l'essor que lui ont donné les ballets russes, que se manifestent les initiatives les plus intéressantes, non seulement scéniques mais aussi musicales. Alors que la musique dramatique ne s'est plus renouvelée, sauf quelques exceptions, depuis Wagner (voir : *Musique*), la musique de danse s'est évadée, avec la danse elle-même, vers les formes les plus neuves et les plus hardies, entraînant par un renouvellement constant la curiosité des esprits qui ne sont pas incrustés dans un conservatisme imbécile. Plus que tous les arts, la danse dramatique donne en ce moment l'impression de la vie multiforme et toujours jeune. Elle va « par-delà les tombeaux », à l'avant-garde de l'art et n'attend

plus qu'une véritable inspiration populaire, née de l'enthousiasme de tout un peuple, pour atteindre à sa plus haute expression. Elle s'est débarrassée des conventions de l'ancien ballet, de ce qui était à la mode et par conséquent éphémère, sans racine profonde. Elle s'est rapprochée de la pantomime pour rendre au geste l'éloquence qu'il avait perdue et l'émotion qu'il n'inspirait plus. Elle a rendu à la vie et à ses variétés infinies les mouvements qui s'étaient figés dans des attitudes. Les acrobaties les plus hardies lui permettent d'ajouter à la grâce du corps humain toute sa souplesse, son adresse et son audace. Certes, la danse nouvelle n'est pas débarrassée des loufoqueries du snobisme ; elle subit comme tous les arts la tutelle malsaine de l'argent et des imbéciles qui confondent le grotesque et le beau ; mais elle s'affirme, malgré tout, comme la forme la plus indépendante et la plus vivante du vieil instinct humain qui aspire à la beauté et qui trouva de tout temps, dans la danse, son expression la plus complète et la plus sincère, celle de la ligne et du mouvement que ne trahit pas le mensonge de la parole.

Il y a, devant la façade morne de ce monument qu'on appelle l'Opéra de Paris et dont on pourrait faire tout ce qu'on voudrait, une halle, une gare, sauf un temple de la musique, une œuvre qui jette sur lui un rayonnement incomparable : c'est le groupe de la danse de Carpeaux. Il n'est peut-être rien qui soit si admirable dans l'immense ville où se cotoient toutes les beautés et toutes les laideurs. Il est le plus magnifique sourire de la joie humaine. Vienne le temps où la danse, ayant retrouvé la santé et la pureté sera, avec les autres arts, victorieuse de toutes les aberrations pour exprimer le bonheur des hommes. Alors, devant la Maison du Peuple, on pourra mettre à sa véritable place la danse de Carpeaux pour dire à tous : « C'est ici le palais de la vie, de la joie, de la beauté. » — Edouard ROTHEN.

DARWINISME. n. m. Système philosophique qui prit corps dans la théorie de l'évolution, précisée par le célèbre naturaliste anglais Charles Robert Darwin (1809-1882) dans son ouvrage sur *L'Origine des espèces au moyen de la Sélection naturelle*.

Lamarck, le grand naturaliste français (1744-1829) avait déjà tenté de démontrer qu'il existait entre les diverses espèces animales et végétales, et entre les individus de ces espèces, une lutte constante pour la possession des substances ; le système de Lamarck ne fut pas écouté et lorsqu'en 1830 Etienne Geoffroy Saint Hilaire s'y rallia, il fut vaincu en Académie des Sciences par les arguments de Cuvier combattant l'hypothèse de Lamarck.

Après Lamarck, mais avec une somme de matériaux beaucoup plus considérable, Darwin entreprit de démontrer que dans la bataille que se livrent les diverses espèces et les individus les composant, les plus forts, les plus vigoureux, les plus sains triomphent toujours et que les plus faibles sont éliminés par voie de « Sélection naturelle ». Il en résulte une transformation continuelle des espèces et des individus.

S'appuyant sur de multiples observations, Darwin déclare que les espèces et les individus qui subissent les modifications consécutives à la bataille pour la vie (*struggle for life*) sont des éléments perfectionnés, puisque les autres disparaissent dans la mêlée. « La lutte constante pour l'existence détermine la conservation des déviations de structure ou d'instinct qui peuvent être avantageuses ».

Si l'on prend au mot et à la lettre les théories issues des déductions darwiniennes on en arrive à conclure que les espèces et les individus vont se modifiant, se transformant et s'améliorant chaque jour. C'est du reste ainsi que conclut Darwin : « Comme toutes les formes actuelles de la vie descendent en ligne directe de celles qui vivaient longtemps avant l'époque cambrienne, nous

pouvons être certains que la succession régulière des générations n'a jamais été interrompue et qu'aucun cataclysme n'a bouleversé le monde entier. Nous pouvons donc compter avec quelque confiance sur un avenir d'une incalculable longueur. Or, la Sélection Naturelle n'agit que pour le bien de chaque individu, toutes les qualités corporelles et intellectuelles doivent progresser vers la perfection ».

Le darwinisme a donné naissance à diverses écoles rivales et particulièrement à celle des néo-lamarckiens et celle des néo-darwiniens. Le Dantec (1869-1917), l'éminent biologiste français, a tenté de concilier ces deux écoles en démontrant que Lamarck et Darwin n'étaient nullement opposés l'un à l'autre et que la vie des espèces et des individus était soumise à deux influences : l'hérédité et l'adaptation. C'est sur ce principe que repose le transformisme actuel.

Bien des individus entraînés dans la lutte sociale se demandent quel intérêt présente pour les classes opprimées ces diverses écoles scientifiques, et si ce n'est pas une simple spéculation philosophique que de rechercher quelles sont les origines des espèces et la façon dont la vie s'est transmise à travers les siècles. Le darwinisme a exercé une très grosse influence non seulement dans le domaine scientifique mais aussi dans le domaine social, et ce serait une erreur de croire que la classe ouvrière n'est pas servie par les recherches et les découvertes des savants.

En démontrant que « les êtres ont habité le globe dès une époque dont l'antiquité est incalculable, longtemps avant le dépôt des couches les plus anciennes du système cambrien » (Darwin, l'Origine des Espèces) c'est-à-dire depuis des centaines de milliers d'années, la science naturaliste a détruit la légende de la création du monde « puisque la vie ne peut être engendrée que par la vie ».

Sur le terrain social nous ne pouvons certes pas partager entièrement l'optimisme du darwinisme. S'il est vrai que pour les espèces végétales et les espèces animales inférieures, la Sélection naturelle agit avantageusement et que la lutte pour l'existence élimine les individus tarés pour ne laisser subsister que les êtres forts ; d'autres facteurs entrent cependant en jeu surtout lorsqu'il s'agit des espèces supérieures et plus particulièrement de l'espèce humaine.

L'espèce humaine, pas plus que les autres espèces, n'échappe au « struggle for life » et la lutte entre les divers individus de l'espèce humaine se poursuit sans cesse. Cette bataille pour l'existence est la source de l'évolution continue et ininterrompue de la race humaine, mais les hommes ne peuvent pas attendre simplement de la Sélection naturelle la perfection de l'espèce et de l'individu.

L'homme combat pour sa vie contre les autres hommes et tous les facteurs qui déterminent ce combat nous portent à croire que les plus forts triompheront ; mais les plus forts ne sont pas forcément les meilleurs. Ce n'est pas physiquement que se manifestent la faiblesse des uns et la supériorité des autres. Les individus qui se trouvent en haut de l'échelle sociale, éduqués au grand livre de la science, profitent de toutes les découvertes, étudient tout ce qui peut être une arme utile dans le combat de géant que se livrent les individus de l'espèce humaine, tandis que ceux qui sont en bas de l'échelle sociale sortent à peine de l'ignorance, et subissent encore l'influence néfaste de leurs sentiments. Ce sont ces sentiments qu'il faut détruire pour n'être enfin conduit que par la raison. La Sélection naturelle est un cas du problème de l'Évolution ; elle a consolidé les principes, mais elle n'est pas tout et il faut tenir compte des autres facteurs. La perfection de l'homme ne sera réalisée que lorsque l'individu débarrassé de tout préjugé sera éclairé à la lumière de la science.

« Le raisonnement » nous dit Le Dantec « nous en-

seigne que la lutte est la grande loi, mais le raisonnement scientifique est incomplet ; il ne tient pas compte des vieilles erreurs qui sont peut-être ce que nous avons de meilleur en nous ; la dernière lutte dont nous devrions parler ici est la lutte du sentiment contre la raison » (Le Dantec, La lutte universelle). Le Dantec a raison il ne faut pas parler de la lutte du sentiment contre la raison, mais de celle de la raison contre le sentiment. Ce n'est que par le triomphe de la raison que l'espèce humaine et l'individu se transformeront, s'amélioreront et se perfectionneront. — J. C.

DARWINISME. — Historique. — Les précurseurs de Darwin. Son œuvre. — On donne le nom de *darwinisme* à l'ensemble des théories du naturaliste anglais Charles-Robert Darwin qui, réduites à leur plus simple expression, se ramènent à cette formule : *l'homme descend du singe*. Ce n'est là qu'une partie du système de Darwin, et c'est une interprétation erronée que de voir uniquement dans le darwinisme la théorie qui fait descendre l'homme du singe. Mais c'est ainsi que le fanatisme a envisagé dès sa naissance l'évolutionnisme darwinien qui, expliquant l'origine des êtres vivants, donc de l'homme, par des lois naturelles, détruisait du même coup la création divine de l'homme selon la Bible. Et c'est bien, en somme, la conclusion des travaux de Darwin qui ne s'est exprimé au sujet de l'origine de l'homme qu'à demi-mot, ayant tenu à s'entourer de précautions oratoires afin de ne pas choquer la susceptibilité de ses lecteurs, tolérance dont on ne lui sut aucun gré. Darwin n'a d'ailleurs pas été le premier à soutenir cette théorie subversive, mais son mérite a consisté à l'exposer d'une façon originale et par là même à la créer une seconde fois. L'idée avait déjà fait du chemin lorsque Darwin se présenta pour l'aider à continuer sa route semée d'obstacles. Si Lamarck a été le père du transformisme, Charles Darwin en fut le tuteur. Le transformisme est la doctrine d'après laquelle toutes les espèces, animales et végétales, descendent d'un type ou de types originels peu nombreux, par voie de transformation. Si ces espèces, dont l'origine est commune, ont pu varier, c'est, répond Darwin, grâce à la sélection naturelle qui a assuré la survivance du plus apte. Le darwinisme était une interprétation nouvelle du transformisme : il présentait sous un jour différent cette doctrine qui ruinait le principe de la fixité des espèces, soutenue par la réaction religieuse et scientifique. Non seulement le « darwinisme » nous révèle un des côtés du transformisme, mais il nous oblige à l'examiner dans son ensemble ; l'étudier c'est connaître celui-ci dans ses tenants et ses aboutissants, c'est pénétrer au cœur même de la biologie.

« Le transformisme, c'est-à-dire la théorie d'après laquelle les espèces animales et végétales vivant actuellement descendraient d'espèces antérieures et différentes » (Le Dantec), est une des hypothèses scientifiques les plus fécondes qui, comme toutes les hypothèses créatrices, a partagé l'humanité en deux camps, et permis ainsi de reconnaître les esprits d'avant-garde et ceux qu'on pourrait qualifier justement d'arrière-garde. Cette hypothèse qui a fini par s'imposer aux esprits n'est pas nouvelle : elle existait en germe chez les philosophes de l'antiquité. Il faudrait remonter à Lucrèce, à Aristote et même plus loin pour trouver les ancêtres de l'évolutionnisme. Le moyen-âge lui-même l'a pressenti. Pendant la Renaissance, Bacon croyait que les mutations d'espèces étaient dues à des variations accumulées. Le siècle de Louis XIV n'a pas ignoré les grandes lois directrices de l'évolutionnisme ; en cherchant bien, on les découvrirait dans quelques auteurs. Au XVIII^e siècle, où tant d'idées s'ébauchèrent ou se précisèrent, l'évolutionnisme fut soupçonné. Un certain Benoît de Maillet, auteur des *Entretiens d'un Philosophe indien avec un missionnaire français sur la diminution de la mer* (1748),

raillé par Voltaire, qui voyait dans cet écrivain un partisan de la Bible, soutenait que la mer primitive était le berceau de la vie, s'appuyant sur ce fait que des fossiles marins avaient été trouvés dans un terrain montagneux. De Maillet n'examinait pas seulement la façon dont s'était constitué l'univers, mais il examinait en détail le problème de l'origine des êtres vivants. Pour De Maillet rien ne se perd dans la nature. Les mondes se renouvellent sans cesse, ils exercent une attraction les uns sur les autres, des germes ou semences peuplent l'univers, que les planètes recueillent au passage. Les espèces animales et végétales n'ont pas été créées en même temps, mais elles sont apparues successivement, sous l'influence de circonstances favorables, à mesure que les mers ont baissé. Des semences proviennent toutes les espèces marines, d'où sont issues les espèces terrestres et aériennes, dont l'homme fait partie. Les herbes et les plantes, comme les animaux, ont la mer pour origine. Le transformisme de Maillet, reposant sur des réflexions souvent justes, ne fut pas compris par Voltaire qui y voyait, avons-nous dit, une thèse en faveur du déluge, l'eau jouant le principal rôle dans le système exposé par le philosophe indien. Pour Voltaire, les coquilles font éclore des systèmes nouveaux ! L'origine aqueuse des êtres est une plaisanterie. « Il y a peu de gens qui croient descendre d'un turbot ou d'une morue ». Cette appréciation de Voltaire prouve tout simplement que des esprits libérés ne comprennent pas toujours d'autres esprits libérés.

Vingt ans après les *Entretiens d'un philosophe indien*, en 1768, René Robinet expose des idées intéressantes dans ses *Considérations philosophiques de la gradation naturelle des formes de l'être ou Essais de la nature qui apprend à faire l'homme*. Pour Robinet, la nature ne fait point de sauts, elle est un tout continu. Il n'établit aucune distinction entre la matière brute et la matière organisée. Tout dans la nature est vivant. Tout être est un animal. L'univers lui-même est un animal. Il n'y a dans la nature que des individus, qui jamais ne se répètent. Tout change, se transforme, varie. Aucun être ne ressemble à un autre. Robinet, prévoyant le surhomme, admet qu'il peut y avoir « des puissances plus actives que celles qui composent l'homme ». Des mondes nouveaux peuvent se produire. L'homme est un chef-d'œuvre sorti d'une foule d'ébauches. L'orang-outang est une de ces ébauches. Certaines pierres imitent le cœur et le cerveau de l'homme. Robinet parle d'hommes marins, et il entrevoit le règne des hermaphrodites, réunissant les attributs de Vénus et d'Apollon. Il n'y a point d'espèces pour Robinet, mais seulement des individus différents qui ont tiré leur substance du fonds commun de la nature, tandis que pour De Maillet il y avait des espèces nées les unes des autres par transformation.

Arrivons à Buffon (1707-1788). Buffon rassembla des faits et fit de nombreuses observations. Ce naturaliste était aussi grand savant que grand écrivain. Buffon n'était pas, comme pourraient le faire supposer certains passages de son *Histoire naturelle* (1749), partisan de la fixité des espèces. S'élevant contre le système de classification adopté par Linné, comme compromettant la fixité des espèces, que Linné admettait d'ailleurs, Buffon en arrive à montrer le bien fondé du transformisme, tout en s'opposant à lui : « Si l'on admet une fois, disait-il, qu'il y ait des familles dans les plantes et dans les animaux, que l'âne soit de la famille du cheval et qu'il n'en diffère que parce qu'il a dégénéré, on pourra dire également que le singe est de la famille de l'homme, qu'il est un homme dégénéré, que l'homme et le singe ont une origine commune, comme le cheval et l'âne ; que chaque famille, tant dans les animaux que dans les végétaux, n'a eu qu'une seule souche, et même que tous les animaux ne sont venus de d'un seul animal, qui, dans la succession des temps, a pro-

duit, en se perfectionnant ou en dégénérant, toutes les races des autres animaux. Darwin et Haeckel ne diront pas autre chose. Dans l'œuvre de Buffon, on trouve des arguments pour et contre le transformisme. Tantôt, il se montre partisan de la fixité des espèces, celles-ci étant à peu près aujourd'hui ce qu'elles étaient quand Dieu les a créées, tantôt il annonce l'évolutionnisme. Il est certain que Buffon est gêné par ses croyances religieuses. Buffon ne peut réaliser ce miracle de concilier sa science et sa foi. C'est pourquoi on trouve de tout dans ses écrits, et la pensée libre comme la pensée esclave peuvent y puiser des arguments. Buffon fut à la fois partisan de l'invariabilité et de la mutation et dérivation des espèces. Position intenable ! Il admettait que les planètes ont un père commun, le Soleil, et que la Terre a son histoire comme l'homme. Sa conception du monde le rapproche du transformisme, en lui faisant écrire (tome IX de l'*Histoire naturelle*), que « bien que la nature se montre toujours et constamment la même, elle roule néanmoins dans un mouvement continu de variations successives, d'altérations sensibles ; elle se prête à des combinaisons nouvelles, à des mutations de matière et de forme, se trouvant différente aujourd'hui de ce qu'elle était au commencement et de ce qu'elle est devenue dans la succession des temps ». De ce que les animaux d'un continent ne se trouvent pas dans l'autre, Buffon conclut que la nature des animaux « peut varier et même se changer avec le temps », et que les espèces « les moins armées ont déjà disparu ou disparaîtront ». N'est-ce pas là cette sélection naturelle que nous allons retrouver chez l'auteur de l'*Origine des espèces* ? Non seulement on trouve Darwin dans Buffon, mais aussi Lamarck ; car il tient compte de l'influence du milieu, c'est-à-dire le climat, la nourriture, etc... Transformiste, on ne saurait dire que Buffon le soit d'une façon bien nette ; son transformisme est timide, mais enfin il n'est pas niable. De plus, Buffon n'est point finaliste, il ne pense pas que la nature se soit jamais proposée une fin dans la composition des êtres. Pour Buffon, le végétal tire du minéral les molécules indispensables à sa nutrition, comme les animaux les tirent du végétal. Mais Buffon ne va pas plus loin, et sa doctrine est toujours modérée, comme l'homme lui-même. L'intendant de Jardin du Roi n'aimait point les polémiques. Batailler n'était point dans ses habitudes. Cet homme, qui mettait des manchettes pour écrire, aimait sa tranquillité. La sérénité fut la marque distinctive de son caractère. Ainsi, pour l'homme de génie qu'était Buffon, prisonnier de la tradition par certains côtés, les animaux ont subi des modifications dues à la température, au climat et à l'alimentation. Il explique l'origine de la terre et de la vie par l'évolution. Il faut croire que les opinions de Buffon étaient quelque peu subversives pour l'époque, puisque la Sorbonne s'émut, porte-parole de l'Eglise. Comme Galilée niant l'immobilité de la Terre, Buffon dut se rétracter, quitte ensuite à revenir à ses premières idées, quand il eut assez de prestige pour le faire, quinze ans plus tard.

Combien Lamarck (1744-1829) est différent qui, essayant, lui aussi, de ne pas trop contredire ses croyances, en arrive à libérer cependant sa conscience, et ne s'arrête plus à des considérations accessoires ! Il est vrai que depuis Buffon il y avait eu quelque chose de nouveau dans le monde. Ce quelque chose, c'était la Révolution. Il convient de considérer dans Lamarck le père du transformisme, que l'officiel Cuvier, adepte du créationnisme et inventeur du catastrophisme biblique, réduisit presque à la mendicité. Lamarck a exposé son système dans sa *Philosophie Zoologique* (1809) et son *Histoire des animaux sans vertèbres* (1815-1822, 7 vol.). Buffon avait encouragé Lamarck qui avait publié sous ses auspices en 1778 une *Flore française* en trois volumes. Il lui avait même confié l'éducation de son fils.

La carrière de botaniste de Lamarck s'annonçait brillante (on lui doit la méthode dichotomique encore en usage aujourd'hui), lorsque la Révolution l'orienta dans une autre direction : deux chaires de zoologie ayant été créées au Muséum, la Convention lui en confia une, celle des animaux sans vertèbres. Lamarck apporta en zoologie la méthode qu'il avait employée avec succès pour les plantes. Chose singulière, le père du transformisme avait d'abord été anti-transformiste en botanique. L'esprit critique modifia par la suite sa manière de voir, qui s'exprima pour la première fois dans son *Discours d'ouverture du Cours de l'an VIII*. Dans l'appendice de ses *Recherches sur l'organisation des corps vivants*, il dira avec noblesse : « J'ai longtemps pensé qu'il y avait des espèces constantes dans la nature, et qu'elles étaient constituées par des individus qui appartenaient à chacune d'elles. Maintenant, je suis convaincu que j'étais dans l'erreur à cet égard, et qu'il n'y a réellement dans la nature que des individus ». Comme il est réconfortant d'entendre un véritable savant confesser une erreur, et marcher résolument dans la voie de la vérité. En 1802, dans son *Hydréologie*, il défendit la doctrine des évolutions insensibles en géologie par le jeu des causes actuelles ; il fut en somme le premier paléontologiste des Invertébrés, et ses vues en géologie contribuèrent certainement à préparer ses idées sur l'évolution des êtres vivants » (V. Delbos). Le naturaliste philosophe étudia les animaux sans vertèbres, qu'il qualifie de « singuliers animaux ». « Toute science, disait-il, doit avoir sa philosophie... Ce n'est que par cette voie qu'elle fait des progrès réels ». Lamarck peut être considéré comme le fondateur de la Biologie, nom qu'il a donné à l'explication scientifique des phénomènes naturels dans lesquels la vie entière doit entrer.

Pour Lamarck, dont le génie divisa les animaux en invertébrés et en vertébrés, les espèces ne nous semblent fixées que parce que nous les considérons pendant un temps très court, tandis qu'elles se transforment constamment. Les espèces descendent les unes des autres par la transmission des variations, et l'homme n'échappe pas à la loi commune : il ne constitue pas une exception en dehors de la règle. Il est soumis aux mêmes lois que tous les êtres. Les animaux se transforment, mais sous quelles causes ? Le milieu extérieur influe sur la forme et l'organisation des êtres. Ne croyez pas que ce soit là une influence directe, vous méconnaîtriez la pensée de Lamarck, qui s'est expliqué suffisamment à ce sujet. L'animal ne subit point passivement l'influence du milieu extérieur, des facteurs internes, parmi lesquels l'habitude, née des besoins, entraînant l'usage ou non d'un organe (d'où modification ou disparition de cet organe) joue un rôle essentiel. Il y faut joindre l'hérédité. Lamarck, comme Buffon, a entrevu la loi de sélection naturelle. Cependant, pour lui, le progrès des êtres ne provient point de leurs conflits. L'inorganique passe selon Lamarck à l'organique, mais entre l'homme et les animaux supérieurs ont dû exister des intermédiaires ; l'homme a sans doute eu pour précurseur un quadrumane arboricole, voisin du singe.

Lamarck a été l'un des premiers à reconnaître le rôle joué dans l'origine de la vie par les forces physico-chimiques. Il a parlé avant Huxley et Haeckel, de « petites masses de matières gélatineuses » douées de mouvement et d'irritabilité. La nature produit des générations spontanées en ce qui concerne les êtres rudimentaires, d'où descendent les espèces les plus élevées. Ces modifications ont été graduelles, et se sont produites sous l'influence du milieu et de l'habitude. Les besoins des animaux changeant leurs habitudes, leur organisation change également. L'emploi d'un organe développe cet organe, le non-usage l'atrophie. D'où des transformations progressives, et des transformations régressives. Lamarck explique par ces transformations

l'apparition des espèces. Son œuvre fourmille d'exemples. Les carnassiers ont des griffes, parce que les circonstances les ont obligés à manger de la chair. Chez les mammifères aquatiques le bassin a disparu, n'ayant pas d'utilité, tandis que chez les mammifères terrestres les nécessités de la locomotion l'ont développé. Les fossiles nous prouvent que ces animaux n'avaient point les mêmes besoins que leurs descendants, dont ils différaient.

L'évolutionnisme s'élevait contre le récit de la genèse, d'après lequel les animaux ont été créés une fois pour toutes, selon un type déterminé et immuable, alors que la raison appuyée sur l'observation fait sortir les espèces d'espèces antérieures par *évolution* ou *différenciation*, sous l'influence de diverses causes. Avec Lamarck, le dogme de la fixité de l'espèce s'écroule. L'être n'est point stable, mais varie lentement, donnant naissance à de nouvelles espèces. Lamarck ne s'expliquait point, il est vrai, pourquoi les Paléothériums et les Mastodontes s'étaient éteints ; il pensait que nos ancêtres les avaient détruits. On peut objecter à Lamarck que le besoin ne crée pas toujours l'organe. Vraie ou non, sa théorie n'en a pas moins puissamment contribué à dissiper l'ignorance.

On voit combien la pensée de Kant était fautive, lorsqu'il disait dans sa *Critique du Jugement*, ne pouvant expliquer autrement que par la finalité la genèse de l'être organisé : « Il est absurde d'espérer que quelque nouveau Newton viendra un jour expliquer la production d'un brin d'herbe par des lois naturelles auxquelles aucun dessin n'a présidé ». En dépit de Kant, ce Newton est venu, il avait nom Lamarck.

Goethe (1749-1832), peut-être considéré comme l'un des précurseurs du transformisme. Dans ses recherches sur les *Métamorphoses des Plantes* (1790), le grand poète examine les organes dans ce qu'ils ont de commun, leur forme originelle, ensuite les modifications de cette forme. Les organes de la plante sont, d'après lui, le résultat de la métamorphose de la feuille. Toute forme — et il appliquait cette théorie à la boîte crânienne qu'il considérait comme composée de vertèbres modifiées — recèle le type primitif qui se modifie sous l'influence du milieu. Chez Goethe le transformisme était encore une vue de l'esprit. Il n'en tira pas toutes les conséquences que devait en tirer Lamarck.

Etienne Geoffroy Saint-Hilaire (1772-1844), dont l'enseignement fut continué par son fils Isidore (1805-1861), est aussi l'un des précurseurs du Darwinisme. C'est à lui que la Convention avait confié une des deux chaires de zoologie, du Jardin des Plantes, qui fut consacrée aux vertébrés. Geoffroy Saint-Hilaire fut l'un des adversaires de Cuvier, créationniste impénitent. Il servit grandement les idées de Lamarck, qu'il défendit contre le grand pontife de l'époque. L'auteur de la *Philosophie anatomique* admet la mutualité des espèces, comme celui de la *Philosophie zoologique*, mais il l'explique différemment. Il supprime la réaction de l'individu, dont Lamarck tenait grand compte. L'influence du milieu n'est plus indirecte, mais directe. L'animal reste passif au sein des transformations qu'il subit. Geoffroy Saint-Hilaire reconnaît que les espèces actuelles proviennent d'espèces fossiles, l'absence d'intermédiaires n'ayant point l'importance que lui attribue Cuvier. Proche de Lamarck sous certains rapports, il s'en éloigne sous d'autres : il n'y a point de type unique pour lui, malgré l'unité de composition organique qui existe, croit-il, dans la série animale. On sait qu'Etienne Geoffroy Saint-Hilaire a découvert un véritable système dentaire chez les oiseaux et que pour lui la tête est formée d'un ensemble de vertèbres. Non seulement il a signalé les analogies qui existent entre les squelettes des vertébrés, mais il a fondé l'embryologie et fait con-

courir la tératologie ou étude des êtres anormaux à l'étude des êtres normaux.

Il était réservé à Charles-Robert Darwin (1809-1882) de faire triompher les idées transformistes que Lamarck avait le premier défendues d'une façon précise. Quarante-quatre ans après l'*Histoire des animaux sans vertèbres*, Darwin publiait son *Origine des Espèces*, qui attira l'attention sur une théorie sur laquelle on faisait systématiquement le silence dans les Universités. Darwin avait lu le *Traité de la Population de Malthus* (voir *Malthusianisme*) qui le mit sur la voie, car Malthus y parlait de la disparition des individus moins bien doués que les autres. Son grand-père Erasme Darwin, médecin et poète, auteur des *Amours des Plantes*, qui reconnaissait une parenté réelle entre l'aile de l'oiseau et le bras de l'homme, l'avait lui-même précédé. Oken, Haecckel, Spencer et d'autres philosophes anglais et allemands ont servi la cause du darwinisme, soit en lui préparant le terrain, soit en prenant fait et cause pour lui. L'illustre géologue anglais Charles Lyell, dont Darwin avait épousé la cousine, avait engagé la géologie sur le chemin de l'évolutionnisme avec *Les principes de géologie* (1830), livre dans lequel il combattait le catastrophisme cuviérien en expliquant les transformations subies par le globe terrestre dans le passé par les mêmes causes que les phénomènes actuels (théorie des causes actuelles). Il devait aussi écrire un ouvrage sur l'ancienneté de l'homme prouvée par la géologie. Enfin, n'oublions pas que la formule : « L'homme descend du singe », est due à Huxley qui, d'abord partisan de la Bible, se rallia à l'hypothèse darwinienne, qu'il généralisa en l'appliquant à l'homme. Comme Huxley était moins prudent que Darwin, il y gagna de perdre sa chaire de professeur, alors que son ami obtint les honneurs officiels.

A quoi tiennent les découvertes scientifiques, les systèmes philosophiques ou autres ? Le hasard y joue souvent un grand rôle. Nous devons au nez de Darwin de pouvoir parler aujourd'hui de l'évolutionnisme ! Darwin avait décidé de faire un voyage sur le *Beagle*, bateau peu solide, sur lequel il fallait un certain courage pour s'embarquer. « Ce voyage a été de beaucoup, nous dit-il, l'événement le plus important de ma vie et a déterminé ma carrière scientifique ». Or, ce voyage dépendit de la forme de son nez. Darwin ayant voulu prouver aux disciples de Lavater qu'il ne manquait point d'énergie. Sans le nez de Darwin nous ne saurions peut-être pas que l'homme descend du singe. Il a joué dans l'histoire un rôle aussi grand que celui de Cléopâtre ! Pendant cinq ans, Darwin explora l'Amérique du Sud et les îles du Pacifique. Il recueillit dans ce voyage une foule de matériaux pour l'*Origine des espèces*. Mais il ne se décida que très tard à exposer son système. Nul travail ne fut moins improvisé. Vingt ans Darwin médita son sujet, et il ne mit le public au courant de ses travaux que sur l'insistance de ses amis.

Darwin se plaçait à un autre point de vue que Lamarck. Il ne cherchait nullement l'origine de la vie et ne croyait pas à la génération spontanée. Il philosophe le moins possible, laissant ce soin à ses amis, et se contenta d'accumuler des faits et d'en tirer des conclusions. Avec lui, il ne s'agit plus de l'influence du milieu, mais de la sélection naturelle. Darwin constatait que plus de cent formes animales transmissibles par voie de reproduction normale dérivent d'une forme spécifique unique : toutes les races de pigeons descendent du biset seul. Darwin retrouvait dans la nature la sélection opérée par les éleveurs, qui font varier les espèces. D'un nombre restreint d'espèces la nature a fait naître de nombreuses espèces, au moyen de la lutte pour la vie dans laquelle triomphe le plus apte. A la sélection naturelle s'ajoute la sélection sexuelle, les procréateurs les plus avantageux pour l'espèce étant les plus forts. Cette sélection sexuelle a une très grande

importance pour Darwin. Il a bien vu le sens esthétique chez les oiseaux : les mâles s'ornent en vue de plaire aux femelles, qui savent désarmer les plus beaux d'entre eux.

Darwin appuie ses théories sur une foule d'observations. C'est cette abondance de détails qui a fait la force de son *Origine des espèces*, paru en novembre 1859 (cette même année Albert Gaudry qui a démontré l'évolution par la paléontologie prenait la défense de Boucher de Perthes contre ceux qui niaient l'ancienneté de l'homme). Cet ouvrage était impatientement attendu depuis la communication faite l'année précédente à la Société Linnéenne par Darwin et Wallace (les deux savants avaient soutenu presque en même temps les mêmes idées, Alfred Wallace lui avait envoyé un mémoire sur *La tendance des variétés à s'écarter indéfiniment du type originel*). Il y exprimait une hypothèse qui différait de celles de Lamarck, puisqu'à l'influence du milieu il substituait l'idée de sélection naturelle. Darwin hésitait à publier ses recherches, à cause de leur analogie avec celles de Wallace, mais Lyell parvint à le décider. Il résuma alors sa doctrine dans l'*Origine des espèces*, qu'il communiqua à la Société Linnéenne. L'ouvrage eut un immense succès, mais en même temps il déclencha la colère de la réaction.

L'*Origine des Espèces* fut le point de départ d'une campagne de mauvaise foi et de calomnies dirigée contre l'évolutionnisme par les gens d'Eglise. Le premier épisode de la « bataille de l'évolution » se déroula à Oxford, en 1860, au sein de l'Assemblée de la British Association, présidée par l'évêque Wilberforce qui s'efforça, mais en vain d'être spirituel. Darwin, qui avait eu la chance de convertir à ses idées le grand naturaliste Huxley, vit celui-ci aux prises avec l'évêque qui lui demanda rageusement si c'était par son grand-père ou sa grand-mère qu'il descendait du singe. Huxley, dont la devise était : « Détruire toutes les charlataneries, si vastes soient-elles » répondit qu'il était plus honorable pour lui de descendre du singe que d'être parent avec un homme de mauvaise foi, qui parlait le *co* qu'il ne connaissait point. Huxley a beaucoup fait pour la propagande des idées darwiniennes. On peut dire qu'il se donna tout entier à la cause de son ami. N'est-ce pas lui qui disait fort sagement : « Mieux vaut un singe perfectionné qu'un Adam dégénéré » ? Huxley exposa dans différents journaux et dans ses livres les théories honnies, les répandit dans de nombreuses sauterelles en 1861 et 1862, sur *Les rapports zoologiques entre l'homme et les animaux inférieurs*, repoussant dédaigneusement les armes perfides employés contre lui par la réaction pour entraver l'idée en marche. Huxley qui professait en philosophie l'agnosticisme et pratiquait à sa manière le socialisme en faisant l'éducation des masses ouvrières dans des cours populaires, publia en 1863 son principal ouvrage : *Place de l'homme dans la nature*, qui fut suivie d'une série de conférences sur *Les diverses races humaines*. Cet ouvrage augmenta le nombre de ses adversaires résolus à n'en point admettre les conclusions résultant des similitudes constatées par l'auteur entre la structure du cerveau de l'homme et des singes (Huxley était alors professeur de biologie dans ses rapports avec la paléontologie) :

« Les différences de structure entre l'homme et les primates qui s'en rapprochent le plus, ne sont pas plus grandes que celles qui existent entre ces derniers et les autres membres de l'ordre des primates. En sorte que si l'on a quelques raisons pour croire que tous les primates, l'homme excepté, proviennent d'une seule et même souche primitive, il n'y a rien dans la structure de l'homme qui appuie la conclusion qu'il a eu une origine différente. »

Saluons en Huxley le meilleur collaborateur de Darwin. Sa tâche fut de vulgariser l'évolutionnisme et le

transformisme, tout en menant de front ses travaux personnels. On peut le compter au nombre des principaux émancipateurs de la pensée humaine au XIX^e siècle.

Les adversaires du transformisme, devant l'affirmation que le singe ne diffère point de l'homme, réclameront des intermédiaires ou passages, mais lorsqu'on en eût trouvé, comme le pithécantrophe, ils nièrent leur valeur ou authenticité.

En 1871, Darwin publia la *Descendance de l'homme par voie de sélection naturelle*. C'était le pendant et le complément de l'*Origine des espèces*. Dans ce nouveau livre, l'auteur, pratiquant la tolérance la plus large et ménageant la susceptibilité de ses lecteurs, n'en affirme pas moins avec plus d'autorité que jamais l'idée directrice de son œuvre. Parmi les autres ouvrages de Darwin, citons son *Voyage d'un naturaliste autour du monde*, de 1831 à 1836 (1840-1842), contenant les résultats de l'expédition scientifique du *Beagle* sur les côtes de l'Amérique du Sud ; *Les récifs de corail* (1842), *Variation des animaux et des plantes à l'état domestique* (1860), *La fécondation des orchidées par les insectes* (1861), *L'expression des émotions de l'homme et des animaux* (1872), *Les mouvements et les habitudes des plantes grimpances* (1875), *Les plantes carnivores* (1875), *Les effets de la fécondation directe et de la fécondation croisée dans le règne végétal* (1878), *La faculté du mouvement chez les plantes* (1880), *Le rôle des vers de terre dans la formation de la terre végétale* (1881), dans lequel il examine le rôle des infiniment petits, etc...

Lorsque Darwin mourut, en 1882, il laissait une œuvre qu'on peut qualifier de monumentale. Par la somme d'idées qu'il avait remuées, il avait engagé la philosophie dans une voie nouvelle. L'élan était donné. La pensée humaine marchait dans la voie de l'émancipation. Un coin du voile qui nous dérobe la réalité avait été soulevé. Le darwinisme n'était pas autre chose qu'une réponse rationnelle faite au problème de l'origine de l'homme. Celui-ci n'est pas sorti parfait des mains d'un prestidigitateur divin, qui l'a tiré du néant, par un tour de passe-passe, mais il est l'œuvre de la nature qui a mis des siècles à le former. D'une cellule originelle, qui a pris naissance au sein des mers primitives, sont sorties en se diversifiant toutes les espèces vivantes, plantes et animaux (dans lesquels entrent les substances dont sont formés les minéraux). Les pré-vertébrés sont devenus des vertébrés marins d'abord, ensuite terrestres. L'un de ces derniers, le rameau simien, a donné naissance à l'homme.

Si la théorie de l'évolution s'applique à l'animal, pourquoi ne s'appliquerait-elle pas à l'homme ? Pourquoi serait-elle fautive en ce qui le concerne ? L'homme, comme les animaux, dont il fait partie, n'a pas été créé, selon son espèce, comme chacun d'eux, il n'a pas fait l'objet d'une création spéciale. Il rentre dans le rang. Cette doctrine rabaisse l'orgueil des imbéciles, convenons-en.

Darwin remit en honneur une théorie que le dogmatisme de Cuvier avait failli étouffer. Sans doute, Darwin eût beaucoup à Lamarck, qu'il paraît ignorer, car il ne lui rend point justice, mais Lamarck doit au darwinisme d'être revenu en faveur, triomphe auquel il n'a point assisté, mais que sa fille Cornélie, lui avait prédit lorsque, découragé, lâché par tous, aveugle, il se promenait tristement, à son bras, dans les jardins du Muséum. Il fallut le darwinisme pour que le transformisme fut tiré de l'oubli. Le darwinisme remplaça désormais le transformisme que l'on continua de combattre en sa personne.

Le darwinisme appliquait aux êtres organisés la même méthode qu'à la matière inorganique. D'où protestations de la part des fanatiques de la religion et aussi de la science, car celle-ci a ses fanatiques, qui en font une pseudo-science. L'autoritarisme sous toutes ses for-

mes voyait dans le darwinisme l'ennemi ! Celui-ci heurtait de front la tradition qui n'avait jamais subi un pareil assaut. Pour la première fois, elle chancelait. Le monstre était mortellement atteint.

Le darwinisme était, comme le lamarckisme, une réaction contre le créationnisme, solution paresseuse, qui explique tout, sans rien expliquer.

Avec le darwinisme, point d'intervention surnaturelle dans l'explication des phénomènes de la vie. Point de création miraculeuse, mais au contraire explication logique, naturelle, des faits, ne pouvant se produire sans cause. Tous les faits se tiennent, sont solidaires. Le présent provient du passé, et lui-même contient l'avenir. Avec le darwinisme, ni la terre n'est le centre de l'univers, ni l'homme n'est le principal habitant de la terre. Il fait justice à la fois et du géocentrisme et de l'anthropocentrisme. Ainsi, il ouvre à l'esprit des perspectives inouïes. Même si cette doctrine était fautive, elle serait encore créatrice parce que, en rejetant le point de vue téléologique, le finalisme, dont se contentent les cerveaux simplistes, elle a renouvelé les méthodes des sciences.

Le fanatisme sert les idées en les faisant connaître. Celui-ci n'a retenu du « darwinisme » que la descendance de l'homme, ce qui a attiré sur elle l'attention. « L'homme descend du singe » est devenu la terreur des gens bien pensants. Ils n'ont vu que cela dans le transformisme, et parce qu'ils n'ont vu que cela, ils ont contribué malgré eux à l'évolution des idées. Darwin, nous l'avons dit, ne s'était pas étendu là-dessus outre mesure, mais cette conclusion découlait de tous ses écrits. Pour les partisans de la Bible, l'arche de Noé tranchait la question ! Les libres-penseurs, auxquels les socialistes s'étaient joints, transportant la question sur le terrain sociologique comme les croyants l'avaient fait sur le terrain de la foi, prirent parti pour le diable. Haeckel qui, avec Darwin, a puissamment contribué à la diffusion des idées transformistes, voulait extraire un « catéchisme » du darwinisme, en quoi il avait peut-être tort : tous les catéchismes se valent, c'est-à-dire qu'ils ne valent rien.

A peine né, s'il rallia les meilleurs esprits, le darwinisme s'était heurté à une opposition systématique de la part de certains tardigrades résumant l'indignation et les scrupules des gens honnêtes et bien pensants. La doctrine qui niait la création distincte de chaque espèce et de l'homme trouva devant elle l'ignorance et la mauvaise foi. Ajoutons cependant que des savants se fourvoyèrent dans cette opposition, ne voulant pas démordre de leurs théories.

Le suisse Agassiz, dont il faut louer la haute probité, fut de ceux-là. Agassiz était finaliste. Il croyait de bonne foi qu'une pensée créatrice avait présidé à l'adaptation de chaque être à son milieu. Cela lui suffisait. En vain ses propres travaux venaient à l'appui du transformisme. Agassiz se contentait de sa première idée : chaque espèce avait été créée par Dieu distinctement, et elle n'avait point varié. Ainsi accordait-il sa science et sa foi. Cependant, avant Serres et Muller, il avait reconnu que la succession des fossiles reproduisait les étapes de l'embryon au cours de son développement. Mais c'était encore l'œuvre de Dieu. N'empêche qu'il se mettait en contradiction ouverte avec la genèse, en affirmant que chaque race humaine avait été créée à part, alors que le genre humain avait, d'après elle, une seule origine unique. Darwin admirait beaucoup Agassiz dont les idées, au fond, servaient sa doctrine.

Autre faïste de moindre envergure, l'académicien Flourens, protégé de Cuvier et père du communard Gustave Flourens, qui lui succéda dans sa chaire du Collège de France. Flourens père était le type du par-

fait réactionnaire. Esprit étroit, il ne pouvait admettre l'évolution. Ce physiologiste, qui ne croyait pas à la contemporanéité de l'homme et des grands mammifères antédiluviens, démontrée par Boucher de Perthes, fut en France un des adversaires les plus acharnés du transformisme. Il niait que la nature ait le pouvoir de créer et le pouvoir de détruire des êtres. Pour ce partisan de la fixité des espèces, qui répondait toujours à côté de la question, il n'y avait que deux systèmes possibles : la génération spontanée ou la main de Dieu. Mais la génération spontanée n'est qu'une chimère. Reste la main de Dieu. Dès qu'on remonte à Dieu, tout s'explique. C'est avec des arguments de ce genre qu'on a combattu et qu'on combat encore le darwinisme. Piètre argument qui s'explique par la bêtise et le fanatisme de ceux qui, à court d'arguments, n'en ont pas d'autre à opposer aux observations de la science que « la main de Dieu ».

Mon grand oncle Henri de Lacaze-Duthiers, savant officiel, membre de l'Institut et professeur à la Sorbonne pendant trente-cinq ans, était partisan de la fixité des espèces. Il resta le disciple de Cuvier jusqu'à l'heure de sa mort, survenue en 1901. Cependant, nul plus que le fondateur de la zoologie expérimentale, qui se méfiait des théories, n'a, par ses études d'embryogénie, contribué à montrer l'excellence de la doctrine de l'évolution. On ne s'explique pas comment il s'entêta à soutenir des idées que ses propres travaux démontaient constamment. Tous ses élèves, et non des moindres, se séparèrent de lui et passèrent dans le camp adverse, formant une équipe d'évolutionnistes comme on n'en vit jamais, parmi lesquels Albert Gaudry, Alfred Giard, Edmond et Rémy Perrier, Yves Delage, Pruvot, Boutan, Joubin, Roule, Cuénot, Pérez. Il n'est pas aujourd'hui de savant digne de ce nom qui ne soit plus ou moins évolutionniste.

Rompant avec Lacaze-Duthiers, qui lui avait fait passer sa thèse de doctorat ès-sciences en 1872, Alfred Giard se jeta dans la bataille, professant, sous les fenêtres mêmes de son ancien maître, un cours sur l'évolution des êtres organisés, subventionné par la Ville de Paris. Giard fut vraiment un initiateur. Cet anarchiste de la science, qui combattait toutes les superstitions, avait été frappé par ce fait que l'embryon reproduit l'évolution de l'espèce au cours de son développement : il passe par les différents stades par où sont passés les animaux dont les fossiles ont été trouvés dans les terrains datés par la géologie : dans les entrailles de la terre comme dans le ventre de la mère, c'est la même succession, et le même ordre d'apparition des espèces : l'être devient poisson, batracien, reptile et mammifère. Dans l'embryon, il est vrai, la récapitulation des formes est rapide et synthétique. La nature ne met plus des siècles à former l'être vivant, mais seulement quelques mois. C'est une création en miniature, qui rappelle la création primitive. L'ontogénie ou évolution de l'individu reproduit en petit la phylogénie ou évolution de l'espèce. Serres, Fr. Muller et Haeckel, ont insisté là-dessus. On a pu objecter à la loi biogénétique (ou de patrogenie) que certains stades sont « brûlés » au cours du développement de l'embryon, et que la larve, vivant dans des conditions différentes, s'écarte du type ancestral. Pour Vialleton, cette récapitulation des formes ancestrales ne serait qu'une métaphore. Ajoutons que la suite des fossiles ne forme guère une série continue, ce qui complique le problème. Il n'en est pas moins vrai que l'embryologie vient apporter son appui à la théorie de l'évolution que la paléontologie confirme de son côté. Ces deux sciences s'accordent pour nous prouver que l'être humain a passé par différentes phases avant d'arriver à sa forme actuelle. De plus, comment douter de l'évolution quand on constate, chez

l'homme, les transformations de certains organes rudimentaires?

« L'idée transformiste est la seule qui nous apparaisse maintenant comme capable de fournir une réponse satisfaisante à la question de l'origine des êtres vivants qui peuplent la terre » (Yves Delage). Non seulement cette doctrine éclaire l'origine des espèces végétales et animales, mais encore l'origine de l'homme, et c'est ici que la réaction élève ses protestations. L'animal ne compte pas, qu'importe qu'il ait été créé par la nature. Mais l'homme, l'homme qui a été racheté par le sang d'un Dieu, l'homme ne peut pas avoir la même origine que l'animal. Il y a entre eux un abîme.

Une des raisons de l'opposition au transformisme réside dans la paresse intellectuelle et l'esprit misonéiste qui font que les bourgeois conservent leurs vieilles erreurs, ne voulant pas se donner la peine de faire un effort de pensée et de rompre leurs habitudes de tout repos. Ces gens-là ne veulent rien savoir quand une vérité nouvelle prend la place d'une vérité ancienne. Ils ne veulent rien modifier à leur façon de faire : comment accepteraient-ils de gaieté de cœur la théorie de l'évolution des espèces? Ce serait se condamner eux-mêmes. Ils préfèrent obéir à la fausse tradition que leurs parents leur ont transmise plutôt que de regarder en avant et de vivre. Il ne faut rien attendre de ces tardigrades. L'hypothèse de la création est simple, elle satisfait les cerveaux médiocres : pas besoin de travailler pour la formuler. Tout esprit critique est écarté ; il n'y a point de discussion possible. On se contente d'affirmer : c'est plus facile. Le transformisme, au contraire, exige l'étude de toutes les sciences et un renouvellement de la mentalité. Il exige des esprits ouverts à toutes les recherches désintéressées, des âmes curieuses, avides de savoir. Avouons que certains cerveaux ne se transformeront jamais : l'exemple donné par certains individus — qui n'évoluent que pour se renier — nous ferait mettre en doute l'évolution, conçue comme un progrès, et une marche en avant. On se demande si l'humanité se transformera jamais, quand on voit la façon dont agissent les brutes de tous clans, de toutes classes !

Après le darwinisme. Néo-lamarckiens et néo-darwiniens. Essor donné aux sciences biologiques. — Tandis que les adversaires du darwinisme continuaient leur lutte à outrance contre les théories évolutionnistes, leur opposant des arguments sentimentaux ou pseudo-scientifiques, les savants sérieux tiraient du système toutes ses conséquences, y adhéraient sans restriction ou le modifiaient et le rectifiaient. Lamarck avait encore ses partisans, restés fidèles à l'influence du milieu, tandis que les disciples de Darwin ne juraient que par la sélection naturelle. D'autres savants tentèrent de concilier les deux tendances. Le darwinisme, en créant de nouveaux courants d'idées, avait bien mérité de la science. Pour les néo-darwiniens, l'action du milieu sur l'organisme fut rejeté. Le représentant le plus « absolu » de cette tendance fut Weissmann. Weissmann niait l'hérédité des caractères acquis. Il écrivit dans ce but un ouvrage sur la « Toute-puissance de la sélection naturelle ». Un dogme scientifique en remplaçait un autre ! Weissmann fit, par la suite, des concessions et atténua la rigueur de son système. Il y laissa filtrer l'idée lamarckienne de l'influence du milieu, en la rattachant à la lutte pour l'existence et à la sélection dont l'action restait primordiale. Darwin avait reconnu lui-même l'erreur qu'il avait faite en ne tenant pas suffisamment compte de l'action du milieu. L'étude de ce que Weissmann appelle « le plasma germinatif » nous entraînerait trop loin. Bornons-nous à rappeler que, d'après Weissmann, chacun de nous possède le plasma germinatif de ses parents, de ses

grands-parents et de tous ses ancêtres dans ses cellules sexuelles: l'hérédité s'expliquerait par la transmission de ces plasmas ancestraux. La théorie Weismannienne ou sélection germinale a été critiquée par Yves Delage. Le néo-darwinien Weissmann, qui s'est souvent contredit, n'a pas réussi, avec sa théorie des biophores, à nous donner une explication suffisante de la variation et de l'hérédité. Une mise au point du darwinisme s'est accomplie et, entre les deux écoles transformistes des néo-lamarckiens, fidèles aux principes exposés dans la *Philosophie zoologique*, et pour lesquels les variations des espèces ne sont point dues au hasard, et les néo-darwiniens, qui prétendent qu'elles sont fortuites, un terrain d'entente est possible. Les darwiniens expliquant tout par la sélection naturelle, les lamarckiens par l'influence du milieu, quelles que soient les divergences de vues qui les séparent, n'en ont pas moins servi grandement le progrès des sciences biologiques. En effet, depuis Darwin, que de recherches ont été faites, dans un sens ou dans l'autre, dans la voie qu'il a ouverte ! Des correctifs ont été apportés aux théories darwiniennes par De Vries avec sa théorie de la pangénèse et des mutations brusques ; par Nægeli, avec ses micelles ; par Galton, avec son « retour à la moyenne » ; par le moine Mendel, qui distingua parmi les caractères hérités des caractères dominants et des caractères récessifs ; par W. Roux, qui a montré le rôle de l'excitation fonctionnelle ; par Chauveaud, qui a appliqué aux plantes la loi de Fr. Muller ; par Delage, et ses « causes actuelles » ; par Le Dantec, élève de Giard, qui part de la chimie pour démontrer l'évolution. Combien d'autres, partis de Darwin, ont développé les idées transformistes : Cape, Correns, Baldwin, Osborn, Packard, Depéret, Raphaël Dubois, Korschinsky, Edmond et Rémy Perrier, Houssey, Cuénot, Hennequy, I. Lœb, G. Bohn, Le Duc, Herrera, Roule, Bataillon, Dastre, Rabaud, Quinton, Albert Mary, Matisse, Anglas, Becquerel, etc... Noble phalange de travailleurs, qui nous repose des agités de la politique.

« La notion d'évolution, écrit Yves Delage, est devenue une des généralisations les plus vastes — sinon la plus vaste — de notre temps ; elle dépasse de beaucoup les limites des sciences au sein desquelles elle a surgi et embrasse tout l'ensemble des conceptions humaines, jusqu'aux problèmes philosophiques les plus obscurs et les plus difficiles ».

On voit combien le darwinisme a servi le progrès des sciences et de l'esprit humain. La doctrine de l'évolution s'est étendue à toutes les sciences : la méthode historique et sociologique a remplacé la méthode déductive, ontologique, dogmatique. Elle a permis d'expliquer l'histoire, le langage, les mœurs, les religions, les morales, les institutions, les lois, les arts et les littératures. On connaît l'application, plus ou moins juste il est vrai, que Brunetière en fit à la critique chargée de décrire « l'évolution des genres », Brunetière essayait à sa manière d'appliquer à l'étude de la littérature les méthodes de l'histoire naturelle, voie dans laquelle Taine s'était engagé à la suite de Sainte-Beuve, dont les précurseurs étaient Mme de Staël, De Bonald, avec leur formule : « L'art est l'expression de la Société ». L'influence du milieu dans les arts avait été constatée par Cousin, Chateaubriand, Montesquieu, Fontenelle, Saint-Evremond, Dubos, etc... La méthode évolutionniste (influence du milieu et concurrence vitale) a renouvelé la philosophie : la psychologie (travaux de Ribot) et la sociologie s'en sont inspirées, autant que l'esthétique, qui tient de ces deux disciplines.

Fausse interprétation du darwinisme. La sélection à rebours. — Yves Delage fait observer qu'« il faut tracer une ligne de démarcation entre le côté transformiste des idées darwiniennes et leur côté sélection-

niste. Si le transformisme darwinien a rendu à l'émancipation de l'esprit humain le service le plus grand peut-être dont on ait jamais été redevable à une théorie scientifique, l'idée de la sélection naturelle n'a pas, bien au contraire, les mêmes titres à notre reconnaissance ».

On a tiré de la sélection naturelle des conclusions fausses. Toute grande doctrine, philosophique ou littéraire, est rapetissée par la médiocrité. Les arrivistes ont trouvé dans les théories darwiniennes la justification de leur égoïsme ; les faibles doivent être sacrifiés, piétinés, pour le plus grand bien de l'espèce. Or, les faibles dont il s'agit ici ne sont point ces résignés qui, par leur inertie, justifient les violences et l'autorité des soi-disant forts, ce sont les vrais forts, c'est-à-dire les indépendants et les sincères, ceux qui se séparent du troupeau sur toutes les questions. La haute pègre, qui légifère et domine, tient à garder ses privilèges et elle combat sans pitié toute velléité d'action et de pensées libres. Le darwinisme ainsi compris — comme le triomphe du plus rusé et du plus habile sur celui qui refuse de s'adapter et de se plier aux exigences de l'élite ou du nombre — cadre bien avec le régime barbare des sociétés dites civilisées, dans lesquelles le mensonge seul est honoré, et où la crapule dorée se vautre et fait la loi. Avec cette conception, dans laquelle la vie n'apparaît plus que comme une lutte de bas intérêts, lutte pour l'or ou la propriété, tantôt l'individu subit la tyrannie du nombre, tantôt le nombre subit la tyrannie de l'individu. Maîtres et serviteurs sont pareillement esclaves. Le darwinisme est la justification des moyens dont usent et abusent guerriers, diplomates, mercantis, prêtres de toutes les églises, politiciens, chefs d'Etat. La lutte pour la vie est la forme la plus aiguë de la lutte pour la mort. Le « struggle for life » a dressé les individus les uns contre les autres, multipliant les besoins et les appétits. L'homme est devenu un loup pour l'homme. L'enfer que les chrétiens placent hors de la vie est dans la vie même, cette vie qui nous est imposée chaque jour par les maîtres de l'heure. Le plus rouble l'emporte ; l'hypocrisie et la ruse se revêtent du masque de l'honnêteté pour exercer leurs méfaits ; la sincérité n'est plus de mode. Les bourgeois pratiquent à rebours la sélection, brimant les meilleurs esprits, leur imposant leurs lois, les envoyant au bagne ou à l'abattoir, favorisant les brutes, les ignares, les cuistres. Comprendre ainsi la sélection — qui est le triomphe intégral des brutes — c'est n'y rien comprendre. C'est une conception fantaisiste qui n'a pu éclore qu'en des cerveaux dégénérés. Ce darwinisme-là n'est point le vrai. Au nom de la justice et de l'amour, nous le répudions. Toute doctrine saine est détournée au profit des brutes : il est arrivé à Darwin ce qui est arrivé à Nietzsche et à quelques autres : on leur a fait dire exactement le contraire de ce qu'ils avaient dit, et on s'est servi de leurs noms pour justifier tous les crimes. Or, les évolutionnistes étaient des hommes sincères, et con des pantins, convaincus, comme Lamarck, de la nécessité de la solidarité (Lamarck combattait les inégalités sociales et la propriété, l'autoritarisme sous toutes ses formes), comme Darwin, que la sympathie est nécessaire au bonheur des individus, sympathie dont Guyau, influencé par Darwin, faisait le principe de l'art, de la religion et de la sociologie. Il y a dans le darwinisme une loi de progrès implicite, au lieu des conclusions que l'arrivisme et l'égoïsme en tirent chaque jour. On n'a voulu retenir — et pour cause — que le côté négatif de la doctrine, comme on n'a retenu de celle de Nietzsche que son envers. Il y a autre chose dans le darwinisme que le triomphe de la bêtise sur l'intelligence, de la brute sur l'esprit pacifique. Le fils de l'auteur de « L'Origine des Espèces », Léonard Darwin,

a soutenu que la reproduction de l'espèce devait être entreprise au nom de la sélection. Il n'est point partisan d'engendrer des êtres misérables et laids, mais des hommes véritables, la qualité étant bien préférable à la quantité. L'évolution doit aider à peupler l'humanité de vivants, et non pas à la surpeupler d'idiots et de dégénérés. Que voyons-nous aujourd'hui? La société d'après-guerre est au-dessous de tout. C'est que la sélection se fait à rebours, la mentalité des individus n'ayant de nom dans aucune langue, mentalité inférieure à celle du dernier des sauvages. Il est grand temps de réagir.

On peut objecter à Darwin que la lutte des individus contre les conditions naturelles dépasse de beaucoup celle que se livrent entre eux les individus d'une même espèce. C'est le point de vue auquel s'est placé Kropotkine. Kropotkine voyait un facteur d'évolution dans l'entraide, et non dans la lutte pour l'existence (*L'Entraide, un facteur d'évolution.*) Cette évolution positive est autrement noble et utile que l'évolution négative, qui sacrifie les meilleurs aux pires scélérats. Ce qui résulte pour nous de l'examen des doctrines évolutionnistes, c'est la nécessité de la liberté de chaque individu au sein d'une société libre, d'où mensonges, préjugés, dogmes et lois auront été impitoyablement bannis.

Haeckel, dans son « Histoire de la Création des êtres organisés d'après les lois naturelles », rappelle que le peuple de Sparte n'a dû son haut degré de force virile qu'en pratiquant la sélection artificielle, et qu'il en est de même pour les tribus des peaux-rouges de l'Amérique du Nord qui mettent à mort les nouveaux-nés débiles. Et le philosophe du monisme en profite pour montrer dans la sélection militaire pratiquée dans notre société dite civilisée un crime abject, les hommes les plus sains et les plus robustes étant immolés au Moloch insatiable. « Au contraire, tous les jeunes gens débiles, malades, affectés de vices corporels, sont dédaignés par la sélection militaire ». Opposant à la sélection artificielle du militarisme, la sélection naturelle, Haeckel voit dans celle-ci « le plus fort levier du progrès, le principal agent de perfectionnement ». Il croit que dans la nature le parfait triomphe de l'imparfait. « Or, dans l'espèce humaine, cette lutte pour vivre devient de plus en plus une lutte intellectuelle, de moins en moins une bataille avec des armes guerrières. Grâce à l'influence ennoblissante de la sélection naturelle, l'organe qui se perfectionne plus que tout autre chez l'homme, c'est le cerveau. En général, ce n'est pas l'homme armé du meilleur revolver, c'est l'homme doué de l'intelligence la plus développée qui l'emporte, et il léguera à ses rejetons les facultés cérébrales qui lui ont valu la victoire. Nous avons donc le droit d'espérer, qu'en dépit des forces rétrogrades, nous verrons, sous l'influence bénie de la sélection naturelle, se réaliser toujours de plus en plus le progrès de l'humanité vers la liberté et par conséquent vers le plus grand perfectionnement possible. »

Nous pensons qu'en fait de sélection artificielle, la meilleure c'est encore celle qui n'attend pas la naissance de l'enfant pour le supprimer ou le conserver, mais prépare sa venue, ne le jetant pas dans la vie nanti de tares alcooliques ou autres.

Préparons une humanité meilleure en devenant meilleurs nous-mêmes, en réformant notre mentalité et nos mœurs, en n'obéissant qu'à la justice et à la vérité. Refusons d'imiter le troupeau, élargissons sans cesse notre idéal. L'individualisme conçu comme l'épanouissement de l'être vivant en beauté, libéré moralement et physiquement, est la meilleure sélection.

Derniers échos de la croisade contre le darwinisme. L'affaire Scopes. — Le procès du darwinisme avait été

engagé avant le darwinisme même. Avec celui-ci il est entré dans une voie aiguë. Il dure encore. La croisade contre l'origine simiesque de l'homme se continue chez les bourgeois bien pensants, rentés, assis, par l'entremise de leurs prêtres, de leurs moralistes et de leurs politiciens. Il n'est pas de théorie qui n'ait été plus mal comprise que le darwinisme, et qui n'ait été combattue avec d'aussi piètres arguments. Le procès engagé depuis plus d'un siècle entre Moïse et Darwin est un des moments de la lutte éternelle que se livrent l'esprit de mensonge et l'esprit de vérité. Darwin n'a dû qu'à sa prudence et à sa modération d'avoir la vie sauve.

On croyait qu'enfin le darwinisme, après une mise au point qui le plaçait au nombre des hypothèses fécondes de la science, n'allait plus être discuté. On comptait sans le fanatisme, qui ne désarme jamais. Il est comme le feu, qui couve sous la cendre. On pensait close la lutte, lorsqu'elle a repris de plus belle, avec une extrême violence. Si tous les esprits sérieux ont accepté le darwinisme, en le corrigeant, le complétant ou le dépassant, les esprits rétrogrades voient toujours dans cette doctrine une doctrine diabolique, immorale et pernicieuse. Nous en avons eu récemment une preuve éclatante dans un procès intenté en Amérique à un jeune professeur. Ce procès a couvert de ridicule ceux qui l'ont provoqué, et il faut espérer qu'après cette expérience la bêtise ne récidivera plus. Elle a donné toute sa mesure. Jamais les adversaires du transformisme ne s'étaient montrés aussi plats, en pensées, en paroles et en actes. On voulut frapper un grand coup. L'Amérique, pays de bluff, se chargea de la besogne. La Croisade contre la théorie de l'évolution a eu cette fois pour théâtre le nouveau monde avec, pour chef, un politicien du nom de Bryan, ancien secrétaire d'Etat du cabinet Wilson. Le père du régime sec n'a guère brillé dans cette affaire. Se présentant, pour la quatrième fois à la Présidence des Etats-Unis, ce singulier homme d'Etat avait cherché par tous les moyens à attirer sur lui l'attention, s'efforçant de provoquer de l'agitation dans le pays de Carlyle et de Walt Whitman. Il voulait essayer de déclencher un mouvement religieux « afin d'introduire la Bible dans la Constitution américaine ». Il tenta de faire les élections sur le dos du darwinisme, mêlant stupidement la religion et la politique à la science. L'anti-évolutionnisme était devenu un mot d'ordre électoral. La bataille allait s'engager entre évolutionnistes et anti-évolutionnistes ! William J. Bryan espérait bien faire triompher sur son nom la sainte cause de la Bible. Il pensait que l'incohérence du suffrage universel déciderait de quel côté est la vérité. Un procès fut intenté dans la libre Amérique au professeur John Scopes, coupable du crime de darwinisme. Il était accusé d'avoir violé la constitution de l'Etat du Tennessee en enseignant la doctrine de l'évolution, proscrite au nom de la Bible par ces braves protestants. Bryan se porta partie civile contre lui et se montra le plus enragé des anti-darwinistes. C'est lui qui, en réalité, dirigeait les débats. Ce qui ne lui profita guère, car cet apôtre de la tempérance mourut d'indigestion, dans la ville même où avait lieu le procès. Le meilleur champion de cette mauvaise cause fut frappé en pleine bataille (en quoi Dieu, d'où il descend, se montra fort ingrat, en le faisant remonter au ciel). Si ces pudiques protestants avaient été tant soi peu logiques, ils auraient dû voir dans cette mort que Dieu même ne pactisait pas avec leurs gesticulations. Ce procès vaut d'être rappelé ici, en détail, car il est toujours bon de montrer à l'œuvre le fanatisme et de dénoncer les petits moyens qu'il emploie.

Le procès du darwinisme, du transformisme et de l'évolutionnisme réunis eut lieu à Dayton (Ohio), que des plaisants qualifièrent à cette occasion de Monkeyville

(Ville des Singes). Le candidat des démocrates, battu deux fois aux élections présidentielles par Mac Kinley, et une fois par Caft, n'avait rompu le silence après une vie mouvementée que pour se ridiculiser dans le procès Dayton. Pour Bryan, politicien roublard, à la mentalité étroite, l'affaire Scopes n'était qu'un moyen de réclame en vue des élections, l'occasion cherchée depuis longtemps, de prendre la défense des gens de la campagne contre ceux de la ville. Ce procès, sorte d'affaire Dreyfus de la science, dura du 11 au 21 juillet 1925. Le maniaque Bryan, affirmait sans sourciller que « les savants qui prétendent que nous descendons du singe sont des individus malhonnêtes ». Il n'y avait qu'à s'incliner. L'homme qui avait donné sa démission de Secrétaire d'Etat lorsque Wilson protesta contre la guerre sous-marine, était l'auteur de deux ouvrages pauvres d'idées et de style, dans lesquels il avait déjà combattu la doctrine de l'évolution : « *La menace du Darwinisme* (1917) et *la Bible et ses ennemis* (1918). » Enhardi par ses triomphes précédents, il déclarait avec emphase que « cette guerre n'engage pas seulement l'église orthodoxe, mais la Religion elle-même. C'est une guerre jusqu'au bout, ajoutait le nouveau Pierre l'Ermite. Toutes les églises sont engagées, parce qu'une fois l'autorité du verbe divin détruite, il n'y aura aucun besoin d'églises ou de prêtres. Tout le monde ira au cinéma au lieu d'aller au temple ». On se demande où serait le mal, si le cinéma aidait à dissiper toutes les superstitions. En vérité, étrange procès qui mit de nouveau aux prises le fanatisme et la pensée libre. Naturellement la presse réactionnaire du monde entier en profita pour prendre fait et cause pour Bryan et condamner une fois de plus l'évolutionnisme. Elle sauva encore une fois l'honneur des bourgeois qui ne peuvent, en aucune manière, descendre du singe.

Le Tennessee est un des endroits du monde, après la France, où il y a le plus d'illettrés (on peut savoir lire, et n'être qu'un illettré !) Si les gens du Tennessee pratiquent la culture, ce n'est point celle des idées. La Bible est le seul livre qu'aient jamais lu les montagnards de ce pays. Elle résume pour eux toute la civilisation ! Le jeune romancier américain Floyd Dell, l'auteur d'*Un Phénomène*, homme d'un rare courage et d'un mérite non moins rare, caractère indomptable, comme l'un de ses héros, Félix Fay, a affirmé, leur faisant trop d'honneur, que « les gens de Tennessee sont les restes fossilisés de périodes évanouies ». Pour « ces montagnards arriérés », l'évolution est une invention du diable, et ils croient qu'elle sert les desseins du capitalisme. Les jeunes filles, faites à l'image de Dieu, portaient des rubans brodés sur lesquels on lisait : « Vous ne ferez pas de nous des guenons ! » La petite ville de Dayton devint aussitôt célèbre : on y vit affluer les amateurs de sensations rares, les opérateurs de cinéma, les photographes et les reporters. Ce fut un champ de bataille où s'affrontèrent deux conceptions de la vie diamétralement opposées : la conception autoritaire et la conception libertaire. Singulier procès, qui montre à quel point la réaction a peur de la vérité et s'efforce, par tous les moyens, de l'étouffer. Les noms des douze jurés furent tirés au sort par un enfant de deux ans. Ces jurés, parmi lesquels figuraient six baptistes, un analphabète, un méthodiste et un maître d'école, n'assistèrent pas aux débats, le juge ayant demandé leur exclusion (ils déambulaient pendant ce temps à travers la ville). Ce juge, du nom de Raulston, un nom à retenir, qui était lui-même un des plus ardents adversaires du darwinisme (il avait eu soin de se munir d'une Bible et d'un dictionnaire avant de présider) déclara, après les prières traditionnelles, que les jurés avaient à dire si M. Scopes a, ou non, violé la loi du Tennessee qui défend d'enseigner les doctrines de l'évo-

lution, et non pas de juger cette loi elle-même. C'était étrangler les débats ! Ceux-ci furent, comme toujours, une parodie de la justice. Ils ne furent pas publics, afin d'empêcher les idées de pénétrer dans les consciences, le tribunal ayant exigé que les arguments de la défense fussent présentés par écrit. « La question ne sera pas posée », fut invoquée ici comme dans les tribunaux militaires. Le fanatisme alla si loin que les adeptes de l'Eglise méthodiste menacèrent d'expulser un docteur qui voulait exposer les théories évolutionnistes. On ne veut même pas entendre la défense. Elle est là pour la forme. C'est le moyen classique de toute bourgeoisie, catholique, protestante ou juive, de tous les Etats, quels qu'ils soient... Le juge refusa d'entendre les savants cités comme témoins, car, disait Bryan, qui s'efforçait de légitimer la décision du tribunal « les savants étrangers ne peuvent pas venir empoisonner les enfants du Tennessee... » Et l'illustre bimétalliste vitupéra pendant deux heures « contre les hérétiques de l'évolution qui discutent le miracle de la naissance du Christ et nient tout le surnaturel de la Bible ». Pour Bryan, les avocats de Scopes étaient des « assassins », et Nietzsche était responsable du « meurtre spirituel moderne ». On voit à quelles stupidités on aboutit quand on mêle la science à la politique et à la religion.

Le célèbre avocat Clarence Darrow et le féministe Malone avaient offert gratuitement leurs services à la défense (même en Amérique, pays des dollars, il y a des gens désintéressés). L'avocat, que Bryan avait représenté comme celui du Diable, réussit malgré tout à faire le procès du christianisme, auteur des guerres les plus meurtrières, et riposta en ces termes à Bryan : « Je crois que M. Bryan est bien prétentieux de dire que Dieu est fait à son image et qu'on n'a qu'à agrandir sa photo pour obtenir celle de Dieu ». La défense ajouta (audience du 14 juillet) « que la théorie selon laquelle le soleil, et non la terre, est le centre de l'Univers, va aussi à l'encontre de la Bible », et que d'ailleurs la théorie de Darwin concernant l'évolution est elle-même imprécise. Les débats se poursuivirent à l'extérieur, avec plus de liberté pour la défense. Voici l'un des arguments fournis par Bryan contre la « cruauté de l'évolutionnisme : Si l'animal descend du même royaume que l'homme, nous sommes des meurtriers lorsque nous tuons une mouche, et des cannibales lorsque nous mangeons la chair des mammifères ». A ce sujet, il n'avait peut-être pas tort. Mais les autres arguments n'offraient point la même sagesse. Le même Bryan voulait fonder une « Université que fréquenteraient les étudiants qui refusent de connaître les théories de Darwin. On ne veut même pas savoir : on nie sans connaître le premier mot d'une théorie. Quand les savants apportèrent leur témoignage, Raulston fit sortir les membres du jury, ce qui était une singulière façon d'éclairer leur religion. Le journaliste Mencken, qui avait décrit les débats avec humour, fut hué par la foule, et ne dut qu'à son sang-froid de ne pas être déshabillé, et enduit de goudron, roulé dans un tas de plumes, puis promené dans ce costume à travers la ville. On se serait cru en plein moyen-âge. On alla jusqu'à révoquer de ses fonctions de professeur de mathématiques dans l'état de Kentucky la sœur de Scopes, coupable d'avoir refusé de déclarer à la direction de son Lycée qu'elle ne croyait pas à l'évolution. Le procès de Monkeyville donna lieu à de multiples incidents, comiques ou tragiques. On vit des écoliers, stylés pour la circonstance, venir témoigner contre leur professeur. L'un d'eux fit cette déposition, résumant, en se dandinant, l'enseignement de son maître : « La terre avait été brûlante, peu à peu elle se refroidit, alors la mer forma un petit animal à cellule unique, qui évolua et devint l'homme. M. Scopes nous a classés avec les chats, les chiens, les singes, les va-

ches et autres animaux. Il a dit que nous avions tous des mamelles » A ce mot de « mamelles » les mères de famille se voilèrent la face et firent sortir leurs filles, précaution bien inutile, car un haut-parleur proclamait sans pitié la vérité, que les chastes oreilles recueillaient avidement (17 juillet). Autre détail amusant : les sectes se chamaillèrent à propos des prières. Les clergymen de l'Eglise moderniste déclarèrent qu'un pasteur fundamentalist, ne jouissant d'aucun crédit auprès de Dieu, ne devait pas dire la prière, et ce fut un membre de l'Eglise unitarienne, qualifié d'infidèle par les fundamentalists, qui jouit de cet honneur insigne. On vit un dresseur de singes faire de la propagande anti-évolutionniste en exhibant plusieurs de ces animaux qui, déclarait-il, « descendent de l'homme ». Les diseurs de bonne aventure et les charlatans s'en mêlèrent et l'on entendit un « champion de Dieu » offrir moyennant 40 dollars de mettre n'importe qui en relations avec le Seigneur. Il y eut mieux : Dayton ayant abrité des athées, Dieu se vengea en infectant l'eau potable, ce qui provoqua une épidémie. Le typhus fit ses ravages, le plafond s'écroula sur le tribunal, les escaliers sous le poids du public. Les gens devenaient fous à Dayton. Enfin, celui qui avait provoqué tous ces incidents, mourut subitement le 26 juillet, d'avoir trop mangé (il avait absorbé un copieux repas où figuraient, entre autres, du bœuf roti, des épis de maïs et des pommes de terre, cinq entremets glacés, sept grands verres de thé glacés et deux tasses de café !). Le président du conseil municipal de Dayton ordonna aux habitants de mettre les drapeaux en berne en l'honneur du « premier citoyen du monde entier ».

Résultat de cette campagne maladroite et ridicule : l'instituteur Scopes fut condamné par le tribunal de Dayton à une amende de cent dollars (2.100 fr.), comme n'ayant pas le droit, en tant que professeur dans une école de l'Etat, d'enseigner des doctrines qui ne sont pas reconnues par l'Etat, ni d'exposer à des contribuables une théorie qui leur répugne, étant payé par eux, etc... Bien entendu, il interjeta appel. L'éteignoir est un des moyens « légaux » de propager l'instruction : on refuse d'exposer toutes les thèses : tel est l'enseignement idéal. Et l'on vient dire après cela qu'il n'y a point d'enseignement d'Etat et que l'Etat est neutre ! Combien d'Etats d'Europe (petits ou grands), sont dignes de celui du Tennessee, sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres ! L'avocat lui-même de Scopes connut les bienfaits d'un tel régime. A la dernière audience (21 juillet), le juge, peu suspect, on l'a vu, d'impartialité, après avoir annoncé qu'il avait été saisi de plusieurs pétitions lui demandant de défendre la dignité du tribunal, infligea une amende de 5.000 dollars à Clarence Darrow, comme ayant manqué d'impartialité, somme qui dut être immédiatement versée, sous peine d'emprisonnement. Darrow n'était-il pas, d'après l'illustre Bryan « le militant anti-chrétien, le plus actif du pays ? » Cela valait bien une amende plus sévère que celle de John Scopes. La farce du procès Dayton était terminée.

Malgré cette condamnation prévue, le procès de Dayton se termina à l'avantage des darwinistes. Son utilité a été de nous montrer une fois de plus quels pitoyables arguments emploie le fanatisme, depuis Socrate jusqu'à Darwin, en passant par Galilée et tant d'autres, pour étouffer la vérité. Mais comme dans tout procès où l'iniquité et la bêtise jouent le principal rôle, on peut dire à propos de celui de Dayton, au sujet de la vérité scientifique : « L'évolution est en marche, rien ne l'arrêtera plus ». Le procès de Dayton a servi les idées vivantes en les propageant dans les coins les plus reculés d'Amérique et d'Europe. Il a, selon l'expression de Floyd Dell, « porté un rude coup à la sottise et à l'intolérance

humaines ». En effet, de même que lorsque la justice bourgeoise condamne un livre sous un prétexte quelconque, tout le monde l'achète, tous les ouvrages de Darwin furent vendus à des milliers d'exemplaires. Les libraires, comme les aubergistes de Dayton, y trouvèrent leur compte. Ainsi, les adversaires de l'évolution obtinrent-ils un résultat contraire à celui qu'ils poursuivaient. Néanmoins, comme le déclarait Floyd Dell à un journaliste, les Américains cultivés concurent de cette affaire « plutôt que de l'indignation une sorte de tristesse amère, et ils dissimulèrent sous le rire et la plaisanterie leur dégoût et leur colère ».

Un membre du cabinet du président Coolidge, fort ennuyé de cette affaire qui divisait l'Amérique en deux camps, déclara que « l'évolution n'était pas en contradiction avec les enseignements de la Bible, car elle présupposait un plan dans l'organisation du monde ».

L'affaire Scopes avait été une affaire politique. Mais elle dépassait de beaucoup ces mesquineries. Elle mettait en conflit deux idées, deux morales, deux philosophies. Elle était un symbole, le symbole de l'ignorance et de l'erreur dressées contre l'esprit critique. Deux camps se formèrent (heureusement pour l'Amérique il se trouva des esprits pour se ranger aux côtés des « scélérats » qui osaient affirmer que l'homme descend du singe. Sans quoi le professeur Scopes eût subi le sort réservé à Sacco et Vanzetti).

Cependant l'intolérance et le fanatisme ne désarmèrent pas. Le coup de Dayton n'ayant pas réussi, les adversaires de l'évolution durent trouver autre chose. Le secrétaire du gouvernement découvrit quelque part une vieille loi « interdisant de dilapider les fonds électoraux pour l'enseignement des sciences contraires aux enseignements de la Bible », et là-dessus on ne parla rien moins que d'interdire dans le district de Washington « l'enseignement des théories de l'évolution et autres » et dans toutes les écoles d'Amérique l'enseignement de la chimie, de la physique, de l'anthropologie, de l'astronomie et de la philosophie par-dessus le marché. Ce singulier secrétaire qui répond au nom de Loren S. Wittner — autre nom à retenir dans les annales de l'obscurantisme, — déclarait dans un rapport adressé à la Cour suprême de Justice que « l'enseignement de la biologie doit être interdit parce qu'il est en contradiction avec l'histoire de la Bible sur les origines de l'homme et qu'il prétend que les organismes se décomposent après la mort, tandis que la Bible parle de résurrection au jour du Jugement dernier ; que l'enseignement de la chimie doit être interdit parce qu'il prétend qu'une matière ne peut pas se transformer en une autre, tandis que la Bible dit que Christ changea du vin en eau et Dieu la femme de Loth en une colonne de sel ». L'enseignement de la physique est également contraire à celui de la Bible, de même celui de l'astronomie, qui prétend que le Soleil est le centre de l'Univers, tandis que d'après la Bible la terre, créée quatre jours avant le soleil, est le centre du monde. L'enseignement de la philologie est également à rejeter, car elle enseigne l'évolution des langues depuis leur origine, alors que la Bible les fait remonter à la Tour de Babel. Notez que cet inénarrable secrétaire, fier de sa trouvaille qui lui permettait d'interdire l'enseignement des sciences « irrespectueuses pour la Bible », demandait que les professeurs de chimie, de physique, d'anthropologie et de biologie soient suspendus de leurs fonctions. Pour aboutir à ce résultat, il ne craignit pas de faire subir une entorse à la loi. C'était complet ! Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire dans son cas, c'est que Wittner, qui se disait « athée convaincu », prétendait avoir agi par « pur patriotisme ». Le patriotisme va de pair avec la bêtise. Le rapport de Wittner causa un certain trouble dans les milieux éclairés américains.

A la suite de ce rapport, six Etats interdirent l'enseignement des théories évolutionnistes sur leur territoire. En somme, dans les Etats de l'Oklahoma, du Mississippi, de Tennessee, dans le Texas, où « aucun fidèle, athée, ou agnostique, ne peut remplir aucune fonction dans l'Université », dans la Caroline du Nord, et dans une foule d'autres Etats où des projets de lois antiévolutionnistes étaient à l'étude (Floride, Kentucky, etc.), le mot évolution fut effacé des livres, des écoles, et l'enseignement de la Bible recommandé ou rendu obligatoire (on explique la Bible dans 48 Etats).

D'après les fondamentalistes ou partisans de l'origine divine de l'homme, les évolutionnistes « écartent l'Adam de la Genèse pour le remplacer par le squelette du Musée Métropolitain, rajusté par de soi-disant savants aux os de singe », « l'enseignement de l'athéisme, camouflé du nom de science, c'est de la contrefaçon frauduleuse », etc. Pour ces fanatiques, la vaccination viole les lois de Dieu, et se laver le derrière est un crime. L'ignorantisme et l'obscurantisme des protestants valent bien ceux des catholiques qui déraisonnent à propos des miracles de Lourdes et autres.

Le Ku-Klux-Klan, cette Association de malfaiteurs, crut bon, dans un but de réclame, de prendre part aux débats, un an après le procès de Dayton. Il s'est prononcé contre le darwinisme, annonçant qu'il le combattrait par tous les moyens, y compris le crime. Cependant, même au sein du Ku-Klux-Klan, il n'y a pas que des imbéciles, et une scission s'est produite, un des principaux organisateurs de cette Société, M. E. J. Clarke, d'Atlanta, ayant désapprouvé cette décision grotesque, et formé une nouvelle Société qui admet l'enseignement libre des théories darwiniennes et accepte dans son sein tous les cultes.

Conclusion. — Les adversaires du darwinisme ont vite fait de voir en lui « une doctrine qui s'effondre », alors que rectifiée et élargie, elle est plus solide que jamais. Les géologues, paléontologistes, anthropologistes, biologistes et préhistoriens sont aujourd'hui convaincus — sauf M. de Lapparent, dernier survivant du créationnisme, — qu'il existe un ou plusieurs intermédiaires entre les grands singes anthropomorphes et l'homme, et que celui-ci descend d'eux directement ou indirectement. C'est l'opinion de Marcelin Boule, dans ses « Hommes Fossiles », et aussi de Verneau qui, dans son dernier ouvrage « Les Origines de l'Humanité » (1926), est fondé à écrire : « Les liens de parenté se resserrent et se précisent à tel point que le nombre des savants qui les niaient naguère diminue de jour en jour. Les uns admettent que les premiers êtres humains descendent en ligne directe de ces singes anthropomorphes, les autres inclinent à croire que ces singes et l'homme sont issus d'une souche commune qu'il faudrait rechercher plus loin dans le passé. De toute façon, l'Humanité n'en aurait pas moins une origine miennne ». Que peuvent les adversaires du darwinisme, contre les preuves que nous apportent les géologues, sur l'ancienneté de certaines roches recélant des fossiles ? Plus ou moins habilement les partisans de la Bible essaient de concilier la science et la foi. Le transformisme ne serait plus en désaccord avec la religion (Albert Gaudry, savant catholique, était sincère en l'affirmant).

Voici que l'abbé Moreux doute aussi de la valeur des textes sacrés : « On objecte la chronologie biblique, mais la Bible ne nous offre aucun élément de cette nature. Les chiffres que l'on y trouve, ce n'est un secret pour personne, ont été matériellement altérés par les copistes et diffèrent suivant les manuscrits ; il est donc impossible de se baser sur ces documents pour en faire le point de départ d'une théorie quelconque ». (D'où venons-nous ?)

D'après la Bible, Dieu aurait créé le monde en six jours, il n'y a guère plus de six mille ans. Comme les géologues ont démontré que la formation du monde a duré, des milliers de siècles, les partisans de la genèse répondent que le mot « jour » n'a plus ici sa signification habituelle : il ne s'agit plus de 24 heures, mais de millénaires. Finalement, Moïse et Darwin sont du même avis : Dieu a créé l'homme le sixième jour, après les autres espèces. On ne voit vraiment pas pourquoi les fondamentalistes américains, français, anglais ou autres, en veulent tant à ce pauvre Darwin. L'auteur de l'« Origine des Espèces », loin de contredire celui de la Bible, lui apporte son témoignage. L'homme de Darwin, comme celui de Moïse, est le dernier venu de la création. Pour l'un comme pour l'autre, il est le plus parfait de tous les êtres. La solution darwinienne est par certains côtés une solution religieuse. On peut objecter au savant anglais que, loin d'être le dernier venu parmi les animaux, l'homme est beaucoup plus ancien que la plupart d'entre eux, ses caractères intellectuels ne suffisant pas pour le placer le dernier de tous. Il n'est pas si jeune qu'on le prétend. L'homme, qui fait partie du groupe des primates, a sa place parmi les grands singes « dont il est d'ailleurs un type extrêmement perfectionné » (Rémy de Gourmont.) Mais une espèce animale étant d'autant plus récente que sa température est plus élevée, les oiseaux ont fait leur apparition après l'homme. Cette dernière théorie — qui élargit l'évolution — est elle-même discutable. En résumé, que l'homme soit ou ne soit pas le dernier des êtres vivants, qu'il descende ou non du singe (et pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à ce qu'il ait pour ancêtres les grands singes anthropomorphes du tertiaire, comme j'essaye de le montrer dans ma « Philosophie de la Préhistoire » (janvier 1927), cessons de considérer le primate plus ou moins civilisé que constitue l'homme actuel comme le chérubin de la nature. L'homme n'est pas une exception dans l'univers, le monde n'a pas été créé pour lui. Il ne saurait constituer le terme final de l'évolution. Après l'homme, espérons que naîtra le surhomme qui vivra sans lois et sans morale. Concluons avec Rémy de Gourmont, en remplaçant toutefois le mot « créateur » par le mot « nature », encore enveloppé, il est vrai de mysticisme chez certains auteurs : « Sans doute, l'homme continuera toujours à dominer de très haut le reste du règne animal, mais il est impossible de le considérer comme la dernière pensée du créateur ».

GÉRARD DE LACAZE-DUTHIERS.

DEBACLE n. f. Au sens propre, la débâcle est la conséquence d'une élévation de la température qui, en provoquant le dégel, brise la glace qui recouvre les rivières. Cette rupture partage la glace en une quantité innombrable de glaçons qui, flottant à la dérive, sont parfois très dangereux. Au sens figuré, la « débâcle » est synonyme de déroute, de désordre, de confusion. La « débâcle » d'un gouvernement, c'est-à-dire l'impuissance de celui-ci à faire face à une situation de fait. La « débâcle » d'une armée, c'est-à-dire l'abandon de la lutte et la fuite précipitée et confuse des troupes devant l'ennemi. « La débâcle du capitalisme ouvrira la route au Prolétariat. » La « Débâcle » : Célèbre roman d'Emile Zola. Dans ce remarquable ouvrage, le grand écrivain décrit certains épisodes de la guerre de 1870 et plus particulièrement de la retraite de Sedan.

DEBINAGE n. m. Action de débiner, de dire du mal, de dénigrer. Le débinage est l'arme des faibles ou des sorniois. Celui qui n'ose pas attaquer de front un individu agit par derrière, afin de lui nuire. Il cherche des concours extérieurs et par le « débinage » tente de créer un courant d'hostilité contre son adversaire. Le

débinage est dangereux, car il se trouve toujours des gens pour prêter une oreille complaisante aux commérages et s'associer à une mauvaise action ; celui qui se livre au débinage n'hésite jamais à user du mensonge et de la calomnie lorsqu'il n'a rien à reprocher à sa victime. Il arrive parfois que le débinage n'est pas déterminé par la méchanceté ou le désir de nuire, mais simplement par l'insouciance d'un individu bavard. Il faut néanmoins se méfier des « débineurs », car le « débinage » a souvent de graves conséquences et est toujours malfaisant.

DEBINER verbe. Le dictionnaire Larousse donne « débiner » comme synonyme de « dénigrer », autrement dire chercher à nuire, à faire tort, apprécier péjorativement un geste ou un acte. Quiconque fréquente les milieux d'avant-garde a pu remarquer avec quelle facilité (indigne d'humains qui se présentent comme porteurs d'idées, de pensées, de doctrines destinées à rénover la face du monde) on y « débine » les militants qui ont une façon de se conduire ou de s'exprimer qui ne plaît pas au débineur. On est étonné d'entendre des anarchistes — c'est-à-dire des négateurs et des contempteurs de l'Etat et de ses institutions — qui s'affirment dépouillés des préjugés ou des habitudes vulgaires, porter sur telle façon de se comporter des jugements qui ne seraient pas hors de saison dans la bouche d'un procureur de la République ou d'un président de tribunal correctionnel. Qu'est-ce que juger un geste, apprécier une façon de se conduire ? C'est opiner que, se trouvant dans telles ou telles circonstances, on aurait agi, avec le déterminisme qui nous est propre, autrement que celui dont on qualifie les actions, lequel a agi, lui, selon son déterminisme personnel. Or, celui qui juge ou apprécie omet de dire cela, si bien que son appréciation ou son jugement est entaché de « débinage », de nature à nuire ou à porter tort à un camarade, dont le seul crime est d'avoir un tempérament différent du sien.

Il n'y a pas que des « débinages » se rapportant à des actions individuelles ; il y a aussi des « débinages » de méthodes, de tactiques ; d'œuvres de nature à porter tort également à ceux qui les emploient ou s'y adonnent.

D'ailleurs, une façon de se conduire, une manière d'agir, un rejet, une réalisation sont anarchistes dès lors qu'ils n'ont pas recours à l'appui de l'Etat ou à l'intervention d'une autorité gouvernementale quelconque, dès lors qu'ils n'ont pas en vue, et dans aucun sens, la domination ou l'exploitation. « Débiner » un camarade, chercher à lui porter tort dans ce qu'il est ou ce qu'il fait, simplement parce que l'on ne comprend pas ou ne parvient pas à s'assimiler son déterminisme, son tempérament, son caractère, ce n'est pas seulement faire acte d'anti-camaraderie, c'est montrer qu'on est un ignorant.

DEBROUILLAGE n. m. Action de se débrouiller, de se tirer facilement d'affaires, de sortir d'embarras, etc., etc... Si on le considère au point de vue social comme moyen d'existence, le débrouillage est un pis-aller ; il peut donner des résultats positifs à l'individu, mais il ne saurait résoudre le problème du collectif. Les débrouillards sont nombreux dans la société bourgeoise et il est facile à comprendre que dans une organisation sociale où le capital est tout puissant et où le travail est un esclavage, quantité d'individus refusent de se soumettre à la terrible loi et aux effets de l'exploitation et cherchent à se « débrouiller » pour subvenir à leurs besoins. Il ne nous appartient pas de rechercher et de juger les formes diverses du débrouillage et de critiquer ceux qui s'en servent. Ce que nous croyons, c'est qu'il n'offre pas des possibilités de vie supérieures à

celles des ouvriers, qu'il ne libère pas l'individu des contraintes sociales et qu'il n'est nullement un facteur d'évolution ou de révolution. En tenant compte des exceptions, nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que le « débrouillage » ne nourrit pas son homme, surtout dans la classe ouvrière. Dans la bourgeoisie, c'est différent ; la bourse, la banque, le commerce, l'industrie, sont des terrains propices à être exploités par les débrouillards ; mais il faut alors se livrer à des spéculations malpropres et user de procédés que combattent les Anarchistes.

En un mot, il n'est pas plus anarchiste de vivre du « débrouillage » que de vivre en travaillant et ce serait une grave erreur de croire que l'on se soustrait à l'exploitation et à l'autorité en se débrouillant. A condition de ne pas nuire à son prochain, chacun organise sa vie comme il l'entend, mais une société libre ne peut être bâtie que par le travail de tous et nous avons la ferme conviction que le débrouillage disparaîtra avec le capitalisme qui l'engendre.

DEBROUILLAGE. Des bourgeois qui défendent leurs privilèges et des pseudo-bourgeois qui se croient à l'avant-garde du mouvement social parce qu'ils parlent dans des « meetings » ou écrivent dans des feuilles avancées, ont reproché ou reprochent encore à des individualistes anarchistes de chercher à « se débrouiller », autrement dit à retirer le plus qu'ils peuvent du milieu humain *actuel*, en lui laissant le moins possible de leur effort. Ceux qui font de tels reproches oublient de quelle façon est cimentée la « société ». Ils oublient qu'elle repose sur un contrat social *imposé* et *unilatéral*, qui noie l'unité constituante, forcée de le subir, dans un océan de réglementations et de vexations contradictoires et insupportables. Reprocher à un anarchiste de « se débrouiller » dans un pareil conglomérat, c'est comme si on reprochait au serpent d'échapper à qui le poursuit en se raidissant et en prenant l'apparence d'une branche d'arbre, ou à la seiche de s'entourer d'un nuage d'encre noire pour désorienter ses ennemis. Qu'on se rende compte de la situation de l'anarchiste dans le milieu humain *actuel* : anti-autoritaire, il est entouré de tous côtés par toutes sortes de membres de partis politiques ou économiques qui ne croient pas possible que les hommes s'entendent sans lois et sans maîtres. A ces partis se rattachent force miséreux et déshérités du sort, dont la mentalité ne diffère pas de celle des possédants et des monopoleurs. On comprend que des camarades se refusent à donner tout leur effort à perpétuer un tel milieu et qu'ils s'insouciant de sa prospérité, de son équilibre économique, etc... Dans aucun cas, un anarchiste ne peut avoir intérêt à ce que vive un milieu où le « contrat social » est imposé par un autocrate, un groupe, une majorité ou le plus grand nombre, sans possibilité de résiliation pour l'unité individuelle. C'est un cercle infernal dont l'individualiste cherchera à s'évader au plus tôt, relativement tout au moins. C'est un milieu dont il faut hâter au plus tôt la décomposition, la démoralisation, la pourriture, la crevasse enfin. Vouloir se préoccuper du bon fonctionnement d'une société pareille, participer à son existence régulière, c'est tout bonnement — affirmer les « débrouillards » — faire gestes de dupes ou actions de complices.

Il y a donc des camarades qui se débrouillent et donnent le moins de leur soi au milieu humain *actuel*, se livrant à une besogne irrégulière, sanctionnée ou non par l'autorité, pour se tirer d'affaires économiquement, refusant de faire, des heures durant, acte de présence dans un chantier, une usine ou ailleurs pour concourir à une production souvent inutile, dont ils ne profitent pas dans la majorité des cas. Qui peut sérieusement les en blâmer ?

Reste la question de la « dignité » personnelle dans le choix du procédé de « débrouillage ». Mais c'est là affaire d'appréciation personnelle, qui regarde l'anarchiste qui se débrouille personnellement, et nul autre. Il est parfois comique de rencontrer chez certains anarchistes des scrupules quand il s'agit de s'en prendre aux bourgeois, alors que ceux-ci en montrent si peu quand on menace de toucher à leurs privilèges ou à leur coffre-fort. Peut-être est-ce plus désespérant que comique, après tout. — E. ARMAND.

DECADENCE n. f. du latin *cadencia*, de *cadere*, tomber, commencement de la ruine, de la dégradation, de la destruction, d'un édifice, d'une organisation, d'un peuple, d'un Etat, d'une civilisation. La décadence des lettres, des arts, de la science.

« Quand la décadence d'un Etat a commencé il est rare qu'elle s'arrête (Raynal). L'Histoire du monde nous offre le spectacle de nombreuses décadences au cours des siècles passés. Il semble que lorsqu'une nation ou une fraction de l'humanité est arrivée à un certain degré de connaissance et de culture, elle a usé toute sa sève, toute sa force et qu'il faut qu'elle disparaisse pour faire place à des forces plus jeunes, plus neuves qui, à leur tour, prennent en mains le flambeau et poursuivent la marche en avant sur la route de la civilisation. On pourrait considérer comme une fatalité historique la décadence de certains peuples qui occupèrent, à différentes époques, la première place dans le monde, et qui s'écroulèrent pour ne laisser d'eux qu'un pâle souvenir. Et pourtant cela s'explique. Lorsqu'un peuple a fourni plusieurs siècles de travail physique et intellectuel, lorsqu'il a dépensé une somme considérable d'énergie pour conquérir une place dominante sur la terre, lorsqu'il a donné sa force et sa puissance pour enrichir le domaine artistique, littéraire, philosophique et social de l'humanité ; alors, pareil au vieillard qui s'éteint après une vie de labeur, ce peuple s'éteint lentement pour que d'autres achèvent l'œuvre commencée.

S'il est vrai que les décadences préparent les éléments des nouvelles civilisations, elles sont cependant une source de souffrances pour les générations précipitées dans ces périodes de destruction et d'enfantement. La société mourante veut lutter contre le destin implacable qui la poursuit ; elle ne veut pas mourir et, dans la fièvre de l'agonie, elle combat l'avenir qui couve en elle et qu'elle voudrait étouffer. Il en résulte des catastrophes. La folie s'empare des hommes. Secoués par la soif de vivre, ils se livrent à tous les débordements, à toutes les incohérences d'un être malade qui voit approcher l'heure fatale et qui veut jouir des quelques instants qui lui restent encore à vivre ; et la décadence, ignorante des mesquineries et des petites misères humaines, se poursuit parfois pendant des siècles et des siècles, jusqu'au jour où les vieilles associations s'écroulent sous le poids du passé et sombrent dans le néant le plus profond, laissant le passage libre pour les sociétés nouvelles. Est-il besoin de rappeler la décadence des grands empires égyptiens, perses, chinois et plus près de nous dans l'histoire, la décadence de la Grèce et la décadence romaine ? Que de richesses matérielles, intellectuelles, artistiques furent accumulées par les générations successives qui ne prévoyaient pas la chute vertigineuse d'une civilisation arrivée à son apogée et qu'elles croyaient étayée sur de solides fondations ! Tout cela fut emporté alors que ces peuples paraissaient s'être élevés au plus haut degré de perfectionnement social et que rien de supérieur ne semblait possible dans l'organisation du monde.

Après cette terrible et meurtrière guerre de 1914, la civilisation que nous subissons n'est-elle pas prête à s'éteindre comme se sont éteintes les civilisations précédentes ? Depuis la chute du grand empire romain, au-

cune secousse aussi formidable que celle qui agit en ce moment le vieux monde n'a été ressentie. Ce n'est pas une lutte de nation à nation, ce n'est pas une bataille de peuple à peuple, de race à race qui bouleverse l'humanité moderne ; mais c'est bel et bien une organisation puissante qui est arrivée au point culminant de la trajectoire, une civilisation qui est en décadence et qui se défend et qui ne veut pas céder la place.

Les guerres qui déchirent les populations, les révolutions qui éclatent aux quatre coins du globe, ne sont que des incidents de cette décadence. La civilisation capitaliste se meurt, elle doit disparaître. Elle ne le veut pas. Qu'importe ; idéologiquement le capitalisme a vécu ; pratiquement il ne se maintient que faiblement en équilibre comme un danseur de cirque sur sa corde. Son agonie peut être longue ; mais ni l'habileté, ni l'adresse des politiciens ne peut la sauver de la débâcle. Arrivée à son apogée, la société moderne ne repose plus que sur des illusions. Les illusions sont fragiles et demain elle sera précipitée dans le vide. Entraînés dans le tourbillon d'une situation désaxée, les hommes auront à se défendre contre l'imprévu des événements. La lutte qui s'engage en ce vingtième siècle est la lutte entre la bourgeoisie qui représente la civilisation d'hier et les forces productrices du monde qui représentent la civilisation de demain. Nous avons dit plus haut que le capital et la bourgeoisie ne pouvaient pas sortir victorieux de cet immense conflit du passé contre l'avenir. Il est possible de prolonger de quelques heures, de quelques jours parfois la vie d'un agonisant ; il est impossible de lui rendre la vie, de lui donner l'éternité. Le rôle social et historique du capitalisme est terminé et c'est à ce moment que s'ouvrent de larges perspectives pour les anarchistes et les communistes libertaires. Quoi qu'on en dise, l'établissement d'un organisme viable, aussi élémentaire soit-il, exige de la méthode et de la compétence et l'anarchiste doit s'attacher à rechercher les formes pratiques qui permettront à l'humanité d'évoluer rapidement vers la civilisation que représente, à nos yeux, le communisme libertaire.

Le Révolutionnaire est l'homme qui dans les grandes périodes historiques conserve tout son sang-froid, toute sa présence d'esprit, toute sa logique, toute sa raison, et sait, au cours des événements catastrophiques inhérents à toutes les époques décadentes, tracer le chemin qui mène à la liberté.

La société bourgeoise est décadente, parce qu'elle ne répond plus aux besoins et aux aspirations de l'humanité. « Le vêtement qui habille un enfant ne saurait être porté par un adulte. L'humanité fut cet enfant. Aujourd'hui elle est adulte. Faudrait-il donc qu'elle supportât encore les maillots et les langes, sous prétexte que ceux-ci furent utiles autrefois ? Ses chairs sont fermes, ses membres robustes, ses muscles solides ; elle veut marcher seule, aller où bon lui semble, circuler selon sa fantaisie. Elle ne veut plus de maîtres, plus de tyrans » (Sébastien Faure. *La Douleur Universelle*, p. 418).

Voilà clairement définies en quelques lignes les aspirations de l'humanité. Les Anarchistes seront-ils à la hauteur de la lourde tâche et sortiront-ils vainqueurs de la bataille gigantesque qu'ils ont engagée contre toutes les forces de décadence ? Nous ne pouvons aujourd'hui que l'espérer ; l'avenir dira que nous avions raison.

DECADENT adj. Ce qui est en décadence. Ce qui périclité. Tomber en décadence, c'est-à-dire perdre progressivement sa force, son énergie, son pouvoir. « Le Mouvement Décadent » formé vers la fin du XIX^e siècle par une catégorie de littérateurs et d'artistes symbolistes, en opposition à la rigidité littéraire et artistique des Parnassiens. Verlaine et Mallarmé furent les maîtres des « Décadents ».

DECENTRALISATION n. f. La Centralisation est une des nombreuses plaies dont sont victimes les populations modernes et, malheureusement, loin de s'améliorer, le mal ne va qu'en s'aggravant. La décentralisation est devenue une nécessité absolue et, cependant, on ne remarque pas que les hommes qui président aux destinées des peuples soient enclins à s'imprégner de cette vérité que la centralisation est néfaste et qu'elle ne peut produire que des erreurs et les abus.

La décentralisation est le facteur le plus important de la liberté collective et individuelle. Politiquement et économiquement aucune évolution ne sera possible tant que subsistera cette autorité brutale qu'exerce le centralisme.

Tous les rouages sociaux sont corrompus par la centralisation industrielle, commerciale, politique et administrative des états modernes. En France, le législateur a cru, en votant la loi du 10 août 1871 sur les Conseils Généraux et celle du 5 avril 1884 sur l'organisation communale, donner une certaine autonomie aux communes et décentraliser administrativement les institutions secondaires du pays. Nous savons trop qu'aucune loi n'est opérante en cette matière, que les difficultés de décentralisation ont des causes profondes, et que ce n'est pas dans les Parlements qu'il faut chercher les remèdes propres à résoudre cette question.

Francis Delaisi dans son ouvrage de vulgarisation « La Démocratie et les Financiers », nous montre que le monde est dirigé par une poignée d'hommes tout puissants qui sont à la tête de tous les grands organismes financiers et industriels. Ce sont ces quelques individualités qui contrôlent tous les rouages des sociétés et ce sont eux qui tiennent entre leurs mains la vie et la mort des peuples. Or la décentralisation ne pourra devenir effective que lorsque l'on aura détruit la puissance de ces ploutocrates. La décentralisation ne peut être que le fruit de la Révolution.

Au lendemain de la catastrophe qui entraînera la chute du régime capitaliste, il faut se garder de tomber dans les mêmes erreurs révolutionnaires précédentes et ne pas pousser à la centralisation mais à la décentralisation. Décentralisation ne veut pas dire désordre, et les anarchistes comprennent qu'il est indispensable à une Société de s'organiser sur des bases solides pour être viable. Or l'exemple démontre que la centralisation a toujours été un facteur de désagrégation et non pas d'organisation et, d'autre part, qu'elle a été incapable d'assurer le bonheur des peuples. Par décentralisation nous entendons l'organisation sociale de la base au faite, et non pas du faite à la base. La liberté absolue des peuples ne peut pas venir d'en haut, mais d'en bas et elle ne peut se maintenir et se perpétuer que si les hommes, conscients de leurs devoirs et de leur force, refusent d'abdiquer en faveur d'une minorité qui dirige tout l'organisme social.

Décentralisation économiquement et politiquement, telle est la tâche à laquelle doivent se livrer les travailleurs. Ils doivent acquérir les compétences indispensables pour diriger, chacun dans sa branche respective, le monde de demain. Lorsque la richesse n'appartientra plus à quelques-uns, mais à tous, lorsque la terre et la machine auront été reprises par les travailleurs, et que la décentralisation se sera opérée par la révolte des opprimés contre leurs oppresseurs, la liberté et l'égalité se réaliseront dans une société fraternelle.

DECHANTER verbe. Au sens propre « déchanter » signifie : chanter en partie ou encore chanter faux ou mal. Ce mot est peu usité au sens propre et est, surtout dans le langage courant, employé au sens figuré pour signaler le changement d'avis ou de sentiment d'individus vaniteux et prétentieux « Faire déchanter quelqu'un », c'est-à-dire : lui enlever les espérances ou les

prétentions qu'il avait conçues, lui faire baisser le ton et le rendre plus traitable.

DECHEANCE n. f. Déchoir, être abaissé, avili. Tomber dans une situation moins avantageuse que celle que l'on occupait primitivement. La déchéance d'un individu, d'un monarque, d'une société, d'un Etat, d'une civilisation.

La déchéance, au sens bourgeois du mot, emprunte différentes formes. Il y a d'abord la déchéance commerciale qui est prononcée en vertu des articles 168 et suivants du Code pénal, contre tout commerçant ne faisant pas « honneur » à sa signature. Pourtant la bourgeoisie se moque magistralement de cette déchéance, et lorsque ses intérêts le guident sur cette route, le commerçant n'hésite jamais à se laisser déclarer en faillite, car au bout d'un certain temps « la déchéance » est prescrite et le voleur légal, redevenu honnête homme, peut recommencer ses forfaits.

La déchéance d'un prince, d'un monarque est parfois la conséquence d'un coup d'Etat et souvent l'effet d'un soulèvement populaire. La déchéance du roi Louis XVI fut prononcée par la Convention, elle fut définitive car le peuple grondait et en avait assez du régime monarchiste. Celle de Napoléon I^{er} offre le spectacle le plus répugnant de la lâcheté et de la bassesse des courtisans. Ce fut le 3 avril 1814 que le Sénat qui s'était courbé humblement devant Napoléon s'empressa de prononcer sa déchéance et celle de sa famille ; mais lorsque l'Empereur revint au mois de Mars suivant, il retrouva pour plier le genou devant lui tous ceux qui avaient été les premiers à le déclarer déchu de ses droits et de ses titres.

Plus près de nous nous avons la déchéance de Guillaume II, ex-empereur d'Allemagne, qui à la suite de la guerre meurtrière de 1914 fut obligé d'abandonner la couronne, et de céder la place à l'organisation républicaine. Espérons que bientôt la monarchie ne sera plus qu'un vestige du passé et qu'une fois prononcée universellement, les peuples se mettront à l'ouvrage pour prononcer la déchéance du capital.

Mais la déchéance ne se manifeste pas seulement dans les classes privilégiées, et bien des individus appartenant aux classes opprimées se dégradent et s'avilissent. N'est-ce pas une déchéance que de se livrer à la boisson et de se laisser dominer par ce vice terrible qui cause tant de ravages dans les populations ouvrières ? N'est-ce pas une déchéance de prêter, tel le policier, le gardien de prison, son concours au capitalisme pour lui permettre d'exploiter le prolétariat ; n'est-ce pas déchoir que de tirer sur les hommes en grève lorsque l'on a revêtu l'uniforme militaire ?

Par ses vices, par ses crimes, par ses orgies, la bourgeoisie est plongée dans une période de déchéance, et si nous voulons remplacer le régime capitaliste par une société idéale, il faut s'élever, s'agrandir, être meilleurs que nous le sommes et opposer à la déchéance du capitalisme l'évolution progressive du prolétariat manuel et intellectuel.

DECHRISTIANISATION n. f. Malgré la propagande anticléricale, malgré les efforts des libres-penseurs militants et convaincus — et il n'en manque pas sur la planète — les milieux d'avant-garde en général et les groupements anarchistes en particulier sont loin d'être « déchristianisés ». Je ne parle pas seulement ici du mariage à l'église, du baptême, de la première communion et autres fariboles sacramentelles que des anarchistes acceptent encore — les uns pour avoir « la paix chez soi » — les autres parce qu'ils s'imaginent « avoir eu » les prêtres (on m'a donné cette explication, un jour). A la vérité, cette forme de ruse (?) va à l'encontre de son but, puisqu'en agissant ainsi, les mécréants

démontrent qu'ils ne peuvent faire finalement fi de l'Eglise.

Mais ce n'est pas de cette « déchristianisation »-là que je veux écrire. Je reproche aux anarchistes de trop considérer le globe terraque comme « une vallée de larmes », de trop « mépriser la chair ». Dans les publications anarchistes, on ne parle pas assez de se récréer, de s'amuser, pas assez de la joie de vivre, des jouissances de l'existence quand on ne la considère plus comme un lieu d'expiations.

Il se peut que les lignes ci-dessous dérangent toutes les idées admises jusqu'ici par les anarchistes marxistes et proudhoniens, communistes et individualistes. Il se peut que je fasse erreur. Mais comme je ne me suis jamais dit infailible, que je me contente modestement de présenter des thèses et de poser des problèmes, cela n'est pas bien important.

Après avoir examiné la question à fond, je me demande si les réformateurs et les révolutionnaires anarchistes et sociaux ne se sont pas trompés en présentant comme but de réformes ou de révolutions la solution du problème économique, refoulant ainsi et mettant au second plan la satisfaction de ceux des instincts individuels et collectifs qui sont les plus anarchiques.

Je pense quant à moi que s'ils s'étaient préoccupés en premier lieu d'exalter ce qui rend agréable et joyeuse à vivre la vie quotidienne — s'ils avaient cherché d'abord à glorifier l'allégresse, la joie, la volupté de vivre — s'ils avaient enseigné aux hommes que vertu ou morale est conséquence ou synonyme de plaisir ou jouissance et non plaisir ou jouissance synonyme de travail ou de peine, je pense que « la révolution » marcherait d'un pas plus rapide qu'elle ne le fait.

Je pense que si les éducateurs, les animateurs, les stimulateurs, les initiateurs d'avant-garde avaient incité les hommes à jouir d'abord de la vie, à ne lui attribuer de valeur que dans la mesure où elle procure la satisfaction des sens, nous serions très proches d'une révolution, d'une révolution qui excluerait toute possibilité d'une rétrogradation vers l'archisme.

Au contraire, réformateurs et conservateurs sociaux rivalisent pour décrire ou à peu près la vie comme une manifestation de production ou de consommation ; à les en croire, le problème de la vie économique devra être résolu avant qu'on s'occupe du problème de la distraction ou de la récréation (j'entends par « distraction et récréation » l'ensemble des jouissances qui excluent la peine). Comme le travail nécessaire à la vie économique, le travail à peine occupé ou fatigué considérablement l'unité humaine lorsqu'il est placé en premier lieu, il ne reste pour ainsi dire plus de temps pour qu'elle puisse se récréer ou se distraire tout son saoul, en toute franchise.

Supposons que disparaissent les préjugés engendrés par cette idée que la distraction et la récréation doivent céder le pas à la peine et au travail — supposons que les hommes fassent une révolution afin que le plus clair de leurs énergies créatrices ou inventives soient consacrées — en dehors de toute contrainte ou de toute loi ou de toute morale religieuse ou laïque à la satisfaction de leurs besoins ou de leurs appétits récréatifs — je pose en thèse que le but de cette révolution correspondrait tellement à l'aspiration générale, universelle que le travail nécessaire à la vie économique, devenant un aspect ou une conséquence des réalisations et des jouissances générales, — s'accomplirait sans qu'il y ait besoin de contrainte.

La question a été à peine effleurée jusqu'ici. Le travail est considéré comme quelque chose de « supérieur », de sacré, à accomplir coûte que coûte, d'abord. Je rêve d'une humanité où le travail aux fins économiques se placera à la suite de l'assouvissement des acti-

vités de distraction ou de récréation. Dans une humanité où prévaudra cette mentalité, on n'accumulera plus, comme dans la société actuelle, pour se procurer des plaisirs ou des jouissances accessibles seulement à des privilégiés, que la fortune place au-dessus de la morale courante.

Il y a beaucoup trop de restricteurs, de refouleurs, de limitateurs, de modérateurs parmi les réformateurs et les révolutionnaires. La société pour l'établissement de laquelle ils nous demandent de nous donner tout entiers, être et avoir, ressemble trop à la vallée de larmes christiano-capitaliste. Il est trop souvent question de devoirs, de peine, de labeur. Qu'on nous propose une fois pour toutes une révolution en vue d'instaurer un milieu social où, sans contrôle gouvernemental ou étatique, sans obstruction ou surveillance archiste, la distraction et la récréation passeront en première ligne. Voilà qui serait faire œuvre de « déchristianisation » véritable. — E. ARMAND.

DECHRISTIANISATION. Faire cesser d'être chrétien ; enlever la qualité de chrétien. On pourrait penser qu'en notre siècle de science et de progrès le Christianisme n'est plus un danger. Ce serait une erreur car l'Eglise est encore puissante et c'est un devoir que de s'attacher à en amoindrir les effets. La déchristianisation est donc une œuvre qu'il faut poursuivre.

Le christianisme repose sur une erreur ; il est possible qu'à une certaine période de l'histoire il ait eu son utilité, mais de nos jours il est périmé et ne répond à aucun besoin social, sinon à celui de la bourgeoisie qui l'utilise pour asservir le peuple et le maintenir en esclavage.

« Nous nions le christianisme, comme nous nions les théories générales scientifiques du passé, comme nous nions la politique du passé, comme nous nions le régime des républiques d'Aristote ou de la monarchie de Louis XIV... Persuadé que la religion de l'Avenir ne sera pas la synthèse chrétienne, nous croyons que le respect superstitieux qui s'attache encore à la religion du passé est un des plus grands obstacles aux progrès de tout genre que la Société doit faire ». (Pierre Leroux.)

En effet, le Christianisme, par son idéologie, par ses pratiques, perpétue ou cherche à perpétuer un état de chose qui n'est plus en rapport avec les aspirations du peuple ; d'autre part, il s'est sensiblement éloigné de la doctrine de Jésus et « celui » qui prêcha sur la montagne se refuserait à servir de base à la comédie qui se joue depuis des siècles autour de son nom. La déchristianisation est donc une œuvre d'utilité et de salubrité sociales.

Pourtant il faut être juste et « rendre à César ce qui appartient à César. » Le christianisme n'est pas seul à corrompre la neutralité collective. Toutes les religions ont une part égale de responsabilité dans le désordre moral et intellectuel des humains, Juifs, protestants, etc., etc., sont également les victimes des exploitants de la crédulité populaire, et déchristianiser les uns, sans libérer les autres du dogme qui pèse sur eux et les écrase serait un travail inachevé. Il faut combattre toutes les religions quelles qu'elles soient ; il faut ouvrir à la lumière tous les cerveaux plongés depuis si longtemps dans l'obscurité, sans omettre les religions modernes, les religions terrestres que sont le nationalisme et le parlementarisme.

DECISION n. f. Action de décider, de prendre une résolution ; ce qui est décidé. Avoir de la décision, c'est-à-dire être prompt à prendre un jugement, à résoudre une question embarrassante. « Si l'on manque le moment « décisif », surtout en révolution, on court fortune de ne jamais le retrouver ». Il faut avoir le

courage de prendre des décisions lorsque le besoin s'est fait sentir, et surtout appliquer ces décisions lorsque c'est nécessaire. Manquer de décision, c'est partir à l'aventure et échouer dans toutes ses entreprises. Une décision claire et logique est toujours préférable à des résolutions embrouillées prises par un nombre incalculable d'individus. Les anarchistes doivent savoir être décisifs et hardis et être capables, au moment opportun, de prendre les décisions que comportent les événements.

DECLAMATION n. f. Action de déclamer ; traduire en paroles une pièce de théâtre ou de littérature ; réciter à haute voix. Le mot déclamation est peu usité pour signifier simplement la lecture à haute voix d'une pièce de vers ; on l'emploie surtout pour désigner l'art de débiter et de jouer une œuvre théâtrale, et plus particulièrement la tragédie. Ce terme sert aussi à signaler la recherche, l'affectation, l'usage de phrases pompeuses dans le discours, et il est toujours péjoratif lorsqu'on l'applique dans ce sens. « Ce discours n'est qu'une ennuyeuse, une plate déclamation. » (Lachâtre). En dehors de la scène, il faut donc se garder d'user de la déclamation, car un discours, simple, clair et précis obtient toujours de meilleurs résultats et produit une impression plus avantageuse que tout l'art déclamatoire que l'on peut posséder.

DECLASSE adj. S'emploie pour les personnes et les choses. Ce qui est sorti de sa classe, ce qui sort du rang qu'il occupait. La bourgeoisie, et surtout la vieille noblesse, considère comme un « déclassé » celui qui, abandonnant les vieilles traditions, s'allie avec une personne appartenant à une classe « inférieure » ; et naturellement on considère comme inférieurs ceux qui travaillent. On peut cependant constater que l'usage de rester enfermé dans les cadres établis par la tradition se perd, et que les « déclassés » deviennent de plus en plus nombreux. L'évolution et le progrès en sont la cause.

La classe ouvrière, elle aussi, a ses « déclassés ». Ce sont tous ceux qui, sortis de son sein, n'hésitent pas à se livrer à la bourgeoisie et à défendre ses intérêts.

DECLENCHER verbe. La clenche est une des pièces du loquet qui tient la porte fermée et le mot déclencher signifie : lever la clenche pour ouvrir la porte. Ce mot est surtout employé au sens figuré où il acquiert une signification plus ample qu'au sens propre. « Déclencher » la guerre, c'est-à-dire profiter de certains événements pour mettre fin à une ère de paix et ouvrir une période de sanglantes batailles. Le carnage de 1914 fut déclenché par la tourbe des capitalistes ambitieux et avides. Lorsque leurs intérêts particuliers sont en jeu, les capitalistes n'hésitent jamais à déclencher un mouvement guerrier dans l'espoir de retrouver l'équilibre, mais il arrive parfois que leurs espérances sont déçues et qu'à la suite du carnage se déclenche la Révolution.

Ce fut ce qui se produisit en Russie et en Allemagne. Las d'être courbé, le peuple se révolta et chassa les maîtres ; mais il ne sut pas profiter entièrement de son geste et il faudra « déclencher » d'autres révolutions encore à travers le monde pour libérer définitivement l'humanité.

DECLIN n. m. Ce qui touche à sa fin : ce qui arrive à son terme. Le déclin du jour ; le déclin de la vie. S'emploie également pour signaler la perte de l'influence exercée, par un état, un gouvernement, etc., etc... L'empire est à son « déclin » ; le déclin d'une civilisation. On se sert aussi du mot « déclin » comme synonyme de diminuer. Le « déclin de la fièvre » pour la diminu-

tion de la fièvre. Tout ce qui monte est appelé à redescendre, et le capitalisme qui s'est élevé avec rapidité est arrivé aujourd'hui à son point culminant. Chaque heure, chaque minute qui s'écoule, précipite sa chute ; il est à son déclin et déclinera jusqu'au moment où, complètement affaibli, il s'écroulera sous la poussée et le choc des parias qu'il a asservis durant des siècles.

DECOMPOSITION n. f. Action de séparer les parties d'un corps composé ; dissocier un tout formé de plusieurs éléments. En chimie, la décomposition a pour but de séparer les principes d'un composé ; elle diffère de l'analyse en ce sens que celle-ci détermine les proportions de ces principes. Le mot « décomposition » est parfois synonyme de « altération » ou « putréfaction ». On dit un corps en décomposition ce qui, dans son esprit, signifie la même chose qu'un corps en putréfaction.

De même qu'en chimie la décomposition morale d'un corps social est souvent indispensable pour déterminer sa valeur. Lorsqu'il est difficile à l'esprit humain de saisir toute l'étendue d'un sujet, il le décompose et arrive avec moins de difficultés aux résultats attendus et espérés. Au point de vue social, la décomposition morale et intellectuelle est donc un facteur de clarté. Tel sujet, tel objet qui nous apparaissent sous un certain angle, change de physionomie à la décomposition. En décomposant la société moderne, et en s'attaquant à certaines institutions qui en forment les bases, on a plus de chance d'en ébranler les assises, car si elle offre une certaine résistance dans son tout, elle présente une certaine faiblesse dans ses parties.

DECORATION n. f. Ce qui sert à embellir, à orner. La décoration d'un salon, la décoration d'un jardin. En peinture comme en sculpture, ou en tout autre partie, la décoration est un art utile et agréable. Au théâtre, la décoration offre de véritables services. Dans le sens théâtral, on emploie plutôt le mot « décors » que « décoration » ; sa signification est la même. Pour décorer en certaines occasions des salles ou des appartements, on a recours à la fleur et à la tapisserie. Le décorateur doit avoir du goût, de l'intelligence, l'esprit de perspective, en un mot des connaissances multiples pour être un véritable artiste. On donne aussi le nom de « décoration » aux médailles et rubans que distribue journellement le Gouvernement ou ses ministres aux individus qu'ils veulent honorer. Avoir une décoration est une marque de dignité pour les ignorants et les ambitieux. La décoration a été instituée pour récompenser le mérite, mais outre qu'elle est souvent donnée sans aucune raison, il en est fait un tel abus qu'il y aura bientôt plus d'individus décorés que d'autres. Il y a des gens qui sont avides de décorations et qui accomplissent des bassesses pour en obtenir. C'est la vanité qui guide ces malheureux imbéciles qui veulent avoir quelque chose qui les signale à leurs semblables. En France, il y a environ soixante-dix ordres différents de décoration. La plus recherchée et la plus honorifique est celle de la Légion d'honneur qui fut instituée par la loi consulaire du 19 mai 1802, pour récompenser les services civils et militaires.

Quelle que soit la décoration dont on est gratifié par un gouvernement ou un homme d'Etat quelconque, cela n'implique pas la valeur d'un individu et n'ajoute rien à son mérite. L'homme intelligent trouve de suffisantes satisfactions dans l'utilité de son travail ou de son œuvre, sans rechercher un plaisir ridicule à porter à sa boutonnière un morceau de ruban d'une certaine couleur, et il est de vrais savants qui, pleins de modestie, refusent catégoriquement d'accepter aucun signe « honorifique », se distinguant ainsi des ambitieux vulgaires.

DECOUVERTE n. f. Action de découvrir ; de trouver une chose qui était ignorée, inconnue. Parvenir à percer l'obscurité de certains sujets. La découverte d'un pays, d'une mine. Une découverte scientifique. L'Amérique fut découverte en 1492 par le Génois Christophe Colomb. Lorsqu'il décida de traverser l'Atlantique dans la direction de l'Ouest pour aborder aux rivages inconnus de l'Inde, Christophe Colomb fut accueilli par la moquerie générale ; avec une pauvre flottille composée seulement de trois grandes barques, il partit pourtant le 3 août 1492 et, quelques mois plus tard, l'Amérique était découverte.

C'est aux découvertes successives de la science que nous devons le progrès. La nature indifférente possède en son sein des richesses incalculables, mais il faut que le génie humain les découvre ; ce n'est qu'à force de travail et de recherche que l'on arrive à percer ses secrets. La conquête de l'air, la T.S.F., autant de découvertes qui devraient être utiles à l'évolution de l'humanité, mais qui, hélas, sont bien souvent mises au service de la mort, et non de la vie. Les nombreuses découvertes qui ont illustré la fin du dix-neuvième et le vingtième siècle devraient permettre aux hommes de vivre libres et heureux. Mais les hommes se déchirent entre eux et passent leur temps à s'entre-tuer au lieu de s'unir et de s'aimer. Malgré l'ambition d'une fraction de l'humanité, qui profite en ce moment de la presque totalité des découvertes, le temps travaille à la régénération du monde, et l'heure est proche où les découvertes ne seront pas exploitées au bénéfice d'une portion, mais de l'humanité tout entière.

DECRASSER verbe. Enlever la crasse ; nettoyer l'ordure qui se pose sur le corps ou sur les vêtements. Se décrasser au savon ; prendre un bain pour se décrasser. Au sens figuré : libérer un individu de ses préjugés ; lui donner une instruction, une éducation ; le sortir de l'ignorance dans laquelle il est plongé, lui donner du relief, le former, le façonner. D'un être rude et grossier, faire un homme bien élevé et sociable. « *Nous étions de grands ignorants et de misérables barbares quand les Arabes se décrassaient* » (Voltaire). En France, lorsque la noblesse était encore puissante et qu'une famille bourgeoise achetait un titre ou une charge qui donnait la noblesse, on disait qu'elle se « décrassait ».

Ils sont nombreux les individus à décrasser en ce monde. Voltaire écrivait déjà à son époque que « ce monde est une fort mauvaise machine qui a besoin d'être décrassée » et le travail n'a pas encore été accompli. La grande Révolution a passé, suivi de celles de 1830, de 1848, de 1871, et chacun de ces soulèvements ont enlevé un peu de la crasse qui s'accumulait depuis des années. Ce ne fut pas suffisant, et il faut continuer. Il ne faudrait pas s'imaginer que, seule, la bourgeoisie est responsable de l'état de choses que nous subissons. Le peuple a aussi une grande part de responsabilité dans le régime social qui nous est imposé. Le peuple se lave physiquement, mais intellectuellement et moralement il commence seulement à se décrasser. Son cerveau est encore encrassé de mille et mille préjugés qui le tiennent lié au passé et aux vieilles traditions, et ce sont tous ces facteurs rétrogrades qui entravent l'évolution.

Les croyances spirituelles s'effacent peu à peu. La crasse religieuse disparaît petit à petit, mais la crasse politique prend sa place et il faudra que le peuple prenne un bon bain pour retirer cette couche épaisse qui obscurcit son intelligence. C'est en se décrassant que le peuple pourra acquérir le bonheur et la liberté. Qu'il se hâte, car personne ne se chargera de le décrasser s'il ne se livre pas lui-même à cette besogne.

DECREPITUDE n. f. Affaiblissement général de toutes les fonctions organiques d'un individu ou d'une société. La décrépitude est le dernier état, l'extrémité

de la vieillesse pour un individu, et du déclin pour une société. Tous les vieillards ne sont pas atteints de décrépitude ; on peut vivre très vieux sans passer par cet état. Les causes de décrépitude sont ordinairement la faiblesse, la maladie, les mauvais soins, les privations, etc..., et son caractère est l'affaiblissement des fonctions de l'économie. Sans pour cela jeter le discrédit sur les vieillards, nous pensons cependant que, parvenu à un certain âge, le corps a besoin de repos et que le travail ne doit être exécuté que par la jeunesse. La vieillesse peut nous prodiguer les conseils utiles acquis au cours de l'existence par l'expérience de la vie, mais c'est à la jeunesse, source de force et d'avenir, qu'il appartient de forger l'outil social qui assure à chacun une somme de bonheur et de bien-être. S'il en était ainsi, la décrépitude serait un accident excessivement rare, car les hommes ne se tueraient pas au travail et nous n'assisterions pas au terrible spectacle de vieillards malades et infirmes incapables de répondre aux nécessités organiques de leur individu. D'autre part, si l'humanité était renouvelée, — et elle le sera un jour — sans en exclure le plaisir et la joie, l'orgie et le vice disparaîtraient d'eux-mêmes et nous ne serons plus dirigés comme nous le sommes aujourd'hui par des vieillards séniles, ignorants des besoins du peuple et attachés aux traditions du siècle passé.

Si on considère les hommes qui nous gouvernent en cette fin du vingtième siècle, nous pouvons avoir de sincères espérances. Représentants directs de la bourgeoisie et du capital, ils tombent eux-mêmes en décrépitude comme tomberont en décrépitude le capital et la bourgeoisie.

DÉCRET n. m. Le décret est un acte, un arrêt, une décision du Pouvoir exécutif ayant pour but d'assurer le fonctionnement des services publics et l'exécution des lois. Le décret est donc un complément de la loi, et se différencie de cette dernière de ce fait que les lois sont votées par les Assemblées législatives, tandis que les décrets sont rendus par les chefs d'Etat ou de Gouvernement.

Il y a en France plusieurs catégories de décrets. La Constitution de 1875 accorde au Président de la République le pouvoir de rendre des décrets dits « décrets gouvernementaux ». De même que les décrets spéciaux ou individuels, qui ne sont en réalité que des ordonnances et règlements d'ordre administratif, les décrets gouvernementaux sont contre-signés par un ministre. En général, dans la promulgation d'un décret, bien qu'il le signale, le chef d'Etat ne fait office que de paravent et le décret est toujours rendu à la demande du ministre qui en est l'auteur responsable. Il arrive parfois, lorsqu'un Gouvernement se trouve en difficultés, qu'il réclame du Parlement l'abandon de ses pouvoirs et l'autorisation de rendre des décrets ayant force de loi. C'est ce que l'on appelle les décrets-lois. Lorsque le Parlement répond favorablement à cette demande, le chef du Gouvernement est alors pourvu d'une puissance qui en fait un véritable autocrate, ses actes n'étant même plus soumis au contrôle des Assemblées législatives. Nous savons fort bien que la loi est une chose néfaste en elle-même et qu'il n'y a rien de bon à attendre d'un Parlement ; il n'est cependant pas inutile de souligner que lorsqu'un Parlement abandonne les prérogatives qui lui ont été transmises par le peuple naïf et confiant, il abuse du pouvoir qu'il détient, et s'il agit ainsi c'est qu'aux époques de difficultés et de trouble, il n'a pas le courage de prendre ses responsabilités et préfère se livrer entièrement à un homme d'Etat qui exerce alors librement sa dictature.

Comme tout ce qui émane du Gouvernement, un décret ne peut jamais être bienfaisant pour le peuple. Les Gouvernants sont placés à la tête d'un Etat par une poignée

de gros industriels et de gros financiers dont ils sont les jouets et les complices, pour défendre la bourgeoisie et le capital, et leurs fonctions consistent à prendre les mesures les plus propres à maintenir les privilèges des classes possédantes. En conséquence les classes opprimées n'ont rien à attendre des gouvernants et de leurs décrets. Il arrive également qu'un Gouvernement prenne sous son entière responsabilité la publication d'un décret sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du Parlement. Nous avons vu, en France par exemple, que le Gouvernement n'hésita pas, en 1914, à décréter la mobilisation générale et que, devant le fait accompli le Parlement ne protesta même pas contre cet abus qui, cependant, jetait dans la mêlée et dans la mort des millions d'individus. Quelle confiance peut-on alors accorder à ces Assemblées législatives qui prétendent représenter la majorité du peuple, agir en son nom, veiller au respect des volontés populaires et qui laissent à quelques hommes la puissance de disposer à leur gré de la vie de toute une génération. De même que le peuple abandonne sa force entre les mains du député qui lui ment et qui le gruge, le député abandonne la sienne entre les mains des gouvernants. Il n'y a pas à chercher de vice de forme dans cette manière de procéder, c'est la forme elle-même qui est viciée; le décret est une conséquence, une résultante du régime d'autorité et quelle que soit son étiquette monarchiste, ou républicaine, il faudra détruire le régime pour s'en libérer.

DEDUCTION n. f. (du latin *deducere*, extraire). Conséquence d'un raisonnement. Action qui consiste à inférer par le raisonnement ou par l'esprit une chose d'une autre ou de tirer une conclusion d'un fait général pour l'appliquer à un fait particulier. Exemple : Examinant les sociétés à travers les âges et considérant qu'elles se sont toutes écroulées sous le poids de l'autorité, nous pouvons conclure, c'est-à-dire : tirer cette « déduction » que l'autorité est néfaste à la vie des sociétés. La déduction très employée dans les sciences mathématiques n'est pas moins utile dans les autres sciences, en sociologie et en histoire. C'est de la déduction que l'on peut tirer les motifs et griefs qui nous permettent d'échafauder les critiques contre les régimes qui sont imposés aux collectivités; c'est par la déduction que les historiens sont arrivés à plonger dans l'obscurité du passé, et d'effacer tous les mensonges des diverses religions, et c'est par la déduction que nous pouvons raisonnablement envisager l'avenir.

DEFAILLANCE n. f. Affaiblissement. Perte partielle des sens et du mouvement. Tomber en défaillance, c'est-à-dire tomber en syncope. La défaillance a pour cause un affaiblissement physique et est le signe précurseur de maladies graves à moins qu'elle ne soit due qu'à la vieillesse, à la fatigue ou à l'excès de travail. Dans ce cas, un repos assez complet remet de l'ordre dans l'organisme et les troubles disparaissent.

Le mot défaillance est employé assez fréquemment comme synonyme de découragement. Exemple : « Tout homme est sujet à la *défaillance* », pour « tout homme est sujet au *découragement* ».

Dans le mouvement social il est peu de militants dévoués et sincères qui ne soient pas passés par ces heures de trouble, de doute, de découragement, de défaillance, et cela se comprend. La route à parcourir est couverte de ronces et la côte est rude à gravir. Lorsque l'on jette un regard en avant et que l'on constate tout le chemin qu'il y a encore à parcourir, on est pris parfois par la lassitude et l'on désespère de ne jamais arriver au but.

En ces heures de défaillance, il faut se détourner et contempler non pas le chemin à parcourir, mais ce qui

parcouru; il faut se souvenir que, depuis des années et des années, des hommes comme nous ont eu le courage de lutter pour défricher le terrain que nous foulons; il faut se rappeler que des savants sont restés penchés sur leurs cornues, analysant la matière pour arracher ses secrets à la nature et rendre notre vie un peu moins rude et un peu plus belle; il ne faut pas oublier que des philosophes ont blanchi sur leurs livres pour dépouiller l'existence de ses mensonges et de ses erreurs et rendre possible l'évolution de l'humanité. En ces heures de défaillance, qui sont inhérentes à la lutte terrible que nous menons, il faut se dire que si le chemin est encore bien long, la plus grande partie en a été couverte par le passé et qu'il est de notre devoir de continuer à avancer toujours sans nous arrêter jamais. La vie est éternelle dans le temps et dans l'espace, et si l'individu ne peut comprendre l'infini, la vie cependant ne se poursuit qu'en se donnant, et les générations futures bénéficieront de l'héritage que nous leur léguons. La vie, c'est la lutte, c'est la bataille, pour le bien-être, pour la liberté, pour l'amélioration toujours accentuée du bonheur, pour la libération des hommes. La défaillance, c'est un peu de mort qui nous envahit. Il faut se dresser contre elle. Il faut s'imprégner de la puissance et de la force de ceux qui, jusqu'à leur dernier souffle, ont tout donné dans le combat grandiose qui divise l'humanité, et comme eux, sans défaillance, travailler à préparer des jours meilleurs.

DEFAITISME n. m. Le « défaitisme » est né durant la grande guerre « du Droit et de la Civilisation » et il est tout un symbole. Qu'on en juge par la définition qu'en donne le Larousse : « Pendant la grande guerre, opinion et politique de ceux qui manquaient de confiance dans la victoire, ou qui estimaient la défaite moins onéreuse que la continuation de la guerre ». En conséquence, nous pouvons déduire de cette définition que le mot défaitisme est purement national, car s'il est vrai que ceux qui doutaient de la victoire française avaient tort, puisque la France fut victorieuse, les défaitistes allemands avaient raison. Ce qui n'empêchait du reste pas les autorités germaniques d'emprisonner et d'exécuter ceux qui se permettaient de douter de la victoire allemande. En second lieu nous dit le Larousse « ou ceux qui estimaient la défaite moins onéreuse que la continuation de la guerre ». La guerre est terminée depuis bien des années déjà et nous pouvons constater que ceux qui étaient, durant le carnage, accusés de « défaitisme » n'étaient pas dans l'erreur. La défaite eut été moins onéreuse que la continuation de la guerre.

Un simple regard impartial sur la situation de la France victorieuse et nous serons fixés.

Avant la guerre, et avant la victoire, la richesse sociale de la France, s'il faut en croire les économistes bourgeois, était d'environ trois cents milliards de francs et sa dette qui datait encore de la guerre de 1870-1871, de trente-cinq milliards de francs. Or, la France victorieuse a vu sa richesse sociale baisser du tiers, de ce fait que pendant quatre ans et demie toute la production s'est évaporée en fumée sur les champs de bataille, et sa dette a augmenté dans de telles proportions qu'elle atteint un chiffre supérieur à sept cents milliards de francs.

A cette perte sèche, il faut naturellement ajouter un million 500.000 morts, plus le grand nombre de blessés arrachés à la production; il est vrai que « l'homme » ne compte pas pour le capital et qu'il n'est considéré que comme chair à canon.

Eh bien ! Ce sont ceux qui préoyaient cette débâcle économique et financière qui étaient accusés de défaitisme. Or, le fait est là, dans sa tragique brutalité :

aucune guerre ne peut être avantageuse pour une nation victorieuse ou vaincue.

On pouvait penser que les hommes sur qui pèsent la lourde responsabilité de la guerre, seraient éclairés à la lumière de la réalité et que, devant l'étendue du désastre qu'ils avaient causé, ils conserveraient le silence; on pouvait espérer qu'ils reconnaîtraient l'erreur profonde qu'ils avaient commise en accusant de « défaitisme » les esprits assez clairvoyants pour prévoir ce qui allait arriver et que le « défaitisme » allait mourir à l'aube de la paix.

Il n'en fut rien; il n'en est rien. Le défaitisme existe toujours; il est devenu un spectre que brandit le Gouvernement lorsqu'il se trouve en difficulté, et les mêmes hommes qui ont accumulé les crimes monstrueux de la boucherie, poursuivent leur œuvre en accusant de « défaitisme » ceux qui ont « l'audace » de les critiquer et de les combattre.

Cependant, si les populations se sont laissées griser pendant la guerre par des mots vides de sens, il n'en sera pas toujours de même; et le défaitisme pourrait bien triompher. Défaitistes; les anarchistes le sont, si le défaitisme consiste à lutter contre toute guerre, défensive ou offensive, ce qui est la même chose; défaitistes, ils le sont pour abolir un régime d'abjection qui provoque le massacre de toute une génération; ils le sont également pour affirmer qu'il ne peut rien sortir de bon, de juste et de beau du capitalisme qui engendre la guerre et la mort.

Les défaitistes seront de plus en plus nombreux et le capitalisme en a étendu le nombre, par sa guerre et par son après-guerre. Il a pensé consolider ses assises dans le sang de l'humanité; il s'est trompé et n'est arrivé qu'à ébranler plus fortement ses bases; il chancelle aujourd'hui et recherche un équilibre qu'il ne trouvera plus. La situation est désaxée. Le capitalisme a recours à des moyens extrêmes pour allonger sa vie; peine perdue et inutile, il est condamné. Il a créé le défaitisme, le défaitisme l'écrasera.

DEFAUT n. m. Absence, manquement, vice, imperfection physique ou morale. Ce qui est contraire à la vertu, à la perfection. « Avoir de grands défauts. » Le mot « défaut » s'applique aux personnes et aux choses; on dit d'une œuvre imparfaite, défectueuse, qu'elle est pleine de défauts. Ce drap est tissé sur un métier usagé et est rempli de « défauts ». C'est en vain que l'on chercherait des qualités à cet homme, il n'a que des défauts.

« Ils rachètent ces défauts, par de grandes connaissances et par de grandes vertus. » (Voltaire.)

En jurisprudence, le mot défaut signifie, manquement. Faire défaut à un jugement, c'est-à-dire ne pas se présenter après avoir reçu l'assignation judiciaire. Être condamné par défaut; être condamné sans avoir plaidé, sans être présent au jugement. On a toujours la faculté de faire opposition à un jugement rendu par défaut, lorsque celui-ci vous est signifié. Être en défaut ou être pris en défaut s'emploie couramment pour signaler le manquement à ce que l'on devait faire.

DEFECTION n. f. Action de faire défaut, d'abandonner une lutte, un parti, une action, à un moment imprévu. La défection est une lâcheté, car elle met en difficulté celui qui comptait sur un concours extérieur et qui se trouve seul pour accomplir l'acte projeté. La défection est le propre des individus qui n'ont pas le courage de s'affirmer, qui promettent tout ce qu'on leur demande et qui sont absents à l'heure où leur présence escomptée serait indispensable. Il faut toujours se garder de prendre des engagements lorsque l'on ne se sent pas la force et l'énergie de les tenir. La défection dans le mouvement révolutionnaire peut avoir des effets funestes. En période de calme, chacun peut se réclamer de révolutionnarisme et ce n'est que dans les époques

troublées et lorsque l'ardeur de la lutte exige que chacun fasse abandon d'un peu de lui-même que l'on peut juger de la sincérité du révolutionnaire. Hélas! Quantité de ceux que l'on pouvait considérer comme des amis ne répondent pas à l'appel lorsque l'heure est venue de se dépenser, et la défection de ces révolutionnaires de pacotille, peut déclencher des désastres. Et c'est pourquoi les Anarchistes n'ont pas confiance en ces partis politiques qui ne réclament de leurs adhérents qu'un bulletin de vote, car ils savent que l'on ne peut compter sur tous les électeurs naïfs qui pensent accomplir une œuvre révolutionnaire en déposant dans l'urne démocratique un morceau de papier plus ou moins rouge. Leur défection est certaine; aussi est-il plus sage d'être peu nombreux, mais résolus, que d'être nombreux et écrasés parce qu'abandonnés au dernier moment par une majorité de moutons.

DEFENSE NATIONALE n. f. La Nation nous dit le Larousse, est une « réunion d'hommes ayant une origine et une langue communes, ou des intérêts longtemps communs ». Notre conception de la nation n'est pas la même (Voir Nation), il nous semble ridicule de prétendre que les intérêts des différents éléments qui composent la nation française sont identiques. Pour nous la nation ne se présente que sous la forme d'une minorité d'oligarques, issue de la famille capitaliste, tenant courbé sous le joug économique et politique la grande majorité de la population d'un territoire déterminé. S'il arrive que les intérêts de cette minorité soient en opposition avec ceux d'une minorité appartenant à un territoire étranger, on déclare alors que la nation est en danger. Il faut la défendre et l'on organise ce que l'on appelle la « défense nationale ».

Nous avons tenté de démontrer par ailleurs (voir *capitalisme*) que la grande majorité des populations étaient exploitées sous toutes les formes par un capitalisme qui de jour en jour centralisait sa puissance, et que les intérêts de cette population étaient diamétralement opposés à ceux de ce capitalisme. Par quelle aberration ces peuples consentent-ils à donner leur vie, à se livrer à la défense nationale, alors qu'ils ne peuvent espérer en tirer que la misère et la mort? Cela dépasse l'imagination d'un homme qui pense sagement et sainement. C'est cependant un fait indéniable que les hommes se précipitent dans la guerre meurtrière pour défendre une nation au sein de laquelle ils ne sont que des esclaves.

La défense nationale est habilement et adroitement organisée par les hommes qui ont la charge de diriger les nations au plus grand profit des intérêts capitalistes. Jamais on ne verra des chefs du Gouvernement avouer que la guerre entreprise est une guerre offensive; elle est toujours défensive, quelles que soient les causes qui l'ont déterminée et les ignorants se laissent prendre naïvement au stratagème puéril qu'emploient les représentants du capitalisme pour entraîner le peuple dans le carnage.

Lorsqu'une nation entre en guerre, voici de quelle façon on pose au peuple la question qui est résolue d'avance: « Notre pays vient d'être attaqué par des barbares; nous vivons en paix dans la sérénité de notre labeur. Nous n'avons aucune ambition. Chacun était heureux. Allons-nous laisser envahir nos hameaux, nos villages, nos villes? Allons-nous laisser détruire toutes les richesses accumulées par nos ancêtres? Allons-nous laisser les tyrans nous arracher notre liberté? Allons-nous laisser vos femmes et vos enfants être les innocentes victimes de nos ennemis qui veulent conquérir votre pays? Et la population naïve, répond par le sacrifice. Elle ne veut pas qu'on lui dérobe les richesses accumulées, elle ne veut pas qu'on lui arrache sa liberté et elle va défendre la nation, et elle se prête, elle se livre, elle se donne à la défense nationale. Et il en est ainsi

dans tous les pays où défendre son pays, défendre sa nation est un devoir.

Mais demandons au pauvre garçon de ferme de la Beauce ; au pauvre père qui, pour quelques sous par jour, un bout de pain noir et du fromage mène une vie solitaire et perdue, dans ses montagnes ; demandons à l'ouvrier d'usine qui durant 8 ou 10 heures par jour et cela pendant des années et des années, jusqu'à la mort, trime et végète devant les hauts-fourneaux qui le brûlent ; demandons à toute cette agglomération de parias, à toute cette armée de plébéiens des champs et des villes, ce qu'ils ont, eux, des richesses accumulées par les ancêtres ; demandons-leur où elle est leur liberté, où elle est la nation qu'ils défendent, ce qu'elle leur a donné, le bénéfice, l'avantage qu'ils ont à se battre de tel ou tel côté de la barricade ; demandons-leur pourquoi ils défendent la nation, ce qu'elle représente à leurs yeux, car enfin, pour tout abandonner, pour tout quitter : femme, enfants, père, mère, amante, pour préférer la mort à la vie, pour se donner ainsi entièrement, sans protester, pour répondre par le mot : présent à l'appel de la patrie, pour consentir à se livrer corps et âme à la défense de la nation, il faut se faire une idée grandiose de la nation, il faut qu'elle soit une source de joie, de bonheur, d'allégresse et d'amour ; il faut qu'elle soit le temple de la bonté, de la justice, de l'égalité, de la fraternité ; il faut que seule, cette nation puisse nous donner tout ce à quoi nous rêvons, nous aspirons, et que nulle autre au monde ne puisse réaliser notre rêve et notre idéal.

En est-il ainsi, et est-ce pour cela que la « défense nationale » arrive à recruter ses armées ? Hélas, non ; et le patriotisme ou le nationalisme du peuple ne repose jamais sur des réalités, mais sur des illusions. Qui n'a pas lu l'œuvre magistrale d'Octave Mirbeau ? Dans ses vingt et un jours d'un neurasthénique, le célèbre écrivain nous présente Joseph Tarabustin qui, à la frontière espagnole va chaque soir faire son pèlerinage au dernier bec de gaz de France. Et en extase devant cet appareil d'éclairage, il cherche à faire partager à sa femme les sentiments de patriotisme qui se lèvent en lui, qui montent du plus profond de son être, et qui le remplissent de grandeur et de fierté.

Voilà en vérité ce que c'est que la nation ; c'est le dernier bec de gaz de France, c'est le dernier bec de gaz d'Allemagne, c'est le dernier bec de gaz d'Italie. C'est moralement pour ce symbole que les peuples se déchirent entre eux ; c'est à cause de ces préjugés que l'on arrive à enrôler dans les rangs de la défense nationale des millions de travailleurs qui se massacrent entre eux pour défendre, non pas la nation, mais les intérêts particuliers des capitalistes nationaux. Il y a parmi cette foule d'inconscients qui se laisse mener passivement à l'abattoir, convaincue qu'elle remplit un devoir sacré, une minorité qui se refuse ou tente tout au moins de se refuser au sacrifice qu'exige la « défense nationale ». Elle est impitoyablement écrasée par les forces d'autorité, de répression, de violences, mises au service des institutions de la bourgeoisie. La défense nationale engloutit tout ce qui peut être un facteur de victoire et tous les hommes en vertu de ce principe : « La nation est en danger » doivent se donner entièrement aux exigences de la défense nationale.

La grande guerre de 1914-1918 éclaire d'une lueur brutale, aveuglante même, le mensonge sur lequel repose cette formule. Même en se plaçant sur le terrain du nationalisme le plus large, il est impossible de légitimer cet acte monstrueux qui oblige un homme ou une population à aller se faire tuer pour défendre sa nation. Au sens bourgeois du mot, la nation n'existe pas et en conséquence la défense nationale est un leurre.

Prenons les uns après les autres les pays qui ont été entraînés dans la catastrophe de 1914. Où est-elle

l'unité nationale de la France ? Est-ce que les Algériens, les Sénégalais, envoyés sur le front pour y défendre la « mère patrie » avaient une raison plausible pour se battre et se trouver plutôt d'un côté de la barricade que de l'autre ? Où est-il le patriote ou le nationaliste assez subtil pour soutenir cette thèse : que les Sénégalais devaient concourir à la défense nationale parce que leurs intérêts sont intimement liés à ceux des grands industriels et des grands financiers français. En vertu de quels principes et au nom de quel devoir national l'Autriche-Hongrie obligea-t-elle ses minorités nationales à prendre part au conflit ? Si l'on excepte la contrainte, quelles raisons poussèrent les Tchèques, les Croates, les Slovènes, à défendre cette nation dont ils refusaient la nationalité et dont ils se séparèrent aussitôt que l'Empire écrasé fut incapable de les maintenir sous sa domination ? Sur quoi reposait le nationalisme polonais, alors que les habitants de la Pologne étaient répartis entre l'Allemagne, la Russie et l'Autriche et ne se libérèrent politiquement qu'à la fin de la guerre ? Et les Irlandais qui, depuis le ^{XIX} siècle, mènent une lutte opiniâtre contre l'impérialisme britannique ; et les 300 millions d'Indiens qui sont asservis à la perfide Albion ; sous quelle forme se présentait à eux la « défense nationale », et n'est-ce pas simplement contraints et forcés que ces hommes prirent part à la lutte, animés par un sentiment de peur, mais non pas par un sentiment de nationalisme ?

La « défense nationale » est un bluff formidable, elle ne se soutient pas et ne résiste pas à l'analyse. Il n'y a, disons-nous plus haut, qu'une infime minorité qui a intérêt à défendre la nation, parce que pour elle, la nation représente la richesse, le bonheur, tous les privilèges, tous les droits, toutes les libertés ; cette minorité, c'est le capitalisme. Mais le capitalisme serait impuissant à se défendre lui-même et c'est pourquoi il a recours à toute la population du pays. Il a inventé la « nation en danger » et est arrivé à faire croire que chacun devait fournir son cerveau et son corps pour défendre la nation ; sur cette croyance des crimes monstrueux ont été accomplis. Peut-être est-il temps que cela cesse. L'horrible cauchemar que nous laisse la dernière guerre n'est-il pas suffisant pour nous rappeler que le peuple n'a rien à défendre sinon sa peau, et qu'il n'a rien à donner à la nation, qui, elle, lui prend tout ? Il n'a pas à s'occuper de « défense nationale » ; sa nation, elle est à bâtir, elle sera universelle ; mais auparavant, il faut détruire les barrières qui divisent les hommes ; il faut que les individus comprennent que la vie ne peut être belle qu'à l'abri de toutes tentatives belliqueuses, que les guerres, toutes les guerres sont engendrées par le capitalisme, et que la « défense nationale » est un préjugé atroce et terrible qui coûte chaque siècle à l'Humanité des millions d'êtres jeunes et vigoureux.

DEFENSE LEGITIME. Bien que le mot légitime veuille dire : « Ce qui a les qualités requises par la loi », dans le langage courant, il est employé comme synonyme de « juste » et de « équitable » et il ne faut pas confondre, par conséquent, ce que l'on appelle « la légitime défense » avec la défense légitime. Le droit de légitime défense est consacré par l'article 328 du Code pénal qui dit : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de légitime défense de soi-même ou d'autrui ». Tout en reconnaissant à chaque individu le droit de se défendre lorsqu'il est attaqué, il ne peut être ignoré cependant, que ce droit de légitime défense qu'accorde la loi, est surtout une arme entre les mains des forces répressives. Il est tout naturel, et cela n'a pas besoin d'être consacré par un article du code, que l'individu qui se trouve en danger, use de tous les moyens à sa portée pour sauver sa vie, mais

ce que nous savons, c'est que le droit de légitime défense est exploité avantageusement, par le policier qui a, de ce fait, droit de vie et de mort sur la personne qu'il est chargé d'arrêter, par le mari « trompé » qui n'hésite pas à se prétendre en droit de légitime défense lorsqu'il abat le « complice » de sa femme, enfin par tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, attentent à la vie ou à la liberté de leurs semblables. Il est remarquable que ce soit toujours la même catégorie d'individus qui légalement bénéficie du droit légal de légitime défense. Lorsque, arrêté au cours d'une manifestation, le manifestant est brutalement frappé par le policier, chargé, dit-on, de maintenir l'ordre, le policier est considéré comme étant en état de légitime défense ; il n'est donc pas excessif de prétendre que lorsque le manifestant se défend contre les violences policières, il est en état de défense légitime.

Naturellement, le droit de défense légitime n'est pas reconnu par la loi, au contraire. La magistrature sévit, sans aucune indulgence contre ceux qui ont le courage de résister à l'oppression de l'ordre établi, et c'est ce qui explique le nombre incalculable de malheureux qui gémissent dans les prisons et les bagnes capitalistes.

On peut considérer comme étant en état de défense légitime, tout ce qui s'oppose à l'arbitraire et à l'injustice. La société moderne n'est ni juste ni équitable, et tous les gestes, tous les actes qui ont pour but d'amoindrir les effets néfastes de l'injustice, engendrée par l'organisation sociale actuelle, sont des gestes et des actes de défense légitime. Le travailleur qui, pour améliorer son sort, abandonne l'atelier et se met en grève afin d'obtenir une augmentation de salaire, ou une diminution d'heures de travail, est en état de défense légitime, contre son patron qui se refuse à répondre favorablement à ses revendications légitimes ; et lorsque le Gouvernement afin de soutenir le capitaliste contre le prolétaire, met son armée au service de la richesse, le travailleur n'est-il pas en état de défense légitime, lorsqu'il oppose la révolte et la violence à l'intervention gouvernementale ?

La défense légitime se manifeste selon les périodes et les événements de différentes façons ; elle est parfois collective, et parfois individuelle. Lorsqu'elle est individuelle, c'est que la collectivité reste passive devant l'attaque de ses oppresseurs, et il se produit alors qu'à la suite d'un crime social ou encore pour éviter une injustice, un homme se dresse hors du troupeau pour supprimer les responsables de mesures qu'il juge arbitraires et dangereuses pour ses semblables. Il ne nous appartient pas de démontrer l'efficacité ou l'inefficacité de ces gestes, mais ce que l'on peut affirmer c'est qu'ils sont déterminés par l'attaque continue d'une partie la plus puissante de la collectivité humaine et qu'en conséquence, il doit être considéré comme un acte de défense légitime.

Nous disons plus haut que la défense légitime est tout ce qui s'oppose à l'arbitraire et à l'injustice, et l'on peut donc classer, comme étant en état de défense légitime tous ceux qui se refusent à servir de matière à champ de bataille durant les guerres, celles-ci étant un véritable crime envers l'humanité. Il faut se défendre. La vie est une lutte constante et celui qui ne se défend pas est écrasé. Ce qui fait la faiblesse du peuple, c'est sa naïveté à croire qu'il est garanti durant toute sa vie par la législation qui, en vérité, loin de le défendre, l'opprime. Il lui faut donc s'il veut triompher lutter contre la loi, lutter contre ceux qui la font et ceux qui l'appliquent, lutter contre tous les rouages d'une société mal faite, en un mot, se défendre contre tout l'organisme capitaliste qui nous dirige et nous étreint.

Ce n'est ni la vengeance ni la haine qui nous guident, nous, anarchistes, dans notre conception de la défense légitime. « Ce qui est grand et beau se suffit à soi-même,

et porte en soi sa lumière et sa flamme », a dit J.-M. Guyau ; c'est parce que nous savons que l'humanité ne sera régénérée que par la défense, que nous opposons aux forces coalisées du capital, que nous nous révoltons contre les crimes monstrueux d'un régime périmé et que nous trouvons une force suffisante pour résister à tous les assauts de nos adversaires. Nous sommes en état de défense légitime et nous y resterons jusqu'au jour où le capitalisme et ses rouages, fatigués de la lutte, nous permettront de prendre l'offensive pour élaborer sur leurs ruines une société de douceur et de fraternité.

DEFENSE REVOLUTIONNAIRE. — S'il est une question qui a une importance pour ainsi dire primordiale, dans le problème de la révolution, s'il est une chose qui a fait couler beaucoup d'encre, échafauder de multiples systèmes, et dire le plus de bêtises, c'est bien cette question de la Défense Révolutionnaire. Certes, pour d'aucuns, elle peut sembler puérile et comme subséquente à la révolte, car beaucoup d'esprits simplistes pensent que l'on perd son temps à vouloir solutionner ou tenter de solutionner certains problèmes avant que l'heure des réalisations n'ait sonné. Ils disent : « On aura bien le temps de penser à tout cela au moment où la Révolution éclatera. Occupons-nous pour l'instant de choses plus sérieuses. Quand nous serons en pleine révolution, des solutions surgiront qui s'imposeront d'elles-mêmes. N'y a-t-il pas une sorte de fatuité et d'illogisme à vouloir prévoir ce que pourrait être l'avenir ? Donnons notre temps au présent, cela seul importe. »

Eh bien ! nous pensons que, s'il faut laisser aux événements le soin de résoudre certains problèmes, nous pouvons, nous devons à la fois prévenir et même, *prévenir* certains maux qui pourraient advenir si nous nous laissions aller au gré de l'improvisation circonstancielle. Et nous pensons que « la défense révolutionnaire » est une chose trop grave pour que nous laissions au seul hasard le soin d'y pourvoir. Aussi, nous basant sur les leçons de l'histoire, en même temps que de la raison, voulons-nous étudier à fond ce problème, encore que nous regrettions d'être obligés de nous restreindre ; car ce n'est pas un article encyclopédique, mais un gros volume qu'il faudrait pour examiner minutieusement tous les côtés de la question.

Pour la clarté de notre exposé, divisons en trois parties la défense révolutionnaire. C'est-à-dire : 1° *Avant* ; 2° *pendant* ; 3° *après la révolution*.

AVANT LA RÉVOLUTION. — Partout existent des groupements qui ont pour but (soit par la propagande éducative, soit par l'agitation, soit par des actes appropriés aux circonstances), de fomentier dans la masse la colère, l'indignation, en un mot l'esprit de révolte qui doit se muer tôt ou tard en insurrection. Ces groupements révolutionnaires sont donc partie intégrante de la révolution, puisqu'ils en assument pour ainsi dire la préparation.

Or, il est de fait que les classes dirigeantes ne sont plus, comme au siècle dernier, endormies par l'optimisme que pourrait leur conférer la détention du Pouvoir. Elles savent très bien, et les événements du passé suffiraient à le leur apprendre, que le sort des dirigeants est précaire ; que telle caste qui fut jadis toute puissante est aujourd'hui obligée de s'allier, pour ne pas la subir, à une classe qu'elle opprimait naguère. D'autre part, elles connaissent l'état lamentable du peuple et son mécontentement de jour en jour grandissant. Elles sont à même de constater que l'idée révolutionnaire fait journellement de grands progrès. Aussi, sont-elles prêtes à tout pour écraser au moindre mouvement les militants qui pourraient entraîner la

masse à des actes décisifs. Elles savent qu'en écrasant les groupements révolutionnaires avant ou dès le début d'un mouvement, elles écraseront en même temps la plus grande force dont la révolution pourrait disposer, puisque ce serait la force morale et populaire. Aussi emploient-elles des moyens divers pour décimer les groupements.

La provocation, le mouchardage (voir *provocateur*, *mouchard*), constituent des moyens préventifs.

Dans l'étude de ces deux mots, nous dirons comment on peut se prémunir.

Mais il y a les moyens de lutte contre-révolutionnaire. Ligues civiques, faisceaux, chefs de section, syndicats jaunes, etc., etc., composent toute une échelle d'organismes destinés à entraver la propagande ou à se débarrasser des militants révolutionnaires. Ce sont tous des groupements recrutés, organisés, armés, protégés et subventionnés — soudoyés serait plus juste — par les classes dirigeantes. Tout cela constitue un fascisme (voir *fascisme*) prêt à réprimer l'abord, à s'imposer ensuite et à opprimer enfin.

Les capitalistes, pour conserver leurs prérogatives matérielles, seraient prêts, malgré qu'ils préfèrent le régime hypocritement libéral que nous subissons, à instaurer une dictature militaire ou civile, plutôt que de voir leur prépondérance s'atténuer.

On sait, par les exemples d'Italie et d'Espagne comment, avant la prise du pouvoir, le *fascio* et les *Somaten* agissent à l'égard des organisations ouvrières de ces deux pays : assassinats, expéditions armées, assomades, etc.

Pareil mouvement s'organise en France : chemises bleues, jeunesses catholiques ou patriotes s'arment dans l'ombre, au su des gouvernants qui les tolèrent, et, si nous n'y prenons pas garde, la même aventure pourrait nous advenir.

Que faut-il faire pour défendre le mouvement révolutionnaire ?

Les uns nous disent : « Il faut organiser un parti de classe puissant et discipliné dont les cadres, sévèrement composés d'hommes intègres et éprouvés, imposeront leur décision et leurs mots d'ordre aux adhérents. Il faut que ces adhérents soient prêts à répondre immédiatement à tout appel et à obéir aveuglément aux ordres de ce Comité-Directeur. En un mot, il faut organiser une armée pré-révolutionnaire. »

D'autres avancent : « Il faut que toutes les organisations d'extrême-gauche envoient des délégués à une réunion commune qui constituera le front unique révolutionnaire, qui lancera partout ses mots d'ordre et qui organisera la riposte, voire même l'offensive et fera ainsi, de par l'unité révolutionnaire, de cette riposte ou offensive, un mouvement de grande envergure qui s'amplifiera vite en révolution. »

En ce qui concerne le « parti de classe », il a été dit et il sera dit dans les mots : *armée*, *communiste* (parti), *militarisme* et *militarisation* tout ce qui doit être objecté à cette thèse. Quant au « Comité l'action et d'unité révolutionnaire », nous savons par expérience qu'il ne rendrait rien du tout, sinon qu'il retarderait, entraverait et peut-être empêcherait toute défense utile. Trop de divergences théoriques, idéologiques et tactiques se feraient jour, trop d'incompatibilités se révéleraient ; les délégués passeraient leur temps à dissenter, à ergoter, à discuter... pendant que l'ennemi agirait autrement qu'en paroles. Un tel comité deviendrait, comme tous ses devanciers, un « Comité d'Inaction ».

Nous pensons que la défense révolutionnaire immédiate doit être organisée plus sérieusement, plus méthodiquement que des deux manières sus-indiquées. Il faut en revenir, qu'on le veuille ou non, aux groupes secrets. Groupements constitués par affinité des compo-

sants. Par maison, par rue, par quartier, par localité, par atelier, chantier ou entreprise, les révolutionnaires se connaissant bien, soit qu'ils aient vécu, travaillé ou milité ensemble d'une façon intime, formeraient de petits comités qui auraient pour but de défendre le mouvement. S'armer n'est pas la besogne la plus essentielle de la défense pré-révolutionnaire. Il faudrait se livrer à tout un travail pour ainsi dire technique : connaître la topographie des lieux dans lesquels ils vivent, des points de résistance possibles, connaître les armuriers locaux, et puis les adresses de tous ceux qui, à un titre quelconque, pourraient être dans l'action fasciste : flics, gendarmes, membres d'organisations réactionnaires, personnages influents, etc., etc. De façon qu'au premier acte fasciste on puisse ainsi riposter du tac au tac.

On peut être bien certain que les fascistes connaissent les adresses des principaux militants révolutionnaires et qu'à la première occasion ils s'en servent. Eh bien ! pour un des nôtres, un des leurs ; nous pourrions même pratiquer à leur détriment la politique des otages qu'ils prônent si fort. Dans la lutte, il faut savoir employer toutes les armes disponibles. « Ou combattre par tous les moyens, ou périr » tel est le dilemme. Ces organismes secrets pourraient s'unir à d'autres du même genre pour assurer une unité d'action dans la localité, la région, etc. Ils auraient le mérite d'être composés de copains sûrs, sérieux et décidés à tout pour éviter qu'une dictature quelconque s'instaure, et même pour essayer de faire prendre tournure révolutionnaire à tout mouvement de riposte.

Il y aurait là une organisation sérieuse qui ne serait composée ni de bavards impénitents, ni de politiciens avides de pouvoir politique. Bien entendu, ici, nous exposons cela en bref, car il nous faudrait occuper un nombre de pages trop considérable si nous voulions définir dans tous ses détails une telle préparation de défense révolutionnaire. La fédération de ces groupes (qui pourrait prendre divers aspects) assurerait toute la puissance d'une action efficace, le caractère secret et affinitaire, en laissant ignorer à tous autres leur existence, lui donnerait la force de la spontanéité et de l'imprévu.

PENDANT LA RÉVOLUTION. — Ici, nous touchons en plein au problème de la dictature. En effet, c'est au nom de la seule défense de la révolution qu'on prétend, dans certaine école révolutionnaire, instaurer une dictature provisoire.

On nous dit : « Si nous nous révoltons, les classes possédantes se défendront par tous les moyens. L'armée est à leur solde ; mais même si l'armée leur faisait défection, ils auraient un concours largement assuré de la part des gouvernants capitalistes voisins. Il nous faudra donc, dès le premier jour de la révolution, sitôt le gouvernement actuel dépossédé, accomplir notre coup d'état en nommant un gouvernement prolétarien qui aura à charge d'organiser une armée rouge disciplinée. Ce gouvernement aura des pouvoirs dictatoriaux et tous devront, sous peine des plus graves sanctions, y compris la peine de mort, obéir aveuglément aux commissaires du Peuple. »

Nous voudrions bien, auparavant, qu'on nous dise ce qu'on entend par Révolution. Ce mot, s'il n'est accompagné d'un qualificatif n'a, pour nous, qu'une bien vague signification. Si cette révolution n'a pour but que de changer de place les gouvernants, si c'est uniquement l'accession au pouvoir d'un parti politique, quel qu'il soit, que vise cette révolution ; pour nous c'est une révolution politique, en un mot un coup d'état. Alors, mieux vaut dire tout de suite que nous n'en sommes pas ; que cette révolution n'est pas la nôtre.

La Révolution que nous voulons et pour laquelle nous militons aujourd'hui et nous combattons demain de toutes nos forces, c'est la *Révolution sociale*. Qu'est-ce que cette révolution sociale ? — Celle qui aura aboli toute exploitation de l'homme par l'homme : patronat, militarisme, Etat. Celle qui substituera au gouvernement des hommes par les hommes, l'administration des choses par le producteur. Celle qui, à la place de la société autoritaire et centraliste instaurera la société fédéraliste libertaire.

C'est à la défense de cette révolution-là, et de celle-là seulement, que nous voulons nous employer. Nous aurons donc à la défendre contre trois genres d'offensives : 1° celle des capitalistes et gouvernants actuels à l'intérieur ; 2° celle que ces gouvernants et possédants chassés pourraient tenter avec le concours de l'extérieur ; 3° celle de tous les politiciens arrivistes au faux-nez révolutionnaire qui tenteront à tout prix d'escamoter la révolution à leur profit.

La première offensive fait partie de la révolution ; c'est la révolution elle-même. Nous savons très bien que les capitalistes ne se laisseront pas déposséder sans résister, mais c'est l'action du peuple en révolte qui les chassera petit à petit. A l'offensive que pourraient tenter les capitalistes concentrés dans une région non touchée par la révolution, nous répondrons par une énergique défensive, et ceci touche à la deuxième manière puisque les provinces non révoltées ne feraient pas partie de la Fédération révolutionnaire, et qu'elles seraient, par conséquent, à l'extérieur de la révolution.

Supposons donc que, chassés du pouvoir, les possédants actuels se retirent dans quelque région réactionnaire ; que de là, ils demandent aide aux gouvernants étrangers, et que ceux-ci envoient des troupes pour mettre le peuple « à la raison ». Nous pourrions faire cette remarque, que rien ne prouve que nous serons les premiers en Europe à nous révolter, qu'il se pourrait qu'avant nous l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne aient accompli leur libération, qu'en ce cas nous n'aurions pas grand-chose à craindre. Nous pourrions aussi objecter qu'il se pourrait qu'une révolution déclenchée en France amenât les peuples voisins à imiter le geste. Mais nous voulons envisager la question comme si nous étions les premiers à nous insurger. Y a-t-il nécessité d'un gouvernement de défense, d'une armée rouge obéissant à ce gouvernement et faisant partout respecter ses édits ? On nous dit : « Oui, il faudra une armée docile, disciplinée, organisée, entraînée, encadrée, avec des états-majors solides, choisis par le Gouvernement prolétarien. Il faudra une préparation de plus en plus forte ; que tous les ouvriers soient *astreints* à cette obligation militaire. En un mot, il faudra décréter la mobilisation générale. »

Pourquoi tant de mesures dictatoriales ? pourquoi une « mobilisation générale » du prolétariat ? — « Parce que, sans cela, beaucoup se refuseront à marcher contre les réactionnaires ; chacun voudra laisser cette besogne à son voisin. Il faudra donc obliger tous les ouvriers et paysans à marcher. »

Croit-on, par hasard, que c'est avec des soldats qui marchent à contre-cœur que l'on assure une bonne défense ? Croit-on que « tout le monde » rechignera ? Si la révolution est faite par le peuple et pour le peuple ; si, dès le début de ce mouvement, le prolétariat sent que c'est véritablement sa libération que la révolution lui apporte ; si il est convaincu que ce n'est pas simplement un changement de maîtres qu'il subit, le peuple se dressera unanimement pour défendre sa liberté et sa vie.

Prenons les exemples de l'Histoire : En 1792 quand Brunswick eut adressé à la Convention son insolent ultimatum, y avait-il une armée permanente ?

Que fit la Convention ? Elle décréta « la Patrie en danger » et fit un appel pressant à tous les citoyens pour défendre la Liberté contre les armées des tyrans coalisés. L'appel resta-t-il vain ? Que non pas ! De toutes parts, sur les places publiques, des estrades avaient été dressées où l'on inscrivait les volontaires. Il y eut un élan d'enthousiasme indescriptible. En quelques jours, une formidable armée fut sur pied, cette armée de « sans-culotte », ainsi dénommée justement parce qu'elle n'était pas une armée de métier. Les chefs de cette armée de volontaires étaient-ils gens du métier ? Ceux qui en furent : Dumouriez, Moreau, Pichegru, Bonaparte, Bernadotte, finirent tous par trahir la révolution. Mais les Marceau, les Hoche, les Kléber, les Kellermann, les Desaix et autres, étaient-ils des gens rompus à la théorie ? — Non : le plus gradé de tous était sergent d'écurie ! Cette phalange de volontaires pourtant tint tête à toutes les armées étrangères ; mieux : elle les repoussa.

Pourquoi cette armée ne sauva-t-elle pas la révolution d'une façon définitive ? Pour plusieurs raisons.

La première, c'est que la mystique des individus existait encore. Il n'y avait pas bien longtemps que ces « sans-culotte » croyaient en la légende du « bon père, notre Roi ». Ensuite ce furent leurs députés au corps législatif en qui ils placèrent leur confiance, puis, enrôlés volontaires, ce fut en leurs généraux. C'est pourquoi nous voulons, dès aujourd'hui, dire hautement que le prolétariat ne se sauvera que lorsqu'il ne comptera que sur lui-même pour ce faire ; qu'il ne doit pas attendre d'hommes ou de partis son salut, que c'est lui, et lui seul, qui le tient entre ses mains.

La seconde raison, c'est qu'il y avait à la tête de la révolution des hommes politiques ne se préoccupant que de faire prévaloir leurs théories politiques : lutte entre Girondins et Montagnards, d'abord ; lutte entre Montagnards ensuite ; lutte entre Robespierre et Barras après ; et que ces « politiciens » passaient leur temps à s'excommunier, à se lancer des injures, à s'envoyer à la guillotine au lieu de donner tout leur temps à l'unique défense de la République. Pendant qu'ils se livraient à ce travail « d'épuration », les armées de volontaires repoussaient les armées réactionnaires, mieux même : pénétraient à leur tour dans les pays voisins où elles instauraient ce qu'elles croyaient être la Liberté, mais qui n'était que le proconsulat de leurs généraux. Ceux-ci n'eurent pas de peine à devenir bientôt plus populaires que les pourvoyeurs de guillotine. Et quand Bonaparte tenta son coup d'Etat, il fut approuvé par tout un peuple las de l'incapacité de ceux qu'il avait mis à sa tête. C'est pourquoi nous disons au peuple que lorsqu'il aura chassé ses maîtres actuels, il lui faudra empêcher que d'autres se mettent à leur place qui ne feraient, comme ceux-ci, que de la besogne de parti et non de classe.

La troisième raison que je veux indiquer, c'est que l'armée, en étant organisée par Carnot, prit figure d'armée permanente avec tous ses cadres, ses états-majors. Et que ces états-majors, ces généraux, avec leurs pouvoirs sur la troupe, entraînèrent celle-ci dans l'aventure napoléonienne qui leur assurait le maintien de leurs grades. C'est pourquoi nous sommes contre tout système militariste qui corrompt les chefs et avachit les subordonnés.

Si cette armée de volontaires avait été organisée sur le plan d'une armée provisoire ; si les sans-culotte étaient restés, même à l'armée, des hommes ayant tous leurs droits ; si cette armée n'avait été considérée que comme un outil de défense, et si les soldats eux-mêmes avaient été chargés d'élire leurs chefs avec pouvoir de les révoquer ; si ces chefs n'avaient pas été autre chose que des délégués techniques, l'armée des sans-culotte

serait restée libertaire, elle se serait opposée aux factieux, elle se serait licenciée une fois l'ennemi repoussé du territoire, et les soldats seraient redevenus des producteurs ; ils auraient ainsi évité de gagner l'esprit militaire qui les portait à admirer leurs généraux d'abord et leur empereur plus tard.

Autre exemple : En 1871, le peuple de Paris tint deux mois devant les armées de Versailles. Et pourtant, il ne formait pas une armée de métier, il venait de subir un siège long et déprimant. Pourquoi la Commune sombra-t-elle dans la dernière semaine de mai ?

Parce qu'il y avait un Gouvernement. Les fédérés nommaient eux-mêmes leurs chefs et leurs délégués au Comité Central de la Garde Nationale. Mais, d'autre part, les révolutionnaires qui composaient le Comité Central de la Commune contrecarraient toujours leurs desseins. S'agissait-il de faire une sortie ? La Commune s'y opposait. Voulait-on détruire la Banque de France ? La Commune mettait son veto. Pendant deux mois ce fut une rivalité navrante entre les deux pouvoirs : civil et militaire. Le pouvoir civil, qui était gouvernement, destituait des généraux, en accusait d'autres de trahison et changeait tous les quinze jours son délégué à la guerre. Et c'est grâce à cette rivalité, qui amena une absence totale de décision dans la lutte, que les Versailles purent rentrer dans Paris. C'est pourquoi encore nous disons au Peuple qu'il ne doit pas tolérer qu'un Gouvernement s'installe dans la révolution.

Nous aurons, enfin, à défendre la Révolution contre tous les politiciens au faux-nez révolutionnaire qui tenteront, par tous les moyens, d'escamoter la révolution à leur profit ou au profit de leur parti. Dès que la révolution éclatera, il nous faudra lui donner une impulsion libertaire. L'expropriation devra être immédiate. Il nous faudra détruire par le feu toutes les archives, actes notariés, cadastres, titres, valeurs, billets de banque. Tout cela qui constitue la force de l'Etat et de la propriété devra être anéanti immédiatement. Chaque prolétaire devra être armé. Les combattants seront uniquement des volontaires qui nommeront eux-mêmes leurs chefs, étant bien entendu que chacun rentrera chez soi dès que le danger aura disparu. Les formations de combattants nommeront leurs délégués au comité de défense révolutionnaire qui n'aura d'autre attribution que cette défense.

Les comités de production et de consommation, sous quelque forme qu'ils soient organisés, sous quelque nom qu'ils soient désignés, auront seuls pouvoir de gérer la production et la consommation. Toute tentative d'instaurer un pouvoir politique ou central quelconque devra être combattue avec acharnement et par tous les moyens comme étant un acte contre-révolutionnaire. Car la révolution ne sera triomphante que du jour où tout danger d'autorité quelconque aura disparu.

Ces formations de combattants volontaires, administrées techniquement par des chefs nommés uniquement par les combattants et révocables au gré de leurs mandants, auront à charge de défendre la Révolution contre les ennemis du dedans et du dehors. Nous avons confiance dans l'énergie du peuple, une fois que celui-ci se sera révolté et débarrassé de ses maîtres. Nous sommes persuadés que, à la première alerte, au premier appel qui lui sera lancé pour défendre ses conquêtes, il répondra par une levée en masse et que les volontaires seront nombreux, plus que suffisants pour repousser toute attaque des réacteurs de tout poil et de toute étiquette.

APRÈS LA RÉVOLUTION. — Et maintenant, faisons une deuxième supposition. Après un nombre de jours, de mois, ou même d'années, de bouleversements, de combats et de tâtonnements, la révolution sociale est enfin triomphante. Ayant repoussé toutes les attaques

des réactionnaires du dedans et de l'étranger, déjoué toutes les tentatives d'instauration de pouvoir politique, même dictatorial, même sous l'étiquette prolétarienne, le peuple a enfin instauré une société à base fédéraliste libertaire. La vie s'organise petit à petit, les perfectionnements améliorent de plus en plus les conditions d'existence. Mais les capitalistes vaincus n'ont pas abandonné la partie. Dans l'ombre, avec la complicité des gouvernants voisins (il faut bien admettre qu'il y en aura encore pour pouvoir pousser à fond la démonstration) les capitalistes méditent une agression qui doit leur permettre de reconquérir leurs prérogatives. Au bout d'un certain laps de temps des armées étrangères envahissent une région conquise à la révolution. Alors c'est l'appel au peuple, la levée en masse, la refonte des corps de combattants volontaires. Les batailles sont dures, les volontaires qui ont déjà goûté au mieux-être se battent avec acharnement pour conserver ce mieux-être, pour ne pas retomber en esclavage, et aussi parce qu'ils savent quelle féroce réaction, quelle terreur blanche s'étendrait sur le pays au cas où ils seraient vaincus.

Le même processus d'organisation de défense que pendant la révolution se reproduirait. Y aurait-il besoin de dictature ? Non pas, puisque la première fois on s'en serait passé. Eh bien ! poussons plus loin encore l'hypothèse. Malgré la fougue, la vaillance, l'ardeur du désespoir ; après des combats obstinés, les révolutionnaires sont vaincus par les armes. Les capitalistes rentrent en maîtres dans la France. La révolution a-t-elle dit son dernier mot ? Le prolétariat est-il définitivement écrasé ? Non. Immédiatement les comités de production lancent un ordre de grève générale. Les capitalistes occupent les usines, les mines, les têtes de lignes de chemins de fer, les postes et le télégraphe. Seulement, dès la première bataille, les comités de production, qui avaient prévu la possibilité d'une défaite, avaient donné le conseil à tous les ouvriers de rester tranquillement chez eux quand les vainqueurs entreraient, de ne plus se rendre au travail et de se tenir prêts à résister à toute invite ou réquisition des capitalistes.

Que pourront donc faire ces derniers devant cette inertie générale ? Prendre eux-mêmes les outils de travail ? Faire venir de la main-d'œuvre étrangère ? Ils seront d'abord obligés, pour conserver le fruit de leur victoire, d'avoir une armée, une police, une gendarmerie considérable. Ils s'occuperont ensuite de se disputer pour le rétablissement des propriétés, tout acte de propriété, toute archive, toute valeur ayant disparu dans les flammes révolutionnaires. La main-d'œuvre étrangère ne sera pas suffisante pour subvenir aux besoins de la production, des services publics, etc. Enverront-ils chercher par la police ou l'armée les ouvriers à leur domicile ? Chaque ouvrier étant résolu à résister par les armes, au bout d'un certain temps ils devront y renoncer.

Que leur restera-t-il alors à faire ? Tout simplement à repartir d'où ils étaient venus, parce que devant la force d'inertie consciente du prolétariat, ils ne pourront pas profiter de leur victoire. La grève générale, avec résistance armée, aura vaincu les velléitaires d'autorité. Car la grève générale, appliquée consciemment, méthodiquement, est encore le moyen de combat le plus efficace du prolétariat si elle n'est pas lancée pour des fins politiques. Comme on le voit, par cette rapide ébauche, à quelque période qu'on se place de la révolution, on n'a que faire des politiciens, de leurs partis et de leur dictature.

Le prolétariat se défendra, se sauvera tout seul et ira vers sa libération totale sans le secours de ceux qui ont pour métier d'être des profiteurs de révolution.

C'est pourquoi il faut affirmer que, seul, est véritablement révolutionnaire celui qui lutte pour l'instauration d'une société fédéraliste-libertaire. Ce n'est pas à coups de décrets qu'on se défend, c'est les armes à la main ! Ce n'est pas avec un Gouvernement qu'on accomplit une révolution ; c'est en les supprimant tous !

LOUIS LORÉAL.

DEFI. n. m. Le mot défi, signifie « provoquer quelqu'un. « Porter un défi » ; « lancer un défi » ; « mettre au défi ». Dans le domaine sportif on se lance de nombreux défis. Lorsqu'un professionnel ou un amateur d'un sport quelconque veut se mesurer avec le détenteur d'un titre dans l'espoir de le lui ravir, il lui lance un défi et le match s'organise. Il y a des défis ridicules et d'autres qui sont intéressés. Les défis que se lancent périodiquement les champions professionnels de la boxe par exemple ne sont inspirés que par l'appât du gain et les résultats ou les conséquences de ces défis ne démontrent que la brutalité et la sauvagerie des adversaires et la bestialité du public.

« Mettre quelqu'un au défi de prouver ce qu'il avance », c'est-à-dire que l'on suspecte la possibilité dans laquelle il se trouve de démontrer le bien-fondé de ses affirmations. « Je vous mets au défi de trouver quelque utilité dans l'action gouvernementale ». Il ne faut jamais mettre quelqu'un au défi si l'on n'est pas certain de ce que l'on croit être la vérité sans quoi on se met soi-même dans l'embarras.

DEFIANCE. n. f. Si la crédulité est un mal, la défiance en est un autre. Il n'est pas bon d'être trop confiant et de se livrer aveuglément à qui que ce soit, mais ce n'est pas non plus une solution de douter de tous ceux qui nous approchent. « L'esprit de défiance nous fait croire que tout le monde est capable de nous tromper », a dit La Bruyère, et la défiance est d'autant plus mauvaise conseillère qu'à force de douter des autres l'homme défiant arrive à douter de lui-même et est de ce fait victime d'un continuel malaise. L'être défiant se figure que tout le monde veut le tromper et soupçonne quiconque vient à lui d'être guidé par un calcul ou par un intérêt quelconque ; il est toujours dans l'inquiétude et ne peut trouver d'amis craignant éternellement d'avoir en face de lui un individu masqué qui cache ses véritables intentions.

Il est un proverbe qui dit que la « défiance est mère de sûreté » et un autre que « dans la société actuelle, il faut être défiant si l'on ne veut pas être trompé ». Il est de toute évidence que la société regorge d'individus desquels il faut se méfier et s'écarter ; mais ce serait exagérer de penser que le monde n'est qu'un composé de filous et de coquins et que tous les individus sont corrompus. Il ne faut pas se donner et se livrer sans examen et sans réflexion, mais il faut aussi reconnaître qu'il existe des hommes sincères et désintéressés auxquels on peut se confier et qui n'abusent jamais de la confiance qu'on leur a accordée.

Ne soyons donc pas trop méfiants et ne nous laissons pas absorber par la méfiance ; tâchons de trouver en nous assez de force et de courage pour ne pas avoir recours à d'autres afin de réaliser notre bonheur et nous serons alors garantis contre les manœuvres intéressées de tous ceux qui cherchent à nous exploiter physiquement, moralement et intellectuellement.

DEFINITION. n. f. Les logiciens distinguent la définition de nom et la définition de chose. La définition de chose est-elle possible à l'individualiste ou, dès qu'on lui en propose une, se méfie-t-il, averti qu'il se trouve en présence d'un dogmatisme conscient ou inconscient ?

L'individualiste a le sentiment de la réalité de l'individu, de l'irréalité de tout ce qui n'est pas individuel et

singulier. Or, d'après tous les logiciens, l'individu reste indéfinissable ; sa richesse complexe ne saurait être enfermée en aucune formule ; et on ne peut définir que les termes généraux. Pour qui croit à la réalité du seul individu, définir c'est peut-être, au lieu d'essayer de dire ce qui est, consentir à dire ce qui n'est pas.

Puisque l'individu, seul réel, n'est définissable aux yeux de personne, qu'est-ce donc qu'on définit ? Qu'exprime le terme général ? Lorsque je dis « homme », ou « individualiste » ou « anarchiste », qu'est-ce que je dis ?

Je résume une certaine série d'expériences. Je résume les rencontres « de personnes ou de tendances qui m'ont fait penser « anarchiste » ou « individualiste » ; les rencontres d'êtres qui m'ont fait penser « homme ». Mais plus le terme est général et moins ma série d'expériences coïncidera avec celle d'aucun autre : personne n'a rencontré exactement et exclusivement les mêmes hommes que moi, dans les mêmes circonstances, dans le même ordre, dans les mêmes états d'esprit. Quand j'écris « homme », j'exprime une de mes séries d'expériences et chaque lecteur lit autre chose : une série d'expériences qui lui est propre.

Mon idée de l'homme, qui ne peut correspondre complètement avec celle d'aucun de mes lecteurs, n'est pas la même aujourd'hui qu'hier, sera différente demain. Ma série d'expériences va nécessairement s'enrichissant et se modifiant.

Je ne puis donc définir le mot « homme » même pour moi seul. La définition — exigent les logiciens — doit être adéquate, c'est-à-dire s'appliquer exactement au défini et uniquement au défini. Je ne puis trouver une définition adéquate à ma série d'expériences, une définition qui dise exactement et uniquement tout ce que je pense et rien que ce que je pense quand je prononce un terme général. Ayant pris le sentiment de cette impossibilité, je trouverais fou de chercher une définition adéquate non seulement pour moi mais pour tous. Quiconque le tente est, à mes yeux, ou fou, ou un homme qui n'a pas étudié cette impossibilité, ou un charlatan et un menteur.

En termes moins modernes et moins précis, Antisthène faisait déjà cette critique. Il adressait encore à la définition d'autres reproches. Je les lui fais résumer ainsi au commencement des *Véritables Entretiens de Socrate* : « Toute définition est une menteuse. Dès qu'au lieu de désigner la chose par son nom, tu t'appliques à la définir, voici que tu la désignes par d'autres noms que le sien, voici que tu remplaces le signe exact par des signes inexacts, voici que tu rapproches et confonds des choses que la réalité sépare et distingue... La définition multiplie les difficultés qu'elle prétend résoudre. Pour définir un mot, il te faut plusieurs mots. Nous étions en désaccord sur deux au moins. Il te faut encore deux mots au moins pour définir chacun des termes de ta première définition. Te voici, dira quelqu'un, de l'occupation pour toute ta vie. Antisthène ne dit pas comme ce quelqu'un. Antisthène sait que tu ne pourras pousser très loin ta ridicule tentative. Car les mots d'une langue ne sont pas en nombre infini : Bientôt tu définiras par des mots déjà employés, tu définiras par ce qui est à définir, tu éclaireras par ce que tu viens de confesser avoir besoin d'éclaircissement. Ainsi tu tourneras dans un cercle... Ou bien tu t'arrêteras au bord d'un abîme. Tu seras arrivé à quelque mot trop général pour que tu le puisses faire entrer en un genre plus vaste. Tu t'arrêteras alors par nécessité et tu auras marché longtemps pour rien. A mieux dire, tu te seras fatigué pour le contraire de ce que tu voulais. Car, plus le mot est général, plus il est vide et obscur, moins il répond à des choses que tu aies éprouvées. Par exemple, tu as voulu définir

l'homme. Après un long chemin de plus en plus ténébreux, tu arrives à la notion d'être. Or, tu sais moins ce que c'est que l'être que ce que c'est que l'homme. »

Antisthène faisait encore à Platon une objection qui doit se traduire en langage moderne : « Je connais des hommes, je ne connais ni ne puis connaître l'homme ». Et, en effet, l'homme en soi, l'homme en dehors des hommes, l'homme définissable est une chimère.

C'est pourtant sur de telles chimères que s'appuient tous les dogmatismes. C'est sur des définitions que s'appuient toutes les démonstrations. Quiconque sait de quelle brume est faite la fondation rit de toute l'architecture. Mais beaucoup de ces folies sont intéressées et les conclusions, au domaine éthique ou social, ne sont-elles jamais présentées comme créatrices de devoirs et d'obligations ?

Quand l'erreur est sincère, voici d'où elle vient. La première science qui se soit constituée, la science mathématique, appuie ces démonstrations sur des définitions. Et les démonstrations mathématiques — mais elles seules — sont exactes parce que les définitions mathématiques — mais elles seules — sont adéquates.

Quelle est la cause d'un tel privilège ? C'est que la définition mathématique est créatrice. Quand j'essaie de définir l'homme, l'individualiste, l'anarchiste ou quoi que ce soit de concret, je tente — chose impossible — d'enfermer en une formule d'innombrables séries d'expériences. En mathématiques, je reste indifférent aux expériences. Je définis la ligne par l'absence de largeur et d'épaisseur ; je définis la surface par l'absence d'épaisseur. Or je n'ignore pas que, dans l'expérience, supprimer complètement une des trois dimensions, c'est supprimer aussi les deux autres et anéantir l'objet. Lorsque je définis la circonférence une courbe fermée dont tous les points sont à égale distance d'un point intérieur nommé centre, comme j'ai défini auparavant le point par l'absence d'étendue et que je ne connais rien qui soit exempt d'étendue, je sais (et pour quelques autres raisons) que ma définition crée un concept au lieu de calquer une réalité. Je ne me préoccupe pas de chercher dans la nature ou de réaliser par art une circonférence parfaite. Je sais que c'est impossible. Et je sais aussi qu'une circonférence imparfaite n'est pas une circonférence.

En mathématiques, la définition n'essaie jamais de dire ce qui est. Elle a la hardiesse consciente de créer son objet. Pas de cercle avant la définition du cercle, pas de surface avant la définition de la surface. La définition crée un concept qui contient exactement ce qu'elle y met. Ainsi les définitions mathématiques sont adéquates et permettent des démonstrations probantes. C'est parce qu'il y a dans le cercle uniquement ce que la définition y met que je puis, dans la définition du cercle, découvrir toutes les propriétés du cercle et de la définition du cercle tirer tous les théorèmes concernant le cercle.

Quand on démontre en s'appuyant sur une ou plusieurs définitions, la démonstration, si elle est correcte, vaut pour les concepts qu'on a définis, non pour les réalités qu'on a prétendu définir.

C'est pourquoi l'anti-dogmatique ne définit pas au commencement d'un exposé et se méfie de tout exposé non mathématique qui débute par des définitions. S'il définit, l'anti-dogmatique avertit que sa définition, est simple imposition de nom ou résumé provisoire de son expérience. De vraies définitions de choses ne pourraient venir qu'à la fin d'une science, si jamais une science pouvait être achevée. Elles seraient le fruit de toute une branche de la connaissance ; elles ne peuvent être un moyen de connaître et de prouver.

HAN RYNER.

DEFORMATION n. f. Action de déformer, de changer la forme normale. Déformation du corps ; déformation de l'esprit. La déformation physique est déterminée par la maladie ou par la vieillesse. Avec l'âge et la fatigue ou encore par la souffrance, les organes dépérissent ou deviennent difformes, les traits s'altèrent et le corps subit une déformation. Si la déformation corporelle a des causes naturelles, il est cependant des cas où elle est la résultante des mauvaises conditions dans lesquelles s'effectuent certains travaux. On a donné à ces déformations le nom de déformations professionnelles et il est malheureusement quantité de travailleurs qui sont victimes de la dégénérescence de certains organes, sous l'influence des matières nocives qu'ils sont obligés de manier journellement, ou encore par la position dans laquelle ils sont contraints de travailler.

Il n'y a pas que la déformation du corps sur laquelle il faut porter son attention ; il y a aussi la déformation du cœur et de l'esprit qui, si elle est moins visible, moins apparente, n'en est pas moins réelle. Par la déformation spirituelle et morale des hommes, on est arrivé à leur faire croire que le mensonge est la vérité, que l'obscurité est la lumière et que l'esclavage est la liberté. Le capitalisme commence d'abord à déformer le cerveau des enfants afin d'être plus puissant pour en déformer le corps une fois qu'ils seront devenus hommes. N'est-ce pas une véritable déformation à laquelle se livre dans les écoles modernes l'instituteur qui inculque à des petits êtres incapables de discernement, l'amour de la patrie, de la religion et de la propriété ? Comment s'étonner des difficultés que rencontre la transformation des sociétés, si l'on considère que, dès sa naissance, l'individu est pris dans l'engrenage d'une organisation sociale dont tous les rouages sont entre les mains d'une classe privilégiée ayant intérêt à masquer la vérité afin de conserver ses privilèges ? Quand, à quatorze ou quinze ans, l'enfant sort de l'école pour entrer à l'atelier ou au bureau, l'instruction et l'éducation qu'il a reçues ont altéré son état naturel, et il est aussi déformé moralement et intellectuellement qu'il l'eût été physiquement entre les mains de tortionnaires. On en a fait un futur « bon citoyen », c'est-à-dire un être prêt à se courber devant une discipline arbitraire et despotique, capable d'accepter l'autorité des maîtres et des chefs, et pour compléter sa déformation, à l'âge de vingt ans, il part pour l'armée qui est le complément de l'école. Il est impossible d'expliquer autrement ce non-sens qui préside aux destinées des peuples. Sans déformation cérébrale, on ne peut concevoir que l'individu ne soit pas frappé de l'illogisme de tout ce qui l'entoure, du rôle effacé qu'il joue dans l'économie politique et sociale de la nation à laquelle il appartient par force, et du peu de liberté et de bien-être dont il jouit. Arriver à faire croire à un homme qui est dépourvu, non pas seulement du nécessaire, mais de l'indispensable, que c'est lui le maître, alors qu'il n'est que l'esclave ; arriver à capter sa force, sa confiance, sa liberté, et le convaincre qu'il est heureux ; arriver à lui faire abandonner tous les biens terrestres en lui affirmant que le royaume des cieux sera pour lui, n'est-ce pas, en vérité, un superbe travail de déformation devant lequel il faudrait s'incliner s'il n'était pas la cause de tragédies sanglantes ? C'est donc à cette déformation qu'a recouru le capitalisme pour perpétuer son règne, et il faut reconnaître que ses méthodes ont été efficaces et que, dans une certaine mesure, elles le sont encore, puisque les peuples ne sont pas arrivés à se libérer de l'étreinte qui les oppresse. Pourtant, petit à petit, l'intelligence des opprimés s'éveille, elle devient collective, elle s'organise pour lutter contre la déformation qu'on veut lui

faire subir, et elle arrive à triompher souvent des erreurs qu'on cherche à lui imposer. Et l'Humanité va de l'avant. Chaque génération hérite du savoir de celle qui l'a précédée ; elle se débarrasse des préjugés qui ont entravé la marche de la civilisation, elle se libère des tares, des vices, qui marquèrent les époques du passé ; elle s'éduque au grand livre de l'Histoire ; elle cherche à acquérir des connaissances multiples, et l'empreinte de la déformation s'estompe, et le cerveau retrouve son équilibre : une révolution se produit, ayant des résultats relatifs à l'évolution collective, et la lutte reprend et l'humanité poursuit sa route, toujours sans s'arrêter.

« Nulle main ne nous dirige, nul œil ne voit pour nous ; le gouvernail est brisé depuis longtemps ou plutôt il n'y en a jamais eu, il est à faire : c'est une grande tâche, et c'est notre tâche. » (Guyau. Esquisse d'une morale sans obligations ni sanctions, p. 252). Le gouvernail pour nous, anarchistes, c'est la liberté. Il ne peut y avoir de bonheur que dans la liberté, a dit Reclus. Mais il ne peut y avoir de liberté sans conscience et c'est le devoir des anarchistes de s'élever toujours plus haut, d'effacer en eux toutes les traces des déformations sociales, et de donner à ceux qui les entourent l'exemple de la liberté, de la tolérance et de la fraternité.

DEGENERESCENCE n. f. Rétrograder, perdre de sa valeur, de sa force physique ou morale, se modifier en mal. S'applique aux individus et aux sociétés. Une race en dégénérescence, c'est-à-dire une race qui est prête à disparaître. Il y a en effet des corps organisés qui disparaissent sous l'influence du climat, de la nourriture, des maladies héréditaires, etc... La race indienne est en pleine dégénérescence ; il ne reste plus de nos jours que quelques tribus de race rouge au Nord des Etats-Unis d'Amérique, mais avant peu elles auront disparu. Si les optimistes ont tort de se déclarer satisfaits en affirmant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, les pessimistes n'ont peut-être pas raison de voir tout en noir, et d'affirmer que nous sommes en pleine période de dégénérescence. En vérité, une portion de l'humanité, peut « dégénérer » et même disparaître, l'humanité toute entière ne le peut pas. Une nation à la suite d'un cataclysme, d'une catastrophe, tombe en *dégénérescence*, mais l'ensemble des habitants de la terre continue sa vie, sélectionnant les éléments favorables à son existence et rejetant ce qui semble nuire à son évolution. Les Sociétés comme les individus, naissent, vivent et meurent ; tout corps organisé arrive à se désagréger, à se désorganiser, à dégénérer, si on le considère dans le temps et dans l'espace ; mais la vie, elle, est éternelle dans le temps et dans l'espace, et « même en se donnant, la vie se retrouve, même en mourant elle a conscience de sa plénitude, qui réparaitra ailleurs, indestructible, sous d'autres formes, puisque dans le monde rien ne se perd » (Guyau).

Il serait donc erroné de penser que le monde est en complète dégénérescence. S'il est vrai que les sociétés occidentales, que la vieille Europe, se débattent dans un chaos indescriptible, déterminé par les erreurs accumulées du passé, il est vrai également que tous les progrès réalisés durant ces derniers siècles nous permettent d'espérer pour le futur une période de régénération. Que les principes qui dirigent les formes de sociétés modernes soient périmées, que ces sociétés se meurent de vieillesse, et qu'elles disparaîtront demain ; cela ne fait aucun doute ; c'est la loi intangible de l'évolution historique, scientifique et sociale. Mais des forces nouvelles se signalent à l'horizon troublé, les nuages se dissipent fatalement devant la puissance créatrice de la jeunesse qui bâtit un monde nouveau sur les ruines fumantes des anciennes organisations. Le monde ancien dégénère et le monde nouveau apparaît. Nous traverserons encore bien des phases progressives avant d'ar-

river au but que poursuit l'humanité — si toutefois l'humanité a un but — ne nous laissons pas accaparer par un pessimisme aveugle, ni par un optimisme absolu ; nous portons en nous le germe des sociétés futures ; avançons toujours sans espérer l'intervention de forces surnaturelles pour régénérer le monde, et agissons pour que la dégénérescence d'une portion ou d'une fraction de l'humanité, profite à l'autre fraction qui a le devoir de réaliser demain la fraternité entre les humains.

DEGREVEMENT, n. m. Action de dégrever ; de décharger du poids de l'impôt un individu ou une portion de la population. La guerre de 1914-1918 a lourdement grevé le peuple qui fut obligé d'en faire tous les frais, et il ne semble pas qu'il puisse espérer un *dégrevement* de ses charges dans le proche futur, s'il s'en tient aux méthodes d'action employées présentement. Il est de toute évidence que les classes productrices supportent la totalité des charges fiscales de la nation et que les classes privilégiées, par le jeu du commerce, se déchargent de leurs impôts directs en augmentant progressivement le prix de vente des produits de première nécessité et de consommation courante ; en conséquence les dégrèvements d'impôts que les gouvernements accordent aux classes pauvres ne sont qu'apparences, en réalité, ils n'existent pas.

Certains éléments politiques d'extrême-gauche et en particulier les socialistes espèrent obtenir par le jeu du parlementarisme un dégrèvement des charges qui pèsent sur les épaules des travailleurs. C'est une illusion dangereuse dont se laisse malheureusement bercer le prolétariat. Il y aurait, certes, un moyen de dégrever le peuple ; mais ce moyen n'appartient pas à la politique. Il faudrait pour cela supprimer toutes les dépenses inutiles qui sont nombreuses, et qui comme nous le disons plus haut viennent toujours, en fin de compte, arracher au budget familial du petit la somme indispensable à sa vie normale.

D'après les documents officiels présentés par le sénateur Béranger au cours des pourparlers qui eurent comme conclusion les accords de Washington du 29 avril 1926, nous pensons qu'il est possible de dégrever le peuple de bien des charges, mais les mesures à employer ne sont pas d'ordre gouvernemental ou parlementaire, mais d'ordre révolutionnaire. Il est facile de se rendre compte de la situation qui est faite aux classes laborieuses en étudiant simplement les charges inutiles qui pèsent sur la population. Prenons en exemple le budget français de 1925 et soulignons les dépenses militaires du gouvernement.

MINISTERE DE LA GUERRE

<i>Dépenses ordinaires :</i> (en francs)	
Troupes métropolitaines	2.352.000.000 »
Troupes coloniales	264.000.000 »
Construction nouvelles et matériel	183.000.000 »
Maroc	340.000.000 »
Alsace-Lorraine	1.000.000 »

<i>Dépenses extraordinaires :</i>	
Dépenses provisoires de la Grande Guerre	105.000.000 »
Troupes du bassin de la Sarre	21.000.000 »
Troupes d'Asie Mineure	173.000.000 »
Alsace-Lorraine	1.000.000 »
Dépenses provisoires pour les dépenses de guerre	27.000.000 »

MINISTERE DE LA MARINE

Dépenses ordinaires	1.264.000.000 »
Dépenses extraordinaires	6.000.000 »

A reporter 4.737.000.000 »

Report..... 4.737.000.000 »

MINISTRE DES COLONIES

Dépenses militaires 208.000.000 »
Dépenses extraordinaires 3.000.000 »

Total 4.930.000.000 »

Compte spécial pour les troupes d'occupation 591.000.000 »

Total 5.521.000.000 »

Nous voyons par le tableau ci-dessus que le peuple français pourrait déjà être dégrevé d'une somme importante de ses charges puisque rien que pour l'année 1925 le militarisme a englouti la somme fabuleuse de cinq milliards cinq cent vingt millions. Et il en est de même dans tous les pays civilisés.

En six ans, c'est-à-dire de 1920 à 1926 les divers gouvernements français qui se sont succédés ont dépensé la somme énorme de 276 milliards de francs et l'on peut se rendre compte par le tableau ci-dessous que les 9/10 de cette somme servirent à des dépenses inutiles.

Service de la dette (inutile)	70.953.000.000 »
Pensions	20.865.000.000 »
Dépenses militaires (inutile)	48.332.000.000 »
Dépenses civiles	34.656.000.000 »
Divers	9.958.000.000 »
Avances à des gouvernements étrangers (inutile)	7.022.000.000 »
Reconstruction (inutile)	84.250.000.000 »
	276.036.000.000 »

Si nous comptons comme dépenses inutiles les sommes employées à la reconstruction des régions dévastées c'est qu'en réalité ces dépenses sont la conséquence du carnage et que, d'autre part, si l'on tient compte de certaines exceptions, ce sont les gros financiers et les gros industriels qui ont bénéficié de cette somme versée par les contribuables français. Comment, alors, espérer un dégrevement des charges, si l'on considère que les charges futures seront encore plus élevées que celles du passé, car à toutes ces dépenses viennent encore s'ajouter celles déterminées par le remboursement des dettes extérieures : à l'Amérique, qui s'élèvent à quatre milliards de francs or et dont le remboursement est échelonné entre les années 1926 et 1987 et celles à l'Angleterre qui sont à peu près équivalentes à celles de l'Amérique.

Il n'est donc aucune puissance politico-sociale qui puisse, en vertu des lois qui régissent les sociétés bourgeoises, résoudre le problème du dégrevement et il faut donc conclure que les peuples payeront au capitalisme les erreurs et les crimes de la guerre s'ils ne veulent pas se résoudre à briser les cadres de la légalité pour équilibrer une situation qui ne peut qu'empirer.

Le peuple est aveugle et confiant. Il prête encore un certain crédit aux formes démocratiques et pourtant il devrait être éclairé à la lumière des réalités. Il n'y a qu'une solution, pour améliorer le sort des travailleurs : c'est la Révolution. La Révolution, c'est la destruction de tout un organisme périmé qui sacrifie la grande majorité d'une population au bénéfice d'une minorité ; la Révolution, c'est l'élaboration d'une société où chacun participera équitablement à la production et dans laquelle chacun trouvera le maximum de bien-être et de liberté ; la Révolution, c'est l'action qui déchargera le peuple de tout le poids que fait peser sur lui une classe de profiteurs et de ploutocrates, c'est le dégrevement de l'humanité d'une erreur qui a duré des siècles et qui sera remplacée par une vérité assurant à tous la nourriture du corps et celle de l'esprit.

DEIFIER verbe. Mettre au rang des dieux. Prêter à un animal ou à un objet, une puissance surnaturelle. La déification est un signe d'ignorance et il est compréhensible qu'aux âges reculés de l'humanité, lorsque l'homme n'avait pas encore percé les mystères de la nature, il fût enclin à déifier ce qu'il ne comprenait pas. C'est ainsi que, par ignorance et par terreur, les premiers hommes adorèrent le tonnerre et que pour manifester leur joie ou leur reconnaissance, ils glorifièrent le soleil et les astres qui leur apportaient la lumière.

Par la suite, lorsque l'humanité sortit de l'obscurité dans laquelle elle était plongée et que l'homme, par la recherche, arriva à déterminer les causes de certains phénomènes, il s'éleva de la déification des objets, des choses, à la déification de ses semblables. Il considéra comme des Dieux les grands hommes de sa génération, les rois, les inventeurs et ceux qui se signalaient par leurs découvertes. En un mot, l'homme, durant des siècles, crut infailliblement en la puissance de forces extérieures et divinisa ceux qu'il considérait comme des bienfaiteurs ou capables d'exercer une influence favorable sur la vie de la collectivité humaine.

Bien que les progrès de la science et de la philosophie aient, dans une large mesure, aboli les pratiques auxquelles se livraient les populations des vieilles sociétés, la déification subsiste encore et nous assistons fréquemment à l'adoration d'un peuple pour une personnalité marquante de son époque. De même que les anciens mettaient au-dessus de tout, et adoraient après leur mort et même parfois de leur vivant, certains de leurs grands hommes, les populations modernes exaltent, à l'égal des dieux, des êtres dont la valeur peut ne pas être à dédaigner, mais qui ne furent que des hommes, rien que des hommes. N'a-t-on pas, en France, fait de Jaurès un véritable Dieu et n'agit-on pas de même en Russie à l'égard de Lénine ? Certes, on ne pousse pas le ridicule jusqu'à adresser des prières à ces hommes déifiés, mais cependant la croyance du peuple est telle, que durant les périodes de difficulté il s'imaginerait que seule la présence de ces individus serait capable de résoudre une crise matérielle ou morale. De pieux pèlerinages sont organisés sur la tombe de ces nouveaux dieux et le culte qu'on leur porte est tel, qu'il n'est permis à personne de douter de leur puissance passée, présente et future.

« Les choses les plus ignorées sont les plus propres à être déifiées », a dit Montaigne, et c'est parce que les humains n'ont pas confiance en leur propre force qu'ils se réfugient toujours dans une croyance quelconque et qu'ils espèrent que d'autres feront ce qui leur semble impossible à eux-mêmes. Il n'y a aucune Providence et rien ne peut être modifié par des moyens ou des forces surnaturelles. N'ayons confiance qu'en nous-mêmes ; unissons nos efforts, rien n'est supérieur à l'être vivant ! supprimons les dieux, tous les dieux ; conservons le souvenir des hommes qui, par leur volonté, leur clairvoyance ou leur courage, ont apporté leur tribut à l'humanité, mais gardons-nous de les déifier si nous ne voulons pas retomber dans les erreurs qui furent si néfastes à l'évolution de l'humanité.

DEISME n. m. du lat. *Deus* (Dieu). Les vocables *déisme* et *théisme* indiquent la croyance dans l'existence d'une Divinité personnelle et intelligente, distincte du monde. Déisme, cependant est employé spécialement pour indiquer une croyance religieuse qui ne s'appuie pas sur la révélation et ne reconnaît aucun lien dogmatique. Déistes furent et sont presque tous les philosophes croyant à un Dieu. Mais la signification de *théisme* et de *déisme* varie de philosophe à philosophe. Kant, par exemple, appelle *théisme* la croyance en une divinité libre, créatrice du monde sur lequel cette divinité exerce sa propre Providence ; et *déisme* la simple

croyance en une force infinie et aveugle, inhérente à la matière et cause de tous les phénomènes qui se produisent en elle.

Le terme *déisme* est employé à indiquer la religiosité de ceux qui admettent l'existence d'une divinité, en lui niant toute action sur la nature et sur l'homme ; ou de ceux qui admettent la Providence divine, mais qui affirment l'indépendance de la moralité de la religion ; ou de ceux qui admettent l'idée du devoir et de la Providence divine, mais qui nient toute sanction de l'au-delà. (paradis et enfer) ; ou de ceux qui admettent toutes les vérités de la religion naturelle, mais qui repoussent le principe d'autorité et la révélation.

Cette dernière est la signification la plus répandue.

DELATION n. f. La délation est l'acte le plus ignoble auquel peut se livrer un individu et il n'est pas de termes assez violents pour flétrir celui qui se prête à cette basse besogne. Elle consiste à dénoncer secrètement et à accuser de certains crimes ou délits des hommes auxquels on est, ou plutôt on semble attaché par des intérêts moraux ou matériels. Le délateur est un être sans scrupule, guidé simplement dans ses entreprises par le gain qu'il espère tirer de ses méfaits, et il est d'autant plus coupable que, pour arriver à ses fins, il est obligé de se couvrir du masque de l'amitié et de la camaraderie afin de pénétrer les secrets qu'il s'empresse de dévoiler à ceux qui l'emploient. La délation est un acte tellement odieux que même ceux qui s'en servent, ou à qui elle est utile n'osent pas en revendiquer la responsabilité et si la dénonciation secrète des « crimes contre la sûreté de l'Etat était autrefois une obligation », la loi de 1832 a abrogé les peines frappant les personnes qui se refusaient à servir d'auxiliaires à la police. Le délateur est beaucoup plus dangereux et beaucoup plus lâche que le policier. Avec ce dernier, on est fixé ; on sait que son « devoir » est de rechercher, et de dénoncer tout ce qui peut troubler l'ordre bourgeois. On ne se trompe pas sur sa valeur et l'on se méfie lorsqu'il est signalé. Le délateur, lui, pénètre le milieu qu'il veut espionner, il se fait passer pour un partisan de ce milieu, il capte la confiance de ceux qui l'entourent et avec lesquels il semble travailler en toute sincérité, et finalement trahit ses « camarades » au profit de leurs adversaires. Il n'hésite pas, pour obtenir la récompense promise, à se montrer le plus acharné et le plus sectaire dans ses relations sociales et lorsque, parfois, le besoin s'en fait sentir pour ses maîtres, il dénonce des crimes ou des complots imaginaires quand il ne peut en découvrir de réels.

On s'étonne de ce que les organisations d'avant-garde soient des foyers de délateurs. C'est cependant bien simple. Ce que la bourgeoisie craint le plus : c'est le réveil des classes opprimées et leur révolte. Elle a donc intérêt à savoir quelles sont les formes d'action que l'on prépare au sein de ces milieux, afin de tâcher de les étouffer ou d'en retarder la réalisation. Il est des besognes auxquelles la bourgeoisie n'aime pas à se livrer elle-même et, pour la délation, elle a recours à des individus vils et corrompus qui consentent à accomplir cet infâme ouvrage. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de ce que les associations révolutionnaires soient pénétrées par les délateurs, mais ce qu'il faut : c'est prendre ses précautions, ne pas introduire n'importe qui dans les secrets d'une organisation et, avant d'entreprendre ou même de décider une action, savoir avec qui on la décide et avec qui on l'entreprend. On ne prend jamais trop de précautions dans la lutte sociale et, s'il ne faut pas être arrêté par la crainte des délateurs, il faut cependant regarder qui nous entoure et savoir choisir ses amis.

La délation est un crime tellement odieux qu'il faut bien se garder d'en accuser un individu avant d'être certain de ce que l'on avance. Il arrive que l'on porte

une accusation sur des apparences et non sur des certitudes, et les conséquences de cette accusation peuvent être graves. Méfions-nous. Lorsque certains gestes ou certains actes éveillent les soupçons, renseignons-nous d'abord et n'agissons qu'ensuite ; ce n'est qu'une fois convaincu de la réalité, qu'il faut dénoncer le délateur et lui réserver le sort qu'il mérite.

DELEGATION n. f. Acte par lequel on donne à un ou plusieurs individus l'autorité nécessaire pour représenter un autre individu ou groupe d'individus. Délégation cantonale ; délégation judiciaire ; délégation syndicale ; délégation de pouvoirs. En matière judiciaire, un juge peut dans l'instruction d'une affaire criminelle ou correctionnelle, se faire remplacer en donnant une délégation à un commissaire aux « délégations judiciaires » ; le maire d'une commune peut se décharger de certaines de ces fonctions et, par une délégation, transmettre une partie ou la totalité de son autorité à l'un de ses adjoints ; un parlement peut se démettre de ses pouvoirs et, par délégation, en charger le gouvernement ; une organisation syndicale donne une délégation à son secrétaire pour qu'il puisse agir au nom du syndicat. On emploie couramment le mot délégation pour désigner un groupe d'individus servant d'intermédiaires entre deux parties et qui est chargé par l'une d'elles de présenter et de défendre ses intérêts auprès de la seconde. Le terme est impropre. La délégation n'est pas le groupe d'individus, mais le mandat qu'il a reçu ; celui ou ceux qui sont nantis d'une délégation s'appellent des délégués.

DELEGUE adj. et nom. Qui a reçu une délégation ; un délégué syndical ; un délégué mineur ; « Les délégués furent reçus par le ministre auquel ils présentèrent la délégation dont les ouvriers les avaient investis ». Le délégué est donc une personne à laquelle on a transmis ses pouvoirs et qui agit ou qui devrait agir, non pas en son nom propre, mais en celui de ses mandants. Les intérêts des délégués doivent s'effacer devant ceux des groupes qui les ont nommés pour remplir une mission ou un travail quelconque et ils se doivent d'oublier leur propre personnalité pour ne songer qu'à l'organisation ou aux individus qui ont placé en eux leur confiance. Il n'en est malheureusement pas ainsi et il arrive fréquemment que les délégués trahissent la cause qu'ils étaient chargés de défendre. Il n'est pas utile d'insister sur le rôle joué par les délégués populaires qui siègent dans les assemblées législatives et qui oublient leurs promesses sitôt qu'ils ont franchi le seuil du Forum ; nous savons l'impuissance du parlementarisme (voir ce mot) et la sincérité des hommes qui acceptent d'être délégués dans les parlements. Mais dans la bataille quotidienne entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, dans les conflits d'ordre économique, il est presque indispensable que le prolétariat entre en contact avec les représentants du capitalisme et il le fait par l'intermédiaire de ses délégués. Il ne faut pas cacher le danger que présente une telle méthode d'action car le capital et la bourgeoisie dans leurs rapports avec les représentants de la classe ouvrière tentent l'impossible pour détacher la tête du corps et dissocier les intérêts des délégués de ceux qu'ils représentent. La corruption est une des armes les plus terribles de la bourgeoisie et il arrive souvent que les délégués ouvriers se laissent acheter et livrent le travailleur à son adversaire. Les exemples sont hélas nombreux de chefs d'organisations prolétariennes qui, tout en affirmant soutenir les intérêts des ouvriers, manœuvrent de telle façon que ces derniers sont toujours vaincus et restent les éternelles victimes dans la lutte sociale.

Il serait sage que la classe ouvrière avant de nommer des délégués à une mission quelconque, s'assurât de

leur capacité et de leur sincérité et se gardât de leur donner des pouvoirs trop étendus. En n'accordant aux délégués qu'une autorité limitée, en déterminant strictement leur rôle et leur travail dans une action quelconque, le prolétariat s'éviterait bien des désillusions et bien des trahisons.

DELIBERATIF adj. Ce qui a qualité pour délibérer, pour décider, pour voter à la suite d'une délibération. Avoir voix délibérative dans une assemblée, c'est-à-dire avoir l'autorité de participer par son vote aux décisions de cette assemblée, alors que ceux qui ont voix consultative peuvent donner leur avis au cours de la discussion, mais n'ont aucun pouvoir pour participer à la résolution finale. Exemple : Dans les assemblées départementales, les conseillers généraux qui sont chargés d'administrer leur région ont voix délibérative, alors que le préfet n'a que voix consultative ; dans les congrès ouvriers, les représentants des syndicats ont voix délibérative et ceux des fédérations n'ont que voix consultative. Politiquement, c'est-à-dire dans la gérance de tout ce qui intéresse la nation, il peut sembler que le peuple ait une voix délibérative et que rien ne se fait sans sa volonté. En vérité, le peuple n'est même pas consulté et son pouvoir délibératif est capté par les intrigants qui prétendent le représenter dans les parlements et qui délibèrent et décident en ne tenant aucun compte des aspirations et des volontés populaires.

DELIBERATION n. f. Action de discuter sur une résolution à prendre. La délibération comprend : l'examen de la question présentée ; la discussion des arguments favorables ou défavorables à une résolution, et enfin le vote. La délibération est utile en ce sens qu'en provoquant la discussion elle permet à chacun des membres délibérant de raisonner sur les conseils qui leur sont soumis, et de prendre des décisions en pleine connaissance de cause. Comme tout objet intéressant une collectivité, une délibération ne peut avoir de résultats heureux qui si ceux qui y prennent part sont au courant de la question qui en fait l'objet et s'ils sont animés par un sincère désir d'arriver à un but. Nous savons le peu de sérieux qu'offre les délibérations publiques des assemblées législatives et nous n'ignorons pas leur inopérance, tout au moins en ce qui concerne les sujets intéressant les classes productrices de la nation.

Toutes les organisations officielles, toutes les administrations publiques sont dirigées par des individus appartenant à la bourgeoisie et les délibérations des divers comités qui règlent les rouages de la société ne peuvent apporter aucun avantage à la classe ouvrière. Il est donc indispensable, si le prolétariat veut se libérer et voir disparaître un jour l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il sache de quelle façon il doit agir, et ce n'est qu'en délibérant qu'il peut se fixer sur le parti qu'il convient de prendre. Il est essentiel qu'une délibération ouvrière, pour porter ses fruits, soit empreinte de la plus grande cordialité et n'offre pas le spectacle des déchirements et des divisions. Le travailleur doit être uni sur le terrain du travail. Les intérêts de tous les travailleurs sont les mêmes et, lorsqu'ils comprendront que la puissance du capitalisme ne repose que sur l'ignorance des exploités, lorsqu'ils sauront que *« c'est une chose déplorable de voir tous les hommes ne délibérer que des moyens et point de la fin »* (Pascal) qu'ils auront appris à envisager les faits dans leur ensemble et à en déterminer les causes, de leurs délibérations sortira la lumière, et les résultats et les décisions de ces délibérations auront une portée formidable sur la destinée des sociétés.

DELIQUESCENCE n. f. En chimie on donne le nom de « déliquescent » à certains corps qui ont la propriété

d'absorber l'humidité de l'air et de se résoudre en liquide. Au sens figuré, ce mot est employé comme synonyme de désagrégation, de décadence. On dit qu'un organisme est en pleine déliquescence lorsqu'il est complètement en décadence et que rien ne peut être tenté pour le sauver. »

DELIT n. m. On appelle « délit » toute infraction à la loi, tout acte punissable de peines correctionnelles. Les infractions soumises à la délibération de la Cour d'assises s'appellent des « crimes ». Il y a plusieurs sortes de délits : 1° les délits publics qui provoquent une action judiciaire sans qu'aucune plainte particulière ait été portée ; 2° les délits réservés où l'appareil judiciaire ne se déclenche qu'à la demande de la partie lésée ; 3° les délits politiques. Quel que soit l'ordre du délit, les peines prononcées contre le délinquant sont ou la prison, les dommages et intérêts, ou l'amende. Si l'on considère qu'il y a en France 3.006 justices de paix qui statuent sur les délits de simple police et qui ont le pouvoir d'infliger des peines n'excédant pas 15 francs d'amende et 5 jours de prison, on peut se rendre compte du nombre incalculable d'infractions à la loi qui se commettent chaque jour. Et, à côté de tous ces tribunaux, il y a encore les tribunaux commerciaux, les cours d'appel, les cours d'assises et la cour de cassation.

Dire que toute cette organisation judiciaire, que tout cet appareil de répression n'est constitué que pour brimer les classes pauvres peut paraître enfantin et les partisans de « l'ordre » prétendent qu'il est indispensable de réprimer les délits, sans quoi la vie en société serait impossible. Il faudrait démontrer d'abord, pour prêter un certain crédit à cette assertion, qu'une société qui a besoin pour se défendre d'un tel appareil est basée sur l'ordre. Pour nous, Anarchistes, nous ne pouvons y croire et sommes convaincus que c'est le désordre qui nécessite une telle institution judiciaire.

Examinons le problème plus profondément et supposons que chacune des justices de paix n'ait à juger que cinq affaires par jour, — et nous sommes modestes, car c'est quinze ou vingt que nous devrions dire — cela fait 15.000 délits. Chacun des quatre cents tribunaux correctionnels une moyenne de dix affaires, ce qui fait 4.000, et nous arrivons à ce chiffre fantastique que pour une population de quarante millions d'habitants, il y a par année plus de six millions de délinquants, c'est-à-dire un sur sept. Cela peut sembler paradoxal, et c'est pourtant ainsi, et nous sommes au-dessous de la vérité. Peut-on, en toute loyauté, appeler cela « l'ordre » ?

Comment s'étonner alors que les prisons regorgent de monde ? Qui est responsable de ce nombre de délits et quelles en sont les victimes ? Nous disions plus haut que l'appareil judiciaire ne fonctionnait que contre les classes pauvres ; il est évident que les classes possédantes sont moins sujettes à se livrer à des infractions à la loi puisque la loi fut faite au bénéfice des privilégiés. Jamais un homme fortuné ne sera poursuivi pour délit de vagabondage par exemple ; être sans domicile, ne pas avoir les possibilités financières d'avoir un logis est, dans notre douce république française, considéré comme un délit. En vertu de la logique la plus élémentaire, il nous semble que le malheureux qui n'a ni feu ni lieu, qui est contraint, par les froides nuits d'hiver, de se contenter d'un coin de porte pour dormir, souffre assez de sa situation sans que vienne encore s'appesantir sur ses épaules la main de la justice ; il paraît que nous avons tort et que c'est un délit d'être pauvre. C'est un délit de s'attaquer à la propriété privée. Nous avons dit, d'autre part, ce que nous pensions de l'action que l'on a dénommée reprise individuelle (Voir

cambrilage, mais cependant nous sommes obligés de reconnaître que M. de Rothschild ne peut être réduit à une telle extrémité, car sa fortune lui permet d'user de procédés plus légaux pour s'approprier le bien d'autrui, et que, par conséquent, le vol et le cambrilage sont encore des délits dont n'auront jamais à répondre les individus appartenant à la bourgeoisie.

C'est donc sans hésitation que nous disons que ce sont toujours les classes pauvres qui, en vertu de la loi, commettent des délits. C'est un délit de chasser dans des terres qui ne vous appartiennent pas et le miséreux, le travailleur, n'a pas de terre ; c'est un délit de pêcher dans des eaux qui sont la propriété d'un particulier ; c'est un délit de dormir dehors lorsque l'on a pas de foyer, mais on a le droit de le faire si l'on possède des châteaux et c'est encore un délit de crier qu'une société qui se livre à un tel arbitraire est une société mal organisée. Il est vrai que ce dernier délit est considéré comme un délit politique.

Il fut un temps où ce que l'on appelle une infraction politique était considérée comme un crime et par conséquent jugé par la cour d'assises. Il en est autrement de nos jours si l'on excepte toutefois les infractions commises par les éléments appartenant à la bourgeoisie. Même quelques années avant la guerre de 1914-1918, les délits de presse, les discours considérés comme tendancieux par les représentants de l'ordre étaient soumis à la délibération du jury ; un ministre plus zélé que ses prédécesseurs se souvint des lois de 1893-1894 votées par un Parlement dominé par la peur et en décida l'application, violant incontestablement l'esprit qui, vingt ans auparavant, avait animé le législateur. Ces lois dites « scélérates » permettent aux juges correctionnels, dont on connaît l'indépendance, de condamner le délinquant à des peines variant entre un mois et cinq ans de prison, en considérant comme « menées anarchistes » l'objet du délit. Ce qu'il y a de curieux et de ridicule dans l'application de ces lois, c'est que quantité de délinquants, poursuivis pour avoir commis des délits politiques, sont condamnés alors qu'ils sont les irréductibles adversaires de l'anarchisme. Il coule de source que les délits politiques d'ordre bourgeois, c'est-à-dire réactionnaires, tels les délits commis par les royalistes ne sont pas soumis à cette même juridiction et que l'on ne les accuse pas de menées anarchistes. Seuls les éléments d'avant-garde bénéficient de cette attention gouvernementale.

Bref, quels que soient la forme ou le fond du délit, qu'il soit politique, réservé ou public, ce qui est incontestable, c'est que depuis qu'il y a des juges, le nombre des délits n'a point diminué et qu'au contraire il augmente chaque jour. Il faut donc en conclure que le délit a des causes qui échappent à la loi et que la loi est impropre à résoudre le problème de la vie commune. Tout homme dont le cerveau s'est débarrassé de toute, ou d'une partie de l'erreur qui lui fut inculquée depuis son plus jeune âge, sera obligé de reconnaître avec nous, anarchistes, que l'imperfection de l'organisation sociale est la source de toutes les infractions, et que le délit n'est qu'une conséquence du malaise manifeste de la collectivité humaine.

Détruisons les causes et les effets disparaîtront ; c'est l'unique ressource. Réformer l'appareil judiciaire est impossible ; et ce serait perdre son temps que de s'atteler à une telle besogne. La corruption a pénétré tous les rouages des sociétés modernes et il ne pouvait pas en être autrement ; l'argent, le capital, l'autorité qui sont à la base de l'organisation sociale actuelle sont les causes fondamentales et déterminantes du délit, et rien ne sera terminé tant que ces causes ne seront pas détruites. Qu'importent les critiques acerbes et malveillantes de nos adversaires lorsque nous présentons la question des délits sous son jour véritable. L'exemple

du passé, l'expérience que nous avons acquise dans la lutte sociale donne plus de fermeté à notre certitude que ce n'est pas l'administration de la chose publique qui est à réformer, mais l'ordre économique et social en son entier.

L'homme ne commettra plus de « délits » lorsqu'il cessera d'être emprisonné dans le cadre des lois humaines et que son bonheur et sa liberté ne seront plus subordonnés à la volonté et à la puissance de certains de ses semblables. Il faut que l'individu sache cependant que la liberté et le bonheur ne se donnent pas : qu'ils se prennent. Que les hommes le veuillent, et demain ils seront heureux. Le délit, qui n'est en vérité que la manifestation du conflit entre deux catégories, entre deux classes d'individus, ne peut disparaître qu'avec ces classes c'est-à-dire lorsque la contrainte et l'autorité auront fait place à la fraternité. — J. CHAZOFF.

DEMACOGIE n. f. L'origine du mot *démagogie* servait à signaler l'influence exercée par un homme politique sur le peuple, mais n'avait aucun sens péjoratif ; il était également usité comme synonyme de « démocratie ». De nos jours, il n'est plus employé dans le même sens et le mot « *Démagogie* » est toujours pris en mauvaise part. Il serait utile de définir exactement ce terme ; car il prête à confusion. Proudhon, par exemple, ne lui donne pas un sens péjoratif :

« La réaction est la négation du progrès ; le juste milieu est l'hypocrisie, et la *démagogie* en est la fièvre. La réaction cherche à faire reculer le char révolutionnaire, le juste milieu s'efforce de l'enrayer, la *démagogie* veut accélérer le mouvement » (Proudhon). Le Larousse nous donne cette brève définition de la *démagogie* : « Politique qui flatte la multitude », et pour des raisons différentes nous pensons cependant que cette définition est assez courte quant au présent. Si, avec Proudhon, nous pensons qu'il est indispensable d'accélérer le mouvement révolutionnaire et de tenir les populations en éveil, il nous semble cependant que la *démagogie* remplit ce devoir de façon imparfaite et qu'elle n'envisage qu'un côté de la question. S'il est utile de chercher à exploiter les passions populaires en vue de la libération politique et économique du peuple ; s'il est parfois indispensable de déchaîner ces passions ; il serait bon cependant de ne pas oublier que la passion, comme unique moteur de révolte, peut être une cause de désastre si l'on n'y joint pas la raison. Or, la *démagogie* s'adresse uniquement à la passion et non pas à la raison ; c'est là son erreur sinon son vice, et c'est ce qui rend le *démagogue* si dangereux. Dans une société où les causes de mécontentement sont si multiples, il est relativement facile de soulever une population en lui dénonçant les injustices et les iniquités dont elle est victime ; en s'adressant à son cœur. Il est aisé de capter sa confiance, en la grisant de promesses et en lui faisant miroiter un avenir meilleur ; mais ce qui est plus épineux, c'est de lui faire comprendre que ce bonheur entrevu sous l'action persuasive de la parole ou de l'écrit, cette population doit le conquérir elle-même et qu'aucune force ou puissance extérieure ne peut le lui donner. C'est cela qu'oublie toujours de dire le *démagogue* et c'est pourquoi nous disons que le travail de la « *démagogie* » est négatif. Non seulement il est négatif, mais il est pernicieux, car ordinairement le *démagogue* imprime une direction au peuple et se présente à lui comme un messie qui va le sortir de la situation précaire dans laquelle il se trouve. N'est-ce pas faire de la *démagogie* que d'affirmer aux classes malheureuses que leur bien-être futur dépend du morceau de papier que l'électeur va périodiquement déposer dans les urnes officielles ; n'est-ce pas faire de la *démagogie* que de faire espérer au travailleur sa

libération sans lui enseigner que cette libération est relative à la somme de sacrifices qu'il est capable de consentir ? Lutter contre le despotisme, contre l'injustice, contre l'iniquité dont souffrent les populations ; soulever la fureur populaire, entraîner le peuple dans la violence lorsque celle-ci est nécessaire à sa défense, c'est bien, et nous savons que l'énergie a parfois besoin d'être stimulée. Mais exploiter la crédulité et la naïveté du peuple, se livrer à des excès oratoires pour capter sa confiance et acquérir une popularité, se présenter à lui comme son ami alors que l'on est uniquement animé par l'ambition, user de l'influence que l'on exerce pour lui cacher la vérité et l'arrêter dans son élan émancipateur tout en faisant figure de révolutionnaire, c'est faire de la démagogie, et c'est trahir consciemment le peuple.

Le démagogue est un homme rusé et c'est une tâche ardue que de le démasquer. Les individus vouent un culte passionné à certains de leurs semblables, et malgré les trahisons et les désillusions, ils continuent à se laisser endormir par les belles paroles du tribun. D'autre part, l'homme aime à être flatté, et la flatterie n'est pas l'arme la moins usitée par le démagogue qui connaît ses foules et s'entend à merveille pour les mener.

Que faire contre la démagogie et les démagogues ? Opposer la raison et la logique à la passion. Petit à petit, le peuple se détache de tous les dieux de la politique qui s'attribuent un empire sur les cerveaux, et qui usurpent la puissance populaire ; le peuple commence à comprendre ; demain il aura compris, et alors il se débarrassera de tous les démagogues qui se hissent au pouvoir sur l'échine courbée du travailleur et la démagogie sera écrasée sous le poids de la franchise et de la loyauté.

DEMASQUER. verbe. Au sens propre : enlever le masque qui couvre le visage d'une personne déguisée. Au sens figuré : dévoiler la véritable personnalité d'un individu. Il est quantité de gens qui se présentent sous un jour bienveillant et qui n'ont d'autre intention que de tromper. L'imposteur cherche à en imposer par de fausses apparences ; le perfide se cache sous le masque de la loyauté, et le vicieux sous celui de la vertu. Il est utile de les démasquer, c'est-à-dire de mettre en évidence leurs intentions, afin de leur enlever toute possibilité de nuire. Lorsque l'on aura retiré tous les masques dont se couvrent ceux qui veulent profiter du peuple, le mensonge ne sera plus à craindre, l'erreur fera place à la vérité et l'humanité pourra poursuivre sa route à pas de géants.

DEMEMBREMENT n. m. Action de démembrer, de séparer, de diviser. Ce terme est peu usité au sens propre et est surtout employé au sens figuré. « Le démembrement d'un pays, d'une province, d'une commune ». « Avant la guerre de 1914-1918, la Pologne était démembrée, et les trois parties de son corps étaient partagées entre l'Allemagne, la Russie et l'Autriche-Hongrie ». Depuis la guerre, c'est l'Empire autrichien qui est victime du « démembrement ». Il n'y a pas que les nations, les Etats qui se démembreront ; il y a aussi les organisations sociales et, depuis quelques années, nous assistons à travers le monde au triste spectacle du démembrement des associations ouvrières. La politique perfide et menteuse a pénétré au sein des organisations prolétariennes et il en est résulté la division.

Espérons que ce démembrement n'est que provisoire et que la classe ouvrière retrouvera la force de faire de tous ses membres dispersés un corps unique lui permettant de résister à l'assaut de ses adversaires.

DEMENCE n. f., du latin *dementia*. Altération de l'intelligence ; cessation complète ou partielle des fonctions du cerveau. Une des principales manifestations de la démence est la perte de la mémoire et l'affaiblissement progressif des facultés intellectuelles et physiques. La démence est souvent due à la vieillesse, mais elle a aussi d'autres causes, et les êtres jeunes et chargés d'un héritage alcoolique ou syphilitique en sont également victimes. La démence est une terrible maladie, car la pensée et l'intelligence sont les deux fonctions qui distinguent et séparent l'homme de la bête, et celui qui en est dépourvu n'est plus qu'un déchet d'humanité. Le travailleur qui peine et fatigue pour arriver modestement à boucler le budget familial et se laisse entraîner au cabaret ferait bien de réfléchir aux conséquences désastreuses de son acte. Combien d'êtres jeunes sont innocemment victimes d'une hérédité morbide et traînent toute une vie de misère, parce que leurs ascendants n'ont pas su maîtriser leur passions et résister à un verre de poison ?

Divers auteurs nous ont, par des ouvrages d'une haute portée philosophique ou sociale, éclairé sur les effets de la boisson. Zola, dans *l'Assommoir*, nous montre « Coupeau » finissant ses jours dans le cabanon des fous, et Ibsen, dans ses « Revenants » nous présente un homme jeune et talentueux qui sombre dans la démence, victime de la funeste passion de ses ancêtres.

Certains savants et philosophes, au spectacle qu'offre l'humanité, versent dans le pessimisme le plus profond et déclarent que le monde est en son entier atteint de démence.

Dans ses « Paradoxes Psychologiques », Max Nordau, le célèbre docteur et écrivain autrichien, accuse l'individu de « dégénérescence névropathique », et il semble parfois que l'ensemble des humains donne raison à cette thèse. N'est-ce pas un vent de démence qui souffle sur le monde lorsque l'humanité sacrifie des millions d'hommes jeunes et vigoureux dans une guerre immonde et terrible ? Ne faut-il pas que l'homme soit atteint de folie pour se laisser conduire comme un mouton et se livrer sans protester au couteau du boucher ? La lassitude s'empare souvent de celui qui rêve de régénérer l'humanité lorsqu'il constate l'énorme besogne à accomplir ; et pourtant nous ne croyons pas que l'homme soit atteint de démence ; nous pensons simplement qu'il est encore un enfant qui a besoin de s'instruire et de s'éduquer, que, malgré les milliers de siècles qui nous précèdent, nous ne sommes encore qu'à l'aube de la civilisation, et qu'un long chemin reste à parcourir.

S'il arrive à l'individu de commettre des erreurs, de se livrer à des actes extravagants, de déraisonner, s'il lui arrive de se laisser entraîner dans des aventures criminelles, dans des entreprises stupides, c'est qu'il ne sait pas, qu'il ignore, et qu'il faut lui apprendre à se conduire ; c'est à cette tâche que l'Anarchiste doit s'attacher ; et ce qui apparaît comme de la démence disparaîtra lorsque l'œuvre poursuivie sera accomplie et que l'homme devenu majeur restera maître de ses destinées.

DEMOCRATIE n. f., grec *demos*, peuple, et *kratos*, pouvoir. La démocratie est le « gouvernement du peuple ou plutôt un régime politique qui prétend favoriser les intérêts de la masse. Si le socialisme est, ainsi que le prétend le Dr Gustave Le Bon, « La religion de l'avenir » on peut dire que la démocratie est la religion moderne et que toutes les puissances dites civilisées s'inspirent aujourd'hui de l'idée démocratique, sinon de son esprit. Même les gouvernements d'essence réac-

tionnaire qui exercent sur les populations leur absolu pouvoir et politiquement entravent ou cherchent à entraver tout progrès, ne manquent jamais de se réclamer dans la direction de la chose publique des intérêts et de la souveraineté populaires. Cela s'explique, car si, dans le passé, il fut possible aux autocrates d'éloigner le populaire de tout ce qui intéresse la vie d'une nation, c'est qu'ils étaient considérés comme des demi-dieux, nantis d'un pouvoir supérieur, et que la croyance et l'ignorance des hommes favorisaient une telle conception de la vie sociale ; mais Dieu est mort et n'exerce plus sur le monde qu'un pouvoir spirituel. Malgré les empreintes profondes laissées par les religions, malgré leur emprise sur une partie de l'humanité, il n'est cependant plus un individu — à moins qu'il ne soit un fanatique — qui, en notre siècle de modernisme, se laisserait gouverner économiquement au nom d'un Dieu qui apparaît lointain et qui s'éloigne chaque jour davantage. Il faut quelque chose de positif, maintenant, à la collectivité humaine ; l'homme veut être libre et la démocratie, si elle ne lui donne pas la liberté, lui offre tout au moins l'illusoire et l'éphémère satisfaction de se croire libre politiquement, alors qu'il est enchaîné dans les lois économiques dont il forge lui-même les mailles.

Si nous jetons un regard en arrière et si nous faisons une comparaison entre les formes politiques passées et présentes, nous pouvons constater que la démocratie n'est que l'adaptation des classes possédantes aux nécessités intangibles de l'évolution sociale.

Il fut un temps où le fait de posséder la terre donnait au possédant le droit absolu et incontesté de gouverner et il ne serait jamais venu au serf l'idée de réclamer une parcelle d'autorité à son maître. L'autorité se transmettait de génération en génération avec les domaines, et le pouvoir était en conséquence exercé par une aristocratie héréditaire qui se réservait tous les privilèges économiques et politiques.

Les relations d'homme à homme, de pays à pays, de contrée à contrée ; les découvertes de territoires nouveaux et l'intensification du négoce international devaient, en donnant à l'argent une puissance inconnue, transformer cet état de chose et cependant que « les rois se ruinent dans les grandes entreprises et que les nobles s'épuisent dans les guerres privées, les roturiers s'enrichissent dans le commerce. L'influence de l'argent se fait sentir sur les affaires de l'Etat » (Tocqueville). Ces divers progrès ne pouvaient se manifester sans imprimer au peuple une orientation nouvelle et les gouvernements se trouvaient forcément influencés par les nouvelles lois économiques qui avaient leur répercussion sur tout l'ensemble de l'activité sociale. C'est la démocratie qui prenait naissance ; elle se développa graduellement ; elle détruisit la féodalité ; elle sortit victorieuse de sa lutte contre les régimes autocratiques et s'imposa enfin au monde par l'idée de liberté dont elle semblait inspirée.

Si la « république était belle sous l'Empire » la démocratie n'a rien à lui envier en ce qui concerne les désillusions qu'elle a fait naître. En vérité, ce ne fut pas sans crainte que la bourgeoisie, qui n'est en réalité qu'une nouvelle aristocratie, constatait les progrès de la démocratie ; mais, ne pouvant en arrêter l'évolution, elle allait l'adapter à ses besoins et s'en faire une arme contre ceux-là mêmes qui en étaient les plus chauds partisans et les plus fidèles défenseurs. Pour donner au peuple l'illusion de la liberté absolue, pour le convaincre de sa puissance en matière politique, on le laissa se gouverner lui-même ou plutôt on lui en laissa l'apparence et lorsqu'en 1848, après bien des hésitations, la bourgeoisie française accorda au peuple le suffrage universel, elle fut bien vite rassurée sur les dangers de la démocratie, car, en raison de son igno-

rance, le peuple envoya aussitôt à l'Assemblée Constituante une majorité de réactionnaires.

La bourgeoisie comprit alors tous les avantages que présentait pour elle la démocratie et elle s'efforça d'en consolider les bases tout en en conservant la direction et « On comprend alors pourquoi les hautes classes ont définitivement abandonné toute idée de restauration monarchique ou césarienne, et pourquoi elles soutiennent de toute leur influence et de leur argent, les journaux et les candidats démocrates de tout poil et de toute nuance ». (F. Delaisi, *La Démocratie et les Financiers*, p. 69.)

Il n'y a donc pas grand chose de changé ; la démocratie actuelle ne se différencie que faiblement des anciens régimes et si le peuple est souverain, reconnaissons que c'est un souverain plein d'abnégation qui sacrifie tout son bien-être au profit d'une oligarchie occulte qui ne se présente que sous la forme d'un gouvernement qu'il a lui-même nommé.

Qu'a fait la démocratie ? Rien, nous dit Tocqueville ; elle a été abandonnée à ses instincts et il en est résulté que *la révolution démocratique s'est opérée dans le matériel de la société, sans qu'il se fit dans les lois, dans les habitudes et les mœurs, le changement nécessaire pour rendre cette révolution utile*. En quittant l'état social de nos aïeux, on jetait pêle-mêle derrière nous leurs institutions, leurs idées et leurs mœurs ; qu'avons-nous pris à la place ? Le prestige du pouvoir royal s'est évanoui, sans être remplacé par la majesté des lois ». Pouvait-il en être autrement ? Anarchistes, nous ne le pensons pas et les démocrates sincères, les démocrates d'hier qui n'ont pas vécu l'expérience de la démocratie, ont commis une profonde erreur en s'imaginant qu'un gouvernement peut être d'émanation populaire alors qu'en réalité le capital est le maître absolu et que c'est lui qui dirige toute l'activité politique, économique et sociale du monde moderne.

Cela peut sembler un paradoxe, surtout lorsque l'on sait que le peuple a la faculté de nommer ses délégués dans les assemblées législatives et que, par conséquent, c'est lui qui exerce le pouvoir par l'intermédiaire des hommes qu'il désigne à certaines fonctions. Nous avons dit plus haut que cela n'était qu'une illusion et il suffit pour s'en convaincre de lire l'œuvre de vulgarisation dû à la plume de Francis Delaisi : « *La Démocratie et les Financiers* ». Dans ce petit ouvrage, écrit en 1911, Delaisi nous éclaire sur la façon dont se font les élections en régime démocratique ; il dévoile à nos yeux tous les dessous de l'action parlementaire et aucun doute ne peut subsister sur l'indépendance des Parlements et sur le rôle qu'ils jouent dans les organisations démocratiques. Les gouvernements sont étroitement liés avec les grosses entreprises financières et industrielles et les gouvernants ne sont que des hommes de paille, des pantins que manœuvrent les véritables maîtres qui se cachent derrière le paravent de la démocratie. Les exemples abondent de cette corruption parlementaire et gouvernementale et il n'est pas besoin de fouiller dans le passé pour trouver des preuves du mensonge démocratique. Le capital soutient la démocratie et cela se conçoit, car aucun régime ne lui semble aussi favorable et c'est la raison pour laquelle tous les pays du monde s'orientent de plus en plus vers la démocratie.

Le peuple est souverain ; c'est lui qui est le maître et qui contrôle l'activité économique et politique du pays ; c'est en son nom que se font les lois et c'est en son nom qu'elles sont appliquées ; c'est lui qui veille à ce que les intérêts de la collectivité ne soient pas sacrifiés aux intérêts de quelques particuliers ; en un mot, c'est lui qui gouverne. Voilà l'esprit de la démocratie. Mais étudions-la brièvement dans son activité,

dans l'application de son programme. Quelques faits, par leur brutalité, suffiront, nous pensons, à initier les plus crédules.

Nous disons plus haut que les gouvernements démocratiques — comme tous les gouvernements du reste — agissent au nom du peuple, mais en vue d'intérêts particuliers ; qu'on en juge. Les réseaux de chemins de fer français accusent, pour l'année 1925, un déficit de 750 millions de francs et laissent entrevoir pour l'exercice de 1926 une perte de 900 millions de francs. Or, en vertu des lois édictées au nom du peuple français, ce déficit doit être couvert par le Gouvernement qui sortira de ses caisses les sommes indispensables à l'équilibre du budget des compagnies ferroviaires. Quelle ne sera pas la stupeur du démocrate assez aveugle pour croire en la vertu du démocratisme, en apprenant que les compagnies de chemins de fer ont, en fin d'année 1925, distribué à leur personnel certaines petites gratifications en guise d'étreintes ; en voici le tableau :

Directeur ou assimilé	100.000 frs
Sous-Directeur général	60.000 —
Ingénieur en chef	50.000 —
Ingénieur en chef adjoint	40.000 —
Ingénieur	30.000 —
Inspecteur principal	20.000 —
Inspecteur principal adjoint	15.000 —
Chef de gare	800 —
Sous-chef de gare	600 —
Commis facteur	400 —
Hommes d'équipe	60 —

Il n'est pas besoin de signaler la gratification dérisoire accordée au personnel inférieur et l'allocation princière touchée par l'Etat-major ; mais ce qui mérite d'être souligné, c'est que c'est le peuple qui est obligé, en vertu de son « pouvoir démocratique » de payer aux parasites sociaux des sommes fabuleuses et que si la somme d'impôts augmente chaque année, c'est que la démocratie est un foyer autour duquel viennent se grouper tous les profiteurs ignorés des classes laborieuses.

Le fait que nous signalons ci-dessus n'est pas un accident, un cas isolé, un crime pourrait-on dire, mais une chose normale, inhérente à la démocratie ; c'est la démocratie toute entière. Le monde moderne a été transformé en une vaste société anonyme à la tête de laquelle se trouve un Conseil d'Administration tout puissant, et ce Conseil est asservi aux grandes entreprises financières et industrielles qui détiennent en leur pouvoir toute richesse économique. Que l'on prenne les banques, les grandes entreprises de transport, l'industrie métallurgique et minière, les grandes administrations d'intérêt public, tout ce qui touche enfin à la vie active d'une nation, et l'on s'aperçoit que tous les rouages de l'économie sociale ont été abandonnés à quelques barons, véritables monarques qui, sur des monceaux d'or, président aux destinées de l'humanité.

La démocratie a accompli ce tour de force : d'emprisonner le peuple dans la liberté. Elle lui a donné la liberté, mais elle lui a retiré les moyens de s'en servir. Elle lui permet d'accéder aux plus hautes fonctions, mais elle a élevé des barrières pour qu'il ne puisse pas y parvenir ; elle a déclaré que tous les individus étaient égaux, mais elle a maintenu les privilèges qui sont une source d'inégalité ; elle a affirmé que rien ne pouvait se faire sans son assentiment et sans sa volonté, mais elle a livré au marché de la concurrence le domaine politique des nations et, même dans les tragédies périodiques engendrées par les appétits particuliers, la démocratie ne peut rien contre les forces mauvaises qui la dirigent.

« Les nations se déchirent aujourd'hui comme alors, et peut être avec plus de furie ; mais alors les peuples

n'étaient pas consultés, tout dépendait de la volonté de princes que leur intérêt privé guidait essentiellement, et qui avaient plus ou moins le sentiment des intérêts des nations. Aujourd'hui les peuples sont consultés ou paraissent l'être ; ils apportent à l'exécution des plans qu'on leur propose une adhésion plus formelle et mieux constatée ; ils semblent agir par eux-mêmes, et cependant, ils ne réussissent qu'à être des instruments ou des victimes. (Léon Ferr, *Revue des Deux Mondes*, Mars 1871). Et c'est en effet bien ainsi que cela se passe. On semble consulter le peuple alors qu'en réalité on lui en impose et qu'on lui fait accepter, sous le fallacieux prétexte de sa souveraineté, les pires ignominies. Peut-on expliquer autrement les guerres qui ravagent l'humanité et plus particulièrement l'horrible boucherie de 1914 ?

Ce qui fait la puissance de la démocratie, c'est que le peuple n'arrive pas à comprendre que l'on puisse le bernier à ce point, et que, dans sa confiance naïve, il s'imagine que sa puissance politique peut avoir raison des forces économiques qui subordonnent en réalité toute l'activité politique. Dans son ignorance, le peuple détache le politique de l'économique ; il ne voit pas l'étroite corrélation qui existe entre ces deux organes essentiels de la vie collective et se figure que la politique, à laquelle il accorde toute sa confiance, est un facteur d'évolution et de libération sociale alors qu'elle n'est, prise telle qu'elle se présente à nous dans les sociétés démocratiques, qu'un facteur d'asservissement.

Dans son dernier ouvrage « Les Contradictions du Monde Moderne », Francis Delaisi, après une étude approfondie de la situation créée par la grande guerre, est obligé de reconnaître non seulement l'erreur de la démocratie mais aussi ses dangers. « La souveraineté nationale, qui est apparue pendant un siècle comme la suprême garantie de sécurité pour les personnes et les entreprises, est maintenant, pour les unes et pour les autres, le suprême danger ». (*Les Contradictions du Monde Moderne*, p. 533). Nous pensons cependant que Francis Delaisi se trompe lorsqu'il pense conjurer le péril en séparant le politique de l'économique et qu'il déclare que « la séparation du politique et de l'économique amènera la fin des guerres d'affaires ». Il se trompe encore lorsqu'il pense que la Constitution des Etats-Unis d'Europe mettra fin aux grands conflits qui ensanglantent l'humanité. Normann Angell, dans « *La grande Illusion* » soutient également cette thèse et, pourtant, elle nous semble erronée. L'exemple de l'Amérique et de ses grandes républiques fédérées n'est pas suffisant pour ébranler les doutes qui nous animent, car s'il est possible de concilier les intérêts particuliers d'une fraction, il est impossible de concilier, dans un régime basé sur le Capital, les intérêts particuliers de toute l'humanité.

La constitution des Etats-Unis d'Europe et par extension des Etats-Unis d'Amérique est une nouvelle illusion dont on cherche à griser les peuples, illusion dangereuse et meurtrière, car les peuples souffriront de cette expérience. Elle est fondée sur une conception fautive puisque ce ne sont pas les divisions d'ordre politique qui déclenchent les grands conflits, mais les divisions d'ordre économique. Or l'unité économique ne peut être réalisée dans un monde dont le capitalisme est le moteur. Le capital n'est pas un facteur d'union, mais de désunion, et tant qu'il sera la source de toute l'activité humaine, la misère règnera en maîtresse sur le monde.

Séparer le politique de l'économique est inconcevable ; c'est peut-être une idée généreuse, mais elle ne peut se matérialiser, se réaliser dans l'ordre social actuel. La politique est le paravent derrière lequel se cachent les grands magnats de la finance et de l'industrie, c'est elle qui permet au capital d'évoluer librement à travers

un monde d'ignorants et d'asservis, c'est elle qui sert de trait d'union entre la liberté factice du peuple et la liberté réelle des gouvernants ; c'est le cerveau de la démocratie.

La démocratie nationale a déjà conçu cette erreur : que la souveraineté du peuple éloignera tous les fléaux inhérents à la féodalité ; la démocratie internationale qui repose sur la même erreur engendrera les mêmes fléaux.

Il n'y a de bonheur que dans la liberté et il n'y a de liberté que par la révolution. Il faut choisir. La guerre ou la Révolution. Il n'y a pas de milieu. Les mystiques de la démocratie devront s'incliner. La guerre nationale ou internationale ne peut être effacée par la réforme incomplète des institutions modernes ; elle continuera ses ravages et ses crimes, tant que la population mondiale sera divisée en deux classes : l'une opprimée, l'autre oppressive. La démocratie ne peut concilier les intérêts de ces deux classes. Le voudrait-elle, les moyens lui manquent, elle n'en aurait pas la possibilité.

Il faut choisir. Il est des hommes qui se refusent à prendre la position qu'il convient. Passifs dans leur lâcheté, ils ne veulent être ni pour la guerre, ni pour la révolution. Ce sont des neutres ballotés au gré des événements, qui ne savent pas où ils sont, qui ne savent pas où ils vont. Nourris au lait démocratique, ils espèrent encore en la puissance des dieux politiques pour amener au port le frère bateau perdu dans l'océan. Ils ne veulent ni la guerre ni la révolution. Ces hommes me font l'effet d'un moribond qui, sur son lit de souffrance, se débat contre la camarade qui sur son lit de souffrance se débat contre la camarade en criant qu'il ne veut pas mourir. Il mourra cependant. Il n'est aucune puissance qui puisse arrêter la mort ; il n'est aucune puissance qui puisse arrêter la guerre ou la Révolution.

La démocratie c'est la guerre ; la Révolution, c'est la paix. La Révolution écrasera la guerre ; la démocratie, héritière des régimes autocratiques, dernier repaire de la finance et de l'industrie, ultime sauvegarde du Capital et de l'autorité, doit disparaître ; ou alors l'humanité doit s'attendre à vivre des journées sombres et sanglantes avant de s'écrouler dans une tragédie qui n'a pas de précédent dans l'histoire des peuples. — J. CHAZOFF.

DEMOCRATIE. La démocratie est une des formes de la société capitaliste et bourgeoise. La base de la démocratie est le maintien des deux classes opposées de la société moderne : celle du travail et celle du capital, et leur collaboration sur le fondement de la propriété capitaliste privée. L'expression de cette collaboration est le Parlement et le Gouvernement national représentatif.

Formellement, la Démocratie proclame la liberté de la parole, de la presse, des associations, ainsi que l'égalité de tous devant la Loi. En réalité, toutes ces libertés ont un caractère très relatif : elles sont tolérées tant qu'elles ne contredisent pas les intérêts de la classe dominante : la bourgeoisie.

La Démocratie maintient intact le principe de la propriété capitaliste privée. Par là même, elle laisse à la bourgeoisie le droit de tenir entre ses mains toute la presse, l'enseignement, la science, l'art, ce qui, en fait, rend la bourgeoisie maîtresse absolue du pays.

Ayant le monopole dans la vie économique, la bourgeoisie peut établir son pouvoir illimité aussi dans le domaine politique. En effet, le Parlement et le Gouvernement représentatif ne sont, dans les démocraties, que les organes exécutifs de la bourgeoisie.

Par conséquent, la démocratie n'est que l'un des aspects de la dictature bourgeoise, mêlée sous des for-

mules trompeuses de libertés politiques et de garanties démocratiques fictives. — ARCHINOFF.

DEMON n. m., du grec : *daimôn* (génie). Dans le langage philosophique le mot *démon* indique le génie familier duquel Socrate se disait inspiré. Sur sa nature exacte persiste la controverse. Selon certains, Xénophon, le disciple le plus direct de Socrate, donnait à ce mot la même signification que le mot *Dieu* ; selon d'autres, Socrate croyait à l'existence de génies familiers ; selon d'autres encore, Socrate se servait de ce terme pour indiquer l'analogie entre ses pressentiments, que la divinité lui inspirait, et les démons de la mythologie grecque. Les psychiatres retiennent que Socrate fut en butte à des hallucinations visuelles et auditives et qu'il imagina de parler avec un esprit. D'après de plus récents et modernes psychologues, Socrate entendait par le mot *démon* l'inspiration avertie dans les suggestions sub-conscientes qui, chez tous les mystiques, assument une notable vivacité et se présentent à l'introspection sous la forme d'une individualité extrinsèque, de laquelle ils sentent la présence dans le profond de leur esprit. Dans le sens courant, démon se réfère à l'anti-Dieu, en qui la croyance perpétue le dualisme religieux.

DEMON. Dans les pays qui ont été touchés par le progrès et où la science et la philosophie exercent une bienfaisante influence, le démon n'est plus qu'une figure servant à caractériser une personne animée de sentiments bons ou mauvais, mais dont les inspirations et les impulsions sont plus particulièrement orientées vers le mal. Être possédé par le démon du jeu, de la jalousie, de la guerre, signifie : avoir la passion du jeu, souffrir ou faire souffrir de la jalousie, aimer la guerre. « Le démon de la discorde et de la calomnie souffle terriblement sur la littérature... » (Voltaire.) « Quel démon vous irrite et vous porte à médire ? » (Boileau.)

Chez les chrétiens, le démon est un esprit malin, l'esprit du diable, de Satan qui cherche à s'introduire dans le corps des humains afin de les corrompre et de les conduire en enfer à leur mort. On leur oppose l'esprit des anges qui incarne le bien alors que le démon incarne le mal.

La démonolâtrie, c'est-à-dire le culte et l'adoration des démons était pratiquée chez les anciens et, même de nos jours, de grandes contrées de l'Asie et de l'Afrique prêtent encore aux démons une puissance colossale. Socrate disait : « Tout homme est conduit après sa mort, par le démon auquel il a appartenu pendant sa vie, vers un endroit où les morts rassemblés subissent le jugement, et d'où ils partent pour les enfers sous un guide chargé d'y conduire ceux d'ici-bas. » Platon, le célèbre philosophe de l'Antiquité, développait cette théorie : que les démons étaient des intermédiaires entre les mortels et Dieu car « Dieu ne se mêle pas aux hommes et c'est par cet intermédiaire qu'a lieu tout commerce et tout colloque entre les dieux et les hommes ».

La croyance aux démons remonte donc à la plus haute antiquité et, si l'on peut concevoir le démonisme des anciens, il est difficile de comprendre les démoniaques modernes, êtres stupides et ridicules qui se laissent troubler par des absurdités d'un autre âge. Car il se trouve encore des sectaires assez incohérents qui se croient ou croient les autres possédés par des démons, et qui se livrent alors sur eux-mêmes, ou sur leurs semblables, à des brutalités odieuses pour le chasser de leur corps. Ces malheureux doivent être considérés comme des demi-fous, tristes victimes de l'éducation religieuse, et il serait plus sensé de les livrer au psychiatre qu'au géolier, lorsqu'ils se livrent à des excès qui troublent la vie de leurs semblables.

DEMONIAQUE adj. et nom. Communément, ce mot indique tout ce qui est propre au démon ; mais chez quelques auteurs il a une signification différente. Ainsi, Goethe, appelle démoniaque la révélation du divin dans le monde, l'inaccessible qui nous entoure et duquel nous sentons partout le mystère. Démoniaques étaient appelés ceux qui appartenaient à cette secte d'hérétiques chrétiens qui enseignaient que, à la fin du monde, aussi les démons, c'est-à-dire les anges rebelles à Dieu seraient sauvés.

DEMONISME n. m. Avec ce mot on indique cette phase de l'évolution religieuse au cours de laquelle les phénomènes naturels sont expliqués comme étant l'effet de la lutte continuelle des esprits : les uns bons, les autres mauvais, dont on imagine que le monde est peuplé. Le démonisme est antérieur au polythéisme, puisqu'en lui les esprits n'ont pas de nom, pas de forme humaine pas d'histoire personnelle, et sont simplement adorés dans les arbres, dans les nuages, dans le vent, etc. Quand i's acquièrent un nom, une forme humaine, et une histoire personnelle, le démonisme se transforme en polythéisme et en mythologie. Le démonisme est, donc, un aspect de l'animisme. Le concept du démon est propre du dualisme religieux. Dualiste est la religion de Zoroastre (religion de la Perse antique) qui attribue tous les événements du monde à la lutte de deux puissances contraires, primitives, éternelles, indépendantes l'une de l'autre. D'après cette religion, à Ormuzd, auteur du bien, s'opposait Arhimane, auteur du mal. Le Satan de la Bible est l'Arhimane juif. Dans le christianisme persiste la conception du démon, commune à toutes les religions orientales. Ainsi nous voyons Saint Michel, la lance à la main, terrassant le dragon, correspondre au très ancien Indra des Indiens qui a à ses pieds le démon Vritra.

Dans le monothéisme, c'est-à-dire dans la croyance en un Dieu unique, la conception de la divine puissance infinie, ne réussissant pas à se concilier avec les contradictions de l'univers, s'est unie, illogiquement, avec ce dualisme, qu'elle aurait dû éliminer, d'où il résulte que le monothéisme est, dans ce cas, une forme du polythéisme ; Dieu et l'anti-Dieu, c'est-à-dire Satan.

DENATURER verbe. Changer la nature d'une chose, d'une plante, d'un animal. L'usage de la greffe dénature les plantes ; le produit de l'union de deux espèces différentes d'animaux dénature l'une et l'autre de ces espèces, c'est-à-dire leur fait perdre leur caractère naturel ou primitif. Dénaturer un fait : présenter un fait d'une manière inexacte, fausse ; dénaturer une idée, une pensée, etc., etc.

On a souvent tendance à dénaturer ce qui nous gêne ; il faut s'en garder, car ce n'est pas honnête, et laisser ces pratiques jésuitiques à la gent politique. L'Anarchisme a souffert et souffre encore de ce que tous ses adversaires — et ils sont nombreux — cherchent à en dénaturer l'esprit auprès des éléments qui seraient susceptibles de s'intéresser à ce mouvement de libération sociale. On a non seulement dénaturé l'Anarchisme, mais on a présenté et l'on présente encore les anarchistes comme des criminels, des meurtriers, qui ne rêvent que de destruction. Le travail et le devoir de l'Anarchiste sont de remonter ce courant et, en se faisant connaître, d'inspirer la confiance qu'il mérite, afin de pouvoir exercer son influence et jouer un rôle dans les mouvements sociaux et historiques.

DENI (de justice) n. m. Juridiquement, on appelle un déni de justice l'acte par lequel un juge refuse de juger une affaire ou un individu en raison de l'insuffisance de la loi. Un juge n'a pas le droit de refuser de juger, même si aucun texte de loi ne prévoit le cas qui

lui est soumis, et le magistrat qui se livre à cet attentat s'expose à une peine de 200 à 500 francs d'amende et à l'interdiction de l'exercice de ses fonctions, pendant une période de cinq ans à vingt ans.

Mais il ne se rencontre pas de juges qui refusent de juger ; ou le cas est tellement rare, qu'il ne mérite pas qu'on y porte attention ; c'est ce qui explique probablement que, dans le langage courant, le déni de justice exprime non pas le refus de juger, mais le refus d'accorder à quelqu'un ce qui lui est dû en vertu même de la loi. Ex. : En vertu des lois sur la presse, les crimes d'ordre politique doivent être soumis à la compétence de la cour d'assises ; cependant, les anarchistes, les communistes, tous les révolutionnaires se voient entraînés devant les tribunaux correctionnels et, lorsque les juges de ces tribunaux refusent de se déclarer incompétents, c'est un déni de justice. Les révolutionnaires ne peuvent pas être choqués d'une telle attitude de la « justice » et de ses représentants : la loi est faite pour les riches et appliquée par les représentants de la bourgeoisie ; il n'y a donc rien à en espérer. Transformer le milieu, tel est le but vers lequel doivent s'orienter tous les révolutionnaires et le déni de justice disparaîtra avec la « justice » elle-même.

DENONCIATION n. f. Action de dénoncer, de faire connaître. Une dénonciation scandaleuse ; une dénonciation calomnieuse. Celui qui accuse secrètement ou publiquement quelqu'un à la justice est un dénonciateur. L'être infâme qui trahit et dénonce ses complices dans un crime est généreusement récompensé de son acte par la « Justice » et bénéficie de l'indulgence des tribunaux. « Cet infâme jouit tranquillement du fruit de ses dénonciations » (Lachâtre). De même que la délation, la dénonciation a trouvé dans les milieux d'avant-garde un terrain fertile à exploiter et il y a fatalement des dénonciateurs parmi les révolutionnaires ; ils ne sont cependant que d'un danger relatif dans les pays où l'action se passe au grand jour ; mais, dans les pays où la réaction sévit avec force, ils accomplissent leur sinistre besogne au détriment des organisations qui se placent hors la loi et veulent réformer un régime arbitraire de brutalité et de violence.

DENTS, HYGIENE DENTAIRE. Avant de passer au développement que comporte un tel sujet, il est utile de donner quelques détails sur le passé, ceci dans un but strictement instructif. Cette description permettra de mieux apprécier les progrès réalisés dans cette branche, tant au point de vue thérapeutique que prothétique. Nous verrons, par quelques exemples, les choses les plus burlesques, les plus incroyables ; la crédulité publique, le peu de connaissance en la matière ou la peur de l'extraction faisaient que beaucoup de personnes prenaient le mal de dents comme un mal inévitable et qu'il n'y avait qu'à supporter patiemment ce mal « d'amour » pour qu'il disparût. On souffrait autrefois autant sinon plus que de nos jours, car les connaissances médicales étaient précaires. On essayait surtout d'ôter la dent malade avec des instruments qui étaient de véritables instruments de torture. Nous constatons que Rois, Seigneurs, Puissants du jour souffrirent atrocement des dents. François I^{er}, Charles VII, Henri IV, etc., souffrirent ou eurent à subir des interventions chirurgicales. Mais arrêtons-nous un peu à Louis XIV. Louis XIV souffrait énormément des dents. Périodiquement, sa joue enflait et un abcès malencontreux venait déformer la figure de cette royale majesté, qui, dans sa toute puissance, ne pouvait que se mettre des cataplasmes de mie de pain et de lait sur sa noble joue. Il en souffrit tellement que les archiâtres du temps inscrivaient dans le journal de sa Majesté : « Il n'y aurait rien à souhai-

ter, si la mauvaise disposition de sa mâchoire supérieure côté gauche, dont toutes les dents avaient été arrachées, ne l'eût obligé de remédier à un trou de cette mâchoire qui, toutes les fois qu'il buvait ou se gargarisait, portait l'eau de sa bouche dans le nez d'où elle s'écoulait comme d'une fontaine. Ce trou s'était fait par l'éclatement de la mâchoire arrachée avec les dents qui s'étaient enfin cariées et causaient quelques fois des écoulements de sanie et de mauvaise odeur ». S'il en était ainsi de cet auguste personnage, soigné par les représentants les plus distingués de la médecine, vous pensez ce qu'il en devait être des malheureux dont, par le marteau, la tenaille ou le ciseau, le forgeron, le maréchal ou le barbier soignaient la dentition !

On peut dire que pendant plusieurs années Louis XIV souffrit atrocement, à telle enseigne que le pus coulait continuellement de ses blessures et qu'il sentait mauvais à deux pas. Louis XVI, au cours de son séjour forcé à la prison du Temple, eut une fluxion. Il demanda un dentiste. La Chambre du Conseil se réunit et dut statuer si Louis Capet aurait satisfaction. La Chambre refusa, sous prétexte que Louis XVI pouvait parler au dentiste et le corrompre. Napoléon se servait de cure-dents en quantité considérable. Lui-même attribuait à ses soins sa belle denture. Au cours de sa captivité, il eut besoin du dentiste, pour l'extraction d'un dent de sagesse et Napoléon le Grand, Napoléon qui fit trembler le monde cria, tempêta comme un perdu, pour faire extraire cette dent, à tel point que Betsy, sa petite amie, lui dit en avoir honte pour lui : « l'homme est un apprenti, la douleur est son maître ».

Pendant ce temps le peuple se fiait aux rebouteux, aux barbiers et autres arracheurs de dents. La peur de l'extraction lui faisait employer des remèdes extravagants. Le plus populaire, le plus estimé, était l'urine humaine. Ce remède était très recommandé par les doctes savants de l'époque. Fauchard, le père de la « dentisterie », n'hésitait pas à en recommander l'emploi. « Il consiste, disait-il, à se rincer la bouche avec quelques cuillerées de son urine toute nouvellement rendue. Ce remède est bon. On a un peu de peine au commencement à s'y accoutumer, mais que ne fait-on pas pour son repos et sa santé ? » Et l'auteur nous avertit que ce remède est très approuvé par messieurs les professeurs de la Faculté de Médecine. Un autre remède fameux : « Prenez la patte gauche de derrière d'un crapaud séché au soleil ; mettez-la entre deux linges fins et appliquez-la sur la joue à l'enroit de la dent qui vous fait mal, et la douleur cessera aussitôt ». Pour faire tomber les dents, voici un moyen infaillible : « ayez un lézard vert, mettez-le dans un pot et faites-le sécher au four, puis réduisez-le en poudre, frottez de cette poudre la gencive et la dent que vous voulez faire tomber, et vous la tirerez sans peine avec les doigts ».

Ensuite, des charlatans allèrent de ville en ville, en de riches apparats avec de brillants équipages. Trompes et tambours annonçaient au loin l'arrivée du célèbre Untel qui arrache les dents avec un sabre et sans douleur. Mais ceci est presque de nos jours, puisque nos grands-pères qui vivent encore ont vu ces arracheurs et ont eu besoin de leurs services.

A côté de ces extravagances, il y avait des médications raisonnées : girofle, pyrèthre, guimauve, etc... Il y avait aussi des dentistes qui travaillaient sérieusement à améliorer l'art dentaire. Les appareils de prothèse dentaire étaient sculptés dans de l'os ou dans des défenses d'hippopotame ; c'étaient encore des appareils en or ou en platine sur lesquels étaient fixés des dents humaines.

La dent est un organe dur « ostéoïde », calcaire, d'apparence osseuse, implantée dans l'épaisseur des arcades

maxillaires. Les dents sont destinées spécialement à la mastication et à la phonation. Il y a trois sortes de dents : les incisives qui servent à couper, à inciser, qui se divisent en centrales et latérales ; il y en a 4 par mâchoire. Les canines qui servent à tenir, à déchirer ; il y en a 3 par mâchoire ; enfin les molaires, qui se divisent en petites molaires au nombre de 4 qui aident les canines et les grosses molaires, au nombre de 6, qui servent à triturer, à broyer.

La partie de la dent que l'on voit dans la bouche est la couronne ; les racines sont implantées dans les maxillaires. La couronne est constituée par une couche dure appelée *émail* qui enveloppe complètement l'ivoire qui est la partie constitutive la plus grosse de la dent ; au milieu se trouve tout un paquet vasculo-nerveux ; c'est le centre-vital de la dent. Au centre de chaque racine passe un filet nerveux.

Il y a deux dentitions : la première temporaire ou dents de lait ; la deuxième permanente ou définitive. La première dentition évolue du 7^e mois de la vie au 33^e mois. Ces dents sont au nombre de vingt. Les dents permanentes ou de 2^e dentition comportent un total de 32 dents. L'éruption de chaque dent permanente est précédée de la chute de la dent temporaire correspondante, sauf pour les grosses molaires. L'éruption commence vers 6 ans et se termine en général vers 25 ans par la dent de sagesse.

Il importe de savoir que vers le 40^e jour de la vie intra utérine apparaît, sur le bord de l'embryon, une saillie ou bourrelet épithélial. Ce bourrelet se transformera suivant un processus embryologique qu'il est superflu de développer ici et donnera naissance aux dents. Il faut savoir aussi que la calcification commence vers le quatrième mois de la vie *intra utérine*, que par conséquent à partir de ce moment, toute maladie chez la mère ou toute mauvaise nutrition se représentera sur l'embryon en général et sur ses dents en particulier. En un tel état, la maman devra suivre un régime alimentaire prescrit par le médecin, régime qui compensera la déperdition de ses forces et donnera à l'embryon les moyens de constituer normalement ses dents.

Au cours de la grossesse et de l'allaitement, la mère devra tenir sa bouche dans un état de rigoureuse propreté, si elle ne veut pas voir la carie se développer avec une rapidité désespérante. Dans cet état spécial, la mère se trouve en déficience ; ses dents se déminéralisent légèrement, le milieu buccal s'étant transformé permet les fermentations acides, qui détruiront l'émail de la dent d'autant plus rapidement qu'à ce moment la maman se délaisse personnellement pour ne penser qu'à l'être attendu ou à dorloter le mignon bébé. Toutes les mamans vous diront : « j'ai commencé à perdre mes dents à mon premier enfant ». De plus, il ne faut garder, *sous aucun prétexte*, des chicots des dents cariées ou abscédées, car non seulement la mère s'intoxique, mais, ce qui est plus grave, elle intoxique lentement son enfant.

Que ceux qui ont à charge d'élever un enfant veuillent bien y apporter le plus grand soin, car l'enfant, est pour son développement physique et intellectuel, sous la dépendance de son intestin, par conséquent l'enfant doit pouvoir bien triturer ses aliments pour bien les digérer et pouvoir les assimiler le plus complètement possible, afin d'acquiescer le plus d'éléments pour le développement de son individu. D'autre part, un enfant ayant de mauvaises dents, souffre, mange mal, dort mal, s'intoxique par absorption de bactéries et microbes. Sa santé générale est ébranlée, son système nerveux se fatigue. L'enfant est alors en état de moindre résistance, il est prédisposé à toutes sortes de maladies, particulièrement à la tuberculose.

Qu'est-ce donc que la carie dentaire ? La carie est l'altération des tissus durs de la dent. Cette altération est surtout caractérisée par sa nature infectieuse. Diverses causes ont altéré ces tissus : traumatiques, chimiques, maladies, etc... Aussitôt les microorganismes s'introduisent dans les canalicules de l'ivoire désorganisant, par leur action nécrogène, plus ou moins complètement la dent. Si on n'intervient pas, si la nature ne peut réagir, la dent se désintègre complètement et peut amener des complications graves.

On s'aperçoit de jour en jour de l'importance du milieu buccal sur l'état général et inversement. Aussi, en pathologie générale, on ne peut pas ne pas se préoccuper de la bouche, véritable carrefour des voies digestives et respiratoires. En effet, on peut dire que les neuf dixièmes des maladies infectieuses ont leur porte d'entrée par la bouche. Irritation de l'estomac recevant des aliments mal triturés et infectés, provoquant des gastrites septiques. L'absorption continue de pus peut provoquer des affections du foie, des reins, du cœur, du cerveau. Je puis citer le cas de la sœur d'un camarade que l'on traitait dans une clinique pour son système nerveux détraqué. Bromure, douche, tel était le traitement. La simple extraction de ses dents mauvaises, au nombre de 17, remit, en quelques semaines, cette personne dans son état normal. Chez les fumeurs par exemple le cancer a plus de chance de se développer dans une bouche malpropre. On peut dire que le cancer guette le fumeur aux dents sales. Au cours d'épidémies, les personnes ayant une bouche en mauvais état sont les plus touchées. Presque tous les microbes peuvent se trouver dans la bouche à l'état normal sans provoquer aucune manifestation pathologique ; mais il suffit d'un état de moindre résistance pour que l'équilibre biologique soit rompu.

Il faut donc, à l'état normal, avoir une hygiène bucco-dentaire rigoureuse et à plus forte raison au cours de maladie ou d'accidents graves. Une brosse dure et du savon de Marseille sont des armes indispensables pour voir dans un gracieux sourire une belle rangée de perles se détachant d'une gencive rose et ferme.

Nos cabinets dentaires modernes disposent de moyens scientifiques pour soigner et guérir sans aucune douleur. La thérapeutique dentaire a acquis les mêmes progrès que la thérapeutique médicale. L'art dentaire bénéficie des moyens chimiques et électriques soit pour la désinfection, la stérilisation électrique, Rayons X, haute-fréquence, les anesthésiques, etc... La prothèse dentaire s'est surtout manifestée par les travaux d'or et de porcelaine qui permettent de remplacer et de remplir parfaitement la fonction naturelle disparue. L'orthodontie a permis de régulariser une denture en position vicieuse et le professeur P. Robin, des Enfants malades, a transporté sur les mâchoires et sur la face cette théorie, obtenant ainsi des résultats surprenants. Il existe, dans beaucoup d'hôpitaux de Paris, des services dentaires gratuits, où le dévouement des professeurs et des élèves est sans égal, mais où l'administration de notre régime routinier et arbitraire empêche d'étendre plus largement ces services qui ne sont pas outillés comme ils devraient l'être. Quoi qu'il en soit, il n'est plus permis, de nos jours, d'avoir peur de souffrir chez le dentiste. A mesure que le progrès rentrait par la porte, la douleur se sauvait pas la fenêtre. — M. PARANT.

N. B. — Les exemples cités dans la première partie de cette étude, sont empruntés à *Dagey*.

DENUEMENT. n. m. Etat de l'être dépourvu de tout ce qui est indispensable à la vie. S'applique à l'individu et à la collectivité. Cet homme est dans le plus complet dénuement. Cette famille se trouvait dans le

plus terrible dénuement. Le dénuement est une des manifestations de l'ordre bourgeois. N'est-il pas affreux de songer que des nombreuses familles souffrent de la faim, que des petits enfants n'ont pas de quoi se nourrir, alors que les magasins regorgent de vivres et que la richesse s'étale honteusement aux yeux de tous ? La philanthropie cherche à amoindrir les effets du dénuement et les philanthropes s'imaginent que l'aumône est capable de résoudre le problème de la misère ; la presse bien pensante verse de temps en temps un pleur sur le dénuement qui a poussé une famille au suicide ; tout cela est une sinistre comédie qui ne fait que perpétuer un état de chose criminel, et les résultats obtenus par ce genre d'action sont plus malfaisants qu'on ne le pense.

C'est surtout dans la grande ville que l'on assiste au pénible spectacle de la misère et Paris, la « capitale du monde », regorge de malheureux dénués de tout moyen d'existence. Il suffit, pour s'en rendre compte, de s'arrêter un instant, par les froids matins d'hiver, devant les « soupes populaires » qui distribuent gratuitement un bol d'eau chaude qualifié bouillon. Ils sont là des centaines et des centaines de pauvres hères, sans foyer, sans famille, sans une main amie qui vienne se tendre pour soulager leur détresse, et qui attendent, par la pluie, par le vent, que la porte s'ouvre pour s'engouffrer dans une salle étroite et puante où, pendant quelques minutes, ils auront l'illusion de la chaleur. Qui sont-ils, d'où viennent-ils, tous ces miséreux ? Ce sont des travailleurs qui se sont, un jour, trouvés sans ouvrage et qui, petit à petit, ont tout perdu de ce qu'ils avaient, eux qui n'avaient pas grand chose ; ce sont des bacheliers qui traînent leurs diplômes avec leur pauvreté et qui ne trouvent pas à vendre leur savoir ; ce sont des inconscients perdus dans la vie et qui ont été élevés dans les larmes ; c'est le rebut de l'humanité, c'est le déchet de la société, c'est la conséquence du désordre social, c'est la souffrance née de la richesse des uns, c'est le capitalisme qui livre à la charité publique le trop plein de la chair à travail. Et ils sont, de par le monde, des millions comme cela. Qui n'a entendu parler de Londres et de ses mendiants, qui cherchent la nuit un refuge sous les ponts de la Tamise ? Et dans toutes les capitales, et dans toutes les grandes cités où le luxe s'étale avec impudence, il en est de même, car le luxe et la fortune des uns ne reposent que sur la misère des autres.

Ce n'est pas un sentiment de pitié qui doit nous envahir devant un tel spectacle, c'est un sentiment de révolte. La pitié n'a jamais rien fait et ne fera jamais rien. A quoi bon larmoyer et se lamenter sur l'inégalité et l'injustice sociales ? Il faut réagir et lutter contre les forces mauvaises qui déterminent un tel état de choses et le dénuement fera place au bien-être lorsque les hommes voudront comprendre que leur force est en eux-mêmes et qu'il leur est possible, s'ils le veulent, de transformer cette société où le bonheur des uns n'est fait que de la misère des autres.

DEPENDANCE. n. f. Etre sous la dépendance de... c'est-à-dire dépendre, être subordonné, être placé sous l'autorité de quelqu'un ou de quelque chose. Ne pas être indépendant. L'esclave était dans la dépendance de son maître, l'ouvrier est dans la dépendance de son exploiteur. « Dépendre, c'est, selon la plus claire notion et la plus évidente, être tenu d'obéir » (Bourdalué). Or, dans la société actuelle, de gré ou de force, l'homme est contraint d'obéir, de se courber devant les exigences ridicules des institutions et est, par conséquent, dans la dépendance de cette société. Il est impossible d'échapper à la loi féroce de l'autorité, et les « en dehors » ou ceux qui supposent l'être,

ne le sont que superficiellement. Nous sommes pris en un étau et l'individu seul ne peut conquérir son indépendance. Quelle que soit la forme de la société, si celle-ci est basée sur l'autorité, l'indépendance individuelle sera toujours subordonnée à celle d'une majorité et, par conséquent, dépendante de cette majorité. L'indépendance ne peut être que collective et ne peut se concevoir que dans une société libérée de toute contrainte et de toute entrave, et dans laquelle une fraction de la collectivité ne sera pas dans la dépendance d'une autre fraction. Seul, le communisme libertaire, qui vise à abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, à étouffer toute autorité, et considère qu'il n'y a de bonheur et de bien-être que dans la liberté la plus large, peut, par la Révolution, atteindre ce but ; et, tant qu'il ne sera pas atteint, la lutte devra se poursuivre.

DEPEUPLEMENT. n. m. Action de dépeupler. Bien que naturellement les populations aient tendance à augmenter en nombre, certaines contrées du monde traversent une crise de dépopulation. Cela ne veut pas dire que le nombre d'habitants de ces contrées diminue, mais qu'il s'accroît avec moins de rapidité que celui des contrées avoisinantes.

Il est évident que la guerre, les épidémies et la famine qui sévissent encore en certaines régions, sont des facteurs de dépopulation (voir ce mot) ; mais ceci n'explique pas que, dans un pays, une partie du territoire se dépeuple, alors que d'autres parties sont surpeuplées. En France, par exemple, nous assistons au dépeuplement de la campagne ; cependant que les villes deviennent trop étroites pour contenir le flot grandissant de la population.

Les économistes bourgeois ont trouvé une explication simpliste à ce phénomène et prétendent que si la campagne se dépeuple c'est que le campagnard est attiré par les lumières de la cité et se laisse griser par des perspectives de vie facile. Pourtant, ce sont d'autres facteurs qui déterminent l'émigration campagnarde. D'abord, afin de maintenir ses privilèges, la bourgeoisie met journellement en application ce principe : « Diviser pour régner » et, par sa propagande intéressée, a créé un antagonisme entre les populations campagnardes et citadines. A la ville, on affirme que si le coût de la vie augmente chaque jour, il faut en rejeter la responsabilité sur le paysan qui ne livre ses produits qu'à des prix prohibitifs ; alors qu'à la campagne, on déclare que les charges fiscales s'élèvent quotidiennement en raison des exigences exagérées du citadin qui ne veut produire que faiblement pour des salaires dépassant la norme permise.

On conçoit qu'une telle propagande n'est pas sans porter ses fruits et qu'il en résulte une haine sourde entre le paysan et le citadin.

Le travailleur des champs s' imagine que celui de la ville est un oisif produisant peu et vivant bien, et qu'il est plus avantageux d'abandonner la terre et de fouler le pavé de la grande cité que de continuer à végéter dans des conditions précaires. Si on ajoute à cette cause la soif de distraction de la jeunesse et l'attrait des plaisirs factices, on comprendra peut-être une des raisons qui déterminent le dépeuplement des campagnes. Mais ce n'est qu'un des facteurs du dépeuplement de la campagne ; il en est d'autres beaucoup plus sérieux sur lesquels les économistes bourgeois conservent un silence tout politique.

Le paysan est, et reste attaché à la terre et s'il l'abandonne, c'est qu'en réalité elle ne lui donne pas les avantages qu'il était en droit d'espérer. Il est excessif de déclarer que le paysan possède aujourd'hui la fortune et le bien-être. S'il est vrai qu'une certaine portion de la paysannerie bénéficie de certains privilèges, ce serait

une erreur de croire que tous les paysans sont heureux.

En réalité l'évolution économique et industrielle a été moins rapide à la campagne qu'à la ville et si le propriétaire a bénéficié du désaxage créé par la guerre de 1914, la situation du travailleur des champs, de celui qui, ne possédant rien, est obligé de louer ses bras pour assurer sa pitance, ne s'est guère améliorée, au contraire.

L'ouvrier de la terre est encore courbé sous un régime qui rappelle la féodalité et les difficultés qu'il rencontre pour s'organiser rendent plus ardue la lutte pour son émancipation. En vertu de la centralisation qui s'opère à la campagne comme à la ville, le petit paysan devient la proie du gros propriétaire, et grossit les rangs des ouvriers ne possédant rien. Convaincus qu'ils n'arriveront jamais à conquérir leur indépendance et qu'ils ne peuvent, en travaillant, arriver à se libérer, ils préfèrent abandonner un travail fatigant et peu rémunérateur, et c'est ce qui explique la surpopulation des cités et le dépeuplement des campagnes.

Cette situation présente un réel danger, car en venant s'ajouter à la population des cités, la population immigrante se jette sur le marché du travail et les maîtres de l'industrie profitent de cette concurrence que se font deux catégories de travailleurs également exploités par le même capitalisme. Pour lutter contre cet état de chose, il est indispensable que les relations plus étroites soient nouées entre les travailleurs des champs et ceux des villes. Il est d'une nécessité urgente que l'ouvrier de l'industrie fasse comprendre à son frère de la campagne, que les mensonges colportés par les agents de la bourgeoisie ont pour unique but de diviser la classe ouvrière dans son ensemble et d'arrêter son mouvement d'émancipation. Et c'est d'autant plus urgent que la révolution, unique moyen de libération sociale ne peut être efficace que par l'étroite collaboration du travailleur des villes et de celui de la campagne, et que, au lendemain d'un mouvement catastrophique, le ravitaillement des cités est subordonné au degré d'évolution du prolétariat de la terre.

Nous pensons que sur cette question les organisations syndicales et d'avant-garde ont un rôle tout tracé et qu'une intense propagande doit être faite afin d'arrêter le dépeuplement de la campagne qui détermine de grosses difficultés pour le présent et une réelle menace pour l'avenir.

DEPOPULATION. n. f. La bourgeoisie de certains pays se désole en constatant que si le chiffre de la population ne diminue pas, il n'augmente pas cependant dans des proportions normales et naturelles et elle craint que, cet état de choses se généralisant, elle ne soit pas en mesure de trouver demain sur le marché le matériel humain indispensable à ses désirs d'impérialisme et de domination mondiale.

On a dit que la dépopulation était déterminée par la guerre, la famine et les épidémies. Cela est incontestable, mais pourtant ces fléaux ne sont eux-mêmes que des effets dont il faut rechercher les causes et c'est ce que nous allons faire sans aucun esprit démagogique et en nous appuyant sur des chiffres d'une netteté qui, nous l'espérons, feront réfléchir les plus fidèles défenseurs de l'ordre bourgeois.

La cause première qui engendre la dépopulation est le capitalisme, qui, par ses accaparements, par son exploitation et la mauvaise répartition des richesses sociales, détermine la misère et par extension toutes les maladies, toutes les épidémies qui, à leur tour, provoquent dans les populations ayant atteint un certain degré de civilisation, un arrêt de la procréation. Nous savons qu'en France par exemple il meurt chaque année environ cent mille individus de la tuberculose, et nous

savons également que la tuberculose n'étend ses ravages que dans les classes productrices qui sont contraintes de vivre dans des conditions d'hygiène détestable et qui n'ont pas leur suffisance de nourriture. Or, comment s'étonner que les classes pauvres se refusent à faire des enfants alors qu'elles savent que ces malheureux seront condamnés à mort par le capitalisme, et que s'ils échappent à la maladie, la guerre se chargera de les arracher à la vie.

Certains économistes prétendent que le bien-être économique du peuple n'est pas arrêté par l'ordre capitaliste et que bien au contraire les formes économiques et politiques modernes sont les plus susceptibles d'assurer à chacun le maximum de ce qui lui revient en raison de la production mondiale. Nous disons, nous, que si le peuple refuse de produire, de faire des enfants — et le « mal » n'ira qu'en s'accroissant, car aucune loi ne peut obliger des humains à procréer — c'est que le capitalisme, pour satisfaire ses ambitions et ses besoins, ne livre à la consommation qu'une partie de la production mondiale et que, si la répartition des vivres se faisait de façon normale et logique, nous n'assisterions pas au spectacle dégradant, pour une société, de la misère affreuse s'étalant à côté de la richesse et du superflu.

Nous allons essayer de démontrer par des chiffres que la population du monde aurait la possibilité de satisfaire tous ses besoins naturels si l'accaparement du capitalisme ne s'exerçait pas dans toutes les branches de l'activité économique.

La population de la terre, c'est-à-dire des cinq parties du monde, se chiffre par environ 1.750.000.000 (un milliard sept cent cinquante millions d'habitants ; or, parmi cette population il en est une partie qui meurt littéralement de faim et qui est périodiquement victime des famines qui sévissent en certaines contrées. Cependant la production totale de ce qui est indispensable à la vie des hommes est supérieure à ce qu'ils pourraient consommer.

Durant la dernière décennie, c'est-à-dire d'après les statistiques élaborées pour les années comprises entre 1915 et 1925 la production annuelle mondiale de céréales fut la suivante par tête d'habitant :

Blé	720 kilogrammes
Avoine	360 —
Orge	250 —
Seigle	250 —
Maïs	700 —
Riz	1.100 —
Pommes de terre	800 —

En conséquence, si nous faisons le total, nous constaterons que chaque habitant de la terre pourrait se permettre de consommer 4.180 kilogrammes (quatre mille cent quatre-vingt kilogrammes) de céréales par année, c'est-à-dire une moyenne de 11 kilogs par jour.

Il est évident que sur cette production de la terre il faut nourrir le bétail qui se répartit comme suit :

Chevaux	100 millions
Bœufs	550 —
Moutons	500 —
Chèvres	120 —
Porcs	210 —

Total 1.480 millions

Mais si l'on considère que ce cheptel, exception faite du cheval, est, à son tour, livré à la consommation, nous ne croyons pas nous tromper en affirmant comme nous le faisons plus haut que céréales ou viande, la population mondiale a la possibilité de consommer une somme de 11 kilogs de nourriture par jour et par tête. Nous ferons remarquer en passant qu'à part la pomme

de terre, nous ne faisons pas état de tous les légumes et fruits qui sont récoltés de par le monde et alors se pose cette question : comment se fait-il que le peuple n'arrive pas à satisfaire ses besoins les plus élémentaires ? Aussi criminel que cela puisse sembler, le capitalisme préfère laisser des populations crever littéralement de faim que de livrer la production de la terre à la consommation. Pour maintenir des prix élevés, chaque année, des millions et des millions de quintaux de matières comestibles sont jetés, brûlés, cependant que des populations entières vivent dans la pauvreté la plus médiocre et dans l'insuffisance la plus tragique. C'est terrible et incroyable, mais c'est pourtant ainsi. Les voilà les raisons de la dépopulation, que semblent ignorer les repopulateurs qui crient au scandale parce que le peuple ne veut plus faire d'enfants. Considérant les chiffres incontestables que nous énonçons plus haut, la bourgeoisie n'est-elle pas la première responsable de la dépopulation ?

Le Docteur Georges Drysdale dans son étude sur « La Pauvreté », reprenant l'affirmation de Malthus que « la population, quand elle n'est pas entravée, s'accroît dans une progression géométrique telle qu'elle se double tous les vingt-cinq ans », et que les moyens de subsistance ne peuvent pas s'accroître dans les mêmes proportions, cherche à démontrer dans son ouvrage que « la population est nécessairement limitée par les moyens de subsistance » et que « c'est donc une immense erreur de supposer, comme on le fait d'habitude, que les guerres, les famines, les pestes, etc., que l'histoire nous énumère, ont surtout été provoquées par les mauvaises passions des hommes ou par l'absence d'habileté industrielle. Elles résultaient principalement des instincts sexuels, et étaient absolument inévitables, puisque ces instincts n'étaient pas contenus par la prévoyance. Il naissait plus d'enfants que le lent accroissement des moyens de subsistance ne pouvait en maintenir ; ainsi il fallait qu'ils disparaissent d'une manière quelconque ». (Georges Drysdale, *La Pauvreté*, p. 33).

Nous n'avons pas ici l'intention d'étudier le malthusianisme et le néo-malthusianisme qui seront traités plus loin (voir ces mots), mais les affirmations du Dr Drysdale nous semblent basées sur une erreur fondamentale. Les guerres ne sont nullement provoquées par la surpopulation du globe ou d'une de ses parties mais simplement par le désordre social consécutif à la mauvaise gestion d'une classe qui méconnaît ou continue sciemment à méconnaître les besoins collectifs et à les sacrifier à ses intérêts particuliers. Même en acceptant aveuglément ce principe malthusien que « la population quand elle n'est pas entravée, s'accroît dans une proportion géométrique telle qu'elle se double en vingt-cinq ans », le danger de la surpopulation n'est pas une menace immédiate, car les 140 millions de kilomètres carrés des continents peuvent être habités par une population dix fois supérieure à celle d'aujourd'hui ; ce qui ne ferait en réalité que 120 habitants par kilomètre carré et parce que la production actuelle de la terre, si elle était bien répartie, suffirait presque à nourrir cette population. Notons en passant que, par kilomètre carré, la population de la France est de 71 ; celle de l'Allemagne de 128 ; celle de la Belgique de 245 ; celle du Royaume Uni de 188 ; celle de l'Italie de 124 ; celle du Japon de 187. Le capitalisme qui a entre les mains les rênes de l'économie mondiale, s'inquiète peu de l'avenir et ne cherche pas à savoir, lorsqu'il agit, si son action sera favorable ou désavantageuse aux générations futures. Il travaille en raison de ses aspirations immédiates et cela est tellement vrai que loin d'être inquiet par le problème de la surpopulation dans l'avenir, il s'inquiète de la dépopulation dans le présent.

La question de la population ne peut donc être pour le travailleur qui y est le plus particulièrement intéressé, un problème d'avenir, mais un problème d'une réalité brutale qu'il a le devoir d'étudier et de résoudre.

Pour les classes opprimées, ce n'est pas la surpopulation qui détermine l'arrêt dans la procréation, car, obligées de se livrer chaque jour aux difficultés de la vie, elles restent ignorantes des grands problèmes sociaux de l'avenir. Mais ce que les travailleurs n'ignorent pas, ce sont les charges terribles qu'occasionne la naissance d'un petit être, c'est l'esclavage qui en résulte, et la crainte de ne pouvoir satisfaire aux besoins les plus élémentaires d'une nouvelle bouche. Un enfant dans le foyer plébéien, mais c'est le salaire de la semaine qui se divise en trois ; c'est l'abandon de l'atelier ou du bureau par la maman ; en un mot c'est l'augmentation des charges et la diminution des possibilités de vie. Or, le peuple demande à vivre maintenant. Lui aussi s'éduque chaque jour un peu plus au grand livre de l'Histoire et il en a assez de l'esclavage qu'il subit depuis des siècles et des siècles ; il aspire à un peu de joie, de bonheur et de liberté. Les joies familiales lui sont refusées puisque, pour le travailleur, la famille n'est qu'une source de larmes ; alors, il cherche ailleurs et il constate que la science lui a donné le moyen d'amoindrir sa détresse ; qui donc ira le lui reprocher ? Aucune loi au monde, nous le répétons, ne peut contraindre à procréer ; il est donc inutile à la bourgeoisie de se lamenter sur un état de choses qu'elle a créé, qu'elle a voulu, qu'elle a cherché, en refusant à chacun la possibilité de se nourrir et de vivre humainement.

Pour son expansion, le capitalisme a besoin présentement d'une augmentation de la population dans certaines parties du globe ; mais l'humanité qui souffre aujourd'hui des ravages occasionnés par l'intérêt du capitalisme, refuse de se livrer à une prolifération désordonnée. En agissant ainsi, le peuple travaille non seulement pour le présent mais il travaille aussi inconsciemment pour l'avenir, puisque, de cette façon, il écarte le danger de la surpopulation qui pourrait être fatale à l'humanité. Il remplit donc son rôle historique et c'est bien. Demain, lorsque les nuages se seront effacés, et que le peuple libéré des entraves qui le maintiennent dans un demi-esclavage pourra en pleine quiétude envisager l'avenir, il se penchera alors sur le brûlant problème de la « population », et la science aidant il triomphera de tous les obstacles.

DEPUTE. Celui qui est chargé d'une députation ; qui remplit une mission au nom d'une nation ou d'un souverain.

Dans le langage courant, on désigne sous le nom de député le personnage chargé de représenter le peuple aux Assemblées législatives. En France il y a deux Chambres législatives : la Chambre des députés et le Sénat. On appelle députés ceux des membres qui siègent à la première et sénateurs ceux qui siègent à la seconde.

La Chambre des députés se renouvelle tous les quatre ans ; pour être éligible, il faut être Français et avoir 25 ans d'âge. Chaque département nomme autant de députés qu'il a de fois 75.000 habitants, il y a donc en France 626 députés dont 24 pour l'Alsace et la Lorraine. Les députés touchent un traitement de 45.000 francs par an, mais nous verrons plus loin que ce salaire n'est pas le plus clair de leurs ressources et que la place ne manque pas d'être avantageuse. La personne d'un député est inviolable. Aucun membre de l'une ou l'autre Chambre législative, c'est-à-dire député ou sénateur, ne peut être poursuivi ou arrêté, en matière criminelle ou correctionnelle pendant la durée de la session parlementaire. Seule, l'Assemblée peut permettre les pour-

suites par la levée de l'immunité parlementaire, mais elle ne le fait que pour des raisons exceptionnelles et très rarement.

En vertu des lois démocratiques, chacun a le droit d'être député, il suffit, pour cela, ainsi que nous le disons plus haut, d'être Français et d'avoir 25 ans d'âge ; il semblerait donc que le député est le fidèle représentant du peuple et qu'il défende, ainsi qu'il en est chargé, les intérêts de ses électeurs. Le peuple a cette croyance naïve ; et les batailles électorales sont chaudes et parfois violentes, lorsqu'il s'agit de réélire ou d'élire les candidats qui se présentent. La place est recherchée, cela se conçoit, et l'électeur naïf qui ne connaît de la politique que son côté superficiel se dispute, espérant que son candidat — qui ne peut être que le meilleur — triomphera des adversaires et qu'ainsi sortira victorieuse la politique qui lui paraît susceptible d'améliorer son sort. Pas une minute l'électeur ne suppose que le candidat puisse être un charlatan qui se moque de lui et se fiche de son bien-être et de sa liberté ; pas une minute il ne doute de sa sincérité et de son dévouement. A ses yeux, son candidat est un être sublime qui se dévoue à une cause et qui sacrifie ses propres intérêts pour soutenir et défendre ceux de ses semblables, et l'électeur se prosterne devant tant d'abnégation.

Car en effet si l'on considère la façon dont le député se présente à l'électeur, il faut reconnaître que cette fonction est pour celui qui en est chargé une source d'ennuis et de tracas. Le député, avons-nous dit, est élu pour quatre ans et touche annuellement un salaire de 45.000 fr., ce qui fait pour une législature 180.000 francs. Cela peut paraître excessif, mais l'électeur s'est-il jamais posé cette question : à savoir combien coûte une élection ? Probablement non ; car l'électeur ne pénètre pas dans le fonds de la politique et ne s'arrête qu'à la surface. Or, une élection est une bataille, et une bataille qui ne se livre pas à coup de fusils mais à coup de publicité, de propagande ; et cette bataille coûte cher. Pour réussir dans sa tentative, le candidat doit s'attacher la presse, inonder les murs d'affiches, payer des propagandistes qui travaillent le collège électoral, et cela ne se fait pas sans argent. Au bas mot, on peut dire que, de nos jours, une élection coûte au moins 100.000 fr. Faut-il encore les posséder, car celui qui ne peut répondre à toutes les exigences publicitaires peut être certain d'être submergé par ses adversaires et en conséquence arriver bon dernier. Il ne suffit donc pas, ainsi que cela semble, pour décrocher un mandat, d'être Français et d'avoir 25 ans d'âge, mais pour être juste il faut ajouter, qu'il est indispensable de posséder 100.000 francs. Nous voyons donc que sur les 190.000 francs que touche un député, il ne lui en reste plus que 90.000, et encore nous supposons que le candidat fut élu, sinon il a purement et simplement perdu 100.000 francs. Et voilà pourquoi le peuple s' imagine que son député est un homme sincère et dévoué, car, aussi désintéressé soit-on, il est peu d'individus qui soient prêts à risquer 100.000 francs pour en gagner 90.000. Mais ce que le peuple ignore c'est que la plupart des candidats sont patronés par de grosses firmes industrielles et de grosses entreprises financières qui ont la faculté de jeter tout l'argent nécessaire dans la bataille, et que, une élection étant une bataille d'argent, lesdits candidats sortent toujours victorieux. Et de cette façon la finance et l'industrie ont à la Chambre des députés leur représentant direct. Ce que le peuple ne veut pas comprendre, c'est que le député n'est pas un agent politique chargé de défendre ses intérêts mais un agent commercial qui a une mission à remplir auprès des gouvernants et que cette mission consiste à arracher à l'Etat le plus possible en faveur des établissements qui l'ont placé là.

L'Etat est un gros acheteur ; il dépense chaque année plusieurs milliards et chacun est avide de recevoir du Gouvernement une commande. Qui, mieux qu'un député, est capable d'arracher un ordre ou de provoquer un achat ? Qui, mieux qu'un député, surtout s'il est représentant d'une grande firme d'aviation, peut pousser le Gouvernement à l'armement aérien ? Il a l'air de remplir une œuvre patriotique et nationale, alors qu'en réalité il ne cherche qu'à remplir ses poches. Dans toutes les branches de la grosse industrie et de la haute finance il y a, à la Chambre, des députés qu'on a surnommés les députés d'affaires et qui forment la majorité de l'Assemblée. S'il se trouve, par hasard, parmi ces hommes, une brebis qui ne soit pas galeuse, et qui ne veuille pas se laisser contaminer, elle est bien vite écrasée par l'entourage.

Faut-il voter une loi sociale, quelque chose qui puisse être avantageux à la classe opprimée ? Immédiatement se dresse toute la clique de ces hommes de paille, qui, en chiens de garde de la bourgeoisie et du capital, s'élèvent contre les mesures envisagées, et la loi retourne dans les cartons poussiéreux des ministères, d'où elle ne sort plus jamais.

Voilà le rôle du député, qu'il remplit du reste à merveille. Nous avons dit d'autre part que la démocratie était le dernier rempart de la bourgeoisie, le député en est le fidèle soldat, et c'est un soldat qui ne livre pas bataille franchement, loyalement, mais qui use de fourberie, de mensonges et de trahison.

Quel plus bel exemple peut-il être donné des qualités morales d'un député que les élections législatives de 1924 qui feront époque dans les annales de la démocratie ? Deux ans à peine après les dites élections, les élus trahissaient leurs électeurs et fléchissaient le genou devant l'homme sur lequel pèse une grande part de responsabilité de la guerre de 1914. Combien d'exemples semblables pourrait-on citer à l'actif des députés ! Et cela ne suffit pas au peuple.

Il y avait, dit J.-M. Guyau, « une femme dont l'innocente folie était de se croire fiancée et à la veille de ses noces. Le matin en s'éveillant, elle demandait une robe blanche, une couronne de mariée, et souriante, se paraient. « C'est aujourd'hui qu'il va venir », disait-elle. Le soir la tristesse la prenait, après l'attente vaine ; elle était alors sa robe blanche. Mais le lendemain, avec l'aube, sa confiance revenait : « C'est pour aujourd'hui disait-elle ». Et elle passait sa vie dans cette certitude toujours déçue, et toujours vivace, n'ôtant que pour la remettre sa robe d'espérance ».

Le peuple n'est-il pas atteint de cette même folie, plus dangereuse, hélas ! car ses espérances toujours déçues, perpétuent son esclavage et engendrent souvent des catastrophes ? Il continue, malgré l'expérience du passé, à se laisser griser de mensonge, et après avoir été trompé par les blancs il se laisse tromper par les rouges, espérant encore et toujours trouver l'homme ou plutôt le Dieu qui l'arrachera à son sort misérable. Il ne veut pas comprendre que cet homme n'existe pas que personne ne peut le sortir de son esclavage et que « l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que du travailleur lui-même ».

Il vote, espérant trouver là le salut. Tout ce que l'on peut dire a été dit sur le député et sur l'électeur, et nous ne pourrions mieux faire que de citer la conclusion du vigoureux pamphlet de Octave Mirbeau à ce sujet.

« A quel sentiment baroque, à quelle mystérieuse suggestion peut bien obéir ce bipède pensant, doué d'une volonté à ce qu'on prétend, et qui s'en va, fier de son droit, assuré qu'il accomplit un devoir, déposer dans une boîte électorale quelconque un quelconque bulletin,

peu importe le nom qu'il ait écrit dessus ?... Qu'est-ce qu'il doit bien se dire, en dedans de soi qui justifie ou seulement qui explique cet acte extravagant ? Qu'est-ce qu'il espère ? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le jugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail et de probité. »

« Rien ne lui sert de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

« Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires : la protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre, qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point.

« Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne sa vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un et de donner l'autre ? Eh bien ! non. Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces et les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des révolutions pour acquérir ce droit. » (Octave MIRBEAU. *La Grève des Electeurs*.)

Et il n'y a rien à ajouter.

DESARMEMENT n. m. « Action de désarmer, de réduire ou de supprimer ses forces militaires », telle est la définition la plus courante du mot désarmement.

Pour nous, qui n'envisageons pas les choses et les faits de la même façon, et qui les considérons sous un angle différent, le désarmement ne peut être à nos yeux, partiel et consister en une réduction quelconque des forces militaires, mais doit, pour être effectif, entraîner la suppression totale de ces forces. Durant les années qui suivirent la signature des divers traités de « paix », mettant fin à la guerre de 1914-1918, de nombreuses conférences officielles furent organisées, et autour du tapis vert de la diplomatie, les représentants de toutes les grandes nations du monde, étudièrent ou firent semblant d'étudier le problème du désarmement. Un accord fut conclu déterminant la limite d'armements dans laquelle devaient se maintenir les nations contractantes, et on alla même jusqu'à détruire de vieilles unités maritimes, donnant ainsi au peuple l'illusion que quelque chose était fait pour le maintien de la paix mondiale. Or, il est erroné de penser, qu'une limitation, qu'une réduction des armements soit un facteur de paix et il serait faux de croire que dans les hautes sphères gouvernementales, on soit animé par le désir d'amoindrir les forces militaires des différentes nations du monde. La vérité brutale est que chaque nation est entraînée dans un formidable tourbillon créé par la guerre de 1914 et que la paix est menacée par l'intensification perpétuelle des armements. Du reste, mieux que toutes paroles, les chiffres nous fixeront nettement sur la situation respective de certaines nations et des dépenses qu'elles effectuent pour maintenir et augmenter leur puissance militaire.

Dépenses pour la « Défense Nationale »

ANGLETERRE		
	En milliers de dollars	
	1913-14	1924-25
Armée	"	203.233
Armée et Aviation	171.468	"
Aviation	"	64.967
Marine	247.489	252.537
Colonies.	"	22.019
Dépenses militaires incorporées au budget civil	"	11.124
Total	418.957	553.880
INDES		
Armée et Aviation	96.769	191.007
Marine	2.508	3.025
Ouvrages militaires	4.713	13.873
Total	103.990	207.905
ÉTATS-UNIS		
Département de la Guerre	112.485	340.554
Département de la Marine	114.869	277.208
Total	257.354	617.762
JAPON		
Armée	46.276	80.727
Marine	47.258	96.087
Total	98.534	176.814
ITALIE		
Marine Militaire et Aviation	116.947	111.837
Marine Marchande	49.344	38.832
Colonies, dépenses militaires	1.881	8.459
Total	178.173	159.149
BELGIQUE		
Budget ordinaire	14.345	25.522
Budget extraordinaire	2.354	3.538
Total	16.699	29.060

Quant à la France, son budget de la guerre qui était en 1914 de 1.720 millions de francs, s'est élevé, en 1925, à 5.521 millions, auxquels il faut ajouter : 1.252 millions pour les dépenses du Ministère de la Marine.

Voilà donc ce qu'entendent par « désarmement » les hommes qui président aux destinées du monde. Une fois de plus les peuples se laissent bernier par leurs dirigeants et reposent tranquilles sans s'apercevoir que le réveil sera brutal et que les mots de désarmement ne sont prononcés que pour cacher l'armature d'acier dont s'entourent les différents capitalismes internationaux.

Nous avons tracé un tableau comparatif des dépenses militaires, de différentes nations en 1914 et en 1925, et l'on pourrait nous objecter que, la valeur de l'argent ayant diminué et que celle des matériaux n'étant pas la même en 1914 qu'en 1925, il ne s'en suit pas que ce surplus de dépenses ait déterminé une intensification des armements.

S'il est vrai en effet que la dépréciation de la monnaie joue un rôle dans les dépenses formidables occasionnée par la course aux armements, il est utile de faire remarquer que l'armement s'est modernisé et que si l'on étudiait le problème superficiellement on serait également tenté de croire qu'un progrès immense s'est réalisé et que le désarmement s'opère lentement, mais progressivement. En effet, pour la France par exemple, le nombre d'officiers qui était de 32.392 en 1913,

n'était plus en 1926 que de 31.622 et celui des soldats était descendu de 870.000 en 1924 à 640.000 en 1926.

Mais nous savons que les hommes, de même que les fusils et les canons, ne joueront qu'un rôle effacé, secondaire, dans les guerres futures, et qu'en conséquence, les dirigeants peuvent sans crainte sacrifier quelques cent mille hommes inutiles, et faire refondre quelques centaines de canons, sans pour cela désarmer. Ils donnent au peuple, en accomplissant ces actes, l'illusion du désarmement, et celui-ci se contente de cet artifice pendant que, dans l'ombre, on organise l'aviation et l'on fabrique des gaz qui sont les véritables armements modernes.

Voici, du reste, un document officiel, émanant de la Société des Nations, qui nous initie pleinement sur le désarmement des grandes nations et sur les procédés susceptibles d'être pratiqués au cours d'une guerre :

« Mais on peut concevoir dans l'avenir d'autres procédés tels que le lancement par avions de bombes ou autres récipients, chargés en produits nocifs, qui atteindraient les populations civiles aussi sûrement que les combattants. « Il est douteux, écrit le professeur André Mayer, que les peuples se rendent compte de la puissance de cette arme et du danger auquel elle les expose » ; et le professeur W. B. Canon, va plus loin encore, lorsqu'il déclare que : « Nous n'avons rien vu au cours de la dernière guerre, qui soit comparable aux perspectives probables de destruction des centres industriels et de massacres de populations civiles, au cas où un nouveau conflit important viendrait à se produire ». « L'arme chimique, employée pendant la dernière guerre avec une intensité croissante et une efficacité indiscutable produit les effets physiologiques les plus divers. « Il n'y a pas plus de limites concevables à sa puissance, à son efficacité, à sa diversité, qu'il n'y en a à la pharmacologie ou à n'importe quelle branche de la chimie. »

« Les substances nocives employées étant d'un usage courant en temps de paix, l'arme chimique est à la disposition de toute grande puissance industrielle possédant des usines chimiques, et cette constatation suggère aux professeurs Zanetti et Mayer, les conclusions suivantes extraites de leurs rapports :

« L'extrême facilité avec laquelle, nous dit le professeur Zanetti, ces usines peuvent être transformées, presque en une nuit, en fabriques de matériel destiné à la guerre chimique, fait naître un sentiment de crainte et de défiance vis-à-vis d'un voisin disposant d'une organisation chimique puissante. »

« Elle assure, en effet, à une puissance animée de mauvais desseins, une supériorité immense, observe à son tour le professeur Mayer. Un corps nocif, étudié en secret « et cette étude peut se faire n'importe où » fabriqué en grande quantité (et cette fabrication peut être faite dans n'importe quelle usine chimique), jeté par surprise sur une population non préparée, peut briser toute velléité de résistance ».

Du point de vue technique, il ne semble pas qu'il y ait une impossibilité à ce que les grandes cités soient attaquées au moyen de gaz toxiques par la voie des airs ou par les armes à portée de plus en plus longue existant dans l'armement des forces militaires et navales modernes. Il y a, au contraire, des raisons de croire que, dans une guerre future, l'armée aérienne sera beaucoup plus développée que dans la dernière guerre, tant au point de vue du nombre des avions que de leur capacité de transport.

« Quelque condamnable que soit une telle action, il n'y aurait pas de difficultés techniques à ce que les bombes de grande dimension, remplies de gaz toxique, soient jetées sur des centres indispensables à la vie politique ou économique du pays ennemi.

« Le gaz utilisé ne serait pas nécessairement à effet temporaire, puisque le but consisterait à gêner ou détruire le centre d'activité qui serait l'objectif de l'attaque. Le gaz moutarde, par exemple, déversé en forte quantité sur de grandes villes, resterait probablement pendant longtemps sur le sol et pénétrerait graduellement dans les maisons.

« Il faut espérer qu'on trouvera un moyen efficace de protéger les populations civiles contre de tels dangers, mais il faut admettre que le problème est difficile. La fourniture de masques à une population entière semble être presque impraticable et il reste encore à prouver que les méthodes de protection collective soient efficaces.

« En l'absence de ces moyens et sans indications préalables sur le point d'attaque, toute protection complète est impossible. De plus, les gaz toxiques lourds demeurent près du sol, même en pleine campagne pendant un temps très long. Dans une ville, il est difficile de dire le temps pendant lequel ils resteraient et persisteraient à constituer un danger.

« On pourrait dire sans doute qu'un tel développement de la guerre serait trop odieux et que la conscience humaine se révolterait contre de pareilles pratiques.

« Cela est possible, mais étant donné que, dans les guerres modernes telles que la dernière, toute la population d'un pays se trouve plus ou moins directement engagée, il est à craindre que des belligérants peu scrupuleux ne fassent pas de différence entre l'usage de gaz toxiques contre les troupes sur le champ de bataille et l'usage de ces gaz contre les centres qui fournissent à ces troupes les moyens de se battre.

« En conclusion : constatant, d'une part, les applications de plus en plus nombreuses et variées de la science à la guerre, observant d'autre part, que le véritable danger, — danger de mort — pour une nation serait de s'endormir confiante en des conventions internationales, pour se réveiller sans protection contre une arme nouvelle, il paraît à la Commission essentiel que les peuples sachent quelle terrible menace est ainsi suspendue sur eux. »

Nous avons tenu à reproduire ce texte en son entier, car il est, dans son ensemble, non seulement un avertissement pour les peuples, mais aussi une preuve de l'impuissance dans laquelle se trouve, en 1927, cette fameuse Société des Nations, à écarter les conflits entre nations. Et de plus cet exposé nous éclaire lumineusement sur le désarmement. On comprend pourquoi certaines grandes nations ne se refusent pas à réduire leurs effectifs militaires, à détruire certaines vieilles unités navales, ne se trouvant plus en rapport avec les besoins de la guerre moderne, tout en s'organisant puissamment dans l'attente de nouvelles hécatombes.

« L'extrême facilité », dit le rapport que nous reproduisons « avec laquelle les usines peuvent être transformées, presque en une nuit, en fabrique de matériel destiné à la guerre chimique fait naître un sentiment de crainte ». Il est évident que cela complique sensiblement le problème du désarmement, car telle puissance, peut paraître très faible si l'on considère le nombre de ses troupes, de ses canons, de ses navires, et être très forte au point de vue chimique.

Et, bien que, dans les cercles officiels, on parle, pour le peuple, de désarmement, il est notoire que chaque puissance du monde envisage dès à présent l'utilisation des gaz nocifs dans la guerre qui vient ; et ce n'est tellement vrai que, le 26 juillet 1926, le journal *Paris-Soir* publiait ce petit entrefilet suggestif malgré sa brièveté :

« Londres, 26 juillet. — Demain M. C. G. Ammon parlera à la Chambre des Communes de la guerre aérienne.

« Il demandera au gouvernement de voter une loi

rendant obligatoire la possession d'un masque à gaz ». Cette mesure est indispensable, a déclaré dans son rapport l'auteur de cette interpellation, car en cas de guerre, d'un moment à l'autre, une ville peut être anéantie par des gaz lancés par avions.

« En créant cette obligation du masque, les municipalités, à des périodes fixes, — trois ou quatre fois par an — feront passer les populations dans des chambres à gaz afin de leur bien apprendre à s'en servir (*Paris-Soir*). »

Ce n'est donc pas sans raison qu'au début du mois d'août 1926, Han Ryner lançait ce manifeste à la population, afin de l'éclairer sur les dangers qui la menacent.

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » écrit Rabelais. Mais la science a progressé depuis et, si la conscience ne se réveille pas en l'homme, la science ne ruinera pas seulement l'âme.

« Si l'homme reste assez vil pour laisser faire les gouvernements, et pour obéir à ceux qui ont assez peu de conscience pour se prétendre des chefs ; s'il reste l'être discipliné qui se laisse mener en troupes et en armées, c'est l'humanité même qui, grâce à la science, fera hara-kiri.

« Et voici, d'après la *National Zeitung de Bâle*, comment le grand suicide du genre humain risque de commencer :

La guerre vient brusquement d'être déclarée.

Aucune difficulté urgente, insoluble, ne semblait la rendre imminente. Au contraire, les dernières nouvelles étaient plutôt rassurantes.

La condamnation à mort de l'Europe n'est connue du Gouvernement que depuis cinq minutes. La presse n'en sait encore rien, le public non plus.

Les rues sont remplies d'une foule anxieuse, excitée, mais qui ne se doute rien.

Tout à coup, une odeur de violette, d'abord légère, puis insupportable, envahit les rues et les places. Déjà l'air n'est plus respirable.

Qui ne réussit pas à s'enfuir à temps — et bien peu y réussissent — devient rapidement aveugle, perd connaissance, s'effondre sur le sol et étouffe.

Le ciel est parfaitement serein, bleu, sans nuages, Aucun avion en vue.

Cependant, à quatre ou cinq mille mètres au-dessus du sol, hors de la portée de la vue et de l'ouïe, une escadrille évolue, sans pilote, sous l'action d'ondes hertziennes, et laisse couler sur le sol sa charge de gaz lacrymogène (le gaz le plus « humain ») ou de Lewisite, moins agréable déjà, ou même de bichlorure d'éthyle sulfuré, le gaz moutarde, roi des poisons.

La guerre des gaz a commencé. L'action du gaz moutarde, dernier cri de la technique moderne, ne saurait être décrit en termes trop atroces. Des dix-sept espèces de gaz utilisés jusqu'ici avec succès, c'est de beaucoup la plus parfaite. C'est la mort même.

Aucun masque ne protège contre lui. Il ronge les chairs. Lorsqu'une région a été saturée par le gaz, chaque pas, chaque poignée de porte, chaque couteau à faire reste pendant des mois mortels.

Les aliments ne peuvent plus être consommés. L'eau est empoisonnée. Toute vie se trouve anéantie.

Encore deux ou trois guerres utilisant de tels progrès et il ne restera plus personne pour dire : « Je n'ai pas voulu cela » (HAN RYNER).

Est-il besoin d'ajouter quoi que ce soit ? Il est évident, indéniable, que l'armement moderne, plus terrible que celui qui l'a précédé est une menace pour l'humanité et que le monde va à la ruine si les peuples ne se réveillent pas de leur torpeur. Certains prétendent que la guerre serait trop monstrueuse et qu'aucun homme d'Etat ne prendrait sur lui la lourde responsabilité de

la déclencher. Raisonner ainsi, c'est se prêter volontairement comme « agneau pascal » et se faire indirectement un agent de destruction. Déjà en 1914, cet argument courait de bouche en bouche, et pourtant la guerre éclata et durant quatre ans et demie, ce ne furent que massacres et que ruines. Il en sera de même demain, et rien ne peut empêcher que cela soit, sinon la volonté des hommes, de ne pas se faire tuer dans un conflit d'intérêts divisant le capitalisme.

Le problème du désarmement reste entier. Il ne peut être résolu par les parlottes diplomatiques. C'est au peuple de le résoudre.

Le désarmement est intimement lié à d'autres questions et vouloir le traiter séparément est inutile. Le capital a besoin d'armements pour se défendre et l'utopie n'est pas d'espérer une société sans capital, mais justement de songer à réaliser une société capitaliste sans armements.

Nous avons, par ailleurs, tenté de démontrer quelles sont les origines des guerres (voir capitaliste et capitalisme), et nous restons convaincus qu'il n'est pas de remèdes dans l'ordre social actuel, susceptibles d'enrayer les conflits internationaux.

Et ce n'est pas une question d'hommes. Les hommes peuvent disparaître. Un conservateur peut, à la tête du gouvernement, être remplacé par un radical, un démocrate, voire un socialiste. Rien ne sera changé. Les dangers de guerre subsisteront tant que ne sera pas effondré le régime basé sur le capital. Ce qui est plus terrible, c'est que tout retard dans l'accomplissement d'une telle œuvre rend la tâche plus difficile. A mesure que nous avançons dans le temps, le capitalisme s'organise plus puissamment, et la faiblesse des classes opprimées s'agrandit également en raison directe de la force du capital. Demain il sera trop tard, les peuples seront réduits à l'esclavage et toute tentative de révolte deviendra inutile.

La révolution n'est pas seulement une question d'individus, elle est aussi et surtout une question d'événements, mais faut-il encore que les hommes sachent profiter de ces événements et ne pas les laisser passer en restant inactifs.

Au lendemain de la boucherie, lorsqu'en 1918 les hommes d'Etat des nations belligérantes furent obligés, faute d'hommes et d'argent, d'arrêter le massacre, le peuple avait entre les mains tous les outils nécessaires pour se libérer une fois pour toutes de tous ses maîtres, de tous ses parasites. Pendant quatre ans, il avait su se sacrifier pour une cause qui n'était pas la sienne, mais il n'eut pas le courage d'user de ses armes contre ses véritables ennemis. Il avait la possibilité d'organiser sur les ruines sanglantes de la guerre une société de bonheur et d'harmonie, il ne l'a pas voulu et il rendit ses armes avec la même inconscience qu'il les avait reçues.

Le capitalisme eut peur un moment. Mais aujourd'hui, tout danger immédiat étant écarté, il organise sa défense en usant d'armes d'élite, mises entre les mains d'individus lui appartenant et en qui il peut avoir toute confiance.

Il n'est pourtant pas possible que l'humanité se détruise ainsi. Si le capitalisme sent sa fin prochaine, il n'hésitera pas à tenter l'impossible pour entraîner avec lui toute l'humanité. « Périssent le monde entier » s'il ne doit pas vivre, lui. Voilà où nous en sommes, et notre conclusion est et reste toujours la même. Y en a-t-il une autre ? Nous ne le pensons pas.

Le capitalisme est un facteur de désagrégation, de destruction, et l'humanité a besoin d'être construite sur de nouvelles bases. L'autorité a fait ses preuves, et il a été démontré suffisamment, qu'elle n'engendre que la misère et la ruine. Que reste-t-il alors ? « La liberté ».

Remontons à la source, plongeons le scalpel dans

l'origine du mal, et le désarmement s'opérera, dans le domaine physique et moral pour le plus grand bonheur de l'humanité régénérée. — J. CHAZOFF.

DESARROI n. m. Désordre, confusion. Etre dans un grand desarroi, c'est-à-dire être troublé, ne pas savoir comment sortir d'une situation difficile. Depuis la guerre de 1914, les Etats du monde sont dans le desarroi et ne peuvent retrouver leur équilibre. Cela se conçoit facilement lorsque l'on est pas nourri au lait démocratique et que l'on considère les choses dont on est entouré avec un peu de logique et de raison. Ce sont les formes des sociétés modernes qui engendrent le desarroi social et malgré qu'au sens bourgeois on ait fait du mot anarchisme le synonyme de désordre, il semble bien que la réalité soit là pour démontrer que l'ordre n'est pas une des qualités des Sociétés bourgeoises. Le desarroi social est dû à la mauvaise gérance de la société, dans laquelle, on ne le répètera jamais assez, les intérêts collectifs sont sacrifiés aux intérêts particuliers. Les sociétés modernes ne vivent que par la force de l'habitude, par la vitesse acquise, par la routine, et sitôt qu'un accident vient arrêter le cours normal de leur vie, elles sont désemparées et perdues. C'est que les fondations des sociétés capitalistes ne sont pas aussi solides qu'on se plaît à l'affirmer. Les apparences sont trompeuses et on s'en rend compte parfois, lorsque l'on constate les tâtonnements des hommes qui ont la charge de diriger la vie publique et l'incertitude dans laquelle ils se trouvent.

Cependant la société capitaliste trouve de nombreux architectes qui cherchent à consolider les bases de la société bourgeoise afin d'en retarder l'écroulement. Il appartient aux hommes sensés et courageux d'avoir la vision nette et précise des nécessités sociales, et de profiter de ces périodes de desarroi intense pour empêcher que l'on rafistole la vieille bâtisse qui nous abrite si mal depuis des siècles. C'est dans le desarroi du capitalisme qu'il faut jeter les bases de la maison neuve que nous bâtirons demain.

DESASTRE n. m. Le désastre est un grand malheur, une calamité qui s'abat sur une population. Il y a des désastres devant lesquels l'homme est impuissant ; il ne peut que les enregistrer et chercher à en amoindrir les effets ; ce sont ceux d'ordre naturel tels les tremblements de terre, les éruptions volcaniques etc... qui sont provoqués par des causes indépendantes de la volonté humaine. Il semblerait que ces calamités qui sont la source de tant de deuils ne sont pas suffisantes à l'humanité, et que celle-ci déchaîne des désastres comme par plaisir. Les guerres, les famines, sont des désastres que l'homme pourrait éviter et qui ne sont dus qu'à l'ambition, la lâcheté, l'ignorance et la bêtise des individus. Contre ces derniers nous pouvons beaucoup ; si, en notre vingtième siècle, nous assistons encore à de terribles catastrophes et si le monde est déchiré, c'est que l'esprit de fraternité n'a pas encore suffisamment pénétré l'individu, et que celui-ci n'est pas assez éduqué pour mettre fin aux désastres dont il est la victime mais dont il porte toute la responsabilité.

Il faut espérer que les progrès de la science permettront bientôt à l'homme de dompter la nature et d'enrayer ses méfaits et que l'éducation lui fera comprendre que l'entraide et la solidarité peuvent et doivent mettre un frein à la férocité de certains qui provoquent des désastres sociaux, pour en tirer des honneurs et des bénéfices.

DESAVEU n. m. Action de désavouer ; faire un désaveu de ses doctrines, c'est-à-dire, rétracter ce que l'on avait avancé précédemment. En matière politique, les

cas de désaveu sont assez fréquents et sont le plus souvent déterminés par l'intérêt, mais parfois le désaveu est déterminé par la tyrannie exercée par les puissants du monde sur leurs sujets. Il y a des cas de désaveu qui sont devenus célèbres. Tel est celui de Galilée, le célèbre astronome du xvi^e siècle qui déclara que la terre tournait alors qu'en vertu de la doctrine chrétienne toute puissante à cette époque, il fallait soutenir qu'elle était immobile. Galilée fut cité à Rome devant le tribunal de l'Inquisition et sous la menace d'être exécuté, il se rétracta. Il fut contraint de faire abjuration de ses « erreurs », agenouillé, et les mains sur l'évangile.

On raconte qu'en se relevant, il ne put cependant se contenir et prononça tout bas ces mots : *E pur si muove* (Et pourtant c'est la terre qui se meut). Plus tard, le grand Voltaire, pour échapper aux tracasseries et aux persécutions des autorités, fut également obligé de désavouer plusieurs de ses ouvrages, et même de nos jours, malgré la science et la philosophie qui ont fait de si puissants progrès, on est encore attaché profondément aux préjugés d'hier et des hommes se désavouent pour éviter la souffrance ou l'impopularité.

Certes, quelles que soient les raisons qui déterminent le « désaveu », celui-ci est regrettable, sinon blâmable : mais il faut parfois être indulgent et comprendre que l'homme n'est qu'un homme, et qu'il ne peut pas toujours résister à la tyrannie. C'est en soi-même qu'il faut puiser la force indispensable pour défendre toujours ce que l'on croit être la vérité et en unissant nos efforts lutter contre les erreurs que les puissants du monde ont toujours intérêt à propager.

DESERT n. m. Ce qui est très peu fréquenté, peu peuplé. Une contrée déserte ; une maison déserte.

On a donné le nom de désert aux régions déprimées et soumises à une sécheresse à peu près continue. Il en résulte naturellement pour ces régions une absence presque totale de végétation. Les principaux déserts du monde sont le Sahara, le Kalahari, l'Arabie Pétrée, le Gobi et le Colorado. Le Sahara est fait de dunes de sables et de plateaux pierreux et est parsemé de rares oasis ; il est habité par des Maures, des Touaregs et des Tibbous qui sont en grande partie des populations nomades. Il a une longueur de 5.000 kilomètres et une largeur de 1.400 kilomètres environ. C'est le désert par excellence. Les Egyptiens étaient arrivés à en fertiliser certaines parties par irrigation ; mais, depuis l'écroulement de la civilisation égyptienne, la culture y est absolument abandonnée. Le Kalahari, de beaucoup moins important que le Sahara, est un désert de l'Afrique méridionale. Il est couvert d'une végétation buissonneuse et est habité par les Betchouanas, appartenant aux tribus cafres du Sud de l'Afrique. L'Arabie Pétrée est la partie centrale de l'Arabie, et forme un immense plateau pierreux et désert où règnent une chaleur effrayante et une sécheresse absolue. Heureusement pour ce pays que ses côtes sont particulièrement fertiles, et que l'on y récolte en abondance le café, le coton, la canne à sucre, etc., etc... Le Gobi est un grand désert de la Mongolie qui s'étend entre la Sibérie et la Mandchourie, et son climat est inégal. Quant au Colorado, c'est une contrée de l'Amérique du Nord qui contient d'importantes richesses minérales, mais qui est presque totalement inhabitée.

DESERTER verbe. Action qui consiste à abandonner un parti, une lutte, une bataille. Le mot est employé, surtout dans le langage courant, pour qualifier l'acte du militaire qui abandonne sans en avoir obtenu l'autorisation, le poste qui lui a été confié. En période de guerre et dans tous les pays, la désertion devant l'ennemi est puni de la peine de mort ; en temps de paix

les peines sont un peu plus légères, mais la désertion est toujours réprimée avec féroce par les tribunaux militaires. Toute répression est arbitraire et inopérante, mais on ne peut concevoir une condamnation plus illogique que celle qui frappe le déserteur. Il y a en effet peu de jeunes gens qui soient attirés par la carrière des armes, en conséquence, c'est par la contrainte qu'on les oblige, dès qu'ils ont atteint un certain âge, d'accomplir une période de service militaire. Comment s'étonner que, parmi eux, il s'en trouve qui, au bout d'un certain temps, abandonnent la caserne pour recouvrer leur liberté ? C'est sans leur volonté qu'on les a embrigadés dans les régiments ; c'est sans tenir compte de leurs opinions, de leurs désirs, de leurs aspirations qu'on les a emprisonnés à la caserne ; ils n'ont rien promis, on ne leur a rien demandé. Est-ce vraiment « désertir » que de se refuser à accomplir un acte, un geste qui nous répugne, que de ne pas se prêter à un travail que l'on juge inutile, à une fonction que l'on estime criminelle ?

Celui qui de sa propre volonté, en pleine possession de ses facultés, conscient de ce qu'il fait, embrasse une carrière et abandonne celle-ci au moment du danger, est méprisable, et, en vertu de la morale et des lois bourgeoises, on comprendrait encore la répression qui s'exercerait contre lui. Mais le malheureux que l'on numérote comme du bétail sans tenir compte de sa personnalité ne peut être blâmable lorsqu'il quitte un poste qu'il n'a pas demandé. Même dans les pays où le service militaire n'est pas obligatoire et où le recrutement est volontaire, le soldat est excusable lorsqu'il déserte. Il est excessivement rare qu'un homme s'engage par amour de l'armée ; très souvent il y est poussé par la misère et la famine ; on fait miroiter à ses yeux le bien-être dont il sera entouré lorsqu'il aura revêtu l'uniforme et ce n'est qu'à l'expérience qu'il se rend compte de son erreur.

Désertir est un crime, lorsque librement on a décidé de participer à une lutte que l'on juge noble et belle, ce n'en est plus un lorsque l'on est entraîné dans une organisation qui est une plaie sociale et qui conduit à la ruine de l'humanité. Il n'appartient cependant à personne de conseiller à un jeune homme de désertir. La désertion n'est du reste qu'un pis-aller et le déserteur un accident ; ce n'est pas cela qui peut transformer la société. La désertion est un geste de révolte individuelle et la société ne peut être transformée que par la révolte collective. Refuser collectivement de se prêter à la sinistre comédie du militarisme peut seul produire des effets. Mais cela suppose un certain degré d'éducation sociale à laquelle les hommes ne sont pas encore arrivés. L'action de désertir, lorsqu'elle est déterminée par des raisons d'ordre social, suppose une énergie et un courage incontestable car le déserteur s'expose à une vie de souffrance et de misère. L'exil est loin d'être une source de joies et l'homme qui accepte cette extrémité se prépare bien des ennuis. De nos jours, les diverses nations du monde s'entendent à merveille sur la question des déserteurs et à la moindre incartade ils sont reconduits à la frontière et livrés à la police de leur propre pays. Il est cependant des jeunes gens qui aiment mieux affronter les risques et les difficultés de la désertion plutôt que de se courber durant un temps déterminé devant les volontés ridicules du militarisme. Il n'y a qu'un remède, un seul, pour se libérer de toutes ces contraintes qui empoisonnent l'existence humaine. Il y aura des déserteurs, tant qu'il y aura des armées et des armées tant que le capitalisme ne sera pas aboli. C'est la cause du mal qu'il faut attaquer si nous voulons en détruire les effets.

DESHÉRITES (les). « Personnes dépourvues de certains biens que les autres possèdent ». C'est la définition.

qu'on peut dire « classique ». *Les autres ?* Qui sont-ils ces autres ? Dans une société où le bien-être est le produit de la rapine et du vol, « les autres » ne peuvent être que la minorité possédante, vivant sur le travail d'autrui et accaparant la plus grosse partie de la richesse sociale. Les déshérités sont donc ceux qui ne possèdent rien, ne posséderont jamais rien et, durant toute leur existence, mèneront une vie d'esclaves.

Ils n'ont rien ; et comment auraient-ils quelque chose. Les déshérités, puisqu'ils viennent au monde dans la misère, et que leur unique héritage est la pauvreté ? Personne ne peut leur léguer un peu de bonheur et de bien-être, qui sont le privilège des riches et qui se transmettent avec la fortune, de père en fils. Acquérir ce bien-être est chose impossible aux déshérités, car la fortune et la richesse ne sont pas les fruits du travail et de l'économie, mais de la roubardise et de l'exploitation.

Le déshérité, c'est le prolétaire qui du matin au soir est obligé de se soumettre à la pénible loi du travail capitaliste et n'a aucune espérance de voir son sort s'améliorer dans les cadres de la société bourgeoise. Et, après une vie de labeur, lorsque, vieux et fatigué, il est incapable de fournir sa part de travail au capitalisme, son unique ressource est le bureau de bienfaisance ou l'hospice, ce qui est la même chose : la misère.

Et encore, parmi cette grande majorité d'exploités, de déshérités, sacrifiés à la soif de jouissance d'une minorité oisive, il y a à faire des classifications. Il est des individus plus malheureux les uns que les autres et qui traînent péniblement une vie de paria. Le travailleur a encore cette satisfaction de retrouver le soir autour de la table familiale, la femme et les bambins qui lui font oublier un instant les soucis de la lutte quotidienne et lui donnent le courage nécessaire pour reprendre le lendemain le collier de misère ; il jouit parfois des mille petits riens qui rendent supportable la vie de l'exploité ; il participe à l'action qui doit lui apporter sa libération sociale ; la vie est rude mais il se nourrit de cette espérance, qu'un jour son sort, qui est intimement lié à celui de ses semblables, s'améliorera. Hélas ! Il est des individus, descendus au dernier degré de l'échelle sociale, qui n'ont ni travail, ni famille, ni foyer, ni amis et qui traînent leur misère derrière eux, ayant à jamais perdu l'espoir d'un changement dans leur vie. Ce sont des morts vivants habitant des taudis ou couchant sous les ponts et qui n'ont même plus la force de se révolter contre une société qui les soumet à un tel état de chose. Ils vivent de la charité publique, si toutefois on peut appeler vivre, cette végétation toute physique ; ils n'ont aucun but ; ils vivent par instinct de conservation, sans savoir pourquoi, ni comment.

Ce sont des exceptions diront les défenseurs du régime bourgeois. Hélas non ! ce ne sont pas des exceptions et si, dans les pays occidentaux, la misère brutale et atroce est cachée par la bourgeoisie, il existe des contrées entières où les déshérités meurent littéralement de faim, sous l'œil indifférent du capitalisme.

M. René Maran qui milite activement en faveur de ses frères noirs, nous initie à la misère de ces déshérités, soumis à un régime abject en Afrique Equatoriale française. Au sujet de la construction de la voie ferrée Congo-Océan, voici ce qu'il écrivait :

« Pendant tout 1925, on a assisté au drame suivant : du Tchad, de l'Oubangui, du Bas-Oubangui et du Moyen Congo, des saras, des yakomas, des bandas, des bakongos, tous gens solides, avaient été, par voie fluviale, acheminés sur Brazzaville, et de Brazzaville sur les chantiers où l'on travaillait à la voie ferrée

« Il est hors de doute que l'on aurait dû descendre en même temps, et par le même vapeur, les travail-

leurs et leurs vivres. Il n'en a rien été. Saras, bandas, bakongos et yakomas, étaient d'abord expédiés sur Brazzaville. Suivaient leurs vivres à deux ou trois semaines d'intervalle.

« Aussi, par manière de protestation, ces malheureux crevaient-ils affamés. Entre février et septembre 1925, la mortalité par dénutrition a été effroyable... Sur certains chantiers, à différentes reprises, les manœuvres noirs sont restés quatre jours sans manger, sur d'autres leur ration était infime. On ne distribuait par exemple, aux saras, gros mangeurs de mil, que de ridicules portions de manioc.

« Cette pénurie de vivres, ce rationnement inintelligent, cette criminelle imprévoyance de la haute administration, ont produit tous les résultats qu'ils devaient produire. Les contingents envoyés fondaient à vue d'œil. L'un de ceux-ci qui s'élevait à trois cent cinquante individus à son arrivée à Brazzaville, n'en comprenait plus, au bout de trois mois, que soixante-neuf. *TOUS les autres étaient morts.* » (René MARAN). Le fait signalé par René Maran est assez fréquent et se reproduira encore, car il n'est qu'un effet du régime qui considère comme normal que des hommes crèvent de faim, cependant que des milliers de tonnes de vivres sont inutilisés ; il n'y a donc pas à s'en étonner outre mesure. C'est l'indignation qui devrait s'emparer de l'individu animé d'un peu de sentiment à la lecture d'une telle barbarie. Ce qu'il y a de terrible, c'est que les populations ouvrières se rendent complices bien souvent des actes de la bourgeoisie et de ses représentants.

Qui donc ignore les souffrances du peuple irlandais, assujéti à l'impérialisme britannique et qui, depuis le xix^e siècle, lutte pour son indépendance ? C'est toute la population de l'Irlande qui est déshéritée et qui se bat pour conquérir sa liberté ; il en est de même des nombreuses populations des Indes qui sont honteusement exploitées par la perfide Albion. Or, le peuple anglais, qui bénéficie dans une certaine mesure de cette indigne exploitation, n'élève pas la voix en faveur de son frère indigène.

En Amérique c'est toute la population noire des Etats-Unis qui est victime des préjugés de race et de couleur qui est martyrisée, et soumise à des vexations quotidiennes de la part de la population blanche, et le travailleur américain ne dit rien, et se prête à ces manœuvres déshonorantes pour un homme qui se prétend libre.

En Bulgarie, en Roumanie, ce sont les juifs qui souffrent des pogroms organisés par le gouvernement pour éloigner le peuple de la lutte de classe qui est la véritable lutte pour l'émancipation des hommes. Et il en est ainsi partout. Le monde regorge de déshérités, alors que l'humanité pourrait être heureuse, si les hommes voulaient comprendre enfin la cause de leur souffrance.

Nous avons dit par ailleurs que la philanthropie ne pouvait rien contre la misère humaine ; mais qu'elle entretenait plutôt un état de chose qui n'est que la conséquence d'une mauvaise organisation sociale. Il n'y a que l'union de tous les déshérités qui peut changer la face des choses. La misère ne disparaîtra qu'avec la richesse, mais ceux qui détiennent la richesse entendent la défendre avec la dernière énergie. C'est pourquoi la révolution est l'unique moyen dont disposent les déshérités, pour détruire une organisation sociale élaborée sur des erreurs séculaires, et la remplacer par une société où la solidarité sera le lien de fraternité universelle.

DESHONORER verbe. Oter l'honneur, avilir quelqu'un. « Se déshonorer : Perdre son honneur ». Le

déshonneur est toujours relatif à la conception que l'on se fait de l'honneur ; or, il y a des gens qui ont une conception particulière ou erronée de ce qu'est l'honneur et qui se trouvent déshonorés pour des causes et des raisons différentes. Une jeune fille se trouvera déshonorée parce que, sans être liée par les liens du mariage légal, elle aura cédé aux désirs de son amant, alors que telle autre plus consciente et plus logique ne se considérera pas amoindrie par l'accomplissement d'un acte naturel. Le souteneur, déchet social, qui vit de la prostitution de la femme, et qui accepte que sa compagne se livre contre argent au passant inconnu, se juge offensé si cette dernière se permet d'entretenir gratuitement des relations sexuelles pour satisfaire ses désirs, et se considérerait déshonoré s'il ne lavait pas dans le sang cette incartade aux lois de prostitution ; il en est de même pour le mari « trompé », qui va laver son déshonneur en tuant l'amant de sa femme. Il y a donc autant de conceptions du déshonneur que de l'honneur, et nous savons qu'en bien des cas l'honneur est un préjugé qui puise sa source dans l'ignorance. Que de parents se croient déshonorés parce qu'à l'âge de vingt ans, leur fils s'est refusé de répondre à « l'appel du pays » pour accomplir son service militaire, et que de gens se croient déshonorés par le jugement des hommes, et pourtant ! En notre siècle d'exploitation ce sont les plus coupables qui sont à l'honneur.

La bourgeoisie pense déshonorer le travailleur en le jetant en prison ; cependant « la puissance souveraine peut maltraiter un brave homme, mais non pas le déshonorer » (Voltaire).

Pour nous, Anarchistes, qui devons avoir de l'honneur une conception différente de celle du commun, nous pensons que le déshonneur n'est pas subordonné aux jugements des moralistes ou des magistrats, mais qu'il est inhérent à une mauvaise action commise.

Tout acte qui a pour but le bien-être de l'humanité, tout ce qui ne nuit pas à son prochain sous quelque forme que ce soit ne peut être déshonorant. Au contraire tout ce qui nuit à la marche en avant de la civilisation, tout ce qui s'oppose au progrès et à l'évolution du genre humain peut être considéré comme déshonorant. Le policier qui arrête le militant ou l'ouvrier au cours d'une grève ou d'une manifestation est déshonoré à nos yeux et non sa victime, et c'est lui pourtant qui est couvert par la loi et qui sort légalement glorifié de l'aventure. La répression en ce cas est déshonorante pour celui qui l'exerce et non pas pour celui qui la subit. La loi bourgeoise qui entend veiller à l'honneur de la société est un tissu de contradictions. Tel homme, pour une raison quelconque, parce qu'il y trouve un certain intérêt physique ou moral, supprime un de ses semblables ; l'acte est mauvais en soi, et cet homme est déshonoré. Supposons que ce même homme, en période de guerre et sans aucune raison, simplement parce qu'il y est contraint et forcé, supprime plusieurs de ses semblables ; il est l'objet de l'admiration publique et recevra les honneurs et les félicitations de ses supérieurs.

Notre conception de l'honneur n'est pas si complexe. Pour nous, chacun est libre de faire ce qui lui plaît, à condition de ne pas entraver la liberté de son prochain. C'est la base de tout l'honneur anarchiste. Il en découle nécessairement certaines obligations sociales que nous devons avoir à cœur de respecter. Luttant contre toutes les tares, tous les vices, toutes les erreurs inhérentes à la Société bourgeoise, nous ne nous considérons pas comme déshonorés par les assertions mensongères, et les crimes que l'on nous impute. Nous avons conscience d'être dans la vérité et l'honneur pour nous est de poursuivre notre travail et notre lutte jusqu'à la complète libération du monde.

Les Anarchistes n'ont que faire de cet honneur militaire qui est une source de larmes et de crimes ; et, loin

de se considérer comme déshonorés lorsqu'ils refusent de participer à un massacre quelconque, ils pensent au contraire accomplir une belle et noble action que toute les hommes auraient intérêt à prendre en exemple. Ils ne se jugent pas déshonorés lorsqu'ils refusent de se prêter aux comédies du mariage légal, ils savent leurs droits et ils connaissent leurs devoirs, et n'ont pas besoin de l'autorisation d'un officier d'état-civil pour accomplir un acte qui ne regarde que les intéressés ; ils se moquent de l'honneur civique, tel que le conçoivent les fidèles défenseurs des régimes d'autorité et leur honneur consiste à travailler au bonheur de l'humanité qu'ils espèrent un jour réaliser.

DESIDERATUM. Mot emprunté au latin et dont la signification littérale est : « Désiré » ; au pluriel « desiderata ». Dans le domaine scientifique ce mot s'emploie pour signaler toutes les parties d'une science qui n'ont pas été traitées et dans laquelle on désire voir s'exercer des recherches, mais il est entré dans le langage courant et au sens populaire sa valeur s'est étendue.

Dans le domaine social ce mot s'emploie fréquemment pour signaler les désirs d'une collectivité. « Le député présente à l'Assemblée les « desiderata » de ses électeurs » ; la délégation syndicale présente à un patron les « desiderata » des travailleurs. Ce mot est donc synonyme de désirs, et dans le domaine social il marque la volonté du mandant d'aboutir à un résultat et de mener la lutte pour obtenir satisfaction.

« Le desideratum de la classe ouvrière est » la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, source de toutes les misères et de tous les abus sociaux.

DESILLUSION, n. f. Etat de celui qui a perdu ses illusions. Il existe des gens, et ils sont des plus nombreux, qui passent leur existence loin de la terre sur laquelle ils reposent et vivent dans un songe sans cesse renouvelé. Leur conception de la vie étant étayée sur une erreur, ils attendent toujours des réalisations qui ne se matérialisent jamais et leurs illusions s'envolent avec la même rapidité qu'elles ont été conçues. Ce sont les éternels désillusionnés. A peine se sont-ils rendu compte de la fragilité et de l'irréel de leurs espérances, qu'ils élaborent de nouveaux châteaux de cartes emportés à leur tour par le vent de la vie, et ce perpétuel jeu d'illusions et de désillusions en fait des êtres incomplets et incapables de s'armer pour la lutte sociale. Sébastien Faure, je crois, nous conte dans une de ses œuvres l'histoire de cet amant de l'absolu qui se maria un jour, croyant avoir rencontré la femme idéale, la femme telle qu'il l'avait imaginée dans ses rêves. Ce fut pour lui une désillusion lorsqu'il s'aperçut que sa compagne était semblable à toutes les compagnes, et l'abandonnant, il en prit une seconde qui lui apporta les mêmes désillusions, puis une troisième et toujours ses espérances déçues donnaient naissance à d'autres espérances ; mais jamais il ne trouva le bonheur matrimonial.

C'est dans toutes les branches de l'activité humaine que cet homme se rencontre, car l'humanité est incomprise de la grande majorité des individus. L'homme attend encore des forces occultes des bienfaits et des améliorations ; il s' imagine qu'en dehors de lui il existe quelque chose qui peut concourir à son bien-être et à son bonheur et il se forge des illusions que la brutalité de l'existence et de la réalité s'empresse de détruire. L'inconstance qui en résulte rend plus pénible le travail de ceux qui, éclairés à la lumière des faits, restent dans le droit chemin, ont une conception exacte de ce qu'est la lutte pour la vie et, loin de se nourrir de chimères, veulent trouver en eux la force et la puissance indispensables à la transformation sociale du monde.

L'humanité est ce que la font les individus. Les hom-

mes ne sont pas mauvais mais sont rendus méchants par l'organisation d'une société gérée en dépit du bon sens par une poignée d'individus auxquels la grande majorité a légué ses pouvoirs. Pendant des siècles le monde a été dirigé par les autocraties, sans que le peuple comprenne que la forme autocratique était contraire à ses aspirations, à ses désirs et à ses besoins, et lorsque convaincu de son erreur, il s'est attaqué aux institutions qui en découlaient, il s'est laissé illusionner par une nouvelle erreur : le parlementarisme démocratique. Si à une illusion a succédé une autre illusion, la désillusion ne devait pas tarder à en être la conséquence logique, et l'on se rend compte à présent que la démocratie est impuissante à résoudre un problème qui est cependant bien simple, mais dont on se refuse à accepter comme exacte la solution présentée par le communisme libertaire.

Il coule de source que toute illusion étant le fruit de l'erreur et de l'ignorance, il arrive fatalement qu'elle s'écroule, et c'est ce qui fait dire à Pascal « que la vie humaine n'est qu'une illusion perpétuelle ». Pas pour tout le monde cependant. Devant les misères de l'humanité, il est des philosophes et des moralistes qui prétendent qu'il est criminel de dessiller les yeux de l'ignorant et qu'il est préférable de le maintenir dans son erreur : ils affirment que l'illusion est un facteur de joie et qu'elle est une compensation à la souffrance et à la douleur. Cela nous amènerait à conclure que le mensonge est préférable à la vérité, ce qui est ridicule en soi, et qui est la négation de tout progrès et de toute évolution. Nous pensons, au contraire, que plus l'illusion est grande, plus le réveil est brutal, pénible et douloureux et qu'en conséquence il est un devoir auquel l'homme social doit s'attacher : c'est d'effacer les fantômes qui peuplent le cerveau de ses semblables.

Lorsque l'on aura détruit toutes les illusions du peuple, il n'y aura plus de source de désillusions et l'humanité avancera à pas de géants.

Il arrive parfois que les hommes d'action, devant l'étendue du chemin à parcourir, devant les préjugés qui gouvernent encore le genre humain, s'imaginent également que c'était un beau rêve qu'ils avaient fait lorsqu'ils pensaient rénover l'humanité. Ils se laissent, eux aussi, envahir par la désillusion. Il ne le faut pas. Il faut prendre l'humanité telle qu'elle est en notre siècle, rechercher les causes déterminantes de son activité, en analyser les effets et l'on se rend bien vite compte que ce n'est pas une illusion d'apercevoir dans le lointain la réalisation de nos espérances. Chaque jour amène une transformation, aussi minime soit-elle, à l'organisation sociale des individus. De l'homme sociable dépend tout l'avenir. Il est donc nécessaire que le plus grand nombre d'individus soient rendus sociables, c'est-à-dire débarrassés de toutes les illusions qui peuplent leur esprit. C'est à cette tâche que doivent se livrer les révolutionnaires sincères. La raison et la logique prendront alors la grande place occupée encore de nos jours par le rêve, et les désillusions disparaîtront, effacées par une réalité harmonieuse et positive.

DESINTERESSEMENT, n. m. Oubli, sacrifice, abnégation. « On trouve l'intérêt presque partout, le désintéressement presque nulle part (Boiste). Le désintéressement est la qualité de l'homme probe et sincère qui n'accomplit pas une action pour en tirer un bénéfice particulier et qui n'envisage que le but de cette action. Malheureusement le désintéressement est de plus en plus rare et les hommes sont tiraillés par de basses questions d'intérêts ; ils se déchirent et se tuent pour de l'argent et ce qu'il y a de plus terrible, c'est que certains d'entre eux, les plus forts et les plus puissants, entraînent dans leurs disputes sanglantes des populations innocentes et étrangères à leurs intérêts. Il n'y a

pas seulement le désintéressement d'argent, qui doit être considéré comme une qualité ; il y a aussi le désintéressement politique et social qui peut être considéré comme une faute. Il existe un nombre incalculable de gens qui ignorent totalement ce qui se passe à travers le monde et qui sont tout étonnés le jour où ils sont entraînés dans une catastrophe. Ils se désintéressent totalement de toute question qui semble ne pas exercer d'influence immédiate sur leur vie quotidienne sans comprendre qu'ils ne peuvent pas être étrangers à l'action politique, économique et sociale de la collectivité. Ce désintéressement là est de l'égoïsme, car celui qui s'en réclame n'aspire qu'à ne pas être troublé dans son existence monotone, et, par sa passivité, il permet aux aventuriers de toutes catégories d'exercer leur pouvoir au détriment de la grande masse des asservis.

S'il est bon et beau d'être désintéressé au point de vue financier, il n'est pas moins utile et nécessaire d'être intéressé au point de vue social et de rechercher les causes de touches choses. L'anarchiste doit apprendre pour savoir et connaître et pour associer à l'abnégation de soi l'intérêt pour tout ce qui touche ses semblables.

DESINVOLTURE, n. f. Tournure pleine de grâce, d'aisance ; allure dégagée. Avoir de la désinvolture dans ses gestes, dans ses mouvements. Un individu désinvolté est un personnage dont la « liberté » frise parfois l'inconvenance et dont les actions sont souvent choquantes. Sous le masque de la franchise, la désinvolture cache généralement de la sécheresse de cœur et de l'égoïsme. C'est avec désinvolture, c'est-à-dire avec un laisser-aller complice et coupable que les hommes d'Etat livrent les pays qu'ils dirigent aux gros potentats de la finance et de l'industrie, et qu'ils mettent toutes les forces actives des nations au service d'une classe de privilégiés. C'est à la désinvolture des politiciens, qu'il ne faut pas prendre pour de la franchise, qu'est due la guerre maudite qui dura quatre ans et demi et fit périr plusieurs millions d'hommes, et c'est encore cependant avec désinvolture que ces mêmes politiciens responsables de la tragédie de 1914 se présentent devant le peuple. N'est-ce pas là une inconvenance n'ayant d'égaux que la bêtise et la lâcheté des masses populaires qui ne trouvent pas en elles la force de se révolter devant un tel sans gêne, et de chasser les mauvais bergers qui, depuis des années et des années, les trompent et les grugent ?

On constate avec peine que les opprimés acceptent leur sort comme une fatalité et ne sont pas moins désinvoltés que ceux qui les dirigent ; il semblerait qu'ils ne peuvent rien contre tous les fléaux qui se sont abattus sur eux et contre ceux qui les menacent encore. Pourtant ce sont eux les premières victimes de toutes les catastrophes sociales inhérentes au régime capitaliste. Peut-être serait-il temps, si le monde ne veut pas se laisser engloutir dans le sang et dans la ruine, que les peuples se décidassent à envisager l'avenir avec un peu moins de désinvolture.

DESISTEMENT, n. m. Action de se désister, de se départir, de renoncer à quelque chose que l'on désirait et pour laquelle on a formulé une demande ou commencé une action. Juridiquement le désistement est l'acte par lequel une partie, engagée dans un procès, retire la demande qu'elle avait formée ; elle est dans ce cas, soumise au paiement de tous les frais occasionnés par la procédure. On appelle aussi désistement en langage électoral, l'action qui consiste à retirer sa candidature au bénéfice d'un autre candidat. Le désistement électoral donne lieu à une série de marchandages que ne peut supposer l'électeur naïf qui compte

sur son favori pour défendre, dans une Assemblée quelconque, ses intérêts.

Nous savons que, lors des élections, il faut pour être élu, obtenir une certaine majorité ; or, il est des candidats qui, après le premier tour de scrutin et d'après le nombre de voix recueillies perdent tout espoir de décrocher un mandat ; cependant en maintenant leur candidature pour le deuxième tour de scrutin (scrutin de ballottage), ils peuvent gêner profondément un ou plusieurs de leurs adversaires. C'est là que commence l'ignoble manœuvre du désistement où les intérêts économiques, politiques ou sociaux des mandants n'entrent même pas en jeu, mais où s'échaffaudent les combinaisons qui permettront au « candidat malheureux » de ne rien perdre dans l'affaire.

Il faut agir avec mesure et doigté, mais les politiciens sont maîtres en la matière, et l'électeur est si docile et si confiant qu'il accepte le désistement de son candidat sans même se rendre compte de l'ignominie et de la bassesse de l'action.

Il est, pensons-nous, inutile de signaler l'insolence qui caractérise la prose électorale ; les affiches qui colorent les murs sont couvertes d'insultes ; on étale aux yeux du public, les vices, les tares, les travers de l'adversaire que l'on combat, et c'est un échange entre candidats de diverses couleurs, d'un lot d'injures, d'offenses et d'outrages. Tout cela avant le premier tour de scrutin naturellement. Le socialiste a combattu avec véhémence son adversaire radical, il l'a traîné dans la boue, il l'a accusé de tous les crimes, de tous les maux qui pèsent sur l'humanité, il a fouillé au plus profond de sa vie privée et publique, il a découvert toutes ses trahisons et a affirmé que son élection serait un désastre pour le pays. Le radical n'a pas été moins farouche, moins violent, et a usé à l'égard du socialiste des mêmes termes, puisés dans le même vocabulaire électoral. Et le vote a lieu. Il y a ballottage.

Le socialiste a perdu toutes ses chances. Il ne sera pas élu ; même s'il maintient sa candidature, il sera battu. Va-t-il purement et simplement abandonner la lutte et assister, en simple spectateur, à la bataille qui se continue supposons, entre le radical et le conservateur ? Ce serait mal connaître la cuisine électorale et prêter une certaine sincérité au politicien. Non. Le socialiste va se désister en faveur de ce félé, de ce vendu, de ce traître, de ce radical, qu'il a traîné dans la boue et qu'il a déshabillé de façon si désobligeante. Oh ! mystère des coulisses électorales ! Après ce premier tour de scrutin, quelle transformation dans le langage, dans le style de notre socialiste ! Certes le radical, est toujours un radical, ce n'est pas un socialiste, oh non ! « Mais pourtant, il faut barrer la route à la réaction, il ne faut pas permettre au conservateur de graver les marches du pouvoir, et comme, entre deux maux il faut choisir le moindre, vous voterez, mes chers électeurs, pour ce radical, qui, après tout, n'est pas si noir qu'on le présentait et qui a un programme de réformes sociales quelque peu semblable au nôtre ». Et le peuple applaudit, et il s'empresse, le dimanche suivant, autour des urnes pour y jeter le morceau de papier « radical », qui lui est remis par son candidat socialiste ; et la pièce est jouée, populo n'a rien vu.

Derrière le rideau, toutes les tractations se sont opérées. L'électeur a été vendu, comme il l'a été cent fois, comme il le sera encore mille fois. Son candidat ne s'est pas désisté par conviction, en vertu d'une idée, d'un principe, mais pour rentrer dans les frais que lui avait, à lui ou à son parti, occasionnés sa candidature. Il a vendu ses électeurs mais c'est lui qui a touché la forte somme, et le peuple souverain est heureux, content et fier d'avoir rempli son devoir, c'est-à-dire d'avoir servi de tremplin ou de marchandise à des fantômes et à des crapules.

Que de fois a-t-on cherché à initier le peuple aux dessous de la politique ; que de fois lui a-t-on dit qu'il était un moyen, un outil entre les mains d'ambitieux habiles et sans scrupules, que de fois l'écho de scandales électoraux est arrivé jusqu'à ses oreilles ! Mais il ne veut rien voir, il ne veut rien entendre et il continue, malgré tout, à servir de jouet aux aventuriers politiques qui ne se cachent même plus pour accomplir leur basse besogne.

En réalité s'il est quelqu'un qui se désiste, qui abandonne toute sa force et toute sa puissance, qui renonce à tout ce qu'il aurait le droit d'exiger et d'avoir, qui se livre pieds et poings liés aux puissants de la terre : c'est le peuple ignorant et inconscient, livré à l'esclavage politique et économique et dont la bêtise et la lâcheté est telle, qu'il se désiste parfois de sa vie au profit de ses bourreaux. Et combien de temps cela durera-t-il encore ?

DESOBEISSANCE n. f. Refus d'obéir, enfreindre un commandement. « Désobéir à ses chefs ; désobéir à ses parents. » « La désobéissance est chez les enfants un grave défaut » déclare la morale bourgeoise, et en effet il paraîtrait surprenant qu'il en fût autrement, si l'on considère que toute la morale bourgeoise est basée sur les droits de l'Autorité et la nécessité de l'obéissance. C'est sans doute en vertu du vieux principe religieux : « Honore ton père et ta mère » que, de nos jours encore, on persiste à déclarer que la désobéissance des enfants aux parents est un acte répréhensible qui doit être châtié, et pourtant la désobéissance des enfants est le plus souvent déterminée par l'incompréhension et provoquée par les parents eux-mêmes.

Donner un ordre à un petit enfant est utile, car ce dernier est parfois incapable de se conduire lui-même et a besoin, pour s'orienter, d'être appuyé et soutenu par les conseils de ses parents ; mais faut-il encore que les parents soient des êtres raisonnables et logiques et que leur autorité ne se manifeste pas fréquemment d'une manière arbitraire et ridicule.

L'enfant est un petit être neuf, qui veut savoir, connaître, s'intéresse à toute chose, remarque les moindres détails, et qui, à chaque instant, cherche à pénétrer le mystère de ce qui l'enloure ; c'est un petit animal instinctif qui fonce tête baissée à la découverte de la vie et qui agit avec toute la fougue et l'impétuosité que lui communique la jeunesse. Il n'est donc pas absolument inutile de réfréner en lui l'instinct qui peut lui faire commettre des gestes, des mouvements, des actes dangereux pour lui-même ; mais il faut le faire intelligemment, avec perspicacité et mesure, si l'on veut en être compris et, en conséquence, écouté.

Malheureusement, ce n'est que rarement que l'on agit ainsi avec un enfant. On a le grand tort de le croire inaccessible à la raison et l'on se refuse à discuter avec lui. On a trop peu souvent l'habitude de répondre à ses questions et on juge inutile de l'initier aux causes de l'ordre qu'on lui donne et c'est pourquoi tant d'enfants désobéissent.

Tu ne dois pas faire ceci ; tu ne dois pas faire cela ; tu ne dois pas aller ici, etc., etc.. C'est dix fois par jour, à chaque instant que l'enfant entend ces mots sans que l'on daigne « s'abaisser » à lui donner la moindre explication. Il doit exécuter l'ordre qu'on lui intime, et c'est tout ce qu'on lui demande ; « l'enfant doit être obéissant et ne pas chercher à approfondir ». Raisonnement ridicule qui caractérise particulièrement la médiocrité de la morale bourgeoise, car l'enfant veut savoir quand même, et pour atteindre son but, il désobéit. On le corrige, mais cela ne change rien du tout, un enfant ne reculant pas devant une correction où une punition quelconque, lorsqu'il veut satisfaire une fantaisie ou un caprice. Il semble donc que le cerveau

vierge de l'enfant n'étant pas encore corrompu, le raisonnement est le moyen le plus propice à obtenir de lui l'obéissance. Et puis jusqu'à quel point — toujours en vertu de la morale bourgeoise — la désobéissance de l'enfant est-elle un défaut ? Que ! est le moraliste qui soutiendra que l'enfant commet un acte répréhensible, lorsqu'il refuse à son père, ivrogne, d'aller lui chercher de l'alcool ? L'enfant a-t-il raison ou tort lorsqu'on lui demande de s'humilier pour satisfaire à l'autoritarisme de ses parents ? En vérité, il serait bien difficile au moraliste d'établir des bornes pour marquer le point où la désobéissance cesse d'être immorale. Pour nous, anarchistes, toute obéissance passive, aveugle, irraisonnée est néfaste, nuisible, et si on inculque aux enfants les beautés et les bienfaits provoqués par l'obéissance et les méfaits et les crimes occasionnés par la désobéissance, ce n'est que pour les préparer à une vie de mensonge, de veulerie et d'esclavage.

Et, en effet, lorsqu'il sera libéré du joug du maître d'école qui aura troublé ses plus jeunes années, et aura déjà, par son autorité, fait des ravages dans son jeune cerveau, c'est le patron, le contremaître, l'ouvrier, auxquels il ne lui faudra pas désobéir, car l'apprenti est l'inférieur qui doit tout admettre sans protester, sans donner son avis, et accepter comme parole d'évangile tout ce qu'on lui dit. Ensuite ce sera l'armée, où désobéir est un véritable crime, même si l'ordre donné est de tuer ses semblables. L'obéissance aux chefs est un devoir sacré pour le militaire, et la désobéissance est punie avec une sévérité atroce.

En regard de ses supérieurs, civils ou militaires, l'homme durant toute sa vie reste un enfant auquel le père donne un ordre logique ou ridicule.

Obéir : c'est se courber, c'est reconnaître durant toute son existence son infériorité notoire ; obéir c'est consentir à n'être qu'une chose, un jouet, une plante, sans aspirations, sans désirs, sans besoins. Désobéir, c'est se refuser à n'être qu'une machine, c'est affirmer sa personnalité, c'est manifester sa volonté, sa force ; désobéir, c'est se refuser à voir se perpétuer indéfiniment un organisme corrompu dans tous ses rouages, c'est vouloir changer un ordre social qui engendre des monstruosité et qui, depuis des siècles, transmet aux générations son bagage d'erreurs.

DESOLIDARISER (SE). C'est une conséquence logique de la notion anarchiste de la vie, que l'anarchiste n'accepte que la solidarité qu'il a choisie, voulue, examinée, consentie enfin. La solidarité obligatoire ou imposée est contraire à l'esprit anarchiste lui-même. L'histoire est là d'ailleurs pour nous montrer que la solidarité imposée s'est montrée un instrument merveilleux de dogmatisme et de domination. Pour rendre concrète et effective la solidarité entre les êtres que n'unissaient ni des affinités de tempérament ni la conformité des intérêts, la religion et la loi ont été nécessaires ; pour que les rapports de solidarité obligatoire que la religion et la loi déterminent entre les hommes ne restent pas lettre morte, il a fallu des exécutifs religieux ou légaux, c'est-à-dire des prêtres et des juges.

Là où il n'y a pas de contrat imposé — ni dans l'ordre économique, ni dans l'ordre éthique, ni dans l'ordre intellectuel — et c'est cela l'anarchie, il ne peut y avoir non plus de solidarité imposée. Par exemple, l'anarchiste se solidarise tacitement avec tous les gestes que son camarade accomplit aux fins de miner, saper, ruiner, détruire l'autoritarisme. Mais il entend se désolidariser et il se désolidarise des gestes du soi-disant camarade qui, par raison d'opportunisme ou de tactique, défend une forme quelconque de gouvernement (la République vaut mieux que la Monarchie, etc.), préconise le vote, approuve la guerre. L'anarchiste n'a rien à faire avec lui, pas plus qu'avec le juge, le poli-

cier, le geôlier, le bourreau, l'élu, l'électeur socialiste ou communiste. Ni les uns ni les autres ne sont de son « monde ».

On objectera que les anarchistes font des concessions au milieu. Examinons la question de très près. Il y a des concessions évitables et volontaires, d'autres qui ne le sont pas. Il y a un ordre de concessions inévitables comme celles d'aller travailler à l'atelier, en usine, au chantier, au bureau, parce que si l'on n'y consentait pas, on courrait le risque de mourir de faim. Le faire cependant, contribue non seulement à maintenir le régime capitaliste, mais encore le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme. Travailler « pour son compte » ne change d'ailleurs rien au problème : marchand ambulant, forain, artisan, petit boutiquier, on est toujours exploiteur ou exploité ; il n'est pas un article qu'on vende qui n'ait été obtenu grâce au système capitaliste de la production ; le grossiste gagne sur le petit revendeur, le petit revendeur gagne sur le chaland. Rien ne change et tel petit revendeur est plus soumis aux caprices de ses clients que l'ouvrier aux fantaisies de son patron. Dans la majorité des cas, le compagnon « illégaliste » n'échappe pas aux difficultés qui l'entourent et dont il voudrait bien cependant s'évader ; les objets qu'il consomme sont des produits qui ont passé par la filière capitaliste et les risques qu'il court ne sont pas comparables à l'ennui engendré par les heures de présence à l'atelier ou passées « à faire la place », par exemple.

Il y a des concessions évitables que certains anarchistes concèdent cependant à l'ambiance. Pourquoi ? Parce que telles concessions qui, à autrui, à vous, à moi, semblent parfaitement évitables, leur paraissent à eux, inévitables ; il y a des camarades qui consentent à accomplir telle ou telle formalité légale pour éviter de mettre autrui — une compagne, par exemple — dans une position économique défavorable ; pour ne pas mettre des enfants qui n'avaient pas demandé à naître dans une situation inférieure ou qui leur soit préjudiciable, et cela pour le reste de leur vie, etc. Il ne faut donc pas porter de jugements trop sommaires (à condition d'admettre qu'un « anarchiste » puisse « juger » son camarade) sur des « concessions » dont nous ignorons les motifs intimes et profonds.

Dans un autre ordre d'idées, j'ai connu un compagnon qui s'était marié avec une étrangère, pour lui éviter d'être expulsée, parce que, de son séjour en France, dépendaient peut-être son avenir et celui de ses enfants. J'en ai connu un autre qui ignorait ce qu'était devenue sa famille, qui l'avait renié à cause de ses idées anarchistes ; il allait souvent en prison ; seul, le mariage légal pouvait lui permettre des relations avec le monde extérieur durant ses villégiatures pénitentiaires. J'en ai connu un troisième qui n'a pu pratiquer la pluralité amoureuse qu'en acceptant l'union légale avec sa compagne habituelle ; s'il avait agi autrement, celle-ci aurait inmanquablement perdu sa situation et le camarade dont s'agit n'était pas en état de lui en procurer une autre. De nombreux camarades se prévalent des dispositions législatives en vigueur lorsqu'ils sont victimes d'accidents de travail, etc. Qui reprocherait à l'anarchiste renversé et blessé par une automobile de recourir au tribunal pour obtenir la légitime satisfaction qui lui est due ? On pourrait multiplier les exemples à l'infini. En France, un journal anarchiste ne peut paraître sans gérant et sans effectuer un dépôt légal ; des compagnons travaillant en commun sont contraints d'adopter la forme coopérative ou une forme d'association possédant des statuts rédigés conformément aux lois en vigueur en pareille matière, etc.

Il est évident que les concessions sont des expédients dont il ne convient pas de se réjouir et qu'il faut indi-

viduellement s'efforcer de réduire toujours plus. Toutefois, sans ces concessions ou d'autres similaires, nous ne pourrions ni exister ni survivre. Il appartient à chacun de déterminer jusqu'à quel point il est possible de descendre en fait de « concessions » pour ne pas perdre sa puissance de réaction individuelle contre les usurpations de l'autorité, contre l'influence de la façon de penser et d'agir des composants du milieu. C'est un problème difficile à résoudre et il faut beaucoup de perspicacité et de tact pour ne pas glisser sur la pente. Dans ce domaine, comme dans les autres, c'est à chacun qu'il appartient de faire ses expériences. Mais je ne comprends pas qu'on se serve de ce qu'on a pu apprendre à propos des concessions qu'un camarade a pu consentir au milieu, pour lui nuire auprès de ses compagnons de lutte antiautoritaire.

Bien entendu, ces concessions qu'ils font au milieu bourgeois, à la société capitaliste, à la légalité trop souvent, les anarchistes ne les présentent pas comme des actes de « réalisation anarchiste » ; ils les donnent pour ce qu'ils sont : des expédients individuels, des pis-aller. Ils ne les prennent pas au sérieux. Peu importe que le compagnon anarchiste ait consenti à travailler pour un patron, à contracter un mariage légal, à écrire dans un journal qui effectue un dépôt légal, l'essentiel est qu'il lutte sans trêve contre le régime capitaliste, pratique ostensiblement l'amour libre, écrive tout ce qu'il pense.

Une concession faite au milieu social n'engage pas plus l'anarchiste qui la consent que signer un engagement l'engage vis-à-vis de l'accaparement foncier et propriétaire, laisser visiter ses bagages à la douane vis-à-vis de l'idée de frontières.

Donc, je ne me désolidariserai pas de celui qui a dû consentir à l'ambiance sociale quelques concessions et en a retiré un bien-être économique appréciable. Je ne me désolidariserai pas de l'instituteur ou du cheminot, que leur travail n'empêche pas de nourrir une haine profonde pour l'autorité. L'expédient économique auquel ils ont eu recours ne les porte pas à priver de la liberté qui que ce soit, à maintenir en prison qui que ce soit. Je ne me désolidariserai du camarade employé de l'Etat ou marié que s'ils faisaient de la propagande en faveur de l'excellence ou de l'utilité de l'institution Etat ou des formalités légales.

Mais je ne me désolidariserai pas non plus de celui qui ne veut pas faire de concessions directes au régime de contrat social imposé ou obligatoire, tel que celui qui régit la société actuelle. Dans un tel régime — et il implique la soumission aveugle au contrat social, qu'il est impossible de rejeter ou de résilier, — je conçois fort bien les déterminismes individuels qui ne veulent pas se courber, qui se refusent à servir d'instruments ou d'agents directs de domination ou d'exploitation, à fortifier les privilèges ou les monopoles de qui domine ou de qui exploite. Son tempérament peut, certes, l'amener, dans son combat quotidien pour sa vie, à employer la ruse ou la violence, et sur ces actes, je ne porterai pas de jugement. Dès lors que ce réfractaire s'est intéressé, au moins tout autant que celui qui se soumet, à la propagande des idées anarchistes, qu'il s'est montré un « camarade » vis-à-vis des camarades anarchistes, qu'il a apporté tout l'effort dont il a été capable aux réalisations anarchistes pratiques tentées par des camarades avec lesquels il se sentait des affinités de caractère ou de pensée, je n'ai aucune raison de me désolidariser de lui. — E. ARMAND.

DESOLIDARISER (SE). Rompre un lien moral qui unissait plusieurs individus ou groupes d'individus.

Il arrive fréquemment que des hommes — et plus particulièrement dans le mouvement social — cherchent à unir leurs efforts pour atteindre un but qui semble

commun et que les pratiques de certains d'entre eux apparaissent au bout d'un certain temps, nuisibles à la collectivité. Il est donc nécessaire de se détacher d'eux afin que ne se corrompe pas tout l'organisme constitué. On le fait ordinairement de façon assez retentissante pour que nul ne l'ignore et afin de n'être pas confondu avec ceux dont on se désolidarise. Dans ce cas, « se désolidariser » est un acte de courage, de franchise et de loyauté ; mais, parfois, la rupture du lien moral qui unissait des individus est provoquée par la crainte que l'action entreprise ne compromette la quiétude et la liberté de ceux qui s'y donnent et, dans ce cas, se désolidariser au moment du danger est une lâcheté.

Durant la grande guerre de 1914-1918, une certaine fraction d'anarchistes intellectuels crurent devoir engager les anarchistes du monde à prendre position dans le conflit qui mettait aux prises deux capitalismes et à se ranger du côté de la France, qui, à leurs yeux, symbolisait le droit et la « liberté ». Dans un manifeste reproduit par toute la presse alliée, ces anarchistes patriotes, parmi lesquels il faut, hélas, compter les Kropotkine, Jean Grave, Malato, etc., etc., faisaient appel au libéralisme et à la clairvoyance des anarchistes, en leur demandant de combattre les empires centraux « responsables de la tuerie ».

La grande majorité des Anarchistes, adversaires de la guerre, ne pouvaient, quelle que soit l'influence des signataires de ce manifeste, dit manifeste des 16, laisser passer sans protester une telle inconscience ; c'était tout l'avenir de l'Anarchisme qui était en jeu et ils se désolidarisèrent publiquement des 16 dévoyés qui s'étaient laissés absorber par la folie guerrière. Un contre-manifeste que toute la presse se refusa, naturellement, à insérer, fut publié à Londres pour marquer la position prise par les Anarchistes dans le carnage mondial.

Dans tous les faits et gestes qui illustrent la lutte sociale, les anarchistes se solidarisent toujours avec ceux qui vont franchement et loyalement à la bataille et dont la propagande est susceptible d'améliorer le sort du genre humain ; mais ils sont toujours prêts à se désolidariser de ceux qui, par leur activité, cherchent à plonger le peuple dans une nouvelle erreur.

On a prétendu que les Anarchistes se désolidarisèrent de la Révolution russe et travaillèrent à la chute du Pouvoir Communiste. Ces affirmations sont purement intéressées et dénotent une évidente mauvaise foi. Dans son étude sur la Russie, Chazoff écrit : « Lorsque Kerensky, incapable et impuissant, fut obligé de céder le Pouvoir sous la poussée de l'Ouvrier de Pétersbourg et de Moscou, tous les révolutionnaires, et les libertaires au premier rang, firent, de leurs poitrines, un rempart pour défendre les hommes nouveaux qui avaient promis au prolétariat : la liberté et la paix. »

« Les libertaires soutinrent les bolchevistes, car ils considéraient que, devant l'âpreté de la lutte, rien ne devait diviser la classe ouvrière et amoindrir les chances de succès, et que tous les efforts devaient être unis pour écraser définitivement les forces du passé. »

« Même au lendemain de la prise du pouvoir par le Gouvernement des Soviets, les libertaires n'établirent pas une barrière entre le pouvoir central et la Révolution. Avec tous les miséreux, avec tous les parias, avec tous les déshérités qui, sur le front, sans armes et sans pain, menaient une lutte de géants ; ils applaudirent au programme bolcheviste : « La Paix de suite et tout le Pouvoir aux Soviets. »

« Hélas ! sitôt à la tête du Gouvernement, les maîtres du bolchevisme oublièrent vite leurs promesses et se jetèrent à corps perdu dans la politique. Pourtant, durant près de deux années, les Libertaires de l'exté-

rieur se refusèrent à croire à toute l'étendue du désastre. Malgré les fautes et les erreurs des gouvernants russes, ils conservèrent leur confiance en l'avenir et usèrent de tous leurs moyens pour soutenir le Gouvernement et la Révolution. »

« Ce n'est qu'en juin 1920, à la suite de l'attitude équivoque de Krassine, à Londres, et des premières tractations officielles du Gouvernement russe avec la basse finance internationale que les révolutionnaires sincères se rendirent compte du danger et que, dans un article trop bien inspiré, hélas ! Rilhon concluait : « Le Bolchevisme en mourra. »

« Se solidariser plus longtemps avec les hommes qui, quels que soient leur nom et leur passé, se mettaient au banc de l'humanité, eût été un crime. Nous ne voulûmes pas nous y associer. Nous ne voulûmes pas nous rendre complices du meurtre de milliers de travailleurs russes. Nous élevâmes notre voix, pour que retentisse le grand cri de douleur et de détresse de tous ceux qui, sans arrière-pensée, loyalement, avaient tout donné pour la Révolution et voyaient celle-ci sombrer, à la grande satisfaction de la bourgeoisie, un instant apeurée. » (J. Chazoff, *Le Mensonge bolcheviste*.)

Par les lignes qui précèdent, on comprendra que les Anarchistes ne se sont jamais désolidarisés de l'action révolutionnaire de leurs frères slaves, qu'au contraire, ils ont fait tout ce qu'il leur était possible de faire pour les soutenir et pour les défendre, mais qu'ils se refusèrent à s'associer à l'action politique qui réduisit à sa plus simple expression le superbe mouvement d'octobre 1917.

On a également coutume de prétendre que les anarchistes se désolidarisent de la classe ouvrière parce qu'ils se refusent à se joindre à eux lors des foires électorales. C'est bien au contraire parce qu'ils ont souci des intérêts des classes opprimées et asservies que les libertaires ne veulent pas participer à ces comédies périodiques qui n'ont d'autres raisons que de donner aux travailleurs l'illusion de sa souveraineté. Malgré les affinités qui l'attachent, qui le lient au prolétaire, l'anarchiste ne peut se solidariser avec les erreurs du prolétariat, et le parlementarisme est une des erreurs les plus nuisibles dont ne se sont pas encore libérées les classes travailleuses. Se solidariser avec tous les politiciens menteurs et véreux qui spéculent sur l'ignorance populaire, ce serait là se désolidariser d'avec la classe ouvrière ; et si parfois le verbe de l'Anarchiste est cinglant et brutal, c'est parce qu'il souffre de voir que, malgré tous les exemples, tous les enseignements du passé, le producteur se laisse toujours prendre au piège que lui tendent les candidats de différentes couleurs.

« Notre monde civilisé n'est, en réalité, qu'une grande mascarade. On y trouve des chevaliers, des soldats, des docteurs, des avocats, des prêtres, des philosophes, et tout le reste ; ils ne sont que des masques sous lesquels, en règle générale, se cachent des spéculateurs. » (Schopenhauer.) Eh bien ! c'est de tous ces hommes masqués que les Anarchistes se désolidarisent. Ils pensent que le mensonge a assez duré et que l'homme est assez grand pour comprendre la vérité.

Se désolidariser est un devoir pour tout être sincère, loyal et clairvoyant, lorsque sa solidarité est dangereuse au bien-être de l'humanité. Il faut avoir le courage, l'énergie, la volonté, de briser des sympathies, de s'aliéner des amitiés, de détruire des liaisons lorsque l'idée que l'on croit juste en dépend. Il en coûte parfois. Qu'importe ! Ce sont les nécessités de la lutte, les sacrifices indispensables au triomphe de la cause que l'on défend et rien ne doit arrêter l'anarchiste même si son

attitude doit soulever l'indignation des ignorants et des imbéciles.

Conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans la lutte des classes, malgré les clameurs intéressées des profiteurs et des parasites sociaux, les anarchistes poursuivront leur route, se désolidarisant de tous les corrupteurs et soutenant toujours avec une inébranlable abnégation, les véritables lutteurs qui, en détruisant le présent, préparent l'avenir.

DÉSORDRE, n. m. Défaut d'ordre, dérèglement dans le fonctionnement d'un corps constitué ; manque d'organisation. Confusion, dérangement. Mettre tout en désordre. Des cheveux en désordre. Le désordre du bureau. « Mes papiers et mes livres sont restés dans un désordre épouvantable » (J.-J. Rousseau). Le désordre des finances ; le désordre politique ; le désordre administratif ; le désordre parlementaire.

Avec un cynisme déconcertant, la bourgeoisie, inspirée sans doute de ce même esprit qui fait que le coquin crie « au voleur » pour se débarrasser des poursuivants qui le menacent, a fait du mot « Anarchie » le synonyme de désordre et pourtant il ne peut exister un organisme qui symbolise plus parfaitement le désordre que l'Etat social bourgeois. On se demande comment les peuples peuvent être assez aveugles pour ne pas apercevoir le dérèglement de la chose publique, dérèglement qui s'accroît de jour en jour et se terminera par la déchéance et la ruine, s'ils ne se décident pas à mettre un frein à l'incohérence des dirigeants.

C'est dans tous les domaines de l'activité : politique, économique et sociale que se manifeste le désordre inhérent à la Société capitaliste, et il faut toute la naïveté, toute l'inconscience des masses populaires pour considérer comme ordonnée une société qui évolue dans un fouillis et une confusion perpétuels. Les anarchistes qui ne se nourrissent pas d'illusion ont une conception plus nette des réalités, et pensent que le mot désordre est plus conforme à la vérité et s'applique admirablement pour qualifier ce que l'on appelle « l'ordre bourgeois ».

La démonstration de ce que nous avançons nous paraît facile. Le *Larousse* nous enseigne que l'ordre est « La disposition des choses d'une manière utile et harmonieuse, le fonctionnement régulier ; la qualité de ceux qui aiment l'arrangement, la méthode ; la règle établie par la nature, etc., etc... ».

Acceptant cette définition de l'ordre il est alors bien simple de démontrer que l'organisation bourgeoise s'oppose dans ses moindres rouages à l'harmonie, à l'arrangement et à la méthode. En effet, peut-on sincèrement qualifier d'ordonnée, une Société, qui, si nous prenons la France en exemple, est obligée de se dépenser presque uniquement à chercher des remèdes aux troubles continuels qui agitent sa population ? En France, sur une population de 40 millions d'habitants, près de deux millions d'hommes : soldats, policiers, magistrats, gendarmes, gardiens de prison, douaniers, etc., etc., sont arrachés, d'un bout de l'année à l'autre, à tout travail utile et productif, afin que « l'ordre » soit maintenu au sein de la nation. Une telle conception de l'ordre est inimaginable et il faut pour s'y soumettre avoir eu le cerveau atrophié dès l'enfance par l'éducation bourgeoise. Si l'ordre existait réellement, il ne serait pas nécessaire qu'une telle armée soit mise à son service. La réalité c'est que face au désordre qu'elle engendre, la bourgeoisie est obligée de prendre des mesures si elle ne veut pas être engloutie dans le chaos.

Chaque jour un nouveau conflit divise les diverses classes de la population et la cause initiale de ces

conflits est l'erreur dans laquelle évolue la société basée sur le capitalisme. Un tel désordre règne en maître dans tous les rouages de l'Etat social, que les hommes les plus avertis, les politiciens les plus retors, les financiers les plus roués se perdent dans la confusion et sont incapables de remettre un peu d'ordre et de méthode dans les affaires publiques. Au désordre national, vient s'ajouter le désordre international, et nous en connaissons les conséquences tragiques. La guerre n'est que la résultante de ce que les défenseurs des sociétés modernes osent qualifier de « l'ordre ».

Examinons donc brièvement ce que cet ordre a coûté au monde. D'après les statistiques officielles, depuis la déclaration de la guerre jusqu'au 11 novembre 1918, sur une population de 39.600.000 habitants, la France a mobilisé 8.340.000 hommes. C'est-à-dire que pendant plus de quatre ans elle a arraché à la terre, à l'usine, toute la population mâle valide du pays.

Le total de ses pertes a été de 1.350.000 tués pour l'armée de terre ; 10.735 pour la marine et 30.000 morts dans la population civile.

Sur ces derniers chiffres, 669.000 hommes étaient employés dans l'agriculture, 235.000 dans l'industrie et 159.000 dans le commerce.

Ce n'est pas qu'en France que se manifestèrent les ravages du désordre bourgeois. Durant cette période tragique, les pertes des différentes nations se chiffrent comme suit :

1 mort sur 28 habitants en France	
1 — — 35 —	Allemagne
1 — — 50 —	Autriche-Hongrie
1 — — 66 —	Grande-Bretagne
1 — — 79 —	Italie
1 — — 107 —	Russie.

N'est-ce pas terrible, et comment peut-on prétendre qu'un tel état de choses est normal, conforme aux nécessités des peuples et être assez fermé à toute raison pour ne pas comprendre que la cause de tout ce mal est l'autorité abusive des gouvernants qui, loin d'assurer l'ordre, perpétuent un désordre qui détermine des cataclysmes ?

Si l'on considère une nation comme une vaste entreprise commerciale ou industrielle, on peut, sans crainte de se tromper, affirmer que cette entreprise est gérée de façon incohérente et que ses administrateurs seraient bien vite remerciés s'ils dirigeaient une affaire privée. Les commanditaires forcés de l'Etat sont les habitants, contraints de subvenir à tous les besoins de la nation, et qui, en échange de leurs subsides, sont en droit de réclamer que leurs intérêts soient défendus et leur quiétude assurée ; en un mot ils sont en droit d'exiger « le fonctionnement régulier et productif des affaires. Est-ce que l'Etat répond à ce besoin de la population ? Nous ne le croyons pas. Au contraire, si l'on envisage les bilans, on constate que le désordre des chefs d'Etat est nuisible aux intérêts de la collectivité, et que cette dernière souffre perpétuellement du chaos déterminé par la mauvaise gestion de la chose publique. Nous avons donné plus haut les pertes humaines occasionnées par la guerre qui est elle-même une conséquence du désordre social, voyons maintenant quelles furent les pertes matérielles qui vinrent s'ajouter à ce criminel sacrifice.

Pour la France seulement, on comptait 893.000 maisons détruites, 3 millions d'hectares du territoire complètement dévastés, 2 millions d'hectares de sol cultivé complètement ravagés, 120.000 kilomètres de routes rendus impraticables, 1.100 kilomètres de ponts et de barrages inutilisables, 119 millions de mètres cubes de mines à dénoyer et près de 10.000 entreprises industrielles employant au moins 10 ouvriers, complètement détruites.

Si on se place au point de vue financier, l'étendue de

la catastrophe consécutive au désordre bourgeois n'est pas moindre, et personne n'ignore les difficultés rencontrées par les gouvernements pour boucler annuellement des budgets qui engloutissent la plus grosse partie de l'épargne nationale. En conséquence, il semble que les anarchistes sont dans la vérité lorsqu'ils déclarent que l'ordre ne peut être établi dans une organisation sociale qui est la source d'un nombre incalculable de conflits et que le désordre n'ira qu'en s'amplifiant jusqu'au jour où les individus sauront se décider à combattre le désordre en employant des mesures radicales.

De toutes les écoles sociologiques qui se sont attachées et qui s'attachent encore à combattre la forme capitaliste des sociétés modernes, et qui entendent assurer l'harmonie entre tous les hommes, seul, l'Anarchisme n'a pas eu l'occasion de se livrer à des expériences matérielles. Ce que nous savons cependant, c'est que toutes les organisations politiques ou sociales qui ont tenté de mettre un frein au désordre économique du monde ont échoué.

La démocratie s'est montrée incapable de résoudre le problème de l'ordre, et plus récemment encore nous avons assisté à la tentative communiste, qui, elle non plus, n'a pas été couronnée de succès.

La raison en est bien simple. Tous les révolutionnaires politiques veulent « s'emparer de l'autorité et la fortifier pour la faire servir à leurs projets de rénovation sociale » alors que l'autorité est la cause initiale de tout désordre. C'est ce que les Anarchistes ont compris et c'est pourquoi ils sont les adversaires irréductibles de l'autorité. Les accuser d'être des agents de désordre est une diffamation intéressée, propagée par une minorité d'oisifs et de profiteurs, car si le désordre est nuisible à la collectivité, il permet à certains de « pêcher » en eau trouble », et de vivre grassement au détriment de la grande masse des travailleurs.

Est-il même besoin d'insister sur les méfaits de l'autorité ? Est-ce que tout ce qui nous entoure n'est pas là pour démontrer que ses effets sont déplorable et que, depuis des siècles qu'elle dirige les destinées de l'humanité, elle n'est pas arrivée à écarter les conflits entre les humains ?

Les Anarchistes sont des partisans de l'ordre, et l'ordre ne peut prendre naissance que dans la liberté. La liberté et l'autorité sont des contraires, et s'il est vrai que l'autorité n'a su engendrer que le désordre, la liberté engendrera l'harmonie. Abolissons donc l'autorité et nous aurons du même coup supprimé le désordre et toutes les misères qui en découlent.

DESORGANISATION n. f. (du latin : *desorganisatio*).

Altération profonde dans la structure d'un organisme, à la suite de laquelle toutes les fonctions initiales de cet organisme sont abolies. Dissociation des éléments constituant une chose physique ou morale. La désorganisation d'un corps, la désorganisation administrative, la désorganisation politique.

Physiologiquement, la désorganisation d'un corps a des causes multiples ; elle est une conséquence de la maladie, de la vieillesse, du climat, etc., etc. Dans de nombreux pays, sous l'influence de l'air et de la chaleur, le foie se désorganise et tout le corps humain en est affaibli ; par l'action du temps, le corps de tous les individus se désorganise, mais ces désorganisations doivent être attribuées à des causes naturelles.

Il en est différemment lorsque l'on considère l'histoire à travers les âges et que l'on constate la lenteur avec laquelle l'humanité évolue ; c'est dans la désorganisation politique et morale des Etats, des Sociétés, qu'il faut chercher la source de cette nonchalance sociale entravant la marche de la civilisation et éloignant toujours l'être de la fraternité humaine.

C'est souvent au moment où une civilisation, ou lorsqu'un Etat semblait être arrivé à son apogée, que la désorganisation apparaissait et ruinait tout un passé de travail et de lutte. Et depuis les temps les plus reculés l'histoire se répète invariablement ; car de tout temps le monde fut organisé sur une erreur, et cette erreur se perpétue encore de nos jours. La cause qui préside à la désorganisation économique et sociale des sociétés, est le manque de liberté et il ne peut exister d'organisation stable sans liberté. Durant une période plus ou moins longue, l'autorité peut paraître un facteur d'organisation, mais ce n'est qu'une illusion qui disparaît avec le temps.

La Rome antique qui semblait assise sur des bases inébranlables, après une période de prospérité, où les arts et les lettres se mêlaient à l'éloquence, sombra dans le plus pitoyable des désordres sous l'autorité de ses Césars, et sa décadence date précisément de cette époque de magnificence où la folie criminelle d'un Néron faisait brûler une ville ayant une population considérable, pour satisfaire sa soif sadique de jouissances et de plaisirs. Rendre les empereurs romains uniquement responsables de la déchéance romaine serait une faute grave. La désorganisation du Grand Empire doit être attribuée également à la veulerie du peuple, se contentant du pain et du cirque, se laissant mener à la ruine par ses dirigeants et ne trouvant pas en lui la force de se révolter contre les abus de ses maîtres.

A la désorganisation politique d'un Etat il n'y a qu'un remède : la Révolution, et les exemples abondent de peuples qui se soulevèrent devant la carence d'un monarque à assurer la vitalité d'une nation.

Bien avant le peuple français, le peuple anglais se révolta contre ses tyrans qui désorganisaient le pays et plus de cent ans avant Louis XVI, Charles I^{er} d'Angleterre, monta sur l'échafaud. La désorganisation politique d'un Etat peut être attribuée généralement à des causes financières. C'est parce que le Parlement anglais refusa de voter les subsides réclamés par la Couronne, que Charles I^{er} le déclara dissous, se mettant par cet acte en guerre ouverte avec son peuple. Le mécontentement provoqué par l'arbitraire et le despotisme de Buckingham, favori du roi, engloutissant des fortunes pour son luxe, ses plaisirs et ses aventures guerrières, devait ouvrir la route à Cromwell et à la République.

On peut ne pas aimer Cromwell ; nous plaçant purement et simplement au point de vue Anarchiste que de faits ne peut-on pas lui reprocher ! Mais il faut cependant reconnaître qu'il sut mettre un frein à la désorganisation de l'Angleterre et qu'il fit la grandeur de son pays. De son temps l'idée Anarchiste n'avait pas encore vu le jour, et lutter contre l'autorité royale, prendre position en faveur du Parlement, c'était porter un coup terrible au despotisme monarchiste, et préparer les luttes futures pour une liberté plus large.

Nous disons plus haut, que, historiquement, le règne de l'autorité est un facteur de désorganisation et que politiquement ce sont presque uniquement les questions financières qui désagrègent les Etats. On s'en rend compte assez facilement en étudiant le grand siècle de Louis XIV précédé par la dictature de Richelieu et de Mazarin.

Le grand Cardinal crut faire œuvre utile en détruisant la puissance politique du protestantisme, en abaissant l'orgueil de la noblesse et en préparant la royauté absolue de Louis XIV. En réalité, socialement, son activité fut inutile, et la rapacité d'un Mazarin qui réalisa une fortune de 200 millions de francs en pressurant le peuple, les dépenses fantastiques du roi Soleil, furent des facteurs de désorganisation aussi néfastes que les abus de la noblesse. On prétend que Richelieu fut un grand organisateur parce qu'il sut agrandir la France en lui adjoignant l'Alsace, la Lorraine et le Roussillon, alors

que l'Alsace et la Lorraine sont des foyers d'incendie, de guerre, de désorganisation pour les pays qui se les disputent. Déjà à la fin du règne de Louis XIII et durant la régence d'Anne d'Autriche et de son amant Mazarin, on sentait bien que l'organisation de la France de Richelieu, reposait sur des sables mouvants. Si la Fronde fut une émeute d'ambitieux, il n'en est pas moins vrai que, au plus profond des couches populaires, elle fut une manifestation de liberté et le signe avant-coureur de la grande Révolution.

Le long règne de Louis XIV ne fit que précipiter la désorganisation de l'Etat ; les finances du pays, jetées en pâture à ses maîtresses et à ses bâtards, l'argent du peuple dilapidé, la révocation de l'Edit de Nantes et les dragonnades, qui eurent pour conséquence la ruine du commerce et de l'industrie, voilà l'œuvre de la monarchie absolue, préparée par Richelieu, et mise en action par le roi Soleil.

Le règne de Louis XV ne fut pas moins répugnant que celui de son aïeul, et le Gouvernement occulte de Mme de Pompadour marque l'apogée de la monarchie.

Louis XV souriait aux trésors de l'Etat engloutis par les largesses du « Parc aux Cerfs ». Elles montèrent à des sommes fabuleuses, disent les écrivains modérés. Trop connus, ces désordres répandirent la corruption et l'encouragèrent. Telle se montrait au dedans la royauté de Louis XV, et son rôle, au dehors, fut au niveau de tant d'opprobre.

« Notre diplomatie devint la risée de l'Europe. La défaite de Rosbach, 80 millions de subsides payés bénévolement à l'Autriche, des armées entières englouties dans des expéditions folles, 37 vaisseaux de ligne et 50 frégates pris ou détruits par les Anglais, le Canada par nous sacrifié définitivement à leur dictature avide, ainsi que la Martinique, la Guadeloupe, Tabago, Saint-Vincent, Sainte-Lucie, nos comptoirs de l'Afrique et de l'Inde... Voilà, ce que produisit la guerre de Sept Ans, voilà ce que valut à la France le titre de *ma bonne amie*, donné par Marie-Thérèse à la maîtresse d'un roi absolu. » (Louis Blanc.)

Ce spectacle de désorganisation n'est pas particulier à la France ; le principe d'autorité produisit partout les mêmes effets et nous ne croyons donc pas nous tromper en affirmant que l'autorité peut temporairement donner aux masses ignorantes l'illusion de l'ordre et de l'organisation, mais qu'en fin de compte il n'engendre que le désordre et la désorganisation.

Bismarck passa pour un grand organisateur parce qu'il sut habilement et avec diplomatie reconstituer l'Empire d'Allemagne en groupant autour de la Prusse tous les petits Etats d'ordre secondaire. Son œuvre fut couronnée à Versailles à la fin de la guerre de 1870-1871, mais ouvrait la voie à d'autres conflagrations et la reprise de l'Alsace et de la Lorraine conquises par Richelieu allait être le prétexte à de nouvelles tragédies, à des tueries grandioses, à la désorganisation économique et sociale du monde. Il peut sembler à certains que les sociétés modernes sont le symbole de l'ordre, mais pour nous, Anarchistes, qui étudions les faits, en recherchons les causes, nous ne pouvons qualifier d'organisée, une Société qui ne se maintient qu'en sacrifiant dans des guerres fratricides des populations entières, et qui périodiquement est obligée de se reconstituer géographiquement, sans que soit respectés les intérêts les plus élémentaires de la grande masse des individus.

La bourgeoisie et le capital n'ont rien à reprocher à la seigneurie et à la féodalité. La désorganisation préside de nos jours aux destinées humaines, comme elle y présidait dans le passé. Ni l'expérience, ni l'exemple de siècles et de siècles d'erreurs, de mensonges, de crimes n'ont assagi les hommes. Ils ont encore confiance et espèrent encore trouver la quiétude et le

bonheur dans un ordre périmé, qui est le désordre, et dans une organisation absurde et dangereuse qui désagrège l'humanité.

Déjà avant la guerre de 1914-1918 qui sema tant de deuils, fertilisa la terre de larmes et de sang, et détruisit toute une génération on pouvait prévoir le chaos déterminé par la folie et l'ambition d'une minorité incapable de refréner ses bas instincts de jouissance, et d'une majorité impuissante à manifester son désir de paix et à imposer une forme d'organisation plus conforme aux nécessités d'un siècle de science et de progrès.

La chute se précipite. Sur la pente glissante de la désorganisation, la Société mourante qui marque la fin de ce vingtième siècle, si riche en découvertes de toute sorte, attend des événements, ou sa rénovation ou sa mort. Les finances de tous les grands Etats européens ont été dilapidées dans des aventures ridicules et meurtrières ; la diplomatie, dans un dernier spasme, cherche à sauver les apparences et à donner une certaine vitalité au capitalisme moribond qu'elle représente, mais cela ne peut durer. A mesure que nous avançons dans le temps, la désorganisation se poursuit sans qu'il soit possible aux hommes d'Etat d'en arrêter les effets qui mènent fatalement au désastre.

La grande guerre a passé par là. L'Allemagne de Bismarck — de Bismarck qui avait, comme Napoléon, rêvé de suprématie universelle — amoindrie par le traité de Versailles imposé par Clemenceau, se relève péniblement de la douloureuse équipée de son César déchu. La rançon que réclame d'elle les nations victorieuses accule à la misère toute la population travailleuse de ce grand Empire, qui est contrainte de peiner et de souffrir pour payer les crimes de ses maîtres.

L'Autriche, démembrée, divisée, traîne lamentablement derrière elle le boulet qui lui fut légué par François-Joseph, vieillard arriéré, perdu dans la tradition et dont le règne de 68 ans fut un long calvaire pour son peuple qui eut à subir tout le poids des guerres malheureuses déclenchées par ce prince impuissant.

L'Angleterre, dont la puissance reposait sur son vaste empire colonial, voit ce dernier lui échapper. Déjà elle a été obligée de faire des concessions et d'accorder une liberté relative à certaines de ses possessions. Le Canada, l'Australie, se sont dans une certaine mesure, libérés du joug britannique ; mais les Indes, l'Egypte, l'Irlande, sont agités par la soif de liberté, qui est un ferment de révolte. La puissante « organisation » de la perfide Albion apparaît menacée, et ne pourra résister bien longtemps à l'assaut coordonné des populations qu'elle opprime. L'Angleterre se désorganise, et même intérieurement elle souffre du malaise engendré par son impérialisme séculaire, qui lui valut une fortune temporaire, mais s'écroulera fatalement, comme tout ce qui est bâti sur l'autorité et son soutien : la violence.

L'Espagne, qui n'a pas comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, payé son tribut au Moloch durant les années pénibles de 1914 à 1918, ne se trouve pas dans une position plus heureuse. Le peuple maintenu dans l'ignorance et l'obscurantisme clérical, ouvre les yeux à la vérité et réclame son droit à l'existence. Le despotisme d'un dictateur ne peut rien pour équilibrer une situation qui a ses origines dans un passé noirci par les méfaits de la religion, et le général Primo de Rivera qui, de complicité avec le roi Alphonse XIII, cherche à rafistoler une monarchie branlante, apparaîtra dans l'histoire comme un fantoche malfaisant n'ayant d'autres soucis que celui de sauver de la ruine, non pas son pays et son peuple, mais la classe de parasites qui perpétue la misère collective de la nation.

Et il en est de même en Italie, où un Mussolini semble triompher, alors que son autorité criminelle ne peut engendrer que la chute un peu plus rapide du régime d'arbitraire qu'il dirige. Partout où sévit l'autorité ré-

gne la désorganisation. La France qui sortit victorieuse de la grande guerre n'est pas dans une situation plus brillante que les autres puissances européennes et sa débâcle financière l'entraîne au fond d'un gouffre duquel elle ne pourra s'évader. Des milliards de dettes contractées entre 1914 et 1925 auxquelles viennent s'ajouter celles antérieures à la guerre « du droit et de la liberté » lui interdisent l'espérance de réajuster la vie sociale, d'améliorer les conditions de vie du populaire et cet état déplorable ne peut aller qu'en empirant à moins que, dans un sursaut d'énergie, le peuple ne se réveille de sa torpeur et ne brise les liens qui le tiennent attachés à un passé de boue et de sang.

Seule, dans toute la vieille Europe désespérée, la Russie, sortant d'un sommeil de plusieurs années, semble un moment éclairer l'avenir de son flambeau révolutionnaire. Mais, hélas ! les hommes nouveaux ne furent pas à la hauteur de leur lourde tâche, et leurs erreurs accumulées, jointes à la coalition extérieure des forces de réaction, devaient avoir raison de l'insurrection libératrice.

Dans ces conditions, est-ce trop dire, que la désorganisation politique de l'Europe de 1925 menace de déclencher de terribles cataclysmes et que l'avenir se dessine sombre et misérable pour les générations futures ?

Il y a pourtant un remède efficace à cet état de chose, mais il est curieux de considérer que le peuple s'éloigne de toute solution simple et se complait dans la difficulté.

Un fait est indéniable : c'est que le capitalisme est une forme d'économie sociale et politique qui ne répond plus aux exigences de l'humanité. Le capitalisme se décompose, tout son organisme embrouillé, rongé par le parasitisme administratif de ses institutions se désagrège et toute la compétence des économistes bourgeois est inopérante à rétablir de l'ordre dans un monde qui s'écroule sous le poids de son passé.

On peut opposer aux contempteurs de l'ordre capitaliste, l'exemple de l'Amérique, forte et puissante, sortie agrandie de la guerre de 1914. La force de l'Amérique n'est qu'une illusion. Son tour viendra. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'Amérique aura son jour, son heure, et elle subira les mêmes tourments que la vieille Europe. Le fait même qu'elle ne peut satisfaire à ses besoins d'expansion commerciale et industrielle qu'en asservissant économiquement les nations européennes, marque bien que l'avenir n'épargnera pas les jeunes républiques américaines. Elles se suicideront dans leur course aux dollars ; c'est fatal, c'est inévitable.

Comment faire face alors à cette corruption politique qui détermine tant de conflits et qui a inscrit à son actif tant de ruines ? Détruire l'ordre bourgeois, abolir la puissance capitaliste n'est pas suffisant. C'est un travail utile, certainement, mais qui serait négatif en soi, si le peuple n'était pas capable de remplacer immédiatement l'ancien organisme par un organisme nouveau présentant un caractère de stabilité inébranlable.

Il faut opposer à ce que nous appelons le désordre et la désorganisation capitaliste, l'ordre et l'organisation sociale du peuple, mais encore faut-il ne pas commettre à notre tour les erreurs inhérentes à tout être humain et ne pas compromettre le futur par une politique pleine d'inconséquence.

Les Anarchistes ont critiqué et critiqueront encore toutes les formes d'organisation sociale qui reposent sur l'autorité et qui sont impuissantes à réaliser la bonheur de l'humanité. Le terrain que nous ensemencions a admirablement été défriché par nos aînés, et la période d'après-guerre, dans laquelle se débattaient les gouvernants du monde entier, démontre que ceux qui nous ont précédé dans la lutte ne s'étaient pas trompés.

Tous les partis politiques ont fait faillite et le bolchevisme qui fut un moment l'espérance du monde du travail s'est définitivement discrédité. L'Anarchisme est donc la seule conception sociale susceptible de réussir là où échouèrent toutes les autres économies politiques, puisqu'il est incontestable que le socialisme qui a usé ses moyens en Angleterre et en Allemagne — voire même en France — n'a remédié à rien et que le communisme autoritaire n'a pas été — si nous considérons la fin — plus heureux en Russie.

Il faut, hélas ! reconnaître que l'influence exercée par l'Anarchisme sur les masses populaires est relativement faible et que la classe ouvrière sur laquelle reposent toutes les espérances d'avenir est elle-même désorganisée. Nous disons plus haut que détruire n'est pas suffisant, et pour reconstruire il est indispensable d'obtenir le concours du travailleur, uni dans la bataille contre ses exploiters, et prêt à concourir à l'élaboration d'un monde meilleur. Or, le spectacle qu'offre la division du prolétariat mondial est pitoyable. Déchiré par les luttes politiques, le travailleur se livre sur lui-même à une opération désorganisatrice qui lui enlève toute sa force et, en se laissant diriger par des politiciens incapables, il abandonne toute sa puissance et en même temps toutes ses chances de libération économique et sociale.

La désorganisation ouvrière permet au capitalisme de retomber sur ses pieds au lendemain de la guerre de 1914 et, depuis 1920, par la trahison des chefs, par l'ambition de certains meneurs, la division n'a fait que s'accroître. En France, le prolétariat est sectionné en trois tronçons qui se combattent sans s'apercevoir que ce manque d'unité permet aux classes dirigeantes de replâtrer le vieil édifice qui n'attend pour s'écrouler que la poussée du travailleur réconcilié.

Le travailleur, toujours confiant en la politique, se laisse aveuglément diriger vers des destinées inconscientes et, malgré les déboires, continue à se laisser leurrer par cette politique qui est le principal facteur de désorganisation. Les Anarchistes ne sont pas sans avoir également une part de responsabilité dans la désorganisation du mouvement ouvrier et l'erreur de certains d'entre eux fut de vouloir prêter au syndicalisme une philosophie qu'il n'a pas et un but révolutionnaire qui n'est pas le sien. S'il est vrai que l'unique puissance capable d'être opposée au capitalisme est le prolétariat, ce dernier ne peut produire un effort qu'à l'unique condition de n'être pas divisé, et l'unité ne peut être obtenue que si ce syndicalisme, considéré comme un moyen, groupe en son sein les travailleurs de toutes tendances ; et si nous disons plus haut que les Anarchistes ont également une part de responsabilité dans la désorganisation ouvrière, c'est qu'à une époque donnée, eux aussi, animés par un sentiment sincère, confondirent le Syndicalisme et l'Anarchie.

Nous ne pouvons faire mieux, pour situer, à notre point de vue, la position de l'Anarchiste que de reproduire, les paroles pleines de sagesse et de clairvoyance prononcées par Malatesta, au Congrès Anarchiste d'Amsterdam, en 1907.

« Je veux, aujourd'hui comme hier, que les Anarchistes entrent dans le mouvement ouvrier. Je suis, aujourd'hui comme hier, un syndicaliste, en ce sens que je suis partisan des syndicats. Je ne demande pas de syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats socialistes, démocratiques, républicains, royalistes ou autres, et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinions, des syndicats absolument neutres ».

Malatesta voyait clair, et vingt ans après son discours d'Amsterdam, sa prophétie se réalisait. La classe ouvrière est désorganisée parce que les communistes ayant voulu donner au syndicalisme un but politique « la dictature du prolétariat », une large fraction de travailleurs se sépara de l'organisation pour en fonder une autre. Et il n'y a pas de raison pour que s'arrête sur cette pente la division ouvrière.

« Donc je suis pour la participation la plus active au mouvement ouvrier. Mais je le suis avant tout dans l'intérêt de notre propagande dont le champ se trouverait ainsi sensiblement élargi. Seulement cette participation ne peut équivaloir en rien à une renonciation à nos plus chères idées. Au syndicat nous devons rester des Anarchistes dans toute la force et toute l'ampleur de ce terme. Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen — le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. Ce moyen je me refuse à le prendre pour un but, et même je n'en voudrais plus, s'il devait nous faire perdre de vue l'ensemble de nos conceptions anarchistes, ou plus simplement nos autres moyens de propagande et d'agitation.

« Les syndicalistes, au rebours, tendent à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout. Et c'est ainsi que, dans l'esprit de quelques-uns de nos camarades, le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même.

« Je déplorais jadis que les compagnons s'isolassent du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, je déplore que beaucoup d'entre nous, tombant dans l'excès contraire, se laissent absorber par ce même mouvement. Encore une fois, l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des *moyens*. L'Anarchie est le *but*. La révolution anarchique que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe ; elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie, au triple point de vue économique, politique et moral. Gardons-nous de tout moyen d'action unilatéral et simpliste. Le syndicalisme, moyen d'action excellent à raison des forces ouvrières qu'il met à notre disposition, ne peut pas être notre unique moyen. Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le seul but qui vaille un effort : l'Anarchie. » (Enrico Malatesta.)

Si nous avons cru devoir introduire dans cette brève étude sur la *désorganisation*, ce passage du discours du vieux camarade Malatesta, c'est que, si le syndicalisme de secte, de parti, n'a pas entièrement détruit le mouvement Anarchiste, s'il ne l'a pas désorganisé — l'organisation des Anarchistes étant toute récente — il est une menace constante contre notre mouvement, et la jeune organisation anarchiste périra ou restera embryonnaire, si elle subordonne son activité à celle d'un mouvement corporatif, syndical, sujet à changement, à modifications, à transformations, en vertu même des lois de la majorité qui déterminent l'action syndicaliste.

L'Anarchie doit rester elle-même. Elle ne peut être subordonnée, ni à la remorque d'un mouvement quelconque aussi important, aussi imposant soit-il. Les Anarchistes doivent s'unir, ils doivent s'organiser et envisager tous les problèmes d'avenir, afin de ne pas être surpris par les événements qui, souvent, n'attendent pas les décisions humaines, et précipitent les individus désemparés dans le chaos.

La société bourgeoise se meurt, sa désorganisation est totale, elle ne peut remonter le courant qui l'entraîne à la dérive. C'est une question de temps, de jours peut-être, et il faut être prêts.

Les Anarchistes seront-ils capables de mettre fin à la

gabegie capitaliste et de résister à tous leurs adversaires politiques qui entendent élaborer le monde nouveau sur une autorité qu'ils qualifient de socialiste ? Qui sait ? Quoi qu'il en soit le désordre et la désorganisation ne disparaîtront qu'avec l'autorité et l'organisation sociale n'assurera le bonheur de l'humanité que lorsque les hommes pourront jouir pleinement de leur liberté économique et morale. — J. CHAZOFF.

DESPOTISME n. m. (du grec : *despotès*, maître). Pouvoir d'un despote. Exercice absolu et arbitraire du pouvoir. Forme de gouvernement où tous les pouvoirs sont abandonnés entre les mains d'un seul individu. Le despotisme de Louis XIV. Le despotisme de Napoléon I^{er}.

Ayant rappelé que de Jules César à Vespasien « aucun empereur ne mourut que de mort violente », que depuis la ruine de la liberté romaine jusqu'à Charlemagne, trente empereurs furent massacrés, Mirabeau ajoute : « Il faudrait bien du courage aux despotes s'ils réfléchissaient sur les suites du despotisme. »

Il serait, certes, préférable que les despotes réfléchissent. Ce serait un bienfait pour le peuple et avantage pour eux. Mais malheureusement l'exemple du passé, la fin tragique de certains de leurs prédécesseurs n'arrêtent pas le despotisme des tyrans qui gouvernent le monde par la violence et la brutalité. Ce n'est pas le courage qui anime le despote, mais la lâcheté.

Quelle piètre figure que celle de ce Néron qui, après une vie de débordements, de cruautés et de débauches, hésita à se donner la mort, lorsqu'il apprit que le Sénat l'avait déclaré « ennemi de la patrie et qu'il allait expier les crimes commis durant son règne ! Et Louis XI, monarque méchant et vicieux, qui, après avoir terrorisé son royaume par sa barbarie, trembla devant la mort, et se livra durant des années à ses dévotions superstitieuses dans son château de Plessis-les-Tours ! Et la fin du roi Soleil, du grand roi, qui pendant 60 ans, appauvrit la France, affama ses sujets, martyrisa le peuple, et fut effrayé lorsqu'à 77 ans, il dut quitter cette vie, qu'il combla de son luxe et de ses crimes !

Comme tous les maux qui ravagent l'humanité, le despotisme découle du principe d'autorité et nous avons constamment dénoncé les méfaits déterminés par l'application de ce principe. Tout être auquel on abandonne une parcelle d'autorité est enclin à abuser des pouvoirs qui lui sont conférés ; il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'un homme auquel on donne toute licence pour diriger une Nation, un Etat, qui n'est soumis à aucun contrôle, qui n'a à répondre devant personne de ses gestes, de ses actions, abuse de ce pouvoir. L'histoire nous a suffisamment édifiés sur les désastres causés par le despotisme et il semble cependant que les peuples n'ont pas appris grand-chose à son étude. Ils se laissent encore, de nos jours, mener par les despotes qui poursuivent l'œuvre de destruction sociale.

On peut comprendre que dans le passé — l'ignorance étant un facteur de despotisme — les hommes se soient laissés gouverner aveuglément par des tyrans ; mais comment admettre, qu'en notre siècle de progrès et de science, où le peuple a, malgré tout, la possibilité de se livrer à certaines recherches, où la lecture lui fournit un bagage de connaissances que ne possédaient pas ses aînés, il consente encore à être conduit comme un vil bétail, et s'agenouille devant ses bergers qui l'exploitent et le tuent. C'est inconcevable, et cette passivité ne peut être mise que sur le compte de sa lâcheté et de sa paresse politique.

Comme tout ce qui est abusif, le despotisme n'a qu'un temps, et détermine une réaction, toujours violente. C'est ce qui explique que, dans les pays où il s'exerce, on assiste fréquemment à des attentats ou à des complots. Nous savons que ni le complot, ni l'attentat, ne peuvent être considérés comme un but, et que seule la

révolution sociale peut libérer l'humanité et permettre l'éclosion d'une société meilleure. Nous avons signalé que le despotisme ne s'exerce que favorisé par la lâcheté de la grande majorité du peuple et nous avons déjà dit que « dans les pays où la liberté la plus élémentaire est féroce brimée, où il est impossible aux travailleurs de s'exprimer librement par l'organe de la presse, où le droit de réunion est interdit, où la dictature règne en maîtresse ; partout où tous les autres moyens se sont manifestés inopérants, et où il est indispensable que la Révolution vienne, de son souffle énergique et puissant, balayer l'air, pour en chasser les miasmes du despotisme, on ne voit pas quels autres procédés que le complot, signe avant-coureur des révoltes fécondes, peuvent être employées. (Voir *Complot*, page 380.)

On trouvera en outre à la page 178, la liste de certains attentats qui ont été déterminés par le despotisme.

Pourtant le despotisme a évolué, il évolue chaque jour et n'emprunte pas à présent les mêmes formes que dans le passé. Le peuple qui s'est nourri depuis quelques années du lait démocratique, accepte d'être gouverné, mais se refuse à admettre qu'il est un esclave à la merci de ses maîtres. Il subit la main de fer à condition cependant qu'elle soit recouverte du gant de velours. Et les maîtres font cette concession au peuple. Ils portent le gant. Le résultat reste le même, si les formes ont changé.

Le despotisme d'un Bonaparte apparaît mesquin et petit à côté de celui des gouvernants modernes. Les ruines accumulées durant le premier empire ne sont rien à côté de celles engendrées par la folie furieuse des chefs d'Etat, républicains ou royalistes, qui déclenchèrent la grande tuerie de 1914. Il est évident que si l'on avait dit au peuple qu'il devait se battre, pour Guillaume II ou pour Poincaré, il eût sans doute refusé. Il eût hésité à abandonner sa terre, son foyer, sa famille, pour défendre l'honneur d'un quelconque tyran ; mais le despotisme s'est modernisé, avons-nous dit, et les hommes du monde entier sont partis au massacre, parfois en chantant, avec la douce illusion de se sacrifier pour une cause juste, alors qu'en réalité ils allaient se faire tuer pour un despote occulte, resté dans l'ombre, caché dans les plis du drapeau démocratique, pour un despote plus cruel, plus meurtrier, plus barbare, que tous ceux du passé : le capital. Pendant quatre années les maîtres invisibles du monde exerçant leur despotisme, jetèrent en pâture au Dieu de la guerre, des millions et des millions de jeunes êtres virils, ils livrèrent à la dévastation des millions d'hectares de terre cultivable, ils arrêterent toute la production utile du monde, et cependant l'exemple n'est pas encore suffisant, et l'expérience tragique n'a pas su inspirer à la collectivité une haine farouche contre l'autorité qui, fatalement, devient abusive et se transforme petit à petit en despotisme.

Nous pouvons dire aujourd'hui que le despotisme, n'est pas la manifestation du pouvoir absolu abandonné entre les mains d'un seul individu, mais d'une minorité qui exerce son pouvoir, par l'intermédiaire d'un homme de paille, placé à la tête d'un Gouvernement.

Mussolini est un despote, mais il n'est pas le despotisme, il est un agent du despotisme ; son autorité est subordonnée à celle d'une catégorie de dirigeants obscurs : banquiers, financiers, industriels, qui tirent les ficelles et dirigent toute la politique intérieure et extérieure de la Nation. Est-ce à dire qu'il est irresponsable ? Non pas. Il porte, au contraire, une grosse part de responsabilité dans les actes criminels du despotisme, mais sa disparition ne marquerait pas la fin du despotisme et, derrière lui, apparaîtrait immédiatement un

autre pantin qui se livrerait aux mêmes inconséquences et aux mêmes abus. Il en est de même, pour le fantoche espagnol, qui mène son pays à la ruine. Primo de Rivera peut s'effacer, les ravages du despotisme ne s'arrêteront, que lorsque le despotisme sera écrasé sous le talon populaire.

Ne confondons donc pas les effets et les causes. C'est à la source qu'il faut remonter pour trouver une solution logique et raisonnable, et c'est parce que toutes les écoles politiques et sociales s'y refusent, qu'elles sont incapables de résoudre le problème posé depuis si longtemps devant l'humanité.

A quoi bon s'élever contre la tyrannie d'un despote, contre l'exercice arbitraire d'un pouvoir si les remèdes que l'on apporte ne sont pas susceptibles d'arrêter le mal ? A quoi bon protester contre les abus, contre les crimes du despotisme, si toutes les formes de gouvernement qu'on lui oppose, renferment également le virus malfaisant qui, inévitablement, engendrera, en évoluant, les mêmes méfaits ? La politique du moindre mal est à nos yeux ridicule et dangereuse, car elle donne au peuple une espérance stérile, qui ne se traduit en fin de compte que par la désillusion et le découragement.

« A quoi bon changer, dit le peuple, c'est toujours la même chose ! » C'est toujours la même chose, parce qu'il se refuse à écouter la voix de la raison ; c'est toujours la même chose, parce que après avoir été trompé par Pierre, il consent à être trompé par Paul et ne veut pas trouver en lui la force et l'énergie de détruire les causes déterminantes de sa souffrance et de sa misère. C'est toujours la même chose parce qu'il ne veut pas que ça change.

Le despotisme peut disparaître, doit disparaître. Il peut céder la place à une forme d'organisation répondant au désir de liberté de la collectivité, mais il ne suffit pas pour cela du courage et de l'héroïsme de quelques individus qui, se sacrifiant, débarrassent de temps à autre l'humanité d'un despote, car le despotisme survit au despote. Il faut la force coalisée de tous les opprimés, de tous les parias, la révolte consciente de tous les hommes nouveaux et d'avenir, pour monter à l'assaut du Capitole et de l'Autorité qui en sont les causes déterminantes. Alors, le despotisme aura vécu.

DESSEIN, n. m. Le mot dessein signifie : projet, intention, résolution. Avoir de grands desseins, de beaux desseins, de nobles desseins, des desseins hardis, de sombres desseins.

*Non ; quoi que vous disiez, cet horrible dessein
Ne fut jamais, seigneur, conçu dans votre sein.*

RACINE.

Mettre ses desseins à exécution, c'est-à-dire exécuter ce que l'on avait conçu, prémédité, arrêté, envisagé. Nourrir de sinistres desseins à l'égard de quelqu'un, c'est-à-dire chercher des moyens de lui nuire, de lui faire du mal.

Les desseins de Dieu sont impénétrables, disent les croyants. Mais ceux des hommes qui font commerce de la religion ne le sont pas et il est triste de constater qu'ils viennent souvent à bout de ces desseins, qui consistent à abêtir le peuple pour le mieux maintenir dans l'esclavage. Et les prêtres qui nourrissent d'inavouables desseins sont nombreux. Ils ne se rencontrent pas seulement dans les églises où les fidèles idolâtrèrent des dieux spirituels mais aussi dans les églises civiles, plus dangereuses peut-être que les autres. Les desseins du politicien qui siège au Palais-Bourbon, à l'extrême-gauche ou à l'extrême-droite, ne sont pas moins intéressés que ceux d'un quelconque curé ou pasteur, et les plans qu'il élabore sont tous destinés à lui assurer une vie

large et facile, au détriment de la masse d'aveugles qui l'adorent.

Et le peuple, lui, n'a pas de desseins bien définis et c'est la cause pour laquelle il est facile de l'exploiter. Lorsqu'il aura formé le dessein de se libérer, et travaillera courageusement à sa réalisation, alors seront voués à un échec certain tous les sombres desseins de ses oppresseurs.

DESSIN n. m. Le dessin est l'art d'imiter, en se servant de lignes, la forme des choses, des objets, des individus. Avec la musique, le dessin a dû être le premier des arts, car s'il fut de tous temps naturel à l'homme de manifester sa joie ou sa peine, sa gaieté ou sa tristesse, par des cris, des sons, des intonations, aux époques reculées de l'humanité, alors que les progrès de la civilisation n'avaient pas encore apporté à l'individu un bagage suffisant de connaissances, le dessin a été pour lui l'unique moyen de conserver la forme d'êtres ou d'objets qui lui étaient chers, ou encore de manifester ses désirs et ses besoins lorsque la parole n'arrivait pas à refléter sa pensée.

Certains historiens prétendent que le dessin fut inventé par une jeune fille grecque qui, voulant conserver les traits de son amant, traça sur le mur le contour de son ombre. Cette explication est sans fondement et il nous semble que l'on ne peut attribuer à personne l'invention du dessin qui se perd dans la nuit des temps ; le plus raisonnable est de supposer que, aux âges les plus lointains de l'histoire, l'homme a cherché à imiter, sur le sable ou sur la pierre, l'image qui se présentait à lui sous une forme quelconque.

Ce qui est certain, c'est que le dessin a précédé la sculpture et la peinture, dont il est le principe fondamental et, bien que peu expressif et plutôt grave, il présentait déjà un certain esprit artistique chez les Egyptiens. Il acquit par la suite de la souplesse, de la beauté et de l'élégance pour arriver à atteindre de nos jours au plus haut degré de perfection.

Il y a plusieurs sortes de dessins. Le dessin au crayon, à la plume, à l'estompe, etc., etc..., mais, quelle que soit sa qualité, il nécessite de la part de celui qui l'exerce une connaissance assez étendue de l'anatomie, de la perspective et de l'expression, pour rendre et reproduire les caractères, les mouvements et les gestes d'une façon naturelle et artistique.

Le dessin n'offre pas seulement des satisfactions à la vue et à l'esprit, il trouve aussi son utilité dans l'industrie. Les progrès de la science, et plus particulièrement du machinisme dans toutes ses manifestations, nécessite l'emploi d'une armée de dessinateurs, qui ne doivent pas être seulement des artistes, mais aussi des techniciens. La connaissance du dessin géométrique facilite la tâche de l'ouvrier qui a à fabriquer une pièce quelconque et son étude ne saurait trop lui être recommandée, car il tient lieu de parole et d'écrit dans tous les arts mécaniques.

Le dessin est donc un art utile et agréable, qui nous offre de multiples jouissances à tous les moments de notre existence. Si la maison que nous habitons a été, avant d'être bâtie, dessinée sur le papier par les soins de l'architecte, le papier peint qui couvre les murs de nos appartements et qui égaye un peu le modeste logis du travailleur, est également dû au dessin de l'artiste ignoré et inconnu qui a su combiner les quelques couleurs mises à sa disposition. Et il en est de même pour les étoffes que nous portons, pour les broderies et les dentelles qui ornent le linge, pour les tapis, enfin pour tout ce qui nous entoure et flatte notre vue. Le dessin est donc utile, nécessaire, indispensable au peuple, puisqu'il lui procure certaines satisfactions et si tous les dessinateurs ne sont pas de très grands artistes et si

les Michel Ange, les Léonard de Vinci et les Raphaël, sont rares, il n'en est pas moins vrai, que nous bénéficions à chaque instant, du travail des modestes artisans, qui, à la plume ou au crayon, exécutent pour nous, pour frapper notre sensibilité, une figure ou une fleur, un animal ou un paysage, ou tout autre objet imaginaire.

Pourquoi faut-il que comme celui de l'écrivain et du journaliste, le crayon du dessinateur se prostitue et se prête à l'accomplissement d'œuvres inhumaines? L'avion qui viendra demain bombarder les villes et les campagnes, le canon qui crachera sa mitraille, furent, eux aussi, exécutés sur le papier, avant d'avoir été façonnés par la main de l'ouvrier. Chacun, hélas! a sa part de responsabilité dans les actions nuisibles qui engendrent les désastres et les catastrophes, et ce n'est que par l'accord du travailleur manuel et intellectuel, qui ont chacun leur place et leur utilité dans la société, que l'on arrivera, un jour, à vivre harmonieusement. Alors, le dessin élève de Willette représentant des anges bourrant la gueule du canon avec des gerbes de blé, ne sera plus un rêve mais une réalité.

DESSOUS n. m. Partie inférieure d'un objet. Le dessous de la chaise, le dessous de la table. Au figuré être au-dessous, signifie être plus bas dans l'ordre hiérarchique de l'échelle sociale. Un ouvrier est au-dessous d'un contremaître; un contremaître est au-dessous d'un directeur. A l'armée un soldat est au-dessous d'un caporal, un caporal est au-dessous d'un sergent et ainsi de suite. Il n'y a qu'au-dessous du simple soldat et de l'ouvrier qu'il n'y a plus rien, ni personne.

Il est un proverbe qui dit « qu'il ne faut jamais regarder au-dessus de soi, mais toujours au-dessous, si l'on veut être heureux ». Cette conception du bonheur n'a pu germer que dans l'esprit maladif d'un conservateur quelconque considérant sans doute que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Car, en vérité, si le peuple souffre et s'il est malheureux, c'est uniquement parce qu'il ne veut pas regarder au-dessus de lui et qu'il reste aveuglément étranger à tout ce qui l'entoure.

Il m'est arrivé parfois, durant de belles et chaudes après-midi de printemps ou d'été, et lorsque mes loisirs me le permettaient, de me promener dans les quartiers aristocratiques de la capitale. Il m'est arrivé de me perdre dans le Parc Monceau, ce coin superbe du cruel Paris et d'y rêver à l'ombre des grands arbres fleuris. Tout autour de moi, je contemplai les mines saines et joyeuses, resplendissantes de santé de toute cette jeunesse riche, à laquelle rien ne manque et qui évolue et qui grandit gâtée, choyée, sans que jamais l'ombre d'un désir inassouvi vienne troubler le bonheur et la quiétude. Et immédiatement, par la pensée, je me revoisais dans les autres quartiers de la ville lumière, dans les quartiers ouvriers, populeux, où les enfants manquent souvent du nécessaire et de l'indispensable. Et je me disais que si le peuple savait regarder au-dessus de lui, il ne serait pas possible que persistât une telle inégalité sociale.

Il faut regarder au-dessus de soi. Regarder en bas c'est s'abaisser, regarder en haut c'est se grandir. Nous sommes des révolutionnaires, non pas parce que nous voulons que la bourgeoisie partage le sort du peuple, mais pour que le peuple participe à toutes les joies, à tous les bonheurs, et qu'il partage le sort matériel de la bourgeoisie. Le travail pourrait procurer à chacun une somme de bienfaits incalculables, si les privilèges ne venaient pas diviser en classes une humanité où les individus perdent leur temps à se déchirer comme des bêtes féroces.

Mais le peuple ne sait pas et ce qu'il y a de plus terrible, c'est qu'il ne veut pas savoir. Si, en ce qui

concerne son bien-être, il doit regarder au-dessus de lui en ce qui regarde la politique il lui serait profitable d'en étudier les dessous. Mais, à quoi bon? On désespère parfois, en constatant la passivité avec laquelle le peuple se laisse berner, sans vouloir écouter les conseils désintéressés qui lui sont offerts. Déjà en 1883, il y a donc près de cinquante ans, le célèbre pamphlétaire, Octave Mirbeau, écrivait :

« O bon électeur, inexprimable imbécile, pauvre hère, si au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débitent, chaque matin, pour un sou, les journaux, grands ou petits, bleus ou noirs, blancs ou rouges, et qui sont payés pour avoir ta peau; si au lieu de croire aux chimériques flatteries dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, si, au lieu de t'arrêter, éternel badaud, devant les lourdes duperies des programmes; si tu lisais parfois, au coin de ton feu, Schopenhauer et Max Nordau, deux philosophes qui en savent long sur tes maîtres et sur toi, peut-être apprendrais-tu des choses étonnantes et utiles. Peut-être aussi, après les avoir lus, serais-tu moins empressé à revêtir ton air grave et ta belle redingote, à courir ensuite vers les urnes homicides où, quelque nom que tu mettes, tu mets d'avance le nom de ton plus cruel ennemi. Ils te diraient en connaisseurs d'humanité, que la politique est un abominable mensonge, que tout y est à l'envers du bon sens, de la justice et du droit, et que tu n'as rien à y voir, toi dont le compte est réglé au grand livre des destinées humaines. » (Octave MIRBEAU.)

Et le peuple n'a pas suivi les bons conseils de Mirbeau; il n'a pas lu Schopenhauer, il n'a pas lu Nordau et il est resté dans son ignorance. Il ne connaît rien des dessous de la politique et de la finance et pourtant il a eu sous les yeux des exemples symboliques de la corruption politique.

Puisons dans un vieux ouvrage de Francis Delaisi, aujourd'hui introuvable : *La démocratie et les Financiers*, un cas typique des dessous parlementaires. Le cas cité par Francis Delaisi fut étalé à la suite d'un procès restant entre M. Charles Humbert, alors sénateur de la Meuse et le journal qui dit tout, qui sait tout : le *Matin*.

« M. le sénateur Humbert est comme il le dit lui-même, un « enfant du peuple ». Engagé dans l'armée comme simple soldat, puis élève à l'école Saint-Maixent, puis officier d'ordonnance du général André, enfin secrétaire général du *Matin*, député puis sénateur, il n'a, il l'avoue, aucune fortune personnelle. Pour entrer au Parlement, il a dû renoncer au métier militaire, qui était son seul gagne-pain.

Il n'a donc comme ressources normales que :

1° Son indemnité parlementaire, soit.... Fr.	15.000 »
2° Le revenu de la dot de Mme Humbert qu'il évalue lui-même à	2.500 »
TOTAL	Fr. 17.500 »

Or, il dépense pour son train de maison :

Pension de Madame	18.000 »
Appartement personnel	5.000 »
Habilleinent, logement, chaussures	1.500 »
Nourriture	3.000 »
Villégiature	1.200 »
Assurance sur la vie	1.600 »
« Membres pauvres de ma famille »	1.500 »
Divers (demi-londres, etc...)	2.000 »
TOTAL	33.800 »

On le voit pour un homme sans fortune, notre sénateur a un joli train de maison.

En outre, il lui faut :

Un bureau rue de Madrid	1.800 »
Secrétaire, garçon de courses, sténographe, frais de bureau, chauffage, timbres	15.000 »
Automobile	5.000 »
Voitures	750 »

TOTAL 22.500 »

Enfin il ne faut pas oublier qu'on a un arrondissement à visiter, des électeurs à satisfaire :

Logement à Verdun	1.800 »
Habillement des pauvres de l'arrondissement	1.500 »
Secours aux miséreux de l'arrondissement	750 »
Sociétés patriotiques, concours, etc.	750 »
Prix aux élèves des écoles primaires	500 »
Fournitures scolaires	250 »
Bienfaisance	500 »
Voyages à Verdun	1.800 »

TOTAL 7.850 »

En somme, notre sénateur dépense :

Train de maison	33.800 »
Frais de bureaux	22.550 »
Frais électoraux	7.850 »

TOTAL 64.200 »

Réduit à son indemnité parlementaire et à la dot de sa femme (en tout 17.500 fr.), M. le Sénateur Humbert serait donc en déficit chaque année de 46.700 francs.

Or, il accuse un bénéfice net de 2.300 francs.

Comment s'opère ce miracle ? D'où viennent donc ces 49.000 francs de boni ?

Remarquons d'abord que l'indemnité parlementaire n'y est pour rien.

M. Humbert avoue 7.850 fr. de frais électoraux annuels. C'est déjà plus que la moitié de son traitement de sénateur. Mais il oublie quelque chose : son élection lui a coûté quelques billets bleus. Ses adversaires disent 100.000 à 300.000 francs...

Heureusement, nos « honorables » sont débrouillards ; ils savent se retourner. M. Charles Humbert ne gagnant rien comme sénateur, et ayant donné sa démission d'officier, s'est fait journaliste et publiciste.

A ce titre :

La Lanterne lui donne	Fr. 1.800 »
La Correspondance Républicaine	1.800 »
La Grande Revue	3.000 »
Journaux étrangers	1.400 »
Son livre : <i>Sommes-nous défendus ?</i>	3.000 »
Les Vœux de l'Armée	1.500 »

TOTAL 12.500 »

D'autre part, MM. Darracq et Serpollet, gros fabricants d'automobiles, viennent d'inventer un type de camions dits : « poids lourds » destinés au transport de grosses charges, et ils désirent en faire acheter un lot par le ministère de la Guerre. Mais pour cela, il faut que le Parlement vote les crédits nécessaires ; on nommera une Commission ; la Commission désignera un rapporteur ; il faut s'entendre avec ce rapporteur. Or, il se trouve précisément que M. le Sénateur Humbert est rapporteur du budget de la guerre. C'est donc à lui qu'il faut s'adresser.

C'est ainsi que fut signé le traité que toute la Presse a publié :

MM. Darracq et Serpollet, donnent à M. Charles Humbert, le titre d'agent général de leur maison, avec 12.000

francs d'appointement fixe, plus tant pour cent sur les camions vendus.... D'autre part, le *Journal* n'hésite pas à offrir 18.000 francs par an au rapporteur Charles Humbert, comme rédacteur spécialiste des questions militaires.

Résultat :

Quelques camions vendus	Fr. 7.500 »
Des mitrailleuses et autres valeurs industrielles lui rapportent	1.500 »
Appointements fixes comme agent général ..	12.000 »
Comme rédacteur au <i>Journal</i>	18.000 »
Journalisme politique	12.500 »

TOTAL 51.500 »

(Puisé dans la *Démocratie* et les *Financiers* de Francis Delaisi, Edition de la *Guerre Sociale*, 1911.)

Est-ce clair, est-ce net, est-ce précis. Ces chiffres sont d'avant-guerre, mais ils sont suggestifs et démontrent lumineusement ce que sont les dessous de la politique. Et M. Charles Humbert n'est pas une exception. Il n'est ni plus mauvais ni meilleur que les autres politiciens. Tous se valent, tous tripotent, tous participent à de louches affaires que le naïf électeur ne soupçonne même pas.

Dans toute affaire politique il y a la combine ; dans toute élection un abject marchandage pour arriver le plus près possible de l'assiette au beurre, et il n'est pas de députés ou de sénateurs qui ne se soient laissés peu ou prou, corrompre, au cours de leur carrière. Les dessous de la politique sont ignobles et cependant les scandales qui éclatent de temps à autre ne semblent pas soulever dans la population l'indignation que l'on serait tenté de supposer. Le peuple assiste, indifférent, à toute cette bassesse, à toute cette corruption.

Il est parti, en 1914, à la guerre, sans en connaître les causes déterminantes, sans savoir pourquoi il allait se battre ; il est revenu, affaibli, fatigué, sans rien dire, sans protester, sans demander des comptes à ses bourreaux, et la tragédie continue comme par le passé.

A la grande guerre du droit et de la liberté, ont succédé d'autres petites guerres, dites civilisatrices : la guerre du Maroc, la guerre de Syrie, la guerre de Chine, qui se poursuivent encore, et si le peuple n'a pas eu connaissance des dessous qui ont déterminé la boucherie de 1914, il ne connaît pas plus pour quels intérêts inavoués il va se faire tuer en Syrie ou en Chine. Qu'attend-il ? Que toute l'humanité soit noyée dans le sang ? Qu'il soit réduit à l'état de l'esclave préhistorique ? Cela ne pourrait tarder. Encore quelques années d'un tel régime, et il ne pourra plus se relever. Il sera la bête de somme qui traîne son lourd fardeau, et sa chaîne sera si fortement imprimée dans sa chair qu'il ne pourra plus en effacer la trace.

Qu'il brise le paravent, qu'il jette un regard dans les coulisses, qu'il retourne les cartes, pour qu'au grand jour il puisse travailler au bonheur social ; c'est le rôle historique du peuple, c'est le devoir et la tâche qu'il a à remplir, s'il ne veut pas sombrer dans la plus profonde des misères et s'il ne veut pas assister à la décadence de l'humanité.

DESTIN n. m. (du latin *destinare* qui signifie : destiner, arrêter, fixer, décider). Aux yeux de quantité de gens, le destin est une suite d'événements, de phénomènes, heureux ou malheureux, tracés à l'avance sur le grand livre de la vie, par une puissance obscure, et contre lesquels il est inutile de lutter, ou d'opposer la moindre résistance, ceux-ci devant se manifester et se produire en vertu d'une fatalité inéluctable.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que des êtres qui s'imaginent être libérés de toute croyance religieuse, de

tous préjugés, se refusent à admettre que le *destin* n'est que l'enchaînement des effets et des causes, et si pour eux l'idée du *destin* ne personnifie pas la providence, ils n'en sont pas moins convaincus que tout dans l'existence est réglé, et que les arrêts du *destin* sont invariables, irrévocables.

« Il faut se soumettre à son destin. » « La plainte ni la peur ne changent le destin » (La Fontaine). Tel est l'esprit qui a dominé le monde pendant des siècles et qui exerce encore une influence considérable. Pour nous, une telle conception du destin est rétrograde et celui qui la partage, ne peut être qu'imprégné, à son insu, des vieilles idées religieuses.

D'autre part, cette croyance aveugle en son destin, ou en la destinée des êtres et des choses, est un facteur, de faiblesse, de lâcheté et d'asservissement. Que de fois n'avons-nous pas entendu, et plus particulièrement lorsque l'on s'adresse au travailleur pour lui faire entrevoir sa condition inférieure et misérable, que le destin le voulait ainsi, et que, quoi qu'on dise ou quoi qu'on fasse, cela ne changera jamais ?

C'est cette idée, imprimée dans le cerveau des opprimés par des siècles et des siècles d'esclavage, qu'il faut énergiquement combattre. Il faut lutter contre cette ignorance, qui arrête toute velléité de révolte chez le travailleur et lui fait accepter son sort avec passivité.

Aucune force occulte ne nous dirige, aucune puissance extérieure ne nous guide. Tout est déterminé dans la vie, et le bonheur des hommes, ne peut être, n'est et ne sera que le produit, le fruit, de leur travail.

Si les serfs du moyen âge, si nos aînés du XVIII^e siècle s'étaient endormis dans leur souffrance, s'ils avaient attendu les « arrêts du destin », nous n'en serions pas aujourd'hui à bénéficier des quelques bienfaits dus à leurs révoltes, et au progrès de la science et de la civilisation. « Ce sont les hommes eux-mêmes qui s'attirent leurs maux », ce sont eux aussi qui forgent leur bonheur.

« Nulle main ne nous dirige, nul œil ne voit pour nous. » Sachons nous diriger, et sachons écarter le voile qui fut placé devant nos yeux pour nous cacher la vérité. La force du destin est une croyance indigne d'un siècle de science et de philosophie, c'est un vestige du temps passé, qui fut utilisé pour maintenir les esclaves sous le joug de leurs maîtres, pour dominer les parias, et pour refréner leurs légitimes élans de révolte ; mais aujourd'hui, les opprimés doivent étancher leur soif de libération ; ils doivent savoir et, s'ils ne savent pas, apprendre que la vie est une suite de phénomènes déterminés, qui s'enchaînent les uns aux autres et que l'homme possède en lui la force et la puissance de déterminer certains de ces phénomènes.

« L'homme a besoin de se sentir grand, d'avoir, par instant, conscience de sa sublimité et de sa volonté. Cette conscience, il l'acquiert dans la lutte : lutte contre soi et contre ses passions, ou contre des obstacles matériels et intellectuels. Or, cette lutte, pour satisfaire la raison, doit avoir un but. L'homme est un être trop rationnel pour approuver pleinement les singes du Cambodge jouant par plaisir avec la gueule des crocodiles » (J.-M. Guyau).

Et Guyau a raison, la conscience ne s'acquiert que dans la lutte, et la lutte doit avoir un but. Ce but pour nous, c'est la libération totale du genre humain, et il n'est pas possible que nous ne l'atteignions pas.

L'homme a lutté contre des forces naturelles ; il a triomphé et est arrivé à les asservir. Ayant triomphé de forces, de causes et d'effets indépendants de sa volonté, il arrivera à vaincre les effets et les causes qu'il engendre lui-même et dont il est la victime. Il porte son destin avec lui et, selon son vouloir, sa volonté, son pouvoir grandira, il arrivera à se libérer

de toutes les contraintes exercées sur lui par ses semblables, et sa destinée lui apparaîtra douce et harmonieuse.

DESTITUTION n. f. (du latin *destitutio*). Dépouvoir, priver quelqu'un de son emploi, de sa charge ou de sa fonction. Prononcer la destitution d'un monarque, d'un préfet, d'un maire, d'un fonctionnaire, etc...

Dans notre belle république, se réclamant pourtant de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, il n'est pas rare de voir des fonctionnaires être destitués en raison de leurs opinions politiques. Il est fréquent que, dans des mouvements de grève, par exemple, lorsque le maire d'une cité se refuse à user de son autorité et de son influence au profit des employeurs, on voie le préfet, représentant direct du Gouvernement, le destituer de sa charge.

Mais toute puissance gouvernementale est éphémère. Nous avons vu, dans le passé, que des despotes, des autocrates, des dictateurs ont été destitués ; des monarchies se sont écroulées par la volonté du peuple, et il y a peu de temps encore, Guillaume II, empereur d'Allemagne fut obligé d'abandonner le pouvoir et, quelques mois avant lui, l'empereur de toutes les Russies cédait la place à la révolution triomphante. Le travail n'est pourtant pas terminé. La destitution de tous les petits monarques de la démocratie s'impose pour que les peuples soient heureux et libres. Les capitalistes doivent être destitués de leurs privilèges, et alors seulement, lorsqu'auront disparu toutes les formes de l'autorité, la Révolution aura accompli son œuvre.

DESTRUCTION n. f. (du latin *destructio*). Action de détruire, d'abattre, de démolir, de ruiner, d'anéantir, de faire disparaître une chose quelconque. La destruction d'une maison, d'un édifice, d'un palais, d'un empire, d'animaux nuisibles, d'un régime, etc., etc...

La nature impitoyable, indifférente et indomptée, accomplit parfois un tragique travail de destruction. Les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les raz de marée, les typhons détruisent souvent des villes entières et provoquent des ravages que les forces et le génie humains sont impuissants à surmonter.

S'il est impossible à l'homme d'arrêter les désastres et les fléaux naturels, du moins devrait-il s'attacher à ne pas se joindre aux éléments déchaînés, pour ajouter encore à la misère humaine ; mais il semble, au contraire, que l'homme se plait également à détruire et aussi loin que nous plongeons dans son histoire, nous le voyons poursuivre une œuvre de destruction.

L'ambition des puissants, la soif de domination engendre les guerres, et à travers les âges, le grand livre de la civilisation est taché par le sang versé inutilement, au profit des despotes et des tyrans. Depuis des siècles et des siècles que l'humanité marche aveuglément, rien de stable ne fut établi et aussi solides que paraissaient les bases sur lesquelles s'élaborèrent les grandes organisations du passé, elles n'étaient cependant construites que sur des sables mouvants, et furent détruits comme châteaux de cartes balayés par le vent. Et cela n'étonne nullement lorsque l'on a compris que l'autorité ne peut rien construire de puissant et que, loin d'être une source de force, elle est une manifestation de la faiblesse. Une autorité, quelle qu'elle soit, peut être détruite par une autorité plus grande, et la force brutale peut imposer temporairement la volonté d'un individu ou d'un groupe. Tout cela n'est cependant que du provisoire. Inhérente à l'autorité, la force ne peut-être que relative, et est contrainte à s'incliner lorsqu'on lui oppose une force supérieure.

Et c'est là l'erreur séculaire des hommes. Depuis toujours, et de nos jours encore, les grandes agglomérations humaines ne se sont pas organisées en ayant soin de se reposer sur la raison et de s'appuyer sur des principes sociaux susceptibles d'assurer la paix et la stabilité des sociétés, mais en cherchant et en puisant leur puissance en la force de leurs guerriers et de leurs armes, sans s'apercevoir que la force, élevée au niveau d'un principe, d'un symbole, ne pouvait produire de la vie, mais qu'engendrer de la mort et de la ruine.

Nous disons que l'autorité et la force sont des facteurs de destruction. Quel plus bel exemple peut-on citer que celui de Carthage, la grande cité africaine, restaurée au IX^e siècle avant J. C. et qui, en 600 ans de succès ininterrompus, fonda le grand empire maritime de la Méditerranée.

Que reste-t-il aujourd'hui de toute cette richesse, de toute cette splendeur ? Rien. « L'Esclavage divisait la patrie en castes ennemies ; une constitution aristocratique fermait les carrières de la politique aux ambitions légitimes du peuple ; l'argent, non le patriotisme, recrutait les armées. La production agricole et industrielle ne faisait pas équilibre au négoce, Carthage était réduite à poursuivre toujours de nouveaux débouchés, de nouveaux tributs et, quand l'adhésion spontanée manquait, de les imposer par la guerre. Elle était ainsi amenée à s'appuyer sur la force, non sur le droit ; sur l'intérêt, non sur la justice ; sur la ruse et la fraude, non sur la loyauté des échanges. Devenant puissance guerrière et oppressive, elle devait chanceler et succomber quand elle se heurterait contre plus fort qu'elle. Cet écueil, elle le trouva en Sicile et en Espagne ; alliée des Romains pendant plusieurs siècles, elle dut, un jour, devant des résistances imprévues, engager la lutte et vaincre ou périr. Elle périt après des efforts gigantesques, par les ordres implacables de Rome jalouse, l'an 146 avant J. C. Le pillage, l'incendie, les massacres, châtièrent six siècles d'une domination insolente, éternel avertissement donné au peuple, qui, abusant de l'art nautique, fondent une tyrannie sur le monopole maritime : tôt ou tard ils sont balayés de la scène pour n'avoir pas reconnu à chaque peuple son rôle et son droit (Jules Duval).

Carthage se débattit longtemps. Les luttes qu'elle entreprit contre Rome, connues sous le nom de guerres puniques, sont légendaires. A la première de ces guerres, de 264 à 242 avant J. C., elle perdit la Sicile ; à la seconde, de 219 à 202, elle abandonna l'Espagne, et à la dernière, de 149 à 146, elle fut anéantie.

Relevée par César, elle redevint un centre d'activité mais fut prise d'assaut en 698 par les Arabes et, cette fois, totalement détruite. Il ne reste plus, actuellement, à quelques kilomètres de Tunis, que quelques ruines pour aviver le souvenir de l'excursionniste et lui rappeler les grandeurs de la ville lumière qui rayonna sur le monde durant six siècles.

Et pourtant, l'avertissement de Carthage fut inutile et l'histoire se répète sans imprimer aux hommes un enseignement profitable. En notre siècle de progrès et de science, où toute l'activité humaine devrait se dépenser à l'élaboration d'une société rayonnante de joie et de bonheur, il apparaît que l'œuvre de destruction continue et, en regardant dans le passé, on tremble d'entrevoir un avenir où s'amoncèlent les ruines d'une civilisation féroce et barbare.

Vingt et un siècles ont passé depuis la décadence de Carthage, et la ruine de cet empire ne se comprendrait pas « si l'on ignorait que, par une loi fatale, toute civilisation parvenue à son apogée, est destinée à périr, comme un fruit mûr, si elle ne revêt pas, par sa propre énergie, une forme sociale supérieure ». Vingt et un siècles ont passé, et l'Europe a grandi, au milieu

des sciences et des arts, donnant naissance à des puissances qui se disputent à leur tour l'hégémonie du monde.

L'Angleterre, inspirée peut-être par la puissance commerciale et industrielle de Carthage, aspire à la souveraineté absolue et étend son domaine en se reposant sur sa force maritime. La France et l'Allemagne, moins puissantes sur mer, cherchent à consolider leurs entreprises industrielles et commerciales en s'appuyant sur leur force armée. La colonisation est devenue une nécessité impérieuse pour les grandes nations qui n'arrivent plus à écouler leurs produits et, comme par le passé, la guerre est là, menaçante, pour ouvrir par la force de nouveaux débouchés, la production et la consommation n'étant pas équilibrées au sein de ces nations. De l'autre côté des mers, des puissances neuves s'éveillent. Economiquement, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ont déjà presque asservi la vieille Europe. Le Japon cherche sa place. Industriellement et commercialement, il concurrence sur le marché colonial les grandes puissances européennes et Nord américaines qui veulent s'imposer dans le grand empire chinois et y écouler leurs produits aux 500 millions d'habitants. Et toute cette soif de domination économique, source d'esclavage et de misère, donnent naissance à des conflits qui ne peuvent se régler que dans le sang des peuples.

La grande guerre de 1914 n'est peut-être que le prélude de nouvelles tueries, plus terribles, plus monstrueuses, plus barbares que la précédente, et la destruction d'une partie de la France, sera sans doute suivie de la destruction d'une partie de l'Europe.

N'oublions pas, cependant, que ce qui précipita la ruine de Carthage, ce fut une terrible guerre qu'elle eut à soutenir, entre les deux dernières guerres puniques, contre les mercenaires qui s'étaient révoltés. Les mercenaires modernes en auront peut-être bientôt assez, à leur tour, de verser leur sang, pour des causes qu'ils ignorent, qui n'offrent pour eux aucun intérêt, et de se sacrifier pour défendre les privilèges et les biens de leurs adversaires et de leurs ennemis.

Ils détruiront alors, tout ce qui gêne la libre évolution des individus ; mais leur œuvre de destruction sera saine, puisqu'elle aura pour but le bonheur de l'humanité. Ayant bénéficié des expériences du passé, les mercenaires ne détruiront plus pour détruire, ils ne s'attaqueront plus aux palais, aux châteaux, aux richesses, à tout ce qui est une source de bien-être et de joie, mais aux vieux taudis infects et misérables dans lesquels ils sont entassés, aux prisons derrière lesquelles gémissent des parias, victimes de l'inégalité sociale, aux institutions qui déterminent tant de calamités ; ils détruiront tout ce qui engendre la misère et les larmes, et ayant su détruire, ils sauront reconstruire. C'est à cette seule condition que le XX^e siècle peut sortir de l'abîme dans lequel il est tombé. Si les hommes sont incapables de briser avec le passé, d'élever une barrière entre hier et demain, alors, une fois encore, la civilisation arrivée à son apogée s'écroulera et ce sera l'éternel recommencement. La liberté, pleine et entière, peut offrir une chance de salut, mais la liberté ne se donne pas, elle ne se demande pas ; elle se prend ; il faut la conquérir avec vaillance et courage. La Révolution n'est pas destructive, elle est constructive, à condition, toujours, d'être animé par un désir de liberté et non par une soif d'autorité. Sachons donc faire la Révolution si nous voulons que prennent fin la destruction de l'humanité et le triomphe du despotisme.

DESUETUDE n. f. (du latin *desuetudo*). Se dit, d'un mot, d'une chose, d'un objet, d'une coutume, d'un

règlement, d'une loi, qui vieillissent et dont on ne fait plus usage.

Par exemple, la loi française condamne l'adultère et punit la femme qui s'en rend « coupable » à une peine variant entre trois mois et deux ans de prison ; le complice est passible de la même peine. On peut dire cependant qu'il ne se trouve pas en France un magistrat pour se conformer aux textes de cette loi, et qu'elle ne pourrait plus être appliquée sans soulever immédiatement la réprobation et la protestation générales. Cette loi ne se trouvant plus en rapport avec les mœurs de la vie moderne, est, sans avoir été abrogée, tombée en désuétude. Il en est de même de la loi sur les retraits ouvrières, pourtant récente, mais qui souleva l'indignation des travailleurs ; devant la volonté du peuple, énergiquement manifestée, de ne pas se conformer aux exigences de ladite loi, celle-ci fut enterrée sans avoir, en réalité, jamais été appliquée.

DETAILLER verbe actif. Diviser en pièces, couper en morceaux. Détailler un bœuf, un mouton, une pièce de drap. Action qui consiste à répartir en divisions ; détailler un discours, un conte, un récit. Faire le détail de quelque chose.

« Ne vous chargez jamais d'un détail inutile » a dit Boileau ; il ne faut jamais, en effet, sacrifier le tout pour le détail, mais bien souvent on est obligé d'appuyer sur le détail, pour comprendre ou faire comprendre le tout. Le bagage des connaissances s'augmentant chaque jour, il est presque impossible au cerveau humain de considérer en entier l'ensemble de ces connaissances ; l'individu se trouve donc obligé de les détailler et de les étudier séparément, indépendamment les unes des autres.

C'est en étudiant les divers détails de la vie sociale que l'on arrive à se faire une idée de ce qu'est la Société, de ce qu'elle devrait et pourrait être ; c'est en détaillant ses rouages que l'on est frappé par le vice et l'erreur de toutes les administrations qui président à l'activité d'une nation ; et c'est en critiquant, attaquant, et frappant la Société dans ses détails que l'on arrivera à en ébranler les bases.

Attachons-nous donc à ne rien laisser échapper de ce qui peut être pour nous une source de connaissances nouvelles. Sans nous arrêter particulièrement aux détails de second ordre, sachons détailler notre besogne et que l'activité de chacun se dépense dans la branche qu'il a étudiée, qu'il connaît et dont aucun détail ne lui échappe. Les circonstances et les événements aidant, nous arriverons ainsi, petit à petit, à étendre notre force et à transformer le monde en améliorant le sort de l'humanité.

DETECTIVE. Mot anglais signifiant policier. Ce mot est devenu international et sert à désigner cette catégorie de policiers spécialement attachés à la poursuite des enquêtes judiciaires et à la recherche des inculpés qui réussissent à échapper aux griffes de la magistrature.

Il y a le détective privé et le détective officiel ; ce dernier est un fonctionnaire au service de l'Etat et appartient au ministère de l'Intérieur. Il ne porte pas d'uniforme afin de n'être pas reconnu et pénétre partout où se manifeste une certaine activité civile, sociale ou politique. On le rencontre aussi bien dans les cercles aristocratiques de Monaco, d'Aix ou de Vichy, que dans les milieux politiques ; dans les cercles il veille à la sécurité du bourgeois qui s'amuse et se charge d'éloigner tout ce qui peut être un trouble-fête pour ces Messieurs en ribote ; dans les milieux politiques, il cherche à découvrir les buts de l'association afin de dénoncer à ses chefs l'activité des éléments composant ces milieux et d'en arrêter les effets ; en

outre, ainsi que nous le disons plus haut, il poursuit, pour le service de la magistrature, les enquêtes judiciaires et recherche le criminel.

Bien que placé tout en bas de l'échelle judiciaire, le détective est peut-être le plus dangereux des individus. Sa fonction lui permet d'ouvrir toutes les portes et de troubler quiconque a le malheur de se trouver sur sa route. Dénué de tout scrupule, de tout sentiment, et, en surplus, de toute éducation, il n'hésite pas, lorsqu'il désire pénétrer un secret, à vous noircir auprès de votre entourage, pour en obtenir les renseignements qu'il juge utiles à son enquête. C'est donc un être bas et abject, qui, du reste, a admirablement été dépeint par Victor Hugo, en la personne de Javert, dans son célèbre roman *Les Misérables*.

Hélas ! Cette calamité officielle, qu'est le détective d'Etat, ne semblait pas suffisante, puisque le détective privé, à son tour, intervient pour troubler la quiétude de l'individu. Le détective privé travaille pour le compte du particulier et se charge, dit-il, de vous fournir tous renseignements que vous pourriez désirer sur une tierce personne. En réalité, son principal client est le mari jaloux, avide de rencontrer sa femme entre les bras de son amant, et qui demande le service du détective pour se livrer à cette basse besogne.

A la base de tout scandale, on rencontre le détective et les drames qu'il détermine sont innombrables ; il s'est cependant trouvé des écrivains tel Conan Doyle, pour présenter le détective sous un jour sympathique. Malheureusement, Sherlock Holmes est un policier romantique qui a vu le jour dans le cerveau de littérateurs avides de succès populaires, et le détective, le vrai, est un personnage antipathique, dont il faut se méfier et qui est incapable de faire quelque chose de bien. C'est un être malfaisant au sens complet du mot et, qu'il agisse pour le compte de l'Etat ou du particulier, son action néfaste en tous points n'en est pas moins blâmable. Mais cessons d'en parler. Nous lui avons déjà consacré plus de place qu'il n'en mérite.

DETENTEUR (du latin *detentor*). Celui qui possède un bien, une richesse, un pouvoir, une autorité, etc...

Le mot détenteur ne peut s'appliquer qu'à une catégorie d'individus et cette catégorie d'individus compose la bourgeoisie. C'est en vain, en effet, que l'on se creuserait l'esprit pour chercher de quoi le peuple est « détenteur », à moins que ce ne soit de la misère et de la servitude.

La richesse sociale est détenue par une minorité qui en dispose à sa guise, la fait fructifier et en conserve tous les profits et bénéfices. Le pouvoir est détenu et exercé par des hommes appartenant également à la bourgeoisie, et l'autorité dont disposent ces hommes leur permet d'asservir la grande majorité des individus qui se courbent devant leurs ordres. Il ne reste donc rien au peuple, sinon l'illusion que lui a versée la démocratie, en lui laissant croire qu'il est le détenteur de toute la vie économique et politique, et que rien ne peut se faire sans sa volonté.

L'exemple du chaos social est le meilleur exemple que nous pourrions citer, si nous voulions démontrer que le peuple se dépossède chaque jour un peu plus et se livre pieds et poings liés aux aventuriers de la politique.

Il est incontestable que le peuple est détenteur de la force et de la puissance et que, s'il le voulait, il se libérerait de l'étreinte de ses oppresseurs. Mais, de même que l'intelligence est inutile si elle ne s'extériorise pas, la force et la puissance sont également inutiles si elles ne se manifestent pas au profit de celui ou de ceux qui la détiennent ; mieux, elles sont alors néfastes et nuisibles. Que le peuple donc, dont c'est la seule fortune, use de sa force, et nous verrons alors les

détenteurs de toute la richesse sociale lâcher leur prise et la collectivité, goûter enfin à la joie et au bonheur auxquels elle a droit.

DETENTION n. f. (du latin *detentio*). Le mot détention est synonyme d'emprisonnement, mais s'applique plus particulièrement pour désigner la peine qui consiste à être enfermé dans une forteresse ou une maison d'arrêt située dans un endroit offrant toutes les garanties possibles contre les tentatives d'évasion.

La détention ne se prononce d'ordinaire que contre les délinquants politiques, les traîtres, les espions, ou tous ceux qui sont considérés comme nuisibles ou dangereux à la sécurité de l'Etat. Naturellement, seules les autorités constituées ont le droit d'ordonner la saisie d'un prévenu ou d'un inculpé, et la détention est illégale lorsqu'elle s'est effectuée sans l'avis de juges compétents.

La détention revêt parfois un caractère d'arbitraire particulièrement scandaleux, et il est à peine besoin de rappeler la monstrueuse affaire, dénommée affaire Dreyfus, et qui, de 1894 à 1905 agita et divisa la France en deux camps. Cette affaire devait pourtant se terminer par le triomphe de la justice.

Un officier français, le capitaine Dreyfus, né à Mulhouse en 1859, fut accusé d'avoir cédé à l'Allemagne certain document militaire intéressant la défense nationale. Traîné devant le conseil de guerre, malgré ses protestations d'innocence, l'absence totale de preuves, et l'évidence de la cabale montée contre lui, il n'en fut pas moins condamné à la déportation.

C'était aux anarchistes qu'allait revenir l'honneur de défendre, une fois de plus, la justice. Le capitaine Dreyfus n'était pas des leurs ; mieux, il était leur adversaire, leur ennemi, une fois comme bourgeois, et une fois comme officier. Cependant, il était innocent ; Juif, il servait de tremplin à la meute cléricale, qui, consciente de sa faiblesse, voulait, par un coup d'éclat, relever son prestige. Ecartant toute considération d'ordre politique, n'écoutant que la saine raison, les Anarchistes, les premiers, entrèrent dans la bataille. Le capitaine Dreyfus s'effaçait, il n'était plus, aux yeux des compagnons, qu'un innocent injustement condamné, grâce à une odieuse machination, et il fallait que la cause de l'humanité, de la justice, sortit victorieuse de la lutte qui s'engageait.

Sébastien Faure fit, à Paris, le premier meeting, qui souleva l'indignation populaire contre les tyrans militaires, et le peuple commença à gronder. Sa voix fut entendue, et le célèbre romancier Emile Zola, intéressé par cette sensationnelle affaire, après avoir étudié les rapports qui lui furent soumis par les fidèles défenseurs du capitaine, publia sa fameuse lettre « J'accuse », qui dénonçait la trame du sinistre complot.

Un nouveau procès eut lieu ; Dreyfus fut renvoyé devant un nouveau conseil de guerre, à Rennes, en 1899. Mais les loups ne se mangent pas entre eux, et la soldatesque ne voulut pas désarmer ; le conseil de guerre de Rennes réduisit la peine infligée la première fois, mais ne voulut pas reconnaître l'accusé innocent. Il fut condamné à 10 ans de détention, et ce ne fut qu'en 1906 que la Cour de Cassation, après une nouvelle instruction, annula le jugement et prononça l'innocence du capitaine Dreyfus.

L'homme est doué d'une faculté d'oubli remarquable. Les misères, les souffrances, les douleurs s'estompèrent bien vite, dans l'esprit du capitaine réhabilité, et, lorsque quelques années plus tard, on vint près de lui, pour solliciter son concours afin d'arracher Rousset, une autre mais modeste victime de la galopaille, aux griffes des bourreaux, il refusa de se joindre au peuple, pour l'aider, dans son œuvre humanitaire. C'est une honte dans la vie de Dreyfus.

Dreyfus, disons-nous, était un bourgeois, cela n'empêcha cependant pas le gouvernement au pouvoir de se rendre complice de sa détention, pour satisfaire à l'ambition d'une caste qui gouvernait dans l'ombre. C'est suffisant, pensons-nous, pour souligner que, lorsqu'il s'agit d'individus appartenant à la classe asservie, les hommes de gouvernement n'éprouvent aucun scrupule à agir et à ordonner leur détention, s'ils la jugent utile à l'accomplissement de leurs desseins.

Les cas abondent de militants ouvriers, syndicalistes, révolutionnaires, détenus arbitrairement, dans les prisons et les forteresses, parce qu'il plaît aux despotes qui dirigent et président aux destinées humaines qu'il en soit ainsi. Leurs crimes ? Ils veulent régénérer le monde ; ils veulent mettre fin à l'inégalité sociale ; ils veulent voir se terminer la lutte fratricide que, depuis des siècles, se livrent les hommes ; ils veulent, enfin, qu'un rayon de soleil vienne illuminer ce pauvre globe, arraché, déchiré, partagé, par l'ambition et l'intérêt. Et c'est pour cela que, de par le monde, des hommes, beaux, nobles et grands, gémissent dans des cachots.

L'emprisonnement est cruel ; mais encore, au nom de la morale bourgeoise, il se légitime. Le moraliste nous dira que la « Société » se défend contre les criminels et qu'il faut les éloigner, les enfermer pour les empêcher de nuire ; mais la détention de prisonniers politiques est odieuse, car, généralement, pour provoquer la saisie des êtres considérés comme dangereux, ne pouvant rien légalement leur reprocher, on a recours aux faux, à l'intrigue, aux mensonges, pour s'en emparer.

« La justice », asservie aux maîtres et aux puissants, joue la sinistre comédie, indispensable à l'accomplissement du forfait, et les prisons s'ouvrent et se referment sur des hommes innocents, alors que les coupables de toutes les catastrophes, de tous les cataclysmes, de toutes les tueries, jouissent de la liberté et de la considération de la grande masse des moutons et des aveugles.

Et il en sera ainsi, jusqu'au jour où, éveillé de son sommeil léthargique, la populace, se dressant à nouveau, sera traversée par une lueur de conscience et montera à l'assaut des bastilles, derrière lesquelles se meurent des milliers de malheureux. — J. C.

DETENU. Etre détenu, être prisonnier, être enfermé dans une prison, être privé de sa liberté.

Il y a plusieurs catégories de détenus. On peut être détenu pour dettes, pour un crime ou délit de droit commun, pour un crime ou délit politique. La détention pour dettes ou contrainte par corps, ne se pratique plus en France, sauf en ce qui concerne les dettes contractées envers l'Etat ou pour les amendes et frais de justice consécutifs à certains procès. Par contre, la détention pour délit politique ou de droit commun se poursuit sans interruption et sans qu'il soit possible d'entrevoir, pour le plus proche futur, un changement quelconque à un tel état de choses.

En vertu de quels principes se permet-on de priver de sa liberté un individu ayant accompli un acte aussi blâmable soit-il ? On nous dira que la Société est obligée de se défendre contre les malfaiteurs et qu'elle les enferme pour mettre les gens honnêtes à l'abri de leurs méfaits ; c'est une mesure de précaution. Cet argument ne résiste pas à l'analyse ; car, à part quelques cas excessivement rares, le crime est un incident ou un accident dans la vie d'un individu. On n'est pas criminel de profession. Il y a des récidivistes, nous objectera-t-on ? Les récidivistes sont des êtres tarés ; mais, en général, ils ne se rendent coupables que de petits faits presque insignifiants.

Il suffit d'avoir étudié tant soit peu et avec impar-

tialité ce qu'est une prison, pour savoir qu'elle n'est peuplée ordinairement que par des vagabonds, toujours les mêmes, et que les grands criminels qui pourraient légitimer une mesure de sécurité de la part de la « Société » y sont relativement peu nombreux.

En vérité, ce n'est pas par mesure de précaution que l'on détient des prisonniers mais en vertu de l'idée de sanction qui est à la base de la morale bourgeoise. « Le vice appelle rationnellement à sa suite la souffrance ; la vertu constitue une sorte de droit au bonheur ».

« Est-il vrai » nous dit J.-M. Guyau « qu'il existe un lien naturel ou rationnel entre la *moralité* du vouloir et une *récompense* ou une *peine* appliquée à la *sensibilité* ? En d'autres termes, le *mérite* intrinsèque a-t-il le droit de se voir associé à une jouissance, le *démérite* à une douleur ? Tel est le problème qu'on peut encore poser sous forme d'exemple en demandant : — Existe-t-il aucune espèce de raison (en dehors des considérations sociales) pour que le plus grand criminel reçoive, à cause de son crime, une simple piqure d'épingle, et l'homme vertueux un *prix* de sa vertu ? L'agent moral lui-même, en dehors des questions d'utilité ou d'hygiène morale, a-t-il à l'égard de soi le devoir de punir *pour punir* ou de récompenser *pour récompenser* ? »

« Nous voudrions montrer combien est moralement condamnable l'idée que la morale et la religion vulgaires se font de la sanction. Au point de vue social, la sanction vraiment rationnelle d'une loi ne pourrait être qu'une *défense* de cette loi, et cette défense, inutile à l'égard de tout acte passé, nous la verrons porter seulement sur l'avenir. Au point de vue moral, sanction semble signifier simplement, d'après l'étymologie même, *consécration*, *sanctification* ; or, si, pour ceux qui admettent une loi morale, c'est vraiment le caractère saint et sacré de la loi qui lui donne force de loi, il doit impliquer, selon l'idée que nous nous faisons aujourd'hui, de la sainteté et de la divinité idéale, une sorte de renoncement, de désintéressement suprême ; plus une loi est sacrée, plus elle doit être désarmée, de telle sorte que, dans l'absolu et en dehors des convenances sociales, la véritable sanction semble devoir être la complète *impunité* de la chose accomplie. Aussi verrons-nous que toute justice *distributive* a un caractère exclusivement social et ne peut se justifier qu'au point de vue de la société : d'une manière générale ce que nous appelons *justice*, est une notion tout humaine et relative ». (Guyau, *Esquisse d'une Morale sans obligation ni sanction*).

Or, si nous pensons avec Guyau que toute « justice distributive a un caractère exclusivement social, et qu'en dehors des considérations sociales » il n'y a aucune raison, aucun devoir, de punir *pour punir*, nous sommes obligés de reconnaître que la détention en soi est arbitraire, et qu'elle ne trouve sa consécration que dans une forme de société que nous jugeons injuste et inhumaine.

Malheureusement, la philosophie, la raison, la logique, n'ont rien à voir avec la justice distributive, et les années de prison pleuvent dru sur les pauvres délinquants qui se mettent en marge de la loi.

Quelle est la « vie » du détenu ? Examinons tout d'abord la situation du prévenu, c'est-à-dire de l'individu emprisonné, bien que la loi ne l'ait pas encore reconnu coupable, et qui attend que le magistrat veuille bien décider de son sort. Il est, d'ordinaire, enfermé dans une cellule dont les dimensions varient selon les prisons et n'a le droit d'avoir de relations avec le dehors que par l'intermédiaire des représentants de l'administration pénitentiaire. Toute sa correspondance passe à la censure, de même que toute celle qu'il reçoit, exception faite en ce qui concerne celle de son défenseur. Obligé de se lever matin de très bonne heure, il

a toute la journée pour se livrer à la méditation, toute distraction lui étant interdite. Dix minutes par jour, on le sort de sa cellule, pour le conduire à ce que l'on appelle la promenade, et qui n'est en réalité qu'un long couloir d'une quinzaine de mètres, situé dans la cour de la prison, et entouré de murs assez hauts et assez larges pour n'être pas franchissables. Les journaux lui sont interdits et les livres qu'il a le droit d'acheter, sont comme sa correspondance, passés à la censure et interdits s'ils sont considérés comme subversifs par l'administration. La nourriture du prévenu est identique à celle du condamné, elle se compose d'une « soupe » à neuf heures du matin, soupe qui n'est en vérité qu'un bol d'eau chaude recouvert par une couche de graisse ou d'huile et d'une autre à quatre heures du soir, d'une boule de pain noir et sale d'un poids approximatif de 600 grammes et, deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, d'un morceau de viande. Cependant, le prévenu a le droit, s'il a de l'argent, de se nourrir à ses frais, et, dans ce cas, il est honteusement exploité par les mercantis qui spéculent sur la misère humaine.

Voilà, brièvement tracée, la vie de l'homme non encore reconnu coupable par la société et qui, en vertu de la loi même, devrait être considéré comme innocent.

Aussi terrible que puisse être cette existence, elle est cependant supportable à côté de celle du condamné. Selon la peine qu'il a à subir, le détenu est envoyé dans une prison cellulaire, ou dans une centrale. Nous allons voir quel est le régime de la prison cellulaire de Fresnes-les-Rangis, qui est une des plus modernes de notre France républicaine. Le prisonnier doit être levé à sept heures du matin, au coup de cloche, et a environ une demi-heure pour se livrer aux soins de sa toilette et à ceux de sa cellule ; à 7 h. 1/2 son lit doit être plié, sa chambre nettoyée, et il doit être prêt à travailler. Le travail est obligatoire pour le détenu condamné. Il travaille seul dans sa cellule et doit accomplir la tâche qui lui est assignée s'il ne veut pas être puni. On sait en quoi consiste le travail des prisons. On y fabrique généralement des articles bon marché que d'immenses exploitants ne trouveraient pas à manufacturer s'ils ne spéculaient pas sur l'incapacité de se défendre dans laquelle se trouve le prisonnier. Si ce dernier n'accomplit pas sa tâche, il est mis au pain sec et, si cette punition ne produit pas les effets attendus ou espérés, c'est le prétoire ou le cachot.

La nourriture du détenu, nous l'avons dit plus haut, consiste en deux soupes par jour, une boule de pain et deux morceaux de viande par semaine. Il a cependant la faculté d'améliorer son ordinaire en prélevant une partie du salaire qui lui est alloué. Supposons un prisonnier gagnant 4 francs par jour, ce qui est énorme. L'administration pénitentiaire, si le détenu subit sa première condamnation, en prélève environ la moitié pour couvrir ses frais ; sur les deux francs qui restent, 1 franc est conservé au greffe pour que le détenu ne soit pas démuné d'argent au sortir de prison, et il a droit à dépenser par conséquent un franc pour sa nourriture. Le tabac n'est pas autorisé, et l'unique distraction du prisonnier est la messe le dimanche, et un livre par semaine, qu'il ne choisit pas, mais qui est cueilli au hasard dans la bibliothèque pénitentiaire.

Ce que ce livre hebdomadaire représente pour le détenu, est-il besoin de le dire ? et pourtant la méchanceté humaine ne connaît pas de bornes et il se trouve des gardiens assez dénués de tous sentiments pour s'amuser encore de la détresse du détenu. Il nous fut conté que certains gardiens se faisaient un malin plaisir de choisir pour certains de leurs détenus, des livres ne présentant d'intérêt que pour des techni-

ciens, etc..., et de leur rapporter ces volumes trois semaines de suite, malgré les faibles protestations du pauvre bougre sans défense.

Se rend-on bien compte de ce qu'est la vie misérable du détenu, enfermé dans sa cage, sans pouvoir jamais prononcer une parole, ne pouvant recevoir de visites qu'une fois par semaine et encore n'apercevant ses familiers qu'à travers un grillage, et éloigné de ses proches par un couloir d'un mètre de large ? Nous n'avons pas besoin de dramatiser ? qu'il nous suffise de dire que, pour faire diversion à cette vie monotone et mourante, les détenus se mutilent afin de voir s'opérer un changement d'une minute, d'une seconde, dans leur existence. Nous savons des détenus qui n'hésiteront pas à se faire porter malades et à subir certaines opérations douloureuses, alors que parfaitement sains, simplement pour sortir de cette maudite cellule, où jamais ne pénètre un éclair de joie, une lueur de gaieté.

Si le détenu des prisons centrales, ne souffre pas de l'isolement, car il travaille, mange, et dort en commun, son sort n'est pas plus enviable que celui du détenu cellulaire. C'est la promiscuité de tous les instants avec ce qu'elle a de bas, de bestial et de dégoûtant ; c'est la corruption la plus répugnante, à laquelle il faut opposer une volonté puissante si l'on ne veut pas s'écrouler dans l'abjection, qui se manifeste dans la prison centrale. Dans la cellule on devient fou, de la centrale on sort à jamais taré. Est-ce cela que désirent nos moralistes ? Est-ce de cette façon que l'on espère régénérer l'humanité ? Et encore nous ne disons rien de la brutalité des monstres qui consentent à garder les prisonniers. On a tant dit déjà sur les prisons qu'il n'est pas utile de nous étendre.

Du reste le fait est là. Le criminel ne sort pas guéri de la prison, et la détention n'a jamais empêché le crime. Alors, nous dira-t-on, que faut-il faire ? Lâcher les prisonniers, les laisser se livrer à leurs méfaits, ne rien faire pour empêcher des individus de nuire à leurs semblables ? Posée de cette façon, la question nous semble ridicule. Ce qu'il faut faire : c'est changer la forme de la société ; c'est ne pas permettre le crime, en détruisant les causes du crime. Nous savons que tant qu'il y aura des lois, il y aura des juges, et tant qu'il y aura des juges : une justice distributive, des prisons et des détenus. La loi est un mal engendré par le principe d'autorité sur lequel reposent les sociétés modernes. Elle est une conséquence du capitalisme et il faut lutter contre elle, comme contre tout ce qui fut institué par la puissance de l'argent. Là est le remède, c'est le seul.

Et c'est parce que c'est l'unique remède, et que des hommes clairvoyants cherchent à l'appliquer, qu'ils sont victimes de la loi et détenus dans les prisons du monde entier.

Dans le monde entier les révolutionnaires peuplent les prisons, mais rien cependant ne les arrêtera dans leur désir de vaincre ; car, à leurs yeux, la société moderne n'est qu'une vaste prison derrière les grilles de laquelle sont détenus tous les asservis et tous les opprimés, et c'est en les libérant que les révolutionnaires se libéreront eux-mêmes.

DETERMINER verbe (du latin *determinare*, même signification). Fixer, décider, prendre ou faire prendre une détermination. « C'est après nous avoir consultés et avoir reçu notre avis favorable qu'il s'est déterminé à faire ce voyage. » Déterminer quelque chose, les limites, l'étendue, etc., etc... « Nous avons déterminé que la distance de la Terre à la Lune était de 96.000 lieux ou 384.000 kilomètres. » Occasionner, produire, pousser à : « c'est l'égoïsme des potentats, l'insatiabilité des plou-

tocrates et la lâcheté du peuple, qui déterminèrent les hommes à s'entre-tuer pendant plus de quatre ans dans la plus furieuse des guerres. C'est également l'appétit toujours grandissant des oppresseurs qui détermine la révolte des opprimés. »

Se déterminer, prendre un parti, s'arrêter à une résolution. Il faut toujours bien réfléchir avant de se déterminer à une action quelconque, mais ne pas attendre indéfiniment la détermination d'autrui. L'homme faible se laisse fréquemment déterminer, c'est-à-dire conduire, mener, guider ; alors que l'homme fort, tout en n'échappant pas à l'ambiance et aux événements, puise dans sa volonté propre une certaine détermination. Dans tous les actes et gestes de la vie qui ne sont pas purement instinctifs, il faut regarder, comparer, chercher à comprendre et se déterminer, après réflexion, à suivre un chemin ou un autre.

C'est parce que trop d'hommes manquent d'énergie et sont incapables de prendre une détermination que la société semble être un asile d'aliénés, où les individus se meurtrissent mutuellement, sans jamais arriver à s'entendre et à s'aimer.

DETERMINISME n. m. Pris dans le sens le plus général du mot, déterminisme signifie le *conditionnement d'une chose par une autre*. Tout fait, tout phénomène, tout événement n'est, au fond, qu'un anneau dans une chaîne de faits dont chacun est prédéterminé par les faits précédents (les *causes* ou les *motifs*) et engendre fatalement les faits ultérieurs (les *conséquences*). Il n'y a pas de fait sans raison déterminante. Tout ce qui est dans le monde a sa raison déterminée. Tout se produit infailliblement quand certaines conditions sont données et ne se produit pas dans le cas contraire. Il existe donc une liaison étroite, inviolable, entre tous les phénomènes de la nature, de la vie, de tout ce qui est dans le monde. Telle est la formule générale de l'idée du déterminisme.

Exprimée de cette façon très générale, cette idée ne contient encore que dans le germe la fameuse controverse, le grand problème philosophique, psychologique, éthique et social, qui est connu plutôt comme celui du *libre arbitre*, et dont la solution définitive se fait toujours attendre.

Formulée généralement, l'idée du déterminisme ne spécifie pas encore la nature de la raison déterminante. Cependant, cette dernière peut varier : par exemple, elle peut être externe et transitive ou interne et immanente ; elle peut être soit logique ou rationnelle, soit efficiente ou causale, etc. Or, il suffit de réfléchir d'une façon plus approfondie sur la nature de cette raison et surtout de tâcher d'en déduire certaines conclusions pratiques, pour se rendre compte de la grande complexité du problème.

Traitant le sujet plus à fond au *libre arbitre* (voir ce mot), je me bornerai ici à exposer dans ses grandes lignes le sort historique de la doctrine du déterminisme.

Ce furent les anciens, les Grecs notamment, qui, les premiers, posèrent le problème. Ils le firent sous le jour éthique et psychologique. Socrate, Platon, Aristote, les stoïciens, et nombre de philosophes grecs et romains (Cicéron) postérieurs, s'occupèrent à formuler certaines objections à l'idée — à cette époque assez vague encore — du déterminisme universel. Leur but fut toujours d'établir une certaine *liberté psychologique et éthique de l'homme* : liberté intérieure de son raisonnement, de son jugement, de sa volonté, de son action. L'argumentation de ces divers philosophes et de différentes écoles philosophiques de l'antiquité variait beaucoup, mais tous ils s'efforçaient de limiter, d'une façon ou d'une autre, le principe du déterminisme, par rapport à l'homme. Ils penchaient vers la

reconnaissance du *libre choix chez l'homme*, donc vers le libre arbitre. Autrement, ils n'auraient pu établir leurs célèbres conceptions éthiques.

Ainsi, sur le terrain étique tout d'abord, le problème fut posé, la controverse naquit.

Philosophiquement, matériellement, moralement, socialement, etc., l'homme est-il libre et indépendant d'une prédétermination fatale ou, au contraire, toute son activité n'est-elle qu'un résultat inévitable de causes et de motifs se trouvant en dehors de sa volonté personnelle qui, dans ce cas, ne serait qu'une illusion ? Tel fut le problème légué à la postérité par la pensée antique.

Au Moyen-Age, du ^v^e au ^{xv}^e siècle, la controverse acquit un caractère religieux et scolastique. La préoccupation principale des penseurs de cette époque fut celle de concilier le dogme chrétien de la *prédestination divine* — sorte de déterminisme absolu — avec le principe de libre choix humain nécessité par la même religion chrétienne. Saint-Augustin, Thomas d'Aquin et d'autres encore, versèrent beaucoup d'encre pour y aboutir. Le résultat de leurs efforts fut plutôt maigre, car, malgré qu'au ^x^e siècle le déterminisme intégral eût été condamné comme hérésie, le ^{xiv}^e siècle fournit la théorie du *déterminisme absolu* (toujours à base religieuse de Wiclef, et le ^{xv}^e siècle, celle, déterministe aussi, de Luther.

Les siècles ^{xvi}^e et ^{xvii}^e furent remplis de luttes religieuses et philosophiques entre les déterministes extrêmes, déterministes modérés et les partisans du libre arbitre. Pascal, Fénelon et Bossuet furent les penseurs religieux les plus puissants de cette époque parmi ceux qui s'occupaient du problème. Pascal et surtout Fénelon, défendirent des théories déterministes, tandis que Bossuet penchait plutôt vers l'idée du libre arbitre, tout en cherchant à concilier les deux extrémités.

D'autre part, cette époque est remarquable par des tentatives consécutives de construire des *systèmes métaphysiques grandioses*. C'est à la métaphysique spéculative que la religion cède le pas. Les systèmes les plus importants sont ceux de Spinoza, de Leibniz et de Kant, ce dernier (mort en 1804) jetant son ombre gigantesque sur tout le ^{xix}^e siècle. Spinoza fut un déterministe accompli, intégral. Il n'admettait à la volonté humaine aucune liberté de choix réelle. La raison déterminante universelle et absolue de Spinoza est la *nécessité rationnelle, logique*. Leibniz, tout en étant partisan d'un déterminisme général de caractère moral, admet, néanmoins, une certaine liberté intérieure de volonté et d'action. Quant à Kant, il fut le premier qui établit définitivement le principe de la *causalité générale déterminante*. Il admettait, cependant, une liberté relative dans le domaine psychique.

Au ^{xix}^e siècle, nous avons, tout d'abord, quelques tentatives, spéculatives aussi, de compléter et de préciser la philosophie de Kant. Tels sont les systèmes métaphysiques de Schelling et de Schopenhauer qui, tout en étant déterministes par rapport à la causalité universelle, admettent une certaine liberté intérieure conditionnelle. Nous trouvons plus intéressante la conception de Fichte qui, le premier, fixa l'attention sur la *force créatrice* de l'homme et prépara ainsi le terrain à l'idée d'une *causalité psychique spécifique*. C'est pour cette raison qu'il penchait vers la possibilité du libre arbitre. Des idées analogues furent développées par le philosophe français Maine de Biran.

Vers la fin du ^{xix}^e siècle, la philosophie spéculative, la métaphysique, se trouvent définitivement engagées dans une impasse sans issue. C'est le *positivisme* d'Auguste Comte, c'est la *philosophie évolutionniste*, fermement établie par Herbert Spencer, qui guident la pensée humaine. D'autre part, c'est l'essor des sciences

précises et expérimentales, qui commence à marquer le pas de l'activité et de l'exploration des savants, des penseurs et des chercheurs de la vérité. Le problème général du déterminisme cesse précisément d'être un problème « général ». Dorénavant, ce seront les érudits des *diverses branches séparées des sciences* — psychologues, moralistes, économistes, juristes, sociologues — qui analyseront et tâcheront de résoudre la controverse, tant qu'ils seront poussés à le faire par les nécessités de leurs recherches scientifiques et, aussi, par les besoins pratiques.

C'est ainsi que le problème général métaphysique du déterminisme se divise, à notre époque, en plusieurs problèmes de déterminisme moral, économique, social, etc. Chaque branche des sciences résoud la question plus ou moins à son gré. Et s'il reste encore un domaine qui s'en occupe toujours de façon *générale*, c'est la *psychologie* contemporaine, qui n'a plus rien de métaphysique, étant entièrement basée sur l'expérience et l'analyse précise.

Les résultats de ce nouvel état de choses ne sont pas encore très concluants. La controverse entre la conception déterministe et celle du libre arbitre est encore loin d'être définitivement résolue. Mais ce qui importe, c'est que la véritable *essence* du problème est aujourd'hui clairement et définitivement établie. Le fond de la question peut être formulé comme suit : tout en reconnaissant la présence d'une causalité universelle, générale, fatale, à laquelle l'homme ne pourrait pas se soustraire entièrement, sa volonté et son action peuvent-elles jouir d'une certaine liberté de choix ? Si oui, en quel sens et dans quelle mesure cette liberté pourrait-elle être admise ?

Les éléments principaux pour la solution éventuelle de ce problème sont fournis par la psychologie qui s'occupe à établir le principe d'une *causalité psychique spécifique* introduisant dans la chaîne des causes générales un anneau *sui generis*, un facteur indépendant, dans une certaine mesure. Sur cette voie, le problème en touche de près un autre, celui de la *capacité créatrice* chez l'homme. (Voir : *Création, Libre arbitre, Evolution, Progrès*.)

N'ayant pas encore abouti à un résultat décisif, l'analyse psychologique du problème laisse toujours le champ libre à d'autres sciences de résoudre la question à leur gré.

Ainsi, par exemple, dans les sciences économiques et sociales, nous avons aujourd'hui la *conception marxiste* qui est celle d'un déterminisme économique et social presque absolu, basé sur le monisme et le matérialisme philosophiques et historiques. Et nous avons, en même temps d'autres théories socialistes et, surtout, la *conception anarchiste*, qui, étant beaucoup plus d'accord avec les données de la psychologie et de la sociologies modernes, se basent sur le principe pluraliste et synthétique, permettant de s'approcher de la conciliation définitive du déterminisme extrême avec le libre arbitre illimité. C'est, précisément, le problème de la *force créatrice de l'homme*, — de son essence, de son rôle, de ses effets, — qui doit intéresser surtout les anarchistes.

Notons pour conclure que le problème du déterminisme a des accointances avec celui du *hasard*. Mais c'est un sujet à part qui doit trouver sa place au mot correspondant (*Hasard*.)

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE : Voir *Libre arbitre*. — VOLIN.

DETERMINISME n. m. Ce terme désigne la théorie selon laquelle tout phénomène, y compris celui de la volonté, est déterminé par les circonstances dans lesquelles il se produit, d'où nécessairement résultent les conséquences. Le déterminisme est basé sur le principe

de causalité : « les mêmes causes, dans les mêmes circonstances, engendrent les mêmes effets. »

On distingue, en général, le déterminisme *cosmique* ou *physique* du déterminisme *psychologique* ou de la volonté. Le premier a trait aux phénomènes physiques, le second aux phénomènes psychiques. Le premier est le postulat de toutes les sciences, puisqu'elles ont pour objet la recherche des lois. Et la loi (rapport invariable entre deux phénomènes) peut être recherchée à la condition seulement que l'on croie que tout phénomène est invariablement précédé, et invariablement suivi par d'autres phénomènes.

Admise cette impérieuse nécessité causale qui lie les phénomènes du monde dans chaque instant de son existence, se trouvent potentiellement contenues toutes ses phases successives, de sorte que, une intelligence infinie pourrait aisément prévoir le plus lointain futur. Huxley dit qu'une intelligence suffisante « connaissant les propriétés des molécules dont était composée la « nébuleuse primitive, aurait pu prédire l'état de la « faune de l'Angleterre en 1868 ».

E. Du Bois-Reymond dit qu'« on pourrait savoir « dès maintenant à quelle époque l'Angleterre brûlera « son dernier morceau de charbon ».

Le déterminisme psychique considère toutes les actions de l'homme déterminées par ses états antérieurs, et il n'admet pas que sa volonté puisse changer cette détermination. Les actes volontaires sont déterminés *ab æterno*, de manière nécessaire. Il n'y a pas de choix, mais prépondérance de la pression qui a la plus grande puissance d'impulsion.

Kant dit que, si l'on pouvait connaître toutes les impulsions qui meuvent la volonté d'un homme et prévoir toutes les occasions extérieures qui agiront sur lui, on pourrait calculer la conduite future de cet homme avec la même exactitude que celle avec laquelle on calcule une éclipse solaire ou lunaire.

On distingue plusieurs formes de déterminisme volontaire. La forme *théologique* considère nos actions comme un produit de l'action divine, de la grâce, de la providence. La théorie typique de ce déterminisme est celle de la prédestination. Le *déterminisme intellectuel* place l'action déterminative dans l'intelligence, faisant de chaque action la pure et nécessaire conséquence d'un jugement. Le *déterminisme sensitif* fait des sensations la cause unique des actions. Pour le déterminisme *idéaliste*, l'idée, en soi, absolue (*acte pur*) agit librement et détermine les actes humains sans aucun lien avec la matière.

Il ne faut pas confondre le déterminisme avec le *fatalisme* ; puisque, ici, les événements sont prédéterminés *ab æterno*, de manière nécessaire, par un agent extérieur, tandis que, là, le pouvoir est placé dans l'agent même. Dans le fatalisme la nature est soumise à une nécessité transcendante ; dans le déterminisme cette nécessité est immanente. Naguère, encore, le déterminisme scientifique était seulement *mécanique* (le conséquent est déterminé par ses antécédents et l'ensemble par ses parties) ; maintenant, le déterminisme *finaliste* (instauré par Claude-Bernard) dont la formule est : « l'ensemble détermine ses parties et le conséquent « ses antécédents », commence à avoir des partisans. Ce dernier déterminisme est appliqué, que je sache, seulement ou spécialement, au domaine biologique. — C. BERNER.

DETERMINISME ECONOMIQUE. (Voir : *Matérialisme historique*.)

BIBLIOGRAPHIE. — Cl. Bernard, *Introduction à l'étude de physiologie*, 1865 ; Fouillée, *La liberté et le déterminisme*, 1873 ; A. Hamon, *Déterminisme et responsabilité*, 1898 ; A. Lalande, *Note sur l'indétermination*, « Revue

de métaphysique » 1900, page 94 ; J. Petrone, *I limiti del determinismo scientifico*, 1900 ; R. Ardigò, *La morale dei positivisti*, 1892, pages 118 et suiv. ; Fonsegrive, *Essai sur le libre arbitre, sa théorie et son histoire*, 1889.

DETONNER verbe. N'être pas maître de sa voix. Chanter faux, manquer de justesse. « Cette femme ne sait pas chanter, elle détonne à tout instant ».

Rien n'est plus désagréable à l'oreille que l'audition d'un « artiste » instrumentiste ou chanteur qui ne respecte pas la musique et qui détonne. L'instruction musicale n'est pas toujours suffisante pour éviter la détonation et il arrive que certaines personnes ayant appris la musique sont absolument incapables de jouer ou de chanter juste. Certains instruments exigent une très grande maîtrise et une profonde habileté pour être harmonieux. Le violon et le violoncelle par exemple, dont les notes ne sont pas séparées les unes des autres sur la touche, comme sur le clavier d'un piano, nécessitent une longue pratique de celui qui veut en jouer ; sinon, en tenant compte des autres difficultés que rencontre l'étude de ces instruments, ils ne sortent que des intonations détestables. Quant au chanteur, il ne suffit pas d'avoir une voix puissante pour qu'il se permette de se produire ; faut-il encore qu'il ait de « l'oreille », et qu'il rende avec justesse le morceau qu'il désire interpréter.

Au sens figuré, le verbe détonner s'emploie péjorativement comme synonyme de déraisonner. On dit de quelqu'un qu'il détonne lorsqu'il parle sans savoir et aborde une question qu'il ignore. Au sens propre comme au sens figuré, il faut s'abstenir de détonner. Désagréable, lorsque l'on détonne en chantant, on paraît ridicule lorsque l'on parle en donnant l'impression que l'on ne sait pas ce qu'on dit.

DETOUR n. m. Endroit qui va en tournant. Les détours d'une rue, d'un fleuve, d'une montagne. Faire un détour signifie prendre un chemin qui éloigne du but auquel on doit arriver.

Ce mot qui s'emploie au propre et au figuré, a, dans l'un et l'autre sens, la même signification. On dit d'un orateur qui, en prononçant un discours, use de ménagements, s'exprime indirectement, qu'il emprunte des détours pour arriver à sa conclusion. Parfois les intentions de celui qui use de ces procédés, sont bonnes ; mais en général le détour, en matière politique et sociale, cache la ruse et n'est qu'un subterfuge employé pour masquer des desseins inavouables et arriver à bout de quelque chose.

La ligne droite est toujours la plus courte d'un point à un autre ; c'est donc celle-là qu'en toute logique il convient d'adopter si l'on veut avec rapidité atteindre le but que l'on poursuit. La politique semble combattre cet élémentaire principe de géométrie, et les politiciens en sont adversaires ; il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce qu'ils usent de *détours* afin de *détourner* l'attention de leurs victimes de l'objectif réel pour lequel ils se dépensent.

Nous avons dit par ailleurs, et nous répétons sans cesse, car cela nous apparaît comme une vérité lumineuse, que la politique n'a d'autres raisons d'être, que de détourner le peuple de ses obligations, de le tromper sur la route qu'il doit suivre, de le conduire sur des voies sinueuses, difficiles à suivre, et de le perdre dans les détours d'un labyrinthe duquel il ne peut plus s'échapper.

S'il est vrai, et nous le croyons, que le bonheur de l'humanité, que l'égalité et la fraternité ne peuvent exister que lorsqu'aura disparu sur toute la surface du globe l'exploitation de l'homme par l'homme, et par extension tout ce qui concourt au maintien de l'arbi-

traire, de l'inégalité, et de l'autorité, il n'est pas besoin de faire des détours pour réaliser cet idéal.

L'on nous objecte qu'une période transitoire est nécessaire, que l'homme, corrompu par des siècles et des siècles d'hérédité, est incapable de vivre une existence saine, physiquement et moralement, on prétend que maintenu depuis toujours dans l'obscurité, l'individu ne saurait s'acclimater brutalement à la lumière trop vive de la vérité et du bonheur et qu'il se livrerait à des excès déplorables, néfastes à l'avenir de l'humanité. Qui dit cela ? sinon ceux qui ont intérêt à emprunter des détours ou des aveugles et des inconscients qui ont eux-mêmes peur de la lumière ?

Le temps perdu ne se rattrape jamais, hélas ! et trop de temps a déjà été perdu par le peuple. Lorsque l'on a compris les causes d'un mal, il n'est pas bon d'hésiter à le combattre. Loyalement, courageusement, sans détour il faut aller droit au but. S'il est des obstacles, on les franchit ; s'il est des difficultés on les surmonte. L'union fait la force, et la force de tous les opprimés serait colossale, s'ils le voulaient. Qu'ils le veuillent : au terme de la route droite, est la liberté.

DÉTOURNER (verbe). — Tourner en sens contraire, écarter, éloigner, faire prendre une autre direction.

Détourner la tête, détourner les oreilles. « Il n'est plus aveugle que celui qui ne veut pas voir, ni plus sourd que celui qui ne veut pas entendre » dit le proverbe, et ils sont en effet nombreux ceux qui détournent la tête et les oreilles lorsqu'on veut leur parler de questions qui les intéressent cependant au plus haut point. C'est avec facilité que les maîtres arrivent à détourner l'attention de leurs esclaves ; il faut si peu de choses pour les distraire et les préoccuper, que ces derniers ne s'aperçoivent même pas qu'un fait divers banal et grossier, autour duquel la grande presse fait un impressionnant tam-tam, n'a d'autre but que de détourner les regards du peuple d'un événement social dont dépend tout son avenir.

Chacun peut avoir une conception particulière du « devoir », mais pour nous, anarchistes, nous pensons qu'abandonner la direction de la chose publique entre les mains de politiciens rapaces et intéressés, se laisser accaparer par des incidents d'ordre secondaire, et ne pas s'intéresser à tout ce qui est la vie, présente et future de la société, c'est se *détourner* du droit chemin, c'est manquer à tous ses devoirs.

Et c'est justement parce que le peuple se détourne volontairement de tout ce qui pourrait lui être utile que, par paresse, il accorde sa confiance à ses pires ennemis, qu'on lui soustrait frauduleusement, sous formes d'impôts directs et indirects, des sommes formidables, qui, détournées de l'objet auquel elles étaient destinées, vont enrichir une armée de parasites spéculant sur la naïveté et la bêtise humaines et vivant grassement du produit de leurs forfaits.

« Les grands sujets lui sont défendus ; il se *détourne* sur de petites choses ». (La Bruyère.) Telle est la figure du peuple. Il portera toute son attention sur un Landru quelconque, criminel de bas étage, inventé peut-être de toutes pièces pour les besoins de la cause et accusé à tort ou à raison d'avoir tué une demi-douzaine de femmes, mais ne remarquera pas qu'après avoir sacrifié sur le champ de bataille plusieurs millions d'êtres humains, les potentats et les ploutocrates, autour du tapis vert diplomatique, discutent des meilleurs moyens à employer pour asservir ce qui reste de sain et de productif dans la population du monde.

Il serait temps que le peuple se détournât de toutes ces distractions mesquines qui lui font perdre sa dignité et, qu'il se tournât enfin vers la vérité, source de lumière et de bienfaits. Le peuple peut faire de gran-

des choses ; sa force, sa puissance, son intelligence, son activité, son travail le lui permettent. Il lui manque une chose : la volonté. Qu'il sache l'acquiescer, et alors il pourra détourner l'humanité de la route boueuse et sanglante qu'elle a suivie jusqu'à ce jour et la diriger sur le chemin de la liberté.

DETRACTION n. f. (du latin *detraction*, même sens).

Action de détracter, de prélever une portion d'une chose. Il fut un temps où le souverain avait le droit de prélever sur les successions que les étrangers venaient recueillir en France, une certaine somme. Ce droit s'appelait droit de détraction. En réalité cela n'a pas changé et de nos jours ce ne sont pas seulement les étrangers qui subissent ce « droit » mais les français également. Seulement il s'appelle « droit de succession » et c'est l'Etat qui le prélève.

Dans le langage courant, le mot distraction est plus couramment employé comme synonyme de médisance. De même qu'en jurisprudence, il signifie prélever ou retrancher une portion, en langage courant la « détraction » est l'action que commet celui qui s'efforce de rabaisser le mérite ou les qualités de son semblable.

« Ne t'abaisse pas pour entendre ces bourdonnements détracteurs » a dit Lamartine, et en effet il faut fuir ceux qui se livrent à la détraction. Ce sont d'ordinaire des gens sans qualités, sans mérites et sans avantages personnels qui espèrent briller en abaissant et en amoindrissant ceux qui les touchent.

Eloignons-nous donc des détracteurs et disons avec Montaigne « La peine qu'on prend pour détracter les hommes vertueux, je la prendrais volontiers pour leur donner un coup d'épaule pour les hausser ».

DETROUSSEUR n. et adj. Celui qui détrousse, qui vole les passants sur la voie publique en usant de violence.

Il convient d'expliquer l'origine de ce mot. Il fut un temps où les anciens afin que leur robe ne traînât pas la tenait troussée à l'aide d'une ceinture, dans laquelle ils portaient également leur argent. Or, pour les voler on emportait cette ceinture et la robe se trouvait détrossée, c'est-à-dire pendante, traînante. On a donc donné le nom de détrousseur à celui qui se livrait à ce genre d'opérations.

De nos jours, la ceinture a disparu mais hélas, le détrousseur lui a survécu ; toutefois il n'opère pas de la même façon. Ce n'est pas qu'il manque de chebaps, d'êtres vils et mauvais, qui n'hésitent pas à vous attaquer au coin d'une rue pour vous dépouiller de votre maigre avoir ; mais ces détrousseurs là, aussi nuisibles soient-ils, sont de bien faible envergure si on les compare aux détrousseurs de grande école qui, par l'escroquerie autorisée légalement, vous affament et vous réduisent à la misère. Ces détrousseurs, que l'on peut qualifier de bourgeois, mettent une certaine forme pour vous voler ; ils emploient des formules alléchantes, savent intéresser leurs futures victimes, et ils seraient vraiment bien mal inspirés en coupant la ceinture, puisque les portefeuilles s'ouvrent d'eux-mêmes, et que les poches se vident pour aller remplir leurs coffres-forts.

Laissons à la bourgeoisie ce qui lui appartient. C'est son rôle de détrousser le peuple puisque ce dernier veut bien se laisser faire. Lorsqu'il aura suffisamment été détrossé, peut-être refusera-t-il de se prêter aux entreprises du capital, mais ce qui est hélas regrettable c'est qu'il arrive souvent que le peuple se rende complice des méfaits de ses maîtres et fasse aussi œuvre de détrousseur.

Lorsque toute licence lui est accordée, et plus particulièrement lorsqu'il a revêtu l'uniforme militaire, l'homme s'avilit, se dégrade et il semblerait que l'em-

preinte du costume le pousse à se livrer à des excès blâtables.

C'est surtout dans les expéditions coloniales, lorsqu'il opère contre des indigènes sans défense, que se manifestent la brutalité et la bestialité de certains soldats. « On détrousse les passants, on fait le contraire aux filles ; on vole, on viole, on massacre. (P.-L. Courier.) Est-ce que ces lignes de Paul-Louis Courier ne s'appliqueraient pas admirablement aux pauvres inconscients, qui, en pays conquis, disposent non-seulement du bien, mais aussi de la vie de leurs victimes ? Que de travail ne reste-t-il pas à accomplir pour éduquer tous ces malheureux qui n'ont pas encore compris que tous les hommes opprimés, qu'ils soient noirs ou blancs, sont leurs frères de misère, et qu'eux-mêmes ne sont que des jouets entre les mains de détrousseurs qui ne leur donnent jamais que l'os que l'on jette aux chiens.

Espérons qu'un jour tout cela changera, et que l'humanité renouée ne sera plus divisée en détrousseurs et en détroussés, et que tous les hommes libres et égaux travailleront à perpétuer le bien-être et la fraternité.

DETTE PUBLIQUE n. f. (du latin *debitum*, chose due ; ce mot s'écrivait autrefois *debte*). La dette est le contraire de la créance et l'on donne le nom de dette publique à celle contractée par les gouvernements afin de subvenir aux besoins de l'Etat.

Lorsque les impôts directs et indirects qui forment l'ensemble des ressources de la nation, ne sont pas suffisants pour couvrir les frais et les dépenses d'un gouvernement, celui-ci lance un emprunt, remboursable en un nombre d'années déterminées à l'avance, et paye à ses créanciers un intérêt fixe dont le taux varie en raison directe de la confiance inspirée par la situation des finances gouvernementales.

Mathématiquement, à mesure qu'augmentent les besoins de l'Etat et que grossit son déficit, la confiance baisse et ses emprunts se couvrent plus difficilement ; c'est alors que les gouvernements élèvent le taux de l'intérêt. Avant la guerre de 1914, la France trouvait de l'argent en payant à ses créanciers un intérêt de 3 à 3 1/2 % ; mais, de nos jours, vu la situation déficitaire, il est obligé pour trouver des créanciers d'offrir un intérêt variant entre 6 et 7 %. On peut prétendre que le taux élevé de l'intérêt exigé par les prêteurs, a pour cause unique, la concurrence des entreprises privées qui offrent à leurs créanciers de précieux avantages et qu'en conséquence ceux qui possèdent quelques capitaux aiment mieux les placer dans le commerce et l'industrie que dans les fonds d'Etat. Il n'y a là qu'une part de vérité et plus particulièrement en ce qui concerne la France, pays « du bas de laine » où, d'ordinaire, le petit propriétaire, le paysan, l'employé ou l'ouvrier ayant réalisé quelques économies, préfèrent faire un placement de « père de famille », c'est-à-dire de toute sécurité, que de se lancer dans des aventures spéculatives, et être soumis aux aléas, aux incertitudes, aux fluctuations des affaires industrielles et commerciales.

Déjà avant la guerre, l'entreprise privée offrait à ses créanciers des avantages supérieurs à l'emprunt d'Etat, ce qui n'empêchait pas la population d'offrir son argent aux gouvernements, en se contentant d'un intérêt modique ; il faut donc en conclure, que si, à présent, l'argent déserte les caisses de l'Etat, c'est qu'aux yeux des créanciers, l'Etat n'offre plus les garanties du passé. Nous verrons plus loin en étudiant la situation du Trésor français, que le créancier n'a pas tout à fait tort.

En France, la dette publique se compose : de la rente

perpétuelle, désignée ordinairement sous le nom de dette consolidée ; des rentes viagères et des pensions. En ce qui concerne la rente perpétuelle, l'Etat ne rembourse jamais le capital mais verse éternellement l'intérêt de la somme qui lui a été remise. Exemple : l'Etat vend de la rente à raison de 5 %, c'est-à-dire, qu'en échange de 100 francs, il remet à son acheteur un titre de rente qui permettra à ce dernier de toucher chaque année une somme de cinq francs. Naturellement, ce titre de rente est remis par son détenteur à ses héritiers qui, à leur tour, touchent l'intérêt de la somme donnée et transmettent également le titre à leurs héritiers. Et cela peut durer indéfiniment. Nous avons dit que l'Etat ne rachetait pas sa rente, et lorsque un « rentier » veut se débarrasser de son titre il est obligé de trouver un acquéreur et de le vendre en Bourse par l'intermédiaire d'un agent de change. Il se produit alors ce fait : le titre est soumis aux variations de l'offre et de la demande ; s'il y a peu de vendeurs et quantité d'acheteurs, la valeur du titre monte ; si c'est le contraire qui se produit, sa valeur baisse. Dans le premier cas le vendeur revend, 110, 120, etc., ce qu'il a payé 100 francs ; dans le second, il subit une perte sèche.

A côté de cette rente perpétuelle que l'Etat est obligé de payer à ses créanciers et qui grève et grèvera indéfiniment son budget, il y a la rente viagère et les pensions qui s'éteignent par le décès des titulaires. Si, considérée dans le temps, cette dette est moins lourde à l'Etat, par contre le taux de l'intérêt est généralement plus élevé, car le titulaire de cette rente sacrifie à l'intérêt tout son capital et son titre n'est, naturellement, pas transmissible à ses héritiers. Cela revient à dire, que la dette de l'Etat envers son créancier s'éteint à la mort de ce dernier.

A cette rente viagère et perpétuelle il faut ajouter la rente amortissable. Pour inspirer confiance à ses prêteurs éventuels, l'Etat émet parfois de la rente, qu'elle s'engage à racheter dans un laps de temps déterminé. A la date fixée le créancier de l'Etat est en droit de réclamer le remboursement de sa créance, mais il n'a d'autre ressource, s'il veut s'en débarrasser avant la date fixée, que de la vendre en Bourse, en se livrant à la même opération que s'il s'agissait de rente perpétuelle ou consolidée. Ces dettes que nous énonçons ci-dessus, qu'il est convenu d'appeler « dettes à long terme », et dont nous donnons le montant plus loin, ne sont pas les seules. Il y a également la dette flottante, qui s'accroît, méthodiquement, mathématiquement et dont le remboursement peut être exigé presque immédiatement par les créanciers de l'Etat.

Lorsque pour faire face à ses dépenses un gouvernement a compté sur les recettes normales et autorisées et que ses espérances ne se sont pas réalisées, il émet des bons du Trésor qu'il s'engage à rembourser dans un temps relativement bref. Cette masse flottante se renouvelle donc sans discontinuer, car l'Etat emprunte continuellement pour faire face à ses échéances, et a recours à « Pierre lorsqu'il lui faut rembourser Paul ». En temps normal le renouvellement indispensable de la « masse flottante » s'effectue assez facilement, mais il arrive fatalement un moment où ce petit jeu doit s'interrompre et où la difficulté apparaît insurmontable. C'est ce qui se produisit en Allemagne en 1923 et en France en 1926. L'Etat est alors acculé à la faillite.

En étudiant la situation financière de la France, nous nous rendrons compte facilement des « bienfaits » engendrés par le désordre capitaliste.

La dette publique de la France se divise en dette intérieure et dette extérieure. Nous allons étudier d'abord qu'elle était au 30 avril 1925 la dette intérieure, nous verrons ensuite qu'elle est sa dette extérieure.

Les Fonds d'Etat en circulation à la date ci-dessus indiquée se répartissaient ainsi :

Rentes 3, 4, 5 et 6% (perpétuelles) Fr.	96.202.116.000 »
Rentes 3, 3 1/2 et 5 % (amortissables).	14.458.715.000 »
Bons du Trésor 3 et 5 ans	8.190.963.000 »
Bons du Trésor 3, 6 et 20 ans	9.981.756.000 »
Obligations de la Défense Nationale.	1.910.877.000 »
Bons de la Défense Nationale	53.229.285.000 »
Bons du Trésor	2.364.732.000 »
TOTAL	Fr. 186.338.444.000 »

Sur cette somme formidable de 187 milliards de francs, 96 milliards, transformés en rente perpétuelle n'auront pas à être remboursés par l'Etat, mais par contre l'Etat sera tenu de verser indéfiniment aux porteurs de titres l'intérêt fixé à l'émission ; et une somme de 90 milliards est amortissable, c'est-à-dire qu'en sus de l'intérêt l'Etat a pris l'engagement de rembourser dans un temps déterminé le capital qui lui fut avancé ; et, s'il n'a pas d'argent, il ne peut rendre ce qu'il doit qu'à la condition d'emprunter à nouveau et c'est ce qui explique que la dette publique augmente de jour en jour, de semaine en semaine, d'année en année.

D'autre part, si l'Etat peut gagner du temps et ne rembourser que dans un temps très lointain l'argent qui lui a été prêté, il est cependant obligé de payer périodiquement, et régulièrement s'il ne veut pas perdre son crédit, les coupons représentant l'intérêt des sommes dont il est débiteur.

Pour l'année 1924, l'Etat français a payé, aux détenteurs des fonds d'Etat, à titre d'intérêt, une somme de 10 milliards de francs, prélevée sur son budget et dont nous donnons ci-dessous le décompte :

Rente 3, 4, 5 et 6 % (perpétuelle) .. Fr.	4.882.667.810 »
Rente 3, 3 1/2 et 5 % (amortissable) ..	664.920.141 »
Bons du Trésor 3 et 5 ans	493.927.780 »
Bons du Trésor, 3, 6 et 20 ans	604.951.000 »
Obligations de la Défense Nationale ..	96.045.056 »
Bons de la Défense Nationale	2.507.099.323 »
Bons du Trésor	106.412.940 »
9.356.024.050 »	

En conséquence, si nous supposons — ce qui est peu probable — que cette partie de la dette intérieure, contractée vis-à-vis des créanciers habitant la France, n'augmente pas, il est cependant indispensable que l'Etat français sorte chaque année de ses caisses une somme de 10 milliards pour payer les intérêts des sommes investies dans les fonds d'Etat.

La France a une population de 40 millions d'habitants. Si nous tenons compte des enfants, des vieillards et des infirmes, on peut dire qu'il n'y a en réalité que 30 millions d'habitants qui soient susceptibles de venir en aide à l'Etat et de subvenir à ses besoins.

Il faut donc, uniquement pour payer l'intérêt des fonds d'Etat, que chacun de ces trente millions d'habitants, verse annuellement, sous forme d'impôts directs ou indirects, une somme de 300 francs. Le capital restera toujours dû, naturellement.

Et cela n'est qu'une partie de la dette intérieure, qui dans son ensemble se répartissait comme suit à la date du 30 avril 1925.

Dette à long terme (ministère des Finances). Fr.	144.152.494.500 »
— — (autres ministères).	11.099.774.500 »
— à court terme	44.274.769.000 »
— flottante portant intérêt	81.966.759.000 »
— — sans intérêts	4.679.897.000 »
TOTAL	Fr. 286.173.694.000 »

La dette intérieure de la France s'élevait donc au 30 avril 1925 à DEUX CENT QUATRE-VINGT-SIX MIL-

LIARDS DE FRANCS, et ce n'est pas seulement 300 fr., par conséquent, que chaque adulte devrait payer pour satisfaire aux exigences des créanciers, mais bel et bien 450 francs par an.

Mais, à la dette intérieure il convient d'ajouter maintenant la dette extérieure, ce qui nous donnera le chiffre total de la dette française ou dette dite publique.

Avant de nous livrer à cette opération il convient de signaler qu'au mois de décembre 1913, la dette totale de la France n'était, en chiffres ronds, que de 33 milliards de francs, et que si elle s'est élevée à des sommes aussi fabuleuses, en un laps de temps relativement restreint, c'est que la guerre est venue engloutir non seulement des millions d'hommes, mais aussi des fortunes. Pendant quatre ans et demi des millions ont été évaporés, et si le peuple a consenti à faire une guerre qui coûta si cher, il est appelé aujourd'hui à en payer les frais.

Etudions maintenant la dette extérieure de la France. Si nous calculons le dollar à trente francs et la livre sterling à 150 (ils étaient respectivement à 36 et 170 au mois de septembre 1926), nous obtenons les chiffres suivants.

La dette de la France envers les Etats-Unis se décompose ainsi :

Fonds avancés par le Trésor (capital seul)	Fr. 87.995.145.480 »
Matériel de guerre	12.220.234.410 »
Prêts directs au Gouvernement français :	
1920	2.422.416.000 »
1921	2.107.617.000 »
1924	2.953.485.000 »
Reste dû sur :	
Emprunts anglo-français	415.500 »
Emprunts 5 1/2 %	63.300.000 »

TOTAL Fr. 107.762.613.390 »

Nous disons donc que la dette de la France à l'Amérique s'élève, intérêts arriérés et à venir non compris, à 108 milliards de francs.

Examinons maintenant, la dette de la France à l'Angleterre, toujours à la date du 30 avril 1925 :

Bons du Trésor remis au Trésor britannique joints aux intérêts composés	Fr. 105.674.200.000 »
Matériel de guerre	1.008.910.350 »
Bons du Trésor émis en Grande-Bretagne	660.000.000 »
Bons du Trésor émis à la Banque d'Angleterre	7.050.000.000 »

TOTAL Fr. 114.393.110.350 »

La dette de la France à l'Angleterre est donc en chiffres ronds, de cent quinze milliards de francs.

Et ce n'est pas tout. En outre de cet argent emprunté de tous côtés pour couvrir les frais de la guerre, les divers gouvernements français qui se succédèrent de 1924 à 1926, prirent divers engagements envers une certaine partie de la population, et ces engagements viennent à leur tour grossir le montant de la dette publique.

« A la fin du 1^{er} semestre 1923 on avait versé : 63.200 millions de francs comme indemnités aux régions libérées..... Les réclamations s'élevaient à 123 milliards de francs. Sur les réclamations examinées, s'élevant à 106 milliards de francs, les Commissions ont accordé environ 72 milliards d'indemnité représentant seulement 68 % du montant réclamé. »

« Il reste encore à examiner des réclamations s'élevant à 17 milliards ; si nous appliquons à cette somme le pourcentage de 68 %, les indemnités accordées s'élevaient à 11.5 milliards. La somme totale des dommages alloués (ou restant à allouer) serait de 72 milliards, plus 11.5 milliards, soit 83.5 milliards de francs. Puisque les dommages payés s'élèvent à 63.2 milliards, il reste en

core à payer 20,3 milliards, sans compter l'Alsace et la Lorraine à laquelle on attribue 550 millions de francs. » (D'après le mémoire présenté à Washington, le 29 avril 1926 aux membres de la « War Debt Funding Commission », par M. Henry Bérenger, ambassadeur de France à Washington).

Nous pouvons maintenant récapituler :

Dette intérieure	Fr. 286.173.694.000 »
— aux Etats-Unis	107.762.613.390 »
— à la Grande-Bretagne	114.393.110.350 »
Régions libérées	20.000.000.000 »
Dûs à divers Etats	10.000.000.000 »
TOTAL	Fr. 538.329.417.740 »

La dette publique de la France, d'après les chiffres officiels, s'élevait donc, à la date du 30 avril 1925, à la somme de CINQ CENT QUARANTE MILLIARDS DE FRANCS.

Il faut encore ajouter à cette somme les intérêts dûs aux Etats-Unis, pour le principal de notre dette et qui se chiffraient au 15 juin 1925 par 26.430.000.000 de francs, ce qui remonte le total de la dette à 570 milliards, et à 600 milliards si l'on ajoute également les intérêts dûs à l'Angleterre.

A mesure que les capacités de paiement d'une puissance s'affaiblissent, ses créanciers deviennent plus pressants, et réclament leurs créances, et l'Etat débiteur est mis en demeure de régler ses dettes ou tout au moins de prendre des arrangements avec ses créanciers. Nous avons dit que l'Etat n'avait d'autre alternative pour se libérer de sa dette que de faire pression sur la population pour en obtenir les ressources nécessaires. Pourtant il arrive un moment où le poids des impôts directs ou indirects est si élevé, qu'il devient impossible à un Gouvernement de les percevoir. La population mise à sec ne peut plus rien donner et le problème devient alors insoluble.

C'est le cas dans lequel se trouve la France en cette année 1926. Les difficultés qu'elle éprouve pour faire face à ses engagements sont insurmontables et l'on peut dire sans crainte de se tromper que, même si par un palliatif quelconque, un Gouvernement arrivait à gagner du temps, ce ne serait que partie remise, aucune mesure, propre au régime capitaliste ne pouvant sauver l'Etat de la ruine financière, de la faillite. On en jugera par les chiffres des sommes nécessaires à l'Etat pour payer ses dettes ou simplement l'intérêt de celles-ci. Le budget de l'Etat français était en 1924, de 41.214.000.000 de francs, or, cette somme ne fut pas suffisante pour couvrir les dépenses et l'Etat fut obligé d'emprunter :

En France	Fr. 5.444.000.000 »
A l'Etranger	2.122.000.000 »
Avances de la Banque de France....	500.000.000 »
Emprunts émis par les soins du Crédit National	6.860.000.000 »

Soit un total de près de quinze milliards de francs, et pourtant en 1924, les charges de la France n'étaient pas aussi lourdes qu'elles le sont en 1926 et qu'elles le seront dans les années qui suivront.

Tirailé par ses créanciers extérieurs, l'Etat français prend des engagements qu'il ne sera en mesure de tenir que s'il affame sa population et encore ! Cependant, cela n'a pas empêché les représentants officiels du capitalisme français de traiter avec leurs confrères américains et, par l'intermédiaire de M. Bérenger, ambassadeur de France à Washington, de conclure le fameux accord du 29 avril 1926 qui reconnaissait à l'Amérique une créance de (nous calculons le dollar à 30 francs) CENT VINGT ET UN MILLIARDS DE FRANCS remboursables en soixante ans, la pre-

mière échéance étant prévue pour le 15 juin 1926 et s'élevant à 900 millions de francs et la dernière pour le 15 juin 1987 et s'élevant à trois milliards et demi. Ce qui revient à dire que, durant soixante ans, le travailleur français devra suer 2 milliards de francs supplémentaires pour remplir les coffres-forts des banquiers américains et de leurs complices les banquiers français.

La classe ouvrière a en général une sainte horreur des chiffres et elle se désintéresse des questions financières qui agitent les cercles et les milieux politiques. C'est un grand tort ; car, à l'étude des chiffres, on s'aperçoit de la fragilité du régime capitaliste et du peu qu'il faudrait pour en ébranler les bases.

Nous avons donné plus haut l'état de la dette publique française, et nous avons fait remarquer qu'il était matériellement impossible à un gouvernement de se libérer de cette dette. Nous avons dit également que si l'Etat français ne pouvait rembourser le principal de sa dette, il était tenu à en payer les intérêts à ses créanciers. Or, il semble qu'il lui est aussi impossible de payer les intérêts que la dette elle-même et que les uniques ressources provenant des impôts directs ou indirects ne sont pas assez élevés pour faire face aux dépenses utiles et inutiles de la nation.

Pour donner à cette affirmation la force qu'il convient, nous allons rechercher quelle somme l'Etat est obligé de prélever sur le budget annuel qui lui est alloué, pour solder l'intérêt de la dette contractée :

INTERETS

A) A l'Intérieur :

Dette perpétuelle	4.362.000.000 »
— long terme	4.449.000.000 »
— flottante	3.447.000.000 »
— court terme	1.926.000.000 »
Pensions civiles et militaires	5.444.000.000 »

B) A l'Extérieur :

Etats-Unis	540.000.000 »
Angleterre	1.200.000.000 »
TOTAL	21.368.000.000 »

Soit près de 22 milliards de francs par an que n'importe quel gouvernement français sera obligé de trouver s'il veut conserver son crédit. Il faut faire remarquer que cette somme n'éteindra pas la dette publique et que si le Gouvernement tient à liquider ou à consolider sa dette extérieure, en soixante annuités, ainsi qu'il en est question, il lui faudra en outre verser en moyenne, et pendant soixante ans, toujours en calculant le dollar à 30 francs et la livre sterling à 150, environ deux milliards à l'Amérique et autant à l'Angleterre, ce qui nous donne :

Intérêts annuels à payer tant à l'Intérieur qu'à l'Extérieur	21.368.000.000 »
Consolidation de la dette aux Etats-Unis	2.000.000.000 »
Consolidation de la dette à la Grande-Bretagne	2.000.000.000 »
TOTAL	25.368.000.000 »

Soit un total de 25 milliards de francs par an.

Est-ce tout ? non pas. Nous avons dit en nous reportant aux chiffres officiels présentés par M. Bérenger à Washington, que l'Etat français avait encore à payer une somme de 20 milliards pour ses régions libérées. Si nous supposons qu'il échelonne ses paiements en une période de dix années c'est deux milliards de plus par an que les caisses du Gouvernement devront sortir.

Nous nous arrêtons ici en signalant que, dans tous les chiffres que nous donnons, nous sommes au-dessous de la vérité, et que nous n'avons pas tenu compte des dettes secondaires : des 54 millions de florins dûs aux

Pays-Bas, du million de livres dû à l'Egypte, des 20 millions de pesos-or dûs à l'Argentine, etc., etc., et nous dirons que la France a une dette publique de 570 MILLIARDS DE FRANCS et que, dans les années qui suivront celles de 1926, le peuple français devra trouver 25 milliards de francs par an pour payer l'intérêt de cette dette publique.

Un Etat a cependant d'autres dépenses que celles occasionnées par sa dette, et il a pour devoir d'y subvenir.

En 1913, toujours en nous servant de données officielles qui ne peuvent être démenties, 70 % du budget « demeuraient disponibles pour satisfaire aux besoins de la nation », ce qui revient à dire que ces 25 milliards que l'Etat demande par an ne représentent que 30 % de la somme qui lui est nécessaire, pour que son budget soit dans une situation identique à celle de 1913, ou :

$$\frac{25.000.000.000 \times 100}{30} = 83.333.333.333$$

soit en chiffres ronds : 83 milliards de francs par an que le travailleur français doit verser sous forme d'impôt, s'il veut que sa situation redevienne ce qu'elle était à la veille de la guerre.

Ce n'est pas à la légère que nous prétendons que la dette publique de la France ne peut aller qu'en s'augmentant et que rien ne peut permettre à un gouvernement d'échapper à de nouveaux emprunts.

Tous les objets, toutes les matières impossibles l'ont été à leur extrême limite, les denrées de première nécessité ont été taxées par les divers gouvernements qui se sont succédés depuis 1919, au point de rendre la vie presque impossible aux travailleurs, obligés de se restreindre même dans leur nourriture ; et cependant les impôts directs et indirects du pays n'ont pas fourni aux gouvernements une somme supérieure à 45 milliards de francs. Or, les gouvernements, nous l'avons démontré plus haut, ont besoin pour stabiliser l'état financier de la Nation, de 85 milliards, près du double ; où iront-ils les chercher ?

Empruntant une formule chère aux politiciens socialistes, nous pourrions dire : « Il faut prendre l'argent où il se trouve », mais nous savons trop que ceux qui détiennent la richesse, entendent ne pas s'en démunir, et persistent à vouloir faire peser sur le peuple tout le poids des charges fiscales.

85 milliards d'impôts par an sont introuvables en France si l'on considère la situation des classes moyennes et des classes travailleuses. Le peuple a tout donné : son sang et son argent, et l'Etat l'a si bien compris, que durant les années antérieures à 1926, comprenant qu'il serait inutile d'essayer d'en tirer quelque chose de plus, il n'eût d'autre recours que l'emprunt pour faire face à ses dépenses.

Pour l'édification et la documentation de nos lecteurs nous allons leur soumettre un tableau comparatif, et des budgets et des emprunts de l'Etat français, entre les années 1913 et 1926 :

Années	Budgets	Emprunts
1913	5.067.000.000	
1914	10.371.000.000	6.299.000.000
1915	22.120.000.000	20.708.000.000
1916	36.848.000.000	29.583.000.000
1917	44.661.000.000	35.633.000.000
1918	56.649.000.000	37.668.000.000
1919	54.956.000.000	51.331.000.000
1920	57.501.000.000	42.822.000.000
1921	46.492.000.000	31.120.000.000
1922	37.929.000.000	20.064.000.000
1923	37.944.000.000	27.761.000.000
1924	41.214.000.000	14.926.000.000

On remarquera que les emprunts de l'Etat français diminuent à dater de 1921. La raison n'est pas, comme on pourrait le croire, que les gouvernements n'ont plus besoin d'argent, mais bien au contraire qu'ils ne trouvent plus de créanciers, leur solvabilité étant douteuse : c'est à dater de ce moment que les difficultés grandissent et deviennent insurmontables.

..

Maintenant que nous avons établi avec un réel souci d'impartialité qu'elle est la dette publique de la France, il faut, pour que la vérité dans toute sa clarté soit respectée, avouer que la France est à son tour, créateur de certaines sommes.

La dette publique de la France s'élève à près de 600 milliards, mais on lui doit :

La Russie	6.023.300.000
La Yougoslavie	1.738.566.000
La Roumanie	1.132.000.000
La Grèce ..	537.514.000
La Pologne	895.400.000
La Tchécoslovaquie	542.200.000
L'Italie	350.273.000
Le Portugal	9.000.000
L'Esthonie	3.500.000
La Lettonie	9.000.000
La Lituanie	2.300.000
La Hongrie	800.000
L'Autriche	331.926.000

TOTAL 11.375.779.000

Soit un peu plus de onze milliards de francs. Est-ce être partial que de dire, que ce ne sont pas ces onze milliards de créances qui peuvent sauver le pays de la débâcle ? Ajoutons également qu'à titre de dommages de guerre, la France, dans les années qui suivront 1926, escompte récupérer de l'Allemagne quelques milliards. Il ne semble cependant pas que ce soit de ce côté que puisse venir le salut.

..

Quelle conclusion est-il possible de donner à cet exposé ? On reproche fréquemment aux éléments révolutionnaires et plus particulièrement aux communistes libertaires, de critiquer, de s'attaquer à des institutions, de détruire idéologiquement toute l'économie sociale moderne, mais de ne pas apporter de remèdes aux maux dont souffre la société.

Nous avons dit et nous ne pouvons que répéter qu'il n'y a aucun remède à puiser dans les formes d'organisations élaborées sur le capital. Le capital est la source même des maux, et c'est à lui qu'il faut s'attaquer si nous voulons tous guérir.

L'on conçoit que des hommes qui bénéficient du régime capitaliste cherchent à lui sauver la vie ; mais que des êtres qui en souffrent, qui en ont reconnu les vices, les tares, les erreurs, se refusent à se joindre à ceux qui le combattent, cela est incompréhensible.

Nous avons brossé rapidement la situation de la France, qui sera demain celle de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Espagne, etc... Même l'Amérique qui semble si bien assise sur ses monceaux d'or, n'échappera pas un jour à la débâcle et à la ruine. Les causes indirectes de cette débâcle peuvent ou pourront être différentes de celles qui affaiblissent la nation française, mais les causes directes seront les mêmes ; c'est le capital qui se désagrègera.

Le capitalisme a à son service des économistes compétents en matière financière ; ils se sont attelés à la besogne, ils ont cherché tous les moyens possibles et

imaginables, pour sortir le capitalisme français de l'ornière. Ils n'ont rien trouvé ; ils ne trouveront rien, car il n'y a rien. En désespoir de cause, ils ont accouché cette monstruosité que la cause initiale des difficultés financières de l'Etat français, était la journée de huit heures, et que si le travailleur consentait à augmenter sa production, la situation de la nation s'améliorerait.

Le travailleur français, comme celui du monde entier du reste, a été entraîné contre son gré dans le cataclysme qui ensanglanta le monde de 1914 à 1918. C'est lui qui a le plus souffert, c'est lui qui a le plus donné ; et affaibli, saigné, il a réintégré son foyer, convaincu qu'il s'était battu en vain, et que le « droit et la liberté » n'était qu'une formule propre à le tromper et à le sacrifier à la soif des grands potentats du commerce et de l'industrie.

Il ne travaille que huit heures, et pas toujours encore ; mais loin d'améliorer le sort de la nation et son sort propre, les plus longues journées de travail auraient pour conséquence le chômage et par extension la misère. Nous avons tout près de nous l'exemple de l'Angleterre et de son million et demi de chômeurs, qui, depuis des années, sont à la recherche d'une situation. Et puis est-ce au peuple de fournir les moyens de relever le crédit de l'Etat ? Avant 1914, tant bien que mal, le budget familial était bouclé avec le salaire modeste du père de famille. Tant bien que mal également le budget de l'Etat suffisait aux dépenses de la Nation.

Ce n'est pas le travailleur qui a voulu la guerre. Le prolétariat, qu'il soit allemand, français ou anglais, avait un profond désir de quiétude et de paix. Ce n'est pas le travailleur qui a contracté les milliards de dettes que le capitalisme mondial entend maintenant lui faire payer. Il ne payera pas, il ne peut pas payer. Que ceux sur qui pèse la lourde responsabilité de la boucherie, que ceux qui ont avec désinvolture emprunté des milliards pour fournir de la nourriture aux canons et aux fusils, que ceux qui ont à leur actif le crime affreux qui coûta la vie à des millions d'êtres humains, s'arrangent ; qu'ils cherchent et qu'ils trouvent ; ou alors qu'ils tremblent, car la dette publique, leur dette, s'éteindra dans la Révolution. — J. CHAZOFF.

DEVELOPPEMENT n. m. Action de développer, d'ôter l'enveloppe, de retirer ce qui entoure, de déployer ce qui enveloppe. Le développement d'une pièce d'étoffe, d'un objet d'art, etc... Accroissement des facultés intellectuelles ou morales. Le développement de l'intelligence, du cœur, du caractère. Travail organique par lequel un être se constitue dans ses formes. Le développement d'une fleur, d'un corps, d'un arbre. Exposition détaillée d'un sujet ; le développement d'une thèse, d'un discours, d'un article, d'une idée. En ce qui concerne une idée, l'action de la développer est indispensable lorsque l'on veut se faire comprendre. Quand nous disons : « les Anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque » ; cette proposition peut paraître abstraite à celui qui n'est pas initié au mouvement philosophique et social, et ignore tout de l'Anarchie. Il est donc utile d'étendre, de donner de l'ampleur à cette proposition et de tirer de ce simple énoncé toutes les conclusions qui s'imposent. Par le développement du sujet, on démontrera que les Anarchistes ont raison de vouloir « instaurer un nouveau milieu » mais qu'il est nécessaire pour cela de détruire le milieu actuel, dont tous les rouages sont viciés et corrompus. Par le développement, on arrivera également à démontrer que cette transformation ne peut être que consécutive à une Révolution qui dépossessionnera ceux qui ont accaparé toute la richesse économique du monde et jouissent de tous les privilèges. En un mot le développement d'un simple énoncé anarchiste nous conduit à la critique des sociétés

modernes et à la recherche des moyens propres à employer pour sortir les individus de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent.

A l'étude des hommes et des choses, on constate que si les individus ne jouissent pas de plus de bien-être et de liberté c'est que leur développement intellectuel et moral est encore à l'état d'embryon et qu'ils ont encore à se perfectionner s'ils veulent conquérir leur liberté. Il est du devoir de chacun d'étendre ses connaissances, de chercher à voir et à comprendre tout ce qui l'entoure, afin de percer le mystère de ce qui lui est inconnu. Le peuple est asservi, opprimé, et aspire à sa libération : il faut cependant qu'il sache qu'une révolution brutale serait imparfaite, et inopérante si, auparavant, une autre révolution ne s'était faite en son cerveau. Une révolte d'ignorants peut déplacer des privilèges, elle ne peut pas les supprimer. La plus grande révolution de l'homme doit se faire en lui. S'instruire, s'éduquer, approfondir toutes choses, puiser dans les sciences, dans les arts, dans le passé et dans le présent un bagage de connaissances susceptibles d'assurer la vie harmonieuse de demain, se développer physiquement et intellectuellement, c'est la tâche à laquelle doit s'attacher le Révolutionnaire. Le développement de l'humanité sera toujours relatif au développement des individus qui la composent, et c'est parce qu'ils le savent que tous les partisans de l'autorité entravent le développement intellectuel du peuple, et c'est pourquoi aussi ils oppriment avec tant de férocité les Anarchistes qui savent et veulent faire comprendre aux hommes qu'une société libre doit être peuplée d'individus développés.

DEVENIR n. m. et verbe. Il s'oppose à *Etre* dans le sens de ce qui reste inchangé, et désigne le changement, la série de passages d'un état à l'autre. Le problème de la stabilité : « être » ou du changement : « devenir », fut posé et étudié par les premiers philosophes grecs. Selon Héraclite, la permanence d'*Etre* est une pure illusion ; la réalité est comme un fleuve qui coule toujours. Selon Parménide et l'école éléatique, seulement *Etre* est réel ; il est le substratum du changement, la substance qui reste, alors que les qualités changent. La controverse qui opposa les disciples de Parménide à ceux d'Héraclite persiste et plus près de nous, le représentant des premiers fut Herbart, et Hegel celui des seconds.

La célèbre formule d'Héraclite : « *panta rēi* » (tout passe) a été reprise par le *mobilisme*, terme proposé par Chide et accepté par la Société Française de Philosophie, pour indiquer la doctrine selon laquelle le fond des choses n'est pas seulement individuel et multiple (*pluralisme*), mais en mouvement continu, en continue transformation et sans lois fixes ainsi que toute tentative d'organisation rationnelle reste inefficace. La doctrine Hegélienne, la Darwinienne et la Bergsonnienne ont porté au mobilisme. (Chide, *Le mobilisme moderne*, 1908.)

DEVERGONDAGE n. m. Libertinage, excès, dérèglement dans les mœurs. Etre dévergondé : mener une vie licencieuse. Un jeune homme dévergondé ; une jeune fille dévergondée. Le dévergondage fait des ravages dans toutes les classes de la société et n'est malheureusement pas seulement le privilège des riches. Le peuple, a, lui aussi, ses abcès et il en souffre. Ils sont hélas trop nombreux, les jeunes gens qui se perdent dans les bouges des grandes villes et quittent l'atelier pour vivre des produits de la prostitution ! L'oisiveté dans laquelle ils se vautrent les corrompt et ils sont bien vite entraînés à se livrer à la débauche et au dévergondage le plus scandaleux et le plus bas. Une fois sur la pente glissante, il est presque impossible de

s'arrêter et les malheureux traînent leur misérable existence partagée entre la « noce » et la prison. Encore, eux, ont-ils cette ultime excuse, qu'ils ne voulaient pas se plier sous le joug d'une exploitation stupide et féroce, qu'ils n'étaient pas détenteurs d'une instruction ou d'une éducation solides ; mais que dire de cette bourgeoisie qui se dévergonde dans les boîtes de nuit, et s'en va chercher dans les bouges aristocratiques des sensations nouvelles pour leurs sens désabusés ! Que penser de cette jeunesse nourrie au lait de la morale bourgeoise, qui en une nuit dépense dans les cabarets louches de Montmartre ou d'ailleurs, le produit du travail de dizaines, de centaines d'ouvriers ! Est-ce que Paris, avec tous ses music-halls, ses établissements de nuit, ses bordels, n'offre pas le spectacle d'un dévergondage outrageant, et la vie licencieuse qui s'y mène n'est-elle pas le symbole d'une dégénérescence et d'une décadence désespérante ?

Mais si le peuple, un jour, ou plutôt un soir, le peuple qui travaille, qui peine et qui souffre, le peuple aux mains calleuses, le peuple en cotte et en bourgeron, le peuple que l'on exploite et auquel on accorde tout juste une pitance qui lui permet de ne pas crever de faim, descendait dans vos repaires, Messieurs les bourgeois, et venait vous demander des comptes ? S'il venait vous demander s'il est juste, logique, équitable, moral, que vous puissiez sabler le champagne à flots, cependant que lui-n'a pas de lait à donner à ses petits, s'il venait vous montrer sa compagne flétrie par le travail, vieille à trente ans, cependant que vos maîtresses sont entretenues richement par le fruit de son travail, s'il venait là où vous vous amusez briser votre dévergondage, et vous crier que vous n'avez pas le droit de rire et de vous distraire, alors que lui a faim, croyez-vous qu'il se trouverait de par le monde, un homme ayant conservé un peu de sens moral, et au cœur un peu d'amour pour l'humanité, pour l'en blâmer ?

Réfléchissez ! Quelqu'un doit payer, quelqu'un payera. Louis XVI a payé de sa tête le dévergondage de ses aïeux. L'aristocratie française sait ce que lui a coûté son dévergondage. La bourgeoisie le saura bientôt. Le vieil adage « l'excès en tout est un défaut » n'est pas vain. Livrez-vous à vos excès de débauches ; lorsque le peuple en aura assez, d'un seul bloc il fera votre bilan, et vous réclamera le prix de ses souffrances et de ses misères.

DEVIATION n. f. Action de dévier. Changement dans la direction naturelle. La déviation d'un corps, la déviation d'un boulet. Ecart moral. Une déviation de principes. Les déviations socialistes, communistes, anarchistes.

Y a-t-il des déviations anarchistes et l'Anarchisme peut-il dévier ? Il faudrait, pour établir un criterium, établir auparavant ce qu'est l'anarchisme et nous poser cette question : qui est anarchiste ? dans « The Road of Freedom », revue américaine, Théo Mill commençait ainsi un article : « Si vous rencontrez dans la rue un passant qui vous déclare être Shakespeare ou Napoléon, sans aucune hésitation vous affirmerez que cet homme est un fou ; mais s'il vous déclare qu'il est socialiste ou anarchiste, vous enregistrerez simplement sa déclaration et lui ouvrirez votre cœur, car il n'y a aucune possibilité de juger de sa sincérité. »

En effet, si nous laissons de côté les petits actes secondaires de la vie, nous sommes obligés de reconnaître qu'il est difficile à un anarchiste de donner une preuve absolue de sa loyauté et que sa sincérité et son abnégation ne peuvent se manifester que lorsque, à l'évolution lente et méthodique fait suite, à la faveur des événements, l'action révolutionnaire.

Il en est ainsi dans tous les domaines de l'action politique et sociale, et ce qui est vrai pour les anarchis-

tes l'est également pour les socialistes ou les communistes. Chez les uns et chez les autres l'héroïsme est subordonné aux événements.

Nous avons dit par ailleurs, que tous les partis politiques avaient fait faillite et que le communisme qui fut un moment l'espérance du monde du travail s'était à son tour discrédité. L'Anarchisme est donc à nos yeux la seule conception philosophique et sociale qui puisse assurer le bonheur de l'humanité puisqu'il est de toute évidence que le socialisme qui a tenté une expérience en Angleterre, en Allemagne et même en France, n'a apporté que des résultats négatifs et que le communisme autoritaire n'a pas été plus heureux en Russie.

D'où vient alors la faiblesse numérique des Anarchistes et le peu de crédit qu'ils rencontrent auprès des profanes ? D'où viennent les difficultés qu'ils ont à attirer l'attention du peuple et à s'attacher ses sympathies ? Les campagnes de calomnies menées contre eux ne sont pas suffisantes à expliquer ce phénomène ; il y a d'autres causes, d'autres facteurs qu'il nous faut rechercher, si nous voulons sincèrement étudier le problème et le résoudre.

La guerre de 1914 ne semble pas avoir été un enseignement pour les individus et les anarchistes peu nombreux déjà avant la tuerie se sont disséminés durant le massacre. Rien d'étonnant par conséquent à ce qu'ils traversent, après la guerre, une période de crise. Du reste, cette crise n'est pas particulière à l'Anarchisme. Tous les partis politiques la subissent et se trouvent dans un état d'amoralité regrettable. Mais ce qui est concevable pour toute organisation politique ne l'est pas pour l'Anarchisme. Il est évident que l'Anarchiste subit les mêmes influences, est soumis aux mêmes variations, aux mêmes courants que les autres individus, et qu'étant Anarchiste on n'en est pas moins homme ; pourtant il nous semble que ces influences devraient produire sur l'Anarchiste des effets contraires et qu'ils devraient, dans une large mesure, bénéficier du chaos dans lequel se débattent les puissances d'autorité. Il faut donc, puisque la réalité est tout autre, découvrir le diagnostic et, ce qui est plus complexe, lui trouver un remède.

S'il nous fallait faire l'historique du mouvement anarchiste, nous nous apercevriions bien vite que « l'individualisme » fut une des causes primordiales de toutes les déviations anarchistes. Certes, au point de vue philosophique, nous sommes, anarchistes communistes, aussi individualistes que quiconque, et nous le sommes, non pas parce que nous le voulons, mais parce que l'égoïsme est à la base de toute vie individuelle et sociale et qu'il est impossible de concevoir un être qui ne serait pas animé par un sentiment d'égoïsme. Il apparaît cependant à l'analyse que tout cela n'est qu'une spéculation intellectuelle, non pas inutile en soi, mais qui embrouille et compromet tout l'avenir social.

C'est précisément parce que certains ont abandonné le domaine social, le terrain populaire, pour se cantonner sur le terrain philosophique, que l'Anarchisme a dévié, qu'il s'est divisé en sectes, en clans, en écoles et que, si cette pratique se poursuivait, il y aurait bientôt autant d'Anarchismes que d'Anarchistes. Toute idée philosophique mal interprétée est néfaste, et celles du déterminisme et de l'égoïsme ont été comprises par quantité d'individus pénétrant notre milieu, et cette incompréhension a concouru à faire dévier l'Anarchisme de sa ligne.

Nous voyons tel bandit, tel criminel, ignorant absolument tout de nos idées, de nos conceptions, de nos aspirations et condamné pour un meurtre odieux à la peine de mort, monter à l'échafaud au cri de « Vive l'Anarchie ! », et tel autre bourgeois à la Follin prétendre également être Anarchiste ; et les adversaires de

l'anarchisme en profitent pour affirmer que « Anarchie » est synonyme de désordre.

Nous savons qu'étymologiquement « Anarchie » signifie « sans autorité » et qu'en conséquence nous n'avons aucun droit de contester à quiconque le droit de se réclamer de l'Anarchie ; du reste, le voudrions-nous, nous ne pouvons imposer aucune sanction à l'Anarchiste « d'opéra-comique », et pourtant la liberté n'est qu'une chose relative dans une société où tout repose sur l'autorité. Où commence-t-elle et où s'arrête-t-elle ? M. Victor Serge, ex-individualiste notoire, et à présent agent du Gouvernement bolcheviste, se prétend toujours Anarchiste, et Ernest Girault également. Si à nouveau nous nous plaçons sur le terrain de la philosophie pure, ils ont raison, ils ont le droit et la liberté de se dire Anarchistes, mais alors, peuvent également se déclarer Anarchistes : le policier qui nous arrête, le magistrat qui nous juge, et le bourreau qui nous exécute.

C'est, à nos yeux, sur le terrain social, et sur le terrain social seul, que nous devons considérer les possibilités Anarchistes. Les mots n'ont que la valeur qu'on veut bien leur prêter, et il n'est de criterium possible, qu'en recherchant les origines de l'Anarchisme pour en arrêter les déviations

..

C'est en 1865, à la suite de certains voyages de Français à Londres, que se fonda l'Association Internationale des Travailleurs. A ses débuts, cette organisation ne poursuivait aucun but politique et s'était assigné comme travail, d'étudier toutes les questions économiques intéressant la classe ouvrière. A cette même époque, le Marxisme commençait déjà à avoir ses adeptes, principalement en Allemagne, et Karl Marx, fin politicien, envisagea les moyens propres à accaparer la nouvelle puissance ouvrière.

Avec un doigté remarquable, Karl Marx évita de se mettre en évidence dans la jeune association, et n'assista même pas aux premiers Congrès ; mais, suivant une coutume qui s'est maintenue dans les milieux socialistes et qui fut adoptée plus tard par les communistes, il usa de pratiques sournoises en faisant travailler ses lieutenants. Lui restait dans l'ombre. La première internationale fut ainsi « noyautée » par les éléments politiques du marxisme, mais une opposition sérieuse ne tarda pas à se manifester, et deux ans plus tard, en 1867, lorsque Marx eut découvert ses batteries, Bakounine opposait à l'idéal marxiste « d'une société autoritaire » un système qu'il appela le fédéralisme anti-autoritaire.

Ce ne fut pourtant que bien plus tard, exactement en 1871, qu'une majorité anti-marxiste s'affirma au sein de l'Internationale et ce n'est véritablement qu'en 1873, au sixième Congrès International de Genève, que, à la suite des manœuvres de Marx, qui ne pouvait accepter de se trouver dans la minorité, la scission, devenue inévitable, divisa les forces ouvrières.

Bakounine et ses amis n'hésitèrent pas après avoir fédéré les éléments anti-autoritaire de l'Association Internationale des Travailleurs, à fonder la Fédération Jurassienne, qui fut en vérité, la première organisation anarchiste.

C'est donc à cette époque que l'on doit placer la naissance du mouvement Anarchiste, en tant que mouvement autonome, détaché de toute autre organisation politique ou sociale ; car si, antérieurement, les partisans d'une société anti-autoritaire, avaient travaillé en collaboration avec les autres éléments révolutionnaires, ils entendaient en quittant l'Association Internationale des Travailleurs, créer un mouvement bien défini et, en évitant toute confusion possible, se désolidariser entièrement des défenseurs du principe d'autorité.

La résolution qui fut présentée au Congrès de Berna en 1876 et qui fut acceptée par l'unanimité des délégués situe nettement les adversaires de l'autorité et signalent les buts que poursuivent les Anarchistes.

Voici cette résolution :

1° Plus de propriété, guerre au capital, aux privilèges de toutes sortes et à l'exploitation de l'homme par l'homme ;

2° Plus de Patrie, plus de frontières ni de lutte de peuple à peuple ;

3° Plus d'Etat, guerre à toute autorité dynastique ou temporaire et au parlementarisme ;

4° La révolution sociale doit avoir pour but de créer un milieu dans lequel, désormais, l'individu ne relèvera que de lui-même, sa volonté régnant sans limite et n'étant pas entravée par celle du voisin.

C'était bien là un programme social, non pas individuel, mais collectif et, pour préciser l'esprit qui animait les Anarchistes, et rechercher sincèrement ce que fut l'Anarchisme à ses débuts, il n'y a qu'à reprendre la résolution d'Elisée Reclus, présentée au 3^e Congrès Anarchiste de Fribourg et adoptée à l'unanimité des délégués présents :

« Nous sommes révolutionnaires parce que nous voulons la justice... Jamais un progrès ne s'est accompli par simple évolution pacifiste et il s'est toujours fait par une évolution soudaine. Si le travail de préparation se fait avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées se fait brusquement. Nous sommes des Anarchistes qui n'ont personne pour maîtres et ne sont les maîtres de personne... Il n'y a de morale que dans la liberté. Mais nous sommes aussi collectivistes internationaux, car nous comprenons que la vie est impossible sans groupement social. »

Enfin, en 1880, un Congrès, tenu également en Suisse, décide d'abandonner le terme « Collectivisme » et d'adopter celui de « Communisme ».

Si l'on veut polémiquer en toute sincérité, on reconnaîtra aisément que les thèses soutenues par les « Anarchistes individualistes » sont loin, bien loin, de ces résolutions et si l'on accepte comme étant le but de l'Anarchisme et des Anarchistes de réaliser une société sans autorité, au moyen de la Révolution sociale, on constatera que bon nombre de nos amis se sont sensiblement éloignés des bases fondamentales sur lesquelles reposait l'organisation primitive des Anarchistes.

La question que nous voudrions ici éclaircir, n'est pas de savoir qui est dans la logique et dans la raison ; si ce sont nos camarades qui se réclament de l'individualisme ou ceux qui se réclament du communisme libertaire. Ces questions sont l'objet d'un examen spécial et d'une étude à part. Nous voulons rechercher, s'il y eut des déviations anarchistes et qui, idéologiquement à l'heure actuelle, peut se réclamer de l'Anarchie.

Un mouvement se crée, il établit une ligne de conduite, il se trace un chemin, il détermine son but ; ce mouvement, pour se caractériser des autres mouvements, pour se signaler de ceux qui prennent une route qui, à première vue, semble parallèle, choisit un terme, une appellation inusitée antérieurement. Au bout d'un certain temps, débordant des cadres de ce mouvement, un certain nombre d'individus, à tort ou à raison, le considérant comme n'étant pas conforme à leurs aspirations, s'en séparent et forment à côté un autre groupement, une autre association. Ils sont peut-être dans le vrai, la raison et la logique peuvent être de leur côté, mais s'ils emploient, pour signifier leur mouvement, la même terminologie que celui qu'ils viennent d'abandonner, immédiatement se manifeste une confusion, et leur mouvement n'est qu'une variation, qu'une déviation du mouvement d'origine.

C'est ce qui s'est produit pour l'Anarchisme, et sincè-

rement ne devraient se réclamer de l'Anarchisme que ceux qui sont restés dans les grandes lignes de la tradition.

Nous n'avons pas l'intention, nous l'avons dit, de faire l'historique de tout le mouvement anarchiste. Nous ne nous arrêterons donc pas à tous les actes d'héroïsme qui illustrèrent le mouvement Anarchiste de 1877 à 1896. En Italie, c'est Cafiero et Malatesta qui, à la tête d'une poignée d'hommes brûlent les archives de Letina et de San Gallo, prennent armes et argent et les distribuent au peuple ; en Allemagne ce sont les attentats contre Guillaume I^{er} ; en Espagne, en Russie, c'est l'action révolutionnaire qui reprend avec vigueur ; en France c'est la période tragique qui fait trembler la bourgeoisie ; mais c'est aussi la chasse à l'homme, la répression brutale et terrible du capital qui a peur et qui se défend. Oui, certes, on blâme « l'anarchisme » qui éveille chez l'individu une telle vigueur, on blâme l'idée qui fait jaillir une telle source d'énergie désintéressée, mais les adversaires les plus irréductibles, sont obligés de reconnaître néanmoins la sincérité des hommes qui se sacrifient pour une cause qui est juste, et si l'on qualifie de rêveurs ceux en qui a germé l'idée de rénover le monde, on se courbe tout de même devant la beauté du but, devant la grandeur de l'idéal poursuivi.

Mais hélas, toute médaille à son envers, et à côté de cette noblesse, évoluent les spéculateurs de l'idée anarchiste, qui vont se charger de la discréditer. Tous ceux dont l'égoïsme particulier n'est pas satisfait, tous ceux qui, traînant comme un boulet leurs tares physiques et morales, cherchent dans ce monde imparfait à assouvir leur soif de jouissance, vont se couvrir du manteau de l'Anarchisme pour légitimer leur méfaits.

Et l'Anarchie crédule et confiante ouvre ses portes ; elle accueille, loyalement et sans arrière-pensée, ces aventuriers qui, petit à petit, s'implantent, s'imposent, envahissent le mouvement, à la grande joie de la bourgeoisie qui les présente à la masse ignorante comme les anarchistes, les vrais.

Et cependant, que fatiguée par une intense période de lutte et de coercition, l'Anarchie se repose, cependant qu'à la violence des premières heures a succédé la période d'instruction de la classe ouvrière, qui, émotionnée par les événements, cherche à savoir, pénètre chez nous les faux savants, les faux philosophes, colporteurs ignares de lectures qu'ils n'ont pas digérées, et dont tout l'anarchisme se réduit à considérer leur petite personne, planant au-dessus « des humains trop humains ».

Alors, c'est la discussion lassante et stérile, c'est l'œuvre ébauchée par les aînés qui se désagrège, c'est l'anarchie sectionnée, amputée qui se défend contre les attaques de l'extérieur et de l'intérieur. Toutes les tentatives d'unifier le mouvement sont vouées à un échec. On ne marie pas de l'huile et de l'eau, et les divergences qui séparent les différentes écoles creusent un fossé entre les différents éléments qui se réclament de l'anarchie. En 1900, les étudiants socialistes internationalistes de Paris lancent le cri d'alarme et, dans un manifeste, demandent aux anarchistes de s'entendre. Peine perdue, leur appel reste sans écho, et l'anarchisme continue à se perdre en discussions stériles.

En 1907, à lieu le Congrès Anarchiste d'Amsterdam où notre cher camarade Malatesta fait l'impossible pour jeter les bases d'une organisation internationale. On souscrit à sa proposition, il sort victorieux de la discussion ; mais hélas ! les engagements pris de part et d'autre ne sont pas suivis d'effets et les espérances sont déçues. Le mouvement reste ce qu'il était : chaotique, personnel, toujours.

Et c'est la grande guerre, qui vient à son tour jeter le trouble dans le mouvement Anarchiste. Des hommes, et non des moindres, prennent parti pour la France « du droit et de la liberté ». Les Kropotkine, les Jean Grave,

les Malato, les Pierrot, découvrent un Anarchisme patriotique et publient le trop fameux manifeste des seize, dont s'empare toute la bourgeoisie « alliée » comme tremplin, pour entraîner à la boucherie des millions de travailleurs. La guerre se termine et à la déviation patriotique succède la déviation syndicale. On confond anarchisme et syndicalisme et comme si cela n'était pas encore suffisant pour tuer l'Anarchisme, le Communisme autoritaire, profitant de la désorientation des Anarchistes absorbe une partie de ses éléments.

Le plus brièvement possible nous avons exposé ce que nous entendons par déviations Anarchistes. L'Anarchie souffre de ces déviations, et il faudrait, pour la relever, revenir à une plus saine compréhension de la doctrine.

Les camarades, les compagnons anarchistes, reliraient utilement et avec profit le bref discours que fit sur l'organisation, en 1907, notre ami Malatesta.

« On s'écrit avec Ibsen, que l'homme le plus puissant du monde, est celui qui est le plus seul » et cela est un non-sens énorme, dit notre camarade ». L'homme « seul » est dans l'impossibilité d'accomplir la plus petite tâche utile, productive ; et si quelqu'un a besoin d'un maître au-dessus de lui, c'est bien l'homme qui vit isolé. Ce qui libère l'individu, ce qui lui permet de développer toutes ses facultés, ce n'est pas la solitude, c'est l'association. (E. Malatesta.)

Mais pour s'associer faut-il encore avoir, dans ses grandes lignes un programme commun. « Les mots divisent et l'action unit », il serait donc utile pour mettre fin au flottement dont souffre l'anarchisme depuis tant d'années de mettre fin à la discussion stérile.

Un certain nombre de camarades anarchistes communistes ont compris le danger et, en 1926, au Congrès d'Orléans, ils ont tenté de remettre sur pied un programme, susceptible, non seulement de rencontrer la sympathie de presque tous les anarchistes révolutionnaires, mais aussi d'intéresser le peuple. Espérons que leurs travaux ne seront pas vains et que l'avenir leur apportera une récolte abondante.

Jetons un coup d'œil dans le passé, et profitons des erreurs de ceux qui nous ont précédé pour ne pas commettre les mêmes. Nous avons accompli un formidable travail de destruction. Rien n'a résisté à la critique et à la logique des Anarchistes ; toutes les branches, tous les rouages des sociétés autoritaires ont été idéologiquement détruites ; le militarisme, le nationalisme, le patriotisme, le capital et la bourgeoisie, toute l'autorité en un mot, a vu ses principes s'écrouler sur les coups répétés de l'Anarchie. Il nous faut construire à présent. Evitons donc de nouvelles déviations. Regardons autour de nous, et constatons la faiblesse des autres organisations malgré la force numérique de leurs membres. Le syndicalisme s'est piteusement écroulé, parce qu'il n'a pas su rester dans la ligne droite qu'il s'était tracé ; il est déchiré maintenant par les divers partis politiques qui se disputent sa direction, comprenant que le syndicalisme présente un intérêt tout particulier sur le terrain électoral.

Le socialisme, qui n'a pas su rester dans la tradition, qui s'est corrompu dans un parlementarisme étroit, qui s'est discrédité en abandonnant toute idée révolutionnaire, est menacé de ruine, et ne conservera pas longtemps l'autorité dont il dispose encore auprès des masses populaires ; quant au communisme, il se perdra bientôt dans le démocratisme bourgeois.

Il y a une place à prendre dans le mouvement social, et cette place revient à l'Anarchisme. Remontons le courant, revenons à l'origine et, en évitant toutes déviations dans le futur, l'anarchie, comprise et aimée, en sortira régénérée et grandie. — J. C.

DEVISE n. f. La devise est une courte sentence qui exprime d'une façon vive et saillante une pensée ou un

sentiment. Pour celui qui l'adopte ou qui la compose, elle signale un but ou une résolution.

La devise est souvent précédée d'une figure emblématique. Cette figure est le corps de la devise ; la sentence en est l'âme.

La devise est une invention de la chevalerie ; et à une certaine époque, tracée sur les armures, elle servait de marque distinctive aux chevaliers. C'est ce qui explique que chaque membre de la haute noblesse avait une devise particulière.

Il est des devises qui sont historiques et qui resteront comme une image reflétant l'esprit, le caractère, d'une époque ou d'un individu.

La devise de Louis XI représentait un fagot d'épines, et était suivie de cette sentence : « Qui s'y frotte s'y pique ». Dans ces quelques mots apparaît tout le caractère de ce roi cruel et méchant. La devise de Louis XIV est pleine de prétentions ; elle est représentée par un soleil : *Nec pluribus impar* « Je suffirais à plusieurs mondes » et les Rohan, qui se font une gloire, de nos jours encore, d'être la plus vieille famille de noblesse française : « Roi ne puis ; prince ne daigne ; Rohan suis ».

Aujourd'hui, l'individu ne compose plus de devises, mais les institutions ont chacune la leur. Personne n'ignore quelle valeur on peut leur accorder. La devise de la République française est « Liberté-Egalité-Fraternité » à laquelle on peut ajouter celle du drapeau : « Honneur et Patrie ».

Les hommes se sont fait tuer et peut-être se feront-ils tuer encore pour des mots. Ce qui ne peut faire l'ombre d'un doute, c'est que la République a manqué à sa devise. De liberté, nous n'en avons pas plus que sous les régimes qui ont précédé le nôtre ; la fraternité se manifeste par une lutte constante où les plus faibles sont écrasés sous la botte du plus fort, et l'égalité n'existe que sur le papier.

Personne ne peut être adversaire de la devise républicaine : chacun aspire à la liberté, à la fraternité et à l'égalité entre tous les hommes ; mais il ne suffit pas d'adopter une devise, il faut la respecter, il faut travailler pour qu'elle ne reste pas une idée abstraite, pour qu'elle se réalise, se matérialise.

Les Anarchistes ont compris que la devise républicaine était incomplète et ne reflétait pas suffisamment leur soif de libération universelle, et que la liberté, l'égalité et la fraternité ne pouvaient voir le jour que lorsque les bases économiques des sociétés auront été transformées. C'est pourquoi leur devise est : « A chacun selon ses forces, et à chacun selon ses besoins ».

DEVOIR verbe (du latin *debere* ; autrefois on écrivait *debvoir*). Avoir des dettes ; il me doit cent francs et je me dois de les lui réclamer ! Etre obligé à quelque chose ; je dois rendre visite à cette personne ; nous devons des égards à toute personne sincère et respectable ; les jeunes gens doivent s'instruire et s'éduquer s'ils veulent se rendre utile dans la vie ! Proverbe : « Fais ce que tu dois, advienne que pourra. Va où tu peux, meurs où tu dois. »

Accompagné d'un autre verbe, *devoir* présente différents sens. Intention, projet : je dois aller demain faire ce travail. Probabilité : Le capitalisme doit disparaître, si les hommes veulent vivre fraternellement. Certitude : Quoi que l'on puisse faire, chaque être humain doit mourir !

S'emploie substantivement à la troisième personne de l'indicatif en comptabilité : tenir ses comptes par *doit* et avoir ! ! !

Etre obligé envers soi-même : « Si je dois tant d'égards à tout ce qui m'environne, ne m'en dois-je point aussi quelques-uns à moi-même ? (J.-J. Rousseau.)

DEVOIR n. m. « Ce à quoi l'on est obligé ». Telle est la définition que le *Larousse* nous donne du *devoir*. En termes clairs, cela veut dire que le *devoir* est une contrainte.

S'il est vrai que le *devoir* est la limite du droit, que c'est le respect du droit d'autrui, il faudrait donc pour bien définir le *devoir*, déterminer ce qu'est le droit. Or, à nos yeux il n'y a qu'un droit, un droit inné : c'est celui de vivre ; et il en découle que tous ceux qui s'opposent à la vie de l'individu, que tous ceux qui empiètent sur le patrimoine moral, intellectuel, économique et social de son semblable, nuisent ou s'opposent à son évolution et à son épanouissement manquent à leurs devoirs.

Le « *devoir* », au sens bourgeois du mot, ne se présente pas sous cet aspect, et c'est pourquoi, nous le considérons comme une abstraction qui divise l'humanité en deux parties, la première étant composée des dupes courbés sous le joug des fripons qui composent la seconde. Il est de fait que les fripons, par la naïveté et la bêtise humaines, sont les plus forts, et ce sont eux qui, depuis les temps les plus reculés, perpétuent la servitude des esclaves, des pauvres et des opprimés. Ce sont eux qui créent, qui inventent des devoirs auxquels sont astreints des millions d'individus. Obéir à la loi est un *devoir*. Mourir pour la patrie est un autre *devoir*, et ce qu'il y a de terrifiant, c'est qu'à travers les âges il s'est toujours trouvé des savants et des poètes pour chanter le *devoir*.

En un mot, *devoir* est synonyme d'obéir ; et, comme obéir suppose un maître, le *devoir* tel que le conçoivent les moralistes n'est pas un facteur d'évolution et de liberté, mais bel et bien un facteur d'asservissement et de recul.

Le *devoir* de l'élève est d'écouter son maître, son professeur, qui sait tout, qui dit tout et qui ne se trompe jamais. Je connais un enfant à qui l'on donna un jour, dans une école supérieure, comme sujet de composition : « Vous vous arrêtez devant un magasin et en voyant la diversité des marchandises, vous pensez à l'utilité du commerce et au bien-être qu'il procure à l'humanité. Exprimez vos sensations et vos pensées ». L'enfant vint me trouver pour l'aider dans son travail, et je restai embarrassé. Que pouvais-je lui dire, sinon une chose qui lui eût valu une sévère réprimande de son professeur ? J'évoquai en moi-même tous les méfaits du commerce, tout le mal qu'il fait, toutes les bassesses de ceux qui s'y livrent, tous les crimes monstrueux dont il fut la cause, et toutes les guerres qu'il engendre encore en notre siècle de soi-disant civilisation. Je pensai que si, selon Raynal, le *devoir* « peut être défini, l'obligation rigoureuse de faire ce qui convient à la Société » alors le commerce était contraire à tous les devoirs puisqu'il était une source de richesse et d'opulence pour les uns et de souffrances et de misères pour les autres.

Le petit écolier n'a pas fait, en ce sens, sa composition. Moi aussi j'ai manqué à mon « *devoir* ». Je n'ai pas eu le courage de l'exposer aux foudres de son maître et aux risées de ses petits camarades qui ont du *devoir* une conception commune, générale et qui n'en n'auraient pas comprise une autre. Il est bon de se souvenir et de se répéter cette pensée profonde de Guyau : « Si un tigre croyait, en sauvant la vie d'un de ses semblables, travailler à l'avènement du bien universel, il se tromperait peut-être ». Comme le tigre du philosophe, le maître d'école s' imagine peut-être travailler pour le bien-être de l'humanité en enseignant aux enfants une erreur qui est la base de tout le vice social et qui entrave la marche en avant de la civilisation. Il croit remplir son « *devoir* », et il le remplit en vérité, mais, hélas ! ce n'est qu'un lent travail de corruption intellectuelle, qui consiste à préparer la jeunesse à l'accomplissement d'un nombre incalculable de « *devoirs* » qui leur feront oublier leur droit le plus élémentaire : le droit à la vie.

« L'amour n'est qu'un plaisir, l'honneur est un devoir » a dit Corneille, et l'honneur militaire est l'un des plus sacrés. Mourir sur un champ de bataille, c'est mourir sur un champ d'honneur, et le devoir de l'homme est de se faire tuer lorsque la « Patrie » est en danger. La Patrie ? Le Devoir ? Deux abstractions qui se confondent, qui se soutiennent, qui sont les piliers sur lesquels repose tout l'organisme social et qui sont aussi infaillibles l'une que l'autre.

Comment peut-il se trouver des êtres assez naïfs, assez aveugles, pour croire au « devoir » militaire ? Car, enfin, que les riches, que les puissants, que les heureux de ce monde défendent, fût-ce au prix de leur vie, les privilèges malhonnêtement acquis par eux ou par leurs ancêtres, rien de plus normal ; mais que de pauvres bougres soient assez inconscients, assez déraisonnables, assez dépourvus de la plus petite parcelle de logique pour considérer comme un « devoir » de servir pour soutenir une Patrie où ils n'ont aucun droit, au sein de laquelle ils sont les éternels volés, cela dépasse toute compréhension. Et cependant on peut dire que la grande majorité des hommes sont imprégnés de ce préjugé du devoir militaire. Le peuple ne comprend pas que le devoir militaire, n'est en réalité que le « droit de mort sur les peuples » ; droit que détiennent les oppresseurs et dont ils usent chaque fois que leurs intérêts sont menacés.

Si le militarisme est une plaie sociale, s'il n'est pas indispensable à la vie des sociétés, si au contraire il est nuisible à l'existence harmonique des hommes, comment peut-on être assez stupide pour considérer comme moral le devoir militaire.

Le devoir militaire « c'est la guerre !... se battre !... égorger !... massacrer des hommes !... ».

« Les hommes de guerre sont les fléaux du monde. Nous luttons contre la nature, l'ignorance, contre les obstacles de toute sorte, pour rendre moins dure notre misérable vie. Des hommes, des bienfaiteurs, des savants, usent leur existence à travailler à ce qui peut aider, à ce qui peut secourir, à ce qui peut soulager leurs frères. Ils vont, acharnés à leur besogne utile, entassant les découvertes, agrandissant l'esprit humain, élargissant la science, donnant chaque jour à l'intelligence une somme de savoir nouveau, donnant chaque jour à la patrie du bien-être, de l'aisance, de la force.

« La guerre arrive. En six mois, les généraux ont détruit vingt ans d'efforts, de patience et de génie... »

« Qu'ont-ils fait pour prouver même un peu d'intelligence, les hommes de guerre ? Rien. Qu'ont-ils inventé ? Des canons et des fusils. Voilà tout.

« L'inventeur de la brouette n'a-t-il pas plus fait pour l'homme par cette simple et pratique idée d'ajuster une roue à deux bâtons que l'inventeur des fortifications modernes ? »

« Que nous reste-t-il de la Grèce ? Des livres, des marbres. Est-elle grande parce qu'elle a vaincu ou parce qu'elle a produit ? »

« Est-ce l'invasion des Perses qui l'a empêchée de tomber dans le plus hideux matérialisme ? »

« Sont-ce les invasions des barbares qui ont sauvé Rome et l'ont régénérée ? »

« Est-ce que Napoléon I^{er} a continué le grand mouvement intellectuel commencé par les philosophes à la fin du siècle dernier ? »

« Eh bien, oui, puisque les gouvernants prennent ainsi le droit de mort sur les peuples, il n'y a rien d'étonnant à ce que les peuples prennent parfois le droit de mort sur les gouvernants.

« Ils se défendent, ils ont raison. » (Guy de Maupassant.)

« Ils se défendent, ils ont raison. » Ne serait-ce pas là le vrai devoir des peuples, si toutefois les peuples ont des devoirs, au lieu de se déchirer entre eux pour des

causes qu'ils ignorent et qu'ils ignoreront toujours ? Hélas ! les sages paroles de Maupassant et de tant d'autres ne sont pas entendues et l'on écoute plutôt d'une oreille attentive cette stupidité :

« Mourir pour la Patrie,

« C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie. »

Tout devoir légal est une absurdité, une contrainte, qui abaisse, avilit l'individu, et Stirner a raison lorsque, s'adressant aux hommes, il leur dit : « Vous répétez mécaniquement la question qu'on vous a soufflée. « A quoi suis-je appelé ? Quel est mon devoir ? » Et il suffit que vous vous posiez la question, pour qu'aussitôt la réponse s'impose à vous : vous vous ordonnez ce que vous devez faire, vous vous tracez une vocation où vous vous donnez les ordres et vous vous imposez la vocation que l'Esprit a d'avance prescrit. Par rapport à la volonté, cela peut s'énoncer ainsi : « Je veux ce que je dois ». (Max Stirner, *L'Unique et sa Propriété*.)

L'homme s'est tracé des devoirs ou plutôt on les lui a tracés et il les accomplit, le plus souvent sans protester, par crainte, par paresse ou par lâcheté. Il est imprégné d'une conception incohérente du bien et du mal et il ne s'est jamais étonné que ce qu'il appelle le bien est justement ce qui est favorable aux riches et aux puissants, et que ce qu'il appelle le mal est ce qui peut leur être nuisible. Le devoir, pour l'homme du peuple, c'est le respect des lois, aussi instables soient-elles, c'est l'attachement à un régime qu'on lui impose, aussi arbitraire soit-il ; le devoir, c'est la justice, c'est la propriété, c'est le respect de la hiérarchie, enfin c'est tout ce qui l'empêche d'être libre, et qu'il croit cependant être obligé de subir. Le fait même que le devoir est sanctionné par la justice, cette justice qui depuis des siècles s'est livrée à tous les abus imaginables, devrait ouvrir les yeux aux plus aveugles ; mais non : le peuple ne veut pas voir.

Voici des siècles et des siècles qu'il peine et qu'il souffre, voici des années et des années qu'on lui répète « qu'un homme n'est appelé » à rien ; qu'il n'a pas plus de « devoir » et de « vocation » que n'en ont une plante et un animal. La fleur qui s'épanouit n'obéit pas à une « vocation » mais elle s'efforce de jouir du monde et de le consommer tant qu'elle peut, c'est-à-dire qu'elle puise autant de suc de la terre, autant d'air de l'éther, et autant de lumière du soleil qu'elle en peut absorber et contenir ». (M. Stirner.)

Malgré tout cela, le peuple reste dans son ignorance, et se maintient comme à plaisir dans la passivité et dans l'erreur.

Pour le conduire dans la vie, l'animal a l'instinct ; l'homme a l'intelligence. On prétend que la supériorité de l'homme sur la bête est la conséquence de cette intelligence qui lui permet de s'élever, de quitter le terrain purement matériel pour atteindre le sommet des joies et des plaisirs intellectuels. Si l'existence de l'homme du peuple ne doit être faite que du manger, du boire et du dormir, alors celle de l'animal lui est préférable. Autant que nous pouvons en juger, la bête n'a pas la conception du grand et du beau ; ses goûts sont primitifs, purement matériels, et elle ne souffre pas des mille choses qui frappent chaque jour notre sensibilité. Pourtant l'animal ne s'embarrasse pas de « devoirs ».

L'instinct de conservation porte tout individu à vivre, et si l'on met en face d'un chien affamé un appétissant rôti, méconnaissant les « droits » de la propriété, il s'élancera sur l'objet de sa convoitise. En cette circonstance, l'instinct du chien, l'aura poussé à un acte beaucoup plus raisonnable et plus logique que ne l'eût fait l'intelligence humaine. Une multitude d'humains croupissent dans des taudis, alors qu'il existe des palais ; une multitude de pauvres bougres crèvent littéralement de faim, alors que la terre regorgé de vivres, parce que le

« devoir » interdit à l'individu « intelligent » de se nourrir, de se vêtir et de se loger, sans en avoir auparavant obtenu l'autorisation de ceux qui se sont déclarés les maîtres du monde.

Ce sont tous les « devoirs » accumulés depuis des siècles d'asservissement et d'esclavage qui entravent l'évolution de l'humanité ; ce sont eux qui maintiennent les peuples dans un état d'infériorité économique et morale ; ce sont eux qui perpétuent un état de choses néfaste, à tous les points de vue, au bien-être des collectivités.

« Remplir ses devoirs » ; « manquer à ses devoirs » sont des formules que l'on prononce à tout bout de champ et en toute occasion, mais jamais ces devoirs ne sont compensés par des droits. Or, où il n'y a pas de « droits » il ne peut y avoir de « devoirs ». Nous l'avons dit plus haut, l'homme, quelle que soit la condition dans laquelle il se trouve, a un droit inné : le droit à la vie, il n'a donc qu'un « devoir » c'est celui de faire cette vie pleine de jouissance, de beauté et d'harmonie.

Il n'est pas de devoir social proprement dit. Le devoir social, collectif, disparaît devant la liberté individuelle, et la liberté n'est pas ainsi que l'affirment les adversaires de l'évolutionnisme un facteur de désordre. L'autorité, la contrainte, le « devoir », là sont les sources de tous les maux et il suffit de regarder un peu le chaos dans lequel nous nous débattons pour être fixés sur les bienfaits de la morale moderne.

Vivre et se respecter soi-même, c'est respecter autrui. Aimer la liberté pour soi, c'est l'aimer pour les autres. Refuser d'obéir et refuser de commander, c'est tout le secret du bonheur ; c'est l'unique route qui peut conduire l'homme à un peu plus de bien-être ; c'est l'unique moyen qui peut mettre fin à la tyrannie et au despotisme.

Que les opprimés se lèvent, qu'ils brisent les tables de la loi, qu'ils effacent tous les devoirs qui, depuis toujours, les maintiennent dans une sinistre infériorité et ils auront conquis ce « droit à la vie » pour lequel ils luttent depuis si longtemps.

DEVOTION n. f. (du latin *devotio*). Dévouement à Dieu ; attachement aux pratiques religieuses.

La dévotion a pour objet l'observation des lois prescrites par les théologiens des diverses religions, qui, au cours des âges, exposèrent, expliquèrent et vulgarisèrent les dogmes définis par une autorité soi-disant infaillible.

Si la dévotion n'était que ridicule et inutile, il n'y aurait qu'à laisser les fanatiques se livrer à leurs pratiques et à leurs simagrées sans plus s'inquiéter d'eux ; mais elle est un danger social et est nuisible à l'individu, comme du reste tout ce qui se rattache à l'idée de Dieu. Elle est non seulement néfaste à l'individu en soi, mais elle déteint sur tout ce qui l'entoure, et exerce une détestable influence sur toute la collectivité, qui souffre en conséquence des agissements déraisonnables des croyants.

Il est possible qu'en des temps reculés, certains actes de dévotion aient été édictés par des conducteurs d'hommes ou des savants de l'époque, en raison de la brutalité, de l'ignorance et de la bestialité des peuples ou des tribus, et on s'explique aisément aujourd'hui, pourquoi la loi judaïque par exemple exigeait des fidèles qu'ils se lavassent les mains deux fois par jour, c'est-à-dire avant de faire les prières précédant les repas, ou que, une fois l'an, à la veille de Pâques, ils nettoyaient leurs maisons du fond aux combles afin qu'il ne puisse y rester une miette de pain égarée.

La loi judaïque prescrivait de même que la femme devait au moins une fois par mois, après ses menstrues se rendre au bain, et que tous les fidèles âgés d'au moins treize ans devaient, une fois par an, jeûner durant 24 heures, et il nous apparaît que ces dévotions avaient

un caractère d'hygiène et étaient inspirées dans un but pratique. Mais il semble que, de nos jours, et plus particulièrement dans nos pays occidentaux, il ne soit pas nécessaire d'obliger par une loi, les individus à se laver et à nettoyer leur maison, ou de leur apprendre qu'ils doivent de temps à autre reposer, par une certaine abstinence, les organes intérieurs de leurs corps, de même qu'ils délassent leurs bras ou leurs jambes fatigués par un travail trop rude.

Il est donc évident que si, à l'origine, les dévotions ont présenté certaine utilité, depuis longtemps elles ont été dénaturées par la religion et ne présentent plus aujourd'hui aucun sens pratique. Le dévot n'a à présent d'autre but que celui de plaire à Dieu, et d'attirer sur lui les bienfaits du Très-Haut.

Nous disons plus haut que la dévotion est néfaste à la collectivité, et il n'est pas besoin de remonter très loin dans l'histoire pour y retrouver les crimes commis par les dévots. Les autodafés, c'est-à-dire l'exécution des jugements prononcés contre les savants et les philosophes, considérés comme hérétiques par l'Inquisition, étaient considérés comme des actes de dévotion. Le massacre de la Saint-Barthélemy qui eut lieu à Paris et dans toute la France dans la nuit du 24 au 25 août 1572, d'après les ordres du roi Charles IX, fut un acte de dévotion. Plus de 200.000 personnes périrent, au nom de la religion et de Dieu, en cette nuit tragique, et le Pape Grégoire XIII eut le cynisme, en apprenant le massacre, de faire tirer le canon du château Saint-Ange en signe de réjouissance, et d'envoyer au roi meurtrier un message de reconnaissance, le félicitant pour l'acte de dévotion qu'il venait d'accomplir.

Et plus près de nous, il y a quelques années à peine, lorsque la Russie était courbée sous le joug du tsarisme, et chaque fois que, pour des raisons politiques, il fallait occuper l'esprit populaire, l'église ne se prêtait-elle pas bénévolement à l'organisation des pogroms et, sous l'obscur conduite de la prêtraille, de malheureux inconscients ne croyaient-ils pas accomplir un acte de piété et s'attirer la reconnaissance du Ciel, en persécutant de pauvres juifs qu'on leur jetait en pâture ?

Et en France, pays de l'irreligion, nous assistons encore, de temps à autre, au triste spectacle de malades, se livrant sur leurs semblables à des actes de cruauté, croyant ceux-ci possédés par le diable ? N'est-ce pas en 1926 qu'une poignée de déments s'emparèrent d'un prêtre et exercèrent sur lui des violences, pour faire sortir de son corps le démon dont il était possédé ?

Les dévotions, sont donc manifestement pratiquées par des êtres corrompus intellectuellement, et maintiennent l'individu dans un perpétuel état d'asservissement. C'est du reste bien le rôle dévolu à la dévotion par la religion.

Dans *Orpheüs*, le beau livre de Salomon Reinach, sur l'histoire des religions, on fera une ample moisson des erreurs accumulées par des siècles de dévotion, et on est étonné à la lecture de cet ouvrage, si simple, si clair et si profond, à la portée de toutes les intelligences et qui devrait se trouver dans toutes les familles, qu'il y ait encore des gens assez dépourvus de bon sens, pour se livrer aux hommes d'églises, à quelque religion qu'ils appartiennent.

Ce qui est particulièrement regrettable, c'est que l'homme du peuple, le paria, l'opprimé, ne soit pas, non plus, débarrassé du préjugé religieux, et qu'il se livre également à des actes de dévotion. Il est peu d'individus, même dans la classe ouvrière, qui se « marient » sans passer devant Monsieur le Curé ; ils sont peu nombreux ceux qui ne font pas baptiser leurs enfants, ou qui n'envoient pas ceux-ci au catéchisme afin de faire leur première communion. « C'est sans importance dit-on » ; et c'est une profonde erreur.

Ce sont toutes ces pratiques qui donnent encore à l'église une certaine puissance et c'est du reste la raison pour laquelle les prêtres s'attachent à attirer vers eux les petits et à leur imprimer le caractère de la dévotion.

En apprenant à servir Dieu, on se prépare à servir ses maîtres sans protester, et on forge les chaînes qui maintiennent l'humanité en un demi esclavage. Il est faux, que la dévotion soit une innocente folie ; c'est une folie dangereuse, contre laquelle il faut lutter, pour débarrasser la civilisation d'une plaie, d'une maladie qui a fait déjà de trop nombreuses victimes.

La dévotion est tellement imprégnée en l'individu, qu'elle se manifeste même en dehors des églises spirituelles, et l'on rencontre des dévots, qui croient être libérés de tous préjugés religieux et qui cependant remplissent certains devoirs ridicules, qui leur sont conseillés par les théologiens des nouveaux dogmes et des cultes modernes. Ce sont les patriotes, les nationalistes, et aussi les travailleurs qui ont découvert un nouveau Dieu et qui ne manquent jamais de lui faire leurs dévotions. Ignorance et hypocrisie, c'est la seule définition que l'on puisse donner de la dévotion ; d'une façon comme d'une autre il faut la combattre. « Un dévot est celui, qui, sous un roi athée, serait athée. » (La Bruyère.) Et, en effet, le dévot est d'ordinaire un être plat, bas, mesquin, petit, qui cache ses passions, ses vices et ses tares, sous un voile de piété.

« Ne vous fiez pas, nous dit Balzac, à la sainte humilité ni au mauvais habillement de ce prêtre directeur de conscience, qui semble se préparer toujours à la mort ; car au dedans il est tout vêtu de pourpre, il a l'ambition de quatre rois ; il a des desseins pour un autre siècle. Mais surtout défiez-vous de ces ouvriers d'iniquité, de ces hommes puissants en malice, qui lèvent au ciel des mains impures, et s'approchent des mystères, étant tout sanglants de leurs parricides. Ils sont cruels ; ils sont monstrueux ; ils sont sacrilèges et ne laissent pas d'être dévots. Leur dévotion corrige leurs gestes et reforme leurs cheveux, mais elle ne touche point à leurs passions ni à leurs vices. Ils ne gagnent rien à la fréquentation des choses saintes, que le mépris qui naît de la familiarité et de la coutume de les violer. Ils en deviennent plus hardis, méchants, et non pas plus gens de bien ; ils perdent le scrupule et ne perdent pas le mal. Tellement qu'il est à croire qu'ils ne vont pas tant à l'église pour obtenir le pardon de leurs fautes, que pour demander permission de les faire et avoir autorité de pécher. » (Balzac, *le Prince*.)

Elle serait longue à décrire la liste des dévots notoires qui se signalèrent à l'histoire, par leur méchanceté, leur tyrannie et leur despotisme. Louis XI fut un dévot cruel, Charles IX a à son actif la Saint-Barthélemy, Richelieu, le cardinal rouge, ensanglanta la France et son nom est taché de tous les assassinats qu'il organisa ; Louis XIV, le roi Soleil, fut un dévot ambitieux et hautain, et ses maîtresses, ne furent pas moins abjectes qu'il ne le fut lui-même. Madame de Montespan, après avoir supplanté la La Vallière, et eu du grand roi huit enfants, après avoir trempé dans l'affaire des poisons qui défraya la chronique parisienne de 1670 à 1680, fut à son tour sacrifiée à la Maintenon, et versa dans la dévotion la plus basse, comme si la piété pouvait laver toutes les ignominies dont-elle s'était rendue coupable.

La Maintenon ne fut pas une dévote moins ambitieuse que celle à qui elle succéda. Tour à tour protestante et catholique, elle abandonna définitivement le protestantisme, son intérêt étant intimement lié à sa ferveur. Après avoir épousé le poète Scarron, elle devint bientôt veuve, mais l'esprit de son mari lui avait été de quelque utilité, et cette femme dévote n'hésita pas à accepter d'élever les enfants adultérins de Louis XIV. C'est probablement toujours en vertu de la morale, qu'elle se livra à Louis XIV et supplanta

Mme de Montespan, qui avait été sa bienfaitrice. On peut dire que Mme de Maintenon a une grande part de responsabilité dans les désastres et les infamies qui signalèrent la fin du règne de Louis XIV.

La liste pourrait s'allonger indéfiniment, mais à quoi bon ; qu'il nous suffise de conclure par ces sages paroles de La Bruyère : « Faire servir la piété à son ambition, aller à son salut par le chemin de la fortune et des dignités, c'est, du moins jusqu'à ce jour, le plus bel effort de la dévotion du temps ».

Cela n'a pas changé, et cela ne changera pas, car c'est en cela que consiste la dévotion, et si elle n'est pas la conséquence de l'intérêt, elle est celle de la bêtise.

DEVOUEMENT n. m. Action de se dévouer, de se donner à une chose, à une idée, à une personne qui nous est chère et pour laquelle on abandonne ses intérêts particuliers, et parfois sa vie.

On cite assez fréquemment comme un exemple de courage et de dévouement, Léonidas, roi de Sparte, qui, avec 300 de ses compagnons, se firent massacrer aux Thermopyles, plutôt que de se rendre à la puissante armée des Perses, conduite par Xerxès.

Le dévouement des premiers Chrétiens est également légendaire, et l'on connaît tous les supplices qu'ils subirent, sans jamais vouloir renoncer à la croyance à laquelle ils étaient attachés. Il est pénible de constater que tous ces sacrifices, tous ces dévouements n'ont servi qu'à faire du Christianisme une agence politique au service des puissants, et que cette abnégation de soi fut à peu près inutile.

Il n'y a pas que l'enthousiasme, la raison, ou la logique qui soient des facteurs de dévouement ; la sentimentalité et le fanatisme engendrent également le dévouement, et s'il est des êtres qui se dévouent pour une idée ou pour une cause qui est juste, il en est d'autres qui se dévouent pour une erreur. Il en résulte que des actes d'héroïsme sont accomplis par des individus et que ces actes ont des répercussions désastreuses sur l'ensemble de la collectivité.

La guerre, par exemple, est un champ d'action propice au dévouement, et il est certainement — car le courage n'est pas un privilège révolutionnaire — des patriotes qui sont prêts à donner leur vie pour « la défense de leur patrie ». Il est bien entendu qu'il ne peut être question ici des patriotes intéressés, des politiciens et des commerçants du patriotisme ; mais des patriotes sincères — il y en a hélas ! — qui n'hésitent pas à se dévouer à leur mauvaise cause. Il en est de même du reste de toutes les causes. La vérité est « une », et l'erreur est nombreuse. Or, chacun défend une conception différente et particulière, et par conséquent il est de toute évidence qu'il est des dévouements inutiles, voire nuisibles.

Quoi qu'il en soit, raisonnable ou aveugle, une cause ne grandit que par le dévouement de ceux qui y sont attachés. C'est le dévouement des premiers chrétiens qui a permis au Christianisme de s'étendre, de pénétrer partout et de gagner le monde. Si le Christianisme n'est plus aujourd'hui qu'un odieux commerce, qu'un ignoble négoce, cela tient justement à ce que le dévouement de ses adeptes ne reposait pas sur la raison mais sur le fanatisme.

Nous avons de nos jours, un autre exemple frappant du dévouement fanatique. Le Bolchevisme, qui est une religion, offrant de nombreux points de communauté avec le jésuitisme catholique, a de nombreux adeptes, et fait naître en eux un esprit de dévouement. Il n'est pas suffisant, pour combattre le bolchevisme, de déclarer que les hommes qui président à ses destinées sont corrompus par l'exercice du pouvoir, et qu'ils ne sont pas des révolutionnaires sincères. De même que le Christianisme, le bolchevisme pénètre partout parce qu'il ins-

pire une certaine séduction et fait naître un certain esprit de sacrifice. Or, les êtres simples sont facilement influençables et se laissent subjugués par les actes de courage d'autrui. Le commun ne comprend pas que l'on puisse mourir en se trompant, et leur sympathie est toujours orientée, par sentimentalisme, vers ceux qui souffrent pour une cause, cette cause fût-elle la plus arbitraire, la plus illogique et la plus tyrannique. Il est évident que l'homme qui se sacrifie à ses idées, quelles qu'elles soient, est un homme sincère, et par conséquent respectable et, si l'on ne peut qu'admirer son courage et son abnégation, il faut cependant se garder de s'arrêter à l'acte sans en étudier les causes déterminantes, et les idées qui ont inspiré cet acte.

C'est justement la profonde erreur du peuple de n'étudier les problèmes que superficiellement, et de s'attacher aux individus et non aux principes qui les guident ; et c'est pourquoi le dévouement fanatique est un facteur de propagande et de recrutement pour les partis en faveur desquels il s'exerce.

Chaque parti, chaque organisation sociale eut à son service des hommes dévoués ; chaque cause a donné naissance à des martyrs. On trouvera dans cette encyclopédie au mot « *Attentat* », page 184, une liste éloquentes des hommes qui se sacrifièrent pour leurs idées, mais tous les hommes dévoués ne sont pas des martyrs ou des héros, et l'on peut servir une cause sans toutefois avoir le tempérament, le courage, la volonté, l'énergie de se livrer à des actes de violence, individuels, contre les institutions ou les individus que l'on combat.

Pourtant il faut s'imprégner de cette idée que si l'on est sincèrement révolutionnaire il faut s'attendre à ce que le dévouement à la cause que l'on défend soit appelé à nous conduire au sacrifice de la vie, car il est impossible de concevoir qu'une révolution puisse être un mouvement pacifiste et qu'une transformation sociale puisse s'effectuer sans effusion de sang.

Il faut donc espérer que lorsque les événements nous conduiront à la lutte et que l'heure sonnera pour tous ceux qui aspirent à un monde meilleur, les dévouements seront nombreux, et que grâce à leur volonté de vaincre et de se libérer à tout jamais de l'oppression et de l'esclavage, les opprimés sortiront victorieux de la bataille qu'ils se doivent de livrer aux exploités et aux tyrans.

DEXTERITE n. f. Adresse, habileté à se servir de ses mains. Le jongleur et le prestidigitateur travaillent avec dextérité. Dans les travaux manuels, la dextérité est un appoint précieux, car l'ouvrier qui se sert habilement de ses mains produit parfois de véritables chefs-d'œuvre.

On peut citer comme exemple de dextérité, les travaux exécutés par les dentellières de Valenciennes, du Puy, de Tulle, de Bruges, d'Irlande, etc..., admirables œuvres d'art qui, la plupart du temps, ne sont accomplies que par des paysannes maniant l'aiguille ou le crochet, tout en gardant leurs troupeaux. Ce sont de réelles artistes, les dentellières, et pourtant leurs travaux qui se payent des prix exorbitants dans les magasins luxueux des grandes villes, et qui viennent agrémenter les costumes féminins des aristocrates ou les appartements des gens fortunés ne permettent pas à ces malheureuses de vivre. Elles sont honteusement exploitées et leur sort n'est pas plus enviable que celui de tous les travailleurs. Lorsque vieilles et tremblantes, presque aveugles, elles ont usé leurs yeux pour le plaisir des riches, elles sont acculées à la misère, et les chefs-d'œuvre qu'elles exécutèrent durant leur jeunesse ne leur assurent pas le pain pour les vieux jours.

Un jour, peut-être, la dextérité du travailleur lui sera-t-elle utile et comprendra-t-il que si ses mains pro-

duisent de belles choses, la justice la plus élémentaire serait qu'il en profitât aussi.

Au figuré, la dextérité signifie habileté de l'esprit, la faculté de manier des affaires délicates ; elle est utile dans toutes les conditions autant que la dextérité des mains. « Il avait autant d'audace pour exécuter un projet, que de dextérité pour le conduire ». (Voltaire.)

DIABOLIQUE adj. Qui vient du diable. Des pensées diaboliques, des sensations diaboliques. Se dit pour ce qui est méchant, pernicieux, nuisible, dangereux et qui peut causer du mal. Un caractère diabolique. Un être diabolique est un individu qui cache ses véritables sentiments et qui se présente sous le masque de l'hypocrisie.

Le mot diabolique s'emploie également comme synonyme de pénible, difficile. Un travail diabolique, est un ouvrage qu'il est pénible d'exécuter. Les travaux diaboliques sont nombreux et au premier plan il faut placer celui du mineur qui est obligé d'arracher à la terre la houille qui nous chauffe l'hiver. Le progrès de la science fera disparaître petit à petit les travaux diaboliques, et déjà de nos jours, si les sociétés étaient mieux organisées, et si des intérêts particuliers n'étaient pas en jeu, la houille blanche remplacerait avantageusement la houille noire, sans exposer le travailleur aux coups du grisou ou aux menaces d'éboulements et d'inondations souterraines.

Le capitalisme a vendu son âme au diable, mais la richesse qu'il a reçue en échange n'est que provisoire. Le chemin diabolique tire à sa fin, le capitalisme est en haut de la côte, et bientôt sa chute va se précipiter. Avec lui disparaîtront tous les méfaits, toutes les machancetés, tout le mal qu'il a causé depuis des siècles, et à la vie diabolique succèdera une vie pleine de joie, de bonheur et d'harmonie.

DIACONESSE n. f. Veuve ou fille qui, dans l'église primitive, remplissait certaines fonctions ecclésiastiques. On leur confiait plus particulièrement le soin de la nef dont l'espace était réservé aux femmes, et elles étaient les épouses des diacres à l'époque où les papes et les conciles n'avaient pas encore proclamé l'obligation du célibat pour les prêtres.

Lorsque le baptême se donnait par immersion, aux femmes comme aux hommes, ce sont les diaconesses qui baptisaient les femmes et les jeunes filles, les diacres ne pouvant s'acquitter de ces fonctions, sans blesser la pudeur des fidèles. En outre, elles s'occupaient des malades et des prisonniers.

La consécration des diaconesses fut interdite par différents conciles en raison de l'intimité trop étroite qui existait dans certaines églises entre le prêtre et les prêtresses, et aux environs du XI^e et du XIII^e siècle, elles furent totalement supprimées.

Les anabaptistes, sectes de protestants, qui prit naissance au XVI^e siècle et qui soutenait la thèse qu'il ne faut pas baptiser les enfants avant l'âge de raison, chargeaient les femmes de certaines fonctions et eurent des diaconesses ; mais ils furent combattus par les catholiques et les protestants orthodoxes ; leur secte est de nos jours à peu près éteinte et les diaconesses ont disparu. Les femmes n'occupent plus, à présent, de fonctions officielles dans l'église, et celles qui se « dévouent » à la religion n'y jouent qu'un rôle subalterne. Pourtant chez les protestants, et surtout dans l'Armée du Salut, elles se livrent à un travail de propagande formidable et l'influence qu'elles exercent est considérable. Si elles n'ont plus le pouvoir, et ont été obligées d'abandonner les charges qu'elles occupaient, le travail qu'elles accomplissent n'en est pas moins nuisible, et leur action est aussi néfaste que celle des diaconesses du passé.

DIACRE n. m. Ministre ecclésiastique qui a reçu l'ordre immédiatement inférieur à la prêtrise. Le diacre a pour fonction de servir, à l'autel, le prêtre ou l'évêque durant la célébration des mystères et, en cas de nécessité, ils ont le droit de donner la communion. Ils ont également le droit de prêcher et de conférer le baptême, mais seulement après avoir reçu l'autorisation spéciale de l'évêque. Comme tous les prêtres, le diacre est astreint à la récitation quotidienne du bréviaire, au célibat, et au port du costume ecclésiastique.

C'est aux apôtres que l'on doit l'institution des diacres. Au VI^e siècle il fallait avoir 25 ans d'âge pour être promu à cette fonction, mais à présent 23 ans suffisent. A l'origine, les diacres pouvaient se marier, ensuite ils ne le pouvaient qu'avec l'autorisation spéciale du pape, et maintenant, ainsi que nous le disons plus haut, ils sont astreints au célibat. Curieuse façon d'interpréter les paroles de l'Evangile : « Croissez et multipliez. »

Si de nos jours le diacre seconde le prêtre durant les cérémonies, ce ne fut pas toujours le rôle qu'il a rempli. Il fut, dans le passé, chargé de garder les portes de l'église ; il fut, par la suite, remplacé dans ces fonctions par le sous-diacre et à présent c'est un simple portier qui occupe cette charge. Tout évolue.

Les insignes liturgiques du diacre sont : l'amict, l'aube, le cordon, l'étole (portée en écharpe sur l'épaule gauche) et la dalmatique.

DIAGNOSTIC n. m. (du grec *diagnosis*, connaissance). Le diagnostic est la partie de la médecine qui consiste à déterminer le mal dont souffre le patient et à distinguer les maladies les unes des autres. Si chaque maladie a des symptômes qui lui sont particuliers, par contre elle en a certains qui sont communs avec d'autres affections et l'on conçoit alors que le diagnostic soit d'importance lorsqu'un docteur a la charge de soigner un malade, car tout le traitement dépend de l'habileté de l'homme de science à déterminer le diagnostic.

Le diagnostic est, à nos yeux, la base même de la médecine, et l'erreur du praticien est parfois fatale au malade. Il coule de source que, si le docteur est incapable de trouver la cause d'un malaise, il est de ce fait même incapable de le soigner. Il est évident que le diagnostic est une opération qui présente de grandes difficultés, car, d'ordinaire, le médecin ne connaît pas le tempérament, les antécédents de l'individu qui se présente à lui, et bien souvent, par une certaine pudeur ridicule, le patient se refuse à dévoiler ses tares et ses vices. Le diagnostic nécessite en conséquence une parfaite connaissance non seulement de la physiologie, mais aussi de la psychologie humaine.

Il est pénible de constater que la médecine est devenue un véritable négoce et que quantité de médecins ne sont qu'une vulgaire marchandise ; et cela est d'autant plus regrettable que le malade est un profane, qui, lorsqu'il souffre, n'a d'autres ressources que de se confier à celui que ses diplômes mettent à l'abri de toute critique, et qui est supposé posséder la capacité de guérir. S'il est des médecins dévoués, attachés à leur art et qui accomplissent leur métier avec conscience, il est un grand nombre de charlatans qui spéculent sur l'ignorance des malades et qui, sans même approfondir les causes du mal, diagnostiquent une maladie et vous soignent en dépit du bon sens. Sans vouloir hurler avec les loups et tout en comprenant les difficultés qui se présentent dans de nombreux cas, il faut cependant reconnaître que, en notre siècle de mercantilisme, on joue trop facilement avec la vie des individus.

Le célèbre écrivain irlandais Bernard Shaw, a écrit sur la question un ouvrage *The doctor's dilemma*, qui, sous un jour humoristique, présente un véritable intérêt et critique vigoureusement les médecins peu

conscientieux auxquels est livrée toute la population du globe.

Ignorant de la science médicale, gardons-nous d'être trop sévères pour les médecins et conservons l'espérance en un avenir où la science n'étant plus assujettie à toutes les spéculations, l'intérêt pécuniaire ne viendra plus corrompre ceux en qui nous plaçons notre confiance et notre vie, lorsque nous souffrons.

Et puis peut-on vraiment blâmer le médecin qui se trompe dans son diagnostic, et qui n'arrive pas avec une scrupuleuse exactitude à découvrir les causes de nos douleurs, puisqu'il est des souffrances que nous subissons, des souffrances collectives, des souffrances sociales, dont le diagnostic a été déterminé, dont les remèdes sont trouvés et dont nous refusons de nous libérer, par lâcheté, par manque d'énergie et de volonté ? Il ne suffit donc pas au médecin, des corps ou des âmes, de dénoncer le mal caché, encore faut-il que le malade veuille se soigner, qu'il consente à absorber les médicaments indispensables pour obtenir sa guérison. Le peuple souffre, il sait de quoi ; il sait qu'il est opprimé, qu'il est exploité, qu'il est dirigé par une catégorie de parasites qui vivent de son sang et de sa chair. Il a consulté des docteurs, qui ont diagnostiqué, qui lui ont dit ce qu'il devait faire s'il avait à cœur de recouvrer la santé sociale qu'est la liberté. Mais il ne veut pas, il refuse et, au lieu d'écouter les sages conseils, il préfère se livrer à des charlatans qui l'exploitent et qui perpétuent ses souffrances.

Que faire contre cela ? Pas grand chose. Il faut que le peuple consente à se soigner, et au plus vite, car la maladie fait de rapides progrès et il arrive un moment où même l'opération chirurgicale est incapable de sauver le malade. Que le peuple se dépêche, son mal est aigu, demain il sera trop tard et rien ne pourra le libérer de ses maux, sauf la mort qui est la fin de toutes les misères et de toutes les souffrances. Mais s'il veut vivre, s'il veut jouir, s'il veut bénéficier enfin de toutes les joies que peuvent offrir le travail rationnel et la liberté, qu'il trouve en lui la force et l'énergie de lutter contre tous les microbes sociaux qui se sont emparés de lui, et avec la santé du corps et de l'esprit il trouvera le bonheur et l'amour dans une humanité régénérée.

DIALECTIQUE n. f. Méthode de discussion ; art de raisonner avec justesse. On en attribue l'invention à Zenon, philosophe grec, né à Elée vers l'an 504 avant J.-C. ; ce que l'on sait, c'est qu'il enseigna à Athènes la doctrine de son maître Parménide, ainsi que la dialectique.

La logique est chez nous ce qu'était la dialectique chez les grecs, c'est-à-dire l'art de démontrer ce que l'on considère comme une vérité.

« La dialectique est le nerf de l'éloquence » déclare Marmontel, et en effet, la conduite d'un raisonnement qui aboutit à une démonstration simple, claire et précise, est le meilleur des talents oratoires. Platon la considérait comme une science susceptible d'élever l'individu et de lui faire atteindre les sommets de la vérité et de l'absolu.

Il est donc utile de s'exercer à l'art de la dialectique mais il faut se garder d'en abuser et de tomber dans le travers des sophistes qui s'en servent pour tout contester et discuter sur toute chose. La discussion est bienfaisante à condition d'être raisonnable, et que le sujet qui la provoque présente un certain intérêt. Discuter pour discuter est non seulement inutile, mais encore ridicule et absurde, et d'une discussion oiseuse il ne peut sortir aucune vérité.

DIALECTIQUE n. f. Les anciens entendaient par le terme *dialectique*, l'art d'atteindre la vérité au moyen

de la discussion des opinions. La méthode dialectique consistait donc à bien savoir interroger et à bien répondre, en cherchant à faire jaillir la vérité de la confusion et des contrastes de la discussion. *Dialectique* est la fusion de deux mots grecs : *attraverso* et *raccolgo*. Un dialecticien merveilleux fut Socrate, dont l'activité philosophique fut exclusivement *dialogique*. Il ne faut pas confondre l'ergotage avec la dialectique. *L'ergotage* c'est l'art de disputer pour disputer, de contredire l'adversaire à chaque affirmation, sans avoir l'intention positive de prouver quoi que ce soit.

De l'ergotage dérivent les sophistes célèbres à cause de leurs subtilités qui tendaient à *embouteiller* l'adversaire. Quelques-uns, pourtant, employaient ce terme pour indiquer l'art de contester avec des arguments et le raisonnement, sans lui attribuer une mauvaise signification.

La dialectique est un art polémique qui ouvre le chemin à la science. Elle part des opinions communes autour d'un objet donné, elle prouve leur résistance à la critique, en faisant ressortir les lacunes, les difficultés, les erreurs. Elle prépare donc le terrain à l'investigation scientifique. De Socrate aux positivistes contemporains, la dialectique a été entendue et appliquée en ce sens.

Avec Hegel, la dialectique devient « l'application scientifique de la logique inhérente à la nature humaine ». Comme, pour lui, les formes de la pensée sont les formes du réel, ainsi la dialectique est « la vraie et propre nature des déterminations de l'intellect, des choses et, de manière générale, de tout ce qui est « fini ». Elle consiste essentiellement à reconnaître l'inséparabilité des contradictions et à découvrir le principe de cette cohésion en une catégorie supérieure.

Par exemple : *être et ne pas être*, mots contradictoires, se fondent, pour ainsi dire dans *devenir* dans lequel se confondent : *naître et périr*, ainsi que : *périr et naître* ; parce que ce qui *devient*, *naît* comme être mais *périt* comme non être ; et ce qui *périt* comme être, *naît* comme non être. Hegel appelle *moment dialectique* la contradiction même et le passage d'un terme à l'autre de cette contradiction.

La dialectique, dans le sens hégélien, acquiert une signification distincte de celle donnée précédemment.

La méthode dialectique est anti-scientifique en tant qu'elle se résout en un acrobatisme qui frise la logique et qu'elle barre la route à l'analyse.

Dans le champ de la logique, la dialectique hégélienne se base sur le principe d'identité qui considère les concepts comme quelque chose de permanent et d'immuable au lieu de les considérer comme des résultats de rapport, de relation. La méthode dialectique, au sens hégélien, se résout en « *raison raisonnante* », c'est-à-dire dans la combinaison de concepts dont la validité n'est pas en eux-mêmes mais qui résulte de la logique des développements systématiques. La dialectique hégélienne est un système plus qu'une méthode. Elle n'est pas, comme la dialectique socratique, analyse d'éléments logiques avec la conscience de la nécessité de faire précéder la justification des éléments de base à la construction systématique, construction dont le plan doit résulter de la connexion analysée, des rapports logiques, mais développement de lignes systématiques *a priori*, audace fantastique sans freins analytiques. La méthode dialectique de Socrate est à la dialectique d'Hegel comme l'investigation du savant est aux fantaisies du poète.

DICTATEUR s. m. (du latin *dictator*, provenant de *dictare*, dicter, imposer, commander). Les premiers hommes qui portèrent ce titre furent des magistrats romains qu'on investissait d'un pouvoir absolu dans les périodes troublées. Ils étaient nommés pour une

période assez courte, six mois généralement, et leur dictature expirait avec les circonstances qui l'avaient déterminée. Le dictateur était une sorte de monarque temporel, jouissant de l'autorité absolue, toutes les autres autorités s'inclinant devant la sienne.

Au début, les dictateurs étaient proposés par le Sénat et nommés par le peuple, mais peu à peu le rôle du peuple fut diminué, puis supprimé, et les dictateurs ne représentèrent plus guère que l'aristocratie patricienne. Ils devaient, au bout d'un certain temps, faire place aux empereurs romains.

C'est d'ailleurs l'histoire de tous les dictateurs, dans tous les pays et à toutes les époques. Nommés pour résoudre des situations difficiles, pour écraser les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, ils reconstituent à leur profit l'autorité. Maîtres des diverses institutions autoritaires : armée, police, justice, administration, ils finissent par s'en servir pour exterminer leurs ennemis personnels, tous ceux qui pourraient menacer leur position élevée.

Les adversaires de l'idée anarchiste nous disent souvent que l'homme n'est pas parfait, qu'il a des défauts et des vices, et qu'il ne peut par conséquent vivre sans une autorité. C'est un reproche que nous pourrions retourner à ceux qui rêvent de dictature. Précisément parce que l'homme n'est pas parfait, si l'on a le malheur de lui confier l'autorité absolue, on peut être certain à l'avance qu'il l'utilisera pour des fins personnelles, dans son intérêt particulier, pour supprimer toute opposition, fût-elle la plus justifiée, à son autorité.

Il faut lire les belles pages d'Anatole France, dans *Les Dieux ont soif*, pour saisir toute la nocivité de cette autorité sans aucun contrôle : des hommes profitant de leur situation pour s'enrichir, se venger, contraindre les femmes à les subir, etc., etc.

Chaque fois qu'un pays embarrasé s'est laissé imposer une dictature, il s'en est repenti amèrement.

La révolution française de 89-93 a fait aussi cette expérience. Un Robespierre, rêvant d'instaurer sa dictature personnelle, a fait couper sans pitié les têtes de tous ses adversaires. Il ne guillotina pas que les hommes, mais aussi la révolution. Les meilleurs éléments révolutionnaires abattus, le peuple dégoûté et terrorisé, la réaction n'eut plus grande besogne à accomplir pour revenir au pouvoir : le dictateur lui avait préparé la voie.

Qu'on jette un coup d'œil dans l'histoire, et l'on s'apercevra de cette vérité indiscutable : quand un pays en révolution tourne ses yeux du côté d'un ou de quelques dictateurs, la révolution peut être considérée comme ayant vécu et la réaction revient vite.

Le titre de dictateur n'est qu'un euphémisme pour tromper les peuples. En fait, un dictateur est un monarque absolu, tyrannique, régnant par la terreur, irresponsable, échappant à tout contrôle, écrasant toute critique.

Un peuple dont la servilité peut lui faire accepter le gouvernement des dictateurs, est mûr pour un régime d'autorité absolue, et ne tarde pas à retomber dans l'esclavage.

Le langage populaire, qui est souvent l'expression du bon sens, ne s'y est point trompé. Dictateur est un mot presque toujours jeté comme une insulte. Il est l'équivalent d'individu autoritaire, brutal, tyrannique, tracassier, se mettant au-dessus de tout et de tout le monde.

Comme les Etats, les groupements ont souvent leur personnage voulant jouer le rôle de dictateur, désireux de gouverner sans rendre de compte à personne, finissant par confondre leur individu et l'organisation, et par faire passer pour des attaques à l'organisation toute critique de leurs faits, gestes ou paroles. Généralement, lorsqu'un groupement quelconque tombe dans cette men-

talité, les adhérents finissent par se désintéresser de tout ; le groupement n'est plus qu'une chose personnelle et finit fatalement par disparaître. — Georges BASTIEN.

DICTATURE s. f. Mot indiquant les fonctions des dictateurs. Par extension, on l'applique à un régime gouvernemental dans lequel le pouvoir est despotiquement exercé par un homme ou un groupe d'hommes.

D'après son origine, le mot dictature ne devrait s'appliquer qu'à une autorité absolue exercée seulement pendant une période limitée et à l'occasion de circonstances exceptionnelles.

En fait, la dictature ressemble à toutes les autres formes d'autorité absolue. Ce qui la distingue le plus essentiellement, c'est qu'elle surgit dans une période d'agitation et qu'elle emploie, pour s'imposer, des procédés de terreur.

Dans une période révolutionnaire, au milieu d'un peuple insurgé, il serait difficile à une autorité normale de fonctionner. Protégée sachant s'adapter merveilleusement aux conditions du moment, l'autorité prend alors figure révolutionnaire. Sous le couvert de la dictature, établie soi-disant pour vaincre l'ennemi de l'extérieur et celui de l'intérieur, les institutions autoritaires, policières, militaires, judiciaires, administratives, se réorganisent.

C'est au nom de la révolution qu'elles prétendent agir. Mais au fond, c'est la même organisation de domination que sous l'ancien régime qui se reconstitue.

Un peuple a renversé ses tyrans. Mais par la terreur dictatoriale, les exécutions sommaires, le hideux mouchardage, la peur semée partout, par le fer et par le sang, l'autorité reconquiert son domaine et s'affermir à nouveau. Une fois que le terrorisme dictatorial a supprimé toute action et toute idée vraiment révolutionnaires, les institutions de domination et d'exploitation, redevenues maîtresses de la situation, s'épanouissent à nouveau au grand jour.

C'est l'histoire de toutes les dictatures se renouvelant éternellement et ne variant que dans les détails.

Lorsque les maîtres de la société sentent que leur situation devient mauvaise, que le mécontentement grandit, que la révolte est près d'éclater, ils n'hésitent généralement pas. Ils font fi alors de leur propre légalité et établissent un régime dictatorial, c'est-à-dire un système de terreur.

Dictature et terreur sont deux mots exprimant le même régime.

Il est hors de toute discussion sérieuse que le régime dictatorial, quel qu'il soit, ne peut que raver davantage les chaînes de l'esclavage. Interdire toute liberté de réunion, de presse, d'association, de propagande ou d'organisation, ne peut avoir qu'un but et un résultat : livrer le peuple aux appétits des maîtres du moment.

Les bourgeoisies capitalistes du monde entier ont aujourd'hui, à peu près toutes, les yeux tournés vers la dictature. Quoique encore bien ignorants, les peuples aujourd'hui, surtout dans les pays capitalistes, ont le sentiment très net de l'injustice sociale dont ils sont les victimes, et de la non-légitimité des privilèges des gouvernants et possédants. Le mouvement d'avant-garde a grandi dans tous les pays. D'autre part, la grande guerre mondiale a perturbé toute l'économie sociale. Des mouvements populaires ont eu lieu : en Russie, Allemagne, Hongrie, Italie. Ailleurs des grèves. Le monde bourgeois, sentant que la base normale du régime : l'acceptation de la société par les déshérités, est minée, tend partout à organiser la terreur pour maintenir les prolétaires dans l'obéissance.

C'est, en Italie, le féroce régime du bandit Mussolini, en Espagne celui de Primo de Rivera. En Roumanie, Pologne, Bulgarie, Grèce, dictatures aussi sanglantes. Dans les autres nations réputées démocratiques, le pou-

voir glisse peu à peu vers un régime dictatorial. Naturellement, partout, la situation politique, économique ou financière est prise comme prétexte. Les dictateurs se présentent toujours comme des sauveurs.

En Russie, la dictature a pris une autre figure, celle dite du prolétariat. Mais c'est absolument la même chose, la question de terminologie mise à part. Par une duperie jésuitique, on l'a dénommée dictature du prolétariat. Comme s'il était possible à des millions d'humains d'exercer le pouvoir. La dictature du prolétariat est un mensonge au même titre que la souveraineté du peuple, dans le régime parlementaire. Le prolétaire de Russie y joue le même rôle que l'électeur en France, Angleterre, ou ailleurs. On exerce le pouvoir en son nom, contre lui, en lui supprimant toute liberté, en le terrorisant systématiquement. Mensonge des formules politiques !

En réalité, cette dictature du prolétariat consiste dans un état politique où le pouvoir est despotiquement exercé par un petit groupe d'hommes, de dictateurs, qui se sont arrogé le droit, par la ruse et la violence, de diriger toute une nation, et n'hésitent pas à faire supprimer tous ceux qui sont ou pourraient devenir une menace pour leur pouvoir.

On a dit, pour la justifier, presque pour l'excuser, que la dictature était une nécessité, mais qu'elle n'était que provisoire. Or, ce « provisoire » dure toujours. Ceux qui détiennent le pouvoir et s'en servent pour leur profit et ambition personnels, n'ont garde de le lâcher. Au contraire, ils s'y cramponnent, et comme toute latitude leur est laissée d'exterminer leurs concurrents ou adversaires, ils n'ont garde de les laisser se développer.

Comme tout organisme, la dictature tend à se perpétuer et à se fortifier. Elle ne disparaît jamais d'elle-même. Un retour plus ou moins long à l'ancien régime ou une autre révolution peuvent seuls terminer l'ère des dictatures.

En réalité, comme l'expérience nous le démontre, la dictature, régime de transition, est surtout une transition entre l'époque révolutionnaire qui a culbuté les institutions autoritaires et la réinstauration de ces mêmes institutions, plus ou moins camouflées.

Dès lors qu'une dictature peut s'implanter et grandir, c'est que l'esprit révolutionnaire est en décadence, c'est que la révolution est finie.

Il suffit de comparer ces deux régimes dictatoriaux : celui de Russie et celui d'Italie pour être frappé de leur ressemblance, de leur similitude.

De part et d'autre, un pouvoir usurpé par la violence ; un pouvoir ne se soutenant que par la terreur. Mêmes procédés gouvernementaux, même mépris des masses populaires. Les élections, dans les deux pays, ne sont qu'une farce destinée à donner le change aux aspirations démocratiques. En réalité, les élus, les représentants du peuple sont désignés par la dictature.

En Italie comme en Russie, interdiction complète de la liberté d'opinion ; la presse muselée, le droit de réunion supprimé, la liberté d'association anéantie. Dans les deux pays, répression féroce contre les adversaires du régime.

Grâce à la dictature mussolinienne, le capitalisme pille impunément la classe ouvrière italienne. Grâce à la dictature bolcheviste, le capitalisme reprend pied en Russie, et peu à peu la domine.

La révolution russe ayant été plus profonde et vigoureuse que l'occupation des usines en Italie, on met un peu plus de temps à refouler l'esprit révolutionnaire et rétablir le règne de la ploutocratie. C'est la seule différence. Et puis, en Russie, le retour pur et simple au capitalisme se complique de questions épineuses : création d'une nouvelle bourgeoisie au détriment de l'ancienne, légitimation des nouveaux maîtres, anciennes

dettes tsaristes, etc... A peu près ce qui s'est passé en France, après 1789. Les expropriés ne pardonnent pas aux usurpateurs, et il faut un certain temps à ces deux catégories pour s'entendre... sur le dos du public.

Bref, en tous pays et à toute époque, la dictature n'a été qu'un régime d'autorité comme les autres, se distinguant seulement par plus de brutalité et de violence. Elle est le procédé utilisé par les classes régnautes pour refouler les peuples dans la soumission, lorsque les peuples veulent s'émanciper.

Tant qu'une dictature sera possible, c'est que le peuple ne sera pas mûr pour la liberté ; c'est que la lâcheté et la peur seront encore les déterminantes de l'esprit social.

C'est pourquoi les anarchistes combattent toutes les dictatures, quelles qu'elles soient, et font tous leurs efforts pour détruire l'idée d'autorité dans les cerveaux. — Georges BASTIEN.

DIEU n. m. La nature de Dieu et ses rapports avec le monde furent et sont conçus de diverses manières par les différents systèmes philosophiques et religieux. Le concept de Dieu comme Etre suprême est commun à presque toutes les religions et à presque tous ces systèmes ; mais cet Etre peut être conçu comme créateur du monde (*créationnisme*) ou comme l'ordonnateur de la matière, existante *ab æterno* comme lui, et qui, pour ordonner, se sert d'un intermédiaire (*demiurgo*). Il peut être conçu comme inhérent au monde avec la substance duquel il est indissolublement identifié (*panthéisme*) ou comme en dehors de l'univers, duquel il est substantiellement distinct ; on peut lui nier toute action sur le monde et sur l'homme (*déisme épicurien*) et on peut en faire une entité personnelle, intelligente, qui intervient incessamment dans les événements naturels et humains (*providence*) ; on peut croire en une divinité seule et unique (*monothéisme*) ou bien en une unique divinité en trois personnes, comme dans le *mystère catholique de la Trinité*, ou en deux divinités, l'une représentant le principe du bien, l'autre le principe du mal (*dualisme*, *manichéisme*) ou en plusieurs divinités pourvues d'attributs divers et disposées hiérarchiquement (*polithéisme*) ; on peut croire que son existence n'a pas besoin d'être prouvée en tant que le dessein de Dieu est créé avec la nature intelligente, de sorte qu'elle est le fondement de toute autre connaissance (*ontologisme*), ou on peut estimer le cerveau humain incapable de démontrer cette vérité, qu'il doit recevoir de la révélation (*révélationnisme*) et de la tradition qui la transmet (*traditionnalisme*) ; ou on peut, au contraire, en démontrer l'existence avec des arguments *a priori* (ontologiques, idéologiques, moraux) ou avec des arguments *a posteriori* (métapsychiques, théologiques, cosmologiques).

Il est intéressant d'examiner comment Dieu fut conçu par les principaux philosophes. Pour Platon, c'est l'*idée du Bien*, l'idée la plus élevée, à laquelle toutes les autres sont subordonnées comme moyen et, partant, la cause finale de tout ce qui peut arriver. Pour Aristote, c'est le *premier moteur immobile*, qui met en mouvement chaque chose non par impulsion mécanique mais par l'irrésistible attraction de sa beauté ; c'est une activité qui réside purement en elle-même, ou bien la pensée pure, qui ne demande rien d'autre comme objet, mais qui possède un contenu toujours égal : donc la pensée de la pensée. Aristote jette les bases du monothéisme spirituel ; puisque Dieu est mis comme Etre auto-conscient, distinct du monde et comme l'élément immatériel. Pour les stoïques, il est la force originelle universelle, dans laquelle sont contenues et la causalité et la finalité de tout ce qui existe et de tout ce qui peut advenir ; comme force productive et formatrice, Dieu c'est la *raison séminale*, le principe de la vie, qui se

déroule dans la multiplicité des phénomènes et, dans cette fonction organique, Dieu est aussi la raison qui crée et guide vers un but déterminé. De là, face à tous les processus particuliers, il est la providence souveraine. Dans le néo-platonisme il est l'Etre primitif absolument transcendant, l'unité parfaite, supérieure aussi à l'esprit, infini, incompréhensible, inexprimable. Pour saint Augustin, il est l'unité absolue, la vérité qui embrasse tout, l'Etre suprême, la suprême beauté, le bien suprême. Pour Scotus Trigena, c'est l'essence substantielle de toutes les choses en tant qu'il possède en lui-même les vraies conditions de l'Etre. Pour Nicolò Cusano, c'est l'unité de tous les opposés, l'absolue réalité, en qui les possibilités sont réalisées comme telles, pendant que chacun des nombreux finis est seulement possible en soi, et réel seulement pour lui. Dans chacune de ses manifestations, le *Deus implicitus* unique est aussi le *Deus explicitus* diffusé dans la multiplicité, le fini et l'infini, le maximum et le minimum. Pour Böhme, c'est le premier principe et la cause du monde lequel n'est que l'essence de Dieu même faite créature ; pareillement pour Giordano Bruno, Dieu est la cause formelle, efficiente et finale de l'univers, l'artiste qui agit sans intervention et qui transforme son intérieur en vie vigoureuse. Pour Descartes c'est « *l'ens perfectissimum* », l'être infini que l'esprit humain comprend avec une certitude intuitive dans son propre être imparfait et fini. Pour Spinoza, c'est l'essence universelle des choses finies, « *l'ens-realissimum* », possédant une infinité d'attributs, mais qui n'existe que dans les choses comme leur essence générale, et dans lequel toutes les choses existent, comme manières de sa réalité. Pour Malebranche, Dieu c'est le *lien des esprits*, comme l'espace est le lien des corps ; toute connaissance humaine est une participation à la raison infinie, toutes les idées des choses finies ne sont que déterminations de l'idée de Dieu, tous les désirs tournés à l'individuel ne sont que participations à l'amour de Dieu comme principe de l'être et de la vie. Pour Leibnitz c'est la *monade centrale*, la monade suprême dans la série ininterrompue qui va des plus simples jusqu'aux esprits et qui, pour cela, représente l'univers en toute la clarté et la distinction. Pour Fichte c'est le *Moi universel*, absolument libre, l'ordre moral du monde. Pour Scheiermacher, c'est l'*identité de la pensée avec l'être* ; et qui, comme tel, ne peut être objet ni de la raison théorique, ni de la raison pratique, mais qui, cependant, constitue le but absolu de la pensée. Pour Schelling, c'est la raison absolue ou l'*indifférence* de nature ou d'esprit, d'objet et de sujet, parce que le principe plus haut ne peut être déterminé ni réellement ni idéalement, et en lui doivent disparaître tous les contrastes. Pour Hegel, c'est l'esprit absolu, l'idée dont les déterminations constituent le développement du monde. — C. BERNER.

BIBLIOGRAPHIE. — S. Reinach, *Der Ursprung des Gottesidee*, 1912 ; Allen, Grant, *The evolution of the idea of God*, 1897 ; J. Alleux, *Les preuves de l'existence de Dieu*, « Revue néo-Scholastique », mai-août 1907 ; E. Le Roy, *Comment se pose le problème de Dieu*, « Revue de métaphysique et de morale », juillet 1907 ; Schiffacher E., *L'idée de Dieu et l'idée du Cosmos*, « Revue de philosophie », juin 1907.

DIFFAMATION n. f. Action de diffamer, de porter atteinte à la réputation de quelqu'un ; décrier, attaquer une personne, par l'écrit, par la parole ; user d'injures outrageantes, d'expressions méprisantes, d'injures, ne reposant sur aucune raison, sur aucun fait précis, pour nuire à un individu, à un corps, à une organisation quelconque.

La diffamation est un procédé ignoble, abject, qui est employé par tous ceux qui, défendant une mauvaise

cause, et n'ayant rien à reprocher à leurs adversaires, usent du mensonge et de la calomnie pour les discréditer.

La diffamation est une arme terrible, contre laquelle il est parfois difficile à se défendre, car elle est maniée avec dextérité par toute une armée de jésuites malfaisants. Michel Bakounine, le grand révolutionnaire, qui sacrifia toute sa vie à la cause des opprimés, eut toute son existence empoisonnée par les diffamateurs à la remorque de Karl Marx, dont il était le plus énergique adversaire. Rien ne lui fut épargné, et malgré l'action perpétuelle qu'il menait au sein des divers mouvements révolutionnaires de l'Europe entière, Karl Marx, espérant se débarrasser de lui, n'hésita pas à faire courir le bruit que Bakounine était un agent provocateur au service de la police tsariste.

Dans les milieux anarchistes, on ne prend pas de mesures assez vives contre les diffamateurs. Si le mouvement libertaire a périclité, la diffamation n'est pas sans avoir joué un grand rôle dans cette décadence. En effet, de quelque côté que l'on se tourne, le communiste libertaire ne rencontre que des adversaires qui s'acharnent sur lui et cherchent à le détruire.

La bourgeoisie d'abord, qui craint l'action désintéressée des révolutionnaires sincères et logiques, s'est emparée de la diffamation et est arrivée à un résultat appréciable en faisant courir le bruit que les Anarchistes étaient des bandits et des voleurs, qui, pour leur bien-être particulier, et pour satisfaire leur soif de jouissance, se jetaient dans le crime et dans le meurtre. D'autre part, les partis « d'avant-garde », qui se réclament du prolétariat et ont la crainte de l'influence que les Anarchistes peuvent exercer sur les masses, poursuivent leur œuvre de diffamation en déclarant que les Libertaires sont payés par la réaction, alors qu'ils démasquent les politiciens de la sociale qui spéculent sur l'ignorance et la bêtise populaires.

Méfions-nous des diffamateurs, ils sont nombreux et dangereux ; ils pénètrent partout, on les rencontre sur tous les chemins ; accomplissant leur travail de désagrégation, salissant de leur bave l'être indépendant, sincère et dévoué, ils ne méritent que le mépris de l'homme probe, honnête et généreux, et il faut les dénoncer et les combattre avec la dernière énergie.

DIFFUSION n. f. (du latin *diffusio*). Action de se répandre, de s'étendre. La diffusion du son ; la diffusion de la lumière.

Au figuré, diffusion est synonyme de propagation. On dit : la diffusion d'une idée, d'un principe, des livres, des richesses, etc., etc...

« De la diffusion des idées anarchistes dépend l'avenir de l'humanité. » De même que l'air, la lumière, les idées sont indispensables à l'homme, car elles sont un facteur d'évolution et lui permettent d'améliorer son sort ; c'est grâce à elles qu'il a su s'élever au-dessus de l'animal et, en certaines occasions, triompher de la brutalité indifférente de la nature.

Pourtant, toutes les idées ne sont pas bonnes, et nous savons que ce sont des idées fausses qui régissent de nos jours les collectivités. Le monde est gouverné en vertu de principes archaïques, desquels il doit se libérer. Or, ce n'est que par la diffusion des idées saines, logiques, raisonnables, que l'humanité et la civilisation arriveront au but qu'elles poursuivent, et les idées anarchistes, véhiculant des principes de libération sociale, doivent être diffusés aux quatre coins du monde, pour permettre aux hommes, d'atteindre au plus haut degré de perfection possible.

La diffusion des idées anarchistes est rude et pénible ; car, pour les semer, il faut s'attaquer à tous les préjugés emmagasinés depuis toujours dans le cerveau d'individus, qui, conservateurs par essence, ont la

crainte de toute innovation, même si celle-ci doit leur apporter la quiétude et le bonheur.

Néanmoins, petit à petit, l'œuvre s'accomplit. Ce n'est jamais en vain que l'on ensemence un terrain. La terre est parfois dure à labourer, et longue à produire ; mais un jour vient où l'on est généreusement payé de son labeur. Les idées anarchistes font leur chemin ; elles pénètrent partout et déjà leur influence s'exerce dans toutes les classes de la société. Que chacun se mette à la tâche. C'est aux jeunes de s'atteler à la besogne et de diffuser, à l'usine, à l'atelier, au bureau, au champ, les idées nobles et belles qui nous animent et qui nous sont inspirées par le désir de vivre en paix et heureux, au milieu d'une collectivité fraternelle et libre.

DIGNITÉ n. f. (du latin *dignitas*). La dignité est le respect de la personnalité d'autrui et de soi-même ; elle se manifeste par la réserve, la mesure que l'on observe en toute occasion, et surtout dans les rapports que l'on entretient avec ses semblables.

On se demande pourquoi le mot « dignité » sert aussi à désigner les fonctions honorifiques de certains individus, car un homme qui a de la dignité, est un homme valeureux, posé, utile, sociable, alors que ceux qui sont élevés en dignité, sont le plus souvent des êtres nuisibles. Ne jugeons jamais un homme d'après les apparences, car trop fréquemment, « nous jugeons d'un homme élevé en dignité, non selon sa valeur, mais à la mode des jetons, selon la prérogative de son rang » (Montaigne).

Il faut, pour conserver sa dignité, être pondéré en toute chose. Un ivrogne perd sa dignité, et ne peut exercer aucune autorité ou influence morale sur son entourage. L'homme violent, querelleur, batailleur, est également incapable de conserver sa dignité, en un mot, on peut dire que l'habitude de certains vices est incompatible avec la dignité.

Dans la lutte sociale et dans les conflits qui éclatent périodiquement entre employeurs et employés, exploités et exploités, ces derniers ne doivent jamais manquer de dignité et, sans faire montre d'arrogance, ils doivent se considérer comme les égaux de ceux qui vivent de leur travail en les exploitant et se refusent à leur accorder le salaire indispensable à la vie. Le travail est une source de dignité et, par conséquent, il n'y a pas lieu de se croire inférieur parce qu'on travaille : bien au contraire. C'est l'oisiveté qui est indigne, et l'homme qui s'y livre ne mérite pas le respect de ses semblables.

DIGRESSION n. f. (du latin *digressio*). La digression est la partie d'un discours ou d'un ouvrage qui s'écarte du sujet et occupe l'auditeur ou le lecteur par une question ou un objet étrangers au sujet traité. Faire une digression. Tomber dans de perpétuelles digressions.

Lorsqu'elle est traitée de façon convenable, la digression est agréable et utile car elle repose l'auditeur ou le lecteur d'une attention soutenue ; mais il faut rester dans la juste mesure, sans quoi un discours ou un écrit deviendraient diffus et la digression exagérée semble de la divagation.

Ne nous égarons donc jamais dans des digressions, et si nous en usons dans nos discours, dans nos articles, dans nos ouvrages, faisons-le avec méthode, avec art et ne nous servons pas de digressions déplacées, qui, loin d'agrémenter le sujet que l'on traite, fatigue celui qui nous écoute ou qui nous lit, et lui fait perdre le fil de l'exposé qui lui est soumis.

DILEMME n. m. (du latin *dilemma*, formé du grec ; *dis*, deux fois et *lambano*, je prends).

Le dilemme est un argument qui présente une alternative de deux propositions, de façon à ce que l'on soit nécessairement confondu, quelle que soit la supposition que l'on choisisse.

Empruntons au Larousse un exemple de dilemme. On dit à un soldat qui a laissé passer l'ennemi : « Il faut que tu aies quitté ton poste ou que tu aies volontairement livré le passage. Si tu as quitté ton poste, tu mérites la mort. Si tu as livré le passage, tu mérites encore la mort. Donc, dans tous les cas, tu mérites la mort. »

Protagoras, le sophiste d'Abdère, a laissé un modèle de dilemme dans le procès qu'il intenta à l'un de ses élèves. Le maître avait convenu d'apprendre l'éloquence à son disciple moyennant une certaine somme, payable moitié à l'avance et l'autre moitié à la première cause que l'élève défendrait avec succès. Comme, selon Protagoras, l'élève tardait à plaider, ne trouvant sans doute pas de cause, le maître le cita en justice et se tint ce raisonnement : « Ou la sentence me sera favorable, ou elle me sera tout à fait contraire. Dans le premier cas, mon élève doit me payer ; dans le second, il gagne son procès et, aux termes de notre convention, il est mon débiteur. » Mais le disciple avait profité des enseignements et des leçons de son professeur, et il répondit : « Si les juges me donnent raison, je ne vous dois plus rien ; s'ils la donnent à vous, je perds ma première cause et notre première clause m'absout. »

On prétend que les juges, embarrassés, remirent le prononcé du jugement à cent ans.

Nous voyons, par les deux exemples qui précèdent, que le dilemme nous enferme dans un cercle vicieux duquel il est impossible de s'échapper. Si le dilemme est une adresse de l'esprit, un argument employé pour réduire une proposition à l'absurde, il n'en est pas moins usé très fréquemment et les individus s'y laissent prendre comme des oiseaux à la glu.

Prenons en exemple les pacifistes guerriers qui spéculent sur les morts et jouent sur la guerre défensive et la guerre offensive. « Vous êtes Anarchistes et, par conséquent, vous défendez des principes de liberté absolue, nous disent-ils. Or, si la France est attaquée, et si les « ennemis » sont victorieux, vous serez, ainsi que toute la population, asservis et courbés sous le joug du vainqueur ; et, si vous prenez les armes, vous serez en contradiction avec vous-mêmes. D'une manière comme d'une autre, vous ne pouvez agir en Anarchistes, et, par conséquent, l'Anarchisme est une doctrine ridicule. » Politiquement, et surtout dans les périodes de bataille électorale, on se plaît à nous enfermer dans un dilemme, et ce sont surtout nos adversaires de gauche qui agissent ainsi. Ils nous disent : « Si vous ne votez pas, vous permettez à la réaction de triompher, car vos voix viendraient grossir le nombre d'élus socialistes et communistes ; mais si vous votez, en vertu même de vos principes, vous vous nommez un « maître », et vous n'êtes pas Anarchistes ; alors ? »...

Alors, et particulièrement dans les réunions contradictoires, il faut faire attention de ne pas se laisser enfermer dans un dilemme, et avoir soin de bien établir le sujet que l'on traite, car, malheureusement, les raisonnements par l'absurde abondent, et le peuple, dans sa naïveté et sa simplicité, ne s'aperçoit pas qu'on se joue de lui, et se laisse prendre par ces arguments illogiques et captieux.

DILETTANTISME. Dilettante est un mot italien qui signifie « amateur » et il fut, à l'origine, appliqué spécialement aux amateurs de musique, et surtout de musique italienne. Le dilettantisme, était donc l'amour passionné de la musique italienne, et n'était pas pris en mauvaise part.

De nos jours, le mot dilettantisme a une signification beaucoup plus étendue et sert à marquer le caractère de celui qui s'occupe d'une chose superficiellement, en amateur, sans être profondément attaché à cette chose.

Les dilettantes sont nombreux et pénètrent partout ; il y en a en peinture, en littérature, en musique et aussi en politique ; ces derniers sont les plus dangereux, car on peut les considérer comme les parasites d'un mouvement.

En politique, le dilettante est dangereux ; non pas qu'il soit un mauvais garçon cherchant à nuire à ses compagnons ou à les trahir, mais parce que ses opinions sont à fleur de peau et que, d'ordinaire, il ne veut, en aucun cas, sacrifier sa quiétude et sa tranquillité pour les soutenir et les défendre. En politique — et nous n'employons pas le mot politique au sens péjoratif — il ne faut pas agir en amateur, mais aller jusqu'au bout de ses idées. Quand on participe à un mouvement et plus particulièrement lorsque celui-ci est un mouvement d'avant-garde, il ne s'agit pas de le faire en guise de divertissement et de se dérober quand le moment est venu de prêter son action, de la joindre à celle de ses camarades. Agir ainsi, c'est commettre une indécatesse vis-à-vis des compagnons qui comptaient sur une force et qui voient celle-ci leur échapper. C'est pour cette raison que le dilettante est dangereux.

Il y a, malheureusement, quantité de gens qui, par inconscience ou indifférence, ne se rendent pas compte de la portée de leurs gestes et de leurs actions, et de la répercussion qu'ils peuvent avoir, et c'est pourquoi on rencontre tant d'individus qui se réclament d'une idée ou d'une autre, par dilettantisme, parce que cela pose ou sonne bien à l'oreille.

Il fut un temps où l'on se disait anarchiste par snobisme, où il était bien porté de faire montre d'une certaine indépendance, et les cercles bourgeois accouchaient d'un nombre incalculable de jeunes Anarchistes : des dilettantes, qui s'évanouirent avec une rapidité vertigineuse lorsqu'il devint dangereux de se réclamer de l'Anarchisme.

Méfions-nous donc des dilettantes, on ne peut compter sur eux. S'il est permis de faire du dilettantisme, en sport, en littérature, etc..., le mouvement social n'est pas un amusement mais une chose sérieuse, qui a besoin d'hommes d'action, réfléchis et sincères, et non pas de dilettantes avides de discussion et à la recherche de gymnastique cérébrale ou de spéculation intellectuelle.

DILETTANTISME n. m. (du mot italien : *dilettante*). Le dilettantisme est le goût prononcé pour un art ou un genre d'activité auquel on s'intéresse avec passion, sans toutefois le pratiquer. Le dilettante, par son caractère, s'apparente à l'amateur, mais avec quelque chose de plus intellectuel, élégant et raffiné.

Le mot dilettante ne servait guère à désigner, à l'origine, que les amateurs de musique, mondains et désœuvrés. A présent, par extension, ce qualificatif s'applique à tous les gens qui, dans le domaine de la philosophie, des beaux-arts, de la littérature, ou même de l'action sociale, se comportent de façon analogue.

Il est des dilettantes de la religion, de la charité, de la politique, voire de la révolution prolétarienne.

L'écrivain Joris Karl Huysmans, qui a laissé une œuvre unique, et fut un des plus remarquables et des plus consciencieux littérateurs de la fin du XIX^e siècle, fut un dilettante du mysticisme catholique. Plus artiste que philosophe, ayant en horreur la plupart des milieux où se complaisaient ses contemporains, il fut séduit par l'art admirable des cathédrales et des chants liturgiques, la sérénité des cloîtres, jusqu'à se croire touché de la grâce divine et se réfugier, pour un

temps, chez les Trappistes. Mais, tout en faisant l'éloge de ces derniers, et déclarant envier la sainteté de leur existence, il ne tarda pas à retourner à ses habitudes. Son héros Durtal — que l'on devine n'être que lui-même — avoue honnêtement que l'agitation de Paris ne lui paraît point, en fin de compte, sans saveur, et qu'il est trop attaché à l'indépendance de sa plume et à la fumée des cigarettes, pour se contraindre définitivement à la vie monastique. Il passe sous silence l'attrait des jolies filles, mais on croit comprendre que cette omission n'est pas le fait du destin.

Lors de la période héroïque de l'anarchisme, de 1890 à 1894, la série des attentats perpétrés par des hommes d'une audace extraordinaire, agissant seuls, et revendiquant hautement devant les juges leurs responsabilités, eut le don d'enthousiasmer nombre de poètes, plus épris de la noble attitude des terroristes que de leurs objectifs de transformation sociale, et qui exaltèrent l'insurrection, moins par amour de la classe ouvrière que par haine des laideurs bourgeoises.

Leur état d'esprit se retrouve et se résume en cette phrase de Laurent Tailhade — qui, pourtant, payait parfois de sa personne — « Qu'importe la mort des vagues humanités, si le geste est beau ! »

Mais la Révolution grandiose sur laquelle on comptait ne se produisit point. Et quand les esthètes se trouvèrent en présence de l'œuvre patiente des Bourses du Travail, et des magasins d'épicerie de la Coopération, parmi la triste foule des exploités, ils s'en allèrent un à un, ils reprirent goût aux forêts ombreuses et aux belles étoffes.

Il en est de même pour beaucoup d'admirateurs du métier des armes, qui se sentent très sincèrement l'âme valeureuse, et seraient prêts à donner leur vie, lorsqu'ils contemplent des régiments à la parade, marchant musique en tête et tous étendards déployés, mais ne tiendraient pas quinze jours dans une caserne, sans être découragés par l'ennui morne que l'on y respire, par les relents de pieds douteux, de rogatons et de vieux cuir que l'on y flaire en permanence.

Le dilettante n'est pas à confondre avec le snob. Ce dernier n'a d'autre aspiration que de suivre la mode, et de paraître ainsi à la page, même lorsqu'en secret il l'apprécie peu. Le dilettante, au contraire, ne dédaigne point le paradoxe, et ce à quoi il s'attache il l'aime vraiment, quoique d'une façon un peu trop légère et superficielle.

On dit souvent que des gens ont les défauts de leurs qualités. La réciprocité est vraie. On peut dire que le dilettantisme a les qualités de ses défauts. S'il ne compte à son actif ni la puissance de travail, ni la vocation du sacrifice, ni même l'énergie qui permet un effort régulier, il a pour lui fréquemment trois mérites non négligeables : la franchise poussée jusqu'au cynisme ; la modestie portée jusqu'au dénigrement de soi ; et le désintéressement tout court. Un nombre impressionnant d'hommes d'action ne seraient même pas, en effet, des dilettantes du but qu'ils poursuivent, s'ils n'étaient poussés dans la voie qu'ils ont adoptée par ces deux grands facteurs d'énergie : l'orgueil et l'intérêt.

Ce n'est ni dans l'hypocrisie, ni dans la vénalité, qu'il faut chercher l'origine du dilettantisme, mais bien plutôt dans l'indolence contemplative, résultat fréquent de l'aisance assurée, et dans cette indécision, ce scepticisme briseur de vaillance qui, avec un tempérament d'artiste, prompt à l'emballement, mais rebelle aux tâches prolongées et rebutantes, est souvent l'apanage des intellectuels.

Pour faire œuvre sociale, au mépris de sa vie et de sa liberté, il faut une foi ardente. Il n'est pas très surprenant que puissent se trouver, jusque dans les

milieux révolutionnaires, de simples sympathisants qui, tout en approuvant la révolte des miséreux et la philosophie dont elle se réclame, conservent néanmoins trop de doutes sur les résultats immédiats que l'on en peut attendre pour être capables d'autre chose que d'une contribution d'amitié à la tâche commune.

Les dilettantes non douteux n'aiment guère que l'on use de ce terme à leur adresse, parce qu'il comporte toujours quelque dédain. Ceux qui se font gloire d'être des dilettantes ne le sont le plus souvent qu'en apparence. La philanthropie bourgeoise et le cabotinage politique ont si fréquemment pincé de la guitare humanitaire pour des entreprises qui n'avaient rien de généreux ; tant de pédants insupportables se sont ridiculisés avec d'excessives prétentions, que des méticuleux, impatientés, en arrivent à éprouver quelque pudeur à emprunter leur langage.

Zo d'Axa, qui fut l'animateur du premier journal « L'Endehors », en 1892, et l'un des plus verveux pamphlétaires de l'époque héroïque, se définissait lui-même : « Celui que rien n'enrôle et qu'une impulsive nature guide seule... » Il déclarait mépriser toute étiquette, même celle d'anarchiste, et se préoccuper assez peu du plan qu'adopterait la société future. Il prétendait ne batailler que pour la joie d'exprimer librement ses aspirations et ses rancœurs. Au cours d'un article, il évoqua ce que pourraient être ses derniers instants si, condamné à mort, il était conduit à l'aube devant la guillotine. Et il concluait, en annonçant qu'il s'abstiendrait de crier : Vive... quoi que ce fût. Il se contenterait de savourer la dernière bouffée de sa cigarette !

Mais Zo d'Axa subit avec bonne humeur et courage l'emprisonnement et les persécutions. Et lorsque, ayant écrit tout ce qu'il avait à faire connaître, il se retira, prématurément peut-être, de la lutte sociale, c'est qu'il préférerait briser sa plume plutôt que de la faire servir à une médiocre prose, ou de la vendre pour trente deniers. — JEAN MARESTAN.

DIME n. f. (du latin *decima*, dixième partie d'une chose). La dime était, avant 89, la partie des récoltes que les paysans étaient obligés de céder à l'église ou aux seigneurs, et cette redevance s'élevait approximativement à la dixième partie de la terre imposée. Elle fut abolie par la grande révolution française, ou tout au moins elle changea de nom et de forme, car, si, de nos jours, l'impôt se perçoit sous une apparence moins brutale, ce dernier est une dime qui est prélevée directement ou indirectement par le capital sur le producteur.

La dime se divisait en plusieurs catégories ; il y avait d'abord la dime ecclésiastique, qui fut, à son origine, volontaire, mais fut rendue obligatoire par l'empereur Charlemagne, en 794, pour n'être supprimée qu'en 1789. La dime seigneuriale était celle prélevée au profit de la noblesse, et la dime royale, allait remplir les coffres du monarque. Ces diverses sortes de dimes se subdivisaient à leur tour en dimes *réelles*, *personnelles* et *mixtes*.

Les dimes réelles, les plus importantes, étaient celles perçues sur les produits comme le blé, le vin, le bois, les légumes, etc..., les dimes personnelles étaient prélevées sur le travail, l'industrie, le négoce, la chasse, la pêche, et les dimes mixtes étaient celles qui provenaient en partie de l'industrie et en partie de la terre.

En un mot, la dime était la contribution obligatoire du peuple à qui l'on imposait toutes les charges de l'Etat, et l'entretien de toute l'armée de parasites composée par les gens d'église ou de « noblesse ».

On conçoit que la perception de la dime ne s'effectuait pas sans soulever la protestation du peuple, dont les champs étaient fréquemment ravagés par les

guerres, et qui, la plupart du temps, n'arrivait pas à produire suffisamment pour ses propres besoins. Mais l'Eglise qui, à travers l'histoire, n'a jamais eu d'autre but que d'assurer aux puissants et aux riches le bien-être et les jouissances, usait de son autorité et de son influence pour soumettre le pauvre paysan pressuré ; c'est ainsi, par exemple, que le concile de Châlons ordonna que « tous ceux qui, après de fréquentes admonitions et prières, auraient négligé de donner la dîme au prêtre, seraient excommuniés ». En une époque, où l'ignorance était profonde dans le peuple, on comprend de suite ce que représentait cette menace. L'Eglise n'alla-t-elle pas jusqu'à stipuler que la dîme était un droit divin ; et y a-t-il vraiment lieu de s'étonner lorsque l'on sait qu'aussi loin que nous puissions plonger dans le passé, Dieu ne fut qu'un moyen employé par les maîtres pour asservir les esclaves ?

Voltaire, dans une de ses études sur la dîme, nous conte cette aventure, puisée dans le Talmud de Babylone : « Une veuve n'avait qu'une brebis ; elle voulut la tondre ; Aaron vient, qui prend la laine pour lui ; elle m'appartient, dit-il, selon la loi : *Tu donneras les prémices de la laine à Dieu*. La veuve implore la protection de Coré. Coré va trouver Aaron. Ses prières sont inutiles ; Aaron répond que par la loi, la laine est à lui. Coré donne quelque argent à la femme, et s'en retourne plein d'indignation. Quelque temps après, la brebis fait un agneau ; Aaron vient et s'empare de l'agneau. La veuve vient encore pleurer auprès de Coré, qui veut en vain fléchir Aaron. Le grand prêtre lui répond : « Il est écrit dans la loi : *Tout mâle premier né de ton troupeau appartiendra à ton Dieu*. » Il mangea l'agneau et Coré s'en alla en fureur. La veuve, au désespoir, tue sa brebis. Aaron arrive encore ; il en prend l'épaule et le ventre ; Coré veut encore se plaindre. Aaron lui répond : « Il est écrit : *Tu donneras l'épaule et le ventre aux prêtres*. » La veuve, ne pouvant plus contenir sa douleur, dit *anathème* à sa brebis. Aaron, alors, dit à la veuve : « Il est écrit : Tout ce qui sera *anathème* dans Israël sera à toi. » Et il emporta la brebis tout entière. » Et Voltaire de conclure : « Ce qui n'est pas si plaisant, mais fort singulier, c'est que, dans un procès entre le clergé de Reims et les bourgeois, cet exemple, tiré du Talmud, fut cité par l'avocat des citoyens. Gaulmin assure qu'il en fut témoin. Cependant, on peut leur répondre que les décimateurs ne prennent pas tout au peuple ; les commis des fermes ne le souffriraient pas. Chacun partage, rois et prêtres, le bien du pauvre peuple, auquel il ne reste rien » (Voltaire).

Cependant, malgré sa puissance, l'Eglise ne fut pas toujours capable d'arrêter l'élan de colère du peuple ; tyrannisé, torturé, volé, brutalisé, par la noblesse de robe ou d'épée, soutenue dans toutes ses actions par le clergé, qui bénéficiait du brigandage et de la terreur qui s'exerçaient sur la population.

« La faim fait sortir le loup du bois » dit un vieux proverbe, et les habitants de la campagne, à certaines époques, acculés à la misère la plus noire, n'eurent d'autres ressources que de sortir de leur passivité et de se révolter contre ceux qui étaient la cause de leurs souffrances.

La Jacquerie, qui eut lieu au ^{xv}^e siècle, fut un de ces formidables mouvements qui éclatèrent en France, en raison des ravages exercés par les seigneurs. Non seulement le peuple était obligé de payer les frais des combats que se livrait la noblesse, mais le plus souvent le campagnard n'avait même pas la possibilité de semer et de récolter. Les hommes d'armes détruisaient tout sur leur passage, et le paysan, que, par dérision, on appelait Jacques Bonhomme, se réfugiait sous la terre avec sa famille, d'où la faim le dénichait, cepen-

dant que la noblesse faisait ripaille, après avoir râflé toutes les maigres ressources de la paysannerie.

« Cependant », dit Michelet, la souffrance exalta enfin ces vilains qui se laissaient frapper ; le jour de la vengeance arriva, et les paysans payèrent à leurs seigneurs un arriéré de plusieurs siècles. En 1358, le 28 mai, les habitants de quelques villages des environs de Clermont, en Beauvoisis, s'assemblèrent et firent le serment de détruire tous les nobles de France. Ils prirent pour chef un paysan nommé Guillaume Caillet ou Jacques Bonhomme. Armés seulement de bâtons ferrés, ils forcèrent un château voisin, et massacrèrent le châtelain, sa femme et ses enfants. Ce fut le signal de l'insurrection et des massacres. Tous les paysans prirent leurs couteaux, leurs cognées, leurs socs de charrues, coupèrent des bâtons dans les bois pour en faire des piques, et coururent sus aux nobles, assaillant ces châteaux devant lesquels ils avaient si longtemps tremblé, les emportant d'assaut, tuant tout ce qu'ils y trouvaient, et y mettant le feu. En peu de jours, l'insurrection se répandit dans tous les sens comme l'incendie qui court sur une campagne couverte d'herbes sèches. Nulle part, les nobles n'essayaient de se défendre » (Michelet).

Il serait inexact de prétendre que la dîme, l'impôt, le prélèvement effectué par le riche sur le pauvre, fut la cause unique de la Jacquerie ; l'arrogance, le mépris du noble pour le manant joua également un rôle dans la révolte paysanne du ^{xv}^e siècle, mais il est certain que c'est surtout la misère qui détermina le paysan à s'insurger, et que cette misère était consécutive à la grosse part que le prêtre et le seigneur exigeaient du paysan.

Même la « Fronde » qui, de 1643 à 1653, divisa la France en deux camps, et qui ne fut, à l'origine, qu'un complot organisé par une certaine partie de la noblesse contre le cardinal Mazarin, ne rencontra la sympathie populaire que grâce au mécontentement soulevé par les nouveaux impôts rendus nécessaires par les nombreuses guerres présentes et passées.

Lorsque l'on analyse les divers mouvements de révolte populaire, on remarque qu'à la base de tous ces mouvements, il y a la misère, et que peu d'insurrections ou de révolutions ont été provoquées par des causes purement morales. Il est vrai que tout s'enchaîne et que la misère du peuple entraîne les gouvernements à user d'autorité, par crainte de soulèvement, et qu'en conséquence, lorsqu'elle n'est pas un facteur de révolte, elle est une source de bassesse et d'esclavage.

On peut donc dire, sans craindre de se tromper, que toute révolution, quelles qu'en soient les apparences, ont pour cause directe l'état misérable de la population, et que cet état est déterminé par la dîme, ou, si nous aimons mieux, l'impôt direct ou indirect, que prélevait hier le seigneur, et que prélève aujourd'hui le gouvernement, ce qui est sensiblement pareil.

Nous avons vu que, si la grande révolution française a rencontré l'accueil pressant de la paysannerie et du peuple, c'est qu'ils étaient courbés sous le poids des impôts et que leur dénuement était terrible. Plus près de nous, la Révolution russe, est un autre exemple, celles d'Italie et d'Allemagne peuvent également nous servir d'enseignement.

Nous disons plus haut que la dîme et l'impôt sont deux choses identiques ; et, en effet, si la dîme était une redevance qui se payait en nature, sa suppression tient surtout à ce que les formes actuelles de société ne permettent pas de tels procédés, et que l'impôt payé en monnaie facilite le travail administratif de l'Etat. Mais, en réalité, le résultat est le même, et c'est en vain, si nous prenons la France en exemple, que nous

chercherions un produit sur lequel l'Etat, le Gouvernement ne prélèvent pas une certaine partie de sa valeur. Toutes les marchandises, quelles que soient leur nécessité ou leur utilité, sont imposées. Il fut un temps, où la Gabelle, ce fameux impôt sur le sel, souleva la protestation et l'indignation du populaire. Aujourd'hui, le blé, le sucre, le sel, la viande, le café, tous les produits enfin, sont soumis à une certaine taxe qui varie selon les besoins de l'Etat, et il coule de source que si ces taxes sont payées directement par le commerçant, ce dernier ne manque jamais, en augmentant le prix de sa marchandise, de se faire rembourser par le consommateur. C'est donc le consommateur qui paye la dime.

On trouvera plus loin, au mot « Impôt », les diverses formes de contributions auxquelles sont soumises les populations modernes, et nous verrons que nous n'avons rien à envier à nos ancêtres ; que nous sommes, comme eux, écorchés par de nouveaux seigneurs, qui, s'ils ont changé de noms, n'en sont pas moins rapaces, et entendent continuer à vivre sur le dos du commun.

Le peuple a payé la dime, il s'en est libéré par la Révolution ; il paye l'impôt, il ne s'en libérera que par la Révolution. Encore faut-il que cette révolution soit complète ; car, inachevée, elle donnera naissance à de nouvelles erreurs, et changera le nom des choses sans en changer le fond. Or, c'est au fond qu'il faut s'attaquer, c'est lui qu'il faut détruire si nous voulons voir disparaître ce qui fit et fait encore le malheur de l'humanité.

DIPLOMATIE n. f. Anciennement, la diplomatie était l'art de déchiffrer les chartes et les diplômes ; mais, depuis le xv^e siècle, elle est devenue une science qui consiste à négocier les « intérêts » respectifs des Etats et des Gouvernements entre eux, et les qualités les plus indispensables à l'exercice et à la pratique de cette science sont : le mensonge, la fourberie, l'adresse et la ruse ; qualités, comme on le voit, toutes bourgeoises et dont se glorifient les diplomates, honorés de posséder de telles vertus.

Pour le peuple, la diplomatie puise sa source dans le « droit » international et a pour but ou pour objet, la tranquillité, la sûreté, la quiétude des nations, et le rôle du diplomate est de rechercher les moyens susceptibles de régler pacifiquement les conflits qui pourraient menacer la paix existante entre diverses nations dont les intérêts sont opposés.

La réalité est toute autre, et M. Georges Louis, ancien ambassadeur de France à Petrograd, dans son étude sur les responsabilités de la guerre, éditée chez Rieder, sous le titre : « Les Carnets de Georges Louis », nous éclaire lumineusement sur ce qu'est la diplomatie.

Nous initiant sur les relations diplomatiques de Poincaré et de Sazonoff, il écrit : « Après avoir lu le Livre bleu d'Avril sur la crise européenne, on sent que Poincaré et Sazonoff se sont dit : « Ce qui importe ce n'est pas d'éviter la guerre, c'est de nous donner l'air d'avoir tout fait pour l'éviter. »

Ces mots, cette formule, sous la plume d'un diplomate éminent, sont symboliques. Et, en effet, le rôle de la diplomatie n'est pas d'éviter les conflits, mais d'en cacher les causes déterminantes au peuple, et de couvrir de son manteau les véritables responsables.

Il est des individus qui ne combattent pas, qui ne critiquent pas la diplomatie en soi, la considérant comme utile, nécessaire, indispensable même à la vie des nations, et qui estiment que, si elle n'était pas secrète, si ses travaux s'effectuaient en plein jour, sous le contrôle du peuple, son rôle ne pourrait être que bienfaisant. Pauvres fous ! La diplomatie peut-elle ne

pas être secrète, et le contrôle populaire peut-il être une garantie ? La démocratie, qui est le gouvernement du peuple, est une manifestation suffisante de la souveraineté populaire, et il n'y a plus que les naïfs ou les coquins pour croire que sa volonté est respectée.

Nous avons dit que les qualités essentielles du diplomate sont la ruse, le mensonge et la fourberie ; par conséquent, la partie n'est pas égale car, sur ce terrain-là, le peuple est toujours et sera toujours roulé.

La diplomatie est l'action de dissimuler, et on ne peut donc, en vérité, demander qu'elle ne soit pas secrète ; si elle ne l'était pas, ce ne serait pas de la diplomatie.

Est-il besoin de rechercher bien loin dans le passé pour trouver des exemples frappants de ruse diplomatique ? Qui donc, de nos jours, ignore la finesse avec laquelle le célèbre Bismarck procéda à la veille de la guerre de 1870.

La France, comme l'Allemagne, voulaient la guerre et, lorsque nous disons la France et l'Allemagne, nous entendons, non pas le peuple qui n'aspirait qu'à la paix, mais les gouvernements respectifs de ces deux pays ; et pour laisser au gouvernement français toute la responsabilité de la déclaration de l'état de guerre, Bismarck n'hésita pas à falsifier des télégrammes diplomatiques, ce qui mit le comble à sa puissance, la fourberie étant un facteur de succès en diplomatie.

D'autre part, les événements, beaucoup plus récents, qui précédèrent la grande guerre de 1914, et qui nous sont connus aujourd'hui, nous fixent définitivement sur le jeu de la diplomatie et des diplomates. Nous allons citer certains faits qui démontrent amplement la ruse déployée par les diplomates et l'ombre dans laquelle ils agissent.

Empruntons le témoignage suivant à M. Stéphane Lauzanne, qui ne peut être suspecté de sympathie pour les contempteurs de l'ordre bourgeois.

« Je me souviens, dit-il, le 31 juillet 1914, avoir déjeuné dans une maison amie, avec M. Aristide Briand que M. René Viviani avait accompagné jusqu'à la porte en auto.

« 31 juillet 1914 ! Le jour où l'Allemagne lança son ordre de mobilisation, le jour où, en fait, elle déclara la guerre ! On pense si les convives interrogèrent M. Briand. Il savait, lui ! Il venait de causer avec le chef du gouvernement qui savait, qui devait savoir. Et j'entends encore M. Briand nous dire, de sa voix aux sonorités traînantes : « Ce que je sais bien, c'est que les Allemands ne nous déclareront pas la guerre. Ce ne sont pas des idiots ! Ils ont eu dix occasions meilleures que celle-ci pour nous attaquer, dix occasions où ils n'auraient pas trouvé les alliés aussi solidement unis. Ils raisonnent, les Allemands. Ils ne sont pas fous... Je vous dis qu'ils ne feront pas la guerre... »

Et Stéphane Lauzanne ajoute :

« 31 juillet 1914. Voilà ce que l'on savait dans les milieux où l'on sait... »

M. Stéphane Lauzanne, en bon journaliste bourgeois qui se respecte, prend ses lecteurs pour des imbéciles, car il ne fera admettre à aucun homme qui raisonne tant soit peu, que M. Briand ne savait pas ; mais si M. Briand savait, il y avait intérêt à ce que le peuple ignorât ce qui se tramait dans les coulisses diplomatiques. Le 31 au matin, le Gouvernement français savait que la guerre était inévitable puisque, dans la nuit du 30 au 31, l'ordre de mobilisation avait été affiché en Russie, et que M. Paléologue, l'ambassadeur de France, en avait averti son gouvernement. Cela est tellement certain, que le 10 septembre 1914, la revue française le « Correspondant » publiait le journal d'un officier français mobilisé à Saint-Petersbourg, dont nous extrayons ce passage :

Vendredi 31 juillet, le matin.

« La mobilisation russe est un fait accompli. Le manifeste du tsar a été affiché cette nuit. Je vais à l'ambassade de France... Je trouve l'ambassadeur fort occupé. M. Paléologue paraît tout à fait certain de la guerre et s'en réjouit presque en songeant que la situation est la plus favorable que l'on ait jamais pu espérer. »

« A déjeuner, chez Cubat, j'ai causé avec des officiers. Aucun ne cache sa joie de la guerre prochaine. »

En outre, M. Paléologue, le 31 juillet 1914, au matin, déclarait à l'ambassadeur de Belgique : « La mobilisation russe est générale. En ce qui concerne la France, elle ne m'a pas encore été notifiée, mais on ne peut pas en douter. » Et si l'on ajoute à cela ce passage ci-dessous, puisé dans les mémoires de l'Ambassadeur de France à Pétersbourg, et portant la date du 31 mars 1915, on est totalement fixé sur le rôle de la diplomatie :

« Nous avons pris les armes, écrivait l'Ambassadeur, parce que la ruine de la Serbie aurait consacré l'hégémonie des puissances germaniques, mais nous ne nous battons pas pour réaliser les chimères du slavisme. Le sacrifice de Constantinople est déjà suffisant. »

On ne peut avouer avec plus de cynisme que la guerre de 1914 était voulue, recherchée, préméditée, que, seul, le prétexte manquait et qu'il appartenait à la diplomatie de le trouver.

Le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo, par l'étudiant serbe Garilo Prinzep, fut une occasion inespérée de déclencher le carnage et la diplomatie, en cette affaire, interpréta son rôle de façon admirable, c'est-à-dire qu'elle se dépassa en abjection. Tout eût pu s'arranger si les diplomates n'étaient pas les vils serviteurs du capitalisme et si la diplomatie était autre chose qu'une institution au service du Capital. Mais le Capital, représenté au Pouvoir par M. Poincaré et ses hommes, voulait la guerre, et il la prépara avec la complicité de la diplomatie.

Le 16 janvier 1914, le Baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, écrivait à son Gouvernement : « Ce sont, en fait, MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un grand danger pour l'Europe et la Belgique. J'y vois le plus grand péril qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe. »

Et le 10 mai 1914, à propos du voyage de Poincaré en Russie, il écrivait : « Il y a envoyé récemment Delcassé, auquel il a confié la mission de chercher, par tous les moyens, à exalter les bienfaits de l'alliance franco-russe et à amener le grand empire à accentuer ses préparatifs militaires. »

Comme l'on comprend bien, alors, que, lorsque débarquant à Dunkerque, le 29 juillet 1914, à midi, le sénateur Trystram lui posa cette question :

« Pensez-vous, M. le Président, que la guerre pourra être évitée ? » Poincaré répondit : « Ce serait, grand dommage, jamais nous ne retrouverions conditions meilleures. »

Qui donc dénoncera les agissements de la diplomatie internationale ? Qui donc arrachera le bandeau qui couvre les yeux du peuple ? Personne. Capital. Diplomatie, Gouvernement, trois têtes sous le même bonnet, exercent leur puissance dans tous les domaines ; la presse est muselée, elle est achetée, et ce n'est qu'accidentellement que l'on arrive à savoir quelque chose. La vénalité, la corruption de la presse est aujourd'hui le secret de polichinelle, mais pourtant, nous croyons utile de publier, malgré sa longueur, le document qui

va suivre et qui démontre, de manière indiscutable, la collusion de la presse et de la diplomatie.

C'est à la « Bonne Guerre » que nous devons la publication de ce pacte qui fut conclu en avril 1920, au nom de la grande presse française, par MM. Roëls, rédacteur en chef des services extérieurs du « Temps », Charles Rivet et Tavernier, courriers diplomatiques de ce même journal.

Voici ce pacte :

1° « L'accord qui intervient, valable de mai 1920 à juin 1921, comprend : 1° les journaux *Le Matin*, *Le Journal*, *L'Echo de Paris*, *Le Temps*, *Le Petit Parisien*, *L'Information*, *Le Gaulois*, *La Liberté*, *Le Petit Journal*, *la France Libre* ; 2° les agences : Information, Radio et Agence des Balkans, cette dernière connue minimum pour la cessation d'insertions de dépêches hostiles à la Bulgarie ;

2° Le matériel devra être remis par Sofia ou ses représentants, soit directement aux rédactions, soit à M. Roëls, suivant les cas. Les questions d'organisation, c'est-à-dire de répartition de ce matériel et des formes diverses que peut affecter son insertion dans les organes précités « c'est-à-dire : dépêches, notes, articles, lettres de correspondants, interviews, réponses », sont à définir sur place, à Paris, entre M. Roëls ou son représentant pour les questions balkaniques, M. Tavernier et l'agent désigné par le gouvernement bulgare pour le service de presse en France ;

3° Les organes précités s'engagent à insérer les télégrammes d'agence relatifs à la Bulgarie, qui leur parviendront par le canal de Radio ou de l'Information ;

4° L'agence *L'Information* sera représentée à Sofia par un correspondant français désigné par elle, qui fera le service de dépêches pour l'agence et un service de lettres pour le journal. L'agence Radio aura un représentant, préférablement bulgare, choisi par le Gouvernement, qui se bornera à transmettre à son agence les notes ou dépêches d'informations à lui remises par le bureau de presse du ministère des Affaires étrangères de Sofia ;

5° *Le Temps* enverra en Bulgarie un correspondant français qui sera chargé :

a) D'un service télégraphique ; b) d'un service de lettres ;

6° *Le Petit Parisien* sera représenté également, mais soit par un journaliste bulgare, soit par un français déjà établi. Ce sera au Gouvernement bulgare à le rechercher et à le désigner. De même pour le représentant de Radio ;

7° La gratuité télégraphique est accordée dès mise en vigueur de l'agrément par le Gouvernement bulgare aux agences *L'Information* et *Radio* et au journal *Le Temps*. De plus, les frais d'entretien à Sofia, des correspondants du *Petit Parisien* et des deux agences, seront assurés, pour la majeure partie du moins, par le Gouvernement bulgare ;

8° Il est entendu que, par ces divers moyens, un service continu d'informations bulgares, venues de la source même et non plus dénaturées par des adversaires, sera assuré dans les organes ci-dessus désignés et principalement dans *Le Temps* ;

9° Il est expressément compris également que les autorités gouvernementales bulgares ne demanderont jamais que ces informations prennent un ton agressif pour une puissance amie ou alliée de la France, et revêtent le caractère d'une polémique avec telle ou telle de ces puissances. Il est entendu de même que ces informations, pour conserver tout leur crédit, ne prendront pas l'allure d'une campagne systématique sans mesure comme sans prudence. Par contre, les attaques constantes contre la Bulgarie cesseront dans les organes précités, c'est-à-dire dans la plus grande partie

de la presse française. Au cas où, pour une cause impossible à prévoir, une attaque se produirait, le Gouvernement bulgare serait immédiatement mis en mesure d'y répondre ;

10° Il est entendu que le Gouvernement bulgare ne demandera pas aux organes précités de soutenir une politique d'expansion au détriment de tel ou tel de ses voisins. Mais, par contre :

1° La thèse de la récupération par la Bulgarie de territoires qui sont siens, thèse définie dans les trois lettres du Président du Conseil, M. Stamboulisky, à ses collègues grec, roumain et serbe, comme :

2° La question de son accès territorial à l'Egée ;

3° La question des minorités, auront une place faite sous forme appropriée dans les organes précités.

De même les organes précités, prenant en considération que l'intérêt de la France demande le relèvement économique de la Bulgarie, réserveront une place à ce problème pour éclairer, s'il y a lieu, à son sujet, et l'opinion et la commission interalliée qui siégera à Sofia.

Enfin, dans les rubriques bibliographiques des organes précités, il sera fait mention des ouvrages bulgares désignés par Sofia.

En présence de :

E. Roëls, Ch. Rivet, V. Ganef, N. Stoïloff.

Ce pacte était complété par une note dont voici la traduction :

LÉGATION DE BULGARIE

ARCHIVES SECRÈTES

PROTOCOLE

Nous, soussignés, certifions que, conformément à la dépêche N° 645 du président du Conseil, M. Stamboulisky, en date du 17 avril, ce jour et en la présence de M. Charles Rivet, nous avons remis au rédacteur en chef du journal *Le Temps*, M. Roëls, représentant le groupe de journaux suivants : *Le Matin*, *Le Journal*, *L'Echo de Paris*, *Le Temps*, *Le Petit Parisien*, *L'Information*, *le Gaulois*, *La Liberté*, *Le Petit Journal*, *La France Libre*, et les agences : *Information*, *Radio* et *Agence des Balkans*, le chèque N° 23.111 pour la somme de sept cent cinquante mille francs français, émis par le Comptoir National d'Escompte de Paris, par compte du ministère des Affaires étrangères de Bulgarie sur Banque de France.

Paris, le 4 mai 1920. (Signé) : B. Ganef.

38, avenue Kléber. (Signé) : N. Stoïloff.

(Cachet de la Délégation bulgare à la Conférence de la Paix).

Nous pourrions multiplier la publication de documents démontrant le rôle néfaste de la diplomatie. La Russie dévoila, au lendemain de la Révolution, une certaine partie de la correspondance échangée entre les représentants des divers gouvernements d'Europe et la lecture de cette correspondance est édifiante. Mais la grande presse, en général, conserva le silence, et cela se comprend, en considérant le document que nous publions ci-dessus et qui lie les grands journaux de France au Gouvernement bulgare. Lorsque l'on sait que ce pacte, cet accord n'est pas particulier, mais, qu'en réalité, il en existe de semblables qui furent conclus avec d'autres nations, que la Presse se vend à n'importe qui, qu'elle se tait ou qu'elle parle selon que l'on paye ou que l'on ne paye pas, on est terrifié à la pensée que l'on est à la merci d'une poignée de coquins, dont l'intérêt peut déchaîner les plus terribles cataclysmes.

Nous disions, d'autre part, traitant de la concurrence (voir ce mot) : Chaque fraction du capitalisme en lutte se défend par l'intermédiaire de son Gouvernement et la concurrence de nation à nation est l'unique cause des négociations interminables qui se poursuivent

depuis des années et des années. Le Capitalisme international cherche un terrain d'entente, et lorsque les intérêts particuliers n'ont pu se concilier autour du tapis vert de la *diplomatie*, alors on donne la parole au canon et c'est la guerre fratricide, criminelle, monstrueuse, qui est chargée de régler le différend.

Et, en effet, la Société est une vaste entreprise commerciale et le diplomate peut être comparé à un représentant qui cherche à vendre une marchandise le plus cher possible ou à en obtenir une autre dans les conditions les plus avantageuses. A quoi, sinon à des tractations commerciales, se livrerait toute cette armée d'agents diplomatiques, qui coûte si cher à entretenir, et dont les travaux ont, parfois, un résultat tragique ?

De quoi discutaient avant la guerre, tous ces ambassadeurs, tous ces ministres ? Était-ce du Cochon serbe ; de Constantinople que réclamait la Russie afin d'étendre son commerce extérieur ; du Traité de Francfort qui accordait à l'Allemagne certains privilèges commerciaux lui permettant d'exporter en France une grande quantité de ses produits ; de la puissance maritime anglaise, de son empire colonial, nuisibles aux intérêts du capitalisme des empires centraux ? Quelles furent, et les difficultés devant lesquelles se brisa l'habileté des diplomates et les causes directes de la guerre ? Les divers ouvrages diplomatiques, relatifs à toutes ces questions, et publiés par les divers gouvernements, rejettent la responsabilité sur les uns et sur les autres, mais c'est en vain que l'on chercherait dans les nombreux livres diplomatiques de toutes couleurs, une parcelle de vérité. Ce qui est vrai, ce qui ne souffre aucune contradiction, c'est que le capitalisme voulait la guerre en 1914 comme il la désirait en 1870, et que la diplomatie s'efforça d'en masquer les raisons, et d'aveugler le peuple par ses subterfuges. Comment ne serait-elle pas secrète ? Comment pourrait-elle avouer, qu'elle ne se livre qu'à des tractations commerciales, industrielles, financières, au profit d'une poignée de parasites ? Comment pourrait-elle reconnaître qu'elle organisa la tuerie pour que l'Alsace et la Lorraine revinssent à la France et que la Compagnie des Chemins de fer de l'Est pût hériter de tout le régime ferroviaire de ces deux départements ; que, de son côté, l'Allemagne voulait se battre, parce que le traité de Francfort prenait fin, et qu'aussi elle avait l'espérance d'affaiblir la perfide Albion et de détruire son hégémonie mondiale ? Eh oui ! elle est secrète et elle restera secrète la diplomatie. Elle ne peut se montrer toute nue. Maquillée, recouverte de brocard et de soie, elle semble jolie et appétissante ; mais lorsqu'on la découvre, lorsqu'on lui retire son manteau, elle apparaît sous son vrai jour : sale et répugnante, et soulève de dégoût le cœur de celui qui la regarde.

Abjecte prostituée, elle s'est vendue hier, elle se vend aujourd'hui, elle se vendra demain, elle se vendra toujours.

Ses amants sont toujours les mêmes, et c'est toujours dans le même clan qu'elle les trouve. Pour satisfaire à l'appétit insatiable du Capitalisme, elle a livré à la mort des millions d'hommes et elle recommencera encore. Que nous prépare-t-elle ? Que nous réserve-t-elle ? Des carnages. Elle est en train d'organiser les tueries futures.

Elle a sacrifié hier aux maîtres de la métallurgie des milliers d'innocents, elle en sacrifiera d'autres demain aux caoutchoucs anglais ou aux pétroles américains.

Que l'on ne s'imagine pas que notre pessimisme repose sur des illusions ou sur des probabilités. C'est la brutale réalité du présent qui nous fait craindre pour l'avenir. Le monument diplomatique accouché à

Versailles, loin de résoudre les divers problèmes internationaux, n'a fait qu'envenimer les conflits qui divisent les différents capitalismes, et la Société des Nations, illustre mensonge, dont l'unique utilité est de tromper le peuple, n'est qu'un repaire où se réfugient les cuisiniers de la politique, pour préparer la sauce à laquelle nous devons être mangés.

Le 2 novembre 1921, Romain Rolland écrivait :

« L'humanité, déchirée par la guerre de cinq ans, est à la veille de guerres plus monstrueuses encore, où des millions de jeunes vies et toutes les espérances de l'avenir seraient immédiatement englouties.

« Si les femmes ne luttent pas avec la dernière énergie contre le fléau qui s'approche, que le sang de leurs fils retombe sur leurs têtes ; elles auront été complices du meurtre qu'elles n'auraient pas eu l'énergie d'empêcher. »

Eh bien ! l'heure de l'échéance approche. Les effets pernicieux de toutes les discussions intestines auxquelles se livrent les diplomates des diverses contrées du monde, ne peuvent tarder à se faire sentir.

Nous avons dit que la diplomatie n'a d'autre but que de masquer les causes de guerre, et que les guerres sont toujours déterminées par des conflits d'intérêts commerciaux, industriels ou financiers.

La récente guerre du Rif, qui nous fut présentée comme une guerre de libération des peuplades africaines asservies et courbées sous l'autorité d'Abd El Krim, ne fait pas exception à la règle. Nous savons que le triomphe du chef Riffain eût été une source de profits pour certains groupes ou particuliers qui le commandaient et auxquels il avait accordé de larges concessions territoriales, et que la France ne s'engagea dans l'entreprise marocaine, à la suite de différentes négociations diplomatiques avec l'Espagne, que parce que la finance française entendait exploiter à son bénéfice les richesses souterraines de la grande contrée nord-africaine.

C'est donc bien pour la possession des mines marocaines que se firent tuer des milliers et des milliers de soldats français, espagnols ou marocains, possession dont devaient hériter non pas ceux qui se faisaient ridiculement massacrer, mais leurs chefs, leurs maîtres, leurs exploiters.

Et c'est pourquoi nous fûmes étonnés lorsque certain parti d'avant-garde, usant de diplomatie, c'est-à-dire de mensonge, engagea le peuple à soutenir Abd el Krim.

Les chefs de ce parti ignoraient-ils que celui qu'ils présentaient comme un héros dévoué à la grande cause « des peuples libres de se diriger et de se déterminer eux-mêmes » avait déjà livré :

A. M. W. Muller : 2.000 hectares de terrain.

A M. André Teulon : 300 hectares de terrain.

A la Compagnie Maroc Minerals : 2.635 hectares.

A M. Muller : 1.995 hectares.

A la Compagnie Internationale du Minero : 6.400 hectares.

A une Compagnie italo-hollandaise : 1.600 hectares. etc... ?

Non, ils ne l'ignoraient pas, mais tout parti politique est entraîné dans diverses tractations, surtout lorsqu'il représente une puissance gouvernementale, et est, en conséquence, obligé d'user de ruses, de subterfuges, de diplomatie.

La guerre du Maroc n'est que le prélude de conflations plus sanglantes et, dans les négociations diplomatiques qui se poursuivent à travers le monde, chaque ambassadeur, chaque ministre cherche, non pas à assurer la paix, mais à choisir pour la guerre l'heure qui lui paraît la plus propice au triomphe de la fraction du capitalisme qu'il représente.

Ils n'ignorent pas, les diplomates, que la guerre est inévitable ; ils sont convaincus que, de plus en plus, la situation deviendra plus critique, et qu'il faudra régler les différends dans le sang du peuple. Que leur importe après tout !

L'Amérique a besoin de caoutchouc pour son industrie automobile, mais l'industrie du caoutchouc est contrôlée dans une proportion de 75 % par le capitalisme anglais ; la France convoite les richesses métallurgiques du bassin de la Sarre, mais ce bassin appartient à l'Allemagne qui le cède temporairement en vertu du Traité de Versailles, mais qui espère, malgré tout, en reprendre possession ; l'Italie veut la Corse et la Tunisie, mais ces contrées sont à la France, qui ne veut pas s'en séparer ; l'Angleterre a besoin de pétrole, c'est l'Amérique qui le possède et l'insatiable Albion jette les yeux sur les mines de Bakou ; et chaque pays, chaque nation, s'étudie, s'observe, se surveille, s'espionne par l'intermédiaire de ses diplomates, et cherche à affaiblir son voisin pour se jeter sur les richesses convoitées.

Afin d'assurer le succès du capitalisme qu'elle représente, la diplomatie détermine des alliances, prend des engagements, suscite des révoltes, foment des troubles ; en un mot, elle se livre à de louches entreprises, et l'on comprend la raison pour laquelle la correspondance échangée entre un gouvernement et ses ambassadeurs nécessite un code spécial, indéchiffrable pour celui qui n'y est pas initié.

Se débarrasser de la diplomatie ou espérer qu'elle s'améliorera est une chimère tant que subsistera la forme actuelle des sociétés. La diplomatie est une branche de l'arbre capitaliste ; il est inutile de chercher à l'arracher ; comme toutes les plantes parasitaires, elle repousserait avec rapidité. Il faut détruire l'arbre, il faut anéantir ses racines, afin que jamais plus il ne repousse et vienne, de son ombre, cacher les rayons lumineux de la paix et de la liberté. — J. CHAZOFF.

DIRECTION n. f. (du latin *directio*). Côté vers lequel une personne ou une chose se dirige. La direction du fleuve, la direction de la route ; suivre la même direction ; quelle direction allons-nous prendre ? Prendre la bonne direction.

Le mot « direction » s'emploie également au figuré. Dans ce cas, il sert à signaler la façon, bonne ou mauvaise, de se conduire. « Ce garçon suit une mauvaise direction. » Il sert également à désigner l'organe dirigeant d'une entreprise, d'une affaire, d'une administration. La direction de l'usine ; la direction des postes ; la direction des contributions directes et indirectes. « Veuillez vous adresser à la direction. »

Au sens bourgeois du mot, « direction », suppose hiérarchie, chef, autorité, contrainte, etc..., et cela se comprend, puisque, en vertu même de la morale et de la loi bourgeoises, celui qui dirige exerce sa volonté, devant laquelle doivent s'incliner tous ceux qui sont placés plus bas que lui dans l'échelle sociale.

On prétend, — bien à tort du reste, et cette insinuation est intéressée, — que les anarchistes, étant les adversaires de l'autorité, sont, de ce fait même, ennemis de « toute direction ». Présenter les choses sous un tel jour nous paraît plus que simpliste. Si les anarchistes sont, en effet, les adversaires acharnés de l'Autorité, parce qu'ils en ont compris les effets pernicieux, cela ne veut pas dire qu'ils ne comprennent pas l'utilité, la nécessité indispensable d'une « direction » dans toute affaire, dans toute entreprise groupant un certain nombre d'individus.

Seulement, à leurs yeux, « direction » ne peut en aucun cas être synonyme de supériorité personnelle, et, s'ils admettent que toute chose doit être dirigée, c'est-à-dire conduite vers le but qui lui est assigné,

d'une manière raisonnable, logique et intelligente, celui ou ceux à qui sont confiées cette fonction, cette charge, cette *direction*, ne leur apparaissent pas comme devant être des individus devant lesquels ils doivent s'incliner, et qu'ils ont le devoir de considérer comme des demi-dieux infaillibles. Partisans de l'organisation, les anarchistes-communistes, les libertaires, ne peuvent donc, en vérité, être les ennemis de la « direction ». Pourtant, ils ne sauraient se ranger du côté des amis de l'autorité, qui, même au sein de leurs organisations d'avant-garde, s'inclinent devant les décisions d'un « comité directeur », sans même analyser les actions et les gestes qu'ils sont appelés à exécuter.

Reconnaissant les bienfaits de l'intelligence, de la logique et de la raison, les anarchistes placent à la direction de leurs organes ou de leurs associations, les camarades qu'ils considèrent comme les plus capables et les plus susceptibles de propager les idées auxquelles ils sont attachés ; mais il conservent toute leur liberté, se réservent le droit de critique, et ne suivent pas aveuglément, comme des esclaves, une « direction » qui pourrait se manifester stupide et ridicule.

DIRECTIVE n. f. Ensemble d'indications, ligne de conduite à suivre, application de décisions prises. Les directives à suivre pour l'affranchissement social sont suffisamment traitées dans cet ouvrage. Nous jetterons nos regards sur ce qui se passera après la destruction du système capitaliste : état, armée, capital, tribunaux, etc. Ce point est essentiellement ardu, car il a pour objet d'envisager la reconstruction, par des *directives* nouvelles, qui demanderont une entente fraternelle entre les divers points de vue de la réalisation du *tout en commun*. Les *directives* nouvelles auront l'efficacité et l'étendue de liberté que sauront leur impulser les individus qui auront eu la bonne fortune de démolir l'outillage de leur oppression, et aborderont la reconstruction sur les bases de notre Idéal, où la Liberté remplacera réellement l'Autorité. Les individus, pour se guider plus sûrement, auront à envisager l'entente des éléments capables d'instaurer la société nouvelle et l'accord à établir sur le rôle que joueront les syndicats, ce qui est un point essentiel. Les tâches particulières seront traitées au fur et à mesure des besoins de la reconstruction, et en application des directives adoptées.

Ce point de vue aura une importance décisive sur la réussite d'application de notre devise : « *Bien-être et Liberté* » ; c'est pourquoi il faut que cela soit envisagé dès à présent, afin de n'être pas pris au dépourvu au moment propice, et d'éviter, ainsi, les erreurs qui seraient impardonnables, une fois commises. (Nous avons l'étude des lendemains de la révolution russe pour nous guider.)

Les syndicats joueront un rôle efficace, si les camarades syndicalistes, anarchistes et coopérateurs veulent bien apercevoir la nécessité, l'obligation, pourrait-on dire, d'avoir à s'entendre pour éviter toute dictature, même par un Etat prolétarien, où la servitude reste toujours à la base, par suite de la conservation de la structure centraliste, dont les directives ont pour résultat l'obéissance et la discipline, par conséquent l'asservissement. C'est cela qu'il faudra éviter à tout prix.

Le syndicat doit être, en cela, d'un fort appui et sera donc très bien à sa place en tant qu'organisme de raccordement, de ralliement, et facteur de répartition pour les transactions et directives prises par l'ensemble des adhérents à la Commune libre, fédérale, régionale, nationale, internationale même.

Ici se pose une explication nécessaire sur le point de savoir pourquoi le syndicalisme est désigné comme facteur, plutôt que l'Anarchie ou le coopératisme. Il n'y a aucune suspicion ni diminution pour l'un et

l'autre ; il n'y a qu'une tactique d'opposition plus vigoureuse et plus efficace contre l'oppression politique, sous quelque forme quelle se présente. Peu à peu, celle-ci perdra de sa force ; ce moment-là marquera son déclin ; mais, en attendant cette disparition, nous aurons à réagir contre les manœuvres des intriguants, des ambitieux, des aspirants à la Dictature.

Le syndicalisme n'étant pas un organisme essentiellement d'affinités, ses cadres permettront plus facilement l'entente entre les individus ; ensuite, il englobera plus facilement tous les travailleurs, tous les individus, par sa structure économique ; de cette façon, nous pourrions plus pratiquement éviter que les humains soient enclins à se plier aux convoitises et aux desseins politiques qui n'auront pas encore tout à fait disparu. Il lui sera aussi plus facile de recevoir les éléments des deux autres groupements : coopératisme et anarchisme ; par conséquent, tous ceux qui luttent pour l'affranchissement, ce qui sera moins praticable dans le seul cadre anarchiste où l'affinité jouera encore son rôle. Cela est à prévoir et ne diminue en rien le rôle définitif et la valeur de l'Anarchisme reconstitutif.

La destruction des cadres syndicalistes serait préjudiciable à l'établissement du *tout en commun*. Ce serait une faute de l'envisager. La politique nous fera une obligation de les conserver pour faire face à la lutte à laquelle celle-ci ne renoncera qu'à l'établissement réel et au fonctionnement normal de la nouvelle société. Ce résultat ne sera pas obtenu du jour au lendemain. Il faudra du temps pour s'y reconnaître et s'orienter à travers le cahos des idées et le fatras des préjugés qu'il faudra vaincre par la raison et une justice qui n'aura rien de commun avec celle qui nous régit actuellement.

Il est à prévoir que les difficultés seraient beaucoup plus grandes pour lutter contre cela dans le seul cadre anarchiste. Poser la question, c'est la résoudre ; sans vouloir, j'y insiste, en quoi que ce soit diminuer la valeur de l'Anarchisme, qui jouera son rôle malgré tout. Mais il serait impardonnable de se leurrer ou, alors, ce serait créer un élément de trouble propice à tous les partis, pour jeter la discorde dans nos rangs, les individus n'étant pas suffisamment éduqués.

Le coopératisme se ralliera certainement, par la force des choses. S'étendre sur ce sujet nous paraît inutile.

Les résultats seront appréciables par le raccordement des trois organismes, avec le syndicat comme facteur de répartition, inspiré de l'idéal libertaire, puisque sans contrainte, il n'y aura nul inconvénient à cela. D'ailleurs, cette nécessité s'imposera suffisamment pour que la question soit envisagée dès aujourd'hui comme moyen de barrer la route à la politique nébuleuse, et toujours confuse. Il est bien entendu que, dans ce ralliement des trois organismes, la plus entière liberté sera laissée aux individus.

Les camarades anarchistes qui se rallient au syndicalisme ont raison d'exposer dès à présent leurs conceptions de reconstruction sociale après la Révolution, au moment de l'établissement d'une société nouvelle. Vous appellerez cela par le nom qu'il vous plaira, anarchie, communisme, fédéralisme, etc... Cela importe peu.

Il est aisé d'apercevoir la lourde faute qui serait commise, si cette entente libre ne pouvait se réaliser ; il en résulterait l'obligation de subir la tutelle des partis autoritaires ou dictatoriaux, conservant Etat, Armée, Tribunaux, Police, Prisons, etc... L'affranchissement serait à recommencer, et l'on envisage avec effroi le retard incalculable pour l'amélioration du sort des spoliés, des asservis ; et cela, pour n'avoir pas su s'entendre sur des points de vue mal étudiés ; cela serait impardonnable, ce ne doit pas être, la raison doit éclairer les individus. Ce qui découle de la vie elle-

même doit attirer l'attention de tous pour l'éclosion d'une société où chaque individu sera libre.

Les parias ne peuvent être éternellement le jouet des politico-dirigeants, présents ou futurs, qui tirent profit de nos divisions, que souvent ils fomentent. A nous d'y voir enfin clair, en sachant nous entendre, pour démasquer les ambitieux et les profiteurs.

AIGUEPERSE.

DISCERNEMENT n. m. Le discernement est la faculté de distinguer les choses et les personnes, et d'en juger sainement : « Agir avec discernement ; agir sans discernement. » « Chaque homme, a dit Condillac, a assez de lumières pour *discerner* ce qui est honnête. » Nous serions plutôt de l'avis de La Bruyère, qui pensait : « Qu'après l'esprit de discernement, ce qu'il y a au monde de plus rare, ce sont les diamants et les perles. » C'est le manque de *discernement* des individus qui permet, en effet, aux mauvais bergers de conduire le troupeau de façon incohérente ; et c'est toujours faute de *discernement* que ce troupeau se laisse exploiter et égorgé au profit de ses maîtres.

Le peuple, inéduqué, corrompu par des siècles d'esclavage, ne sait pas distinguer ses amis de ses ennemis, discerner le mensonge de la vérité ; il est toujours attiré par celui qui le comble de promesses et de flatteries ; et c'est pourquoi il est malheureux. Pourtant, le peuple est assez vieux pour comprendre, pour savoir, pour connaître. Il est en âge de discerner ce qui lui est utile et ce qui lui est nuisible, d'apprécier ce qui lui fait du bien ou du mal, et de se détacher de tout ce qui l'asservit et le fait souffrir. Il est indispensable que les asservis acquièrent le discernement qui leur manque, s'ils veulent briser leurs chaînes et goûter un peu de bonheur et de liberté.

DISCIPLE n. m. (du latin *discipulus*, élève). Celui qui apprend d'un maître, ou qui s'attache aux doctrines ou aux systèmes d'un autre. Dans l'Evangile, c'est le nom qui fut donné spécialement aux soixante-douze personnes choisies par Jésus-Christ, pour aller prêcher sa doctrine ! (Les disciples de Platon, de Descartes, de Newton, de Jaurès, de Lénine.)

Si, en science, le disciple poursuit généralement les recherches du maître qui l'a précédé, en philosophie et plus particulièrement en sociologie, il dénature le plus souvent ses pensées en les interprétant de façon ambiguë. Il arrive aussi fréquemment que des individus se disent les disciples de tel ou tel homme, sans même connaître ou comprendre la doctrine de celui-ci. En ce cas, les disciples ne sont que des suiveurs ou des croyants qui adorent un Dieu, aveuglément, par fanatisme, par bêtise, par ignorance. Combien sont-ils qui se réclament aujourd'hui de Jaurès, sans savoir seulement ce qu'il désirait, quelles étaient ses opinions, son but, ses vues, ses aspirations, ses espérances, sa doctrine. Ils se disent ses disciples sans même connaître le maître. N'en est-il pas de même pour Lénine ? Il y a, de par le monde, des centaines de milliers d'êtres obscurs qui se prétendent les disciples du dictateur russe, et qui n'ont même pas lu une simple ligne de ses écrits. Ce sont de pauvres religieux, agissant sans discernement, sans raison, et qui sont des proies faciles pour les politiciens de tous grades et de toutes couleurs.

Les disciples de la vérité sont rares ; car pour la propager, il faut d'abord l'avoir comprise et l'avoir dépouillée de l'amas de mensonges dont elle est entourée.

Fouillons, étudions, cherchons pour grossir notre bagage de connaissances. En réalité, la vérité n'existe pas, ne peut pas exister ; il y a des vérités et il y a des mensonges. On ne peut être le disciple d'un homme, on ne doit pas l'être, si selon la forte expression de

Stirner : « Rien n'est pour Moi, au-dessus de Moi ! » Prenons, empruntons à d'autres les pensées, les idées qui nous paraissent justes et logiques ; mais gardons-nous, si nous voulons conserver notre personnalité, de nous dire les disciples de quelqu'un, si nous ne voulons être comparés avec raison aux moutons de Panurge.

DISCIPLINE n. f. (du latin *disciplina*, enseignement ; de *disco*, j'enseigne). « La discipline est l'ensemble des règlements qui régissent certains corps et devant lesquels sont obligés de se soumettre, sous peine de sanction, tous les individus ». Telle est la définition que l'on peut donner de la discipline, en ce qui concerne les sociétés organisées selon les principes de l'autoritarisme.

La discipline est donc une contrainte et, selon l'importance des institutions où elle s'exerce, elle est plus ou moins sévère. Naturellement, comme dans tout ce qui découle de l'autorité, il y a ceux qui en bénéficient et ceux qui en souffrent. Ceux qui en bénéficient sont ceux qui l'imposent, ceux qui en souffrent sont ceux qui la subissent. « La discipline scolaire, la discipline ecclésiastique, la discipline militaire, la discipline de la magistrature » etc., etc..

L'homme est une victime de la « discipline ». Il est pris entre ses griffes dès sa plus tendre enfance, dès son plus jeune âge. C'est à l'école qu'elle commence à peser sur ses frêles épaules, et son poids augmente avec les années. Il est évident que l'enfant a besoin d'être conduit, orienté, qu'il est un petit animal inéduqué et qu'il est bon de lui enseigner certaines règles et de réfréner parfois ses instincts naturels. Toutefois, il ne nous apparaît pas que la discipline scolaire puisse atteindre le but qu'elle poursuit, c'est-à-dire : donner à l'élève, qui sera demain un homme, un enseignement lui permettant d'acquiescer de l'ordre et de la méthode, qualités indispensables à la bonne harmonie des sociétés.

La discipline scolaire s'adresse moins à l'intelligence de l'enfant qu'à ses sentiments de crainte et de frayeur et, s'il se courbe devant elle, ce n'est pas qu'il en reconnaisse l'utilité, mais parce qu'il a peur des sanctions qui pourraient résulter de ses infractions.

Par conséquent, l'ordre, le calme qui existent dans une classe ne sont qu'apparents, superficiels et, si l'on pouvait plonger dans le jeune cerveau des élèves, on s'apercevrait bien vite du travail nocif de la discipline.

L'erreur particulièrement profonde de la discipline scolaire est de s'adresser à la collectivité, sans tenir compte du tempérament, de la personnalité des individus qui la composent. « Qu'importe, dira-t-on, puisque les résultats sont obtenus ». Et c'est justement là que l'erreur se corse. Le but — à nos yeux, tout au moins — de l'école, est de faire de l'enfant un homme ; de lui faire comprendre la différence qui existe entre une action utile à la collectivité, à la vie de laquelle il participera bientôt, et une action qui lui est néfaste ; de lui faire distinguer, en s'adressant à sa raison, à son intelligence, le « bien » du « mal », le beau du laid, et de frapper son imagination par des exemples susceptibles d'éveiller en lui l'amour de son prochain et le désir vivace de ne pas nuire à son semblable.

Or, l'école moderne ne remplit pas ce rôle et, loin d'être, pour leurs élèves, de grands frères expérimentés, les maîtres, les professeurs, sont plutôt des caporaux chargés de faire respecter une discipline qui se traduit par des punitions donnant naissance, non seulement à un sentiment de terreur, mais aussi de haine.

Dans certaines écoles anglaises, les infractions à la discipline sont sévèrement réprimées et l'on assiste parfois au pénible spectacle d'un jeune homme de 15 ou 18 ans fouetté pour n'avoir pas respecté les règlements auxquels il était soumis. Quelles influences bien-

faisantes peuvent avoir de tels procédés ? Aucune, bien au contraire. L'enfant est un terrain vierge qu'il faut savoir cultiver. Ce n'est pas par la brutalité, par la force, par la violence que l'on peut arriver à en faire un homme digne de ce nom, c'est-à-dire qui, dans l'avenir, aidera son prochain à gravir le rude chemin de la civilisation. Au lieu de répondre aux incartades de la jeunesse par des sanctions ridicules et arbitraires, enseignons-lui plutôt à se respecter, à s'instruire, et l'on détruira ainsi les germes mauvais dont elle a hérité et qui ne disparaîtront que si nous voulons sincèrement ne pas faire de nos enfants ce que nous sommes nous-mêmes : des esclaves. (Voir *Education*.)

La discipline ecclésiastique repose sur les décisions et les canons des conciles ainsi que sur les décrets des papes et des princes de l'église. Est-il besoin de souligner que tous les règlements, toutes les lois religieuses édictées pour déterminer la conduite commune des individus n'ont d'autres buts que de protéger le puissant et le riche des révoltes possibles du faible et du pauvre ?

Il est heureux que, de nos jours, l'Eglise ne puisse plus, dans certains pays, entre autres la France, exercer des sanctions contre ceux qui ne se soumettent pas à sa discipline, car elle se distingua, dans le passé, par sa barbarie et sa cruauté. A présent, son prestige a disparu et elle n'exerce plus qu'une puissance occulte de laquelle il faut pourtant se méfier.

On ne peut cependant oublier les crimes dont elle se rendit coupable et l'Inquisition qui régna en maîtresse sur le monde, et plus particulièrement sur l'Espagne, où les bûchers allumés par Torquemada — qui pour son compte personnel a un actif de 120.000 victimes — ne s'éteignirent qu'au XIX^e siècle, illustre les bienfaits de la discipline ecclésiastique.

Les premiers inquisiteurs avaient le droit de citer tout hérétique, de l'excommunier, d'accorder des indulgences à tous princes qui extermineraient les condamnés, de réconcilier à l'église, de taxer les pénitents et de recevoir d'eux, en argent, une caution de leur repentir. » Nul n'a le droit d'ignorer aujourd'hui les ravages causés par l'Eglise, tout l'odieux de cette discipline déployée pour consolider les privilèges des seigneurs et du clergé, et qui coûta tant de vies humaines sacrifiées pour forger les chaînes de l'esclavage. Et cette discipline terrible était telle « qu'elle donna son nom à un fouet composé de cordelettes et de petites chaînes, et l'on vit au XI^e siècle des bandes composées de plusieurs milliers d'imbéciles qui parcouraient les villes en se donnant la « discipline », croyant par ces actes ridicules racheter leurs péchés et ceux des autres.

Ces coutumes sont enfouies dans la nuit du passé, et il faut espérer que jamais plus, dans nos pays occidentaux, nous ne serons assujettis à la discipline de l'église.

Hélas ! la discipline militaire a survécu à la discipline ecclésiastique et, de gré ou de force, par la bêtise, par la lâcheté humaines, nous y sommes tous astreints.

« La discipline fait la force des armées » et, à l'armée, discipline est synonyme d'obéissance, de soumission, de respect aux ordres du chef, quels que soient ces ordres et quelles qu'en soient les conséquences.

On a dit sur l'armée tout ce qui pouvait en être dit et si ce n'était que l'on connaisse son rôle, sa discipline nous paraîtrait comique. Notre Molière moderne, Georges Courteline, l'a ridiculisée avec un rare talent, en a souligné les travers, les mesquineries, les petites-esses, et l'a marquée au fer rouge de l'ironie. Mais l'ironie n'a tué ni l'armée ni la discipline. C'est que l'armée est la force sur laquelle se repose le capitalisme, et c'est pourquoi elle exige pour tous ceux qui forment ses cadres, qu'ils abandonnent toute personnalité pour devenir des automates animés par un cerveau

extérieur, dont les ordres sont infaillibles et indiscutables.

Malheur à celui qui ayant franchi les murs de la caserne, se permet encore d'être un homme ! Avec le costume civil qu'il quitte, il doit se dépouiller de tout ce qu'il sait, de tout ce qu'il connaît, de tout ce qu'il a appris à l'expérience de la vie. Il doit faire le vide en son crâne comme en son cœur, il ne doit plus être lui-même, mais la millionnième partie d'un tout, d'un corps immense, d'un corps sans âme, sans idée, sans pensée, qui tourne à droite ou à gauche, lorsqu'on le lui dit, qui mange et qui boit, non pas lorsqu'il a faim ou soif, mais lorsqu'on le lui permet, qui dort lorsqu'un autre le veut bien ; un corps qui n'est qu'un objet semblable au jouet mécanique que l'on donne à un enfant.

Ainsi le veut la discipline militaire, pour que le soldat exécute sans protester les actes criminels qu'il est appelé à accomplir.

Et si, malgré le costume militaire, le cœur continue à battre et le cerveau à penser, alors, la sanction est là, menaçante, et s'abat terriblement sur la victime.

Peut-on mieux faire pour donner une image de la discipline militaire, que de citer l'aventure récente survenue à trois officiers espagnols ?

C'était en 1924. L'Espagne était courbée sous le joug de l'aventurier Primo de Rivera, mais de l'autre côté des Pyrénées, des hommes jeunes, nobles et courageux avaient juré de délivrer le pays du tyran et de son roi. Ils partirent un soir, avec au cœur l'espérance de déclencher la révolution, et de donner à l'Espagne un régime plus conforme aux aspirations de la population. Ils traversèrent la montagne, et s'attaquèrent à des forces tellement supérieures, que tout leur courage ne put suffire, et que leur action fut inutile. Ils furent vaincus. Léonidas et ses 300 Spartrates pouvaient-ils arrêter et triompher de l'armée de Xerxès ? Leur petite armée à eux fut dispersée ; certains moururent dans la bataille, les autres se perdirent dans la montagne.

Cependant, cette tentative ne fut pas sans soulever l'émotion et la terreur de la réaction espagnole qui demanda à son digne représentant de déferer à la justice les coupables de ce « coup de main ». De coupables on n'en avait pas, il fallait en trouver, et l'on arrêta trois jeunes gens, connus pour leurs idées syndicalistes, mais qui n'avaient pas participé à cette action révolutionnaire.

Ils furent pourtant, renvoyés devant un Conseil de guerre, composé de trois officiers. On sait le peu d'indulgence des juges civils à l'égard des révolutionnaires, mais on peut dire que d'ordinaire les peines infligées par ces derniers sont relativement douces, si on les compare à celles que distribuent les juges militaires. Les magistrats siégeant à ce conseil de guerre étaient donc peu disposés en faveur des inculpés ; cependant, devant l'absence totale de preuve, il leur fut impossible de condamner ; ils acquittèrent.

Ces officiers ne connaissaient-ils pas les lois intangibles de la discipline qui ordonnent d'exécuter sans discuter, sans écouter le cœur et la conscience, les actes décidés par les autorités supérieures ? Pour n'avoir pas condamné des innocents, ils furent condamnés eux-mêmes à être enfermés dans une forteresse, et les malheureux acquittés furent renvoyés devant d'autres magistrats qui punirent de la peine de mort, et devant le bourreau qui garrotta. Telle est la discipline militaire.

Et encore, dans le fait que nous citons ci-dessus, ce sont des officiers qui se trouvent être les victimes de cette institution cruelle qu'est l'armée, mais lorsqu'il s'agit de simples soldats, les peines encourues sont terribles.

Dans notre douce république, en cette année de

grâce 1927, malgré toutes les campagnes entreprises contre les conseils de guerre et contre les bagnes militaires où croupissent et meurent des milliers de jeunes gens dont le seul crime est d'avoir eu un jour un légitime geste de révolte contre la discipline, ces lieux maudits subsistent encore, sans qu'il soit possible d'espérer pour un avenir prochain leur suppression.

Que de crimes sont commis au nom de cette discipline qui est un facteur de désordre, de gabegie, de corruption et de dégénérescence ! Les révolutionnaires sont partisans, eux, de la discipline : les anarchistes la considèrent comme indispensable à la vie en commun des individus. Ils savent qu'aucun groupement, qu'aucune organisation, qu'aucun travail, qu'aucune action ne sont possibles sans discipline.

Mais notre discipline n'est pas la vôtre. Elle ne repose pas sur l'autorité, sur la bêtise et sur l'arbitraire, mais sur la logique. Elle est librement consentie. Etant l'œuvre de l'intelligence, elle n'est pas une contrainte. Elle n'oblige personne à se courber devant elle, elle n'use pas de sanction, elle est libre en un mot et est constituée par l'engagement pris par chacun de respecter une décision prise en commun.

Voilà ce que doit être et ce que sera la discipline, lorsque les hommes, en ayant assez d'être des esclaves ou des serfs, briseront les chaînes qui les tiennent attachés aux institutions criminelles, derniers vestiges d'un passé d'horreur qui ne se perpétue que par la veulerie et l'ignorance des masses populaires. — J. CHAZOFF.

DISCORDE n. f. (du latin *discordia*, formée de *dis*, séparation et de *corda*, cœur). En mythologie, « Discorde » est la divinité malfaisante, fille de la Nuit, et chassée du ciel par Jupiter, parce qu'elle suscitait sans cesse des dissensions parmi les dieux. N'ayant pas été invitée aux noces de Pelée et de Thétis, la Discorde jeta une pomme parmi les dieux assemblés, pomme sur laquelle étaient écrits ces mots : « A la plus belle ». Cette pomme fut la cause de la guerre et de la ruine de Troie et des malheurs des Grecs.

La discorde est la division qui existe entre deux ou plusieurs personnes. Une grande discorde. Discordes civiles. Elle est la source de toutes les discussions et de toutes les disputes, et c'est avec raison que La Fontaine a dit :

« La discorde a toujours régné sur l'Univers »
« Notre monde en fournit mille exemples divers »

Peut-il en être autrement en un ordre social où tout est discordant, où rien n'est harmonieux ? Il ne peut y avoir accord entre des éléments qui sont opposés les uns aux autres, et qui sont séparés par une barrière infranchissable. La liberté et l'autorité ne peuvent faire bon ménage ; la richesse et la pauvreté non plus ; la discorde ne prendra fin que lorsque la liberté aura complètement vaincu l'autorité, et que la richesse sociale n'appartiendra plus à quelques-uns, mais à tous.

Les causes et les raisons de discorde ayant disparu, ses effets disparaîtront également, et les hommes pourront mener enfin une existence pleine de quiétude et d'harmonie.

DISCUSSION n. f. (du latin *discussio*). La discussion est l'examen, par débat, d'une idée, d'une proposition, d'un problème, et où chacun expose le point de vue particulier qu'il a du sujet soumis à son appréciation. Une discussion peut être calme, animée ou orageuse. Les plus profitables sont celles qui se déroulent dans le calme, car il est plus facile d'y examiner les sujets ou les objets en contestation avec soin. Les discussions orageuses sont d'ordinaire stériles, et on ne peut prendre de meilleurs exemples que ceux que nous offrent les

discussions électorales, qui dégénèrent parfois en bagarre, mais d'où ne sort jamais rien de bon.

Les discussions parlementaires qui font l'effet de tant de débats sont aussi inutiles que les discussions électorales, et il faut le croire, car depuis que se réunissent les corps législatifs, ils n'ont encore élaboré aucune loi qui soit susceptible d'assurer l'harmonie des pays et des nations qu'ils ont à charge de diriger. La discussion seule d'un sujet intéressant est utile, mais il ne faut pas cependant discuter pour discuter et avoir raison. Il coule de source que lorsque l'on discute, c'est que l'on considère son point de vue comme le meilleur, pourtant il faut écouter et examiner les arguments qui nous sont opposés, et ne jamais hésiter à reconnaître ses erreurs. Discuter à perte de vue, par dilettantisme et snobisme est ridicule, et prise dans ce sens, la discussion n'est pas une source d'enseignement et de lumière.

DISPUTE n. f. (du latin *dis*, séparat., et de *putare*, penser). La dispute est le débat suscité par des opinions contraires, par des intérêts opposés ou des prétentions rivales. Il ne faut pas confondre la dispute et la discussion. La discussion dégénère parfois en dispute ; mais si, lors de la discussion, on cherche à convaincre son adversaire, lorsque l'on arrive à la dispute, on ne cherche plus qu'à le froisser.

« C'est du choc des esprits que jaillit la lumière », dit un proverbe, et il est vrai que l'exposition des idées de chacun est un important auxiliaire du progrès ; mais ce n'est pas au cours d'une dispute que l'intelligence peut se livrer à ses opérations ; il lui faut le calme pour travailler, et non pas l'orage de la dispute.

Malgré ce distinguo que nous faisons entre les mots dispute et discussion, le mot dispute, en dehors du langage courant est souvent employé par les écrivains, et non des moindres, comme synonyme de discussion : « Quand les hommes éclairés *disputent* longtemps, il y a grande apparence que la question n'est pas claire » (Voltaire). « Elle n'explique rien de ce qui pouvait être en *dispute*. » (Pascal). « Nous avons le plus souvent *disputé ensemble*. » (Molière). Quoi qu'il en soit, nous ne *disputerons* pas sur la valeur grammaticale du mot : contentons-nous de dire que, dans l'usage courant, vulgaire que l'on fait du mot « dispute », celui-ci n'est pas synonyme de discussion, mais serait plutôt synonyme de querelle.

DISQUALIFIE adj. Ne plus être qualifié pour ; être déchu, déshonoré, être indigne de remplir certaines fonctions. Avoir manqué à ses promesses, à ses engagements ; ne plus posséder l'estime et la confiance de ses semblables. Manquer de qualités requises pour...

L'homme disqualifié est un individu qui a généralement abusé de l'estime et de la confiance que l'on avait placées en lui, et qui en a profité pour en user à son avantage et à son profit. Hélas ! Avant d'être disqualifié et dans l'incapacité de nuire, l'individu fourbe et retors fait bien des victimes, et il est souvent difficile de le dénoncer et de retirer le manteau dont il se couvre, tant est profonde et tenace la crédulité de ceux qui, sincèrement, le défendent.

Ne sont-ils pas nombreux, et surtout dans les milieux politiques, les hommes qui sont moralement disqualifiés, qui se sont disqualifiés en faisant commerce de leurs mandats, en trompant leurs électeurs, en trempant dans toutes les affaires louches susceptibles de leur apporter un quelconque bénéfice, et qui cependant exercent, malgré tout, une influence prépondérante et dirigent encore les destinées d'une nation ?

Le sinistre Poincaré, qui peut à juste titre être considéré comme un des grands responsables de la guerre, ne s'était-il pas lui-même disqualifié aux yeux de tous ?

Et son successeur Millerand ? Et les voilà pourtant à nouveau, à peine dix ans après la fin du carnage, à tenir la direction de la chose publique. Il est vrai que la République s'est elle-même depuis longtemps déshonorée, et qu'elle a les amants qui lui conviennent.

DIVAGATION n. f. Action de divaguer.* Primitivement, ce mot était employé pour signaler l'action d'errer çà et là ; mais de nos jours, il signifie l'écart involontaire de la pensée, de la parole ou de l'écrit. Les divagations d'un aliéné ; les divagations d'un poète exalté.

S'il est des divagations inoffensives, il en est d'autres qui sont dangereuses, et les écarts de la pensée, de la parole ou de l'écrit ne sont pas toujours involontaires ; ils sont souvent intéressés.

On peut qualifier de divagations littéraires, les principes, les thèses, les idées rétrogrades, développés par certains auteurs ; on ne nous trompe pas ; à nos yeux ces divagations ne sont qu'une marchandise frelatée destinée au peuple qui l'absorbe aveuglément, et qui s'en empoisonne. Peut-on considérer comme des divagations, la prose maladroite de M. Léon Daudet, le bouffon monarchiste, et les pamphlets haineux de ce politicien en mal de dictature, ne sont-ils pas un danger pour la liberté ? Son associé en divagation, Charles Maurras, n'est-il pas également un danger public, un danger social ? Anarchistes, nous ne réclamons pour personne, fussent-ils nos plus terribles adversaires, la répression brutale de la justice, mais dans les maisons de santé, dans les hospices d'aliénés, il est des fous qui sont enfermés, et qui sont certes moins nuisibles que le bouffon Daudet et que son compère Maurras, le « Tre-taillon » Maurras, pour lui donner le nom si cher à Urbain Gohier.

Eh oui ! Les divagations de ces êtres nous conduisent tout droit à la guerre extérieure et à la guerre intérieure, et peut-être serait-ce leur rendre service tout en sauvant l'humanité, que de les soumettre à l'analyse du psychiatre. Notre intention n'est nullement de sauver une République qui s'est prostituée et qui asservit à quelques privilégiés, à une ploutocratie inepte, toutes les forces vives de la collectivité ; mais si, anarchistes, nous combattons un régime qui a fait ses preuves, qui a démontré l'incapacité de ses efforts et l'inopérance de ses principes, ce n'est pas pour écouter les divagations de ceux qui espèrent, par la violence, nous ramener à quelques centaines d'années en arrière et nous livrer, pieds et poings liés, à un tyran ou à un despote.

Malheureusement, on ne divague pas qu'à droite, on divague aussi à gauche, à l'extrême gauche, et ces dernières divagations sont peut-être plus dangereuses que les premières, car le peuple les écoute comme des choses sensées. Ils sont nombreux, les fous qui donnent l'impression d'avoir toute leur raison, et il faut du discernement et de la subtilité pour apercevoir la maladie.

N'est-ce pas une divagation que de vouloir supprimer une autorité, pour la remplacer par une autre autorité ? C'est pourtant l'opération à laquelle veulent se livrer certains docteurs en socialisme. Et ils sont écoutés, hélas ; et les malheureux qui les suivent ne font l'effet de pauvres fous qui jetteraient de l'essence sur le feu pour éteindre un incendie.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que les hommes sensés, logiques, raisonnables, n'arrivent pas à se faire entendre, et sont considérés par ceux qui les entourent comme des déséquilibrés.

Ce serait à croire que le monde est un composé de fous ou de demi-fous, et que l'homme sensé est une exception. Car enfin, il est remarquable que les idées les plus sangrennes, les plus erronées, les plus stupides ont toujours trouvé des défenseurs nombreux,

et que ceux qui les véhiculent ont bénéficié de l'admiration universelle.

Dites à un individu que pour se libérer du fléau de la guerre, il faut que chaque nation intensifie ses armements, qu'elle construise des fusils, des canons, des monstres marins et sous-marins ; qu'elle se munisse de gaz terribles, capables d'exterminer en une seconde des populations entières, des femmes, des enfants et des vieillards, et immédiatement vous jouirez de la considération de vos semblables, qui vous élèveront une statue et vous proclameront champion de la paix. Mais dites à ce même individu que pour voir disparaître de la surface du globe les torrents de sang qui la rougissent ; pour que jamais plus la main meurtrière d'un homme ne tue un autre homme, pour que jamais plus nous n'assistions au terrifiant spectacle qui nous fut offert de 1914 à 1918, il faut se débarrasser de tous les engins de destruction, il faut jeter dans le creuset la fonte des canons pour en faire des socs de charrue ; alors, il vous dira que vous *divaguez*, et vous fera jeter en prison comme néfaste et dangereux à la société.

Combien de temps cela sera-t-il encore ainsi ? Qui sait ? La civilisation évoluera-t-elle ; l'humanité est-elle en pleine jeunesse ou retombe-t-elle déjà en enfance ? Dans ce dernier cas, tout est perdu.

DIVERGENCE n. f. La divergence est la différence dans les opinions, les sentiments, les idées qui animent les personnes appartenant à un même parti et en acceptent les principes fondamentaux.

On peut, dans une organisation, être d'accord sur une quantité de points, et ne pas partager sur certains sujets l'opinion de la majorité ou même de la totalité de ses camarades. Cet écart s'appelle divergence, puisqu'il s'éloigne du point commun.

Les divergences sont inévitables dans toute organisation groupant un certain nombre d'individus, et à condition de n'être pas trop profondes, elles ne nuisent pas à la bonne entente qui doit régner dans toute association ; bien au contraire. Les divergences d'idées et d'opinions permettent, au sein d'un parti, d'élever les discussions et d'envisager les solutions possibles à un problème posé.

Si les divergences sont trop nombreuses, alors l'unité est rompue, et toute action collective est impossible ; il est préférable, alors, de dissoudre l'association ou de libérer de leurs engagements celui ou ceux qui se trouvent en opposition avec la grande majorité de leurs camarades. Il faut reconnaître que bien souvent les divergences qui se manifestent au sein d'un parti politique ne sont déterminées que par une basse question d'intérêts, et que les idées ne jouent qu'un rôle secondaire dans les divisions qui éclatent périodiquement au sein de ces partis. Anarchistes, nous n'avons pas à nous plaindre de ces dissociations, puisqu'elles offrent au peuple l'image vivante de ce qu'est la politique et le caractère de ceux qui s'y livrent.

DOCTRINAIRE n. m. A l'origine, prêtre de la doctrine chrétienne. Depuis 1815, ce mot servit à désigner les politiciens, hommes d'Etat ou publicistes, pensant que l'on peut concilier la liberté et le pouvoir et qui travaillèrent en France à l'établissement d'un gouvernement monarchiste constitutionnel.

Le système des doctrinaires fut mis en pratique par divers ministres de la Restauration, et les adeptes de ce système reconnaissaient comme chef, Roy-Collard, qui fut président de la Chambre des Députés.

Bien que peu nombreux, ils exercèrent une influence considérable depuis la chute du premier empire, jusqu'à 1848, et le libéralisme dont ils se couvraient n'était que superficiel et tout politique. En réalité, ils laissent

le souvenir d'un autoritarisme étroit, mesquin et brutal, qui coûta la vie à la monarchie et déclencha la révolution de 1848.

Il ne faut pas confondre « doctrinaire » et « doctrinal ». Ce dernier s'emploie surtout pour désigner les conseils, les avis, les jugements des savants sur les questions de morale et de religion.

De nos jours, on se sert parfois du mot doctrinaire pour désigner un homme attaché à une doctrine, et qui la soutient de manière étroite et avec sectarisme.

Adjectivement : Les opinions doctrinaires ; le système doctrinaire.

DOCTRINE n. f. (du latin *doctrina*). La doctrine est l'ensemble des connaissances que l'on a acquises. Elle est ce que l'on croit être la théorie, le système, l'opinion philosophique ou social susceptible de résoudre, au mieux des intérêts de l'humanité, les grands problèmes de la vie.

On distingue plusieurs sortes de doctrines ; mais, idéologiquement, toutes se réclament du même but : le bonheur spirituel, moral et matériel de l'individu. S'échafaudant sur des considérations particulières et sur des principes contraires, il est facile de comprendre que les diverses doctrines qui s'opposent, empruntent, pour atteindre le but poursuivi, des chemins différents, et qu'elles donnent naissance à des antagonismes qui ne s'éteindront que lorsque la sagesse des hommes aura triomphé de l'ignorance et de la bêtise.

Durant les siècles écoulés, les doctrines les plus remarquables furent celles qui traitaient du déisme et interprétaient Dieu de façon différente. Il y aurait peu de choses à en dire du point de vue social, si elles n'avaient jamais débordé des cadres de la philosophie et n'avaient pas servi de tremplin politique pour asservir le peuple. La doctrine chrétienne, qui depuis si longtemps a envahi l'Europe, traîne derrière elle le boulet des crimes monstrueux qu'elle a engendrés, et s'est définitivement disqualifiée aux yeux de tout homme raisonnable et sensé. Il en est de même de toutes les autres doctrines religieuses qui ont été ébranlées par les coups répétés de l'athéisme, et il est probable que, sous le choc des idées nouvelles, elles disparaîtront bientôt totalement de la surface du globe.

Les doctrines religieuses ont cédé la place aux doctrines politiques, qui, à leur tour, se sont emparées des questions relatives au bonheur de la collectivité humaine et cherchent à améliorer le sort et l'existence de l'individu. Nous connaissons les diverses doctrines politiques qui s'opposent, se combattent, et nous savons aussi que les prêtres des nouvelles religions ne sont ni mieux inspirés ni plus sincères que ceux qui les ont précédés. La doctrine démocratique, la doctrine socialiste, collectiviste, communiste autoritaire, nous semblent aussi incapables de résoudre le problème social, que le furent les doctrines religieuses du passé. Nous avons déjà traité, dans cet ouvrage, de la doctrine collectiviste, communiste, démocratique, nous traitons plus loin des autres doctrines. Pour nous, anarchistes, nous croyons sincèrement et profondément que seul l'anarchisme « peut assurer à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté », et c'est pour voir un jour se réaliser cette espérance, que nous luttons avec énergie, et que nous propageons notre doctrine, qui repose sur l'analyse des nécessités et des besoins intellectuels et matériels de l'homme. Elle est pour nous le flambeau qui doit éclairer et éclairera demain une humanité régénérée.

DOCUMENTATION n. f. (du latin *documentatum*, renseignement). La documentation est l'action qui consiste à appuyer une affirmation, une déclaration, une assertion sur des documents, des preuves, qui en

rendent la contestation impossible. Pour faire autorité, il faut que l'on ne puisse contester la valeur d'un document, et que celui-ci soit inattaquable ; ce n'est pas toujours le cas, et il arrive souvent que des faits de très haute importance reposent sur des documents dont l'authenticité est douteuse.

Une bonne documentation est une arme terrible contre les adversaires que l'on veut confondre, combattre et abattre, et en conséquence, elle est indispensable à l'anarchiste, au révolutionnaire, qui veut transformer la société bourgeoise. Avec un peu de recherche, de travail et de méthode, elle est relativement facile à se procurer.

L'histoire du passé est un formidable monument où nous avons la possibilité de puiser pour nous documenter sur toutes les erreurs qui ont présidé jusqu'à nos jours aux destinées humaines, et si les individus étaient un peu plus courageux, les documents historiques qu'ils pourraient et qu'ils devraient consulter seraient pour eux une preuve indéniable du mensonge social.

Un bon militant doit donc avoir une documentation solide et irréfutable, afin d'avoir la force et la puissance de démontrer la vérité des opinions et des idées qu'il émet et qui reposent sur l'analyse et l'étude des documents qui sont une preuve accablante pour les maîtres, qui, depuis tant de siècles, asservissent la grande majorité des humains.

DIVORCE n. m. (du latin *divortium*, de *divertere*, se séparer). Le divorce est la rupture des liens du mariage, légalement effectuée du vivant des époux. On a dit que le divorce était aussi ancien que le mariage lui-même. Voltaire a fait spirituellement observer qu'il avait dû le suivre de quelques semaines. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une affirmation excessive. Il n'y a pas lieu, en effet, de confondre le divorce avec la répudiation telle qu'elle a été pratiquée, dès la plus haute antiquité, chez tous les peuples de l'Orient, et qui consistait en la faculté, pour le mari, de renvoyer sa femme lorsqu'il la jugeait indigne de partager dorénavant son existence.

Il semble que c'est en Grèce qu'a pris naissance le divorce, avec faculté pour les époux de se séparer d'un commun accord, après qu'un magistrat eût apprécié les motifs de leur détermination.

A Rome, la législation distinguait entre le divorce et la répudiation. Le divorce consistait en la dissolution du mariage par le consentement mutuel de l'homme et de la femme. La répudiation consistait en la dissolution du mariage par l'effet de la volonté d'un seul des conjoints : l'homme ou la femme, indépendamment de la volonté de l'autre. La répudiation de la part de l'épouse était légitimée lorsque le mari était convaincu d'avoir voulu la livrer à la débauche, ou d'avoir fait peser sur elle des accusations d'immoralité non fondées, ou bien encore d'avoir entretenu une concubine. On admettait que l'époux répudiât sa femme au cas d'adultère, d'abandon du domicile conjugal, ou de désobéissance. De part et d'autre, la tentative de meurtre était appréciée comme une raison particulièrement grave.

Ces mœurs, d'origine grecque, et qui consacraient, en même temps qu'un respect marqué de la liberté individuelle, une égalité relative des sexes, furent transportées en Gaule avec l'invasion romaine. Mais elles disparurent devant les exigences de la religion chrétienne, qui, non seulement faisait de la monogamie une obligation, mais encore s'inspirait d'un passage des Évangiles pour fonder le dogme de l'indissolubilité du mariage. Il est écrit, en effet, dans saint Matthieu, au chapitre XIX, que des Pharisiens, ayant demandé à Jésus s'il est permis à un homme de

répudier sa femme pour quelque sujet que ce soit, celui-ci leur répondit qu'il était dans la volonté divine que les époux ne formassent qu'une seule chair, et que l'homme ne doit point séparer ce que Dieu a uni.

Fort de ce texte, le catholicisme condamna le divorce comme un crime, avec pour sanction l'excommunication. Mais, avec la casuistique spéculative qui le caractérise, il devait l'admettre en fait, quoique d'une façon hypocrite et détournée, pour favoriser, à l'occasion, les desseins de puissants personnages. Henri IV, devenu roi de France, ne pouvait épouser Marie de Médicis, étant uni déjà à Marguerite de Valois. L'Eglise ne pouvant rompre ce premier mariage par le divorce, ce qui eût été un scandale, tourna la difficulté en le frappant de nullité, c'est-à-dire en déclarant *qu'il n'existait pas* ! Et tout le monde fut satisfait, sauf peut-être Marguerite de Valois. Grâce à ce grossier subterfuge, le bon roi Henri put reposer la conscience à l'aise, et profiter de la bénédiction du clergé, dans une circonstance qui aurait fait accuser d'adultère et vouer aux flammes éternelles le premier venu des paysans.

Pour les pauvres gens, rivés l'un à l'autre par les chaînes du mariage religieux, l'Eglise n'a jamais admis, en cas de mésentente, que la séparation de corps, qui est la faculté d'aller vivre chacun de son côté, mais sans que soit dissous le mariage, sans la possibilité, par conséquent, de rechercher le bonheur dans une autre union. Il en est encore ainsi, de nos jours, dans les pays soumis à l'autorité papale : l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la presque totalité de l'Amérique du Sud. Par contre, les nations protestantes : l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande, le Danemark, la Suisse, ont rejeté le rigorisme catholique et adopté le divorce, avec des facilités diverses, dès la Réforme, c'est-à-dire au début du xvr^e siècle.

En France il fallut, pour obtenir ce résultat, l'effort libérateur de la Révolution. L'Assemblée législative reconnut le divorce par la loi du 20 septembre 1792, sur la proposition du député Aubert-Dubayet. Il fut autorisé sur la demande d'un seul des conjoints dans chacun des cas suivants : 1° Démence ou folie ; 2° Condamnation à une peine afflictive ou infamante ; 3° Sévices ou injures graves ; 4° Dérèglement des mœurs ; 5° Abandon pendant deux ans au moins ; 6° Absence sans nouvelle pendant cinq ans au moins ; 7° Emigration.

Mais le divorce comptait beaucoup d'ennemis et, après nombre de débats, le Décret du 20 mars 1803 en réduisit considérablement la portée. Puis le retour des Bourbons annula cette conquête révolutionnaire. Il fut aboli par la loi du 8 mai 1816. Il ne devait renaître de ses cendres que soixante-huit ans après, sur l'initiative d'Alfred Naquet, après sept ans d'efforts parlementaires.

Les lois du 27 juillet 1884 et du 18 avril 1886 ont reconstitué le divorce de la Révolution, mais avec des restrictions regrettables, et tout en laissant subsister la séparation de corps, par égard pour le culte catholique. Avec ces nouvelles dispositions légales, les motifs de divorce reconnus valables sont réduits à trois : 1° Les excès, sévices et injures graves ; 2° La condamnation à une peine afflictive et infamante ; 3° L'adultère.

Le premier motif est laissé à l'estimation du juge. Seuls les deux derniers motifs sont considérés comme péremptoirs, c'est-à-dire de nature à faire obtenir le divorce sans difficulté, — ce qui ne signifie point sans frais ni lenteurs — dès l'instant que les faits sont bien établis. Mais si la constatation est aisée qu'une pénalité judiciaire a été prononcée contre un des époux, il n'en va pas toujours de même pour l'adultère et ceci donne lieu à des recherches et expertises à la fois grotesques et répugnantes.

D'abord, il faut distinguer : le flirt, les mignardises, l'essai de prise de possession, certains attouchements risqués, ne sont pas considérés comme péché d'adultère,

non plus que les relations homosexuelles ! Et pourtant... Mais passons ! Pour que, du point de vue de la loi, il y ait adultère, il faut qu'il y ait eu consommation de l'acte sexuel entre personnes de sexe différent. Et s'il n'existe pas de documents probants, tels des lettres édifiantes susceptibles d'être présentées comme pièces à conviction, il faut qu'un commissaire de police, muni d'un mandat de perquisition, se rende dans la chambre des amants pour y faire les constatations nécessaires, et dresser procès-verbal de toutes les circonstances utiles. C'est-à-dire qu'il retiendra soigneusement les propos enflammés des coupables, leurs soupirs significatifs, les craquements de leur sommier, s'il a pu entendre, à la dérobée, quelque chose de semblable. La porte ouverte, il notera l'état de désordre de leurs vêtements et de leur chevelure, vérifiera si le lit est défait, s'il est encore chaud et porte l'empreinte de deux corps allongés, si les draps portent des traces intimes, et cœtera...

Bien qu'il s'agisse d'enquête au service d'une loi condamnée par l'Eglise, cette casuistique malpropre est trop dans le caractère de sa littérature spéciale à l'usage des confesseurs, pour que l'on n'en soupçonne point l'inspiration.

Le divorce, tel qu'il a été rétabli par la République Française, est à part ceci, très imparfait, et conserve la marque de toutes les concessions que le législateur a dû faire aux gens « bien pensants », pour obtenir gain de cause. Il est hérissé d'obstacles. Les démarches en sont excessivement longues et coûteuses. Ici encore, il n'est aucune parité entre les possibilités pratiquement offertes aux riches, et celles mises à la portée des pauvres. La dissolution du mariage par consentement mutuel des époux n'ayant pas été retenue, le divorce français actuel n'est pas la liberté pour l'homme et la femme de se séparer de corps et de biens quand ils le veulent, avec faculté de convoler en d'autres noces. Ce n'est que la libération accordée à l'un d'eux, sur sa demande, en conséquence de certaines fautes graves commises par son conjoint, et sur lesquelles un tribunal doit se prononcer tout d'abord.

Que de complications inutiles et barbares ! Même dans les conditions de la vie sociale actuelle, le divorce pourrait être sans inconvénient, mais avec tout avantage, débarrassé des entraves que lui ont infligées à plaisir des pions paperassiers et de malfaisants « vertuistes ». Dès à présent, l'effort du législateur laïque pourrait et devrait porter exclusivement sur le souci de protéger contre la misère l'épouse et l'enfant abandonnés — car c'est surtout cela qui importe ! — et délaisser le souci de préserver, soi-disant, la dignité du mariage par la sauvegarde des apparences et le sacrifice du bonheur d'autrui. Dès à présent, le législateur, pour la plus grande satisfaction de ses contemporains, pourrait renoncer à la poursuite de cette utopie : L'amour dans le mariage et le bonheur des enfants dans la maison, assurés par la contrainte judiciaire.

Car l'amour, qui se ressent mais ne s'impose point, se révèle sans préoccupation des articles du Code. Et, pour ce qui est des enfants, si c'est pour eux un très grand bonheur, un incontestable avantage que d'être élevés par des parents unis, il est cependant pour eux préférable d'être confiés à des éducateurs affectueux, que de rester dans l'atmosphère attristante et dangereuse d'un foyer où l'on se hait. — Jean MARESTAN.

DIVORCE. — Le divorce, on peut le définir la porte de sauvetage du mariage. Il est, en effet, un compromis entre l'union libre et le mariage légalement indissoluble. Le divorce est admis en presque tous les pays du monde. Aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Russie, en Suisse, en Norvège, au Danemark, en Belgique, en Hollande, en Grèce, en Bulgarie, au Japon, en France, etc... Dans les pays dominés par le

* clergé catholique, comme l'Espagne et l'Italie, le divorce n'existe pas encore, mais il ne tardera pas à s'universaliser. Son mécanisme sera toujours plus simple. En Russie, en vertu du décret du 18 décembre 1917, le divorce est devenu une pratique accessible à toutes les bourses, et réalisable en peu de jours.

Il semble impossible que le divorce rencontre encore beaucoup d'adversaires, étant donné que le lien matrimonial, quand il est troublé par le dissentiment, la mauvaise santé, etc., se résout en une infinité de malaises pires que la séparation elle-même, aussi bien pour les conjoints que pour les enfants. L'adultère, les scènes continuelles, les crimes passionnels, les drames de la jalousie, et tant d'autres désordres et scandales naissent du fait que beaucoup de femmes sont forcées de vivre avec le mari qu'elles n'aiment pas, à cause des difficultés qu'elles rencontrent pour la revendication de leurs propres droits. En certains pays, la femme séparée reste légalement soumise au mari et exposée à ses représailles : de l'arrestation pour concubinage à l'interdiction de garder les enfants auprès d'elle.

Il est ridicule de présenter le divorce comme étant la destruction du mariage, puisqu'il n'est que la fin légale de l'union qui, désormais, n'existe plus. A ce propos, le juriste italien Luigi Miraglia observait (*Filosofia del diritto*, Naples, 1903, p. 463) :

« Seule, l'union perpétuelle de fait répond à l'idéal ; le divorce, on doit le considérer comme la reconnaissance de la juste fin de l'union pleine ; il commence là où finit l'idéal de l'indissolubilité. »

Le plus curieux, c'est que dans les pays où n'existe pas le divorce, ce sont les femmes elles-mêmes qui, écoutant les prêtres, se dressent contre lui. Pourtant, le divorce serait une libération pour beaucoup d'entre elles. Une statistique sur les séparations de personnes en Italie, en 1897, donnait (abstraction faite des cas de séparations dont les conjoints étaient d'accord), les chiffres suivants : la séparation fut accordée en 206 cas, pour excès, sévices, injures imputables presque toujours au mari. En 18 cas, il s'agissait d'abandon volontaire et, sur ces 18 cas, les deux tiers étaient imputés au mari qui avait quitté la famille. En d'autres cas, la cause est une condamnation du mari. Seulement en une seule des causes de séparation, le tort se trouverait en majorité du côté des femmes, là où il s'agit de tromper la foi conjugale : la statistique officielle cite 47 séparations déterminées par ce genre de mésaventures domestiques, et ajoute que, en 35 cas sur 47, la faute est du côté de la femme ; mais en tenant compte du fait que la tromperie de la femme, aux termes de la loi, se consomme avec un seul acte, pendant que celle du mari, pour être légalement efficace, doit se traduire en une forme de concubinage, cette dernière exception perdrait toute importance.

L'augmentation énorme des divorces est significative. Aux Etats-Unis, pays classique du divorce, il est dû à la précocité des mariages. En fait, le recensement de New-York enregistrait 1.600 jeunes hommes et 1.200 jeunes filles de quinze ans, mariés en la seule année 1920. Pendant la même année, 82 garçons et 1.500 filles d'âge non supérieur aux 15 ans, se trouvaient en état de veuvage ou divorcés. En Europe aussi, les cas de divorce sont de plus en plus fréquents, surtout dans les grands centres.

Voici une statistique de Berlin :

Années	Mariages	Divorces	Pourcentage
1921	45.238	7.875	17,2
1922	47.688	7.364	15,5
1923	41.519	6.781	16,1
1924	30.650	7.372	24,1

On pourrait citer d'autres statistiques, pour démontrer que le mariage est en décadence et qu'on va vers l'union libre. — C. BERNERI.

DOGMATISME n. m. On peut être dogmatique sans pour cela adhérer à une religion ou à une église. Le dogmatisme est celui qui se raidit en une croyance, en une vérité déterminée ou en un groupe de vérités (pour lui naturellement), et qui n'admet pas que d'autres en doutent. Le dogmatisme, c'est le père de l'intolérance politique, religieuse et morale. Combien de personnes qui rient et qui sourient des dogmatiques religieux et qui, à leur tour, sont des religieux dogmatiques vis-à-vis du programme de leur parti ! Hier, les jacobins aujourd'hui les communistes autoritaires sont des dogmatiques. Mais aussi parmi les anarchistes, il y a des mentalités bornées, des esprits arides, des présomptueux sans culture, qui prennent à la lettre et en bloc la pensée des auteurs plus ou moins connus, et de valeur, et ne tolèrent aucune critique ; ils ne s'intéressent à aucune élaboration idéologique, à aucun ajournement des données sur lesquelles les théoriciens construisent leurs théories.

Anarchisme et dogmatisme sont inconciliables.

Le dogme, c'est la tradition morte, la répétition de la parole du maître, l'autorité contre le libre examen. Chaque anarchiste devrait combattre le dogmatisme, en partant d'un examen de conscience et en veillant à ce que sa pensée ne se cristallise point.

DOGME n. m. Dans son acception commune, ce mot signifie une opinion imposée par une autorité en dehors et au-dessus de toute critique et de tout examen. Dans la religion chrétienne, le dogme est une vérité révélée par Dieu, et directement imposée, par l'Eglise, à la croyance des fidèles. La révélation est la source du dogme, et son caractère fondamental est l'intangibilité. Le dogmatisme catholique est l'ensemble des dogmes préparés, définis et développés par les Pères de l'Eglise, par les Conciles et par les Papes. Les trois dogmes fondamentaux sont : Jésus homme et Dieu ; Dieu, en une et en trois personnes ; l'homme, tombé à cause du péché, et racheté moyennant la grâce. Le dogme a été la base de l'intolérance religieuse, puisque toute vérité philosophique ou scientifique trouva dans le dogme intangible sa pierre d'achoppement. La vérité étant unique, aucune autre vérité n'est admise. Donc, l'Eglise dit : « Je suis en possession de la vérité, qui n'est pas avec moi est dans l'erreur ».

Combien de bûchers allumés, combien de sang a fait verser la présomption de l'Eglise, qui, en définitive, n'était que la présomption des prêtres installés sur les dogmes pour guetter toute lumière de vérité nouvelle, afin de l'éteindre ! Au dogmatisme ecclésiastique s'unit le dogmatisme scientifique pendant des siècles. A tel point que saint Thomas, les Conciles, le Pape, infaillibles, eurent comme complice involontaire Aristote, dont les œuvres étaient considérées comme les colonnes d'Hercule du savoir et de la pensée. Avec la réforme de la méthode scientifique, avec l'hérésie religieuse et la critique philosophique, le dogmatisme se confina dans l'Eglise. Puis vint à s'affaiblir l'éclat de l'anathème, qui pendant des siècles avait été la foudre de Rome.

Le positivisme en philosophie, l'expérimentalisme en science ont affranchi la pensée des dogmes religieux et scientifiques. Aujourd'hui, l'homme cultivé ne veut plus croire en aveugle, il demande des explications et il cherche des preuves. Le modernisme est entré dans le corps de l'Eglise, cheval de Troie du rationalisme.

L'histoire de la pensée est l'histoire du dogme et du libre examen en lutte. Et l'histoire nous montre combien de fois le premier étouffa le second en retardant la civilisation.

Après Kant, le dogmatisme a perdu sa bataille. Allons-nous vers le triomphe de la raison ? Certains courants philosophiques fatigués et les restaurations cléricales imposées par les gouvernements réaction-

naires en certaines nations nous laisseraient redouter un nouveau Moyen-Age, s'il n'y avait pas des courants de pensée vifs et riches dans les pays libres, et s'il n'y avait pas beaucoup d'hommes qui ne cessent de lutter contre la tyrannie. Mais s'il est naturel d'espérer en demain, certains que le patrimoine de la pensée ne peut subir les catastrophes des systèmes politiques, nous ne devons pas ignorer combien il est nécessaire d'intensifier la lutte contre le dogmatisme. Le bolchevisme en Russie, la tyrannie jésuitique fasciste en Italie, la dictature cléricalo-militaire en Espagne sont la preuve que la civilisation ne va pas du même pas que le progrès. Le dogme est là, protéiforme et tenace. Il est là, mais il est en nous aussi. — C. B.

BIBLIOGRAPHIE. — Le Moy. — *Dogme et critique*, 1903, Ch. Guignebert. — *L'évolution des dogmes*, 1910, Laberthonnier. — *Le dogmatisme moral*, et « *Essais de philosophie religieuse*, 1903 ».

DOGME n. m. (du grec *doghma*, formé de *dokéo*, je pense). Le dogme, en théologie, en philosophie comme en sociologie, est le principe accepté par les individus ou à eux imposé par une église ou une école qui présente ledit principe comme une vérité incontestable et indiscutable. Le dogme est la base fondamentale de toute religion spirituelle, matérielle ou sociale et ce serait une faute grave de penser que seules doivent être considérées comme des dogmes les théories qui puisent leur source dans la révélation divine. Il existe un nombre incalculable d'individus qui se croient sincèrement débarrassés de tous préjugés et qui affirment ne se courber devant aucun dogme et qui, cependant, sont les esclaves d'idées rétrogrades qu'ils se refusent à soumettre à l'analyse et qu'ils soutiennent comme des vérités intangibles et immuables.

Le dogme est, à nos yeux, la barrière qui se dresse devant le regard de l'homme, l'arrête et l'empêche de plonger dans l'obscurité du passé. A l'époque où l'intelligence était encore primitive et où la science n'avait pas arraché à la nature ses nombreux secrets, l'homme fut naturellement entraîné à attribuer à une force et une puissance surhumaines les phénomènes heureux ou malheureux qui le frappaient. La vie elle-même était pour l'individu une énigme et l'esprit humain ne pouvant concevoir l'infini, l'homme se donna, à lui et à tous les objets qui l'entouraient, une cause initiale, déterminante, un commencement, un Dieu créateur duquel émane tout l'Univers et qui dirigea, dirige et dirigera éternellement, selon sa volonté, les destinées du monde.

C'est sur ce dogme, sur ce principe métaphysique, ténébreux, que se sont élaborées, jusqu'au XVIII^e siècle, presque toutes les philosophies.

Cela ne nous surprend aucunement, car même, de nos jours, « si loin que portent, dit Sébastien Faure, les prodigieux appareils par lesquels l'optique prolonge le champ d'observation de l'homme de science, la puissance de ces appareils a une limite au-delà de laquelle la constatation fait nécessairement place à la supposition ou au calcul ».

Or, le passé peut être considéré comme un astre éloigné, le plus éloigné de la terre et, forcément, il arrive un moment où la pensée est obligée de s'arrêter rencontrant devant elle un nuage épais et obscur. Est-ce à dire qu'il n'y a rien derrière ce nuage, que la passé s'arrête là et qu'il n'est pas éternel comme l'avenir ?

L'explication des déistes nous paraît simpliste et ne satisfait pas notre soif de savoir. Rien pour nous ne représente que « rien » et nous ne pouvons pas admettre que ce « rien » est l'« Etre éternel, infini et puissant qui a fait toutes choses de « rien », c'est-à-dire de Lui.

Si l'on accepte comme base, comme dogme, l'hypothèse

« Dieu », alors rien de surprenant à ce que l'on accepte avec autant de facilité tous les autres dogmes qui en dérivent. Et c'est là que se manifeste le danger de la religion et de ses dogmes.

« Le Dieu spéculatif des métaphysiciens vit — s'il existe — dans des régions séparées par d'incommensurables distances de celles où se meut la fourmilière humaine. Se suffisant à lui-même, il dédaigne de s'occuper de ce qui se passe sur notre globe terrraqué ; il se désintéresse des microscopiques passions qui nous agitent ; il ne se mêle, ni directement, ni indirectement aux rapports établis entre nous ; il ne s'inquiète ni de nos bonnes, ni de nos mauvaises actions. Les abstrauteurs de quintessence, les extracteurs de racines cubiques de la Pensée pure, veulent qu'il soit ; ils se targuent de démontrer péremptoirement qu'il doit être, qu'il est impossible qu'il ne soit pas. « Il est, affirmement-ils, Il existe, parce qu'il n'est pas possible qu'il n'existe pas ». Un point c'est tout.

Il est évident que, présenté de cette façon, le dogme « Dieu » ne nous gêne nullement et nous nous gardons bien de contester, à qui que ce soit, d'avoir une croyance semblable, aussi ridicule nous semble-t-elle.

Mais « Dieu » traîne à sa suite un tas d'autres dogmes et, en premier lieu, celui de l'immortalité de l'âme qui fut enseigné par la presque unanimité des métaphysiciens ; et ce dogme, adroitement exploité par les théologiens, fut peut-être le facteur le plus précieux d'asservissement et de domination sociale. Si, à tous les âges de l'humanité, l'Eglise s'est emparé de ce principe, c'est qu'elle a compris tout l'avantage qu'elle pouvait en tirer au profit du riche et du puissant. Il n'est pas une religion qui n'ait pas, à sa base, l'immortalité de l'âme, de cette âme qui, une fois séparée du corps, quittera la vallée de misères et de souffrances pour atteindre l'idéal, dans la profondeur éthérée des cieux. Les Juifs ont leur « terre promise » comme les chrétiens ont leur paradis : et ces Edens ne sont accessibles qu'à ceux qui, durant leur vie terrestre, auront respecté les lois préalablement établies par la bonté, la justice et la sagesse de Dieu.

Quels profits, quels avantages énormes ont su tirer de ce dogme les princes de l'Eglise qui amenèrent habilement les peuples à renoncer aux joies terrestres en leur promettant un paradis céleste ! « Heureux les pauvres d'esprit, le royaume des cieux leur appartient ! » cependant que les grands ne se contentent pas des promesses, jouissent et vivent heureux sur notre boule ronde, spéculant sur la naïveté, la bêtise et l'ignorance des faibles.

Comme l'on comprend bien les raisons pour lesquelles les théologiens se refusent à discuter les dogmes et interdisent aux fidèles de les approfondir. C'est que, à l'analyse, tout s'ébranle, et l'on aperçoit, à la faveur de la critique, l'erreur et le mensonge sur lesquels ils reposent. Quelles que soient, pourtant, les murailles dont on les entoure, les dogmes spirituels, révélés, deviennent de moins en moins dangereux, tendent à disparaître et tout le formidable édifice qu'ils ont construit s'écroulera demain.

C'est que la vie moderne ne s'accorde plus avec le dogme du Dieu tout puissant et infailible. Un vent d'athéisme a passé sur les hommes et les exigences de la religion ont éloigné d'elle la plupart des individus. Certes, la croyance en une divinité n'est pas totalement éteinte ; on continue à se livrer, plus par coutume, par cupidité et par besoin, que par foi sincère, à certaines manifestations extérieures, à condition cependant que celles-ci n'entravent pas la marche courante de la vie quotidienne. Quel est celui qui sera assez fou, surtout dans nos contrées occidentales, pour sacrifier une parcelle, aussi minime soit-elle, de son bien-être terrestre, afin d'atteindre aux félicités céles-

tes ? S'il y en a, ils sont peu et leur nombre est insignifiant. L'idée de Dieu n'est plus dangereuse ; le dogme n'est plus qu'une lumière vacillante qui disparaît derrière les flambeaux de la science, et qui va s'éteindre totalement, sous le souffle puissant du progrès. Mais l'Eglise, elle, subsiste, soutenue par toutes les puissances d'argent ; elle ne prétend même plus être un organisme de moralisation, mais avoue être une association politique ; c'est donc comme telle qu'il faut la considérer et la combattre. Il faut la placer parmi toutes les autres associations de conservateurs ; elle forme l'élément le plus puissant de réaction, de conservation et de domination sociale. Ne cherchons donc plus à détruire ce qui fut sa force, mais ce qui est sa force, actuellement, et qui lui permet d'exercer, malgré la faillite de son dogme, une influence colossale sur la collectivité humaine.

Les dogmes de l'Eglise moderne se confondent avec les dogmes des nouvelles religions matérielles, religions politiques, aussi néfastes et aussi nuisibles que les précédentes.

Le nationalisme, le patriotisme, le démocratismesont les dogmes auxquels se sont attachés les hommes d'aujourd'hui et il est aussi difficile de les arracher à leur croyance qu'il fut difficile de faire pénétrer dans le cerveau des anciens religieux une parcelle de raison. Si le christianisme fut, et est encore, l'allié de la classe capitaliste, le nationalisme, le patriotisme et le démocratismesont en sont les précieux auxiliaires et les souffrances que ces dogmes ont déterminées, les crimes dont ils ont été la cause sont déjà terriblement nombreux.

La lenteur avec laquelle un individu abandonne un dogme et la rapidité avec laquelle il s'attache à un autre pourrait faire penser que le peuple a besoin d'une religion : c'est, du reste, ce qu'affirment certains philosophes. De là, sans doute, les différents dogmes qui se succèdent les uns aux autres.

A notre sens, c'est l'erreur de toutes les écoles que de croire à la nécessité de remplacer une religion par une autre, sous prétexte que l'homme doit avoir un idéal et un but. Il est vrai que l'individu a besoin d'un idéal, mais celui-ci ne doit pas être dogmatique ; sans quoi, il perpétue un état de chose qui, échappant à l'analyse, maintient l'individu dans l'ignorance et l'esclavage.

« Le dogmatisme est l'opposé de la méthode critique qui part de l'examen approfondi de la faculté de connaître pour aller à la connaissance des objets », a dit J. Aicard. Conservons donc et essayons de développer chez ceux qui nous entourent cette faculté de critique ; ne dogmatisons pas, détruisons les dogmes, tous les dogmes et, lorsqu'il en sera libéré, l'individu s'acheminera à grand pas vers le bonheur et la liberté.

DOMESTICATION n. f. Action de domestiquer. « Action d'accoutumer les animaux sauvages à la domesticité », dit le Larousse, qui nous cite le nom des animaux dont la vie est attachée à celle de l'homme. Et, si nous regardons au mot *domesticité*, nous voyons : « Etat de domestique. Ensemble des domestiques d'une maison ». Hommes et animaux, naturellement, car, pour le bourgeois, le « domestique » n'est ni plus moins qu'une bête de somme, attachée au service de son maître.

« Le premier d'entre les hommes qui jeta une bride sur le cou d'un âne, pour en faire sa bête de somme, et qui mit une livrée sur le dos d'un lâche, pour en faire son serviteur, inventa certainement ce qu'on appelle le principe d'autorité, en créant le domesticisme. » (Farenthuld).

L'homme serait-il inférieur à certains animaux ? La domestication du tigre, du lion, de la panthère est impossible et la sauvagerie de ces fauves est combien

supérieure à l'état de dépendance, de servitude dans lequel vit une catégorie — et la plus nombreuse — d'individus. Comment est-il possible de comprendre que la plus grande partie de l'humanité se soit laissée domestiquer au point d'abandonner sa vie et sa liberté entre les mains d'une poignée de parasites et de privilégiés ? Cela dépasse la compréhension, mais, cela est. L'énorme majorité des hommes se trouve, vis-à-vis d'une minorité, dans une situation inférieure, et consacre son existence à servir cette minorité qui, en échange, lui permet de ne pas crever de faim. Comme travail de domestication, c'est admirable. Le régime de la domesticité évolue ; le servage a succédé à l'esclavage ; le salariat au servage ; l'exploitation reste la même, la domestication domine ; le principe ne change pas.

Et l'on se demande parfois s'il y a lieu de plaindre et non de blâmer ceux qui se livrent ainsi volontairement à la domestication. Les deux peut-être. Certes, l'on peut trouver des circonstances atténuantes aux malheureux qui n'ont pas conscience de leur bassesse et de leur lâcheté. L'atavisme, l'ignorance, la crainte, la faiblesse morale, physique et intellectuelle sont des facteurs de domesticisme ; soit, mais, tout de même, en notre siècle de lumière, il n'est pas permis d'être aussi sourd à toute raison et aussi aveugle à tout ce qui se voit. L'ignorance absolue est une preuve de paresse, car chacun, aujourd'hui, aussi faible, aussi dépourvu soit-il, a la possibilité d'acquérir un minimum de connaissances et de lutter contre l'emprise exercée par les maîtres.

Non, ils n'ont pas d'excuses, les domestiques volontaires, les heureux, les contents de leur sort et, si nous ne souffrions pas de leur domestication, il n'y aurait qu'à les laisser croupir dans leur crasse. Mais notre vie est intimement liée à la leur et c'est pourquoi il nous faut continuer la lutte, poursuivre notre œuvre, pour jouir de notre liberté pleine et entière, qui est subordonnée à la liberté de toute l'humanité.

DOMINATION n. f. (du latin *dominatio*). Puissance, autorité. Action de dominer, d'être au-dessus des autres. Pouvoir que l'on a sur les esprits ou sur les corps. Exercer sa domination. La domination de l'âme sur le corps. La domination du roi, du prince, du dictateur.

L'esprit de domination a présidé de tout temps et préside encore à la vie des sociétés. C'est ce qui explique leur instabilité et les luttes continuelles et fratricides que se livrent les hommes.

Etre quelque chose, commander, exercer sa puissance, sa domination sur quelqu'un semble être le moteur de toute l'activité des individus. « Un gueux a un chien pour avoir un être sur qui dominer » a dit Sainte-Foix et c'est, malheureusement, trop vrai.

Depuis le temps que nous souffrons des contraintes, qu'ont subies nos pères et que nous subissons nous-mêmes, ne devrions-nous pas être guéris de cette soif de domination ? Quand donc étoufferons-nous au plus profond de nous-mêmes ce besoin de dominer ? L'anarchiste est adversaire de toute domination. Il veut être un homme libre. Se refusant d'être esclave, il ne veut pas être maître et, refusant d'être dominé, il ne cherche pas à être dominateur. Ce n'est que lorsque les hommes auront compris qu'eux seuls sont responsables de la domination qui les abaisse et les place en bas de l'échelle sociale que s'effaceront les dominateurs qui étendent leur puissance sur tout l'Univers.

DOUANE n. f. (de l'italien *dogana*, droit vénitien établi par les doges sur les navires arrivant de l'étranger et sur les charges qu'ils portaient).

La douane est l'administration chargée par un Etat, une nation, de percevoir un droit sur les marchandises

qui franchissent ses frontières. Cette institution semble avoir été réglementée en France par Colbert ; elle portait le nom de ferme générale et la douane lui succéda, à la suite du vote du 5 novembre 1790. En décrétant une taxe sur l'entrée des marchandises, Colbert entendait protéger les manufacturiers français contre la concurrence étrangère et leur permettre d'écouler leurs produits sans craindre d'avoir à lutter contre ceux venant du dehors. Les conséquences fâcheuses de cette réglementation ne tardèrent pas à se faire sentir. Si la taxe fut une source de revenus pour l'Etat, au point de vue social ce fut un désastre. Ne craignant plus la concurrence, le manufacturier ne chercha pas à améliorer et à perfectionner ses moyens de production, et le prix des marchandises livrées aux consommateurs augmenta dans des proportions fantastiques. Mais, cela importait peu ; le capitalisme, naissant avec l'industrie, se défendait déjà nationalement, à cette époque, quelles que soient les souffrances qui en résultaient pour le peuple. La douane continua à fonctionner et, le 15 mars 1791, le premier tarif, uniforme et unique, fut établi, frappant toutes les marchandises entrant en France et en sortant.

Depuis, ces tarifs ont été modifiés à différentes reprises et, actuellement, en France, les droits de douane se divisent en droits *ad valorem* et en droits *spécifiques*. Les premiers sont calculés en proportion de la valeur des marchandises importées et à raison de tant pour cent ; les seconds, d'après la nature et la quantité des produits.

L'élaboration des tarifs douaniers nécessite d'interminables conversations diplomatiques et l'on peut dire que jamais les intérêts de la population n'entrent en jeu au cours de ces discussions. C'est toujours l'esprit de Colbert qui préside l'institution : défendre le capitalisme national contre le capitalisme étranger.

Dans un quelconque pays, le peuple peut littéralement crever de faim. Mais son gouvernement ne permettra pas l'importation du blé sans frapper ce produit d'une taxe, si le producteur national est incapable de livrer le blé au même prix que son concurrent étranger. La douane n'a qu'un unique but : permettre au commerçant, au paysan, à l'industriel de vendre cher une marchandise qui pourrait être livrée au consommateur à meilleur marché. Le commerce est un vol en soi mais le tarif douanier permet au commerçant d'être un affameur et de devenir un meurtrier.

Nous avons déjà dit, en traitant le mot « concurrence » que certaines nations ne vivaient que de l'exportation de certains de leurs produits et que, lorsque des frontières leur sont fermées, en raison des taxes prohibitives qui frappent les marchandises, elles sont obligées d'en chercher l'écoulement d'une manière ou d'une autre ; et, nous ajoutons que lorsque la diplomatie n'arrivait pas à régler les différends qui s'élevaient entre deux capitalismes nationaux, c'est la guerre, la boucherie, le sacrifice de millions d'hommes qui en décidait.

Tous les traités commerciaux de nation à nation sont basés sur les tarifs douaniers, et les gouvernants de chaque pays cherchent naturellement à acquérir, pour ceux qu'ils représentent, le plus de quiétude et d'avantages possibles.

A mesure que se développent l'industrie et le commerce, les régimes douaniers deviennent plus prospères et cela est une conséquence logique de l'évolution capitaliste. Nous voyons des pays qui, avant la guerre, pratiquaient le « libre échange » sur une large échelle, prendre, à leur tour, des mesures prohibitives contre les produits étrangers, afin de permettre à leurs nationaux d'écouler des produits qu'ils ne peuvent fabriquer à des prix avantageux. Les populations travailleuses sont les premières victimes de cet état de choses ; mais

cela importe peu, le seul souci des gouvernants étant d'assurer, non pas le bien-être des masses ouvrières, mais les privilèges de la bourgeoisie.

Il arrive parfois que, lorsque la spéculation devient trop insolente, un gouvernement, effrayé de la rumeur populaire, lève les droits qui frappent certaines denrées et permettent l'importation libre. Mais, en général, ces mesures ne sont que provisoires et superficielles et ne sont prises que pour donner un semblant de satisfaction à la population. Le commerçant sort toujours victorieux et, lorsque l'apaisement et le calme sont revenus, les tarifs sont remis en vigueur et la comédie continue.

Il n'y a pas lieu d'espérer réformer cette institution qui pèse si lourd, sans même qu'il s'en rende compte, sur les épaules du travailleur. La douane n'est qu'un effet, c'est la cause qu'il faut détruire et cette cause, c'est le capitalisme.

N'en est-il pas, du reste, ainsi de toutes les institutions qui nous oppriment et nous oppressent ? Comme le militarisme, la justice, la magistrature, la douane est un moyen de défense, une arme au service de la bourgeoisie et elle ne disparaîtra qu'avec elle.

DRAGONNADES (Les). On désigne sous ce nom les persécutions exercées contre les calvinistes, entre 1685 et 1715, et qui furent ordonnées par le Roi-Soleil : Louis XIV. Elles débutèrent sitôt la révocation de l'Edit de Nantes qui, rendu en 1598, par Henri IV, mit fin aux guerres de religions en accordant aux protestants la tolérance des places de sûreté et l'autorisation de se livrer à l'exercice de leur culte.

Les défenseurs du « grand siècle » ou plutôt du « grand roi » prétendent que celui-ci céda à l'influence pernicieuse de Mme de Maintenon et des Jésuites en organisant les Dragonnades. Il est possible que la veuve de Scarron, qui se prostitua au monarque pour échapper à la misère qui la menaçait et qui devint plus tard la reine « morganatique » de France, dévorée d'ambition, dénuée de scrupules, ait poussé son « auguste » maître au massacre des protestants pour faire oublier ses attaches passées avec les calvinistes ; mais cela n'excuse pas les crimes dont Louis XIV conserve toute la responsabilité.

En supprimant, un à un, tous les droits consentis aux protestants, en poursuivant une politique de rigueur et d'arbitraire, Louis XIV devait plonger fatalement ses mains dans le sang. Lorsque, après près de cent ans de paix intérieure, le 17 octobre 1685, l'Edit de Nantes fut définitivement révoqué, la guerre civile recommença. Les protestants fortunés quittèrent le pays, transportant leurs industries sur des terres plus hospitalières. Mais l'exil n'était pas permis à tous et ceux qui restèrent furent contraints de subir la violence dont ils furent écrasés.

Afin d'établir l'unité religieuse et convertir les protestants, sur le conseil de Louvois, on ne trouva rien de mieux que d'envoyer en garnison chez les adeptes de la religion réformée, des soldats de cavalerie, alors appelés dragons, qui se comportèrent, chez leurs hôtes forcés, de façon abominable. Tout leur était permis. Assassinant les hommes, frappant les enfants, violentant les femmes, ils répandirent la terreur et la crainte et, pour échapper à l'obligation de les loger, un certain nombre de protestants se convertirent. Cependant, dans les Cévennes, la cruauté et l'intransigeance de l'intendant Basville déchainèrent la révolte. Les *Camisards*, ainsi appelés car ils portaient, pour se reconnaître, une blouse blanche, semblable à une chemise, prirent les armes pour défendre leur indépendance religieuse et leur liberté. La lutte fut rude. En 1702, on envoya contre eux le maréchal de Montrevel ; mais, celui-ci ne put les réduire ; en 1704, ce fut le maréchal de

Villars qui arriva à les soumettre en traitant avec un de leurs généraux, mais la plupart des chefs périrent dans les supplices plutôt que de se rendre.

A côté des dragons, faisant leur triste métier de soldats, en se livrant à des atrocités sans nom, on vit des hommes d'Eglise montrer, dans cette lutte religieuse, une férocité sans précédent. Des prêtres, des moines, s'organisèrent, en vertu d'une Bulle du Pape Clément XI et participèrent au carnage, à côté des troupes royales. Tout était bon pour réduire le protestant. On enrôla des voleurs de grand chemin qui pillèrent et rançonnèrent leurs victimes et l'on peut dire que, dans l'histoire criminelle de Louis XIV, les dragonnades sont les pages les plus terribles et les plus sanglantes.

Après dix ans de lutte inégale et de sacrifices sans nombre, le courage des protestants dut céder devant la force et la puissance de l'adversaire ; ils furent vaincus. Mais, de nos jours encore, malgré le recul de l'histoire, dans certaines contrées du Midi, on conserve, vivace, la haine du catholique, qui se transmet de père en fils. Les cicatrices creusées dans le corps des protestants par les dragons du roi, ne se sont pas encore refermées et, dans les petites villes et villages des Cévennes, durant les longues soirées d'hiver, on raconte aux enfants les souffrances endurées par les ancêtres.

L'histoire a des revirements ; dans certains pays du monde, la nouvelle religion s'est imposée et elle dirige à présent les corps et les esprits. En Angleterre, par exemple, le pasteur est tout puissant ; le protestantisme a triomphé. Est-ce en souvenir de la barbarie exercée par les catholiques que le peuple anglais reste indifférent au supplice que subit le peuple irlandais ? Nous savons, certes, que, derrière le manteau religieux duquel se couvrent certains politiciens, il y a autre chose ; mais, en façade, la guerre entre l'Irlande et l'Angleterre est une guerre religieuse et le peuple anglais devrait, lui, si fier de sa « liberté », comprendre que d'autres ont droit à une « liberté » au moins égale.

Toutes les religions se valent et n'engendrent que la pauvreté et la misère. Les dragonnades de Louis XIV se manifestent sous un autre nom de nos jours encore. Il y a dix ans à peine, les pogroms organisés en Russie, par le gouvernement, et exécutés par les cosaques n'étaient pas autre chose que des dragonnades. Et même, dans des contrées qui se targuent d'avoir atteint le plus haut degré de civilisation, on assiste encore parfois au massacre de nègres, dont le seul crime est d'avoir une couleur de peau différente de celle des Yankees.

Quand donc les hommes comprendront-ils qu'assez de sang a coulé, que la terre en est inondée et qu'ils doivent pratiquer enfin un peu d'amour et de fraternité ?

DRAPEAU n. m. (du latin *drappellum*, formé de *drappus*, drap). Le mot drapeau servait primitivement à désigner la pièce de drap utilisée pour emmailloter les enfants en bas-âge et que l'on nomme aujourd'hui *lange*. Par la suite, il devint synonyme de *chiffe*, de vieux morceau d'étoffe ou de linge : « Un marchand de viels fers et drapeaux » et désigne enfin, de nos jours, la pièce d'étoffe que l'on place au bout d'une lance et qui sert à distinguer, par ses couleurs, les nations ou les partis.

Mais, qu'importe le mot ; l'usage du drapeau est très ancien puisque déjà les douze tribus d'Israël avaient chacune des enseignes de couleurs différentes, munies de signes particuliers.

S'il n'est pas considéré comme un Dieu, le drapeau peut être de quelque utilité. Il sert de marque de ralliement et peut être utilisé pour faire des signaux, etc.

Mais, à nos yeux, c'est à peu près là toute son utilité. Notre point de vue n'est, malheureusement, pas partagé et le drapeau est autre chose que ce qu'il devrait être, que ce qu'il est : un vulgaire morceau de chiffon que l'on promène au bout d'un bâton.

La grande majorité des hommes voient dans le drapeau le symbole de leurs partis, de leurs nations, de leurs dogmes et en font une telle idole qu'ils lui rendent des honneurs particuliers et se font parfois tuer pour lui. Ce ne serait qu'un demi-mal s'il n'obligeaient pas tous leurs semblables à se livrer comme eux à leurs ridicules pratiques.

Le culte du drapeau s'exerce partout ; il est une divinité devant laquelle on se courbe et auquel on rend des hommages publics. Certains lui vouent une vénération et une adoration passionnées.

Le drapeau a ses églises et ses prêtres. Chaque nation a ses drapeaux et, en France, il y en a un par régiment qui porte, outre le numéro de son régiment, la devise *Honneur et Patrie*, le nom des quatre principales victoires inscrites dans les annales du corps. Le drapeau est déposé, généralement, dans la salle d'honneur du régiment et, lorsqu'on le sort — pour lui faire prendre l'air, sans doute — il est porté par un officier, lieutenant ou sous-lieutenant, et entouré de sa garde, qui est composée d'un sous-officier et de quatre soldats de première classe, choisis par le colonel.

Quand vous apercevez un régiment et son drapeau, prenez une autre route, si votre intention n'est pas de lui rendre les hommages qui lui sont dus ; car, sans aucun doute, il se trouvera, parmi la foule d'imbéciles et de goujats, un être assez stupide pour vous découvrir de force. Ne manquez pas de respect au drapeau si vous désirez conserver votre liberté, car toute insulte à cette loque vous conduirait devant les tribunaux. C'est un Dieu, comme tous les autres Dieux, et il faut y croire ; il représente tout le passé sanglant et sa gloire est d'avoir fait périr sous ses plis des millions de jeunes gens pleins de force et de vie.

Avant 1789, le drapeau français était blanc ; un décret du 30 juin 1790 interdit les étendards de cette couleur et on leur substitua le drapeau tricolore : bleu, blanc et rouge. Le drapeau blanc symbolise, en France, à l'heure actuelle, la monarchie ou sert, en temps de guerre, à indiquer que l'on demande une trêve et que l'on désire parlementer.

Chaque parti politique ou secte philosophique a également son drapeau, ses emblèmes, ses étendards. Le drapeau rouge qui, « en vertu d'un décret de l'Assemblée Constituante, devait être déployé chaque fois que l'on proclamait la loi martiale et qu'on se préparait à dissiper un rassemblement par la force des armes » est devenu, plus tard, le symbole de la « Révolution ». Les socialistes l'adoptèrent et les communistes autoritaires également. Les uns et les autres le prostituèrent dans la politique et s'il est arrivé dans le passé, que le peuple se battit autour de lui, actuellement, il n'est plus qu'un torchon comme les autres qu'on idolâtre et qui sert à tromper et à asservir le peuple.

Le drapeau rouge a ses fanatiques tout comme le drapeau tricolore et on se livre devant lui aux mêmes mouvements, aux mêmes simagrées et les profanes sont également menacés par le troupeau populaire lorsqu'ils refusent, en certaines occasions, de se livrer à l'adoration du nouveau Dieu.

Les anarchistes ont également un drapeau. Il est noir. Les anarchistes sont les seuls qui voient en lui, non pas un symbole, mais un morceau de chiffon qui sert à rallier tous les camarades au cours d'une promenade ou d'une manifestation. Ils remplaceraient tout aussi bien ce drapeau par une pancarte ou tout autre ustensile, mais un drapeau porté bien haut est plus, pratique et se voit de plus loin. Il leur arrive

de le défendre, non pas qu'ils pensent qu'un mètre de vieux tissu vaille la peine de se battre et de coûter la vie à des camarades, mais parce que ce n'est jamais à leur drapeau qu'on en veut, mais à leurs idées. Bien que n'ayant pas le culte du drapeau, les anarchistes sont néanmoins les plus courageux et les premiers à attaquer et à se défendre lorsqu'ils sont brutalisés physiquement et moralement par les forces de réaction ; c'est qu'ils donnent à chaque chose sa juste valeur, que ce ne sont pas des religieux qui dépensent leur « énergie » à adorer des images, des statues ou des drapeaux.

Au figuré : Etre sous les drapeaux signifie : être au service militaire. Se ranger sous les drapeaux de quelqu'un : se mettre sous la direction politique de quelqu'un ; joindre son parti ; mettre son drapeau dans sa poche : cacher ses opinions politiques ou philosophiques ; planter un drapeau : partir de quelque part sans payer ce que l'on doit.

DROIT n. m. Dans la plupart des langues, et plus particulièrement dans toutes les langues aryennes, la notion de justice est liée à celle de la rectitude. La ligne droite est regardée comme le symbole du bien. C'est ainsi que du sanscrit *argu* (droit au physique et au moral), dérivent les mots *arguta* (droiture, honnêteté), et *arguya* (droit, honnête). La même application se retrouve dans les langues germaniques et celtiques. En Anglo-Saxon, les mots *reht*, *riht*, aujourd'hui *right*, expriment à la fois au propre l'idée de ligne droite, au figuré l'idée de droiture, d'honnêteté, de justice. En Allemand, il en est de même de la racine *reht*, aujourd'hui *recht*.

« Droit » vient du mot latin « *directum* », participe passé du verbe *dirigo*, dont le sens précis est « mettre en ligne droite », par exemple, dans l'expression *dirigere aciem*, ranger une armée en bataille (en ligne droite). *Directum*, dans le sens figuré, signifie ce qui est conforme aux lois. Ce mot, comme d'ailleurs le verbe *rego* dont il est issu, contiennent aussi l'idée d'ordre, de commandement. Du verbe *rego* est également issu le mot latin *regula*, qui a, au propre et au figuré, les mêmes acceptions que le mot *règle*, en Français.

L'idée de droit, dans l'origine grammaticale même du mot, se confond aussi avec l'idée d'une règle imposée par une force ou une autorité supérieure. Pour exprimer cette idée, les Latins employaient, de préférence au mot *directum* peu usité, le mot *jus*, qui provient du verbe *jubeo*, je commande, j'ordonne. Du mot *jus* sont venus les mots français : justice, jurisprudence, etc.

Le Droit, si l'on s'en tient à l'origine grammaticale du mot, est donc un ordre, un commandement, une règle, qui s'imposent aux individus. Nous verrons plus loin qu'il n'était pas sans intérêt d'insister sur cette origine.

Le mot « Droit », nous disent les jurisconsultes modernes, peut être pris dans deux grandes acceptions différentes.

« Si l'on se place au point de vue objectif, le Droit désigne l'ensemble des préceptes, règles ou lois qui gouvernent l'activité humaine dans la société, et dont l'observation est sanctionnée au besoin par la contrainte sociale, autrement dit par la force publique. » Le Droit objectif, dans les sociétés modernes, est, en général, unique pour tous les individus appartenant à une même communauté politique. C'est ainsi, par exemple, que l'on dira : le *Droit français*, le *Droit allemand*, le *Droit italien*, etc.

« Dans le sens subjectif, le mot *droit* désigne les facultés ou prérogatives appartenant à un individu et dont il peut se prévaloir à l'égard de ses semblables dans l'exercice de son activité. » Chaque genre de

faculté ou prérogative constitue un droit déterminé, par exemple le droit de propriété, le droit de puissance paternelle. A chaque droit de l'individu, correspond un *devoir* légal, c'est-à-dire une *obligation* de respecter le droit, et qui s'impose à tous les autres individus. Le mot droit, dans ce sens subjectif, implique donc l'idée d'un pouvoir accordé à l'individu.

Le droit, dans les deux sens qui viennent d'être précisés, suppose l'existence de groupes d'hommes ou *sociétés* humaines, mettant au service des individus la force collective pour faire respecter les droits de ceux-ci (sens subjectif), et imposant à tous leurs membres, l'observation du Droit (sens objectif). Sur l'origine et l'évolution des sociétés, on trouvera dans d'autres mots de l'Encyclopédie, notamment au mot « Société », les développements qui n'ont pas leur place ici. Nous plaçant en présence du fait de la contrainte sociale, nous bornerons nos explications à analyser d'une manière plus complète, l'idée de *Droit*, à en rechercher l'origine, et à en retracer l'évolution générale, enfin à en déterminer les diverses divisions ou formes dans nos sociétés modernes.

L'idée de droit, avons-nous dit, implique la contrainte. Nous n'avons eu en vue que le *Droit* dit *positif*, celui qui est obligatoire en vertu d'une loi écrite ou non écrite. Mais on prend souvent le mot « droit » dans une acception beaucoup plus large.

Les jurisconsultes romains définissaient le droit « *ars boni et æqui* », la science du bien et du juste, définition qui, ainsi qu'on l'a fait remarquer, n'est guère qu'une tautologie ; il faudrait, en effet, définir ce qui est bon et juste, et c'est là où commencent les difficultés. Aristote disait « la décision du juste est ce qui constitue le droit ». Au XVIII^e siècle, Montesquieu, dans l'*Esprit des lois*, définit le droit « la raison humaine en tant qu'elle gouverne le monde ». La Commission de l'an VIII, chargée de la rédaction du Code civil (voir ce mot), avait inséré dans son projet, un article premier, qui disparut dans la rédaction définitive comme constituant une simple déclaration de principes, et qui disait : « Il existe un Droit universel, immuable, source de toutes les lois positives : il n'est que la raison naturelle, en tant qu'elle gouverne tous les hommes ».

Ces diverses définitions s'appliquent à ce que les Juristes appellent le *Droit naturel* par opposition au *Droit positif*. Il y aurait une législation antérieure et supérieure à tout droit positif, et dont la loi écrite aurait pour tâche de se rapprocher aussi exactement que possible, étant d'autant plus parfaite qu'elle ressemblerait plus fidèlement à ce modèle. C'est à cette législation idéale que font allusion les philosophes et les jurisconsultes de Rome. L'idée du droit naturel s'harmonise d'ailleurs avec les doctrines de Rousseau, inspiratrice de la génération révolutionnaire, lesquelles représentent l'homme comme investi, par le seul fait de sa naissance, de droits inhérents à sa personnalité, identiques dans tous les temps, et sous tous les climats, et ne supportant d'autres limitations que celles qu'il a consenties lui-même dans le pacte social sous certaines conditions, et en vue de certains avantages déterminés. (Voyez ci-dessous : *Droits de l'homme*.)

La grande difficulté reste toujours de déterminer ce qui est ou non conforme au Droit naturel. En philosophie, en morale, en science sociale, les conceptions des hommes sont essentiellement variables suivant les époques ; elles dépendent des transformations de toute sorte que produit l'évolution des sociétés. Pour une même époque et dans un cadre social déterminé, ces conceptions s'éloignent les unes des autres, presque toujours sinon toujours pour de profondes raisons économiques. Dans cette confusion, dans ce chaos d'idées, dans cette multitude de projets de réforme, de conceptions morales ou sociales, où trouver le Droit naturel ?

Eût-on admis, au moment de la rédaction du Code civil, qu'un individu pût être condamné à payer des dommages-intérêts à un autre même en l'absence de toute faute ? Une semblable conception eût semblé à nos pères destructrice de tout ordre social. L'évolution économique et les découvertes modernes ont créé, en matière d'accidents du travail, par exemple, la théorie du risque professionnel, qui elle-même peut-être, sera remplacée un jour par une autre ; et la matière de la responsabilité civile est depuis quelques années l'objet d'une remarquable évolution de la jurisprudence.

Ainsi, ce qui, il y a un siècle à peine, eût paru contraire au bon sens, prend place aujourd'hui dans la législation ou dans la jurisprudence. Comment pourrait-on, dans ces conditions, émettre la prétention de rédiger un Code « des lois de la nature », modèle dont devraient s'inspirer les législateurs de tous les temps et de toutes les nations ?

Il est évident que, sous cette forme, le « Droit naturel » constitue une notion au premier chef anti-scientifique ; les juristes contemporains ont eu raison de la soumettre à une sévère critique.

Il y a dans un groupe social parvenu à un stade d'évolution déterminé, des tendances ou des désirs de progrès ou de transformation qui, au travers de bien des obstacles, malgré des résistances souvent violentes et sanglantes, influent plus ou moins sur l'évolution même du Droit. Si l'on veut donner à ces tendances, à ces volontés de transformation, le nom de Droit naturel, il n'y a là qu'une question de terminologie, et l'on pourrait n'y voir aucun inconvénient grave. Mais le sens exact du mot « Droit naturel », est tout différent. Il tend bien à désigner un corps de préceptes « cautionnés par la raison humaine », et servant de modèle aux législations. Il n'y a pas à ce point de vue de Droit naturel. Nier le Droit naturel, ce n'est pas nier la raison humaine, mais c'est reconnaître son imperfection. C'est aussi nier les prétendus principes naturels (*droit divin, droit monarchique, droits des peuples*), au nom desquels dans le cours de l'histoire, on a poussé les hommes à s'entretuer, les peuples à se combattre et à s'exterminer ; c'est nier la légitimité des tyrannies, qu'elles reposent sur l'idée divine ou sur un prétendu consentement des individus d'un groupe familial ou social, quel qu'il soit.

Mais s'il n'y a pas de droit naturel, disent les juristes, il y a une science qui s'appelle la morale, et qui a des rapports très étroits avec le « Droit ». Nous ne nous hasarderons pas ici à définir la morale (voir ce mot), encore moins à rechercher si la morale est une science. Mais en considérant sous ce vocable l'ensemble des idées ou des préjugés qui ont cours à une époque déterminée en ce qui concerne la conduite que chaque homme doit tenir vis-à-vis de lui-même ou vis-à-vis de ses semblables, on peut se demander avec les commentateurs de nos Codes, si le Droit se rapproche de la morale, et dans quelle mesure il doit se confondre avec elle. On déclare en général, que le Droit, à mesure que les sociétés progressent, tend à se confondre avec la morale. Ce qui est à l'origine simple obligation morale, dans nombre de cas, se transforme peu à peu en obligation légale ; les devoirs moraux de l'individu envers lui-même n'échappent pas, dit-on, à cette évolution. Pour une raison ou pour une autre, par exemple dans un intérêt d'hygiène publique, des obligations de plus en plus nombreuses sont imposées à l'individu en ce qui concerne sa manière d'être ou d'agir vis-à-vis de lui-même.

Cette doctrine pourrait paraître consolante si elle était toujours exacte. Mais, malheureusement, elle est trop souvent démentie par les faits historiques. Sans passion, sans phraséologie déplacée dans un Dictionnaire encyclopédique, citons quelques exemples. Le droit de

propriété — dont nous ne recherchons ici ni l'origine ni la légitimité — ne sert-il pas à couvrir les plus formidables spéculations, les profits de guerre ou de paix les plus scandaleux, les renversements de fortune les plus extraordinaires ? On nous a appris, dans notre jeunesse, que la propriété avait sa base légitime dans le travail — travail de l'individu ou travail de ses ancêtres. — Et il se trouve que dans les secousses et dans les drames de l'histoire, ceux qui ont « travaillé » ou dont les ancêtres ont « travaillé » sont un jour ruinés ; d'autres, par le fait d'un hasard heureux, et sans aucun effort, sans aucun travail, souvent sans avoir même eu la peine de prendre une initiative quelconque, se trouvaient brusquement enrichis des dépouilles des premiers. La loi intervient pour légitimer, pour sanctionner, pour rendre obligatoire la situation nouvelle. Est-ce donc que la « propriété » des premiers était illégitime ? Mais, en l'admettant, comment prétendre légitimer le changement ?

Fortunes détruites, souvent de ceux qui, à tort ou à raison, ont cru faire acte de bons citoyens pendant les crises subies par leur pays ; fortunes énormes créées, au profit de ceux qui souvent se sont soustraits à toutes les obligations sociales, et que le hasard a servis ! tous ces scandales, si nombreux au cours de l'histoire, et que les années que nous venons de vivre ont si tragiquement éclairés, heurtent violemment la « conscience publique ». Ils s'aggravent parfois, et plus particulièrement dans ces dernières années, du fait que le déséquilibre économique a permis aux spéculateurs et aux profiteurs d'augmenter encore leurs richesses par une véritable fraude organisée, par la violation de lois qui ont été, à tort ou à raison, considérées comme essentielles au salut public, telles que celle sur l'exportation des capitaux, par une campagne systématique et victorieuse contre tout essai de gouvernement dont les tendances pouvaient leur paraître suspectes, tandis qu'au contraire, ces manœuvres et ces campagnes pouvaient pousser au désespoir et à la révolte, en les acculant à la famine, non seulement les classes laborieuses, mais celles des anciens petits et moyens possédants, de ceux qui avaient apporté à l'Etat leur or en même temps que le sang de leurs enfants.

Situation émouvante et combien révolutionnaire ! Les partis qui prétendent défendre l'ordre, la morale, la foi due aux contrats et aux engagements de la nation, se croient obligés de protéger de toute leur puissance la horde des aventuriers et des financiers qui entendent sauvegarder les situations maintenant acquises, et tout cela au nom du *Droit*. Les notions les plus élémentaires de ce qu'on appelle la « morale » sont violemment heurtées, et l'esprit public, au spectacle de cet ignoble bouleversement, s'habitue à penser qu'il n'y a plus ni lois sociales ni lois morales contre l'audace servie par le hasard, et contre les plus cyniques spéculations ; chaque individu s'efforce d'arracher une part du butin et, sous des formes plus hypocrites sans doute qu'il y a quelques milliers d'années, mais avec un égoïsme et une brutalité encore accrus, la lutte pour la richesse et pour la jouissance remplace tout autre sentiment dans le cœur de l'immense majorité des hommes. Le *Droit*, qui couvre et qui protège cela, est bien le contraire et non l'auxiliaire de la morale.

Assurément, l'on peut répondre que la législation, à la suite des grandes crises comme celle de la guerre de 1914, aurait pu et dû suivre une évolution différente ; mais le fait historique reste : si de beaux discours ont été prononcés, aucun parti n'a eu le courage de définir et de proposer les mesures nécessaires : ces mesures étaient impossibles sans doute, à moins de renverser les notions les plus fondamentales du « Droit » actuel, à moins de créer un *droit nouveau*. Elles dépassaient les hommes de gouvernement qui, dans le déséquilibre

économique, cherchent, par les vieux moyens et par les vieilles combinaisons à échapper à leurs redoutables responsabilités. Elles exigeaient non seulement de l'audace, non seulement de la clairvoyance, mais peut-être du génie. Rien de tout cela n'est venu, et l'édifice social, en même temps que la vieille morale populaire, restent fortement ébranlés, alors, que le droit règne et que les tribunaux continuent à juger...

Mais il n'est pas nécessaire de se placer dans les périodes de cataclysmes sociaux pour voir combien sont fragiles parfois les notions reçues sur les rapports du droit et de la morale. Les exemples abondent, de situations de droit qui s'éloignent de plus en plus de la « morale » reçue. Toujours en considérant le droit de propriété, que les jurisconsultes, en le définissant, proclament absolu et perpétuel (il comporte la faculté de détruire), il est facile de voir que les principes admis, tels que celui-ci : « Le propriétaire du sol est propriétaire du dessus et du dessous » peuvent aboutir et aboutissent souvent à des conséquences contraires à la morale, nous allions dire au bon sens. Les progrès scientifiques et économiques conduisent l'humanité à utiliser de plus en plus les richesses du sous-sol ; or, la notion de propriété individuelle ou de propriété familiale à l'origine et pendant de longs siècles, repose sur la culture du sol par l'individu ou par le groupe familial ; nous sommes bien loin de la morale lorsque nous prétendons attribuer à ce propriétaire, la jouissance des richesses minières peut-être néfastes à l'humanité, peut-être aussi nécessaires éventuellement à son existence et à son salut, enfouies dans les profondeurs du sol, jusqu'à la limite la plus lointaine que les outils de l'homme puissent atteindre !

J'entends bien que l'usage et l'exploitation des mines sont réglementés d'une manière spéciale par les diverses législations. Il n'en reste pas moins que le principe juridique aboutit dans les faits aux conséquences les plus inacceptables, les plus révoltantes. Si le hasard ou la chance peuvent enrichir, le jurisconsulte peut ne pas avoir à s'en préoccuper s'il borne son rôle à l'étude des règles imposées sous le nom de lois par le corps social ; mai il serait impuissant à mettre d'accord le « Droit » et la « morale » dans le sens vulgaire que nous avons laissé à ce mot.

Si le Droit s'écarte trop souvent de la « morale », peut-on, avec les philosophes anglais des deux derniers siècles, le fonder sur l'idée d'utilité sociale ? Ici, encore, et sans nous étendre, nous sommes obligés de faire les plus grandes réserves. Que le Droit *doive* se conformer à l'utilité sociale, qu'il y ait ou qu'il puisse y avoir un Droit naturel fondé sur l'utilité générale, et par conséquent variable suivant les temps et suivant les milieux, contrairement au « Droit naturel » tel que le définissait Montesquieu, certains peuvent l'admettre ; nous persistons à penser que, même sous cette forme nouvelle, la notion que nous avons critiquée plus haut ne peut être admise. Mais, nous voulons nous placer uniquement au point de vue du *Droit positif* et, à ce point de vue, il faut bien constater que Droit et utilité sociale, dans toutes les législations anciennes ou modernes, ne se confondent pas, et même s'opposent dans un grand nombre de cas. Les règles de droit ont été trop souvent créées pour l'intérêt d'une petite minorité, ou pour l'intérêt d'un seul, et non pour l'utilité générale. Elles ont trop souvent servi de moyen d'oppression aux prêtres de toutes les religions, et aux monarques. Ici encore, les exemples viennent en foule à l'esprit. Trop souvent aussi, et encore à l'heure actuelle, les règles de droit ont pour seul fondement et pour seule raison d'être, les plus grossiers préjugés de la foule, sans aucun profit pour l'ordre social et même contrairement à l'intérêt social, bien entendu. C'est ainsi que l'interdiction ou une réglementation mauvaise

du divorce, bien loin de fortifier le lien familial, peut, à certains stades de l'évolution sociale, en introduisant dans les relations familiales non seulement entre époux, mais entre parents et enfants, des causes de haines et de violences, en empêchant de régulariser des situations que la société aurait intérêt à légitimer et à maintenir, constituer une sérieuse atteinte à « l'utilité générale ». Les préjugés religieux ou sociaux de toute nature traduits en lois vont la plupart du temps à l'encontre du bien général, ou même de l'ordre public. Chacun de nous peut en trouver d'innombrables exemples dans son expérience de tous les jours.

Dans la société, telle qu'elle est organisée de nos jours, l'utilité générale devrait donner pour premier devoir au législateur, la protection de l'hygiène ou de la santé publique. Il est interdit, par les ordonnances de police, de jeter des papiers dans les rues, ou de secouer les tapis après une certaine heure. Mais le plus grossier des préjugés permet à un individu physiquement taré, de procréer des êtres chargés d'hérédités morbides, voués à la maladie ou à la folie, incapables d'aspirer à ce qui peut être le bonheur de la vie. L'opinion se révolte à l'idée d'une réglementation qui, dans l'état actuel de l'évolution sociale et de notre législation, ne pourrait guère constituer qu'une intolérable tyrannie. Et le préjugé triomphe de la notion la plus élémentaire de morale, et d'utilité générale.

On peut donc conclure, sans plus amples développements, qu'il n'y a, à l'origine ou à la base du droit, comme en constituant l'essence même, ni un principe de morale, ni un principe d'utilité, ni même parfois un principe d'ordre social. S'il en est ainsi, les règles du droit ne peuvent trouver leur explication que dans leur origine historique, et nous sommes ainsi amenés, laissant de côté l'analyse de l'idée de droit, à en retracer l'évolution. Nous ne le ferons qu'à grands traits, et au moyen de quelques exemples. L'origine et l'histoire du Droit (sens objectif), c'est l'origine et l'histoire des collectivités humaines. L'histoire des *droits* (sens subjectif), c'est l'histoire des diverses institutions ayant existé au sein de ces collectivités : famille, propriété, mariage, obligations, responsabilité civile, etc., etc. On trouvera sous chacun de ces mots, les indications d'ordre historique concernant ces institutions.

On a lu, d'autre part, au mot « Code », un aperçu de l'évolution des diverses législations. Nous n'y reviendrons pas.

On peut affirmer que, d'une manière générale, les sociétés antiques n'ont pas eu la notion du droit individuel. Les groupes familiaux ou sociaux obéissaient à un certain nombre de règles transmises par la tradition et qui avaient un caractère religieux plus ou moins prononcé. Toute révolte contre ces préceptes était une révolte contre la divinité, punie de mort le plus souvent. Et ces préceptes avaient pour principal objet d'assurer la domination d'une caste, d'une famille, celle du chef de famille ou du chef de tribu. Cette domination est absolue : dans la famille antique, aussi bien à Rome et en Grèce qu'en Orient, le chef a sur tous les membres du groupe, le droit de vie et de mort : la femme, le fils même majeur, n'ont aucun droit. En Grèce, dans beaucoup de villes, la vente des enfants a été permise jusque sous l'empire romain, dans les premiers siècles de notre ère.

Partout, l'institution de l'esclavage a créé une classe d'hommes placée hors la loi. Le chef a droit de vie et de mort sur ses esclaves, comme sur les membres de sa famille. Ce n'est que très tard, que ce droit est soumis à des restrictions que l'usage avait peu à peu introduites dans les mœurs. Il est plus intéressant de vendre sa propriété, que de la détruire. L'esclave est une richesse, et lorsque les relations contractuelles se multiplient entre les familles ou entre les individus, lorsque les échanges deviennent de plus en plus nombreux,

l'idée de la valeur prépare les esprits à des mesures de protection que vient après coup colorer le prétexte humanitaire.

Le vieux cadre juridique s'est peu à peu modifié, avec le développement des relations économiques : le rôle de l'individu s'est accru, et il a été nécessaire, au moins dans les rapports nécessaires avec les membres des autres groupes familiaux, de lui conférer des droits. D'autre part, la cité s'est constituée, elle a peu à peu englobé par la conquête les peuples plus faibles, et l'individu-citoyen s'est trouvé aux prises avec une puissance plus forte, plus tyrannique : celle de l'Etat, dont il a cherché à obtenir le maximum d'avantages. Ainsi s'est formée et a évolué la notion du droit individuel ; retracer cette évolution, les luttes qui ont opposé l'être humain à l'oppression collective, ce serait faire l'histoire de l'humanité. Il n'est pas discutable que les hommes ont aujourd'hui un sens très aigu de ce qu'ils pensent être leur « droit individuel », et qu'à ce point de vue, un immense changement s'est produit peu à peu. L'individu s'est libéré de plus en plus, grâce à la Réforme, de la puissance religieuse. Les révolutions politiques du XVII^e et du XVIII^e siècle, lui ont permis de se libérer pour une part de la puissance « laïque ». La conception des droits de l'homme se formule d'abord dans les écrits des philosophes, ensuite dans les « Déclarations » et les « Constitutions modernes ». Nous n'y insistons pas ici. (Voir le mot *Droits de l'Homme*.)

Le droit moderne, encore aujourd'hui, conserve la forte empreinte de la notion primitive. Ainsi, la réglementation de la famille, dans notre Code civil, n'est que l'énumération des pouvoirs du chef : puissance paternelle, puissance maritale, ce sont les mots mêmes que nos législateurs continuent d'employer. Sans doute les juristes nous affirment que ces institutions existent surtout dans l'intérêt des incapables : il devrait y avoir alors dans la loi, une réglementation des devoirs en même temps que la réglementation des droits. Sans doute aussi les pouvoirs du père, du mari, du tuteur, se trouvent restreints par des dispositions législatives lorsqu'il s'agit de l'administration des biens. Mais précisément, l'on voit ainsi que, préoccupée avant tout de la protection et de la conservation de la propriété des « biens », la loi laisse dans l'ombre la personne même, le droit de l'individu. Par exemple, le chapitre de la tutelle, dans notre Code civil, régit en détail l'administration des biens du mineur dans une série d'articles ; rien n'est prévu en ce qui concerne les devoirs du tuteur, relatifs à l'éducation, à l'instruction de son pupille. C'est d'une manière tout à fait arbitraire que les tribunaux interviennent dans certains cas, et font droit à des réclamations ou à des demandes qui ont pour objet de réprimer des abus : ils ne le font d'ailleurs qu'avec une prudence extrême. Les « droits du père de famille » doivent être respectés ; une grande ligue s'est même constituée avec ce titre. Sous une forme plus atténuée, avec l'hypocrisie d'une civilisation en apparence moins brutale, plus douce aux faibles, le cerveau des hommes conserve la notion barbare : celle de l'autorité du chef, du maître.

Nous n'avons parlé du droit familial qu'à titre d'exemple. Il serait facile de montrer, en prenant l'une après l'autre toutes les branches du droit, toutes les formes de l'activité sociale, que le droit aujourd'hui comme il y a deux ou trois mille ans, n'est que la désignation des coutumes, des routines et des préjugés qui gouvernent l'intelligence des hommes, dans la mesure où ces coutumes et ces préjugés sont rendus obligatoires par la loi. Ces coutumes soumettent l'être humain à une contrainte que ni le sentiment de la justice, ni l'idée d'utilité générale très souvent ne peuvent expliquer ou justifier ; elles ont pour origine la volonté du

plus fort, la crainte ou le mystère des forces naturelles qui ont engendré la superstition religieuse.

De ces coutumes, de ces préjugés, les uns constituent pour les hommes des habitudes auxquelles inconsciemment ils se soumettent ; d'autres sont sanctionnées par les lois, sans que l'on puisse parfois s'expliquer la raison pourquoi dans un cas l'obligation légale existe, et non dans un autre. Mais lorsque la loi prétend aller à leur rencontre, elle reste la plupart du temps inefficace : les Romains disaient déjà « *Quid sine moribus vanæ leges proficiunt ?* » A quoi servent de vains textes de lois, s'ils ne sont pas imposés par les mœurs ? Et de fait, il serait facile de donner une longue énumération des textes, et même des réformes législatives considérées comme capitales, et qui ne sont restés qu'à l'état de formules théoriques, dans toutes les législations (ex. en France, certaines lois sur l'assistance).

Assurément, certains préjugés s'affaiblissent avec le temps. L'influence des superstitions religieuses diminue en apparence tout au moins. C'est ainsi que l'Eglise catholique, après avoir créé toute une législation qui avait pour objet d'assurer sa domination sur les familles (*droit canon*) s'est vue concurrencée par les progrès du pouvoir civil. En matière de successions, de mariage, d'organisation de la famille, après de longues luttes, la législation civile a fini par s'imposer tout au moins dans notre pays. Le mariage est devenu un acte civil, enregistré par l'autorité publique. Il a fallu, pour imposer aux prêtres le respect de la nouvelle législation, des dispositions pénales que l'Eglise considère encore aujourd'hui comme la violation de ses droits, et qu'elle présente audacieusement comme la violation des droits de la conscience. Le prêtre, sous peine de s'exposer à des poursuites correctionnelles, ne peut pas procéder à un mariage religieux sans que le mariage civil l'ait précédé. Mais, jusqu'à ces dernières années, des fanatiques, abusant de l'ignorance des « futurs époux » n'hésitaient pas à violer la loi ; il y en a encore des exemples. La sphère de la loi civile s'étend cependant peu à peu, tandis que sans rien abandonner de leurs principes, les représentants des superstitions défendent à peine ce qu'ils osent appeler la liberté, c'est-à-dire les moyens de domination que l'ignorance et la crainte leur avaient laissés pendant de longs siècles. Parfois arrivent-ils à trouver des appuis imprévus. Des associations qui se prétendent dégagées de l'esprit du passé mettent par exemple à l'ordre du jour de leurs réunions ou de leurs congrès, la question de savoir s'il est ou non légitime de priver les congréganistes du droit d'enseigner. On discute pour savoir si un mari peut imposer à sa femme, si la religion de cette dernière s'y oppose, un divorce. Et beaucoup de braves gens, qui se croient très libéraux dans le bon sens du mot, demandent, sous prétexte d'apaisement, que le curé puisse rentrer à l'école pour y donner son enseignement, ou bien que les subventions de l'Etat soient accordées aux œuvres catholiques d'assistance et d'enseignement, comme aux écoles publiques.

Mais l'Eglise a cependant perdu du terrain dans la lutte. Elle n'a peut-être réussi à conserver ce qui lui reste d'influence sur la législation, sur le droit (nous ne nous plaçons qu'à ce seul point de vue), qu'en favorisant ou même en provoquant, au cours des siècles, les luttes meurtrières entre les peuples. Avant et pendant l'abominable tuerie de 1914, elle est restée indifférente au malheur universel ; elle seule a retiré des avantages réels de cette immense catastrophe. Elle n'a même pas renouvelé le geste symbolique de l'archevêque de Paris, montant sur les barricades aux journées de juin 1848, pour demander la cessation de la lutte. Son autorité morale, même sur la masse des fidèles, se trouve atteinte. Son domaine diminue...

Mais si le préjugé religieux voit s'affaiblir son influence sur l'évolution du droit, il reste tous les

autres, et le législateur est obligé de compter avec eux. Combien superficielle et vaine, cette grande distinction entre le *Droit écrit* et le *Droit coutumier* que les juriconsultes placent à la base même de la science du droit. Non seulement le *droit* a été *coutumier* à l'origine, mais il reste aujourd'hui encore essentiellement *coutumier*, malgré l'arsenal législatif qui s'augmente chaque jour. Nous avons vu plus haut que beaucoup de lois restaient à l'état de lettre morte. Mais la loi reste impuissante à régler tous les rapports de droit. Elle édicte des principes généraux que la coutume (ou si l'on veut la jurisprudence), applique en suivant l'évolution même de la société ou les passions du temps. Le Code civil a été rédigé à une époque qui ne connaissait pour ainsi dire pas la machine, qui ignorait les chemins de fer et l'automobile. C'est cependant encore aujourd'hui, en matière de responsabilité civile, et sauf la législation du travail, les textes de 1914 que l'on applique à des situations inconnues au moment de leur rédaction. Mais, par exemple, les dangers qui résultent du développement sur nos routes et dans les grandes villes d'une circulation intense, amènent peu à peu la jurisprudence à une interprétation de ces textes qui admet la responsabilité de plein droit du conducteur d'une voiture automobile pour les accidents causés à un tiers, interprétation à l'heure actuelle en voie de formation, et qui était contraire à celle admise jusqu'ici. Le texte est cependant resté le même.

On dira que les lois peuvent avoir plus de précision, et avoir l'ambition de régler tous les cas auxquels elles entendent s'appliquer. Il est bien certain que nos lois contemporaines sont infiniment plus complexes, plus touffues qu'autrefois. Par le jeu des amendements et des sous-amendements, les parlementaires cherchent à introduire dans les lois en préparation, toutes les dispositions qui peuvent donner satisfaction aux intérêts (ou aux préjugés), de telle ou telle catégorie de leurs électeurs.

A la différence de nos grands Codes, la loi contemporaine a pour caractéristique de chercher à prévoir et à régler dans le détail la matière qu'elles traitent. Y a-t-il là un progrès ? Pour ma part, je ne le crois pas. Il n'en résulte qu'une énorme confusion et comme, malgré tous les efforts et toutes les prévisions, le législateur reste impuissant à deviner à l'avance toutes les hypothèses qui pourront se présenter dans la pratique, l'incertitude subsiste pour chacun, le plus souvent, sur l'étendue de ses droits et de ses devoirs. C'est donc encore ici la coutume qui règle la plupart des situations juridiques, car l'interprétation littérale des textes n'est guère qu'un prétexte à l'adoption des solutions que les préjugés ambiants font naître.

Si l'on envisage notre ancien droit français, notre manière de voir se justifie encore mieux. L'ancienne France était divisée en *pays de droit écrit* et *pays de coutume*. Cette division juridique, correspond assez exactement à une division géographique. Les provinces du Midi constituaient le pays de droit écrit, où l'influence romaine avait persisté au travers du Moyen-Age, où le droit romain était en principe en vigueur. Les provinces du Nord étaient, au contraire, régies par les coutumes, qui variaient de province à province et souvent de localité à localité. (Il y avait plus de 360 coutumes.) Mais, même dans les pays de droit écrit, le droit romain avait reçu presque partout, des modifications plus ou moins profondes en vertu des usages locaux et de la jurisprudence des parlements. D'autre part, l'ordonnance royale de 1453, ordonna la rédaction par écrit des coutumes. En réalité, le Droit est resté jusqu'à la rédaction de nos Codes, constitué essentiellement par des traditions, soit d'origine germanique, soit d'origine romaine, adaptées plus ou moins aux nouvelles conditions sociales.

Depuis la promulgation de nos Codes, nous ne reviendrons plus sur ce point ; une évolution progressive en a quelque peu modifié l'esprit dans beaucoup de parties. Mais il faut tenir compte aussi de l'existence, au-dessus de la loi écrite, d'un certain nombre de principes, dits « adages de droit » pour la plupart venant des juriconsultes de Rome, et dont la jurisprudence tient encore aujourd'hui le plus grand compte, soit pour interpréter les textes, soit pour les compléter. L'autorité de ces vieux principes juridiques est restée entière ; autant au moins que le texte de nos Codes, il constitue la base même de la culture juridique et de l'enseignement de nos Facultés de droit. Il semble que le droit dit écrit, ou d'une manière plus exacte le droit « promulgué », ne puisse s'en écarter. C'est la coutume, c'est la tradition, qui gouverne le monde.

Nous venons, avec la distinction entre le Droit coutumier et le Droit écrit, d'entamer l'étude des diverses divisions du « Droit », toujours considéré dans le sens objectif du mot. Il nous reste à donner une très rapide énumération de ces divisions. Nous pourrions ainsi avoir une notion plus exacte de ce qui constitue aujourd'hui le « Droit ».

La première de ces divisions est celle du Droit national et du Droit international. Dans la civilisation antique, nous l'avons vu, la notion du droit individuel n'est pas encore née. Les règles du droit, coutume, tradition, préceptes religieux ne s'appliquent qu'aux membres du groupe social. Vis-à-vis de l'étranger, il n'y a pas d'autre règle que la loi du plus fort : c'est l'état de guerre. Dans la terminologie romaine, le même mot désigne, tout au moins au début, *l'ennemi* et *l'étranger* : *hostis*. Avec l'évolution économique, se forme peu à peu la notion de principes juridiques applicables à l'étranger, notion sans laquelle toutes relations commerciales et tous échanges eussent été impossibles. Ainsi naît ce que les historiens du droit romain appellent le *jus gentium* (droit applicable entre les *gentes* ou groupes familiaux), par opposition au *jus civile*, applicable aux seuls citoyens romains. Le contrat de vente, par exemple, fait partie du *jus gentium*. C'est l'origine du Droit international.

La loi, en principe, n'étend son autorité qu'aux limites du territoire de l'Etat. Mais elle oblige dans ces limites tous les individus qui se trouvent sur ce territoire. Quelles sont les dispositions dont les étrangers pourront réclamer le bénéfice ; quelles sont celles dont seuls les nationaux pourront se réclamer : c'est le problème de la condition civile des étrangers (voir ce mot), et c'est la première partie du Droit international.

Le Droit international règle aussi les rapports contractuels ou de famille, entre nationaux et étrangers ; quelle sera la loi applicable dans tel ou tel cas déterminé ? Les législations des divers pays le précisent ; souvent aussi, la solution est indiquée par des traités internationaux.

Le Droit international règle enfin les conditions de forme et de fonds des conventions passées à l'étranger par des nationaux, et l'exécution hors des limites d'un Etat des sentences rendues par les tribunaux.

Tout ce que nous venons d'indiquer fait partie de ce qu'on appelle le Droit international privé, qui concerne les intérêts privés des individus. Mais il y a aussi un Droit international dit public, qui règle ou qui est censé régler les rapports entre nations au point de vue de leurs intérêts généraux. C'est cette partie du Droit que l'on appelle souvent le *Droit des gens*, le Droit entre les nations (*jus intergentes*). Le Droit international public contient les traités ou conventions intervenus entre les Etats : traités de paix, traités de commerce, conventions d'arbitrage, etc. Le Droit n'est ici, sanctionné que par des organisations qui ont été jusqu'ici impuissantes à empêcher les nations de se jeter les

unes sur les autres, et de se massacrer pour faire triompher leur « bon droit » à l'appel de leurs gouvernants civils ou militaires, monarques ou parlementaires. Nous ne voulons même pas effleurer ce sujet qui dépasse le cadre de cette étude. Le Droit international public contient aussi ce qu'on appelle le Code des lois de la guerre. Les « usages de la guerre » ont fait l'objet de conventions internationales (conventions de La Haye, etc.). Ils sont d'ailleurs outrageusement violés, dans chaque conflit, par tous les belligérants, chacun d'eux accusant le voisin d'avoir pris l'initiative de cette violation. La barbarie change de forme ; elle s'entoure de prétextes ; la guerre d'autrefois opposait l'homme à l'homme, comme dans la forêt primitive où la bête cherchait sa nourriture. La guerre d'aujourd'hui organise et autorise le massacre en masse, par tous les moyens que la science peut avoir trouvés, pour faire respecter, ô ironie, le prétendu Droit des peuples. Les « usages et les règles de la guerre » pèsent bien peu dans la tourmente, et nous l'avons bien vu, pendant cinq ans, des deux côtés de la tranchée.

Le *Droit national*, celui qui ne régit qu'une nation déterminée, se divise aussi en *Droit public* et en *Droit privé*.

Le *Droit public* est celui qui règle la constitution de l'Etat, et ses rapports avec les individus. Il comprend notamment le *Droit constitutionnel*, qui se réfère à l'organisation générale de l'Etat, le *Droit administratif*, qui règle l'exercice des diverses fonctions de l'Etat et, en particulier, la gestion de ses intérêts dans ses rapports avec les particuliers, enfin le *Droit pénal* ou criminel, qui réprime par la *peine* infligée à l'individu certains actes que la loi considère comme constituant une atteinte plus ou moins grave à l'ordre public, une violation plus ou moins grave de ses dispositions.

Nous examinerons au mot « peine », tout ce qui concerne l'évolution historique de cette partie du droit. Nous voulons seulement noter ici que la sanction de l'obligation que crée le Droit est tantôt une sanction civile, par exemple la nullité de l'acte juridique intervenu entre deux individus contrairement au Droit, et tantôt une sanction pénale ; il y a aussi des lois qui sont dépourvues de toute sanction, par suite d'un oubli volontaire ou non du législateur.

Le *Droit privé* est celui qui règle les rapports de particulier à particulier. Il contient, par exemple, tout ce qui est relatif à l'organisation de la famille et de la propriété. Le *Droit privé* contient aussi les règles applicables aux conventions entre particuliers. Dans toutes les législations, la violation de ces conventions est sanctionnée par la loi ; c'est en ce sens que l'on dit que la convention, ou contrat, est l'une des sources des obligations. La convention tire donc sa force de l'appui que lui donne la société. Cet appui cesse parfois pour des raisons bonnes ou mauvaises d'opportunité ; c'est ainsi que les conventions peuvent être annulées dans certains cas. Des circonstances exceptionnelles, comme celles nées de la dernière guerre, ont amené le législateur à permettre aussi la révision de certains contrats (baux, marchés commerciaux, etc.). Mais, d'une manière générale, la loi, dès les débuts des premières civilisations, intervient pour obliger les particuliers à exécuter ce qu'ils ont promis ; l'inexécution entraîne même dans certains cas la sanction pénale (exemple : délit d'abus de confiance). A l'origine, d'ailleurs, la loi se contente d'autoriser le cocontractant à user de la force. Le débiteur peut être emmené en esclavage ; il peut même être mis à mort (Loi des Douze Tables). Notre législation a connu très tard encore, jusqu'au dernier siècle, la contrainte par corps, c'est-à-dire la prison pour dettes. La contrainte par corps n'existe plus dans la loi française, que pour les paiements des amendes ou des dommages-intérêts prononcés par un tribunal répressif. L'exécution sur les biens à

remplacé l'exécution sur la personne, mais la loi intervient ; avec l'appui de toute la force sociale, pour assurer le respect de la convention.

Il y a, dans le *Droit privé*, ce qu'en langage d'école, on appelle les dispositions impératives et les dispositions supplétives. Une partie importante du *Droit privé* consiste à régler l'élaboration des actes juridiques et des contrats. Certains actes juridiques, certains contrats même (ex. le mariage) sont réglementés par la loi d'une manière impérative. Les conventions qui règlent des intérêts privés sont, au contraire, en général libres. La loi, en ce qui les concerne, ne contient que des dispositions applicables dans le silence des contractants.

Le *Droit privé* comprend lui-même le *Droit civil*, applicable à tous les citoyens, ou des institutions applicables soit à certaines catégories de citoyens, soit à certaines situations particulières (droit commercial, droit industriel, droit rural, etc.). Mais ces divisions sont quelque peu arbitraires. L'évolution économique peut même les rendre incompréhensibles. Ainsi, l'on a voulu donner aux commerçants un Code spécial, et des tribunaux spéciaux. On a considéré que les contrats commerciaux, conclus plus fréquemment, plus rapidement que les contrats entre particuliers, devaient être assujettis notamment au point de vue de la *preuve*, à des règles moins strictes que les contrats civils. Mais il se trouve que le développement des affaires a rendu d'un usage constant, en matière commerciale plus encore qu'en matière civile, l'écrit, pour constater une convention de quelque importance. On a voulu faire juger les commerçants par des hommes connaissant mieux, dit-on, les usages du commerce. Et cependant, les tribunaux civils sont appelés à juger, eux aussi, les questions de droit commercial (par exemple dans les rapports entre un non-commerçant et un commerçant). Et il se trouve que ces juridictions spéciales sont plus routinières souvent, plus attachées aux formes minutieuses de la procédure, et à tous points de vue plus dangereuses pour les justiciables que les tribunaux composés de magistrats de carrière.

Nous voici au terme de notre étude. Nous avons jusqu'ici négligé une troisième acception du mot *Droit*. Dans cette acception, le *Droit* désigne la science, l'étude qui porte sur le *Droit* en général, et en particulier sur les *Droits* qu'il établit. C'est ainsi qu'on dit la Faculté de *Droit*, un livre de *Droit*, etc... Les manuels discutent gravement et savamment si le *Droit* ainsi compris, constitue un art ou une science. Nous ne nous attarderons pas à cette vaine recherche.

CONCLUSIONS. — La complexité de plus en plus grande des rapports sociaux, a créé dans le monde moderne, un *Droit* lui-même de plus en plus complexe, moins formuliste peut-être à certains égards, et dans son principe, qu'aux époques anciennes, mais composé d'une multitude de dispositions législatives et d'usages. Dans un amas de dispositions confuses ou même souvent contradictoires, les citoyens n'arrivent pas à se reconnaître. Une immense corporation privilégiée, de plus en plus puissante dans l'Etat, composée des notaires, avocats, avoués, huissiers, hommes d'affaires, etc., tire sa richesse de l'exploitation de cette ignorance. La victoire est souvent au plus habile dans les luttes judiciaires : de là une source d'incertitudes ou même de démoralisation dans les relations sociales.

L'organisation même de l'Etat et des services publics devient de jour en jour infiniment plus complexe. Des innombrables prescriptions et formalités de toute sorte qui gouvernent l'activité des individus, ces derniers cherchent à éluder toutes celles qui peuvent gêner leur indépendance ou leurs combinaisons particulières. Les forts, les puissants y arrivent. Mais sur les humbles, sur les faibles, pèse lourdement le poids de la contrainte sociale, faite, malheureusement, et trop souvent, d'iniquité. — G. BESSIÈRE.

DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN (Déclarations des). On sait que l'Assemblée nationale de 1789 a intitulé *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* l'ensemble des principes qu'elle reconnaissait comme les bases nécessaires de toutes les institutions humaines. Ces droits primitifs, naturels, imprescriptibles, les philosophes les avaient dès longtemps définis : l'Assemblée se bornait à les déclarer.

Aussi bien, l'histoire avait-elle enregistré maintes « déclarations des droits ».

Au Moyen-Age, l'affranchissement des communes avait permis, sous le nom de « reconnaissances » ou de « concessions » de « franchises », d' « usages », de « privilèges », la confirmation de certains droits acquis antérieurement (vestiges du droit romain ou coutumes locales), et la reconnaissance d'autres droits jusqu'alors réservés à une minorité privilégiée (royauté, noblesse, clergé, particuliers, corps constitués).

Au xvi^e siècle, la Réforme avait eu, en Angleterre et en Hollande, ses pétitions et ses « déclarations de droits ».

Mais la République des « Insurgents » américains eut l'honneur d'évoquer, la première, les Droits de l'Homme en tête de la Constitution d'un Etat.

I. DÉCLARATION DE 1776. — La *Déclaration de l'Indépendance* américaine, rédigée au nom des « Insurgents » par T. Jefferson, J. Adams, B. Franklin, R. Sherman et R.-P.-R. Livingston, fut adoptée à l'unanimité, le 4 juillet 1776, par les représentants des treize colonies unies de l'Amérique du Nord.

Elle rappelait les « droits inaliénables de l'homme » dans les termes que voici :

« Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes :

« Tous les hommes sont créés égaux ;

« Ils sont doués par leur créateur de certains droits inaliénables ;

« Parmi ces droits se trouvent : la liberté et la recherche du bonheur.

« Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés.

« Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. »

La *Déclaration* américaine fut ainsi la première à fonder la Constitution d'un Etat sur les bases essentielles de toute démocratie, qui sont la souveraineté nationale et le droit à l'insurrection.

II. DÉCLARATION DE 1789. — La Révolution française — on vient de le voir — n'eût donc ni l'initiative de la *Déclaration des Droits de l'Homme*, ni la primeur de son utilisation politique.

La *Déclaration* américaine était connue en France et en Europe dès avant 1789. Certains *Cahiers*, en particulier les *Cahiers de la Noblesse*, avaient même exprimé le vœu qu'une déclaration analogue fût rédigée par les Etats-Généraux qu'on allait réunir. Une *Déclaration des Droits* à l'usage du peuple français était imposée à l'Assemblée nationale par l'attente de tous les esprits cultivés. Le peuple de Paris allait montrer bientôt qu'il était prêt, au besoin, à l'exiger par la violence.

Le Tiers-Etat — c'était la bourgeoisie de l'époque — montrait à l'égard des « Droits de l'Homme » beaucoup moins d'enthousiasme que tels nobles idéalistes ou que le populaire excédé par les abus. Sans doute, demandait-il l'abolition des privilèges dont jouissaient, parfois à ses dépens, le roi, les nobles, le clergé. On

connaît la brochure célèbre publiée par l'abbé Siéyès, en janvier 1789, et dont le titre résumait les aspirations des bourgeois en trois brèves formules :

« Qu'est-ce que le Tiers-Etat ? — Tout.

« Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? — Rien.

« Que demande-t-il ? — A y devenir quelque chose. »

Mais ce « quelque chose », sous la plume de Siéyès, n'était qu'une litote : le Tiers, qui croyait être tout dans la nation, voulait devenir tout dans l'Etat. Il entendait non seulement conserver, mais accroître indéfiniment les avantages matériels déjà considérables que lui avaient acquis des siècles d'une lutte obstinée. Quant aux droits de l'ouvrier, il n'en avait cure. Et lorsque, dix ans plus tard, sous le Directoire, il se trouverait suffisamment « nanti » par les dépouilles des nobles et du clergé, il adhérerait sans vergogne aux propos du cynique Fouché, déclarant qu'il n'y avait plus « qu'à arrêter la marche d'une Révolution désormais sans but, depuis qu'on avait obtenu tous les avantages personnels qu'on pouvait prétendre ». Le Tiers-Etat voulait faire la Révolution, mais à son bénéfice exclusif.

Ce fut donc malgré l'hostilité plus ou moins avouée du Tiers, que l'Assemblée nationale, entraînée par le comte de Montmorency et par le comte de Castellane, décida de placer en tête de la future Constitution du Royaume, un bref exposé des principes qui devaient en inspirer les dispositions.

La lutte, au sein de l'Assemblée, fut longue. Divers projets avaient été proposés. Le 12 août, la rédaction fut confiée à une Commission de cinq membres. L'un d'eux, le comte de Mirabeau, député du Tiers, quoique noble, présenta le travail commun dans la séance du 17. Mais ce premier projet fut rejeté.

Sur la proposition du marquis de la Paulette, l'Assemblée décida que de nouveaux projets seraient élaborés dans les bureaux. Enfin, après un second débat, la *Déclaration*, qui avait été repoussée tout d'abord en séance secrète par 28 bureaux sur 30, fut imposée par les tribunes en séance publique et votée à la majorité des voix.

Elle avait eu pour principaux rédacteurs le général marquis de La Fayette, le prince de Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun, l'abbé Siéyès et l'avocat Mounier, député de Grenoble. Elle se compose d'un préambule, œuvre de Mounier, et de 17 articles. Placée en tête de la Constitution du 3-14 septembre 1791, elle resta en vigueur jusqu'à la révolution du 10 août 1792, qui abolit la royauté.

Voici le texte intégral de la *déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* de 1789 :

« DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN :

« Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des Droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme :

« Afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ;

« Afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique en soient plus respectés ;

« Afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.

« En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et

déclare, en présence et sous les auspices de l'Être Suprême, les Droits suivants de l'Homme et du Citoyen :

« I. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

« II. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« III. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

« IV. — La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

« V. — La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

« VI. — La loi est l'expression de la volonté générale : tous les citoyens ont le droit de concourir, personnellement ou par leurs représentants, à sa formation ; elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

« VII. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis, mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

« VIII. — La loi ne doit établir que les peines strictement et évidemment nécessaires et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée.

« IX. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

« X. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

« XI. — La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

« XII. — La garantie des Droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.

« XIII. — Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

« XIV. — Tous les citoyens ont le droit, par eux-mêmes ou par leurs représentants, de constater la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

« XV. — La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

« XVI. — Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution.

« XVII. — La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »

Par cette *Déclaration* solennelle qui eut en France et en Europe un immense retentissement, l'Assemblée nationale entendait faire table rase de l'ancien régime ; elle voulait, en outre, instituer une société toute nouvelle dont les bases essentielles devaient être la souveraineté nationale, la séparation des pouvoirs, l'égalité et la liberté des citoyens.

La partie négative de cet audacieux programme, celle qui consistait simplement à détruire, l'Assemblée nationale l'exposa dans la Constitution de 1791, en rappelant brièvement les abus qu'elle supprimait :

« L'Assemblée nationale, voulant établir la Constitution française sur les principes qu'elle vient de reconnaître et de déclarer, abolit irrévocablement les institutions qui blessaient la liberté et l'égalité des droits.

« Il n'y a plus ni noblesse ni pairie, ni distinctions

« Il n'y a plus ni noblesse, ni pairie, ni distinctions ni justices patrimoniales, ni aucun des titres, dénominations et prérogatives qui en dérivent, ni aucun ordre de chevalerie, ni aucune des corporations ou décorations pour lesquelles on exigeait des preuves de noblesse, ou qui supposaient des distinctions de naissance ; ni aucune autre supériorité que celle des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.

« Il n'y a plus ni vénalité ni hérédité d'aucun office public.

« Il n'y a plus, pour aucune partie de la nation ni pour aucun individu, aucun privilège ni exception au droit commun de tous les Français.

« Il n'y a plus ni jurandes, ni corporations de professions, arts et métiers.

« La loi ne reconnaît plus ni vœux religieux, ni aucun autre engagement qui serait contraire aux droits naturels ou à la Constitution. »

L'œuvre positive définie par la *Déclaration* de 1789 embrassait tous les droits dont l'Assemblée nationale entendait garantir la jouissance aux citoyens français.

On en trouve le plan général au titre I de la Constitution de 1791, intitulé : « Dispositions fondamentales garanties par la Constitution » :

« La Constitution garantit, comme droits naturels et civils :

« 1° Que tous les citoyens sont admissibles aux places et emplois, sans autre distinction que celle des vertus et des talents ;

« 2° Que toutes les contributions seront réparties entre tous les citoyens également, en proportion de leurs facultés ;

« 3° Que les mêmes délits seront punis des mêmes peines, sans aucune distinction de personne.

« La Constitution garantit pareillement, comme droits naturels et civils :

« La liberté à tout homme d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté ni détenu que selon les formes déterminées par la Constitution ;

« La liberté à tout homme de parler, d'écrire, d'imprimer et publier ses pensées, sans que ses écrits puissent être soumis à aucune censure ni inspection avant leur publication, et d'exercer le culte religieux auquel il est attaché ;

« La liberté aux citoyens de s'assembler paisiblement et sans armes en satisfaisant aux lois de police ;

« La liberté d'adresser aux autorités constituées des pétitions signées individuellement.

« Le pouvoir législatif ne pourra faire aucune loi qui porte atteinte et mette obstacle à l'exercice des droits naturels et civils consignés dans le présent titre et garantis par la Constitution. Mais comme la liberté ne consiste qu'à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui, ni à la sûreté publique, la loi peut établir des peines contre les actes qui, attaquant, ou la sûreté publique, ou les droits d'autrui, seraient nuisibles à la société.

« La Constitution garantit l'inviolabilité des propriétés ou la juste et préalable indemnité de celles dont la nécessité publique, légalement constatée, exigerait le sacrifice.

« Les biens destinés aux dépenses du culte et à tous services d'utilité publique appartiennent à la nation, et sont dans tous les temps à sa disposition.

« La Constitution garantit les aliénations qui ont été ou qui seront faites suivant les formes établies par la loi.

« Les citoyens ont le droit d'élire ou choisir les ministres de leurs cultes.

« Il sera créé et organisé un établissement général de secours publics pour élever les enfants abandonnés, soulager les pauvres infirmes et fournir du travail aux pauvres valides qui n'auraient pas pu s'en procurer.

« Il sera créé et organisé une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensable pour tous les hommes, et dont les établissements seront distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume.

« Il sera établi des fêtes nationales pour conserver le souvenir de la Révolution française, entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la Constitution, à la patrie et aux lois.

« Il sera fait un code de lois civiles communes à tout le royaume. »

Qu'est-il advenu de ces projets grandioses ? On peut, sans trop d'impertinence, poser aujourd'hui la question. On sait, en effet, qu'après un siècle et demi de luttes politiques, d'émeutes sanglantes et d'inutiles révolutions, les citoyens français attendent encore la réalisation de leurs droits. Le sublime idéal de 1789 a reçu de l'historien un cruel démenti. Mais son échec était fatal. Les grands révolutionnaires, ceux du moins qui gardaient la foi dans l'œuvre entreprise, avaient fait, selon le mot de l'un d'entre eux, « un pacte avec la mort ». Ils ne pouvaient, hélas ! contraindre la victoire. On ne transige pas avec la ruse, la peur, l'hypocrisie, la trahison !... Mais si le succès leur échappa, ils tinrent leur serment et surent mourir.

Il ne faut point leur imputer à crime d'avoir conçu une Cité de rêve, comme si les lois de l'Etat suffisaient à réformer les mœurs. Maîtres de leurs pensées, ils les voulurent idéalement belles. Mais le cœur des ambitieux leur échappait, où régnait l'égoïsme, le seul tyran qu'on ne pût « raccourcir ». Ils eurent l'honneur, et ce sera leur gloire, de tracer l'ébauche d'une société moins inique, laissant à l'avenir la tâche peut-être surhumaine de l'édifier, pierre après pierre, dans la douleur et dans l'effort.

La *Déclaration* de 1789 a inspiré à des degrés divers toutes les Constitutions françaises jusques et y compris la Constitution bonapartiste de 1852. Des rédactions différentes en furent parfois adoptées. Nous croyons intéressant de les mentionner ici.

III. DÉCLARATION DE L'AN I (OU DE 1793). — Dès les premières séances de la Convention nationale, une Com-

mission fut chargée de préparer un projet de Constitution de la République. L'élément girondin y dominait. Elle comprenait : Siéyès, Thomas Payne, Brissot, Pétion, Vergniaud, Gensonné, Barère, Danton et Condorcet, avec Barbaroux, Fauchet et quelques autres pour suppléants. Condorcet présenta son rapport les 15 et 16 février 1793. Mais la lutte engagée entre la Montagne et la Gironde ne permit pas à l'Assemblée de le discuter.

Après la chute des Girondins, le Comité de Salut public, auquel on adjoignit cinq membres, reçut la mission de rédiger un nouveau projet.

Hérault de Séchelles en fut le principal rédacteur. Elaboré en six jours, amendé et adopté par le Comité en une séance, le projet de Constitution fut présenté à la Convention le 10 juin et voté le 24. Ebauche improvisée pour les besoins d'une crise politique, la Constitution de 1793 fut appelée plaisamment par son auteur Hérault de Séchelles « un impromptu républicain ». Siéyès ne voulait y voir qu'« une tablée des matières ».

Soumise avec la *Déclaration* qui lui servait de préambule à la ratification des Assemblées primaires, elle fut acceptée par le corps électoral. Mais elle ne pût être appliquée. Le 10 octobre 1793, l'Assemblée décréta que « le Gouvernement provisoire de la France serait révolutionnaire jusqu'à la paix » et que « la Convention serait elle-même le centre unique du Gouvernement ».

La *Déclaration* de 1793 resta donc lettre morte, comme la Constitution dont elle n'était que la préface.

Voici le texte de cette *Déclaration* :

« Le peuple français, convaincu que l'oubli et le mépris des Droits naturels de l'Homme sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, ces droits sacrés et inaliénables ;

« Afin que tous les citoyens, pouvant comparer sans cesse les actes du Gouvernement avec le but de toute institution sociale, ne se laissent jamais opprimer et avilir par la tyrannie ;

« Afin que le peuple ait toujours devant les yeux les bases de la liberté et de son bonheur ; le magistrat, la règle de ses devoirs ; le législateur, l'objet de sa mission. »

« En conséquence, il proclame en présence de l'Etre suprême la déclaration suivante des Droits de l'Homme et du Citoyen :

« I. — Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles.

« II. — Ces droits sont l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

« III. — Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi.

« IV. — La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté générale ; elle est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ; elle ne peut ordonner que ce qui est juste et utile à la société ; elle ne peut défendre que ce qui lui est nuisible.

« V. — Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence, dans leurs élections, que les vertus et les talents.

« VI. — La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui ; elle a pour principe la nature ; pour règle la justice ; pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime : *Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.*

« VII. — Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s'assembler paisiblement, le libre exercice des cultes ne peuvent être interdits.

« La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme.

« VIII. — La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés.

« IX. — La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent.

« X. — Nul ne doit être accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Tout citoyen, appelé ou saisi par l'autorité de la loi, doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

« XI. — Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force.

« XII. — Ceux qui solliciteraient, expédieraient, signeraient, exécuteraient ou feraient exécuter des actes arbitraires sont coupables et doivent être punis.

« XIII. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

« XIV. — Nul ne doit être jugé et puni qu'après avoir été entendu ou légalement appelé, et qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement au délit. La loi qui punirait des délits commis avant qu'elle existât, serait une tyrannie ; l'effet rétroactif donné à la loi serait un crime.

« XV. — La loi ne doit décerner que des peines strictement et évidemment nécessaires : les peines doivent être proportionnées au délit et utiles à la société.

« XVI. — Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.

« XVII. — Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens.

« XVIII. — Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre, ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît pas de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

« XIX. — Nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété, sans son consentement, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

« XX. — Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir à l'établissement des contributions, d'en surveiller l'emploi et de s'en faire rendre compte.

« XXI. — Les secours publics sont une dette sacrée. La Société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

« XXII. — L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens.

« XXIII. — La garantie sociale consiste dans l'action de tous pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits ; cette garantie repose sur la souveraineté nationale.

« XXIV. — Elle ne peut exister, si les limites des fonctions publiques ne sont pas clairement déterminées par la loi, et si la responsabilité de tous les fonctionnaires n'est pas assurée.

« XXV. — La souveraineté réside dans le peuple ; elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable.

« XXVI. — Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier ; mais chaque section du souverain assemblé doit jouir du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté.

« XXVII. — Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.

« XXVIII. — Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures.

« XXIX. — Chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi et à la nomination de ses mandataires ou de ses agents.

« XXX. — Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.

« XXXI. — Les délits des mandataires du peuple et de ses agents ne doivent jamais être impunis. Nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens.

« XXXII. — Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique ne peut, en aucun cas, être interdit, suspendu ni limité.

« XXXIII. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

« XXXIV. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

« XXXV. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

IV. DÉCLARATION DE L'AN III (OU DE 1795). — Le 17 Floréal An III (6 mai 1795), la grande « Terreur » étant close, la Convention nomma une commission pour reviser les lois révolutionnaires. Cette commission comprenait onze membres : Lesage (d'Eure-et-Loir), Daunou, Boissy d'Anglas, Creuze, Latouche, Berlier, Louvet, La Réveillère-Lépeaux, Lanjuinais, Durand-Maillane, Baudin (des Ardennes) et Thibaudeau. Elle rejeta unanimement la Constitution de 1793 dont certaines dispositions paraissaient, aux réacteurs de l'époque, « contraires à l'ordre social ».

Le 5 Messidor An III (23 juin 1795), Boissy d'Anglas présenta un projet à la Convention qui, après une longue discussion, adopta le texte définitif le 5 Fructidor (22 août 1795).

Soumise à l'approbation du corps électoral, la Constitution de 1795 fut acceptée par 914.853 voix contre 41.892. Elle était précédée de la *Déclaration* que voici :

« Le peuple français proclame, en présence de l'Etre Suprême, la déclaration suivante des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen :

DROITS

« I. — Les Droits de l'Homme en société sont : la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété.

« II. — La liberté consiste à pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui.

« III. — L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. L'égalité n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoir.

« IV. — La sûreté résulte du concours de tous pour assurer les droits de chacun.

« V. — La propriété est le droit de jouir et de disposer de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.

« VI. — La loi est la volonté générale exprimée par la majorité ou des citoyens, ou de leurs représentants.

« VII. — Ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché. Nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

« VIII. — Nul ne peut être appelé en justice, accusé, arrêté ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et selon les formules qu'elle a prescrites.

« IX. — Ceux qui sollicitent, expédient, signent, exécutent ou font exécuter des actes arbitraires, sont coupables et doivent être punis.

« X. — Toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de la personne d'un prévenu doit être sévèrement réprimée par la loi.

« XI. — Nul ne peut être jugé qu'après avoir été entendu ou légalement appelé.

« XII. — La loi ne doit prononcer que des peines strictement nécessaires et proportionnées au délit.

« XIII. — Tout traitement qui aggrave la peine déterminée par la loi est un crime.

« XIV. — Aucune loi, ni criminelle, ni civile, ne peut avoir d'effet rétroactif.

« XV. — Tout homme peut engager son temps et ses services ; mais il ne peut ni se vendre ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable.

« XVI. — Toute contribution est établie pour l'utilité générale. Elle doit être répartie entre les contribuables en raison de leurs facultés.

« XVII. — La souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des Citoyens.

« XVIII. — Nul individu, nulle réunion partielle de citoyens ne peut s'attribuer la souveraineté.

« XIX. — Nul ne peut, sans une délégation légale, exercer aucune autorité, ni remplir aucune fonction publique.

« XX. — Chaque citoyen a un droit égal de concourir, immédiatement ou médiatement, à la formation de la loi, à la nomination des représentants du peuple et des fonctionnaires publics.

« XXI. — Les fonctions publiques ne peuvent devenir la propriété de ceux qui les exercent.

« XXII. — La garantie sociale ne peut exister, si la division des pouvoirs n'est pas établie, si leurs limites ne sont pas fixées et si la responsabilité des fonctionnaires publics n'est pas assurée.

DEVOIRS

« I. — La déclaration des Droits contient les obligations des législateurs ; le maintien de la société demande que ceux qui la composent connaissent et remplissent également leurs Devoirs.

« II. — Tous les Devoirs de l'Homme et du Citoyen dérivent de ces deux principes gravés par la nature dans tous les cœurs : ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir.

« III. — Les obligations de chacun envers la société

consistent à la défendre, à la servir, à vivre soumis aux lois et à respecter ceux qui en sont les organes.

« IV. — Nul n'est bon citoyen s'il n'est bon fils, bon père, bon frère, bon ami, bon époux.

« V. — Nul n'est homme de bien s'il n'est franchement et religieusement observateur des lois.

« VI. — Celui qui viole ouvertement les lois se déclare en état de guerre envers la société.

« VII. — Celui qui, sans enfreindre ouvertement les lois, les élude par ruse ou par adresse, blesse les intérêts de tous ; il se rend indigne de leur bienveillance et de leur estime.

« VIII. — C'est sur le maintien des propriétés que reposent la culture des terres, toutes les productions, tout moyen de travail et tout l'ordre social.

« IX. — Tout citoyen doit ses services à la patrie et au maintien de la liberté, de l'égalité et de la propriété, toutes les fois que la loi l'appelle à les défendre. »

V. DÉCLARATION DE 1848. — La Constitution républicaine de 1848 avait été rédigée par une commission qui comprenait MM. de Cormenin, Marrast, rapporteur ; Lamennais, Vivien, de Tocqueville, Dufaure, Martin (de Strasbourg), Coquerel, Corbon, Thouret, Woirhaye, Dupin, Gustave de Beaumont, de Vaulabelle, Odilon Barrot, Pagès (de l'Ariège), Dornès et Victor Considérant.

Elle fut votée le 4 et promulguée le 12 novembre. Elle était précédée d'une *Déclaration des Droits* ainsi libellée :

« En présence de Dieu et au nom du peuple français, l'Assemblée Nationale proclame :

« I. — La France s'est constituée en République. En adoptant cette forme définitive de gouvernement, elle s'est proposé pour but de marcher plus librement dans la voie du progrès et de la civilisation, d'assurer une répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages de la Société, d'augmenter l'aisance de chacun par la réduction graduée des dépenses publiques et des impôts et de faire parvenir tous les citoyens, sans nouvelle commotion, par l'action successive et constante des institutions et des lois, à un degré toujours plus élevé de moralité, de lumière et de bien-être.

« II. — La République Française est démocratique, une et indivisible.

« III. — Elle reconnaît des droits et des devoirs antérieurs et supérieurs aux lois positives.

« IV. — Elle a pour principes la liberté, l'égalité, la fraternité. Elle a pour bases la famille, le travail, la propriété, l'ordre public.

« V. — Elle respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne, n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

« VI. — Des devoirs réciproques obligent les citoyens envers la République et la République envers les citoyens.

« VII. — Les citoyens doivent aimer la patrie, servir la République, la défendre au prix de leur vie, participer aux charges de l'Etat en proportion de leur fortune ; ils doivent s'assurer, par leur travail, des moyens d'existence, et, par la prévoyance, des ressources pour l'avenir ; ils doivent concourir au bien-être commun en s'entraidant fraternellement les uns les autres et à l'ordre général en observant les lois morales et les lois écrites qui régissent la société, la famille et l'individu.

« VIII. — La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété,

son travail et mettre à la portée de chacun l'instruction indispensable à tous les hommes ; elle doit, par une assistance fraternelle, assurer l'existence des citoyens nécessiteux, soit en leur procurant du travail dans les limites de ses ressources, soit en donnant, à défaut de la famille, des secours à ceux qui sont hors d'état de travailler.

« En vue de l'accomplissement de tous ces devoirs, et pour la garantie de tous ces droits, l'Assemblée nationale, fidèle aux traditions des grandes Assemblées qui ont inauguré la Révolution française, décrète, ainsi qu'il suit, la Constitution de la République... »

VI. La *Déclaration* de 1789, comme celles qui furent inspirées par le même idéal, a eu sur la mentalité du peuple français une influence durable et profonde dont il convient d'apprécier impartialement les effets.

Elle produisit un phénomène de vertige mental. Jusqu'en 1789, en effet, on n'avait défendu ou revendiqué en France que des « droits particuliers », « concrets », « limités » à « certains individus » ou à « certaines collectivités » : c'étaient les droits des nobles, les droits des clercs, les droits des gens de robe, les droits des bourgeois ou des marchands (quincailliers, bouchers, boulangers, corroyeurs, etc.) ; c'étaient aussi, mais les plus négligés de tous, les droits des ouvriers, des « compagnons ».

Disciples des « philosophes », les révolutionnaires de 1789 et des Assemblées suivantes considérèrent, non plus tel ou tel citoyen, telle ou telle collectivité d'individus, clairement et spécifiquement désignés, qu'on pouvait coudoyer tous les jours dans les rues, de qui on connaissait les besoins, les aptitudes et les aspirations, mais l'« homme », l'homme tout court, c'est-à-dire une entité abstraite, sans nom, sans rôle social défini, un être de raison que personne n'avait rencontré nulle part.

Cette généralisation, pour excessive qu'elle fût, avait, au point de vue spéculatif, l'avantage de supprimer radicalement les classifications établies. Elle affola les imaginations. Un délire sacré s'empara des esprits. Un fanatisme d'un genre inconnu gonfla les cœurs. Dès lors, la politique parut ignorer les cas d'espèce. Elle ne s'intéressa plus qu'à l'universalité des humains, pris en bloc, à tous les hommes de toutes les conditions, de tous les peuples, de toutes les races, de toutes les couleurs, de tous les temps. Ce fut sublime et enfantin. Les politiciens, en quête de fructueux mandats électoraux et de grasses prébendes officielles, s'emparèrent des « droits imprescriptibles » comme fait le chasseur d'un miroir à alouettes et, à l'aide de vagues promesses, de formules pompeuses mais vides, où les « principes immortels » revenaient comme un leit-motiv, ils dupèrent, pendant plus d'un siècle, le peuple, qui semblait fasciné. Devant l'urne électorale, on ne fut plus serrurier, maçon, couvreur, mais « citoyen ». Au lieu de militer pour ses intérêts personnels, on s'enflamma pour l'idéologie des « clubs », des comités. On fut républicain ou monarchiste, cléricale ou laïque, radical ou opportuniste, socialiste ou communiste, libéral ou fasciste. L'ex-compagnon boucher négligea ses droits de boucher ; l'ex-compagnon zingueur délaissa ses droits de zingueur ; l'ex-compagnon charron passa condamnation de ses droits de charron. L'ouvrier, frustré mais aveuglé, sembla préférer des théories générales à ses intérêts corporatifs immédiats. On se passionna pour des mythes ; on se battit pour des chimères ; on mourut pour des abstractions. Les Français, Don Quichottes éternels, que les croisades avaient promus jadis « soldats de Dieu », devinrent, par la grâce des « Droits de l'Homme », les « soldats de la liberté ». Leur devise fut : « La fraternité ou la mort ! » Ils semèrent de leurs os les champs de bataille du monde. Leurs sacrifices, pourtant, restaient vains. Ils

sapient les « abus » ; mais sur leurs cadavres immolés à la justice, les abus renaissaient aussi nombreux, avec de nouveaux noms. Ils proclamaient les « immortels principes » ; mais, eux disparus, les « droits » qu'ils avaient consacrés de leur sang étaient « soigneusement roulés dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts ». Durant plus d'un siècle, des millions de Français — des ouvriers, pour la plupart — moururent pour l'idéal. Quant au profit, ce fut le bourgeois qui l'obtint.

En effet, tandis que les champions de l'idée pure succombaient sans retour, l'ex-maitre boucher, l'ex-maitre zingueur, l'ex-maitre charron, le bourgeois, le « patron », n'oubliait point ses anciennes « franchises » et, par tous les moyens, s'efforçait de les rétablir. Dans la société issue de la Révolution, la noblesse, le clergé avaient perdu leurs privilèges. Et c'était justice. Mais le bourgeois — c'est-à-dire le propriétaire, le commerçant, l'industriel, le financier, surtout — désormais tout-puissant, régnait sans contrôle sur la cité nouvelle.

On connaît le piquant tableau qu'a tracé de la France républicaine la plume acérée d'Anatole France :

« L'Etat pingouin était démocratique, trois ou quatre compagnies financières y exerçaient un pouvoir plus étendu et surtout plus effectif et plus continu que celui des ministres de la République, petits seigneurs qu'elles gouvernaient secrètement, qu'elles obligeaient, par intimidation ou par corruption, à les favoriser aux dépens de l'Etat, et qu'elles détruisaient par les calomnies de la Presse, quand ils restaient honnêtes. » *L'Île des Pingouins*, p. 243.)

« Le nouvel Etat reçut le nom de chose publique, ou République. Ses partisans étaient appelés républicanistes ou républicains. On les nommait aussi chosards et, parfois, fripouilles ; mais ce dernier terme était pris en mauvaise part.

« La démocratie pingouine ne se gouvernait point par elle-même ; elle obéissait à une oligarchie financière qui faisait l'opinion par les journaux et tenait dans sa main les députés, les ministres et le président. Elle ordonnait souverainement des finances de la République et dirigeait la politique extérieure du pays. » (*L'Île des Pingouins*, p. 173.)

Le témoignage d'un auteur sceptique, mais averti, semblerait-il suspect ? Détachons de la revue démocratique *Les Cahiers des Droits de l'Homme*, organe officiel de la Ligue du même nom, l'exergue suivant qui contient un aveu à retenir :

« Les Droits de l'Homme sont-ils proclamés ? Oui.

« Sont-ils appliqués ? Non. »

Ce désintéressement total des pouvoirs publics français à l'égard des Droits de l'Homme ne doit pas surprendre outre mesure. La Constitution de 1875, qui régit présentement l'Etat français, ignore, en effet, officiellement les Droits de l'Homme et du Citoyen.

Faut-il conclure de cette ignorance officielle — qui fut certainement volontaire, de la part de nos derniers « constituants » — qu'une loi française peut, sans violer la Constitution, attenter aux Droits de l'Homme ? M. Léon Duguit, professeur de droit international à la Faculté de Bordeaux, a répondu négativement à cette question redoutable :

« La Constitution de 1875, a-t-il écrit, est la seule des Constitutions françaises où l'on ne trouve aucune mention, aucun rappel des droits inscrits dans la *Déclaration* de 1789. Dans ces conditions, on peut se demander si les règles de la *Déclaration des Droits* de 1789 ont cessé d'avoir force légale, positive, et si le Parlement pourrait, à l'heure actuelle, faire des lois portant atteinte aux droits naturels, individuels, de l'homme, sans violer les dispositions fondamentales de notre droit public ? Nous répondons : non, sans hésiter, et nous croyons fermement que toute loi contraire aux

termes de la *Déclaration des Droits* de 1789 serait une loi inconstitutionnelle. (Léon DUGUIT : *Manuel de droit constitutionnel*, Paris 1918, p. 228.)

M. Léon Duguit « croit » qu'il en est ainsi. Mais il ne propose aucune raison à l'appui de sa « croyance ». Autant dire qu'elle ne vaut rien.

La question qui se pose, en fait, à l'heure présente, est celle-ci : Les Droits de l'Homme sont-ils respectés dans la législation française ? On sait que non.

Les lois injustes qu'on maintient en vigueur, les pratiques abusives auxquelles on reconnaît force de loi sont-elles *inconstitutionnelles* par cela seul qu'elles sont injustes ? On aimerait en être assuré, et pour chacune d'elles, par les juristes qui, « faisant autorité » dans les prétoires, inspirent aux juges leurs arrêts. Car les dispositions législatives et les pratiques administratives ou policières qui violent les Droits de l'Homme sont en France plus nombreuses qu'on ne le croit communément.

Tels sont, pour ne citer que les plus révoltants de ces « abus légaux » :

1° L'article 75 de la Constitution de l'An VIII, qui décide que les « agents du gouvernement, autres que les ministres ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leur fonction, qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat ». Cet article, instituant, en fait, l'irresponsabilité professionnelle des fonctionnaires de l'Etat, est en opposition avec les articles XV de la *Déclaration* de 1789 ; XXXI de la *Déclaration* de 1793 et XXII de la *Déclaration* de 1795 ;

2° L'article 10 du Code d'instruction criminelle qui arme les préfets des attributions les plus redoutables du pouvoir judiciaire, comme, par exemple, du droit de « se saisir eux-mêmes, en tous les cas, pour les crimes ou délits, flagrants ou non flagrants, pour les délits politiques comme pour les délits de droit commun » de délivrer des mandats, de faire arrêter et détenir, d'opérer des perquisitions et des saisies, de procéder à des interrogatoires, de faire, en un mot, tout ce que peuvent les juges « sauf prononcer eux-mêmes la condamnation. » (G. CLÉMENTEAU, *Journal officiel*, séance du 16 décembre 1904, et GARÇON, *Revue Pénitentiaire*, 1901.) Cet article viole le principe de la séparation des pouvoirs énoncés dans l'article XVI de la *Déclaration* de 1879 ;

3° La pratique des arrestations dites « administratives » qui s'exerce à l'égard des voyageurs sans passeport, des filles publiques et des aliénés ou prétendus tels. (Loi du 30 juin 1838) ;

4° Les arrestations injustifiées et les détentions préventives, opérées par l'ordre de magistrats ineptes ou trop zélés et prolongées sans motif valable.

Il nous serait aisé d'allonger cette liste indéfiniment en citant les actes arbitraires, les passe-droit et les injustices caractérisées commises quotidiennement sur tout le territoire français. (Voir, sur ce sujet passionnant, l'article *Droits de l'Homme* (Ligue française pour la défense des).

Devant cette carence indéniable et systématique des gouvernements, insoucieux d'assurer la séparation des pouvoirs et le respect des droits individuels, les pensées libres ont le devoir d'en appeler aux principes formulés dans les *Déclarations des Droits*. Ces principes, qui sont la garantie suprême des individus contre l'Etat oublieux de la mission qu'il s'est donnée, nous tenons à les reproduire au terme de cet article, comme la plus logique et la plus opportune conclusion :

« XVI. — Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution. » (1789.)

« XXXIII. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

« XXXIV. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé.

« XXXV. — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » (1793.)

A chaque citoyen d'y recourir, dans toute la mesure efficace et selon les possibilités du moment. — Henri BEAUVOIS.

DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN (Ligue française pour la défense des). I. BUT DE LA LIGUE :

La Ligue française pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen a été constituée, à Paris, le 4 juin 1898. L'action immédiate que se proposaient ses fondateurs (Ludovic Trarieux, Francis de Pressensé, Ferdinand Buisson, Gabriel Séailles, etc.), c'était, avant tout, la revision de l'affaire Dreyfus. Mais, dès leur premier manifeste, ils affirmèrent :

1° Que la Ligue s'appliquerait à faire vivre dans les mœurs et à réaliser dans les lois les principes de la Révolution française ;

2° Que toute personne dont le droit serait violé trouverait désormais auprès d'elle assistance et conseil. C'est vers ces deux buts que, sans arrêt ni défaillance, elle a tendu ses efforts.

II. L'ŒUVRE DE LA LIGUE EN FRANCE : Depuis bientôt trente ans, par ses publications, par ses meetings, par ses interventions auprès des ministres et du Parlement, elle a tenu la conscience publique en éveil ; elle a combattu les conseils de guerre, les bagnes d'Afrique, le code militaire, les lois injustes ; elle a dénoncé les brutalités policières, les mensonges de la raison d'Etat, le scandale des instructions sommaires et des jugements de haine, les attentats à la liberté de pensée ; elle a défendu la légalité contre l'arbitraire des pouvoirs publics et contribué à redresser la législation française dans le sens de l'équité.

On connaît les campagnes retentissantes qu'elle a menées en France à l'occasion des affaires Dreyfus, Caillaux, Malvy. Grâce à la Ligue, Péan, N'Guyen Van Do, soldats innocents, condamnés au bagne, ont été libérés ; grâce à la Ligue, la mémoire des lieutenants Herduin, Millant, du sergent Mercey, des soldats Maillet, Loiseau, Bersot, Santer, Gonsard, des civils Copie, Strimelle, Mertz, fusillés ; du lieutenant Louis Marty, mort interné pendant la guerre de 1914 à 1918, a été réhabilitée.

On connaît moins la série innombrable des petits combats qu'elle livre tous les jours, dans tous les départements ministériels, en faveur des plus humbles victimes : étrangers menacés d'expulsion, pour qui elle obtient des permis de séjour ; fonctionnaires arbitrairement déplacés ou révoqués, à qui elle fait rendre leur emploi ; militaires ou civils injustement condamnés, qu'elle fait réhabiliter.

« Redresseuse de torts » inlassable mais impartiale, elle se place au-dessus des sectes politiques et religieuses. Elle n'admet comme adhérents que les démocrates attachés aux principes de la Révolution française ; mais elle intervient pour toutes les victimes de l'injustice, quels que soient leur parti, leurs tendances, leurs antécédents.

Elle est intervenue, naguère, en faveur d'officiers catholiques, frappés disciplinairement pour être allés à la messe en uniforme ; puis, pour des pasteurs protestants molestés à Madagascar ; plus récemment, pour des instituteurs et des institutrices brimés à

cause de leurs opinions. Elle est intervenue de même en faveur des condamnés de droit commun mis au ban de la société. Elle a mené campagne pour des communistes faussement inculpés de « complots ». Maintes fois, elle a pris la défense des militants libéraux. On n'a pas oublié les émouvants plaidoyers de Ferdinand Buisson, de Victor Basch, d'Henri Guernut, de Maurice Viollette, de Séverine, au procès de Germaine Berton. Après plusieurs démarches, elle a obtenu la libération anticipée d'E. Armand, condamné en 1918, par le conseil de guerre de Grenoble, à 5 ans de prison pour « complicité de désertion ». On connaît ses interventions en faveur de Sacco et de Vanzetti, condamnés à mort par la justice des Etats-Unis d'Amérique.

La Ligue, on le voit, par ces quelques exemples, ne fait point acception de personnes ; quiconque souffre l'injustice, qu'il se nomme Joseph Caillaux ou le bagnard n° X..., par cela seul qu'il souffre l'injustice, est son client.

III. L'ŒUVRE DE LA LIGUE A L'EXTÉRIEUR : Les mêmes principes de justice et d'impartialité inspirent l'action de la Ligue à l'extérieur. Dans ses congrès, dans ses meetings, elle affirme que les nations, comme les individus, sont des personnes morales et que chaque peuple a des droits dont le respect s'impose à tous les autres.

Dès 1916, avant même que le Président Wilson l'eût rappelé dans ses propositions, la Ligue des Droits de l'Homme avait défendu le Droit des Peuples et demandé l'organisation d'une Société des Nations, fondée sur la justice et l'équité.

On n'a pas oublié ses campagnes pour l'Arménie et pour la Finlande. Dès le début de la guerre, elle revendiqua le droit à l'indépendance pour la Pologne, pour la Tchéco-Slovaquie, pour la Yougo-Slavie, pour toutes les nationalités opprimées.

Eprise d'impartiale justice, elle a défendu les populations en difficultés avec les Alliés ou avec la France : Irlande, Egypte, Albanie, Annamites, Indigènes de l'Afrique du Nord. Elle avait protesté, jadis, contre l'oppression de la Finlande par le gouvernement des tsars. Elle a protesté, depuis la révolution russe, contre l'invasion de la Géorgie par le gouvernement des Soviets.

La Ligue veut être, par-dessus tout, une Ligue de la Paix. Elle ne peut admettre qu'un Etat ait le droit de se faire justice par la force. Convaincue que la guerre, tout comme le pillage et l'assassinat, est un crime de droit commun, elle mène campagne depuis plus de vingt ans pour que les conflits internationaux, comme les différends des particuliers, soient réglés juridiquement, c'est-à-dire pacifiquement. Elle demande, pour la Société des Nations, le droit de poursuivre les manquements au pacte international et le pouvoir d'en châtier les auteurs.

« Point de justice sans réparation des injustices, a écrit Ferdinand Buisson, président d'honneur de la Ligue française, point de réparation des injustices sans une juste sentence des tribunaux autorisés à la rendre ; point de juges et de jugement possibles sans une Société des Nations qui prête main-forte à la justice et qui dispose souverainement des sanctions nécessaires pour faire exécuter ses justes décisions. »

IV. LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME : En vue d'organiser à l'extérieur l'œuvre de justice et de paix, la Ligue française des Droits de l'Homme a créé ou facilité la fondation, pour les autres nations, de plusieurs Ligues-sœurs. C'est ainsi que des Ligues des Droits de l'Homme, indépendantes dans leur action, mais animées du même idéal et s'inspirant des mêmes méthodes, ont été constituées pour les pays suivants :

Albanie, Allemagne, Angleterre, Arménie, Autriche,

Belgique, Bulgarie, Dantzig, Espagne, Géorgie, Grèce, Haiti, Hongrie, Italie, Luxembourg, Portugal, Pologne, Roumanie, Russie, Tchéco-Slovaquie.

Une Fédération, dont le siège est à Paris, leur sert d'agent de liaison sous le nom de « Ligue Internationale des Droits de l'Homme et du Citoyen ». Mme Ménard-Dorian en est la secrétaire générale.

Le III^e Congrès de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, réuni à Bruxelles, les 26 et 27 juin 1926, a étudié plus spécialement la Constitution des Etats-Unis d'Europe dans l'esprit et dans le cadre de la Société des Nations.

V. PUBLICATIONS DE LA LIGUE FRANÇAISE : Au cours de ses campagnes, la Ligue française des Droits de l'Homme a édité une importante bibliothèque formée de nombreux tracts, brochures, comptes rendus sténographiques de Congrès. Nous en donnons ci-après un aperçu très sommaire.

Depuis 1900, elle publie régulièrement un *Bulletin Officiel*, devenu en 1920 une revue bi-mensuelle de grand format sous le titre : *Les Cahiers des Droits de l'Homme*. C'est, à l'usage des militants de la démocratie française, une source d'informations documentaires et un organe de combat.

VI. ADMINISTRATION DE LA LIGUE FRANÇAISE : La Ligue française des Droits de l'Homme, dont le siège est à Paris, 10, rue de l'Université (7^e), comprend plus de 130.000 ligueurs, groupés en 1.800 sections locales et en 81 fédérations départementales.

Elle est administrée par un Comité Central élu par l'ensemble des ligueurs à la majorité absolue.

Tous les ans, un Congrès national contrôle l'action du Comité Central au cours de l'exercice écoulé, précise la doctrine de la Ligue sur les questions à l'ordre du jour et formule, pour l'année suivante, les directives que devront suivre ses militants.

Elle a eu successivement pour présidents :

MM. Ludovic Trarieux (1898-1903), Francis de Pressensé (1903-1914), Ferdinand Buisson (1914-1926), Victor Basch.

Le Bureau du Comité Central pour 1927 est ainsi composé : MM. Victor Basch, président ; A. Aulard, C. Bouglé, A.-Ferdinand Hérold, Mme Ménard-Dorian, Paul Langevin, vice-présidents ; Henri Guernut, secrétaire général ; Alfred Westphal, trésorier général.

M. Victor Basch, élu président le 15 novembre 1926, a rappelé dans les *Cahiers* du 25 novembre les buts de la Ligue et défini en ces termes quelle doit être son action dans l'avenir :

« Défendre le droit des individus, à quelque parti qu'ils appartiennent, à quelque degré de la hiérarchie sociale qu'ils soient placés, et le défendre avec d'autant plus d'énergie que ce degré est plus humble ; — faire rendre au Droit, tel qu'il est inscrit dans la Loi, tout son suc de justice et travailler incessamment à adapter cette Loi à la réalité sociale et à la faire plus clémentine et plus humaine ; — défendre le droit des peuples, de tous les peuples » à disposer librement d'eux-mêmes, à se développer librement, à harmoniser leur développement avec celui des autres peuples, de tous les autres peuples ; travailler passionnément à la cause sacrée de la paix ; — défendre inlassablement la démocratie ; défendre, dans cette démocratie, ce qui est conforme au fond dernier, au fond sacré de la personne morale et sociale, mais combattre inlassablement aussi la démagogie, qui n'est que la caricature de la démocratie vraie ; — défendre les droits de l'enfant et de la femme et prêter plus d'attention aux problèmes sociaux et donner aux concepts de liberté et d'égalité toute leur valeur et toute leur portée — voilà la mission de la Ligue.

« Elle est belle, elle est noble, elle est digne que l'on vive et que l'on agisse pour elle. Pour que nous puissions l'accomplir dans toute sa pureté, il faut que nous sauvagardions la Ligue de toute compromission avec la politique. La Ligue, nous l'avons dit, est à la pointe de la démocratie, elle en est la gardienne vigilante, la conscience vivante et organisée, une conscience, nous l'avons dit aussi, qui ne doit pas être inerte, qui ne doit pas se contenter de déplorer le mal quand il est fait, mais qui doit le prévenir et, quand il est là, le combattre jusqu'à ce qu'il soit terrassé.

« En ce sens, la Ligue fait de la politique et doit en faire. Mais en ce sens seulement. Tout ce qui touche à la politique proprement dite, à la lutte des partis, aux batailles électorales, tout ce qui serait une dérogation à ses principes en faveur d'un gouvernement même ami, doit lui rester étranger. Rappelons-nous le suprême conseil qu'à son lit de mort, nous a donné notre cher Gabriel Séailles : « N'ayons pas peur et ne faisons pas de concessions ». Rappelons-nous que la Ligue est une libre association de citoyens qui se préoccupent de la chose publique et qui surveillent avec vigilance ceux qui ont la charge de l'administrer. »

VII. BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE : Voici les principales questions d'ordre général et les plus célèbres affaires particulières qui ont motivé les plus retentissantes interventions de la Ligue française et sur lesquelles des rapports documentaires ont été publiés, soit en brochures spéciales, soit dans les *Cahiers des Droits de l'Homme* :

A) QUESTIONS GÉNÉRALES :

a) *Liberté individuelle* : Tarbouriech, *Rapports au Congrès de 1905* (*Bulletin officiel* 1905) ; Chenevier : Pour la liberté individuelle (*Cahiers* 1922) ; G. Clemenceau : Les garanties de la liberté individuelle (*Cahiers* 1922) ; F. Buisson : La résistance à l'oppression (*Cahiers* 1921) ; C. G. Costaforu : *En Roumanie ; Les crimes de la sûreté* (1926) ; U. Triaca : *Le fascisme en Italie* (1927) ;

b) *Liberté d'opinion* : F. Buisson et E. Glay : Pour la liberté d'opinion des fonctionnaires (*Cahiers* 1922) ; F. Buisson : L'affaire Baylet et Fontanier (*Cahiers* 1922) ; H. Guernut : Pour les fonctionnaires (*Cahiers* 1923) ; F. Buisson : La liberté d'opinion (*Cahiers* 1923) ; Pour la suppression des lois scélérates (*Cahiers* 1925-1926) ;

c) *Droit de propriété* : Tarbouriech : Essai sur la propriété (*Bulletin officiel* 1904) ; Charles Gide : Le droit de propriété (*Cahiers* 1921) ;

d) *Objection de conscience* : F. Corcos : L'objection de conscience (*Cahiers* 1926) ; Pioch : Pour les objecteurs de conscience (*Cahiers* 1926) ; Voir délibérations et vœux du Comité Central (*Cahiers* 1926) ;

e) *Amnistie* : F. Buisson : L'amnistie (*Cahiers* 1920) ; Albert Chenevier : La loi d'amnistie (*Cahiers* 1920) ; Prorogation de la loi du 29 avril 1921 (*Cahiers* 1923) ; Un projet de loi (*Cahiers* 1924) ; Les principales dispositions de la loi d'amnistie (*Cahiers* 1925) ;

f) *Droits des travailleurs* : Un ligueur : Un projet de loi sur les assurances sociales (*Cahiers* 1921) ; Robert Perdon : Le monde du travail et les assurances sociales (*Cahiers* 1921) ; R. Picard : Les problèmes généraux de l'assurance sociale (*Cahiers* 1925) ; Sicard de Plauzoles : Le droit aux soins (*Cahiers* 1923) ; V. les résolutions du Comité Central (*Cahiers*, passim) et les vœux des Congrès ;

g) *Droits des femmes* : Comité Central : Adhésion de la Ligue à la pétition des femmes françaises (*Bulletin officiel* 1907) ; Pour l'électorat et l'éligibilité (Congrès 1909) ; F. de Pressensé : Lettre en faveur des droits poli-

tiques (*Bulletin officiel* 1910) ; F. Buisson : Le suffrage des femmes et la Ligue (*Cahiers* 1920) ; Alice La Mazière : Le vote des femmes et le Sénat (*Cahiers* 1923) ; G. Malaterre-Sellier : Le suffrage des femmes (*Cahiers* 1924) ; Suzanne Grinberg : L'incapacité des femmes mariées (*Cahiers* 1925) ; Sicard de Plauzoles : La réglementation de la prostitution (*Cahiers* 1923) ; La situation des femmes kabyles (*Cahiers* 1924) ;

h) *Droits des enfants* : F. Buisson : L'école démocratique (*Cahiers* 1921) ; F. Buisson : Les droits de l'enfant (*Cahiers* 1921) ; F. Buisson : L'école démocratique (*Cahiers* 1922) ; Sicard de Plauzoles : Les droits de l'enfant (*Cahiers* 1923) ;

i) *Droits des indigènes*. Marius Moutet : Les droits politiques des indigènes algériens (*Bulletin officiel* 1917) ; Henri Guernut : La Ligue et les indigènes (*Cahiers* 1923) ; G. Bunschvicg : L'arbitraire en Tunisie (*Bulletin officiel* 1911) ; Henri Guernut : L'affaire Bach-Hamfa (*Bulletin officiel* 1912) ; Congrès de 1924 ;

j) *Justice militaire*. Général Sarraill : Plus de conseils de guerre (*Cahiers* 1924) ; Général Sarraill : *La réforme de la justice militaire* (1926) ;

k) *Droits des étrangers* : Moutet, F. de Pressensé, Baylet : La situation des étrangers en France (*Bulletin officiel* 1913) ; W. Oualid : Le droit d'expulsion (*Cahiers* 1925) ; Les conseils juridiques : Le droit de l'étranger (*Cahiers* 1925) ; Roger Picard : Les étrangers en France (*Cahiers* 1926) ;

Voir également, sur toutes ces questions et sur l'action de la Ligue, les résolutions du Comité Central (*Cahiers*, passim) et les vœux adoptés par les Congrès annuels.

B) AFFAIRES PARTICULIÈRES :

Théodore Reinach : *Histoire sommaire de l'affaire Dreyfus* (1924) ; A. Chenevier : *L'affaire Abbès-ben-Hammana* (1909) ; A. Delmont : *L'affaire Colombini* (1914) ; G. Brunschvicg : *L'affaire Péan* (1914) ; François-Albert : *Le procès Malvy* (1919) ; *L'affaire Malvy* (Etude juridique (1918) ; *Etudes documentaires sur l'affaire Caillaux* (1918) ; *Les interrogations de M. Caillaux* (1918) ; F. Buisson : L'affaire Sacco et Vanzetti (*Cahiers* 1921) ; René-Bloch : *L'affaire Landau* (1922) ; P. Löwel : *Goldsky est innocent* (1922) ; F. Corcos : *Landau est innocent* (1923) ; R. Réau : *L'affaire Paul Meunier* (*Cahiers* 1923) ; Henri Guernut : *L'affaire Chapelant* (1925) ; H. Guernut : *Mertz et Copie* (1926) ; H. Guernut : *L'affaire Platon* (1926) ; H. Guernut : *L'affaire Strimelle* (1926), etc.

On trouvera de nombreux détails sur l'action quotidienne de la Ligue en faveur des victimes de l'injustice et de l'arbitraire, dans les comptes rendus publiés, sous la rubrique : « Nos interventions », par les *Cahiers des Droits de l'Homme*.

DUEL n. m. (du latin *duellum*, formé de *duo*, deux, et de *bellum*, guerre).

Dans l'ancienne législation, le *duel* était un combat entre deux personnes dont l'issue était admise comme preuve juridique dans les questions douteuses. Ex. : Lorsque deux individus se querellaient pour un objet ou un sujet quelconque et en appelaient à la justice pour régler le différent qui les divisait, il arrivait parfois que le magistrat, ne sachant en faveur duquel des plaignants se prononcer, leur ordonnait de se battre. Celui qui sortait victorieux de ce combat singulier était considéré comme ayant légalement raison. La force et l'adresse étaient des preuves convaincantes des droits que l'on avait sur l'adversaire.

Le Français, batailleur et querelleur par excellence, a toujours eu la manie du duel et celui-ci était si répandu au xvr^e siècle, que Montaigne écrivait : « Mettez trois François aux déserts de Libye, ils ne seront

pas un mois ensemble sans se harceler et s'esgratigner ».

A différentes époques, de sévères ordonnances furent rendues et, plus particulièrement, par Louis XIV, pour mettre fin à ces mœurs ridicules. Elles n'eurent aucun effet, le duel subsista et il existe encore de nos jours.

En vertu des us et coutumes et des préjugés aristocratiques qui veulent que les insultes soient lavées dans le sang, ces messieurs de la bourgeoisie se battent en duel chaque fois qu'ils estiment avoir subi un affront. Drôle de conception de l'« honneur », en vérité ; mais, comme en toutes choses, les possesseurs de la fortune sont des privilégiés qui peuvent tout se permettre et, si le duel est interdit par la loi, le duelliste bénéficie toujours de l'indulgence des magistrats.

Pour nous, il n'y a aucune différence entre le duel aristocratique et bourgeois, qui se pratique au Bois de Boulogne avec la complicité de la police, et celui du souteneur qui se pratique dans les rues obscures de la capitale. Nous n'avons pas cette subtilité qui consiste à trouver plus noble de s'entretenir au revolver et à l'épée qu'au couteau et s'il nous fallait chercher des excuses à ceux qui perpétuent de telles mœurs, toute notre pitié serait réservée pour l'ignorant et l'imbécile, et non pas pour le bourgeois qui se prétend instruit, éduqué, évolué et qui, en réalité, ne s'est pas libéré de la barbarie ancestrale. Il est vrai que ce n'est pas la raison qui dirige les hommes en notre siècle de science et de progrès et, si le souteneur est condamné, lorsqu'il blesse ou supprime un de ses semblables, son geste est considéré comme un meurtre ; le bourgeois, lui, au contraire, est honoré lorsqu'il enfonce quelques centimètres d'acier dans la peau d'un autre bourgeois. C'est ce qu'on appelle en France la « justice » égale pour tous.

Le bourgeois, cependant, y met certaines formes, lorsqu'il décide d'assassiner un adversaire. A titre documentaire, nous empruntons au « Larousse », bien informé en matière de préjugés, certains articles du Code du duel : « Duel à l'épée : les lames doivent être lisses, droites, triangulaires, sans défauts. Les adversaires sont visités par les témoins avant le combat. Au commandement de : « Allez, messieurs ! » le combat commence ; il doit cesser au moment indiqué par les conventions, ainsi que toutes les fois que le directeur prononce le mot : « Halte ! »

« Duel au pistolet : Les armes, inconnues aux adversaires, sont apportées, chargées et scellées, dans une boîte. Le directeur commande « Attention ! » puis : « Feu ! un, deux, trois ! » les adversaires doivent tirer entre les mots *un* et *trois*. La distance entre les combattants est de 16 à 24 mètres. Le nombre des balles à

échanger ne dépasse pas normalement six. (Trois par adversaire). »

Lorsque l'un des adversaires est blessé « l'honneur est lavé », « l'honneur est sauf » ; n'est-ce pas charmant et ridicule ?

Il est bien rare, cependant, que, de nos jours, les duellistes se fassent beaucoup de mal, car, à la première éraffure le combat est arrêté par les témoins et ordinairement, après s'être quelque peu égratigné l'épiderme, les adversaires se réconcilient sur le terrain. Le duel n'est, bien souvent, qu'une source de publicité et en tous cas, quelles qu'en soient les causes, il n'est pas intéressant, et les duellistes encore moins.

Combien plus terrible que ces mœurs d'opéra-comique, est le duel que se livrent parfois notre sensibilité et notre raison. Ne sommes-nous pas en proie, anarchistes, à une lutte constante avec nous-même et notre vie, par l'ambiance, par la contrainte que nous subissons, n'est-elle pas en éternelle contradiction avec notre pensée, nos désirs et nos espérances ?

Chaque fois qu'il faut se défendre contre la violence que nous combattons, qu'il nous faut répondre par les mêmes coups à ceux de nos adversaires, — si nous ne voulons pas succomber, — il se livre en nous ce duel profond qui met aux prises nos sentiments d'affection, de paix, d'amour et la nécessité dans laquelle nous nous trouvons d'opposer notre force à celle de nos ennemis.

Heureusement que l'instinct de conservation nous soutient et que notre raison sort généralement victorieuse de cette bataille intérieure ; sans quoi, nous serions bientôt écrasés, laissant le champ libre à tous les organismes de réaction et de domination sociale.

C'est un duel à mort que nous avons engagé avec la bourgeoisie ; les coups répétés que nous lui avons portés l'ont quelque peu ébranlée, ses assises ne sont plus aussi solides ; seule la façade résiste encore et conserve une apparence de puissance. Demain, la forteresse s'effondrera entièrement, mettant fin au duel que se livrent depuis des siècles les asservis et les oppresseurs, et les hommes, unis et heureux, pourront vivre enfin en toute fraternité.

DUEL (Le). — Pièce en trois actes de Henri Lavedan (1905). Dans cette pièce, d'une psychologie pénétrante, Henri Lavedan nous présente un prêtre et un savant qui se dispute l'âme d'une femme croyante et passionnée. Ces deux hommes sont frères mais, en raison de leurs idées opposées, ils avaient abandonné toutes relations. Placés l'un en face de l'autre par le hasard, il se livrent un terrible duel ; l'un, pour asservir une femme à la religion ; l'autre, pour la délivrer de l'emprise de Dieu et la rendre à la vie et à l'amour.

C'est un drame poignant, d'une réelle profondeur et marqué d'une remarquable impartialité.